




3 1761 11649879 1



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761116498791>

33
98
HOUSE OF COMMONS

Issue No. 20

Tuesday, July 16, 1985

Chairman: Patrick Boyer

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 20

Le mardi 16 juillet 1985

Président: Patrick Boyer

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Sub-committee on*

Equality Rights

*of the Standing Committee on
Justice and Legal Affairs*

*Procès-verbaux et témoignages
du Sous-comité sur les*

Droits à l'égalité

*du Comité permanent de la
justice et des questions juridiques*

RESPECTING:

Order of Reference

CONCERNANT:

Ordre de renvoi

WITNESSES:

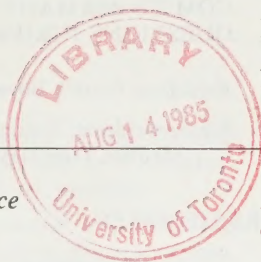
(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-third Parliament, 1984-85

Première session de la
trente-troisième législature, 1984-1985



SUB-COMMITTEE ON EQUALITY RIGHTS OF THE
STANDING COMMITTEE ON JUSTICE AND LEGAL
AFFAIRS

Chairman: Patrick Boyer

Vice-Chairmen: Pauline Browes
Maurice Tremblay

SOUS-COMITÉ SUR LES DROITS À L'ÉGALITÉ DU
COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE ET DES
QUESTIONS JURIDIQUES

Président: Patrick Boyer

Vice-présidents: Pauline Browes
Maurice Tremblay

MEMBERS/MEMBRES

Roger Clinch
Mary Collins

Sheila Finestone
Svend Robinson—(7)

Le greffier du Sous-comité

David Cook

Clerk of the Sub-committee

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, JULY 16, 1985
(51)

[Text]

The Sub-committee on Equality Rights of the Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 9:10 o'clock a.m., this day, the Chairman, Patrick Boyer, presiding.

Members of the Sub-committee present: Patrick Boyer, Pauline Browes, Roger Clinch, Mary Collins, Svend Robinson, Maurice Tremblay.

In attendance: Susan Ashley, Denis Lemieux, Colin McNairn, Philip Rosen, Sub-committee Staff Members.

Witnesses: From the Law Reform Commission of Canada: Mario Bouchard, Co-ordinator, Administrative Law; and Daniel Mockle, (Consultant). *From the Canadian Institute of Actuaries:* Mr. C.S. Moore, Past President of the Institute and a consulting actuary; Mr. Robert L. Brown, a Fellow of the Institute, a University Professor in Statistics and Actuarial Science; Mr. Wayne Woods, a Fellow of the Institute and Chairman of the Committee on Liaison with Government Authorities on Pension Matters; and Mr. Brian Wooding, Executive Director at the Institute. Monica Townson, Economic Consultant presenting "Sex-Based Mortality Tables". *From Gour, Guénette, Roy & Wallis:* Albert Roy. *From the Canadian Coalition Against Media Pornography:* Bonnie Diamond, President; Cynthia Wiggins, Past President; Rose Potvin, National Co-ordinator. *From the Canadian Co-ordinating Council on Deafness:* Joan Westland, Executive Director.

The Sub-committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, March 5, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Tuesday, April 16, 1985, Issue No. 2*).

The witnesses made statements and answered questions.

At 12:30 o'clock p.m., the Sub-committee adjourned to the call of the Chair.

AFTERNOON SITTING
(52)

The Sub-committee on Equality Rights of the Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 2:12 o'clock p.m., this day, the Chairman, Patrick Boyer, presiding.

Members of the Sub-committee present: Patrick Boyer, Pauline Browes, Roger Clinch, Mary Collins, Svend Robinson.

In attendance: Susan Ashley, Colin McNairn, Philip Rosen, Sub-committee Staff Members.

Witnesses: From the Canadian Council on Social Development: Richard Weiler, Associate; Terrence Hunsley, Executive Director; and Tony Hoffman, Research Assistant. *From the Canadian Federation of University Women:* Helen Pucini, Legislative Chair, University Women's Club of Ottawa; Theodora Carrol Foster, Legislative Chair, Canadian Federation of University Women; and Linda Elliott-Doshen, Statute of Women Chair, University of Women's Club of Ottawa.

PROCÈS-VERBAUX

LE MARDI 16 JUILLET 1985
(51)

[Traduction]

Le Sous-comité sur les droits à l'égalité du Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit, ce jour à 9 h 10, sous la présidence de Patrick Boyer (*président*).

Membres du Sous-comité présents: Patrick Boyer, Pauline Browes, Roger Clinch, Mary Collins, Svend Robinson, Maurice Tremblay.

Aussi présents: Susan Ashley, Denis Lemieux, Colin McNairn, Philip Rosen, membres du personnel du Sous-comité.

Témoins: De la Commission de réforme du droit du Canada: Mario Bouchard, coordinateur, Droit administratif; Daniel Mockle (consultant). *De l'Institut canadien des actuaires:* M. C.S. Moore, précédent président de l'Institut et actuaire consultant; M. Robert L. Brown, membre de l'Institut, professeur d'université en statistique et science actuarielle; M. Wayne Woods, membre de l'Institut et président du Comité de liaison avec les autorités gouvernementales sur les questions de pension; et M. Brian Wooding, directeur général de l'Institut. Monica Townson, consultante en Économie qui présente «les tables de mortalité fondées sur le sexe». *De Gour, Guénette, Roy & Wallis:* Albert Roy. *Du Conseil canadien contre la pornographie dans les médias:* Bonnie Diamond, présidente; Cynthia Wiggins, précédente présidente; Rose Potvin, coordinatrice nationale. *Du Conseil canadien de coordination de la déficience auditive:* Joan Westland, directrice générale.

Le Sous-comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mardi 5 mars 1985 (*Voir Procès-verbaux et témoignages du mardi 16 avril 1985, fascicule n° 2*).

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

A 12 h 30, le Sous-comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI
(52)

Le Sous-comité sur les droits à l'égalité du Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit, ce jour à 14 h 12, sous la présidence de Patrick Boyer (*président*).

Membres du Sous-comité présents: Patrick Boyer, Pauline Browes, Roger Clinch, Mary Collins, Svend Robinson.

Aussi présents: Susan Ashley, Colin McNairn, Philip Rosen, membres du personnel du Sous-comité.

Témoins: Du Conseil canadien de développement social: Richard Weiler, associé; Terrence Hunsley, directeur général; et Tony Hoffman, assistant de recherche. *De la Fédération canadienne des femmes diplômées d'université:* Helen Pucini, présidente, Questions législatives, Club des femmes diplômées d'université, Ottawa; Theodora Carroll Foster, présidente, Questions législatives, Fédération canadienne des femmes diplômées d'université; et Linda Elliott-Doshen, présidente,

From the Human Rights Institute of Canada: Dr. Marguerite Ritchie, Q.C., President; Mary-Anne Nixon, LL.B.; and Gaytli Kachroo. *From the Gays of Ottawa:* Barbara McIntosh, President; and Blair Johnston, Member. *From the Canadian Institute for the Blind:* Robert Elton.

The Sub-committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, March 5, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Tuesday, April 16, 1985, Issue No. 2*).

The witnesses made statements and answered questions.

It was agreed,—That the Clerk of the Committee place advertisements in the regional daily and weekly newspapers in the regions to be visited in August and September, in order to inform the local populace of the upcoming meetings.

At 6:10 o'clock p.m., the Sub-committee adjourned to the call of the Chair.

Statut de la femme, Club des femmes diplômées d'université, Ottawa. *De l'Institut canadien des droits humains:* Marguerite Ritchie, c.r., présidente; Mary-Anne Nixon, LL.B.; et Gaytli Kachroo. *Des «Gays of Ottawa»:* Barbara McIntosh, présidente; et Blair Johnston, membre. *De l'Institut national canadien pour les aveugles:* Robert Elton.

Le Sous-comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mardi 5 mars 1985 (*Voir Procès-verbaux et témoignages du mardi 16 avril 1985, fascicule n° 2*).

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

Il est convenu,—Que le greffier du Comité fasse paraître des annonces publicitaires en août et en septembre dans les quotidiens et les hebdomadaires des régions à visiter afin d'informer la population locale des réunions à venir.

A 18 h 10, le Sous-comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Sous-comité

Marie-Louise Paradis

Clerk of the Sub-committee

EVIDENCE*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Texte]*

Tuesday, July 16, 1985

• 0907

Le président: À l'ordre!

Bonjour, tout le monde. Nous reprenons la discussion sur les dispositions fédérales en vertu de l'article 15 de la Charte des droits et libertés. Notre programme d'aujourd'hui est très chargé, comme celui d'hier.

Nos premiers témoins seront Mario Bouchard et Daniel Mockle de la Commission de réforme du droit du Canada. Les députés ont déjà reçu leur mémoire dans les deux langues officielles. Comme je l'ai indiqué hier, il est préférable que nous ayons un dialogue, une discussion sur les points de vue exprimés dans votre mémoire.

Je vous donne tout de suite la parole pour vous permettre de nous faire part des points saillants de votre témoignage. Ceci sera suivi d'une discussion avec les députés. Je vous souhaite la bienvenue et vous donne la parole.

M. Mario Bouchard (coordonateur de la section de recherche de droit administratif à la Commission de la Réforme du droit du Canada): Merci, monsieur le président.

Permettez-moi de vous présenter Daniel Mockle, un de nos chercheurs supérieurs, qui travaille particulièrement dans le domaine qui nous intéresse aujourd'hui.

• 0910

Au départ, je dois préciser que bien que nous fassions cette présentation au su de la Commission, bien que nous travaillions à la Commission et bien que les points que nous soulevons dans le mémoire fassent partie des préoccupations de la Commission et se reflètent de façon assez directe dans un document qui sera publié la semaine prochaine par la Commission de réforme du droit, cette présentation doit être considérée comme étant uniquement la nôtre et ne doit pas être attribuée à la Commission de réforme du droit.

Maybe I should say it in English because it is for the English members. The brief was prepared in French and translated to English. Please do not ascribe the lack of quality in style to our translating services I prepared the translation and I tried to go to precision in ideas rather than purity of style.

Je vais très brièvement tenter de faire ressortir quelques points saillants du mémoire. Nous sommes ici aujourd'hui parce que les préoccupations de la Commission de réforme du droit dans le domaine du statut juridique de l'administration fédérale rejoignent de très près les préoccupations du Sous-comité. Ceci peut paraître curieux, puisque habituellement, on pense à l'article 15 de la Charte comme étant un instrument de promotion de l'égalité entre les individus. Cependant, il faut tenir compte du fait que le principal acteur juridique canadien, celui qui représente 40 p. 100 de l'activité économique au

TÉMOIGNAGES*(Enregistrement électronique)**[Traduction]*

Le mardi 16 juillet 1985

The Chairman: Order, please!

Good morning everyone. We shall resume discussion of the federal provisions under section 15 of the Charter of Rights and Freedoms. Our schedule today is a very heavy one, as was yesterday's.

Our first witnesses will be Mario Bouchard and Daniel Mockle of the Law Reform Commission of Canada. The Members of Parliament have already received a copy of their brief in both official languages. As I indicated yesterday, it is preferable for us to have a dialogue, a discussion on the points of view expressed in your brief.

I shall yield the floor to you right away so that you may give us the highlights of your evidence. This will be followed by a discussion with the Members of Parliament. I bid you welcome and yield the floor to you.

Mr. Mario Bouchard (Co-ordinator, Administrative Law Research Section, Law Reform Commission of Canada): Thank you, Mr. Chairman.

Allow me to introduce Daniel Mockle, one of our senior researchers, who works mainly in the field of interest to us today.

To begin with, I want to point out that although the Commission is fully aware that we are submitting this brief, although we are employed by the Commission and although the points that we raise in the brief are also concerns of the Commission and are reflected rather directly in a document to be published next week by the Law Reform Commission, this submission must be considered as being ours alone and must not be attributed to the Law Reform Commission.

Peut-être que je devrais parler en anglais parce que ceci s'adresse aux membres anglais. Le mémoire a été rédigé en français et traduit en anglais. Je vous prie de ne pas attribuer le manque de qualité du style à nos services de traduction. C'est moi qui ai préparé la traduction et je me suis penché vers la précision des idées plutôt que vers la pureté du style.

I shall try very briefly to underscore a few highlights from the brief. We are here today because the concerns of Law Reform Commission with regard to the legal status of the federal administration are quite similar to those of the subcommittee. This may seem odd because usually, one thinks of section 15 of the Charter as an instrument for promoting equality between individuals. Nevertheless, we must consider the fact that the leading actor on the Canadian legal scene, the one who accounts for 40% of Canada's economic activity, hence the government, is the greatest defaulter in terms of breaches of equality.

[Text]

Canada, donc l'administration, est le plus grand fautif en matière de manquements à l'égalité.

Nous vous avons donné une série d'exemples, y compris celui de l'Eldorado Nucléaire qui a réussi à se tirer d'accusations de nature criminelle en matière de coalitions simplement en invoquant son statut d'agent de la Couronne. Il y aussi le fait que les jugements des tribunaux judiciaires ne peuvent pas être exécutés contre l'administration sans son consentement, à toutes fins pratiques. Donc, on a, dans le portrait juridique canadien, un acteur qui, potentiellement, peut faire passer par-dessus bord les principes d'égalité soutenus à l'article 15 de la Charte, ce qui représente 40 p. 100 de l'activité économique. Les privilèges et immunités sont fondés soit sur le recours à la prérogative royale, soit sur le droit coutumier ou le *common law*, soit sur des dispositions prévues dans les lois fédérales, entre autres une qui prévoit expressément qu'aucune loi ne lie l'administration fédérale à moins que cette loi ne prévoie expressément que l'administration fédérale est liée.

Ce régime est de plus en plus critiqué. Il a été qualifié de désuet et d'antidémocratique. Nous avons élaboré les fondements d'un nouveau statut juridique pour l'administration fédérale dans le document de travail à être publié. Cependant, ce qui, à notre point de vue, est le plus pertinent au travail du Sous-comité, est le fait que cette façon de traiter l'administration ne va peut-être pas à l'encontre de la lettre de la Charte et qu'il se peut que la Cour suprême n'interprète pas l'article 15 comme s'appliquant au type de relations dont nous parlons. Mais certainement, l'esprit qui sous-tend l'adoption de l'article 15 de la Charte devrait, selon nous, porter à une réévaluation du statut juridique de l'administration fédérale sur les mêmes bases d'égalité, non pas simplement une égalité formelle telle que ce qui existait en vertu du *Bill of Rights* de 1960, mais bien une égalité de traitement et un équilibre dans les relations des parties en présence.

Il est évident que ce que la Commission de réforme du droit avance n'est pas un modèle qui verrait les relations entre l'administration et les administrés procéder sur des bases purement égalitaires. L'administration remplit des fonctions qui sont intrinsèquement différentes de celles qui existent entre parties privées. Cependant, l'article 15 ne prévoit pas simplement des relations purement égalitaires. Il prévoit véritablement un rétablissement de l'équilibre entre les parties. C'est dans cet esprit-là que nous croyons que le phénomène des relations entre l'administration et les administrés devrait être abordé, et c'est dans ce sens-là que nous croyons que l'article 15, peut-être pas dans sa lettre, mais certainement dans son esprit, a un rôle à jouer dans cette réévaluation.

• 0915

Nous ne pensons évidemment pas qu'une préoccupation de ce genre devrait occuper beaucoup d'espace dans le rapport du Sous-comité. Il y énormément de questions qui peuvent paraître plus pressantes et plus évidemment injustes, et qui ont besoin d'être corrigées dans les lois.

Cependant, compte tenu de l'importance de l'activité de l'administration dans la société canadienne, et compte tenu du fait que le citoyen peut s'attendre à ce que celui qui adopte les

[Translation]

We have given you a series of examples, including that of Eldorado Nuclear which managed to wiggle out of criminal charges relating to combines simply by invoking its status as an agent of the Crown. There is also the fact that for all practical purposes, the judgments of the courts of law cannot be executed against the government without its consent. Therefore, on the Canadian legal scene, we have an actor who, potentially, may cast aside the principles of equality maintained in section 15 of the Charter, one who represents 40% of the economic activity. These privileges and immunities are founded either on recourse to the royal prerogative, on common law, or on provisions stipulated in federal acts, including one that expressly states that no law is binding on the federal government unless that law expressly states that the federal government is bound.

This regime is increasingly the target of criticism. It has been described as obsolete and anti-democratic. In the working document to be published, we have outlined a foundation for a new legal status for the federal government. Nevertheless, what is most relevant, from our point of view, to the work of the sub-committee is the fact that this manner of treating the government may not be against the letter of the Charter and that it is possible that the Supreme Court will not interpret section 15 as being applicable to the sort of relations that we are talking about. But there is no doubt, the spirit underlying adoption of section 15 of the Charter should, in our view, lead to a re-evaluation of the legal status of the federal government on the same bases of equality, not simply a formal equality such as existed under the 1960 Bill of Rights, but equality of treatment and a balance in the relations between the parties involved.

It is obvious that what the Law Reform Commission proposes is not a model under which relations between the government and the governed would proceed on a purely egalitarian basis. The government fulfills functions that are intrinsically different from those that exist between private parties. However, section 15 does not simply provide for purely egalitarian relations. It provides for re-establishment of a real balance between the parties. It is in this light that we believe that the phenomenon of relations between the government and the governed should be approached, and it is in this sense that we believe that section 15, perhaps not literally, but certainly in its spirit, has a role to play in this re-evaluation.

Obviously, we do not think that a concern of this kind should take up a great deal of space in the sub-committee's report. There are a vast number of issues that may seem more urgent and more obviously unjust, and that need to be corrected in the legislation.

However, given the scope of government activity in Canadian society, and given the fact that Canadians can expect that the legislator who passes laws will teach by

[Texte]

lois prêche par l'exemple, nous pensons, à tout le moins, qu'une référence à ces préoccupations devrait être faite dans les documents qui représenteront l'aboutissement des travaux du Sous-comité. Nous croyons qu'il serait pertinent pour le Sous-comité, étant donné qu'il entend promouvoir non seulement la lettre, mais aussi l'esprit de l'article 15, de souligner qu'il serait bon pour l'administration de procéder sur les bases que nous soulignons dans notre mémoire et sur les bases qui seront précisées davantage dans le document de travail de la Commission de réforme du droit. Il serait donc bon de procéder à une réévaluation du statut juridique de l'administration fédérale dans son ensemble, pour répondre à ces nouvelles préoccupations de la société canadienne.

Merci.

Le président: Merci infiniment. Votre mémoire est très différent pour nous, parce qu'il traite d'un autre aspect de la question. C'est une question d'interprétation fondamentale de l'article 15.

Je donne d'abord la parole au député de Lotbinière, Maurice Tremblay.

M. Tremblay (Lotbinière): Merci, monsieur le président.

MM. Bouchard et Mockle, je vous félicite pour votre exposé. Vous dites humblement que votre point de vue ne devrait pas prendre une importance trop grande pour le Sous-comité. Vous me permettez de différer d'opinion.

Vous dites essentiellement que mise à part l'application de la Charte, l'administration fédérale, dans son ensemble, a déjà bénéficié d'une certaine immunité, de privilèges. Elle a, de par ses pratiques et de par son statut, adopté une certaine philosophie.

Je pense qu'il ne fait aucun doute au point de vue juridique que l'article 15 s'applique également à l'administration fédérale. Par contre, si j'ai bien compris votre pensée, il est important pour nous de scruter davantage l'application de l'article 15 dans ce secteur-là, d'autant plus que c'est un secteur névralgique, compte tenu de son importance—40 p. 100 de l'activité économique—et compte tenu de sa position de leader. Si l'administration fédérale n'est pas la première touchée, eh bien, il ne faudrait pas se surprendre que le reste ne suive pas. Est-ce bien le point que vous voulez faire ressortir?

M. Bouchard: Essentially, ce que M. Tremblay dit est parfaitement exact. Je dois cependant apporter deux précisions. D'une part, nous croyons qu'on peut soutenir et nous voudrions soutenir, compte tenu de l'importance de l'activité de l'administration au Canada, que l'article 15 s'applique à l'administration. Nous sommes prêts à admettre que c'est un point d'interprétation sur lequel des personnes intelligentes peuvent différer d'opinion. Mais nous allons plus loin, comme je l'ai signalé à quelques reprises dans ma présentation.

• 0920

Même s'il devait arriver que les tribunaux judiciaires décident que l'article 15 ne s'applique pas ou ne s'applique pas dans sa pleine mesure à l'administration, ou ne s'applique pas

[Traduction]

example, we think that at least some reference to these concerns should be part of the documents that will come out of the work of the sub-committee. We feel that it would be appropriate for the sub-committee, given that it intends to promote not only the letter but also the spirit of section 15, to point out that it would be right for the government to operate on the basis that we have outlined in our brief and on the bases that will be further clarified in the working paper of the Law Reform Commission. It would therefore be wise to carry out a re-evaluation of the legal status of the federal government as a whole, to respond to these new concerns of Canadian society.

Thank you.

The Chairman: Thank you very much. Your brief is very different from what we are used to, because it deals with another aspect of the issue, the fundamental interpretation of section 15.

I give the floor to the hon. member for Lotbinière, Maurice Tremblay.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Bouchard and Mr. Mockle, I congratulate you on your presentation. You humbly suggest that your point of view should not be given too much importance by the sub-committee. I beg to differ.

You say basically that aside from the application of the Charter, the federal government, as a whole has in the past benefited from a certain immunity, certain privileges. Through its practices and its status, it has adopted a certain philosophy.

I think that there is absolutely no doubt from a legal point of view that section 15 applies also to the federal government. On the other hand, if I understand you correctly, it is important for us to examine more carefully the application of section 15 in that sector, especially because its scope—40% of the economic activity—and its leadership role make it a nerve centre. If the federal government is not the first to be affected, well, we should not be surprised if the rest do not follow. Is that indeed the point you wish to make?

Mr. Bouchard: Basically, what Mr. Tremblay says is perfectly correct. I must, however, make two clarifications. First of all, we believe that one can support the view, and we would like to support the view, that given the scope of government activity in Canada, section 15 should apply to the government. We are willing to admit that this is a point of interpretation on which intelligent people may differ. But we go further, as I pointed out a number of times in my presentation.

Even if the courts decide that section 15 does not apply or does not apply fully to the Public Service, or applies only to certain functions of the Public Service, we think that the spirit

[Text]

à certaines fonctions de l'administration, nous pensons que l'esprit qui a mené à l'adoption de l'article 15, la philosophie de vie, la philosophie politique qui a mené à l'adoption de l'article 15, mène, si on veut être logique avec soi-même, à une réévaluation du statut juridique de l'administration sur les bases de l'article 15, peu importe que l'article 15 s'applique à strictement parler ou pas.

Deuxièmement, je ne voudrais pas donner l'impression que l'administration fédérale se promène avec ses privilèges dans sa poche et les utilise parfois à bon et surtout à mauvais escient, à gauche et à droite. Un des points que la Commission de réforme du droit tente de faire ressortir depuis quelques années, c'est que l'approche du droit administratif, au niveau canadien, est une approche beaucoup trop pathologique. L'étude juridique de l'administration est concentrée beaucoup trop sur les cas où les choses vont mal et pas assez sur la façon dont les choses vont bien. Il y a plusieurs pratiques administratives qui tentent de remédier au déséquilibre qui existe entre l'administration et l'administré. Nous pensons cependant que le fait que ce soit fait uniquement au niveau des pratiques administratives force quand même à une réévaluation. Il est évident que l'administration va continuer à conserver des traitements spéciaux. L'exemple extrême que l'on donne toujours, c'est qu'on ne voudrait pas permettre la saisie et la vente en public des tanks de l'armée parce que la Défense nationale devrait de l'argent à quelqu'un. On ne voudrait pas que des individus privés se promènent avec des tanks dans les rues. Il y a une justification fonctionnelle, rationnelle à une immunité de saisie dans ces cas-là. Mais il y en a d'autres où cette justification-là n'existe pas, et il faut procéder à cette réévaluation.

Donc, il y a ces deux réserves, d'une part sur l'interprétation de l'article 15, et d'autre part sur le fait que nous parlons ici de statut juridique et de réévaluation. Il ne faut pas penser que l'administration est nécessairement le gros méchant garçon qui se conduit toujours mal envers tout le monde parce qu'il dispose de ces privilèges-là.

M. Tremblay (Lotbinière): Donc, que l'article 15 s'applique ou ne s'applique pas, il faut quand même en respecter l'esprit. Avez-vous des exemples précis à nous donner pour appuyer ce que vous dites?

M. Bouchard: Très rapidement, en se référant au mémoire, on peut d'abord citer l'article 16 de la Loi d'interprétation qui prévoit expressément, comme je l'ai dit plus tôt, que les lois ne sont pas censées s'appliquer à la Couronne à moins qu'elles le prévoient expressément ou par implication nécessaire. C'est une présomption qui est basée sur une ancienne tradition voulant que le souverain étant l'auteur des lois, il ne puisse pas s'imposer d'obligations à lui-même. C'est une tradition qui n'a plus sa raison d'être dans notre société, particulièrement avec l'adoption d'une loi constitutionnelle. Cette présomption-là a déjà été renversée dans certaines juridictions de *common law*, par exemple en Colombie-Britannique. C'est une question qui devrait être réévaluée de très près.

Un autre domaine où l'administration devrait peut-être bénéficier d'un «régime spécial», mais d'un régime spécial qui lui imposerait davantage d'obligations, c'est tout le domaine de

[Translation]

that led to the passing of section 15, the philosophy of life, a political philosophy that led to the passing of section 15, leads, if one is to be consistent, to a re-evaluation of the legal status of the Public Service on the basis of section 15 whether section 15 applies strictly speaking or not.

Second, I would not like to give the impression that the federal Public Service goes around with its privileges in its pocket and uses them sometimes advisedly and most often ill advisedly, left and right. One of the points that the Law Reform Commission has been trying to make for the past number of years, is that the approach of administrative law, in the Canadian context, is a much too pathological approach. The legal examination of the Public Service is concentrated far too greatly on cases where things are going badly and not enough on the way that things are going right. There are a number of administrative practices that attempt to put right the imbalance between the government and the governed. We think, however, that the fact that this is occurring only with regard to administrative practices calls for a re-evaluation all the same. Obviously, the Public Service will continue to enjoy some special treatment. The extreme example that is always given is that one would not wish to allow the seizure and the public sale of army tanks because National Defence owed someone money. One would not wish private individuals to be running around the streets in tanks. There is a functional, rational justification for immunity from seizure in such cases, but there are other cases where there is no such justification, and a re-evaluation must be carried out.

Therefore, there are two reservations, on the one hand on the interpretation of section 15, and on the other hand on the fact that we are talking about equal status and re-evaluation. The Public Service must not necessarily be considered a bad guy who goes around treating everyone meanly because it has certain privileges.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Thus, whether section 15 applies or does not apply, the spirit of it must be respected all the same. Have you specific examples to give to support what you say?

Mr. Bouchard: Very quickly, referring to the brief, let me first of all quote section 16 of the Interpretation Act which expressly provides, as I mentioned earlier, that laws are considered not to apply to the Crown unless they expressly provide so or do so by necessary implication. This presumption is based on an old tradition that the Sovereign, being the originator of the laws, cannot impose obligations on itself. Such a tradition no longer has any *raison d'être* in our society, especially since the passing of a Constitution Act. That presumption has already been overturned in certain common law jurisdictions, for example, in British Columbia. This issue should be re-examined very closely.

Another area in which the Public Service should perhaps benefit from a "special system", a special system that would impose more obligations on it, is the whole area of criminal

[Texte]

la responsabilité délictuelle. Les Français ont élaboré la notion de faute de service qui fait en sorte que si un dommage est causé par l'administration, mais qu'on n'est pas en mesure de dire précisément quel fonctionnaire a commis la faute, on peut quand même obtenir des dommages contre l'administration, parce qu'on présume alors de la faute au niveau du fonctionnement de l'administration. Quelque chose qui n'aurait pas dû se passer s'est passé. On n'a pas à prouver qui est responsable en particulier. L'administration, de toute évidence, n'a pas fait son travail, et c'est suffisant pour tenir l'administration responsable.

• 0925

Au Canada, tout le régime de la responsabilité est basé sur l'attribution d'une faute à un fonctionnaire, de sorte que si vous n'êtes pas en mesure d'identifier spécifiquement le fonctionnaire qui a commis une faute et la faute qu'il a commise, vous n'êtes pas en mesure, en droit, d'obtenir de compensation devant les tribunaux judiciaires.

Ce sont deux exemples de domaines où on devrait procéder à une réévaluation.

M. Tremblay (Lotbinière): Merci, monsieur le président.

Le président: Merci.

Monsieur Svend Robinson, député de Burnaby.

M. Robinson: Merci, monsieur le président. Vous allez m'excuser si je parle en anglais. Il s'agit d'une question assez difficile à comprendre pour moi, même en anglais.

I have listened with interest to your representation and read your brief, but I must say I have a sense that you are pleading before the wrong forum. That sense was reinforced by looking at... I think you made five specific recommendations to the committee, and in reading those recommendations I really asked myself why these people are appearing before a committee which is looking at the implications of section 15 of the Charter of Rights.

I have a sense that the case you are making—which, by the way, I have considerable sympathy for; I think this is an area which is long overdue for review and I think you suggest in your final paragraph that it is essential that the government be sensitized to the necessity of such a review in the near future either by the Department of Justice or someone else. To the extent that you are appearing before us today, certainly you are at least sensitizing some Members of Parliament and I can assure you that your views will be transmitted to the Department of Justice.

You recognize, of course, that there is a question here. Section 15 deals with the relationship between individuals—every individual is equal before and under the law and has the right to equal protection and equal benefit of the law—and I cannot for the life of me see how that section could be applied to a relationship either between a corporation and an individual, because corporations I do not believe are included within the scope of section 15... Certainly that was not the intent of Parliament. I was a member of that committee. I

[Traduction]

responsibility. In France, the notion of an act of administrative negligence has been developed. If harm is caused by the Public Service, but which is impossible to say exactly which public servant is responsible, action can be taken against the Public Service, because the negligence is deemed to be the result of the operation of the Public Service. Something that should not have happened, did. There is no need to prove who specifically is responsible. The Public Service obviously did not do its work, and this is enough to hold the Public Service responsible.

In Canada, the whole system of responsibility is based on the assignment of blame to a public servant. This means that if you are not able to identify specifically the public servant who committed a wrong and the wrong that he committed, you are not able, in law, to obtain compensation before the courts.

These are two examples of areas in which a review should be carried out.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you.

Mr. Svend Robinson, hon. Member for Burnaby.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman. You will excuse me if I speak in English. The issue is quite difficult for me to understand, even in English.

J'ai écouté avec intérêt votre exposé et j'ai lu votre mémoire, mais je dois dire que j'ai l'impression que vous plaidez devant la mauvaise tribune. Cette impression a été renforcée en regardant... Je pense que vous avez fait cinq recommandations précises au Comité, et en lisant ces recommandations-là je me demandais vraiment pourquoi ces gens ont comparu devant un Comité qui examine les implications de l'article 15 de la Charte des droits.

J'ai l'impression que la cause que vous plaidez avec laquelle, en passant, je suis d'accord dans une grande mesure; je pense que c'est un domaine dans lequel une réévaluation se fait attendre depuis longtemps. Et je pense que vous suggérez dans votre paragraphe final qu'il est essentiel que le gouvernement soit sensibilisé à la nécessité d'une telle réévaluation dans un avenir proche, soit par le ministère de la Justice soit par quelqu'un d'autre. Dans la mesure où vous vous présentez devant nous aujourd'hui, vous sensibilisez certainement au moins quelques députés et je peux vous assurer que vos opinions seront transmises au ministère de la Justice.

Vous reconnaissez, bien sûr, qu'il y a une question ici. L'article 15 traite de la relation entre individu—la loi ne fait exception de personne et s'applique également à tous, et tous ont droit à la même protection et aux mêmes bénéfices de la loi—et je ne vois pas du tout comment cet article pourrait s'appliquer à la relation soit entre une corporation et un individu, parce que je ne crois pas que les corporations soient visées par l'article 15... Cela n'était certainement pas l'intention du Parlement. J'ai été membre de ce Comité-là. Je

[Text]

recall well we had a discussion at that point. So section 15 was intended to apply to natural persons. If it is not applicable to the relationship between corporations and individuals, I certainly do not believe it can be argued that it is applicable to the relationship between the administration, whatever that might be in all its somewhat curious manifestations from time to time, and private individuals.

So, as I say, while the points you make are ones I have looked at in the past with some interest, I think your advocacy, which is vigorous and eloquent, is before the wrong forum.

Certainly I as one member of the committee would be quite prepared to pass on your concerns to the Department of Justice, although I know that the relationship between the Law Reform Commission and the Department of Justice is usually quite friendly. But to the extent that you have taken the opportunity to appear before this committee—and I speak as one member of the committee—I think that focus is perhaps inappropriate.

You talk, for example, in a number of instances about the relationship between state and individual, administration and individual, Crown presumably and individual, and I just do not think that falls under the scope of section 15.

I might just say as well that I am a bit disappointed that the Law Reform Commission itself is not appearing before this committee. I realize that you are not here today on behalf of the commission, but I would ask that you perhaps convey my concerns to Judge Linden, who has in fact appeared on several occasions recently before the Justice committee on issues of concern to the commission. I would have thought and I would have hoped that the Law Reform Commission would have been concerned with the issues we are addressing as a committee, very fundamental issues under section 15, and that the commission itself would have seen fit to make a representation to the committee on these issues of fundamental concern.

It is not too late. The committee will be holding hearings again in Ottawa in September, and perhaps the commission might see fit to put together a brief on issues which are of direct concern to Canadian citizens and, I think, fall squarely within the mandate of the commission.

• 0930

Mr. Bouchard: Okay, as far as the appearance of the commission itself is concerned, of course I will convey your message. I am in a bit of an invidious position to comment on it in one way or another. I think the best way to give a rejoinder to the points you raise is probably to reiterate more or less in English what I just said to Mr. Tremblay.

You are quite right in saying that it was not the intent of Parliament to see section 15 apply to other than equality as between individuals, and you are quite right in saying that, if that section is interpreted as not applying to corporations or

[Translation]

me souviens bien qu'on a discuté de ce point-là. Alors l'intention du législateur était que l'article 15 vise les personnes physiques. Si l'article ne s'applique pas à la relation entre les corporations et les individus, je ne pense pas qu'on peut prétendre qu'il s'applique à la relation entre l'administration, quoi qu'elle soit dans toutes ses manifestations quelque peu curieuse qu'on voit de temps en temps, et les particuliers.

Donc, comme je l'ai déjà dit, malgré que vous soulevez des points que j'ai déjà regardés avec un certain intérêt dans le passé, je pense que votre plaidoyer, quoique vigoureux et éloquent, se fait devant la mauvaise tribune.

Bien sûr, comme un membre parmi d'autres du Comité, je serais prêt à transmettre vos préoccupations au ministère de la Justice, malgré que je sais que les relations entre la Commission de la réforme du droit et le ministère de la Justice sont généralement bonnes. Mais dans la mesure où vous avez pris l'occasion de comparaître devant ce Comité—et je parle en tant qu'un membre parmi d'autres du Comité—je pense que vos remarques sont peut-être inopportunes.

Par exemple, vous faites référence à quelques reprises à la relation entre l'État et l'individu, entre l'administration et l'individu, vraisemblablement entre la Couronne et l'individu, et je crois tout simplement que l'article 15 ne traite pas de ces relations-là.

Je me permets d'ajouter que je suis quelque peu déçu que la Commission de la réforme du droit elle-même ne comparait pas devant ce Comité. Je suis conscient du fait que vous ne vous êtes pas présenté ici aujourd'hui au nom de la commission; toutefois, je vous demanderais de bien vouloir transmettre mes préoccupations au juge Linden, qui, enfin, s'est présenté à plusieurs reprises récemment devant le comité de la Justice pour parler des questions qui intéressent la Commission. J'aurais pensé et j'aurais espéré que les questions dont discute ce Comité, qui sont des questions fondamentales en ce qui concerne l'article 15, auraient intéressé la Commission de la réforme du droit, et que la Commission elle-même aurait cru bon de faire une présentation au Comité sur ces questions d'importance fondamentale.

Il n'est pas trop tard. Le Comité tiendra d'autres audiences à Ottawa, en septembre. La Commission jugera peut-être bon de préparer un mémoire sur les questions qui intéressent au premier chef les citoyens canadiens et qui, je crois, relèvent directement de son mandat.

M. Bouchard: Très bien. Pour ce qui est de la présentation d'un mémoire par la Commission, je transmettrai bien entendu votre message. Je suis dans une position quelque peu ingrate pour faire des commentaires. Je crois que la meilleure façon de répondre aux questions que vous avez soulevées est de répéter plus ou moins, en anglais, ce que je viens de dire à M. Tremblay.

Vous avez raison d'affirmer que le Parlement n'avait pas l'intention de faire appliquer l'article 15 à autre chose qu'à l'égalité entre les individus, et vous avez raison de dire que si l'article 15 exclut les sociétés et les entités impersonnelles, il ne

[Texte]

artificial persons, the section will obviously not apply directly to the relationships between the administration and the persons it deals with. However, the Supreme Court of Canada has been known to go beyond the intention of Parliament in its interpretation of provisions. Indeed, until now the Supreme Court of Canada has been very insistent on not allowing the production of parliamentary debates in the context of interpretation of legislation. Now, this might change in view of constitutional nature of the charter, but that is a point that is open to debate.

Mr. Robinson: But that actually has changed. There have been cases within the past five years in which they have looked at the record of Parliament.

Mr. Bouchard: Moreover, if section 15 is interpreted as applying to corporations, then the question will be raised as to whether or not it applies to the administration. As you say, if it does not apply, if it applies only to individuals, the question from the point of view of the charter is obviously a moot one. But the point on which we very much want to insist is that the charter is but one element of the political, constitutional and philosophical environment of living in Canadian society.

There was a spirit, a philosophy, that led to the adoption of section 15, and what we are saying is that if section 15 is interpreted in the sense you are suggesting, nevertheless the spirit that led to the adoption of section 15 is one that should underlie and support the whole re-evaluation of the legal status of the federal administration. After all, as I mentioned earlier, if you preach equality as per between individuals and then allow one particular legal actor who represents 40% of the economic activity in this country to go about flouting it with impunity, you may in fact have a bit of a problem on your hands.

It is obvious that the more blatant difficulties the committee is facing are in the relationships as between individuals and individuals. It is obvious that the application of section 15 to other than individuals is very much open to debate. But the point on which we want to insist again is that the same spirit that underlies section 15, that led to its adoption, leads in our mind to the inevitable conclusion that a re-evaluation of the legal status of the federal administration is absolutely necessary. It is obvious the committee has to concentrate on the legal issues involved in section 15, but I think it would be appropriate for the committee, if it agrees with our general proposition, to point to the government, to the administration, that it is high time it preached by example.

Mr. Robinson: I will just conclude with this, Mr. Chairman. I suppose the difficulty with what you are suggesting is that the mandate of this committee is incredibly broad, just dealing with the scope of section 15 itself. If we were then to extend beyond the scope of section 15 and look at what you refer to as the spirit which led to section 15 being enacted, I suspect we would need five years to look at a whole series of inequities.

[Traduction]

s'appliquera pas non plus directement aux relations entre l'administration et ses administrés. Toutefois, la Cour suprême du Canada est reconnue pour aller au-delà de l'interprétation que le Parlement donne des dispositions. Bien sûr, jusqu'ici la Cour suprême a toujours pris soin d'éviter de provoquer, dans les chambres, des débats sur l'interprétation de la législation. Mais cela peut changer à cause de la nature constitutionnelle de la Charte. C'est une question ouverte à la discussion.

M. Robinson: Mais c'est déjà changé. Dans les cinq dernières années, il y a eu des cas pour lesquels on a étudié les actes du Parlement.

M. Bouchard: De plus, si l'on suppose que l'article 15 s'applique aux sociétés, il faudra se demander s'il s'appliquera ou non à l'administration. Comme vous le dites, s'il ne s'applique pas à l'administration mais seulement aux individus, la question devient évidemment discutable du point de vue de la Charte. Mais le point sur lequel nous voulons insister est que la Charte n'est qu'un des éléments de l'environnement politique, constitutionnel et philosophique de la société canadienne.

L'adoption de l'article 15 a été amenée par une intention, une philosophie, et nous croyons que si l'article 15 est interprété dans le sens que vous proposez, il faudrait que l'intention dans laquelle on l'a adopté sous-tende également la réévaluation complète du statut juridique de l'administration fédérale. Après tout, comme je l'ai déjà dit, si vous prônez l'égalité entre les individus et que vous permettez ensuite à un intervenant donné, (qui représente 40 p. 100 de l'activité économique du pays) d'en faire fi en toute impunité, vous allez sans doute créer de gros problèmes.

Il est évident que les difficultés les plus manifestes que le Comité aura à résoudre sont liées aux relations entre individus. Il est sûr que l'application de l'article 15 aux relations autres que celles qui existent entre les individus est très discutable. Mais nous tenons encore une fois à répéter que l'esprit qui sous-tend l'article 15, qui a amené son adoption, nous mène aussi à la conclusion inéluctable, à notre qu'une réévaluation du statut juridique de l'administration fédérale est absolument nécessaire. Il est évident que le comité doit se concentrer sur les questions de droit soulevées par l'article 15, mais je crois qu'il conviendrait que le comité, s'il adopte notre proposition générale, attire l'attention du gouvernement, de l'administration sur le fait qu'il est grand temps de prêcher par l'exemple.

M. Robinson: J'ajourerai encore quelques mots en guise de conclusion, monsieur le président. Je crois que la difficulté de votre suggestion tient au fait que le mandat du Comité—traiter de la portée de l'article 15 lui-même—est incroyablement vaste. Si nous devons dépasser les limites de notre mandat et examiner ce que vous dites être l'esprit qui a mené à son adoption, il nous faudrait au moins cinq ans pour examiner l'ensemble des injustices, qui ont été créées.

[Text]

• 0935

I would have hoped the Law Reform Commission would be coming before us not just on this inequity, which certainly is a matter that should be seriously discussed, but on many other inequities that fall not just within the spirit but also within the letter of section 15. So as I say, I felt a sense of disappointment in a way—and I recognize you are appearing in a personal capacity—that the one representation we should have from the Law Reform Commission in my view falls outside the scope of the mandate of this committee as it has been defined by Parliament. But certainly we will be taking note of your representations and whether formally or informally I am sure conveying them to the appropriate officials.

M. Daniel Mockle (consultant, Commission de réforme du droit du Canada): Permettez-moi de signaler que M. Robinson a soulevé un problème fondamental, celui de la portée et de la nature de l'article 15. Il est tout à fait logique que vous souleviez des doutes sur l'interprétation de l'article 15. Vous vous placez d'un point de vue peut-être plus juridique, plus littéral. C'est-à-dire que vous analysez de façon plus textuelle la portée de l'article 15.

M. Robinson: Un peu plus réaliste, je crois; pas nécessairement textuelle.

M. Mockle: Oui. J'aimerais ajouter que même en se plaçant d'un point de vue plus littéral ou plus textuel, on peut quand même en déduire que l'État est directement concerné par l'application de l'article 15.

D'abord, il est concerné à titre d'arbitre, puisque c'est lui qui doit supprimer effectivement et objectivement les cas de discrimination dans la société canadienne. Il faut surtout prendre conscience du fait que la Charte est un document qui constitue, à bien des égards, une véritable charte des relations État-individus. D'ailleurs, c'est clairement précisé à l'article 32, je crois. La Cour suprême l'a confirmé récemment dans l'affaire des missiles de croisière. Donc, sans aucun doute, le gouvernement, l'administration, la Couronne, en fait toutes les institutions étatiques, sont liées par les principes contenus dans la Charte. Il n'y a pas de doute là-dessus.

Tout consiste maintenant à savoir si l'article 15 s'applique comme tel à l'État, au gouvernement. Je crois que oui. C'est une question d'interprétation à laquelle il faut faire très attention. C'est que dans l'article 15, on consacre non seulement une égalité formelle devant la loi, mais aussi un droit à l'égalité de traitement, un droit à l'égal bénéfice de la loi. On peut l'interpréter en disant: Tout individu a droit à une égale application des lois, à droit à l'égalité de traitement devant la loi ou devant les institutions étatiques. Je crois que de la façon dont l'article 15 est rédigé—il est rédigé de façon très générale—, tout individu peut réclamer un droit à l'égalité de traitement pour supprimer des causes d'injustices flagrantes, au niveau du régime juridique, du traitement, du statut.

Il faut placer cela dans la perspective de «*every individual*». Il faut se placer dans la perspective d'une charte qui reconnaît aux individus, aux administrés, aux gens, aux personnes physiques, un droit à l'égalité d'application des lois, un droit à

[Translation]

J'avais espéré que la Commission de réforme du droit nous parlerait non seulement de cette inégalité—qui doit bien sûr être étudiée sérieusement—mais aussi de celles qui touchent l'esprit aussi bien que la lettre de l'article 15. Je sais bien que vous êtes venu à titre personnel, mais je suis un peu déçu que la seule opinion donnée par la Commission n'a rien à voir avec le mandat du Comité tel qu'il a été défini par le Parlement. Nous tiendrons tout de même compte de votre position et nous la ferons connaître, par voie officielle ou non, aux fonctionnaires intéressés.

Mr. Daniel Mockle (Consultant, Law Reform Commission of Canada): Allow me to point out that Mr. Robinson has raised a fundamental problem, that of the scope and nature of section 15. It is altogether logical that you should raise some doubt regarding the interpretation of section 15. You are adopting perhaps a more legal, a more literal point of view. In other words, you are conducting more of a textual analysis of the scope of section 15.

Mr. Robinson: A little more realistic, I think; not necessarily textual.

Mr. Mockle: Yes. I should like to add that even if one were to adopt a more literal or a more textual point of view, one might still conclude that the state is directly concerned by the application of section 15.

First of all, it is concerned in its capacity as an umpire, since it is the state that will have to effectively and objectively eliminate cases of discrimination in Canadian society. It is especially important to realize that the Charter is a document that in many respects constitutes a genuine charter of relations between the state and the individual. In any event, this is clearly spelled out in section 32, I believe. The Supreme Court recently confirmed this with regard to the cruise missile case. Thus, beyond any doubt, the government, the administration, the Crown, in fact every institution of the state, all are bound by the principles contained in the Charter. There is no doubt about that.

It all boils down now to finding out whether section 15 applies as such to the state, to the government. I believe it does. It is a matter of interpretation, one that we will have to be very careful about. This is because section 15 enshrines not only formal equality before the law, but also the right to equality of treatment, the right to equal benefit of the law. This can be interpreted by saying: every individual has the right to equal application of the laws, has a right to equality of treatment before the law or before state institutions. I believe, based on the wording of section 15—the wording is very general—every individual can claim the right to equality of treatment for suppressing the causes of flagrant injustice, in terms of the legal system, of treatment, of status.

This has to be placed within the perspective of every individual. We must place ourselves within the perspective of a charter that recognizes for the individuals, for those being governed, for the people, for physical persons, a right to equal

[Texte]

l'égalité de traitement vis-à-vis de l'État et, bien sûr, vis-à-vis des autres composantes de la société.

M. Robinson: Merci.

Le président: Merci. Je suis complètement d'accord qu'il existe des inégalités parfois très claires entre les individus et l'État, mais comme MM. Robinson et Tremblay l'ont dit, le Sous-comité n'a pas pour mandat, dans le cadre de son examen des lois, des politiques et des programmes fédéraux en fonction de l'article 15, d'étudier les relations entre les individus et l'État. Il a plutôt pour mandat d'étudier les relations avec les groupes et les individus minoritaires. En vertu de l'article 15, et en vertu de l'article 27 aussi, il ne s'agit pas toujours de groupes minoritaires, parce que les femmes sont en majorité au Canada. Mais dans la plupart des cas, il s'agit des relations avec les groupes défavorisés, les groupes minoritaires. Il faut régler ces questions de façon non discriminatoire.

• 0940

J'ai préparé quelques notes sur le point de vue exprimé dans votre mémoire, mais les questions que j'avais à poser l'ont été par M. Tremblay. Je suis également d'accord avec M. Robinson que votre mémoire traite clairement d'un sujet très important pour nous, non seulement pour les membres de ce Sous-comité, mais aussi pour le Canada et le gouvernement fédéral.

Comme l'a dit M. Robinson, nous espérons que vos idées seront prises en considération dans d'autres domaines d'étude. Soyez assurés que, pour notre part, nous ferons cette recommandation.

Je voudrais, au nom des membres du Sous-comité, vous remercier d'être venus témoigner ce matin. Je vous remercie également pour votre mémoire. Mario Bouchard et Daniel Mockle, merci beaucoup.

M. Bouchard: C'est nous qui vous remercions pour votre temps.

The Chairman: Ladies and gentlemen, the next presentation will be made to us by the Canadian Institute of Actuaries, and I would like now to call on the four representatives. I know Mr. Wooding was here through much of yesterday. It is good to see you back today.

We have with us Mr. C.S. Moore, Past President of the Canadian Institute of Actuaries. Mr. Moore is a consulting actuary. We have Mr. Robert L. Brown, a fellow of the institute, member of the CIA council, and a university professor in statistics and actuarial science; Mr. Wayne Woods, a fellow of the institute and Chairman of the institute's Committee on Liaison with Government Authorities on Pension Matters; and Mr. Brian Wooding, Executive Director at the institute.

Gentlemen, welcome. You know, certainly from Brian Wooding having been here yesterday, that our way of proceeding is simply to turn the floor over to you. The documents you have made available to us will soon be available for distribu-

[Traduction]

application of the laws, a right to equality of treatment in relation to the state and, of course, in relation to the other components of society.

Mr. Robinson: Thank you.

The Chairman: Thank you. I fully agree that there are sometimes very clear inequalities between individuals and the state, but as Messrs. Robinson and Tremblay mentioned, the subcommittee is not mandated, within the framework of its review of federal laws, policies and programs under the terms of section 15, to examine the relations between individuals and the state. It is rather mandated to study relations with minority groups and individuals. Under the terms of section 15, and also by virtue of section 27, these are not always minority groups, because women are a majority in Canada. But in most cases, these are relations with disadvantaged groups, minority groups. These questions have to be settled in a nondiscriminatory manner.

I have prepared a few notes on the point of view expressed in your brief, but the questions that I was going to ask were asked by Mr. Tremblay. I also agree with Mr. Robinson that your brief deals clearly with a subject of great importance to us, not only to the members of this Sub-committee, but also to Canada and the federal government.

As Mr. Robinson said, we hope that your ideas will be taken into consideration in other fields under review. Rest assured that, for our part, we will be making that recommendation.

I should like, on behalf of the members of the Sub-committee, to thank you for having come to testify this morning. I also thank you for your brief. Mario Bouchard and Daniel Mockle, thank you very much.

Mr. Bouchard: It is we who must thank you for your time.

Le président: Mesdames et messieurs, la prochaine présentation sera faite par l'Institut canadien des actuaires et je voudrais maintenant présenter les quatre représentants de cet Institut. M. Wooding, d'abord, qui était présent une bonne partie de la journée d'hier. Soyez le bienvenu, M. Wooding.

Voici ensuite M. C.S. Moore, président sortant de l'Institut canadien des actuaires. M. Moore est actuaire-conseil. Vient ensuite M. Robert L. Brown, membre de l'Institut et membre de son conseil d'administration. M. Brown est également professeur universitaire de statistiques et de sciences de l'actuariat. M. Wayne Woods, ensuite, est membre de l'Institut et président du comité chargé de la liaison avec les autorités publiques sur toutes les questions de pensions de retraite. Voici enfin M. Brian Wooding, directeur administratif de l'Institut.

Soyez les bienvenus, messieurs. Brian Wooding vous aura sans doute expliqué notre manière de fonctionner, puisqu'il était ici hier. Nous vous donnons tout simplement la parole. Les documents que vous nous avez soumis seront distribués

[Text]

tion to the Members of Parliament. So I would invite you to speak to that and then, time permitting, we will have some discussion about your views on section 15 of the charter.

Mr. C.S. Moore (Past President, Canadian Institute of Actuaries): Thank you, Mr. Chairman, members of the committee. The presentation itself will take about 10 minutes and will be made by Rob Brown, the university professor in actuarial science and statistics. Wayne Woods and Brian Wooding will be available to answer questions, as I will.

First, just to provide a very brief introduction, I would like to explain that our institute is a professional body which has been established by act of Parliament. Fellowship in the Canadian Institute of Actuaries is the legal requirement for the valuation of registered pension plans under the Pension Benefits Standards Act and the similar legislation in the provinces. There are about 1,200 fellows of the Canadian Institute of Actuaries across Canada and they are all well qualified in mathematics, statistics, and the analysis and evaluation of risk, especially as provided for benefit programs such as life insurance and pension plans.

Many of the areas in which our members work stand to be affected by the provisions of the charter, so we particularly welcome the opportunity to explain to you the consequences we see the equality rights legislation having for Canadians, in those areas in which we are qualified to provide a professional opinion.

I would like to call first on Rob Brown to give about 10 minutes of summary presentation of the written document which I believe you have received.

Mr. Robert L. Brown (Fellow, Canadian Institute of Actuaries, member of CIA Council): Thank you very much, Mr. Chairman, members of the committee. I am pleased to be here today to make this submission on behalf of the profession.

• 0945

To start, I would like to point out that we believe section 15 provides for equality before and under the law and operates as a limitation only on the activities of legislative bodies, government officials and other public bodies which derive their power from statute and/or regulation.

Further, the charter allows for reasonable limits as can be demonstrably justified in a free and democratic society. The institute submits that the charter does not operate as a limitation on private activity. Further, where some actuarial activities are regulated by Parliament, present methodologies that do distinguish using some of the disputed criteria can be demonstrably justified in a free and democratic society.

Finally, the institute agrees with the Department of Justice, as it is stated in the publication *Equality Issues in Federal Law*, that "the effects on society as a whole because of increased costs of any program"—due to the charter—"must

[Translation]

sous peu aux députés. Je vous invite donc à nous parler de ce que contiennent ces documents et ensuite, si nous en avons le temps, nous discuterons de l'article 15 de la Charte et de votre opinion à ce sujet.

M. C.S. Moore (président sortant, Institut canadien des actuaires): Merci, monsieur le président et messieurs les députés. Notre présentation proprement dite prendra environ dix minutes et sera faite par M. Rob Brown, professeur d'université en sciences actuaires et statistiques. Wayne Woods et Brian Wooding, ainsi que moi-même serons à votre disposition pour répondre à vos questions.

En guise de brève introduction, laissez-moi vous dire que notre Institut est un corps professionnel, créé selon une loi du Parlement. Il faut être membre de l'Institut canadien des actuaires pour pouvoir légalement approuver les régimes de pension enregistrés dans le cadre de la Loi sur les normes de prestations de pension, ainsi que selon les lois provinciales du même ordre. L'Institut compte environ 1,200 membres établis partout au Canada, et ceux-ci sont qualifiés en mathématiques, en statistiques et dans l'évaluation des risques, particulièrement dans le cadre de programmes de prestations, tels que l'assurance-vie et les régimes de pension.

Les dispositions de la charge pourront avoir des répercussions dans de nombreux domaines dans lesquels nos membres travaillent, nous sommes donc particulièrement heureux d'avoir la possibilité de venir vous expliquer ce que la législation sur l'égalité des droits peut signifier pour la population canadienne, dans les domaines où nous sommes qualifiés pour donner un avis professionnel.

Permettez-moi de demander tout d'abord à Rob Brown de résumer brièvement le document que nous vous avons, je crois, déjà soumis.

M. Robert L. Brown (membre de l'Institut canadien des actuaires et membre du conseil de l'ICA): Merci beaucoup, monsieur le président, messieurs les députés. Je suis heureux de vous faire aujourd'hui cette présentation, au nom de notre profession.

Pour commencer, je veux faire observer que nous croyons que l'article 15 assure l'égalité devant la loi et que ses seules limites touchent les activités des organismes législatifs, des fonctionnaires et des autres organismes publics qui tirent leur pouvoir de la loi ou d'un règlement ou des deux.

En outre, la Charte prévoit des limites raisonnables pouvant se justifier dans une société libre et démocratique. L'Institut soutient que la Charte ne limite pas les activités d'ordre privé et que, dans le cas des quelques activités actuarielles qui sont réglementées par le Parlement, les mécanismes actuels qui établissent des distinctions à l'aide de critères contestés peuvent se justifier dans une société libre et démocratique.

Finalement, l'Institut endosse la position du ministère de la Justice qui déclare dans le document «Questions d'égalité dans les lois fédérales», que les «effets sur l'ensemble de la société de l'augmentation des coûts d'un programme (en raison de la

[Texte]

be kept in mind". The *Equality Issues in Federal Law* paper also states:

when unnecessary distinctions are made for irrelevant or capricious reasons, that is discrimination.

The institute believes such practices represent "unfair" discrimination. The dictionary defines discrimination as the power of observing differences accurately or of making exact distinctions. This is "fair" discrimination, which leads to equitable treatment versus equal treatment and is justifiable in a free and democratic society and is the basis of our present free-market insurance and employee benefits industry.

Our position deals with actuarial factors involved in the evaluation, pricing and administration of employee benefits and insurance plans. By definition, insurance is a device for elimination of an economic risk common to all members of a large group employing a system of equitable contributions out of which losses are paid. This includes the aspects of employee benefit plans affected by the charter, and the word "insurance" hereafter includes employee benefit plans.

The institute believes that in a modern industrial society insurance is essential. Canadians want to be able to transfer economic risk to the insurance industry to replace highly unpredictable individual events with highly predictable group events. They want to do so freely in an open market at the lowest possible price.

Historically, the price for insurance often did not vary by age or sex. Insurance is a highly competitive industry, however, and as actuaries discovered ways prospectively to differentiate policy holders as having statistically different risk profiles they created different premium classes. The profession looked for classification variables that were readily ascertained and verifiable. Further, pricing criteria that were beyond the control of the insured were preferred to variables that allowed for manipulation or anti-selection. Hence, our modern system of insurance pricing inevitably evolved whereby the price of benefits varies as accurately as possible, based on the expected costs.

Any factor that can be obtained economically and assists in the prediction of loss expectation in a statistically significant manner will automatically be considered for use since it can more equitably distribute costs and control losses. Such factors include not only age and sex but medical profiles, smoking habits, driving record, occupation, avocation and a host of others. If other readily ascertained and verifiable classification variables become statistically significant, they will be added. Equally true, if cost differences based on any of the presently used variables were to disappear, the variable in question would be dropped as soon as its economic value disappeared.

[Traduction]

Charte) doivent être pris en considération». Ce document définit également la discrimination comme étant:

des distinctions inutiles établies pour des raisons fallacieuses ou futiles.

L'Institut croit que cette dernière forme de discrimination représente une distinction injuste. Nous notons toutefois que le dictionnaire définit la discrimination comme étant l'action de discerner, de distinguer les choses les unes des autres avec précision. Il s'agit alors d'une distinction juste qui mène à un traitement équitable et qui peut se justifier dans une société libre et démocratique. Cette distinction juste est à la base de notre système actuel d'assurances et d'avantages sociaux.

Notre opinion porte sur les facteurs actuariels entrant dans l'évaluation des données, l'établissement des cotisations et l'administration des régimes d'assurance et d'avantages sociaux à l'intention des employés. Par définition, l'assurance est un mécanisme par lequel on élimine un risque économique commun à tous les membres d'un groupe important au moyen de cotisations équitables servant à absorber les pertes subies. Cette définition englobe les éléments des régimes d'avantages sociaux touchés par la Charte, et le mot «assurance» employé ci-après désigne aussi les régimes d'avantages sociaux à l'intention des employés.

L'Institut croit que, dans la société industrielle moderne, l'assurance est essentielle. Les Canadiens veulent pouvoir faire supporter le risque économique aux assureurs afin de substituer aux événements personnels hautement imprévisibles des événements collectifs hautement prévisibles. Ils veulent agir ainsi librement, dans le cadre d'un marché libre, et payer le prix le plus bas possible.

Au départ, dans bien des cas, les primes d'assurance ne variaient pas selon l'âge ou le sexe. Toutefois, comme le secteur de l'assurance est hautement compétitif et que les actuaires ont découvert des façons d'établir de profils de risques statistiquement différents selon les titulaires de polices, ils ont créé différentes catégories de primes. La profession a cherché des variables de classification faciles à établir et à vérifier. En outre, les critères d'établissement des primes sur lesquels l'assuré ne pouvait exercer aucune influence ont été préférés aux variables permettant la manipulation ou l'anti-sélection. Par conséquent, dans le système actuel d'établissement des primes d'assurance, le prix à payer pour les avantages sociaux est calculé de façon aussi précise que possible, en fonction des coûts prévus.

On prend automatiquement en considération tout facteur qui peut être obtenu de manière économique et qui aide à prévoir les pertes de manière statistiquement significative, car il sert à répartir les coûts et les pertes de façon plus équitable. Parmi ces facteurs, on ne retrouve pas seulement l'âge et le sexe, mais également le dossier médical, le tabagisme, les antécédents de conducteur, la profession, les activités de loisirs et de nombreux autres éléments. Toute autre variable de classification facile à établir et à vérifier, qui devient statistiquement importante, sera ajoutée. De même, si les différences de coût fondées sur l'une ou l'autre des variables présentement en usage devaient disparaître, la variable en question serait abandonnée dès que sa valeur économique aurait disparu.

[Text]

Hence, the present pricing system provides that to the extent that it is economically feasible every insured individual contributes according to the risk which is transferred to the common pooled fund.

The institute has been aware of the controversy surrounding the actuarial classification system that uses such parameters as age and sex for at least a decade now. Although the actuarial profession has investigated possible surrogates for the disputed parameters, no satisfactory alternatives have been found.

• 0950

This opinion is supported by many independent studies and reports. For example, in the "Report of the Alberta Automobile Insurance Board Respecting Factors of Age, Sex and Marital Status in Automobile Insurance Rating"—and I quote from the report:

We concluded that the research conducted by Ontario groups demonstrates that there are no variables capable of introduction to the system as true surrogates for the factors of age, sex and marital status.

The institute believes some actuarially computed factors do discriminate, but believes this discrimination is fair, justifiable, and in fact desirable to provide insurance at a fair cost based on relevant risk factors. It is desirable in that Canadians require insurance and wish to obtain it at the lowest possible price.

Actuarial methods have been criticized for treating individuals solely by average members of a group when in fact each individual exhibits unique characteristics. The institute submits that to the extent possible before the experience is known, each individual is evaluated as accurately as statistically possible. Further, one cannot be against grouping and in favour of, for example, unisex pricing at the same time, since unisex pricing just forces a broader grouping in the price structure. Passing a law to do away with dual mortality tables will not do away with the fact of dual mortality. It will simply transfer the burden of costs inequitably.

The only way to price each individual separately is to price after the experience is known. In that case, those having a loss would pay in full for their loss. This is not insurance.

The profession believes in treating people equitably and has shown in its submission to you that present methods are not only demonstrably justifiable in a free and democratic society, but are also consistent with the best social interests of all Canadians.

The paper *Equality Issues in Federal Law* outlines many areas in which our society recognizes the factors of age, sex, and marital status, even to the level of banning various groups from various activities: for example, drinking, driving, voting. The institute believes most of these examples will continue to

[Translation]

Par conséquent, le présent système d'établissement des cotisations prévoit que, dans la mesure où cela est économiquement faisable, chaque assuré contribue selon le risque que l'on assume en commun.

Depuis au moins dix ans maintenant, l'Institut suit l'évolution de la controverse entourant le système de classification actuarielle qui utilise des paramètres comme l'âge et le sexe. Bien que les actuaires aient cherché d'autres paramètres pour remplacer ceux qui sont contestés, aucune solution satisfaisante n'a été trouvée.

Cet avis est partagé par de nombreuses études et de nombreux rapports indépendants. Par exemple, dans *Report of the Alberta Automobile Insurance Board Respecting Factors of Age, Sex and Marital Status in Automobile Insurance Rating* il est dit grosso modo ce qui suit:

Nous avons conclu que la recherche menée par des groupes de l'Ontario démontre qu'il n'y a aucune variable capable de remplacer véritablement les facteurs de l'âge, du sexe et de l'état matrimonial.

L'Institut croit que certains facteurs actuariels établissent une distinction, mais il croit que cette distinction est juste, justifiable et, en fait, souhaitable pour offrir une assurance à un coût juste fondé sur des facteurs de risque pertinents. Cette distinction est souhaitable, car les Canadiens veulent être assurés et souhaitent obtenir l'assurance nécessaire au prix le plus bas possible.

On a critiqué les méthodes actuarielles parce qu'elle traitaient les individus uniquement comme membres moyens d'un groupe alors qu'en fait chaque personne présente des caractéristiques uniques. L'Institut soutient que, dans la mesure du possible avant que ne survienne un événement, chaque personne est évaluée aussi précisément que les statistiques le permettent. De plus, on ne peut être à la fois contre le regroupement et, par exemple, pour l'établissement d'une seule prime, quel que soit le sexe, car l'établissement d'une telle prime oblige à élargir le groupe dans la structure des prix. Adopter une loi qui interdirait l'emploi des tableaux de mortalité double ne changerait rien à réalité, et équivalait tout simplement à répartir les coûts de façon inéquitable.

La seule façon d'établir un prix personnalisé est d'établir un prix une fois l'événement survenu. Dans ce cas, ceux qui auraient subi une perte devraient l'assumer en totalité. Il ne s'agirait plus alors d'assurance.

Les membres de la profession croient qu'il faut traiter la clientèle de manière équitable et, comme le démontre le mémoire, ils sont d'avis que les méthodes actuelles peuvent non seulement être justifiées dans une société libre et démocratique, mais qu'elles servent au mieux les intérêts de tous les Canadiens.

Le document «Question d'égalité dans la loi fédérale» fait mention de nombreux domaines où notre société reconnaît les facteurs de l'âge, du sexe et de l'état matrimonial, invoquant même ces facteurs pour interdire à divers groupes certaines activités par exemple acheter des boissons alcoolisées, conduire

[Texte]

be accepted as justifiable. In the same way, the profession's use of such parameters is justifiable in the Canadian context because it can be demonstrated that it is statistically objective and unbiased.

In our detailed submission we then go on to give factors behind these arguments. We detail the statistical justification for the use of the disputed parameters. I will not go through these details now. They are available to you in writing.

I would point out that we have not tried to address every argument, in the interest of brevity. I have noticed in one of the previous submissions to this committee mention made of something called the "overlap theory". As one example, we did not specifically address that issue in the detailed paper. I must admit we thought that issue had died, but it would appear it has come before the committee again, and if you wish to discuss it, we would be very pleased to talk about any of those issues in our question-and-answer period.

To summarize the paper, however, many actuarial values vary because of the age, sex, marital status, or other characteristics of the individual in question. However, any differences in costs or benefits are based upon sound and objective analysis of unbiased statistics. In short, price is a direct function of expected cost. An inevitable result is that equal risks are treated equally, but unequal risks are treated unequally. The overriding criterion is equity. The institute believes this is demonstrably justified, as allowed for in the charter.

It may be that Parliament will decide to overlook the logic of this statistical argument because it perceives that public policy requires equality rather than equity.

• 0955

We submit that this public policy argument, if thought through to its inevitable conclusion, will in fact still favour the maintenance of the present risk classification system. Under the present philosophy, actuarial methods arrive at the most equitable value for benefits provided to any individual. No subsidies consciously exist. However, if we are forced to treat individuals equally instead of equitably—for example, provide equal rights to males and females—then inevitably subsidies will exist, in that some individuals will pay less than their expected costs and some will pay more. While such a system can exist within a government monopoly—as an example, the Canada-Quebec Pension Plan—it cannot exist for long in a free marketplace without serious consequences.

Basic economic theory tells us that those who see the market price as being less than their expected cost will buy more units. Those who believe the price to be too high will buy fewer units, self-insure, or buy their insurance outside of Canada from companies not restricted by similar regulation. Inevitably, average losses will rise; in the next round of price determination, so too will price. The end result of this spiral is that in the long run the market price will reach an equilibrium equal to

[Traduction]

une automobile ou exercer le droit de vote. L'Institut croit que la plupart de ces facteurs continueront d'être considérés comme justifiables. De la même façon, le recours par la profession à ces paramètres est justifiable dans le contexte canadien lorsqu'il peut être démontré comme étant statistiquement objectif et impartial.

Notre mémoire présente les facteurs qui appuient ces arguments. Il justifie sur le plan statistique l'utilisation des paramètres contestés. Je ne vous livrerai pas tous les détails maintenant. Ils sont contenus dans le mémoire.

J'aimerais souligner que nous n'avons pas tenté d'étudier chaque argument afin de rester bref. Ainsi dans l'une des présentations précédentes au Comité on a fait allusion à ce qu'on appelle «la théorie du chevauchement». C'est une question que nous n'avons pas abordé dans notre document. Je dois admettre que nous avons pensé que cette théorie était dépassée. Toutefois, si vous souhaitez en discuter, nous serions heureux d'en parler, ainsi que de n'importe quelle autre question, au cours de la période qui suivra notre exposé.

En résumé, de nombreuses valeurs actuarielles varient en raison de l'âge, du sexe, de l'état matrimonial ou d'autres caractéristiques de la personne à assurer. Cependant, toute différence de coût et d'avantages est fondée sur une analyse objective et sérieuse de statistiques impartiales. En bref, le prix dépend directement du coût prévu. Il s'ensuit donc que les risques égaux sont traités également, mais que les risques inégaux sont traités inégalement. Le critère d'ensemble est l'équité. L'Institut croit que cette méthode peut être justifiée comme le permet la Charte.

Il se peut que le Parlement décide de passer outre la logique de cet argument statistique parce qu'il estime qu'il faut viser l'égalité plutôt que l'équité.

Nous croyons que cet argument poussé jusqu'à sa conclusion inévitable, favoriserait en fait le maintien du présent système de classification des risques. Selon la philosophie actuelle, les méthodes actuarielles permettent d'établir le prix le plus équitable à payer en contrepartie des avantages offerts. Aucun groupe n'est délibérément avantagé par rapport à l'autre. Par contre, si on nous force à traiter les personnes également au lieu de les traiter équitablement, en accordant par exemple des droits égaux aux hommes et aux femmes, on favorise un groupe car certaines personnes devront payer moins que le coût prévu et d'autres plus. Bien qu'un système semblable puisse exister dans le cadre d'un monopole gouvernemental, par exemple le régime de retraite du Canada ou du Québec, il ne peut exister très longtemps dans un marché libre sans entraîner de conséquences graves.

Selon les principes fondamentaux de l'économie ceux qui voient que le prix du marché est inférieur aux coûts qu'ils ont prévu achètent plus d'unités. Ceux qui croient que le prix est trop élevé en achètent moins, s'assurent eux-mêmes ou achètent leurs assurances à l'extérieur du Canada, de sociétés qui ne sont pas soumises à un règlement semblable. Cela fait augmenter les pertes moyennes et, lorsque l'on détermine les primes la fois suivante, on les majore en conséquence. Cette

[Text]

the fair price for the poorest risk in the group, while all other potential users of the insurance mechanism to transfer economic risk will have been forced out of the market.

For example, if unisex annuity rates are required by law, those rates would ultimately reach a new equilibrium at the previously existing female rates as males either self-insure by living off their bank accounts, buy their annuities outside of Canada, or buy annuities certain. In other instances, administrative expenses will rise significantly. For example, if automobile insurance must be priced on miles driven versus age, sex and marital status, administrative costs will inevitably be higher. In short, there will be few winners and many losers.

In our submission we have demonstrated that equality of price does not coincide with equality of cost. Rather, it will increase costs, which in turn will increase prices for all. We doubt that such an undesirable result was intended by the charter. The institute believes that the laudable goals of the charter should not be imposed upon insurance and employee benefit programs at the expense of their economic efficiency and equity. To do so would be to defeat its purpose. If, however, the legal and political processes impose changes on the present risk classification system for the rating of insurance premiums, we strongly recommend that these changes should never be imposed retroactively. If implementation is inevitable, it should be gradual to give sufficient lead time to avoid undue dislocation in the marketplace and unnecessary expense to Canadian society.

That ends our formal presentation. We would be pleased to answer any questions your committee may have.

The Chairman: I would like to thank you very much. This is a most timely presentation. As you know, of course, yesterday we heard from the Canadian Life and Health Insurance Association and in a moment or two we will be hearing from Monica Townson talking about unisex mortality tables. Of course, there were provisions in the recent budget that dealt with some aspects of this. As you say, the question of the overlap theory has been revisited, at least in a questioning way if not in a serious way. So all of this is very much something that is timely and important to what we are looking at.

I think you did an excellent job of making the distinctions as seen from the actuaries' perspective of the distinction between equality and equity. You also were not unaware of the prospect or the possibility that Parliament may, notwithstanding that kind of information, look at some very broad policy considerations in interpreting section 15 and choose to go ahead on a policy direction. So I think your paper has taken, in a very short time, the old review of everything in a very fine way. I thank you for that.

[Translation]

spirale amène à calculer le prix du marché en proportion du prix juste du risque le plus faible d'un groupe et exclut du marché les autres usagers éventuels du mécanisme d'assurance désireux de partager les risques économiques.

Par exemple, si la loi exigeait des primes uniformes, quel que soit le sexe, celles-ci finiraient par équivaloir à la prime existant auparavant pour les femmes, car les hommes s'assureraient eux-mêmes en alimentant leur compte de banque, achèteraient leur rente à l'extérieur du Canada ou achèteraient des rentes certaines. Dans d'autres cas, les dépenses administratives augmenteraient de beaucoup. Par exemple, si les primes d'assurance automobile étaient établies en fonction des kilomètres parcourus au lieu de l'âge, du sexe et de l'état matrimonial, les dépenses administratives seraient inévitablement plus élevées. En bref, il y aurait peu de gagnants et beaucoup de perdants.

Dans notre mémoire, nous avons démontré que l'égalité de prix ne correspond pas nécessairement à l'égalité de coûts. Au contraire, elle augmente les coûts, qui à leur tour font augmenter les prix. Nous ne croyons pas que la Charte vise un résultat aussi peu souhaitable. L'Institut croit, même si la Charte vise des buts louables, que ceux-ci ne devraient pas être imposés aux régimes d'assurance d'avantages sociaux à l'intention des employés car cela se ferait au prix de leur équité et de leur efficacité économiques et reviendrait à trahir la Charte. Toutefois, si pour des motifs d'ordre politique et juridique il fallait modifier le présent système de classification des risques aux fins de la détermination des primes d'assurance, nous recommandons fortement de ne pas donner d'effet rétroactif aux mesures décrétées. Si des modifications s'avèrent nécessaires, elles devraient être apportées graduellement de façon à éviter une perturbation indue du marché et des dépenses inutiles pour la société canadienne.

Ceci met fin à notre présentation en tant que telle. Nous répondrons maintenant avec plaisir à vos questions.

Le président: Je vous remercie beaucoup. Il s'agit d'une présentation tout à fait opportune. Comme vous le savez évidemment, hier, nous avons entendu des représentants de l'Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes et dans un moment, nous entendrons Monica Townson qui nous parlera des tables de mortalité uniformes pour les hommes et les femmes. Le récent budget contenait des dispositions portant sur certains aspects de ces questions. Comme vous l'avez dit, la théorie du chevauchement a de nouveau refait surface, on y a au moins fait allusion en la mettant en doute même si on n'en a pas discuté de manière sérieuse. Votre présentation tombe donc à point et est importante pour ce que nous allons étudier maintenant.

Je pense que vous avez fait de l'excellent travail en nous présentant les distinctions que font les actuaires entre l'égalité et l'équité. Vous étiez également parfaitement conscients du fait que le Parlement peut, indépendamment de ce genre de renseignements, prendre en compte des considérations d'un caractère très général dans l'interprétation de l'article 15 et choisir une orientation en conséquence. Je pense donc que votre exposé a permis de faire rapidement le tour de la question et de brillante manière. Je vous en remercie.

[Texte]

• 1000

I know members do have some specific questions and we will begin with Roger Clinch, Member of Parliament for Gloucester.

Mr. Clinch: If your recommendations are not heeded, and if there is some form of unisex tables and no overlap theory, but something along the lines of a different way of establishing rates, is your organization now preparing anything for that eventuality?

Mr. Brown: One point I would like to make is we are an organization representing the profession and not the industry. So where the industry may be working to prepare a response to that, the profession would be responding in a different way. I would like to turn this over to Past President Moore, but I think it is true we have a committee which is prepared to look at situations of that nature when asked.

Mr. C. Moore: Yes. I would just like to add one thing, Mr. Clinch. The actual development of a unisex table is not a difficult thing at all. In fact, in order to develop separate tables for males and females, it is necessary to do the work which would be needed to develop a unisex table. So once we have the separate tables, it is a relatively simple actuarial matter to combine them. Our whole thesis behind the remarks Rob Brown made was that if it is not necessary, it is going to produce undesirable results in terms of the inequity between price and cost—true cost and the actual price put forward on the marketplace.

But the development of a unisex table is not a difficult matter. We are not concerned about that. We just feel, as long as it is not needed, we have a valuable pricing mechanism for the population at large, which will allow prices to be more in line with their true costs for pensions, automobile insurance or life insurance.

Mr. Clinch: Thank you.

The Chairman: Pauline Browes, Member of Parliament for Scarborough Centre.

Mrs. Browes: Thank you very much, Mr. Chairman. As you stated, we had the Canadian Life and Health Insurance Association speaking to us yesterday. We also had the Canadian Diabetes Association yesterday, which touched on some of the items you have spoken about. Of course, their concern was that people with diabetes were being discriminated against, because those persons coming into the work force were looked at in terms of what kind of insurance benefits they would have because of their health. Therefore, with the premiums being higher, there perhaps would be a problem with their getting a job.

Then we heard your position, from the Canadian Life and Health Insurance Association, but perhaps with a little more self-interest than what you have indicated.

[Traduction]

Je sais que les membres du Comité ont des questions précises et nous commencerons par Robert Clinch, député de Gloucester.

M. Clinch: Si vos recommandations ne sont pas prises en considération et si l'on opte plutôt pour des tables uniformes quelconques sans tenir compte de la théorie du chevauchement mais en choisissant une autre manière d'établir les primes, votre organisation est-elle prête à parer à cette éventualité?

M. Brown: J'aimerais préciser que nous sommes une organisation représentant la profession et non l'industrie. Aussi, il se peut que l'industrie se prépare à réagir dans un sens alors que la profession s'apprête à répondre d'une autre façon. J'aimerais que notre ancien président, M. Moore, réponde à cette question, mais je ne crois pas me tromper en disant que nous avons un comité prêt à examiner des situations de ce genre lorsqu'on le lui demande.

M. C. Moore: C'est exact. J'aimerais seulement ajouter une précision, M. Clinch. L'élaboration d'une table uniforme n'est pas compliquée du tout. De fait, afin de mettre au point des tables séparées pour les hommes et pour les femmes, il faut faire le travail que nécessite l'élaboration d'une table uniforme. Ainsi, lorsque les tables séparées sont établies, il est relativement facile pour un actuaire de les combiner. La thèse que sous-tendent les remarques de Rob Brown est que si ces tables uniformes ne sont pas nécessaires, elles produiront des résultats négatifs en créant un déséquilibre entre les prix et les coûts—entre le coût véritable et le prix réel en vigueur sur le marché.

L'élaboration d'une table uniforme n'est pas une tâche compliquée. Nous ne nous soucions pas de cet aspect. Nous pensons seulement que tant que ces tables ne sont pas nécessaires, nous avons un mécanisme valable d'établissement des prix pour la population en général, un mécanisme qui permet aux prix de s'aligner sur les coûts véritables des pensions, de l'assurance-automobile et de l'assurance-vie.

M. Clinch: Merci.

Le président: Pauline Browes, députée de Scarborough Centre.

Mme Browes: Merci beaucoup, monsieur le président. Comme vous l'avez dit, nous avons entendu hier l'Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes. Nous avons aussi entendu hier la *Canadian Diabetes Association*, qui a abordé certaines des questions dont vous avez parlé. Bien sûr, cette association s'inquiète de la discrimination dont font l'objet les diabétiques, parce que lorsque ces gens arrivent sur le marché du travail, on les évalue en fonction du type d'indemnité dont ils pourraient bénéficier en raison de leur état de santé. Par conséquent, comme les primes sont plus élevées, ils ont peut-être plus de mal que les autres à se trouver un emploi.

Puis, nous avons entendu votre position, qui ressemble à celle de l'Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes, mais qui dénote peut-être un plus grand souci de vos propres intérêts que vous ne l'avez indiqué.

[Text]

I do not know if it was brought up yesterday, but when we are dealing with averages, as you are dealing with, it really is in direct contrast to the terms of section 15 which relates to the individual as opposed to relating to the group.

You talk about the winners and the losers. Where are the insurance companies on this? Are they winners or losers?

Mr. Brown: Well, again, not being here to represent the industry, I will respond as a professional actuary. I am not related to any insurance company myself, but it is a highly competitive marketplace, and any winning or losing in the insurance industry is kept under control, in my mind, through market forces. If there happens to be a segment of the market which is not being satisfied by the insurance industry, it might be possible for a new company to enter and make a short-term profit. It would soon be responded to by the rest of the industry.

• 1005

If he would permit, I would like to step back just a moment and talk about individuals and averaging if I could, because you are quite right that the charter—and I think quite correctly—talks about individual rights. This places the whole insurance mechanism in a rather difficult situation because insurance by definition requires grouping; even before there were insurance companies, there were co-operatives and fraternalists that decided they would group together and if someone's barn burned down they would replace it. What you are doing in the insurance mechanism is taking an individual risk which is highly variable and agreeing to pool the risk with a group of people so that you can come up with a highly predictable risk. Therefore insurance by definition, even if there were no insurance companies, is a pooling concept, a grouping concept. Accordingly, it is difficult to put that insurance concept, or if you will, philosophy definition into the charter. I think that is why the charter does run into some difficulties when it addresses the area of private insurance.

Mrs. Browes: When it gets to groups, I have always been very much concerned about automobile insurance—and Mr. Chairman this is about groups. When you have an accident, immediately your costs go up, your premiums go up. Where does the group come in, because that comes in on the individual?

Mr. Brown: I think there is a very important point to be made here. First, not all companies will do that and perhaps I can give you some examples afterwards.

Mrs. Browes: Give me the companies.

Mr. Brown: Your rate does not go up because you had an accident. In other words, you are not being penalized for having had the accident. What they are saying is that prospectively, people who have had evidence of accidents in the past have higher probabilities of accidents in the future. All insurance pricing is done prospectively. Nothing is ever done retrospectively. If an insurance company tried to penalize you

[Translation]

Je ne sais pas si la question a été abordée hier, mais quand on joue avec des moyennes, comme vous le faites, cela contredit directement les dispositions de l'article 15, qui se rapporte aux individus plutôt qu'aux groupes.

Vous parlez des gagnants et des perdants. Dans quel camp se trouvent les compagnies d'assurance? Chez les gagnants ou les perdants?

M. Brown: Eh bien, encore une fois, n'étant pas ici pour représenter l'industrie, je répondrai à titre d'actuaire professionnel. Je ne suis rattaché à aucune compagnie d'assurance, mais la concurrence est très grande et toute possibilité de gagner ou de perdre dans l'industrie de l'assurance est régie, selon moi, par les forces du marché. S'il arrivait qu'un segment de la population ne soit pas satisfait de l'industrie de l'assurance, il serait possible qu'une nouvelle compagnie entre sur le marché et réalise un profit à court terme. Mais le reste de l'industrie réagirait vite.

Si vous le permettez, j'aimerais revenir en arrière un instant et parler des individus et des moyennes si je le peux, parce que vous avez tout à fait raison en disant que la Charte parle des droits de l'individu, et cela fort légitimement je crois. Cela place tout le secteur de l'assurance dans une situation plutôt difficile parce que, par définition, l'assurance exige un regroupement; avant même l'arrivée des compagnies d'assurance, des gens ont décidé de former des coopératives et des fraternités et de remplacer la grange d'un de leurs membres si celle-ci était détruite par le feu, par exemple. Ce qui se passe en assurance, c'est qu'on prend un risque individuel très variable et qu'on l'incorpore à celui d'un groupe de gens, de façon à arriver à un risque fort prévisible. C'est pourquoi par définition, l'assurance, même s'il n'y avait pas de compagnies d'assurance, suppose la mise en commun, le regroupement. Il est donc difficile d'intégrer la motion de l'assurance ou, si vous préférez, une définition philosophique dans la Charte. D'après moi, c'est pour cela que la Charte pose des difficultés lorsqu'on l'applique au domaine de l'assurance de personnes.

Mme Browes: Lorsqu'il s'agit de groupes, je me suis toujours préoccupée de l'assurance-automobile, et monsieur le président, cette assurance se rapporte à des groupes. Quand vous avez un accident, immédiatement vos coûts augmentent, vos primes augmentent. Que vient faire le groupe dans tout ça puisque c'est l'individu qui paie?

M. Brown: Je crois qu'il faut apporter une précision importante à ce propos. D'abord, toutes les compagnies n'agissent pas ainsi et je pourrai peut-être vous donner quelques exemples plus tard.

Mme Browes: Donnez-moi les noms des compagnies.

M. Brown: Vos primes n'augmentent pas parce que vous avez eu un accident. Autrement dit, vous n'êtes pas pénalisé parce que vous avez eu un accident. L'augmentation est attribuable au fait que les gens qui ont eu des accidents par le passé courent plus de risques que les autres d'avoir des accidents à l'avenir. L'établissement des primes repose sur des prévisions. Rien n'est jamais fait rétrospectivement. Si une

[Texte]

for having an accident, it would be possible for you to go to another insurance company which did not have you during that period and they would be pleased to take you on at a fair price for the future. The reason rates oftentimes do increase when you have accidents is that it somehow lends credence to the expectation of future accidents. It is not a penalty for the past; it is absolutely prospective in nature.

Mrs. Browes: You just got yourself into the next group.

The Chairman: Thank you very much. Mary Collins.

Mrs. Collins: Thank you. I think it is difficult, as has been pointed out, because our whole way of thinking is to look at individuals and individual equality; where you are coming from is just so entirely a different kind of space. It is hard for us to come to some common ground, because I too have the same problems as Mrs. Browes about the winners and losers. It seems to me that if you go back to the system which you said used to exist, whereby men and women were grouped together into one risk category, that ultimately . . . sure there will be a bit of a adjustment here on life insurance in that women, because of the new structure, may pay less than they do now on annuities and the other way around, but it seems to me it will balance out in the end. I do not really see what the difficulties could be.

Mr. Brown: It would balance out if there was not a free ebb and flow in the marketplace. If the price of pork goes up people buy beef; if the price of beef goes up people buy fish; if the price of annuities goes up to the point where a male feels that he can live off his bank account at a better return than going to the insurance industry to transfer his risk, then he will "self-insure".

Mrs. Collins: What are we talking about? When I have looked at tables on life insurance in my age group between men and women, sure it is a couple of dollars or something but it is not going to make any real difference in my decision-making.

Mr. C. Moore: That is a significant point. The same discussions went on in the United States a couple of years—well they have been going on for about 10 years as Rob said, but a couple of years ago they came to a peak. They estimated that if they brought in unisex legislation in the United States for everything that women would pay \$360 million more in life insurance premiums and something like \$700 million for auto insurance under the unisex tables.

• 1010

Now the point there was that the president of the American Academy of Actuaries in the United States was a woman. She was trying to make the point that a significant amount of money and significant differences in rates were being dis-

[Traduction]

compagnie d'assurance essayait de vous pénaliser parce que vous avez eu un accident, vous pourriez aller en voir une autre qui ne vous connaîtrait pas et qui serait heureuse de vous assurer à un prix équitable pour l'avenir. La raison pour laquelle les primes augmentent souvent après un accident est que, d'une certaine façon, cela donne une certaine crédibilité à la possibilité d'accidents futurs. Ce n'est pas une pénalité imposée à cause du passé, mais plutôt une réaction de nature tout à fait prospective.

Mme Browes: Vous venez tout juste de changer de camp.

Le président: Merci beaucoup. Mary Collins.

Mme Collins: Merci. La question est difficile, comme on l'a fait ressortir, parce que toute notre façon de penser consiste à mettre l'accent sur l'individu et sur l'égalité des individus. Vous oeuvrez dans un monde où les perspectives sont complètement différentes. Nous avons du mal à nous comprendre, parce que j'ai les mêmes inquiétudes que M^{me} Browes à propos des gagnants et des perdants. Il me semble que si vous retournez au régime qui, d'après vous, a déjà existé et selon lequel les hommes et les femmes faisaient partie d'une même catégorie, au bout du compte . . . C'est certain qu'il y aurait une certaine adaptation de l'assurance-vie, parce que les femmes, à cause des nouvelles structures, verseraient peut-être des cotisations moins élevées que les cotisations actuelles et vice et versa pour les hommes, mais il me semble que tout finit par s'équilibrer en dernière analyse. Je ne vois pas vraiment les difficultés que cela pourrait poser.

M. Brown: Tout finirait par s'équilibrer s'il n'y avait pas de liberté de mouvement sur le marché. Si le prix du porc se met à grimper, les gens achètent du boeuf; si le prix du boeuf augmente, ils achètent du poisson; si les primes augmentent au point où un homme pense qu'il peut mieux vivre en laissant ses économies dans un compte de banque plutôt qu'en allant voir un assureur pour transférer son risque, alors il s'assure lui-même.

Mme Collins: Que dites-vous là? Quand j'ai regardé les tables d'assurance-vie pour mon groupe d'âge, il y avait certainement une différence de quelques dollars entre les primes versées par les hommes et par les femmes, mais pas assez pour avoir un effet réel sur ma décision.

M. C. Moore: Vous touchez un point important. Les mêmes discussions se sont déroulées aux États-Unis il y a quelques années; de fait, elles se poursuivent depuis environ dix ans comme Rob l'a déclaré, mais elles ont atteint un point culminant il y a quelques années. Les Américains ont estimé que s'ils adoptaient une législation uniforme pour les hommes et les femmes, dans le cas de toutes les formes d'assurance, les femmes verseraient 360 millions de dollars de plus en primes d'assurance-vie et quelque 700 millions de dollars de plus en primes d'assurance-automobile.

Je tiens à souligner que l'*American Academy of Actuaries* était présidée par une femme. La présidente essayait de démontrer qu'il était question de sommes importantes et de différences considérables entre les primes; c'est pourquoi cette

[Text]

cussed; this is why it was a big issue to the actuaries. The smoking issue for a long time was not considered a significant one, so they were not discriminating based on smoker-non-smoker mortality. Now, because it has become a significant factor, it has been introduced and I think for the better.

Mrs. Collins: Yes, and the insurance companies mentioned that one yesterday. But do we have comparable figures for Canada? I mean, whereas women would pay more for life insurance and auto insurance, they would pay less for annuities.

Mr. C. Moore: Yes, that is right.

Mrs. Collins: What is the total balance going to be in terms of the ebb and flow of dollars?

Mr. C. Moore: If it is of interest to the committee, it is something we can provide; in the time we had, we just could not. What we wanted to get was the similar figure in the United States.

Mrs. Collins: Yes. I do have trouble with the argument. Not just your organization, but other organizations make it sound as though it is a tremendously big deal. Yet I instinctively do not think it is a very big deal and that it is perhaps one of the prices we are prepared to pay for equality. So I come from that assumption unless it can be shown otherwise.

Mr. C. Moore: Well, it was an interesting point. I think we would be glad to provide you with the background for the United States discussion if that is of help because that has already been done. But it did turn the argument around in the United States when women began to realize what a significant effect it would have particularly on auto insurance premiums but also on life insurance premiums.

Mrs. Collins: But we cannot have it both ways.

Mr. C. Moore: No, no, and I think the decision there was made after long discussion and great deals of money that it was better to leave unisex tables out of the majority of the issues. Now, they were introduced on money purchase pension plans which are an insignificant part of the total financial market in the United States, as they are in Canada.

Mrs. Collins: So would you say the recommendations of the Minister's Advisory Committee and then in the recent budget really do not have a significant impact.

Mr. C. Moore: Not in financial impact; very small, something like 6% of the total membership in pension plans.

Mr. Brown: Yes, approximately 6% of the members in pension plans in Canada are in the money purchase gender-type of this plan, so you are talking about 94% of the members

[Translation]

question était cruciale aux yeux des actuaires. Pendant longtemps, la question du tabagisme n'a pas été jugée importante. Par conséquent, il n'y avait pas de distinction fondée sur les taux de mortalité des fumeurs et des non-fumeurs. Maintenant que ce facteur est devenu important, on en tient compte et je crois que c'est mieux.

Mme Collins: Oui, et les compagnies d'assurance en ont fait état hier. Mais avons-nous des statistiques comparables pour le Canada? Je veux dire des statistiques indiquant que les femmes verseraient des primes d'assurance-vie et d'assurance-automobile plus élevées et des cotisations à des régimes de pensions moins élevées.

M. C. Moore: Oui, c'est exact.

Mme Collins: De quelles sommes s'agirait-il compte tenu des mouvements de fonds?

M. C. Moore: Si le comité s'intéresse à ces chiffres, nous pouvons les fournir; mais le temps qui nous était imparti était trop court pour que nous puissions le calculer. Ce que nous avons voulu obtenir c'était un chiffre comparable pour les États-Unis.

Mme Collins: Oui. L'argumentation me pose des difficultés. Votre organisation, mais aussi beaucoup d'autres, essaie de nous faire croire que l'instauration de tables uniformes tirerait à conséquence. D'instinct, je ne suis pas portée à le croire; c'est peut-être un des prix que nous sommes prêtes à payer pour arriver à l'égalité. C'est pourquoi je fonde mon raisonnement sur cette hypothèse, à moins qu'on puisse me prouver que j'ai tort.

M. C. Moore: Bien, voilà une remarque intéressante. Je crois que nous serions heureux de vous fournir des renseignements sur la réflexion qui s'est faite aux États-Unis si cela vous est utile, parce que les Américains se sont déjà penchés sur la question. Mais ces discussions aux États-Unis ont abouti à la conclusion contraire quand les femmes ont commencé à se rendre compte de l'effet significatif que les tables uniformes auraient, surtout sur les primes d'assurance-automobile mais aussi sur les primes d'assurance-vie.

Mme Collins: Mais nous ne pouvons gagner sur tous les plans.

M. C. Moore: Non, non, et je crois que, après de longues discussions et des dépenses considérables, les Américains ont conclu qu'il valait mieux ne pas recourir aux tables uniformes dans la plupart des cas. Ces tables s'appliquent aux régimes de pensions à cotisations définies qui représentent une part infime du marché financier aux États-Unis, comme au Canada d'ailleurs.

Mme Collins: Vous seriez donc d'avis que les recommandations du comité consultatif au ministre et que le budget récent n'ont pas de conséquence importante.

M. C. Moore: L'incidence financière est négligeable, cela représente quelque 6 p. 100 de l'ensemble des personnes qui participent à des régimes de pensions.

M. Brown: Oui, environ 6 p. 100 des personnes qui participent à un régime de pensions au Canada cotisent à des régimes à cotisations définies; il y a donc 94 p. 100 des participants

[Texte]

which are in the defined benefit category. In that type of plan, there is no distinction or differentiation between benefits.

I think also it is important when you talk about insignificant differences perhaps in risk characteristics between male and females in certain areas, when you look at the annuity differential, to note that it is fairly significant. If we look at life expectancy as an example of this, at age 65 there is approximately a 25% differential between the prospective period of life of a female and that of a male. The differential varies between the type of plans and also on the interest assumptions inherent in the calculation of annuity values. But if you have up to a 25% differential in annuity values that, we feel, is significant.

Mrs. Collins: And that is what I do not like. But if it is unacceptable to use race as a criterion, surely in Canada today it is also unacceptable to penalize women, the implications of that penalty being that they are going to live in poverty as do two-thirds of the elderly women in this country over 65.

• 1015

Mr. C. Moore: I would like to add a couple of comments to what Rob has said. I agree with what he was saying, but the two points you have raised, the fact that the difference is considered to be a socio-economic basis and that it is not a desirable method of rating, are the two factors that were of most concern.

Now, the discussion of whether sex is or is not classed in that same group is a discussion that could probably be carried on for the remainder of the week, and I realize that. It has gone on for at least 10 years in Canada and the United States and it is continuing. The feeling among actuaries is that the difference there is not a socio-economic difference, that it is a physiological difference and...

Mr. Robinson: Do you have any basis for that? Have you done any studies of that?

Mr. C. Moore: The Canadian Institute of Actuaries has not. The American Academy of Actuaries in the United States has been involved in studies. They still cannot specifically state what the source of the difference is, but there is agreement that it is a physiological one. I am not sure if Rob...

Mr. Robinson: Do you think there is any significance to the studies which have shown that men and women who are in fact in similar occupations, similar stress levels and so on, would appear to have similar levels of mortality? Is there any significance to that?

Mr. Brown: We addressed that point specifically, and in fact, I would have to disagree that there has been no trend to narrowing of the mortality differences as the lifestyle is narrowed. If anything, the longevity of women continues to improve at a more rapid rate in Canada than the longevity of males. We have pointed out specific examples in our detailed submission of males and females working under virtually

[Traduction]

dans la catégorie des prestations déterminées. Dans le régime à capital constitutif, il n'y a pas de distinction ou de différence selon le sexe.

Je crois aussi que c'est important quand on parle de différences négligeables entre les caractéristiques des risques selon qu'il s'agit des hommes ou des femmes dans certains domaines, quand on examine les écarts entre les rentes, on se rend compte qu'ils sont assez significatifs. Au chapitre de l'espérance de vie par exemple, à 65 ans, il y a un écart d'environ 25 p. 100 entre la durée de vie probable de la femme et de l'homme. Cet écart varie selon les types de régimes et selon les hypothèses relatives aux intérêts sur lesquelles repose le calcul de la valeur des rentes. Mais quand l'écart entre les rentes peut aller jusqu'à 25 p. 100, nous pensons que c'est significatif.

Mme Collins: Et c'est ce que je n'aime pas. Mais, s'il est inacceptable de prendre la race comme critère, il est sûrement inacceptable aujourd'hui au Canada de pénaliser les femmes car, en conséquence, elles devront vivre dans la pauvreté comme les deux tiers de celles qui ont plus de 65 ans.

M. C. Moore: J'aimerais ajouter un ou deux commentaires à ce que Rob a dit. Je suis d'accord avec lui, mais les deux points que vous avez soulevés, c'est-à-dire que l'on considère la différence comme étant d'ordre socio-économique et que ce n'est pas une bonne méthode d'évaluation sont à mon avis les deux facteurs les plus importants.

Pour ce qui est de savoir si le sexe est oui ou non un facteur du même ordre, nous pourrions en débattre pendant le reste de la semaine. C'est un débat qui dure depuis au moins dix ans au Canada et aux États-Unis. Les actuaires pensent qu'il ne s'agit pas là d'une différence d'ordre socio-économique, mais d'une différence physiologique et...

M. Robinson: Pourriez-vous fonder ce que vous avancez? Avez-vous étudié le sujet?

M. C. Moore: L'Institut canadien des actuaires non. Aux États-Unis, l'*American Academy of Actuaries* a fait quelques études et ses membres ne peuvent toujours pas dire avec précision d'où vient la différence, mais ils s'accordent sur un point: elle est d'ordre physiologique. Je ne suis pas sûr que Rob...

M. Robinson: Croyez-vous qu'il faut accorder foi aux études qui ont montré que les hommes et les femmes qui occupent des emplois semblables, qui subissent le même stress, etc. ont effectivement des niveaux de mortalité semblables? Y-a-t-il une signification à cela?

M. Brown: Nous avons étudié ce point en détail et en fait, je ne suis pas d'accord pour dire qu'il n'y en a pas eu une tendance vers le rétrécissement de l'écart en matière de taux de mortalité à mesure que le style de vie est devenu semblable. On peut dire que, par rapport à celle des hommes, la durée de vie des femmes au Canada continue à augmenter à un taux plus rapide. Nous avons cité des exemples précis dans notre soumission concernant les hommes et les femmes dont les

[Text]

identical conditions where the female longevity difference over the male was even wider than in the cross-section of society.

• 1020

Mr. Robinson: I have just one final question.

Mr. C. Moore: There is one interesting point in that regard which is not in our study; something like 150 male children are conceived for every 100 female, and something like 106 females are born for every 100 males. So there is quite a difference there, which is not related to environment as far as I know.

Mr. Robinson: It may very well be, but that is something that can be pursued. I have just a couple of other brief questions. I think you said there are some 1,200 fellows in your institute. How many fellows are women?

Mr. Brown: A significant number and increasing rapidly.

Mr. Robinson: How many?

Mr. Brown: I do not have the yearbook with me to go through the names, I am sorry. We could provide you with that very quickly. I would think in my graduating class this year about a third of the graduating class was female.

Mr. Robinson: I am talking about the total institute. Do you not know how many women there are, just in rough terms?

Mr. Brown: No.

Mr. Robinson: Is it 10%, 5%?

Mr. C. Moore: It is not something I have here, but we have it in the office. If you would like the number we will be glad to provide it.

Mr. Robinson: I would be interested in seeing that number. Finally, I just would note—and I am speaking, obviously, strictly as one member of the committee—that you suggest that a system of unisex mortality tables cannot in fact exist for long in a free marketplace without serious consequences, and perhaps it can exist within a government monopoly. Well I for one am quite prepared to suggest that if you people or your clients cannot function in the great free-enterprise marketplace and that the implications of that great free-enterprise marketplace with its winners and losers are a lot of poor women in Canada, then maybe you have pointed in the right direction; maybe the answer is in fact to look at a system in which there are not as many winners and losers. Maybe we should be looking at a system of some form of publicly owned and controlled insurance industry. That is a question of philosophy. It certainly has worked quite effectively in the automobile industry in my own province, in British Columbia.

Mr. C. Moore: Are you about to throw us out?

The Chairman: Not to throw you out, certainly not to throw you out, especially when you have helped us quite a bit by focusing on this. Indeed, I invite you to stay through the next presentation, which deals with unisex mortality tables. So we continue the same theme through the next bit. Did you have a final comment you would like to make?

[Translation]

condition de travail sont quasi identiques, et où l'écart de longévité de la femme était même encore plus étendu par rapport à l'homme dans l'ensemble de la société.

M. Robinson: J'ai une dernière question.

M. C. Moore: Il y a un point intéressant à ce sujet qui ne figure pas dans notre étude; pour 100 filles, environ 150 garçons sont conçus et 106 filles naissent pour 100 garçons. On constate donc une différence marquée et qui n'a rien à voir avec le milieu à mon avis.

M. Robinson: Cela se pourrait fort bien, mais c'est un sujet qu'on peut suivre. J'ai juste une ou deux autres questions brèves. Je crois que vous avez dit compter quelque 1,200 membres dans votre Institut. Combien sont des femmes?

M. Brown: Un nombre important et qui croît rapidement.

M. Robinson: Combien?

M. Brown: Je n'ai pas l'annuaire avec moi pour vérifier les noms, désolé. Nous pourrions vous donner le nombre très rapidement. Je crois que dans ma classe cette année, un tiers était constitué de femmes.

M. Robinson: Je parle de tout l'Institut. Savez-vous combien de femmes il y a, en gros?

M. Brown: Non.

M. Robinson: Dix pour cent, cinq pour cent?

M. C. Moore: Je n'ai rien de cela ici, mais nous l'avons au bureau. Si vous désirez connaître le nombre de femmes, nous nous ferons un plaisir de vous le donner.

M. Robinson: J'aimerais voir ce nombre. Enfin—je parle évidemment en tant que membre du Comité—je remarque que vous laissez entendre qu'un système de tables unisexes de mortalité ne peut pas exister longtemps dans un marché de libre entreprise sans causer de graves conséquences, mais qu'il le peut peut-être dans un monopole gouvernemental. Quant à moi, je suis prêt à dire que si vous ou vos clients ne pouvez pas évoluer sur le marché de la libre entreprise avec ses gagnants et ses perdants et qu'il y a un grand nombre de femmes pauvres au Canada, vous pourriez être dans la bonne voie. La solution serait peut-être d'étudier un système dans lequel il n'y aurait pas autant de gagnants et de perdants. Nous devrions peut-être envisager une sorte de régime d'assurance de propriété et de contrôle publics. C'est une question d'optique générale. On s'en est très bien tiré dans l'industrie de l'automobile de ma province, la Colombie-Britannique.

M. C. Moore: Êtes-vous sur le point de nous expulser?

Le président: Non, je ne vais certainement pas vous expulser, surtout après ce que vous avez fait pour nous aider à nous concentrer sur ce sujet. En fait, je vous invite à assister à la présentation suivante qui traite des tables unisexes de mortalité. Nous conservons donc le même thème. Désirez-vous faire un dernier commentaire?

[Texte]

Mr. C. Moore: I had one comment that came up in the presentation made a couple of years ago to one of the U.S. committees that was looking at a similar . . . Well, they were concentrating on the sex issue, discrimination or non-discrimination in insurance and pensions. It relates a bit to what Mr. Robinson just said.

Our feeling is in agreement with Barbara Lautzenheiser, who was the president of the American Academy of Actuaries at that time. First, on the issue of dealing with the starving female pensioners, she said "do not kill a fly with a shotgun". She said, in connection with the free marketplace as opposed to government control, "do find a way to encourage rather than discourage private pension plans". Thirdly, she said to do something that actually benefits women, a majority of women, rather than something that only looks like it benefits women. And finally, she said that doing something that only looks like it benefits women is the worst and most common form of sex discrimination we have in the nation—which was the United States—today. Our feelings are very much in line with hers on that.

Mr. Robinson: You want us to do something that really benefits women, then—is that your argument?

Mr. C. Moore: Rather than something that appears that it benefits women but in the whole does not benefit women.

Mr. Robinson: I certainly agree with that.

The Chairman: Well, in general principles we have achieved unanimity. The matter of implementation may raise a few questions, which we will be looking at.

Thank you, gentlemen, very much. As I say, I do hope you will stay for the next half hour or so at least.

Mr. Brown: Thank you very much.

The Chairman: I would like now to invite Monica Townson to come forward for what will really be a continuation of the same subject.

• 1025

I would like to say, just while Ms Townson is coming forward, that we on the committee thought this to be a very important subject and wanted to be sure that we had the opportunity to hear all points of view raised. We talked among ourselves on the committee to see whom we might have come forward, in addition to the life insurance industry representatives and the Canadian Institute of Actuaries. It was suggested that we approach Monica Townson, and I am delighted that you have accepted our invitation to be here this morning.

Ms Monica Townson (Individual Presentation): Thank you.

The Chairman: Members of the committee have received a copy of the paper you presented in 1983 at the Annual Conference of the Canadian Association of Statutory Human Rights Agencies in Saskatoon, a paper dealing with sex-based mortality tables. I know that you were present for much of the previous presentation as well so we look forward very much to

[Traduction]

M. C. Moore: J'avais un commentaire qui a été soulevé lors d'une présentation faite il y a deux ans environ à l'un des comités américains qui étudiait . . . Bref, il examinait la question du sexe, la discrimination et la non-discrimination dans les assurances et les pensions de retraite. Cela se rapporte un peu à ce que M. Robinson vient de dire.

Nous sommes d'accord avec Barbara Lautzenheiser, qui était présidente de l'*American Academy of Actuaries* à cette époque. Au sujet des retraitées affamées, elle a dit tout d'abord: «Ne tuez pas une mouche avec un fusil». Puis, au sujet du marché de la libre entreprise par opposition au contrôle de l'État: «Trouvez un moyen d'encourager les régimes privés de retraite et non pas de les décourager». Troisièmement, elle a dit de faire quelque chose qui profite réellement aux femmes, à la majorité des femmes, plutôt que quelque chose qui n'en donne que l'impression. Elle a dit enfin que faire semblant de faire quelque chose est la pire forme de discrimination sexuelle et la plus commune que nous ayons au pays aujourd'hui il s'agissait des États-Unis. Nos sentiments correspondent très bien aux siens sur ce point.

M. Robinson: Vous voulez donc que nous fassions quelque chose qui profite réellement aux femmes—est-ce votre argument?

M. C. Moore: Plutôt que quelque chose qui donne l'apparence de profiter aux femmes, mais qui dans l'ensemble ne leur rapporte rien.

M. Robinson: Je suis tout à fait d'accord.

Le président: Bon. Nous sommes unanimes quant aux principes généraux. La question de mise en oeuvre peut soulever quelques sujets dont nous allons parler.

Je vous remercie beaucoup, Messieurs. Comme je l'ai dit, j'espère que vous resterez encore une demi-heure au moins.

M. Brown: Merci beaucoup.

Le président: J'invite maintenant Monica Townson à prendre la parole pour poursuivre le sujet.

Pendant que M^{me} Townson s'approche, je précise que nous considérons que ce sujet est très important et avons donc voulu nous assurer d'entendre tous les points de vue. Nous avons discuté afin de savoir qui choisir à part les représentants des assurances-vie et de l'Institut canadien des actuaires. Par après, nous avons communiqué avec Monica Townson, et je suis ravi que vous ayez accepté notre invitation d'être parmi nous ce matin.

Mme Monica Townson: (Exposé individuel): Merci.

Le président: Les membres du Comité ont reçu un exemplaire du document que vous avez présenté en 1983 lors de la Conférence annuelle de la *Canadian Association of Statutory Human Rights Agencies* à Saskatoon. Il traitait des tables de mortalité selon le sexe. Je n'ignore pas que vous avez assisté à une grande partie de l'exposé précédent, aussi avons-nous hâte de vous écouter. Je vous cède donc la parole Monica.

[Text]

hearing what you can tell us on this important subject. I therefore turn the floor over to you, Monica.

Ms Townson: The paper you have received actually puts out all the arguments, including many of those that have been put forward by the insurance industry. Unfortunately, I did not hear the whole of the previous presentation, nor of the Canadian Life and Health Insurance Association; but I am very familiar with the arguments because, as the previous speaker has pointed out, they have been around for a number of years.

Just as an aside, I find it interesting, as a woman, to sit here and listen to the group of male actuaries telling us that it is not in our own interests to have equality. They are the very same arguments that are used against equal pay for work of equal value and so on, that we do not really want this because if we did have this equality then it would be to our detriment in some other way.

The other point I think I should comment on is the fact that the president of the American Academy of Actuaries is a woman. I do not regard that as significant in terms of achieving equality because, if you look in your paper, there are a number of quotations from that particular individual that are quite opposed to unisex tables and to equality for women.

I assume that at this point there is no need to go over the business of unisex tables, but I would like to start by pointing out the significance of them.

The previous presentation mentioned the fact that this is not going to help many women. In fact, that is true at the moment because very few women are members of money-purchase pension plans—I am talking about pensions here—in Canada. In fact, the most recent information, which is preliminary data for 1984, indicates that about 75,000 women in Canada are members of money-purchase pension plans.

Again as an aside I should point out that the problem for women in Canada is that they do not have any private pension coverage. Less than half the women in the work force who have full-time jobs have any kind of pension through their employer. If we are talking about federal jurisdiction, I estimate that approximately between 1,000 and 4,000 women are members of this kind of pension plan under federal jurisdiction.

Nevertheless, I regard this issue as extremely important for a number of reasons, not least of which is the question of principle, that where women and men have made equal contributions to a pension plan they should be entitled to equal benefits, but also because there seems to be a drift towards this type of pension plan. The preliminary data from Statistics Canada in 1984 indicate that in fact a number of defined benefit pension plans—and I assume that you know what those are—have been converted to defined contribution plans. So there is a trend towards that.

Second, these plans are very popular with small business, and this seems to be a way for some small businesses to

[Translation]

Mme Townson: Le document que vous avez reçu fournit tous les arguments, y compris bon nombre de ceux que l'industrie des assurances a présentés. Je n'ai malheureusement pas entendu l'exposé précédent au complet, ni celui de la *Canadian Life and Health Insurance Association* (Association canadienne des assurances-vie et assurances-maladies). Je suis toutefois au courant des arguments car, ainsi que l'a signalé l'orateur précédent, ils circulent depuis pas mal d'années.

Entre parenthèses, je trouve très intéressant, en tant que femme, d'écouter le groupe d'actuaire masculins nous dire qu'il n'est pas dans notre intérêt d'avoir l'égalité. Ils nous resservent tout à fait les mêmes arguments que ceux qu'ils invoquaient contre un salaire égal, pour un travail égal et ainsi de suite. Selon eux, nous n'acceptons pas vraiment cela car, si nous obtenions cette égalité, ce serait alors à notre détriment à d'autres égards.

L'autre remarque que je voudrais faire est de souligner que le président de l'*American Academy of Actuaries* est une femme. Je ne crois cependant pas que cela soit significatif pour ce qui est d'obtenir l'égalité car si vous consultez votre document, vous y verrez que les citations de cette personne sont tout à fait opposées aux tables unisexes et à l'égalité de la femme.

J'estime qu'il est maintenant inutile de reprendre la question des tables mais j'aimerais toutefois commencer en en signalant la portée.

L'orateur précédent disait qu'elles n'aideront pas les femmes. De fait, c'est vrai pour le moment étant donné que peu de femmes au Canada font partie de régimes de retraite à cotisation—car il s'agit bien ici de retraite. Selon les renseignements les plus récents, c'est-à-dire les données préliminaires pour 1984, environ 75,000 femmes sont membres de régimes de retraite à cotisation.

ICI j'aimerais faire une autre dégression. Je dirais que les problèmes des femmes au Canada, c'est qu'elles ne bénéficient pas de régimes privés de retraite. Moins de la moitié des femmes de la population occupant un emploi à plein temps disposent d'un régime de retraite de leur employeur. Pour ce qui est du gouvernement fédéral, je dirais que de 1,000 à 4,000 femmes environ bénéficient de tels régimes.

Néanmoins, cette question demeure à mes yeux extrêmement importante. Ce, pour un certain nombre de raisons, et avant tout par principe. J'entends par là que lorsque les femmes et les hommes ont cotisé également à un régime de retraite, ils devraient avoir droit à des prestations égales. C'est toutefois aussi parce qu'il semble y avoir un mouvement vers ce genre de régime. Les données préliminaires de Statistique Canada 1984 indiquent que de fait, un certain nombre de régimes de retraite à prestations définies—que vous connaissez sans doute—ont été convertis en régimes de retraite à cotisations définies. Il y a donc une tendance vers cela.

Deuxièmement, ces régimes sont très populaires auprès de la petite entreprise car ils permettent à certaines petites entrepri-

[Texte]

implement some kind of pension coverage for their employees, to institute this kind of plan.

Third, if pension reform is going in the direction which it appears to be, and that is more of an emphasis on "individual initiative", RRSPs and those kinds of plans, then this issue will become increasingly important in the future because, as you know, these are the kinds of plans where the amount of money in your fund at retirement is used to buy an annuity for you, and if you are a man and a woman, the same age and the same amount of money, you will get a lower benefit as a woman. As you also know, the Canadian Human Rights Commission has had regulations on this subject since 1980, and they state that men and women retiring in identical circumstances should have the same benefits. But as I assume you know, they do not specify that they have to be unisex tables.

• 1030

The key issue, of course, is one I think was pointed out to you by the previous speaker, and I am sure it has been emphasized by the representatives of the insurance industry. It is the problem that arose in the landmark case in the United States of *Manhart vs. the City of Los Angeles*, where the ruling was that characteristics that apply to a group cannot be applied to an individual. That, of course, is the crux of the matter, because as the insurance industry sees it, this would undermine the whole principle of insurance, where you have to classify risks on a group basis.

The key argument against that, it seems to me, is one that was raised by a committee member in response to the previous presentation. It is the fact that there are mortality differences among different racial groups. Yet that is not allowed as a basis for differentiation.

Some very interesting comments were made by actuaries in the United States when the civil rights commission held hearings on this subject some years ago. One of those was quoted to you by Mr. Robinson in response to the previous speaker. It was that race is not now determined—and this is a quotation from the American Academy of Actuaries:

Race is not now determined as a composition factor of the group because of its social unacceptability.

Actuaries that appeared before the civil rights commission also made other statements on the classification of sex. I am quoting here from an actuary who said in 1978 to these hearings:

the consensus of current opinion seems to be that the differences (in mortality between males and females) are largely, if not entirely, due to inherent biological differences between the sexes. So far as I can judge, this conclusion seems to be based mostly on statistical inference... although the statistical evidence seems to be overwhelming.

[Traduction]

ses d'offrir de prévoir un régime de retraite quelconque à leurs employés.

En troisième lieu, si la réforme de la retraite se dirige où bien là on elle semble aller, c'est-à-dire de mettre davantage l'accent sur l'«initiative individuelle», par le truchement de REER et ce genre de régimes, la question prendra de plus en plus d'importance dans l'avenir. En effet, vous n'ignorez sans doute pas que dans ce genre de régimes, l'argent de votre caisse de retraite sert à acheter une rente à votre nom. Or dans le cas d'un homme et d'une femme du même âge et gagnant le même montant d'argent, la femme touchera une prestation moindre. Vous n'êtes pas non plus sans savoir qu'en 1980 la Commission canadienne des droits de la personne a adopté des règlements sur cette question, où il est précisé que les hommes et les femmes qui prennent leur retraite dans des circonstances semblables devraient retirer les mêmes prestations. Toutefois, vous devez probablement savoir qu'on n'y précise pas si les tableaux doivent ou non être unisexes.

La question fondamentale a, bien sûr, déjà été abordée par un témoin précédent, et je suis certain qu'elle a été soulignée par les représentants de l'industrie de l'assurance. Il s'agit du problème soulevé par le cas *Manhart* contre la ville de Los Angeles, et qui a fait époque aux États-Unis. Le jugement concluait que les caractéristiques s'appliquant à un groupe ne peuvent s'appliquer à un particulier. C'est là, bien sûr, le cœur du problème, car de l'avis de l'industrie de l'assurance, le fait d'établir le risque selon le groupe saperait le principe même de l'assurance.

Il me semble que le principal argument contre cette interprétation a déjà été soulevé par un membre du comité en réponse à un exposé antérieur. Il s'agit du fait qu'on observe des différences dans la mortalité selon les groupes raciaux. On ne permet toutefois pas d'utiliser ce fait pour établir des différences.

Des actuaires américains ont fait des observations très intéressantes lors des audiences tenues par la commission des droits-civils sur cette question, il y a quelques années. M. Robinson vous a cité une de ces remarques en réponse au témoin précédent. La race n'est pas maintenant déterminée—selon les textes de l'Académie américaines des actuaires:

La race n'est plus déterminée maintenant comme facteur de composition du groupe parce que ce serait socialement inacceptable.

Les actuaires qui ont témoigné devant la commission des droits civils ont fait d'autres déclarations sur la classification des sexes. Je cite maintenant un actuaire qui a déclaré ce qui suit à la commission, en 1978, et je cite:

D'après l'opinion courante, les différences entre la mortalité chez les hommes et chez les femmes tiennent en grande partie, sinon complètement, aux différences biologiques inhérentes entre les sexes. A ce que je sache cette conclusion se fonde surtout sur des inférences statistiques... bien que les preuves statistiques semblent écrasantes.

[Text]

That I find a very interesting comment, because I am not aware of any studies that have been done to prove that in fact the difference between men and women in mortality is as a result of biological factors. In fact, they seem to be exactly the same kind of reasons as the mortality differences between different racial groups. If you look at what Canadian data are available—and some was released by Statistics Canada a couple of years ago—they show, for example, that more than 70% of all accidental deaths were among men; that women now have a higher death rate from stroke than men do; and in some diagnoses of heart disease and cancer, women are catching up with men.

I would also question the fact that women's lifestyles are now matching those of men. I do not think that is the case. I find it interesting that much more attention is now being paid to the things like smoking and so on.

I had an interesting experience a week or two ago when I was doing some work on life insurance and contacted a major life insurance company to ask about premium rates charged for life insurance for women as opposed to men. I was told by the representative of this company that they had now abandoned sex-based mortality tables and they were using unisex tables. They were in fact classifying risk on different bases. I got really excited until I saw the material that this insurance company sent me. In fact they did have different classifications of risk. They were based on things like whether or not you smoked, and if you smoked, how many cigarettes a day you smoked; what was the history of things like heart disease, high blood pressure, and those kinds of things in your immediate family. They were using those as a basis for classifying risk to determine life insurance premiums. Unfortunately, they were still putting in the sex angle in this. So if you were a female non-smoker, you got charged at a lower premium than a male non-smoker.

I would question that kind of basis, because as I said before, I really do not think there has been any credible research that I am aware of to determine why there is a mortality difference between men and women.

• 1035

You may be interested to know, and this comes from a statement prepared by the Alberta Human Rights Commission, October, 1981, that, for example, Amish men in the United States live longer than Amish women, a fact attributed to the lifestyle of these people; and secondly, males in one part of Canada live longer than females in another part of Canada. So I think there are indications that in fact mortality differences between men and women may not be the result of biological factors, but are probably environmental, in just the same way as the differences in mortality on the grounds of race.

[Translation]

Cette observation me paraît très intéressante car je n'ai entendu parler d'aucune étude qui ait prouvé que la différence entre la mortalité chez les hommes et celle chez les femmes est attribuable à des facteurs biologiques. De fait, les raisons invoquées ici semblent tout à fait identiques à celles utilisées au sujet des différences de mortalité selon les groupes raciaux. Si l'on consulte les données canadiennes publiées là-dessus par Statistique Canada il y a quelques années, on remarque, par exemple, que plus de 70 p. 100 de tous les décès accidentels touchent des hommes; que les femmes ont un taux de décès par crise cardiaque plus élevé que les hommes et que les femmes tendent à rattrapper les hommes pour ce qui est de certaines maladies du coeur et de certains cancers.

Par ailleurs, malgré ce qu'on affirme, je ne suis pas d'avis que le mode de vie des femmes soit semblable à celui des hommes. Je ne crois pas que tel soit le cas. Je trouve intéressant qu'on porte maintenant plus d'attention au fait de fumer et à ce genre de choses.

J'ai vécu une expérience intéressante il y a une semaine ou deux alors que je travaillais sur l'assurance-vie. Je suis alors entrée en contact avec une grande compagnie d'assurance-vie afin de lui demander quel était le taux des primes d'assurance-vie qu'elle accordait aux femmes par rapport à celui des hommes. Le représentant de l'entreprise m'a dit qu'on a maintenant abandonné l'usage des tables de mortalité fondées sur le sexe pour adopter plutôt des tables unisexes. De fait, la compagnie classe le risque selon des facteurs différents. J'étais très vivement intéressée jusqu'à ce que je voie les documents que cette compagnie d'assurance m'a envoyés. De fait, il est vrai que la compagnie classe le risque selon des facteurs différents. Les classifications sont fondées sur le fait que l'on fume ou non et sur le nombre de cigarettes que l'on fume par jour; sur les antécédents de santé familiaux par rapport aux maladies cardiaques, à la haute pression et ce genre de choses. C'est cela qu'elle utilise pour établir le risque et le taux de la prime d'assurance. Malheureusement, le sexe est toujours pris en compte. En conséquence, si vous êtes une femme non fumeur, le taux de votre prime sera inférieur à celui d'un homme non fumeur.

Or, l'utilisation d'une telle base de calcul du risque est discutable étant donné, comme je l'ai déjà dit, qu'à ma connaissance aucune recherche crédible n'a été faite afin de déterminer à quoi tiennent les écarts de mortalité entre les hommes et les femmes.

Vous serez peut-être intéressés d'apprendre, que selon une déclaration préparée en octobre 1981 par la Commission albertaine des droits de la personne, par exemple, les hommes Amish des États-Unis vivent plus longtemps que les femmes Amish ce qui est attribuable au mode de vie de ces gens; par ailleurs aussi que les hommes d'une partie du Canada vivent plus longtemps que les femmes d'une autre partie du Canada. Je crois donc que selon certaines indications, les différences de mortalité entre les hommes et les femmes ne découlent peut-être pas de facteurs biologiques mais bien plutôt de conditions

[Texte]

The key to the arguments put forward by the insurance companies, in my opinion, is still the fact that if you can ignore mortality differences among different racial groups, because that is socially unacceptable, I see no reason whatsoever why you cannot ignore them between different sexes. Why should that not also be socially unacceptable?

I think, as I said at the beginning, this issue will become increasingly important because of the way I believe pension reform will be going in this country. It will be important to come to some decision about it. The proposals that were made in the federal budget were not entirely satisfactory because they left open a range of options, as I am sure you are aware. They specified that women and men who retired in identical circumstances should get equal periodic payments, but they did not specify unisex mortality tables.

It may well be that lawyers—I have no legal background, so I do not know about this. For example, if employers were required to make higher contributions on behalf of women than on behalf of men, in order to provide them with equal benefits, this too might be determined to be contrary to the charter. Naturally, the insurance industry is worried, and this I think is what is at the basis of their concern. If you allow them to put together unisex mortality tables—in other words, if they are not allowed to discriminate against women, then, what happens when you get to questions like age and physical disability? Those are key problems. Fundamentally, I guess they are concerned that if differentiation along classification and group lines is not allowed, then this may mean the end of private insurance as we know it. That, of course, is at the basis of their fears.

I would just like to conclude by saying that, even though this issue does not affect large numbers of women at the moment, I regard it as an extremely important principle and one that may become increasingly important to women in the future. I think it is really important to come to some resolution of the problem.

The Chairman: Ms Townson, thank you. You have certainly opened up a number of perspectives on the whole question. I know that members have some specific questions. Let us proceed right to them, and start with Mary Collins.

Mrs. Collins: Thank you, Mr. Chairman, and thank you, Ms Townson, for coming here and providing a different perspective on these issues.

I just want to be clear in my own mind what your position would be. You have basically recommended the use of unisex mortality tables, both for annuities and for life insurance?

Ms Townson: That would be my position, yes.

[Traduction]

liées au milieu tout comme c'était le cas pour ce qui est des différences de mortalité selon le groupe racial.

Ce qu'il faut retenir des arguments avancés par les compagnies d'assurance, à mon avis, demeure si l'on peut mettre au rancart les différences de mortalité selon les groupes raciaux, parce que cela est devenu socialement inacceptable, il n'y a aucune raison de ne pas refuser celles fondées sur le sexe. Pourquoi cela ne serait-il pas socialement inacceptable?

Comme je l'ai dit au début, je crois que cette question deviendra de plus en plus importante à cause de l'orientation que prendra la réforme des pensions de retraite dans notre pays. Il sera important de prendre une décision là-dessus. Les propositions faites par le budget fédéral n'étaient pas complètement satisfaisantes à cet égard parce qu'elles conservaient toute une gamme d'options, comme vous ne l'ignorez sans doute pas. Elles précisent que les hommes et les femmes qui se retirent dans des circonstances identiques doivent obtenir des prestations périodiques égales, mais elles ne mentionnent pas l'usage des tables unisexes.

Il se peut que les avocats—je n'ai pas de formation juridique, alors je ne sais pas. Toutefois, si par exemple, on exigeait des employeurs qu'ils versent des cotisations plus élevées pour les femmes que pour les hommes afin de leur offrir des prestations égales, cela serait peut-être considéré comme contraire à l'esprit de la charte. Naturellement, l'industrie de l'assurance est inquiète, et je crois que cette question est justement à l'origine de son inquiétude. Si vous lui permettez d'établir des tables de mortalité unisexes—en d'autres termes, si on ne lui permet pas de faire de la discrimination à l'égard des femmes, qu'en sera-t-il des questions d'âge ou de handicap physique? Ce sont là des problèmes fondamentaux. Je crois que l'industrie craint avant tout que si on ne lui permet pas d'établir des classifications différentes selon certains groupes, ce peut-être la fin de l'assurance privée telle que nous la connaissons. Bien sûr, c'est là sa principale crainte.

J'aimerais conclure en rappelant que, même si cette question n'affecte pas un grand nombre de femmes en ce moment, je considère que le principe de la chose est extrêmement important et qu'il le deviendra encore plus pour les femmes à l'avenir. J'estime donc qu'il est important d'apporter une solution à ce problème.

Le président: Merci, madame Townson. Vous nous avez certainement révélé de nouveaux aspects de cette question. Étant donné que les membres ont des questions précises à vous poser, passons-y dès maintenant en commençant par Mary Collins.

Mme Collins: Merci, monsieur le président, et merci madame Townson, d'être venue ici ouvrir une nouvelle perspective sur ces questions.

J'aimerais seulement avoir une idée plus précise de votre position. Vous recommandez essentiellement l'usage des tables unisexes de mortalité, à la fois dans le cas des rentes et de l'assurance-vie?

Mme Townson: C'est bien cela, oui.

[Text]

Mrs. Collins: Basically, the thing should even itself out. That is what I was saying earlier.

Do you think there should continue to be different categories in automobile insurance, where the basis is sex, because of the experience of drivers?

Ms Townson: No. There has been some work done on that which looks at classification of risk by other methods; for example, number of miles driven, type of car being driven and so on. I think in all areas of insurance, it is possible to use bases other than sex for classification. That is my position.

Mrs. Collins: Now, you just mentioned in passing, at the end, the other areas of age and physical handicaps. Do you think those should continue to be factors in assessing risk?

Ms Townson: No. I think a lot more work needs to be done in the area of physical disability, for example. I am aware of some preliminary work that has been done by the Ontario Human Rights Commission in that respect, in the area of automobile insurance, for example, looking at different ways of classifying physical disability in terms of number of miles driven, type of car, that type of thing. The point I am trying to make relates both to physical disability and to sex in that I think we have to start questioning the blanket assumptions that are being put on those categories by the insurance industry, asking whether in fact there is any justification for the assumptions that have been made in the past.

• 1040

Mrs. Collins: What about age?

Ms Townson: Age is a more difficult one, as I see it. I think in some respects there may be difficulties there as it relates to pensions, and this is the argument the insurance industry has put forward in response to the so-called overlap theory, which I think the previous speaker was talking to you about. The arguments that have been made in favour of allowing age to continue to be a factor, especially in the area of pensions, have been that this is something that applies to all of us eventually whereas sex or physical disability is something we cannot help. It is a factor we are born with, if you like.

Mrs. Collins: Thank you.

The Chairman: It is always our problem that there are more questions and more answers than there is time, but we will turn to Svend Robinson.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I wanted to thank Ms Townson for her excellent brief. Certainly, it was most helpful in posing questions to the previous witness. I also wanted to ask you about the numbers you have given us. I believe you said the provisions in the federal budget would apply to only 1,000 to 4,000 women, was it?

Ms Townson: I do not have any statistics and I am not aware of any that have been published. In fact, I tried to get

[Translation]

Mme Collins: De fait, les choses devraient s'équilibrer. C'est d'ailleurs ce que je disais plus tôt.

Croyez-vous cependant que l'on devrait maintenir diverses catégories d'assurance-automobile, selon le sexe en raison de l'expérience des chauffeurs?

Mme Townson: Non. Une étude a été faite sur la classification du risque selon d'autres méthodes : par exemple, le nombre de kilomètres parcourus, le genre de voiture que l'on conduit et ainsi de suite. Je crois qu'il est possible d'avoir recours à d'autres facteurs de distinction que le sexe, dans tous les genres d'assurance. C'est tout au moins mon avis.

Mme Collins: À la fin de votre intervention, vous avez brièvement mentionné, les autres facteurs, comme l'âge et les handicaps physiques. Croyez-vous qu'on devrait continuer à les utiliser comme facteurs d'évaluation du risque?

Mme Townson: Non. Je crois cependant qu'on devrait effectuer une étude plus approfondie sur les handicaps physiques, par exemple. D'ailleurs, à ma connaissance, la Commission ontarienne des droits de la personne a effectué des recherches préliminaires, dans le domaine de l'assurance-automobile, par exemple, afin de savoir comment classer les handicaps physiques en fonction des milles parcourus, de genre de voiture et de ce genre de choses. Là où je veux en venir au sujet des handicaps physiques et au sexe, c'est qu'à mon avis nous devons remettre en question les hypothèses fondamentales qu'on utilise pour établir de telles catégories dans l'industrie de l'assurance, et nous demander si les hypothèses adoptées par le passé sont vraiment justifiées.

Mme Collins: Qu'en est-il de l'âge?

Mme Townson: À mon avis, la question de l'âge est plus difficile. Je crois qu'elle représentera certaines difficultés pour ce qui est des pensions retraites, et c'est d'ailleurs l'argument que l'industrie de l'assurance a avancé en réponse à la supposée théorie du chevauchement dont le témoin précédent vous a déjà parlé. Les arguments favorables au maintien de l'âge comme facteur, surtout dans le domaine des pensions de retraite, font valoir que c'est là une chose qui à la longue touche chacun de nous, contrairement au sexe ou aux handicaps physiques contre lesquels nous ne pouvons rien. C'est un facteur avec lequel nous sommes nés, si vous voulez.

Mme Collins: Merci.

Le président: Notre problème est toujours qu'il y a plus de questions et de réponses qu'il n'y a de temps disponible, mais nous passerons quand même la parole à Svend Robinson.

M. Robinson: Monsieur le président, je voulais remercier M^{me} Townson de son excellent mémoire. Il nous a certainement été utile pour poser des questions aux témoins précédents. Je voulais aussi vous interroger sur les chiffres que vous nous avez donnés. Je crois que vous avez bien dit que les dispositions du budget fédéral ne s'appliqueraient qu'à 1,000 femmes sur 4,000, n'est ce pas?

Mme Townson: Je n'ai pas de statistiques et je ne sais pas qu'il en ait eu de publiées. De fait, j'ai essayé d'obtenir des

[Texte]

data on this from Statistics Canada last week. The point is that the budget proposals related to the federal Pension Benefits Standards Act, which as you know, applies to companies that are regulated under federal jurisdiction, does not even apply to the federal Public Service which is regulated by the Public Service Superannuation Act. However, that is irrelevant because the Public Service plan is not the type of plan where this is an issue.

Of those plans that are regulated by the federal government, quite a small percentage of them are money purchase plans. Most of them are plans such as the banks have and so on, where there is not any difference in benefits or contributions between males and females. So even though, as you heard, probably about 5% or 6% of all pension plan members in Canada are members of money purchase plans, that percentage is probably even less under federal jurisdiction. So my estimate is that roughly between 1,000 and 5,000 women under federal jurisdiction are members of this type of pension plan, and those would be the ones affected by the provisions in the federal budget.

Mr. Robinson: Some witnesses have suggested that one implication of the federal budget provisions in allowing an option is that employers may be more reluctant to hire women if they have to pay higher premiums for women than for men.

Ms Townson: Yes, I agree. That is why I am opposed to that option. I think it would be much fairer and equitable and whatever to have unisex mortality tables.

Mr. Robinson: I agree with you. Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Roger Clinch.

Mr. Clinch: Thank you, Mr. Chairman. The very nature of the insurance industry puts it into a grouping situation, and the argument is with regard to price and cost. If we then go to some kind of benefit which ultimately leads to an overall increase in cost, then it turns out not to be a benefit. How do we rationalize that?

Ms Townson: There are two or maybe even more arguments in response to what you have just said, and I did mention those at the beginning. First of all, we know there are already mortality differences among races, and yet the insurance industry seems able to accept those and not differentiate. Second, I would suggest women are quite upset about being told this is going to be a cost to them and so on. Yes, it is a cost, but they are also bearing a cost at the moment in getting lower pensions and having to live on very low pension income. As you heard, more than two-thirds of elderly women on their own are living in poverty. So from a point of view of principle, I think it is very important.

Third, in response to what you have said, I would suggest, as I have already, that there are different ways of classifying risk other than basing it on sex. I would also suggest that the

[Traduction]

données là-dessus de Statistique Canada la semaine dernière. Les dispositions du budget relatives à la Loi fédérale sur les normes des prestations de pension qui, comme vous le savez, s'applique aux compagnies relevant du fédéral mais n'englobent pas la Fonction publique fédérale, qui elle est réglementée par la Loi sur les pensions dans la Fonction publique. De toute façon, cela n'est pas pertinent puisque le problème ne se présente pas dans le régime de prestations de la Fonction publique.

Parmi les régimes règlementés par le gouvernement fédéral, très peu sont des régimes acquis par achat. La plupart ressemblent aux régimes des banques et ainsi de suite où il n'y a aucune différence entre les hommes et les femmes sur le plan des cotisations et des prestations. Comme on vous l'a dit, si 5 p. 100 ou 6 p. 100 des participants aux régimes de pension du Canada souscrivent à des régimes par achat, le pourcentage de cette catégorie est encore plus faible dans les domaines relevant du fédéral. J'estime donc que de 1,000 à 5,000 femmes relevant de la compétence fédérale font partie de ce genre de régime de pension, et c'est elles qui seraient affectées par les dispositions du budget fédéral.

M. Robinson: Certains témoins ont été d'avis qu'une des conséquences des dispositions du budget fédéral qui accordent le choix risque d'être que les employeurs hésiteront davantage à embaucher des femmes s'ils doivent leur payer des primes plus élevées qu'aux hommes.

Mme Townson: Oui, je suis d'accord. C'est d'ailleurs pourquoi je m'oppose à cette solution. Je crois qu'il serait beaucoup plus équitable et juste d'utiliser des tables de mortalité unisexes.

M. Robinson: Je suis d'accord avec vous. Merci, monsieur le président

Le président: Roger Clinch.

M. Clinch: Merci, monsieur le président. La nature même de l'industrie de l'assurance la force à faire des groupes, et la discussion touche au prix et au coût. Or si nous en venons à des prestations qui entraînent une augmentation globale du coût, ce n'est plus un avantage. Comment justifier cela?

Mme Townson: On peut invoquer deux arguments ou plus en réponse à ce que vous venez de dire, et je les ai mentionnés au début. D'abord, nous savons que la mortalité varie selon les groupes raciaux, mais que l'industrie de l'assurance semble accepter cela sans faire de différences. Deuxièmement, je crois que les femmes sont très mécontentes qu'on leur dise que c'est elles qui devront assumer ce coût et ainsi de suite. Oui, il y a un coût, mais elles assument déjà des coûts en ce sens qu'elles obtiennent des pensions inférieures et qu'elles doivent donc vivre avec un très faible revenu de retraite. Comme vous l'avez entendu, plus des deux tiers des femmes âgées subvenant à leurs propres besoins vivent sous le seuil de la pauvreté. Alors du point de vue du principe, cette question est donc très importante.

Troisièmement, et en réponse à ce que vous dites, je répète, qu'il y a d'autres façons d'établir le risque, selon le sexe. À ma connaissance, ni l'industrie de l'assurance ni d'autres n'ont

[Text]

insurance industry nor anyone else, to my knowledge, has investigated whether or not that could be done or how it could be done. In fact, they are already moving in that direction and looking at things like smoking and non-smoking, history of illness within the person's family and that kind of thing. So I think that could be done.

• 1045

Mr. Clinch: The point I am trying to make is that by eliminating one you may create another and another and another where you have these other different groups.

Ms Townson: I think those could be explored. What I would question is, as I said earlier, the blanket assumption that there are differences between sexes and it is a biological reason and therefore we cannot do anything about it. That has never been investigated, to my knowledge.

Mr. Clinch: I would like to be able to pursue it with you, but in the interest of time . . .

The Chairman: Thank you. Pauline Browes.

Mrs. Browes: I have no questions.

The Chairman: Thank you, Monica, very much for the presentation now and the way you have broadened the horizons on the issue considerably, and also for the background material, your 1983 paper. Clearly this is one that is a perfect example of, I guess, why this committee exists at all. In taking the general principles of equality that all Canadians espouse and are delighted to see in section 15 and bringing those principles into actual practice on specific point-by-point matters is where it really becomes the important question of sorting out how is the best way to truly achieve equality and to understand the ripple effects of doing so. Clearly, in light of what you have said and what we have heard from the Canadian Institute of Actuaries and others, this is a matter that is important to study carefully so that recommendations really do achieve the equality for the groups that need that benefit and protection from perhaps unintended discriminatory practices, so that we get the results truly achieved in the country. I just want to thank you on behalf of the committee for having been with us this morning.

Ms Townson: Thank you.

Le président: Mesdames et messieurs, le prochain mémoire sera présenté par M. Albert Roy. M. Roy a déjà été député à l'Assemblée législative de l'Ontario. Il est maintenant avocat chez Gour, Guénette, Roy et Wallis, ici à Ottawa.

Monsieur Roy, il nous fait plaisir de vous rencontrer encore une fois. Je vous invite à exprimer votre point de vue sur l'article 15 de la Charte et à discuter ensuite avec les députés de vos points de vue. Vous avez la parole.

M. Albert Roy (avocat, Gour, Guénette, Roy et Wallis): Merci bien, monsieur le président.

Je vous remercie de me donner l'occasion de faire certaines représentations devant le Sous-comité, surtout sur un sujet aussi important que l'article 15 de la Charte.

[Translation]

étudié la possibilité de s'y prendre autrement, ni la façon de concrétiser cela. En fait, ils vont déjà dans cette direction et tiennent compte de facteurs tels que fumer ou ne pas fumer, des antécédents médicaux des membres de la famille ou d'autres éléments apparentés. Par conséquent, je crois que cela peut se faire.

M. Clinch: Ce que je m'efforce de démontrer est qu'en éliminant un facteur on peut en créer un autre, puis un autre, puis un autre, là où l'on a ces autres groupes différents.

Mme Townson: Je crois qu'on pourrait étudier la question. Je m'interroge toutefois comme je l'ai déjà dit, sur la supposition générale qu'il existe des différences dues à des motifs d'ordre biologique entre les sexes, des différences à l'égard desquelles nous ne pouvons donc rien faire. Ces différences, à ma connaissance, n'ont jamais été examinées de près.

M. Clinch: J'aimerais pouvoir le faire avec vous, mais pour des questions de temps . . .

Le président: Merci. Pauline Browes.

Mme Browes: Je n'ai pas de questions.

Le président: Merci beaucoup pour cet exposé Monica; vous avez considérablement élargi les horizons de la question. Merci également pour la documentation de base, votre document de 1983. Manifestement, il s'agit ici d'un exemple parfait, je pense, de la raison d'être de ce Comité. Reprendre les principes généraux d'égalité, auxquels tous les Canadiens adhèrent et qu'ils sont enchantés de voir figurer à l'article 15, appliquer ces principes à des questions particulières, point par point, nous amène à l'importante question de choisir la meilleure façon de parvenir vraiment à l'égalité et de comprendre les réactions en chaîne qui en découlent. Manifestement, à la lumière de ce que vous avez déclaré et d'après ce que nous avons entendu dire par le représentant de l'Institut canadien des actuaires et d'autres personnes, il s'agit là d'une question qu'il importe d'étudier avec soin, afin que les recommandations parviennent à créer une égalité réelle pour les groupes qui en ont besoin et à protéger les gens contre des pratiques discriminatoires, peut-être non voulues et afin que nous parvenions véritablement à des résultats. Je désire vous remercier, au nom du Comité, de votre présence parmi nous ce matin.

Mme Townson: Merci.

The Chairman: Ladies and gentlemen, the next brief will be presented by Mr. Albert Roy. Mr. Roy has been a member of the provincial legislature of Ontario. He is now a lawyer with the firm of Gour, Guénette, Roy and Wallis, here in Ottawa.

Mr. Roy, we are pleased to meet you again. I invite you to express your point of view with respect to section 15 of the Charter and then to discuss your points of view with the members. You have the floor.

Mr. Albert Roy (Lawyer with Gour, Guénette, Roy and Wallis): Thank you very much, Mr. Chairman.

I thank you for giving me the opportunity to make a representation before the Sub-committee, particularly with respect to the important issue of section 15 of the Charter.

[Texte]

Premièrement, je m'excuse de ne pas avoir préparé un mémoire bien documenté, avec des statistiques, etc. Je dois vous dire que souvent, en pratique privée, on n'a pas les moyens nécessaires. Quand l'annonce des audiences publiques de ce Comité a paru dans les journaux, j'ai saisi immédiatement l'occasion de vous laisser savoir que je désirais faire certaines représentations. Ayant siégé dans le passé à titre de membre de comités, je sais que c'est toujours plus facile quand on a de la documentation et des statistiques. Cela facilite énormément la tâche du comité et celle de tout le monde, des traducteurs, etc. Cependant, il arrive souvent qu'on fasse une demande et qu'on s'aperçoive plus tard que le temps et les moyens manquent. En tant que députés, vous savez tous qu'il est difficile d'être au courant de toutes sortes de sujets et d'avoir le personnel nécessaire pour préparer la documentation. En pratique privée, c'est encore plus difficile. Donc, je m'excuse encore une fois.

• 1050

Monsieur le président, je viens témoigner devant le Sous-comité à titre de citoyen qui a pratiqué le droit et qui a siégé à la Législature provinciale pendant 13 ans. La Charte des droits et libertés, l'article 15, c'est un sujet qui m'a toujours grandement intéressé. Je viens ici tout simplement venir faire des commentaires généraux.

Je dirais premièrement que le mandat du Sous-comité constitue un défi extraordinaire. J'ai écouté tout à l'heure la lecture de deux mémoires qui prônaient des positions opposées. Les deux côtés sont certainement sincères et considèrent que la preuve appuie leur position. On sait qu'en ce qui concerne l'article 15, des personnes raisonnables diffèrent souvent d'opinion, et avec raison. Par conséquent, votre travail va certainement être très difficile.

Permettez-moi de faire un autre commentaire. Je pense que les Canadiens ne sont pas habitués à l'approche d'une charte. Ils ne sont pas habitués à ce que les tribunaux tranchent des questions de droits fondamentaux des Canadiens. Il va leur falloir un certain temps pour s'habituer à ce nouveau processus. Le document de travail préparé par le ministère de la Justice sur les droits de l'égalité et la législation fédérale démontre clairement, je crois, que le ministère et le gouvernement ont l'intention de procéder d'une façon très prudente pour ce qui est de ces questions-là. Je pense que c'est nécessaire parce qu'il y a beaucoup d'effets chaque fois qu'on modifie une loi ou que les tribunaux rendent un jugement sur tel ou tel point. Donc, si l'on veut faire accepter aux Canadiens les changements proposés par le Sous-comité ou les changements qui seront nécessaires à la suite des jugements des tribunaux, il faudra procéder de façon très, très prudente. Il faut aussi être très prudent quand on modifie une loi, parce qu'il se peut que plus tard, un tribunal rende un jugement opposé à ce que la loi préconise. Monsieur le président, je pense que je n'exagère pas en disant que les tribunaux vont être inondés de demandes concernant surtout l'article 15, mais concernant aussi beaucoup d'autres sujets.

Just for the short period of time that section 15 has been proclaimed, a number of judges I have talked to, courts, etc.,

[Traduction]

To begin, I apologize for not having prepared a well documented brief supported by statistics, etc. I have to say that often, in private practice, one does not have the necessary means. When this committee's public hearings were advertised in the papers, I immediately seized the opportunity to let you know that I wanted to make certain representations. Having sat, in the past, as a member of committees, I know that it is always easier when documentation and statistics are available. They greatly facilitate the work of the committee as well as that of the other parties, the translators, etc. However, it often happens that one makes a request and then later realizes that the time and means are lacking. As members of Parliament, you all know that it is difficult to keep up to date on all sorts of subjects and to find the staff necessary to prepare the documentation. In private practice, it is even more difficult. Therefore, I apologize again.

Mr. Chairman, I want to testify before the Sub-committee as a citizen who has practised law and has sat in the provincial legislature for 13 years. The Charter of Rights and Freedoms, section 15, is a subject that has always been of great interest to me. I come here only to make general comments.

I want to say first of all that the Sub-committee's mandate constitutes an extraordinary challenge. I listened a while ago to the reading of two briefs that held opposite positions. Both sides are obviously sincere and believe that the evidence supports their position. We know that in respect to section 15, reasonable persons often hold different opinions, and with reason. Consequently, your work will really be very difficult.

Permit me to make another comment. I think that Canadians are not yet accustomed to the Charter approach. They are not accustomed to having the courts decide questions pertaining to the fundamental rights of Canadians. It will take them some time to become accustomed to this new process. The working paper on the right to equality and federal legislation prepared by the Department of Justice demonstrates quite clearly, I believe, that the department and the government intend to proceed in a very prudent fashion in regard to these issues. I think that this is essential because there are many consequences that flow each time a law is amended or a court renders a decision on some particular point. So, if we want Canadians to accept the changes proposed by the Sub-committee or the changes that will be predicated by court decisions, it will be necessary to proceed very prudently. It is also necessary to be very prudent when one amends a law because it is possible that a court may subsequently render a decision that is contrary to what the law intends. Mr. Chairman, I do not think it is an exaggeration to say that the courts will be flooded with cases pertaining primarily to section 15 but also to many other matters.

Un certain nombre de juges, auxquels j'ai pu parler, de membres de tribunaux, etc., me disent que, pour la courte

[Text]

tell me that in every second case, at least on the criminal side, there is some sort of application of discrimination on one basis or another. What I would suggest is that the final arbiter, of course, as you know, will be the Supreme Court of Canada on many of these issues. It will be important, Mr. Chairman, that governments, or this committee, not proceed holus bolus in changing a whole series of statutes, legislation, etc., to find themselves in a situation where further down the line the courts may well take a different approach to some of the decisions that have been made; because as you know, under the charter the courts will be the final arbiter of such issues. Of course the Supreme Court of Canada will be in fact the one to make that decision; and that may be a while.

• 1055

I am told there is already a backlog of cases, and there will be more. I can say to you safely that section 15 has been a real boon, or will be a real boon, to the law profession, and I am sure they are grateful for that. But that will certainly, down the line, cause problems.

Mr. Chairman, I would just make certain comments on a couple of matters that were posed by this committee. I do not intend to go into a variety of other areas. I can tell you I do not have any comments to make about the insurance industry and the actuaries or whatever. But I would make a couple of comments on certain aspects this committee will have to look at.

First of all, there is a question of age and the famous question where reasonable people differ: the question of mandatory retirement. It seems to me as just a citizen, and as one who is looking at the whole process, that when the question of age—and 65 years of age was picked by Bismarck back in the 19th Century—maybe when a criterion is set, if it is set, for retirement age, 65 may be looked at. We have evolved to a point where . . . I think the actuaries who were here earlier will tell you that 65 years of age may have changed somewhat since the date that it was picked by governments and by entities some time down the road. So maybe we should be looking at that aspect of it.

The other aspect is that there is no question that some of what we call “occupational qualifications” are involved in age, and that will have to continue. We will have to remain flexible on that. But certainly that will continue to be a fact of life in very many areas. I think we should be cautious about removing what we call these occupational qualifications.

I certainly have no hesitation in saying that in many areas where we talk about areas of so-called occupational qualifications where there are special cases . . . for instance, the armed forces, where they have a fixed time to serve and then leave at a certain age, or they cannot serve for longer than a certain age. I guess the RCMP are in the same category, where they serve for a particular period of time and then they have to

[Translation]

période écoulée depuis la proclamation de l'article 15, ils ont relevé une forme quelconque de discrimination dans un cas sur deux—du moins en ce qui concerne les causes criminelles. Ce que je suggère, c'est que l'arbitre final soit, bien sûr, la Cour suprême du Canada; comme vous le savez, elle se prononce déjà sur un grand nombre de ces questions. Il sera important, monsieur le président, que les gouvernements ou ce comité ne se mettent pas sur-le-champ à changer toute une série de documents, de lois, etc., pour éviter que, plus tard, les tribunaux adoptent une approche différente envers certaines des décisions qui auraient été prises. Comme vous le savez, selon la Charte, les tribunaux seront l'arbitre final de ces questions. Bien sûr, c'est la Cour suprême du Canada qui prendra, de fait, la décision et il lui faudra un certain temps.

On me dit qu'il y a déjà un arriéré de cas non tranchés et que cela s'aggrave. Je puis vous dire en tout cas que l'article 15 a été une véritable manne pour les hommes de loi, ou le sera. Je suis sûr qu'ils en sont reconnaissants. À terme cependant, cela va certainement causer des problèmes.

Monsieur le président, je voudrais seulement faire certaines remarques au sujet de questions qui ont été posées par ce Comité. Il n'est pas dans mon intention d'entrer dans d'autres domaines. Je peux vous déclarer que je n'ai pas d'observations à faire sur l'industrie de l'assurance ou de l'actuariat, ou ainsi de suite. Toutefois, je désire tout de même me reporter à certains aspects que ce comité devra examiner.

Tout d'abord, il y a la question de l'âge et la célèbre question au sujet de laquelle des personnes raisonnables ont des avis différents, celle de la retraite obligatoire. Or en tant que citoyen et que personne étudiant l'ensemble du problème, il me semble que, lorsqu'on aborde la question de l'âge—et celui de 65 a été choisi par Bismarck au 19^e siècle—si l'on cherche une norme relative à la retraite, alors on peut envisager 65 ans. Nous en sommes au point où . . . Je crois que les actuaires qui étaient ici plus tôt vous diront que l'âge de 65 ans peut avoir changé quelque peu depuis la date où il a été choisi par les gouvernements et par des entités à un moment donné. Par conséquent, nous devrions examiner cet aspect de la question.

Par ailleurs, il est certain que certaines «compétences professionnelles», comme nous les appelons, participent à la notion d'âge et que cela devra continuer. Nous devons demeurer souples à ce sujet. Cela dit, cela restera certainement une des réalités de la vie dans un grand nombre de domaines. Je crois que nous devrions agir avec prudence lorsqu'il s'agit de supprimer ce que nous appelons les compétences professionnelles.

Je n'hésite certainement pas à dire que dans de nombreux domaines où interviennent ce qu'on appelle les compétences professionnelles, il y a des cas particuliers . . . par exemple, les forces armées où la période de service est fixée, après quoi on se retire à un âge donné, ou bien où l'on ne peut pas servir au delà d'un âge fixe. Je pense que la GRC tombe dans la même catégorie; là on y sert pendant une période donnée, puis l'on

[Texte]

retire at a certain age. Another area, of course, is judges. I could go on.

I think discrimination within that classification in many of those areas is no longer justifiable today. I do not know that it is changing, but for instance the RCMP: depending on what rank you are apparently you have to retire at a particular age. I do not know if that has been changed, but I cannot see any valid reason why discrimination within that category should continue to be tolerated.

The judges are in a similar situation when it gets to retirement. Apparently the argument goes that if you do not have a retirement age, well, then you are into a situation where they feel their independence may be challenged because some tribunal or some judicial council of some kind may be reviewing whether a particular judge at a certain age is qualified to continue sitting. So they feel an age should be set. But there is no reason why, in my opinion, Mr. Chairman, in the case of judges it should be at a certain level of the courts they should retire at age 70 and at another level of the courts it should be 75 and at another level it should be 65 or whatever. Discrimination within these categories, in my opinion, Mr. Chairman, is no longer valid with the advent of section 15. I just find it interesting when I really think about that problem whether at some point some judge is not in fact going to challenge the basis of even certain categories of judges judging certain cases on the basis of the charter as well.

• 1100

Why is it, for instance—we have this in Ontario, and you are familiar with that, Mr. Chairman—that in Ontario certain judges are not allowed to hear cases if the value of the claim is over \$25,000, or judges are not allowed to hear certain criminal cases if they are involving certain areas of offences? At some point when everything is going to be challenged, somebody may in fact challenge that particular aspect of it.

The other area of concern is what they call the age of majority. It has always concerned me that one thing which makes young people concerned about this question of jockeying with the age of majority or at what age they can vote or at what age they can drink or at what age they can drive a motor vehicle or whatever... There again will have to be proven validity for those reasons, and I think there is no question that there is. I think nobody would argue that you cannot allow a 10-year-old to drive a motor vehicle, but the fact remains that it is going to be very important for this committee, in my opinion, to make suggestions that at least have some consistency in the process, so you are not left in a situation where you have discrimination in a particular jurisdiction and not in another jurisdiction. I think it would be important that there be some consistency. It would be far more acceptable, when we set these guidelines as far as age of majority is concerned, that there be some consistency.

Mr. Chairman, I could make general comments about a variety of other areas. As I say, I am here as a citizen who is taking advantage of the process to make certain comments. I

[Traduction]

doit rendre sa retraite à un âge fixe. On peut encore citer l'exemple des juges, et ainsi de suite.

À mon avis, la discrimination en fonction de la classification ne se justifie plus aujourd'hui dans bon nombre de domaines. Ainsi, par exemple, au sein de la GRC, où, à ma connaissance les choses n'ont pas changé, l'âge de la retraite obligatoire varie selon le rang. J'ignore si cette disposition a été modifiée mais je ne vois aucune raison valable pour laquelle on devrait continuer à tolérer une telle discrimination.

La situation des juges est analogue lorsqu'il s'agit de la retraite. À cet égard, on semble penser que s'il n'existait pas d'âge de retraite obligatoire, les juges risqueraient de voir leur compétence remise en question par un tribunal ou un conseil juridique quelconque, arrivé un certain âge. Certains estiment donc que l'on doit fixer un âge pour la retraite. À mon avis cependant, monsieur le président, il n'y a aucune raison pour que, dans le cas des juges, cet âge soit de 70 ans, de 75 ans ou de 65 ans selon l'échelon du tribunal. La discrimination dans ces domaines, monsieur le président, n'est plus acceptable selon moi, depuis l'entrée en vigueur de l'article 15. Il me semble intéressant de penser sérieusement à la possibilité qu'un jour un juge conteste ce qui justifie que certaines catégories de juges soient saisies de certaines causes, et ce, toujours en invoquant la Charte.

Pourquoi est-ce que, par exemple, en Ontario—et vous connaissez bien cet état de choses monsieur le président—certains juges n'ont pas le droit d'entendre des causes pour lesquelles le montant de la réclamation en dommages-intérêts dépasse 25,000\$. Pourquoi les juges ontariens n'ont-ils pas le droit d'entendre des causes criminelles relatives à certaines infractions? À un moment donné, lorsque tout sera contesté, quelqu'un pourrait bien, de fait, mettre en doute l'un ou l'autre des aspects de la question.

L'autre point qui nous intéresse est ce qu'on appelle l'âge de la majorité. Cela m'a toujours préoccupé de voir qu'un facteur qui intéresse les jeunes, la fixation arbitraire de l'âge de la majorité, de l'âge pour voter, pour boire ou bien conduire un véhicule motorisé ou n'importe quoi d'autre... Là encore, il faudra invoquer des motifs valables et je ne doute pas qu'il y en ait. Je pense que personne ne s'insurgerait contre le fait qu'on ne peut laisser un enfant de dix ans conduire un véhicule motorisé, mais il demeure qu'il va être très important pour ce Comité, à mon avis, de faire des suggestions qui présenteront du moins une certaine uniformité ou logique, afin que l'on ne soit pas piégé dans une situation où il existe de la discrimination dans un domaine de compétence et pas dans un autre. Je pense qu'il serait très important qu'il y ait cette uniformité, cette logique, notamment pour rendre bien plus acceptables les lignes directrices que nous fixerons pour l'âge de la majorité.

Monsieur le président, je voudrais faire quelques commentaires de portée générale sur plusieurs autres domaines. Ainsi que je l'ai dit, je suis ici en tant que citoyen qui profite de

[Text]

find that, for instance, as far as discrimination on the basis of sex is concerned, there were submissions. I think it was yesterday that I read in the press about discrimination regarding women serving in the Armed Forces and their role in all trades, including combat roles.

When one thinks about that particular situation, I really cannot see today . . . I know the Minister of National Defence has taken a position on this; I do not know whether it is hard and fast or whether he is just continuing the position that has been always accepted in the Armed forces. But it seems to me that, where they discriminate now about the role of women in the Canadian Armed Forces, we should use the example that is accepted, in fact, in other NATO countries, where it is left open to women to participate in all levels, including combat roles. It seems to me that today, with a highly technological aspect of armed forces, the old macho type of aspect that women cannot fulfil certain roles is really *passé*.

I would suggest this. Certainly, we have an ideal opportunity now, considering that we are at peace-time, to open it up. This is a time now, it seems, Mr. Chairman, where there is not the high-intensity pressure to see whether there are some failings or whether it does cause problems. Now is the time to proceed in that area, it seems to me, and to look to see where the problems are. But I really feel discrimination at that level is no longer justifiable in Canada in 1985.

Mr. Chairman, these are my general comments. I appreciate the time of the committee and I wish you good luck.

J'ai l'impression que ce sera un travail assez difficile que d'essayer de tracer un chemin fidèle et sûr avec toutes les opinions qu'on vous aura soumises. Encore une fois, je vous remercie beaucoup.

• 1105

Le président: Je vous remercie, maître Roy. Dans vos commentaires, vous abordez certaines questions sur lesquelles nous avons déjà reçu beaucoup de mémoires. Il est même question des idées du ministre de la Défense nationale, M. Nielsen.

This is simply to clarify one point you made. You raised the question as to whether the Minister of National Defence was carrying on the policies he had inherited from the previous government with respect to the role of women in the Canadian Armed Forces. And he did appear, of course, before this committee in this very same room and said that he was awaiting enthusiastically our report that would deal with this subject. In fact, he used that word "enthusiasm" twice that evening . . .

Mr. Roy: Which is something.

The Chairman: —so we are rushing with the same degree of enthusiasm to deliver to Mr. Nielsen, and indeed to the entire government, our report on that and many other issues. It has

[Translation]

l'occasion pour présenter certains commentaires. Je m'aperçois que, par exemple, en ce qui touche la discrimination fondée sur le sexe, il y a eu des mémoires. Je crois que c'est hier que j'ai lu dans les journaux des commentaires sur la discrimination envers les femmes qui servent dans les Forces armées et sur leur rôle dans toutes les spécialités, y compris les postes de combattant.

Lorsque l'on pense à cette situation particulière, je ne peux vraiment pas voir aujourd'hui . . . Je sais que le ministère de la Défense nationale s'est prononcé là-dessus; je ne sais pas si sa position est immuable ou si elle tient compte de la position antérieure des Forces armées sur le sujet, mais il me semble que, là où s'exerce cette forme de discrimination à l'égard des femmes, nous devrions recourir à l'exemple qui est donné par les autres pays de l'OTAN. Ceux-ci laissent les femmes libres de participer à toutes les activités, y compris celles d'un combattant. Il me semble qu'aujourd'hui, avec l'aspect hautement technologique que les Forces armées ont revêtu, la vieille attitude macho selon laquelle les femmes ne peuvent pas jouer certains rôles est vraiment dépassée.

D'après moi, c'est certainement l'occasion idéale, puisque nous sommes en temps de paix, pour débattre de la question. C'est le moment par excellence, monsieur le président, puisque nous ne sommes pas soumis à des pressions intenses, de voir si quelque chose ne va pas ou si une situation cause des problèmes. C'est maintenant qu'il faut agir dans ce domaine, à ce qu'il me semble, et voir où sont les problèmes. Je crois toutefois que cette forme de discrimination à l'égard des femmes dans l'armée ne se justifie plus au Canada en 1985.

Monsieur le président, voilà quels étaient mes commentaires généraux. Je suis reconnaissant au Comité du temps qu'il a bien voulu m'accorder et je vous souhaite bonne chance à tous.

I have the impression that the task of setting a true and safe course will be a rather difficult one, given all of the opinions that have been put forth. Once again, I thank you very much.

The Chairman: Thank you, Mr. Roy. In your comments, you addressed certain questions about which we have already received a great many briefs. There is even some reference to ideas expressed by Mr. Nielsen, the Minister of National Defence.

Je veux simplement clarifier une de vos observations. Vous vous demandiez si le ministre de la Défense nationale continue d'appliquer la politique préconisée par le gouvernement précédent en ce qui concerne le rôle des femmes dans les Forces armées. Il a évidemment témoigné devant le présent Comité dans cette même salle, et il a déclaré qu'il attendait avec «enthousiasme» notre rapport sur ce sujet. En fait, il a employé le mot «enthousiasme» deux fois ce soir-là . . .

M. Roy: Ce n'est pas peu dire.

Le président: . . . c'est pourquoi nous nous pressons avec le même enthousiasme pour remettre à M. Nielsen, et en fait à tout le gouvernement, notre rapport sur cette question et sur

[Texte]

been helpful to hear from you, as you say, in your capacity as a private citizen. There may be one or two questions from members. Pauline Browes.

Mrs. Browes: Thank you, Mr. Chairman.

Welcome to the committee. I am sure you have sat on the other side of the table for a good number of years, so we are happy that you are here to give us not only your informed political views but also your views as now a private citizen of Canada. I was interested that you would concentrate on mandatory retirement, because the occupation we are in is one that often gets mandatory retirement rather quickly.

What I wanted to concentrate on is that your comments... You began your comments by talking about the courts and perhaps proceeding rather cautiously—I think your word was “holus-bolus”—that perhaps we should be very cautious because the courts are going to be making a good number of decisions. I guess that is something I am concerned about, that we in fact change legislation in order to alleviate the courts, or we in fact let the courts take the lead, which is very expensive to the Canadian citizens. There has been some suggestions that we should set up a fund whereby persons would be able to go to the courts, and then change the legislation after that. Now, how do you see that in balance? Would you like to expand on that? It is something that we may have to deal with in terms of our recommendations—that you let the courts take the lead or you let the Parliament take the lead.

Mr. Roy: Yes, I think it is a valid point you make, Mrs. Browes, because I think the process of this committee is a good start. As you know, I do not have to tell you that under the charter the courts are now supreme in the sense that the Supreme Court of Canada can make decisions, and their decisions based on the charter—which, as you know, under one section of the charter makes the charter supreme over all laws. So the courts really are the final arbiter and the charter is the supreme law of the land. That is why I said to proceed cautiously, because first of all the existing laws that we have had over centuries are in place for a good reason; there is some balance. I mean, we were always a balanced society here in Canada and there is some reason for the existing laws. Although there may be discrimination here and there, obviously sometimes there are discriminations for valid reasons.

So what I am suggesting is that before we just look at the whole law and say, well, obviously there is discrimination here and we should change that right away, we should just be careful and before we change the law say there was there a valid reason for the existence of this and what are the reasons for it.

So I think the way you proceed is not only like the courts, because obviously that is a mechanism which is far too lengthy and too cumbersome—so what you do is a process like this, I think: you look where there are obvious areas where changes have to be made, and where the evidence supports those

[Traduction]

bien d'autres encore. L'opinion que vous avez exprimée, en votre qualité de simple citoyen, pour reprendre vos termes, nous a été utile. Il se peut que des membres ici présents aient des questions à vous poser. Pauline Browes.

Mme Browes: Merci, monsieur le président.

Soyez le bienvenu. Je suis sûre que vous avez siégé de l'autre côté de la tribune pendant de nombreuses années. C'est pourquoi nous sommes heureux que vous soyez là pour nous faire profiter non seulement de vos idées en tant qu'homme politique averti, mais aussi de vos opinions en tant que simple citoyen du Canada. Je suis bien contente que vous vous soyez concentré sur la question de la retraite obligatoire, car dans la profession qui nous intéresse, la retraite obligatoire vient souvent très rapidement.

Je voudrais m'attarder à vos observations... Vous avez commencé par parler des tribunaux en faisant preuve d'une certaine prudence (je crois que vous avez employé les mots «holus bolus»). Vous avez déclaré qu'il y aurait sans doute avantage à être très prudent, car les tribunaux vont bientôt rendre de nombreux verdicts. C'est probablement ce qui me préoccupe, que nous modifiions en fait la loi pour décharger les tribunaux ou, au contraire, que nous les laissions prendre l'initiative, ce qui coûterait très cher aux contribuables canadiens. Certains ont proposé de créer un fonds qui permettrait aux citoyens de se présenter devant les tribunaux, après quoi nous pourrions modifier la loi. Que pensez-vous de cela? Pourriez-vous préciser ce qu'on a voulu dire par là? C'est un élément dont nous devons peut-être tenir compte dans nos recommandations: faut-il laisser les tribunaux prendre l'initiative ou doit-on confier cette tâche au Parlement?

M. Roy: Oui, M^{me} Browes, je crois que votre remarque est très pertinente. Je pense en effet que les travaux de ce Comité constituent un bon point de départ. Comme vous le savez, aux termes de la Charte, les tribunaux détiennent l'autorité suprême, en ce sens que la Cour suprême du Canada peut prendre des décisions en les fondant sur la Charte. Vous savez en effet qu'un des articles de la Charte la place au-dessus de toutes les lois. Donc, les tribunaux représentent l'étape ultime, et la Charte est la loi suprême du pays. Voilà pourquoi j'ai dit qu'il fallait agir avec prudence, car n'oublions pas que les lois qui existent depuis des siècles ont été adoptées pour de bonnes raisons; il y a donc un certain équilibre. Ce que je veux dire, c'est que la société canadienne a toujours été équilibrée et que les lois actuelles ne sont pas sans fondement. Certes, il y a des cas de discrimination, mais de toute évidence, la discrimination est parfois justifiée.

Donc, avant de réexaminer toute la loi et d'envisager de la modifier parce que, de toute évidence, il y a discrimination dans telle ou telle situation, nous devrions faire chercher à savoir si la discrimination existe pour des raisons valables et nous renseigner sur ces raisons.

Je pense donc que votre façon de procéder n'est pas identique à celle qu'adoptent les tribunaux, car il s'agit là d'un mécanisme trop lourd et beaucoup trop lent. Selon moi, il vaut mieux repérer les domaines où des changements s'imposent et où ces changements sont justifiés par les faits, par des motifs

[Text]

changes, or for sociological or just for reasons that are valid in 1985 in Canada, that is where you make changes. But I think you are careful about not just drawing up a whole list and just going through them and saying we have to change this and that because what I am saying is that at some point you may make a change with a law but two years down the line the courts may say that your changes are not valid because they discriminate in another area. So that is where I am saying it requires a balanced and a cautious approach.

• 1110

That may sound a bit conservative—and I use that word advisedly—but I think that is the way you have to proceed to gain acceptance because the first thing you will know is that everybody will be going off in different directions.

The other problem with the courts is that you have a lot of judges in this country and a lot of judges who will have different opinions about various laws. I am sure Mr. Chairman will tell you, and other people, that you will get conflicting decisions right across the land and the final arbiter will have to be of course the Supreme Court of Canada. So I think that is why you have to proceed in that fashion.

The Chairman: Thank you very much, Albert Roy, and, as you yourself said, it is perhaps a sign of the times that a Liberal is urging us to move with great caution and to be conservative.

Mr. Roy: Responsible.

The Chairman: Responsible. Well, we always understood those words were synonymous.

Thank you very much for taking the time to be with us this morning. It has been helpful to hear from you. Thank you very much.

Mr. Roy: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Ladies and gentlemen, the next presentation we will be hearing this morning is going to be made by three representatives of the Canadian Coalition Against Media Pornography. I would invite you now to come forward. We have with us the President of the coalition, Bonnie Diamond; the Past President, Cynthia Wiggins; and the National Coordinator, Rose Potvin.

Bienvenue. Members of the committee have received the written form of your brief entitled *Pornography: A Denial of Equality*, and I would like to thank you for having made that available to us in advance.

The way we proceed is to turn the floor over to you so you can speak to the brief and give us the benefit of your thinking on section 15 and the equality and the non-discrimination issues that are raised by it and what changes you feel we as parliamentarians should be recommending in October of this year in our report to Parliament to ensure that federal laws and practices are in keeping with both the letter and the spirit of section 15. After you have had a chance to speak to that, if time permits I would like to have the opportunity for Members

[Translation]

sociologiques ou encore par d'autres motifs valables en 1985, au Canada et apporter des changements là où on le juge nécessaire. Selon moi, toutefois il faut prendre garde de ne pas simplement dresser une liste des changements voulus et de les effectuer sans s'interroger davantage. En effet, on peut très bien modifier une loi donnée, et se faire dire deux ans plus tard que les changements apportés ne sont plus valides, car ils sont la source de discrimination dans un autre domaine. Voilà pourquoi il faut procéder avec prudence et équilibre.

Cela vous semblera peut-être un peu «conservateur», et c'est à dessein que j'emploie le mot, mais je pense qu'il faut agir de cette manière si l'on veut que le processus soit accepté. Sinon, vous aurez tôt fait de constater que chacun agit à sa guise, sans suivre d'orientation commune.

L'autre difficulté relative aux tribunaux, c'est qu'il y a beaucoup de juges dans notre pays, beaucoup de juges qui auront des avis différents sur diverses lois. Monsieur le président, je suis sûr, et d'ailleurs d'autres personnes vous le diront, que des verdicts contradictoires seront rendus dans tout le pays. Il faudra, évidemment, en dernière analyse, que la Cour suprême du Canada tranche les litiges. Voilà pourquoi, il vous faudra, je pense, procéder de cette manière.

Le président: Merci beaucoup, Albert Roy. Comme vous l'avez dit vous-même, c'est sans doute un signe des temps qu'un libéral nous exhorte à la prudence et à être «conservateurs» dans nos travaux.

M. Roy: Responsables.

Le président: Responsables? Eh bien, nous avons toujours cru que ces deux mots étaient synonymes.

Je vous remercie beaucoup d'avoir pris le temps de venir vous entretenir avec nous ce matin. Vos propos nous ont été utiles. Merci beaucoup.

M. Roy: Merci, monsieur le président.

Le président: Mesdames et messieurs, nous allons maintenant entendre le témoignage de trois représentants du Regroupement canadien contre la pornographie dans les médias (CCAMP). Je les invite maintenant à s'avancer. Nous avons le plaisir d'accueillir la présidente du Regroupement, madame Bonnie Diamond, la présidente sortante, madame Cynthia Wiggins, et la coordonnatrice nationale, madame Rose Potvin.

Welcome. Les membres du Comité ont reçu votre mémoire intitulé *Pornography: A Denial of Equality* (La pornographie: négation de l'égalité), et je vous remercie de nous l'avoir fait parvenir à l'avance.

Voici comment nous procédons habituellement. Vous nous expliquez d'abord votre mémoire puis nous faites part de vos réflexions sur l'article 15, sur les questions relatives à l'égalité et la non-discrimination qu'il soulève, et enfin sur les changements que nous devrions, selon vous, recommander en octobre de cette année dans le rapport que nous présenterons au Parlement, en tant que parlementaires. Ce rapport précisera les moyens à prendre pour garantir que les lois et les usages fédéraux soient conformes à l'esprit de l'article 15. Après vos

[Texte]

of Parliament to pose some questions so we get a bit of a discussion going as well.

Welcome, and without further ado I turn the floor over to you.

Ms Bonnie Diamond (President, Canadian Coalition Against Media Pornography): Thank you, Mr. Chairperson.

I am going to be making the formal presentation. I am going to follow the text precisely, and then all three of us will participate in answering questions, elaborating wherever you would like.

The Chairman: Sounds good.

Ms Diamond: We welcome the opportunity to address this committee on equality issues in federal law and wish to thank you for choosing to hear our views in this very important matter.

The Canadian Coalition Against Media Pornography is a national, voluntary, non-profit organization with a membership of over 600 groups and individuals from all across Canada.

We are dedicated to increasing public awareness of the negative and dangerous images inherent in pornography regardless of the medium. We lobby actively for laws and strategies that will create an environment in which women, men and children are all assured equality, dignity and self-respect.

We define pornography as verbal or pictorial material representing sexual behaviour that is degrading or abusive to one or more of the participants in such a way as to endorse that degradation.

As is mentioned in the discussion paper under roles for Canadians:

It is the Canadian people who set the nation's priorities. While laws and policies sponsored by governments may influence the norms of the society by imposing constraints, they do not create the norms. Law usually flows from norms, not the contrary.

It is because of this assumption that the coalition felt it appropriate to address this committee to explore the connection between pornography and section 15 of the Charter of Rights and Freedoms and how unlimited access to pornography denies and will continue to deny women's equality.

• 1115

According to a recent CBC national survey, the majority of Canadians—that is 90%—are opposed to the availability of violent and degrading pornography. This feeling has been demonstrated by the Canadian people time and time again, as evidenced by the following: with the introduction of *Playboy* programming on pay television, 15,000 letters of protest were received by the federal government and its agencies; anti-

[Traduction]

exposés, s'il reste du temps, les députés vous poseront quelques questions, de façon à susciter une petite discussion.

Encore une fois, je vous souhaite la bienvenue et, sans plus tarder, je vous cède la parole.

Mme Bonnie Diamond: (présidente du Regroupement canadien contre la pornographie dans les médias): Merci, monsieur le président.

Je ferai l'exposé formel en suivant rigoureusement le texte. Ensuite, nous répondrons, toutes les trois, à vos questions pour préciser les aspects que vous soulèverez.

Le président: Cela me convient.

Mme Diamond: Nous sommes heureuses d'avoir l'occasion de témoigner devant le Comité des droits à l'égalité au sujet des lois fédérales, et tenons à vous remercier d'avoir choisi d'entendre nos avis sur cette question très importante.

Le Regroupement canadien contre la pornographie dans les médias est un organisme national et bénévole à but non lucratif, qui compte plus de 600 membres regroupés ou indépendants dans tout le Canada.

Notre objectif primordial consiste à sensibiliser davantage le public aux effets négatifs et dangereux de la pornographie, peu importe la forme sous laquelle elle s'exprime. Nous exerçons activement des pressions pour faire adopter des lois et des mesures concourront à créer un milieu où les femmes, les hommes et les enfants jouiront tous de l'égalité et de la dignité de la personne.

Selon nous, le mot «pornographie» désigne tout document verbal ou toute illustration décrivant un comportement sexuel dégradant ou grossier, de façon à faire croire que cette dégradation est acceptable.

Reportons-nous maintenant au document de travail sur les rôles des Canadiens:

C'est la population canadienne qui établit les priorités de la nation. Bien que les lois et les grandes orientations adoptées par le gouvernement puissent, en imposant des restrictions, influencer sur les normes que la société choisit de se donner, elles ne créent pas effectivement ces normes. En général, les lois découlent des normes, et non l'inverse.

C'est en vertu de cette hypothèse que le Regroupement a décidé de se présenter devant le Comité pour étudier le rapport existant entre la la pornographie et l'article 15 de la Charte des droits et libertés, et pour montrer comment l'accès illimité à la pornographie nie et continuera de nier l'égalité des droits des femmes.

D'après un sondage national réalisé récemment par la CBC, la plupart des Canadiens, soit 90 p. 100 sont contre la pornographie violente et avilissante, comme ils l'ont montré bien des fois, entre autres lorsque la télévision payante a commencé à diffuser les émissions *Playboy*: le gouvernement fédéral et ses organismes ont alors reçu 15,000 lettres de protestation. Des groupes actifs de lutte contre la pornographie se sont formés

[Text]

pornography groups have been established and actively work in cities and towns in every province of this country; the response to the Special Committee on Pornography and Prostitution was overwhelming; and the Parliamentary Subcommittee on Sexually Abusive Broadcasting was established in response to the public's insistent and obvious concern about pornography.

In order to develop links between pornography and the inequality of women, it is necessary to examine the present status of women in our society, both economically and socially, and I am sure it is not the first time this week. Women cannot bridge the wage gap. Countless women are sexually harassed in the workplace. One in ten women is assaulted within relationships. Sexual assault against women occurs once every 17 minutes in Canada and last night I read in the newspaper that the statistics for Ottawa this year show there are as many sexual assaults to date this year as there were in all of last year.

In these crimes against women, there is one common denominator. Women are victims solely because they are women, because of their sexuality.

It is only women and children who cannot walk in the parks alone after dark, who cannot walk to their cars in dimly lit parking lots, and who cannot live alone without being on their guard and without sometimes feeling absolute terror. The basis of this terror is primarily the fear of sexual assault. Men take these and many other freedoms for granted. As a friend of ours once said, when a woman wakes up at night to the sound of a prowler in the house, the first thing she thinks of is not the stereo.

Within the subject matter of pornography, every real-life crime against women and children is represented most vividly and realistically. Pornographers spew out this material as merely fantasy and entertainment to be taken in total isolation from the real world. We see pornography as legitimizing and normalizing degrading and cruel treatment of women. But more importantly, it provides a harmful role model for male-female relationships. The end result is that the view of women as objects for sexual consumption is in total contradiction to the concept of equality. You cannot exist to be used and consumed, and be considered in any way equal to the consumer.

The consumer in fact may feel that abusive behaviour towards women is desirable, normal, expected or acceptable. This attitude has been documented in research studies and has been evidenced in many crimes. A recent study by Dolf Zillman has demonstrated that men who use pornography experience less sexual satisfaction with their partner. A woman's perception of herself is undermined by the discrepancy between how she really is and how pornography says she should be.

Non-violent pornography is also denial of women's equality, in that the depiction of women's subservient role is reflected in the subservient role played by women in the home and in the workplace.

[Translation]

dans les villes de toutes les provinces du pays; le Comité spécial d'étude de la pornographie et de la prostitution a été submergé de témoignages et le Sous-comité parlementaire qui a traité de la radio-télédiffusion d'émissions dégradantes a été créé afin de donner suite aux pressions du grand public, fort préoccupé par la pornographie.

Pour faire le lien entre la pornographie et l'inégalité des femmes, il faut s'arrêter à la condition sociale et économique actuelle de la femme dans notre société, et je suis convaincue que ce n'est pas la première fois qu'on en parle cette semaine. Il est impossible pour la femme de rattraper le salaire de l'homme. D'innombrables femmes font l'objet de harcèlement sexuel au travail. Une femme sur dix est victime d'un attentat sexuel commis par la personne qu'elle fréquente. De fait, des attentats sexuels sont commis contre les femmes toutes les 17 minutes au Canada. Justement, hier soir, je lisais dans le journal qu'à Ottawa même, on dénombre jusqu'ici cette année autant d'attentats sexuels que durant toute l'année dernière.

Tous ces crimes commis contre les femmes ont un dénominateur commun. Les femmes sont des victimes uniquement du fait de leur sexe.

Seuls les femmes et les enfants ne peuvent traverser le parc, la nuit tombée. Les femmes craignent de se rendre à leur automobile dans des terrains de stationnement mal éclairés et elles ne peuvent vivre seules sans être constamment sur leur garde et même parfois sans vivre dans la terreur. Au fond, ce qu'elles craignent, c'est l'attentat sexuel. Pour l'homme, ces libertés et bien d'autres vont de soi. Comme l'a déjà dit un de nos amis, lorsqu'elles se réveille au milieu de la nuit parce qu'elle a entendu le bruit d'un intrus, la dernière chose à laquelle la femme pense, c'est à la chaîne stéréo.

Dans les documents pornographiques, on retrouve tous les crimes réels commis contre les femmes et les enfants, illustrés d'une façon des plus frappantes et réalistes. Si l'on en croit ceux qui les produisent, il faut y voir de la pure fantaisie et du divertissement n'ayant rien à voir avec la réalité. Selon nous, la pornographie ne fait que légitimer et normaliser le traitement dégradant et cruel des femmes. Toutefois, ce qui est encore plus important, c'est qu'elle crée un modèle de comportement nuisible aux relations entre hommes et femmes. Elle traite en effet la femme comme un objet sexuel, niant ainsi complètement la notion d'égalité. Comment l'objet de consommation peut-il être considéré l'égal du consommateur.

En réalité, le consommateur peut estimer qu'un comportement abusif à l'égard des femmes est souhaitable, normal, attendu ou encore acceptable. Des études ont prouvé l'existence de cette attitude, qui s'est d'ailleurs manifestée dans de nombreux crimes. Une étude menée récemment par Dolf Zillman a démontré que les consommateurs de pornographie éprouvent moins de satisfaction sexuelle avec leurs partenaires. La perception qu'une femme a d'elle-même est minée par l'écart entre sa réalité et ce que la pornographie fait croire qu'elle devrait être.

La pornographie sans violence est aussi un refus de l'égalité de la femme, en ce sens que le rôle servit de la femme qu'on y illustre se retrouve dans le rôle subalterne qu'elle joue à la maison et au travail.

[Texte]

Role modelling has far-reaching effect on behaviour. If this were not the case, why is it against the law to show the actual consumption of liquor in advertising? Or why has Otto Jelinek, the Minister of Fitness and Amateur Sport, recently prohibited the tobacco industry from sponsoring sporting events? It is clear there is a widely held belief that behaviour is modelled. If a picture of an athlete smoking is assumed to promote the belief that smoking is healthy and acceptable, then why is it so difficult to accept that a picture of a man holding a power drill to a woman's vagina will promote the belief that such behaviour is acceptable in this society? Pornography is an agent of discrimination and therefore is detrimental to the achievement of equality for women in every aspect of their lives. The use of federal laws as a means of redressing that discrimination is within the scope of the Charter of Rights and Freedoms. Section 15 guarantees it:

every individual is equal before and under the law and has the right to the equal protection and equal benefit of the law without discrimination and, in particular, without discrimination based on . . . sex . . .

Section 7 guarantees:

everyone has the right to life, liberty and security of the person and the right not to be deprived thereof except in accordance with the principles of fundamental justice.

• 1120

In our opinion the argument comes down to this: Which is the more fundamental freedom, the freedom of women and children to live with safety, with dignity, without fear and without sexual abuse, be it real or depicted, or the right of a minority of males to sexual arousal through pornography?

If we believe that Canadian law should provide the means to a safe, just society, if we believe women and researchers when they say pornography denies women that safety and justice, and if the Canadian society values, as we believe it does, non-violence, truthfulness, personal dignity and equality, the freedom of women and children to live in such a society is clearly the more fundamental freedom.

In support of this position we cite the discussion paper on *Equality Issues in Federal Law* which states:

Section 1 (of the charter) provides that reasonable limits may be set by law on charter guarantees. The precise nature of reasonable limits will be determined by the courts. Section 33 allows Parliament (or a provincial legislature) to override equality rights and some other charter provisions when they adopt a law. Both these sections recognize that the assertion of one right may make it necessary to interfere with another. Section 33 leaves the last word on important matters of public policy to the elected representatives of the people rather than transferring it to the courts.

[Traduction]

Les modèles de comportement ont une incidence très profonde sur le comportement. Si tel n'est pas le cas, pourquoi la loi interdit-elle de montrer quelqu'un en train de boire de l'alcool dans la publicité; ou encore, pourquoi le ministre de la Santé et du Sport amateur, Otto Jelinek, a-t-il récemment interdit à l'industrie du tabac de commanditer des événements sportifs? De toute évidence, on admet couramment que le comportement se calcule sur un modèle. Si l'on suppose que la photo d'un athlète en train de fumer ferait croire que cette habitude est saine et acceptable, alors pourquoi est-il si difficile d'admettre que l'image d'un homme tenant une perceuse près du vagin d'une femme, rendra ce comportement acceptable dans notre société? La pornographie est un outil de discrimination et, partant, elle empêche la femme d'atteindre l'égalité avec l'homme dans toutes les dimensions de sa vie. La Charte des droits et libertés autorise le recours à des lois fédérales pour mettre fin à la discrimination. En effet, il est dit, à l'article 15 ce qui suit, et je cite:

La loi ne fait exception de personne et elle s'applique également à tous, et tous ont droit à la même protection et aux mêmes bénéfices de la loi, indépendamment de toute discrimination, notamment des discriminations fondées sur . . . le sexe . . .

L'article 7 est également très clair sur ce point:

Chacun a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne; il ne peut être porté atteinte à ce droit qu'en conformité avec les principes de justice fondamentale.

Donc, à notre avis, la question revient à ceci: laquelle des libertés est la plus fondamentale, la liberté pour les femmes et les enfants de vivre en sécurité, avec dignité, sans crainte et en l'absence de tout abus sexuel, qu'il soit réel ou dépeint, ou le droit d'une minorité d'hommes à l'excitation sexuelle au moyen de la pornographie?

Si nous sommes convaincus que le droit canadien a pour objectif de créer une société juste et sans danger, si nous croyons les femmes et les chercheurs lorsqu'ils affirment que la pornographie nie justement aux femmes cette sécurité et cette justice, et si nous estimons que la société canadienne, comme nous le pensons, tient à la non-violence, à la vérité, à la dignité et à l'égalité individuelles, alors la liberté des femmes et des enfants de vivre dans une telle société est de toute évidence la liberté la plus fondamentale.

Citons à ce sujet le document de travail sur les droits à l'égalité et la législation fédérale, où il est affirmé ce qui suit, et je cite:

La Charte admet à l'article 1 que ces dispositions peuvent, dans des limites raisonnables, être restreintes par une règle de droit. C'est aux tribunaux qu'il appartiendra de définir ce qui constitue une limite raisonnable. L'article 33 permet, quant à lui, au Parlement ou à une législature provinciale de soustraire toute loi qu'ils adoptent au droit à l'égalité de même qu'à certaines autres dispositions de la Charte. Ces deux articles se trouvent, en fait, à reconnaître que l'affirmation d'un droit peut forcer à porter atteinte à un autre. L'article 33 laisse le soin de trancher en dernier ressort les

[Text]

Precedent also supports the position as noted in the *Report of the Special Committee on Pornography and Prostitution*:

note should be taken of the recent decision in the case of *Regina v. Keegstra*. In that case, an argument was made that the hate propaganda section of the Criminal Code was unconstitutional because of the effect it had on freedom of expression. In the course of rejecting that argument, the court placed great emphasis on the entrenchment in the charter of the right to equality. It was appropriate, the court said, to limit freedom of expression for the purpose of promoting the goal of equality.

Simply put, equality is impossible in a society that is permeated by negative images of women. Undervalued in imagery is undervalued in the market place; abused in imagery is abused in the streets of the nation; subservient in imagery is subservient in the society. As a nation we have taken the freedom and equality of our peoples very seriously. You, our elected officials, are now in a position to take a leadership role and to set a precedent for other nations to follow.

In the spirit of the charter, we ask you to urge Parliament to act on the recommendations in the Fraser report regarding pornography, once final consultations with interested groups have taken place. Thank you.

The Chairman: Thank you very much, Bonnie. You have spoken most eloquently about a cultural cancer that is eating away at the health of Canadian society. I do not think anyone here is in disagreement with the principles you have enunciated and the way you have drawn them together. Of course, we as a parliamentary committee are looking at the specific, real-world ways in which we can actually take that concern so strongly felt and deeply expressed and translate it into some positive recommendations that can lead to real action. In other words, to get the tire to meet the pavement.

We do it, of course, in the context of a charter that also guarantees freedom of expression, and so we have a difficult line before us to delineate. Of course, this is why this committee exists and why we are here this morning and talking to you. In a free and democratic society, there is never one value or right that outweighs all the others, but it is an interaction of rights and freedoms. Where one person's right ends is where another's right begins. So we are looking at ways of trying to redress the balance to which you have referred.

I know I have some specific questions and I am sure other members of the committee do as well. I would like to start with committee members, and Mary Collins, would you like to open with some questions?

Mrs. Collins: Thank you, Mr. Chairman.

[Translation]

questions de principe essentiel aux représentants élus de la population plutôt que de le confier aux tribunaux.

Les précédents renforcent également cette position, comme le fait observer dans son rapport le Comité spécial d'étude de la pornographie et de la prostitution:

Il convient à ce sujet de s'arrêter attentivement à la décision récemment rendue dans l'affaire *Regina versus Keegstra*, à l'occasion de laquelle la défense avait fait valoir que l'article du Code criminel relatif à la propagande haineuse est inconstitutionnel du fait de ses conséquences sur la liberté d'expression. En repoussant cet argument, la cour a accordé une importance considérable au fait que le droit à l'égalité est consacré dans la charte. Il est donc légitime, a-t-elle conclu, de restreindre la liberté d'expression dans le but de promouvoir l'égalité.

Plus simplement exprimé, l'égalité est impossible à réaliser dans une société imprégnée d'images négatives de la femme. Une représentation négative d'un être réduit sa valeur dans la réalité; les abus observés dans les illustrations seront repris dans les rues des villes; une image servile se traduit par un rôle subalterne dans la société. La liberté et l'égalité de tous les Canadiens nous a toujours tenue beaucoup à coeur en tant que nation. Vous, les représentants élus, êtes maintenant en mesure d'assumer le premier rôle à cet égard et de créer un précédent que pourront suivre les autres pays.

Dans le même esprit que celui qui anime la charte, nous vous demandons de prier le Parlement de donner suite aux recommandations du rapport Fraser concernant la pornographie, une fois que vous aurez terminé les consultations avec les groupes intéressés. Je vous remercie.

Le président: Je vous remercie Bonnie. L'éloquence avec laquelle vous avez parlé d'une espèce de cancer culturel qui mine la santé de la société canadienne vous fait honneur. Je ne crois pas qu'il se trouve une personne ici pour rejeter les principes que vous avez énoncés ni la façon dont vous les avez reliés. Bien sûr, en tant que comité parlementaire, nous cherchons à connaître les moyens réels et précis qui nous permettront de traduire cette préoccupation si forte et si bien exprimée en des recommandations utiles qui mèneront à une action réelle. En d'autres termes, nous cherchons à obtenir quelque chose de concret.

Nous devons le faire, bien sûr, en tenant compte d'une charte qui garantit aussi la liberté d'expression, ce qui rend difficile de savoir jusqu'à quelle limite tenue on peut aller. Naturellement, c'est la raison même de l'existence de ce Comité et de notre présence ici ce matin devant vous. Dans une société libre et démocratique, il n'existe pas de valeurs ni de droits qui priment sur les autres, mais plutôt une interaction entre les droits et libertés. En somme, le droit de l'un s'arrête là où commence le droit d'un autre. Nous cherchons donc les moyens de rétablir l'équilibre que vous avez mentionné.

J'ai certaines questions à vous poser et, je suis d'ailleurs convaincu que je ne suis pas le seul. Je demanderais donc aux membres du Comité et à Mary Collins de poser les leurs, s'ils en ont.

Mme Collins: Je vous remercie, monsieur le président.

[Texte]

I would like to thank your organization for appearing before us. I believe in Vancouver we had a brief presented to us on the issue of pornography. I know there is a very active group there, with Donna Stewart and people of my constituency working on this issue. I know it has been the result of your work that many of the proposed changes in the Fraser report are being considered.

• 1125

As the chairman said, I guess the argument—and you have heard it so often—is how to balance freedoms within a society. I think it is interesting that you have brought this issue to us within the context of section 15. It is not something that ordinarily people would think of within that context.

I wondered specifically if you therefore have recommendations on legislation which should be amended to achieve the ends you are putting forth.

Ms Diamond: We have many recommendations that are contained in our brief to the Fraser committee. I think one of the reasons we are asking you to bring the recommendations of the Fraser committee specifically to Parliament is that it appears to be a reasonably balanced report. There are some minute problems with it which will have to be ironed out and I am sure they will come forward in the consultation process you are undergoing at the moment. However, it does appear to come down in favour of the balance of freedom of expression and the rights of women and all people who are abused by pornography.

Mrs. Collins: You would see the role of this committee, in light of the charter, being to support the recommendations of the Fraser report.

Ms Diamond: Yes, that is what we are asking. If you would like a copy of our brief to the Fraser Committee, which is more specific and very lengthy, I would be happy to provide it to you.

Mrs. Collins: Fine. Is there . . .

Ms Rose Potvin (National Co-ordinator, Canadian Coalition Against Media Pornography): The fact is, we listened to every word he said, so if you look at his report you will see exactly what we recommended.

Mrs. Collins: If we have read the report, we have read your brief.

Ms Potvin: That is true.

Mrs. Collins: There have been other issues that have come up recently in light of the charter with respect to age and gender under the Criminal Code and the sexual assault of minors. Have you looked at that at all?

Ms Diamond: Yes, we have looked at it and it is something that is of great concern to us because quite frankly, if we have to throw that sort of a law out, I do not know what will happen to young people who are in jeopardy.

[Traduction]

Tout d'abord, je remercie votre organisme d'être venu témoigner. Je crois qu'à Vancouver, on nous a présenté un mémoire au sujet de la pornographie. Je sais qu'il existe là-bas un groupe très actif qui travaille sur cette question, y compris Donna Stewart et certains de mes électeurs. Je n'ignore pas que c'est grâce à vos efforts que bon nombre des changements projetés dans le rapport Fraser sont à l'étude.

Comme l'a dit le président, je suppose que la question que vous avez entendue si souvent, j'en suis sûr, est de savoir comment équilibrer les libertés au sein d'une société. J'ai trouvé intéressant que vous ayez étudié cette question dans la perspective de l'article 15. Ce n'est pas quelque chose à laquelle on penserait habituellement.

Plus précisément, je me demande si vous avez des recommandations quant aux lois qui devraient être modifiées pour obtenir les résultats que vous préconisez.

Mme Diamond: Le mémoire que nous avons présenté au comité Fraser contient de nombreuses recommandations à ce sujet. L'une des raisons pour lesquelles nous vous demandons particulièrement de présenter les recommandations du Comité Fraser au Parlement est je crois, que ce rapport semble frapper un juste milieu. Bien sûr, il n'est pas parfait et devra être retouché quelque peu. Je suis d'ailleurs convaincue que ces petites difficultés ressortiront durant vos audiences. Toutefois, il semble vouloir respecter à la fois la liberté d'expression et les droits des femmes et de tous ceux qui sont victimes de la pornographie.

Mme Collins: À la lumière de la Charte, le rôle de notre Comité serait, d'après vous, d'appuyer les recommandations du rapport Fraser.

Mme Diamond: Oui, c'est bien ce que nous demandons. Si vous désirez copie de notre mémoire au comité Fraser, qui est plus précis et fort long, je serai heureuse de vous en faire parvenir une.

Mme Collins: Parfait. Y a-t-il . . .

Mme Rose Potvin (coordonnatrice nationale, Canadian Coalition Against Media Pornography (Coalition canadienne contre la pornographie dans les médias)): Le fait est que nous avons écouté tout ce qui a été dit, de sorte que si vous lisez son rapport, vous saurez exactement en quoi consistent nos recommandations.

Mme Collins: Si nous avons lu le rapport, nous avons donc aussi lu votre mémoire.

Mme Potvin: Je le reconnais.

Mme Collins: D'autres questions ont été soulevées récemment à la lumière de la Charte, concernant notamment l'âge et le sexe en vertu du Code criminel et l'attentat sexuel contre des mineurs. Vous y êtes-vous arrêtées?

Mme Diamond: Effectivement, nous avons étudié cette question qui nous préoccupe énormément. En effet, pour parler franchement, s'il faut rejeter de telles lois, je ne sais ce qu'il adviendra aux jeunes gens qui sont en danger.

[Text]

Mrs. Collins: Have you any specific recommendations on that?

Ms Diamond: No, what we have done so far is to consult with groups which are specifically interested in the rights of children and youth. We are speaking with them to try to gain some sort of consensus as to what is the best approach.

Mrs. Collins: Since section 15 arguments are being used in those cases, it may be incumbent on this committee to make some recommendations. I am sure we would appreciate your views.

Ms Diamond: We could send you some follow-up information that we have through our discussions with other groups.

Mrs. Collins: I would certainly appreciate that, Mr. Chairman.

Ms Diamond: The B.C. decision was in your area too, was it not?

Mrs. Collins: Yes, that is right. Thank you very much.

The Chairman: On that point, our Director of Research, Mr. Colin McNairn is here this morning. Perhaps afterwards you and he could become acquainted so that your additional material could . . .

Thank you. Next we have Svend Robinson.

Mr. Robinson: Thank you very much, Mr. Chairman. Certainly, I too would like to join in commending the coalition for the work you have done, particularly in raising the consciousness and awareness of Canadians of the extent of this as a problem. I am always reminded that, if in fact we were dealing with a multimillion dollar industry which made its profits off the systematic portrayal of the degradation and subjection to violence of blacks, or of the disabled, or of native people, I suspect there would be a national outcry; no one would even suggest for a moment that this kind of thing should be tolerated. Yet, because we are dealing with women, somehow the suggestion is that it is then a different story, and I am always interested to note that apparent contradiction.

This is not to say, of course, that there are not very serious and thoughtful concerns raised by feminists as well. As you know, the feminist community is very divided on this question. I thought Varda Burston's book contained a number of essays which gave rise to some very, very important questions. Also, June Calwood in the work she has done has suggested that although there are common objectives, the focus on pornography in fact would tend to perhaps divert attention from violence against women and other concerns. I think you recognize that those very real concerns of the feminist community and the civil libertarian community have to be addressed as well.

• 1130

I am always uneasy at the zeal with which the the extreme element of the fundamentalist community seizes upon this as an issue at the same time as they seize on issues that in fact

[Translation]

Mme Collins: Avez-vous des recommandations précises à ce sujet?

Mme Diamond: Non, nous nous sommes bornées jusqu'ici à consulter des groupes qui s'intéressent particulièrement aux droits des enfants et de la jeunesse. Nous nous entretenons avec eux afin d'en arriver à des idées communes quant à la meilleure façon de procéder.

Mme Collins: Puisqu'on invoque l'article 15 dans ces questions, il se pourrait que notre Comité doive faire certaines recommandations. Je vous assure que nous vous serions reconnaissants de nous faire part de vos idées à cet égard.

Mme Diamond: Nous pourrions vous communiquer ce qui se dégagera de nos entretiens avec d'autres groupes.

Mme Collins: Je l'apprécierais vivement, monsieur le président.

Mme Diamond: La décision rendue en Colombie-Britannique était de votre ressort également, n'est-ce pas?

Mme Collins: Oui, c'est exact. Je vous remercie.

Le président: À ce sujet, je précise que notre directeur de la recherche, M. Colin McNairn, est ici ce matin. Quand nous aurons terminé, peut-être pourriez-vous vous rencontrer afin que vos autres documents soient . . .

Je vous remercie. Maintenant, nous entendrons Svend Robinson.

M. Robinson: Je vous remercie, monsieur le président. Je tiens assurément à me joindre à mon tour à tous ceux qui félicitent la Coalition du travail qu'elle a effectué, particulièrement aux fins sensibiliser davantage les Canadiens à l'ampleur du problème. Je garde toujours à l'esprit que s'il était question ici d'une industrie de plusieurs millions de dollars, qui s'enrichirait grâce à la représentation systématique de traitements avilissants et violents infligés à des Noirs, ou encore à des handicapés ou à des autochtones, il y aurait un tollé à l'échelle nationale; personne ne songerait, même pour un instant, à tolérer ce genre de choses. Pourtant, parce qu'il s'agit de femmes, on semble penser que le fond est différent. Cette contradiction manifeste a toujours retenu mon attention.

Je ne dis pas, bien sûr, que les préoccupations exprimées par les féministes ne sont pas elles aussi très sérieuses et pondérées. Vous n'êtes pas sans savoir que les avis à cet égard sont très partagés dans les milieux féministes. Le livre de Varda Burston réunit à mon avis certains essais qui font ressortir des questions très, très importantes. Par ailleurs, June Calwood, dans son ouvrage, a indiqué que bien qu'il y ait des objectifs communs, entre les deux points de vue, la concentration sur la pornographie tendrait en fait à détourner peut-être l'attention de la violence faite aux femmes et d'autre préoccupations. Vous conviendrez avec moi, je crois, qu'il faudra se pencher sur ces préoccupations très réelles des féministes et des défenseurs des libertés civiles.

Le zèle avec lequel l'élément extrémiste des fondamentalistes se consacre à cette question tout en s'attaquant à des questions qui priveraient les femmes d'égalité dans la société

[Texte]

would deny women equality in Canadian society. Somehow it sticks in my throat to hear women talking of the importance of eradicating pornography in the same breath as they talk about denying freedom of choice to those same women. It is not, as I am sure you recognize, an issue that is devoid of serious discussion.

One of the issues that I am interested in pursuing with you—actually there are a couple. One is the whole question of what we as a committee can do. It strikes me that we are talking here about section 15 of the charter and equal benefit of the law. Under the provisions of the hate literature section of the Criminal Code, women are denied equality; there is no reference to sex as one of the prohibited grounds in hate literature. I think an argument could be made that indeed that denies women the equal benefit of hate literature laws.

I happen to believe as well that those laws should be expanded to include a reference to sexual orientation, particularly given some of the recent hate literature that has been spewed out in Toronto and elsewhere against the gay community. That is an argument that I would just note is one that I believe we as a committee should be looking at very seriously, the whole question of our hate literature laws and the extent to which, while they single out certain groups for protection from hate literature, they deny that protections for others.

I have two questions. The first is with respect to the recent customs guidelines that were tabled by Perrin Beatty, the Minister of National Revenue. What was the position of your group? I do not know if you took a formal position, but what position did you take with respect to those guidelines? They would appear to reflect by and large the recommendations of the Fraser commission in my reading of them, although making a distinction between explicit portrayals of consensual sexuality between adults without any kind of depiction of degradation or violence and pornography as you have defined it. Have you had a chance to look at those particular guidelines? If so, what are your views on them?

Ms Diamond: Perhaps you would like to comment, Rose.

Ms Potvin: Yes, we did have a chance to look at them. In fact, we have been dealing fairly carefully with Revenue Canada and very closely. They sent them out to us, in fact, before they were adopted to let us have a look at them and to ask for our comments.

We are very pleased with them. We have the impression that the people there have made the distinction quite clearly between erotica and pornography. They are insisting that any type of pornography, especially the child stuff and the very brutal stuff, of course be stopped immediately, and the erotica is allowed through; there is no discrimination against that. So we were very pleased with their interpretation.

Mr. Robinson: There is one interesting little anomaly in those guidelines that you may or may not have been aware of;

[Traduction]

canadienne me met toujours mal à l'aise. J'ai du mal à comprendre comment des femmes peuvent parler de l'importance qu'il y a d'éliminer la pornographie tout en s'opposant du même souffle à ce qu'on accorde à ces mêmes femmes la liberté de choix. Vous en conviendrez, ce point mérite qu'on s'y arrête.

Il y a plusieurs points dont j'aimerais discuter plus avant avec vous, entre autres de ce que nous, en tant que Comité, pouvons faire. Je remarque que nous parlons ici de l'article 15 de la Charte et du bénéfice égal accordé par la loi. Aux termes des dispositions du Code criminel traitant de la propagande haineuse, les femmes se voient refuser toute égalité; il n'y a en effet aucune mention de sexe dans les motifs d'interdiction de ce genre de propagande. Affirmer que dans les faits les femmes se voient ainsi refuser le bénéfice égal des lois relatives à la propagande haineuse pourrait se défendre, à mon avis.

Je crois aussi que le champ d'application de ces lois devrait être élargi de manière à inclure une mention de l'orientation sexuelle, étant donné particulièrement certains documents haineux qui ont pullulé récemment à Toronto et ailleurs, contre la communauté gaie. À mon avis, voilà un point que nous devrions, en tant que Comité, étudier très sérieusement, c'est-à-dire toute la question des lois traitant de propagande haineuse et de la mesure dans laquelle, qui tout en désignant certains groupes à protéger de ce genre de littérature, refusent cette protection à d'autres.

J'ai deux questions. La première concerne les lignes directrices déposées récemment par le ministre du Revenu national, Perrin Beatty, au sujet des douanes. Quelle est la position de votre groupe à cet égard? J'ignore si vous vous êtes prononcées officiellement, mais quelle attitude avez-vous adoptée au sujet de ces lignes directrices? Elles sembleraient reprendre, en gros, les recommandations de la Commission Fraser bien qu'elles établissent une distinction entre les représentations explicites d'actes sexuels entre adultes consentants dénués d'éléments avilissants ou violents, et la pornographie telle que vous l'avez définie. Avez-vous eu l'occasion d'examiner celles-ci de façon particulière? Le cas échéant, qu'en pensez-vous?

Mme Diamond: Peut-être aimeriez-vous faire des observations, Rose.

Mme Potvin: Oui, nous les avons étudiées. De fait, nous avons eu des échanges assez suivis sur la question avec Revenu Canada. Le ministère nous les a fait parvenir avant leur adoption pour examen et observation.

Nous nous en estimons très satisfaites. Nous avons l'impression qu'une distinction très nette y est établie entre l'érotisme et la pornographie. Ces lignes directrices insistent sur le fait qu'on doit immédiatement mettre fin à tout genre de pornographie, particulièrement celle qui traite des enfants et celle qui est très violente, sans toutefois empêcher la diffusion de matériel érotique, ce dernier n'étant pas visé. L'interprétation de la question nous plaît donc beaucoup.

M. Robinson: Ces lignes directrices comportent une petite anomalie fort intéressante que vous aurez peut-être notée,

[Text]

that is, while you say the erotica has been allowed, for some reason depictions of anal intercourse are banned under the provisions of those guidelines. Of course . . .

Ms Potvin: Well, then you are into interpretations of what you consider to be . . .

Mr. Robinson: Pardon me?

Ms Potvin: I said then you are into interpretations as to what people consider to be erotica and what they consider to be pornography.

Ms Diamond: I would say, Svend, that we had that same concern about one edge of that provision, if you like. But we saw it as an interim measure, and hoped if anything the deficiency would speed Parliament in getting together laws that were reasonable because the old laws were useless.

Mr. Robinson: Well I doubt whether that particular deficiency will speed Parliament to do anything.

I have just one other question; that is, if you could perhaps comment with respect to the question of civil remedies. This is another area that I have been interested in for some time. It is all well and good to talk about the criminal law and the force of the criminal law; but as you are well aware, that does not really deal with the concerns of victims except in a broad and indirect sense. Have you done any work at all on the whole question of civil remedies in order that victims of pornography might in fact have some sort of remedy and in fact receive damages? Because ultimately the only way you will really get at a profit-making industry is to take away their profit.

Ms Diamond: We have looked at any awful lot of ways of tackling the approach. You are probably familiar with the Minnesota by-law.

Mr. Robinson: The Dworkin . . .

Ms Diamond: Yes, the Dworkin-Catherine McKinnon by-law.

Mr. Robinson: Yes.

Ms Diamond: We looked at that. One of the things that bothers me in terms of human rights legislation is that I made a joint presentation at the University of Winnipeg with the chairman of our Human Rights Commission, and he saw no role whatsoever in the area of human rights for the issue of pornography. I found that of great concern, because I think if you can use as many other methods apart from the Criminal Code as possible, then they are hitting the market. If you can bring it as close as possible to the immediate community, you are hitting the mark much better. Again, I think Fraser has made recommendations that, apart from the Criminal Code, are not sexy and are not picked up in the press but are very, very reasonable in terms of enabling municipalities to deal with it at a local level. There is a broad scope and we could go on for hours in terms of the different ways you could hit the problem. Ultimately, there is public education. However, we all need money to do that.

[Translation]

c'est-à-dire que tout en permettant l'érotisme, pour une raison que j'ignore, la représentation d'actes de sodomie est interdite. Bien sûr . . .

Mme Potvin: Vous interprétez ce que vous considérez . . .

M. Robinson: Pardon?

Mme Potvin: J'ai dit que vous êtes en train d'interpréter ce que les gens considèrent être érotique et ce qu'ils estiment être pornographique.

Mme Diamond: Je dirais, monsieur Robinson, que nous avons eu la même préoccupation au sujet d'un des aspects de cette disposition, si vous préférez. Toutefois, nous l'avons considéré comme une mesure provisoire, en espérant que tout au moins cette omission incitera le Parlement à agir plus vite pour adopter des lois raisonnables étant donné que les anciennes lois sont absolument inutiles.

M. Robinson: Eh bien, je doute que cette lacune particulière fasse agir le Parlement.

Une dernière question, ou plutôt je vous demanderai peut-être de faire des observations quant à la question des recours civils. Voilà un autre domaine auquel je m'intéresse depuis quelque temps. C'est bien de parler de droit criminel et de la force de la loi mais vous n'ignorez pas que ce n'est pas ainsi qu'on règlera le problème des victimes, sauf peut-être d'une manière très générale et indirecte. Vous êtes-vous arrêtées à toute la question des recours civils afin de voir si les victimes de la pornographie peuvent disposer de certains recours et réclamer des dommages? Car, en dernière analyse, la seule façon de s'attaquer à une industrie rentable, c'est de lui enlever ses profits.

Mme Diamond: Nous avons examiné un nombre incroyable de moyens de le faire. Vous connaissez probablement le règlement du Minnesota.

M. Robinson: Le Dworkin . . .

Mme Diamond: Oui, le règlement Dworkin-Catherine McKinnon.

M. Robinson: Oui.

Mme Diamond: Nous l'avons étudié. Une des choses qui m'embarrassent du point de vue de la législation des droits de la personne, c'est que lorsque j'ai fait un exposé conjoint à l'Université de Winnipeg en collaboration avec le président de notre Commission des droits de la personne, celui-ci ne voyait aucun lien entre les droits de la personne et la pornographie. Cela me préoccupe énormément parce que je crois que plus nous utiliserons de recours qui ne relèvent pas du Code criminel, plus nous frapperons vraiment le marché. En se rapprochant le plus près possible de la communauté, on atteint d'autant mieux la cible. Encore une fois, le rapport Fraser a formulé des recommandations qui, à part les dispositions du Code criminel, et bien que non aguichantes et donc non relevées par la presse n'en demeurent pas moins très raisonnables, en ce sens qu'elles permettent aux municipalités de résoudre ce problème au niveau local. C'est un problème d'envergure et nous pourrions discuter pendant des heures de la façon dont il faut s'y prendre pour le combattre. En fin de

[Texte]

Mr. Robinson: Thank you for your submission. Also, I would like to note, if I may, the work done by my colleague Lynn McDonald in raising the issues, particularly in the context of the Broadcasting Act. I am very pleased that the work that she did has actually resulted in some positive changes. I know that she has been working . . .

Ms Diamond: She has been wonderful.

Mr. Robinson: I will pass that on to her.

Ms Diamond: Thank you.

The Chairman: Thank you. Perhaps I could be permitted a couple of quick questions too.

Ms Diamond: Sure.

The Chairman: Do I take it then that you would favour the role of censorship boards?

Ms Cynthia Wiggins (Past President, Canadian Coalition Against Media Pornography): I think that censorship boards have a function. I think there needs to be some body or group that takes a look at what is available for distribution. I am not so sure that a censor board on its own should necessarily have the right to determine what people in Ontario or any other province in fact can or cannot see. We are in favour of a classification system for sure.

Perhaps there is a way of getting around the concern of citizens over the freedom of expression issue. Maybe it would be possible for a censor board to take material that they feel is transgressing the Criminal Code directly to a Crown attorney or a court for a court judgment, rather than their making a decision. This is a way of avoiding the concern people have, that there is a small group of people who may not be representative of the entire population making decisions on what they can or cannot see. If the court were to make a decision that, in fact, it was or was not against the Criminal Code, or did not contravene the Criminal Code, I think it would solve that problem to some degree. I do not know whether that is a practical solution or not.

The Chairman: One of the ideas, which is along the same line, has to do with the frequent turnover of the membership of these censorship boards. Even if you begin with a group that is representative of broadly defined community standards, after two months or two years of viewing nothing but films that have been sent for that specific purpose of review, the viewers become inured to the violence and so on. And as someone who has seen the cutouts that the Ontario Censorship Board has taken . . . it is an important function, and that is why I was interested in your general position on that.

Ms Diamond: I do not think we feel they should act as editors for a pornographic film, which in some cases they are doing now. I think that if it is close to the line, then put it before the courts, but do not tell the people who produced the

[Traduction]

compte, il faut informer le public. Cependant, nous avons tous besoin d'argent pour faire cela.

• 1135

M. Robinson: Merci de votre mémoire. Je voudrais également féliciter ma collègue Lynn McDonald d'avoir soulevé cette question, particulièrement dans le cadre de la Loi sur la radiodiffusion. Je suis très heureux que ses efforts aient entraîné des changements positifs. Je sais qu'elle travaille . . .

Mme Diamond: Elle a été remarquable.

M. Robinson: Je le lui dirai.

Mme Diamond: Merci.

Le président: Merci. On pourrait peut-être me permettre à moi aussi de poser une ou deux brèves questions.

Mme Diamond: Bien sûr.

Le président: Dois-je conclure que vous êtes favorable aux commissions de censure?

Mme Cynthia Wiggins (ex-présidente, Coalition canadienne contre la pornographie dans les médias): J'estime que les bureaux de censure ont un rôle à jouer. Il est indispensable qu'un groupe ou organisme se penche sur tout ce qui est diffusé au Canada. Cependant, je ne pense pas qu'un tel organisme doive nécessairement avoir le droit de décider ce que les gens de l'Ontario ou d'une autre province peuvent voir ou ne pas voir. Disons que nous sommes certainement favorables à un système de classification.

Il y a peut-être un moyen de rassurer l'opinion publique tout en protégeant la liberté d'expression. Lorsqu'un bureau de censure estime qu'un document ou film représente une infraction au Code criminel, il pourrait en saisir un avocat de la Couronne ou un tribunal fédéral, qui serait alors chargé de prendre une décision à sa place. Les Canadiens n'auraient ainsi plus à craindre qu'un petit nombre de personnes plus ou moins représentatives de l'ensemble de la population ne prenne de décisions sur ce que les gens peuvent ou ne peuvent pas voir. C'est ce tribunal qui jugerait s'il y a ou non infraction au Code criminel et le problème serait résolu. J'ignore toutefois si cela constitue une solution pratique ou non.

Le président: On a également abordé le problème du taux de roulement extrêmement élevé des membres des bureaux de censure. Au départ, le groupe est généralement assez représentatif des valeurs de l'ensemble de la collectivité, mais lorsqu'on ne voit que des films envoyés pour fin d'évaluation pendant deux mois ou deux ans, il se peut que l'on s'habitue à la violence, etc. Ayant vu certaines des séquences censurées par le Bureau de censure de l'Ontario, je puis vous dire que la censure joue un rôle important, et c'est la raison pour laquelle je m'intéresse à votre position là-dessus.

Mme Diamond: Je ne suis pas d'accord pour que les censeurs se chargent du montage d'un film pornographique, ce qui est parfois le cas à l'heure actuelle. En cas de doute, je pense qu'ils devraient s'en remettre à un tribunal au lieu de dire au réalisateur quelles séquences supprimer. Franchement,

[Text]

film how to edit it. I think that is a misuse of public funds, quite frankly.

The Chairman: Would that same analysis carry over into what the federal customs office does with respect to previewing magazines that are going to be distributed in the country?

Ms Diamond: I would say that they do not have them clean it up. Either it is acceptable in the country or it is not, because we know the reality of the cleanup. Quite frankly, it is putting dots over the vaginas and leaving everything else. In many cases it is a sham, it does not come close to addressing what we are talking about.

The whole idea of censor boards, and I would talk about the judiciary in this way as well—it is not enough to just change laws. There is a massive education of the judiciary in the changes that come with that law. We would like to see more women judges as well. We would like to see a group of people, who will be making decisions on behalf of society, who are in touch with the feelings of a large majority of Canadians, and that would be true of people who serve on boards as well.

• 1140

The Chairman: I notice the beginning and basic premise of your submission has to do with creating an environment in this country where men and women and children equally have self-respect and are accorded dignity. So that is a broad approach to the problems of pornography. But then you do proceed in the main body of the submission to talk about pornography that denies women equality. Obviously that is because the preponderant amount of pornography that is available shows women in degraded ways. Yet we have heard a lot of submissions, in the course of our travels across the country, from groups representing the interests of homosexuals and lesbians. Clearly there is a pornographic market there that is aimed at homosexuals and at lesbians. I would assume your comments would apply equally to that form of pornography. Am I correct?

Ms Diamond: As long as the law is constructed in a way that the type of behaviour that gays and lesbians consider normal and mutual is not targeted. I think the degradation and the abuse of any person, regardless of sexual orientation, is a travesty in society. The same guideline, if you like, applies across the board. I think when we get into trouble is when we take bigotry around the sexual practices of that group and make decisions based on that.

The Chairman: On behalf of the committee members, I would like to thank you very much for being with us this morning, and for your brief, and generally for raising the entire question of pornography within the context of section 15, equality, and non-discrimination. It has been very helpful to us.

There is one more organization we will be hearing from. I am delighted now to welcome Joan Westland, who is the Executive Director of the Canadian Co-ordinating Council on Deafness.

[Translation]

je trouve que ce n'est pas une bonne façon d'utiliser les deniers publics.

Le président: Feriez-vous la même analyse à propos des douaniers fédéraux qui sont chargés d'examiner les revues destinées à la vente au Canada?

Mme Diamond: Ils ne peuvent pas imposer de coupures. Soit une revue est acceptable, soit elle ne l'est pas. On sait ce que signifie la censure dans ce domaine. Le plus souvent, on se contente de cacher les vagins par quelques points et on laisse tout le reste. C'est le plus souvent une mystification, qui ne résout en rien le problème dont nous parlons.

Qu'on ait affaire à un bureau de censure ou à un organisme judiciaire, il ne suffit pas de changer la loi. Il faut également informer les représentants du pouvoir judiciaire des changements que peuvent entraîner une nouvelle loi. Je souhaiterais voir davantage de femmes juges. Nous aimerions qu'un groupe de citoyens, à l'écoute des sentiments de la majorité de leurs compatriotes, prenne des décisions au nom de la société. J'aimerais qu'il en soit de même pour les membres des bureaux de censure.

Le président: Dans l'introduction de votre mémoire vous affirmez qu'il faut créer au Canada un milieu qui favorise le respect de soi et la dignité de tous, hommes, femmes et enfants. Vous abordez donc les problèmes de la pornographie d'une façon assez générale. Plus loin, votre texte précise que la pornographie porte atteinte au droit des femmes à l'égalité. Il est vrai que la pornographie dépeint le plus souvent la femme d'une façon qui l'avilit. Au cours de nos voyages à travers le Canada, nous avons entendu plusieurs groupes représentant les intérêts des homosexuels et des lesbiennes. Il existe certainement un marché pornographique destiné aux à ces derniers. Je suppose que ce que vous nous avez dit de la pornographie s'applique également dans ce cas-là?

Mme Diamond: La loi ne doit pas sanctionner des comportements que les lesbiennes ou les homosexuels estiment normaux et mutuellement acceptables. Pour ma part, ce sont plutôt les travestis qui incarnent la dégradation et l'avilissement de la personne humaine, indépendamment de toute orientation sexuelle. Cela dit, les mêmes directives doivent s'appliquer à tout le monde. Ce qu'il faut, c'est éviter de porter des jugements de valeur sur les pratiques sexuelles d'un groupe donné et de fonder nos décisions sur de tels jugements de valeur.

Le président: Au nom des membres du Comité, je tiens à vous remercier vivement d'avoir témoigné devant nous ce matin. Merci de votre mémoire et merci de nous avoir parlé de l'égalité, de la non-discrimination et de la pornographie par rapport à l'article 15. Vos témoignages nous seront très utiles.

Il nous reste encore un organisme à entendre. J'ai donc le plaisir de souhaiter la bienvenue à Joan Westland, directrice exécutive du Conseil canadien de coordination sur la surdité.

[Texte]

I would point out that members have received a copy of the written presentation, and in addition a rather full package of material: booklets relating to equal access, to deafness, a couple of copies of the publication *Communication*, one of which features an article on the interpreters—*les interprètes*—as well as the organizational manual. So we are well armed with information and we look forward to having your presentation and then an opportunity to discuss with Members of Parliament the points you would like to raise about section 15 and the provision found there guaranteeing Canadians freedom from discrimination on the basis of physical handicaps.

Ms Joan Westland (Executive Director, Canadian Co-ordinating Council on Deafness): First of all, I would like to apologize on behalf of our executive and board of directors that none of those members were able to be present at this hearing. We unfortunately were advised of the meeting on Thursday, so it did not give us much time to bring in our representatives. So I am going to try to do the best I can.

The Canadian Co-ordinating Council—I do not know how much background you get prior to these meetings—is a national organization and is made up of members representing consumer groups, professional organizations, parents. In some of our councils we also have government representation. We essentially try to provide a forum of discussion for all of these groups so they can present their viewpoints, their complaints, their concerns, and together, as an organization, we try to find out who would be responsible and how best to address the various needs. We have a council in each one of the 10 provinces. Some of the councils provide direct service to the communities; other councils are simply co-ordinating bodies and serve, as I explained earlier, as the forum of discussion.

• 1145

As far as section 15 of the Charter of Rights and Freedoms is concerned, it is a difficult thing at this point in time to be able to advise you as to what you can anticipate or what legislation really needs to be changed, primarily because the community itself has not really addressed section 15. There is a real lack of public education concerning what it all implies and what it would mean to the individuals. So if you go out on the street and ask deaf people when they are going to show up in court, they will not be able to respond, and you will probably have to go into a lengthy explanation of what the court process is as far as any kind of litigation is concerned.

However, as an organization—and I personally have worked in the deaf community for about 10 years now—there are some very clear areas where we need to address the issues, and I explain them in a little bit more detail in my brief. But generally, we are looking at mental health, education, employment, recreation and leisure, justice and social services. All those areas have some common problems, and one of the problems is a real lack of professionals trained in the area of deafness. If a deaf person goes to a social service agency, nine times out of ten nobody in the agency will be able to help him.

[Traduction]

Nous avons tous reçu un exemplaire de votre mémoire ainsi que toute une série de brochures concernant l'égalité des chances pour les sourds. Nous avons également reçu deux exemplaires de la revue «Communication», qui comprend un article sur les interprètes intitulé «Les interprètes», de même que le manuel de l'organisation. Nous sommes donc bien documentés, et après avoir entendu votre exposé, nous pourrions discuter des points que vous souhaitez soulever au sujet de l'article 15. Nous discuterons également des dispositions en vertu desquelles la discrimination fondée sur un handicap physique est interdite.

Mme Joan Westland (directrice exécutive, Conseil canadien de coordination sur la surdité): Tout d'abord, les membres de notre exécutif et de notre Conseil d'administration n'ont pas pu venir ce matin et nous voudrions donc vous prier de les en excuser. Nous avons appris jeudi que nous témoignions ce matin et nous n'avons donc pas eu le temps de faire venir nos représentants. Je ferai donc de mon mieux.

J'ignore si vous savez grand-chose des groupes qui témoignent devant vous, mais quoiqu'il en soit, le Conseil canadien de coordination est une organisation nationale constituée de représentants de groupes de consommateurs, d'organisations professionnelles, de parents, et dans certains cas, de fonctionnaires. Nous essayons d'offrir une tribune de discussion à tous ces groupes, de façon à ce qu'ils puissent exprimer leurs points de vue, leurs revendications et leurs soucis. En tant qu'organisation, nous nous efforçons ensemble d'établir qui doit être responsable et comment répondre aux besoins. Nous avons un conseil dans chacune des dix provinces. Certains conseils offrent des services directs aux collectivités tandis que d'autres ne s'occupent que de coordination et ne sont, comme je viens de le dire, que des tribunes de discussion.

En ce qui concerne l'article 15 de la Charte des droits et libertés, il est difficile de vous dire quoi prévoir ou quelles lois modifier, car la collectivité dans son ensemble ne s'est pas encore vraiment penchée sur l'article 15. Le public est mal informé de ses répercussions possibles. Si vous interrogez des sourds dans la rue pour savoir s'ils ont l'intention d'aller en cour, ils ne pourront pas vous répondre et vous serez obligés de toute façon de leur expliquer longuement ce qu'est le processus juridique.

Cependant, cela fait environ dix ans que je travaille au sein de la communauté des sourds, et, ainsi que je le dis dans mon rapport, il y a des points très précis sur lesquels nous devons agir, comme la santé mentale, l'éducation, l'emploi, les loisirs, la justice et les services sociaux. Ces domaines présentent des problèmes communs, entre autres une pénurie de professionnels. Lorsqu'une personne sourde s'adresse à un organisme de service social, neuf fois sur dix on est incapable de l'aider.

[Text]

For example, at the distress centre in Toronto which has just recently purchased a TDD, which is a special telephone device for the deaf, a deaf person phoned them up—this is a distress centre—and was put on hold. These are common occurrences in a deaf person's life. Hard-of-hearing people do not have access to public buildings. Although technology has developed amplification systems that are compatible with hearing aids, we do not find them in our courts; we do not find them in churches; we do not find them in theatres. In those few places where they are installed, it is because of a lobby group that has been nagging and nagging and nagging, and then the individual or company finally breaks down and says: All right, if you go away I will put it in.

It is that kind of attitude you are dealing with; it is that kind of response you get. It is not a simple question of explaining the situation and saying: Here is the solution; let us work it out together. You have to convince these people. You get into discussions of how much it is going to cost and how many people are out there. If it is cost-efficient, then maybe they would consider it.

We will have situations in education, for example, where in Quebec an anglophone deaf student who wants to go to CEGEP has to register at the French CEGEP, is declared not qualified because his French language level is not high enough and therefore is transferred to the English CEGEP. This is the only way the anglophone deaf person can get an interpreter. So when I try to deal with the Quebec government and I say we are supposed to have a right to education, equal access, they say: Oh yes, we are all in agreement with that, but who is going to pay for the interpreter; who is going to pay for the support network? It is the community's responsibility. The community says it is the school's responsibility. The school says they would love to do it but they do not have any money; it is the government's responsibility. The government says they are doing the best they can, that it must be the individual. However, that same government will send a student to Galaudet College in Washington, D.C., at \$12,000 a year. It is these kinds of things that do not make sense.

We have francophone students who want to go into university. The only universities that have some kind of support are in the English section. The French school will send a francophone deaf person to Vancouver to learn English. So not only is he displaced out of his own community where he has no more family support and no support from his friends; he has to cover his room and board, learn a new language, plus identify with an entirely different community. If he survives that, then he may be able to pass the preparatory exam and enter into Galaudet College. These situations are going on right now.

The Secretary of State provides interpreter services. We have just received a memo from Secretary of State, the Translation Branch, which says they will no longer be providing interpreters for a deaf client who has to go out of the Canada Manpower office or the CEIC office for a job

[Translation]

Je sais par exemple que le Centre d'urgence de Toronto vient d'acheter un TDD, c'est-à-dire un dispositif téléphonique spécialement conçu pour les sourds. Eh bien, une personne sourde les a appelés, et je répète qu'il s'agit d'un centre d'urgence, et on l'a fait attendre. Ce sont des problèmes fréquents dans la vie d'une personne sourde. Les mal entendants n'ont pas accès aux édifices publics. Grâce à la technologie, il existe aujourd'hui des amplificateurs compatibles avec les appareils auditifs, mais il n'en existe ni dans nos cours, ni dans nos églises, ni dans nos théâtres. Dans les rares endroits où ils sont installés, c'est qu'un groupe de pression a fini par avoir raison, à l'usage, d'une entreprise ou d'un particulier qui a cédé en disant: «D'accord, je les ferai installer à condition que vous partiez.»

Voilà le genre d'attitudes et de réactions auxquelles nous sommes exposés. Il ne suffit pas d'expliquer la situation et de proposer une solution à mettre en oeuvre ensemble. Il faut être convaincant. Il faut discuter des coûts et indiquer combien de personnes utiliseront les installations. Si l'opération est rentable, les gens seront prêts à la considérer.

J'aimerais maintenant vous citer un exemple ayant trait à l'enseignement. Au Québec, si un étudiant anglophone sourd veut s'inscrire au CEGEP il doit d'abord se présenter au CEGEP francophone où on le refusera en raison de l'insuffisance de son français, après quoi on l'enverra au CEGEP anglophone. C'est la seule façon pour lui d'obtenir un interprète. Lorsque j'essaie de discuter avec des fonctionnaires du gouvernement québécois et que je leur dis que nous sommes censés avoir le même droit que les autres à l'éducation, voici ce qu'ils me répondent: «Oh oui, nous sommes d'accord, mais qui va payer l'interprète? Qui va payer les infrastructures? C'est une responsabilité qui incombe à la collectivité». Or la communauté prétend que c'est la responsabilité de l'école. L'école elle, affirme qu'elle aimerait beaucoup offrir les services demandés mais qu'elle n'a pas d'argent, et que c'est la responsabilité du gouvernement. Le gouvernement affirme qu'il fait de son mieux et que la responsabilité incombe au particulier. Cependant, ce même gouvernement est capable d'envoyer un étudiant au Collège Galaudet à Washington, D.C., au coût de 12,000\$ par an. C'est absurde.

Nous avons des étudiants francophones qui veulent aller à l'université. Or les seules universités dotées des services appropriés sont des universités anglaises. Il arrive qu'une école française envoie un francophone sourd à Vancouver pour apprendre l'anglais. Non seulement cet étudiant devra quitter sa famille et ses amis, mais encore il devra trouver à se loger, apprendre une nouvelle langue et s'identifier à une communauté complètement différente. S'il survit, il pourra passer l'examen préparatoire et entrer au Collège Galaudet. C'est exactement ce qui se passe actuellement.

Le Secrétariat d'État offre des services d'interprète. Nous venons de recevoir une note de service du Bureau des traductions du Secrétariat d'État indiquant que ce ministère n'offrira plus de services d'interprétation aux personnes qui doivent se rendre à l'extérieur d'un centre de la main-d'oeuvre ou d'un bureau de la CEIC pour subir une entrevue en vue d'un

[Texte]

interview. This means a potential employer has to come into the Canada Manpower Centre to interview the deaf client.

• 1150

If we are talking about equal access to jobs, how many employers, particularly in a factory where they are hiring blue-collar workers, are going to leave their office and drive down to the Manpower Centre to interview someone they may not hire? It is those situations we are dealing with.

When I try to confront government on this, I am told, well, that is our policy, and yes, we did it before, but we were not supposed to do it, and we are really sorry you guys got all excited about the wonderful service, but we have to hold back. Yet at the same time we are getting, oh, yes, employment, equal opportunities, access to jobs, and all of that story. So it raises some questions and it raises some concerns. We have certainly been banging on a lot of doors to try to get some answers to it. This is what we are looking at.

Some responsibility has to be taken by community organizations, granted. We have to do a lot more work in public education, not just for general awareness, but certainly in the deaf community itself there is still a tremendous amount of isolation and there is a real lack of daily life skills and awareness as to how to use services. So even when services do become accessible, the deaf person may not be informed enough on how to use those services, so they would be inclined not to go. There is the other side of the coin, where traditionally these things have not been accessible to the deaf, so it is not really part of their daily routine; it is not a consideration, when they are planning their future, to investigate what other agencies and what other support networks are out there for general society.

Just as a brief example, we see that with our closed-caption television programs: that the broadcasters were very concerned because not enough deaf people were buying decoders and watching closed-caption programs and therefore it was not cost-effective. What we found out when we investigated in the community was the same kind of phenomenon we saw with television back in the 1950s, where one person bought the decoder and 10 friends came over and watched television. We are only now, when decoders are starting to decrease in price and the deaf community is considering television as a recreational tool, which prior to five years ago would not have been on their list of things to buy... that there is an increase in purchases of decoders, and now broadcasters are starting to say, well, there are enough people out there, so maybe it is worth our while to do closed-captioning. It is a slow process and it has to work on both sides: it has to work from the community side and it has to work from the government side. One cannot possibly do it successfully without the other.

The Chairman: There are just so many issues, and you have raised a number of them. But I know there are many, many more as well, including the reference to public buildings being accessible. Most people would think that means there are ramps for mobile chairs to move in and out of easily. But as far

[Traduction]

emploi. Cela signifie que c'est l'employeur potentiel qui devra se déplacer pour venir interviewer le candidat sourd.

Puisque nous parlons de l'égalité des chances de matière d'emploi, connaissez-vous beaucoup d'employeurs, en particulier dans une usine où l'on embauche des cols bleus, qui vont quitter leur bureau et se rendre dans un centre de main-d'oeuvre du Canada pour interviewer quelqu'un qu'ils risquent de ne pas retenir? Voilà le genre de situations dans lesquelles nous nous trouvons.

Lorsque j'essaie de discuter de cela avec des fonctionnaires, on me répond que c'est la politique du gouvernement. «C'est vrai», me dit-on, «nous avons offert ces services par le passé, mais n'étions pas censés le faire. Vous avez trouvé cela fantastique mais il a fallu faire marche arrière». Pourtant, on ne manque pas de nous parler de l'égalité des chances en matière d'emploi, etc. On peut se poser des questions. Nous avons frappé à un grand nombre de portes pour obtenir des réponses car ce sont des réponses qu'il nous faut.

J'admets que les organismes communautaires doivent assumer une part des responsabilités, et qu'il nous reste beaucoup à faire pour sensibiliser le public. Il y a encore beaucoup de solitude au sein de la communauté des sourds et beaucoup de gens ignorent l'existence de certains services ainsi que la façon d'acquérir des compétences quotidiennes. Même lorsque les services sont accessibles, la personne sourde n'en est pas toujours informée et risque donc de ne pas en bénéficier. Il faut également considérer le revers de la médaille. Il y a des services dont les sourds se sont toujours passés et qui ne font donc pas partie de leur vie quotidienne. Lorsqu'ils pensent à leur carrière, ils ne cherchent pas à savoir ce que les autres organismes et réseaux de soutien ont à offrir à la société en général.

Prenons le cas des émissions de télévision avec sous-titres codés pour les mal entendants. Les compagnies de télévision ont prétendu que ce n'était pas rentable parce que les gens n'achetaient pas suffisamment de décodeurs. Or, nous avons fait notre enquête et nous sommes rendu compte que, comme c'était le cas pour la télévision dans les années 1950, une personne achète un décodeur et invite dix amis pour suivre les émissions. Aujourd'hui, le prix des décodeurs commence à baisser; les sourds découvrent que la télévision est une source de loisirs et l'achat d'un décodeur devient donc une priorité, ce qui n'était pas le cas il y a cinq ans. Les ventes de décodeurs augmentent et les entreprises de télévision commencent à penser que les sous-titres pour mal entendants sont peut-être une entreprise rentable. C'est donc un processus très lent qui fonctionne dans les deux sens. Les initiatives doivent venir d'une part de la communauté et d'autre part du gouvernement. Les uns ne peuvent pas se passer des autres.

Le président: Vous avez abordé bon nombre de questions et je sais qu'il y en a d'autres, comme l'accessibilité des sourds aux édifices publics. Pour beaucoup de gens, il suffit d'installer des rampes pour fauteuils roulants mais, en ce qui concerne les sourds, la définition de «l'accessibilité» doit être beaucoup plus

[Text]

as the deaf are concerned, unless the building has a visual fire alarm system in it as well, or any kind of sound system to give public notice and communication, it is a pretty narrow definition of access. These are just a few of the many questions.

I would like to start now with having Members of Parliament pose specific questions they may have, starting with Pauline Browes.

Mrs. Browes: Thank you very much indeed for making the presentation here today. Looking at the disability and the equality rights section of section 15 in relation to mental and physical disability, it is very important that you, as a representative of the group, come here today and make your presentation. I look forward to going over your brochures and the various communications you have left with us in detail.

I would like to ask you what the population you would consider deaf is in the Canadian population. What is the number we are talking about?

Ms Westland: We do not know. We tend to use American statistics and adapt them to our own. In Moncton, New Brunswick, a door-to-door type of survey was attempted. It worked out that one person in ten had some degree of hearing loss. Figures you will see popping up are 2.2 million.

• 1155

I just saw that the Canadian Association of the Deaf claimed 1.5 million. I do not know if that brings it up to 3.7 million, or if their 1.5 million is included in the 2.2 million. But there is no real statistic on the number of Canadians with a hearing loss. It is an extremely difficult group to identify, for a lot of reasons. Deaf people do not like identifying themselves because they have in the past been harassed by salesmen and various others—not to say that all salesmen are crooked or anything. In their cases they have been found to purchase things they do not need—invest money in false stock and this kind of thing. Hard-of-hearing people tend to find it very awkward to identify the fact that they are suffering from a hearing loss, because they see it as associated with age. A lot of people do not want to admit they are aging and therefore they ignore the fact they have a hearing problem. So those are a couple of the reasons it is very difficult.

We tend to banter around 2.2 million, but I would not want to be held to it. It is a figure we pull out of the drawer whenever people need figures, but it has not been statistically proven.

Mr. Browes: My follow-up question would be on the number of those persons in the work force. Of course we do not know it if we do not know the first figure.

Ms Westland: No. We do have statistics from schools, but again I should not say we have statistics; it is all really vague. But when you look at the numbers of students graduating from a secondary program and then later on showing up in social service agencies, probably 60% are unemployed.

[Translation]

précise. Les édifices publics doivent en outre être munis d'un système d'alarme-incendie visuel ou d'un autre système de communication. Il y a bien d'autres problèmes encore.

Nous allons maintenant donner la parole aux députés et tout d'abord à M^{me} Pauline Browes.

Mme Browes: Merci beaucoup de votre exposé. Il est important que vous soyez venue nous parler des problèmes des sourds et des dispositions de l'article 15 concernant l'égalité et le handicap physique. Je consulterai avec intérêt la documentation et les nombreuses brochures que vous nous avez procurées.

J'aimerais vous demander combien d'après vous, il y a de sourds au Canada.

Mme Westland: Nous l'ignorons. Nous utilisons des statistiques américaines. A Moncton, au Nouveau-Brunswick, nous avons mené une enquête en faisant du porte à porte. Nous avons alors découvert qu'une personne sur six souffre de troubles de l'ouïe. Cela ferait donc 2.2 millions de personnes.

L'Association canadienne des sourds prétend qu'il existe 1.5 million de sourds au Canada. J'ignore si cela donne au total 3.7 millions de mal entendants ou le 1.5 millions est compris dans les 2.2 millions. Il n'existe pas de données précises sur le nombre de Canadiens souffrant de troubles de l'ouïe. Pour de nombreuses raisons, c'est un groupe extrêmement difficile à identifier. Tous les vendeurs ne sont pas malhonnêtes, mais beaucoup de sourds ont été exposés au harcèlement et répugnent donc à s'identifier comme sourds. Ils finissent parfois par acheter des choses dont ils n'ont pas besoin ou à faire de mauvais placements. Les mal entendants ont souvent du mal à admettre leur handicap qu'ils associent à l'âge. Beaucoup de gens refusent de reconnaître qu'ils vieillissent et qu'ils entendent peut-être moins bien. Voilà quelques raisons qui expliquent qu'il est difficile d'identifier les sourds.

Le chiffre de 2.2 millions que nous avançons est approximatif. C'est un chiffre dont nous nous servons quand on nous demande des statistiques, mais il n'est pas statistiquement prouvé.

Mme Browes: J'aimerais également savoir combien il y a de sourds dans la population active. On ne peut toutefois sans doute pas répondre à cette questions si on ne connaît pas la réponse à la première.

Mme Westland: En effet. Nous disposons de chiffres fournis par des écoles, mais ils sont très vagues. Si l'on considère le nombre d'étudiants qui terminent le secondaire et ceux qui se présentent à un organisme de service social, je dirais qu'environ 60 p. 100 d'entre eux sont sans emploi.

[Texte]

Mrs. Browes: I just have one other short follow-up, Mr. Chairman, and it concerns medical research that would be done on this. Are you familiar with the medical research, if any, that is being done concerning this particular issue? I am very concerned about it. If some research had not been done, I would not even be sitting here today, because I would have been unable to hear. I am very pleased with the research that was done about 30 years ago, and I am wondering if the medical research is proceeding.

Ms Westland: Some research is ongoing, but not to any large extent. There has been extensive research done in the northern part of our country among Indians and Inuit. We have a lot of statistics on hearing loss and causes of hearing loss. There is sporadic research into development of technical aids. Interestingly enough, we seem to start with technical aids, such as decoders and captioning. These were developed for deaf persons, and then we see them channel out and become further developed for the hearing population, and the needs of the deaf are pushed aside. We are getting into very sophisticated technology with captioning and decoders, which is no longer being developed, as I said, just for deaf citizens.

As for hearing loss and the cause of hearing loss, there is some ongoing research but, as I said, not to any great extent, certainly not to any extent we would like to see it done. Budget cutbacks are the biggest explanation for it.

Mrs. Browes: Well, medical research just received \$30 million additional dollars this year. We were pleased about it.

The Chairman: Mary Collins.

Mrs. Collins: Thank you. Thank you, Joan, for the brief. It certainly covers a lot of different areas, and I realize we will not be able to get into them all today. But I can assure you we will review all of your recommendations.

There are just a couple I want to touch on. One is the closed captioning. I have had representations on it from my area, and I am not clear how it works. Does the individual television station do it or, if programs are being done by a network, CBC, CTV, do they prepare the closed captioning for those programs?

• 1200

Ms Westland: It varies. The CBC captions its own news programs. CTV will generally buy its programs already captioned. They are captioned by the National Captioning Institute in the United States. If a program is to be captioned in Canada, it is usually done by the Canadian Captioning Development Agency in Toronto. Most networks and stations do not themselves have the equipment or the expertise to caption, so they pay out to have it done. The problem we run into with captioning is, when a program is purchased from the United States, where most of the programs are purchased, and it has captioning, when the Canadian broadcasters or the local television station lifts out the advertising to insert Canadian advertising, it lifts out the captions at the same time.

[Traduction]

Mme Browes: J'aimerais poser une autre brève question, monsieur le président, à propos de la recherche médicale. Êtes-vous au courant des travaux de recherche médicale présentement effectués dans ce domaine? Cela m'intéresse au plus haut point. Sans la recherche, je ne serais pas ici aujourd'hui. Je suis très heureux que ces recherches aient été faites voilà près de 30 ans et je me demande comment les recherches médicales progressent.

Mme Westland: On fait de la recherche mais pas beaucoup. Bon nombre de recherches ont été effectuées dans le Nord du pays parmi les Indiens et les Inuits. Nous disposons d'un tas de statistiques sur la perte de l'ouïe et sur ses causes. On se penche également de temps en temps sur la mise au point de moyens d'aides techniques. Il est intéressant de noter que l'on commence souvent par de la recherche sur les moyens d'aides techniques, comme les décodeurs ou les sous-titres codés pour mal entendants. Ces techniques sont d'abord destinées aux personnes sourdes, puis l'ensemble de la population se met à s'y intéresser et les besoins réels des sourds sont perdus de vue. La technologie des décodeurs et du sous-titrage a réalisé des progrès considérables, mais ce n'est plus uniquement dans l'intérêt des sourds.

Je crois que l'on fait également de la recherche sur les causes de la perte de l'ouïe mais, comme je l'ai dit, celle-ci n'est pas aussi importante que nous le souhaiterions. Les restrictions budgétaires en sont la cause essentielle.

Mme Browes: J'aimerais quand même vous aviser que la recherche médicale va bénéficier cette année de 30 millions de dollars supplémentaires. Nous en sommes très heureux.

Le président: Mary Collins.

Mme Collins: Merci. Merci Joan de votre mémoire, qui couvre un grand nombre de domaines. Nous ne pourrions pas les aborder tous aujourd'hui, mais je puis vous assurer que nous étudierons toutes vos recommandations.

Il y a deux points qui m'intéressent. D'abord, les sous-titres codés pour mal entendants. On m'en a parlé dans ma région et je ne sais pas très bien comment ça marche. Est-ce que ce sont les chaînes de télévision elles-mêmes comme Radio-Canada ou CTV qui s'occupent d'ajouter des sous-titres codés à leurs émissions?

Mme Westland: Ça dépend. Je sais que c'est Radio-Canada qui s'occupe des sous-titres pour ses propres émissions de nouvelles. Quant à CTV, elle achète ses émissions avec les sous-titres qui sont réalisés aux États-Unis par le *National Captioning Institute*. Lorsque les sous-titres d'une émission doivent être réalisés au Canada, c'est habituellement l'Agence canadienne de développement du sous-titrage de Toronto qui s'en occupe. La plupart des réseaux et chaînes de télévision n'ont pas l'équipement ou les experts sur place et ont donc recours à des sous-traitants. Le problème est le suivant: la plupart des émissions sont achetées aux États-Unis. Lorsqu'il s'agit d'une émission avec sous-titres pour mal entendants, les compagnies canadiennes ou les chaînes locales de télévision

[Text]

Mrs. Collins: For the advertiser?

Ms Westland: No, for the program. So the deaf person will be watching the program and it will be advertised in the *TV Guide* as being closed captioned, but when he turns on the station, the captions have been lifted out. They are not yet obliged by regulation to put the captions back in. The CRTC requires them to do so and they have to show all good intention that they plan to do so or would like to do so, but it is not obligatory for them to put the captions back in when they lift out the American advertising.

So it is really up to the individual station. There is no network which has gone "whole hog" into doing captioning. They tend to purchase programs ahead of time from the United States, which already have the captions.

Mrs. Collins: So what percentage of programs would be captioned now on, say, an Ottawa network?

Ms Westland: I think now we are looking at 10 hours a week being captioned in the English side and there are about 5 hours a week in French which are captioned. I think those are about the timeframes we are looking at at this point.

Mrs. Collins: Is it a very expensive process to do?

Ms Westland: Broadcasters feel it costs them \$3,000 a program to caption.

Mrs. Collins: One half-hour or one hour?

Ms Westland: For an hour program.

Mrs. Collins: Once it is done then it is there every time it is set up?

Ms Westland: That is right.

Mrs. Collins: The other area is education, and I realize it is primarily a provincial role, but I am still interested. In talking with friends of mine who have taught in schools for the deaf and for the blind, their concern is that we are not really doing enough to assist deaf students to become independent; we have gone a lot further with blind students than we have with deaf students. There is still this tendency to sort of keep them isolated and segregated, and the quality of education they are receiving is therefore not as high. Then even with Galaudet—I realize it is an excellent college in the United States—but it is still a segregated approach. Do you see any move towards integrating deaf students within the public school system or do you think it is a desirable approach?

Ms Westland: It is a real topic for debate. We tend to find that the schools which promote oral rehabilitation are also supportive of integrated programs. The deaf community supports segregated school programs for several reasons. One is they feel the deaf student in a mainstream program actually becomes more isolated than if he was in a school for the deaf,

[Translation]

remplacent les annonces américaines par des annonces publicitaires canadiennes et, ce faisant, elles suppriment les sous-titres.

Mme Collins: Uniquement pour les annonces commerciales?

Mme Westland: Non, pour toute l'émission. Même lorsque les programmes de télévision signalent qu'une émission sera diffusée avec sous-titres, bien souvent les personnes sourdes constatent que ce n'est pas le cas. La loi n'oblige pas les chaînes de télévision à fournir des sous-titres pour mal entendants. Bien que cela soit prévu par les règlements du CRTC, il suffit que les compagnies de télévision prouvent qu'elles ont l'intention ou la volonté de fournir des sous-titres. Lorsqu'elles suppriment les annonces publicitaires américaines, elles ne sont pas obligées de remplacer les sous-titres.

Tout dépend des chaînes. Il n'y a pas un seul réseau de télévision qui ait des sous-titres pour toutes ses émissions. Les émissions sont habituellement achetées à l'avance aux États-Unis avec sous-titres.

Mme Collins: Quel est le pourcentage d'émissions avec sous-titres que l'on peut suivre aujourd'hui, par exemple à Ottawa?

Mme Westland: Je crois qu'il y a environ 10 heures d'émissions par semaine avec sous-titres sur le réseau anglais et environ 5 heures sur le réseau français. C'est à peu près tout.

Mme Collins: Est-ce que cela coûte très cher?

Mme Westland: D'après les compagnies de télévision, il faut compter environ 3,000\$ pour sous-titrer une émission destinée aux mal entendants.

Mme Collins: Une émission d'une heure ou d'une demi-heure?

Mme Westland: Une émission d'une heure.

Mme Collins: Une fois qu'une émission est sous-titrée, on n'a plus à le refaire?

Mme Westland: C'est exact.

Mme Collins: Je m'intéresse également à l'éducation, bien que cela relève de la compétence des provinces. D'après les discussions que j'ai eues avec des amis qui ont enseigné dans des écoles pour sourds et aveugles, il semble que nous n'aidions pas suffisamment les étudiants sourds à devenir indépendants. Je crois que l'on fait davantage pour les étudiants aveugles que pour les sourds. On a encore tendance à les isoler et à les tenir à l'écart, ce qui explique que l'enseignement qui leur est destiné n'est pas d'aussi haute qualité. Vous nous avez parlé du Collège Galaudet. Je sais que c'est un excellent collège aux États-Unis, mais il maintient quand même la ségrégation de ses élèves. Pensez-vous qu'on puisse intégrer les étudiants sourds au système scolaire normal? Pensez-vous que cela soit souhaitable?

Mme Westland: C'est une question controversée. En général, les écoles qui favorisent la réhabilitation de l'élocution sont favorables à l'intégration des programmes. La communauté des sourds tend cependant à préférer des programmes scolaires à part, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, un étudiant sourd inscrit à un programme destiné à tous se

[Texte]

because of the identity, because of the communication problem, and because very few integrated programs have the resource persons in place to give the kind of support the deaf student requires.

The deaf feel very strongly about the importance of a cultural influence in a person's upbringing, and in the schools for the deaf, what they complain about is that the quality of education in the school for the deaf is not parallel to the quality of education with hearing schools. If it were upgraded we would see a more positive result.

In the schools for the deaf where we have deaf teachers—which by the way reminds me there is an error in this document—we will find a larger percentage of deaf students achieve higher levels of education. But it is only in the last 10 years that schools for the deaf have started to hire deaf teachers. There is still no deaf administrator in Canada in any of the schools for the deaf.

• 1205

We have situations, for example . . . again, Quebec is my home province so I feel justified in complaining about it. In the French sector, for example, in a school program the students will be in one class where there is a hearing teacher with absolutely no qualifications and no communication skills; in the next class they may have a teacher who only supports oral communication; in the next class they may have a teacher who signs but does not support oral communication; and in the next class a teacher who uses total communication. The problem we see there is that we have teacher unions; the school board is obliged to hire those teachers who are highest on the availability list and when there is an opening in a school for the deaf, the position is filled just as if it were any other school.

On the English side, the director of the MacKay school in Montreal, for example . . . their school board is very, very strong and they have managed to insist that only teachers who are qualified teach in the school for the deaf there. However, the administrators can be anybody on a priority list, so they get administrators who have absolutely no background and no skills in deaf education.

Until those kinds of things are resolved, I would not even want to start comparing whether we should have segregated schools or integrated school programs, because I do not think at this point the comparison is fair. I do not think we have a very real education system. That bastion on the hill, as far as education for the deaf is concerned, has not really been attacked. Parents are just beginning to recognize that they have a right to complain about the education programs.

We have schools on the east coast that are still teaching deaf people to become keypunch operators. When was the last time you saw a job ad for a keypunch operator? It is because of these kinds of things that you have to say wait a minute. One

[Traduction]

retrouve habituellement plus isolé que dans une école destinée aux sourds. Il doit affronter des problèmes d'identité et de communication, et en outre, très peu d'écoles offrant des programmes intégrés ont les ressources humaines nécessaires pour fournir aux étudiants sourds tout l'appui dont ils ont besoin.

Les sourds sont très conscients de l'importance de l'environnement culturel dans le processus d'éducation et ils trouvent que la qualité des cours offerts dans les écoles pour sourds n'est pas à la hauteur. Si nous pouvions l'améliorer, ce serait très positif.

Dans les écoles pour sourds où les professeurs sont eux-mêmes sourds—et cela me fait penser qu'il existe une erreur dans notre document—on constate que le pourcentage des étudiants atteignant un niveau d'instruction supérieur est plus élevé. Cela fait à peine dix ans que l'on emploie des professeurs sourds dans les écoles pour sourds. Il n'existe cependant pas encore au Canada d'écoles pour sourds ayant un administrateur lui-même sourd.

Il y a des cas où, par exemple . . . étant donné que le Québec est ma province natale, je me sens tout à fait en droit de me plaindre. Voici comment fonctionne le système des écoles francophones. Les étudiants peuvent très bien suivre un cours dont le professeur entend normalement mais n'a aucune qualification ni aucune compétence en matière de communication. Dans la classe d'à côté, le professeur s'occupera uniquement de communication orale. Dans la suivante, le professeur s'exprimera par signes sans s'occuper de la communication orale et dans une autre, encore, le professeur recourra à la communication totale. À cause des syndicats de professeurs, le conseil scolaire est obligé d'engager les professeurs qui sont le plus haut placés sur la liste de disponibilité, et dès qu'il existe une ouverture dans une école pour les sourds, le poste est doté comme s'il s'agissait de n'importe quelle école.

Dans le secteur anglophone, je prendrai le cas de l'école MacKay à Montréal. Le conseil scolaire est extrêmement puissant et il a réussi à obtenir que seuls soient engagés des professeurs qualifiés pour enseigner dans des écoles de sourds. Cela ne s'applique cependant pas aux administrateurs, et cette école a donc des administrateurs qui n'ont aucune formation ni compétence particulières dans le domaine de l'éducation des sourds.

Tant que ces problèmes existent, il ne sert à rien de comparer les écoles intégrées aux écoles spécialisées, car la comparaison serait injuste. Notre système éducatif n'est pas très satisfaisant. On ne s'est pas encore attaqué au vrai problème de l'éducation des sourds. Les parents commencent à se rendre compte qu'ils ont le droit de se plaindre des programmes scolaires.

Il existe des écoles sur la côte est où l'on forme encore les sourds à devenir des perforateurs. Quand est-ce la dernière fois que vous avez vu une offre d'emploi pour un poste de perforateur? C'est à cause de ce genre de situations qu'il faut

[Text]

of the recommendations we have is that we would like to see a task force really do an in depth analysis of education programs across the country, because we are at the point where centres of specialization and so on are investing money into trying to access post-secondary programs. However, we do not have any deaf people who are going to be able to enrol in those programs. If you go to secondary schools, they will tell you it is the fault of primary education; the primary will say it is because there is no real pre-school program; the pre-school people will say it is because of lack of early detection; and the doctors will say it is because nobody ever told them about deafness and how to identify hearing loss. Then you go back up to . . . well, it is because at university the doctors were not trained to do that. Everybody has an explanation of why, at their particular level, they are not really able to meet all the needs. We just do not seem to be able to get somebody to agree to do something about it.

In our organization, we have endless conferences and workshops where we all sit around, make a big list of all of the needs, discuss all the solutions, and then go home. We do not seem to be able to move it beyond that point and I think that is probably the biggest frustration.

The Chairman: Thank you. Svend Robinson.

Mr. Robinson: Thank you very much, Mr. Chairman.

I too would like to thank you for your submission. It is very helpful to us in proposing recommendations to the government.

I also want to congratulate you on having been chosen as executive director—I have just noted from one of these bulletins that it was, I think, just last fall. I note as well that you are a fellow politician. I am not sure whether or not you are still Mayor of East Bolton, Quebec, but certainly you are no stranger to political cut and thrust, if that is the case. I wish you well in your new job.

I just have a couple of questions and I wanted to note—and this is probably an appropriate time to do so—the outstanding work that has been done by our sign language interpreters. As I said to them during one of the breaks, there can be nothing more frustrating than speaking when no one is listening.

Some hon. Members: Oh, oh!

Mr. Robinson: Certainly politicians experience that from time to time, and I am sure our interpreters must sense that frustration occasionally as well, in talking to themselves and to one another. So I thank you for the work you are doing.

Mr. Clinch: We still want to see them translate the Sikh symbols.

Some hon. members: Oh, oh!

Mr. Robinson: That is right. I was waiting for that. I am not sure whether or not we are in breach of the Official Languages Act in only having English language sign interpreters as opposed to English and French. We probably are.

[Translation]

intervenir. Nous aimerions recommander qu'un groupe de travail soit chargé de faire une analyse approfondie des programmes scolaires dans l'ensemble du Canada. Un grand nombre de centres de spécialisation sont aujourd'hui prêts à investir de l'argent pour favoriser l'accès à des programmes postsecondaires. Malheureusement, les sourds ne pourront pas en bénéficier. Si vous vous adressez aux écoles secondaires, on vous dira que c'est la faute de l'enseignement primaire. Dans les écoles primaires, on invoquera l'absence de programmes préscolaires destinés aux sourds. Les responsables de l'enseignement préscolaires quant à eux vous diront que l'on n'insiste pas suffisamment sur la détection précoce. Quant aux docteurs, ils vous diront que personne ne leur a jamais parlé de la surdité et de la façon de l'identifier. Arrivés à ce stade, on vous dira que dans les facultés de médecine, les étudiants ne sont pas familiarisés avec le problème de la surdité. À quelque niveau que ce soit, on vous expliquera qu'il n'est pas possible de répondre à tous les besoins. Il semble impossible de se mettre d'accord sur ce qu'il faut faire.

En tant qu'organisation, nous avons des conférences et ateliers sans fin au cours desquels nous nous asseyons en rond, dressons la liste de tous les besoins et discutons de toutes les solutions. Puis, nous rentrons chez nous. Il semble que nous n'arrivons pas à dépasser ce stade, et c'est ce qu'il y a de plus frustrant.

Le président: Merci. Svend Robinson.

M. Robinson: Merci beaucoup, monsieur le président.

J'aimerais moi aussi vous remercier pour votre mémoire. Les recommandations que vous proposez au gouvernement nous seront très utiles.

Je voudrais également vous féliciter pour votre nomination au poste du directeur exécutif. D'après la documentation que vous nous avez distribuée, je crois que votre nomination remonte à l'automne dernier. Vous êtes également un homme politique. Je ne sais pas si vous êtes encore maire de East Bolton, au Québec, mais si c'est le cas, vous n'êtes certainement pas étranger aux joutes politiques. Je voudrais vous souhaiter le plus grand succès.

J'ai deux questions à poser. J'aimerais profiter de l'occasion pour souligner la qualité exceptionnelle du travail de nos interprètes gestuels. Comme je leur ai dit pendant la pose, rien n'est plus frustrant que de parler quand personne n'écoute.

Des voix: Oh, oh!

M. Robinson: Les politiciens en font souvent l'expérience, et je suis certain que nos interprètes doivent de temps en temps ressentir eux aussi cette frustration. Je voudrais donc vous remercier pour le travail que vous faites.

M. Clinch: Nous aimerions bien les voir interpréter les symboles sikh.

Des voix: Oh, oh!

M. Robinson: C'est vrai. J'aimerais beaucoup voir cela. Nous sommes peut-être en train d'enfreindre la Loi sur les langues officielles, dans la mesure où nous n'avons que des interprètes gestuels anglophones. C'est sans doute le cas.

[Texte]

• 1210

I have two brief questions. First, airlines. As a British Columbia Member of Parliament who does an awful lot of flying, who spends an awful lot of time in the air, it seems to me it must be very difficult for deaf people, not just in the air but also on the ground, to deal with the airline situation as passengers on the airlines. I think, for example, of the instructions given for use of emergency equipment and so on. I have not seen any sign language interpretation of that. Of course it could be argued that they can read the instructions, but that is not quite the same thing. On jumbos, there are the films which are shown and there is sign language interpretation on them. But could you comment on some of the difficulties facing deaf people who want to fly?

Ms Westland: Probably one of the major difficulties is when a flight has been cancelled or postponed and you are the only one still lined up waiting to get on your plane.

Mr. Robinson: Because you cannot hear the announcements.

Ms Westland: You cannot hear the announcements. Quite a list of recommendations was made on a transport committee established last year. They have completed their report, and it outlines some of the difficulties and some of the solutions. I have been in correspondence with Air Canada about the film you were discussing, with the sign language interpreter in the corner, and explained to them that when you are sitting more than six rows back you cannot see what that interpreter is saying. I asked them if it would be possible to have that film captioned. That way we would not only reach the deaf population but also the hard-of-hearing population, who cannot figure out what is being said either.

The response I got was they did a lot of investigation, apparently, into determining what form of communication to use. It was decided that sign language would be most appropriate. They did not want to use captions because it would distract the hearing people and therefore for some reason they would not be able to get the message. I tried to explain that if they can hear, they do not even have to look at the screen, and if they hear it and read it, maybe it would have a more profound effect on them than just getting it through one medium. However, the conclusion was they are pleased with what they have done and you should be pleased that they are doing anything at all. So that is where we are at with that situation.

Mr. Robinson: Well, we will look at that situation and make recommendations on that.

Also, I think deaf people should get a reduction in their fare. They cannot listen to the music on the earphones. They are paying for it anyway.

Just one other area, and that is the question of the policy of the Secretary of State on sign language interpretation. Again, in looking at your bulletin here, there is a page in there which looks as if it was written by Secretary of State on this policy; very laudatory, the policy. What is the reality? In fact, are

[Traduction]

J'ai deux brèves questions à poser. J'aimerais d'abord parler des compagnies aériennes. En tant que député de la Colombie-Britannique, je prends très souvent l'avion et passe beaucoup de temps dans les airs. Dans les airs comme à terre, je suppose que les passagers sourds doivent avoir énormément de difficultés. Je pense en particulier aux instructions qui sont données à bord au sujet des équipements d'urgence. Je n'ai jamais vu d'interprétation gestuelle à cette occasion. Vous me direz que les sourds peuvent lire, mais ce n'est pas tout à fait pareil. Quant aux films projetés dans les gros porteurs, je sais qu'il existe des sous-titres pour mal entendants. J'aimerais cependant que vous me parliez des difficultés rencontrées par les personnes sourdes qui ont à prendre l'avion?

Mme Westland: Le plus difficile, c'est quand un vol a été annulé ou retardé et que vous vous retrouvez tout seul à faire la queue.

M. Robinson: Parce que vous n'avez pas entendu les annonces?

Mme Westland: Justement. Une liste de recommandations a été présentée l'an dernier au comité des transports. Le rapport a été publié. Il expose certains problèmes et propose des solutions. J'ai discuté avec les représentants d'Air Canada du problème dont vous parliez à propos des films. Je leur ai expliqué qu'une personne assise au-delà de la sixième rangée ne pouvait pas voir l'interprète gestuel qui se trouve dans le coin de l'image. Je leur ai demandé s'il était possible d'avoir des sous-titres pour mal entendants. Cela permettrait non seulement aux sourds mais aussi à tous les mal entendants de suivre le film.

Ils m'ont répondu qu'ils avaient fait une enquête pour déterminer le forme de communication à utiliser. Ils ont opté pour l'interprétation gestuelle au lieu des sous-titres qui risqueraient de distraire les autres passagers et de leur faire rater le message. J'ai essayé de leur expliquer que s'ils peuvent entendre, ils n'ont même pas à regarder l'écran, et que s'ils entendent et lisent à la fois, cela risque de les déranger encore plus. En conclusion, les représentants d'Air Canada sont satisfaits de ce qu'ils ont fait jusqu'à maintenant et jugent que les sourds devraient s'estimer heureux des mesures prises. Voilà où nous en sommes.

M. Robinson: Je me pencherai sur la question et ferai des recommandations.

Par ailleurs, j'estime que les sourds devraient bénéficier d'une réduction de tarif. En effet, ils ne peuvent pas se servir de leurs écouteurs pour entendre de la musique alors que c'est compris dans le prix du billet.

Enfin, j'aimerais revenir sur la politique du Secrétariat d'État en matière d'interprétation gestuelle. Une page de votre bulletin aurait d'ailleurs pu être rédigée par le secrétaire d'État lui-même, tellement elle est louangeuse. Cette politique est-elle tellement digne de louanges? Qu'en est-il? Y a-t-il des

[Text]

sign language interpreters available across Canada for the deaf in all their interactions with the federal government?

Ms Westland: It seems to vary. We are in the process now of working with the Association of Visual Language Interpreters of Canada, the Canadian Association of the Deaf, and also all the service agencies across the country to develop a policy, or a recommendation of policy, to Secretary of State as far as this interpreter service is concerned.

Since the writing of that magazine we have found situations where deaf people have not been provided with interpreters when they wanted to interact with the federal government. We have had situations where the federal government has been turned down when it has requested interpreters because it wanted to interact with deaf persons. Because of that, I sent a letter to Secretary of State asking them what their policy was and had it been revised. I received what we would term a fairly bizarre response, because one of the policy statements was that sign language interpretation would be provided at conferences that were sponsored by the federal government, but only if a deaf civil servant attended. Otherwise they would not provide interpreters. Then this policy, as I mentioned recently, with the provision in Canadian employment and immigration centres has been changed.

• 1215

Mr. Robinson: Can you get the details of that to Colin McNairn, our staff director? I think we would want to look into that; that seems to be a cut-back.

The Chairman: Yes.

Ms Westland: The copy of the letter that I received from the translation department I sent to Mercedes Chartier-Gauvin, who is the head of the Status of Disabled Persons Secretariat, where these statements were made. We have been working very closely with her as well to try to do something about it. If that is the policy let us deal with that and try to change it. If somebody has written down in a letter a policy that does not reflect the true policy of the department, then I think that is something that Secretary of State will have to deal with. But we received it and we then turned it over to the Status of Disabled Persons Secretariat. So that is the kind of move we have been making on it. It is very confusing.

Our organization was turned down for interpreters. The Canadian Hearing Society was turned down for interpreters. The Department of Health and Welfare, when they made a request to have interpreters at the workshop that we were presenting, was turned down. Yet on another day you will not have any problem at all. So that is what we are facing at this point in time.

Mr. Robinson: I have just one brief final question. I am just interested to know, for a person of just sort of average intelligence, about how long does it take to actually learn to communicate in sign language?

Ms Westland: I think that will depend on your need. I learned how to communicate in sign language probably within

[Translation]

interprètes gestuels disponibles dans l'ensemble du Canada pour tous les sourds qui ont affaire au gouvernement fédéral?

Mme Westland: Ça dépend. Nous collaborons actuellement avec l'Association des interprètes gestuels du Canada, l'Association canadienne pour les sourds et tous les organismes de services du Canada, afin d'élaborer une politique ou recommandation commune que nous communiquerons au Secrétariat d'État.

Depuis la publication de cette brochure, il y a eu de nombreux cas où des personnes sourdes n'ont pu se prévaloir des services d'un interprète gestuel, alors qu'elles avaient affaire au gouvernement fédéral. Je sais que plusieurs demandes d'interprètes gestuels ont été refusées par le gouvernement fédéral. C'est pourquoi j'ai envoyé une lettre au Secrétaire d'État lui demandant quelle était la politique de ministère en la matière. J'ai reçu une réponse plutôt bizarre, dirais-je. L'énoncé de politique semble stipuler que des services d'interprétation gestuelle seront disponibles pour les conférences parrainées par le gouvernement fédéral, à condition qu'il y ait au moins dans l'assistance un fonctionnaire atteint de surdité. Sinon, il n'y en aura pas. Alors, comme je l'ai dit récemment, cette politique concernant les centres d'emploi et d'immigration du Canada a été changée.

M. Robinson: Pouvez-vous donner les détails de cette situation à Colin McNairn, notre directeur du personnel? Je pense que nous aimerions examiner cette situation; il me semble que le changement introduira des coupures.

Le président: Oui.

Mme Westland: J'ai envoyé la copie de la lettre que j'ai reçue des services de traduction à Mercedes Chartier-Gauvin, chef du secrétariat de la Condition des personnes handicapées, d'où proviennent ces affirmations. Nous avons travaillé en étroite collaboration avec elle pour essayer de remédier à la situation. Si telle est la politique, tenons-en compte et essayons de la changer. Si quelqu'un a expliqué, dans une lettre, une politique qui ne reflète pas vraiment le principe adopté au Ministère, je pense qu'il s'agit là d'une question dont le Secrétaire d'État doit s'occuper. Nous avons reçu cette lettre et nous l'avons transmise au secrétariat de la Condition des personnes handicapées. Voilà ce que nous avons fait. C'est une source de grande confusion.

Les services d'interprétation demandés n'ont pas été accordés à notre organisation. La même chose s'est produite dans le cas de la Société canadienne de l'ouïe. La même chose s'est produite lorsque le Ministère de la Santé et du Bien-être social a demandé des services d'interprétation pour l'atelier que nous avons organisé. Il se peut qu'en une autre occasion il ne se pose aucun problème. Voilà la situation actuelle.

M. Robinson: J'ai une dernière question à poser qui sera brève. J'aimerais savoir combien de temps une personne d'intelligence moyenne doit consacrer à l'apprentissage de la communication par langage gestuel.

Mme Westland: Je pense que cela dépend des besoins. J'ai appris à communiquer par le langage gestuel dans un délai de

[Texte]

a month to two months, but that was because I was working in the deaf community and I had to learn it really quickly. If you are not using it, like any language, it is going to take you that much longer, because you do not have any occasion to practise it and to develop your skills.

I think it really is the same as any other language. If you find it reasonably easy to learn other languages, you will also find it just as easy to acquire sign language as a language. If you have difficulty expressing yourself in other ways than English, you will have difficulty expressing yourself in sign. Interpreters—to that level you are talking of a year, two years, three years, depending on how skilled they wish to become. If they want to become experts in a particular field like legal interpreting then it will require that much longer. But the basic communication—you know, to be able to say hello, how are you, good morning, good afternoon, kind of thing—it is one semester, two semesters of a sign language course to be able to do basic communication.

Mr. Robinson: Thanks very much.

The Chairman: Thank you. I know that one or two of the objectives of the Canadian Co-ordinating Council on Deafness is to deal with preventive aspects of hearing impairment and to deal with noise pollution and so on. Of course at the federal level we do have various forms of consumer protection legislation. A lot of what has happened on the industrial sector to ensure that noise levels are reduced or proper hearing-protective devices are worn is in provincial legislation, dealing with conditions of employment in the workplace.

Take for example the increasing use of portable tape recorders, known by various commercial names. People plug into that sound, and I understand that anything above four on the dial will engender permanent damage to the inner ear. Is that an area where you think we have any role in making any kind of recommendation as to consumer protection legislation and manufacturing standards?

Ms Westland: If we could get some back-up on regulations as far as those portable hearing devices are concerned, some standards on hearing aids themselves, standards on decoders, standards on all technical equipment that is used by deaf and hard of hearing, it is essential; we do not have any.

As far as the portable hearing device, we are now in the process of developing a public education program, which we will be doing in the schools to try to sensitize children to the fact they are doing permanent hearing damage. I do not know how effective it will be. I mean, my son walks around with one continually and thinks I am nagging when I say you are going to go deaf, you are doing to go deaf. Learn sign language now while you can. It is extremely difficult to regulate something that people I think consider part of their recreation and leisure.

[Traduction]

un à deux mois, mais c'est parce que je travaillais avec des sourds et j'ai eu besoin d'apprendre ce langage très rapidement. Comme pour tout langage, il faut consacrer beaucoup plus de temps à son apprentissage s'il n'est pas utilisé couramment pour acquérir une certaine compétence.

Je crois que c'est la même chose pour tout langage. Si vous apprenez assez facilement une autre langue, vous trouverez qu'il est tout aussi facile d'apprendre le langage gestuel. Si vous avez des difficultés à vous exprimer autrement que dans votre langue maternelle, vous éprouverez également des difficultés à vous exprimer dans le langage gestuel. Dans le cas des interprètes, nous parlons d'une année, de deux années, de trois années, selon le niveau de compétence désiré. S'il s'agit de devenir expert dans un domaine particulier, comme l'interprétation juridique, il faut compter encore beaucoup plus de temps. Mais s'il s'agit des communications élémentaires, par exemple, comment dire allô!, comment allez-vous, bonjour, bonsoir, etc., il suffit d'un semestre ou de deux semestres d'un cours sur le langage gestuel.

M. Robinson: Merci beaucoup.

Le président: Merci. Je sais que le *Canadian Co-ordinating Council on Deafness* compte parmi ses objectifs les aspects préventifs de l'affaiblissement de l'ouïe, la pollution par le bruit, etc. Au niveau fédéral, il y a évidemment différents mécanismes législatifs de protection du consommateur. Bon nombre des mesures adoptées dans le secteur industriel pour obtenir la réduction des niveaux de bruit ou pour faire porter des appareils anti-bruit, relèvent de la législation provinciale et portent sur les conditions d'emploi propres au milieu de travail.

Prenons par exemple l'utilisation croissante des magnétophones portatifs, dont il existe différentes marques. Les écouteurs sont très en vogue, et je crois comprendre qu'un volume supérieur à quatre sur le cadran entraîne des dommages permanents à l'oreille interne. Pensez-vous que nous avons un rôle à jouer dans ce domaine? Devons-nous présenter des recommandations pour l'adoption d'une loi sur la protection du consommateur et de normes de fabrication?

Mme Westland: Il nous faudrait de la documentation sur les règlements concernant les appareils sonores portatifs, les normes applicables aux appareils auditifs eux-mêmes, les normes applicables aux décodeurs, les normes applicables à tout le matériel technique utilisé par les sourds et les malentendants; cette documentation est essentielle, mais nous ne l'avons pas.

Pour ce qui est des appareils auditifs portatifs, nous sommes en train de préparer un programme éducatif à l'intention du public que nous présenterons dans les écoles pour tenter de sensibiliser les enfants au fait que ces appareils peuvent leur causer des dommages permanents. Je ne sais pas si ce programme donnera les résultats attendus. Je prends l'exemple de mon fils: il se promène continuellement avec un tel appareil aux oreilles et il pense que je le harcèle lorsque je lui dis qu'il va devenir sourd. Apprenez le langage gestuel pendant que vous le pouvez. Il est extrêmement difficile de réglementer quelque chose que les gens considèrent comme partie intégrante de leurs activités récréatives et de leurs loisirs.

[Text]

• 1220

The Chairman: Yes. I see that as an emerging health hazard in the country, a serious problem with long-term consequences that are basically being ignored by governments and everybody else. That is an extreme example of it, but the loss of hearing by a large part of the population is something that may be in this area, looking at national standards.

Ms Westland: Yes, but you still see construction workers with their hard hats on and their hearing devices around their hats drilling with their pneumatic drills.

The Chairman: I know, and some people will not buckle up and some people still smoke.

Ms Westland: There is certainly a need for standardization and regulations in all areas of technical aids, no question about it.

The Chairman: Just a point. You referred to the committee that you had made the... I think in response to Svend Robinson's questions about air travel and so on. That of course was the Ratushny report. I have quite an interest in how that is going, and I have asked questions in the House about when it would be implemented. Benoit Bouchard, the Minister for State for Transport, is responsible for implementing it, and he has in fact disbanded about a 30-member advisory council on the handicapped and has replaced it by what I hope will be a much more effective, about 12-person implementation committee. So they are working at setting those recommendations in force, but that is something we have to keep a close watch on as well.

I was interested in your comment when you said that people who are deaf or hard of hearing are sometimes reluctant to let that be known for a variety of reasons, including the onslaught of the salesmen. I knew an elderly lady in the town where I grew up in Bracebridge, Ontario who had at one time 18 different hearing-aids she had bought from salesmen who knew she was there and who came to her door. Each hearing-aid had some improvement from the last one why she should buy it so I can understand that reluctance. I cut lawns and she was one of the people whose lawn I cut.

[The Chairman continues in Dutch.]

Ms Westland: Thank you very much.

The Chairman: At 1.30 p.m. we will resume in this room beginning with the Canadian Council on Social Development.

This meeting is adjourned.

[Translation]

Le président: Oui. Je vois qu'il s'agit là d'un nouveau danger pour la santé des Canadiens, d'un problème sérieux comportant des conséquences à long terme dont ne tiennent pas compte les gouvernements ni le public en général. C'est là un exemple plutôt extrême, mais la perte de l'ouïe par une bonne partie de la population peut relever du domaine des normes nationales.

Mme Westland: Oui, mais nous voyons toujours des ouvriers de la construction porter des casques protecteurs et des écouteurs lorsqu'ils utilisent des marteaux-pilons.

Le président: Je sais, et certaines personnes n'attachent pas leur ceinture de sécurité et certaines personnes fument toujours.

Mme Westland: Il est certainement nécessaire de prévoir la normalisation et la réglementation pour tous les genres d'aides techniques, cela ne fait aucun doute.

Le président: J'aimerais soulever une question. Vous avez parlé du Comité... Je crois en réponse aux questions de Svend Robinson concernant les voyages par avion etc. Ces questions ont été évidemment traitées dans le rapport Ratushny. Je m'intéresse de très près aux répercussions de ce rapport et j'ai demandé à la Chambre quand les recommandations de rapport seraient appliquées. C'est Benoit Bouchard, Ministre d'État aux Transports, qui est responsable de l'application des recommandations et il a, en fait, dissous un comité consultatif chargé des handicapés, formé d'environ 30 membres, et il a remplacé ce comité par un comité de mise en oeuvre de 12 personnes qui fera, je l'espère, un travail beaucoup plus efficace. Ce comité s'occupe de la mise en oeuvre des recommandations, mais nous devons surveiller de très près l'évolution de la situation.

J'ai aimé votre observation lorsque vous avez dit que les personnes atteintes de surdité et les malentendants hésitent quelquefois à le dire, pour toutes sortes de raisons, y compris le harcèlement des vendeurs. Dans la ville de Bracebridge, en Ontario, où j'ai grandi, j'ai connu une dame âgée qui avait, à un moment donné, 18 appareils auditifs qu'elle avait achetés à différents vendeurs qui savaient qu'elle était à la maison et qui venaient frapper à sa porte. Chacun de ces appareils apportait une amélioration par rapport à l'appareil précédent, elle se devait donc de l'acheter. Je peux donc facilement comprendre les hésitations de ces personnes. Je tondais les pelouses à l'époque et elle était une de mes clientes.

[Le président s'exprime en hollandais].

Mme Westland: Merci beaucoup.

Le président: À 13h30 nous reprenons les délibérations dans cette salle en commençant par le Conseil canadien de développement social.

La séance est levée.

[Texte]

AFTERNOON SITTING

• 1410

The Acting Chairman (Mrs. Browes): Ladies and gentlemen, I would like to reconvene the afternoon hearings.

We apologize to you for the delay in beginning this afternoon's hearing. We were waiting for some of our other members to arrive. Our chairman is having a media interview. We do want to have some publicity for our committee for the extension of equality rights right across this country.

I would like to welcome the representatives of the Canadian Council on Social Development, Mr. Weiler, Mr. Hunsley and Mr. Hofmann.

Perhaps you could make your presentation and then committee members will ask you some questions for clarification. We have two members of our committee here, Mrs. Collins, the Member of Parliament for Capilano, and Mr. Svend Robinson, the Member of Parliament for Burnaby.

Mr. Terrence Hunsley (Executive Director, The Canadian Council on Social Development): Thank you, Madam Chairman.

Just by way of introduction, the Canadian Council on Social Development is a national, non-profit organization involved in a broad range of social policy issues, research information and analysis. Our interest in the charter and the Constitution goes back—in fact, one can find substantial discussion of constitutional issues well back into our history, which extends back to 1920, and obviously before that. Issues related to our major concerns, such as social and economic rights, have come up in discussions of royal commissions, parliamentary committees, and others throughout the years, not the least of which would be the whole series of discussion which came out of the Rowell-Sirois committee back in the 1940s.

Our more recent interest in justice, law and social development issues stems from the mid 1970s when we put together within our organization a program focus on law and social development. That focus was revived again in the early 1980s. Since our brief to the joint committee, which was working on the charter originally, we have had a volunteer task force of experts and concerned individuals in both the social policy and the legal justice fields working actively on charter-related issues.

Our initial brief to the joint committee stressed two main items in relation to the genesis of this particular charter. One was the need for broad consultation and public participation and involvement in the development of the charter originally, and the concerns and issues that it would address.

Secondly, a concern for the inclusion of a clause specifying social and economic rights of Canadians was a central part of our focus at that time. Not to be daunted by the lack of success on that, I should say that a focus on social and economic rights of Canadians has continued and will continue

[Traduction]

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

Le président suppléant (Mme Browes): Mesdames et messieurs, la séance est ouverte.

L'audience commence avec un peu de retard et nous nous en excusons. Nous attendions l'arrivée de quelques-uns de nos membres. Notre président est en conférence de presse. Nous voulons que les travaux de notre Comité jouissent d'une certaine publicité pour la promotion de l'égalité des droits dans tout le pays.

J'aimerais souhaiter la bienvenue aux représentants du Conseil canadien de développement social, M. Weiler, M. Hunsley et M. Hofmann.

Vous pourriez peut-être présenter votre exposé et les membres du Comité vous poseront ensuite des questions. Nous avons ici présents deux membres de notre Comité, M^{me} Collins, députée de Capilano et M. Svend Robinson, député de Burnaby.

M. Terrence Hunsley (directeur exécutif, Conseil canadien de développement social): Merci, madame la présidente.

En guise d'introduction, le Conseil canadien de développement social est un organisme national à but non lucratif qui s'intéresse à diverses questions relatives à la politique sociale, à la recherche, à l'information et à l'analyse des données. Notre intérêt à l'égard de la Charte et de la Constitution remonte loin en arrière: en fait, nous nous intéressions déjà aux questions constitutionnelles dès le début de notre histoire, celles-ci remontent aux années 1920, et elles ont même été mentionnées avant cette date. Les questions ayant trait à nos principaux intérêts, comme les droits sociaux et économiques, ont fait surface dans les études des commissions royales, des comités parlementaires et autres au fil des années, sans oublier tous les échanges attribués au comité Rowell-Sirois dans les années 1940.

Notre intérêt récent dans les questions de justice, de loi et de progrès social remonte au milieu des années 1970, période à laquelle nous avons mis au point, au sein de notre organisation, un programme sur les questions de loi et de progrès social. L'intérêt en ce sens a repris au début des années 1980. Depuis que nous avons présenté notre mémoire au comité mixte, responsable de la Charte au début, un groupe de travail bénévole formé d'experts et de personnes intéressées à la politique sociale et aux questions de loi s'occupe activement des questions rattachées à la Charte.

Notre mémoire initial présenté au comité mixte insistait sur deux questions importantes concernant la genèse de cette charte: la nécessité d'une consultation générale et de la participation du public à la formulation initiale de la charte et à la définition des questions soulevées.

En deuxième lieu, l'inclusion d'une disposition spécifiant les droits sociaux et économiques des Canadiens étaient au centre de nos préoccupations à l'époque. En dépit des piètres résultats obtenus sur ce point, j'aimerais ajouter que les droits sociaux et économiques des Canadiens ont toujours constitué et

[Text]

to be a major item of concern of our organization. I think you will see this surfacing in our brief on the charter.

• 1415

I should pass on the apologies of the current elected president of our council, Dr. Ralph Garber, who is a member of our Task Force on Law and Social Development. He is in Europe and is not available to come today and make this presentation. So in effect, I am sitting in for him. I am the executive director of the council and I am accompanied by Richard Weiler, who is a senior policy associate with the CCSD, as well as by Tony Hofmann, who is a researcher and has been doing a lot of the work that is reflected within our brief and also in a series of other research-related projects we have been carrying out in relation to charter and charter issues.

We see the Constitution and the charter as representing a very major change in Canadian society, one which goes beyond a legalistic definition of specific equality rights and which we feel may well affect the whole institutional structure of society and the way we make decisions affecting major social issues. Because of the very short time we have available, we are simply going to speak to a few highlights from our brief. We know the brief has been made available to your staff and that you will have the opportunity at an appropriate point to go through it in more depth. I will make two basic points about the role and function of government in relation to the charter, specifically in relation to the spirit of the charter, and then I will ask Richard Weiler to make a couple of points on the role of the public in respect to information awareness, the charter issues, as well as access to the charter for the promotion and development of their own rights and concerns.

I might say our council is concerned with the manner in which the Government of Canada has embraced the spirit of the Constitution and the spirit of the charter. We consider many of government's actions over the past three years as being slow and perhaps in some ways overly cautious. There appear to be many efforts which are set aside or are largely dependent upon the anticipated interpretation the courts might provide to any specific issue. Further, we find this stance often seems based on the assumption that the charter will be interpreted in the light of the way things were.

We suggest that the challenge that is offered to all of us in the form of the Constitution in the Charter of Rights is, rather, to define the society in the way we would wish it to become. We feel there is a good basis to take a future orientation with the work of this charter rather than an orientation towards the past.

This is something which is not necessarily new to Canadian governments. In fact, we have provided strong leadership in the development of and the support for many international legal commitments pertaining to social development interests which have been promulgated by the United Nations. Some

[Translation]

constitueront toujours un élément important de nos préoccupations. Je crois que ce point de vue sera reflété clairement dans notre mémoire sur la Charte.

J'aimerais transmettre les excuses de l'actuel président élu de notre Conseil, M. Ralph Garber, membre de notre groupe de travail sur le développement juridique et social. Il est actuellement en Europe et ne peut donc être présent aujourd'hui pour faire cet exposé. Ainsi, je devrai donc le remplacer. Je suis directeur exécutif du Conseil et suis accompagné de Richard Weiler, associé principal en matière de politiques auprès du CCSD, ainsi que de Tony Hofmann, qui a fait beaucoup de recherches sur les points abordés dans notre mémoire et dans une série d'autres projets de recherches connexes que nous avons menés relativement à la Charte et aux problèmes abordés.

Nous considérons que la Constitution et que la Charte apportent un changement très important au sein de la société canadienne, un changement qui va au-delà de la définition légale des droits particuliers à l'égalité et qui, selon nous, pourrait bien influencer sur toute la structure institutionnelle de la société et la façon dont nous prenons des décisions sur les principales questions sociales. Comme nous ne disposons que d'un temps limité, nous nous bornerons à quelques points saillants de notre mémoire. Nous savons que le mémoire a été mis à la disposition de vos employés et que vous aurez l'occasion, en temps opportun, de l'examiner plus en profondeur. Je ferai ressortir deux points fondamentaux concernant le rôle et la fonction du gouvernement relativement à la Charte, particulièrement en ce qui a trait à l'esprit de la Charte, et je demanderai ensuite à Richard Weiler de signaler quelques aspects du rôle du public en matière d'accès à l'information, de questions soulevées par la Charte et de parler de l'accès à la Charte pour ceux qui désirent faire valoir leurs droits et faire part de leurs préoccupations.

Je pourrais ajouter que notre conseil est préoccupé par la façon dont le gouvernement du Canada a abordé l'esprit de la Constitution et l'esprit de la Charte. Nous considérons bon nombre des mesures prises par le gouvernement au cours des trois dernières années comme lentes et peut-être un peu trop prudentes. Il semble que beaucoup d'efforts auraient pu être faits ou dépendent largement de l'interprétation éventuelle des tribunaux sur certains points. Par ailleurs, nous considérons que cette position se fonde souvent sur l'hypothèse selon laquelle la Charte sera interprétée à la lumière des faits passés.

Nous croyons que le défi que présente la Constitution et la Charte des droits est plutôt de définir la société telle que nous aimerions qu'elle soit. Il nous semble qu'il existe de bonnes raisons de s'orienter vers l'avenir plutôt que de regarder le passé.

Cela n'est pas nécessairement nouveau pour les gouvernements du Canada. En fait, nous avons mené avec vigueur les travaux dans le sens de nombreux engagements juridiques internationaux visant le progrès social pris par les Nations Unies. Certains engagements concernent des groupes de

[Texte]

have been directed to citizens according to their particular status in the society; for example, workers' rights as defined, elaborated and promoted by the International Labour Organization. Others have related to the rights and opportunities of citizens with special needs, such as the declarations passed by the United Nations during the 1970s directed to disabled persons. Still others, such as the social and economic rights provided for in the International Bill of Rights and other related documents, are intended to protect the rights of all citizens, regardless of any particular categorization. While the level of these commitments and the extent and the means whereby compliance is encouraged or monitored may vary, Canada can justifiably take pride in its active pursuance and its endorsement of and compliance with these international commitments.

We feel as well that Canadian governments have adopted pro-active, goal-focused activities and stances with respect to their domestic responsibilities. The attitude has been evident in the methods governments employ in developing social policy and social legislation: task forces, parliamentary committees such as this one, royal commissions and so on. It is also reflected in various parts of very progressive social legislation, the preamble to the Canada Assistance Plan being one, which is not only a very real and future-oriented interest but a very real and current interest, I am sure, in relation to some of the events we have recently reported in the press. The Canada Health Act also acknowledges the place of promotion and prevention strategies in a comprehensive health care system.

• 1420

However, the recent lack of action by governments in their response to the Constitution does not necessarily, in our view, reflect such a proactive or progressive attitude or orientation. We believe government should establish a comprehensive and progressive policy base from which to determine its responsibilities within the spirit of the Constitution and the charter. In this case we are pleased to see that your mandate goes beyond the letter of the charter and that you will be addressing yourself to this kind of issue.

We do not support the view that the government's approach should be determined according to the anticipated reactions of the courts to our social legislation. This pattern of developing public policy, the idea of waiting for the courts, can lead to restrictive allocation of social policy and an almost by-default increase of the role of the courts in social policy generally. It would result in the limitation of the leadership role of governments generally, as well as of the private and voluntary sector in the development of social policy.

We would therefore recommend that the government develop a public position which enumerates the principles to which it is committed in guiding social policy in Canada. Such a statement should reflect values arising from our national

[Traduction]

citoyens définis d'après leur statut social; notons, par exemple, les droits des travailleurs qui ont été définis, élaborés et appuyés par l'Organisation internationale du travail. D'autres engagements ont trait aux droits et libertés des citoyens qui ont des besoins spéciaux, comme dans le cas des déclarations adoptées par les Nations Unies au cours des années 70 à l'égard des personnes handicapées. Mais d'autres, par exemple, en ce qui a trait aux droits sociaux et économiques prévus dans la Charte internationale des droits et d'autres documents connexes, visent à protéger les droits de tous les citoyens, quelle que soit leur catégorie. Même si l'importance de ces engagements, leur portée et les moyens d'application et de contrôles varient, à juste titre, être fier de sa participation aux travaux et de son adhésion dans le cadre de ces engagements internationaux.

Il nous semble également que les gouvernements canadiens ont adopté des mesures et positions ayant des objectifs bien particuliers en ce qui touche leur responsabilité interne. Cette attitude se reflète dans les méthodes qu'emploient les gouvernements pour élaborer leur politique sociale et leurs lois en ce sens: groupes d'études, comités parlementaires comme celui-ci, commissions royales, etc. Elle se reflète également dans diverses parties d'une législation sociale très progressiste, le préambule du régime d'assistance publique du Canada en constituant un exemple, ce qui se manifeste non seulement par un intérêt très réel et orienté vers l'avenir mais aussi par un intérêt très présent, j'en suis assuré, face à certains des événements dont il a récemment été question dans la presse. La Loi sur la santé du Canada reconnaît aussi la place qu'occupent les stratégies de développement et de prévention dans un système global de soins médicaux.

Toutefois, l'inaction récente des gouvernements en réponse à la Constitution ne reflète pas nécessairement, selon nous, une attitude ou une orientation dynamique ou progressiste. Nous croyons que le gouvernement devrait établir une politique de base globale et progressiste qui pourrait servir à déterminer ses responsabilités dans l'esprit de la Constitution et de la Charte. Dans ce cas, nous sommes heureux de constater que votre mandat s'étend au-delà de la lettre de la Charte et que vous vous pencherez sur ce genre de question.

Nous ne sommes pas d'accord avec l'affirmation selon laquelle le gouvernement devrait établir ses positions en fonction des réactions prévues de la part des tribunaux à l'égard de notre législation sociale. Cette façon d'élaborer les politiques publiques, qui consiste à attendre les jugements des tribunaux, peut mener à une attribution restrictive des politiques sociales et presque à un accroissement implicite du rôle général des tribunaux en matière de politique sociale. Il en résulterait une limitation du rôle de leadership des gouvernements en général, ainsi que du secteur privé et du bénévolat en matière d'élaboration de politique sociale.

Nous aimerions donc recommander que le gouvernement élabore une position publique énumérant les principes qu'il adopte pour l'élaboration des politiques sociales canadiennes. Un tel énoncé devrait refléter les valeurs que font ressortir

[Text]

experience and commitments, including the Constitution, and our international commitments. The position would provide governments with a foundation for social development. It would also, hopefully, guide policy-makers in the voluntary sector and in the judicial system.

We believe the spirit of the charter can be interpreted in such a way that legislation can be guided in its development, in its delivery, in the delivery of benefits and programs, and it can be evaluated against those principles in testing its appropriateness within the charter. Such principles would not only direct dollars which are being spent by government directly through programs of their own, but we would say such principles should definitely guide the spending of federal dollars or the use of federal powers in any other context, even though the programs might, for example, be delivered by a provincial government and those programs might be considered to be in provincial jurisdiction. Surely the use of enabling power on the part of the government, whether it is the spending power or any other option of the government, to enable the development of programs throughout the country, regardless of the jurisdiction of their delivery, should mean that within that context the federal government is accountable within both the letter and the spirit of the charter.

I suppose this may seem rather evident to members of your committee, but it occurs to me to mention that we have just taken a very brief look through the whole series of consultation documents which the present government has published over the past six months, beginning with Mr. Wilson's document in November, Mr. Epp's document in January, the January document on housing policy, a document at the same time from Flora MacDonald's department on training, and a number of others. All of these documents raise very important questions relative to social policy, and they affect the rights of Canadians in a variety of ways. But it is rather hard to spot in there reference to the charter, or reference to the Constitution, or reference to what are the considered rights of Canadians in these areas.

So the second major recommendation I would like to present to you is simply that the federal government undertake the necessary steps to introduce adjustments to the organization and the operation of government required to accommodate an effective process for developing policies and programs.

• 1425

This initiative should include an emphasis on guiding policy development according to the spirit of the Constitution. It should ensure a realistic balance of responsibilities between the political and judicial systems. It should clearly define the place of the voluntary sector in the policy development process. The committee might wish to consider the possibility of developing an ongoing review process whereby its full range of social development responsibilities, program design, operations and operational planning are considered in the context of all

[Translation]

notre expérience et nos engagements nationaux, y compris la Constitution, ainsi que nos engagements internationaux. Cette position fournirait aux gouvernements une base de développement social. Il est également à souhaiter qu'elle guide ceux qui élaborent les politiques dans le secteur du bénévolat et du système judiciaire.

Nous croyons que l'esprit de la Charte peut être interprété de façon à guider l'élaboration et l'adoption de lois, tout comme l'offre d'avantages sociaux et l'instauration de programmes divers, et qu'il est possible d'évaluer la Charte en fonction de ces principes. De tels principes permettraient non seulement d'affecter les dollars dépensés par le gouvernement aux programmes qu'il instaure mais nous pourrions aussi affirmer que ces principes décideraient avec certitude de l'affectation des fonds fédéraux ou de l'utilisation des pouvoirs fédéraux dans un tout autre contexte, même si les programmes étaient, par exemple, établis par un gouvernement provincial et pouvaient être considérés comme une attribution provinciale. Il ne fait aucun doute que l'autorisation par le gouvernement, qu'il s'agisse des dépenses ou de tout autre option offerte au gouvernement, dans le but de favoriser l'élaboration de programmes dans tout le pays, quelle que soit l'administration en cause, devrait signifier, dans ce contexte, que la responsabilité revient au gouvernement fédéral en vertu de la lettre et de l'esprit de la Charte.

Je suppose que tout cela peut sembler assez évident aux yeux des membres de votre comité, mais j'aimerais mentionner que nous venons tout juste d'effectuer un rapide examen de toute la série des documents de consultation que le présent gouvernement a publiée au cours des six derniers mois, à commencer par le document de M. Wilson en novembre. Celui de M. Epp en janvier, le document de janvier concernant la politique sur l'habitation, un document publié à peu près à la même époque par le ministère de Flora MacDonald et portant sur la formation, ainsi qu'un certain nombre d'autres documents. Tous soulèvent des questions très importantes relativement à la politique sociale, et ils touchent les droits des Canadiens de diverses façons. Mais il est plutôt difficile d'y repérer les renvois à la Charte ou à la Constitution, ou des mentions de ce que l'on pourrait considérer comme les droits des Canadiens dans ce domaine.

Ainsi, la deuxième recommandation d'importance que j'aimerais vous présenter est simplement que le gouvernement fédéral prenne les mesures nécessaires pour adapter l'organisation et le fonctionnement du gouvernement à un processus efficace d'élaboration de politiques et de programmes.

Cette initiative devrait mettre l'accent sur l'élaboration de politiques conformes à l'esprit de la Constitution. Elle devrait assurer un équilibre réaliste des responsabilités entre les systèmes politique et judiciaire. Elle devrait définir clairement la place du bénévolat dans le processus d'élaboration des politiques. Le Comité pourrait examiner la possibilité d'élaborer un processus de révision permanente, selon lequel la gamme complète des responsabilités en matière de développement social, de conception de programmes, de planification et

[Texte]

relevant sections of the Constitution. Appropriate modifications could be identified and introduced.

There are a variety of vehicles that might be considered in relation to this, including a standing committee of Parliament. A separate organization similar to the Auditor General's office might be suited to the proposed task of reviewing programs and legislation. One would expect that in that context the kind of policy guidelines that might be developed and promoted to guide the federal government in its elaboration of policies might also apply to programs that are shared with provincial governments whereby we might achieve a situation where we would not necessarily be going for uniform programs and conditions across the country, but we would be confident that within any jurisdiction of the country policies and programs being developed in the social sphere would be developed in a manner consistent with both the letter and the spirit of the charter.

Thank you very much. I would like to ask Dick Weiler to speak briefly to the second part of our brief.

Mr. Richard Weiler (Associate to the Canadian Council on Social Development): Thank you very much. I am not sure what it is Terry said, but I notice it is either snow or hail falling at this point in the presentation.

The Chairman: And the sun was very bright and the skies were blue this morning, so we are down to the serious matters this afternoon.

Mr. Weiler: Hopefully the sun will shine again.

I have just a couple of points. I know the points I am going to refer to you have had considerable discussion in past meetings, so I will just raise them. In the area of access, we refer in our brief on pages 10 and 11 to the question of access. Basically what we are trying to raise here is from the point of view of access we are dealing with a question of access to the Constitution both from the point of view of the litigation opportunities available and non-litigation interests or approaches that might be pursued by individuals and organizations. The concern we have in the area of litigation... The concern is that there is a need perhaps for government to clarify a bit more clearly as to what it intends to do, if anything, in supporting individual rights to the litigative process, the question of test cases and what that means, and court challenges.

I think in our brief we refer to the fact that we need to delineate and separate out those various interests, because we have sensed a fair amount of confusion in discussions in the voluntary sector and we suspect in the press with respect to the kind and form of public support that might be available for individuals to pursue their rights through the litigation process available now through the charter. We think they are quite different issues, quite distinctive approaches, and we think that when you separate out these notions you then have to deal with separate approaches to who is responsible, what kinds of criteria are available, for which individuals or members of the public, be they groupings or individuals, and how the format or

[Traduction]

de mise en oeuvre pourrait être considérée à la lumière de tous les articles pertinents de la Constitution. Les modifications appropriées pourraient être déterminées et apportées.

Tout un éventail de moyens pourraient être considérés à cet égard, y compris la formation d'un comité permanent du Parlement. Un organisme distinct s'apparentant au bureau du vérificateur général pourrait convenir à l'exécution de la tâche projetée d'examen des programmes et de la législation. On s'attendrait que, dans ce contexte, le genre de lignes directrices en matière de politiques qui pourraient être établies et mises en oeuvre afin d'aider le gouvernement fédéral à élaborer ses politiques pourraient également s'appliquer aux programmes partagés avec les gouvernements provinciaux. Il pourrait alors en résulter une situation selon laquelle on ne rechercherait pas nécessairement l'uniformité des programmes et des conditions dans tout le pays. On aurait bon espoir que, quelle que soit l'administration au pays, les politiques et programmes élaborés au plan social seraient conformes à la lettre et à l'esprit de la Charte.

Merci beaucoup. J'aimerais demander à Dick Weiler de parler brièvement de la deuxième partie de notre mémoire.

M. Richard Weiler (membre associé au Conseil canadien de développement social): Merci beaucoup. Je ne sais pas au juste ce que Terry a dit, mais voilà que la neige ou la grêle va maintenant commencer à tomber.

Le président: Et pourtant le soleil brillait et le ciel était bleu ce matin. Nous voilà donc arrivés aux questions sérieuses cet après-midi.

M. Weiler: Espérons que le soleil brillera à nouveau.

Je n'aimerais aborder que quelques questions. Je sais que les questions dont je vais parler ont suscité de nombreux débats au cours des dernières réunions, je me bornerai donc à ces questions. Notre mémoire, aux pages 10 et 11, traite de l'accès. En mettant l'accent sur cette question, nous voulons parler de l'accès à la Constitution, tant du point de vue des possibilités de recours pour litiges, des intérêts des personnes ou des démarches que pourraient faire des personnes et des organismes quand il n'y a pas de litige. Notre préoccupation au sujet des litiges provient du fait que le gouvernement devrait peut-être fournir un peu plus de précisions sur ce qu'il entend faire, s'il y a lieu, pour défendre les droits individuels à l'égard du processus de litige, de la question des causes types et de leur signification, ainsi que des contestations devant les tribunaux.

Je crois que, dans notre mémoire, nous parlons de la nécessité de délimiter et de séparer ces divers intérêts, car nous avons senti un degré considérable de confusion dans les discussions au sein du secteur du bénévolat et chez les journalistes en ce qui a trait au genre et à la forme d'appui public qui pourrait être offert aux particuliers désireux de faire valoir leurs droits au moyen du processus pour litige que la Charte prévoit actuellement. Nous croyons qu'il s'agit là de questions fort différentes, de points de vue très distincts. Si nous faisons la part des choses, il nous est nécessaire de traiter des positions distinctes quant aux responsabilités, au genre de critères établis, aux personnes ou aux groupes visés, et de la

[Text]

the approach would be designed whereby moneys would be available to individuals or groups.

In the case of test cases, for example, we are strongly of the view that something of a non-government nature should be considered. We have some considerable difficulty understanding how we can test the challenge or test with respect to the charter if indeed at times it is the government in power that in fact is being tested. We see that as a quite different issue than the matter of pursuing an interest of government vis-à-vis the court challenges program that we have historically had in this country. That is one area.

Given a clear understanding of that dynamic, we would then argue for a balanced strategy with respect to funding, efforts that relate to litigation as well as non-litigation. I think you have heard that from many other sources. We are confident that in even a recent consultation we have been involved in, a survey with some 300 organizations across the country—as perhaps some of the staff here know, and perhaps some of the members—and a recent consultation with some 30 national organizations interested in the Constitution and the charter and related matters... It seems to us that there is need for thinking through the charter as a document that has a bit more meaning than a matter of whether or not we run to court with a particular problem. Therefore, the resources required to think that through and act with an appropriate response requires support both in the litigation and non-litigation areas.

• 1430

That is what we were referring to on that particular section of our report. The previous section of the report relates to the legislative reform interest which is a major interest of the committee. We recognize that. Basically, we are just suggesting that, firstly, hopefully the committee will look seriously at the views which already have been put forward by groups, and further, at some of the statute reviews which have recently been supported, etc., before you make decisions with respect to the substantive changes you are hoping to refer to government in changing the present laws.

Secondly, we are concerned that the government act quickly on those matters which appear to be fairly self-evident. We are strongly of the view, on the defence issue you have heard about recently, matters such as that, and many of the matters in Bill C-27, etc., that perhaps government could act fairly quickly on those. If there is need for more time to debate some of the more complex issues, perhaps issues related to federal-provincial sharing, a decision which is apparently coming out of Saskatchewan with respect to cost-sharing arrangements or arrangements which allow for the individual on welfare who is employable to receive less money than the individual who is not employable, if those kinds of issues maybe are a bit more complex and require a bit more thought, that is fine. But we

[Translation]

façon dont l'argent peut être mis à la disposition de ces personnes ou de ces groupes.

Dans le cas, par exemple, des causes types, nous croyons fermement qu'un processus de nature non gouvernementale devrait être considéré. Nous avons beaucoup de difficultés à comprendre comment il est possible d'obtenir un jugement pour une cause type, j'entends un jugement conforme à la Charte, alors que c'est parfois le gouvernement au pouvoir qui est mis en cause. Nous pensons qu'il s'agit là d'une question fort différente par rapport à la poursuite des intérêts gouvernementaux à l'égard du programme de contestation devant les tribunaux qui a toujours existé dans notre pays. C'est là une des questions.

Après avoir bien compris ce système, nous en arrivons à plaider en faveur d'une stratégie équilibrée en ce qui a trait au financement, ainsi qu'aux efforts relatifs aux litiges et aux cas ne comportant pas de litige. Je crois que plusieurs autres ont déjà parlé de cette question. Nous croyons même qu'elle a été abordée lors de certains entretiens auxquels nous avons participé récemment, une enquête même auprès d'environ 300 organismes du pays, comme le savent peut-être certaines des personnes et certains des membres ici présents, et lors d'entretiens récents auxquels ont participé quelque 30 organismes nationaux intéressés à la Constitution, à la Charte et aux questions connexes... Il nous semble qu'il est nécessaire de considérer la Charte comme un document qui fait beaucoup plus loin qu'établir si l'on doit ou non recourir aux tribunaux pour un problème particulier. Par conséquent, les ressources nécessaires pour traiter de cette question et apporter des réponses appropriées exigent un appui des procédures en cas de litige et autres.

C'est ce dont il est question dans cette section particulière de notre rapport. La section antérieure du rapport a trait à l'intérêt de la réforme législative qui est le principal intérêt du comité. Nous reconnaissons ce point. En gros, nos suggestions sont les suivantes: premièrement il faut espérer que le comité examine sérieusement les opinions exprimées par les différents groupes et aussi qu'il étudie certaines révisions de statut qui ont été appuyées récemment, etc., avant de prendre des décisions en ce qui concerne les changements de fond que vous espérez présenter au gouvernement pour la modification des lois actuelles.

Deuxièmement, nous voulons que le gouvernement agisse rapidement sur les questions qui semblent être assez évidentes. Nous croyons fermement que le gouvernement pourrait agir assez rapidement sur la question de la défense dont vous avez entendu parler récemment, d'autres questions de ce genre, et beaucoup des questions du projet de loi C-27, etc. Il peut être nécessaire de prendre plus de temps pour débattre de certaines des questions plus complexes, comme peut-être les questions relatives au partage fédéral-provincial, une décision qui semble venir de la Saskatchewan en ce qui concerne les arrangements de partage des frais ou les arrangements selon lesquels une personne bénéficiant du bien-être social qui peut travailler recevrait moins d'argent que la personne qui ne peut pas

[Texte]

would argue that for those issues which are obvious, changes should occur quickly, and those which are less obvious could be dealt with over a period of time. Perhaps the committee might consider developing a schedule or a process whereby such activities might occur beyond the course of the time frame allocated to the committee.

Finally, with respect to the audits, I believe it has been sorted out. At the time of our presentation, you will see reference to it. We would hope outside organizations representing cultural and other interests, which have requested some support in completing their audits, be somehow provided with that support so as to ensure we have a balanced view of the kinds of changes which might be introduced, both from those who represent government interests and those who represent special interest groups in society. Thank you.

The Chairman: Thank you very much. Again, I apologize to you, the members of the committee, and all others that I was unavoidably detained, and I thank you for your forbearance and apologize for the delay in starting.

Obviously the message is an important one and is not significantly imperilled by another half-hour or so of maturity before it could be presented. In fact, on a personal note, it is very good to see Dick Weiler in action again after about 13 years since he and I were engaged on some projects together. Generally, the brief you have submitted is both wide-ranging and comprehensive. We as a parliamentary committee are looking at section 15 which deals with legal rights, the quality of legal rights, and you have shown in this presentation how social policy, from your view, is inextricably linked with the legal rights and concerns of equality, particularly in the area of non-discrimination. Of course, matters ranging from what you have spoken about—access—we have heard a lot about litigation funding, but your additional perspective on non-litigation access is a very stimulating idea which we can look at. Your points of view on how the voluntary sector can be included in this, again, is something we have talked about on the committee and I know there are different appreciations among the members of the committee as to the role the voluntary sector plays in this.

So you have opened up an awful lot for us to talk about and, as usual, the time will be briefer than we would like to have for it. Let us at least begin with some specific questions now from Members of Parliament. We will start with the Member for Burnaby, Svend Robinson.

Mr. Robinson: Thank you very much, Mr. Chairman. I too would like to welcome the witnesses before the committee and to apologize for the lengthy delay in starting, but certainly the brief you have submitted is an excellent one.

I might say that, as a member of the Constitution committee which drafted the Charter of Rights and Freedoms four or five years ago now, I recall the really outstanding work done by the

[Traduction]

travailler; si ce genre de questions sont peut-être un peu plus complexes et demandent que l'on y pense un peu plus, c'est très bien. Mais nous estimons que pour les questions qui sont évidentes, les changements devraient se faire rapidement, et celles qui sont moins évidentes pourraient être débattues sur une certaine période. Le comité pourrait peut-être considérer l'adoption d'un système selon lequel de telles activités pourraient avoir lieu après la période allouée au comité.

Enfin, en ce qui concerne les vérifications, je pense que la question a été éclaircie. Au moment de notre exposé nous en parlerons. Nous espérons que les organisations de l'extérieur représentant des intérêts culturels et autres, qui ont demandé un appui pour faire leurs vérifications financières recevront l'aide demandée. Ainsi, nous aurions une vue équilibrée des types de changement qui pourraient être introduits, du point de vue de ceux qui représentent les intérêts du gouvernement et de ceux qui représentent des groupes d'intérêts particuliers de la société. Merci.

Le président: Merci beaucoup. Je vous prie encore de m'excuser, vous les membres du comité, et tous les autres, car j'ai eu un empêchement inévitable, et je vous remercie de votre patience et m'excuse du retard dans le démarrage des délibérations.

Il est évident que ce message est important et il n'est pas trop compromis par une autre demi-heure environ de réflexion préalable. En fait, sur un plan plus personnel, il me fait plaisir de voir Dick Weiler ici présent. Nous avons travaillé ensemble à certain projet il y a 13 ans environ. Dans l'ensemble, votre exposé est à la fois étendu et approfondi. En tant que comité parlementaire nous étudions la section 15 qui traite des droits légaux, de la qualité des droits légaux, et vous nous avez montré dans votre exposé comment la politique sociale, d'après vous, est liée de façon inextricable aux droits légaux et aux questions d'égalité, particulièrement en ce qui concerne la non-discrimination. Bien entendu, il y a un grand nombre de questions, à commencer par ce dont vous avez parlé, l'accès; nous avons beaucoup entendu parler du financement des recours aux tribunaux pour litiges, mais votre vue supplémentaire sur l'accès à la procédure prévue dans les cas ne comportant pas de litige est une idée très stimulante que nous pouvons étudier. Vos points de vue sur la façon dont le secteur du bénévolat peut être inclus est encore un point dont nous avons parlé au comité et je sais que les opinions varient parmi les membres du comité quant au rôle que joue sur ce point le secteur du bénévolat.

Vous nous avez donc ouvert un immense éventail de questions à débattre et, comme d'habitude, nous disposerons pour cela de moins de temps que nous aimerions. Commençons au moins par certaines questions précises des députés. Nous commencerons par le député de Burnaby, Svend Robinson.

M. Robinson: Merci beaucoup, monsieur le président. Je voudrais aussi, pour ma part, souhaiter la bienvenue aux témoins et m'excuser pour le long retard mais il est certain que votre exposé est excellent.

Je pourrais dire qu'en tant que membre du comité sur la Constitution, qui a rédigé l'ébauche de la Charte des droits et des libertés, il y a de cela quatre ou cinq ans maintenant, je me

[Text]

council at that time. In fact, I did propose a number of amendments reflecting the position taken by the council at that time, but the committee in its wisdom chose to turn them down. But in the area of social and economic rights, as you have pointed out very eloquently in both your written submission and your oral remarks, these are issues of vital concern to this committee. And while we are dealing specifically with legal equality, of course, many of the issues we are addressing have very strong economic concerns.

• 1435

This morning, for example, we heard representatives of the Canadian Institute of Actuaries talking about pensions. We heard Monica Townson urging us to adopt a system of unisex mortality tables. The implications of it in terms of poverty of elderly women, I think you recognize, are significant, just as some of the other issues that we have addressed, including the whole question of equal pay for work of equal value. Comparable worth, as it is known in some jurisdictions, is another, and so is the role of the disabled. So while we are looking at legal equality, the issues we are addressing I think are very much in tune with the kinds of concerns you have brought to the committee.

Again, on the question of a fund with which to launch challenges, the quotation which I have used on many occasions I suppose is particularly appropriate in the context of the Canadian Council on Social Development, and it is Frank Scott:

The trappings of democracy hang loosely on an emaciated body politic.

Obviously it is very important for that kind of support be there.

I just wanted to ask you one question, but just before asking the question, also to commend you for the work you have been doing recently along with a number of other national groups including, I believe, the National Action Committee on the Status of Women and the National Anti-Poverty Organization and others. I believe you are part of a six-member grouping that has been urging the government to respond with a sense of social justice and awareness of the implications of their economic policy on the poor and the powerless. I commend you for the work you have been doing there. I hope you are successful in getting through.

On page 23 of your brief you refer to consultations which you have undertaken with some 30 organizations concerned with the rights of socially and economically disadvantaged citizens in the voluntary sector. I wonder if you might just elaborate a little bit on the nature of those consultations and the extent to which the groups you have been consulting with seem to be aware of the work that this committee is doing in the area of equality rights. What kinds of concerns have been raised by them in the course of your consultations?

[Translation]

rappelle le travail vraiment exceptionnel effectué par le conseil à cette époque. En fait, j'avais proposé un certain nombre d'amendements reflétant la position prise par le conseil à cette époque, mais le comité, dans sa grande sagesse, a choisi de les rejeter. Mais dans le domaine des droits sociaux et économiques, comme vous l'avez indiqué de façon très éloquente dans votre présentation écrite ainsi que dans vos remarques orales, il s'agit de questions d'intérêt vital aux yeux de ce comité. Et bien que nous traitions particulièrement de l'égalité juridique, il est bien entendu que bon nombre des questions que nous abordons ont de très fortes implications économiques.

Ce matin, par exemple, nous avons entendu les représentants du *Canadian Institute of Actuaries* qui nous ont parlé des pensions. Nous avons entendu Monica Townson qui préconise l'adoption d'un système de tables de mortalité unisexes. Les implications de cette question en ce qui touche à la pauvreté des femmes âgées, je pense que vous le reconnaîtrez, sont importantes, tout comme certaines des autres questions dont nous avons traité, y compris toute la question de salaire égal pour travail de valeur égale. La valeur comparable, comme on l'appelle dans certaines administrations, en est une autre chose, de même que le rôle des personnes handicapées. Donc comme nous étudions la question de l'égalité juridique, les questions que nous abordons sont, je pense, reliées aux inquiétudes dont vous avez fait part au Comité.

En outre, sur la question d'un fonds devant permettre de lancer des défis, je suppose que la citation que j'ai souvent utilisée est particulièrement adaptée au contexte du Conseil canadien de développement social; comme le dit Frank Scott:

Les pièges de la démocratie menacent de loin un corps politique émacié.

Bien évidemment, ce genre d'appui est très important.

Je voulais seulement vous poser une question, mais avant de vous la poser, je voudrais aussi vous féliciter pour le travail que vous avez effectué récemment avec un certain nombre d'autres groupes nationaux dont je pense, le Comité d'action nationale sur le Statut de la femme et l'Organisation nationale d'anti-pauvreté, ainsi que d'autres. Je crois comprendre que vous faites partie d'un groupe de six membres qui exhorte le gouvernement à répondre avec un sens de la justice sociale et une prise de conscience des implications de sa politique économique pour les pauvres et les démunis. Je vous félicite donc pour le travail que vous avez accompli dans ce domaine et je vous souhaite du succès dans votre entreprise.

A la page 23 de votre mémoire, vous parlez des entretiens que vous avez eus avec quelque 30 organismes s'occupant ds droits des citoyens socialement et économiquement désavantagés dans le secteur du bénévolat. Je me demande si vous pourriez fournir un peu plus de détails sur la nature de ces consultations et dans quelle mesure les groupes que vous avez consultés semblent d'être conscients du travail qu'effectue notre Comité dans le domaine des droits à l'égalité. De quel

[Texte]

Mr. Weiler: First of all, we conducted a survey. It was a survey where the people had a fair amount of material and it was a somewhat open-ended discussion with organizations. It led us to an understanding of where people were at at this point in history vis-à-vis their own plans in regard to the charter. What were they planning on doing if anything? What had they done, etc.?

Based on this information we then were able to identify some 30-odd national organizations reflecting interests from COPOH, LEAF... I can go through the numbers. Many of them have already appeared or plan to appear before this organization.

We have had sessions with them, including collective group meetings and individual interviews. We are just in the process of completing a paper which we will distribute back to that group just to indicate what we have heard from the various individuals representing these organizations.

Basically if you were to look at some of the key issues, firstly... it seems that a number of the organizations... obviously, there are some variances as to who is more involved than others and I think you have already witnessed that yourselves as a committee. Basically there seems to be a sense that the charter is perhaps far more significant and important now than people believed it to be two years ago. Your particular committee is well known. If anything, from a symbolic point of view, it is seen as a fairly significant event in Canada.

The notion of equality rights, referred to by a couple of the members, and Terry referred to it, is seen to imply, involve and include an understanding far beyond perhaps the legalistic interpretation that might be applied to subsections 15.(1) and 15.(2). Section 7 and other parts of the charter in fact open up questions with respect to the rights of the disabled which might or might not be reflected in decisions of the court under section 15. So there is an increasing sense that the charter is more comprehensive in its potential impact in social development interests than was the case a short time ago.

And there are two final points. The groups we have talked with seem to be increasingly interested in pursuing the development of the Constitution, as part of their interest or mandate, over and beyond the question of simply restricting activity to litigation. I think that process is increasing and has been stimulated through a number of events in recent months. That, of course, then leads to the question of a framework, and what Mr. Hunsley referred to in the beginning. Is there a framework that flows from the charter that we, as a society, might identify as a directional framework which gives us some sense as to where we are going in social development?

[Traduction]

genre de préoccupations a-t-il été question au cours de vos consultations?

M. Weiler: Premièrement, nous avons effectué une étude. C'était une étude pour laquelle le public disposait d'un matériel assez important et qui se résumait en gros, à une discussion non structurée avec ces organisations. Cette étude nous a amenés à comprendre où se trouvaient les intéressés pour le moment par rapport à leur propre plan concernant la Charte. Qu'avaient-ils l'intention de faire, le cas échéant? Qu'avaient-ils fait jusqu'à présent, etc.?

A partir de ces renseignements nous avons pu identifier une trentaine environ d'organisations nationales reflétant ces intérêts, du COPOH, LEAF... Je pourrais les énumérer. Bon nombre de ces organisations ont déjà comparu ou prévoient de comparaître devant la présente organisation.

Nous avons tenu des réunions avec eux, sous la forme de réunions de groupes et d'entrevues individuelles. Nous mettons actuellement la dernière touche à un document que nous distribuerons à ce groupe, ne serait-ce que pour leur indiquer que nous avons entendu les divers représentants de ces organismes.

En gros, si l'on examine certaines des questions clés, premièrement... Il semble qu'un certain nombre d'organismes... Evidemment, il y a quelques variantes, certains étant plus impliqués que d'autres, et je pense que vous avez déjà observé cela par vous-même en tant que Comité. Dans l'ensemble, on croit semble-t-il la Charte est peut-être bien plus importante et significative maintenant qu'on ne le croyait il y a deux ans. Votre Comité est bien connu. S'il le faut, d'un point de vue symbolique, il est perçu comme un événement assez significatif au Canada.

La notion des droits à l'égalité, qu'ont mentionnée quelques-uns des membres, et dont Terry a parlé, est perçue comme impliquant et comprenant une compréhension s'étendant peut-être bien au-delà de l'interprétation légale qui pourrait s'appliquer aux sous-sections 15(1) et 15(2). La section 7 et d'autres parties de la Charte soulèvent, en fait, des questions relatives aux droits des handicapés qui pourraient se refléter ou ne pas se refléter dans les décisions de la cour aux termes de la section 15. On estime donc de plus en plus que la Charte a des répercussions beaucoup plus vastes aujourd'hui en ce qui a trait au progrès social que ce n'était le cas il n'y a pas si longtemps.

Et je voudrais mentionner deux points pour terminer. Les groupes avec qui nous avons parlé semblent être de plus en plus intéressés à l'évolution de la Constitution, dans leur intérêt ou dans le cadre de leur mandat, au-delà de la question de restreindre simplement l'activité au processus pour litiges. Je pense que cette tendance augmente et qu'elle a été stimulée par un certain nombre d'événements qui ont eu lieu au cours des derniers mois. Cela, bien sûr, conduit à la question d'un cadre. C'est ce dont M. Hunsley a parlé au début. Existe-t-il un cadre qui découle de la Charte que nous pourrions, en tant que société, prendre comme cadre directeur pour le progrès social?

[Text]

• 1440

It seems to us that is an idea that is taking on more and more credence, as we have moved through the consultation. The consultation, by the way, with the national organizations, occurred through the latter part of May into June, and that is why we are just in the process now of completing the documents. I believe that material, when it is finalized, will be in part available to the staff.

Mr. Robinson: Will you be making that available to our staff?

Mr. Weiler: The Secretary of State has given us support for the initiative. I checked with their director, and I believe that material will be available when it is finalized.

Mr. Robinson: That would be very helpful to the committee. Thank you.

The Chairman: Thank you. Mrs. Collins.

Mrs. Collins: Thank you, Mr. Chairman.

I would just like to again welcome you. It is good to see you, Mr. Weiler, after many years, as well.

I was very interested in the discussion you put forward of the need for, I guess, a policy framework, taking into account the charter in developing social policy. I think that is something that Members of Parliament will want to continue to think about.

I want to ask you a bit more about the process from here on. As you know, this committee dies on October 15, when we present our report. But I do not think any of us are under the illusion that equality will suddenly have occurred in Canada on that date, any more than it did in April. It is the first of many steps. You certainly alluded to some kind of ongoing process, ongoing mechanisms. I wonder if you might like to elaborate. Do you have some options in mind or what would be your preferred mechanism?

Mr. Weiler: I will discuss this in two parts. You will notice in Mr. Hunsley's presentation that we talk first about the development of a framework. We would hope that this policy framework, if you will, which in fact might allow for the kind of flexibility we have in social programming, which might allow for numerous things that we as Canadians have pressed for, might be developed in a format whereby both government and non-government, the voluntary sector and others, could be involved. So it would be a consultative exercise, perhaps developed along those lines.

Secondly, in terms of ongoing development of policy, we are arguing for an approach whereby the understanding of law—perhaps more the spirit of the law, rather than the letter of the law and the way it might be interpreted in court, if you will—would be built right into the public policy process. Then a Minister of the Crown has before her or him positions, options, that have thought through the potential implications of a

[Translation]

A mesure que nos consultations progressaient, il nous a semblé que cette idée était de plus en plus acceptée. À propos, la consultation avec les organisations nationales, a eu lieu vers la fin mai et en juin, et c'est pourquoi nous sommes encore en train de rédiger les documents. Je crois que ces documents seront en partie disponibles pour le personnel une fois rédigés.

M. Robinson: Fournirez-vous ces documents à notre personnel.

M. Weiler: Le Secrétariat d'État a approuvé notre entreprise. J'ai vérifié auprès de leur directeur et je pense que les documents seront disponibles une fois la version finale rédigée.

M. Robinson: Cela aiderait beaucoup le Comité. Merci.

Le président: Merci. Madame Collins.

Mme Collins: Merci monsieur le président.

Je voudrais à mon tour vous souhaiter la bienvenue. Moi aussi, il me fait plaisir de vous voir monsieur Weiler après tant d'années.

J'ai été très intéressée par les arguments que vous avez avancés pour le besoin, je suppose, d'un cadre de politiques, prenant en compte la Charte, pour l'élaboration d'une politique sociale. Je pense que les députés voudront continuer d'y penser.

Je voudrais vous questionner un peu plus sur la procédure à suivre à partir de maintenant. Comme vous le savez, notre Comité sera dissous le 15 octobre, date de la présentation de notre rapport. Mais personne d'entre nous, je le crois bien, n'a l'illusion que l'égalité sera une réalisation soudaine au Canada à cette date, pas plus que ce ne fut le cas en avril. C'est tout simplement un premier pas. Vous avez certainement fait allusion à une certaine forme de processus permanent, de mécanismes permanents. Je me demande si vous aimeriez en dire un peu plus. Avez-vous certaines options à l'esprit ou quel serait votre mécanisme préféré?

M. Weiler: J'en parlerai en deux parties. Vous remarquerez dans l'exposé de M. Hunsley qu'il a été question d'un cadre. Nous espérons que ce cadre de politiques, si vous voulez, qui permettrait en fait le genre de souplesse que nous avons dans l'élaboration de programmes sociaux, qui engloberaient de nombreuses choses que nous avons réclamées, en tant que Canadiens. Ce cadre donc pourrait être établi selon une forme qui permettrait la participation du gouvernement ainsi que d'organismes non gouvernementaux, du secteur du bénévolat et d'autres. Il s'agirait donc d'un exercice de consultation, élaboré peut-être dans cet ordre d'idées.

Deuxièmement, pour ce qui est de l'élaboration continue de la politique, nous préconisons une approche selon laquelle la compréhension de la loi—peut-être plus l'esprit plutôt que la lettre de la loi et la façon dont elle peut être interprétée au tribunal, si vous voulez—serait intégrée directement au processus de politique publique. Un ou une ministre de la Couronne dispose donc de moyens ou d'options tenant compte

[Texte]

charter-related matter. This would be in a manner that allows for dealing with the basic principles of a policy that might be somewhat different from what we traditionally have to create in social policy terms. That in turn would result in the need for some restructuring, the way in which government itself is organized, both at the political and bureaucratic level.

Secondly, that would lead those of us who are actively involved in that very kind of reorganization process now to a better understanding of where and how we interact with government in a consultative manner in the development of social policy. That would deal with the development of social policy.

The third point would be the vetting, if you will, of new policies. We refer to a notion of a parliamentary committee, which I think is a somewhat distinctive exercise. It is a watchdog role, if you will, in ensuring that charter-related interests—I am referring both to the intent of the charter, the intent and the letter of the law. It might be considered perhaps as an adjunct to or a separate exercise from the role and responsibilities of the legislative committee that we presently have in our structure.

Mrs. Collins: Thank you.

The Chairman: Thank you very much on behalf of all members of the committee. It has been very important, at this juncture of our work, to hear from you. You have conceptualized really this notion of a policy framework, which flows from the charter, to guide the development of social policy in the country.

• 1445

I can share with you that all seven members of the committee went into a week-long retreat last week in Quebec to discuss what we had heard from the first round of cross-Canada hearings, and to search for some preliminary consensus on certain issues. This idea is very much along the lines of what we are seeing. We have heard from many different groups on specific ideas, specific concerns; but standing back from it, and at a remove, you do see the charter already beginning to serve this function in Canadian society, and as I think you, Dick Weiler, have mentioned, it is now recognized as being significantly more important than perhaps was the idea or public perception as recently as a couple of years ago. So your contribution has truly been helpful to us, and I would like to thank you very much for being with us this afternoon.

The next organization we will be hearing from is the Canadian Federation of University Women. I have the names of Helene Bruce Puccini, Legislation Chair of the University Women's Club of Ottawa; Theodora Carroll Foster, who is Legislation Chair of the Canadian Federation of University Women; Linda Elliott-Doshen, Status of Women Chair with the University Women's Club of Ottawa, and . . .

[Traduction]

des répercussions éventuelles d'une question reliée à la Charte. Cela permettrait, d'une manière, d'aborder les principes de base d'une politique qui pourrait être quelque peu différente de ce que nous devons toujours créer en matière de politique sociale. Cela a son tour, entraînerait le besoin d'une certaine restructuration, de la façon selon laquelle le gouvernement lui-même est organisé, au niveau politique aussi bien que bureaucratique.

Deuxièmement, cela amènerait ceux d'entre nous qui participent activement à ce processus même de réorganisation à mieux comprendre où et comment se produit notre consultation avec le gouvernement pour l'élaboration d'une politique sociale. Cela traiterait de l'élaboration de la politique sociale.

Le troisième point serait la correction, si vous voulez, de nouvelles politiques. Nous voulons parler ici d'une notion d'un comité parlementaire, ce qui, je pense, est un exercice quelque peu différent. C'est un rôle de chien de garde, si vous voulez, qui consiste à assurer que les intérêts reliés à la Charte—je veux parler de la portée de la Charte aussi bien que de la portée et de la lettre de la loi. Cela pourrait être considéré peut-être comme un ajout ou un exercice séparé par rapport au rôle et aux responsabilités du comité législatif qui fait partie de notre structure.

Mme Collins: Merci.

Le président: Merci beaucoup au nom de tous les membres du Comité. À cette étape de notre travail, il a été très important de vous entendre. Vous avez vraiment compris la notion de cadre de politique, qui découle de la Charte, qui guide l'élaboration d'une politique sociale dans le pays.

Je peux vous informer que les sept membres du Comité ont passé toute la semaine dernière en réunion à Québec pour discuter de ce que nous avons entendu au cours de la première ronde de consultations pan-canadiennes et pour tenter d'établir des consensus préliminaires sur certaines questions. L'idée présentée va parfaitement dans le sens de ce que nous avons vu. Nous avons déjà entendu l'opinion de nombreux groupes divers qui ont présenté des idées spécifiques et fait part de préoccupations particulières; toutefois, en reculant un peu, nous nous apercevons que la Charte a déjà commencé à accomplir cette fonction dans la société canadienne. Je crois que c'est vous, monsieur Dick Weiler, qui avait fait remarquer que le public en général a davantage conscience de l'importance de la Charte que c'était le cas il y a à peine deux ans. Votre contribution nous a donc aidés énormément et je tiens à vous remercier infiniment d'être avec nous cet après-midi.

Le prochain organisme que nous entendrons est la Fédération canadienne des femmes diplômées d'universités. J'ai devant moi les noms d'Hélène Bruce Puccini, présidente, questions juridiques, de l'Association des femmes diplômées d'universités d'Ottawa; Theodora Carroll Foster, présidente, questions juridiques, de la Fédération canadienne des femmes diplômées d'universités; Linda Elliott-Doshen, président du

[Text]

Ms Helene Bruce Puccini (Legislation Chair, University Women's Club of Ottawa): Claire Heggveit.

The Chairman: Welcome, all of you. As you have seen from the previous presentation, we will turn the floor over to you and give you the chance to let us have the benefit of your views about section 15 of the charter and what recommendations we should be making to Parliament later this year; and if time permits, we will have some discussion with the Members of Parliament.

Ms Puccini: Thank you very much, Mr. Chairman.

The Canadian Federation of University Women, the CFUW, is a long-established organization, with over 17,000 members across Canada. For over 60 years we have fought for the equality of Canadian women in all phases of Canadian life: education, politics, the economy, and social and cultural. We combined with Canadian women and Canadian women's organizations of all political persuasions three years ago to ensure that full equality was given to women under the Charter of Rights. We sought an expansion of section 15 to include not only equality before the law and equal protection of the law, but also equality under the law and equal benefit of the law. We also fought for and supported section 28, which assures that no other provision of the charter, including section 33, the override section, can or will override sex equality.

It is the contention of the Canadian Federation of University Women that there is absolutely no need at this stage to undertake yet more studies into whether or not federal statutes conform to both the letter and the spirit of these equality and non-discrimination guarantees. Similarly, it is our contention that there is no need on the part of the government for yet more direct consultation with the people most immediately concerned. Why do we say this? Not because we do not want or believe in studies, consultations, and submissions, but because we believe this is yet another delaying tactic to deny women their fundamental rights to long-promised equality or to defer legislative changes to such a time as will result in watered-down amendments.

Three years ago, on April 17, 1982, the Charter of Rights and Freedoms came into force in Canada, but not the equality clause, section 15. Its coming into force was delayed until April 17 of this year on the promise that the three-year period would allow both the federal and provincial governments to make the necessary amendments to existing legislation to bring it into compliance with section 15. We are told that substantive inventories or catalogues of inequities in existing laws have been compiled.

[Translation]

Statut de la femme au sein de l'Association des femmes diplômées d'universités d'Ottawa et . . .

Mme Hélène Bruce Puccini (présidente questions juridiques, de l'Association des femmes diplômées d'universités d'Ottawa): Claire Heggveit.

Le président: Bienvenue à toutes. Comme pour les exposés précédents, nous vous laisserons nous faire part de vos idées sur l'article 15 de la Charte et des recommandations que nous devrions soumettre au Parlement plus tard cette année; et si le temps le permet, nous aurons certaines discussions avec les députés.

Mme Puccini: Merci beaucoup, monsieur le président.

La Fédération canadienne des femmes diplômées d'universités, la FCFDU, est une organisation fondée depuis longtemps qui regroupe plus de 17,000 membres dans tout le Canada. Depuis plus de 60 ans, nous luttons pour l'égalité des femmes canadiennes dans toutes les sphères d'activité de la société canadienne: l'éducation, la politique, l'économie, la vie sociale et culturelle. Il y a trois ans, nous avons uni nos forces aux femmes du Canada et aux organismes de femmes canadiennes appartenant à tous les groupes politiques afin de faire en sorte que la Charte des droits assure une égalité totale à toutes les femmes. Nous demandons que la portée de l'article 15 soit étendue pour assurer non seulement une protection égale en vertu de la loi, mais également que les bénéfices prévus par la loi soient égaux pour tous. Nous nous sommes également battues pour l'adoption de l'article 28, qui assure qu'aucune autre disposition de la Charte, y compris l'article 33, la clause promordiale, ne puisse outrepasser le droit à l'égalité des sexes.

Selon la Fédération canadienne des femmes diplômées d'universités qu'il est absolument superflu pour le moment d'entreprendre encore d'autres études pour déterminer si les lois fédérales satisfont ou non à la lettre et à l'esprit des garanties en matière d'égalité et de non-discrimination. De même, nous estimons que le gouvernement n'a nullement besoin de faire d'autres consultations directes avec les gens les plus directement concernés. Pourquoi une telle position? Ce n'est pas que nous ne croyons pas à la valeur des études, des consultations et des mémoires, mais bien parce que nous croyons que tout cela constitue une autre tactique pour empêcher les femmes de jouir immédiatement des droits fondamentaux à l'égalité promis depuis longtemps ou pour différer les amendements législatifs au point que ces délais dilueront la portée des amendements.

Il y a trois ans, le 17 avril 1982, la Charte des droits et libertés est entrée en vigueur au Canada, mais à l'exception de l'article 15 qui assure l'égalité. L'entrée en vigueur de cet article a été remise au 17 avril de cette année. Il a été promis que cette période de trois ans permettrait à la fois aux gouvernements fédéral et provinciaux de faire les amendements nécessaires à leurs lois afin qu'elles se conforment à l'article 15. On nous informe que d'imposantes listes des iniquités présentes dans les lois actuelles ont été dressées.

[Texte]

• 1450

The Department of Justice prepared and completed a charter review, resulting in a number of technical amendments to 50 federal statutes that were placed before Parliament in Bill C-27. The Justice Department prepared a paper, *Equality Issues in Federal Law*, which sets out a number of areas where the charter equality provisions raise policy questions. Numerous women's organizations throughout Canada have submitted numerous, well-researched, comprehensive briefs and discussion papers setting out what changes need to be made to federal and provincial laws, programs and activities to ensure compliance with section 15.

We would ask why the need for more study when so much has already been done? Where are the recently prepared inventories and catalogues of inequities in existing legislation? When are those going to be released to women and the general public for information and action? Why more dialogue, when we know what is wrong and what needs to be done? Why not action now to bring contravening law into line with the law, the intent and spirit of sections 15 and 28 of the charter?

It is not our intention here today to list statute by statute the changes that need to be made to the law. We would like to inform the committee that we strongly support the well-researched and prepared brief of the Canadian Advisory Council on the Status of Women and the National Action Committee, of which we are a member. We therefore refer the committee to those specific briefs, as we share their positions.

The CFUW strongly believes it is inappropriate and wrong for the present government to compel women's organizations to fight step by step for the whole issue of equality rights. We therefore would like to state our basic position as follows:

1. Equality for women is non-negotiable.
2. Equality for women, as for men, is not only a privilege; it is a fundamental Canadian right enshrining a fundamental Canadian value.
3. Equality constitutes more than promises; it constitutes equality of opportunity, equality of access, and equality of result.
4. Both sections 15 and 28 of the charter reinforce the philosophy, concept and promise of equality. No other part of the charter, including section 33, or any other federal or provincial law should override or be permitted to override sections 15 and 28.
5. The overriding or erosion of women's equality rights will be regarded by women as a denial of their promised right and a retraction of the government's promise to ensure the immediate implementation of those rights. This denial will not go unnoticed by Canadian women or women's organizations.

[Traduction]

Le ministère de la Justice a préparé et terminé une étude qui a donné lieu à plusieurs amendements techniques, à 50 Lois fédérales déposées au Parlement dans la Loi C-27. Le ministère de la Justice a préparé un document de travail, *Les droits à l'égalité et la législation fédérale*, qui mentionne un certain nombre de domaines où les dispositions relatives à l'égalité des droits de la Charte soulèvent des questions de principes. Beaucoup d'organisations féminines réparties dans tout le Canada ont présenté un grand nombre de mémoires complets et bien documentés ainsi que des documents de travail qui indiquaient quels changements doivent être apportés aux Lois, programmes et activités des gouvernements fédéral et provinciaux pour qu'ils soient conformes aux exigences de l'article 15.

Pourquoi faire de nouvelles études alors qu'une telle somme de travail a déjà été faite? Où peut-on trouver les listes dressées récemment sur les inéquités présentes dans la législation actuelle? Quand ces listes seront-elles mises à la disposition des femmes et du public en général pour les renseigner et leur permettre de prendre les mesures nécessaires? Pourquoi discuter davantage lorsque nous savons très bien ce qui ne va pas et ce qui doit être fait? Pourquoi ne pas agir maintenant afin de corriger les Lois fautives pour qu'elles se conforment à la lettre et à l'esprit des articles 15 et 28 de la Charte?

Nous n'avons pas l'intention d'énumérer les changements qui doivent être apportés à la législation. Nous tenons à informer le comité que nous appuyons fermement le mémoire soigneusement documenté préparé par le Conseil consultatif canadien sur le statut de la femme et le Comité d'action nationale, dont nous faisons partie. Nous demandons au comité de consulter ce mémoire dont nous appuyons les positions.

La FCFDU croit fermement qu'il serait inapproprié et injuste que le présent gouvernement oblige les organisations féminines à lutter étape par étape sur toute la question des droits à l'égalité. Notre position fondamentale sur ce sujet est la suivante:

1. L'égalité pour les femmes est un point non négociable.
2. L'égalité pour les femmes, comme pour les hommes, n'est pas un privilège; c'est un droit fondamental pour tous les Canadiens qui reflète une valeur fondamentale.
3. Les droits à l'égalité sont plus que des promesses; ils signifient l'égalité des chances, l'égalité dans l'emploi et l'égalité des résultats obtenus.
4. Les articles 15 et 28 de la Charte confirment les principes philosophiques et conceptuels et les promesses en vue de l'égalité. Aucune autre partie de la Charte, y compris l'article 33, et aucune Loi fédérale ou provinciale ne peut outrepasser, ou permettre qu'on outre passe, les articles 15 et 28.
5. Toute dérogation ou dilution des droits à l'égalité des femmes sera considérée par les femmes comme un manquement aux droits qu'on leur a promis et comme une rétraction de la promesse faite par le gouvernement d'assurer la mise en application immédiate de ces droits. Aucun manquement à ces

[Text]

6. The onus should be on the government to rectify and modify legislation in contravention of the charter, not on women's organizations. The onus should not be on women's organizations to identify each equality issue or to address and identify what needs to be done in over 1,100 federal laws of general application and untold numbers of provincial laws on an issue-by-issue, statute-by-statute basis.

7. The government has both the mandate and the resources to proceed to bring existing laws into line with the charter; therefore it should do so now.

8. When the required reforms of existing laws are in place, then and only then are we prepared to review the legislation to ensure it accords with the spirit and the intent of the charter. To do so beforehand on our part would be a waste of time, energy and money. Similarly, we would be prepared to review the committee's findings.

9. Basically we see the task for government to implement the requisite changes as an administrative task, not a judicial one. It should not be delayed. What we are concerned about is that there will be many judicial challenges. As you know, this is a very costly process; we hope to avoid this, as we see it as totally unnecessary. We see that the needed changes could be made now and merely as an administrative task.

This is the last year of the International Women's Decade. A large official delegation and a large non-governmental organization delegation are attending the final conference in Nairobi this July. To date, it will not be possible for those Canadians attending the conference to say that within Canada, sex based discrimination of either the facial or systemic discrimination type in a legal context has been removed. This is most unfortunate. As a signatory to the United Nations Charter of Rights and having ratified the United Nations Convention on the Elimination of all Forms of Discrimination Against Women, among others, Canada has an international obligation to remove discrimination against women in all its forms by all appropriate means and without delay.

• 1455

Now is the time for less talk and more action. It is the year for the government to eliminate legislated discrimination against women and to live up to its promise of equality rights for women.

Thank you very much. I would like to turn the microphone over to Theodora Foster, who is the legislation chair of the Canadian Federation of University Women. Thank you.

Ms Theodora Carroll Foster (Chairperson, Legislation Committee, Canadian Federation of University Women):

[Translation]

droits ne saurait être caché aux femmes canadiennes ou aux organisations féminines.

6. Il incombe au gouvernement, non aux organisations féminines, de rectifier et de modifier toute Loi qui contrevient aux dispositions de la Charte. Il n'appartient pas aux organisations féminines d'identifier chaque cas d'inégalité ou d'identifier tous les amendements devant être apportés à plus de 1,100 lois fédérales d'application générale et à un nombre indéterminé de lois provinciales point par point.

7. Le gouvernement, a mandat, et les ressources nécessaires pour rendre les Lois existante conforme à la Charte. Par conséquent, c'est à lui de le faire.

8. Ce n'est qu'une fois que les réformes nécessaires aux lois actuelles auront été faites, que nous serons disposés à étudier la législation pour s'assurer qu'elle est bien conforme à la lettre et à l'esprit de la Charte. Faire ce travail à l'avance serait pour nous une perte de temps, d'énergie et d'argent. Dans le même ordre d'idées, nous sommes disposés à étudier les conclusions du comité.

9. Fondamentalement, nous croyons que les changements nécessaires doivent être accomplis par le gouvernement sur une base administrative et non judiciaire. Ces changements doivent être faits sans délai. Ce qui nous inquiète, c'est le grand nombre de contestations devant les tribunaux que soulèveront ces changements. Comme vous le savez, ce processus coûte extrêmement cher; nous aimerions l'éviter, car il nous semble totalement inutile. Nous croyons que les changements nécessaires peuvent être faits maintenant sur une base uniquement administrative.

Cette année est la dernière de la décennie internationale de la femme. Une délégation officielle importante et une délégation aussi importante d'organismes non-gouvernementaux seront présentes à la conférence finale qui aura lieu à Nairobi en juillet. A ce jour, les Canadiens qui assisteront à cette conférence ne pourront affirmer qu'au Canada la discrimination basée sur le sexe, qu'il s'agisse de discrimination dans les faits ou de discrimination de type systématique dans un contexte juridique, a été éliminée. C'est plus que regrettable. Le Canada, en tant que signataire de la Charte des droits des Nations Unies et pour avoir ratifié la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes, entre autres, a une obligation internationale d'éliminer la discrimination contre les femmes sous toutes ses formes, par tous les moyens appropriés et sans délai.

Le temps n'est plus aux paroles, mais à l'action. Le gouvernement doit dès cette année éliminer toute discrimination législative contre les femmes et de remplir ainsi ses promesses de droits à l'égalité pour les femmes.

Merci beaucoup. J'aimerais maintenant passer la parole à Theodora Foster, qui est la présidente, de la Fédération canadienne des femmes diplômées d'universités chargée des questions juridiques. Merci.

Mme Theodora Carroll Foster (présidente, Comité législatif, Fédération canadienne des femmes diplômées d'universi-

[Texte]

Thank you, Helene. Just very briefly, I would like to add that we cannot really look at legal rights without looking at economic and political education, and we would hope that in the course of looking at equality rights that all of these aspects are taken into consideration. It is interesting to see at this end of the decade that women are still defined as constituting one half of the world's population, one-third of the official labour force, but performing two-thirds of the world's working hours, receiving only one-tenth of the world's income and less than one-hundredth of the world's property. I think this has to be kept in mind also when we are talking about these particular issues.

Another definition for women that has come out of a world survey by Ruth Savard is that the unpaid labour of women in the household and in domestic tasks, if given economic value, would add an estimated one-third or \$4 trillion to the world's annual economic output or product. I raise this because we have to take into account, when addressing these various systemic and legislated discrimination issues, that in terms of the economy women still do not have access to credit, to loans, and they still are humiliated by having to get their husband's signatures when they wish to receive credit or loans.

Women are purported to be starting up small businesses and being the most successful in doing so, and yet it appears that they are being discriminated against, whether it is by the Federal Business Development Bank—which I believe is now going to be losing its loan focus—or by various commercial banks. Women have trouble in ensuring that there is contract compliance on a federal level. Women are not included on trade missions; they are not involved in transfer of technology, trade fairs, etc. All of this goes right into the heart of discrimination, whether of an economic or of a legal type.

An area that we would also like to mention is that language and data tend to ignore women and to make women invisible. We noted that even on the letterhead of this committee the members which are included are vice-chairman and chairman, and yet the Treasury Board itself has issued directives recommending that language should be non-sexist. The same goes in the area of data. When data is not disaggregated, you again have a problem with ensuring that women are visible. We are concerned about this; although it seems to be a minor point, time and again it results in women's issues not being addressed and women being ignored because they are not regarded as being part of the picture.

• 1500

This is a quotation from a conference held in the Philippines by Asian women, but I think it applies quite well to women in Canada as a whole, even though we are professed to have made a lot of gains. They said that a general description of women is that they are poor, lacking democratic rights and

[Traduction]

tés): Merci, Hélène. Très brièvement, j'aimerais ajouter qu'on ne peut réellement étudier les droits légaux sans étudier également l'éducation économique et politique, et nous souhaitons que dans le processus d'examen des droits à l'égalité tous ces aspects de la question seront pris en considération. Il est intéressant de remarquer qu'en cette fin de la décennie de la femme, ces dernières représentent toujours la moitié de la population mondiale, le tiers de la population active officielle, qu'elles accomplissent les deux tiers des heures de travail dans le monde, qu'elles reçoivent seulement le dixième des revenus mondiaux et qu'elles possèdent moins du centième des biens mondiaux. Je crois que ces faits doivent également être présents dans nos esprits lorsque nous discutons de ces questions.

Une étude à l'échelle mondiale menée par Ruth Savard a conclu que le travail non payé accompli par les femmes au foyer et les tâches domestiques, représentent une valeur économique estimée à environ un tiers du produit économique annuel mondial, soit environ 4 trillions de dollars. Je signale ce fait car nous devons tenir compte, lorsqu'il est question des divers types de discrimination systémique et législative, qu'en termes économiques, les femmes n'ont toujours pas accès au crédit et aux prêts. Elles doivent encore subir l'humiliation d'obtenir la signature de leur mari lorsqu'elles demandent des crédits ou des prêts.

Les femmes sont reconnues pour avoir mis sur pied de petites entreprises très florissantes, et pourtant il semble qu'elles soient l'objet de discrimination, soit de la part de la Banque fédérale de développement—qui, je crois, consentira dorénavant moins de prêts—ou par les diverses banques. Il est difficile pour les femmes de s'assurer que les conditions des contrats au niveau fédéral sont respectées. Les femmes ne font pas partie des missions commerciales; elles ne participent pas aux transferts de technologies, aux foires commerciales, etc. Tous ces faits constituent des exemples frappants de discrimination, qu'il s'agisse de discrimination économique ou juridique.

Un autre point à mentionner est que le langage et l'information qui tendent à mettre de côté les femmes et à les rendre invisibles. Nous avons remarqué que dans le titre même du Comité, les membres qui en font partie sont vice-président et président, alors que le Conseil du Trésor lui-même a émis des directives recommandant que le langage utilisé soit non sexiste. Les mêmes remarques s'appliquent dans le domaine de l'information. Lorsque les renseignements ne sont pas décomposés, il est encore difficile d'assurer la visibilité des femmes. Ce fait nous préoccupe; même si cela peut sembler insignifiant, il est arrivé plus d'une fois que des questions relatives aux femmes ne soient pas étudiées et que des femmes aient été ignorées car leur présence n'était pas évidente.

C'est une citation tirée du procès-verbal d'une conférence tenue aux Philippines par les Femmes asiatiques, mais je pense qu'elle s'applique très bien à l'ensemble des Canadiennes, même si on affirme que nous avons obtenu beaucoup de choses. Selon ces Asiatiques, les femmes répondent à la description

[Text]

power and are often treated as commodities. While richer countries could boast that their women are in better health and are better fed or educated, everywhere the equality scales tip heavily in favour of men, sometimes in rich countries even more so than in the relatively poorer countries. They concluded that, while governments subscribed to the aims of the decade—equality, development and peace—it is often without real commitment. We very much hope that this government will live up to the promises and commitments it has made to the women of Canada. Thank you.

Ms Linda Elliott-Doshen (Chairperson, Status of Women, University Women's Club of Ottawa): I would simply like to reinforce what Helene and Theo have stressed.

The two keys to eliminating discrimination and providing for equality are that the legislative and statute changes, both federally and provincially, should look not only at visible things like language, economic access, access to both the reception and the payment into pensions, child care and those types of credits, but also at systemic discrimination. The key to reinforcing discrimination is emphasizing both of those.

At this time I think we are ready for questions.

The Chairman: Thank you very much. You have made a very strong plea for action now. I think I should say in this room you are certainly preaching to the converted. You should have been here and a committee should have been holding these meetings three years ago. The fact is it did not happen and for whatever reasons the previous government chose not to get this machinery going. We have found in fact that it was only seven months before its defeat last September 4 that the work had begun within the Department of Justice. So I can understand why you have some emotion on the subject, but when you are talking to members of this committee you are talking to people who inherited the situation. We are trying to do as much as we can as quickly as we can.

I can reassure you that you do not have to fight again, as you say in your brief, for some of the positions that have been well understood and that are clearly part of the Constitution and the entrenched Charter of Rights and Freedoms of this country now.

But I think in fairness to this process and in defence of the committee that I have the honour to chair, I can say that as we have gone across the country we have heard from groups and individuals about issues that are relevant to all kinds of Canadians affected by section 15, not only women but also women who happen to be handicapped, or women who happen to be lesbian, or women who happen to be of a religious minority, or women who happen to have a physical or a mental disability.

We have learned a lot that can be very specifically translated into recommendations and changes, indeed on issues directly affecting women. I think the information this committee has

[Translation]

générale suivante: elles sont pauvres, manquent de droits démocratiques et de pouvoirs et elles sont souvent traitées comme des marchandises. Les pays riches peuvent se vanter que leurs citoyennes sont en meilleure santé et sont mieux nourries ou instruites, en terme d'égalité, la balance penche fortement en faveur des hommes dans tous les pays, et parfois plus dans les pays riches que dans les pays relativement plus pauvres. Les Asiatiques sont donc arrivés à la conclusion que les gouvernements avaient adopté les objectifs de la décennie—égalité, développement et paix—sans vraiment s'engager dans bien des cas. Nous espérons beaucoup que l'actuel gouvernement respectera ses engagements et tiendra les promesses qu'il a faites aux Canadiennes. Merci.

Mme Linda Elliott-Doshen (Présidente, Statut de la femme, University Women's Club of Ottawa): J'aimerais simplement renforcer ce sur quoi Hélène et Théo ont insisté.

Pour supprimer la discrimination et assurer l'égalité, il faudrait que les changements de loi, tant fédérales que provinciales, portent non seulement sur des choses visibles tel que la langue, l'accès à l'activité économique, l'accès aux pensions, le soin des enfants et ce genre de choses, mais aussi sur la discrimination générale. Pour supprimer la discrimination il faut mettre l'accent sur ces deux points.

Je pense que nous sommes maintenant prêts à répondre aux questions.

Le président: Merci beaucoup. Vous avez plaidé avec beaucoup d'énergie en faveur d'une action immédiate. Je crois devoir préciser que vous prêchez certainement à des convertis. Il aurait fallu qu'un comité tienne ces réunions et que vous y participiez il y a 3 ans, mais tel n'a pas été le cas, et pour quelque raison que ce soit, le gouvernement précédent a choisi de ne pas mettre en marche ce mécanisme de consultation. Nous avons, de fait, constaté que ce n'est que 7 mois avant sa défaite du 4 septembre dernier que les travaux ont débuté au ministère de la Justice. Je comprends donc que ce sujet suscite l'émotion chez vous, mais lorsque vous vous adressez aux membres de ce Comité, vous parlez à des personnes qui ont hérité de cette situation. Nous essayons de faire tout ce que nous pouvons aussi vite que possible.

Je puis vous assurer à nouveau que vous n'avez plus à combattre, comme vous le dites dans votre mémoire, car certaines de vos positions ont été bien comprises et elles font maintenant partie de la Constitution et de la Charte des droits et libertés de ce pays.

Pour donner une idée juste de cette consultation et défendre le Comité que j'ai l'honneur de présider, je crois pouvoir affirmer qu'en traversant le pays, nous avons entendu des groupes et des personnes qui se sont prononcés sur des questions qui concernent tous les Canadiens visés par l'article 15, non seulement les femmes, mais aussi les handicapées physiques ou mentales, les lesbiennes et les femmes faisant partie d'une minorité religieuse.

Nous avons appris beaucoup de choses sur des questions qui touchent directement les femmes, connaissance qui pourra se transformer en recommandations et en changements. Je pense

[Texte]

been able to gather with respect to the position of women in the Canadian Armed Forces is something that had not hitherto been brought out with the clarity it has now.

I say this as chairman of the committee: I am concerned that our role and the importance of what we are doing not be misunderstood. I know you bring today really at the core the same kind of common concern that we have to see that the studies and the discussion fairly soon can be real action.

I know that a number of the members of the committee would have specific questions. I would like to start with Pauline Browes, Member of Parliament for Scarborough Centre.

Mrs. Browes: Thank you, Mr. Chairman. I take note of your comments. We have called the chairman "chairman", "chair", "chairperson" and a great variety . . .

Mr. Robinson: We have called him other things as well.

Mrs. Browes: And we still love him dearly, regardless of what we call him.

• 1505

Let me begin by saying how pleased I am that the Canadian Federation of University Women have made a presentation here. Having been active in the university women's group in the Metropolitan Toronto area, I certainly recognize the good work of the people who have been working across Canada and what kinds of proposals have been made in the past. I am pleased you are here today.

On your eighth point, when you talk about existing laws that are in place and the review of it, I see a real opportunity here. Although I really embrace what you say, that the time for action is now, on the other hand I am convinced that this process is an opportunity to have some real specific suggestions and opportunities for the making of a law. As opposed to the Minister of Justice himself or the ministry sitting in their offices and deciding what the laws are going to be and taking it to Cabinet, the other process is taking it to the Canadian people and a parliamentary committee that has been set up for this.

So I would see that this process has been extremely important, and as opposed to criticizing the law after it has been actually been put into first reading into the House, to actually be part of the policy planning and the preparation of that law, I think, is a very useful process as we have opened up right across Canada to the hearings from Vancouver to Halifax. I understand very well your point of view that this has all been said before, and having worked in women's groups since the early 1970s, in partisan and non-partisan political groups, I understand what you are saying. But perhaps we have the political will now. The time is right, and as the chairman has mentioned, there certainly is the political will on this committee to have a very forthright report.

My question to you is this. You have mentioned section 28 and section 33 on a couple of occasions during your brief. I

[Traduction]

que les renseignements que notre Comité a pu recueillir sur la situation des femmes dans les Forces armées canadiennes n'avaient jamais été fournis avec autant de précisions que maintenant.

En tant que président du Comité, je ne voudrais pas que notre rôle et l'importance de notre travail soient mal compris. Je sais que vous souhaitez profondément, comme nous, que les études et la discussion aboutissent assez tôt à des mesures concrètes.

Je sais qu'un certain nombre de membres du Comité ont des questions précises à poser. J'aimerais céder la parole à Pauline Browes, députée de Scarborough Centre.

Mme Browes: Merci, monsieur le président. Je prends note de vos observations. Nous vous avons donné du «président» et traité . . .

M. Robinson: Nous l'avons aussi traité d'autres choses.

Mme Browes: Et nous l'aimons encore beaucoup, indépendamment des qualificatifs que nous avons employés.

Permettez-moi de dire d'abord combien je suis heureuse que la Fédération canadienne des femmes diplômées des universités ait présenté un exposé à notre Comité. Ayant participé activement aux travaux du groupe des diplômées d'universités dans la région métropolitaine de Toronto, je connais certainement le bon travail des personnes qui ont travaillé dans tout le Canada et la nature des propositions qui ont été faites dans le passé. Je suis heureuse d'être ici aujourd'hui.

Lorsque vous parlez de la revue des lois en vigueur à votre huitième point, j'y vois une vraie bonne occasion. Bien que j'adhère vraiment à ce que vous dites, à savoir qu'il est maintenant temps d'agir, je suis convaincu que ce processus est une occasion d'obtenir des conseils précis sur l'élaboration des lois. Par opposition au processus selon lequel le ministre de la Justice lui-même ou ses fonctionnaires s'assoient dans leurs bureaux et décident ce que seront les lois avant de les présenter au Cabinet, ce processus permet de les présenter aux Canadiens et au Comité parlementaire créé à cette fin.

J'estimerai donc ce processus extrêmement important. Par opposition à la critique d'une loi après qu'elle a été présentée en première lecture à la Chambre, la planification de politiques et la préparation de cette loi est très utile selon moi, ayant tenu des audiences dans tout le Canada, de Vancouver à Halifax. Je comprends très bien que vous soyez d'avis qu'on a déjà tout dit cela, car j'ai travaillé au sein de groupements de femmes depuis le début des années 70, dans des groupes politiques partisans et neutres. Mais nous avons peut-être maintenant la volonté politique. Le temps est venu, et comme le président l'a mentionné, notre Comité a certainement la volonté politique d'être très direct dans son rapport.

Voici ma question. Vous avez mentionné les articles 28 et 33 à quelques occasions dans votre mémoire. Je me demandais si

[Text]

was wondering if you can think of any rationale concerning women, concerning sex, of section 15. Can you believe there is any legislation in which the section 33 override would take place?

Ms Elliott-Dosher: I do not think so. Our policy is clearly stated, that we want equality of benefit opportunity, removal of visible and systemic discrimination. I cannot think of any situation in which we would waive that principle. If you have something specific in mind, we would be happy to react to that.

Mrs. Browes: No, I do not have anything specifically. But you stated at the very introduction that it would not, and then later on in your brief you questioned it. So I wondered if you really felt perhaps there was some area you were thinking about.

Ms Foster: No, I think it was just that, again, we mentioned 1,100 federal laws, and one would almost have to go through those systematically to be able to determine if there was any particular area where we would waive that. But since we are not in a position to do so, we do not feel there is on the basis of principle.

Ms Elliott-Dosher: The Canadian Federation of University Women's position is clearly in support of equality in all areas.

Mrs. Browes: We could also take it that those briefs submitted by the National Action Committee would be your position also.

Ms Foster: Yes.

Mrs. Browes: Thank you.

The Chairman: The Member of Parliament for Capilano, Mary Collins.

Mrs. Collins: Thank you, Mr. Chair.

I would like to welcome the federation. I know you have been doing a lot of work in the area of attaining equality for women. I just thought I would comment that I think we have found on this committee that, when you actually look at the laws, it is not that difficult. I think we can see quite clearly the kinds of changes that are needed usually in legislation. It is when you get into the other areas of policies or practices that it becomes more difficult, because things have just been done a certain way; people really have not thought about what the impact of those would be on women or on other minority groups. Certainly it is in those areas that we are finding there is significant potential systemic discrimination.

• 1510

I can just assure you that we are looking assiduously at the whole area of systemic discrimination because when it comes right down to it, in my mind at least, in terms of achieving equality for women it is really economic equality. Until they have that, they really cannot achieve equality in other areas. So we have been focusing particularly on the barriers to achievement of economic equality.

[Translation]

vous aviez songé à la raison d'être de l'article 15 par rapport aux femmes, au sexe des personnes. Croyez-vous qu'il y ait des lois où l'article 33 de la Charte prendrait plus d'importance que les autres articles?

Mme Elliott-Dosher: Je ne crois pas. Nous avons clairement indiqué notre position, nous voulons l'égalité d'accès, la suppression de la discrimination visible et systémique. Je ne peux voir de situation où nous abandonnerions ce principe. Si vous avez quelque chose de précis en tête, nous serions heureux d'y réagir.

Mme Browes: Non, je ne songe à rien en particulier. Mais vous avez indiqué au début même de votre exposé que vous n'abandonneriez pas ce principe, puis plus tard, vous l'avez mis en doute. Je me demande donc si vous songiez à certains points.

Mme Foster: Non. Nous avons mentionné 1,100 lois fédérales, il faudrait presque les dépouiller systématiquement pour pouvoir déterminer s'il y a un domaine particulier où nous abandonnerions notre principe. Mais comme nous ne sommes pas en mesure de le faire, nous n'irons pas plus loin.

Mme Elliott-Dosher: La Fédération canadienne des femmes diplômées d'universités est nettement en faveur de l'égalité dans tous les domaines.

Mme Browes: Nous pourrions aussi considérer que les mémoires présentés par le Comité d'action nationale correspondent aussi à votre position.

Mme Foster: Oui.

Mme Browes: Merci.

Le président: La députée de Capilano, Mary Collins.

Mme Collins: Merci, monsieur le président.

J'aimerais souhaiter la bienvenue à la Fédération. Je sais qu'elle a travaillé beaucoup pour l'égalité des femmes. Je pense que les membres du Comité ont constaté que ce n'était pas si difficile que cela lorsqu'on examine les lois. Je crois que nous pouvons connaître assez bien le genre de modifications qu'il faut habituellement apporter aux lois. C'est lorsqu'on aborde les autres politiques et les pratiques que la situation se complique, car on s'est tout simplement habitué à faire les choses d'une certaine façon; on n'a pas vraiment pensé aux répercussions que ces politiques ou pratiques auraient sur les femmes et sur les autres groupes minoritaires. C'est certainement dans ce domaine que nous constatons la possibilité d'une discrimination systémique importante.

Je peux vous assurer que nous examinons assidûment toute cette question de la discrimination systémique, car lorsqu'il s'agit d'obtenir l'égalité des femmes, il est vraiment question de leur égalité sur le plan économique, du moins dans mon esprit. Tant qu'elles ne jouiront pas de cette égalité, elles ne pourront vraiment obtenir l'égalité dans d'autres domaines. C'est pourquoi nous nous sommes concentrées en particulier sur les obstacles à l'égalité économique.

[Texte]

I know that you feel, particularly in the conference you have just held of Asian-Canadian women in Victoria—and I had the opportunity of being there . . . It was really looking at some of those kinds of things as well, and I wondered if from that experience there were any things you might share with us, because I certainly found, to my surprise, that in some of the Third World countries which were represented there from Asia they had in some ways gone further than we have in terms of economic equality for women or some of the opportunities that were provided for women. I wondered if you had anything you might share with us from that.

Ms Foster: One of the areas that was mentioned was the establishment of women's world banking affiliates, as an example, which were established so women of various economic strata could get access to credit so they could establish their businesses. It did not matter whether it was a village woman or whether it was an urban woman. Having access to credit and being able to process their entrepreneurial activities in such a way, in a positive way, resulted in establishment of their economic status, which then established their political status and gave them some inputs, I feel—maybe not into the political sphere as yet, but certainly into their own urban communities here. That was one thing that was coming out very strongly there.

Mrs. Collins: So is it from this that you mentioned actually in your presentation that we should be making some kinds of changes? Would you say through federal law actually, or how would you see that occurring in Canada?

Ms Foster: As an example, the Federal Business Development Bank, which is theoretically set up to help small businesses, since women are known to be establishing more businesses than men . . . It is very difficult for women really to get access to the loans or credit from the Federal Business Development Bank because of the particular structure of it, because of the size of loans, because of attitudes, I would say. For women to get loans, whether from commercial banks or from the FBDB, means a certain way of looking at women. If women's businesses typically need \$10,000 and if the average loan is \$50,000 based on equipment as collateral, women are usually not going to get the smaller loan. So that is one area.

Another area that came out of that conference was the fact that women, as I mentioned earlier, are not included on trade missions, and yet women are establishing businesses, both in Canada and in Asian countries, where they have export capabilities. If Canada is going to try to emphasize more trade along with its aid, then one of the areas is to help women get into the export market, but they are not doing it because it is said that women do not exist with the adequate qualifications to go on trade missions or to participate in various development missions abroad. Yet there are women in Canada. Whether you want to call it systemic discrimination or attitudinal discrimination, it is there. But there certainly are women in Canada capable of going anywhere in the world and helping in the whole trade area.

[Traduction]

Je sais ce que vous ressentez et j'ai eu l'occasion d'assister à la Conférence des femmes asiatiques et canadiennes tenue à Victoria. Je me demandais si, de cette expérience, vous aviez tiré des leçons dont vous pourriez nous parler, car j'ai été certainement surprise de constater que certains pays du Tiers monde, qui y étaient représentés avaient à certains égards fait plus que notre pays en vue d'assurer l'égalité économique des femmes ou leur donner des chances.

Mme Foster: L'une des mesures mentionnées, par exemple, était la création de banques mondiales pour femmes pour permettre aux femmes de divers milieux (urbain ou rural) d'obtenir des crédits pour lancer leur entreprise. Le fait d'avoir accès à du crédit et de pouvoir mener leurs activités d'une manière positive leur a permis d'affermir leur situation économique et, par conséquent, leur situation politique, ainsi que d'avoir dans une certaine mesure leur mot à dire, peut-être pas encore dans le domaine politique, mais certainement dans leur propre milieu urbain. C'est un point qui est ressorti nettement de la conférence.

Mme Collins: Est-ce pour cela que vous avez mentionné dans votre exposé que nous devrions apporter certains changements? Comment le voyez-vous se produire au Canada, par un changement dans les lois fédérales ou autrement?

Mme Foster: Par exemple, la Banque fédérale de développement, qui a été créée en théorie pour aider les petites entreprises, puisqu'on sait que les femmes fondent plus d'entreprises que les hommes . . . Il est vraiment très difficile pour les femmes d'obtenir des prêts ou des crédits de la Banque fédérale de développement à cause de la structure particulière de cette dernière, en raison du montant des prêts, à cause des attitudes, je dirais. Pour que les femmes obtiennent des prêts de banques ou de la BFD, il faut qu'on les voit d'une certaine façon. Si les entreprises de femmes ont besoin en général de 10,000\$ et si on accorde, en moyenne, des prêts de 50,000\$ en prenant du matériel comme garantie, les femmes n'obtiendront pas habituellement leurs petits prêts. C'est donc un élément à changer.

Un autre point qui est ressorti de cette conférence, c'est que les femmes, comme je l'ai déjà mentionné, ne participent pas aux missions commerciales alors qu'elles forment des entreprises tant au Canada que dans les pays asiatiques, où elles ont les moyens d'exporter. Si le Canada essaie d'insister sur l'accroissement du commerce en apportant son aide, l'une des mesures à prendre, ce serait d'aider les femmes à s'implanter sur les marchés d'exportation, mais il ne le fait pas parce qu'on dit que les femmes n'ont pas une compétence suffisante pour participer à des missions commerciales ou à diverses missions de développement à l'étranger. Mais il y a des femmes Canada. Qu'on parle de discrimination systémique ou d'attitudes discriminatoires, il y a de la discrimination. Il y a des femmes au Canada qui sont capables de voyager partout dans

[Text]

Mrs. Collins: I think those are two very focused areas to which we as a committee could certainly give consideration and which I do not think have been specifically brought to our attention before. So I know they are ones I will certainly raise within our committee.

• 1515

Ms Foster: If you would like, I will be in the process of putting together the recommendations that came out of that meeting, and I could submit those to you before your deadline.

Mrs. Collins: I would certainly appreciate having those.

Again, congratulations to your organization for undertaking that. I know it was with some federal assistance, but I think it was an excellent first step, very consistent with the kind of goals we are looking at here as well.

Ms Foster: We very much thank CIDA.

Mr. Robinson: I am very pleased to welcome the Federation of University Women before this committee. I know the outstanding work you have done over the years in a number of different areas, particularly of concern to women, but across the entire spectrum of social and economic issues.

I understand and I share your sense of frustration and anger as expressed in your brief at having to come before yet another forum and insist upon full equality. As one who, as I believe I indicated with a previous witness, was a member of the Constitution committee, I had thought by giving governments, both federal and provincial, three years to get their acts together, in a literal sense, they would in fact do that. Unfortunately, as Patrick Boyer mentioned, the previous government did not do that. He inadvertently neglected to mention the fact that it is the current government that is responsible for legislation at this point. It is rather ironic that Bill C-27, which as you note made a number of technical amendments, in fact in the area of equality, changed laws to benefit men more than to benefit women.

So certainly we as a committee recognize our responsibilities to report to the government in a strong and forceful way on the historical inequities that have taken place. What that does in turn is to put a tremendous onus on the government to respond. Having set this process in motion, having insisted upon the need for further consultation and further dialogue, which has been most helpful, certainly, as Patrick indicated, if the government now chooses to ignore the process, the outcome of this dialogue, I expect to see your organization back storming the Parliament Buildings after we have reported.

Because time is limited and because I am very sympathetic to the points you have made, I just wanted to ask one specific question. You do not deal with a number of the questions

[Translation]

le monde et de participer à l'ensemble des activités commerciales.

Mme Collins: Je crois que ce sont deux questions bien cernées que le Comité pourrait certainement étudier et sur lesquelles on n'a pas précédemment attiré notre attention auparavant. Il y en a donc que je soulèverai certainement au sein de notre Comité.

Mme Foster: Si vous voulez, comme j'aurai à assembler les recommandations issues de cette réunion, je pourrais vous les faire parvenir avant votre date limite.

Mme Collins: Cela me ferait grand plaisir.

Encore une fois, toutes nos félicitations à votre organisme pour avoir entrepris ce travail. Je sais que vous avez bénéficié d'une certaine aide fédérale, mais il n'en demeure pas moins que ce fut une première étape très louable, reflétant très fidèlement les types d'objectifs que nous visons nous aussi.

Mme Foster: Nous remercions l'ACDI de tout notre coeur.

M. Robinson: Il me fait grand plaisir d'accueillir la Fédération des femmes universitaires. Je suis au courant du travail remarquable que vous avez accompli au cours des années dans divers domaines, notamment pour ce qui intéresse la femme, sans oublier toute la gamme de questions sociales et économiques.

Je comprends et partage vos frustrations et votre colère, qui émanent de votre exposé, à devoir encore une fois redire vos arguments et revendiquer l'égalité complète. Comme je crois l'avoir déjà dit au cours de l'audition d'un autre témoin, à titre de membre du Comité sur la Constitution, je croyais qu'en donnant aux gouvernements fédéral et provinciaux 3 ans pour réviser leurs lois, ils l'auraient fait. Malheureusement, comme le disait Patrick Boyer, le gouvernement précédent n'a pas fait cela. Par contre, M. Boyer a oublié de mentionner qu'il appartient maintenant au nouveau gouvernement de se charger de la législation. Il est plutôt ironique que le projet de loi C-27 qui, comme vous le faites remarquer, présente un certain nombre de modifications d'ordre technique, notamment dans le domaine de l'égalité, a amendé les lois pour donner de plus grands avantages aux hommes qu'aux femmes.

Il est donc évident que nous, en tant que Comité, reconnaissons qu'il incombe de dresser pour le gouvernement un compte rendu solide et convaincant des injustices passées. Cela aura pour effet de forcer le gouvernement à réagir. Après avoir lancé ce processus, après avoir insisté sur la nécessité de tenir davantage de consultations et de dialogues, ce qui a été certainement fort utile, comme l'a souligné Patrick, si maintenant le gouvernement décidait de ne plus tenir compte de nos travaux, des constatations et conclusions de notre dialogue, je m'attendrais à voir encore une fois votre organisme se lancer à l'assaut de la colline après avoir pris connaissance de notre compte rendu.

Vu le manque de temps et parce que je sympathise beaucoup avec vous sur les points que vous avez soulevés, je veux seulement vous poser une question bien précise. Vous ne traitez

[Texte]

which have been raised in the context of the discussion paper. Quite properly you point out that a lot of that work has been done by NAC and by the Canadian Advisory Council on the Status of Women. I did just want to raise one issue with you, though, and that is on the question of reproductive rights.

I believe one of the most glaring areas of inequality of women in Canada today is the denial of access to safe therapeutic abortions for far too many Canadian women. I wonder whether the federation has taken any position on this issue in the past, and whether specifically you have done so in the context of equality rights.

Ms Foster: The CFUW has taken a position on family planning in the past. It has not taken a position on therapeutic abortion. I will speak for myself, and I am not speaking for the CFUW now. I think there is an absolute need in this country to allow it. But combined with that, there is an absolute need for proper family planning services and access to family planning information and contraceptives. Those do not exist. They do not exist because neither the federal nor the provincial governments have put into place adequate family planning services. Either they have been cut or for a variety of reasons they are completely inadequate, especially when you compare them with European countries, or for that matter if you compare them with Bangladesh, which everyone regards as a basket case, and which everyone regards as having a tremendously bad population problem, but which does have a good family planning system; and that includes therapeutic abortion.

Mr. Robinson: Certainly I agree with your emphasis on prevention through proper sex education and an awareness of contraception, availability of contraception, research in the area of contractption. It is unfortunate, for example, that the Planned Parenthood Federation of Canada is currently in a state of crisis because they do not know how much money they are going to be getting this year from the federal government.

• 1520

I would just gently encourage the Federation of University Women to perhaps consider discussing this at your next convention, because university women at least historically have been in a somewhat privileged position economically, and it is particularly those women who are poor and economically deprived who are most in need of access. If you have a good deal of money, it is a little easier for you to go to a jurisdiction in which safe abortions are available. I think there is a special responsibility on university women, if I may say so, to speak out from your respected position in Canadian society on this issue of fundamental inequality for women.

[Traduction]

pas d'un certain nombre de questions soulevées dans le contexte du document d'étude. Vous nous faites remarquer, à juste titre, qu'une grande partie de ce travail a été accomplie par le CCN et le Conseil consultatif canadien sur le statut de la femme.

Je ne voulais cependant vous poser qu'une seule question; c'est au sujet des droits en matière de reproduction. Je crois qu'une des plus graves et des plus évidentes injustices que subissent de nos jours les femmes du Canada, c'est le refus d'accorder des avortements thérapeutiques sûrs à un trop grand nombre de Canadiennes. Je me demande si la fédération a déjà adopté une position sur ce point, et, plus précisément, si vous avez opté pour une position précise dans le contexte des droits à l'égalité.

Mme Foster: La FCFU s'est dans le passé prononcée sur la planification des naissances. Elle ne s'est pas prononcée en matière d'avortement thérapeutique. Je vous dirai donc ce que j'en pense personnellement. J'estime qu'il nous faut absolument permettre cette intervention dans notre pays. Cependant, il faut y adjoindre la corollaire du besoin aussi pressant de bons services de planification familiale et de l'accès aux renseignements connexes ainsi qu'aux dispositifs de contraception. Ces services n'existent pas. Ils n'existent pas parce que ni le gouvernement fédéral ni les gouvernements provinciaux n'ont institué de services adéquats en matière de régulation des naissances. Soit que les services aient été coupés tout à fait, ou pour diverses raisons, qu'ils soient parfaitement insuffisants, surtout lorsqu'on les compare à ceux offerts par les pays d'Europe, ou encore à ceux du Bangladesh, que tout le monde jugent complètement «dingues», mais où, selon tout le monde encore, la surpopulation est un problème énorme, mais où il existe un bon régime de régulation, y compris les avortements thérapeutiques.

M. Robinson: J'estime comme vous qu'il est important de prévenir par le biais d'une éducation sexuelle de qualité et par la diffusion de renseignements sur la contraception, par la disponibilité des méthodes ou moyens de contraception et par les recherches faites dans le domaine de la contraception. Il est dommage par exemple, que la *Planned Parenthood Federation of Canada* soit actuellement dans un état de crise car l'organisme ne sait pas encore à combien s'élèvera la somme des subventions que lui versera le gouvernement fédéral cette année.

J'encouragerais doucement la Fédération des femmes universitaires à songer à étudier cette question lors de leur prochain congrès, car, dans le passé pour le moins, les femmes universitaires ont toujours en grande partie joui d'une situation économique privilégiée et parce que ce sont les femmes démunies qui ont le plus grand besoin d'aide. Si vous êtes riches, il vous est plus facile de vous rendre là où les avortements sûrs sont offerts. Si vous le permettez, je crois que les femmes universitaires ont la responsabilité toute spéciale de se prononcer, étant donné leur position privilégiée dans notre société canadienne, sur cette question d'injustice fondamentale à l'égard des femmes.

[Text]

Ms Foster: I am glad to hear that, because in fact I will be addressing the plenary session at the triennial on essentially Third World development. This obviously goes into the population issue, and I will be relating it to the Canadian... So on my behalf, I will be doing so.

Mr. Robinson: Thank you.

Ms Elliott-Doshen: Yes, I certainly would support what Theo has said. I certainly support freedom of choice, and am shocked at the lack of access for poor women and country women to the medical facilities they need for family planning, whatever they may be. I think we are on record in the University Women's Club of Ottawa as supporting that women have the medical facilities they need, which certainly not all women in Canada have; that is indeed a problem.

Ms Claire Heggveit (Canadian Federation of University Women): May I make a comment? This whole issue relates to the very decided decline in fertility in this country and the obvious increase in the dependency ratio, which in another 20 or 30 years is going to mean that relatively few people in the labour force are going to be supporting a very large proportion of the elderly. Unless we smarten up and provide proper supports for the family by way of adequate allowances to mothers, especially single mothers, and provide adequate day care—the day care situation in Canada is very, very inadequate, as you all know... I mean, this has been said a thousand and one times, but something has to be done.

You are talking about economic implications. Women are going to go on strike; they are not going to have children unless we place a higher value on children so that they will have proper nurturing. A very high proportion of children in this country do not get proper nurturing if we are thinking of both parents being responsible for parenting.

Mr. Robinson: Thank you very much.

The Chairman: On behalf of the members of the committee, I would like to thank you for taking the time this afternoon to be with us and make a presentation. It is good to have the benefit of your views as we carry on with our work. Thank you very much.

Ms Elliott-Doshen: Thank you.

The Chairman: Ladies and gentlemen, the next presentation will be made on behalf of the Human Rights Institute of Canada. I would like to call now on the two representatives present this afternoon from the institute, the President, Dr. Marguerite E. Ritchie, Q.C., accompanied by Mary-Anne Nixon, who is also a barrister and solicitor and a member consultant of the Human Rights Institute of Canada. Good afternoon and welcome.

Members of the committee have received the written text of your submission. I would like to thank you for having provided that to us in advance; it makes it easier for us to proceed. As we proceed, I see I had the names of two representatives of the

[Translation]

Mme Foster: Je suis heureuse d'entendre ce que vous avez dit car je compte aborder essentiellement la question du développement du Tiers monde lors de la plénière de notre congrès triennal. Ce domaine touche évidemment la question de la population et j'y ferai le lien avec les Canadiens en général. Donc, je le ferai à titre personnel.

M. Robinson: Merci.

Mme Elliott-Doshen: Oui, j'appuie vivement ce que vient de dire Theo. J'appuie certainement la liberté de choix et je suis navrée de constater que les femmes pauvres et les femmes des milieux ruraux ont un piètre accès aux installations médicales dont elles ont besoin la planification familiale, peu importe la nature de ces besoins. Je crois que nous, du Club des femmes universitaires d'Ottawa, avons déjà déclaré publiquement que nous voulons que les femmes aient accès aux services médicaux dont elles ont besoin, ce qui n'est certainement pas le cas pour toutes les Canadiennes. C'est effectivement un problème.

Mme Claire Heggveit (Fédération canadienne des femmes universitaires): Puis-je parler? Toute cette question se rattache au très réel déclin de la fertilité dans notre pays et, bien entendu, à la proportion accrue de personnes à charge qui signifiera, dans 20 ou 30 ans, qu'un nombre relativement faible de travailleurs devra faire vivre un très grand nombre de personnes âgées. À moins que nous n'offrions un appui adéquat à la famille par des allocations familiales suffisantes aux mères, et surtout aux mères célibataires, et que nous n'assurions des services adéquats de garde d'enfants... au Canada, vous savez, l'état des services de garde est fort peu suffisant... on l'a dit et redit 1,000 fois, mais il faut faire quelque chose.

Vous parlez de conséquences économiques. Les femmes vont se mettre en grève. Elles ne mettront plus d'enfants au monde à moins que nous n'accordions une plus grande importance aux enfants de manière à leur assurer des soins suffisants. Un très grand nombre d'enfants canadiens ne reçoivent pas les soins voulus, si nous estimons que les deux parents sont responsables de l'éducation de leurs enfants.

M. Robinson: Merci beaucoup.

Le président: Au nom des membres du Comité, je vous remercie d'avoir bien voulu cet après-midi nous faire connaître vos vues qui nous aident à poursuivre notre travail. Notre tâche est certainement rendue plus aisée grâce à vos contributions. Merci beaucoup.

Mme Elliott-Doshen: Merci.

Le président: Mesdames et messieurs, le prochain exposé sera fait au nom de *Human Rights Institute of Canada*. Je voudrais maintenant appeler les deux personnes qui représentent l'institut cet après-midi, M^{me} Marguerite E. Ritchie, c.r., présidente de l'institut, et M^{me} Mary-Anne Nixon, avocate et membre conseil du *Human Rights Institute of Canada*. Je vous souhaite la bienvenue.

Les membres du Comité ont reçu le texte de votre exposé. Je vous remercie de nous l'avoir fait parvenir d'avance, car cela accélère le processus. Pour continuer, je vois qu'on m'avait donné les noms de deux représentants de l'institut, mais que

[Texte]

institute, but three of you appear at the table. So perhaps as I turn the floor over to you, you could also make the complete introduction.

Dr. Marguerite Ritchie (President, Human Rights Institute of Canada): Thank you very much. With me Miss Kachroo, one of our volunteers. In asking her to sit here with us, I am paying tribute . . . [Technical difficulty—Editor]

• 1550

The Chairman: We will seize the opportunity while we have it because you never know when darkness may return. I was just about to announce the contingency plan which we had worked out with great care, and with the collaboration of all the presenters remaining for the afternoon, but seeing how the lights are back on you will have to live in suspense as to what contingency plan that was going to be.

Let us resume right where we were. Dr. Marguerite Ritchie, you again have the floor.

Dr. Ritchie: Thank you very much, Mr. Chairman. I would like first of all, and just very briefly, to say how very much of an honour it is to appear before this committee. As you will note in our brief I have quite expressly said that I do hope that this committee will be established on a permanent basis because it gives the people of Canada an opportunity to speak about matters that otherwise would simply never be heard about in the same way, and also to speak to a group of members of this committee who are quite obviously interested and concerned with what they do. It is a real pleasure for us to appear.

May I put on the record just very briefly who I am, who my colleague Mary-Anne Nixon is and what the Human Rights Institute of Canada is.

I am a lawyer. In one sense, I took my education at three different universities in Canada. I took my education in a real sense within the Department of Justice that you have heard described here.

I anticipate very much more from this committee than I have ever seen provided within any establishment, regardless of what that establishment may be. I say that having worked within that establishment, having tried to make tried changes and having finally come to the conclusion that changes will only be made by persons within who are working with the help of persons outside, by knowledge being able to be provided to the people of this country and by the members of Parliament taking the kind of active role that you are taking here.

The Human Rights Institute of Canada is the only citizen-based human rights organization established expressly to conduct research into human rights subjects broadly defined. As I say, we are incorporated federally as a nonprofit organization. We are recognized by Revenue Canada as a charitable organization. Our members include lawyers, professors, some judges, at least two deans of law and a cross section of Canadians. We include some senators and some members of Parliament who are particularly interested in human rights

[Traduction]

vous êtes trois à votre table. Auriez-vous l'obligeance de combler cette lacune maintenant que je vous cède la parole.

Mme Marguerite Ritchie (présidente, Human Rights Institute of Canada): Merci beaucoup. J'ai avec moi M^{lle} Kachroo, une de nos bénévoles. En lui demandant de nous accompagner ici aujourd'hui, je rends hommage . . . [Difficultés techniques—éditeur].

Le président: Nous saisissons l'occasion tandis que nous l'avons, car personne ne sait quand les ténèbres reviendront. J'étais sur le point d'annoncer le projet en cas d'imprévu que nous avons élaboré avec tant de soins, et avec le concours de tous les intervenants qu'il nous reste à entendre cet après-midi, mais vous devrez vivre le suspense de ne pas savoir ce que c'était.

Permettez-nous de reprendre là où nous en étions. Madame Marguerite Ritchie, je vous cède la parole encore une fois.

Mme Ritchie: Merci beaucoup, monsieur le président. Tout d'abord, je voudrais vous dire très brièvement que c'est pour moi un honneur d'être présente devant ce Comité. Comme vous le remarquerez, dans notre exposé j'ai dit expressément que j'espère que ce Comité sera institué à titre permanent car il fournit l'occasion à tous les Canadiens de s'exprimer sur toutes les questions qui ne seraient jamais mentionnées autrement. J'ai aussi le plaisir de constater que je m'adresse à des membres de ce Comité qui ont tellement à coeur les responsabilités qui leur ont été confiées. Il nous fait grand plaisir d'être ici.

Permettez-moi de vous dire officiellement qui je suis, qui est ma collègue Mary-Anne Nixon et ce qu'est le *Human Rights Institute of Canada*.

Je suis avocate. Côté théorique, j'ai étudié à trois universités différentes au Canada. Par contre, côté pratique, c'est au ministère de la Justice, que vous avez entendu décrire ici, que j'ai fait mon apprentissage.

Je compte obtenir des résultats beaucoup plus concrets du présent Comité que je n'ai jusqu'ici constaté, peu importe la nature de l'institution. Je me permets d'affirmer cela car j'ai travaillé au sein d'une telle institution, j'ai essayé de faire des changements et j'en suis arrivée à conclure que les changements voulus ne seront réalisés que par des personnes à l'intérieur du système oeuvrant de concert avec des gens de l'extérieur, que par la diffusion de renseignements à la population canadienne et que par des députés fédéraux jouant un rôle actif dans le processus, comme vous le faites ici.

Le *Human Rights Institute of Canada* est le seul organisme chargé des droits de la personne composé de citoyens ordinaires qui a été formé expressément pour étudier les questions générales se rapportant aux droits de la personne. Comme je l'écris dans l'exposé, nous sommes une organisme sans but lucratif et à charte fédérale. Revenue Canada nous reconnaît comme étant une oeuvre charitable. Parmi nos membres, nous comptons des avocats, des professeurs, quelques juges, au moins deux doyens d'école de droit et des Canadiens provenant

[Text]

and wish to show their support for independent research. We are nonpartisan and are not a lobby. In essence, the Human Rights Institute of Canada is intended to create outside the government the kind of excellent research that is done within the Department of Justice, but never sees the light of day.

The Human Rights Institute of Canada is deeply interested in all aspects of human rights. I emphasize that because the institute is deeply concerned individually; it is deeply concerned with everything that is set out in section 15. Every day we have persons knocking at our doors who want the kind of advice and the kind of research that we would like to be able to provide but cannot because of lack of funding, lack of finances. We must extend our membership even further across Canada and we must secure funding, but in the meantime we are using volunteers.

I have mentioned there that we are concerned, for example, about anti-Semitism and its rebirth in Canada and other places. We would like to deal with racism that affects native citizens and other Canadians, with lack of equality for the aged and the handicapped, with denial of equality before the courts and with hundreds of other issues that citizens across Canada have drawn to our attention, but we cannot.

• 1555

We have chosen instead to deal with two matters that are both representative of two establishments that are male-based and that do not operate in the interests of males, of females or of Canada. They are the Senate and the Canadian Armed Forces. We had hoped to deal with new discriminations arising out of the Indian Act, as changed, that affect Indian women, but we cannot.

Let us deal first of all with women in the Senate. Mr. Chairman, if we may, I think we could eliminate some of the questions if you would permit us to make our presentation first, because we have tried to anticipate questions.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, on that point, because of the fact that you are going to be touching on a broad range of issues, I wonder what sort of time frame you are looking at in terms of the presentation as opposed to the questions? Could you give us an idea so we could focus on that?

Dr. Ritchie: I would anticipate 10 minutes for myself. Mary-Anne Nixon, my colleague, would anticipate five minutes for her own presentation. So I would anticipate probably 15 to 17 minutes at the maximum.

Mr. Robinson: That is fine. I just want to make sure there was some opportunity for questions.

[Translation]

de divers secteurs. Nous comptons même quelques sénateurs et quelques députés fédéraux qui s'intéressent particulièrement aux droits de la personne et qui désirent appuyer la recherche indépendante. Notre institut est impartial et notre but n'est pas d'agir en tant que groupe de pression. Essentiellement, le *Human Rights Institute of Canada* a pour but de promouvoir à l'extérieur du gouvernement le genre de recherche excellente que l'on fait au ministère de la Justice mais qui n'aboutit jamais à rien.

Le *Human Rights Institute of Canada* s'intéresse beaucoup à tous les aspects des droits de la personne. Je veux souligner cet aspect car chaque membre de l'Institut est profondément intéressé; l'Institut s'intéresse assez sérieusement à tout ce qui est énoncé dans l'article 15. Chaque jour, des gens s'adressent à nous pour demander des conseils et des travaux de recherche que nous aimerions bien pouvoir fournir si nous avions assez d'argent. Nous devons enrôler un plus grand nombre de Canadiens et nous devons aller chercher des subventions, mais pour le moment, nous avons recours au bénévolat.

J'ai mentionné aussi dans l'exposé que nous nous soucions par exemple de l'anti-sémitisme et de sa réapparition au Canada et ailleurs. Nous voudrions traiter du racisme dont font l'objet les autochtones et les autres Canadiens, que l'inégalité dont sont victimes les personnes âgées et les handicapés, du refus du droit à l'égalité devant les tribunaux et de certaines d'autres questions qui ont été portées à notre attention par des citoyens dans tout le Canada, mais nous ne le pouvons pas.

Nous avons décidé au lieu de parler de deux sujets qui sont tous les deux représentatifs de deux établissements composés majoritairement d'hommes et qui n'agissent pas dans l'intérêt, des hommes et des femmes ni du Canada. Il s'agit du Sénat des Forces armées canadiennes. Nous avions espéré discuter des nouvelles formes de discrimination auxquelles a donné lieu la Loi sur les Indiens, dans sa version modifiée, qui touche les femmes Indiennes, mais nous ne le pouvons pas.

Parlons d'abord des femmes au Sénat. Monsieur le président, avec votre permission, je crois que nous pourrions éliminer certaines questions si vous nous permettez de présenter d'abord notre exposé étant donné que nous avons essayé d'anticiper les questions.

M. Robinson: Monsieur le président, étant donné que vous allez aborder un grand nombre de questions, je me demande combien de temps vous avez l'intention de prendre pour prononcer votre allocution et combien vous pensez accorder à la période des questions? Pourriez-vous nous en donner une idée afin qu'on sache à quoi s'en tenir?

M. Ritchie: Je prévois que mon allocution durera dix minutes et Mary-Anne Nixon, ma collègue, croit pouvoir terminer en cinq minutes. Je prévois donc de 15 à 17 minutes au maximum.

M. Robinson: C'est bien. Je veux simplement m'assurer qu'on pourra poser des questions.

[Texte]

Dr. Ritchie: Mr. Chairman, would that be acceptable?

The Chairman: It sounds eminently sensible, and of course, as for the time you had that power shut off, we are not deducting that from your available time.

Dr. Ritchie: Thank you very much, Mr. Chairman.

Women and the Senate: It seemed to us important to deal with the question that many of you already have, because I know many of you actually want to abolish the Senate. But members of this committee know abolition or reform will take years, if it can be done at all. The Senate is, after all, part of the Constitution of Canada that cannot be changed except by resolutions of the Senate and the House of Commons and resolutions of the legislative assemblies of at least two-thirds of the provinces that have, in the aggregate, at least 50% of the population of all the provinces. So I would ask you really to suspend your judgment on that and to realize that in this case you can have your cake and eat it, too. You can still work for the abolition of the Senate, but meanwhile try to improve it as it is.

There is something that can be done with the method of appointment, which would be in line with section 15 of the Charter of Rights and Freedoms, and it would also carry out obligations that Canada has undertaken to the women of Canada under a whole series of the international conventions and agreements. We invite you to look at what you can do to improve the Senate during its continued existence and to provide equality to women in accordance with section 15. This committee, if it really wants to do something important, can democratize the Senate and bring it into the 20th Century by supporting the equality of appointment of women to the Senate.

This would bring a breath of reality into the Senate more quickly than any other single factor. Women, after all, are almost certain to have encountered discrimination at some time in their lives, either against themselves or against someone they care about, whether a husband or children or their next-door neighbour. They are likely to be deeply concerned about such matters as unemployment for themselves or members of their family, to be aware of the tragedies inflicted by drugs or by drunken drivers, to know about difficulties of schooling, of day care, of battered wives, of deserted and broken homes. Women are the traditional nurturers in our society and are likely to have seen the devastation of long-term illness, the lack of adequate facilities for the handicapped, the waste of the human potential in the aged who are all too often deprived of their independence and reduced to spending their last days in human warehouses.

We ask your help. For whatever time the Senate exists, we ask you to use section 15 to make the Senate clearly repre-

[Traduction]

M. Ritchie: Monsieur le président, est-ce que c'est acceptable?

Le président: Ça me semble parfaitement raisonnable, et, bien entendu, nous ne comptons pas la période où il y a eu panne d'électricité.

M. Ritchie: Merci beaucoup monsieur le président.

Les femmes et le Sénat: il nous a semblé important de traiter d'un sujet qui intéresse déjà un bon nombre d'entre vous, parce que je sais que nombreux sont ceux qui veulent, en fait, abolir le Sénat. Toutefois, les membres du présent comité savent que l'abolition ou la réforme du Sénat sera longue et ce, si elle se réalise un jour. Le Sénat fait partie après tout de la Constitution du Canada, ce qui ne peut être changé que si le Sénat et la Chambre des communes ainsi que les assemblées législatives d'au moins les deux-tiers des provinces, représentant au total au moins 50 p. 100 de la population de toutes les provinces, adoptent les résolutions en ce sens. Je voudrais donc que vous suspendiez votre jugement sur ce point et que vous vous rendiez compte que dans le cas qui nous occupe il est possible de gagner sur les deux plans. Vous pouvez continuer de travailler pour l'abolition du Sénat tout en essayant de l'améliorer dans son état actuel.

Il y a quelque chose qu'on pourrait faire en ce qui a trait à la méthode de nomination, qui serait dans l'esprit de l'article 15 de la Charte des droits et libertés et qui permettrait au gouvernement canadien de s'acquitter des obligations qu'il a contractées envers les femmes du Canada lors de la signature d'une série de conventions et d'ententes internationales. Nous vous invitons à penser à ce que vous pouvez faire pour améliorer le Sénat dans son état actuel et pour assurer l'égalité aux femmes en vertu de l'article 15. Le présent comité, s'il veut vraiment accomplir une action importante, peut démocratiser le Sénat et le transformer en une institution du vingtième siècle en appuyant l'égalité des femmes en ce qui a trait à leurs nominations au Sénat.

Une telle mesure donnerait un élément de réalité au Sénat plus rapidement que toute autre action isolée. Après tout, il est presque certain que toute femme a été témoin de discrimination à un moment donné dans sa vie, soit qu'elle en a été victime elle-même, soit qu'une personne qui lui est chère en a fait l'objet, que ce soit son mari, ses enfants ou un voisin. Elles sont sans doute grandement préoccupées par des problèmes tel que le chômage qui les touche personnellement ou un membre de leur famille, elles sont sans doute conscientes des tragédies causées par les drogues ou les conducteurs en état d'ébriété et elles connaissent sans doute les difficultés propres aux écoles, aux garderies ainsi que la misère des femmes maltraitées et des membres de famille provenant de foyers abandonnés ou brisés. Les femmes ont traditionnellement joué le rôle de nourrices dans notre société et elles ont sans doute été témoins des effets dévastateurs de la maladie à long terme, du manque d'installations appropriées pour les handicapés, et du gaspillage de potentiel humain chez les vieillards qui sont trop souvent privés de leur indépendance et forcé à finir leur jour dans des entrepôts humains.

Nous demandons votre aide. Peu importe le temps qu'il reste au Sénat, nous vous demandons de vous servir de l'article 15

[Text]

sentative of both halves of the population and thereby to democratize the Upper House of Parliament.

Let us look at the legal basis, and this will not be technical. Section 15 of the Charter of Rights and Freedoms refers to equality under the law. It is clear that law includes not merely the written statutes but everything else that is regarded as law. It includes the unwritten common law; it includes regulations, which are often referred to as subordinate legislation. In the case of the Senate, appointments are made by the Governor General, acting under section 24 of the British North America Act, 1867. They are clearly made under the law, and therefore they fall clearly within section 15 of the Charter of Rights and Freedoms regardless of the fact that they are appointments.

• 1600

Equally clearly, the appointments of women and men to the Senate are not made equally. There are 104 seats in the Senate, of which 102 are filled with 90 men and only 12 women. In other words, there are 7.5 times as many men as women in the Senate. We have obtained from Statistics Canada the actual figures for the number of women and number of men in Canada. The total Canadian population for 1981 showed a total population of more than 50% women, and men have 7.5 times as many seats in the Senate.

Nor is there any lack of women who are qualified. Dr. Ruth Bell, of the Order of Canada, who had expected to be with us today, is a past president of the Canadian Federation of University Women. She was prepared to speak or be available about names which have been collected and submitted to successive governments with little indication that they were even read.

Qualifications are in fact clear and precise. Senators have no single qualification which they share in common except those which are set out in sections 23 and 28 of the British North America Act, as amended. They are very simply: age, between 30 and 75; Canadian citizenship or nationality, as it may be called; residence; and ownership of real property worth \$4,000 over and above debts and liabilities. Four thousand dollars was a lot of money in 1867. It is no longer any real barrier to appointments at all. There are no other qualifications whatsoever. One does not have to, under the BNA act, be a bagman for a political party; one does not have to be a friend of someone in particular. Those may be particular reasons for selection but they are not qualifications. There is no other qualification.

We have also ascertained the number of women and number of men who are citizens of Canada and are within the appointing years, that is, from 30 to 74 inclusive. Again, the number of women is greater than the number of men. So in other words, there are far more women than there are men who are even within the appointing category and are citizens. We invite this committee to give recognition to the women of Canada by

[Translation]

afin de rendre le Sénat vraiment représentatif des deux moitiés de la population et, par conséquent, de démocratiser la CHambre haute du Parlement.

Jetons un coup d'oeil sur le caractère juridique de cette affaire; ce ne sera pas technique. L'article 15 de la Charte des droits et libertés fait mention de l'égalité devant la Loi. Il est évident que la Loi ne comprend pas seulement des règlements écrits mais aussi ce qui fait office de Loi. Ceci comprend les droits communs non écrits ainsi que les règlements qui sont souvent qualifiés de Loi secondaire. Dans le cas du Sénat, les nominations sont faites par le Gouverneur général qui agit en vertu de l'article 24 de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique de 1867. Il est évident que ces nominations sont faites en vertu de la Loi et que, par conséquent, elles sont comprises dans la section 15 de la Charte des droits et libertés, peut importe qu'il s'agisse de nominations.

Il est également évident que le nombre d'hommes et de femmes nommés au Sénat n'est pas égal. Le Sénat compte 104 sièges dont 102 sont occupés par 90 hommes et seulement 12 femmes. En d'autres termes, il y a 7.5 fois plus d'hommes que de femmes au Sénat. Nous avons obtenu de Statistique Canada le nombre réel de femmes et d'hommes au Canada. En 1981, plus de 50 p. 100 de la population canadienne totale était des femmes, et 7.5 fois plus d'hommes occupent un siège au Sénat.

Ce n'est pas qu'il manque de femmes qualifiées. Le Dr Ruth Bell, membre de l'Ordre du Canada, qui devait être ici aujourd'hui, est une ancienne présidente de la Fédération canadienne des femmes diplômées des universités. Elle était prête à parler de listes de noms qui ont été dressées et puis présentées à des gouvernements successifs qui, selon toute indication, ne semblent pas les avoir lues.

Les qualités nécessaires sont en fait bien définies. Les sénateurs n'ont aucune qualité particulière qui leur soit propre, exception faite de celle précisée aux articles 23 et 28 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique modifié. Elles sont très simples: un sénateur doit être âgé de 30 à 75 ans, il doit être citoyen canadien, il doit posséder une résidence et des biens d'une valeur réelle d'au moins 4,000\$ et être exempt de dettes et d'obligations. Quatre mille dollars représentaient une somme considérable en 1867. De nos jours, ils ne constituent plus un véritable obstacle. Aucune autre qualité n'est requise. En vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, il n'est pas nécessaire d'être collecteur de fonds d'un parti politique ni être un ami de quelqu'un en particulier. Ces conditions peuvent constituer des raisons particulières de sélection, mais non des qualités. Aucune autre qualité n'est requise.

Nous avons également cherché combien il y avait d'hommes et de femmes qui sont citoyens canadiens et dont l'âge se situe entre 30 et 74 ans inclusivement. Encore une fois, les femmes étaient plus nombreuses. En d'autres mots, il y a beaucoup plus de femmes que d'hommes dont l'âge et la citoyenneté satisfont aux exigences de la nomination. Nous invitons le présent Comité de reconnaître l'égalité des femmes du Canada

[Texte]

your support for equality of appointments. You will also, by so doing, automatically democratize the Senate.

I will now ask Mary-Anne Nixon, my colleague, if she would speak about the affirmative action provisions in the Charter of Rights and Freedoms.

Ms Mary-Anne Nixon (Member-Consultant, Human Rights Institute of Canada): Thank you, Dr. Ritchie.

Preliminary to my remarks this afternoon, I would just like to draw your attention to the fact that they will be found in total at the end of Dr. Ritchie's presentation, page 14 of the report in front of you this afternoon.

I would like to make this submission taking into account what the Charter of Rights and Freedoms can do and how it can be used as a tool to create equality in a system which presently exists and presently carries with it the stigmata of systemic discrimination. Therefore, I will be addressing my remarks to a number of different sections in the Charter of Rights and Freedoms, which can be utilized in order to equalize the appointment process in the Senate.

Basically, the Charter of Rights and Freedoms makes equality a mandatory principle of law. It is a foundation of our legal system now and therefore an essential element of those institutions which create our laws, in this case, the House of Commons, the Senate.

Presuming then that the Charter of Rights and Freedoms exists, should it and/or does it apply to something as inherent to our system as the Senate?

It is our submission that the Senate in its present structure contravenes those principles enshrined in the Charter of Rights and Freedoms because of its failure to represent men and women equally. As a result of this contravention, redress is necessary.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I am sorry to interrupt the witness again, but there is going to be a problem here. If Ms Nixon intends to read this entire provision, it will take at least 10 minutes. This is an argument which is fascinating, about the Senate, but there are some other very important provisions with respect to the armed forces, and I am concerned that in terms of time, frankly, the argument about the Senate may very well be beyond the scope of this committee's mandate in any event. We may not have the right to recommend an amendment to that provision of the Constitution which deals with appointments to the Senate. If it does not require an amendment, then certainly we are not in a position to recommend changes of that nature. I am just concerned in terms of the balance of your recommendations. In a real sense, there are a hell of a lot more women affected by your arguments on the armed forces than on the Senate.

• 1605

Ms Nixon: Well, that may be . . .

Mr. Robinson: Use your time as you see fit, but recognize that it is limited.

[Traduction]

en matière de nomination. Votre appui servira également à démocratiser le Sénat.

Je vais maintenant demander à ma collègue, Mary-Anne Nixon, de nous entretenir sur les dispositions relatives à l'action positive de la Charte des droits et des libertés.

Mme Mary-Anne Nixon (membre-conseil de l'Institut canadien des droits humains): Merci, docteur Ritchie.

Avant de commencer mon exposé, je voudrais vous faire remarquer que vous pourrez retrouver la totalité de mon exposé à la suite de l'allocation du Dr Ritchie, à la page 14 du rapport que vous avez devant vous cet après-midi.

Dans mon exposé, je tiendrai compte des possibilités que nous offre la Charte des droits et libertés et j'expliquerai comment elle peut nous servir à obtenir l'égalité dans un système existant reconnu pour sa pratique systématique de la discrimination. Par conséquent, je ferai allusion à de nombreux articles de la Charte des droits et libertés qui peuvent servir à obtenir l'égalité en ce qui a trait aux nominations au Sénat.

Fondamentalement, la Charte des droits et libertés fait de l'égalité un principe de loi obligatoire. Elle constitue un fondement de notre système judiciaire et, par conséquent, un élément essentiel de ces institutions qui adoptent nos lois, soit la Chambre des communes et le Sénat.

Si l'on s'entend pour dire que la Charte des droits et des libertés existe, devrait-elle s'appliquer à une réalité aussi inhérente à notre système que le Sénat? Le fait-elle?

Nous prétendons que le Sénat sous sa forme actuelle contrevient à ces principes enchâssés dans la Charte des droits et libertés, étant donné qu'il ne représente pas de façon égale les femmes et les hommes. Il faut donc rétablir l'équilibre.

M. Robinson: Monsieur le président, je m'excuse d'interrompre de nouveau le témoin, mais il va y avoir un problème. Si M^{me} Nixon a l'intention de lire cette disposition au complet, cela prendra plus de 10 minutes. Il s'agit d'un argument qui est fascinant au sujet du Sénat, mais il existe d'autres dispositions très importantes concernant les Forces armées, et je suis d'avis que du point de vue temps, l'argument relatif au Sénat risque très bien de dépasser la portée du mandat du présent Comité. Nous avons peut-être pas le droit de recommander une modification à cette disposition de la Constitution qui traite des nominations au Sénat. Si elle ne nécessite aucune modification, alors nous ne sommes certainement pas en position pour recommander des modifications de cette nature. Je suis simplement préoccupé par le reste de vos recommandations. En réalité, vos arguments concernant les Forces armées touchent beaucoup plus de femmes que ceux qui se rapportent au Sénat.

Mme Nixon: Eh bien, c'est peut-être le cas.

M. Robinson: Faites ce que vous voulez du temps qui vous est alloué, mais reconnaissez qu'il est limité.

[Text]

The Chairman: Just taking into account what Mr. Robinson has said, if it is possible, you can perhaps speak to the written submission, knowing that Members of Parliament on the committee do have the text and we will be able to read it later. Again I apologize; this is a result of time lost through the afternoon, and we are interested in both. We would like to hear from you fully on both issues, the Senate and the armed forces.

Ms Nixon: Well, that is fine. Basically our position is established in the written report which is appended thereto, and I know you all took the brief time we had during the lights out to read over the report.

The sentiments we are expressing are in fact one way in which we feel this committee can redress some serious problems which exist and in fact can speak to the remedying of the sexual inequality which currently exists for a long period of time, longer than this committee will ever sit. If in fact we can create a 50:50 representation in one of our governing houses then we will be in a better position to redress the inequality over a longer period of time than anything this committee can hope to do in its limited scope, ending as it does on October 15, 1985.

However, I can certainly defer to my colleague with respect to the remarks on the armed forces. If in fact you wish to direct questions to me after her presentation, then perhaps that would be more appropriate.

The Chairman: Agreed. Thank you.

Ms Nixon: I would hope the context would be read into the transcripts at this point. The context and the submission that have been prepared could be read in toto in the context of the transcripts. Could that be possible?

The Chairman: Yes, we will take that as read and it will form part of the written record of the committee *Minutes of Proceedings and Evidence*.

Ms Nixon: Thank you.

Brief from «Human Right Institute of Canada»: The Charter of Rights and Freedoms makes equality a mandatory principle of law—a foundation of our legal system and, therefore, an essential element of those institutions which create our laws.

Presuming then that the Charter of Rights and Freedoms exists should it and/or does it play to something as inherent to our system as the Senate.

Our position is that the Senate in its present structure contravenes those principles enshrined in the Charter of Rights and Freedoms because of its failure to represent men and women equally.

How is this a tenable position?

Firstly, we can look to the noble sentiments expressed in the Charter of Rights and Freedoms beginning with section 1:

The Canadian Charter of Rights and Freedoms guarantees the rights and freedoms set out in it subject only to such reasonable limits prescribed by law as can be demonstrably justified in a free and democratic society.

[Translation]

Le président: En tenant compte de ce que M. Robinson vient de dire, vous pourriez peut-être traiter du mémoire qui a été présenté, sachant que les députés qui font partie du Comité ont le texte et pourront le lire plus tard. Encore une fois, veuillez nous excuser; tout cela est à cause du temps qui a été perdu cet après-midi, mais les deux sujets nous intéressent. Nous aimerions écouter tout ce que vous avez à dire sur les deux sujets, le Sénat et les Forces armées.

Mme Nixon: Eh bien, c'est parfait. Fondamentalement, notre position est exposée dans le rapport ci-joint, et je sais que vous l'avez tous lu pendant les quelques instants de la panne de courant.

Les sentiments que nous exprimons représentent en fait une manière qu'a le Comité de corriger les graves problèmes qui existent et de remédier à l'inégalité sexuelle qui existe depuis fort longtemps, plus longtemps que ne dureront jamais les sessions de ce Comité. Si nous arrivons à obtenir une représentation moitié moitié dans l'une de nos Chambres, nous serons mieux placés pour combattre l'inégalité plus longtemps que nous ne pourrions espérer le faire dans les limites étroites du présent Comité, qui doit cesser ses travaux le 15 octobre.

Toutefois, je peux très bien me mettre d'accord avec ma collègue au sujet des remarques sur les Forces armées. Si vous avez des questions à me poser, je crois qu'il serait préférable de le faire après son exposé.

Le président: D'accord. Merci.

Mme Nixon: J'espère que le contexte apparaîtra dans la transcription. Le contexte et le mémoire qui ont été préparés pourraient figurer en totalité dans les transcriptions. Cela est-il possible?

Le président: Oui, considérons que cela a été fait et le texte sera intégré aux *procès-verbaux et témoignages* du Comité.

Mme Nixon: Merci.

Mémoire de l'«Institut canadien des droits humains»: d'après la Charte des droits et libertés, l'égalité est un principe fondamental de la loi—une des bases de notre système légal—et, par conséquent, un élément essentiel des institutions qui établissent les lois.

Si l'on admet l'existence de la Charte des droits et libertés, devrait-elle s'appliquer et s'applique-t-elle en fait au Sénat, élément fondamental de notre système.

Nous pensons que le Sénat tel qu'il existe actuellement va à l'encontre des principes inscrits dans la Charte des droits et libertés, car il ne représente pas également les hommes et les femmes.

Comment défendre une telle position?

Nous pouvons d'abord voir, au paragraphe 1, les nobles sentiments exprimés dans la Charte des droits et libertés:

La Charte canadienne des droits et libertés garantit les droits et libertés qui y sont énoncés. Ils ne peuvent être restreints que par une règle de droit, dans des limites qui

[Texte]

Breaking this section into its component parts demonstrates the veracity of our position.

We are "guaranteed the Rights and Freedoms" set out in the charter.

"Guaranteed" is not a word to be taken lightly. Our legislators in creating a charter have promised to abide by the principles established in the charter including the equality of the sexes.

This promise carries with it the fact that our legislators have a responsibility and a duty to abide by the rights and freedoms promised.

These rights and freedoms belong to every Canadian and are an inherent part of being a Canadian.

These rights and freedoms cannot be taken away. At worst they can be "limited". However those limits must pass two tests. They must be reasonable and they must be justifiable in a free and democratic society.

To have a Senate which does not equally represent men and women by having equal numbers of men and women serving on it is not reasonable, nor is it justifiable in a free and democratic society.

It is not reasonable because we have a greater number of women in Canada than men. We have qualified women able to fill seats on the Senate and many qualified men. Not all Canadian women meet the criteria for appointment to the Senate, but neither do all men.

There are approximately as many women as men in Alberta, in Nova Scotia, in Quebec. If we appoint senators to represent regions why not require 50% of those to be women?

Secondly, this present inequality where the Senate represents principally male interests is not justifiable in a free and democratic society.

There is no reason to fail to appoint women.

Previous governors have had an opportunity to appoint women to rectify the inequities. They have failed to do so. Why then should legislation not be created to protect those rights and freedoms guaranteed to us by the charter?

The further justification which exists for our position is found in the clear and mandatory language of section 28 of the Charter of Rights and Freedoms:

Notwithstanding anything in this charter, the rights and freedoms referred to in it are guaranteed equally to male and female persons.

This section creates a recognition of gender being an unacceptable basis for discrimination and recognizes the principle that men and women are equal and are to be treated thusly.

[Traduction]

soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique.

On peut démontrer le bien-fondé de notre position en prenant séparément chacun des éléments du paragraphe.

Les droits et libertés décrits dans la Charte nous sont garantis.

«Garantis» est un mot qui ne doit pas être pris à la légère. Lorsqu'ils ont élaboré la charte, nos législateurs se sont engagés à en respecter les principes, y compris l'égalité des sexes.

Par l'engagement qu'ils ont pris, vos législateurs ont la responsabilité et le devoir d'obéir aux droits et libertés promis.

Ces droits et libertés appartiennent à chaque Canadien et sont fondamentaux.

Ces droits et libertés ne peuvent être abolis. Tout au plus peuvent-ils être «limités», et ces limites doivent répondre à deux exigences. Elles doivent être raisonnables et elles doivent être justifiables dans une société libre et démocratique.

Le fait d'avoir un Sénat où les hommes et les femmes ne sont pas également représentés n'est ni raisonnable ni justifiable dans une société libre et démocratique.

Cela n'est pas raisonnable parce qu'il y a plus de femmes que d'hommes au Canada. Nous avons des femmes ayant les qualités voulues pour occuper des sièges au Sénat, et nous avons beaucoup d'hommes nantis des mêmes qualités. Toutes les Canadiennes ne remplissent pas les critères permettant d'être nommé au Sénat, mais il en va de même pour les hommes.

Il y a à peu près autant d'hommes que de femmes en Alberta, en Nouvelle-Écosse et au Québec. Si nous nommons des sénateurs pour représenter ces régions, pourquoi ne pas exiger que 50 p. 100 d'entre eux soient des femmes?

Deuxièmement, l'inégalité actuelle qui fait que le Sénat représente principalement les intérêts des hommes n'est pas justifiable dans une société libre et démocratique.

Il n'y a aucune raison qui empêche de nommer des femmes.

Les gouverneurs qui ont précédé ont eu l'occasion de nommer des femmes pour corriger les injustices. Ils ne l'ont pas fait. Pourquoi alors ne pas établir une législation destinée à protéger les droits et libertés qui nous sont garantis par la Charte?

Notre point de vue se trouve encore renforcé par l'article 28 de la Charte des droits et libertés, dont les termes sont clairs et formels:

Indépendamment des autres dispositions de la présente Charte, les droits et libertés qui y sont mentionnés sont garantis également aux personnes des deux sexes.

Cet article reconnaît que la discrimination fondée sur le sexe est inacceptable, que les hommes et les femmes sont égaux et qu'ils doivent être traités en conséquence.

[Text]

The express inclusion of this section recognizes that the equality of the sexes cannot be undermined legislatively, systemically or otherwise.

The mandatory guarantee created by section 28 again demonstrates the government's intention to rectify previous inequities.

I submit that every citizen has a right to sit on our Senate. Not every male citizen but every citizen. At the present time this right is not equally applied to men and women appointees and therefore deserves rectification.

The only limits which can be placed on your ability to hold public office are those which are justifiable in a free and democratic society.

The present limitations regarding gender are not reasonable nor justifiable and must therefore be redressed.

Section 15 of the Charter of Rights and Freedoms makes all Canadians equal before and under the law. All Canadians enjoy the equal protection of the law and the equal benefits of the law.

These equalities are guaranteed regardless of race, nationality or ethnic origin, colour, religion, sex, age or mental or physical disability.

This section, drafted to prevent discrimination, clearly recognizes that discrimination did exist and can exist no longer. Discrimination and/or distinction is not justifiable.

The Hon. Jean Chrétien when speaking to the House of Commons on February 17, 1981, recognized the importance of the equality principle when he stated:

We have the occasion to build for our children and the children of our children a better Canada—a Canada which will recognize the diversity and equality which should be in our society. A Canada which will protect the weakest in society... , a Canada which will be an example to the world.

These remarks were made during the heart of the charter debate. They were made in the House of Commons two days after hundreds of Canadian women rallied in Ottawa to demand the inclusion of their equal status with men in the Charter of Rights and Freedoms.

These sentiments expressed by the Minister responsible for the Charter of Rights and Freedoms give a clear indication of the intention of the government when it passed the charter.

It was the intention of the government to make the Canadian system a showcase—a jewel for a all the world to see.

The opportunity to remedy the inequities which presently exist in our Senate has now presented itself.

The striking of this committee provides us with the opportunity to create a Canada which will be better for our children and our children's children. It allows us the opportunity to require mandatory equal representation of men and women in

[Translation]

L'inclusion de cet article reconnaît que l'égalité des sexes ne peut être restreinte de façon législative, systématique ou autre.

La garantie que l'on trouve à l'article 28 démontre encore une fois l'intention du gouvernement de corriger les injustices passées.

Je soutiens que tout citoyen a le droit de siéger au Sénat. Tous les citoyens et pas seulement les hommes. À l'heure actuelle, ce droit ne s'applique pas également aux hommes et aux femmes, et il faut le rectifier.

Les seules limites qui peuvent empêcher quelqu'un d'occuper un poste public doivent être celles qui sont justifiables dans une société libre et démocratique.

Les restrictions actuelles qui se rapportent au sexe d'une personne ne sont ni raisonnables ni justifiables et doivent par conséquent être réformées.

D'après l'article 15 de la Charte des droits et libertés, tous les Canadiens sont égaux aux yeux de la loi. La loi accorde à tous les Canadiens la même protection et les mêmes avantages.

L'égalité est garantie quels que soient la race, l'origine nationale, l'ethnie, la couleur, la religion, le sexe, l'âge ou les déficiences mentales ou physiques.

Cet article, qui vise à prévenir la discrimination, reconnaît clairement que celle-ci a existé et qu'elle doit cesser une fois pour toutes. La discrimination et toute autre forme de distinction ne sont pas justifiables.

Lorsque l'honorable Jean Chrétien a pris la parole à la Chambre des communes le 17 février 1981, il a reconnu l'importance du principe de l'égalité lorsqu'il a dit:

Nous avons la possibilité d'édifier à l'intention de nos enfants et de nos petits-enfants un Canada encore meilleur que le Canada actuel... un Canada où l'égalité et la diversité iront de pair, où l'intérêt des plus faibles sera protégé, ... un Canada qui servira d'exemple au reste du monde.

Ces remarques ont été faites au cœur du débat sur la Charte. Elles ont été faites à la Chambre des communes deux jours après que des centaines de Canadiennes se soient réunies à Ottawa pour demander que l'égalité des sexes soit incluse dans la Charte des droits et libertés.

Les sentiments exprimés par le ministre responsable de la Charte des droits et libertés indiquent clairement quelle était l'intention du gouvernement lorsqu'il a voté la Charte.

Le gouvernement avait l'intention de donner au monde entier le système canadien en exemple.

L'occasion est venue de remédier aux injustices qui existent actuellement au Sénat.

Ce comité nous donne l'occasion de créer un Canada meilleur pour nos enfants et pour les enfants de nos enfants. Il nous donne la chance d'exiger une représentation égale et impérative des hommes et des femmes au Sénat—femmes

[Texte]

the Senate—native women, disabled men, French Canadian women, rural men.

We can now create a truly representative body to create our laws.

But what of the implicit discrimination which appears to exist in requiring mandatory appointments based on gender?

The argument will be raised that looking to gender for appointments is discriminatory and that we should view all individuals as androgynous for the purposes of eliminating discrimination.

In an ideal world this might be a truism but in the present Canadian context subtle and systemic discrimination continues to exist. It is because of these implicit forms of discrimination that the government felt the need to create section 15.(2) of the Charter of Rights and Freedoms.

Section 15.(2) reads:

Subsection (1) does not preclude any law, program or activity that has as its object the amelioration of conditions of disadvantaged individuals or groups including those that are disadvantaged because of race, national or ethnic origin, colour, religion, sex, age or mental or physical disability.

Therefore, affirmative action programs are authorized and in my submission must be utilized to create the ideal situations where no discrimination is to be found as envisioned by section 15.(1) of the charter.

The Charter of Rights and Freedoms creates a legal obligation to recognize the equality of male and female persons in this country and while my representations deal with the shortcomings of the present Senate representation, there are many other inequalities which exist and which deserve redress.

Dr. Ritchie: Thank you, Mr. Chairman. In view of that, I will skip down on page 6 simply to say that the international law argument is basically in exact line with Mary- Anne Nixon's submission; that is, not only does section 15 clearly apply but also Canada is bound under legal international agreements to provide equal appointment to the Senate. This interpretation should influence the interpretation of section 15.

May I then deal, since you have indicated your interest in it, with women in the armed forces. As you note on page 7 we adopt without reservation the submissions that have been made to you Lieutenant-Colonel Shirley Robinson. We do commend her for her patience because she has put the emphasis exactly where it should be. If a person can do the job then that person should be able to do so and it is sheer bigotry to exclude them.

As I have noted also on that page, my own experience does not surprise me in what I saw in the National Defence arguments. Anyone who came from the Department of Justice would find them familiar. Anyone who ever did any research

[Traduction]

autochtones, hommes handicapés, femmes francophones, hommes de milieu rural.

Nous pouvons maintenant créer un corps vraiment représentatif pour élaborer nos lois.

Mais qu'en est-il de la discrimination que semblent impliquer des nominations basées sur le sexe?

On alléguera que les nominations basées sur le sexe sont discriminatoires, que pour éliminer la discrimination tous les individus devraient être considérés comme des androgynes.

Dans un monde parfait, cela peut sembler être un truisme, mais dans le contexte canadien actuel, une discrimination subtile et inhérente au système continue à exister. C'est à cause de ces formes implicites de discrimination que le gouvernement s'est senti obligé d'adopter le paragraphe 15(2) de la Charte des droits et libertés.

Le paragraphe 15(2) se lit comme suit:

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'interdire les lois, programmes ou activités destinés à améliorer la situation d'individus ou de groupes défavorisés, notamment du fait de leur race, de leur origine nationale ou ethnique, de leur couleur, de leur religion, de leur sexe, de leur âge ou de leurs déficiences mentales ou physiques.

Par conséquent, des programmes d'action positive sont autorisés et, d'après moi, doivent être utilisés pour créer des situations idéales ne laissant place à aucune discrimination, tel que le prévoit le paragraphe 15(1) de la Charte.

La Charte des droits et libertés crée l'obligation légale de reconnaître l'égalité des hommes et des femmes. Bien que mon exposé se limite à ce qui laisse à désirer dans la représentation au Sénat, il existe de nombreuses autres inégalités qui doivent être corrigées.

Mme Ritchie: Merci, monsieur le président. En accord avec ce qui précède, je passerai rapidement sur la page 6 pour dire que l'argument du droit international correspond fondamentalement au mémoire de Mary-anne Nixon; à savoir, non seulement le paragraphe 15 s'applique clairement, mais de plus le Canada est tenu, de par ses arguments internationaux, d'appliquer le principe de l'égalité dans les nominations au Sénat. Cette interprétation devrait influencer sur le sens donné à l'article 15.

Permettez-moi maintenant de parler des femmes dans les Forces armées, puisque cela vous intéresse. Comme vous pouvez le constater à la page 7, nous adoptons sans aucune restriction les propositions qui vous ont été faites par le lieutenant-colonel Shirley Robinson. Nous la félicitons pour la patience dont elle a fait preuve et pour avoir mis l'accent exactement où il devait être mis. Si une personne est capable de faire un travail, elle devrait être admise à le faire, et ce serait faire preuve de sectarisme que de l'en empêcher.

Comme je l'ai mentionné aussi à la même page, vu ma propre expérience, je ne suis pas du tout surprise des arguments avancés par la Défense nationale. Arguments familiers pour qui vient du ministère de la Justice. Il suffit d'avoir fait

[Text]

into equal pay would discover that these phony arguments were raised at all times. For example, the one I have mentioned, about the fact that women for a long period of time were forbidden even to be elevator operators on the theory that they could not fix an elevator if it broke, and yet in fact it turned out to be illegal for anyone to fix an elevator that broke unless the person was trained and had a licence to do so.

The arguments that have been raised by National Defence I would refer to really as an elevator operator argument.

Now let us deal with page 8. I would like to deal with three aspects. The argument that women cannot engage in combat and cannot kill I find difficult to understand, when every newspaper indicates that some woman in desperation is killing off her husband. I really do not understand this.

Lieutenant-Colonel Robinson has dealt with the specific situations on which the National Defence paper relied. But I would like to go beyond it. We do not have the resources of National Defence, as I have indicated, but our volunteers, and particularly Gaytry Kackroo, were able to turn up historic examples without any trouble at all. They include women who acted as generals and who engaged in combat.

When the Romans invaded Gaul they found to their surprise that the tribes consulted and were directed by the wise old women. When the Romans arrived in Britain they faced the Britons led by Boadicea. When the English had conquered most of France they were beaten repeatedly by a young girl called Joan of Arc. When the English tried to put down the rebellion of their American colonists they encountered women who fought beside their men and who fired the cannons when their men were killed.

• 1610

Men had no difficulty in adjusting to any of these women. One, who was affectionately called Mollie Pitcher, was given a life pension by the state legislature for her role. Another, Mollie Corbin, not only took her husband's place at the cannon when he fell in defence of Fort Washington during the Revolutionary War but was wounded and remained in the army until April 1783. In 1926, all those years afterwards, her remains were taken to the place of burial at West Point. Canadian generals may see her statue, if they ever go there.

Canada has also had its heroines. I mention Madeleine de Verchères, who was certainly exercising the capacities of a general in the strategy and had no objection whatsoever from the people who were operating under her instructions.

Nor does size appear to have anything to do with the effectiveness of leadership. One of the most feared combat units in Vietnam, by the Vietnamese, was led by a long-haired Vietnamese woman—and she also had no trouble.

[Translation]

des recherches sur la parité salariale pour constater que ces mêmes arguments fallacieux ont toujours été employés. Par exemple, celui dont j'ai déjà parlé, à propos des femmes à qui pendant longtemps on a interdit d'être liftières en raison du fait qu'elles ne sauraient pas réparer l'ascenseur en cas de panne, alors qu'en fait il est illégal de réparer un ascenseur à moins de posséder un permis professionnel pour le faire.

Pour moi, les arguments employés par la Défense nationale sont du même ordre que l'argument au sujet d'un liftier.

J'en arrive maintenant à la page 8. Il y a trois points dont j'aimerais discuter. Il m'est difficile d'accepter l'argument selon lequel les femmes sont incapables de tuer et de combattre alors qu'on peut voir dans tous les journaux que des femmes tuent leur mari en désespoir de cause. Cet argument est pour moi incompréhensible.

Le lieutenant-colonel Robinson a traité des situations spécifiques sur lesquelles s'appuyait le document de la Défense nationale. Mais j'aimerais aller plus loin. Nous n'avons pas les ressources de la Défense nationale, comme je l'ai déjà indiqué, mais nos bénévoles, et particulièrement Gaytli Kachroo, ont réussi à trouver dans l'histoire des exemples, et ce sans aucune difficulté. Elles ont découvert que des femmes avaient possédé le grade de général et qu'elles avaient participé à des combats.

Lorsque les Romains ont envahi la Gaule, ils ont, à leur grande surprise, découvert que les tribus étaient dirigées par de vieilles femmes reconnues comme sages. Lorsque les Romains sont arrivés en Grande-Bretagne, ils ont affronté les Bretons, avec leur tête Boadicée. Après que les Anglais eurent conquis la plus grande partie de la France, ils ont été battus à plusieurs reprises par une jeune fille appelée Jeanne d'Arc. Lorsque les Anglais sont venus mater la rébellion des colonies américaines, ils ont vu des femmes se battre aux côtés des hommes et tirer du canon à leur place lorsqu'ils tombaient.

Les hommes n'avaient aucune difficulté à accepter ces femmes. L'une d'entre elles, affectueusement surnommée «Mollie Pitcher», a même été pensionnée à vie par l'assemblée législative de son État. Une autre, Mollie Corbin, non seulement releva son mari au canon lorsqu'il tomba en défendant Fort Washington durant la révolution, mais fut elle-même blessée et continua à faire partie de l'armée jusqu'en avril 1783. Longtemps après, en 1926, ses restes furent transportés au cimetière de West Point, où, s'ils s'y rendent jamais, les généraux canadiens pourront voir sa statue.

Le Canada a aussi ses héroïnes. Madeleine de Verchères se comporta certainement en général et aucun de ses subordonnés d'occasion ne s'en plaignit.

La taille ne semble pas non plus influencer le leadership. L'une des unités de combat les plus redoutées au Viet-Nam, et par les Vietnamiens eux-mêmes, était dirigée par une Vietnamiennne à la longue chevelure qui n'avait aucune difficulté à se faire obéir.

[Texte]

We are not living in World War I with trenches. In the nuclear age it is more important for generals to have intelligence, and women have lots of that.

Let us deal also with the unfairness with which women in the armed forces are treated. We have documents in our possession indicating the way in which the high command uses its powers against women in the Canadian Armed Forces. This is taxpayers' money that we are talking about that is being used to develop these phony arguments.

The first case, policies concerning sick leave and maternity leave: We have provided in a separate document details of the deliberate denial of equality and equal protection and equal benefit of the law, all of them under section 15, to servicewomen who are pregnant and who have their baby in the normal way. We refer you to the document attached and ask your help in correcting such mistreatment, and we have put forward specific suggestions as to what can and should be done. We are appalled, to be perfectly frank, that, although it is accepted that men may have wives and families and children and that adds to their stability, women members of the forces may not have children if they do so through the normal way unless they take annual leave or leave without pay. On the other hand, if they have an operation, a Caesarean, then in that event they are given leave because of that. That is butchery and that is cruelty.

Case 2 is the case of Bonnie Robichaud. This is the denial of equal protection of the law to women civilian employees of the armed forces, and again it illustrates the anti-feminist attitude of our armed forces. She was the victim of sexual harassment by her top supervisor. I recommend that you read the details of the case carefully because it indicates the most extraordinary way in which the Department of National Defence has participated in the protection of the male civilian involved over a period of five and one-half years and in a continuing harassment of Mrs. Robichaud. There is no possibility of assuming that the Department of National Defence will ever be equal or just about anything if it is left on its own.

We have details of another case, which appears to be one of total medical mismanagement, which has resulted in a former servicewoman being permanently disabled. We are prepared to provide the details in confidence, but the person involved has asked us not to use her name because she is making a request for compensation.

As you know, I have suggested and I have urged that these are not accidents. I have referred to another instance from my time in the Department of Justice when the Department of National Defence drafted a contract for teachers going overseas. They must have spent all kinds of taxpayers' money drafting that document. It gave me the impression it was totally fair in the first place because it used feminine terms at the start and throughout. I thought: They understand that most teachers are women. Then I got down to the point dealing with promotions and payment for transference of personnel overseas and, oddly enough, there had been a slippage and they were back to using males so that it did not include females. This is the kind of thing; that is, taxpayers' money that is

[Traduction]

Nous ne sommes plus au temps des tranchées, comme durant la Première Guerre mondiale. À l'ère nucléaire, c'est l'intelligence qui compte avant tout chez les généraux, et les femmes n'en manquent pas.

Parlons aussi de l'injustice faite aux femmes dans les forces armées. Nous avons en main des documents qui montrent comment le haut commandement use de son pouvoir contre les femmes dans les Forces canadiennes. Et c'est avec l'argent des contribuables qu'on pond des arguments aussi spécieux.

Prenons un premier cas, celui des politiques en matière de congés de maladie et de congés de maternité. Nous fournissons, dans un document distinct, des détails sur le refus délibéré d'assurer aux femmes soldats qui accouchent de la façon normale l'égalité de protection et de bénéfice de la loi garantie par l'article 15. Nous vous renvoyons au document ci-joint en vous demandant de nous aider à remédier à la situation, et nous suggérons des moyens précis de le faire. À franchement parler, nous sommes stupéfaites de constater que, bien qu'il soit fort bien accepté dans les forces armées que les hommes aient une épouse et des enfants parce que c'est un facteur de stabilité, les femmes militaires sont obligées de prendre des vacances ou un congé sans solde si elles ont un enfant de façon normale. Par contre, une césarienne leur donne droit à un congé. C'est de la boucherie et de la cruauté.

Nous avons un deuxième cas, celui de Bonnie Robichaud. Une employée civile des forces armées se voit refuser l'égalité de protection garantie par la Charte, ce qui illustre encore une fois la tendance sexiste des forces armées. Bonnie Robichaud était victime de harcèlement sexuel de la part de son grand patron. Je vous recommande de lire attentivement les détails du cas pour voir jusqu'où le ministère de la Défense nationale est allé pour protéger, durant cinq ans et demi, le civil en cause et pour harceler M^{me} Robichaud. Il est absolument impossible de supposer que le ministère de la Défense nationale sera jamais capable de faire preuve d'équité ou de justice pour quoi que ce soit si on le laisse faire.

Nous avons également un autre cas de traitement médical complètement inapproprié, semble-t-il, qui a laissé une femme militaire avec une incapacité permanente. Nous sommes prêts à vous en communiquer les détails à titre confidentiel, mais la personne en cause nous a demandé de taire son nom parce qu'elle présente une demande d'indemnisation.

J'ai dit et répété que ces cas n'avaient rien d'accidentel. Je me souviens également qu'à l'époque où j'étais au ministère de la Justice, le ministère de la Défense nationale faisait rédiger un contrat pour les enseignants envoyés outre-mer. Cela a dû coûter une fortune aux contribuables. À première vue, j'ai eu l'impression que le document était tout à fait correct parce qu'on utilisait la forme féminine depuis le début. Ils ont compris que la plupart des enseignants sont des femmes, me disais-je. Plus loin, à l'article consacré aux promotions et aux indemnités pour travail outre-mer, je vois qu'assez curieusement, on était revenu au masculin. Voilà comment l'argent des contribuables sert à exclure les femmes. Je ne pense pas que la Défense nationale ait encore trouvé le véritable ennemi.

[Text]

being wasted keeping women out. I do not think National Defence know who the real enemy are.

The next is that the macho attitudes urged by National Defence as necessary are destructive of the well-being of servicemen as well.

I would draw your attention to the fact, as you already know, but I would like to put it on the record, of course, that there is a "gag" order that prevents members of the armed forces from appearing before you. Therefore what you get obviously is only the surface of what there is.

• 1615

We have set out instances, repeated instances over centuries, indicating what the macho attitudes have done to men who are on ships, men in armies.

Incidentally, there is a typographical error. The reference in paragraph 3 to Charles Henry Dana should be to Richard Henry Dana.

Men were flogged. I cite that as one of the examples that could not be changed by logic. Then we deal with mutinies in India. We deal with the situation during the Crimea—and I would really recommend that you read *The Life of Florence Nightingale*, because you would think you were back before the committee and you were listening to the high command of the current Canadian military forces. We have all heard of *Mutiny on the Bounty*. We have perhaps forgotten about others, including the Indian mutiny of 1857.

The mutiny of French forces in Belgium itself during World War I is very interesting, because there you had a general who had gone through all this training and he sent his men in to be butchered until the time when they had to revolt and that general was replaced.

So why is National Defence saying that women should go through this training? To my mind obedience courses are for dogs, not for people.

We refer then to the mutinies on Canadian ships in 1949, which led to the Mainguy inquiry. Again we have excerpts from this, and again it is the fact that those at the top did not know what was going on or did not care what was going on. The lack of communication, this *esprit de corps*, this bonding, oddly enough does not occur, because one sees revolt, revolt, revolt, revolt. That illustrates the problem. The difficulty is not with the women, but with the insistence of the high command that the top officials in the forces must follow the mindless and destructive training that goes under the label of "combat".

Women have a role to play in the armed forces. They have asked for the right to be considered as individuals and to be given a chance to test themselves against whatever standards are set. But I am asking for more. I ask that this committee, in the name of men who have died as well, attack the macho idea that ties the top officials to a destructive obedience training course. I ask that you look at standards of intelligence instead as the only effective test for the heads of Canada's armed

[Translation]

Autre point: le machisme prôné par la Défense nationale comme nécessaire nuit physiquement aux soldats.

Je voudrais attirer votre attention sur le fait—vous le connaissez déjà, mais je veux que ce soit public—qu'il est interdit aux membres des forces armées de venir témoigner devant vous. Alors, de toute évidence, les échos qui vous parviennent ne représentent que la pointe de l'iceberg.

Nous vous avons fourni des exemples, répétés au fil des siècles, de l'effet de cette attitude phallocrate sur les marins et les soldats.

En passant, il y a une erreur dans le texte: au paragraphe 3, Charles Henry Dana devrait se lire Richard Henry Dana.

On fouettait les hommes. C'est l'exemple d'un châtiment dont la logique ne pouvait venir à bout. Ensuite, nous parlons des mutineries aux Indes, puis de la situation durant la Guerre de Crimée, et à ce sujet, je vous recommande fortement de lire la Vie de Florence Nightingale: on se croirait aux audiences du Comité à écouter le haut commandement actuel des Forces armées canadiennes. Nous avons tous entendu parler de la révolte du Bounty mais peut-être en avons-nous oublié d'autres, notamment celle des Cipayes en 1857.

La mutinerie des forces françaises en Belgique durant la Première guerre mondiale est un cas très intéressant: le général avait toute la formation voulue et pourtant, il envoya ses hommes se faire massacrer jusqu'à ce que ceux-ci se révoltent et obtiennent de le faire remplacer.

Alors pourquoi la Défense nationale insiste-t-elle pour que les femmes suivent ce genre de formation? Ce sont les chiens, non les êtres humains, qu'on dresse à obéir.

Ensuite, nous passons aux mutineries survenues en 1949 sur des navires canadiens et qui entraînèrent la création de la Commission d'enquête Mainguy. Nous citons des extraits de son rapport qui font bien voir qu'encore une fois, les hautes instances ne savaient pas ce qui se passait ou ne s'en souciaient pas. Étrangement, il n'y a pas de communication, pas d'esprit de corps, pas d'unité parce qu'on voit partout et toujours de la révolte. Et voilà le problème. La difficulté ne réside pas dans les femmes elles-mêmes mais dans l'insistance que le haut commandement met à vouloir que les haut gradés suivent l'entraînement inepte et destructeur qu'on appelle «entraînement de combat».

Les femmes ont leur place dans les Forces armées. Elles ont demandé le droit d'être considérées comme des femmes et d'avoir la chance de se mesurer aux normes établies, quelles qu'elles soient. Cependant, je réclame davantage: que ce comité, au nom de tous les hommes qui sont morts aussi, attaque la mentalité phallocrate qui oblige les haut gradés à subir ce dressage destructeur. Je vous demande de ne retenir que l'intelligence comme seul norme véritable de sélection des

[Texte]

forces. Incidentally, in doing so, you might very well be bringing Canada's armed forces into line with some of those international agreements that we have barely mentioned with respect to the Senate.

In conclusion, I urge that you insist on intelligence and that you attack the macho ideas that cause so much unfairness and unhappiness to women and to men.

Back to my experience, my education in the Department of Justice. I saw the macho attitude of National Defence in operation. They are set out there. One of the examples was when one of the members of National Defence, a high officer, came there and wanted to allow access to a Canadian port by a U.S. military nuclear vessel purely and simply so that Canadians would be able to play with the toys that the big boys use.

Lastly, I remember I was called to an interdepartmental committee meeting after that, to clear the visit of a nuclear submarine. A thick and very impressive looking document was distributed—after we had sat down, so there was no time to read it before the meeting. One of the officials of National Defence reviewed it proudly, pointing out that they did not expect any accident but had made arrangements to anticipate everything in the unlikely event that an accident did occur. They had even provided that the nuclear submarine would have to travel on the surface after dark. They had provided for alerting everyone, including an agricultural inspector. But they had forgotten... They were prepared to let the nuclear submarine travel submerged into that harbour during the daytime, yet Halifax had been almost completely destroyed in 1917 by the collision of two surface vessels, one carrying explosives, in full daylight. One ship, the *Mont Blanc*, was carrying explosives. The other was carrying supplies for Belgian relief. We refer you to the book *The Town that Died*, by Michael J. Bird.

This is National Defence in action. These are the geniuses there.

National Defence, in dealing with the nuclear submarine travelling submerged, forgot one other thing. They had provided for alerting everybody else, including the agricultural inspector, except the harbour master, who controls shipping.

• 1620

In the interests of the public I ask you to raise the level of intelligence of the Canadian Armed Forces by getting rid of macho barriers to promotions. We urge you to make promotion depend as far as possible on intelligence and concern for the importance of their work, and for the well-being of service personnel of both sexes. Thank you very much, Mr. Chairman.

The Chairman: Dr. Ritchie, thank you. In our two days of Ottawa hearings—yesterday and today—we have heard on this subject quite a bit. Yesterday morning there were two presentations, followed in the afternoon by two further assaults

[Traduction]

chefs des Forces armées du Canada. Ce faisant, il se pourrait que vous ameniez les Forces armées du Canada à respecter certaines des ententes internationales que nous avons rapidement mentionnées en parlant du Sénat.

En conclusion, je vous prie instamment d'insister sur l'intelligence et de vous attaquer à la mentalité phalocrate qui est à la source de tant d'injustices et de malheurs à la fois pour les femmes et pour les hommes.

Revenons-en à mon expérience au ministère de la Justice, où j'ai pu voir à l'oeuvre la mentalité phalocrate de la Défense nationale car elle y sévit vraiment. Par exemple, un jour un haut gradé de la Défense nationale est venu nous voir: il voulait laisser entrer dans un port canadien un navire nucléaire américain uniquement pour que les Canadiens puissent s'amuser un peu avec les joujous du grand frère.

Enfin, je me rappelle avoir été convoqué après cela à la réunion d'un comité interministériel tenue afin de laisser entrer un sous-marin nucléaire. Une fois assis, on nous remet un épais document, très impressionnant d'aspect, que nous n'avions donc pas eu le temps de lire avant la réunion. Un des représentants de la Défense nationale s'est mis à le parcourir fièrement, faisant remarquer que, dans l'éventualité improbable d'un accident, la Défense avait tout prévu. Le sous-marin allait voyager à la surface après le crépuscule. On allait alerter tout le monde, y compris un inspecteur de l'agriculture. Pendant le jour, le sous-marin devait rester sous l'eau dans le port de Halifax et pourtant, on avait oublié qu'en 1917, la ville d'Halifax avait été presque complètement détruite quand deux navires, dont un était chargé d'explosifs, étaient entrés en collision en plein jour. Le *Mont Blanc* transportait des explosifs, l'autre navire des secours pour la Belgique. Nous vous renvoyons à cet égard à l'ouvrage *The Town that Died* de Michael J. Bird.

Admirez la Défense nationale dans toute sa gloire, admirez ses génies.

Pour revenir au sous-marin nucléaire, qui devait se déplacer sous l'eau; la Défense nationale avait oublié encore une chose: tout le monde aurait été averti, même un inspecteur de l'agriculture, mais pas le directeur du port, qui a pourtant la haute main sur la navigation dans le port.

C'est dans l'intérêt du public que je vous demande de rehausser le niveau d'intelligence dans les Forces canadiennes en supprimant les obstacles aux promotions suscités par le machisme. Nous vous demandons instamment de faire en sorte que les promotions dépendent autant que possible de l'intelligence du candidat et de la mesure dans laquelle il est conscient de l'importance de son travail et se préoccupe du bien-être des militaires des deux sexes. Je vous remercie beaucoup, monsieur le président.

Le président: Merci, madame Ritchie. Durant nos deux jours d'audiences à Ottawa—hier et aujourd'hui—nous en avons entendu beaucoup sur ce sujet. Hier matin, il y a eu deux exposés, suivis de deux autres assauts sur le sujet dans

[Text]

and a third wave attack here this afternoon. You have raised a number of issues, poignant examples of attitudes that may have emerged from a long tradition but are now very much under the sharp and bright glare of re-examination since section 15 is part of the law of this land. It is something looked at very much with great interest by members of our committee.

Indeed, it was in this very room that the Minister of National Defence, the Honourable Erik Nielsen, appeared, and in the course of that evening he did say that he was enthusiastically awaiting our committee's report with respect to the Canadian Armed Forces. We therefore are rushing as quickly as we can to report on that and on the many other issues.

I know that committee members will want to ask some questions, but you certainly have set out a broad perspective, including the historical examples you gave going back to times of the Romans and subsequent, showing the role that women have played in military activity. It may interest you to know that the chairman here has been doing a little of his own research and reading. I have been reading up on the Amazon women and some of the work . . . the military role that they were playing. It is really interesting to have the global perspective on national problems and the historical perspective as well.

I would like to begin by asking the Member of Parliament for Capilano, Mary Collins, if she would like to lead off with questions.

Mrs. Collins: Thank you, Mr. Chairman. I would like to thank you very much, Dr. Ritchie. It was a very eloquent, very colourful presentation. I would just like to focus back on the question of maternity leave for service women because that has been brought to our attention before.

I notice your recommendations which I think are good. My only concern is that I do not like the idea of equating the birthing process with the sickness process; I feel the birthing process is an ordinary process for women and to associate it with sickness seems somehow to degrade it in my mind. I would just wonder how you might deal with that. Instead of dealing with it as a sickness leave, might I suggest that perhaps the rules or whatever should have some kind of a formula for leave which includes sickness and/or maternity or paternity? Quite a lot of groups actually have been coming to us recently with suggestions that the leave provided for maternity might be split between a mother and a father; the mother for the actual birthing process and perhaps the father during a process of adjustment for the infant. I wonder what your comments might be on both of those situations.

Dr. Ritchie: I would agree with you absolutely. It certainly is a normal process. It certainly is anomalous to suggest that it is sickness, but I think it is important, first of all, that the right to leave be established under whatever name and then hopefully if we get some women generals in there, or the members of this committee are effective, that they will be able to change the language and bring it into line with reality too. I would certainly agree.

[Translation]

l'après-midi et nous essayons une troisième vague d'assauts cet après-midi. Vous avez soulevé bon nombre de problèmes, exemples poignants d'attitudes nées d'une longue tradition mais sérieusement remises en question depuis l'entrée en vigueur de l'article 15 de la Charte. La chose est suivie de très près par les membres du Comité.

C'est dans cette pièce même que le ministre de la Défense nationale, l'honorable Erik Nielsen, est venu nous dire en soirée qu'il attendait avec impatience le rapport du Comité sur les Forces canadiennes. Nous faisons donc diligence autant que nous le pouvons pour faire un rapport là-dessus et sur les nombreux autres problèmes soulevés.

Les membres du Comité voudront évidemment obtenir quelques détails, mais vous nous avez certainement exposé les choses dans une perspective très large, remontant notamment jusqu'aux Romains, pour nous montrer le rôle joué par les femmes dans la chose militaire. Vous serez peut-être contentes d'apprendre que j'ai fait quelques recherches de mon côté. J'ai lu sur les Amazones et le rôle militaire qu'elles jouaient. Il est réellement intéressant de voir présenter les problèmes nationaux dans une perspective globale aussi bien que dans une perspective historique.

Pour commencer, le député de Capilano, Mary Collins, aurait peut-être des questions à poser.

Mme Collins: Merci, monsieur le président. Je vous remercie beaucoup, madame Ritchie. Voilà un exposé très éloquent, très coloré. J'aimerais revenir sur la question du congé de maternité pour les femmes militaires parce que le problème nous a déjà été signalé.

Je prends note de vos recommandations, qui sont bonnes à mon avis. Ma seule réserve est que je n'aime pas voir l'accouchement assimilé à une maladie; je pense que l'accouchement est une chose normale pour la femme et l'assimiler à la maladie me paraît dégradant. Je me demande ce que vous en pensez. Outre le congé de maladie, le règlement ne pourrait-il pas comprendre un congé de maternité ou de paternité? De nombreux groupes sont venus nous dire récemment que le congé de maternité devrait pouvoir se diviser entre la mère et le père; la mère aurait congé pour l'accouchement et le père peut-être durant la période d'ajustement du nouveau-né. Je me demande ce que vous pensez de l'une et l'autre question.

Mme Ritchie: Je suis parfaitement de votre avis. L'accouchement est certainement un processus normal qu'il ne convient pas d'assimiler à la maladie. Mais le plus important, à mon sens, est d'établir d'abord le droit à un congé, qu'on l'appelle d'une façon ou d'une autre, avec l'espoir que si nous finissons par avoir des généraux de sexe féminin ou si les membres du Comité réussissent à s'imposer, les appellations changeront pour refléter la réalité. Je serais la première à m'en réjouir.

[Texte]

Mrs. Collins: What about on the second point?

Dr. Ritchie: On splitting leave, I think if they are both members of the armed forces it ought to be between them. If, on the other hand, one is a member of the armed forces and one is not, then I think it might pose a little bit of a problem and I would not want to see the woman jeopardized in that respect. That is my only reservation; otherwise I would certainly agree whole-heartedly.

Mrs. Collins: Are there any other provisions that you feel are discriminatory against women within the armed forces regulations?

• 1625

Dr. Ritchie: We had some information provided to us with copies of documents, indicating that there is actually discrimination in recruitment at the cadet level on an informal but written basis. Unfortunately, we did not have time to put that together to provide it to you. With your permission, Mr. Chairman, may I send it to the chairman afterward for distribution?

The Chairman: Thank you, yes.

Mrs. Collins: We have heard not only from Shirley Robinson but also from quite a number of other people on the overall issue of providing the opportunity for women to serve in all positions within the armed forces. I am glad to see you are supporting that position as well. It will certainly add strength to the arguments that I would hope this committee will be able to put forward.

Dr. Ritchie: Thank you.

The Chairman: Thank you. The Member of Parliament for Burnaby, Svend Robinson.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman. I too want to thank Marguerite Ritchie and the women accompanying you for appearing before the committee this afternoon. I am very familiar with the work you have done over the years on a broad range of human rights issues. I am delighted you were able to appear today, and also that you were able to voice so eloquently your concerns, particularly with respect to the armed forces.

I must say that while I am very sympathetic to and totally supportive of the position you have taken with respect to the armed forces, I disagree quite fundamentally with the position you have taken with respect to the Senate. This is not just because I believe the Senate is an anathema in a democratic society, is a political obscenity in many respects and is a body that should have been abolished a long time ago, but because I question your analysis, really. You suggest that if the Senate were to contain equal numbers of men and women, somehow, in the words you use, this would democratize the Senate and bring it into the 20th Century. Well, it seems to me that overlooks... Then you go on in another section in part of Ms. Nixon's brief to say that we can now create a truly representative body to create our laws. Well good heavens, that totally

[Traduction]

Mme Collins: Et au sujet du deuxième point?

Mme Ritchie: Pour ce qui est de partager le congé, je pense que si les deux parents sont membres des forces armées, ils devraient certainement avoir cette possibilité. Cependant, si un seul des deux fait partie des forces armées, je pense qu'il pourrait y avoir une petite difficulté et je ne voudrais pas voir la femme menacée à cet égard. C'est ma seule réserve. Pour le reste, je suis entièrement d'accord.

Mme Collins: Existe-t-il, à votre avis, d'autres règlements discriminatoires à l'égard des femmes dans les forces armées?

Mme Ritchie: Les documents que nous avons reçus contiennent des renseignements selon lesquels il y a de la discrimination, non officielle mais écrite, dans le recrutement des élèves officiers. Malheureusement, nous n'avons pas eu le temps de regrouper ces renseignements. Avec votre permission, monsieur le président, pourrais-je vous les faire parvenir ultérieurement pour qu'ils soient distribués?

Le président: Oui, merci.

Mme Collins: Nous avons entendu non seulement l'opinion de M^{me} Shirley Robinson, mais également celle d'un certain nombre d'autres personnes, voulant que l'on donne aux femmes la possibilité d'occuper des postes à tous les niveaux dans les forces armées. Je suis heureuse d'apprendre que vous aussi appuyez cette position. Cela ajoutera certainement du poids aux arguments que, je l'espère, le Comité pourra mettre en avant.

Mme Ritchie: Merci.

Le président: Merci. Le député de Burnaby, M. Svend Robinson.

M. Robinson: Merci, monsieur le président. Moi aussi je veux remercier M^{me} Marguerite Ritchie et les femmes qui l'ont accompagnée pour se présenter devant le Comité cet après-midi. Je suis bien au courant du travail que vous avez fait au cours des années concernant diverses questions se rapportant aux droits de la personne. Je suis heureux que vous ayez pu venir aujourd'hui et que vous ayez exprimé avec tant d'éloquence vos préoccupations, notamment en ce qui concerne les forces armées.

Je dois dire que même si j'appuie entièrement votre position relativement aux forces armées, je suis tout à fait en désaccord avec votre position relativement au Sénat. C'est non seulement parce que je crois que le Sénat est une abomination dans une société démocratique, que c'est une obscénité politique à maints égards et qu'il aurait dû être aboli il y a bien longtemps, mais également parce que je constate réellement votre analyse. Selon vous, si le Sénat était composé d'un nombre égal d'hommes et de femmes, cela démocratiserait en quelque sorte le Sénat et le ferait entrer dans le vingtième siècle. Eh bien, cela me semble hors du sujet... Dans une autre section du dossier, à la partie de M^{me} Nixon, vous dites que nous pouvons maintenant mettre sur pied un organisme vraiment représentatif chargé d'adopter nos lois. Eh bien, mon Dieu,

[Text]

overlooks the fundamental objection to the nature of the current Senate, which is that it is appointed by the Prime Minister of the day.

To suggest that by forcing the Prime Minister to appoint women until women were 50% of the number of senators, to suggest that by forcing the Prime Minister to appoint 50% women that in any way would be truly representative or democratizing the Senate I just think flies in the face of reality. Why it would be an improvement—although I suppose to a certain extent it might be an improvement—to have 50% Conservative and Liberal senators is a bit of a mystery to me.

I also question the underlying thesis of your argument, which is somehow that we should use section 15, as you say, to make the Senate more representative of both halves of the population. If that is your objective—to use section 15 to, as you put it, democratize a body that is inherently undemocratic and was created to preserve the interests of property against the democratic franchise—if that is your desire, to use section 15, I would remind you that section 15 does not just apply to women. Section 15 also applies to the physically and mentally disabled, it applies to discrimination on the basis of age, ethnic groups, gays and lesbians. I would hope it would prohibit discrimination on the basis of political belief. Obviously, if we reject the suggestion that somehow one level of discrimination is more or less important than any other—that sort of tier approach—then presumably you would want that argument extended to ensure that the Senate, appointed by the Prime Minister of the day, would not discriminate on any of those other grounds as well. That would certainly give rise to a very interesting process of appointment by the Prime Minister of the day.

As I say, while I am totally supportive of the arguments you have made with respect to the armed forces . . . And I must say I have done a great deal of work with respect to Bonnie Robichaud's case; I have been in communication with Bonnie on a number of occasions, and I am currently taking this up with the Minister of National Defence. It is a travesty of justice what has gone on with her. I do not know what the current status of her situation is, but it is just outrageous. While I fully support those concerns, as I say, your position on the Senate I find not only a position I disagree with, but frankly, in terms of priorities for Canadian men and women, it is really largely divorced from the reality of the lives of most Canadian men and women. I do not think it is a recommendation I could support.

• 1630

Dr. Ritchie: This is really the problem we have because Mary-Anne Nixon was not allowed to make her point and to develop it. If she had, she would have made it quite clear that of course women are half. They are represented in all the groups you have mentioned. It is also the problem we have because I simply skipped over Canada's international obligations. Canada is actually legally bound by international conventions, including one dating from 1957, to appoint women equally. There is a United Nations document which had been prepared and made public two years before Canada

[Translation]

cela fait fi de l'objection fondamentale quant à la nature actuelle du Sénat, à savoir que ses membres sont nommés par le Premier ministre du jour.

Le fait de suggérer qu'en obligeant le Premier ministre à nommer des femmes dans 50 p. 100 des cas démocratiserait le Sénat ou on le rendrait plus représentatif, c'est selon moi ne pas tenir compte de la réalité. Je ne vois pas non plus pourquoi ce serait une amélioration que d'avoir 50 p. 100 de sénateurs conservateurs et 50 p. 100 de sénateurs libéraux, même s'il pourrait y avoir une certaine amélioration.

Je doute également du fondement de votre argument, selon lequel nous devrions utiliser l'article 15, comme vous le dites, pour rendre le Sénat plus représentatif des deux moitiés de la population. Si c'est là votre objectif—utiliser l'article 15 pour démocratiser un organisme qui en soi n'est pas démocratique et a été créé pour préserver les intérêts des propriétaires au mépris de la démocratie—je veux vous rappeler que cet article ne s'applique pas seulement aux femmes. L'article 15 s'applique également aux déficients physiques et mentaux, il s'applique à la discrimination fondée sur l'âge ou l'ethnie ainsi qu'à la discrimination envers les homosexuels. J'espère qu'il interdit également la discrimination fondée sur l'opinion politique. Évidemment, si nous rejetons l'idée qu'une discrimination est plus ou moins importante qu'une autre, vous voudrez probablement que cet argument s'applique également au Sénat, nommé par le Premier ministre du jour, de sorte qu'il n'y ait pas de discrimination à ces autres égards également. Cela donnerait certainement lieu à un processus très intéressant de nomination par le Premier ministre du jour.

Comme je l'ai dit, j'appuie entièrement les arguments que vous avez présentés concernant les forces armées . . . Et je dois dire que j'ai fait beaucoup de travail relativement à l'affaire de M^{me} Bonnie Robichaud; j'ai communiqué avec elle à plusieurs reprises, et j'étudie actuellement la question avec le ministre de la Défense nationale. Ce qui s'est passé avec elle est une parodie de justice. Je ne sais pas quelle est sa situation actuelle, mais c'est scandaleux. Même si je partage entièrement ces préoccupations, je ne peux accepter votre position à l'égard du Sénat, une institution qui, en termes de priorités pour les Canadiens et les Canadiennes, est vraiment loin de la réalité. Je ne pense pas que ce soit là une recommandation que je pourrais appuyer.

Mme Ritchie: C'est vraiment là le problème parce que M^{me} Mary-Anne Nixon n'a pas pu dire ce qu'elle avait à dire. Si elle l'avait fait, elle aurait précisé qu'évidemment les femmes représentent la moitié de la population. Elles sont représentées dans tous les groupes que vous avez mentionnés. C'est également le problème auquel nous faisons face parce que j'ai tout simplement passé outre aux obligations internationales du Canada. Aux termes de conventions internationales, y compris une convention datant de 1957, le Canada est tenu de nommer des femmes avec égalité. Il y a un document des Nations Unies

[Texte]

adopted that and which expressly listed that as one to which the right of equal appointment applied.

We hope, as a matter of fact—and we would appreciate your help, Mr. Robinson, in this—to ask the Minister of Justice for a reference to the Supreme Court of Canada which would provide the interpretation that quite possibly might satisfy. The name of that in the publicity we are doing is *Persons Case II*. I think it would be very helpful in indicating how far Canada actually is bound by the pieces of paper it signs and ratifies, then reports back with great glee to the Canadian public and does absolutely nothing about.

Would you like to ask Mary-Anne Nixon anything about the Senate? She would be happy to do so. She has been sitting here wishing to do so.

Ms Nixon: I do have a few remarks I would like to address to you, Mr. Robinson. As I understand your question, it is in fact twofold. First, you are indicating to me that you feel there is a problem because section 15 deals with all different types of groups which have been distinguished against, and as a result of that you feel there should possibly, following our line of argument, be a mandatory requirement that 50% of native Canadians must be appointed or 50% of physically or mentally disabled Canadians must be appointed. Our position simply is that Canadian women can also be disabled Canadian women, or they can be gay Canadian women, or they can be British Columbian Canadian women or native Canadian women, or any other of the “disabled or discriminated against” groups which are supposedly protected in section 15 of the Charter of Rights and Freedoms. So you do not have that particular problem.

Furthermore, I would propose that section 28 of the Charter of Rights and Freedoms is a clear direction that the rights to be protected from gender discrimination are rights which are contained more than once in the Charter of Rights and Freedoms, and therefore they may carry with them a stronger onus to be protected. As a result of that special inclusion of section 28, about which I am sure you are aware of how it got put in and when it was put in and why it was put in . . . it was to redress the Bakke type of argument which you are suggesting here; the California Law School case.

Mr. Robinson: I am familiar with the Bakke case. I am not quite sure . . .

Ms Nixon: It would be my position, and it was certainly a position that was put in when I was making submissions earlier, that section 28 must be paramount in subsections 15(1) and 15(2), and as a result of that should prevent the discrimination which could be used against women through use of subsections 15(1) or 15(2), and therefore the laws cannot protect that type of discrimination which could in fact occur. It is simply that section 28 may in fact be paramount over section 15, by its clear and precise wording.

Mr. Robinson: You have raised a very broad area there. Certainly the position currently taken by NAC is to reject any suggestions of a tier classification of grounds for discrimina-

[Traduction]

qui a été rédigé et rendu public deux ans avant que le Canada ne l'adopte et qui dispose que c'est là un domaine où le droit à l'égalité en matière de nomination s'applique.

Nous vous demandons, monsieur Robinson, de prier le ministre de la Justice d'inviter la Cour suprême du Canada à fournir une interprétation satisfaisante. Nous appelons ce projet «Cause de la personnalité des femmes II». Je crois qu'il pourrait être très utile pour déterminer dans quelle mesure le Canada est vraiment lié par les documents qu'il signe et notifie, ce dont il se montre ensuite très fier devant les Canadiens, même s'il n'assure pas le suivi nécessaire.

Voulez-vous poser des questions à M^{me} Mary-Anne Nixon concernant le Sénat? Elle se fera un plaisir de vous répondre, car c'est pour cela qu'elle est ici.

Mme Nixon: C'est vrai, j'aurais certaines choses à vous dire, monsieur Robinson. Votre question, telle que je la comprends, comporte en fait deux volets. Premièrement, vous dites qu'il y a un problème parce que l'article 15 traite de tous les différents groupes à l'égard desquels il y a eu discrimination, et, par conséquent, vous considérez que selon notre argument, il faudrait obligatoirement nommer 50 p. 100 de Canadiens autochtones ou 50 p. 100 de Canadiens handicapés physiquement ou mentalement. Notre position est tout simplement que les femmes canadiennes peuvent également être des femmes handicapées, ou des femmes homosexuelles, des femmes de la Colombie-Britannique ou des femmes autochtones ou encore des femmes faisant partie de tout groupe à l'égard duquel il y a eu discrimination et qui est censément protégé par l'article 15 de la Charte des droits et libertés. Donc, ce problème n'existe pas.

De plus, je suggérerais que l'article 28 de la Charte des droits et libertés ait une indication précise que les droits à protéger contre la discrimination fondée sur le sexe sont les droits qui sont contenus plus d'une fois dans la Charte et qui pourraient donc nécessiter une plus grande protection. L'inclusion spéciale de l'article 28, dont je suis certaine que vous connaissez le comment, le quand et le pourquoi, visait à prévenir le type d'arguments invoqués dans l'affaire Bakke—vous savez, cette affaire à propos de l'école de droit de la Californie . . .

M. Robinson: Je suis au courant de cette affaire. Je ne suis pas certain . . .

Mme Nixon: Ce serait ma position et c'était certainement une position présentée lorsque je faisais des soumissions auparavant, que l'article 28 doit être inclus dans les paragraphes 15(1) et 15(2), et devrait donc interdire toute discrimination qui pourrait être exercée envers les femmes par l'utilisation des paragraphes 15(1) ou 15(2). Par conséquent, les lois ne peuvent assurer une protection contre ce type de discrimination, qui pourrait en fait se produire. Le fait est que l'article 28 pourrait l'emporter sur l'article 15, par son libellé clair et précis.

M. Robinson: Vous avez soulevé une très vaste question. La position actuelle du CNA est certainement de rejeter toute suggestion de classification ou de gradation des motifs de

[Text]

tion. But that is an argument which can be, as I say, pursued at some other point.

Ms Nixon: I think, though, the NAC position would never suggest that equality of the sexes or the protections of section 28 should be subordinate to the protections of section 15. They may not be paramount, but they would never be subordinate.

Mr. Robinson: I do not think anyone has suggested they be subordinate. Certainly not. But to suggest that somehow the rights, for example, of the disabled or other minorities are less important than those of women is a position which has quite properly been rejected by NAC.

Ms Nixon: Rightly so; but there is no reason to suppose that any of those other disadvantaged groups cannot be protected by subsection 15(1) and are not in fact represented by women as well as men.

• 1635

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: As you have raised the question of the Senate in the context of section 15, which among other things prohibits discrimination on the basis of age, would you have any recommendation as to the fact that the Senate now has a mandatory retirement age at 75?

Mr. Robinson: And a mandatory entrance age of 30, I think.

Ms Nixon: We have not specifically addressed that question in our presentation, nor have we addressed it at any previous time. I think arguments have been made that limitations may be required in the use of the charter. To say that a four-year-old child can drive a car may be dangerous; to say that someone no longer is capable of making decisions may also be applicable in this case, but that is not to be determined on the basis of age.

The Chairman: No, and of course in this case the age requirements, both entry and exit, for the Senate are found in the Constitution itself, which puts them in a different order than perhaps in ordinary statutes dealing with age of majority and that kind of thing.

I think really it is fascinating that you have raised the question of the Senate. It is one in fact that members of the committee had talked about very slightly last week. I do not know what the majority view on the committee is, but I know when Svend Robinson was speaking that coincides with my own view as well, that perhaps the best way to reform the Senate is to abolish it. So what you have proposed, increasing the number of women in the Canadian Senate, would certainly enliven and improve it, but it seems to me somewhat akin to bringing the body back to life prior to burying it. But that is certainly a specialized area.

I do want to say that members of the committee will read the entire portion of your submission and it does now form part of the written record.

[Translation]

discrimination. C'est là un argument que l'on peut poursuivre à un autre moment.

Mme Nixon: Je crois, cependant, que la position du CNA ne serait jamais que l'égalité des sexes ou les protections prévues par l'article 28 devraient être secondaires par rapport aux protections assurées par l'article 15. Elles ne sont peut-être pas plus importantes, mais elles ne devraient jamais être moins importantes.

M. Robinson: Je ne crois pas que l'on ait suggéré que les protections de l'article 28 sont secondaires. Certainement pas. Mais le fait de suggérer que les droits des personnes handicapées ou d'autres minorités, par exemple, sont moins importants que ceux des femmes est une position qui a été rejetée par le CNA.

Mme Nixon: C'est vrai, mais il n'y a aucune raison de supposer que les autres groupes désavantagés ne peuvent être protégés par le paragraphe 15(1) et ne sont pas en fait représentés par des femmes aussi bien que des hommes.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Le président: Comme vous avez soulevé la question du Sénat dans le contexte de l'article 15, qui interdit notamment la discrimination fondée sur l'âge, avez-vous des recommandations quant au fait que le Sénat a maintenant un âge de la retraite obligatoire, qui est 75 ans?

M. Robinson: Et un âge minimum de 30 ans, je crois.

Mme Nixon: Nous n'avons pas traité de cette question dans notre exposé, ni auparavant. Je crois que selon certains arguments présentés, des restrictions sont nécessaires dans l'application de la Charte. Il pourrait être dangereux de permettre à un enfant de quatre ans de conduire une automobile; cette question s'applique également aux cas où des personnes ne sont plus capables de prendre des décisions, mais cela ne doit pas être déterminé en fonction de l'âge.

Le président: Non, et évidemment, dans ce cas, les exigences relatives à l'âge, tant pour l'entrée en fonctions que pour la retraite, en ce qui concerne le Sénat, se trouvent dans la Constitution elle-même, où elles sont présentées dans un ordre différent de celui des lois se rapportant à l'âge de la majorité et à ce genre de choses.

C'est une question au sujet de laquelle les membres du Comité ont très peu discuté la semaine dernière. Je ne sais pas quelle est l'opinion de la majorité des membres du Comité, mais je sais que M. Svend Robinson, dont l'opinion coïncide avec la mienne, a dit que la meilleure façon d'assurer la réforme du Sénat était de l'abolir. L'augmentation du nombre de femmes au Sénat, comme vous l'avez proposée, réveillerait et améliorerait certainement cette institution, mais ce serait la ressusciter avant de l'enterrer. Il s'agit certainement d'une chose très technique.

Je vous assure cependant que les membres du Comité liront la totalité de votre mémoire, qui fait maintenant partie du dossier écrit.

[Texte]

On the second major point that was raised, as we said, so eloquently by Dr. Ritchie dealing with the role of women in the Canadian Armed Forces and the leadership and the attitudes of the Canadian Armed Forces, your comments have been both timely and exceedingly helpful to the committee.

On behalf of the committee, I would like to thank you very much for being with us this afternoon through the moments of darkness and the returning light that followed. Thank you.

Dr. Ritchie: Thank you very much, Mr. Chairman.

The Chairman: We have two organizations we will be hearing from before the conclusion of this afternoon's hearing. The next is the Gays of Ottawa. I would ask representatives of that organization to come forward now. The final presenters this afternoon, following the Gays of Ottawa, will be the Canadian Institute for the Blind.

Representing the Gays of Ottawa we have Barbara McIntosh, who is President, and Blair Johnston, who is a member of the Gays of Ottawa organization.

I would like to welcome you before the committee and invite you to give us the benefit of your thinking on section 15 of the charter. As time permits, we will have some discussion with Members of Parliament after you have made your presentation.

Ms Barbara McIntosh (President, Gays of Ottawa): Thank you, Mr. Chairman.

As the chairman just introduced us, my name is Barbara McIntosh and I am President of Gays of Ottawa. This is Blair Johnston, also a member of Gays of Ottawa.

We will be reading a paper, mostly as is, but there is a small insert on page 12 so do not be disturbed if I start speaking and it is not written down there.

Gays of Ottawa is an incorporated non-profit community organization operated by volunteers serving the direct needs of lesbians and gay men in the national capital region. Our primary role is community development, creating and supporting the infrastructures of community denied to us through prejudice and bigotry.

We also provide a broad range of public information services to educational institutions, business and the general population. We are the oldest existing organization of gay men and lesbians in Canada. Over the years we have developed a community centre used by a number of lesbian and gay men's groups. Our centre supports a library, a newspaper, meeting, counselling and social space and a telephone answering and information service handling over 50,000 calls annually.

• 1640

Gays of Ottawa does not claim to represent all the interests of the gay and lesbian population of the region. We could not

[Traduction]

En ce qui concerne le deuxième point principal, soulevé avec tant d'éloquence par M^{me} Ritchie, au sujet du rôle des femmes dans les Forces canadiennes et du leadership et des attitudes des Forces canadiennes, vos observations étaient opportunes et très utiles pour le Comité.

Au nom du Comité, je voudrais vous remercier d'avoir été avec nous cet après-midi.

Mme Ritchie: Merci beaucoup, monsieur le président.

Le président: Nous écouterons encore deux organisations avant la levée de l'audience de cet après-midi. C'est maintenant le tour des Gays of Ottawa. Je demanderais aux représentants de cette organisation de se présenter. Le dernier groupe de cet après-midi, après les Gays of Ottawa, sera l'Institut canadien pour les aveugles.

Représentant les Gays of Ottawa, nous avons Barbara McIntosh, qui est présidente, et Blair Johnston, qui est membre de l'organisation.

Je vous souhaite la bienvenue et je vous invite à nous faire part de votre opinion concernant l'article 15 de la Charte. Si nous en avons le temps, nous aurons des discussions avec les députés une fois que vous aurez fait votre exposé.

Mme Barbara McIntosh (présidente, Gays of Ottawa): Merci, monsieur le président.

Comme le président vient de le dire, mon nom est Barbara McIntosh et je suis la présidente des Gays of Ottawa. Je vous présente Blair Johnston, qui est membre des Gays of Ottawa.

Mon exposé est en grande partie tiré d'un document, à l'exception d'un petit encart à la page 12; ne soyez donc pas surpris lorsque je commencerai à parler et que ce n'est pas écrit.

Les Gays of Ottawa sont une organisation communautaire incorporée sans but lucratif qui fonctionne grâce à des bénévoles qui travaillent à satisfaire aux besoins directs des homosexuels, hommes et femmes, dans la région de la Capitale nationale. Notre rôle principal est le développement communautaire, soit la création et le soutien d'infrastructures communautaires qui nous sont refusées en raison des préjugés et du sectarisme.

Nous fournissons également une grande variété de services d'information aux établissements d'enseignement, aux entreprises et à la population en général. Nous sommes la plus ancienne organisation d'homosexuels et de lesbiennes au Canada. Au fil des années, nous avons aménagé un centre communautaire qu'utilisent un certain nombre de groupes de lesbiennes et d'homosexuels. Notre centre comprend une bibliothèque, un journal, des salles de réunion, d'orientation et d'animation sociale ainsi qu'un service de renseignements et de réponses téléphoniques qui traite plus de 50,000 appels par année.

Les *Gays of Ottawa* ne prétendent pas représenter tous les intérêts des homosexuels et des lesbiennes de la région. Nous

[Text]

hope to reflect the diversity of a minority which embraces every race, creed, colour and economic status. We can however, do what we do best: represent the interests of gay people as human beings, equal in dignity, seeking equal opportunity with other Canadians to make for themselves satisfying and fulfilling lives. We welcome the opportunity to represent those interests to this committee.

The mandate of this committee stands in marked contrast to the bigotry and misunderstandings voiced in the 1969 debates on the Criminal Code amendments affecting gay people. Who from that era could have foreseen the development of a community-based liberation movement with the goal of equality with heterosexuals? Who could have anticipated that in 15 short years major employers, municipalities, religions, unions, professional organizations, political parties, universities, women's groups and human rights commissions would all be in support of equality rights for gay men and women?

In recognition of your mandate for change, we are here today to assist you in the government's fundamental goal of eliminating any unjustified discrimination in its legislation and policies that could prevent Canadians from moving towards equality. We fully agree with the Minister of Justice that Canadian interests are not served in constant legal confrontation over constitutional rights. Accordingly, we are prepared to identify some of the capricious and irrelevant laws and practices which discriminate against lesbians and gay men today. We also seek some measure of protection from irrational bigotry and prejudice, without which equal opportunity for minorities could well be meaningless.

Mr. Blair Johnston (Gays of Ottawa): We have followed the progress of your hearings across the country, and we have detected a growing realization among committee members that the morality, criminal, medical and psychiatric structures used to justify discrimination against gay people are not valid. We are prepared to deal further with educational matters affecting understanding of the nature of our community.

However, we see the purpose of these hearings as a first attempt to examine the nature of discriminatory law, policy and practice themselves. The challenge for us today is not to garner sympathy for victims nor to defend the dignity and worth of gay men and lesbians as human beings. It is far more essential that we examine rationally the justifications and traditions offered in support of discriminatory law and practice. We feel strongly that the onus for the justification of discrimination must be properly placed on the discriminator if the charter is to have life and meaning.

[Translation]

ne pouvions espérer représenter tous les intérêts d'une minorité qui englobe des personnes différentes par la race, la religion, la couleur et la situation économique. Nous pouvons toutefois faire ce que nous faisons de mieux: représenter les intérêts des homosexuels en tant qu'êtres humains, ayant droit à leur dignité, qui veulent pouvoir, comme les autres Canadiens, vivre comme bon leur semble. Nous nous réjouissons de l'occasion qui nous est donnée de représenter ces intérêts devant le Comité.

Le mandat du Comité tranche nettement avec le fanatisme et les malentendus formulés lors des débats de 1969 sur les modifications au Code criminel touchant les homosexuels. Qui aurait pu prévoir, à cette époque, la mise sur pied d'un mouvement de libération à caractère communautaire dont le but visé est l'égalité avec les hétérosexuels? Qui aurait pu prévoir qu'en 15 ans à peine, de grands employeurs, des municipalités, des groupes religieux, des syndicats, des organisations professionnelles, des partis politiques, des universités, des groupements féministes et des commissions sur les droits de la personne seraient tous en faveur de droits égaux pour les homosexuels et les lesbiennes?

En reconnaissance de votre mandat de modification, nous sommes ici aujourd'hui pour vous aider à atteindre le but fondamental du gouvernement, qui est d'éliminer de ses lois et de ses politiques toute discrimination non justifiée qui pourrait rendre certains Canadiens moins égaux que d'autres. Nous convenons entièrement avec le ministre de la Justice que les intérêts des Canadiens ne sont pas servis par des confrontations légales constantes sur les droits constitutionnels. Par conséquent, nous sommes prêts à identifier certaines des lois et pratiques bizarres et non pertinentes qui font actuellement des distinctions à l'endroit des lesbiennes et des homosexuels. Nous demandons également certaines mesures de protection contre les préjugés et le fanatisme irrationnels, sans lesquelles l'égalité des chances pour les minorités pourrait bien ne rien signifier.

M. Blair Johnston (Gays of Ottawa): Nous avons suivi le cheminement de vos audiences à travers le Canada, et nous avons décelé une perception croissante au sein des membres du Comité que les structures morales, criminelles, médicales et psychiatriques utilisées pour justifier toute discrimination contre les homosexuels ne sont pas valides. Nous sommes disposés à traiter par la suite des questions d'ordre éducatif qui gênent la compréhension de la nature de notre communauté.

Toutefois, nous réalisons que ces audiences constituent une première étape en vue d'examiner la nature de lois, politiques et pratiques discriminatoires en tant que telles. Le défi que nous devons relever aujourd'hui ne consiste pas à recueillir de la sympathie pour les victimes ni à défendre la dignité et le mérite des homosexuels et des lesbiennes en tant qu'êtres humains. Il est beaucoup plus important que nous examinions de façon rationnelle les justifications et les traditions présentées à l'appui de lois et pratiques discriminatoires. Nous croyons fermement que la responsabilité concernant la justification de la discrimination doit incomber au discriminant si la Charte doit avoir une vigueur et un sens.

[Texte]

Now, when we examined the issues paper against the constitutional importance of the issues raised, we were very disappointed in the simplistic formulation presented in the chapter on sexual orientation. Whereas it is acknowledged that section 15.(1) of the charter was clearly intended to be comprehensive and open-ended, the selective choice of fact and example seems to be negative and begrudging.

This is particularly annoying. In 1982, in the first flush of constitutional activity, the Department of Justice sought submissions under the Consultation and Development Fund. Gays of Ottawa submitted an application offering to share costs to research and develop legal studies on the various laws affecting lesbians and gay men. To our knowledge, it was the only application of its kind. The application was denied. Through the Access to Information Act, we learned the reasons for that rejection. Apparently, it was considered that the information might be "conducive to laying the groundwork for a political campaign by the gay community". Also, opinion was not clear that section 15 of the charter would have any bearing on the issue of sexual orientation. On comparable mean-spirited grounds, federal funding was denied to the Faculty of Law of Laval University for a Conference on Homosexuality and Justice.

Consequently, we are concerned that the last three years have been wasted in terms of issue development. We are concerned that the issue of sexual orientation has been given only cursory and begrudging examination and that this very lack of information will be exploited as justification for further delays on fundamental equality issues.

Ms McIntosh: Indeed, there are so many issues that we can cover them only broadly here. We will deal in some depth with the more obvious and offensive; however, as a volunteer organization preoccupied with a wide range of community services, we find it burdensome to divert scarce community resources to complex legal studies for which we already pay taxes.

• 1645

The first issue of discrimination for gay people is unjustified restriction on employment in the federal government.

The federal government is a principle employer, trainer and educator in Canada. Denial of opportunity to attend federal universities and trade schools, or to apply for specific jobs and careers on the basis of group identification, is an extremely prejudicial act. Moreover, a blanket prohibition against a minority has widespread influence on employment and career possibilities elsewhere. This effect is described in a recent Rand Corporation report on the relationship of the denial of combat positions in the United States military to civilian perceptions of the suitability of women for management positions in industry.

[Traduction]

Lorsque nous avons examiné le document par rapport à l'importance constitutionnelle des questions soulevées, nous avons été très désappointés de la formulation simpliste présentée dans le chapitre sur l'orientation sexuelle. Considérant qu'il est reconnu que le paragraphe 15(1) de la Charte devait être tolérant et non exclusif, le choix sélectif de faits et d'exemples semble négatif et mesquin.

Ce fait est particulièrement agaçant. En 1982, dans l'abondance de l'activité constitutionnelle, le ministère de la Justice sollicita des avis en vertu du Fonds de consultation et de développement. Les *Gays of Ottawa* ont alors soumis une requête dans laquelle ils proposaient de partager les frais de recherches et l'élaboration d'études légales sur les diverses lois qui touchent les lesbiennes et les homosexuels. À notre connaissance, cette requête fut la seule du genre présentée. La requête fut rejetée. Grâce à la Loi sur l'accès à l'information, nous avons appris les raisons qui justifiaient ce refus. Apparemment, on estimait que l'information aurait pu «servir de plate-forme de lancement d'une campagne politique par la communauté des homosexuels». De plus, les opinions divergeaient sur la question de savoir si l'article 15 de la Charte aurait des conséquences sur la question de l'orientation sexuelle. Pour des motifs vils comparables, le gouvernement fédéral refusa d'accorder des fonds à la Faculté de droit de l'Université Laval pour une conférence portant sur l'homosexualité et la justice.

Par conséquent, nous craignons que les trois dernières années n'aient rien apporté de nouveau en termes d'élaboration de la question. Nous craignons que la question sur l'orientation sexuelle n'ait fait l'objet que d'un examen superficiel et désintéressé et que ce manque d'information serve de justification pour retarder davantage les débats sur des questions d'égalité fondamentales.

Mme McIntosh: En fait le très grand nombre de questions à débattre nous oblige à ne les traiter que de façon générale. Nous traiterons plus en profondeur les questions plus appropriées; toutefois, en tant qu'organisation bénévole qui s'intéresse à un grand éventail de services communautaires, nous trouvons cela onéreux de détourner des ressources communautaires rares pour la réalisation d'études juridiques complexes pour lesquelles nous payons déjà des impôts.

La première forme de discrimination pour les homosexuels est celle que le gouvernement fédéral exerce injustement à leur égard en matière d'emploi.

Le gouvernement fédéral est un important employeur, formateur et éducateur au Canada. Le fait de refuser à quiconque le droit de fréquenter des universités et des écoles de métier subventionnées par le gouvernement fédéral ou de devoir préciser à quel groupe on appartient quand on soumet des demandes pour des emplois précis constitue un geste très préjudiciable. De plus, une attaque généralisée contre une minorité a de très grandes répercussions sur les possibilités d'emploi et de carrière ailleurs. Cet effet est décrit dans un récent rapport de la Rand Corporation. Celui-ci établit un lien entre le fait de refuser à quiconque d'occuper des postes de

[Text]

To deny employment to any minority is a serious and hostile act with widespread consequences. Under both the charter and the United Nations convention concerning discrimination in respect of employment and occupation, such acts must be justified.

In the field of labour law there is a concept of bona fide occupational requirements which refers to qualities that are legitimately required by candidates in order to perform the duties of a position. Objective scientific proof is required to prove that these requirements arise from the specific duties of the position. Furthermore, the requirements must be applied to specific applicants rather than to categories of individuals. Lastly, the employer must be able to prove in each case that reasonable accommodation cannot be made to enable an individual applicant to accept and fulfil the position.

It should be noted here that the term "bona fide" has two meanings: (a) genuinely or sincerely believed, as in good faith; and (b) valid, having an objectified basis in reality or fact.

Mr. B. Johnston: In the particular case of the policies of the RCMP and the Canadian Armed Forces, their "occupational requirements" are derived in a completely backward manner. From an examination of Canadian Forces policy letters, which we have dated through 1977 through to 1982, and the RCMP aide-memoire, which was presented to this committee earlier in May, we can see that both organizations have created a stereotype of the typical homosexual. They have invested this creature with alleged characteristics. They have then compared their creation to a series of selected criteria for employment and concluded that their mythical homosexual fails on all counts. Their conclusion is then expanded to apply to each and every lesbian and gay man. By coining the new term "bona fide occupational impediment", they have attempted to disguise a blatant act of wholesale discrimination which has no justification in fact or reality. This is not an acceptable "good faith" process for the federal government.

We can examine these offensive policies in detail. However, it is quite clear that they are based on homophobia, an irrational fear and hatred of homosexuals, rather than on any rigorous development of compelling bona fide occupational requirements.

It is interesting to note that in a secret report, the United States Navy came to the same conclusion in 1956. However, given the communist-homosexual hysteria of the McCarthy era, the report could only conclude:

It is not considered to be in the best interest of the military departments to liberalize standards ahead of the civilian climate; thus in so far as practicable, it is recommended that the Navy keep abreast of developments but not attempt to take a position of leadership.

[Translation]

combat dans l'armée américaine et l'attitude des civils lorsqu'il s'agit d'accorder à des femmes des postes de direction dans l'industrie.

Le fait de refuser à toute minorité l'accès à certains emplois constitue un acte grave et hostile qui entraîne des conséquences innombrables. Aux termes de la Charte et de la Convention des Nations Unies en ce qui a trait à la discrimination en matière d'emploi, de tels actes doivent être justifiés.

Dans la législation du travail, il est question d'exigences professionnelles normales, c'est-à-dire des qualités que les candidats doivent posséder pour exécuter les fonctions d'un poste. Il faut démontrer de façon scientifique et objective que ces exigences relèvent des fonctions précises du poste. De plus, ces exigences doivent s'appliquer à des candidats déterminés plutôt qu'à des catégories d'individus. Enfin, l'employeur doit être en mesure de prouver dans chaque cas qu'il est impossible d'arriver à un compromis raisonnable de façon à permettre à un candidat d'accepter le poste et d'en remplir les fonctions.

Il est à souligner ici que le terme «bona fide» a deux significations: (a) qu'on croit franchement ou sincèrement, comme dans bonne foi; et (b) valide, ayant un fondement objectif dans la réalité ou les faits.

M. B. Johnston: Dans le cas des politiques de la GRC et des Forces canadiennes, leurs exigences d'emploi sont établies selon un procédé complètement inverse. Selon un examen de lettres concernant la politique des Forces canadiennes, lettres qui ont été écrites entre 1977 et 1982, et de l'aide-mémoire de la GRC qui fut présenté devant le présent Comité au début du mois de mai, nous pouvons constater que les deux organismes ont créé un stéréotype de l'homosexuel et en ont déterminé les caractéristiques présumées. Ils ont ensuite confronté le profil établi à un ensemble de critères d'emploi donné et ils ont conclu que l'homosexuel mythique ne répondait à aucune des exigences. Les mêmes conclusions ont alors été tirées à l'égard de toutes les lesbiennes et de tous les homosexuels. Grâce à la nouvelle expression «empêchement professionnel déterminé de bonne foi», ils ont essayé de camoufler un acte de discrimination flagrant sans justification dans les faits ou dans la réalité. Ce processus est loin d'être «de bonne foi» pour le gouvernement fédéral.

Nous pouvons examiner en détail ces politiques offensantes. Toutefois, il est assez clair qu'elles sont fondées sur l'homophobie, la haine, une crainte irrationnelle à l'égard des homosexuels, plutôt que sur la mise au point rigoureuse d'exigences professionnelles normales.

Il est intéressant de noter que, dans un rapport secret, la *United States Navy* en est venue à la même conclusion en 1956. Par contre, étant donné la crainte extrême qu'inspiraient à l'époque les communistes et les homosexuels, le rapport ne pouvait que conclure ce qui suit:

Il ne semble pas qu'il soit dans l'intérêt des différents départements militaires de libéraliser les normes avant que cela ne soit fait dans le secteur civil; il est donc recommandé que la Marine se tienne au courant de l'évolution de la situation, sans essayer de faire figure le chef de file.

[Texte]

We think that our military and police forces now need and would welcome leadership from Parliament.

An earlier witness who appeared before you introduced anecdotal material concerning the alledged security risk that all gay men and lesbians pose to military and national security. We expect this committee to firmly reject such excuses on the grounds of the circular catch-22 argument used and the example of the many lesbians and gay men who presently hold security clearances to the highest level in the Public Service. However, we also feel that we have particular insight on this matter. A brief examination of an event like the Kiessling affair can identify for you a serious security vulnerability which policy analysts, blinded by homophobia, appear to have ignored. We are prepared to explore this point with you further.

Ms McIntosh: We would now like to briefly address a broad range of systemic and direct discriminatory law and practices which restrict the ability of lesbians and gay men to establish satisfying and fulfilling lives.

The CBC maintains that widespread prejudice against lesbians and gay men justifies the CBC in joining that discrimination. Thus we are faced with a blanket exclusion for public service air time regardless of the nature of the public service offered. The buzzwords often used by the CBC in rejecting our public service announcements are that our existence is "too controversial" or that we are "too political". This must stop.

The World Health Organization classifies homosexuality as a disease with no supporting justification. This category is frequently used to oppress gay men and lesbians in other countries. The Department of National Health and Welfare contributes to this oppression by supporting the WHO designation. We feel Canada should not use such an unjustified classification and should register an objection to its use.

• 1650

A number of countries use homosexuality as a political tool for oppression of individuals with a homosexual orientation, and frequently label them as criminals, upon detection. Some countries now offer political asylum to gay and lesbian refugees. Canada denies immigration even though the so-called crimes do not exist in Canadian law.

Heterosexual Canadians have the advantage and benefit of living with the person they love by entering into a marriage arrangement with a foreign spouse. Gay men and lesbians are not allowed such privileges.

Gay and lesbian relationships meet all of the emotional and supportive criteria of common-law heterosexual relationships. These bonds are as primary to our existence and as important

[Traduction]

Nous pensons que nos forces militaires et policières ont maintenant besoin de lignes directrices en provenance du Parlement, et ces lignes directrices seraient les bienvenues.

Un intervenant qui a déjà exprimé son opinion devant le Comité a raconté quelques anecdotes concernant les présumés risques de sécurité que les homosexuels et les lesbiennes posent en matière de sécurité militaire et nationale. Nous osons croire que le Comité rejettera les arguments fallacieux et sans issue donné par cette personne et ne tiendra pas compte de l'exemple donné au sujet de nombreuses lesbiennes et de nombreux homosexuels qui détiennent actuellement des cotes de sécurité au plus haut niveau de la Fonction publique. Toutefois, nous pensons également que nous avons une perception particulière de ces questions. Un court examen de l'affaire Kiessling permet d'identifier une grave faiblesse du système de sécurité que les analystes en matière de politique, aveuglés par l'homophobie, ne semblent pas avoir vu. Nous sommes prêts à approfondir ce point de vue avec vous.

Mme McIntosh: Nous aimerions maintenant considérer une vaste gamme de lois et pratiques discriminatoires directes et institutionnalisées qui restreignent les possibilités que les lesbiennes et les homosexuels ont de se donner une vie satisfaisante et épanouissante.

La Société Radio-Canada maintient que le préjugé répandu contre les lesbiennes et les homosexuels justifie le fait qu'elle fasse elle aussi de la discrimination. On ne nous accorde aucune des périodes réservées au public, sans égard à la nature du service public offert. Pour rejeter nos demandes la Société Radio-Canada emploie souvent des expressions passe-partout du genre «trop controversé» sujet «trop politisé». Cela doit prendre fin.

L'Organisation mondiale de la santé classe l'homosexualité au rang des maladies, sans donner aucune justification. Dans d'autres pays, cette désignation est souvent utilisée pour opprimer les homosexuels et les lesbiennes. Le ministère de la Santé et du Bien-être social contribue à cette oppression en appuyant la désignation de l'OMS. Nous pensons que le Canada ne doit pas utiliser une classification si injustifiée et qu'il doit formuler une objection à ce sujet.

Un certain nombre de pays se servent de l'homosexualité comme moyen politique pour opprimer des individus d'orientation homosexuelle, qu'ils appellent souvent des criminels dès que leur orientation est connue. Certains pays offrent actuellement l'asile politique aux homosexuels et aux lesbiennes. Le Canada refuse le droit d'immigrer dans de tels cas même si les prétendus crimes d'homosexualité ne figurent pas dans les lois canadiennes.

Les Canadiens hétérosexuels ont la chance de vivre avec la personne qu'ils aiment en contractant un mariage avec un conjoint d'un autre pays. Les homosexuels et les lesbiennes ne jouissent pas d'un tel privilège.

Les relations des homosexuels et des lesbiennes satisfont aux mêmes critères que les relations des hétérosexuels de droit commun. Ces relations sont essentielles à notre existence et

[Text]

to social stability and human connectedness as any heterosexual relationship. Benefits given to Public Service employees simply on the basis of their heterosexual character are forbidden to gay men and lesbians despite their equal nature. Such a denial, with no other justification than a brutal tradition of the suppression of gay relationships, is evil.

Mr. B. Johnston: United States law, in violation of the Helsinki Accord, forbids the entry of all foreign gay men and lesbians for visiting, business or immigration. Gay and lesbian civil servants are constantly placed in the invidious situation of having to break U.S. law whenever their employer, the federal government, requires them to enter the United States. The Department of External Affairs should immediately register a protest against this violation of human rights.

We recognize this committee does not have a mandate to examine the Criminal Code of Canada. However, it is extremely important you appreciate the negative impact it has on the lives of gay men and women. As the law is presently interpreted by the police, our homes are common bawdy-houses by definition. This is totally unacceptable.

The Criminal Code also establishes unequal age limits for heterosexual and homosexual relationships. Somehow, the judgment appears to have been made that heterosexuals become adults earlier than gay men and lesbians. This is also unacceptable.

A most serious issue is the institutionalized bigotry which gay and lesbian Canadians face from federal government institutions, particularly the justice system. In the courts, our relationships are often labelled as "unhealthy" by federal judges, with no supporting evidence, particularly in cases involving child custody.

But perhaps the most extreme and worrisome example is provided by the RCMP *aide-mémoire* and statements from Commissioner Simmonds about the discomfort of Canada's police forces. As a caution, you should be aware that, with respect to gay men and lesbians, the McDonald Royal Commission on RCMP activities concluded in 1981 that the force had "poor analytical capability".

The focus of the *aide-mémoire* is the fabrication of a stereotypic male homosexual. He—his employment—is constructed as a "subversive, unwholesome, disruptive presence", who would "thrust his tendencies", "do grave damage", "undermine leadership", "inflict his views", "cause additional stress", and "solicit a socially abhorrent relationship" with "scandalous, disgraceful, and unusual behavioural traits", generating "repugnance, loss of faith and trust", and other unspecified "dangers".

[Translation]

aussi importantes du point de vue de la stabilité sociale et des relations humaines que les relations entre personnes de sexe différent. Les avantages accordés aux fonctionnaires hétérosexuels, simplement en raison de leur orientation, sont refusés aux homosexuels et aux lesbiennes en dépit de leur égalité. Un tel refus, sans autre justification que la coutume brutale de supprimer toute relation homosexuelle, est évidemment un mal.

M. B. Johnston: Les lois américaines, au mépris de l'Accord d'Helsinki, interdisent l'entrée du pays à tous les étrangers d'orientation homosexuelle ou lesbienne, que ce soit pour y effectuer une visite, y conclure des affaires ou y immigrer. Les fonctionnaires canadiens d'orientation homosexuelle ou lesbienne sont constamment placés dans la situation humiliante d'avoir à enfreindre les lois américaines chaque fois que leur employeur, c'est-à-dire le gouvernement fédéral, leur demande d'aller aux États-Unis. Le ministère des Affaires extérieures doit immédiatement protester contre cette violation des droits de l'homme.

Nous reconnaissons que ce Comité n'a pas pour mandat d'étudier le Code criminel du Canada. Toutefois, il est extrêmement important que vous ayez une idée des répercussions néfastes du Code sur la vie des homosexuels et des lesbiennes. D'après l'interprétation actuelle de la loi par la police, nos résidences sont par définition des maisons de débauche. C'est tout à fait inacceptable.

Le Code criminel établit également des limites d'âge différentes dans le cas des relations hétérosexuelles et des relations homosexuelles. On a apparemment jugé que les hétérosexuels deviennent adultes plus tôt que les homosexuels et les lesbiennes. Cela est également inacceptable.

Un problème très grave vient de la bigoterie institutionnalisée à laquelle les Canadiens d'orientation homosexuelle ou lesbienne doivent faire face dans les institutions du gouvernement fédéral, particulièrement en matière judiciaire. Devant les tribunaux, nos relations sont souvent qualifiées de «malsaines» par les juges fédéraux, sans preuve à l'appui, particulièrement dans les causes reliées à la garde d'enfants.

Mais l'exemple le plus fort et le plus troublant nous est peut-être fourni par l'aide-mémoire de la GRC et par les affirmations du commissaire Simmonds au sujet du malaise des forces policières du Canada. Je dois tout d'abord vous dire que la Commission d'enquête McDonald sur certaines activités de la GRC a conclu en 1981 que la force policière avait démontré de piètres qualités d'analyse dans le cas des homosexuels et des lesbiennes.

Le point central de l'aide-mémoire est l'établissement du profil d'un mâle homosexuel type. L'engager reviendrait à introduire dans un organisme un élément subversif, perturbateur et malsain, qui propagerait ses propres tendances, porterait de graves préjudices, nuirait à la bonne gestion de l'entreprise, chercherait à imposer ses points de vue, serait cause d'un stress supplémentaire, solliciterait des relations socialement inacceptables, sans parler des comportements scandaleux, disgracieux et inhabituels qui sont source de répugnance, de perte de foi et de confiance et d'autres dangers non précisés.

[Texte]

Five times, the author exploits the stereotypic image of the homosexual as a child or youth molester.

The security argument adds the refinement of the exploitability of our "propensity", whatever that is.

The document ignores and contradicts the Canadian Human Rights Commission poll which indicates public acceptance of gay and lesbian RCMP members.

In this document we have the homosexual monster, a Frankenstein who "thrushes, solicits, damages and inflicts his dangers" on the uncomfortable RCMP policy-drafter.

Frankly, through the skilled use of innuendo and direct misrepresentation, this RCMP Zundel, really, has generated an incredible piece of hate propaganda. What gay person would welcome the assistance of a police officer who held the distorted views contained in this *aide-mémoire*? What police officer could really give unaffected assistance to a gay man or woman if he or she really believed that nonsense?

To put this RCMP policy statement into a human perspective, we would encourage each member of the committee to read the document carefully and insert his own name wherever we are referred to. You should also note that significant sections of this document have been extracted verbatim from a 1979 letter on the subject from the Department of National Defence.

We sincerely hope this offensive piece of hate propaganda is withdrawn with apologies.

In San Francisco, there are an estimated 150 gay and lesbian police officers on a staff of 1,987. The heterosexual partner of gay cop John Hicks is quoted in a recent *Esquire* magazine as saying, he is the best cop I have ever worked with. We think that we can hear that kind of statement in Canada without too much trouble.

• 1655

Ms McIntosh: In the preamble to the Canadian Human Rights Act, the principles of equality are stated:

Every individual should have equal opportunity with other individuals to make for himself or herself the life that he or she is able and wishes to have, consistent with his or her duties and obligations as a member of society, without being hindered in or prevented from doing so by discriminatory practices.

At this point, the Canadian Human Rights Act fails the equality rights test and the open-ended character of section 15(1) of the charter. The act establishes a select grouping of acceptable classifications for which the benefits of protection

[Traduction]

A cinq reprises l'auteur parle de l'homosexuel type comme d'un être qui cherche à attenter à la pudeur des enfants ou des jeunes.

Le critère de sécurité ajoute un raffinement: la possibilité d'exploiter la valeur du mot «propension», même si on ne voit pas trop bien de quoi il s'agit.

Le document met de côté et contredit l'enquête effectuée par la Commission canadienne des droits de la personne qui indique que le public accepte que des membres de la GRC soient d'orientation homosexuelle ou lesbienne.

Dans ce document, il est question du monstre homosexuel, une sorte de *Frankenstein* qui s'impose, sollicite, crée des torts et fait courir des dangers au pauvre responsable de la politique à la GRC.

En toute franchise, par ces insinuations habiles et ses fausses représentations directes, ce Zundel de la GRC a produit une incroyable somme de propagande haineuse. Quel homosexuel pourrait se réjouir de l'aide d'un agent de police qui entérine les points de vue dénaturés contenus dans cet aide-mémoire? Un agent de police qui croirait réellement à tout ce fatras pourrait-il venir sincèrement à l'aide d'un homosexuel ou d'une lesbienne?

Pour bien placer cet énoncé de principe de la GRC dans une perspective humaine, nous encourageons tous les membres du Comité à lire le document avec soin et à s'imaginer que ce sont eux les homosexuels dont on parle. Nous voudrions également souligner le fait que d'importantes sections de ce document ont été tirées textuellement d'une lettre de 1979 écrite sur le sujet, au ministère de la Défense nationale.

Nous espérons sincèrement que ce document offensant de propagande haineuse sera retiré et que des excuses seront présentées.

Dans la ville de San Francisco, il y a environ 150 agents de police d'orientation homosexuelle ou lesbienne sur un total de 1,987 agents. Les paroles du partenaire hétérosexuel du policier homosexuel John Hicks sont citées dans un récent numéro du magazine *Esquire*. Selon le partenaire il s'agit du meilleur policier avec lequel il ait jamais travaillé. Nous pensons que ce genre de déclaration peut être faite au Canada sans trop d'ennui.

Mme McIntosh: Dans le préambule de la Loi canadienne sur les droits de la personne, les principes de l'égalité sont énoncés comme suit:

Tous ont droit, dans la mesure compatible avec leurs devoirs et obligations au sein de la société, à l'égalité des chances d'épanouissement, indépendamment des considérations fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, . . .

C'est là que la Loi canadienne sur les droits de la personne ne garantit pas les droits à l'égalité et ne respecte pas le caractère sans limite fixe du paragraphe 15(1) de la Charte. La loi prévoit un certain nombre de situations dans lesquelles elle

[Text]

will be granted. Canadians are now divided into two groups: those who have achieved the requisite social consensus of majority approval, and those who, facing the same penalties of irrational prejudice and discrimination, must fend for themselves without the benefit of equal access to the balancing of protection and justice of the Canadian Human Rights Commission.

We feel strongly that the Canadian Human Rights Act should be brought into line with the open-ended character of subsection 15.(1) of the charter so that each and every individual faced with irrational and capricious discrimination can take advantage of the benefit and protection now afforded to listed minorities.

Whereas we appreciate that the Department of Justice considers subsection 15.(1) of the charter to be open-ended, the final arbiter is still the courts. We are concerned that institutional biases are weighted against gay men and lesbians. If you, members of the committee, are convinced that equal protection should be available on the grounds of sexual orientation, the charter should be amended to reflect that conviction. This would have the advantage of providing a clear message to the courts and to purveyors of hate in this country. It would have a significant educational benefit and demonstrate Parliament's commitment to equality for gay men and lesbians.

We have touched on a broad range of equality issues affecting lesbians and gay men. We do not realistically expect this committee, given your resources and mandate, to deal with all of them in a manner similar to the treatment afforded by a recent Swedish parliamentary commission. Moreover, it seems likely that entrenched homophobes will seek exemptions to frustrate the government's objectives of limiting court battles on constitutional matters.

We do conclude, though, that this committee can do much to ease the bigotry, to defuse the propaganda of hate within federal institutions, and provide some protection against unreasonable and capricious discrimination.

We therefore recommend the following things:

1. That the provisions of the Canadian Human Rights Act be immediately amended to reflect the open-ended character of the charter.
2. That the barriers against the employment of gay men and lesbians in the federal government be removed.
3. That the Canadian Human Rights Commission be given a priority mandate for education on sexual orientation within all public institutions affected by the charter and the Canadian Human Rights Act.
4. That an amendment to subsection 15.(1) of the charter be sought to include sexual orientation.

This concludes our formal presentation to this committee. We would now be pleased to answer any questions you may have. Thank you.

[Translation]

peut intervenir. Les Canadiens se trouvent maintenant divisés en deux groupes: ceux qui ont obtenu l'approbation de la majorité et ceux qui, face à la discrimination et aux préjugés irrationnels, qui doivent se débrouiller sans pouvoir jouir comme les autres de la protection et des droits que leur accorde la Commission canadienne des droits de la personne.

Nous sommes convaincus que la Loi canadienne sur les droits de la personne devrait respecter le caractère sans limite fixe du paragraphe 15(1) de la Charte de façon que toutes les personnes confrontées à une discrimination irrationnelle et capricieuse puissent bénéficier des droits et de la protection accordés aux minorités énumérées.

Bien que nous sachions que le ministère de la Justice considère que le paragraphe 15(1) de la Charte n'a pas de limite fixe, ce sont les tribunaux qui, au bout du compte, se prononceront sur la question. Nous nous soucions du fait que les préjugés des institutions desservent les homosexuels, hommes et femmes. Si vous, membres du Comité, êtes convaincus qu'une protection égale devrait être offerte en ce qui concerne l'orientation sexuelle, il vous revient de modifier la Charte pour refléter cette conviction. Vous transmettriez ainsi un message clair aux tribunaux ainsi qu'aux pourvoyeurs de haine dans ce pays. Cela permettrait en outre de modifier considérablement l'attitude des gens et de montrer que le Parlement s'engage à garantir l'égalité pour les homosexuels.

Nous avons traité d'un grand nombre de questions d'égalité qui touchent les homosexuels hommes et femmes. Nous ne nous attendons pas à ce que ce Comité, compte tenu de ses ressources et de son mandat, règle ces questions de la même façon que l'a fait récemment une commission parlementaire en Suède. Du reste, il semble probable que les ennemis de longue date des homosexuels trouveront des moyens de mettre des bâtons dans les roues du gouvernement qui vise à limiter les batailles judiciaires pour des motifs constitutionnels.

Nous croyons cependant que ce Comité peut véritablement réduire le sectarisme, mettre un frein à la propagande haineuse dans les institutions fédérales et offrir une protection contre une discrimination exagérée et capricieuse.

Nous faisons par conséquent les recommandations suivantes:

1. Que les dispositions de la Loi canadienne sur les droits de la personne soient immédiatement modifiées pour refléter le caractère sans limite fixe de la Charte.
2. Que les barrières élevées contre l'emploi d'homosexuels hommes et femmes au gouvernement fédéral soient abolies.
3. Que la Commission canadienne des droits de la personne se voie attribuer en toute priorité la responsabilité d'un programme d'éducation en matière d'orientation sexuelle et ce, à l'égard de tous les organismes publics touchés par la Charte et la Loi canadienne sur les droits de la personne.
4. Que l'on modifie le paragraphe 15(1) de la Charte pour inclure l'orientation sexuelle.

Notre exposé est maintenant terminé. Nous sommes maintenant prêts à répondre à vos questions. Merci.

[Texte]

The Chairman: I would like to thank you both for a very thorough briefing of the issues. As you say, you have been following the work of the committee as it has been going across the country. We have heard from a great many groups sharing your concern and perspective.

We will begin with questions from Roger Clinch, Member of Parliament for Gloucester.

Mr. Clinch: I would refer to page 3 of your presentation, where you talk about the issue paper. I will quote the following:

Whereas it is acknowledged that section 15.(1) of the charter was clearly intended to be comprehensive and open-ended, the selective choice of fact and example seems to be negative and begrudging.

You added to your brief today the recommendation that we add sexual orientation to the charter. I wonder if you can rationalize those two things for me.

Ms McIntosh: I think subsection 15.(1) of the charter has been taken to be fairly open-ended and comprehensive. However, in that same section there are grounds of discrimination listed. We, as gay men and lesbians, have been excluded once more from those particular grounds of discrimination.

• 1700

We are recommending that sexual orientation be included in this section of the charter to secure that extra protection that has been extended to other minorities. We think that even as it stands, subsection 15.(1) of the charter does and can apply to gay men and lesbians. But if we are recommending that all of the human rights legislation in the country, such as the Canadian Human Rights Act, be amended to include sexual orientation along with other grounds of discrimination, then it is only reasonable that it should be added to the charter as well.

Mr. Clinch: Do we not then get into an exhaustive list? Then if things just end up in the courts, the courts will just focus in on the things that are listed and the things that are not listed will not be considered or given any import if we start in to adding and making recommendations to add to the charter. If you submit that subsection 15.(1) of the charter is open-ended, and then we make recommendations to add other classifications, are we not getting into . . .

Mr. B. Johnston: I think the point here is that sexual orientation is not viewed by many people in this country as a really legitimate element for discrimination; it is not accepted that people should have protection on the basis of sexual orientation. If the members here really believe that it should be, then this operates to educate others. We face a massive discrimination and a lot of ignorance in this country.

Mr. Clinch: I am not disputing that for a moment, but if the Human Rights Act is changed . . .

[Traduction]

Le président: J'aimerais vous remercier tous les deux pour cet exposé très approfondi. Comme vous le disiez, vous avez suivi le travail du Comité au cours de ses déplacements dans le pays. Nous avons écouté un grand nombre de groupes qui partagent vos préoccupations et vous vues.

Nous allons commencer par les questions de Roger Clinch, député de Gloucester.

M. Clinch: J'aimerais me référer à la page 3 de votre document où vous parlez du problème. Je cite:

Attendu qu'il est reconnu que le paragraphe 15(1) de la Charte devait de toute évidence être complet et sans limite fixe, le choix des faits et des exemples semble être néfaste.

Vous avez ajouté à votre exposé aujourd'hui une recommandation, que nous ajoutions l'orientation sexuelle à la Charte. Je me demande si vous pouvez m'expliquer ces deux choses.

Mme McIntosh: Je pense que le paragraphe 15(1) de la Charte est considéré comme suffisamment souple et complet. Toutefois, dans ce même article sont cités des motifs de discrimination. En tant qu'homosexuels, hommes et femmes, nous avons été une fois de plus exclus de ces motifs particuliers de discrimination.

Nous recommandons que l'orientation sexuelle figure dans cet article de la Charte afin de garantir cette protection supplémentaire accordée aux autres minorités. Nous pensons que même tel qu'il se présente, l'alinéa 15(1) de la Charte s'applique et peut s'appliquer aux homosexuels, hommes et femmes. Mais si nous recommandons que toutes les lois portant sur les droits de la personne dans le pays, telles que la Loi canadienne sur les droits de la personne, soient modifiées de façon à comporter l'orientation sexuelle au même titre que les autres motifs de discrimination, il semble logique qu'elles soient également ajoutées à la Charte.

M. Clinch: Ne parlons-nous pas alors d'une liste exhaustive? Dans pareil cas, si tout finit par aboutir devant les tribunaux ces dernières ne se concentreront que sur ce qui est énuméré et ce qui ne l'est pas ne sera considéré que si nous commençons à les ajouter et à faire des recommandations d'ajouts à la Charte. Si vous dites que l'alinéa 15(1) de la Charte est sans limite fixe, et si nous recommandons d'ajouter d'autres classifications, n'arrivons-nous pas à . . .

M. B. Johnston: Je crois que le problème c'est que l'orientation sexuelle n'est pas considérée par beaucoup de gens dans ce pays comme un véritable élément de discrimination; il n'est pas accepté que les gens devraient bénéficier d'une protection pour des motifs d'orientation sexuelle. Si les membres pensent vraiment que tel devrait être le cas, cela permet d'éduquer les autres. Nous sommes confrontés à une discrimination massive et à beaucoup d'ignorance dans ce pays.

M. Clinch: Je ne veux pas contester cela mais, si la Loi sur les droits de la personne est modifiée . . .

[Text]

Ms McIntosh: I am not sure if I quite understand your argument. If section 15 of the charter could stand alone as being open-ended, then why were the other standard prohibited grounds of discrimination included in that section? All we are saying is that yes, it is open-ended, and yes, it should apply to gay men and lesbians as well. If you are going to, in that section, list sex, race, creed, etc., etc., then list sexual orientation as well.

Mr. Clinch: I would suggest that probably they were made by way of example. I am assuming and hoping that is the case.

Ms McIntosh: Then I think maybe I could just expand a little bit on Blair's point. If they are put in there as examples, I think it is even more important for gay men and lesbians to have sexual orientation included in that list of examples. Because as Blair says, there are very many citizens of Canada and institutions in Canada who do not automatically include sexual orientation along with those other grounds.

Mr. Clinch: What about all the other groups that are not listed there?

Mr. B. Johnston: That is really up to this committee. If you feel there are other groups that should be listed there, then I would expect they would make those recommendations and you would either accept or reject them.

Mr. Clinch: Are you following my logic? You know, if we start with an exhaustive list, that will be it; there is no open-endedness.

Mr. B. Johnston: That is quite true, yes. Perhaps there is not an exhaustive list that you could come up with. But we do have a partial list now, and we feel that for our own interest it would be quite valuable to us and to the protection offered to gay men and lesbians in this country to have sexual orientation included.

Mr. Clinch: Is there a particular reason why there was an afterthought to that in your brief? Is there a particular reason why that was an afterthought?

Mr. B. Johnston: Well, we were drafting this brief just over the weekend and what not. It was not really an afterthought. This was finished probably Sunday night, and then we had to get it in for printing. Then as we each read it over we started making all kinds of corrections.

Ms McIntosh: We had been informed that we would be able to appear before the committee in September. At the time that we were informed, just about a week ago, that we would be able to appear today, we had just a week to get our rough draft into a final draft.

Mr. Clinch: Thank you.

The Chairman: Mary Collins.

Mrs. Collins: Thank you very much. I might just say, as you know, that we have heard from a great many groups across the country, so many of the arguments we have heard. So if we are

[Translation]

Mme McIntosh: Je ne suis pas sûre de bien comprendre votre argumentation. Si l'article 15 de la Charte est considéré sans limite fixe, pourquoi les autres motifs de discrimination habituels ont-ils été inclus dans cet article? Tout ce que nous disons, c'est que l'article est sans limite fixe et qu'il devrait s'appliquer également aux homosexuels, hommes et femmes. Si la liste des éléments énumérés dans cet article comprend le sexe, la race, la religion, etc., il faut alors aussi y ajouter l'orientation sexuelle.

M. Clinch: Il me semble que cette liste de motifs a été probablement donnée comme exemple. Je le suppose et je l'espère.

Mme McIntosh: À ce moment-là, j'aimerais m'étendre un peu sur le point de vue de Blair. Si ces motifs sont indiqués à titre d'exemple, je pense qu'il est encore plus important pour les homosexuels, hommes et femmes, que l'orientation sexuelle fasse partie de cette liste d'exemples. En effet, comme le dit Blair, beaucoup de citoyens et d'institutions au Canada n'incluent pas automatiquement l'orientation sexuelle dans cette liste de motifs.

M. Clinch: Que dire de tous les autres groupes qui ne sont pas énumérés dans la loi?

M. B. Johnston: C'est au Comité de décider. Si vous pensez que d'autres groupes devraient être inclus dans cette liste, ils en feraient la recommandation que vous accepteriez ou rejetteriez.

M. Clinch: Me comprenez-vous bien? Vous savez que si nous dressons une liste exhaustive, elle sera définitive et aura des limites fixes.

M. B. Johnston: C'est vrai, en effet. Peut-être n'arriverez-vous pas à dresser une liste exhaustive. Mais nous avons maintenant une liste partielle et pensons que dans notre intérêt, il vaudrait mieux pour nous et pour la protection offerte aux homosexuels, hommes et femmes, de ce pays d'y inclure l'orientation sexuelle.

M. Clinch: Pour quelle raison particulière votre exposé renferme-t-il une réflexion après coup?

M. B. Johnston: Nous avons rédigé cet exposé au cours de la fin de semaine. Ce n'était pas vraiment une réflexion après coup. Nous avons probablement terminé cet exposé dimanche soir et l'avons ensuite envoyé à l'impression. Puis, à la relecture, nous avons commencé à y apporter toutes sortes de corrections.

Mme McIntosh: Nous avons appris que nous pourrions nous présenter devant le Comité en septembre. Au moment où nous avons été informés, il y a environ une semaine, que nous pourrions nous présenter aujourd'hui, il ne nous restait qu'une semaine pour en faire la rédaction finale.

M. Clinch: Merci.

Le président: Mary Collins.

Mme Collins: Merci beaucoup, j'aimerais simplement dire, comme vous le savez, que beaucoup de groupes du pays ont exprimé bien des arguments que nous avons entendus. La

[Texte]

not asking you perhaps some questions, it is because I think we have already asked them. It is certainly not a lack of interest in them.

• 1705

But there are a couple of things you mention in your brief that I had not heard before. One was on the issue of immigration. I was not quite clear from what you said... do our existing laws preclude gay men and lesbians being accepted as immigrants, or only when you want to bring them in as a common-law partner?

Mr. B. Johnston: There are two questions, actually, under the immigration section there. One is where an individual is considered to be a criminal in another country and comes to Canada and is rejected. That is the first point. For example, in British law, to be gay, if you are in the armed forces, you become an automatic criminal. It is a criminal offence. So when a person arrives in Canada as a landed immigrant and goes through the process and then applies to become a Canadian citizen, they discover he has this criminal conviction against him for being gay. Then he is automatically excluded.

The other point relates to relationships where gay men and lesbians have established relationships with foreign gays or lesbians. There is no provision for that individual to come into the country except under other pretenses.

Mrs. Collins: Yes, that has certainly been brought to our attention before. But this other one...

Ms McIntosh: Basically the Canadian immigration laws no longer blatantly refuse to admit an immigrant solely on the grounds of homosexuality *per se*. What Blair is trying to explain is that part of the immigration laws of this country say if you have a criminal record in your country of origin, then you cannot be accepted as an immigrant to Canada. Homosexuality is against the law in a fair number of countries in the world today, so a gay person is very much penalized by that. If they have been convicted of nothing more than being gay in another country and they try to immigrate into Canada, they are refused.

Mr. B. Johnston: For example, in Iran it is the death penalty and in Cuba it is at least five years in prison if you are detected as a gay person.

Mrs. Collins: So a person might have had a criminal record in that country of origin and our immigration officials would not look beyond the reason for that conviction.

Mr. B. Johnston: As I understand it, there is a case right now in Montreal where a man, a British immigrant, has been denied status as a Canadian citizen and is being deported from the country.

Mrs. Collins: On that ground alone.

[Traduction]

raison pour laquelle nous ne vous posons peut-être pas certaines questions, c'est que je pense que nous les avons déjà posées. Ce n'est certainement pas parce que nous ne nous y intéressons pas.

Mais il y a certaines choses que vous mentionnez dans votre exposé dont je n'avais encore jamais entendu parler. Par exemple, le problème de l'immigration. Je n'ai pas tout à fait compris ce que vous avez dit... Est-ce que nos lois actuelles empêchent les homosexuels, hommes et femmes, d'être acceptés comme immigrants, ou seulement lorsque vous voulez les amener au pays comme conjoints de droit commun?

M. B. Johnston: Deux questions sont en fait soulevées dans l'article sur l'immigration. D'une part, lorsqu'une personne est considérée comme un criminel dans un autre pays et vient au Canada, elle n'est pas acceptée. C'est là le premier point. Par exemple, aux termes de la loi britannique, une personne homosexuelle dans les forces armées devient automatiquement criminelle. Elle est coupable d'une infraction criminelle. Si bien que lorsqu'une personne arrive au Canada à titre d'immigrant reçu et passe par tout le processus avant de faire une demande de citoyenneté canadienne, les autorités découvrent qu'elle a été accusée du crime d'homosexualité. À ce moment-là, elle est automatiquement exclue.

D'autre part, nous parlons des relations que des homosexuels auraient établies avec des homosexuels étrangers. Aucune disposition n'est prévue pour que cette personne soit admise au pays à moins qu'elle n'invoque d'autres prétextes.

Mme Collins: Ce problème a déjà été porté à notre attention. Par contre...

Mme McIntosh: En fait, les lois canadiennes relatives à l'immigration ne refusent plus de manière flagrante d'admettre un immigrant pour de simples motifs d'homosexualité *per se*. Ce que Blair tente d'expliquer, c'est qu'en partie, les lois relatives à l'immigration de notre pays stipulent que si vous avez un casier judiciaire dans votre pays d'origine, vous ne pouvez être accepté au Canada à titre d'immigrant. L'homosexualité est contre la loi dans un assez grand nombre de pays du monde de nos jours, alors un homosexuel est fortement pénalisé à cet égard. Si des homosexuels ont été simplement accusés d'être homosexuels dans un autre pays et qu'ils essaient d'immigrer au Canada, ils sont refusés.

M. B. Johnston: Par exemple, en Iran, l'homosexualité entraîne la peine de mort et à Cuba, au moins cinq années d'emprisonnement.

Mme Collins: Cela revient à dire que les agents d'immigration, face à une personne qui pourrait avoir un casier judiciaire dans son pays d'origine, n'essayerait pas de connaître la raison de l'accusation portée contre elle.

M. B. Johnston: D'après ce que je peux comprendre, nous sommes en présence maintenant, à Montréal, d'un cas type où un homme, immigrant britannique, s'est vu refuser le statut de citoyen canadien et doit être déporté.

Mme Collins: Pour ce seul motif.

[Text]

Mr. B. Johnston: On that ground alone. At least that is the only ground we are aware of. I do not have all the details of the case.

Mrs. Collins: I was not aware of the World Health Organization provisions either. Are any other countries trying to make changes? Perhaps you might just elaborate on the countries which have a more enlightened public policy approach towards homosexuals.

Mr. B. Johnston: I am getting a nod that says Sweden, and I believe the Netherlands, and Norway for sure. I am not familiar with other countries right now.

Mrs. Collins: Have they made any interventions that you are aware of?

Mr. B. Johnston: I am not certain of that.

Mrs. Collins: The third area was on immigration, or just access, to the United States. Is that a policy of the U.S. government?

Mr. B. Johnston: It is rather an interesting one. In 1952, during the McCarthy era, they tried to ban all kinds of communists, fellow travellers, and what not. I think Mr. Mowat was caught up by that, as a person dangerous to the existence of the United States. At that time, because of education and social mores, gay people were considered to be psychopathic personalities. The American Psychiatric Association has removed that label now. The department of national health no longer supports the immigration service in this. So it is only the immigration service itself which is applying that particular law they have.

It has been under some attack in the U.S. government itself. The State department itself realizes it is in violation of the Helsinki Accords, but so far it still remains an internal matter. As a very close neighbour and trading partner, we might be able to assist on that and at least get rid of some of these ugly little barriers that still stigmatize gay men and lesbians.

The Chairman: Mr. Robinson.

• 1710

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

Certainly I want to thank the Gays of Ottawa for appearing before the committee and to recognize the work you have done in the gay community for gays and lesbians in Ottawa for quite a number of years. I think you said that you are probably the oldest group in the country that is doing not just community service work but also information work. I am not sure whether Gays of Ottawa actually appeared, but I believe some of the current members of Gays of Ottawa were involved in the representations to the Justice committee at the time the Human Rights Act was before Parliament back in 1977, 1978, making representations with respect to the Canadian Human Rights Act.

[Translation]

M. B. Johnston: Pour ce seul motif. C'est tout du moins le seul motif que nous connaissons. Je n'ai pas tous les détails du cas.

Mme Collins: Je ne connaissais pas non plus les stipulations de l'Organisation mondiale de la santé. Y a-t-il d'autres pays qui essayent de faire des changements? Peut-être pourriez-vous nous parler des pays adoptant une attitude publique plus bienveillante envers les homosexuels.

M. B. Johnston: Quelqu'un me parle de la Suède, je pense également qu'on peut citer les Pays-Bas et la Norvège. Je ne connais pas la politique des autres pays à cet égard.

Mme Collins: Ont-ils fait des interventions et en avez-vous eu connaissance?

M. B. Johnston: Je n'en suis pas sûr.

Mme Collins: Le troisième point avait trait à l'immigration ou simplement à l'accès aux États-Unis. S'agit-il d'une politique du gouvernement américain?

M. B. Johnston: C'est là un fait intéressant. En 1952, à l'époque du McCarthysme, les États-Unis ont essayé d'interdire l'entrée de toutes sortes de communistes, sympathisants, etc. Je pense que M. Mowat en a fait les frais, puisqu'il a été considéré comme une personne dangereuse pour les États-Unis. A cette époque, en raison de l'éducation et de la morale, les homosexuels étaient considérés comme des psychopathes. L'*American Psychiatric Association* ne les considère plus comme tels. Le ministère de la Santé n'appuie plus son Service d'immigration sur ce point. C'est donc seulement le Service d'immigration lui-même qui applique cette loi particulière.

Elle a été contestée aux sein même du gouvernement américain. Le Secrétariat d'État a lui-même reconnu qu'il s'agit là d'une violation des accords d'Helsinki mais jusqu'à présent, il s'agit d'une affaire strictement interne. À titre de voisin et partenaire commercial très proche, le Canada pourrait apporter une aide dans ce domaine et au moins supprimer quelques-unes de ces affreuses petites barrières qui continuent à stigmatiser les homosexuels, hommes et femmes.

Le président: Monsieur Robinson.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Je tiens à remercier les *Gays of Ottawa* d'être venus présenter leur point de vue au Comité et je reconnais que depuis plusieurs années, ils ont fait du bon travail au sein de la communauté homosexuelle pour les homosexuels et les lesbiennes d'Ottawa. Je crois que vous avez dit que vous étiez probablement le groupe le plus ancien du pays qui ne se borne pas à faire des travaux communautaires mais qui offre également un service d'information. Je n'ai pas la certitude que les *Gays of Ottawa* aient présenté des observations au Comité de la justice au moment où le Parlement étudiait le projet de la Loi sur les droits de la personne au Canada en 1977-1978, mais je crois que certains des membres actuels de cette association ont alors participé au processus d'intervention.

[Texte]

I just had a couple of points, because basically I am very supportive of the recommendations that you have made. I am pleased that you added the recommendation with respect to the amendment to section 15 of the charter as well. I think that, while it can be argued that it is open-ended and includes sexual orientation, ultimately that is a decision to be made by the judiciary, precisely because of the open-ended nature of the charter. Certainly I, as a member of the Constitution committee, remember that, even though the government brought forward an amendment in January 1981 which made the charter open-ended, there was still incredible pressure because one particular group was left out. That was the physically and mentally disabled. There was a great lobby campaign and a lot of pressure and, as a result of that, after the open-ended provision was incorporated, physical and mental disability was added as a specific prohibited ground of discrimination.

Certainly I think the arguments at that point with respect to the disabled are just as compelling today with respect to gays and lesbians in this country, and the addition of sexual orientation would in no way preclude future interpretations that would add other grounds of discrimination to the provisions of the charter.

Just two quick points. Although you do not explicitly refer to it, as you know, before this committee as well as the discussion paper of the Department of Justice is my private member's bill, Bill C-225. Just for the record, I would assume that you would support the provisions of that bill, which would in fact not only amend the Canadian Human Rights Act to include sexual orientation but as well call upon the government to amend all other legislation within the federal jurisdiction that discriminates against gays and lesbians.

Mr. B. Johnston: Actually, I think our position was that if we found that we could use the Canadian Human Rights Act as a vehicle in federal law I think that many of these laws—there is a broad scope of law that does affect, on a systemic basis, gay men and lesbians . . . that we would hope to be able to use that process and deal with individual laws bit by bit, as opposed to just going for, say, a blanket change.

There are a number of areas that really require study that we have not looked at, and we really could not make decent recommendations to change specific laws right at this stage until we have studied the laws made and examined them.

Mr. Robinson: But to the extent that laws do discriminate against gays and lesbians in Canada at the federal level, presumably you would seek equality within the provisions of those laws?

Mr. B. Johnston: Yes.

[Traduction]

Je n'ai qu'un ou deux points à signaler parce que fondamentalement, je suis très en faveur des recommandations que vous avez faites. Je suis aussi heureux que vous ayez ajouté la recommandation concernant la modification de l'article 15 de la Charte. Je crois que même si on peut affirmer qu'elle est non limitative et comprend l'orientation sexuelle, en fin de compte c'est une décision qui doit être prise au niveau judiciaire, précisément en raison de la nature non limitative de la Charte. Certainement, en tant que membre du Comité chargé de la constitution, je me souviens que, même si en janvier 1981, le gouvernement a produit une modification qui rendait la Charte non limitative, des pressions incroyables étaient toujours exercées parce qu'un groupe en particulier était laissé de côté. Il s'agissait des déficients physiques et mentaux. Il y a eu une importante campagne de lobbying et beaucoup de pressions ont été exercées et pour cette raison, après l'incorporation de la disposition non limitative, les déficiences physiques et mentales ont été ajoutées au nombre des motifs de discrimination interdits.

Je pense que les arguments concernant les déficients s'appliquent tout aussi bien aujourd'hui à l'égard des homosexuels et des lesbiennes du pays et que l'ajout de la notion d'orientation sexuelle n'empêcherait aucunement des interprétations futures qui mèneraient à l'ajout d'autres motifs de discrimination dans les dispositions de la Charte.

J'aimerais faire deux remarques rapidement. Bien que vous n'en faires pas précisément mention, comme vous le savez, ma proposition de loi, le projet de loi C-225, a été déposée devant le Comité en même temps que le document de travail du ministère de la Justice. Juste à titre de rappel, je suppose que vous appuyez les dispositions de ce projet de loi qui, de fait, ne se bornerait pas à modifier la Loi canadienne sur les droits de la personne de façon à y inclure la notion d'orientation sexuelle, mais inviteraient également le gouvernement à modifier toutes les autres lois fédérales qui font de la discrimination à l'endroit des homosexuels et des lesbiennes.

M. B. Johnston: En réalité, je crois que nous avons établi que si nous jugions que nous pouvions utiliser la Loi canadienne sur les droits de la personne en tant que véhicule pour la législation fédérale, je crois que beaucoup de ces lois, un grand nombre d'entre elles affectent bel et bien les homosexuels et les lesbiennes . . . que nous espérierions pouvoir recourir à ce processus et nous occuper de chaque loi petit à petit plutôt que de rechercher par exemple, un changement global.

Un grand nombre de domaines que nous n'avons pas abordés doivent être étudiés et nous ne pourrions vraiment pas faire des recommandations convenables visant à modifier des lois précises avant d'avoir étudié et examiné les lois adoptées.

M. Robinson: Mais dans la mesure où les lois sont bel et bien discriminatoires à l'endroit des homosexuels et des lesbiennes au Canada, au niveau fédéral, vous viseriez probablement l'égalité dans les dispositions de ces lois?

M. B. Johnston: Oui.

[Text]

Mr. Robinson: And you would also support adding sexual orientation to the Canadian Human Rights Act?

Ms McIntosh: Oh, whole-heartedly. That is one of our recommendations today and has been our recommendation in briefs we have presented at various other times over the years.

Mr. Robinson: Okay. Just to clarify, those are the provisions of the private member's bill which is before this committee, so I am pleased you would support that.

The final question, or actually I suppose it is a comment and then a question. You indicate that you do not believe the committee has a mandate to examine the Criminal Code of Canada. That was the position taken by the Department of Justice.

Mr. B. Johnston: Yes.

Mr. Robinson: You should be aware of the fact that this is not the position we as a committee are taking.

Mr. B. Johnston: Oh, I see.

Mr. Robinson: We assume that our mandate extends to all federal legislation and practices.

Mr. B. Johnston: I was under the impression from reading the issues paper that the Criminal Code was being reviewed by a separate group within the department.

Mr. Robinson: It may very well be, but we do not accept that this should mean we do not deal with it ourselves.

Mr. B. Johnston: Excellent.

Mr. Robinson: We are certainly looking at some of the issues that you have addressed in the context of the Criminal Code.

Finally, you refer to the Swedish parliamentary commission. Has that report actually been tabled in the Swedish parliament, do you know?

Mr. B. Johnston: The Swedish government actually sent a copy to us. I guess maybe the Canadian government did not get one.

Mr. Robinson: Is it in English or in Swedish?

Mr. B. Johnston: We have a summary in English. It is from the Ministry of Health and Social Affairs for Sweden. The summary is 10 pages, just the summary of the report. It was a six-year study on the situation for gay men and lesbians in Sweden.

• 1715

Mr. Robinson: Could you perhaps make available a copy of that summary to the staff of the committee? I think that would be very, very helpful.

Mr. B. Johnston: Certainly.

Mr. Robinson: Perhaps our staff could contact the Swedish embassy to get a copy of the full report, which we can then

[Translation]

M. Robinson: Et vous appuieriez également l'ajout de la notion d'orientation sexuelle dans la Loi canadienne sur les droits de la personne?

Mme McIntosh: Oh, de tout coeur. C'est l'une de nos recommandations actuelles et elle figurait aussi dans les divers autres exposés que nous avons présentés auparavant.

M. Robinson: D'accord. Je voulais juste avoir une précision sur ce point, il s'agit des dispositions du projet de loi d'initiative parlementaire qui a été présenté au Comité. Je suis heureux que vous appuyiez ce point.

La question finale ou, en réalité, je suppose qu'il s'agit d'un commentaire suivi d'une question. Vous indiquez que vous ne croyez pas que le Comité a le mandat d'examiner le Code criminel du Canada. C'était la position adoptée par le ministère de la Justice.

M. B. Johnston: Oui.

M. Robinson: Vous devriez savoir que ce n'est pas la position que nous adoptons en tant que Comité.

M. B. Johnston: Oh, je vois.

M. Robinson: Nous supposons que notre mandat vise l'ensemble de la législation et des pratiques fédérales.

M. B. Johnston: D'après les documents sur la question, j'avais l'impression que le Code criminel était examiné par un groupe distinct au sein du Ministère.

M. Robinson: Cela se pourrait bien, mais nous n'acceptons pas que cela signifie que nous ne pouvons pas l'étudier nous-mêmes.

M. B. Johnston: Excellent.

M. Robinson: Nous examinons certainement certains des points dont vous avez abordés dans le contexte du Code criminel.

Enfin, vous faites allusion à la Commission parlementaire suédoise. Savez-vous si ce rapport a effectivement été déposé devant le Parlement suédois?

M. B. Johnston: De fait, le gouvernement suédois nous en a envoyé un exemplaire. Je suppose que le gouvernement canadien n'en a pas reçu.

M. Robinson: Est-il en anglais ou en suédois?

M. B. Johnston: Nous avons un résumé en anglais. Il vient du ministère de la Santé et des Affaires sociales de la Suède. Le résumé a dix pages, c'est seulement le résumé du rapport qui découle d'une étude qui a duré six ans sur la situation des homosexuels et des lesbiennes en Suède.

M. Robinson: Pourriez-vous fournir une copie de ce résumé au personnel du Comité? Je crois que ce serait très très utile.

M. B. Johnston: Certainement.

M. Robinson: Notre personnel pourrait peut-être communiquer avec l'ambassade de Suède afin d'obtenir un exemplaire du rapport intégral que nous pourrions ensuite faire traduire

[Texte]

have translated for the benefit of the committee. I can ask some of my relatives to assist, of course.

Thank you very much, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you. On that one point, it is not only that we interpret it broadly, but in fact, our terms of reference are broader than just the discussion paper. To date in the course of our hearings across the country, if memory serves, we have heard from perhaps 30 to 35 groups and individuals speaking for the position of homosexuals and lesbians in Canadian society. There were some shared presentations, and indeed, we heard from other organizations which in the course of their submissions touched on the concern as well.

But also, if memory serves me, today is the first time I have heard any concern mentioned about the policies of the Canadian Broadcasting Corporation with respect to public service announcements. I would like to pursue that briefly and begin by getting some specific information. What was the nature of the public service announcements you were asking the CBC to carry and which it refused?

Mr. B. Johnston: Gays of Ottawa has done it a number of times, but perhaps the best example would be an event which happened just last year in Windsor. The Lesbian and Gay Community Service Group in Windsor had a request for a public service announcement for an AIDS seminar at which they had various medical staff from Detroit and the Windsor area, plus a person with AIDS, an epidemiologist, a physician from the Metro Windsor-Essex County Public Health Clinic. They really felt that what they were offering was a public service in the clearest sense of the term.

They submitted an application to the manager of CBC Windsor, and in a letter from the manager, the announcement was denied because the Lesbian and Gay Community Service Group and any of its seminars are "controversial". That decision was upheld in a letter dated August 1984. Since that time, the group in Windsor raised the issue with their Member of Parliament, Dr. McCurdy, and Dr. McCurdy raised it with Mr. Juneau. As of February this year, Mr. Juneau announced he was going to be studying the situation again and their policies and whether or not it actually should be applied.

In our own case, on a number of occasions we have been denied public service announcements. In one case, field staff came down and actually did a video tape of an announcement, and it was only when they got back to their headquarters that the manager cancelled it. At that time, we were told it was too political.

The Chairman: You have given the example of an instructional seminar with respect to AIDS, but what was the content or the nature of any of the others?

[Traduction]

pour le Comité. Évidemment je peux demander l'aide de certains de mes parents.

Merci beaucoup monsieur le président.

Le président: Merci. Sur ce point, nous ne l'avons pas seulement interprété au sens large, mais en réalité, notre mandat ne se restreint pas aux documents de travail. Si j'ai bonne mémoire, au cours de nos auditions tenues jusqu'ici dans tout le pays, nous avons entendu de 30 à 35 groupes et particuliers qui ont défendu la position des homosexuels et des lesbiennes dans la société canadienne. Il y a eu quelques exposés communs et, bien sûr, nous avons entendu certaines autres organisations qui, dans leur exposé ont aussi abordé ce sujet de préoccupation.

En outre, si je me rappelle bien, c'est aujourd'hui la première fois que j'entends dire qu'on s'inquiète au sujet des politiques de la société Radio-Canada concernant les communiqués d'intérêt public. J'aimerais parler brièvement de ce point et commencer par obtenir plus de renseignements précis. Quelle était la nature des communiqués d'intérêt public que vous avez envoyés à Radio-Canada et dont la diffusion a été refusée?

M. B. Johnston: C'est arrivé souvent dans le cas des *Gays of Ottawa* mais le meilleur exemple est peut-être ce qui s'est passé l'an dernier à Windsor. Le *Lesbian and Gay Community Service Group* de Windsor avait demandé la transmission d'un communiqué d'intérêt public relatif à la tenue d'un colloque sur le SIDA auquel devaient assister des médecins et autres spécialistes de la région de Detroit-Windsor, une personne atteinte du SIDA, un épidémiologiste, et un médecin du dispensaire des services de santé publics du comté de Windsor-Essex. Ils croyaient vraiment qu'ils offraient là un service d'intérêt public au vrai sens du terme.

Les intéressés ont soumis une demande au directeur de Radio-Canada, à Windsor, et celui-ci a répondu dans une lettre que la transmission du communiqué était refusée parce que le *Lesbian and Gay Community Service Group* et tout colloque offert par ce groupe étaient «sujets à controverse». Cette décision a été confirmée dans une lettre datée d'août 1984. Depuis, les membres du groupe, à Windsor, ont fait part du problème à leur député, M. McCurdy qui l'a soumis à son tour à M. Juneau. En février de cette année, M. Juneau a annoncé qu'il allait étudier de nouveau la situation et les politiques de Radio-Canada et voir si elles devaient ou non s'appliquer.

Souvent nos communiqués d'intérêt public ont aussi été refusés. Dans un cas, le personnel itinérant est venu nous rendre visite et enregistré le communiqué sur bande-vidéo et ce n'est que lorsque le tout est arrivé à l'administration centrale que le gestionnaire a décidé d'annuler la diffusion du communiqué. À l'époque, on nous a dit que le sujet était trop politique.

Le président: Vous avez donné l'exemple d'un colloque d'information concernant le SIDA mais quel était le contenu ou la nature des autres communiqués?

[Text]

Mr. B. Johnston: These were essentially that we offer educational services. We go around to various schools and universities and are available to give information to people.

Ms McIntosh: The point here is that the public service announcements are denied to gay organizations on the basis of what those organizations are; in other words, we are too controversial in and of ourselves. The judgment is not based on the contents of the public service announcement, whether or not it is indeed classified as a public service and whether or not it is similar to other public announcements. The very fact that it is being requested by a gay organization is enough to prohibit it from being put on the air.

Mr. B. Johnston: It does not matter what we do; it is who we are.

• 1720

The Chairman: Well, I understand that. I am quite familiar with the CBC policy on that, dealing with controversial broadcasting and the policy on political broadcasting. In fact, I discussed that in my book *Political Rights*. It is interesting to have that example, because I think it does . . .

Mr. Robinson: Who is the publisher of your book?

The Chairman: The publisher of my book *Political Rights* is Butterworth & Co. (Canada) Ltd., of course.

Svend usually gets a lot of commercials in for various things.

Frankly, what you have mentioned does probably fall very comfortably within the ambit of that policy, and therefore it is a question of the policy itself, rather than of how it pertains to any particular group. The broader question of whether a group or an organization that is seeking public air time . . . when that is a group or organization that exists on the basis of sexual orientation, it does raise a pretty broad question that perhaps we can look at on the committee.

Ms McIntosh: One of the things we are up against as gay organizations is the whole issue of sexual orientation is always seen as being political. I would wonder, for instance, if the CBC would refuse an announcement from a women's group on the basis that a women's group was too political. Other minority groups . . . if the minority is more socially acceptable, shall we say, or is more enconced in the laws of the country . . . those groups are not seen as being threateningly political, as gay organizations are.

The Chairman: The answer comes from society at whatever stage it has evolved to as to what constitutes controversy when it comes to free-time public broadcasting. That no doubt changes over time. But it is something else that we can consider, along with many other questions that have been raised before our committee.

[Translation]

M. B. Johnston: Ils disaient essentiellement que nous offrons des services éducatifs. Nous visitons diverses écoles et universités et les gens peuvent communiquer avec nous pour obtenir de l'information.

Mme McIntosh: Nous voulons signaler ici que les communiqués d'intérêt public des organisations d'homosexuels sont refusés à cause de la nature de ces organisations; autrement dit, notre existence même est sujette à controverse. La décision n'est pas fondée sur le contenu du communiqué d'intérêt public, peu importe si ce dernier est ou non considéré comme un message d'intérêt public et s'il est ou non semblable à d'autres annonces du même genre. Le seul fait que le communiqué provienne d'une organisation d'homosexuels est suffisant pour que sa diffusion soit interdite.

M. B. Johnston: Ce n'est pas ce que nous faisons qui compte, mais ce que nous sommes.

Le président: Eh bien je comprends ça. Je connais assez bien la politique de Radio-Canada au sujet de la diffusion sur des sujets controversés et sur la diffusion de sujets politiques. De fait, j'ai abordé ce point dans mon livre intitulé *Political Rights* (Droits politiques). Cet exemple est intéressant parce que je crois qu'il . . .

M. Robinson: Quel est l'éditeur de votre livre?

Le président: L'éditeur de mon livre est *Butterworth & Co. (Canada) Ltd.*, évidemment.

Svend réussit toujours à faire passer ses messages publicitaires de toutes sortes.

Franchement, les cas que vous avez mentionnés tombent probablement sous le coup de cette politique et, par conséquent, le problème concerne la politique elle-même plutôt que la façon dont elle s'applique à un groupe en particulier. La question plus vaste que nous pouvons peut-être étudier au comité est de déterminer s'il y a discrimination à l'égard d'un groupe ou d'une organisation dont l'existence est fondée sur une orientation sexuelle et qui cherche à obtenir du temps d'antenne.

Mme McIntosh: L'un des points qui nous rebuttent en tant qu'organisation d'homosexuels est le fait que toute la question de l'orientation sexuelle est toujours considérée comme une question politique. Je me demande si, par exemple, Radio-Canada refuserait l'annonce d'un groupement de femmes en affirmant qu'un groupement de femmes est trop politique. D'autres groupes minoritaires . . . si leur marginalité est plus socialement acceptable ou s'inscrit mieux dans les lois du pays, contrairement à ce qui se passe avec les organisations d'homosexuels, ces groupes ne sont pas considérés comme menaçants du point de vue politique.

Le président: Cette situation dépend de la mesure dans laquelle la société a évolué pour ce qui est de déterminer ce qui est sujet à controverse au moment d'accorder du temps d'antenne gratuit pour des messages d'intérêt public. Il est certain que le temps amène beaucoup de changements. Mais il s'agit là d'un point dont il nous faut tenir compte en même

[Texte]

On behalf of the committee, I would to thank you both for being with us and making the presentation this afternoon.

The final presentation this afternoon will be made by Mr. Robert Elton, who is the National Director of Rehabilitation with the CNIB. Welcome, Mr. Elton.

Mr. Robert Elton (National Director of Rehabilitation, Canadian National Institute for the Blind): Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: I invite you to proceed with your presentation, and then we will have a chance after for discussion arising out of that.

Mr. Elton: I first of all want to say my presentation today is of course an oral one. There is no written hand-out. In lieu of a written handout I believe I have 10 to 12 minutes worth of comments.

First of all, Mr. Chairman, I would like on behalf of the Canadian National Institute for the Blind to express sincere appreciation for the opportunity to be here today. I do so on behalf of an organization that is essentially a rehabilitation agency in Canada, representing some 45,000 blind and visually impaired persons registered on a voluntary basis. I happen to be a visually impaired person myself and am therefore one amongst that number.

It is very constructive and appropriate that this committee is receiving submissions and presentations from groups such as ours, representing areas which perhaps over time have not received the kind of recognition and visibility they should. Indeed, it is appropriate that the committee hear from both representation of and for the blind, in the sense of consumer groups, which certainly have their opportunity and place in representing the various disabled groups, and also organizations such as ours, who through experience have gained a lot over the years through work with various disabled populations, in our case blindness and visual impairment.

• 1725

I would like to make two points before beginning. First of all, the kinds of items I am going to indicate today are not intended to represent an exhaustive list. Nor do we as an agency, the Canadian National Institute for the Blind, purport to have any large expertise in terms of federal law. However, as I said earlier, I think we do have the experience of working over the years with blindness and visual impairment, and through that experience many of the issues that I am going to indicate today have been drawn to our attention. These are issues that either relate to federal law as it exists today vis-à-vis blindness and visual impairment, or indeed where we feel federal government through legislation or regulation might have influence on various areas.

I think perhaps the most prominent area of difficulty in terms of inequality and so on in terms of blindness and visual

[Traduction]

temps que des nombreuses autres questions qui ont été soulevées devant le Comité.

Au nom du Comité, je voudrais vous remercier tous les deux d'être venus nous présenter vos observations cet après-midi.

Le dernier exposé de l'après-midi sera présenté par M. Robert Elton qui est directeur national de la réadaptation à l'INCA. Bienvenue monsieur Elton.

M. Robert Elton (directeur national de la réadaptation, Institut national canadien pour les aveugles): Merci monsieur le président.

Le président: Je vous invite à présenter votre exposé et nous aurons ensuite l'occasion de discuter des questions soulevées.

M. Elton: Je veux d'abord vous dire qu'évidemment mon exposé d'aujourd'hui est un exposé oral. Je n'ai aucun document écrit. Au lieu du document écrit je crois que j'ai de 10 à 12 minutes pour faire des commentaires.

D'abord, monsieur le président, j'aimerais, au nom de l'Institut national canadien pour les aveugles, vous dire à quel point nous apprécions l'occasion qui nous est offerte ici aujourd'hui. Je parle au nom d'une organisation qui s'occupe essentiellement de réadaptation au Canada et qui représente quelque 45,000 aveugles et malvoyants inscrits sur une base volontaire. Il se trouve que je suis moi-même un malvoyant et que, par conséquent, je fais partie de ce nombre.

Il est très bon et très constructif que le présent Comité reçoive les exposés et les mémoires de groupes comme le nôtre qui, dans le passé, n'ont peut-être pas toujours eu droit aux égards et à l'attention qu'ils méritent. En réalité, il est bon que le Comité prenne connaissance des observations faites par les aveugles et au nom des aveugles, c'est-à-dire celles des groupements de consommateurs qui ont certainement l'occasion de représenter les divers groupes d'handicapés et aussi les organisations comme la nôtre qui ont acquis beaucoup d'expérience au cours des ans grâce à leur travail auprès de groupes d'handicapés, dans notre cas les aveugles et les malvoyants.

J'aimerais faire deux remarques avant de commencer. D'abord, le genre de problèmes que je vais indiquer aujourd'hui ne sont pas censés représenter l'ensemble de la question. Ensuite, il est bien certain que notre organisme, l'Institut canadien pour les aveugles, ne prétend pas connaître en détail la loi fédérale. Toutefois, comme je l'ai dit précédemment, je crois que nous avons de nombreuses années d'expérience de travail auprès des aveugles et des malvoyants et que bien des questions que je vais aborder aujourd'hui ont été portées à notre attention au fil des ans. Ces questions ont trait soit à la loi fédérale, telle qu'elle existe aujourd'hui en ce qui concerne les aveugles et les malvoyants, soit que nous sentions que le gouvernement fédéral peut, à l'aide de lois ou de règlements, exercer une influence dans divers secteurs.

Je crois que peut-être la principale difficulté lorsqu'on traite de l'inégalité et de problèmes connexes auxquels font face les

[Text]

impairment relates to access—access to so many areas. One particular one of course is access to information. Our society is of course print-oriented. Indeed, we would suggest that there should be greater emphasis placed upon the opportunities to place print media in the format that is appropriate for blind and visually impaired persons in this country, but that it be done on an on-request basis. Often the approach and the reaction... Some of the reactions to the *Obstacles* report in 1981 were to simply, in the case of blindness and visual impairment, look at providing Braille, for instance, to 45,000 blind and visually impaired persons in this country, of whom perhaps only 10% might be Braille users. And of that number perhaps not all would require all material. So again we are suggesting the availability on a greater basis of print media in the formats required, but an availability that is reasonable and on an on-request basis.

Employment is another area of course that affects a great many blind and visually impaired persons, inasmuch as they represent a higher proportion in terms of unemployed than the general population. We would like again to see a greater access to print for those in the employed sector. The federal government, through its job support effort, has made some strong inroads in terms of blind and visually impaired persons employed in the federal sector and by federal government departments. We feel there can be an equally strong emphasis placed at the provincial level and in the private sector, but through a stronger intervention on the part of the federal government by example.

The Vocational Rehabilitation Services Act certainly could be strengthened to provide on a greater basis this type of information. Indeed, we would suggest, as recommended in the *Obstacles* report, recommendation 37, that there be a stronger working relationship between the vocational rehabilitation area and Employment and Immigration Canada. Their mandates in terms of preparation and placement for blind and visually impaired persons are fine to the extent that they go, but in terms of dealing with the special population they are at times exclusive and require a greater co-operation and working relationship between the two entities.

We would also suggest that the efforts the federal government is making—I believe these are legislative efforts in terms of employment equity—represent a step forward, but still represent some concerns in terms of sufficient teeth to make it work. We believe that stronger effort is required, similar to the kind of effort that is being undertaken by the federal government within its own departments through affirmative action. The reporting mechanisms as we understand those in terms of 1988 by the public sector and by companies who deal with the federal government, while appropriate to an extent, still may leave many loopholes for organizations and private sector groups to not comply with employment equity, which of course would defeat the purpose. Technology today is playing an increasing role in Canadian society, equally so in terms of blind and visually impaired persons. The opportunity to access technology is keyed in so many instances to so many aspects of daily life and in particular, to employment.

[Translation]

personnes aveugles et les handicapés visuels a trait au manque d'accès en général, notamment l'accès à l'information. Notre société est évidemment axée sur l'information écrite. Nous aimerions, en fait, que l'accent soit mis davantage sur la possibilité d'imprimer des documents sous une forme qui conviennent aux aveugles et aux malvoyants, mais que ce soit fait sur demande. Certains ont réagi au rapport *Obstacles* de 1981 simplement en songeant à fournir des textes en braille aux, disons, 45,000 aveugles et malvoyants de ce pays, dont peut-être 10 p. 100 seulement utilisent le braille. Et tous n'auraient pas nécessairement besoin de tous ces documents. Donc, nous proposons que soient imprimés davantage de textes sous la forme requise, mais en nombre raisonnable et sur demande seulement.

Le chômage est évidemment un autre problème qui touche un grand nombre d'aveugles et de malvoyants, dans la mesure où ils représentent un pourcentage plus élevé de chômeurs que le reste de la population. Nous aimerions, encore une fois, pouvoir offrir davantage de textes imprimés à ceux qui travaillent. Le gouvernement fédéral, grâce à ses efforts en matière d'aide à l'emploi, a certes ouvert des avenues aux aveugles et aux malvoyants employés dans le secteur fédéral et par des ministères fédéraux. Nous croyons qu'un effort semblable peut être fait au niveau provincial et dans le secteur privé, mais au moyen d'une plus forte intervention de la part du gouvernement fédéral, par exemple.

La Loi sur la réadaptation professionnelle des invalides pourrait certainement être améliorée de manière à fournir davantage d'informations de ce genre. En fait, nous proposons, sur le modèle de la recommandation 37 du rapport *Obstacles*, une collaboration plus grande entre les secteurs de la réadaptation professionnelle et Emploi et Immigration Canada. Leurs mandats en ce qui concerne la préparation et le placement des aveugles et des malvoyants correspondent bien à l'objectif fixé mais pour ce qui est des besoins spéciaux des personnes visées, ils sont parfois exclusifs et ils devraient prévoir une plus grande collaboration et des relations de travail entre les deux organismes.

Nous aimerions aussi indiquer que les efforts faits par le gouvernement fédéral—efforts législatifs, je crois, ayant trait à l'égalité d'accès à l'emploi—représentent un pas en avant mais qu'il y aurait lieu d'apporter encore beaucoup d'eau au moulin. Nous croyons que des mesures supplémentaires semblables à celles prises dans les divers ministères fédéraux par l'intermédiaire des services d'action positive s'imposent. La hiérarchie telle qu'elle s'appliquerait, d'après nos renseignements, en 1988 dans le secteur public et les sociétés qui font affaire avec le gouvernement fédéral, est appropriée jusqu'à un certain point, mais risque de laisser encore bien des portes de sortie aux organismes et aux groupes du secteur privé désireux de contourner les exigences de l'égalité en matière d'emploi, ce qui évidemment irait à l'encontre de notre but. La technologie joue un rôle de plus en plus important dans la société canadienne, tout autant en ce qui concerne les personnes aveugles et les handicapés visuels. L'accès à la technologie est lié dans

[Texte]

[Traduction]

bien des cas à de nombreux aspects de la vie quotidienne et en particulier, à l'emploi.

• 1730

We would advocate that the federal government, through co-operative legislation with the provinces, take a strong role to see that some of the high-tech equipment, which is high priced in many instances, is made available on a wider scale to blind and visually impaired persons in the community and that the cost of this equipment not represent a deterrent, either to employers or employees in terms of opportunities.

Similarly the federal government has an opportunity to influence, through federal vocational rehabilitation legislation, the provision of this equipment and these special devices on a broader basis than at present, particularly in areas where local resources on a matching basis—their lack thereof, that is—might preclude their availability and therefore the opportunities in the community, especially in the employment stream, for many blind and visually impaired persons.

I believe the establishment of an electronic data base on disability in Canada is another area that requires attention. As a voluntary organization, we can only account for and keep records on a service record basis in terms of the disabled population. I know that a census question in 1986 is planned and to date there has been some discussion about follow-up surveys, which we think are important in terms of establishing truly an accurate data base on disability in this country. Certainly the records that an organization such as ours has are insufficient to truly establish the numbers and therefore the kinds of services that should accrue.

We also feel it is important that the federal government influence the matter of library services to blind and visually impaired persons in Canada. As citizens, they have a right to be served in the fullest sense by the public library system, which up to now has not been able to do so. The CNIB has a national library division. We attempt to do what we believe in effect ultimately should be the responsibility of the community, and that is to provide recreational reading materials to blind and visually impaired persons in the same quantity and range of choice as they are available to the sighted population.

Intervention in terms of deaf-blind persons is also a strong area of need and one which again represents an inequality in today's society. The lack of opportunity for communications is indeed the lack of a basic right and that lack is being experienced by many deaf-blind persons in this country who simply lack the means, i.e. intervention, of being able to interact with their community in so many ways. Failure to communicate by reason of lack of sight and vision is one circumstance that I am sure an individual would have to appreciate to truly understand. Needless to say, this right of communication is still being denied today.

We also feel, from our experience, that there are opportunities for the federal government to influence in a strong way areas of gross inequality across this country in terms of service provision to blind and visually impaired persons. As a volun-

Nous recommandons que le gouvernement fédéral, grâce à une collaboration au plan législatif avec les provinces, prennent une large part de responsabilités pour veiller à ce que du matériel de pointe, souvent coûteux, soit mis à la disposition d'un plus grand nombre de personnes aveugles et d'handicapés visuels et que le coût de ce matériel ne représente pas un obstacle, pour les employeurs ou les employés, à l'emploi.

Le gouvernement fédéral a également la possibilité, grâce aux lois fédérales sur la réadaptation professionnelle, de rendre plus accessibles qu'il ne le sont à présent ce matériel et ces appareils spéciaux, particulièrement dans des localités où le manque de ressources peut faire obstacle à leur acquisition et par conséquent aux possibilités d'emploi, tout particulièrement, qui s'offrent à de nombreuses personnes aveugles et handicapées visuelles.

L'établissement d'une base de données électroniques sur l'invalidité au Canada exige également notre attention. En tant qu'organisme bénévole, nous ne pouvons connaître et comptabiliser les données que d'après le nombre de services rendus. Je sais qu'une question en ce sens est prévue au recensement de 1986 et qu'on a déjà discuté de sondages—suivis, qui je crois sont importants si l'on veut vraiment établir une base de données exactes sur l'invalidité dans notre pays. Il est bien certain que les dossiers qu'un organisme comme le nôtre possède ne suffisent pas à déterminer exactement le nombre de personnes handicapées et par conséquent le genre de services qui devraient être offerts.

Il est également important que le gouvernement fédéral agisse à propos des services de bibliothèque ouverts aux personnes aveugles et aux handicapés visuels au Canada. Comme citoyens, ils ont le droit d'être servis entièrement par le système des bibliothèques publiques, ce qui jusqu'à maintenant n'a pas pu être fait. La bibliothèque nationale a une succursale à l'Institut canadien pour les aveugles. Nous tentons de faire ce qu'il nous semble devoir être la responsabilité de la communauté, soit de leur permettre de se détendre en leur fournissant du matériel de lecture en aussi grande quantité et diversité qu'il en existe pour le reste de la population.

Il importe également d'agir pour les personnes sourdes et aveugles qui sont aussi victimes de l'inégalité dans notre société. L'impossibilité de pouvoir communiquer est certainement un droit fondamental dont sont privées dans notre pays de nombreuses personnes sourdes et aveugles qui manquent simplement de moyens d'intervention pour pouvoir, entrer en contact avec leur entourage. Ne pas être en mesure de communiquer faute de pouvoir voir est une situation qu'il faudrait sans doute connaître pour bien comprendre. Il va sans dire que les handicapés visuels sont encore privés aujourd'hui du droit de communiquer.

Nous croyons aussi, d'après notre expérience, que le gouvernement fédéral pourrait contribuer grandement à améliorer des inégalités flagrantes dans le domaine des services offerts aux personnes aveugles et aux handicapés visuels dans

[Text]

teer agency with limited resources, the CNIB can only do so much. In areas of this country, and I can cite Nova Scotia and British Columbia as examples, the kinds of support our organization has received, compared to other areas of the country—that is support from government—is indeed sorrowful; it reflects badly upon the society in those areas, and therefore the services able to be provided.

Transportation continues to represent a difficulty. Certainly legislation, or regulations at least, that preclude a disabled person from being able to sit near an exit simply on the basis of being disabled, still continue to represent to us discriminatory regulations. The regulation within the airlines that requires—and I believe recommendation 88, within *Obstacles* refers to this—an attendant for a deaf-blind person and requires that person to pay for the attendant, even if it is on a half-fare basis, continues to us to be considered discriminatory.

• 1735

Similarly, if our understanding is correct, the courts across the land continue to exclude from jury duty blind and visually impaired persons simply on the basis that they are blind or visually impaired. I suppose one could say that if justice is blind, it should reflect upon the kinds of people that it chooses to make judicial decisions, i.e., jurists, which we feel can be drawn every bit as successfully from the blind and visually impaired community as from the non-handicapped community.

An interesting comment has to do with the tariff regulations on duty-free goods "specially designed for the blind in Canada". It is an interesting comment, as I say, because it reflects upon our organization. This particular tariff still requires in most cases some kind of endorsement on the part of CNIB. Now I suppose it was established at a time when the Canadian National Institute for the Blind was indeed representing the be-all and end-all, and its mandate was far inclusive. We do not consider ourselves in that light any longer. We would like to see the removal of the CNIB's name in terms of authorizing importation of duty-free goods. We feel that there are, first of all, many blind and visually impaired persons in this country who, by choice or for other reasons, are not registered with the CNIB and therefore it is an infringement on their lives for us to intervene in this capacity. And we would also suggest that the particular tariffs involved be expanded to include many of the new sight enhancement aids today that could be cited as used for personal use only. We recognize that personal use should be the rationale for exemption of those aids, not in any way an opportunity for bringing those into the country for commercial purposes.

Finally, in terms of two other items, immigration and life insurance, we cite what we feel as difficulties in terms of precluding disabled persons from immigrating into this country and precluding disabled persons, particularly blind and visually impaired persons, from acquiring life insurance

[Translation]

le pays. L'Institut canadien pour les aveugles est un organisme bénévole aux ressources et aux capacités limitées. Dans certaines régions du pays, et je peux citer en exemple la Nouvelle-Écosse et la Colombie-Britannique, le type d'appui qu'a reçu notre organisme, en comparaison avec d'autres régions du pays, c'est-à-dire l'appui du gouvernement, fait réellement pitié; la population de ces régions en souffre, puisqu'on ne peut offrir les services nécessaires.

Le transport continue à poser des problèmes. Certaines lois, ou du moins règlements, qui empêchent les personnes handicapées de s'asseoir près d'une sortie du seul fait de leur handicap, continuent de constituer à nos yeux une discrimination. Le règlement en vigueur dans les compagnies aériennes en vertu duquel—et je crois que la recommandation 88 du rapport *Obstacles* en fait mention—une personne sourde et aveugle doit se faire accompagner d'un autre voyageur et doit lui payer son billet, même s'il est réduit de moitié, continue à paraître à nos yeux discriminatoire.

De la même manière, à ce que nous sachions, les tribunaux dans tout le pays continuent à exclure de la participation à un jury des personnes aveugles ou des handicapés visuels simplement du fait de leur handicap. Je suppose que l'on pourrait dire que si la justice est aveugle, cela doit transparaître chez les types de personnes que l'on élit pour rendre des jugements, qui d'après nous, peuvent tout aussi bien être des personnes aveugles ou handicapés visuels que des gens sans handicap.

Une remarque intéressante concerne les règlements tarifaires sur les biens en franchise «conçus spécialement pour les aveugles au Canada». C'est une remarque intéressante, comme je l'ai dit, en raison de l'incidence qu'elle a pour notre organisation. Ces tarifs particuliers exigent encore dans la plupart des cas une certaine forme d'approbation de la part de l'Institut canadien pour les aveugles. Je suppose que ce règlement a été établi à une époque où l'Institut canadien pour les aveugles détenait, de par son mandat, tous les pouvoirs. Nous ne nous considérons plus de la sorte maintenant. Nous aimerions voir retirer le nom de notre organisme comme signataire pour l'importation de biens en franchise. Nous croyons d'abord qu'il y a de nombreuses personnes aveugles et handicapés visuels dans ce pays qui, par choix ou pour d'autres raisons, ne sont pas inscrites auprès de notre organisme, et que ce serait pour nous empiéter sur leur vie que d'intervenir de cette manière. Nous proposons aussi que les tarifs en cause s'étendent à beaucoup de nouvelles prothèses créées pour améliorer la vue qui peuvent être citées comme étant d'usage personnel seulement. En invoquant l'usage personnel, cela devrait suffire pour justifier l'exemption de ces prothèses, qui ne devront servir en aucun cas à des fins commerciales.

Enfin, en ce qui concerne deux autres points, l'immigration et l'assurance-vie, nous abordons le problème que suscite l'interdiction d'immigrer au Canada imposée aux personnes handicapées et l'interdiction, en particulier pour les personnes aveugles et les handicapés visuels, d'acquiescer de l'assurance-vie

[Texte]

without waivers. We feel again that those represent discriminatory practices.

In summary, Mr. Chairman, our organization feels, as we said at the outset, that this list is not exhaustive. But in terms of the items we have mentioned and those we have not, we would like to see some form of mechanism to ensure inequalities that exist and that might be anticipated could be dealt with by the federal government and therefore some form of ongoing mechanism in that regard.

Mr. Chairman, I have appreciated the opportunity to bring these points to the attention of this committee and I would be very much open to questions.

The Chairman: Mr. Elton, I would like to begin by thanking you for having raised the issues that you have this afternoon. And although, as you say, the list may not be exhaustive it does touch on a number of very important areas where action clearly seems to be called for, particularly in light of the charter's section 15, where perhaps more than what is being called for is required. So it is helpful to us to have the benefit of your experience and the perspective of the CNIB on these issues. I know there are some questions and we will begin with Roger Clinch, the Member of Parliament for Gloucester.

Mr. Clinch: Thank you very much, Mr. Chairman. You just referred at the end of your presentation to some form of mechanism. Do you mean after the work of this committee is finished, in a monitoring kind of position?

• 1740

Mr. Elton: That is correct. I do not think we would be in a position to suggest exactly what type of mechanism, but certainly we believe inequalities exist, develop over time, at least in relation to the population we serve. Certainly an anticipatory mechanism or a mechanism that was monitoring in some way, as you put it, this area might serve us very well in terms of precluding problems before they exist or develop.

Mr. Clinch: How would you relate that to the Human Rights Commission in terms of function? If there were some sort of monitoring agency, how would you relate it . . . ? Have you really given any consideration as to how you would implement it or is it just a feeling you have that maybe it is going to be needed because of the situation?

Mr. Elton: Certainly with respect to employment equality, to cite the initiatives of the Canada Employment and Immigration Commission, there were various options suggested, options that related in some instances to the Human Rights Commission. I would suggest that something along those lines, something involving the Human Rights Commission, would be appropriate. However, I think there are also times when issues reach the human rights level and are dealt with in that context that perhaps might have been dealt with—in this case we are talking about federal legislation—on a preventive basis a little earlier on, and through a mechanism that might allow for less confrontation, if you will.

[Traduction]

sans l'abandon de certains droits. Nous croyons encore une fois qu'il s'agit de pratiques discriminatoires.

Bref, monsieur le président, notre organisation estime, comme nous l'avons dit au début, que cette liste n'est pas complète. Mais en ce qui concerne les points que nous avons mentionnés et d'autres, nous aimerions voir instaurer un certain mécanisme assurant que les inégalités qui existent et que nous pouvons prévoir fassent l'objet de mesures correctives de la part du gouvernement fédéral.

Monsieur le président, je suis heureux d'avoir eu l'occasion de porter ces points à l'attention du Comité et je suis maintenant prêt à répondre aux questions.

Le président: Monsieur Elton, j'aimerais d'abord vous remercier d'avoir soulevé ces questions cet après-midi. Et même si, comme vous le dites, la liste n'est pas complète, elle touche à un certain nombre de domaines très importants où des mesures semblent clairement devoir être prises, en particulier en ce qui concerne l'article 15 de la Charte, où nous devons encore aller plus loin que prévu. Il est donc utile pour nous de profiter de votre expérience et du point de vue de l'Institut canadien pour les aveugles. Je sais qu'il y a des questions dans la salle, mais nous allons commencer par entendre M. Roger Clinch, député de Gloucester.

M. Clinch: Je vous remercie, monsieur le président. À la fin de votre exposé, vous avez parlé d'un certain mécanisme. Avez-vous à l'esprit un certain contrôle, après que le travail du Comité sera fini?

M. Elton: C'est exact. Je ne crois pas que nous soyons en mesure d'indiquer exactement quel genre de mécanisme devrait être appliqué, mais nous sommes certains qu'il y a des inégalités, qui pourront être observées au cours des années, du moins en ce qui a trait aux gens que nous représentons. Un mécanisme de prévision ou de surveillance quelconque, comme vous dites, pourrait certainement s'appliquer. Cela pourrait nous aider grandement à éviter des problèmes.

M. Clinch: Que faites-vous donc du rôle que la Commission des droits de la personne pourrait jouer en ce sens? S'il existait un organisme quelconque de surveillance, comment pourrait-il . . . ? Avez-vous réellement songé à un mode d'application ou est-ce que vous pensez tout simplement qu'un tel mécanisme s'imposera de lui-même en raison de la situation?

M. Elton: Certainement en ce qui a trait à l'égalité dans le domaine de l'emploi, pour mentionner les initiatives de la Commission canadienne de l'emploi et de l'immigration, diverses suggestions ont été faites, et dans certains cas, elles concernaient la Commission des droits de la personne. J'aimerais suggérer quelque chose de ce genre, quelque chose qui demanderait la participation de la Commission des droits de la personne. Cependant, je crois que des problèmes se posent parfois au niveau des droits de la personne alors qu'ils auraient dû être réglés—nous voulons parler, dans le cas présent, de lois fédérales—d'une manière préventive un peu plus tôt, et avec moins d'affrontement.

[Text]

Our organization over the years has always felt that it is inappropriate, in terms of our population, to use a confrontation approach. Indeed, through education, through awareness, through preventive measures, discussion, consultation, if you will, perhaps we can preclude what happens. Often we feel it is destructive when it reaches that level, and even though there may be decisions made at the human rights level and enforcement and so on, there are certain stigmas attached. Sometimes there is even a loss in terms of opportunities—in our case, for a blind or visually impaired person.

Mr. Clinch: Thank you very much.

The Chairman: Thank you. Mary Collins.

Mrs. Collins: Thank you very much. As you said, you have certainly provided us with an excellent list of deficiencies that still need to be addressed.

We were discussing earlier today that the charter provides not only legal equality but also equal benefit of the law which, I think, then leads one to assume they should work towards economic equality. With regard to visually impaired citizens, how far away are we from achieving that?

Mr. Elton: Mr. Chairman, I think we are significantly some distance away from that in terms of blind and visually impaired persons.

It has been cited in reports, going back to a study that was undertaken by our organization in 1976 called Vision Canada. It has clearly been identified that blind and visually impaired persons number amongst the poor in this country. I think for a host of reasons that still remains the case. I think there have been inroads, in terms of academic opportunities, in terms of public awareness, in terms of job opportunities and so on, that have helped and are helping. But still and all, public attitudes, lack of opportunities for training, educational situations that yet remain inappropriate, all contribute to the blind still being represented, as I said, amongst the poor.

Mrs. Collins: You mentioned high unemployment at the beginning of your remarks. What would the percentages be among the visually impaired?

Mr. Elton: I did mention also in my remarks, by way of answering you, that a statistical data base in Canada was one of the areas that we felt was important.

• 1745

For that reason, it is difficult, as a service agency serving only a segment of the population, to give you accurate figures. I could give you ranges that went from 25% to some people talking about 80% unemployment. Frankly, I think the latter is somewhat exaggerated. I think probably it is closer to 25% to 50% unemployment, and I am speaking about unemployment in the sense in which it would be considered in the non-handicapped community, if you will; that is, people willing to work, able to work, but unemployed.

[Translation]

Notre organisme a toujours cru que le recours à l'affrontement ne convient pas à ceux que nous représentons. En fait, nous pourrions peut-être éviter ces problèmes par l'éducation, la sensibilisation, les mesures préventives, la discussion et la consultation. Le système est souvent destructeur, lorsque les problèmes se posent à ce niveau, et même si des décisions sont prises en matière de droits de la personne et que des mesures correctives sont appliquées, les injustices laissent des marques. Il arrive même parfois que nos clients, les aveugles et les mal voyants, soient désavantagés.

M. Clinch: Merci beaucoup.

Le président: Merci. Madame Collins.

Mme Collins: Merci beaucoup. Comme vous l'avez dit, vous nous avez fourni une excellente liste des lacunes qu'il faudrait combler.

Nous disions un peu plus tôt, aujourd'hui, que la Charte recommande non seulement l'égalité du point de vue juridique mais aussi que la loi donne des avantages égaux; cela, je crois, laisse supposer qu'il faudrait rechercher l'atteinte d'une égalité économique. En ce qui a trait aux mal voyants, sommes-nous loin d'atteindre ce but?

M. Elton: Monsieur le président, je crois que nous sommes très loin d'atteindre ce but en ce qui concerne les aveugles et les mal voyants.

Cela a été mentionné dans des comptes rendus d'une étude menées par notre organisme en 1976 et appelée Vision Canada. Il a été nettement établi que les aveugles et les mal voyants entrent dans la catégorie des pauvres de notre pays. J'ai de nombreuses raisons de croire que cela est encore vrai aujourd'hui. Je crois que la situation commence à s'améliorer du point de vue de l'accès aux études supérieures, de la sensibilisation du public, des débouchés en matière d'emplois, etc. et cela aide notre cause. Mais tout de même, le problème des attitudes du public, du manque de possibilités quant à la formation, à l'instruction, se pose toujours; et c'est, entre autres, pour ces raisons que les aveugles font toujours partie, comme je l'ai dit, de la catégorie des pauvres.

Mme Collins: Vous avez parlé, au début de vos observations, du taux de chômage élevé. Quel est le pourcentage de chômage parmi les mal voyants?

M. Elton: Je vous ai également répondu qu'il était important d'établir une base de données statistiques au Canada.

Pour cette raison, il nous est difficile en tant qu'organisme offrant des services à une partie de la population seulement, de vous donner des chiffres exacts. Selon certains, le taux de chômage minimal serait 25 p. 100 et selon d'autres il pourrait atteindre 80 p. 100 environ. Franchement, je crois que ce dernier chiffre est quelque peu exagéré. Le taux de chômage se situe probablement entre 25 et 50 p. 100; je parle du chômage tel qu'on l'entend chez les non-handicapés, c'est-à-dire les gens qui veulent et qui peuvent travailler mais qui n'ont pas d'emploi.

[Texte]

Mrs. Collins: I assume from what you have been saying that is as a result partially of education and partially of lack of employers being prepared to address the issue of employment of visually impaired persons.

Mr. Elton: Yes. I think it is a combination of a number of educational, sociological and attitudinal factors in our society. Certainly we do not place the responsibility solely on society in this respect. Our philosophy in terms of rehabilitation and work with blind people suggests that there is certainly an equal responsibility within the individual. But certainly the opportunity to exercise that responsibility has not been to date equally evident, and we still see situations, for instance, in employment where if indeed in a new area of employment or new job opportunities many of the initial blind or visually impaired persons in those occupations are not successful we still see the kind of stereotyping on the part of an employer that suggests if a blind or visually impaired person employed in that position was not successful, therefore... We are still attempting to overcome that kind of attitudinal problem.

I do not wish to imply total criticism; I think it is an awareness area. I think there are well-intentioned people who continue to be simply lacking in information and awareness.

Mrs. Collins: Just one question on transportation. I know that has been a subject of great study and the Minister now has a new committee that is going to be focusing on implementation. I am sure it will be taking good actions, but from what you said, is it the person with dual disabilities who requires an attendant?

Mr. Elton: I believe it extends to other areas, but the one with which we are familiar because of our work is the individual who is deaf-blind. I believe there are other disabilities or physical handicaps that also require attendants and therefore payment of extra fare.

Mrs. Collins: Do you have any idea of the numbers of persons who have the dual disability?

Mr. Elton: Again we have the numbers difficulty, but our records indicated up until about two or three years ago, when we kept them nationally for deaf-blind persons, that there were approximately 620, I believe, at that time. So we are not talking about a large number. However, I believe a recent task force report suggested that the number might be in the order of 2,000 or 2,500 in Canada.

Mrs. Collins: And you are recommending what—that they not require an attendant or that the attendant be able to travel free of charge?

Mr. Elton: I think the latter because certainly we recognize that in the case of deaf-blindness the intervention I mentioned also earlier that is necessary for them in terms of interacting with their environment and with other people would have to be there in that kind of a travel situation. Therefore an attendant would be required, but to require that attendant and at the same time to charge for that attendant we feel is inappropriate.

Mrs. Collins: Thank you.

[Traduction]

Mme Collins: Je suppose que le problème de chômage que vous mentionnez est dû en partie à l'éducation et en partie au manque d'employeurs qui sont disposés à examiner la possibilité d'engager des handicapés visuels.

M. Elton: Oui. Je crois que ce problème est dû à de nombreux facteurs dont l'éducation, les caractéristiques sociologiques et l'attitude des gens dans notre société. Nous n'en imputons certainement pas toute la responsabilité à la société. D'après nous, les individus eux-mêmes doivent assumer une part égale de responsabilité en ce qui a trait à la réadaptation et au travail des aveugles. Mais, d'après nos observations, il n'y a pas eu, jusqu'ici, d'égalité des chances d'assumer cette responsabilité et il arrive encore que l'employeur adopte une attitude stéréotypée et se montre pour ainsi dire moins coopératif lorsque, dans un nouveau domaine ou dans un nouvel emploi, bon nombres d'aveugles ou de handicapés visuels ne peuvent réussir. Nous essayons toujours de surmonter ce problème d'attitude.

Je ne veux pas laisser croire que je ne fais que critiquer; je crois qu'il y a un problème de sensibilisation. Je crois qu'il y a des gens bien intentionnés qui ne sont tout simplement pas bien informés et bien sensibilisés à la question.

Mme Collins: Une question seulement sur le transport qui, je crois, a fait l'objet d'un bon nombre d'études. Le ministre a formé un nouveau comité qui se chargera de l'application. Je suis certaine qu'il fera de bonnes choses. Vous avez mentionné, je crois, qu'il faudra un aide ou un compagnon pour la personne qui souffre d'un double handicap.

M. Elton: Je crois qu'il faut aussi s'occuper d'autres gens, mais ceux dont nous connaissons la situation en raison de notre travail sont les sourds et aveugles. Je crois qu'il faut aussi des aides pour des personnes qui souffrent d'autres infirmités ou handicaps physiques et donc payer un supplément.

Mme Collins: Savez-vous à peu près combien de personnes sont affectées par ce double handicap?

M. Elton: Encore une fois, un problème de chiffres se pose, mais d'après nos dossiers si l'on remonte à deux ou trois ans, au moment où des statistiques nationales étaient établies sur les sourds-aveugles, il y en avait à peu près 620. Le chiffre n'est donc pas énorme. Je crois cependant qu'un rapport rédigé récemment par un groupe de travail a avancé un chiffre de 2,000 à 2,500 pour le Canada.

Mme Collins: Recommandez-vous qu'on leur fournisse un aide ou que cet aide ou compagnon puisse voyager sans frais?

M. Elton: Je crois que c'est la dernière solution qui devrait s'appliquer car dans le cas des sourds-aveugles, l'intervention mentionnée auparavant est nécessaire pour les l'interaction avec le milieu et avec les gens lorsqu'ils voyagent. Il leur faut donc un compagnon mais, d'après nous, il est inacceptable d'exiger que ces personnes aient un compagnon et de faire payer ses déplacements à ce compagnon.

Mme Collins: Merci.

[Text]

The Chairman: Thank you.

Mr. Elton, I really have a number of questions, and I am confident that we will have opportunities to pursue a lot of these in the future. One at the moment, arising really out of some of the discussion you just had with Mary Collins about communications and so on . . . You were talking about the availability of books and other material to the visually impaired population on the same basis as to the general population. Certainly, the discussion paper on which this committee's work is largely based was available in a tape-recorded form, and when our report comes out, it will be in a form available for those who will listen to it rather than read it to understand what we are recommending.

• 1750

But my more general question is: Do you have any thoughts with respect to the information that is available from the federal government as to its availability for blind Canadians? I guess that is in two senses. Obviously, Ottawa generates dozens of reports and studies. Since I came here as an MP last September, I find my mail is delivered in baskets, if not wheelbarrows, every day. There is more than you can ever hope to keep up with. Yet, clearly a lot of that information is of general interest to the Canadian population, and I am wondering if you have thoughts as to whether or not we require in this country a policy of general application regarding the preparation of government reports in Braille or a summary in Braille form or in tape-recorded format. Second, what needs to be done to let the people who would read that in that form know about it, that gap? I know in a number of instances there were blind Canadians who were unaware of the fact that the discussion paper was available to them in recorded form.

So it is really a two-part question: Do you have a recommendation with respect to a general policy for federal government publications; and second, do you have any practical suggestions as to how that information can be distributed to the readership that would be interested in it?

Mr. Elton: Mr. Chairman, as a visually impaired person, as I mentioned earlier, also attempting to cope with the barrows and quantities of paper that come forward and not being able to read it, I more than share the feeling that there should be more material provided by the federal government particularly, and provincial governments to follow, in appropriate form. I think, by the way, the appropriate form in most cases for blind and visually impaired persons is, indeed, tape. It is the more economical form. It does not provide the reading from a mechanistic standpoint that one does as a sighted person. Listening is not quite the same for someone who can read Braille as, indeed, the action of reading Braille in terms of comprehension. Nevertheless, I think there should be a policy at both the federal and provincial levels, if they can be persuaded similarly, to provide materials produced by the government, to make them available on request. I think that is the key. As I said earlier, we feel one must be realistic. Not

[Translation]

Le président: Merci.

Monsieur Elton, j'aimerais réellement poser plusieurs questions et je compte avoir la possibilité de poursuivre le travail sur bon nombre de ces points, à l'avenir. Pour l'instant, un point soulevé dans l'entretien que vous venez d'avoir avec Mary Collins au sujet des communications, etc . . . Vous disiez que les handicapés visuels devraient avoir accès à un grand nombre de livres et autres documents tout comme le reste de la population. Le document de travail sur lequel se base en grande partie le comité était certainement disponible sous forme d'enregistrement et lorsque notre rapport sera prêt, il sera aussi présenté sous une forme convenant à ceux qui l'entendront pour leur permettre de comprendre ce que nous recommandons.

Mais j'aimerais poser une question d'ordre plus général: désirez-vous formuler des commentaires sur l'information que fournit le gouvernement fédéral, ce qu'il fait dans ce domaine pour les Canadiens aveugles? Je suppose que la question est double. Le gouvernement produit des douzaines de rapports et d'études. Depuis mon arrivée à Ottawa à titre de député, en septembre dernier, c'est à la tonne que mon courrier arrive chaque jour; j'en reçois beaucoup plus que je peux en absorber. Une bonne part de ces documents sont d'intérêt général pour la population canadienne et je me demande si vous croyez qu'une politique d'application générale s'impose dans ce pays en ce qui a trait à la présentation de rapports gouvernementaux ou de résumés de ceux-ci en braille ou à la préparation d'enregistrements. Deuxièmement, qu'est-ce qu'on pourrait faire pour que les gens qui désireraient se procurer ces documents sous une des formes envisagées en soient informés? Je sais que dans de nombreux cas des Canadiens aveugles ne savaient pas qu'ils pouvaient obtenir le document de travail sous forme d'enregistrement.

Donc la question est double. Désirez-vous faire une recommandation sur l'adoption d'une politique générale à l'égard des publications du gouvernement fédéral. Avez-vous des suggestions pratiques sur la façon de diffuser l'information aux gens qui aimeraient l'obtenir?

M. Elton: Monsieur le président, en tant que handicapé visuel, comme je l'ai déjà mentionné, je me suis déjà retrouvé avec une avalanche de documents que j'ai été incapable de lire. Je suis on ne peut plus d'accord qu'un plus grand nombre de documents devraient être fournis, sous la forme qui convient, par le gouvernement fédéral notamment et ensuite par les provinces. Au fait, je crois que les enregistrements conviennent le mieux dans la plupart des cas aux aveugles et aux handicapés visuels. C'est la forme la plus économique. Il ne s'agit pas de permettre une lecture mécanique comme celle que peut faire une personne voyante. Le fait d'écouter, pour une personne capable de lire le braille, ne donne pas le même résultat que la lecture en braille en ce qui concerne la compréhension du sujet. Néanmoins, je crois que le gouvernement fédéral et les provinces devraient adopter une politique visant à fournir sur demande les documents produits par le gouvernement. Je crois que c'est là le point principal. Comme je l'ai

[Texte]

every sighted person wants to read everything produced by government; nor does every blind or visually impaired person wish to do the same. So again, a reasonable approach would be to produce this material on request.

The government has made efforts in that respect. I believe there is a Treasury Board initiative relating to 1% application within federal government departments in terms of making material available to blind and visually impaired persons, or disabled persons at least, in an appropriate medium. I think that is a start in the right direction. But we continue to see materials coming to us from government departments which are supposed to be fully aware of this effort, still coming to us in the wrong medium, the inappropriate medium. It requires, therefore, only that we must take a time-consuming intermediary step before those of us who deal with this material are able to.

• 1755

I think there should be legislation or regulations put in place to make government material available to blind and visually impaired Canadian citizens on request. In terms of circulation, I think with the combination of the government auspices, the government offices across Canada, and perhaps in co-operation with provincial government offices, a nationwide organization like ours would certainly be willing to complement the government effort in terms of making the availability known. I think the combination would perhaps cover a broad spectrum of the country and acquaint many blind and visually impaired persons with the availability of this material.

The Chairman: Thank you. Those are helpful comments. As you quite correctly pointed out, not everyone wants to read every government report that comes out. I can certainly understand that.

As you were speaking, an image came to mind of a time 15 years ago when I was working at Queens Park and the Hon. Edward Dunlop was a Cabinet Minister at Queens Park in the Robarts government. He had lost his sight completely during the war and his very intelligent and devoted wife, Dorothy, would spend many long hours sitting with him reading him government reports, extracts from *Hansard* and so on. With the two of them working as a team enabled him, as a blind Canadian, to play a very full role in one of the legislatures of this country.

Mr. Elton: Mr. Chairman, if I may, on days I am not feeling well I feel I could send my wife into the office to fulfil the responsibilities; she fulfils the same kind of task.

The Chairman: There are many ways in which we have to help one another. That, of course, is the role of this committee, to look at what we can do as federal legislators to see that programs are properly in place.

I know there are many issues; you have raised a few of them. As a private member, soon after I was elected in the Toronto area I set up an advisory committee on issues affecting the

[Traduction]

déjà dit, j'estime qu'il faut être réaliste. Toutes les personnes voyantes ne désirent pas lire tout ce qui est produit par le gouvernement, pas plus que les aveugles et les handicapés visuels. Donc, encore une fois, il serait raisonnable de produire ces documents de présentation spéciale sur demande.

Le gouvernement a fait des efforts dans ce sens. Je crois que le Conseil du Trésor a pris des mesures prévoyant une part de demandes de 1 p. 100 au sein des ministères fédéraux afin de fournir l'information, sous une forme appropriée, aux aveugles, aux handicapés visuels et aux autres personnes souffrant d'un handicap. Je crois qu'il s'agit là d'un pas dans la bonne direction. Pourtant, nous continuons de recevoir de ministères qui devraient bien être au courant des mesures mentionnées des documents qui ne sont pas présentés sous une forme qui nous convient. Il nous faut donc opter pour une solution intermédiaire qui demande beaucoup de temps afin de pouvoir utiliser l'information communiquée.

Je pense qu'il y a lieu de prévoir une législation ou une réglementation permettant aux citoyens Canadiens aveugles et handicapés visuels d'obtenir sur demande toute publication de l'État. Pour ce qui est de faire connaître les diverses formes des publications, je pense qu'un organisme national comme le nôtre serait certainement intéressé à travailler de concert avec le gouvernement, avec les bureaux du gouvernement partout au Canada et peut-être aussi en collaboration avec les bureaux des gouvernements provinciaux. Il serait possible de rejoindre ainsi une bonne partie de la population et de faire découvrir l'existence de nouvelles sources d'information à bon nombre d'aveugles et de handicapés visuels.

Le président: Merci. Vos observations sont très utiles. Comme vous l'avez bien dit, la lecture de tous les rapports produits par le gouvernement n'intéresse pas nécessairement tout le monde. Je peux certainement comprendre cela.

Au cours de votre exposé, je me suis rappelé de l'époque, il y a 15 ans, où je travaillais à Queens Park et de l'honorable Edward Dunlop, alors ministre du Cabinet dans le gouvernement Robarts. Celui-ci était devenu complètement aveugle durant la guerre et son épouse Dorothy, très intelligente et très dévouée, passait de longues heures à lui faire lecture des rapports du gouvernement, des extraits du *Hansard*, etc. Ce travail d'équipe lui a permis, en dépit de sa cécité, de jouer un rôle de premier plan dans une des assemblées législatives de notre pays.

M. Elton: Monsieur le président, si je peux me le permettre, il y a des jours où je ne me sens pas bien et j'ai l'impression que je pourrais demander à mon épouse de faire mon reavail à ma place au bureau; elle joue un rôle semblable à mon égard.

Le président: Nous pouvons nous venir en aide de plusieurs façons. C'est là le rôle évident de notre Comité, de trouver des façons dont nous pouvons, en tant que législateurs fédéraux, voir à ce que les programmes appropriés soient mis en place.

Je sais qu'il se pose de nombreuses questions; vous en avez soulevé quelques unes. À titre privé, peu après mon élection dans la région de Toronto j'ai mis sur pied un comité consulta-

[Text]

handicapped. Mr. J. Madsen, whom you may well know, is a valued member of my advisory committee. He consistently and persistently provides me with examples of where government policy in practice is falling short of the mark. We are really dealing with getting the laws right, getting the programs right, and then making sure they apply properly where real men and women are living and trying to achieve their full potential as Canadian citizens.

On behalf of the members of the committee, I would like to thank you very much, Mr. Elton, for being with us.

Seeing how this concludes our afternoon's hearings, perhaps I should just take the opportunity to say that we have heard nine separate presentations today and sixteen in Ottawa yesterday. That makes 25 different submissions in two days. Since we started our intensive public hearings six weeks ago in Vancouver, we have heard directly from witnesses at some 185 individual sessions, averaging about 40 minutes each, from coast to coast. That is an ambitious beginning. We are going to be holding additional hearings in August and September. We are finding, as typified by the presentation you made this afternoon, Mr. Elton, that it is an exercise that is more than worthwhile—it is fundamental to ensure that before we legislate for Canadians we talk to Canadians and find out what it really is that we need to do in this country to achieve full equality.

Perhaps at this juncture I could also thank the staff members who have gone through those same rigorous paces with us, including not only the interpreters of our two official languages but also the sign interpreters who have contrived to find visual expression for so many curious concepts, ranging from discussions of actuarial tables to the five emblems of the Sikh faith. This committee work is truly a challenge and stimulating experience for every one involved in it. To all members of our staff I would like, also on behalf of the members on the committee, to express thanks and appreciation for the long hours you have put in and I hope you are still ready to go long and hard for the remaining weeks until we report to Parliament on October 15.

• 1800

With those comments I declare the Ottawa hearings adjourned, and again, Mr. Elton, thank you for having been with us.

The meeting is adjourned.

[Translation]

tif pour les questions relatives aux handicapés. M. J. Madsen, que vous connaissez probablement, est un membre apprécié de ce comité. Il me fournit constamment et sans relâche des exemples des insuffisances de la politique gouvernementale. Nous voulons vraiment que les lois et programmes soient appropriés, qu'ils s'appliquent comme il se doit aux hommes et aux femmes qui vivent dans ce pays et qui essaient d'être des citoyens accomplis.

Au nom des membres du Comité, j'aimerais vous remercier de tout coeur, monsieur Elton, pour votre présence parmi nous.

Étant donné que nous en sommes à la fin de l'après-midi, j'aimerais souligner le fait que nous avons entendu aujourd'hui neuf exposés outre les seize d'Ottawa hier. Cela fait en tout vingt-cinq opinions en deux jours. Depuis le début de nos audiences publiques chargées il y a six semaines à Vancouver, nous avons entendu divers intervenants de tous les coins du pays au cours de 185 séances qui ont duré en moyenne quarante minutes chacune. C'est là un début ambitieux. Il y aura des audiences supplémentaires en août et en septembre. Nous voyons bien, comme ce fût le cas pour l'exposé que vous avez présenté cet après-midi, monsieur Elton, que ces audiences sont plus qu'utiles; elles sont essentielles. Avant de légiférer pour les Canadiens, nous devons parler avec les Canadiens et déterminer ce qu'il faut faire pour donner à chacun la pleine égalité des droits.

J'aimerais également remercier les membres du personnel, qui n'ont pas craint de mettre la main à la roue, y compris les interprètes de nos deux langues officielles et les interprètes de langage gestuel qui se sont efforcés d'exprimer visuellement un grand nombre de notions plutôt curieuses, des tables actuarielles aux cinq emblèmes de la religion Sikh. Le travail de notre Comité est vraiment un défi et une expérience stimulante pour tous les participants. En mon nom et au nom des membres du Comité, je tiens à remercier tous les membres du personnel et à leur exprimer notre gratitude pour les longues heures de travail effectuées. J'espère que vous êtes prêts à abattre autant de travail pendant les semaines qui viennent jusqu'à ce que nous présentions notre rapport au Parlement le 15 octobre.

Par ces paroles, je déclare que les audiences d'Ottawa sont suspendues et je vous remercie encore, monsieur Elton, d'avoir été présent parmi nous.

La séance est levée.

From the Canadian Co-ordinating Council on Deafness:

Joan Westland, Executive Director.

From the Canadian Council on Social Development:

Richard Weiler, Associate;

Terrence Hunsley, Executive Director;

Tony Hoffman, Research Assistant.

From the Canadian Federation of University Women:

Helen Pucini, Legislative Chair, University Women's Club of Ottawa;

Theodora Carrol Foster, Legislative Chair, Canadian Federation of University Women;

Linda Elliott-Doshen, Statute of Women Chair, University of Women's Club of Ottawa.

From the Human Rights Institute of Canada:

Dr. Marguerite Ritchie, Q.C., President;

Mary-Anne Nixon, LL.B.;

Gaytli Kachroo.

From the Gays of Ottawa:

Barbara McIntosh, President;

Blair Johnston, Member.

From the Canadian Institute for the Blind:

Robert Elton.

Du Conseil canadien de coordination de la déficience auditive:

Joan Westland, directrice générale.

Du Conseil canadien de développement social:

Richard Weiler, associé;

Terrence Hunsley, directeur général;

Tony Hoffman, assistant de recherche.

De la Fédération canadienne des femmes diplômées d'université:

Helen Pucini, présidente, Questions législatives, Club des femmes diplômées d'université, Ottawa;

Theodora Carroll Foster, présidente, Questions législatives, Fédération canadienne des femmes diplômées d'université;

Linda Elliott-Doshen, présidente, Statut de la femme, Club des femmes diplômées d'université, Ottawa.

De l'Institut canadien des droits humains:

Marguerite Ritchie, c.r., présidente;

Mary-Anne Nixon, LL.B.;

Gaytli Kachroo.

Des «Gays of Ottawa»:

Barbara McIntosh, présidente;

Blair Johnston, membre.

De l'Institut national canadien pour les aveugles:

Robert Elton.



*If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

WITNESSES—TÉMOINS

Tuesday, July 16, 1985

From the Law Reform Commission of Canada:

Mario Bouchard, Co-ordinator, Administrative Law;
Daniel Mockle, Consultant.

From the Canadian Institute of Actuaries:

Mr. C.S. Moore, Past President of the Institute and a consulting actuary;

Mr. Robert L. Brown, a Fellow of the Institute, a University Professor in Statistics and Actuarial Science;

Mr. Wayne Woods, a Fellow of the Institute and Chairman of the Committee on Liaison with Government Authorities on Pension Matters;

Mr. Brian Wooding, Executive Director at the Institute.

Monica Townson, Economic Consultant presenting "Sex-Based Mortality Tables".

From Gour, Guénette, Roy & Wallis:

Albert Roy.

From the Canadian Coalition Against Media Pornography:

Bonnie Diamond, President;

Cynthia Wiggins, Past President;

Rose Potvin, National Co-ordinator.

(Continued on previous page)

Le mardi 16 juillet 1985:

De la Commission de réforme du droit du Canada:

Mario Bouchard, coordinateur, Droit administratif;
Daniel Mockle (consultant).

De l'Institut canadien des actuaires:

M. C.S. Moore, précédent président de l'Institut et actuaire consultant;

M. Robert L. Brown, membre de l'Institut, professeur d'université en statistique et science actuarielle;

M. Wayne Woods, membre de l'Institut et président du Comité de liaison avec les autorités gouvernementales sur les questions de pension;

M. Brian Wooding, directeur général de l'Institut.

Monica Townson, consultante en Économie qui présente «les tables de mortalité fondées sur le sexe».

De Gour, Guénette, Roy & Wallis:

Albert Roy.

Du Conseil canadien contre la pornographie dans les médias:

Bonnie Diamond, présidente;

Cynthia Wiggins, précédente présidente;

Rose Potvin, coordinatrice nationale.

(Suite à la page précédente)

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 21

Monday, August 26, 1985

Chairman: Patrick Boyer

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 21

Le lundi 26 août 1985

Président: Patrick Boyer

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Sub-committee on*

Equality Rights

*of the Standing Committee on
Justice and Legal Affairs*

*Procès-verbaux et témoignages
du Sous-comité sur les*

Droits à l'égalité

*du Comité permanent de la
justice et des questions juridiques*

RESPECTING:

Order of Reference

CONCERNANT:

Ordre de renvoi

APPEARING:

The Honourable John Crosbie,
Minister of Justice

COMPARAÎT:

L'honorable John Crosbie,
Ministre de la Justice

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-third Parliament, 1984-85

Première session de la
trente-troisième législature, 1984-1985

SUB-COMMITTEE ON EQUALITY RIGHTS OF THE
STANDING COMMITTEE ON JUSTICE AND LEGAL
AFFAIRS

Chairman: Patrick Boyer

Vice-Chairmen: Pauline Browes
Maurice Tremblay

SOUS-COMITÉ SUR LES DROITS À L'ÉGALITÉ DU
COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE ET DES
QUESTIONS JURIDIQUES

Président: Patrick Boyer

Vice-présidents: Pauline Browes
Maurice Tremblay

MEMBERS/MEMBRES

Roger Clinch
Mary Collins

Sheila Finestone
Svend Robinson—(7)

Le greffier du Sous-comité

David Cook

Clerk of the Sub-committee

MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, AUGUST 26, 1985
(53)

[Text]

The Sub-committee on Equality Rights of the Standing Committee on Justice and Legal Affairs met in St. John's at 10:30 o'clock a.m., this day, the Chairman, Patrick Boyer, presiding.

Members of the Sub-committee present: Patrick Boyer, Pauline Browes, Roger Clinch, Sheila Finestone, Maurice Tremblay.

Witnesses: From the Gays of Newfoundland: Wallace Upward. *From the Consumer Organization of Disabled People of Newfoundland and Labrador:* Bob Hollett; Carmel Osborne. Leo Barry.

The Sub-committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, March 5, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Tuesday, April 16, 1985, Issue No. 2*).

The witnesses made statements and answered questions.

At 12:15 o'clock p.m., the Sub-committee adjourned to the call of the Chair.

AFTERNOON SITTING
(54)

The Sub-committee on Equality Rights of the Standing Committee on Justice and Legal Affairs met in St. John's at 1:35 o'clock p.m., this day, the Chairman, Patrick Boyer, presiding.

Members of the Sub-committee present: Patrick Boyer, Pauline Browes, Roger Clinch, Sheila Finestone, Maurice Tremblay.

Appearing: The Honourable John Crosbie, Minister of Justice.

Witnesses: From the Transition House: Susan McConnell; Cheryl Hebert. Adrian Batcock. *From the Women's Council of St. John's:* Beth Lacey. *From the Newfoundland Advisory Council on the Status of Women:* Ann Bell; Dorothy Robbins. *From Fathers Fighting Back:* Owen Crosson.

The Sub-committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, March 5, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Tuesday, April 16, 1985, Issue No. 2*).

The witnesses made statements and answered questions.

At 5:35 o'clock p.m., the Sub-committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE LUNDI 26 AOÛT 1985
(53)

[Traduction]

Le Sous-comité sur les droits à l'égalité du Comité permanent de la justice et des questions juridiques s'est réuni à St. John's ce jour à 10 h 30, sous la présidence de M. Patrick Boyer (*président*).

Membres du Sous-comité présents: Patrick Boyer, Pauline Browes, Roger Clinch, Sheila Finestone, Maurice Tremblay.

Témoins: Des «Gays of Newfoundland»: Wallace Upward. *De la «Consumer Organization of Disabled People of Newfoundland and Labrador»:* Bob Hollett, Carmel Osborne. Leo Barry.

Le Sous-comité reprend les travaux prévus à son ordre du jour en date du mardi 5 mars 1985 (*Voir Procès-verbal et témoignages du mardi 16 avril 1985, fascicule n° 2*).

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

A 12 h 15, le Sous-comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI
(54)

Le Sous-comité sur les droits à l'égalité du Comité permanent de la justice et des questions juridiques s'est réuni à St. John's ce jour à 13 h 15, sous la présidence de M. Patrick Boyer (*président*).

Membres du Sous-comité présents: Patrick Boyer, Pauline Browes, Roger Clinch, Sheila Finestone, Maurice Tremblay.

Comparait: L'honorable John Crosbie, ministre de la Justice.

Témoins: De la «Transition House»: Susan McConnell; Cheryl Hebert. Adrian Batcock. *Du «Women's Council» de St. John's:* Beth Lacey. *Du Conseil consultatif sur la condition de la femme de Terre-Neuve:* Ann Bell; Dorothy Robbins. *De «Fathers Fighting Back»:* Owen Crosson.

Le Sous-comité reprend les travaux prévus à son ordre de renvoi en date du mardi 5 mars 1985 (*Voir Procès-verbal et témoignages du mardi 16 avril 1985, fascicule n° 2*).

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

A 17 h 35, le Sous-comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Sous-comité

Dave Cook

Clerk of the Sub-committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Monday, August 26, 1985

• 1035

The Chairman: Good morning, ladies and gentlemen. I would like to welcome you to the hearings of the parliamentary committee on equality rights. My name is Patrick Boyer, Member of Parliament for Etobicoke—Lakeshore and I am the chairman of the committee. Sheila Finestone is the Member of Parliament for Mount Royal, representing the Liberal party. Pauline Browes is the Member of Parliament for Scarborough Centre, co-chair of the committee and representing the Conservative party, as is Roger Clinch, Member of Parliament for Gloucester, New Brunswick. We constitute a quorum of the committee.

I would like to welcome you to the hearings today. Just a few preliminary matters. I would point out that simultaneous translation into the other official language of Canada is available and anyone wishing to use it can pick up the receivers.

Nous avons à notre disposition, comme d'habitude, la traduction simultanée; pour les personnes qui voudraient écouter les débats dans l'autre langue officielle du Canada, à savoir le français, il y a des écouteurs de disponibles.

The proceedings are also being communicated in sign language, which is something we have been doing whenever possible at our public hearings. As you know, section 15 in the charter, which we are dealing with, addresses the legal equality of all Canadians as well as Canadians who suffer handicaps, including communications handicaps, and we on the committee are very mindful of it.

Today looks to be a very interesting day. We have quite a range of submissions to hear during the morning and afternoon. The hearings are, of course, open to the public and you are welcome to stay through the day. At 1.30 p.m., we will be hearing from one of the local MPs who is also the Minister of Justice, the Honourable John Crosbie . . .

Mrs. Finestone: I am glad you put them in order of responsibility.

The Chairman: —and that is the two hats that MPs wear, their local and their national hat.

The first group we will be hearing from this morning is the Gay Association in Newfoundland, followed by the Consumer Organization of Disabled Persons of Newfoundland and Labrador. There is coffee and also orange juice available for those of you who wish it.

I would like then to begin and just explain in very general terms that our committee is looking at all federal laws and programs in light of section 15 of the charter, that is, the section which came into force on April 17, guaranteeing legal equality to all Canadians and prohibiting discrimination. We

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le lundi 26 août 1985

Le président: Bonjour, mesdames et messieurs. Je vous souhaite la bienvenue aux audiences du Sous-comité parlementaire sur les droits à l'égalité. Je me nomme Patrick Boyer, je suis député d'Etobicoke—Lakeshore et je suis le président du Comité. Sheila Finestone est le député de Mont-Royal, et représente le Parti libéral. Pauline Browes est députée de Scarborough Centre, elle est vice-présidente du Comité et, comme Roger Clinch, qui est le député de Gloucester, au Nouveau-Brunswick, elle représente le Parti conservateur. Nous constituons un quorum.

Je vous souhaite la bienvenue aux audiences aujourd'hui. Permettez-moi d'abord de faire certaines précisions. Je vous signale que nous avons à notre disposition le service de traduction simultanée dans l'autre langue officielle du Canada et que vous n'avez qu'à prendre vos écouteurs.

As always, simultaneous translation is available. If you wish to listen to the proceedings in the other official language of Canada, i.e. French, please use the receivers.

Les débats seront aussi communiqués en langage gestuel; nous tentons, dans la mesure du possible, d'offrir ce service au cours de nos audiences publiques. Comme vous le savez, l'article 15 de la Charte, dont nous traitons, porte sur le droit à l'égalité de tous les Canadiens, dont ceux qui souffrent d'handicaps, y compris les personnes défavorisées dans leurs aptitudes de communication, et notre Comité est très attentif sur ce point.

L'ordre du jour d'aujourd'hui semble fort intéressant. Nous entendrons toute une gamme de témoignages pendant la matinée et l'après-midi. Le public a, bien sûr, libre accès aux audiences et les personnes qui le désirent peuvent rester parmi nous toute la journée. À 13h30, un député local, qui est également le ministre de la Justice, soit l'honorable John Crosbie, nous adressera la parole . . .

Mme Finestone: Je suis contente que vous présentiez ses fonctions par ordre d'importance.

Le président: . . . c'est le sort des députés; ils ont un mandat local et un mandat national.

Ce matin, nous entendrons d'abord le témoignage de la *Gay Association in Newfoundland*, puis celui de la *Consumer Organization of Disabled Persons of Newfoundland and Labrador*. Pour ceux et celles qui le désirent, il y a du café et du jus d'orange.

Pour commencer, permettez-moi d'expliquer en termes très généraux que notre Comité examine toutes les lois et programmes fédéraux à la lumière de l'article 15 de la Charte, qui est en vigueur depuis le 17 avril et qui garantit le droit à l'égalité à tous les Canadiens et interdit la discrimination. Nous devons

[Texte]

will be making our report to Parliament in about seven weeks' time. It is fundamental to our work to hear from men and women and organizations across Canada who have practical experience in living under federal laws and who may have seen in the operation of those laws areas that now should be modified, reformed or updated, particularly in light of section 15. This is the purpose of our being here. We look forward to a very productive time in St. John's.

Let us therefore begin. We will hear from the Gay Association in Newfoundland, represented by the president of this organization, Wallace Upward, and the secretary, Iona Bulgin. Could you please come forward. Is Iona here?

• 1040

Mr. Wallace Upward (President, Gay Association in Newfoundland): Yes, she is taking notes there.

The Chairman: Would you like to come forward? No?

Mr. Upward: Good morning, ladies and gentlemen. My name is Wallace Upward. I am the President of the Gay Association in Newfoundland, GAIN.

GAIN represents approximately 200 gay men and lesbians in the Province of Newfoundland and Labrador. GAIN was founded in 1981 to provide a forum for gay Newfoundlanders to express themselves and to create an atmosphere where people who are otherwise discriminated against would be welcomed. We hold monthly social events, sports activities, issue a monthly newsletter and provide peer counselling and support for people who have problems in connection with their sexual orientation. We also aim to raise the level of public consciousness regarding homosexuality. GAIN also has a mandate to fight for gay rights, and it is under this auspices that we appear before this committee.

Historically, life for lesbians and gay males has been difficult, particularly in the western world. Because of the attitudes of both religious and mental illness experts, homosexuals are viewed as sinners, perverts and mentally ill.

With the advent of new research and knowledge, mental health officials have drastically changed their attitudes about homosexuality. Research has dispelled myths such as that homosexuals are child molesters and mentally ill. Early research in the area was performed on the only available homosexual populations, those in prisons and mental health institutions. Needless to say, the results were very biased. New research in the area has invalidated the early findings. The link to criminal behaviour and mental illness was shown to be false. It has also been shown that homosexuals are no more likely to molest children than are heterosexuals.

Because of information such as is apparent above, the psychiatric community reassessed their position on homosexu-

[Traduction]

présenter notre rapport au Parlement dans sept semaines environ. Pour accomplir notre tâche, il est essentiel que nous entendions le témoignage des hommes et des femmes et des organisations du Canada qui sont directement touchés par les lois fédérales et qui ont pu constater que certaines d'entre elles doivent être modifiées, réformées ou mises à jour, particulièrement en ce qui a trait aux dispositions de l'article 15. Voilà pourquoi nous sommes à St. John's et nous espérons que les audiences seront très fructueuses.

Passons donc aux témoignages. D'abord, nous entendrons celui de la *Gay Association of Newfoundland*, représenté par le président de cette organisation, Wallace Upward, et sa secrétaire, Iona Bulgin. Veuillez vous approcher s'il vous plaît. Iona est-elle présente?

M. Wallace Upward (président, Gay Association in Newfoundland): Oui, elle est là, elle prend des notes.

Le président: Voulez-vous vous approcher? Non?

M. Upward: Bonjour, mesdames et messieurs. Je m'appelle Wallace Upward. Je suis le président de la *Gay Association in Newfoundland*, dont le sigle est GAIN.

La GAIN représente environ 200 hommes gays et lesbiennes de la province de Terre-Neuve et du Labrador. La GAIN a été fondée en 1981 pour permettre aux gays de Terre-Neuve d'exprimer leurs points de vue dans une ambiance où les personnes qui font généralement l'objet de discrimination sont les bienvenues. Tous les mois, nous organisons des rencontres sociales et des activités sportives et publions un bulletin d'information; nous fournissons conseils et appui aux personnes qui ont des problèmes reliés à leur orientation sexuelle. Un autre de nos objectifs est de sensibiliser davantage le public à l'homosexualité. La GAIN est aussi un organisme de protection des droits des gays, et c'est en cette qualité que nous témoignons devant vous.

De tout temps, les lesbiennes et les hommes gays ont eu une vie difficile, particulièrement dans le monde occidental. En raison des attitudes des dirigeants religieux et des spécialistes des déficiences mentales, les homosexuels sont perçus comme des pécheurs, des dépravés et des déficients mentaux.

Par le biais de recherches et grâce aux nouvelles connaissances acquises, les autorités en matière de santé mentale ont notablement changé leur attitude vis-à-vis de l'homosexualité. Les recherches ont permis de détruire le mythe selon lequel tous les homosexuels molestent les enfants et souffrent de déficience mentale. Au départ, les recherches ont été menées sur les seules populations d'homosexuels accessibles, à savoir celles des prisons et des hôpitaux psychiatriques. Il va sans dire que les résultats étaient fortement erronés. Les recherches qui ont suivi ont infirmé les découvertes initiales. On a réfuté la théorie selon laquelle il y avait un lien entre l'homosexualité et la conduite criminelle et la déficience mentale. On a également prouvé que les homosexuels n'ont pas plus tendance à molester les enfants que les hétérosexuels.

En raison de ce genre de découvertes, les psychiatres ont réévalué leur position à l'égard de l'homosexualité et, en 1974,

[Text]

ality and in 1974 homosexuality was removed as a personality disorder from the diagnostic and statistical manual used by psychiatry and psychology.

The church, too, has changed its attitudes towards homosexuality and homosexuals. The Anglican Church of Canada and the United Church of Canada have led the way by supporting publicly the inclusion of sexual orientation as a prohibited ground for discrimination. The Catholic Church now has a group within the church for homosexuals, and many members of their clergy have been active in their support. Other church organizations that have publicly stated their support are Catholics for Social Change, the Canadian Council of Christians and Jews, Quakers, the Council on Homosexuality and Religion, and the Canadian Council of Churches.

Even the state has made moves toward the protection of homosexuals. In fact, in 1969 the Criminal Code was amended to reflect current thought on homosexuality and it was decriminalized. At this time decriminalization was thought to be enough to give homosexuals the freedom possessed by other Canadians. It has become apparent since that time that this is not the case. Despite the obvious support of former opponents, religion and medicine, and although the majority of Canadian people want sexual orientation included as a prohibited ground, discrimination still exists. It happens frequently and is often violent and severe. The discrimination comes from people of all classes and its impact on homosexuals is multi-faceted. The types of discrimination will be outlined in the next section of the brief.

Discrimination as broadly defined in the federal government discussion paper *Equality Issues in Federal Law* includes the making of unnecessary distinctions between persons for reasons that are not relevant in the circumstances. Stereotyping and the perpetuation of certain innocuous myths have resulted in many such unnecessary distinctions being made in Canadian society for gays and lesbians.

A second aspect of the definition is systemic discrimination, arising when supposedly neutral laws and administration, inadvertently or otherwise, disadvantages certain groups of people.

A third type, while beyond the capacity of the Canadian government immediately to rectify, arises out of the other two. This is the deeply rooted and often violent homophobia, prevalent among the Canadian populace, which manifests itself in countless acts of violence and more subtle affronts to gay people in the course of our daily lives.

Lesbians and gay men have been subject to particularly harsh discrimination of all three types. The historical legacy is rife with purges, witch hunts, imprisonment, confinement to psychiatric institutions and consequently ruined careers, shattered family lives and, all too often, suicide. The most

[Translation]

l'homosexualité a été rayée du manuel de diagnostics et de statistiques employé par les psychiatres et les psychologues où elle était classée dans la catégorie des troubles de la personnalité.

L'Eglise a aussi changé d'attitude à l'égard de l'homosexualité et des homosexuels. L'Eglise anglicane du Canada et l'Eglise unie du Canada ont été des chefs de file du mouvement en affirmant publiquement que toute forme de discrimination basée sur l'orientation sexuelle devait être interdite. L'Eglise catholique possède maintenant une association d'homosexuels, et bon nombre de membres du clergé l'appuient activement. Parmi les autres organisations religieuses qui ont fait part publiquement de leur appui, mentionnons la *Catholics for Social Change*, le Conseil canadien des chrétiens et des juifs, les *Quakers*, le Conseil de l'homosexualité et la religion et le Conseil canadien des églises.

Même l'État a pris certaines mesures afin d'assurer la protection des homosexuels. En fait, en 1969, le code pénal a été modifié afin de tenir compte des nouvelles positions prises à l'égard de l'homosexualité et l'homosexualité a été rayée du code pénal. À cette époque, on croyait que la dépénalisation suffirait pour donner aux homosexuels la liberté dont jouissaient les autres Canadiens. Depuis, on s'est rendu compte que ce n'est pas le cas. Malgré l'appui évident des anciens antagonistes, les institutions religieuses et médicales, et bien que la majorité des Canadiens désirent que la discrimination basée sur l'orientation sexuelle soit interdite, la ségrégation persiste. Les cas sont nombreux et les récriminations sont souvent violentes et extrêmes. Les personnes de toutes les classes sociales ont des attitudes discriminatoires à l'égard des homosexuels et les effets mêmes sont variés. Les types de discrimination font l'objet de la section ultérieure du mémoire.

Dans la définition générale de la discrimination présentée dans le document de travail du gouvernement fédéral intitulé *Les droits à l'égalité et la législation fédérale*, on précise qu'il s'agit de distinctions inutiles établies entre certaines personnes pour des raisons non pertinentes. En raison des stéréotypes et de certains mythes inoffensifs, de nombreuses distinctions inutiles ont été établies à l'égard des gays et des lesbiennes dans la société canadienne.

Dans la définition, on traite également de la discrimination systématique qui existe lorsque les lois et l'administration qui sont censées rester neutres désavantagent, par inadvertance ou non, certains groupes de personnes.

Un troisième type de discrimination naît des deux autres, mais, dans l'immédiat, le gouvernement canadien n'est pas en mesure d'y remédier. Il s'agit de l'homophobie qui est profondément enracinée au sein de la population canadienne et qui entraîne souvent des comportements brutaux. Dans la vie de tous les jours, les personnes gays sont, par le fait même, assujetties à d'innombrables actes de violence et à des offenses plus subtiles.

Les lesbiennes et les hommes gays ont fait l'objet des trois types de discrimination qui se sont traduits en des actes particulièrement cruels. Les exemples historiques abondent: éliminations, chasse aux sorcières, incarcération et confinement dans des hôpitaux psychiatriques. Les personnes

[Texte]

horrendous yet little-known historic assault on gay people was the extermination of untold thousands in Nazi camps during World War II.

The Canadian experience, while somewhat less dramatic and concerted, has nevertheless proven to be far from acceptable for a modern democratic state. The most blatant illustration of the severity of anti-gay discrimination in recent months was the dismissal of five qualified women from the Canadian Armed Forces in Shelburne, Nova Scotia, solely due to their sexual orientation. Indeed, the Canadian forces remains the most visible and staunch advocate of discriminatory hiring practices in Canada today.

• 1045

Several reasons have been proposed to justify the refusal to enlist and the dismissal of known homosexuals.

First, it is argued that Canadian Forces personnel serving with the United Nations or NATO outside Canada must conform to the laws and social mores of the host country. The second reason given is that the efficiency of the forces will be jeopardized by the employment of homosexuals, since physical attacks on them would be expected. A third reason is the view that gays in security sensitive positions in the military may be subject to blackmail by authorities of foreign governments whose interests are contrary to those of Canada.

We contend that such reasoning is weak and archaic and in clear contravention of the spirit of equality, if not the letter of section 15 as it currently stands. Arguments similar to the first two have been employed in the past to justify discrimination against blacks and women and have been summarily dismissed. Ironically, the blackmail scenario is conceivable only as long as the military establishment insists that its gay personnel remain secretive about their sexual orientation. Indeed, if there were no fear of discrimination, lesbian and gay men in the military could be open and the argument would be invalidated. Such discrimination is particularly offensive since it is perpetuated by an arm of the federal government.

The RCMP pursues similarly repressive policy regarding employment of lesbians and gay men. Gay teachers also risk dismissal as a result of wide leeway given to school boards to determine acceptable moral conduct of their personnel. Indeed, numerous gay men and women in a multitude of employment areas have been fired solely on the grounds of their sexual orientation. The case of John Damien, a man fired from his job due to his sexuality, is a widely publicized case that has yet to be resolved.

[Traduction]

persécutées ont donc été atteintes dans leur carrière et dans leur vie familiale et, dans un fort grand nombre de cas, elles se sont suicidées. L'agression la plus horrible de toutes, mais la moins connue dont ont été victimes les personnes gays a été l'extermination d'un nombre inouï d'homosexuels dans les camps nazis pendant la Seconde guerre mondiale.

Bien qu'au Canada, l'agression soit moins violente et moins généralisée, la situation est néanmoins loin d'être satisfaisante pour un État démocratique moderne. Au cours des derniers mois, l'exemple qui illustre le mieux la gravité des attitudes discriminatoires à l'égard des gays a été la libération de cinq femmes qualifiées des Forces armées canadiennes à Shelburne, en Nouvelle-Écosse, en raison de leur seule orientation sexuelle. En vérité, les Forces armées canadiennes est l'organisme qui appuie le plus ouvertement et avec le plus de conviction les pratiques d'embauche discriminatoire au Canada aujourd'hui.

Les Forces armées ont donné plusieurs raisons pour justifier leur refus de recrutement et la libération des homosexuels connus.

D'abord, on prétend que les membres des Forces armées canadiennes au service des Nations Unies ou de l'OTAN à l'étranger, doivent se conformer aux lois et aux mœurs du pays hôte. En deuxième lieu, on soutient que les homosexuels peuvent compromettre l'efficacité des Forces, puisqu'on peut escompter des agressions physiques. En troisième lieu, on maintient que les gays qui occupent des postes militaires de confiance peuvent être victimes de chantage par les autorités de gouvernements étrangers dont les intérêts sont contraires à ceux du Canada.

Nous affirmons qu'un tel raisonnement est faible et archaïque et s'oppose nettement à l'accès à l'égalité, bien que cela ne soit pas clairement précisé dans le texte actuel de l'article 15. Dans le passé, on a déjà eu recours aux deux premiers arguments pour justifier les attitudes discriminatoires à l'égard des Noires et des femmes, mais ils ont rapidement été écartés. Par ironie, les risques de chantage ne persisteront qu'aussi longtemps que les militaires exigent que leurs membres gays ne dévoilent pas leur orientation sexuelle. En fait, s'ils ne craignaient pas de faire l'objet de discrimination, les lesbiennes et les hommes gays du militaire ne seraient pas tenus de se cacher et l'argument serait réfuté. Cette forme de discrimination est particulièrement désagréable étant donné qu'elle est encouragée par une composante du gouvernement fédéral.

La Gendarmerie royale préconise une politique similaire de répression en ce qui concerne l'embauche des lesbiennes et des hommes gays. Les enseignants gays risquent aussi démis de leurs fonctions car beaucoup de latitude est accordée aux commissions scolaires pour préciser la conduite morale de son personnel. En fait, dans une multitude de domaines, bon nombre d'hommes et de femmes gays ont été renvoyés uniquement à cause de leur orientation sexuelle. À ce titre, mentionnons le cas de John Damien, qui a été congédié en

[Text]

Tenancy is a second area of active discrimination against lesbians and gay men. Again, cases have been documented where homosexuals have been evicted or refused housing because of their sexual orientation. Gay organizations attempting to rent space for meetings and social events have encountered similar discrimination. A gay group in Kitchener, for example, was recently denied the use of a community centre because of complaints from local residents, despite the group's untarnished reputation.

Access to the media has also been denied gay groups. In 1984, the Gay Association in Newfoundland was refused advertising space in all local newspapers with the exception of the St. John's *Evening Telegram*. Such blatant discrimination stymied the group's attempts to contact lesbians and gay men living outside of St. John's to provide them with information and a safe means of communication with other local gay people.

The examples cited above are among the most severe forms of discrimination directed at this minority group. Other forms of discrimination are less obvious, but in some cases more entrenched and consequently difficult to eradicate. The Canadian legal system, for example, regularly denies custody of children to gay people, although in every respect their behaviour may be exemplary. Systemic discrimination, defined as unforeseen, adverse impact of supposedly neutral laws and administration on certain groups, is also a particularly serious problem for lesbians and gay men. Currently, no legal recognition whatsoever is given to same-sex couples in this country. Consequently, they are regularly denied the right to adopt children, to claim each other as dependents for income tax purposes or to purchase joint RRSPs. Gay persons with landed immigrant status are unable to legally bring their partners into the country as married couples are permitted. Clearly, the legal and public administration systems in this country systematically discriminate against a significant proportion of the Canadian populace by not recognizing that gay couples in long-term relationships are a current reality in this society.

This necessarily cursory discussion of anti-gay discrimination in Canada is hopefully sufficient to demonstrate that lesbians and gay men have not always been treated equally before and under the law. The inclusion of sexual orientation as a specifically prohibited ground for discrimination in section 15 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms and in the Canadian Human Rights Act is an essential first step toward the attainment of full equality rights for lesbians and gay men.

Despite the decriminalization of homosexuality, its removal by the APA from the diagnostic category of personality disorders and the support of many prestigious professional and

[Translation]

raison de son orientation sexuelle; ce cas de notoriété publique n'a pas encore été résolu.

Le logement est un autre secteur où il y a d'importantes discriminations à l'égard des lesbiennes et des hommes gays. De nouveau, il y a des cas où il est évident que les homosexuels ont été expulsés à cause de leur orientation sexuelle ou qu'on leur a refusé la location. Les organisations des gays désirant louer des salles pour y tenir des réunions ou des rencontres sociales ont eu des problèmes similaires. Un groupe de gays à Kitchener, par exemple, ont récemment tenté de louer un centre communautaire mais, malgré sa réputation impeccable, sa demande a été refusée à cause des plaintes des habitants.

On refuse aussi l'accès aux médias aux groupes de gays. En 1984, on a refusé à la *Gay Association in Newfoundland* de faire de la publicité dans tous les journaux locaux, à l'exception du *Evening Telegram* de St-Jean. Cette attitude discriminatoire bien évidente a entravé les projets du groupe qui désirait se mettre en contact avec les lesbiennes et les hommes gays vivant à l'extérieur de St-Jean afin de leur faire parvenir des renseignements et trouver un moyen sûr de communiquer avec les autres personnes gays de la région.

Nous avons donné des exemples des formes de discrimination les plus graves à l'égard de ce groupe minoritaire. Il y a aussi des attitudes discriminatoires moins évidentes mais qui sont parfois si bien enracinées qu'il est difficile de les éliminer. Par exemple, le système juridique canadien refuse régulièrement la garde des enfants aux personnes gays, même si celles-ci ont un comportement exemplaire à tous les points de vue. La discrimination systématique qui est définie comme étant une répercussion imprévisible et nuisible des lois et des administrations soi-disant neutres sur certains groupes, suscite également des problèmes particulièrement graves chez les lesbiennes et les hommes gays. À l'heure actuelle, on ne reconnaît pas légalement les couples formés de personnes du même sexe dans notre pays. En conséquence, on les empêche régulièrement d'adopter des enfants, de déclarer le conjoint comme personne à charge sur le rapport d'impôt ou d'acheter des REER conjoints. Les immigrants reçus gays ne peuvent faire entrer légalement leur conjoint dans le pays comme peuvent le faire les couples mariés. De toute évidence, les systèmes d'administration juridique et publique au Canada établissent systématiquement des distinctions pour une grande partie de la population canadienne en refusant de reconnaître que des couples gays entretenant des relations à long terme sont une réalité actuelle de notre société.

Cette présentation nécessairement brève des formes de discrimination à l'égard des gays au Canada suffira, nous l'espérons, à montrer que les lesbiennes et les hommes gays n'ont pas toujours eu accès à l'égalité en vertu de la loi. Il faut d'abord interdire nettement la discrimination basée sur l'orientation sexuelle en vertu de l'article 15 de la Charte canadienne des droits et libertés et de la Loi canadienne sur les droits de la personne pour éventuellement assurer aux lesbiennes et aux hommes gays leurs pleins droits à l'égalité.

Malgré la dépénalisation de l'homosexualité et en dépit du fait que l'APA ait rayé l'homosexualité des diagnostics des troubles de la personnalité et que de nombreux groupes

[Texte]

community groups, intense discrimination against homosexuals still exists. As a result of this obvious and sometimes not so obvious discrimination, gay men and lesbians are now demanding legal protection. We advocate that this legal protection take the form of inclusion of sexual orientation as a prohibited ground for discrimination in section 15 of the Charter of Rights and Freedoms. It is felt that the much lauded charter is presently incomplete and does not offer protection to all minority groups in this country. If, indeed, Canada is to take pride in its advances in human rights, then this document must be all inclusive and thus leave no group unprotected.

Furthermore, the inclusion of sexual orientation as a prohibited ground for discrimination will necessitate much needed changes in the Income Tax and Immigration Acts so that the earlier cited examples of discrimination are not permitted to continue. Then gay men and lesbians will have access to much needed legal recourse should they be subject to discriminatory actions.

• 1050

It has been argued by some that gay men and lesbians may be protected under the charter on the basis of sex. We strongly feel this is not the case and would hasten to point out that, historically, protection on the basis of sex has not been sufficient grounds for legal protection. In fact, the doubt is put forth in the discussion paper released by the federal Department of Justice, entitled "Equality Issues in Federal Law":

Courts in the U.S. have held that neither the prohibition of sex discrimination in the Civil Rights Act nor guarantees of equal protection in the constitution protect homosexuals, lesbians or transsexuals. Present Canadian jurisprudence seems to support the proposition that a prohibition of sexual discrimination does not encompass discrimination on the basis of sexual orientation.

Given this interpretation, gay men and lesbians may not be willing to risk entering into litigation on the lame possibility of being legally protected on the basis of sex. In order to take legal action, we expect sexual orientation to be an enumerated ground of discrimination. Furthermore, we do not feel that as a minority group we should have to employ test cases or scapegoats in order to ascertain whether or not we will be protected on the basis of sex. The possible negative repercussions of this are obvious. We would be left open to possible loss of the case and further discrimination due to public exposure. These are risks that no member of a democratic society should be forced to incur.

[Traduction]

professionnels et communautaires prestigieux appuient les personnes gays, des attitudes fortement discriminatoires persistent à l'égard d'eux. En raison de ces formes évidentes et parfois moins évidentes de discrimination, les hommes gays et les lesbiennes exigent d'être protégés en vertu de la loi. Nous recommandons donc que l'article 15 de la Charte des droits et libertés interdise toute forme de discrimination basée sur l'orientation sexuelle. Nous estimons que la Charte, qui fait l'objet de tant d'éloges, est actuellement incomplète et n'assure pas la protection de tous les groupes minoritaires dans notre pays. Si, en réalité, le Canada veut s'enorgueillir des progrès qui ont été réalisés à l'égard des droits de la personne, il faut que ce document soit global et assure les droits de tous les groupes.

En outre, en interdisant la discrimination basée sur l'orientation sexuelle, il faudra apporter de nombreuses modifications à la Loi de l'impôt sur le revenu et à la Loi sur l'immigration pour éviter que les cas de discrimination que je vous ai présentés antérieurement ne se reproduisent. Il faudra alors que les hommes gays et les lesbiennes disposent des moyens de recours dont ils sont privés actuellement pour être en mesure de faire valoir leurs droits, au besoin.

Certains ont soutenu que les homosexuels et les lesbiennes pouvaient être protégés conformément à la Charte qui garantit les droits à l'égalité indépendamment à toute discrimination fondée sur le sexe. Nous croyons fermement que ce n'est pas le cas et nous nous empressons d'indiquer que d'un point de vue historique, la protection fondée sur le sexe n'a pas été suffisante pour assurer une protection légale. En fait, le doute a été semé dans le document de travail publié par le ministère de la Justice du gouvernement fédéral, intitulé «Les questions d'égalité dans la législation du gouvernement fédéral»:

Les tribunaux des États-Unis ont soutenu que ni la prohibition de la discrimination sexuelle contenue dans la *Civil Rights Act* (Loi sur les droits civils) ni les garanties de protection de l'égalité enchâssées dans la Constitution ne protègent les homosexuels, les lesbiennes ou les transsexuels. La jurisprudence canadienne actuelle semble soutenir la proposition selon laquelle la prohibition de la discrimination sexuelle n'englobe pas la discrimination relative à l'orientation sexuelle.

Étant donné cette interprétation, les homosexuels et les lesbiennes répugnent peut-être à soumettre cette question aux tribunaux, puisque la possibilité d'être légalement protégés en fonction du sexe est très mince. En vue de prendre des mesures légales, nous nous attendons à ce que l'orientation sexuelle soit protégée contre toute discrimination. En outre, nous n'estimons pas, à titre de groupe minoritaire, que nous devrions faire les frais de procès types ou que nous devrions servir de bouc-émissaires en vue d'assurer ou non notre protection en fonction de l'orientation sexuelle. Les répercussions négatives éventuelles de cette situation sont évidentes. Nous pourrions perdre notre cause et être soumis à une discrimination plus grande encore, en raison de l'exposition publique. Ce sont des risques qu'aucun membre d'une société démocratique ne devrait être obligé à courir.

[Text]

The fight for inclusion of sexual orientation in the Charter of Rights and Freedoms has been long and at times bitter. This fight, however, has in many ways united gay people across this country and around the world. More and more of us are acknowledging our social orientation, and our minority group has grown stronger and more politically obvious as a result. We gay Newfoundlanders and Labradorians now expect to have our rights as citizens acknowledged and protected. The time has come for governments to act responsibly and for Canadians to support one another in this endeavour to achieve equality and freedom. We hereby request that the Charter of Rights and Freedoms be amended to include sexual orientation as a prohibited ground for discrimination.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Upward.

Our format, now that we have completed that formal part of the presentation, is to have an opportunity for Members of Parliament to put any specific questions they might have to help us in our thinking. In the time still available, that is how we will proceed now, and we will begin with Sheila Finestone.

Mrs. Finestone: Thank you, Mr. Chairman.

First of all, I would like to thank you for a very comprehensive and clear report, Mr. Upward. I can tell you your voice has been heard from Vancouver to Newfoundland as the song *Canada* states.

I think you can be encouraged. I think the public attitude has started to evolve. I am saddened at the thought that one has to enlarge by being specific, but it would seem to me we need the specificity of sexual orientation under the charter, and I am hopeful that will be an acceptable amendment. As you well know, both Svend Robinson, who sits on this committee, and Pat Carney have presented private member's bills to this effect, and hopefully we will be addressing it in a very constructive and concrete way.

I would like to ask you this. As I was coming in on the plane yesterday, I clipped out of *The Sunday Star* a little article—I am sure you saw it—that the Armed Forces is rehiring women discharged as lesbian. Interestingly enough, this task force heard from those women in an in camera session and we also heard quite explicitly and openly from another one of the women who is writing a book, and I must say we were all rather disheartened at that experience of competent, capable people, who were performing a task with good performance record, who were fired because of their sexual orientation and no other reason. How do you now react to the fact that one of them has been rehired and reinstated? Do you see that as a positive, forward move by government? It has to be official policy.

Mr. Upward: Most certainly, I think the fact that they did rehire this woman is a very progressive step.

[Translation]

La lutte pour l'inclusion de l'orientation sexuelle dans la Charte des droits et libertés a été longue et parfois amère. Cette lutte toutefois a, à de nombreux égards, uni les homosexuels de ce pays et du monde entier. De plus en plus d'homosexuels reconnaissent notre orientation sociale et notre groupe minoritaire est devenu plus fort et par conséquent plus visible d'un point de vue politique. Nous, les homosexuels de Terre-Neuve et du Labrador, nous nous attendons maintenant à ce que nos droits de citoyens soient reconnus et protégés. Il est temps que les gouvernements agissent de façon responsable et que les Canadiens se soutiennent les uns les autres dans cette tâche qui consiste à assurer l'égalité et la liberté. C'est pourquoi nous demandons que la Charte des droits et libertés soit modifiée afin de protéger l'orientation sexuelle contre toute discrimination.

Le président: Merci beaucoup monsieur Upward.

Maintenant que nous avons terminé la partie officielle des exposés, nous avons pour but de permettre aux députés de poser toutes les questions qui pourraient nous aider à nous faire une idée. C'est ce que nous allons faire pendant le temps qui nous reste et nous allons commencer par Sheila Finestone.

Mme Finestone: Merci, monsieur le président.

En premier lieu, monsieur Upward, j'aimerais vous remercier de votre rapport exhaustif et précis. Je puis vous assurer que votre voix a été entendue de Vancouver à Terre-Neuve comme le stipule la chanson *Canada*.

Je pense que vous pouvez être encouragé. Je pense que l'attitude du public a commencé à évoluer. Je suis attristée à la pensée que l'on doit discourir longtemps pour être précis, mais il me semble qu'il est nécessaire que l'orientation sexuelle soit protégée par la Charte, et j'espère qu'il y aura une modification acceptable. Comme vous le savez, Svend Robinson, membre de ce Comité, et Pat Carney ont présenté des bills, à titre de simples députés, à cet égard, qui seront pris en considération, nous le souhaitons, de façon constructive et concrète.

J'aimerais vous poser une question. Aujourd'hui pendant mon voyage en avion, j'ai découpé un petit article dans le journal *The Sunday Star*—je suis sûre que vous l'avez vu—selon lequel les Forces armées réembauchent les femmes qui ont été congédiées parce qu'elles étaient lesbiennes. Il est plutôt intéressant de noter que ce Comité a entendu ces femmes, au cours d'une session à huis clos, et nous avons également entendu des explications très explicites d'une autre femme qui écrit actuellement un livre, et je dois dire que nous étions tous plutôt peiné d'apprendre que des personnes compétentes, qui remplissaient leurs tâches et avaient un bon dossier, avaient été congédiées en raison de leur orientation sexuelle et pour aucun autre motif. Comment réagissez-vous devant le fait que l'une d'elles ait été réengagée et réinstallée dans ses fonctions? Croyez-vous qu'il s'agit d'une mesure positive et progressiste mise de l'avant par le gouvernement? Ce doit être une politique officielle.

M. Upward: Très certainement, je pense que le fait que l'on ait réengagé cette femme est une mesure très progressive.

[Texte]

Mrs. Finestone: Well, I do not know if it is progressive; I think they are finally looking at their regressive behaviour and moving.

Mr. Upward: Yes.

Mrs. Finestone: I found that very encouraging and the other aspect of a news clipping which I saw in *The Gazette* on Saturday. We had heard from Lieutenant Colonel Shirley Robinson, who was top rank officer in the Armed Forces, that she really is going to fight this battle openly and she has resigned. I hope she could be reinstated as she fights this battle, too.

• 1055

I am very anxious to know whether or not you are feeling now that with this open exchange—can you sense a feeling of change? Can you now put an ad in the media so that you can communicate with one other?

Mr. Upward: I am not sure that it would change that much, because now we are down to one daily newspaper anyway.

Mrs. Finestone: So you would say it is editorial policy?

Mr. Upward: I think it probably would be editorial policy. We have been running ads in *The Evening Telegram*, our main local daily paper, for a number of years now, however all the other publications in the province refused us and we have not tried them again.

Mrs. Finestone: I think your point about having to go to court to prove your case must be discouraging, first of all due to its cost implication and secondly from the number of cases, particularly in Ontario, which have been lost. So I would certainly support that point of view.

The only thing I wanted to make very certain is that homosexuality is not perceived as criminal behaviour and is not covered under the Criminal Code. There is no criminal behaviour attendant to homosexuality. You saw that as a forward step, as we did. Do you know that it is covered in the Province of Quebec?

Mr. Upward: In Quebec, yes.

Mrs. Finestone: Nonetheless, I think it is important to note that in Quebec now, if my memory serves me correctly, of the cases that have come in, about 39% are related to sexual orientation and discrimination in both housing and employment. Even with that protection clause the cases are at least now being attended to, looked at and challenged. I think that is the key.

Mrs. Browes: Mr. Upward, I want to thank you to you for coming to the hearing this morning and giving us your opinion.

[Traduction]

Mme Finestone: Eh bien, je ne sais pas si c'est progressif; je pense qu'ils considèrent finalement leur comportement régressif et agissent en conséquence.

M. Upward: Oui.

Mme Finestone: Je trouve que c'est très encourageant et l'autre aspect d'une coupure que j'ai vue dans *The Gazette*, samedi. Nous avons entendu le lieutenant colonel Shirley Robinson, qui est un officier de haut grade dans les Forces armées, dire qu'elle allait mener cette lutte ouvertement et qu'elle avait démissionné. J'espère qu'elle pourra être réintégrée dans ses fonctions également tandis qu'elle mène cette lutte.

Je désire vivement savoir si, oui ou non, vous estimez à présent qu'en raison de cet échange libre—pouvez-vous ressentir une amorce de changement? Pouvez-vous maintenant faire paraître une annonce dans les journaux pour que vous puissiez communiquer les uns avec les autres?

M. Upward: Je ne suis pas sûr que cela changerait tant que cela, parce que nous en sommes maintenant réduits à un quotidien, quoi qu'il en soit.

Mme Finestone: Donc vous nieriez qu'il s'agit d'une politique rédactionnelle?

M. Upward: Je pense qu'il s'agit probablement d'une politique rédactionnelle. Nous avons fait paraître des annonces dans notre principal quotidien local, *The Evening Telegram*, pendant un certain nombre d'années, toutefois toutes les autres publications de la province nous ont refusé et nous n'avons pas essayé de nouveau.

Mme Finestone: Je pense qu'il doit être décourageant de vous présenter devant les tribunaux pour obtenir gain de cause, en premier lieu à cause des frais que cela entraîne et en deuxième lieu en raison du nombre de causes, surtout en Ontario, qui ont été perdues. Donc je soutiendrais certainement ce point de vue.

Je veux qu'il soit clair que l'homosexualité ne doit pas être perçue comme un comportement criminel et ne tombe pas sous la coupe du Code criminel. Il n'y a pas de comportement criminel relatif à l'homosexualité. Vous avez vu qu'il s'agit d'un pas en avant, comme nous. Savez-vous si cela est prévu dans la charte de la province de Québec?

M. Upward: Au Québec, oui.

Mme Finestone: Néanmoins, je pense qu'il est important de noter qu'au Québec maintenant, si j'ai bonne mémoire, de toutes les causes qui sont soumises, environ 39 p. 100 sont liées à l'orientation et à la discrimination sexuelle à la fois dans les domaines du logement et de l'emploi. Même avec cette clause de protection, les causes sont du moins entendues, étudiées et mises en question. Je pense que c'est la clé.

Mme Browes: Monsieur Upward, j'aimerais vous remercier d'être venu aux audiences, ce matin, et d'avoir livré votre opinion.

[Text]

You mention the court cases which are expensive and perhaps take a lot of time. One of the reasons this committee was set up was in order to alleviate the courts so that we might be able to change the laws instead of having people go to the costly business of going through the court system.

There are a couple of things I would just like to ask you about. One of them is the Public Awareness Program that you mentioned in your brief. As I hear you speak I keep thinking that 10 years ago we probably would not have had this kind of discussion and perhaps 10 years from now we may have a completely different discussion. Maybe it will not be necessary to discuss it at all. But I see the Charter of Rights and Freedoms, section 15, as something that is very much ongoing. It will be an interpretation of what Canadian society believes equality is. There will be very much discussion, not only in the legislatures of the provinces but also in the House of Commons and within the communities.

I would like to ask you what your Public Awareness Program is. I understand you are putting ads in the newspapers, but maybe you could expand a little bit about the public awareness. Laws tend to reflect what Canadian society will bear today, so I would like you to expand on the public awareness.

The other specific point I would like you to bring us up to date on is the Immigration Act. You mentioned that it should be changed and I was wondering if you might be specific on what changes should be made.

Mr. Upward: The Immigration Act does not allow for same-sex couples. If I were an immigrant, my lover would not be allowed to immigrate with me on the basis that I could support him or something like that. One case, although not Canadian, is about an American man who went to the Netherlands which does have an immigration policy, and where homosexuals... well, if one is an immigrant, he gains landed immigrant status, and the other automatically becomes a landed immigrant if the relationship is more than five years. He took Dutch citizenship and six years later wished to go back to the United States to visit his family, but he was refused entry into his native-born land because he was an open homosexual and active in the gay community in the Netherlands. It is possible that such a situation could exist in Canada. And there was a case several years ago of an Englishman who came to New York and was refused entrance because they found in his belongings letters from his homosexual lover. I am not quite familiar with any cases in Canada, although a British man, I think, last year was deported; I am not quite sure.

• 1100

Mrs. Browes: Then are you suggesting that we might change what "family class" would be? Is that what you are suggesting?

[Translation]

Vous avez mentionné que les causes soumises aux tribunaux sont coûteuses et prennent peut-être beaucoup de temps. Ce Comité a été mis sur pied notamment pour soulager les tribunaux de sorte que nous puissions être en mesure de changer les lois au lieu d'obliger les gens à s'engager dans le système judiciaire coûteux.

J'aimerais vous poser quelques questions. L'une d'elles concerne le Programme d'information publique que vous mentionnez dans votre mémoire. Tandis que je vous écoutais parler, je ne pouvais m'empêcher de penser qu'il y a 10 ans, nous n'aurions probablement pas pu tenir ce genre de discussion, et que sans doute, dans 10 ans, nous pourrions tenir une discussion totalement différente. Il ne sera sans doute même pas nécessaire d'en discuter. Cependant je considère que l'article 15 de la Charte des droits et libertés est très progressif. Cela nous indiquera ce que la société canadienne pense de l'égalité. Il y aura beaucoup de discussions, non seulement dans les assemblées législatives des provinces, mais également à la Chambre des communes et à l'intérieur des associations.

J'aimerais vous demander en quoi consiste votre programme de sensibilisation du public. Selon ce que je comprends, vous insérez des annonces dans les journaux, mais vous pourriez peut-être expliquer un peu ce que c'est que la sensibilisation du public. Les lois ont tendance à refléter ce que la société canadienne peut tolérer de nos jours, j'aimerais donc que vous expliquiez un peu ce qu'est l'information publique.

L'autre point précis sur lequel j'aimerais que vous fassiez la lumière porte sur la Loi sur l'immigration. Vous avez mentionné qu'elle devait être modifiée et je me demande si vous pourriez être plus précis concernant les modifications à apporter.

M. Upward: La Loi sur l'immigration ne permet pas l'entrée de couples de même sexe. Si j'étais un immigrant, mon amant ne pourrait immigrer avec moi parce que je l'entretiendrais ou des trucs comme cela. Il y a ce cas, bien que cela ne soit pas au Canada, en fait il s'agit d'un Américain qui est parti pour la Hollande, où il existe une politique en matière d'immigration et où les homosexuels... enfin, s'il s'agit d'un immigrant, la personne obtient le statut d'immigrant reçu et l'autre, son partenaire, devient automatiquement immigrant reçu, lorsque la relation dure depuis plus de cinq ans. Il a pris la nationalité hollandaise et, six ans plus tard, voulant revenir aux États-Unis pour y visiter sa famille, il s'est vu refuser l'entrée dans son pays d'origine parce qu'il était un homosexuel déclaré et actif dans la communauté gaie des Pays-Bas. Il est possible qu'une telle situation se présente au Canada. Et, il y a plusieurs années, un Anglais qui voulait venir à New York s'y est vu refuser l'entrée, les autorités ayant trouvé des lettres de son amant dans ses effets personnels. Je ne sais pas très bien ce qui se passe au Canada dans ce domaine, mais je pense que, l'an dernier, un Britannique a été déporté; ce que je vous dis là, c'est sous toute réserve.

Mme Browes: Donc, proposez-vous que nous modifiions ce que «catégorie de famille» devrait signifier? Est-ce bien cela?

[Texte]

Mr. Upward: I mean similar to the policy in the Province of Ontario, which I think states that a family unit is regarded as any two or more people who have been living together for more than five years.

Mrs. Browes: Are you talking about family law reform?

Mr. Upward: Yes.

Mrs. Browes: It is three years.

Mr. Upward: Three years. Thank you.

Mrs. Finestone: There is Immigration Act—a family *conjoindre* under the Helsinki Accord.

Mrs. Browes: Would you like just to expand a little on your public awareness program?

Mr. Upward: Besides having our monthly dances and our newsletter, we have slowly been getting stories in the local press, in the *The Evening Telegram*, about different things going on. We have had benefit dances; last fall we had a benefit dance for Oxfam to raise money for Ethiopia. Also, we encourage people to more or less come out of their closets, to people in their workplaces if they do not fear discrimination. I am quite familiar on a personal level with such a situation. I work with a large group of people who all know that I am homosexual and I have very few, problems associated with that.

At time, we have talked to different groups. One of the lesbians was at the university talking about being gay in Newfoundland. But we have not approached school boards or groups like that about getting a program in schools, talking about homosexuality and the problems associated with it. It is very low key. But society is changing. It is much better even than six or seven years ago when I first moved to St. John's; I think things are much better from a general public viewpoint.

Mrs. Browes: Thank you very much.

The Chairman: Thank you. Roger Clinch, Member of Parliament for Gloucester.

Mr. Clinch: If you look precisely at section 15, there is a list of grounds for non-discrimination. Do you believe that there are any listed grounds, other than homosexuality or sexual preference, which have been left out of section 15? Or do you believe that to be the only one left out?

Mr. Upward: I would not say that it is the only one left out; I would not be able to say . . .

Mr. Clinch: All right. It probably is not and there are probably several which have been . . .

Mr. Upward: Yes.

Mr. Clinch: But the point I am trying to make is this: If it is not the only one left out, and we have heard briefs right across the nation with, say, 50 groups having come before us who are

[Traduction]

M. Upward: Je veux dire semblable à la politique dans la province d'Ontario d'après laquelle, semble-t-il, une famille désigne deux personnes ou plus vivant sous le même toit depuis plus de cinq ans.

Mme Browes: Faites-vous allusion à la réforme du droit de la famille?

M. Upward: Oui.

Mme Browes: C'est trois ans.

M. Upward: Trois. Je vous remercie.

Mme Finestone: Il y a la Loi sur l'immigration—une famille *conjoindre* en vertu des Accords d'Helsinki.

Mme Browes: Pourriez-vous vous expliquer un peu plus longuement sur votre programme de sensibilisation du public.

M. Upward: En plus de nos danses mensuelles et de notre bulletin de nouvelles, nous commençons peu à peu à faire l'objet de l'information dans la presse locale, dans le *The Evening Telegram*, sur différents événements. Nous avons eu des danses dans un but charitable; l'automne dernier, nous avons organisé une danse de bienfaisance pour recueillir des fonds au profit de l'Ethiopie. En outre, nous engageons les personnes plus ou moins à sortir de l'anonymat, sur leur lieu de travail, si elles ne craignent pas la discrimination. Je connais très bien par expérience personnelle ce genre de situation. Je travaille avec un grand nombre de personnes, toutes au courant de mon homosexualité, et j'ai très peu de problèmes à ce sujet.

A l'occasion, nous avons parlé avec différents groupes. Une des lesbiennes est allée à l'université pour discuter de la situation des gais à Terre-Neuve. Mais nous n'avons pas contacté les commissions scolaires ou associations du même ordre pour obtenir un programme dans les écoles, afin d'expliquer l'homosexualité et les problèmes qui en découlent. C'est très discret. Mais la société est en train de changer. La situation s'est beaucoup améliorée par rapport à il y a cinq ou six ans, lorsque je suis arrivé à St. John's pour la première fois; je pense que les choses sont beaucoup mieux sur le plan du public en général.

Mme Browes: Je vous remercie beaucoup.

Le président: Merci. Roger Clinch, député de Gloucester.

M. Clinch: Lorsque vous lisez attentivement l'article 15, vous y trouvez l'énumération des motifs de non-discrimination. Croyez-vous que des motifs autres que l'homosexualité ou préférence sexuelle n'ont pas été inclus dans l'article 15? Ou croyez-vous que c'est le seul point qui ait été omis?

M. Upward: Je ne dirais pas que c'est la seule omission; je ne pourrais pas dire . . .

M. Clinch: D'accord. Ce n'est probablement pas la seule; sans doute y a-t-il plusieurs points qui ont été . . .

M. Upward: Oui.

M. Clinch: Mais là où je veux en venir, c'est que si ce n'est pas la seule omission, et nous avons entendu les exposés dans tout le pays, disons de 50 groupe qui ne sont pas énumérés; ne

[Text]

not listed there, would it not seem to you that such list, in a court of law, would have to be considered open-ended?

Mr. Upward: I think it should be considered open-ended as with a changing society and changing attitudes, probably 20 years from now some group, which we do not even regard as a minority or think about, would have the same problems that women had and blacks had years ago, and gays and handicapped people are having now.

• 1105

Mr. Clinch: Your bottom-line recommendation is to include sexual orientation in section 15 of the Charter of Rights. If we try to address every minority group listed in the charter and list it in the charter, do you not think we are becoming discriminatory in our own way?

Mr. Upward: I suppose there could be a form of reverse discrimination there through that.

Mr. Clinch: The point I am trying to make is that if we start listing and have an exhaustive list... I am referring to your bottom-line recommendation to include sexual orientation. My point would be that the list is open-ended; whether it was sexual orientation or some other minority group that was not addressed there, it is addressed in its open-endedness.

It is just a point I am trying to make. I appreciate the fact that you feel this would answer many of the problems by explicitly stating that it would be in there, in sexual orientation. But I just believe there are other considerations that have to be looked at in doing that. I believe personally that sexual orientation, by the very nature of the open-endedness of section 15, is addressed. Although they mention race, origin, colour, religion, sex, age or disability, those are by way of example, and the list might be open-ended. Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you. I think Mrs. Finestone has found her notes. She always takes very extensive notes, so we rely on her often after to get the full details. In her extensive notes she has now found something about RRSPs or something.

Mrs. Finestone: You are talking about systemic discrimination, but from that flows the whole concept of the same sex couple or couples who choose not to marry but to live in common law relationships. You talked about the Income Tax Act. Specifically related to RRSPs, there is a problem. If you choose not to marry, under which you get the right to spousal RRSP contributions, do you see opening this up? It is a whole new concept of people who choose not to be married or who choose to live a different lifestyle. Are you saying, therefore, that you want those changes so that everyone has access if they so choose by obligation, by right? Could you just sort of pick up on your RRSP or on your Income Tax Act and expand on that just a wee bit, please?

[Translation]

croyez-vous pas qu'une telle énumération devant une cour de justice devrait être considérée comme flexible?

M. Upward: Oui, en effet, car avec le changement de la société et des attitudes, il est probable que d'ici 20 ans certains groupes, que nous ne considérons même pas comme des minorités ou auxquels nous ne songeons jamais, auront à faire face aux mêmes problèmes que les femmes et les Noirs, il y a quelques années, et les gays et les handicapés, à l'heure actuelle.

M. Clinch: Votre recommandation en bas de page demande à inclure l'orientation sexuelle dans l'article 15 de la Charte des droits. Si nous essayons de prendre en considération chaque minorité énumérée dans la Charte et de toutes les inclure dans la Charte, ne croyez-vous pas que dans un sens nous pratiquons la discrimination?

M. Upward: Je suppose que cela pourrait devenir une forme de discrimination à rebours.

M. Clinch: J'essaie de vous expliquer que si nous commençons à dresser une liste pour obtenir une liste exhaustive... d'après votre recommandation de bas de page, de manière à inclure l'orientation sexuelle. À mon avis, cette liste est flexible; c'est-à-dire que la question d'orientation sexuelle ou d'autres groupes minoritaires n'y est pas incluse explicitement, elle n'en est pas moins sous-entendue.

J'essaie simplement d'expliquer. Je vois bien que vous avez l'impression que de nombreux problèmes pourraient être éliminés, si l'orientation sexuelle était explicitement indiquée. Selon moi, d'autres points doivent être pris en considération dans ce cas. Personnellement, je crois que, d'après la nature de l'article 15 qui est sans limites fixes, l'orientation sexuelle est comprise. Quoique l'article fasse mention de la race, l'origine, la couleur, la religion, le sexe, l'âge ou l'incapacité, à titre d'exemple, la liste peut être allongée au fur et à mesure des besoins. Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Merci. Je pense que M^{me} Finestone a retrouvé ses notes. Elle prend toujours beaucoup de notes, aussi pouvons-nous compter sur elle pour avoir tous les détails. Dans ces notes détaillées, elle a maintenant trouvé un passage sur les REER ou quelque chose du genre.

Mme Finestone: Vous parlez de discrimination systématique. Mais de là découle tout le principe du ou des même(s) couple(s) qui décident de ne pas se marier et de vivre comme des époux de droit commun. Vous avez fait allusion à la Loi de l'impôt sur le revenu. Il y a un problème directement lié au REER. Prévoyez-vous apporter des modifications pour le cas où vous décidez de ne pas vous marier, en vertu de quoi vous obtenez le droit de contribuer au REER à titre de conjoint? Les personnes qui décident de ne pas se marier ou de vivre un mode de vie totalement différent ouvrent des horizons complètement nouveaux. Par conséquent, êtes-vous en train de nous expliquer que vous voulez que tous aient accès à ces changements, que ce soit par obligation ou par choix? Pourriez-vous, en prenant comme exemple soit le REER ou la Loi de l'impôt

[Texte]

Mr. Upward: I am not quite sure about the Income Tax Act as to common law marriages.

Mrs. Finestone: It is a relationship between two people.

Mr. Upward: Yes. I think there should be a time limit also, as with Ontario. I mean, I do not think it is feasible for somebody who has a relationship for seven months or a year and a half. But in long-term relationships I think unmarried couples, whether of same sex or heterosexual, should be able to make long-term planning to get RRSPs or home ownership . . .

Mrs. Finestone: Are you suggesting that one of the partners in those couples has chosen to remain at home and to work in the home, and therefore it is the protection for that part of the couple or that person in the couple who has chosen the home as the workplace? Is that what you are referring to?

Mr. Upward: If they do choose that, yes, I would agree with that. But in a lot of the cases, of course with heterosexual couples also, it is becoming less common for one person in particular to stay home anyway. It is quite often a . . .

Mrs. Finestone: You really specifically referred to an RRSP and to the Income Tax Act.

I just want to make one last observation; it is not a question. I do not agree that we should not be including sexual orientation in our changes. I do not know what our committee will come up with as a final recommendation. Nonetheless, I must tell you that language is a great healer or divider. As much as this committee has been sensitized, and I think the general population . . . when you use the term "lover" as opposed to the term "partner", people are often put off. So I tell you that same sex couples, such as heterosexual couples . . . I do not walk around calling my husband my lover. Whether he is or is not, is really no one's business. I would really prefer and suggest to you that you use the term "partner" rather than "lover", and I do not mean this in the sense of a lecture. I just say it to you in the sense of being very sensitive to your concerns. It is an area that does create a backlash, which you should be aware of.

• 1110

Mr. Upward: Thank you.

Mrs. Finestone: Thank you.

The Chairman: Thank you. On behalf of the members of the committee, I would like to thank you for appearing before us and making a very helpful submission on the difficult question we are dealing with; specifically, of course, the private member's bill that is in Parliament which was introduced in the first session and has been referred to this committee, the private member's bill dealing with amendments regarding sexual orientation. Therefore, it is something we will be dealing with in our report and, as I say, it has been helpful having you appear before us, outlining the views and concerns

[Traduction]

sur le revenu, vous expliquer un tout petit peu plus, s'il vous plaît?

M. Upward: Je ne connais pas bien la Loi de l'impôt sur le revenu concernant les unions de droit commun.

Mme Finestone: C'est une relation entre deux personnes.

M. Upward: Oui, j'estime qu'il doit y avoir une limite de temps, tout comme en Ontario. Enfin, je m'explique. Cela ne me semble pas possible pour les personnes dont la relation ne durerait que sept mois ou un an et demi. Mais dans les cas de relations à long terme entre couples non mariés de même sexe ou de sexe opposé, il devrait y avoir moyen de prévoir une planification pour accéder au ER ou à la propriété domiciliaire . . .

Mme Finestone: Êtes-vous en train de nous dire que l'un des partenaires de ces couples a décidé de rester à domicile pour y exécuter le travail domestique, et que cela constituerait la part de protection de celui des deux qui a décidé de demeurer à la maison? Est-ce cela que vous voulez dire?

M. Upward: Si c'est leur choix, oui, je suis d'accord avec cette idée. Mais dans bien des cas, tout comme chez les couples d'hétérosexuels, il est de moins en moins fréquent que l'un des deux partenaires reste à la maison. Il arrive très souvent . . .

Mme Finestone: Vous faites vraiment allusion à un REER ou à la Loi de l'impôt sur le revenu.

Je veux simplement formuler une dernière observation; ce n'est pas une question. Je ne suis pas d'accord pour que nous omettions l'orientation sexuelle dans nos changements. J'ignore à quelle recommandation finale aboutira notre Comité. Je dois néanmoins vous dire que le langage utilisé est un véhicule puissant pour soigner ou diviser. En ce qui a trait à la sensibilisation de ce Comité, et je crois que la population en général . . . lorsque vous utilisez le terme «amant» par opposition au terme «partenaire», les gens sont souvent déroutés. Je vous dis donc que ces mêmes couples sexuels, comme les couples hétérosexuels . . . Quand je parle de mon mari je ne dis pas qu'il est mon amant. Qu'il le soit ou non, ce n'est l'affaire de personne. Je préfère réellement utiliser le terme «partenaire ou compagnon» plutôt que celui de «amant», et je ne vous dis pas cela pour vous faire la leçon, mais seulement pour essayer d'apaiser vos soucis. C'est un sujet qui peut avoir des répercussions et vous devez être mis au courant.

M. Upward: Merci.

Mme Finestone: Merci.

Le président: Merci. Au nom des membres du Comité, je désire vous remercier de vous être présentées devant nous et de nous avoir fait une présentation très utile sur la délicate question dont nous traitons; et spécialement le bill des députés présenté devant le Parlement lors de la première session et qui a été mentionné devant le présent Comité, portant sur les modifications concernant l'orientation sexuelle. C'est donc de cela que nous traiterons dans notre rapport et, comme je l'ai dit, votre présentation concise et si bien conçue souligne les points de vue et les préoccupations de cette communauté.

[Text]

as you have done so ably in such a concise and well-thought-out submission.

Thank you very much.

Ladies and gentlemen, the next organization we will be hearing from is going to turn to another important area of section 15 of the charter. We are going to be hearing from the Consumer Organization of Disabled People of Newfoundland and Labrador. Appearing before us are Bob Hollett, President, and Carmel Osborne, the co-ordinator. Bob, are there others you would like to have join you at the table?

Mr. Robert Hollett (President, Consumer Organization of Disabled People of Newfoundland and Labrador): No, there is only one.

The Chairman: Just before we begin, the list of witnesses some of you have received this morning shows Mr. Leo Barry appearing at 11.30 a.m. I should point out that in communication from Mr. Barry this morning, we have learned that he will not be appearing. Mr. Barry is of course leader of the Provincial Liberal Party and we have had discussion earlier with his office indicating... his staff had indicated that he very well might wish to appear, but on his return we found that his schedule did not permit that. We will therefore now begin with the presentation just announced and following that, before the lunch break, we will hear from the Newfoundland Teachers' Association.

Bob Hollett, President of the Consumer Organization of Disabled People of Newfoundland and Labrador, welcome. You have the floor and after your presentation, if time permits, we will have some questions and discussion with the members of the committee.

Mr. Hollett: Thank you, Mr. Chairman.

I would like to thank you for allowing us to appear before your committee and I must welcome you to the province.

The Consumer Organization of Disabled People of Newfoundland and Labrador is an organization of disabled persons founded five years ago this fall. As a provincial organization its board of directors is made up of representatives from all parts of the province.

The Consumer Organization of Disabled People of Newfoundland and Labrador, known as COD, is a cross-disability organization in that it deals with all disabilities, whether physical or mental.

On the national level, COD is affiliated with the Coalition of Provincial Organizations of the Handicapped—COPHO. COD is not a service-providing organization but rather it attempts to ensure that these services are provided by the mainstream service delivery systems used by all citizens. COD has worked over the past years to ensure that the human rights of disabled persons are protected.

[Translation]

Merci beaucoup.

Mesdames et messieurs, le prochain organisme à se présenter devant nous traitera d'un autre sujet très important de l'article 15 de la Charte. Nous recevrons donc le *Consumer Organization of Disabled People of Newfoundland and Labrador*, représenté par son président Bob Hollett et son coordonnateur Carmel Osborne. Bob, y a-t-il quelqu'un d'autre que vous aimeriez avoir à votre table?

M. Robert Hollett (président, Consumer Organization of Disabled People of Newfoundland and Labrador): Non, il n'y en a qu'une.

Le président: Juste avant que vous commenciez, la liste des témoins que vous avez reçue ce matin contient le nom de M. Léo Barry qui doit faire sa présentation à 11h30. Je dois vous dire que lors d'une communication que j'ai eue avec lui ce matin, M. Barry m'a dit qu'il ne pouvait pas se présenter. M. Barry est bien entendu le chef du Parti libéral provincial et nous avons parlé plus tôt ce matin avec un membre de son personnel qui nous a indiqué qu'il désirait vraiment se présenter devant nous, mais à son retour, nous nous sommes aperçus que son ordre du jour ne le lui permettait pas. Nous poursuivons donc avec la présentation que je viens d'annoncer et après, avant l'arrêt des débats pour le déjeuner, nous recevrons les représentants du *Newfoundland Teachers' Association*.

Bob Hollett, président de la *Consumer Organization of Disabled People of Newfoundland and Labrador*, vous êtes le bienvenu. Vous avez la parole, et après votre exposé, si le temps nous le permet, les membres du Comité poseront certaines questions pour discuter du sujet.

M. Hollett: Merci monsieur le président.

Je désire vous remercier de nous avoir permis de nous présenter devant votre Comité et je veux vous souhaiter la bienvenue dans notre province.

La *Consumer Organization of Disabled People of Newfoundland and Labrador* est une organisation d'handicapés qui aura cinq ans cet automne. En tant qu'organisation provinciale, le conseil d'administration est composé de représentants de toutes les parties de la province.

La *Consumer Organization of Disabled People of Newfoundland and Labrador* appelée COD est une organisation qui représente tous les handicapés, physique ou mentaux.

Au niveau national, la COD est affiliée à la coalition des organisations provinciales des handicapés—COPH. La COD n'est pas une organisation qui fournit des services, elle cherche plutôt à s'assurer que ses services sont fournis par les principaux systèmes de prestation de services utilisés par tous les citoyens. La COD s'est efforcée au cours des dernières années de s'assurer que les droits de la personne des handicapés sont respectés.

[Texte]

Our national organization, COPOH, has been very active in working to ensure the inclusion of disabled citizens rights in the Charter of Rights and Freedoms.

Today we would like to bring to your attention problems we see that must be corrected to allow disabled persons to live full and active lives.

In Newfoundland, our only inter-provincial surface travel is unique to the other provinces in Canada. Due to the elimination of the passenger rail service in Newfoundland, our inter-provincial bus service is owned and operated by TerraTransport, a federal crown corporation.

• 1115

At present, TerraTransport is operating an accessible bus on a three-year pilot project for Transport Canada. Disabled persons wishing to take advantage of this service to travel across the province must do so on Tuesdays or Wednesdays. On the weekend one can travel from St. John's to Grand Falls and return. We believe this does not provide disabled Newfoundland travellers with any flexibility in their travels. A disabled traveller wishing to travel from Newfoundland to Nova Scotia via TerraTransport and CN Marine would have to leave Newfoundland on Tuesday, even if he did not have to be in Nova Scotia until the following Monday. This does not provide the service that we disabled consumers have been seeking. It certainly does not fulfil recommendation 86 of the *Obstacles* report, which states:

That the federal government request the Canadian Transport Commission to require the Roadcruiser Bus Service in Newfoundland to provide a mechanical facility or a service for lifting people in wheelchairs on and off vehicles.

When we listened to the patriation of the Constitution we had hoped the disabled consumers of Newfoundland would be provided with this service, but no. Once again, instead of being guaranteed the service that other Newfoundlanders take for granted, we have to prove to Ottawa that we deserve to be treated like "normal" people. Sometimes we in the disabled movement start to wonder if we will ever be treated as full and equal members of society. Will we always have to fight for the rights that others have? It is our hope that the Charter of Rights and Freedoms will help us become full and equal members of society.

In the next four issues I would like to refer to the discussion paper. This paper does touch on a number of areas where federal laws and practices actually discriminate against disabled citizens.

I would first like to point out how the Canadian Forces discriminates against disabled people. Debbie, a switchboard operator for the Royal Newfoundland Constabulary, has been working successfully in her job. However, if she were to apply for a similar position in the armed forces she would be refused because of her disability. Is it really fair to Debbie or other

[Traduction]

Notre organisme national, la COPH n'a pas ménagé ses efforts pour assurer l'inclusion des droits des handicapés dans la Charte des droits et libertés.

Nous aimerions aujourd'hui porter à votre attention les choses qui, d'après vous, doivent être corrigées de façon à permettre aux handicapés de vivre pleinement et activement.

A Terre-Neuve, notre système de transport interprovincial de surface est unique au Canada. En raison de l'élimination du service de transport ferroviaire pour passagers à Terre-Neuve, notre service d'autobus interprovincial appartient à TerraTransport, une société d'État qui l'exploite.

A l'heure actuelle, TerraTransport exploite un service d'autobus accessible dans le cadre d'un projet-pilote de trois ans pour Transports Canada. Les handicapés qui désirent se servir de ce service pour voyager dans la province peuvent le faire les mardis, et mercredis. La fin de semaine, on peut faire le trajet aller-retour de St-Jean à Grand Falls. Nous sommes d'avis que cela ne permet aucune souplesse de transport pour les handicapés de Terre-Neuve. Un handicapé terre-neuvien qui désire se rendre en Nouvelle-Écosse par l'entremise de TerraTransport et de la division maritime du CN doit quitter Terre-Neuve le mardi, même s'il ne doit pas être en Nouvelle-Écosse avant le lundi suivant. Ce programme ne nous offre donc pas les services que nous, consommateurs handicapés, recherchons. Il ne se conforme pas à la recommandation 86 du rapport *Obstacles* qui stipule:

Que le gouvernement fédéral demande à la Commission de transport du Canada d'exiger du Roadcruiser Bus Service de Terre-Neuve de fournir les moyens mécaniques ou un service pour monter et descendre les personnes en chaise roulante dans les véhicules.

Lorsque nous avons entendu parler du rapatriement de la Constitution, nous avions espéré que les consommateurs handicapés de Terre-Neuve pourraient recevoir ce service, mais ce n'est pas le cas. Là encore, au lieu d'avoir la garantie que nous avons le service que d'autres Terre-Neuviens prennent pour acquis, nous devons prouver à Ottawa que nous méritons d'être traités comme des personnes «normales». Les responsables du mouvement se demandent quelquefois si nous serons traités un jour comme des membres à part entière de la société. Devons-nous toujours nous battre pour obtenir les droits que les autres ont? Nous espérons que la Charte des droits et libertés nous aidera à devenir des membres à part entière de la société.

Pour les quatre prochains points, j'aimerais vous référer au rapport qui vous a été présenté. Ce rapport donne de nombreux exemples de discrimination contre les citoyens handicapés par les lois et pratiques fédérales.

J'aimerais d'abord souligner la façon dont les Forces armées canadiennes font de la discrimination envers les handicapés. Debbie, standardiste au *Royal Newfoundland Constabulary*, s'acquitte très bien de ses fonctions. Cependant, si elle désirait postuler un emploi semblable dans les Forces armées, elle serait refusée en raison de son handicap. Est-ce vraiment juste

[Text]

disabled persons to be refused employment in this area, which we all, as tax-paying citizens, help to operate?

In the area of immigration, our organization feels it is wrong to deny any refugee or immigrant access to Canada on the grounds that this person is disabled. Why should not the person who happens to be disabled and who has been oppressed in his own country be allowed to immigrate to Canada in the same way as his non-disabled countrymen can? For too long immigrant families who happen to have a disabled family member have not been able to reunite in Canada as other immigrant families have.

In looking at the Canada Elections Act, we see that persons with a mental disability may be denied the right to vote. In subsection 14.(4) of the Canada Elections Act the distinction is made to allow or disallow a person the right to vote on grounds of whether that person voluntarily or involuntarily is confined to an institution. We would ask if the government has the right to refuse a person the right to vote just on the grounds of how that person came to be institutionalized.

At present the Canada Elections Act allows for the fact that all polling stations on election day may not be accessible to the physically disabled by requiring all advance polling stations to be accessible. We found that in the last federal election this was not the case. My Member of Parliament, Mr. Joe Price, of Burin—St. George's, checked several polling stations for me during his election campaign. He found that a polling station in Ramea that was supposed to be accessible was in actual fact on the second floor of a building that had no elevator. One of the possible reasons for this problem may be that it is sometimes hard to find an accessible building in some of the small outposts that dot the coastline of Newfoundland. However, whatever the reason, is it right that disabled persons be expected to do without this privilege that is supposedly guaranteed in existing legislation? How much longer do we have to wait for the government to enforce legislation that is already there?

In regard to the Unemployment Insurance Act, we feel there should be no distinction between sickness and ordinary benefits. In the case where a person becomes temporarily disabled he can be refused UIC because he is not available for work. Is this really fair? Why should he pay into an insurance program if he cannot avail of the service when he needs it?

Also, when disabled persons are on unemployment insurance, they find it takes them longer to find new employment. Because of this fact, some arrangement needs to be put into place to assist disabled persons to find new employment. This assistance could be provided through a comprehensive disability insurance program. This type of program would be a

[Translation]

que Debbie ou tout autre handicapé ne puisse être employée dans cette organisation que nous tous, en tant que contribuables, contribuons à exploiter?

Dans le domaine de l'immigration, notre organisation est d'avis qu'il est injuste de refuser l'accès au Canada à tout réfugié ou immigrant en raison de son handicap. Pourquoi une personne qui est handicapée et qui a été opprimée dans son pays ne pourrait-elle pas immigrer au Canada au même titre qu'un de ses compatriotes qui n'est pas handicapée? Cela fait trop longtemps que des familles d'immigrants dont un membre de la famille est handicapé ne peuvent être réunies au Canada comme les autres familles d'immigrants.

Lorsque nous jetons un coup d'oeil à la loi électorale du Canada, nous pouvons voir que les personnes qui souffrent d'un handicap mental être privées de leur droit de vote. Au paragraphe 14(4) de la loi électorale du Canada, on fait une distinction pour permettre ou non à une personne de voter selon que cette personne est retenue volontairement ou involontairement dans une institution psychiatrique. Nous vous demandons si le gouvernement a le droit de priver une personne de son droit de vote sans savoir exactement pour quelle raison cette personne a été placée en institution.

À l'heure actuelle, la loi électorale du Canada permet que les bureaux de vote ne soient pas tous accessibles aux handicapés le jour d'une élection étant donné qu'elle exige que tous les bureaux de vote préliminaire soient accessibles. Mais nous nous sommes rendus compte que ce n'était pas le cas lors des dernières élections fédérales. Mon député, M. Joe Price, de Burin—St. Georges, a vérifié cela dans plusieurs bureaux de vote pour moi au cours de sa campagne électorale. Il a découvert qu'un bureau de Ramea qui était censé être accessible se trouvait en réalité au deuxième étage d'un édifice qui n'avait pas d'ascenseur. L'une des raisons possibles qui entraîne ce genre de problèmes est probablement qu'il est quelquefois difficile de trouver un immeuble accessible dans les petits ports le long de la côte de Terre-Neuve. Cependant, quelle que soit la raison, est-il juste priver un handicapé de ses droits que sont supposées de lui garantir les lois actuelles? Combien de temps nous faudra-t-il encore attendre avant que le gouvernement mette en application les lois qui sont déjà votées?

En ce qui a trait à la Loi sur l'assurance-chômage, nous croyons qu'il ne devrait pas y avoir de distinction entre les prestations de maladie et les prestations ordinaires. Dans le cas où une personne devient temporairement handicapée, on peut lui refuser des prestations d'assurance-chômage étant donné qu'elle n'est pas disponible pour le travail. Est-ce vraiment juste? Pourquoi cette personne doit-elle payer un programme d'assurance si elle ne peut pas en profiter lorsqu'elle en a besoin?

De plus, lorsque des handicapés sont sur l'assurance-chômage, ils se rendent compte qu'il leur faut plus de temps pour trouver un nouvel emploi. Certains arrangements doivent donc être pris pour aider les personnes handicapées à trouver un nouvel emploi. Cette aide pourrait être fournie par un programme d'assurance complet pour handicapés. Ce genre de

[Texte]

major step in helping disabled persons move towards a position of equality in the employment field.

I would now like to speak about regulatory laws that have the same kind of impact as the substance laws to which the discussion paper refers.

First, I will discuss regulations under the Canadian Transport Commission. These regulations can require a disabled person travelling by air, sea or land to be accompanied by an attendant. As you can appreciate, this doubles the cost of travel for a disabled person. With this increase in cost, it restricts a disabled person's ability to travel. In our organization, several of those on our board of directors need an attendant to travel. Hence, if another board member is unable to act as the person's attendant, the cost to our organization rises. In the past, we have had to ask board members to attend every second meeting because of the cost involved.

This regulation also restricts us in bringing in guest speakers who require an attendant. We would often like to request someone to speak at one of our meetings or workshops but, because of the cost involved, we have to bring in another speaker who may not be as good a speaker or even a person to speak on a totally different topic.

I would now like to turn to some regulations under the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission that are of particular concern to Canadians with visual or hearing disability. At the present time, the CRTC allows into Canada telephones that cannot be used by the hearing impaired. When the technology is available to allow the hearing impaired to communicate with the rest of society, we cannot understand how the CRTC can allow such telephones into the country. We would recommend that the CRTC set standards to allow into Canada handsets with a flex coil installed. It is time that Cabinet establish a policy on universal telephone systems.

Although the Broadcasting Act guarantees everyone the right to receive programs and although the cable television regulation has been amended, we find that the objective of providing closed-captioned programs for the hard-of-hearing and deaf are not being adequately met. Why is this so? We are told it is because funding is not available. If this is the reason, we would recommend that funding be provided to ensure the rights of hard-of-hearing and deaf members of our society.

Under the VRDP Act, a disabled person is not able to apply directly for VRDP—vocational rehabilitation of disabled persons—assistance. We see this as discrimination against the disabled who have a guaranteed right of self-determination in choosing a vocation or career. We feel that this practice must be stopped. To correct this problem, we would recommend that a disabled person be allowed to apply for VRDP without having to go through voluntary agencies, as they now must do.

[Traduction]

programme serait un progrès important étant donné qu'il mettrait les handicapés sur un pied d'égalité avec les autres personnes dans le domaine de l'emploi.

J'aimerais maintenant parler des lois réglementaires qui ont le même genre d'impact que les lois de fonds dont traite le rapport.

Premièrement, je parlerai des règlements de la Commission canadienne des transports. Ces règlements peuvent obliger un handicapé voyageant par avion, bateau ou sur terre d'être accompagné. Comme vous pouvez le voir, cela double le prix du transport d'un handicapé. En plus d'augmenter le prix, cela restreint la possibilité de déplacement d'un handicapé. Dans notre organisation, plusieurs administrateurs doivent être accompagnés dans leurs déplacements. Ainsi, si un autre membre du conseil d'administration ne peut remplir les fonctions d'un accompagnateur, les coûts augmentent pour notre organisation. Par le passé, nous devions demander aux membres du conseil d'administration d'assister à seulement une réunion sur deux en raison des coûts.

Ce règlement nous empêche également d'inviter des conférenciers qui doivent être accompagnés. Il arrive souvent que nous aimerions demander à quelqu'un de faire un discours au cours d'une de nos réunions ou d'un de nos ateliers mais, en raison des coûts susmentionnés, nous devons demander un autre conférencier qui n'est pas aussi compétent ou quelquefois une personne qui traite d'un sujet complètement différent.

J'aimerais maintenant parler de certains règlements du CRTC qui visent surtout les Canadiens qui souffrent d'une infirmité ou acoustique. À l'heure actuelle, le CRTC permet la vente au Canada de téléphones qui ne peuvent pas être utilisés par des personnes souffrant de troubles auditifs. Maintenant que la technologie permet aux malentendants de communiquer avec le reste de la société, nous ne comprenons pas comment il se fait que le CRTC puisse se permettre la vente de ces téléphones au pays. Nous recommandons que le CRTC établisse des normes permettant la vente au Canada de téléphones équipés d'écouteurs reliés par un fil flexible. Il est grand temps que le Parlement adopte une politique sur des systèmes téléphoniques universels.

Bien que la Loi sur la radiodiffusion garantisse à chacun le droit de recevoir les programmes de télévision et que les règlements sur la câblo-télédiffusion aient été modifiés, nous trouvons que les objectifs des programmes de télévision sous-titrés pour les malentendants et les sourds n'ont pas été atteints de façon adéquate. Pourquoi? On nous dit que c'est surtout à cause du manque de financement. Si c'est vraiment la raison, nous demandons que les fonds nécessaires soient fournis pour garantir les droits des malentendants et des sourds de notre société.

En vertu de la Loi sur la réadaptation professionnelle des invalides, un handicapé ne peut pas faire de demande directe pour des prestations RPI. Nous considérons cela comme de la discrimination envers les handicapés qui ont le droit à l'autodétermination dans le choix d'une vocation ou d'une carrière. Nous croyons que cette pratique doit cesser. Afin de corriger cette situation, nous recommandons de permettre à un

[Text]

We in the disabled movement feel that the only way in which we will achieve equality is through court action. To do this will require money. To meet this objective, our national organization, COPOH, has set in motion a process which will establish a litigation fund. We hope the federal government will assist us financially in setting up this fund. This fund would be used by both COPOH and its provincial affiliates in fighting any charter cases that had a bearing on the rights and freedoms of disabled Canadians.

In closing, I would like to state that I hope, once this subcommittee reports its findings, we will not have to wait for any wrongs that have been done to be corrected. We have already had to wait three years for our rights to be protected under the Charter of Rights and Freedoms. We, the disabled consumers of Newfoundland, are growing impatient at always having to wait a little longer for our rights. We feel that the time is now here for us to be able to become full and equal members of society with the complete protection that our fellow non-disabled citizens have.

The Chairman: Thank you very much. You have raised a number of very specific points. As you said, COD is associated or affiliated with COPOH. This brief is very much in the tradition of the briefs that we have heard from COPOH and organizations affiliated with it. This gives a clear statement of what should be in this country in the 1980s, but also moves from high-falutin principles down to some real-world situations and talking about specific things, whether it be telephones, whether it be CRTC regulations, whether it be the exercise of the franchise at election time and so on in pointing us directly at specific statutes.

• 1125

Therefore, I want to thank you right at the outset for a very helpful brief. In fact, I have some questions I would like to ask if there is time after the other members, but we will begin with Pauline Browes.

Mrs. Browes: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Hollett, I am very pleased you were able to be here today, and you brought forth to the committee a good number of specifics. I am particularly interested in your suggestions, recommendations, concerning transportation, and I would like to direct my questions to that.

First of all concerning the airlines, you are recommending that a disabled person no longer needs to be accompanied. Do you see any other problems with that? Do you see any other recommendations other than taking that away; that the committee should recommend something other than just eliminating that?

Mr. Hollett: I am not suggesting the complete elimination of an attendant. What I would suggest be eliminated is that the

[Translation]

handicapé de demander des prestations RPI sans passer par des agences bénévoles comme c'est actuellement le cas.

Nous croyons dans notre mouvement que la seule façon de faire reconnaître nos droits à l'égalité est de recourir aux tribunaux. Mais cela demandera beaucoup d'argent. Pour atteindre cet objectif, notre organisation nationale, la CPH, a entrepris l'établissement d'un fonds pour procès. Nous espérons que le gouvernement fédéral nous aidera financièrement. Ce fonds sera utilisé à la fois par le CPH et ses membres affiliés dans les provinces pour défendre toutes les causes dans lesquelles les droits et libertés des handicapés canadiens seront brimés.

Pour finir, j'aimerais dire que j'espère qu'une fois que le Sous-comité fera rapport de ses conclusions, nous n'aurons pas à attendre pour obtenir réparation pour les torts qui nous ont été faits. Nous avons dû attendre trois ans pour que soient protégés nos droits en vertu de la Charte des droits et libertés. Nous, les consommateurs handicapés de Terre-Neuve, sommes de plus en plus impatients étant donné que nous devons toujours attendre plus longtemps que les autres pour faire valoir nos droits. Nous croyons qu'il est grand temps que nous devenions des membres à part entière de cette société et que nos droits soient entièrement protégés tous comme ceux des autres citoyens non handicapés.

Le président: Merci beaucoup. Vous avez fait valoir un certain nombre de points bien précis. Comme vous l'avez dit, la COD est associée ou affiliée à la CPH. Votre mémoire s'apparente bien à ceux qui nous ont été présentés par la CPH et ses organismes affiliés. Cela donne une bonne idée de ce que nous devrions avoir ici dans les années 1980, et délaisse les principes prétentieux pour parler de situations plus réalistes et de choses plus spécifiques, qu'il s'agisse de téléphones, des règlements du CRTC, de l'exercice du droit de vote et ainsi de suite, et parle directement de statuts spécifiques.

Je veux donc vous remercier tout d'abord de nous avoir présenté un mémoire aussi utile. En fait, j'aurais quelques questions après que les autres députés aient posé les leurs, s'il reste du temps, mais nous allons commencer avec madame Pauline Browes.

Mme Browes: Merci, monsieur le président.

Monsieur Hollett, je suis très contente que vous puissiez être ici aujourd'hui et vous avez soumis au Comité un bon nombre de questions précises. Vos suggestions, recommandations, concernant le transport m'intéressent tout particulièrement et j'aimerais vous poser des questions sur ce sujet.

Premièrement, au sujet des lignes aériennes, vous recommandez qu'une personne handicapée n'ait plus besoin d'être accompagnée. Y a-t-il d'autres problèmes liés à cela? Pourriez-vous faire une autre recommandation, autre que celle d'éliminer cette exigence; une autre recommandation que le Comité pourrait faire?

M. Hollett: Je ne suggère pas l'élimination complète d'un compagnon de voyage mais je suggère d'éliminer qu'il revienne

[Texte]

airline can decide who needs an attendant and who does not. Personally I do not need an attendant, but I could travel that way. One of these times when I am travelling I could easily be refused admission onto an airplane because I do not have an attendant. I think that disabled persons know what they can and cannot do, and that is the person who should decide who needs an attendant and who does not need an attendant. There are some disabled people who do need attendants.

Mrs. Browes: Are you suggesting that at each airport someone be assigned to that? What would be the mechanism of that, because that could be a difficult area if someone believes they do not need to be accompanied and someone else believes they should be accompanied?

Mr. Hollett: It is the whole idea of self-determination. The disabled person should be allowed to decide whether or not he needs an attendant. That is what I would recommend.

Mrs. Browes: I was particularly interested in the federal jurisdiction of the bus service. Is that in co-operation with the province, or is it directly financed by the federal government?

Mr. Hollett: It is federally funded. What happened is Newfoundland lost the passenger rail service, and when we lost that, Ottawa had to replace it with something else, another type of inter-provincial transportation. They did that through TerraTransport, which is the road cruiser. The road cruiser is our train. And as Ottawa has regulation over train travel, then they have taken over the same type of principle for the bus service here in the province.

Mrs. Browes: So do you believe that should be daily, or more often than Tuesdays and Wednesdays?

• 1130

Mr. Hollett: We would like to see at least one bus, travelling east and west each day, being accessible. Right now, the bus that is used on the Tuesdays and Wednesdays is a prototype that was designed in Montreal, built in Winnipeg and finished in Ottawa. It has a lift on it that allows a disabled person to be lifted onto the bus. He does not have to be lifted up manually; he does not have to be lifted up in somebody's arms and dragged up over a flight of stairs; it is a lift. I would like to see all the buses on the system being equipped with this lift.

Mrs. Browes: We would like to see some of those buses in Metropolitan Toronto having those lifts, too. What is the usage?

Mr. Hollett: They are sometimes hard to find from Terra Transport, but the last one I have been able to get is that about 18 people used the bus in the one month. That was during the winter. I have not received any figures from Terra Transport on the travel this past summer, but they are pleased with the increase in usage.

[Traduction]

à la compagnie aérienne de décider qui a besoin d'un compagnon et qui n'en a pas besoin. Moi, je n'ai pas besoin d'un compagnon de voyage, l'on pourrait facilement refuser que je monte dans un avion simplement parce que je ne suis pas accompagné. Je crois que ce sont les personnes handicapées qui savent ce qu'elles peuvent faire ou ne pas faire, et c'est à elles à décider si elles ont besoin d'un compagnon de voyage ou non. Il y a des personnes handicapées qui n'en ont pas besoin.

Mme Browes: Suggérez-vous alors qu'à chaque aéroport, quelqu'un soit assigné à cela? Quelle pourrait être la méthode, parce que cela pourrait être délicat si quelqu'un pense qu'il n'a pas besoin d'être accompagné et que quelqu'un d'autre croit qu'il devrait l'être?

M. Hollett: Cela revient à l'idée de l'autodétermination. La personne handicapée doit pouvoir décider si elle a besoin ou non d'être accompagnée. Et c'est cela que je recommande.

Mme Browes: La question de l'autorité fédérale sur les services d'autobus m'a particulièrement intéressée. Est-ce en coopération avec la province, ou est-ce financé directement par le gouvernement fédéral?

M. Hollett: C'est subventionné par le gouvernement fédéral. Ce qui s'est produit, c'est que Terre-Neuve a perdu le service de train de passagers, et lorsque nous avons perdu cela, Ottawa a dû le remplacer avec quelque chose d'autre, un autre type de transport interprovincial. C'est TerraTransport qui est notre transporteur terrestre. C'est en fait notre navette routière. Et étant donné qu'Ottawa a des règlements concernant le transport par train, il a appliqué ce même genre de règlements au service d'autobus ici dans notre province.

Mme Browes: Selon vous, cela devrait-il être quotidien, ou plus souvent que les mardis et les mercredis?

M. Hollett: Nous aimerions qu'il y ait au moins un autobus vers l'est et un autre vers l'ouest chaque jour. À l'heure actuelle, l'autobus utilisé les mardis et mercredis est un prototype conçu à Montréal, construit à Winnipeg et fini à Ottawa. Il est équipé d'un monte-personnes qui permet à une personne handicapée de monter à bord de l'autobus. La personne n'a pas à être montée manuellement, la personne n'a pas à être soulevée dans les bras de quelqu'un, ni tirée de peine et de misère dans un escalier. C'est un véritable monte-personnes. J'aimerais que tous les autobus du système soient munis de ce monte-personnes.

Mme Browes: Nous aimerions que certains des autobus du Toronto Métropolitain aient ces monte-personnes. Quel en est l'achalandage?

M. Hollett: Les chiffres sont souvent difficiles à obtenir de TerraTransport, mais les derniers chiffres que j'ai eu étaient d'environ 18 personnes qui ont utilisé l'autobus en un mois. C'était durant l'hiver. Je n'ai reçu aucun chiffre de TerraTransport au sujet de ce service pendant l'été, mais ils étaient contents de l'acroissement de la fréquentation.

[Text]

If I could, one of our members who is on the committee of Terra Transport is here. He might have the number. Adrian, do you know how many people are using it this summer?

The Chairman: For the record, the witness has said that the monthly usage figure has recently risen to 38. But perhaps if I could be permitted a footnote on this, this is a classic chicken-and-egg situation. When the wheel trends program was introduced in Metro Toronto, for example, the question was first put: How many users are there to justify having these special buses? How many buses you are going to have will depend on how many people can use them, the frequency, the rates. It is the kind of thing that is an unknown until you begin. So ultimately, what had to happen here was that somebody said it is important that we do it apart from the numbers and the economics; there are other considerations as well; get it in place. As it turns out, it is providing a tremendous service. But it is the kind of thing where, if it is based on usage numbers alone, you may never get it off the ground because you are relying on information that is not really what you need to make a decision.

Is that about what you were going to say as well, Bob?

Mr. Hollett: Basically, but we have found that, over time, if you provide the service, more and more people start to hear about it and they start using it. So we might have been able to come up with only a figure, let us say, of 25 a month who use it, but that will be a figure of people we know. What about the people we do not know? As we see, the longer the bus system is there, the more and more consumers who happen to be disabled are using it.

Mrs. Browes: Is the cost factor in terms of how much you would pay to use the buses comparable to the trains?

Mr. Hollett: I am not sure how much you pay for your trains, so I really cannot answer that question.

Mrs. Browes: Okay. I want to thank you very much for the submission because the whole transportation area as it relates to the federal legislation is extremely important. Mr. Dirkson from COPOH has given us some good background, but I must say that the specifics you have given us concerning Newfoundland itself have been most helpful. Thank you very much.

• 1135

Mr. Clinch: In the Province of Newfoundland, in the government institution, are there any kinds of programs for employment equity or programs for handicapped people of the affirmative action type?

Mr. Hollett: No, that is something that we are advocating for and trying to achieve.

Mr. Clinch: What is your own personal opinion about those types of programs? How would you like to see them implemented as far as quotas are concerned? Have you given that any thought?

[Translation]

Si vous permettez, il y a ici l'un des membres du comité de TerraTransport. On peut peut-être lui demander. Adrian, sais-tu combien de personnes utilisent cet autobus cet été?

Le président: Pour mémoire, le témoin a dit que la fréquentation mensuelle a récemment augmenté pour atteindre 38. J'aimerais ajouter une remarque ici: c'est le cas typique de la poule et de l'oeuf. Lorsque le programme Wheel Trans a commencé dans le Toronto Métropolitain, par exemple, la question était d'abord de savoir: combien d'usagers y a-t-il pour justifier ces autobus spéciaux? Le nombre d'autobus dépendra du nombre de personnes qui peuvent les utiliser, de la fréquence, des taux. C'est le genre de choses qui n'est pas connu avant de commencer. Il a donc fallu que quelqu'un dise qu'il était important que nous ayons ce service peu importe le nombre d'usagers et les coûts; il y a également d'autres considérations; il faut mettre sur pied ce système. Et finalement, ce service est vraiment très utile. Mais c'est le genre de chose qui, si elle est fondée sur la fréquentation, ne se serait peut-être jamais réalisée parce qu'on se fie sur des renseignements qui ne sont pas vraiment ceux dont on aurait besoin pour prendre une décision.

Est-ce à peu près également cela que tu allais dire Bob?

M. Hollett: Oui en gros, mais nous avons découvert avec le temps que si vous offrez le service, de plus en plus de personnes commencent à en entendre parler et commencent à en profiter. Nous aurions pu donc donner un chiffre, par exemple 25 usagers par mois, mais c'est là le nombre de personnes que nous connaissons. Et les personnes que nous ne connaissons pas? De la façon dont nous voyons les choses, plus le système d'autobus sera là longtemps, plus le nombre de consommateurs qui sont handicapés s'en serviront.

Mme Browes: Les coûts d'utilisation de ces autobus se comparent-ils aux coûts d'utilisation des trains?

M. Hollett: Je ne sais pas au juste combien vous payez pour vos trains, je ne peux donc pas vraiment répondre à cette question.

Mme Browes: D'accord. J'aimerais vous remercier beaucoup pour la présentation étant donné que toute cette question des transports en ce qui concerne les lois fédérales est extrêmement importante. M. Dirkson de la COPH nous a donné de bons renseignements de base, mais je dois dire que les exemples précis que vous nous avez donnés concernant Terre-Neuve ont été très utiles. Je vous remercie beaucoup.

M. Clinch: À Terre-Neuve, existe-t-il au sein du gouvernement certains programmes d'action positive sur l'équité en matière d'emploi ou pour les personnes handicapées?

M. Hollett: Non, c'est ce que nous préconisons et tentons de mettre sur pied.

M. Clinch: Quelle est votre opinion personnelle au sujet de ce genre de programmes? De quelle manière aimeriez-vous les voir implanter en ce qui concerne les quotas? Y avez-vous pensé?

[Texte]

Mr. Hollett: As an individual I look upon it as if there should be an affirmative action program there. Looking at that affirmative action program, I would not want it to be established where you would hire that person because he happens to be disabled. Instead, it would be an affirmative action program that would allow for disabled people who have the qualifications to move into that field. If that meant that some disabled persons might have to be put through training to qualify for that position, then that probably would be part of the affirmative action program I would recommend.

Mr. Clinch: Thank you very much.

Mrs. Finestone: I appreciated the run through which you have done in a very comprehensive way. As we are a little bit tight on time I am just going to ask two questions. Your request for daily transportation seems only normal to me. Your observation on voting rights is an abrogation of one's responsibilities and I hope that this will be looked into.

The comprehensive disability program training under UIC would in a sense . . . I think Roger's question flows from that. Did you want to elaborate on that in any particular way? I want to deal with the CRTC if I may.

Mr. Hollett: All I would do is if any member of the committee would like some more information on the comprehensive disability pension plan thing, he could find it through our national office of COPOH who drafted such possible legislation two years ago in Edmonton.

Mrs. Finestone: Would that be in the *Obstacles* report?

Mr. Hollett: No, I think it followed the *Obstacles* report. This came out of the COPOH general meeting.

Mrs. Finestone: I wonder if you will be good enough to see that COPOH forwards that, at your request, to the committee. I would appreciate that very much.

Mr. Hollett: Sure.

Mrs. Finestone: I just want to bring to your attention that I believe Mr. Crosbie announced the establishment of a special committee that will be providing litigation funds and enabling some of the litigation concerns you expressed to be met. I think that this is a good forward step—from what I could hear from his meeting in Halifax last week. Perhaps we could elaborate on that, but I do believe that this concern will be met.

Could you just elaborate shortly on your CRTC observation with respect to telephone equipment, the new technology. Were you talking about universal equipment which should be installed when we are replacing equipment? What were you referring to?

Mr. Hollett: I realize that finances had to be considered in a lot of these programs, but right now Canada is apparently allowing telephones into the country that are inferior to what can be built here in Canada. A flex-cord that is put into the handset can be adapted for the hearing aid of a person who is

[Traduction]

M. Hollett: Personnellement je crois qu'il devrait y avoir un programme d'action positive. Quant à ce programme, je ne voudrais pas qu'il soit établi de sorte qu'une personne soit embauchée parce qu'elle est handicapée. À mon avis, il doit plutôt s'agir d'un programme qui permettrait à une personne handicapée, ayant la compétence voulue, d'accéder à l'emploi. Si cela suppose que certains handicapés ont besoin de formation pour obtenir la qualification appropriée à l'emploi, ce serait là le genre de programme d'action positive que je recommanderais.

M. Clinch: Merci beaucoup.

Mme Finestone: J'apprécie le résumé que vous avez si bien fait. Comme le temps presse, je vais vous poser seulement deux questions. Votre demande de transport quotidien me semble très raisonnable. Quant à vos commentaires sur les droits de vote: il s'agit là d'une abrogation des responsabilités individuelles et j'espère que la chose sera étudiée.

Le programme d'ensemble de formation des handicapés offert par la CAC serait dans une certaine mesure . . . Je crois que c'est de là que vient la question de monsieur Clinch. Aimerez-vous discuter de la chose plus longuement? Si vous me le permettez, j'aimerais j'aimerais parler du CRTC.

M. Hollett: J'aimerais simplement faire remarquer aux membres du Comité que s'ils désirent obtenir de plus amples renseignements sur le plan global de pension d'invalidité ils peuvent s'adresser à notre bureau national de la CPH qui a ébauché un projet de la loi à ce sujet il y a deux ans, à Edmonton.

Mme Finestone: Le rapport «Obstacle» en fait-il état?

M. Hollett: Non, je crois que cela fait suite au rapport «Obstacle». Le projet a été élaboré lors de l'assemblée générale de la CPH.

Mme Finestone: Auriez-vous l'obligeance de demander à la CPOH de nous faire parvenir ce rapport? Je vous en serais reconnaissante.

M. Hollett: Bien sûr.

Mme Finestone: J'aimerais vous faire remarquer que je crois que M. Crosbie a annoncé la création d'un comité spécial qui fournira les fonds de contestation judiciaire et qui permettra de résoudre certaines des préoccupations que vous avez exprimées. Je pense que c'est là un pas vers l'avant—de ce que je peux déduire de la réunion tenue à Halifax la semaine dernière. Nous pourrions peut-être en discuter plus longtemps, mais je crois que la chose va se régler.

Pourriez-vous nous expliquer brièvement votre allusion au CRTC au sujet de l'équipement de téléphone, de la technologie moderne? Parlez-vous de matériel d'usage universel qui pourrait servir à remplacer le matériel actuel? De quoi parliez-vous?

M. Hollett: Je comprends qu'il faut prendre en compte les frais qu'impliquent bon nombre de ces programmes, mais il semble qu'actuellement le Canada permet l'importation de téléphones qui sont de qualité inférieure à ceux qui sont fabriqués au pays. On peut incorporer dans un combiné un

[Text]

hard of hearing. The phones that are being brought in do not have that capability.

Mrs. Finestone: In other words, we could now be exporting to a new market if we wanted to.

Mr. Hollett: It is always a possibility.

Mrs. Finestone: Excellent idea. I want to thank you very much. You have brought a number of areas to our attention that are new and I appreciate that. Thank you very much.

Mr. Hollett: You are welcome.

The Chairman: In conclusion, on the point of the Canada Elections Act... I have a special interest in that being someone who has written a law book on the Canada Elections Act and looked at some reforms. I have spoken already in the House. You have mentioned the level access. Do you think that it is possible, in fact, to amend the Canada Elections Act with what I might term a package of measures which would enable physically handicapped people to vote and would include not only use of level access buildings but, additionally, a mail-in ballot? This is something that has been introduced in the Province of Manitoba where people can actually, fulfilling certain requirements obviously, being on the voters list and so on, filling it in in advance... but getting a ballot and voting by mail as another possibility.

• 1140

Do you have any further thoughts on that subject and ways of overcoming the problem?

Mr. Hollett: I can give you my personal opinion on that. Some disabled persons might like a mail-in, but personally I feel that it is not just my right but my duty to vote on election day, and if I am going to vote I would like to be able to vote in the same manner as any other citizen of Canada.

The Chairman: Yes, to have that singular pleasure of actually going to the polling station and marking the "X" there.

Mr. Hollett: I am one of the people who believe that we all have a responsibility to vote and that if we do not vote then we do not have the right to complain afterwards.

The Chairman: Well stated, and stated to people who fully agree.

I would like to thank you very much, Bob Hollett, for appearing and speaking on behalf of your organization. As you said, the acronym for your organization is COD. You have talked about the efforts we all must make to ensure that disabled Canadians play a role in the mainstream of Canadian society, and of course when you are in Newfoundland and Labrador and you are talking about COD there could not be anything more mainstream than that. So you have a great name for an organization that is doing great work. We are indebted to you for being with us this morning. Thank you.

[Translation]

cordon souple adaptable à la prothèse auditive d'un malentendant, ce qui est impossible de faire avec les appareils importés.

Mme Finestone: Autrement dit, nous pourrions trouver un nouveau marché d'exportation, si nous le voulions.

M. Hollett: C'est toujours dans le domaine du possible.

Mme Finestone: C'est une excellente idée. Je vous en remercie. Vous avez à notre attention plusieurs nouveaux points et nous vous en sommes reconnaissants. Merci encore une fois.

M. Hollett: Je vous en prie.

Le président: Pour conclure, sur la question de la Loi électorale du Canada... C'est un point qui me tient particulièrement à coeur puisque j'ai écrit un livre de droite à ce sujet et envisagé certaines réformes. J'en ai déjà parlé en Chambre. Vous avez parlé du droit d'accès. Croyez-vous qu'il soit de fait possible, d'apporter à la Loi électorale du Canada, une modification regroupant des mesures qui permettraient aux handicapés de voter et qui inclurait non seulement l'accès aux immeubles mais également un bulletin de vote postal? C'est une mesure qui a été prise au Manitoba, où les gens peuvent, si bien entendu ils répondent aux autres exigences, c'est-à-dire être inscrits sur la liste électorale et ainsi de suite, remplir le bulletin de vote à l'avance—mais peuvent également recevoir un bulletin et voter par la poste.

Avez-vous d'autres idées sur le sujet ou d'autres moyens de résoudre le problème?

M. Hollett: Je peux vous donner mon opinion personnelle sur le sujet. Certaines personnes handicapées peuvent aimer l'idée de voter par la poste, mais je suis d'avis que c'est non seulement mon droit mais mon devoir de voter le jour des élections, et si je dois voter je veux le faire comme n'importe quel autre citoyen canadien.

Le président: Oui, d'avoir le plaisir de me rendre au bureau de votation pour y faire ma «croix».

M. Hollett: Je suis un de ceux qui croient que c'est la responsabilité de tous et chacun de voter et que si nous n'exerçons pas ce droit en temps et lieux, nous n'avons pas le droit de nous plaindre ensuite.

Le président: Bien dit, et nous sommes tous pleinement d'accord.

Je tiens à vous remercier, monsieur Hollett, d'être venu et de nous avoir parlé au nom de votre organisation. Comme vous nous l'avez dit, l'acronyme de votre organisation est COD. Vous avez parlé des efforts que nous devons tous déployer pour assurer que les handicapés canadiens jouent le rôle qui leur revient dans notre société, et comme vous représentez Terre-Neuve et le Labrador, le nom de COD donné à votre organisation ne pouvait être mieux choisi. C'est un nom qui convient parfaitement bien à une association qui fait du bon travail. Nous vous remercions sincèrement.

[Texte]

Mr. Hollett: Thank you for having me, and I am just going to leave these copies of my presentation for your own personal use.

The Chairman: Thank you, and the clerk, Mr. Cook, will get copies and see that they are distributed to all on our committee.

Ladies and gentlemen, perhaps half an hour ago I said that Mr. Leo Barry was not going to be able to be with us this morning. It may be that we are having a bit of political mischief in the province in that the call that came in and said he was not going to be here was from someone who was trying to create a little havoc, because Mr. Barry is not only here but he is front and centre and about to appear before us, having arrived a few moments ago. What that does of course for your chairman is create the problem that we are now running a little short on time whereas earlier I thought we had additional time. All I can say is that we are delighted that Mr. Barry, the Leader of the Official Opposition in the Province of Newfoundland and Labrador, is now here to speak to us on section 15 as scheduled, and following that will be a presentation by the Newfoundland Teachers' Association.

Good morning and welcome, Mr. Barry.

Mr. Leo Barry (Leader of the Opposition, House of Assembly of Newfoundland and Labrador): Mr. Chairman, thank you very much, and thank you for the invitation to appear. I am not sure what happened either, but I can only say that nobody from my office called to cancel the appointment.

Mrs. Finestone: We are delighted you are here. I am particularly.

Mr. Barry: Thank you, Sheila.

I would like to start—and I will try and keep this as brief as possible—with a few general comments.

I sense from time to time that in discussion on anti-discrimination provisions there is a philosophical difficulty that those people who believe in the concept of the greatest good for the greatest number have to deal with. I would like to suggest to your committee that you consider the position that is asserted quite forcefully and articulated quite well by the philosopher Karl Popper, who says that we should start from the premise of the least harm for the greatest number as being the logical justification for democracy rather than the greatest good for the greatest number. Then you do not have this notion that you go in and 50% plus 1 express their preference and then that entitles their point of view to run roughshod over minorities. I think it is much easier to justify the protection of minorities and sensitivity to the needs of minorities if we have articulated and we have the ordinary man and woman in the street accepting the notion that our politicians, our political leaders, should be governed by a concept such as the least harm for the greatest number. And that would then entitle the politician at times to limit or restrict the preferences of the majority which could lead to an undue disability or restriction on minorities to operate—whether they be natives, whether they be the disabled, or whether it be any other group unable to get that 50% plus 1.

[Traduction]

M. Hollett: Merci de m'avoir invité. Je vais vous laisser ces copies de mon exposé pour votre usage personnel.

Le président: Merci. Le commis, M. Cook, s'occupera d'en faire faire des photocopies et de les distribuer à tous les membres du Comité.

Mesdames et messieurs, il y a peut-être une demi-heure, je vous ai dit que M. Leo Barry était dans l'impossibilité de se rendre à notre invitation ce matin. Nous avons dû être victimes d'une plaisanterie politique, la personne qui a téléphoné pour nous dire que M. Barry serait absent voulait sans doute semer la confusion, puisque M. Barry est ici depuis quelques minutes et il est prêt à nous adresser la parole. La plaisanterie a toutefois embarrassé votre président, puisqu'il croyait avoir du temps supplémentaire alors que nous sommes actuellement à court de temps. Laissez-moi vous dire que nous sommes heureux d'accueillir M. Barry, chef de l'Opposition de Terre-Neuve et du Labrador, qui nous parlera de la section 15 tel que prévu. Il sera suivi d'une représentation de l'Association des enseignants de Terre-Neuve.

Bonjour et bienvenue, monsieur Barry.

M. Leo Barry (chef de l'Opposition, gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador): Monsieur le président, merci beaucoup et je vous remercie de m'avoir invité. Je ne sais pas non plus ce qui est arrivé, mais chose certaine, c'est que personne de mon bureau n'a téléphoné pour annuler mon rendez-vous.

Mme Finestone: Nous sommes enchantés de vous recevoir, moi tout particulièrement.

M. Barry: Merci, Sheila.

Tout d'abord, j'aimerais faire quelques commentaires d'ordre général—j'essaierai d'être aussi bref que possible.

J'ai parfois l'impression que lorsqu'on parle de mesures antidiscriminatoires, il se pose un problème philosophique à l'esprit de ceux qui croient au principe que «l'intérêt général l'emporte sur l'intérêt particulier». J'aimerais suggérer au Comité de considérer le point de vue si bien et si rigoureusement exprimé par le philosophe Karl Popper qui soutient que ce sont les prémisses «du moindre préjudice pour le plus grand nombre» qui sont la justification logique de la démocratie, plutôt que celle du plus grand bien pour le plus grand nombre (où l'intérêt général l'emporte sur l'intérêt particulier). Ainsi la notion que le fait d'un vote de 50 p. 100 plus 1 annule les droits de la minorité n'a plus sa raison d'être. Je crois qu'il sera plus facile de justifier la protection des minorités et la sensibilisation à leurs besoins, si nous avons formulé la notion de façon à la faire accepter par le commun des mortels, que nos chefs, nos chefs politiques devraient être guidés par le principe du moindre préjudice pour le plus grand nombre. Ce qui autoriserait les politiciens, de temps à autre, à limiter ou à restreindre les préférences de la majorité empêchant ainsi indûment les minorités de s'affirmer—qu'il s'agisse d'autochtones, qu'il s'agisse de personnes handicapées, ou qu'il s'agisse de tout groupe incapable d'obtenir une majorité de 50 p. 100 plus 1.

[Text]

[Translation]

• 1145

As another general point, there is still an unfortunate tendency for some of the more regressive elements of Canadian society to complain about the charter and say that it is terrible because it undermines parliamentary sovereignty; that it undermines the ability of the man or woman in the street to see their views expressed through the parliamentary system.

Well, I think judges today are no stronger than or have no greater ability to override the wishes of legislatures than, they did before the charter. In fact, just the opposite may be the case. I have suggested in an article in the *Canadian Bar Review* which I will leave with you, that, with the Charter of Rights and Freedoms, we now have an opportunity of making sure that it is the values of the community at large which affect a judicial decision, rather than a particular judge's particular biases or prejudices or values at a particular point in time. I think it is a very healthy development we have achieved in Canada to try to set out these fundamental values, and are trying and make sure that when judges at all levels of the judicial system have to consider a case which usually, because of the ambiguity of language, requires the judge to make a choice. The choice will be made on the basis of the values contained in the charter rather than on the basis of the judges' own values.

The ambiguity of language means that in almost every case which comes before a court, a judge can go one way or another. However much work was put in by the legislative draftsman in trying to have the language clear or precise, there is no such thing as totally unambiguous language. This gives the judge the ability to make a choice. And I think we have to keep making sure that the choice is that determined by Parliament and by the majority of Canadians, rather than by the judge himself. The charter helps do that.

One final point and a matter of general principle is the fact that we have a charter, but the fact that we have protection for basic rights and freedoms does not mean that common sense and good judgment has gone out the window as far as the judicial system is concerned. I had the opportunity to study in the United States and, at times, one would have to say you had decisions emanating from the judicial system there that strained the limits of common sense. One example was the right against self-incrimination which was carried to the extent that it was impossible to have a firearms registration program. That was because of the fact that you could link a number and the owner of a gun at the time of sale, and that was construed by the judiciary to mean that this was self-incrimination because the person might have intended to commit a crime after he had bought the gun.

Now, I give that as an example of where I think the judicial system has not employed common sense and reason at all times. I am sure that from time to time—although I would suspect they would be rare exceptions—of that nature in Canada as well, and you could have some scratching of the head as to what the Supreme Court of Canada was thinking of

Encore un point d'ordre général, il existe encore, malheureusement, chez certains éléments plus régressifs de la société canadienne, cette tendance à se plaindre de la Charte et à prétendre qu'il s'agit d'une chose terrible parce que cela sape à la base la souveraineté du Parlement, que cela empêche les gens ordinaires de voir leurs opinions exprimées dans le cadre du système parlementaire.

Bien, je crois qu'aujourd'hui, les juges ne sont pas plus puissants et n'ont pas plus de latitude pour passer outre aux désirs du Parlement qu'ils n'en avaient avant la Charte. De fait, il se peut que ce soit le contraire qui se produise. Dans un article pour la *Revue du Barreau canadien*, que je vais vous remettre, j'ai écrit qu'avec la Charte des droits et libertés, nous avons maintenant l'occasion de nous assurer que ce sont les valeurs de toute la collectivité qui influent sur les décisions judiciaires plutôt que les préjugés ou les valeurs d'un juge donné en un moment donné. Je crois qu'ici au Canada, nous avons réalisé des progrès importants en tentant d'énoncer ces valeurs fondamentales, et de s'assurer que les juges, à quelque palier du système judiciaire qu'ils se situent, lorsqu'ils ont à étudier une cause qui, à cause de l'imprécision des termes, leur impose de faire un choix, que ce choix sera fait à la lumière des valeurs contenues dans la Charte et non plus à la lumière de leurs propres valeurs.

L'imprécision des termes signifie que dans presque toutes les causes portées devant les tribunaux, le juge pourrait rendre sa décision dans un sens ou dans l'autre. Toutefois, bien que les rédacteurs de lois aient pris beaucoup de peine pour tenter de rendre les textes clairs et précis, il n'existe pas vraiment de façon tout à fait précise de s'exprimer. Le juge est donc libre de faire un choix. Je crois que nous devons continuer à voir à ce qu'il s'agisse de choix inspiré du Parlement et de la majorité des Canadiens, et non pas de choix inspiré du juge seul. La Charte nous vient en aide en ce sens.

Enfin, un dernier point et une question de principe général: nous avons une Charte mais le fait que nos libertés et nos droits fondamentaux soient protégés ne signifie pas qu'en ce qui concerne le système judiciaire, le bon sens et le bon jugement sont passés de mode. J'ai eu l'occasion d'étudier aux États-Unis et je dois dire que parfois, certaines décisions émanant du système judiciaire semblaient être à la limite du bon sens. Par exemple, le droit de ne pas s'incriminer soi-même qu'on invoque à un point tel qu'il a été impossible d'établir un programme d'immatriculation des armes à feu, parce qu'on a prétendu que le propriétaire d'un fusil pourrait être rejoint, grâce à son numéro d'immatriculation, au moment de l'achat, et qu'en droit, cela pourrait être interprété comme de l'incrimination de soi-même parce que la personne qui a acheté le fusil pourrait avoir voulu commettre un crime.

Il ne s'agit là que d'un exemple où il me semble que le système judiciaire n'a pas toujours fait preuve de bon sens et de bon jugement. Je suis sûr que de temps à autre—et je soupçonne qu'il s'agirait de rares exceptions—de cas de même nature au Canada également, et on pourrait s'interroger pour savoir ce qui a motivé la Cour suprême du Canada à aller aussi loin dans cette direction, sur ce point en particulier.

[Texte]

when it went this far in this particular direction on this particular point.

But I think we have to give our judicial system the opportunity to prove itself on the charter, and I must say, it has not been doing too badly to date. I think it is a very healthy trend to see the judges at the lower levels particularly bending over backwards to find, I guess, in favour of the disadvantaged individual or minority and to let the higher courts thrash matters out at that level.

• 1150

I think it is good to see a lot of appeals in the early stages of the charter, so that we will more quickly get some degree of certainty as to what is going to happen, how our judges are likely to go. We all know there are quite a few cases coming up through the system. That does not mean it is a waste of the taxpayer's dollar. It does not mean the judiciary or the legal profession has gone berserk. It just means it is going to take some time to clarify this document. The fact that it has been written and promulgated as part of the Constitution of Canada does not settle it yet. We now have a period of uncertainty where it is going to take some time for everybody to become aware of how the courts are going to interpret the charter.

Now, I could become a little more specific and get away from these general philosophical comments. In my first point I would like you to consider the way in which the federal government, when it is implementing policies of impact on the nation as a whole . . . I would like you to consider the extent to which we might have discrimination not necessarily on the basis of sex or racial origin and so forth, but maybe on the basis of geography, maybe on the basis of socio-economic or cultural situations. You might say these are different, in that people may have a choice; if they are discriminated against on the basis of geography they can always vote with their feet and get up and move and go somewhere. Well we sort of like where we are and we would like to stay here.

I would like you to consider whether the fairly crude monetary and fiscal devices that are brought in from time to time by governments, of whatever political stripe—whether we should not be giving more thought to trying to fine-tune or temper these. I guess the best example I have is the impact of a restrictive monetary policy and the impact of higher interest rates on an economy such as is here in Newfoundland or the Atlantic provinces generally. I think the harm done to individuals and the social dislocation that results here in a period of high interest rates is arguably greater than other parts of Canada, where there are higher per capita incomes, where there are greater pools of capital, where the economy is stronger and not as fragile as it may be here. How do you deal with that?

Might I suggest that your committee look at, when we have these types of policies or legislative provisions contemplated . . . Why not consider bringing in the unemployment factor, the level of unemployment? Perhaps there should

[Traduction]

Mais je crois que nous devons donner à notre système judiciaire la possibilité de faire ses preuves en ce qui a trait à la Charte, et je dois dire qu'il s'en est bien tiré jusqu'à présent. Je crois que c'est très sain de voir les juges des tribunaux inférieurs se mettre en quatre en faveur des déshérités et des minorités pour voir, je crois, les tribunaux supérieurs débattre les causes à ce niveau.

Il est sain, je crois, de constater qu'aux premières heures de la Charte, plusieurs appels ont été interjetés. Ainsi, on aura très tôt une idée de ce qui va se passer, dans quel sens les juges rendront leurs jugements. Nous savons tous que plusieurs causes sont présentement devant les tribunaux. Cela ne constitue pas un gaspillage des fonds publics. Cela ne signifie pas non plus que le système judiciaire ou les juristes ont perdu l'esprit. Cela signifie tout simplement qu'il faudra un certain temps pour clarifier l'esprit de ce document. Le fait qu'il ait été rédigé et promulgué à titre de partie de la Constitution canadienne ne règle pas la question. Nous allons vivre une période d'incertitude et il va falloir attendre avant de savoir de quelle façon les tribunaux interpréteront la Charte.

Je vais maintenant être un peu plus spécifique et délaissier mes commentaires philosophiques généraux. J'aimerais tout d'abord que nous considérions la façon dont le gouvernement fédéral, lorsqu'il établit une politique ayant un impact sur la nation tout entière . . . j'aimerais que vous considériez l'ampleur de la discrimination qui existe non pas nécessairement en raison du sexe, de l'origine ethnique et ainsi de suite, mais peut-être en raison du lieu de résidence, de la situation socio-économique ou culturelle. Nous pourrions prétendre qu'il s'agit là d'aspects différents en ce sens que les gens ont le choix; s'ils sont victimes de discrimination, en raison de leur lieu de résidence, ils peuvent toujours contester et y remédier en s'en allant vivre ailleurs. D'autre part, ils sont satisfaits de leur lieu de résidence et désirent y demeurer.

J'aimerais qu'on s'interroge sur les mesures économiques et financières plutôt sommaires que les gouvernements introduisent de temps à autre, de n'importe quel parti politique—ne devrions-nous pas nous employer à mieux accorder et à tempérer ces mesures? Le meilleur exemple, il me semble, est celui de l'impact d'une politique monétaire restrictive, de l'impact des taux d'intérêt plus élevés, sur l'économie telle que nous la connaissons ici à Terre-Neuve ou dans les provinces de l'Atlantique en général. Je crois que le mal fait aux individus et les bouleversements sociaux qui résultent de ces taux d'intérêt élevés sont plus considérables ici qu'ailleurs au Canada, où les revenus par personne sont plus élevés, où il existe plus de concentrations de capitaux, où l'économie est plus stable et moins fragile qu'elle ne l'est ici. Comment réagir à cette question?

Puis-je suggérer que votre Comité étudie cette politique et ces dispositions législatives prévues . . . Pourquoi ne pas y soulever la question du chômage, du taux de chômage? Peut-être devrait-on lier au taux de chômage, une certaine réduction

[Text]

be certain reductions in interest rates or a certain reduction in taxes tied to the unemployment level. If the unemployment level is higher, maybe there is nothing wrong with having possibly a lower level of taxes in that part of Canada. There is a step taken in that direction with respect to Cape Breton. In a certain specific way I think that is a good experiment. But we have to, in that situation, consider that from Newfoundland's point of view. While we do not begrudge Cape Breton that type of beneficial policy—in fact we are very happy to see that there—it has to be kept in mind that this could lead to the attraction of business away from Newfoundland to Cape Breton in order to take advantage of the lower tax provision that is there now.

I think you could do it on a broader basis and you could have that same type of . . . With a little imagination, a little creativity, I am sure our draftsmen and those who prepare legislation for the Government of Canada, who prepare budgetary measures—as long as that principle is kept in mind they can develop techniques or mechanisms to remain sensitive to the fact that what is good for the majority, and perhaps considerably greater than the majority, of Canadians is not necessarily good in terms of a monetary or fiscal policy for an area such as Newfoundland, where we have a staggering rate of unemployment. It is regularly going over 20% now and among our young people, those under 25, it is hitting more than 40% at times. That is something which requires more than a "business as usual" approach. It requires some genuine efforts, creative ideas, new approaches to try and deal with it.

• 1155

The thing we experience, when we see higher interest rates being brought in, is that this province, or Atlantic Canada, is usually the first to feel the impact in terms of the slow-down of the economy and the last to come out of the recession which has been brought on by that particular monetary or fiscal policy.

The same thing should be kept in mind when it comes to attempts at deficit control and expenditure reduction. Again, I will try not to become partisan, but from time to time, one has to ask whether or not the alleviation of regional disparity is being kept in mind when we see an exercise in expenditure reduction or deficit cutting. Perhaps there should be, by injecting this rate of unemployment factor, which we could see being used to modify the reduction of expenditures in particular, whether it be the Department of Fisheries having less money available on fishing programs, whether it be reduction in expenditures on ferries . . . Again, right away you have two or three provinces that this has a greater impact on than others—Newfoundland, Prince Edward Island and British Columbia, I suppose, and to a certain extent Nova Scotia. It is not an island, but it has ferry links with the United States.

Should we not keep in mind that, although control of the deficit is well and good, there are other social ills, apart from the high deficit? One grave social ill in this province is the level of unemployment.

[Translation]

des taux d'intérêt ou une certaine réduction des taxes. Lorsque le taux de chômage est plus élevé, peut-être n'y aurait-il aucun mal à réduire les taux de taxes dans cette partie-là du Canada. Au Cap-Breton, on a pris des dispositions en ce sens. D'une certaine façon bien précise, je crois que cette expérience a du bon. Mais il nous faut considérer la situation du point de vue de Terre-Neuve. Nous ne faisons aucun reproche au Cap-Breton qui bénéficie de cette politique—de fait, nous nous réjouissons de son existence—mais nous devons tout de même garder à l'esprit que cette politique pourrait avoir pour effet d'attirer au Cap-Breton des industries de Terre-Neuve, qui dès lors jouiraient de ce traitement de faveur en matière de taxe.

Je crois que cette politique pourrait prendre plus d'ampleur et englober ce même type de . . . Avec un peu d'imagination, un peu de créativité, je suis certain que nos rédacteurs et ceux qui rédigent les lois du gouvernement du Canada, qui préparent les mesures budgétaires—tant qu'ils auront à l'esprit ce principe, ils pourront mettre au point des techniques ou des mécanismes leur permettant de rester sensibles au principe selon lequel ce qui est bon pour la majorité, et peut-être bien plus que la majorité des Canadiens, n'est pas nécessairement une politique financière ou fiscale avantageuse pour une région telle que Terre-Neuve, où le taux de chômage est atterrant. Les taux dépassent régulièrement 20 p. 100 et vont parfois même jusqu'à 40 p. 100, et ce sont les jeunes, j'entends ceux de moins de 25 ans, qui sont le plus touchés. Il est clair que cette situation ne saurait être considérée comme étant le cours normal des choses. Il faudra, pour y remédier faire preuve d'énergie et de dynamisme, et ne pas craindre d'innover.

Lorsqu'il y a une augmentation des taux d'intérêt, ce sont habituellement les provinces de l'Atlantique qui sont les premières touchées par le ralentissement économique qui s'ensuit, et les dernières à sortir de la récession causée par la politique monétaire ou fiscale.

Le même raisonnement s'applique lorsqu'il s'agit des programmes de contrôle du déficit et de réduction des dépenses gouvernementales. Encore une fois, il ne s'agit pas de partisanerie, mais il convient de se demander si les programmes de réduction des dépenses et du déficit tiennent compte des disparités régionales. Peut-être pourrait-on se demander . . . en intégrant le taux de chômage, en particulier dans l'élaboration des programmes de réduction des dépenses, pourrait-on donner moins d'argent au ministère des Pêcheries, ou au programme de dépenses des traversiers . . . Encore une fois, on se retrouve dans une situation où deux ou trois provinces sont plus touchées que les autres—Terre-Neuve, l'Île-du-Prince-Édouard et la Colombie-Britannique et, je suppose, jusqu'à un certain point la Nouvelle-Écosse (il ne s'agit pas d'une île mais elle est reliée par traversier aux États-Unis).

La réduction du déficit est certes un problème important, mais il n'en demeure pas moins qu'il y a des problèmes sociaux tout aussi aigus, en l'occurrence pour cette province, le taux de chômage.

[Texte]

The Chairman: Not to break in, but just to point out that with our time being what it is, in order to have an opportunity for questioning, we should focus as much as we can on section 15 particularly. I know what you have said already has been quite suggestive and a number of the members will want to question you further about it.

Mr. Barry: I guess this leads to the point. If one considers that what I am saying is not related to section 15, I think one has to have brought to mind the fact that this section and the items set out in it with reference to race, national or ethnic origin, colour, religion, sex, age or mental or physical disability are merely illustrations. This section is not necessarily exhaustive. There will be new grounds of non-discrimination developed by the courts where these grounds have not been expressly set out in this section.

I think the process will be expedited if our politicians keep in mind that this section is not exhaustive and if our politicians keep in mind that perhaps we should consider that there can be discrimination—and very real discrimination—based on grounds other than those which are set out. This section 15 says “and, in particular, without discrimination based on sex”, but the general section is that every individual is equal before and under the law and has the right to equal protection and equal benefit of the law without discrimination.

What I am suggesting to you is that equal protection and equal benefit of the law without discrimination is perhaps going to be challenged if our politicians do not keep it in mind when we have national policies brought in which impact more severely on one province, or one part of the country or one region, as opposed to the provinces as a whole.

• 1200

I agree that my remarks are not specific to these to these grounds. I have it noted here and I should have mentioned earlier that I start off with the suggestion, which I think is generally accepted, that we will have to wait and see how far the courts take it. But these grounds are not exhaustive. I will become more specific, though, as I move on.

As for political patronage, all parties have from time to time engaged in this popular political activity. The appointment of judges on the basis of previous political involvement has been raised, as you know, at the Canadian Bar Association meeting. I think it is something that can damage the credibility of the judicial system.

From time to time, there have been periods when we have had governments rise above appointments on the basis of political patronage and we have seen judges with very active political involvements in other parties going to the bench. I guess Thomas Berger, if I could mention one, was an example. There are a number of others in this province. I know we had a period during which there were a fair number of judges appointed who either had no political involvement or had had involvement with a party other than the one in power.

The same thing applies with respect to appointments to boards, not necessarily all boards. There is an argument to be

[Traduction]

Le président: Je ne veux pas vous interrompre, mais je tiens à rappeler, nos contraintes de temps étant ce qu'elles sont, que si nous voulons qu'il y ait une période de questions, nous devrions nous concentrer le plus possible sur l'article 15. Je sais que votre intervention soulève beaucoup de points sur lesquels les membres du Comité voudront vous questionner.

M. Barry: Justement. Si l'on estime que l'objet de mon intervention n'a rien à voir avec le contenu de l'article 15, je tiens à rappeler que cet article et les références qui y sont faites à l'égard de la discrimination basée sur la race, la nationalité ou l'origine ethnique, la couleur, la religion, le sexe, l'âge ou les handicaps mentaux ou physiques ne sont que des illustrations. Le contenu de cet article n'est pas nécessairement exhaustif et il y aura d'autres motifs de discrimination définis ultérieurement par les tribunaux.

Je pense qu'il serait bon que nos politiciens n'oublient pas que le contenu de l'article n'est pas exhaustif et qu'il peut y avoir discrimination—j'entends discrimination en terme très réel—pour d'autres motifs que ceux mentionnés. Dans l'article 15, il est dit «et, en particulier, sans discrimination de sexe», mais dans son ensemble, stipule que toutes les personnes sont égales devant la loi et ont droit à la protection et aux avantages conférés par la loi sans discrimination aucune.

Ce à quoi je veux en venir, c'est que le droit à l'égalité sans discrimination devant la loi sera menacé si nos politiciens élaborent des politiques nationales qui pénalisent certaines provinces ou certaines régions plus que d'autres.

Je conviens que mes commentaires ne se réfèrent pas spécifiquement à ces motifs. J'ai noté ici, et j'aurais dû le mentionner plus tôt, que je pars du principe que nous devons attendre de voir jusqu'où ira l'interprétation des tribunaux à cet égard. Mais ces motifs ne sauraient être exhaustifs. Je préciserai plus loin.

Pour ce qui est du patronage, il s'agit d'une activité à laquelle se sont adonnés de temps à autre tous les partis politiques. La question de la nomination des juges en fonction des allégeances politiques a été soulevée lors de la réunion de l'Association du Barreau canadien. Je crois qu'il s'agit d'un problème qui pourrait porter grand préjudice à notre système judiciaire.

Nous avons déjà eu des gouvernements qui ont su résister aux pressions partisans et qui ont nommé des juges activement engagés dans d'autres partis que le parti au pouvoir. Je crois que M. Thomas Berger en est un bon exemple. Il y en a d'autres dans cette province. Et je sais que nous avons eu des périodes où bon nombre de juges n'étaient affiliés à aucun parti ou avaient déjà été affiliés à un parti autre que celui au pouvoir.

• La même règle s'applique aux nominations à des organismes gouvernementaux, mais pas nécessairement tous les organes-

[Text]

made for the government in power to have the ability of having individuals on boards who reflect the values which that particular party takes to government and to have people whom it can trust to make sure that its policies are brought to fruition. But there are certain types of agencies and boards where the rights of individuals are involved. I think the general consensus in the community is that these matters are so basic and important to ordinary individuals that they should not be doled out on the basis of politics or on the basis of what one's political stripe might be.

This debate occurs in this province from time to time to a certain extent. Is a district represented by a government member going to receive more in terms of water and sewer grants, road paving and transportation grants, or provision for medical services, hospitals and so forth than a district that is not represented by a government member? This is the sort of thing that strikes right to the heart of democracy. If carried too far, you have a situation develop where basically you have a corrupt government.

I would ask your committee to consider in its report, touching upon this, whether political patronage, or at least political patronage carried too far, is consistent with section 15 of the Charter of Rights and Freedoms.

With respect to the handicapped, I was glad to see Robert set out the position of his organization. I have had the opportunity of meeting with him myself recently. I support their efforts. I think that, probably more than for any other minority, the way in which we have grown accustomed to dealing with the handicapped in recent years, or have changed the way we used to deal with the handicapped, shows the importance of education and shows the importance of committees such as yours in stimulating public consciousness. What was the cost of cutting down sidewalks so that wheelchairs could get up on sidewalks? What was the cost of putting a ramp adjacent to stairs? It was minor, really, and it was mainly a matter of government's bringing to the attention of builders and contractors the significant harm that was being done to the disadvantaged by doing this.

Now there are other areas where I think, over a period of time, proper public debate and education will lead to improve the situations for minorities.

• 1205

One area with respect to the handicapped in this province that concerns me has to do with those employees who have been injured on the job. I do not know if you have run across it in other provinces, or if it has been brought to your attention, but here in Newfoundland today there is a tendency for our Workers' Compensation Board to start making payments to an injured employee, and then at some point in time that employee's doctor sends him a letter saying: I have done all I can for you. You will never be able to go back to your former job, but you are ready for light work. You will not be able to do heavy lifting; you will be restricted in your type of activity, but you are ready to go back to work.

[Translation]

mes gouvernementaux. On pourrait arguer en faveur de la politique voulant que le parti au pouvoir fasse en sorte que la composition des organismes gouvernementaux reflète les valeurs qui l'ont amené au pouvoir, et que ses membres sauront mener à bien les objectifs qu'il s'est donnés. Mais il y a certains types d'organismes dont les activités concernent les droits de la personne. Il me semble qu'aux yeux de tous il s'agit là d'une question si importante qu'elle ne saurait être teintée de favoritisme ou confiée à des personnes choisies pour leur allégeance politique.

De temps à autre, ce problème refait surface dans notre province, et on se demande si un comté représenté par un député du parti au pouvoir sera plus favorisé que les autres en termes de subventions pour des travaux publics, des installations de transport, des services sociaux et médicaux, etc.. Nous touchons là un des problèmes fondamentaux du système démocratique, et poussée à sa limite, ce genre de situation peut conduire à la corruption.

J'aimerais que votre Comité fasse état de la question, à savoir si le patronage politique, ou tout au moins le patronage poussé à son extrême, est touché par l'article 15 de la Charte des droits et libertés.

En ce qui concerne les handicapés, je suis heureux de voir que Robert a établi la position de son organisme à cet égard. J'ai récemment eu l'occasion de le rencontrer, et il a tout mon appui. Plus que pour n'importe quelle autre minorité, les changements d'attitude à l'égard des handicapés montrent bien l'importance de l'éducation et du travail de comités tels que le vôtre pour éveiller la conscience sociale de la population. Qu'en a-t-il coûté de faire des trottoirs qui seraient accessibles aux fauteuils roulants? Qu'en a-t-il coûté de construire des rampes à côté des escaliers? Très peu en réalité, et il a suffi, pour éveiller la conscience du public, que le gouvernement montre aux constructeurs et aux entrepreneurs la gravité du préjudice qui avait été causé aux handicapés en ignorant leurs besoins.

Maintenant, je pense à d'autres minorités qui pourraient bénéficier, au même titre que les handicapés, d'une campagne de consultation et de sensibilisation.

L'une des questions qui me préoccupent relativement aux handicapés de cette province porte sur les employés blessés au travail. J'ignore si vous avez pris connaissance de cette question dans les autres provinces, ou si elle a été portée à votre attention; cependant, ici même à Terre-Neuve, notre Commission des accidents du travail commence habituellement à effectuer des versements à un employé blessé jusqu'au moment où ce dernier reçoit de son médecin traitant une lettre contenant le message suivant: j'ai fait tout ce que je pouvais pour vous. Vous ne pourrez jamais reprendre le poste que vous occupiez mais vous pouvez cependant faire de menus travaux. Vous n'êtes plus en mesure de soulever des objets lourds; vous serez soumis à des restrictions dans votre genre d'activité mais vous pouvez cependant retourner au travail.

[Texte]

Now, the brutal reality is there are very few jobs for an individual who can do heavy work, and, in effect, the restriction of an individual's being suited only for light work often means that there are no jobs; that the individual is being told that he cannot work, even though the doctor's letter is not worded that way.

The end result usually is that the Workers' Compensation Board assigns a pension or a payment—monthly, or it can be a lump sum—based on their assessment of what is the final result of that restriction on the activity of that individual. We see more and more men and women who have been employed, who now have a back injury or other injury where they can only do light work, being, in effect, removed totally from the work force and receiving only a small percentage of what they could be receiving if they were working.

There are appeal procedures under the workers' compensation legislation, and in rare cases you can go to the courts. Normally, your appeal is to the Workers' Compensation Board, but regrettably the Workers' Compensation Board has pressures, normal pressures, with respect to controlling expenditure, and as a matter of philosophy does not, I think, take into account, at least to a sufficient degree, the difficulty an individual who has that restriction of only doing light work has finding employment. The Workers' Compensation Board seems to take the approach that this is a matter for government; that if the unemployment situation in an area is bad, if the jobs are not there, this is not a matter for the Workers' Compensation Board to take into consideration.

There is workers' compensation to a limited extent as a matter of federal jurisdiction, but your committee might be able to do something on a broader basis that could be of benefit to a lot of provinces, because I am sure the same problem exists in other areas.

I get, I suppose, hundreds of letters a year, apart from people looking for work, from people who feel they have been wronged by the workers' compensation system. These people usually cannot afford to get a lawyer, but they are usually making enough money that they do not qualify for legal aid, and they tend to end up in a limbo situation and are barely able to scrape along to keep their families existing. They have been done an injustice often, I think, and I think your committee might consider it.

A couple of other brief points, Mr. Chairman, if I could.

Aboriginal lands claims and the position of our native peoples. In Newfoundland we do not have anything to be proud of in terms of the way we have dealt with the Indians and the Eskimo people, on the coast of Labrador particularly. There is a very poor record with respect to medical services, with respect to access to housing, to water and sewer, and so forth. To a large extent we see a social disintegration occurring, as has been the record in other parts of Canada with respect to our native communities.

[Traduction]

Eh bien, il n'existe qu'un nombre limité d'emplois pour une personne incapable de s'acquitter de gros travaux et, en réalité, le fait de restreindre une personne à des travaux légers équivaut bien souvent à lui interdire l'accès au travail; cette personne est avisée qu'elle ne peut travailler, même si la lettre du médecin n'est pas rédigée dans ces termes.

En règle générale, la Commission des accidents du travail accorde une pension ou un versement, mensuel ou global, basé sur leur évaluation des conséquences de cette restriction sur le travail de l'employé. Nous voyons de plus en plus d'anciens employés, masculins et féminins, souffrant au dos ou ailleurs, qui leur interdit tous gros travaux; ces personnes se trouvent de ce fait complètement exclues du monde du travail et reçoivent un montant qui ne correspond qu'à un faible pourcentage de leur salaire normal.

La Loi sur les accidents du travail comporte des mécanismes d'appel et, dans de rares cas, on peut même recourir aux tribunaux. En règle générale, une personne doit présenter son appel devant la Commission des accidents du travail; malheureusement, cet organisme est tenu, et c'est normal, de contrôler ses dépenses. Je ne crois pas que la façon de voir de cet organisme tienne suffisamment compte des difficultés éprouvées par un individu à se trouver un emploi, lorsqu'il ne peut effectuer que des menus travaux. La Commission des accidents du travail semble estimer que cette question relève du gouvernement et qu'elle n'a pas à tenir compte du taux de chômage élevé dans une région ou de la pénurie d'emplois à cet endroit.

La juridiction fédérale prévoit une certaine protection en cas d'accidents du travail mais votre Comité pourrait sans doute prendre des mesures plus générales susceptibles d'aider un bon nombre de provinces, parce que je suis persuadé que cette situation prévaut également dans d'autres régions.

Je reçois certainement plusieurs centaines de lettres par année, à part les lettres provenant de personnes à la recherche d'un emploi, de personnes qui estiment avoir été lésées par la Commission des accidents du travail. En règle générale, ces personnes ne sont pas en mesure de retenir les services d'un avocat mais disposent d'un revenu qui leur interdit l'accès à l'aide juridique; elles ne peuvent donc se tourner vers personne et peuvent tout juste assurer la subsistance de leur famille. A mon avis, ces personnes sont souvent victimes d'une injustice et je crois que votre Comité devrait se pencher sur cette question.

Monsieur le président, j'aimerais également traiter brièvement de quelques autres questions.

Les réclamations foncières des autochtones et la situation des autochtones de cette province. Le gouvernement de Terre-Neuve ne saurait être fier du traitement accordé aux Indiens et aux Esquimaux, surtout sur la côte du Labrador. Notre bilan n'est pas très reluisant pour ce qui a trait aux services médicaux, à l'accès au logement, à l'eau courante et aux services d'égout, et ainsi de suite. Nous assistons actuellement à une désagrégation sociale marquée, comme c'est le cas dans d'autres régions du Canada, relativement aux communautés autochtones.

[Text]

The resolution of the land claims of these groups is basic, I think, to a solution to this problem. We have to have the courage to give the aboriginal people power. We must have the courage to give them the right to control a certain portion of territory under some new system which permits a degree of self-determination. Only then will we see them finding the fulfilment that comes from having control of their own destiny, having an opportunity to live a life-style, whether it be nomadic hunting or other life-style, that gives them a feeling of self-respect. Right now, high levels of alcoholism, instances of child abuse—this was never known to that culture—are things that flow from the destruction of the feeling of self-worth of Indian men and women, Eskimo men and women, who feel they are now subject to the whim of the European settlers, as they consider them, or the white people of Canada.

• 1210

So although I know there are other things in other departments that are happening, I think your committee should make some reference to the resolution of aboriginal land claims. There are practical consequences that will be of benefit to non-Indian and non-Eskimo people in this province. An early resolution of Labrador land claims would mean that, if we ever see a development of the Lower Churchill River, you will not see a delay of one or two or three years while that thing is fought in the courts as to whether or not we are entitled to develop without settling aboriginal land claims. Personally, I think an injunction would be granted to the Indian people in the area of the Lower Churchill River. That could see a delay in the development of that hydro project, increased cost, increased expense to the ordinary taxpayer.

Another brief point is this. With respect to the Public Service and just for your information, there has been recently a positive statement by government, committing itself to an affirmative action program for women within the Public Service. We welcome this in the opposition. We have been expounding on the need for this for some time. Regrettably, in this province as in others, I guess, the affirmative action programs for women have been noted by rhetoric rather than action. There seems to be some movement now on the part of government, and for the record, I should say—I think you put a question to Mr. Hollett—that this task force that brought in the recommendations with respect to the affirmative action program for women has been sent back to bring in affirmative action programs and policies for native people and also for people with disabilities. So there is an opportunity for the disabled to make representation to this task force because that apparently has been sent back to do work for the disabled and for native peoples.

But the reality in Newfoundland is that, if you look at the Public Service, if you look at Crown corporations and government agencies, you will see a ridiculously low proportion of

[Translation]

A mon avis, nous devons avant tout régler les réclamations foncières, si l'on désire trouver une solution à ce problème. Nous devons avoir le courage de confier le pouvoir aux autochtones. Nous devons avoir le courage de leur remettre le contrôle d'une partie du territoire en vertu d'un nouveau système qui leur assure une certaine autodétermination. C'est à ce moment seulement qu'ils pourront trouver l'épanouissement qui découle du contrôle de sa propre destinée et de la possibilité d'adopter un style de vie, qu'il s'agisse de chasse nomade ou de toute autre façon de vivre qui leur assure une certaine dignité. On relève actuellement dans ces peuples un niveau élevé d'alcoolisme, des cas de mauvais traitement des enfants, jusqu'alors inconnus dans cette culture, qui sont des caractéristiques découlant de la disparition de tout sentiment de fierté chez les Indiens et Esquimaux des deux sexes, qui estiment actuellement être soumis aux caprices des colons européens, comme ils les voient ou des blancs du Canada.

Par conséquent, même si je sais que d'autres ministères prévoient prendre certaines dispositions, je crois que votre Comité devrait faire mention du règlement des réclamations foncières des autochtones. Il en découlera certaines conséquences d'ordre pratique, avantageuses aux non-indiens et non-esquimaux de cette province. Un règlement rapide des réclamations territoriales au Labrador aurait pour résultat de supprimer tout recours aux tribunaux ainsi qu'un retard d'un, deux ou trois ans, pour déterminer si nous pouvons procéder aux travaux de développement de la rivière Lower Churchill, sans régler les réclamations foncières des autochtones. À titre personnel, j'estime qu'une injonction serait accordée aux Indiens de cette région. Il s'ensuivrait un retard dans l'exécution de ce projet hydro-électrique, des coûts accrus et des frais supplémentaires pour le contribuable.

Permettez-moi d'aborder brièvement une autre question. Pour ce qui a trait à la Fonction publique et uniquement à titre d'information, le gouvernement s'est récemment engagé, dans une déclaration, à mettre sur pied un programme d'action positive à l'intention des femmes dans la Fonction publique. L'opposition approuve cette mesure. Nous avons d'ailleurs souligné ce besoin depuis un certain temps. On constate malheureusement que, dans cette province comme dans les autres, les programmes d'action positive destinés aux femmes comportent plus de déclarations que d'interventions. Le gouvernement semble maintenant décidé à adopter certaines mesures et, à titre documentaire, j'aimerais souligner... je crois que vous avez posé une question à M. Hollett... qu'on a confié au groupe de travail qui a élaboré les recommandations relatives au programme d'action positive destiné aux femmes, le mandat de mettre sur pied des politiques et programmes d'action positive destinés aux autochtones et aux personnes souffrant d'incapacités. Les invalides sont donc en mesure de présenter des exposés à ce groupe de travail, puisque ce dernier a maintenant pour mandat de se pencher sur la situation des invalides et des autochtones.

Cependant, si l'on se penche sur la Fonction publique, sur les sociétés de la Couronne et les organismes gouvernementaux de Terre-Neuve, on remarque que le pourcentage des femmes

[Texte]

women to men in the positions of senior management. We need to translate our rhetoric into action and we need to bring closer the day when we have the proper proportion of men and women on these boards within the Public Service, at the senior management level as well as up through the system.

That is basically what I had to bring to your attention. There are other items, but other individuals will be dealing with this.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Barry. It was a far-reaching and broad presentation that has raised a number of points I would like to consider. Before beginning the questioning, is there anyone in the hall representing the Newfoundland Teachers' Association? They are scheduled to appear this morning—in fact, about 15 minutes ago—but have not arrived. There was no answer to a telephone call to their office. The teachers have not shown up for class on time as yet.

We will begin now with Roger Clinch, Member of Parliament for Gloucester.

Mr. Clinch: Thank you, Mr. Chairman.

I expressed the view earlier this morning about the non-exhaustive list with regard to section 15. What would be your view if we started adding to that list?

• 1215

Mr. Barry: Well, the court is probably going to add a certain amount, depending on whether it takes a conservative approach or an aggressive approach to interpretation of the charter. We will have to give it time. But I am not sure it is a good thing to start recommending an amendment to that section 15, when it has been there only for such a short while; however, if the committee emphasized the importance of keeping it open-ended, then this would assist the courts I think in their approach.

One way or the other though, I do not think those particular grounds should be treated by the committee as the extent to which the judiciary should act. It is not that the judiciary is going to be bound by your committee or by statements by others, but I think judges try to remain attuned and, in fact, should remain attuned to what is happening out in society, to what the values are, and to what people expect from the judicial system. If judges go too far, they lose credibility; they lose the support and respect of the community. And judges are as aware of that as are politicians.

Judges are helped by expressions from committees such as your own which reflect the basic values of all Canadians. And if your committee is prepared to underline the open-ended nature of this section and maybe make reference to where you see possible areas of problems arising, whether it be my reference or not to unemployment and social economic types of situations, geographic or otherwise, judges will be assisted by this. So it is not necessary to amend the section. I am not sure how much harm would be done by an amendment at this stage

[Traduction]

occupant des postes de gestion supérieure est extrêmement faible. Il convient donc de dépasser le stade des déclarations et de commencer à rééquilibrer le rapport entre les hommes et les femmes dans ces comités, au sein de la Fonction publique, tant au niveau de la gestion supérieure que dans l'ensemble du système.

Il s'agissait là des principaux points que je désirais souligner. Il y a également d'autres questions, mais elles seront traitées par d'autres personnes.

Le président: Je vous remercie beaucoup, monsieur Barry. Il s'agissait là d'un exposé d'envergure touchant les éléments essentiels de cette question et qui a soulevé des éléments sur lesquels je voudrais me pencher. Avant d'entamer la période de questions, y a-t-il dans cette salle un représentant de l'Association des enseignants de Terre-Neuve? Ils devraient être avec nous ce matin... en fait il y a de cela quinze minutes... mais ne sont pas encore là. Un appel à leur bureau est resté sans réponse. Les enseignants ne se sont pas présentés à l'heure en classe.

Nous allons commencer avec M. Roger Clinch, député de Gloucester.

M. Clinch: Je vous remercie, monsieur le président.

J'ai déjà fait part de mon opinion, ce matin au sujet de la liste non exhaustive relative à l'article 15. Quelle serait votre opinion si je commençais à ajouter des éléments à cette liste?

M. Barry: Eh bien, le tribunal ajoutera probablement quelque chose, selon que sa façon d'interpréter la Charte est conservatrice ou agressive. Nous devons lui donner le temps nécessaire. Mais je ne suis pas certain que ce soit une bonne chose de commencer à recommander une modification à l'article 15, alors que ce n'est là que depuis peu de temps; toutefois, si le Comité a souligné l'importance de garder la question ouverte, alors cela aiderait les tribunaux, je pense, dans leur approche.

D'une façon ou de l'autre, cependant, je ne pense pas que ces questions particulières devraient être traitées par le Comité au point d'empiéter sur le pouvoir judiciaire. Ce n'est pas que la magistrature sera liée par votre Comité ou par les affirmations d'autres personnes, mais je pense que les juges essaient de comprendre et, en fait, devraient demeurer à l'écoute de ce qui se passe dans la société, en comprendre les valeurs et ce que les gens attendent du système judiciaire. Si les juges vont trop loin, ils perdent toute crédibilité; ils perdent l'appui et le respect de la collectivité. Et les juges en sont aussi conscients que les politiciens.

Les juges sont aidés par les opinions exprimées par des comités tels que le vôtre qui reflètent les valeurs fondamentales de tous les Canadiens. Mais si votre Comité est prêt à souligner le caractère ouvert de cet article et à indiquer, peut-être, les problèmes qui pourraient surgir, que ce soit ou non ma référence au chômage et aux situations socio-économiques, géographiques ou autres, alors les juges y trouveront une aide valable. Il n'est donc pas nécessaire de modifier l'article. Je ne sais pas quel tort serait causé par une modification à ce stade-

[Text]

other than, maybe, it would take away somewhat from the impression of a Constitution as being something engraved in stone; that this is it—this being what is important and not something that should be changed lightly every year or every six months or so.

Mr. Clinch: So if there is no recommendation from this committee to amend, you feel that we are preserving the openness of it if we emphasize that open-endedness?

Mr. Barry: I would think so, yes.

Mr. Clinch: Thank you.

The Chairman: Sheila Finestone.

Mrs. Finestone: Thank you very much. First of all I want to thank you for a very broad philosophic approach, which I appreciated very much, and for some very interesting new approaches which I know to date we have not addressed. I am going to come to those in a moment—those new issues which I see you have brought to our attention—but I would like to go back to one comment in your three philosophic points you made. I refer to the need for minority protection, the underlining of parliamentary sovereignty with respect to the judiciary and—or should I say legislative versus judiciary interpretation? Then there was the whole area of a federal justice department. I think you were talking about federal policies with respect to equal treatment across the land.

Now with respect to the judges, do you feel that . . . well, we have about 1,700 or more judges across this land and, if you look at the face of that judge, he is white, male, and we are looking at a section called “Equality” meant to remove discrimination. The interpretation of that will be left to the hands of these people who do not reflect brown, yellow, black, or female. Do we not face a potential problem just right there?

Mr. Barry: Oh, definitely. And I think you should go further. You should normally say white, male, and previously wealthy, relative to the rest of society.

Mrs. Finestone: Perhaps if they have done well in their legal practices and have demonstrated competence, they therefore have acquired wealth.

• 1220

Mr. Barry: Yes, generally. I was being a little facetious. There are a lot of lawyers who would not be considered wealthy, but most lawyers would be in an economic category that would not have permitted them to be aware of the problems of the social assistance recipient or the workers’ compensation employee who is now able to do light duty but cannot find any jobs in the area entitling him to light duty.

Mrs. Finestone: I was thinking of systemic discrimination as a fundamental cause of inequality in our society.

Mr. Barry: That is right. Judges are, or have been in the past, more conservative than the average member of society—or most members of society, however we should put it—as a result of their backgrounds.

[Translation]

ci, sauf, peut-être, que cela porterait atteinte à l’impression de stabilité que donne la Constitution; c’est quelque chose d’important qui ne doit être changé à la légère tous les ans ou tous les six mois.

M. Clinch: Donc si ce Comité ne recommande pas de modification, vous croyez que nous préservons son caractère d’ouverture si nous soulignons ce caractère?

M. Barry: Je le croirais, oui.

M. Clinch: Merci.

Le président: Sheila Finestone.

Mme Finestone: Merci beaucoup. Je vais d’abord vous remercier pour votre approche philosophique très large, que j’ai grandement appréciée, et pour quelques approches nouvelles très intéressantes que nous n’avons pas encore abordées. Je les aborderai dans un instant—ces nouvelles questions que vous avez portées à notre attention—mais j’aimerais d’abord revenir à une observation que vous avez faite dans vos trois points philosophiques. Je veux parler du besoin de protection des minorités, l’importance de la souveraineté du Parlement par rapport au pouvoir judiciaire et—devrais-je parler plutôt de l’interprétation législative face à l’interprétation judiciaire? Je pense que vous parliez des politiques fédérales relativement au traitement égal à travers le pays.

Maintenant pour ce qui a trait aux juges, croyez-vous que . . . eh bien, il y a au moins 1700 juges dans tout le pays et, si vous regardez bien ce juge, c’est un blanc, de sexe masculin et nous étudions l’article intitulé «Egalité» qui doit éliminer toute discrimination. L’interprétation de cet article sera confiée à des gens qui ne représentent pas les gens de couleur ou les femmes. Cela ne constitue-t-il pas déjà un problème?

M. Barry: Oh, sûrement. Et je crois que vous devriez aller plus loin. Vous devriez normalement dire blanc, de sexe masculin et autrefois riche, par rapport au reste de la société.

Mme Finestone: Peut-être se sont-ils bien acquittés de leurs fonctions dans la pratique du droit puis se sont avérés compétents, ils ont alors acquis une certaine richesse.

M. Barry: Oui, généralement. Je n’étais pas très sérieux. Il y a beaucoup d’avocats qui ne seraient pas considérés riches, mais la plupart des avocats se trouveraient dans une catégorie économique qui ne leur aurait pas permis de comprendre les problèmes de l’assisté social ou de l’indemnisé des accidents du travail qui peut maintenant faire un travail léger mais qui ne peut pas trouver d’emploi dans ce secteur.

Mme Finestone: Je pensais à la discrimination systématique comme une cause fondamentale de l’inégalité dans notre société.

M. Barry: C’est vrai. Les juges sont, ou ont été dans le passé, plus conservateurs que le citoyen moyen dans notre société—ou que la plupart des citoyens de notre société—en raison de leurs antécédents.

[Texte]

Mrs. Finestone: I would like to elaborate on that for one second. As laws are really a reflection of the social policy of a society . . . you cannot legislate a mental attitude or a changing attitude but by a demonstration of decision-making you can lead society along the way.

You were quite pleased that a lot of cases are coming before the courts for a decision and that there seems to be, according to you, a latitude that was expressed as an openness, a very large liberal or conservative—we have had a discussion as to what the different connotations are between progressive, conservative and liberal in terms of a definition, not as a party—I do not know that I agree with that. One of my concerns is that the federal judiciary or the ministry has gone and defended a very narrow perspective when cases have come before federal review rather than taking the larger approach. You seem to have indicated to the contrary. I hope you are right.

Mr. Barry: I did not express anything with respect to how the federal Department of Justice had approached the cases. The judiciary, in the months since the charter has been in operation, has become, particularly at the lower levels, more liberal and more willing to take decisions that are out of the previous mould, informally. In many areas they have been willing to change the status quo.

Mrs. Finestone: I hope that becomes the rule of thumb.

With respect to your making an observation that the code is illustrative or the section not exhaustive and is open-ended, and that you see the addition of grounds—you are particularly talking about equality rights or equity between provinces. Do you not see the federal-provincial equalization payments and the transfer points as a mechanism over and above the Cape Breton experience or experiments you are talking about? Is that not fundamentally the picture of our federated state that is Canada, which is not a unitary state?

Mr. Barry: Yes, but it is not sufficient. One of the things I think the committee should be aware of is that there is a feeling within this province and, I am sure, other less economically developed provinces that we would rather have the ability to work for our money than be viewed as having handouts distributed—by way of equalization, for example.

Mrs. Finestone: Are you saying that the economic and regional development programs, regardless of the government in power, have to take into account the regional disparities or be in contradiction of section 15?

Mr. Barry: I think that one can argue if the central government, the Government of Canada, does not remain attuned to the fact that we have the alleviation of regional disparity as one of the underlying reasons for the existence of Canada, not just a common market but . . .

Mrs. Finestone: But through the regional development—is that what you are saying?

[Traduction]

Mme Finestone: J'aimerais développer brièvement ce point. Comme les lois sont réellement un reflet de la politique sociale d'une société . . . vous ne pouvez régir par des lois une attitude mentale ou une attitude changeante mais vous pouvez diriger la société par des prises de décision.

Vous étiez heureux qu'un bon nombre de cas soient amenés devant les tribunaux pour une décision et qu'il semble exister, selon vous, une certaine latitude qui était exprimée comme une ouverture—nous avons eu une discussions sur les différentes connotations qui existent entre progressif, conservateur et libéral pour ce qui a trait à une définition, non à un parti—je ne sais pas si je suis d'accord avec cela. L'un de mes soucis est le pouvoir judiciaire fédéral où le ministère a défendu un point de vue très étroit lorsque les cas lui ont été soumis au lieu d'avoir une approche plus large. Vous semblez avoir été d'avis contraire. J'espère que vous avez raison.

M. Barry: Je n'ai rien dit pour ce qui a trait à la façon dont le ministère fédéral de la Justice a abordé les cas. La magistrature, dans les mois qui ont suivi l'adoption de la charte, est devenue, tout particulièrement aux niveaux inférieurs, plus libérale et plus prête à prendre les décisions qui sortent de l'ordinaire, officieusement. Dans bien des cas, ils voulaient changer le *statu quo*.

Mme Finestone: J'espère que cela devient la règle empirique.

Pour ce qui a trait à votre observation à l'effet que le code est explicatif ou que l'article n'est pas exhaustif et est ouvert, et que vous envisagez l'addition d'éléments—vous parlez tout particulièrement des droits à l'égalité ou de la justice entre les provinces. Ne considérez-vous pas les paiements de péréquation fédéraux-provinciaux et les points de transfert comme un mécanisme transcendant l'expérience du Cap Breton ou les expériences dont vous parlez? N'est-ce pas là fondamentalement l'image de notre état fédéré qu'est le Canada, qui n'est pas un état unitaire?

M. Barry: Oui, mais c'est insuffisant. L'une des choses, je crois, que le Comité devrait savoir et j'en suis sûr, dans d'autres provinces moins développées sur le plan économique, que nous préférierions avoir la possibilité de travailler pour gagner notre argent plutôt que d'être considérés comme recevant des aumônes—au moyen de la péréquation, par exemple.

Mme Finestone: Voulez-vous dire que les programmes de développement économique et régional, indépendamment du gouvernement au pouvoir, doivent tenir compte des disparités régionales ou être en contradiction avec l'article 15?

M. Barry: Je pense que l'on peut soutenir que si le gouvernement central, le gouvernement du Canada, ne demeure pas conscient du fait que la lutte contre les disparités régionales est l'une des raisons sous-jacentes de l'existence du Canada, non pas simplement d'un marché commun mais . . .

Mme Finestone: Mais le développement régional—est-ce cela que vous voulez dire?

[Text]

Mr. Barry: I am not sure that you can say exclusively or only through regional development, but that is one mechanism. Other mechanisms are possible and may include bringing in, as I have said, the unemployment factor when it comes to determining what the tax rate or what the interest rate policy should be for the country.

• 1225

Mrs. Finestone: The other area I found particularly interesting was your observation with respect to political patronage—and I do not mean that in the narrow sense most people perceive it as. I thought your observation as to what happens with respect to water, sewage, medical, road, etc., infrastructure is absolutely key.

You suggested perhaps that as well as workers' compensation the federal government could be directive and therefore provincial governments would flow. It would seem to me that section 15 is applicable to both provincial and federal and that the provincial governments must be guided by that principle, and I would strongly support your point of view that if you are a member of the legislative assembly at any level then your constituency has the right to be considered on an equal basis for those kinds of infrastructure services. I am pleased you brought that to our attention. I appreciate that very much.

Mr. Barry: If there is going to be litigation on it, it will be a lot easier if it is accepted at the political level. At some point in time I think you are going to see municipalities and other groups litigating if they feel they are being discriminated against, on the basis of political choice.

The Chairman: Thank you.

Finally, Pauline Browes.

Mrs. Browes: Thank you, Mr. Chairman.

I just want to say, Mr. Barry, that we arrived at the airport last night at about 1.30 a.m. We had a discussion about politics on the way in with the taxi driver and your name came up so I am very pleased to have met you today.

I would like just to make a couple of comments on some of the things you have said.

One concerns the interest rates. I am very pleased that in the past 12 months those interest rates have stayed at a stable rate and that people have a little more confidence in the economy and so on. I think it is an important point that in fact those interest rates have affected adversely, three or four years ago . . . very badly on business.

In relation to the discrimination concerning geography that you mentioned, I would like some clarification on that. I take it you are talking about this in the broadest voluntary sense, as opposed to any legislative or legal aspect of section 15. Are you talking about this in a policy voluntary section, treating it in a voluntary policy way, as opposed to any legalistic aspect of it?

[Translation]

M. Barry: Je ne suis pas certain que vous puissiez dire exclusivement ou uniquement par le développement régional, mais c'est un mécanisme. Il peut y avoir d'autres mécanismes qui tiennent compte comme je l'ai dit du facteur chômage lorsqu'on doit déterminer le taux d'imposition ou la politique des taux d'intérêt pour le pays.

Mme Finestone: Un autre facteur que j'ai trouvé particulièrement intéressant fut l'observation que vous avez faite au sujet du patronage politique et je ne donne pas à cette expression le sens étroit qu'on lui attribue généralement. À mon avis, votre observation au sujet de l'infrastructure des services comme l'eau, le traitement des déchets, les services médicaux, les routes etc. est absolument vitale.

Vous suggérez que le gouvernement fédéral pourrait peut-être prendre l'initiative, comme il l'a fait pour l'indemnisation des accidentés du travail, et que les gouvernements provinciaux suivraient. Il me semble que l'article 15 s'applique tant aux provinces qu'au gouvernement fédéral et que les gouvernements provinciaux doivent se laisser guider par ce principe; je suis entièrement d'accord avec votre point de vue, si vous êtes un membre de l'assemblée législative, à quelque niveau que ce soit, votre circonscription a droit à un traitement égal en matière d'infrastructures. Je suis fort heureuse que vous ayez porté ce fait à notre attention; je l'apprécie beaucoup.

M. Barry: S'il doit exister un litige à ce sujet, tout sera beaucoup plus facile s'il est accepté au niveau politique. À un moment donné, les municipalités et les autres groupes entreprendront en conflit s'ils considèrent une discrimination quelconque à cause d'un choix politique.

Le président: Merci.

Nous donnerons enfin la parole à M^{me} Pauline Browes.

Mme Browes: Merci monsieur le président.

Permettez-moi simplement de dire, monsieur Barry, que nous sommes arrivés à l'aéroport cette nuit à environ 1h30; durant le trajet depuis l'aéroport, nous avons eu une conversation avec le chauffeur de taxi qui a mentionné votre nom; je suis donc très heureuse de vous rencontrer aujourd'hui.

J'aimerais faire quelques commentaires au sujet de ce que vous avez dit.

D'abord en ce qui concerne les taux d'intérêt. C'est avec satisfaction que je constate que les taux d'intérêt sont demeurés stables au cours des 12 derniers mois et que les gens ont un peu plus confiance en l'économie, etc. À mon avis, ce facteur est très important; les taux d'intérêt avaient sapé cette confiance il y a trois ou quatre ans ce qui fut très nocif pour les affaires.

D'autre part, j'aimerais que vous clarifiez un peu la discrimination géographique dont vous avez parlé. Si je comprends bien, vous considérez le sens large par opposition à tout aspect législatif ou juridique de l'article 15. Parlez-vous d'un article d'application volontaire, ou traitez-vous plutôt l'aspect volontaire que l'aspect légal?

[Texte]

• 1230

Mr. Barry: Yes. I was very pleased when I got Mr. Boyer's letter inviting me to attend that he set out the fact that the issues your committee is examining in contrast are the broader questions of equality that raise fundamental aspects of the social, economic, and cultural policies behind existing laws. Now, I think the government in power can give directives and instructions to its public servants, public employees, with respect to the method of administering certain legislation, that it be done keeping in mind and consistent with certain values that government can set forth.

I think when it comes to bringing legislation before Parliament the caucus of the government in power and the parties in Parliament generally, if they have before them the significance of certain basic values, are less likely to support policies that will lead to greater hardship in one part of the country than in another. I do not want to see this country develop into a litigious, court-dominated type of system. There has to be a proper balance between the legislature, Parliament, and the courts. It is going to be easier if people or areas are not forced to go to court to protect themselves. What I am calling for, what I am asking for, is that in the introduction of legislation in the future or in the introduction of budgetary provisions, whichever government is in power should keep in mind that there are ways of discriminating against people and doing every bit as much damage that do not relate to sex or racial or ethnic origins but that relate to the human dignity that follows from the ability to find a job or have a job and have gainful employment.

Mrs. Browes: It is certainly my hope that we are able to change the laws and the policies within the legislative process, as opposed to through the courts. This committee was set up by the Hon. John Crosbie with seven Members of Parliament. Of the seven, three are lawyers; being a non-lawyer, I was very pleased that we have that balance of the community aspect of coming across the country, people from all regions of the country, that we will have the non-legalistic aspect being demonstrated within the committee and the aspects of hearing people from all walks of life. So I appreciate you coming today.

Mr. Barry: Thank you.

The Chairman: Thank you. On that note, that there is a non-legal dimension to this, let me just ask a very lawyer-like question of you. You were talking about the rights that are in section 15. You have stated that it is an open-ended section as far as the grounds of discrimination are concerned. That is the unanimous view the committee takes as well, and we are approaching everything in that frame of mind. However, you also said the judges will be adding to it, no doubt. I assume they would be doing it in keeping with that old rule, the *ejusdem generis* rule, where you look at all the other specified types of examples that are given and then try to find additional ones that are somewhat along that same line or tendency or type. You have talked, however, about economic rights in the context of section 15. Our view of section 15 is that it deals with the legal rights that people have before and under the

[Traduction]

M. Barry: Oui. J'ai été très heureux de recevoir la lettre de M. Boyer m'invitant à participer; il déclare dans celle-ci que votre comité étudie des questions plus vastes que celle de l'égalité qui touche les aspects fondamentaux des politiques sociales, économiques et culturelles sous-jacentes aux lois existantes. À mon avis, le gouvernement en place peut donner des directives et des consignes à ses fonctionnaires et employés des services publics quant aux modalités d'application de certaines lois afin que leur mise en oeuvre soit conforme à certaines valeurs prônées par le gouvernement.

Je crois, lorsqu'il s'agit de présenter une loi au Parlement, que le caucus du gouvernement en place, de même que les partis en général, s'ils sont conscients de la signification de certaines valeurs fondamentales, seront moins portés à appuyer des politiques qui créeraient de plus graves difficultés dans une partie du pays que dans une autre. Je ne veux pas que ce pays adopte progressivement un système conflictuel dominé par les tribunaux. Il doit exister un juste équilibre entre la législation, le Parlement et les tribunaux. Ce sera beaucoup plus facile si les gens ou les secteurs ne sont pas obligés de faire appel aux tribunaux pour se protéger. Ce que j'espère, ce que je demande, c'est que dorénavant, pour présenter une loi ou des dispositions budgétaires, le gouvernement en place, quel qu'il soit, tienne compte du fait que certaines discriminations sont aussi néfastes que la discrimination pour cause de sexe, de race ou d'origine ethnique, mais elles touchent la dignité humaine rattachée à la possibilité de trouver un emploi ou de détenir un poste, c'est-à-dire d'avoir droit à une rémunération.

Mme Browes: J'espère sincèrement que nous pourrions modifier les lois et les politiques par le biais du procédé législatif et non en faisant appel aux tribunaux. Ce comité a été mis sur pied par l'Honorable John Crosbie et sept autres membres du Parlement dont trois sont des avocats. Je ne suis pas avocate moi-même et je suis fort heureuse de constater que l'équilibre est respecté car tous les aspects de la collectivité sont représentés de même que toutes les parties du pays; les gens viennent de toutes les régions et l'aspect non juridique sera présenté au comité de même que le point de vue de personnes provenant de tous les milieux sociaux. Je vous suis donc très reconnaissante d'avoir participé aujourd'hui.

M. Barry: Merci.

Le président: Merci. Au sujet de la dimension non juridique de cette matière, permettez-moi de poser une question typiquement juridique. Vous parlez des droits décrits dans l'article 15. Vous dites que cet article n'est pas final quant aux motifs de discrimination possibles. C'est aussi l'avis du comité, à l'unanimité; nous analysons toutes les questions dans cette perspective. Toutefois, vous avez aussi déclaré que les juges ajouteraient des éléments à cet article. Je suppose qu'ils le feront en respectant l'ancienne règle *jusdem generis* selon laquelle il faut analyser tous les autres types d'exemples donnés et ensuite seulement essayer d'en trouver d'autres qui seront semblables, respecteront la même tendance ou le même genre. Nous avons évoqué, cependant, les droits économiques dans le cadre de l'article 15. Selon nous, cet article vise les garanties juridiques dont jouissent les gens en vertu de la loi.

[Text]

law. I just wanted you to perhaps elaborate a little bit on that point as to how far-reaching you think things can be added by the judiciary in there.

• 1235

Mr. Barry: Well, I will save a lot of time by letting you . . .

The Chairman: Thank you.

Mr. Barry: —have this article which points out the less need now for *ejusdem generis* or other Latin jargon for a judge to employ in order to find one decision or another. The situation has been, prior to the charter, that there was always a little slogan or a little maxim which a judge could draw on. If he wanted to go this way, he would find *ejusdem generis*. If he wanted to go another way, he would find another basic Latin principle that would help him find his reason.

What he should be doing and what he should have been doing even before the charter and what the community should enforce the judges to do is to give the real reasons for the decision, in other words, to talk in terms of values and of the impact upon individuals.

Now, with the charter, in these areas where judges are going to be extending in specific ways the language of the charter, they should be called upon to refer to different values that are inherent in the charter as it is written. There are economic values and these are illegal.

The Chairman: Yes, they are. When you were talking about the use of economic indicators, it certainly applies in the case of mobility rights. There are riders in there that relate to employment and other economic conditions.

Mr. Barry: Everyone has the right to life, liberty and the security of the person and the right not to be deprived thereof except in accordance with the principle of fundamental justice. Security of the person. If you cannot find employment, if it leads you to substandard nutrition, and if it leads to medical disability, do your economic rights not go to your fundamental dignity and your fundamental necessities of life? This is the same type of debate that has been going on with respect to the United Nations, the international covenant and equality and so forth. They tried to categorize them into three different types, but I think everybody is agreeing more and more that you cannot pigeonhole like that.

What you are talking about are fundamental values which the community at large feels should be applied in any particular case. I think there is enough in this new charter to permit judges to find that there are certain economic rights which should follow as a matter of law, and we will have to wait and see.

In the past, we have had our cases where the judge has been more influenced by property rights than he has been on the basis of racial discrimination. One example is the old Ontario case where a person was left land on condition that a certain

[Translation]

Je voulais simplement que vous vous étendiez un peu peut-être sur l'ampleur que pourrait prendre, à votre avis, l'intervention de la magistrature.

M. Barry: Eh bien, je sauverai beaucoup de temps en vous laissant . . .

Le président: Merci.

M. Barry: . . . intervenir au sujet de cet article qui souligne comment il est maintenant moins nécessaire pour un magistrat de recourir à des expressions latines comme *jusdem generis* ou autre pour justifier sa décision. Avant l'adoption de la Charte, il y avait toujours une petite maxime ou sentence dont le magistrat pouvait s'inspirer. S'il voulait prendre telle décision, il pouvait recourir au *ejusdem generis*. S'il voulait en prendre une autre, il pouvait s'inspirer d'un autre vieil adage latin qui lui permettrait de justifier sa pensée.

Ce qu'il devrait faire maintenant et qu'il aurait dû faire avant la Charte et que la collectivité devrait l'obliger à faire, c'est de donner les véritables motifs de sa décision. Autrement dit, il devait s'exprimer en termes de valeurs et d'incidence sur les particuliers.

Depuis l'adoption de la Charte, dans les domaines où les magistrats sont appelés à expliciter le vocabulaire de la Charte, ils devraient être tenus de s'inspirer des diverses valeurs inhérentes à la Charte, dans sa version officielle. Il y a des valeurs économiques mais celles-ci sont illégales.

Le président: Oui, elles le sont. Vous mentionniez les indicateurs économiques, il est manifeste que ceux-ci intéressent la liberté de circulation et d'établissement. Il y a là des clauses qui se rapportent à l'emploi et à d'autres situations économiques.

M. Barry: Chacun a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne; il ne peut être porté atteinte à ce droit qu'en conformité avec les principes de justice fondamentale. La sécurité de sa personne. Si vous ne pouvez vous trouver un emploi, et si cela vous empêche de vous nourrir normalement et que votre santé s'en ressent, est-ce que vos droits économiques ne portent pas atteinte à votre dignité fondamentale de même qu'à vos besoins essentiels? C'est le même genre de débat que celui qui s'est déroulé aux Nations-Unies au sujet du traité international et de l'égalité des droits, et le reste. On a tenté de les répartir en trois différentes catégories, mais je pense que tous sont d'avis pour dire qu'on ne peut reléguer ainsi ces choses aux oubliettes.

Il est ici question de valeurs fondamentales qui, de l'avis de l'ensemble de la collectivité, devraient s'appliquer à tout cas particulier. Je crois que le contenu de la nouvelle charte est suffisant pour permettre aux magistrats de constater qu'il existe certains droits économiques qui devraient en découler. Evidemment il nous reste à attendre pour voir leurs décisions.

Dans le passé, il y a eu des cas où le juge était plus influencé par les droits fonciers que par la discrimination raciale. Pensons à cet exemple où jadis en Ontario un terrain était légué à une personne à condition qu'une certaine minorité

[Texte]

religious or racial minority not be allowed to purchase the land. In one of these cases, the judge found that this was all right and that it was a basic right of property. In another case, they struck it down.

It is a question of whether the judge is going to put property rights or economic rights in certain instances ahead of individual respect and dignity. This is where the judiciary has to be educated particularly our white, male, wealthy, non-female members of the judiciary.

The Chairman: Male and non-female, the point is well made. At the risk that you would start to repeat yourself in any respect, I would like to thank you very much, Mr. Barry, for being here. As I said earlier, your comments have been wide ranging, but they have been exceedingly helpful, including what you have written in other forms and have left with the clerk of the committee, which we will read. Your views on the amendment of section 15 at this time have been very helpful to us as well. On behalf of the committee, I would like to thank you and thank those who have been with us this morning.

• 1240

We will be resuming in one hour's time, at 1.30 p.m., in the same room, beginning with the Hon. John Crosbie, Minister of Justice of Canada. This meeting stands adjourned until 1.30 p.m.

AFTERNOON SITTING

• 1330

The Chairman: Ladies and gentlemen, I would like to welcome you to the resumption of our hearings in St. John's by the parliamentary Committee on Equality Rights.

We had a very wide-ranging and interesting session this morning on a number of issues and are delighted this afternoon that the first person appearing before us is none other than the father who created this whole enterprise, the Hon. John Crosbie, Minister of Justice for Canada.

Perhaps, Mr. Minister, I could just say one or two words of background information for those who are here this afternoon. Our very first public hearing in Ottawa, shortly after the committee began, was with the Minister of Justice. At that time, he was sitting at the right side of the table; today, for a change of pace, we have him on the left side. We will see what else has changed. I certainly hope some things have changed because when we began, the Minister had barely begun to make his statement before the division bells rang. He carried on with this ringing noise in the background and we carried on listening, until finally we all had to break off and go to the House of Commons to vote.

[Traduction]

religieuse ou raciale ne puisse jamais l'acquérir. Dans l'un de ces cas, le juge s'est dit d'accord puisqu'il s'agissait du droit fondamental de propriété. Dans un autre cas, la condition précitée a été rejetée.

Il s'agit de savoir si le juge va décider que les droits de propriété ou les droits économiques l'emportent dans certains cas sur le respect et la dignité des individus. C'est à ce chapitre qu'il faut procéder à l'éducation de la magistrature, surtout à celle de ses membres blancs, masculins, riches et non féminins.

Le président: Masculin et non féminin, votre remarque est fort pertinente. Au risque de vous voir vous répéter, j'aimerais vous remercier beaucoup, monsieur Barry, pour votre présence. Comme je l'ai déjà dit, vous avez présenté des observations de grande envergure, qui nous ont été extrêmement utiles, y compris celles que vous avez rédigées sous d'autres formes et que vous avez laissées au greffier du Comité. Nous les lirons certainement. Les opinions que vous venez de nous présenter au sujet de la modification de l'article 15 nous ont également été très utiles. Au nom du Comité, je souhaite vous remercier ainsi que les autres personnes qui se sont présentées devant nous ce matin.

Nous reprendrons nos travaux dans une heure, soit à 13h30. Nous nous réunirons dans la même salle et notre premier témoin sera l'honorable John Crosbie, ministre de la Justice du Canada. La séance est donc levée jusqu'à 13h30.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

Le président: Mesdames et messieurs, je vous souhaite la bienvenue à la reprise des audiences du Comité parlementaire sur les droits à l'égalité, à St-Jean.

Nous avons eu une séance très variée et très intéressante ce matin sur un certain nombre de sujets et sommes ravis d'avoir comme premier intervenant cet après-midi nul autre que l'auteur de toute cette entreprise, l'honorable John Crosbie, ministre de la Justice du Canada.

Permettez-moi, monsieur le ministre, de dire un mot ou deux sur l'historique de votre intervention, pour ceux qui sont ici cet après-midi. À notre première audience publique à Ottawa, quelque temps après la formation du Comité, nous avons eu le ministre de la Justice. En ce temps-là, il siégeait à droite de la table; aujourd'hui, par un changement de direction, nous l'avons à notre gauche. Nous verrons si d'autres choses ont également changé. J'espère que certaines choses ont changé, car lorsque nous avions commencé alors, le ministre avait à peine entamé son exposé que la sonnerie d'appel au vote s'était fait entendre. Il avait continué avec le bruit de la sonnerie à l'arrière-plan et nous étions là à l'écouter quand finalement nous avons dû arrêter et nous rendre à la Chambre des communes pour voter.

[Text]

• 1335

At that time Mr. Crosbie did say to us that he would be happy to come back and talk with us after we had had a little more time to be on the road listening to men and women across the country and to regional and national organizations, all of whom would have had practical experience of living and operating under federal laws and policies and programs and who could give us the benefit of their thinking as to what changes and reforms ought to be made in light of section 15, which is now part of the law of the land guaranteeing legal equality of all Canadians and prohibiting discrimination.

Indeed, we have learned a lot since then, Mr. Minister. We have received now approaching 1,000 written submissions and have heard several hundred individuals and organizations in our fairly intensive period of hearings, and it is a matter of great interest to us that we should now be able to be with you again here in your home city of St. John's and, in a more leisurely atmosphere than we had in Ottawa, to pick up some of those threads we left at that time. I know that you have been making certain statements in the interim as well that relate to the work of our committee. So we are happily together once more and I would ask you to say whatever you would like to. You have the floor and then we will perhaps have some time for some further questions from the members on the committee.

Mr. Minister.

Hon. John Crosbie (Minister of Justice and Attorney General of Canada): Thank you, Mr. Chairman.

I am pleased to have the chance to welcome you and your fellow members to Newfoundland. You are in St. John's of course. This is St. John's East, but St. John's West is not far away; it is just across the harbour. Therefore you are visiting my district and that of Jim McGrath today, and we are very pleased to have you.

The issues you are considering of course are important everywhere in Canada, and they are just as important in Newfoundland.

I must say I am pleased to notice that you have an interpreter here for people who are deaf, I guess it is, showing that you are concerned about all of these issues. I do not remember having seen one before with a parliamentary committee. It is a very good idea.

I have an opening statement. I am not going to read it all. It can be passed around or if the committee wishes you can put it in your records.

I just wanted to say that the fact that you received 1,000 submissions certainly indicates that we made the right choice in asking the House of Commons to appoint this subcommittee. There has been intense interest in the subcommittee's work across the country. I am glad to see that all interested groups have been active and are concerned and have been putting in submissions and that there has been such a tremendous response.

[Translation]

A ce moment, M. Crosbie nous avait dit qu'il serait heureux de revenir et de nous parler lorsque nous aurions été un peu sur les routes à écouter les hommes et les femmes de tous les coins du pays, les organisations régionales et nationales, tous ceux qui auraient vécu l'expérience pratique d'évoluer et de travailler sous les lois, les politiques et les programmes fédéraux et qui auraient pu nous faire part de leurs idées sur les changements et réformes nécessaires aux termes de l'article 15, qui est maintenant partie intégrante des lois du pays et qui garantit l'égalité à tous les Canadiens et interdit la discrimination.

Nous avons en effet beaucoup appris depuis, monsieur le ministre. Nous avons à ce jour reçu près de 1,000 mémoires et avons entendu plusieurs centaines de personnes et d'organisations dans notre période d'audiences plutôt intensive. C'est avec grand intérêt que nous vous retrouvons ici dans votre ville de St. John's, dans une atmosphère plus détendue qu'à Ottawa, pour reprendre le fil des idées que nous avons dû laisser. Je sais qu'entre-temps vous avez fait certaines déclarations sur les travaux de notre Comité. Donc, nous revoilà ensemble et je vous demanderais de nous dire ce que vous avez à dire. Vous avez la parole. Ensuite, nous aurons peut-être un petit peu de temps pour les questions des membres du Comité.

Monsieur le ministre.

L'honorable John Crosbie (ministre de la Justice et procureur général du Canada): Merci, monsieur le président.

Je suis heureux d'avoir l'occasion de vous souhaiter, à vous et à vos collègues du Comité, la bienvenue à Terre-Neuve. Vous êtes à St. John's bien sûr. St. John's est, mais St. John's ouest n'est pas bien loin; c'est juste de l'autre côté du port. Vous êtes donc aujourd'hui dans ma circonscription et dans celle de Jim McGrath et nous sommes très heureux de vous recevoir.

Les questions que vous examinez sont bien sûr importantes partout au Canada mais elles le sont tout autant à Terre-Neuve.

Je note avec satisfaction que vous avez un interprète pour les sourds, et cela montre combien vous vous intéressez à toutes ces questions. Je ne me rappelle pas en avoir vu un auparavant auprès d'un comité parlementaire. C'est une très bonne idée.

J'ai une déclaration préliminaire. Je ne vais pas la lire entièrement. Vous pouvez la faire circuler ou si vous le voulez l'annexer au procès-verbal du Comité.

Le fait que vous avez reçu 1,000 mémoires indique très certainement que nous avons pris la bonne décision lorsque nous avons demandé à la Chambre des communes de former ce Sous-comité. Un intérêt immense s'est manifesté à l'égard de vos travaux partout dans le pays. Je suis content de constater que tous les groupes intéressés se sont montrés actifs et concernés, qu'ils ont présenté des mémoires et qu'il y a eu une si grande réaction.

[Texte]

As you know, you have the paper we presented that raised some of the issues, and I understand that you are considering, of course, a lot of other issues that involve equality in addition to those that were in our discussion paper. You have heard from native women, I understand; from the gay community, including the Newfoundland gay community that you heard from this morning; and, of course, groups representing women, minorities, the handicapped. It is very valuable to have all the views.

Of course a lot of the views you are receiving will conflict. You know that it is not possible for government to accommodate every suggestion that is put forward, but at least because of your appointment we will be sure that all of the needs and concerns of Canadians are being considered at least.

We were pleased to be able to provide financial assistance to certain of the groups that have appeared before you. We funded \$50,000 for the National Action Committee; \$30,000 to COPOH, the handicapped organization; \$33,000 to the Canadian Ethno-Cultural Council. We also have assisted the Canadian Association for Children with Learning Disabilities, the Committee for Racial Justice, the National Association for Women and the Law Steering Committee and an individual who was representing the gay community. Our decisions with respect to financing or assisting in the financing of these presentations were made on the basis of the interests of the group represented and their national character. So without some of this assistance, you may have had less substantial briefs presented to you.

• 1340

Now, while you have been working, we have not been idle. You have had many submissions about funding to aid litigants in equality cases, and that is a matter we have been working on for some months, the Secretary of State and I. We should be in a position to announce what we are going to do about that and how we are going to assist in the next few weeks. We certainly intend to extend the Court Challenges Program to encompass equality cases, but just how and in what manner will have to wait for further detail, when we are ready and when all the i's have been dotted and the t's have been crossed.

Many people have expressed the need for governments to engage in affirmative action programs to try to overcome past inequities. As you know, Flora MacDonald introduced an employment equity bill on June 27 implementing a concept proposed by Judge Abella, and in March 1985 the President of the Treasury Board announced measures to strengthen the affirmative action programs within the Public Service. These are measures that are hopefully another step forward in the quest for equality.

Concerns respecting disabled persons have been expressed across Canada, and access for them in public transportation

[Traduction]

Comme vous le savez, nous vous avons présenté un mémoire où nous avons soulevé certaines questions et je sais que vous êtes à en examiner beaucoup d'autres sur les droits à l'égalité en plus de celles que nous avons soumises. Vous avez entendu des représentantes et représentants des femmes autochtones, des groupements d'homosexuels, y compris les homosexuels de Terre-Neuve, que vous avez reçus ce matin; et bien sûr des groupes représentant les femmes, les minorités, les handicapés. Il est très important d'avoir les vues de tout le monde.

Certes beaucoup de ces vues seront en contradiction les unes avec les autres. Vous savez que le gouvernement ne peut pas donner suite à toutes les propositions qui lui sont faites, mais au moins avec votre Comité nous pouvons être sûrs de connaître tous les besoins et toutes les préoccupations des Canadiens.

Nous sommes heureux d'avoir pu subventionner certains des groupes qui se sont présentés devant vous. Nous avons accordé 50,000\$ au Comité d'action sur le statut de la femme national; 30,000\$ au COPH, la coalition des organisations des handicapés; 33,000\$ au Conseil ethno-culturel du Canada. Nous sommes également venus en aide à l'Association canadienne pour enfants et adultes ayant des troubles d'apprentissage, au Comité pour la justice raciale, au Comité directeur de l'Association nationale de la femme et le droit et à un représentant de groupement d'homosexuels. Nos décisions de subventionner ou d'aider financièrement ces groupements ont été basées sur les intérêts des groupes représentés et sur leur caractère national. Par conséquent, sans une certaine partie de cette aide, vous auriez peut-être reçu des mémoires moins substantiels.

Bon, tandis que vous travaillez, nous n'avons été oisifs. Vous avez reçu de nombreuses demandes d'aide financière de la part de plaignants qui font valoir leur droit à l'égalité, et c'est là un problème que nous examinons depuis quelques mois, le secrétaire d'État et moi-même. Nous devrions être en mesure d'annoncer, au cours des prochaines semaines, ce que nous entendons faire à ce sujet et de quelle façon nous offrirons de l'aide. Nous avons certainement l'intention d'élargir la portée du Programme de contestations judiciaires pour qu'il englobe les causes portant sur les droits à l'égalité, mais vous devrez attendre encore un peu pour en connaître tous les détails, que nous vous communiquerons lorsque nous aurons tout réglé.

De nombreuses personnes ont affirmé qu'il était nécessaire que les gouvernements mettent sur pied des programmes d'action positive afin d'essayer de corriger les inégalités passées. Comme vous le savez, Flora MacDonald a présenté, le 27 juin, un projet de loi concernant l'équité en matière d'emploi qui met de l'avant un concept proposé par le juge Abella. De plus, en mars 1985, le président du Conseil du Trésor a annoncé des mesures visant à donner plus de poids aux programmes d'action positive au sein de la Fonction publique. Nous estimons que ces mesures constituent une autre étape vers l'atteinte de l'égalité.

Partout au Canada, des gens ont exprimé leurs préoccupations concernant les handicapés, et l'accès aux services de

[Text]

services is one of the important issues. As you know, when Mr. Bouchard was Minister of State for Transport, he established an advisory committee composed of representatives of the disabled and of the air, rail, marine and bus transport sectors to prepare recommendations on standards. As you probably know, one of the first inter-city bus services in North America that is fully accessible to wheelchair users is one of the buses operated by Terra Transport here in Newfoundland for the cross-Newfoundland bus service. That was inaugurated, I guess, around six months ago.

Mr. Wilson, in his budget, has asked Parliament to broaden the definition of disability to provide more deductions to assist disabled persons. Within our own department, we are proceeding. I have told them to give high priority to amendments to the Criminal Code that pertain to offenders who suffer from mental disability. I am hoping to have legislation before the House this fall that will deal with improvements to the law in that area of offenders who are suffering from a mental disorder.

So in addition to the work you are proceeding with, work has been going on in the government. Some of these matters are matters within provincial jurisdiction. I am sure you will pass on to the provincial or territorial governments any concerns that have been expressed to you that fall within their area. As you know, there is a federal-provincial meeting on human rights in Ottawa during the first two weeks of September; I forget the exact date.

In ending my preliminary comments, I can assure you that I am aware of my special responsibility as Minister of Justice with respect to the charter, and your recommendations are going to be carefully considered and acted upon quickly. I have no doubt that your recommendations are going to be most valuable in the continuing quest to have a truly egalitarian society here in Canada. Those are my introductory remarks, Mr. Chairman. If you have any questions, I will try to answer them.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Crosbie. Let us begin, then, with the Member of Parliament for Mount Royal, Sheila Finestone.

Mrs. Finestone: Thank you very much, Mr. Chairman. Welcome, Mr. Minister. I am pleased to participate in the ongoing dialogue which, as you pointed out, was interrupted by the bells.

I was very intrigued and pleased with your statement, and I am hopeful that everything I hear in here and read in here will come to fruition. There are a few areas I find a little bit contentious, when you refer to your affirmative action program in the employment equity bill and the Treasury Board's affirmative action program. One of the major complaints we have heard from many womens' groups and from minority groups is the fact that, without the mandatory application, it is really rhetoric and is not going to have the effect they want.

[Translation]

transport public pour ces derniers est une des questions importantes. Comme vous le savez, lorsque M. Bouchard était ministre d'État aux Transports, il a mis sur pied un comité consultatif composé de représentants des handicapés et des secteurs du transport par avion, par chemin de fer, par bateau et par autobus afin qu'ils préparent des recommandations sur des normes. Comme vous le savez probablement, un des premiers services de transport interurbain par autobus en Amérique du Nord qui est entièrement accessible aux personnes en chaise roulante se trouve ici, à Terre-Neuve. Il est exploité par TerraTransport et il a été inauguré il y a environ six mois.

Dans son budget, M. Wilson a demandé au Parlement d'élargir la définition d'un handicap afin de permettre davantage de déductions pour les personnes handicapées. Dans notre propre ministère, nous faisons déjà du travail à cet égard. J'ai dit à mon personnel d'accorder la priorité à la modification du Code criminel en ce qui a trait aux délinquants souffrant d'un handicap mental. J'espère pouvoir présenter un projet de loi à cet égard cet automne.

Ainsi, en plus du travail que vous faites, nous avons continué à en faire de notre côté, au gouvernement. Certains des sujets abordés relèvent des compétences provinciales. Je suis certain que vous transmettez aux gouvernements provinciaux ou territoriaux toute préoccupation qui vous a été présentée et qui relève de leur compétence. Comme vous le savez, il y aura une conférence fédérale-provinciale sur les droits de l'homme à Ottawa durant les deux premières semaines de septembre; j'oublie la date exacte.

Pour finir, je veux vous assurer qu'en tant que ministre de la Justice, je suis conscient de mes responsabilités spéciales en ce qui a trait à la Charte et que j'examinerai avec soin vos recommandations et prendrai rapidement les mesures nécessaires. Je suis certain que vos recommandations s'avèreront un outil très précieux pour façonner une société vraiment égalitaire ici, au Canada. C'est ce que j'avais à dire en guise d'introduction, monsieur le président. Si vous avez des questions, j'essaierai d'y répondre.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Crosbie. Commençons les questions en donnant la parole au député de Mont-Royal, madame Sheila Finestone.

Mme Finestone: Merci beaucoup, monsieur le président. Monsieur le ministre, je vous souhaite la bienvenue. Je suis contente de participer à ce dialogue permanent qui, comme vous l'avez souligné, a été interrompu par la cloche.

Votre propos m'a plu mais il m'a beaucoup intriguée, et j'espère que tout ce qu'il contient se réalisera. Néanmoins, il y a quelques points qui me semblent un peu contestables, lorsque vous parlez du programme d'action positive dans le cadre du projet de loi concernant l'équité en matière d'emploi et du programme d'action positive du Conseil du Trésor. Une des principales plaintes qui a été formulée par de nombreux groupes de femmes et des groupes minoritaires porte sur le fait que, sans un règlement d'application obligatoire, tous ces programmes demeurent lettre morte et n'atteignent pas leurs objectifs.

[Texte]

• 1345

That being said, perhaps you would elaborate on the responsibility, which maybe the Ministry of Justice would have, with respect to the application. When you see laws coming through and they relate to what we have been heard in our hearings; how would you perceive having the feedback to change, or impact on, the laws being presented? Because, in a sense, your ministry through you, chose to establish this equality rights committee, and to consult, rather than to legislate, in many of the areas that minority groups, the handicapped, and women felt should have been obvious areas for political rather than judicial decisions.

As I pointed out, I think many women's groups and minority groups in a sense were outraged, because they had already pointed out in both obstacles where many things had been changed but not enough to suit them. Certainly in the *Equality Now* report, they had pointed out, too, that you are now asking for a duplication of effort. They had already enunciated their areas of concern. yet they were repeating once again—although new facts did come to the surface—areas of discrimination or constraints to equal opportunity which they felt merited inclusion in your initial bill, rather than being put into your discussion paper. I think there was that sense of disappointment.

I know you can say that the Constitution provided three years, and that delay was an appropriate delay in order that we could study and examine and then propose the kinds of amendments needed.

But now, look: the exchange has taken place; we have heard from these Canadians; they have identified and reconfirmed the areas once again that require legislative change. I am wondering, sir, could you give us, and concerned Canadians, your guarantee that . . . well, I think you have said it, but I just want to hear it from you again. Are you suggesting, or are you stating, that our report will guide you, and will ensure that legislation will be tabled which will reflect the thinking that this committee reflects to you, quickly, and so that we will have legislative rather than judicial change?

Mr. Crosbie: I think I can promise you, Mrs. Finestone, that we will be at least as quick as our predecessors were. They had 20 years to move in many of these areas and when I took over as Minister of Justice I received . . .

Mrs. Finestone: I do not buy that. Please . . .

Mr. Crosbie: —nothing from my predecessor. There is nothing in the department indicating where any action should be taken on these areas where you say we should have acted immediately. Parliament has already enacted a Charter-conformity bill in which obvious inequalities reflected in legislation were changed. And I think that any member of this committee who has spent the last six or eight months looking at these issues will realize that the issues we have asked for your advice on are not black and white by any means—they are issues of great importance—and that it is extremely

[Traduction]

Une fois cela dit, vous pourriez peut-être nous parler de la responsabilité du ministre de la Justice pour ce qui est de l'application. Lorsque vous voyez les projets de loi qui sont présentés et qui se rapportent aux propos discutés au cours de ces audiences, comment estimez-vous pouvoir tenir compte de cette information pour modifier les lois qui sont présentées? Car, dans un certain sens, votre Ministère a choisi d'établir ce Comité sur les droits à l'égalité et de consulter la population plutôt que d'adopter des lois dans un grand nombre de domaines qui, selon les groupes minoritaires, les handicapés et les femmes, relevaient davantage d'une décision politique que judiciaire.

Comme je l'ai mentionné, je crois que de nombreux groupes de femmes et groupes minoritaires étaient choqués, car ils avaient déjà souligné que plusieurs choses avaient changé, mais pas suffisamment à leur convenance. Certainement, dans le rapport intitulé *L'égalité ça presse*, ils avaient souligné leurs préoccupations, et vous leur demandez maintenant de tout recommencer. Cependant, ils ont répété encore une fois, bien que de nouveaux faits se soient présentés, les domaines où il y a de la discrimination ou des empêchements à l'égalité des chances et ils croyaient que ces domaines méritaient d'être inclus dans votre projet de loi initial plutôt que dans votre document de travail. Je crois qu'ils ont été désappointés.

Je sais que vous pouvez dire que la Constitution prévoyait un délai de trois ans et que ce délai était approprié afin que l'on puisse étudier et examiner tous les aspects de la question, puis proposer les modifications nécessaires.

Mais, maintenant, l'échange des points de vue a eu lieu, nous avons écouté les Canadiens et ils ont confirmé et reconfirmé les domaines qui doivent être modifiés par des lois. Pourriez-vous nous donner, à nous et à tous les Canadiens qui se préoccupent de ces questions, la garantie que . . . bien, vous l'avez déjà donnée, je crois, mais je veux vous l'entendre dire encore une fois? Affirmez-vous que notre rapport vous servira de guide et que les projets de loi qui seront présentés traduiront les recommandations de ce Comité, si bien que nous aurons rapidement des changements législatifs plutôt que judiciaires?

M. Crosbie: Je peux vous promettre, madame Finestone, que nous serons au moins aussi rapides que nos prédécesseurs. Ils ont eu vingt ans pour agir dans plusieurs de ces domaines et, lorsque je suis devenu ministre de la Justice, je . . .

Mme Finestone: Je ne veux pas entendre cet argument. S'il vous plaît . . .

M. Crosbie: . . . n'ai rien reçu de mon prédécesseur. Le Ministère ne dispose d'aucun document indiquant les domaines où il faudrait prendre des mesures et où vous me dites que nous aurions dû agir immédiatement. Le Parlement a déjà adopté une loi modifiant certaines lois eu égard à la Charte canadienne des droits et libertés et corrigeant des inégalités évidentes dans les lois. En outre, je crois que n'importe quel membre de ce Comité qui a passé les six à huit derniers mois à examiner ces questions se rend compte que les questions sur lesquelles nous vous avons demandé votre avis ne peuvent pas

[Text]

important to raise the consciousness of Canadians about these issues. For example, who in Canada had discussed, or even thought about, the issue of whether or not homosexuals or lesbians should be permitted to be members of the armed forces before this committee started its work? I have never seen it discussed in my wide reading of the papers, and so on.

So that is the purpose of this committee. It is to raise these issues before the Canadian people so that they can be involved and start thinking about what should be done about them. Just let me make it clear that I think that the establishment of this committee was very important and essential, and was not established to postpone or delay anything.

Now with respect to the issue of groups who have come before you, and who want action immediately and so on, well, we know that. But we can only act when the people in society generally have acquired some knowledge of these issues and are prepared to have actions taken. You know, we cannot act in the dark. In this area, many of these issues will take some time.

As far as the Department of Justice is concerned, we already have the responsibility of examining any proposed legislation to see that it conforms to the Charter. That is in the future. That is one of my responsibilities as Minister of Justice.

• 1350

However, with respect to important areas of policies, such as the one I just mentioned—the question of the Armed Forces and homosexuals—that is something for the Minister of Justice to decide. It is not open and shut as to whether this is a form of discrimination prohibited by the charter or not. We do not know for sure whether that is so or not. When we get your advice as to what you think the policy should be in that area, then the government can make a decision as to whether it agrees with you or not. That is why the committee was set up.

Mrs. Finestone: I have no argument, Mr. Minister, with having set up the committee. I think it was very important that you do that. But I do take issue when you say there was nothing when you came into that ministry. There had been put into place an audit committee; there had been put into place a series of reports which were forwarded to your ministry from all the other ministries. You yourself said that you considered that privileged client-lawyer communication. The end result of that is there has been duplication of effort, a difficult time on the part of our staff, and you have made life very hard for us to come up with original new research when you had all that information that you should have given access to. First of all, Claire Beckton herself was responsible for that research, and none of that research material was turned over to our committee, which you named, which made it very difficult. I know there was consultation, but not the actual material. If I am wrong I stand corrected.

[Translation]

être tranchées au couteau—ce sont des questions très importantes—et qu'il est très important de faire réfléchir les Canadiens sur ces sujets. Par exemple, avant que ce Comité ne commence ses travaux, qui, au Canada, avait discuté de la question, ou même pensé à la question, de l'admission des homosexuels et des lesbiennes dans les rangs des Forces armées canadiennes? Je n'ai jamais rien vu à ce sujet dans tous les documents que j'ai lus.

C'est là le mandat de ce Comité. Il doit porter ces questions à l'attention des Canadiens afin que ces derniers puissent réfléchir à la façon de les régler. Permettez-moi de mettre une chose au point: à mes yeux, la formation de ce Comité était une étape très importante et essentielle, et il n'a pas été établi pour retarder quoi que ce soit.

Maintenant, pour ce qui est des groupes qui se sont présentés devant vous et qui veulent que l'on prenne des mesures immédiatement, je veux dire que nous pouvons agir seulement lorsque la société en général aura acquis une certaine connaissance de ces questions et sera prête à prendre des mesures. Nous ne pouvons pas agir dans le noir. Dans beaucoup de ces domaines, il faudra encore un certain temps avant d'agir.

Pour ce qui est du ministère de la Justice, nous avons déjà la responsabilité d'examiner tout projet de loi afin de nous assurer qu'il est conforme à la Charte canadienne des droits et libertés, c'est-à-dire dans l'avenir. C'est là une de mes responsabilités en tant que ministre de la Justice.

Cependant, en ce qui concerne les secteurs importants de la politique, comme celui que je viens de mentionner, c'est-à-dire la question des Forces armées et des homosexuels, c'est au ministre de la Justice de décider. Nous ne savons pas vraiment s'il s'agit d'une forme de discrimination qui est interdite par la Charte ou non. Lorsque vous nous donnerez votre avis sur la politique à adopter dans ce domaine, le gouvernement pourra alors prendre une décision et savoir si elle vous convient. C'est pourquoi le Comité a été établi.

Mme Finestone: Monsieur le Ministre, je n'ai aucune objection en ce qui concerne l'établissement du Comité. Je crois que c'était une mesure très importante à prendre. Mais là où je suis en désaccord, c'est lorsque vous dites qu'il n'existait rien à votre arrivée au Ministère. Un Comité de vérification avait été créé, une série de rapports avaient été soumis à votre ministère de la part d'autres ministères. Vous-même avez déclaré que vous envisagiez la confidentialité des communications entre clients et avocats. Le résultat de tout ceci c'est qu'il y a eu un dédoublement des efforts, des problèmes pour votre personnel ainsi que pour nous puisque nous ne pouvions faire aucune recherche nouvelle et originale alors que vous aviez tous ces renseignements auxquels vous auriez dû nous donner accès. Tout d'abord, Claire Beckton elle-même était responsable de cette recherche et aucun document de recherche n'a été transmis à notre Comité, nommé par vous-même, ce qui a rendu les choses très difficiles. Je sais qu'il y a eu consultation mais non échange de documentation. Je vous prie de me corriger si je me trompe.

[Texte]

The last question I would like to ask you, and I think it is important, is about the relationship between the federal government and the provincial government. I was pleased to hear that you are going to have this meeting which will look at how the federal and provincial arms can impact on the society and reflect the views of removal of discrimination, because right here in Newfoundland, around education as an example, which is protected under the BNA Act, you have discrimination based on religion coming into the foray. Are you going to be looking at these kinds of issues in your federal-provincial ministerial conferences; and are they scheduled at this human rights session?

Mr. Crosbie: There is a whole series of issues on the agenda of that conference to be considered by federal and provincial Ministers, including equality rights. All of the current relevant issues in the human rights field are going to be considered.

On the first point that you were onto—the records of the Department of Justice, which you wanted given to the committee—that was a matter that was dealt with some months ago. We are not in a position to turn over to this committee, or any committee, the files and records of the Department of Justice on any issue, but we made arrangements for any information that you needed to be obtained for you. As far as I know that has been done. I have not had any complaints that there has been any lack of co-operation, or whatever. We are not going to turn over our records or our opinions of what lies behind them to any committee or subcommittee, and I have not heard of any difficulty in presenting you with information on anything you wanted to have information on.

The other point was this: that your colleague, Mr. Kaplan, at the start of the work of this committee, took the time out to write to different individuals and groups across Canada recommending to them that they not appear before the committee or make any submission to the committee. Despite that attempt to sabotage the committee, I am glad to have the information the chairman provided us with that 1,000 people have submitted briefs and submissions. I think it will be most useful and will be very helpful to us in the fall when we deal with your recommendations.

The Chairman: Thank you.

Perhaps just for the record I should state that the director of research for our committee has reported to me that there has been a very good working relationship with officials as far as discussing what had been looked at earlier so that our committee had the back-up benefit of that kind of work. I think there has been some good co-operation and help there, and that has been part of what has enabled us to do a rather large job in a short time. However, I think that issue is one that need not detain us further.

• 1355

I would like to now ask Pauline Browes, MP for Scarborough Centre, if she has any questions.

Mrs. Browes: Thank you, Mr. Chairman. Mr. Minister, it is a delight to be back in St. John's. I was here a couple of years

[Traduction]

La dernière question que j'aimerais vous poser, et je crois qu'elle est importante, porte sur les rapports entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial. Je suis heureuse d'apprendre que vous allez vous réunir pour examiner comment les gouvernements fédéral et provinciaux peuvent influencer la société et appuyer toute mesure anti-discriminatoire parce qu'ici à Terre-Neuve, en prenant l'éducation comme exemple, qui est protégée par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, une discrimination fondée sur la religion commence à apparaître. Allez-vous examiner ces problèmes lors de vos conférences ministérielles fédérale-provinciales? Vont-elles porter sur la question des droits de l'homme?

M. Crosbie: Il existe toute une série de questions à l'ordre du jour de cette conférence, y compris les droits à l'égalité. Tous les problèmes actuels et pertinents en matière de droits de la personne vont être examinés.

En ce qui concerne le premier point que vous avez soulevé, les dossiers du ministère de la Justice que vous vouliez obtenir pour le Comité, cette question a été traitée il y a quelques mois. Nous ne sommes pas en mesure de donner à ce Comité ni à tout autre Comité les dossiers du ministère de la Justice sur une question donnée, mais nous avons pris des mesures pour que les renseignements dont vous avez besoin vous soient transmis. À ma connaissance, cela a été fait. Je n'ai pas reçu de plaintes au sujet d'un manque de collaboration. Nous n'allons pas transmettre nos dossiers et nos opinions à n'importe quel comité ou sous-comité et à ce que je sache, nous ne nous sommes pas opposés à vous donner les renseignements que vous avez demandés.

L'autre point était le suivant: votre collègue, M. Kaplan, au début des travaux de ce Comité, a pris la peine d'écrire à différentes personnes et groupes au Canada pour leur recommander de ne pas comparaître devant le Comité et de ne lui faire aucune déclaration. Malgré cette tentative de sabotage, je suis heureux de vous informer que, selon le président du Comité, 1,000 personnes ont déjà présenté des mémoires et des exposés. Cela nous sera très utile à l'automne lorsque nous examinerons vos recommandations.

Le président: Merci.

Je devrais ajouter que le directeur des travaux de recherches de notre Comité m'a informé qu'il avait eu de très bons rapports de travail avec les autorités en discutant de ce qui avait été examiné antérieurement afin que notre Comité profite de ce qui avait été accompli. Je crois qu'il y a eu une bonne coopération et c'est ce qui nous a permis en partie de faire beaucoup de travail en peu de temps. Cependant, nous n'avons pas besoin de nous éterniser là-dessus.

J'aimerais demander à Pauline Browes, députée de Scarborough, si elle a des questions à poser.

Mme Browes: Merci, monsieur le président. Monsieur le ministre, je suis très heureuse d'être de retour à St. John's où

[Text]

ago as a member of the Canadian Public Health Association Conference when the new hotel was just opened, so I was delighted to come back today.

First let me say how pleased I am to be part of this committee and to have travelled across Canada to hear the viewpoints of not only a thousand submissions, but a thousand submissions representing a great number of persons. Of the submissions we have had, a great number of them have been representing groups that represent a good number of persons across Canada.

I would like to focus my question, Mr. Crosbie, on the money side of it, and first of all say how important it was to have the various groups that you mentioned in your statement funded in order to provide the research for those groups to bring their viewpoints to this committee. Secondly, the litigation fund that you have stated will be set up is also most important to this committee. I believe it will be certainly used in those particular cases that need to be brought to the court, so that regardless of the financial situation of the individual, if the case is important enough to come before the Supreme Court in fact they would be able to do that.

My third point concerning the money aspect is that in many cases where we have been talking about equality there is a cost factor to it. This morning, when we were speaking on the submission concerning Mr. Hollett, we were hearing about the cost factor perhaps that will be prevalent in relation to the amount of money that would be provided either at the provincial or federal level in order to provide the transportation. We think of the airports across the country that may need to be changed in order to be accessible—airplanes, buses, the municipalities that will need to have funds in order to make section 15 work. We have heard, on the other hand, people say you cannot put a cost factor on equality; equality is equality, and regardless of what it costs we need to institute section 15 immediately, because it is in force.

With those things in mind, of whether we do it now or whether we can afford it now with a \$35 billion debt in this country, what would be your recommendation to the cost factor of it as you would be dealing with the other Ministers as they attempt to implement the various aspects of section 15 as it relates to their ministries in terms of cost?

Mr. Crosbie: I think certainly we will have to have some sensible plan for phasing in recommendations in some of these areas, which are going to be very costly. Society can only absorb so much at a time. In the area of transportation that you are mentioning, the costs there are in the hundreds and hundreds of millions of dollars to do what needs to be done. Obviously it is going to have to be done over a period of time. So we will just have to decide what seems to be a reasonable time period for implementing the recommendations and which is most important to happen immediately within the resources available and the like. So that will certainly be a factor. We will have to move as quickly as we can and as the resources of society allow us.

[Translation]

je me trouvais il y a quelques années comme membre de l'Association canadienne d'hygiène publique lorsque l'hôtel venait d'être inauguré, et je suis heureuse d'y retourner.

D'abord, permettez-moi d'exprimer mon grand plaisir de faire partie de ce Comité et d'avoir voyagé à travers le Canada pour recueillir les opinions non seulement de centaines de personnes mais un millier de déclarations qui représentent un grand nombre de personnes et de groupes.

Monsieur Crosbie, j'aimerais porter ma question sur l'aspect financier. Premièrement, il est très important que les divers groupes que vous avez mentionnés soient subventionnés afin de pouvoir présenter leurs opinions à ce Comité. Deuxièmement, le fonds réservé aux litiges dont vous avez annoncé la création est également très important pour ce Comité. Je crois qu'il sera certainement utile dans les cas qui ont besoin d'être soumis aux tribunaux afin que, indépendamment de la situation financière de la personne, si le cas est assez important pour être soumis à la Cour suprême, il le soit.

Troisièmement, pour ce qui est de l'aspect financier des recours en matière de droits à l'égalité, il existe un facteur coût. Ce matin, lorsque nous discutons de l'exposé concernant M. Hollett, nous avons entendu parler du facteur coût par rapport au montant d'argent qui serait fourni soit au niveau provincial, soit au niveau fédéral, afin d'assurer le transport. Il faudra penser aux aéroports dans ce pays qui devront subir certains changements afin d'être rendus accessibles, aux avions, aux autobus, aux municipalités qui ont besoin de subventions afin d'appliquer l'article 15. Par ailleurs, certaines personnes prétendent qu'on ne peut tenir compte du facteur coût en ce qui concerne les droits à l'égalité. Les droits à l'égalité sont ce qu'ils sont et quel qu'en soit le coût, nous avons besoin d'appliquer l'article 15 immédiatement parce que c'est un article en vigueur.

Compte tenu de tous ces facteurs, que nous puissions ou non appliquer l'article 15 maintenant avec une dette de 35 milliards de dollars, quelle serait votre recommandation en ce qui concerne le facteur coût lors de votre réunion avec les autres ministres afin d'appliquer les divers aspects de l'article 15?

M. Crosbie: À mon avis, il faudra certainement que nous ayons un projet raisonnable pour étaler les recommandations, dans certains de ces domaines, qui seront très onéreuses. Il existe un seuil de tolérance des coûts que la société ne peut dépasser à un moment donné. Dans le secteur du transport que vous mentionnez, pour faire ce qui a besoin d'être fait, il faudrait des centaines et des centaines de millions de dollars. Il est évident que cela ne peut se faire du jour au lendemain. Il faudra donc que nous décidions d'un délai raisonnable pour appliquer les recommandations et que nous fixions un ordre de priorité compte tenu des ressources disponibles. Cela constituera certainement un facteur à retenir. Il nous faudra agir aussi rapidement que possible, et ce dans la limite des ressources qui nous sont disponibles.

[Texte]

• 1400

Mrs. Browes: Would you say that the committee should set those priorities or would you say that it should be left to your ministry?

Mr. Crosbie: It would be helpful if the committee could give some views on what it considers to be most essential and what should be done first—if it can, you know—what it considers the priorities to be. We have to recognize that there are recommendations that are going to cost billions eventually and there is no possible way it can all be done in a year or even a couple of years. Your views on what order should be followed, as far as what is highly important and so on, would certainly be useful.

Le président: Merci. Monsieur Roger Clinch.

Mr. Clinch: Mr. Minister, one of the concerns I have had from the committee's inception is the treatment of the open-endedness of the charter. We have had representations from different groups which would suggest amending section 15, making further additions. A prime example of this is in the area of sexual orientation, and we have heard from Vancouver to St. John's.

My own personal opinion is that the list should not be restrictive and should remain open-ended. If we start tampering with amendments to section 15, including other things, the list will no longer be viewed as open-ended. I am wondering what your personal opinion is on the open-endedness of section 15 as regards additions and amendments which would include other groups in section 15. Again, I am referring specifically to the recommendations of the gay community in St. John's this morning, and across the country, that section 15 should be amended to include sexual orientation and non-discrimination grounds.

Mr. Crosbie: I believe that it is our view and the view of my legal advisers that it is open-ended now. It is not closed. Unless the courts find through their interpretation that it is closed, there is no need to amend the section. We believe it to be open-ended now and there is no impediment to areas such as you have mentioned being covered. It is not exclusive as it now stands. If we found out we were wrong—I mean this is just an opinion—and the courts decide otherwise, then I think an amendment would be desirable.

Mr. Clinch: Thank you very much.

Mrs. Finestone: Does that mean you are going to go to judicial route on that?

Mr. Crosbie: Yes. We do not see any necessity to go any other route. As far as we are concerned it is open-ended now. That is our interpretation. But if the courts found otherwise, we would have to consider an amendment.

The Chairman: That is also, I should say, the attitude that we have taken on the committee. It is clearly open-ended. It is

[Traduction]

Mme Browes: Selon vous, est-ce le Comité qui devrait établir les priorités et ce soin ne devrait-il pas plutôt être laissé à votre ministère?

M. Crosbie: Il serait utile que le Comité précise quels points il considère les plus essentiels et qu'est-ce qui devrait être fait en premier—s'il le peut—enfin, ce qu'il juge prioritaire. Nous devons reconnaître que certaines recommandations pourraient éventuellement représenter des milliards de dollars et qu'il est absolument impossible de tout faire en un an, voire en deux ans. Il nous serait certainement utile de connaître votre avis sur la façon dont les choses devraient se dérouler et sur ce qui importe le plus notamment.

The Chairman: Thank you. Mr. Roger Clinch.

M. Clinch: Monsieur le ministre, l'une de mes préoccupations depuis le début des travaux du Comité a trait à l'interprétation de la Charte. Différents groupes nous ont fait des représentations donnant à entendre que l'article 15 devrait être modifié, ou que des ajouts devraient y être apportés. Des représentations concernant notamment l'orientation sexuelle nous ont été faites de Vancouver à St. John's.

À mon avis, la liste ne devrait pas être restrictive et devrait être sujette à interprétation. Si nous commençons à modifier le texte de l'article 15, pour y inclure de nouvelles dispositions, la liste ne pourra plus être considérée comme non restrictive. Je me demande ce que vous pensez du caractère non restrictif de l'article 15 et de la possibilité d'y apporter des ajouts et des amendements pour que de nouveaux groupes y soient mentionnés. Là encore, je pense plus particulièrement aux recommandations qui nous ont été faites ce matin par la communauté «gay» de St. John's, et partout ailleurs au pays, en vue d'obtenir que l'article 15 soit modifié de façon à inclure l'orientation sexuelle parmi les motifs ne pouvant servir de fondement à des discriminations.

M. Crosbie: À mon avis comme à celui de mes conseillers juridiques, cet article prête à interprétation. Il n'est pas restrictif. A moins que les tribunaux n'émettent un avis contraire, je ne vois pas la nécessité de modifier l'article 15. Cet article n'est pas restrictif et il n'est pas grave que des points comme celui que vous avez soulevé n'y soient pas expressément mentionnés. Cet article, dans sa forme actuelle, n'est pas restrictif. S'il se révèle que nous avons tort—il ne s'agit là que de notre opinion à nous—des tribunaux ne partageant pas notre avis, il faudra alors, me semble-t-il, voir à modifier la Charte.

M. Clinch: Merci beaucoup.

Mme Finestone: Cela veut-il dire que vous allez vous en remettre au jugement des tribunaux?

M. Crosbie: Oui. Nous ne voyons pas la nécessité de procéder autrement. À notre avis à nous, la Charte n'est pas restrictive. C'est ainsi que nous l'interprétons. Si toutefois les tribunaux jugent qu'il en est autrement, il nous faudra alors envisager d'apporter des modifications à la Charte.

Le président: C'est aussi, je peux dire, l'avis du Comité. L'article est non restrictif, à n'en pas douter. D'autres groupes

[Text]

on that basis that other subjects have been brought before us, those specifically enumerated as prohibited grounds of discrimination. As Mr. Clinch has mentioned, some have then argued that for greater certainty they should be amended—section 15 itself should be amended to include them.

Leo Barry, who spoke before the noon break, took the position that it is probably quite premature to start amending section 15 when it has only so recently become a part of the law. We should see how it evolves.

Mr. Minister, there is another rather general question about approach and interpretation on which you might give us the benefit of your thinking. Mary Collins, who is a member of this committee but unable to be here this afternoon, has said on several occasions that the way we are proceeding is to go on the premise that equality is guaranteed for all. We are making the assumption that there should not be any inequalities except in cases where people can justify them—of course, that is section 1 of the charter—and that we, in our committee, are not really to be pre-occupied with the justifications. Rather than trying to rationalize the existing order, we are listening to perhaps ministers of existing departments, departments with existing programs, or statutes; we are listening for them or others to come up with any kind of proper justification that can be made to limit equality.

• 1402

For example, consider the role of women in the Canadian Armed Forces. We are looking at section 15 and you would have to say on the reading of that section that it should be open to any woman who can do the job specified within the different classifications in the Canadian Armed Forces, it should be open to her to pursue without restriction, and it in fact would not have to be up to the Department of National Defence to justify the restrictions that have developed and have been part of public policy to date.

I wonder if you have any comments generally about that approach; how you, yourself, see this process unfolding. Very clearly, what is at the core of our task is to look at existing conditions, present statutes, try to make them come into accord with a dramatically new provision and not drag through that process all of the rationales that may necessarily have existed for statutes enacted 10, 15, 20, 50 years ago.

Mr. Crosbie: This is the task you are going to have. We then are going to have to decide—when I say we, I mean the government—whether or not we agree with the conclusions you have reached on how these policy questions should be resolved, and if we do agree, we have to decide in what order and how we are going to tackle them as some of these things may be quite revolutionary.

If the committee, for example, considers that women should be permitted a combat role in the armed services, this is not

[Translation]

nous ont fait des représentations à ce sujet, concernant les motifs expressément énumérés dans l'article comme ne pouvant servir de fondement à des discriminations. Comme M. Clinch l'a mentionné, certains groupes se sont dits d'avis qu'il vaudrait mieux, pour plus de sécurité, que l'article 15 soit modifié de façon à ce que d'autres motifs non acceptables y soient mentionnés.

Léo Barry, qui a témoigné devant le Comité avant la pause de ce midi, s'est dit d'avis qu'il est probablement trop tôt pour commencer à modifier l'article 15, qui vient tout juste d'être inclus dans la loi. Il faudrait d'abord voir comment les choses vont évoluer.

Monsieur le ministre, il y a une autre question d'ordre assez général, en matière d'approche et d'interprétation, sur laquelle il serait utile de connaître votre opinion. Mary Collins, qui est membre de ce Comité mais qui ne pouvait pas être présente cet après-midi, a dit à plusieurs reprises que nous avons pour prémisses que l'égalité est un droit garanti à tous. Nous présumons au départ qu'il ne devrait y avoir aucune inégalité, sauf dans les cas où on peut le justifier—je pense ici, il va sans dire, à l'article 1 de la Charte—et que nous, du Comité, n'avons pas vraiment à nous préoccuper des justifications. Plutôt que d'essayer de rationaliser l'ordre existant, nous écoutons ce que peuvent avoir à nous dire les ministres en poste, dont les ministères mettent en oeuvre des programmes ou appliquent des lois; nous écoutons ces ministres et les autres personnes qui peuvent se présenter à nous et justifier de façon appropriée une limite à l'égalité.

Considérons, par exemple, le rôle des femmes dans les Forces armées canadiennes. Si l'on en juge par l'article 15, on en vient à la conclusion que toute femme devrait pouvoir, sous réserve de satisfaire aux exigences des différents postes, poursuivre sans restriction une carrière dans les Forces armées canadiennes, et qu'il ne devrait pas, dans les faits, incomber au ministère de la Défense nationale de justifier les restrictions qui ont vu le jour avec le temps et qui font encore partie de la politique publique.

Je me demande si vous avez des observations générales à faire à ce sujet; quelle est votre opinion personnelle là-dessus. Il ne fait pas de doute que l'essentiel de notre tâche se résume à considérer la situation existante, les lois actuellement en vigueur, et à essayer de les rendre compatibles avec une disposition tout à fait nouvelle, sans remettre en cause tous les motifs qui ont pu justifier l'adoption de ces lois, il y a de cela 10, 15, 20 ou 50 ans.

M. Crosbie: Tel est le défi que nous devons relever. Nous allons devoir décider—quand je dis nous, j'entends le gouvernement—si oui ou non nous sommes d'accord avec vos conclusions concernant la façon dont ces questions d'ordre politique devraient être résolues et, dans l'affirmative, dans quel ordre nous allons nous attaquer à ces questions et comment nous allons nous y prendre, certains aspects de ces dernières pouvant être assez révolutionnaires.

Mettons, par exemple, que le Comité considère que dans les Forces armées canadiennes, les femmes devraient pouvoir aller

[Texte]

something you can whistle into being overnight. I imagine it would take the armed services several years at least to adjust or change to that. There would be certain costs involved and so on. I do not think we can expect overnight changes; we are going to have to be able to deal with very severe changes.

The public does not realize that we already have had a revolution in Canadian society. The adoption of a charter was a revolution. It has changed the whole power structure of Canadian society. It has taken tremendous power from governments and given it to the courts of Canada, the Supreme Court of Canada, which is not widely realized. Not only can they strike down our laws now, but they say they can challenge policies adopted by Cabinet and so on. Therefore, we are in a whole new legal environment in Canada. There has been a revolutionary change.

This is the only way I can see that we can proceed with the changes you recommend; you cannot and we cannot revolutionize every area of Canadian life immediately once we receive your recommendations. Of course, you may not recommend any changes, but I would say from what I hear that it is likely you will be recommending some.

The Chairman: In fact, if the committee had been in a position to issue an interim report, we had already arrived at a consensus with respect to the question of a fund to deal with litigation that would challenge existing laws under section 15. Since we are not going to be issuing an interim report and you will soon announce the nature of that fund—how it will operate, its amount, how long it will last, and other criteria—I guess we will probably only be in a position to comment on it in our report in about seven weeks' time. But there were certain features about that which we felt were important, such as its being at arm's length from the government so that you, as Minister of Justice, would not be in the difficult—indeed, invidious—position of having someone come to you and ask: Please, sir, can we have some money to challenge one of your laws in court which you will be having your lawyers defend? That is why we felt an arm's length nature to it was appropriate.

We also considered the merit of a sunset provision that would see the fund operate for perhaps a decade and then expire, unless it could at that time again be justified that there were still a number of reasons to keep it going. So these were two of perhaps a half dozen ideas that we had already agreed on.

Sheila Finestone, did you have a final question?

[Traduction]

au combat. Il s'agit là d'un genre de situation qui ne peut changer en deux temps trois mouvements. J'imagine qu'il faudrait aux Forces armées plusieurs années au moins pour s'ajuster à un changement de ce genre. Cela n'irait pas sans coûts supplémentaires entre autres. Les choses ne peuvent pas changer comme par enchantement; nous allons devoir nous attaquer à des changements très importants.

Le public ne se rend pas compte qu'il y a déjà eu révolution dans la société canadienne. L'adoption d'une Charte était en soi une révolution. Ce texte a changé toute la structure du pouvoir au sein de la société canadienne. Elle a retiré au gouvernement d'énormes pouvoirs pour les remettre aux tribunaux du Canada, la Cour suprême du Canada, ce dont peu de gens se rendent compte. Non seulement les tribunaux peuvent-ils rejeter certaines lois maintenant, mais ils prétendent aussi pouvoir remettre en question des politiques adoptées par le Cabinet, entre autres choses. Sur le plan juridique, la situation est donc totalement nouvelle au Canada. Une révolution a eu cours.

C'est tout ce que nous pouvons faire relativement aux changements que vous recommandez. Vous ne pouvez pas et nous ne pouvons pas non plus modifier du tout au tout tous les aspects de la société canadienne, de façon à ce que vos recommandations soient mises en oeuvre sur-le-champ. Il est possible aussi, bien sûr, que vous ne recommandiez aucun changement, mais il est fort probable, si j'en juge par vos témoignages, que vous allez recommander un certain nombre de changements.

Le président: En fait, si le Comité avait pu publier un rapport provisoire, il aurait pu, un consensus ayant été atteint à ce sujet, y recommander la création d'un fonds devant servir à contester des lois actuellement en vigueur sur la base de l'article 15. Comme nous ne publierons pas de rapport provisoire et que vous annoncerez bientôt la nature de ce fonds—la façon dont les choses se dérouleront, la somme en cause, le temps pendant lequel ce fonds continuera d'exister, etc.—je suppose que nous ne pourrions probablement pas faire de commentaires à ce sujet dans notre rapport avant sept semaines environ. Cependant, à ce sujet, il y avait certaines caractéristiques qui, à notre avis, étaient importantes, comme le fait de n'avoir aucun lien de dépendance avec le gouvernement, de sorte que vous, à titre de ministre de la Justice, ne vous retrouveriez pas éventuellement dans la position difficile, en fait, odieuse, de voir quelqu'un s'adresser à vous en ces termes: monsieur, puis-je demander des fonds pour défier devant la cour une de vos lois que vos avocats pourront défendre? Voilà pourquoi nous croyons que la clause d'indépendance était appropriée.

Nous avons aussi étudié le mérite d'une disposition de temporisation qui permettrait d'utiliser le fonds pendant à peu près une décennie puis de le laisser s'épuiser, à moins qu'à ce moment-là maintes raisons justifient toujours de le conserver. Voilà au moins deux de la demi-douzaine d'idées sur lesquelles nous nous étions mis d'accord.

Sheila Finestone, avez-vous une dernière question?

[Text]

Mrs. Finestone: I would like to continue the line of questioning you just had.

Mr. Minister, you say we are into a new revolutionary era as a result of the Constitution, and that the judiciary will have even more power is what I read into what you had to say. On the other hand, I think laws have been interpreted for a long time by the judiciary. We have given them some additional hooks to hang their hats on, which is a reflection of all Canadian parliamentarians' thought with respect to what they want our society to look like.

With that in mind, I wonder how you reacted to the decision where the court ruled that the CN program favouring women's jobs was an illegal decision. The result was that the law was not allowed to have the catch-up provisions, retroactivity. I do not understand and did not read the decision of the court. But we do have section 15.(2) which allows for a remedial action, and I gather it is the retroactivity that is in question here.

What is the action that you, as the Minister, who in a sense should show leadership and direction . . . ? Can you not order or countermand now? I would like to understand what happens. The women's movement has seen this as necessary. This is not a criticism of the fact that you did not, although I said something about that earlier, but had you legislated prior to this mandatory affirmative action, in a sense, would we be in this position? Can you now dismiss what the Federal Court of Appeal . . . or send your lawyers in to defend the most open approach as we go to appeal? What is your perception of this?

Mr. Crosbie: This is a case, of course, under the Canadian Human Rights Act. It is not a charter case.

Mrs. Finestone: But in a sense, does it not show some direction that the charter may run into problems legislatively versus judicially?

Mr. Crosbie: The charter has far broader provisions in this area in any event, and the charter is more than a mere statute; it is part of the Constitution.

This particular case involves human rights legislation and what are the powers of the Human Rights Commission under that legislation, and the court at this particular stage has held that, regarding the plan they said CN had to institute, they did not have the powers to force them to adopt such a plan. As I remember it, they could force CN to adopt the plan for the future, but they could not force them to adopt a plan that would be retroactive. This was not a power they had under the legislation.

The case is still being appealed, so this decision may or may not be found to be correct by the court they are now going before, which is the Supreme Court of Canada. So we will have to wait and see what the Supreme Court of Canada concludes. Then, if they uphold the decision of this Court of

[Translation]

Mme Finestone: Je voudrais continuer à poser des questions dans le même sens.

Monsieur le ministre, vous dites que nous entrons dans une ère révolutionnaire à la suite de la Constitution et que, si je comprends bien, les pouvoirs judiciaires seront encore plus puissants. Par ailleurs, je crois que ce sont les pouvoirs judiciaires qui interprètent les lois depuis fort longtemps. Nous avons encore élargi leurs pouvoirs, ce qui reflète la pensée de tous les parlementaires canadiens sur le genre de société qu'ils veulent construire.

En tenant compte de ce fait, je me demande comment vous avez réagi à la décision de la cour selon laquelle le programme du CN visant à favoriser l'emploi des femmes était une décision illégale. Le résultat a été que la loi ne pouvait contenir des dispositions de rattrapage, c'est-à-dire de rétroactivité. Je ne comprends pas et je n'ai pas lu la décision de la cour. Cependant, nous avons le paragraphe 15(2) qui permet de prendre une mesure corrective et, si je comprends bien, il s'agit ici de rétroactivité.

Quelle est la mesure que vous, à titre de ministre qui, dans un sens, doit faire preuve de leadership et d'initiative . . . ? Ne pouvez-vous pas actuellement ordonner ou contremander? J'aimerais comprendre ce qui se passe. Le mouvement des femmes a considéré que c'était nécessaire. Je ne critique pas le fait que vous n'ayez pas agi, bien que j'aie déjà dit quelque chose à ce sujet. Cependant, si vous aviez légiféré avant l'adoption obligatoire du programme d'action positive, nous retrouverions-nous dans cette situation? Pouvez-vous révoquer ce que la Cour d'appel fédérale . . . ou envoyer vos avocats défendre l'approche la plus large au moment où l'affaire sera portée en appel? Que pensez-vous de cela?

M. Crosbie: Il s'agit, bien entendu, d'un cas qui relève de la Loi canadienne sur les droits de la personne. Il ne s'agit pas d'un cas qui relèverait de la Charte.

Mme Finestone: D'une certaine façon, cela n'indique-t-il pas que la Charte puisse faire face à des problèmes d'ordre législatif plutôt que judiciaire?

M. Crosbie: Dans tous les cas, la Charte a des dispositions beaucoup plus vastes dans ce domaine et elle est beaucoup plus qu'un statut ordinaire: elle fait partie de la Constitution.

Ce cas particulier porte sur la législation en matière de droits de la personne et sur ce que sont les pouvoirs de la Commission sur les droits de la personne en vertu de cette législation. À ce stade particulier, la cour a jugé que, dans le cas du programme que le CN devait mettre sur pied, la Commission n'avait pas les pouvoirs de forcer le CN à adopter ce genre de programme. Si je me souviens bien, la Commission pouvait forcer le CN à adopter le programme dans l'avenir, mais elle ne pouvait le forcer à adopter un programme qui serait rétroactif. Il s'agit d'un pouvoir qu'elle n'avait pas en vertu de la législation.

Le cas est toujours en appel, de sorte que la décision peut être jugée bonne ou mauvaise par la cour devant laquelle ils se présentent actuellement, qui est la Cour suprême du Canada. Nous devons donc attendre les conclusions de la Cour suprême du Canada. Si, par la suite, cette cour confirme la

[Texte]

Appeal, we will have to consider whether legislation need be amended or whether it is satisfactory as it now stands.

The provisions of this charter are far broader in this area than the Canadian Human Rights Act. In any event, we are reviewing the human rights legislation. We will be introducing amendments. We have not decided exactly what amendments yet, as it is under review now.

• 1415

The Chairman: Thank you very much, Mr. Minister. It was special to have you welcome us to your home city and to resume our discussion with you and to have the benefit of the additional developments that you have included in your formal remarks and also to draw out some of your reasoned judgment on the interpretation and handling of the charter. I can certainly agree when you say that this has been a revolution on the legal landscape of Canada. Perhaps it has been manifested to the members of this committee as we have crossed the country that, although the revolution may have begun rather quietly with people not realizing what section 15 was really all about, it is beginning to dawn on Canadians and on our institutions with each week and month that passes that section 15 is profound and far-reaching in its impact. It was for good reason that the government of the day decided to wait three years to let the legislative enactments be sorted through in light of that. Although this committee should perhaps have been struck two or three years ago, the reality is that we are here today and dealing with it.

I can say that we are looking very forward to the opportunity of presenting our report to you in about seven weeks' time. We have found a great many examples in Canadian law and in federal programs that, although justifiable in their time and for specific reasons, in light of the new legal framework must now be revisited and revised in light of where we are and where we are going under the charter. This will include some recommendations with respect to the Canadian Human Rights Act to which you referred. You mentioned that you are looking at it. We have as well. This is just one of the many federal statutes about which we will be making some submissions to Parliament in mid-October.

I would like, on behalf of the committee, to thank you very much for being with us today and for the co-operation which we have received from you and your officials in the course of our work.

Mr. Crosbie: Thank you Mr. Chairman. I know you have other groups.

The Chairman: Well, we do, and we are going to make a transition now to the Transition House. I would like to call Susan McConnell, who is the co-ordinator of Transition House, and Cheryl Hebert, who is project administrator, to come forward.

[Traduction]

décision de la Cour d'appel, nous devons établir si la législation doit être modifiée ou si elle est équitable telle qu'elle est actuellement.

Les dispositions de cette Charte ont une portée beaucoup plus vaste dans ce domaine que la Loi canadienne sur les droits de la personne. Quoi qu'il en soit, nous sommes en train de revoir la législation sur les droits de la personne. Nous apporterons des modifications. Nous n'avons pas encore décidé de la teneur des modifications. Nous nous penchons sur la question en ce moment.

Le président: Merci, monsieur le ministre. Nous sommes heureux que vous ayez pu nous accueillir dans votre ville. Nous sommes également heureux de pouvoir poursuivre nos discussions avec vous. De plus, nous vous remercions des précisions supplémentaires que vous nous avez données dans votre exposé et de vos commentaires éclairés sur l'interprétation et l'objet de la Charte. Je suis tout à fait d'accord avec vous lorsque vous dites que la Charte a entraîné une révolution juridique au Canada. Au fur et à mesure de nos déplacements à travers le pays, nous, les membres du Comité, avons constaté qu'au début, les Canadiens ne se rendaient peut-être pas compte de l'ampleur des transformations qu'entraîne l'article 15. Mais au fil des mois et des semaines, les citoyens et les responsables de nos institutions comprennent de mieux en mieux l'importance et l'ampleur des répercussions de l'article 15. C'est donc à juste titre que le gouvernement de l'époque a fixé à trois ans le délai d'application de l'article 15. D'aucuns penseront que le Comité aurait dû tenir ses audiences il y a deux ou trois ans mais, d'après moi, l'important c'est que nous soyons ici aujourd'hui.

Nous vous présenterons notre rapport dans environ sept semaines et nous sommes impatients de vous le soumettre. Nous avons pris connaissance d'un grand nombre de cas dans le droit canadien et dans les programmes fédéraux où certaines mesures avaient été adoptées, mesures qui, à l'époque, étaient justifiables pour des raisons particulières mais qui, compte tenu du nouveau cadre juridique et de la raison d'être de la Charte, doivent être modifiées. Nous vous ferons notamment certaines recommandations sur la Loi canadienne des droits de la personne dont vous avez parlé. Vous nous avez dit que vous examiniez cette loi. Nous l'avons déjà fait et je souligne que ce n'est là qu'une des nombreuses lois fédérales dont nous parlerons dans le mémoire que nous soumettrons au Parlement à la mi-octobre.

Au nom du Comité, je vous remercie d'avoir assisté à l'audience aujourd'hui et je vous remercie également de la collaboration que vous-même et vos fonctionnaires nous avez fournie tout au long de nos travaux.

M. Crosbie: Merci, monsieur le président. Je sais que vous devez entendre d'autres groupes.

Le président: Oui, c'est exact. Nous allons maintenant entendre les porte-parole de Transition House. J'appelle M^{me} Susan McConnell, coordinatrice, et M^{me} Cheryl Hebert, administrateur de projet.

[Text]

Ladies and gentlemen, following this presentation, we will be hearing from the Newfoundland and Labrador Federation of Labour. It is the next of a number of submissions coming through the afternoon.

Welcome to the hearings on equality rights. We have received your brief and would like to thank you for having provided it to us in written form. I will give you the floor and ask you to speak to it. Then, with time permitting, we will have questions from the Members of Parliament.

Ms Susan McConnell (Co-ordinator, Transition House): Thank you.

Mr. Chairman, honourable members, we are here to speak on behalf of battered women who are a group we know do not receive equal protection and benefit from the law as stated in the Charter of Rights and Freedoms. We feel it is important to say that this is not the first time these same issues have been presented. In putting together this brief, we referred to several documents that have already been presented to various government bodies.

The Chairman: Pardon me. I said we were going to make a transition to the Transition House. It was not a clean break, as you can see. I apologize for the interruption.

Ms McConnell: Is it all right if I start again?

The Chairman: It certainly is and I apologize for that administrative matter. Could I please invite you to begin again. You now have my undivided attention.

Ms McConnell: We are here to speak on behalf of battered women who are a group we know do not receive equal protection and benefit from the law as stated in the Charter of Rights and Freedoms. We feel that it is important to say that this is not the first time these same issues have been presented. In putting together this brief, we referred to several documents that have already been presented to various government bodies. We are still faced with the same problems, and the same gaps still exist in service to battered women.

• 1420

We are women who work with Transition House in St. John's, which was opened in 1981 and was Newfoundland's first shelter for battered women. Transition House can accommodate 14 people. In 1983 a Transition House was opened in Corner Brook, which contains 24 beds. In the same year Kirby House, which is a second-stage housing project with 24 beds, was launched in St. John's. Second-stage housing does not, however, provide crisis shelter. The Haven of Hope opened its doors in October of 1984 and contains 28 beds, which are shared among battered women, alcoholic women, and homeless women. In 1985 a safe house project called Family in Crisis opened in Labrador West, which shelters men, women, and children.

According to Statistics Canada there are 124,290 married women in the Province of Newfoundland and Labrador.

[Translation]

Mesdames et messieurs, nous entendrons ensuite le représentant de la Fédération du travail de Terre-Neuve et du Labrador. Plusieurs autres mémoires nous seront présentés cet après-midi.

Je vous souhaite la bienvenue aux audiences sur l'égalité des droits. Nous avons reçu la transcription de votre mémoire et nous vous en remercions. Vous avez la parole pour présenter votre mémoire. Ensuite, s'il reste du temps, les députés auront des questions à vous poser.

Mme Susan McConnell (coordinatrice, Transition House): Merci.

Monsieur le président, membres du Comité. Nous nous adressons à vous au nom des femmes battues. Ces femmes, nous le savons, ne jouissent pas de la protection et de l'égalité prévues dans la Charte canadienne des droits et libertés. Nous estimons qu'il est important de souligner que nous ne sommes pas les seules à faire cette constatation. En préparant notre mémoire, nous avons consulté plusieurs documents qui allaient dans le même sens et qui ont été soumis à différents organismes gouvernementaux.

Le président: Excusez-moi. Je vous ai donné la parole et, comme vous le voyez, vous n'avez pas toute mon attention. Excusez-moi de l'interruption.

Mme McConnell: Puis-je recommencer?

Le président: Oui, je vous en prie. Je vous demande d'excuser ce petit tracas administratif. Je vous invite donc à recommencer. Vous avez toute mon attention.

Mme McConnell: Nous nous adressons à vous au nom des femmes battues. Ces femmes, nous le savons, ne jouissent pas de la protection et de l'égalité prévues dans la Charte canadienne des droits et libertés. Nous pensons qu'il est important de souligner que nous ne sommes pas les seules à faire cette constatation. En préparant notre mémoire, nous avons consulté plusieurs documents qui allaient dans le même sens et qui ont été soumis à différents organismes gouvernementaux. Nous continuons à faire face aux mêmes problèmes, aux mêmes difficultés pour venir en aide aux femmes battues.

Nous sommes des femmes qui travaillons à la *Transition House* de St. John's, premier refuge pour les femmes battues de Terre-Neuve, qui a ouvert ses portes en 1981. Notre centre peut accueillir 14 personnes. En 1983, un centre du même genre, comptant 24 lits, a été mis sur pied à Corner Brook. Au cours de la même année, on a créé la *Kirby House*, abri de deuxième étape contenant 24 lits, à St. John's. Les abris de deuxième étape ne sont cependant pas des foyers d'accueil en cas d'urgence. Le *Haven of Hope* a été fondé en octobre 1984 et contient 28 lits partagés entre femmes battues, femmes alcooliques et femmes sans abri. En 1985, un projet de maison d'accueil appelé *Family in Crisis*, où l'on recueille des hommes, des femmes et des enfants, a été établi dans Labrador-Ouest.

Selon Statistique Canada, il y a 124,290 femmes mariées à Terre-Neuve et au Labrador. Si l'on se fonde sur les estima-

[Texte]

Taking the very conservative figure that one out of every ten women is battered, we may assume that at least 12,429 battered women need bed and shelter. On a very basic and simplistic count, there are 52 beds in two major locations across the island that must accommodate 12,429 battered women. And this figure does not include their children.

In the last three months, from May 1 to July 31, St. John's Transition House has referred 27 women and 48 children to Haven of Hope due to lack of space. However, the Haven of Hope was unable to accommodate all of them. During this same three-month period, 9 women and 12 children were placed on the waiting list. This meant that these women had to return to their homes and continue to be beaten while they waited for their safety. Thus, in 3 months 39 women and 60 children have asked for shelter that could not be provided to them. The situation is even worse for battered women and their children in rural Newfoundland, and especially in Labrador, where there is no place for them to go to escape.

The Canadian Charter of Rights, section 15(1), guarantees that "every individual is equal before and under the law and has the right to the equal protection and equal benefit of the law". I think we need not point out the irony of this guarantee of equal protection as it applies to battered women.

The fact that women are battered points to their inequality in society. That this violence occurs at all toward any group of people—and it is always toward those with less power—is deplorable and unconscionable. Women are unequal before the law and in society as a whole. This inequality is demonstrated in many areas, which we feel are important and which impact on the group we represent. However, because of time constraints and because these issues have been presented before and will probably be heard here again today we are focusing on certain concrete issues that relate directly to battered women, out of which we hope some clear recommendations can be made and change can come.

Lack of adequate funding has contributed to an already deplorable situation. Presently Transition House in St. John's is operating on a less than adequate budget. If it continues to operate on this inadequate level of funding, basic house maintenance cannot continue and these 14 beds will be no longer available. Due to inadequate funding the Haven of Hope must charge a per diem rate to any woman who is not eligible for social assistance. This restricts a woman's options, because when she is trying to move out of a violent home she is in a position where she must save as much as possible for her eventual permanent accommodations.

To quote directly from one of the many briefs that have already been presented to the government, both federal and provincial governments:

funding for Transition Houses must be revised to reflect adequately their operational costs and the needs of the community. It is possible, for example, to develop estimates

[Traduction]

tions prudentes selon lesquelles une femme sur dix est battue, on peut tenir pour acquis qu'au moins 12,429 femmes battues auront besoin de logement. Par conséquent, si l'on veut être réaliste, il y a 52 lits dans les deux principales agglomérations de l'île, pour accueillir 12,429 femmes battues. De plus, ces données n'englobent pas leurs enfants.

Au cours des trois derniers mois, du 1^{er} mai au 31 juillet, la *Transition House* de St. John's a transféré 27 femmes et 48 enfants à *Haven of Hope* en raison du manque d'espace. Toutefois, *Haven of Hope* n'a pu tous les accueillir. Au cours de ce même trimestre, 9 femmes et 12 enfants ont été placés en liste d'attente. Cela signifie que ces femmes ont dû rentrer dans leur foyer et continuer à être battues en attendant de pouvoir être logées en toute sécurité. En fait, en 3 mois, on a dû refuser l'accueil à 39 femmes et 60 enfants. La situation des femmes battues et de leurs enfants dans les régions rurales de Terre-Neuve et, en particulier au Labrador, est encore plus grave puisqu'il n'y a aucun endroit où se réfugier.

Le paragraphe 15(1) de la Charte canadienne des droits stipule que «la loi ne fait acception de personne et s'applique également à tous et tous ont droit à la même protection et au même bénéfice de la loi». Je crois qu'il n'est pas nécessaire de souligner l'ironie d'une protection égale pour tous dans le cas des femmes battues.

D'ailleurs, le fait que les femmes soient battues fait ressortir l'injustice dont elles sont victimes dans la société. Il est déplorable et inacceptable qu'un groupe, quel qu'il soit, fasse l'objet de violence et c'est évidemment toujours les groupes ayant le moins de pouvoir qui en sont la cible. Les femmes ne sont pas traitées également devant la loi et dans la société de façon générale. Ces injustices se retrouvent dans de nombreux secteurs que nous jugeons importants et elles ont de graves répercussions sur le groupe que nous représentons. Cependant, compte tenu des limites de temps et puisque ces questions vous ont déjà été soumises et le seront probablement de nouveau aujourd'hui, nous nous pencherons sur certains aspects concrets directement reliés au problème des femmes battues et nous espérons que des recommandations claires pourront être faites de façon à ce que les choses changent.

L'insuffisance de fonds a aggravé une situation déjà navrante. À l'heure actuelle, la *Transition House* de St. John's survit malgré des ressources budgétaires insuffisantes, mais si la situation financière ne s'améliore pas, on ne pourra assurer l'entretien de base et les 14 lits qu'elle possède ne pourront plus être utilisés. En raison de problèmes financiers, *Haven of Hope* doit imposer un tarif quotidien aux femmes qui ne touchent pas de prestation d'assistance sociale. De telles mesures limitent les possibilités des femmes, car lorsqu'elles quittent un foyer où elles sont victimes de violence, elles doivent être en mesure d'économiser le plus possible de manière à trouver un logement permanent.

Comme on l'a mentionné dans de nombreux mémoires présentés aux gouvernements fédéral et provincial:

il faut repenser le financement des maisons de transition en fonction des coûts d'exploitation et des besoins de la collectivité. Il est possible, par exemple, de prévoir avec

[Text]

of the number of hospital beds optimally required for a given unit of population; similar estimates can and should be developed for Transition Houses.

• 1430

The greatest injustice of all is that it is the woman who is the victim of the assault who must leave her home in order to be find safety. Surely it is the perpetrator of the assault who should be removed.

There are two systems that a battered woman faces that we would like to talk about here today. The first of these is the legal system. Here, for the first time, a battered woman faces numerous obstacles. Should the woman decide to get a peace bond to restrain the batterer, she must first prove that she is in fear of the batterer. At this point, if she lacks witnesses, as most battered women do because the violence takes place at home, it is left to the discretion of the interviewer to determine whether or not she is really "in fear". This implies that the only women who are assured of obtaining a peace bond hearing are those who are either bruised or hysterical. In addition, the battered woman may have to continue to live with the batterer while she is waiting for the bond hearing, and this can take several weeks. This delay not only gives the batterer a chance to dissuade her, but can also place her in further danger. It is the enforcement of the peace bond that is most problematic. One, the batterer can verbally harass the woman and face no consequences, implying she has to be hit before the peace bond can be enforced. Two, if the woman calls the police to intervene and does not have the actual piece of paper that is her peace bond on her person, the police will disregard her request.

If a woman has to seek the services of Legal Aid she discovers that due to Legal Aid's discretionary interpretation of the guidelines there may be lengthy delays in service or a misunderstanding by the woman about her eligibility. In the last year we, at Transition House, have attempted to establish eligibility requirements; that is, is a woman who jointly owns property eligible for legal assistance? We have been unable to advise women because Legal Aid has no written policies—each jurisdiction interprets the act differently. Battered women do not have equal representation under the law.

The problem of maintenance and support payment has been addressed on numerous occasions in numerous briefs. As noted in the brief presented by the Canadian Advisory Council to the federal government in 1982, which we have passed out to you:

The final area concerning legislation and jurisdiction relates to the enforcement of maintenance and support orders. It is obvious that no method devised to date has been effective in ensuring that payments are made. It is clear to us that effective enforcement must be attached to a system that is both virtually universal and already includes an effective

[Translation]

exactitude le nombre de lits d'hôpital nécessaires pour une population donnée; il faudrait donc faire des précisions semblables dans le cas des maisons de transition.

Le plus injuste, c'est que la femme victime de violence doit quitter son domicile pour être hors de danger. En vérité, ce devrait être l'auteur du crime qui devrait être mis dehors.

Nous aimerions parler aujourd'hui de deux systèmes auxquels une femme battue doit faire face. Le premier est le système juridique. Là, dès le départ, une femme battue se heurte à de nombreux obstacles. Dans le cas où une femme décide de demander un cautionnement pour empêcher le conjoint de troubler la paix, elle doit d'abord prouver qu'elle est en danger. Si elle n'a pas de témoins, comme c'est le cas pour la plupart des femmes battues, la violence éclatant à la maison, il est alors laissé à la discrétion de l'interviewer de décider si la personne est ou non réellement «en danger». Cela sous-entend que seules les femmes meurtries ou en pleine crise de nerfs sont assurées d'obtenir un cautionnement. De plus, les femmes battues peuvent être obligées de continuer à vivre avec un mari violent en attendant une entrevue pour obtenir le cautionnement, et cela peut prendre plusieurs semaines. Non seulement ce délai donne au conjoint la possibilité de la dissuader de prendre des mesures, mais la victime peut être exposée à d'autres dangers. C'est l'application des modalités du cautionnement qui pose le plus de problèmes. Premièrement, le conjoint peut harceler verbalement sa femme sans qu'il en résulte de conséquences, ce qui signifie qu'elle doit être frappée avant de faire respecter les modalités du cautionnement. Deuxièmement, si la femme appelle la police et qu'elle n'a pas en main le document voulu, c'est-à-dire le cautionnement, la police ne donnera pas suite à sa demande.

Si une femme doit faire appel aux services de l'Aide juridique, elle découvrira que cette dernière interprète à sa discrétion les directives, ce qui peut entraîner de longs délais avant qu'elle puisse obtenir des services ou conduire à un malentendu au sujet de ses droits. Au cours de cette dernière année, nous avons essayé à la *Transition House* d'établir des critères d'admissibilité; par exemple, si une femme possède une propriété en communauté de biens, a-t-elle droit à l'aide juridique? Nous avons été incapables de donner une réponse aux femmes étant donné que les directives de l'Aide juridique ne sont pas écrites; chaque juridiction interprète la loi différemment. La loi est discriminatoire vis-à-vis des femmes.

Le problème du versement d'une pension alimentaire a été traité à de nombreuses occasions dans des mémoires. Comme il est indiqué dans le mémoire présenté par le Conseil consultatif au gouvernement fédéral en 1982, mémoire que nous vous avons transmis:

La dernière section concernant la législation et la juridiction traite du respect des ordonnances alimentaires. Il est évident qu'à ce jour, il n'existe aucune méthode efficace assurant le paiement des pensions. Il est évident pour nous que des mesures visant à faire respecter les ordonnances doivent faire partie intégrante d'un système qui soit à la fois

[Texte]

enforcement mechanism. Then, not only would court orders be more efficiently enforced, but battered women, in particular, would not have the frightening burden of policing their husband's adherence to a court order.

The second system that we would like to address is the social services system. Here also a battered woman encounters numerous obstacles. Because existing policies uphold the family in its most traditional sense, unless she is already out of the house, social services will not provide transportation or accommodation for her to leave a violent situation. In order to qualify for social assistance once she is out of the home, she must first apply to family court to get maintenance from her husband. This can lead to a life-endangering situation by informing the batterer of her whereabouts. Finally, the amount of money given to a woman and her children for accommodation is a maximum of \$300 per month. Aside from the improbability of finding any accommodation for this amount, it restricts a person in her search for immediate living quarters. This demonstrates social services' unwillingness to reflect regional disparities in housing prices. For the woman who is in a low-pay job or on UIC, the options for housing are dismal. She may go on a waiting list for Newfoundland and Labrador housing, and this can mean a delay of up to eight months before she gets a place to live.

• 1435

These are our recommendations: (1) Women should not have to be the ones to leave the home. Some mechanism must be put into place whereby the woman is able to continue to live in her own home at least until such time as the matter can be heard in court.

(2) It is essential that there be increased funding to shelters across Canada.

(3) With regard to peace bonds, hearings should be virtually automatic upon request; bond hearings should take place more speedily; peace bonds should be better enforced, and there should be specific and speedy penalties for violations.

(4) Legal aid should have increased funding so that there will be easier access to free legal services.

(5) Family Court systems should have increased funding to provide counselling to women, men and children.

(6) This refers to the Social Service System, and this system should stop treating the family as sacrosanct and should be available to help women get out of a violent home. In cases of potential danger, maintenance orders should be waived at the woman's request. Maintenance orders, once made, should be enforced. There should be more money for accommodation for

[Traduction]

pratiquement universel et possède déjà un mécanisme de mise en vigueur efficace. Ainsi, non seulement les ordonnances de la cour seraient mieux respectées, mais les femmes battues, en particulier, n'auraient plus la pénible tâche d'obliger leur mari à suivre une décision de la cour.

Le second système dont nous aimerions discuter est le système des services sociaux. Là encore, une femme battue se heurte à de nombreux obstacles. Étant donné que les politiques actuelles appuient la famille dans son sens le plus traditionnel, à moins que la femme n'ait déjà quitté le domicile, les services sociaux ne lui fourniront ni moyen de transport ni local afin de fuir une situation de violence. Pour avoir droit à l'aide sociale une fois partie de chez elle, la victime doit d'abord s'adresser à un tribunal de la famille pour obtenir une aide alimentaire de son mari. L'auteur de la violence apprenant le lieu où se trouve sa femme, celle-ci peut voir sa vie mise en danger. Finalement, le montant accordé à une femme et à ses enfants pour se loger est de 300\$ maximum par mois. Sans compter qu'il est peu probable de trouver un logement pour cette somme, cela limite une personne dans sa recherche d'un logement pour l'immédiat. Cela prouve bien la mauvaise volonté des services sociaux à tenir compte des disparités régionales pour ce qui est du prix des logements. La femme qui a un emploi peu rémunérateur ou qui reçoit des prestations d'assurance-chômage aura des difficultés énormes à se loger. Cette femme pourra se faire inscrire sur la liste d'attente de la *Newfoundland and Labrador Housing* et elle pourra attendre jusqu'à huit mois avant d'avoir un logis.

Voici nos recommandations: 1) La femme ne devrait pas être celle qui est obligée de quitter le foyer. Il faudrait adopter des mesures pour qu'elle puisse demeurer dans son foyer, au moins jusqu'au moment du procès.

2) Il est indispensable d'accorder des subventions plus élevées aux centres pour femmes battues partout au Canada.

3) Pour ce qui est de la question du cautionnement où le conjoint s'engage à ne pas troubler la paix, la tenue d'audiences devrait presque avoir lieu sur demande. Les audiences devraient se tenir plus rapidement. Enfin, il faudrait prendre des mesures pour faire respecter les conditions du cautionnement et, en cas de violation, imposer une pénalité dans les plus brefs délais.

4) Il faudrait que les centres d'aide juridique reçoivent des subventions plus élevées pour que les femmes battues aient plus facilement accès à des services juridiques gratuits.

5) Les tribunaux de la famille devraient recevoir plus d'argent afin d'être en mesure d'offrir du counselling aux parents et aux enfants.

6) Je me reporte maintenant au réseau des services sociaux. Il faut que les services sociaux cessent de considérer la famille comme un noyau sacro-saint et aident au contraire les femmes battues à quitter le foyer. La femme en danger devrait pouvoir renoncer sur demande à son droit à la pension alimentaire. Par contre, il faudrait qu'il existe des mesures pour que, une fois

[Text]

women and children, and there should be more money for subsidized housing in order for more units to be available.

What is needed is that women recognize their right not to be abused, and that men realize that they do not have the right to abuse women. This recognition can only be attained when the laws and the policies in the various institutions are changed to reflect an equal right to freedom from violence. Public awareness of wife-battering as an issue must be increased, so that it is no longer allowed in our society.

No person should have to live in fear of her life. No person should have to be put in a position of being beaten and having "no way out". All persons are guaranteed equal protection and equal benefit of the law without discrimination.

Less than one month ago in St. John's, a husband kicked in the back door of Transition House, ran through the house, dragged his wife into the street in her night clothes and proceeded to batter her in front of witnesses. Because of the gaps that still exist in our legal and social systems, this is the reality we face in trying to provide safety and protection to women. Thank you.

The Chairman: At the outset, let me say how grateful we are on the committee that you have dealt with such a profoundly troublesome subject in so clear and thoughtful a way in analysing what is wrong, and in addressing it with suggestions that point to solutions. Some of the solutions are dramatic, many of them far-reaching, in terms of where we are now as to what is done or provided, either through the legal system or through the social support services. But that is very much why all of us are in this room today, why this committee exists, and why we have section 15. We realize that this is a great country with many wonderful things, but it is made up of a human society, and human society does contain its ugly side as well, and no amount of wishful thinking can rub that away. We have to deal with some of those problems.

As I have said, the thoughtfulness and clarity of your presentation, which obviously grows out of a lot of time spent dealing with this very real problem, is extremely helpful to us as we look to what we can recommend as changes in this country to provide a better solution to deal with exactly what you are talking about. Obviously, it is more than just a legal problem; that is a big part of it, but it is cultural, it is social, it is attitudinal; it is based on stereotypes. But it is kind of a litmus test as to where we are as a society and how we are evolving. It is important that we deal with that, as with so many other things, if we are going to make sure we really do have in Canada the kind of society that we dream is possible.

I would like to start with Pauline Browes, Member of Parliament for Scarborough Centre. I think, Pauline, you have some questions to lead off.

[Translation]

rendues, les ordonnances alimentaires soient respectées. Il faudrait débloquer des fonds pour l'hébergement des femmes et de leurs enfants et allouer plus de crédits au logement subventionné pour que l'offre de logements soit plus grande.

Il faut que les femmes en viennent à affirmer leur droit à la sécurité physique et que les hommes sachent qu'ils n'ont pas le droit de brutaliser les femmes. Nous n'arriverons à ce stade que lorsque les lois et les politiques de divers organismes seront modifiées pour témoigner de l'égalité des droits à la sécurité physique. Il faut que le public soit davantage sensibilisé au sort des femmes battues pour que notre société ne tolère plus ce problème.

Personne ne devrait avoir à vivre avec la crainte de se faire tuer. Personne ne devrait être condamné à se laisser battre et à n'avoir aucun recours. Tous ont droit à la même protection et au même bénéfice de la loi indépendamment de toute discrimination.

Il y a moins d'un mois à Saint John's, un homme a défoncé la porte de *Transition House*, s'est précipité dans le couloir, a saisi sa femme, qui était en chemise de nuit, l'a traîné dans la rue et a commencé à la battre devant témoins. C'est en raison des lacunes dans nos lois et dans nos services sociaux qu'encore aujourd'hui, nous, qui nous efforçons de protéger et de garantir la sécurité des femmes battues, faisons face à des situations semblables. Merci.

Le président: Je veux d'abord vous dire que les membres du Comité vous sont reconnaissants d'avoir traité de ce sujet aussi grave avec autant de clarté, de sensibilité et d'intelligence. Vous avez très bien défini les problèmes et proposé des solutions. Certaines d'entre elles sont radicales, d'autres supposent des transformations profondes soit dans les lois, soit dans les services sociaux. Mais c'est pourquoi nous sommes ici aujourd'hui, c'est la raison d'être du Comité et c'est aussi la raison d'être de l'article 15. Le Canada est un grand pays et notre société a bien des aspects positifs. Toutefois, elle a également un côté très négatif et ce n'est pas en faisant des vœux pieux que nous allons régler les problèmes. Certains problèmes doivent être pris de face.

Comme je l'ai dit, la clarté et la sensibilité avec laquelle vous avez traité du sujet des femmes battues—votre longue expérience auprès d'elles est manifeste—nous aideront à définir les changements qui s'imposent pour trouver une solution au problème. Bien que le problème des femmes battues soit dans une large mesure un problème juridique, ce n'est pas uniquement un problème juridique. C'est un problème qui tient à l'attitude des gens, à des facteurs sociaux et culturels. Mais c'est un genre de test qui permet de déterminer où nous en sommes en tant que société et dans quelle direction nous évoluons. Il importe que nous nous penchions là-dessus, comme sur bien d'autres choses d'ailleurs, si nous voulons nous assurer d'avoir au Canada le genre de société dont nous rêvons.

• 1440

Je m'adresse d'abord au député de Scarborough—Centre, Pauline Browes. Pauline, je crois que vous avez des questions pour commencer.

[Texte]

Mrs. Browes: Thank you, Mr. Chairman.

Let me add to the chairman's remarks of how moving your presentation has been. It is something I am particularly concerned about, knowing the scarcity of such houses, not only in Newfoundland, but in my own community in Scarborough and right across the country. It is an issue that is extremely important. You certainly have my ear on this, and whatever personally I can do, certainly I am prepared to do it.

The way you presented your figures was quite dramatic.

Ms McConnell: Terrifying, is it not?

Mrs. Browes: What is the usual time span that you can have women come to Transition House to be rehabilitated and then actually leave? What is your turn-around time?

Ms Cheryl Hebert (Project Administrator, Transition House): It is approximately six weeks. Many of the women will move on to Kirby House, which we stated is the second stage housing project, and that will accommodate women for another three or four months, possibly six months. The second stage housing project got started because housing is such a problem in the city; that the women may in fact be ready to leave Transition House, but there is not housing available for them to move to.

Mrs. Browes: I know that is about the average time, right across the country. I just wondered if with the scarcity of other resources that you cited here that perhaps it is even longer.

Ms McConnell: Because of the housing, it does mean that women sometimes stay a fair amount longer than the six weeks, which ends up blocking us, and then we cannot take other women who need to get out of their homes. Housing is a terrific problem.

Ms Hebert: It is important to note as well that the women do need that additional support. So beyond what we are giving them, there needs to be much more extended services in terms of counselling and follow-up that we are not able to provide now because of our limited funding.

Mrs. Browes: Have you been able to convince the women to lay charges? Unless we get to the point that we actually lay the charges and get some court cases under our belts, the thing is going to keep going on. I know there is a reluctance. I know some individuals who have been in this situation, and they are fearful of having their husband charged.

Ms McConnell: Sometimes we have women come to the house who are prepared to lay assault charges. They go to the unified family court system and they are encouraged instead to request a peace bond. They are told that it is easier, that it is less problematic—a whole lot of reasons—and so they end up asking for a peace bond instead.

[Traduction]

Mme Browes: Merci, monsieur le président.

J'aimerais dire, comme le président, à quel point j'ai trouvé votre exposé émouvant. C'est quelque chose qui me préoccupe particulièrement, sachant à quel point ces maisons sont rares, non seulement à Terre-Neuve, mais aussi dans ma propre circonscription de Scarborough et partout au pays. C'est une question extrêmement importante. Ce que vous avez à dire là-dessus m'intéresse au plus haut point, et tout ce que je puis faire personnellement, je le ferai volontiers.

La façon dont vous avez présenté vos chiffres était assez impressionnante.

Mme McConnell: Terrifiant, n'est-ce pas?

Mme Browes: Combien de temps s'écoule habituellement entre le moment où les femmes arrivent à la *Transition House* pour être réadaptées et le moment où elles quittent pour de bon? Quelle est la durée du séjour?

Mme Cheryl Hebert (administratrice de projet, Transition House): Elle est d'environ six semaines. Bon nombre des femmes iront ensuite à la *Kirby House* qui, comme nous l'avons dit, est le refuge de deuxième étape où elles seront logées pendant un autre trois ou quatre mois, peut-être même six. Le projet de la *Kirby House* a été lancé à cause des gros problèmes de logement qu'il y a dans la ville; les femmes peuvent en fait être prêtes à quitter la *Transition House*, mais ne pas pouvoir trouver d'endroit où aller habiter après.

Mme Browes: Je sais que c'est à peu près la durée moyenne du séjour, partout au pays. Je me demandais tout simplement si la rareté des autres ressources disponibles rendait le séjour plus long.

Mme McConnell: Les problèmes de logement obligent parfois les femmes à rester pas mal plus longtemps que les six semaines, ce qui finit par congestionner nos locaux et nous empêche d'accueillir d'autres femmes qui ont besoin de quitter leur foyer. Le logement est un gros problème.

Mme Hebert: Il importe d'ajouter que les femmes ont besoin de cet appui supplémentaire. Ainsi, outre ce que nous leur offrons, il faudrait beaucoup d'autres services, notamment de counselling et de suivi, que nous ne sommes pas en mesure d'offrir actuellement en raison du peu d'argent dont nous disposons.

Mme Browes: Avez-vous réussi à convaincre les femmes de porter des accusations? Si nous n'en venons pas au point de porter vraiment des accusations et de mettre des procès à notre actif, les choses ne changeront pas. Je sais qu'il y a de la résistance. Je connais des personnes qui se sont trouvées dans cette situation, et elles craignent de porter des accusations contre leur mari.

Mme McConnell: Parfois, il y a des femmes qui viennent à la maison et sont prêtes à porter des accusations de voies de fait. Elles s'adressent au tribunal de la famille et elles sont encouragées à demander plutôt un cautionnement par lequel le mari s'engage à ne plus troubler la paix. On leur dit que c'est plus simple et plus facile—pour toutes sortes de raisons—ce qui fait qu'elles finissent par demander plutôt un cautionnement.

[Text]

The women who have laid charges, for the most part the ones I have seen go through the court system have been those where the police were actively involved, and so they really felt like they had police backing and police protection.

Mrs. Browes: They had sufficient evidence to win the case.

Ms McConnell: Not only the evidence but also the protection.

Mrs. Browes: This area of funding is one that should perhaps be on the agenda of the interprovincial discussion with the federal Minister in September, because a great deal of this is joint funding. In fact, I know in my area the capital cost funding has been federal and the operational has been absolutely provincial or municipalities, and it is the same here.

• 1445

So it is the capital cost that perhaps could be established, but then it is working together in order that the province can carry on the operational aspect of it.

Thank you for your submission.

The Chairman: Thank you.

Roger Clinch.

Mr. Clinch: I do not have any questions particularly. I would just like to congratulate you on the work you are doing, hoping you understand that we are very attuned to the situation and we have heard representations. I congratulate you on your work and thank you very much for appearing before us.

Le président: Le député de Lotbinière, Maurice Tremblay.

M. Tremblay (Lotbinière): Merci, monsieur le président.

Madame, comme vous venez sûrement de le constater, nous avions ajourné nos réunions pendant quelque temps; pour moi, c'est le premier mémoire que j'entends depuis notre ajournement, au cours de l'été dernier. Je peux vous dire que c'est tout un mémoire! Et je pense que la situation difficile dans laquelle vous avez exposé ce problème n'a d'égale, madame, que la qualité de la façon dont vous l'avez soumis. Et cela, je vous en félicite.

Je n'ai pas de questions comme telles sur les recommandations que vous nous soumettez, car étant donné votre expérience je pense que l'ensemble de vos recommandations tombent sous le sens, et sans présumer des conclusions de cette présente commission, et encore une fois nous avons entendu bien des témoignages et le vôtre s'y ajoute, sous réserve aussi de certains détails, on peut très bien décèler un peu les choses. Cependant, la difficulté, vous en conviendrez, de l'application de ces recommandations c'est que ces dernières tombent malheureusement sous divers niveaux de juridiction.

J'aurais deux points à vous soumettre en considération de ce fait-là. D'abord, comment votre maison, en ce moment, est-elle financée? Quel est le personnel que vous recrutez? Comment

[Translation]

Les femmes qui ont porté des accusations, généralement celles que j'ai vues aller en cour, ont été les femmes dans les cas desquels des policiers sont intervenus activement. Ainsi, elles sentaient vraiment qu'elles avaient l'appui et la protection de la police.

Mme Browes: Elles avaient suffisamment de preuves pour gagner leur cause.

Mme McConnell: Non seulement les preuves, mais aussi la protection.

Mme Browes: Cet aspect du financement en est un qui devrait peut-être figurer à l'ordre du jour de la réunion du ministre fédéral avec les représentants des provinces, parce qu'il s'agit dans une grande mesure de cofinancement. En fait, je sais que dans ma région les capitaux viennent du gouvernement fédéral, et l'administration est entièrement du ressort des provinces ou des municipalités, et c'est la même chose ici.

Ainsi, c'est le coût en capital qui pourrait peut-être être établi, mais il faudrait de la collaboration pour que la province puisse s'occuper de l'aspect opérationnel.

Merci de votre exposé.

Le président: Merci.

Roger Clinch.

M. Clinch: Je n'ai pas de questions particulières. J'aimerais seulement vous féliciter du travail que vous accomplissez et j'espère que vous comprenez que nous sommes très sensibles à la situation et que nous avons entendu des interventions. Je vous félicite de votre travail et je vous remercie beaucoup pour votre présence ici.

The Chairman: The Honourable Member from Lotbinière, Maurice Tremblay.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Thank you, Mr. Chairman.

Ms Hebert, as you no doubt can see, we have adjourned our proceedings for some time. For my part, this is the first submission I have heard since our summer recess. And what a submission this is! I feel that the difficult conditions under which you have presented this problem are matched only by the quality of your presentation. And I wish to congratulate you for this.

I do not have any questions as such on your recommendations, for given your experience, I believe that the whole of them are obvious. Without anticipating what the findings of this commission will be—and once again, we have heard a lot of evidence besides yours—and subject to certain details, one can easily see a bit of how things are. However, you will agree the problem in implementing these recommendations is that, unfortunately, they fall under several jurisdictions.

In this regard, I have two questions to ask you. First of all, how is your house presently funded? What kind of staff do you have? How is the staff recruited and what are its qualifica-

[Texte]

le recrutez-vous et quelles sont leurs qualifications? Comment les rémunérez-vous? Avant de passer à mon autre question, j'aimerais avoir quelques informations là-dessus.

Ms Hebert: You have asked a number of questions. I will try to answer them.

First, you mentioned that the concerns we expressed do not only apply to the federal government, and that is true. It is very difficult for us to address the issue and only specifically look at the federal laws because it is an issue that needs intervention from all levels of government. We were aware of that in presenting the brief but feel that still it is very important that the federal government hears and takes on responsibility for this issue.

The other question you asked concerns specifically Transition House here and funding. We are funded provincially. The budget we are operating under is \$220,000 that is given to us from provincial government.

Mr. Tremblay (Lotbinière): That is totally from the provincial government?

Ms Hebert: Yes, that is right.

As well as that, we have to do major fund-raising because that does not meet all of our needs. We have the shelter itself, the upkeep of the house, and we have eight workers, five counsellors and we have administrative staff as well. We also find that we are understaffed with that number because we are working shifts. We have to keep the house operating on a 24-hour crisis basis and we have the crisis line as well as the people coming into the house. It becomes this huge community of women and children who not only are at the house, but those who are at Kirby House and those who have left Transition House and Kirby House who still need a lot of support and a lot of our attention.

• 1450

Mr. Tremblay (Lotbinière): Is that the only house you have here in Newfoundland?

Ms Hebert: Yes.

Mr. Tremblay (Lotbinière): It is the only one.

Ms Hebert: Now there is the Haven of Hope, which is run by the Salvation Army and which opened up quite recently, but they are aimed at alcoholic women and homeless women and only have a few beds set aside for battered women; so it is not only for the services of battered women.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Okay. I have another question, but in French.

Juste pour vous rassurer, madame, j'en étais conscient que vous compreniez qu'il y a divers niveaux de compétence dans la solution de votre problème. Cependant, je veux vous rassurer

[Traduction]

tions? How are they paid? Before moving on to my next question, I would like to have some information on this.

Mme Hebert: Vous avez posé plusieurs questions. J'essaierai d'y répondre.

Premièrement, vous avez mentionné que nos préoccupations ne concernent pas seulement le gouvernement fédéral, et c'est vrai. Il est très difficile pour nous d'aborder la question en cernant plus particulièrement les lois fédérales, parce que c'est une question qui nécessite l'intervention de tous les paliers de gouvernement. Nous en étions conscients lorsque nous avons présenté notre mémoire, mais nous estimons néanmoins qu'il est très important que le gouvernement fédéral voie comment se présente la question et en prenne la responsabilité.

Votre autre question porte plus précisément sur notre *Transition House* et sur son financement. Nous sommes financés par la province. Nous avons un budget de 220,000\$ qui nous est consenti par le gouvernement provincial.

M. Tremblay (Lotbinière): Ce budget vient en totalité du gouvernement provincial?

Mme Hebert: Oui, c'est exact.

En plus de cela, nous devons faire beaucoup de démarches pour recueillir d'autres fonds, parce que ce budget ne nous permet pas de répondre à nos besoins. Nous avons la maison elle-même, son entretien, et nous avons huit travailleurs, cinq conseillers et un personnel administratif en plus. Nous constatons également que ce personnel ne suffit pas, parce que nous travaillons par quarts. Il faut que la maison fonctionne 24 heures par jour à cause des urgences; nous avons la ligne téléphonique pour venir en aide aux personnes en difficulté et nous accueillons les personnes qui viennent à la maison même. Cela devient une immense collectivité de femmes et d'enfants, qui comprend non seulement les personnes qui se trouvent dans cette maison, mais aussi celles qui habitent à Kirby House et celles qui ont quitté Transition House et Kirby House et nécessitent encore beaucoup de soutien et beaucoup d'attention.

M. Tremblay (Lotbinière): Cette maison est-elle la seule que vous avez à Terre-Neuve?

Mme Hebert: Oui.

M. Tremblay (Lotbinière): C'est la seule.

Mme Hebert: Il y a maintenant la maison *Haven of Hope*, qui a ouvert récemment et qui est dirigée par l'Armée du Salut, mais on y reçoit surtout les femmes alcooliques et les femmes sans foyer, et on réserve seulement quelques lits pour les femmes battues; donc, ce n'est pas une maison uniquement pour les femmes battues.

M. Tremblay (Lotbinière): Très bien. J'ai une autre question à poser, mais en français.

Just to reassure you, Ms Hebert, I was fully aware that you understood that several jurisdictions would be involved in solving your problem. However, I want to reassure you right

[Text]

tout de suite et vous dire—et là, je parle pour moi—que c'est un problème de société et je pense que pour un comité comme le nôtre, nous n'avons pas, au moment où l'on se parle, à se soucier de ce problème-là. Et c'est la société comme telle qui devra assumer et qui doit assumer, à mon sens, le problème et utiliser les moyens qui sont mis à notre disposition ou d'inciter les autres niveaux de gouvernement à y participer et à assumer leur responsabilité.

C'est très intéressant si nous accordons davantage d'aide, nous modifions les lois, nous donnons plus de facilités aux femmes... Évidemment nous sommes conscients qu'il faut aller d'abord et avant tout dans cette voie pour aider les femmes. Mais parallèlement à ça, êtes-vous d'accord pour dire que ce n'est pas ce qui va régler la violence comme telle? Est-ce qu'il n'y aurait pas aussi un niveau de «conscientisation», d'éducation... ou enfin! Je vous pose la question: Est-ce que vous ne voyez pas qu'il y aurait parallèlement à cela un effort à faire et si oui, bien simplement, comment le verriez-vous?

Ms McConnell: That was a difficult one.

Ms Hebert: The problem, as was stated in the brief, is that this is not the only form of discrimination that women face. It happens on many levels and all of those things have to be achieved—employment and all kinds of services built in so that women can achieve equality so that they will not be subjected to violence. So there are many other facets to the problem.

Also, the area of public education, which we did address, is extremely important, and taking the issue seriously, which I do not think until recent years it really has been. People either have not believed this was actually happening or they have believed it but have felt it was a private matter and not a social problem. So increasing the awareness on a social level, which has to be done through all government levels...

M. Tremblay (Lotbinière): Dois-je comprendre que si nous améliorons les problèmes aux divers niveaux de compétence, dans divers secteurs, secteur de l'emploi, etc., nous parviendrons à «conscientiser» et à sensibiliser les gens à la condition de la femme qui alors va s'améliorer? Est-ce que j'ai bien saisi le sens de votre réponse?

Ms Hebert: Yes.

M. Tremblay (Lotbinière): Merci beaucoup.

Le président: Merci. Et pour finir, le député de *Mount Royal*, Sheila Finestone.

Mme Finestone: Merci, monsieur le président.

I want to compliment you; you handled that extremely well. Maurice was right on target. I really do not think there is much I can add to the brief you have presented; it is comprehensive, well written, emotionally moving, and it tells the truth. The questions Maurice raises are the fundamental questions. Without economic equality and without access on affirmative action and mandatory employment equity you will have violence, which is the outrage in manifestation of

[Translation]

now and tell you—and I speak for myself—that it is a social problem, and I think that a committee like ours is not concerned with such a problem at this moment. And, in my opinion, it is society as such which has to and will continue to have to solve the problem with the means available or to urge the other levels of government to help and assume their responsibility.

It would be great to give more help, amend legislation, give more facilities to women... Naturally, we are fully aware that, first and foremost, we have to take this course of action if we are to help women. But, at the same time, do you agree that this will not eliminate violence as such? Is there no way to educate people or make them aware, or something? I ask you this question: Do you agree that other efforts should be made jointly to this and, if so, very simply, what should they be?

Mme McConnell: Vous venez de poser une question difficile.

Mme Hebert: Comme on l'a dit brièvement, le problème tient au fait que ce n'est pas la seule forme de discrimination qui existe à l'égard des femmes. Il en existe à bien des niveaux et toutes ces choses doivent être réalisées—des emplois et toutes sortes de services connexes permettant aux femmes d'obtenir l'égalité de traitement, et de ne plus être victimes d'actes de violence. Par conséquent, il y a beaucoup d'autres facettes à ce problème.

De plus, le domaine de l'éducation publique, dont nous avons parlé, est extrêmement important, de même qu'il est important de prendre cette question au sérieux, et je ne crois pas qu'on l'ait vraiment fait jusqu'à ces dernières années. Les gens ne croyaient pas que de telles choses arrivaient vraiment ou ils le croyaient, mais ils estimaient que c'était une affaire privée et non pas un problème social. Donc, une sensibilisation plus grande de la société, qui doit être faite par l'intermédiaire de tous les paliers de gouvernement...

Mr. Tremblay (Lotbinière): Am I to understand that if we lessen the problems at the various levels of jurisdiction, in various areas such as employment, etc., we will succeed in making people aware of the situation of women, which in turn will improve? Did I get the meaning of your answer?

Mme Hebert: Oui.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Thank you very much.

The Chairman: Thank you. And, lastly, Sheila Finestone, Member of Parliament for *Mount Royal*.

Mrs. Finestone: Thank you, Mr. Chairman.

Je tiens à vous féliciter; vous avez extrêmement bien traité de cette question. Maurice a vraiment cerné l'essentiel. Je ne crois vraiment pas avoir grand-chose à ajouter au mémoire que vous avez présenté; il est complet, bien rédigé et touchant, et il dit la vérité. Les questions que Maurice soulève sont les questions fondamentales. Sans l'égalité financière et sans l'accès aux programmes d'action positive et l'équité obligatoire en matière d'emploi, il y aura de la violence, qui est la

[Texte]

inequality or lack of power. It is a societal phenomenon that is increasing particularly in western societies. I think you have hit the key; it is education; it is early education; it is using our public broadcasting systems in a more effective way to sensitize. Perhaps some of our broadcasters and our advertisers might change their soap ads to more effective soap ads that might show men and women in a nice compatible way, so you do not hit. I do not really know what all the answers are.

• 1455

There are two things I wanted to bring to your attention—Pauline brought one of them. I would like to encourage you to write and insist that the question of housing be put on the federal-provincial agenda. You have had a recovery of \$26 million which could have been used for secondary-stage housing last year and you have had a really serious cut in CMHC housing. Get it on the agenda and get it discussed. That is point one.

Secondly, on the divorce bill, I can tell you that I have proposed all along, and I think Mary Collins supports the proposition, that there be some kind of centralized enforcement agency. I think you are right on target there. That might help, but get your views across again. I know it is not the first, nor will be the last time.

What else can we do? I really do not know. The inequality of access across the land, outside of central major cities, is a problem; but it is an economic reality and I am not sure how it should be addressed. I just support the fact that you brought it to our attention.

I thank you very, very much. I do not know if there is any question you want to ask me, but I can assure you that you have an observation by our chair that society has its ugly side; the side of the coin we see. Certainly as legislators we try, both in terms of advocacy at our own riding level and our role in government, to do something. However, society has to evolve too and it is people like you who are going to make that change. Just keep hammering away. Congratulations.

The Chairman: Thank you very much. Perhaps just in concluding, to pick up that point Sheila Finestone mentioned about advocacy and increasing awareness of the problem we are talking about—family violence—at the constituency level in my own riding of Etobicoke—Lakeshore, I have planned a public forum on the issue of family violence which will be held a little later this fall. It is one of a series we are doing in the community to try and discuss locally the issues that are really affecting the way people are living, and you can be sure that I am going to be giving to the people who are planning that forum a copy of your excellent submission today. That will be another valuable way in which your work is going to reach out

[Traduction]

manifestation de l'inégalité ou du manque de pouvoir. C'est un phénomène de société qui prend particulièrement de l'ampleur dans les sociétés occidentales. Vous avez, je pense, mentionné la solution clé: il s'agit de l'éducation, de l'éducation tôt dans la vie, d'une utilisation plus efficace des réseaux de radiodiffusion publics à des fins de sensibilisation. Certains de nos radiodiffuseurs et de nos annonceurs pourraient peut-être remplacer leurs réclames de savons par des réclames plus efficaces qui présenteraient des hommes et des femmes d'une manière harmonieuse, de façon à ne blesser personne. Je ne connais vraiment pas toutes les réponses.

Je voulais attirer votre attention sur deux points, et Pauline a déjà traité de l'un d'eux. J'aimerais vous encourager à écrire et à exercer des pressions pour que la question du logement soit inscrite à l'ordre du jour des rencontres fédérales-provinciales. Vous avez recouvré l'année dernière 26 millions de dollars qui auraient pu être affectés à la deuxième étape d'un programme de logement et il y a eu des compressions très grandes dans les logements de la SCHL. Faites en sorte que cette question soit inscrite à l'ordre du jour et discutée. Voilà le premier point.

Deuxièmement, à propos du projet de loi sur le divorce, je propose depuis le début, et je pense que Mary Collins appuie la proposition, que soit créé un genre d'organisme d'exécution centralisé. À mon avis, vous mettez en plein dans le mille en présentant cette proposition. Cela peut aider, mais faites en sorte que vos opinions soient entendues. Je sais que cela n'est pas la première fois et que cela ne sera pas la dernière.

Que pouvons-nous faire d'autre? Je ne sais vraiment pas. L'inégalité d'accès dans tout le pays, à l'extérieur des grands centres urbains, est un problème; mais il s'agit là d'une réalité économique et je ne peux dire avec certitude comment il faudrait aborder ce problème. Je vous sais simplement gré de porter cette question à notre attention.

Je vous remercie beaucoup. J'ignore si vous souhaiteriez me poser des questions, mais je peux vous assurer, comme l'a dit notre président, que la société a une facette particulièrement déplaisante et c'est celle-là que nous voyons. Bien sûr, en tant que législateurs, nous essayons de redresser des torts, plaidant pour la bonne cause dans notre propre circonscription et en jouant notre rôle au gouvernement. Cependant, la société doit évoluer également et ce sont des gens comme vous qui changeront les choses. Continuez à travailler d'arrache-pied. Félicitations.

Le président: Merci beaucoup. En conclusion, permettez-moi de reprendre le point que vient de souligner Sheila Finestone au sujet de l'appui à accorder à la cause et de la sensibilisation accrue de la population au problème dont nous parlons, c'est-à-dire la violence dans la famille. Dans la circonscription que je représente, Etobicoke—Lakeshore, j'ai organisé une assemblée publique qui aura lieu un peu plus tard cet automne et portera sur ce thème. Cette assemblée s'inscrit dans une série de rencontres que nous organisons dans la collectivité pour discuter ensemble des questions qui touchent vraiment le mode de vie des gens et vous pouvez être certaines que je vais remettre aux organisateurs de cette assemblée un

[Text]

and have ultimately, as it must, the desired resulted. Certainly, on our committee, we will be addressing this subject in our report to Parliament.

I would like to thank you both, Susan McConnell and Cheryl Hebert, for being with us. Thank you.

Ladies and gentlemen, we are going to resume at 3 p.m. with the next submission. It is about five or six minutes to three and committee members have to have about a five-minute meeting, so I am going to adjourn this meeting for about five minutes.

Until then, the meeting is adjourned.

[Translation]

exemplaire de votre exposé extrêmement pertinent. Ainsi, votre travail rejoindra une fois de plus la population et pourra en fin de compte, comme il se doit, atteindre les objectifs visés. Assurément, les membres de ce Comité traiteront de cette question dans le rapport que nous présenterons au Parlement.

J'aimerais vous remercier toutes les deux, Susan McConnell et Cheryl Hebert, d'être venues nous rencontrer aujourd'hui. Merci.

Mesdames et messieurs, nous reprendrons l'audience à 15 heures et nous entendrons alors le prochain exposé. Il est environ deux heures cinquante-cinq minutes et les membres du Comité doivent se réunir pendant environ cinq minutes. J'ajourne donc la présente audience pour environ cinq minutes.

La séance est levée jusqu'à 15 heures.

• 1520

The Chairman: Ladies and gentlemen, if we could resume the hearings, I would like now to call on the chairman of the HUB, Mr. Adrian Battcock. HUB is the Physically Handicapped Centre. I believe you are being joined by Mr. Vickers, who is also connected with HUB. You have been here through the morning as well so you have seen our way of proceeding, which is to turn the microphone over to you and invite you to give us the benefit of your thinking on section 15. Then, with time permitting, we will have some questions from the Members of Parliament. So I would like to welcome you before our equality rights committee and ask you now to speak to us.

Mr. Adrian Battcock (Chairman, The HUB, Physically Handicapped Centre): Thank you, Mr. Chairman. I certainly welcome you to this great province of ours, likewise your colleagues, and of course, my colleague from *Nouvelle France*. I am particularly delighted to see, from my observations this morning, that you are paying particular attention to the very sensitive areas which have been so adequately covered.

First, when I received an invitation to come before this committee, I sat down and thought in terms of philosophy, in terms of broad generalizations, as to what the intention, the scope and the object were of section 15 of the charter. I tried assiduously, in a legal fashion, in a social perspective type of concept, looking at things culturally and traditionally, to see what, if any, was the manifest intention of section 15. It became readily apparent, Mr. Chairman, and readily obvious that, if anything, section 15 creates a new class of right, in a sense re-affirming what were already rights in place in the unwritten Constitution.

We, as members of the disabled community—and I think in a consensual view it is shared by other perceived minorities—felt we were being provided with a remedy for a fast solution or a quick fix to our problems. In my subsequent reasoning, I found to my consternation and aggravation that, while the framers of section 15 had a monumental task, when they delivered you the baby to care for, they certainly asked you to

Le président: Mesdames et messieurs, nous reprenons l'audience et j'aimerais maintenant inviter le président du HUB, M. Adrian Battcock, à venir faire son exposé. Le HUB fait partie du *Physically Handicapped Centre*. Vous êtes accompagné, si je ne m'abuse, par M. Vickers qui a également des liens avec le HUB. Vous avez assisté à l'audience tout l'avant-midi, de sorte que vous avez vu comment nous procédons. Nous vous donnons la parole et vous invitons à faire part de vos opinions au sujet de l'article 15. Puis, si le temps le permet, les députés poseront quelques questions. J'aimerais donc vous souhaiter la bienvenue devant notre Sous-comité sur les droits à l'égalité et je vous cède maintenant la parole.

M. Adrian Battcock (président, HUB, Physically Handicapped Centre): Merci, monsieur le président. Je vous souhaite la bienvenue dans notre belle province, comme vos collègues et, bien sûr, mon collègue de la province de Québec. Je suis particulièrement enchanté de constater, après ce que j'ai pu voir ce matin, que vous portez une attention particulière aux problèmes très délicats qui ont été traités à fond de façon si appropriée.

Premièrement, quand j'ai été invité à faire un exposé devant le présent Comité, je me suis assis et j'ai essayé de déterminer, en faisant appel aux théories, aux grandes généralisations, quels étaient l'intention, le champ d'application, l'objet de l'article 15 de la Charte. J'ai tenté assidûment, du point de vue de l'aspect juridique, d'une perspective sociale, de la culture et de la tradition, de voir quelle intention manifeste, le cas échéant, se cachait derrière l'article 15. Je me suis tout de suite rendu compte, monsieur le président, que l'article 15 créerait plutôt une nouvelle catégorie de droits, confirmant en un sens les droits qui étaient déjà inscrits dans la Constitution non écrite.

Nous, en tant que membres de la communauté des handicapés, et je pense que les autres minorités visibles l'ont également perçu ainsi, avons eu l'impression que l'on nous fournissait un recours pour régler rapidement nos problèmes. En poursuivant mon raisonnement, j'ai constaté à ma grande consternation que, si les législateurs qui ont rédigé l'article 15 avaient une tâche monumentale à accomplir, ils vous ont assurément

[Texte]

decide or recommend on a very delicate and very sensitive and very important issue. I think we are all impressed and struck with the good intentions of Parliament and, I suppose, of the great Canadian society.

I must speak from my own experience. I recall that, approximately ten years ago in this city of St. John's or in the Province of Newfoundland, there existed no transportation for the disabled, there existed no group representing the disabled, and the programs in place for the disabled were few and far between. One could honestly and simply say that they were knock-up efforts to fill perceived gaps in the legislation or they were just done on an ad hoc basis.

• 1525

We have been very fortunate in this delightful province to have had a progressive and enlightened government and that we have consistently, over the years, been pleased with the very constructive approach and the very important approach that our government has taken. I think the effect of the approach by government has left the disabled community with a very positive image of things to come.

It is not my intention today to burden you or your learned committee with a cost analysis or an economic analysis or a social analysis as to why I, as a disabled person, want my rightful place in society. I am sure that your committee has heard numerous reasons why this is so. The progress we are making in this province, which I hold up as being exemplary, is simply because we have learned to negotiate. We are patient and we are willing. We know the inherent problems. We know the problems that are endemic to this particular situation in trying to ply section 51.

We are also aware that we are not asking for any new rights. Section 51 for certain perceived groups may have provided a remedy or may have opened up new areas of rights. I do not dispute that. All we ask of this committee is to find that what you have is a highly visible class or group of people who are excluded at present from the larger society.

I would not want you to misinterpret any of my remarks up to this point in my saying that I am pleased with what has happened up to this stage. I will only say that we are making tremendous progress. We feel in the approach the necessity of negotiation and the balancing of interest.

What I am saying is that we are a highly visible group who are unquestionably and fundamentally denied the access to other institutions that each and every other citizen of this country takes as a God-given right, such as transportation, hospitals, church, and some kind of a social life. We have been without these for years. We are gradually gaining some ground. Mr. Chairman, I say that if such a role—and I emphasize role—is so blatantly obvious, I think the solution rests not in looking at costing, the economic consequences or the future in relation to the other perceived minorities, albeit they have good causes, but action should be taken to immediately implement as a recommendation of this committee that

[Traduction]

demandé, en vous remettant le fruit de leur travail, de prendre une décision ou de formuler des recommandations à propos d'une question très délicate et très importante. Je pense que les bonnes intentions du Parlement et, je suppose, de la grande société canadienne, nous ont tous impressionnés et frappés.

Je puise dans ma propre expérience. Il y a une dizaine d'années, il n'existait, ni dans la ville de St. John's ni dans la province de Terre-Neuve, aucun service de transport pour les handicapés et aucun groupe porte-parole, et les programmes s'adressant aux handicapés étaient plutôt rares. Il serait juste de dire qu'il s'agissait de demi-mesures prises à la hâte pour combler des lacunes apparentes dans les lois ou encore de mesures prises dans des cas particuliers.

Nous avons eu la chance, dans cette belle province, d'avoir un gouvernement progressiste et éclairé qui a pris, au cours des années, des mesures très constructives et importantes dont nous avons toujours été très satisfaits. Je crois que la ligne de conduite adoptée par le gouvernement est, pour les handicapés, un heureux présage de l'avenir.

Je n'ai pas l'intention d'assujettir les membres de ce distingué comité à une analyse financière, économique ou sociale des raisons pour lesquelles je tiens, en tant que personne handicapée, à participer pleinement à la société comme c'est mon droit. Je suis certain que le Comité a entendu d'innombrables arguments à ce sujet. Les progrès qui ont été réalisés dans cette province, que je considère exemplaire, l'ont été parce que nous avons appris à négocier. Nous faisons preuve de patience et de bonne volonté. Nous connaissons bien les problèmes qui se posent inévitablement dans cette situation particulière, soit l'application de l'article 51.

Nous ne revendiquons pas non plus des droits. L'article 51 peut avoir apporté des solutions aux problèmes de certains groupes ou avoir mis en relief des nouveaux droits dans certains domaines. Je ne le conteste pas. Nous demandons simplement aux membres du Comité de reconnaître que nous constituons une catégorie ou un groupe de personnes bien en vue qui sont exclues de la société à l'heure actuelle.

Je ne voudrais pas que vous vous mépreniez sur le sens de mes propos lorsque j'affirme être satisfait des progrès réalisés jusqu'à maintenant. Je dis simplement que nous avons fait beaucoup de progrès. Nous croyons qu'il importe de négocier et de peser les intérêts.

Je précise seulement que nous sommes un groupe de personnes qui se voient privées, indéniablement et fondamentalement, de l'accès à des services auxquels tout citoyen de ce pays considère avoir un droit inaliénable, par exemple, le transport, les hôpitaux, les établissements de culte et les activités sociales. Nous avons été tenus à l'écart très longtemps mais la situation s'améliore progressivement. Monsieur le président, à mon avis, si un tel rôle, et j'insiste sur le mot rôle, existe de façon si évidente et si patente, le problème ne sera pas réglé en envisageant les coûts, les retombées économiques ou l'avenir par rapport à ceux des autres minorités reconnues, même si celles-ci ont de bonnes raisons de se faire entendre;

[Text]

certain statutory provisions, standards and regulations be established, either under the available legislation or, in fact, created.

• 1530

I am not unmindful of the jurisdictional question of provincial and federal areas. However, let me say that much to my regret I have heard on a number of occasions people bold enough to tell me that they cannot give me that right because it is going to cost them. They operate their bus service at a \$2 million deficit, but if it is going to cost them another \$10,000 to give me a new bus to drive around, they will not; it is economically unfeasible.

• 1535

I hope I have been successful today in painting the scenario whereby I perceive that the charter, and particularly section 15, is not a magic wand; it is not a quick fix. I could go on to argue ad infinitum that when the formulators, the legislators, conceived section 15 it was their intention to avoid litigation, to avoid disputes, to avoid long drawn-out discussions. I think the emphasis was certainly meant to be placed upon the disabled community and the community of people mentally afflicted. I think that is the purpose when you read the general intentions of section 15, and of course when you look at the particular clauses of same.

I could not help but be struck this morning by the poignancy of certain questions asked here; one question in particular struck me, and it was discussed a number of times. I think it was a very important point. The question was whether or not section 15 is open-ended. I know that particular question is a very poignant one for your committee, Mr. Chairman, but let me assure you I have no uncertainties at all that there will be any ambiguities as to the place of the disabled community in intention, goal or object.

Having looked very generally at it, I am tempted to go into the philosophical underpinnings as to why I think the disabled should not be excluded, albeit not intentionally. However, let me say, I can only refer you to the noted Judge Abella and I am sure you are possibly already in receipt of our submission. I can also bring your attention to the wonderful paper submitted by Ed Ratushny who handled things so well. In his paper he recommended, of course, many many reforms. I also recommend you to have a look at the paper submitted to your committee by a Mr. Baker.

I would just like to say, in summing up, Mr. Chairman, that I am delighted you have come here; it is great to see you people coming down to this small island. I will tell you why it is great that you come down to this small island; it is simply because we people, as islanders, have a fundamental approach

[Translation]

j'estime plutôt qu'il faudrait dès maintenant mettre en application ce qui pourrait être une recommandation du Comité stipulant d'appliquer, aux termes de la loi actuelle, ou même d'instaurer certaines dispositions, certaines normes et certains règlements statutaires.

Je suis conscient du problème de la compétence des provinces et du gouvernement fédéral. Cependant, permettez-moi de dire qu'à mon grand regret, j'ai déjà entendu un certain nombre de fois des gens osant me dire qu'ils ne peuvent pas m'accorder ce droit à cause des coûts que cela entraînerait. Ils exploitent un service d'autobus malgré un déficit de 2 millions de dollars, mais ils refusent de dépenser une somme additionnelle de 10,000\$ pour me fournir un bus neuf; selon eux, ce n'est pas rentable.

J'espère avoir réussi aujourd'hui à expliquer pourquoi je crois que la Charte, et en particulier l'article 15, ne fera pas des miracles; il n'y a pas de solution magique. Je pourrais décrire ad vitam aeternam comment les concepteurs, les législateurs, qui ont rédigé l'article 15 visaient à éviter les litiges, à éviter les conflits, à éviter les discussions longues et interminables. Je pense que leur intention était certainement de mettre l'accent sur l'ensemble des handicapés physiques et mentaux. Je crois que c'est l'objet de cet article, si vous examinez la portée générale de l'article 15 et, bien entendu, les clauses de cet article.

Je n'ai pu m'empêcher d'être frappé par certaines questions qui ont été posées ce matin; une question en particulier m'a frappé et elle a été soulevée à différentes reprises. Je pense qu'il s'agit d'un point important. Elle portait sur la possibilité que l'article 15 soit équivoque. Je sais que cette question est très importante pour votre Comité, monsieur le président, mais permettez-moi de vous assurer que je n'ai aucune incertitude qu'il n'y a pas d'ambiguïté dans l'article 15 en ce qui a trait aux droits des personnes handicapées, du point de vue ni de l'intention, ni du but, ni de l'objet de cet article.

Maintenant que nous en avons parlé à un niveau très général, je suis tenté d'aborder les raisons philosophiques pour lesquelles je pense que les personnes handicapées ne devraient pas être exclues, du moins non intentionnellement. Cependant, je peux seulement vous demander de vous reporter aux conclusions de l'éminent juge Abella et à notre mémoire que vous avez peut-être déjà reçu. Je veux également attirer votre attention sur un mémoire remarquable qui a été présenté par Ed Ratushny, qui a si bien analysé la situation. Dans son mémoire, il recommande, bien entendu, un très très grand nombre de réformes. Je vous recommande également d'examiner le mémoire qui a été soumis à votre Comité par un M. Baker.

J'aimerais simplement dire, pour résumer, monsieur le président, que je suis heureux que vous soyez venus ici; c'est bon de voir un Comité comme le vôtre se rendre dans cette petite île. Je vais vous dire pourquoi il est merveilleux que vous ayez rendu visite à notre petite île; c'est simplement que nous,

[Texte]

to human beings and to life. We still respect the dignity and the equality of man. I think once we set out—be it intentionally or not—to deny this fundamental right, we are looking at somehow or other taking away a little from our greater democracy.

• 1540

I am not going into the case law or looking at the statutory or legal or other ways in which we can go about seeking a remedy or how the governments can help alleviate our problems. I think, Mr. Chairman, you are going to be looking very closely at that sort of thing. I thank you one and all, and we will soon see you again, I hope.

The Chairman: I certainly hope so. On behalf of the committee I would like to thank you for your statement to us this afternoon, and perhaps make a comment now that I have made at other times—that while of course we will be looking at the costs of what we are recommending, because we cannot be unmindful of the context within which we are working, we are dealing here with fundamental legal rights. Speaking at least for myself, if not for the entire committee, it is not really a question of how much it costs to improve the position of the handicapped people in our society, but rather a question of how much it costs not to improve the position of handicapped people in our society.

Most assuredly there are costs in the present system, and the difference between a person who is able to work in gainful employment where she or he is able to get to a job and be as self-reliant as possible rather than depending on a cheque from the government rather than being dependent—that is a cost that can be measured in real terms, both financial and in terms of human dignity. I think it certainly does not serve any of us well to be pre-occupied with dollars and cents in that limiting and constricting way, so it is exceedingly helpful to have had that statement you just made to us, which I think reinforces that fundamental idea.

If there are questions from the members of the committee we will begin. Roger Clinch.

Mr. Clinch: Thank you, Mr. Chairman. Thank you very much for your presentation. I appreciate your remarks, as they were appropriately addressed in regard to the open-endedness in section 15. I think I should make the point that in making those statements this morning it just appears to me that if we try to develop some sort of exhaustive list in section 15 and keep amending and amending, we are then becoming discriminatory in our own way, as it will be perceived that society has a right to discriminate against anybody who is not on that list. I believe it is the crux of what we are going to report, and as a result of that is something I have held very strongly from the day this committee was struck. Therefore, I appreciate your comments very much on it, as well as a very moving presentation. Thank you very much.

The Chairman: Thank you very much. Maurice Tremblay.

M. Tremblay (Lotbinière): Merci, monsieur le président.

[Traduction]

les habitants de l'île, avons une philosophie bien définie en ce qui concerne les êtres humains et la vie. Nous conservons un profond respect de la dignité et de l'égalité des hommes. À mon avis, lorsque des personnes se voient privées de ces droits fondamentaux, délibérément ou non, il y a érosion de la démocratie.

Je ne vais pas examiner la jurisprudence ni les moyens légaux ou autres dont nous pourrions nous prévaloir pour remédier à la situation ni les mesures que les gouvernements pourraient prendre pour atténuer nos problèmes. Je crois, monsieur le président, que vous en ferez une analyse approfondie. Je vous remercie tous et j'espère que nous nous reverrons.

Le président: Je l'espère bien aussi. Au nom des membres du Comité, je vous remercie de nous avoir présenté votre exposé cet après-midi et j'aimerais répéter une observation que j'ai faite à d'autres occasions. Voici. Même si nous allons examiner les coûts que peuvent entraîner nos recommandations, puisque nous ne pouvons négliger l'objet de nos travaux, à savoir l'examen des droits fondamentaux en vertu de la loi. À mon avis, sinon de celui des membres du Comité, il ne s'agit pas tellement de savoir combien il en coûte d'améliorer la situation des handicapés de notre société, mais plutôt combien il en coûte de ne pas améliorer leurs conditions de vie.

La situation actuelle engendre évidemment des coûts, lesquels correspondent à la différence entre une personne apte à travailler qui se trouve un emploi rémunérateur lui permettant d'être le plus autonome possible et celle qui doit dépendre de l'aide financière du gouvernement, et ce sont ces coûts qui peuvent être évalués tant sur le plan financier qu'en termes de dignité humaine. À mon avis, il n'est certainement pas profitable pour nous de limiter la question à son aspect financier, c'est pourquoi je considère vos remarques fort utiles puisqu'elles appuient ce point de vue.

Les membres du Comité qui ont des questions à poser peuvent prendre la parole. Roger Clinch.

M. Clinch: Merci, monsieur le président. Je vous remercie de votre exposé. Vos remarques étaient très judicieuses puisqu'elles portaient sur l'imprécision de l'article 15. Il me semble toutefois nécessaire de préciser, à ce sujet, que nous risquons de faire preuve de discrimination nous aussi si nous tentons de dresser une liste exhaustive se rapportant à l'article 15, une liste qui est appelée à être modifiée maintes fois, puisque certains pourraient en conclure qu'il est admissible de faire preuve de discrimination à l'égard de ceux qui n'en font pas partie. Je crois qu'il s'agit d'un point essentiel qui sera mis en relief dans notre rapport et auquel j'attache une très grande importance depuis la création du Comité. Pour ces raisons, j'ai beaucoup apprécié vos remarques et votre exposé émouvant. Je vous remercie.

Le président: Merci. Maurice Tremblay.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Thank you, Mr. Chairman.

[Text]

• 1545

J'ai davantage un commentaire à faire qu'une question à vous poser. D'abord, je vous félicite pour votre témoignage qui me touche personnellement. Moi aussi je veux mettre l'emphase sur ce que notre président a dit, à savoir que nous avons eu à ce jour l'occasion de nous rejoindre, je dirais assez profondément, sur l'orientation de nos recommandations de notre rapport; et sans parler nécessairement pour tout le groupe, j'y vais aussi de mon commentaire personnel. Nous sentons et nous sommes conscients de l'importance de notre Comité tant au niveau de son progrès que, si vous me permettez l'expression, de son *timing* avec ce qui vient de se passer récemment au plan électoral, au niveau du changement, et à cause évidemment de la mise en vigueur de cet article 15. Il y a là un ensemble de circonstances qui est peu commun, ce qui ne se répètera probablement jamais.

Nous avons donc là une occasion que nous n'avons pas le droit de rater et soyez assurés que nous sommes conscients de notre rôle social, peu importe le prix que cela peut coûter, que nous devons assumer.

Je conclus en disant que votre référence à votre île est très poétique et très juste à la fois, et nous espérons que le Canada, justement, soit un assemblage de telles mosaïques semblables à votre île que je trouve extraordinaire.

M. Battcock: Monsieur, merci! Je pense que vous et tout le Comité êtes très sympathiques.

M. Tremblay (Lotbinière): La même chose pour vous. Merci.

Mrs. Finestone: Firstly, I would like to thank you for a very coherent, well thought through presentation. I was thinking to myself that you really should be representing your own constituency at the political level. You are extremely articulate and very moving.

Everything you have said, of course, is true and I agree with Maurice, *l'île, votre île est une perle*. If your philosophy was to come through, that would be wonderful.

I would just like to ask if you would care to enunciate a little bit, or expound on your views of Ratushny and Abella, and particularly on your own confrère's remarks because I am very seriously concerned that the employment equity package which has been tabled will not meet either the quick fix or the long term unless there is some mandatory application of same and some monitoring that can be effective.

Mr. Battcock: I thank you so much for your question. It raises a whole new scenario. It would be remiss of me if I were not to offer some suggestions in relation to the efforts that so far have been taken by the federal government to help alleviate or solve some of those problems. I would only like to say, and again it is a simple observation, that while I perceive the writings of her honour, Judge Abella, as laying a sound, fundamental basis as to why such a group as the disabled or any other perceived group has a rational, logical reason to be included under section 15, I think that what has effectively happened is that Professor Ratushny has taken the ideology

[Translation]

What I have to say is more a comment than a question. Let me first congratulate you for your testimony which concerns me personally. I too want to repeat what the chairman has said that we have so far had the opportunity to be overwhelmingly unanimous about the real meaning of the recommendations which will be included in our report. Without speaking for the whole group, here is my personal opinion. We know and we realize the importance of our committee as much for the progress we have made than for its relevance to the change that has recently occurred during the election and of course concerning the implementation of section 15. These are rare developments which probably will never be seen again.

We cannot let that opportunity go by and let me tell you that we are aware of the role we have to play, whatever the cost.

Let me say, in closing, that you speak very poetically and very appropriately of your island and that we would like Canada to be made up of a medley like your island which I find fabulous.

Mr. Battcock: Thank you, sir. I think that you and the whole committee are very kind.

Mr. Tremblay (Lotbinière): The same goes for you. Thank you.

Mme Finestone: J'aimerais tout d'abord vous remercier pour votre exposé très facile à comprendre et très exhaustif. Je me disais que vous devriez représenter votre région sur la scène politique. Vous vous exprimez avec beaucoup de facilité et vous êtes très émouvant.

Naturellement, tout ce que vous avez dit est vrai et comme Maurice, je suis d'avis que l'île, votre île, est une perle. Si l'on finissait par accepter votre façon de voir, ce serait merveilleux.

Je voudrais simplement vous demander de commenter quelque peu les vues des juges Ratushny et Abella ou de nous dire ce que vous en pensez et, en particulier, de commenter les remarques de votre collègue parce que je crains que les recommandations relatives à la justice dans l'emploi dont le Comité a été saisi ne régleront pas le problème, ni rapidement, ni à long terme, à moins qu'elles soient mises en vigueur par une loi et à moins d'un certain contrôle efficace.

M. Battcock: Je suis content que vous me posiez cette question. Elle soulève des possibilités toutes nouvelles. Ce serait de la négligence de ma part si je ne me prononçais pas sur les efforts que le gouvernement fédéral a déployés jusqu'à maintenant pour éliminer ou pour régler certains de ces problèmes. Permettez-moi de dire, et je le répète, ce n'est qu'une opinion, que tout en constatant que la pensée de son honneur le juge Abella nous permet vraiment et complètement de comprendre pourquoi un groupe comme les handicapés ou tout autre groupe reconnu doit rationnellement et logiquement relever de l'article 15, à mon avis, ce qui s'est produit, c'est que

[Texte]

and practicality of Abella and translated it into hard concrete recommendations leading the way to at least some type of statutory or legislative reform.

• 1550

Let me hasten to add that their recommendations do provide the mechanism for opening the door, and the establishment of a committee by the federal government does provide, albeit maybe small, maybe not quite as grandiose as we want, a certain opening allowing us to get the wedge in the door. But I honestly and sincerely believe we have not yet had enough time to get the spread effect as to implications of the charter.

Mr. Chairman, I perceive your role as possibly being the most important one ever given to a parliamentary committee, and I sincerely believe that. You are being watched very, very closely by a lot of people. I would even go this far, Mr. Chairman, not by way of threat or by way of warning, but as Socrates would say, to give a word to the wise. I am sure you will govern yourself accordingly. I thank you.

The Chairman: Thank you. Pauline, did you have a question?

Mrs. Browes: Thank you, Mr. Chairman.

I would just like to say to you, Mr. Battcock, what a powerful communicator you are, and your sincerity is remarkable. We certainly appreciate your presence and your words here today. We appreciate it very much.

The Chairman: Your final words about the role of this committee, I think, are increasingly ringing true as men and women across Canada come to the realization that section 15 is profound and far reaching, that it can be the legal instrument by which the social order in this country is transformed into what I think perhaps the dream of Canada has always been and can make it a reality. It does not happen, of course, simply by dreaming; it happens by some very hard work. As parliamentarians, that work on our part involves making some recommendations in about seven weeks' time. We will be greatly aided in doing that by what you have said to us this afternoon. Thank you very much for appearing before us.

Mr. Battcock: Thank you again, Mr. Chairman and colleagues.

The Chairman: Thank you. Ladies and gentlemen, for the duration of the hearings this afternoon, there are three groups. Next is the St. John's Status of Women Council, followed by the Provincial Advisory Council on the Status of Women, and then we do have someone who was not previously scheduled but who wanted to speak on behalf of the organization called Fathers Fighting Back. We are here to listen to people who want to talk to us and so we are not standing on formality of whether someone had previously been scheduled. We will hear from Mr. Owen Crosson, the spokesman for that organization.

[Traduction]

le professeur Ratushny s'est servi des idées du juge Abella et de leur pertinence pour en tirer des recommandations concrètes et précises, pavant la voie à une réforme des statuts ou de la loi.

Je m'empresse d'ajouter que leurs recommandations peuvent vraiment servir d'entrée en matière et que la création d'un comité par le gouvernement fédéral constitue une certaine amorce, bien que minime et peut-être pas aussi impressionnante que désirée, mais nous permettant d'entreprendre nos travaux. Cependant, je crois franchement et sincèrement qu'il est encore trop tôt pour que nous puissions connaître les effets de la Charte.

Monsieur le président, à mon avis, et je le crois fermement, votre Comité est probablement appelé à jouer le rôle le plus important qui ait été confié à un comité parlementaire. Les yeux d'un grand nombre de personnes sont braqués sur vous. J'irais même, monsieur le président, sans vouloir vous menacer ou vous mettre en garde, jusqu'à espérer que vous vous comporterez à l'avenant, comme disait Socrate à qui voulait l'entendre. Merci.

Le président: Merci. Pauline, vouliez-vous poser une question?

Mme Browes: Merci, monsieur le président.

J'aimerais simplement dire à M. Battcock qu'il a la parole très facile et que sa franchise est remarquable. Il va sans dire que nous avons beaucoup apprécié votre présence parmi nous et votre façon de dire les choses.

Le président: À mon avis, vos derniers mots sur le rôle de notre Comité sonnent juste alors que les hommes et les femmes du Canada tout entier prennent conscience de l'ampleur et de la portée de l'article 15 et du fait qu'il pourrait présenter l'instrument juridique capable de transformer en une réalité le rêve que les citoyens du Canada ont toujours entretenu à propos de l'ordre social du pays. Naturellement, il ne faut pas uniquement rêver; il faut travailler très fort. Notre tâche, en tant que parlementaires, consiste à présenter certaines recommandations dans environ sept semaines. Ce que vous nous avez dit cet après-midi nous facilitera grandement la tâche. Merci beaucoup de votre présence parmi nous.

M. Battcock: Merci encore une fois, monsieur le président et chers collègues.

Le président: Merci. Mesdames et messieurs, les audiences de cet après-midi seront consacrées à trois groupes. Suivront, dans l'ordre, le Conseil du statut de la femme de St. John's, le Conseil consultatif provincial sur le statut de la femme et, ensuite, une personne dont l'exposé n'était pas à l'ordre du jour, mais qui désire nous parler d'un organisme appelé *Fathers Fighting Back*. Nous sommes ici pour écouter ceux qui veulent nous parler; nous n'exigerons donc pas que l'exposé d'un intervenant ait été prévu à l'ordre du jour. M. Owen Crosson, porte-parole de cet organisme, nous adressera la parole.

[Text]

Now, perhaps I could call on Beth Lacey, the Co-ordinator of the St. John's Status of Women Council. We have received just now a copy of your brief, and I would like to invite you to speak to that. Then with time, we will have some questions from the Members of Parliament. Welcome, and you have the floor.

Ms Beth Lacey (Co-ordinator, St. John's Status of Women Council): Thank you. This brief is being presented by the St. John's Status of Women, a local lobby group on women's issues. My name is Beth Lacey. I am the co-ordinator of the women's centre that is operated by the St. John's Status of Women Council.

• 1555

During the constitutional debates in November 1981 our organization helped mobilize the women of this province to fight against the exclusion of clause 28. So it was only three years ago that the premiers of this country were prepared to leave equality rights for women out of the Charter of Rights and Freedoms. We were successful, obviously, and we have equality on paper; but obviously this is not the end of the issue. We are once again being asked to comment on equality. It was understood by women, and I guess others as well, that the three-year moratorium placed on equality was to be used to study the impact—social, legislative, whatever. I guess the question we have is why then are these hearings once again being conducted, and why so late, and I guess why so little notice for us? That being said, I guess I will make my comments on equality, as you expect me to do.

In the next few minutes I would like to outline some of the issues connected with this and the policy changes we feel should be implemented. The first comment I have relates to section 33, which enables provinces and the federal government to override section 15. Having almost lost section 28, as I referred to earlier, just three short years ago, we are a little apprehensive about giving this kind of power to provinces—or to anyone—and we would like to express our concern.

The meaning of equality as stated in section 15 ensures equality between the sexes. We were wondering, does this mean the same treatment? Because we feel that same treatment does not equate equality, necessarily; it may sometimes require different treatment so that equality may be attained. This is the purpose of subsection 15(2), we feel, which provides for affirmative action. We hope that if further problems of systemic discrimination occur they will be recognized and provisions will be made similar to subsection 15(2). I will talk about those as related to domestic wages and part-time work a little later.

Women are the single largest group covered by these new guarantees of equality, and we are left with litigation as the only means to establish precedents. This poses problems, because women have low status and the majority do not have

[Translation]

Pour le moment, j'invite à prendre la parole Beth Lacey, la coordonnatrice du Conseil du statut de la femme de St. John's. Nous venons à peine de recevoir un exemplaire de votre mémoire et j'aimerais que vous le commentiez. Par la suite, les députés vous poseront des questions. Bienvenue parmi nous. La parole est à vous.

Mme Beth Lacey (coordonnatrice, Conseil du statut de la femme de St. John's): Merci. Le mémoire dont a parlé le président est présenté par le Conseil du statut de la femme de St. John's, un groupe d'intérêt local s'occupant des problèmes des femmes. Je m'appelle Beth Lacey. Je suis la coordonnatrice du centre des femmes qu'administre le Conseil du statut de la femme de St. John's.

Au cours des audiences constitutionnelles de novembre 1981, notre organisme a participé à la mobilisation des femmes de la province dans le but de lutter contre le retrait de l'article 28. Donc, il y a à peine trois ans, les premiers ministres du pays étaient prêts à rédiger la Charte des droits et libertés sans lui associer le droit de la femme à l'égalité. Nous avons évidemment réussi et, en théorie, il y a égalité. Toutefois, nous ne sommes pas au bout de nos peines. On nous demande à nouveau de parler d'égalité. Les femmes et d'autres citoyens aussi, je suppose, ont compris que le moratoire de trois ans imposé à la question de l'égalité devait servir à analyser les répercussions sociales, législatives et ainsi de suite. À vrai dire, nous nous demandons pourquoi d'autres audiences sont tenues, pourquoi a-t-il fallu attendre si longtemps et pourquoi tient-on si peu compte de nous. Cela dit, je vais vous livrer mes commentaires sur le problème de l'égalité; c'est bien ce que vous attendez de moi.

Au cours des minutes qui suivent, j'aimerais vous parler des questions qui s'y rattachent et des politiques que nous aimerions voir changer. Ma première remarque a trait à l'article 33 qui permet aux provinces et au gouvernement fédéral de passer outre à l'article 15. Comme je l'ai déjà dit, parce que nous avons presque dû renoncer à l'article 28, il y a à peine trois ans, nous doutons du bien-fondé d'accorder de tels pouvoirs aux provinces ou à quiconque et nous aimerions vous faire part de notre inquiétude.

Au sens de l'article 15, le terme «égalité» a trait à l'égalité entre les sexes. Nous aimerions savoir si cela signifie le même traitement. En effet, nous sommes d'avis qu'un traitement uniforme n'est pas forcément synonyme d'égalité; l'égalité peut parfois nécessiter des traitements différents. Nous estimons que c'est ce que vise le paragraphe 15(2) où il est question d'action positive. Nous espérons, si la discrimination systémique suscite d'autres difficultés, qu'elles seront prises en considération et que d'autres dispositions semblables au paragraphe 15(2) seront prises. J'aborderai, un peu plus tard, les problèmes découlant du travail au foyer rémunéré et du travail à temps partiel.

Les femmes forment le groupe le plus imposant visé par ces nouvelles garanties d'égalité, et la seule façon dont elles disposent pour établir des précédents, c'est d'intenter des poursuites. Cela pose un problème parce que leur situation

[Texte]

the means to pay legal fees. While we recognize that LEAF will be able to provide some money for group litigation, it does not have sufficient means to provide funding for individual litigations.

Homosexuals are particularly vulnerable when choosing litigation as a means to establish precedents. Subsection 15.(1) does not include sexual orientation as an enumerated ground for discrimination. It is commonly thought that the absence of this ground is different from giving permission to discriminate on this issue. As *Equality Issues in Federal Law* states, though, the Canadian forces have policies excluding homosexuals from enrolment and will discharge them if discovered. The lack of enumerated grounds then offers little or no protection, and it is difficult for homosexuals to litigate, because they are not equal before the law. They will leave themselves open to discrimination if they pursue this course of action.

It states also in that little blue book . . . I mean, the people who actually studied this did say in that book, on page 63 I believe, that they felt it probably would not be covered, that homosexuals would not be given protection. We think sexual orientation as a basis for discrimination is unacceptable.

The inclusion of subsection 15.(2) does not ensure provision of programs. Limits may be placed on the equality guarantees of section 15, because as *Equality Issues in Federal Law*, or the little blue book, as I call it, states: "financial costs must also be considered". The federal government may opt out of program development or policy changes for financial reasons. They could opt out, for example, if they considered defence to be a priority for spending. The inclusion of 15.(1) and (2) may still cause longstanding discrimination for particular groups of Canadians if financial limits are imposed. We feel subsection 15.(2) is particularly vulnerable to financial limits. The disabled will probably also be victims of these financial limitations, as my friend stated earlier.

I will now comment briefly on some specific issues. This brief does not attempt to cover all issues, as time would not allow, so areas such as pornography, maternity benefits, marital status and others will be left to other groups, who I am sure will do it ably.

First of all, I will talk on the subject of women and violence. Women, due to our position and societal attitudes about our worth, have been victims of battering and rape for hundreds of years. In the last decade, Canada has begun to take a stand against assault on women, but more work needs to be done.

[Traduction]

sociale est limitée et que la majorité d'entre elles ne peuvent se payer un avocat. Nous sommes conscientes que le LEAF peut financer des recours collectifs, mais ses fonds ne lui permettent pas de financer des poursuites individuelles.

Les homosexuels sont particulièrement vulnérables s'ils intentent des poursuites pour établir des précédents. Le paragraphe 15(2) ne dit pas qu'il peut y avoir discrimination à cause de l'orientation sexuelle. Il est généralement reconnu que l'absence de ce motif de discrimination ne signifie pas qu'il est permis de faire de la discrimination en fonction de l'orientation sexuelle. Cependant, comme on le dit dans «Les droits à l'égalité et la législation fédérale», les Forces armées canadiennes ont comme politique de n'enrôler aucun homosexuel et de les réformer s'ils sont découverts. Le fait que certains motifs de discrimination ne soient pas inscrits dans la Charte élimine presque totalement la protection qu'elle offre, et il est difficile pour les homosexuels d'intenter des poursuites parce qu'ils ne sont pas égaux aux yeux de la loi. La discrimination continuera de s'exercer contre eux s'ils envisagent de telles démarches.

Il est également dit dans ce petit livre bleu (ceux qui ont étudié le problème le disent), à la page 63, je crois, que la discrimination contre les homosexuels ne serait probablement pas envisagée et que les homosexuels ne seraient pas protégés. À notre avis, il est inacceptable que l'orientation sexuelle soit un motif de discrimination.

Le paragraphe 15(2) ne garantirait pas la prestation de programmes. Des restrictions pourraient être imposées aux garanties d'égalité de l'article 15; en effet, comme le dit *Les droits à l'égalité et la législation fédérale* ou, comme je l'appelle, le petit Livre bleu, il faut aussi tenir compte des coûts financiers. Des motifs d'ordre financier peuvent inciter le gouvernement fédéral à n'offrir aucun programme ou à ne pas modifier sa politique. Il pourrait le faire, par exemple, s'il considérait prioritaire d'affecter certaines sommes à la défense. Les restrictions d'ordre financier que pourrait imposer le gouvernement aux termes des paragraphes 15(1) et (2) pourraient soumettre certains groupes de Canadiens à une discrimination durable. À notre avis, le paragraphe 15(2) est particulièrement sensible aux restrictions financières. Comme mon ami l'a déjà fait remarquer, les handicapés seront probablement aussi victimes de ces restrictions financières.

Je vais maintenant aborder certains problèmes précis. Le temps dont nous disposons étant limité, nous n'avons pas envisagé tous les problèmes dans notre mémoire; c'est pourquoi nous laisserons à d'autres groupes le soin de parler de la pornographie, des prestations de maternité, de l'état matrimonial et ainsi de suite; je suis certaine qu'ils le feront très savamment.

Tout d'abord, je vais parler des femmes et de la violence. Les femmes, à cause de leur statut et des attitudes de la société au sujet de leur valeur, ont été victimes de brutalité et de viol depuis des centaines d'années. Au cours des dix dernières années, le Canada a commencé à prendre position contre les agressions faites aux femmes; il reste encore beaucoup de travail à faire.

[Text]

Comprehensive protection is the intent of section 15 and includes "equal protection and equal benefit of the law".

Battered women do not have equal protection, partly because there not enough shelters to house them. When shelters are full or simply unavailable, women have few alternatives outside of staying in violent situations and risking their lives. Battered women also do not receive equal protection from police, social services or the court system. Police in most places in Canada do not lay charges against the batterer. In communities where there is a directive for police to lay charges, some officers will, while others will not—and the latter are not penalized for not offering equal protection. Particular problems are faced by battered women in rural communities in coastal Labrador, where they are often many miles from police detachments and shelters. I am sure that Transition House in their brief commented on these points, but I would just like to reiterate.

The home is an unsafe place for women and if they are to receive equal comprehensive protection as suggested by the Charter, the following should be implemented:

a) There should be more federal government funding through Canada Assistance Plan (CAP) and other programs to provide battered women with safe places to go.

b) Distress calls from women in the home must be answered; police must lay charges, and the Crown must prosecute as in other assault cases.

The federal government should launch a public awareness campaign directed at the illegalities of domestic violence, and the need for everyone to report cases as in child protection legislation.

d) Special funding and support should be offered to women in rural and northern areas.

Now, as to women and work, I will start off with women in the home. Work performed by women in the home is not considered work and is, therefore, unpaid. Because of this, women have to face the problems of no job security, no pensionable income—thus no pension; no collective bargaining rights, economic dependence on the man, and variable health and safety conditions.

There are certain steps which the federal government can take to alter at least some of these effects of this systemic discrimination. It can work toward an economic recognition of home work. It can introduce pension reforms for homemakers. It can have blanket enforcement of maintenance and alimony orders. I overheard one of your colleagues say earlier that she

[Translation]

L'article 15 vise une protection complète et dit que «tous ont droit à la même protection et au même bénéfice de la loi».

Les femmes battues ne jouissent pas d'une protection égale, en partie parce qu'il n'y a pas assez de foyers d'accueil pour les héberger. Quand il n'y a plus de place dans les foyers d'accueil ou que ces foyers d'accueil sont simplement inexistantes, les femmes ont peu de choix et doivent rester dans des situations violentes et risquer leur vie. Les femmes battues ne reçoivent pas non plus de protection égale de la part de la police, des services sociaux ou du système judiciaire. La police dans la plupart des régions du Canada ne porte aucune accusation contre les hommes qui ont battu des femmes. Dans les localités où il existe une directive demandant à la police de poursuivre ces hommes, certains policiers le font, d'autres non—et ces policiers ne sont pas pénalisés pour le fait qu'ils n'offrent pas une protection égale. Les femmes qui habitent les régions côtières du Labrador qui sont souvent situées à des milles des postes de police et des foyers d'accueil, ont des problèmes particuliers. Je suis sûre que Transition House a soulevé ces points dans son mémoire mais j'aimerais juste revenir un peu sur ces problèmes.

Le foyer est une place où les femmes peuvent être en danger et, pour qu'elles puissent jouir d'une protection égale et complète, comme le veut la Charte, les mesures suivantes doivent être prises:

a) Davantage de fonds devraient être offerts en vertu du Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) et d'autres programmes pour que les femmes battues puissent se réfugier dans un lieu sûr.

b) La police doit répondre quand une femme lance un appel de détresse à partir de son foyer; la police doit porter des accusations et la Couronne doit intenter des poursuites comme dans les autres catégories d'agression.

Le gouvernement fédéral devrait lancer une campagne pour sensibiliser le public à l'illégalité de la violence domestique et au fait que tous doivent signaler les infractions, comme c'est le cas pour la protection d'enfants brutalisés.

d) Une aide et des fonds spéciaux doivent être offerts aux femmes dans les régions rurales et dans le Nord.

En ce qui a trait aux femmes et au travail, je parlerai d'abord des femmes au foyer. Le travail accompli par les femmes au foyer n'est pas considéré comme du travail et, par conséquent, il n'est pas rémunéré. A cause de cette situation, les femmes doivent faire face aux problèmes découlant d'une absence totale de sécurité d'emploi et du fait qu'elles n'ont aucun revenu permettant de contribuer à un régime de pension, elles n'ont donc aucune rente de retraite; elles n'ont aucun droit de négociation collective; économiquement, elles dépendent d'un homme et les conditions relatives à leur santé et à leur sécurité varient énormément.

Il y a certaines mesures que le gouvernement fédéral peut prendre pour changer au moins quelques-uns des effets de cette discrimination institutionnalisée. Il peut chercher des moyens de faire reconnaître la valeur économique du travail au foyer. Il peut réformer le régime de pension pour tenir compte des besoins des femmes au foyer. Il peut assurer l'application

[Texte]

was instrumental in attempting to get a central registry, and this we would advocate, as well, for maintenance and alimony.

Regarding work outside the home, you are no doubt well aware that women earn approximately 60% to 65% of what men earn, and that women are confined mostly to the pink collar ghettos where the pay is low and job security, pensions, and other benefits are often diminished or non-existent. Traditional women's jobs are outside the hierarchical promotion stream and are therefore "dead end". They are also increasingly in the part-time category. Women face other employment-related problems as well. They are not receiving equal pay for work of equal value; there is systemic discrimination in hiring practices; they are sexually harassed on the job and are not adequately protected from unwanted sexual demands.

If we delve a little into part-time work, we find a surplus of disadvantages. Part-time workers are usually outside a collective bargaining unit. They are subject to lower wages, benefits, etc., lack of security and unpredictable hours of work; Their opportunities for promotion are drastically reduced.

Domestic labourers face many of the same problems as home workers (or housewives). Domestic workers are under-valued and under-paid, and have few or no benefits. Their work is exempt from laws and regulatory bodies which govern all other areas of wage labour in Canada.

Both part-time workers and domestic labourers are victims of systemic discrimination. Women make up the majority of both these classes of workers and laws and regulations covering them are discriminatory to women as they have a disparate impact on them.

The following are some changes that need to be introduced to improve the position of women in the workplace:

1. Remedies and compensations must be stepped up.
2. Affirmative action must be mandatory in recognition of systemic discrimination and the programs must be monitored.
3. Employers should receive stiffer penalties for discriminating against women.
4. Women must have equal access to nontraditional jobs and training.
5. This next recommendation is not written here so you may want to write it down, which is that the two-tiered system for domestic wages should be abolished.

[Traduction]

intégrale des ordres de versement d'allocations et de pensions alimentaires. J'ai entendu une de vos collègues dire un peu plus tôt qu'elle a travaillé beaucoup à l'établissement d'un registre central, et nous favorisons également ce système pour les allocations et les pensions alimentaires.

Pour ce qui est du travail à l'extérieur du foyer, vous savez sans doute que la rémunération des femmes est d'environ 60 p. 100 à 65 p. 100 celle des hommes et que la plupart des femmes sont cloisonnées dans des emplois où la rémunération est faible et la sécurité d'emploi, les pensions et les autres avantages sont souvent inférieurs ou nuls. Les emplois habituellement réservés aux femmes se trouvent à l'extérieur des voies de promotion hiérarchique et sont donc des «culs-de-sac». Un nombre de plus en plus grand de femmes travaillent à temps partiel. Les femmes font également face à d'autres problèmes au chapitre de l'emploi. Elles ne reçoivent pas un salaire égal pour un travail de valeur égale; il y a de la discrimination institutionnalisée dans les pratiques d'embauche; elles souffrent de harcèlement sexuel au travail et elles ne sont pas suffisamment protégées contre les avances sexuelles importunes.

Si on examine le travail à temps partiel, on constate un surplus de désavantages. Les travailleurs et travailleuses à temps partiel n'ont souvent aucune unité de négociation collective. Leurs salaires sont inférieurs, ils ont moins d'avantages sociaux, ils manquent de sécurité et leurs heures de travail sont imprévisibles. Leurs possibilités de promotion sont extrêmement limitées.

Les travailleurs domestiques ont beaucoup de problèmes semblables à ceux des femmes au foyer (les ménagères). Les travailleurs domestiques sont sous-valorisés, sous-payés et leurs avantages sociaux sont limités ou nuls. Leur travail est exclu des lois et des mandats des organismes de réglementation relatifs à toutes les autres catégories de travail rémunéré au Canada.

Les travailleurs et travailleuses à temps partiel et les travailleurs domestiques sont victimes d'une discrimination institutionnalisée. Les femmes représentent la majorité de ces deux catégories de travailleurs, et les lois et les règlements qui s'y appliquent sont discriminatoires envers les femmes parce qu'ils n'ont pas le même effet sur le statut de la femme.

Voici quelques changements qui sont nécessaires pour améliorer le statut de la femme au travail:

1. Il faut un nombre accru de mécanismes de redressement et de compensation.
2. L'action positive doit être obligatoire pour combattre la discrimination, et l'application de ces programmes doit être surveillée.
3. Les pénalités imposées aux employeurs qui pratiquent une discrimination contre les femmes devraient être augmentées.
4. Les femmes doivent avoir un accès égal aux emplois non traditionnels et à la formation pour ces emplois.
5. Cette recommandation ne figure pas dans le document, donc vous voudrez peut-être la prendre en note. Le système à

[Text]

These issues are but a few that could be mentioned in a restricted time period. The Government of Canada needs much reform in its laws if they are to conform to both the letter and the spirit of the charter.

The charter itself will need reform since it does not prohibit discrimination on the grounds of sexual orientation and marital status. These two issues must be included immediately. Sexual orientation is of particular importance as without protection homosexuals have no recourse; if they choose litigation and it fails, they are at great risk.

I would like to conclude by making known our stand on the issue of abortion. We are a pro-choice organization and we are in full support of CARAL's brief to this committee. There are many issues that are of utmost importance to the women of Canada but time does not allow me to cover them all.

Thank you very much.

The Chairman: Thank you very much. You said near the outset that there were a number of issues that you were not going to touch on because other groups would touch on them as indeed they have, the ones you had listed. But in your remarks you certainly have raised a number of other issues and we appreciate getting your thoughts on those.

Perhaps I should also, just for the sake of the record, join the point that you mentioned at the outset about the fact that these discussions have taken place before in women's groups and indeed, other groups in Canadian society who have talked about equality and made submissions. This committee should have existed about three years ago. In fact, the Liberal member of this committee acknowledges that fact. It just was not done. When we came into office last September 4, what we found was that within the Department of Justice, the review had only begun seven months before the government was defeated.

It is unfortunate, but there it is. That is a reality we are dealing with.

Secondly, although many submissions have been made by various groups, I guess there are two further observations. In a parliamentary democracy we are going to continue to talk about these issues because we are now more than ready to act on some of them. Others still need to be discussed through to get a consensus in society. I do not think we should ever despair about having open public forums in Canada where we can meet to debate and discuss issues. If people tire of that or feel that they are having to repeat the message it may be just that you have to keep hammering away because there are still people who have to learn.

[Translation]

deux niveaux pour la rémunération des travailleurs domestiques devrait être aboli.

• 1605

Il ne s'agit là que de quelques-unes des questions qui pourraient être mentionnées dans une période de temps restreinte. Le gouvernement du Canada doit procéder à une grande réforme de ses lois s'il veut les harmoniser à la lettre et à l'esprit de la Charte.

La Charte elle-même doit être modifiée puisqu'elle n'interdit pas la discrimination sur la base de l'orientation sexuelle et de l'état civil. Ces deux points doivent être inclus immédiatement. La question de l'orientation sexuelle est particulièrement importante puisque sans cette protection, les homosexuels n'ont aucun recours; s'ils décident d'intenter des poursuites judiciaires et qu'ils échouent, ils courent de grands risques.

J'aimerais conclure en faisant connaître notre position sur la question de l'avortement. Nous sommes un organisme en faveur du choix, et nous appuyons entièrement le mémoire présenté par CARAL devant votre Comité. Il y a beaucoup de questions qui sont d'une extrême importance pour les femmes du Canada, mais je n'ai pas le temps de les aborder toutes.

Merci beaucoup.

Le président: Merci beaucoup. Vous avez affirmé au début de votre intervention, que vous n'aborderiez pas un certain nombre de questions parce que d'autres groupes les présenteraient, ce qu'ils ont fait d'ailleurs, parmi ceux que vous avez énumérés. Mais dans votre intervention, vous avez certainement soulevé plusieurs autres questions et nous sommes heureux d'avoir pu prendre connaissance de votre position sur celles-ci.

J'aimerais aussi, pour les fins du rapport, relever la remarque que vous avez faite au début, au sujet du fait que ces discussions ont déjà eu lieu au sein des groupes de femmes et d'autres groupes de la société canadienne qui ont parlé d'égalité et qui ont présenté des mémoires. Le présent comité aurait dû exister depuis déjà trois ans. En fait, le membre libéral de notre Comité reconnaît ce fait. Malheureusement, cela n'est pas le cas. Lorsque nous avons pris le pouvoir le 4 septembre dernier, nous avons découvert que la révision au sein du ministère de la Justice ne venait de commencer que depuis sept mois avant la défaite du gouvernement.

C'est malheureux, mais c'est la réalité, et il nous faut composer avec elle.

En deuxième lieu, même si bon nombre de mémoires ont été présentés par divers groupes, j'aimerais peut-être faire deux observations. Dans une démocratie de type parlementaire, nous continuerons à parler de ces questions car nous sommes maintenant plus prêts à agir en certains domaines. D'autres devront faire l'objet de discussions afin d'en arriver à un consensus au sein de la société. Je ne pense pas qu'il faille jamais désespérer de tenir au Canada des débats publics où il sera possible de se réunir pour des échanges et des discussions sur ces questions. Si les gens se lassent ou jugent qu'il leur faut répéter le message, c'est peut-être uniquement qu'il vous faut

[Texte]

The second point is that I think it is really part of our mandate as Members of Parliament on this committee not to start at the beginning and re-invent the wheel but to collect from across the country all the fine work that has been done by groups who have made submissions to the obstacles committee, the women's organizations and many others who have appeared before the committee to get that all together. As I see it, that is really the purpose of this exercise—and to make sure that when we get it all together, all the fine work that has been done, the suggestions for reform and change, that it hangs together as a comprehensive system. Somebody in Alberta may have a great idea and somebody in St. John's may have another great idea but when you put the two together, they are actually in conflict. That is what we are trying to sort out.

I just say that by way of explanation, not really as any kind of apology because we were not the creators of that delay. We inherited it and are trying to do the best we can under the circumstances. That is why I am glad you proceeded to then address a number of substantive points.

Perhaps Pauline Browes, MP for Scarborough Centre, could begin with some questions arising out of what you have said.

Mrs. Browes: Thank you very much, Beth Lacey, for your submission. I have a question I would like to ask you on part-time work but before I do that, I would like to ask you how the Women's Centre here is funded.

Ms Lacey: Secretary of State.

Mrs. Browes: I am anxious to know that because we have established a Women's Centre in our own riding and we have been going after money in different directions. What is your budget?

Ms Lacey: We have a budget of, I think, \$48,000 and it comes under the Women's Program.

Mrs. Browes: Well, good luck with your work on that because I know the information and availability of services you provide is extremely important.

On the subject of part-time workers, have you come to any definition of part-time worker in terms of permanent part-time as opposed to seasonal part-time or temporary part-time? Have you come down to any definition of it or decided whether benefits should apply to all part-time workers, whether permanent or casual? I think there is quite a differential on it and I was wondering if you might elaborate on that point.

[Traduction]

continuer à pousser parce qu'il y a encore des personnes qui en ont à apprendre.

En deuxième lieu, je pense que notre vrai rôle, en vertu de notre mandat à titre de membres du Parlement siégeant à ce Comité, n'est pas de tout reprendre du début ni de réinventer la roue, mais qu'il consiste plutôt à ramasser de chacune des parties du pays tout le travail soigné qui a été accompli par les groupes qui ont présenté des mémoires au Comité «Obstacles», les organisations féminines et bon nombre d'autres qui se sont présentées devant nous, et de tout regrouper cela. À mon avis, c'est là le but de cet exercice—et de nous assurer que lorsque nous aurons tout regroupé, tout le travail soigné qui a été accompli, de même que les suggestions de réforme et de changement, tout cela se tienne en un ensemble intégré. Il se peut que quelqu'un en Alberta ait une très bonne idée, et que quelqu'un d'autre à St. John's ait aussi une autre très bonne idée, mais que lorsque les deux idées sont mises en présence l'une de l'autre, elles s'entrechoquent. C'est ce que nous essayons d'éviter.

Je cherche par là à expliquer plus qu'à demander des excuses, puisque nous ne sommes pas les auteurs de ce retard. Nous en avons hérité, et nous tentons de faire tout ce que nous pouvons dans les circonstances. C'est pourquoi je suis heureux que vous ayez abordé un certain nombre de questions de fond.

Peut-être Pauline Browes, député de Scarborough Centre, désire-t-elle vous poser quelques questions sur ce que vous venez de dire.

Mme Browes: Je tiens à vous remercier grandement, Beth Lacey, pour votre mémoire. J'aimerais vous poser une question sur le travail à temps partiel, mais auparavant, j'aimerais vous demander comment le Centre des femmes se finance.

Mme Lacey: Grâce à des subventions du Secrétariat d'État.

Mme Browes: Cette question m'intéresse vivement parce que nous avons établi un Centre des femmes dans notre propre circonscription et nous sommes à la recherche de fonds de toute provenance. Quel est votre budget?

Mme Lacey: Nous avons, si je ne me trompe, un budget de 48,000\$, et il provient des programmes de promotion de la femme.

Mme Browes: Je vous souhaite toutes les chances de réussite dans votre travail, car je sais que les renseignements et les services que vous fournissez sont extrêmement importants.

Sur la question des travailleuses à temps partiel, avez-vous élaboré une définition de la travailleuse à temps partiel en termes de temps partiel permanent par opposition au temps partiel saisonnier ou au temps partiel temporaire? Avez-vous arrêté une définition quelconque, avez-vous décidé si les mêmes avantages devaient s'appliquer à tous les travailleurs à temps partiel, qu'ils soient permanents ou occasionnels? Je pense qu'il existe des différences importantes à cet égard, et je me demandais s'il vous était possible de nous donner plus de détails à ce sujet.

[Text]

• 1610

Ms Lacey: Certainly. I would like to see benefits right across the board. I am going to try to be realistic, though. I think we start with permanent part-time. But I think we need them right across the board. Women are the people affected by the lack of benefits with part-time work and it is often women who are the casual workers, who are not the permanent part-time. They are perceived to enter the work force for pin money and are not taken seriously. Therefore, they are the victims, I think, of these lacks of benefits. So I would like to see it across the board but I realize it is going to be up hill.

Mrs. Browes: So you would start with the permanent part-time first.

Ms Lacey: I would like to have it across the board but realistically I see that we probably would start with permanent part-time.

Mrs. Browes: Now, as for the domestic workers, are you recommending that domestic workers pay tax?

Ms Lacey: I think that, if they were given a reasonable amount of money, they could afford to pay tax.

Mrs. Browes: How much is that?

Ms Lacey: Well, I guess, we start at minimum wage. Right now, domestic workers are often hired and fired at the whim of their employer. They are paid little money. They do not pay any taxes. They do not have any kinds of benefits. They do not have any kind of stamps from unemployment insurance. So if, as I say, at the whim of their employer they are told that they must leave, they do, and they do not have any kind of compensation. So, yes, I would see them pay taxes but also get the benefits that go with paying taxes.

Mrs. Browes: So would you put domestic workers in the same category as permanent part-time?

Ms Lacey: I would hope that it would not be permanent part-time. I would hope that it would be permanent full-time.

Mrs. Browes: I see, if the people in fact are working full time.

Ms Lacey: Yes, if they are working a 30- or 35-hour week.

Mrs. Browes: Okay. Thank you very much.

The Chairman: Roger Clinch.

[Translation]

Mme Lacey: Certainement. Je souhaiterais que les mêmes avantages soient accordés à tous sans distinction. Cependant, je tenterai d'être réaliste. Je pense qu'il faut commencer par les travailleurs à temps partiel permanents. Mais je crois néanmoins qu'il est important que les mêmes avantages soient accordés indistinctement. Les femmes sont les premières visées par les lacunes que comporte le travail à temps partiel sur le plan des avantages, et le plus souvent, ce sont les femmes qui travaillent à titre occasionnel, qui ne sont pas des travailleuses permanentes. On a tendance à croire qu'elles entrent sur le marché du travail seulement pour se faire de l'argent de poche, et on ne les prend pas au sérieux. C'est pourquoi, je pense, qu'elles sont les victimes de ces lacunes sur le plan des avantages. Ainsi, même si je souhaite que les mêmes avantages soient accordés à tous indistinctement, je suis bien consciente du fait qu'il faudra procéder par étapes.

Mme Browes: Et vous croyez qu'il y a lieu de commencer par les travailleurs à temps partiel permanents?

Mme Lacey: J'aimerais que les mêmes avantages soient accordés à tous, mais pour être réaliste, je pense que l'on commencerait sans doute par les travailleurs à temps partiel permanents.

Mme Browes: Pour ce qui est des travailleurs domestiques, recommandez-vous qu'ils soient assujettis au paiement de l'impôt?

Mme Lacey: Je pense que si on leur versait un salaire raisonnable, ils seraient en mesure de payer des impôts.

Mme Browes: Qu'entendez-vous par salaire raisonnable?

Mme Lacey: Eh bien, je suppose qu'il s'agit du salaire minimum. Actuellement, les travailleurs domestiques sont souvent embauchés et congédiés au caprice de leur employeur. Ils touchent peu d'argent. Ils ne payent pas d'impôt. Ils n'ont droit à aucun avantage. Ils ne versent aucune cotisation à l'assurance-chômage. Et si, comme je l'ai expliqué, ils sont renvoyés au caprice de leur employeur, ils doivent partir, et ils n'ont droit à aucune forme d'indemnité. Alors oui, je pense qu'ils pourraient payer des impôts à condition qu'ils aient droit aux avantages que comporte habituellement le paiement de l'impôt.

Mme Browes: Ainsi, placeriez-vous les travailleurs domestiques dans la même catégorie que les travailleurs à temps partiel permanents?

Mme Lacey: J'espère que ce ne sera pas dans la catégorie des travailleurs à temps partiel permanents, mais bien dans celle des travailleurs à temps plein permanents.

Mme Browes: Je vois, si ces personnes travaillent effectivement à temps plein.

Mme Lacey: C'est cela, s'ils travaillent trente ou trente-cinq heures par semaine.

Mme Browes: D'accord. Merci beaucoup.

Le président: Roger Clinch.

[Texte]

Mr. Clinch: I just want to get the point clarified that you asked just ahead. Do you want to elaborate on that?

Ms Lacey: I am sorry.

Mr. Clinch: You asked us to add a particular point.

Ms Lacey: Yes, I was talking then about the two-tiered system: the minimum wage for domestic as opposed to—what will I call them?—regular workers, I suppose. Right now, there is a two-tiered minimum wage system and I would ask that it be abolished. I do not have this specifically in my brief.

Mr. Clinch: There are two provincial scales for minimum wage. Is that what it is?

Ms Lacey: Yes, one for domestics and one for others.

Mrs. Finestone: If I may just elaborate, Roger, this is because they consider housing, food and sometimes clothing as part of the income of domestic workers. These are the two tiers. Is that what you are referring to?

Ms Lacey: Yes. But what often happens as well is that the amount they are allowed for clothing is very different from the labour standards allowed for people like truck drivers and others. I mean, it is different and it is unfair.

Mr. Clinch: Thank you.

Le président: Maurice Tremblay, député de Lotbinière.

M. Tremblay (Lotbinière): Merci, monsieur le président. Tout d'abord, vous avez soulevé dans votre mémoire la situation qui m'apparaît assez globale au niveau de la condition féminine et je pense que cela va sûrement, au cours de nos délibérations, nous aider davantage à préciser nos recommandations pour faire en sorte que la femme accède davantage à cette égalité. Je pense que sur ce point et de façon globale, il n'y a pas de discussion majeure sur cet aspect fondamental.

• 1615

Par contre, lorsqu'on arrive à certains détails, c'est là que ça pose certaines difficultés. Dans votre mémoire, vous en soulevez un. Mes collègues parlaient des domestiques. Je ne sais pas si j'ai bien compris votre mémoire; je pense que vous faisiez allusion non seulement aux domestiques, mais aussi à la femme qui reste au foyer. Nous avons eu quand même passablement de recommandations ou de suggestions sur la reconnaissance comme telle de ce travail-là et conséquemment, pour modifier les lois. Est-ce que je comprends bien votre recommandation ou votre exposé qui propose pour le travail de la femme qui reste au foyer, qui choisit de rester au foyer, une certaine rémunération?

Ms Lacey: I think the first question you asked was if I could be more specific on ways to bring about equality for women. I think that is what my brief was about from start to finish. I think we start with equal pay for work of equal value, and we

[Traduction]

M. Clinch: J'aimerais seulement éclaircir le point que vous venez de soulever. Avez-vous d'autres explications à nous donner?

Mme Lacey: Je vous demande pardon?

M. Clinch: Vous nous avez demandé d'ajouter un autre point particulier.

Mme Lacey: C'est juste, je voulais parler du système à deux niveaux: le salaire minimum des travailleurs domestiques, par opposition à celui des—comment les appeler?—travailleurs ordinaires, je suppose. Actuellement, il existe un système de salaire minimum à deux niveaux, et je demanderais qu'il soit aboli. Cela n'est pas précisé dans mon mémoire.

M. Clinch: Il existe deux échelles provinciales relativement au salaire minimum. C'est de cela qu'il s'agit?

Mme Lacey: Oui, une pour les travailleurs domestiques et une pour les autres.

Mme Finestone: Si je puis apporter une explication, Roger, il en est ainsi parce que l'on considère que le logement, la nourriture et parfois les vêtements qui sont fournis, font partie du revenu des travailleurs domestiques. Voilà la raison d'être des deux niveaux. C'est bien de cela que vous parlez?

Mme Lacey: Oui. Mais il arrive souvent aussi que la somme qui leur est allouée pour les vêtements soit très différente par rapport aux normes de travail prévues pour d'autres travailleurs comme les chauffeurs de camion, par exemple. Ce que je veux dire, c'est qu'il y a des différences et que cela est injuste.

M. Clinch: Merci.

The Chairman: Maurice Tremblay, member for Lotbinière.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Thank you, Mr. Chairman. First of all, you have given in your brief what seems to me to be an overall view as regards the status of women, which, I think, will certainly help us in our proceedings, to clarify our recommendations in order for women to have access to that equality. I think that on this point, in an overall perspective, there is no major debate on this basic aspect.

On the other hand, when it comes to certain details, some difficulties may arise. In fact, you have raised one in your brief. My colleagues were talking about servants. I do not know if my understanding of your brief is good. I think that not only were you talking about servants but also about women at home. We have nevertheless listened to a number of proposals or suggestions as to the official recognition of that job and consequently, as to the necessary legislative changes. Have I understood correctly your suggestion or your brief calling for the remuneration of women who choose to stay at home?

Mme Lacey: Je pense que vous m'avez d'abord demandé si je pouvais fournir plus de détails sur la façon d'amener l'égalité des droits des femmes. Cette question a été traitée tout au long de mon exposé. Le point de départ consiste à

[Text]

go from there. Economics is certainly part of it, but I do not think economics is the end of discrimination against women, and I do not think that with just economic parity we will have equality.

As to homemakers making a wage, if I lived in an ideal world they would; they would also pay taxes and they would have pensions. I do not see that happening tomorrow, and I do not see it happening in this century, but I do not see why it would not happen. They put in a much longer work day than you or I. What I would like to start with is a homemaker's pension, because I think that is a priority.

Mr. Tremblay (Lotbinière): This is really the priority that you have to face?

Ms Lacey: Yes. When you look at women over 60, the majority of women over 60 years of age are living below the poverty line. I think that is because they lack a homemaker's pension, and I think we have to start there.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you.

And finally Sheila Finestone.

Mrs. Finestone: Well, Mr. Chairman, I do not know where to start. First, I would like to correct a misunderstanding perhaps on your part. I never indicated that I thought we should have started a consultation of this nature a long time back. I think we did. I think the Royal Commission on the Status of Women in the late 1960s and early 1970s indicated the interest of the preceding government. Second, the first Status of Women Minister in the world was established here in Canada, and that is a fact we often forget. Third, I have just come from Nairobi, and I can tell you that equality and education and access to the work force is a fundamental observation and need throughout the world, and we are not alone. And if I may be permitted to say so, I think we are among the advanced nations.

Being among the advanced nations has not made the living reality on a daily basis any easier for a lot of women, and that is most reflected in the face of poverty, which is the face of woman in our society, particularly older women. So with that in mind, employment equity becomes a fundamental pursuit. And if there is anyone who was impatient it was me. I have been involved in action for women since the 1960s. I am well aware that it seems forever, but in the measure of space of time it has not been forever, and we have had forward motion. And now, having drawn up the list, we know where the need for change is. We know that actions have been taken, but nonetheless there is still plenty left to do. I have a feeling my great-grandchildren may still be saying the same thing in years to come, but there is progress, like the tortoise and the hare.

[Translation]

assurer un salaire égal pour un travail égal. Certes, l'économie s'inscrit dans ce processus, mais je ne pense pas que cela sonne le glas de la discrimination à l'égard des femmes ou encore que la parité économique seule puisse conduire à l'égalité.

Quant à la rémunération des femmes à la maison, j'estime qu'elles pourraient être rémunérées dans une société utopique. Elles paieraient également des impôts et seraient bénéficiaires de pensions de retraite. D'après moi, cela n'est pas pour demain et cela ne se produira pas avant la fin du siècle. Cependant, je ne vois pas pourquoi cela ne se produirait pas. Elles ont des journées de travail beaucoup plus longues que vous et moi. Ce qui, selon moi, devrait être réalisé en priorité, c'est l'établissement d'une pension de ménagère.

M. Tremblay (Lotbinière): Est-ce vraiment, pour vous, l'objectif qui vient en priorité?

Mme Lacey: Oui. Prenons le cas des femmes de plus de 60 ans. La majorité de ces femmes vivent sous le seuil de la pauvreté. Selon moi, c'est parce qu'elles ne bénéficient pas d'une pension de retraite de ménagère. Je pense que c'est là notre point de départ.

M. Tremblay (Lotbinière): Merci, monsieur le président.

Le président: Merci.

Pour terminer, je cède la parole à Sheila Finestone.

Mme Finestone: Bien, monsieur le président, je ne sais par où commencer. Premièrement, je voudrais corriger un certain malentendu de votre part. Je n'ai jamais affirmé que nous aurions dû, il y a très longtemps, entreprendre ce genre de consultations. Je pense que nous l'avons fait. Je pense que les travaux de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme à la fin des années 60 et au début des années 70 dénotent que le gouvernement précédent s'y est intéressé. Deuxièmement, on oublie souvent que c'est au Canada qu'a été créé le premier ministère responsable de la condition féminine au monde. Troisièmement, je reviens de Nairobi et je vous assure que l'égalité des droits, l'éducation et l'accès au marché du travail constituent une préoccupation à l'échelle mondiale et que nous ne sommes pas les seuls. D'ailleurs, si vous me le permettez, je pense que nous sommes parmi les pays les plus avancés sur ce point.

Le fait d'être parmi les pays les plus évolués n'a pas facilité pour autant la vie quotidienne de bon nombre de femmes. Il suffit d'examiner le visage de la pauvreté, qui est celui de la femme dans notre société, en particulier les femmes âgées. Cela nous rappelle l'objectif fondamental, l'égalité des chances d'emploi. Si quelqu'un s'est montré impatient, c'est bien moi. Je suis impliquée dans la cause des femmes depuis les années 60. Je suis très consciente que cela semble durer depuis toujours, mais à l'échelle spatio-temporelle, cela ne fait pas si longtemps et nous avons fait des progrès. À présent, nous avons dressé la liste et nous connaissons les changements qui doivent être apportés. Nous savons également que des mesures ont été prises mais qu'il y a encore beaucoup à faire. J'ai l'impression que mes arrière-petits-enfants tiendront le même discours, mais il se fait des progrès, comme le lièvre et la tortue.

[Texte]

• 1620

I am always very pleased when women's groups come forward and indicate again and again and again how creatively you can approach the issue. Although addressing many of the same concerns, you express them in different kinds of ways and from a variety of perspectives and from different areas of concern. I know the women's centres see the total perspective. I share your concern about subsection 15.(2); I share your concern about section 33. In the reality of time, I would say that section 33 was necessary in that compromise that allowed us to even get a constitution after 50 years of battle back here into Canada. So from that point of view, I hope some day we can remove that section 33 or not have to live to see it applied.

I do not know that I have any questions. As I was listening—and I am sorry I had to leave for a few minutes—I am glad you underscored section 28 and the fight we had just three short years ago. I do not think any government—and I do not care which one of us is in power, frankly—has treated women 100% in their interests, but I think we are progressing. I hope we do not regress. That will be the most political I will be, Mr. Chairman.

I am anxious to know from you . . . In the recognition of "women's work", instead of moving the majority of women out of the tertiary sector and out of the service sectors, where women seem to be comfortable and at home, there is a percentage of women who are willing to go into the non-traditional fields; there are women who through sensitization and education will move into non-traditional fields. Nonetheless, the major proportion of women I think will tend to stay in those sectors, which reflect the kind of personality and lifestyle we tend to live. My concern is that we do not have equal pay for this work of equal value. I have said that secretaries and all the tertiary sectors should go on strike for a month and the whole world would collapse, starting with our politicians and our businessmen. They would then recognize that the work we do as women is fundamental to the progress of our society, and maybe they would pay us for the equivalent of the work we do. That is where I would like to see some change.

Ms Lacey: I would like to make a comment if I could. I do not know that I totally agree that women are in clerical and service jobs because that is where they are most comfortable. I think probably they have been indoctrinated to believe that is the only place they could be comfortable. But given that, I would agree we need equal pay for work of equal value.

Mrs. Finestone: I noticed a change; when we got the Bell Telephone operator's male voices, the salary wage went up. So I am waiting . . . Now that we have nurses who are male nurses we are going to see the nursing wage go up too. I think we will see that all along, as we see a more egalitarian society come into place.

[Traduction]

Je suis toujours très heureuse de voir des groupes de femmes prendre la parole et démontrer à chaque fois que cette question peut être abordée de façon très créative. Même si vous soulevez presque toutes les mêmes questions, vous les exprimez de façon différente, compte tenu de divers points de vue et de différents secteurs. Je sais que les centres de femmes voient la question de façon globale. Je suis d'accord avec vous au sujet du paragraphe 15(2) et de l'article 33. À l'époque, je crois que l'article 33 était nécessaire pour obtenir le compromis qui nous a permis de rapatrier enfin la constitution au Canada, après une bataille de 50 ans. Dans ce contexte, j'espère donc qu'un jour nous pourrions abroger l'article 33 ou qu'il ne sera jamais mis en application.

Je ne pense pas avoir de questions. Pendant que j'écoutais—et je regrette d'avoir dû partir pendant quelques minutes—je suis contente que vous ayez souligné l'article 28 et le combat que nous avons mené il y a à peine trois ans. Je ne pense pas qu'aucun gouvernement—et franchement, peu importe lequel d'entre nous est au pouvoir—ait traité les femmes tout à fait dans leurs intérêts, mais je crois qu'il y a un certain progrès. J'espère qu'il n'y aura pas de recul. C'était mon intervention la plus politique, monsieur le président.

J'aimerais que vous me disiez . . . En matière de reconnaissance du «travail des femmes», au lieu de faire sortir la majorité des femmes du secteur tertiaire et des services, où les femmes semblent se sentir le plus à l'aise, il y a un pourcentage de femmes qui sont prêtes à travailler dans les domaines non traditionnels; il y a des femmes qui, une fois sensibilisées à la question, iront travailler dans les domaines non traditionnels. Néanmoins, je pense que la majorité des femmes resteront dans ces secteurs qui reflètent le genre de personnalité et de mode de vie que nous avons en général. Ce qui m'inquiète, c'est que nous n'avons pas de salaire égal pour ce travail de valeur égale. J'ai déjà dit que si toutes les secrétaires et les travailleuses du secteur tertiaire faisaient la grève pendant un mois, le monde entier s'écroulerait, en commençant par nos politiciens et nos hommes d'affaires. Ils reconnaîtraient alors que le travail des femmes est fondamental pour le progrès de notre société, et peut-être qu'à ce moment-là, ils nous paieraient pour l'équivalent du travail que nous faisons. C'est dans ce domaine que j'aimerais voir des changements.

Mme Lacey: J'aimerais faire un commentaire, si c'est possible. Je ne saurais dire que je suis tout à fait d'accord avec cette affirmation selon laquelle les femmes occupent des emplois de bureau et de service parce que c'est dans ces domaines qu'elles se sentent le plus à l'aise. Je pense qu'on leur a probablement enseigné que c'est le seul endroit où elles pouvaient être à l'aise. À part cela, j'admets que nous devons obtenir un salaire égal pour un travail de valeur égale.

Mme Finestone: J'ai remarqué un changement; lorsque Bell a commencé à embaucher des téléphonistes masculins, les salaires ont augmenté. J'attends donc . . . Maintenant qu'il y a des infirmiers, nous allons voir le salaire des infirmiers et des infirmières augmenter aussi. Je pense que nous verrons cela partout, au fur et à mesure que la société devient plus égalitaire.

[Text]

On pension reform for homemakers, absolutely. Regular pro-rated pay for part-time workers becomes obvious. I am interested and thank you for the observation on the two-tiered minimum wage system. I did not realize it was different, even taking into account the clothing and housing.

The mandatory . . . Do you want to make any comments on the new proposals as a result of Abella or Ratushny?

Ms Lacey: No. I would like to make a comment on our provincial government though, which has just come out and made some very positive statements about affirmative action. They just completed a task force that looked into the public service here and looked at the recommendations and have accepted them; I believe they have even gone beyond some of them. So I would like to toot them; I do not very often.

Mrs. Finestone: Well maybe they will become the role models for all of us; that would be absolutely wonderful.

On the last observation on reproductive rights, I support your point of view. I think it is more than time that we recognized that is what women have as a personal right. They also have moral responsibilities, and those responsibilities must be exercised in a very careful and considered way. I thank you for your presentation.

Ms Lacey: You are welcome. Thank you very much.

The Chairman: Again, Beth Lacey, thank you very much for appearing before us this afternoon and for giving us a written copy of your submission as well.

• 1625

The next organization we will be hearing from is the Provincial Advisory Council on the Status of Women for Newfoundland and Labrador, represented by the president, Ann Bell, and by the administrator, Dorothy Robbins. I would point out that members of the committee have received your written submission for which we thank you.

I know you have been in the hall at the hearings since this morning so you have had a chance to hear a number of the issues that have been raised and have also become well familiar with our way of proceeding. I would like to turn the floor over to you. I am delighted to have the opportunity for all our members on the committee to hear from you. Just by glancing through your brief I can see how extensively it covers so many issues. We welcome you and look forward to the chance now to hear you speak to those points.

Ms Ann Bell (President, Provincial Advisory Council on the Status of Women): Thank you. I would like to welcome the committee to Newfoundland, particularly after being unsure whether or not the committee was going to come to Newfoundland, the communication process that has evolved around our

[Translation]

Au sujet de la réforme des pensions pour les ménagères, je suis tout à fait d'accord. Le besoin d'évaluation régulière du salaire au prorata des travailleuses à temps partiel devient évident. Je vous remercie de la remarque que vous avez faite au sujet du régime de salaire minimum à deux paliers; cela m'intéresse beaucoup. Je n'étais pas consciente que c'était différent, même en tenant compte de l'habillement et du logement.

L'obligation . . . Avez-vous des commentaires à faire au sujet des nouvelles propositions, à la suite des interventions d'Abella et de Ratushny?

Mme Lacey: Non. J'aimerais cependant faire un commentaire relatif à notre gouvernement provincial qui vient juste de faire des déclarations très positives au sujet des programmes d'action positive. Ils viennent à peine de terminer une étude sur la fonction publique ici, et après avoir étudié les recommandations, ils les ont acceptées; je pense même qu'ils sont allés plus loin que certaines d'entre elles. J'aimerais donc les féliciter, ce qui ne m'arrive pas très souvent.

Mme Finestone: Eh bien, peut-être deviendront-ils un modèle à suivre; ce serait tout à fait extraordinaire.

Quant à la dernière remarque sur les droits de reproduction, je suis d'accord avec vous. Je pense qu'il est grand temps que nous reconnaissons que c'est un droit personnel de femmes. Elles ont aussi des responsabilités morales qu'elles doivent assumer avec beaucoup de mesure et de prudence. Je vous remercie pour votre intervention.

Mme Lacey: Il n'y a pas de quoi. Merci beaucoup.

Le président: J'aimerais vous remercier encore une fois, Beth Lacey, d'être venue témoigner devant nous cet après-midi et de nous avoir donné une copie écrite de votre mémoire.

Le prochain organisme que nous entendrons est le *Provincial Advisory Council on the Status of Women for Newfoundland and Labrador*, représenté par sa présidente, Ann Bell, et son administratrice, Dorothy Robbins. J'aimerais signaler que les membres du Comité ont reçu votre mémoire écrit et qu'ils vous en remercient.

Je sais que vous êtes dans la salle d'audience depuis ce matin; par conséquent, vous avez eu l'occasion de prendre connaissance de divers points qui ont été soulevés et vous avez pu vous familiariser avec notre procédure. J'aimerais vous passer la parole. J'aimerais vous dire, au nom de tous les membres du Comité, que nous nous félicitons de pouvoir vous entendre. En jetant un simple coup d'oeil sur votre mémoire, je me suis aperçu qu'il porte sur de nombreuses questions et que celles-ci ont été étudiées de façon approfondie. Nous vous souhaitons la bienvenue et avons hâte d'entendre vos commentaires sur les questions soulevées.

Mme Ann Bell (présidente, Provincial Advisory Council on the Status of Women): Je vous remercie. J'aimerais vous souhaiter la bienvenue à Terre-Neuve, d'autant plus que nous ne savions pas avec certitude si le Comité viendrait dans notre province, quel serait le mode de communication qui serait

[Texte]

council, whether or not we would present and whether you were coming or not. I am glad to see you have actually have made it here to our island. I certainly welcome the opportunity to present on behalf of my council and on behalf of women of Newfoundland and Labrador.

To begin with I would like to tell you that my council is a provincial advisory council to the provincial government. We are funded in total by the provincial government though we do access, from time to time, some federal government programs when we are able to—not very often, but on occasion.

We also have a mandate to not only advise the provincial government but also to assume a public education role. We believe that the Government of Canada has the responsibility to ensure that through our Charter of Rights and Freedoms women will achieve equality not only in principle but in equality of results. Our council and a large number of women in Newfoundland and Labrador were active in the campaign to have equality on the basis of sex enshrined within the Constitution.

Historically our country's legal system has treated women differently from men. Women have had to fight for their recognition as legal persons. It is a "persons" case—I know that Sheila is well aware of it and I am sure that most of the women in the audience and maybe all the commissioners are well aware of it. Women have had to fight for their recognition not only as persons but the right to hold elected office or appointed public office and the right to enter into training for various professions and occupations. Through the efforts of a great many women these and other more blatant examples of overt discrimination on the basis of sex have been changed.

After the disappointing court decisions on sex equality under the Canadian Bill of Rights and Freedoms, Canadian women became acutely aware that having rights prescribed in the law was of little value if the interpretation of these laws produced the results of the Laval, Bedard and the Bliss cases. Women entered the constitutional debate calling for the right to be equal before and under the law and the right to equal protection and equal benefit of the law to be enshrined within the Constitution.

After our initial success it appeared as though our accord, agreed to by our Prime Minister and the Premiers, would permit both section 15 and section 28 to be subject to section 33 of the "override" clause. It is not necessary to detail the swift and spontaneous grass roots support for equality that Canadian women demonstrated at that time, since the members of this committee, I am sure, will be quite familiar with these events. We are reminding you of it because we believe that it is an indication of how the majority of Canadian women feel about the interpretation of their rights under the Charter.

[Traduction]

employé par notre conseil, si nous pourrions nous présenter devant vous et si vous viendriez ou non. Je suis contente que vous ayez pu venir dans notre île. De toute évidence, je me compte chanceuse de vous parler au nom de mon conseil et des femmes de Terre-Neuve et du Labrador.

Au départ, j'aimerais vous dire que notre conseil est un conseil consultatif provincial qui est en relation avec le gouvernement de la province. Celui-ci nous fournit tous les fonds dont nous avons besoin même si, de temps à autre, nous pouvons bénéficier de certains programmes du gouvernement fédéral, ce qui n'arrive pas très souvent, mais plutôt à l'occasion.

En outre, nous avons pour mandat non seulement de conseiller le gouvernement provincial, mais aussi de participer à l'éducation du public. Nous croyons que le Gouvernement du Canada doit veiller, par l'application de notre Charte des droits et libertés, à ce que les femmes obtiennent l'égalité non seulement en principe, mais aussi en pratique. Notre conseil, ainsi qu'un grand nombre de femmes de Terre-Neuve et du Labrador, a participé activement à la campagne visant à faire reconnaître l'égalité des sexes dans la Constitution.

Historiquement, le système juridique de notre pays n'a pas accordé le même traitement aux hommes et aux femmes. Les femmes ont dû lutter pour que leur personnalité juridique soit admise, il s'agit d'une affaire de «personnalité». Je sais que Sheila le sait très bien et je suis certaine que la plupart des femmes présentes dans cette salle, et peut-être même tous les membres du Comité, en sont au courant. Les femmes ont dû combattre pour faire reconnaître non seulement leur statut de personnes mais également le droit de détenir des postes électifs, d'être nommées à des charges publiques et d'obtenir la formation nécessaire pour exercer diverses professions ou occupations. Grâce aux efforts d'un grand nombre de femmes, ces cas de discrimination non déguisée, et d'autres exemples encore plus évidents de discrimination sexuelle, ont été réglés.

Après que les tribunaux eurent rendu certains jugements décevants concernant l'égalité des sexes en vertu de la Déclaration canadienne des droits, les Canadiennes sont devenues profondément conscientes du fait que la reconnaissance de droits dans les lois était peu utile si l'interprétation de ces lois donnait des résultats comme ceux obtenus dans les affaires Laval, Bédard et Bliss. Les femmes se sont mêlées au débat constitutionnel en demandant que le droit à l'égalité devant la loi et le droit à une protection et à des privilèges juridiques égaux à ceux des hommes soient expressément prévus dans la Constitution.

Après avoir remporté une première bataille, nous avons pensé que l'entente conclue par le premier ministre du Canada et les premiers ministres des provinces aurait pour effet de faire dépendre les articles 15 et 28 de l'article 33 concernant les clauses «dérogatoires». Il n'est pas nécessaire de décrire en détail le front populaire pour l'égalité que les Canadiennes avaient constitué spontanément à l'époque, car les membres du Comité sont, j'en suis certaine, tout à fait au courant des événements en question. Nous vous les rappelons parce que nous croyons qu'ils reflètent l'opinion de la majorité des

[Text]

I might add that I was involved with that in some detail here in the province. Women sat in the House of Assembly in this province who had lived here in St. John's all their lives and had never visited the House of Assembly, women from all political parties and from all sections of society. They came and a lot of them did not even know very much about the Charter or the Constitution. They knew only that women's rights were being eroded and that something was being taken away.

• 1630

Our council believes the language in section 15 requires our government to review laws for violations of the charter and to enact new laws, policies and practices which will give women equality of opportunity and equality of results. If these reviews result only in changes that make laws neutral on their face, without considering the disparate impact on disadvantaged groups, then the intent of the charter will not have been accomplished.

Our council agrees with those who argue that the listed grounds in section 15 are not exhaustive. The most notable of these unlisted grounds are marital status and sexual orientation. Marital status is particularly important since sexual inequality may be disguised in this form of discrimination. We have a case still before the courts in Newfoundland of a woman from St. John's, who is fairly well known in the area, who is fighting a case of inequality against the CBC. Her contract was not renewed because she was married to a well known labour leader in the province. This case is still before the courts, but it is a well known national case.

The advisory council believes it is not reasonable to refuse a person employment, accommodation or any other individual right on the basis of sexual orientation. Your committee should make such a recommendation to Parliament.

We would like to address the employment issue. The contribution that women make to the economic fabric of our society by their work in the paid and unpaid labour force has long been undervalued. It is well known that the statistics about the gender wage gap and women's general economic status in this country are dismal. In her recent *Report of the Commission on Equality in Employment*, Judge Rosalie Abella documents the systemic discrimination that women face.

Over the last 10 years, the federal government, through CEIC policies and programs, has attempted to address women's employment with somewhat disappointing results. For example, in this province we have had two successful complaints to the Newfoundland Human Rights Commission by women in rural Newfoundland who were refused employment on employment development projects. What happens in that case is that local hiring committees just decide they do not want any women, that they are not going to hire any women. We know other similar complaints have been made to the

[Translation]

Canadiennes concernant l'interprétation des droits qui leur sont conférés aux termes de la Charte.

J'ajouterais que j'ai participé activement à ce mouvement dans notre province. Des femmes qui ont vécu toute leur vie à St. John's et qui n'avaient jamais visité l'Assemblée législative sont venues voir les parlementaires, des femmes de tous les partis politiques et de toutes les classes de la société. De nombreuses femmes sont venues, même si un bon nombre d'entre elles ne connaissaient pas grand-chose de la Charte ou de la Constitution. Elles savaient seulement que leurs droits étaient minés et que quelque chose allait leur être enlevé.

Le conseil consultatif est d'avis que le libellé de l'article 15 exige que le gouvernement révisé les lois qui contreviennent à la Charte et qu'il passe de nouvelles lois, qu'il introduise des politiques et des pratiques propres à garantir aux femmes l'égalité des chances à tous les niveaux. Si ces révisions n'ont aucun autre effet que de rendre les lois neutres, sans tenir compte de l'effet préjudiciable qu'elles auront sur les groupes défavorisés, l'esprit de la Charte n'aura pas été réalisé.

Le conseil est d'accord avec ceux qui prétendent que la liste des motifs énumérés dans l'article 15 n'est pas complète. Les plus importants des motifs non énumérés sont l'état civil et l'orientation sexuelle. L'état civil tout particulièrement puisque l'inégalité des sexes peut être dissimulée sous cette forme de discrimination. Il y a une cause pendante devant les tribunaux de Terre-Neuve, il s'agit d'une femme de St-Jean relativement bien connue dans la région qui a intenté un procès à RC pour cause d'inéquité. Son contrat n'a pas été renouvelé parce qu'elle est mariée à un chef syndical bien connu de la province. La cause est toujours en instance mais elle retient l'attention de tout le pays.

Le conseil consultatif croit qu'il est injuste de refuser un emploi, un logis ou un autre droit individuel pour raison d'orientation sexuelle. Le Comité devrait faire une recommandation en ce sens au gouvernement.

Nous aimerions discuter maintenant de la question de l'emploi. L'apport des femmes au secteur économique de notre société par leur travail dans l'effectif de la main-d'oeuvre rémunérée et non rémunérée a toujours été sous-évaluée. Il est notoire que les statistiques sur l'écart des salaires des hommes et des femmes et la condition économique générale des femmes au pays sont lamentables. Dans le récent rapport de la Commission d'égalité en matière d'emploi, le juge Rosalie Abella démontre avec preuves à l'appui la discrimination systématique à laquelle les femmes doivent faire face.

Au cours des dix dernières années, le gouvernement fédéral, par l'entremise des politiques et programmes élaborés par EIC, a tenté, sans grand succès, de résoudre le problème de l'emploi des femmes. Par exemple, dans notre province, la Commission des droits de la personne a donné gain de cause à deux femmes de la région rurale de Terre-Neuve à qui on avait refusé un emploi dans le cadre de projets d'initiative locale. Ce qui arrive dans ces cas, c'est que le comité local d'embauche décide tout simplement qu'il ne veut pas de main-d'oeuvre féminine et qu'il n'embauchera pas de femmes. Nous savons très bien que

[Texte]

Human Rights Commission but have not proceeded to the hearing stage because the projects are of too short a duration to complete an investigation and hearing. Yet, women are one of the designated target groups for special consideration in employment development projects. Obviously, the message is not getting through somewhere. We can only hope that new initiatives the federal government has announced in response to the Abella report will be more successful for individual women than the cases we have just described.

The concept of equal pay for work of equal value was addressed in the debate on women's issues during the 1984 federal election, with support for the concept given by all three leaders. Since the new Progressive Conservative government took office, we have seen no evidence of any action towards this goal. We believe the charter makes it incumbent on the federal government to take positive action to ensure the practical realization of the principle of equality in employment.

On women's unpaid work, this was a sore point with me when I presented to the Macdonald commission because they did not want to discuss at all women's unpaid work. Women work many hours at home, caring for their children, disabled or elderly relatives and doing housework. If women were to withdraw community volunteer services, then many community activities would grind to a halt. This unpaid work, both inside and outside the home, is not recognized as being of value. Our society pays lip service to motherhood, but a mother who spends her life caring for others often receives as her reward a life of poverty, when or if a marriage fails or if she becomes a widow.

Government must actively encourage the recognition of the value of women's unpaid work in their policies and programs. One example is maintenance orders, usually made by divorce courts when there are children and when one of the partners, usually the wife, would have difficulty being self-supportive because of years out of the work force. The default rate on these court order maintenance payments is very high. It is then left to the wife to return to the court to request enforcement of the order, often with little success.

A national system of automatic enforcement of maintenance orders is one step the government should take to recognize women's unpaid work. A little while ago someone mentioned a national registry. A national registry is fine, but a national registry is of little help if there is not some enforcement mechanism built into the registry.

[Traduction]

la Commission des droits de la personne a été saisie de causes semblables mais qu'elle n'a pu y donner suite, parce que les projets d'initiative locale sont de si courte durée, qu'il lui est impossible de mener une enquête et d'entendre la cause. Cependant, les femmes font partie des groupes qui sont la raison d'être des programmes d'initiative locale. Il est bien évident que le message ne passe pas quelque part. Nous ne pouvons qu'espérer que les nouveaux programmes d'initiative annoncés par le gouvernement fédéral en réponse au rapport Abella auront pour les femmes de meilleurs résultats que ceux dont nous venons de parler.

Le concept de salaire égal pour travail égal a fait l'objet des discussions sur les questions féminines au cours de la période électorale de 1984, et a reçu l'appui unanime des trois chefs de parti. Depuis l'arrivée au pouvoir du parti conservateur, aucune mesure n'a été prise dans ce sens. Nous croyons que selon l'esprit de la Charte, le gouvernement se doit de prendre les mesures d'action positive pour assurer la réalisation du principe d'égalité en matière d'emploi.

Pour ce qui est du travail non rémunéré des femmes, c'est une question qui me tient à coeur, parce que lorsque je l'ai présentée devant la Commission MacDonald, personne ne voulait en discuter. Les femmes travaillent pendant des heures et des heures à la maison, à veiller au soin des enfants, de parents âgés ou invalides et du ménage. Si les femmes devaient cesser de dispenser leurs services bénévoles, bon nombre d'activités communautaires cesseraient d'exister. La valeur du travail non rémunéré tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du foyer n'est pas reconnue. Notre société a beau reconnaître la maternité en théorie, mais il arrive souvent qu'une mère qui a passé sa vie à prendre soin des autres, n'a que la pauvreté en partage, si ou lorsqu'elle se retrouve seule suite à l'échec de son mariage ou à la mort de son conjoint.

Le gouvernement doit veiller activement à ce que ses programmes et politiques tiennent compte de la valeur du travail non rémunéré accompli par les femmes. Par exemple, des pensions alimentaires, habituellement imposées par les tribunaux de divorce, dans les cas où il y a des enfants et où l'un des parents, ordinairement la mère, aurait de la difficulté à subvenir à ses besoins, parce qu'elle a quitté le marché du travail depuis plusieurs années. Les défauts de paiement des pensions alimentaires établies par les tribunaux sont très fréquents, et ce sont les femmes qui doivent se représenter devant le tribunal pour demander la mise en application de l'ordonnance, bien souvent sans succès.

L'institution d'un système d'application automatique des ordres de paiement constituerait un pas important vers la reconnaissance du travail des femmes non rémunéré. Il a déjà été question d'instituer un bureau national d'enregistrement. L'idée n'est pas mauvaise en soi, mais elle n'aura que peu d'effet si l'organisme ne comporte aucun mécanisme d'application.

[Text]

In education and training, we see little evidence that girls and women are being socialized to consider a broad spectrum of occupations.

Although there has been a policy of equality of opportunity in our educational institutions for some time, in practice there are numerous barriers to women entering non-traditional training and employment. For example, in Newfoundland there is a 25% drop-out rate for women who enter non-traditional trades. No studies have been done to determine the reasons for this drop-out rate, but it is most probably related to a lack of in depth vocational counselling, a lack of support services and a lack of opportunities for women to be exposed to a number of non-traditional trades before the choice of a program is made.

In addressing parental benefits, maternity benefits are delivered in Canada through our unemployment insurance system. There may be some validity to the argument that the UI Act is not the ideal vehicle for providing maternity benefits; however, this is our present system. Since a person receiving maternity benefits is not available for work, these benefits have been subject to a special set of rules. The more restrictive of these rules were changed in 1984, but a recipient of UI maternity benefits must still meet more stringent requirements for eligibility than some regular claimants. We do not believe this difference is justifiable.

• 1640

Similarly, benefits are only available to mothers, except in the case of adoptive parents. Although there is definitely a period of time associated with pregnancy and the birth of a child in which the mother would be the one to take parental leave, there is no reason why the total 15-week period is restricted to mothers only.

We see no reason that, consistent with the joint responsibility of parents to care for children, natural parents cannot be afforded the same rights presently enjoyed by adoptive parents.

On child care we say that, in order to achieve real equality women must not be economically penalized for exercising their right to bear and raise children. Our present system of child care in this country is nothing short of a national disgrace. Jurisdiction over child care services is technically in the hands of the provinces but the federal government has a role to play through funding. Working parents are being economically disadvantaged because of a lack of access to quality affordable child care. Single parents, many of whom are women with low incomes, are particularly disadvantaged by the lack of child care services.

[Translation]

Dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnelle, on fait très peu pour encourager les femmes à élargir leur champ d'activité.

Bien que nos organismes d'enseignement ont depuis quelque temps établi une politique d'égalité en matière d'orientation professionnelle, dans la pratique il subsiste de nombreuses barrières s'opposant à la formation et l'emploi des femmes dans les domaines traditionnellement réservés aux hommes. Par exemple, à Terre-Neuve, le taux d'abandon de celles qui ont choisi une occupation traditionnellement réservée aux hommes est de 25 p. 100. Aucune étude n'a été faite pour déterminer la raison de cet état de chose, mais elle est probablement liée à la déficience des méthodes d'orientation professionnelle, au manque de services de support et de mécanismes permettant d'exposer les femmes à diverses occupations non traditionnelles avant qu'elles ne fassent leur choix.

En ce qui concerne les prestations accordées aux parents, signalons qu'au Canada, les allocations de maternité font partie des prestations attribuées par l'assurance-chômage. Il est peut-être vrai que l'assurance-chômage n'est pas le véhicule idéal pour l'attribution des allocations de maternité, mais c'est le système dont nous nous sommes dotés. Puisqu'une personne recevant des allocations de maternité n'est pas apte à travailler, ses prestations sont régies par des conditions particulières. Les conditions les plus restrictives ont été modifiées en 1984, mais il demeure que les bénéficiaires d'allocations de maternité doivent répondre à des conditions d'admissibilité plus sévères que les autres bénéficiaires de prestations d'assurance-chômage. Et nous ne croyons pas que cette différenciation est justifiée.

De même, seules les mères ont droit aux avantages, sauf dans le cas des parents adoptifs. Bien qu'il y ait définitivement certaines périodes pendant la grossesse, et à l'accouchement, où les mères sont les seules susceptibles de devoir prendre congé, il n'y a aucune raison pour que la période totale de 15 semaines soit réservée exclusivement à la mère.

Nous ne voyons aucune raison pour que, vu la responsabilité conjointe des parents vis-à-vis de la garde des enfants, les parents naturels ne bénéficieraient pas des droits dont jouissent les parents adoptifs.

Quant à la garde des enfants, nous disons que pour jouir d'une réelle égalité, les femmes ne doivent pas être pénalisées financièrement parce qu'elles choisissent d'exercer leur droit d'avoir des enfants et d'en prendre soin elles-mêmes. Le système actuel de garderie, dans notre pays, nous déshonore. Techniquement, les services de garderie sont de juridiction provinciale, mais le gouvernement fédéral y joue un rôle au plan du financement. Les parents travaillant à l'extérieur du foyer subissent un préjudice financier en raison du manque de services de garderie de qualité, à prix raisonnable. Les familles monoparentales, constituées en majorité de femmes seules à faible revenu, sont particulièrement affectées par ce manque de services de garderie.

[Texte]

Children who need care while their parents are at work are also a disadvantaged group. In this province, in the under-5 age group alone there are about 15,000 children in need of care but there are less than 800 licensed child care spaces to serve the need. Many parents are forced to make private arrangements which are less than adequate for the care of their children.

Another way in which the federal government is involved financially in child care is through the child care income tax exemption. While we believe that this is not the way to fund child care in this country, since it does nothing to ensure the development of quality child care, it is in use at present. While this system continues to be used, the full amount of the cost of child care should be able to be claimed and the exemption should be changed to a tax credit to be of more benefit to low income parents.

Lack of quality, affordable, child care services then affects the quality of two groups—the working parents of young children and the children who are in poor or mediocre care. Women have traditionally had to bear the primary responsibility for child care and have suffered a disparate impact from the federal government's lack of action in this area.

We would like to address the section on pensions. The 1985 federal budget contained reforms to private pension plans but no mention of the Canada Pension Plan. Since only about one-third of employed women are covered by employer-sponsored pension plans, and only a minority of women have much money to invest in RRSPs, these reforms do not go far enough in giving women equal access to pension benefits.

The parliamentary task force on pension reform, before which we appeared last year, or a year and a half or two years ago, recommended the inclusion of homemakers in the Canada Pension Plan—an idea put forth and supported by many women's groups across this country. This recommendation has not been acted upon.

In reproductive choice, birth planning, education and services, are not uniformly available in this country. The birth rate to women under the age of 20 in Newfoundland and Labrador is double the national average. Teenage pregnancy is a significant cause of our young women not completing high school. Sex education courses are not widely available in our schools. Planned Parenthood, a voluntary organization which has an important role to play in public education and counselling for birth planning, does not receive provincial funding and is constantly struggling to stay afloat financially. The federal government has cut back its support to the national office of Planned Parenthood. Yet there seems to be little evidence that governments are planning to deliver this service themselves.

[Traduction]

Les enfants qui doivent aller en garderie pendant que leurs parents travaillent font également partie d'un groupe défavorisé. Dans cette province, le groupe des moins de 5 ans compte environ 15,000 enfants ayant besoin de services de garderie tandis qu'il existe moins de 800 places dans des garderies accréditées pour répondre à la demande. Beaucoup de parents se voient obligés de recourir à des sources privées, qui sont loin de répondre adéquatement aux besoins de leurs enfants.

Le gouvernement fédéral est également intéressé financièrement aux services de garderie par le biais des exemptions d'impôt se rapportant à la garde des enfants. Nous considérons qu'il ne s'agit pas là d'une méthode appropriée de financement de la garde des enfants dans notre pays, puisqu'il n'en résulte pas d'amélioration de la qualité des services de garderie; c'est toutefois la méthode qui prévaut actuellement. Tant que ce système prévaudra, le coût total des services de garderie devrait être déductible des impôts, et l'exemption devrait être transformée en crédit d'impôt, ce qui serait plus avantageux pour les parents à faible revenu.

Le manque de services de garderie de qualité, à prix raisonnable, affecte la qualité de vie de ces deux groupes—les parents de jeunes enfants qui travaillent, et les enfants eux-mêmes, privés de services de garderie de bonne qualité. Traditionnellement, les femmes sont les premières responsables de la garde des enfants et souffrent des répercussions de ce manque de mesures adéquates dans ce domaine de la part du gouvernement fédéral.

Nous aimerions considérer la section sur les pensions. Le budget fédéral de 1985 comportait certaines réformes relatives aux régimes de pension personnels, mais ne disait rien du Régime de pensions du Canada. Puisque un tiers environ seulement des femmes au travail bénéficient de régimes de pension offerts par l'employeur, et qu'une minorité de femmes ont les moyens financiers de contribuer à des REER, ces réformes ne sont pas suffisantes pour assurer aux femmes l'égalité d'accès aux régimes de retraite.

Le groupe de travail du gouvernement sur la réforme des pensions devant qui nous nous sommes présentés l'année dernière, ou il y a un an et demi ou deux ans, recommandait d'inclure les femmes ménagères dans le Régime de pensions du Canada—suggestion mise de l'avant et appuyée par plusieurs groupes de femmes à travers le pays. Il n'a pas été donné suite à cette recommandation.

Les possibilités offertes en matière de planification des naissances, d'éducation et de services ne sont pas égales à la grandeur du pays. À Terre-Neuve et au Labrador, le taux de natalité chez les femmes de moins de 20 ans est le double de la moyenne nationale. Chez les adolescentes, la grossesse est une des principales causes d'abandon des études avant la fin du cours secondaire. L'éducation sexuelle n'est pas automatiquement au programme scolaire. *Planned Parenthood*, une association bénévole qui joue un rôle important d'éducation et d'information du public en matière de planification des naissances, ne reçoit pas de subvention du gouvernement provincial et lutte sans cesse pour se maintenir à flot financièrement. Quant au gouvernement fédéral, il a réduit son aide au bureau national de *Planned Parenthood*. Il semble assez peu

[Text]

The current operation of the abortion law in Canada makes access to this service unequal and unfair. The law has no requirement that a hospital have a therapeutic abortion committee or that existing committees be active and approve abortions. In our province, access to abortion services is very limited. Women who cannot afford travel outside the province suffer from lack of access to this health care service. I understand that this is also the situation in P.E.I., although the mainland of Canada and the United States is much more accessible to the women in P.E.I. than to the women in Newfoundland. They do not have to go across the Gulf of St. Lawrence on a ferry.

• 1645

The operation of the abortion law has a significant impact on the equality of women and should be reviewed by this committee.

On violence against women, women are the victims of sexual assault and wife abuse. Changes to the Criminal Code to bring sexual assault in line with other forms of physical assault have improved conditions for women victims who must testify in court. The administration of this law, however, may need review. If, for example, persons convicted of sexual assault are given light sentences, as has been suggested in news reports of a recent court decision in western Canada, or police do not lay assault charges against men who physically assault their wives, then we will not achieve equality of results.

Funding for shelters for battered women and rape crisis centres is another issue. These services have come into being because of the work and dedication of women who are concerned with helping other women. Although some public funds have been made available, these services are constantly underfunded and there are not nearly enough to meet demand. It is a sad commentary to say, but in this country we have crisis lines for people poaching salmon and we do not have crisis lines for women who are battered and children who are sexually abused in their homes.

On social services, women continue to be the majority of the poor in Canada. Massive protests by senior citizens against the planned de-indexing of old age pensions were successful in changing the government's mind on that particular recent budget proposal. Other proposals that will hurt other low income women, particularly single mothers, remain. Women, because of their economic position, also bear the brunt of decisions to cut back social services.

[Translation]

probable, malgré tout, que les gouvernements projettent d'offrir eux-mêmes ce service.

Vu l'opération de la Loi sur l'avortement au Canada, actuellement, les services d'avortement ne sont pas dispensés de façon uniforme ni juste. La loi ne prescrit pas pour les hôpitaux la présence de comités d'avortement thérapeutique, ni que les comités existants soient agissants et approuvent les demandes d'avortement. Dans notre province, l'accès aux services d'avortement est très limité. Les femmes qui n'ont pas les moyens financiers de se rendre à l'extérieur de la province ne peuvent pas profiter de ce service médical. À ma connaissance, la situation est la même à l'Île-du-Prince-Édouard bien que les femmes de cette province aient beaucoup plus facilement accès aux continents canadien et américain que celles de Terre-Neuve. Elles ne sont pas tenues de franchir le golfe du Saint-Laurent par traversier.

L'application de la Loi sur l'avortement a un impact notable sur l'égalité des femmes et devrait être passée en revue par ce Comité.

En ce qui concerne les actes de violence à l'égard des femmes, ces dernières sont victimes d'attentats aux mœurs et sont battues par leurs conjoints. Les modifications apportées au Code criminel afin de classer les attentats aux mœurs au même rang que les autres formes de voies de fait ont amélioré la situation des femmes victimes qui doivent témoigner devant les tribunaux. Toutefois, il peut être nécessaire d'examiner l'application de cette loi. Si, par exemple, les personnes accusées d'attentat sexuel reçoivent des peines légères, comme les bulletins d'information sur une décision judiciaire prise récemment dans l'ouest du Canada le proposent, ou si les policiers ne portent pas une accusation de voies de fait contre les hommes qui violentent leurs femmes, les résultats ne seront pas équitables.

Une autre question concerne les fonds destinés aux foyers pour femmes battues et aux centres de secours pour femmes violées. Ces services existent grâce aux efforts et au dévouement des femmes qui désirent aider d'autres femmes. Bien qu'ils reçoivent certaines subventions, ces services manquent constamment de fonds et ceux-ci sont loin d'être suffisants pour satisfaire à la demande. Il est triste de constater que dans notre pays, les braconniers de saumons peuvent obtenir du secours par téléphone tandis que les femmes battues et les enfants qui subissent des agressions sexuelles au foyer ne le peuvent pas.

En matière de services sociaux, les femmes constituent toujours la majorité des personnes vivant sous le seuil de la pauvreté au Canada. Les retraités qui se sont opposés massivement à la désindexation prévue des pensions de retraite ont récemment réussi à faire changer cette proposition particulière du gouvernement. Il reste d'autres propositions qui auront des effets préjudiciables sur les femmes gagnant de faibles revenus, particulièrement les mères célibataires. En raison de leur situation économique, les femmes subissent aussi le poids des décisions relatives à la réduction des services sociaux.

[Texte]

In conclusion, our council believes it is incumbent on the committee on equality rights to make recommendations to Parliament for substantive changes. If everything except the quick-fix changes are left to the courts, then Canadian women can look forward to a long and expensive route to equality.

Under section 24 of the charter, a person whose rights have been infringed or denied can seek a personal remedy in the court, or under section 52, ask that a law be declared unconstitutional because it violates the charter. Such challenges usually depend on individuals who have the determination and financial resources to see a case through to the Supreme Court of Canada. Since women as a group are economically disadvantaged in this country, the task of taking all questions of equality to the courts will be even more difficult.

The courts will undoubtedly play a large role in interpreting some issues raised by the charter. This does not mean that Parliament's obligation is any less in assessing its actions against standards set by the charter. Parliament must be proactive rather than reactive and as an advocate for women, we really get tired of always being reactive. I really want to stress that Parliament must be pro-active rather than reactive in creating Canadian society which reflects the values of our Charter of Rights and Freedoms.

Thank you.

The Vice-Chairman (Mrs. Browes): Thank you very much, Ann Bell, president of the Provincial Advisory Council on the Status of Women, for your comprehensive report and good number of specific recommendations as they relate to the federal government. In some cases, there is some overlap between the provincial and federal and we appreciate your comprehensive view of these issues as they relate to women.

We will start the questioning now and we will begin with Roger Clinch.

Mr. Clinch: I would like to refer to pages 3 and 4 of your brief where you talk about the unlisted grounds. The premise of your argument is to agree with those who argue that listed grounds in section 15 are not exhaustive . . .

Ms Bell: Yes.

Mr. Clinch: —and the Advisory Council believes it is not reasonable to refuse a person employment, accommodation or any other individual right on the basis of sexual orientation. Then your conclusion is that "Your Committee should make such a recommendation to Parliament". Are you there suggesting an amendment to section 15 or to the Canadian Human Rights Act?

Ms Bell: I would suggest to the Canadian Human Rights Act at this time, although I do know the problem with the other section and other statutes in relation to the Canadian Human Rights Act. The example that I gave is the Canadian

[Traduction]

Pour conclure, notre conseil croit qu'il incombe au Sous-comité sur les droits à l'égalité de recommander des modifications importantes au Parlement. Si on laisse toutes les décisions, à l'exception des cas simples, à la discrétion des tribunaux, la voie qui mène à l'égalité sera longue et coûteuse pour les femmes canadiennes.

En vertu de l'article 24 de la Charte, une personne dont les droits ont été violés peut tenter d'obtenir réparation devant les tribunaux ou, en vertu de l'article 52, demander qu'une loi soit déclarée non constitutionnelle si elle enfreint les dispositions de la Charte. De telles démarches sont habituellement prises par des individus qui ont la détermination et les moyens financiers de faire valoir leur cause jusqu'à la Cour suprême du Canada. Puisque les femmes en général sont désavantagées financièrement dans ce pays, le recours aux tribunaux pour toutes les questions d'égalité sera d'autant plus difficile.

De toute évidence, les tribunaux joueront un grand rôle dans l'interprétation de certaines questions liées à la Charte. Cela ne veut pas dire que le Parlement n'est pas moins tenu d'évaluer ses actions en fonction des critères fixés par la Charte. Le Parlement doit préconiser l'action positive au lieu de simplement réagir et, en tant que défenseurs des femmes, il nous est réellement fâcheux de constamment nous retrouver dans des positions où nous devons réagir. Je veux réellement souligner le fait que le Parlement doit agir plutôt que de réagir pour que la société canadienne reflète les valeurs de la Charte des droits et libertés.

Merci.

La vice-présidente (Mme Browes): Merci beaucoup, Ann Bell, présidente du *Provincial Advisory Council on the Status of Women*, de votre présentation complète et du bon nombre de recommandations précises destinées au gouvernement fédéral. Dans certains cas, il y a chevauchement entre les gouvernements provincial et fédéral, et nous vous sommes reconnaissants d'avoir examiné globalement ces questions qui touchent les femmes.

Passons maintenant à la période des questions. Roger Clinch, à vous la parole.

M. Clinch: J'aimerais revenir aux pages 3 et 4 de votre mémoire où vous traitez des formes de discrimination non mentionnées. Votre raisonnement est que vous êtes d'accord avec les personnes qui affirment que la liste des types de discrimination présentée à l'article 15 n'est pas exhaustive . . .

Mme Bell: Oui.

M. Clinch: . . . et le Conseil juge qu'il n'est pas raisonnable de refuser l'emploi, le logement ou tout autre droit particulier à une personne à cause de son orientation sexuelle. Votre conclusion est que «Votre Comité devrait formuler une telle recommandation au Parlement». S'agit-il d'une modification de l'article 15 ou de la Loi canadienne sur les droits de la personne?

Mme Bell: Pour le moment, nous proposons une modification à la Loi canadienne sur les droits de la personne, bien que je sois consciente du fait que des problèmes sont suscités par d'autres articles et d'autres lois en rapport avec la Loi

[Text]

Human Rights legislation which is now being challenged; marital status is being challenged on that because it is included in the Canadian Human Rights legislation.

• 1650

Knowing full well the road-blocks to amending the Constitution, I would certainly think that as a first step if it was put into the Canadian human rights legislation then that would certainly begin the dialogue and the sensitization of the population of the country to this issue.

Mr. Clinch: Thank you very much.

Ms Dorothy Robbins (Administrator, Provincial Advisory Council on the Status of Women): Perhaps I could elaborate as well. We are very cognizant of how difficult it probably will be to amend the charter at any point, certainly this early in the game so to speak. I guess we are saying there as well that we feel your committee should include sexual orientation in your review and you should act as if, and recommend to Parliament that, reviews of legislation and changes be made as if it were included, and that in turn may be some direction for the courts. I believe that if we have to wait for the courts to make that as a precedent then we may have some difficulty.

Mr. Clinch: But your first step, if I understand correctly in the way you have presented it, although it is not explicit there, is that at least sexual orientation should be a ground for non-discrimination listed in the Canadian Human Rights Act. Is that correct?

Ms Bell: One is not exclusive to the other.

Ms Robbins: Yes, that would certainly be one way of addressing it, but it is not the only way. We would hope that this committee would take the position when you make recommendations to Parliament that sexual orientation be included as if it were an enumerated ground, as well as marital status, and I am sure others will come up in time.

I would tend personally to agree as well that if you enumerate all the grounds then you may get into some difficulty because you may forget some, but in the meantime I think those are two obvious ones where your committee should proceed as if they were enumerated grounds.

Mr. Clinch: Thank you very much.

The Vice-Chairman (Mrs. Browes): Just on that point, perhaps you may clarify the position of the open-endedness. We have had some discussion that you have been present here for, and certainly the committee will be dealing with sexual orientation as an issue. Just for clarification, are you indicating that each of the grounds should be enumerated in section 15, or in fact a recommendation of what is included in section 15 unenumerated?

Ms Robbins: I guess unenumerated at this point presuming that we can look forward to some substantive changes being

[Translation]

canadienne sur les droits de la personne. L'exemple que j'ai présenté concerne la Loi canadienne sur les droits de la personne que l'on remet actuellement en question; c'est le cas de l'état matrimonial car celui-ci est prévu par la Loi canadienne sur les droits de la personne.

Étant entièrement consciente des obstacles qui existent à l'égard de l'amendement de la Constitution, je crois certainement que le fait de modifier d'abord la Loi canadienne sur les droits de la personne permettrait d'entamer le dialogue et de sensibiliser la population du pays en la matière.

M. Clinch: Merci beaucoup.

Mme Dorothy Robbins (administrateur, Provincial Advisory Council on the Status of Women): Je pourrais peut-être vous apporter aussi certaines précisions. Nous reconnaissons fort bien qu'il sera probablement très difficile de modifier la Charte à tout moment donné, particulièrement à l'heure actuelle. Nous affirmons aussi que nous croyons que votre Comité devrait tenir compte de l'orientation sexuelle dans son rapport et que vous devriez poursuivre votre examen des lois et apporter les modifications qui s'imposent à l'égard de l'orientation sexuelle et recommander au Parlement de le faire, ce qui peut fournir une certaine direction aux tribunaux. À mon avis, si nous attendons que les tribunaux créent un précédent, nous risquons d'avoir certaines difficultés.

M. Clinch: Mais en premier lieu, si j'ai bien compris votre présentation, bien que cela n'apparaisse pas explicitement, vous demandez que l'orientation sexuelle soit du moins énumérée dans les types de discrimination interdits en vertu de la Loi canadienne sur les droits de la personne. Est-ce exact?

Mme Bell: Ces mesures ne s'excluent pas l'une l'autre.

Mme Robbins: Oui, il s'agit certainement là d'une façon d'aborder la question, mais ce n'est pas la seule solution. Nous espérons que ce Comité recommandera au Parlement de considérer l'orientation sexuelle ainsi que l'état matrimonial et les autres points qui, j'en suis sûre, seront soulevés plus tard comme des formes de discrimination interdites.

J'ai moi-même tendance à croire que le fait d'énumérer toutes les formes de discrimination interdites peut créer des problèmes car vous risquez d'en oublier une mais, entre temps, il s'agit bien de deux types évidents de discrimination dont votre Comité doit tenir compte comme s'il s'agissait de formes de discrimination précisées.

M. Clinch: Merci beaucoup.

La vice-présidente (Mme Browes): À ce sujet, j'aimerais que vous nous apportiez certaines précisions. A cet égard, nous avons eu certains échanges auxquels vous avez participé, et le Comité tiendra certainement compte de l'orientation sexuelle. Pour que cela soit clair, recommandez-vous que chaque forme de discrimination soit énumérée à l'article 15 ou, en fait, qu'elle ne soit pas énumérée?

Mme Robbins: Pour le moment, qu'elle ne soit pas énumérée, en supposant que des modifications importantes seront

[Texte]

made, and I guess as a last resort to look at changing the charter itself. I hope that would not be necessary, but I guess we will see in the long term.

The Vice-Chairman (Mrs. Browes): Maurice Tremblay.

M. Tremblay (Lotbinière): Mesdames, d'abord je vous félicite pour l'exposé qui nous donne un aspect global de la situation de la femme, et encore là cela pourra sûrement nous aider. Mais je suis certain, étant donné vos contacts à travers le pays, que vous êtes conscientes du fait que nous avons entendu plusieurs groupements féminins qui ont parlé, certains, de façon globale et générale aussi. D'autres, par contre, y sont allés de façon plus spécifique quant à l'aspect réaliste, l'aspect pratique devant l'énormité de la tâche. Je pense qu'on en est tous conscients de cela. Il devient parfois, et je ne dirais pas plus habile, mais peut-être plus facile de s'attacher davantage à une priorité.

Et pour cela, nous avons passablement d'éléments et d'informations. Votre groupe en est un également dont l'articulation nous prouve que la situation de la femme a souffert d'un large retard et que nous devons effectivement aller de l'avant.

Ce que je voudrais savoir davantage, mesdames, puisque nous sommes ici à Terre-Neuve, et en fonction évidemment de votre expérience vécue, des contacts que vous avez à travers le pays, si à travers toute cette évolution—car force est de constater qu'on a quand même fait certains progrès là-dessus et je ne pense pas qu'il y ait personne qui le conteste—, si vous croyez, dis-je, que les Maritimes en particulier ou davantage peut-être Terre-Neuve, par rapport à l'ensemble de la situation au Canada, vit une situation différente.

• 1655

Est-ce que des emphases particulières doivent être mises ici, plutôt que dans l'Ouest ou dans le centre du pays? Ou la situation est-elle comparable à travers tout le pays?

Ms Bell: The situation is similar for women all over the country. However, with the recession in the economy in Newfoundland particularly, the employment picture for women is very bad, so we need every incentive we can get to assist women. So when we have federal initiatives and they are not being met in this province . . . We cannot help it if they are not being met in Ontario or wherever else, in B.C. or Alberta or wherever the economy is much better, but I think the need is much greater here to make sure these initiatives, these goals and objectives of these federal programs, are met. I do not think, in general, the situation for women is any worse in Newfoundland than it is anywhere in Canada because we are governed by Canadian laws the same as they are everywhere else. I would say the women's movement in Newfoundland is alive and well.

Mr. Tremblay (Lotbinière): True.

Ms Bell: Do you want to add something to that, Dorothy?

[Traduction]

apportées et qu'en dernier recours, on songera à modifier la Charte elle-même. J'espère que cela ne sera pas nécessaire, mais nous le verrons à long terme.

La vice-présidente (Mme Browes): Maurice Tremblay.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Ladies, first of all, I would like to congratulate you on your brief which gives a general view of the status of women. Once again, that will certainly be helpful to us. But I am sure that you know from your contacts across the country that we have heard the testimony of several women's groups, some of which also gave a comprehensive view of the situation. However, others have been more specific in explaining the importance of the task from a realistic or practical point of view. I think that we are all conscious of this. Sometimes it is not better, but it is maybe easier to stick to one priority.

In that respect, we have a fair amount of elements of information. The statements made by your group are further proof that women have fallen well behind the times and that we must in fact make up for it.

But ladies, since we are here in Newfoundland, I would mostly like to know from your experience obviously, from your contacts across the country, if with all these changes—because we must admit that we have made some progress in that area and I do not think that anyone questions the fact—if you think the situation is different particularly in the Maritimes or even more so in Newfoundland than it is elsewhere in Canada.

Does a particular emphasis have to be put here, rather than in the west or centre part of the country? Or is the situation alike all over the country?

Mme Bell: La situation est semblable pour toutes les femmes du pays. Toutefois, avec la récession qui frappe l'économie de Terre-Neuve en particulier, la situation de l'emploi est très mauvaise pour les femmes; c'est pourquoi nous avons besoin de tous les moyens possibles pour aider les femmes. Aussi, lorsqu'il y a des initiatives du gouvernement fédéral et que celles-ci ne sont pas réalisées dans cette province . . . Nous n'y pouvons rien si ces initiatives ne sont pas réalisées en Ontario ou ailleurs, en Colombie-Britannique, en Alberta, ou n'importe où ailleurs où l'économie se porte beaucoup mieux, mais je crois qu'il est plus important pour ici que ces initiatives, les buts et objectifs des programmes fédéraux soient atteints. À mon avis, la situation en général n'est pas plus mauvaise pour les femmes à Terre-Neuve qu'ailleurs au Canada, étant donné que ce sont les mêmes lois qui nous gouvernent tous dans ce pays. Je dirais que le mouvement féministe à Terre-Neuve est vivant et qu'il se porte bien.

M. Tremblay (Lotbinière): C'est exact.

Mme Bell: Voulez-vous ajouter autre chose à cela, Dorothy?

[Text]

Ms Robbins: Only that, indeed, as Mr. Barry pointed out this morning and as other people have pointed out, we are an economically disadvantaged region, and since women are at the bottom of the totem pole, so to speak, we are certainly much worse off from that point of view, I suppose. We have a lot of seasonal employment, a lot of women working in fish plants. The fishery has been particularly bad, so those opportunities have not been there as perhaps they have been in the past. So from the point of view of regional disparities, yes, there is a difference.

M. Tremblay (Lotbinière): Merci.

The Vice-Chairman (Mrs. Browes): Thank you, Mr. Tremblay.

Sheila Finestone.

Mrs. Finestone: Thank you very much. It is a delight to be here, Ann Bell. I have worked with you for so many years and I only knew about your squid jigger problem. Now I have had the opportunity to visit this corner, anyway, of your beautiful province and to fly over the balance. I hope to come back again for a longer stay, with a fishing line this time; not squid jigging yet, Ann.

I really would like to ask a few questions and I would like to make some observations, if I may. It is a really very well prepared brief, and I thank you for that. You have covered many many areas.

The first thing I would like to know is this. You made a statement that your advisory council advises the government and has an educational mandate. Do you also have a research, statistical and monitoring mandate, and do you have the necessary instruments to do the research and statistics?

Ms Bell: That is a very good question, Sheila. We do have a mandate for research and public education. However, our budget is very limited, and in the limitations of our budget we do a small amount of research, but not a lot.

Mrs. Finestone: Dollars are limited.

Ms Bell: Very limited. That is a problem of women's organizations and women's groups all around the country, and it is a political problem, too. It is a problem of priorities and politics and where the bucks are going.

Mrs. Finestone: Okay, so you really have to depend in great measure, then, on the voluntary force of the NGOs.

Ms Bell: Oh, yes, the NGOs are the life blood of the women's movement in this province. I would say the women's movement in Newfoundland is stronger than any of the provinces of Canada, particularly in the rural areas and I think in terms of the volunteer status of women's councils. We have volunteer councils, which are just volunteer groups of women from Port aux Basques to Labrador to St. John's and all the way in between, and I do not think there are similar councils across the country. Over and above that, we have all kinds of other volunteer groups dealing with child care, daycare, Transition House, family violence committees, anti-pornogra-

[Translation]

Mme Robbins: Oui, tout simplement que, comme M. Barry et d'autres l'ont fait remarquer ce matin, notre région est économiquement défavorisée et que, étant donné que les femmes se trouvent au bas de l'échelle, si l'on peut dire, notre situation est certainement plus pénible, je suppose. Nous avons beaucoup d'emplois saisonniers et un grand nombre de femmes travaillent dans les usines de poisson. La pêche ayant été particulièrement mauvaise, les possibilités d'emploi ne sont probablement pas ce qu'elles ont été dans le passé. Donc, sur le plan des disparités il y a certainement une différence.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Thank you.

La vice-présidente (Mme Browes): Je vous remercie, monsieur Tremblay.

Sheila Finestone.

Mme Finestone: Merci beaucoup. Ann Bell, je suis ravie de me trouver parmi vous. J'ai travaillé avec vous pendant tant d'années et n'ai fait connaissance qu'avec votre problème concernant la turlutte à encornet. Maintenant, j'ai eu l'occasion de visiter ce coin de votre belle province et de survoler le reste de la région en avion. J'espère revenir pour un plus long séjour, et cette fois avec une ligne de pêche; pas encore la turlutte à encornet, Ann.

Si vous le permettez, j'aimerais poser quelques questions et faire quelques remarques. Voilà un mémoire très bien rédigé et je vous en remercie. Vous avez touché un très grand nombre de domaines.

Voici le premier point que je voudrais connaître. Vous dites que votre conseil consultatif conseille le gouvernement et détient un mandat en matière d'éducation. En a-t-il un également en matière de recherche, de statistique et de surveillance? Possédez-vous aussi les moyens nécessaires pour effectuer la recherche et établir les statistiques?

Mme Bell: C'est une bonne question, Sheila. Nous avons un mandat de recherche et d'éducation publique. Toutefois, notre budget est très restreint et, à cause de ces limites, nous ne pouvons pas consacrer beaucoup de ressources à la recherche.

Mme Finestone: Les dollars sont comptés.

Mme Bell: Tout à fait. C'est là le problème des associations et groupes féministes dans tout le pays, et c'est également un problème politique. C'est une question de priorité, de politique et d'utilisation des ressources.

Mme Finestone: Bon, vous devez donc compter en grande partie sur les efforts bénévoles des organisations non gouvernementales.

Mme Bell: Absolument, les organisations non gouvernementales font toute la force du mouvement féministe de cette province. Je dirais que le mouvement féministe est plus fort à Terre-Neuve que dans n'importe quelle autre province canadienne, notamment dans les régions rurales, et du point de vue bénévolat des conseils de la femme. Nous avons des conseils de volontaires, composés uniquement de groupes de femmes bénévoles de Port aux Basques au Labrador, à St. John's et partout, et je ne pense pas qu'il y ait des conseils semblables ailleurs dans tout le pays. De plus et avant tout, nous avons toutes sortes d'autres groupes de bénévoles qui

[Texte]

phy committees, which are all secondary to the women's councils. Some of the members, obviously, are members of both groups, so it is a very strong network of women right across the province.

• 1700

Mrs. Finestone: So the unpaid volunteer work is key.

Ms Bell: Without a doubt.

Mrs. Finestone: And the need for recognition so that they are not poor in old age becomes fundamental. Okay.

I have just listed the pages on which I have made some notes. By the way, I was fascinated with that CBC court case; I am going to find out more about that. On page 3, could you tell me, where you are talking about the guiding principles... You were talking about sexual orientation. I got that answered; you discussed that with other members of the task force.

On page 4 you talked about the local hiring committees making decisions that women would not be priorities. What would be the role and responsibility that your advisory council would have with respect to underscoring the inequity there to the provincial level and to the federal level and working through your federal members of the House to see that is no longer the practice, that there are some guidelines? I do not know how that works, so I was wondering how you act in this case.

Ms Bell: It is very difficult. What happens in these situations is that there are local hiring committees, and in a rural area sometimes you have people with very traditional ideas. I myself have spoken with some of the people involved with these hiring committees and they say they are not going to hire women; women should not be doing that kind of work. The committee gets money from federally funded projects. They get employment development money to have a project in their community. It might be building a wharf. They are an autonomous group; they are the hiring committee. So the federal government CEIC people say: We cannot tell them who they can hire and who they cannot hire; we can just give them the money. So the individual group then will make a decision whether or not they will hire women.

Depending on where they are, some groups have blatantly said they will not hire women. Then the individual women have been talking among themselves, so they have called us or called somebody else who has called us. We have put them onto the Human Rights Commission and the Human Rights Commission has helped them and assisted them—that is the provincial commission—after a lot of dickering to find out whose jurisdiction, whether it is federal jurisdiction or provincial jurisdiction. By the time they get to a hearing

[Traduction]

gardent des enfants, s'occupent de garderies et de centres de transition, des comités concernant la violence dans les familles, contre la pornographie, tous indirectement reliés aux conseils de la femme. Certains membres appartiennent aux deux groupes, ce qui permet d'avoir un solide réseau de femmes dans toute la province.

Mme Finestone: Ainsi, le travail bénévole est la clé du système.

Mme Bell: Indéniablement.

Mme Finestone: Et la nécessité d'une reconnaissance pour qu'elles ne soient pas pauvres lorsqu'elles seront vieilles devient fondamentale. D'accord.

J'ai fait la liste des pages où j'ai pris certaines notes. À propos, j'ai été fascinée par ce procès de Radio-Canada; je vais me renseigner davantage à ce sujet. À la page 3, pourriez-vous me dire, là où vous parlez des principes directeurs... Vous parlez d'orientation sexuelle. J'ai eu la réponse à cela; vous en avez parlé avec d'autres membres du groupe de travail.

À la page 4, vous abordez la question des comités d'embauche locaux qui décident que les femmes ne seront pas parmi les priorités. Quels seraient le rôle et la responsabilité de votre conseil consultatif en ce qui a trait à la détection des inéquités dans ces cas-là aux niveaux provincial et fédéral et au travail avec les députés fédéraux visant à éliminer ces pratiques et à établir certaines directives? Je ne comprends pas comment cela fonctionne et je me demandais ce que vous faites dans ce cas-là.

Mme Bell: C'est très difficile. Ce qui arrive dans ces cas-là c'est qu'il y a des comités d'embauche locaux, et dans les régions rurales vous avez parfois des gens très conservateurs. J'ai moi-même parlé avec certaines personnes engagées dans ces comités et ces personnes m'ont dit qu'elles n'engageraient pas de femmes; selon elles, les femmes ne devraient pas faire ce genre de travail. Le comité obtient des fonds de projets financés par le gouvernement fédéral. Ils obtiennent des sommes pour le développement de l'emploi pour mettre sur pied un projet dans leur collectivité. Il peut s'agir par exemple de construire un quai. Il s'agit d'un groupe autonome qui constitue le comité d'embauche. Alors les gens des centres de main-d'oeuvre du gouvernement fédéral disent: nous ne pouvons pas leur dicter quelles personnes engager et quelles personnes ils ne peuvent pas engager; nous ne pouvons que leur donner les sommes nécessaires. Ainsi, le groupe peut prendre la décision d'engager ou non des femmes.

Selon les membres qui les constituent, certains groupes ont simplement affirmé qu'ils n'engageraient pas de femmes. Les femmes se sont alors parlées les unes aux autres et nous ont appelés ou ont appelé quelqu'un d'autre qui nous a avertis. Nous avons alerté la Commission des droits de la personne qui les a aidées—la Commission provinciale—après avoir fouillé en profondeur pour trouver de quel niveau de compétence, fédéral ou provincial, la question relevait. Mais lorsqu'on arrive à l'étape des audiences, le projet de 10 ou 12 semaines

[Text]

process that 10-week or 12-week project is over and all the money is spent. They will say: Yes, we discriminated against that woman, but there is no money left in the project; the project is finished anyway, so whatever.

Mrs. Finestone: All right. Is there a lesson to be learned there, Ann?

Ms Bell: Yes, there is a lesson to be learned that with federally funded money there have to be some regulations and rules laid down with regard to that. They have been getting off the hook by saying they are just giving the money to the committee, and they do not have to meet these guidelines. When we have gone back to CEIC they say they cannot tell them, because they are giving the local community group the money to be the hiring committee.

Mrs. Finestone: Okay. Therefore, under the new charter and subsection 15.(2) one could go back to CEIC and say that when it comes to federal moneys it has to be tied to some kind of guideline that would indicate that natives, women, handicapped minorities be part of those who are hired; those are the criteria. That is the affirmative action we are talking about, and it should be mandatory; they should not get their funds unless they are tied to that. Do I read you right?

Ms Bell: Yes. The Prime Minister, during the election campaign, talked in terms of contract compliance. Now that has not yet become a reality. Maybe if contract compliance became a reality and contract compliance legislation were brought into force, I do not know if that would have any . . .

Mrs. Finestone: Well there is some kind of mandatory reporting; if you do not write your report you get a \$50,000 fine, but if you do not do anything you do not get fined. So that is a bit of a problem. But I appreciate this CEIC thing, and I think we could address that issue.

You know, Canada signed in Nairobi—and I was there and I can tell you it was a very exciting experience—the forward-looking strategies document in which, through our signature, we once again commit ourselves to equal pay for work of equal value, which was in the Abella report. We also, in 1976, signed the international covenant on the removal of discrimination against women. So I see once again that we have had to raise that issue. We are still looking to that equality. I just wanted to bring to your attention that this is another instance where we have not honoured our own international signature. I think we could write to that effect and speak to that issue.

• 1705

On pages 7, 8 and 9, I made a note to myself as you were reading it, Ann, that women are just one man away from poverty. Do you remember that famous line we were all working on? And it still remains true. If she becomes a widow or her marriage fails she is facing poverty row.

[Translation]

est souvent terminé et tout l'argent est dépensé. Les instigateurs du projet disent alors: Oui nous avons exercé une certaine discrimination à l'endroit des femmes mais il ne reste plus d'argent pour le projet; de toute façon, le projet est terminé.

Mme Finestone: Bon. Peut-on en tirer une leçon, Ann?

Mme Bell: Eh bien on peut en tirer la leçon suivante: on devrait établir certains règlements ou certaines règles en ce qui a trait à cela pour les sommes fournies par le gouvernement fédéral. On pense s'en tirer en disant que l'on n'a fait que donner l'argent au comité et que celui-ci n'a pas à se plier à ces directives. Lorsque nous sommes retournés au centre de main-d'oeuvre, les fonctionnaires nous ont dit qu'ils ne pouvaient faire appliquer les directives parce que ces sommes sont données aux groupes communautaires locaux afin qu'ils agissent à titre de comité d'embauche.

Mme Finestone: D'accord. Par conséquent, en vertu de la nouvelle Charte et de l'article 15(2), quelqu'un pourrait revenir au centre de main-d'oeuvre et dire que lorsqu'il s'agit de l'argent du gouvernement fédéral, il doit y avoir certaines directives pour assurer l'embauche d'autochtones, de femmes, de handicapés; ce sont là les critères. C'est là l'action positive dont nous parlons et elle devrait être obligatoire; ces gens ne devraient pas obtenir leurs subventions à moins d'être liés par ces directives. Est-ce que je vous comprends bien?

Mme Bell: Oui. Le premier ministre, pendant la campagne électorale, a parlé de respect des contrats. Cela ne s'est pas encore transcrit dans la réalité. Peut-être que si le respect des contrats devenait une réalité et que la loi à cet effet entrerait en vigueur, je ne sais pas si cela aurait quelque . . .

Mme Finestone: Il existe une certaine forme de rapports obligatoires; si vous ne rédigez pas votre rapport, vous devez payer une amende de 50,000\$, mais si vous ne faites rien, vous n'avez aucune amende à payer. Cela pose certains problèmes. Mais je trouve cet argument sur les centres de main-d'oeuvre intéressant et je pense que nous pourrions nous pencher sur cette question.

Vous savez, le Canada a signé, à Nairobi—et j'étais là et je peux vous dire que c'était une expérience très enrichissante—le document sur les stratégies d'avenir par lequel il s'engage à donner un salaire égal pour un travail de valeur égale, principe qui se trouvait dans le rapport Abella. Nous avons également signé en 1976 l'accord international sur l'abolition de toute discrimination à l'endroit des femmes. Je m'aperçois encore une fois qu'il nous faut soulever cette question. L'égalité pose encore un problème. Je voulais simplement attirer votre attention sur le fait qu'il s'agit là d'un autre cas où nous n'avons pas honoré notre propre signature. Je pense que nous pourrions écrire cela et en parler ouvertement.

Pendant que vous lisiez, aux pages 7, 8 et 9, j'ai écrit dans la marge, Ann, que les femmes ne sont à l'abri de la pauvreté que par la présence d'un homme. Vous souvenez-vous de cette fameuse phrase sur laquelle nous avons tous travaillé? Et cela

[*Texte*]

On page 6, the national registry and, of course, an enforcement mechanism. If that was a statement I made that you misunderstood, I would like it clarified, because definitely that is in the projected law that Mr. Crosbie has tabled. There is just a slight amendment there that is needed, but I think the intent is there, so I think you can sort of be comfortable.

Ms Bell: The registry is fine as long as there is some enforcement mechanism.

Mrs. Finestone: That is right. Well, it is to be looked at, and I think you can plan on seeing that come through.

You make some observations about the Unemployment Insurance Act and maternity benefits. I have taken the position that maternity benefits should remain under the Unemployment Insurance Act, because it is the one way in which one can indicate that women's attachment to the labour force is not fanciful; it is permanent. It may be interrupted, but it does not mean that she does not have an attachment as she takes maternity leave, and it may be extended maternity leave. But you make some observations about that at the top of page 8. You thought that it may not be the best place, but you also make some observations about the fact that there are more stringent requirements for eligibility than for other regular claimants. Are you talking about the waiting period, the two weeks?

Ms Bell: No. What I am talking about is the 20 weeks. If you were a regular claimant . . .

Mrs. Finestone: It is 17 weeks federally, is it not?

Ms Bell: You have to be working—you have to have a 20-week work period, where other many other recipients of UI only have a 10-week period.

Mrs. Finestone: So it is the waiting period that you are talking about.

Ms Bell: Yes.

Mrs. Finestone: Okay, thank you.

Mr. Clinch: Excuse me, could I just pursue that for a second?

Mrs. Finestone: Sure, go ahead.

Mr. Clinch: Is it different for women than it is for anybody else?

Ms Bell: Yes.

Mr. Clinch: If you are working, and it does not matter if it is, whatever, 20 weeks, if you have never entered UI . . .

Ms Bell: But it is possible that with the employment picture being the way it is, for many women, possibly they have not been working for the full . . . ; they possibly were drawing benefits the year before. They certainly did not get pregnant to go back on UI benefits.

[*Traduction*]

demeure encore vrai. Lorsque la femme devient veuve ou que son mariage s'écroule, elle s'enfonce dans la pauvreté.

A la page 6, le registre national et, bien sûr, le mécanisme d'application. Si vous avez mal compris ce que j'ai dit, j'aimerais préciser, parce que cela se trouve indéniablement dans le projet de loi qu'a déposé M. Crosbie. Il n'y a qu'un léger amendement nécessaire dans ce cas, mais je pense que l'esprit est là, et que vous pouvez être rassurée.

Mme Bell: L'enregistrement est correct dans la mesure où il y a certains mécanismes d'application.

Mme Finestone: C'est exact. Il faut y voir et je pense que vous pouvez compter que cela sera fait.

Vous faites certaines observations au sujet de la Loi sur l'assurance-chômage et des prestations de maternité. Je suis d'avis que ces prestations doivent relever encore de la Loi sur l'assurance-chômage parce que c'est la seule façon qui nous permette d'indiquer que la participation des femmes à la main-d'oeuvre n'est pas un caprice, mais qu'elle est permanente. Elle peut être interrompue, mais cela ne veut pas dire que lorsqu'une femme prend un congé de maladie, elle quitte le marché du travail, même lorsqu'il s'agit d'un congé prolongé. Mais vous faites certaines observations à ce sujet en haut de la page 8. Vous pensez que cela ne devrait peut-être pas relever de l'assurance-chômage, que l'on trouve certaines exigences d'admissibilité plus sévères que pour les autres postulants réguliers. Voulez-vous parler de la période d'attente, les deux semaines?

Mme Bell: Non. Ce dont je parle c'est de la période de 20 semaines. Si vous étiez un prestataire normal . . .

Mme Finestone: Il s'agit d'une période de 17 semaines au fédéral, n'est-ce pas?

Mme Bell: Vous devez travailler . . . vous devez avoir travaillé pendant une période de 20 semaines, alors que les autres prestataires de l'assurance-chômage n'ont qu'à travailler 10 semaines.

Mme Finestone: Vous parlez donc de la période d'attente.

Mme Bell: Oui.

Mme Finestone: D'accord, merci.

M. Clinch: Excusez-moi, pourrais-je poser une question à ce sujet pendant quelques instants?

Mme Finestone: Bien sûr, allez-y.

M. Clinch: La situation est-elle différente pour les femmes que pour les autres?

Mme Bell: Oui.

M. Clinch: Si vous travaillez, et il importe peu s'il s'agit de 20 semaines ou quoi que ce soit, si vous n'avez jamais reçu l'assurance-chômage . . .

Mme Bell: Mais il se peut, étant donné la conjoncture dans le monde de l'emploi, que beaucoup de femmes n'aient pas travaillé la pleine . . . il se peut qu'elles aient retiré des prestations l'année précédente. Elles ne sont certainement pas

[Text]

Mr. Clinch: But if they were drawing, then it is only 10 weeks, is it not?

Ms Bell: No, it is 20 weeks, or they have to be working 20 weeks.

Mr. Clinch: I think we had this presented to us once before and we got into a little bit of discussion about it. I just want to be clear in my own mind.

If I am working and have drawn unemployment insurance before, I wait 10 weeks.

Ms Bell: If you live in Newfoundland you wait 10 weeks.

Mr. Clinch: All right. If you are working and you have drawn unemployment insurance before, and you become pregnant, you have to wait 20 weeks.

Ms Bell: I have to wait 20 weeks.

Mr. Clinch: Thank you.

Ms Robbins: That is our understanding from some of the local UI people.

Mr. Clinch: It was not my understanding at the outset, but this is the second time, I believe, we have been . . .

Ms Bell: There is another section under the UI benefits, too, on maternity leave which we did not go into detail here on, but which I could mention to you, and that is the flexibility of maternity benefits, particularly for women who have had, for example, a premature baby or a baby who is hospitalized for an extended period of time. If a woman has a premature baby and she comes home from the hospital and a week after the baby is born she wants to go back to work because the baby is going to be hospitalized for two months—which is often the case—and she wants to delay her maternity benefits until the baby comes home from hospital, she cannot have that flexibility with UI benefits.

Mrs. Finestone: Bureaucracy! It would disturb the bureaucracy, Ann. It is too much paper work or something.

The other thing that was amusing when they first started this was the fact that they were giving the same leave time and benefits for a woman who had had a miscarriage as to a woman who adopted or gave birth. You know, the men make laws and they forget to take a look at the reality of human birth.

• 1710

Ms Bell: That is what happens when the law is determined and made by unequal representations of the population.

Mrs. Finestone: That is, in a sense, true. Now we have had a long discussion. Your middle paragraph on page 8 is one on which we have spent, as a small group together, a long time trying to separate out the actual birthing time from the

[Translation]

devenues enceintes pour pouvoir revenir sur l'assurance-chômage.

M. Clinch: Mais si elles en retiraient, alors il ne s'agit que d'une période de 10 semaines, n'est-ce pas?

Mme Bell: Non, 20 semaines, elles doivent travailler 20 semaines.

M. Clinch: Je crois que l'on a déjà souligné ce point ici devant nous auparavant et que cela avait soulevé certaines discussions. Je voudrais simplement éclaircir la question dans mon esprit.

Si je travaille et que j'ai retiré de l'assurance-chômage auparavant, j'attends 10 semaines.

Mme Bell: Si vous vivez à Terre-Neuve, vous attendez 10 semaines.

M. Clinch: D'accord. Si vous travaillez et que vous avez retiré de l'assurance-chômage auparavant, et si vous tombez enceinte, vous devez attendre 20 semaines.

Mme Bell: Vous devez attendre 20 semaines en effet.

M. Clinch: Merci.

Mme Robbins: C'est ce que nous avons déduit des propos de certains fonctionnaires locaux de l'assurance-chômage.

M. Clinch: Ce n'était pas cela que je comprenais au départ, mais c'est la deuxième fois, je crois, que l'on nous . . .

Mme Bell: Il y a un autre point à propos des prestations d'assurance-chômage, également, qui touche les congés de maternité et que nous n'avons pas abordé en détail ici, mais que je pourrais porter à votre attention. Il s'agit de la flexibilité des prestations de maternité, particulièrement pour ces femmes qui ont eu, par exemple, un bébé prématuré ou un bébé qui a été hospitalisé pour une période prolongée. Lorsqu'une femme a un enfant prématuré et qu'elle retourne à la maison et qu'une semaine après la naissance de son enfant elle désire retourner au travail parce que son enfant demeurera à l'hôpital pour deux mois . . . ce qui est souvent le cas . . . et qu'elle veut reporter ses prestations de maternité jusqu'à ce que son enfant arrive à la maison, elle ne peut le faire.

Mme Finestone: La bureaucratie! Cela dérangerait les bureaucrates, Ann. C'est trop de travail ou quelque chose du genre.

L'autre point qui était étonnant lorsque cela a commencé était le fait que l'on accordait la même période de congé et les mêmes prestations à une femme qui avait fait une fausse-couche qu'à une femme qui adoptait un enfant ou accouchait. Vous savez, les hommes font les lois et ils oublient de prendre en considération la réalité de la naissance.

Mme Bell: C'est ce qui arrive lorsque la loi est rédigée par un groupe qui ne représente pas bien la population.

Mme Finestone: Dans un certain sens, cela est vrai. Nous avons eu à ce sujet de longues discussions. Le paragraphe du milieu de la page 8 nous a donné beaucoup de fil à retordre. En petits groupes, nous avons tenté d'établir la distinction entre la

[Texte]

maternity, nurturing, bonding time of both parents. How much birth time do you really need as a potential mother? I mean if you are ill, if you have had a difficult pregnancy, or if you have had a breeze of a pregnancy, and you give birth; if there are complications following birth, or you have had no problems—but then you look at that next step where you want either parent to have the right to the year's leave of absence without pay. You know, you want to be able to divide maternity leave and turn that into parental leave. How do you determine how much time? Do you leave it to the discretion of the individual based on individual personal cases, which would be my view. However, from a bureaucratic perspective and legal language and laws, that is not always easy. Do you think that one could leave the definition of the actual maternity, birthing, and then separate that from parenting and bonding?

Ms Bell: I never cease to be amazed at the problem that something like that presents. I would think that the bureaucrats would love that because it would give them just . . . well, it would certainly enlarge the system a little and give them something else to write papers about. However, there are so few people that affects in this country, why there cannot be that flexibility, I fail to understand.

Mrs. Finestone: What would you say? Four weeks as a general rule of thumb and exceptions on either side?

Ms Bell: I would not make the decision. I would say that would be up to the individuals. If I had a child I might need the whole 17 weeks, and if you had one you might need only 2 weeks; you might have a lot more energy than I do.

Mrs. Finestone: That I doubt.

Ms Bell: But I do not feel that the bureaucracy or the government or the agency should make those decisions. I think if there are parental leave benefits, that should be up to the individual family to make the decision.

Mrs. Finestone: Okay. On the last of my questions, Madam Chairman, and thank you for the latitude, but I am taking up part of Svend Robinson's time. Okay? we are, I hope, to finally going see another task force on child care. Maybe, this time, it will get into operation.

Ms Robbins: When?

Ms Bell: When?

Mrs. Finestone: God knows! I have had a promise, and I will share this out loud to the whole world, from our Minister, Mr. Epp, that we will launch it in the early fall, which I really will be pleased to see on the road. I am sort of sorry that we just cannot take Katies Cooke's task force stuff and start to apply it, but I am told it will be used as the background and we will go across the country once more. But again, perhaps we might sensitise and make people more aware; I do not know.

[Traduction]

période réelle d'accouchement et la période de maternité, d'allaitement et d'éducation des deux parents. De combien de temps avez-vous réellement besoin en tant que mère potentielle? Je veux dire, si vous êtes malade, si vous avez une grossesse difficile ou particulièrement facile et que vous accouchez; s'il y a des complications suivant la naissance ou si vous n'avez aucun problème . . . mais alors vous passez à l'étape suivante, vous voulez que les deux parents aient le droit à un congé non payé d'un an. Vous savez, vous voulez diviser le congé de maternité et le transformer en congé parental. Comment déterminez-vous la durée? Laissez-vous cela à la discrétion des personnes au cas par cas, ce qui serait mon point de vue. Toutefois, d'un point de vue bureaucratique et du point de vue du langage juridique, des lois, cela n'est pas toujours facile. Pensez-vous que l'on pourrait garder la définition du congé de maternité et simplement séparer ce congé du congé parental ou d'éducation?

Mme Bell: Je ne cesse de m'étonner du problème que cela représente. J'imaginai que les bureaucrates adoreraient cela parce que cela leur donne juste . . . cela ferait encore certainement grossir le système et leur donner plus de paperasse à remplir. Toutefois, il y a tellement peu de gens que cela concerne dans ce pays que je ne comprends vraiment pas pourquoi nous ne pourrions avoir cette flexibilité.

Mme Finestone: Devrait-on établir comme règle générale une période de quatre semaines en prévoyant des exceptions pour les deux côtés?

Mme Bell: Je ne prendrais pas ce genre de décision. Je pense que cela revient à chaque personne. Si j'avais un enfant, je pourrais avoir besoin des 17 semaines au complet et si vous en aviez un, vous pourriez n'avoir besoin que de deux semaines; vous pouvez avoir beaucoup plus d'énergie que je n'en ai.

Mme Finestone: J'en doute.

Mme Bell: Mais je ne crois pas que la bureaucratie ou le gouvernement ou un organisme quelconque doive prendre ces décisions. Je crois que s'il y a des prestations pour des congés parentaux, la décision devrait revenir à la famille.

Mme Finestone: D'accord. Dernière question, madame la présidente, et merci de m'avoir accordé la permission de poursuivre, mais je prends une partie du temps de Svend Robinson. D'accord? Nous entendrons, je l'espère, enfin, un autre groupe de travail sur la garde des enfants. Peut-être, alors, cela sera-t-il mis sur pied.

Mme Robbins: Quand?

Mme Bell: Quand?

Mme Finestone: Dieu seul le sait! Le ministre, M. Epp, m'a fait la promesse, et je le dis ici à tout le monde, qu'un programme sera mis sur pied au début de l'automne, ce qui me réjouirait vraiment. En fait je regrette que nous ne puissions prendre ce qu'a proposé le groupe de travail de Katies Cooke et commencer à le mettre en application; mais on m'a dit que l'on s'en servira comme canevas et que nous parcourerons le pays à ce sujet encore une fois. Mais encore, peut-être pouvons-nous sensibiliser les gens; je ne sais pas.

[Text]

I wonder whether or not you have a problem around the latch-key child—that is, the young child who is back in school from age 5. I remember presenting in 1967-68 and 1969, the problem of the latch-key child up to age 10 and 11, whom I was very concerned about. The mother or father, or single parent, is back to work and that child comes home and there is no one there. So we named it the latch-key child. I am pleased that we now have that as a sort of public policy word. But do you think that should be included, and how do you see it being addressed?

Ms Robbins: I would say, most definitely. We refer to the “under 5s” just as an example because, you know, we have nothing for the latch-key children in this province. And we have no estimates of how many are alone at any one time, although it is safe to assume that there are fairly high numbers of children under 12 who spend periods of time alone while their parents are at work. It is very difficult, as you are well aware, to get an estimate of that because parents are not going to admit that they have left their child alone most of the time. It is a difficult problem for them; they feel guilty about it, and they know inherently that it is not correct. But they also know that they have to eat and the family has to eat, and they have to weigh these responsibilities coming down on the side, of course, of putting food on the table. That is a very difficult decision which a lot of parents, particularly single mothers, are faced with.

• 1715

Could I just go back to maternity provisions? You mentioned the UI as a vehicle for maternity benefits. We did not really go into it. I guess, basically, we put it in the brief, although we have not given it a whole lot of thought in terms of what would be the correct vehicle, because using the vehicle has made it administratively difficult. There have been all these rules and we had the magic 10 and we got over all that but we still have this inflexibility. This, I guess, would be our only reservation. Keeping it in the Unemployment Insurance Act, if we have to have all these special rules around it, makes it more difficult to receive it.

Mrs. Finestone: Let us leave it. I would prefer to see us clean up the rules and regulations and all the red tape, but to keep it where it belongs, because it is part of the work force. We have all other kinds of things that fall under the UIC.

Ms Robbins: Well, that is true.

Mrs. Finestone: So, why should this not be there, too, with sickness benefits and everything else?

The Vice-Chairman (Mrs. Browes): Thank you, Mrs. Finestone. Mr. Clinch has a supplementary question.

[Translation]

Je me demande si vous avez ou non un problème au sujet des enfants dont la mère travaille... c'est-à-dire, le jeune enfant qui revient à l'école à partir de l'âge de cinq ans. Je me souviens avoir présenté ce problème en 1967 et 1968 ainsi qu'en 1969 pour les enfants jusqu'à 10 et 11 ans, au sujet desquels j'étais très préoccupée. La mère ou le père, ou le parent unique revient sur le marché du travail et l'enfant arrive à la maison et il n'y a personne. Pensez-vous que cela devrait être inclus et comment pensez-vous que nous pourrions l'inclure?

Mme Robbins: Il faut indéniablement que cela soit inclus. Nous mentionnons les enfants de moins de 5 ans juste à titre d'exemple parce que, vous savez, il n'y a rien pour les enfants dont la mère travaille dans cette province. Et nous n'avons aucune évaluation du nombre d'enfants qui sont laissés seuls à un moment donné bien que l'on puisse présumer qu'il y a un nombre relativement élevé d'enfants de moins de 12 ans qui passent un certain temps seuls pendant que leurs parents sont au travail. Il est très difficile, comme vous le savez tous, d'obtenir une évaluation de la situation parce que les parents n'admettent pas facilement qu'ils laissent leurs enfants seuls la plupart du temps. C'est un problème difficile pour eux; ils se sentent coupables et pensent que cela n'est pas correct. Mais ils savent également qu'il leur faut manger et nourrir leur famille et qu'ils doivent faire des compromis pour pouvoir apporter la nourriture à la maison. C'est une décision très difficile à prendre à laquelle un grand nombre de parents et particulièrement les mères célibataires doivent faire face.

Puis-je revenir sur les clauses portant sur la maternité? Vous avez mentionné l'assurance-chômage comme moyen de toucher des prestations de maternité. Nous n'avons pas traité à fond de ce sujet. Je crois que nous en avons fait une brève mention dans le mémoire bien que nous n'ayons pas étudié longuement ce que serait le moyen approprié étant donné que l'utilisation d'un tel moyen a été rendue difficile du point de vue de l'administration. De nombreux règlements ont été adoptés ainsi que les 10 règles d'or mais nous avons pu nous débrouiller autrement mais il y a tout de même un manque de souplesse. Ce point serait probablement notre seule restriction. Si tous les règlements spéciaux sont maintenus, il sera encore plus difficile de recevoir des prestations en vertu de cette clause si cette dernière doit demeurer dans la Loi sur l'assurance-chômage.

Mme Finestone: Laissons-la telle quelle. J'aimerais mieux que nous fassions un ménage dans les règles et règlements et toute la paperasse administrative, et que nous laissions cette clause telle quelle étant donné qu'elle fait partie des usages de la main-d'œuvre active. Il y a bien d'autres choses à considérer en vertu de la Commission d'assurance-chômage.

Mme Robbins: C'est bien vrai.

Mme Finestone: Et pourquoi cette clause ne devrait-elle pas être là avec les prestations de maladie et tout le reste?

La vice-présidente (Mme Browes): Merci madame Finestone. M. Clinch a une autre question.

[Texte]

Mr. Clinch: Just to pursue that. It is important to understand what you are saying here. There are two issues, right? There is the issue of the qualifying period. The second issue is sickness in relationship to the maternity leave, which is through the UIC. Is that correct?

Ms Bell: We did not address this issue. It was not one of the issues. It was the flexibility of the UI benefits. The other issue that we addressed was the flexibility of access to the UI benefits for maternity leave. This was the second issue we addressed.

Mr. Clinch: Okay. If we as a committee recommended that a pregnant lady had the same qualifying periods as anybody else in the country with regard to UI, would that satisfy you?

Ms Bell: Yes, but I would also suggest, if there were going to be recommendations for changing the UI benefits, that there would be a group to look at it and make very specific recommendations. It should be a group of women, not a group of men in Ottawa making decisions about UI and maternity benefits. It should be a group of women who could sit down and really give you . . . we have not done detailed research on this, and I am sure there are groups with a lot more resources than we have.

Mr. Clinch: What I am saying is that we are going to make some recommendations regarding this, seven weeks from now. There may be another committee established. But what I am saying is that we have heard across the country of the discrimination based on that fact.

Ms Bell: Well, there are two areas in which we would like to recommend. One is that it be the same entrance requirements as for anybody else. The other one is that there be the flexibility to take maternity benefits depending upon the individual's need, rather than upon an arbitrary time or requirement that you must take them within 17 weeks after the delivery of your child. If your child is hospitalized for two months after delivery—which happens because of hospital interventions in deliveries more and more often, maybe 10% or more, I cannot tell you the figures, but a significant number of children remain hospitalized for a long period of time after delivery—this must have an impact. We, ourselves, have had representations from women who have been affected by it, so we bring this to you.

Mr. Clinch: Thank you.

Mrs. Finestone: I think as well it has to be added that is there is a confusion when you talked about sickness benefits. There are sickness benefits which are unrelated to your state of pregnancy, which add constraints to the collection and the time of your maternity benefits, and which also have to be

[Traduction]

M. Clinch: Je veux poursuivre sur ce même sujet. Il est important de bien savoir de quoi nous parlons. Il y a bien deux sujets? Celui de la période d'admissibilité et celui de la maladie par rapport au congé de maternité qui se fait par le biais de la Commission d'assurance-chômage, n'est-ce pas?

Mme Bell: Nous n'avons pas parlé de ce point. Cela ne faisait pas partie des points débattus. Nous parlions de la souplesse des prestations d'assurance-chômage. L'autre point dont nous avons parlé portait sur la souplesse de l'accès aux prestations d'assurance-chômage dans le cas des congés de maternité.

M. Clinch: D'accord. Si nous, en tant que comité, recommandions qu'une femme enceinte doive passer par la même période d'admissibilité que toute autre personne au pays en ce qui a trait à l'assurance-chômage, est-ce que cela vous satisferait?

Mme Bell: Oui, mais je vous suggérerais également que si des recommandations doivent être faites pour modifier les prestations d'assurance-chômage, un groupe doit être formé pour étudier la question et faire des recommandations très précises. Ce groupe doit être formé de femmes et non d'hommes, rassemblés à Ottawa pour prendre des décisions au sujet des prestations de maternité et d'assurance-chômage. Ce doit être un groupe de femmes qui prennent le temps de se réunir et qui puisse nous donner réellement . . . nous n'avons pas fait de recherches approfondies à ce sujet, et je suis certaine qu'il existe des groupes qui ont beaucoup plus de ressources que nous.

M. Clinch: Ce que je dis, c'est que nous ferons certaines recommandations à ce sujet dans environ sept semaines. Un autre comité pourra être mis sur pied. Mais je veux simplement vous dire que nous avons entendu partout au pays beaucoup de plaintes au sujet de la discrimination fondée sur ce fait.

Mme Bell: Eh bien, il y a deux domaines que nous aimerions vous recommander: que les exigences en matière d'admissibilité soient les mêmes pour tout le monde, et deuxièmement, que les exigences soient suffisamment souples pour que les prestations de maternité dépendent des besoins de chaque personne plutôt que sur une durée arbitraire, soit l'obligation de les demander 17 semaines après l'accouchement. Si votre enfant est hospitalisé pendant deux mois après l'accouchement . . . ce qui arrive de plus en plus souvent en raison d'interventions faites à l'hôpital après l'accouchement, peut-être 10 p. 100 ou plus, je ne connais pas les chiffres exacts, mais un nombre important d'enfants restent à l'hôpital pendant une longue période après l'accouchement . . . cela doit être pris en considération. Nous avons nous-même eu des représentations de femmes qui ont connu une telle expérience et nous vous en faisons part.

M. Clinch: Merci.

Mme Finestone: Je crois également qu'il faut ajouter qu'il y a eu quelque peu de confusion lorsque vous avez parlé de prestations de maladie. Il y a des prestations de maladie qui ne sont pas reliées à la grossesse, qui ajoutent des restrictions en ce qui a trait à la perception des prestations et au temps

[Text]

taken into account. You know, you can be sick from the flu or something else and still be pregnant. I think this is an important consideration as well.

I would like to finish off by saying that I liked your final remark. I thought it was marvelous that you have crisis lines for salmon poachers but not for the other important parts, or the more important parts, of life and particularly violence towards women and children. Thank you very much, personally, and on behalf of our committee.

Ms Bell: Thank you.

The Vice-Chairman (Mrs. Browes): Thank you, Ann Bell and Dorothy Robbins, for the presentation. You can be assured that we will be taking your recommendations into consideration. Those persons on the committee who are not present today will also receive a copy of your brief, as we come down with our final recommendations.

Thank you very much.

Ms Bell: Thank you.

The Vice-Chairman (Mrs. Browes): I would like to now call on the final group that we will be hearing today, which is Fathers Fighting Back. Mr. Owen Crosson will be the spokesperson for that group.

• 1720

Welcome, Mr. Crosson, to the hearing. We appreciate you being here all day and listening to the submissions. You know how we are conducting the hearings, so if you would like to make your opening statement, we will have some opportunity for the members to ask a few questions.

Mr. Owen Crosson (Spokesman, Fathers Fighting Back): Thank you very much. I am probably going to be the odd man out here, so we will see what happens.

My name is Owen Crosson and I am here speaking for a group of fathers fighting back. We are not really a fully organized group here in St. John's yet, but have been associated with some of the boys in Moncton and Halifax, who started out the organization there. I understand there are now about 14 splinter groups across Canada, calling themselves Fathers Fighting Back, and no doubt these other groups, as well as the one here, all started because of this committee going across and checking for discrimination, etcetera.

This happened very suddenly. I do not have any prepared brief. I am just going to speak from the shoulder, as the saying goes.

I was talking to one of the boys last night who is very active in Fathers Fighting Back in Moncton. He made me aware of your group being here today, so consequently I am here just to make a representation and to speak. Coincidentally, we had a meeting just last week with the local paper here. We had an article in the paper on Saturday about Fathers Fighting Back and how we anticipate getting an organization going here and how we will probably be a little bit more organized. We will

[Translation]

d'admissibilité des prestations de maternité et dont il faut également tenir compte. Vous pouvez avoir la grippe ou une autre maladie et être enceinte. Je crois qu'il faut tenir compte de ces maladies non reliées.

J'aimerais terminer en disant que j'ai bien aimé votre dernière remarque. C'est merveilleux de savoir que vous avez des lignes pour des appels d'urgence dans le cas du braconnage du saumon et non pour des choses plus importantes de la vie, et particulièrement dans le cas de la violence envers les femmes et les enfants. Je vous remercie beaucoup personnellement et au nom de notre Comité.

Mme Bell: Merci.

La vice-présidente (Mme Browes): Merci Ann Bell et Dorothy Robbins pour votre exposé. Vous pouvez être certaine que nous tiendrons compte de vos recommandations. Les personnes de notre Comité qui sont absentes aujourd'hui recevront également une copie de votre mémoire ainsi que de vos recommandations finales.

Merci beaucoup.

Mme Bell: Merci.

La vice-présidente (Mme Browes): J'aimerais maintenant donner la parole au dernier groupe que nous entendrons aujourd'hui, soit *Fathers Fighting Back*. M. Owen Crosson sera le porte-parole pour ce groupe.

Soyez le bienvenu à ces audiences publiques, monsieur Crosson. Nous apprécions le fait que vous soyez resté ici toute la journée pour entendre les autres présentations. Vous savez comment nous procédons au cours de ces audiences. Faites votre exposé et ensuite, nos membres pourront vous poser quelques questions.

M. Owen Crosson (porte-parole, *Fathers Fighting Back*): Merci beaucoup. Je ferai probablement figure d'étrange personnage mais nous verrons bien ce qu'il adviendra.

Je m'appelle Owen Crosson et je suis ici pour vous parler d'un groupe de pères qui veulent réagir. Notre groupe de St. John's n'est pas encore très bien organisé, mais nous sommes associés avec certains gars de Moncton et d'Halifax qui ont mis cette organisation sur pied dans ces villes. Je crois qu'il y a actuellement 14 de ces groupes au Canada appelés *Fathers Fighting Back* et tous ces groupes, tout comme le nôtre, ont sans aucun doute pris naissance à l'annonce de ce Comité qui parcourait le Canada pour s'enquérir de la discrimination, etc.

Tout s'est passé très vite. Je n'ai pas de mémoire écrite. Je vous dirai tout simplement les choses telles qu'elles sont.

Je parlais justement hier soir à un des gars qui est très actif dans le mouvement des *Fathers Fighting Back* de Moncton. Il m'a appris que votre groupe était pour être ici aujourd'hui, je suis donc venu pour faire ma représentation et pour vous parler. Pure coïncidence, nous avons justement rencontré les représentants de la presse locale la semaine dernière. Il y a eu un article dans le journal de samedi au sujet des *Fathers Fighting Back* et sur la façon dont nous prévoyons mettre sur

[Texte]

probably be able to get some money from John Crosbie to do the job properly. It is very interesting to see there is money available, and hopefully we will be able to contribute to it on a more formal basis.

The organizations, from what I can gather from the other associations, are going to be seeking equality for fathers and children. Not only do the fathers need the children, but the children need the fathers. What is happening now in the divorce situation is that the father is being ordered to pay a sum of money. He feels he is being unfairly treated, that he does not have any real rights within the system, and this is probably why you get a lot of fathers taking off and leaving, not responding to their duties and obligations. We feel very strongly about that.

We feel that the organization is seeking equality for children and their fathers in the divorce through such things as the following: mandatory joint custody; the guarantees of the father's access rights to his children; the removal of lawyers from the divorce process as the result of negative effects they have in the well-being of all concerned; the introduction of free, professional mediation services to replace lawyers; the removal of judges' discretionary powers in deciding custody; the elimination of discrimination against divorced fathers; and no longer permitting fathers to be the expendable parent in the divorce. These are some of the objectives that we feel, as an association, are very important.

The divorce now, as you know, is a very traumatic situation. The father somehow feels a victim. He ends up probably walking away and then getting into all sorts of problems with the law and society in general. I think one of the things which should be looked at in *Fathers Fighting Back* is that we might be ex-husbands, but we should not be treated as ex-fathers. This is the way the system is treating us now—because you are now an ex-husband you have very limited access to your kids. It might be formally said that you have a say in the children's education and you can see the report cards, but in actual fact—and we all know this—this does not become the case. As a father you are lucky if you see your children three or four hours a week or maybe an afternoon, and a special concession if you be given the right to have the kids for the weekend.

[Traduction]

pour une organisation et comment nous entendons nous organiser un peu mieux. John Crosbie nous fournira probablement les fonds nécessaires pour que tout se fasse de façon adéquate. C'est vraiment intéressant de voir qu'il existe des fonds pour cela et nous espérons pouvoir contribuer à l'effort global d'une façon plus officielle.

D'après ce que je peux voir à partir des autres associations, les organisations tenteront d'obtenir l'égalité pour les pères et les enfants. Non seulement les pères ont besoin des enfants, mais les enfants ont également besoin de leurs pères. Ce qui se produit actuellement dans les situations de divorce, c'est que le père doit payer une allocation à son épouse. Il croit qu'il est traité injustement, qu'il ne possède pas de droits réels dans ce système judiciaire et c'est probablement la raison pour laquelle il y a tant de pères qui abandonnent tout et qui s'en vont, et qui ne font pas face à leurs devoirs et obligations. Cette question nous préoccupe beaucoup.

Notre organisation tente d'obtenir égalité pour les enfants et leur père lors du divorce en cherchant à faire valoir les points suivants: la charge conjointe obligatoire; la garantie de droit d'accès du père à ses enfants; le recours à d'autres personnes que des avocats pour le processus de divorce en raison de leurs effets néfastes sur le bien-être de toutes les personnes concernées; l'introduction de services de médiation professionnels gratuits pour remplacer les avocats; l'élimination des pouvoirs discrétionnaires des juges pour décider qui a la charge de l'enfant; l'élimination de toute discrimination à l'endroit des pères divorcés; et le fait de ne plus jamais permettre que les pères soient le parent remplaçable dans un couple divorcé. Ce sont là certains des objectifs que notre association juge très importants.

Comme vous le savez, le divorce est devenu une situation très traumatique. Le père se sent quelque peu victime. Il n'a d'autre solution que geindre et finit par avoir toutes sortes de démêlés avec la justice et la société en général. Je crois qu'une des choses importantes que nous devons prendre en considération dans notre mouvement c'est que nous pouvons être perçus comme des ex-époux mais nous ne devons pas être traités comme des ex-pères. C'est pourtant la façon dont le système nous traite actuellement—étant donné que vous êtes un ex-époux vous devez avoir un accès très limité envers vos enfants. On peut dire officiellement et théoriquement que vous avez votre mot à dire dans l'éducation de vos enfants et que vous pouvez voir leurs bulletins, mais dans la réalité—et nous le savons tous—ce n'est pas le cas. En tant que pères, vous êtes chanceux lorsque vous pouvez voir vos enfants trois ou quatre heures par semaine ou un après-midi, et c'est toute une concession lorsque vous avez le droit d'avoir vos enfants pour toute la fin de semaine.

• 1725

One of the things that is probably very ironic is that, in this day and age of equality, equal rights are not applied to matrimonial disputes. In the cases where fathers have custody of the children, ex-wives are not ordered to make support payments. I was told last night by Mr. Willard in Moncton that this is true except for one case. I understand that is in

Ce qui est probablement très ironique, c'est que de nos jours, à l'ère de l'égalité, les droits égalitaires ne sont pas appliqués aux disputes matrimoniales. Dans le cas où ce sont les pères qui ont la charge des enfants, les ex-épouses ne doivent pas verser de pensions alimentaires. Hier soir, M. Willard de Moncton disait que cela est vrai sauf pour un cas, c'est à

[Text]

Montreal where a mother has to pay a father I think \$200 a month. But the general trend is that the fathers pay the mother support but if it is the other way round then the father assumes all the responsibilities and the liabilities.

I think Fathers Fighting Back is probably going to be like some of the other groups we have in society. We are a bit of a self-help group where we can work together and explain some of these situations and explain the legal requirements and the moral requirements, etc., because obviously when somebody goes through divorce it is quite a traumatic experience and you need someone who has gone through the experience beforehand to try to counsel you, assist you and stick with you. Because we do not have these associations or organizations, we find that a lot of fathers just pull up their roots and disappear from the scene; hence the reason you create this other problem of having been forced to have this central registry to try to collect the money from tax refunds or unemployment insurance payments, etc. That is a solution to the problem, but I am sure that if you go back and look more closely at the problem then it could be probably reduced somewhat. I hope that it can be. I do not think any father really wants to desert his kids, but the system almost forces you to do that, and maybe it is just a sudden impulse and lack of counselling.

I do not think our association would look upon it that we would be interested in taking away the rights of the mothers, but we feel that changes are needed in the legal system because it is grossly unfair to men. It has been grossly unfair because we have not been speaking out. It is like the old adage about city hall keeping levying taxes on you all year: they think they are doing a great job because nobody complains. So I think probably the association is forcing fathers who feel they have been victimized to rally together and to do something about it.

We have the situation in society where an ex-father is looked upon as the drunk who is living down the street with another woman; he has deserted his kids and he is not supporting them, etc. I think this is very unfortunate, but this is the way the system is working. I think this is the legal system as it works, and it is grossly unfair to the father.

We feel that the most fair way of doing it is there should be joint custody of the kids. Not only do the kids need a mother but they also need a father, and they need it much more than these weekend visits or Sunday afternoon visits or Saturday morning visits, etc. A lot of ex-fathers feel because of their limitation of visits to the kids that the kids feel the father does not love them, and then it is perceived that the mother is poisoning the kids against the father.

These are a lot of things that are working out. One of the objectives the association in Moncton is looking at is that maintenance should be tied to access. It is a solution. It is a positive way of looking at it. These are some of the things.

I think primarily we might be treated as ex-husbands but we should not be treated as ex-fathers and we should be given equal custody with equal responsibilities and have an equal say

[Translation]

Montréal où une mère doit payer au père 200\$ par mois. Mais en général, ce sont les pères qui versent une pension alimentaire à la mère, mais si c'est le contraire, c'est le père qui doit assumer toutes les responsabilités.

Je crois que l'association *Fathers Fighting Back* ressemblera aux autres groupes qui existent actuellement dans la société. Nous sommes un peu un groupe où chacun doit s'aider soi-même, nous nous entraïdons et nous expliquons certaines situations ainsi que tout ce qu'il faut faire du point de vue légal et moral, etc., parce qu'il est évident que lorsque quelqu'un divorce, il vit une expérience traumatisante et il a besoin de quelqu'un qui a déjà connu cette expérience pour le conseiller, l'aider et l'appuyer. Étant donné que nous ne pouvons pas compter sur ces associations ou organisations, nous trouvons qu'un certain nombre de pères abandonnent tout et disparaissent. C'est ce qui vous a poussés à créer cet autre problème, soit de mettre sur pied un registre central pour essayer de récupérer l'argent à partir des remboursements d'impôt ou des prestations d'assurance-chômage, etc. C'est une solution au problème, mais je suis certain que si vous étudiez le problème de plus près, vous pourriez probablement l'amoiner quelque peu. J'espère que vous arriverez. Je ne crois pas qu'un père veuille réellement abandonner ses enfants, mais le système le force presque à le faire sur l'impulsion du moment et par un manque de conseils.

Je ne crois pas que notre association cherche à enlever des droits aux mères, mais nous croyons que le système juridique doit être modifié étant donné qu'il est injuste envers les hommes. Il a continué de l'être parce que nous n'avons pas réagi. C'est comme le vieil adage au sujet de la mairie qui continue à percevoir des taxes toute l'année: ils croient qu'ils font du bon travail étant donné que personne ne se plaint. Je crois donc que l'association forcera les pères qui ont subi des torts à se rassembler et à réagir.

La société perçoit les ex-pères comme des ivrognes qui vivent en appartement avec une autre femme; il a abandonné ses enfants et ne paie pas un sou pour eux, etc. Je crois que c'est très malheureux, mais c'est ce qui se passe dans notre société. Je crois que c'est la façon de fonctionner du système juridique et qu'il est très injuste envers les pères.

Je crois que la façon la plus juste de faire serait de rendre la garde des enfants conjointe. Les enfants n'ont pas seulement besoin de leur mère, mais également de leur père et beaucoup plus que ces visites de fin de semaine ou le dimanche après-midi ou le samedi matin, etc. Nombreux sont les pères qui sentent qu'à cause de la limitation de leurs visites, leurs enfants croient que leur père ne les aime pas et ils sentent que la mère monte les enfants contre leur père.

Ce sont là bien des problèmes qui se posent dans la société. L'un des objectifs de l'association de Moncton est de voir à ce que l'entretien de la famille soit proportionnel à l'accès. C'est une solution à envisager. C'est une façon positive de voir les choses.

Je crois qu'on peut nous traiter d'ex-époux, mais on ne doit pas nous traiter d'ex-pères et nous devons avoir la garde égale de nos enfants avec les responsabilités égales ainsi qu'un mot

[Texte]

in the matter and not be criticized. I think the idea of getting into the joint custody, leaving out all these high-priced lawyers who are there to do the act to earn their living . . .

• 1730

I think these things should be treated on a much more consultative basis, probably handled through the social services via skilled individuals who are trained in such situations, who have experience in this. It would teach the parents how to act like two adults for the benefit of the children if they really love them. I think this is generally the objective of it. Obviously, if the husband and wife come to fighting and separating the children should not suffer, but there are obviously lots of situations addressed today in which children and women are obviously suffering. Why is it? The father feels he is being screwed by the society, screwed by the system.

I think that is basically it. As I say, I do apologize that we do not have it a bit more organized. Maybe if we could get ourselves organized over the next period of time, we would certainly present a more formal brief to you. But I understand the Moncton organization . . . Incidentally, I understand they have about 70 members now. They have been organized only since July, and they had a meeting last weekend which 35 people from across the province attended. They are going to be making a brief—and no doubt a very strong brief—to you people in Fredericton, and without even seeing the brief, I think we would be prepared to second it immediately.

The Vice-Chairman (Mrs. Browes): Thank you, Mr. Crosson. The committee first heard your sentiments expressed some three months ago when we were in Montreal, and so we appreciate your being here today. The committee will be meeting as a group in about three weeks to discuss all recommendations, so if there is something you wish to put down in written form which the committee could review, we would be prepared to review that.

We will now go to the questions. Mr. Tremblay, please.

M. Tremblay (Lotbinière): Merci, madame la présidente.

D'abord je vous félicite pour votre courage en partie . . . Effectivement, nous avons déjà entendu le point de vue que vous venez d'émettre; je pense que c'est important. Je suis content de nous faire rappeler également ou de nous faire savoir aussi qu'éventuellement nous aurons d'autres représentations à cet effet. Vous allez quand même convenir que si nous en sommes arrivés à une telle situation, bien que vous n'ayez pas déposé de chiffres, que tous et chacun d'entre nous connaissons très bien la situation en général. C'est une situation de fait. C'est peut-être le juste retour des choses, à un moment donné, qui fait que vous soyez devant nous aujourd'hui.

Quoi qu'il en soit, ce n'est pas le but de mon propos de chercher qui est coupable ou pas, au contraire, mais je connais mal la situation provinciale au plan de l'aide sociale. Vous avez

[Traduction]

égal à dire en la matière et ne pas être critiqués. Je crois que l'idée d'avoir la garde conjointe, d'éliminer tous ces avocats chèrement payés qui agissent de cette façon pour gagner leur vie . . .

Je crois que ces problèmes devraient être abordés davantage à partir de consultations, peut-être traités par des services sociaux, notamment des personnes compétentes formées pour ce genre de situation, qui ont l'expérience de ce genre de problèmes. Ils montreraient aux parents comment agir comme deux adultes au profit des enfants s'ils les aiment vraiment. Je crois que c'est en gros l'objectif de cela. De toute évidence, si le mari et la femme se disputent et se séparent, les enfants ne devraient pas en souffrir, mais il existe de toute évidence un bon nombre de situations dont les enfants et les femmes souffrent. Pourquoi en est-il ainsi? Le père a l'impression d'être baisé par la société, baisé par le système.

Je crois que c'est essentiellement ça. Comme je l'ai dit, je m'excuse de ne pas être un peu mieux organisé. Peut-être si nous pouvions nous organiser bientôt, nous vous présenterions certainement un mémoire plus officiel. Mais l'on m'a dit que l'organisation de Moncton . . . ah oui, l'on m'a dit qu'ils avaient environ 70 membres actuellement. Ils forment un groupe seulement depuis juillet, ils ont organisé une réunion la fin de semaine dernière où 35 personnes de tous les coins de la province se sont rendues. Ils vont présenter un mémoire—et sans aucun doute un mémoire longuement préparé—à vous à Fredericton; sans même voir ce mémoire, je pense que nous devrions être prêts à l'appuyer immédiatement.

La vice-présidente (Mme Browes): Merci, monsieur Crosson. Le Comité vous a déjà entendu exprimer votre opinion il y a environ trois mois lorsque nous sommes allés à Montréal et nous apprécions donc que vous soyez ici aujourd'hui. Le Comité se réunira dans environ trois semaines pour discuter de toutes les recommandations; s'il y a quelque chose que vous aimeriez consigner par écrit afin que le Comité puisse l'examiner, nous serions prêts à le faire.

Nous allons passer maintenant aux questions. Monsieur Tremblay, s'il vous plaît.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Thank you, Madam Chairman.

First, I would like to congratulate you for your courage, in part . . . We have heard your point of view before and I think it is important. I am glad that you are also reminding us, or telling us, that we will be presented with another brief. You must nevertheless admit that we have been able to reach this point, even though you have not presented us with any statistics, because each and everyone of us is familiar with the general situation. It is a known fact. It is perhaps justice that you are here before us today.

Nevertheless, it is not my aim to decide whether one is guilty or not; I am not very familiar about the provincial situation in terms of social aid. You have mentioned recom-

[Text]

parlé de recommandations et j'ai peut-être mal compris; vous dites évidemment que le système judiciaire n'est peut-être pas approprié. Est-ce que vous pourriez être plus précis sur la façon dont on pourrait avoir une meilleure parité, une meilleure égalité et aussi, lorsque vous parlez de garde conjointe. Qu'est-ce que ça veut dire en pratique? Est-ce que je dois comprendre que c'est une semaine avec le père et une semaine avec la mère? Et ma question est posée toujours en fonction de l'enfant. Encore là, il faut savoir que les enfants varient en âge, en besoins, et sont dans des situations différentes.

Peut-être pourriez-vous être plus précis au sujet de ces recommandations-là.

Mr. Crosson: First of all, Mr. Tremblay, as I say, it was only last night that I became aware of it and I am not fully conversant with some of the positions of the other associations. I think the association in Montreal is trying to get a national meeting going this fall in Ottawa, and no doubt we will have some representation there and have some input into it. Then I would be able to speak to you with a kind of more thought-out response to your question.

• 1735

I feel joint custody could be handled in many ways and probably it would be more appropriate to ask a social worker about that. However, just off the top of my head, from my point of view, perhaps there should be a three-month cycle or a six-month cycle. I do not think a week here and a week there... that is a little bit too short; perhaps a three-, six-, nine- or twelve-month cycle. I have seen some friends of mine who got into a twelve-month cycle and it seems to have worked out very effectively and quite successfully.

How can divorce action be improved? I think a lot of it is probably education. For example, in the Catholic Church now, before you get married, you have to have a two-month waiting period and you have to go and take courses where they try to explain to you the responsibilities, the duties and what is expected of you, etc. I think what happens in a divorce action is probably that the person who has taken the initiative to get the separation has probably had a lot of counselling, etc., whereas the person who gets the papers served on him or her is not prepared for it and he or she rebels. I think there is a lot of counselling needed; I think counselling is the most important thing. For instance, when you get in Alcoholics Anonymous, it becomes a self-help group. Perhaps this Fathers Fighting Back would be a bit of a self-help group too; it could explain the traumas, the emotional, the legal responsibilities, etc. It is one of these things that you grow with.

M. Tremblay (Lotbinière): Juste une précision. Évidemment, il est facile aujourd'hui, parce que c'est une question de fait, de mettre tous les torts sur le système judiciaire, à ce propos. Mais encore une fois, il faut penser que le juge décide en fonction des faits qui lui sont apportés et aussi compte tenu de la société dans laquelle nous vivons. Croyez-vous que parallèlement au système judiciaire il s'est développé un système d'information, un système d'experts qui serait en

[Translation]

mendations and perhaps I have not heard properly; you say that the legal system may not be appropriate. Could you elaborate on how we could have a better parity, better equality also related to joint custody. What does it mean in fact? Does it mean one week with the father and one week with the mother? And I ask this question relatively to the child. Even then, one has to realize that children have different needs and are in different situations.

Maybe you could be more precise regarding these recommendations.

M. Crosson: Tout d'abord, monsieur Tremblay, comme je l'ai dit, ce n'est qu'hier soir que j'ai été mis au courant et je ne connais pas bien encore certaines des positions des autres associations. Je pense que l'Association de Montréal essaie d'organiser une réunion nationale pour cet automne à Ottawa et sans aucun doute il y aura quelqu'un pour nous représenter et apporter notre opinion. À ce moment je serai mieux capable de répondre à votre question.

D'après moi, la garde conjointe pourrait se manifester de plusieurs façons et il serait peut-être plus approprié de poser la question à un travailleur social. Je pourrais cependant vous dire, à première vue, qu'il pourrait s'agir de cycles de trois mois ou de six mois. Je ne pense pas qu'une semaine ici et une semaine là... C'est un peu trop court; peut-être un cycle de trois, six, neuf ou douze mois. J'ai des amis qui ont utilisé un cycle de douze mois et cela semble fonctionner très efficacement pour eux.

Comment les mesures entourant un divorce peuvent-elles être améliorées? Je crois que cela a beaucoup à voir probablement avec l'éducation. Par exemple, actuellement dans l'Eglise catholique, il faut attendre deux mois avant de se marier au cours desquels on doit assister à des cours où ils tentent de vous expliquer quels seront vos responsabilités, vos devoirs, ce qu'on attend de vous, etc. Je crois que ce qui se passe en cas de divorce c'est probablement que la personne qui l'a demandé a probablement profité des services d'un conseiller, etc. alors que l'autre conjoint n'est pas préparé à recevoir tous ces papiers et se révolte. Je pense que les services d'un conseiller sont très nécessaires, que c'est la chose la plus importante. Par exemple, lorsque vous adhérez aux Alcooliques Anonymes, cela devient un groupe d'entraide. Peut-être que cette association des Fathers Fighting Back serait en fait un groupe d'entraide; celui-ci pourrait expliquer les traumatismes, le côté émotif de la chose, les responsabilités juridiques, etc. C'est l'un de ces organismes qui vous permettent d'évoluer et de grandir.

Mr. Tremblay (Lotbinière): I need an explanation. Regarding this it is easy because it is a fact, to blame the judiciary system for everything. But again, one must remember that the judge makes his decision according to the facts which are brought before him and also in accordance with the society we live in. Do you think that an information system has developed parallel to the judiciary system? A network of experts which

[Texte]

mesure de suppléer à la carence du système judiciaire si carence il y a? Doit-on changer le système pour quel autre système?

Mr. Crosson: Yes, I think you have probably answered the question there. Yes, I think it can be done in parallel with the judiciary system and I think the counselling can be done in parallel with it. I think it is an educational process. What happens is . . . Why do you rebel? It is because you feel you will be shortchanged, and I think that is . . . However, if the counselling process is there, if you have to attend sessions, then you kind of become mentally attuned. Perhaps if these counselling processes can take place with the husband and wife there it would be a lot better, because what invariably happens—in my discussions with the boys in Moncton—is that you get into the court room, one lawyer has to outdo the other lawyer and it becomes a real gun-slinging, mud-slinging match. It is survival of the fittest and it could become very dramatic and could probably completely destroy the person's pride, what he stood for, etc. I think this is the problem. It gets into the court and then becomes a real mud-slinging match; it is a final showdown. There is no counselling taking place beforehand. I think if that counselling—mandatory counselling—was there beforehand, a different attitude would be taken. It would be understood differently.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Thank you very much.

The Vice-Chairman (Mrs. Browes): Thank you. Mrs. Finestone.

• 1740

Mrs. Finestone: Thank you. I do not think you need to make any apologies, Mr. Crosson. You made a very good presentation and certainly covered the waterfront in terms of concern. It is an area which, I know, we all feel very keenly about. And in addressing the new divorce bill which has been tabled by Minister Crosbie, it is an area of discussion and issues which we have been addressing.

I was kind of interested in your observation that it is time the men set up self-help groups. I could not agree more. And perhaps the squeaky wheel will get the oil and you will start to be heard. I can tell you that you are being heard around the Justice Committee table as the divorce bill is being addressed.

I for one know . . . well, I have been looking at conciliation and mediation services. It is a bit early to make it mandatory. There is at this particular moment some information being collated. The Justice Department has given a grant for this research to be done. I am hopeful that within the next three years that information will be in and will guide us in the determination of whether we should have mandatory mediation and conciliation. I thought I would tell you that in terms of information for your own groups. The chairman of the Montreal group lives in my riding, and I have been in touch with him and we are sort of up to date in that respect.

[Traduction]

could fill in the voids of the judiciary system if there are such voids? For which other should one change the system?

M. Crosson: Oui, je crois que vous avez probablement là répondu à la question. Oui je crois que cela peut se faire en parallèle avec le système judiciaire et je crois que les services de conseillers peuvent être offerts en parallèle avec ceux-là. Je crois que c'est un processus d'éducation. Ce qui se passe c'est . . . pourquoi est-ce que quelqu'un se révolte? C'est parce qu'il sent qu'il s'est fait avoir et je crois que c'est . . . mais si vous pouvez profiter des services d'un conseiller, si vous devez participer à des séances, alors vous vous habituez mentalement d'une certaine manière. Peut-être que si le mari et la femme pouvaient participer ensemble à ces séances cela serait beaucoup mieux, parce que ce qui s'est produit invariablement . . . c'est ce qui découle de mes discussions avec les hommes de Moncton . . . c'est que lorsque l'on entre dans la salle d'audience, l'un des avocats doit se montrer plus fin que l'autre et cela devient une bataille où tout est traîné dans la boue. C'est la survie du plus fort et cela peut devenir très dramatique et peut même détruire complètement l'amour-propre de quelqu'un, sa philosophie, etc. Je crois que c'est là le problème. L'affaire arrive en cour et devient une véritable bataille où tout est traîné dans la boue. C'est l'épreuve de force finale. Personne ne profite des services d'un conseiller avant. Je crois que si ces services étaient obligatoires, les gens auraient une attitude différente et cela se passerait différemment.

M. Tremblay (Lotbinière): Merci beaucoup.

La vice-présidente (Mme Browes): Merci. Madame Finestone.

Mme Finestone: Merci. Je ne pense pas que vous ayez à vous excuser, monsieur Crosson. Votre témoignage était très bon et vous avez certainement touché complètement le sujet qui vous préoccupe. C'est un sujet qui, je le sais, nous touche tous très profondément. Et lorsque nous avons étudié le nouveau projet de loi sur le divorce présenté par le ministre Crosbie, c'est un sujet que nous avons abordé.

Vous nous avez dit qu'il est temps que les hommes créent des groupes d'aide; cette observation m'a intéressée. Je suis tout à fait d'accord avec vous. Et peut-être que cette lacune sera comblée et que vous commencerez à être entendus. Je peux vous dire que le Comité permanent de la justice et des questions juridiques, qui étudie le projet de loi sur le divorce, se préoccupe de cette question.

Pour ma part, je sais . . . bien, je me suis occupée de la question des services de conciliation et de médiation. Il est un peu tôt pour rendre ces services obligatoires. À l'heure actuelle, des données sont recueillies à ce sujet. Le ministère de la Justice a accordé une subvention pour des recherches en cette matière. J'espère qu'au cours des trois prochaines années, nous pourrions disposer de renseignements qui nous aideront à déterminer s'il est souhaitable de rendre les services de médiation et de conciliation obligatoires. Je vous dis cela à titre de renseignement pour vos groupes. Le président du

[Text]

[Translation]

groupe de Montréal habite dans ma circonscription; j'ai eu des contacts avec lui et il est au courant de cette question.

• 1745

I also want to congratulate the media here in St. John's. I gather from you that it was the media that brought this to a head and to the attention of the population. More and more—and I think Pauline said it today when we met with the editorial board—we depend on the media, all of us in this society, to become aware of the new issues, the evolving issues; that helps people make their own evaluations and decisions. If the issues are not put before them, it is very difficult for one to have the interest or the concern.

On your observation about parenting, I personally dislike the joint custody concept. I think joint parenting is the key. How you carry out joint parenting with respect to where the child is housed . . . The best interest of the child is the thing that must be served; but the joint parenting responsibility can be handled in a variety of ways, and I do not think there is a single answer. I think again it is individual case practice and it is individual decision-making where possible if the exacerbated situation between the spouses can be resolved and their concern for the joint parenting of the child becomes first and foremost. That is really the key.

If two adults agree to disagree and do not want to live together, that is their problem. However, if they have conceived a child then they have the right—and even, I say, the responsibility, like you have said—to jointly parent that child. That brings a whole series of other issues to the fore. I think your groups will be able to address that, and hopefully, with their partners—the women they may have left as spouses, but may still be able to respect—will discuss the issue of what is in the best interest of the child as parents.

Your observation of ex-husband and not ex-father I thought was excellent. It is your view then that more information and perhaps sex education, stereotyping, and all those things that are preventative in early life might be helpful. I was interested in your observation about the Catholic Church's training before marriage. Do you think if we did training even a little bit earlier that might help?

Mr. Crosson: No doubt.

Mrs. Finestone: Okay. I can only say that I am very supportive of what you have said. I think the fathers have been done in in many cases, and I think they have deserted for many reasons, among which may well be the fact that they have felt their wives have not been fair in the handling of access to their children. But in other instances I have to tell you that the record of the men has been very poor. So if you can in some way improve that record, I am sure the children of this country will be better served in the long run, as well as you the fathers. Thank you very much.

Je veux également féliciter les médias de St. John's. D'après ce que vous avez dit, ce sont les médias qui ont attiré l'attention de la population sur ce sujet. Nous dépendons de plus en plus des médias—et je pense que Pauline l'a souligné aujourd'hui lorsque nous avons rencontré le comité de rédaction—nous dépendons tous des médias pour être au courant des questions d'actualité; cette information nous aide à faire notre propre évaluation et à prendre des décisions. Si les gens ne sont pas au courant des questions, il leur est très difficile de s'y intéresser ou de s'en préoccuper.

En ce qui concerne votre observation sur les responsabilités parentales, personnellement, je n'aime pas la notion de garde conjointe. Je pense que la notion d'exercice conjoint des responsabilités parentales est la solution. L'exercice conjoint des responsabilités parentales par rapport au lieu de domicile de l'enfant . . . La priorité doit être l'intérêt de l'enfant; mais les responsabilités parentales peuvent être partagées de diverses façons, et je ne pense pas qu'il existe une seule solution à ce problème. Encore une fois, je pense que chaque cas est différent et que c'est une décision personnelle; si les conjoints peuvent améliorer la situation et accorder toute leur attention à l'enfant, cela pourra résoudre le problème.

Si deux adultes acceptent le fait qu'ils ne s'entendent pas et qu'ils ne peuvent vivre en commun, c'est leur problème. Toutefois, s'ils ont un enfant, ils ont le droit—et même, je dirais, la responsabilité, comme vous l'avez souligné—d'élever cet enfant conjointement. Et cela soulève une foule d'autres questions. Je pense que les groupes que vous représentez pourront s'occuper de cela et j'espère qu'avec leurs partenaires—les femmes qui ne sont plus leurs épouses, mais qu'ils peuvent continuer de respecter—ils pourront, comme parents, déterminer ce qui convient le mieux à leur enfant.

Vous vous définissez comme un ex-mari plutôt que comme un ex-parent; je trouve votre attitude excellente. Vous conviendrez alors qu'il serait utile de donner plus d'information aux enfants, et peut-être une meilleure éducation sexuelle, afin de combattre les stéréotypes, etc. Votre observation au sujet des cours de préparation au mariage de l'Eglise catholique est intéressante. Croyez-vous que cela pourrait aider si des cours de ce genre pouvaient être donnés un peu plus tôt dans la vie?

M. Crosson: Absolument.

Mme Finestone: D'accord. Je ne peux qu'appuyer fortement votre position. Je pense que les pères se sont fait jouer bien souvent et je pense qu'ils se sont éloignés pour de nombreuses raisons, notamment parce qu'ils pensaient que leur ex-épouse n'était pas équitable en ce qui concerne le droit de visite de l'enfant. Mais dans d'autres cas, je pense que le dossier des hommes est très peu reluisant. Par conséquent, si vous pouvez améliorer cette situation de quelque manière, je suis sûre que les enfants, ainsi que vous, les pères, ne vous en porterez que mieux à longue échéance. Merci beaucoup.

[Texte]

Mr. Crosson: Thank you. May I just ask you something?

Mrs. Finestone: Yes, certainly.

Mr. Crosson: That mediation, the trial one, is that the one the Canadian Bar Association is involved with?

Mrs. Finestone: Yes.

Mr. Crosson: I read about that last week.

Mrs. Finestone: As a matter of fact, they brought that to our attention at our hearings on the divorce bill in Ottawa. I think they were very sympathetic. I wanted to know at the very outset why mediation was not obligatory. Reconciliation was . . . well, the way they have worded that bill, the judge had to ask if the lawyer had suggested that you go to mediation, but the judge had to assure that you had gone to conciliation, with respect to the settling of certain kinds of what I call "the money and the substantive"—like bricks and mortar and dishes and glasses and that kind of thing—but the human aspect got left out. So my concern was that we put the human aspect in along with the money and the dollars. And I think, hopefully, that is what the Canadian Bar Association will be doing for us.

• 1750

Mr. Crosson: Yes. And then you come on to the joint parenting which is the right of both parents. I think this is the very bottom line which we are getting at. I mean the legal system now almost separates the father, and he has only that very limited access to his kids and, even then, under some strange circumstances. I think this isolation which is brought upon the couple, in that the father is isolated from the mother and the kids is not good and, consequently, everyone drifts further and further apart. Everyone continues to lead lives and you drift further and further apart. Consequently, then the kids turn around and say, My father doesn't love me. I think the legal system really is the root cause of the problem.

Mrs. Finestone: I have never heard more condemnation of legal practice than I did in the presentation of this divorce bill, I must say. It was quite sad.

Mr. Crosson: Yes.

Mrs. Finestone: In your report, by the way, I think you might bring into your issue of sensitivity, that if you wish to set up a Big Brother or & a Big Sister movement, you must promise to give at least four hours a week of attention to the child whom you take on in your role was a big brother or a big sister. Yet, in the awarding of divorce decisions, you can get access once every two weeks. There is a degree of irony and some kind of discrimination when one sees that as a decision.

Mr. Crosson: That is why I am here, because I feel that the practice going on just now is very discriminatory.

[Traduction]

M. Crosson: Merci. Puis-je ajouter quelque chose?

Mme Finestone: Oui, certainement.

M. Crosson: La proposition visant à faire l'essai de la médiation, est-ce qu'il s'agit de celle de l'Association du Barreau canadien?

Mme Finestone: Oui.

M. Crosson: J'ai lu quelque chose à ce sujet la semaine dernière.

Mme Finestone: En fait, l'Association a soulevé cette question pendant les audiences que nous avons à Ottawa au sujet du projet de loi sur le divorce. Je pense que les membres du Comité étaient très sympathiques à cette cause. En tout premier lieu, je voulais avoir pourquoi la médiation n'était pas obligatoire. La conciliation l'était . . . Bien, selon les termes de ce projet de loi, le juge devait demander si l'avocat vous avait proposé d'avoir recours à la médiation, mais il devait s'assurer que vous aviez eu recours à la conciliation, en ce qui concerne certaines questions que j'appellerais des questions d'argent—des questions de pain et de beurre—mais sans se préoccuper de l'aspect humain. Alors, j'estime qu'on devrait considérer l'aspect humain au même titre que les questions financières. Et j'espère que l'Association du Barreau canadien ira dans ce sens.

M. Crosson: Oui. Et cela nous amène à l'exercice des responsabilités parentales, droit qui revient aux deux parents. Je pense qu'il s'agit là de la question essentielle. À mon avis, le régime juridique actuel isole le père; celui-ci n'a qu'un accès très limité à ses enfants et cela, dans des circonstances étranges. Je pense qu'il n'est pas bon d'isoler le père de la mère et des enfants car cela ne fait qu'accroître les distances entre les membres de la famille. Chacun continue de mener sa propre vie en s'éloignant de plus en plus des autres. Alors, les enfants se réveillent et disent: mon père ne m'aime plus. Je pense que le régime juridique est à la source du problème.

Mme Finestone: Je dois dire qu'à ma connaissance, jamais le régime juridique n'a été autant condamné que pendant la présentation du projet de loi sur le divorce. C'est très malheureux.

M. Crosson: Oui.

Mme Finestone: Incidemment, dans votre rapport, en ce qui concerne l'attention apportée à l'enfant, je pense que si vous voulez créer un groupement de Grands frères ou de Grandes sœurs, vous devez vous engager à accorder au moins quatre heures par semaine à l'enfant dont vous voulez vous occuper. Pourtant, les décisions rendues dans les causes de divorce n'autorisent le droit de visite qu'une fois toutes les deux semaines. Des décisions de ce genre comportent un certain degré d'ironie et de discrimination.

M. Crosson: C'est justement la raison de ma présence ici; je pense que les décisions des tribunaux sont très discriminatoires.

[Text]

The Vice-Chairman (Mrs. Browes): There is a great number of us who have been watching that California experience for some time now as the family law reforms committee been meeting across the various provinces. The divorce law affects a lot of people, a lot of families. It is very important legislation.

We will finish up the questioning with Mr. Clinch, please.

Mr. Clinch: I have no specific questions; just a comment. I met Owen Crosson earlier today and just in knowing that you are just beginning, I wish you luck with your venture. I would imagine that the group in Moncton will be of great assistance to you. Good luck!

The Vice-Chairman (Mrs. Browes): On behalf of the committee, thank you, Owen Crosson, for making the presentation. May I just say if you have anything in written form which you would like to pass on to the committee, if you would get it to the Clerk of the Committee in, say, the next two or three weeks, we would have an opportunity to review it.

This concludes the hearings in St. John's, Newfoundland. The committee certainly has been pleased to be here. Tomorrow we will be moving on to Charlottetown and, later on in the week, we will be holding hearings in Fredericton.

To the people who have made submissions, I want to thank you for being here. Certainly we are very pleased to have had an opportunity to listen to what you have had to say. Thank you.

This meeting is adjourned.

[Translation]

La vice-présidente (Mme Browes): Beaucoup d'entre nous ont suivi l'expérience menée en Californie depuis un certain temps pendant que le Comité de la réforme du droit familial a tenu des audiences d'un bout à l'autre du Canada. La Loi sur le divorce touche un grand nombre de personnes, un grand nombre de familles. C'est une loi très importante.

La période de questions se terminera par l'intervention de M. Clinch, s'il vous plaît.

M. Clinch: Je n'ai pas de questions précises à poser; je voudrais seulement faire un commentaire. J'ai rencontré M. Crosson plus tôt aujourd'hui et, sachant ce qu'il entreprend, je lui souhaite bonne chance. J'imagine que le groupe de Moncton vous apportera une aide considérable. Bonne chance!

La vice-présidente (Mme Browes): Au nom du Sous-comité, je vous remercie, monsieur Crosson, pour votre témoignage. Si vous voulez nous fournir un document, vous pouvez l'envoyer au greffier du Sous-comité d'ici les deux ou trois prochaines semaines afin que nous puissions l'étudier.

Cela termine nos audiences à St. John's, Terre-Neuve. Nous sommes très heureux d'être venus dans cette ville. Demain, nous serons à Charlottetown et, plus tard cette semaine, à Fredericton.

Je veux remercier les personnes qui ont témoigné. Nous sommes très heureux d'avoir eu l'occasion de vous entendre. Merci.

La séance est levée.



*If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

WITNESSES—TÉMOINS

From the Gays of Newfoundland:

Wallace Upward.

*From the Consumer Organization of Disabled People of
Newfoundland and Labrador:*

Bob Hollett;

Carmel Osborne.

Leo Barry.

From the Transition House:

Susan McConnell;

Cheryl Hebert.

Adrian Batcock.

From the Women's Council of St. John's:

Beth Lacey.

*From the Newfoundland Advisory Council on the Status of
Women:*

Ann Bell;

Dorothy Robbins.

From Fathers Fighting Back:

Owen Crosson.

Des «Gays of Newfoundland»:

Wallace Upward.

*De la «Consumer Organization of Disabled People of
Newfoundland and Labrador»:*

Bob Hollett;

Carmel Osborne.

Leo Barry.

De la «Transition House»:

Susan McConnell;

Cheryl Hebert.

Adrian Batcock.

Du «Women's Council» de Saint-Jean:

Beth Lacey.

*Du Conseil consultatif sur la condition de la femme de Terre-
Neuve:*

Ann Bell;

Dorothy Robbins.

De «Fathers Fighting Back»:

Owen Crosson.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 22

Tuesday, August 27, 1985
Wednesday, August 28, 1985

Chairman: Patrick Boyer

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 22

Le mardi 27 août 1985
Le mercredi 28 août 1985

Président: Patrick Boyer

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Sub-committee on*

Equality Rights

*of the Standing Committee on
Justice and Legal Affairs*

*Procès-verbaux et témoignages
du Sous-comité sur les*

Droits à l'égalité

*du Comité permanent de la
justice et des questions juridiques*

RESPECTING:

Order of Reference

CONCERNANT:

Ordre de renvoi

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-third Parliament, 1984-85

Première session de la
trente-troisième législature, 1984-1985

SUB-COMMITTEE ON EQUALITY RIGHTS OF THE
STANDING COMMITTEE ON JUSTICE AND LEGAL
AFFAIRS

Chairman: Patrick Boyer

Vice-Chairmen: Pauline Browes
Maurice Tremblay

SOUS-COMITÉ SUR LES DROITS À L'ÉGALITÉ DU
COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE ET DES
QUESTIONS JURIDIQUES

Président: Patrick Boyer

Vice-présidents: Pauline Browes
Maurice Tremblay

MEMBERS/MEMBRES

Roger Clinch
Mary Collins

Sheila Finestone
Svend Robinson—(7)

Le greffier du Sous-comité

David Cook

Clerk of the Sub-committee

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, AUGUST 27, 1985

(55)

[Text]

The Sub-committee on Equality Rights of the Standing Committee on Justice and Legal Affairs met in Charlottetown at 3:00 o'clock p.m., this day, the Chairman, Patrick Boyer, presiding.

Members of the Sub-committee present: Patrick Boyer, Pauline Browes, Roger Clinch, Sheila Finestone, Maurice Tremblay.

Witnesses: From the Coalition on Pornography: Anne Mazer; Margaret Ashford; Jill Lightwood; Diane Denis; Lyle Brehaut; Janice Devine; Joan MacFarlane. *From the Canadian Abortion Rights Action League:* Carol Fennel. Walter Lea. *From the Women's Network:* Anne Mazer; Diane Porter; Diane Morrow. *From the Human Rights, Prince Edward Island:* Mary-Lynne Ross. *From the Women's Employment:* Carol Connick; Brenda Creighton. Mike Thompson.

The Sub-committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, March 5, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Tuesday, April 16, 1985, Issue No. 2*).

The witnesses made statements and answered questions.

At 5:15 o'clock p.m., the Sub-committee adjourned until 6:40 o'clock p.m.

At 6:40 o'clock p.m., the session resumed.

At 8:45 o'clock p.m., the Sub-committee adjourned to the call of the Chair.

WEDNESDAY, AUGUST 28, 1985

(56)

The Sub-committee on Equality Rights of the Standing Committee on Justice and Legal Affairs met in Charlottetown at 9:30 o'clock a.m. this day, the Chairman, Patrick Boyer, presiding.

Members of the Sub-committee present: Patrick Boyer, Pauline Browes, Roger Clinch, Sheila Finestone, Maurice Tremblay.

Witnesses: From the Prince Edward Island Council of the Disabled: John Hochstadt; Mary Driscoll; Gus Campbell; Susan Buchanon. *From the Advisory Council on the Status of Women:* Dolores Crane; Heather Irving; Sylvia Johnson; Ruth Powers. *From the Human Rights Commission:* Allan F. MacDonald; Thomas Klewin. *From the Department of Veterans Affairs:* Shirley Cail; Len Malone.

The Sub-committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, March 5, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Tuesday, April 16, 1985, Issue No. 2*).

The witnesses made statements and answered questions.

PROCÈS-VERBAUX

LE MARDI 27 AOÛT 1985

(55)

[Traduction]

Le Sous-comité sur les droits à l'égalité du Comité permanent de la justice et des questions juridiques s'est réuni à Charlottetown ce jour à 15 heures, sous la présidence de M. Patrick Boyer (*président*).

Membres du Sous-comité présents: Patrick Boyer, Pauline Browes, Roger Clinch, Sheila Finestone, Maurice Tremblay.

Témoins: De la «Coalition on Pornography»: Anne Mazer; Margaret Ashford; Jill Lightwood; Diane Denis; Lyle Brehaut; Janice Devine; Joan MacFarlane. *De la «Canadian Abortion Rights Action League»:* Carol Fennel. Walter Lea. *Du «Women's Network»:* Anne Mazer; Diane Porter; Diane Morrow. *De «Human Rights», Île-du-Prince-Édouard:* Mary-Lynne Ross. *De «Women's Employment»:* Carol Connick; Brenda Creighton. Mike Thompson.

Le Sous-comité reprend les travaux prévus à son ordre de renvoi en date du mardi 5 mars 1985 (*Voir Procès-verbaux et témoignages du mardi 16 avril 1985, fascicule n° 2*).

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

A 17 h 15, le Sous-comité lève la séance pour reprendre les travaux à 18 h 40.

A 20 h 45, le Sous-comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE MERCREDI 28 AOÛT 1985

(56)

Le Sous-comité sur les droits à l'égalité du Comité permanent de la justice et des questions juridiques s'est réuni à Charlottetown ce jour à 9 h 30, sous la présidence de M. Patrick Boyer (*président*).

Membres du Sous-comité présents: Patrick Boyer, Pauline Browes, Roger Clinch, Sheila Finestone, Maurice Tremblay.

Témoins: Du Conseil des handicapés de l'Île-du-Prince-Édouard: John Hochstadt; Mary Driscoll; Gus Campbell; Susan Buchanon. *Du Conseil consultatif sur la condition de la femme:* Dolores Crane; Heather Irving; Sylvia Johnson; Ruth Powers. *De la Commission des droits de la personne:* Allan F. MacDonald; Thomas Klewin. *Du ministère des Affaires des anciens combattants:* Shirley Cail; Len Malone.

Le Sous-comité reprend les travaux prévus à son ordre de renvoi en date du mardi 5 mars 1985 (*Voir Procès-verbaux et témoignages du mardi 16 avril 1985, fascicule n° 2*).

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

At 1:05 o'clock p.m., the Sub-committee adjourned to the call of the Chair.

A 13 h 05, le Sous-comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Sous-comité

Dave Cook

Clerk of the Sub-committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Tuesday, August 27, 1985

• 1505

The Chairman: Order, please.

Ladies and gentlemen, this afternoon, this evening and tomorrow we have a number of groups and organizations appearing before us, and leading off is the P.E.I. Coalition Against Pornography. On behalf of the committee, I would like to welcome you all to our hearings. I will ask you to explain, of course, but I understand the coalition is supported by Transition House and by the Rape and Sexual Assault Crisis Centre.

I have seven names here and I see five people, so who will be speaking on behalf of the coalition?

Ms Anne Mazer (Staff Person, P.E.I. Coalition Against Pornography): I will. My name is Anne Mazer.

The Chairman: Right. Anne Mazer, then, will be speaking for the coalition, and perhaps you could introduce those who are with you.

Our rules are very straightforward. In the time available, we would ask you to make your presentation, and then if there is some time left, I know individual MPs would like to ask you some questions based on that. Although this is a somewhat formal setting, we are here also really to dialogue with you and learn.

So with that kind of comment, I would like to welcome you before us. I now ask you to give the members of the committee the benefit of your thinking on section 15.

Ms Mazer: Thank you very much. Our presentation is going to be in two parts this afternoon. I will be reading the brief, and then we are going to do a short dramatization after that before the question-and-answer period.

The members of the P.E.I. Coalition Against Pornography, besides myself, Anne Mazer, are Margaret Ashford and Joan MacFarlane. Jill Lightwood is representing Transition House, and Lyle Brehaut is representing the Rape and Sexual Assault Crisis Centre. Other members of our group are Dian Denis and Janice Devine. Dian Denis will be doing part of the dramatization.

The P.E.I. Coalition Against Pornography was formed in the fall of 1983 and consisted at that time of a small group of people whose concerns about the growing prevalence of pornography in P.E.I. had been strengthened by a visit by Maude Barlow. The title of her talk was "Pornography and Free Speech". After several meetings, a list of goals and strategies was developed and a small grant was applied for from Secretary of State Women's Program to cover the cost of materials for the proposed projects.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le mardi 27 août 1985

Le président: À l'ordre, s'il vous plaît.

Mesdames et messieurs, cet après-midi, ce soir et demain, un certain nombre de groupes et organismes comparaitront, à commencer par la *P.E.I. Coalition Against Pornography*. Au nom du Comité, je souhaite à tous la bienvenue. Je vais évidemment vous demander des explications, mais si j'ai bien compris, votre coalition jouit de l'appui de *Transition House* et du *Rape and Sexual Assault Crisis Centre*.

J'ai sous les yeux sept noms, mais je ne vois que cinq personnes. Qui donc se fera le porte-parole de la Coalition?

Mme Anne Mazer (employée, P.E.I. Coalition Against Pornography): Ce sera moi. Je m'appelle Anne Mazer.

Le président: Parfait. M^{me} Mazer va donc prendre la parole au nom de la Coalition, et peut-être pourrait-elle nous présenter les personnes qui l'accompagnent.

Nos règlements sont très simples. Dans le temps mis à votre disposition, nous vous demandons de faire votre exposé, et s'il reste du temps, je sais que les députés aiment interroger les témoins sur ce qu'ils ont dit. Bien que cela puisse sembler assez officiel, nous sommes en réalité ici pour nous entretenir avec vous et pour apprendre.

Cela dit, je tiens à vous souhaiter la bienvenue. Je vais maintenant vous demander de faire part aux membres du Comité de vos réflexions sur l'article 15.

Mme Mazer: Merci beaucoup. Nous avons l'intention cet après-midi de faire un exposé en deux volets. Je vais lire le mémoire, et ensuite nous allons vous présenter une courte représentation dramatique avant la période de questions et de réponses.

Outre moi-même, Margaret Ashford et Joan MacFarlane sont membres de la Coalition contre la pornographie de l'Île-du-Prince-Édouard. Jill Lightwood représente la *Transition House* et Lyle Brehaut représente le *Rape and Sexual Assault Crisis Centre* (le Centre d'aide aux victimes de viol et d'agression sexuelle). Les autres membres de notre groupe sont Diane Denis et Janice Devine. Diane Denis prendra part à la représentation dramatique.

Notre coalition a été formée à l'automne de 1983 et comprenait à l'époque un petit groupe de personnes dont les inquiétudes face à la présence toujours plus grande de matériel pornographique à l'Île-du-Prince-Édouard ont été renforcées à l'occasion de la visite de Maude Barlow. Le titre de son exposé était «*Pornography and Free Speech*» (La pornographie et la liberté d'expression). Après plusieurs rencontres, nous avons mis au point une liste d'objectifs et de stratégies et nous avons demandé une petite subvention au Secrétariat d'État, Programme de la femme, afin de financer les projets proposés.

[Text]

Our energy and common bond came from very strong personal feelings that the publication and distribution of pictures of women in chains, being whipped and raped for the pleasure of men, is wrong. Susan Brownmiller articulates these feelings very well:

The feminist objection to pornography is based on our belief that pornography represents hatred of women, that pornography's intent is to humiliate, degrade and dehumanize the female body for the purpose of erotic stimulation and pleasure. We are unalterably opposed to the presentation of the female body being stripped, bound, raped, tortured, mutilated and murdered in the name of commercial entertainment and free speech.

• 1510

Pornography is injurious to women in many ways. I will list three that I think are most obviously related to the special interests of this committee here today. First, pornography is implicated in the committing of crimes of violence against women. Second, pornography is the vehicle for the spreading and perpetuation of a deep and vicious lie about women. And third, the spreading of such a distorted view of women's human nature in our society supports sexist attitudes and reinforces the oppression and exploitation of women, the inequality of women.

To quote philosopher Helen Longino:

To suggest, as pornography does, that the primary purpose of women is to provide sexual pleasure to men is to deny that women are independently human or have a status equal to that of men. It is, moreover, to deny our equality at one of the most intimate levels of human experience.

Let us talk about the lie. In the past year, a man went to trial out west for having told lies to his high school students. Jim Keegstra was found guilty by the courts for teaching that the historical facts about the Holocaust were untrue, that the character of the Jewish people is evil, and that there is a Jewish conspiracy to take over the world. From interviews of past students, it seems clear that at least some believed what they were told and some, I am sure, will carry these views always and will pass them on to their children. I think I am correct in saying that the majority of Canadians believe that what this man did was wrong, and that, in general, it is wrong to teach lies. In any case, the jury found him guilty.

What if we were to take some pornographic pictures of women and to translate the image and its message into words? The most obvious thing we would have to say is that the primary purpose of women is to provide sexual pleasure to men. Next on the list might be that women's sexual pleasure is derived from pleasing men, no matter what that takes—rape, bondage or torture. Then, perhaps, that not only are women willing to go to almost any length to please a man, but also they actually enjoy the treatment, for it must always be

[Translation]

Nous avons unis nos efforts parce que personnellement, nous étions fermement persuadées qu'il est mauvais de publier et de diffuser des images de femmes enchaînées, fouettées et violées pour le plaisir des hommes. Susan Brownmiller a très bien exprimé ces sentiments:

L'objection des féministes à la pornographie repose sur notre croyance que la pornographie exprime la haine des femmes et que l'intention de la pornographie c'est d'humilier, de diminuer et de déshumaniser le corps féminin à des fins de stimulation érotique et de plaisir. Nous nous opposons invariablement à ce que l'on montre le corps d'une femme en train d'être déshabillée, attachée, violée, torturée, mutilée et tuée sous le couvert d'un divertissement commercial et de la liberté d'expression.

La pornographie porte atteinte aux femmes de plusieurs façons. Je n'en donnerai que trois qui sont à mon avis le plus manifestement reliées aux intérêts spéciaux de votre Comité. Tout d'abord, la pornographie joue un rôle dans les crimes de violence perpétrés contre les femmes. Deuxièmement, la pornographie constitue un véhicule qui répand et perpétue un mensonge virulent au sujet des femmes. Et troisièmement, en répandant une opinion aussi faussée de la nature humaine des femmes dans notre société, on appuie les attitudes sexistes et on renforce l'oppression et l'exploitation des femmes, l'inégalité des femmes.

Pour citer la philosophe Helen Longino:

Suggérer, comme le fait la pornographie, que la femme doit surtout servir au plaisir sexuel de l'homme, c'est nier que la femme est un être humain indépendant et qu'elle a un statut égal à celui de l'homme. En outre, c'est nier notre égalité à un des niveaux les plus intimes de l'expérience humaine.

Parlons de ce mensonge. Au cours de la dernière année, un homme a fait l'objet d'un procès dans l'Ouest parce qu'il avait menti à ses étudiants du secondaire. Jim Keegstra a été reconnu coupable par le tribunal parce qu'il avait dit que les faits historiques rapportés sur l'Holocauste étaient inexacts, que le caractère du peuple juif est mauvais et qu'il existe une conspiration juive pour s'appropriier le monde. À la lumière d'entrevues avec d'anciens étudiants, il semble clair qu'au moins certains d'entre eux croient ce qu'on leur a dit, et certains, j'en suis persuadée, vont toujours garder ces opinions et les transmettront à leurs enfants. Je crois pouvoir affirmer que la majorité des Canadiens croient que ce qu'a fait cet homme était mauvais, et qu'en général, il est mauvais d'enseigner des faussetés. Quoi qu'il en soit, le jury l'a déclaré coupable.

Qu'arriverait-il si nous prenions certaines photos de femmes afin de traduire les images et le message en paroles? Il nous faudrait manifestement conclure que l'objectif premier de la femme, c'est la gratification sexuelle de l'homme. On pourrait ensuite conclure que le plaisir sexuel de la femme est tiré du plaisir de l'homme quoi qu'il faille faire—se faire violer, attacher ou torturer. On pourrait ensuite peut-être conclure que non seulement la femme est disposée à faire presque n'importe quoi pour plaire à l'homme, mais qu'en fait elle jouit

[Texte]

remembered that every woman secretly wants to be raped, no matter how loudly she screams or pleads for the man to stop. And then, perhaps, that the most important parts of a woman's body are her breasts and her vagina, her mouth running a close third, but not for what comes out, but for what might potentially go in—a drill bit, a gun barrel, a gag or a knife.

For the sake of limited time, I will not go on and list more points. But imagine if these words were printed in a brochure or were taught by a high school health teacher. Does the fact that pornography's lies are told in glossy pictures make them any less a lie, make them any less harmful?

My second point is that pornography is implicated in the committing of crimes against women. It is usually the viewing of obviously violent images that are studied in research attempting to relate pornography with crime. But in a recent federal Justice Department study, it was found that men watching non-violent pornography are just as likely to commit rape as consumers of sexually violent pornography.

The research was done by Jim Check, a psychology professor at York University. There were 400 men involved in the study. Three groups were assigned to watch three types of sexually explicit films: violent pornography, dehumanizing pornography—verbally but not physically abusive to women—or erotica. A fourth group did not view any of the material. Answering a questionnaire about the influence of the films, an equal number of men—20%—who watched the violent and non-violent material said that they would probably rape, if they could get away with it.

This study, along with so much other research involved with pornography, will probably be dismissed by many people who want to hear only about an actual connection between viewing, the viewer and the crime. They do not choose to concern themselves with attitudes or maybes or with the 10% of the men in the fourth group of Check's study who were not exposed to any of the films but who said they would probably commit rape, if they thought they could get away with it.

Last week in P.E.I. a woman was the victim of a sexual attack on one of our public beaches, the very beach that I go to several times a week in the summer with my children and husband. She had first noticed the man watching her from a distance. A friend of mine told me that the previous weekend she and another friend had been greatly disturbed by the presence of a man with binoculars hiding all day in the dunes at the beach. It was obvious that he was interested only in the female bathers.

[Traduction]

de ce traitement, car il ne faut jamais oublier que toute femme, en son for intérieur, veut être violée, quels que soient les cris ou les prières qu'elle adresse à l'homme pour qu'il s'arrête. On pourrait ensuite en conclure que les parties les plus importantes de l'anatomie d'une femme sont ses seins et son vagin, suivis immédiatement en troisième place par sa bouche, non pas pour ce qui en sort, mais pour ce qu'on pourrait peut-être y mettre, une mèche, le canon d'un fusil, un bâillon ou un couteau.

Vu le peu de temps que nous avons, je vais m'arrêter là. Mais imaginez-vous si de telles paroles étaient imprimées dans une brochure ou étaient prononcées en classe par un professeur d'hygiène au secondaire. Est-ce que le fait que les mensonges pornographiques prennent la forme d'images chatoyantes diminue le mensonge, diminue les risques de dommages?

Mon deuxième point, c'est que la pornographie joue un rôle dans les crimes commis contre les femmes. Dans la recherche visant à relier la pornographie au crime, on tient généralement compte du visionnement d'images manifestement violentes. Toutefois, dans le cadre d'une étude récente du ministère fédéral de la Justice, on a constaté que les hommes qui regardaient de la pornographie non violente pouvaient tout aussi bien violer que ceux qui avaient regardé de la pornographie violente sexuellement.

C'est Jim Check, un professeur de psychologie à l'Université York, qui a effectué la recherche. Quatre cents hommes ont participé à cette étude. Trois groupes d'hommes devaient regarder trois genres de films explicitement sexuels: des films de pornographie violente, de pornographie déshumanisante—avec abus verbaux mais non physiques—ou des films érotiques. Un quatrième groupe n'a regardé aucun des films. En réponse à un questionnaire sur l'influence de ces films, un nombre égal d'hommes—soit 20 p. 100—qui avaient regardé les films violents et non violents ont dit qu'ils commettraient probablement un viol, s'ils ne risquaient pas de se faire prendre.

Cette étude, comme un grand nombre d'autres sur la pornographie, ne sera probablement pas retenue par de nombreuses personnes qui ne veulent que s'en tenir à un lien réel entre le visionnement, le spectateur et le crime. Ces personnes ne souhaitent pas s'intéresser aux attitudes ou aux «peut-être» ou aux 10 p. 100 d'hommes du quatrième groupe de l'étude de Check qui n'ont regardé aucun des films mais qui ont néanmoins déclaré qu'ils commettraient probablement un viol s'ils ne risquaient pas de se faire prendre.

• 1515

La semaine dernière, à l'Île-du-Prince-Édouard, une femme a été victime d'une agression sexuelle sur l'une de nos plages publiques, la même plage où je me rends plusieurs fois par semaine, l'été, avec mes enfants et mon mari. Elle avait d'abord remarqué cet homme qui la surveillait de loin. Une amie m'a dit que la fin de semaine précédente, elle s'était rendue avec une autre amie à la plage où elle avait été très ennuyée par la présence d'un homme muni de jumelles qui était resté caché toute la journée dans les dunes de sable. Manifestement, il ne s'intéressait qu'aux nageuses.

[Text]

Two summers ago I went for a long walk on the beach. On my way I noticed a single man sitting behind a log. He appeared to be watching me but I chose to ignore him. The wind, sand and sun felt too good to give up. However, he knew beach patterns well—what goes out must come back. I came back and on my way back he approached me, exposing himself and offering me a great time. I screamed angrily at him to take off. What upset me most was his reaction to having been turned down; his hatred and his anger toward me struck deep in my soul. At that moment I was every woman to him and me.

It seems probable to me that all three of these voyeurs were also viewers of pornographic material and that all the women ogled at the beach those days were appropriate subjects for the enactment of their fantasies. Our anonymity and our availability was the same as that of the characters in their magazines and films.

Only specific individuals were affected by the actual contact in these three cases, but the results of hearing the stories will influence many women's behaviour and feelings for at least the rest of this summer. The park wardens suggest that women do not walk alone on the beaches. Will it be suggested next that we wear turtle-necks and bloomers? Will we be forbidden the pleasure of feeling the sun on our bare skin? Why not come up with some suggestions for those men?

Let us move away from isolated incidents and talk a bit about the distorted view of women's human nature portrayed in pornography and other media and how it influences our society as a whole. I quote again from Helen Longino who says:

A cultural climate which tolerates the degrading representation of women is not a climate which facilitates the development of respect for women.

She also says:

Society by not disavowing the lie, supports the male-centred myth that women are inferior and subordinate creatures.

How does our society support the lie? A friend of mine says he sees nothing wrong with using a beautiful woman's body to sell a car. He sees only the beauty and not the using, the exploitation by a car manufacturer. Longino calls it "the sexist objectification of women by their environment". So even men who do not frequent pornography shops and movie theatres are subjected to the daily message that women were put on this earth to please men.

Women are not immune to the influence of the images all around us. We cannot be told 10 times a day, every day, all our lives that beautiful hair and a perfect body should be our prime interest and our main goal to use these features to attract men without internalizing it in some way. Both Andrea Dworkin and Helen Longino comment on women's self-image.

[Translation]

Il y a deux ans, pendant l'été, je suis allée faire une longue promenade sur la plage. À l'aller, j'ai remarqué un homme seul assis derrière un billot. Il semblait me surveiller, mais j'ai choisi de l'ignorer. Je me sentais trop bien au vent, dans le sable et au soleil pour m'en aller. Toutefois, il connaissait bien les sentiers menant à la plage—et si on fait l'aller, il faut faire le retour. Sur le chemin du retour, il m'a approché, a pris une posture indécente et m'a offert de bien m'amuser. En colère, je lui ai crié de déguerpir. Ce qui m'a fait le plus peur, c'est sa réaction face à mon refus; sa haine et sa colère à mon égard m'ont marqué. À ce moment-là, et pour lui et pour moi, je représentais toutes les femmes.

Il me semble probable que ces trois voyeurs soient également des consommateurs de matériel pornographique et que toutes les femmes qu'ils ont détaillées sur la plage ces jours-là leur permettaient de satisfaire leurs fantasmes. Nous étions aussi anonymes et aussi disponibles que les images dans leurs revues et leurs films.

Dans ces trois cas, ce sont des personnes précises qui ont été touchées par un contact réel, mais le comportement et les sentiments d'un grand nombre de femmes se trouveront influencés suite à ces histoires, pendant tout le reste de l'été. Les surveillants de parcs suggèrent que les femmes ne se promènent pas seules sur les plages. Que vont-ils suggérer ensuite, que nous portions des cols roulés et des *bloomers*? On nous interdira le plaisir de sentir la chaleur du soleil sur notre peau nue? Pourquoi ne pas avancer quelques suggestions à l'intention de ces hommes?

Abandonnons ces incidents isolés pour parler un peu de l'optique faussée que donnent la pornographie et d'autres médias de la nature humaine de la femme et de l'influence qu'a cette optique sur notre société dans son ensemble. Encore une fois je vais citer Helen Longino qui a dit:

Un climat culturel où l'on tolère la représentation dégradante de la femme n'est pas un climat qui favorise l'instauration du respect de la femme.

Elle dit également:

En ne rejetant pas ce mensonge, la société appuie le mythe mâle qui veut que la femme soit inférieure et subordonnée.

Comment notre société appuie-t-elle ce mensonge? Un de mes amis m'a dit qu'il ne voit pas pourquoi on n'utiliserait pas le corps d'une belle femme pour vendre une automobile. Tout ce qu'il voit c'est la beauté, et non pas l'utilisation, l'exploitation que fait de la femme le fabricant d'automobiles. Longino parle de «leur environnement qui transforme la femme en objet sexiste». Donc même les hommes qui ne fréquentent pas les boutiques de pornographie et les cinémas reçoivent quotidiennement le message que les femmes ont été placées sur la terre pour le plaisir de l'homme.

Les femmes ne sont pas immunisées contre l'influence des images qui nous entourent. On ne peut pas nous dire dix fois par jour, à tous les jours, toute notre vie, que notre intérêt principal et notre objectif premier doivent être une chevelure magnifique et un corps parfait afin d'attirer les hommes sans interioriser d'une certaine façon. Andrea Dworkin et Helen

[Texte]

Dworkin states:

In most instances women have been deprived of the opportunity to formulate, let alone articulate or spread values that contradict those of the male. The attempts we make are both punished and ridiculed.

Longino states:

Isolated from one another with no source of support for an alternative view of female sexuality, we may not always find the strength to resist the message that dominates the common cultural media.

Here in small and peaceful P.E.I. we are by no means able to say that pornography is something that happens in big cities. In a survey conducted by the coalition last year we found that three out of five stores in the City of Charlottetown sold pornographic magazines. With that in mind, the P.E.I. Advisory Council on the Status of Women invited a representative of H.H. Marshall, a major magazine distributor, to attend one of their council meetings. He was also asked to come and discuss a kit that had been sent out by his company's store owners advising them how to deal with bothersome people who come in to their stores complaining about the magazines they sell.

• 1520

It was a very sad but interesting afternoon, sad because this man said very openly that he disapproved of the pornography collection distributed by his company but was willing to compromise his personal feelings for the sake of company policy. He also told us that pornography magazine sales have declined slightly in the last couple of years. It was his belief—and I am sure he is right—that this is due to the increase in the availability of X-rated videos. At the time of our survey, video shops were also considered but were not included in the statistics because they did not carry magazines. At that time, just one and a half years ago, there were just a handful of video shops; now it is difficult to find a retail outlet in and around town that does not have some kind of collection of tapes for rent. So the lie now moves for its audience, on the screen and for some on the beaches.

I and the women I represent here today look to you for support. We realize that the development of more appropriate federal legislation, the rewording of the Criminal Code, and the tightening up of customs regulations is only a small part of our battle against the untruths being spread about us, but we think it might help. We want so very much to walk on the sand feeling not the fear of being alone and exposed but feeling the freedom to be ourselves in the warmth of the sun.

[Traduction]

Longino ont fait des commentaires sur l'image que la femme a d'elle-même.

Dworkin déclare:

Dans la plupart des cas, on a privé les femmes de la possibilité de formuler et encore plus d'articuler ou de répandre des valeurs en contradiction avec celles du mâle. Nos tentatives sont punies et ridiculisées.

Longino déclare:

Isolées les unes des autres, sans le moindre appui pour une autre opinion de la sexualité féminine, nous ne trouvons pas toujours la force de résister au message prédominant dans les médias culturels communs.

Ici, dans la petite et paisible Île du Prince-Édouard, nous ne pouvons absolument pas dire que la pornographie, c'est quelque chose qu'on trouve dans les grandes villes. Dans une enquête effectuée par la Coalition l'an dernier, nous avons constaté que trois sur cinq magasins dans la ville de Charlottetown vendaient des revues pornographiques. C'est pour cette raison que le Comité consultatif de l'Île-du-Prince-Édouard sur le statut de la femme a invité un représentant de H. H. Marshall, un des principaux distributeurs de revues, à assister à une réunion du Conseil. On lui avait également demandé de venir afin de parler de la documentation envoyée par son entreprise aux propriétaires de magasins pour leur dire comment faire face aux personnes ennuyeuses qui se présentent à leur magasin pour se plaindre des revues qu'ils vendent.

L'après-midi fut très triste mais intéressant, je dis triste parce que cet homme a déclaré très ouvertement qu'il désapprouvait le matériel pornographique distribué par son entreprise, mais qu'il était disposé à mettre de côté ses sentiments personnels au profit de la politique de son entreprise. Il nous a également dit que les ventes de revues pornographiques avaient diminué légèrement au cours des quelques dernières années. Il était d'avis—et je suis persuadée qu'il a raison—que c'était à cause de la disponibilité accrue des vidéos pornographiques. Au moment de notre enquête, nous avions également songé aux boutiques de matériel vidéo, mais nous ne les avons pas incluses dans les statistiques, car elles ne vendent pas de revues. À l'époque, il y a à peine un an et demi, il n'y avait qu'une poignée de boutiques de ce genre; maintenant il est difficile de trouver un détaillant, en ville ou dans les alentours, qui n'offre pas une collection de bandes à louer. Le mensonge se déplace maintenant, que ce soit à l'écran ou, pour certains, à la plage.

C'est vers vous que moi-même et les femmes que je représente se tournent aujourd'hui pour obtenir de l'appui. Nous comprenons fort bien que la mise en place de lois fédérales plus appropriées, la reformulation du Code criminel et le resserrement des règlements de douanes ne constituent qu'une petite partie de notre bataille contre les faussetés qu'on répand à notre sujet, mais nous croyons que cela aidera peut-être. Nous voulons tellement pouvoir nous promener dans le sable sans avoir peur d'être seules et vulnérables, mais en ayant plutôt un sentiment que nous sommes libres d'être nous-mêmes sous la chaleur du soleil.

[Text]

On behalf of the individuals and groups involved with the P.E.I. Coalition on Pornography I thank you for coming to hear our thoughts and feelings in P.E.I. I hope your listening will translate into action on our behalf. Thank you.

The Chairman: Thank you, and on behalf of the members of the committee I would echo the sentiment that was just expressed there. You have stated with very special eloquence the problem we face, the matter of an attitude, an attitude that imperils the security of individuals and most certainly, in terms of what we are looking at, is something that goes totally against any notions of equality and the freedom that comes from equality in our society.

While in your conclusion you recognized that what we are dealing with here is a broad cultural phenomenon and a matter of attitude, that it is deeply seated and so on, and that there is no one thing that can instantly change it, you also pointed to some of the steps that we as federal legislators can take. I think the eloquence with which you have spoken will remain with us long after these hearings have concluded and we are back in Ottawa and meeting with others and urging why steps should be taken to deal with this problem along the lines you have mentioned.

You do have a second part, so we will now let you continue.

Ms Mazer: Okay.

[Dramatic presentation—Editor]

Ms Dian Denis (Member, P.E.I. Coalition Against Pornography): Every three minutes a woman is beaten. Every five minutes a woman is raped. Every ten minutes a little girl is molested.

• 1525

I bought a paper yesterday from a man who might have beaten his wife three minutes ago—three minutes ago! Three years ago he might have raped his own daughter. Looking at the announcement in the paper . . .

Ms Janice Devine (Member, P.E.I. Coalition Against Pornography): The dismembered women's bodies. The victims have not all been identified. Today they are naked and dead, refuse to testify.

Ms Denis: But all we did was protect ourselves—and then raped.

Ms Devine: A nuclear power plant in Ontario has received funding to research methods of dealing with nuclear waste.

Ms Denis: There is poison in the air.

Ms Devine: The Cruise missile was tested in northern Alberta today. Experts declare a complete success.

Ms Denis: A nuclear holocaust. What does it take to change this world?

[Translation]

Au nom des personnes et des groupes qui font partie de la Coalition de l'Île-du-Prince-Édouard contre la pornographie, je tiens à vous remercier d'être venus ici à l'Île-du-Prince-Édouard pour connaître nos pensées et nos sentiments. J'espère que cela se traduira par des mesures en notre faveur. Merci.

Le président: Merci, au nom des membres du Comité, je tiens à faire écho au sentiment qui vient tout juste d'être exprimé. Vous avez énoncé avec une éloquence très particulière le problème auquel nous faisons face, la question d'une attitude, d'une attitude qui met en péril la sécurité des personnes, et ce à l'encontre de toute idée d'égalité et de liberté qui découlerait de l'égalité dans notre société.

Bien que dans vos conclusions vous admettiez que nous faisons face ici à un phénomène culturel répandu et à une question d'attitude, très ancrée, etc., qu'il ne suffira pas d'une seule chose pour tout changer instantanément, vous avez également souligné certaines des mesures que nous pouvons prendre comme législateurs fédéraux. L'éloquence dont vous avez fait preuve en nous adressant la parole, nous nous en rappellerons, je crois, bien après ces audiences, quand nous serons de retour à Ottawa pour rencontrer d'autres intéressés et prendre des mesures ressemblant à celles que vous avez énumérées afin de s'attaquer à ce problème.

Vous avez un deuxième volet à votre exposé, et je vais donc maintenant vous laisser continuer.

Mme Mazer: Très bien.

[Représentation dramatique—éditeur]

Mme Diane Denis (membre, P.E.I. Coalition Against Pornography): Une femme est battue à toutes les trois minutes. Une femme est violée à toutes les cinq minutes. Une petite fille est brutalisée à toutes les dix minutes.

J'ai acheté le journal hier d'un homme qui avait peut-être battu sa femme trois minutes plus tôt—trois minutes plus tôt! Il y a trois ans, il a peut-être violé sa propre fille. Si on regarde les manchettes dans les journaux . . .

Mme Janice Devine (membre, P.E.I. Coalition Against Pornography): Des corps de femmes démembrés. On n'a pas identifié toutes les victimes. Aujourd'hui, elles sont nues et mortes, elles refusent de témoigner.

Mme Denis: Néanmoins tout ce que nous avons fait c'est nous protéger—et ensuite nous avons été violées.

Mme Devine: Une centrale nucléaire en Ontario a reçu du financement afin d'effectuer des recherches sur les moyens de se débarrasser des déchets nucléaires.

Mme Denis: Il y a du poison dans l'air.

Mme Devine: Aujourd'hui, on a fait l'essai du missile Cruise dans le nord de l'Alberta. Les spécialistes déclarent que c'est un succès complet.

Mme Denis: Un holocauste nucléaire. Que faut-il pour changer le monde?

[Texte]

Ms Devine: Statistics show a change in consumer attitude. Canadians are now eating less meat.

Ms Denis: What will it take to change?

Ms Devine: A group of people risked arrest to protest the presence of Trident submarines in Halifax harbour.

Ms Denis: I want all women to scream.

Ms Devine: The first International Women's Peace Conference was held in Nova Scotia in June with women from 33 countries meeting to address the urgency for true security.

Ms Denis: I bought a book today from a man—a man who was also selling pornography. I do not know. Maybe he catches some girls in the park. Looking at the announcement in the paper . . .

Ms Devine: There is some concern that alleged battered women might start to murder their husbands or lovers with no immediate cause.

Ms Denis: How do we protect ourselves from lies about us?

Ms Devine: The spraying of forests resumed in Cape Breton after a study has proved conclusively that the chemicals used have no adverse effects on either wildlife or humans.

Ms Denis: Or lies about the pollution?

Ms Devine: The federal government has announced its intention to join U.S. President Reagan's Strategic Defence Initiative for research purposes only.

Ms Denis: Or lies about the arms race? What will it take to change this world?

Ms Devine: Prince Edward Island has hosted a conference for workers from rape and sexual assault crisis centres in the Atlantic region.

Ms Denis: What will it take to change myself?

Ms Devine: Twenty-two people worked from 3 a.m. to 5 a.m. the morning of August 6 to complete the Shadow project commemorating Hiroshima Day.

Ms Denis: I want all women free.

Ms Devine: In September on Prince Edward Island a conference will be held for women to explore the connections between violence against women and global violence. This conference is funded by the Secretary of State.

Ms Denis: I always wondered if it was my imagination. Now I know. I know it is not only mothers who can work.

Ms Devine: It is our responsibility.

[Traduction]

Mme Devine: Les statistiques font état d'un changement dans l'attitude du consommateur. Les Canadiens mangent maintenant moins de viande.

Mme Denis: Que faut-il pour que cela change?

Mme Devine: Un groupe de gens a risqué l'arrestation pour protester contre la présence de sous-marins *Trident* dans le port de Halifax.

Mme Denis: Je veux que toutes les femmes crient.

Mme Devine: La première conférence internationale des femmes pour la paix s'est tenue en Nouvelle-Écosse au moins de juin; des femmes de 33 pays se sont réunies afin de se pencher sur l'urgence de la vraie sécurité.

Mme Denis: J'ai acheté un livre d'un homme aujourd'hui—un homme qui vendait également de la pornographie. Je ne sais pas. Peut-être surprend-il des filles dans le parc. Si l'on regarde les manchettes dans les journaux . . .

Mme Devine: On s'inquiète que les femmes qui se prétendent battues puissent commencer à assassiner leurs maris ou leurs amants sans raison.

Mme Denis: Comment pouvons-nous nous protéger contre les mensonges qu'on raconte à notre sujet?

Mme Devine: On a repris l'arrosage des forêts au Cap-Breton, suite à une étude où il était démontré indubitablement que les produits chimiques utilisés n'avaient aucun effet néfaste ni sur la faune ni sur la vie humaine.

Mme Denis: Ou les mensonges sur la pollution?

Mme Devine: Le gouvernement fédéral a annoncé qu'il avait l'intention de se joindre uniquement à des fins de recherche à l'Initiative de défense stratégique du président américain, M. Reagan.

Mme Denis: Ou les mensonges sur la course aux armements? Que faut-il pour changer ce monde?

Mme Devine: L'Île-du-Prince-Édouard a accueilli un congrès de travailleurs des centres d'aide aux victimes de viol et d'agression sexuelle de la région de l'Atlantique.

Mme Denis: Que faut-il pour me changer?

Mme Devine: Vingt-deux personnes ont travaillé de trois à cinq heures du matin le 6 août afin de terminer le projet *Shadow* commémorant Hiroshima.

Mme Denis: Je veux que toutes les femmes soient libres.

Mme Devine: En septembre, une conférence se tiendra à l'Île-du-Prince-Édouard à l'intention des femmes afin d'étudier les liens entre la violence à l'égard des femmes et la violence dans le monde. C'est le Secrétariat d'État qui finance cette conférence.

Mme Denis: Je me suis toujours demandée si c'était mon imagination. Maintenant je sais. Maintenant je sais que ce ne sont pas uniquement les mères qui peuvent travailler.

Mme Devine: C'est notre responsabilité.

[Text]

Ms Denis: It is our responsibility. We can . . . until there is nothing—nothing but the inevitable gathering.

Ms Devine: Gathering, gathering.

The Chairman: Our committee has received an eloquent message, expressed in two different forms this afternoon already. I think that arising out of that there may be some questions. In a way they are not the usual types of questions we get to at this stage because, quite frankly, you have raised an issue that is a fundamental one in our society in a way that reaches through some of the forms and formalities usually attendant on parliamentary hearings.

As I said at the conclusion of Anne Mazer's talk to us, what had been said in that form and now stated to us in another form will long remain with us as an image that conveys an important message after we depart from this hall and this town and this island. I want on behalf of the committee to thank you for that.

Sheila.

• 1530

Mrs. Finestone: Thank you, Mr. Chairman.

I can only tell you that I was most moved, as the chairman has pointed out. I recognize the personal anguish you must have suffered, which you have transmitted in a most effective way.

As for the two women, not only are they skillful in their craft, but you could feel their commitment to the message.

I was in Halifax. I attended the International Women's Peace Conference. I met with the women from Britain. I met with the women from Copenhagen, the women who marched to Moscow; the women who are now planning the march to Central America. I have just returned from Nairobi and I can only tell you that your concerns are world-wide concerns. They are fundamental concerns of power and power relationships and they relate to the economy—women's lack of control of economic power and the institutions of power.

There are no easy answers. Your recommendation is true, and I know Maude Barlow very well. I have been in this field for a long time. The revisions to the Criminal Code, the enforcement of CRTC and other regulations, the Customs Tariff Act, but more so, education at the primary school level, sex education, respect for individuals as people, as human persons, of men and women as partners in society—these are all fundamental and they have to start very young. It cannot be done in isolation only by women. It must be done by men and women together. The power of the demonstration of the artistic approach impacts as much on the men of our society as it does on the women.

[Translation]

Mme Denis: C'est notre responsabilité. Nous pouvons . . . jusqu'à ce qu'il n'y ait rien—rien jusqu'à l'inévitable rassemblement.

Mme Devine: Rassemblement, rassemblement.

Le président: Nous avons reçu un message éloquent, exprimé sous deux formes différentes déjà cet après-midi. Je crois qu'il pourrait y avoir quelques questions. D'une certaine façon, il ne s'agit pas du genre habituel de questions que nous posons à cette étape-ci, car très franchement, vous avez soulevé une question tout à fait fondamentale dans notre société d'une manière qui transcende certaines des formes et formalités habituellement attachées aux séances parlementaires.

Comme je l'ai dit à la fin de l'exposé d'Anne Mazer, ce qu'elle nous a dit alors et ce que l'on vient de nous dire d'une manière différente, nous nous en rappellerons longtemps, à cause du message important qu'on nous a transmis, bien après notre départ de cette salle, de cette ville et de cette île. Au nom du Comité, je tiens à vous en remercier.

Sheila.

Mme Finestone: Merci, monsieur le président.

Je ne puis que vous dire que j'ai été très touchée par vos propos, comme l'a d'ailleurs souligné le président. Je comprends les angoisses que vous avez vous-même connues et que vous nous avez si éloquentement expliquées.

Quant aux deux femmes, non seulement ont-elles du métier dans le domaine, mais l'on sentait très bien leur engagement personnel.

J'étais à Halifax. J'ai assisté à la Conférence internationale des femmes pour la paix. J'ai rencontré les femmes qui représentaient la Grande-Bretagne. J'ai également rencontré les femmes de Copenhague, les femmes qui avaient conduit la marche jusqu'à Moscou; les femmes qui sont déjà en train d'organiser une marche jusqu'en Amérique centrale. Je reviens tout juste de Nairobi, et je puis vous dire que vos préoccupations sont partagées par le monde entier. Il s'agit ici de questions fondamentales: la force et les rapports de force et la façon dont ceux-ci interviennent au niveau de l'économie . . . le peu de contrôle qu'ont les femmes sur le pouvoir économique et sur les institutions qui détiennent ce pouvoir.

Il n'y a pas de réponses faciles. Votre recommandation est tout à fait juste, et je connais très bien Maude Barlow. Je travaille dans ce domaine depuis longtemps. Il y a les révisions au Code criminel, l'exécution des règlements qui s'appliquent au CRTC, la Loi sur le tarif des douanes, mais, plus important encore, il y a l'éducation au niveau primaire, les cours d'éducation sexuelle, le respect de l'individu, de la personne, de tous les hommes et de toutes les femmes qui composent la société et qui doivent y être des partenaires . . . Toutes ces questions sont fondamentales, et les gens doivent y être sensibilisés très jeunes. Ce processus de sensibilisation ne peut cependant pas être assuré par les seules femmes, isolément de tout le reste, il faut que les hommes et les femmes s'y consacrent ensemble. Le recours à cette approche artistique est aussi

[Texte]

Most men are men of good will. I think there has been a tremendous desensitization in our society and it will be through the removal of, I think, the sex stereotyping which is fundamental. Every avenue of approach, creative approach, to the eradication of that sexual stereotyping and the arrival of some form of equality of access to the levers of power, whether it be through government, through education, or through business is absolutely fundamental.

The conditioning of women and the conditioning of men—and I am sure you, as women, will empathize with the observation I am going to make. I have been criticized very severely sometimes. I have been told that *je patine*, that I skate around women's issues. I do not. I am the mother of sons and my mother was the mother of sons and daughters, as well as my grandmother. If they are today what they are, we have something to do with it too, so I think we have to take our responsibility as well.

I think it is degrading, dehumanizing and desensitizing to be a sexual object in any way, shape or form. If we do not start our education, do not start to support and move into the power structures, get equal pay for work of equal value, and get the kind of worth that women who work at home deserve, we are going to have a big, big problem.

I really cannot even think of a question to ask you. Frankly, I want to just finish off by saying that your comment that the lie now moves for women on the screen and on the sand, and you want to feel freedom from fear, is a very powerful remark.

I hope that together, following the end of the decade and as we move to the 2000 mark, we will see some forward movement. I think we have done what, in a sense, this task force or this Equality Rights Commission has as a role; that is to sensitize and to educate. We can only hope that as the laws evolve, so will our mental attitudes and our view of society. God knows, I hope I will never see another *Penthouse* with women hanging from the Japanese culture garden. It was an insult to the Japanese and it was certainly an insult to women. Thank you.

• 1535

The Chairman: Pauline Browes, Member of Parliament for Scarborough Centre.

Mrs. Browes: Thank you, Mr. Chairman. I want to thank the group for their very emotional, powerful, and very creative presentation. We have heard a lot of words since April 17, when this particular section came into force, and we have been travelling across the country from Vancouver to St. John's. In fact, personally, I would have to say that this has been the

[Traduction]

valable pour les hommes que pour les femmes qui composent notre société.

La plupart des hommes sont pleins de bonne volonté. Je pense que notre société a connu une profonde désensibilisation, et la clé sera la suppression des stéréotypes sexuels. L'important, selon moi, c'est d'utiliser tous les moyens, toutes les approches créatives, pour supprimer une fois pour toutes ces stéréotypes sexuels et pour instaurer un système d'égalité d'accès à tous les paliers de pouvoir, que ce soit par l'intermédiaire des gouvernements, du système scolaire ou du monde des affaires.

Le conditionnement des femmes et celui des hommes—et je suis certaine qu'en tant que femmes vous comprendrez l'observation que je vais faire—j'ai parfois été sévèrement critiquée. On m'a dit que je patine, que je veux toujours esquiver les problèmes propres aux femmes. Or, ce n'est pas le cas. J'ai mis au monde des fils, ma mère a mis au monde des fils et des filles, tout comme ma grand-mère. Si tous ces êtres sont ce qu'ils sont aujourd'hui, c'est en partie à cause de nous et c'est pourquoi je pense que nous devrions nous aussi assumer notre part de responsabilités.

Je pense qu'il est dégradant, déshumanisant et désensibilisant d'être considéré de quelque façon que ce soit comme un objet sexuel. Si nous ne nous mettons pas à la page, si nous ne commençons pas à appuyer les structures de pouvoir et à nous y mouvoir, si nous n'obtenons pas un salaire égal pour un travail de valeur égale, et si le travail effectué par les femmes au foyer continue de ne pas être apprécié à sa juste valeur, nous allons nous retrouver face à un énorme problème.

Je ne vois même pas quelle question je pourrais vous poser. Je pense que j'aimerais tout simplement terminer en disant que votre commentaire selon lequel le mensonge vaut maintenant tant pour les femmes sur l'écran que pour les femmes sur le sable, et que vous aimeriez vous sentir libres, sans craintes, est une remarque très puissante.

J'espère qu'ensemble, à la fin de cette décennie et à l'approche de l'an 2000, nous verrons un certain progrès. Je pense que dans un certain sens nous avons fait ce que ce groupe de travail, ce que cette Commission sur les droits à l'égalité avait été chargée d'accomplir, à savoir sensibiliser et éduquer les gens. Tout ce qu'il nous faut espérer c'est que nos attitudes et notre société évolueront dans le même sens que les lois. Dieu sait que je ne veux jamais revoir un autre numéro de la revue *Penthouse* avec des photos de femmes pendues dans des jardins japonais. Ce fut une insulte aux Japonais et ce fut très certainement une insulte aux femmes. Merci.

Le président: Pauline Browes, députée de Scarborough-Centre.

Mme Browes: Merci, monsieur le président. J'aimerais tout d'abord remercier le groupe qui vient de comparaître pour sa présentation que j'ai trouvée très émouvante, très convaincante et très créative. Nous avons entendu beaucoup de choses depuis le 17 avril, date de l'entrée en vigueur de cet article, et nous avons parcouru tout le pays, depuis Vancouver jusqu'à

[Text]

most moving presentation I have seen and heard, and I want to thank you for that. I feel strongly that this is the kind of presentation wherein the creativity you have demonstrated is something which needs to take a very prominent spot in our report which we will be discussing and plan for presentation to the House of Commons in about seven weeks. Really, I agree with everything and I support personally what you say in the report.

I do believe the Criminal Code needs to be worded differently. We have had some discussion about the customs regulations already. The Hon. Perrin Beatty has introduced some changes in that legislation in terms of customs. I am sure that there is further tightening to be done as more material comes on the market.

I wonder what your response might be to persons who talk about freedom of speech.

Ms Margaret Ashford (Member, P.E.I. Coalition Against Pornography): I am Margaret Ashford, a member of the Coalition. I usually respond to that question on several levels. First of all, I am not sure what people mean by freedom of speech.

Mrs. Finestone: Licence!

Ms Ashford: I sometimes wonder just exactly what people mean by the term "freedom of speech" even when they ask that question, because there are already so many limitations on the kinds of speech we are able to use. There are libel laws. There are slander laws. There are "hate literature" laws. There are all sorts of laws which proscribe limitations to what we could call "freedom of speech". I find it very difficult to believe that people cannot see that, what they are calling limitations to freedom of speech on one hand, in fact translates to, as far as women are concerned, the limitation on our speech, limitation on our freedom of movement, limitations on our way of thinking; indeed, limitations on our way of being able to progress through professions—various other areas of society.

I find it very difficult to come to grips with the question in the first place because, to my mind, when we talk about, let us say, regulation as to where a pornographic magazine may be displayed, we are told that is a limitation to freedom of speech to impose any kind of regulation on promulgation of this kind of material. That is so difficult to believe, because there are so many areas where we accept limitations every day in our lives. Even in Prince Edward Island now we cannot drive around with our children unbuckled in our cars—sorry, in three days time we will not be allowed to—right now we can.

I just cannot envisage a society which does not protect its individuals and groups through some means or other. And this

[Translation]

Saint-Jean de Terre-Neuve. Je ne parle bien sûr que pour moi, mais votre exposé aura été celui qui m'a le plus émue parmi tous ceux que nous avons eu l'occasion d'entendre, et je vous en remercie. Je suis convaincue que ce genre d'exposé, dans le cadre duquel vous avez fait preuve d'une très grande originalité, devrait occuper une place d'importance dans le rapport que nous devons préparer et soumettre à la Chambre d'ici environ sept semaines. Je suis pour ma part d'accord avec tout ce que vous dites dans votre rapport.

Je crois que le Code criminel devrait être reformulé. Nous avons déjà discuté des règlements en ce qui concerne les douanes. Le ministre, l'honorable Perrin Beatty, a d'ailleurs déjà proposé des amendements au niveau de la législation qui régit les douanes. Je pense par ailleurs qu'il faudra encore davantage resserrer les choses, au fur et à mesure que se multiplieront les articles et les produits qui apparaîtront sur le marché.

J'aimerais cependant savoir ce que vous répondriez à ceux qui font état de la liberté d'expression.

Mme Margaret Ashford (membre de la P.E.I. Coalition Against Pornography): Je m'appelle Margaret Ashford, et je suis membre de la Coalition. Lorsqu'on me pose cette question, je donne en général une réponse à différents niveaux. Tout d'abord, je ne sais pas très bien ce que les gens entendent par liberté d'expression.

Mme Finestone: Une certaine licence.

Mme Ashford: Je me demande parfois ce que les gens entendent vraiment par «liberté d'expression», et ce même lorsqu'ils me posent la question, car les propos que nous pouvons tenir sont déjà assujettis à de nombreuses contraintes. Il existe des lois contre la diffamation, des lois contre la propagande haineuse. Il existe toutes sortes de lois qui imposent des limites à ce que nous pourrions appeler notre liberté d'expression. J'ai du mal à comprendre comment les gens ne voient pas que ce qu'ils appellent d'une part des limites à la liberté d'expression se traduit en fait, pour les femmes, par des limites qui jouent au niveau de notre liberté d'expression, de notre liberté de mouvement, de notre façon de voir les choses et même de notre évolution professionnelle... et il y a encore d'autres domaines de notre vie sociale qui en sont touchés.

J'ai du mal à cerner cette question car, à mon sens, lorsqu'on parle, mettons, d'un règlement sur l'exposition de revues pornographiques, on nous dit que cela constitue une atteinte à la liberté d'expression que d'imposer des règlements applicables à la distribution ou à la diffusion de ce genre de publications. J'ai du mal à accepter cela, car il existe dans notre vie de tous les jours toutes sortes d'autres domaines pour lesquels nous acceptons des limites, des contraintes. Dans cette province, l'Île-du-Prince-Édouard, le port de la ceinture de sécurité est obligatoire, ou plutôt il le sera d'ici trois jours, pour les enfants. Or, aujourd'hui, si nous voulions promener nos enfants en voiture sans boucler leur ceinture, cela serait tout à fait légal.

Je ne puis m'imaginer une société qui ne chercherait pas à protéger d'une façon ou d'une autre les personnes ou les

[Texte]

is what we are talking about when we say that we need protection. We are not a minority for a start. We are an important part of our society and what we are looking for are some limitations on the kinds of lies which can be promulgated through society through pornography. In my mind, it has nothing to do with freedom of speech. It has much more to do with the right of individuals to live in a free manner, respected and able to fulfil themselves.

• 1540

I hope I am helping with your question.

Mrs. Browes: Thank you for that response.

The Chairman: Roger Clinch, Member of Parliament for Gloucester.

Mr. Clinch: Thank you, Mr. Chairman. I do not have any particular questions; I would just like to congratulate you on your work. Too often, in eastern Canada we are perceived as followers. I think your brief takes a very strong lead in this area, and I commend you for your work and wish you much success in continuing it. We will do everything to help your cause.

The Chairman: Thank you.

Maurice Tremblay, député de Lotbinière.

M. Tremblay (Lotbinière): Merci, monsieur le président. Mesdames, je ne puis faire autrement que d'être très sensible à votre exposé et également à la mise en scène que vous avez montée et à laquelle nous avons assisté. Je pense effectivement que le point de vue que vous avez émis est essentiel, à savoir que vous assumiez vos responsabilités, que vous disiez ce que vous avez à dire. Il est important pour nous d'entendre ces choses-là et faire en sorte que nous soyons davantage attentifs à cette dimension, pour faire avancer..., ou faire arrêter, en tout cas, cet excès.

Cependant, vous en conviendrez, c'est un domaine difficile. Difficile, j'entends au niveau de sa définition parce que, essentiellement, c'est quelque chose qui est fait pour les adultes mais par des adultes. Il y a une dimension que j'aurais aimé entendre et je vous pose la question. J'aurais aimé avoir vos commentaires sur l'aspect de cette question au niveau des enfants. Je ne pense pas avoir remarqué ou avoir entendu vos commentaires sur cela. Parce que vous savez fort bien, et vous le dites en conclusion, je pense, qu'il est évident que les modifications au niveau de nos diverses lois en matière de code criminel en particulier sont quand même certains éléments importants. Mais vous le concevez également, ce n'est pas la solution à ce problème-là. Par contre, quelle est votre vue en fait au niveau de l'enfant, quand ce dernier est à former? Il n'est pas formé, ce n'est pas un adulte encore; c'est un enfant à former. Quelle est votre recommandation si jamais il y en avait une? Est-ce qu'on peut la formuler? En tout cas, j'aimerais entendre certains commentaires là-dessus.

Ms Mazer: Do you understand English?

M. Tremblay (Lotbinière): Oui. C'est un droit que j'exerce en parlant français...

[Traduction]

groupes qui la composent. Et c'est de cela qu'il est question lorsque nous disons qu'il nous faut une certaine protection. Tout d'abord, nous ne sommes pas une minorité. Nous comptons pour une part importante de notre société, et ce que nous demandons c'est que l'on mette un frein aux mensonges qui sont perpétrés dans notre société par la pornographie. A mon avis, cela n'a rien à voir avec le droit de parole. Cela se rattache beaucoup plus au droit des individus de vivre librement, pleinement, et d'être respectés.

J'espère que je réponds à votre question.

Mme Browes: Je vous remercie de votre réponse.

Le président: Roger Clinch, député de Gloucester.

M. Clinch: Merci monsieur le président. Je n'ai pas de questions précises; j'aimerais simplement vous féliciter de votre travail. Nous sommes trop souvent perçus dans l'Est du Canada comme emboîtant le pas aux autres. J'estime que votre exposé ouvre la voie en ce domaine et je vous félicite de votre travail en vous souhaitant beaucoup de succès. Nous ferons de notre mieux pour aider votre cause.

Le président: Merci.

Maurice Tremblay, Member of Parliament for Lotbinière.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Thank you, Mr. Chairman. Ladies, I cannot help but be moved by your brief as well as by the skilled staging we watched. I believe that the point of view you expressed is a vital one, namely that you must shoulder your responsibilities and speak your mind. It is important for us to hear such statements so that we may be more aware of this aspect, so that we may see progress, or at least put an end to such excess.

Nevertheless, you will agree that this is a difficult area. It is difficult when it comes to defining it because it is essentially something for adults by adults. There is one aspect I would like to hear you speak about and I will put this question to you. I would like to hear your comment as to how this matter relates to children. I do not believe that you have commented on this. You know full well, and I believe that you stated in your conclusion, that it is obvious that amendments to our various laws, in particular to the Criminal Code, nevertheless play an important role. However, you also recognize that this does not solve the problem facing us. I would like to know your opinion regarding children and how they should be brought up? A child is not yet formed, he is not yet an adult. What is your recommendation if you have one? Can it be formulated? In any case, I would like to hear you comment on this.

Mme Mazer: Comprenez-vous l'anglais?

Mr. Tremblay (Lotbinière): Yes. I am exercising a right by speaking French...

[Text]

Ms Mazer: I am sorry I do not speak French.

Mr. Tremblay (Lotbinière): That is all right.

Ms Mazer: It is so much more than pornography. Obviously, we cannot educate small children about pornographic material and its dangers and its effects on them and on their parents and families and so on. I think it has to come from a completely different place: a respect for one another, a respect for women. I think, once the attitude is formed, that we are all equals, that we, as women, are equal, and that a lot of the commercials and a lot of the material in pornographic magazines will just be absurd. I hope that my children will look at it and not understand it, where it came from, or what it means. That is my answer to your question.

• 1545

Mr. Tremblay (Lotbinière): Are you saying that it does not affect your child at all?

Ms Mazer: I understood your question to be how we can educate our children.

Mr. Tremblay (Lotbinière): No. Have you any recommendation for the members of the committee regarding children?

Ms Mazer: Oh, I see. Well, to start with, a very simple legislation would be to move the magazines up and cover them up.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Period.

Ms Mazer: That is a beginning, if you are looking for something specific, this is what I would recommend at this point, that it be made law.

Ms Jill Lightwood (Transition House Association): I just wanted to add that it is a concern not only of people like myself. I have two daughters. When we go to buy milk at the grocery store, I either have to confront the issue or to try to avoid the issue or to confront the storekeeper. I try all three methods. The pornography is still there. This is why we have the coalition. Collective action, I believe, is what is going to work, for me, working with assaulted wives, in making the connection there between pornography, in helping them understand it and, for law, with the Rape and Sexual Assault Crisis Centre, in making the same connection.

But the reality is that children are also being used in pornography. You know, this, to me, is the most horrendous crime. I cannot see why the government cannot instantly outlaw any use of children or portrayal of women as children in pornography in any shape or form, whether it is a movie, magazine or video.

Some people feel that, since women are standing up for their equality, some men who do not have respect for other people are turning to even more helpless victims, and those are children. Most of us here have dealt in one way or another

[Translation]

Mme Mazer: Je suis désolée je ne parle pas français.

M. Tremblay (Lotbinière): Ce n'est pas grave.

Mme Mazer: Cela va bien au-delà de la pornographie. Il est évident que nous ne pouvons pas éduquer les jeunes enfants au sujet du matériel pornographique, de ses dangers et de son impact sur eux, sur leurs parents, leur famille et ainsi de suite. Je crois que cela doit provenir, plutôt, d'un respect les uns des autres, d'un respect des femmes. Je crois qu'une fois cette attitude enracinée, c'est-à-dire que nous sommes tous égaux, que nous, les femmes, sommes égales, beaucoup d'annonces publicitaires, beaucoup de ce que l'on voit dans les revues pornographiques nous paraîtra tout simplement absurde. J'espère que mes enfants le regarderont sans pouvoir le comprendre, sans comprendre sa motivation, sa signification. Voilà ma réponse à votre question.

M. Tremblay (Lotbinière): Voulez-vous dire que cela n'a aucun effet sur votre enfant?

Mme Mazer: J'ai compris que vous me demandiez comment nous devrions éduquer nos enfants.

M. Tremblay (Lotbinière): Non. Avez-vous des recommandations à l'égard des membres du Comité à propos des enfants?

Mme Mazer: Je vois. Nous pourrions commencer par adopter une loi très simple qui exigerait que les revues soient placées plus haut et qu'elles soient recouvertes.

M. Tremblay (Lotbinière): C'est tout.

Mme Mazer: C'est un début. Si vous cherchez quelque chose de précis, c'est ce que je recommanderai à ce stade, que l'on en fasse une loi.

Mme Jill Lightwood (Transition House Association): Je voulais simplement ajouter que cela ne préoccupe pas seulement les gens comme moi. J'ai deux filles. Lorsque je vais acheter du lait à l'épicerie je dois, soit faire face au problème, soit l'éviter, soit l'aborder avec le marchand. J'essaie les trois méthodes. La pornographie demeure. Voilà pourquoi nous avons cette coalition. Je crois que les mesures collectives s'avéreront efficaces. Cela me permet, lorsque je travaille avec des femmes qui sont victimes de violence, d'établir le lien avec la pornographie, de leur faire comprendre de quoi il s'agit. Cela me permet aussi du point de vue de la loi d'établir le même lien avec le Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractères sexuels.

Cependant, nous devons reconnaître que l'on se sert aussi des enfants dans la pornographie. Je trouve que c'est un crime absolument horrible. Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement ne peut pas interdire immédiatement l'utilisation des enfants ou la représentation de femmes comme enfants dans la pornographie sous n'importe quelle forme, que ce soit dans un film, dans une revue ou dans un vidéo.

D'aucuns pensent que puisque les femmes insistent pour être traitées comme égales, que les hommes qui ne respectent pas les autres cherchent des victimes encore plus faibles, c'est-à-dire les enfants. La plupart d'entre nous ici ont eu affaire

[Texte]

with victims of incest or sexual assault in the family and children. The damage done to those individuals takes a lifetime to heal even a little bit. So I would hope, in the protection of all our children, that the government make legislation against that kind of pornography as well as all the rest.

When Maude Barlow was here, one thing she said was that, if anybody is having a problem understanding what pornography is about, they should just imagine that this woman portrayed is their daughter, sister or mother, and then maybe they would understand why women are so upset. Thank you.

M. Tremblay (Lotbinière): Je disais simplement que j'aurais deux petites questions techniques. D'abord vous avez parlé dans votre exposé, je pense, des comptoirs de distribution de certaines paperasseries, de certains magazines, qui incitaient même le consommateur à répondre à un genre de questionnaire ou quelque chose du genre. J'aimerais avoir plus de détails sur cette forme d'incitation, sur le *kit* dont il était fait mention dans votre exposé.

Deuxièmement, vous parliez évidemment de la dimension de la pornographie au sujet de la femme violente. Est-ce qu'il existe ici, sur l'île, des maisons d'accueil, ou des lits, des sections d'hôpitaux, je ne sais pas, pour pouvoir accueillir ces personnes violées, assaillies ou battues? Est-ce que votre coalition est équipée pour cela?

• 1550

Ms Mazer: In answer to your first question, the kit was prepared by a magazine distributing company. H. H. Marshall did not actually print the kit but they did distribute it. Do you remember the name of the company that . . . ? It was a very large magazine distributing company. What it was exactly was a kit. It came in a folder that had two sections in which papers were inserted and it told them exactly what to say to the people who came into their stores complaining about the magazines. Essentially it said to the store owners that they had every right to carry whatever magazines they wanted and it was not the business of the people who came to the stores. If people did not like it, they did not have to come to the stores.

In answer to your second question, Jill Lightwood, who is the co-ordinator of Transition House would best be able to answer that.

Ms Lightwood: In this province only one shelter for physically and emotionally abused women and their children exists.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Here in Charlottetown?

Ms Lightwood: Yes, it is here in Charlottetown. Because we are such a rural province it is very difficult for women who live outside Charlottetown to access the shelter, although we have very wonderful co-operation from both social services and the

[Traduction]

d'une façon ou d'une autre à des victimes d'inceste ou d'attentat sexuel dans la famille ou à des enfants. Les souffrances que subissent ces personnes prennent toute une vie pour guérir même partiellement. Ainsi, j'espère, afin de protéger tous nos enfants, que le gouvernement adoptera des lois pour interdire cette forme de pornographie ainsi que les autres formes.

Lorsque Maude Barlow était ici, une des choses qu'elle a dit, c'est que quiconque avait du mal à comprendre ce que l'on entendait par pornographie devrait simplement imaginer que la femme représentée était leur fille, leur soeur ou leur mère. Ainsi comprendrait-il peut-être pourquoi les femmes sont troublées. Merci.

Mr. Tremblay (Lotbinière): I was simply saying that I had two minor technical questions. First of all, I believe you brought up in your brief the matter of the stands of certain literature, certain magazines, which encouraged the consumer to answer a type of questionnaire or something like that. I would like to know more about this type of encouragement, about the kit which you mention in your brief.

Secondly, you evidently refer to the pornographic dimension in the case of women who are rape victims. Are there on the island any homes, beds, hospital wards or whatever, where persons who are raped, attacked or beaten can go? Is your coalition equipped to deal with this?

Mme Mazer: Je vais commencer par répondre à votre première question. C'est une société de distribution de revues qui a assemblé cette pochette. H. H. Marshall n'a pas imprimé les documents mais s'est occupé de les distribuer. Est-ce que vous vous souvenez du nom de la société qui . . . ? Je crois me souvenir qu'il s'agissait d'une société assez importante de distribution de revues. Il s'agissait d'une pochette composée de chemises qui comptaient deux sections dans lesquelles étaient insérés des documents qui expliquait ce qu'il fallait dire aux personnes qui venaient au magasin pour se plaindre des revues. Ces documents disaient clairement aux propriétaires de ces magasins qu'ils avaient le droit de vendre les revues qu'ils voulaient et que ça ne regardait personne d'autres. Les gens qui n'étaient pas d'accord avec le choix de revues n'avaient qu'à ne plus fréquenter ces magasins.

Pour ce qui est de votre deuxième question, je vais passer la parole à Jill Lightwood, coordinateur du Centre de transition qui est mieux en mesure que moi d'y répondre.

Mme Lightwood: Il existe dans cette province un seul centre d'accueil pour les femmes et les enfants qui sont maltraités sur le plan physique et émotif.

M. Tremblay (Lotbinière): Est-ce que c'est ici à Charlottetown?

Mme Lightwood: Oui, ce centre est situé ici à Charlottetown. Comme notre province est plutôt rurale, les femmes qui vivent à l'extérieur de Charlottetown ont énormément de difficultés à se rendre à notre centre d'accueil, même si les

[Text]

police. But just sheer distances and weather and all the rest of it . . .

We do not have statistics on the links between pornography but we certainly know of many cases where many women who experience domestic violence . . . a part of that, is sexual violence. That can be anything from simply having sex because he wants it to actually having pornographic videos and she is expected to enact the scenes.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Are you talking about how so many . . . your personnel is one, two or three women . . .

Ms Lightwood: We have a fluctuating occupancy. We find that we are very busy in the summer because school is out.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Is that on a voluntary basis?

Ms Lightwood: No, it is staffed by paid staff.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Your financial aid comes from what sources?

Ms Lightwood: Actually the bread and butter money comes from the Department of Health and Social Services which is cost-shared with the federal government. We also have a mortgage through CMHC which helps. We raise a considerable amount of money through the community and we still do not have any money to fix the roof next year. So, in terms of capital expenditures for things like that, we are always without it. It is a very tenuous operation to some degree.

• 1555

A lot of people ask why these women stay. I could speak at length about that, but I will just say that our answer to that is why should they leave? Why is the law of the land set up that a woman and children who are abused have to flee their home to get protection? Why is there no legislation that can offer her immediate protection? We are pleased that the police now lay charges in cases where there is evidence of assault. That is a very healthy step in the right direction. But if the trial date is not until next January it does not really give her a whole lot of help in the immediate present.

I would like Lyle Brehaut to have a chance to speak on the Rape and Sexual Assault Crisis Centre, because that is a different service.

Ms Lyle Brehaut (Rape and Sexual Assault Crisis Centre): We do not have any physical place; we have a crisis line, a 24-hour crisis line. Quite frequently victims of sexual assault cannot bear to stay in their community; they have been assaulted there and they need to get away from it. There is nowhere for them to go. They can go to Transition House and get support there for a short time, but the emotional damage lasts for a long time. Short of a friend's home, there is nowhere

[Translation]

services sociaux et la police collaborent activement avec nous. Mais la distance et le climat posent des problèmes énormes.

Nous n'avons pas de statistiques sur les rapports entre la pornographie et la violence, mais nous avons constaté qu'une grande part des femmes maltraitées à la maison sont victimes de violence sexuelle. Cela peut aller de l'acte sexuel que la femme subit contre son gré à la présentation de bandes vidéo pornographiques dont on s'attend à ce que la femme reprenne les rôles.

M. Tremblay (Lotbinière): Votre personnel est composé de une, deux ou trois femmes?

Mme Lightwood: Nous connaissons des fluctuations assez importantes. Nous sommes en général plus occupées l'été pendant les vacances scolaires.

M. Tremblay (Lotbinière): Vos employées sont-elles des bénévoles?

Mme Lightwood: Non, nous avons un personnel rémunéré.

M. Tremblay (Lotbinière): Et quelles sont vos sources de financement?

Mme Lightwood: Notre financement de base provient du ministère de la Santé et des services sociaux qui en partage les frais avec le gouvernement fédéral. Mais nous avons également une hypothèque de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ce qui nous aide beaucoup. Nous recevons également un montant assez considérable d'argent de la collectivité. Cependant, nous n'avons toujours pas les moyens de faire réparer notre toit l'année prochaine. Nous manquons constamment de capital d'investissement. Il s'agit d'une activité relativement précaire.

D'aucuns se demandent pourquoi ces femmes restent dans cette situation. J'en ai long à dire sur le sujet, mais je me contenterai de vous répondre par une autre question, à savoir, pourquoi sont-elles obligées de partir? Pourquoi les lois du pays sont-elles ainsi faites que ce sont la femme et les enfants maltraités qui doivent quitter leur foyer pour obtenir protection? Pourquoi n'existe-t-il pas de loi qui leur offre une protection immédiate? Nous sommes bien contentes que la police puisse maintenant porter une accusation dans les cas où il y a eu manifestement agression. C'est une amélioration sensible de la situation. Mais si le procès n'a lieu qu'en janvier, par exemple, cela n'aide pas beaucoup la femme dans l'immédiat.

Je vais maintenant demander à Lyle Brehaut de vous parler du *Rape and Sexual Assault Crisis Centre* qui est service distinct.

Mme Lyle Brehaut (Rape and Sexual Assault Crisis Centre): Nous n'avons pas de locaux comme tels. Nous avons une ligne téléphonique d'urgence qui fonctionne 24 heures sur 24. Il n'est pas rare que les victimes d'agression sexuelle désirent quitter leur collectivité. Elles sont même souvent très désireuses de le faire. Mais elles ne savent pas où aller. Elles peuvent se rendre au Centre de transition où on leur offrira une aide temporaire. Mais les problèmes émotifs durent en

[Texte]

else for them to go. As far as hospitals are concerned, there is a long history of hospitals and doctors being frequently very reluctant to deal with raped victims.

The Chairman: Thank you very much.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mrs. Mazer, is it possible for us to have a copy of that distribution kit to which you referred, if you have one available?

Ms Mazer: Yes, I would be very happy to get you a copy of that.

The Chairman: If you could send one to me I will see that it is distributed to other members of the committee so we can look into that more closely.

I have two very quick questions, if I could just be permitted. Do you obviously then favour a very strong state role in censorship?

Ms Mazer: I was hoping to avoid that word. Regulation, yes. I prefer to use the word "regulation" rather than "censorship". Yes.

The Chairman: Fine. Secondly, the type of pornographic material you have been referring to basically has involved the degradation of women and children. Of course my personal view of pornography is any representation that degrades a human person, male or female, of whatever age. I can tell you we have been hearing from homosexual groups and lesbian groups, and there is a broad range of pornographic material for all appetites; I think it is not exclusively confined to portrayal of females in degraded positions and situations. I assume it is the case, but I would just ask you to confirm that your perspective on the issue is indeed as broad as that as well, and that you are not . . .

Ms Mazer: Very much so.

Ms Brehaut: Is it not that the greatest percentage of pornographic material is degrading? A greater number of buyers are men, and in any event a degrading of women and children . . .

• 1600

The Chairman: Yes, but I think our concern is never with numbers, it is the principles, it is what is happening as a cultural phenomenon.

Ms Brehaut: Yes, it is certainly principle.

The Chairman: Well, we have taken a little longer than the allotted time, but I think it has been more than worthwhile to have a fairly full discussion with you about something we have heard about in other centres, in Toronto, in Ottawa, and so on. It is something that people are speaking about.

I particularly appreciate the way you were able to express in your presentation this problem in terms of equality, which will particularly enable us in our report, using your analysis, to train on this subject as one of the many that must be looked at

[Traduction]

règle générale assez longtemps. Si elles n'ont pas d'amis en mesure de les héberger, elles n'ont pas où aller. Et qui plus est, les hôpitaux et les médecins hésitent souvent à soigner les victimes de viol.

Le président: Merci beaucoup.

M. Tremblay (Lotbinière): Merci, monsieur le président.

Le président: Madame Mazer, pouvez-vous nous faire parvenir un exemplaire de cette pochette dont vous avez parlé?

Mme Mazer: Oui, je m'en charge avec plaisir.

Le président: Si vous pouvez me faire parvenir cette trousse, je la ferai remettre aux autres membres du Comité qui pourront l'étudier plus en détails.

Si vous le permettez, j'ai deux brèves questions à vous poser. Êtes-vous en faveur d'une plus grande intervention de l'État sur le plan de la censure?

Mme Mazer: C'est une expression que je n'aime pas beaucoup. Je trouve le mot «règlement» plus approprié que le mot «censure». Et ma réponse est affirmative.

Le président: Très bien. Voici donc ma deuxième question. Les documents pornographiques auxquels vous avez fait allusion représentent essentiellement l'amointrissement des femmes et des enfants. Je considère personnellement la pornographie comme tout document qui montre l'amointrissement de la personne, homme ou femme, à aucun âge. Nous avons rencontré des groupes d'homosexuels et de lesbiennes et laissez-moi vous dire qu'il existe des documents pornographiques pour tous les goûts. La pornographie ne se limite pas à la représentation de femmes dans des positions et des situations amoindrisantes. Je présume que vous partagez cet avis, mais j'aimerais vous l'entendre dire.

Mme Mazer: Tout à fait.

Mme Brehaut: La majorité des documents pornographiques ne sont-ils pas amoindrisants? Les acheteurs sont en majorité des hommes, mais de toute façon, le fait d'amointrir les femmes et les enfants . . .

Le président: Oui, mais ce qui me préoccupe, ce ne sont pas les chiffres, mais les principes: le phénomène culturel.

Mme Brehaut: Oui, ce sont les principes qui comptent.

Le président: Nous avons pris un peu plus de temps que prévu, mais je pense que cela en a certes valu la peine de discuter assez en profondeur d'un sujet dont nous avons entendu parler dans d'autres centres comme Toronto, Ottawa et j'en passe. C'est un sujet qui fait parler.

J'ai particulièrement aimé la façon dont vous avez présenté le problème dans le contexte de l'égalité: votre analyse nous sera utile pour notre rapport, ajoutant un autre élément aux nombreux sujets que nous devons envisager comme possibilités au Canada aux termes de l'article 15.

[Text]

in light of what is now possible in Canada, given the reality of section 15.

Thank you all very much for being with us this afternoon.

Ms Brehaut: Mr. Chairman, could I please ask one question?

The Chairman: Go ahead.

Ms Brehaut: It is simply on behalf of the grandmothers. I would like to suggest that there are always the grandfathers, too, and young men, they could see where the power was, and it is not surprising whom they chose to emulate.

Mrs. Finestone: I could not agree more, but what I am saying is that women were able to sit down and talk to each other in the 1960s, they drew up the list of their concerns in the 1970s, and now that we are in the 1980s, moving to the 1990s, let us make sure that as women we know that our children are going to reflect those values we hold as important. That is what I meant.

Mrs. Browes: We have two grandmothers on this committee and no grandfathers.

Mrs. Finestone: Do we have a grandfather?

Mrs. Browes: No grandfathers.

Mrs. Finestone: They are too young.

Ms Mazer: Thank you again.

The Chairman: Ladies and gentlemen, the next presentation to the committee will be by the Canadian Abortion Rights Action League, P.E.I. Chapter, and the member of the executive representing the league will be Carol Fennell. I will ask Ms Fennell to come forward now, please.

Good afternoon. Perhaps you could give the committee members the benefit of your thinking on section 15, and then we will have, I hope, some time for questions.

Ms Carol Fennell (Member of the Executive, Canadian Abortion Rights Action League, P.E.I. Chapter): As you have heard in the presentations of the national and provincial chapters of the Canadian Abortion Rights Action League, the point of argument concerning the inconsistency of the Criminal Code with the new Charter of Rights and Freedoms is section 251 which deals with the definition of illegal abortion.

In 1977, the Report of the Committee on the Operation of the Abortion Law, the Badgley report, concluded that the procedure provided in the Criminal Code for obtaining therapeutic abortion is in practice illusory for many Canadian women. As long ago as 1970, the Canadian Psychiatric Association concluded that abortion should be removed from the Criminal Code. In 1971, the Canadian Medical Association called for the removal of the therapeutic abortion committee requirement from the law.

Section 251 discriminates against women for a number of reasons. The very fact that abortion is contained within the Criminal Code constitutes unnecessary harsh treatment of women. Only abortion that is performed by an unqualified person, or abortion that is performed upon an unconsenting

[Translation]

Merci beaucoup d'être venus nous rencontrer cet après-midi.

Mme Brehaut: Monsieur le président, pourrais-je poser une question?

Le président: Je vous en prie.

Mme Brehaut: Je m'adresse à vous au nom des grands-mères. Il y a toujours eu les grands-pères, et aussi les jeunes hommes, et sachant où se trouve le pouvoir, il n'est pas étonnant de voir qui on choisit d'imiter.

Mme Finestone: Je suis entièrement d'accord, mais je soutiens que les femmes se sont mises à discuter entre elles dans les années 60, elles ont dressé la liste de leurs préoccupations dans les années 70, et maintenant que nous sommes dans les années 80, à l'aube des années 1990, nous devons nous assurer, en tant que femmes, que nos enfants transmettront les valeurs qui nous tiennent à coeur. C'est cela que j'ai voulu dire.

Mme Browes: Le Sous-comité réunit deux grands-mères et pas de grand-père.

Mme Finestone: Avons-nous un grand-père?

Mme Browes: Non, pas de grand-père.

Mme Finestone: Ils sont trop jeunes.

Mme Mazer: Merci encore une fois.

Le président: Mesdames et messieurs, le prochain groupe que nous accueillerons est l'Association canadienne pour le droit à l'avortement, chapitre de l'Île-du-Prince-Édouard, représentée par Carol Fennell, membre de l'exécutif. Je demanderais à M^{me} Fennell de bien vouloir s'avancer.

Bonjour. Vous pourriez peut-être nous faire part de vos idées sur l'article 15, après quoi nous aurons, je l'espère, un peu de temps pour des questions.

Mme Carol Fennell (membre de l'exécutif, Association canadienne pour le droit à l'avortement, Chapitre de l'Île-du-Prince-Édouard): Comme les représentants des chapitres national et provinciaux de l'Association canadienne pour le droit à l'avortement vous l'ont déjà mentionné, l'incompatibilité entre le Code criminel et la nouvelle Charte des droits et libertés réside dans la définition de l'avortement illégal prévue à l'article 251.

En 1977, le rapport du comité Badgley sur l'application de la Loi sur l'avortement concluait que la procédure prévue dans le Code criminel pour l'obtention d'un avortement thérapeutique était en pratique illusoire pour bien des Canadiennes. Déjà en 1970, l'Association psychiatrique canadienne disait que l'avortement devait être retiré des dispositions du Code criminel. En 1971, l'Association médicale canadienne réclamait l'abrogation de la disposition de la loi concernant les comités d'avortement thérapeutique.

L'article 251 est discriminatoire à l'égard de la femme pour un certain nombre de raisons. Le seul fait que l'avortement soit prévu au Code criminel constitue une difficulté induite pour les femmes. La loi ne devrait se pencher que sur les avortements exécutés par des personnes non qualifiées ou sur des personnes

[Texte]

woman, should be under the scrutiny of the law. This is the only time that abortion can be considered a criminal act in the true sense of the word criminal. Abortion is a moral issue concerning a medical procedure and not a criminal act.

The inclusion of the therapeutic abortion committee requirement in section 251 is absolutely inappropriate and creates a situation of unequal access to safe medical abortion. This unequal access discriminates against women in the sense that by being denied a safe abortion their life and health are placed in serious danger. No other group is denied access to a medical procedure. No other group must resort to an unsafe non-medical procedure as a result of denial of medical services. No other medical procedure requires an approval by a committee that otherwise has no medical involvement in the procedure.

• 1605

Section 7 of the charter guarantees individuals the right to security of person. Very clearly, women are denied this right when denied equal access to safe abortion.

In each province, unequal access to safe abortion manifests itself in different ways. In Ontario and other provinces, there is the practice of what is referred to as a "quota system", where only predetermined numbers of women needing an abortion are permitted one. Hospitals are not required to have abortion committees. Of the 860 public hospitals, only 257 have committees and 19% of these are inoperative. Because there is no clear set of guidelines, abortions can be granted according to personal opinions and individual concepts of health.

In recent past years, those hospitals with abortion committees have come under the attack of extreme anti-abortion groups who believe no abortions should be performed because there are supposedly no life or health circumstances that warrant the necessity of abortion. Throughout Canada, anti-abortion groups have purposely monopolized membership at hospitals with abortion committees. In spite of the fact that they have no medical or administrative expertise, they become elected to the hospital board. Anti-abortion pressure is then used to manipulate committee members to deny all abortion requests.

It is this kind of unequal access to safe abortion that is the situation in P.E.I. As you may know from a national news story in June and other information sources, no abortions have been performed in P.E.I. since 1982. The only abortion committee in P.E.I., at the Prince County Hospital, is inoperative because of anti-abortion pressure tactics. Because of this, there is the unique situation where unequal access means no access to safe abortion. Consequently, P.E.I. women are living in conditions that existed before the 1969 amendment, which allows abortion for reasons of endangerment of life or health.

Any woman who becomes pregnant as a result of rape must leave the province for a safe abortion. A woman who is ill is forced to travel in this state of ill health to another province. A woman who is acutely ill, needing an emergency abortion,

[Traduction]

non consentantes. C'est uniquement dans ces circonstances que l'avortement peut être considéré comme un acte criminel au sens propre du terme. L'avortement est une question morale qui met en cause un geste médical et non un acte criminel.

L'exigence d'un comité d'avortement thérapeutique prévue aux termes de l'article 251 est tout à fait déraisonnable et crée une situation d'accès inégal à un avortement médical sûr. Cette inégalité d'accès est discriminatoire à l'endroit des femmes, car en leur refusant un avortement sûr, nous compromettons sérieusement leur vie et leur santé. Aucun autre groupe ne se voit refuser l'accès à des soins médicaux. Aucun autre groupe ne doit recourir à des soins non médicaux après s'être vu refuser des services médicaux. Aucune autre procédure médicale n'a besoin d'être approuvée par un comité qui n'a rien d'autre à voir avec la procédure comme telle.

L'article 7 de la charte garantit le droit à la sécurité. Il est très clair que ce droit est refusé aux femmes lorsque l'égalité d'accès à un avortement sans danger leur est nié.

Dans chaque province, l'inégalité d'accès à un avortement sans danger se manifeste de différentes façons. En Ontario et dans d'autres provinces, il y a ce que l'on appelle un système de quota, ou seul un nombre prédéterminé de femmes ont droit à un avortement. Les hôpitaux ne sont pas tenus d'avoir des comités d'avortement. Seulement 257 des 860 hôpitaux publics ont des comités, et 19 p. 100 d'entre eux ne fonctionnent pas. Comme il n'y a aucune directive claire, les décisions concernant les avortements peuvent reposer sur des opinions et principes personnels en matière de santé.

Dans les dernières années, les hôpitaux dotés de comités d'avortement ont été vivement critiqués par des groupes qui estiment qu'aucune considération de santé ou de vie ne peut justifier la nécessité d'un avortement. Partout au pays, les groupes anti-avortement ont monopolisé les comités d'avortement dans les hôpitaux. Malgré leur absence d'expérience médicale ou administrative, ces groupes se font élire au sein de ces comités. Ensuite, à force de pressions, ils réussissent à convaincre les membres du comité de refuser toute demande d'avortement.

C'est cette situation, cette inégalité d'accès qui prévalent à l'Île-du-Prince-Édouard. Comme vous l'avez peut-être appris aux actualités nationales en juin et par d'autres sources d'informations, aucun avortement n'a été pratiqué à l'Île-du-Prince-Édouard depuis 1982. Le seul comité d'avortement à l'Île-du-Prince-Édouard se trouve au *Prince County Hospital*, et il est devenu inopérant par suite de pressions exercées par les groupes anti-avortement. À cause de cela, l'inégalité d'accès se traduit par l'impossibilité d'obtenir un avortement sans danger. En conséquence, les femmes de l'Île-du-Prince-Édouard vivent dans des conditions qui existaient avant l'amendement de 1969 permettant l'avortement pour des raisons de santé.

Toute femme qui devient enceinte par suite d'un viol doit quitter la province pour subir un avortement sans danger. Une femme qui est malade est obligée de se rendre dans une autre province, malgré ses problèmes de santé. Une femme qui est

[Text]

must be air-lifted at a cost of \$10,000 to \$15,000. Even facilities for later abortion in the case of a diagnosed abnormal fetus are not available. This traumatic and more complicated procedure must take place in an unfamiliar province, and she is perhaps alone with no friends or family nearby for support.

These are the emergency cases. More than 250 additional women leave the province or country each year; yet, the federal and provincial Ministers of Health have turned a blind eye to this deplorable situation.

Section 251 is responsible for accommodating the situation of unequal access to a medical procedure that is unjustly treated as a criminal matter. Worst of all, it is responsible for denying Canadian women the right to security of their person by placing a personal, moral decision on abortion in the hands of others. It is therefore recommended that Section 251 be removed from the Criminal Code, and that the anti-abortion manipulation responsible for denying women access to safe abortion be recognized as a violation of the Charter of Rights and Freedoms as well.

The Chairman: Ms Fennell, I would like to thank you for that presentation and for having made a copy of your submission available to us before you began.

To begin questioning, I have Pauline Browes, Member of Parliament for Scarborough Centre.

Mrs. Browes: Thank you very much for the written submission you have given us. It is an issue I have had some considerable dealings with, and I suppose the issue of abortion and the issue of capital punishment are two issues that each person running for elected office on the federal level is asked about. Having been the chairman of the Public Health Board for the City of Scarborough for a number of years and being one who is very interested in family planning clinics, it is something I have some sympathy with in terms of your presentation here today.

• 1610

I suppose your recommendation and the thrust of much of your presentation on access of abortions is something of concern to me because in fact in the law as it now stands the problem is the access.

With the hospitals being under the jurisdiction of the provinces, would you see...? I understand that you are saying that we should not have therapeutic abortion committees, that we should have total access without the committees. But, if in fact we went to the other route first in having access under the present law, would you say that the federal government should require hospitals to set up therapeutic abortion committees, which would limit to some extent the autonomous nature of the hospital administration at present?

Ms Fennell: Yes, I would, but I really do not think it would really be necessary because I think that in most communities people see the need at least for emergency abortion facilities. Therefore I think on that basis alone it would be most likely

[Translation]

très malade, pour qui l'avortement est urgent, doit prendre l'avion au coût de 10,000\$ à 15,000\$. Même les services d'avortement tardif dans le cas de diagnostic de fœtus anormal sont inexistant. Cette intervention traumatique et plus compliquée doit se faire dans une province étrangère, et la femme se trouve parfois seule, sans amis ou parents pour l'appuyer.

Ce sont là les cas d'urgence. Mais il y a aussi 250 autres femmes qui doivent quitter la province ou le pays chaque année. Pourtant, les ministres fédéral et provincial de la Santé refusent de faire face à cette situation déplorable.

L'article 251 est l'article qui permet que l'accès à un service médical soit traité à tort comme une question appartenant au criminel. Pis encore, cet article refuse aux Canadiennes le droit à la sécurité de la personne en donnant à d'autres le droit de prendre une décision personnelle et morale sur l'avortement. Il est donc recommandé d'abroger l'article 251 du Code criminel et de considérer les pressions ayant pour objet de nier l'accès des femmes à un avortement inoffensif comme une violation de la Charte des droits et libertés.

Le président: Madame Fennell, je vous remercie de nous avoir présenté votre déclaration et de nous en avoir remis une copie avant de commencer.

Pauline Browes, députée de Scarborough centre amorcera la période de questions.

Mme Browes: Merci beaucoup pour le mémoire écrit que vous nous avez remis. C'est un sujet sur lequel je me suis beaucoup penchée, et je dirais que l'avortement et la peine capitale sont deux questions sur lesquelles tout candidat aux élections au niveau fédéral est appelé à s'interroger. Comme j'ai été présidente de la Commission de santé publique pour la ville de Scarborough pendant un certain nombre d'années, et comme je m'intéresse beaucoup aux cliniques de planification familiale, je peux sympathiser avec ce que vous nous avez dit ici aujourd'hui.

Votre recommandation et une bonne part de vos idées sur l'accès à l'avortement m'intéressent parce que la loi actuelle pose justement un problème d'accès.

Les hôpitaux étant du ressort des provinces, croyez-vous que...? Je sais que vous dites que les comités d'avortement thérapeutique ne devraient pas exister, qu'il faudrait un accès absolu à l'avortement sans les comités. Mais, si nous cherchions d'abord à permettre l'accès aux termes de la loi actuelle, seriez-vous d'accord pour que le gouvernement fédéral oblige les hôpitaux à instituer des comités d'avortement thérapeutique, de manière à limiter, dans une certaine mesure, l'autonomie dont jouit l'administration des hôpitaux à l'heure actuelle?

Mme Fennell: Oui, mais je n'en vois vraiment pas la nécessité, parce que je crois que dans la plupart des localités, les gens reconnaissent au moins le besoin de services d'avortement d'urgence. Il est donc fort probable, à mon avis, que les

[Texte]

that the communities would go along with having a committee, even just for those emergency procedures.

In P.E.I. we would have a committee if it were not for outside extreme forces and groups who do not agree with it. We would have a committee here. It would not be necessary for the federal authorities or government to come in and make that a law. That is really what I am saying.

Mrs. Browes: The fact that the community themselves have not set up a therapeutic abortion committee here and hundreds of hospitals across the country . . .

Ms Fennell: Well, the community has. That is just it. They have and it has been . . .

Mrs. Browes: I am sorry; I thought you had in your presentation that they did not.

Ms Fennell: No, I meant to say that the condition that exists here is because of anti-abortion pressure on that committee. There is a committee here. It is not operating . . .

Mrs. Browes: Oh, I see.

Ms Fennell: —for that very fact: not because the people in our community do not want it, but because of this particular group, who do not represent . . .

Mrs. Browes: How do you see, then, that in the legislative way it would be acceptable?

Ms Fennell: I think obviously for cases like P.E.I. that it could be a safeguard to have it a federal policy that at least one hospital must have a committee. In our case it would serve as a safeguard against this particular situation.

Mrs. Browes: On page 2 of your submission, in about paragraph three, you talk about the Province of Ontario with a quota system. I was wondering just where that documentation came from.

Ms Fennell: From various news stories, public information.

Mrs. Browes: Can you give me a reference on it?—because I would have some trouble with that statement.

Ms Fennell: Well, I do not know how good the Toronto *Globe and Mail* would be, but that is where I got that general idea, yes; also from places in the Maritimes. I do know that there are only so many people they can take care of because the facilities are obviously limited.

Mrs. Browes: I think that is a different issue. If it is being restricted because of the physical set-up or if you are being restricted because the hospital has said there are going to be five abortions this month or ten abortions, that is a different situation. The way it is presented here it sounds as if you were saying that in the Province of Ontario the hospitals have put a criterion of numbers of how many abortions are going to be done in a particular month, and I would have some difficulty with that because I am familiar with a good number of the hospitals in Ontario.

[Traduction]

gens seraient favorables à l'existence d'un comité, ne serait-ce que pour les cas d'urgence.

A l'Île-du-Prince-Édouard, nous aurions un tel comité, si ce n'était des fortes pressions exercées par des éléments et des groupes de l'extérieur qui n'en veulent pas. Nous aurions un comité. Les autorités fédérales ou provinciales n'auraient pas à nous y obliger par la loi. C'est cela que je veux dire.

Mme Browes: Le fait que la collectivité ne se soit pas dotée d'un comité d'avortement thérapeutique ici, comme dans des centaines d'autres hôpitaux au pays . . .

Mme Fennell: Les gens se sont donné un comité. Et c'est là le problème. Ils en ont institué un et . . .

Mme Browes: Je m'excuse; je pensais vous avoir entendu dire qu'il n'y en avait pas.

Mme Fennell: Non, la situation ici est imputable aux pressions exercées sur le comité par les groupes anti-avortements. Il y en a un comité ici. Mais il ne fonctionne pas . . .

Mme Browes: Je vois.

Mme Fennell: . . . pour la bonne et simple raison que . . . Ce n'est pas que les gens de notre localité n'en veulent pas, mais à cause de ce groupe particulier, qui ne représente pas . . .

Mme Browes: Alors comment la loi pourrait-elle rendre la situation plus acceptable?

Mme Fennell: Pour ce qui concerne l'Île-du-Prince-Édouard, cela pourrait constituer une garantie que la politique fédérale exige qu'au moins un hôpital soit doté d'un comité. Pour nous, cela nous prémunirait contre cette situation particulière.

Mme Browes: À la page 2 de votre mémoire, vers le troisième paragraphe, vous parlez d'un système de quota en Ontario. D'où tirez-vous cette information.

Mme Fennell: De divers rapports d'actualités et d'informations publiques.

Mme Browes: Pourriez-vous me donner une source de référence, car je trouve cette déclaration un peu troublante.

Mme Fennell: Je ne sais pas dans quelle mesure le *Globe and Mail* de Toronto peut être digne de foi, mais c'est de là que j'ai tiré cette idée générale, de là et d'autres endroits dans les Maritimes. Je sais que seulement un certain nombre de personnes peut se faire traiter parce que les services sont évidemment limités.

Mme Browes: Je pense que ce n'est pas la même chose. C'est différent de dire que les services sont limités à cause d'un manque d'espace ou à cause d'une décision de l'hôpital qui permettrait cinq ou 10 avortements pendant le mois. La façon dont c'est présenté ici, c'est comme si vous disiez qu'en Ontario les hôpitaux ont établi une limite quant au nombre d'avortements qui peuvent avoir lieu au cours d'un mois donné, et je trouve cela un peu troublant, parce que je connais un bon nombre d'hôpitaux dans la province d'Ontario.

[Text]

Ms Fennell: Well, I think again that could be dependent on the physical facilities. Obviously that would be a cause of predetermined selection, a predetermined number.

Mrs. Browes: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you.

• 1615

La prochaine question sera posée par le député de Lotbinière, au Québec, M. Maurice Tremblay.

M. Tremblay (Lotbinière): Monsieur le président, je vais laisser parler M^{me} Finestone étant donné qu'elle doit nous quitter sous peu.

Le président: D'accord. À la place de M. Tremblay... madame Finestone en anglais ou en français?

Mme Finestone: Je pense que je vais respecter la langue en usage le plus possible.

I am going to ask you my questions in English.

There are just two observations I would like to make. First of all, the change in section 251, the abortion section under the Criminal Code, would in no way alleviate the particular problem you are alluding to, that you have underscored here. It is a provincial matter, one of health and welfare. You have a cost-sharing, but that does not impact on the political will. The decision is that of your Attorney General and your Minister of Justice. That is where your problem lies with respect to access to a safe abortion in medical cases of demonstrated potential hazard to the life of the woman involved.

That is quite specifically the way that article is written under the Criminal Code. I think the right of women for control of fertility and their own bodies is more important. That is the key that I think—is that what you are really referring to?

Ms Fennell: Of course, yes.

Mrs. Finestone: I do not think that this is anything I have a problem with. The problem I have is at the political level. It is my gut feeling that to re-open the whole issue of abortion in the present climate is very difficult. I think Mrs. Browes alluded to two particularly thorny moral issues and those relate to both capital punishment and abortion. Both issues are so... society does not have a consensus as yet and I think we would have to learn how to live with what we presently have and how to assure the demonstration of political will at the provincial level. I have seen that manifest in Quebec. We have had a very open interpretation of that article in the law. Our clinics and hospitals today have centres of family planning.

I am of the view that abortion, as I am sure you would agree, is not a method of contraception, and that careful and thoughtful family planning and a well planned sex education program are the preventative measures that one requires; there is a need for responsible action. Nonetheless, unwanted pregnancies do occur and I think that there one has to address the issue in a different way. Are you concerned as I am with the opening in this present political atmosphere? I do not mean

[Translation]

Mme Fennell: Je soutiens encore que cela peut dépendre des installations physiques. Et cela préside évidemment à la sélection et au nombre de cas.

Mme Browes: Merci monsieur le président.

Le président: Merci.

The next question will be asked by the member for Lotbinière, Quebec, Mr. Maurice Tremblay.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Mr. Chairman, I will leave the floor to Mrs. Finestone because she has to leave soon.

The Chairman: Fine. Instead of Mr. Tremblay, it will be Mrs. Finestone, in English or in French?

Mrs. Finestone: I think I will use as much as possible the language in use.

Je vais vous poser mes questions en anglais.

J'ai seulement deux remarques à faire. D'abord, le changement à l'article 251, article du Code criminel portant sur l'avortement, n'atténuerait en rien le problème auquel vous faites allusion et que vous avez souligné ici. C'est une question de santé et de bien-être qui ressortit au provincial. Il y a une politique de partage des coûts, mais cela n'a rien à voir avec la volonté politique. La décision appartient à votre procureur général et à votre ministre de la Justice. C'est à ce niveau que réside le problème de l'accès à un avortement sûr dans les cas de danger manifeste pour la vie de la femme en cause.

L'article du Code criminel est très clair à cet égard. Je pense que le droit de la femme au contrôle de la fertilité et de leur propre corps est plus important. C'est la clé de ce que je pense... Est-ce bien de cela que vous parlez?

Mme Fennell: Evidemment, oui.

Mme Finestone: Je n'ai pas de problème de ce côté-là, je ne crois pas. Pour moi, le problème se situe au niveau politique. J'ai profondément l'impression qu'il serait très difficile de réouvrir le débat sur la question de l'avortement, dans le climat actuel. Je pense que M^{me} Browes a parlé de deux questions morales particulièrement épineuses, à savoir la peine capitale et l'avortement. Ces deux questions sont tellement... la société est encore partagée là-dessus, et je pense que nous devrions apprendre à vivre avec ce que nous avons actuellement, et à montrer une volonté politique au niveau provincial. J'ai vu cela au Québec. Nous avons une interprétation très large de cet article de la loi. Nos cliniques et hôpitaux aujourd'hui sont dotés de centres de planification familiale.

J'ai pour mon dire que l'avortement, et je suis sûre que vous en conviendrez, n'est pas un moyen de contraception, et qu'une planification attentive et réfléchie de la famille, de même qu'un programme d'éducation sexuelle bien pensé sont ce qu'il nous faut sur le plan de la prévention; il y a un besoin manifeste d'actions responsables. Il n'en reste pas moins qu'il y a encore des grossesses non souhaitées, et je pense qu'il faut aborder la question d'une différente façon. Ne craignez-vous

[Texte]

political as in Conservative, Liberal, NDP but general trends in society.

Ms Fennell: Yes I am concerned about it, of course, but I really think it is something which inevitably, sooner or later, will have to be dealt with.

Mrs. Finestone: Do you feel it is worth taking the risk of opening it now?

Ms Fennell: Well, of course. I do not think it matters if you do it . . . I do not think it is really a good thing to put it on the shelf because if you see what is happening in Ontario right now, it is an active issue; it is something everybody is going to have to deal with in their provinces.

Mrs. Finestone: Are you referring to the Morgentaler case in particular and the problem with the free-standing clinics?

Ms Fennell: Yes, of course.

Mrs. Finestone: I think that as women we are finding that very hard to live with. But I think that is before the courts and I hope we will find that resolved in a way we will find acceptable.

• 1620

Ms Fennell: I would just like to make a comment about your comment about planned parenthood facilities and sex education. We do not have a planned parenthood here in P.E.I. because we do not have any provincial funding. Our sex education which is at its very beginning, I would say, is having a hard time getting into the schools on an acceptable level. We do not have the backup, as you were saying, that is obviously what the solution to the problem is. We do not have even those advantages.

Mrs. Finestone: I recognize the sense of impotence as a result of lack of power, but from what I saw demonstrated here and from what I have listened to, I have every sense of confidence that as women—and you form a major part of this population and you are a very important vote. I would think if you set your minds to it there are hospital boards to which you can eventually, or within the foreseeable future, gain access, and I think you should be speaking to your politicians at the political level and start using your leverage. This is the only way you are going to get your concerns addressed.

Ms Fennell: Yes. That is what we are approaching and it is what we are trying to do. However, for instance, the board at the Prince County Hospital has a 16-member anti-abortion representation who are concerned with no other topic than preventing abortion. The rest of those people have to handle the administration of that hospital. This is where the manipulation takes place and it is very difficult to get into that system. I do not think it is a responsible thing to get involved in the administration of a hospital when you know that you are not qualified and you are doing it just because you want to prevent something from happening. I do not think that would be . . .

[Traduction]

pas, comme moi, de réouvrir le débat dans le climat politique actuel? Et quand je dis politique, je ne veux pas dire la politique des Conservateurs, Libéraux ou Néo-démocrates, mais les tendances sociales en général.

Mme Fennell: Bien sûr que cela me préoccupe, mais je pense quand même que, tôt ou tard, il faudra inévitablement s'attaquer au problème.

Mme Finestone: Pensez-vous qu'il est opportun d'ouvrir le débat maintenant?

Mme Fennell: Sans aucun doute. Cela ne fait pas de différence que ce soit vous ou . . . Je ne crois pas qu'il est bon de retarder le débat, parce que, si vous regardez ce qui se passe maintenant en Ontario, c'est un problème bien présent; et c'est quelque chose que toutes les provinces devront régler.

Mme Finestone: Faites-vous allusion à l'affaire Morgentaler en particulier et au problème des cliniques privées?

Mme Fennell: Bien entendu.

Mme Finestone: Je pense que c'est un problème très difficile pour les femmes. Mais l'affaire est devant les tribunaux, et j'espère qu'on la réglera de façon acceptable.

Mme Fennell: J'aimerais faire une observation au sujet de votre commentaire sur les services de planification familiale et d'éducation sexuelle. Ici, à l'Île-du-Prince-Édouard, nous n'avons pas de service de planification familiale, faute de financement provincial. Notre programme d'éducation sexuelle, qui en est à ses débuts, a du mal à s'implanter dans les écoles de façon satisfaisante. Nous n'avons pas la base, comme vous le disiez, qui constitue évidemment la solution au problème. Nous ne possédons même pas ces avantages.

Mme Finestone: Je comprends votre sentiment d'impuissance découlant de votre manque de pouvoir, mais d'après ce que j'ai vu ici et entendu, je suis convaincue qu'en tant que femmes—et vous constituez une partie importante de la population ainsi qu'un élément important de l'électorat. Je pense que si vous vous y mettez, vous réussirez à la longue, ou dans un avenir prévisible, à vous faire une place au sein des conseils des hôpitaux, et je pense en outre que vous devriez parler à vos politiciens au niveau politique et commencer à utiliser votre pouvoir. C'est la seule façon de faire en sorte que l'on se penche sur vos problèmes.

Mme Fennell: Oui. C'est ce que nous envisageons et ce que nous tentons de faire. Cependant, le conseil de l'hôpital de Prince County par exemple compte 16 membres contre l'avortement qui n'ont d'autre préoccupation que celle d'empêcher l'avortement. Les autres doivent s'occuper de l'administration de l'hôpital. C'est à ce niveau que la manipulation se fait, et il est très difficile de s'insérer dans le système. Je ne crois pas qu'il soit raisonnable de participer à l'administration d'un hôpital quand on n'a pas les compétences voulues pour le faire et quand on y prend part simplement pour empêcher quelque chose de se produire. Je ne crois pas que cela serait . . .

[Text]

Mrs. Finestone: Do these people comprise the board of directors of the hospital?

Ms Fennell: Yes, they do.

Mrs. Finestone: The board of directors are elected members, are they not?

Ms Fennell: Yes, they are.

Mrs. Finestone: They are not necessarily medical professional personnel.

Ms Fennell: That is true.

Mrs. Finestone: Well, there is your access route. I am not happy with what I am suggesting, but I cannot see any other option. Those men have wives, those men have daughters, and those men have had extended family problems. I suggest you look at that and find out (a) how you get onto those boards and (b) how you impact those men.

Ms Fennell: First of all, I think if it was not for the inclusion of the committee requirement, it would take that source of power out of the hands of people such as the extreme anti-abortion groups. It would put that power in the control of the woman and her doctor where it should be, instead of putting it into somebody else's hands to be abused and manipulated, which is what is happening now.

Mrs. Finestone: I have no quarrel with your argument. It is 100% right. I have some concerns about timing.

Thank you, Mr. Chairman.

Ms Fennell: Thank you very much.

The Chairman: Thank you very much. In the course of our hearings, we have heard from groups and individuals speaking on both sides, if you put it that way, on the question concerning therapeutic abortion.

Mr. Maurice Tremblay, Member for Lotbinière.

M. Tremblay (Lotbinière): Merci, monsieur le président. Je n'ai pas de question à poser, mais j'aimerais faire un commentaire.

Encore une fois je pense qu'il y a lieu de vous féliciter pour avoir exprimé votre point de vue. Cependant, vous vous rendez compte certainement de la difficulté par rapport aux questions antérieures et aux commentaires qui ont été faits. En fait, vous nous demandez d'enlever une réglementation qui n'est même pas respectée par l'ensemble de nos hôpitaux. Par contre, le groupe antérieur nous demande de faire davantage de réglementation. Il y a là, politiquement, une très grande difficulté.

• 1625

Cependant, je pense que le gouvernement et les politiciens ont le sens du leadership à respecter et c'est une part de leur responsabilité de faire en sorte que davantage, et non pas au goût des sondages, mais davantage, dis-je, ils puissent prendre des positions qui fassent avancer la société.

Mais pendant que je parlais il m'est venu une idée. Ici, à l'Île du Prince-Édouard, votre association regroupe-t-elle

[Translation]

Mme Finestone: Ces gens-là forment-ils le conseil d'administration de l'hôpital?

Mme Fennell: Oui.

Mme Finestone: Le conseil d'administration est élu, n'est-ce pas?

Mme Fennell: Oui.

Mme Finestone: Les membres du conseil n'appartiennent pas nécessairement à la profession médicale.

Mme Fennell: C'est vrai.

Mme Finestone: Eh bien, voilà votre porte d'entrée. Je ne suis pas heureuse de la solution que je vous propose, mais je ne vois pas d'autre option. Ces hommes sont mariés, ils ont des filles et ont eu leur part de problèmes familiaux. Je vous recommanderais de trouver d'abord ce qu'il faut faire pour faire partie du conseil d'administration, puis pour influencer ces hommes.

Mme Fennell: Premièrement, je pense que si l'on supprimait l'exigence des comités, on enlèverait aux groupes extrémistes contre l'avortement une source de pouvoir importante. Ce pouvoir serait remis, comme il se doit, entre les mains de la femme et de son médecin, plutôt que d'être confié à quelqu'un d'autre qui en abusera comme c'est le cas actuellement.

Mme Finestone: Je n'ai rien à redire contre votre argument. Vous avez parfaitement raison. Ce qui me préoccupe, c'est la question du moment opportun.

Merci, monsieur le président.

Mme Fennell: Merci beaucoup.

Le président: Merci beaucoup. Au cours de nos audiences, nous avons entendu des groupes et des particuliers pour et contre l'avortement thérapeutique.

Monsieur Maurice Tremblay, député de Lotbinière.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Thank you, Mr. Chairman. I do not have any questions, but I would like to make a comment.

I think I have to congratulate you for having stated your views. However, you must surely understand our dilemma in view of the preceding questions and comments that were made. In fact, you are asking us to do away with a regulation which is not even adhered to by most of our hospitals. On the other hand, the group before you asked us for even more regulations. Politically, this is a very big problem.

I think however that the government and the politicians have to respect the sense of leadership and it is part of their responsibility to aim at taking positions which—notwithstanding the polls—are liable to advance society.

While I was speaking, I suddenly got an idea. Does your association have a fair number of members in Prince Edward

[Texte]

passablement de membres? Est-elle importante? Pouvez-vous peut-être me parler un petit peu plus de votre association?

Ms Fennell: There are chapters all across Canada. It was formed in 1970. It has about 93 endorsing groups and individuals. It tries to voice the opinion of why women need their freedom to choose this type of medical procedure.

Mr. Tremblay (Lotbinière): How many here in Prince Edward Island?

Ms Fennell: Yes, and there is a chapter here in P.E.I.; it just recently formed in February.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Last February?

Ms Fennell: Yes.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Okay. How many women are involved in that institution?

Ms Fennell: There are women and men. We have a 4-member executive and we have about 60 to 75 members.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Is that from all the regions in P.E.I., or mainly in Charlottetown?

Ms Fennell: All across P.E.I. There are 124,000 people in P.E.I., to give you an idea of the ratio.

Mr. Tremblay (Lotbinière): All right. Thank you very much.

Ms Fennell: You are welcome.

The Chairman: I would like to thank you very much for being with us this afternoon and for your presentation to the committee.

Ladies and gentlemen, the next person to appear before our committee this afternoon is Mr. Walter M. Lea. I would like to ask Mr. Lea to come forward now. I will say that we appreciate having received in advance a written copy of your submission. Please be seated there. Our format, as you have seen, is you speak to us about your views on section 15 and then with time available we will have some questions from the Members of Parliament.

Mr. Walter M. Lea (Individual Presentation): My brief concerns civil justice and equal rights.

In a just society all citizens must abide by the same rules of behaviour. By equating civil justice with civil litigation the Prince Edward Island government is defining justice in a manner that leaves islanders unprotected by this fundamental principle of justice. If justice is a right, then the dispute resolution process of this province should be declared unconstitutional.

When one considers that civil litigation is the only available mechanism for the resolution of civil disputes in this province, that civil litigation is adversarial in nature without any allowances for a reasoned compromise, that what seems like a simple business-consumer dispute can take years and cost tens

[Traduction]

Island? How important is it? Could you give me some details about it?

Mme Fennell: Notre association a été constituée en 1970, et compte des groupements dans tout le Canada. Environ 93 groupes et personnes lui sont affiliés. Notre association a pour vocation d'expliquer pourquoi les femmes doivent avoir la liberté d'avoir recours à ce genre d'intervention médicale.

M. Tremblay (Lotbinière): Combien y en a-t-il à l'Île-du-Prince-Édouard?

Mme Fennell: Nous avons ici un groupement qui vient de se constituer en février.

M. Tremblay (Lotbinière): En février dernier?

Mme Fennell: C'est bien cela.

M. Tremblay (Lotbinière): De combien de femmes est-il constitué?

Mme Fennell: Il n'y a pas que des femmes. Le comité exécutif est constitué de quatre personnes, et nous avons de 60 à 75 membres.

M. Tremblay (Lotbinière): Vos membres proviennent-ils de toutes les régions de l'Île, ou principalement de Charlottetown?

Mme Fennell: Ils proviennent de toute l'Île-du-Prince-Édouard, qui compte une population de 124,000 personnes, ce qui vous donnera une idée de la situation.

M. Tremblay (Lotbinière): Merci beaucoup.

Mme Fennell: Je vous en prie.

Le président: Merci d'être venue exposer votre point de vue devant le Comité.

Mesdames et messieurs, je vais maintenant demander à M. Walter M. Lea de bien vouloir se présenter au Comité et de prendre la parole. Merci de nous avoir fait parvenir à l'avance un exemplaire de votre exposé. Vous avez pu voir comment se passent nos audiences; prenez place ici, exposez-nous votre point de vue sur l'article 15 et s'il nous reste du temps, les députés pourront vous poser des questions.

M. Walter M. Lea (comparution à titre personnel): Mon exposé traite des droits civiques et de l'égalité.

Dans une société juste, tous les citoyens doivent respecter les mêmes règles. Le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard, en assimilant les droits civiques à la procédure au civil, définit la justice de telle sorte que les habitants de cette île ne bénéficient pas de la protection de ce principe fondamental de justice. Si la justice est un droit, la procédure de règlement des différends de cette province devrait être déclarée inconstitutionnelle.

Si l'on tient compte du fait que la procédure au civil constitue dans cette province le seul moyen de règlement des litiges, qu'elle est par nature conflictuelle et ne laisse pas de place à un compromis raisonnable, que ce qui peut sembler un simple différend entre une entreprise et un consommateur peut

[Text]

of thousands of dollars to reach the point of judicial resolution, that a lawyer has a professional obligation to take a client's case as far as possible in the legal system, and that the lawyer-client relationship is privileged, one inevitably concludes that although we in this province have a legal system of dispute resolution, we do not have a just system of dispute resolution.

Throughout this province there are frustrated business persons who have to compete against unreasonable competition; frustrated lawyers who are losing faith in the ability of the legal system to achieve justice for all but the richest and most callous of clients; and frustrated citizens who are growing ever more cynical about a justice system that ignores their right to a just and expeditious resolution of a communication problem. Unless action is taken at the political level we will soon have a *de facto* three-tiered justice system, with one tier for the individual citizen, one tier for the corporate citizen, and no justice at all for a lawyer for is willing to submit false documents to the courts.

• 1630

Although there is malfeasance in this province, there are those who would ignore it or say it is a problem for the legal profession or a problem for the business community or a problem for consumers. But justice is the responsibility of government, and as long as the provincial government allows justice to be defined in adversarial, winner-take-all terms, the people of this province will have neither peace nor justice.

Many people believe the civil justice system in this province operates in the same manner as in other provinces. This is not correct. Other provinces have civil justice systems which utilize various means for the resolution of disputes; this province has only a legal system of dispute resolution. In other provinces, civil justice is a political responsibility in that elected representatives have exercised more control over the dispute resolution process. On P.E.I., civil justice is primarily a responsibility of the legal profession, and there is little, if any, allowance for either political input or political accountability.

Only when sufficient flexibility is introduced into the justice system, so as to ensure that such civil disputes as do occur are perceived by all citizens as having been resolved in a just and expeditious manner, will we in this province be able to enjoy the comfort and protection of the civil justice system which is our constitutional right. Any encouragement the equality rights committee can offer our legislators in this direction would be appreciated by those who believe justice is a right, not a product.

The Vice-Chairman (Mrs. Browes): Thank you very much, Mr. Lea. We appreciate your submission. Our usual procedure is to have an opportunity for our committee members to ask you a few questions, if that is suitable for you.

Mr. Lea: Yes, that would be fine.

[Translation]

prendre des années et coûter des dizaines de milliers de dollars pour être tranché en justice, qu'il est du devoir professionnel de l'avocat de faire jouer pour son client tous les ressorts du système et que la relation entre l'avocat et le client est couverte par le secret professionnel, on est amené à conclure que bien que nous ayons, dans cette province, un système de règlement des litiges, ce système est entaché d'injustices.

Dans toute la province, il y a des hommes d'affaires insatisfaits qui doivent affronter une concurrence déloyale, des avocats déçus qui ont cessé de croire que le système juridique représente la justice pour tous alors qu'il favorise en réalité la fortune et l'insensibilité, et des citoyens qui ont perdu leurs illusions et n'éprouvent plus que cynisme envers une justice insensible à leur droit à voir un conflit résolu avec rapidité et équité. Faute d'une intervention rapide au niveau politique, nous allons bientôt nous retrouver avec un système juridique qui reviendra en fait à un triple système: l'un destiné aux particuliers, l'autre pour les sociétés et le troisième—qui est en fait un déni de justice—pour l'avocat disposé à soumettre de faux documents aux tribunaux.

Bien que l'iniquité sévise dans cette province, certains préfèrent fermer les yeux ou dire que c'est aux hommes de loi, ou aux milieux d'affaires, ou aux consommateurs de s'en occuper. Mais c'est au gouvernement d'assurer la justice, et tant que le gouvernement provincial permettra que la justice soit définie en termes conflictuels où la victoire revient aux plus forts qui ramassent alors tout, les habitants de cette province ne connaîtront ni la paix ni la justice.

On croit communément que le système judiciaire de cette province fonctionne comme ceux des autres provinces, mais c'est une erreur. Les autres systèmes judiciaires utilisent plusieurs moyens pour régler les différends, alors que cette province n'en a qu'un. Dans les autres provinces, le système judiciaire est lié à la politique, en ce sens que les députés élus interviennent davantage dans le règlement des différends. À l'Île-du-Prince-Édouard, la justice est essentiellement administrée par les hommes de loi et le jeu ou la responsabilité politiques, si tant est qu'ils interviennent, ne le font que dans une faible mesure.

Les habitants de cette province ne seront à même de bénéficier de la protection et de l'appui du système judiciaire auquel elle a droit de par la Constitution que lorsque celui-ci sera suffisamment assoupli afin que tous les citoyens soient assurés d'un règlement juste et rapide des litiges. Toute pression en ce sens que le Comité sur l'égalité des droits pourrait exercer sur nos législateurs serait appréciée de ceux qui considèrent la justice comme un droit, et non comme un produit.

La vice-présidente (Mme Browes): Merci beaucoup, monsieur Lea, de votre très intéressant exposé. L'usage est de permettre aux membres du Comité de vous poser quelques questions, si vous y consentez.

M. Lea: Certainement.

[Texte]

The Vice-Chairman (Mrs. Browes): Mr. Roger Clinch, the Member of Parliament for Gloucester, will begin the questioning.

Mr. Clinch: Can you be a little bit more specific on some of the statements you have made with regard to dispute resolutions? What type of thing are you looking at?

Mr. Lea: I am looking at ordinary business . . . Well, I do not mean ordinary business-consumer disputes, but straightforward businesses sending out fraudulent bills and tossing them into court.

Mr. Clinch: I am sorry; would you repeat that?

Mr. Lea: Okay, I am looking at businesses presenting and preparing false documentation, false bills, and then commencing litigation on these false bills.

Mr. Clinch: How would you propose that be resolved?

Mr. Lea: I have attached a number of additional comments which I will give out afterwards. I believe you have the *Cost of Justice* now. This came from the office of the Hon. Mark MacGuigan last year, and it contains many proposals which could be initiated at little or no cost to government.

Mr. Clinch: I believe you appropriately have addressed in your additional comments, number 3: "civil justice is a provincial rather than a federal responsibility . . ." You then suggest the federal government has a role to play. How would you see us on this committee exercising that role?

Mr. Lea: I would suggest the simplest and most direct thing to do would be to contact the the provincial Attorney General and suggest he take some action.

Mr. Clinch: We are going to make a report to the federal Parliament in seven weeks. If we were to address your concerns in our report, how would you like to see them addressed by us?

Mr. Lea: Just in that manner. I would like to see you write a strong letter to the Attorney General, suggesting he do an investigation of the civil justice system of this province, and contain that in your presentation to Parliament.

Mr. Clinch: Thank you.

The Vice-Chairman (Mrs. Browes): Thank you, Mr. Clinch. Mr. Tremblay.

M. Tremblay (Lotbinière): Merci, madame la présidente.

Monsieur Lea, je regarde évidemment votre mémoire avec beaucoup de sympathie et j'y retrace aussi une certaine émotivité; mais cela est très compréhensible. Soyez assuré que les membres du Comité sentent énormément la portée du problème que vous voulez soulever.

[Traduction]

La vice-présidente (Mme Browes): Nous allons d'abord donner la parole à M. Roger Clinch, député de Gloucester.

M. Clinch: Pourriez-vous nous donner des précisions sur ce que vous avez dit à propos du règlement des différends? Que vouliez-vous dire exactement?

M. Lea: Je voulais parler de litiges d'affaires . . . Je n'entends pas par là des différends ordinaires entre entreprises et consommateurs, mais le cas d'entreprises qui envoient des factures frauduleuses et les produisent devant le tribunal.

M. Clinch: Excusez-moi, mais pourriez-vous répéter cela?

M. Lea: Je parle bien d'entreprises qui préparent et présentent des faux, des factures frauduleuses et qui entament un procès sur la base de ces factures.

M. Clinch: Et comment une affaire de ce genre devrait-elle être menée, d'après vous?

M. Lea: J'ai mis en annexe des commentaires que je reprendrai par la suite. Vous avez maintenant sous les yeux, je crois, le document *Cost of Justice*, diffusé l'an dernier par le bureau de M. Mark MacGuigan et contenant plusieurs propositions qui pourraient être mises en oeuvre sans frais pour le gouvernement, ou à coûts très modiques.

M. Clinch: Je crois que vous avez parlé de cette question dans vos commentaires, sous le numéro 3: «la procédure judiciaire en droit civil relève de la province plutôt que du gouvernement fédéral . . . » Et votre opinion est que le gouvernement fédéral doit y jouer un rôle. Sous quelle forme verriez-vous l'intervention de ce Comité?

M. Lea: Le moyen le plus simple et le plus direct serait de vous adresser au procureur général de la province en lui demandant d'intervenir.

M. Clinch: Dans sept semaines, nous allons présenter un rapport au Parlement fédéral. Si nous soulevons votre cas dans ce rapport, sous quelle forme voudriez-vous que nous le fassions?

M. Lea: Exactement de cette façon. J'aimerais que vous adressiez une lettre énergique au procureur général, en lui demandant de faire une enquête sur le système judiciaire de cette province et d'insérer cette lettre dans votre rapport au Parlement.

M. Clinch: Merci beaucoup.

La vice-présidente (Mme Browes): Merci, monsieur Clinch. Monsieur Tremblay.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Thank you, Madam Chairman.

Mr. Lea, your submission is certainly deeply felt, which is quite understandable, and I have listened to you with the deepest sympathy. Be assured that members of the committee understand the scope of the problem which you raise.

[Text]

• 1635

Cependant, vous mettez l'accent strictement et essentiellement sur l'aspect civil; et comme le disait mon collègue, M. Clinch, l'aspect civil relève essentiellement des autorités provinciales et non fédérales.

D'autre part, et ceci étant dit, vous faites allusion au fait que la justice devrait être aussi chapeautée, si on veut, par l'aspect politique. Et vous savez fort bien que dans notre démocratie, ces deux juridictions, l'aspect politique et l'aspect juridique, sont nettement détachées et ce, je pense, et je vous parle par expérience, pour avoir une plus grande démocratie, pour éviter justement les conflits d'intérêts entre la personne qui agit comme politicien dans un certain secteur donné et celle qui fait que, à un moment donné, on agit dans un système strictement judiciaire. Je peux comprendre que dans certaines situations il arrive certaines frustrations comme vous le mentionnez; les exemples que vous donnez ou le portrait que vous en brossez est très révélateur. Cependant, je comprends mal cette façon de voir à ce que le politique intervienne au niveau du judiciaire.

J'aimerais juste que vous commentiez un petit peu sur ce point. Comment voulez-vous que le politique intervienne dans le champ judiciaire?

Mr. Lea: May I answer in English?

A voice from the audience: Madam Chairman, may I ask a question?

The Vice-Chairman (Mrs. Browes): I think we will have Mr. Lea answer the question. It has been an opportunity for the committee members to ask Mr. Lea some questions on the statements he has made. Perhaps following the conclusion of the committee members' asking questions there may be an opportunity, but that is rather an unusual procedure. I would suggest that if you have something to ask Mr. Lea you might want to ask him privately. This is an opportunity to . . .

A voice from the audience: No, Madam Chairman, I would like to ask you a question relating to what he is saying.

The Vice-Chairman (Mrs. Browes): We will have Mr. Lea answer this question and the other questions from the committee members before we deal with that particular issue.

Mr. Lea, would you continue, please.

Mr. Lea: Yes. When I suggested in my brief that the justice system should be politically accountable I was not suggesting for a moment that politicians should be expected to become involved in private disputes. What I am suggesting is that in the dispute resolution process the person in charge of the civil justice system must be the Attorney General. It is not the Chief Justice. That is my personal opinion, and I know that in Ontario last year they brought in a number of changes in their system of civil disputes.

Basically I am saying that the courts are extremely expensive. Few but the wealthy can afford to use them. If we want

[Translation]

You underline however mainly the civil side of the question and as my colleague Mr. Clinch was commenting, civil justice is a provincial rather than a federal responsibility.

You also mention, on the other hand, that justice should be politically accountable. But you are certainly aware that in our democracy, those two jurisdictions are separate and that—I speak from experience—this is desirable for the sake of democracy, precisely to avoid any conflict of interests between a person who acts as a politician at one time and as a member of the judiciary system at another. I can understand that certain frustrations may arise, and the examples you have given us are very revealing. However, I cannot agree with you when you would like to see politics intervening in the judiciary system.

I would like you to give us some explanations on this point. How do you see the intervention of the political system on the judiciary one?

M. Lea: Puis-je répondre en anglais?

Une voix dans le public: Madame la présidente, puis-je poser une question?

La vice-présidente (Mme Browes): Nous allons d'abord demander à M. Lea de répondre à la question posée par l'un des membres du Comité à la suite des déclarations qu'il a faites. Il restera peut-être du temps lorsque les membres du Comité auront fini de poser leurs questions, mais ce n'est en général pas ainsi que le veut l'usage. Peut-être pourriez-vous poser votre question en privé à M. Lea. Ceci nous donne l'occasion de . . .

Une voix dans le public: Non, madame la présidente, c'est à vous que je voudrais poser une question à propos de ce qu'il a dit.

La vice-présidente (Mme Browes): M. Lea va d'abord répondre à cette question ainsi qu'aux autres qui émaneront des membres du Comité, avant que nous ne revenions là-dessus.

Monsieur Lea, veuillez continuer, je vous prie.

M. Lea: Certainement. Lorsque je disais dans mon mémoire que le système judiciaire devrait être politiquement responsable, je ne voulais nullement dire que les hommes politiques devraient intervenir dans les conflits personnels, mais que le processus de règlement des litiges devrait être entre les mains du procureur général et non du juge en chef. C'est une opinion personnelle, et je sais qu'un certain nombre de changements sont intervenus l'an dernier en Ontario dans le règlement des litiges civils.

Je voudrais surtout insister sur le fait que les tribunaux sont extrêmement dispendieux et qu'à l'exception des plus riches, peu de personnes peuvent se permettre d'y avoir recours. Nous

[*Texte*]

our justice system to be available for only the rich, then, fine, that is exactly what we have.

The Chairman: Thank you very much.

Mrs. Finestone.

Mrs. Finestone: I must admit to my lack of legal knowledge and my lack of legal experience. This is an equality rights commission. Are you saying that you would like this commission to look at the equality rights of civil justice systems across Canada?

Mr. Lea: No, I do not think that is required across Canada. I think the situation is serious enough in this province that it is time the provincial Attorney General did a comprehensive examination of the whole system. We have had comprehensive examinations of the educational system; we have comprehensive examinations of the medical system. I would like to have my input into the way the justice system is run, and I think every other Islander feels the same.

Mrs. Finestone: You may be perfectly right. I am not qualified to comment on that. I thought that if that was the goal, as I did not fully understand the presentation, then I would be prepared to make a comment. As that is not your goal, I pass.

Thank you for coming before us.

The Chairman: Thank you.

Pauline Browes, Member of Parliament from Scarborough Centre.

Mrs. Browes: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Lea, are you a lawyer?

Mr. Lea: No.

Mrs. Browes: What line of business are you in?

Mr. Lea: I am in the teaching business.

Mrs. Browes: I am not a lawyer either, as Mrs. Finestone is not—we have three non-lawyers and two lawyers on this committee—but there is something basic about your submission that troubles me.

• 1640

We live in a democratic country. We have a right to vote and choose who our decision-makers are in government. We have a right to throw them all, the rascals, out, if they are not doing what we want. We have a right to choose a lawyer if we wish. We have a right to be heard. What comes through in this is that there is a communication problem; that there is some political manipulation which you feel should take place or has taken place. I must say that your whole submission really troubles me in a democratic country, in that we have the right to speak out.

Mr. Lea: Yes, well, I think I am exercising that right in expressing my opinion. And certainly there is a lot of people around I disagree with. But I think there is a lot of people in this province who believe that it is time that an examination was done of the civil justice system. Frankly, there is a lot of

[*Traduction*]

n'agirions pas autrement si nous décidions délibérément que les tribunaux sont au service des riches.

Le président: Merci beaucoup.

Madame Finestone.

Mme Finestone: Je confesse que je ne m'y connais guère en matière de justice et de procédures. Nous sommes ici une commission pour l'égalité des droits. Est-ce que vous invoquez notre intervention pour examiner si l'égalité de l'accès aux systèmes judiciaires est respectée dans ce pays?

M. Lea: Non, je ne crois pas que cela s'impose dans tout le pays, mais je pense que la situation dans cette province est suffisamment grave pour demander au procureur général de la province d'ouvrir une enquête sur le système tout entier. Le même genre d'enquête a été ouverte sur l'enseignement, et sur le système médical. Je voudrais, à l'instar de tous mes concitoyens de l'Île-du-Prince-Édouard, pouvoir intervenir dans le fonctionnement du système judiciaire.

Mme Finestone: Il se peut que vous ayez tout à fait raison, et je ne suis pas en mesure d'en juger. Si tel est votre objectif—car je n'avais pas tout à fait compris votre exposé—je serais disposée à faire une observation, mais comme cela ne l'est pas, je m'abstiendrai donc de le faire.

Je vous remercie d'avoir bien voulu comparaître.

Le président: Je vous remercie.

M^{me} Pauline Browes, députée de Scarborough Centre.

Mme Browes: Je vous remercie, monsieur le président.

Monsieur Lea, êtes-vous homme de loi?

M. Lea: Non.

Mme Browes: Quelle profession exercez-vous?

M. Lea: Je suis un enseignant.

Mme Browes: Moi non plus, comme M^{me} Finestone, je ne suis pas avocate—ce Comité compte deux avocats et trois membres qui ne le sont pas—et votre exposé a jeté un certain trouble en moi.

Nous vivons dans une société démocratique. Nous avons le droit de vote, le droit de choisir ceux qui nous gouverneront et le droit également d'expulser les coquins qui n'exécutent pas notre volonté. Nous sommes libres du choix de notre avocat et nous avons le droit d'ester en justice. Le problème, dans ce que vous nous exposez, est un problème de communication: vous avez l'impression qu'il y a manipulation politique ou qu'il devrait y en avoir. Pour un pays démocratique, ce que vous avez dit ne laisse pas de m'inquiéter, en ce sens que nous avons le droit de nous exprimer.

M. Lea: Mais c'est précisément ce droit que j'exerce en avançant mon opinion. Il y a certainement un grand nombre de gens avec lesquels je ne suis pas d'accord, mais il y en a aussi beaucoup, dans cette province, qui pensent qu'il est grand temps de procéder à une révision du système judiciaire. Beaucoup de rumeurs inquiétantes circulent sur les tribunaux

[Text]

disturbing rumours which come from the courts of this province. As I say, I do not think I am the only one concerned.

Mrs. Browes: On page 2 of your submission at the top of the page, you talk about the communication problem. What is the communication problem?

Mr. Lea: In order to communicate, you have to have some sort of values in common. And where there is a clash . . .

Mrs. Browes: With whom?

Mr. Lea: Okay. Between business and consumers I refer to specifically in this instance. Where business is concerned with profits and where the consumer has the expectation of quality work and so on, there is apt to be conflict of values and communication becomes extremely difficult. That is because you are both referring to a different set of values.

Mrs. Browes: So you are saying that I, as a consumer, could not communicate with a business person who was selling me something.

Mr. Lea: I am saying that situation often arises in this province.

Mrs. Browes: What do you expect this committee to do about that?

Mr. Lea: Again, as I said, I think it really is a provincial responsibility rather than a federal responsibility. All I can do is to ask that you read over my brief, consider it, and possibly take a look through these papers which came from the office of Mark MacGuigan. And if you feel the brief to be worthy, I would ask that you write a letter to the Attorney General and suggest that he conduct some sort of impartial investigation.

Mrs. Browes: What has been your response from the Attorney General? I do not even know even who he is in this province, but how did he respond to your communication to him?

Mr. Lea: The last communication I had from him was that he was going to take a look at the system and that he felt the courts should be speeded up. I do not feel that is being done for this . . .

Mrs. Browes: When you gave the example of a consumer or a business person, are you in the category of consumer or business?

Mr. Lea: I am speaking as a consumer.

Mrs. Browes: All right. What has been specifically the difficulty in communicating with the person with whom you wish to communicate?

Mr. Lea: It was over a series of bills which were false . . . falsely made up bills. I felt I should not have had to pay them until the work was done.

Mrs. Browes: And did you pay them?

Mr. Lea: Yes. Eventually I had to.

[Translation]

de cette province, et je l'ai déjà dit, je ne suis pas le seul à m'en inquiéter.

Mme Browes: À la page 2 de votre mémoire, en haut de la page, vous parlez d'un problème de communication. De quoi s'agit-il au juste?

M. Lea: Pour qu'il puisse y avoir communication dans un système, il faut que tous partagent le même système de valeurs. Et quand il y a affrontement . . .

Mme Browes: Avec qui?

M. Lea: Dans l'exemple en question, je parlais d'un conflit entre entreprises et consommateurs. Dans un système où les entreprises visent les bénéfices et où les consommateurs estiment avoir droit à du travail bien fait, le terrain est mûr pour un conflit et la communication devient très difficile, parce que les deux parties s'appuient sur une échelle de valeurs différente.

Mme Browes: Vous voulez donc dire, qu'entre moi, consommatrice, et un commerçant auquel j'achète quelque chose, le message ne peut pas passer.

M. Lea: C'est une situation qui se présente souvent dans cette province.

Mme Browes: En quoi pourrait consister l'intervention de notre Comité?

M. Lea: Là encore, comme je l'ai dit, je pense que cela relève de la juridiction provinciale plutôt que fédérale. Tout ce que je puis vous demander est de relire mon mémoire, de l'étudier, et peut-être de parcourir les documents émanant du bureau de M. Mark MacGuigan. Si ma requête vous paraît mériter d'être entendue, je vous demanderais alors d'adresser une lettre au procureur général en lui demandant de mener une enquête impartiale.

Mme Browes: Quelle réponse avez-vous reçue du procureur général? Je ne sais même pas de qui il s'agit dans cette province, mais quelle a été sa réponse à votre demande?

M. Lea: Le procureur général me faisait savoir, dans sa dernière lettre, qu'il allait étudier le système et que la procédure lui paraissait trop lente. Je ne pense pas que . . .

Mme Browes: Dans l'exemple que vous donnez du consommateur et du commerçant, dans quelle catégorie vous trouvez-vous?

M. Lea: Je parle en tant que consommateur.

Mme Browes: En quoi consistait exactement la difficulté de communication dont vous parliez?

M. Lea: Il s'agit d'une série de fausses factures . . . des faux. À mon avis, je n'aurais pas dû les payer jusqu'à ce que le travail soit terminé.

Mme Browes: Les avez-vous payées?

M. Lea: J'ai dû finir par les payer.

[Texte]

Mrs. Browes: Well, I have been involved quite a bit with this kind of thing, and of false bills being presented to a government agency—I used to work for the Ontario government—and there is a prosecution method to follow if people are presenting false bills. It is your responsibility to take that to court, or not to pay. And did you?

Mr. Lea: I paid what I felt was an exorbitant amount. Yes, I did. And, by the way, there was no mistake; the bills were falsified. I talked to the business person after and he said that it was nothing personal but that he had to break in a new lawyer. And that is why they had to be scrapping me.

Mrs. Browes: You mentioned down on the bottom part of page 2 that:

In other provinces, civil justice is a political responsibility and that elected representatives have exercised more control over the dispute resolution process.

• 1645

I think that deserves a great deal of explanation, because that is a pretty broad statement to be made.

Mr. Lea: I realize that it is. I have gone to lawyers in other provinces who have said that any lawyer who practised the stunts that were played on me would be disbarred or in prison. I stand to be corrected on this, but I do not believe there is a lawyer in this province who has ever been professionally disciplined.

Mrs. Browes: Pardon?

Mr. Lea: I do not think there has ever been a lawyer in this province who has been disciplined for unethical behaviour.

Mrs. Browes: Have you been in communication with the legal profession's disciplinary body?

Mr. Lea: Yes.

Mrs. Browes: And what is their position?

Mr. Lea: That I did not know what I was talking about. I presented a brief two years ago to a provincial committee on equality of life, and I presented a copy of that to the president of the P.E.I. section of the Canadian Bar Association. In the brief I suggested that arbitration might be a field that could be examined. He wrote back and said that arbitration would not be the solution to this type of problem. However, he neglected to suggest what his possible solution might be.

Mrs. Browes: In your discussion with community members, friends, relatives, or whomever you speak to, how prevalent do you think this problem is?

Mr. Lea: I think it is very prevalent in this province.

Mrs. Browes: Can you name me other persons who have had these kinds of problems?

Mr. Lea: I do not think it would be right for me to name these people when they are not here. I think it would be unfair for me to mention publicly their names.

[Traduction]

Mme Browes: C'est un cas que je connais assez bien, celui de fausses factures présentées à un organisme gouvernemental, car j'ai travaillé pour le gouvernement de l'Ontario, mais il y a moyen d'engager des poursuites dans un cas de ce genre. C'est à vous d'aller en justice, ou de ne pas payer. Qu'avez-vous fait?

M. Lea: J'ai payé ce qui me paraissait une somme exorbitante, et il n'y avait pas erreur, les factures étaient falsifiées. J'en ai parlé plus tard au commerçant qui m'a dit que ce n'était pas à moi qu'il en voulait, mais qu'il y avait un nouvel avocat qui devait se faire au métier, et c'est pourquoi ils s'en sont pris à moi.

Mme Browes: Au bas de la page 2, vous écrivez:

Dans d'autres provinces, la justice civile est une responsabilité politique et les députés influencent davantage la procédure de règlement des litiges.

Cela mérite quelques éclaircissements, car c'est une déclaration bien catégorique.

M. Lea: Je m'en rends bien compte, mais je me suis adressé à des avocats dans d'autres provinces, qui m'ont assuré que tout avocat qui ferait ce que l'on m'a fait serait rayé de l'Ordre ou se retrouverait en prison. Je me trompe peut-être, mais je ne crois pas qu'il y ait un seul avocat dans cette province qui n'ait jamais été rappelé à l'ordre par le Barreau.

Mme Browes: Vous disiez?

M. Lea: Je ne crois pas qu'il y ait jamais eu un avocat dans cette province que l'on ait rappelé à l'ordre pour manquement dans l'exercice de sa profession.

Mme Browes: Vous êtes-vous adressé au conseil de discipline des gens de droit?

M. Lea: Oui.

Mme Browes: Et que vous ont-ils dit?

M. Lea: Que je ne savais pas de quoi je parlais. Il y a deux ans, j'ai présenté un mémoire sur l'égalité à un comité provincial, et j'en ai adressé un exemplaire au président de l'Association du Barreau canadien. J'y proposais de prévoir une procédure d'arbitrage, et l'on m'a répondu que l'arbitrage ne résoudrait pas ce genre de problème, sans pour autant préconiser une autre solution.

Mme Browes: Après vos discussions avec vos concitoyens, amis, parents ou autres, ce problème vous paraît-il très répandu?

M. Lea: Je crois effectivement qu'il est très répandu dans cette province.

Mme Browes: Pouvez-vous me nommer d'autres personnes qui ont eu le même genre de difficulté?

M. Lea: Ce ne serait pas correct de nommer des gens en leur absence, je croirais mal agir en donnant des noms.

[Text]

Mrs. Browes: I think those are all the questions I have, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you.

Mr. Lea, you have raised a matter of continuing concern to us, and although it may fall within provincial jurisdiction, we have noted your suggestion about reviewing the material you have left with us. Of course, it does fall not only to the legal profession under our system of provincial professional regulation of lawyers to handle that, but it is also the duty of the provincial Attorney General, as the chief law officer of the Crown, to deal with those matters, because after all it is under provincial statutes that the legal profession has its status and is a self-regulating profession.

Clearly, the concerns you are expressing to us have arisen out of a personal experience that you have described. I know, from having spoken before the meeting began with another gentleman who is here in the hall that he has a long and, in some ways, disturbing story to tell about matters that involve the legal profession in this province. While neither of these examples may squarely come within the ambit of section 15, or the mandate of this federal parliamentary committee, we do appreciate the fact that you have brought it to our attention, because it does underscore a fundamental feature of our parliamentary democracy and our institutions, and that is that we never achieve perfection on a particular day and our institutions are not infallible. It is always a duty of the citizen to be attentive and to pursue justice wherever the case warrants it or seems to indicate it; and that is underscoring what you have said today.

We appreciate the submission. I have looked through your submission, as well as the supporting documents you have left with us, and it raises broad questions about the administration of justice. This certainly is within the ambit of the Charter, which does speak about the entitlement of Canadian citizens to due process in the legal system. That does not apply just at the federal level but provincially, municipally—right through our system.

So with those comments, I would like to thank you for coming before us today. Thank you, Mr. Lea.

• 1650

Ladies and gentlemen, the next group to appear before us will be the Prince Edward Island Women's Network Inc.

Ms Anne Mazer (President, Prince Edward Island Women's Network Inc.): We have no dramatic presentation this time.

Women's Network was formed in the fall of 1981, its goal to help improve communication among women's groups across the island. The first issue of our bi-monthly journal, *Common Ground*, was printed in the spring of 1982, and the Network was incorporated in the spring of 1984.

[Translation]

Mme Browes: C'est tout ce que j'avais à demander, monsieur le président.

Le président: Je vous remercie.

Monsieur Lea, vous avez soulevé une question qui nous paraît grave et, bien qu'elle relève de la juridiction provinciale, nous avons pris note de votre proposition d'examiner ce document que vous nous avez remis. Il est certain que cette question ne relève pas que de la profession des hommes de loi, mais que c'est également au procureur général, en tant que premier homme de loi de la Couronne, de traiter de ces questions, parce que c'est dans le cadre des lois provinciales que les hommes de loi ont établi les règlements qui les gouvernent.

Je vois bien que les questions que vous avez soulevées proviennent de votre expérience personnelle et je sais, pour avoir eu une longue conversation avant la réunion avec une autre personne qui se trouve parmi nous, qu'il y a beaucoup à dire sur les affaires touchant à la profession des hommes de loi dans cette province, et qu'il s'agit de faits troublants. Aucun des exemples donnés ne relève directement de l'application de l'article 15, ou du mandat de ce Sous-comité parlementaire fédéral, mais nous comprenons que vous nous ayez signalé ces faits, parce qu'ils mettent en relief une des caractéristiques essentielles de notre démocratie parlementaire et de nos institutions, à savoir que la perfection n'est pas à notre portée, et que nos institutions ne sont pas infallibles. Il incombe aux citoyens de rester en éveil pour que justice soit faite lorsque la situation l'exige ou semble le demander. Et les exemples que vous nous avez donnés sont là pour corroborer ceci.

Nous vous remercions de votre mémoire ainsi que des documents à l'appui; je les ai parcourus et ils soulèvent de vastes questions relatives à l'administration de la justice. Ces questions s'inscrivent certainement dans l'application de la Charte, qui prévoit que toute personne peut s'adresser à un tribunal compétent pour obtenir la réparation que le tribunal estime convenable et juste eu égard aux circonstances. Cet article ne s'applique pas uniquement au niveau fédéral, mais également aux niveaux provincial et municipal, à savoir dans le système tout entier.

Sur ces mots, j'aimerais conclure en vous remerciant d'avoir bien voulu comparaître aujourd'hui devant nous, monsieur Lea.

Mesdames et messieurs, le prochain groupe que nous entendrons sera le *Prince Edwards Island Women's Network Inc.*

Mme Anne Mazer (présidente, Prince Edwards Island Women's Network Inc.): Nous n'avons pas un exposé spectaculaire cette fois-ci.

Le *Women's Network* a été créé à l'automne de 1981 et a pour objectif de faciliter la communication entre les groupes de femmes de toute la province. Le premier numéro de notre bulletin semi-mensuel intitulé *Common Ground* a été publié au printemps de 1982, et le réseau a été constitué en corporation au printemps de 1984.

[Texte]

I would like to read to you our statement of purpose as a way of clarifying our reasons for appearing before your committee today.

First, our assumption is that women are not treated as equals by men, women or the system. Our purpose is to promote equality of women in P.E.I.; to be a medium for the voices of women; to educate women about the barriers and oppressions of women; and to empower women through the recognition of their achievements and potential.

Of the many concerns we have for the sake of your group, we have chosen today to discuss the state of child care, in general and specifically in Prince Edward Island. As Judge Rosalie Abella has said, "child care is the ramp to women's equality."

Let me begin by relating to you a fast and furious conversation I had last month with someone I was driving to the airport. It began by his asking me my stance as a feminist on maternity leave. I do not remember exactly what I said, but I do remember many of his comments:

Women should not have children if what they really want is a career. It should not be up to the State or the employer to pay for maternity leave or child care; the responsibility should be that of the mother.

In the next breath he said:

If she does not get the kind of help and co-operation from her husband that she thinks needs in the way of child care and home maintenance, then she should have thought more carefully about what kind of mate she wanted to marry.

I suspect, had he not had to catch his airplane in five minutes, he would have put the responsibility of birth control on the woman's shoulders as well. He may not have gone so far as to say that women were put on this earth to bear children, but it was certainly clear that he did believe once a child was born to that woman child rearing should be the main focus of her life and that she had no business asking for help or support from outside sources. If someone were wealthy enough to pay for private help, well that might be a different story. There are millions of others who think just like him.

When I first thought about writing this paper I had planned to say that I was not here to debate the question of whether or not women should, in fact, raise a family and carry on a full-time job at the same time. But I think I am, at least for part of this presentation.

The man with whom I was talking works for the Canadian government. It is obvious that unless his attitudes change he is going to do nothing to improve the child care situation in this country. And his attitude is not going to change, I do not think, just by hearing a long list of statistics. I believe what this person needs to hear over and over and over again, until he finally might begin to listen just a little, is that we women are not all Mrs. Waltons, nor do we want to be. We want to be allowed the same opportunities as men, to maximize our potential in all aspects of our lives, and in order to do this the

[Traduction]

Je voudrais vous lire notre mandat afin de mieux faire comprendre les raisons de notre présence ici aujourd'hui.

Premièrement, nous prétendons que les femmes ne sont pas traitées sur un pied d'égalité par les hommes, les femmes ou le système. Notre but est de promouvoir l'égalité des femmes à l'Île-du-Prince-Édouard; d'être un instrument de communication pour les femmes; de renseigner les femmes sur les pressions et oppressions exercées sur elles; et sensibiliser les femmes à leur importance dans la société et à leur potentiel.

Parmi les sujets de discussion possibles, nous avons choisi de parler de la garde des enfants en général et en particulier dans l'Île-du-Prince-Édouard. Comme le disait le juge Rosalie Abella, «la garde des enfants est un piège pour l'égalité des femmes».

En premier lieu, j'aimerais vous rapporter une conversation brève et animée que j'ai eue le mois dernier avec un homme que je conduisais à l'aéroport. Il m'a d'abord demandé mon opinion en tant que féministe sur les congés de maternité. Je ne me rappelle pas exactement ce que je lui ai répondu, mais je me souviens très bien de la plupart de ses commentaires:

Les femmes ne devraient pas avoir d'enfants si elles veulent vraiment poursuivre une carrière. L'État ou l'employeur ne devraient pas être tenus de payer les congés de maternité ni l'éducation des enfants; c'est à la mère que revient cette responsabilité.

Reprenant son souffle, il poursuivit comme suit:

Si elle ne reçoit pas de son mari l'aide et la coopération qu'elle souhaite pour l'entretien de la maison et les soins prodigués à l'enfant, elle est seule à blâmer: elle n'avait qu'à mieux choisir le type d'homme qu'elle désirait épouser.

Je suppose que s'il n'avait pas eu un avion à prendre dans cinq minutes, il aurait fait reposer la responsabilité du contrôle des naissances sur les épaules des femmes. Il n'est pas allé jusqu'à dire que le rôle des femmes est de mettre des enfants au monde, mais il était clair dans son esprit que l'éducation des enfants doit être le but ultime d'une femme et qu'il n'y a aucune raison pour qu'une femme demande l'aide ou le soutien de l'extérieur. C'est une autre affaire si quelqu'un d'assez riche peut l'aider à titre privé. Il y a des millions d'autres hommes qui pensent exactement comme lui.

Lorsque j'ai décidé d'écrire ce discours, j'avais d'abord pensé souligner que je n'étais pas ici pour débattre de la question de savoir si les femmes doivent en fait élever une famille tout en poursuivant une carrière à plein temps. C'est toutefois ce que je fais, du moins dans une partie de mon exposé.

L'homme dont j'ai parlé travaille pour le gouvernement fédéral. Il est clair qu'à moins d'un changement dans sa manière de voir les choses, il ne lèvera pas le petit doigt pour améliorer les conditions liées aux soins des enfants dans ce pays. Selon moi, de longues statistiques ne suffiront pas à lui faire changer d'avis. Il faudra lui répéter à maintes reprises que nous, les femmes, ne sommes pas toutes des M^{me} Walton ni ne désirons l'être. Peut-être alors commencera-t-il à nous écouter un peu. Nous voulons avoir les mêmes chances que les hommes, réaliser notre potentiel dans tous les aspects de notre

[Text]

care of our children, his children, must be seen as a parental rather than a maternal responsibility.

Again, to quote Judge Abella:

There is no mysterious chemistry that produces in one gender an enhanced ability either to raise children or to work at a paid job. We are unfairly overburdening and restricting both men and women if we fail to base practices, employment or otherwise, on a policy of shared responsibility between men and women for the care of their children.

• 1655

But ultimately, it is not just a practical matter of who is going to look after the children, although, unhappily, that is the state of desperation in which we find ourselves right now. It is true that we cannot begin to explore various means of attaining self-fulfillment, other than through child-rearing, unless we have satisfactory care for our children. But I fear it will be a very long time before women will be able to experience this exploration freely and fully.

Until our children are seen by the whole of society as valuable members, and until the act of caring for these children is given its due worth, the debate of who should do what will continue. Until male-centred values cease to dominate what is considered to be the real world out there and, hence, take on a greater importance throughout the whole of our culture, until human needs are given the same status as corporate needs, women, children and their specific values, characteristics, concerns and abilities will continue to be undervalued and pushed to what sociologist Angela Miles describes as the margins of our society. And women and children will continue to assume a less important and therefore unequal position in Canada. When the division between life and work exists no longer, then maybe we will be able to care for our children in a more integrative, natural and loving way.

Let us leave the more philosophical, long-range goals for now and come back to Charlottetown, August 27, 1985. Consider the following situation.

I am starting a new job next week. With the latest increase in rent, we can no longer afford to stay where we are. Unless I contribute to the household expenses, we will have to move. My oldest child is happy at his school. His best friend lives next door. We are comfortable here. A move would mean going to the other side of town. I have been home for seven years and I feel I am ready to handle both work outside and inside my home. Everyone has agreed to do his share. But what about our two youngest children? The daycare centre that best suits our needs and philosophy has a two-year waiting list. My second choice will not take children under three. The next on the list? I do not want my children spending all day in a concrete basement next to a laundromat! I have the names of a couple of women who were recommended by a friend of a friend, but I have no direct knowledge of the quality of care they might receive there, etc., etc., etc.

[Translation]

vie, et afin de prendre soin de nos enfants, de ses enfants, nous voulons être considérés comme des parents plutôt que des mères.

J'aimerais encore citer le juge Abella:

Il n'existe aucune formule chimique qui rende une personne d'un sexe donné plus apte à élever des enfants ou à évoluer sur le marché du travail. Il est injuste et discriminatoire pour les hommes et les femmes de ne pas baser les conditions d'emploi, etc. sur une politique de responsabilité partagée entre les hommes et les femmes en ce qui concerne les soins prodigués à leurs enfants.

Mais en fin de compte, la question n'est pas seulement de savoir qui prendra soin des enfants même si malheureusement nous en sommes là à l'heure actuelle. Il est vrai que nous ne pouvons nous attarder à examiner des moyens d'auto-réalisation autres que l'éducation des enfants si ceux-ci ne disposent pas de soins satisfaisants. J'ai peur qu'on doive attendre longtemps avant que les femmes puissent faire ce type de réflexion librement et en profondeur.

Tant que nos enfants ne seront pas considérés comme des personnes à part entière par l'ensemble de la société, et tant que les soins apportés aux enfants ne recevront pas la considération qui leur est due, ce type de discussion se poursuivra. À moins que les valeurs masculines cessent d'exercer leur influence dans toutes les sphères de la société et dans l'ensemble de notre culture, et à moins que les besoins de l'homme rejoignent ceux de la société, les femmes, les enfants et leurs valeurs, caractéristiques, préoccupations et potentiels continueront à être sous-évalués et relégués, comme l'explique la sociologue Angela Miles, en marge de la société. Les femmes et les enfants continueront à occuper une place moins importante et donc inégale au Canada. Lorsqu'il n'existera plus aucune scission entre la vie et le travail, peut-être pourrions-nous alors prendre soin de nos enfants d'une façon plus naturelle, plus complète et plus tendre.

Ne parlons plus des buts à long terme plus philosophiques et revenons au 27 août 1985 à Charlottetown. Par exemple...

J'ai trouvé un nouvel emploi et je commence la semaine prochaine. Depuis la dernière augmentation de loyer, nous ne pouvons plus rester au même endroit. Nous devons déménager si je ne peux pas participer aux dépenses de la maison. Mon fils aîné se plaît à son école. Ses meilleurs amis sont les enfants de nos voisins. Nous nous plaisons ici. Si nous déménageons, nous devons opter pour une autre partie de la ville. Je suis restée à la maison pendant sept ans, et je me sens capable de concilier ma vie professionnelle et familiale. Nous avons tous accepté de faire notre part. Mais que vais-je faire de mes deux plus jeunes enfants? À la garderie qui répond le plus à nos besoins, il y a une liste d'attente de deux ans. Quant à l'autre garderie, les enfants de moins de trois ans n'y sont pas admis. Qu'en est-il de la troisième? Je ne veux pas que mes enfants passent toute la journée dans un sous-sol en béton à proximité d'une blanchisserie automatique! L'amie d'une amie m'a donné les noms de deux femmes qui consentiraient à garder mes

[Texte]

I do not think I need go on. The story is not unique and the struggle has been lived again and again all across the country.

Here in P.E.I., approximately 68% of women who are between 20 and 44 years of age are now in the labour market. Projections indicate that this figure will increase to 90% in the 1990s.

At present, there is licensed care for only 7% of our pre-school children. And for infants and toddlers under two years of age, there is virtually no licensed care at all.

The average wage of daycare workers is \$5.43 per hour. There are no benefits for early childcare workers besides the Canada Pension Plan and Unemployment Insurance. And, in addition, P.E.I. is the only province in the country which has not yet established some method of direct funding for childcare programs. We are also the only province with no public kindergarten, thus imposing an additional year of childcare expenses on parents of young children. These are the facts. And we need your help.

In closing, I would like to read to you three specific goals developed by the Canadian Day Care Advocacy Association, which were included as part of a brief presented to a Task Force on Childcare in October 1984. I believe they are not outdated. We ask the same of you here today.

The first is the recognition by the federal government of the daycare crisis in Canada and its responsibility to provide leadership in the resolution of this crisis. The second is the development by the federal government of a nationwide dialogue on how we, as a society, are going to raise our children, have a vibrant economy and practise sexual equality.

• 1700

Third, the development by the federal government of short- and long-term plans for the implementation of an accessible, affordable day care system for Canadians.

On behalf of Prince Edward Island Women's Network, I thank you for your attention and, as I have said once before today, I hope your listening will translate into action on our behalf. Thank you.

The Chairman: Thank you very much. We will start with Mr. Tremblay.

Nous allons commencer les questions avec M. Maurice Tremblay, député de Lotbinière.

M. Tremblay (Lotbinière): Merci, monsieur le président. Être dans les Maritimes après avoir ni plus ni moins parcouru le reste du pays est un désavantage en ce sens que le mémoire que l'on vient d'entendre va, évidemment, dans le sens de plusieurs autres mémoires présentés déjà devant ce Comité.

[Traduction]

enfants, mais je ne connais pas personnellement la qualité des soins qu'ils recevront, etc..

Je pense qu'il n'est pas utile que je poursuive. Cette histoire n'est pas un cas exceptionnel et beaucoup de femmes doivent faire face à cette situation partout au Canada.

Dans l'Île-du-Prince-Édouard, environ 68 p. 100 des femmes âgées de 20 à 44 ans sont maintenant sur le marché du travail. Les prévisions indiquent que ce pourcentage passera à 90 p. 100 dans les années 90.

À l'heure actuelle, seuls 7 p. 100 des enfants d'âge préscolaire peuvent être placés dans des garderies. Quant aux bébés de moins de deux ans, il n'existe pratiquement aucune institution autorisée pour eux.

Le salaire horaire moyen des travailleurs dans les garderies est de 5.43\$. Ils ne bénéficient d'aucun plan de protection, si ce n'est le Régime de pensions du Canada et l'assurance-chômage. De plus, l'Île-du-Prince-Édouard est la seule province canadienne à ne pas financer directement de programmes de soins aux enfants. C'est également la seule province où il n'existe pas de maternelles publiques et où les parents de jeunes enfants doivent défrayer les coûts de garderie pour une année supplémentaire. Tels sont les faits. Nous avons besoin de votre aide.

En conclusion, j'aimerais vous lire les trois buts spécifiques définis par la *Canadian Day Care Advocacy Association*, exposés brièvement à un groupe de travail sur la garde des enfants en octobre 1984. Je pense qu'ils s'appliquent encore aujourd'hui. Je veux vous les exposer ici aujourd'hui.

En premier lieu, nous demandons au gouvernement fédéral de reconnaître l'existence d'une crise en matière de garde des enfants et sa responsabilité dans la recherche d'une solution. En second lieu, nous demandons au gouvernement fédéral de susciter un débat national sur la façon dont les Canadiens, en tant que société, doivent élever leurs enfants, avoir une économie forte et favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes.

Troisièmement, l'élaboration de plans à court et à long terme par le gouvernement fédéral en vue de la mise en oeuvre d'un système de garderie accessible et peu coûteux pour les Canadiens.

Au nom du *Women's Network* de l'Île-du-Prince-Édouard, je vous remercie de l'attention que vous m'avez accordée et comme je l'ai déjà dit aujourd'hui, j'espère que des mesures concrètes suivront cette intervention. Merci.

Le président: Merci beaucoup. Nous allons commencer avec M. Tremblay.

We will begin the question period with Mr. Maurice Tremblay, M.P. for Lotbinière.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Thank you, Mr. Chairman. To be here in the Maritimes after having been almost all over the rest of the country is a disadvantage because the brief which was just presented to us reflects the same ideas as did many briefs presented before this Committee.

[Text]

Cependant, et je veux vous rassurer tout de suite, la façon dont vous nous l'avez livré nous donne davantage l'importance du problème que vous nous exprimez.

Je n'ai pas de question comme telle à vous poser sauf pour vous dire que, et je pense que vous le sentez, nous sommes énormément sensibles à cette dimension. Déjà je peux vous dire que les membres de ce Comité se sont réunis à plusieurs reprises et quant aux suggestions que vous nous apportez, aux recommandations que vous nous soumettez, sans engager les autres membres de ce Comité, je vous dis que j'y suis personnellement et particulièrement sensible et cela sans s'embarrasser, encore une fois, des divers niveaux de juridiction. Vous le mentionnez dans votre mémoire, à savoir que le gouvernement, comme je le disais tantôt dans une autre circonstance, doit agir, doit avoir le sens du leadership et faire en sorte de bouger dans le sens des principes reconnus par ce que l'on pourrait appeler le commun des citoyens. Et c'est dans ce sens-là que va votre mémoire. Je me ferai un devoir de le relire pour m'efforcer que nos recommandations puissent aller, non seulement dans le sens que vous le souhaitez mais également dans le nôtre. Et je vous en félicite. Merci.

The Chairman: Sheila Finestone, Member of Parliament for Mount Royal.

Mrs. Finestone: Thank you, Mr. Chairman, and as I have been criticized for saying "ladies", I will say thank you, women.

I would like to make one or two observations and then I would like to ask you a question, if I may.

Firstly, I am glad you included the quote which was presented to Katie Cook's task force over this past year. I think you are right that they still hold, that the federal government take a look at the daycare crisis. I think you can be comforted and be assured that the Minister of National Health and Welfare has assured us that there will be a pick-up and a new task force put into place. We will see some resolution, I hope, in the nearer rather than the further future.

Secondly, I must say that I was . . . Your page 6 and your statistics are quite surprising. I find them sad. When you say that you have licensed daycare for only 7% of your preschool children, that you have no direct funding for childcare programs, etc., may I make the following suggestion on page 1? That is, that under your statements of purpose you add one more statement of purpose, and that is to promote access to the levers of power. That would be to the boards of education, the municipal councils, and your provincial legislature. I think they need your expertise and your guidance. So could you add that to your statement of purpose and principles?

• 1705

The last thing—and this is in a sense a question to you—in the establishment of an accessible, affordable day-care network, firstly, would you include more than the pre-school child? I am thinking of the latch-key child, or the women who have to work and are working and have children who are up to

[Translation]

Nevertheless, and I reassure you right now, the manner in which you have presented it better highlights the importance of the problem you are submitting.

I do not have a specific question, I only want to stress what I am sure you can sense, and that is that we are well aware of this aspect. I can tell you that the members of this Committee have met many times; regarding the suggestions you have brought and the recommendations you have made, without tying down the other members of this committee, I can tell you I am personally very well aware of it, putting aside, once again, the question of various levels of jurisdiction. You mention it in your brief, that is that the government, as I was saying under other circumstances, must act, must show leadership and must take measures according to the principles recognized by what we could call the big majority. And that is basically what your brief says. I will make it my duty to read it again to try to make sure that our recommendations may suit your wishes and also ours. And I congratulate you. Thank you.

Le président: Sheila Finestone, députée de Mont-Royal.

Mme Finestone: Merci, monsieur le président, et comme l'on m'a reproché d'avoir dit «Mesdames», je dirai merci, les femmes.

J'aimerais faire une ou deux remarques et puis j'aimerais vous poser une question si le permettez.

Tout d'abord, je suis contente de voir que vous avez inclus la citation présentée durant cette dernière année au groupe de travail de Katie Cook. Je pense que vous avez raison de dire que cela tient toujours, que le gouvernement fédéral se penche sur la crise des garderies. Je crois que cela vous fera plaisir de savoir que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social nous a assurés que le travail se poursuivrait et qu'un nouveau groupe de travail serait créé. Nous allons assister, je l'espère, à la résolution du problème dans un avenir proche.

Deuxièmement, je dois dire que j'ai été . . . votre page 6 et vos statistiques sont tout à fait étonnantes. Je trouve ça très triste. Lorsque vous dites qu'il y a des garderies ne possédant des permis que pour environ 7 p. 100 des enfants d'âge préscolaire, qu'il n'y a pas de subventions directes pour les programmes de garderie, etc., puis-je faire la suggestion suivante pour la page 1? C'est-à-dire que sous votre objectif vous en ajoutez un autre qui vise à promouvoir l'accès aux pouvoirs, qui pourraient être les commissions scolaires, les conseils municipaux et votre gouvernement provincial. Je crois qu'ils ont besoin de vos compétences et de votre aide. Pourriez-vous donc ajouter cela à vos objectifs et principes?

La dernière chose—et c'est en fait une question que j'ai à vous poser—concerne la création d'un réseau de garderies accessibles et peu coûteux, premièrement, est-ce que vous incluez seulement les enfants d'âge préscolaire ou non? Je pense ici aux enfants dont la mère travaille, les enfants qui

[Texte]

their teens coming home alone. Secondly, do you see the need for a national day-care act, something like the Unemployment Insurance Act, which would have a statute in that regard?

Ms Mazer: I will just pass the microphone to Diane Porter, because she is in fact our day-care expert.

Mrs. Finestone: Thank you.

Ms Diane Porter (Member, P.E.I. Women's Network): Besides being a member of Women's Network, I also represent P.E.I. on the Canadian child day-care federation, which is presently struggling to become an entity in this province. I am also a member of the Day Care Advocacy Association of Canada.

There is definitely a need for a national act around the whole business of child care. There is a lot of debate on what would be included in that act. That is why the task force is needed to look at Canadian opinion, Canadian needs, and to address the problems that exist in the country.

Mrs. Finestone: Did you get a chance to speak to the first task force that went through?

Ms Porter: Yes.

Mrs. Finestone: Did that have an impact in terms of sensitizing? Do you think the society now is ready for the second task force and will respond better?

Ms Porter: There is a fairly active day-care lobby group in this province. There are needs that people in urban areas have not even looked at before. In all our discussions on day-care, the bottom line is always with the policy-makers saying perhaps women really do not need day-care; perhaps they should look again at their priorities. We face that time and time again. This is not the first free-fund day-care we have presented to the task force, to the provincial departments, to the provincial Ministers and to the Cabinet committees.

Mrs. Finestone: I guess the number of concerns we have been expressing as women and that the face of woman is poverty, particularly in her older years as a result of the lack of access to finances in her working years, because if you choose to work at home you have no finances to finance your old age... That is our major concern. When I say access to the levers of power and access to the ears of those in power, that is the message, I guess. You have started it; just keep it up.

Ms Porter: Thank you. There are other problems that exist in Prince Edward Island because we are a rural-based province. Farm women who are helping on the farm need child care. Twenty percent of the farm accidents last year occurred to children.

Mrs. Finestone: It is very high.

[Traduction]

doivent revenir à la maison seuls jusqu'à ce qu'ils soient adolescents. Deuxièmement, pensez-vous que nous avons besoin d'une loi nationale concernant les garderies, quelque chose comme la Loi sur l'assurance-chômage qui aurait cours à cet égard?

Mme Mazer: Je laisse la parole à Diane Porter, qui est en fait notre expert en garderie.

Mme Finestone: Merci.

Mme Diane Porter (membre, Women's Network de l'Île-du-Prince-Édouard): En plus d'être membre du *Women's Network*, je représente également l'Île-du-Prince-Édouard à la Fédération canadienne des garderies pour enfants, qui se démène actuellement pour devenir une entité juridique dans cette province. Je suis également membre de l'Association canadienne en faveur des garderies.

Nous avons de toute évidence besoin d'une loi nationale concernant toute cette question de la garde des enfants. Il y a beaucoup de discussions pour savoir ce que devrait comporter cette loi. C'est pourquoi, il faut un groupe de travail pour examiner l'opinion canadienne, les besoins des Canadiens et traiter des problèmes qui existent.

Mme Finestone: Avez-vous réussi à parler au premier groupe de travail?

Mme Porter: Oui.

Mme Finestone: Est-ce que cela a eu un impact? Avez-vous réussi à les sensibiliser à la cause? Pensez-vous que la société est maintenant prête pour un deuxième groupe de travail et répondra mieux?

Mme Porter: Il existe un groupe de pression concernant les garderies relativement actif dans notre province. Il existe des besoins que les gens en milieu urbain n'ont même jamais vus. Dans toutes nos discussions concernant les garderies, ce qui revient toujours c'est que les responsables des politiques disent que peut-être que les femmes n'ont pas vraiment besoin de garderies et que peut-être elles devraient revoir leurs priorités. Nous devons faire face à cela jour après jour. Ceci n'est pas le premier projet de garderies gratuites subventionnées que nous avons présenté au groupe de travail, aux ministères provinciaux, aux ministres provinciaux et aux comités du Cabinet.

Mme Finestone: Je pense que bon nombre des préoccupations que nous avons exprimées en tant que femmes et auxquelles doivent faire face la femme est la pauvreté, surtout lorsqu'elle est plus âgée parce qu'elle ne gagne pas d'argent durant les années où elle pourrait être sur le marché du travail, parce que si tu choisis de travailler à la maison tu n'auras pas d'argent lorsque tu seras vieille... C'est là notre principale préoccupation. Lorsque je parle d'accès aux pouvoirs et aux oreilles de ceux qui ont le pouvoir, c'est ce que je voudrais qu'on leur dise. Vous avez commencé, continuez.

Mme Porter: Merci. Nous avons d'autres problèmes à l'Île-du-Prince-Édouard parce que nous sommes une province essentiellement rurale. Les femmes qui aident à la ferme ont besoin de garderies. 20 p. 100 des accidents sur les fermes l'an dernier ont touché des enfants.

Mme Finestone: Ce pourcentage est très élevé.

[Text]

Ms Porter: Yes, it is. Twenty percent of the farm accidents last year occurred to children. Farm women are leaving the home to save their farms by supplementing the farm income. They need rural-based day-care. When fish plants open we need day-care for long hours, for shifts. They do not close down the plant at 5 p.m. when the day-care centre closes; it goes until the fish are finished. During the busy tourism season here we need day-care in areas of the province where day-care is not needed the rest of the year.

We need to look at all the provinces, the unique problems that exist in those provinces, and to determine what is needed.

• 1710

A national act looking at the majority of Canadians might miss some of the subtleties that affect the 124,000 people who live in this province. There is a trend away from private daycare. In this province most of the daycare is private daycare, mom and pop operations. They are not corporate chains. We do not have any here. But a person who has a daycare in their home or who has decided to operate one in a church... it is a private concern.

Mrs. Finestone: Is there legislation here that sets the norms and the standards: the number of children per teacher, the amount of space per child, etc.?

Ms Porter: We have very good regulations here, which are being redrafted now because we are hoping that the regulations will go a little farther. We cover health and safety standards here right now and we are hoping that soon that will cover staff certification.

Mrs. Finestone: Is it your feeling that you cannot adapt? You said that you have an adequate private chain...

Ms Porter: We do not have chains.

Mrs. Finestone: I mean private... My concern is that you cannot have only one mode, and I think you support me in that.

Ms Porter: Right.

Mrs. Finestone: There are a variety of forms. You need a part-time daycare, which in Quebec we call *les halte-garderies*; you have nursery school, which is half-day daycare; and you have the corner women who can look after your children, two, three or four children in their home. All of them have positive and negative aspects.

If it is run through the private sector—and I do not think that is so wrong; I think it does not necessarily always have to be public; there are places for public as well as private—if you can interlock the need for public in terms of supplementation but through the private network, would you find that adequate?

[Translation]

Mme Porter: Oui c'est très élevé. 20 p. 100 des accidents sur les fermes l'an dernier ont touché des enfants. Les femmes quittent leur maison pour sauver leur ferme en allant gagner de l'argent ailleurs. C'est ça mon besoin de garderies en milieu rural. Lorsque les usines de poisson ouvrent, nous avons besoin de garderies pour celles qui travaillent de longues heures ou par postes. L'usine ne ferme pas à 5h00 du soir lorsque la garderie ferme, elle ferme lorsque le travail est fini. Durant la saison touristique, nous avons besoin de garderies dans des endroits de la province où nous n'en avons pas besoin le reste de l'année.

Il nous faut regarder dans chaque province, voir quels sont les problèmes et déterminer ce dont les provinces ont besoin.

Une loi applicable à l'échelle nationale et portant sur la majorité des Canadiens pourrait négliger certaines des subtilités qui concernent les 124 000 personnes qui vivent dans cette province. On observe une tendance à la disparition des garderies privées. Dans cette province, la plupart des garderies sont privées, des exploitations familiales. Il ne s'agit pas de compagnies. Nous n'avons pas ce genre de compagnies ici. Mais une personne qui exploite une garderie à la maison ou qui a décidé d'en exploiter une dans une église... c'est une question privée.

Mme Finestone: Y a-t-il une loi ici qui établit des normes: le nombre d'enfant par moniteur, l'espace alloué par enfant, etc.?

Mme Porter: Nous avons de très bons règlements qui sont en train d'être rédigés de nouveau parce que nous souhaitons qu'ils aillent un peu plus loin. Nous avons des normes sur la santé et la sécurité dans le moment et nous espérons en avoir bientôt sur la compétence du personnel.

Mme Finestone: Selon vous, ne pouvez-vous pas vous adapter? Vous avez dit que vous aviez un réseau privé adéquat...

Mme Porter: Nous n'avons pas de réseau.

Mme Finestone: Je veux dire... Enfin vous ne pouvez pas avoir seulement un mode de fonctionnement et je pense que vous êtes d'accord sur ce point.

Mme Porter: En effet.

Mme Finestone: Il y a toutes sortes de formes possibles. Vous avez besoin de garderies à temps partiel, ce qu'au Québec on appelle des «halte-garderies»; vous avez des maternelles qui constituent des garderies d'une demi-journée; et vous avez la voisine qui peut surveiller vos enfants, vos deux, trois ou quatre enfants à la maison. Toutes ces formes ont des aspects positifs et négatifs.

Si on passe par le secteur privé—et je ne crois pas que cela soit mauvais; je crois qu'il ne faut pas nécessairement que ce soit toujours public; il y a de la place autant pour les garderies publiques que pour les garderies privées—si vous pouvez répondre aux besoins du public grâce au réseau privé, cela serait-il adéquat selon vous?

[Texte]

Ms Porter: The way the subsidization system works in this province, the parents are given the funds for child care . . .

Mrs. Finestone: Good.

Ms Porter: —and the parents are given in a booklet from the Department of Health and Social Services points to look for in a good child care program and it is up to the parent to find the program that best suits their child's needs.

Now, with the . . .

Mrs. Finestone: You are saying that the supplementation is to the child and not to the daycare centre?

Ms Porter: Right.

Mrs. Finestone: That is very good.

Ms Porter: Yes. It is in some ways good, but the money runs out before all the children are cared for.

Mrs. Finestone: Yes. That I understood. From what you have said there, are there any start-up funds or . . .

Ms Porter: No.

Mrs. Finestone: There is no start-up funding?

Ms Porter: There are no grants to daycare centres in this province whatsoever.

Mrs. Finestone: If you had one major recommendation from the presentation of your brief, what would it be?

Ms Porter: One?

Mrs. Finestone: Okay, two. All right, tell me what you would consider to be the bottom bottom line.

Ms Porter: Okay. Mr. Mulroney in his Speech from the Throne last year said that there would be a parliamentary task force on daycare. We need it; we need it now. We also need a revision of the CAP funding that comes to this province. That is not adequate. Right now the money coming cannot be used for private daycare—that includes the mom and pop operations that have done very well here—and that needs to be reviewed.

Mrs. Finestone: Thank you.

The Chairman: Just one very detailed question. You stated that 20% of farm accidents involved children. Is that a P.E.I. statistic or national?

Ms Porter: That is from the Department of Agriculture, published in March of this year.

The Chairman: Of the province or of Canada?

Ms Porter: The Province of Prince Edward Island.

The Chairman: All right. Secondly, what is the definition of "children"? What age?

[Traduction]

Mme Porter: La façon dont fonctionne le système de subventions dans cette province, les parents reçoivent de l'argent pour la garde des enfants . . .

Mme Finestone: Bien.

Mme Porter: . . . et on donne aux parents une brochure du ministère de la Santé et des services sociaux dans laquelle on indique quoi chercher dans un bon programme de garde et il revient aux parents de trouver le programme qui convient le mieux aux besoins de leurs enfants.

Maintenant, en ce qui a trait à . . .

Mme Finestone: Vous dites que le supplément va à l'enfant et non à la garderie?

Mme Porter: En effet.

Mme Finestone: C'est très bien.

Mme Porter: Oui. C'est bien d'une certaine façon, mais l'argent est épuisé avant que l'on puisse s'occuper de tous les enfants.

Mme Finestone: Oui. Je comprends. D'après ce que vous avez dit, y a-t-il un fonds de démarrage quelconque ou . . .

Mme Porter: Non.

Mme Finestone: Il n'y a aucun financement de démarrage?

Mme Porter: Il n'y a aucune subvention de quelque sorte que ce soit pour les garderies dans cette province.

Mme Finestone: Si vous aviez une grande recommandation à faire pendant la présentation de votre mémoire, quelle serait-elle?

Mme Porter: Une?

Mme Finestone: Bon, deux. D'accord, dites-moi ce que vous considéreriez comme le strict minimum.

Mme Porter: D'accord. Dans son discours du trône, l'année dernière, M. Mulroney a dit qu'il créerait un groupe de travail parlementaire sur les garderies. Nous en avons besoin, nous en avons besoin maintenant. Nous avons également besoin d'une révision du programme CAP dans cette province. Ce programme n'est pas adéquat. À l'heure actuelle, ces sommes ne peuvent être utilisées pour les garderies privées—ce qui inclut les exploitations familiales, qui fonctionnent très bien ici—et cela doit être révisé.

Mme Finestone: Merci.

La présidente: Juste un détail. Vous avez dit que 20% des accidents sur les fermes impliquaient des enfants. Est-ce une statistique de l'I.-P.E. ou une statistique nationale?

Mme Porter: Ces chiffres viennent du ministère de l'Agriculture publiés en mars de cette année.

La présidente: De la province ou du Canada?

Mme Porter: La province de l'Île-du-Prince-Édouard.

La présidente: Bien. Deuxièmement, quelle est la définition d'enfant? L'âge?

[Text]

Ms Porter: In this province "children" includes children up to the age of 12. Under the Juvenile Act, children are talked about differently, and that would go up to the age of 18.

The Chairman: So that figure may well include youngsters who are in fact working, helping out around the farm with some farm machinery and that kind of thing?

Ms Porter: Those children done in the study are under the age of 10, not under the age of 12.

• 1715

The Chairman: Oh, I see.

Ms Porter: Children under the age of 10.

The Chairman: Thank you. That clarifies something I was wondering about.

Next is Mr. Roger Clinch, Member of Parliament for Gloucester, New Brunswick.

Mr. Clinch: Thank you, Mr. Chairman. I have just an observation. P.E.I. is not the only province without kindergarten.

Ms Porter: We almost had it.

Mr. Clinch: There is a province that is dear to my heart which does not have kindergarten as well.

You said at the outset of your brief that you were going to address the question of daycare. There are probably other issues you would have addressed. I am interested in one particular issue, and I wonder if your group has discussed it or whether or not it is on the agenda. It has to do with maternity leave benefits and how they are applied through the UI scheme. Have you given any thought to the benefits that accrue to women who are pregnant and in the work force?

Ms Mazer: Women's Network has not addressed that issue specifically.

Mr. Clinch: Okay. I would suggest you probably will as you . . .

Ms Mazer: There are other groups dealing with that issue such as the advisory council and CCLOW, I think, and there are other groups.

Mr. Clinch: Thank you very much.

The Chairman: Thank you again for that very helpful presentation which we have, of course, in the written form as well. It has been very helpful having your views and suggestions this afternoon. On behalf of the committee, I would like to thank all three of you for being with us.

Ms Mazer: Thank you.

The Chairman: Perhaps I could ask if there is anyone in the hall representing the National Association of Women and the Law. The clerk had been endeavouring to see where the representatives of that organization are, and inasmuch as no one has appeared from that group at the moment, we have

[Translation]

Mme Porter: Dans cette province, on entend par 'enfant' les personnes jusqu'à l'âge de 12 ans. Dans la loi, on parle des enfants différemment et cela va jusqu'à l'âge de 18 ans.

La présidente: Alors ce chiffre pourrait très bien inclure les jeunes qui en fait de travail aident sur la ferme et ce genre de chose?

Mme Porter: Les enfants dont parle l'étude sont âgés de moins de 10 ans et non de moins de 12 ans.

La présidente: Oh, je vois.

Mme Porter: Les enfants de moins de 10 ans.

La présidente: Merci. Cela clarifie un point sur lequel je me questionnais.

Le suivant est M. Roger Clinch, député de Gloucester, Nouveau-Brunswick.

M. Clinch: Merci, monsieur le président. Je ne ferai qu'une observation. L'Île-du-Prince-Édouard n'est pas la seule province à être privée de jardins d'enfants.

Mme Porter: Nous en avons presque eus.

M. Clinch: Il existe une province chère à mon cœur qui ne possède pas non plus de jardins d'enfants.

Vous avez dit au début de votre mémoire que vous aborderiez la question des garderies. Il y a probablement d'autres questions que vous auriez aimé aborder. Je m'intéresse à une question particulière et je me demande si votre groupe en a discuté ou si cela faisait partie de votre ordre du jour. Cette question a trait aux prestations de congés de maternité et à la façon dont ils sont appliqués par l'intermédiaire du système de l'assurance-chômage. Avez-vous réfléchi sur les prestations qui reviennent aux femmes qui sont enceinte et qui sont sur le marché du travail?

Mme Mazer: *Women's Network* n'a pas abordé cette question de façon précise.

M. Clinch: Bon. J'imagine que vous le ferez probablement lorsque . . .

Mme Mazer: Il y a d'autres groupes qui ont traité de cette question tels que le conseil consultatif et je crois, ainsi que d'autres groupes.

M. Clinch: Merci beaucoup.

Le président: Merci encore pour ce mémoire très utile que vous nous avez présenté et que nous avons également sous forme de document écrit. Il nous a été très utile d'entendre votre opinion et vos suggestions cet après-midi. Au nom du comité, j'aimerais vous remercier tous les trois d'être venus ici aujourd'hui.

Mme Mazer: Merci.

Le président: J'aimerais demander s'il y a quelqu'un qui représente la *National Association of Women and the Law*. Le greffier a tenté de trouver les représentants de cette organisation et comme personne ne s'est encore présenté, nous terminons la première séance des audiences. Nous reprendrons à 18

[Texte]

completed the first round of hearings. We are going to resume at 6.30 p.m. and hear from Human Rights Prince Edward Island, followed by the Women's Employment and Development Program Sponsor, and after that, Mike Thompson will be appearing before us. So that is back in this same room at 6.30 p.m. Until then, I would like to thank all of you who have joined us for the deliberations this afternoon. I hope you have found them as informative and as helpful as I know members of the committee have.

Until 6.30 p.m., I declare this meeting adjourned.

[Traduction]

h 30 et nous entendrons des témoins de la *Women Rights Prince Edward Island*, suivi de ceux de la *Women's Employment and Development Program Sponsor*, puis de Mike Thompson. Donc rendez-vous ici même à 18 h 30. En attendant, j'aimerais remercier tous ceux d'entre vous qui se sont joints à nous au cours des délibérations de cet après-midi. J'espère que vous avez trouvé le débat informatif et aussi utile que les membres du comité.

Je déclare donc la réunion ajournée jusqu'à 18 h 30.

• 1840

The Chairman: Gentlemen, I would like to welcome you back to a resumption of the hearings by the committee on equality rights. We started here in Charlottetown this afternoon and had some exceedingly important presentations made to us.

This evening we have three more presentations, followed tomorrow morning by others. We are in the process, of course, of listening across the country to people who have practical experience and suggestions to make with respect to federal laws and programs in light of the fact that we now have in Canada section 15 of the charter in force. It has been in force since April 17 of this year. Section 15, of course, is the one that guarantees legal equality of all Canadians and prohibits discrimination.

I would like to welcome before the committee Ms Mary-Lynne Ross who is the education officer with Human Rights P.E.I. We thank her for having provided members of the committee with a copy of her submission.

Our format is pretty straightforward. I would invite you to speak to your brief and then, with the time available, we will have questions from the Members of Parliament about the points you raise. So welcome, and the floor is yours.

Ms Mary-Lynne Ross (Education Officer, Human Rights P.E.I.): Thank you. Good evening, members of the committee on equality rights, members of the voluntary sector, the public sector and the press.

Human Rights P.E.I.—*Droits de la Personne I.P.E.*—would like to thank the committee on equality rights for allowing us this opportunity to make an oral presentation to you in the presence of the other members of our community who are working to achieve equality and social justice on Prince Edward Island. We hope this evening's exchange will prove worthwhile for ourselves and for the committee on equality rights.

We would like to give a brief introduction to the work of our association and, by so doing, assist your committee in understanding why our group has chosen to make a representation to you. Human Rights P.E.I.—*Droits de la Personne I.P.E.*—is a non-governmental body, a voluntary association with membership open to all persons. We receive funding for our work from

Le président: Messieurs, j'aimerais de nouveau vous souhaiter la bienvenue à la reprise des audiences du Sous-comité sur les droits à l'égalité. Nos séances ont débuté ici à Charlottetown cet après-midi et nous avons entendu des témoignages fort importants.

Ce soir, nous entendrons trois autres présentations et les témoignages se poursuivront demain matin. Notre objectif est, bien sûr, d'entendre le témoignage de personnes de toutes les régions du Canada qui sont directement touchées par les lois et les programmes fédéraux et qui désirent formuler des recommandations à la lumière de l'article 15 de la Charte qui est maintenant en vigueur au pays. Cet article est en vigueur depuis le 17 avril de cette année. L'article 15 garantit les droits à l'égalité de tous les Canadiens et interdit la discrimination.

J'aimerais souhaiter la bienvenue à Madame Mary-Lynne Ross qui est agent de programmes éducatifs des Droits de la Personne, I.-P.-E. Nous vous remercions, Madame Ross, d'avoir fourni une copie de votre présentation aux membres du Comité.

Notre façon de procéder est assez simple. Je vous demanderais de présenter votre mémoire puis, pendant le temps qui reste, les députés pourront vous poser des questions au sujet des points que vous aurez soulevés. Je vous souhaite donc la bienvenue et vous cède la parole.

Mme Mary-Lynne Ross (Agent de programmes éducatifs, Droits de la Personne I.-P.-E.): Merci. Bonsoir à tous, membres du Sous-comité sur les droits à l'égalité, volontaires, secteur public et médias.

En qualité de porte-parole des Droits de la Personne, I.-P.-E.—*Human Rights P.E.I.*—j'aimerais remercier le Sous-comité sur les droits à l'égalité de nous avoir donné l'occasion de nous adresser à la communauté qui préconise l'égalité et la justice sociale à l'Île-du-Prince-Édouard. J'espère que les échanges de ce soir seront profitables et nous mêmes et pour le Sous-comité sur les droits à l'égalité.

Permettez-moi d'abord de vous expliquer brièvement les tâches de notre association pour que le Comité puisse comprendre les raisons pour lesquelles I.-P.-E.—*Human Rights P.E.I.*—est une organisation non gouvernementale, une association à but non lucratif qui est ouverte à tous. Nous recevons des subventions du Secrétariat d'État et, au cours des

[Text]

the Department of the Secretary of State, and the focus of our work for the past four years has been the broadening of the awareness and the understanding of human rights issues on Prince Edward Island. We believe that the route to social progress of an egalitarian type lies in educating persons to understand and respect one another and to support one another in providing for all members of society, irrespective of differences of many sorts, the opportunity to live a life that will develop to the fullest extent the conscience and spirituality of the individual.

To this end, we develop programs that reach out to people and involve them in learning about and understanding our human rights laws, our constitution and our position as a country with international obligations. We feel it is important for each person to understand their own rights so that they may be able to fight for these rights if need be or, at the very least, to be able to take full advantage of them. We feel that this knowledge of our own rights will in turn lead to a greater understanding of and respect for the rights of others.

In designing our presentation for this committee, we looked at our position in the voluntary sector and our mandate to work for the achievement of the rights of all persons, as opposed to concentrating on the rights of any particular sector of the population. Therefore, our presentation will address not so much specific inequalities and specific laws as the process of using section 15 of the Charter of Rights and Freedoms. We would like to examine the routes of access to the judicial system, make some comments about the direction we would like to see the courts take in interpreting and applying section 15, examine the relationship between section 15 and the human rights laws and, as well, give some mention to the areas of employment and government social programs that will feel the greatest impact from section 15.

• 1845

On access to justice, in the words of section 15:

Every individual is equal before and under the law and has the right to the equal protection and equal benefit of the law without discrimination and, in particular, without discrimination based on race, national or ethnic origin, colour, religion, sex, age, or mental or physical disability.

The existence of these rights is meaningless in the absence of an effective means for their enforcement. Therefore, we are concerned with the methods which must be used to gain justice under the charter. There are basically two ways in which an individual can bring a charter case before the courts: by way of a subsection 24.(1) application and by a subsection 52.(1) application.

Subsection 24.(1) states that:

Anyone whose rights or freedoms have been infringed or denied may apply to a court of competent jurisdiction to obtain such remedy as the court considers just and appropriate in the circumstances.

[Translation]

quatre dernières années, notre principal objectif a été de sensibiliser davantage les habitants de l'Île-du-Prince-Édouard aux questions des droits de la personne et d'approfondir les connaissances à cet égard. À notre avis, pour que la collectivité évolue, c'est-à-dire qu'elle tende à l'égalité, il faut éduquer les gens pour qu'ils se respectent et s'encouragent mutuellement, de manière à ce que tous les membres de la société, peu importe les différences qui peuvent exister entre eux, puissent vivre en prenant entièrement conscience des droits et de la vie spirituelle de l'individu.

À cette fin, nous élaborons des programmes à la portée de tous, visant à encourager les gens à comprendre les lois sur les droits de la personne, notre constitution et les obligations de notre pays à l'échelle internationale. Nous croyons qu'il est important que chaque personne comprenne ses propres droits de manière à les faire valoir au besoin ou, du moins, à pouvoir en bénéficier pleinement. De cette façon, nous croyons également que les gens pourront mieux comprendre et respecter les droits d'autrui.

Lorsque nous avons rédigé notre mémoire, nous avons mis l'accent sur notre rôle dans le secteur du bénévolat et sur notre mandat qui est d'assurer les droits de toutes les personnes, plutôt que sur les droits de tout secteur particulier de la population. En conséquence, nous nous intéressons moins aux inégalités et aux lois précises qu'à l'application de l'article 15 de la Charte des droits et libertés. Nous voulons examiner les possibilités d'accès au système judiciaire, passer certains commentaires sur la façon dont les tribunaux devraient, à notre avis, interpréter et appliquer l'article 15, examiner les liens qui existent entre l'article 15 et les lois sur les droits de la personne ainsi que passer en revue certains domaines d'emploi et programmes sociaux du gouvernement qui seront les plus touchés par l'article 15.

En ce qui concerne l'accès à la justice, voici le paragraphe 1 de l'article 15:

La loi ne fait exception de personne et s'applique également à tous, et tous ont droit à la même protection et aux mêmes bénéfices de la loi, indépendamment de toute discrimination, notamment des discriminations fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, le sexe, l'âge ou les déficiences mentales ou physiques.

Le simple fait de précéder ces droits est insuffisant si l'on ne dispose pas de moyens d'application efficace. Par conséquent, nous nous intéressons aux méthodes qui doivent être employées pour avoir accès à la justice en vertu de la charte. Au départ, un individu peut avoir recours aux tribunaux de deux façons: en vertu du paragraphe 24.(1) et en vertu du paragraphe 52.(1).

Voici le paragraphe (1) de l'article 24:

Toute personne, victime de violation ou de négation des droits aux libertés qui lui sont garanties par la présente Charte, peut s'adresser à un tribunal compétent pour obtenir la réparation que le tribunal estime convenable et juste eu égard aux circonstances.

[Texte]

Within this strict definition, only a person whose rights or freedoms have been infringed upon or denied can bring an application under section 24. We find this to be a very restrictive clause in terms of who may apply to bring forth a case. We foresee problems in cases dealing with the rights of children and the rights of persons with mental disabilities. Who will be allowed to bring forth cases dealing with discrimination against persons who may not be in a position to speak for themselves?

Traditionally, parents have been considered able to act on behalf of their children, but what about cases where the parents or legally appointed guardians themselves may be violating the rights of the person? We cite as an example the case of Baby K, whose parents sought to have a hysterectomy performed upon her at 10 years of age because she has a mental disability. The B.C. Court of Appeal allowed the operation to be performed and refused to allow the Canadian Association for Community Living, standing in the court, to make representations on behalf of the child. The association wished to invoke Baby K's rights under the charter, particularly the right to security of the person and the right not to be discriminated against on the basis of mental disability and sex.

We urge that the courts allow advocacy groups standing in the courts to make representations on behalf of persons and, in some cases, to be allowed to bring the case to court. We encourage the courts to consider section 24 applications from persons or groups other than the individual whose rights have been denied, especially in the cases where the person may not be able to speak for himself.

Groups or individuals may obtain standing in the courts to bring forth cases by way of a subsection 52.(1) application if they wish to have a law struck down that violates the Charter of Human Rights and Freedoms. In the wording of subsection 52.(1), we read that:

The constitution is the supreme law of Canada, and any law that is inconsistent with the provisions of the constitution is, to the extent of the inconsistency, of no force and effect.

In the majority judgment in the case of *Borowski*, Mr. Justice Martland enunciated the following test to determine standing when an applicant is seeking to attack the constitutional validity of an enactment.

To establish status of a plaintiff in a suit seeking a declaration that the legislation is invalid, if there is a serious issue as to its invalidity, a person need only show that he or she is affected by it directly, or that he or she has a direct interest as a citizen in the validity of the legislation, and that there is no other reasonable and effective manner in which the issue may be brought before the court.

Mr. *Borowski* was granted standing by a majority of the Supreme Court on the basis of Mr. Justice Martland's test. We hope this test, with its fair and open indication of who may bring a case to court, will stand and thereby allow persons and groups the access to seek the striking down or modification of an unjust law.

[Traduction]

D'après cette définition rigoureuse, seule une personne victime de violation ou de négation des droits aux libertés peut invoquer l'article 24. À notre avis, cette disposition s'applique à un nombre trop limité de personnes. Il pourrait y avoir des problèmes dans les cas où ce sont des enfants ou des handicapés mentaux qui revendiquent leurs droits. Qui sera autorisé à intenter des poursuites lorsque les personnes qui font l'objet de discrimination ne sont pas en mesure de se défendre elles-mêmes?

De tout temps, les parents ont été jugés aptes à agir au nom de leurs enfants, mais qu'advient-il lorsque les parents ou les tuteurs légaux eux-mêmes sont ceux qui violent les droits de la personne? À ce titre, mentionnons le cas de Baby K., dont les parents désiraient qu'elle subisse une hystérectomie à l'âge de 10 ans parce qu'elle était déficiente mentale. La Cour d'appel de la Colombie-Britannique a autorisé l'intervention et a refusé à la *Canadian Association for Community Living*, qui était présente, d'intervenir au nom de l'enfant. Cette Association désirait invoquer les droits de Baby K. en vertu de la Charte, particulièrement le droit à la protection de la personne et le droit d'être protégée contre toute forme de discrimination fondée sur la déficience mentale et le sexe.

Nous voulons que les tribunaux permettent aux groupes de défenseurs qui sont présents au cours des procès d'intervenir au nom des personnes et, dans certains cas, d'intenter des poursuites en justice. Nous encourageons les tribunaux à étendre la portée de l'article 24 pour permettre à des personnes ou à des groupes d'intervenir au nom des individus dont les droits ont été refusés, particulièrement lorsqu'il s'agit de personnes qui risquent de ne pas être en mesure de se défendre elles-mêmes.

Des groupes ou des individus peuvent être autorisés à intenter des poursuites en vertu du paragraphe (1) de l'article 52 s'ils désirent faire abroger une loi qui viole la Charte des droits et libertés. Voici le paragraphe (1) de l'article 52.:

La Constitution du Canada est la loi suprême du Canada; elle rend inopérantes les dispositions incompatibles de toute autre règle de droit.

Dans le jugement majoritaire relatif à la cause de M. *Borowski*, le juge Martland a énoncé l'essai suivant afin de déterminer si une personne devrait être autorisée à remettre en question la validité constitutionnelle d'une loi.

Pour déterminer si le demandeur devrait être autorisé à exiger qu'une loi soit abrogée, s'il y a lieu de croire que la loi est non valable, la partie demanderesse n'a qu'à prouver qu'elle est touchée directement ou qu'elle est directement intéressée, en qualité de citoyen, par la validité de la loi et qu'elle ne dispose d'aucun autre moyen raisonnable et efficace d'intenter une poursuite en justice.

La majorité des juges de la Cour suprême ont accepté la demande de M. *Borowski* en se fondant sur les critères établis par le juge Martland. Nous espérons que ce test qui indique de façon juste et ouverte qui doit présenter une cause devant les tribunaux s'adressera et permettra aux individus et aux troupes de chercher l'annulation ou la modification d'une loi injuste.

[Text]

• 1850

When we speak about access to justice we are immediately confronted with the problem of finances. If you cannot afford to fight for your rights then you may not be able to obtain what should be and is rightfully yours under the law. At present our legal aid system, especially on Prince Edward Island, is woefully inadequate and not available to many persons who need it. We urge that the government take steps to ensure the development of a workable, comprehensive and fair legal aid system in all the provinces. There are, of course, many types of cases of discrimination that can be handled at no cost to the complainant by the human rights commissions and we will elaborate upon the role of these commissions further along in the brief.

In interpreting section 15 of the charter, the equality clause, we must refer to section 1 of the charter, which states:

The Canadian Charter of Rights and Freedoms guarantees the rights and freedoms set out in it subject only to such reasonable limits prescribed by law as can be demonstrably justified in a free and democratic society.

This statement about justification in a free and democratic society leads us to consider the role of the judges, the adjudicators and the administrators of laws who will be defining and defending interpretations of what constitutes such a just society.

We request that the House of Commons Justice and Legal Affairs Committee review judges' nominations to the courts to ensure that these people who will be interpreting our charter are truly representative of Canadians. It is important that among the judges, administrators and adjudicators of the law that there be a proportional representation of minority groups, women and other members of society who have previously been underrepresented.

These appointments to these positions must be made on the basis of merit and not on the basis of political considerations.

The voluntary sector must also be allowed to have standing in courts to make representations on their interpretation and evidence as to what constitutes a free and democratic society.

In terms of the actual wording of section 15 and the types of discrimination enunciated, we understand that this is an open-ended statement and that there is room to suppose that future grounds of protection will be interpreted to fall under the meaning of this section. In the words of Justice Lamer:

Human Rights Laws are public and fundamental and legislation that has a remedial effect should have a broad interpretation.

We consider section 15 to be a part of laws that pertain to human rights. We wish to see a broad interpretation of section 15, one that would prevent discrimination on the grounds

[Translation]

Lorsque nous parlons d'accès à la justice, nous sommes immédiatement confrontés avec le problème des finances. Si vous n'avez pas les moyens de faire valoir vos droits, alors vous ne pouvez obtenir ce qui vous revient de droit en vertu de la loi. À l'heure actuelle, notre système d'aide judiciaire, spécialement à l'île du Prince-Édouard, est lamentablement inadéquat et n'est pas disponible pour bien des personnes qui en ont besoin. Nous recommandons fortement que le gouvernement prenne les dispositions pour assurer l'établissement d'un système d'aide juridique pratique, complet et juste dans toutes les provinces. Il y a évidemment bien des cas de discrimination qui peuvent être traités gratuitement pour le plaignant par les commissions des droits de la personne et nous parlerons plus longuement du rôle de ces commissions plus loin dans ces mémoires.

Dans notre interprétation de l'article 15 de la Charte, la clause sur l'égalité, nous devons vous reporter à l'article 1 qui stipule:

La Charte canadienne des droits et libertés garantit les droits et libertés qui y sont énoncés. Ils ne peuvent être restreints que par une règle de droit, dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique.

Cet énoncé d'une justification dans une société libre et démocratique nous oblige à considérer le rôle des juges, des arbitres et des administrateurs des lois qui définissent et défendent les interprétations de ce qui constitue une société juste.

Nous demandons que le Comité de justice et des affaires juridiques de la Chambre des communes revoie les nominations des juges pour s'assurer que les personnes qui seront appelées à interpréter notre charte soient vraiment représentatives des Canadiens en général. Il est important qu'il y ait parmi les juges, les administrateurs et les arbitres de la loi une représentation proportionnelle des minorités, des femmes et autres membres de la société qui, jusqu'à présent, étaient sous-représentés.

Ces nominations doivent se faire selon le mérite et non selon les considérations politiques.

Le secteur bénévole doit avoir une place dans les tribunaux pour faire des représentations quant à l'interprétation et aux preuves pour ce qui constitue une société libre et démocratique.

En ce qui a trait au libellé actuel de l'article 15 et des types de discriminations énoncés, nous comprenons que cet énoncé est ouvert à bien des interprétations et que bien des causes futures de protection seront interprétées comme étant sous-entendues dans cet article. D'après ce que dit le juge Lamer:

Les lois sur les droits de la personne sont publiques et fondamentales et l'ensemble des lois qui ont un effet protecteur doivent être sujettes à une interprétation large.

Nous considérons que l'article 15 de la Charte fait partie des lois qui portent sur les droits de la personne. Nous espérons voir une interprétation large de l'article 15, une interprétation

[Texte]

already written down as well as prevention of discrimination on the grounds of sexual orientation, economic background, pregnancy, language, family status, political affiliation, as well as any other grounds that may have need for protection.

Canada's international commitments under the Covenants and Economic, Social and Cultural Rights, as well as under the Covenants of Civil and Political Rights obligate us to strive to obtain for Canadians more rights than those listed in the charter. We would like to see section 15 expanded to include these rights.

In closing our comments that address the interpretation of section 15, we ask that the courts take into consideration section 27, dealing with the multicultural aspects of Canadian society, and section 28 which states that the rights and freedoms are guaranteed equally to male and female persons.

There is a definite relationship between section 15 of the charter and the human rights clause. We feel it is important to preserve and expand the role of the human rights commissions, because they are the best vehicle for dealing with many types of discrimination. The commissions offer protection to persons discriminated against in the matter of employment and employment related issues, the provision of goods and services and the access to those services.

The human rights laws cover discrimination that occurs in the private sector as well as in government. We feel the commissions have the expertise to handle cases of discrimination and we are concerned that their position not be weakened in any way by section 15.

• 1855

There have already been some arguments about the jurisdiction of the human rights laws and the charter. We urge that the jurisdiction of the commissions be retained, and in fact expanded. We would like to see the commissions given more powers to investigate and deal with systemic discrimination. We would also like to see the grounds of prohibited discrimination expanded to include economic background, sexual orientation, political affiliation, family status, and pregnancy.

The commissions, in order to effectively fulfil their mandate of protection and education, need more funding and more independence from government. British Columbia in particular needs to have a true working commission re-established.

On employment and social programs, we recognize that the government has already taken steps to discover the best way to bring about equality in the work force, and to this end commissioned the Abella report. We have reviewed this report, and find its recommendations to be good but not comprehensive enough. We support the idea of an employment equity enforcement commission to ensure that employers deal with and just not report the amount of discrimination that exists in

[Traduction]

qui éliminerait toute discrimination pour tous les motifs déjà mentionnés ainsi que l'élimination de toute discrimination pour cause d'orientation sexuelle, de situation économique, de grossesses, de langues, d'état matrimonial, d'affiliation politique ainsi que tout autre motif devant être protégé.

Les obligations internationales du Canada en vertu de la convention des droits économiques, sociaux et culturels ainsi qu'en vertu des conventions des droits civils et politiques nous oblige à nous efforcer d'obtenir plus de droits pour les Canadiens que ceux énumérés dans la charte. Nous aimerions que l'article 15 soit élargi pour comprendre tous ces droits.

Pour finir nos commentaires sur l'interprétation de l'article 15, nous demandons que les tribunaux prennent en considération l'article 27 portant sur les aspects multiculturels de la société canadienne et l'article 18 qui porte sur les droits et libertés garantis également aux hommes et aux femmes.

Il y a une relation précise entre l'article 15 de la Charte et la clause sur les droits de la personne. Nous croyons qu'il est important de préserver et d'élargir le rôle des commissions des droits de la personne parce qu'elles sont le meilleur véhicule pour traiter des nombreux types de discrimination. Ces Commissions offrent une protection aux personnes qui font l'objet de discrimination dans leur emploi et dans des domaines reliés à l'emploi, la prestation de biens et de services et l'accès à ces services.

Les lois sur les droits de la personne couvrent la discrimination qui se passe dans le secteur privé ainsi qu'au gouvernement. Nous croyons que les Commissions ont l'expérience requise pour traiter les causes de discrimination et nous ne voulons pas que leur position soient affaiblie d'aucune façon par l'article 15.

Il y a déjà eu quelques plaidoyers au sujet de la juridiction des lois sur les droits de la personne et la Charte. Nous recommandons fortement que la juridiction des Commissions soit maintenue et même élargie. Nous aimerions que les Commissions reçoivent plus de pouvoirs pour faire des investigations au sujet de la discrimination systématique et traiter de celle-ci. Nous aimerions également que les motifs interdits de discrimination soient élargis pour comprendre la situation économique, l'orientation sexuelle, l'affiliation politique, l'état matrimonial et la grossesse.

Afin de remplir efficacement leur mandat qui est de protéger et d'éduquer, les Commissions doivent être financées davantage et être plus indépendantes du gouvernement. La Colombie-Britannique en particulier a besoin de voir sa Commission de travail vraiment réétablie.

Au sujet des programmes d'emplois et des programmes sociaux, nous reconnaissons que le gouvernement a déjà fait quelques efforts pour découvrir la meilleure façon de faire observer ces objectifs d'égalité au niveau de la main-d'oeuvre active et il a même commandé le rapport Abella pour ce faire. Nous avons jeté un regard sur ce rapport et nous avons trouvé que ses recommandations étaient bonnes mais pas assez complètes. Nous appuyons l'idée d'une commission d'appli-

[Text]

their workplace. The fine recommendations of the Abella report will remain just that if there is no enforcement agency created.

In dealing with discrimination and equality in government programs that fall outside the employment sector, we wish to support the idea of the retention of universal programs such as medicare, pension plans, and family allowance. These programs are less costly to administer in the universal form, and leave less room for discretion and therefore discrimination in the universal form. We know that in many of these universal programs there are inherent inequalities, but we will leave these to be addressed by our colleagues in those groups that have done a great deal of research into these specific areas.

In closing out our presentation to the committee on equality rights, we wish to point out that although we have some definite concerns about our new Constitution and charter, we are very happy that Canadians now have a Constitution that can be utilized to bring about equality and justice. We look forward to enjoying life in a society that has made a definite commitment to a better future for all of us.

The Chairman: Thank you very much. That is a fine statement of many of the things we have been thinking about and feeling ourselves as we have been listening across the country. I have made a few notes myself of points that even as recently as yesterday in St. John's we were very much discussing: the scope of section 15 and whether it should be further amended, or the open-endedness of it being adequate to encompass anything that may come along; the continuing relevance of the human rights codes and their interaction with the charter. We will of course be dealing with the federal Human Rights Act in the course of our report, and so many things—the appointment of judges, the question of status or standing.

I just want to say, before we begin questioning, that I think your submission is a very succinct and helpful one to us, and I want to thank you for that. We could perhaps begin with Mrs. Sheila Finestone, Member of Parliament from Mount Royal.

Mrs. Finestone: Thank you, Mr. Chairman. I am sorry I arrived a few minutes late, but I think I have caught up in the reading and I listened most attentively.

I am very pleased to see you taking the global view of both the Constitution, section 15, and its interrelatedness. I think we have taken the view that section 15, if you add to that the multicultural, language, political, economic, and men-women relationships equality, you have a fairly broad-stroked canvas that leads to a society that I think was the expression of the wish and intent of the government when this was adopted not too long ago. In fact, it was only three years ago.

[Translation]

tion de l'égalité au niveau de l'emploi pour assurer que les employeurs s'occupent de tous les cas de discrimination qui existent dans leur lieu de travail. Les bonnes recommandations du rapport Abella ne seront jamais autre chose que de bonnes recommandations si une agence d'application n'est pas créée.

En ce qui a trait à la discrimination et à l'inégalité dans les programmes du gouvernement à l'extérieur du secteur de l'emploi, nous voulons appuyer l'idée du maintien des programmes universels comme l'assurance-santé, les plans de pension et les allocations familiales. Ces programmes coûtent moins cher à administrer sous leur forme universelle et laissent moins de place pour la discrimination et l'arbitraire sous leur forme universelle. Nous savons que de nombreux programmes universels comprennent des inégalités inhérentes, mais nous laisserons nos collègues des groupes concernés s'en occuper étant donné qu'ils ont fait beaucoup de recherche dans ces domaines.

Pour finir notre présentation devant ce Comité sur les droits à l'égalité, nous voulons souligner que bien que nous ayons certaines préoccupations bien précises au sujet de notre nouvelle constitution et de notre nouvelle Charte, nous sommes bien heureux que les Canadiens aient maintenant une constitution qui peut être utilisée pour apporter l'égalité et la justice pour tous. Nous espérons jouir de la vie dans une société qui se sera engagée de façon définitive pour nous assurer un meilleur avenir pour nous tous.

Le président: Merci beaucoup. C'est là un bon énoncé des choses auxquelles nous avons pensé tout au long de nos audiences au pays. J'ai moi-même pris quelques notes sur des points dont nous avons traité encore récemment, hier même à Saint-Jean: La portée de l'article 15 et la question à savoir s'il doit être modifié davantage ou s'il doit être laissé dans cet état d'imprécision pour comprendre tout ce qui peut se présenter à l'avenir; la pertinence des codes des droits de la personne et leur interaction avec la Charte. Nous traiterons évidemment de la Loi fédérale sur les droits de la personne au cours de notre rapport et bien d'autres choses encore—la nomination de juges, la question du statut ou de la position.

J'aimerais seulement vous dire avant que nous commençons la période des questions que je crois que votre exposé est très succinct et nous est très utile et c'est pourquoi je veux vous remercier personnellement. Nous pourrions probablement commencer avec M^{me} Sheila Finestone, députée de Mont-Royal.

Mme Finestone: Merci, monsieur le président. Je m'excuse d'être arrivée quelques minutes en retard. Mais je crois que je me suis rattrapée dans la lecture du rapport et j'ai écouté le plus attentivement possible.

Je suis ravie de voir que vous envisagez à la fois la Constitution, l'article 15 et ses interrelations. Je crois que nous avons eu le point de vue que l'article 15, si vous y ajoutez le point de vue égalitaire des relations multiculturelles, linguistiques, politiques, économiques et les relations entre hommes et femmes, cela nous donne une large toile de fond sur laquelle se dessine une société qui est justement comme celle que le gouvernement désirait obtenir lorsqu'il a adopté la Charte il

[Texte]

I particularly noted your observation on page 2 with international obligations. I believe you addressed that issue again on page 6.

• 1900

I would like to ask you, with respect to that, do you feel there should be a definite commitment in the report that we will be making that our international obligations should be considered in all legal interpretations and in broadening our perceptions in the interpretation of the act? In a sense what I am saying to you, if I take as a very concrete example either affirmative action or equal pay for a work of equal value, is that those are in international covenants that have been signed ILO—discrimination against women—and as late as the forward-looking strategies document adopted in Copenhagen.

I think my concern is: Should we be very specific in saying that we need certain amendments, certain additions to the Constitution, or are those the kinds of commitments that perhaps could be added to our Canadian human rights charter, which is not as difficult to add to—not as complex—or would it be sufficient for our report to state that we believe that our obligations also include our signatures on international covenants?

Ms Ross: We have signed the international covenants, and therefore I believe that the government is obligated to work to fulfil those in whatever manner it can, and it may not take the form of just going through the charter or just through the commissions. I think it can go through both venues. As I stated in the paper, we believe that the human rights commissions in some ways are best set up to deal with cases of discrimination, but we would also look to the government to be more involved in perhaps the affirmative action type of programs that would help to fulfil our international law obligations. You cited women as an example, so affirmative action would be a program that the government could proceed with. That would add to the progress in this direction. And then you would also have the commissions that would back up cases where companies did not fulfil their obligations, and so on.

I think you should be specific in your report to make specific references to specific covenants that Canada has signed to ensure that governments remember they have pledged to achieve these goals.

Mrs. Finestone: Good. So in other words that we state in very strong terms that we want them to take cognizance of this in their deliberations and in their judgments, both the judges and the human rights commissions at both jurisdictional levels—federal and provincial.

Could you tell me how many people your organization is able to attract as members, and through your educational programs how many people on average would attend an average meeting or an annual meeting?

[Traduction]

n'y a pas trop longtemps. En réalité, cela ne fait pas plus de trois ans.

J'ai particulièrement pris note de votre observation à la page 2 en ce qui a trait aux obligations internationales. Je crois que vous avez fait mention de cela encore une fois à la page 6.

J'aimerais vous demander à ce sujet si vous croyez que notre rapport devrait contenir un engagement définitif, à savoir que nos obligations internationales soient considérées dans toutes les interprétations juridiques ainsi que dans l'élargissement de nos perceptions dans l'interprétation de la loi? Dans un sens, ce que je veux dire, si je prends l'exemple très concret de l'action positive ou de salaire égal pour un travail égal, qu'il s'agit là de conventions internationales qui ont été signées ILO—discrimination contre les femmes—et qu'elles datent d'aussi loin que le document de stratégie adopté à Copenhague.

Voici quelle est ma préoccupation: devons-nous être très précis en disant que nous voulons certaines modifications, certains ajouts à la Constitution, ou sont-ce les particularités des engagements qui doivent probablement être ajoutées à notre Charte des droits de la personne qui ne sont pas difficiles à ajouter—du moins pas aussi complexes—ou serait-il suffisant d'écrire dans notre rapport que nous croyons que nos obligations comprennent également notre signature sur les conventions internationales?

Mme Ross: Nous avons signé les conventions internationales, je crois donc que le gouvernement est obligé de les respecter de la façon qu'il peut, et cela peut prendre une toute autre forme que de seulement s'en remettre à la Charte ou aux commissions. Je crois que l'on peut prendre les deux solutions simultanément. Comme je l'ai dit dans notre rapport, nous croyons que les deux commissions des droits de la personne constituent le meilleur moyen de traiter des causes de discrimination, mais nous espérons également que le gouvernement s'implique davantage sous forme de programmes d'action positive qui nous aideraient à respecter nos obligations juridiques internationales. Vous avez cité les femmes en exemple, le gouvernement pourrait donc mettre de l'avant un programme d'action positive. Cela permettrait de progresser dans ce domaine. Il y aurait également les commissions qui présenteraient les cas mettant en cause les compagnies qui ne respectent pas leurs obligations etc.

Je crois que votre rapport devrait énumérer de façon précise les conventions que le Canada a signées de façon à assurer que les gouvernements se rappellent qu'ils ont juré d'atteindre ces buts.

Mme Finestone: Très bien. Ainsi, vous voulez que nous disions en termes bien précis que nous voulons qu'ils prennent connaissance de cela dans leurs délibérations et dans leurs jugements, à la fois les juges et les commissions des droits de la personne aux deux paliers de juridiction—fédéral et provincial.

Pouvez-vous me dire combien de personnes votre organisation peut attirer comme membres, et combien de personnes en moyenne assistent à vos réunions ou vos assemblées annuelles par l'entremise de vos programmes éducatifs?

[Text]

Ms Ross: At an annual meeting we would have anywhere from 35 to about 60 people. Through our education programs we reach a much larger number of people. For instance, we had an education program in the school system last year. We do a lot of education programs where the general public is invited, and then we do very specific programs with groups such as unions, employment counsellors, voluntary associations, and so on.

Mrs. Finestone: So you do get into the schools, then?

Ms Ross: Yes, we do.

Mrs. Finestone: That is great.

I notice that you list a series of areas of discrimination that you think should be seriously considered and perhaps added to the Human Rights Act. I was interested that you had not added marital status and pregnancy. Did you not think that they should be enunciated quite specifically?

Ms Ross: Yes, I did. I meant to say that they should be specifically included in the laws. In some cases they are. In the federal Human Rights Act they are, but in many provincial codes they are not.

Mrs. Finestone: You say you would like to see section 15 expanded to include these rights. I first thought you meant that in your interpretation—and as a judge, the justice had enunciated it—it was open-ended, and therefore the interpretation could be ongoing both through the courts and through the human rights tribunals.

• 1905

Ms Ross: Yes.

Mrs. Finestone: Then I got to where you say you would like to see section 15 expanded to include these rights. I would rather see the extension or expansion in the Human Rights Code, but not in section 15. I do not think perhaps we would serve ourselves best if we have a long shopping list, because then it could be restrictive rather than enlarged. If you keep adding, then you are directing the court to consider only those things. As it now stands, as a comment it says "and in particular". That means it is not exclusive; it is illustrative, in a sense. But it is on that last case that I am asking what you meant.

Ms Ross: If they could be brought about by case law, I suppose that is another way to enter them into section 15 without having a specific amendment being written in. If the judges make decisions saying, for example, that discrimination on the basis of sex includes discrimination based on pregnancy, that would be good. But it is sometimes better to have them written in there, and then there is less room for interpretation. I do not think having them added would necessarily mean that, by lengthening the list, it would have to be cut off at some point.

Mrs. Finestone: I think that is a point of view we must really examine.

[Translation]

Mme Ross: À l'assemblée annuelle, nous avons de 35 à 60 personnes, mais nous atteignons un nombre beaucoup plus important de personnes par nos programmes éducatifs. Par exemple, nous avons eu un programme éducatif l'année dernière dans le système scolaire. Nous avons de nombreux programmes éducatifs auxquels le grand public est invité et nous avons également des programmes très précis avec des groupes comme les syndicats, les conseillers d'emploi, les associations bénévoles, etc.

Mme Finestone: Avez-vous accès à l'école alors?

Mme Ross: Oui.

Mme Finestone: C'est merveilleux.

Je vois que vous énumérez une série de domaines de discrimination qui devraient être pris sérieusement en considération et peut-être même ajoutés à la Loi sur les droits de la personne. J'ai également remarqué que vous n'avez pas ajouté l'état matrimonial et la grossesse. Ne croyez-vous pas qu'ils devraient être énoncés de façon spéciale?

Mme Ross: Oui, je le croyais. Je voulais dire qu'ils devraient être inclus de façon bien précise dans les lois. Dans certains cas ils sont inclus, comme dans la loi fédérale sur les droits de la personne, mais ils ne le sont pas dans bien des codes provinciaux.

Mme Finestone: Vous dites que vous aimeriez que l'article 15 soit élargi pour inclure ces droits. J'ai tout d'abord cru que vous vouliez dire que, selon votre interprétation en tant que juge—et tel qu'énoncé par la loi—c'était sans limites fixes et, par conséquent, l'interprétation pourrait servir soit devant les cours soit devant les tribunaux des droits de la personne.

Mme Ross: Oui.

Mme Finestone: Puis j'arrive au point où vous dites que vous souhaitez voir l'article 15 élargi de manière à inclure ces droits. Je préférerais l'extension du Code des droits de la personne et non de l'article 15. Je ne pense pas qu'une longue énumération puisse servir nos intérêts; cela pourrait même au contraire être restrictif. Plus vous ajoutez de points, plus vous incitez les tribunaux à ne prendre que ces points en considération. Dans l'état actuel et à titre de remarque, il y est dit «et en particulier». Cela signifie que ce n'est pas exclusif; dans un sens cela sert à illustrer. Mais, c'est sur ce dernier point que je vous demande ce que vous avez voulu dire.

Mme Ross: S'ils pouvaient être établis par la jurisprudence, je suppose que ce serait un autre moyen de les introduire dans l'article 15 sans qu'il soit nécessaire d'insérer une modification. Par exemple, si les juges qui prennent les décisions disaient que la discrimination fondée sur le sexe comprend la discrimination pour cause de grossesse, cela serait bien. Mais il est parfois préférable de les écrire noir sur blanc afin qu'il y ait moins de place pour l'interprétation. Je ne crois pas que le fait de les ajouter signifie nécessairement que, en rallongeant la liste, il faille en retrancher quelque chose.

Mme Finestone: Cela m'apparaît comme un point de vue que nous devons absolument examiner.

[Texte]

Ms Ross: Yes.

Mrs. Finestone: I wonder if you would spend one moment elaborating on your reaction to the application of the employment equity package without its mandatory features. On pages 8 and 9, you address employment and social programs. Would you like to elaborate on that at all?

Ms Ross: We are concerned regarding the reporting procedures required by the companies. If there is no insurance as a result of reporting discrimination in the workplace, if there is no way to ensure that they take action to redress the problems, then there is a good chance they will not or that they will take a very long time.

Mrs. Finestone: I think Judge Abella has said that voluntary programs have not proven to be effective in terms of the advancement or the promotion of minorities and women, and that without first of all a basic guideline or statistical base from which you can measure, and then without some kind of sanctions, you really are not going to get anywhere just to have the reporting mechanism and no formal monitoring and penalty mechanism. Would you agree with that principle?

Ms Ross: Yes.

Mrs. Finestone: Thank you very much.

Ms Ross: Thank you.

The Chairman: Next is Mrs. Pauline Browes, Member of Parliament for Scarborough Centre.

Mrs. Browes: Thank you, Mr. Chairman. I would like to thank you for the very comprehensive brief you have presented to the committee, with a very thoughtful approach to the various items we will be addressing according to section 15.

I share some of the concerns Mrs. Finestone and other members of the committee have mentioned concerning the expansion of the charter itself in the sense that, if you include a good number of things, then those are the only things on which there is no discrimination. Therefore if it is open-ended, so to speak, there is protection for discrimination on all grounds.

It was rather interesting yesterday when we were hearing from the Minister of Justice. In his questioning he said he considers it open-ended, and in relation to your comment, in the courts we may find it is sometimes interpreted to be different than open-ended. In response to this, he stated that perhaps there should be something done at that time, if the courts in fact found it to be such that it was not included, in particular, some item not included. So I do share some of the same sentiments that Mrs. Finestone has mentioned.

• 1910

I would like to ask you what kind of response you have had in relation to including some of those particular items you delineated on section 15 of the Charter of Rights and Freedoms in the Prince Edward Island Human Rights Code.

[Traduction]

Mme Ross: Oui.

Mme Finestone: Je me demande si vous voulez bien consacrer un instant pour nous exposer votre réaction à l'application du programme concernant l'équité en matière d'emploi sans ses dispositions obligatoires. En pages 8 et 9, vous abordez les questions d'emploi et de programmes sociaux. Voulez-vous nous donner plus de détails à ce propos?

Mme Ross: Ce qui nous préoccupe ce sont les méthodes demandées par les sociétés pour établir un rapport. S'il n'y a pas de garantie à la suite d'un rapport discriminatoire au travail, s'il n'y a aucun moyen de s'assurer que des mesures seront prises en fait alors rien ne sera probablement fait ou cela prendra beaucoup de temps.

Mme Finestone: Il me semble que le juge Abella a affirmé que les programmes volontaires ne se sont pas révélés efficaces en matière d'avancement ou de promotion des minorités et des femmes, et que, en tout premier lieu, sans directives générales de base ou sans base statistique permettant de mesurer les progrès, et ensuite sans aucune forme de sanction on n'arrivera à rien avec le mécanisme d'établissement de rapports s'il n'y a pas en même temps un mécanisme formel de surveillance et de sanction. N'êtes-vous pas d'accord avec ce principe?

Mme Ross: Je le suis.

Mme Finestone: Je vous remercie beaucoup.

Mme Ross: Merci.

Le président: C'est maintenant à M^{me} Pauline Browes, députée de Scarborough Centre, de prendre la parole.

Mme Browes: Merci, monsieur le président. Je tiens à vous remercier pour l'exposé très complet que vous venez de présenter devant le Comité, et l'attention particulière que vous avez accordée aux différents points concernant la section 15.

Je partage les appréhensions de M^{me} Finestone et d'autres membres du Comité relativement à l'extension de la Charte, savoir qu'en essayant de rallonger la liste des motifs on court le risque d'en laisser de côté. Tandis que s'il n'y a pas de limites fixes, on se protège contre la discrimination fondée sur n'importe quel motif.

C'était intéressant, hier, d'entendre le ministre de la Justice. Dans ses questions il affirme qu'il considère que c'est sans limites fixes, et d'après vos remarques, on peut constater que parfois les tribunaux l'interprètent tout autrement. En réponse à cela, il prétend qu'il y aurait peut-être quelque chose à faire à ce moment-là, si les tribunaux estiment en fait que certains points particuliers ne sont pas inclus. Donc je partage, moi aussi, certains des sentiments exprimés par M^{me} Finestone.

J'aimerais savoir quel genre de réponse vous avez obtenu concernant l'introduction, dans l'article 15 de la Charte des droits et libertés de la personne, de certains points particuliers que vous avez esquissés dans le Code des droits de la personne de l'Île-du-Prince-Édouard.

[Text]

Ms Ross: The Prince Edward Island Human Rights Code, when compared with human rights codes in other provinces, is a very good one. The grounds have been enlarged, specifically in the past two years. We have also taken one step backward. We have political affiliation protection on the basis of discrimination and on the basis of political affiliation and we also have a section that defines alcoholism as a physical disability, which I believe was unique in Canada. The research for it was done here. We took a step backward this year when a woman who was pregnant and lost her child was not offered protection by the commission. It felt that, because of rulings of higher courts, pregnancy, unless specifically spelled out, would not fall under the category of discrimination on the basis of sex. So we are going backward a little bit in that area. There are submissions made every year to broaden the scope of the work of the commission. Some of these are received and some are not.

Mrs. Browes: How about your concern with sexual orientation being included in the provincial code? As I understand it, the Province of Quebec is the only one that has it included.

Ms Ross: Yes.

Mrs. Browes: What has been your discussion with the province on that one?

Ms Ross: We have not actually had any discussions with the province on that particular issue to this point, partly as a result of our group not necessarily having the time to follow up every area that we feel needs work. We have to set priorities for the types of work that we do. So lobbying in that particular area right now has not been particularly intense. But sometime in this coming year, we hope to spend a bit more time on trying to get some things changed in the legislation. Right now, we are very busy just explaining the existing legislation to people, making sure that they understand it and know where they can go if they have been discriminated against and so on.

Mrs. Browes: Just one final question. On page 8 of your brief, you talk about the independence of the commission from government and the need for funding. Do you want to expand a little bit on where you feel the problems are concerning independence and amounts of funding?

Ms Ross: Our commissioners are appointed by government and receive salaries from government. Many human rights violations occur within government bureaucracies, so it becomes a bit of a delicate relationship. It is something I have not totally perfected, I guess.

Mrs. Browes: I have heard that judges should not be paid by the government either because it puts them in a difficult position. But I do not know whether they would be willing to serve for free or not.

Ms Ross: Well, no, I agree that people have to be paid, and essentially the money will come from the government, although perhaps it could be a bit more at arm's length than it is now, reporting to the Minister of Justice and so on. It just

[Translation]

Mme Ross: Comparé avec les codes des droits de la personne des autres provinces, celui de l'Île-du-Prince-Édouard apparaît comme étant très bien. Des motifs ont été ajoutés, notamment au cours des deux dernières années. Mais, nous avons aussi fait un pas en arrière. Nous bénéficions de protection contre la discrimination fondée sur l'adhésion politique, et toujours d'après ce même principe, nous avons une disposition qui définit l'alcoolisme comme une incapacité physique ce qui, à mon avis, est unique au Canada. La recherche pour cela a été effectuée sur place. Nous avons accusé un recul cette année lorsqu'une femme enceinte, qui a perdu son enfant, n'a pas reçu la protection de la commission. Il semble que, en raison de décisions prononcées par des tribunaux d'instance supérieure, la grossesse n'entre pas dans la catégorie de la discrimination fondée sur le sexe, à moins que cela ne soit clairement formulé. Donc, en ce domaine, nous avons un peu régressé. Chaque année, des demandes sont faites pour que la Commission étende son champ d'action. Certaines nous parviennent, d'autres pas.

Mme Browes: Où en êtes-vous au sujet de l'introduction dans le code provincial de l'orientation sexuelle? Si je ne m'abuse, la province de Québec serait la seule jusqu'ici à l'avoir fait.

Mme Ross: C'est exact.

Mme Browes: Quel a été le sens de vos pourparlers avec la province à ce propos?

Mme Ross: Nous n'avons pas en fait parlé de ce point en particulier, notre groupe n'ayant pas forcément le temps de suivre tous les domaines que nous sentons le besoin d'explorer. Donc, les pressions exercées sur ce point précis n'ont pas encore été très intenses. Mais, à un moment donné, nous espérons pouvoir, au cours de l'année qui vient, consacrer plus de temps à faire changer des choses dans la loi. Pour l'instant, nous sommes très occupés simplement à expliquer au public les lois existantes, nous assurer qu'il la comprend bien et qu'il sait à qui s'adresser lorsqu'il estime avoir été victime de discrimination, et ainsi de suite.

Mme Browes: Encore une dernière question. En page 8 de votre exposé, vous parlez de l'indépendance de la commission vis-à-vis du gouvernement et du besoin de fonds. Voulez-vous nous expliquer un peu plus en détail les problèmes que vous croyez concernant l'indépendance et le montant des fonds?

Mme Ross: Nos commissaires sont nommés et rémunérés par le gouvernement. Nombreuses sont les violations des droits de la personne qui sont produites par la bureaucratie gouvernementale. Par conséquent, cela entraîne une situation assez délicate. Situation que je n'ai pas encore appris à maîtriser parfaitement, je suppose.

Mme Browes: J'ai même entendu dire que les juges ne devraient pas être payés par le gouvernement, parce que cela les place dans une position difficile. Mais, je me demande s'ils seraient prêts à donner leurs services gratuitement.

Mme Ross: Bon, je comprends bien que personne ne peut travailler pour rien et que les fonds viennent surtout du gouvernement. Peut-être, toutefois, pourrait-il y avoir un certain recul, plus qu'il n'y en a à l'heure actuelle, ou faudrait-

[Texte]

seems to create problems at times to have some of the people being civil servants and at the same time having to perhaps prosecute people within government departments.

• 1915

Mrs. Browes: I think Gordon Fairweather, the Commissioner of the Canadian Human Rights Commission, has been really quite an outstanding commissioner. I personally believe he has been quite excellent. I appreciate your points of view and I thank you very much.

The Chairman: Before I proceed, I should just say that, for anyone wishing to listen to our proceedings in French or requiring interpretation, listening devices are available so that you can follow with the simultaneous translation. Additionally, we are continuing to provide interpretation of our proceedings through sign language, being mindful, as we are, that, when we are talking about equality rights, one of the areas that requires increased attention is the one pertaining to the rights of Canadians who suffer from disabilities and handicaps. We want to be sure that it is well understood.

Les prochaines questions seront posées par le député de Lotbinière, au Québec, M. Maurice Tremblay.

M. Tremblay (Lotbinière): Merci, monsieur le président. Bonjour madame Ross.

Sans faire de commentaire, simplement parce que votre mémoire est extrêmement intéressant et soulève des points sérieux, je dois vous dire que nous avons déjà été fortement sensibilisés à cet aspect de la question; votre intervention d'aujourd'hui nous incite davantage à y réfléchir. Sans répéter les questions et les points de vue qui ont été soulevés par mes collègues, il y aurait deux points que je voudrais revoir avec vous. Vous dites à un moment donné que vous voulez davantage faire en sorte que les gens aient de plus en plus accès à l'exercice de leur droit. Et vous prenez deux catégories de citoyens, là où il y a vraiment des difficultés, à savoir les enfants et les personnes mentalement handicapées, mentalement affectées. Pour les enfants je comprends très bien et j'y reviendrai plus tard dans ma deuxième question. Mais est-ce que vous auriez des exemples concernant les personnes mentalement handicapées pour lesquelles vous aimeriez davantage voir une évolution dans l'exercice de leurs droits? Qu'est-ce que vous voulez dire exactement par «en vertu des personnes mentalement handicapées»?

Ms Ross: When speaking of persons with mental disabilities, I am speaking of persons who may have some difficulties in communicating their ideas to others or who may not have the ability to go through the bureaucracies necessary to launch a court case. The example I gave in the paper of the Baby K case speaks, I think, both to the problems with children and also problems of people with mental . . .

Mr. Tremblay (Lotbinière): I know the case of Baby K, but you were referring to disabled persons in terms of making more representations on behalf of those persons. What kind of

[Traduction]

il rendre des comptes au ministre de la Justice, etc. Il semble seulement que cela peut parfois causer des problèmes si des personnes qui sont déjà des fonctionnaires sont obligées de poursuivre d'autres fonctionnaires travaillant dans des ministères.

Mme Browes: Je pense que M. Gordon Fairweather, président de la Commission canadienne des droits de la personne, a accompli un travail vraiment exceptionnel. À mon avis, il a été excellent. Je vous remercie beaucoup d'avoir exprimé vos opinions.

Le président: Avant de continuer, je veux simplement mentionner que quiconque désire entendre nos délibérations en français, ou en anglais, peut le faire en utilisant les dispositifs d'interprétation simultanée prévus à cette fin. De plus, nous continuons d'offrir un service d'interprétation de nos délibérations par signes. En effet, comme nous nous occupons des droits à l'égalité, nous sommes conscients que les droits des Canadiens handicapés doivent retenir de plus en plus l'attention. C'est pourquoi nous voulons être certains que cela est bien compris.

The next member to ask questions will be Mr. Maurice Tremblay who represents the Lotbinière riding, in Quebec.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Thank you, Mr. Chairman. Good evening, Ms. Ross.

Without making any comment, as your paper is extremely interesting and raises serious points, I just want to say that we are already much aware of that aspect of the issue; but your submission will help us to review it further. I will not repeat the questions and points of view raised by my colleagues. Although I would like to review two points with you. You mentioned at one point that you want to see to it that people have increased access to equality rights. And you mention two categories of citizens where there are problems, children and mentally disabled persons. As for children, I understand your point very well and I will cover that in my second question. But could you give us some examples concerning the mentally disabled persons for whom you would like to see improvement in access to equality? What do you mean exactly by "under mentally disabled persons"?

Mme Ross: Par personnes mentalement handicapées, j'entends des personnes qui peuvent avoir certaines difficultés à communiquer leurs idées ou à faire les démarches nécessaires pour intenter une poursuite en justice. Je pense que l'exemple fourni dans le mémoire, celui du bébé K, s'applique aux enfants et aussi aux personnes mentalement . . .

M. Tremblay (Lotbinière): Je suis au courant du cas du bébé K, mais vous parliez de faire davantage de représentation au nom de ces personnes. Quelles difficultés rencontrez-vous

[Text]

difficulty do you have in representing those groups of mentally disabled persons?

Ms Ross: I think some people have difficulty . . .

Mr. Tremblay (Lotbinière): Is it a financial problem or is it—?

Ms Ross: Oh, okay. Financially, yes. In addition, a person who is, for instance, institutionalized may have a problem in even knowing about his rights. Somebody else may be aware that the rights are being violated, whereas he may not be quite so certain or quite aware. Or, even if he is aware, he may not feel that he is in a position to be able to speak out for himself at the time in the situation he is in. My point was, Who will be able to speak for these people when the parent or perhaps the legal guardian may even be the person who is violating their rights? Who will be able to assist these people besides themselves?

• 1920

I think in some cases there may be support groups or advocacy groups that have spent a great deal of time researching certain types of problems; they may have a good understanding of the person and the person's problem, and they should have the opportunity to assist this person in getting the case heard.

Mr. Tremblay (Lotbinière): I see what you mean.

Monsieur le président une question supplémentaire, s'il vous plaît.

Vous parlez de représenter les enfants quand vous faites référence au cas du bébé K. J'aimerais avoir votre point de vue de façon plus précise, parce que dans ce cas-là les parents sont légalement les «parents nommés». Or vous semblez mettre en doute le jugement de ces parents-là. Je comprends que dans le cas de cette affaire judiciaire on pourrait avoir tendance à vouloir affirmer que les parents n'ont peut-être pas de bon sens. Mais d'une façon générale, ne pensez-vous pas que c'est aller un peu loin que de nommer un organisme pour «chapeauter le jugement» de parents, c'est-à-dire de citoyens ordinaires?

Ms Ross: In the Baby K case, the Canadian Association for Community Living did not necessarily want to take the place of the parents; they just wanted to be able to explain their understanding of the case against involuntary sterilization of persons with mental disabilities. They wanted the opportunity to present their side of the story. They felt the judges were not given the opportunity to totally understand the situation. Judges cannot be expected to understand everything in our society. They were concerned that they could not make a reasonable judgment when they had not heard a presentation other than the parents' point of view on something that would be considered quite extraordinary were it to be asked to have a hysterectomy performed on a non-mentally disabled 10-year-old girl or a sterilization performed on a non-mentally disabled 10-year-old boy.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Thank you, Mr. Chairman. Thank you very much.

[Translation]

lorsque vous représentez les groupes de personnes mentalement handicapées?

Mme Ross: Je pense que certaines personnes ont de la difficulté . . .

M. Tremblay (Lotbinière): Des difficultés financières ou . . . ?

Mme Ross: Oh, d'accord. Des difficultés financières, oui. En outre, une personne qui réside, par exemple, dans un établissement, peut même avoir de la difficulté à connaître ses droits. Quelqu'un d'autre peut savoir que les droits de cette personne sont violés, tandis que l'intéressé n'en n'est peut-être pas certain. Même si la personne mentalement handicapée connaît ses droits, elle peut estimer ne pas être en mesure de se défendre dans les circonstances. Je m'inquiète de savoir qui pourra défendre ces personnes alors que leurs parents ou même leur tuteur légal sont peut-être ceux qui violent leurs droits? Qui pourra aider ces personnes?

Je pense que dans certains cas, des groupes de soutien ou de pression ont consacré beaucoup de temps à certains types de problèmes; ils pourraient bien connaître la personne touchée et son problème et ils devraient avoir l'occasion de l'aider à se faire entendre.

M. Tremblay (Lotbinière): Je vois ce que vous voulez dire.

Mr. Chairman, just another question, please.

You would like to make representations on behalf of children when you refer to the Baby K case. I would like to get your views more precisely, as in that particular case the parents are the "legal parents". Now you seem to question the judgment of the said parents. I admit that in this particular court case one could tend to say that the parents might be off track. But generally speaking, do you not think we would go a bit too far in establishing a body to "control the judgment" of parents, of ordinary citizens?

Mme Ross: Dans le cas du bébé K, la *Canadian Association for Community Living* ne voulait pas nécessairement prendre la place des parents; elle voulait seulement expliquer son point de vue sur la stérilisation de personnes mentalement handicapées sans leur autorisation. Elle voulait avoir l'occasion de présenter l'autre côté de la médaille. Cette association estimait que les juges n'avaient pas eu l'occasion de comprendre la situation dans son ensemble. On ne peut pas s'attendre que les juges comprennent tout ce qui se passe dans notre société. Elle craignait que les juges ne puissent rendre une décision raisonnable après avoir entendu seulement le point de vue des parents sur une question qui serait déjà considérée comme très exceptionnelle s'il fallait décider de l'opportunité de pratiquer une hystérectomie ou une stérilisation sur une jeune fille ou un garçon de 10 ans n'ayant pas de déficience mentale.

M. Tremblay (Lotbinière): Merci, monsieur le président. Merci beaucoup.

[Texte]

The Chairman: Thank you. On behalf of the committee I would like to thank you, Mary-Lynne Ross, for coming before us and making such a fine and comprehensive submission.

Ladies and gentlemen, the next presenter will be Carol Connick, representing the Women's Employment and Development Program. Good evening and welcome. I would like to thank you for having provided us with a copy of your brief. I will ask you to introduce who you have with you and then speak . . . Oh, I am sorry; I do have a note. We have Brenda Creighton with us. In different parts of Canada the same fine name gets slightly different pronunciations. So welcome to you both before our committee. I would invite you now to proceed to speak to us about the matters that are raised in your brief, and then we can talk about it further.

Ms Carol Connick (Sponsor, Women's Employment and Development Program): Good evening, Mr. Chairman, members of the committee, the press, ladies and gentlemen. Women's Employment Development Program welcomes this opportunity to present our concerns on equality rights to this parliamentary committee.

Women's Employment Development Program is an island-wide outreach project funded by Employment and Immigration Canada and sponsored by the Canadian Congress for Learning Opportunities for Women. The staff is made up of an office manager and field workers in Charlottetown, Montague, Summerside and O'Leary, who liaise closely with the CECs. Our goal is to improve job skills, job hunting skills, and the employment potential of individual women experiencing difficulties in competing in the labour market.

• 1925

Our specific clientele are re-entry women, homemakers who wish to enter paid employment, single mothers, women on social assistance, low-income women, and women wishing to enter non-traditional fields. Because we deal with the issues of employment equity on a daily basis and have done so since 1976, we feel well qualified to represent our clients.

The four areas we wish to consider in this presentation include child care, systemic discrimination, training programs, and part-time work. Since our clients are exclusively female, we are concerned that sections 15 and 28 of the charter be interpreted together.

Lack of adequate and affordable child care is a real barrier to women's full participation in the workplace. In view of the coverage given this earlier today by Women's Network, I just want to mention a couple of areas we feel are important. One is that there is an urgent need for infant care as well as lunch hour and after-school care for older children. We are concerned that child care be available to reflect the hours that women work—shift work, etc. In the absence of an adequate,

[Traduction]

Le président: Merci. Au nom des membres du Sous-comité, je vous remercie, madame Ross, pour un témoignage aussi complet et de si grande qualité.

Mesdames et messieurs, le prochain témoin sera Carol Connick, qui représente le *Women's Employment and Development Program*. Bonsoir et bienvenue. Je vous remercie de nous avoir fourni une copie de votre mémoire. Je vous prierais de nous présenter la personne qui vous accompagne avant de commencer votre présentation . . . Oh, je m'excuse; j'ai une note ici. M^{me} Brenda Creighton est aussi présente. Dans différentes parties du Canada, le même nom peut être prononcé différemment. Alors je vous souhaite la bienvenue à toutes deux. Je vous invite donc à nous entretenir des questions que vous soulevez dans votre mémoire; ensuite, nous pourrions en discuter plus en détail.

Mme Carol Connick (représentante, *Women's Employment and Development Program*): Monsieur le président, distingués membres du Sous-comité, représentants de la presse, mesdames et messieurs, bonsoir. Le *Women's Employment Development Program* remercie le Sous-comité parlementaire de lui donner l'occasion d'exprimer ses opinions.

Le *Women's Employment Development Program* est un programme populaire de l'Île-du-Prince-Édouard financé par Emploi et Immigration Canada et parrainé par le Congrès canadien pour la promotion des études chez la femme. Le personnel du programme se compose d'un chef de bureau et de travailleurs postés à Charlottetown, Montague, Summerside et O'Leary qui entretiennent des relations étroites avec les Centres d'emploi du Canada. Notre organisation a pour objectif d'augmenter les possibilités d'emploi des femmes ayant de la difficulté à se tailler une place dans le marché du travail et à les rendre plus efficaces dans la recherche d'un emploi.

Notre clientèle se compose de femmes qui veulent retourner sur le marché du travail, de ménagères qui veulent se trouver un emploi, de mères célibataires, d'assistées sociales, de femmes ayant de faibles revenus et de femmes qui veulent entrer dans des domaines de travail qui ne leur sont pas traditionnellement réservés. Étant donné que nous nous occupons quotidiennement, depuis 1976, d'égalité en matière d'emploi, nous nous estimons en mesure de représenter nos clientes.

Les quatre sujets que nous voulons aborder ici sont la garde des enfants, la discrimination systémique, les programmes de formation et le travail à temps partiel. Vu que notre clientèle se compose exclusivement de femmes, nous tenons à ce que les articles 15 et 28 de la Charte soient interprétés en un bloc.

Le manque de services de garde adéquats à un coût abordable constitue un véritable obstacle à l'entrée des femmes sur le marché du travail. À la lumière de l'intervention du *Women's Network* à ce sujet aujourd'hui, je veux simplement soulever quelques points qui nous semblent importants. Premièrement, il est urgent que des services de garde soient fournis pour les jeunes enfants et, pendant l'heure du dîner et après les heures de classe, pour les enfants plus âgés. Nous estimons que ces

[Text]

universally accessible and affordable child care system, women cannot participate fully in the work force. We recommend that employers be given tax incentives to establish licensed child care for infants and children on job sites.

Lack of awareness and understanding of the problems faced by women in the labour market are huge barriers to women achieving equality. So are the personal biases of those in positions to influence training and employment prospects. As an example, Canada Works projects set up a hiring plan to include target group members. If a construction project calls for ten workers the plan might specify that it should include one woman in a bookkeeping position and two youths. That is exactly what they will get. It is our recommendation that the Employment Development Branch take a more proactive role in ensuring that targets are used as minimums, not as ceilings. They should specify a minimum number of women to be hired in non-traditional jobs.

Counsellors are also deciding that women should not be referred to particular jobs because of their own biases as to what constitutes women's work. It is difficult to sell the higher-paying non-traditional occupations to women. It is therefore particularly disheartening to have a counsellor then convince a woman she will be better off to stay in a lower-paying service job. Unless there is an incentive to change or eliminate biases held by individual CEIC employees, the problem of systemic discrimination will not be removed.

It is recommended that CEIC come under the employment reporting requirements of an independent employment equity enforcement commission and that they be responsible for both staff and clients. It is further recommended that each CEC with five or more counsellors establish a full-time senior counsellor position devoted to improving service to female clients.

Under section 24, only such persons who have been discriminated against have access to remedy under the law. However, many of the individuals who are discriminated against are not aware of what constitutes discrimination and would be very reluctant to pursue it with a human rights commission or other enforcement body. We recommend that the power of the Canadian Human Rights Commission be expanded to better deal with systemic discrimination and offer remedies.

Subsection 15.(2) of the charter recognizes the necessity of affirmative action programs. When the Commission on Equality in Employment was in Charlottetown, there was a

[Translation]

services devraient être adaptés aux heures de travail des femmes—travail par postes, etc. Sans un service de garde d'un coût abordable et accessible à toutes, les femmes ne peuvent entrer sur le marché du travail. Nous recommandons que des encouragements fiscaux soient donnés aux employeurs pour qu'ils puissent fournir des services de garde autorisés pour les enfants sur les lieux de travail.

L'ignorance des problèmes des femmes sur le marché du travail constitue un facteur très important qui bloque l'accès à l'égalité pour les femmes. Il en est de même des préjugés des personnes qui peuvent influencer les perspectives de formation et d'emploi pour les femmes. Par exemple, les programmes Canada au travail sont fondés sur des plans visant à inclure des personnes faisant partie de groupes cibles. Si un programme de construction prévoit l'embauche de dix travailleurs, il peut exiger l'embauche d'une femme pour la tenue de livres et de deux jeunes. Et c'est exactement ce qui se passera. Nous recommandons que la Direction générale du développement de l'emploi joue un rôle plus actif à cet égard en s'assurant que ces conditions soient considérées comme des exigences minimales et non pas maximales. Elle devrait exiger qu'un nombre minimal de femmes soit engagé pour des tâches qui ne leur sont pas traditionnellement réservées.

En outre, des conseillers en matière d'emploi décident que des femmes ne devraient pas occuper certains postes parce qu'à leur avis, des femmes ne peuvent accomplir les tâches en question. Il est difficile de faire admettre que des femmes peuvent occuper des emplois plus rémunérateurs qui ne leur sont pas traditionnellement réservés. Il est donc particulièrement désespérant de voir un conseiller en matière d'emploi convaincre une femme qu'il vaut mieux pour elle qu'elle conserve un emploi moins rémunérateur dans le secteur des services. À moins qu'on fasse en sorte que les employés d'Emploi et Immigration Canada modifient leurs attitudes ou abandonnent leurs préjugés, la discrimination systématique persistera.

Nous recommandons que Emploi et Immigration Canada relève d'une commission indépendante chargée d'assurer l'égalité en matière d'emploi et que ce ministère se préoccupe de l'attitude de son personnel autant que de celle de ses clients employeurs. Nous recommandons également que chaque Centre d'emploi du Canada ayant au moins cinq conseillers crée un poste de conseiller principal à plein temps chargé d'améliorer le service destiné à la clientèle féminine.

En vertu de l'article 24 de la Charte, seules les victimes de discrimination peuvent s'adresser aux tribunaux pour obtenir réparation. Toutefois, beaucoup de victimes de discrimination ne savent pas en quoi consiste cette discrimination et seraient très réticentes à soumettre leur cas à une commission des droits de la personne ou à n'importe quel autre organisme de réglementation. Nous recommandons que le pouvoir de la Commission canadienne des droits de la personne soit élargi pour lui permettre de mieux s'occuper de la discrimination systématique et de trouver des mesures correctives.

Le paragraphe 15(2) de la Charte reconnaît que les programmes d'action positive sont nécessaires. Lorsque la Commission sur l'égalité en matière d'emploi a siégé à

[Texte]

consensus among women's groups that voluntary affirmative action has been a dismal failure. They were asking for mandatory affirmative action to ensure that equality in employment comes about. It would appear that the new legislation falls far short of that aim. In a province the size of P.E.I. it will have almost no effect whatsoever. It is recommended that the federal government institute a more effective mandatory affirmative action program that will address inequality.

• 1930

Lack of adequate training programs and the difficulty women have in accessing available programs is a concern. It is not sufficient for an educational institution to offer a training program and state that it is available for everyone. Because of discrimination and stereotyping, special provisions have to be made to enable women to enter and remain in training and employment, especially in non-traditional areas. We recommend that section 15 of the charter, in combination with section 32, be interpreted to include administrative bodies such as educational institutions in the definition of government. Provisions should cover staff and students.

A bridging program designed to meet the distinct learning needs of women would address the real problems and barriers that women face and institute the necessary special provisions. It would enable more women to take full advantage of the opportunities available to them. The Regina Model is already in place and could be modified for the specific needs of P.E.I. women. Some components are already in place, but an effort must be made to provide better co-ordination and to avoid time lapses between the various training programs. We therefore recommend that funds be made available to support bridging programs to help women enter and compete equally in non-traditional areas of work.

There is a growing trend toward part-time work. Since women make up almost 75% of part-time workers, we are concerned about the effect this trend has on women's economic well-being. By and large, these part-time jobs are in the low-paying retail trade and service areas. Many women must hold several part-time jobs in order to support themselves and their families. We recommend that legislation be enacted to ensure that part-time workers receive the same benefits as full-time workers on a *pro rata* basis. We also recommend that regulations under section 13 of the Unemployment Insurance Act be amended so that part-time workers with multiple employers will be able to qualify for coverage.

In conclusion, each of these areas—child care, systemic discrimination, training programs and part-time work—has been amply researched. Starting with the Royal Commission

[Traduction]

Charlottetown, les représentantes des différents groupes de femmes qui ont témoigné ont toutes affirmé que l'action positive sur une base volontaire était un échec total. Elles ont demandé que l'action positive soit obligatoire afin d'assurer l'égalité en matière d'emploi. Il semble que la nouvelle législation est très éloignée de cet objectif. En fait, dans une province de la dimension de l'Ile-du-Prince-Édouard, elle n'aura quasiment aucun effet. Il est recommandé que le gouvernement fédéral établisse un programme d'action positive obligatoire et plus efficace qui s'attaquera à l'inégalité.

L'absence de programmes de formation adéquats et les difficultés qu'éprouvent les femmes à profiter des programmes offerts sont inquiétantes. Il ne suffit pas qu'un établissement d'enseignement offre un programme de formation en déclarant qu'il est ouvert à tous. À cause de la discrimination et des stéréotypes, il faut prendre des dispositions spéciales pour permettre aux femmes d'accéder aux programmes de formation et au marché du travail et d'y rester, particulièrement dans les secteurs non traditionnels. Nous recommandons que l'article soit interprété de manière à inclure dans la définition de gouvernement, les corps administratifs, comme les établissements d'enseignement. Les dispositions doivent viser le personnel et les étudiants.

Un programme de transition conçu pour répondre aux besoins distincts de formation des femmes s'attaquerait aux vrais problèmes et aux vrais obstacles auxquels se heurtent les femmes et établirait les dispositions spéciales nécessaires. Il permettrait à plus de femmes de profiter des occasions qui leur sont offertes. Le modèle de Regina est déjà en place et pourrait être modifié pour répondre aux besoins particuliers des femmes de l'Ile-du-Prince-Édouard. Certains éléments sont déjà en place, mais il faut faire certains efforts pour assurer une meilleure coordination et éviter les pertes de temps entre les divers programmes de formation. Nous recommandons donc que des fonds soient consacrés aux programmes de transition destinés à aider les femmes à accéder, avec égalité des chances, aux secteurs de travail non traditionnels.

Le travail à temps partiel prend de plus en plus d'importance. Comme les femmes constituent presque 75 p. 100 des travailleurs à temps partiel, nous nous inquiétons de l'impact que cette tendance a sur le bien-être économique des femmes. D'une façon générale, ces emplois à temps partiel sont offerts surtout dans les secteurs du commerce de détail et des services où les salaires sont bas. Bien des femmes doivent occuper plusieurs emplois à temps partiel pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Nous recommandons qu'une loi soit adoptée pour que les travailleurs à temps partiel reçoivent les mêmes avantages que les travailleurs à temps plein, au «*pro rata*» de leur travail. Nous recommandons également que les règlements en vertu de l'article 13 de la Loi sur l'assurance-chômage soient amendés pour que les travailleurs à temps partiel ayant plusieurs employeurs puissent être admissibles.

En conclusion, chacun de ces facteurs, les services de garde à l'enfance, la discrimination systématique, les programmes de formation et le travail à temps partiel, a été étudié à fond.

[Text]

on the Status of Women, by the National Action Committee, the Canadian Day Care Advocacy Association, the Royal Commission on Equality in Employment, the Wallace Commission on Part-time Work in Canada, there has been little real progress in women achieving equality.

Section 15 of the charter guarantees equality before and under law and equal protection and benefit of the law; but, without legislation, equality will not happen on its own.

The Chairman: Thank you very much for having in particular focused on those four areas and zeroed in on points within those. It is helpful to us at this stage of our work on the committee to get some fairly specific comments such as you have. As Mrs. Finestone was making her notes as she was going she kept leaning over and saying: That is a good point; that is a good point—and I fully agree.

We will begin this round of questioning with Mr. Tremblay.

M. Tremblay (Lotbinière): Oui, avec plaisir.

J'aimerais simplement ajouter quelque chose à ce que M. le président nous disait. Ce qui me frappe dans votre rapport c'est l'aspect réaliste qui s'en dégage. Lorsque vous parlez par exemple de la garde des enfants, la solution est élégamment trouvée, à savoir un dégrèvement d'impôt; ou lorsque vous parlez aussi d'accroître le mandat de la Commission des droits de la personne; lorsque vous parlez des programmes pour l'entraînement. Cela est peut-être plus délicat et plus difficile compte tenu du conflit des juridictions, parce qu'on sait maintenant que le gouvernement est en pourparlers avec toutes les provinces sur un aspect bien particulier au niveau des nouveaux programmes à instaurer... Mais là-dessus vous proposez, encore élégamment, que l'argent soit investi davantage pour améliorer le sort des femmes sur ce plan-là.

• 1935

Pour le temps partiel, la recommandation que vous faites améliorerait évidemment la sécurité de ces personnes-là. Est-ce que vous faites une distinction entre les différents travailleurs à temps partiel, c'est-à-dire ceux qui travaillent sur une base régulière à temps partiel, ou saisonnière? J'ai l'impression ici que ça s'adresse à toutes les femmes qui travaillent à temps partiel peu importe si c'est régulier ou non, mais comme vous le dites sur une base de prorata. Est-ce que c'est exact?

Ms Connick: I was talking about women because women are our mandate. But certainly if you were going to prorata the benefits you would do it for men also.

Mr. Tremblay (Lotbinière): I do not mean only men and women. Is there any definition of part-time workers? Is it on a regular basis or is it addressed to all part-time workers, both men and women? Do you see what I mean? It may include a seasonal worker on a part-time basis. Is this the particular area you want to cover or do you include every part-time worker?

[Translation]

D'abord, la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme, par le Comité d'action nationale sur le statut de la femme, l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance, la Commission royale d'enquête sur l'égalité en matière d'emploi, la Commission Wallace sur le travail à temps partiel au Canada; mais cela n'a guère donné l'égalité aux femmes.

L'article 15 de la Charte garantit que toutes les personnes sont égales devant la loi et que toutes peuvent en tirer une même protection et des mêmes avantages; mais l'égalité ne viendra pas toute seule, sans lois ni règlements.

Le président: Nous vous remercions, en particulier de vous être concentrée sur ces quatre secteurs et d'y avoir choisi des cibles précises. Le Comité a besoin, à l'étape où il en est dans son travail, d'obtenir des commentaires assez précis comme les vôtres. Quand M^{me} Finestone prenait des notes parce qu'elle partait, elle se penchait sans arrêt et disait: «Cela, c'est bon; ça, c'est bon...» et je suis entièrement d'accord.

Nous commencerons les questions par M. Tremblay.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Yes, certainly.

I simply would like to add something to what Mr. Chairman was saying. What is striking me in your report is the realism that is coming out of it. For example, when you talk about child care, you give an elegant solution, that is an abatement; or when you talk about enlarging the Human Rights Commission's mandate; when you talk about training. This may be more delicate or difficult, because of the jurisdictional conflict; we know now that the government is having discussions with all the provinces on a very specific question with regard to the establishment of new programs... But on this matter, you suggest an elegant solution again, that more funds be made available for improving women status on that point.

As for part-time work, your recommendation would obviously increase these persons' security. Do you make any distinction between the various part-time workers, that is those who work part-time on a regular basis and those on a seasonal basis? I think, that here, it is intended for all women working part-time, regularly or not, but as you say on a pro-rata basis. Is that right?

Mme Connick: Je parlais des femmes parce que nous nous occupons des femmes. Mais c'est certain que si vous accordiez des avantages au prorata du travail, vous le feriez pour les hommes aussi.

M. Tremblay (Lotbinière): Je ne veux pas dire hommes et femmes seulement. Avez-vous une définition des travailleurs à temps partiel? Pensez-vous aux travailleurs réguliers ou à tous les travailleurs à temps partiel, hommes et femmes? Voyez-vous ce que je veux dire? On peut viser le travailleur saisonnier à temps partiel. Pensez-vous à eux ou plutôt à tous les travailleurs à temps partiel?

[Texte]

Ms Connick: Usually a seasonal worker in this province seems to find no problem as far as unemployment insurance is concerned. It seems to be the part-time worker, perhaps a permanent part-time worker, who does not work enough hours in the particular job during the week to qualify for UI. But a seasonal worker usually manages to find the 10 weeks. But as far as UI is concerned . . .

M. Tremblay (Lotbinière): En tout cas, juste en terminant, je vous félicite encore une fois pour le réalisme de vos recommandations et nous espérons, d'un autre côté, que nous ne vous décevrons pas trop au moment de la publication de notre rapport final.

Merci.

The Chairman: Thank you. Mrs. Finestone.

Mrs. Finestone: Thank you very much, Mr. Chairman. Thank you. It is an excellent brief and there are a number of issues on which I have felt we have not had enough input. I am most pleased to see you addressing them. I would appreciate an elaboration particularly with respect to the role and responsibility for affirmative action and decision making by CEIC and CEC centres. You address it on pages 3 and 4. I would like to discuss it with you.

I would like also to address the whole area of part-time work and pick up where Maurice highlighted some of our concerns. I feel that your 10 years of experience gives you the background to enable us to have some definitive opinions which we may have missed, not having had the same degree of experience that you have had.

Before I go on, I just want to thank you very much. Under childcare, I am pleased that you said both infant latch key and shift hours. We will certainly keep it in mind.

On the non-traditional jobs and proactive role that you are talking about for CEIC, and on the personal biases which in a sense are understandable but not acceptable, shop foremen and floor bosses, etc., etc., who have never seen women in these non-traditional areas have a difficult time. If we do not do some education and training, I would imagine that this could create a problem. Are you aware of any education and training programs for those who do the hiring or the supervision of women coming into these non-traditional areas? Is there some kind of a program that has been instituted? If not, whose responsibility and at whose . . .

• 1940

Ms Connick: On Prince Edward Island there is a person who works at CEIC whose responsibility it is to go around to employers who want to have a voluntary affirmative action program in their company. She would explain to any employer who was willing to listen to her exactly what was involved, and do an audit of the business to point out the the areas where systemic discrimination was taking place. But it is my

[Traduction]

Mme Connick: En général, le travailleur saisonnier de cette province ne semble pas avoir de difficultés du côté de l'assurance-chômage. C'est plutôt le travailleur à temps partiel, ce peut être un travailleur permanent à temps partiel, qui ne travaille pas suffisamment d'heures par semaine pour le même emploi qui n'est pas admissible à l'assurance-chômage. Mais un travailleur saisonnier s'arrange généralement pour faire les dix semaines. Mais pour l'assurance-chômage . . .

Mr. Tremblay (Lotbinière): At any rate, just to finish, I want to congratulate you again for the realism of your recommendations and we hope, on the other hand, that our final report will not be too much of a disappointment to you.

Thank you.

Le président: Merci. Madame Finestone.

Mme Finestone: Merci beaucoup, monsieur le président. Merci. C'est un excellent mémoire qui traite de quelques questions sur lesquelles j'estimais que nous n'avions pas eu suffisamment d'avis. Je suis très heureuse que vous vous y soyez attaquée. J'aimerais qu'il y ait élaboration, particulièrement en ce qui a trait au rôle et aux responsabilités en matière d'action positive et de prise de décisions par Emploi et Immigration Canada et les centres d'emploi du Canada. Vous en parlez aux pages 3 et 4. J'aimerais en discuter avec vous.

J'aimerais également discuter du travail à temps partiel et reprendre certains points que Maurice a fait ressortir et qui nous intéressent particulièrement. Je pense que vos dix années d'expérience vous permettent de vous faire certaines opinions définitives, contrairement à nous qui n'avons pas la même expérience.

Avant de commencer, je veux vous remercier. Je suis contente de constater que, dans la question des services de garde à l'enfance, vous avez inclus la garde des enfants à clé et le travail par poste. Nous en tiendrons sûrement compte.

Quant aux emplois dans les secteurs non traditionnels et au rôle de proaction dont vous parlez au sujet d'Emploi et Immigration Canada, et aux partis pris personnels qui, dans un sens, sont compréhensibles mais non acceptables, les contre-maîtres, les petits patrons, etc., etc., qui n'ont jamais vu des femmes dans ces secteurs non traditionnels ont bien des difficultés. Si nous ne faisons pas un peu d'éducation et de formation, j'imagine qu'il y aura des problèmes. Savez-vous s'il existe des programmes d'éducation et de formation pour ceux qui sont chargés de l'embauche et de la supervision des femmes qui s'engagent dans les métiers traditionnellement réservés aux hommes? A-t-on institué un programme quelconque de ce genre? Sinon, à qui incombe-t-il de le faire et à qui . . .

Mme Connick: À l'Île-du-Prince-Édouard, il y a une personne de la CEIC qui s'occupe de visiter les employeurs désireux d'implanter volontairement au sein de leur entreprise un programme d'action positive. Cette personne est disposée à expliquer, à tout employeur intéressé, ce que comporte ce programme et à procéder à une analyse de l'entreprise afin de relever les points susceptibles de discrimination systématique.

[Text]

understanding that they are very seldom called upon to go out to employers.

Mrs. Finestone: From that experience, with the employment equity package that we are going to be looking at that was tabled recently and contract compliance, one of the responsibilities that we could perhaps suggest, is that the CEC worker who develops the plan of action then supervises that plan of action and has a yardstick of measure.

You have the fishing industry and the tourist industry here; you are talking about construction in this particular area—how would you recommend setting the target for percentage or numbers? How are you going to guide the choice and numbers of women into these non-traditional areas? It is all very well for us to say we should be doing this, but I think we need to give some guidance so that we, in our own reporting, can be a little construction.

Ms Creighton: I agree with you. It is difficult, especially with P.E.I. being of a traditional type. The people are very traditionally minded.

One thing I would look at in particular is the number of women who are looking for employment who are employed already. I think that women, if they were educated, given the information, allowed to choose non-traditional options, if they wish—I find it is difficult for women to know enough about non-traditional areas to make the choice one way or the other. I think the people they look to for help are not giving them the information they need.

Mrs. Finestone: If I am to follow you properly, under the National Training Act, you had protected 30% places for women. Now we are not doing that. We are going to go into the concept of meeting the regional needs. That is good in itself and may need some broadening; everything can be amended and be improved.

• 1945

If we are going to go into a program of education and training, it would seem to me that some of the responsibility lies in your post-secondary school education. I remember being involved in a program called *Nouveau départ* in Quebec where we set up a program for women re-entering the marketplace and before they were accepted at the CEGEP or training schools they had to take this six-month program which was designed to give them a working view of what was opening up now in the new marketplace. They had been gone for 10, 15 or 20 years. So, in order to facilitate (a) their ability to study or (b) their ability to learn a new skill, they needed some new retraining mechanism, and before getting in there they needed the ability to learn that.

Is that kind of a program at your post-secondary? Is that included? Should that be included when we make a recom-

[Translation]

Mais je crois comprendre que les employeurs font rarement appel à ses services.

Mme Finestone: À partir de cette expérience, et nous inspirant du programme global d'égalité en matière d'emploi qui a été déposé récemment et que nous allons étudier en même temps que la question du respect des contrats, nous pourrions peut-être suggérer que l'employé de la CEIC qui élabore le plan d'action soit également chargé de le superviser afin de disposer d'un outil de contrôle.

Vous avez là l'industrie de la pêche et l'industrie du tourisme—vous parlez de création dans ce domaine particulier—comment vous proposez-vous de fixer un objectif en termes de pourcentage ou de nombres? Comment allez-vous procéder pour guider le choix et le nombre de ces femmes dans des métiers traditionnellement réservés aux hommes? Il est bien facile de dire que nous devrions faire ceci ou cela, mais je crois que nous devrions faire des recommandations, de sorte que nos rapports soient plus positifs.

Mme Creighton: Je suis d'accord avec vous. C'est une situation bien difficile, particulièrement à l'Île-du-Prince-Édouard où les gens sont plutôt traditionalistes.

J'aimerais savoir particulièrement le nombre de femmes qui se cherchent un emploi alors qu'elles en occupent un actuellement. Je pense que si les femmes étaient instruites du fait, si elles étaient informées, si elles étaient libres de choisir un métier non réservé aux hommes, si elles le désirent—je crois qu'il est difficile pour les femmes d'obtenir assez de renseignements à ce sujet pour être en mesure de faire un choix. Je pense que les personnes auxquelles elles s'adressent ne leur donnent pas les renseignements dont elles ont besoin.

Mme Finestone: Si je vous comprends bien, vous aviez réservé 30 p. 100 des emplois pour les femmes aux termes de la Loi nationale sur la formation. Ce n'est pas ce qui arrive dans les faits. Nous allons étudier comment on peut répondre aux besoins de la région. Ce qui est bon en soi, mais il faudra probablement aller plus loin, tout peut être modifié et amélioré.

Si nous songeons à implanter un programme d'éducation et de formation, il me semble qu'une part de cette responsabilité devrait être assumée par les établissements d'éducation post-secondaire. Je me souviens d'avoir participé, au Québec, à un programme appelé *Nouveau départ* destiné aux femmes qui désiraient réintégrer le marché du travail. Avant qu'elles ne soient acceptées au CEGEP ou dans les écoles de formation, ces femmes devaient suivre ce programme pendant six mois afin d'obtenir un aperçu des nouveaux débouchés sur le marché du travail actuel. Il y avait 10, 15 ou 20 ans qu'elles n'avaient pas occupé un emploi. C'est pourquoi elles avaient besoin d'un certain mécanisme de recyclage, pour a) leur rendre l'étude plus facile et b) leur faciliter l'étude d'un nouveau métier, et avant d'y arriver, elles devaient être conscientes de ce besoin.

Ce genre de programme fait-il partie de votre système d'enseignement post-secondaire? Y est-il inclus? Devrions-

[Texte]

mendation in terms of re-entry, affirmative action, employment?

You have had a variety of experiences that maybe would indicate . . . I can only think of my own experience, but I am looking to you to give me some guidance.

Ms Connick: That is basically what we are asking for with the bridging program. That would cover a lot of that getting people from point A to point B, where they could go on and take a non-traditional trade in a non-traditional area. There is an appendix at the back of this report to give you further information on the bridging program . . .

Mrs. Finestone: On how the bridging program would work for, say, a woman who has been a housewife and mother for 12 years? You explain how the bridging program would help?

Ms Connick: Yes.

Mrs. Finestone: All right, that would be great.

Thank you very much. That has been very helpful.

Is that funded through equalization payments or what is that?

Ms Connick: We have a recommendation there. It is not funded. That proposal for the funding for that program has gone into the Labour Market Needs Committee.

Mrs. Finestone: Oh, good. Thank you.

Could you please take a look at part-time? I think we need some definitions on part-time. You have a variety of part-time work opportunities. You either work regular part-time, Thursday night, Friday night and Saturday, generally—you are talking about 16 hours, 15 hours; you have seasonal; you have occasional—and you may have others that I cannot think of. What are the areas where you feel there should be changes so you get that protected income, so you can have some pension funds to look forward to so you are not poor and old as a result of lack of potential income? There are people who choose to work part time. There are those who can only find part-time.

I would like to know, from your experience, whether you think everybody should have access to unemployment insurance? Should everybody have access to pensions? Do you have to show and indicate your attachment to the work force? What is the dimension we should be looking at when we write our concerns around the part-time work force?

• 1950

Ms Connick: Certainly a lot of part-time jobs are held by students, and when I think of the part-time I am not so much worried about them as a more mature person who is . . . Well, Brenda Creighton may have a good definition of . . .

Mrs. Finestone: Hours of work, length of attachment. I mean, I would like to . . .

[Traduction]

nous en faire mention dans nos recommandations sur le programme d'action positive en matière de réintégration sur le marché du travail?

Vous avez eu plusieurs expériences qui pourraient peut-être signifier . . . Je ne peux parler que de ma propre expérience, mais je m'en remets à vous pour me guider.

Mme Connick: C'est ce que nous espérons fondamentalement du programme de transition. Ce qui permettrait à bon nombre de personnes d'aller du point A au point B et où elles pourraient apprendre un nouveau métier dans un domaine traditionnellement réservé à l'autre sexe. On peut trouver à l'annexe attachée à la fin du présent rapport de plus amples renseignements sur le programme de transition . . .

Mme Finestone: Y dit-on par exemple comment une femme qui pendant 12 ans a été ménagère et mère de famille pourrait participer à ce programme? Y explique-t-on comment ce programme de transition pourrait lui être utile?

Mme Connick: Oui.

Mme Finestone: Très bien, ce serait excellent.

Merci beaucoup. Nous vous sommes très obligés.

Ce programme de transition est-il subventionné par les paiements de péréquation? Ou bien comment?

Mme Connick: Nous avons fait une recommandation en ce sens. Le programme n'est pas subventionné. La demande de subvention pour ce programme a été présenté au Comité des besoins du marché du travail.

Mme Finestone: Bien. Je vous remercie.

Pourrions-nous, s'il vous plaît, discuter de la question du travail à temps partiel? Je pense qu'il nous faut définir ce qu'est le travail à temps partiel. Il y a toute une variété de travaux à temps partiel. Il y a le travail à temps partiel à période déterminée, généralement le jeudi soir, le vendredi soir et le samedi. Ce qui équivalait à environ 15 à 16 heures de travail; il y a aussi le travail saisonnier; le travail occasionnel—et bien d'autres encore. Quels sont ceux de ces emplois qui devraient être modifiés de sorte qu'il y ait revenu garanti, des fonds de retraite pour assurer une vieillesse à l'abri de la pauvreté? Certains choisissent de travailler à temps partiel, d'autres n'ont pas d'autre choix.

J'aimerais savoir si selon vous, tous devraient être admissibles à l'assurance-chômage? Aux pensions de retraite? Est-il nécessaire à cette fin de prouver sa participation au marché du travail? Quelle devrait être la portée du rapport de notre étude sur la question de la main-d'oeuvre à temps partiel?

Mme Connick: Bien sûr, les étudiants occupent un grand nombre d'emplois à temps partiel, mais lorsque je parle de temps partiel, ce n'est pas à eux surtout que je songe mais plutôt à des personnes plus âgées qui sont . . . je crois que Brenda Creighton donne une bonne définition de . . .

Mme Finestone: Heures de travail, durée de l'emploi. J'aimerais . . .

[Text]

Ms Creighton: There seem to be an awful lot of women who work part time either through necessity—possibly it being the only job they were able to obtain at the time—or through choice, because they perhaps wish to spend time with their children but also work and bring in extra pay, whatever. There are a lot of women who are working part time permanently. By that I mean they work at the same job, part time, year after year.

Mrs. Finestone: Excuse me, but my point was UIC or pensions—where, and how, and what definition in terms of hours and length of time.

Ms Creighton: My personal opinion is that the seasonal part-time worker, as far as UI is concerned, is adequately covered, if you would like to call it that. As to benefits, there does not seem to be any pension; but then again, they are working in agriculture usually or tourism, and there does not seem to be any benefit package for them in those areas. However, as far as government employees are concerned, where there seems to be a lot of part-time work, there is no benefit package for them either. But they may be doing the same type of job as full-time workers are doing.

I do not know exactly. In my own mind, I have not quite decided who should be considered a part-time worker to receive any emphasis. I mean part-time or seasonal workers. I have not really sorted that out.

Mrs. Finestone: I thank you very much. I am going to terminate my questioning, but I do want you to understand that the concerns are around job sharing, job pairing, part-time. When you use the term "part-time seasonal", does that mean it is seasonal work? Or do they work part-time during the height of the tourist season? Those are the clarifications we basically need. If you come up with them, we would appreciate it. Thank you very much.

The Chairman: Pauline Browes, Member of Parliament for Scarborough Centre.

Mrs. Browes: Thank you very much, Mr. Chairman, and welcome to our hearings. I am particularly pleased that you had such a pragmatic approach to the employment centres. Just last week I spent about three hours in our own local employment centre, so I find that some of the things you have mentioned here today are very useful.

As I see your approach, you are looking at employers and you are looking at employees, who are women in the case that we are speaking about, with the Canada Employment Centres in the middle. I gather you feel the biggest problem is with the employment centres themselves. Perhaps the staff and personnel need to be trained. Is that what you are saying?

Ms Connick: Some of the staff need to be trained; some of the staff are excellent. So it is not with all employees of CEIC; it has to do with a few individual people who are in a position to deal with the employers, who deal with the people who put

[Translation]

Mme Creighton: Il me semble que beaucoup de femmes travaillent à temps partiel, que ce soit par nécessité—peut-être parce que c'étaient là les seuls emplois disponibles—ou par choix, parce qu'elles désirent passer plus de temps auprès de leurs enfants et également travailler pour avoir des revenus additionnels, quelle que soit la raison. Un grand nombre de femmes travaillent à temps partiel de façon permanente. Je veux dire qu'elles occupent le même emploi à temps partiel depuis plusieurs années.

Mme Finestone: Je m'excuse, mais ma question portait sur l'AC ou les pensions—où et comment, et quelle en est la définition en termes d'heures et de durée.

Mme Creighton: Personnellement, je crois que les travailleurs saisonniers à temps partiel sont protégés adéquatement, si l'on veut, en ce qui a trait à l'assurance-chômage. Quant aux avantages, il ne semble pas y avoir de pensions; mais encore là, ces personnes travaillent en général dans les domaines de l'agriculture ou du tourisme et il ne semble pas y avoir d'ensembles d'avantages dans ces domaines. Toutefois, quant aux employés du gouvernement, où il semble y avoir un grand nombre d'emplois à temps partiel, ces employés non plus ne bénéficient pas d'ensembles d'avantages. Il se peut tout de même qu'ils accomplissent le même type de travail que les employés à plein temps.

Je ne sais pas au juste. Ce n'est pas clair dans mon esprit, qui devrait être considéré comme employé à temps partiel et être appuyé. C'est-à-dire, les employés à temps partiel ou les employés saisonniers. Je ne suis pas réellement fixée à ce sujet.

Mme Finestone: Je vous remercie beaucoup. Je termine mes questions, mais je veux que vous compreniez que les inquiétudes se rapportent au partage des emplois, à l'appariement des emplois, au temps partiel. Le terme «temps partiel saisonnier» signifie-t-il qu'il s'agit d'un emploi saisonnier? Ou est-ce qu'il s'agit de travail à temps partiel en pleine saison touristique? Ce sont là les précisions que nous recherchons. Si vous les trouvez, veuillez nous en faire part. Merci beaucoup.

Le président: Pauline Browes, députée de Scarborough-Centre.

Mme Browes: Merci beaucoup, monsieur le président, et bienvenue à nos auditions. Je suis particulièrement heureuse de constater votre façon pratique d'envisager les centres d'emploi. La semaine dernière, justement, j'ai passé trois heures environ à notre centre local d'emploi; je considère donc comme très utiles certaines des remarques que vous avez faites aujourd'hui.

Si je comprends bien, vous considérez d'une part les employeurs, d'autre part les employés, des femmes dans le cas qui nous occupe, et les centres d'emploi du Canada au centre. Je crois comprendre que ce sont les centres d'emploi eux-mêmes qui sont la cause principale du problème. Peut-être que le personnel a besoin de formation. Est-ce bien là ce que vous dites?

Mme Connick: Certains membres du personnel ont besoin de formation; d'autres sont excellents. Il ne s'agit donc pas de tous les employés de CEIC; il ne s'agit que de quelques personnes qui doivent communiquer avec les employeurs, qui

[Texte]

in the Canada Works projects, and who are in a position to say, when an order comes in, that it does not have to be filled by a man, it could be filled by a woman.

Mrs. Browes: I refer to your recommendation (4) concerning the counsellors, where you say:

... five or more counsellors, establish a full time senior counsellor position devoted to improving service to female clients.

I would hope that every counsellor would be providing good service to female clients and not just one out of five. I just happen to think that every counsellor we have at the employment centres should be well versed in dealing with these kinds of things as a bit of standard with your recommendation, to tell you the truth.

• 1955

Ms Connick: It is not necessarily the case. Most centres do have a women's liaison officer who has other duties aside from her duties as a liaison officer, and often she does not have time to devote to doing an effective job.

Mrs. Browes: Yes, I understand what you are saying because there is a target of the non-traditional grouping within the centre. I would hope that at some point we would get beyond not needing to have the non-traditional job counsellors, that everyone will be in the kind of a position to be able to advise people.

Just briefly on part-time workers, I notice that you have not mentioned anything on domestic part-time workers and I was wondering if you had any position on that.

Ms Creighton: When you refer to domestic, you are talking about a house-cleaner or a babysitter ...

Mrs. Browes: I mean someone coming into your home to do work. Usually, they do not pay tax, do not get any benefits and often do not get minimum wage ...

Ms Creighton: Definitely I see it as a problem. Unfortunately, it seems to be that they are the silent ones; they do not seem to have anyone speaking for them and they seem to work in isolation, if you will. I think it is a difficulty. We have not run across any problems per se, any individual cases where women have come and lodged complaints or whatever with Women's Employment and Development Program, but I am sure that there are women out there who are very concerned about it.

Mrs. Browes: I wish you well with your projects.

Ms Creighton: Thank you.

The Chairman: Roger Clinch, Member of Parliament for Gloucester, New Brunswick.

Mr. Clinch: Thank you, Mr. Chairman.

In your work with CECs, do you also deal with eligibility requirements and eligibility lists of people for unemployment insurance? I am speaking specifically here of women who work

[Traduction]

communiquent avec les personnes qui présentent les projets et qui sont en mesure de décider, lorsque les demandes entrent, que tel poste n'est pas réservé exclusivement aux hommes et qu'une personne pourrait tout aussi bien le combler.

Mme Browes: Reportons-nous à votre recommandation (4) au sujet des conseillers, où vous disiez:

... cinq conseillers ou plus, établir un poste de conseiller principal à plein temps qui s'emploierait à améliorer les services à la clientèle féminine.

Il est à souhaiter que tous les conseillers prodiguent de bons services à la clientèle féminine, et non pas seulement un sur cinq. En vérité je crois que ce serait la moindre des choses que nos conseillers aux centres d'emploi aient, selon vos recommandations, la compétence voulue pour prendre en main ce genre de situations.

Mme Connick: Ce n'est pas nécessairement le cas. La plupart des centres ont un officier de liaison pour les femmes, qui a en outre d'autres tâches à accomplir, de sorte que cette personne n'a pas toujours le temps voulu pour accomplir un travail efficace.

Mme Browes: Oui, je comprends ce que vous voulez dire parce que cela vise le regroupement du secteur non traditionnel. J'ose espérer qu'à un moment donné, nous n'aurons plus à recourir à des conseillers d'emploi pour le secteur non traditionnel et que tous seront habilités à conseiller tout le monde.

Brièvement, pour ce qui est du travail à temps partiel, je note que vous n'avez rien dit du travail domestique à temps partiel et je me demande quelles sont vos vues à ce sujet.

Mme Creighton: Lorsque vous parlez de travail domestique, parlez-vous de travaux de nettoyage ou de garde d'enfants?

Mme Browes: Je veux dire quelqu'un qui vient travailler chez vous. En général, ces personnes ne paient pas d'impôts, ne bénéficient pas d'avantages sociaux et bien souvent ne reçoivent même pas le salaire minimum.

Mme Creighton: Définitivement, il s'agit là d'un problème. Malheureusement, il semble que ce soit une minorité silencieuse qui soit affectée, ces femmes n'ont pas de porte-parole et travaillent isolément si l'on veut. Je crois qu'il s'agit d'une difficulté. Nous n'avons pas eu connaissance de problème comme tel, aucune femme n'est venue porter plainte devant le *Women's Employment and Development Program*, mais je suis sûre qu'il y a des femmes que cela préoccupe beaucoup.

Mme Browes: Je vous souhaite du succès dans vos projets.

Mme Creighton: Merci.

Le président: Roger Clinch, député de Gloucester, Nouveau-Brunswick.

M. Clinch: Merci, monsieur le président.

Dans votre travail avec les CEC, vous occupez-vous également des exigences d'admissibilité et des listes d'admissibilité aux prestations d'assurance-chômage? Je parle en

[Text]

in factories, who may have eight weeks but need another two weeks for eligibility, or perhaps only get two weeks or three weeks for eligibility. Do you work in that vein as well?

Ms Creighton: We certainly have clients who come to us and say they only have eight stamps and need two more.

Mr. Clinch: Do you deal then with the CECs in the same way that you liaise with the CECs in regard to employment equity?

Ms Creighton: I do not understand.

Mr. Clinch: You said you had a liaison officer who works with the CECs when it comes to affirmative action type programs. Do you liaise with the CECs when it comes to the question of trying to find work on a priority basis for some woman who has eight weeks?

Ms Creighton: Yes, definitely. I found that on the whole the liaison counsellors have worked very well within CECs and with the Women's Employment and Development Program. We have had no problem with that. If we have a client who is short of stamps, then they will certainly give them priority, as they will with anyone who may be short of UIC eligibility.

Mr. Clinch: What kind of a year is the payment factor? Do you have a lot of clients now who are in that situation, or is it just average?

Ms Creighton: No, as a matter of fact, I think it has been fairly average. Right now there are still fish plants that are operating and hopefully this situation will continue for some time for the ground fish, so there should not be any problem in that area.

Mr. Clinch: Thank you very much.

The Chairman: On behalf of members of the committee, I would like to thank both of you for being before us this evening and for the quality of your presentation to us. Thank you.

Ladies and gentlemen, the final person appearing before us tonight is Mr. Mike Thompson. I would like to ask Mr. Thompson to come forward now.

While he is taking his seat, I would point out to you that tomorrow morning we will be hearing from four groups: the Prince Edward Island Council on the Disabled, the Prince Edward Island Advisory Council on the Status of Women, the Human Rights Commission of Prince Edward Island and the Department of Veterans Affairs.

• 2000

Mr. Thompson, welcome. I am glad we were able to get in touch with you but a few moments ago and confirm that it is tonight that you are before us. I would just like to say we are delighted you are here.

Mr. Mike Thompson (Private Citizen): Thank you. I have not given you a written brief this evening.

[Translation]

particulier des femmes travaillant en usine et qui auraient travaillé huit semaines mais qui ont besoin de deux autres semaines pour être admissibles, ou à celles qui n'ont accumulé que deux ou trois semaines. Vous occupez-vous de cela également?

Mme Creighton: Certainement, des clientes nous arrivent qui n'ont que huit timbres et il leur en faut dix.

M. Clinch: Transigez-vous alors avec les CEC de la même façon que vous le faites dans les cas d'équité en matière d'emploi?

Mme Creighton: Je ne comprends pas.

M. Clinch: Vous avez dit que dans les CEC, il y a un officier de liaison qui s'occupe des programmes d'action positive. Est-ce que vous communiquez avec les CEC lorsqu'il s'agit de trouver un emploi sur une base prioritaire pour une femme qui aurait déjà travaillé pendant huit semaines?

Mme Creighton: Oui, bien sûr. À mon avis, dans l'ensemble, les officiers de liaison sont efficaces au sein des CEC et du *Women's Employment and Development Program*. Nous n'avons eu aucun problème. Lorsqu'une cliente se présente qui est à court de timbres, ils lui donnent certainement la priorité, tout comme ils le font d'ailleurs pour quiconque n'est pas admissible aux prestations de l'AC.

M. Clinch: À quel type d'année correspond le facteur paiement? Avez-vous plusieurs clientes qui se trouvent dans cette situation, ou est-ce raisonnable?

Mme Creighton: Non, de fait je crois que c'est très raisonnable. À l'heure actuelle, certaines usines de transformation du poisson sont encore ouvertes, et il est à espérer que cela va se poursuivre encore un certain temps avec le poisson de fond, de sorte qu'il ne devrait y avoir aucun problème de cette nature.

M. Clinch: Merci beaucoup.

Le président: Au nom des membres du Comité, je désire vous remercier toutes deux de vous être rendues ici et de nous avoir fait une présentation de qualité. Merci.

Mesdames et messieurs, la dernière personne à se présenter devant nous ce soir, M. Mike Thompson. Monsieur Thompson, veuillez vous approcher.

Tandis qu'il prend place, j'aimerais vous signaler que demain matin nous recevrons quatre groupes: le *Council on the Disabled* de l'Île du Prince-Édouard, le *Advisory Council on the Status of Women* de l'Île du Prince-Édouard, la Commission des droits de la personne et le ministère des Affaires des anciens combattants.

Monsieur Thompson, je vous souhaite la bienvenue. Je suis heureux d'avoir pu vous joindre il y a quelques instants et vous confirmer que c'est ce soir que vous devez vous présenter devant nous. J'aimerais simplement souligner que nous sommes heureux de votre présence ici.

M. Mike Thompson (citoyen): Merci. Je ne vous ai pas apporté d'exposé écrit, ce soir.

[Texte]

I represent a group of about 80 people that is growing at a reasonable pace, and the problem is equality before the law. It seems that a universal problem on Prince Edward Island is to get that equality. I have selected five examples and they kind of represent a good cross-section of the problems these people face. For lack of knowing exactly what an answer is to this maybe you people would have questions that would bring some thought.

The first thing I would like to mention is of the 80-some people who have gathered together, about three-quarters of them are women, and we think it is significant inside the problem itself. They appear to be far more willing to say no to the legal system than men are and choose to confront the problems.

In one instance we have a member who asked a question of the Law Society of Prince Edward Island on January 22, 1979. The question was a written form asking if they would kindly investigate a solicitor for misconduct. I am very pleased to announce that three weeks ago the case was won at a cost of \$90,000. Now the law society is wondering what his question was. We received that letter today. This is a gentleman who fortunately could afford to address the problem. He is embroiled in litigation which will go far beyond this.

We think it is a problem that a self-regulating body, the Law Society of Prince Edward Island, sees fit, in many cases, to never address a complaint but send back a letter and hurl insults at the complainer, such as that he forgot to put the year on his complaint; would he kindly do so and resubmit it. The problem lies in the cost of litigation. If one is to ask a self-regulating body on whom you rely to help you with a problem and it costs you these kinds of funds to get them to investigate, who could do it? Then what is the remedy? They, themselves, are supposed to be the remedy.

Our little group has seven complainants on this particular issue at this time. We have a gentleman who came to us recently, who comes from England and has lived in Canada now for six years, who made an application to the Law Society of Prince Edward Island to become a member and was refused. This gentleman is East Indian by birth, his qualifications are that he holds a standing before the bar of Pakistan, before the bar of India, before the bar of England, and before the Welsh bar, which is the rest of the English countries. He is a member of the Lincoln's Inn, the oldest law school in the Commonwealth countries. He has stood before all the courts of the Commonwealth of England. He has been the dean of the Law School of Pakistan. The answer from the Law Society of Prince Edward Island was that he was not qualified educationally. What is his remedy on Prince Edward Island? Nine other provinces said to come along, he could join immediately.

• 2005

We have a case of a woman who unfortunately lost her husband, and the estate was entirely taken by the two attor-

[Traduction]

Je représente un groupe d'environ 80 personnes qui s'accroît à un rythme raisonnable et le problème dont nous voulons traiter est celui de l'égalité devant la loi. Il semble qu'à l'Île-du-Prince-Édouard, le problème universel consiste à obtenir cette égalité. J'ai choisi cinq exemples qui représentent un bon échantillon de problèmes auxquels ces gens doivent faire face. Faute de connaître une réponse exacte à ce problème, peut-être avez-vous des questions qui pourraient faire réfléchir.

J'aimerais insister tout d'abord sur le fait qu'environ les trois-quarts des 80 personnes que nous avons réunies sont des femmes et nous croyons que cela est significatif. Elles semblent beaucoup plus déterminées à dire non à l'appareil judiciaire que ne le sont les hommes et elles choisissent de faire face aux problèmes.

Nous avons le cas d'un membre qui a présenté une demande au Barreau de l'Île-du-Prince-Édouard le 22 janvier 1979. Il s'agissait d'une formule écrite demandant à qui de droit de bien vouloir faire enquête sur la mauvaise conduite d'un procureur. J'ai le plaisir de vous annoncer que la cause a été gagnée il y a trois semaines et le litige réglé pour la somme de 90 000,00 \$. Maintenant le Barreau se demande quelle était la question. Nous avons reçu cette lettre aujourd'hui. Fort heureusement, il s'agit d'un monsieur qui peut se permettre de faire face aux problèmes. Il est impliqué dans un litige qui dépassera de loin celui-ci.

Nous croyons qu'il n'est pas normal qu'un organisme qui s'autorégule, en l'occurrence le Barreau de l'Île-du-Prince-Édouard, juge bon, dans de nombreux cas, de ne jamais régler une plainte, mais envoie plutôt une lettre au plaignant et lui lance des injures, comme lui dire qu'il a oublié d'inscrire l'année sur sa plainte; le prier de le faire et de la présenter de nouveau. Le problème se trouve dans le coût du litige. Si nous devons demander à un organisme qui s'autorégule, et sur lequel nous nous fions, de nous aider à régler un problème et si cela nous coûte aussi cher de le décider à enquêter, alors qui peut le faire? Quel est le remède? Cet organisme est censé constituer le remède.

En ce moment, notre petit groupe compte sept plaignants en rapport avec cette question particulière. Récemment, un monsieur qui vient d'Angleterre et qui vit au Canada depuis six ans s'est adressé à nous; il avait fait une demande d'adhésion au Barreau de l'Île-du-Prince-Édouard qui a été refusée. Il est originaire de l'Inde, il est membre du Barreau du Pakistan, de celui de l'Inde, d'Angleterre et du Barreau gallois qui représente le reste des pays anglais. Il est membre du Lincoln's Inn, la plus ancienne faculté de droit des pays du Commonwealth. Il a plaidé devant tous les tribunaux du Commonwealth. Il a été doyen de la faculté de droit du Pakistan. Au Barreau de l'Île-du-Prince-Édouard, on lui a répondu que son niveau d'études était insuffisant. Comment peut-on régler les problèmes à l'Île-du-Prince-Édouard? Neuf autres provinces l'ont invité en lui disant qu'il pouvait devenir membre de leur Barreau immédiatement.

Nous avons également le cas d'une femme qui a malheureusement perdu son mari et dont deux avocats se sont entière-

[Text]

neys, with the exception of one piece of land left to a 14-year-old boy. When the woman was at work, a real estate agent came and coerced this 14-year-old boy into signing a real estate agreement. The next day, amazingly enough, the property was sold. About a week later, she found that the boy would not be getting any money, save about \$1,000 out of the \$15,000, because one of the attorneys had gone before the courts of Prince Edward Island and got an order directing that her fees got taken out of this piece of land.

Fortunately, the sale was stopped. The woman complained to the P.E.I. Real Estate Association here through which our agents are licensed, and the ethics committee had a hearing which, we will have to say, in the first instance was successful. The real estate individual was told she would be suspended for three months. The very next day a phone call came from somebody very high-placed in the government, reinstating the woman, and the ethics committee quit. But that is the order. The real estate agent will suffer no punishment or penalty.

We have another case of a woman whose lawyer quit two days—two days—before an appeal was to be heard on her behalf, not having filed the necessary factums for the court to proceed, thereby placing her in the jeopardy of losing her appeal on default. She did not know what to do. Fortunately, the court saw fit to adjourn until she could find time to make an appeal.

The problem is a family matter, the assets for which are in contention. Her share totals some \$20,000. She received a bill yesterday for \$12,000 from the attorney, who quit two days before her appeal. There is no remedy. Where is the remedy? She asked the question: What do I do?

We have another case of a gentleman who is embroiled in a litigation over bad construction four and a half years ago, who found his name forged on documents, who found four or five different stories in the same issue on the face of the record and was judged against and chose to appeal, which is his right. Since that time, the sheriff attempted to drag him in without justification—fortunately, he had a witness—to interrogate him on what he owned in the province. His possessions were towed out of his driveway and taken from his house by the same sheriff, who had to return them. There was no order to do so. The family home—a lifetime had gone into the building of it and well over \$100,000 had been spent on the construction—was seized and sold for \$40,000. An application for the court to preserve that asset, which was the subject of the litigation, was dismissed without a hearing. Going to the court to ask for some sort of direction, the gentleman was refused a hearing until he got a lawyer, which simply stated means that lay people perhaps had better not go to the courts of Prince Edward Island. If impecuniosity is a problem, there is no legal

[Translation]

ment accaparé la succession à l'exception d'une parcelle de terrain laissée à un garçon de 14 ans. Pendant que la femme était au travail, un agent immobilier s'est présenté et a contraint le garçon de 14 ans à signer une entente immobilière. Le jour suivant, doit-on s'en étonner, la propriété était vendue. Environ une semaine plus tard, cette dame a découvert que le garçon n'obtiendrait pas d'argent sauf environ 1 000,00 \$ des 15 000,00 \$, parce qu'un des avocats s'était présenté devant les tribunaux de l'Île-du-Prince-Édouard et avait obtenu un ordre de la Cour enjoignant que ses frais soient pris à même cette parcelle de terrain.

Heureusement, la vente a été arrêtée. La femme s'est plainte à la *Real Estate Association* de l'Île-du-Prince-Édouard qui accorde des permis à nos agents et le comité d'éthique professionnelle a tenu une audience au cours de laquelle nous devons l'avouer, on a en premier lieu donné raison à la plaignante. On a déclaré à l'agent immobilier qu'elle était suspendue pendant trois mois. Le jour suivant, une personne très haut placée au gouvernement a usé de son influence par téléphone; la femme a été réinstallée dans ses fonctions et le comité d'éthique professionnelle a démissionné. Tel est l'ordre qui a été reçu. L'agent immobilier ne se verra imposer ni punition ni amende.

Nous avons un autre cas d'une femme dont l'avocat a abandonné la cause deux jours—deux jours—avant l'audition d'un appel qui devait être entendu en son nom, sans avoir déposé les mémoires nécessaires pour que les tribunaux puissent procéder, plaçant ainsi sa cliente dans une situation telle qu'elle risquait de perdre son appel par défaut. Elle ne savait que faire. Heureusement, le tribunal a jugé bon d'ajourner pour lui accorder le temps nécessaire pour présenter un appel.

Il s'agit d'un problème familial; ce sont les biens familiaux qui font l'objet du litige. Sa part représente quelques 20 000,00 \$. Elle a reçu hier une note d'honoraires de 12 000,00 \$ de l'avocat qui avait abandonné la cause deux jours avant son appel. Il n'y a pas de solution. Où est le remède? Elle a posé la question suivante: Que puis-je faire?

Nous avons un autre cas qui est celui d'un homme impliqué dans un litige au sujet d'un vice de construction il y a quatre ans, qui a découvert que l'on avait contrefait son nom sur des documents, qui a en outre découvert quatre (4) ou cinq (5) versions différentes de la même question dans les dossiers et contre qui jugement a été rendu; il a choisi d'aller en appel, ce qui est son droit. Depuis ce temps, le shérif essaie de le faire comparaître devant lui sans justification—heureusement, il a un témoin—pour l'interroger sur ce qu'il possède dans la province. Ses biens ont été remorqués hors de son entrée de garage et enlevés de sa maison par le même shérif qui a dû les lui rendre. Aucun ordre ne lui avait été donné de procéder ainsi. La résidence familiale—dont la construction était l'affaire d'une vie et pour laquelle plus de 100 000,00 \$ avaient été dépensés—a été saisie et vendue pour 40 000,00 \$. Une demande présentée au tribunal en vue de préserver ce bien qui faisait l'objet du litige, a été refusée sans audience. Lorsqu'il s'est adressé au tribunal pour obtenir quelques instructions, on a refusé de l'entendre à moins qu'il n'engage un avocat, ce qui

[Texte]

aid here; you are in fact done, whatever has happened to you. False affidavits filed in the court house are commonplace.

Incidentally, if I may receive an address, should you want proof on any of this it will all be provided. The people involved felt it was best not to provide it tonight because of the obvious reason that it may get out.

We have a case of an individual whose lawyer, in a letter, called this person, among other things, a liar, lower than a snake, and a bastard. Right after, the lawyer submitted a bill for \$60,000 of costs for which this person dared have taxed.

• 2010

Such letters and such actions are commonplace. The problem lies in what is the remedy. You would think you could go to a law society; you would think you could apply before the courts. But what happens when this kind of punishment is meted out to you?

The gentleman with the house that was lost also had his business assets seized, which 11 months later were returned—they were taken illegally. But that seizure cost him the income required to pay for the home. And now we find collusion between that seizure and the construction company that was at fault, and \$200,000 later this person is now faced with impecuniosity for which the courts have rewarded him by telling him to put up security for costs in cash or he may not proceed to appeal. There is no recourse unless you have a rich friend.

We had three people approach us today, and it is at that rate they are coming to see us. We are not members of the bar here; we are not qualified to join, but so far of the nine cases we have put before the court of appeals we have won them all. And every single case we finally got into the lower court, we won them all. If that does not tell someone there is something wrong, then perhaps we are seeing things wrong.

Equality in justice is an equal right before the law, and those equal rights have to be ensured. We find in Prince Edward Island a failure in the judicial system to afford any equality to a person who must come before the court, however prejudiced they may be, to present a case because they cannot afford a lawyer. At \$160 an hour around here it adds up very, very fast. And you will be asked by a lawyer: Do you owe any other lawyer in town money, because if you do we cannot handle your case. I could sit here and talk about 80 of these, but I will not.

We also would like to make mention to you of something that appeared in the *Atlantic Advocate*, and to our knowledge one of the Toronto newspapers, that what is purported to be a very prominent lawyer from Prince Edward Island, who is a

[Traduction]

signifie tout simplement qu'il est peut-être préférable que les gens n'aillent pas devant les tribunaux de l'Île-du-Prince-Édouard. Si le manque d'argent représente un problème, il n'y a aucune aide juridique ici; en réalité, vous n'avez aucun recours, peu importe ce qui vous est arrivé. Les fausses déclarations sous serment devant les tribunaux sont monnaie courante.

Incidentement, si l'on veut bien me donner une adresse, je pourrai fournir des preuves de tout ce qui a été déclaré ici. Les intéressés ont préféré ne pas les présenter ce soir dans la crainte évidente qu'elles ne soient divulguées.

Nous avons le cas d'un homme dont l'avocat, dans une lettre, l'a traité entre autres de menteur, d'être abject et de salaud. Toute de suite après, l'avocat a présenté une note de frais de 60,000\$ dont cette personne a demandé la taxation.

Ce genre de lettres et ce genre d'actions sont monnaie courante. Le problème est de savoir quel est le remède. Vous pensez que vous pouvez vous adresser au Barreau ou porter votre cause devant les tribunaux. Mais que se passe-t-il quand ce genre de punition vous est infligée?

L'homme qui a perdu sa maison s'était également fait saisir son commerce qui lui a été rendu onze mois plus tard parce que la saisie était illégale. Mais cette saisie lui a coûté le revenu nécessaire pour payer la maison. Et maintenant nous découvrons qu'il y a eu collusion entre les gens qui ont effectué la saisie et la société de construction qui était fautive; 200,000\$ plus tard, cette personne se trouve entièrement démunie et les tribunaux l'ont consolée en lui demandant de faire un dépôt en espèces pour garantir les frais, sinon elle ne pourra peut-être pas aller en appel. Il n'y a aucun recours, à moins que vous n'ayez un ami riche.

Trois personnes nous ont approchés aujourd'hui et c'est à peu près le rythme auquel on s'adresse à nous. Nous ne sommes pas des membres du Barreau, nous n'avons pas les qualifications requises pour le devenir, mais, jusqu'à maintenant, nous avons gagné les neuf causes que nous avions portées en cour d'appel. Il en va de même pour chaque cause que nous avons présentée devant les tribunaux inférieurs. Si cela ne signifie pas que quelque chose ne va pas, alors, peut-être, notre vision est-elle faussée.

L'égalité devant la justice est un droit égal devant la loi et ces droits à l'égalité doivent être garantis. Nous estimons que l'appareil judiciaire de l'Île du Prince-Édouard présente des failles en ce qu'il ne permet pas à une personne qui ne peut se permettre de retenir les services d'un avocat de se faire représenter. À 160\$ l'heure, les honoraires s'accumulent très très rapidement. Et l'avocat vous demandera: devez-vous de l'argent à un autre avocat en ville, parce que si oui nous ne pouvons nous occuper de votre cause? Je pourrais vous parler de 80 de ces cas, mais je ne le ferai pas.

Nous aimerions également vous parler d'un article paru dans l'*Atlantic Advocate*, et, pour autant que nous sachions, dans un des journaux de Toronto, selon lequel un très éminent avocat de l'Île du Prince-Édouard, qui est un ami personnel du

[Text]

personal friend of the Prime Minister, attempted—or at least the polite words that were used were “use all the inducements possible”—to get our oldest Canadian senator to resign her seat so he could have it. But we never heard about it on Prince Edward Island, and we wonder why. And we wonder why there was not a full investigation. Some of our people call it bribery, or attempted bribery, or certainly not very fitting the system.

We will let you deal with that one any way you wish. It is on the record—the *Atlantic Advocate* of April, on page 61. Elsie Inman was the senator, and she is the one who told the story, just not the name.

We do not know what the answer is; we do not even know if we have a suggestion, but certainly it was never the intention, particularly with our new Constitution, that any citizen should have to go bankrupt or not have a remedy for injustices under the law. And if the very system that you go to for remedy will not give it to you, of course there is no equality. And if judges at the court house refuse to see you, or even in open court tell you they do not want to see you—go get a lawyer—where is the remedy? The cost of the remedy that is lastly available is an appeal to the Supreme Court of Canada, and these kinds of people cannot afford that, so they have to quit. They have to lose; they have to give up their properties, their possessions, their next three years' wages to pay for the attorney's fees. We think these things should not happen. We think the Constitution says they are not supposed to happen. I guess we would like to ask you what our remedy is if the very system we rely on will not give us relief.

• 2015

I have one last comment on our lawyer friend from India. He comes fairly highly recommended beyond his credentials, if any of you are members of the bar. He is personally recommended by Lord Denning, who is probably the most quoted adjudicator of our time. But he is not educationally qualified to practise law on Prince Edward Island. Thank you, and I invite your questions.

The Chairman: Thank you, Mr. Thompson. You have raised some very serious matters before this parliamentary committee, and with the permission of my colleagues on the committee perhaps I could begin with a few questions.

You began by referring to your group; you said “we” have put a number of cases into court and have been successful and so on. You have referred several times to “we”. Could you begin, please, by telling us a little bit about who the “we” are?

[Translation]

premier ministre, a tenté—ou en termes polis «a fait tout ce qui était en son pouvoir»—pour forcer notre plus ancien sénateur canadien à démissionner afin qu'il puisse s'emparer de son siège. Mais, nous n'en avons jamais entendu parler à l'Île du Prince-Édouard et nous nous demandons pourquoi. Et nous nous demandons également pourquoi il n'y a pas eu une enquête complète sur le sujet. Certains de nos membres appellent cela de la corruption, ou une tentative de corruption, mais cela n'est certainement pas très conforme aux lois établies.

Nous vous laissons le soin de traiter cette question de la façon que vous voulez. Il s'agit du numéro d'avril de l'*Atlantic Advocate*, à la page 61. Il s'agissait de la sénatrice Elsie Inman et c'est elle-même qui a raconté l'histoire; il ne s'agit donc pas d'une simple mention de son nom.

Nous ne connaissons pas de réponse à ce problème; nous ne savons même pas si nous avons une suggestion, mais il n'a jamais été souhaité, particulièrement dans le cadre de notre nouvelle constitution, qu'un citoyen doive déclarer faillite ou qu'il n'ait aucun recours devant la loi pour faire redresser les injustices qui sont commises à son endroit. Si l'appareil judiciaire auquel vous avez recours pour faire redresser les torts dont vous êtes victime ne vous donne pas satisfaction, il est bien évident qu'il n'y a pas d'égalité sous ce rapport. Et si les juges du tribunal refusent de vous voir ou même au cours des débats, vous disent qu'ils ne veulent pas vous voir—et de vous engager un avocat—où est le remède? Le dernier recours disponible est un appel à la Cour suprême du Canada et ce genre de personnes ne peuvent se l'offrir, alors elles doivent y renoncer. Elles ne peuvent que perdre; elles doivent céder leurs propriétés, leurs possessions et leur salaire des trois prochaines années pour acquitter les honoraires d'avocats. A notre avis, des situations de ce genre de devraient pas se produire. Nous croyons que la Constitution porte que de telles choses ne doivent pas avoir lieu. Je crois que nous aimerions vous demander de nous faire connaître la solution, si le système dans lequel nous évoluons ne nous est d'aucun secours.

J'aimerais présenter une dernière remarque concernant notre ami l'avocat en provenance de l'Inde. En plus des certificats qu'il possède, il est assez chaudement recommandé, pour ceux d'entre vous qui sont membres du Barreau. Il est personnellement recommandé par Lord Denning, qui est sans doute le juge le plus cité de notre époque. Cependant, il ne dispose pas des diplômes requis pour exercer le droit sur l'Île du Prince-Édouard. Je vous remercie et vous invite à poser vos questions.

Le président: Je vous remercie, monsieur Thompson. Vous avez abordé des questions très importantes devant ce Comité parlementaire; avec la permission de mes collègues, j'aimerais maintenant vous poser quelques questions.

Vous avez entamé votre présentation en soulignant l'existence de votre groupe; vous avez dit que «vous» aviez soumis un certain nombre de cas aux tribunaux, avec succès, et ainsi de suite. Vous avez utilisé le «nous» à plusieurs reprises. Pourriez-vous d'abord nous donner plus de renseignements sur la nature

[Texte]

What is your group? How are you organized? What do you do? How did you come to have this interest in the problem?

Mr. Thompson: The group does not have a name yet. The people are coming together at such a pace that I guess we should get a name. It is the intention to incorporate federally in some form of a non-profit organization, if you will. We all try to help each other understand what the laws are pertaining to a given subject and help each individual fill out the necessary forms and compliances with the court and get before the court with the issues at hand as opposed to making a speech. It is a requirement that each person does represent himself, because we are not in the business of practising law without a licence; we have been accused of that and defeated it.

It is a body that is evolving, to answer your question. It is people who have been injured by the system or have no confidence in the system, or are simply poor and have heard about us and feel they have a case in their own right and want to take it to the court.

The Chairman: What work do you do, Mr. Thompson?

Mr. Thompson: I am just helping the people try to understand where they can get the answers they are looking for and put groups of people together.

The Chairman: How do you earn your livelihood?

Mr. Thompson: I earn my livelihood with funds I earned before. I have worked for about six months at this, unpaid. I also would be a litigant on this island that has been for all practical purposes financially demolished to the extent that I have shown my resources to this island. My case will be before the Supreme Court of Canada.

The Chairman: So what you are doing now full time is acting as a representative and spokesman for others, as well as yourself, who feel that justice has been denied in the forms and manner you have described. Do you know Mr. Walter Lea, who appeared before us this afternoon?

Mr. Thompson: I know Walter Lea simply by face and the odd conversation. He is not a member of our group.

The Chairman: The number of cases I think you referred to was in the vicinity of 80 cases. Are they all of the type you gave us? I think you gave us seven examples. Are they all of that type involving matters that should be dealt with by the law society of the province?

Mr. Thompson: They are all matters in which there is some irregularity or there is an injustice of some kind. If a person were to come to us without an injustice and with the funds to proceed, we would recommend they do so. We only wish to talk to people who feel in fact they have had some form of injustice dealt them and that there is a remedy and try to show them what that remedy is if they care to approach it on their own from that point.

[Traduction]

de ce «nous»? En quoi consiste votre groupe? Comment êtes-vous structuré? Quelles sont vos activités? Comment en êtes-vous arrivé à vous intéresser à cette question?

M. Thompson: Notre groupe ne porte pas encore de nom. Les gens y affluent à un tel rythme qu'il nous faudrait sans doute adopter un nom. Nous prévoyons nous constituer en corporation, sous une forme quelconque d'organisme sans but lucratif. Nous essayons de nous aider mutuellement à comprendre la nature des lois relatives à un sujet donné, à aider chacun à remplir les formules et certificats nécessaires auprès des tribunaux et à se présenter devant ces derniers avec les questions en discussion, au lieu de faire un discours. Chaque personne est tenue de se représenter elle-même puisque nous n'avons pas pour but d'exercer le droit sans autorisation; nous avons été accusé de ce délit et l'accusation n'a pas été retenue.

Pour répondre à votre question, il s'agit d'un organisme en pleine évolution. Il est formé de personnes qui ont été lésées par le système ou n'y font aucune confiance ou encore, de personnes démunies qui ont entendu parler de nous et qui désirent soumettre un cas de leur propre chef devant les tribunaux.

Le président: Quel est votre métier, monsieur Thompson?

M. Thompson: Je ne fais qu'aider les gens à essayer d'obtenir les réponses recherchées et à mettre les gens en rapport les uns avec les autres.

Le président: Comment gagnez-vous votre vie?

M. Thompson: Je vis des sommes déjà gagnées. J'ai consacré environ six mois à ce travail, sans être rémunéré. Je serais également un plaideur sur cette île qui a été à toutes fins utiles détruite financièrement, au point qu'il m'a fallu faire publiquement état de mes ressources. Mon cas sera soumis à la Cour suprême du Canada.

Le président: Ainsi, vous travaillez actuellement à plein temps à titre de représentant et de porte-parole de ceux qui, tout comme vous-même, s'estiment victimes d'une injustice, de la façon que vous avez décrite. Connaissiez-vous M. Walter Lea qui a comparu devant nous cet après-midi?

M. Thompson: Je connais M. Walter Lea de visage et pour avoir échangé quelques mots avec lui. Il ne fait pas partie de notre groupe.

Le président: Je crois que vous avez fait état d'environ 80 cas. Ces cas sont-ils tous du type que vous avez mentionné? Je crois que vous nous avez présenté sept exemples. Portent-ils tous sur des questions qui relèvent normalement du Barreau de la province?

M. Thompson: Il s'agit dans tous les cas de questions comportant une certaine irrégularité ou une injustice de quelque nature. Si une personne se présentait devant nous sans être victime d'une injustice et qu'elle possède l'argent nécessaire pour se présenter devant les tribunaux, nous lui recommanderions de passer à l'action. Nous désirons simplement parler aux personnes qui estiment avoir été victimes d'une injustice, pour laquelle il existe une solution et nous essayons de leur présenter cette solution, si elles entendent poursuivre le travail par elles-mêmes, à partir de là.

[Text]

• 2020

The Chairman: You referred to false affidavits being filed with the court. The swearing of a false affidavit is the act of whoever it is who swears it. Anyone can take an oath; if they do it falsely that is not of itself the problem that you may be zeroing in on. Could you be more specific about the false affidavits? Are you saying these are false affidavits which are sworn with respect to judicial proceedings or by members of the legal profession?

Mr. Thompson: I will give you an example of one case and you can take it from there. I refer to a member of the legal profession filing an affidavit to support an associate's allegation in court, where the affidavit was not correct and the litigant was not allowed to cross-examine the deponent, and the decision went against the litigant. The injustice is that perhaps if he had been allowed to cross-examine the deponent, the court would have had a little different view of the proceedings, of the irregularities going on. It did not happen and the litigant lost the case. It was a security-for-cost case that he could ill afford. Fortunately, a number of members rallied behind the decision and put the money up for him. He has since won his case.

The Chairman: Have you sought an opportunity to speak to the law society of the province to make the submission to us that you have today?

Mr. Thompson: Yes. On several occasions we have attempted to submit our feelings to the Law Society of Prince Edward Island, and we have been met with just insults being hurled at us. There is no desire to listen to us at all.

The Chairman: You have requested a meeting?

Mr. Thompson: Several times.

The Chairman: And no meeting was ever granted.

Mr. Thompson: No.

The Chairman: Have you endeavoured to raise this matter with the attorney general of the province?

Mr. Thompson: The Attorney General's office federally?

The Chairman: No, of the province. The Minister of Justice for the province.

Mr. Thompson: The province. Several of the people who have come to us have been down to see the attorney general and their view is that the man listened very courteously and recommended they see a lawyer. And the reason they were before him was because of a problem they had with a lawyer they felt, so . . . I do not know what to say beyond that, except it appears to be fine to talk to him, but what is the remedy? If there is no direct path to a remedy, whether rightly or wrongly

[Translation]

Le président: Vous avez fait état de fausses déclarations sous serment devant le tribunal. La présentation d'une telle déclaration appartient à toute personne qui en pose le geste. N'importe qui peut prêter serment; la prestation d'un faux serment ne constitue pas en soi le problème auquel vous vous attaquez sans doute. Pouvez-vous nous donner plus de détails concernant les fausses déclarations sous serment? Vous prétendez qu'il s'agit de fausses déclarations présentées par des membres du Barreau ou portant sur la procédure judiciaire?

M. Thompson: je vais vous donner un exemple de l'un des cas et vous pourrez dégager vous-même vos conclusions. Il s'agit du cas d'un membre du Barreau qui a fait une déclaration sous serment dans le but de corroborer l'affirmation d'un associé devant les tribunaux. La déclaration sous serment n'était pas juste et le plaideur n'a pas été autorisé à contre-interroger le déposant. La décision du tribunal a donc été défavorable au plaideur. L'injustice réside peut-être dans le fait que, si le plaideur avait été autorisé à contre-interroger le déposant, le tribunal aurait sans doute obtenu un aperçu quelque peu différent de la procédure et des irrégularités en cours. Ce ne fut pas le cas et le plaideur a perdu sa cause. Il s'agissait d'un cas de caution *judicatum solvi* qu'il était difficilement en mesure de payer. Heureusement, un certain nombre de membres se sont joints à lui et ont avancé les sommes nécessaires à sa défense. Depuis lors, il a eu gain de cause.

Le président: Avez-vous cherché à présenter la situation au Barreau de la province, comme vous l'avez fait devant nous aujourd'hui?

M. Thompson: Oui. Nous avons tenté à plusieurs reprises de faire part de nos sentiments au Barreau de l'Île du Prince-Édouard avec, pour seul résultat, d'être couverts d'injures. Ils n'ont nullement manifesté le désir de nous entendre.

Le président: Avez-vous demandé à les rencontrer?

M. Thompson: À plusieurs reprises.

Le président: Et aucune entrevue ne vous a jamais été accordée?

M. Thompson: Non.

Le président: Avez-vous cherché à traiter de cette question avec le procureur général de la province?

M. Thompson: Avec le bureau fédéral du Procureur général?

Le président: Non, de la province. Le ministre de la Justice de la province.

M. Thompson: La province. Un certain nombre des personnes qui sont venues nous voir avaient déjà été consulter le procureur général; à leur avis, ce dernier les a écoutés très poliment et leur a recommandé de consulter un avocat, alors que ces personnes avaient justement été lui présenter un problème survenu avec un avocat; donc . . . je ne sais plus que dire, sauf qu'il semble bien agréable de parler avec lui; cependant, où se trouve la solution? S'il n'existe aucune solution directe, que l'on ait tort ou raison, ou si l'on désire

[Texte]

in the cause, or at least to have a fair hearing, then to whom do you go?

The Chairman: Have any of your 80 people gone to their members of the provincial assembly?

Mr. Thompson: Yes.

The Chairman: Has the issue been raised in the assembly by any of those members?

Mr. Thompson: To my knowledge, no.

The Chairman: What have you said to the local news media about this situation?

Mr. Thompson: We have contacted the local news media on about a dozen occasions and on not one of them . . . Well, I am looking down here and see that of the six instances I talked to you about, in about four of them the media has been approached and not one word has been printed.

The Chairman: So you have approached the Law Society of Prince Edward Island, you have approached the attorney general and members of the assembly, and you have approached the news media. Right?

Mr. Thompson: Yes.

The Chairman: And no meeting has been granted with the Law Society of Prince Edward Island? You were referred by the attorney general to private solicitors . . .

Mr. Thompson: Yes.

The Chairman: —and nothing has been reported in the local press about this situation?

Mr. Thompson: No. With respect to some litigation that is ongoing, as you know, it would not be prudent to take it to the newspapers. But of the cases that have been resolved, there has been no interest by the media to really address the problem of the legal inequality that people are running into.

The Chairman: Have you contacted any areas of what might be termed the national media?

Mr. Thompson: Yes. I am very pleased to say that *The Fifth Estate* has been doing a documentary on four of these cases, and we have held them back from actually putting it on the air until they have come to their conclusion. The impact should be significant on the problems I am addressing.

But given that, does that effect a remedy? The legal equality is the real issue we are trying to address: What is the remedy?

• 2025

The Chairman: I understand that legal equality and your concern for justice is at the core of what you are doing. By the same token, I think one of the first things you learn about seeking justice is to know that for every story there are at least two sides.

We have had an opportunity to hear you tonight before the committee, and we have not had an opportunity to hear anyone else explain their version of those 80 other cases.

[Traduction]

simplement obtenir une audience impartiale, vers qui pouvons-nous nous tourner?

Le président: Est-ce que l'un de vos quelque 80 membres s'est déjà tourné vers son député à la législature?

M. Thompson: Oui.

Le président: La question a-t-elle été soulevée à l'Assemblée législative, par l'un ou l'autre de ces députés?

M. Thompson: Pas que je sache.

Le président: Qu'avez-vous dit aux organes d'information locaux sur cette affaire?

M. Thompson: Nous avons communiqué avec les organes d'information locaux à une douzaine de reprises et jamais . . . Eh bien, après consultation, je remarque que dans quatre des six cas dont j'ai fait état, les média d'information avaient été informés sans qu'un seul mot soit publié.

Le président: Vous avez donc fait des démarches auprès du Barreau de l'Île du Prince-Édouard, vous avez communiqué avec le procureur général et les députés à la législature et avez sollicité les médias d'information. C'est bien cela?

M. Thompson: Oui.

Le président: Et le Barreau de l'Île-du-Prince-Édouard ne vous a jamais accordé d'entrevue? Le procureur général vous a conseillé de rencontrer des avocats de pratique privée . . .

M. Thompson: Oui.

Le président: . . . et les journaux locaux n'ont jamais rien publié sur cette affaire?

M. Thompson: Non. Comme vous le savez, il ne serait pas prudent de faire part aux journaux de certaines affaires en cours. Mais pour ce qui a trait aux cas résolus, les média n'ont manifesté aucun intérêt à aborder vraiment la question de l'inégalité dont les personnes sont victimes devant la loi.

Le président: Êtes-vous entré en contact avec un quelconque élément de ce que nous pourrions appeler les média d'information nationaux?

M. Thompson: Oui. Je suis très heureux de souligner que *The Fifth Estate* a créé un documentaire portant sur quatre de ces cas, et nous leur avons demandé d'en retarder la diffusion jusqu'à ce qu'ils aient été résolus. L'impact de cette émission devrait être important sur les questions abordées.

Mais en réalité, est-ce que cela constitue une solution? L'égalité devant la loi est la véritable question que nous désirons aborder: quelle est donc la solution?

Le président: Je crois comprendre que l'égalité devant la loi et votre souci de justice sont au coeur de toute votre démarche. De même, je crois que l'une des premières choses que la recherche de la justice nous apprend, c'est que chaque histoire comporte au moins deux aspects.

Ce soir, notre Comité a eu l'occasion de vous entendre, mais personne d'autre n'est venu nous présenter sa version de ces 80 autres cas.

[Text]

What you have raised is something that is under our Constitution. I am not speaking now of the charter; I am speaking of the Constitution and the division of powers between federal and provincial governments—something that in the first instance is a matter of provincial jurisdiction. There is provincial statute here, as in every other province and in the two territories, which established the terms and conditions under which the legal profession can operate as a self-regulating profession.

It may be that the only involvement at the federal level—and again this could have nothing to do with this parliamentary committee, which is going to be recommending on section 15. However, from the nature of some of your comments, there may be matters which ultimately involve the federal level, as far as the Criminal Code is concerned.

That leads me to my final question. Have you, or any members of your group, felt that in any of these matters there were sufficient grounds to approach the police authorities and law information?

Mr. Thompson: To my knowledge, there have been three complaints to the police system.

One complaint was on a false case before the courts. It did not exist. The people did not exist. None of the litigants named knew that they were named, the matter was investigated, the RCMP stated they had a pat case and they would prosecute, and it was thrown out of court on a mere technicality of form, with a refusal to rehear it.

The Chairman: What were the situations in the other two cases?

Mr. Thompson: In the one case of a forgery, the RCMP started their investigation. It terminated in the complainant being told that there was insufficient proofs as to who may have signed the document and they would not go further as to make an opinion as to whether the litigant himself had or had not signed it. They could not tell who had—it was just an initial. Subsequent to that, there was an oral recommendation that it would not go any farther. Subsequent to that, a written RCMP report was in the hands of the opposing lawyer. That came about because he showed it to a judge, ex-party, in chambers, to influence the outcome of the decision.

The third case is before the courts. I probably should not address that, but it is the same situation. The RCMP has failed to prosecute or give a reason to prosecute. The most significant one would be the false case before the court and the way it was swept under the carpet.

The Chairman: On one other matter, you referred to an individual who was qualified to practise law in other jurisdictions and has not been admitted to the Law Society of Prince Edward Island. What is his name?

[Translation]

La question que vous avez soulevée relève de notre Constitution. Je ne dis pas de notre Charte, mais bien de notre Constitution en ce sens que celle-ci régit la répartition des pouvoirs entre le fédéral et le provincial—dans le premier cas, il s'agit d'une affaire qui relève de la compétence provinciale. En effet, il revient à chaque province et aux deux territoires d'établir les conditions du fonctionnement du Barreau en tant que profession qui s'autodiscipline.

Mais il se peut que la seule chose qui concerne le palier fédéral—et ici encore cela pourrait bien être tout à fait étranger à notre comité parlementaire qui doit faire des recommandations au sujet de l'article 15. Néanmoins, vu la nature de quelques-unes de vos observations, il se peut que certaines de ces questions intéressent en fin de compte le palier fédéral, notamment dans le cadre du Code criminel.

Cela m'amène à ma dernière question. D'après vous, ou d'autres membres de votre groupe, dans certains des cas que vous nous avez présentés, y avait-il suffisamment de preuves pour faire une dénonciation auprès des autorités policières?

M. Thompson : À ma connaissance, il y a eu trois plaintes de faites à la gendarmerie.

La première concernait une fausse cause qui n'existait tout simplement pas. Les gens visés n'existaient pas. Aucun des plaideurs nommés ne savait qu'il l'était. On a procédé à l'instruction et la GRC affirmait avoir un cas patent et disait avoir l'intention d'engager des poursuites. Mais cette affaire a été rejetée par le tribunal pour une simple question de forme, avec refus de la réentendre.

Le président: Comment se présentaient les deux autres cas?

M. Thompson: Dans un cas, il s'agissait d'une invention et la GRC avait commencé son enquête. À la fin, on a informé le plaignant qu'il y avait insuffisamment de preuves au sujet de l'auteur de la signature du document et qu'on ne pouvait poursuivre l'instruction pour savoir si le plaideur l'avait signé lui-même ou non. La gendarmerie n'arrivait pas à voir qui avait signé ce document—il n'y avait que des initiales. Par la suite, on a recommandé oralement de ne pas poursuivre cette affaire. Mais ultérieurement, un rapport écrit de la GRC est tombé entre les mains de l'avocat de la partie opposée. On l'a découvert parce qu'il l'a lui-même montré au juge, à l'extérieur de la cour, dans le cabinet de celui-ci, pour tenter d'influencer sa décision.

La troisième cause est actuellement devant les tribunaux. Je ne devrais probablement pas en parler mais il s'agit de la même situation. La GRC n'a pas tenté de poursuite et n'a pas donné de motifs à sa décision. L'exemple le plus important serait sans doute la fausse affaire que nous avons mentionnée et la manière dont on a tiré le rideau sur tout cela.

Le président: Au sujet d'une autre question, vous avez mentionné qu'un individu qui possédait les qualités professionnelles nécessaires pour exercer la fonction d'avocat dans d'autres juridictions n'avait pas été admis à l'Association professionnelle des avocats de l'Île-du-Prince-Édouard. Quest est son nom?

[Texte]

Mr. Thompson: His name is Zia Gesty. He is a doctor of law.

The Chairman: Is he a member of any other provincial bar? I got the impression from your comments that he may be.

Mr. Thompson: No, he lives in Prince Edward Island and wishes to live here. He applied to the bar here and was turned down, so as a natural course he applied to nine other bars. Each of them accepted him if he wished to live in its particular jurisdiction and set up residency. They accepted him unconditionally. This law society declined to accept him. He does not meet their educational requirement.

• 2030

The Chairman: Was it stated what would have to be done for him to meet the educational requirement—take an exam?

Mr. Thompson: Yes, he would have to go back to law school and then article.

The Chairman: That was formally set out?

Mr. Thompson: It is in written form, yes.

The Chairman: As I say, what you have raised before us is a very serious matter. It is something that is not within our mandate as a parliamentary committee to be dealing with in the way that we have other issues before us. What I would like to do, unless any other members of the committee wish to make comments or questions... I will just pass to Mr. Tremblay and then I will conclude with what I was going to suggest.

M. Tremblay (Lotbinière): Monsieur Thompson, vous faites référence essentiellement à des cas judiciaires et vous allez être d'accord avec moi pour dire que si on sort toute la jurisprudence ad hoc avec les citoyens qui ont perdu leurs causes, cela nous semblerait tout aussi sympathique. Il nous est très difficile de porter un jugement, comme le disait le président, sans entendre évidemment l'autre version. Je suis quand même surpris de l'attitude que le Barreau de la province semble manifester. Ecoutez, je suis moi-même avocat dans la province de Québec où il y a quand même au-delà de 10,000 membres. Il est évident que parmi ces membres-là, il y en a qui dénotent une qualité professionnelle plus probante que d'autres; ça, c'est bien évident. Mais vous conviendrez que cela ne s'applique pas strictement au domaine judiciaire. Cela peut s'appliquer très bien aux domaines des architectes, des ingénieurs et des médecins, d'autant plus que récemment nous avons eu de plus en plus de cas comme cela.

Quant à votre collègue qui a vu sa maison vendue pour un montant très minime à la suite d'une saisie et ce en vertu de nos lois, aucun citoyen ne peut être saisi s'il respecte à son tour ces mêmes lois. Ecoutez, nous sommes conscients, au Canada, que notre système judiciaire, sous certains aspects, a nettement besoin d'amélioration. Cependant, et vous en conviendrez, cela reste encore, à défaut d'exemples plus probants, un système

[Traduction]

M. Thompson: Il s'appelle Zia Gesty. Il possède un doctorat en droit.

Le président: Fait-il partie du Barreau d'une autre province? J'ai eu l'impression, d'après vos observations, que c'était le cas.

M. Thompson: Non, il habite l'Île du Prince-Édouard et il souhaite y demeurer. Sa demande d'inscription au Barreau de cette province a été rejetée et, par conséquent, il s'est adressé naturellement aux neuf autres barreaux. Chacun l'a accepté s'ils souhaitaient habiter dans cette juridiction particulière et y établir sa demeure. Ils l'ont accepté sans condition. Mais l'Association professionnelle des avocats de cette province a refusé de l'accepter. Il ne répond pas à leurs exigences sur le plan des études.

Le président: L'Association a-t-elle indiqué ce qu'il lui faudrait faire pour satisfaire aux exigences scolaires—lui faudrait-il subir une épreuve?

M. Thompson: Il lui faut refaire son droit et son stage.

Le président: On l'a dit par écrit?

M. Thompson: Oui, par écrit.

Le président: Comme je l'ai dit, la question que vous avez soulevée est très grave. Nous ne sommes pas mandatés pour la traiter de la même façon que nous avons traité d'autres questions. Ce que j'aimerais faire, si les autres membres du Comité n'ont pas de commentaires ou de suggestions à faire... Je donnerai la parole à M. Tremblay et j'aurais une suggestion à faire par la suite.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Mr. Thompson, you are mainly referring to legal cases and you will agree with me that if we brought out all the ad hoc jurisprudence, with the citizens who have lost their cases, we would also be very sympathetic. As our chairman said, it is very difficult to judge unless we hear the other version. However, I am somewhat surprised by the attitude that the provincial bar seems to take. I am a lawyer in the Province of Quebec, where there are more than 10,000 members. It is clear that among these members some are more professional than others. But I am sure you will agree that this does not apply solely to the legal field. This can also apply to architects, to engineers and doctors, since these cases are becoming more prevalent all the time.

As for your colleague whose house was seized and sold for a very small sum under our laws, no citizen can be seized if he respects these same laws. We are aware that there is room for improvement to the Canadian legal system, but I am sure that you will agree that unless there are more glaring examples, our system is still quite democratic and is respected throughout the world.

[Text]

passablement démocratique qui a fait ses preuves à travers le monde.

[Translation]

• 2035

Écoutez, quant à votre ami anglais qui semble posséder toutes les qualifications requises dans les autres pays, moi-même au niveau civil et qui pratique au Québec, je n'ai pas le droit de pratiquer à l'extérieur de ma province sans subir les examens requis par les différents barreaux. Et cela ne s'applique pas uniquement à la profession juridique, mais à toutes les autres professions, du moins je parle pour ce que je connais dans la province de Québec au plan de la codification... Il reste qu'il y a des règles à observer. Il est évident que celui qui ne satisfait pas aux règles se voit d'une certaine façon frustré, et je comprends encore une fois la dimension des cas que vous soulevez. Cependant je peux difficilement croire qu'il n'existe pas dans cette province de l'île du Prince-Édouard un organisme qui puisse véritablement fouiller ces différents aspects et faire en sorte que justice soit rendue! Vous parliez d'égalité, et ça ne m'apparaît pas, quant à moi, avec tout le respect que je vous dois, des cas d'inégalité. Cela m'apparaît possiblement et sous réserve de vérification, des cas d'injustice, ce qui est différent.

Mais je vous incite, en terminant, à continuer vos efforts..., et on ne peut que vous encourager dans ce sens-là. Soyez assuré que c'est une dimension que nous retiendrons et avec les moyens dont nous pouvons disposer nous tenterons d'aider à améliorer nos divers systèmes, particulièrement celui de la justice.

Mr. Thompson: I certainly thank you for your observation. The one impression I would like to leave you with is that we do not feel the system is bad and there is no attack on the system itself. But when somebody must represent themselves and that system says they are not going to then it is an inequality, not necessarily an injustice. There is no legal aid. They are now on an equal footing. If there is a legal aid system, if there is recourse for them, I could not say what I am saying; but, without legal aid and with the only form of recourse being the counsellor who will not take the case, this person is now put on an unequal footing. Educationally perhaps—I do not know. Legal aid—I do not know. But certainly not equal.

The system is great and if these people had access to it I am sure they would feel the same way. There is no disrespect intended or implied to the system or Canada. It is just that we do not have access to it.

The Chairman: Mr. Thompson, Mrs. Finestone has drawn to my attention, at least with respect to the question you have raised about the lawyer who cannot become a member of the bar of this province, that *Equality Now* in its report expressed concern regarding the professional associations and new Canadians' rights to have their qualifications considered. That is something that I think perhaps does bring in a dimension from the work we are doing that allows us to have a look at that, again as part of the full rights of Canadian citizenship as people arrive here. It is a matter within the provinces and has been the subject of some considerable debate and discussion

As for your English friend who seems to have all of the qualifications required in other countries, I who am a civil lawyer in Quebec do not have the right to practice outside my province unless I take the examinations required by the various law societies. This does not just apply to the legal profession, but to all other professions, at least as far as I understand Quebec regulations... There are rules that have to be observed. It is obvious that somebody who does not meet the requirements feels frustrated, and I understand the importance of the cases that you have raised. However, I have difficulty in believing that there is no agency in Prince Edward Island which could look into the various aspects of this case and make sure that justice is rendered! You were talking about equality and in my opinion, with all due respect, this does not appear to be a case of inequality. It seems to me that it may possibly be a case of injustice, unless it is proved otherwise, and this is different.

But in conclusion, I would encourage you to continue in your efforts. You may rest assured that it is an aspect we will remember and we will try to improve our various systems, particularly the legal system, with all the means at our disposal.

M. Thompson: Je vous remercie de vos commentaires. J'aimerais souligner le fait que nous n'estimons pas que le système est mauvais et nous ne critiquons pas le système lui-même. Cependant, quand quelqu'un doit se représenter, et que le système ne le permet pas, il y a là inégalité, mais pas nécessairement injustice. Il n'y a pas d'aide juridique, alors ils sont maintenant sur un pied d'égalité. S'il y avait un système d'aide juridique, s'il y avait un recours, je ne dirais pas ce que je dis. Cependant, il n'y a pas d'aide juridique. Son seul recours est un conseiller qui n'accepte pas son cas, donc il est maintenant dans une situation d'inégalité. Je ne sais pas s'il s'agit de la scolarité, de l'aide juridique, mais la situation n'est pas égale.

Le système juridique est bon. Si les gens y avaient accès, ils seraient d'accord. Je ne veux pas me montrer irrespectueux envers le système ou envers le Canada. C'est que nous n'y avons pas accès.

Le président: Monsieur Thompson, au sujet de l'avocat qui ne peut pas être membre du Barreau de sa province, M^{me} Finestone m'a fait savoir que dans le rapport *L'égalité ça presse* on s'est dit inquiet de l'attitude des associations professionnelles vis-à-vis de l'adhésion des nouveaux Canadiens. Nous pourrions peut-être examiner la situation sous l'angle des droits des nouveaux Canadiens. Il s'agit là d'une question qui concerne les provinces et qui a fait l'objet de débats et de discussions considérables à l'intérieur des associations professionnelles d'avocats de toutes les provinces. Il s'agit de savoir comment cela se rapporte à la question de

[Texte]

within the provincial law societies. How that relates to the question of legal aid and the availability of the remedies—that is really the bottom line of what you are asking, what are the remedies of these individuals?

• 2040

Mr. Thompson: I guess the remedies are there, but who enforces that each person has equal access to them? Mr. Gesty is one of probably four or five people in that same arena. I have touched on him, but there are maybe four or five who are being denied their right to work and who really should not be.

The Chairman: We will just have a final point or two. Do you have any current statistics as to the number of lawyers licensed to practise within the province?

Mr. Thompson: Fifty or sixty. We think about 12% of the lawyers on this island are judges. It is a very small nucleus of people. That in itself, of course, would cause a problem because if you have something like Québec has mentioned or the bigger provinces, I do not think this problem could happen, or it would happen in isolated instances.

When I say it is commonplace here, I am not exaggerating at all. I have had lawyers from other jurisdictions on the telephone tell me that I have to be kidding, that I just cannot be telling them the truth. So, we accept that it is unique, tough and difficult to face. But if you have one lawyer in a small group decide that you are a problem client, you are going to have the rest of them decide it, too.

The Chairman: I asked earlier what you were doing and you indicated that you were working full time for the past six months on this. Could I ask what work you were doing, how you were earning your livelihood prior to this?

Mr. Thompson: By education. I qualify for engineering and law in the United States. By profession I chose to be a deep sea diver, and pursued that. Then I sailed around the world and decided to come to Canada. I was accepted as a landed immigrant and came to Prince Edward Island, where I built a nice home that was taken away from me. I am that litigant.

The Chairman: I would like to respond also to your earlier question about sending further particulars and further evidence to us. What I think our committee will do is take this matter under advisement. It is one that, as I say, raises a number of issues that are beyond our ken, but ultimately, within our system, there has to be an answer for every problem. There has to be justice for every injustice.

I repeat my earlier statement that we also owe it to everyone, as members of a parliamentary committee, to hear all sides of the many questions that are raised here. It would be premature and inappropriate for us to make any further

[Traduction]

l'aide juridique et à la disponibilité des recours—car au fond, vous demandez quels sont les recours qui restent à ces individus?

M. Thompson: Je crois bien que les recours existent, mais qui décide qu'ils sont également accessibles à tous? M. Gesty est probablement l'une des quatre ou cinq personnes dans la même situation. Je le mentionne, mais il y a probablement quatre ou cinq personnes à qui l'on refuse le droit de travailler sans justification valable.

Le président: Juste un dernier détail ou deux. Est-ce que vous possédez les statistiques à jour au sujet du nombre d'avocats autorisés à exercer leur profession dans la province?

M. Thompson: Cinquante ou soixante. Nous croyons qu'environ 12% des avocats de l'île sont des juges. C'est un très petit groupe de personnes. Déjà, ce simple fait peut évidemment poser des difficultés. En effet, si vous avez une situation comme celle que le Québec a mentionnée ou qui peut se présenter dans les provinces plus importantes, je ne crois pas que cette difficulté pourrait survenir, ou qu'elle ne surviendrait que dans des cas isolés.

Lorsque j'affirme que cette situation est courante ici, je n'exagère absolument rien. Des avocats d'autres juridictions m'ont téléphoné pour me dire que je devais raconter des blagues, que je ne pouvais pas vraiment dire la vérité. Alors, nous acceptons qu'il s'agit d'une situation unique, pénible et difficile à envisager. Mais si dans un groupe réduit, un avocat décide que vous êtes un client difficile, tous les autres vont être du même avis.

Le président: Plus tôt, je vous ai demandé ce que vous faisiez et vous m'avez dit qu'au cours des six derniers mois vous aviez consacré tout votre temps à cette question. Pourrais-je vous demander ce que vous faisiez, quel était votre gagne-pain avant cette période?

M. Thompson: L'enseignement. J'ai étudié en génie et en droit aux États-Unis. Par profession, j'ai choisi de devenir plongeur en eau profonde. Puis, j'ai navigué autour du monde avant de décider de revenir au Canada. J'ai été accepté comme immigrant reçu lorsque je suis venu à l'Île-du-Prince-Édouard, où je me suis construit une belle demeure qui m'a été enlevée. Je suis le plaideur dans cette affaire.

Le président: J'aimerais également répondre à la demande que vous avez faite plus tôt pour savoir si vous pouviez envoyer d'autres détails et d'autres preuves à notre Comité. Je crois que notre Comité va étudier cette question soigneusement. Il s'agit d'une question qui, comme je l'ai dit, pose un certain nombre de difficultés qui échappent à notre compétence, mais finalement, à l'intérieur de notre système, il doit y avoir une réponse à chaque problème. La justice doit venir corriger chaque injustice.

Je répète ce que j'ai dit plus tôt, à savoir que nous devons, à titre de membres d'un comité parlementaire, écouter toutes les parties au sujet des nombreuses questions qui sont soulevées devant nous. Il serait prématuré et inopportun pour nous de

[Text]

comments now on what we have had a chance to hear you state, because there are some significant allegations there. However, we do not take it lightly; we take what you have said very seriously. Therefore, we note that your name and address is known to the clerk of our committee, and that after we have had a chance—among ourselves—to consider this, we can make contact and get whatever information we may feel is appropriate for us to deal with any issues arising out of this that are federal in nature or that are, in some respect, requiring further attention by someone in the Canadian judicial legal parliamentary system.

Thank you very much for coming before us.

Mr. Thompson: Thank you for hearing me.

The Chairman: Ladies and gentlemen, as I said earlier, we will be resuming tomorrow at 9.30 a.m.

• 2045

Just before adjourning, I would like to note that one of the groups that appeared before us this afternoon and one of the participants was Diane Morrow. After she appeared before us she went off and obtained copies of the publication to which she had referred, *Common Ground*, a journal for island women, and brought copies for all members of the committee. I had told her I would distribute those to the committee members, which I do now and say in doing so that it is very special for us to have—because I did read through it during the break period—such a quality publication emanating from the province dealing with issues that are of concern across the country.

Tomorrow we begin at 9.30 a.m. with the Prince Edward Island Council of the Disabled. Those of you who can attend are most certainly welcome.

I think I could say on behalf of members of the committee that our session here in Prince Edward Island today has been truly one of the most stimulating and thought-provoking because of the range of issues and the seriousness of a number of the statements made and the conviction with which positions were expressed. I want to thank all of you who are here for having joined us and participated in contributing so greatly to the process our committee on equality rights is engaged in. Thank you very much.

Until tomorrow at 9.30 a.m. these hearings are adjourned.

Wednesday, August 28, 1985

• 0937

The Chairman: Ladies and gentlemen, I would like to welcome you this morning to the resumption of our hearings in Charlottetown. Yesterday we had a number of very interesting and important presentations made to the committee here in Charlottetown, and we are looking forward again this morning to continuing that. We are hearing from four groups or

[Translation]

faire quelque autre observation que ce soit au sujet de votre témoignage, parce qu'il comporte certaines allégations importantes. Néanmoins, nous ne le prenons pas à la légère; nous acceptons ce que vous nous avez dit très sérieusement. Par conséquent, nous savons que le greffier de notre Comité possède votre nom et votre adresse et, dès que nous aurons eu l'occasion d'examiner entre nous cette question, nous communiquerons avec vous pour obtenir tous les renseignements que nous jugerions utiles pour examiner toute question qui pourrait découler de votre présentation et qui relève de la compétence fédérale ou qui, à certains égards, nécessite un examen plus poussé de la part de représentants du système parlementaire, juridique ou judiciaire canadien.

Merci beaucoup pour vous être présenté.

M. Thompson: Merci de m'avoir écouté.

Le président: Mesdames et messieurs, comme je l'ai déjà dit, nous reprendrons nos travaux demain à 9 h 30.

Tout juste avant l'ajournement, j'aimerais signaler que l'un des groupes qui se sont présentés devant nous cet après-midi et que l'une des participantes était Diane Morrow. Après s'être présentée devant nous, elle est partie et a obtenu des exemplaires de la publication à laquelle elle avait fait allusion, *Common Ground*, une revue pour les femmes de l'île, et elle en a apporté des exemplaires pour tous les membres du Comité. Je lui avais dit que je les distribuerai aux membres du Comité, ce que je fais présentement et, ce faisant, je dis que c'est très intéressant pour nous d'avoir—parce que je l'ai parcouru rapidement durant la pause—une telle publication émanant de la province et traitant de questions intéressant tous les Canadiens.

Demain matin nous commençons à 9 h 30 avec le *Council of the Disabled* de l'Île-du-Prince-Édouard. Ceux d'entre vous qui pourront y assister sont les bienvenus.

Je crois que je puis dire au nom des membres du Comité que notre séance ici à l'Île-du-Prince-Édouard aujourd'hui a été vraiment l'une des plus stimulantes et qui a le plus poussé à la réflexion en raison de la gamme des questions abordées, du sérieux d'un bon nombre d'exposés et de la conviction avec laquelle les points de vue ont été exprimés. Je veux vous remercier tous ici présents pour vous être joints à nous et avoir contribué si grandement au travail de notre Comité sur les droits à l'égalité. Merci beaucoup.

La séance est ajournée jusqu'à demain matin à 9 h 30.

Le mercredi 28 août 1985

Le président: Mesdames et messieurs, j'aimerais vous souhaiter la bienvenue ce matin à la reprise des délibérations à Charlottetown. Hier, un certain nombre d'exposés très intéressants et importants ont été faits devant le Comité ici à Charlottetown et nous espérons que cela se poursuivra ce matin. Nous entendrons les représentants de quatre groupes ou

[Texte]

organizations, beginning now with the Council of the Disabled for Prince Edward Island, followed by the Advisory Council on the Status of Women, then the Prince Edward Island Human Rights Commission, and finally the Department of Veterans Affairs.

• 0940

I point out that our committee, mindful of the mandate we have and the guarantee in the charter in section 15 for Canadians suffering from disabilities, has made a point of providing sign interpretation of our proceedings. I would just like to, on behalf of the committee members, pay special thanks to our two sign interpreters who are with us, David Still and Gordon Johnson, who have been hard-pressed sometimes to come up with ways of communicating some of the expressions and terms that get used in the course of these hearings, but they have done a masterful job. I know particularly yesterday there was one woman in the audience who not only was able to follow the proceedings but in fact communicated through signs with our sign interpreters. This just underscores the important dimension, of course, of what can be done with relatively little effort to ensure that people do have a chance to be in the mainstream of Canadian society, as is their right and should be our unquestioned intention in this Canadian society.

Representing the P.E.I. Council of the Disabled this morning we have the Executive Director, John Hochstadt. We have Mary Driscoll, from the P.E.I. Association for the Mentally Handicapped. Gus Campbell is here representing the P.E.I. Association of the Hearing Impaired; we understand that Deb MacFarlane, also from the Association of the Hearing Impaired, is at the moment in court and may be able to join us later. Finally, we have Susan Buchanan of the Disabled Women's Network.

Just before turning the microphone over to you, I should also say that yesterday we had a presentation to members of the committee of the most recent issue of the publication *Common Ground*, a journal for island women. We are particularly interested in reading there about Susan Buchanan's story under the title "Independence Tastes Sweet". I was really delighted in reading that story of the way, Susan, you have pioneered at the university in making sure a university education should be available without impediments that to some people seem great but that really a little bit of creativity and good will can overcome. This underscores a theme we have heard a great deal in the course of our hearings about people being entitled to assume the dignity of risk.

So we are delighted, members of the committee, to have you before us this morning. We look forward very much to hearing what you can tell us now about your experience and your recommendations as far as federal laws and section 15 of the charter are concerned, knowing that in about seven weeks' time we will be making a report to Parliament about any reforms and changes that should be made in those federal laws and programs to ensure that not only the letter but indeed the

[Traduction]

organisations, en commençant maintenant avec le *Council of the Disabled* de l'Île-du-Prince-Édouard, suivi par le Conseil consultatif sur le statut de la femme, puis par la Commission des droits de la personne de l'Île-du-Prince-Édouard et, enfin, par le ministère des Anciens combattants.

Je signale que notre Comité, conscient de son mandat et de la garantie fournie par l'article 15 de la Charte à l'intention des Canadiens handicapés, s'est fait un devoir d'assurer un service d'interprétation de nos délibérations à l'intention des sourds-muets. Je voudrais simplement, au nom des membres du Comité, remercier tout spécialement les deux interprètes pour sourds-muets qui sont avec nous, David Still et Gordon Johnson; ils ont eu fort à faire, parfois, pour communiquer certaines expressions et certains termes utilisés au cours de nos travaux, mais ils s'en sont merveilleusement bien tirés. J'ai remarqué tout particulièrement hier une femme, dans l'auditoire, qui pouvait non seulement suivre les délibérations, mais qui a communiqué par signes avec nos interprètes. Ceci souligne un point important, bien entendu, à savoir ce qui peut être fait avec relativement peu d'efforts pour assurer aux gens la possibilité de participer aux activités de la société canadienne, comme c'est leur droit et ce devrait être notre intention incontestée dans cette société canadienne.

Le *Council of the Disabled* de l'Île-du-Prince-Édouard est représenté ce matin par son directeur, John Hochstadt. Nous avons également parmi nous Mary Driscoll, de l'Association pour handicapés mentaux de l'Île-du-Prince-Édouard. Gus Campbell représente ici l'*Association of the Hearing Impaired* de l'I.-P.-E.; Deb MacFarlane, également de l'*Association of the Hearing Impaired* est présentement en cour et pourrait se joindre à nous plus tard. Pour terminer, nous avons également parmi nous Susan Buchanan du *Disabled Women's Network*.

Tout juste avant de vous passer le microphone, je voudrais vous dire qu'hier les membres du Comité ont reçu l'édition la plus récente de la publication *Common Ground*, une revue à l'intention des femmes de l'île. On peut y lire un article particulièrement intéressant sur le travail de Susan Buchanan intitulé *Independence Tastes Sweet*. J'ai eu réellement beaucoup de plaisir à lire cet article relatant votre travail de pionnière à l'université, Susan, alors que vous vouliez assurer l'accès à l'éducation universitaire sans obstacles, ces obstacles qui semblent grands pour certaines personnes mais qui peuvent être surmontés avec un peu de créativité et de bonne volonté. Ceci souligne un thème dont nous avons passablement entendu parler au cours de nos travaux relativement aux personnes autorisées à assumer la dignité du risque.

Aussi, nous, membres du Comité, sommes enchantés de vous avoir devant nous ce matin. Nous avons hâte d'entendre ce que vous avez à nous dire sur votre expérience et vos recommandations pour ce qui a trait aux lois fédérales et à l'article 15 de la Charte, sachant que dans environ sept semaines nous devons présenter un rapport au Parlement sur les réformes et les changements qui devraient être faits dans ces lois et programmes fédéraux afin d'assurer le respect non seulement de la

[Text]

spirit of the equality and non-discrimination guarantees in section 15 are carried through.

I will turn the microphone over to you and ask you to give us the benefit of your views. Then, with time permitting, I know MPs on this committee would very much like to ask you some specific questions.

Mr. John Hochstadt (Executive Director, P.E.I. Council of the Disabled): Thank you, Mr. Chairman. On behalf of my colleagues here I would like to thank the committee for the opportunity to appear. I warn you in advance that our brief is not a lengthy legalistic document such as some I have seen presented. I am only going to read our abstract and have two other people here read a couple of recommendations. I think the reasons for that will be clear. I think we would rather have a bit of an exchange of ideas than read over something that you in any event will be taking with you. So I will read our abstract then.

• 0945

The groups presenting this brief do not accept the argument that negative attitudes regarding people with disabilities will disappear with time and that integration will follow. Virtually all of recorded history would seem to contradict this theory. We see the obligation of government clearly in light of the Charter of Rights and Freedoms, particularly section 15. That obligation is to address the issues, not to debate them endlessly while the status quo remains unchallenged. The disabled consumers of Canada and indeed of the entire plant are becoming more sophisticated and politically astute. In Canada, they are quickly discovering that 3 million people and their families cannot be ignored if they stand together and support one another, and this is what they are doing in ever-increasing numbers.

This brief contains a very few specific recommendations. This is not because we were unable to make any more but rather because there have been sufficient recommendations made. The time has now come to make a fundamental determination. Does the government wish to solve the problems facing it or only to study them *ad infinitum*, thus perpetuating the distinction between us and them?

Disabled people are no longer accepting the defence of governments that they have no money for programs. Disabled people are not stupid. They see the things which money is available for and understand very clearly that the question is one of priorities, not of dollars. When one group is consistently overlooked as a priority, that message is very clear as well. The Charter of Rights and Freedoms, combined with a number of new initiatives, could make Canada the paragon of integration in the modern world. The failure to make the most of the opportunity will demean all of us.

I would like to give my friends here the opportunity to present a couple of recommendations each. Then we would very much like to talk with you.

Would you like to, Gus?

[Translation]

lettre mais également de l'esprit des garanties de l'article 15 sur l'égalité et la non-discrimination.

Je vais vous passer le microphone et vous demander de nous faire connaître votre point de vue. Alors, si le temps le permet, je sais que les députés qui siègent à ce Comité aimeraient bien vous poser quelques questions précises.

M. John Hochstadt (directeur du Council of the Disabled de l'I.-P.-E.): Merci, monsieur le président. Au nom de mes collègues ici je désire remercier le Comité de l'occasion qu'il nous donne de présenter notre point de vue. Je vous informe à l'avance que notre mémoire n'est pas un document légaliste long comme certains qui ont été présentés. Je vais tout simplement lire un résumé et demander à deux autres personnes ici de lire une couple de recommandations. Je pense que les raisons pour cela seront évidentes. Je crois qu'il est préférable d'avoir un échange d'idées plutôt que de lire quelque chose que vous apporterez avec vous de toute façon. Donc je vous lirai notre résumé.

Les groupes présentant ce mémoire ne sont pas d'accord avec l'argument voulant que les attitudes négatives entretenues à l'égard des personnes handicapées disparaissent avec le temps et que l'intégration de ces personnes se fasse par la suite. Presque tous les précédents consignés semblent contredire cette théorie. Nous estimons que le gouvernement a des obligations évidentes dans le cadre de la Charte canadienne des droits et libertés, en particulier l'article 15. Il doit régler les problèmes et non pas en discuter indéfiniment tandis que perdure le statu quo. Les consommateurs handicapés du Canada et, en fait, ceux de la planète deviennent de plus en plus avisés et astucieux sur le plan politique. Au Canada, ils découvrent rapidement qu'on ne peut pas feindre d'ignorer trois millions de personnes et leurs familles si elles s'unissent et se prêtent main-forte, et c'est ce qu'elles font en nombre de plus en plus grand.

Ce mémoire contient très peu de recommandations précises. Ce n'est pas parce que nous étions incapables d'en formuler davantage mais plutôt parce qu'il y en a déjà suffisamment. Le temps est venu de prendre une décision fondamentale. Le gouvernement veut-il résoudre les problèmes qui le confrontent ou veut-il seulement les étudier éternellement et, par le fait même, perpétuer la distinction entre nous et eux?

Les personnes handicapées n'acceptent plus que les gouvernements leur disent qu'ils n'ont plus d'argent pour les programmes. Elles ne sont pas stupides. Elles voient où l'argent est dépensé et sont très conscientes qu'il s'agit d'une question de priorité et non d'argent. Lorsqu'un groupe de la société est toujours laissé pour compte, le message est très clair. La Charte canadienne des droits et libertés, associée à un certain nombre de nouvelles initiatives, pourrait faire du Canada un modèle d'intégration dans le monde moderne. Un échec à cet égard rejallira sur nous tous.

J'aimerais donner à mes amis ici présents l'occasion de présenter chacun quelques recommandations. Ensuite, nous aimerions beaucoup discuter avec vous.

Gus, voudrais-tu faire ta présentation?

[Texte]

The Chairman: Mr. Campbell.

Mr. Gus Campbell (Prince Edward Island Association of the Hearing Impaired): The P.E.I. Association of the Hearing Impaired understands that new regulations from Secretary of State regarding visual language interpreters are being proposed. This, if adopted, would be a major step backward for the hearing-impaired community. At present, an interpreter is provided through Secretary of State for employment interviews or training with the federal government at the location of the interview or training. The new regulation would restrict interpreters to Canada Employment Centres, thus eliminating the majority of training opportunities as well as requiring employers to come to the employment centres for interviews. This proposed procedure places more restrictions on job opportunities for hearing-impaired people and makes employment equity a very remote possibility.

Our recommendation is that the federal government, through Secretary of State develop a strategy to provide visual language interpreters for any employment-related activity on site at the request of either the client, the agency or the employer and that a federal-provincial cost-sharing mechanism be developed to cover this service.

I would like to just make one brief comment. When we speak of interpreters here, we mean both sign language and oral interpreting. The other thing is that the use of interpreting services is almost analogous to the wearing of glasses by a person with impaired vision; it is not a luxury, it is a necessity.

Thank you.

Ms Mary Driscoll (Prince Edward Island Association of the Mentally Handicapped): The Canadian Charter of Rights and Freedoms has established in law the citizenship of all Canadians, including those with mental or physical disabilities.

Mrs. Finestone: Are you reading from the text?

Ms Driscoll: Yes.

Mrs. Finestone: Could you tell me what page you are on?

• 0950

Ms Driscoll: It is the following page.

Mrs. Finestone: The following page of what? What does the top line say?

Ms Driscoll: It says: "The P.E.I. Association for the Mentally Handicapped offers the following points and recommendations". We summarized it down to three recommendations. I was just making a little introduction there before I read the recommendations.

Mrs. Finestone: I just want to know where you are; that is all. Thank you.

The Chairman: I should point out that sometimes we have groups or individuals before us with very thick memoirs or submissions which they want to read for a great long time, and

[Traduction]

Le président: Monsieur Campbell.

M. Campbell (Prince Edward Island Association of the Hearing Impaired): La P.E.I. Association of the Hearing Impaired a appris que le Secrétariat d'État a proposé de nouveaux règlements concernant les interprètes pour les handicapés auditifs. S'ils sont adoptés, ces règlements représenteront un grand pas en arrière pour ces handicapés. À l'heure actuelle, le Secrétariat d'État fournit les services d'un interprète pour les entrevues en vue d'un emploi ou pour la formation au sein du gouvernement fédéral, à l'endroit où a lieu l'entrevue ou la formation. Les nouveaux règlements restreindraient la présence des interprètes aux seuls centres d'emploi du Canada, éliminant ainsi la plus grande partie des occasions de formation et obligeant les employeurs à mener leurs entrevues dans les centres d'emploi du Canada. Ce projet du Secrétariat d'État restreint davantage les occasions d'emploi pour les handicapés auditifs et fait de l'équité en matière d'emploi une très vague possibilité.

Nous recommandons que le gouvernement fédéral par l'entremise du Secrétariat d'État, mette au point une stratégie visant à fournir les services d'interprètes du langage visuel pour toute activité en matière d'emploi, sur les lieux mêmes de l'activité, à la demande du client, de l'agence ou de l'employeur, et qu'il développe un mécanisme fédéral-provincial de partage des coûts pour financer ces services.

J'aimerais faire un bref commentaire. Lorsque nous parlons d'interprètes, nous entendons par là des interprètes du langage gestuel comme du langage oral. Une dernière chose: l'utilisation de services d'interprétation est une nécessité presque analogue à la nécessité pour le handicapé visuel de porter des lunettes. Ce n'est pas un luxe, c'est une nécessité.

Merci.

Mme Mary Driscoll (Prince Edward Island Association of the Mentally Handicapped): La Charte canadienne des droits et libertés a établi en loi la citoyenneté de tous les Canadiens, y compris ceux qui ont des handicaps mentaux ou physiques.

Mme Finestone: Lisez-vous votre texte?

Mme Driscoll: Oui.

Mme Finestone: Pourriez-vous m'indiquer la page?

Mme Driscoll: C'est la page suivante.

Mme Finestone: La page suivante de quoi? Qu'est-ce qu'il y a sur la première ligne?

Mme Driscoll: On y lit: *The P.E.I. Association for the Mentally Handicapped offers the following points and recommendations*. Nous avons résumé cela en trois recommandations. Je voulais seulement faire une petite présentation avant de vous lire nos recommandations.

Mme Finestone: Je voulais seulement savoir où vous en étiez; c'est tout. Merci.

Le président: J'aimerais rappeler que parfois des groupes ou des personnes se présentent devant nous avec des mémoires très volumineux qu'ils veulent lire d'un bout à l'autre, et

[Text]

sometimes we have to encourage them to try to summarize it. This morning you have gone the other route and are trying to do the summarizing, and it is just that we want to follow in the text to be sure nothing is missed. Now I think everyone who is following knows where we are. We are all singing from the same song sheet.

Ms Driscoll: Different tunes, maybe.

The Chairman: Yes, I think we will all be in tune as well. Please, Mary Driscoll, would you continue.

Ms Driscoll: All right. We would like to say basically that the Charter of Rights and Freedoms recognizes rights, but we feel the time now is for implementation.

Basically, we would like to make these following points: that that legislative and philosophical base translate into a departmental quota system—for example, that the present criteria for contract compliance be eliminated and replaced with the requirement for all government departments, agencies and contractors, based on full employment equity for all disabled people—that innovative approaches be developed with regard to job sharing, shorter work days and weeks and other forms of accommodation to allow a greater percentage of disabled persons to work at their optimum levels of productivity; and that the federal government utilize existing expertise to educate managers and co-workers about the capabilities and potentials of disabled people.

Mr. Hochstadt: The P.E.I. Council of the Disabled has one point to make as well. The council notes that the Public Service Commission of Canada maintains an inventory of adaptive aids and equipment to be used in employment of disabled persons within the Public Service. However, we also note that requests for items from this inventory often take six months to a year to be met, and the more technically advanced aids take the longest time to obtain. Clearly, this system is not operating as intended.

Our recommendation would be that the Public Service Commission inventory of adaptive aids and equipment for physically disabled persons be made available within 10 days of a request's being made, and that when the requested aid is not part of the inventory, it be procured as quickly as possible and supplied directly to the office originating the request.

These again are points we make simply for the record, that we are aware of specific issues. But we really feel some of the things that even this committee has said... Looking at this morning's *Guardian*, Mrs. Finestone says in talking about pornography:

[Translation]

parfois nous devons les inciter à nous en faire le résumé. Ce matin, vous avez procédé de l'autre façon et tenté de nous présenter un résumé, et nous voulons suivre dans le texte afin d'être certains que rien n'a été oublié. Bon, maintenant, je pense que tout le monde sait où nous en sommes. Nous avons tous la même feuille de musique.

Mme Driscoll: Mais nous ne chantons peut-être pas tous la même chanson.

Le président: Oui, je crois que nous accorderons tous nos violons. S'il vous plaît, Madame Driscoll, voulez-vous continuer?

Mme Driscoll: Très bien. Fondamentalement, ce que nous voulons dire, c'est que la Charte canadienne des droits et libertés reconnaît à tous des droits mais qu'il est temps maintenant de permettre à tous d'exercer ces mêmes droits.

Nous aimerions faire les remarques suivantes: la base législative et philosophique devrait se traduire par un système de contingentement dans les ministères, par exemple; les critères existants visant le respect des contrats devraient être éliminés et remplacés par l'obligation pour tous les ministères gouvernementaux, agences et entrepreneurs d'assurer aux handicapés l'équité en matière d'emploi; de nouvelles voies devraient être trouvées pour ce qui a trait au partage des emplois, à la diminution des jours et des semaines de travail et à d'autres formes de régime permettant à un plus grand pourcentage de handicapés d'atteindre des niveaux optimaux de productivité; le gouvernement fédéral devrait se servir des compétences existantes pour renseigner les gestionnaires et les collègues des handicapés sur les capacités et les possibilités de ces derniers.

M. Hochstadt: Le P.E.I. Council of the Disabled a également des remarques à faire. Nous savons que la Commission de la Fonction publique du Canada maintient un inventaire d'aides et d'équipement techniques pour l'usage des handicapés à l'emploi de la Fonction publique. Toutefois, nous savons également qu'il faut de six mois à un an pour que la demande du handicapé soit satisfaite et qu'il faut encore plus de temps pour obtenir les aides techniques les plus perfectionnées. De toute évidence, le système ne fonctionne pas comme il le devrait.

Nous recommandons que la Commission de la Fonction publique s'engage à fournir au handicapé physique, dans les dix jours suivant sa demande, les aides et l'équipement techniques faisant partie de l'inventaire et, dans le cas où les aides et l'équipement techniques ne font pas partie de l'inventaire, à se procurer aussi rapidement que possible les articles demandés et à les remettre directement au bureau qui en a fait la demande.

Nous soulevons ces points uniquement pour signaler que nous sommes conscients de ces problèmes, et nous estimons réellement que certaines des choses que même ce Comité a dites... En lisant le *«Guardian»* de ce matin, Madame Finestone a dit en parlant de la pornographie: non. Une telle législation ne changerait pas les attitudes, mais elle donnerait une impulsion à une société qui est devenue insensible à la pornographie.

[Texte]

Show legislation would not change attitudes, but it would show leadership in a society that has grown insensitive to pornography.

Those, I think, are the kinds of things we and the people we represent would be looking for. It has to happen. We have here from 1981 enough recommendations to last all our lifetimes, but there has to be a fundamental shift. Without wishing to appear critical, I think all of us sitting here would like to see the day when the presence of visual language interpreters would be no more cause for special note or special mention than the fact that some people wear glasses or hearing aids or might use mobility aids, such as Susan. We are all people, and what has been lacking is that we have drawn the definitions, for most of us, at perhaps just slightly too narrow a point, and by doing that, we have excluded an awful lot of people and are losing all they have to offer.

• 0955

The Chairman: Thank you very much.

Was there any other point anyone wished to make now before we have questions from the MPs? Fine, we will begin then.

I want to thank you for what you have said already.

We will start with Sheila Finestone, Member of Parliament from Mount Royal.

Mrs. Finestone: I want to thank you very much for your presentation. I think you have underscored a number of things to which we have become extremely sensitized.

It is sad, but a reality, that our chairman must point to the fact—and you have underscored that—that we have the kind of interpretation that should be automatic, natural and normal. I agree with you. Nonetheless, perhaps you would accept the explanation that sometimes role models are needed in society and that this task force or this equality rights committee sees that as part of its responsibility. We are hopeful that the Minister, the government will recognize that there is the need on an ongoing basis and in all instances... the recognition that a sector of our society requires more than just audio in terms of its ability to participate in full in our society and be totally integrated.

I can recall a presentation that was made by COPOH in, I believe, Winnipeg—it might have been somewhere else; it does not matter; it was perhaps in terms of immigration—where we talked about evaluating people's ability and not looking at their disability, and I think that is the key to what you are saying.

With respect to *Obstacles*, I understand there is a subsequent volume on *Obstacles* where I believe you have seen government enact about 140 of the close to 200 recommendations.

Would you agree that a society in evolution, which is our society, has started, finally, to move and is not only consulting you to death but is showing some action, or are you totally disheartened?

Mr. Campbell: Could I make a comment?

[Traduction]

Une telle législation ne changerait pas les attitudes, mais elle donnerait une impulsion à une société qui est devenue insensible à la pornographie.

Ce sont, je crois, ces genres de choses que nous, ainsi que les personnes que nous représentons, aimerions voir se produire. Il faut que quelque chose se passe. Nous avons, depuis 1981, suffisamment de recommandations pour jusqu'à la fin de nos jours, mais il faut qu'un véritable changement s'opère. Sans vouloir sembler critiquer, je crois que nous tous ici aimerions voir le jour où la présence d'interprètes du langage visuel sera une chose aussi courante que le port des lunettes ou d'appareils acoustiques ou l'utilisation d'aides à la mobilité, comme dans le cas de Susan. Nous sommes tous des êtres humains, et, pour la plupart d'entre nous, nous nous limitons à des définitions trop étroites et, ce faisant, nous excluons un grand nombre de personnes et nous nous privons de ce qu'elles ont à nous offrir.

Le président: Je vous remercie.

Avez-vous autre chose à dire avant les questions que vont adresser les députés? Très bien, nous commencerons donc.

J'aimerais vous remercier pour vos déclarations.

Nous commencerons par M^{me} Sheila Finestone députée de Mont-Royal.

Mme Finestone: J'aimerais vous remercier pour votre exposé. Je crois que vous avez souligné des points auxquels nous sommes devenus très sensibles.

Il est malheureux, même s'il s'agit de la réalité, que notre président doive souligner, et vous l'avez fait vous aussi, que nous avons le genre d'interprétation qui devrait être automatique, naturelle et normale. Je suis d'accord avec vous. Néanmoins, vous accepterez peut-être l'explication selon laquelle notre société a besoin de modèles et ce groupe de travail ou ce Comité des droits à l'égalité considère cela comme faisant partie de ses responsabilités. Nous espérons que le ministre, le gouvernement, reconnaitra que ce besoin est permanent à tous les égards... qu'un secteur de notre société a besoin de plus que de simples moyens audio-visuels en vue de participer pleinement à la société et d'y être totalement intégré.

Je me rappelle d'un exposé qui a été fait par COPOH à Winnipeg je crois ou peut-être ailleurs, ce n'est pas important. Il s'agissait d'immigration, nous avons discuté de l'évaluation des capacités des personnes et non de leurs incapacités; je crois que c'est l'essentiel de vos paroles.

En ce qui concerne *Obstacles*, il y aurait un volume postérieur sur *Obstacles* où je crois le gouvernement a adopté 140 des 200 recommandations.

Conviez-vous qu'une société en évolution comme la nôtre a finalement commencé à agir et ne vous consulte pas seulement de façon abusive mais commence à prendre de l'initiative, ou êtes-vous totalement découragés?

M. Campbell: Puis-je faire un commentaire?

[Text]

Mrs. Finestone: Yes, certainly.

Mr. Campbell: No, I agree with you. I think our society is becoming more sensitive to the needs and the potential and the capabilities of the handicapped. I think in the past we have had one-shot public awareness programs and so on. I think it is only human nature that if you are not involved with handicapped people and are not aware of it then you have a tendency to ignore it or not look into it. But I think that today there is more ongoing public awareness, and that has to be kept up really.

Mrs. Finestone: Thank you.

I am curious to ask you, Susan, if your presence alone on the campus has sensitized your fellow students in a way that has encouraged them to look at the society in a different way. I say that because I had the opportunity to chat with the two gentlemen who are doing our interpreting and the gentleman who presently is doing the interpreting moved into this field because his room-mate had a speech impairment and a hearing impairment so he learned sign language. I am curious, Susan: What do you think your impact will be? Here we have had the impact of moving into a profession that is an enabling one.

Ms Susan Buchanan (Disabled Women's Network): While I was first a student at the university six years ago I had a hard time with the administration and I did not get very far. My first year was a big struggle and I did not bother after that until after I had graduated, but I am going back this year.

As a result of my being there the university has finally recognized that they need to make it accessible. It is quite unavailable to any student with any kind of physical impairment at all. They have made a firm commitment, have received some funding and plan to do some work in the near future, which is heartening, but it was discouraging while I was there and did not feel I could approach them. I had approached them, of course, on several occasions but got very bad response and found that just the fact of being a student was enough stress without putting all my energy towards other things like that.

• 1000

Mrs. Finestone: I do not doubt that. We have talked about the visually impaired, the hearing impaired and the physically handicapped. I would like to have input with respect to mental impairment. Do you have someone here representing that group?

Ms Driscoll: Myself.

Mrs. Finestone: One of the things we have heard is that the mentally impaired need not be so isolated in society and that being confined to workshops—and this goes for the other impairments as well—is counterproductive toward the goal of integration in society. Would you care to comment on your personal observations in this regard and your own experience?

[Translation]

Mme Finestone: Certainement.

M. Campbell: Non, je suis d'accord avec vous. Je crois que notre société devient de plus en plus sensible aux besoins et aux capacités des personnes handicapées. Je crois que dans le passé nous avons eu des programmes de sensibilisation du public assez aléatoires. Nous sommes des êtres humains après tout et en général lorsqu'on ne travaille pas ou lorsqu'on n'est pas en contact avec des personnes handicapées, on a tendance à les oublier et à ne pas s'en occuper. Mais je crois qu'aujourd'hui le public est beaucoup plus sensibilisé et cela doit rester ainsi.

Mme Finestone: Je vous remercie.

J'aimerais vous demander, Susan, si votre seule présence sur le campus a sensibilisé vos collègues étudiants d'une façon qui les a encouragés à regarder la société d'un oeil différent. C'est parce que j'ai eu l'occasion de parler avec les deux messieurs qui font l'interprétation et le monsieur qui est en train de la faire a remplacé son collègue qui a des problèmes d'élocution et d'audition et c'est ainsi qu'il a appris le langage des sourds-muets. Dites-moi Susan: Quelle influence pensez-vous avoir? Ici, nous évoluons vers une profession qui est satisfaisante.

Mme Susan Buchanan (Disabled Women's Network): Alors que j'étais étudiante à l'université il y a six ans, j'ai eu beaucoup de problèmes avec les responsables administratifs et je n'ai pas eu beaucoup de succès. Ma première année a été un long combat et cela m'a découragée jusqu'à la fin de mes études, mais cette année je reviens à la charge.

A la suite de ma présence sur le campus, les responsables universitaires ont finalement reconnu qu'ils devraient rendre le campus accessible aux étudiants comme moi qui avais un handicap physique. L'université a pris un engagement ferme à cet égard, a reçu des fonds et envisage de prendre des mesures dans un proche avenir, ce qui est réconfortant. La situation était décourageante, cependant, lorsque j'y étais, car j'avais le sentiment de ne pouvoir rien faire. Bien sûr, j'ai fait quelques démarches, mais toujours pour obtenir des réponses très peu encourageantes et pour finalement me rendre compte que le seul fait d'être étudiante me procurait suffisamment de stress comme cela, sans qu'il me faille en plus mettre mon énergie à des causes comme celle-là.

Mme Finestone: Je n'en doute pas. Nous avons parlé des handicapés visuels, des handicapés auditifs et des handicapés physiques. J'aimerais qu'on s'attarde maintenant au cas des handicapés mentaux. Est-ce que quelqu'un, ici, représente ce groupe?

Mme Driscoll: Moi-même.

Mme Finestone: Au sujet des handicapés mentaux, on nous a dit notamment qu'on ne devrait pas garder ces derniers à ce point isolés des autres dans la société et que le fait de les confiner à des ateliers—et cette remarque s'applique aussi aux autres types de handicaps—va à l'encontre de l'objectif d'intégration poursuivie. Auriez-vous objection à nous faire part de vos observations personnelles à ce sujet et de nous parler de votre propre expérience?

[Texte]

Ms Driscoll: Basically the association feels that workshops provide a service, they provide a training opportunity for handicapped people to develop some skills. But we see workshops in themselves as a little bit segregated. We see them as a means to an end. We see the end as full employment opportunities within the community, full opportunities for social integration. I do not know if that answers your question.

Mrs. Finestone: Well, no, it does not. You made some comments about contract compliance and I am not going to pick that up because I sense that it does not fit in the context of what I want to deal with. What I am suggesting is that we have heard that even if you start your bridging, the integration into the workplace, in a segregated environment—I am not saying that I agree or disagree, I would like your opinion on this—that you do not allow the initial experience and accessing to develop in a natural kind of way. You do two things when you do that: you isolate and so you have the least development instead of the potential role model again; and secondly, you do not sensitize the work force of normal people—in quotes “normal”, because I do not know what normal is in today’s society. The average working person is not sensitized and, therefore, does not respond as well as they would if they had been part of the whole training process from square one. Do you agree with that, or do you think that the bridging mechanism is needed as a first step of entry into the marketplace?

Ms Driscoll: I think the mechanism you are referring to could adequately be dealt with during the “how to” process, the “how to integrate” . . .

Mrs. Finestone: Is pay a problem?

Ms Driscoll: No. We feel that by integrating, the very fact that this happens will, in turn, promote some positive attitudes. But it has to be done in the proper way. We use the term “dumping” and we do not dump people into the community; we build practice supports around that circumstance based on the individual’s needs, and strengths. If that requires a 24-hour training person around the clock for the first week . . . But those proper supports have to be guaranteed and have to be there.

Mrs. Finestone: What would be the percentage of handicapped in the society? In Prince Edward Island, if you put all the different forms of handicapped together, what are you looking at in terms of percentage of population . . . 5%?

Mr. Hochstadt: We use the figure of 10% and consider it conservative. Statistics Canada uses 13% for this province.

Mrs. Finestone: Thank you.

Mr. Hochstadt: Could I make a brief response to some of the points you have made?

[Traduction]

Mme Driscoll: L’Association considère, à la base, que les ateliers rendent aux handicapés un service en leur permettant de développer certaines aptitudes. Quant aux ateliers eux-mêmes, nous considérons qu’il y a là un peu de ségrégation. Nous les voyons comme des moyens en vue d’atteindre un objectif. La fin souhaitée, c’est le plein emploi au sein de la collectivité et les meilleures chances possibles d’intégration sociale. Je ne sais pas si cela répond à votre question.

Mme Finestone: À vrai dire, non. Vous avez fait des observations sur le respect d’un contrat et je ne relèverai pas ce que vous avez dit, parce que j’estime que ces propos sortent du contexte qui m’intéresse pour l’instant. On nous a dit que les efforts d’intégration dans le milieu du travail, lorsqu’ils sont faits dans un milieu protégé—je ne suis pas en train de vous dire que je suis d’accord avec cette idée, j’aimerais connaître votre opinion là-dessus—ne pouvaient permettre à l’expérience initiale de se dérouler de façon naturelle. Vous faites deux choses lorsque vous procédez ainsi: vous isolez les handicapés et vous réduisez au minimum leur possibilité de développement plutôt que de leur offrir un modèle potentiel; puis, vous négligez de sensibiliser la portion «normale» de la force active—j’emploie le mot «normale» entre guillemets, parce que je ne sais pas ce que ce mot signifie dans le monde d’aujourd’hui. Le travailleur moyen n’est pas sensibilisé à la situation des handicapés et ne peut donc pas participer de façon aussi satisfaisante qu’il le ferait s’il avait été amené dès le début à participer au processus de formation. Êtes-vous d’accord avec cela ou pensez-vous qu’un mécanisme charnière est requis comme première étape de l’entrée sur le marché du travail?

Mme Driscoll: Je pense que le mécanisme auquel vous faites allusion pourrait faire l’objet d’une discussion lorsque nous nous pencherons sur le «comment» et le «processus d’intégration» . . .

Mme Finestone: Les salaires sont-ils une cause de problème?

Mme Driscoll: Non. Les efforts d’intégration, estimons-nous, sont en eux-mêmes susceptibles de promouvoir des attitudes positives. Encore faut-il, cependant, qu’ils soient faits comme il faut. Nous ne lançons personne comme cela, sans autre forme de préparation, dans la collectivité; nous offrons les soutiens requis selon les besoins et les points forts de chacun. Même s’il faut pour cela qu’une personne soit en poste 24 heures sur 24 pendant la première semaine . . . il faut que les soutiens requis soient offerts.

Mme Finestone: Quel serait le pourcentage des personnes handicapées dans la société? À l’Île-du-Prince-Édouard, si l’on tient compte de toutes les formes de handicap, à combien s’établit le pourcentage des handicapés dans la population . . . 5 p. 100?

M. Hochstadt: Nous estimons à 10 p. 100 ce pourcentage et cette estimation est prudente. Statistique Canada estime à 13 p. 100 le pourcentage des handicapés dans cette province.

Mme Finestone: Merci.

M. Hochstadt: Puis-je commenter brièvement les points que vous avez soulignés?

[Text]

Mrs. Finestone: Please, I would be grateful.

Mr. Hochstadt: You asked if we were optimistic or totally turned off. Speaking for the Prince Edward Island Council of the Disabled, which is a cross-disability advocacy group—I am sure you realize by this point that advocacy tends to set people on edge and always make them critical—I am tremendously optimistic right at the moment, both because of the new initiatives that we have seen in the last year or so and because of the development of the consumer movement in this province. We have half a dozen new organizations in the last few months. We see people coming together and realizing that they are not alone, that they have problems in common, and that by coming together they have a voice which is much more than the sum of its individual parts.

• 1005

What I fear is something that I was warned about this summer by a constitutional lawyer from the United States. What I fear is that at some levels there may be a tendency to say that as we have section 15 now, we do not have to worry any more, everything will look after itself. Most assuredly this is not the case.

Mrs. Finestone: Yes, what you really mean is that your watchdog mechanism becomes even more vital. I could not agree more.

Mr. Hochstadt: The difficult thing—and I did not mean to seem critical about the reference to the visual language interpreters. It is very difficult to serve as a role model and raise awareness through functions such as this committee and the functions that we and the other organizations here put on. At the same time, there is the risk of emphasizing difference and setting people apart. If the awareness does not permeate all the way through whatever organization or institution you are talking about, it really will break down at some point.

Take Susan talking about the university... we met with Susan, I met with the board of governors and they were very clear; they said that obviously in the light of section 15, they have the obligation to accommodate any student who wishes to go there. We were floored. The next day they engaged an architect to design for accessibility—and that was in June. They are moving dramatically quickly.

At the same time, there will be four or five people with mobility impairments at the university this fall. One of them, when he called and inquired about where his classrooms would be, was told he could get some of his friends to carry him into the building.

Mrs. Finestone: Well, it takes time to filter down, would you not say?

Mr. Hochstadt: Yes, sure.

Mrs. Finestone: I think leadership has been shown. Now with that kind of thing you become the intervenant and see that it does not happen again.

[Translation]

Mme Finestone: Je vous en prie.

M. Hochstadt: Vous vous demandiez si nous étions optimistes ou totalement découragés. Si je me fais le porte-parole du *Prince Edward Island Council of Disabled*, qui représente différents groupes de handicapés—je suis sûr que vous vous rendez compte maintenant que les activités de défense des droits rendent les gens vindicatifs et critiques toujours—je puis dire que nous sommes très optimistes à l'heure actuelle, tant à cause des nouvelles initiatives qui ont vu le jour l'année passée ou avant qu'en raison de l'avènement du mouvement de protection des droits des consommateurs dans cette province. Nous avons vu naître une demi-douzaine de nouvelles organisations au cours des derniers mois. Les gens se regroupent et se rendent compte qu'ils ne sont pas seuls, qu'ils vivent les mêmes problèmes et qu'en se regroupant, ils acquièrent une force qu'ils n'auraient pas seuls.

Un avocat en droit constitutionnel des États-Unis m'a prévenu cet été de certaines choses qui pourraient arriver. Ce que je crains, c'est qu'à certains niveaux, on peut avoir tendance à se dire que depuis que l'on a l'article 15, on n'a plus besoin de s'inquiéter, les choses vont se régler d'elles-mêmes. Cela n'est certainement pas le cas.

Mme Finestone: Oui, ce qu'en fait vous voulez dire, c'est que votre mécanisme de surveillance revêt une importance encore plus capitale. Je suis tout à fait d'accord.

M. Hochstadt: Ce qui est difficile—et je ne voudrais pas critiquer l'allusion faite aux interprètes en langage visuel. Il est très difficile de servir de modèle de rôle et de sensibiliser les gens au moyen d'activités telles que ce Comité et des fonctions que notre organisation et d'autres assument ici. Au même moment, on risque d'accentuer les différences et de séparer les gens. Si cette conscience ne parvient pas à filtrer à travers toute organisation ou institution dont vous faites mention, elle va en fait disparaître à un certain moment.

Prenons par exemple Susan qui parle de l'université... nous avons rencontré Susan, j'ai rencontré les membres du conseil d'administration qui ont été très clairs; ils ont dit qu'évidemment, compte tenu de l'article 15, ils étaient obligés de rendre l'université accessible à tout étudiant qui désire s'y rendre. Nous étions réduits au silence. Le lendemain, ils ont engagé un architecte pour dessiner les plans d'accessibilité, ceci se passait en juin. Ils agissent extrêmement rapidement.

Par ailleurs, il y aura quatre ou cinq étudiants ayant des problèmes de mobilité à l'université cet automne. L'un d'entre eux qui a appelé pour demander où se trouveraient ses salles de classe s'est fait répondre qu'il pouvait se faire porter par quelques-uns de ses amis pour entrer dans l'édifice.

Mme Finestone: N'êtes-vous pas d'accord que cela prend du temps avant qu'une décision ne soit appliquée dans les faits?

M. Hochstadt: Bien sûr.

Mme Finestone: Je crois qu'on a fait preuve de leadership. Dans ce type de situation, vous jouez le rôle de l'intervenant et veillez à ce que cela ne se reproduise pas.

[Texte]

Mr. Hochstadt: At the same time, we encounter people all the time who have been discouraged enough by a comment such as this that they will drop out of this or that. You can only beat your head against the wall for so long, and it is not up to those who do not face barriers to determine what people should be able to overcome. You can never tell which straw will break which camel's back.

Mrs. Finestone: I empathize with what you are saying, and I think from the very outset one recognizes that the evolution of attitudes is one that needs constant nurturing and constant encouragement. I would hope that through our education system, through the role modeling system and through the media that people will start to recognize that there is not a single description of who is normal in our society.

Thank you for your presentation.

Mr. Hochstadt: Thank you.

The Chairman: Thank you. We have just now been joined by Deb MacFarlane. You are back, having won all your early motions in court this morning already. I am glad you could join us.

Next is Pauline Browes, Member of Parliament for Scarborough Centre.

Mrs. Browes: Thank you very much, Mr. Chairman. I also would like to thank you for the presentation you have given to our committee.

I would like to concentrate just on the education part of facilities for the disabled. We have touched on that a little up to this point, but I would like to see it expanded upon a little because I understand that there is some cost-sharing between the federal and the provincial governments, and under the provincial government jurisdiction. I am keenly interested in this because of what you have said this morning and also because a constituent of mine has a young person who has had to go to the United States in order to carry on her education at university as a result of her hearing impairment. I also understand that the University of Winnipeg, in Manitoba, has facilities for the blind. I was wondering what you are recommending in terms of facility, perhaps not in every university across the country, for specifically the hard of hearing, whether you had developed any kind of a position on that, or whether it is something you think we should have in this country.

• 1010

Mr. Campbell: I am glad you brought up this point. This is something we have discussed for the last 25 years: the education of the hearing-impaired. I hope some day that hearing-impaired children can be educated right through university in their own back yard. I do not think Canadian universities and educators have spent enough time in looking into this possibility. It would save a lot of money if hearing-impaired children were educated in their own province, in their own town—I mean both academic and technical.

[Traduction]

M. Hochstadt: Par ailleurs, nous rencontrons constamment des gens qui ont été suffisamment découragés par un commentaire de ce type pour abandonner ce qu'ils avaient entrepris. On ne peut se cogner la tête contre les murs que jusqu'à un certain point, et ce n'est pas à ceux qui n'ont aucun obstacle à vaincre à déterminer ce que les autres devraient surmonter. On ne peut jamais dire quelle est la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

Mme Finestone: Je partage votre inquiétude, et je crois qu'on reconnaît dès le départ que l'évolution des mentalités ne peut se faire sans pressions et encouragements constants. J'espère que par le biais de notre système d'enseignement, par le système de modèles de rôle et les médias, les gens commenceront à reconnaître qu'il n'existe aucune définition unique de ce qui est normal dans notre société.

Je vous remercie de votre exposé.

M. Hochstadt: Merci.

Le président: Merci. Deb MacFarlane vient de nous rejoindre à l'instant. Vous êtes de retour, après avoir déjà gagné toutes vos premières requêtes en cour ce matin. Je suis heureux que vous ayez pu vous joindre à nous.

Nous entendrons maintenant Pauline Browes, députée de la circonscription de Scarborough-Centre.

Mme Browes: Je vous remercie, monsieur le président. J'aimerais également vous remercier de l'exposé que vous avez présenté au Comité.

J'aimerais m'attarder plus précisément sur les installations pour les handicapés dans le domaine de l'éducation. On en a peu parlé jusqu'à maintenant, et j'aimerais qu'on discute davantage de la formule de partage des coûts entre les gouvernements fédéral et provinciaux et à l'intérieur des provinces. Je m'intéresse vivement à cette question pour les raisons que vous avez indiquées ce matin et également parce qu'un de mes électeurs a une jeune personne à sa charge, qui souffre d'une déficience auditive et qui a dû aller aux États-Unis pour poursuivre ses études à l'université. Je crois que l'université de Winnipeg, au Manitoba, a des installations pour les aveugles. Je me demandais quelles étaient vos recommandations en ce qui concerne les installations, peut-être pas dans toutes les universités du Canada, et si plus précisément dans le cas des malentendants, vous aviez adopté une position à cet égard, ou si vous jugiez que l'on devrait avoir ce genre d'installations au Canada.

M. Campbell: Je suis heureux que vous ayez soulevé la question. Nous en discutons depuis 25 ans: l'éducation des déficients auditifs. J'espère qu'un jour les enfants déficients auditifs pourront poursuivre leurs études jusqu'à l'université sans trop s'éloigner de chez eux. Je ne crois pas que les universités canadiennes et les éducateurs aient examiné cette possibilité assez longtemps. On épargnerait beaucoup d'argent si les enfants déficients auditifs avaient accès à l'éducation dans leur propre province, dans leur ville—c'est-à-dire s'ils pouvaient y recevoir une formation tant générale que technique.

[Text]

There is at the present time research going on at Saint Mary's University, which is funded by the federal government. I do not know if it is the present one or the last one, but anyway it is at Saint Mary's University in Halifax and also at the University of Alberta. So perhaps in the future we will see hearing-impaired children receiving a proper education right near their own homes. One of the big stumbling blocks has been post-secondary education.

I know of students who have gone to regular universities and they have struggled through without any aid from interpreters or anything else. I know of one person who went through and graduated. She depended almost completely on lip reading. She would go to class, lip read the lecture, and write it up afterwards. Of course, she had to have enough ingenuity to scrounge notes and things when she could.

But this is an area where hearing-impaired students have a right. If they have struggled along and reached post-secondary level, they certainly have the right to a little more assistance. Quite often we think of it as a fringe benefit, or a luxury, or something like that. It is no more a fringe benefit or a luxury than the money that is spent on athletics, or music, or anything else at our high schools and universities.

But with the program under way at Saint Mary's University and at the University of Alberta, we are quite optimistic, and I hope a lot comes out of it.

As I said before, I would love to see the day that deaf and hearing-impaired children can be educated right in their own home town.

Thank you.

Mrs. Browes: Just as a point of clarification, does Saint Mary's University at present have a program for hearing-impaired?

Mr. Campbell: The program they are working on is called Post-secondary Education of Handicapped Children. It is not only for the deaf, it is for other handicapped children too.

Mrs. Browes: So they presently have students enrolled.

Mr. Campbell: No. They are doing research on it. They are also doing some research at the University of New Brunswick, I think in interpreting. They are trying to bring about a common interpreting, too.

Mrs. Browes: Well, in our own backyard I hope we can at least start with Canada as opposed to our students having to go to the United States.

Ms Deb MacFarlane (President, P.E.I. Association of the Hearing Impaired): I would like to make a comment on that. Saint Mary's University is just establishing the Atlantic research centre. They have started an interpreter's course. It is

[Translation]

On effectue actuellement des recherches à l'Université Saint Mary's, qui sont financées par le gouvernement fédéral. J'ignore s'il s'agit du présent gouvernement ou de l'ancien gouvernement, mais de toute façon, ces recherches se font à l'Université Saint Mary's à Halifax et également à l'Université de l'Alberta. Il se peut ainsi que dans l'avenir les enfants déficients auditifs reçoivent une formation adéquate à proximité d'où ils demeurent. L'une des principales pierres d'achoppement est l'enseignement post-secondaire.

Je connais des étudiants qui ont fréquenté des universités normales, qui ont passé à travers ces années difficiles sans aucune forme d'aide, que ce soit l'aide d'interprètes ou autre. Je connais une personne qui a terminé ses études universitaires et a obtenu son diplôme. Elle ne pouvait compter que sur la lecture labiale. Elle assistait à un cours, lisait sur les lèvres du professeur et rédigeait ses notes par la suite. Bien sûr, elle devait faire preuve d'assez d'ingéniosité pour emprunter des notes ou autre chose lorsqu'elle le pouvait.

Mais c'est un domaine où les étudiants déficients auditifs ont des droits. S'ils ont réussi à se débrouiller tant bien que mal pour atteindre le niveau post-secondaire, ils ont certainement le droit d'obtenir un peu plus d'aide. Nous pensons bien souvent qu'il s'agit d'avantages sociaux, d'un luxe ou de quelque chose du genre. Ce n'est pas plus un avantage social ou un luxe que l'argent que l'on dépense pour l'athlétisme, la musique ou toute autre chose dans les écoles secondaires et les universités au Canada.

Mais nous sommes assez optimistes quant aux résultats du programme en cours à l'Université Saint Mary's et à l'Université de l'Alberta, et j'espère qu'ils seront très prometteurs.

Comme je l'ai déjà mentionné, je rêve du jour où les enfants sourds et déficients auditifs pourront avoir accès à l'éducation dans leur propre ville.

Je vous remercie.

Mme Browes: J'aimerais juste avoir une précision, l'Université Saint Mary's offre-t-elle actuellement un programme destiné aux déficients auditifs?

M. Campbell: Le programme en voie d'élaboration s'appelle Enseignement post-secondaire à l'intention des enfants handicapés. Ce programme ne s'adresse pas seulement aux sourds, mais également aux autres enfants handicapés.

Mme Browes: Il y a donc actuellement des étudiants qui sont inscrits.

M. Campbell: Non. On effectue présentement des recherches. L'Université du Nouveau-Brunswick effectue des recherches dans le domaine, je crois, de l'interprétation. On essaie d'en arriver à une méthode commune d'interprétation également.

Mme Browes: Enfin, j'espère que nous pourrions au moins commencer par faire quelque chose chez nous au Canada, de sorte que nos étudiants n'aient plus à aller aux États-Unis.

Mme Deb MacFarlane (présidente, E.I. Association of the Hearing Impaired): J'aimerais simplement ajouter un mot. L'Université Saint Mary's est en train de mettre sur pied le centre de recherche des provinces de l'Atlantique. Elle offre un

[Texte]

a 10-month long program for hearing people to learn how to interpret sign language. They are doing research on post-secondary education. As of yet they have not actually had any hearing-impaired or deaf students.

• 1015

I think what is important at this point is that they recognize that each of the Atlantic provinces are entitled to a certain amount of funding that they have received. Of that \$500,000, a certain amount should be extended to, say, Prince Edward Island to help our universities and colleges assist hearing-impaired students in their own backyard.

We have students now who are ready for a college to learn an occupation. They are still having to be sent to the Amherst School for the Deaf.

One of our goals is to make our schools here on the island accessible to the hearing impaired. As yet, they are not.

Mrs. Browes: Thank you very much for those comments.

The Chairman: Roger Clinch, Member of Parliament for Gloucester.

Mr. Clinch: In the area of students in Prince Edward Island who are mentally handicapped, what is the present position of the Department of Education here as far as integration goes in mainstreaming? Has it made any moves in that direction or are they still segregated, so to speak?

Ms Driscoll: Some very recent moves have been made over the past couple of years. The department acknowledges the need for more integration, but our association is very pleased with what has been happening. There is a lot of work ahead of us, but there is a lot of mainstreaming done, especially at the primary grade level. There is a real problem with the high school system after students complete, say, grade 10, grades 9, 10, 11 or 12, and they are ready for some pre-employment training opportunities. Schools are becoming a dead-end zone in the province. We need to fill that gap a little bit better. But the department itself has taken a stand and has acknowledged its responsibility for educating all people in the province regardless of their abilities or disabilities. It is just a matter of the how-to now and to work upon what we are working towards and what has been done.

Mr. Clinch: Do you work with the CAMR?

Ms Driscoll: Yes, I do.

Mr. Clinch: Do they have special schools?

Ms Driscoll: No, we do not. We see that as an advantage on the island. We do not have separate school facilities. All the students with handicaps are being integrated into the normal neighbourhood community schools. So we think we have the ideal system already in place. We just have to do it right and ensure that more numbers follow. But each year, there is increasing enrollment for children with handicaps in the school system.

[Traduction]

cours d'interprète depuis peu. Il s'agit d'un programme d'une durée de 10 mois destiné aux personnes dont l'ouïe est normale et qui veulent apprendre à interpréter le langage gestuel. L'Université fait des recherches sur l'enseignement post-secondaire. Jusqu'à maintenant, ils n'ont pas dispensé de cours aux étudiants déficients auditifs ou sourds.

Je crois que ce qui importe à ce point c'est de leur faire reconnaître que chacune des provinces de l'Atlantique a droit à un certain montant des fonds qu'elle a reçus. De ces 500,000\$ un certain montant doit être dévolu, disons, à l'Île-du-Prince-Édouard pour faciliter la tâche à nos universités et à nos collèges qui veulent aider leurs malentendants.

Nous avons des élèves qui sont prêts à suivre un cours dans un collège pour se préparer à une profession. Néanmoins, ils doivent encore fréquenter l'*Amherst School for the Deaf*.

L'un de nos buts est de rendre les écoles de l'Île-du-Prince-Édouard accessibles aux malentendants. À ce jour, elles ne le sont pas.

Mme Browes: Merci beaucoup pour ces commentaires.

Le président: Monsieur Roger Clinch, député de Gloucester.

M. Clinch: En ce qui concerne les élèves de l'Île du Prince-Édouard qui sont handicapés mentaux, quelle est la position actuelle du ministère de l'Éducation quant à leur intégration. A-t-on fait des progrès dans cette direction ou ces élèves font-ils encore l'objet d'une ségrégation, pour ainsi dire?

Mme Driscoll: On a fait des progrès très récemment, soit dans les deux dernières années. Le Ministère reconnaît qu'il est nécessaire d'intégrer davantage les handicapés, mais notre association est très satisfaite des progrès réalisés. Il y a encore beaucoup de pain sur la planche, mais l'intégration est en très bonne voie, surtout au niveau élémentaire. Nous faisons face à un problème grave au niveau secondaire, c'est-à-dire lorsque les élèves ont terminé, disons, leur 10^{ième} année, leur 9^{ième}, 10^{ième}, 11^{ième} ou 12^{ième} années, et qu'ils sont prêts à suivre des cours d'initiation à la vie professionnelle. Nous devons travailler à combler cette lacune. Mais le Ministère lui-même a pris position et a reconnu qu'il lui incombe d'assurer le droit à l'éducation pour tous les habitants de la province, quelles que soient leurs aptitudes ou leurs infirmités. Il s'agit simplement de déterminer comment on s'y prendra et de travailler en tenant compte de nos objectifs ainsi que des progrès réalisés.

M. Clinch: Travaillez-vous avec l'ACDM?

Mme Driscoll: Oui, oui effectivement.

M. Clinch: Avez-vous des écoles spéciales?

Mme Driscoll: Non, nous n'en avons pas. Nous considérons cela comme un avantage à l'Île-du-Prince-Édouard. Nous n'avons pas d'écoles distinctes. Tous les élèves handicapés sont intégrés dans les écoles ordinaires de quartier. Donc nous croyons que le système idéal est déjà en place. Nous devons simplement le faire adéquatement et faire en sorte que d'autres nous imitent. Mais chaque année, on enregistre un nombre

[Text]

Mr. Clinch: Prior to these moves that you said have begun in the last couple of years, were there special schools of CAMR in Prince Edward Island?

Ms Driscoll: No, there is not a separate school per se. There is a facility. It is called the Sherwood Home. It is seen as an educational facility for severely handicapped children up to 18 years of age. It is not a school. It is not under the Department of Education but it is an educational training facility for severely handicapped kids.

Mr. Clinch: Thank you very much.

Ms Driscoll: You are welcome.

Mr. Hochstadt: Could I respond to those questions? One thing I would like to point is that this is still a rural, agricultural province. Our organization frequently becomes aware of people of varying ages. Usually it is more dramatic when we find someone who has been in a home for 30, 40 or 50 years, in a great many instances. I would not care to put a number on it. We did try at one time, and I think we could come up with about 50. In past years, people simply did not go out of their homes. They were not accommodated in any way and, of course, this becomes a question when their parents become elderly and the person having spent 20 or 30 or 40 years living in a room is sometimes beyond rehabilitation of any kind and there is no alternative but institutional custodial care.

Another thing I would like to say is that we are very fortunate in the sensitivity and awareness of the provincial government in general and, in particular, three key ministers: the Minister of Health and Social Service, Mr. Albert Fogarty; the Minister of Education, Leone Bagnall, and the Minister of Industry, Patrick Binns.

• 1020

Mrs. Finestone: We will fill his name in, do not worry.

Mr. Hochstadt: Right. It escapes me at the moment; he will have my head.

They are all extremely sensitized and supportive. The Minister of Education, in particular, is becoming aware that there are a lot of parents with disabled children who are not prepared to accept being told that the system will not accommodate their children. The educational system is accommodating them, and there again we are very optimistic and very pleased.

The Chairman: Thank you.

Les prochaines questions seront posées par le député de Lotbinière, Maurice Tremblay.

M. Tremblay (Lotbinière): Merci, monsieur le président.

[Translation]

croissant d'inscriptions d'enfants handicapés dans le système scolaire.

M. Clinch: Avant de réaliser les progrès dont vous parlez durant les deux dernières années, l'ACDM avait-elle des écoles spéciales à l'Île du Prince-Édouard?

Mme Driscoll: Non, il n'y a pas vraiment une école distincte. Il y a un local. Il s'agit du Sherwood Home. Ce local est considéré comme un établissement pour enfants et adolescents très gravement handicapés, âgés de 18 ans et moins. Ce n'est pas une école. Cet établissement ne relève pas du ministère de l'Éducation, mais c'est un établissement d'enseignement et de formation pour les enfants gravement handicapés.

M. Clinch: Merci beaucoup.

Mme Driscoll: Je vous en prie.

M. Hochstadt: Pourrais-je répondre à ces questions? J'aimerais souligner un point à savoir que l'Île-du-Prince-Édouard est encore une province rurale, agricole. Notre organisme a souvent affaire à des gens d'âges différents. La situation est généralement plus grave dans le cas des personnes qui sont confinées chez elles depuis 30, 40 ou 50 ans, dans de très nombreux cas. Je ne peux avancer de chiffres exacts. Nous avons déjà essayé de le faire et je crois que nous pourrions avancer le chiffre 50, à peu près. Dans le passé, les gens étaient simplement confinés chez eux. Aucun service n'était prévu à leur égard et, évidemment, un problème se pose lorsque les parents sont âgés et qu'après avoir passé 20, 30 ou 40 ans confinés dans une maison, la personne ne peut être réhabilitée de quelque manière que ce soit et que la seule solution est de la confier à une institution.

J'aimerais également mentionner que nous apprécions grandement la sympathie et la compréhension manifestées par le gouvernement provincial en général et, en particulier, par trois ministres clés: le ministre de la Santé et des Services sociaux *Health and Social Service*, M. Albert Fogarty, la ministre de l'Éducation *Education*, Leone Bagnall, et le ministre de l'Industrie *Industry*, Patrick Binns.

Mme Finestone: Nous inscrirons son nom, ne vous en faites pas.

M. Hochstadt: Très bien. Son nom m'échappe actuellement; il va me tuer.

Ils sont tous très sensibilisés à la question et nous appuient. En particulier, le ministre de l'Éducation est de plus en plus conscient du fait qu'un grand nombre de parents ayant des enfants handicapés ne sont pas prêts à accepter l'idée que le système ne peut accepter leurs enfants. Le système scolaire les accepte et nous sommes également très optimistes à cet égard et très satisfaits.

Le président: Je vous remercie.

The next question will be asked by the representative of Lotbinière, Maurice Tremblay.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Thank you, Mr. Chairman.

[Texte]

Moi aussi je veux d'abord vous féliciter pour l'exposé que vous nous avez soumis. Vous en êtes conscient et vous l'avez mentionné au début, nous n'en sommes pas à notre première audition concernant ce secteur des handicapés. Mais soyez rassuré sur l'optimisme que nous aussi, comme membres du Comité, nous avons envers cette dimension du problème. De plus en plus, et les dernières années nous le prouvent, les tribunaux participent également à cette évolution, à cette nouvelle adaptation.

J'aurais juste deux petits points à vous demander et ce toujours un peu dans le secteur de l'éducation que nous avons principalement abordé. Et nous en sommes conscients, il y a beaucoup d'autres secteurs aussi!

J'aimerais d'abord connaître le taux d'analphabétisation de vos membres, ici, dans l'île du Prince-Édouard?

Deuxièmement, de plus en plus et avec des moyens modernes adaptés, les universités ou les collèges donnent davantage de cours par le truchement de la télévision par exemple, avec l'assistance de moniteurs au cas où le besoin se fait sentir. Que pensez-vous de ce développement? Cela n'a-t-il pas comme conséquence de créer un certain isolement pour la personne handicapée qui ne peut vraiment profiter, comme n'importe quel autre citoyen normal, des facilités tant au niveau de l'édifice que de l'ambiance comme telle des collèges et universités?

Mr. Hochstadt: I will try to answer the question. The educational level—if I understand that is what you are asking—of our clients varies tremendously. There are a great many disabled people with university degrees. Susan is going to be completing her second degree. I am certain that it is clear there is no intellectual difficulty here—well, in some cases.

Mrs. Finestone: I do not know if the interpreter interpreted that correctly. The question was: As a result of the fact that you mentioned it was a rural society, has there been a higher degree of "analphabeticism" because of isolation and inaccessibility due to handicap and rural society? Is that a factor?

Mr. Hochstadt: "Analphabeticism", I am sorry, I do not know that word.

Mrs. Finestone: Inability to read and write.

Mr. Hochstadt: Illiteracy.

Mrs. Finestone: Excuse me, I used the French word.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Can you speak on that?

Mr. Hochstadt: I know there is a problem there. A number of organizations deal with illiteracy in the province. Yes, we do see it in our clients, most assuredly. My understanding of deaf culture is slowly evolving, and I know that English language skills there are often lacking. I will Deb comment on that.

[Traduction]

I also want to start by congratulating you for the brief that you have submitted to us. You are aware of the fact—as you have mentioned it at the outset—that this is not our first hearing concerning that aspect of the handicapped people's problems. But you can be assured that we too, as members of the Committee, are very optimistic in that respect. As we have seen it in recent years, the courts also participate more and more in this evolution, in this new adaptation.

I would like to ask you only two little questions, a bit connected also to the educational system, which has been our main concern here. But there are a lot of other sectors and we are well aware of it!

Firstly, I would like to know the analphabetism rate among your members here, in Prince Edward Island.

Secondly, more and more courses in universities and colleges are given, with modern and adapted means on television, for instance, with the assistance of instructors when necessary: I would like to know what you think of that development. Does not that method isolate in a certain way the handicapped person who cannot, like all normal citizens, really take advantage of the different facilities which can be found in the buildings of colleges and universities and of their stimulating atmosphere.

M. Hochstadt: Je vais essayer de répondre à votre question. La scolarité—si je comprends bien votre question—de nos clients varie énormément. Un très grand nombre de personnes handicapées ont des grades universitaires. Suzanne, par exemple, va bientôt obtenir un second grade. Je suis donc convaincu qu'il n'y a pas de difficulté d'ordre intellectuel ici, bien qu'il y en ait cependant dans certains cas.

Mme Finestone: Je ne suis pas sûre que l'interprète ait bien rendu ce passage. La question était la suivante: étant donné qu'il s'agissait d'une société rurale, le taux d'analphabétisme a-t-il été plus élevé en raison du fait que les personnes handicapées étaient isolées et avaient difficilement accès aux établissements d'enseignement? Était-ce là un facteur?

M. Hochstadt: Je suis désolé, mais je ne connais pas le mot «analphabeticism».

Mme Finestone: Incapacité de lire et d'écrire.

M. Hochstadt: Illiteracy.

Mme Finestone: Excusez-moi, j'ai employé un gallicisme.

M. Tremblay (Lotbinière): Pouvez-vous expliciter cet aspect?

M. Hochstadt: Je sais qu'il y a là un problème. Plusieurs organisations s'occupent du problème de l'analphabétisme dans la province. Oui, nous constatons effectivement cela chez nos clients, cela ne fait aucun doute. Ma compréhension de l'apprentissage des handicapés auditifs s'approfondit lentement, et je sais que les compétences en anglais manquent souvent. Je vais laisser Deb commenter cet aspect.

[Text]

[Translation]

• 1025

We have done an awful lot of hiring just in our organization lately, and we try to hire disabled people whenever we can. And yes, language skills, basic understanding of how to present oneself, certainly are lacking. Even where the educational opportunities are present, a lot of people are simply pushed through the system and are not measured by the same standards as everyone else, which of course is just as bad as being excluded, if not worse.

Ms MacFarlane: I recently heard a statistic on the radio that one out of five Prince Edward Islanders is illiterate. I would like to just bring up the fact that people are becoming more aware that sign language itself is a language. It is on an even scale with any other language. It has its own grammatical structure and syntax. I think it is a great step forward for people to recognize this fact. Perhaps we could be teaching deaf children English as a second language. In my opinion, I think it would be an advantage in the educational system for the hearing impaired child.

Mr. Campbell: I think this statistic of one in five is a little bit misleading. For a lot of people who are illiterate, it is not relative to their handicap. As far as the deaf children on the island, certainly the children who have gone through the oral school, the big emphasis is on English speech. I know our own daughter had better grammar in English than our other children. So this area is not a factor.

I can see one thing that perhaps you were talking about. We hear so much about the new technology with your computers and all the other gadgets. I hope the handicapped people will not be left behind in this area. I also hope that the research that is funded at St. Mary's University—I want to stress again that this is research—when it is finished can be passed on to other people.

The handicapped per se I do not think are any more illiterate than other people. And certainly the hearing impaired who go to oral school quite often end up with better grammar in English than a lot of others.

Mrs. Browes: I would ask when that research will be completed.

Mr. Campbell: Actually, that is out of our hands. It is a big program. I cannot recall the person's name who is in charge of that, but I believe there was \$500,000 set aside for that program. So we are probably looking at a five-year program or something like that.

Mrs. Browes: When did it start?

Récemment, nous avons embauché beaucoup de personnel dans notre organisation seulement. Nous essayons d'embaucher des personnes handicapées chaque fois que nous le pouvons. C'est un fait qu'elles ne possèdent pas l'aptitude linguistique et qu'elles ne savent pas, fondamentalement, comment se présenter. Même lorsqu'ils ont la possibilité d'étudier, bien des gens sont simplement lancés dans le système et ne sont pas évalués selon les mêmes critères que tout le monde, ce qui leur est aussi (sinon plus) nuisible que d'être exclus.

Mme MacFarlane: J'ai entendu dire dernièrement à la radio qu'un résident sur cinq de l'Île-du-Prince-Édouard sur cinq était analphabète. Je voudrais seulement souligner que de plus en plus de gens se rendent compte que le langage gestuel est une langue en soi. Elle se trouve sur un pied d'égalité avec n'importe quelle autre langue. Elle possède sa propre structure grammaticale et sa propre syntaxe. Je pense que les gens qui reconnaissent ce fait font un grand pas en avant. Nous pourrions peut-être enseigner l'anglais comme langue seconde aux enfants sourds. À mon avis, ce serait un avantage, pour l'enfant souffrant d'un handicap auditif, dans le système scolaire.

M. Campbell: Je crois que cette statistique d'un analphabète sur cinq résidents est un peu trompeuse. Pour bien des personnes analphabètes, leur infirmité n'y est pour rien. Dans la mesure où nous parlons des enfants sourds de l'île, surtout s'il s'agit d'enfants qui ont fréquenté l'école ordinaire, c'est sur l'anglais parlé qu'on insiste. Je sais que notre propre fille avait de meilleures notes en grammaire anglaise que nos autres enfants. La surdité n'est donc pas un facteur d'analphabétisme.

Vous parliez peut-être d'autres chose, à mon avis. Nous entendons tellement parler de nouvelles technologies, d'ordinateurs et d'autres nouveautés. J'espère que les personnes handicapées ne seront pas laissées pour compte dans ce domaine. J'espère également que le programme de recherche qui est financé à l'Université St. Mary's, j'insiste encore sur le fait qu'il s'agit de recherche, pourra servir à d'autres personnes lorsqu'il sera terminé.

Je ne crois pas qu'il y ait plus d'analphabètes chez les personnes handicapées que dans d'autres groupes. Une chose est certaine: les malentendants qui fréquentent l'école ordinaire obtiennent souvent de meilleures notes en grammaire anglaise que beaucoup d'autres personnes.

Mme Browes: J'aimerais savoir à quel moment cette recherche sera terminée.

M. Campbell: En réalité, nous ne contrôlons pas ce programme. C'est un gros programme. Je n'arrive pas à me souvenir du nom de la personne qui en est responsable, mais je crois qu'il y avait un montant de 500,000\$ réservé à ce programme. Il s'agit donc probablement d'un programme de cinq ans.

Mme Browes: Quand a-t-il commencé?

[Texte]

Mr. Campbell: I think it starts this fall, but it was in the works in the spring, because there was a man from Halifax who came over to speak at our annual meeting.

Mr. Hochstadt: On the subject of technology I would like to make one point. Obviously there are a great many technological devices that have given a lot of independence and brand-new abilities to disabled people, but there is also a risk of promoting isolation. I was asked for a letter of support for a \$4.5 million proposal for a computer system. In the literature about the system it made many references to the special adaptations for disabled people, although the local proposal made no reference to those at all; there was no mention of access to this physical facility. When I questioned the person who gave me the proposal, he said you just put the thing right in their houses and they do not have to come out at all. Pretty clearly, that is not a decision one makes for someone else. If that is the way a \$4.5 million investment is viewed in a province this size, we certainly could not endorse that. That is using technology as a stone axe as far as I am concerned.

The Chairman: That is very well stated, and it underscores again the importance of Canadians, of all different kinds that we are, being able to realize our potential within the mainstream.

• 1030

The issues you raised are ones that we will be addressing in our report. I think I can say for all members of our committee that we are exceedingly mindful that while progress has been made, there is much more that can and must be done, that can be done quickly. They are not all big ticket items. It really involves thinking, sensitivity and being in the other person's shoes, just being in that position and understanding what some very simple requirements are to ensure that participation in the mainstream can be a reality as much as possible.

Of course, what you have raised goes the full gamut including many things that are in the provincial area of education. We are a federal parliamentary committee who are looking at things that are within our ability to deal with at the federal level. But as you well know, there are many areas so we will be concentrating on those, of course, as we must under a federal system but doing so mindful that all of us are really working in a partnership on this; whether we are parliamentarians, community leaders, representatives of different groups, or indeed just as individuals, we all have a lot to do.

I would like to thank you very much. We could go on for quite a lot longer on this subject but there are other groups waiting to make their presentations and therefore I would just like to thank each of you for being with us this morning.

[Traduction]

M. Campbell: Je crois qu'il commence cet automne, mais il était en préparation au printemps, parce qu'un homme est venu de Halifax nous en parler lors de notre réunion annuelle.

M. Hochstadt: J'aimerais dire quelque chose au sujet de la technologie. Il existe de très nombreux dispositifs techniques qui ont conféré une grande indépendance et de nouvelles possibilités aux personnes handicapées, mais ces dispositifs risquent aussi de favoriser l'isolement des personnes handicapées. On m'a demandé de rédiger une lettre pour appuyer une proposition de 4,5 millions de dollars pour un système informatisé. Dans la documentation sur le système, on faisait de nombreuses références aux adaptations spéciales qui pouvaient être faites pour les personnes handicapées, même si la proposition locale ne faisait aucunement mention de ces adaptations; on ne parlait absolument pas de l'accès physique à cette installation. Lorsque j'ai interrogé celui qui m'avait remis la proposition, il m'a répondu qu'il suffisait d'installer l'appareil chez les personnes handicapées et que celles-ci n'avaient même pas besoin de sortir de chez elles. Il est très évident qu'il ne s'agit pas là d'une décision qu'on prend pour quelqu'un d'autre. Si c'est la façon dont un investissement de 4,5 millions de dollars est perçu dans une province de cette importance, nous ne pouvons certainement pas l'appuyer. Ce serait à mon avis se servir de la technologie comme d'un outil de l'Age de pierre.

Le président: C'est très bien dit et cela souligne encore une fois l'importance pour tous les Canadiens, quelles que soient leurs différences, de se rendre compte que pour progresser il faut prendre une part active à la société.

Les questions que vous avez soulevées sont celles dont nous traiterons dans notre rapport. Je crois pouvoir dire, au nom de tous les membres du Comité, que nous sommes extrêmement sensibles au fait que, même si des progrès ont été réalisés, il reste encore beaucoup à faire, qui peut et doit être fait rapidement. Il n'y a pas que de grands problèmes à résoudre. Il faut simplement réfléchir, faire preuve de sensibilité et se mettre à la place des autres, juste se mettre à leur place et comprendre par quels moyens très simples on peut faire en sorte que l'intégration devienne autant que possible une réalité.

Naturellement, vous avez passé tous les problèmes en revue, même ceux qui sont du domaine de l'éducation et qui relèvent du gouvernement provincial. Nous sommes un Comité parlementaire fédéral, qui se penche sur les questions qu'il a le pouvoir de régler à ce niveau. Il y a de nombreuses questions à étudier, comme vous le savez bien. Nous nous concentrerons sur les questions qu'il est de notre devoir de traiter dans un régime fédéral, mais sans perdre de vue que tous, nous sommes des associés, que nous soyons des parlementaires, des notabilités locales, des représentants de différents groupes, ou que nous agissions à titre personnel, nous avons tous beaucoup à faire.

J'aimerais vous remercier chaleureusement. Nous pourrions continuer longtemps sur ce sujet, mais d'autres groupes attendent pour s'exprimer et, par conséquent, je voudrais

[Text]

Mr. Hochstadt: Thank you very much, Mr. Chairman and committee members. If I can have one parting shot, I would say that from my point of view the key to successful program development will be involving the consumers in planning, delivery, and evaluation. Those are the people affected. Thank you very much.

Mrs. Finestone: That is a great principle, by the way, for everything.

The Chairman: The next organization that we will be hearing from this morning is the Advisory Council on the Status of Women. Good morning and welcome.

Ms Dolores Crane (Chairperson, Advisory Council on the Status of Women): Thank you.

The Chairman: I would like to thank you for having made available to members of our committee a copy of your submission in advance. It is helpful to have it in that form as well.

Ms Crane: Thank you very much, Mr. Chairman.

First of all, I would like to welcome you and your committee to Prince Edward Island.

The Chairman: I have been here several times before and it is always important to get back to P.E.I. Not to interrupt what you are about to say, but I think the hearings we have had here so far have been of the highest quality anywhere in the country in terms of people having dealt with issues and specific recommendations and the sensitivity about the issues that we on this committee are dealing with. For that reason alone, quite apart from all the other attributes of the island, it is very good to be back. That is why we are very happy we are here.

Ms Crane: Thank you very much. Maybe part of the reason is the fact that when you are smaller you work a bit harder.

Mrs. Finestone: Small is beautiful, is that what you are saying?

Ms Crane: Small is beautiful, but it is hardworking too. No. I just want to say that we consider ourselves to be . . . well, of course, we are not only the smallest province, we are one of the friendliest provinces in Canada. We hope you will have an opportunity to stay in the province until at least the rain goes away or at least until it clears up a tiny bit and you can get to know a bit more about our city and our province. But in any event, welcome. We are glad to have you here. We are also very pleased to have the opportunity to address you this morning.

• 1035

I am Dolores Crane, Chairperson of the Prince Edward Island's Advisory Council on the Status of Women. With me this morning and sitting to my left is Heather Irving, Executive Assistant of the Council, and two members of the council

[Translation]

simplement remercier chacun d'entre vous d'être venu ici ce matin.

M. Hochstadt: Je vous remercie beaucoup, monsieur le président et vous, les membres du Comité. Si je peux me permettre de glisser un dernier mot, j'aimerais dire que, pour élaborer des programmes qui soient couronnés de succès, il faut que les consommateurs participent à leur planification, à leur prestation et à leur évaluation. Car ce sont eux que les programmes visent. Merci beaucoup.

Mme Finestone: En passant, il s'agit là d'un excellent principe, qui s'applique à tout.

Le président: Le prochain organisme que nous entendrons ce matin est le Conseil consultatif de la situation de la femme. Bonjour et bienvenue.

Mme Dolores Crane (présidente, Conseil consultatif de la situation de la femme): Merci.

Le président: J'aimerais vous remercier d'avoir remis à l'avance aux membres de notre Comité un exemplaire de votre mémoire. De l'avoir sous cette forme est aussi très utile.

Mme Crane: Merci beaucoup, monsieur le président.

Tout d'abord, j'aimerais vous souhaiter la bienvenue, à vous et à votre Comité, à l'Île-du-Prince-Édouard.

Le président: Je suis déjà venu ici plusieurs fois, et il est toujours important de revenir à l'Île-du-Prince-Édouard. Je ne veux pas interrompre ce que vous alliez dire, mais je pense que les audiences que nous avons tenues ici jusqu'à présent ont été de la plus haute qualité. Plus que partout ailleurs au pays, nous avons trouvé ici des gens qui ont su traiter les questions que nous devons traiter, présenter des recommandations précises et faire preuve de sensibilité à leur égard. Ne serait-ce que pour cette raison et en faisant abstraction de tous les autres attributs de l'île, il est très agréable d'y revenir. Voilà pourquoi nous sommes très heureux d'être ici.

Mme Crane: Merci beaucoup. Cela vient peut-être en partie du fait que notre île étant petite, on y travaille plus dur.

Mme Finestone: *Small is beautiful*, c'est ce que vous voulez dire?

Mme Crane: *Small is beautiful*, mais on travaille dur. Non. Je veux juste dire que nous nous considérons comme . . . enfin, bien sûr, nous ne sommes pas seulement la plus petite province, nous sommes l'une des provinces les plus accueillantes du Canada. Nous espérons que vous pourrez rester dans la province au moins jusqu'à ce que la pluie cesse ou que le temps s'éclaircisse un tout petit peu et que vous puissiez connaître un peu plus notre ville et notre pays. De toute façon, nous sommes heureux de vous accueillir ici. Nous sommes aussi très contents d'avoir la possibilité de discuter avec vous ce matin.

Je me présente: Dolores Crane, présidente du Conseil consultatif de l'Île-du-Prince-Édouard sur la condition de la femme. Avec moi ce matin et à ma gauche, Heather Irving,

[Texte]

to her left are Sylvia Johnson, first and next to her, Ruth Power.

Our council is 10 years old this year. We were set up by the Government of the Province of Prince Edward Island in 1975 and are very much like the other advisory councils on the Status of Women which I am sure you have met with across the country. I will say we do not quite have the budget and the staff people which some other councils do, but we work very hard. I must say that, in the last couple of years, we have had the opportunity to present a brief to all the major commissions which have travaillé across Canada—the Macdonald Commission and the Fraser Commission being just a couple I would mention. The mandate of our council is much the same as the mandate in other provinces.

May I ask if Mr. Cook is an assistant to your committee?

The Chairman: Mr. Cook is the Clerk of this Parliamentary Committee. And just while I have the microphone on, if anyone wants to converse in the body of the hall, perhaps he or she could just go outside the room so that we may have quiet here, please. Thank you.

Ms Crane: Thank you very much. When I was speaking with Mr. Cook outside the door, I was explaining to him that the executive director of our council is Heather Orford. He sort of laughed and said that on a number of different occasions he had been calling various groups in P.E.I. here and kept ending up speaking to Heather Orford. He said that it was at about the third or fourth time that he suddenly caught on that people . . . well, I guess I said this to him, but people in this province tend to wear different hats. You may see me involved with the Advisory Council and, then, three or four other major groups, and the same can be said of the other people who sit on the council with me.

• 1040

I point that out because our council had a chance to talk with the other groups that appeared before you and we tried our best to present the various issues. One group would take employment-related issues or violence against women or whatever. We spread it all out. This is why we are concentrating our paper only on the matter of pensions: because we know that no one else has addressed pensions. We think it is an extremely important issue and we thought we would go ahead this morning and present our paper on pensions.

Thank you then, and now I will start the main body of the paper.

Pensions, you are probably aware, are a relatively complex sort of issue, and I thought first we would go over the way the pension structure is in Canada today and then point out some of the problems. So, if you will bear with me, I intend to read from my text. Thank you.

It is no coincidence that there are many more poor elderly women in Canada than men. Some of the major influences that contribute to this situation are the four we have listed.

[Traduction]

adjointe exécutive du conseil et, à sa gauche, deux membres du conseil, Sylvia Johnson et Ruth Power.

Cette année notre conseil aura dix ans. Le gouvernement de la province de l' le-du-Prince-Édouard l'a créé en 1975 et nous ne différons guère des autres conseils consultatifs sur la condition de la femme que vous avez rencontrés dans tout le pays. Je dirai que nous ne disposons pas du budget et du personnel que certains autres conseils ont, mais nous travaillons très dur. Je dois avouer que, ces deux dernières années, nous avons eu l'occasion de présenter un mémoire à toutes les principales commissions qui ont oeuvré au Canada. Je ne mentionnerai que la commission Macdonald et la commission Fraser. Notre mandat est exactement le même que dans les autres provinces.

Puis-je vous demander si M. Cook travaille comme adjoint pour votre Comité?

Le président: M. Cook est le greffier de ce comité parlementaire. Et pendant que j'ai le micro, j'aimerais demander aux bavards de bien vouloir sortir de cette salle pour que nous soyons tranquilles ici. Merci.

Mme Crane: Merci beaucoup. Pendant que je parlais avec M. Cook à l'extérieur de cette salle, je lui expliquais que le directeur exécutif de notre conseil est Heather Orford. Il a souri et m'a dit qu'  de nombreuses occasions, il avait appelé divers groupes à l' le-du-Prince-Édouard et avait toujours fini par s'adresser à Heather Orford. Il a déclaré que c'est environ au bout de la troisième ou quatrième fois qu'il a compris que les gens . . . bon, je suppose que je lui ai dit cela, mais dans cette province on a tendance à jouer différents rôles. Je suis membre du conseil consultatif, mais aussi de trois ou quatre autres groupes importants, et il en est de même pour les personnes qui font partie de ce conseil avec moi.

Le Conseil a pu s'entretenir avec les autres groupes qui se sont présentés devant le Comité et avec eux, il s'est efforcé de couvrir toutes les questions intéressant les femmes. Par exemple, un groupe a choisi de traiter du problème de l'emploi et un autre, du problème de la violence faite aux femmes. En fait, nous nous sommes partagé les sujets. Notre mémoire porte uniquement sur la question des pensions. Personne d'autre ne l'a retenue. D'après nous, cette question est extrêmement importante et nous avons décidé de l'étudier avec vous ce matin dans notre mémoire.

Merci. Je plongerai maintenant dans le vif du sujet.

Les pensions, comme vous le savez sans aucun doute, constituent une question complexe. J'aimerais donc, dans un premier temps, donner un aperçu du système des pensions tel qu'il existe aujourd'hui au Canada et ensuite définir les problèmes que pose ce système. Je vais vous lire mon texte: je vous demanderais d'être indulgents. Merci.

Il n'y a rien d'étonnant à ce qu'un nombre beaucoup plus élevé de femmes que d'hommes du troisième âge vivent sous le seuil de la pauvreté. Cette situation est attribuable à quatre

[Text]

First, there are definite differences in work patterns between men and women; second, society definitely places a lower monetary value on what we call "women's work"; third, longevity; and, fourth, existing legislation and/or administrative practices also contribute to the situation in which women find themselves.

The results of these combined influences have created a situation whereby 70% of widows and single women aged 70 and over actually live in poverty in Canada.

I am sure each of you is well aware that Canada's pension system is a combination of four major components. The first one of course is the Old Age Security; the second, the Canada/Quebec Pension Plan; the third, various employer-sponsored pension plans; and the fourth, private savings.

Just to get into a bit more detail about the present system, the federal Old Age Security system, as you know, is a universal program and it is funded out of general revenue to all of those people over 65 who meet the residency requirements. The Guaranteed Income Supplement is an income-tested benefit paid to those who have little or no income other than the federal Old Age Security. Spouses' allowance is paid to spouses of pensioners between the ages of 60 and 64, but only if the couple's income is below a certain level.

I understand that as of September 1985 widows and widowers of Old Age Security pensioners will be eligible for this spouses' allowance if they meet the income-tested requirements. I will point out, however, that the benefit has not been extended to never-married persons or divorced or separated persons between the ages of 60 and 64, even if they have little or no income themselves. That is a point we will concentrate on a bit later.

That is the federal Old Age Security.

The second one is the Canada/Quebec Pension Plan. This is a compulsory program, but it is financed through contributions made by all earners and their employers. These plans also provide retirees and their surviving families with pensions calculated on the basis of the contributors' income as well as disability benefits. The Canada/Quebec Pension Plan retirement benefits amount to 25% of the average lifetime earnings up to a ceiling that is close to the average wage. The surviving spouses' benefits amount to 60% of the retirement pension.

Now, in terms of the employer-sponsored pension plans, some employers do provide a supplementary retirement income for their former employees. These plans are usually cost-

[Translation]

grandes causes. Premièrement, dans le domaine de l'emploi, il y a des différences sensibles entre les hommes et les femmes. Deuxièmement, en termes d'argent, la société accorde très peu de valeur au «travail de ménagère»; troisièmement, les femmes ont une meilleure espérance de vie que les hommes et quatrièmement, les lois et les usages administratifs contribuent aux difficultés des femmes.

Compte tenu de ces circonstances, soixante-dix pour cent des veuves et femmes seules de soixante-dix ans ou plus vivent sous le seuil de la pauvreté au Canada.

Vous savez sûrement que le système des pensions repose sur quatre principales composantes. Il y a d'abord la Pension de la sécurité de la vieillesse. Deuxièmement, le Régime de pensions du Canada/Régime des rentes du Québec. Troisièmement, les régimes privés mis sur pied par les employeurs et quatrièmement, les économies que les particuliers mettent de côté pour assurer leurs vieux jours.

La Pension de la vieillesse est un régime universel financé à même les deniers publics qui est versé à tous les résidents canadiens de plus de soixante-cinq ans. Par contre, le supplément du revenu garanti est calculé en fonction du revenu et n'est versé qu'à ceux qui ont très peu de revenus ou qui n'ont d'autre revenu que la Pension de la sécurité de la vieillesse. Les allocations au conjoint sont versées au conjoint d'un retraité si ce conjoint est âgé entre soixante et soixante-quatre ans et si le revenu du couple est inférieur à un niveau donné.

A compter de septembre 1985, semble-t-il, les veufs et les veuves auront droit à ce supplément de revenu versé dans le cadre de la Pension de la sécurité de la vieillesse s'ils répondent aux exigences établies, relativement au revenu. Je tiens à souligner que les personnes âgées de soixante à soixante-quatre ans qui n'ont jamais été mariées, qui sont divorcées ou séparées n'auront pas droit au supplément même si elles ont peu ou pas de revenus. Je reviendrai sur ce point un peu plus tard.

Voilà pour ce qui est de la Pension de la sécurité de la vieillesse.

Pour ce qui est du Régime de pensions du Canada/Régime des rentes du Québec, mentionnons d'abord qu'il s'agit d'un régime obligatoire financé grâce aux contributions de tous les travailleurs et de leurs employeurs. Dans le cadre de ces deux régimes, des pensions de retraite sont versées aux participants et à leur décès, des prestations sont accordées à leur famille. Le montant des pensions est calculé en fonction du revenu du participant et de sa pension d'invalidité. La pension de retraite accordée dans le cadre du Régime de pensions du Canada/Régime des rentes du Québec correspond à vingt-cinq pour cent du revenu moyen gagné par le participant pendant toute sa vie ou au maximum, à presque vingt-cinq pour cent du salaire d'un travailleur moyen. Les prestations au conjoint survivant correspondent à soixante pour cent du montant de la pension de retraite.

Pour ce qui est des régimes de pension offerts par les employeurs, il y a certains employeurs qui assurent à leurs anciens employés un supplément de revenu à leur retraite. Le

[Texte]

shared by the employer and the employee. Then, of course, the final area is the area of private savings, where individuals can go out and purchase certain plans. RRSPs and annuity benefits or annuity plans fit into this category.

So that is our explanation of the pension system as it stands today in Canada. I would like to move on, then, and talk about how the system discriminates against women. We feel this discrimination is in fact contrary to the guarantees we and other disadvantaged groups have received under section 15 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms.

Now, the impact of these programs I have just gone over is different on men and women. Today's average male retiree derives as much income from his employment-related pension—we have it at 33% of his total income—as he does from the federal old age security and guaranteed income supplement benefits. As you know, sometimes women do not have the chance to contribute to these sorts of employment-related pensions the way men do, primarily because of the fact that many women find themselves in the home environment and not in the paid labour force, and of course, you have to be in the paid labour force to contribute to these employment-related pensions.

By contrast, the average female pensioner is much more dependent on the old age security and the guaranteed income supplement benefits. One-fifth of all single, widowed or divorced female pensioners depend entirely on government pensions for their support. We would like to examine why this happens.

Men's and women's work patterns throughout the years have been substantially different. Women have traditionally dropped out of the paid labour force for child bearing and child rearing for long periods of time. Now, we do realize, of course, that within the last 10 or 15 years more and more women have left the home. They are not staying in the home in the regular child-rearing years as long as they did years ago. I think it is fair to say that in Canada today many women, practically as soon as they have their children, for whatever reasons, return to the paid labour force. Again, although this trend has changed dramatically in the last 15 years, the results will be with us for many more years to come. With no labour force attachment, a woman could not accumulate pension credits in her own name.

Also, the fact that women make up 71.5% of the part-time labour force and the fact that part-time workers are rarely covered by employer-sponsored pension plans again lead to poverty in old age for women. Society also places a lower monetary value on the work women do. We could call it women's work or the traditionally female occupations. A woman, as you know, working full-time can expect to earn only 64% of what a man earns. For example, if a woman earns \$14,000 a year as a full-time legal secretary, she contributes to the Canadian Pension Plan based on the \$14,000; yet, the average industrial wage for 1984 was \$20,800. Her male counterpart would be able, then, to participate in the Canada Pension Plan at the maximum level

[Traduction]

coût de ces régimes est habituellement partagé entre l'employeur et ses employés. Le dernier secteur est évidemment celui de l'épargne privée: les individus prennent eux-mêmes l'initiative d'acheter certains régimes. Les REER, les prestations de pension et les régimes de rentes tombent dans cette catégorie.

Voilà donc notre explication du système de pensions qui existe aujourd'hui au Canada. J'aimerais donc poursuivre et parler de la façon dont le système défavorise les femmes. Nous estimons que cette discrimination est en fait incompatible avec les garanties que l'article 15 de la Charte canadienne des droits et libertés nous donne à nous et à d'autres groupes défavorisés.

Or, l'incidence des programmes que je viens de mentionner n'est pas la même pour les femmes que pour les hommes. Actuellement, l'homme moyen qui prend sa retraite tire autant de revenu de la pension de son employeur—nous avons calculé 33 p. 100 de son revenu total—que des régimes fédéraux de la sécurité de la vieillesse et du supplément de revenu garanti. Comme vous le savez, les femmes n'ont parfois pas cette chance qu'ont les hommes de cotiser à de tels régimes de pension liés à l'emploi, surtout parce que bon nombre d'entre elles se retrouvent au foyer et non parmi la population active rémunérée et, bien entendu, il faut faire partie des salariés pour cotiser à ces régimes de pension liés à l'emploi.

Par contraste, la pensionnée moyenne est beaucoup plus tributaire de la sécurité de la vieillesse et du supplément de revenu garanti. Le cinquième de toutes les pensionnées célibataires, veuves et divorcées dépend entièrement des pensions gouvernementales pour subvenir à leurs besoins. Nous aimerions en examiner les raisons.

Les régimes d'activité des hommes et des femmes au cours des ans ont été sensiblement différents. Les femmes abandonnaient généralement leur emploi rémunéré pour avoir des enfants et les élever pendant de longues années. Mais depuis 10 ou 15 ans, de plus en plus de femmes quittent le foyer. Elles ne restent plus aussi longtemps à la maison pour élever leurs enfants qu'elles ne le faisaient autrefois. Je crois qu'il est juste de dire qu'au Canada, à l'heure actuelle, bien des femmes réintègrent le marché du travail presque aussitôt après avoir eu leurs enfants, pour différentes raisons. Là encore, bien que la tendance ait changé radicalement au cours des 15 dernières années, nous en ressentirons les effets pendant encore bien des années. Comme la femme ne gardait pas d'emploi, elle ne pouvait acquérir de droits à une pension en son propre nom.

De plus le fait que les femmes représentent 71.5 p. 100 des travailleurs à temps partiel et le fait que ces travailleurs sont rarement couverts par les régimes de pension des employeurs mènent aussi les femmes à une condition de pauvreté dans leurs vieux jours. En outre, la société accorde une valeur financière moindre au travail des femmes. Nous pouvons parler du travail féminin ou des professions de femmes. Comme vous le savez, une femme qui travaille à plein temps ne peut s'attendre à gagner que 64 p. 100 du salaire d'un homme. Par exemple, si une femme gagne 14,000\$ par année en tant que secrétaire juridique à plein temps, elle ne cotise au Régime de pensions du Canada qu'en fonction de 14,000\$; pourtant, le salaire moyen en 1984 était de 20,800\$. Un homme pourrait

[Text]

of \$20,800, which in turn means a larger pension for him at retirement.

In addition, only a third of female earners participate in employer-sponsored plans. I am a practising lawyer in Charlottetown and deal quite a bit in family work, and my experience—and it is certainly the experience of many people in this room—is that it is very difficult. Most times, the people who are able to contribute to employer-sponsored plans have to be in certain sorts of jobs, in which women do not seem to be concentrated. Again, we seem to be concentrated in the regular old occupations for women—clerical workers, cashiers in stores and things like that. Those are just not the types of jobs... they do not afford the opportunity for women to be contributing to these employer-sponsored plans.

• 1050

Since women then earn considerably less than men in these types of occupations, it also means they have less disposable income to purchase these other plans that are available to people who make, say, \$18,000 or \$20,000 or certainly make more than they do. I am talking about Registered Retirement Savings Plans, annuities and things like that.

The disparate impact of these factors can be seen in the incomes of elderly women. The average income of an elderly woman in Canada in 1980—I am sorry, I do not have any statistics since that—was \$6,661 compared to \$9,227 for men. The much higher poverty rate for senior females that results from this discrepancy is greatly aggravated by the fact that 71% of male pensioners are married, and they get to share the expenses. When the telephone bill in this province comes in, or the electricity bill, which in this province for small apartments runs at \$50, \$60, or \$70 a month—check it out with anyone. It is quite easy to see that it is financially easier on two people who live together than just on one. Again it is not fair. It is not equitable for the women in that category. Consider then that 71% of the male pensioners are married and therefore sharing their expenses with their pensioner wives, that more than 60% of women aged 65 and over are widowed, single or divorced, and when that bill comes in they do not have that somebody else there to share it with them.

Our discussion so far has centred on sex inequalities in pensions, but I think what we have to look at right now are the differences in men's and women's retirement incomes which are due to sex discrimination. One easily identifiable area, as far as we are concerned, can be found in money purchase plans. These plans pay larger annuities to men than they do to women, for the same amount of money. The rationale of course for this practice stems from women's longer life expectancy, which therefore costs the plan more money in payouts. If you actually take the time to really think about what that means, it means that women are paying in the same

[Translation]

donc cotiser au Régime de pensions du Canada au niveau maximal de 20,800\$, ce qui lui assurerait une plus grosse pension à sa retraite.

En outre, seulement le tiers des travailleuses participent au régime de pension de leur employeur. Je pratique le droit à Charlottetown et je m'occupe passablement de questions familiales; selon mon expérience—et c'est certainement l'expérience de bien des gens dans cette pièce c'est très difficile. La plupart du temps, les personnes qui peuvent cotiser au régime de pension d'un employeur doivent occuper certains genres d'emplois dans lesquels il ne semble pas y avoir une concentration de femmes. Il semble que nous soyons encore concentrées dans les métiers traditionnellement réservés aux femmes, le travail de bureau, les emplois de caissières et autres emplois du genre. Ce n'est évidemment pas le genre d'emplois qui... ils ne permettent pas aux femmes de participer aux régimes parrainés par les employeurs.

Étant donné que les femmes gagnent beaucoup moins que les hommes dans ce genre de professions, elles disposent de moins d'argent pour souscrire aux autres régimes offerts aux gens qui gagnent, disons, 18,000\$ ou 20,000\$ ou qui gagnent, en tout cas, certainement plus qu'elles. Je veux parler ici des régimes enregistrés d'épargne-retraite, des rentes et des autres formules du genre.

L'effet inégal de ces facteurs s'observe également dans les revenus des femmes âgées. Le revenu moyen des femmes au Canada en 1980—je regrette, mais je n'ai pas de statistique plus récente—se chiffrait à 6,661\$ par rapport à 9,227\$ pour les hommes. Il découle de cet écart que le taux de pauvreté des femmes âgées est beaucoup plus élevé, situation qui se trouve lourdement aggravée du fait que 71 p. 100 des hommes retraités sont mariés et sont ainsi à même de partager les dépenses. Lorsque le compte de téléphone entre, ou encore le compte d'électricité, lequel, dans cette province, s'élève à 50, 60 ou 70\$ par mois, vous pouvez vérifier ce chiffre auprès de n'importe qui. Il est très facile de constater que la situation financière de deux personnes qui vivent ensemble est bien meilleure que celle d'une personne qui vit seule. Là encore, ce n'est pas juste. Ce n'est pas juste pour les femmes de cette catégorie. En effet, si les 71 p. 100 des hommes retraités sont mariés et partagent donc leurs dépenses avec leurs femmes retraitées, plus de 60 p. 100 des femmes de 65 ans et plus sont veuves, célibataires ou divorcées et n'ont donc personne pour partager ce compte.

Jusqu'à maintenant, nous avons discuté des inégalités dans les pensions qui sont fondées sur le sexe, mais je pense que nous devons maintenant nous pencher sur les écarts entre les revenus des hommes et des femmes à la retraite qui sont liés à la discrimination fondée sur le sexe. L'un des secteurs où on décèle facilement de la discrimination, à notre avis, est celui des régimes de retraite à prestations indéterminées. Ces régimes versent des rentes plus élevées aux hommes qu'aux femmes pour un même investissement. On justifie cette pratique par le fait que, comme les femmes ont une espérance de vie plus longue, elles retirent plus d'argent du régime. Si

[Texte]

amount of dollars, but just because of somebody's tables, the woman may live 10 years longer than her male counterpart and is penalized because of it. That is innately inequitable, and it is based solely on the basis of sex, as far as we are concerned.

In relation to the federal government pension system, discrimination also can be found by reason of family status, with the treatment of homemakers under the Canada Pension Plan and the exclusion of single—meaning never married, or of course divorced or separated—needy persons, aged 60 to 64, from the benefits which others are entitled to under the Spouse's Allowance program. As I mentioned earlier in the paper, as of September of 1985, the benefits will be made available to all low income widows and widowers, aged 60 to 64, whether or not they received spouse's allowance when their spouses were alive. That is discrimination based on the fact that if you were married, you would get it. If you are between 60 and 64 and you are poor enough . . . If you are married you get it, but I am sorry, if you are a single women, or a single man as far as that goes, you are poor enough but you were never married so you do not get it. The continued exclusion from this program of all single—never married, divorced or separated—persons between 60 and 64 years, in our opinion, violates the equality provisions under the Canadian Charter of Rights and Freedoms.

[Traduction]

l'on réfléchit réellement au sens de cette pratique on voit que les femmes versent la même somme d'argent, mais que, à cause des tables qu'on a calculées à leur sujet, elles vivront peut-être dix ans de plus que leurs contemporains du sexe masculin et seront pénalisées pour cela. Il s'agit d'une inégalité foncière qui, à notre avis, est fondée uniquement sur le sexe.

On retrouve aussi de la discrimination dans le régime de pension du gouvernement fédéral puisque les conjoints au foyer sont protégés par le Régime de pensions du Canada, en vertu du programme d'allocation au conjoint, alors que les célibataires, c'est-à-dire les gens qui n'ont jamais été mariés ainsi que, évidemment ceux qui sont séparés, ou divorcés, qui sont dans le besoin et ont entre 60 à 64 ans sont exclus du bénéfice de ces prestations. Comme je l'ai mentionné précédemment dans le présent document, les prestations seront versées, à compter de septembre 1985, à tous les veufs et veuves de 60 à 64 ans, peu importe s'ils recevaient ou non l'allocation de conjoint du vivant de ce dernier. C'est de la discrimination fondée sur le fait que si vous étiez marié, vous recevriez ces prestations. Si vous avez entre 60 et 64 ans et si vous êtes assez pauvre . . . Si vous êtes marié, vous recevrez les prestations, mais si vous êtes une femme célibataire, ou un homme célibataire en fait, et si vous êtes assez pauvre mais n'avez jamais été marié, vous ne les toucherez pas. À notre avis, continuer d'exclure de ce programme l'ensemble des célibataires, les gens qui n'ont jamais été mariés ou qui sont divorcés ou séparés—de 60 à 64 ans, c'est enfreindre les dispositions sur l'égalité de la Charte canadienne des droits et libertés.

• 1055

The exclusion of homemakers from the Canada Pension Plan is based on the myth that people, mostly women, who keep house for their families are not part of the work force. You often hear the old saying that you do not work when you are at home with a family taking care of everyone, washing their clothes, taking care of the kids and doing all that kind of stuff. This really bothers me and many other women, I am sure, and men, too. It is not that you do not work. It is just you are not paid for your work.

Canada recognizes homemaking as part of the gross national product, but does not recognize those performing the work. Homemakers are not eligible to contribute to the Canadian Pension Plan, even on a prorated basis for their years of service to the family and to society. If we really do place such a great value—and we continue to hear this over and over—on the family unit and the sanctity of the family unit in wanting . . . Many people say that they wish things could be like they were before, when women stayed home and took care of the kids, when they we did not have to worry about daycare and they did not have to worry about the unemployment that we have today. We still do hear these kinds of comments. But at the same time they say it and think it, if you mention to them the idea of allowing homemakers to contribute to the plan, they would be very upset about it and could not understand why you would be asking for it.

Les femmes au foyer ne sont pas admissibles au Régime de pensions du Canada parce qu'on a toujours cru, à tort, que les gens, surtout les femmes, qui restent à la maison pour s'occuper de leur famille ne font pas partie de la population active. On entend souvent dire qu'une personne ne travaille pas vraiment si elle reste chez elle pour prendre soin de tous les membres de sa famille, pour laver leurs vêtements, s'occuper des enfants et tout le tralala. Cela me choque vraiment, comme pour bon nombre d'autres femmes, d'ailleurs, ainsi que des hommes. Le problème, ce n'est pas que ces gens ne travaillent pas, c'est simplement qu'ils ne sont pas rémunérés.

Le Canada considère que le travail ménager fait partie du produit national brut mais ne tient pas compte des personnes qui s'acquittent de cette tâche. Même en fonction du nombre d'années qu'elles ont consacrées à leur famille et à la société, les personnes au foyer ne peuvent pas contribuer au Régime de pensions du Canada si nous accordons autant d'importance—et nous l'entendons dire de plus en plus—à la cellule familiale et à son caractère sacré lorsqu'il s'agit . . . Beaucoup de gens voudraient revenir à l'époque où les femmes restaient chez elles et prenaient soin des enfants sans avoir à se soucier du problème des garderies, ni du chômage qui sévit de nos jours. Ce genre de commentaires est encore monnaie courante. Toutefois, tout en le disant et en le pensant, lorsqu'on avance l'idée de permettre aux femmes au foyer de contribuer au Régime, elles se rebiffent aussitôt et ne peuvent pas imaginer pourquoi nous faisons une telle demande.

[Text]

The introduction of the childcare drop-out provision did give recognition to the value of childcare provided by the homemaker, but the homemaker can only benefit from this provision if she returns to the paid labour force when her youngest child turns seven years of age. The provision does not benefit any full-time homemaker who has no labour force attachment.

The introduction of pension credit splitting upon divorce was also an attempt to ameliorate the systemic discrimination of persons, mostly women, who dropped out of the paid labour force to provide childcare and homemaking duties. It was an attempt by the federal government to ensure that women received something after marriage breakdown and to make provision for them in their senior years. However, the results of this program have been insignificant, certainly in this province. In 1983, there were over 200 uncontested divorces in Prince Edward Island, yet only eight people applied to have the Canada Pension credit split between the spouses. From April 1, 1984, to March 31, 1985, Health and Welfare Canada in the P.E.I. region recorded only seven applications and, from April 1, 1985, to July 31, 1985, only four applications have been received. Again, it will be mainly women who will pay the price at age 65 with the smaller pensions.

I also might add at this point in time that I do know, because of my legal work, that the whole idea of people making this application, after a separation agreement has been signed, after the divorce has gone through... If there are in fact decisions in the Province of Ontario saying that... If the people in fact say that they no longer have any interest in what assets you have or we had, and if both people are saying this in an agreement... There have been decisions in the Province of Ontario in which the spouse goes back after the divorce and makes the application and it has been challenged. Unless there is provision in the separation agreement to this effect, and this also means the right to ask for a split of the pension credits, the courts in fact may be getting around what the federal government had set up, supposedly to protect people. Again, I can see all kinds of legal problems involved there. Perhaps what needs to be done, if the federal government wishes to provide this protection, is to look again at how it is proposed, how it is set up. You know, we just cannot allow... I had better be careful here in saying we cannot allow the courts to do something. This has to be fixed up. There are some problems there and we must re-address it. It is mainly women who will pay the price at age 65, with the smaller pensions.

• 1100

I might add that certainly a lot of women in this province who stayed at home until their children were 25, 23, or 24—in any event, after 20—had been home for 20 or 30 years, and all of a sudden they go back to the paid labour force or they are

[Translation]

L'introduction de la possibilité d'un retrait du marché du travail pour prendre soin des enfants reconnaissait effectivement la valeur des soins dispensés par la ménagère qui, toutefois, ne pouvait s'en prévaloir qu'à condition de réintégrer la population active rémunérée lorsque son enfant le moins âgé atteignait l'âge de sept ans. Une ménagère à plein temps sans lien avec la population active ne peut pas invoquer cette disposition.

L'introduction du partage, à l'occasion d'un divorce, des crédits de pension constituait aussi une façon d'enrayer la discrimination systémique dont étaient victimes les personnes, surtout les femmes, qui se retiraient de la population active pour se consacrer à leurs enfants et aux travaux ménagers. Le gouvernement fédéral voulait ainsi s'assurer que les femmes soient quelque peu avantagées après l'échec de leur mariage et qu'elles puissent compter sur une certaine aide pour leurs vieux jours. Cependant, surtout dans notre province, ce programme a eu des effets négligeables. En 1983, il y a eu plus de 200 divorces incontestés à l'Île-du-Prince-Édouard; malgré tout, il n'y a eu que huit demandes de partage des crédits de pension entre des conjoints. Du 1^{er} avril 1984 au 31 mars 1985, le bureau de Santé et Bien-Etre social Canada de la région de l'Île-du-Prince-Édouard n'a reçu que sept demandes de ce genre et, du 1^{er} avril 1985 au 31 juillet 1985, quatre demandes seulement ont été reçues. Je le répète, ce sont surtout des femmes qui, à cause de pensions réduites, paieront la note à l'âge de 65 ans.

J'aimerais ajouter ici que mon travail d'avocate m'a permis d'apprendre que le problème des gens qui font cette demande après avoir signé une entente de séparation et après que le divorce a été prononcé... Si les tribunaux de la province de l'Ontario ont vraiment pris des décisions stipulant que... Si des gens disent franchement ne plus tenir aux biens qu'ils partageaient et s'ils signent une entente à ce sujet... Certaines décisions ont été prises dans la province de l'Ontario où, après le divorce, un conjoint est revenu devant les tribunaux pour formuler ce genre de demande qui a été contestée. À moins que l'entente de séparation ne le stipule vraiment (et cela signifie aussi que l'entente comprend le droit d'exiger un partage des crédits de pension), les tribunaux pourront toujours liasser de côté, supposément pour protéger les gens, ce que le gouvernement fédéral a mis de l'avant. Je le répète, ce genre de situation peut créer toutes sortes de problèmes d'ordre juridique. Ce que devrait peut-être faire le gouvernement fédéral pour offrir cette protection, ce serait d'étudier le projet et la façon dont il a été formulé. Il faut absolument éviter que... Je devrais peut-être éviter de dire qu'il faut empêcher les tribunaux de faire quoi que ce soit. Le programme doit être restructuré. Il pose des problèmes et il faudrait l'examiner de nouveau. À cause des pensions réduites, ce sont surtout les femmes qui paieront la note à l'âge de 65 ans.

Permettez-moi d'ajouter qu'à coup sûr, un grand nombre de femmes de la province, après être restées au foyer jusqu'à ce que leurs enfants aient 25, 23 ou 24 ans, du moins jusqu'à ce qu'ils aient plus de 20 ans, après être restées chez elles pendant

[Texte]

able to find a job in the paid labour force . . . They just get in the groove again, so to speak, in the paid labour force and because of mandatory retirement and things like that all of a sudden they have to go home again. So I would expect those things will be challenged and of course should be challenged. During the child rearing years men are out in the paid labour force and are not at all in the same situation as the women are.

In relation to marital status, mostly women who receive survivor's benefits under the Canada Pension Plan and many other pension programs are disqualified if they remarry. It is almost like you were a dependent of this man while you were at home taking care of the children, so if you move on and marry someone else we see you as becoming his dependent; the country does not recognize what you have done on your own accord. There is no recognition that these people have earned their pension in their own right. If we put a high value on the work they are doing in the home let us recognize it, based on their work and their contribution to the family unit and to society.

Not as a direct result of sex discrimination or marital status, but in a secondary manner, as a result of women's precarious and inferior position or status in the paid labour force, women encounter additional discrimination with employer-sponsored pension plans in the area of coverage and in the area of the level of benefits. Very few employers provide pension coverage to part-time employees even on a pro-rated basis, and women make up, as we said earlier, 71.5% of the part-time labour force.

To just wrap up, we have some recommendations. We feel the present pension system in Canada is totally inadequate to meet the needs of women because it ignores women's work in the home and gives inadequate protection to female wage earners. This situation can only be corrected if we expand the Canada-Quebec Pension Plan to include homemakers and extend the spouse's allowance benefit—including a change of name for the program—to all needy low-income people 60 to 64 years of age. Also, pension credit splitting should be automatic upon divorce, and unisex mortality tables should be used in all pension and annuity calculations. Until these changes are incorporated in our pension system elderly women will continue to be much poorer than elderly men, and more dependent on income-tested benefits that continue to leave them in poverty. Thank you.

The Chairman: Thank you very much, Ms Crane. That is a superb document you presented to us this morning, and reflects very obviously a great deal of work and analysis. In fact, as I was listening to you presenting that and as I was listening earlier this morning to another presentation, the

[Traduction]

20 ou 30 ans, réintègrent subitement la population active rémunérée où elles réussissent à obtenir un emploi rémunéré . . . Elles se remettent pour ainsi dire à fonctionner à l'intérieur de la population active et subitement, à cause de la retraite obligatoire et d'autres dispositions du genre, elles doivent revenir au foyer. J'estime donc que cette situation sera remise en question et qu'elle doit l'être. Lorsqu'il faut élever les enfants, les hommes font partie de la population active et leur situation diffère totalement de celle des femmes.

En ce qui concerne l'état matrimonial, la plupart des femmes qui touchent des prestations du conjoint survivant en vertu du Régime de pensions du Canada et de nombreux autres régimes de pensions n'y ont plus droit si elles se mariaient de nouveau. C'est comme si une femme était la personne à charge d'un homme pendant qu'elle est au foyer à s'occuper des enfants et que si elle décide d'épouser un autre homme, elle en devient la personne à charge. Le pays ne tient pas compte de ce que cette personne a accompli par elle-même; il ne tient pas compte du fait qu'elle s'est aussi méritée sa pension. Si nous considérons qu'elle accomplit un travail de valeur à la maison, il faut en tenir compte en fonction de son labeur et de son apport à la cellule familiale et à la société.

Non pas directement à cause de la discrimination selon le sexe ou de l'état matrimonial, mais par ricochet, à cause de la précarité et de l'importance moindre de la position ou de la situation des femmes qui occupent un emploi rémunéré dans la population active, le champ d'application et le niveau des prestations des régimes de pensions auxquels contribue l'employeur sont une autre source de discrimination dont les femmes sont victimes. Même sur une base proportionnelle, rares sont les employeurs qui offrent des pensions aux employés à temps partiel et, comme nous l'avons déjà dit, 71,5 p. 100 des travailleurs à temps partiel sont des femmes.

En terminant, voici quelques recommandations. À notre avis, dans sa forme actuelle, le Régime de pensions du Canada ne répond absolument pas aux besoins des femmes parce qu'il ne tient pas compte du travail ménager et assure une protection inadéquate aux salariés de sexe féminin. La seule façon de changer cette situation, c'est d'appliquer le Régime des rentes du Québec et le Régime de pensions du Canada aux personnes au foyer et, après en avoir modifié l'appellation, d'appliquer le Programme des allocations au conjoint à toutes les personnes de 60 à 64 ans qui sont dans le besoin parce que leur revenu est insuffisant. En outre, le partage des crédits de pension devrait suivre automatiquement un divorce, et tous les calculs des pensions et des rentes viagères devraient se faire au moyen de tables de mortalité indépendantes du sexe. Tant que ces changements ne seront pas apportés à notre régime de pensions, les femmes âgées continueront d'être plus démunies que les hommes âgés et dépendront davantage de prestations qui, calculées en fonction du revenu, ne leur permettront pas d'échapper à la pauvreté.

Le président: Merci beaucoup, madame Crane. Vous nous avez présenté un document étonnant ce matin; un travail acharné et des analyses exhaustives l'ont certainement précédé. À vrai dire, pendant que j'écoutais votre exposé et pendant que j'en écoutais un autre plus tôt ce matin, je me disais, dans mon

[Text]

thought went through my mind that all these proceedings of this committee would probably be most interesting to a sociologist who might sit and listen to what we are talking about, because so much of what is coming up in the way of issues has to do with Canadian society and the way we have organized that society and some of the things that today we see as being problems. For example, your discussion of the position of women in advanced years being without very much in the way of financial support is the result of a variety of reasons, which really have to do with the way we have organized our society and values and attitudes and economic structures and so on.

That is a theme that is perhaps very much part of what we are doing—we are coming back to look at the way our society does operate. Of course we have a very sharp focus on that. We are looking at it in terms of legal rights and section 15 and provisions that deal with non-discrimination and guaranteeing legal equality. So it was very helpful that not only did you analyse the broad social patterns that have given rise to where we are now, but helped us by providing some specific comments and recommendations as to what can be changed in existing legal regimes regarding, in this instance, pensions, and more generally the financial security of individuals.

• 1105

I know that Pauline Browes has some questions so we will start off with Pauline Browes, member of Parliament for Scarborough Centre.

Ms Crane: Thank you very much for your comments. Just before Mrs. Browes goes ahead, could I simply say one thing? By far the majority of work on this paper was done by the executive director of our council and I think recognition must be given to her work. Heather Orford is the person and she is not with us today because she is vacationing in Greece. But thank you very much for your comments. Thank you, Mrs. Browes.

Mrs. Browes: Thank you very much, Mr. Chairman.

Ms Crane, you said that you wear many hats and I am pleased to have you here today as the head of the Advisory Council on the Status of Women.

In your comments you mentioned that you were a practising lawyer in this city. Yesterday we heard quite a bit about the lawyers in the Province of Prince Edward Island and about the Law Society in this province. The committee and myself are going to pursue some of the comments made yesterday concerning the level of legal representation in the province.

Having said that, I want to say that your concentration on pensions is an extremely important issue and you have set down your position very clearly. I find myself in a position of agreeing with just about everything, if not everything, you have said. Having spent a good number of years in the home looking after my three children, now in their twenties, and

[Translation]

for intérieur, que tous les débats du comité intéressaient à coup sûr un sociologue qui y assisterait, parce que bon nombre des problèmes étudiés ont trait à la société canadienne, à son organisation et à certains éléments qui semblent poser des difficultés de nos jours. Par exemple, vous avez montré que la situation des femmes sur leurs vieux jours, où l'appui financier est quasi inexistant, découle de diverses raisons qui, en fait, ont trait à la façon dont nous avons organisé notre société, nos valeurs et nos attitudes, nos structures économiques et ainsi de suite.

C'est un thème qui est omniprésent dans notre démarche: nous bouclons la boucle pour jeter un coup d'oeil sur le fonctionnement de notre société. Naturellement, nous lui accordons une très grande importance. Nous l'examinons en fonction des droits de la personnes, de l'article 15 et des dispositions ayant trait à l'élimination de la discrimination et à l'égalité garantie dans les faits. Il a donc été très utile que vous analysiez les grands courants sociaux qui nous ont amenés où nous sommes aujourd'hui et que vous présentiez des recommandations et des commentaires précis sur la possibilité d'apporter certaines modifications aux lois actuelles concernant, dans ce cas-ci, les pensions et, de façon plus globale, la sécurité financière des individus.

Je sais que Pauline Browes a des questions à poser. Nous commencerons donc par elle qui est la députée de la circonscription de Scarborough Centre.

Mme Crane: Je vous remercie beaucoup pour vos commentaires élogieux. Avant que M^{me} Browes prenne la parole, j'aimerais dire une chose. La majeure partie des travaux d'analyse qui ont précédé la rédaction du document a été réalisée par la directrice administrative de notre conseil et j'estime qu'il faut louer ses efforts. Elle s'appelle Heather Orford; elle n'est pas parmi nous aujourd'hui parce qu'elle est en vacances en Grèce. De toute façon, j'ai grandement apprécié vos commentaires. Merci, madame Browes.

Mme Browes: Merci beaucoup, monsieur le président.

Madame Crane, vous avez dit avoir plusieurs cordes à votre arc et je suis contente de vous avoir parmi nous en tant que directrice du Conseil consultatif du statut de la femme.

Vous avez dit, dans vos commentaires, que vous pratiquiez le droit ici même dans la ville. Hier, nous avons beaucoup entendu parler des avocats de l'Île-du-Prince-Édouard et de leur *Law Society*. Les membres du comité, dont moi-même, allons tenter de faire préciser certains des commentaires qui ont été formulés hier à propos de l'importance du nombre d'avocats dans la province.

Cela dit, j'ajouterais que vous analysez de façon extrêmement circonstanciée le problème des pensions et que votre position a été exposée très clairement. Je me vois forcée d'être d'accord avec pratiquement tout, sinon tout, ce que vous avez dit. Parce que j'ai passé un bon nombre d'années chez moi à prendre soin de mes trois enfants qui sont maintenant dans la

[Texte]

having society and the community talking about the importance of the family, the virtues of looking after your own children which we have all heard for many years, and not having that financial reward, is completely unacceptable.

It seems quite incredible that having made some speeches on the importance of the Canada Pension Plan for homemakers myself in 1972, we are here in 1985 and still do not have homemakers contributing. I suppose it is one of the reasons I am sitting at this table today. I certainly endorse your proposals concerning the Canada Pension Plan, and also the importance of the part-time workers being able to contribute to the Canada Pension Plan.

I was wondering if you feel with the part-time workers—which is something that we have concentrated on to some extent with the committee—if we might be able to do a complete pension with part-time and homemakers pensions, with the employee being able to make a contribution that would be reflective of the homemaking part of a person's life, too. I wonder if you would like to comment on that.

Ms Crane: If I understand you correctly, I guess what you are assuming is that many of the part-time workers are women who work in their home and take on part-time work because of their work in the home. I think then if you are saying, perhaps if they were contributing first as a homemaker and secondly, somehow through their part-time work, the end result I think would be more money for them in their later years which is what we are concerned about. Of course, I would wholeheartedly support that. Is that exactly what you meant?

Mrs. Browes: Yes.

Ms Crane: I support that most definitely, because it would mean that we were recognizing not only the work in the paid labour force but also the work in the home. That would mean more dollars for the person in their later years. Because of the fact that they had contributed, I think it would be easier in terms of many people who are concerned about where their tax dollars go. There seems to be the perception, you know, that, if you pay homemakers, you have to take \$400 a week and pay that directly to them. A lot of people really misunderstand, and do not understand, some of these issues which women talk about. I find if you can get through the initial barrier about "all you women just want the power", if you can get by that and, if you can sit down and have discussions with people... well, many men and many women in this country do not actually know the nitty-gritty of what women want and what their concerns are and especially to, let us say, regarding homemakers' pensions. As soon as you talk about homemakers' pensions or recognition of this work, some people—I have heard it—tend to think that what you are saying is that we have to take dollars from some place out of the pool the government has... that is, you have to take the dollars and give it to the women so that they get a pay-check every week, kind of thing. I mean, there is still that notion out there. Although it is hard for us to recognize that some people are

[Traduction]

vingtaine, je trouve absolument inacceptable que la société et le public parlent de l'importance de la famille et, comme nous l'avons tous entendu dire depuis de nombreuses années, des mérites de prendre soin de ses enfants sans qu'il y ait compensation financière.

Il m'apparaît assez incroyable qu'en 1985, les ménagères ne contribuent toujours pas au Régime de pensions du Canada, alors qu'en 1972, je prononçais certaines allocutions sur l'importance de ce régime pour les ménagères. C'est peut-être une des raisons pour lesquelles je suis membre du comité aujourd'hui. Naturellement, j'appuie vos recommandations concernant le Régime de pensions du Canada et l'importance que vous accordez au fait que les travailleurs à temps partiel devraient pouvoir y contribuer.

J'aimerais savoir si vous êtes d'avis qu'il serait possible, dans le cas des travailleurs à temps partiel, un groupe qui a beaucoup préoccupé le comité, de faire une pension complète en utilisant la pension d'une personne à la fois travailleuse à temps partiel et ménagère; l'employée pourrait contribuer au Régime d'une façon qui tiendrait également compte de la partie de sa vie qui se déroule au foyer. J'aimerais savoir ce que vous pensez de cela.

Mme Crane: Si je comprends bien, vous dites que bon nombre des travailleurs à temps partiel sont des femmes qui travaillent chez elles et qui, à cause de leurs tâches ménagères, peuvent occuper seulement un poste à temps partiel. Donc, si vous dites que, si elles contribuaient au Régime d'abord en tant que ménagère et ensuite, d'une certaine façon, en tant que travailleuse à temps partiel, elles seraient mieux nanties sur leurs vieux jours (et c'est le problème qui nous préoccupe actuellement), il va de soi que je serais pleinement d'accord. Était-ce le sens exact de votre question?

Mme Browes: Oui.

Mme Crane: Je suis pleinement d'accord parce que cela signifierait que nous tenons compte des emplois occupés dans la population active rémunérée et du travail au foyer. Cela signifierait plus d'argent pour leurs vieux jours. Parce que ces personnes auraient contribué au Régime, j'estime que cela rassurerait de nombreux contribuables qui se demandent où vont les impôts qu'ils paient. Certains semblent croire que, s'il est décidé de payer les ménagères, il faut leur verser directement un montant de 400\$ par semaine. De nombreuses personnes saisissent mal ou ne comprennent pas quelques-unes des questions qui préoccupent les femmes. À mon avis, s'il était possible de se défaire de la conviction que les femmes ne recherchent que le pouvoir et de passer outre aux obstacles que cette attitude suppose, et s'il était possible de discuter avec les gens... Un grand nombre d'hommes et de femmes de ce pays ne comprennent pas exactement ce que les femmes veulent ni les questions qui les préoccupent, notamment en ce qui concerne les pensions des ménagères. Dès que la question de la pension des ménagères ou celle de la reconnaissance de leur travail est soulevée, certaines personnes ont tendance à croire, et je l'ai entendu dire, qu'il s'agit de soustraire un montant aux crédits dont dispose le gouvernement, en d'autres termes, qu'il s'agit de verser un salaire hebdomadaire aux femmes. Croyez-moi, certains sont encore de cet avis. Il peut sembler difficile

[Text]

still thinking that way, I do hear it; my friends hear it; we hear it at the council all the time. So I think if we can get by that and if people will listen.

• 1110

I am very very encouraged by what I am hearing from you people today. I am also encouraged by the press that you have been receiving in this province. Mr. Boyer, you spoke about the fact that your committee has listened with great interest to the presentations which were made yesterday and that, in fact, we will be seeing some very important direction coming from you people in your presentation to Parliament in October. We are very encouraged to hear that.

It is so frustrating in this business, I guess, and in your business. You must find it so, too, because things take a long time to change. And when you are out there working on the issues every day, you sometimes lose sight, I suppose, of the fact that things take a long time to change. But it is encouraging to hear this particular committee say, Yes, that you are taking you seriously, and Yes, that you understand these problems, and that you intend to do something about it. That is very helpful to us.

Coming back to Mr. Browes and what you were saying, I would wholeheartedly support that, because we are recognizing not only the contribution the person is making in the paid labour force but, also, in the home.

And if, in fact, we are a society which holds great respect for women who stay at home... well, let me say that we people who work on "women's issues", the "feminists", are always being accused of not supporting women who stay at home. But it is not that we do not support who stay at home; it is just the reality of women who stay at home and do not get any recognition throughout the world, or throughout Canada anyway, right now. What that to, leaves and what that indicates for that woman 50 years down the road is so desperate, when you consider, especially today, that we do not have the families we had years ago which lasted like my parents are lasting. You do not have the 30-, 40-, 50-year marriages any more. That is not the reality of Canadian society. We all must recognize that is not the reality. We have to re-evaluate so many of our policies which have been based on the notion that daddy goes out and brings home the bacon and mom stays home and cooks it, and the kids are taken care of and the family is taken care of by the wife. The reality of it today just is not that.

Mrs. Browes: I thank you very much for your comments and I wish you well with your dedication and your sincerity in your work here in Prince Edward Island.

Ms Crane: Thank you.

The Chairman: Roger Clinch, MP for Gloucester.

Mr. Clinch: Thank you, Mr. Chairman. I understand that the thrust of your brief is related to pensions, but one of the areas that interests me is maternity benefits as they apply to the UI scheme. And I wonder if you have any personal

[Translation]

de croire que certaines personnes sont encore de cet avis, mais je l'ai entendu dire et mes amis aussi. Les membres du conseil entendent souvent des remarques de ce genre. Il faudrait donc arriver à changer cette attitude et à amener les personnes à écouter.

Les propos que j'entends aujourd'hui m'encouragent beaucoup. Je suis également encouragée par les articles que je lis dans les journaux provinciaux à votre sujet. Monsieur Boyer, vous avez souligné le fait que les membres du Comité ont beaucoup apprécié les exposés qui ont été présentés hier et que le mémoire que vous déposerez au Parlement en octobre contiendra des lignes de conduite très importantes. Il nous fait plaisir de l'entendre.

Vous partagez sans doute notre avis que notre travail est très frustrant en raison de la lenteur des progrès. Ceux qui se penchent sur ces questions chaque jour oublient parfois que le progrès se produit lentement. Mais il est encourageant d'entendre les membres du Comité affirmer qu'ils écoutent attentivement, qu'ils comprennent les problèmes soulevés et qu'ils ont l'intention de prendre des mesures. Ce sont des propos réconfortants.

Pour en revenir à ce que disait M^{me} Browes, je suis entièrement d'accord parce que nous reconnaissons non seulement l'aide que la personne apporte à la main-d'oeuvre rémunérée mais aussi le travail qu'elle accomplit au foyer.

Si nous vivons effectivement dans une société où les femmes qui restent au foyer sont tenues en haute estime... laissez-moi vous dire que nous, les personnes qui s'intéressent aux problèmes des femmes, les «fémnistes», sommes toujours accusées de ne pas appuyer les femmes qui restent au foyer. Il ne s'agit pas de ne pas appuyer les femmes qui restent au foyer; il s'agit du fait que les femmes restent au foyer sans que l'on reconnaisse leur rôle à l'heure actuelle, ni dans le monde ni au Canada. L'avenir que les femmes peuvent entrevoir en conséquence, dans cinquante ans, est particulièrement sombre, surtout si l'on considère que les familles d'aujourd'hui ne demeurent pas unies aussi longtemps que l'ont fait mes parents. Les couples mariés depuis trente, quarante ou cinquante ans n'existent plus. Ce phénomène ne se retrouve plus dans la société canadienne. Nous devons tous admettre qu'il n'en est plus ainsi. Nous devons revoir un très grand nombre de nos politiques fondées sur le principe que le père travaille et la mère s'occupe des enfants et de la famille. Ce n'est plus le cas.

Mme Browes: Je vous remercie de votre exposé et j'espère que le dévouement et la sincérité avec lesquels vous oeuvrez porteront leurs fruits à l'Île-du-Prince-Édouard.

Mme Crane: Merci.

Le président: Roger Clinch, député de Gloucester.

M. Clinch: Merci, monsieur le président. Je sais que votre exposé porte principalement sur les pensions, mais il y a un aspect qui m'intéresse particulièrement; c'est celui des prestations de maternité accordées en vertu du régime

[Texte]

thoughts on that, and whether it is a problem in Prince Edward Island. Eligibility benefits for women who are pregnant, and the requirements thereof, seem to be discriminatory in the fact that it requires a different eligibility than it does for the regular person applying for UI. I wonder if that is a problem here. Have you come across it? Is your group addressing it?

• 1115

Ms Heather Irving (Executive Assistant, Advisory Council on the Status of Women): If I may speak to that, I would say that if it is a problem across Canada then it would be a problem here in Prince Edward Island. I know that the Advisory Council did some research and work on it a little while ago. We do not have that here and I do not think any of us are familiar with that. We also rely on a lot of our research to be done by the federal advisory council, but again that would be information we have in our office but we do not have here. So I think I feel pretty shaky answering specifically. I can say, though, that it is a problem in Prince Edward Island because I think other locations in Canada and other women's groups have identified it as a problem.

Mr. Clinch: I am not interested in the technical part as much as I am interested in the parochial Prince Edward Island situation. Has it come to your attention here that this is a problem, from members of your group—to the extent that maybe pensions are a problem, to the extent that your recommendation on unisex tables is a strong recommendation obviously because there are problems here and you see them that way? I just wondered if the maternity leave benefits under the UI scheme have been addressed or brought to your attention to the extent maybe that the others have been. Obviously from your answer it is not of the paramount importance the others may be. That is all I wanted to know.

Thank you.

A voice from the audience: Could I speak to that for a moment? I am from the Human Rights Commission. We get complaints on it. The problem with UIC is that they guarantee the woman 16 weeks' maternity leave. The provincial labour legislation only protects . . .

The Chairman: Excuse me; I do not want to interrupt because what you are saying is very important and therefore I want it to be part of the record. Our proceedings are taped and are produced as a *Hansard* report. Where you are speaking from it is not picked up on the recording.

Because we are going to be hearing from you next, I wonder if we could just pick up that very line of questioning in a few moments so this point, which is a very important one as Mr. Clinch has raised it, can be fully discussed and also transmitted as part of our record to the many others who follow these proceedings, if that is agreeable. Thank you.

[Traduction]

d'assurance-chômage. J'aimerais savoir si vous avez des opinions personnelles à ce sujet et si cet aspect pose un problème à l'Île-du-Prince-Édouard. Les critères d'admissibilité aux prestations de maternité semblent discriminatoires dans la mesure où ils diffèrent des critères auxquels doivent satisfaire les personnes qui demandent des prestations ordinaires d'assurance-chômage. Le problème se pose-t-il dans la province? Êtes-vous au courant? Votre groupe a-t-il étudié la question?

Mme Heather Irving (adjoine administrative, Conseil consultatif de la situation de la femme): Si vous me permettez d'intervenir, j'aimerais préciser que, si le problème existe au Canada, il existe également ici, à l'Île-du-Prince-Édouard. Je sais que le Conseil consultatif a fait récemment des recherches pour approfondir la question. Nous n'avons pas les résultats en main et je ne crois pas que nous les connaissions. Nous nous en remettons souvent au conseil consultatif fédéral pour ce qui est des travaux de recherche mais là encore, il s'agit de renseignements que nous conservons au bureau et que nous n'avons pas avec nous. J'hésite donc à vous répondre de façon précise. Je peux néanmoins affirmer que le problème existe également à l'Île-du-Prince-Édouard parce qu'il a été mis en relief dans d'autres régions du Canada et par d'autres groupes de femmes.

M. Clinch: Je m'intéresse non pas à la dimension technique de la question, mais plutôt aux aspects propres à l'Île-du-Prince-Édouard. Vous a-t-il été signalé, par les membres de votre groupe, qu'il y avait un problème, que les pensions posaient peut-être des difficultés, qu'il existe des problèmes et que vous les reconnaissez puisque vous recommandez si fortement l'adoption de barèmes unisexes? Je cherchais simplement à savoir si les prestations de maternité accordées en vertu du régime d'assurance-chômage avaient été étudiées ou portées à votre attention au même titre que d'autres questions ont pu l'être. Je conclus de votre réponse que cette question n'est pas aussi importante que d'autres peuvent l'être. C'est tout ce que je voulais savoir.

Merci.

Une voix de l'auditoire: Puis-je prendre la parole à ce sujet? Je fais partie de la Commission des droits de la personne. Nous avons reçu des plaintes à ce sujet. Le problème que pose le régime d'assurance-chômage est que les prestations de maternité sont garanties pour 16 semaines. Les lois provinciales en matière de travail ne protègent que . . .

Le président: Je m'excuse de vous interrompre, mais ce que vous dites est très important et je voudrais donc que vos propos soient notés. Nos audiences sont enregistrées et les interventions sont inscrites dans le rapport *hansard*. Vous êtes trop éloigné pour que vos propos puissent être enregistrés.

Puisque vous prendrez ensuite la parole, je me demande s'il ne serait pas possible d'attendre quelques instants afin que votre intervention, au sujet de la très importante question soulevée par M. Clinch, puisse être discutée à fond et transmise, par l'intermédiaire de notre rapport, aux nombreuses autres personnes qui suivent ces délibérations, si cela vous convient. Merci.

[Text]

Ms Crane: If I may just make one comment, Mr. Clinch, as you probably know, this area of the country is not quite in the same boat as perhaps the Province of Quebec or some of the other richer provinces in Canada. We are on the lower end of the scale, as are our sister provinces. I am thinking of Newfoundland and . . .

Mr. Clinch: New Brunswick.

Ms Crane: Yes, New Brunswick. That is true: New Brunswick much more so than Nova Scotia, let us say.

So I think when we talk about maternity benefits we have to think of what the woman is working at at the time. To qualify you have to be in the job for a year, the way I understand it. Okay, so you are there for a year. What are you basically doing? In this province on the average you are doing the same jobs as women do throughout Canada, which are the lower-paid jobs, less skill, whatever—and then doubly so when you look at the fact that we are one of the poorer provinces. What people make as cashiers in the Province of Quebec may in fact be higher. There are certainly more unions in some of the other provinces than there are here so that may again affect the wage they are getting. They are doubly hit because you can take 60% of \$12,000 a year. We may be of course worse off than the woman who gets pregnant in the Province of Quebec who is working at the same job but getting more money.

Mr. Clinch: I understand what you are saying.

Thank you.

Ms Crane: That is a whole area that is very interesting to me, too. What is the whole philosophy behind only paying 60% of the wage? I think the whole philosophy behind it was that if a woman gets pregnant that is her choice. But the philosophy should not be that. Pregnancy and reproduction is a societal function, is it not? And it is not just women who decide to get pregnant: men decide to have children, too. If we place so much emphasis on that, if we say that is a good thing, that is an important function in Canada and we want more people to do this, if we have that interest and that desire in the family unit, then why does the person get only 70%? Why can she not get 95%? Why do we not extend the benefits beyond the 17 weeks and make it available for men to take the leave, too; not the maternity leave itself, but beyond that?

• 1120

The Chairman: Thank you.

Sheila Finestone, Member of Parliament for Mount Royal.

Mrs. Finestone: Thank you very much, Mr. Chairman. You just added something to something I wanted to say.

First of all, I really want to thank you for the quality of your brief and for the succinct manner in which you have put it

[Translation]

Mme Crane: Permettez-moi d'intervenir, monsieur Clinch. Comme vous le savez probablement, les conditions à l'Île-du-Prince-Édouard ne sont pas les mêmes que celles qui existent au Québec ou dans d'autres provinces plus riches du Canada. Nous sommes au bas de l'échelle, comme le sont nos provinces jumelles. Je songe à Terre-Neuve et . . .

M. Clinch: Au Nouveau-Brunswick.

Mme Crane: Oui, au Nouveau-Brunswick, effectivement plutôt à cette province qu'à la Nouvelle-Écosse, par exemple.

Je crois que, lorsque nous examinons les prestations de maternité, nous devons tenir compte de l'emploi que la femme occupe au moment de prendre son congé. Si je ne m'abuse, il faut avoir occupé un emploi durant un an pour être admissible aux prestations. Supposons qu'il en soit ainsi. Mais de quel genre d'emploi s'agit-il? Dans cette province, en général, les emplois que les femmes occupent sont les mêmes que ceux des femmes d'autres provinces, soit les emplois moins bien rémunérés et moins spécialisés, d'autant plus que nous vivons dans une des provinces les moins bien nanties. Il est probable que les caissières sont mieux rémunérées au Québec. Il y a certainement un plus grand nombre de syndicats dans certaines autres provinces qu'ici, et ce fait peut également influencer sur les échelles de salaires. Certaines personnes sont deux fois plus désavantagées parce qu'il peut s'agir de 60 p. 100 de 12,000\$ par année. Il se peut aussi que les femmes d'ici soient plus favorisées que les femmes qui deviennent enceintes au Québec et ont des emplois comparables mais mieux rémunérés.

M. Clinch: Je comprends.

Merci.

Mme Crane: Je m'intéresse également beaucoup à cet aspect de la question. Pour quelles raisons a-t-il été décidé de verser uniquement 60 p. 100 du salaire? À mon avis, le principe fondamental est que les femmes deviennent enceintes parce qu'elles le veulent, mais il ne devrait pas en être ainsi. La maternité ou la procréation sont des fonctions sociales, n'est-il pas vrai? Les femmes ne sont pas les seules à prendre la décision; les hommes décident également d'avoir des enfants. Si nous accordons une grande importance à cela au Canada, si nous croyons qu'il s'agit d'une bonne chose, si nous voulons que plus de personnes fassent ce choix et si la famille présente un tel attrait, alors pourquoi une femme ne reçoit-elle que 70 p. 100 de son salaire? Pourquoi ne reçoit-elle pas 95 p. 100? Pourquoi les prestations ne sont-elles pas versées pour plus de 17 semaines et pourquoi les hommes ne pourraient-ils pas prendre un congé aussi, et je ne parle pas seulement du congé de maternité.

Le président: Merci.

Sheila Finestone, député de Mont-Royal.

Mme Finestone: Merci, monsieur le président. Vous venez d'apporter des précisions à ce que je voulais dire.

Tout d'abord, j'aimerais vous remercier d'avoir présenté un exposé de qualité faisant état, avec concision, de nuances entre

[Texte]

together and have underscored the difference between political philosophy, political rhetoric and reality in the law. I think that is essentially what you have pointed out. If, in essence, we wish to assure equality and non-discrimination as a principle and as enunciated in section 15 with equal impact of the law, then I think we have to look at our fiscal policy in a much more responsible way. You pointed it out quite well, and I have been saying it for many years. In fact, Patrick and I had this discussion as short a time ago as this morning.

My view is that, until such time as we change our policy and recognize, through our fiscal structure, that the family is not the family of traditional husband and wife and two children and a white cottage with a picket fence, but that you have a large variety of singles, married, divorced, separated and those who choose to live together without benefit of marriage, the impact in your fiscal policy on all these lifestyles has a very serious impact on the face of poverty, which is women in older years. That is the key.

The other thing you have pointed out is that we have in our present laws discrimination based on age, based on sex, based on family status and based on marital status, and each one of those discriminatory factors is basically related to economics and fiscal policy. We must address those in a very constructive way. I hope many of those areas will be addressed. They are complicated, as you well understand, and in the way you presented it you took a most complex problem and made it understandable to the public.

I would like to deal with a couple of areas, but in particular, let us look at your homemaker's pension. It is something that—I agree with Pauline—has been on our list of women's needs now since we really started to look at it, from the Bird Commission, the Royal Commission on the Status of Women, where women's issues started really to be enumerated as a shopping list of basic and fundamental needs.

One of our own problems is that we have had at least 35% women in the work force full-time for a long time, who are earning, as you pointed out, let us say, 60% differential. But the full-time woman says: If I work full-time but I am also working full-time in a compressed amount in my home, are you going to allow me that make-up 60% loss as a full-time worker and then as a full-time homemaker? Am I going to be able to contribute as well to the homemaker's plan? It is a question, and how do you do it fiscally? We are now talking about the reality of legal fiscal policy.

So that has to be addressed when you are looking at the homemaker's pension. How do you account for the full-time working woman who also is the homemaker, and how do you account for the full-time homemaker who is not earning dollars in the marketplace but is earning dollars in terms of the GNP of this country? If she were the housekeeper of the man next door, would she be getting the kind of support and

[Traduction]

la philosophie politique, la rhétorique politique et les réalités de la loi. Je crois qu'il s'agit du fondement de votre exposé. Si nous voulons assurer le respect du principe de l'égalité et de la non-discrimination tel qu'il est prévu dans l'article 15 et faire en sorte que la loi s'applique à tous de façon équitable, nous devons, à mon avis, examiner notre politique fiscale de façon plus sérieuse. Vous l'avez signalé de façon claire et je suis de cet avis depuis de nombreuses années. De fait, Patrick et moi en discussions ce matin même.

A mon avis, jusqu'à ce que nous ayons modifié notre politique afin que notre régime fiscal tienne compte du fait que la famille ne correspond plus à la conception traditionnelle, soit le père, la mère et les deux enfants vivant dans une petite maison blanche entourée d'une clôture, mais que la composition des ménages est maintenant très variée, soit des célibataires, des couples mariés, des personnes divorcées ou séparées et des couples non mariés, cette politique fiscale aura une très grande incidence sur le mode de vie de ces personnes et sera un facteur déterminant de la pauvreté dans laquelle vivront les femmes plus âgées. Cet aspect est d'une importance capitale.

Vous avez également signalé le fait que les lois en vigueur contiennent des dispositions discriminatoires sur le plan de l'âge, du sexe, de la situation familiale et de l'état matrimonial et que ces formes de discrimination sont étroitement liées à la politique économique et fiscale. Nous devons les examiner de façon très constructive. J'espère que nous les étudierons. Ces questions sont très complexes comme vous le savez très bien, mais vous les avez présentées de façon telle que le public est en mesure de les comprendre.

J'aurais quelques remarques à faire au sujet de certaines d'entre elles, notamment au sujet des pensions pour les ménagères. Cette question, je suis d'accord avec Pauline, est inscrite sur notre liste des besoins des femmes depuis que nous nous penchons vraiment sur les problèmes des femmes, depuis la Commission Bird, la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme, où les revendications des femmes ont été dressées en une liste de besoins fondamentaux.

Une des difficultés qui se posent est que, depuis très longtemps, au moins 35 p. 100 des femmes travaillent à plein temps, comme vous l'avez souligné, et gagnent un salaire accusant un écart de 60 p. 100, supposons. Pour la femme qui travaille à plein temps, la question est la suivante: si j'occupe un emploi à plein temps et si je travaille également à plein temps à la maison pour un salaire moindre, me permettrez-vous de recouvrer la perte de 60 p. 100 en qualité de travailleuse à plein temps sur le marché du travail et à la maison? Est-ce que je pourrai également participer au régime qui s'adresse aux ménagères? La question se pose et il s'agit de déterminer les réponses possibles du point de vue fiscal. C'est ici qu'entre en jeu la réalité de la politique fiscale.

Il faut donc examiner cet aspect lorsque nous étudions la possibilité de verser des pensions aux ménagères. Comment tenir compte de la femme qui travaille à plein temps mais est aussi une ménagère, et de la ménagère à plein temps qui ne perçoit pas de salaire mais contribue néanmoins au produit national brut du pays? S'il s'agissait de la femme de ménage de l'homme d'à côté, serait-elle rémunérée pour son rôle de

[Text]

financial remuneration as a domestic, or as a professional nurse, or as a psychologist, or whatever her skills are that are used as the homemaker? There is a whole series of dimensions that must be looked at in terms of the homemaker's pension.

• 1125

I do not know if you would like to comment on how we would as a committee—very supportive of what you have said, very insistent that a homemakers' pension be incorporated into our fiscal policy—do that. Have you some recommendations with respect to how one should be looking at the double role of the woman full-time worker, the woman part-time worker, the woman no-time worker in the marketplace and how to reconcile all that in a homemakers' pension?

Ms Crane: I will make a comment, and then I think Heather Irving will want to make a comment, too.

I can see that you, as a politician coming out here, are looking at it as a politician.

Mrs. Finestone: I am a brand new politician.

Ms Crane: Oh, I think you have been around for a long time in politics. I mean, that is what we hear down here, anyway.

Mrs. Finestone: September 4 will be my first year in office, but I certainly have been politically aware, as you have.

Ms Crane: I have some friends in the Province of Ontario who told me about you some time ago. They said that you have been involved in politics for a long time. I do know, though, this is your first round in the House of Commons.

I had not addressed my mind, to be quite honest, to this notion. As a matter of fact, this is the first time I have heard this notion of a full-time working woman, plus being a full-time homemaker, and how do you figure that out. I guess what I was worried about, and thinking about, first and foremost is the woman who has been at home and who stays at home on a full-time basis, like my mother, for instance, and people like that who have brought up a large family and are at home all the time and are not in the paid labour force. I guess I was thinking of those people more so than the new woman, or the realities for women in 1985, who is doing two jobs. I have never addressed my mind to that, so I cannot fairly comment at this point.

In terms of fiscal policy, I guess that is where we rely on you people. We see our function as coming here and explaining to your group the way Canadian society in this neck of the woods, so to speak, is feeling, what the issues are, what our concerns are, and where we want some changes. I guess what we do is then look to you people, rightly or wrongly so. We do not deal in fiscal policy and stuff like that.

[Translation]

ménagère, d'infirmière professionnelle ou de psychologue ou pour les autres connaissances qu'elle utilise? Toutes ces dimensions doivent être analysées dans le cadre de l'examen des pensions pour les ménagères.

Peut-être aimeriez-vous faire des recommandations sur la façon dont le Comité pourrait inclure dans la politique fiscale du gouvernement une pension pour les ménagères puisqu'il appuie de tout coeur votre position et est très en faveur d'une telle disposition. Aimeriez-vous formuler des recommandations au sujet de la façon d'examiner le double rôle sur le marché de la femme qui travaille à plein temps, de la femme qui travaille à temps partiel et de la femme au foyer, et de la façon de concilier tous ces éléments dans une pension pour les ménagères?

Mme Crane: Oui, j'ai un mot à dire et je pense que Heather Irving voudra ensuite faire une observation.

Je peux constater que vous, qui faites carrière dans la politique, examinez la question d'un point de vue politique.

Mme Finestone: Je suis une nouvelle venue dans le monde politique.

Mme Crane: Oh, je pense que vous faites de la politique depuis longtemps. Je veux dire que telle est la rumeur qui nous a été rapportée ici du moins.

Mme Finestone: Je célébrerai le 4 septembre mon premier anniversaire en politique, mais j'ai certainement été sensibilisée au domaine politique avant, tout comme vous.

Mme Crane: Certains de mes amis, qui habitent dans la province de l'Ontario, m'ont parlé de vous il y a quelque temps. Ils m'ont dit que vous faisiez de la politique depuis longtemps. Je sais cependant que vous siégez pour la première fois à la Chambre des communes.

Pour être honnête, je n'ai pas réfléchi à cette question. Pour tout dire, c'est la première fois que j'entends parler de la situation d'une femme qui travaille à plein temps et qui est en plus une ménagère à plein temps, et du traitement qui doit lui être accordé. Je me préoccupais d'abord et avant tout de la femme qui est demeurée à la maison et qui reste à la maison tous les jours de la semaine, comme ma mère, par exemple, et des femmes comme celles-ci qui ont élevé une famille nombreuse, qui restent à la maison tout le temps et qui ne font pas partie de la population active rémunérée. Je pensais davantage à ces femmes qu'à la nouvelle femme ou qu'aux réalités auxquelles font face les femmes en 1985, les femmes qui ont deux emplois. Comme je ne me suis jamais arrêtée à cette question, je ne peux en toute honnêteté faire des commentaires.

Pour ce qui est de la politique fiscale, nous devons nous en remettre à vous. D'après nous, notre rôle est de venir vous expliquer la façon de penser de la population canadienne qui habite ce coin de pays, et quelles sont les questions en litige, quelles sont les préoccupations de la population et les points qui doivent, à ses yeux, être changés. J'imagine que nous

[Texte]

Mrs. Finestone: I really was not in a sense saying to you that you must come up with the answers. What I was saying to you is that in our consultative role and then the next step, which is the writing of our recommendations, it is very important for you as a society, and certainly the advisory councils who have been eminently helpful right across the board, to be well aware of the fact that even with the best of good will and good intent, it is often difficult to formulate the kind of policy that will meet all the necessary criteria in a society. And second, it is important to remember that there has been a tremendous evolution as we are meeting this new shopping list of needs for women; that economic independence will certainly come about when we find the mechanisms to move into those areas that have created this tremendous inequality.

And we are addressing it. But I am saying to you that it is not easy.

Just take a look at it. If you get CPP 25% of what your total earnings are, and then if you are widow you get 60% of the 25%, just how do you live on that kind of thing? It is extremely difficult.

Ms Crane: Let us go a bit further on that point about the 60%.

Mrs. Finestone: Yes. And do not forget about the drop out.

Ms Crane: The 60% of the 25%, what is the rationale behind that?

Mrs. Finestone: I do not know. I think it is ridiculous!

Ms Crane: It is harder for one person to get by in terms of paying all the bills than it is for two. The philosophy behind it must be: Oh, it is just his wife.

Mrs. Finestone: That is right.

Ms Crane: Is that not it? It must be that. What else would it be?

Mrs. Finestone: I do not know. First of all, it is not pegged to the average industrial wage, which was the way it was perceived to have been. That is the first problem. So you need to increase the CPP potential for replacement of income, because the whole objective in the work force is in order to have continuity of a lifestyle that you prepare and plan. I think that is an obligation and responsibility of the individual in society. They do not only get benefits, they have responsibilities. They do not only get benefits, but they have responsibility to be able to plan to replace their income. Certain parts of that replacement of income comes—as you have enunciated—from a variety of different programs, so that upon retirement—at the time of your choice—you have responsibly prepared for the replacement of that income. However, if the principle was not arrived at properly, then you have a double-barrelled problem.

[Traduction]

comptons en fait sur vous, à tort ou à raison. Nous ne connaissons rien à la politique fiscale et aux choses de ce genre.

Mme Finestone: Je ne voulais vraiment pas dire que vous devez nous fournir toutes les réponses. Simplement, tant durant les consultations que durant l'étape suivante, c'est-à-dire la rédaction de nos recommandations, il est très important que vous, qui représentez la société, et bien sûr les conseils consultatifs qui nous ont été systématiquement d'une aide précieuse, soyez bien conscient du fait que même avec la meilleure volonté et les meilleures intentions du monde, il est souvent difficile d'élaborer une politique qui satisfera à tous les critères établis dans une société. De plus, il est important de se rappeler en examinant cette nouvelle liste des besoins des femmes que la société a connu une évolution fantastique; que l'indépendance économique sera certainement une réalité quand nous mettrons au point les mécanismes qui nous permettront d'intervenir dans les secteurs qui sont à l'origine de cette monstrueuse inégalité.

Nous nous penchons sur la question. Mais je vous dis que cela n'est pas facile.

Jetez un coup d'oeil sur ces statistiques. Si la pension versée en vertu du RPC s'élève à 25 p. 100 de la rémunération totale du travailleur, et si vous êtes veuve, vous ne touchez que 60 p. 100 du 25 p. 100. Comment survivre avec si peu? Cela est extrêmement difficile.

Mme Crane: J'aimerais que l'on examine la question du 60 p. 100 plus à fond.

Mme Finestone: D'accord. Et n'oubliez pas que certaines femmes se sont retirées du marché du travail pendant une période donnée.

Mme Crane: Quel raisonnement sous-tend la formule du 60 p. 100 du 25 p. 100?

Mme Finestone: Je l'ignore. Je pense que cela est ridicule!

Mme Crane: Il est beaucoup plus difficile pour une personne seule que pour un couple de s'en sortir et de payer toutes les factures. Les auteurs d'une telle formule ont dû se dire qu'il s'agissait seulement de la conjointe.

Mme Finestone: C'est juste.

Mme Crane: N'est-ce pas? Cela doit être cela. Quel autre raisonnement pourrait expliquer un tel calcul?

Mme Finestone: Je l'ignore. Premièrement, la pension n'est pas indexée au salaire industriel moyen, comme on pensait qu'il l'avait été. Voilà le premier problème. Il faut d'abord augmenter la capacité du RPC à remplacer le revenu, parce que la participation au marché du travail a pour unique objectif de permettre à une personne de conserver le mode de vie qu'elle a prévu. Toute personne dans la société doit assumer cette responsabilité. Les travailleurs ne retirent pas que des avantages, ils ont des responsabilités. Ils ne retirent pas que des avantages, ils ont la responsabilité de veiller à trouver d'autres sources de revenu. Comme vous l'avez dit vous-même, il est possible de souscrire à de multiples programmes, de sorte qu'au moment où vous aurez choisi de prendre votre retraite, vous aurez pris de façon responsable les mesures nécessaires pour remplacer votre revenu. Cependant, si vous n'avez pas

[Text]

Time if of essence and I cannot go on forever, although I really would like to. This is an area that I feel we have lacked presentation on, so I am really pleased that you have brought it to our attention. The mere fact that you have now said there is a \$3,000 minimum disparity between men and women working full-time because of a number of social and economic factors... you asked if that was fair. You asked if it was fair, given the fact that you put a crown of glory on a woman and put her on a pedestal rhetorically, when the reality is that she wears a crown of thorns—not the crown of rubies—in her elder years. I do not think it is.

There is one last point on which I would like to ask for clarification from you. On pages 6, 7 and 8, I had umpteen questions, so let me just see what it was. Are you not satisfied with the child care drop-out provisions that are 15% of your earnings which you are allowed to deduct? I had found that rather fair. In the calculation of your pensions—because you are talking about women and pensions—women are allowed an additional 15% in calculation. You have calculated over 40 years; am I correct? Men and women are entitled to 15% drop-out or 15 years of drop-out to get their best average, and then your CPP is determined, based on that. Women, over and above men, have an additional 15% drop-out for the child-bearing years. Is it your observation that this is not sufficient? You do talk on page 7 about your child care drop-out provision.

Ms Crane: Yes, and I guess the only point that we were making there is... you know, it was certainly an attempt to recognize what women were doing and the contribution they were making in terms of child-rearing. What we were saying is it only works and it only helps those women who have a labour force attachment. This is the only point we were making.

Mrs. Finestone: Very good, that was the point because I felt there was discrimination there based on family status and not marital status, and I felt that there was an additional fairness in equity because we had the protection of the drop-out clause. It was a matter of not fully understanding what you were saying.

On my last question, I had understood that there was a change on the disqualification if you remarried and I had thought you now had the right to your pension upon remarriage. Is this something about which perhaps I am misinformed?

[Translation]

bien préparé votre retraite, vous devez alors faire face à un problème à double tranchant.

• 1130

Le temps nous est précieux et je ne peux parler indéfiniment, même si je le voudrais. Voilà une question dont nous n'avons pas, à mon avis, suffisamment parlé. Il me fait donc grand plaisir de voir que vous l'avez portée à notre attention. Vous venez de préciser qu'il existe un écart d'au moins 3,000\$ entre les revenus des hommes travaillant à plein temps. Et ce, à cause de nombreux facteurs sociaux et économiques... vous avez demandé si cela était juste. Vous avez posé cette question, compte tenu du fait que vous entourez de gloire une femme et la placez sur un piédestal pour l'effet, tandis qu'en réalité, elle porte une couronne d'épines, non pas une couronne de rubis, plus elle avance en âge. Selon moi cela n'est pas juste.

J'aimerais vous demander des précisions au sujet d'un dernier point. J'ai, je ne sais combien de questions à poser au sujet des pages 6, 7 et 8; laissez-moi un peu de temps pour mettre de l'ordre dans mes idées. N'êtes-vous pas satisfaite des dispositions relatives au retrait du marché du travail dans le but d'élever des enfants? En vertu de ces dispositions, vous êtes autorisée à déduire 15 p. 100 de votre salaire. Je pensais que cela était plutôt juste. Dans le calcul de vos pensions, puisque vous parlez des femmes et des pensions, les femmes ont le droit de déduire encore 15 p. 100. Votre calcul couvre 40 ans, n'est-ce pas? Dans le calcul de leur salaire moyen le plus élevé, les hommes et les femmes ont le droit de tenir compte d'une période de retrait du marché du travail de 15 p. 100 ou de 15 années. Leur pension en vertu du RPC est ensuite fixée d'après le résultat de ce calcul. En outre, les femmes peuvent soustraire encore 15 p. 100 pour tenir compte de la période pendant laquelle elles ont élevé leurs enfants à la maison. Estimez-vous que cela n'est pas suffisant? Vous proposez à la page 7 une disposition relative au retrait du marché du travail pour élever les enfants.

Mme Crane: Oui, et je pense que nous voulions simplement souligner... vous savez, nous avons certainement essayé de reconnaître ce que les femmes accomplissent et leur contribution pour ce qui est d'élever les enfants. Ce que nous voulions dire en fait, c'est que cette disposition n'aide que les femmes qui font partie de la population active. Nous voulions faire ressortir uniquement ce point.

Mme Finestone: Très bien, je vois votre point de vue. Je vous ai posé cette question parce que, à mon avis, votre disposition prête à une discrimination fondée sur la situation familiale et non pas sur l'état matrimonial et que la protection offerte par la disposition relative au retrait du marché du travail était un gage supplémentaire de justice et d'équité. Je ne saisisais pas bien votre position.

A propos de ma dernière question, j'avais compris que les modalités d'exclusion étaient changées si une femme se remariait et je pensais qu'une femme conservait le droit de toucher sa pension après s'être remariée. Suis-je mal renseignée à ce sujet?

[Texte]

Ms Crane: I understood that it had not been changed, that if you remarry, you lose it—but I could be wrong. Perhaps that is one of the reforms which is coming through in September.

Mrs. Finestone: I know that it was in Lalonde's budget and I felt that it had gone through, so I am glad you brought it back. I will be very pleased to check it out again.

I agree with your wrap-up: the Canada Pension Plan, the spousal allowance to be non-discriminatory—not based on status but to be based on economic need—pension credit splitting and the unisex mortality table where it is a political decision.

The United States indicated to us that political decision. Black people had an earlier mortality in Canada; natives and other people had a lower mortality. I think the fact that although you have more women who live longer and more men who die earlier, but that the bulk—75%—have the same length of time of life is what has to be considered.

I thank you very much for the four particular points and your general overall presentation.

Ms Crane: Thank you.

Ms Irving: Thank you.

The Chairman: Thank you all very much for being with us this morning.

Mrs. Finestone: Mr. Chairman, I want to thank you for the grace of time.

The Chairman: Thank those who have been here and are impatiently waiting for their scheduled turn which . . .

Ms Ruth Powers (Member, Advisory Council on the Status of Women): It may not be in line really with what—although it is in a sense.

• 1135

I think the reason our homemakers are being neglected is because we are not paying enough attention to families in general. You know, we are all very prone to saying the family is the basic unit of society, but are we doing anything to help that unit of society? I think there was a time when government gave \$3,000 for the home—those who were starting for their first new home. That was so popular that it had to be discontinued.

My daughter is a real estate agent, and I happened to ask her the other day why we are not seeing new bungalows going up. We do see the odd very large house going up. She said you will have to recognize that we are almost getting to the point

[Traduction]

Mme Crane: Pour ma part, j'avais saisi que ces modalités n'avaient pas été révisées, que si une femme se remariait, qu'elle perdait sa pension, mais je peux me tromper. Il s'agit peut-être d'une des réformes qui entreront en vigueur en septembre.

Mme Finestone: Je sais qu'une telle disposition faisait partie du budget de M. Lalonde et je pensais qu'elle avait été adoptée. Je suis donc heureuse que vous l'ayez mentionnée. Je vérifierai cette question avec plaisir.

Je suis d'accord avec votre résumé: le Régime de pensions du Canada, l'allocation de conjoint ne doit pas être discriminatoire, c'est-à-dire qu'elle ne doit pas être fondée sur la situation mais sur les besoins économiques, la répartition des crédits de pension et les tables de mortalité unisexes, là où une décision politique a été prise en ce sens.

Les États-Unis nous ont fait part de cette décision politique. Les noirs mouraient plus jeunes au Canada; les autochtones et d'autres ethnies avaient un taux de mortalité plus bas. Je pense que, même si un nombre plus élevé de femmes vivent plus longtemps et qu'un nombre plus élevé d'hommes meurent plus jeunes, il faut d'abord et avant tout considérer le fait que la majeure partie de la population, soit 75 p. 100, vivent le même nombre d'années.

Je vous remercie beaucoup d'avoir porté à notre attention ces quatre points précis et je vous remercie également pour votre exposé général.

Mme Crane: Merci.

Mme Irving: Merci.

Le président: Je remercie beaucoup toutes les personnes présentes d'avoir assisté à l'audience ce matin.

Mme Finestone: Monsieur le président, je vous remercie de nous avoir accordé tout ce temps.

Le président: Remerciez les personnes qui se sont présentées ici ce matin et qui attendent impatiemment que nous leur donnions l'occasion de faire connaître leur point de vue . . .

Mme Ruth Powers (membre du Conseil consultatif de la situation de la femme): Cela ne s'accorde peut-être pas vraiment avec ce que nous avons pensé, bien que si, en un sens.

Je pense que la raison pour laquelle les femmes au foyer sont négligées, c'est que nous ne portons pas suffisamment d'attention à la famille en général. Vous savez, nous sommes tous enclins à dire que la famille est l'unité de base de la société, mais faisons-nous quelque chose pour venir en aide à cette unité de la société? Je pense qu'il fut une époque où le gouvernement donnait 3,000\$ pour la maison—c'est-à-dire à ceux qui s'établissaient dans leur premier nouveau domicile. Cette mesure a été si populaire qu'il a fallu l'abolir.

Ma fille est agent immobilier et il m'est arrivé l'autre jour de lui demander pourquoi nous ne voyons plus de nouveau bungalows en construction, tandis que nous voyons encore à l'occasion se construire de très grosses demeures. Elle m'a

[Text]

where there are two kinds of people in our society, those who are very well off and those who cannot afford even to build a bungalow.

I think the government itself is not helping out any; they are not recognizing the value of the family, and in that sense they are certainly not recognizing the woman who stays home to bring up her family. I feel many things could be done. The maternity benefit should be extended for a year at least, because this separation of child and mother at about four to six months is traumatic for both of them. We are certainly not recognizing what that mother is doing for the future of her family by making that tremendous sacrifice of staying home.

I think we need a lot of education to have us recognize families. I notice one movement was made the other day in the paper, where the St. John Ambulance is giving courses for mothers who are staying home and those who will take children into their homes.

I wanted to make that point, because I think until we recognize the value of mothers in the home and the value of families and the necessity of encouraging our government to do something more for families, then we are still going to be in the same position and that mother is going to be in the same position.

The Chairman: We appreciate having those additional comments. Again, thank you all for the very fine submission to us this morning.

Ladies and gentlemen, I would now like to call on the chairman of the P.E.I. Human Rights Commission, Mr. Allan S. MacDonald, and the executive director, Thomas Klewin, to come forward. We are looking forward to hearing from the Human Rights Commission. I thank you for having provided us already with a copy of your submission, entitled *Reflections on Equality in Canada*.

Our format, as you have had a chance to well observe during your waiting period, is to invite you to speak to the issues that are raised, as you see it, in light of section 15, then with time permitting have some questioning from the Members of Parliament on the committee. So welcome.

Mr. Clinch: Is it your intention to read the brief, Mr. MacDonald? We have had an opportunity to read it. I would like to sit here and dialogue with you on human rights in the island. I have had an opportunity to read your brief. We can have it read into the record if it is the case that you would like to highlight it, rather than go through the brief as it is.

[Translation]

répondu que je devais admettre que nous arrivions presque au point où il n'y a plus que deux catégories de personnes dans notre société, celles qui sont très à l'aise et celles qui n'ont même pas les moyens de se faire construire un bungalow.

Je pense que le gouvernement lui-même ne vient en aide à aucune personne au foyer; il ne reconnaît pas la valeur de la famille et, en ce sens, il ne reconnaît certainement pas la femme qui reste à la maison pour élever sa famille. J'estime que beaucoup de choses pourraient être faites. La durée des prestations de maternité devrait être portée à un an au moins, parce que le fait de séparer l'enfant de sa mère au bout de quatre ou six mois est traumatisant pour les deux. Nous ne reconnaissons sûrement pas ce que cette mère fait pour l'avenir de sa famille en faisant cet énorme sacrifice de demeurer à la maison.

Je pense qu'il va falloir créer beaucoup de programmes d'éducation pour nous faire reconnaître l'existence de la famille. J'ai pris connaissance l'autre jour dans le journal d'une initiative qui avait été entreprise en ce sens, il s'agit de la Société d'ambulance St-Jean qui donne des cours aux mères qui demeurent à la maison et aux personnes qui garderont des enfants dans leurs maisons.

J'ai voulu relever ce point, parce que je pense que tant que nous n'aurons pas reconnu la valeur des mères au foyer et la valeur de la famille et tant que nous n'aurons pas reconnu la nécessité d'inciter notre gouvernement à faire plus pour les familles, rien ne changera et la situation des mères demeurera inchangée.

Le président: Nous vous sommes reconnaissants de ces commentaires additionnels. Encore une fois, merci à vous tous pour le très bon exposé que vous nous avez présenté ce matin.

Mesdames et messieurs, je voudrais maintenant inviter le président de la Commission des droits de la personne de l'I.-P.-E., M. Allan S. MacDonald et le directeur administratif, M. Thomas Klewin, à se présenter. Nous sommes impatients d'entendre les commentaires de la Commission des droits de la personne. Je vous remercie de nous avoir déjà fait parvenir une copie de votre mémoire intitulé *Reflections on Equality in Canada*.

Notre façon de procéder, comme vous avez eu la chance de vous en apercevoir pendant que vous attendiez, est la suivante: nous vous invitons à parler des points soulevés, comme vous le voyez, par les discussions au sujet de l'article 15, puis si le temps le permet, les députés qui sont membres du comité poseront quelques questions. Sur ces mots, nous vous souhaitons la bienvenue.

M. Clinch: Avez-vous l'intention de nous lire votre exposé, monsieur MacDonald? Nous avons déjà eu l'occasion de le lire. Je voudrais m'asseoir et dialoguer ici avec vous au sujet des droits de la personne dans l'île. Nous avons déjà eu l'occasion de lire votre mémoire. Si vous voulez mettre certains points en évidence, nous pouvons en faire la lecture pour les consigner dans le compte rendu, au lieu de lire le texte intégral.

[Texte]

Mr. Allan MacDonald (Chairman, Human Rights Commission of Prince Edward Island): I will give a brief summary. Thank you for the opportunity, Mr. Chairman.

This brief of ours is, I might say, rather broad and general, but it comes from a particular perspective, I guess; that is, in the quest of all of us for equality in this country, we see that while appropriate legislation is very important, other factors are similarly important—for example, to foster a broad consensus at all levels of society about the importance of the dignity of the person and the importance of people's rights. We are getting a polarization in our society at the present time. We are getting a certain backlash against human rights showing up more in some provinces than in others and our contention is that in addressing these matters we always have to go to these roots. That is what we attempted to do in the first part. It is there for you to read. Then, in looking at the problem of how to realize equality in this society we say that obviously legislation is important. That is brought out, I suppose, in just what we have seen here this morning, these various examples of particular issues where legislative changes can be important.

• 1140

Likewise, we wish to stress the education of our citizens in this area and in their rights. We have some empirical research which we have quoted and a copy of which we will leave with you. It is a study conducted a couple of years ago. From it we conclude that the understanding of citizens in this province with regard to their rights, their means of recourse, various agencies of recourse available and that type of thing were not much more than minimal. I have shared this conclusion with other human rights people across the country and they believe it is the pattern in other provinces as well.

So where some of our problems are coming from is we feel in this lack of knowledge with regard to human rights.

Another factor is that in the present human rights tradition there is this disparity between the equality rights, the basis of discrimination, and the socio-economic rights of people in a society. We submit that we cannot impress people with our concern for equality where there are such wide and grave discrepancies on a socio-economic level. We cannot have a sort of calculus whereby we accept 1.5 million unemployed; accept the fact so many people are very poorly paid, if employed; that various other benefits are limited and not accessible to them. We feel that it is the seeking to bring about the equality on this level that then makes sense of a whole trust for equality.

[Traduction]

M. Allan MacDonald (président, Commission des droits de la personne de l'Île-du-Prince-Édouard): Je ferai un bref résumé. Merci pour l'occasion que vous m'offrez, monsieur le président.

Notre mémoire est, si je peux dire, plutôt vaste et général, mais il part d'un point de vue bien précis, je suppose, à savoir que, dans notre recherche à tous de l'égalité dans ce pays, nous estimons, tout en admettant qu'une loi appropriée est très importante, qu'il y a d'autres facteurs qui sont tout aussi importants—comme, par exemple, de faire en sorte qu'on en arrive à un consensus à tous les niveaux de la société au sujet de l'importance de la dignité de la personne et de l'importance des droits de la personne. Nous sommes en train à l'heure actuelle de créer une polarisation dans notre société. Les droits de la personne suscitent des réactions négatives, plus dans certaines provinces que dans d'autres, et nous soutenons qu'en examinant ces questions, nous devons toujours aller au fond du problème. C'est ce que nous avons tenté de faire dans la première partie. C'est là pour que vous le lisiez. Ensuite, en examinant le problème de la façon d'assurer l'égalité; pour tous dans cette société, nous disons que, de toute évidence, les lois sont importantes. C'est ce qui ressort, je suppose, de ce que nous avons entendu ici ce matin, c'est-à-dire des divers exemples de points précis ou des modifications aux lois peuvent être importantes.

De même, nous voulons insister sur l'éducation de nos citoyens dans ce domaine et dans celui de leurs droits. Nous avons procédé à quelques recherches empiriques dont nous avons cité quelques-uns des résultats et dont nous vous laisserons une copie. Il s'agit d'une étude réalisée il y a deux ans. À partir de cette étude, nous concluons que les connaissances des citoyens de cette province concernant leurs droits, leurs moyens de recours, les divers organismes de recours auxquels ils peuvent faire appel et toutes les autres questions se rapportant à ce domaine n'étaient pas beaucoup plus que minimales. J'ai fait part de cette conclusion à d'autres personnes qui s'intéressent aux droits de la personne un peu partout au pays et elles m'ont dit qu'elles estimaient que c'était la même chose dans leurs provinces.

C'est pourquoi nous pensons qu'une bonne partie de nos problèmes réside dans ce manque de connaissances à propos des droits de la personne.

Un autre facteur, c'est que dans la tradition actuelle des droits de la personne, il y a cette disparité entre les droits à l'égalité—la base de la discrimination—et les droits socio-économiques des individus dans une société. Nous sommes d'avis que nous ne pouvons susciter un intérêt chez les gens avec nos préoccupations concernant l'égalité dans ce contexte où les différences au niveau socio-économique sont aussi grandes et aussi profondes. Nous ne pouvons aboutir à une sorte de calcul par lequel nous acceptons qu'il y ait 1,5 million de chômeurs, qu'il y ait tant de personnes mal payées, dans le cas où elles ont un emploi, que divers autres prestations soient limitées et impossibles à obtenir par ces gens-là. Nous estimons qu'il faut commencer par chercher à créer l'égalité à ce niveau

[Text]

A point that we sought to make here concerns the organization of society. From experience, from observation, one of the guarantees, we believe, of human rights and equality is that people be able to participate in the various groupings, these various intermediate groupings, between the person and the state. What we are saying is that in our whole political philosophy we need to address this. The previous speaker reflected on the important significance of the family. What we are saying is that the family, various associations, unions, organizations, ethnic groups or what have you, are all important in this Canadian mosaic in making for the realization of rights.

Finally, we have addressed the topic that for equality and for people to appreciate this, they must see a sort of congruence, a symmetry, a harmony between what are articulated ideals and the realities. What I have mentioned before about the socio-economic factor is... put put it this way: it is difficult to convince people about equality when their opportunities in the economy are minimal or non-existent.

• 1145

On another level, where we say that there is the lack of this, people would have a sense, I believe, that these rights are not real or meant for them. If we reflect briefly on it, there is, as it were, the ability to obtain legal aid counsel, particularly in civil cases. For some people, this is hardly existent at all. They simply cannot afford this, and therefore they cannot take redress against various forms of injustice.

We thought we would discuss and set forth these matters on these levels. We feel that the pursuit of equality is a manifold trust, and legislation is one part. We feel these other things will help both to convince legislators of the importance of legislation to realize human rights and also to support such legislation.

The Chairman: Well, Mr. MacDonald, I want to say at the outset that your approach is much appreciated. It is an erudite approach to recognizing that all of the specifics we are talking about, when it comes to legal protection and legal rights, cannot be viewed in some vacuum or some distended atmosphere. They have to be viewed hand in hand with social justice and the position in which Canadians find themselves in terms of their economic and social standing as well as what rights they may have in a legal context. I think it is going to give us an opportunity to come back now to place a lot of the specific things that we have heard in the broader context. I know that Roger Clinch has urged that you save some time so that he could dialogue more extensively with you on some of these points. So we will begin with Mr. Clinch.

[Translation]

si on veut que notre recherche globale de l'égalité rime à quelque chose.

Un autre point que nous voulons soulever ici concerne l'organisation de la société. De notre expérience, de nos observations, nous avons été amenés à croire qu'une des garanties du respect des droits de la personne et de l'égalité, c'est que les gens puissent avoir leur mot à dire dans divers groupes, soit ces divers groupes qui servent d'intermédiaires entre l'individu et l'État. Ce que nous disons, c'est que nous devons aborder cette question dans le cadre de notre philosophie politique globale. L'intervenant précédent a mentionné l'importance de la famille. Nous, ce que nous disons, c'est que la famille, les associations les plus diverses, les syndicats, les organismes, les groupes ethniques et je ne sais quoi encore ont tous dans cette mosaïque canadienne un rôle important à jouer dans la jouissance des droits.

Pour terminer, nous avons conclu notre exposé en exprimant l'idée que pour obtenir l'égalité et pour que les gens se rendent compte des facteurs en jeu, ils doivent voir une sorte de congruence, une symétrie, une harmonie entre des idéaux et la réalité. Ce que j'ai mentionné précédemment au sujet du facteur socio-économique, c'est que... si je peux m'exprimer ainsi, il est difficile de convaincre les gens que l'égalité est réalisable lorsque leurs chances dans la structure économique sont minimes sinon inexistantes.

Par ailleurs, lorsqu'on en souligne l'absence, les gens auraient l'impression, je crois, que ces droits sont inexistantes ou qu'ils ne sont pas visés par ceux-ci. Si l'on se penche brièvement sur cette question, on constate, pour ainsi dire, qu'il existe une capacité d'obtenir l'assistance juridique, en particulier dans les affaires civiles. Pour certaines personnes, ce recours est quasiment inexistant. Elles n'en ont tout simplement pas les moyens. Par conséquent, elles n'ont aucun recours à exercer contre les différentes formes d'injustice.

Nous avons pensé que nous allions discuter et exposer ces questions sur ces plans. Nous croyons que la recherche de l'égalité est une entreprise qui comporte de nombreux aspects. La législation constitue l'un de ces aspects. Nous pensons que les autres aspects permettront de convaincre le législateur de l'importance de légiférer en matière de droits de la personne et d'appuyer ces lois.

Le président: Bien, monsieur MacDonald, je tiens à vous dire, au départ, que nous sommes très reconnaissants de votre façon d'aborder la question. C'est un moyen très intelligent de reconnaître qu'en matière de droits et de garantie des droits, tous ces détails ne peuvent être examinés en vase clos ou dans une ambiance feutrée. Ces questions doivent être examinées de concert avec la justice sociale et la situation économique et sociale des Canadiens de même qu'avec leurs droits sur le plan juridique. Je pense que cela nous donnera l'occasion de placer bon nombre d'éléments dont nous avons pris connaissance dans un contexte plus large. Je sais que Roger Clinch vous a demandé de prendre le temps de discuter plus longuement avec lui sur certaines de ces questions. Par conséquent, je cède la parole à M. Clinch.

[Texte]

Mr. Clinch: Your colleague, I believe, wanted to elaborate a little bit on some of the claims with maternity leave as it relates to UI. I think we should afford him that opportunity now.

Mr. MacDonald: Incidentally, he is a professor of sociology, a doctor in sociology. I guess you gathered that from his brief. You mentioned that you wished a sociologist was here. We have a high-class sociologist.

The Chairman: It was more than a wish, and I am glad you mentioned it. It was a notion that perhaps a sociologist would find this entire process to be exceedingly fascinating and insightful as to what we are as a country and where we are currently tending.

Mr. MacDonald: I wish I were here all the time.

The Chairman: Well, we wish you had been, too. As a minimum, you can reread the transcripts of our hearings.

Mr. Thomas Klewin (Executive Director, Prince Edward Island Human Rights Commission): May I answer you on the maternity. First of all, we find the problem that... By the way, the charter has brought a flood of complaints. We have a staff of two, we have the smallest staff in Canada for human rights commissions. We normally handled approximately 30 complaints a year, which is more than really the two of us can handle. But since the charter has been proclaimed, we have had 21 cases come to us since April 15. So the charter has brought a higher visibility of people's rights.

In terms of the maternity benefits, one of the problems we find here is that pregnancy, for example, is not sex-related according to the Supreme Court's decision.

• 1150

So when a woman becomes pregnant she cannot use the anti-discrimination law, whether it is the charter or human rights legislation, on the basis of her sex. Unless it is specifically spelled out that pregnancy is sex-related and pregnancy illness is sex-related, it is not discrimination based on sex.

Mrs. Finestone: Is that arriving from the Stella Bliss decision?

Mr. Klewin: Yes, I think so.

Mrs. Finestone: But was there not a decision subsequent to that? Has that not been tested again?

Mr. Klewin: No, it has not been tested yet. I think Peter Cummings and a board of inquiry in Ontario ignored that decision.

Mrs. Finestone: That is right. I knew his...

[Traduction]

M. Clinch: Je pense que votre collègue avait l'intention de préciser sa pensée sur certaines propositions qui ont été faites relativement au congé de maternité en ce qui touche à l'assurance-chômage. Je pense que nous devrions lui donner cette occasion immédiatement.

M. MacDonald: Soit dit en passant, il s'agit d'un professeur de sociologie, un docteur en sociologie. Je suppose que vous l'avez constaté à la lecture de son mémoire. Vous avez mentionné que vous souhaitiez rencontrer un sociologue. Nous avons parmi nous un sociologue érudit.

Le président: C'était plus qu'un souhait et je suis content que vous l'ayez souligné. Nous pensions qu'un sociologue trouverait le processus excessivement intéressant et pénétrant pour ce qui est de notre situation en tant que pays et du contexte actuel.

M. MacDonald: J'aimerais être toujours présent.

Le président: Nous aurions aimé que vous le soyez. Vous pourriez au moins lire les transcriptions des auditions que nous avons tenues.

M. Thomas Klewin (directeur, Commission des droits de la personne de l'Île-du-Prince-Édouard): Puis-je apporter une réponse à la question du congé de maternité? Premièrement, nous estimons que cette question... Au fait, la Charte a entraîné une multitude de plaintes. Notre personnel n'est composé que de deux personnes, le plus petit personnel parmi toutes les commissions des droits de la personne au Canada. Habituellement, nous donnons suite à environ 30 plaintes par année, ce qui est beaucoup trop pour deux personnes. Toutefois, depuis la promulgation de la Charte, nous avons reçu 21 plaintes depuis le 15 avril. C'est dire à quel point la Charte a favorisé la publicité des droits de la personne.

En ce qui a trait aux prestations relatives à la maternité, l'une des difficultés tient au fait qu'en vertu de la décision rendue par la Cour suprême, la grossesse n'a rien à voir avec le sexe d'une personne.

Par conséquent, lorsqu'une femme est enceinte, elle ne peut pas faire appel aux lois édictées contre la discrimination, que ce soit la Charte ou une loi sur les droits de la personne, pour une question fondée sur son sexe. À moins qu'il soit prévu de façon précise que la grossesse est liée au sexe et que les maladies imputables à la grossesse sont liées au sexe, il ne s'agit pas de discrimination fondée sur le sexe de la personne.

Mme Finestone: Est-ce le raisonnement fondé sur la décision rendue dans l'affaire Stella Bliss?

M. Klewin: Oui, je le pense.

Mme Finestone: Mais n'y a-t-il pas eu une autre décision par la suite? Cette question n'a-t-elle pas été soulevée de nouveau devant les tribunaux?

M. Klewin: Non, elle n'a pas encore été soulevée. Je pense que Peter Cummings et une commission d'enquête de l'Ontario n'ont pas tenu compte de cette décision.

Mme Finestone: C'est exact. Je connaissais sa...

[Text]

Mr. Klewin: Yes, Peter Cummings did it. But it has not been tested in the court.

Mrs. Finestone: Okay.

Mr. Klewin: The other problem we have here on Prince Edward Island is that the labour law only guarantees the woman's job for six weeks after the birth of her child so, if she works up to four weeks before the birth of her child, if she takes her full maternity leave, the employer may fire her. That is unless there is a union agreement or the employer... It depends on the good wishes of the employer.

We had a case where an employer did this. He terminated her because he said she did not come back six weeks after the birth of her child. She was entitled to maternity leave for another six weeks. She stayed to within five weeks of the birth of her child and she wanted to take her full maternity leave and he fired her because he said she was only guaranteed six weeks. So this is provincial law which does not coincide with the UIC.

The other problem we have is that if an employer terminates a woman because she is pregnant or she has a pregnancy-related illness she goes on unemployment insurance. When she no longer becomes available for work because of her pregnancy then she is not eligible for UIC because she is not eligible to work and she is not eligible for maternity leave benefits. So you have this problem on this island because the provincial law does not coincide with the outline of the federal unemployment benefits.

Mr. Clinch: The second area I would like to address is that yesterday we met a group that talked about some civil injustice. Are you familiar with that group?

Mr. Klewin: Yes. We get an inordinate number of complaints from people who feel that in the civil process they have been done an injustice and they have no recourse. They cannot afford a lawyer; they feel the lawyer may not have adequately represented them. They come to us feeling that perhaps we can help them, and it is a legal matter. In these civil suits we get a large number of complaints from people. Some of them perhaps could be answered by an ombudsman, which the province does not have. But many of them are legal matters and they cannot afford a lawyer. Legal aid does not provide any assistance for these types of suits.

The other problem we face with family cases or child custody cases is that if they have a legal aid lawyer that lawyer is overworked; he has no staff. For example, my daughter, who lives in the United States, was injured and the lawyer used an investigator. He has an investigator on his staff to do the leg-work. The legal aid lawyer is at a disadvantage because he has no staff to help him prepare the cases in the defence of these people. So even though they can go to court through the legal process they do not have the kind of representation they ought

[Translation]

M. Klewin: Oui, Peter Cummings l'a fait. Mais la question n'a pas été soulevée devant les tribunaux.

Mme Finestone: Très bien.

M. Klewin: Nous avons un autre problème à l'Île-du-Prince-Édouard: la législation relative au travail ne garantit l'emploi d'une femme que pendant six semaines après la naissance de son enfant; par conséquent, si elle quitte son travail quatre semaines avant la naissance de son enfant et qu'elle se prévaut de son congé de maternité en entier, l'employeur peut la congédier. À moins qu'il y ait une convention collective ou que l'employeur... Cela dépend de la bonne volonté de l'employeur.

Nous avons une affaire où l'employeur avait agi de la sorte. Il l'a congédiée parce qu'il a dit qu'elle n'était pas retournée au travail six semaines après la naissance de son enfant. Elle avait droit à six autres semaines de congé de maternité. Elle avait quitté le travail cinq semaines avant la naissance de son enfant et voulait se prévaloir de tout son congé de maternité, et il l'a congédiée parce qu'à son avis, elle n'avait droit qu'à six semaines garanties. Voilà donc une loi provinciale qui ne correspond pas avec les mesures de l'assurance-chômage.

Notre autre problème, c'est que si un employeur congédie une femme parce qu'elle est enceinte ou parce qu'elle souffre d'une maladie imputable à sa grossesse, elle reçoit alors des prestations d'assurance-chômage. Lorsqu'elle n'est plus disponible pour travailler, à cause de sa grossesse, elle n'est plus admissible à l'assurance-chômage parce qu'elle n'est pas disponible pour le travail, et elle ne peut pas recevoir de prestations de maternité. Nous avons donc ce problème dans notre île parce que la loi provinciale ne correspond pas au système fédéral de prestations d'assurance-chômage.

M. Clinch: J'aimerais traiter d'une deuxième question; hier nous avons rencontré un groupe qui a parlé d'injustice au niveau civil. Êtes-vous familier avec ce groupe?

M. Klewin: Oui. Nous recevons énormément de plaintes de personnes qui estiment qu'au niveau civil, elles ont subi une injustice et elles n'ont aucun recours. Elles n'ont pas les moyens de payer un avocat ou elles croient que l'avocat ne les a pas bien représentées. Elles s'adressent à nous, croyant que nous pouvons peut-être les aider, et c'est une question juridique. Dans ces procès civils, nous recevons un grand nombre de plaintes individuelles. Peut-être qu'un ombudsman pourrait répondre à un certain nombre de ces questions, mais la province n'en a pas. Toutefois, un grand nombre de ces questions sont de nature juridique et ces personnes n'ont pas les moyens d'engager un avocat. L'aide juridique n'apporte aucun soutien dans ce genre d'action en justice.

L'autre problème relevé dans les affaires de droits de la famille ou de garde d'enfant, c'est que s'ils ont un avocat de l'aide juridique, cet avocat est débordé; il n'a pas de personnel. Par exemple, ma fille, qui réside aux États-Unis, a été blessée et l'avocat a fait appel à un enquêteur. Son personnel comprend un enquêteur engagé pour faire le travail pratique. L'avocat de l'aide juridique est désavantagé parce qu'il n'a pas de personnel pour l'aider à préparer la défense de ces personnes. Donc, même s'ils peuvent faire appel aux tribunaux, ils ne

[Texte]

to have with a full staff where you have someone to do much of the research of this kind.

Mr. Clinch: Are you familiar with the gentleman who has applied to the Bar Association?

Mr. Klewin: Yes.

Mr. Clinch: And have you pursued that?

Mr. Klewin: No, we have not. We are pursuing a case in another professional area where a Canadian citizen was denied the right to work in her profession because she received her original training outside of Canada but she has practised in Canada in other provinces for 15 years. We have that complaint and we are working on that at present.

Mr. Clinch: The particular one I mentioned is not being pursued by the commission?

Mr. Klewin: It has not been brought to our attention.

Mr. Clinch: It has not been brought to your attention?

Mr. Klewin: No. We know of it, but it has no formal complaint yet.

Mr. Clinch: Formally it has not been brought to your attention?

Mr. Klewin: No.

Mr. Clinch: That surprises me a bit because would that not appear to be the natural route in a case like that?

Mr. Klewin: It should be, yes. It could be.

Mr. MacDonald: We have a reference to this in the brief, the fact of these provincial regulations and enactments seemingly clashing with a Canadian's right to migrate from one province to another, etc. That is what we are getting at or suggesting there.

• 1155

Mr. Klewin: There is a dual problem there. One is in the professions; the other is in the mobility which we have mentioned in the charter. I come originally from the United States, and when I first came, I had more protection in applying for a job in a province than someone from a different province. Provincially, if you come from Nova Scotia to P.E.I., P.E.I. can say they will not hire you because you are from Nova Scotia. If they had told me that, because I was from the United States I was protected by the phrase "of my national origin".

So you have this strange anachronism that someone who is coming from outside Canada is protected in seeking jobs in a province while someone from within Canada from another province is not. That has not been addressed.

Mr. Clinch: Thank you.

Le président: Merci. Monsieur Tremblay.

[Traduction]

sont pas aussi bien représentés que si l'avocat avait tout le personnel dont il a besoin, y compris quelqu'un pour faire ce genre de recherches.

M. Clinch: Êtes-vous familier avec le cas de cet homme qui avait demandé d'être admis au Barreau?

M. Klewin: Oui.

M. Clinch: Y avez-vous donné suite?

M. Klewin: Non. Nous nous occupons d'une affaire dans un autre secteur professionnel où une citoyenne canadienne s'est vu refuser le droit de pratiquer sa profession parce qu'elle avait reçu sa formation à l'extérieur du Canada, même si elle avait pratiqué dans d'autres provinces du Canada pendant 15 ans. Nous avons reçu cette plainte et nous travaillons sur ce dossier à l'heure actuelle.

M. Clinch: La Commission ne s'occupe pas du cas que j'ai mentionné tantôt?

M. Klewin: Il n'a pas été porté à notre attention.

M. Clinch: Il n'a pas été porté à votre attention?

M. Klewin: Non. Nous sommes au courant, mais il n'y a pas encore eu de plainte officielle.

M. Clinch: Cette affaire n'a pas été portée à votre attention de façon officielle?

M. Klewin: Non.

M. Clinch: Cela me surprend un peu; n'est-ce pas là la façon normale de procéder dans une affaire semblable?

M. Klewin: Ce devrait l'être en effet. Ce pourrait l'être.

M. MacDonald: Il en est question dans le mémoire, le fait que ces lois et règlements provinciaux semblent contrevioler au droit qu'ont les Canadiens d'émigrer d'une province à l'autre, etc. C'est ce dont nous allons parler ou ce que nous suggérons.

M. Klewin: Il s'agit ici d'un double problème. L'un se situe au niveau de la profession; l'autre au niveau de la liberté de circulation dont traite la Charte. Je suis originaire des États-Unis, et lorsque je suis arrivé, j'étais mieux protégé en cherchant un emploi dans une province que quelqu'un provenant d'une autre province. Sur le plan provincial, si vous allez de la Nouvelle-Écosse à l'Île-du-Prince-Édouard, cette dernière peut refuser de vous embaucher parce que vous venez de la Nouvelle-Écosse. S'ils m'avaient dit cela, parce que je venais des États-Unis, j'étais protégé par la phrase «origine nationale».

Il existe donc un curieux anachronisme qui fait que quelqu'un provenant de l'extérieur du Canada est protégé parce qu'il cherche un emploi dans une province alors que quelqu'un provenant d'une autre province canadienne ne l'est pas. Nous n'avons pas traité de cette question.

M. Clinch: Merci.

The Chairman: Thank you. Mr. Tremblay.

[Text]

M. Tremblay (Lothinière): Merci, monsieur le président. D'abord, messieurs, je vous félicite pour votre exposé que je trouve particulièrement intéressant, surtout dans la façon dont vous nous présentez votre dimension au plan de la compréhension de ce qu'est l'égalité. Je suis parfaitement d'accord avec vous. J'aimerais avoir davantage vos commentaires sur l'information des gens, d'abord et avant tout de leurs droits avant de penser peut-être à l'exercice de ces droits-là.

Vous avez raison de dire que dans une société comme la nôtre où il existe encore au-delà d'un million de chômeurs nous pouvons difficilement penser à l'égalité. Cependant, vous comprendrez également que c'est davantage un objectif vers lequel nous devons tendre plutôt qu'atteindre assez rapidement compte tenu du fait que même en période de plein emploi il y aura toujours ce genre de situation. En tant que société nous devons également faire certains choix. Depuis hier entre autres, mon collègue M. Clinch l'a abordé plus particulièrement, il s'agit du problème de l'exercice de ces droits-là ici, à l'Île-du-Prince-Édouard. C'est une chose qui me frappe particulièrement. J'ignorais cette dimension, ici. Êtes-vous d'accord pour dire que comme société nous devons quand même faire certains choix? Nous parlons de problèmes juridiques. Évidemment, c'est un problème. Mais il n'y a pas si longtemps nous avons également eu des problèmes d'ordre médical. Or, comme société nous avons décidé d'abord et avant tout de nous donner des moyens dans le secteur médical plutôt que dans le secteur juridique. Et lorsqu'on pense véritablement à l'égalité il faut aussi penser aux possibilités, comme société, que nous avons.

Alors, je ne sais pas, compte tenu de votre expérience, et tout en étant réalistes, à savoir que nous ne pourrions atteindre cette dimension entièrement à très court terme, quelle serait, en fonction des problèmes que vous tentez de résoudre, la recommandation, s'il en existe une, pour qu'à très court terme il y ait ce qu'on pourrait appeler un grand pas de fait vers l'atteinte de ces droits? Est-ce que c'est davantage, je ne sais pas moi, donner plus de moyens financiers à votre Commission? Est-ce que c'est davantage une meilleure discussion avec les divers paliers de gouvernement pour coordonner les divers efforts ou encore est-ce qu'il n'y aurait pas d'autres choses plus précises pour qu'à très court terme on puisse davantage penser qu'à l'Île-du-Prince-Édouard il y aura vraiment un progrès dans ce domaine?

Mr. MacDonald: Thank you. I apologize for not being able to address you in French. I read French, but I am not facile in it.

• 1200

With regard to the awareness and understanding of people and their rights—and as I indicated before, we feel this is probably a very general problem—the research has not been done very much in other places, and we feel it is widespread. What we feel is that, for instance, we have a responsibility to educate on this level and, likewise, the federal human rights, the Office of the Secretary of State attempts to do something, I believe, with co-ordinated activity and emphasis there, to maximize that as much as possible.

[Translation]

Mr. Tremblay (Lothinière): Thank you, Mr. Chairman. First of all, gentlemen, I wish to congratulate you on your brief which I find of considerable interest, particularly your conception of what represents equality. I fully agree with you. I would like to hear you comment further on how, first of all, people should be informed of their rights before dealing with the exercise of such rights.

You are correct in saying that in a society such as ours where there are still over one million unemployed it is difficult for us to think in terms of equality. However, you will also understand that it is, rather, a goal toward which we must aim more so than reach over the short-term in view of the fact that even during a period of full employment this type of situation will always prevail. We must also make certain choices as a society. We have been discussing since yesterday the problem of the exercise of these rights here, in Prince Edward Island, and my colleague Mr. Clinch touched on it more specifically. It is something which I find particularly striking. I was not aware of this aspect. Do you agree that as a society we must nevertheless make certain choices? We are discussing legal problems. It is obviously a problem. However, we also recently faced medical problems and, as a society, we decided, first and foremost, to emphasize the medical sector as opposed to the legal sector. When we truly consider equality, we must also take into account our potential as a society.

So, I do not know. In view of your experience, while being realistic and recognizing that we cannot reach this goal entirely over the short-term what would be, in terms of the problems you are attempting to solve, your recommendation, if there is one, so that we may make major progress in ensuring these rights in the very near future? Should we, perhaps, provide your Commission with greater financial support? Should we, rather, encourage greater discussion with the various levels of government in order to co-ordinate activities or, could we not consider more specific measures so that we might see true progress over the short-term in this area in Prince Edward Island?

M. MacDonald: Merci. Je m'excuse de ne pas pouvoir m'adresser à vous en français. Je lis le français mais je ne le parle pas couramment.

Pour ce qui est de la conscience et de la compréhension des gens et de leurs droits—et comme je l'ai déjà mentionné, nous estimons qu'il s'agit probablement d'un problème très général—on n'a pas fait beaucoup de recherches à d'autres endroits, et nous croyons que cela est très répandu. Ce que nous croyons, c'est que par exemple, nous avons un rôle d'éducation à jouer à ce niveau et de même, les droits de la personne au niveau fédéral, le Bureau du Secrétaire d'État tente de faire quelque chose dans ce sens, je crois, au moyen

[Texte]

It is for the education, certainly of the disadvantaged, who suffer very much but, as well, there is the education of all. Just yesterday I was listening to a person who I would certainly say was from the more affluent sector, looking at Canadian society and its problems. And really, he addressed everything but the human dimension. It is a dreadful image to communicate that we are sort of accepting all these unemployed, all of this deprivation.

My view would be that for many of our social problems, the resolution is in work and in jobs. What I say is that we cannot have a public policy whereby we say, Well, for this or for that reason, we must accept that we will have this high level of unemployment. There is something very fallacious there. Certainly we need public debate, but people should understand that we are trying; that we do not become accepting of this institutionalized and systemic forms of discrimination and disadvantaged. It should be sort of a major thrust that we never say, Well, these million and a half and more we have to accept for such and such. This is never acceptable. It is coming back to a political philosophy and a social philosophy of the primacy of the individual.

We have some marvellous things, with all our welfare and all that type of thing. Incidentally, it is mentioned in the brief. There are people on welfare—and more and more this has to be seen as a right. If our economy cannot function, then divide up our wealth so that each and every person has these basic necessities of life. Welfare is a right and not any kind of token thing or anything like that. It is a right. Does that answer your ...

Mr. Tremblay (Lotbinière): Yes, sure. Thank you.

The Vice-Chairman (Mrs. Browes): Thank you, Mr. MacDonald and Mr. Tremblay.

Mrs. Finestone, do you have some questions to ask the gentleman?

Mrs. Finestone: Yes, I do. First, I would tell you that I consider it a privilege to have sat here and listened to your presentation. The level of humanity and the level of concern which you have expressed as fundamental rights, I think, were in the thinking and in the writing in its largest and most open sense, for the arrival in Canada and for Canadians of the just society which we all look to. I think that is the particularity that is Canada and differentiates ourselves perhaps so distinctively from our partners or the people who share our borders both on the north and on the south. I think that is the uniqueness we are very proud of and which we should work in every way possible to assure throughout whatever our mandates are.

You are high principled, and I would say that some people probably call you a bleeding heart. May you continue and have

[Traduction]

d'activités coordonnées et en y mettant l'accent nécessaire, afin de donner la plus grande portée possible à ce rôle.

Il s'agit, bien entendu, de l'éducation des défavorisés qui souffrent beaucoup, mais il s'agit aussi de l'éducation de l'ensemble de la population. Pas plus tard qu'hier, j'écoutais une personne qui, j'en suis absolument certain, faisait partie d'une couche sociale très aisée, et qui s'interrogeait sur la société canadienne et ses problèmes. Et en fait, il a pensé à tout sauf à la dimension humaine. Il est assez triste de constater que nous en sommes arrivés à accepter, pour ainsi dire, tout ce chômage, toute cette misère.

A mon avis, la solution de bon nombre de nos problèmes sociaux se trouve dans le travail et les emplois. Ce que je dis, c'est que nous ne pouvons cautionner une politique sociale dans laquelle nous dirions: pour telle ou telle raison, nous devons accepter ce niveau élevé de chômage. Ce raisonnement est faux à sa base même. Les débats publics sont certainement nécessaires, mais la population doit comprendre que nous faisons des efforts; que nous n'en sommes pas réduits à nous résigner devant ces formes institutionnalisées et systémiques de discrimination et d'inégalité. Nous devrions nous faire un point d'honneur de ne jamais dire: nous devons accepter ce million et demi, et même plus, de chômeurs, pour telle ou telle raison. Cela ne sera jamais acceptable. On en revient en fait à la philosophie politique et sociale fondée sur la primauté de l'individu.

Nous avons des institutions formidables, notre système de bien-être social et les mécanismes connexes. En passant, il en est fait mention dans le mémoire. Il y a des gens qui reçoivent des prestations d'aide sociale, et de plus en plus, cela doit être considéré comme un droit. Si notre économie ne peut fonctionner, divisons nos richesses de façon que chaque personne puisse se procurer les nécessités de la vie. Le bien-être social est un droit, et non pas une aumône ou quelque chose de ce genre. C'est un droit. Est-ce que cela répond à votre ...

M. Tremblay (Lotbinière): Oui, bien sûr. Merci.

La vice-présidente (Mme Browes): Merci, messieurs MacDonald et Tremblay.

Madame Finestone, avez-vous des questions à poser à monsieur?

Mme Finestone: Oui, j'en ai. Premièrement, je tiens à vous dire que je me sens privilégiée d'avoir pu assister à votre présentation. Je pense que l'importance de la dimension humaine et la préoccupation que vous attachez aux droits fondamentaux s'inscrivent dans la ligne de pensée, dans son sens le plus large et le plus ouvert, en vue de l'avènement, au Canada et pour les Canadiens, de la société juste que nous souhaitons tous. Je pense que c'est cette particularité qui fait le Canada, et qui nous distingue si profondément de nos partenaires et des peuples qui partagent nos frontières, aussi bien au nord qu'au sud. Je pense que cela constitue le caractère unique dont nous sommes si fiers, et dont nous devons, dans toute la mesure possible, assurer la survie dans l'accomplissement de nos mandats, quels qu'ils soient.

Vos principes sont très stricts, et je suis sûre que certains doivent vous accuser d'être un coeur tendre. Je vous encourage

[Text]

ever much more strength to do what you are doing. I think that if we do understand one thing in terms of public policy, it is if you cannot give full-time work or the opportunity to work then it is not a dole and it is not a hand-out that people are getting in this society; it is the justice in a society that cannot provide in another way. It is hard enough to have to be a recipient and not have something to fill your day that is constructive and meaningful; that is diminishing in and of itself, let alone having other people think you are just not contributing your fair share. So for that principle alone, I thank you for the reiteration.

• 1205

I do not think I had ever realized that there was any place in Canada where there was not easy access to legal aid. If anything is an injustice in this society it is if you have not the financial ability to protect yourself against discrimination and inequity and yet you have no legal recourse; to me that is outright discrimination, and unacceptable. I certainly know that is an aspect I will take back to our committee and hopefully we can address it in a very substantive way. I have no idea how to do it, but you can be sure it will not go unnoticed. It is because of Prince Edward Island's presentation—and yours, sirs—that I will be very cognizant of that particular aspect.

There are two things on which I would like to ask for an elaboration from you. The first is on pages 3 and 4. I was pleased that your recommendation touched on political belief and on mobility in our society and legal aid, but I would like to understand the interprovincial migration and the blockage to mobility rights, which is inherent in our charter, by the way. I understand, and I am discomfited by it, but I did not know or understand the protected right you have as a new Canadian or an immigrant. The complaints I had heard were quite to the contrary, that the professional associations were blocking rather than enabling. Could you please explain to me again the theory of national origin and the protection that you, as an American coming here and becoming a Canadian or landed immigrant... What do you have that is better than a Canadian?

Mr. Klewin: Because they are discriminating. The law says they cannot discriminate against me because of where I have come from, where I originated. I came from the United States; that is my national origin.

Mrs. Finestone: I know, but the East Indian who comes here, the Italian, the French who come here with a professional degree in psychology or a professional degree in medicine or in law cannot practice. A Quebecker who has studied in a Quebec university in their law degree program cannot practise in Ontario unless he writes special exams and takes an additional

[Translation]

à continuer et je vous souhaite de toujours trouver toute la force nécessaire pour poursuivre vos efforts. Je pense que s'il est une chose que nous comprenons en matière de politique publique, c'est que si vous ne pouvez donner du travail à temps plein ou l'occasion de travailler, alors ce n'est pas une indemnité de chômage et ce n'est pas une aumône que les gens reçoivent dans notre société; c'est la justice dans une société qui ne peut fournir autre chose. Il est déjà assez difficile d'être prestataire et de ne pas avoir d'activité constructive et significative pour remplir votre journée; cela est suffisamment démoralisant en soi sans que d'autres personnes pensent que vous ne faites pas votre part. Ne serait-ce qu'en raison de ce principe, je vous remercie de votre réitération.

Je ne pense pas m'être rendu compte auparavant qu'il pouvait y avoir au Canada des endroits où il n'existe pas un accès libre à l'aide juridique. S'il existe une injustice au sein de notre société, c'est lorsque vous ne disposez pas des moyens financiers pour vous protéger contre la discrimination et l'inégalité et qu'en plus vous n'avez aucun recours juridique; à mes yeux, il y a là de la discrimination pure et simple, et c'est inacceptable. Il s'agit certainement là d'un aspect que je rappellerai devant notre Comité et j'espère que nous pourrions le traiter à fond. Je ne sais pas comment nous nous y prendrons, mais vous pouvez être certains qu'il ne sera pas oublié. C'est grâce à la présentation de l'Île-du-Prince-Édouard—et la vôtre, messieurs—que nous serons sensibilisés à cet aspect particulier.

Il y a deux points que j'aimerais vous voir développer davantage. Le premier figure aux pages 3 et 4. J'étais contente de voir que votre recommandation porte sur les convictions politiques et sur la mobilité dans notre société, de même que sur l'aide juridique, mais j'aimerais comprendre la migration interprovinciale et l'obstruction aux droits à la mobilité, qui, soit dit en passant, constitue un droit enchâssé dans notre Charte. Je comprends, et je suis quelque peu déconcerté, mais je ne connaissais ni ne comprenais le droit protégé que vous avez à titre de nouveau Canadien ou d'immigrant. Les plaintes que j'avais entendues allaient dans le sens contraire, soit que les associations professionnelles avaient plus tendance à bloquer la mobilité qu'à la favoriser. Pourriez-vous m'expliquer encore une fois la théorie de l'origine nationale de même que la protection que vous, à titre d'Américain qui s'établit ici et qui devient un Canadien ou un immigrant reçu... Qu'avez-vous de plus qu'un Canadien?

M. Klewin: Parce qu'ils pratiquent la discrimination. La loi dit que je ne peux faire l'objet de discrimination en raison du pays d'où je proviens, de mon lieu d'origine. Je viens des États-Unis; c'est là mon origine nationale.

Mme Finestone: Je sais, mais l'Indien de l'est qui vient ici, l'Italien et le Français qui viennent ici avec un diplôme professionnel en psychologie, en médecine ou en droit ne peuvent pratiquer ici leur profession. Le Québécois qui a terminé, dans une université du Québec, un programme d'études en droit ne peut pratiquer en Ontario sans avoir passé des examens spéciaux et avoir suivi un cours supplémentaire en

[Texte]

course in civil law. Now, could you tell me where you are better protected than ours?

Mr. Klewin: In the professions, I think what they have said is... For example, Ontario says all lawyers must pass an examination regardless of where they have come from...

Mrs. Finestone: Right.

Mr. Klewin:—whether they have come from Quebec or from the United States. They are not discriminating against the lawyer from overseas because he has come from there; they are putting him on the same basis as all other lawyers from other provinces. But if, for example, the sole reason... We have a case, for example, where they accepted the credentials of someone from the United States but did not accept the credentials of someone from another foreign country. So there they are differentiating between individuals from outside Canada.

Now, the professions have maintained—I think Manitoba has this, and most of the provinces have provincial committees. They treat everyone equally. I can file a complaint only if I am being treated unequally because I have come from the United States. If I am applying for a job on Prince Edward Island and they say to me I cannot apply for the job because I am not from... There is no test. If there is a test where everyone would have to take the test and everyone would have to pass that examination, regardless of whether they are from the United States or from Nova Scotia or from Newfoundland, then there is no discrimination. But if they merely say they are not even going to look at your... When I first came here, I applied for a number of positions and was turned down. I was better qualified than the people they hired.

• 1210

Mrs. Finestone: What is your field?

Mr. Klewin: I was originally a clergyman. I was in the United States Air Force for 22 years as a chaplain, and my wife and I came to Canada in 1973 because we saw the change in the United States and the difference between it and Canada. We saw the Canadian experience from being stationed in Maine. We loved the social consciousness and the acceptance of the multitude of classes and of different groups of people. We liked the social climate, and we saw the change coming in the United States in 1972-73. We saw it coming and so we came here.

But that is the difference. They did not give me an examination; they just turned me down, and they would not look at me because I was not from P.E.I. So if they treat all the people equally, then there is no discrimination based on national origin. It is only when they treat you differently because of where you have come from. Now, if the Quebecker has to take

[Traduction]

droit civil. Pouvez-vous me dire comment vous êtes mieux protégé que les nôtres?

M. Klewin: En matière de professions, je pense qu'ils ont dit que... Par exemple, l'Ontario dit que tous les avocats doivent subir un examen, peu importe d'où proviennent les candidats...

Mme Finestone: C'est juste.

M. Klewin:... peu importe qu'ils proviennent du Québec ou des États-Unis. Ils ne font pas de discrimination à l'égard de l'avocat qui vient d'outre-mer en raison de son lieu d'origine; ils le mettent sur le même pied que tous les autres avocats des autres provinces. Mais si, par exemple, le seul motif... Nous avons un cas, par exemple, où ils ont accepté les certificats des États-Unis et refusé ceux de quelqu'un provenant d'un autre pays étranger. Ils se trouvent ainsi à établir des distinctions entre les personnes provenant de l'extérieur du Canada.

Les professions ont établi—je pense que le Manitoba en a un, et que la plupart des provinces ont des comités provinciaux. Ils traitent tous les gens de façon égale. Je ne peux présenter une plainte que si je ne suis pas traité de façon égale en raison du fait que je proviens des États-Unis. Si je postule un emploi dans l'Île-du-Prince-Édouard et qu'ils me disent que je ne peux obtenir l'emploi parce que je ne viens pas de... Il n'existe aucun test. S'il existe un test que chaque candidat doit subir et que tous doivent passer cet examen, peu importe qu'ils proviennent des États-Unis, de la Nouvelle-Écosse ou de Terre-Neuve, alors il n'y a pas de discrimination. Mais s'ils disent tout simplement qu'ils ne prendront pas la peine d'examiner votre... Quand je suis arrivé ici, j'ai postulé plusieurs fois à un emploi et ma candidature n'a pas été retenue. J'étais plus compétent que les gens qu'ils ont embauchés.

Mme Finestone: Dans quel domaine vous êtes-vous spécialisé?

M. Klewin: À l'origine, j'étais un ministre du culte. J'ai été aumônier dans la *United States Air Force* pendant vingt-deux ans, et je suis venu vivre au Canada en 1973 avec ma femme parce que nous avons constaté les changements qui se produisaient aux États-Unis et les différences qui existent entre ce pays et le Canada. Comme nous étions installés au Maine, nous avons vu comment les Canadiens vivaient. Nous étions fascinés par la conscience sociale des Canadiens et leur façon d'accueillir des gens de toutes les classes et de tous les groupes sociaux. Nous aimions le climat social du pays et nous avons vu en 1972 et en 1973 que des changements se produisaient aux États-Unis. Nous avons prévu ces changements et, pour cette raison, nous avons décidé de venir vivre ici.

Mais, dans ce cas-ci, il faut faire une distinction. Ils ne m'ont pas fait passer un examen; ils ont tout simplement rejeté ma candidature et ont refusé d'en tenir compte parce que je n'étais pas de l'Île du-Prince-Édouard. S'ils traitent tous les gens de la même façon, on ne peut dire qu'ils se fondent sur l'origine nationale pour pratiquer une forme de discrimination.

[Text]

the exam along with the person from the British Isles, that is not discrimination; they are treating everybody equally.

Mrs. Finestone: Okay. The last question I would like is an expansion on the principle you enunciate on page 6. You are referring to socialization and support mechanisms of community groups and advocacy groups, which I think is very important. But then you say: "The rights of the various social groups must receive greater recognition." Where is the lack of recognition in the formal...? We are looking from a legal perspective. Is it legal or is it a lack of awareness on the part of the population in general and its public education? I did not quite understand what you were getting at.

Mr. MacDonald: I was not getting at the legal, although that very well may be the case. As we view it, for instance, the present-day assault on the right to have a labour union is one example. In our own society, I believe we can very easily have extreme centralizing tendencies that will rather remove the functions from these local groups and communities unnecessarily, and therefore, they simply die if they do not have a chance to play roles and exercise these. It is rather that type of thing and the lack of... Mind you, there are some things. For example, in comparison with other countries, I think the emphasis was placed upon the various ethnic groups and their preserving their traditions. It is that type of thing we wish to emphasize and see preserved. I think, regarding the right to the labour organization, so many times that seems to be called into question.

Mrs. Finestone: Sir, excuse me for a moment. I was very concerned about that statement related to the fact that I thought you represented the official Human Rights Commission. Am I correct in that assumption?

Mr. MacDonald: Oh yes.

Mrs. Finestone: Okay, then perhaps I will be more specific. I may have formulated my question a little bit too loosely.

What is the responsibility of your commission with respect to organized social groups who have come together as a collective to represent their views? We had a spokesperson here last night who presented a series of very serious allegations and concerns. Is it your mandate and responsibility, because of your social awareness, to seek out and find out more, or do you wait until the official complaint comes? I am wondering if you have not only the advocacy role but the responsibility to make sure you reflect the concerns that are being expressed in your society, not only those presented in a formalistic way, but those that would arise from the grass roots.

[Translation]

Il y a discrimination seulement s'ils vous traitent différemment en raison du lieu d'où vous venez. En fait, si un Québécois doit subir l'examen de la même façon qu'une personne originaire des îles Britanniques, il n'y a pas de discrimination; ils traitent tout le monde de la même manière.

Mme Finestone: Très bien. La dernière question que j'aimerais poser a pour but de vous faire expliquer le principe que vous avez posé à la page 6. Vous avez parlé de socialisation et de mécanismes de soutien favorisant les groupes communautaires et les groupes militants, des points que je tiens pour très importants. Mais, plus loin, vous écrivez: «Les droits des différents groupes sociaux doivent être reconnus davantage». Où voyez-vous un manque de reconnaissance dans le processus formel...? Nous étudions la question du point de vue juridique. Faut-il penser que les lois ne sont pas suffisantes ou que c'est plutôt une inconscience de la population en général et une carence de l'éducation publique? Je n'ai pas tout à fait compris où vous voulez en venir.

M. MacDonald: Je n'ai pas traité l'aspect légal du problème, quoiqu'il faudrait peut-être y penser. À notre sens, la contestation actuelle du droit à la syndicalisation en est un exemple. Dans notre société, je pense que des gens peuvent très facilement préconiser une centralisation poussée à l'extrême qui, sans raison, privera les groupes locaux et communautaires de leur utilité et, en conséquence, ceux-ci disparaîtront tout simplement s'ils n'ont pas l'occasion de participer et d'exercer leurs fonctions. C'est plutôt cela, et le manque de... Notez bien qu'il faut signaler certains points. Par exemple, si je compare le Canada à d'autres pays, je pense qu'on a insisté sur l'existence des différents groupes ethniques et la conservation de leurs traditions. C'est le genre de chose que nous voulons promouvoir et maintenir. Quant au droit à la syndicalisation, je pense qu'il est très souvent remis en cause.

Mme Finestone: Monsieur, excusez-moi de vous interrompre un instant. J'ai porté beaucoup d'attention à ce point parce que je pensais que vous représentiez officiellement la Commission des droits de la personne. Ma supposition est-elle exacte?

M. MacDonald: Oh oui.

Mme Finestone: Très bien. Je devrais peut-être faire preuve de plus de précision. J'ai peut-être posé une question trop large.

Quel est le rôle de votre commission relativement aux groupes sociaux organisés qui se sont unis pour faire valoir leur point de vue? Hier soir, nous avons entendu un porte-parole qui a formulé une série de questions et de remarques très sérieuses. En raison de votre prise de conscience sociale, avez-vous pour mandat et responsabilité de faire des recherches et d'en savoir plus, ou attendez-vous de recevoir une plainte officielle? Je me demande si vous avez non seulement la mission de représenter des groupes mais aussi la responsabilité de vous assurer que vos préoccupations sont celles de la société, non seulement les cas qui sont présentés de façon officielle, mais également les préoccupations exprimées par les particuliers.

[Texte]

Mr. MacDonald: We cannot initiate any action ourselves. For instance, we may be aware of a particular type of discrimination. There has to be a formal complaint about that.

• 1215

Mrs. Finestone: A community action is not part of the mandate then?

Mr. MacDonald: No.

The Chairman: I would assume your statute is like that in other jurisdictions where an individual has to make a complaint to the commission and it is on the basis of this that you then proceed to make an investigation.

Mr. MacDonald: We are to report to the government with regard to any of these issues and problems, etc., in the society that imply infringement and violation of rights. This we do.

Mrs. Finestone: I am sorry. I am asking because, in Quebec, under the Human Rights Act—I am sorry, *les droits humains*, et vous allez me corriger si je me trompe, mais je pense que j'ai raison—a third party has the right to anonymously report and there is therefore an obligation to investigate. I wondered whether you have that.

Mr. MacDonald: No.

Mrs. Finestone: Okay.

Mr. MacDonald: What we do is make reports to the government where it does not technically fall under our act. For example, the labour law did not provide for a mandatory break for individuals in their work day, so that they could work then 12 hours a day. We reported to the government that this was not in the Labour Act and that we were receiving complaints of people who were not given a lunch break. So this present legislative session did say that, after five hours, they must have a half-hour break. So we do make reports when we do receive complaints in various areas that do not fall within our jurisdiction.

Mrs. Finestone: I have had my time but I would hope that someone will ask the question about the relationship between your audit, which should have been done, and the fact that your labour code is in contradiction now with section 15.

Mr. MacDonald: At the Human Rights Commission, we have been advising now for several years that our provincial legislation be brought into conformity with the charter and the Constitution. We have, I think, done everything we can, for example, by pointing out the liability of a government that fails to do so. For example, the time may not be very far away when people would be taking action against us that certain rights are not protected in the Human Rights Act or in other legislation which are guaranteed in the charter, or that some of these regulations do not conform to it.

The Chairman: Thank you. Mrs. Browes has passed her turn in the interests of time because we are running behind time.

[Traduction]

M. MacDonald: Nous ne pouvons agir par nous-mêmes. Ainsi, nous pouvons avoir connaissance d'un certain cas de discrimination, mais nous devons recevoir une plainte formelle à cet égard.

Mme Finestone: Une action communautaire n'entre donc pas dans le mandat?

M. MacDonald: Non.

Le président: À mon avis, vous avez le même statut que dans d'autres juridictions où une personne doit se plaindre à la Commission et sur la base de cette plainte, on peut alors faire une enquête.

M. MacDonald: Nous présentons au gouvernement des rapports sur des questions et problèmes, etc., rencontrés dans la société et qui entraînent des violations des droits. C'est ce que nous faisons.

Mme Finestone: Je suis désolée. Je pose cette question car au Québec, en vertu du *Human Rights Act*, pardon, de la Loi sur les droits de l'homme, et vous allez me corriger si je me trompe, mais je pense que j'ai raison, une tierce personne peut faire un rapport anonyme et le gouvernement est alors tenu de faire une enquête. Je me demandais si c'était la même chose.

M. MacDonald: Non.

Mme Finestone: Très bien.

M. MacDonald: Nous présentons des rapports au gouvernement pour les cas qui ne sont pas visés techniquement par la loi. Par exemple, le Code du travail ne prévoit pas d'arrêt obligatoire dans la journée de travail des travailleurs, de sorte que les employés pourraient travailler douze heures par jour. Nous avons signalé au gouvernement que cela n'était pas dans le Code du travail et que nous recevions des plaintes de travailleurs qui n'avaient pas d'heure de lunch. Pendant la présente session législative, il a été décidé qu'au bout de cinq heures, les travailleurs devaient avoir une demi-heure de repos. Nous présentons donc des rapports lorsque nous recevons des plaintes dans divers secteurs qui ne relèvent pas de notre compétence.

Mme Finestone: Mon temps est écoulé, mais j'espère que quelqu'un posera une question à propos de la relation qui existe entre votre vérification, qui devrait avoir été faite, et le fait que le Code du travail est en contradiction maintenant avec l'article 15.

M. MacDonald: À la Commission des droits de l'homme, nous demandons depuis plusieurs années que notre loi provinciale respecte la Charte et la Constitution. Je pense que nous avons fait tout ce qui était possible en soulignant la responsabilité d'un gouvernement qui néglige cette question. Par exemple, il se peut que très bientôt des gens nous accuseront au sujet de certains droits qui ne sont pas protégés par la Loi sur les droits de l'homme ou d'autres lois et qui sont garantis dans la Charte, ou au sujet de certains règlements qui n'y sont pas conformes.

Le président: Merci. Mme Browes n'a pas adressé la parole en raison du manque de temps.

[Text]

Perhaps two very small questions that came to my mind in listening to your comments and separate from what is in your brief. Mr. Klewin, you said that you saw the change coming in the United States in 1972 and that you came here. What were you referring to?

Mr. Klewin: The change in the concern for human beings. In other words, the social concerns. For example, I have a handicapped daughter. She was injured in a car accident but she is not eligible for disability income from the federal government because, somewhere in the United States, there is a job that she can hold, and it is up to her to find it. We saw the change in terms of less concern for the disadvantaged in our society—the disabled, the underrepresented, the worker—and that it was coming. We were getting into a society that was becoming less tolerant of people who were unable to provide for themselves. The impact was that they are all bums, welfare loafers and so on. The social involvement by the government was going to decrease, and it has been steadily decreasing. As for people who are handicapped and disabled—as I said, I have a disabled daughter—the government would be less concerned about them. The change in the attitude of the people was that they were not concerned about the others who were left behind. We felt Canada would—and also the fact, I think, of multiculturalism... I worked with the blacks and the Hispanics and I felt that they were trying to push them into a mould. In Canada we recognize that they have a diverse culture and as we feel that it enriches our society, we do not try to make them conform to one standard pattern. That is why we came.

• 1220

The Chairman: My second question relates to something that I think you said—although it may have been Mr. MacDonald—about the size of your office. You said there are the two of you in the...

Mr. MacDonald: —with two full-time staff.

The Chairman: You have two full-time staff. That is you, as executive director, and...

Mr. MacDonald: We have one research intake officer, Jewell MacDonald.

The Chairman: However, you do not type your own letters.

Mr. MacDonald: No, she does that. She is the research intake officer and secretary.

The Chairman: Fine. I would like to thank you both for being with us and putting the whole question that we are looking at back in a more general context of where these issues are really being analysed as part of an overall societal view. That, of course, is intrinsic to the charter itself because section 1 of the charter states that the rights guaranteed in it are subject to such reasonable limitations as may be demonstrably justified in a free and democratic society.

[Translation]

Il me vient deux petites questions en écoutant vos commentaires et qui ne concernent pas votre exposé. Monsieur Klewin, vous avez dit que vous aviez prévu que des changements allaient se produire aux États-Unis en 1972 et que vous êtes venu ici. À quoi faisiez-vous allusion?

M. Klewin: Il s'agissait de changements concernant les préoccupations pour les êtres humains. En d'autres termes, les préoccupations sociales. Par exemple j'ai une fille invalide. Elle a été blessée dans un accident de voiture mais elle n'est pas admissible à la pension pour invalides du gouvernement fédéral car quelque part aux États-Unis, elle pourrait occuper un emploi et c'est à elle de le trouver. Les changements prévus se manifestent par le désintéressement croissant envers les défavorisés—les handicapés, les minorités, les travailleurs—et c'est ce qui s'en vient. Notre société devient moins tolérante envers les personnes qui ne sont pas autosuffisantes. On considère qu'il s'agit des voyous, d'assistés sociaux, etc. L'engagement social du gouvernement diminue, et ce de façon constante. Quant aux personnes handicapées ou invalides, j'ai une fille invalide, je le répète, le gouvernement s'y intéresse de moins en moins. C'est un désintéressement envers ces personnes qui constitue le changement auquel j'ai fait allusion. Nous pensions que le Canada—et également, je crois, à cause du multiculturalisme... J'ai travaillé avec des Noirs et des Hispanophones et j'ai senti qu'on essayait de les mettre dans un moule. Au Canada, on reconnaît qu'ils ont une autre culture et comme nous pensons que cela enrichit notre société, nous n'essayons pas de les obliger à se conformer à une norme. C'est pour cela que nous sommes venus.

Le président: Ma deuxième question a rapport à quelque chose que vous avez dit—ou peut-être à ce qu'a dit M. MacDonald—au sujet de la grandeur de votre bureau. Vous avez dit que vous étiez deux au...

M. MacDonald: ... avec un personnel de deux employés à plein temps.

Le président: Vous avez un personnel de deux employés à temps plein. C'est-à-dire vous, directeur exécutif et...

M. MacDonald: Nous avons un agent de recherche, Jewell MacDonald.

Le président: Vous ne dactylographiez pas vos propres lettres.

M. MacDonald: Non, c'est elle qui fait cela. Elle est à la fois agent de recherche et secrétaire.

Le président: Très bien. J'aimerais vous remercier tous deux de votre présence d'avoir remplacé toute cette question dans un contexte plus général et de nous avoir montré que ces problèmes sont examinés dans le cadre des opinions globales de la société. Il s'agit bien sûr, d'une caractéristique intrinsèque à la charte elle-même, étant donné que le paragraphe 1 de la Charte dit que les droits qui y sont garantis sont soumis à des limites raisonnables donc la justification doit pouvoir être démontrée dans une société libre et démocratique.

[Texte]

In other words, section 1 does say that all of the rights have to be looked at in an overview fashion in keeping with other constraints which do necessarily bear on the subject. Therefore, I would like to thank you both for your contribution this morning.

Mr. MacDonald: Thank you very much.

The Chairman: Ladies and gentlemen, our final presentation this morning will be by the officials of the Department of Veterans Affairs. We have two people here representing the department; Shirley Cail, the Acting Director, Legislation and Policy Development, and Len Malone, Policy Analyst.

Good morning, and welcome.

I received a note from the clerk of our committee that you did not have perhaps a formal presentation but wanted to make a few comments and then be available to discuss some points. I know there is one thing I wanted to raise, arising out of a submission we had heard earlier from the Canadian Human Rights Commission, and that is one thing we can deal with. To begin with, though, I will turn the microphone over to you for some initial comments.

Ms Shirley Cail (Acting Director, Legislation and Policy Development, Department of Veterans Affairs): Perhaps what I had in mind, first of all, was to ensure that we are looking at this issue before you on age, sex, and equality in its full context, with respect to the other parts of section 3 of the War Veterans Allowance Act dealing with age. Then perhaps we can move on to some of the comments mentioned in the Canadian Human Rights Commission's submission, and in doing so, this should give you a brief synopsis of our activity.

Is that satisfactory to you?

The Chairman: Yes. Perhaps just for the record, what I should do then is just repeat what it is that we heard from the Canadian Human Rights Commission and then in fact you can respond to that in a rejoinder.

Ms Cail: Fine.

The Chairman: When we heard from the Canadian Human Rights Commission, they did raise the question of the War Veterans Allowance Act and the Civilian War Pensions and Allowance Act, and stated to us that certain veterans allowance benefits may be paid at an earlier age to widows than to widowers.

The commission first brought this differentiation to the attention of the Department of Justice and the Department of Veterans Affairs in 1982. In that same year, the deputy minister of Veterans Affairs, responding to the concern raised by the chief commissioner, noted that the offending section of the act:

will almost certainly be addressed in a legislative proposal before the three-year moratorium allowed in the Constitution Act.

[Traduction]

En d'autres mots, le paragraphe 1 dit que tous les droits doivent être vus dans une perspective globale en fonction des autres contraintes qui existent nécessairement. Donc, j'aimerais vous remercier tous deux pour votre contribution ce matin.

M. MacDonald: Merci beaucoup.

Le président: Mesdames et messieurs, notre présentation finale ce matin sera faite par les fonctionnaires du ministère des Affaires des anciens combattants. Nous avons ici deux personnes qui représentent le Ministère; Shirley Cail, directeur intérimaire, Rédaction législation et politique et Len Malone, analyste de politique.

Bonjour et bienvenue.

J'ai reçu une note du secrétaire de notre Comité nous indiquant que vous n'aviez pas véritablement de mémoire officiel à présenter mais que vous vouliez faire quelques commentaires et discuter de certains aspects. Je sais qu'il y a quelque chose dont je voulais parler, qui découle d'une présentation faite précédemment par la Commission canadienne des droits de la personne, et qu'il s'agit d'une question dont nous pouvons discuter. Pour commencer, cependant, je vous laisse la parole.

Mme Shirley Cail (directeur intérimaire, Rédaction législation et politique, ministère des Affaires des anciens combattants): Ce que je pensais faire tout d'abord, c'était de m'assurer que nous considérons cette question de l'âge du sexe et de l'égalité dans un contexte total, compte tenu des autres parties du paragraphe 3 de la Loi sur les allocations aux anciens combattants qui traite de l'âge. Nous pourrions ensuite traiter de certains des commentaires dont il a été question lors de la présentation de la Commission canadienne des droits de la personne et, ainsi, cela devrait vous donner une idée de nos activités.

Est-ce que cela vous convient?

Le président: Peut-être: pour mémoire, ce que je pourrai refaire c'est répéter simplement ce que nous a présenté au nom de la Commission canadienne des droits de la personne, puis vous pourriez répondre à cela.

Mme Cail: Très bien.

Le président: Lors de la présentation de la Commission canadienne des droits de la personne, il a été question de la Loi sur les allocations aux anciens combattants et de la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils et l'on nous a dit que certaines allocations pour les anciens combattants peuvent être payées à un âge moins avancé s'il s'agit de veuves plutôt que de veufs.

La Commission a porté cette différence à l'attention du ministère de la Justice et du ministère des Affaires des anciens combattants pour la première fois en 1982. Cette année-là, le sous-ministre des Affaires des anciens combattants, répondant à la question soulevée par le commissaire en chef, a répondu que le paragraphe contra venant à la loi:

... sera très probablement modifié par une proposition législative avant la fin du moratoire de trois ans prévu par l'acte constitutionnel.

[Text]

That, of course, was referring to the three-year period before section 15 came into force on April 17 of this year.

The commissioner then continued, in explaining to us in his submission, as follows:

• 1225

In September of 1983 the deputy minister advised the commission that he anticipated that the legislative proposal would be up for review within two months.

Now the Justice department discussion paper advises that the Department of Veterans Affairs is still studying the question. That the provision in question is discriminatory is, in the opinion of the Canadian Human Rights Commission, beyond doubt. Not even the department administering the program attempts to justify it as reasonable and yet, despite the three-year moratorium and despite the commission's representations since 1982, the department is still studying the question, and our committee was then asked to do the same.

In the view of the Canadian Human Rights Commission there is no point to any further consideration. The discriminatory feature of the legislation must be revoked retroactive to April 17, 1985 at the latest, and the commission asked our committee on equality rights to recommend this to Parliament in our report, which we will be making in about seven weeks' time.

So that is where we are in terms of the position outlined to us by the Canadian Human Rights Commission, and members of our committee welcome the chance now to hear from you, from your work on this important question, your views and comments.

Ms Cail: Thank you.

First of all, to qualify for war veterans allowance you must meet three requirements: the war service, age and an income test of test.

In the section dealing with age there are four main parts that I would like to bring to your attention. As you mentioned, a male veteran or a widower is eligible for the allowance at age 60 and a female veteran or a widow at age 55. That section goes on to say that, regardless of age, any person who is permanently unemployable is eligible for the allowance and goes on still further to say that, because of physical or mental disability or inefficiency, combined with economic handicaps, a person, if he is not likely to become eligible for work, is also eligible for the allowance.

So taken out of context it looks a little more harsh than it is.

Moving to the document you just addressed from the Canadian Human Rights Commission, I should mention that our Minister did prepare a list of proposed amendments to the War Veterans Allowance Act not at the time indicated here but in the spring of 1984 and these proposals did result in Bill C-39 receiving Royal Assent in June 1984. Unfortunately, this

[Translation]

Je parle ici bien sûr de la période de trois ans avant que le paragraphe 15 ne soit adopté le 17 avril de l'année en cours.

Le commissaire a ensuite poursuivi nous expliquant les choses suivantes:

En septembre 1983, le sous-ministre a avisé la Commission qu'il prévoyait que la proposition législative devrait être déposée dans les 2 mois suivants.

Maintenant, le ministère de la Justice nous avise dans son document de travail que le ministère des Affaires des anciens combattants étudie encore la question. Il ne fait aucun doute dans l'opinion de la Commission canadienne des droits de la personne que la clause en question est discriminatoire. Même le ministère chargé de l'administration de ce programme ne cherche pas à montrer qu'il est raisonnable et cependant, malgré le moratoire de 3 ans et malgré les représentations de la Commission depuis 1982 à ce sujet, le ministère continue à étudier la question et on a également demandé à notre comité de faire de même.

D'après la Commission canadienne des droits de la personne, il n'est pas nécessaire d'accorder plus de considération à cette question. L'élément discriminatoire de la Loi doit être abrogé rétroactivement au 17 avril 1985, au plus tard, et la Commission a demandé à notre comité sur les droits à l'égalité de le recommander au Parlement dans notre rapport que nous rédigerons dans environ 7 semaines.

C'est donc là que nous en sommes en ce qui a trait à la position que la Commission canadienne des droits de la personne nous a demandé de prendre et les membres de notre comité attendent des nouvelles de vous et veulent connaître les résultats de vos travaux sur cette importante question, vos points de vue et vos commentaires.

Mme Cail: Merci.

D'abord, il faut répondre à 3 exigences pour être admissible aux allocations des anciens combattants: le service de guerre, l'âge et un test du genre impôt sur le revenu.

L'article portant sur l'âge comporte 4 parties principales que j'aimerais porter à votre attention. Comme vous l'avez mentionné, un ancien combattant mâle ou un veuf est admissible aux allocations à 60 ans et une ancienne combattante ou une veuve, à l'âge de 55 ans. Cet article stipule que quel que soit l'âge, toute personne qui ne peut être employée de façon permanente est admissible aux allocations et poursuit en disant que, en raison de son inaptitude physique ou mentale, ajoutée à son handicap économique, si elle n'est vraisemblablement pas apte à travailler, peut également recevoir ces allocations.

Pris hors contexte, cela semble un peu plus dur que ce l'est en réalité.

Si vous vous reportez au document qui vous a été présenté par la Commission canadienne des droits de la personne, je devrais vous dire que notre Ministre a préparé une liste des modifications proposées à la Loi sur les allocations aux anciens combattants, non au moment indiqué ici, mais au printemps 1984, et ces propositions ont entraîné l'acceptation du projet de

[Texte]

age and equality issue was not one of the proposals that went through. Financial restrictions were involved and other items were considered to be of a higher priority.

For instance, we had a situation where veterans under 65 versus over 65 were getting substantially less money. Also, we were not sure whether this item on age was exempted by section 25.(2) of the Charter of Rights and Freedoms, and we knew at that time that Justice would be addressing our legislation as well as many others at that time.

In our brief, you will notice, that is contained in your discussion paper, we mentioned that the rationale for the difference in age had traditionally been one of protectionism for widows in particular. In the past women have had fewer opportunities than men to participate in the labour force and as a result women were unable to secure financial independence in later years.

I am mentioning here "in past years", but we were looking at a Stats Can labour force booklet just recently on the 55-years-of-age-and-over participants in the labour force and we have males at 42.1% and females at 17.6%. So there is still some justification for what traditionally has been our role of protectionism.

Where we stand right now is that substantial dollars are involved and we are basically awaiting the results of your committee to take any further action. We are still somewhat uncertain on 15.2 and that is where the department stands at the present time.

• 1230

The Chairman: What would be the uncertainty with respect to section 15.2?

Ms Cail: We are uncertain whether the age difference is justified by the fact that we are protecting a group that is still vastly different—where you have 42% a male population versus 17% female population in the labour force.

Mrs. Browes: Could you give us those numbers and the difference again?

Ms Cail: Yes. This was taken from a Statistics Canada labour force booklet, July, 1985. In the over 55 age group, males are participating in the labour force at 42.1% and females 17.6%. We zeroed in on that group because our clientele is in that group. The average age of a World War II veteran right now is 65 and I would suspect a female is two, three or four years less.

M. Tremblay (Lotbinière): Est-ce que j'ai bien compris qu'actuellement les hommes et les femmes reçoivent les pensions d'anciens combattants à un âge différent?

Ms Cail: Males and females are entitled without a medical or looking at economic conditions for the allowance. Simply it

[Traduction]

Loi C-39 qui a reçu la sanction royale en juin 1984. Malheureusement, cette question d'âge et d'égalité ne faisait pas partie des propositions adoptées. Il a été question de restrictions financières et d'autres points ont été considérés plus importants.

Par exemple, nous avons connu un cas où des anciens combattants de moins de 65 ans recevaient beaucoup moins d'argent que les plus de 65 ans. Également, nous n'étions pas certains si ce point portant sur l'âge était exempté par l'article 25(2) de la Charte des droits et libertés et nous savions à ce moment-là que le ministère de la Justice étudierait notre Loi ainsi que bien d'autres.

Comme vous le remarquerez dans notre mémoire, cela est contenu dans votre document de travail, nous avons dit que la différence d'âge a toujours été une espèce de mesure protectionniste pour les veuves en particulier. Dans le passé, les femmes avaient moins de possibilités que les hommes de trouver un emploi, elles ne pouvaient donc pas assurer leur indépendance financière en vieillissant.

Je dis bien ici «dans le passé», mais nous avons lu tout récemment la brochure d'un groupe de travail de Statistique Canada sur la main-d'oeuvre active, de 55 ans et plus et nous avons constaté qu'il y avait 42,1 p. 100 d'hommes et 17,6 p. 100 de femmes. Notre protectionnisme traditionnel est donc encore justifié d'une certaine façon.

Il y a d'importantes sommes en cause et nous attendons les résultats de votre comité pour prendre une décision. Nous sommes encore incertains concernant le paragraphe 15.2, et c'est là où en est le ministère, à l'heure actuelle.

Le président: Quelle est cette incertitude concernant le paragraphe 15.2?

Mme Cail: Nous nous demandons encore si la différence d'âge est justifiée, étant donné que nous protégeons un groupe qui reste largement différent—où la population active est répartie entre 42 p. 100 d'hommes et 17 p. 100 de femmes.

Mme Browes: Voulez-vous répéter ces chiffres et la différence?

Mme Cail: Certainement. Ces données sont tirées d'une brochure de Statistique Canada sur la population active publiée en juillet 1985. Dans le groupe d'âge de plus de 55 ans, la population active est constituée de 42,1 p. 100 d'hommes et de 17,6 p. 100 de femmes. Nous avons visé ce groupe parce que c'est là que se situe notre clientèle. L'âge moyen des anciens combattants de la Seconde guerre mondiale est actuellement de 65 ans, et je dirais que celui des femmes doit être de 3 ou 4 années de moins.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Do you really mean that at present men and women receive their War Veterans Allowance at a different age?

Mme Cail: Les hommes et les femmes ont droit à leur pension sans un examen préalable de leur état physique ou de leur situation économique. Ce qui compte, ce sont simplement

[Text]

is then service, your age and your income. That difference is definitely there but then if . . .

Mr. Tremblay (Lotbinière): It is based on the economic resources.

Ms Cail: Yes. You do not have to look at anything other than whether you served in the war, your age and your income. However, there are other areas where we do look at situations to qualify people at any age—if you are permanently disabled.

Mr. Tremblay (Lotbinière): At any age? You can receive an allowance at any age?

Ms Cail: If you are a veteran and disabled, you are entitled to the allowance at any age.

Mr. Tremblay (Lotbinière): If you are not disabled, you are a veteran and . . . ?

Ms Cail: If you are healthy and working and just say that you want to . . .

Mr. Tremblay (Lotbinière): If you are not working, you are on unemployment insurance or something like that?

Ms Cail: Then you come into the section where you have a combination of both. You look at age. Most of our clients, as I mentioned, are of advanced age. This is combined with economic conditions.

Mr. Tremblay (Lotbinière): But you do not start it at say 55, 60 or 65?

Ms Cail: No. That is only the claimant's . . .

Mr. Tremblay (Lotbinière): The age is basically a factor but there is no limit.

Ms Cail: There is no limit when you look at the situation. You just walk in the door and present three factors; we do not do any research into conditions. If you come in at a younger age, whether it be younger than 55 or 60, we look at these conditions. I might say we are very lenient in our application of those, especially with the high rates of unemployment at the present time.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Do you make any distinction based on the sex?

Ms Cail: We do in that women qualify automatically at 55. Automatically.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Automatically. That one I know.

Ms Cail: Veteran males qualify at 60, automatically.

Mr. Tremblay (Lotbinière): So the female qualifies at 55 and the male at 60?

Ms Cail: Right. Then it is followed by looking at the other . . .

Mr. Tremblay (Lotbinière): Why do you use those criterias—females at 55 and males at 60?

[Translation]

les années de service, l'âge et le revenu. Cette différence existe, mais si . . .

M. Tremblay (Lotbinière): C'est basé sur les ressources économiques.

Mme Cail: Oui. Vous n'avez pas à prendre en considération autre chose que le service pendant la guerre, l'âge et le revenu. Cependant, il existe d'autres cas où vous examinez la situation avant d'admettre les personnes de tout âge—si vous souffrez d'invalidité permanente.

M. Tremblay (Lotbinière): À n'importe quel âge? Vous pouvez recevoir des allocations à n'importe quel âge?

Mme Cail: Si vous êtes ancien combattant et invalide de guerre, vous avez droit à une allocation, peu importe l'âge.

M. Tremblay (Lotbinière): Si vous n'êtes pas invalide, mais ancien combattant et . . . ?

Mme Cail: Si vous êtes en bonne santé, vous travaillez et, disons simplement que vous voulez . . .

M. Tremblay (Lotbinière): Si vous ne travaillez pas et touchez des prestations d'assurance-chômage, ou quelque chose du genre?

Mme Cail: Alors vous prenez une situation où vous avez un mélange des deux. Vous regardez l'âge. Comme je l'ai mentionné, la majorité de nos clients ne sont plus très jeunes. Ici, interviennent également des conditions économiques.

M. Tremblay (Lotbinière): Mais vous ne commencez pas, disons à 55, 60 ou 65?

Mme Cail: Non. C'est seulement le client qui . . .

M. Tremblay (Lotbinière): L'âge est un facteur fondamental, mais il n'y a pas de limite.

Mme Cail: Il n'y a pas de limites lorsque vous examinez la situation. Vous n'avez qu'à vous présenter avec les 3 facteurs requis; nous ne faisons aucune enquête sur les conditions. Si vous êtes plus jeune, c'est-à-dire moins de 55 ou 60 ans, nous examinons ces conditions. Je dois dire que nous appliquons ces règles avec beaucoup de souplesse, étant donné surtout le taux de chômage élevé à l'heure actuelle.

M. Tremblay (Lotbinière): Faites-vous une distinction entre les sexes?

Mme Cail: Nous en faisons une en ce sens que les femmes sont admises automatiquement à 55 ans. Automatiquement.

M. Tremblay (Lotbinière): Automatiquement. Ça je sais.

Mme Cail: Les anciens combattants masculins sont admis automatiquement à 60 ans.

M. Tremblay (Lotbinière): Donc, les femmes sont admises à 55 et les hommes à 60 ans?

Mme Cail: C'est exact. Puis nous poursuivons en examinant l'autre . . .

M. Tremblay (Lotbinière): Pourquoi utilisez-vous ces critères—les femmes à 55 et les hommes à 60 ans?

[Texte]

Ms Cail: Why do we use it? It is based just on the fact that our women are of an average age over 60 and in the past they have been housewives. If the husband dies today and they are not 60, for instance, they cannot find work because they have been housewives. They are not in this group where you have high rates of females in the labour force today.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Is there any economic impact? Or do you know the impact? Suppose you are going to have the same age, let us say 60 or 55 . . .

Ms Cail: Financial impact?

Mr. Tremblay (Lotbinière): Yes.

Ms Cail: Could you address that, Len?

Mr. Len Malone (Policy Analyst, Department of Veterans Affairs): Yes, at the time we last studied the issue the impact had a potential of \$50 million.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Based on what age? Fifty-five?

Mr. L. Malone: Fifty-five. Lowering the age . . .

Mr. Tremblay (Lotbinière): For both men and women?

Mr. L. Malone: —of male vetrans and widowers to 55, it carried a potential impact of \$50 million. With each successive year, because of the aged people and vetrans approaching age 60, the costs are diminished.

• 1235

As Mrs. Cail mentioned, we have some difficulty in establishing a firm cost for this proposal because of the way the provision is interpreted in the field. There is a very generous interpretation. Very few people are denied the allowance because of the age factor.

• 1240

Mr. Tremblay (Lotbinière): Yes, but that changes the factor, the economic one. What is your criteria there? Do you use the welfare and the level of poverty? Say for a couple it is \$12,000, or something like that, do you use those criteria?

Ms Cail: In setting our rates?

Mr. Tremblay (Lotbinière): Yes.

Ms Cail: Yes, we do make use of them, and we work closely with . . .

Mr. Tremblay (Lotbinière): No. I mean a case being acceptable to get an allowance based on the economic factor, what is your . . .

Ms Cail: What income criteria do we use to say whether you are in or out?

Mr. Tremblay (Lotbinière): Yes.

[Traduction]

Mme Cail: Pourquoi? Cela tient simplement au fait que l'âge moyen de nos femmes dépasse 60 ans et que, dans le passé, elles étaient des ménagères. Par exemple, si le mari décède aujourd'hui et que la femme n'a pas encore atteint 60 ans, elle ne peut trouver d'emploi parce qu'elle était une ménagère. Elle n'appartient pas à ce groupe où la population active se compose d'un taux élevé de femmes.

M. Tremblay (Lotbinière): Cette situation provoque-t-elle des incidences économiques? Ou bien, en connaissez-vous? Supposons que vous aurez le même âge, disons 60 ou 55 ans . . .

Mme Cail: Incidences financières?

M. Tremblay (Lotbinière): Oui.

Mme Cail: Pouvez-vous répondre à cela, Len?

M. Len Malone (Analyste des politiques, ministère des Affaires des anciens combattants): Oui, la dernière fois que nous avons étudié cette question, il s'agissait d'un impact éventuel de 50,000,000\$.

M. Tremblay (Lotbinière): En se basant sur quel âge? Cinquante-cinq?

M. L. Malone: Cinquante-cinq. En abaissant l'âge . . .

M. Tremblay (Lotbinière): Tant pour les hommes que pour les femmes?

M. L. Malone: . . . des anciens combattants et de leurs veuves à 55 ans, cela signifiait un impact éventuel de 50,000,000\$. Pour chaque année subséquente les coûts diminuent parce que les personnes âgées et les anciens combattants approchent de 60 ans.

Comme l'a mentionné M^{me} Cail, nous avons quelque difficulté à établir un coût ferme pour cette proposition, en raison de l'interprétation de la disposition en ce domaine. Il y a une interprétation très large. Très peu de personnes se voient refuser l'allocation, à cause de leur âge.

M. Tremblay (Lotbinière): Oui, mais cela modifie le facteur, le facteur économique. Quels sont vos critères là-dessus? Tenez-vous compte du régime de bien-être ou du seuil de la pauvreté? Par exemple, avez-vous recours à ces critères pour un couple qui gagne 12,000\$ environ?

Mme Cail: Pour établir les indemnités?

M. Tremblay (Lotbinière): Oui.

Mme Cail: Oui, nous les employons et nous travaillons étroitement avec . . .

M. Tremblay (Lotbinière): Non. Je veux parler des facteurs économiques sur lesquels vous vous fondez pour déterminer l'admissibilité . . .

Mme Cail: Quels sont les critères que nous employons pour déterminer si vous êtes admissibles ou non?

M. Tremblay (Lotbinière): Oui.

[Text]

Ms Cail: At the present time, the allowance we pay for a married person is \$1,016.65, for example. If you come in and list your income to us—first of all if you meet the service and meet the age—we look at your income, and if you have less income than that, we top it up.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Less income than \$1,016.65?

Ms Cail: Than \$1,016.65 for a married person.

Mr. Tremblay (Lotbinière): A month?

Ms Cail: A month.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Which is \$12,000 a year.

Ms Cail: And for a single person it is \$669.58.

Mrs. Finestone: A month?

Ms Cail: A month.

Now, we have a fringe benefit in there, in that . . .

Mr. Tremblay (Lotbinière): It is automatic; that if you are below that level there is no problem. But beyond that?

Ms Cail: Beyond that you are considered income-in-excess, not eligible. Now, you are permitted casual earnings at the married rate of \$4,200 a year.

Mr. Tremblay (Lotbinière): A year?

Ms Cail: Yes. And singles, \$2,900 a year. That is part-time work, or if the wife does some babysitting, whatever, to supplement their income.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Do you also use a minimum for participation in the Armed Forces, let us say 5 years or 10 years? No?

Mr. L. Malone: It is service in a theatre of war.

Mr. Tremblay (Lotbinière): So you can have a situation where someone has been a member in the Armed Forces for, let us say, 30 years who is just a bit beyond the \$1,000 and so is not eligible for those allocations.

Ms Cail: That is right.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Do you have a lot of cases like that? You certainly have a lot of complaints . . .

Ms Cail: You always have problems with a person who is just under whatever level you set. They are considered near recipients, and if they are over 65, for example, and not qualifying, we do allow them treatment rights. If old age security dollars are causing their income to be in excess, we do allow them treatment rights—eye glasses, teeth, and things like that. But when you set a level, you always have the person who is just beyond, regardless of what level you set.

[Translation]

Mme Cail: À l'heure actuelle, une personne mariée reçoit 1.016.65\$ par exemple. Si vous venez nous voir et nous préciser votre revenu—d'abord vous devez avoir les années de service et avoir atteint l'âge admissible—nous examinons votre revenu et s'il est inférieur à cette somme, nous complétons.

M. Tremblay (Lotbinière): Si le revenu est inférieur à 1,016.65\$?

Mme Cail: Si le salaire d'une personne mariée est inférieur à 1,016.65\$.

M. Tremblay (Lotbinière): Par mois?

Mme Cail: Par mois.

M. Tremblay (Lotbinière): Ce qui fait 12,000\$ par an.

Mme Cail: Pour une personne seule, la somme est de 669.58\$.

Mme Finestone: Par mois?

Mme Cail: Par mois.

Mais, il y a aussi les avantages sociaux . . .

M. Tremblay (Lotbinière): Cela se fait automatiquement; si votre revenu est inférieur, il n'y a aucun problème. Mais qu'advient-il si votre salaire est supérieur à cette somme?

Mme Cail: Vous n'êtes alors pas admissible car votre revenu est excédentaire. Toutefois, les personnes mariées sont autorisées à gagner un revenu intermittent de 4,200\$ par an.

M. Tremblay (Lotbinière): Par an?

Mme Cail: Oui. Pour les célibataires, cette somme est de 2,900\$. Il s'agit de revenu provenant d'un emploi à temps partiel ou de la garde des enfants ou autre, dans le cas des femmes, afin d'augmenter les revenus.

M. Tremblay (Lotbinière): Y-a-t-il une période minimale de service dans les Forces armées, par exemple cinq ou 10 ans? Non?

M. L. Malone: Il faut avoir servi dans le théâtre de la guerre.

M. Tremblay (Lotbinière): Il peut donc y avoir une situation, par exemple, où une personne qui a servi dans les Forces armées pendant 30 ans reçoit un peu plus de 1,000\$ et n'est donc pas admissible aux indemnités.

Mme Cail: C'est exact.

M. Tremblay (Lotbinière): Y-a-t-il beaucoup de cas comme celui-là? Vous recevez certainement un grand nombre de plaintes . . .

Mme Cail: Il y a toujours des problèmes pour les personnes dont le revenu dépasse le niveau admissible. Dans ces cas particuliers, si les personnes ont plus de 65 ans, par exemple, mais qu'elles ne sont pas admissibles, elles ont tout de même droit à l'assurance médicale. Si à cause de leur pension de vieillesse, leur revenu est excédentaire, elles ont quand même droit à l'assurance médicale—verres, dentiste, etc. Mais lorsqu'une limite est établie, il y a toujours des personnes qui la dépassent de peu, peu importe sa valeur.

[Texte]

Mr. Tremblay (Lotbinière): For this level, do you use only the income tax report or also the fact that the couple has a house or a car or things like that? Is it only on the revenue?

Ms Cail: They are set in much the same fashion as Health and Welfare rates for their programs. We are somewhat higher.

M. Tremblay (Lotbinière): Je me permettrais de vous demander ceci: Vous êtes-vous penchés sur une façon différente d'aborder ce que j'appellerais le respect envers les citoyens qui ont servi les Forces armées plutôt que strictement sur une base économique qui semble être le facteur numéro 1?

• 1245

Mr. L. Malone: As Mrs. Cail was mentioning, there are many programs and services that are intended for veterans and their dependants. The War Veterans Allowance Act deals with income support only. The rate of allowance is higher than the rate of income support under the Old Age Security Act. There is a provision in our legislation now that guarantees that any increases that go forward under the Old Age Security Act will be passed along automatically to the war veterans allowance recipient.

Mrs. Browes: Does that mean the allowance will be decreased?

Mr. L. Malone: The allowance will increase. Last year, when there were the two phased-in increases for the supplement, those increases were added to the war veterans allowance maximum level. So there is a continuous review of the rate of allowance. It is higher than old age security and the other benefits like the casual earnings exemption and an interest income exemption.

Mrs. Finestone: Could I pursue that for a clarification please? Old age security is received by every Canadian automatically. So if you are a war veteran you will receive old age security from Health and Welfare and then any other pension that comes from your veterans allowance is over and above. Is that correct?

Ms Cail: No, it is included. What I have quoted you is an...

Mrs. Finestone: I just want to know if I get... I served—and I want a clarification on it—in a theatre of war. Is Canada when it is at war in a theatre of war? I served in a theatre of war.

Ms Cail: Right.

Mrs. Finestone: I now am 65 years of age. Do I receive from the Government of Canada an old age security cheque like every other single Canadian?

Ms Cail: You do.

[Traduction]

M. Tremblay (Lotbinière): Pour établir ce niveau, tenez-vous compte uniquement des données inscrites sur le rapport d'impôt ou cela s'étend-il au fait qu'un couple est propriétaire d'une maison ou d'une voiture ou autre bien de ce type? Vous limitez-vous au revenu?

Mme Cail: Les calculs sont effectués de façon similaire que dans le cas des niveaux de santé et bien-être. Nos prestations sont un peu plus élevées.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Let me ask you this: have you ever thought about doing it in another way? By having what I would call respect for the citizens that have served in the Armed Forces instead of strictly limiting your evaluation on economic grounds which seem to be the number one factor?

M. L. Malone: Comme M^{me} Cail l'a mentionné, il y a de nombreux programmes et services destinés aux Anciens combattants et aux personnes à leur charge. La Loi sur les allocations aux Anciens combattants ne traite que du soutien de revenu. En vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse, l'allocation est plus élevée que le soutien de revenu. À l'heure actuelle, il y a une disposition de la loi qui garantit que toute augmentation accordée en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse est automatiquement accordée aux bénéficiaires d'allocations d'Anciens combattants.

Mme Browes: Cela signifie-t-il que l'allocation sera réduite?

M. L. Malone: L'allocation augmentera. L'année dernière, lorsqu'il y a eu deux augmentations échelonnées du supplément, le taux maximal d'allocations des Anciens combattants a été augmenté proportionnellement. Les allocations sont donc constamment rajustées. Les allocations sont plus élevées que les prestations de sécurité de la vieillesse et les exemptions de revenus intermittents et du revenu tiré d'intérêts sont plus avantageuses.

Mme Finestone: Me permettez-vous de demander des précisions supplémentaires, s'il vous plaît? Tous les Canadiens bénéficient des prestations de sécurité de la vieillesse. Par conséquent, les Anciens combattants reçoivent ces prestations de Santé et Bien-être Canada et toute pension provenant de l'allocation d'Anciens combattants est en sus. Est-ce exact?

Mme Cail: Non, cette somme n'est pas en sus. Ce que je vous ai dit...

Mme Finestone: Je veux simplement savoir si je recevrai... J'ai servi dans les Forces armées, et je veux des précisions à cet égard—dans un théâtre de guerre. S'agit-il d'un théâtre de guerre lorsque le Canada est en guerre? J'ai servi dans un théâtre de guerre.

Mme Cail: D'accord.

Mme Finestone: J'ai maintenant 65 ans. Est-ce que le gouvernement du Canada doit me verser une pension de vieillesse comme tous les autres Canadiens?

Mme Cail: Oui.

[Text]

Mrs. Finestone: Okay, that is what I wanted to know. Then over and above that I get a cheque from the Department of Veterans Affairs?

Ms Cail: If you were only getting an old age cheque and not a supplement I would say to you is your income under or over . . .

Mrs. Finestone: Just a minute. Do I qualify for a guaranteed income supplement as a Canadian?

Ms Cail: You are subject to a means test again.

Mrs. Finestone: Yes.

Ms Cail: It may be yes. If you come to me as an applicant for this program saying I am receiving OAS . . .

Mrs. Finestone: Now please, just a second. I have to start at a,b,c. You understand it and I do not, so I need your help in understanding the process. I am a Canadian citizen, 65 years of age.

Ms Cail: Right.

Mrs. Finestone: I am entitled to an old age security cheque automatically as a universal principle, and if I am in need I am entitled to a guaranteed income supplement based on the level of need and based on the amount of money paid through the Canadian government.

Ms Cail: Right.

Mrs. Finestone: Now, add to that the fact that I am a war veteran. I am 65 years of age. I now have the right to old age security and guaranteed income supplement. Do I receive any additional funds as a war veteran over and above, let us say, total OAS and total GIS?

Ms Cail: Yes you do, because as Mr. Malone mentioned, our ceiling is higher than the old age-GIS ceiling combined.

Mrs. Finestone: So I find I get a third cheque then?

Ms Cail: You do get a third cheque.

Mrs. Finestone: That is what I wanted to understand.

Ms Cail: But after 65 the prime support for veterans comes from the Department of Health and Welfare.

Mrs. Finestone: All right. Now, could you explain what service in a theatre of war means? Does that mean I have to serve outside of Canada? What does it mean, in a theatre of war?

Ms Cail: That is very complex, because as you know we have allies and that as well. But looking at Canadians, you must have served in a theatre of war or service in Canada only but beyond the three-mile limit, for instance. Perhaps you were stationed at a base near the Atlantic or the Pacific and involved in activities going beyond the three-mile limit; then you are also considered to have served in a theatre of war.

[Translation]

Mme Finestone: D'accord, c'est ce que je voulais savoir. Alors, je dois aussi recevoir une somme du ministère des Anciens combattants?

Mme Cail: Si vous ne receviez qu'une pension de vieillesse et non pas un supplément, je dirais que votre revenu est en sus . . .

Mme Finestone: Un instant. En tant que Canadienne, suis-je admissible au supplément de revenu garanti?

Mme Cail: Dans ce cas également, vous devez être soumise à un test d'admissibilité.

Mme Finestone: Oui.

Mme Cail: Vous êtes peut-être admissible. Si vous faites la demande et qu'on vous verse une prestation de sécurité de la vieillesse . . .

Mme Finestone: S'il-vous-plaît, attendez un instant. Re commençons au début. Vous êtes au courant du processus et je ne le suis pas, et j'ai besoin de votre aide pour le comprendre. Je suis citoyenne canadienne et j'ai 65 ans.

Mme Cail: D'accord.

Mme Finestone: Je suis automatiquement admissible à la pension de vieillesse et, si je suis dans le besoin, j'ai droit à un supplément de revenu garanti calculé en fonction de mes moyens et des sommes versées par le gouvernement canadien.

Mme Cail: C'est exact.

Mme Finestone: En outre, je suis une Ancienne combattante et j'ai 65 ans. Je suis maintenant admissible à la pension de vieillesse et au supplément de revenu garanti. Outre ces sommes, suis-je admissible à des fonds supplémentaires en tant qu'Ancienne combattante?

Mme Cail: Oui, car comme M. Malone l'a mentionné, nos taux sont plus élevés que les taux combinés de la pension de vieillesse et du supplément de revenu garanti.

Mme Finestone: Je peux donc recevoir un troisième chèque?

Mme Cail: Vous pouvez recevoir un troisième chèque.

Mme Finestone: C'est ce que je voulais entendre.

Mme Cail: Mais, après l'âge de 65 ans, les principaux revenus des Anciens combattants sont versés par Santé et Bien-être Canada.

Mme Finestone: D'accord. Maintenant, pourriez-vous m'expliquer ce que signifie un théâtre de guerre? Est-ce que cela signifie qu'il faut servir à l'extérieur du Canada? Qu'est-ce que cela signifie, un théâtre de guerre?

Mme Cail: Cela est fort complexe car, comme vous le savez, nous avons aussi des Alliés. Mais les Canadiens doivent avoir servi dans un théâtre de guerre ou avoir fait leur service au Canada, mais à l'extérieur de la limite de trois milles, par exemple. Vous auriez pu être affectée à une base située près de l'Atlantique ou du Pacifique ou avoir participé à des activités à l'extérieur de la limite de trois milles; vous avez alors servi votre pays dans un théâtre de guerre.

[Texte]

[Traduction]

• 1250

Mrs. Finestone: I can recall a very moving presentation made to us by an older woman who talked about the fact that her face of poverty was the result of having been in the service of Canada in World War I; that she today, in thanks for her very involved and committed lifestyle, following World War I came back to a decimated male population, undertook the responsibility of home care for her parents, etc. etc. etc.—I do not have to give you the whole story which it was a very moving one—but her thanks, as a veteran, from the Armed Forces, was very minimal and she was living below the poverty line.

Now, how do you calculate her contribution? Did you look at the fact that women, traditionally, earn 60% less than men and, therefore, you paid her 60% less in terms of support? Why does this woman who served in the Armed Forces for four years in World War not receive the kind of income which is commensurate with a proper and decent "thank you" for the kind of job that she did for our country?

Ms Cail: Not knowing all the circumstances . . .

Mrs. Finestone: I do not either.

Ms Cail: —I can tell you that she would have had an income. If we were giving her even \$1, it means we were ensuring that, if she were single, she was getting \$669 and \$58 a month. She may be getting only \$1 from us, but if there is her Old Age Security and, perhaps, a bit of Canada Pension and a supplement, which is minimal in her eyes, but the ceiling is set.

Mrs. Finestone: Hold on a minute though. This woman never married. You said that with these women who are now about 55 years of age and are the majority, your criteria is in the supposition that she is a housewife. Now many of those women, first, are not housewives; they may be widows, or they may have been single women who never married, or they are divorced or separated. So how can you base your presumption on the fact that she is a housewife? It is an ill-founded presumption.

Ms Cail: Do you want to address that Mr. Malone?

Mr. L. Malone: The only thing I can think of to say is that, when the legislation was introduced to lower the qualifying age for females to 55, that was the rationale quoted in the debates in Parliament at the time.

Mrs. Finestone: That she was a housewife?

Mr. L. Malone: No, to recognize that the majority of them were disadvantaged in their ability to participate in the labour force and, in recognition of that, the decision was made to lower the qualifying age to 55 for females only.

Mrs. Finestone: Am I correct in this recollection? Was there an increase just recently accorded to veterans?

Mme Finestone: Je me rappelle d'un exposé très émouvant que nous a fait une vieille dame qui nous a dit que sa pauvreté résultait du fait qu'elle avait été au service du Canada au cours de la Première Guerre mondiale; que maintenant, en guise de remerciement pour son style de vie très engagé, après s'être chargée de ses parents au retour de la Grande Guerre dans une population mâle décimée, etc.—je n'ai pas besoin de vous raconter toute cette histoire qui était très émouvante—mais les remerciements qu'elle a reçus des Forces armées à titre d'ancienne combattante ont été très minimes et elle vit depuis au-dessous du seuil de la pauvreté.

Comment calculez-vous sa contribution? Est-ce que vous avez jeté un coup d'oeil au fait que les femmes ont toujours gagné 60 p. 100 de moins que les hommes et, par conséquent, que vous lui payez 60 p. 100 de moins en termes de soutien financier? Pourquoi cette femme qui a servi dans les Forces armées pendant quatre ans au cours de la Grande Guerre ne reçoit pas les revenus qui devraient être le signe de la gratitude que nous devrions lui témoigner pour le genre de service qu'elle a rendu à notre pays?

Mme Cail: Si nous ne connaissons pas toutes les circonstances . . .

Mme Finestone: Je ne les connais pas non plus.

Mme Cail: . . . je puis vous dire qu'elle a sûrement eu des revenus. Même si elle recevait 1\$, cela signifie que que nous nous assurons qu'elle reçoive, si elle est célibataire, 669\$ et 58\$ par mois. Peut-être qu'elle ne reçoit que 1\$ de notre part, mais il y a la Sécurité de la vieillesse et, probablement, une partie de la pension canadienne ainsi qu'un supplément qui est peut-être minime pour elle, mais le plafond est établi pour tous.

Mme Finestone: Attendez une minute. Cette femme ne s'est jamais mariée. Vous dites qu'en ce qui concerne ces femmes qui ont environ 55 ans et qui constituent la majorité des cas, votre critère est de supposer que ce sont des ménagères. Premièrement, un grand nombre de ces femmes ne le sont pas; elles sont peut-être veuves, célibataires ou encore divorcées ou séparées. Mais sur quoi vous basez-vous pour présumer qu'elle est ménagère? C'est une présomption mal fondée.

Mme Cail: Voulez-vous répondre à cela, monsieur Malone?

M. L. Malone: La seule chose que je peux répondre c'est que, lorsque la loi a été modifiée pour abaisser l'âge d'admissibilité des femmes à 55 ans, c'est la raison qui a été donnée au cours des débats du Parlement à ce moment.

Mme Finestone: Qu'elle était ménagère?

M. L. Malone: Non, mais reconnaître que la majorité de ces femmes étaient désavantagées quant à la possibilité de se trouver un emploi, et, en reconnaissance de ce fait, nous avons pris la décision d'abaisser l'âge d'admissibilité à 55 ans pour les femmes seulement.

Mme Finestone: Est-ce que je me trompe en disant qu'une augmentation a été accordée récemment aux anciens combattants?

[Text]

Mr. L. Malone: Yes.

Mrs. Finestone: But that increase, if it had been to meet the criteria of section 15, based on no discrimination as to age, would have cost \$50 million, approximately give or take? Is that what you are saying and, therefore, economically it was not feasible at this time?

Ms Cail: This is the issue, and that is the exact cost which Len Malone quoted. It was dropped from our bill in June 1984 because of, as I mentioned, the other item where we had to . . .

Mrs. Finestone: What was the number of that bill?

Ms Cail: Bill C-39 in June 1984.

Mrs. Finestone: My last comment; it is not a question. It is pretty sad when equality is related to financial dollars particularly for people who served their country. There are areas where it will take us time to reach that equality, and we have heard those representations by the disabled and they recognize that we cannot change everything in a day. But in this instance, I find it reprehensible that we can buy uniforms which are going to cost us millions and millions and millions of dollars; change the colours of people's clothing so that they can be proud in the service of the army, navy or air force in different colours, but we cannot pay those people who served our country because it costs \$50 million. I find that totally irresponsible and unacceptable.

Ms Cail: We thank you for your recommendations or support in that area.

The Chairman: Pauline Browes.

Mrs. Browes: Thank you very much, Mr. Chairman. Thanks to our witnesses for making their presentations here today and for this opportunity to be in Charlottetown to hear you. Certainly it has been a pleasure to be here. I would like to get some further clarification on your statistics of 42.1% males and 17.6% females. I apologize to you; I am still not clear of what that means. Are those people in the work force? I really do not know what those numbers mean.

• 1255

Ms Cail: First of all, we do not look from the cradle to the grave any more for our people. Our veteran population is 55 and up. So what we looked at in getting these statistics for you today was to see whether what was put in legislation back in 1943, when this age difference came into play with widows 55 and widowers 60, was still traditional or was fact today. I know there is something like 42% of females in the work force today, but not our group of females who are in the 55 years of age and over out there in the work force. The variance is still broad. That is why we zeroed in on 55 and up, which is where we are coming from now with our clientele.

[Translation]

M. L. Malone: C'est juste.

Mme Finestone: Mais s'il fallait observer le critère de l'article 15 qui stipule qu'il ne doit y avoir aucune discrimination fondée sur l'âge, cette augmentation coûterait environ 50 millions de dollars? Est-ce cela que vous voulez dire que ce n'était économiquement pas faisable à ce moment-là?

Mme Cail: C'est justement la question, et c'est le coût exact mentionné par Len Malone. Cette clause a été rayée de notre projet de loi en juin 1984 en raison, comme je l'ai mentionné, de l'autre point où nous devons . . .

Mme Finestone: Quel était le numéro de ce projet de loi?

Mme Cail: Le projet de loi C-39, en juin 1984.

Mme Finestone: Un dernier commentaire, ce n'est pas une question. C'est vraiment malheureux lorsque la question d'égalité est reliée à une question financière, particulièrement dans le cas des personnes qui ont servi leur pays. Il y a des domaines où nous devons patienter longtemps avant d'obtenir cette égalité, et nous avons entendu les représentations faites par les handicapés et ils reconnaissent eux-mêmes que nous ne pouvons pas tout changer du jour au lendemain. Mais dans ce cas-ci, je crois qu'il est injuste que nous puissions acheter des uniformes qui nous coûteront des millions et des millions de dollars, changer la couleur des uniformes pour que les personnes qui les portent soient fières de servir dans l'armée, la marine ou l'aviation dans des couleurs différentes, mais nous ne pouvons pas payer les personnes qui ont servi notre pays parce qu'il nous en coûterait 50 millions de dollars. Je trouve cela totalement irresponsable et inacceptable.

Mme Cail: Nous vous remercions pour vos recommandations ou votre appui dans ce domaine.

Le président: Pauline Browes.

M. Browes: Merci beaucoup monsieur le président. Je remercie nos témoins d'être venus faire leurs présentations ici aujourd'hui et nous sommes heureux d'être à Charlottetown pour vous écouter. C'est un plaisir d'être ici. J'aimerais avoir d'autres éclaircissements sur vos statistiques qui indiquent qu'il y a 42,1 p. 100 d'hommes et 17,6 p. 100 de femmes. Je m'excuse, mais je ne comprends pas exactement ce que cela signifie. Ces personnes font-elles partie de la main-d'oeuvre active? Je ne vois vraiment pas ce que signifient ces chiffres.

Mme Cail: Premièrement, nous ne suivons plus notre monde du berceau au tombeau. Nos anciens combattants ont 55 ans et plus. Ce que nous aurons cherché dans ces statistiques avant de nous présenter devant vous aujourd'hui était de savoir si ce que comportait le Loi adoptée en 1943, au moment où la différence d'âge entre les veuves de 55 ans et les veufs de 60 ans a commencé de se manifester, valait toujours ou si c'était conservé par tradition. Je sais qu'aujourd'hui, la main-d'oeuvre active compte environ 42 p. 100 de femmes, mais ce n'est pas le cas de nos anciennes combattantes qui ont 55 ans et plus. La différence est encore très importante dans notre groupe. C'est pourquoi nous avons adopté le chiffre de 55 ans et plus qui représente l'âge limite actuel de nos anciennes combattantes.

[Texte]

Mrs. Browes: So of the veterans that are female, 17% of them are in the work force, over 55. Is that what that means?

Ms Cail: We would expect, because this is looking at the population at large.

Mrs. Browes: And 43% . . .

Ms Cail: Of males.

Mrs. Browes: —over 55 are in the work force.

Mrs. Finestone: For you, too; not only for Statistics Canada.

Ms Cail: We look at our population out there, which is something like half a million veterans. The same statistics would apply, as being normal citizens on the street.

Mrs. Browes: Now, what are your recommendations?

Ms Cail: We looked at the three. I think Mr. Malone touched on them briefly. There are three: First of all, remove the age requirement entirely and base the eligibility requirement on service and age only. Statistics are that we would have a take-up rate of 8,000 clients at a cost of approximately \$67 million. Now, these are maximum costs.

Mrs. Browes: So you would bring the age down . . .

Ms Cail: Forget the age, because our clients are pretty well up now. Age is a very short span now, anyway. Forget it entirely, or we could increase the age requirement of females to 60, and this would take away rights, of course, already acquired by this group; and third, reduce the age requirement for males to 55 at a cost of \$50 million, with a take-up rate of 6,000 clients.

Mrs. Browes: What is your first alternative?

Ms Cail: I think we would go with the third one. It is felt we would pick up here persons, for example, who are in unskilled positions making a fairly low wage, and we would pick up unemployment insurance claimants right now whose claim is running out and who are not likely to be picked up in the labour force, and probably people who are in failing health. They are not really disabled, but they are arthritic or things of that nature.

Mrs. Finestone: Would you just give me those figures on that third one again?

Ms Cail: We would be lowering the age, everybody at 55, and we would take up 6,000 new clients at a cost of \$50 million annually.

Mrs. Browes: Then that would start decreasing immediately.

Ms Cail: As Mr. Malone mentioned, we are on the . . .

Now, looking at the people in the labour force, I was just noting here that the figure we pay to a married recipient, for example, works out to \$12,000 a year, which is equivalent to a

[Traduction]

Mme Browes: Ainsi, chez les anciennes combattantes de plus de 55 ans, 17 p. 100 d'entre elles font partie de la main-d'oeuvre active. C'est bien cela que ça signifie?

Mme Cail: À peu près, étant donné que nous parlons de la population en général.

Mme Browes: Et 43 p. 100 . . .

Mme Cail: D'hommes.

Mme Browes: . . . de plus de 55 ans sont sur le marché du travail.

Mme Finestone: Pour vous aussi, et non seulement pour Statistique Canada.

Mme Cail: Si nous regardons notre population qui compte environ un demi-million d'anciens combattants, les mêmes statistiques s'appliquent, étant donné que ce sont des citoyens ordinaires.

Mme Browes: Quelles sont vos recommandations?

Mme Cail: Il y en a trois. Je crois que M. Malone les a mentionnées brièvement. Premièrement, annuler entièrement l'exigence en matière d'âge et baser les exigences d'admissibilité sur le service et l'âge seulement. D'après les statistiques, cela signifie que nous aurions 8,000 nouveaux clients et que cela coûterait au maximum environ 67 millions.

Mme Browes: Vous abaisseriez donc l'âge limite . . .

Mme Cail: Oubliez l'âge étant donné que nos clients sont pas mal âgés. L'âge admissible arrive vite maintenant de toute façon. Il faut l'oublier complètement ou nous devrions le porter à 60 ans pour les femmes et cela éliminerait évidemment des droits acquis par ce groupe; et troisièmement, réduire l'exigence en matière d'âge pour les hommes à 55 ans à un coût de 50 millions avec 6,000 nouveaux clients.

Mme Browes: Quel est votre premier choix?

Mme Cail: Je crois que nous opterions pour le troisième point. Je crois que de cette façon, nous accorderions des allocations à des travailleurs non spécialisés qui font un salaire relativement bas ainsi que des personnes qui reçoivent de l'assurance-chômage actuellement et dont la période s'achève et qui ne trouveront probablement pas d'emploi à la fin de cette période, et probablement aussi des personnes en mauvaise santé. Ce ne sont pas tout à fait des handicapés, mais elles souffrent d'arthrite et de maux semblables.

Mme Finestone: Pourriez-vous me rappeler les chiffres de cette troisième option?

Mme Cail: Nous abaisserions l'âge requis, 55 ans pour tous, nous aurions ainsi 6,000 nouveaux clients, pour un coût annuel total de 50 millions.

Mme Browes: Cela commencerait à diminuer immédiatement.

Mme Cail: Comme M. Malone l'a mentionné, nous sommes sur . . .

Si nous regardons les personnes qui font partie de la main-d'oeuvre active, je remarquais justement que la somme que nous payons à un bénéficiaire marié, par exemple, était de

[Text]

married person making \$6 a hour. So he may not be in a get-rich program as it is, but he may not be any worse off by coming into us. You have free medical.

Mrs. Browes: How many presently do you have on veterans allowance?

Mr. L. Malone: Approximately 88,000 recipients.

Mrs. Browes: And do you know the breakdown of men and women?

Mr. L. Malone: I am sorry; I do not have that figure.

Mrs. Browes: Do you pay those benefits to people who are hospitalized?

Mr. L. Malone: Yes, we do.

• 1300

Mrs. Browes: Right. Now on service. Where does your allowance come in for the disability? How is that calculated if someone has been disabled?

Ms Cail: Disabled versus our program, War Veterans Allowance?

Mrs. Browes: Disabled in service.

Ms Cail: Disability pension is paid by the Canadian Pension Commission and we would consider it if the person first was a disability pensioner and comes to us and would like to apply for the allowance. Again we look at the ceiling top-off if the pension is less. Pension is a matter of right not subject to an income test. Ours is.

If, for instance, a veteran had a \$200 disability pension and he comes to me and asks if he is eligible for allowance. He has no other income. I would say: Yes, \$1,016.65 minus \$200.

Mrs. Browes: Do you administer that?

Ms Cail: Our department does, but not Veterans Services, where we are from.

Mrs. Browes: Because I have had some difficulty with constituents concerning the level of disability where they have been disabled to a 20% level and then they need a re-evaluation on this. I have had some difficulty getting this kind of thing accepted. Is this something you review on a regular level?

I suppose the fact that we are talking about the disabled and the awareness of it has been increased most recently . . . that there seems to be some concern about being able to get the re-evaluation of the disabled aspect, and as the person becomes older then the disability becomes more acute.

Ms Cail: As I mentioned, that is not our area. But you may be aware that Mr. Hees introduced a bill which received Royal Assent dealing with the Canadian Pension Commission at the end of January . . .

[Translation]

l'ordre de 12,000 \$ par année, soit l'équivalent d'une personne mariée qui gagne 6 \$ de l'heure. Cette personne n'est donc pas là pour s'enrichir, mais elle ne sera pas plus démunie en se joignant à nous. Nous avons des services médicaux gratuits.

Mme Browes: Combien de personnes reçoivent actuellement des allocations pour anciens combattants?

M. L. Malone: Il y a environ 88,000 bénéficiaires.

Mme Browes: Savez-vous combien d'hommes et de femmes?

M. L. Malone: Je regrette, mais je n'ai pas ces chiffres.

Mme Browes: Est-ce que vous payez ces allocations aux personnes qui sont hospitalisées?

M. L. Malone: Oui.

Mme Browes: D'accord. Maintenant, au sujet du service. D'où viennent les pensions pour incapacité? Comment calculez-vous lorsque quelqu'un est invalide?

Mme Cail: Les invalides par rapport à notre programme, les pensions pour Anciens combattants?

Mme Browes: Les invalides de guerre.

Mme Cail: Les pensions pour invalides sont payées par la Commission canadienne des pensions et nous étudierions son cas si la personne en question recevait d'abord des pensions d'invalidité et venait à nous pour demander de recevoir nos allocations. Là encore, il s'agit du plafond lorsque la pension est inférieure à ce montant. La pension est un droit qui n'est pas soumis à un test d'impôt sur le revenu. Nos allocations le sont.

Si, par exemple, un ancien combattant reçoit une pension d'invalidité de 200\$ et qu'il vient me voir et me demande s'il est admissible pour nos allocations et qu'il n'a aucun autre revenu, je lui dirais oui, vous pouvez recevoir 1016,65\$ moins 200\$.

Mme Browes: Esce que vous administrez ce programme?

Mme Cail: C'est notre ministère qui l'administre et non le Service aux Anciens combattants, dont nous relevons.

Mme Browes: Étant donné que j'avais eu un peu de difficulté avec certains éléments portant sur le niveau d'incapacité d'une personne, par exemple une personne qui a subi une incapacité de 20 p. 100 et qui doit être réévaluée, j'ai éprouvé certaines difficultés à faire accepter ce genre de choses. Est-ce que vous devez examiner de tels cas régulièrement?

Je suppose que le fait que nous parlions des invalides et que nous soyons plus au courant de leurs problèmes depuis un certain temps . . . qu'il semble maintenant plus facile d'obtenir une réévaluation de leur incapacité, plus la personne vieillit, plus cette incapacité s'accroît.

Mme Cail: Comme je l'ai mentionné, cela n'est pas de notre compétence. Mais vous devez savoir que M. Hees a introduit un projet de loi qui a reçu la sanction royale et qui porte sur la Commission canadienne des pensions à la fin de janvier . . .

[Texte]

Mrs. Browes: Yes, I am familiar with it.

Ms Cail: —which increased the rates. Also, the backlog in re-evaluating has been drastically cut as a result of proposals Mr. Hees put forth that are really working well. I think the criticism today has been drastically reduced since Mr. Hees introduced those.

Mrs. Browes: That was a very positive step which we were very pleased about, and certainly the veterans were very pleased about it too.

Ms Cail: Yes.

The Chairman: And we are aware of it because we voted for it.

Mrs. Browes: Having spent a fair amount of time in Legion halls, I know that there is a great acceptance of that particular legislation that went through.

Thank you again for your submission.

Ms Cail: You are welcome.

The Chairman: Roger Clinch.

Mr. Clinch: Just a brief question with regard to investment income. Is it considered the same as if it was casual earnings or other earnings?

Ms Cail: For instance, investment income in the form of a debenture is exempt; it is only the interest from it.

Mr. Clinch: Okay. Does that include RRSPs? Those are exempt?

Ms Cail: Casual earnings are strictly working dollars.

Mr. Clinch: So interest basically then would be the . . .

Ms Cail: It would not come under casual earnings exemption. But then personal property is exempt; only the income derived from it is assessable.

Mr. Clinch: Okay. So if I were a Second World War veteran and after the war became a successful whatever and had an RRSP that was to look after me later on then the only thing that is deducted from the maximum if I applied for an allowance is the interest that I receive, not the original?

Ms Cail: That is correct.

Mr. Clinch: Thank you. Up to the maximum limit?

Ms Cail: Up to the maximum limit.

Mr. Clinch: Thank you.

The Chairman: Thank you very much.

There is one other matter, separate from that which we have been discussing relating to veterans pensions over the last few minutes, but I have received as chairman of the committee, I guess on behalf of the committee, representations—you did not know about this in advance; I am just inquiring to see if you

[Traduction]

Mme Browes: Oui, je suis au courant de ce projet de loi.

Mme Cail: . . . et qui vise à augmenter les taux. Il y a également le fait que nos retards en matière de réévaluation ont été considérablement réduits à la suite des propositions faites par M. Hees et qui vont très bien. Je crois que les critiques ont diminué considérablement depuis que M. Hees a introduit ces recommandations.

Mme Browes: Ceci est quelque chose de très positif dont nous sommes très ravis, et les anciens combattants le sont sûrement également.

Mme Cail: Oui.

Le président: Et nous les connaissons étant donné que nous avons voté en faveur de ce projet de loi.

Mme Browes: Étant donné que j'ai passé beaucoup de temps dans les salles des légions, je sais que ce projet de loi est très bien accepté par les Anciens combattants.

Merci encore une fois pour votre exposé.

Mme Cail: De rien.

Le président: Roger Clinch.

M. Clinch: J'ai seulement une brève question en ce qui a trait aux revenus d'investissement. Est-ce que vous les considérez de la même façon que des revenus ordinaires ou autres revenus?

Mme Cail: Par exemple, les revenus d'investissements sous forme d'obligations sont exemptés; ce sont seulement les intérêts de ces investissements qui le sont.

M. Clinch: D'accord. Est-ce que cela inclut les REER? Est-ce qu'ils sont exemptés?

Mme Cail: Les revenus ordinaires sont strictement les salaires reçus pour travail.

M. Clinch: Ainsi les intérêts seraient . . .

Mme Cail: Ils ne font pas partie des exemptions pour revenus ordinaires. Mais la propriété personnelle est exemptée; seuls les revenus dérivés d'une telle propriété sont calculés.

M. Clinch: D'accord. Ainsi, si j'étais un ancien combattant de la Seconde guerre mondiale et qu'après la guerre, j'avais réussi dans une entreprise quelconque et que je possédais un REER qui pourrait assurer mes vieux jours, alors la seule chose qui pourrait être déduite du montant maximum si je demandais une allocation serait l'intérêt que je reçois, et non le capital original?

Mme Cail: C'est exact.

M. Clinch: Merci. Jusqu'à la limite maximale?

Mme Cail: Jusqu'à la limite maximale.

M. Clinch: Merci.

Le président: Merci beaucoup.

Il y a encore un autre point à discuter, distinct de celui dont nous avons discuté en ce qui a trait aux pensions des anciens combattants au cours des dernières minutes, mais j'ai reçu à titre de président du comité, je crois au nom du comité, des représentations—vous n'étiez pas au courant de cela; je

[Text]

are generally aware of the problem—relating to the Corps of Canadian Overseas Volunteer Firefighters. The president of that organization is Mr. Herb McGill and I have received a number of representations from that organization of firefighters from Canada who volunteered during World War II and went overseas in active firefighting service in the U.K. as part of the Canadian war effort. They received commitments from the government of the day with respect to the benefits and entitlements that they would receive for services rendered to their country. They were not bearing arms but nevertheless were part of the war effort.

• 1305

Their view is that there is still an injustice here. I wonder if you can give us any comments or tell us how you view the problem, especially now that we are looking at this matter in light of equal benefit of the law and in relation to people who have served their country in time of war.

Mr. L. Malone: I wonder, Mr. Chairman, if it would be appropriate to request that the correspondence and representations you have received could be directed to our attention.

The Chairman: Well, they would be no different from what the Corps of Canadian Overseas Volunteer Firefighters have been making to the department for quite some time.

Mr. L. Malone: I guess we are at a bit of a loss because it is our understanding that they come under the eligibility of the Civilian War Pensions and Allowances Act. Again, this is on the allowance side of benefits to veterans. We cannot speak for the pension side.

The Chairman: Well, do you understand their complaint?

Ms Cail: No. As Mr. Malone said, firefighters are eligible unless this was some sort of a marginal case that was a bit different under the Civilian War Pensions and Allowances Act.

The Chairman: I understand it to have been a kind of a long-standing issue as to what their entitlement may be.

Ms Cail: Was this a Canadian veteran? Or was he someone who...

The Chairman: These are all Canadians.

Ms Cail: Canadians.

The Chairman: These are all Canadians...

Ms Cail: A Canadian civilian.

The Chairman: —who were in various firefighting departments across the country and who were not eligible for military service for physical reasons, age, or whatever, but went overseas to serve in the effort as firefighters during the bombing of Britain and particularly London.

Ms Cail: And they are one of the groups under the Civilian War Pension and Allowances Act who has considered to have served in close support and are eligible?

[Translation]

demande seulement si vous êtes au courant de ce problème—en ce qui a trait au corps des pompiers volontaires canadiens outre-mer. Le président de cette organisation est M. Herb McGill et j'ai reçu un certain nombre de représentations de cette organisation de pompiers du Canada qui se sont portés volontaires au cours de la Seconde guerre mondiale pour du service actif outre-mer au Royaume-Uni dans le cadre de l'effort de guerre du Canada. Le gouvernement d'alors s'est engagé à leur accorder les avantages auxquels ils étaient en droit de s'attendre pour les services qu'ils avaient rendus à leur pays. Ils n'ont pas porté les armes, mais ils ont quand même participé à l'effort de guerre.

A leur avis, il y a encore de l'injustice. Je me demande si vous pouvez faire des commentaires à ce sujet ou nous dire de quelle façon vous considérez ce problème étant donné, surtout, que nous considérons la question du point de vue de l'égalité devant la loi et par rapport à des personnes qui ont servi leur pays en temps de guerre.

M. L. Malone: Je me demande, monsieur le président, si vous ne pourriez pas nous faire parvenir le courrier et les représentations que vous avez reçus à ce sujet.

Le président: Bien, ces documents ne sont pas différents des démarches que le Corps des pompiers volontaires canadiens outre-mer fait auprès du ministère depuis un certain temps déjà.

M. L. Malone: Je pense que vous sommes un peu désorientés parce que nous croyions que ce cas relevait de la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils. Encore une fois, il s'agit des allocations aux anciens combattants. Nous ne pouvons parler des pensions.

Le président: Bien comprenez-vous leur plainte?

Mme Cail: Non. Comme M. Malone l'a dit, les pompiers sont admissibles à moins qu'il s'agisse d'un cas marginal qui ne relève pas de la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils.

Le président: Si je comprends bien, la question de leur admissibilité est débattue depuis longtemps.

Mme Cail: Est-ce qu'il s'agit d'un ancien combattant canadien? Ou s'agit-il de quelqu'un qui...

Le président: Ce sont tous des Canadiens.

Mme Cail: Des Canadiens.

Le président: Ce sont tous des Canadiens...

Mme Cail: Un civil canadien.

Le président: ... qui faisaient partie de différents services incendie au Canada et qui n'ont pu être enrôlés pour des raisons d'ordre médical, d'âge, etc., mais qui ont quand même servi outre-mer comme pompiers pendant le bombardement de la Grande-Bretagne et particulièrement de Londres.

Mme Cail: Et il s'agit d'un des groupes ayant accordé un soutien étroit aux Forces armées et qui sont admissibles en

[*Texte*]

The Chairman: Fine. Well, it may be that there is a . . .

Ms Cail: There may be some bit of a difference in this case that may have disqualified this person. This is why, if we had the particulars, we could quickly . . .

The Chairman: Fine. I think it applies perhaps to all the members of that corps. So it may be a bit of a communications problem. I will try to get an exact understanding of it and then take it up with you further.

Ms Cail: Okay, thank you.

The Chairman: Thank you very much.

Ladies and gentlemen, this brings to a conclusion our hearings in Prince Edward Island. Just at this stage, I would like to mention that we have heard from 16 groups or individuals, both yesterday and this morning. It has been, I think, speaking as I may for all members of our committee, one of the highlights of our many, many days of public hearings to have been here in Prince Edward Island. The quality of the submissions and the sincerity of the people who spoke to us about what changes ought to be made have been very far-reaching and important to us. On behalf of the committee, I would like to thank everyone who has come before us here in Charlottetown.

These hearings are therefore adjourned and we resume tomorrow in Fredericton, New Brunswick.

[*Traduction*]

vertu de la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils?

Le président: D'accord. Bien, il se peut que . . .

Mme Cail: Dans le cas qui nous occupe, la personne en question a peut-être été disqualifiée parce qu'elle ne respectait pas tout à fait les exigences. C'est pourquoi, si nous avions les détails, nous pourrions rapidement . . .

Le président: Très bien. Je pense que cela s'applique peut-être à tous les membres de ce corps. Il s'agit peut-être d'un problème de communication. Je vais tenter de me faire une idée exacte de la situation et ensuite d'en discuter avec vous de nouveau.

Mme Cail: D'accord, merci.

Le président: Merci beaucoup.

Mesdames et messieurs, cela termine nos audiences dans l'Île-du-Prince-Édouard. Je voudrais mentionner que nous avons entendu, hier et ce matin, 16 personnes qui témoignaient à titre personnel ou au nom d'une organisation. Si je peux me permettre de parler au nom de tous les membres du sous-comité, notre passage ici constitue un des moments forts de nos travaux. La qualité des présentations et la sincérité des témoins concernant les changements à apporter nous touchent très profondément. Au nom des membres du sous-comité, je remercie ceux et celles qui sont venus témoigner ici, à Charlottetown.

La séance est levée et nos travaux reprendront demain à Fredericton, Nouveau-Brunswick.

From the Women's Employment:

Carol Connick;
Brenda Creighton.

Mike Thompson.

On Wednesday, August 28, 1985:

From the Prince Edward Island Council of the Disabled:

John Hochstadt;
Mary Driscoll;
Gus Campbell;
Susan Buchanon.

From the Advisory Council on the Status of Women:

Dolores Crane;
Heather Irving;
Sylvia Johnson;
Ruth Powers.

From the Human Rights Commission:

Allan F. MacDonald;
Thomas Klewin.

From the Department of Veterans Affairs:

Shirley Cail;
Len Malone.

De «Women's Employment»:

Carol Connick;
Brenda Creighton.

Mike Thompson.

Le mercredi 28 août 1985:

Du Conseil des handicapés de l'Île-du-Prince-Édouard:

John Hochstadt;
Mary Driscoll;
Gus Campbell;
Susan Buchanon.

Du Conseil consultatif sur la condition de la femme:

Dolores Crane;
Heather Irving;
Sylvia Johnson;
Ruth Powers.

De la Commission des droits de la personne:

Allan F. MacDonald;
Thomas Klewin.

Du ministère des Affaires des anciens combattants:

Shirley Cail;
Len Malone.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

On Tuesday, August 27, 1985:

From the Coalition on Pornography:

Anne Mazer;
Margaret Ashford;
Jill Lightwood;
Diane Denis;
Lyle Brehaut;
Janice Devine;
Joan MacFarlane.

From the Canadian Abortion Rights Action League:

Carol Fennel.
Walter Lea.

From the Women's Network:

Anne Mazer;
Diane Porter;
Diane Morrow.

From the Human Rights, Prince Edward Island:

Mary-Lynne Ross.

Le mardi 27 août 1985:

De la «Coalition on Pornography»:

Anne Mazer;
Margaret Ashford;
Jill Lightwood;
Diane Denis;
Lyle Brehaut;
Janice Devine;
Joan MacFarlane.

De la «Canadian Abortion Rights Action League»:

Carol Fennel.
Walter Lea.

Du «Women's Network»:

Anne Mazer;
Diane Porter;
Diane Morrow.

De «Human Rights», Île-du-Prince-Édouard:

Mary-Lynne Ross.

(Continued on previous page)

(Suite à la page précédente)

8 HOUSE OF COMMONS

Issue No. 23

Thursday, August 29, 1985

Chairman: Patrick Boyer

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 23

Le jeudi 29 août 1985

Président: Patrick Boyer

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Sub-committee on*

Equality Rights

*of the Standing Committee on
Justice and Legal Affairs*

*Procès-verbaux et témoignages
du Sous-comité sur les*

Droits à l'égalité

*du Comité permanent de la
justice et des questions juridiques*

RESPECTING:

Order of Reference

CONCERNANT:

Ordre de renvoi

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-third Parliament, 1984-85

Première session de la
trente-troisième législature, 1984-1985

SUB-COMMITTEE ON EQUALITY RIGHTS OF THE
STANDING COMMITTEE ON JUSTICE AND LEGAL
AFFAIRS

Chairman: Patrick Boyer

Vice-Chairmen: Pauline Browes
Maurice Tremblay

SOUS-COMITÉ SUR LES DROITS À L'ÉGALITÉ DU
COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE ET DES
QUESTIONS JURIDIQUES

Président: Patrick Boyer

Vice-présidents: Pauline Browes
Maurice Tremblay

MEMBERS/MEMBRES

Roger Clinch
Mary Collins

Sheila Finestone
Svend Robinson—(7)

Le greffier du Sous-comité

David Cook

Clerk of the Sub-committee

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, AUGUST 29, 1985
(57)

[Text]

The Sub-committee on Equality Rights of the Standing Committee on Justice and Legal Affairs met in Fredericton at 11:00 o'clock a.m., this day, the Chairman, Patrick Boyer, presiding.

Members of the Sub-committee present: Patrick Boyer, Pauline Browes, Roger Clinch, Sheila Finestone, Maurice Tremblay.

Witnesses: From the New Brunswick Telephone Company Limited: Kenneth V. Cox; Gerald L. Pond; Carol Baker. *From the New Brunswick Human Rights Commission:* Dr. Noel Kinsilla. *From the Legal Education and Action Fund (LEAF):* Shauna MacKenzie; Janet Lee.

The Sub-committee resumed consideration of its Order of Proceedings dated Tuesday, March 5, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Tuesday, April 26, 1985, Issue No. 2*).

The witnesses made statements and answered questions.

At 12:45 o'clock p.m., the Sub-committee adjourned to the call of the Chair.

AFTERNOON SITTING
(58)

The Sub-committee on Equality Rights of the Standing Committee on Justice and Legal Affairs met in Fredericton at 1:30 o'clock p.m., this day, the Chairman, Patrick Boyer, presiding.

Members of the Sub-committee present: Patrick Boyer, Pauline Browes, Roger Clinch, Sheila Finestone, Maurice Tremblay.

Witnesses: From the Rape Crisis Centre: Joyce Ripley; Lorraine Whalley; Denise Ainsworth. *From the Coalition for the Protection of Human Life:* George Gilmour; Twila Gilmour; Nora Mallory; Dr. Caroline Barry. *From the Canadian Paraplegic Association:* Joanne McCleod; Tom Parker; Maureen Borland. *From the Canadian Mental Health Association of New Brunswick:* Ken Ross; Julian Dixon. *From the Multicultural Association of Nova Scotia:* Muhammad Arif; Dr. Russell A. McNeilly; Dr. K.P. Lee. Mi Wills. *From the Advisory Council on the Status of Women in N.B.:* Myrna Richards; Jeannette Blue; Eleanor Kelly; Rosella Melancon. *From the Fredericton and District Labour Council:* Candy Morgan. *From the Fathers Fighting Back:* Willard Macarthur. *From the Women Working with Immigrant Women of N.B.:* Betty Lee; Susili Wilson; Maureen Morrissey.

The Sub-Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, March 5, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Tuesday, April 16, 1985, Issue No. 2*).

The witnesses made statements and answered questions.

PROCÈS-VERBAUX

LE JEUDI 29 AOÛT 1985
(57)

[Traduction]

Le Sous-comité sur les droits à l'égalité du Comité permanent de la justice et des questions juridiques s'est réuni à Fredericton ce jour à 11 heures, sous la présidence de M. Patrick Boyer (président).

Membres du Sous-comité présents: Patrick Boyer, Pauline Browes, Roger Clinch, Sheila Finestone, Maurice Tremblay.

Témoins: De la «New Brunswick Telephone Company Limited»: Kenneth V. Cox; Gerald L. Pond; Carol Baker. *De la Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick:* Noel Kinsilla. *Du «Legal Education and Action Fund (LEAF)»:* Shauna MacKenzie; Janet Lee.

Le Sous-comité reprend les travaux prévus à son ordre de renvoi en date du mardi 5 mars 1985 (*Voir Procès-verbal et témoignages du mardi 16 avril 1985, fascicule n° 2*).

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

A 12 h 45, le Sous-comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI
(58)

Le Sous-comité sur les droits à l'égalité du Comité permanent de la justice et des questions juridiques s'est réuni à Fredericton ce jour à 13 h 30, sous la présidence de M. Patrick Boyer (président).

Membres du Sous-comité présents: Patrick Boyer, Pauline Browes, Roger Clinch, Sheila Finestone, Maurice Tremblay.

Témoins: Du Centre d'aide aux victimes de viol: Joyce Ripley; Lorraine Whalley; Denise Ainsworth. *De la «Coalition for the Protection of Human Life»:* George Gilmour; Twila Gilmour; Nora Mallory; Caroline Barry. *De l'Association canadienne des paraplégiques:* Joanne McCleod; Tom Parker; Maureen Borland. *De l'Association canadienne pour la santé mentale, section du Nouveau-Brunswick:* Ken Ross; Julian Dixon. *De la «Multicultural Association of Nova Scotia»:* Muhammad Arif; Russell A. McNeilly; K.P. Lee, Mi Wills. *Du Conseil consultatif sur la condition de la femme du Nouveau-Brunswick:* Myrna Richards; Jeannette Blue; Eleanor Kelly, Rosella Melancon. *Du «Fredericton and District Labour Council»:* Candy Morgan. *De «Fathers Fighting Back»:* Willard Macarthur. *De «Women Working with Immigrant Women of N.B.»:* Betty Lee; Susili Wilson; Maureen Morrissey.

Le Sous-comité reprend les travaux prévus à son ordre de renvoi en date du mardi 5 mars 1985 (*Voir Procès-verbal et témoignages du mardi 16 avril 1985, fascicule n° 2*).

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

At 6:30 o'clock p.m., the Sub-committee adjourned to the
call of the Chair.

A 18 h 30, le Sous-comité s'ajourne jusqu'à nouvelle
convocation du président.

Le greffier du Sous-comité

Dave Cook

Clerk of the Sub-committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Texte]*

Thursday, August 29, 1985

• 1105

Le président: À l'ordre!

Bonjour, mesdames et messieurs. Je m'appelle Patrick Boyer et je suis député d'Etobicoke—Lakeshore. Je suis président de ce Comité sur les droits à l'égalité.

Je vous présente M^{me} Sheila Finestone, députée libérale de Mont-Royal; M. Roger Clinch, député progressiste conservateur de Gloucester, au Nouveau-Brunswick; M^{me} Pauline Browes, députée de Scarborough-Centre, à Toronto, du Parti progressiste conservateur; et M. Maurice Tremblay, député de Lotbinière, au Québec, et également membre du Parti progressiste conservateur.

I would like to say that the hearings by our committee on equality rights have been extremely successful on this circuit. We have been in St. John's, Newfoundland this week, in Charlottetown and now, for a very full session, here in Fredericton.

The purpose of our Parliamentary committee on equality rights is to review all the federal statutes and programs in light of the new section 15 of the Charter of Rights and Freedoms which came into force on April 17, 1985. I am sure you are all aware that section 15 guarantees the legal equality of all Canadians and prohibits discrimination. In seven weeks time, in mid-October, we will be making a report to Parliament recommending amendments, changes in those federal laws, to be sure that both the letter and the spirit of section 15 is being carried through fully at the federal level.

Before legislating for Canadians we want to listen to Canadians, and that is the purpose of us being here today—so that we can get the benefit of the thinking of many different groups, organizations and individuals.

Our program of witnesses today is a very fine one representing many of the concerns that arise out of section 15. I hope those of you who are present can remain for the rest of the day.

Those who wish to listen to our proceedings in either official language may do so. The interpretation receivers for simultaneous translation are available. I ask you to pick those up.

In addition, we are also providing sign interpretation of our proceedings. We have done this at many of our hearings. It is very important for us to know that at almost all centres we visit there are some Canadians who have found it possible to follow what is being said on this important subject. It is important because section 15 prohibits discrimination against Canadians on the grounds of disabilities and we want to be sure that, to every extent possible, Canadians can play a full role in the mainstream of our society including the proceedings of this very important Parliamentary committee.

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Traduction]*

Le jeudi 29 août 1985

The Chairman: Order, please!

Good morning, ladies and gentlemen. My name is Patrick Boyer and I am the Member of Parliament for Etobicoke—Lakeshore. I am the chairman of this committee on equality rights.

I would like to introduce to you Mrs. Sheila Finestone, Liberal member for Mount Royal; Mr. Roger Clinch, Progressive Conservative member for Gloucester, New Brunswick; Mrs. Pauline Browes, member for Scarborough-Centre in Toronto of the Progressive Conservative Party; and Mr. Maurice Tremblay, member for Lotbinière, Quebec, who is also a member of the Progressive Conservative Party.

Cette série d'audiences du Comité sur les droits à l'égalité a été couronnée de succès. Cette semaine, nous sommes déjà allés à Saint-Jean (Terre-Neuve) et à Charlottetown et nous sommes maintenant ici à Fredericton, prêts à commencer notre programme fort chargé.

Notre Comité parlementaire sur les droits à l'égalité a été chargé de passer en revue tous les textes législatifs et programmes fédéraux pour déterminer leur conformité au nouvel article 15 de la Charte des droits et libertés qui est entré en vigueur le 17 avril 1985. Vous n'êtes pas sans savoir que cette disposition garantit les droits à l'égalité pour tous les Canadiens et interdit la discrimination. Nous déposerons au Parlement à la mi-octobre, c'est-à-dire dans sept semaines, des recommandations de modifications législatives qui garantiront l'application de l'esprit et de la lettre de l'article 15 à l'échelle fédérale.

Si nous sommes ici aujourd'hui, c'est que nous estimons de la plus haute importance de connaître l'avis des divers groupes, organisations et particuliers du Canada avant d'adopter des mesures qui les touchent directement.

La liste des témoins d'aujourd'hui est fort intéressante et représente un excellent échantillonnage des préoccupations qui tiennent à l'article 15. J'invite toutes les personnes présentes à passer toute la journée avec nous.

Pour les personnes qui souhaitent suivre nos délibérations dans l'autre langue officielle, nous avons les services d'interprétation. Vous êtes invités à vous procurer un écouteur.

Nous vous offrons également l'interprétation gestuelle de nos délibérations. C'est un service que nous fournissons dans le cadre de plusieurs de nos audiences. Nous tenons beaucoup à ce que toutes les personnes qui viennent assister à nos délibérations dans tous les endroits où nous nous rendons puissent suivre les débats sur ce sujet des plus importants. L'article 15 interdit la discrimination fondée sur les déficiences, quelles qu'elles soient, et c'est pourquoi nous faisons notre possible pour obtenir l'apport de tous les Canadiens, surtout dans le

[Text]

[Translation]

contexte de délibérations comme celles de ce comité parlementaire.

• 1110

With those words of introduction I would now like to begin the formal part of our hearing. Our procedure will be the same with each group. We will ask the representatives to give us the benefit of their thinking on section 15, their perspective on any issues which might be raised or be important as they see it. Following that, Members of Parliament will ask questions to perhaps draw out some additional points concerning what has been said.

Mr. Kenneth V. Cox (Chairman and President, New Brunswick Telephone Company Limited): Good morning Mr. Chairman, ladies and gentlemen. I would like to give you a brief overview of the company as an introduction to our brief.

We currently provide New Brunswick, which has 267,000 residential and business customers distributed throughout 101 exchanges in the province, with a wide range of telecommunication services, including local and long distance calling, data broadcast, general mobile and paging services. As well, N.B. Tel's network joins those of nine other companies as part of the Telecom Canada system, which provides and maintains long distance telecommunications services in facilities across Canada.

We are a privately held company, the fourth largest shareholder-owned telephone company in Canada. Sixty-three percent of our common shareholders are resident of New Brunswick. Our major corporate objectives are to develop and provide high quality services, expand our markets and maintain our technological leadership, effectively manage the company's financial resources and people, and provide our investors with a fair and equitable return.

N.B. Tel's base of operation covers the whole province and we, as other corporations, have a stake in ensuring the continued economic well-being of this province and this country. I guess this is one of the cases where what is good for New Brunswick is almost certain to be good for us. I would not make the reverse conclusion, of course.

In order to operate a successful telecommunications business, N.B. Tel employs people throughout the province and requires many different skills and resources. Because we must serve the entire population base, we provide services in both official languages.

Our base of expertise, including professionals in planning, marketing, engineering, customer services and information systems is represented not only in the major areas of the province such as the six cities of Saint John, Moncton, Fredericton, Bathurst, Edmundston and Campbellton, but also in many smaller centres around through the province. Although our business, with only 2,400 employees, may be small in comparison to the rest of our industry or to businesses

Cela dit, nous allons maintenant commencer nos délibérations. Nous procéderons de la même façon pour tous les groupes. Les représentants de chaque groupe seront invités à nous donner leur avis sur l'article 15 et sur les questions qu'il y a lieu, selon eux, de soulever. Les députés poseront ensuite des questions pour obtenir des précisions sur ce que nous aurons entendu.

M. Kenneth V. Cox (président-directeur général de la New Brunswick Telephone Company Limited): Bonjour, monsieur le président, mesdames et messieurs. Avant de vous lire notre mémoire, je vais commencer par vous décrire brièvement notre société.

Nous fournissons au Nouveau-Brunswick nos services à quelque 267,000 clients, particuliers et entreprises commerciales, qui sont reliés à un réseau de 101 centrales. Nous leur offrons une vaste gamme de services dans le domaine des télécommunications dont les appels locaux et interurbains, la diffusion de données, les radiotéléphones mobiles et les téléavertisseurs. Le réseau de N.B. Tel est également relié à celui des neuf autres sociétés qui constituent l'ensemble Telecom Canada qui offre et fournit les services de télécommunication interurbains à travers le pays.

Nous nous situons au quatrième rang des sociétés de téléphone privées du Canada. Soixante-trois pourcent des détenteurs de nos actions ordinaires sont des résidents du Nouveau-Brunswick. Nous nous sommes fixé comme principaux objectifs d'élaborer et de fournir des services de grande qualité, d'élargir nos marchés et de maintenir notre rôle de leadership sur le plan technologique, de diriger efficacement les ressources financières et humaines de la société et de donner à nos actionnaires un bon rendement sur leurs investissements.

Notre société dessert toute la province et à l'instar d'autres entreprises, nous nous préoccupons de la santé économique de la province et du pays. Et dans le cas qui nous intéresse, tout ce qui est à l'avantage de la province est dans notre intérêt aussi. Je ne dis certes pas, que l'inverse est vrai.

Notre société, pour maintenir un réseau efficace de télécommunication, compte des employés un peu partout dans la province et a besoin d'une vaste gamme de compétences et de ressources. Et comme nos services sont offerts à toute la population, ils doivent être dans les deux langues officielles.

Nous avons des experts dans les domaines de la planification, de la mise en marché, du génie, des services à la clientèle et des systèmes d'information, entre autres choses, dans les grands centres de la province, à savoir Saint-Jean, Moncton, Fredericton, Bathurst, Edmundston et Campbellton, mais aussi dans plusieurs petits centres à travers la province. Nous ne comptons que 2,400 employés et nous constituons donc une assez petite entreprise comparée aux autres sociétés qui

[Texte]

in other parts of Canada, we form a significant part of New Brunswick's private sector, providing vital low-cost communications services which allow New Brunswick firms to compete in world markets.

We believe the resource that is available through our people contributes greatly to the well-being of our province both corporately and in the community. As one of the businesses operating in New Brunswick we have always been very involved in the economic growth of the province, both in attempting to influence policies which encourage growth and in the planning that we do to meet the growth needs of customers. To ignore the economy is to do so at our peril.

We also believe that policies being considered by the government or its agencies, should reflect the economic prospects of the country and the province. Although the figures for 1984 indicate reasonable economic growth, and while this is encouraging, the recovery is not yet on a solid footing. It remains to be seen what 1985 and 1986 will bring. Real interest rates have still not returned to pre-recession levels and unemployment is still high. Forecasters expect unemployment levels to remain high until the end of the decade.

• 1115

My view is that with the continuation of incredible deficits from government operations at more than one level, the prospect of real long term improvement is remote. All those deficits will have to be monetized one of these days and inflation will take note of it when that takes place. There is a great deal of inflation, in my view, just waiting to happen.

I think there is a tendency for people to confuse price changes with inflation. At the moment, people say inflation is down because price increases are not as high as they used to be. That may not say that the pressures of inflation do not exist just as they did for some years but simply that people cannot get the prices increased because the public will not pay them. The result is that the profit levels of a great number of enterprises are seriously depressed and below what can be maintained over long periods of time.

What I am saying is that if we want a good long term economic future, we have to make sure the systems and procedures that we have in our country encourage and support our effectiveness. The structural changes in the economy, changes caused by technology, the information age and the move to knowledge workers are modifying the very nature of the economy. Many jobs lost during the recession will not return.

These factors cannot help but create upward pressures on the deficit I mentioned and it is going to be a difficult task with which to deal.

[Traduction]

oeuvrent dans le même secteur ou dans d'autres à travers le Canada. Cependant, nous représentons une part importante du secteur privé du Nouveau-Brunswick et nous fournissons un service de communications essentiel et à faible coût, ce qui permet aux entreprises du Nouveau-Brunswick de demeurer compétitives sur les marchés du monde.

Nous sommes fermement d'avis que le service que nous fournissons contribue énormément au bien-être de la province tant sur le plan commercial que communautaire. En notre qualité de membre de la collectivité des affaires du Nouveau-Brunswick, nous avons toujours participé activement à la croissance économique de la province soit en essayant d'exercer des pressions pour obtenir des politiques axées sur la croissance, soit en essayant de satisfaire les besoins d'expansion de nos clients. Il serait suicidaire de notre part de ne pas tenir compte de l'économie.

Il est de la plus haute importance que les politiques qu'envisagent le gouvernement et ses organismes reflètent les perspectives économiques du pays et de la province. Même si les données pour l'année 1984 sont assez encourageantes et montrent une bonne croissance économique, le redressement est loin d'être assuré. Nous ne savons pas encore quelle allure prendront les années 1985 et 1986. Les taux d'intérêt réels demeurent toujours plus élevés qu'avant la récession et cela vaut aussi pour le taux du chômage. Selon les prévisions qui ont été faites, il semble que le taux de chômage demeurera élevé jusqu'à la fin de la présente décennie.

J'estime personnellement que les possibilités d'amélioration sont très faibles compte tenu des énormes déficits que le gouvernement a accumulés dans bien des secteurs. Le jour viendra où il faudra donner une valeur monétaire à ces déficits et c'est à ce moment-là que nous subirons le contrecoup de l'inflation. Je pense en effet que nous connaissons encore beaucoup d'inflation.

J'ai la forte impression que le public confond changements de prix et inflation. On a tendance à penser que le taux d'inflation a diminué parce que les augmentations de prix sont inférieures à ce que nous avons déjà connu. Cela ne veut pas dire pour autant que le problème de l'inflation a été enrayé. En effet, il se peut fort bien que les prix n'augmentent pas simplement du fait que le public refuse de payer des prix plus élevés. Ceci a pour effet de réduire la marge de profit d'un très grand nombre d'entreprises dont la survie même est menacée, à long terme.

Donc, si nous voulons garantir notre avenir économique, il nous faut veiller à l'efficacité de nos systèmes et de nos procédures. Toute la structure de notre économie a été modifiée par suite des changements technologiques et informatiques ainsi que de la spécialisation des travailleurs. La récession a entraîné la suppression d'un grand nombre d'emplois que nous risquons fort peu de retrouver.

Ce sont là des facteurs qui contribuent à l'augmentation du déficit et c'est une tâche ardue qui nous attend.

[Text]

These are some of the types of issues which impact on all New Brunswickers as I am sure they do on other Canadians. It is essential they form part of the framework of government policy development. As a corporation and as individuals we have a vital concern about governmental policies which may affect our mode of operation in our daily lives. We are therefore very interested in being contributors to the process of that policy development. That is why we are here today.

Mr. Pond will give you an overview of our reaction to some of the issues surrounding the topic of equality rights. Obviously, this is such a broad field that we did not try to cover the waterfront; we picked a couple items which may have particular interest or impact on us and on which we have some views. This is not to say that we do not have views on the others but we just did not feel that we could cover them all.

Mr. Gerald L. Pond (General Manager, Human Resources and Corporate Productivity, New Brunswick Telephone Company Limited): We have filed our brief, Mr. Chairman, with your committee. That was an introduction which we had not filed with you. What I intend to do in the interest of time is to highlight that brief. I will be reading largely from it but I will be skipping some of the sections just to give you a flavour for it.

The Canadian Charter of Rights and Freedoms appears to support the premise that we will have equity in all matters unless we consciously legislate against it. Section 15 of the charter expressly refers to individual equality rights which is in contrast to other provisions in the charter which use terms such as "everyone". Section 1 guarantees the rights and freedoms set out in the charter, subject only to such reasonable limits prescribed by law as justifiable in a free and democratic society.

As we are well aware, the impact of section 15 is largely a matter of conjecture at present, but depending on the courts interpretation of the reasonable limits provision, the impact could be very widespread.

It is from advisory groups such as yours that interpretations have begun to arise and it is for this reason that we are here to express our views. We feel it very important to recognize that in proposing changes to some of the standards on which our laws or regulations have been developed, we may, in fact, be causing more harm than that which exists in the current system. What good is striking down an act or policy if it is replaced by another, the result of which—unplanned, of course—causes greater discrimination than before?

• 1120

Today's world reflects many years of improvements. What causes improvement to occur? Generally, it is the result of responsible action taken because people's attitudes have changed. There is peace only if people have been conditioned; they choose not to break the law. The law itself will not prevent civil disobedience, insurrection or war. We should not

[Translation]

Ce sont des problèmes qui nous touchent tous, tant au Nouveau-Brunswick que dans l'ensemble du pays. C'est pourquoi il est essentiel d'en tenir compte dans le processus d'élaboration de la politique du gouvernement. Nous nous intéressons vivement aux politiques du gouvernement qui ont une incidence sur nos activités et notre vie de tous les jours en notre qualité d'entreprise et de particuliers. C'est pourquoi nous tenons beaucoup à vous donner notre apport et cela explique notre présence ici aujourd'hui.

M. Pond va maintenant vous faire part de nos réactions à certains des aspects des droits à l'égalité. Comme il s'agit d'une question fort vaste, nous n'en avons pas abordé tous les détails. Nous nous sommes contentés de cerner quelques sujets qui nous intéressent particulièrement, qui ont une influence directe sur nos activités ou à l'égard desquels nous tenions à donner notre avis. Mais cela ne veut pas dire pour autant que nous n'avons pas d'opinion sur les autres aspects de la question.

M. Gerald L. Pond (directeur général des ressources humaines et de la productivité commerciale, New Brunswick Telephone Company Limited): Nous avons remis notre mémoire au Sous-comité, monsieur le président. Mais l'introduction que nous venons de vous faire ne vous a pas été soumise à l'avance. Je vais maintenant vous faire un bref résumé de notre mémoire. Je vais en lire des extraits assez importants mais je vais sauter quelques paragraphes et essayer de vous en donner une idée assez générale.

La Charte canadienne des droits et libertés semble appuyer le principe qu'il y aura égalité en tout et partout, à moins que des lois contraires à ce principe ne soient adoptées. L'article 15 de la Charte fait état en effet du vocable «droit à l'égalité de la personne», alors qu'ailleurs dans cette même Charte, on parle plutôt du fait que «chacun» a des droits à l'égalité. L'article 1 garantit de plus que les droits et libertés de chacun «ne peuvent être restreints que par une règle de droit, dans des limites qui peuvent être raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique».

L'interprétation de l'article 15 est actuellement une question aléatoire, toutefois s'il ne dépend que de l'interprétation qu'en feront les tribunaux, le principe de «limites raisonnables» aura, il va sans dire, un impact considérable.

Ce sont en effet à partir de comités consultatifs comme celui-ci que les interprétations se forment. C'est pourquoi nous tenons à vous faire part de notre perspective sur toute ces questions. À leur égard, nous disons d'emblée que toute déviation à certaines normes à partir desquelles ont évolué nos lois pourrait avoir l'effet contraire de celui recherché. On peut se demander alors quelle valeur peut avoir une mesure qui est plus néfaste que celle qu'elle remplace.

La conjoncture actuelle est le fruit de plusieurs années d'évolution. Comment justement y a-t-il eu amélioration au fil des ans? Selon nous, la cause en est la flexibilité des principes auxquels adhéraient les principaux acteurs sociaux devant les mœurs d'une société en évolution. Nous vivons en temps de paix parce que les gens ont choisi de se soumettre aux lois. La

[Texte]

believe for one moment that legislation which forces a certain behaviour is effective. If the attitude of the populace does not reflect the desired change, if the people are not ready for it, it will not happen, despite the passing of a law.

In our view, equality cannot be legislated. Most of the proposals being put forward by activist groups today require not legal action but educational and attitudinal changes.

There is no legislation of which we are aware that governs the creation of wealth. Entrepreneurs and investors are just that—people who are willing to take risks and invest their time, money and effort to set up businesses and create jobs. Nothing tells them they have to do it. We have a major problem with the fact that many of the activist groups want the sharing of that wealth legislated. That type of legislation certainly does not protect the rights of those who have created the wealth. Do they not also have rights?

The theme that reverberates everywhere in today's society—from governments to businesses to individuals—is the creation of jobs. Most of the groups who are concerned about eliminating inequities decry the lack of economic participation and believe that it is up to the business community to respond.

Businesses today are already subject to very strict regulations, some of which severely hamper their flexibility to innovate and invest in other areas. This in itself restricts the creation of jobs. It is our belief that additional restrictive legislation will not only further hamper businesses' day-to-day operations but may also cause the elimination of jobs as employers react to the increasing costs of doing business. Legislation of this sort could work in direct opposition to the goals of the groups who want more jobs for their members.

Employment of the members of minority groups, or the retention of older workers beyond normal retirement age is a very noble goal. However, we believe we cannot afford the luxury of undertaking programs which of themselves may be very positive but which overall will worsen the economic situation.

Businesses must operate as efficiently and effectively as possible or they will not be in business for very long. The marketplace operates on the principle that the only true worth of an article of merchandise, whether it is a share of stock or a job, is what someone is willing to pay for it. What happens when people are forced, for example through legislation, to pay more than they deem fit for a certain article? They find other alternatives such as lower prices elsewhere, or they cut down or eliminate consumption of that item. Similarly, if businesses have to pay more for jobs than the jobs are worth to them, or if benefit costs rise dramatically because of insuring older workers, for example, more efficient ways of doing the task will be found.

We have all heard the old expression that says that a person is known by the company he keeps. Similarly, a corporation is known by the people it keeps. If a company is perceived to be an employer of excellence and have highly ethical standards, people with less than those qualities will not be tolerated by

[Traduction]

loi en elle-même ne limite pas les dissensions, la discorde ou la guerre. Il appert alors que les lois normatives qui ne reçoivent pas l'appui des citoyens demeurent sans effet.

Il n'est pas possible, croyons-nous, de normaliser par le biais de lois le principe d'égalité. La plupart des idées mises de l'avant par les groupes de pression requiert non pas des lois mais bien plutôt leur intégration par le biais des institutions scolaires et sociales.

Il n'y a pas, à ce que l'on sache, de lois qui visent la création de la richesse. Ce sont plutôt les entrepreneurs qui risquent leurs temps et argent pour mettre sur pied une entreprise dont la mise en valeur est source d'emploi et de richesse. Personne ne les oblige à agir de la sorte. Ils le font librement et c'est pourquoi nous nous opposons aux propositions législatives visant le partage de la richesse que mettent de l'avant certains groupes de pression. Ces lois iraient à l'encontre des créateurs de la richesse; leurs droits aussi doivent être protégés.

Tous parlent aujourd'hui de création d'emplois, mais la plupart des groupes qui dénoncent les injustices sociales dénoncent aussi le manque de développement économique. Mais selon eux, ce problème est l'affaire exclusive de la communauté d'affaires.

Cette communauté est d'ores et déjà assujettie à une réglementation stricte qui souvent limite sa marge de manoeuvre et son potentiel d'exploitation de nouveaux domaines d'investissement, ce qui en soi limite la création d'emplois. Nous croyons qu'une réglementation accrue ne ferait qu'exacerber ces faits et ira même jusqu'à augmenter les frais d'exploitation des entreprises au point où les coûts élimineront des emplois. Cela va évidemment à l'encontre des objectifs de ces mêmes groupes.

L'emploi des personnes appartenant à des groupes minoritaires, ou encore l'élimination de la retraite obligatoire sont en soi des buts fort louables; il n'empêche toutefois que nous ne pouvons pas nous les permettre parce qu'ils auront pour effet de causer la détérioration du système économique.

Le monde des affaires est déjà assujetti à de strictes critères de rentabilité. Le marché veut en effet que la valeur d'un produit soit défini en fonction du prix que l'acheteur veut payer. On peut se demander quel sera l'impact d'une loi visant le contrôle des prix de certains produits. Quant à nous, il va de soi que les gens en achèteront un autre ou refuseront de l'acheter, ce qui éliminera du coup sa consommation. Et si les entreprises doivent payer quelqu'un plus que ne le dicte le marché ou encoure des coûts excessifs pour assurer la vie des travailleurs plus âgés, il va de soi qu'ils auront recours à d'autres moyens pour effectuer le travail en question.

L'entreprise qui a la réputation de bénéficier d'un personnel compétent souffrira de l'arrivée de personnes embauchées par le biais de programmes de promotion sociale puisque la compétence est le premier critère d'emploi. Si tous les employés étaient rémunérés à l'unité et si tous travaillaient du

[Text]

the fellow employees. Ability has to be one of the most critical determinants of acceptability in the workplace. If all employees were on piece-work and all worked to the limit of their ability, all would receive appropriate compensation. A dedicated handicapped person, in this situation, has the opportunity to earn as much as a slow or lazy non-handicapped person.

• 1125

If an employer is seen to downgrade standards by employing people with less training, totally differing values or definite physical or mental handicaps which result in less than acceptable performance, it will lose some of its more excellent people and, in turn, its effectiveness is therefore changed.

The probable result of legislated equal pay for work of equal value and the requirement to keep older workers on after 65, is the probable requirement to increase costs to employers to the point that they will find other alternatives—for example, automation, which may result in the elimination of jobs or force demotions of older workers which damages the individual's sense of worth. If employers do not take these steps, they quickly would be on their way to increased costs and greater inefficiency, factors very difficult to recoup in an increasingly uncertain marketplace.

We believe proposals to legislate individual economic success disguised in the clothing of human rights, will interfere with the operation of the marketplace to the point that overall employment opportunities are reduced. We also believe that there is a limit to the rights of any group, especially if they are at the expense of the majority, whether that be society at large or the mainstream of workers in a business. This type of legislation brings everyone to the same plane, or to the same level of misery if you will, and is not, in our view, the way to provide equality nor is it progress.

We wish to specifically address two items which, in our opinion, will have severe economic consequences in the workplace if they are changed. The two topics are mandatory retirement and equal pay for work of equal value.

On the subject of mandatory retirement... Some have expressed the opinion that both men and women should be allowed to stay on their jobs for as long as they are able or for as long as they want. From a human rights point of view, it is difficult to quickly put down such a stance. However, one must consider all the consequences of such a change, both on business as well as on its employees. What are the costs of such a change and who will provide the funding for any increased costs?

The effects of abolishing mandatory retirement age would be widespread. Its abolition would raise a host of pension benefit issues since most pensions are based on a uniform retirement age of 65. It is not uncommon, for example, that the abolition of mandatory retirement is accompanied by a bonus system whereby individuals who work beyond the normal pensionable age and have their pensions postponed

[Translation]

mieux de leur capacité, tous recevraient une rémunération juste. Dans ce genre de contexte, une personne handicapée qui travaille au meilleur de ses capacités est susceptible de gagner au moins autant qu'un travailleur non handicapé, lent ou paresseux.

Une société qui embauche un personnel qui manque de formation, qui a des valeurs différentes, des handicaps physiques ou mentaux qui les empêchent de fournir un rendement acceptable, est susceptible de perdre certains de ses meilleurs travailleurs. Inutile de dire qu'une telle situation n'est pas productive.

A notre avis, les projets de loi sur le salaire égal pour travail d'égale valeur et l'abolition de la retraite obligatoire après 65 ans entraîneront une telle augmentation de coûts que les employeurs se verront obligés de chercher d'autres solutions, comme par exemple, l'automatisation, qui entraîneront la suppression d'emplois ou la rétrogradation inévitable des travailleurs plus âgés, ce qui risque fort de leur faire perdre confiance en eux-mêmes. Les employeurs qui hésiteront à prendre de telles mesures subiront très rapidement une augmentation de leurs coûts et une perte d'efficacité. Il est très difficile de surmonter ce genre de problème dans un marché de plus en plus instable.

Nous sommes d'avis que les lois adoptées sous prétexte de garantir les droits de la personne mais qui en réalité garantissent un certain succès économique auront pour effet de nuire à la création d'emplois. Nous croyons également que les droits des groupes sont limités là où le respect devient trop onéreux pour la majorité, qu'il s'agisse de la société en général ou des employés d'une entreprise. Ces lois permettent en effet de réaliser l'égalité en nivelant par la base le niveau de vie de chacun; cela n'est ni progressiste ni équitable.

Nous nous attarderons dans le présent mémoire à deux questions touchant l'emploi. Il s'agit de la retraite obligatoire et de la question d'un salaire égal pour un travail d'égale valeur.

Pour ce qui concerne la retraite obligatoire... certains sont d'avis que les femmes et les hommes devraient décider de leur propre chef du temps de leur retraite. Mais on doit néanmoins tenir compte de toutes les répercussions que ces changements entraîneraient, tant sur les entreprises que sur les employés. Combien coûterait ce changement et qui le financerait?

L'abolition de la retraite obligatoire aura en effet un gros impact sur les questions des bénéfices monétaires des retraités puisque le régime de retraite est axé sur le postulat que les travailleurs prennent leur retraite à 65 ans. De nombreuses entreprises récompensent leurs travailleurs en leur accordant un bonus calculé suivant le total du manque à gagner du

[Texte]

until actual retirement, have their eventual pensions actuarially increased to reflect the shorter period during which a pension is likely to be received.

The removal of mandatory retirement could also create serious personnel and administrative difficulties. Some of these problems are as follows:

There are fewer avenues of promotion and even for the hiring of younger employees. New skills, ideas and approaches are absolutely necessary to the long term growth of any organization.

Mandatory retirement age often provides the opportunity for older employees to retire with dignity rather than be forced to resign or face demotion or dismissal due to declining performance in late years. It is a known fact that employers often allow employees to continue for a year or so until mandatory retirement age even though it is recognized that their performance is below standard. Assuming that physical and mental capacity represents a bona fide occupational qualification, an alternative system such as an individual assessment to ensure continuing ability to perform would then have to be implemented.

• 1130

One of the real advantages of today's specific and well publicized mandatory retirement age is that people do not have any excuse for putting off their retirement planning.

Cost is another important aspect of the mandatory retirement issue. While the retention of older workers on staff may or may not result in lower productivity, and thus higher costs, it definitely will involve higher costs to the employer, not only in salaries but perhaps more significantly, in sharply increased costs to support continued participation of the older employees in group insurance, long term disability, paid sickness and benefit plans.

Statistics clearly show that employees themselves, for the most part, want to retire earlier than the standard age of 65. Interestingly enough, demographic trends indicate that by the mid-1990s we could actually be facing a skilled worker shortage and, in fact, be looking at incentives to encourage older workers to stay on past retirement age.

It is our belief that society must maintain the basic human right to retire with dignity. Current policy permits this while the removal of mandatory retirement could work against it.

On the subject of equal pay for work of equal value... proponents of this concept argue that there is a need to end the earnings gap between men and women in the labour force and that this would ultimately remedy the present and future effects of past sex discrimination. The reasoning behind this development of equal pay for work of equal value, or comparable worth as it is known in the United States, stems from an intuitive feeling that many jobs performed primarily by women, are usually lower paid but just as valuable as certain jobs performed primarily by men. It is believed that the changes

[Traduction]

retraité qui remet à plus tard sa décision de quitter le marché du travail.

L'élimination de la retraite obligatoire entraînera aussi des problèmes administratifs et d'effectifs. Parmi ceux-là, retenons les suivants:

Moins d'avancement ou d'emplois pour les jeunes, ce qui risque de limiter la vitalité ou la nouveauté dans l'entreprise et de nuire à la planification à long terme.

La retraite obligatoire fournit également l'occasion aux employés ayant le plus d'ancienneté de prendre leur retraite avec dignité. En abandonnant ce principe, ces derniers risquent d'être rétrogradés ou renvoyés par l'entreprise en raison d'une productivité diminuée. C'est un fait que les entreprises acceptent de retarder d'un an ou deux la retraite de certaines personnes en dépit du fait que celles-ci affichent une productivité inférieure à leur potentiel. Si l'on accepte que les capacités intellectuelles et physiques sont des critères de performance d'un individu, il va de soi que c'est sur la base de ceux-ci que les entreprises devront l'évaluer.

Le présent système de retraite obligatoire a l'avantage de permettre aux individus de préparer leur retraite.

Le facteur des coûts doit être retenu dans la question de la retraite obligatoire. Même si les travailleurs plus âgés ne contribuent pas nécessairement à une baisse de la productivité et à une augmentation des coûts, leur simple présence coûte plus cher à l'employeur, non seulement en termes de salaires, mais aussi en termes de primes d'assurance-groupe, d'invalidité à long terme, de programme de congé de maladie payé et autres avantages.

Les statistiques montrent que ce sont les travailleurs eux-mêmes qui souvent décident de prendre la retraite avant l'âge de 65 ans. En fait, il est inutile de légiférer en la matière puisque les tendances démographiques indiquent qu'il y aura une pénurie de travailleurs spécialisés vers les années 1995, ce qui fait qu'il nous faudra mettre en place des incitatifs afin d'encourager les travailleurs à ne pas prendre leur retraite à 65 ans.

Il est important, à notre avis, que la société protège le droit essentiel de prendre sa retraite en toute dignité. La politique actuelle va dans ce sens et la suppression de la retraite obligatoire pourrait avoir un effet contraire.

Passons maintenant à la question du salaire égal pour le travail d'égale valeur. Les défenseurs de ce principe prétendent qu'il est impératif de faire disparaître l'écart qui existe entre les salaires des femmes et ceux des hommes. Selon eux, une telle mesure éliminerait d'emblée les effets passés et à venir de la discrimination fondée sur le sexe des travailleurs. Le principe d'un salaire égal pour un travail d'égale valeur, ou de valeur comparable, pour utiliser l'expression américaine, est fondé sur une intuition qui veut que plusieurs emplois occupés traditionnellement par les femmes sont moins rémunérés que

[Text]

brought about through equal pay concept will then give women equal opportunities with men.

This concept would supposedly enable comparison of pay rates between men and women working in dissimilar jobs where it can be shown that such jobs involve substantially the same skill, effort and responsibility and are performed under similar working conditions.

The method of determining equal value is the crux of the problem. The prime question is: Who does the judging? To decide that one job is worth as much as a different job is, in our view, a matter of opinion.

The law treats people equally taking no account of the differences that distinguish them only of the way they conduct themselves. People accept this principle in their dealings with one another. Equal pay for equal work is seen to be fair. Either sex doing the same work under the same conditions should be paid the same. The pay is determined by what the completed work is worth to the entity that contracts to have it done.

Today, if there is a shortage of certain types of skills, for example, computer systems designers, employers may be forced to pay more to attract that type of worker than is indicated by their job evaluation and pay classification systems. Similarly, if there is an overabundance of workers in a certain trade or skill, wage rates will tend to stabilize if not fall. What does one do in such situations if wage rates are struck so that you cannot pay more to attract computer systems designers because they must be paid the same as another category of job which has been deemed of equal value and which is not currently in need of a pay increase? The marketplace can only be the arbiter in such situations and, indeed, the only logical economic and practical basis for determining the value of jobs in our view.

Another concept which gives us pause is that of group pay. If certain jobs which are now done mostly by women were to be declared of equal value with different jobs which are done mostly by men and, therefore, receive the same rates of pay, today's most powerful incentive for women to enter occupations historically held by men—that of higher pay—would be removed. Opportunities should be available to both men and women to upgrade their skills or to take on new challenges. We believe that the equal value concept would discourage women from seeking different occupations, and job integration would be slowed, not advanced.

[Translation]

d'autres qu'occupent les hommes, malgré le fait qu'ils ont intrinsèquement la même valeur aux yeux de la société. L'adoption de ce principe paraîtrait, semble-t-il, à cette iniquité.

Pour cela, on comparerait le salaire des hommes et des femmes effectuant des tâches différentes qui requièrent les mêmes exigences professionnelles, c'est-à-dire, l'effort, le talent et la responsabilité dans les mêmes conditions de travail.

Mais le problème, d'après nous, consiste à déterminer les critères servant à évaluer objectivement la valeur des tâches. Qui trancherait? À notre avis, l'établissement de la valeur d'un emploi par opposition à un autre est une simple question de jugement.

Nous sommes tous égaux devant la loi et nous acceptons tous ce principe. La seule différence se situe au niveau du comportement. Le principe du salaire égal pour un travail égal semble équitable puisqu'il est impensable de verser un salaire différent à deux personnes effectuant le même travail simplement sur la base de leur sexe. Le salaire versé à une personne est fixé en fonction de la valeur de la tâche effectuée pour l'employeur.

S'il y avait aujourd'hui pénurie de travailleurs spécialisés dans la conception de systèmes informatisés, par exemple, les employeurs, pour recruter ces employés, seraient obligés de verser un salaire supérieur à celui qui est prévu pour cette catégorie d'emploi. Dans le cas contraire, l'excédent de travailleurs spécialisés entraîne à tout le moins la stabilité sinon la chute des salaires. Que pourra faire l'entreprise dans ce genre de situation si les taux de rémunération sont fixés de manière à l'empêcher d'offrir un salaire supérieur pour attirer les informaticiens dont elle a besoin, parce qu'ils doivent toucher le même salaire qu'une autre catégorie jugée d'égale valeur mais qui ne justifie pas d'augmentation à l'heure actuelle? Voilà pourquoi nous croyons que le marché demeure le meilleur arbitre dans ce domaine. Logiquement, et sur le plan pratique, le marché est le facteur tout indiqué pour déterminer la valeur d'un emploi.

• 1135

Un second concept que proposent les tenants du concept d'un salaire égal pour un travail de valeur égale, c'est celui de l'égalité du traitement salarial que reçoivent des groupes de travailleurs. Si l'on déclarait que certains emplois qui reviennent aujourd'hui surtout à des femmes ont la même valeur que d'autres emplois qui appartiennent principalement à des hommes, et si l'on prévoyait pour tous ces emplois des échelles de salaire identiques, cela viendrait supprimer l'élément qui incite le plus les femmes à se chercher un emploi traditionnellement réservé aux hommes, notamment la possibilité de toucher un salaire plus élevé. Les chances d'améliorer ses compétences ou de relever de nouveaux défis devraient être les mêmes pour les hommes que pour les femmes. Nous croyons que l'application du principe d'égalité de salaire pour un travail de valeur égale empêchera les femmes d'accéder à divers postes occupés par des hommes et que cela nuira par ailleurs à l'intégration des femmes dans le monde du travail.

[Texte]

A very real effect of equal value is an increase of costs to the employer which must then be passed on through his product to the purchaser in the form of higher prices. Higher prices can cause the employer to become uncompetitive in his market, and that forces many actions, one of which could be the reduction of workers. If the employer chooses not to raise prices, those costs must be recouped in other ways such as automation which, in fact, reduces job opportunities at least in one given field of work.

Given the fact that our economy is very fragile, that we need to create jobs not lose them, and that we need to be more competitive at home and on world markets, it seems to us that the debate about whether women get paid the same as men in dissimilar jobs is academic if there is no job. It is absolutely mandatory that the fundamentals of our economy take precedence.

The fact that everyone is different denies that any person can be equal to another. It is equality before the law that constitutes people's freedoms to exercise the qualities that distinguish them. Those qualities are displayed through the differences in material success or failure that result from the possessor's freedom to exercise the qualities.

Material success or failure is not the sole measure of person's worth, however, but only of particular talents or skills. Measuring another person's worth as a human-being as distinct from the person's value in the performance of a job is, in our view, beyond human competence. Similarly, assessing the comparable worth of dissimilar jobs is as much a matter of opinion as assessing the comparable worth of the man or woman who does the job.

Equal pay for work of equal value is fair only in the minds of the people who make the assessment. Yet it has come to be called "pay equity". If it were called "worth equity", the fallacy, we believe, would be even more apparent.

People should have the opportunity to be hired and prosper in their careers based on personal merits. Legislation which forces employers to treat groups of individuals as being the same, rather than as individuals with different strengths to bring to their jobs, discriminates against individuals who aspire to do more than what is set out for their group.

Hiring and employment proposals based on paying wage rates by group, quotas, or ethnic origin bias, are highly inappropriate and should not be legislated. Such proposals favour groups and discriminate against individuals. The prime focus of legislation in North America has been to enhance the rights of individuals. Present legislation in Canada, and the Charter of Rights and Freedoms in particular, deals with the

[Traduction]

L'effet réel de l'application du principe de salaire égal pour un travail de valeur égale serait d'augmenter les frais administratifs des entreprises. Ces coûts devront être récupérés d'une façon ou d'une autre, et ils se trouveront ultimement reflétés dans le prix du produit vendu aux consommateurs. Les entreprises pratiquant des prix plus élevés ne seraient plus compétitives, et elles se verraient vite obligées de prendre certaines mesures, dont la suppression d'emplois. Si l'employeur choisit par contre de ne pas augmenter ses prix, alors il lui faudra récupérer ses coûts en recourant à d'autres solutions, par exemple l'automatisation, ce qui réduirait les possibilités d'emploi, à tout le moins en ce qui concerne certaines activités ou certains domaines de spécialisation.

Étant donné que l'économie canadienne est à l'heure actuelle très fragile, il nous faut créer des emplois et non pas en supprimer, et qu'il nous faut être plus compétitifs tant au Canada que sur les marchés étrangers, il nous apparaît que l'étude de la question d'un salaire égal pour un travail de valeur égale est sans portée pratique. En effet, pourquoi s'inquiéter du salaire, s'il n'y a pas d'emplois. Nous croyons qu'il est plus important de créer des emplois et d'accorder la priorité au respect des principes économiques de base.

Le fait que nous sommes tous différents les uns des autres va à l'encontre du principe selon lequel une personne peut être égale à une autre. C'est l'égalité devant la loi qui garantit la liberté à chacun d'utiliser les qualités et les talents qui le distinguent des autres. Ces qualités se manifestent dans la réussite ou l'échec matériel qui résulte de la liberté d'utiliser et d'exploiter ces qualités, qui revient à la personne concernée.

Il convient cependant de noter que la réussite matérielle ne mesure pas la valeur d'un individu, mais plutôt ses talents, ses compétences. Mesurer la valeur d'une autre personne en tant qu'être humain sans tenir compte de son rendement au travail dépasse selon nous les possibilités de l'homme. De la même façon, l'évaluation de la valeur de différents emplois les uns par rapport aux autres relève autant de la subjectivité que l'évaluation de la valeur comparative des hommes et des femmes qui occupent ces emplois.

Le principe du salaire égal pour un travail de valeur égale n'est juste qu'aux yeux de ceux qui effectuent l'évaluation. Or, on parle déjà d'«équité salariale». Si l'on utilisait l'expression «équité en matière de valeur», l'erreur serait encore plus évidente.

Les gens devraient pouvoir poursuivre leurs carrières et prospérer en fonction de leurs propres mérites. Toute loi qui obligerait les employeurs à traiter leurs employés en tant que membres d'un groupe donné et non pas en tant qu'individus doués de talents différents dont ils font profiter leur employeur serait discriminatoire envers ces personnes qui souhaiteraient dépasser les normes établies pour leur groupe.

Les pratiques de dotation et d'embauche axées sur l'établissement d'échelles de salaire en fonction de groupes, de quotas, ou de catégories fondées sur l'origine ethnique, sont mauvaises et ne devraient pas être entérinées dans la loi. Ces mécanismes favorisent les groupes et sont discriminatoires envers l'individu. En Amérique du Nord, la législation a toujours été mise au service de l'amélioration des droits de l'individu. Les lois

[Text]

rights of individuals, and succeeding legislation should retain this same point of view.

In summary, we strongly believe that we will see the fruits of equality rights only through educating people towards this end—a process that does not happen overnight. Forcing people to do things against their wills or foisting compliance legislation upon them will not, in our view, achieve the desired results. That completes our brief. Thank you.

• 1140

The Chairman: Thank you very much. In view of the time taken in the presentation there may be only a moment or two available for questioning. Roger Clinch.

Mr. Clinch: I would just like to thank you for coming before us and presenting the brief. We will have a chance to study it more deeply when we get into our deliberations more deeply. As the chairman has pointed out, we do run on a pretty strict timetable; we probably do not have a lot of time for dialogue, but we will certainly be considering your viewpoint in our deliberations. Thank you very much for coming before us.

The Chairman: Pauline Browes.

Mrs. Browes: Thank you, Mr. Chairman. I also want to join Mr. Clinch in thanking you for presenting this brief to us and giving us your specific comments on two of the many issues we are going to be dealing with.

I suppose your approach and perspective has been one of a corporate nature, which is one we have not always had a lot of submissions on. We have had a lot of submissions from individuals, social groups and people who have been concerned about the social aspect of it, and not always from the corporate part of it. So I welcome your opinion on this.

I have a couple of comments I would like to make. I was wondering if you see your presentation as representative of the corporate sector.

Mr. Cox: I do not know. I would suspect it would have a considerable following. It is hard to put these things across, you see, because the understanding is subjective as well as the subject. Our brief does not propose in any way to suggest that any group should be handicapped. We are just taking a pragmatic approach as to how you actually deal with these matters in the real world. We make every effort—try to at least make every effort—to give everybody the maximum opportunity to develop their potential.

My experience in business has been that you are constantly searching for people with competence. It is not a matter of their not having an opportunity; it is to find them. There is

[Translation]

canadiennes, et tout particulièrement la Charte des droits et libertés, traitent des droits des particuliers, et les lois qui suivront devraient être élaborées dans cette même optique.

En résumé, nous sommes convaincus que les droits à l'égalité ne porteront fruit que si nous y sensibilisons les gens, et il s'agit là d'un processus qui ne pourra pas se faire du jour au lendemain. Obliger les gens à faire des choses contre leur gré, leur imposer le respect de certaines lois, ne débouchera pas, selon nous, sur les résultats escomptés. Ainsi se termine notre mémoire. Merci.

Le président: Merci beaucoup. Étant donné la durée de votre exposé, nous ne disposerons que de quelques minutes pour vous poser des questions. Roger Clinch.

M. Clinch: J'aimerais tout simplement vous remercier d'être venus nous rencontrer et de nous avoir soumis un mémoire. Nous aurons l'occasion d'en faire un examen plus approfondi un peu plus tard dans le courant de nos délibérations. Comme l'a souligné le président, il nous faut suivre un emploi du temps assez serré. Nous ne disposerons vraisemblablement pas de beaucoup de temps pour discuter avec vous, mais nous reviendrons plus tard sur les propos que vous nous avez tenus aujourd'hui. Merci encore d'être venus nous rencontrer.

Le président: Pauline Browes.

Mme Browes: Merci, monsieur le président. J'aimerais me joindre à M. Clinch pour vous remercier d'être venus nous présenter votre mémoire et de nous avoir fait part de vos commentaires au sujet de deux des questions importantes sur lesquelles nous serons appelés à nous prononcer.

Je suppose que votre approche et votre perspective sont celles d'une entreprise, et l'approche propre aux entreprises n'en est pas une qui revient souvent dans les mémoires que nous avons reçus jusqu'ici. Nous avons surtout reçu des mémoires préparés par des particuliers, des groupes sociaux et des personnes qui s'intéressent à l'aspect social de la chose. Il nous a donc fait très plaisir d'entendre vos commentaires à ce sujet.

J'aurais quelques commentaires à faire. Les opinions que vous énoncez dans votre mémoire sont-elles représentatives du secteur privé en général?

M. Cox: Je ne sais pas. J'imagine que nous sommes nombreux à penser de la même façon. Il est assez difficile de s'expliquer sur ce genre de choses, car la définition du sujet et la compréhension de ce dernier pourraient être qualifiées de subjectif. Nous ne suggérons nulle part dans notre mémoire qu'un groupe devrait être handicapé par un autre. Nous avons tout simplement pris une approche pragmatique à la façon dont on peut examiner et régler ces questions dans le monde réel. Nous nous efforçons toujours—du moins nous faisons tous les efforts possibles—pour donner à chacun les meilleures possibilités de réaliser tout son potentiel.

Si je m'appuie sur ma propre expérience dans le monde des affaires, je puis dire qu'on est toujours à la recherche de personnes compétentes. Le problème n'est pas celui de ne pas

[Texte]

always room at the top, as they say. We have constant need for better people and people who can perform, and we are not particularly concerned as to their backgrounds.

Mrs. Browes: Do you have an affirmative action program within your company?

Mr. Cox: In the terms you mean it, I do not think so.

Mrs. Browes: I mean searching out women who . . .

Mr. Cox: We could be accused of having one. I am sure we could be accused of having one, because we are sensitive to some of these issues and I think it is virtually certain that we consciously or unconsciously opt in favour of some of the things that the proponents of the rights movements propose.

Mrs. Browes: I hope it is consciously.

Mr. Cox: Well we try not to have it conscious, because we want to make sure the people who get promoted, for instance, are the ones who will do the best job. But I must say that my feeling is that if we had, for instance—I will use this one because it is a subject of talk—if we had two people, one male and one a female of equal qualifications, I would feel the female would be discriminated in favour of by our company these days. The same with other groups, because you are searching for this opportunity, whether you call it an affirmative action program or not; you are sensitive to it and try to make sure you are not the reverse, if you know what I mean.

Mrs. Browes: I have just a couple of things on the mandatory retirement. I think you state you tend to think that people do want to retire earlier and that the U.S. experience is that people are in fact retiring earlier. I also agree with you that being able to do the job is a necessity. There have been different ages for retirement in certain segments of our society—the RCMP, the military—and therefore that certainly comes into play.

• 1145

Mr. Cox: It shows up in our company. I have a lot of experience with that issue.

Mrs. Browes: On page 10 of your brief, I am not sure I agree with the conclusion of the last sentence of the first paragraph: that in fact the changes brought through the equal pay concept will then give working women equal opportunities with men.

Mr. Cox: We say that some people believe this; we do not.

Mrs. Browes: Then on page 12, the last paragraph, that if we put in equal pay for work of equal value that today's most powerful incentive for women to enter occupations historically held by men would be removed. I must say that I do not

[Traduction]

leur donner de chances, mais bien celui de les trouver. Il y a toujours de la place en haut, comme on dit. Nous avons sans cesse besoin de personnes qualifiées, de personnes qui peuvent faire le travail, et nous ne nous préoccupons que très peu de leurs antécédents.

Mme Browes: Existe-t-il dans votre entreprise un programme d'action positive?

M. Cox: Je ne pense pas qu'il existe un programme de ce genre, de la façon dont vous le définissez.

Mme Browes: Je veux dire un programme visant à identifier les femmes qui . . .

M. Cox: On pourrait nous accuser d'en avoir un. En effet, nous sommes sensibles à certaines de ces questions et je suis certain que, sciemment ou non, nous favorisons certaines des choses que revendiquent les partisans du mouvement pour les droits à l'égalité.

Mme Browes: J'espère que vous le faites sciemment.

M. Cox: En fait, nous essayons de le faire inconsciemment, car ce qui importe pour nous, c'est que les personnes qui sont promues sont celles qui feront le meilleur travail. Je dois cependant dire—et j'utilise cet exemple car on en parle—que si nous avions deux candidats, un homme et une femme, aux compétences égales, j'ai l'impression que notre société ferait de la discrimination en faveur de la femme. Et il en irait de même pour d'autres groupes également, car vous êtes toujours à la recherche de possibilités de les favoriser, que vous ayez ou non ce que vous appelleriez un programme d'action positive. Vous êtes sensible à la situation et vous voulez veiller à ne pas faire le contraire, si vous voyez ce que je veux dire.

Mme Browes: J'aurais quelques petites remarques à faire au sujet de la question de la retraite anticipée. Il me semble que vous déclarez quelque part que vous êtes d'avis que les gens veulent prendre leur retraite plus tôt et qu'aux États-Unis, c'est en fait ce qui se passe. Je pense comme vous que ce qui importe, c'est que la personne choisie soit en mesure de faire le travail. L'âge normal de départ en retraite n'est pas le même pour toutes les catégories qui composent notre société—je songe notamment à la GRC et aux militaires—et c'est pourquoi ce facteur doit entrer en ligne de compte.

M. Cox: Cela est très apparent chez nous. J'ai beaucoup d'expérience dans ce domaine.

Mme Browes: Je ne suis pas certaine d'être d'accord avec ce que vous dites dans la dernière phrase du premier paragraphe de la page 10 de la version anglaise de votre mémoire où l'on lit que les changements amenés par l'application du concept du salaire égal pour un travail de valeur égale donneront aux travailleuses des chances égales à celles données aux hommes.

M. Cox: Nous disons que certaines personnes croient cela. Mais non pas nous.

Mme Browes: Vous dites plus loin, au dernier paragraphe de la page 12, que si l'on applique le principe du salaire égal pour un travail de valeur égale, le facteur qui aura jusqu'ici le plus incité les femmes à opter pour des emplois traditionnellement

[Text]

understand your conclusion; that because you would have equal pay there that then women would not go after the higher jobs. I really do not understand your conclusion on that at all.

Mr. Cox: That is just our opinion from observation. We have taken what you might call making opportunities obvious for women to go into some of the occupations that traditionally are performed by men in our company, and some of them have, but they tend to migrate back, even though, as far as we are concerned, they do a fine job there. They do not seem to get as interested in them as some of the jobs you might call more traditional. Why this is, we have no idea.

As far as the equal pay for work of equal value is concerned, I think we could simplify this all down to the point that a job is worth what it is worth; it has nothing to do with sex or anything else. If we had equal pay for work of equal value, then we would have to get rid of some jobs that could change the total pay structure in the company; in other words, we could not afford to have those jobs in the company. Let us say, for instance, we had to have some particularly high-skilled job, and you had to pay a price for that. You bring that person in, and you may bring in five people or one person, and it changes the price for 2,500, you cannot do that. If equal pay for work of equal value legislation were introduced here, we would simply have to have a program to examine our jobs to see which jobs are not worth keeping. Do you follow me?

Mrs. Browes: Yes, I am following you. Thank you.

Mr. Cox: But I want you to understand is that if this thing could be accomplished, that everybody was in nice neat pigeonholes, maybe it would be comfortable, but I think people would try to get out of them in any case.

Mrs. Browes: You are indicating that some jobs may not be lowered in value that are now held by men.

Mr. Cox: They might. We have a valuation system now which we try very diligently to compare across the breadth of the organization as part of our total pay consideration. That is a subject that attracts the most violent arguments of almost any other program we have. We try to pick the wisest practitioners to sit on this committee, if you like, to try to figure out what this worth is across the organization, what the responsibility level is, and except if it does not come out right for some particular group, you get violent disagreement and the most innovative arguments as to why it should be different.

Mrs. Browes: Well, I understand the position you are putting forth.

[Translation]

occupés par des hommes disparaîtra. J'avoue ne pas comprendre votre conclusion selon laquelle avec un salaire égal, les femmes ne chercheraient pas à décrocher les postes les plus importants. Je ne comprends pas du tout votre conclusion.

M. Cox: Il ne s'agit là que notre propre opinion, fondée sur les observations que nous avons pu faire. Nous avons favorisé l'accès pour des femmes à des postes traditionnellement occupés par des hommes dans notre entreprise, et certaines ont été intéressées, mais elles ont en général tendance à retourner à leur emploi précédent, même si nous sommes très satisfaits du travail qu'elles font. Il semblerait qu'elles ne soient pas aussi intéressées par ces emplois que par ceux que l'on pourrait qualifier de traditionnels. Quant au pourquoi de la chose, nous n'en avons aucune idée.

Pour ce qui est du principe du salaire égal pour un travail de valeur égale, il y aurait lieu selon nous, de simplifier tout cela et de tout ramener au principe qui veut qu'un emploi vaut ce qu'il vaut. Cela n'a rien à voir avec le sexe ni avec autre chose. S'il nous fallait garantir un salaire égal pour un travail de valeur égale, alors il nous faudrait éliminer certains emplois qui changeraient toute la structure et l'échelle salariale de notre société. Autrement dit, nous ne pourrions plus nous permettre de conserver ces emplois. Admettons qu'il y ait un travail hautement spécialisé à faire faire, et qu'il faille payer cela assez cher. Vous faites venir une personne ou peut-être même cinq, et cela vient changer ce que vous coûtent les 2,500 autres employés. Si la loi imposait le principe du salaire égal pour un travail de valeur égale, il nous faudrait tout simplement mettre sur pied un programme visant à identifier les emplois qui ne vaudraient pas la peine d'être conservés. Me suivez-vous?

Mme Browes: Oui, je vous suis. Merci.

M. Cox: Ce que j'aimerais que vous compreniez, c'est que si cela pouvait se faire, autrement dit si l'on pouvait placer les gens, les mettre dans des petites cases, peut-être que le système pourrait fonctionner, mais je pense que les gens essaieraient de toute façon d'en sortir.

Mme Browes: Selon vous, certains emplois qui sont à l'heure actuelle détenus par des hommes ne pourraient pas être dévalorisés. C'est bien cela, n'est-ce pas?

M. Cox: Ils pourraient l'être. Notre système d'établissement des salaires s'appuie sur un système d'évaluations et de comparaisons que nous nous efforçons d'étendre à l'ensemble de l'entreprise. Et c'est ce programme qui fait l'objet des discussions les plus animées. Même si nous nous efforçons toujours de nommer à ce comité les personnes les plus sages et les plus au courant, si vous voulez, étant donné que celui-ci est appelé à évaluer les différents postes, à établir le niveau de responsabilité correspondant, si les choses s'annoncent un peu moins bien pour un groupe donné, cela débouche sur des discussions très violentes et sur toutes sortes d'arguments originaux visant à démontrer pourquoi les choses devraient se passer autrement.

Mme Browes: Je comprends votre position.

[Texte]

Le président: La dernière question sera posée par Maurice Tremblay, député de Lotbinière.

• 1150

M. Tremblay (Lotbinière): Merci, monsieur le président.

Madame et messieurs, j'ai beaucoup de questions à vous poser, mais M. le président me dit que nous sommes déjà en retard.

Une chose me chagrine énormément. Depuis le début de nos audiences, je félicite tous les organismes ou individus qui nous soumettent un rapport, non seulement pour la qualité de leur mémoire, mais surtout pour l'aspect humain de leur mémoire. Madame et messieurs, je vous félicite pour la façon dont vous avez rédigé votre rapport, mais certainement pas pour son aspect humain.

Evidemment, je respecte votre opinion. Vous prônez la primauté de l'économie sur les droits individuels, sur les droits collectifs, sur les droits de la personne, en somme. Vous avez pris la plus grande partie de votre préambule pour nous parler de la façon dont les autres organismes essaient de nous influencer.

Je ne comprends pas, mais pas du tout, qu'une entreprise comme la vôtre, qui jouit d'une bonne réputation, puisse dire qu'elle ne peut pas embaucher des personnes handicapées, sous prétexte que cela peut diminuer son efficacité.

Est-ce qu'il y a actuellement des personnes handicapées qui travaillent chez vous? Avez-vous un programme d'embauche pour les personnes handicapées?

En ce qui concerne la retraite obligatoire, je ne comprends absolument pas comment il pourrait y avoir augmentation des coûts sociaux si le citoyen pouvait éventuellement continuer à travailler, peu importe son âge. Je vous prie de vous référer à l'expérience du Québec à ce sujet. Connaissiez-vous l'impact de l'adoption de cette loi?

M. le président parlait tout à l'heure à ma collègue, M^{me} Browes, du salaire égal à travail égal. Si j'ai bien compris votre intervention, vous hésitez à mettre en pratique ce principe, bien que vous ne vous y opposiez pas, parce que vous dites que cela pourrait inciter certaines personnes à réclamer un salaire qui leur serait autrement dû. En somme, vous nous dites: Ne brouillons pas l'eau, ne faisons rien, car il n'y a pas trop de chicane, même si les employés ne sont pas payés en fonction du travail qu'ils effectuent.

J'ai beaucoup d'autre questions à poser, mais je terminerai en disant ceci. Vous dites dans votre préambule, entre autres, qu'il ne faut pas changer les choses trop vite, qu'il faut faire en sorte que les esprits soient prêts lorsque la loi intervient. L'article 15 de la Charte a été adopté il y a trois ans et mis en vigueur le 17 avril. Comme plusieurs autres, je pense qu'il y a trois ans, les gens étaient déjà prêts à accepter ce changement. Ils le sont encore davantage maintenant. Aujourd'hui, étant donné les diverses représentations qu'on nous a faites partout au Canada, je comprends mal qu'on puisse prétendre le contraire.

[Traduction]

The Chairman: Maurice Tremblay, the Member for Lotbinière, will ask the last question.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Thank you, Mr. Chairman.

Ladies and gentlemen, I have many questions for you but the chairman tells me we are already behind schedule.

One thing troubles me greatly. Since these hearings began, I have congratulated all of the groups or individuals who have submitted a brief, not only because of the quality of their paper, but particularly because of its human content. Ladies and gentlemen, I congratulate you on the preparation of your brief, but certainly not on its human content.

I naturally respect your opinion. You give priority to the economy over individual rights, over collective rights, over human rights, in other words. You spent most of your introduction in discussing the manner in which other organizations attempted to influence us.

I simply do not understand why a firm such as yours, with a good reputation, claims that it cannot hire the handicapped because it might decrease its efficiency.

Do you presently have handicapped persons working for you? Do you have a hiring program for the handicapped?

As regards compulsory retirement, I simply do not see how social costs would increase if someone was allowed to continue working whatever his age. I suggest that you examine Quebec's experience in this area. Are you aware of the impact of the adoption of their law?

The chairman spoke earlier to my colleague, Mrs. Browes, about equal pay for equal work. If I understood your intervention correctly, you hesitate to implement this principle, although you are not against it because you feel that this might encourage some people to demand a salary to which they would be entitled. In other words, you are saying: let us not make waves, let us do nothing, because there are not too many complaints, even though the employees are not paid according to the work they do.

I have many other questions to ask you but I will conclude with this. You say in your introduction, among other things, that we must not make changes too quickly, that we must insure that people are mentally ready before the law comes into force. Section 15 of the Charter passed three years ago and came into force on April 17. I believe, as a number of others, that people were already ready to accept this change three years ago. They are even more ready now. I find it difficult to understand how one can claim the contrary today after all the representations we have heard across Canada.

[Text]

Mr. Cox: I think I disagree with you almost completely. Equity is a subjective term and is something like beauty; it is in the eye of the beholder. If you think for a second that you can sit there and tell me what equity is in almost anything, we are going to have a violent disagreement.

Now, as you say, we have a rather excellent reputation as far as dealing with our employees is concerned, or with the community at large. I think we have a reputation second to none, and we did not get this by being miserable. So we have dealt with these matters from a practical sense. We are, in fact, an employer; we deal with people every day.

• 1155

Take the matter of early retirement. You could say, yes, we have a program of employing disabled people. The question is: What do you mean by disabled? Does it mean they are in a wheelchair or simply less than fully competent? We have an extensive program to take people who have been loyal employees for 30 or 40 years and we sure as heck do not want to tell them they are not great persons any more. We find things for them to do. We maintain their pay. We put them on things they can do, not things they have been trained to do. Of course, we try to retrain them, but not in their traditional employment occupation. We do a multitude of things to try to help people of this kind.

I have had extensive experience with the matter of people who have become, through no deliberate action of their own, less than competent in the job. It is also a fact that the job changes in our society. It is a highly technological world we live in, and some people do not keep up. If somebody has given you loyal service for 40 years, you do not want to tell him suddenly he is no good any more, that he should get out. We will attempt to carry this person along, as I say, by some other occupation or by just dealing with it for a short period of time.

The company and its employees know this action takes place and therefore can rationalize what is going on. It does not affect to the same extent their attitude towards performance, because they say this is a nice thing to do. But if you were forced to do this for an indefinite period, you could not predict what the cost or the outcome would be and you would have to deal with it. Some people argue that would be good management, but we argue: Yes, perhaps, but it is somewhat inhuman. Our experience has been that, if you treat your people well, they will treat you well. There is always a ringer or two, of course, but by and large, equitable treatment or good treatment, as people perceive it, of your employee body will pay dividends.

[Translation]

M. Cox: Je crois être entièrement en désaccord avec vous. L'équité est un terme subjectif, un peu comme la beauté; cela dépend du point de vue. Si vous pensez pour un instant prétendre que l'équité se trouve presque dans tout, nous allons avoir un conflit d'opinions sérieux.

Maintenant, comme vous le dites, nous avons une excellente réputation pour ce qui est de la façon dont nous traitons nos employés ainsi que l'ensemble de la collectivité. Je crois que nous avons une réputation sans pareille, et elle ne provient sûrement pas de nos mauvaises actions. Nous avons donc réglé ces questions de façon pratique. Nous sommes, en fait, un employeur; nous traitons avec des gens sur une base quotidienne.

Prenez par exemple la question de la retraite anticipée. Vous pourriez très bien dire que vous avez un programme de recrutement de personnes handicapées. La question qu'il conviendrait alors de poser serait la suivante: qu'entendez-vous par handicapé? Cela signifie-t-il que la personne se déplace en chaise roulante, ou bien tout simplement qu'elle n'est pas pleinement compétente? Nous avons un important programme qui s'adresse aux employés loyaux de l'entreprise qui travaillent depuis 30 ou 40 ans, et nous n'allons certainement pas leur dire qu'ils ne sont plus à la hauteur. Nous leur trouvons des choses à faire. Leur salaire est maintenu au même niveau. Nous leur demandons de faire les choses qu'ils sont en mesure de faire, et non pas celles pour lesquelles ils ont été formés. Nous faisons tout ce que nous pouvons pour les garder, mais ils ne conserveront pas forcément le même emploi. Nous faisons toutes sortes de choses pour venir en aide à ces personnes.

J'ai beaucoup travaillé pour les employés qui, indépendamment de leur volonté, sont devenus moins compétents au travail. Il ne faut pas oublier non plus que dans notre société, les emplois changent. Notre monde connaît une évolution technologique très rapide, et certaines personnes ne tiennent pas le rythme. Si quelqu'un travaille pour vous depuis 40 ans, vous n'allez pas lui dire tout d'un coup qu'il ne fait plus l'affaire, qu'il doit s'en aller. Dans ce genre de situation, comme je l'ai déjà dit, nous essayons de venir en aide à cette personne, de lui assigner des tâches qu'il pourra accomplir sans problème, ou bien nous supportons les choses comme elles sont, si cela ne va durer qu'une courte période de temps.

L'entreprise et ses employés savent que c'est cela qui se passe et ils le comprennent. Cela ne modifie en rien l'attitude des employés vis-à-vis de leur rendement, car ils trouvent que ce que nous faisons est gentil. Cependant, s'il fallait maintenir ce genre d'aide pour des périodes indéfinies, il serait impossible d'en prédire les coûts et les conséquences, il faudrait bien faire quelque chose. D'aucuns diraient qu'il ne s'agit pas là d'une bonne pratique de gestion, mais nous leur répondons: peut-être, mais le contraire serait un peu inhumain. D'après notre expérience, si vous traitez bien vos employés, ils vous rendront la pareille. Il y aura toujours un ou deux numéros, bien sûr, mais en règle générale, ça rapporte d'assurer un traitement équitable, un bon traitement aux personnes qui travaillent pour vous.

[Texte]

Now, we have an extremely high-quality employee body, loyal and high performers, but even I will eventually get too old to work. We have a program that allows us to deal with this in a civilized way and we think the interference of government, which in my opinion is extremely excessive in this country already, is more than we need. The legislatures have a great time spending the money that most of us create, and perhaps if they spent more time trying to create it than to spend it, we would have a lot better society to move around and distribute.

So your views do not intrigue me particularly. What was the other issue?

Mr. Pond: I think you have covered most of the issues.

The Chairman: I think most of them have been covered. I would like at this concluding point to thank you, Mr. Cox, Mr. Pond and Ms Baker, for coming before us this morning and giving us the benefit of your thinking about some of the issues arising under section 15, why it was stated in the discussion paper issued by the Minister of Justice that the issues raised by section 15 and the matters that have been referred to this committee are ones on which reasonable people and informed people can hold different views. That is obvious from some of the exchange over the last few minutes and indicates why we appreciate having what you have told us as part of what we will be considering in the remaining seven weeks before we report to Parliament, trying to sort out as well as we can on this committee what changes have to be made and what changes ought to be made in order to reconcile the many different views that are held—and in some cases, strongly held—with respect to where we are going as a country. Thank you very much for being with us this morning.

Mr. Cox: I would like to make one final remark. Whatever is decided, it is people like us who have to deal with it. We are out there on the firing line, dealing with the real people.

• 1200

The Chairman: I appreciate that final remark, and as chairman I might just make a note that we are all dealing with real people, including in my case 85,000 people whom I represent with their problems.

I listened carefully to your point about government not spending the wealth that is being created by the private sector. I am mindful of that too, sir, when we look at the fact that the federal government now is paying more in benefits and grants to corporations than it is raising in corporate taxes. These are not simple questions.

Mr. Cox: I have a little knowledge about that too, and most of those programs are not asked for by business. On the other hand, if they are made available you would be a fool not to take advantage of them.

[Traduction]

Nos employés sont très compétents, très loyaux et très travailleurs, mais même moi, je serai un jour trop vieux pour travailler. Nous avons un programme qui nous permet de régler ce genre de problèmes de façon civilisée, et nous pensons que l'intervention du gouvernement dans ce domaine, l'intervention gouvernementale est déjà excessive au Canada selon moi, serait de trop. Le gouvernement s'amuse à dépenser l'argent que la plupart d'entre nous produisent, et peut-être que s'il passait plus de temps à essayer d'en produire lui-même, notre société s'en trouverait améliorée et il serait plus facile de s'y mouvoir et de distribuer ces richesses.

Ce que vous dites ne m'impressionne donc pas beaucoup. Quelle était l'autre question?

M. Pond: Je pense que vous avez couvert la plupart des questions.

Le président: Je pense que la plupart d'entre elles ont été abordées. En conclusion, il ne me reste plus qu'à remercier les témoins, M. Cox, M. Pond et M^{me} Baker, d'être venus nous rencontrer ce matin et de nous avoir fait part de leurs points de vue relativement à certaines des questions qui découlent de l'article 15. Le document de travail diffusé par le ministre de la Justice souligne bien que les questions soulevées par l'article 15 et celles que le Comité a été chargé d'examiner sont des questions sur lesquelles des personnes tout à fait raisonnables et bien renseignées peuvent avoir des opinions diamétralement opposées. Cela est tout à fait évident si je me fie à l'échange que nous venons d'avoir et nous incorporerons vos points de vue dans les discussions que nous aurons au cours des sept prochaines semaines au bout desquelles nous devons faire rapport au Parlement. En effet, le Comité devra faire de son mieux pour décider quels changements devraient être faits de façon à concilier les différents points de vue qui lui ont été présentés—parfois très vigoureusement—relativement à l'orientation pour laquelle devrait opter le pays. Merci beaucoup d'être venus nous rencontrer ce matin.

M. Cox: J'aurais une dernière remarque à faire. Quoi que vous décidiez, ce seront les gens comme nous qui devront s'en accommoder. C'est nous qui sommes en première ligne, et qui devons faire affaire avec de vraies personnes.

Le président: J'apprécie votre dernière remarque, mais en tant que président, je tiens à souligner que nous aussi nous faisons affaire avec de vraies personnes. Je représente 85,000 personnes que je dois défendre contre leurs problèmes.

J'ai écouté très attentivement ce que vous avez dit au sujet du fait que le gouvernement ne pas dépenser les revenus créés par le secteur privé. Il ne faut cependant pas oublier que le gouvernement fédéral dépense aujourd'hui plus d'argent sous forme d'avantages et de subventions accordés aux sociétés qu'il n'en touche sous forme d'impôts versés par les sociétés. Il ne s'agit pas de questions faciles.

M. Cox: Je suis moi aussi au courant de la situation, mais la plupart de ces programmes n'ont pas été mis sur pied à la demande du secteur privé. D'un autre côté, si ces programmes existent, il faudrait être bête pour ne pas en profiter.

[Text]

The Chairman: Thank you very much.

The next organization we will be hearing from is the New Brunswick Human Rights Commission. I would like to invite Dr. Noel Kinsilla to come forward now.

I was about to say good morning, Dr. Kinsilla, but by my watch it is now two minutes past noon. I would note that your very substantial brief, which runs to some 72 pages, was distributed to members of the committee moments ago. We have not had a chance to read it in those few moments, nor will you have time to read the full 72 pages, so I would invite you to introduce whom you have with you and speak to the brief in the time allowed.

Dr. Noel Kinsilla (New Brunswick Human Rights Commission): Thank you very much, Mr. Chairman.

With me are Mr. Ben Elms, a member of the New Brunswick Human Rights Commission, and Karen Taylor, one of our senior human rights officers.

Si je puis vous le dire, monsieur le président, je crois bien que les témoins qui nous précédaient ont bien établi le besoin d'avoir, au Nouveau-Brunswick, une commission des droits de la personne.

I would just like to make about four points, Mr. Chairman—I will not read the brief—that concern me as a human rights worker in Canada.

First and foremost, I think we have to address the real problem. I am sure your committee has heard this problem in other parts of Canada, with reference to not only section 15 but also other sections. It is the problem of what we are going to do to make sure that we do not end up in Canada with two classes of Canadians, those who can afford rights and those who cannot afford them. I am referring, of course, to the tremendous cost of making a claim under the charter through the courts. It could very well be that organizations with big budgets, such as the organization that preceded us in testifying here this morning . . .

Indeed, our provincial human rights commission has a budget of only \$400,000. The law requires us to administer and enact in the province in two languages, dealing with all the prescribed grounds of discrimination which are also contained in section 15, and many other kinds of things.

The average citizen will not be able to afford the cost of taking cases under the charter on his or her own. Therefore I would hope that your committee would be able to make a recommendation to Parliament that programs perhaps, such as those that currently exist under the Department of the Secretary of State . . . to assist voluntary organizations in Canada, to help those voluntary organizations help individuals who have important rights cases to be brought before the

[Translation]

Le président: Merci beaucoup.

Notre prochain invité est la Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick. J'inviterais M. Noël Kinsilla à venir tout de suite prendre place à la table.

J'allais vous souhaiter la bienvenue à notre matinée de travail, monsieur Kinsilla, mais je viens de constater qu'il est déjà 12h02. Votre mémoire plutôt volumineux, qui couvre quelque 72 pages, a été distribué il y a quelques instants aux membres du Comité. Nous n'avons pas encore eu le temps de le lire, et nous n'aurons pas le temps de le lire tout de suite ici en entier, et je vais donc sans plus tarder vous inviter à nous présenter les personnes qui vous ont accompagnés et à nous faire un résumé de votre mémoire dans la période de temps alloué.

M. Noël Kinsilla (Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick): Merci beaucoup, monsieur le président.

M'accompagnent aujourd'hui M. Ben Elms, membre de la Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick, et Karen Taylor, l'une de nos agentes supérieures.

If I may say so, Mr. Chairman, I believe that the witnesses who spoke before us succeeded in establishing that we do need to have a Human Rights Commission in New Brunswick.

Monsieur le président, je ne vais pas vous lire le texte de notre mémoire, Je me bornerai à vous parler de quatre points qui m'intéressent tout particulièrement dans le cadre du travail que je fais ici au Canada relativement aux droits de la personne.

Tout d'abord, il nous faut selon moi nous attaquer au vrai problème. Je suis certain que le Comité aura entendu parler du problème ailleurs au Canada, et ce non seulement par rapport à l'article 15, mais à d'autres articles également. Le problème est celui de savoir ce qu'il nous faudra faire pour veiller à ce que l'on ne se retrouve pas au Canada avec deux classes ou catégories de Canadiens, ceux qui ont les moyens d'avoir des droits et ceux qui n'en ont pas les moyens. J'aimerais faire ici bien sûr au coût exorbitant que suppose la déposition d'une plainte relative à la Charte des droits devant un tribunal. Il se pourrait fort bien que des organismes à gros budget, comme celui qui a comparu juste avant nous ce matin . . .

Notre commission provinciale des droits de la personne ne dispose que d'un budget d'environ 400,000\$. Nous devons, en vertu de la loi, administrer les droits de la personne à l'échelle de la province, et ce dans les deux langues officielles. Nous nous occupons de toutes les formes de discrimination contenues dans l'article 15 et d'un grand nombre d'autres choses également.

Le citoyen moyen ne dispose pas des sommes nécessaires pour entreprendre lui-même une action en justice en invoquant la charte. C'est pourquoi j'ose espérer que votre Comité pourra recommander au Parlement de mettre sur pied des programmes semblables à ceux qui existent déjà au Secrétariat d'État . . . pour venir en aide aux organismes bénévoles au Canada qui pourront à leur tour aider les particuliers dont les droits ont été violés à porter plainte devant les tribunaux. Je

[Texte]

courts. Equally, I think that currently there are some funds available in the Ministry of Justice at the federal level which are available for charter challenges cases. I think that kind of a concern is not one simply that will rest with governments, but also with the voluntary organizations.

• 1205

The second general point I would like to make is in the area of education. I think it is critically important that all Canadians know the kinds of things we are talking about in our Constitution and Charter of Rights and Freedoms, and not simply the legal claims that are possible there. It seems to me that in our schools and public education programs we have to understand the principles, the why of the charter, what it means as a major instrument that helps us define who we are as Canadians—the kind of Canadian democracy we are all proud of. Perhaps the human rights commissions in the provinces will have to receive a widened mandate to undertake education programs that would focus also on the charter. After all, the provinces did participate in the constitutional accord that led to the Canada Act and the Charter of Rights and Freedoms.

• 1210

The third point is because of the open-ended nature of section 15 and the prescribed grounds of discrimination, it seems to me the courts obviously have an awesome responsibility passed on to them. When we appeared before the joint committee of the House of Commons and the Senate that was looking at the Canada Act bill, I recall that what grounds should or should not be put in at that time were greatly debated. We had questions like: Should sexual orientation be included as prescribed grounds? Should family status be included as prescribed grounds? Should political affiliation or opinion be included or not included?

One sense that was there to be inferred from the presentations and debates and questions was that a lot of these things were hot potatoes and perhaps we should leave that to the courts to decide, so we should not include them. Well I think that is a little bit unfair. Nevertheless, in order to get the Charter of Rights and Freedoms the decision-makers had to compromise, and perhaps a lot of things were left out that many of us would have liked to have seen in.

What is our responsibility now to the courts, which have to decide and have to give definitions because of the open-ended nature of section 15? It seems to me the legislative institutions—whether they be municipal, federal, or provincial—by their enactments or amendments to human rights codes, labour codes, to fair accommodation statutes, ordinances, etc., can give guidance in statute; they can actually interpret the folkways by statute. This is why I think those many recommendations Parliament has received concerning amendments to the Human Rights Act of Canada should be acted upon by Parliament in order to help the courts know that these kinds of

[Traduction]

pense même qu'au niveau fédéral, le ministère de la Justice a déjà réservé certains fonds pour des cas de ce genre où la charte se trouve invoquée. Je pense qu'il s'agit là d'un problème dont devront s'occuper non seulement les gouvernements mais également les organismes bénévoles.

Ma deuxième série de remarques concerne l'éducation. Je pense qu'il est impératif que tous les Canadiens sachent de quoi il est question dans la Constitution et dans la Charte des droits et libertés, et pas tout simplement quelles actions en justice sont possibles. Il me semble que les programmes scolaires devraient être conçus de façon à amener les élèves à comprendre les principes et le pourquoi de la Charte, à comprendre qu'il s'agit d'un instrument d'importance qui nous définit en tant que Canadiens... qui définit notre démocratie à la Canadienne dont nous sommes tous si fiers. Il serait peut-être bon que le mandat des commissions provinciales des droits de la personne soit élargi, afin de leur permettre d'entreprendre des programmes d'éducation axés également sur la Charte. Les provinces, après tout, on prépare à l'accord constitutionnel qui a débouché sur la Loi sur le Canada et à la Charte des droits et libertés.

En troisième lieu, je constate que les tribunaux, en raison du caractère non exclusif de l'article 15 et des motifs de discrimination qui y sont énoncés doivent maintenant assumer une responsabilité écrasante. Je me rappelle que lors de notre comparution devant le Comité conjoint de la Chambre des communes et du Sénat chargé d'étudier le projet de la Loi sur le Canada, il a été longuement question des motifs qui y figureraient ou non. Ainsi, de vives controverses ont été soulevées par des motifs comme l'orientation sexuelle, la situation familiale, l'opinion ou l'affiliation politique.

S'il est une chose qui s'est dégagée des mémoires présentés et des questions et discussions qui les ont suivies, c'est que sur beaucoup de ces points on s'avancait en terrain miné et qu'il serait peut-être préférable de s'en remettre aux tribunaux du soin de décider, de sorte qu'on a opté pour l'exclusion de ces points. Cela me paraît quelque peu injuste, mais sans compromis il eût été impossible de faire adopter la Charte des droits et libertés, de sorte que les législateurs ont dû s'incliner et peut-être omettre certains points au grand regret d'un certain nombre d'entre nous.

Quelle est à présent notre responsabilité envers les tribunaux, que le caractère non limitatif de l'article 15 oblige à prendre des décisions et à donner des définitions? Je considère que les institutions législatives, qu'elles soient municipales, fédérales ou provinciales, peuvent, par leurs décrets ou modifications au Code des droits de la personne, au Code du travail, aux lois d'ordonnances, etc., donner une inspiration; ils peuvent même, dans la loi, donner une interprétation des moeurs. C'est pourquoi je considère que le Parlement devrait prendre des décisions sur la base des nombreuses recommandations qui lui ont été présentées concernant les modifications à

[Text]

things are recognized by people who are in contact with the everyday Canadian—namely, the legislators—and are prepared to deal with it at a given point in time.

The other issue with reference to the open-ended nature of the prescribed grounds of discrimination in section 15 is that you will recall that in 1976 Canada ratified the international covenants on human rights. We actually have international human rights obligations that go far beyond the rights that are contained in our Charter of Rights and Freedoms. I would draw your attention in particular to Article 4 of the International Covenant on Civil and Political Rights, which makes it very clear that even in times of national emergency—not only the kinds of limitations that are contained in section 1 of the Constitution, or the unfortunate, in my judgment, section 33... Our international obligation under international treaty law is that even in times of national emergency Canada may not take measures that would discriminate solely on the basis of the very grounds that are contained in section 15. So notwithstanding section 33, we have an obligation not to discriminate on those very grounds that are contained in section 15.

Furthermore, Mr. Chairman, if you look at the international covenants, they also have an open-ended list. It says "for those kinds of grounds, including language and other such status".

• 1215

I think your committee and researchers would be well directed if you took a close look at the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights and the International Covenant on Civil and Political Rights.

Finally, on the fourth point, in a sense there are three main institutions that exist to protect our rights in Canada. The courts is a major institution that deserves our respect, our support, and which ought to be utilized and is utilized by any civil libertarian—and will be.

Second to that is the institution of the legislators, Parliament and the legislative assemblies across Canada. It seems to me, as I alluded to a few moments ago, that because of the nature of our Charter of Rights and Freedoms—which is a tremendous achievement given our history—you have to be more active, not less active; more active to give guidance to the courts; more active to keep ahead of the courts so that the courts will not block off areas, as it were, that tomorrow we need to have open. I think it would be extremely difficult to make a constitutional amendment to something that took such difficulty to achieve. I do not think that is the strategy to adopt.

If you look at the research, many of the Human Rights Commissions—in fact, there were three of us—which appeared before the joint committee of the House of Commons and Senate were concerned that rights—with no offence—would become the domain of lawyers and that you would be forced into an adversarial model to promote rights. The

[Translation]

la Loi du Canada sur les droits de la personne, afin de faire savoir aux tribunaux que ceux qui sont à l'écoute du Canadien de la rue—à savoir les législateurs—ont pris acte de ces desiderata et sont disposés, à un certain moment, à en tenir compte.

Toujours à propos de ce caractère non limitatif des motifs de discrimination énoncés à l'article 15, vous vous rappellerez qu'en 1976 le Canada a ratifié les conventions internationales sur les droits de la personne. Nous avons effectivement pris, en matière de droits internationaux de la personne, des obligations qui débordent largement les droits énoncés dans notre Charte des droits et des libertés. J'aimerais attirer en particulier votre attention sur l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui stipule clairement que même dans des circonstances critiques pour une nation—je ne parle pas seulement du genre de contraintes imposées à l'article 1 de la Constitution ou de l'article 33, regrettable à mon avis... mais d'après le droit international, le Canada, même dans une situation d'urgence, n'a pas le droit de prendre des mesures qui exerceraient une discrimination uniquement fondée sur les motifs contenus à l'article 15. Ainsi, nonobstant l'article 33, nous n'avons pas le droit d'exercer une discrimination basée sur les motifs même contenus à l'article 15.

Par ailleurs, monsieur le président, il vous apparaîtra à l'examen que les pactes internationaux eux aussi ont une liste non limitative. Il y est dit «pour ce genre de motifs, y compris la langue et autres situations de ce genre.»

Je pense que votre Comité et ses recherchistes seraient bien inspirés d'examiner de près le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ainsi que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

En quatrième et dernier lieu, nous avons au Canada trois grandes institutions chargées de protéger nos droits. Les tribunaux constituent une institution éminente qui mérite notre respect et notre appui, et vers laquelle devrait se tourner tout défenseur des droits civiques, ce qui se fera certainement.

La seconde de ces institutions est le pouvoir législatif, à savoir le Parlement et les Assemblées législatives du Canada. Comme je le faisais remarquer il y a quelques instants, il me semble qu'en raison même de la nature de notre Charte des droits et des libertés, qui représente un remarquable progrès compte tenu de notre histoire, nous nous devons de redoubler d'activités, bien loin de nous laisser aller. Redoubler d'activités pour tracer l'avoir aux tribunaux, pour les devancer afin qu'ils ne puissent fermer des portes que nous devons garder ouvertes en vue de l'avenir. Il serait très difficile d'apporter un amendement constitutionnel à une oeuvre qui nous a tant coûté de peine, et ce n'est pas la stratégie que je recommanderais d'adopter.

Si vous relisez les documents de recherche, un grand nombre des Commissions des droits de la personne—il y en a eu trois, en fait, qui ont comparu devant le Comité conjoint de la Chambre des communes et du Sénat—redoutaient de voir les droits tomber—sans vouloir offenser personne—sous la coupe des hommes de lois et que pour promouvoir les droits, on ne se

[Texte]

experience that we have had in these past 18 years of Human Rights Commissions is it has to be a conciliation approach. It works. You have an advocacy for those who cannot afford . . . That is why we changed in the mid-1960s from the old Fair Employment Practices Act—there were hardly any complaints made under it because you had to go to court with a lawyer. If you had no job because you were a Black in Saint John, you obviously could not hire a lawyer to go and take your case under the Fair Employment Practices Act. That is why an agency such as the Human Rights Commission was established by statute.

The legislative assemblies and Parliament have a tremendous amount of work to do. I hope we will really see a lot of important and exciting activity at both levels of jurisdiction in order to make it very, very clear that equal pay for work of equal value is a very important strategy which we have to use, as a technique to deal with sex discrimination in particular.

Secondly, I would hope that the point has been well established by industrial inquiry commissions in this province and by success and good business practice, that where there are no pension plans in place, to promote personal choice retirement.

Finally, the third institution . . . At the end of the day, when the courts and our honourable members have failed us, the final institution is the people. We can always uprise.

The voluntary sector is the ultimate bastion, the ultimate guardian. Mr. Chairman, I want to make this point as eloquently or as underscored as best I can. When you come from Saint John it is hard to be eloquent. The voluntary sector is more important in Canada than in any other democracy in the world. Why? Because of section 33 of the Charter of Rights and Freedoms which says that Parliament or the legislators in legislative assemblies can pass law notwithstanding anything in section 15. They will do it if they think the people will let them do it. That is why the voluntary sector has to be there. It has to be an informed voluntary sector. It has to understand the principles of human rights, why human rights is good business, why it is based on occupation or qualifications, and is also based upon a different view of the role of economies to serve people rather than the other way around.

That is all I have to say.

The Chairman: Thank you very much. Especially when you are talking about the three pillars that uphold the civil rights and civil liberties in this country, I think it is important to feed the process of this parliamentary committee.

• 1220

If this committee did not exist and in seven weeks' time it were not going to be making a report to Parliament about a lot of amendments and changes that have to be made in federal laws

[Traduction]

retrouve dans une situation conflictuelle. D'après notre expérience des 18 dernières années au sein des Commissions des droits de la personne, c'est la voie de la conciliation qu'il faut adopter, car elle est efficace. Elle donne à ceux qui ne peuvent se le permettre le moyen de plaider pour leurs droits . . . C'est pourquoi nous avons écarté, vers 1965, l'ancienne Loi sur les justes méthodes d'emplois, dans le cadre de laquelle il fallait, en cas de plaintes, s'adresser aux tribunaux et prendre un avocat. Mais le Noir qui se trouve sans emploi à St-Jean n'est pas en mesure, de toute évidence, d'engager un avocat et de poursuivre l'affaire devant les tribunaux, dans le cadre de cette ancienne loi, ce qui nous a amené à créer un organisme comme la Commission des droits de la personne.

Les Assemblées législatives et le Parlement ont une tâche très lourde à accomplir et j'espère que les deux niveaux de juridiction déploieront une grande activité pour démontrer l'importance d'un principe comme celui d'après lequel un travail égal mérite une rémunération égale, principe que nous devons faire respecter en particulier pour lutter contre la discrimination basée sur le sexe.

En second lieu, j'espère que les Commissions d'enquêtes industrielles de cette province ainsi que de saines et bonnes pratiques d'entreprises ont fait clairement apparaître combien il est important, dans les cas où il n'existe pas de régime de retraite, d'encourager les employés à prendre eux-mêmes des mesures à cet effet.

Enfin, la troisième institution? Quand tous les recours ont été tentés, quand les tribunaux et nos élus se sont dérobés, la dernière parole est au peuple: il nous reste toujours la possibilité de nous rebeller.

Mais l'ultime bastion, le protecteur suprême est le secteur des bénévoles. Je voudrais mettre toute mon éloquence dans cet argument, lui donner tout le relief possible. Quand on habite Saint-Jean, l'éloquence ne vous vient pas facilement. Au Canada, le secteur bénévole est plus important que dans tout autre démocratie. La raison? C'est l'article 33 de la Charte des droits et libertés d'après lequel le Parlement ou les législateurs des assemblées peuvent adopter des lois nonobstant l'article 15. Ils le feraient s'ils pensaient que le peuple les laisserait faire, et c'est là que doit intervenir le secteur bénévole. Il faut que ce secteur soit bien informé, qu'il comprenne les principes des droits de la personne, leur efficacité, la raison pour laquelle ils sont fondés sur l'occupation ou les qualifications et partent du point de vue que l'économie est au service des gens, et non les gens au service de l'économie.

C'est tout ce que j'avais à dire.

Le président: Je vous remercie beaucoup. Ce que vous avez dit à propos des trois piliers qui soutiennent, dans ce pays, les droits et libertés civiques, me paraît particulièrement important pour encourager ce Comité dans sa voie.

Si ce Comité n'existait pas, s'il ne devait pas, dans cette semaine, présenter un rapport au Parlement sur une quantité d'amendements et de modifications qui doivent être rapportés

[Text]

and programs . . . if this whole process did not exist . . . absent that, it would fall entirely to the people to take their concerns about existing laws to the courts; and everybody here, and yourselves in particular, would recognize the tremendous cost of that, the individual anguish of that, and the risk of developing in a piecemeal fashion across the country as different judges come to deal with the same questions a system that would perhaps be far less efficacious than one we as parliamentarians can bring in, where we not only say this must be struck down because it is now unconstitutional but here is a new régime we are going to replace it with; because we can legislate, of course, in a way the judiciary cannot. That is not to undermine the important role, as you have stressed, of the judiciary; but I think this is the reason why a number of commentators have referred to the work of this committee as quite possibly the most important in the entire Thirty-Third Parliament.

That is why we welcome you here, and also the larger briefs we will take with us and study quite closely.

To begin the questioning, Sheila Finestone, Member of Parliament for Mount Royal.

Mrs. Finestone: Thank you very much, Mr. Chairman.

I want to thank you from the bottom of my heart, not only for our own committee, sitting here, but for the people of this country, because you brought a breath of fresh air and clear thinking before, and we certainly needed it this morning. I thank you very much for that clear thinking.

Your presentation, which I think we will send with annotation for clear reading to the previous speakers, leads me to ask you just a few questions of clarification. I can only say there was not one concept you presented with which I am not fully in accord; nor have I all the answers to the questions that are behind what you have asked us, which are very key and very important.

Have you, or do you know of, an agenda of discussion between the federal and provincial levels where you have had a list to look at the interpretation? We have 13 jurisdictions in Canada, the federal jurisdiction along with the provincial jurisdictions, and we have the human rights codes in each of these provinces. Most of them are in concord; however, there are a few which differentiate. An example is Quebec, with sexual orientation, and the federal government and the other provinces without. I could enumerate others. Have you discussed this together at the federal-provincial level under the Minister of Justice or under the Secretary of State? Are you satisfied you have come to some resolution of the application in a comprehensive and cohesive fashion across this land, if we are to be equal as all Canadians . . . equality before and under the law?

[Translation]

aux lois fédérales et aux programmes . . . bref, si tout ce processus n'avait pas été mis en place, les gens n'auraient d'autres recours que d'exposer aux tribunaux les problèmes que soulèvent les lois existantes. Il n'y a personne qui ne comprenne ce que cela représenterait: un coût exorbitant, l'angoisse du plaignant, et le danger de tenter de régler une question de façon fragmentaire, puisque différents juges, dans le pays, en viendraient à trancher des mêmes questions, ce qui constituerait un système bien moins efficace que celui que nous, députés, essayons d'introduire. En effet, nous ne nous contentons pas de dire qu'un article doit être abrogé parce qu'il est à présent devenu contraire à la Constitution, mais nous offrons une solution de rechange, car nous disposons de moyens de légiférer que n'a pas le système judiciaire. Je n'entends pas par là amoindrir le rôle important du système judiciaire, que vous avez souligné à juste titre, mais je pense que c'est la raison pour laquelle plusieurs commentateurs ont dit de l'oeuvre de ce Comité qu'elle était peut-être la plus importante du 33^{ième} Parlement.

C'est pourquoi nous vous souhaitons la bienvenue parmi nous, et vous remercions de votre mémoire que nous emportons ainsi que d'autres encore, plus volumineux, pour leur donner toute notre attention.

Je donne maintenant la parole à Sheila Finestone, députée de Mont-Royal, qui va vous poser la première question.

Mme Finestone: Je vous remercie beaucoup, monsieur le président.

Je vous remercie du fond du coeur, non seulement au nom de notre Comité ici présent, mais au nom de tous les Canadiens, car vous avez introduit de la clarté et un souffle d'air frais qui nous étaient bien nécessaires ce matin. Merci encore d'avoir ainsi mis les choses au point.

Votre mémoire, dont nous devrions envoyer un exemplaire à ceux qui vous ont précédé, parce qu'il tire si bien les questions au clair, m'amène à vous demander quelques précisions. Je me trouve entièrement d'accord avec toutes les idées que vous nous exposez mais je n'ai malheureusement pas toutes les réponses aux questions sous-jacentes, dont l'importance ne peut être sous-estimée.

Avez-vous établi un ordre de priorité des questions à discuter entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, ou savez-vous s'il existe une telle liste? Le Canada compte 13 juridictions, si l'on inclut la juridiction fédérale ainsi que celles des provinces, et dans chacune des provinces nous avons un Code des droits de la personne. Il y a concordance entre la plupart de ces Codes mais il existe également des différences. Je citerai en exemple le Québec, où l'orientation sexuelle constitue l'un des motifs alors qu'il ne l'est pas pour le gouvernement fédéral et pour les autres provinces. Je pourrais en citer d'autres. Cette question a-t-elle fait l'objet de discussions au niveau fédéral-provincial, avec le ministre de la Justice ou avec le secrétaire d'État? Pensez-vous être parvenu à une certaine harmonisation des lois dans le pays, et puisqu'il y a de l'égalité de tous les Canadiens, sera-t-il question de l'égalité devant une même loi?

[Texte]

Dr. Kinsilla: There is now set in place, since about 1973 . . . every two or three years the Ministers, federal and provincial, who have responsibility for human rights legislation meet at a federal-provincial ministerial conference. Indeed, the next such ministerial meeting is in the first week of September in Ottawa. On the agenda for the past few years has been this very problem of trying to have similarity of prescribed grounds of discrimination in our anti-discrimination law, for a lot of practical reasons as well as reasons of national symmetry.

The practical reasons . . . if you live in a province as we do here in New Brunswick, the personnel policy practices of many of our companies are not set in our province but rather are set in head office in Toronto. To this day in the Province of New Brunswick it offends the New Brunswick Human Rights Code to discriminate in any term or condition of employment because of chronological age. There was no upper limit. Chronological age is defined as 19 years of age and over. In Ontario it is capped at age 65. Now, the unfortunate loophole that we have in the Province of New Brunswick Human Rights Code is that the anti-age discrimination provisions do not apply if they set in place a pension plan. And there is a reason why that is there; it was a misunderstanding how at the time we thought pension plans may affect the group. So that is a difference.

• 1225

There were other differences of that sort. And when the Ministers meet, and between their meetings, a committee known as the Continuing Committee of Officials Responsible for Human Rights Law in Canada meet on an inter-governmental basis and their records are available at the Conference Secretariat in Ottawa for your researchers.

Mrs. Finestone: Specifically, though, addressing the audit and the putting in place and the resolution of differences around section 15; I should have perhaps been more specific.

Dr. Kinsilla: Okay. That is just new on the agenda. Yes, that is an item of agenda on the agenda of the Conference of Ministers with Responsibility for Human Rights Law in Canada.

Mrs. Finestone: Okay.

Dr. Kinsilla: May I just follow up on one point you made in your questioning? It was sort of relating to almost the programmatic nature of these kinds of rights that we are dealing with and the rights that your committee, Mr. Chairman, is dealing with. These egalitarian rights are so different from civil and political rights. The right to life and freedom and liberty are self-executory; if we do not interfere with the right to life or freedom we will enjoy them. But the freedom of being equal without regard to certain prescribed grounds before and under the law, in various settings, really has no meaning unless programs are undertaken to deliver them. There is no right to education unless we have a school system. So, with many of

[Traduction]

M. Kinsilla: Il existe depuis 1973, je crois . . . Tous les deux ou trois ans les ministres fédéraux et provinciaux responsables de la législation sur les droits de la personne se réunissent en conférence ministérielle fédérale-provinciale, la prochaine devant avoir lieu à Ottawa dans la première semaine de septembre. Ce problème d'harmonisation des motifs de discrimination énoncé dans la loi contre la discrimination figure depuis plusieurs années à l'ordre du jour, et ce non seulement par besoin d'unification au plan national, mais pour un certain nombre de raisons pratiques.

Les raisons pratiques . . . Si vous vivez, comme nous, dans une province comme le Nouveau-Brunswick, vous avez affaire à un grand nombre d'entreprises dont les pratiques envers leur personnel sont établies non dans cette province, mais au siège social à Toronto. C'est ainsi qu'à ce jour, il est contraire au Code des droits de la personne du Nouveau-Brunswick d'établir une discrimination dans les conditions d'emplois pour motif d'âge. Il n'y a pas de limite d'âge supérieure, l'âge chronologique étant défini à partir de l'âge de 19 ans. En Ontario, la limite supérieure est de 65 ans. Malheureusement, le Code des droits de la personne de la province du Nouveau-Brunswick permet un échappatoire, à savoir que les dispositions de discrimination sur la base de l'âge ne s'appliquent pas dans le cas des régimes de retraite. La raison pour laquelle cette disposition a été mise en place, c'est qu'on ne comprenait pas à l'époque comment les régimes de retraite toucheraient ce groupe. Voilà donc l'une des différences.

Mais il y en a d'autres du même ordre. Parce que les ministres se réunissent, et d'une réunion à l'autre, il existe un comité permanent responsable de la Loi sur les droits de la personne au Canada qui se réunit sur une base intergouvernementale et dont les comptes rendus peuvent être obtenus par vos recherchistes au secrétariat de la Conférence, à Ottawa.

Mme Finestone: Mais je voudrais en revenir plus spécifiquement à l'article 15, aux travaux de révision et de vérification ainsi qu'à l'aplanissement des différends. J'aurais peut-être dû le préciser.

M. Kinsilla: C'est une question qui vient d'être mise à l'ordre du jour de la Conférence des ministres responsables de la Loi sur les droits de la personne au Canada.

Mme Finestone: Très bien.

M. Kinsilla: Me permettez-vous de revenir sur l'une des questions que vous avez soulevées tout à l'heure? Vous disiez, en quelque sorte, que ces droits qui nous préoccupent, vous et nous, constituent une sorte de programme, monsieur le président. Ces droits à l'égalité sont très différents des droits civiques et politiques. En effet, le droit à la vie et à la liberté est un droit spontané, en quelque sorte; il existe s'il n'est pas entravé. Mais en l'absence de programmes mis en place pour assurer l'égalité, compte non tenu de certains motifs prescrits par la loi, dans certains milieux, il n'existe pas d'égalité. Il est vain de parler d'un droit à l'éducation s'il n'existe pas de système scolaire et il en est de même de nombreux droits à

[Text]

the egalitarian rights we have to, if you like, tinker with them through statute on an ongoing basis.

Mrs. Finestone: You will have no argument from us on that question, I can assure you.

There are two really burning issues that I would like to see you address, if you would not mind. One is to confirm my understanding from what you said with respect to the openness and prescribed grounds and your acceptance of amendments perhaps to the Canadian Human Rights Code, rather than the Constitution. And the second is, in terms of funding voluntary organizations, you were not talking about a litigation fund for section 15, which Minister Crosbie already indicated he will be setting up. You are—and I would like you to elaborate on that, if I understand it—talking about ombudsmen's groups who would undertake education and support of groups within society who cannot speak effectively for themselves. But did that also include enabling them to go to legal counsel and before the courts where necessary?

Dr. Kinsilla: Most definitely. It seems to me there is a need to ensure that not only the rich get to enjoy their constitutional Charter of Rights and Freedoms . . .

Mrs. Finestone: Would you therefore say then, sir, in finishing that question, that any place where there would not be legal aid available to those who cannot afford it would be suffering an inequality and an injustice and would not be able to be perceived as receiving justice equally across Canada?

Dr. Kinsilla: Yes.

Mrs. Finestone: All right. Could you address the voluntary fund for a minute, please? Voluntary associations. How do you see that working? Differently from Secretary of State or from Justice or . . . ?

Dr. Kinsilla: It would have to work in a manner in which the groups would not be funded only if they were going to challenge the kinds of issues that the donor of the funds wanted to be challenged. You know, this is one of the problems that the Canadian Civil Liberties Union had to face. They will not accept public funds because they feel they would be in a conflict of interest situation.

• 1230

But it seems to me that for the next decade it is in the public interest. There is almost a partnership required between the legislators and the voluntary group, and that is why it seems to me that an upgrading of the citizenship participation kinds of programs and funds made available, with no strings attached, to voluntary organizations . . . in my preference, first to the public education, and when problems are identified to take class actions to become advocates.

I do not think we should limit ourselves to one kind of a structure; I think that where the legal aid institutions across Canada can take charter cases they ought to. But also, if

[Translation]

l'égalité sur lesquels nous devons légiférer constamment pour assurer leur existence.

Mme Finestone: Nul d'entre nous ne vous contredira là-dessus, je puis vous l'assurer.

Il existe deux questions brûlantes dont j'aimerais que vous nous parliez, si vous n'y voyez pas d'objection. D'une part, j'aimerais que vous précisiez ce que vous disiez sur le caractère non limitatif des motifs énoncés à l'article 15 et sur le fait que vous accepteriez, le cas échéant, des amendements au Code des droits de la personne du Canada plutôt qu'à la Constitution. La deuxième de ces questions porte sur le financement des organisations bénévoles, car vous n'avez pas mentionné la Caisse de litiges pour l'application de l'article 15, dont la création a été annoncée par le ministre Crosbie. Vous parlez—et je vous demanderais de nous donner des précisions là-dessus—de médiateurs chargés de la formation et de l'appui de groupes de la société qui ne sont pas en mesure de se défendre eux-mêmes. Envisagez-vous également, pour ces groupes, la possibilité, si besoin est, de prendre un avocat et d'aller devant les tribunaux?

M. Kinsella: Certainement. Il est nécessaire, je pense, de veiller à ce que ne soit pas que les riches qui bénéficient des droits et libertés de la Charte constitutionnelle . . .

Mme Finestone: En conclusion, monsieur, pensez-vous donc que si l'aide juridique fait défaut à ceux qui ne peuvent se permettre l'aide d'un avocat, c'est un cas manifeste d'injustice et d'inégalité et on ne saurait parler, dans un cas pareil, d'égalité devant la justice dans tout le Canada?

M. Kinsella: Certainement.

Mme Finestone: Très bien. Pourriez-vous nous parler brièvement du financement des bénévoles? J'entends par là les organisations bénévoles. Comment l'envisagez-vous? Différemment de celui du Secrétariat d'État ou du ministère de la Justice ou . . . ?

M. Kinsella: Il faudrait que les groupes ne soient pas financés uniquement s'ils soulèvent le genre de questions agréées par le bailleur de fonds. C'est l'une des difficultés que connaît l'Union canadienne des libertés civiles, qui n'accepte pas de subvention publique parce que cela les mettrait dans une situation de conflit d'intérêts.

Mais cela me paraît d'intérêt public pour la prochaine décennie. Une coopération étroite entre les législateurs et les groupes bénévoles est quasi indispensable, et c'est pourquoi je crois qu'il faut améliorer les programmes de participation des citoyens ainsi que le mode de financement des organisations bénévoles, sans les assujettir à des conditions à des conditions . . . en donnant la préférence, à mon avis, à l'éducation du public le recours collectif lorsqu'un groupe de personnes a des intérêts communs.

Nous ne devrions pas nous limiter, à mon avis, à une catégorie de structure et les institutions d'aide juridique du pays devraient se charger, s'il le faut, de cas concernant la

[Texte]

ethno-cultural groups or groups with special interests wish to lobby their cause, I think they should be facilitated in doing so because I think it is in the public interest.

Mrs. Finestone: That would mean changing the charitable-backed right now in order to enable . . . If you want to collect funds and then become pro-active, which I think is a good idea, you need a change in that act.

The last thing that I am curious about: Do you think we need to enunciate once again our obligation, both moral and legal, under the international covenants and treaty laws of civil and political rights, economic, social and cultural, and particularly discrimination against women in a forward-looking strategies document in terms of equal pay for work of equal value and affirmative action?

Dr. Kinsilla: Yes, I most certainly do.

If I may cite one success story, as you know we participated with our native women in this province in taking Canada to the Human Rights Committee of the United Nations under the optional protocol because of paragraph 12.(1)(b) of the Indian Act. I was quite pleased only two weeks ago to write to the . . .

Mrs. Finestone: Sandra Lovelace?

Dr. Kinsilla: That is right, the Sandra Lovelace case.

Mrs. Finestone: That is you; that is right.

Dr. Kinsilla: I think that, along with many other kinds of things that were happening within the native community and other interest groups, that kind of pressure over the years finally did bring itself to a quite satisfactory resolution as far as we can see at this time. So that appeal to international standards has worked; we have that case study to prove it.

To be more specific, I would think it would be very useful if interest groups would take a really close look at the new convention on the elimination of all forms of discrimination against women, and also because—I know we cannot have everything . . . I am so concerned about racism in Canada today and anti-Semitism that I think Canada should be taking a very hard look at making a declaration under Article 14 of the United Nations Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination. That question is before us, and some provincial governments have supported the ratification of the declaration by Canada under Article 14 of that racism convention, which would allow that racism committee to receive individual complaints of racism and anti-Semitism occurring in Canada.

Le président: Merci. Monsieur Roger Clinch, député de Gloucester, a la parole.

Mr. Clinch: Thank you, Mr. Chairman.

[Traduction]

Charte. Mais il conviendrait également d'aider les groupes ethno-culturels ou les groupes à intérêts spéciaux à exercer des pressions en faveur de leur cause, car je pense que c'est de l'intérêt public.

Mme Finestone: Cela reviendrait alors à changer ce qui est maintenant un droit fondé sur la charité, afin de permettre . . . Si vous voulez réunir des fonds et prendre alors une initiative, ce qui me paraît une bonne idée, il vous faut une modification de la loi.

J'aimerais enfin vous demander, pour satisfaire ma curiosité, si à votre avis nous devrions préciser une fois de plus notre obligation à la fois morale et légale, dans le cadre des pactes et traités internationaux sur les droits civiques et politiques, économiques, sociaux et culturels, en particulier la discrimination à l'égard des femmes dans un document de perspectives de stratégies pour une action affirmative et pour l'application du principe de rémunération égale à salaire égal?

M. Kinsilla: Oui, assurément.

Permettez-moi de vous parler d'une opération réussie: vous n'ignorez sans doute pas qu'avec les femmes autochtones de cette province, nous avons poursuivi le Canada en justice devant le Comité des droits de la personnes des Nations Unies au titre du protocole facultatif, à cause de l'alinéa 12(1)(b) de la Loi sur les Indiens. J'ai eu le plaisir, il y a deux semaines seulement, d'écrire à . . .

Mme Finestone: L'affaire Sandra Lovelace?

M. Kinsilla: Oui, c'est bien cela, l'affaire Sandra Lovelace.

Mme Finestone: Oui, c'est vrai, c'était vous.

M. Kinsilla: D'autres événements qui se sont produits dans la collectivité autochtone et parmi d'autres groupes d'intérêt ont contribué à amener une solution satisfaisante à ce genre de problème, c'est du moins ce qu'il nous semble à l'heure actuelle. Il n'a donc pas été vain de rappeler les normes internationales, et cette affaire le prouve.

Il serait très utile, par exemple, que les groupes d'intérêt étudient de très près la nouvelle convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes, également parce que—je sais qu'on ne peut espérer atteindre tous les objectifs à la fois—car le racisme à l'époque actuelle, et en particulier l'antisémitisme, m'inquiètent tellement que j'aimerais voir le Canada faire une déclaration au terme de l'article 14 de la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. C'est une question dont nous sommes saisis et certains gouvernements provinciaux ont appuyé la ratification de la déclaration par le Canada au terme de l'article 14 de cette convention, qui autoriserait le Comité sur le racisme à être saisi de plaintes individuelles de racisme et d'antisémitisme qui se manifesteraient au Canada.

The Chairman: Thank you. Mr. Roger Clinch, parliamentarian for Gloucester, has the floor.

M. Clinch: Je vous remercie, monsieur le président.

[Text]

Welcome, Dr. Kinsilla. I would like to congratulate you on the method by which you proceeded this morning in highlighting some of the things.

One of the particular interests I have is that we have had many discussions, both publicly and among ourselves, about the open-endedness of the charter and we have had recommendations from different groups that we make a recommendation to amend the charter to include other grounds. I would like to know your opinion on that recommendation.

Dr. Kinsilla: My opinion, all things being considered—political realities, federal-provincial relation realities, climate of the times... Sometimes many of us worry about even opening up an anti-discrimination statute for the legislators to get at in this climate. Should we ever open up our constitutional Charter of Rights and Freedoms—even if it were easy to do, which of course it is not—I would not want to take the risk.

And there is a more pragmatic reason. I think what we have now is an excellent basis, even with its weakness, and the weaknesses that can be limited. It is the principle of equality. It is the principle of equity, of fair play, and some of the basic rules that are contained there. What we need to do now is to develop those principles. They change. They will need to grow on an ongoing basis. It is a lot easier to amend your provincial statutes and the federal statutes than ever to make a constitutional amendment.

• 1235

So I would not want to be one who would recommend that you recommend to Parliament to try that. Rather, I would encourage you, in your own legislative body and through contacts with other legislative assemblies... we would see the charter as a statement of some principles, and we can give life and meaning to that by being proactive and pioneering new frontiers.

It seems to me many of the rights that are contained in the charter are old rights. They are the old civil liberty issues. What we really have to get at now in Canada is the social, economic, and cultural rights; this "third generation" of human rights. So rather than going backwards... we have a constitutional basis, we have a lot of other standards around; now let our legislators, in whatever institutions they find themselves, be in touch with the people, see the kinds of social justice issue needs that exist in 1985 and 1986, and deal with them.

Two have been mentioned this morning. Equal pay for work of equal value is a very important instrument. Personal choice retirement is a very important right, to be programmatically developed. There are a large number of other instruments or techniques that we can use, such as contract compliance or really innovative affirmative action programs, that would allow all Canadians to participate in the growth of our country.

The Chairman: Thank you.

Monsieur Maurice Tremblay.

[Translation]

Je voudrais vous souhaiter, la bienvenue, monsieur Kinsilla, et vous féliciter en même temps de la façon dont vous avez exposé ce matin certains des problèmes.

Une des questions qui m'intéresse, c'est le caractère non limitatif de la Charte dont il a été longuement question, en public et entre nous, et plusieurs groupes nous ont proposé de recommander d'amender la Charte afin d'y faire figurer d'autres motifs. J'aimerais connaître votre opinion sur cette recommandation.

M. Kinsilla: Après mûre réflexion, je dirais que les réalités politiques, la réalité des relations fédérales-provinciales, le climat actuel... Certains craignent même, dans ce climat, de demander au législateur de se pencher sur une loi contre la discrimination. C'est un risque que je ne voudrais pas conseiller de prendre que d'entamer une révision de notre Charte constitutionnelle des droits et des libertés, même à supposer que la tâche soit facile, ce qu'elle n'est évidemment pas.

Il existe encore une autre raison d'ordre plus pratique. Je crois que nous avons maintenant un excellent point de départ, malgré sa faiblesse, et ses faiblesses peuvent être limitées. Il s'agit du principe d'égalité. Il s'agit du principe d'équité, de justice, et certaines des règles fondamentales qui s'y retrouvent. Il nous faut maintenant développer ces principes. Ils changent. Il leur faudra sans cesse évoluer. Il est beaucoup plus facile d'amender vos status provinciaux et fédéraux que la Constitution.

Je ne voudrais donc pas être de ceux qui vous suggèrent d'en faire une recommandation au Parlement. Je vous encouragerais plutôt, au sein de votre propre corps législatif, et grâce à vos relations avec d'autres assemblées législatives... d'interpréter la Charte comme une déclaration de principes. Nous pouvons lui donner un sens en prenant des mesures et en ouvrant de nouvelles frontières.

Il me semble que de nombreux droits dans la Charte sont d'anciens droits. Ce sont les vieilles questions de droit civil. Il nous faut maintenant attaquer au Canada les droits sociaux, économiques, et culturels; c'est la «troisième génération» des droits de la personne. Plutôt que de faire marche arrière... nous avons une base constitutionnelle, nous avons beaucoup d'autres normes; laissons maintenant nos législateurs, quelle que soit l'institution où ils se trouvent, parler aux gens et découvrir les besoins en justice sociale qui existent en 1985 et 1986, pour pouvoir y répondre.

On en a mentionné deux ce matin. Salaire égal pour travail de valeur égale est un outil très important. Le choix personnel de la retraite est aussi un droit très important qu'il nous faudra explorer dans le cadre d'un programme. Il existe aussi de nombreux autres outils ou techniques disponibles, telle que l'exécution de contrat ou des programmes d'action positive innovateurs qui permettraient à tous les Canadiens de participer au développement de leur pays.

Le président: Merci.

Mr. Maurice Tremblay.

[Texte]

M. Tremblay (Lotbinière): Merci, monsieur le président.

Je ne voudrais pas répéter ce que M^{me} Finestone a dit. Je doit cependant dire que je l'appuie. Je ne ferai que de petits commentaires.

En ce qui concerne l'aspect bénévole, vous avez parfaitement raison. En tant que députés, nous sommes très bien placés pour le savoir, parce que nous faisons face à cette réalité tous les jours. Nous savons fort bien que c'est grâce à ces groupes-là que le Canada est ce qu'il est aujourd'hui, non seulement sur le plan démocratique, mais également sur le plan économique. C'est une dimension importante.

Vous nous incitez à jouer un rôle plus actif en ce qui concerne les tribunaux. En somme, si je comprends bien, vous voulez que le gouvernement soit le leader dans ce domaine-là. Je puis vous dire qu'un bon nombre de mes collègues sont d'accord avec vous à ce sujet. Je pense que cela devra nous guider dans nos recommandations.

En ce qui concerne l'éducation, il faut, bien sûr, commencer par le commencement. Il faut savoir ce qu'il y a effectivement dans cette Charte. Dois-je comprendre que c'est une dimension dont devraient s'occuper davantage des commissions comme la vôtre? Evidemment, la conséquence de tout cela, c'est la mise en application de ces droits. Nous venons de l'Île-du-Prince-Édouard où nous avons été frappés par cette dimension-là. Je m'explique brièvement. Étant donné que la province est relativement petite, elle compte très peu d'avocats, ce qui a des conséquences assez néfastes. Cela m'a frappé.

Est-ce que vos relations en ce sens-là avec le Barreau de la province vous semblent normales? Également, quelle part de votre budget consacrez-vous à cet aspect de l'exercice des droits? Est-ce que la Commission peut loger elle-même des plaintes et amener des cas devant les tribunaux?

• 1240

M. Kinsilla: C'est un grave problème, parce que franchement, notre budget n'est seulement que de 400,000\$ par an. Malheureusement, nous avons peu pour l'éducation du public. C'est la raison pour laquelle, je crois, qu'il nous faut tenir compte du problème de la division des juridictions dans le domaine des droits de l'homme. Je crois qu'au niveau fédéral on pourrait augmenter la participation dans l'éducation en matière des droits de la personne, afin que nous puissions utiliser des livres, des brochures, etc..

M. Tremblay (Lotbinière): Je vois.

M. Kinsilla: Je crois que nous pouvons aujourd'hui, au Canada, faire beaucoup dans ce domaine avec de la coopération.

M. Tremblay (Lotbinière): Merci, monsieur le président.

Le président: Merci.

Thank you very much, Dr. Kinsilla and your colleagues, for being with us this morning and sharing with us a very helpful perspective on the work that we face and that you face and all of us face as a joint project.

[Traduction]

Mr. Maurice Tremblay (Lotbinière): Thank you, Mr. Chairman.

I do not wish to repeat what Mrs. Finestone has said. However, I wish to support here. I will only make a number of short comments.

As regards the volunteer aspect, you are quite right. As Members of Parliament, we are well placed to know, because we face this reality on a daily basis. We fully realize that it is thanks to such groups that Canada is what it is today, not only on a democratic level, but also on an economic level. It is an important aspect.

You urge us to play a more active role in the courts. In other words, if I understand you correctly, you want the government to be a leader in this field. I can assure you that a great many of my colleagues agree with you on this point. I think this should guide us in our recommendations.

With respect to education, we must, of course, begin with the beginning. We must know exactly what is in this Charter. Do you mean that this is an area with which commissions such as yours should be more concerned? This must naturally result in the implementation of these rights. We have come from Prince Edward Island, where we were struck by this aspect. I will explain briefly. Since the province is relatively small, it has few lawyers, which has negative consequences. I was struck by this.

Do you feel that your relations in this area with the provincial Bar are normal? In addition, what portion of your budget is allotted to this aspect of the exercise of rights? Can the commission itself lodge complaints and bring cases before the courts?

Mr. Kinsilla: It is a serious problem because, frankly, our total budget is but \$400,000 a year. Unfortunately, we do not have very much that we can use to educate the public. It is for this very reason that I believe we should be taking into account the jurisdiction division in the area of human rights. At the federal level, I believe we could increase participation in the education process regarding human rights, in order that we might use books, brochures, etc. . .

Mr. Tremblay (Lotbinière): I see.

Mr. Kinsilla: I believe that today, we could in Canada do an awful lot in this area with the proper co-operation.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you.

Je remercie M. Kinsilla et ses collègues d'être venus nous rencontrer ce matin et d'avoir partagé avec nous vos perspectives sur le travail auxquelles vous et nous devons nous consacrer ensemble dans le cadre d'un projet mixte.

[Text]

Ladies and gentlemen, the next organization we will be hearing from is the Legal Education Action Fund (LEAF). There are two representatives of LEAF going to be with us this morning. I would like to ask Shauna MacKenzie and Janet Lee to come forward.

Good morning. I keep insisting on saying good morning because I do not think anybody here has had lunch yet. I have a note from our clerk that your brief will be submitted later.

Ms Shauna MacKenzie (Legal Education Action Fund): Good morning. Perhaps that is British Columbia time. I have been on conference telephone calls across the country in the last couple of days. In the country time seems to be timelessness.

Thank you very much for the opportunity to hear us speak. I understand—and I have been advised by our representatives who are organizing LEAF nationally—that you have already had a presentation by our national chairperson, Shelagh Day, with representatives Jan Hatch and Hélène Lebel and Jane Shackell, having a presentation made to you on April 17, which was a very important and timely presentation on behalf of our organization. However, we felt it was very important that the committee have an opportunity to speak with persons involved with LEAF at the provincial level.

The Legal Education and Action Fund is an organization that is very new. It is very exciting, but it is also very overwhelmed by the number of tasks and responsibilities which we have put forward as the kinds of issues and services which we hope to deal with. At this stage, what we have been very much reassured by is the fact that already we have found that there is support and identification with the need for the development of an organization such as LEAF, which is going to start and has already been very much involved in the development of education programs as well as the development of a strategy of legal action in trying to determine how we begin to articulate what it is that we understand to be the rights under section 15, and how we can begin to give these true representation where we believe there are situations that do violate the true spirit of section 15. So with that, what we have decided to do today is not to emphasize many of the points of the philosophies of equality which have been discussed, but perhaps to share with you five or six points which our group has been discussing in New Brunswick.

LEAF, in New Brunswick, is just getting off the ground. We have had support from a number of organizations. The first point is that we have been operating as a co-operative group, sharing information with other groups in the province. Very important, there was a major conference held two months ago dealing with the problems immigrant women are having in New Brunswick, and we understand that the women working with immigrant women will be making a presentation this afternoon and will be bringing forward the recommendations which came out of that conference. We have worked together to be able to share our concerns and our resources, to be able to carry out, within our own provincial context, information and sharing this with other jurisdictions.

[Translation]

Mesdames et messieurs, nous allons maintenant accueillir des représentants du *Legal Education Action Fund (LEAF)*. J'inviterais Shauna MacKenzie et Janet Lee à venir s'installer à la table des témoins.

Bonjour et bonne matinée. J'insiste là-dessus, car j'ai l'impression que personne n'a encore déjeuné. Le greffier m'a remis un mot expliquant que votre mémoire nous sera fournie plus tard.

Mme Shauna MacKenzie (Legal Education Action Fund): Bonjour. La matinée n'est peut-être pas encore terminée en Colombie-Britannique. Ces derniers jours, j'ai participé à de nombreuses conférences téléphoniques avec des gens éparpillés un peu partout au pays, et j'ai l'impression qu'il n'y a pas d'heure au Canada.

Je vous remercie de nous avoir donné l'occasion de venir vous rencontrer. D'après ce que j'ai compris—j'ai été renseigné par nos représentants qui sont responsables de l'organisation du *LEAF* à l'échelle nationale—la présidente nationale de notre Association, Shelagh Day, accompagnée de Jan Hatch, Hélène Lebel et Jane Shackell, a fait un exposé au comité le 17 avril, exposé qui a été très important et qui est arrivé fort à propos. Nous pensions cependant qu'il serait bon que le comité ait l'occasion de rencontrer les membres du *LEAF* qui travaillent au niveau provincial.

Le *Legal Education and Action Fund* est un tout nouvel organisme. Il est très stimulé, mais il est en même temps un peu débordé par les nombreuses tâches et responsabilités qu'il a dû assumer compte tenu des questions et des services dont il prévoit s'occuper. Cela nous rassure de constater que le besoin d'avoir un organisme comme le *LEAF* a déjà été clairement identifié et appuyé. Nous allons ainsi pouvoir participer à l'élaboration de programmes éducatifs et à l'élaboration d'une stratégie d'actions juridiques. En effet, il nous faudra essayer de déterminer quels droits sont réellement prévus dans le cadre de l'article 15 et assurer une bonne représentation dans les situations où l'esprit de l'article 15 aura été violé. Cela dit, au lieu de revenir sur certains éléments des philosophies de l'égalité qui ont déjà été discutées, nous allons partager avec vous nos points de vue relativement à cinq ou six points auxquels notre groupe s'est intéressé ici au Nouveau-Brunswick.

Le *LEAF* ne fait que démarrer au Nouveau-Brunswick. Plusieurs organismes nous ont donné leur appui. La première chose que j'aimerais souligner c'est que nous avons oeuvré en tant que groupe de coopération, partageant les renseignements dont nous disposons avec d'autres groupes dans la province. Chose importante, une conférence importante sur les problèmes rencontrés par les immigrantes arrivant au Nouveau-Brunswick a été tenue il y a deux mois, et d'après les renseignements dont nous disposons, les femmes qui travaillent avec ces immigrantes vont comparaître devant le comité cet après-midi. Elles profiteront de l'occasion pour vous soumettre les recommandations qui ont été élaborées à l'issue de cette conférence. Nous avons justement travaillé avec elles pour

[Texte]

Second, we have discussed as well what it is we see as being the types of categories, groups or types of discrimination that is designated under section 15. We have heard the debate and discussion this morning, whether that should be extended, whether there should be recommendations made by this committee that there should be included other categories. We have not come to a fixed conclusion except to say that we feel any interpretation should be that section 15 is open; that section 15 is not limited. It is our feeling that this is the recommendation which should come forward as a minimum recommendation from this particular committee. That is, if there are amendments to be made to the Charter to include other categories, that they be in the spirit of reformation, reconfirmation of the fact that these are other recognized forms of discrimination—but not limited again. We feel that is very important and is an essential belief amongst the individuals who have been discussing it within our group.

• 1245

Third, we have a very interesting situation in that we are close to a military community. We feel that there has been some suggestion that the Department of National Defence should be excluded from the application of section 15. There has been a great deal of debate about the exact extent to which this particular section will apply to the defence department. We will not get into the debate about the specifics of that issue, but we also would like to bring to your attention that there are many other communities within the department who are affected—in particular families. We have had to deal with particular problems with spouses who are within the military community and whom we do not feel are being treated fairly in certain circumstances. So we feel that the issue of excluding the Department of National Defence is very complicated and is one which we think should not be taken too lightly in the consideration of some problems. In fact, we feel it is very necessary that all departments should comply with, and be subject to, section 15.

Another very important area which we are now just starting to come to grips with, and with the assistance of a report which was prepared by our Charter of Rights Coalition—that and being the statute audit—we have started to research that in the context of the New Brunswick situation in doing our own statute on it. And one of the very real factors which has come out of reviewing the Ontario material is that there is a great deal to understand with regard to the role that the funding arrangements between the federal and provincial governments have on the development of programs in New Brunswick and the impact on the services in New Brunswick, and that the Canada Assistance Plan does play a very major and significant role in what will ultimately be the development of programs in New Brunswick.

[Traduction]

partager nos préoccupations et nos ressources, et pour diffuser les renseignements dont nous disposons à d'autres juridictions, tout ceci bien sûr toujours dans le contexte provincial.

Deuxièmement, nous avons discuté de notre interprétation des catégories, des groupes ou des genres de discrimination qui sont énumérés à l'article 15. Nous avons suivi les discussions que vous avez déjà eues ce matin quant à la question de savoir si cet article devrait être étendu, ou si le Comité devrait recommander que d'autres catégories y soient incluses. La seule conclusion que nous ayons définitivement adoptée c'est que l'interprétation de l'article 15 devrait selon nous être tout à fait ouverte. L'article 15 ne devrait pas être limitée. Et nous sommes d'avis que c'est là le minimum que le comité devrait recommander. Autrement dit, si l'on doit modifier la Charte de façon à inclure d'autres catégories, il faudrait selon nous que ces amendements y soient apportés conformément à l'esprit de la loi, en reconfirmant le fait qu'il s'agit d'autres formes de discrimination. Encore une fois, il ne faudrait pas limiter la portée de cet article. Nous pensons que celui-ci revêt beaucoup d'importance et il s'agit là d'un point de vue qui est partagé par toutes les personnes qui ont discuté du problème avec notre groupe.

Troisièmement, j'aimerais signaler que notre situation est assez intéressante du fait que nous nous trouvons à proximité d'une communauté militaire. Certains ont proposé que le ministère de la Défense nationale soit exclu de l'article 15. Il a souvent été question de la façon dont cet article devrait s'appliquer au ministère de la Défense nationale. Nous n'avons aucunement l'intention de nous lancer dans une discussion sur le détail de la chose, mais nous tenons cependant à souligner qu'il y a bien d'autres groupes au sein du ministère qui en seraient touchés, et je songe ici tout particulièrement aux familles. Nous avons été appelé à nous occuper de problèmes qu'ont connus des époux et des épouses qui appartiennent à la communauté militaire et qui n'ont pas toujours reçu un traitement très juste. C'est ce qui nous amène à croire que la question de l'exclusion du ministère de la Défense nationale est fort complexe et que c'en est une qui ne devrait pas être prise à la légère, compte tenu des problèmes qui existent. J'irais même jusqu'à dire qu'il est selon nous impératif que tous les ministères soient tenus d'observer l'article 15.

Une autre question très importante que nous commençons tout juste à cerner, avec l'aide d'un rapport qui a été préparé par notre Coalition sur les droits de la personne—il y a ce document-là et il y a également la vérification des statuts... nous avons commencé à faire des recherches à ce sujet dans le contexte propre au Nouveau-Brunswick, ce dans le cadre de la définition de nos propres statuts. Il ressort de l'examen que nous avons fait des documents relatifs à l'Ontario que la question des arrangements financiers entre les gouvernements fédéral et provinciaux est très complexe et qu'elle a une forte incidence sur l'élaboration de programmes au Nouveau-Brunswick et sur les services offerts dans cette même province. Nous avons par ailleurs constaté que le Régime d'assistance public du Canada joue un rôle très significatif au niveau de l'élaboration des programmes offerts au Nouveau-Brunswick.

[Text]

Just to take an example, when you are looking at the social services plan, when you are looking at the breakdown of resources and the distribution of funds to persons who are in need of assistance, we have now coined the phrase, "the man in the house role", which has become a case now under consideration by L E A F. That is equally significant to New Brunswick and the consideration of the application of the regulations in our own province, and is very much coloured by the determination of how the provinces interpret the application of the funds which they receive under the Canada Assistance Plan. We do not have details, unfortunately, to give you specifics but it is an area which we are now working on.

We need not say very much about equal pay for work of equal value, except that it is one that we endorse. After the discussion this morning, and having been in discussion with some of the representatives who presented that paper, I am afraid we are in total disagreement. And we have cases we are looking at in New Brunswick of incidents where we think they do very much represent a true case—say, two jobs within the same institution which seem to have the same value by any other reason than a very up-front basic understanding, but have resulted in a large group of the women working in that organization being paid less. And we think that you can deal with this concept very realistically. The theoretical debate is not easy but it is one we have to pursue and it can be enforced; it is only fair and falls within the true spirit of section 15.

One point we have looked at is the whole question of unemployment insurance. We were speaking, very briefly, at our meeting last night about the question of maternity benefits. Just to share with you what the discussion has been, there is some consensus that we do disagree in the way in which maternity benefits are treated at this time. We are looking to supporting the concept of seeing them in the nature of a disability payment and, also, endorsing the concept of introducing paternity rights so that you will have shared rights between the parents under this particular scheme—that is, parental rights.

The very last point we would like to reiterate is that we do feel there is a conflict in that the Charter of Rights and Freedoms challenges are going to be administered by the Department of Justice, and whereby you can apply to get funds and be able to take a challenge.

• 1250

We feel LEAF's purpose is to articulate in the courts, as well as in the public sector through education programs, particular rights that are being violated. We feel one of the very real reasons why LEAF has been developed is the development of the resource bank. To be able to research and articulate and present to the courts such cases which will have to be brought to enforce the Charter of Rights and Freedoms is not an easy task. It will take hard work to determine how to articulate those particular cases.

[Translation]

Pour prendre un exemple, si vous regardez le régime de services sociaux, si vous regardez la ventilation des ressources et la distribution des fonds aux personnes qui ont besoin d'aide, nous avons inventé une nouvelle expression «le rôle de l'homme à la maison», et le LEAF est maintenant en train d'examiner la situation. Cela influe fortement sur le Nouveau-Brunswick et sur l'application des règlements dans notre province, et tout cela est teinté par la façon dont les provinces interprètent les règles régissant l'utilisation des fonds qu'elles reçoivent en vertu du Régime d'assistance public du Canada. Nous ne sommes malheureusement pas en mesure de vous donner plus de détails à ce propos, mais il s'agit d'une question à laquelle nous travaillons.

Quant à la question du principe d'un salaire égal pour un travail de valeur égale, il suffit de dire que c'en est un que nous appuyons pleinement. Nous avons suivi les discussions de ce matin et nous avons eu des échanges avec des représentants qui ont comparu devant vous tout à l'heure, et nous ne sommes malheureusement pas du tout d'accord. Nous sommes notamment en train d'examiner des incidents survenus au Nouveau-Brunswick, et il s'agit de cas réels. Par exemple, le cas de deux emplois au sein d'un même organisme qui ont la même valeur mais qui font qu'un grand nombre de femmes y travaillant sont moins bien payées. Je pense qu'il y a moyen de traiter de ce concept de façon tout à fait réaliste. Le débat théorique n'est pas aisé, mais c'en est un qu'il nous faut poursuivre. Ce n'est que justice, et cela cadre avec l'esprit de l'article 15.

Une question que nous avons examinée est celle de l'assurance-chômage. Nous avons brièvement discuté hier soir à notre réunion de la question des avantages relatifs à la maternité. Pour partager un peu avec vous le fruit de nos discussions, j'aimerais dire que nous ne sommes pas d'accord avec la façon dont les avantages relatifs à la maternité sont traités à l'heure actuelle. Nous serions prêts à appuyer un système dans le cadre duquel ces avantages seraient versés sous forme de prestations d'invalidité, et nous appuyons également l'idée de définir des droits ou des avantages de paternité, afin que les droits et les avantages puissent être partagés par les parents; on parlerait alors de droits parentaux.

Le dernier point que je tiens à souligner c'est qu'il y a selon nous conflit en ce que les actions en justice invoquant la Charte des droits et libertés seront administrées par le ministère de la Justice qui est en même temps celui à qui il faut s'adresser pour obtenir une aide financière.

Nous sommes d'avis que l'objet du LEAF c'est de défendre devant les tribunaux, ainsi que dans le secteur public, par le biais de programmes éducatifs, ces droits qui sont violés. Une autre des raisons pour lesquelles le LEAF a vu le jour c'est qu'il fallait mettre au point une banque de ressources. Ce ne sera pas chose aisée que de faire les recherches nécessaires pour pouvoir présenter efficacement des plaintes relatives à la Charte des droits et libertés aux tribunaux du pays. Il faudra travailler fort pour préparer ces actions en justice.

[Texte]

We have already had the Chief Justice of our country state that they are looking to counsel to give them guidance about many of the issues that the courts now have been vested with the care to interpret. I do not know whether or not counsel advocates, in their day-to-day work time, will be able to articulate the research that will be required, and we see that the Legal Education Action Fund has that very role to play and that very resource to develop.

They are difficult questions. Looking at the statute audit, they take time. The statute audit which has been prepared by the Ontario group took an approach which was very novel. They looked at the situation; they looked at the context. They did not look at the very narrow detail of the scope of the act, and they presented to us a real challenge—and I say “us”, the country—to begin to reassess where we start interpreting what our rights are and how they are articulated in the legislation. By providing resources, and very much so, by providing funds available to organizations such as LEAF, I think we will be able to provide that bank of resource material which is so necessary to give the charter its full implementation.

The Chairman: Thank you very much, Ms MacKenzie, for such a concise presentation of those six points. I know each of them is one we have been dealing with and can give rise to some discussion now.

We will begin with Pauline Browes.

Mrs. Browes: Thank you, Mr. Chairman, and welcome to the hearings here today. In fact, this is the third time LEAF has appeared before our committee; they appeared on April 17 and also in Toronto on June 18. So we are pleased to hear the perspective as it is from New Brunswick today.

I would like to concentrate my comments and ask a question of you concerning the military and women in the military. You talked about spouses briefly, and I was wondering if you could tell us whether or not you believe women should be in active combat.

Ms MacKenzie: My comments would be more personal and not really representative of LEAF at this time. I would say yes, just as bluntly as that. I feel as an individual speaking that it is a choice; it is a role and an opportunity.

Mrs. Browes: How about your organization? Have you discussed that?

Ms MacKenzie: We have not discussed that in that context, no, and come to a resolution. The first meeting of LEAF as a national organization will be in October, and that will give us an opportunity to look at where we stand across the country with regards to a consensus on some of these issues.

Mrs. Browes: Thank you.

The Chairman: Roger Clinch.

Mr. Clinch: I would like to address the pregnancy issue with regard to UI. Let us assume there is no recommendation to

[Traduction]

Le premier magistrat du pays a déjà déclaré qu'ils vont chercher conseil au sujet des nombreuses questions que les tribunaux ont été chargés d'interpréter. J'ignore si l'emploi du temps des avocats-conseils leur permettra de faire les travaux de recherche nécessaires, et nous pensons que le *Legal Education Action Fund* a un rôle à jouer dans ce domaine et dans celui de la compilation des ressources nécessaires.

Il s'agit de questions très difficiles. Il suffit de voir ce qui se passe avec la vérification des statuts pour savoir qu'elle demande du temps à régler. Le groupe de l'Ontario qui s'était chargé de la vérification des statuts, avait opté pour une approche très nouvelle. Il a examiné la situation et tout le contexte. Il ne s'est pas attardé sur le détail de la loi, et il nous a présenté un vrai défi—et lorsque je dis nous, je parle du pays tout entier. En effet, il nous faut maintenant réévaluer notre interprétation de nos droits. Si les ressources et les fonds nécessaires sont mises à la disposition d'organismes comme le nôtre, je pense que nous serons en mesure de constituer la banque de ressources dont nous avons besoin si nous voulons que la Charte soit pleinement respectée.

Le président: Je vous remercie, madame MacKenzie, de nous avoir si bien résumé les six points qui vous intéressent le plus. Nous avons déjà traité de chacun d'entre eux et nous pourrions peut-être nous en servir pour ouvrir la discussion.

Nous allons commencer avec Pauline Browes.

Mme Browes: Merci, monsieur le président. Je tiens tout d'abord à souhaiter la bienvenue aux témoins. En fait, c'est la troisième fois que des porte-parole du LEAF comparaissent devant le Comité. En effet, nous en avons rencontré le 17 avril ainsi que le 18 juin, à Toronto. Nous avons grand plaisir à vous rencontrer ici aujourd'hui pour connaître la perspective du Nouveau-Brunswick,

Mes commentaires et mes questions se cantonneront aux militaires et aux femmes militaires ou de militaires. Vous avez parlé brièvement des épouses, et j'aimerais savoir si vous pensez que les femmes devraient ou non être appelées à combattre sur le front.

Mme MacKenzie: Mes commentaires en réponse à cette question seront personnels, et n'engageront que moi, et non pas le LEAF. Ma réponse, aussi abrupte qu'elle puisse paraître, est tout simplement oui. Il s'agit selon moi d'un choix, d'un rôle, d'une possibilité.

Mme Browes: Et qu'en pense l'organisme que vous représentez? En avez-vous discuté?

Mme MacKenzie: Non, nous n'en avons pas discuté dans ce contexte-là, et nous n'avons adopté aucune résolution à ce propos. La toute première réunion du LEAF en tant qu'organisme national est prévue pour octobre, et nous aurons alors l'occasion de voir ce que tout le monde en pense et s'il est possible d'avoir un consensus au sujet de certaines questions.

Mme Browes: Merci.

Le président: Roger Clinch.

M. Clinch: J'aimerais discuter un peu de la question de la maternité et des prestations d'assurance-chômage. Supposons

[Text]

remove that from UI because of the obvious long-term implications, which we may not know too much about until there is some sort of review of UI overall. In your view, what bottom-line recommendation should we make which would appear to remove discrimination under the UI scheme as it applies to pregnant women?

If you want the direction I am heading in, the obvious difference is that there is discrimination on the basis of sex because a pregnant women must be in the work force longer than the ordinary Canadian who applies for UI. As a bottom-line recommendation, what would you see us do in that area?

• 1255

Ms MacKenzie: I guess as a bottom line recommendation, as persons working in the work force, that is a situation which we recognize as being a right: that a worker has to be able to have time in order to have her children; and to put her in a different category of a different time limitation, we would say, is unacceptable. Beyond that, the discussion of how to categorize under which category and whether you go for a more neutral definition of recognizing a right to a particular time to be able to have children and then look at paternity rights is one that we would see as being a natural evolution. But the minimum would be that I do not think we would see differential treatment when it comes to dealing with maternity rights.

Mr. Clinch: Thank you very much, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you.

Sheila Finestone.

Mrs. Finestone: Thank you very much.

I am delighted to hear from you, whether it is a first, second, third, or fourth time. You bring to our attention the important role of advocacy that can be played by women's groups, and by men's and women's groups, and you have underscored again the presentation of the human rights people. I think you render an excellent service to our society, and for that we thank you.

In that light, as you are close to the scene, if you have some additional information—documentation and some material, building on what Pauline Browes asked—with respect to spouses within the life of the military, outside of the fact that spouses are constrained with respect to where they can vote because of their husband's domicile, etc., I would appreciate receiving that prior to our final writing.

Second, I could not agree more that they should comply and be subject to section 15; and particularly as they are an arm of the federal government, it would seem to me inopportune and certainly a travesty of justice if they are not.

[Translation]

que l'on ne recommande pas de supprimer ce programme, à cause de l'incidence à long terme que cela aurait, incidence au sujet de laquelle nous ne serons au courant que lorsqu'on aura examiné le programme d'assurance-chômage dans son ensemble. Selon vous, quelle recommandation devrions-nous faire de façon à supprimer les éléments discriminatoires envers les femmes enceintes que comporte le régime d'assurance-chômage?

Si vous voyez où je veux en venir, la différence la plus marquée c'est qu'il y a discrimination en fonction du sexe car une femme enceinte doit avoir travaillé pendant plus longtemps que tous les autres Canadiens qui demandent l'assurance-chômage. Selon vous, que devrions-nous recommander au minimum dans ce domaine?

Mme MacKenzie: Pour ce qui est de ce que vous devriez recommander au minimum, à titre de personnes qui faisons partie de la population active, nous sommes d'avis qu'il s'agit là d'un droit. En effet, une personne active devrait pouvoir avoir le temps d'avoir des enfants, il nous paraît tout à fait inacceptable qu'on la place dans une catégorie différente où la période de temps requise est différente. Au-delà de cela, si vous voulez parler des catégories ou de la possibilité de prévoir une définition plus neutre du droit de s'absenter à un moment ou à un autre pour avoir des enfants, englobant par exemple des droits et des avantages de paternité, alors il s'agit tout simplement là, selon nous, d'une évolution naturelle. Quoi qu'il en soit, il faudrait au minimum qu'il n'y ait pas un traitement différent pour les femmes qui exercent leurs droits en matière de maternité.

M. Clinch: Merci beaucoup, monsieur le président.

Le président: Merci.

Sheila Finestone.

Mme Finestone: Merci beaucoup.

Je suis ravie de vous entendre, que ce soit la première, la deuxième, la troisième ou la quatrième fois. Vous avez porté à notre attention le rôle important d'intervenant que peuvent jouer les groupes de femmes et les groupes d'hommes et de femmes, et vous avez fait ressortir les points très probants déjà soulevés par les défenseurs des droits de la personne. Vous rendez un excellent service à notre société, et nous vous en remercions.

Étant donné que vous avez des contacts directs avec les gens, si vous disposez de renseignements supplémentaires—de documents, ou de données en réponse à la question de Pauline Browes—au sujet de la vie des épouses de militaires, en dehors du fait que celles-ci sont limitées dans l'exercice de leur droit de vote par le domicile de leur mari, etc., je vous serais reconnaissante de me les fournir avant que nous ne rédigeons la version définitive de notre rapport.

Deuxièmement, je suis entièrement d'accord avec vous lorsque vous dites que les militaires devraient observer l'article 15. Étant donné la place des militaires dans le gouvernement fédéral, il me semble même que ce serait tout à fait mal venu

[Texte]

On your statute audit, the man of the house, I think that is excellent.

The Chairman: Household.

Mrs. Finestone: You talk about the impact of a federal-provincial equalization payment and the impact on CAP health and education services.

Ms MacKenzie: That is right.

Mrs. Finestone: I hope you might undertake that as an ongoing evaluation. I do not know what other group does that at the voluntary level, and it should be a very key role. It used to be done by NAC. I can remember when we raised a whole issue on block funding, and it might be interesting to hear from you in that respect too, in the near future.

I have a last question. It is on the financing of your group. You are getting your grant from the federal government, from the Secretary of State, am I correct? Could you explain your financing? Who is financing you, and how?

Ms MacKenzie: Some funds have been received from the Secretary of State, but we are now operating largely under funds received as donations from a fund-raising effort which started early last year leading towards the establishment of LEAF, at the time of April 17. The provincial organization at this time, until we work out a working arrangement across the country, is based on voluntary efforts.

Mrs. Finestone: But as I had understood the LEAF fund, it was to set up a litigation fund and to do the selection of the cases that would go before the courts as typical cases. You are now undertaking a much larger mandate of education and social action.

Ms MacKenzie: That is right.

Mrs. Finestone: And so you are going to be in need of additional financing. Are you looking for that from the private sector, or are you planning to go to the Secretary of State?

Ms MacKenzie: Both. In fact, we are constantly fund raising at a local level to supplement the funds we need to carry out the tasks we see as starting to become almost second nature—an extension of the initial work of looking at litigation advocacy.

Mrs. Finestone: Are you linked in with the Advisory Council and the other women's groups, and are you integrated and co-ordinated . . . , besides this one issue you have pointed out?

[Traduction]

et même une parodie de justice, qu'ils ne soient pas assujettis à cet article.

Relativement à la vérification des statuts dont vous avez parlé tout à l'heure, votre remarque au sujet de l'homme de la maison m'a paru excellente.

Le président: Du foyer.

Mme Finestone: Vous avez parlé de l'incidence sur les paiements de péréquation fédéraux-provinciaux et sur le Régime d'assistance public du Canada ainsi que les services de santé et d'éducation.

Mme MacKenzie: C'est exact.

Mme Finestone: J'espère que vous comptez en faire régulièrement l'évaluation. Je ne sais pas s'il a un groupe qui fait cela de façon bénévole, et je pense qu'il s'agit là d'un rôle clé. Autrefois, c'était le Comité national d'action sur la situation de la femme qui s'occupait de cela. Je me souviens que l'on avait soulevé toute la question du financement en bloc, et ce serait peut-être bon que vous nous donniez votre point de vue à ce sujet également dans un avenir rapproché.

J'aurais une dernière question à vous poser, celle-ci au sujet du financement de votre groupe. Vous recevez une subvention du gouvernement fédéral, plus particulièrement du Secrétariat d'État, n'est-ce pas? Pourriez-vous nous expliquer de quel financement vous bénéficiez? Qui vous donne une aide financière et comment?

Mme MacKenzie: Nous avons, en effet, reçu certains fonds du Secrétariat d'État, mais nous nous appuyons aujourd'hui largement sur des fonds que nous avons reçus sous forme de dons dans le cadre d'une campagne de financement d'importance que nous avons lancée tôt dans l'année, aux environs du 17 avril si je me souviens bien, en vue de créer le LEAF. En attendant de mettre au point des arrangements de travail à l'échelle du pays, notre organisme provincial devra s'appuyer sur les efforts déployés par des bénévoles.

Mme Finestone: D'après ce que j'avais compris, le fonds du LEAF devrait être utilisé pour financer les actions types qui devraient être intentées. Vous entreprenez maintenant un mandat beaucoup plus vaste qui englobe des activités sociales et d'éducation.

Mme MacKenzie: C'est exact.

Mme Finestone: Il vous va donc falloir obtenir une aide financière supplémentaire. Comptez-vous vous adresser au secteur privé ou bien au Secrétariat d'État?

Mme MacKenzie: Aux deux. D'ailleurs, nous lançons sans cesse des campagnes de financement au niveau local pour venir compléter les fonds dont nous disposons afin de pouvoir nous acquitter de tâches qui sont devenues chez nous une seconde nature—un prolongement de notre but initial qui avait été d'intervenir dans le cadre des litiges.

Mme Finestone: Des liens existent-ils entre vous et le Conseil consultatif ainsi que les autres groupes de femmes, et êtes-vous intégrés et coordonnés . . . je parle ici de votre position relativement aux autres questions, en plus de celles que vous avez soulignées?

[Text]

Ms MacKenzie: Very much so.

Mrs. Finestone: Thank you.

The Chairman: And your fund raising, I should say that you are very efficient. I received my income-tax-purpose receipt just days after having made a contribution.

Ladies and gentlemen, where we stand at the moment is a little bit behind schedule. We have basically slipped an hour, and that was largely due to air travel difficulties that the committee experienced in arriving here this morning from Prince Edward Island.

• 1300

Let me just go over where we stand. On the schedule this afternoon, which was to have begun in about four minutes time, at 1 p.m., we will be hearing from the Rape Crisis Centre, followed by the Coalition for Protection of Human Life, the Canadian Paraplegic Association, the Canadian Mental Health Association, the Multicultural Association of Nova Scotia, the Advisory Committee on the Status of Women, the Fredericton and District Labour Council, and Fathers Fighting Back.

What I propose is a very brief adjournment and we will resume at 1.30 p.m. and try to gain through the afternoon enough of that time to get back as close as we can to schedule. I know there are people from the news media here who have a number of questions of members of the committee. It has been a very important part of our tour through the country to reach out beyond those who are in the committee hearing room to talk about why we are travelling the country and listening to men and women and organizations about section 15 before we legislate in Ottawa as to what changes should be made. So we will basically be skipping our lunch but spending that next half hour meeting with the press. We will resume here at 1.30 p.m. Until then I declare this meeting adjourned.

• 1302

• 1335

The Chairman: We will resume. I would like now to call on the representatives of the Fredericton Rape Crisis Centre Inc. We have three people here from the centre: Joyce Ripley, Lorraine Whalley, and Denise Ainsworth.

I would like to thank you for having made a copy of your brief available to us.

• 1340

Ms Joyce Ripley (Fredericton Rape Crisis Centre Inc.): Have you had a chance to read the brief?

The Chairman: No, we have not had a chance to read it. It was just given to us within the last few minutes.

Ms Ripley: I just wondered because I had not planned to come here and read it. I felt that if you had read it beforehand

[Translation]

Mme MacKenzie: Absolument.

Mme Finestone: Merci.

Le président: Pour ce qui est de vos activités de financement, je dois dire que vous êtes très efficace. Quelques jours seulement après avoir versé ma contribution, je recevais mon reçu aux fins d'impôt sur le revenu.

Mesdames et messieurs, nous accusons un léger retard par rapport à l'horaire prévu. Nous sommes en retard d'une heure sur notre programme, car le Sous-comité arrive ce matin de l'Île-du-Prince-Édouard, voyage qui n'a pas été sans encombre.

Permettez-moi de récapituler. Au programme de l'après-midi, qui aurait dû commencer à 13 heures, soit dans quatre minutes, nous avons comme témoins le *Rape Crisis Centre* suivi de la Ligue pour la protection de la vie, l'Association canadienne des paraplégiques, l'Association canadienne pour la santé mentale, l'Association multiculturelle de la Nouvelle-Écosse, le Conseil consultatif de la situation de la femme, le Conseil du travail du district et le Conseil du travail de Fredericton et les Pères qui revendiquent leurs droits.

Je vous propose d'ajourner la séance pour un petit moment; nous reprendrons nos travaux à 13h30 et essaierons de rattraper suffisamment notre retard cet après-midi pour respecter l'ordre du jour dans toute la mesure du possible. La presse nous attend et voudrait poser des questions aux membres de ce Sous-comité. Or il nous a paru essentiel, tout au long de nos déplacements dans tout le pays, d'atteindre une audience plus vaste que ceux qui peuvent assister à nos travaux, afin d'expliquer ce qui nous amène à voyager et à consulter sur l'article 15 les hommes, femmes et organisations intéressés avant de retourner à Ottawa pour étudier les changements à apporter. Nous nous passerons donc de déjeuner pour pouvoir consacrer la prochaine demi-heure à la presse. La séance est donc levée et reprendra à 13h15.

Le président: À l'ordre. J'aimerais maintenant convoquer les représentants du *Fredericton Rape Crisis Centre Inc.*, c'est-à-dire Joyce Ripley, Lorraine Whalley, et Denise Ainsworth.

J'aimerais vous remercier de nous avoir envoyé une copie de votre mémoire.

Mme Joyce Ripley (Fredericton Rape Crisis Centre Inc.): Avez-vous eu l'occasion de lire le mémoire?

Le président: Non, pas encore, car on vient de le faire distribuer il y a cinq minutes.

Mme Ripley: Je me demandais parce que je n'avais pas l'intention de le lire. J'ai pensé que si vous l'aviez lu, je

[Texte]

we would just go over it quickly so it would not waste your time.

The Chairman: Yes. I think if you could speak to it . . . It is our practice. We take all the briefs we have received and we do read through them later. We have a person on our staff as well who is going through every brief we have to pull out the ideas. So it will get a very full reading. So if you can perhaps speak to it or summarize it then that may give more opportunity for us to ask you some specific questions. It is up to you. If you wish to read it into the record, please feel free to do so.

Ms Ripley: Okay, I will read it. I was only going to read the recommendations and then answer your questions, but if you have not read it it loses something. I think there is a little continuity in it from where we come from to the recommendations, and if I just read the recommendations then they sound out of context.

The Chairman: Please begin.

Ms Ripley: Okay.

Over the last 10 years or more, women have been developing a theory of equality between men and women. There are many theories of equality, such as the assimilationist view where, for example, women seek pay equity by pursuing traditionally male occupations. Then there is the bivalent view of equality where the sex differences of both genders are considered and especially provided for by legislation—for example, the provision of maternity benefits for new mothers—and there are various and sundry other liberal, and not so liberal, views of equality.

We at the Fredericton Rape Crisis Centre are forced by our experiences as volunteers who assist survivors of sexual assault to support a view of equality which is gender neutral and sex specific. In other words, we support legislation which is drafted in a neutral manner but which specifically includes women's perceptions of reality. This theory also denies that all differences between men and women are biologically determined.

The following information illustrates one way in which our theory of equality developed.

We know that both men and women are raped, but more than 90% of the rapists are male and the majority of the rape survivors are female. This information should be specifically acknowledged because it is difficult to know from experience whether or not a male survivor of rape is given equal consideration with a female survivor in the police, court and medical systems. Therefore we have no concrete means of comparing the experiences of male and female survivors of rape, and whether the stigma of rape weighs more heavily on men than women or whether there are just fewer male victims we do not know.

In any case, the trauma of the two survivors is not the same. Women have the added worry of unplanned pregnancy as a result of forced sexual intercourse.

Hence, we conclude that gender-neutral sexual assault legislation, still to be achieved in the Criminal Code in section

[Traduction]

pourrais faire un bref résumé afin de ne pas gaspiller votre temps.

Le président: Oui, si vous voulez faire un résumé . . . C'est ce que nous faisons d'ordinaire. Nous acceptons tous les mémoires qui nous sont envoyés et nous les lisons plus tard. Il y a aussi un membre de notre personnel qui est responsable du dépouillement de chaque mémoire. Soyez certaine que votre mémoire sera examiné minutieusement. À vous le choix, si vous voulez faire un résumé du mémoire qui nous permettra de poser des questions par la suite, ou si vous voulez le lire pour le consigner au compte-rendu.

Mme Ripley: D'accord. Je vais le lire. J'avais l'intention de ne lire que les recommandations, et de répondre à vos questions ensuite, mais si vous n'avez pas pris connaissance du mémoire, ma présentation en souffrira. Il y a un lien entre le contenu et les recommandations, et si je ne lisais que les recommandations, vous n'aurez pas le contexte.

Le président: À vous la parole.

Mme Ripley: Très bien.

Cela fait au moins dix ans que les femmes essaient d'élaborer une théorie sur l'égalité entre les hommes et les femmes. Il existe plusieurs théories sur l'égalité, telle la théorie d'assimilation où les femmes cherchent un salaire égal pour des travaux faits traditionnellement par des hommes. Il y a aussi la théorie bivalente où l'on essaie de tenir compte dans la loi des différences entre les deux sexes—l'allocation de maternité en est un exemple. Il y a toutes sortes de théories sur l'égalité qui sont plus ou moins libérales.

Nos expériences en tant que bénévoles au *Fredericton Rape Crisis Centre* nous mènent à appuyer une théorie qui est neutre quant au genre et explicite quant au sexe. En d'autres termes, nous sommes en faveur des lois qui sont rédigées de façon neutre, tout en respectant la perception féminine de la réalité. Nous ne pensons pas que toutes les différences entre les femmes et les hommes découlent de leurs différences biologiques.

Voici la façon dont notre théorie sur l'égalité s'est formée.

Nous savons que les deux sexes sont sujets au viol, mais qu'au moins 90 p. 100 des auteurs sont des hommes, que la majorité des survivants sont des femmes. Il faut reconnaître ce fait de façon précise, car il est difficile de savoir si le survivant est accordé la même considération que la survivante dans ses relations avec la police, les juges et les médecins. Nous n'avons pas de moyen précis pour comparer les expériences des deux. Nous ne savons pas si le stigmate est plus ressenti chez les hommes que chez les femmes, ou s'il s'agit de moins de victimes.

En tout cas, le traumatisme n'est pas le même, car les femmes ont la peur additionnelle de se trouver enceinte à la suite du viol.

Nous estimons que les lois sur l'agression sexuelle, qui devront être incorporées à l'article 146 du Code criminel,

[Text]

146, and sex-specific interpretations and applications of laws will help to prevent inequitable treatment, by taking into consideration unique aspects of the trauma suffered after a woman has been raped. Treating men and women as invariably the same or treating men and women as essentially different both can result in inequalities. A gender-neutral, sex-specific approach can do much to eliminate such inequities.

I am going to say this off the top of my head because it has to do with the federal Human Rights Commission and I feel that a lot of people—and John Crosbie is included in that—think that just because it exists therefore everything is taken care of. This is not so. It seems to me that the Human Rights Commission treats sexual harassment as if it happens just as often to men as it does to women. They did a research project in which they included men and women as if men and women were both treated the same or sexually harassed the same. They did not allow for the economic differences in the workplace. What came out of that was not what women would experience in the workplace necessarily.

I gave an example of that. One of the conclusions from this *Sexual Harassment Casebook: 1978-1984* from the research was that 54% of respondents to the questionnaire felt that women in positions of power are just as likely as men sexually to bother people who work for them. It would seem to me that there are not too many women in positions of power so how could that statement hold very much weight.

• 1345

I will go on to specific areas where I think legislation could be improved. Some of these touch us directly, some of them do not.

One area is domestic violence. I have just found out that in New Brunswick there are limitations on the number of restraining orders issued to protect battered wives. I do not know if this is an economy provision or whether by decreasing the number of restraining orders, it makes it easier for the bureaucrats who do this kind of thing. I do not know the reasoning.

Transition House in Fredericton who are not giving a presentation here, as far as I know, is doing a limited service. There is nothing. Women can stay in the house for 31 days. But what happens if you cannot get your life back together in 31 days after having been battered most of your life? It does not make sense to me. It is a band-aid solution. Some of the women who are raped also happen to be battered wives.

Abortion laws are just full of inequities. I do not even know how it can sit there unblushing. For example, only 50% of New Brunswick women have ready access to therapeutic abortion committees. I mean there are inequalities amongst women, not just between women and men.

The rape laws that have to do with children under 14 and young people 14 to 16 . . . Recently judgments have been made under the Charter of Rights which are nothing but detrimental to survivors. To me it is like *Alice in Wonderland*. I cannot see

[Translation]

doivent être neutres quant au genre, et qu'elles doivent être explicites au sexe dans leurs interprétations et leurs applications. De cette façon, il serait possible de tenir compte du traumatisme particulier de la femme violée. Toujours traiter les hommes et les femmes de la même façon, ou toujours les voir de façon différente, entraînerait des inégalités.

J'aimerais dire en passant que plusieurs estiment—John Crosbie y compris—que l'existence même de la Commission fédérale des droits de la personne règle l'affaire, mais ce n'est pas le cas. Selon moi, la Commission des droits de la personne traite le harcèlement sexuel comme s'il arrivait aussi souvent chez les hommes que chez les femmes. Dans son projet de recherche, elle a parlé des hommes et des femmes comme s'ils étaient traités de la même façon, ou harcelés de la même façon. Elle n'a pas tenu compte de la différence économique sur le marché du travail. Ses résultats ne reflètent pas nécessairement l'expérience qu'auront les femmes sur le marché du travail.

Voici un exemple. Dans ses comptes rendus sur le harcèlement sexuel entre 1978 et 1984, il est dit que 54 p. 100 des personnes sont d'avis que les femmes qui occupent des postes, où les titulaires exercent un certain pouvoir, sont aussi susceptibles que les hommes de pratiquer le harcèlement sexuel contre leurs employés. Comme il n'y a pas beaucoup de femmes dans ces postes, comment prendre cette déclaration au sérieux?

Parlons maintenant des domaines précis où on peut améliorer les lois, dont quelques-uns nous touchent directement, d'autres pas.

Il y a la violence au foyer. Je viens d'apprendre qu'au Nouveau-Brunswick il existe une limite sur le nombre d'ordonnances qui peuvent être émises pour protéger les femmes battues. Je ne sais pas si cela vise à faire des économies ou à faciliter la vie des bureaucrates.

Pour autant que je sache, la *Transition House* de Fredericton qui ne fait pas d'exposé ici, fournit un service restreint. Autrement, il n'y a rien. Les femmes peuvent rester dans cette maison pendant 31 jours, mais je me demande ce qui arrive quand vous ne pouvez pas arranger votre vie en 31 jours, surtout parce qu'on vous a battue toute votre vie? C'est insensé, c'est une solution à court terme. Quelques femmes qui sont violées sont aussi des femmes battues.

Les lois sur l'avortement sont tellement pleines d'inégalités qu'elles sont honteuses. Seules 50 p. 100 des néo-brunswickoises ont accès aux avortements thérapeutiques; donc il existe des inégalités parmi les femmes, non seulement entre les femmes et les hommes.

Les lois sur le viol portent sur les enfants de moins de 14 ans et sur les jeunes d'entre 14 et 16 ans . . . Des décisions récentes rendues en vertu de la Charte des droits nuisent aux survivants. C'est inexplicable et je ne comprends pas. Nous

[Texte]

how this can happen. We are seeking equality and we are making things worse by using the Charter of Rights.

I have examples in here, two pages of clippings from the newspapers. I will not read them, but it backs up what I just said.

The next area that needs attention—and I think everyone here would agree—is the area of incest laws. They need revision but not just revision from legislators down. It seems to me that we have to re-assess our relationship with close family members and we have to decide that children need to be protected, no matter what the legislation is. It is not happening.

We need input into this kind of a committee from prostitutes. I do not know—are you interested in knowing how they feel about their equal status in society? I do not know if any of them have come forward but I would hope so.

Pornography has to be mentioned because women and children are treated as sexual objects to be used and abused. They are sexist depictions of women that contribute to society's narrow and stereotypical view of women's places. These attitudes hamper women's efforts to achieve equality.

Another thing that concerns us is the women who are hidden, women in prisons. I think this kind of a subcommittee would be interested in knowing how women feel who are in places like prisons. Are they treated equally? They are not because they are fewer in numbers than men and men probably predominate in the accesses they have to various facilities. I do not know much about this but I think the women in prisons would be quite happy to tell you.

Also, sexual orientation should not be a basis for discrimination and the Charter should state it. I have suggested that you read a book. I hope you do not mind; it is a big book. It is *Equality Rights and the Canadian Charter of Rights* edited by Anne Bayefsky and Mary Eberts. I think that would give you a really good in-depth view of the kinds of things women are worried about and might be worth reading.

Our group is familiar with the aspects of the Criminal Code legislation which affects our work. However, the attitudes which influence Criminal Code legislation are not foreign to other areas of equality that concern us. Men have been the designers, implementers and interpreters of legislation in the past and men remain the major force behind legislation today.

We have a vision of a society of equals. One vision, which not all feminists will agree with, is a vision of a society where men and women contribute equally to all aspects of our life—social, political and economic. This vision would mean incorporating women's views of life into the present institutional structures. I do not know what that vision would look like if these views were put there but I think they deserve to be put there, no matter what they are. The effect of such equality would be equivalent to the change which would occur in daycare for children if it were suddenly decreed that all newborn babies required 24-hour care from their fathers in order to survive their first year of life. In other words, full participation of men in roles now consigned only to women is part of our vision.

[Traduction]

recherchons l'égalité, mais c'est empirer les choses que d'utiliser la Charte des droits.

Je ne vais pas les lire, mais j'ai des exemples à l'appui, deux pages d'articles tirés des journaux.

Tout le monde conviendra avec moi que les lois sur l'inceste ont besoin d'être examinées. Elles ont besoin d'être révisées, mais non seulement par les législateurs. Nous avons besoin de réévaluer nos relations familiales. Il nous faut décider de protéger nos enfants quelle que soit la législation. Cela ne se fait pas.

Il faut que ce Comité entende les prostituées. Voulez-vous connaître leur opinion sur leur statut égal dans notre société? Je ne sais pas si elles sont venues, mais j'espère que oui.

Il faut mentionner la pornographie où les femmes et les enfants sont des objets sexuels à être utilisés ou abusés. Cette représentation sexiste de la femme ne fait que renforcer les attitudes bornées et les clichés sur le rôle de la femme, ces mêmes attitudes qui l'empêchent d'atteindre l'égalité.

Nous nous préoccupons aussi des femmes en prison. Le Comité aurait intérêt à savoir quelles sont leurs pensées. Sont-elles traitées de façon égale? Je ne le pense pas, car elles sont moins nombreuses et les installations pour les hommes sont sans doute mieux équipées. Je ne suis pas experte dans ce domaine, mais je pense que les femmes seront contentes de vous en parler.

La Charte doit défendre la discrimination basée sur l'orientation sexuelle. J'espère que cela ne vous fait rien, mais je vous propose la lecture d'un gros livre, *Equality Rights and the Canadian Charter of Rights*, dont Anne Bayefsky et Mary Eberts. Vous aurez à la suite une très bonne idée des préoccupations féminines.

Notre groupe est très au courant de ces aspects du Code criminel qui touchent notre travail de près. Les attitudes que l'on y décèle ne sont pas inconnues dans d'autres domaines de l'égalité qui nous préoccupent. Depuis toujours ce sont les hommes qui ont élaboré, appliqué et interprété la loi, et c'est encore le cas aujourd'hui.

Nous avons la vision d'une société égalitaire. Une façon de l'envisager même si ce n'est pas une vue qui est acceptée par toutes les femmes, c'est d'imaginer une société où les hommes et les femmes apportent une contribution égale dans tous les domaines de notre vie sociale, politique ou économique. Pour atteindre une telle société, il faut incorporer la perception féminine dans toutes nos institutions et nos structures. Je ne sais pas quel en serait le résultat, mais je pense que cette perception mérite d'être incorporée, quelle que soit sa forme. Ce type d'égalité aurait les mêmes conséquences que le changement qui s'ensuivrait dans les garderies si l'on décrétrait soudain que tous les niveaux-nés devaient être confiés au soin de leur père 24 heures par jour afin de survivre leur première

[Text]

Here are our recommendations. First, incentives, both educational and monetary, should be set forward to encourage women to enter criminal law and to become judges. Presently, sexist attitudes often discourage female participation in the law field. Second, until we have as many female as male judges, ongoing educational programs such as a mandatory course on how women see the law should be implemented for all male lawyers and judges. Third, affirmative action programs should be implemented for the Senate, for the courts, in law school, in all policing agencies, in every institution and corporation until women are equally represented in all of society. Fourth, analyses of the effects of new legislation should be undertaken to see how the implementation will affect all people, male and female. Fifth, a national sex education program should be implemented for all schools at all levels. Sixth, education should include education about how equality is achieved. Seventh, cost-benefit spending priorities are not good enough reasons for not undertaking changes in order to achieve equality. We have the resources; they merely require reallocation. Eighth, government should support groups interested in educating the public about equality rights and groups undertaking to monitor existing social institutions. Ninth, the government should immediately create a \$20 million endowment for the use of LEAF, the Legal Education Action Fund, a branch of which exists in New Brunswick, which is a group of lawyers and laywomen who wish to actively litigate equality without undue influence from the government.

These recommendations are made with the view that women have special needs because they are often poorer than men, they are not economically independent, they most often have the day-to-day responsibility of raising children, and they are the only sex that must deal with pregnancy, lactation and birthing.

The Chairman: Thank you very much.

Monsieur Maurice Tremblay.

M. Tremblay (Lotbinière): Merci, monsieur le président.

Mesdames, je vous félicite pour votre mémoire. Nous aurons l'occasion de le scruter de façon plus détaillée, mais ce qui ressort pour le moment, c'est que vous nous invitez à nous attarder davantage à la modification des lois. Déjà, l'article 15 de notre Charte constitue un apport du gouvernement. C'est ce qui fait que nous tenons aujourd'hui des audiences pour avoir le point de vue des citoyens, afin de comprendre davantage ce qu'est l'égalité.

[Translation]

année. En d'autres termes, nous envisageons la pleine participation des hommes dans des rôles limités jusqu'ici aux femmes.

• 1350

Voici nos recommandations. Tout d'abord nous devrions offrir des avantages éducatifs et monétaires afin d'encourager les femmes à étudier le droit criminel et à devenir juge. Actuellement, les attitudes sexistes découragent souvent les femmes à se lancer dans le domaine du droit. Deuxièmement, tant que nous n'aurons pas autant de femmes juges que d'hommes, nous devrions mettre sur pied des programmes d'enseignement permanent tels qu'un cours obligatoire sur la perception qu'ont les femmes du droit pour tous les avocats et juges et sexe masculin. Troisièmement, des programmes d'action positive devraient être mis sur pied pour le Sénat, les tribunaux, les facultés de droits, dans toutes les agences de surveillance, de toutes les institutions et les corporations jusqu'à ce que les femmes soient représentées également dans toute la société. Quatrièmement, l'impact de cette nouvelle législation sur tous, hommes et femmes, devra être étudié. Cinquièmement, un programme national d'éducation sexuelle devra être mis sur pied dans toutes les écoles à tous les niveaux. Sixièmement, l'éducation devrait comprendre l'enseignement sur la façon de réaliser cette égalité. Septièmement, des considérations de coûts et de bénéfices ne représentent pas des raisons suffisamment valables pour refuser d'apporter des changements afin de réaliser l'égalité. Nous avons des ressources; il ne s'agit que de les redistribuer. Huitièmement, le gouvernement devrait appuyer les groupes intéressés à éduquer le public à propos des droits d'égalité ainsi que les groupes qui entreprennent de surveiller les institutions sociales en existence. Neuvièmement, le gouvernement devrait faire immédiatement un don de 20 millions de dollars au Fonds d'action pour l'éducation juridique, qui a un bureau au Nouveau-Brunswick. Il s'agit d'un groupe d'avocats et de femmes non-professionnels qui cherchent à plaider activement en faveur de l'égalité en-dehors de l'influence du gouvernement.

Ces recommandations tiennent compte du fait que les femmes ont des besoins particuliers car elles sont souvent plus pauvres que les hommes, elles ne sont pas indépendantes sur le plan économique, elles ont le plus souvent la responsabilité quotidienne de l'éducation des enfants, et elles sont le seul sexe qui doit faire face à la grossesse, la lactation et l'accouchement.

Le président: Merci beaucoup.

Mr. Maurice Tremblay.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Thank you, Mr. Chairman.

Ladies, I wish to congratulate you on your brief. We will have an opportunity to study it in greater detail, but it would appear, for now, that you are urging us to consider more seriously amending the law. Section 15 of our Charter already represents government contributions. This is why we are holding hearings today, in order to hear the opinion of citizens, in order to better understand what is meant by equality.

[Texte]

Selon ce qu'on nous a dit jusqu'à maintenant de ces audiences, il serait intéressant de modifier les lois, mais cela ne semble pas être la solution à ces problèmes-là. Selon ce que j'ai cru comprendre, ce qu'on désire, c'est avoir accès à l'exercice de ces droits-là. Ne croyez-vous pas qu'une approche semblable serait davantage indiquée dans votre cas? Si vous êtes d'accord avec moi, j'aimerais que vous nous parliez de la situation de votre groupe. Par exemple, vous pourriez nous parler des maisons de transition qui existent dans la province, des difficultés que vous rencontrez et de l'aide dont vous pourriez avoir besoin.

• 1355

Ms Ripley: We are not part of the Transition House. I only mentioned that because they have not been represented here. I was doing a little advance footwork for them, if you wish.

We ourselves have existed for 10 years due to a few women's enthusiasm and desire to do things for other women. I do not know how they existed up until now, to tell you the truth. Only recently have we had our funding increased because of the work of the members who are at the centre. In the past that has been a difficulty; in the future we hope it will not be.

We are interested more than in just the survivor of rape. We are interested in all the issues, all women's issues, all the things that affect women and put them where they are, whether it is rape or economic instability or whatever. So that is why I think we are important. We have a point of view that maybe is different from others, but it is needed.

M. Tremblay (Lotbinière): Il est certain, madame, que votre groupe est très important. Voulez-vous nous dire davantage comment il est financé? Vous nous parlez un peu des services que vous offrez à ces femmes-là. De quel personnel disposez-vous? Quels sont vos rapports avec la société en général?

Ms Ripley: Could I ask Denise to answer that question?

Mr. Tremblay (Lotbinière): Sure.

Ms Denise Ainsworth (Volunteer, Fredericton Rape Crisis Centre): Except for our one office worker we are a volunteer organization. At present we have up to 10 or 12 women who donate a lot of time. What that consists of is training volunteers each year, because we lose volunteers as the year progresses, and to deal with emergency crisis situations of women who phone in or women who have had experiences of sexual assault in the past and who over the years feel the need to deal with this and need someone to talk to about it.

[Traduction]

According to what we have heard up to now at these hearings, it would be worth while to amend the legislation, but this does not appear to be a solution to these problems. The way I see it, it is a greater exercise of these rights which is being sought. Do you not feel that a similar approach would be more suitable in your case? If you agree with me, I would like you to tell us about your group's situation. For example, you could tell us about the transition homes in your province, the difficulties you encounter and the help you might require.

Mme Ripley: Nous ne faisons pas partie de *Transition House*. J'en ai parlé uniquement parce que cet organisme n'a pas comparu ici. Je lui faisais un peu de publicité si on veut.

Pour notre part, nous existons depuis 10 ans, grâce à l'enthousiasme de quelques femmes qui souhaitaient faire quelque chose pour leurs semblables. Je ne sais pas comment elles ont survécu jusqu'à présent, à vrai dire. Ce n'est que récemment, que nous avons vu un accroissement de notre financement grâce au travail des membres qui sont au centre. Par le passé, nous avons eu des difficultés à ce niveau; à l'avenir, nous espérons que ce ne sera pas le cas.

Nous ne nous intéressons pas seulement aux victimes de viol. Nous nous intéressons à toutes les questions, à toutes les questions qui touchent les femmes, qui influencent leur vie et qui les placent où elles sont, qu'il s'agisse de viols ou d'instabilité économique ou d'autre chose. C'est pourquoi j'estime que nous sommes importantes. Notre point de vue est peut-être différent de celui des autres, mais c'est un point de vue nécessaire.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Of course, Madam, your group is very important. Could you tell us a little bit more on your means of funding? You have told us a little bit about the services you offer these women. How much staff do you have? What is your relationship with the community at large?

Mme Ripley: Puis-je demander à Denise de répondre à cette question?

M. Tremblay (Lotbinière): Certainement.

Mme Denise Ainsworth (bénévole, Fredericton Rape Crisis Centre): À l'exception d'une employée de bureau, nous sommes une association de bénévoles. À l'heure actuelle, nous comptons 10 ou 12 femmes qui donnent beaucoup de leur temps. Il s'agit de former des bénévoles chaque année, car nous en perdons au fur et à mesure que l'année s'avance, des bénévoles pour faire face à des situations urgentes de crise, c'est-à-dire lorsque des femmes nous téléphonent ou lorsque des femmes qui avaient été agressées sexuellement par le passé, se sont rendu compte qu'elles devaient faire face à cette situation et devaient en parler à quelqu'un.

[Text]

So it is a matter of training our volunteers to become sensitized to women's issues in general. Sexual assault does not happen in a vacuum; it happens because of many societal factors. So a lot of times we have to educate people and sensitize them to this as well, as how to counsel victims or survivors of sexual assault just to deal with the immediate crisis.

As far as our funding goes, the bulk of it I believe comes from the Department of Social Services and the United Way. Apart from that, we struggle very hard to do a bit of fundraising on our own.

Mr. Tremblay (Lotbinière): I see. Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you. Mrs. Finestone.

Mrs. Finestone: I thank you very much for your presentation; it was obviously very well thought through, and you expressed your philosophy along with your concerns. I think that will be helpful for all of us who are looking at the differences in feminist philosophy. One can see an expression of your point of view right in this brief, and I appreciate your presentation.

I must tell you that I have been out of the country and I had not been aware, as you point out on page 4 and then substantiate with your clippings, of the decisions of the court with respect to the child consent ruling and the rape case that was thrown out. As a past youth protection director I really find it an alarming decision. It is of great concern to me; I will follow with the closest attention the case as it evolves through the courts, both with respect to the age as age of consent and age of understanding as well as the victim's sexual history. I find both issues very disturbing after—as you and I both know—the number of years we fought for sexual assault, the changes under rape in the Criminal Code. I find this a very narrow interpretation of what we had hoped the courts would perceive and understand in a large interpretation and the largest spirit of interpretation of the new Constitution and certainly the equality rights and all rights that are in that Constitution. It only underscores once again the importance enunciated this morning of the volunteer role and voluntary associations like yours keeping all of us on our toes, the legislatures and the courts.

• 1400

I assume you and other people have written letters to the editor. I am hopeful out in B.C. the outrage is expressed. It is just taking what was in my view the interpretation in the wrong direction. I hope it is changed.

If you are not supposed to comment, that is too bad. That is the way I feel.

Secondly, about pornography, I would agree with you it is discrimination on the basis of sex. But I would like to suggest to you that I think it is a sense of degradation for both men

[Translation]

Donc, il nous faut former nos bénévoles, les sensibiliser aux questions qui touchent les femmes en général. L'agression sexuelle ne se produit pas dans le vide; c'est le produit d'un grand nombre de facteurs dans la société. Donc, très souvent il nous faut éduquer les gens, les sensibiliser à cet aspect aussi, c'est-à-dire comment aider les victimes ou les survivantes d'agressions sexuelles afin de faire face à la crise, dans l'immédiat.

Quant au financement, je crois qu'il nous vient en grande partie du ministère des Services sociaux et de Centraide. En outre, nous nous débattons pour recueillir nous-mêmes des fonds.

M. Tremblay (Lotbinière): Je vois. Merci, monsieur le président.

Le président: Merci. Madame Finestone.

Mme Finestone: Je vous remercie beaucoup de votre exposé; manifestement, c'était très bien pensé, et vous avez exprimé votre philosophie de concert avec vos préoccupations. Je crois que cela nous sera très utile à nous tous qui examinons les différences dans la philosophie féministe. On trouve d'ailleurs votre point de vue exprimé dans votre mémoire, et je vous remercie de votre exposé.

Je dois vous avouer que j'ai été à l'étranger et que je n'étais pas au courant de ce que vous relevez à la page 4, avec coupures de presse à l'appui, à savoir les décisions judiciaires sur le consentement d'un enfant invoqué par la défense et sur la poursuite en matière de viol que le tribunal a rejetée. Comme ancienne directrice d'un service de protection de la jeunesse, je considère que cette décision est vraiment très alarmante. Cela m'inquiète beaucoup; je vais suivre de très près l'affaire devant les tribunaux, du point de vue de l'âge de consentement et de l'âge de compréhension ainsi que des antécédents sexuels de la victime. Je trouve ces deux questions extrêmement inquiétantes après—comme nous le savons toutes deux—le nombre d'années que nous avons passées pour faire inscrire dans le Code criminel l'agression sexuelle et des modifications aux dispositions sur le viol. C'est à mon avis une interprétation très restrictive alors que nous avions espéré que les tribunaux donneraient l'interprétation la plus large possible dans l'esprit de la nouvelle Constitution et des droits à l'égalité ainsi que de tous les droits qui figurent dans la Constitution. Cela ne fait que souligner une fois de plus, comme on l'a dit ce matin, l'importance du rôle des bénévoles et des associations bénévoles comme la vôtre qui nous gardent tous en alerte, les assemblées législatives et les tribunaux.

Je présume que vous et d'autres avez écrit des lettres aux rédactions des journaux. J'espère qu'en Colombie-Britannique, on a exprimé l'outrage ressenti. A mon avis, l'interprétation va dans le mauvais sens. J'espère que cela va changer.

S'il ne faut pas en parler, c'est dommage. C'est ce que je ressens.

Deuxièmement, au sujet de la pornographie, je suis d'accord avec vous qu'il s'agit là d'une discrimination fondée sur le sexe. Toutefois je tiens à mentionner qu'à mon avis, la pornographie

[Texte]

and women. It is not just women. Women are the objects in a good percentage of the cases, but I think it is degrading to men's attitudes, and women's too.

I am glad you looked at the waterfront and you covered all the issues. We are not unaware of the concerns.

To what extent have you noted the availability of services, the needs versus the usage, first; and second, access for outside major cities—rural areas? Is it a problem? The concerns around the equalization payments; their impact on the health and education services, in particular the health services; housing and housing grants, secondary stage, etc.: are those concerns—fiscally, in terms of being able to render the kind of services you need?

Ms Lorraine Whalley (Office Worker, Fredericton Rape Crisis Centre): I think this is the first year we have had an increase in funding. I know we have struggled in the two years I have been there. We almost lost our funding in 1982. But this year we are seeing an increase, and we are not really sure of why that is happening.

Mrs. Finestone: An understanding of the good job you did, no doubt . . .

Ms Whalley: I hope so.

Mrs. Finestone: —and a reflection of the need, unfortunately.

Ms Whalley: Right.

I know a little about Transition House. I know the services they provide are not adequate, in that more funding should be provided for second-stage housing and programs to help women: education programs and whatever. That is not being done.

We are the only rape crisis centre at the moment in New Brunswick. There is a crisis line in Moncton, in the battered women's shelter there, but in northern New Brunswick there is nothing. We have had calls from women in that area who are very concerned. Hopefully we can become involved in trying to set something up there. But the funds are not there, or the interest is not there.

Mrs. Browes: May I extend my welcome to you also and thank you for your brief. I get in your brief, besides your reading it quickly, a sense of urgency about some of these recommendations you are putting forth to us. I appreciate this wide scope, really, that you have hit upon in the specific recommendations you have put forth.

As for women as legislators, I suppose the 27 in the House of Commons at this time are more than ever before; but I quite agree with you that we are still very much under-represented.

[Traduction]

entraîne la dégradation et pour les hommes et pour les femmes. Pas uniquement pour les femmes. Les femmes sont l'objet dans un grand nombre de cas, mais je crois que c'est également dégradant pour les hommes tout comme pour les femmes.

Je suis heureuse que vous ayez tout regardé et parlé de toutes ces questions. Nous ne sommes pas insensibles à ces préoccupations.

Maintenant j'aimerais tout d'abord savoir si vous avez relevé les services disponibles, les besoins comparés à l'usage qu'on en fait; et deuxièmement, quel accès existe à l'extérieur des grandes villes—dans les régions rurales? Y a-t-il problème? Parlez-nous de vos préoccupations au sujet des paiements de péréquation; de leur répercussion sur les services de santé et d'éducation, tout particulièrement les services de santé; les subventions au logement, la deuxième étape, etc.: est-ce que ces préoccupations—y a-t-il suffisamment d'argent pour le genre de services dont vous avez besoin?

Mme Lorraine Whalley (préposée de bureau, Fredericton Rape Crisis Centre): Je crois que c'est la première année pour laquelle nous avons obtenu une augmentation du financement. Je sais que depuis deux ans que je suis là, nous avons eu des difficultés à ce niveau. Nous avons presque perdu nos subventions en 1982. Toutefois cette année, nous constatons une augmentation, sans trop savoir pourquoi.

Mme Finestone: On s'est peut-être rendu compte du bon travail que vous faites, et sans aucun doute . . .

Mme Whalley: Je l'espère.

Mme Finestone: . . . et cela reflète sans doute les besoins malheureusement.

Mme Whalley: En effet.

Je connais un peu *Transition House*. Je sais que les services qu'offre cet organisme sont inadéquats, il faudrait un financement accru afin d'offrir du logement de deuxième étape et des programmes qui aident les femmes: les programmes d'éducation, etc. Cela ne se fait pas.

Nous sommes actuellement le seul centre d'aide aux victimes de viol au Nouveau-Brunswick. Il y a une ligne téléphonique d'urgence à Moncton, un abri pour femmes battues, mais dans le nord du Nouveau-Brunswick, il n'y a rien. Nous avons reçu des appels téléphoniques de femmes de cette région qui sont très inquiètes. Nous espérons pouvoir mettre au point quelque chose pour là-bas. Toutefois il n'y a pas d'argent, ou encore il n'y a pas d'intérêt.

Mme Browes: Puis-je aussi vous souhaiter la bienvenue et vous remercier de votre mémoire. Même si vous avez lu votre mémoire rapidement, j'ai eu l'impression qu'il était urgent de donner suite à certaines des recommandations que vous nous soumettez. Je vous remercie d'ailleurs de l'ampleur des recommandations spécifiques que vous avancez.

Quant à la présence des femmes législateurs, je suppose qu'avec 27 à la Chambre des communes à l'heure actuelle, elles sont plus nombreuses que jamais; toutefois comme vous, j'estime que nous sommes toujours très sous-représentées.

[Text]

On your third recommendation, I was wondering if you meant affirmative action as it relates to the Senate. Are you suggesting that all further Senate appointments be women?

Ms Ripley: Who can say how it will be done? I surely would like that better than what John Crosbie is saying right now, which is nothing. He is talking about revamping it, but he does not mention women being in there. It is very strange.

Mrs. Browes: Your affirmative action program is women, or are you talking about visible minorities there too?

Ms Ripley: Wherever it has to be. Right now we are speaking for women. Other groups can speak for them. Yes, I think everybody should be represented in a way such that they can feel the impact returning back to them.

• 1405

Mrs. Browes: So on recommendation 3, you are suggesting that the appointments that are made to Crown corporations, to the courts, to the Senate be women until the catch-up is finished.

Ms Ripley: That probably cannot be done, because there has to be women there who are capable of doing that, and I understand that, but there are also things that can be done to move women along in that direction, which I do not think is happening. A lot of women say they are tired of being a role model; that they do not want to be there by themselves, if you know what I mean. I do not see the process being very fast.

Mrs. Browes: Well, you certainly have emphasized the education aspect of it. On the education aspect of number 5, which relates directly to the work you are doing on sex education, I have found from my experiences, being a chairman for the Public Health Board for the City of Scarborough and dealing with the schools, it is very difficult with the principals of schools having the autonomy of the sex education, because it is not mandatory, it is simply optional. What has been your experience in terms of getting sex education within the schools in this community?

Ms Ripley: I inquired about that, and it seems to me they are starting a program in Grade 9, so we have achieved something. I think there is something for Grades 9, 10, and—well, I am not sure how far up it goes, but I do not believe there is anything at the elementary level.

Mrs. Browes: On your first recommendation, I believe we are getting more women into the law schools, but I think you have made a good point there.

Thank you very much for your recommendations.

The Chairman: I think each member of the committee who spoke thanks you for the presentation. I would reiterate that. It is very helpful to us to have the kinds of comments and

[Translation]

Au sujet de votre troisième recommandation, je me demande si vous parlez de programme d'action positive en ce qui a trait au Sénat. Est-ce que vous proposez qu'à l'avenir, seules des femmes devraient être nommées au Sénat?

Mme Ripley: Qui peut dire de quelle façon cela se fera? Je préférerais certainement cette solution à ce que John Crosbie préconise actuellement, c'est-à-dire rien. Il parle de remanier le Sénat, mais il ne parle pas des femmes. C'est très étrange.

Mme Browes: Est-ce que votre programme d'action positive ne vise que les femmes ou parlez-vous également des minorités visibles?

Mme Ripley: Ce qu'il faudra. A l'heure actuelle, nous parlons au nom des femmes. D'autres groupes sont là pour parler pour les autres. Toutefois je crois que oui, tous doivent être représentés de façon telle qu'ils aient l'impression de glaner ce qu'ils ont semé.

Mme Browes: Donc à la recommandation n° 3, vous suggérez que jusqu'à ce que les femmes aient rattrapé les hommes, on ne nomme que des femmes aux sociétés de la Couronne, aux tribunaux, et au Sénat.

Mme Ripley: Il faut qu'il y ait des femmes qui puissent assumer ces fonctions, et donc on ne peut probablement pas le faire, je le comprends bien, mais on pourrait par contre faire quelque chose pour aider les femmes à accéder à ces postes, ce qui ne se fait pas, je crois. Beaucoup de femmes sont fatiguées d'être des modèles; elles ne veulent plus être là seules, si vous savez ce que je veux dire. Je ne pense pas que cela se fasse très vite.

Mme Browes: Vous avez certainement mis l'accent sur l'éducation. Justement au sujet de la recommandation n° 5, où il est question expressément du travail que vous faites en matière d'éducation sexuelle, j'aimerais souligner que d'après mon expérience, alors que j'étais présidente du Conseil de la santé publique pour la ville de Scarborough, où j'avais affaire avec les écoles, j'avais constaté qu'il était très difficile de réaliser des progrès parce que les directeurs d'école jouissent d'autonomie en matière d'éducation sexuelle, que ces cours ne sont pas obligatoires mais simplement facultatifs. Qu'avez-vous constaté lorsqu'il s'agit dans cette localité de mettre en place des cours d'éducation sexuelle dans les écoles?

Mme Ripley: Je me suis renseignée, et il me semble que le programme commence en neuvième année, et donc nous avons réalisé quelque chose. Je crois qu'il y a des cours en neuvième, dixième année, je ne sais pas pendant combien d'années, je ne crois pas que cela se fasse au niveau primaire.

Mme Browes: Au sujet de votre première recommandation, je crois qu'un plus grand nombre de femmes suivent des études de droit, mais je crois que vous avez fait valoir un argument valable.

Merci beaucoup de vos recommandations.

Le président: Je crois que tous les membres du Comité qui ont pris la parole vous remercient de votre exposé. Je vous en remercie certainement. Il nous est des plus utiles d'entendre

[Texte]

suggestions you have made as we are doing this task, and we appreciate your initiative in coming forward today.

Ms Ripley: We appreciate your asking us. Thank you.

The Chairman: Ladies and gentlemen, the next organization that will be appearing before the committee is the New Brunswick Coalition for the Protection of Human Life. We have, I believe, four representatives of the coalition here today. I would ask them to come forward now. My list shows Mr. George Gilmour, the executive director; Mrs. Twila Gilmour, the secretary; Nora Mallory, an adviser to the coalition; and Dr. Caroline Barry, Medical Adviser. I would point out also that we have received the brief of the New Brunswick Coalition for the Protection of Human Life, as well as supporting documents. We appreciate having that material.

Our format is simply to invite you to speak to us, and then in a half-hour time period, or what time remains, we can have questions from the Members of Parliament. So welcome, and the floor is yours.

Mrs. Twila Gilmour (Secretary, New Brunswick Coalition for the Protection of Human Life): Thank you.

Mr. Chairman, ladies and gentlemen, I welcome this opportunity to speak on the Canadian Charter of Rights and Freedoms as it applies to the youngest members of the human community: the unborn children.

Section 15 of the charter enumerates and emphasizes certain categories of individuals who obviously experience various forms of discrimination. I would like to discuss the destruction of unborn children with respect to three of these; namely, sex, age, and mental or physical disability. The charter indicates that unless reasonable limits have been imposed, discrimination on these grounds is prohibited.

To place the issue of human abortion into its proper context, we must first know why abortions are being performed. There are today only two primary medical indications for abortion: cancer of the cervix and ectopic pregnancy. If cancer of the cervix is detected early in pregnancy, treatment of the mother would likely cause the loss of her unborn child. The other is with regard to ectopic pregnancy. In this situation, the child is developing in the Fallopian tubes instead of in the uterus. In this case, the unborn child would have to be removed to protect the life of the mother. As the above cases represent such a small number of actual abortions, it becomes evident that the vast majority of Canada's approximately 65,000 yearly abortions cannot properly be called therapeutic.

• 1410

Section 1 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms states:

The Canadian Charter of Rights and Freedoms guarantees the rights and freedoms set out in it, subject only to such

[Traduction]

des suggestions et des commentaires comme vous nous en avez fait et nous vous remercions certainement de l'initiative dont vous avez fait preuve en venant ici aujourd'hui.

Mme Ripley: Nous vous remercions de nous avoir invités. Merci.

Le président: Mesdames et messieurs, l'organisme qui va comparaître est la Coalition du Nouveau-Brunswick pour la protection de la vie humaine. Il y a, je crois, quatre représentants de la coalition ici aujourd'hui. Je leur demanderais de s'avancer. Sur ma liste, j'ai les noms de M. George Gilmour, le directeur général; de M^{me} Twila Gilmour, la secrétaire; de M^{me} Nora Mallory, conseillère auprès de la Coalition, et du Dr Caroline Barry, conseiller médical. J'aimerais également souligner que nous avons reçu le mémoire de la Coalition ainsi que des documents à l'appui. Nous vous remercions de cette documentation.

Selon l'usage, nous vous invitons à faire une déclaration, puis pendant une demi-heure, ou pendant le temps qui reste, nous vous poserons des questions. Donc je vous souhaite la bienvenue et je vous cède la parole.

Mme Twila Gilmour (secrétaire, New Brunswick Coalition for the Protection of Human Life): Merci.

Monsieur le président, mesdames et messieurs, je suis heureuse de cette occasion qui m'est offerte de vous parler des répercussions de la Charte canadienne des droits et libertés sur les plus jeunes membres de la communauté humaine, les enfants à naître.

On trouve à l'article 15 de la Charte l'énumération de certaines catégories de personnes qui font manifestement l'objet de diverses formes de discrimination. J'aimerais parler de la destruction des enfants à naître par rapport à trois de ces catégories; notamment, l'âge, le sexe, et l'invalidité mentale ou physique. La Charte interdit expressément toute discrimination fondée sur ces motifs à moins de limites raisonnables.

Si nous voulons situer l'avortement dans son contexte approprié, il nous faut tout d'abord nous interroger sur les justifications de l'avortement. À l'heure actuelle, il n'y a que deux raisons médicales qui justifient l'avortement: le cancer du cervix et la grossesse extra-utérine. Si la présence d'un cancer du cervix est décelée au début de la grossesse, les soins donnés à la mère provoqueraient fort probablement la perte du fœtus. Il y a ensuite le problème de la grossesse ectopique. Dans cette situation, l'enfant se développe dans les trompes de Fallope plutôt que dans l'utérus. L'embryon doit alors être enlevé pour sauver la vie de la mère. Cependant, cette condition est responsable de très peu d'avortements. Par conséquent, il est faux de dire que la grande majorité des quelque 65,000 avortements effectués au Canada chaque année sont de nature thérapeutique.

L'article 1 de la Charte canadienne des droits et libertés porte:

La Charte canadienne des droits et libertés garantit les droits et libertés qui y sont énoncés. Ils ne peuvent être restreints que par une règle de droit, dans des limites qui

[Text]

reasonable limits prescribed by law as can be demonstrably justified in a free and democratic society.

In 1969, when the Criminal Code was amended to permit abortion under certain therapeutic circumstances, the intent was to maintain the basic rights of the unborn child while at the same time setting reasonable limits to allow for therapeutic abortion in cases such as those mentioned above. Since that time, we have seen steadily increasing abuse of this law to the point that we now have a situation in which abortion in Canada is undertaken primarily for socio-economic reasons. The clear intent is no longer to heal but to destroy the unborn child because he or she is supposedly unwanted and inconvenient. The wording in the Criminal Code addresses the seriousness of this act when it cannot be justified on therapeutic grounds by a select committee of physicians.

Section 251.(1):

Every one who, with intent to procure the miscarriage of a female person . . . uses any means for the purpose of carrying out his intention is guilty of an indictable offence . . .

It is evident the Members of Parliament never intended to provide a loophole to legalize abortion on demand and thus remove all lawful protection from the unborn child.

Medical and scientific facts demonstrate beyond a shadow of doubt that human life begins at conception. From this time, the tiny individual is alive, fully human and unique. Today, with the advent of fetoscopy and high-resolution ultrasound, we can see the unborn child living and moving contentedly in the womb. At eight weeks past conception, we can see the whole body, completely formed, right down to fingerprints. At 12 weeks, we can see the child's arms and legs gracefully moving. The child can make facial expressions and will even suck his thumb. At this stage, the child has times of sleep but will wake up if he hears a loud noise. Dream patterns are recordable. Yet these are the victims of most so-called safe legal suction abortions.

Section 15.(1) of the charter prohibits discrimination based on age, and yet we continue to destroy 65,000 unborn babies every year for reasons of convenience. Is this not discrimination on the basis of age, because they are so young, not yet able to fully express themselves? Scientifically, the process of birth is simply a change in residence for one who has already been living and interacting with his or her protective environment for nine long months. The fact is that each new human life begins at conception and proceeds as a continuum through stages identified as embryo, fetus, infant, child, adolescent and adult. The charter requires that every human life from the very young to the very old, especially the helpless and defenceless, must be afforded equal and comprehensive protection.

Section 24.(1) states:

[Translation]

soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique.

En 1969, une modification a été apportée au Code criminel pour autoriser les avortements dans certaines circonstances thérapeutiques. Cette modification visait à protéger les droits des enfants non nés et établissait des limites raisonnables pour l'exécution de cette opération. De nombreux abus ont été commis depuis ce temps-là, au point où l'avortement se pratique maintenant au Canada pour des raisons surtout socio-économiques. Il ne s'agit donc plus de guérir mais bien de détruire un enfant non né, soit parce qu'il n'est pas voulu, soit parce qu'il n'arrive pas à un moment opportun. On trouve dans le Code criminel une disposition qui traite de la gravité de cet acte quand il n'est pas justifié pour des raisons thérapeutiques selon l'avis d'un comité de médecins.

Article 251.(1):

Est coupable d'un acte criminel . . . quiconque, avec l'intention de procurer l'avortement d'une personne de sexe féminin . . . emploie quelque moyen pour réaliser son intention . . .

Il est bien évident que les députés n'avaient pas l'intention de prévoir une échappatoire qui légalise l'avortement sur demande et supprime tous les droits de l'enfant non né.

La science et la médecine ont réussi à prouver de manière concluante que la vie humaine commence au moment de la conception. L'embryon est, dès le début, une personne vivante, humaine et unique. La science, grâce à la fétoscopie et aux ultrasons à grande résolution, nous permet de voir l'enfant non né vivre et évoluer sereinement dans le sein de sa mère. On peut déjà voir, huit semaines après la conception, tout le corps complètement formé jusqu'aux empreintes digitales. À 12 semaines, on voit très bien bouger les bras et les jambes de l'enfant. On peut également voir les expressions du visage de l'enfant qui est même capable de sucer son pouce. À cette étape de son développement, l'enfant a des périodes de sommeil mais il se réveille s'il entend un bruit fort. On enregistre également ses cycles de rêve. Et ce sont ces petits êtres qui sont les victimes de la grande majorité des soi-disant avortements légaux et sûrs effectués par succion.

L'article 15.(1) de la Charte interdit toute discrimination fondée sur l'âge, mais cela ne nous empêche pas pour autant de détruire chaque année 65,000 enfants non nés pour des raisons de pure convenance. Ne voyez-vous pas là de la discrimination fondée sur l'âge, du fait que ces enfants sont tellement jeunes qu'ils ne peuvent pas encore s'exprimer? Du point de vue scientifique, la naissance peut être décrite comme étant le simple changement de résidence d'une personne qui a vécu et évolué dans un milieu protégé pendant neuf longs mois. L'évolution d'une nouvelle vie humaine commence dès la conception et passe par des étapes suivies qui sont: l'embryon, le foetus, le nourrisson, l'enfant, l'adolescent et l'adulte. La Charte prévoit égalité et protection exhaustives pour tous les êtres humains, des très jeunes aux très âgés, et surtout pour les faibles et les sans-défense.

Le paragraphe 24.(1) précise:

[Texte]

Anyone whose rights or freedoms, as guaranteed by this charter, have been infringed or denied may apply to a court of competent jurisdiction to obtain such remedy as the court considers appropriate and just in the circumstances.

• 1415

Obviously the charter made these provisions to assure that those who felt their rights were being denied were given a fair hearing. Who is to speak for the unborn? They obviously cannot speak for themselves, and experience has shown that numerous therapeutic abortion committees will not consider them.

Section 7 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms states:

Everyone has the right to life, liberty and security of the person and the right not to be deprived thereof except in accordance with the principles of fundamental justice.

It is apparent that with the abuse of Canada's present abortion laws the unborn child is being deprived of basic fundamental rights, the most basic of which is of course the right to life. Further to this guarantee of right to life, section 12 states:

Everyone has the right not to be subjected to any cruel and usual treatment or punishment.

Today we constantly see new evidence that points to the pain experienced by the unborn child during an abortion. The suction abortion, used up to 12 weeks, disembowels and dismembers the child alive. There are no survivors. The saline abortion, used in the second trimester, consists of the removal of some of the amniotic fluid from the womb. This is then replaced with a saline solution. During the next several hours this slowly kills the child; it burns her eyes, her lungs, and her skin. The mother goes into labour and gives birth to a dead child. Some babies have been known to survive such a procedure. They are simply left to die, unattended and alone.

The issue of fetal pain has become very prominent in the past few years. Several states in the United States now have introduced fetal pain legislation. President Reagan recently said:

There's another grim truth we should face up to. Medical science doctors confirm that when the lives of the unborn are snuffed out, they often feel pain, pain that is long and agonizing.

Subsequent to the statement, 26 physicians, including two past presidents of the American College of Obstetricians and Gynecologists, responded, affirming fetal pain. The response stated in part:

The ability to feel pain and respond to it is clearly not a phenomenon that develops de novo at birth. Over the last 18 years, real time ultrasonography, fetoscopy, study of the fetal E.K.G. (electrocardiogram) and fetal E.E.G. (electroencephalogram) have demonstrated the remarkable responsiveness of the human fetus to pain . . . Mr. President,

[Traduction]

Toute personne, victime de violation ou de négation des droits ou libertés qui lui sont garantis par la présente Charte, peut s'adresser à un tribunal compétent pour obtenir la réparation que le tribunal estime convenable et juste, eu égard aux circonstances.

Il ne fait aucun doute que ces dispositions ont été incluses dans la Charte pour garantir un recours en cas d'atteinte aux droits et libertés de certaines personnes. Qui peut faire valoir les droits des personnes non nées? Ces personnes ne peuvent pas faire valoir elles-mêmes leurs droits et l'expérience acquise montre que les comités d'avortement n'en tiennent même pas compte.

On lit à l'article 7 de la Charte des droits et libertés:

Chacun a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne; il ne peut être porté atteinte à ce droit qu'en conformité avec les principes de justice fondamentale.

Si l'on regarde tous les cas d'abus de la loi actuelle sur l'avortement au Canada, on constate que les enfants non nés se voient nier leurs droits fondamentaux, dont le plus important est, bien entendu, le droit à la vie. Et l'article 12 apporte même une précision:

Chacun a droit à la protection contre tout traitement ou peine cruelle ou inusitée.

Les recherches montrent de plus en plus que l'enfant non né souffre beaucoup pendant l'opération d'avortement. La pompe d'aspiration qui est utilisée pour les grossesses allant jusqu'à 12 semaines éviscère et démembre l'enfant vivant. Il n'y a aucun survivant. Dans la méthode de la solution saline qui est utilisée pendant le second trimestre, on enlève du liquide amniotique de l'utérus. Ce liquide est ensuite remplacé par une solution saline. L'enfant meurt dans les quelques heures qui suivent. La solution lui brûle les yeux, les poumons et la peau. La mère commence alors à accoucher et donne naissance à un enfant mort. Il y a des bébés qui survivent à cette procédure. On les laisse mourir seuls et sans soins.

Au cours des quelques dernières années, on a beaucoup parlé de la question de la douleur chez le fœtus. De nombreux États américains ont déposé des projets de loi sur ce phénomène. Le président Reagan a déclaré récemment:

Il y a une autre dure réalité à laquelle nous devons faire face. Les médecins déclarent maintenant que les enfants non nés à qui l'on donne la mort souffrent parfois longuement et atrocement.

C'est à la suite de cette déclaration que 26 médecins, y compris deux anciens présidents du Collège américain des obstétriciens et gynécologues, ont fait la déclaration suivante au sujet de la douleur chez le fœtus. En voici un extrait:

La capacité de ressentir la douleur et d'y réagir n'est pas un phénomène qui se développe subitement au moment de la naissance. Au cours des 18 dernières années, les ultra-sons en direct, la foetoscopie, l'étude des électrocardiogrammes et des électro-encéphalogrammes du fœtus ont démontré que le fœtus réagissait de manière remarquable à la douleur . . .

[Text]

in drawing attention to the capability of the human fetus to feel pain, you stand on firmly established ground.

We all have sympathy and empathy for our fellow men, and even animals that show outward signs of pain and suffering. Surely if animals can be protected from inhumane killing techniques, the unborn child should have the right not to be subjected to this kind of cruel and unusual punishment. The failure to protect the unborn has even resulted in the use of these little ones in scientific experiments. Of course when the mother consents to the abortion she would never be told about this possibility.

Sex is also an enumerated ground on which discrimination is prohibited. This ground is reinforced by section 25 of the charter:

Notwithstanding anything in this Charter, the rights and freedoms referred to in it are guaranteed equally to male and female persons.

With the advent of technology such as amniocentesis, we now see abortions being done to assure parents that a child of desired sex is obtained. Sex selection abortions become a reality in places where abortion is permitted on demand. Most often these sex selection abortions result in the retention of the male and the destruction of the female.

• 1420

More and more people are beginning to recognize that women themselves are victims of abortion. Women are not told the facts concerning the unborn child. Women are often not told about the physical and psychological problems which can result from abortion. They are coerced by boyfriends, husbands and parents to do something which is contrary to the very nature of a woman.

Women are not given the kind of support that is necessary at such a vulnerable time. Decent and reasonable alternatives are often withheld. Some are forced to abandon further education or employment. Then society politely offers abortion and calls it the "woman's choice". More and more women are realizing that they are being terribly exploited by our selfish abortion oriented society. This is discrimination against women and, indeed, against the very nature of womanhood.

Another socio-economic reason for which abortions are done, is to destroy the child who might be handicapped. We now see some doctors carrying out a search and destroy mission as they lead mothers through a maze of screening and diagnostic procedures, all with the specific intention of detecting and aborting the imperfect child. Note that these eugenic abortions are almost always late term abortions, right on the edge of fetal viability. The clear premise is that a life with handicaps is an expendable life, not worthy to be lived. And what of the handicapped child who "escapes" detection, and is born handicapped? It is only a small step for the doctor who would have killed the child in the womb to withhold even basic necessities in order to encourage the child to die.

[Translation]

Monsieur le président, vos déclarations sur la capacité du fœtus humain de ressentir la douleur sont fondées.

Nous sommes tous capables de compassion envers nos semblables et même les animaux réagissent clairement à la douleur et au mal. On protège les animaux contre la mort par des moyens inhumains. C'est donc une raison de plus d'accorder à l'enfant non né le droit de ne pas être assujéti à ce genre de peine cruelle et inusitée. On a si peu protégé ces petits êtres que certains d'entre eux ont même été utilisés dans des expériences scientifiques. Bien entendu, lorsqu'une mère consent à l'avortement, on ne lui fait pas part de cette possibilité.

La discrimination fondée sur le sexe est également interdite. Cette interdiction se trouve renforcée par l'article 28 de la Charte qui prévoit:

Indépendamment des autres dispositions de la présente Charte, les droits et libertés qui y sont mentionnés sont garantis également aux personnes des deux sexes.

Depuis la mise au point de la technique de l'amniocentèse, on pratique des avortements pour donner aux parents la possibilité de choisir le sexe de leur enfant. Le choix du sexe de l'enfant est devenu une réalité là où l'avortement sur demande est légal. Et dans la majorité des cas, c'est le garçon qui est choisi et la fille supprimée.

On pense de plus en plus que les femmes sont tellement une victime de l'avortement. On ne leur donne pas tous les détails sur l'enfant non encore né. On ne leur décrit pas les problèmes physiques et psychologiques que l'avortement peut entraîner. Il arrive souvent que ce soit leurs amis, leur mari ou leurs parents qui les forcent à faire quelque chose qui est contraire à la nature de la femme.

Et les femmes ne reçoivent pas le genre de soutien nécessaire pendant cette période de grande vulnérabilité. On ne leur propose pas de solution de rechange raisonnable. On les force à laisser tomber leurs études ou leur travail. La société leur offre ensuite bien poliment la possibilité de se faire avorter et parle du choix de la femme. Il y a de plus en plus de femmes qui commencent à comprendre que notre société égoïste les exploite en prônant l'avortement. Il s'agit là de la discrimination contre les femmes et contre la nature même de la féminité.

Il y a une autre raison de pratiquer l'avortement et elle est d'ordre socio-économique. Elle vise l'enfant qui risque d'être handicapé. Il y a des médecins qui font subir aux mères toutes sortes de procédures de triage et de diagnostic dans le but avoué de trouver et de supprimer les enfants imparfaits. Des avortements eugéniques se produisent en général assez tard, à un moment où le fœtus est déjà presque viable. Ceci revient à dire que si l'on est handicapé, la vie ne vaut pas la peine d'être vécue. Et qu'en est-il de l'enfant handicapé qui n'est pas découvert et qui naît? On peut facilement s'imaginer que le médecin qui est disposé à supprimer un enfant non né serait tout aussi capable de ne pas fournir les soins essentiels à un enfant et de le priver ainsi de la vie.

[Texte]

In summary, we have just reviewed how many Canadian unborn children are denied basic rights as other rights are supposedly pursued; have no recourse to be heard on the denial or infringement of rights; have been deprived of the most fundamental right, the right to life; are subjected to cruel and unusual treatment. They are discriminated against on the basis of age and they are discriminated against on the basis of handicap. We have seen that women are discriminated against as they are not protected from abortion. They are manipulated by society to do the most unnatural thing in the world, to kill their own tiny child.

To have a charter of rights and freedoms is commendable. How can we say we will respect and even guarantee basic human rights to every individual and then proceed to devalue and dehumanize an entire segment of our human community? Such thinking is unscientific, immoral and unacceptable. One of the primary functions of government is to protect the weak and the helpless.

You have heard about the plight of the unborn in Canada today. Surely these abuses go far beyond the respectable intentions of the charter. I hope that you can all see, from this very brief outline, that the plight of the unprotected unborn child and his mother is especially pitiful when we consider what a caring and loving society could do for them. As a just, compassionate and humane society, we must extend to these little ones and their mothers the equal respect, protection and benefit of the law.

Thank you.

The Chairman: Thank you very much, Mrs. Gilmour.

When our committee began I think it is fair to say that most members did not feel that the issue of therapeutic abortions was one that came within the ambit of section 15, that there were a great many issues that did but perhaps the question of therapeutic abortions and practices relating to them was not within section 15's ambit. However, in the course of our public hearings and in the written submissions received to date, we have received the views of many people who feel that the Charter does relate to this and, indeed, section 15. These have been arguments, which will not surprise you, on both sides of the question of whether or not, and under what circumstances, therapeutic abortions should be available in Canada.

• 1425

I would just like to say that of all the briefs that we have received on this issue to date, none has set forth the arguments as concisely and as clearly in relation to the charter as yours has. It is obviously a very difficult issue, not only for parliamentarians but for all members of our human community, to deal with. It is a great service to us that you have rendered by presenting the arguments as lucidly as you have. So even before we get to any questions which individual MPs may wish to pose, I just want to thank you for obviously having done the amount of work you did in preparing your submission to us today.

[Traduction]

Nous vous avons décrit les circonstances dans lesquelles les enfants canadiens se voient privés de leur droit essentiel tandis que d'autres droits sont protégés; comment ils n'ont aucun recours pour ce qui concerne la négation ou la violation de leurs droits; comment ils sont privés de leur droit le plus fondamental qui est le droit à la vie; et comment ils sont assujettis à une peine cruelle et inusitée. On pratique à leur endroit la discrimination fondée sur l'âge et la déficience. Les femmes sont victimes de discrimination puisqu'on ne les protège pas contre l'avortement. Elles sont les victimes de la société qui les incite à un acte tout ce qu'il y a de plus inhumain, à savoir tuer leur propre petit enfant.

C'est une très bonne chose, fort valable, que d'avoir une Charte des droits et libertés. Mais je ne comprends pas que l'on puisse prétendre respecter et même garantir les droits fondamentaux pour tous les êtres humains pour ensuite déshumaniser toute une catégorie de la collectivité. C'est une logique qui n'est pas du tout scientifique, morale ou acceptable. En effet, l'une des premières priorités d'un gouvernement devrait être de protéger les faibles et les sans-défense.

Nous vous avons décrit les problèmes auxquels font face les enfants non nés au Canada aujourd'hui. Il me semble que ces abus dépassent même les intentions tout à fait louables de la Charte. J'espère que ce bref exposé vous aura fait comprendre les graves problèmes de l'enfant non né et de sa mère, surtout si l'on pense à ce qu'une société généreuse et charitable pourrait faire pour eux. Si l'on veut avoir une société qui soit juste, humaine et charitable, il faut accorder à ces petits et à leurs mères des droits égaux sur le plan du respect et de la protection, que leur donne la loi.

Merci.

Le président: Je vous remercie beaucoup, madame Gilmour.

En toute justice, je dois dire que lorsque nous avons commencé nos audiences, nous ne pensions pas vraiment que la question de l'avortement thérapeutique rentrait dans le champ de l'article 15. Nous savions que cette disposition englobait énormément d'aspects, mais nous n'avions pas pensé à celui-là. Cependant, nous avons reçu de nombreux mémoires et témoignages qui prétendaient justement que cette question relevait de l'article 15. Vous ne serez pas étonné d'apprendre que nous avons entendu énormément d'arguments pour et contre l'avortement thérapeutique et dans quelles circonstances l'avortement devrait être offert au Canada.

Mais votre mémoire est sans aucun doute celui qui a le mieux exprimé son point de vue dans le contexte de la Charte. Il s'agit d'une question fort complexe non seulement pour les parlementaires mais aussi pour la société en général. Vous nous avez rendu un fier service en nous exposant aussi clairement vos arguments. Je tenais donc, avant de passer aux questions, à vous remercier d'avoir fait un aussi bon travail.

[Text]

We will begin with Sheila Finestone, Member of Parliament from Mount Royal.

Mrs. Finestone: Thank you, Mr. Chairman. Thanks you to the witness. I would suggest that it was a most dramatic reading and the case for the fetus in the womb was made. I am sure, and I echo the sentiments of our Chair, that this is a very difficult issue—one in which different people differ. Religion plays a role; the sense of morality for some people plays a role, and I think that is the importance of this committee. I mean in that we were able to hear different sides of contentious issues. It is my personal view—and I do not hold with your view, by the way—but it is my personal view that one must reflect a society that is in the best interests of Canadians. And from that point of view I am very pleased to be able to hear what you have to say, and to take that into balance with what I know and what I have heard from my own perspective and from a large number of groups who would perhaps differ from your point of view. But it is important that we heard it and, for that, I thank you.

The Chairman: Pauline Browes, Member of Parliament for Scarborough Centre.

• 1430

Mrs. Browes: Thank you, Mr. Chairman. You have outlined two medical reasons for the need or the possible need for an abortion and I was wondering if you might wish to comment from the social aspect, just the previous witnesses that were before us from the Fredericton Rape Crisis Centre, what would your consideration be from the social aspect of rape of having an abortion?

Dr. Caroline Barry (Medical Adviser, New Brunswick Coalition for the Protection of Human life): It is extremely uncommon to have a pregnancy result from rape. I have never seen one and I do not know of any physicians who have. It occurs very, very rarely. I think the problem with rape is that it has been a smokescreen for the whole argument. It is an emotional . . . We have an emotional response to that word and I think the people on the other side, as you were talking about, our opponents or those people who have it as an idea, have used it very successfully as a smokescreen to say: What about these people? And then to say we have to change the whole law. I think that has been a real problem. There are very, very few pregnancies resulting from rape.

The pregnancies we are so concerned about are the 70,000 or 100,000 a year that are ended for no reason, or for the reasons that Mrs. Gilmour has mentioned, because a young girl does not want to miss a year of school, because the woman wants to go back to university. I just might add that I think that is our bottom line problem too, what is best for Canada.

I am not concerned about each individual abortion. I cannot be. Solzhenitsyn said that when there is destruction on such a mass scale it dulls us to the sensitivity of it. And really, what I am concerned about is its effect on Canadians. We are a very vulnerable society now and we are becoming more vulnerable with our aging population. You know the statistics better than

[Translation]

La première intervenante est M^{me} Sheila Finestone, députée de Mont-Royal.

Mme Finestone: Merci, monsieur le président. Je tiens également à remercier le témoin. Votre exposé était très impressionnant et vous avez bien expliqué la situation du fœtus. Je conviens avec le président qu'il s'agit d'une question fort complexe et très controversée. La religion et la moralité entrent en ligne de compte. C'est pourquoi je pense que le rôle de notre comité est très important. J'entends par là que nous sommes ici pour entendre tous les points de vue sur toutes les questions. À mon avis, il est important de commencer par veiller aux intérêts de tous les Canadiens. Je suis donc contente d'avoir entendu votre exposé, ce qui servira bien sûr de contrepoids à tous les autres arguments que j'ai entendus. Mais ce que vous aviez à nous dire était très important et je vous en remercie.

Le président: Pauline Browes, députés de Scarborough Centre.

Mme Browes: Je vous remercie, monsieur le président. Vous nous indiquez deux raisons médicales justifiant l'éventuelle nécessité d'avortement. Quelle est votre opinion sur l'aspect social de la question? En effet, les témoins qui vous ont précédé représentaient le Centre d'aide aux victimes de viol de Fredericton, et j'aimerais connaître votre opinion, sous l'angle social, sur l'avortement consécutif à un viol?

Mme Caroline Barry (conseillère médicale, Ligue du Nouveau-Brunswick pour la protection de la vie): Il est fort rare qu'il y ait grossesse consécutive à un viol. Personnellement, je n'ai jamais vu un cas de ce genre, et il en est de même, à ma connaissance, pour les autres médecins que je connais. Cela se produit très rarement. On s'est servi du viol, à mon avis, comme écran de fumée pour masquer la question. C'est un argument qui fait appel aux sentiments . . . Le mot suscite en nous une réaction affective et nos adversaires, ceux qui défendent l'avortement, s'en sont servis fort habilement pour brouiller la question en invoquant un cas d'espèce pour demander que toute la loi soit modifiée. C'est là un vrai problème, à mon avis. Mais en réalité, rares sont les cas de viols à l'origine d'une grossesse.

Ce qui nous préoccupe tant, ce sont ces grossesses—70,000 à 100,000 par an—qui sont interrompues sans raison, ou pour les raisons mentionnées par M^{me} Gilmour, par exemple parce qu'une jeune fille ne veut pas manquer une année de scolarité, ou parce qu'une femme veut retourner à l'université. J'ajouterais que ce qui nous semble importer plus que tout, c'est ce qui est bon pour le Canada.

Je ne me préoccupe pas des cas individuels, je ne puis le faire. C'est Soljenitsyne qui dit que lorsque la destruction se produit sur une pareille échelle, elle émousse notre sensibilité. Ce qui compte vraiment pour moi, ce sont les conséquences de cette destruction pour les Canadiens. Nous sommes d'ores et déjà une société très vulnérable et avec le vieillissement de

[Texte]

I do. Now, over age 65 is 9% of the population and by 2040 they will represent 20% of the population, and we are teaching our young, we are teaching ourselves as a society that we are allowed to treat a difficult vulnerable group in a certain way, and I am very frightened that is going to be extended. It already has extended.

When I first joined an organization like this or became acquainted with this organization, there were the foreseers of the future who said that infanticide was right around the corner. I was very uncomfortable with that idea. But it is here. As early as 1973 there have been reports in the French and English journals of medicine of babies left to die, babies with, say, Downs Syndrome who needed very simple medical procedures being done. It is happening in Canada now. Although it is only statistical correlation, certainly the instance of child abuse in countries which have enacted liberalized abortion laws is very dramatic in that they have paralyzed them.

Mrs. Browes: I appreciate your comments, but I do not think I have got an answer to the question. Of the one or two or however many persons that do become pregnant at rape, what would your position be?

Dr. Barry: My position personally is that the law, as it stands, is probably adequate. I just want to see it enforced. It is being abused. I think if it were enforced, then I would be quite satisfied with that.

Mrs. Browes: Thank you.

The Chairman: Roger Clinch.

Mr. Clinch: Let me first apologize for having missed your presentation. I was called out for a few moments.

How do you respond when people say abortion, the way that it exists today, creates two classes of people, those that are . . . ? The rich may receive abortions, but the poor people cannot afford to go to the illegal clinics or whatever, and have to travel.

• 1435

How do you respond to that?

Dr. Barry: It is an interesting question. I am often asked that. It is unfair in its inception. It presupposes that all poor people want to have an abortion, to begin with. Certainly from my practice I do not necessarily find it so.

To start with, this is talking about rural communities versus urban, not necessarily poor and rich. I certainly find, because a certain amount of my practice is rural, I am always overwhelmed by the sense of family they have been able to retain, while we in the more urban places often do not. I have the greatest difficulty in getting a young girl from a poor rural family, for instance, to give her child up for adoption. The grandmother wants that baby. There is a very strong sense of

[Traduction]

notre population, nous ne le devenons que davantage. Mais vous connaissez certainement les statistiques mieux que moi. Les personnes âgées de plus de 65 ans représentent à l'heure actuelle 9 p. 100 de la population; en 2040, elles en représenteront 20 p. 100, et nos jeunes apprennent—c'est nous-mêmes en tant que société qui le leur enseignons—que nous avons le droit de traiter tout un groupe particulièrement vulnérable d'une certaine façon, et je crains fort que cette mentalité fera tache d'huile, et que ce processus est d'ailleurs déjà engagé.

Lorsque j'ai appris l'existence de cette organisation, lorsque j'en suis devenue membre, certains prévoyaient que bientôt l'infanticide se répandrait. C'est une idée qui m'effrayait, mais elle s'est réalisée. Dès 1973, certains rapports dans des revues anglaises et françaises de médecine ont relevé les cas de bébés que l'on a laissés mourir, des bébés qui présentaient, par exemple, le syndrome de Downs, auxquels on aurait pu donner des soins médicaux très simples. Ce genre de fait se produit maintenant au Canada. Il ne s'agit que d'une corrélation statistique, mais on relève de nombreux cas de sévices infligés à des enfants dans les pays qui ont assoupli les lois sur l'avortement, ce qui leur lie les mains.

Mme Browes: Merci de vos observations, mais je crains de n'avoir pas reçu une réponse. Comment réagiriez-vous toutefois devant le cas, si rare qu'il soit, d'une grossesse consécutive à un viol?

Mme Barry: En disant que la loi actuelle suffit et que je voudrais seulement la voir mise en pratique. On en abuse, et si elle était appliquée, cela me paraîtrait tout à fait satisfaisant.

Mme Browes: Je vous remercie.

Le président: Roger Clinch.

M. Clinch: Je m'excuse d'avoir manqué une partie de votre exposé, mais j'ai dû m'absenter quelques instants.

Que pensez-vous de l'affirmation d'après laquelle l'avortement tel qu'il est pratiqué actuellement crée deux catégories de gens, ceux qui sont . . . ? Les riches peuvent avoir des avortements mais les pauvres ne peuvent pas se permettre d'aller aux cliniques illégales ou autres et ils doivent voyager.

Quelle est votre réponse à cela?

Mme Barry: C'est une question intéressante. On me la pose souvent. Son point de départ est injuste. Elle sous-entend, tout d'abord, que tous les pauvres veulent un avortement. Ma propre pratique professionnelle me démontre que cela n'est pas nécessairement le cas.

Tout d'abord, nous parlons du milieu rural par rapport au milieu urbain, non pas nécessairement des pauvres et des riches. Une partie de ma clientèle vient de la campagne et je suis toujours frappé par l'esprit de famille qui y règne encore, alors que ce n'est pas le cas dans la plupart des centres urbains. J'ai beaucoup de mal à convaincre une jeune femme d'une famille pauvre en milieu rural, par exemple, à faire adopter son enfant. La grand-mère veut le bébé. Il y a un esprit de

[Text]

family in rural communities, and the demand is not there to the degree it is in the urban centres.

Also, the hospitals in those rural communities have made the judgment call on whether or not they are going to have their own therapeutic abortion committees. If we are saying we do not agree with this, then we are going to have to impose our standards—our urban standards—on them. There are those who say that is a logical thing to do; but I am not sure in a democracy it is.

M. Tremblay (Lotbinière): Mesdames, j'aimerais comprendre davantage le message qu'on doit tirer de votre mémoire. Tout à l'heure, un groupe nous disait qu'il fallait adopter des mesures législatives concernant les femmes violées. Quel message nous transmettez-vous? Voulez-vous vraiment que le Comité recommande un renforcement de la loi, une modification à la loi pour la rendre plus impérative? Je comprends mal. J'aimerais comprendre le message que vous voulez nous transmettre.

D'autre part, comment expliquez-vous le fait qu'il existe une loi et que, malgré cette loi, il y ait au-delà de 65,000 avortements dits illégaux? Est-ce qu'on ne devrait pas se demander si nos lois représentent vraiment la mentalité des gens? Est-ce que la loi va assez loin, compte tenu de la situation actuelle? Vous savez fort bien que l'interprétation de la loi est plus ou moins large, selon la province dans laquelle on se trouve. Comment les membres du Comité doivent-ils envisager le fait, fort bien connu, qu'un certain nombre de personnes vont au-delà de la loi?

Il y a une troisième dimension. Pas plus tard qu'hier, on nous faisait remarquer qu'à beaucoup d'endroits, la loi n'était même pas respectée. Je veux dire par là qu'il n'existe même pas de comités thérapeutiques à de nombreux endroits, surtout loin des grands centres. Sous quel angle devrions-nous envisager une solution à ce problème-là?

Ms Nora Mallory (Adviser, New Brunswick Coalition for the Protection of Human Life): I think what a lot of us are very nervous about, and what I am hearing coming back here again today, is we like to polarize this issue. We like to say, well, there are these people and there are these people. We are never going to please either one of them. So then we all say, well, let us just let things work; let us just see if we can deal with it day by day. But what is happening is exactly what you say. There are 65,000 abortions; and we know that 98% of them are for socio-economic reasons. Almost every study that has ever been done suggests that most Canadians do not want abortions to be done on demand. And when we say "on demand", when we say "for socio-economic reasons", I think most of us agree those two philosophies are pretty closely allied.

How do you enforce it? You mentioned rape.

[Translation]

famille très fort dans le milieu rural et il n'y a pas la même demande que dans les centres urbains.

De plus, les hôpitaux dans ces villages ont déjà porté un jugement en décidant d'avoir ou non leur propre comité d'avortement thérapeutique. Si nous ne sommes pas d'accord, nous allons devoir leur imposer nos normes, nos normes urbaines. D'aucuns prétendent que cela serait logique; mais je ne suis pas convaincu que cela soit le cas dans une démocratie.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Ladies, I would like to get a better grasp of the message you are conveying in your brief. One group stated earlier that we should pass legislation regarding women rape victims. What is your message? Do you really wish the Committee to recommend that the law be strengthened, that the law be amended and made more imperative? I have difficulty in understanding. I would like to understand the message you are conveying.

In addition, how do you explain the fact that a law exists and that, despite this law, there are over 65,000 so-called illegal abortions? Should we not ask ourselves whether these laws truly reflect popular thinking? Does the law go far enough in view of the present situation? You are well aware of the fact that the law is interpreted more or less loosely depending on the province. How should the Committee members deal with the well-known fact that some people act outside the law?

There is a third aspect. No later than yesterday someone pointed out that in many places the law was not even respected. By this I mean that in many places there are no therapeutic abortion committees particularly outside the major centres. How should we attempt to solve this problem?

Mme Nora Mallory (conseiller, Coalition du Nouveau-Brunswick pour la protection de la vie humaine): Je crois que beaucoup d'entre nous sommes mal à l'aise, et d'après ce que j'entends encore une fois ici aujourd'hui, j'ai l'impression que nous nous plaçons à diviser cette question. Nous aimons parler de tel groupe de gens par rapport à tel autre. Nous n'allons jamais contenter ni l'un ni l'autre. Alors, nous disons tous que nous devons donner libre cours aux choses; essayons simplement de voir si nous pouvons y faire face au jour le jour. Mais ce qui se produit est exactement ce que vous dites. Il y a 65,000 avortements; et nous savons que dans 98 p. 100 des cas il s'agit de raisons socio-économiques. La majorité des études qui ont été faites démontrent que la plupart des Canadiens ne veulent pas d'avortements sur demande. Lorsque nous disons «sur demande», lorsque nous parlons «de raisons socio-économiques», je crois que la plupart d'entre nous reconnaissons que ce sont deux philosophies liées.

Comment pouvons-nous le faire respecter? Vous avez parlé du viol.

[Texte]

• 1440

It is really nice to use that argument because it very quickly puts an organization like ours off on that side by using the rape issue. We should come back and we should occasionally ask what is the problem. Rape is the problem. Violence in our society is the problem, not the conception of a baby. But you focus on it and you miss the point that there are 65,000 abortions going on and that most Canadians do not agree with that.

Canadians feel helpless too because the sociological reasons are so complex and we cannot forget that. Just because they are complex do we give up and throw up our hands and go onward?

We are saying that the law as it was written I think had the right intent. Because it is difficult to administer and enforce, let us go back and start again. Maybe we have to. Maybe we have to look at it again, like the Law Reform Commissions are trying to establish some groups; the Canadian Bar Association is trying to. They are trying to look at it again.

Let us go back and look with our increased medical knowledge and scientific knowledge at what is an unborn baby. What is it? Let us relook at its status. That is what we are looking at: relook at it, perhaps maybe relook at the idea that a baby is not a person until it is issued from the womb as written. Let us look at those things.

But let us not throw up our hands. That is what we are saying: Let us not throw up our hands and say that the two people are so polarized that we cannot do anything about the 65,000 babies.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Maybe Mr . . .

The Chairman: Go ahead.

Mr. George Gilmour (Executive Director, New Brunswick Coalition for the Protection of Human Life): Just a couple of comments, please.

You ask how the law can possibly be enforced and how this can possibly be resolved. It was not that many years ago that the people in Canada generally had a very high regard and a high respect for the unborn child and there were very few abortions. Only after the medical profession decided that this was a need that was to be met did the numbers increase dramatically. They always provided abortions for truly therapeutic reasons, and they were carried out to save the life of the mother.

Since the law has come into the tremendous abuse that it is into now, we have abortion, as we said before, for reasons of convenience, and these are the solutions that are given to young girls, that are given to women to solve their problems. Granted, it would take more effort on the part of society to meet the needs and the requirements of these girls and these women than it would be to pay for an abortion. But this is the way society has geared itself so the physicians, when the girl comes in pregnant, will say that they can make arrangements

[Traduction]

C'est très joli d'invoquer cet argument, parce qu'en faisant intervenir la question de viol, cela classe immédiatement notre organisation dans une certaine catégorie. Mais nous devrions parfois nous demander quel est réellement le problème, et c'est le viol. C'est la violence de notre société qui constitue le problème, et non la conception d'un bébé. Mais c'est par cela que vous allez, en voulant ignorer qu'il y a 65,000 avortements qui ont lieu, contre la volonté de la plupart des Canadiens.

Mais les Canadiens se sentent également impuissants à agir, à cause de la complexité des motifs sociologiques, et c'est une chose que nous ne pouvons oublier. Mais faut-il nous avouer vaincus devant cette complexité, lever les bras au ciel et laisser faire?

Nous approuvons le texte et l'intention de la loi, mais puisqu'elle est difficile à administrer et à mettre en oeuvre, peut-être devrions-nous songer à la remanier. Peut-être devrions-nous la réexaminer, à l'instar de la Commission de réforme du droit, qui essaie d'établir certaines catégories, et de l'Association du Barreau canadien, qui toutes deux envisagent une réforme de la loi.

Avec l'élargissement de nos connaissances médicales et scientifiques, réexaminons également ce qu'est un bébé avant la naissance. Réexaminons quel est son statut, et remettons à l'étude la question de savoir si un bébé est effectivement un être humain une fois issu de la matrice. Ces notions doivent être revues.

Mais ne nous avouons pas vaincus au point de dire que l'opinion est tellement polarisée que nous ne pouvons rien changer au sort des 65,000 bébés.

M. Tremblay (Lotbinière): Peut-être monsieur . . .

Le président: Continuez.

M. George Gilmour (directeur, Ligue du Nouveau-Brunswick pour la protection de la vie): J'ai encore quelques observations, si vous le permettez.

Vous demandez comment il est possible d'appliquer la loi et de résoudre cette difficulté. Il n'y a pas si longtemps encore, les Canadiens, dans leur ensemble, avaient un grand respect pour la vie de l'embryon, et les avortements étaient rares. Ce n'est que lorsque la profession médicale y a vu une nécessité que les avortements ont proliféré. Les médecins avaient toujours procédé à des avortements pour des raisons authentiquement thérapeutiques, et certainement pour sauver la vie de la mère.

Mais depuis qu'on en est venu à abuser ainsi de la loi, on pratique les avortements pour des raisons de commodité, et c'est la solution que l'on offre aux jeunes filles, aux femmes pour se tirer d'affaire. Il est exact que la société devrait faire davantage d'efforts pour répondre aux besoins de ces jeunes filles et de ces femmes si on ne les autorisait pas à avorter, mais c'est la façon dont la société répond à cette difficulté, de sorte que les médecins, devant une jeune fille enceinte, lui proposeront un avortement comme solution à son problème.

[Text]

her to have an abortion and they offer this as the solution to her problem.

We are presently working—and most of our groups do work very seriously—with those organizations who provide assistance to girls who are pregnant out of wedlock. When these girls come forth for counselling and they are offered the kind of love and the kind of compassion and the kind of services that will meet their needs these girls very, very rarely will opt for abortion. Time and time again—and I am talking about very, very high percentiles—they will go on. With the assistance, with the help that is being offered to them, they will go on and carry their children, and these women are pleased that they have done this. When they have their child they are pleased.

The most vulnerable time—and this can be demonstrated scientifically—is in that second to third month. You have heard of the post-partum blues. There is a section between two or three months that is also a state of depression for the pregnant woman, and this is the time in which her decision is made.

That decision is not made in a vacuum. She is counselled by people such as Planned Parenthood, by pro-abortion physicians. I ask you what kind of a choice a young girl has who cannot meet her own needs but has society impose on her this kind of a solution to her problem. This is totally unacceptable.

It was not the case a few years ago, and it need not continue to be the case. There are solutions. All we have to do is to be willing to take the time and to spend the money and to see that these solutions are carried out in a humane way.

A lot of these girls . . . and just to bring your attention I will mention one. She came to my attention just a few months ago, a girl who lives in the City of Moncton. She was pregnant at 15. Her boyfriend decided that she should have an abortion, but she did not want one. He would sneak up behind her and punch her in the stomach to try to cause a miscarriage.

Finally, after wearing down, after months, she consented to the abortion. She was five and a half months pregnant. She had a saline procedure. The nurse who delivered the child delivered in the same way as a normal birth. The child was laid on her stomach while the afterbirth was delivered. She said it was the most traumatic experience in her entire life. I tell you that is not the kind of solution to offer girls in this society.

• 1445

That girl has undertaken the job of organizing a chapter of an organization called WEBA, which is quite prominent in the United States. It is called Women Exploited By Abortion. There is now a New Brunswick chapter, and she leads this chapter in Moncton.

M. Tremblay (Lotbinière): Monsieur, vous avez abordé une question à laquelle j'aimerais revenir. Que pensez-vous du principe qui veut que la femme soit maîtresse de son corps,

[Translation]

Les groupes qui ont adopté la même attitude que nous collaborent actuellement très sérieusement avec les organisations de secours aux filles mères. Lorsque ces jeunes filles cherchent une aide et qu'on les accueille avec compassion et amour, en leur offrant le genre de services qui répondent à leurs besoins, il est très rare qu'elles choisissent d'avorter. Très souvent—je parle de proportions très élevées—elles mèneront leur grossesse à terme. Avec l'aide qui leur est offerte, elles mettent leur bébé au monde, elles l'accueillent bien et en sont heureuses.

La période la plus vulnérable—c'est une constatation scientifique—se situe du deuxième au troisième mois. Vous avez entendu parler de la dépression qui suit l'accouchement; il existe de même une période de dépression de la femme enceinte, et c'est l'époque à laquelle cette décision est prise.

Mais cette décision n'est pas prise dans le vide, la jeune fille reçoit les conseils d'organisations pour la limitation des naissances, de médecins favorables à l'avortement. Peut-on parler d'un choix pour une jeune fille qui ne peut répondre à ses propres besoins, et à laquelle la société impose ce genre de solutions? C'est tout à fait inacceptable.

Il y a quelques années encore, la situation n'était pas la même, et rien ne dit qu'elle doive continuer ainsi. Il y a des solutions. Il nous suffit d'avoir la volonté de prendre le temps, de dépenser ce qu'il faut et de veiller à appliquer ces solutions avec humanité.

Un grand nombre de ces jeunes filles . . . mais permettez-moi de vous citer un cas. Il s'agit d'une jeune fille qui habite Moncton et qui m'a été signalée il y a quelques mois. Elle s'est trouvée enceinte à l'âge de 15 ans, son ami a décidé qu'elle devait avorter, mais elle ne le voulait pas. Il surgissait derrière elle et la frappait au ventre, pour provoquer une fausse couche.

Après quelques mois, de guerre lasse, elle a consenti à l'avortement. Elle était enceinte de cinq mois et demi, et on a pratiqué un avortement par solution saline. L'accouchement s'est fait de la même façon que pour une naissance normale, et l'infirmière a déposé le fœtus sur son ventre pendant l'expulsion du placenta. La jeune fille a parlé de cette expérience comme étant la plus traumatisante de sa vie. Ce n'est vraiment pas le genre de solution à proposer aux jeunes filles dans notre société.

Cette jeune fille a alors entrepris d'organiser un groupe affilié à une organisation dite WEBA, *Women Exploited By Abortion*, très important aux États-Unis. Il en existe maintenant un groupe au Nouveau-Brunswick, et cette jeune fille se trouve à sa tête.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Sir, you touched on a question about which I would like to hear more. What is your opinion of the notion according to which a woman has the right to dispose

[Texte]

particulièrement en ce qui concerne la contraception? Quelle est votre position à ce sujet?

Dr. Barry: We have no positions on contraceptives. There is no problem. We do have a position on abortion. Abortion is not a contraception.

Mr. Tremblay (Lotbinière): I know abortion is not a contraception, but I want your reaction on that.

Dr. Barry: No, we have no problem with that. We are upset about abortions.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Oh, I thought you would have some comments.

Mrs. Gilmour: No, I am just saying contraception is a woman's choice. Abortion is an altogether different thing. Before that, there is no baby involved.

Mr. Tremblay (Lotbinière): I know. I only wanted to know your reaction.

Mr. Gilmour: As a Planned Parenthood pamphlet said some years ago, contraception prevents the life of a child from ever starting; abortion terminates the life of the child which has already begun. I guess since that time they have somewhat changed their consensus.

The Vice-Chairman (Mrs. Browes): On behalf of the committee, I would like to thank you, the New Brunswick Coalition for the Protection of Human Life, for bringing your views to this parliamentary subcommittee. Thank you very much.

I would like to call on the next group, the Canadian Paraplegic Association, which has three representatives here. We have Joanne MacLeod, the Chairman of the New Brunswick division; Tom Parker, the Executive Director of the New Brunswick division; and Maureen Borland, the Employment Co-ordinator. Welcome to this parliamentary subcommittee hearing on equality rights.

As you have been here for the last couple of presentations, you know how we usually conduct the hearings. We allot about half an hour, and if you would like to make a presentation of your recommendations, viewpoints and comments, then we will have an opportunity for the Members of Parliament to ask some questions of clarification.

Ms Joanne MacLeod (Chairman, Board of Management, Canadian Paraplegic Association): Thank you, Madam Chairman. On behalf of the Canadian Paraplegic Association, I would like to welcome members of this parliamentary subcommittee to New Brunswick and to Fredericton in particular. We are very pleased you are here and we are counting on your help. I would also like to commend you on the foresight of having the sign language interpreters present at your hearings. I know they are not easy to come by, and I think it is tremendous that you did have the foresight to have them included.

What we plan to do is just make a few comments on the brief, maybe some things that are not included in our brief. You have our brief; then you can read it at your leisure. You

[Traduction]

of her body, particularly as far as contraception is concerned? What is your opinion on this matter?

Mme Barry: Nous n'avons pas d'opinion sur la contraception, nous n'y voyons pas de difficulté, nous sommes contre l'avortement, et l'avortement n'est pas la contraception.

M. Tremblay (Lotbinière): Je sais bien que l'avortement n'est pas la contraception, mais j'aimerais savoir ce que vous en pensez.

Mme Barry: Non, nous n'y voyons pas de difficulté, c'est contre l'avortement que nous nous élevons.

M. Tremblay (Lotbinière): Je pensais que vous auriez tout au moins certains commentaires.

M. Gilmour: Non, c'est à la femme de décider si elle veut appliquer la contraception mais avec l'avortement, la question se présente tout autrement, car il y a alors un bébé en jeu.

M. Tremblay (Lotbinière): Je le sais, mais je voulais connaître votre réaction.

M. Gilmour: Comme le disait il y a quelques années un prospectus du mouvement de planning familial, les méthodes contraceptives ont pour but d'empêcher l'éveil d'une vie, alors que l'avortement met fin à une vie qui existe déjà. Je pense que la position de ce mouvement a changé depuis.

La vice-présidente (Mme Browes): Au nom du Comité, je voudrais remercier la Ligue du Nouveau-Brunswick pour la protection de la vie d'être venue faire part au Sous-comité parlementaire de sa position. Merci beaucoup.

Je vais donner la parole au groupe suivant, l'Association des paralégiques du Canada, représenté par Joanne MacLeod, présidente de la Section du Nouveau-Brunswick; Tom Parker, directeur de la section du Nouveau-Brunswick, et Maureen Borland, coordonnatrice pour l'emploi. Je vous souhaite la bienvenue à l'audience sur les droits à l'égalité du Sous-comité parlementaire.

Puisque vous avez assisté à l'audition de ceux qui vous ont précédés, vous comprenez sans doute comment cela se passe généralement. Vous disposez d'environ une demi-heure, pendant laquelle vous pouvez nous faire un exposé de vos recommandations, positions et commentaires, et les députés pourront ensuite vous poser certaines questions.

Mme Joanne MacLeod (présidente, Conseil de direction, Association des paralégiques du Canada): Je vous remercie, madame la présidente. Au nom de notre association, je souhaite la bienvenue au Nouveau-Brunswick, et à Fredericton en particulier, aux membres du Sous-comité parlementaire. Nous sommes heureux que vous soyez venus et nous comptons sur votre aide. Je voudrais également vous remercier de l'excellente idée de vous être faits accompagner, pour ces audiences, des interprètes gestuels. Je sais qu'il n'est pas facile de les faire venir, et nous apprécions d'autant mieux votre prévoyance.

Nous nous contenterons de commenter brièvement notre mémoire, en ajoutant peut-être certains points qui n'y figurent pas, mais puisque vous avez ce document en main, il vous sera

[Text]

will have had a bit of background to fill in the blanks, perhaps, and you can ask us questions after.

The Canadian Paraplegic Association is a national organization, and we have divisions in 10 provinces at this time. We were founded in 1945 by a group of World War II veterans. We were founded because, when these veterans came back from a war as paraplegics and quadraplegics, they realized that there was a great need for something in society. They were not content to be shunted off to convalescent hospitals and to live out the rest of their lives as useless members of society. In the 1940s, with the discovery of antibiotics and things like that, the medical profession had prolonged the life of disabled persons, particularly paraplegics, and the paraplegic association is taking the life that the medical profession has given to the people and trying to add some quality to that life. Much of the work we do is directed to adding quality to the life of disabled persons.

• 1450

Why we are so happy that this parliamentary committee is formed and why you are here because, is over the years in our struggle for equality for disabled persons, it has often been a very uphill battle and often a very lonely battle. So we are pleased that you are with us. We think now, that with the Charter and with groups such as yourselves who are interested in promoting the interests of the minorities, visible minorities, maybe our battle is not going to be quite so lonely. So for that reason you have a double welcome.

Outlined in our brief are the many services we provide, and we are actually the division in New Brunswick, we in the Canadian Paraplegic Association are the advocacy for many things for disabled persons such as progressive human rights legislation, spinal cord injury research, disability prevention campaigns, improved building and community bylaws, and we are trying to make society more accessible to disabled persons. The group actually is the voice of the disabled persons from the time they leave the acute care hospital and return to their community, usually for the rest of their lives. It is our association that, from time to time, everyone turns to for help in some area.

There is one point I would like to make and bring to the attention of your committee. It is not written in section 15 but I think is what section 15 is all about, and is something I feel very strongly about. I mean the point that I, as a disabled person, am tired of subsidizing the able-bodied people in the rest of the world. There is a tendency to think that disabled people are parasites on society, and that other people are supporting them. That is not true. My tax dollars are being used to build buildings, transportation systems, even curbs on sidewalks that I cannot use, and every time you use them I am subsidizing you. And I am tired of it. So I am hoping that section 15 is going to put a stop to that.

[Translation]

loisible de le lire. Nous allons peut-être donner certains renseignements complémentaires et vous pourrez ensuite nous poser vos questions.

L'Association des paraplégiques du Canada est une organisation nationale et, à l'heure actuelle, nous avons des sections dans 10 provinces. L'Association a été fondée en 1945 par un groupe d'anciens combattants de la Deuxième Guerre mondiale. Si notre mouvement existe, c'est parce que ces anciens combattants, revenus de la guerre paraplégiques et quadriplégiques, se sont rendu compte à quel point une organisation s'imposait dans notre société. Ils n'ont pas accepté de se laisser renvoyer dans les hôpitaux de convalescents, et d'y passer le restant de leur vie à la charge de la société. Avec la découverte des antibiotiques et autres progrès médicaux des années 1940, la profession médicale est parvenue à prolonger la vie des infirmes, en particulier des paraplégiques, et notre association voudrait ajouter à la qualité de cette vie qui nous a été donnée par la profession médicale. C'est là l'objectif essentiel de notre organisation.

Si nous sommes heureux de la création de ce Comité parlementaire et de sa venue parmi nous, c'est que nous avons souvent mené un combat solitaire et acharné pour revendiquer l'égalité pour les infirmes, et c'est pourquoi nous sommes heureux de vous voir. Nous pensons maintenant qu'avec la Charte et avec des groupes comme le vôtre qui entendent défendre les intérêts des minorités, entre autres des minorités visibles, nous espérons trouver un allié en vous et c'est pourquoi vous êtes doublement bienvenus.

Nous dressons dans notre mémoire la liste des nombreux services que nous fournissons, et la division du Nouveau-Brunswick de l'Association des paraplégiques du Canada s'est faite le défenseur des infirmes sur de nombreux points, entre autres une législation éclairée sur les droits de la personne, la recherche sur les lésions de la colonne vertébrale, une campagne de prévention de l'invalidité, une amélioration des règlements sur les bâtiments et les collectivités, afin que la société soit plus accessible aux infirmes. Le groupe représente en fait les invalides à partir du moment où ils quittent l'hôpital pour se réinsérer dans la société, c'est-à-dire en général pour le restant de leur vie. C'est à notre association que chacun d'eux s'adresse à l'un ou l'autre moment pour demander une aide.

Il y a une question sur laquelle j'aimerais attirer l'attention de votre Comité. Elle ne figure pas expressément au paragraphe 15, mais elle répond bien à l'intention de la loi, et c'est un point sur lequel ma conviction est particulièrement forte. En tant qu'infirmes, je suis lasse de subventionner ceux qui sont sains et ingambes dans le monde. On a tendance à nous considérer comme des parasites, des gens qui dépendent des autres pour leur survie, mais c'est inexact. L'argent que je verse en impôts est utilisé pour la construction d'immeubles, de réseaux de transport, de routes et de trottoirs que je ne puis utiliser, mais chaque fois que vous les utilisez c'est moi qui vous subventionne, et je suis lasse de cette situation. J'espère donc que l'article 15 redressera cette injustice.

[Texte]

We do have the equality rights in the charter now but, certainly, there is not equality for disabled Canadians. That is something that we are striving to overcome. We know that disabled people can be self-sufficient, and we believe our laws should encourage them and help them to be so. Many of our present laws do not, and these laws we feel must be changed to allow disabled people in all of Canada to go about their business and to take part in community activities and in society the same as does non-disabled population.

I will give you an example of a couple of laws. The Aeronautics Act and the tariffs under the Canadian Transport Commission are things which need to be looked at and has to be looked at very quickly. In common law, the only people whom the common carriers could refuse to take were those who were obnoxiously drunk, very filthy, or had a loathsome disease. But that does not hold true for disabled people. Even if you happen to be sober and you check into an airplane terminal, you are just as apt to be told, no, you cannot travel today because . . . well, as near as I can figure out, maybe it is because the ticket agent got up on the wrong side of the bed that morning.

• 1455

You never know. When you go to check in, you do not know if they are going to allow you on the plane or not. One day they say fine, you can travel; the next day they say no, you have to have an able-bodied attendant with you. I would not mind if they could ever tell me what I would do with that able-bodied attendant, or if they would tell me if my able-bodied attendant would be a male or a female. If it were a male, I might be able to figure out what to do with him; but the female I am not too sure about.

It is a problem. We can say it does not happen now; but as recently as May of 1985 . . . I am sure you are aware of the situation in Saskatoon where the paraplegic woman was taken off an Air Canada plane after she was already on board. She had been travelling by herself since 1953. She was removed from the plane because she did not have an able-bodied attendant with her. She was leaving Saskatoon to go to Ottawa for a meeting.

I had a situation happen to me when I flew to Vancouver to attend meetings about three years ago. I had flown out alone, as I had been doing for more years than I think I will tell you about, and after I had finished my meetings and gone back to the airport with my \$800 ticket in my hand, they would not let me on the plane because I did not have an able-bodied attendant. So I was 3,000 miles from home and was not able to get on the plane without an able-bodied attendant. What they intended to do with me in Vancouver I do not know. That was CP Air. So I went around the corner and Air Canada said, oh, sure, we will transfer your ticket. So I flew home Air Canada. But that is a pretty serious problem: when you can get in one direction without an able-bodied attendant and then they decide no, they are not going to let you go home.

[Traduction]

La Charte nous accorde maintenant ces droits à l'égalité, mais il n'y a pas vraiment d'égalité pour les Canadiens infirmes. C'est une situation que nous voudrions voir changer. Nous savons que les personnes infirmes peuvent être autonomes, et nous pensons que nos lois devraient les y encourager et les aider à cette fin. Mais un grand nombre de nos lois actuelles n'en font rien, et ce sont ces lois qu'il faut modifier afin de permettre aux infirmes, partout au Canada, de vaquer à leurs affaires et de participer aux activités de la collectivité au même titre et de la même façon que la population qui n'est pas atteinte d'infirmités.

Je vais vous donner un exemple de certaines de ces lois. La Loi sur l'aéronautique et les tarifs, qui relève de la Commission canadienne des transports, devrait être réexaminée dans les plus brefs délais. D'après la loi, les transporteurs en commun n'ont le droit de refuser leurs services qu'à ceux qui sont en état d'ivresse patente, qui sont atteints d'une maladie répugnante ou qui sont couverts de crasse. Rien de cela ne s'applique aux infirmes. Mais même si vous n'avez aucune de ces caractéristiques et vous présentez aux départs dans un aéroport, vous risquez de vous faire dire que vous ne pourrez voyager aujourd'hui parce que . . . Mettons qu'il a pris une lubie au contrôleur, et qu'il s'est levé ce matin-là du mauvais pied.

On ne sait jamais. Lorsque vous vous présentez au pupitre, vous ne savez pas s'ils vont vous permettre de monter ou non à bord de l'avion. Un jour ils disent: allez-y, vous pouvez voyager; le jour suivant, ils disent que vous ne pouvez pas, que vous devez être accompagné. Ça ne me ferait rien s'ils pouvaient me dire ce que je peux faire d'un accompagnateur, ou si cette personne doit être un homme ou une femme. Si c'était un homme, je pourrais trouver ce que je pourrais faire avec; mais si c'est une femme, je n'en suis pas trop certaine.

De toute façon, c'est tout un problème. Je peux vous dire que cela ne se produit pas maintenant, mais tout récemment encore, en mai 1985 . . . je suis certaine que vous êtes au courant du cas à Saskatoon d'une femme paraplégique qui a été descendue d'un avion d'Air Canada après y être montée. Elle voyageait seule depuis 1953. Elle a été contrainte de quitter l'avion parce qu'elle n'était pas accompagnée. Elle se rendait à Ottawa pour assister à une assemblée.

J'ai été dans la même situation lorsque je me suis rendue à Vancouver par avion pour assister à des assemblées il y a environ trois ans. Je m'étais rendue là-bas toute seule comme je le faisais déjà depuis tellement d'années que je ne vous dirai pas combien, et après les réunions, je me suis rendue à l'aéroport avec mon billet de 800\$ en main, et ils ne m'ont pas laissée monter à bord parce que je n'étais pas accompagnée. J'étais donc à 3,000 milles de chez moi et je ne pouvais pas monter à bord sans être accompagnée. Je ne savais pas ce qu'ils avaient l'intention de faire avec moi à Vancouver. Je voyageais par CP Air. J'ai donc été au kiosque voisin et le représentant d'Air Canada m'a dit certainement, nous allons transférer votre billet. Je suis donc revenue sur les ailes d'Air Canada. Mais c'est tout de même un problème très grave: on

[Text]

For this reason I think the tariffs under the Aeronautics Act and the Canadian Transport Commission really have to be investigated. There is a silly tariff that says only two passengers in wheelchairs may travel on a DC-9. The biggest plane that flies out of Fredericton is the DC-9. Our national office is in Toronto, and quite often four paraplegics might be going up to our national meeting. We have to go on different days, because we cannot all go on the same plane. And there is no reason for it. They say it is a safety factor; but from the news lately, I do not think that holds much water either.

There is also the concept of the dignity of risk. If I am going to fly, I am taking the risk of being killed, the same as anybody else. If it means somebody else could jump out the window and I could not, that is just a fact of life. I take that risk every morning when I get out of bed, the same as everybody else does. I really do not think the transport companies should be allowed to get away with such flimsy and silly things.

Those are things I feel very strongly about myself. We have put a number of recommendations in our report for the committee to consider about the Aeronautics Act. I will give you one or two examples. One is that a flexibility standard be adopted that prohibits air carriers from requiring legal liability waivers from disabled passengers.

A second is that air carriers be required to accept the personal assessment of each disabled passenger on whether he or she is self-reliant. As near as I can understand, "self-reliant" in some terms means if you are able to feed yourself and get the oxygen mask to your own face. But other days some people on board say no, you must be able to walk down the aisle and you must be able to do this or that.

Another thing might sound very small to put in, but it is very important. It is that passengers be allowed to remain in their own wheelchairs until they reach their seat. A wheelchair is a very specialized, very personal thing; but as soon as you check into the airport, they take it away from you. They give you the one-size, fits-nobody chair and off you go. You are left stranded, probably for an hour or more.

My argument to them always is, well, every time an able-bodied passenger comes in, why did you not take their shoes away from them, issue them all a pair of size 12s or size 2s, and say, you walk around in these shoes for the next hour? Well, no; that is different. But it is not different. It is the same thing. It can be a very serious problem for people who have customized wheelchairs that fit a specific requirement for them. To me there is no need of it because my particular chair

[Translation]

vous laissez voyager dans une direction sans être accompagnée et tout à coup on décide qu'on ne vous laisse pas retourner chez vous.

C'est pourquoi je crois que les règlements appliqués en vertu de la Loi sur l'aéronautique et imposés par la Commission canadienne des transports doivent vraiment être étudiés à fond. Il y a un règlement stupide qui exige que seulement deux passagers, au plus, en chaise roulante peuvent voyager sur un DC-9. Le plus gros avion qui quitte Fredericton est un DC-9. Notre bureau national se trouve à Toronto et il arrive souvent que quatre paraplegiques se rendent à notre assemblée nationale. Nous devons nous y rendre à des jours différents étant donné que nous ne pouvons pas tous monter à bord du même avion. Il n'y a vraiment aucune raison pour cela. Ils disent que c'est pour des raisons de sécurité, mais d'après les dernières nouvelles, je ne crois pas qu'elles soient très bien fondées.

Il y a également le concept de dignité du risque. Si je voyage par avion, je prends le risque de mourir, exactement comme tout le monde. Si cela signifie que quelqu'un de bien portant peut sauter par la fenêtre et que moi je ne peux pas, c'est la vie. Je prends ce risque chaque matin lorsque je sors du lit, comme tout le monde. Je crois réellement que les compagnies de transport ne devraient pas pouvoir s'en tirer avec des choses aussi stupides.

C'est ce genre de choses qui m'horripilent le plus. Nous avons fait de nombreuses recommandations au sujet de la Loi sur l'aéronautique dans notre rapport à l'intention du Comité. En voici un ou deux exemples. L'une de ces recommandations est à l'effet qu'une norme de souplesse soit adoptée pour empêcher les transporteurs aériens d'exiger des handicapés une renonciation de toute responsabilité de la part du transporteur.

La deuxième est à l'effet que les transporteurs aériens doivent être obligés d'accepter la déclaration personnelle de chaque passager handicapé disant qu'il est indépendant. D'après ce que je peux comprendre, le terme «indépendant», signifie que vous êtes capable de vous nourrir vous-même et de porter le masque à oxygène à votre figure. Mais il y a des jours où certaines personnes à bord disent autrement, qu'il faut que vous puissiez marcher dans l'allée et que vous puissiez faire ceci ou cela.

Il y a une autre chose qui est peut-être insignifiante pour vous mais qui est très importante pour moi. Les passagers doivent pouvoir rester dans leur propre chaise roulante jusqu'à ce qu'ils arrivent à leur siège. Une chaise roulante est une chose très spécialisée, très personnelle. Mais dès que vous vous enregistrez dans un aéroport, on vous l'enlève. On vous donne la chaise uniformat, bonne pour personne et on vous assoit là. On vous laisse là, probablement une heure et même plus.

Je leur dis toujours que toutes les fois qu'un passager bien portant arrive, ils devraient lui enlever ses souliers, et lui donner une paire de souliers de pointure 12 ou 2, et lui dire qu'il marche avec ces souliers pendant une heure. Eh bien non, ça c'est différent. Mais ce n'est pas du tout différent pour moi. C'est tout à fait la même chose. Cela peut être un problème très grave pour une personne qui a une chaise roulante personnalisée. Ce n'est pas nécessaire dans mon cas car mon

[Texte]

will go down the aisle of a plane to the front seat. I can transfer myself from the chair on to the seat. If they put me in one of theirs, I am completely helpless. I cannot do anything; they have to lift me. They are causing both themselves and me a lot more work and a lot more difficulty.

• 1500

Accessibility standards should be drafted to achieve the greater integration of services in transportation systems. The standard should be drafted in consultation with disabled persons. In that area, I think something that should be done is that there should be disabled people on things like the Air Canada board. If there was a qualified disabled person on a board like that, or the Canadian Broadcasting Corporation, or the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission—there should be disabled people on all those boards, and I think if the government set the example by including disabled people on boards such as that, in high-profile positions, the private sector would be more apt to follow, because they would realize that they are missing out on qualified people.

At this point, I would ask Maureen Borland, who is our employment coordinator with the New Brunswick Division, to make a few points.

Ms M. Borland (Employment Coordinator, Canadian Paraplegic Association): The experience of CPA—we have been in business for 40 years in the rehabilitation business. The literature, in our experience, shows that the end result of rehabilitation is reintegration in the community. How people measure reintegration in the community is usually by the job or by our income. The things I am going to talk to you today about are income, labour laws, education and employment.

In income, we would support the three obstacles—recommendations 39, 40 and 42; 39 talked about disability insurance. On that, we just make one point, that we would like it to cover all disabled employees and their families. Under the Canada Pension Plan, I would like to see some changes made to provide for the special needs of disabled people, and to provide a trial return to work, without loss of all future benefits. Under the Canada Assistance Plan, we would like to see the increase of liquid assets exemption to allow for all the costs of disability.

On the cost of disability, the experience in our division—and I happen to do the math on most of these cases—shows us that in some cases a quadriplegic can use as much as \$3,000 a year on medication. That does not include wheelchairs and all the other paraphernalia of the disability. It becomes very, very expensive. If that could be added as an exemption, it certainly would go a long way to assisting that program.

[Traduction]

fauteuil peut se déplacer dans l'allée jusqu'au siège avant de l'avion. Et je peux me déplacer moi-même de mon fauteuil au siège. S'ils me mettent dans un de leurs fauteuils, je suis complètement démunie, je ne peux rien faire. Ils doivent me soulever et ainsi, ils se donnent, et me donnent, beaucoup plus de mal.

Les normes relatives à l'accessibilité des handicapés devraient être élaborées pour assurer l'intégration maximale des services dans les réseaux de transport. La norme devrait être établie en consultation avec les handicapés. Dans ce secteur d'activités, je pense que les handicapés devraient siéger par exemple, au conseil d'administration d'Air Canada. Si un handicapé compétent pouvait siéger à un conseil comme celui-là, ou au conseil de la Société Radio-Canada ou au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes—une personne handicapée devrait siéger à chacun de ces conseils, et je pense que si le gouvernement donnait l'exemple en faisant siéger des personnes handicapées au conseil d'administration d'organismes de ce genre, à des postes élevés, le secteur privé serait plus enclin à suivre l'exemple car les dirigeants d'entreprises se rendraient compte qu'ils rejettent des personnes qualifiées.

Maintenant, je cède la parole à Maureen Borland, coordonnatrice en matière d'emploi dans notre division du Nouveau-Brunswick.

Mme Borland (coordonnatrice en matière d'emploi, Association canadienne des paraplégiques): Notre association travaille dans le secteur de la réadaptation depuis 40 ans. À notre avis, selon toute la documentation que nous avons consultée, le résultat final de la réadaptation est la réintégration dans la société. Et, aux yeux du public, la réintégration sociale se mesure habituellement par l'occupation d'un emploi ou par le revenu. Aujourd'hui je vais vous entretenir du revenu, des lois du travail, d'éducation et d'emploi.

En ce qui concerne le revenu, nous sommes d'accord avec les recommandations 39, 40 et 42 du rapport Obstacles. La recommandation 39 porte sur l'assurance-invalidité. À cet égard, nous aimerions que cette assurance touche tous les employés invalides et leur famille. J'aimerais que certaines modifications soient apportées au Régime des pensions du Canada pour répondre aux besoins spéciaux des personnes handicapées et pour leur permettre de tenter un retour au travail sans qu'elles perdent tous leurs avantages futurs. En ce qui concerne le Régime d'assistance publique du Canada, nous aimerions que le montant de l'exemption touchant les biens liquides soit augmenté pour couvrir tous les frais inhérents à l'invalidité.

Quant au coût de l'invalidité, l'expérience acquise dans notre division—et il se trouve que je fais les calculs dans la plupart des cas—montre que dans certains cas, un quadraplégique peut consacrer jusqu'à 3,000\$ par année pour l'achat de médicaments. Et cela n'inclut pas les fauteuils roulants et tout le matériel dont il a besoin. Cela devient très, très coûteux. Si le montant de l'exemption était modifié pour absorber ces coûts, cela améliorerait certainement le programme.

[Text]

Under the labour laws, I am particularly fascinated by the labour law that allows payment of less than minimum wage to a disabled worker. I am currently working with a New Brunswick client who is quite excited about the Charter of Rights because he has been in a training position in a sheltered employment for 19 years. We have recently negotiated to increase his wage to \$200 a month. He is looking at what this means to him. Certainly he receives social assistance besides this \$200, but he would like to change his life. We think that it is time for a change, particularly in that act.

We would like to be sure that education, under the National Training Act, continues and that full participation of all disabled students is encouraged.

The Vocational Rehabilitation of Disabled Persons Act... we would recommend an expansion of the program that is offered under the act. Currently, it is not universally allowable that we provide attendant care or technical aids on the job site if somebody is returning to work for a trial return to work. The program under the VRDP also does not really allow for the retraining of a disabled worker who already has an employable skill. The number one problem I would have with the VRDP program is that, in order to receive service under that program, you have to have what is defined as an identifiable vocational goal. I have been attending those board meetings for several years now and have found that the definition of that changes with the weather.

• 1505

Under employment, the Canadian Paraplegic Association is very interested in supporting mandatory affirmative action programs. We would like to see the creation of a position called an affirmative action officer, and that officer would work inside industry to eradicate some of the systemic discrimination our clients are looking at.

We would like to start training personnel managers about the nature of disability and what the abilities of the disabled worker are. We would like to see increased financial support from Canada Employment to offer on-the-job training to disabled workers who are going to work back into the community. We would like to encourage tax benefits for the development of both affirmative action programs and for physical access to the workplace.

I would like to stop and introduce you to Tom Parker, who is the executive director of our association. He is going to speak about income tax.

Mr. Tom Parker (Executive Director, Canadian Paraplegic Association): Thank you, Maureen.

Personal income tax has over the years been modified to acknowledge some of the extra expenses that a disabled person

[Translation]

Par ailleurs, je suis particulièrement fascinée par la loi du travail qui autorise le paiement aux travailleurs handicapés de salaires inférieurs au salaire minimum. Je travaille actuellement pour un client du Nouveau-Brunswick pour qui la Charte des droits et libertés suscite beaucoup d'espoir car il occupe un poste d'apprenti dans un atelier protégé depuis 19 ans. Nous avons négocié récemment pour qu'il obtienne un salaire de 200\$ par mois. Il considère ce que cela représente pour lui. Bien sûr, il reçoit de l'aide sociale en plus de ses 200\$, mais il aimerait améliorer sa qualité de vie. Nous estimons qu'il est temps de changer les choses, particulièrement en ce qui concerne cette loi.

Nous aimerions nous assurer que les programmes d'éducation prévus par la Loi nationale sur la formation se poursuivent et que la pleine participation de tous les étudiants handicapés soit encouragée.

En ce qui touche la Loi sur la réadaptation professionnelle des invalides... nous aimerions que le programme offert en vertu de cette loi soit élargi. À l'heure actuelle tous les travailleurs invalides n'ont pas droit aux services d'un préposé ou à des aides techniques sur le lieu de travail s'ils décident de tenter un retour au travail. De plus, cette loi ne permet pas vraiment à un travailleur invalide ayant déjà une compétence de se recycler. À mon avis, la principale difficulté entraînée par l'application du programme prévu par la Loi sur la réadaptation professionnelle des invalides réside dans le fait que les services fournis en vertu de ce programme doivent avoir un objectif professionnel identifiable. J'ai participé aux réunions de conseils d'administration pendant plusieurs années et j'ai constaté que la définition de cet objectif change au jour le jour.

Au chapitre de l'emploi, l'Association canadienne des paraplégiques est très intéressée à appuyer la mise en oeuvre de programmes d'action positive obligatoires. Nous proposons la création d'un poste de responsable de l'action positive dont le titulaire travaillerait dans l'industrie pour éliminer une partie de la discrimination systématique dont nos clients sont victimes.

Nous aimerions que les gestionnaires du personnel commencent à apprendre ce qu'est l'invalidité et quelles sont les capacités des travailleurs handicapés. Nous aimerions que Emploi et Immigration Canada augmente son aide financière pour la formation sur le tas des travailleurs handicapés qui veulent retourner au travail. Nous aimerions aussi que des encouragements fiscaux soient prévus pour la mise en oeuvre de programmes d'action positive et pour assurer l'accès des handicapés aux lieux de travail.

Je veux maintenant vous présenter Tom Parker, directeur exécutif de notre association. Il va vous parler de l'impôt sur le revenu.

M. Tom Parker (directeur exécutif, Association canadienne des paraplégiques): Merci, Maureen.

Les règlements concernant l'impôt sur le revenu ont changé au cours des ans pour tenir compte de certaines des dépenses

[Texte]

experiences in normal life. Some of the expenses that Maureen has illustrated are now allowable as income tax exemptions. We think there is a good precedent there that could be extended into the private sector, where a building owner may be offered a tax benefit in order to bring his building up to an accessibility compliance state.

The National Building Code, which will be introduced in September and adopted across the country, will require all types of building construction to incorporate a variety of access features, not only for those in wheelchairs, but for people with hearing difficulties, the blind, etc. These kinds of provisions eventually will be in all buildings. But the building code only affects new construction or major renovation, so we encourage government to take a look at the existing building stock which currently has a considerable number of barriers included in it. From our experience, the changes needed are frequently not very expensive, but when you are trying to get someone into a job, for example, or move them from one work location to another in a company, there may be need of modifications that fall outside of existing program guidelines. If there were some way of compensating the owner of the building, or the tenant, financially so that it was less of a disincentive, it would certainly help our problems of getting out into the world.

The other aspect of the Income Tax Act is in regard to the definition of disability, and it currently differs somewhat from what is included in the Human Rights Act. I think they should be brought into synchronization.

Thank you.

The Chairman: Thank you very much for your presentation which has been as many others we have received from people speaking to the concerns of Canadians being able to play a full role and realize their potential in the mainstream of Canadian society. We have heard many submissions right across the country. As in this one we have just heard, there have been very clear recommendations about specific statutes and programs and practices that can be changed, quite often not involving very much money. It is not often a big ticket item, it is a question of sensitivity and awareness.

You had that one suggestion about Canadians who have certain handicaps being appointed to boards of directors and so on; to be in those positions and help with the sensitizing that is still needed in some quarters to have people aware of how much can be done with even a little effort if there is awareness. It is very helpful to us to have those specific kinds of illustrations you have given.

• 1510

I personally have a number of questions I would like to ask, because this is a subject of strong personal interest and commitment on my part; but I know that other members do, so

[Traduction]

supplémentaires qu'un handicapé doit faire dans le cours normal de sa vie. Certaines des dépenses dont Maureen a parlé peuvent maintenant faire l'objet d'exemptions fiscales. Je pense qu'il s'agit là d'un heureux précédent qui pourrait influencer le secteur privé; par exemple, on pourrait offrir un encouragement fiscal au propriétaire d'un immeuble pour qu'il fasse en sorte que son immeuble soit accessible aux handicapés.

Le nouveau Code national du bâtiment qui s'appliquera à compter de septembre dans tout le Canada exige que différents moyens d'accès aux handicapés soient prévus au moment de la construction de tout immeuble, non seulement pour les personnes qui se déplacent en fauteuil roulant, mais aussi pour celles ayant des problèmes d'audition, pour les aveugles, etc. À la longue, ces normes s'appliqueront à tous les immeubles. Mais le Code national du bâtiment ne touche que les nouveaux immeubles ou les rénovations importantes; c'est pourquoi nous encourageons le gouvernement à considérer les immeubles existants qui comportent énormément d'obstacles pour les handicapés. D'après notre expérience, les changements nécessaires sont souvent très peu coûteux, mais lorsqu'il s'agit, par exemple, de trouver un emploi à un handicapé ou de le déplacer d'un lieu de travail à un autre dans une entreprise, il faut apporter des modifications qui débordent le cadre du programme actuel. Si l'on pouvait compenser financièrement le propriétaire, ou le locataire, d'un bâtiment afin de l'inciter à faire des changements, cela nous aiderait certainement à nous intégrer dans la société.

L'autre aspect de la Loi de l'impôt sur le revenu qui retient notre attention est la définition de l'invalidité, qui diffère quelque peu de celle contenue dans la Loi canadienne sur les droits de la personne. Je pense que la définition de l'invalidité devrait être uniformisée.

Merci.

Le président: Je vous remercie beaucoup pour votre témoignage qui s'inscrit dans la même ligne que les nombreux autres que nous avons reçus et qui visent à ce que les Canadiens handicapés puissent jouer entièrement leur rôle et réaliser leur potentiel dans notre société. Nous avons entendu beaucoup de témoignages d'un bout à l'autre du Canada. Tout comme vous, d'autres témoins ont formulé des recommandations très claires concernant des lois, des programmes et des pratiques précis qui peuvent être modifiés, très souvent sans faire de grandes dépenses. C'est souvent une simple affaire de sensibilisation plutôt qu'un chambardement complet.

Vous avez suggéré que des Canadiens handicapés soient nommés à des conseils de direction pour faire un travail de sensibilisation nécessaire dans certains milieux, pour montrer aux gens que beaucoup de choses peuvent être faites sans grand effort, à condition de faire preuve de bonne volonté. Les suggestions très précises que vous nous avez faites nous sont très utiles.

J'ai moi-même un certain nombre de questions à poser, parce qu'il s'agit d'un sujet qui m'intéresse personnellement et auquel je suis fortement lié par mes engagements; mais je sais

[Text]

we will begin with Roger Clinch, from Gloucester constituency in New Brunswick.

Mr. Clinch: Thank you, Mr. Chairman. I would like to address a couple of questions to Ms Borland with regard to employment. Do you liaise with the employment centres with regard to placement?

Ms Borland: Yes, sir. The Canadian Paraplegic Association of New Brunswick has a contract with Canada Employment and Immigration under the Outreach Program, and I am one of those workers. So we liaise with the CEIC offices throughout the province.

Mr. Clinch: But in each regional office of CEIC, would you have somebody there who tries to put forward the position that . . . ?

Ms Borland: No. We have four staff, paraplegic staff counsellors. In your county there is in fact a paraplegic employment counsellor; he is in Canada Employment and Immigration, but he is our employee.

Mr. Clinch: He is not in the employ of CEIC.

Ms Borland: No.

Mr. Clinch: I see. Now, what kind of input do you have when there are federal programs announced? What kind of input do these people have in the placement of people with handicaps?

Ms Borland: Our primary job is to get mobility-impaired people job ready. So we work at getting them into school, getting them ready to go on the market. Then we have full access to every Canada employment program, and we use it. For example, in the old Canada Works projects we would offer at least \$250,000 each time they would come up, but our association would not sign them. They would go to organizations and groups we would be working with around the province.

Mr. Clinch: What was your experience of the Challenge '85 program in that regard?

Ms Borland: I did not use Challenge '85.

Mr. Clinch: You did not use Challenge '85 at all?

Ms Borland: No.

Mr. Clinch: We are anticipating the announcement of a number of programs within the next week or 10 days. Have you been briefed on any of these programs?

Ms Borland: Oh, yes.

Mr. Clinch: Fully briefed?

Ms Borland: Yes. All our staff have been invited into the CECs in their areas and have gone through the training with the workers at the Canada Employment Centres. We already have plans on how to spend some of the funds.

[Translation]

que c'est le cas d'autres membres également, alors nous commencerons avec Roger Clinch, de la circonscription de Gloucester, Nouveau-Brunswick.

M. Clinch: Merci, Monsieur le président. J'aimerais poser une ou deux questions à Madame Borland en rapport avec l'emploi. Êtes-vous en contact avec les centres de main-d'oeuvre pour les questions de procuration d'emploi?

Mme Borland: Oui monsieur. L'Association canadienne des paraplégiques du Nouveau-Brunswick est en contact avec Emploi et Immigration Canada dans le cadre du programme Extension et je suis l'une des personnes qui y travaille. Nous sommes donc en communication avec les Centres de main-d'oeuvre et d'immigration du Canada dans toute la province.

M. Clinch: Mais dans chaque bureau régional des Centres de main-d'oeuvre, y a-t-il quelqu'un qui s'occupe de faire entendre le point de vue de . . . ?

Mme Borland: Non. Nous avons quatre agents, il s'agit en fait de conseillers responsables des dossiers des paraplégiques. Dans votre circonscription, il y a un conseiller responsable de l'emploi des paraplégiques; il est à Emploi et Immigration Canada, mais il s'agit d'un de nos employés.

M. Clinch: Il n'est pas à l'emploi du Centre de main-d'oeuvre.

Mme Borland: Non.

M. Clinch: Je vois. Bon, de quels types d'intrants disposez-vous quand des programmes fédéraux sont annoncés? De quels types d'intrants sont responsables ces personnes chargées de procurer des emplois aux handicapés?

Mme Borland: Notre tâche principale est de préparer les personnes handicapées sur le plan de la mobilité. Nous voyons donc à leur formation de façon à ce qu'elles soient prêtes à entrer sur le marché du travail. Ensuite, nous avons accès à chaque programme d'emploi du Canada, et nous utilisons ces ressources. Par exemple, dans les anciens projets Canada au travail, nous pouvions offrir au moins 250,000\$ chaque fois qu'un nouveau programme était lancé, mais notre association ne voulait pas les signer. Ces fonds allaient à des organisations et à des groupes avec lesquels nous travaillons dans la province.

M. Clinch: Qu'avez-vous retenu du programme Défi 85 à cet égard?

Mme Borland: Je n'ai pas utilisé Défi 85.

M. Clinch: Vous n'avez pas utilisé Défi 85?

Mme Borland: Non.

M. Clinch: Nous nous attendons à l'annonce d'un certain nombre de programmes au cours de la prochaine semaine ou dans les 10 jours. Avez-vous été informée de l'un ou l'autre de ces programmes?

Mme Borland: Oh oui.

M. Clinch: Pleinement informée?

Mme Borland: Oui. Tous nos agents ont été invités au Centre de main-d'oeuvre de leur région et ont reçu une formation avec les travailleurs des Centres de main-d'oeuvre.

[Texte]

Mr. Clinch: How much success are you having with placement?

Ms Borland: Last year we had 126 placements. Now, that is a really high rate for the unemployment of this province and because of the severity of the disability we are dealing with.

Mr. Clinch: So generally, your bottom-line comment would be that you are relatively satisfied with the co-operation you are receiving in this area?

Ms Borland: Oh, yes. Recently, under the National Training Act we made a submission to the CEIC regional office about the needs of quadraplegics in New Brunswick. We were not really making a break on placing a quad in the work setting, so we took a proposal for a computer course to the federal government. It was funded to the tune of \$120,000. Community college put the course into place for us. The VRDP Act paid for members of the disabled community to move from Bathurst and from Saint John into the Moncton region to go to school. Nine fellows graduated last Friday. Out of the nine, four already have jobs; we anticipate the other five will go to work.

Mr. Clinch: Very good; congratulations. Keep it up.

Ms Borland: Thank you.

The Chairman: Maurice Tremblay.

M. Tremblay (Lotbinière): Merci, monsieur le président.

Je n'ai pas vraiment de questions à vous poser. Je voudrais simplement vous féliciter pour votre magnifique mémoire, et surtout pour l'aspect pratique de vos recommandations.

Je pense que nous avons atteint un point de non-retour. Il faut penser à des programmes obligatoires plutôt qu'à des programmes volontaires. Si j'ai bien compris vos observations, vous invitez les membres de ce Comité à aller dans cette direction.

Je vous félicite, car cela me semble tout à fait approprié.

Le président: Madame Finestone.

Mrs. Finestone: Thank you, Mr. Chairman. First I want to tell you that it is so delightful to have a brief presented in a comprehensive, sequential, and certainly very clear way. It gives us as a committee some very specific areas in which we can recommend the changes that are obviously needed. But when you do it with that kind of humour it lightens a very heavy-hearted situation, and I think you are to be commended. I guess that is what gets the world by.

[Traduction]

Nous avons déjà des plans sur la façon de dépenser une certaine partie des fonds.

M. Clinch: Avez-vous eu beaucoup de succès dans votre travail de procuration d'emplois?

Mme Borland: L'année dernière, nous avons procuré 126 emplois. Il s'agit d'un chiffre très élevé compte tenu du chômage dans notre province et de l'importance des handicaps des personnes que nous avons à placer.

M. Clinch: Ainsi, de façon générale, diriez-vous que vous êtes relativement satisfaite de la coopération que vous avez reçue à cet égard?

Mme Borland: Oh oui. Récemment, en vertu de la Loi nationale sur la formation, nous avons présenté un mémoire au Bureau régional du Centre de main-d'oeuvre au sujet des besoins des quadraplégiques du Nouveau-Brunswick. Intégrer un quadraplégique dans le milieu de travail n'est pas une innovation, nous avons donc dû accepter une proposition concernant un cours d'informatique au gouvernement fédéral. Il était financé à raison de 120,000\$. Le collège communautaire a organisé ce cours pour nous. Les frais de déménagement des membres de la communauté handicapée, de Bathurst et de Saint-Jean à la région de Moncton, ont été défrayés en vertu de la Loi de la réadaptation professionnelle des invalides. Neuf handicapés ont obtenu leur diplôme vendredi dernier. De ces neuf personnes, quatre ont déjà des emplois; nous nous attendons à ce que les cinq autres trouvent du travail.

M. Clinch: Très bien, félicitations. Continuez.

Mme Borland: Merci.

Le président: Maurice Tremblay.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Thank you, Mr. Chairman.

I do not really have questions to ask. I simply wanted to congratulate you for your submission and also for the pragmatism of your recommendations.

I think that we have reached the point of no return. We have to think of compulsory programs rather than voluntary programs. If I understood well your observations, you invited the members of this Committee to go in that direction.

Let me congratulate you again, because it seems to me that it was the right thing to do.

The Chairman: Mrs. Finestone.

Mme Finestone: Merci, Monsieur le président. J'aimerais d'abord vous dire qu'il est très agréable de voir un mémoire exhaustif, méthodique et certainement très bien présenté. Il présente à notre Comité des points très particuliers pour lesquels nous pouvons recommander des changements qui sont, de toute évidence, nécessaires. Mais lorsque vous le faites avec ce type d'humour, cela allège une situation très pénible et je pense qu'il faut vous en louer. Je pense que c'est ce qui fait tourner le monde.

[Text]

• 1515

I loved that: you are tired of supporting the able-bodied. That was just marvellous, and it is true.

I think the thing that is wrong with our society with respect to our looking at the disabilities is the fact that we use that word "disability" and forget to focus on ability. I think that maybe we have to refocus, maybe even reword, so we stop thinking disability. I heard you use the term of the "dignity of risk". It is a term that was new to me five months ago, but it is one I have now learned not only to understand but to respect, and certainly I would hope that the changes we bring about in the revisions we will propose will allow that dignity of risk to manifest itself in all situations.

I agree with everything you said. I cannot see a thing in here that I would not see as important to change, including encouraging through affirmative action appointments to boards wherever—I do not like the term "role model", but that is what I would have to use—could indicate normalcy of life and normal participation and the best use of all citizens.

Yesterday or the day before in Prince Edward Island we heard a brief from the handicapped with respect to the integration—I think it was the one about the mentally handicapped—and the need not to evaluate the job based on salary but to evaluate the job and the placement based on the best benefit to the recipient. They called it the bridging time, to allow for a degree of bridging time before you would even start to consider the payment schedule.

As there is a pay scale against which you must measure the productivity of the person, it therefore precludes the potential for growth in a normal atmosphere—if you can find a word "normal" for society, but anyway—in what is the ordinary marketplace. They gave some very moving testimony to some experimental programs they had had with the mentally handicapped, who functioned far better in a normal work environment than they did in a workshop environment. In the workshop environment the demonstration of acting out behaviour manifested itself much more acutely than it did in the normal work environment.

It was only because of the goodwill of the employer that these experiments could take place because by labour law and by labour code it was considered exploiting and the unions did not seem to be very... I do not mean it in a negative sense, but by union contracts it goes against the very contract and so there is a tendency to have a bureaucracy on the union side as well as on management's side.

I wonder if you have some observations in that regard.

Ms Borland: First, on the union side it is time we started to challenge unions because they are now experiencing and have experienced many members in their own brotherhood who have become disabled by doing their own jobs and who want back in. I have worked in the mills in New Brunswick talking

[Translation]

J'ai aimé ça: vous êtes fatigués de soutenir les bien-portants. C'était tout simplement merveilleux, et c'est la vérité.

Je pense que l'erreur de notre société dans sa manière de voir les handicaps est de se concentrer sur l'incapacité et d'oublier les capacités. Je pense que nous devrions peut-être cesser de penser en termes d'incapacité. Je vous ai entendu employer l'expression «dignité du risque». C'est une expression que je ne connaissais pas il y a cinq mois, mais j'ai appris non seulement à la comprendre mais aussi à la respecter et je souhaite sincèrement que les changements que nous présentons dans les révisions que nous proposerons permettront à cette dignité du risque de se manifester dans toutes les situations.

Je suis d'accord avec tout ce que vous avez dit. Je ne vois rien ici que je ne trouverais pas si important de changer, y compris encourager, par l'intermédiaire d'actions positives, les nominations aux conseils d'administration, partout. Le rôle type (je n'aime pas cette expression, mais c'est celle que je devrais utiliser) pourrait définir ce que sont une vie sociale normale, une participation normale et le meilleur parti qu'on peut tirer de tous les citoyens.

Hier ou avant-hier, à l'île-du-Prince-Édouard, nous avons entendu un exposé de personnes handicapées portant sur l'intégration (je crois que c'était celui sur les handicapés mentaux) et la nécessité d'évaluer le travail non pas en fonction du salaire, mais plutôt d'évaluer le travail et le placement en fonction des avantages qu'en retire l'intéressé. Ils appellent cela la période de transition. On prévoit une certaine période de transition avant même de commencer à étudier le programme de rémunération.

Puisque la productivité de la personne doit être mesurée en fonction d'un système de rémunération, cela exclut la possibilité de croissance en milieu normal (si on peut dire que la société est normale, mais passons) à l'intérieur du marché du travail ordinaire. Ils nous ont donné un compte rendu émouvant de certains programmes expérimentaux qu'ils ont faits avec les handicapés mentaux, qui fonctionnaient beaucoup mieux dans un milieu de travail normal que dans un atelier protégé. Dans un atelier protégé, ils avaient plus tendance à s'exciter que dans un milieu de travail normal.

C'est seulement grâce à la bonne volonté des employeurs que ces expériences ont pu avoir lieu, parce que selon la loi du travail et le code du travail, c'était de l'exploitation et les syndicats ne semblaient pas très... Je ne le dis pas dans un sens négatif, mais d'après les conventions syndicales, cela va à l'encontre de la convention même et en plus il y a une certaine tendance à la bureaucratie du côté des syndicats autant que du côté des patrons.

Je me demande si vous avez certains commentaires à faire à ce sujet.

Mme Borland: D'abord, du côté des syndicats, il est temps que nous les fassions réfléchir parce que maintenant, comme dans le passé, beaucoup de leurs membres sont devenus handicapés par suite d'accidents du travail et veulent reprendre leur place. J'ai travaillé dans les moulins au Nouveau-

[Texte]

to them and starting to challenge them: Do not say that another disabled person cannot come here to work if you are in fact looking at your own brotherhood and somebody is coming back to work here. So they needed the education that they could modify jobs, that inside a pulp mill there is a job for an amputee and so on.

As far as the mentally handicapped person going on the job is concerned, we have tried a couple of things here, although that is not our target group. We help out every once in a while on somebody else's target group. The employer does not want to pay the going wage.

• 1520

We can understand why he might not want to pay that. But in my experience in dealing with disabled clients, and many other kinds of clients, it is very difficult to talk to somebody about going to work and then say to them, well, you are not going to be paid. Everybody else who goes to work gets paid. So sometimes what we have done is we have hidden the payment, if you wish. Instead of the employer putting the salary in up front, the social services cheque the person is getting comes in the pay packet from the employer.

It is not really what I would like to see at all. If a person is going on a job, Canada Employment and Immigration would pay 85%. In most provinces the province picks up the other 15% for six months. That is 100% of the salary. That is not really a very big gamble for an employer to give somebody a trial.

The Chairman: I was very taken by the idea of using incentives under the Income Tax Act for the development of accessible buildings and modifications in buildings in the broadest sense of access. I know a lot of buildings get a ramp put up to a door and then they are called "accessible". That may be, for people who are in mobile chairs, but for people who are deaf, for example, until you have alarms that are flashing alarms... visually impaired... A lot of things involving access when it comes to handicapped people and public buildings are broader than I think the current popular notion of what that is is.

What I would like really to ask about has to do with transportation facilities and services, and your comments about those. I see a lot there that really draws on, I guess, what Ed Ratushny discussed in his report. Of course the government has disbanded that large, 30-member advisory committee on the handicapped and transportation and has replaced it with, I think, a 13-member implementation committee. David Baker and I—David and I are old friends from law school days—work on this issue very much now. We went to meet with Mr. Benoit when he was still Minister responsible for that, prior to the last shuffle, to look at what was actually happening in implementing.

All the ideas you suggest... I cannot speak yet for the entire committee, because we have to discuss this, but I would think there generally would be consensus to move in recom-

[Traduction]

Brunswick, je leur ai parlé et je les ai disputés: Ne me dites pas qu'une autre personne handicapée ne peut pas venir travailler ici quand en fait, dans votre syndicat, il y a des handicapés qui viennent reprendre leur place. Il faut leur montrer qu'ils pourraient modifier les tâches, que dans un moulin à papier, il y a de la place pour un amputé aussi.

Quant à l'intégration des handicapés mentaux au marché du travail, nous avons fait quelques essais ici, même s'ils ne sont pas dans notre groupe cible. Nous aidons parfois à des expériences sur le groupe cible de quelqu'un d'autre. L'employeur ne veut pas payer.

Nous pouvons comprendre pourquoi ils ne veulent pas payer. Mais mon expérience avec les clients handicapés et avec bien d'autres sortes de clients, me démontre qu'il est très difficile de dire à quelqu'un qu'il va travailler, puis de lui dire qu'il ne sera pas payé. Tous les autres qui travaillent sont payés. Aussi, ce que nous avons fait parfois, c'est que nous avons caché le paiement en quelque sorte. L'employeur ne payait pas, mais nous avons pris le chèque des services sociaux destiné à la personne et lui avons donné comme venant de l'employeur.

Ce n'est pas vraiment ce que j'aimerais que ce soit. Quand une personne travaille, Emploi et Immigration Canada paierait 85 p. 100 du salaire. Presque partout, la province comble la différence pendant six mois. Cela fait 100 p. 100 du salaire. L'employeur ne prend pas vraiment un gros risque en donnant une chance à quelqu'un.

Le président: J'ai beaucoup aimé l'idée d'adopter des mesures dans le cadre de la Loi de l'impôt sur le revenu, pour inciter les gens à construire des immeubles accessibles aux handicapés et à modifier les immeubles pour qu'ils deviennent accessibles au sens large du terme. Je connais bien des immeubles où l'on installe une rampe d'accès près d'une porte et qui deviennent «accessibles». Peut-être, pour les handicapés en fauteuil roulant, mais pour les malentendants, par exemple, tant qu'il n'y aura pas d'alarmes clignotantes... pour les malvoyants... Lorsqu'il s'agit de personnes handicapées et de bâtiments publics, le terme accessibilité recouvre une réalité plus grande que l'idée qu'on s'en fait en général dans le public.

Mais j'aimerais vraiment que vous nous parliez des moyens et des services de transport et que vous nous donniez vos commentaires à ce sujet. Il y a beaucoup de choses là qui correspondent vraiment, je pense, à ce que Ed Ratushny étudiait dans son rapport. Bien sûr, le gouvernement a dissous ce gros comité consultatif de 30 membres sur les personnes handicapées et le transport et l'a remplacé, je crois, par un comité de mise en oeuvre de 13 membres. David Baker et moi (David et moi sommes de vieux amis: nous avons fait notre droit ensemble) travaillons beaucoup sur cette question maintenant. Nous avons rencontré M. Benoit quand il était encore ministre responsable de ce dossier, avant le dernier remaniement, pour étudier ce qui se passait vraiment au niveau de la mise en oeuvre.

Toutes les idées que vous proposez... Je ne peux pas encore parler au nom de tout le Comité, parce que nous devons en discuter, mais je pense que tous devraient consentir à les

[Text]

mending those. There is one where I wonder if we should not go even further, though. That has to do with the ability of a person who is mobile using a wheelchair to get on an aircraft and remain in that chair during flight as well as just in getting onto the aircraft.

I should explain that in my own constituency, just after I was elected, I established an advisory committee on the handicapped for myself—David Baker, incidentally, is on that committee as well—and one of the women on that committee, whose trips out to western Canada and back were reminiscent of the difficulty you had experienced, asked—and I find it hard to come up with an answer—why she is not able to get on the aircraft with her wheelchair and remain in that chair during flight. Obviously a slight accommodation has to be made, perhaps at the bulkhead, where a row of seats comes out. There would have to be something there with a ridge or an anchor or clasps to secure the chair right in place.

We have recently seen a decision of a court on a movie theatre in Regina where the public was invited to come into that theatre and watch a movie. A person could go there and buy their ticket and go in. But because, in that case, the individual was in a wheelchair, there was no place for him other than up at the front row. The court has decided that no, the theatre will in fact have to remove some of the other seating to accommodate that chair when it goes in.

• 1525

You used the analogy of the airline not taking away people's shoes when they come; they do not take away people's shoes when they get on the aircraft, either. I am just wondering if you see any reasons why not, other than the practical limitations in some cases that some motor-powered chairs are perhaps too big to negotiate some of the aircraft. Is there any reason why you do not see going beyond what you have recommended on page 6, your third recommendation?

Ms MacLeod: I agree with you; I think that certainly would be good. I do not see why it could not be done in the same way as in some of the vans that have the securing bars to hold wheelchairs in place. It could be done on an aircraft, and it would be much less expensive for the traveller because, nine times out of ten, when they put your wheelchair in the baggage compartment, it comes out sometimes with three wheels, or sometimes it has two wheels. They usually say it is nothing minor; it is just that one of the wheels fell off. That is quite minor, when you are landing in Ottawa on Sunday night and you have only three wheels.

But there is a lot of damage done to wheelchairs when they are put into the baggage compartment. So because of that aspect alone, I think it would be great. Also, it would save a lot of problems for some individuals who are unable to transfer from their own chairs into a seat without assistance. It is quite difficult to help some people into a seat, so it would be a lot easier for everybody concerned if they could do that.

[Translation]

recommander. Il y en a une où je me demande si nous ne devrions pas aller encore plus loin, cependant. Il s'agit de la possibilité pour une personne en fauteuil roulant non seulement de voyager en avion mais de rester dans son fauteuil roulant pendant tout le trajet.

Je dois expliquer que dans ma propre circonscription électorale, peu après avoir été élu, j'ai mis sur pied un comité consultatif sur les personnes handicapées, pour mon propre compte (David Baker, soit dit en passant, fait aussi partie de ce comité). Une des femmes de ce comité, dont les voyages dans l'Ouest canadien lui rappelaient les difficultés que vous avez connues, a demandé (et je trouve difficile de trouver une réponse à cette question) pourquoi elle ne pouvait pas embarquer dans l'avion en fauteuil roulant et rester dans son fauteuil roulant pendant le vol. Evidemment, il faut faire une petite adaptation, peut-être à la cloison où une rangée de sièges s'enlève. Il faudrait une saillie ou un dispositif d'ancrage ou de verrouillage pour assujettir le fauteuil en place.

Nous avons vu dernièrement une décision d'un tribunal sur un cinéma de Regina où le public était invité à se rendre pour regarder un film. On pouvait se rendre au cinéma, acheter son billet et entrer. Mais, dans ce cas, parce que quelqu'un était en fauteuil roulant, il n'y avait pas de place pour lui ailleurs que dans la rangée d'en avant. Le tribunal a décidé que non, le cinéma devait enlever certains des autres sièges pour faire de la place pour ce fauteuil roulant quand il s'y rendra.

Vous vous êtes servie de la comparaison des compagnies aériennes qui n'enlèvent pas les chaussures des passagers lorsqu'ils arrivent à l'aéroport ni lorsqu'ils montent à bord. Je me demande si vous voyez d'autres raisons pourquoi elles ne le font pas, autres que celles des limites d'encombrement, dans le cas de certains fauteuils roulants motorisés qui sont peut-être trop volumineux pour certains avions. Y a-t-il une raison pour laquelle vous n'allez pas au-delà de votre recommandation qui figure à la page 6, c'est-à-dire votre troisième recommandation?

Mme MacLeod: Je suis d'accord avec vous; je crois que ce serait une bonne solution. Je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas installer dans les avions des barres de retenue pour maintenir les fauteuils en place, comme on le fait dans certaines fourgonnettes. Et ce serait beaucoup moins coûteux pour les passagers, parce que neuf fois sur dix, lorsque le fauteuil roulant est placé dans la soute à bagages, il en ressort parfois avec trois roues, parfois avec deux. On répond habituellement que c'est un incident mineur; c'est tout simplement parce qu'une roue est tombée. C'est assurément un incident mineur que d'arriver à Ottawa un dimanche soir, sur trois roues.

Mais il est vrai que les fauteuils roulants sont bien souvent endommagés lorsqu'ils sont placés dans la soute à bagages. Et je crois l'idée excellente, ne serait-ce que pour cette raison. De plus, cela épargnerait bien des soucis à certaines personnes handicapées qui sont incapables de se déplacer de leur fauteuil roulant à leur siège sans être aidées. Il est parfois bien difficile d'aider quelqu'un à s'asseoir dans un siège d'avion et il serait

[Texte]

When the Michael Huck decision came down, I was excited because I think that is going to have a great deal of impact on far more than movie theatres. Just after that, I was asked to do an interview on the radio, but the radio wanted to talk just about the movie theatres in Fredericton. I was not too concerned about movie theatres because I think that is saying anybody who is offering goods and services to the public will have to make accommodations that will be acceptable to people in wheelchairs or to people with other disabilities. I think it is going to extend beyond the mobility to the hearing impaired and visually impaired.

The Chairman: Thank you for elaborating on that. I would like to pursue this at great length, but we do have a number of other groups waiting to make presentations as well. But underlining all of what you have said, I think there is a notion that we heard in one of the other hearings, when people were talking about how much it is going to cost to make these changes to accommodate handicapped Canadians. I think that question can be turned around to say: What is the cost of not accommodating handicapped Canadians? The cost in practical terms, in many instances, can be far greater. So for those pragmatic reasons alone, quite apart from any profound sense of fairness and justice, I think all the arguments are flowing in the direction of your submission, and I want to thank you very much for being with us this afternoon.

Ms MacLeod: Thank you. We are glad, as I said earlier, that we have groups such as yours now to help us out. Thank you.

The Chairman: Ladies and gentlemen, the next organization this afternoon to make a presentation to the equality rights subcommittee is the Canadian Mental Health Association, the New Brunswick Division. I would like to call on the two representatives to come forward: Ken Ross, the Executive Director; and Julian Dickson, the Solicitor for the New Brunswick Division. Welcome.

Thank you very much, by the way, for having provided members of the committee with the written text of your brief. You have seen our format, and I will now turn to floor over to you and invite you to give us the benefit of your thoughts and suggestions on section 15 and how it relates to your work and your observations about any federal laws or programs that need to be changed to ensure that they are in keeping with both the letter and the spirit of section 15. Following your presentation, we will have some questions from the Members of Parliament on the subcommittee.

Mr. Ken Ross (Executive Director, New Brunswick Division, Canadian Mental Health Association): Thank you very much. Perhaps I should begin by explaining that in New Brunswick our association has been active since 1927. It is a very old agency. We have basically focused our efforts around helping people reintegrate back into the community after they have come out of institutional settings, trying to promote

[Traduction]

beaucoup plus facile pour tous les intéressés s'ils pouvaient monter à bord dans leur fauteuil roulant.

Lorsque la décision a été rendue dans le cas de Michael Huck, j'étais très optimiste, parce que je croyais que la décision aurait d'importantes retombées ailleurs que dans les cinémas. Peu de temps après, on m'a demandé de participer à une émission radiophonique sur le sujet, mais on ne voulait discuter que des cinémas de Fredericton. Je n'étais pas tellement préoccupée du cas des cinémas parce que je croyais que la décision signifiait que tous ceux qui offrent des biens et services au public devaient prendre les mesures nécessaires pour accommoder les personnes en fauteuil roulant ou frappées d'autres infirmités. Je pense que la décision devrait viser non seulement les personnes à mobilité réduite mais également les personnes atteintes de surdité ou de cécité.

Le président: Merci de votre exposé sur le sujet. J'aimerais bien poursuivre la discussion, mais il y a plusieurs autres groupes qui sont également désireux de se faire entendre. Derrière tout ce que vous avez dit, il y a cette notion que nous avons entendue exprimer au cours des autres audiences, où l'on s'inquiétait des coûts qu'entraîneraient les modifications nécessaires pour accommoder les handicapés au Canada. Je pense qu'on peut retourner la question et demander: Combien en coûterait-il de ne pas le faire? Le coût, en termes pratiques, pourrait être beaucoup plus élevé. Ainsi donc, si ce n'est que pour ces raisons pragmatiques, sans aucun égard à tout sentiment de justice et d'impartialité, je suis d'avis que les arguments vont dans le sens de votre recommandation, et je vous remercie d'être venue nous parler cet après-midi.

Mme MacLeod: Je vous remercie. Nous sommes heureux, comme je vous l'ai déjà dit d'ailleurs, de pouvoir compter sur l'aide de groupes comme le vôtre. Encore une fois merci.

Le président: Mesdames et messieurs, le prochain groupe qui se présentera cet après-midi devant le Sous-comité sur l'égalité des droits, nous vient de la Division du Nouveau-Brunswick de l'Association canadienne pour la santé mentale. J'aimerais inviter les deux représentants de cet organisme à s'avancer; tout d'abord M. Ken Ross, directeur administratif, et Julian Dickson, procureur de la Division. Bienvenue messieurs.

En passant, je tiens à vous remercier d'avoir fourni copie de votre exposé aux membres du Comité. Vous avez vu notre façon de procéder et je vous invite maintenant à prendre la parole, et à nous faire part de votre opinion et de vos suggestions sur l'article 15 et de l'incidence qu'il a sur votre organisme. Nous aimerions également entendre vos commentaires sur tout programme ou loi fédérale qui selon vous devrait être modifié pour respecter la lettre et l'esprit de l'article 15. Suite à votre exposé, vous répondrez aux questions que les membres du Parlement ont à poser.

M. Ken Ross (directeur administratif, Division du Nouveau-Brunswick, Association canadienne pour la santé mentale): Merci beaucoup. Peut-être devrais-je commencer par vous dire que notre association existe depuis 1927. C'est donc une association de longue date. Nous avons surtout concentré nos efforts à aider les gens sortant de milieux hospitaliers à réintégrer la société, à sensibiliser la population

[Text]

greater understanding of mental illness and mental health, advocating for better policies and programs to help support the psychiatrically disabled population, as well as developing service programs and research.

• 1530

I think that in our situation probably the greatest obstacle we face is one of ignorance and lack of understanding of the mentally ill. It is really a very poorly understood illness and creates very stereotypical responses in people. As a result of this, the discrimination that tends to occur is more systemic than actually being personal bigotry towards someone who may be mentally ill.

• 1535

Our association has been active in trying to encourage a greater understanding and awareness of exactly who the psychiatrically disabled are. They can, in this particular room, be one out of any six of us. They can be people who come from good families with support systems, who have their work interrupted for a period of time for treatment and then go back to a very supportive environment, or they can be poor people, devalued, powerless, who really have no support systems. In our province, the latter is the better description and far more frequently the case of the psychiatrically disabled person.

Today what we would like to do is address some points, recognizing that laws in themselves do not change community attitudes, that it has to be a major shift in the understanding and values of people. But we see the charter as providing a very important tool to help psychiatrically disabled people, who are very reticent, because of their illness, to stand forward for themselves in many instances. Perhaps now they see an opportunity whereby they can be recognized as persons with legitimate rights and utilize those rights to help them become as normal and as integrated as you and I are in our own communities.

Our presentation will focus basically on three areas. We will talk briefly about employment and access to the workplace, which I will start with; then our solicitor, Julian Dickson, will speak on lieutenant governor warrants and the right to vote.

As far as we are concerned, the key in terms of employment is the word I used previously—access. I think the concept we have been dealing with is that the actual handicap of the psychiatrically disabled person is not a visible handicap. They have, if you will, an invisible wheelchair. While it is very clear that if a person in a wheelchair requires access a ramp and other accommodations are needed in place, people do not really understand or are not aware of what has to be in place for the psychiatrically disabled person.

[Translation]

aux problèmes liés aux maladies mentales, à préconiser de meilleurs politiques et programmes visant à offrir un soutien aux personnes souffrant de troubles psychiques ainsi qu'à l'élaboration de programmes de services et de recherche.

Je crois que les plus grands des obstacles auxquels nous devons faire face sont l'ignorance et l'intolérance vis-à-vis du malade mental. C'est une maladie qui est très mal comprise et qui suscite des réactions stéréotypes chez les gens, résultant en une discrimination plutôt systématique que dirigée vers un malade en particulier.

Notre association s'est employée activement à tenter d'en arriver à une meilleure connaissance et à une meilleure compréhension de ce qu'est exactement une incapacité psychiatrique. Dans cette pièce même, il se peut que l'une ou l'autre des six personnes en soit atteinte. Il peut s'agir de personnes de bonne famille, ayant un cadre de référence, dont le travail est interrompu provisoirement pendant les traitements et qui réintègrent un milieu sympathique; ou il peut s'agir de personnes pauvres, dévalorisées, impuissantes, qui n'ont aucun cadre de référence. Dans notre province, c'est la dernière description qui correspond le mieux à la réalité, et c'est souvent le cas des personnes frappées d'incapacité psychiatrique.

Aujourd'hui, nous désirons considérer certains points, admettant bien que ce ne sont pas les lois qui vont modifier le comportement des gens, qu'il faut que l'évolution se situe au niveau de la compréhension et des valeurs de la collectivité. Nous considérons toutefois la Charte comme un outil très important d'aide aux personnes frappées d'incapacité psychiatrique et qui, dans bien des cas, sont réticentes, en raison de la nature de leur maladie, à faire des représentations en leur nom. Peut-être voient-elles maintenant l'occasion d'être reconnues comme des personnes ayant des droits et capables de les exercer afin de redevenir des personnes normales et à l'aise dans leur milieu, tout comme vous et moi.

Notre présentation portera principalement sur trois points. Nous parlerons tout d'abord brièvement d'emploi et d'accès au marché du travail, ce dont je vais maintenant vous entretenir; ensuite, notre procureur Julian Dickson parlera des mandats du Lieutenant-gouverneur, et du droit de vote.

En ce qui nous concerne, en termes d'emploi, le mot clé c'est celui que j'ai déjà utilisé, l'accès. Je crois que le concept que nous avons étudié c'est que le véritable handicap de la personne frappée d'incapacité psychiatrique n'est pas visible. Ou si l'on veut, le fauteuil roulant de ces personnes est invisible. Il est évident, dans le cas d'une personne en fauteuil roulant, qu'elle a besoin d'une rampe d'accès et d'autres installations également, tandis que dans le cas d'une personne frappée d'incapacité psychiatrique, les gens ne comprennent pas vraiment ou ne savent pas de quoi elle a besoin pour fonctionner.

[Texte]

A very brief case, one of a number in our province, will give you an illustration of what I mean. I have referred to it in our brief. We have a young person who is very capable of permanent part-time employment, but in order to access back into the workplace after a period of psychiatric illness he requires that a job trainer work with him in a job situation. As the individual's confidence and self-esteem and communication skills come back on line and he carries the job on properly, the worker fades and the employer then takes over and the person becomes integrated in a normal sense.

When we had this particular individual ready to go to the workplace, while there were several jobs he was very capable of doing there were no opportunities for him to do that. He was denied the opportunity for employment a number of times because of his history of mental illness and because of the fact that his wheelchair was a job trainer who had to work with him for a three-month period or so to help him reintegrate back into the setting. Once a situation was procured for him, the end result after that three-month time when the worker wanted to fade was that the employer was just resistant to have that person become a permanent part-time employee simply because he felt he could not stay competitive with a worker of that nature.

I think we find that often these values and judgments are based on misconceptions and stereotypical attitudes rather than a real understanding of what the full potential of a psychiatrically disabled person is.

The other areas that we think are important to address are on the whole issue that I think the Human Rights Commission has touched on through bona fide reasons for denial of employment. We can focus on two particular areas that I think we would like to go on record as stating. One is that we do not believe that a history of mental illness nor the use of medication should ever be used as a means or grounds to determine that a person cannot or is not suited for employment or for a particular job, unless specifically the nature of that job runs a risk of not being performed or he is incapable of performing it because of his medication use or his illness.

• 1540

The other area that we think is very important to focus on is in the whole application for employment. Our position is that a history of mental illness is not a relevant fact and that the applicant should be considered as an individual applying for a job just as any other person would be; employment screening should not try to inquire into the previous health record background with regard to mental illness.

At this point I would like to ask Mr. Dickson to comment on the other two areas that our association wishes to speak to the committee on.

The Chairman: Yes, and I should apologize for introducing you as Julian Ross when you were coming up. My notes here indicated two gentlemen by the name of Ross and I can see

[Traduction]

Prenons un cas, très brièvement, et il y en a de nombreux dans notre province, pour illustrer mon propos. J'en ai parlé dans mon exposé. Il s'agit d'une jeune personne très capable d'occuper un emploi permanent à temps partiel, mais qui, pour réintégrer le marché du travail après une période d'absence pour soins psychiatriques, a besoin de soutien professionnel pendant un certain temps. À mesure qu'il reprend confiance en lui-même et retrouve son aptitude à communiquer, il peut être laissé à lui-même, le soutien professionnel se retire graduellement et l'employeur joue son rôle auprès de notre jeune homme qui réintègre dès lors son poste de façon normale.

Lorsque cette personne a été prête à retourner sur le marché du travail, bien qu'il eut les aptitudes voulues pour remplir plusieurs postes, aucune offre d'emploi ne lui a été faite. On lui a refusé du travail à plusieurs reprises simplement à cause de ses antécédents de maladie mentale, et parce que son fauteuil roulant, c'était un soutien professionnel qui devait l'accompagner dans son travail pendant une période d'environ trois mois pour l'aider à réintégrer son milieu de travail. Une fois qu'on lui eut trouvé un emploi, après cette période de trois mois, lorsque le soutien professionnel a dû se retirer, l'employeur s'est opposé à ce que cette personne devienne un employé permanent à temps partiel prétextant qu'avec un employé de cette catégorie, il lui serait impossible de soutenir la concurrence.

Je crois que très souvent, il s'agit de valeurs et de conclusions fondées sur de fausses opinions et sur des attitudes stéréotypées, plutôt que sur la compréhension du potentiel véritable d'une personne frappée d'incapacité psychiatrique.

Quant aux autres points qu'il nous semble important d'étudier, c'est toute la question que la Commission des droits de la personne a considérée, soit la question de la bonne foi en matière de refus d'embaucher. Nous pouvons nous arrêter à deux points en particulier que nous aimerions, je crois, voir consignés au procès-verbal. En premier lieu, nous ne croyons pas que des antécédents de maladie mentale, ou que le fait de prendre des médicaments, devraient être invoqués pour prétexter qu'une personne n'est pas apte à remplir un emploi, à moins qu'en raison de la nature même de l'emploi, la personne ne soit pas en mesure d'accomplir le travail parce qu'elle prend des médicaments, ou à cause de sa maladie.

Le second point qu'il nous semble important de souligner, c'est toute la question de l'embauche. Nous considérons que des antécédents de maladie mentale ne sont pas un facteur pertinent, et que le postulant devrait être considéré comme une personne parmi tant d'autres qui fait une demande d'emploi; au moment de la sélection, il ne faudrait pas tenter de fouiller dans le dossier médical des personnes ayant été atteintes de maladie mentale.

Je voudrais maintenant demander à M. Dickson de nous faire ses commentaires sur les deux points qui précèdent, étant donné que notre association désire en entretenir le Comité.

Le président: Oui, je m'excuse de vous avoir présenté comme étant Julian Ross. Selon mes notes, il y a deux messieurs du nom de Ross et bien que vous soyez sans doute

[Text]

that while you are no doubt kindred spirits, you are not brothers. So, Julian Dickson.

Mr. Julian Dickson (Solicitor, Canadian Mental Health Association, New Brunswick Division): Thank you, Mr. Chairman. I am obviously much younger and better looking than Mr. Ross!

The Chairman: I was hesitant to say it!

Mr. Dickson: On the issue of Lieutenant Governor's Warrants, there really is not a great deal to state. It is a popular issue which has been discussed greatly in the last 10 years in Canada, partially because of the very prominent case which arose in the Province of New Brunswick and gained national coverage, the Bonnar case. As we see it, the . . .

Mrs. Finestone: Did you say Bonder case?

Mr. Dickson: The Bonnar case. We refer to it in our brief and describe the facts. The Law Reform Commission of Canada, in 1976, recommended that the whole procedure of Lieutenant Governor's Warrants be changed and revised and basically abolished in the process. The *Obstacles* report, in 1980, made similar recommendations.

Our organization understands and is led to believe that changes are coming about and are presently being drafted in Ottawa at the present time. We certainly look forward to those changes and look forward to reviewing them with great interest when they are announced.

Basically, our position on Lieutenant Governor's Warrants is that they should be abolished altogether. We have included with our written submission a detailed report prepared by our organization in 1982. It includes a number of specific recommendations with respect to Lieutenant Governor's Warrants. Because of the changes that are coming about at the present time, we do not see any necessity to review those changes. However, we would encourage each of the committee members to read them.

Turning to the more substantive issue which, as far as we are concerned, is of greater prominence and importance today, is the right to vote. I am sure each member of this committee is obviously aware of section 3 of the charter, which guarantees the right to vote to every Canadian citizen, as well as section 15. I am equally certain that each member of the committee is aware of the present discrimination found in section 14 of the Canada Elections Act, which basically denies the right to vote to the psychiatrically disabled on the grounds of his place of residence, whether he is an involuntary individual in a psychiatric residence and, secondly, his inability to manage his financial assets.

Our organization has numerous complaints with section 14. Specifically, we would refer to the fact that number one, it gives a very inconsistent approach, even among the mentally disabled. For example, we have a voluntary patient under our Mental Health Act, who is receiving treatment in a hospital anywhere in Canada—use the City of Fredericton as your

[Translation]

des âmes soeurs, vous n'êtes pas des frères. Donc, Julian Dickson.

M. Julian Dickson (procureur, Association canadienne de la santé mentale, Division du Nouveau-Brunswick): Merci, monsieur le président. Je suis évidemment plus jeune et plus beau que M. Ross!

Le président: J'avais quelque réticence à le dire!

M. Dickson: Pour ce qui est de la question des mandats du Lieutenant-gouverneur, il y a vraiment peu de choses à dire. C'est une question populaire qui a fait l'objet de nombreuses discussions au Canada au cours des dix dernières années, en partie en raison de la cause Bonnar, une cause de la province du Nouveau-Brunswick qui a fait parler d'elle à l'échelle nationale. Selon nous . . .

Mme Finestone: Avez-vous dit la cause Bonder?

M. Dickson: La cause Bonnar. Nous en parlons dans notre exposé et en avons décrit les faits. En 1976, la Loi sur la Commission de réforme du droit recommandait que toute la procédure relative aux mandats du Lieutenant-gouverneur soit modifiée et révisée, et finalement abolie à toutes fins utiles. En 1980, le rapport «Obstacles» a fait des recommandations dans le même sens.

Notre organisme comprend et est porté à croire que des changements vont survenir et qu'ils sont même en voie de rédaction à Ottawa à l'heure actuelle. Nous attendons ces changements avec impatience et nous les étudierons avec beaucoup d'intérêt le moment venu.

Quant à nous, nous considérons que les mandats du Lieutenant-gouverneur devraient être carrément abolis. Nous avons inclus avec notre mémoire, un rapport détaillé que notre organisme a préparé en 1982. Ce rapport comporte un certain nombre de recommandations précises relativement aux mandats du Lieutenant-gouverneur. Compte tenu des changements qui interviennent, nous ne voyons pas la nécessité de passer en revue ces changements. Nous recommandons toutefois à tous les membres du Comité d'en prendre connaissance.

Passons maintenant à une question qui nous semble plus importante aujourd'hui, celle du droit de vote. Je suis certain que tous les membres du Comité connaissent la teneur de l'article 3 de la Charte qui garantit à tous les Canadiens le droit de vote, de même que l'article 15. Je suis certain également que tous les membres du Comité connaissent la nature discriminatoire de l'article 14 de la Loi électorale du Canada qui prive de leur droit de vote les personnes souffrant d'incapacité psychiatrique, au motif de leur lieu de domicile, qu'il s'agisse ou non de personnes internées contre leur gré, et en second lieu, de leur incapacité à gérer leurs propres biens.

Notre organisme a plusieurs raisons de se plaindre de l'article 14. Plus précisément, nous voulons nous reporter au fait qu'en premier lieu, son libellé est très inconstant, même en ce qui a trait aux malades mentaux. Par exemple, nous avons un patient interné de plein gré aux termes de la Loi sur la santé mentale qui peut recevoir des soins dans n'importe quel

[Texte]

example—and we also have an involuntary patient. Amazingly, the voluntary patient has the right to vote, but the involuntary patient does not. That is the division line right there. There is no reference to the competency of the two individuals on any given day, and in fact the involuntary patient could be in much better shape psychiatrically.

• 1545

Our second complaint with this section is that there is no comprehensive criteria whatsoever, and there is an obvious inconsistent application across the country.

Third, the present Canada Elections Act does not include the basic test of competency of the individual at the time of voting. As each of you are aware, a psychiatric disability can change from day to day. Tomorrow, I could do all daily functions perfectly; the next day I would have problems with some or all of them. As well, on any given day I could do some functions, but not complete others—and the roster changes. Section 14 ignores that fact totally.

Our forth basic complaint on the right-to-vote question is that there are no criteria provided in the Canada Elections Act for any other members of the voting public. We all know that some people exercise their franchise and vote for entirely wrong reasons—I knew her mother; she has a pretty face; this sort of thing. However, no individual in Canadian society other than the psychiatrically disabled is subject to a means test, if you will.

Two examples which are referred to in our brief illustrate the point, we think, exactly. The first one occurred during the last provincial election. I should caution you that the criteria under our provincial act is basically identical to the criteria under the federal act, so the situation could have arisen federally. We had a rural nursing, special care, home in which the psychiatrically disabled and elderly were cared for. The enumerator went to the house and enumerated all the occupants. Subsequently, a physician came along, went into the house with the enumerator, sat himself down and decided that various residents in the home were not able to vote and were struck from the voters' list. Fortunately, the families of the individuals became involved were very disturbed and, I believe, 100% were eventually restored to the voters list and were permitted to exercise their franchise if they chose.

The second example we refer to is that, in New Brunswick, as the committee is probably aware, we have two psychiatric institutions. One is in Restigouche County at Campbellton for the northern part of the province basically, and the other is in the southern part of the province in Saint John. Restigouche, at the time of enumeration had 420 residents. Only 17 were

[Traduction]

hôpital au Canada—prenons la ville de Fredericton comme exemple—et nous avons également un patient interné de force. Fait surprenant, le patient interné de plein gré a droit de vote tandis que le patient interné de force n'en a pas le droit. C'est là la ligne de démarcation. Il n'est nullement question de la compétence de ces deux personnes et de fait, le patient interné de force pourrait très bien être en meilleure santé mentale que l'autre.

Notre deuxième réserve au sujet du présent article est qu'il n'y a aucun critère exhaustif et que son application est, de toute évidence, inconsistante dans tout le pays.

Troisièmement, l'actuelle Loi électorale du Canada n'inclut pas le test fondamental de compétence de l'électeur au moment du vote. Comme chacun de vous le sait, un handicap psychiatrique peut se transformer d'une journée à l'autre. Demain, je pourrais exercer à la perfection toutes mes fonctions quotidiennes, le jour suivant, je pourrais avoir des problèmes avec certaines d'entre elles ou avec toutes. En outre, n'importe quel jour, je pourrais exercer certaines fonctions, mais ne pas pouvoir en accomplir d'autres—et ainsi de suite. L'article 14 ne tient absolument pas compte de ce fait.

Notre quatrième réserve fondamentale sur la question du droit de vote est qu'il n'y a pas de critère dans la Loi électorale du Canada régissant tous les autres représentants du public votant. Nous savons tous que certaines personnes exercent leur droit et votent pour des raisons entièrement mal fondées—je connaissais sa mère; elle est jolie; ce genre de choses. Toutefois, personne dans la société canadienne sauf les handicapés psychiatriques n'est soumis à un test de compétence, si vous me permettez.

Deux exemples dont je traite dans notre exposé illustrent bien ce point. Le premier événement s'est passé au cours de la dernière élection provinciale. Je dois vous indiquer que les critères en vertu de notre loi provinciale sont fondamentalement identiques aux critères contenus dans la loi fédérale, de sorte que la situation aurait pu se produire au niveau fédéral. Nous avons une maison d'accueil pour personnes âgées avec soins spéciaux, en milieu rural, où l'on s'occupe des personnes âgées et handicapées mentalement. L'agent recenseur s'est présenté à la maison et a fait le recensement de tous les occupants. Par la suite, un médecin s'est présenté, est entré avec l'agent recenseur, s'est assis et a décidé que divers résidents de la maison d'accueil n'étaient pas aptes à voter et leurs noms ont été rayés de la liste électorale. Heureusement, les familles de ces personnes ont pris la situation en main et se sont beaucoup inquiétées à ce sujet; et je crois que tous les noms ont été remis sur la liste électorale et que tous ces gens ont eu la possibilité d'exercer leur droit de vote, s'ils le voulaient.

Le deuxième exemple dont nous traiterons porte sur ce qui suit: au Nouveau-Brunswick, comme les membres du Comité le savent probablement, nous disposons de deux établissements psychiatriques. L'un dans le comté de Restigouche à Campbellton, pour la partie nord de la province, et l'autre dans le sud de la province à Saint-Jean. Celui de Restigouche, au

[Text]

enumerated. In Saint John, there was a substantially fewer number of residents, 300—approximately 75%—but 71 were enumerated. We feel that this example, when one looks at the ratio of the two institutions, obviously draws to the attention of the committee the inconsistent application of section 14 at the present time.

Our basic position on the right to vote issue is that there is no justification whatsoever for arbitrary limits on the right to vote for the psychiatrically disabled, and there should be no reference to psychiatric disability in the Canada Elections Act. We feel that the test, in actual fact, should be the ability or capability of an individual to vote on election day. He should be enumerated, permitted to enter the poll and, if he is not competent psychiatrically, specific things will happen. Number one, he will not be able to follow the directions of the deputy returning officer at his poll and, therefore, will not be permitted to vote through his own inability which arises through himself; or, second, through inadvertence he will spoil his ballot.

• 1550

If we look at the situation with no criteria whatsoever in the Canada Elections Act with respect to the psychiatrically disabled, we feel that the area will generally regulate itself. The individual who is so incompetent to vote simply will not do so effectively. Obviously, that is our basic recommendation.

We include a number of subsidiary recommendations in our brief, and I would just simply like to run through them with you.

We submit that the residents of provincial institutions and mental health patients in special care in nursing homes should be enumerated and permitted to vote. Well, this obviously follows: everyone should be enumerated. If they cannot effectively vote, they will not do so.

As well, we also believe that polls should be set up in institutional settings to facilitate access. If the individual who is receiving psychiatric treatment wants to vote, then he can do so.

We do agree that procedures must be developed to ensure the prevention of abuse, such as the manipulation of voting rights of patients by various individuals and/or parties; and we also suggest that confidentiality be respected and maintained through the enumeration and voting processes.

That basically completes our presentation. We would be pleased to entertain any questions that may arise.

The Chairman: Thank you very much, particularly for your suggestions with respect to the Canada Elections Act. They are of interest to me, and I do want to ask some detailed questions about that.

[Translation]

moment du recensement, comptait 420 résidents. Dix-sept seulement ont été recensés. À Saint-Jean, il y avait pas mal moins de résidents, c'est-à-dire 300—environ 75 p. 100—mais 71 ont été recensés. Nous estimons que cet exemple, si nous examinons le rapport entre ces deux établissements, attire de toute évidence l'attention du Comité sur l'application inconsistante de l'article 14, à l'heure actuelle.

Notre position fondamentale sur la question du droit de vote est qu'il n'y a aucune justification quelle qu'elle soit d'imposer des limites arbitraires au droit de vote des handicapés psychiatriques, et que la Loi électorale du Canada ne devrait pas traiter de handicap psychiatrique. Nous estimons que le test, en réalité, devrait être l'aptitude ou la capacité d'une personne à voter, le jour des élections. Elle devrait être recensée, on devrait lui permettre d'entrer au bureau de scrutin et si elle est incompétente, d'un point de vue psychiatrique, il se passera des choses bien particulières. En premier lieu, elle ne pourra pas suivre les instructions du scrutateur adjoint au bureau de scrutin et, par conséquent, n'aura pas l'autorisation de voter en raison de sa propre incapacité; ou, en deuxième lieu, elle annulera son bulletin de vote par inadvertance.

Si nous examinons la situation dans laquelle aucun critère n'est contenu dans la Loi électorale du Canada en ce qui a trait aux handicapés psychiatriques, nous croyons que ce secteur, dans ces conditions, se réglera de lui-même. La personne trop incompétente pour voter ne le fera tout simplement pas. De toute évidence, c'est notre recommandation de base.

Nous ajoutons un certain nombre de recommandations accessoires dans notre exposé et j'aimerais simplement vous les énoncer.

Nous estimons que les résidents des établissements provinciaux et que les malades mentaux dans des maisons d'accueil à soins spéciaux doivent être recensés et qu'on doit leur permettre de voter. Évidemment ce qui suit va de soi: chacun devrait être recensé. Si, de fait, ces personnes ne peuvent pas voter, elles ne le feront pas.

Nous estimons en outre qu'il devrait y avoir des bureaux de scrutin dans les établissements pour en faciliter l'accès. Ainsi, les gens qui reçoivent un traitement psychiatrique et qui veulent voter, dans ces conditions, peuvent le faire.

Nous sommes d'avis que des procédures doivent être élaborées en vue d'éviter les abus comme des manoeuvres relatives au droit de vote des malades par diverses personnes ou divers partis; et nous suggérons également que le caractère confidentiel soit respecté et maintenu au cours du recensement et du vote.

Cela termine notre présentation. Il nous fera plaisir de répondre à vos questions.

Le président: Merci beaucoup, particulièrement de vos suggestions relatives à la Loi électorale du Canada. Elles m'intéressent et j'aimerais poser certaines questions détaillées à ce sujet.

[Texte]

Being a lawyer, you no doubt know that I have written a few law books on the subject of elections in Canada and the right to vote. I also am currently chairing a government caucus committee dealing with amendments to the Canada Elections Act, and it is something that this committee is also dealing with for the reasons you raised: because of section 15 and the guarantee there of non-discrimination on the basis of mental disability.

I guess my question would be based on the discussions members of this committee have already had with respect to the wording of section 14 of the Canada Elections Act. There is a feeling that changes do have to be made, and what we have been looking at is how do you approve the wording, and what kind of provisions are necessary. You have taken the rather bold step of going all the way and saying no treatment or no wording that is separate or distinct in any respect, because you see the problem as being largely self-regulatory, as you describe it.

You also said that the additional criteria, if one is needed, is the ability to vote on voting day. It is that last criterion that you mention that I raise and would ask you to elaborate on, because we do now have in the Canada Elections Act provisions for people who, for medical reasons, are not able to vote on voting day to be able to vote in some other way, for example through proxies. I am asking you whether you feel that type of provision should not in fact be included for the psychiatrically disabled, because without doing that you may still not provide all of the benefits found in the present Canada Elections Act to assist Canadian voters to actually cast their ballot from doing so.

Mr. Dickson: Mr. Chairman, obviously we would suggest that proxies be used with the psychiatrically disabled. However, at the same time, when we tell you that our position is that competency to vote is the test, there has to be a time at which one does determine competency, simply because of the practical limitations of our election process. If the individual had not filed his proxy and voted by proxy before election day, the test would obviously come on election day—is he competent to understand what he is doing and therefore does he do it? Does that satisfy you?

• 1555

A point that could arise is that you can test a situation 72 hours before election day, on election day, or at some reasonable configuration of time. However, you certainly have to get to a cut-off period.

The Chairman: It is helpful. Thank you. I also note your suggestion about special polls in institutions. I do not think that requires further elaboration; it is self-evident.

Mrs. Browes: Thank you, Mr. Chairman. I would like to ask Mr. Dickson some questions concerning voting rights. Just

[Traduction]

Étant avocat, vous savez sans doute que j'ai écrit quelques livres de droit sur les élections au Canada et sur le droit de vote. Je préside à l'heure actuelle un Comité du caucus gouvernemental portant sur les amendements de la Loi électorale du Canada et il s'agit d'un sujet que le présent Comité étudie, pour les raisons que vous avez soulevées: en raison de l'article 15 et de la garantie de non-discrimination fondée sur un handicap mental.

Je crois que ma question se fonde sur les discussions qu'ont eues les membres du Comité quant au libellé de l'article 14 de la Loi électorale du Canada. On estime que des changements se révèlent nécessaires et ce que nous cherchons à savoir c'est si vous approuvez le libellé et quel genre de dispositions sont nécessaires. Vous avez pris le parti plutôt audacieux d'y aller à fond et de déclarer qu'il ne devrait pas en être question en quelques termes que ce soit d'une manière séparée ou distincte, parce que, selon vous, le problème se règlera en grande partie de lui-même.

Vous déclarez également que le critère supplémentaire, s'il doit y en avoir un, est la capacité de voter le jour des élections. Je parle du dernier critère que vous avez mentionné et je vous demanderais de nous donner des détails à ce sujet parce qu'il existe maintenant dans la Loi électorale du Canada des dispositions relatives aux personnes qui, pour des raisons médicales, se trouvant dans l'impossibilité de voter le jour des élections, peuvent le faire, d'une autre façon, par exemple, par procuration. Je vous demande si de telles dispositions ne devraient pas, de fait, être incluses pour les handicapés psychiatriques, parce que si cela n'est pas fait, vous n'accordez pas aux électeurs canadiens tous les avantages qui se trouvent à l'heure actuelle dans la Loi électorale du Canada en ne les aidant pas à voter.

M. Dickson: Monsieur le président, de toute évidence, nous suggérerions que des procurations soient utilisées pour les handicapés psychiatriques. Toutefois, par la même occasion, lorsque nous déclarons que notre position est que la compétence à voter constitue un test, il doit y avoir un moment où l'on doit déterminer la compétence, simplement à cause des limites pratiques de notre processus électoral. Si la personne n'a pas déposé sa procuration et si elle a voté par procuration avant le jour des élections, le test évident qui se manifeste le jour des élections est le suivant: a-t-elle la compétence voulue pour comprendre ce qu'elle doit faire et, par conséquent, le fait-elle? Cela répond-il à votre question?

La question qui pourrait se poser est le fait de savoir si vous pouvez évaluer une situation 72 heures avant le jour des élections, le jour même des élections, ou à un moment qui semble raisonnable. Toutefois, vous devez vraiment fixer une échéance.

Le président: C'est utile. Merci. Je prends note également de votre suggestion relative aux bureaux de scrutin spéciaux dans les établissements. Je ne crois pas que cette question demande d'être étayée; elle est explicite.

Mme Browes: Merci, monsieur le président. J'aimerais poser à M. Dickson certaines questions au sujet des droits de vote. Si

[Text]

looking at the practical side of getting to election day, your suggestion puts a fair amount of onus on the DRO. What kind of training would you suggest that the DROs have?

Mr. Dickson: The DRO would obviously have to have the normal training that he receives on how to instruct voters to exercise their franchise. I am not so sure it would have to be expanded to any great extent. Certainly at the present time if you have a voter who is enumerated, shows up at the poll, says that he is here to vote, and the DRO gives him his ballot, says to go over there and mark it with an X with the pencil that is provided and the guy, for whatever reason, simply tears up the ballot and throws it on the ground, he presumably is not competent to vote. And he is not going to get another one. Our basic point is that the individual is going to regulate himself as much as any system that is provided through legislation or otherwise.

Mrs. Browes: Okay. Now you are suggesting that the poll be in the institution.

Mr. Dickson: Yes.

Mrs. Browes: I guess most of us at this table have spent a fair amount of time getting votes in institutions, in nursing homes and senior citizen's places, and recognize the fact that the people who are there depend a great deal on staff and administration of the institution. Do you see any problems with that? It has been my experience that persons who are in those institutions are rather influential on how people vote.

Mr. Dickson: Obviously guidelines would have to be established through the staff in institutions to the effect that they cannot in any way attempt to sway one's vote on election day. Similar guidelines are in effect. For example, if someone has a substantial amount of money, or assets, and is institutionalized, guidelines are in effect that the staff are not to attempt to indicate to him in any way where he should place his investments and that sort of thing. If one could regard the right to vote as a proprietary vote in the same way, I believe that the guidelines could exist.

There is no question the situation could be ripe for problems, but we are never going to know unless we try it in the first place.

Mr. Ross: I believe those guidelines already exist in the Province of Ontario. I have seen guidelines on voting procedures for psychiatric patients in institutional settings. There may be some information in that which would be of benefit to your question.

Mrs. Browes: How many persons do you believe are being disenfranchised at the present?

[Translation]

nous envisageons seulement l'aspect pratique, pour le jour des élections, votre suggestion place un fardeau assez lourd sur les épaules du scrutateur adjoint (SA). Selon vous, quel genre de formation les SA devraient-ils avoir?

M. Dickson: Le SA devrait évidemment recevoir la formation normale nécessaire pour aider les électeurs à exercer leurs droits. Je ne suis pas certain qu'elle devrait être plus poussée. Il est vrai que si vous avez, à l'heure actuelle, un électeur recensé qui se présente à un bureau de scrutin, déclare qu'il veut voter, le SA lui remet son bulletin, lui indique de se diriger vers la boîte de scrutin, d'indiquer son choix par un X à l'aide du crayon qui lui est remis et si l'électeur, pour quelque raison que ce soit, déchire son bulletin et le lance par terre, on suppose qu'il n'a pas la compétence voulue pour voter. Et il n'en aura pas d'autre. Notre argument fondamental est le suivant: la personne se réglemente elle-même de la même façon dont elle serait réglementée au moyen d'une loi, d'un règlement ou autrement.

Mme Browes: Très bien. Vous suggérez que le bureau de scrutin se trouve dans l'établissement.

M. Dickson: Oui.

Mme Browes: Je pense que la plupart d'entre nous ici présents ont déjà consacré pas mal de temps à essayer d'obtenir des votes dans les établissements, dans les maisons d'accueil et dans les centres pour personnes âgées, et nous reconnaissons le fait que les gens qui sont dans ces établissements dépendent beaucoup du personnel et de l'administration de l'établissement. Est-ce que cela pose un problème selon vous? D'après mon expérience, les personnes qui sont dans ces établissements sont plutôt en mesure d'exercer leur influence sur le vote des gens.

M. Dickson: Il est évident que des lignes directrices devraient être établies pour le personnel de ces établissements selon lesquelles il ne peut, de quelque façon que ce soit, tenter d'influencer le vote d'autrui le jour des élections. Des lignes directrices semblables sont en vigueur. Par exemple, si quelqu'un a une somme d'argent considérable ou des biens et se trouve en établissement, selon les lignes directrices établies, le personnel ne doit pas tenter de lui indiquer de quelque façon que ce soit comment il doit investir son argent, et ainsi de suite. Si l'on considère le droit de vote comme un bien personnel, de la même façon, je crois que ce genre de lignes directrices pourraient exister pour les mêmes raisons.

Il ne fait pas de doute que la situation pourrait poser des problèmes, mais nous ne saurons jamais jusqu'à quel point, avant d'avoir mis le mécanisme en place.

M. Ross: Je crois que ces lignes directrices existent déjà dans la province de l'Ontario. J'ai déjà vu des lignes directrices sur les procédures relatives au vote pour les malades psychiatriques dans certains établissements. Il pourrait y avoir là des renseignements qui se révéleraient utiles pour régler la question.

Mme Browes: Combien de personnes, croyez-vous, sont privées de leur droit de vote à l'heure actuelle?

[Texte]

Mr. Ross: I think the statistics that we used for the federal election last fall were fairly clear. Out of 420, 17 were enumerated, so a great number were disenfranchised. That does not include anywhere from upwards of 2,000 people in our province who are in special care homes. We simply have no way of knowing if in fact they were ever enumerated, or if they had a chance to vote. We could be talking at any period of time about 3,000 to 4,000 people in our province.

Mrs. Browes: Do you have any projections of what that would be nationally?

Mr. Ross: I am sorry I could not tell you.

• 1600

Mr. Clinch: In one of your recommendations, you suggest that the use of Lieutenant Governor's Warrants should be abolished or prohibited. What kinds of arguments are you getting against that when you make that presentation?

Mr. Dickson: We are not really getting very many today, we are just finding it a very slow process dealing with Ottawa. Quite frankly, I think it is generally conceded, particularly with the 1976 decision, or report of the Law Reform Commission of Canada, which was authorized by Mr. Justice Gerald La Forest of the Supreme Court of Canada, and then the *Obstacles* report in 1980... Everyone agrees that the Lieutenant Governor's Warrants have to be abolished.

Mr. Clinch: What was the rationale, if you will excuse my ignorance, for having them in the first place?

Mr. Dickson: I think they probably arose traditionally out of the common law in England, to the effect that those regarded as the criminally insane were incarcerated to await His or Her Majesty's pleasure. The laws were simply duplicated in the Criminal Code of Canada when it came into effect in the 1890s.

Mr. Clinch: What is the current New Brunswick experience with regard to Lieutenant Governor's Warrants? What kinds of numbers are we talking about?

Mr. Dickson: At the time, in the mid-1970s, we were looking at 35 on Lieutenant Governor's Warrants. It is down to about 17 now, I believe.

Mr. Clinch: Are these cases reviewed on a regular basis?

Mr. Dickson: The procedure in New Brunswick has changed substantially as a result of the Bonnar case, and they are reviewed periodically now.

Mr. Ross: There has been a real improvement actually. I think the province has made an honest effort to look at cases that could be more appropriately dealt with under the Mental Health Act. There were people, for summary type offences, offences that were not of a dangerous nature, who were unfit to stand trial. They could spend three or four years in an institutional setting. Transferring these people to the Mental

[Traduction]

M. Ross: Je crois que les statistiques que nous avons utilisées pour l'élection fédérale de l'automne dernier étaient assez claires. Sur 420 personnes, 17 avaient été recensées, de sorte qu'un grand nombre ont été privées de leur droit. Cela ne comprend absolument pas le nombre des personnes, supérieur à 2,000, dans notre province, qui sont dans des maisons où l'on dispense des soins spéciaux. Nous ne pouvons tout simplement pas savoir avec certitude si elles ont été recensées ou si on leur a donné l'occasion de voter. Il peut s'agir en tout temps, d'environ 3,000 à 4,000 personnes, dans notre province.

Mme Browes: Avez-vous des projections sur la situation à l'échelle nationale?

M. Ross: Je suis désolé, je ne pourrais pas vous dire.

M. Clinch: Dans l'une de vos recommandations, vous proposez que l'emploi des mandats du lieutenant-gouverneur soit aboli ou interdit. Quels types d'arguments fait-on valoir contre cette proposition, lorsque vous en faites état?

M. Dickson: Il y a aujourd'hui très peu d'objections à cet égard; nous commençons surtout à découvrir que la négociation avec Ottawa constitue un processus fort lent. Franchement, je crois que l'on reconnaît en règle générale, surtout à la suite de la décision de 1976 ou du rapport de la Commission canadienne de la réforme du droit, sanctionnée par le juge Gérald La Forest de la Cour suprême du Canada, puis du rapport *Obstacles* en 1980... Tous s'accordent pour reconnaître que les mandats du lieutenant-gouverneur doivent être abolis.

M. Clinch: Veuillez pardonner mon ignorance, mais quelle était donc, à l'origine, la raison d'être de ces mandats?

M. Dickson:   mon avis, ils proviennent sans doute de la *Common Law* d'Angleterre et portaient que les criminels reconnus aliénés mentaux devaient être internés selon le bon plaisir de Sa Majesté. Les lois ont tout simplement été reproduites dans le Code criminel du Canada, lors de son entrée en vigueur, dans les années 1890.

M. Clinch: Quelle est l'expérience actuelle du Nouveau-Brunswick relativement aux mandats du lieutenant-gouverneur? Combien de personnes environ sont sous le coup d'un tel mandat?

M. Dickson: Vers le milieu des années 1970, 35 personnes étaient sous le coup d'un mandat du lieutenant-gouverneur; je crois que ce nombre s'élève maintenant à 17 personnes environ.

M. Clinch: Ces cas sont-ils étudiés à intervalles réguliers?

M. Dickson: La procédure en vigueur au Nouveau-Brunswick a connu un changement d'importance, à la suite du cas Bonnar; ces cas sont maintenant étudiés à intervalles réguliers.

M. Ross: En réalité, cette situation a connu une grande amélioration.   mon avis, le gouvernement provincial s'est réellement attardé à l'étude des cas qui relevaient davantage de la Loi sur la santé mentale. Certaines personnes, coupables d'infractions punissables sur déclaration sommaire de culpabilité, c'est-à-dire d'infractions non dangereuses, n'étaient pas en mesure de comparaître devant le tribunal. Elles pouvaient

[Text]

Health Act gave greater flexibility for treatment modes to be used with the individuals. It has gone down considerably. I think the number of people who are on there now are people who had been on a Lieutenant Governor's Warrant for a fair length of time and have been not guilty of insanity more than unfit to stand trial, whereas previously there was . . . over 50% of the people there were there for reason of being unfit to stand trial. We never really had a chance to find out if in fact they did commit the crime they were accused of.

Mrs. Finestone: I had asked Mr. Boyer exactly what that meant, what was happening with it, because I could not understand why nothing had been done since 1976. He tells me that changes are being made, and I think it might be in the interest of this committee to let the proper people know, because I think that we should know more about it. You say that temporary steps have been taken, so that is good.

I am not going to discuss the Right to Vote Act. We have an expert here, so we will let him do that. Pauline asked enough of those questions too. I just would like to know one thing. With respect to people's attitude . . . I know you cannot legislate attitude, but has there been much change with respect to a person's personal feeling? You say that for a great many people, these illnesses are shameful and embarrassing and, as a result, they are very reticent to stand up for their rights and to protest when an injustice has been done to them. Has there been any evolution in society's attitudes towards the mentally handicapped? I think the physically handicapped are better received and better understood in today's society, perhaps, unfortunately, as a result of the Vietnam War.

Mr. Ross: I think that the greatest advance that is coming in our province are advances being made by the psychiatrically disabled themselves. I have been with the association for seven years. In the last two years, there have been more people who have come forward, not humiliated or embarrassed by the particular affliction they have, but rather a little bit perturbed and somewhat indignant about the discrimination they have experienced as a result of it. I think these people, in stepping forward, tend to provide an example to others who may not really understand this whole area of mental illness and all the things that go with it, and who may become less threatened and probably more supportive of individuals.

I see some definite steps coming forward. Greater steps will come forward when there is more emphasis placed on shifting responsibility to the community. I think that in our province we are probably heavily inundated with a medical model towards the illness when really, the things that you are

[Translation]

passer trois ou quatre ans en institution. Lorsque ces personnes étaient assujetties aux dispositions de la Loi sur la santé mentale, il était possible de faire preuve de plus de souplesse au niveau des modes de traitement. Ce nombre a connu une diminution considérable. Je crois que la majorité des personnes assujetties aux dispositions de cette loi sont des personnes qui ont été sous le coup d'un mandat du lieutenant-gouverneur depuis un bon moment et il s'agit, pour la plupart, de personnes non coupables pour cause d'aliénation mentale plutôt que de personnes incapables de comparaître devant un tribunal; antérieurement . . . dans plus de 50 p. 100 des cas, les personnes assujetties aux dispositions de cette loi l'étaient en raison de leur incapacité à comparaître devant un tribunal. Nous n'avons jamais vraiment été en mesure de découvrir si elles avaient réellement commis le crime dont elles étaient accusées.

Mme Finestone: J'ai demandé à M. Boyer de nous faire connaître ce que cela signifiait au juste, ainsi que les mesures prises à cet égard puisque je ne pouvais comprendre les raisons pour lesquelles aucun progrès n'avait été enregistré depuis 1976. Il affirme que des changements sont apportés et je crois qu'il serait sans doute bon pour ce Comité de le faire savoir aux personnes compétentes, parce que j'estime que nous devrions en connaître davantage à ce sujet. Vous dites que des mesures provisoires ont été adoptées; c'est bien.

Je ne chercherai pas à débattre la Loi sur le droit de vote. Nous laisserons ce soin au spécialiste ici présent. En outre, Pauline s'est déjà suffisamment attardée sur ces questions. J'aimerais tout juste savoir une chose. Pour ce qui a trait à l'attitude de la population . . . Je sais que l'on ne peut faire des lois concernant l'attitude, mais les sentiments personnels des gens ont-ils beaucoup évolués? Vous précisez que, pour un bon nombre de gens, il s'agit là de maladies honteuses et gênantes et, par conséquent, ces personnes hésitent beaucoup à défendre leurs droits et à protester lorsqu'elles sont victimes d'une injustice. L'attitude de la société a-t-elle évolué relativement aux handicapés mentaux? Je crois que les handicapés physiques sont mieux perçus et mieux compris dans la société d'aujourd'hui, peut-être, malheureusement, à la suite de la guerre du Vietnam.

M. Ross: Je crois que les progrès les plus marqués dans notre province viennent des positions adoptées par les handicapés eux-mêmes. Je fais partie de cette association depuis sept ans. Au cours des deux dernières années, un plus grand nombre de personnes se sont mises en évidence, sans être humiliées ou embarrassées par la maladie qui les affecte mais légèrement troublées et quelque peu indignées de la discrimination dont elles ont été victimes pour cette raison. À mon avis, ces personnes constituent un exemple pour ceux qui ne comprennent sans doute pas vraiment cette question de maladie mentale et les phénomènes connexes et pourraient se sentir moins menacées et accorder un appui plus marqué à ses victimes.

J'entrevois l'adoption de certaines mesures. D'autres mesures seront adoptées lorsqu'on s'accordera davantage pour accorder une responsabilité accrue à la communauté. Je crois que, dans notre province, nous penchons sans doute trop vers un modèle médical structuré en fonction de la maladie alors

[Texte]

referring to are more psychological, social, integration kinds of concerns. I think there are some subtle funding policies that tend to promote medical models, sometimes at the expense of that community model we are talking about. The shift has to come from many sectors.

• 1605

Mrs. Finestone: I think we have medicalized a lot of things which need to be preventive health measures.

From that point of view, there is a common line that I seem to have heard, particularly today, but it has run through all the hearings. It is the amount of ignorance and lack of understanding and awareness about many areas of our society. I think that good public awareness through general education, perhaps starting very young but on a continuum, has to be undertaken. That has to do with all sectors of society as it relates to equality and rights.

Are you saying though that you still have to fill out an employment form, a screening form, in which the state of your mental health is a question?

Mr. Ross: I am aware of one employer who asked that question six months ago.

Mrs. Finestone: Is it not against your Human Rights Code?

Mr. Ross: It is now but this is just since the past two months when our human rights code finally included mental disability as a grounds for discrimination. Prior to that, our Canadian Human Rights Act did not follow the national act. Basically the Human Rights Commission in our province—and we have been after them for several years to do something—were saying that the charter will take care of that anyway so we do not have to worry.

Our Canadian Human Rights Act has actually only been changed within the last half year. Prior to that there was no reference . . .

Mrs. Finestone: As a result of section 15, I guess.

Mr. Ross: It was probably to comply with the charter, yes.

Mrs. Finestone: Thank you very much.

The Chairman: With respect to the right to vote you have basically taken the position that, because section 15 says there should not be discrimination on the basis of mental disability, the Canada Elections Act should be silent on that subject and just treat mentally ill Canadians as any other Canadian.

Mr. Dickson: That is correct.

The Chairman: I read a rather persuasive letter to the editor of the *The evening Times-Globe* two mornings ago written by

[Traduction]

qu'il s'agit, en réalité, de préoccupations d'ordre psychologique, social et d'intégration. À mon avis, certaines politiques de financement ingénieuses tendent à proposer des modèles médicaux, quelquefois au détriment du modèle collectif dont nous parlons actuellement. Le changement d'orientation doit être déterminé par un grand nombre de secteurs.

Mme Finestone: Je crois que nous avons catalogué comme soins médicaux un grand nombre de soins de nature préventive.

À cet égard, il me semble avoir entendu un certain aspect de la question, surtout aujourd'hui, bien que cette question ait cependant été soulevée pendant toute la durée des audiences. Cette question porte sur l'ignorance et le manque de compréhension et de connaissances relativement à un grand nombre de secteurs de notre société. À mon avis, il faudrait susciter dans la population une bonne prise de conscience, par l'intermédiaire de l'instruction générale, sans doute à partir d'un très jeune âge mais sur une base continue. Ce travail doit toucher tous les secteurs de la société traitant de questions d'égalité et de droits.

Cependant, voulez-vous dire que les formules de demande d'emploi ou formules de sélection contiennent une question relative à l'état de votre santé mentale?

M. Ross: J'ai pris connaissance du cas d'un employeur qui a soulevé cette question, il y a de cela six mois.

Mme Finestone: Cela n'est-il pas contraire aux dispositions du Code des droits de la personne?

M. Ross: C'est le cas maintenant, mais seulement depuis les deux derniers mois, depuis que l'aliénation mentale a finalement été inscrite à titre de cause de discrimination. Avant cela, notre Loi canadienne sur les droits de la personne ne correspondait pas aux dispositions de la loi nationale. À la base, la Commission des droits de la personne de notre province—et nous les harcelons depuis quelques années afin qu'ils prennent des mesures appropriées—soutenait que la Charte devait traiter de cette question d'une manière ou d'une autre et que nous n'avions pas à nous inquiéter.

La Loi canadienne sur les droits de la personne n'a été modifiée qu'au cours des six derniers mois. Avant cela, elle ne portait nullement . . .

Mme Finestone: En raison de l'article 15, je suppose.

M. Ross: Oui, il s'agissait sans doute de respecter les dispositions de la Charte.

Mme Finestone: Je vous remercie beaucoup.

Le président: Pour ce qui a trait au droit de vote, vous estimez, à la base, que la Loi électorale du Canada ne devrait pas soulever la question de l'incapacité mentale mais traiter les malades mentaux du Canada au même titre que tous les autres Canadiens, puisque l'article 15 précise que l'incapacité mentale ne devrait pas constituer une cause de discrimination.

M. Dickson: C'est bien cela.

Le président: Il y a deux jours de cela, j'ai lu une lettre plutôt éloquente à l'éditeur du *The evening Times-Globe*,

[Text]

a young person who was arguing that he should be allowed the right to vote because he was 16 and pretty bright and followed public things—or he was 13. Section 15 also says you cannot discriminate on the basis of age. Would you argue in that respect as you have in this respect and say that there should not be any reference to age in the Canada Elections Act?

Mr. Dickson: You have drawn an interesting analogy, Mr. Chairman. No, I would not make the same argument on the basis of age. We have to be practical in this context and the cut-off has to be there. As well, the section 15 rights, as we are all aware, are subject to such reasonable constraints as Canadian society must prescribe.

I am saying that, if the Canada Elections Act were silent with respect to the psychiatrically disabled on the right to vote context, it will regulate itself. Age is one thing that probably would not regulate itself if we gave the franchise to all Canadians regardless of what date they were born.

The Chairman: But the test you proposed was the ability to vote on voting day.

Mr. Dickson: Yes.

The Chairman: I suppose a two-year-old is not able to vote on voting day but maybe a 12-year-old has in the ability to pick up a pencil and mark an x beside a name.

Mr. Dickson: Traditionally society has denied certain rights to individuals because of their minority and I would suggest in all honesty that the right to vote is probably . . .

The Chairman: Not because of the minority. The rights have not been denied on the grounds of them being a minority.

Mr. Dickson: On the grounds of their age—by minority I meant below the age of majority. Whether you pick 18 as the age or 19, as I think it is provincially, or 17, does not really matter. There just has to be a cut-off point some place. It is an interesting analogy.

The Chairman: That is our task on this committee. We have to ultimately draw it all together and make it all fit so I just wanted to see if your arguments in one area would apply in another parallel area.

Thank you very much for what has been quite helpful to us.

The next organization appearing before us this afternoon, ladies and gentlemen, is the Multicultural Association of Fredericton.

• 1610

We have three representatives of the association: Muhammad Arif, Chairman of the Public Policy Committee; Dr.

[Translation]

rédigée par un jeune homme qui soutenait qu'il devrait bénéficier du droit de vote parce qu'il avait 16 ans, qu'il était intelligent et très au courant de la situation—ou peut-être n'avait-il que 13 ans. L'article 15 précise également que l'âge ne doit pas constituer un motif de discrimination. Invoqueriez-vous les mêmes arguments dans ce cas et dans l'autre et diriez-vous que la Loi électorale du Canada ne devrait contenir aucune disposition relative à l'âge?

M. Dickson: Cette analogie est intéressante, monsieur le président. Non, je n'invoquerais pas les mêmes arguments pour ce qui a trait à l'âge. Il faut être réaliste dans ce cas et déterminer un âge limite. De la même façon, comme nous le savons tous, les droits prévus à l'article 15 doivent refléter toute limite raisonnable prescrite par la société canadienne.

Je veux dire que si la Loi électorale du Canada ne contient aucune disposition relative aux malades mentaux pour ce qui a trait au droit de vote, les règlements tendront à s'établir d'eux-mêmes. L'âge constitue un élément qui ne pourrait se stabiliser de lui-même, si nous accordions le droit de vote à tous les Canadiens, quel que soit leur âge.

Le président: Cependant, l'épreuve que vous suggérez porte sur la capacité de voter, le jour de l'élection.

M. Dickson: Oui.

Le président: Je crois bien qu'un enfant de deux ans n'est pas en mesure de voter au jour de l'élection mais peut-être qu'un enfant de 12 ans serait en mesure de prendre un crayon et de tracer un x à côté d'un nom.

M. Dickson: La société a toujours refusé d'accorder certains droits aux individus, en raison de leur minorité et, en toute honnêteté, je soutiens que le droit de vote constitue sans doute . . .

Le président: Ce n'est pas une question de minorité. On n'a pas refusé d'accorder certains droits à des personnes, parce qu'elles constituaient une minorité.

M. Dickson: Pour des raisons d'âge—le terme minorité s'appliquait aux personnes qui n'ont pas atteint la majorité. Que cet âge corresponde à 18 ans ou 19 ans, je crois que c'est le cas au niveau de la province, ou à 17 ans, n'a pas vraiment d'importance. Il nous faut simplement un âge limite. Il s'agit là d'une analogie intéressante.

Le président: C'est le travail de ce Comité. Il nous faudra à la fin regrouper tout cela et en faire un tout cohérent; je voulais donc simplement voir si les arguments que vous invoquiez dans un domaine étaient valables dans un autre domaine de même nature.

Je vous remercie beaucoup de votre présentation qui nous a été très utile.

L'organisme suivant que nous entendrons cet après-midi, mesdames et messieurs, est l'Association multiculturelle de Fredericton.

Nous recevons trois représentants de l'Association: monsieur Muhammad Arif, président du Comité d'intérêt public; le

[Texte]

Russell A. McNeilly, who is a member; and Dr. K.P. Lee, who is also a member.

Gentlemen, I invite you to come forward, please. I note that we have not received a written brief from you so we look forward very much to hearing you talk with us about your views on section 15 of the charter and give us the benefit of your suggestions. Welcome.

Mr. Muhammad Arif (Chairman, Public Policy Committee, Multicultural Association of Fredericton): Thank you, Mr. Chairman.

I should apologize that I could not give you a written brief. The reason is that we got the communication very late, and I am speaking from my notes.

As you have already pointed out, I represent the Multicultural Association of Fredericton, but it is not listed on your schedule that I also represent the Human Rights Association of Fredericton. I chair that association and I thought I should point that out.

After I make the presentation Dr. Russell McNeilly and K.P. Lee will assist me in answering the questions.

I must admit that I am pleased to be here, and it is very encouraging that the federal government is taking the initiative to establish a committee like yours. I sincerely hope that the recommendations of the task force will lead to further actions and programs by the federal government to overcome the human rights problems in this country, and there are problems, Mr. Chairman.

I am not a lawyer; therefore I do not understand the legal intricacies of the equality section. When you ask the questions, kindly keep that in mind. I will be brief. I have a few points which I will make.

First, it is my understanding that the equality section does not facilitate class action. If it is true . . .

An hon. member: [Inaudible—Editor]

Mr. Arif: Class action.

The Chairman: Class action.

Mr. Arif: If it is true, then this situation must be corrected, because there may be some issues which are not easily dealt with at the individual level. Especially if in certain organizations there are a number of individuals who have the same problem and one individual cannot afford even to pursue his rights, then he should be given that chance to get together with other people.

My second point is a question. It is of great interest to us to know as two organizations what is being done at the provincial level with regard to this section, how binding this legislation is on the provinces. We also worry sometimes that it may happen that you may have certain rights in one province but when you move to another you do not have those rights. Will there be a situation like that?

[Traduction]

docteur Russell A. McNeilly, membre; et le docteur K.P. Lee, également membre.

Messieurs, je vous invite à prendre place, s'il vous plaît. Je constate que nous n'avons reçu aucun mémoire écrit de votre part et nous avons donc grandement hâte de vous entendre au sujet de l'article 15 de la Charte et de recevoir vos suggestions à ce sujet. Vous êtes les bienvenus.

M. Muhammad Arif (président, Comité d'intérêt public, Association multiculturelle de Fredericton): Merci, monsieur le président.

Je devrais m'excuser de ce que nous n'avons pas pu vous présenter un mémoire écrit. Cela provient de ce que nous n'avons reçu la communication que très tardivement, et je m'exprime maintenant à partir de mes notes.

Comme vous l'avez déjà mentionné, je représente l'Association multiculturelle de Fredericton, mais on n'indique pas sur votre calendrier de travail que je représente également l'Association des droits de la personne de Fredericton. Je préside cette association et je crois que je dois le signaler.

Après ma présentation, le docteur Russell McNeilly et le docteur K.P. Lee m'aideront à répondre à vos questions.

Je dois admettre que je suis heureux d'être ici, et il est très encourageant de constater que le gouvernement fédéral prend l'initiative de mettre sur pied un comité comme le vôtre. J'espère sincèrement que les recommandations du groupe de travail favoriseront la multiplication des interventions et des programmes du gouvernement fédéral en vue de surmonter les problèmes que connaissent les droits de la personne dans notre pays. Et des problèmes, il y en a, monsieur le président.

Je ne suis pas un avocat; par conséquent, je ne connais pas les complexités juridiques de l'article sur le droit à l'égalité. Lorsque vous nous interrogerez, ayez l'amabilité de garder cela à l'esprit. Je serai bref. J'ai quelques remarques à faire.

Premièrement, je crois savoir que l'article sur le droit à l'égalité ne facilite pas le recours collectif. Cela est vrai . . .

Une voix: (Inaudible—Editeur).

M. Arif: Le recours collectif.

Le président: Le recours collectif.

M. Arif: C'est vrai, alors cette situation doit être corrigée, car il existe des problèmes qu'il n'est pas facile de régler au niveau individuel. Particulièrement si dans certaines organisations, un certain nombre d'individus connaissent la même difficulté et qu'un individu ne peut même pas se permettre de défendre ses droits. Alors on devrait lui donner l'occasion de le faire avec d'autres personnes.

Ma deuxième remarque est plutôt une question. Nous sommes vivement intéressés de savoir, en tant qu'organisation, ce que l'on fait au niveau provincial au sujet de cet article, dans quelle mesure les provinces sont liées par celui-ci. Nous nous inquiétons parfois de ce qu'il se peut qu'on possède certains droits dans une province mais qu'on les perde si l'on déménage dans une autre. Est-ce qu'on pourrait se trouver dans une situation comme celle-là?

[Text]

Third, it is our position that federal and provincial governments should go beyond this section and undertake actions and programs to overcome the problems of human rights with regard to visible minorities and other disadvantaged groups in Canada—actions and programs such as the introduction of affirmative action, both in the public and the private sector—and take steps to conduct research and organize data and information required for affirmative action planning.

It is also our position that there should be an independent federal body to be a watchdog so actions and programs undertaken with regard to equality sections are properly carried out.

It is our position that an educational process should be carried out and other appropriate actions taken at all levels of government and in the private sector in an attempt to improve the working conditions of the members of disadvantaged groups. When I say that I am speaking from my own experience, and from a number of individuals I know that working conditions are not that rosy for minorities and other disadvantaged groups.

• 1615

That is one problem which can be overcome through the educational process. There are problems you cannot prove in the court. Just as in certain countries people are physically killed, I can assure you, Mr. Chairman, there are people every day in Canada who may be emotionally and psychologically killed. In those other countries I referred to the governments may not be sympathetic, and in this country you may not be able to prove it in the courts of law. So there is a serious problem.

It is our position that there should be a full-fledged Minister for multiculturalism, to give due weight to the multicultural nature of Canadian society. I was reading a speech by Mr. Merrithew the other day. He said there are over 8 million people in Canada who are of different ethnic groups. I think they deserve at least one full-fledged Minister at the federal level. I understand at present it is part of the portfolio for the Minister of Sports, which is a junior portfolio in itself.

It is our position that the Government of Canada and the provinces should make every attempt to ensure that the rights and freedoms entrenched in the charter are not subverted. An example of that subversion is reverse discrimination actions. Certain public bodies and private bodies use the excuse that now that the charter is there, we do not have to do anything.

Another thing is not in my notes here, Mr. Chairman, but I want to point it out. Maybe you should take that thought with you. I know a little child who a few times gets up in the morning crying, and he is asked, why are you crying? Well, I had a nightmare. What was the nightmare? The nightmare was that such-and-such a child will not play with me. This is a child who belongs to a visible minority. Why will he not play

[Translation]

Troisièmement, selon nous, les gouvernements fédéral et provinciaux devraient faire plus que ce qui est prévu dans cet article et lancer des interventions et des programmes pour surmonter les difficultés que connaissent au sujet du droit à l'égalité des minorités visibles et d'autres groupes désavantagés au Canada—des initiatives et des programmes tels que l'adoption de l'action positive, tant dans le secteur public que le secteur privé—et prendre des mesures en vue de faire les recherches nécessaires à la planification de l'action positive.

Nous sommes également d'avis qu'il devrait exister un organisme fédéral autonome qui servirait de chien de garde de façon à assurer que les initiatives et les programmes relatifs à l'article sur le droit à l'égalité soient menés à bon terme.

Nous croyons également qu'un programme d'éducation devrait être mis en oeuvre et que d'autres mesures devraient être prises à tous les paliers gouvernementaux et dans le secteur privé dans le but de tenter d'améliorer les conditions de travail des membres de groupes désavantagés. Lorsque j'affirme cela, je parle à partir de mon expérience, et de celle d'un certain nombre d'individus, car je sais que les conditions de travail ne sont pas tellement roses pour les minorités et d'autres groupes désavantagés.

Voilà un problème qui peut être surmonté au moyen de l'éducation. Il y a des problèmes qu'on ne peut démontrer devant un tribunal. Tout comme certaines personnes sont physiquement tuées dans certains pays, je puis vous assurer, monsieur le président, qu'il y a des gens au Canada qui, chaque jour, sont assassinés, psychologiquement et sur le plan des émotions. Dans ces autres pays dont j'ai fait mention, il se peut que les gouvernements ne soient pas sympathiques, mais dans notre pays, il se peut que l'on soit incapable de présenter une preuve à un tribunal. Il y a donc là un sérieux problème.

Selon nous, il devrait y avoir un ministre du multiculturalisme à part entière, qui pourrait bien faire sentir l'importance de la nature multiculturelle de la société canadienne. Dernièrement je lisais un discours de M. Merrithew. Il y affirmait qu'il y a plus de 8 millions de Canadiens qui appartiennent à divers groupes ethniques. Je crois qu'ils ont au moins droit à un ministre fédéral à part entière. Je crois savoir que cela fait maintenant partie du portefeuille du ministre des Sports, qui en réalité est un portefeuille de moindre importance par lui-même.

D'après nous, le gouvernement du Canada et les provinces devraient tout faire pour s'assurer que les droits et libertés inscrits dans la Charte ne soient pas altérés. Un exemple de cette forme d'altération est la discrimination à rebours. Certains organismes publics ou privés prennent pour excuse que la Charte existe pour ne rien faire.

Il y a une autre chose qui n'est pas dans mes notes, monsieur le président, mais que j'aimerais souligner quand même. Peut-être devriez-vous emporter cette pensée avec vous. Je connais un petit enfant qui parfois se réveille le matin en pleurant. Lorsqu'on lui demande pourquoi il pleure, il répond qu'il a fait un mauvais rêve. Mais quel était ce mauvais rêve? C'est que tel ou tel enfant ne voulait pas jouer avec lui. Cet enfant

[Texte]

with you? I will not give you the answer, but it hurts. This is the child who is emotionally injured at this age and in how he is going to grow up.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Arif, for the several points you have made. They do give us some sharp focus on the areas we have to deal with under section 15.

Mrs. Finestone: I would like to welcome you and thank you very much for coming to present to us in the interests of the multicultural community. I think one of the beauties of Canada is that it may have been founded by the English and the French, but it is a three-way picture. It is the new Canadians who are adding to that picture, and you make up close to one-third of the population today. So it is in our own interests, for all of us, that there be a removal of any of the problems you have underscored and addressed, which are key to the Canada we all would like to see and live in. Certainly that is the goal this committee has in view and in sight as we look to the inequalities and the removal of any legal entrapments that might affect what you are talking about.

But you know, as I know, that you cannot legislate attitudes. What you can do is show leadership and direction, and hopefully through leadership and direction people will learn and will understand.

Part of that leadership and direction I think is very key . . . the comment you made on the need for education. I think I noted that earlier. There is a sad need for education in so many of the areas in which we see discrimination today, whether it is in race, in sex, in religion, in language. Every one of those areas needs a better understanding, and particularly the racist issue. That was alluded to earlier, and the Human Rights Commissioner did mention and bring to our attention the need for us to apply one of the articles in particular in the international covenant we are signing on the prevention of racism in this country, if you will recall. So I thank you for reinforcing that observation on his part.

• 1620

You asked two very specific questions with respect to section 15 and the fact that it does not facilitate class action, asking what happens at the individual level. That has been an ongoing concern, as you know, and there were a couple of observations. Groups such as yours are key to becoming the advocates for people who cannot, on an individual basis, even recognize where the access to the system is.

Secondly, I think the need for the kinds of funds that would be required by an individual, either under section 24 or section 52, was addressed by the Minister of Justice when he pointed out that there will be a fund of some nature, the details of which will be unveiled a little bit later in the course of this coming session of Parliament. How binding on each province for the individual? That is a question I asked again this

[Traduction]

appartient à une minorité visible. Si on lui demande pourquoi cet enfant ne voulait pas jouer avec lui, il ne vous donnera aucune réponse, mais vous pourrez constater qu'il souffre. Voilà un enfant qui est perturbé au plan émotionnel à cet âge et l'on peut se demander comment il va grandir.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Arif, pour vos diverses observations. Elles nous offrent des idées nettes sur les divers secteurs dont nous devons nous occuper en vertu de l'article 15.

Mme Finestone: J'aimerais vous souhaiter la bienvenue et vous remercier grandement de vous être présenté au nom de la communauté multiculturelle. Je crois que l'une des beautés du Canada est que même s'il a été fondé par les Anglais et les Français, il comporte trois éléments. Les Néo-canadiens viennent compléter son visage, et vous constituez près d'un tiers de la population aujourd'hui. Il est donc dans notre intérêt, à nous tous, d'éliminer toutes les difficultés que vous avez soulignées et mentionnées, et qui importent au Canada que nous aimerions voir et habiter. C'est certainement là le but que poursuit notre Comité lorsqu'il examine les inégalités et l'élimination de tout piège juridique qui pourrait avoir un effet sur ce que vous venez de mentionner.

Néanmoins, vous savez comme moi qu'on ne peut pas légiférer sur les attitudes. Ce que l'on peut faire c'est indiquer la voie à suivre tout en espérant que par ces moyens les gens apprendront et comprendront.

Une partie de cette démarche est, selon moi, capitale . . . soit l'observation que vous avez faite au sujet de la nécessité de recourir à l'éducation. Je crois l'avoir déjà fait remarquer. Il est triste de constater qu'il y ait un besoin d'éducation dans tant de secteurs où nous relevons encore des exemples de discrimination aujourd'hui, que celle-ci soit fondée sur la race, le sexe, la religion ou la langue. Chacun de ces secteurs doit être mieux compris, surtout celui qui a trait au racisme. On a déjà fait mention de cette question plus tôt et le commissaire aux droits de la personne l'a déjà mentionné tout en attirant notre attention sur la nécessité pour nous d'appliquer l'un des articles du traité international que nous sommes à la veille de signer sur la prévention du racisme dans notre pays, si vous vous en rappelez bien. Je vous remercie donc d'appuyer cette observation de sa part.

Vous avez posé deux questions très précises relativement à l'article 15 et au fait que cela ne facilite pas le recours collectif, demandant ce qui arrive au niveau individuel. Cela a été un souci constant, comme vous le savez, et il y a eu une couple d'observations. Des groupes comme le vôtre sont bien placés pour devenir les avocats de ceux qui ne savent même pas, sur une base individuelle, comment accéder au système.

Deuxièmement, je pense que le ministre de la Justice a parlé des types de fonds dont aurait besoin un particulier, en vertu de l'article 24 ou de l'article 52, lorsqu'il a dit qu'il y aura un fonds d'un certain genre dont les détails seront dévoilés un peu plus tard au cours de la prochaine session du Parlement. Dans quelle mesure cela engagera-t-il chaque province envers la personne? C'est une question que j'ai posée encore ce matin. Il

[Text]

morning. There is ongoing dialogue, and perhaps our chairman can address this in more specific detail. It has been one that has been worrisome to me. The answer was that there has been ongoing exchange with the human rights presidents and chairmen across the country and the federal-provincial Ministers charged with human rights.

I hope we will see (a) bringing into accord all the charters across the country, and (b) that we will see commonality of application, because there are many, many instances of discrimination that remain. It is our task to try to remove as many as we can.

In my view, looking at perhaps the American experience south of border, this is somewhat like an ERA, an equal rights amendment. It has taken them a hundred years to amend their charter to come into the concepts and the full equality there. So I am hopeful, with your legislators doing their task, with the judiciary interpreting in the broadest mandate possible, and with voluntary associations such as yours keeping us all on our toes, that we will see it does not take us a hundred years to bring that into accord.

There is no question that the application of employment equity under Judge Abella's recommendations is what you were referring to, I believe, in point three, and I could not agree more strongly. Without monitoring, without a data baseline through census, and without proper penalties it is pious words. I am hopeful we will see some real concrete teeth in those actions.

Could you elaborate on your concern with respect to reverse discrimination? You said that because it is in the charter you are concerned that maybe it will just sort of stay there and that we might be subject to reverse discrimination. Could you elaborate on that?

Dr. Russell A. McNeilly (Member, Multicultural Association of Fredericton): I might make a statement there. The fact that we have a charter might be some cause for action now. Granted, I agree with that. But it could be used as an excuse for no further action. So we have to actually devise programs, educational opportunities and so on, to enlighten people. That is the reason for the bringing up of this watch-dog kind of committee. We have to monitor it; we have to do research. Probably some body of Parliament or some human rights group or some particular individual part of government may do this. I am not suggesting what the answer may be to that. But the fact is that we have to devise programs, research, and monitor the situation throughout.

Mrs. Finestone: I thought that when you talked about reverse discrimination you were referring to a very famous American case for the young man who was refused entry into medical school because of promotion of women's rights. But that is not what you were referring to.

[Translation]

y a un dialogue en cours et peut-être que notre président peut nous renseigner davantage sur ce sujet. Cela m'a inquiétée. La réponse était qu'il y a eu échange entre les présidents d'organismes pour la défense des droits de la personne dans tout le pays et les ministres responsables des droits de la personne dans les gouvernements fédéral et provinciaux.

J'espère a) que toutes les chartes au pays seront harmonisées et b) qu'il y aura une application commune, parce qu'il y a encore de très nombreux cas de discrimination. C'est notre devoir d'essayer de les éliminer le plus possible.

A mon avis, si l'on se réfère à l'expérience américaine de nos voisins du Sud, c'est un peu comme l'article sur l'égalité des droits. Il leur a fallu une centaine d'années pour modifier leur Charte en vue d'assurer la pleine égalité des droits. Aussi, si vos législateurs s'acquittent bien de leurs fonctions, si le pouvoir judiciaire interprète son mandat de la façon la plus large possible et si les associations volontaires telles que la vôtre ne nous donnent aucun répit, j'espère que cela ne nous prendra pas une centaine d'années pour faire l'harmonisation nécessaire.

Il n'y a pas de doute que l'application du droit de chacun à un emploi en vertu des recommandations du juge Abella est ce à quoi vous faisiez allusion, je pense, au point trois, et je suis entièrement d'accord avec vous. Sans surveillance, sans une base de données fondée sur le recensement et sans pénalités appropriées, ce ne sont que des vœux pieux. J'espère qu'on prévoira des sanctions sérieuses dans ce domaine.

Pourriez-vous nous parler de votre inquiétude au sujet de la discrimination à rebours? Vous avez dit que parce que c'est dans la Charte vous craignez que cela demeure et que nous soyons soumis à la discrimination à rebours. Pourriez-vous nous en dire davantage sur ce sujet?

M. Russell A. McNeilly (membre, Association multiculturelle de Fredericton): Je pourrais faire une déclaration. Le fait que nous ayons une charte pourrait être une raison d'agir maintenant. Entendu, je suis d'accord avec cela. Mais cela pourrait être utilisé comme une excuse pour ne rien faire. Aussi nous devons actuellement élaborer des programmes, etc., pour renseigner les gens. C'est la raison d'être de ce comité de surveillance. Nous devons surveiller; nous devons faire de la recherche. Probablement qu'un organisme du Parlement ou qu'un groupe pour la protection des droits de la personne ou qu'un organisme particulier du gouvernement peut faire cela. Je ne dis pas quelle peut être la réponse à cela. Mais le fait est que nous devons élaborer des programmes, faire de la recherche et surveiller la situation partout.

Mme Finestone: Je croyais que lorsque vous parliez de discrimination à rebours vous faisiez allusion à un cas très célèbre aux États-Unis où on interdisait à un jeune homme l'entrée dans une école de médecine à cause de la promotion des droits de la femme. Mais ce n'est pas ce à quoi vous faisiez allusion.

[Texte]

• 1625

Dr. McNeilly: That could be part of it too. We did not give cases. Probably Mr. Arif suggests small cases. But you can have that situation where the actual multicultural group might be regarded as getting too much, and then you could have a reaction to that kind of thing.

Mrs. Finestone: I would like to see us get to that point.

You are not satisfied with the multicultural minister in a junior portfolio; you think it should be one of the . . . I know it had been proposed as a ministry.

Dr. McNeilly: This change was a shock, actually, because the Ministry of Fitness and Amateur Sport is in itself is a junior ministry. I do not know why, but this is what the case is. And then to tack on the ministry of multiculturalism to the Ministry of Fitness and Amateur Sport is making multicultural or sport even more junior. If the multicultural population is one-third of the population of Canada, then I think such population deserves a ministry that is much more powerful and potent than what we have at the moment.

Mr. Arif: I agree with Dr. McNeilly. However, I just wanted to point out that when we heard about this, somebody said [*Inaudible—Editor*] is playing games with us again—minister of sports and multiculturalism.

The Chairman: The next question is for Pauline Browes, Member of Parliament for Scarborough Centre.

Mrs. Browes: Thank you, Mr. Chairman.

I am very pleased to be a member of this committee and to have an opportunity to hear what Canadians are saying about the Charter of Rights and Freedoms.

We are attempting to approach this whole subject in a very positive way, and I would hope that you would feel that we are approaching this in a positive way, and that our government is approaching it in a positive way. We have an all-party committee here. Although the NDP is not represented here today, it is an all-party committee.

I get some kind of sense of negativism in some of the comments you have made, and I just want to assure you that we are trying to be as positive as we can in terms of elimination of discrimination.

As far as the watch-dog group that you suggest is concerned, I think that is an excellent idea. This committee, established in March and to report in October, is a committee that should really go on in terms of looking at further legislation. We have a mandate to report to the House of Commons. However, the McGrath committee, regarding reform of the House of Commons, recommended that there be a human rights standing committee of the House of Commons, which is similar to what you have recommended, to look at human rights on an on-going basis, because, really, the discussion we have having today we probably would not have had 10 years

[Traduction]

M. McNeilly: Cela pourrait en faire partie également. Nous n'avons pas donné de cas. Probablement que M. Arif propose des cas mineurs. Mais vous pouvez avoir cette situation lorsque le groupe multiculturel en question peut être considéré comme recevant trop, et cela pourrait causer une réaction.

Mme Finestone: J'aimerais que nous considérions ce point.

Vous n'êtes pas contents que le ministre du multiculturalisme ait un portefeuille de second rang; vous croyez que ce devrait être l'un des . . . Je sais qu'on a proposé que ce soit un ministère.

M. McNeilly: Ce changement a été un choc, réellement, parce que le ministère de la Condition physique et du Sport amateur est en soi un ministère de second rang. Je ne sais pas pourquoi, mais tel est le cas. Et alors, joindre le ministère du Multiculturalisme au ministère de la Condition physique et du Sport amateur c'est abaisser davantage le multiculturalisme ou le sport. Si la population multiculturelle représente un tiers de la population du Canada, alors je crois que cette population mérite un ministère qui soit plus puissant et plus imposant que ce que nous avons présentement.

M. Arif: Je suis d'accord avec le Dr McNeilly. Cependant, je voulais tout simplement signaler que lorsque nous avons entendu parler de cela, quelqu'un a dit [*Inaudible—Éditeur*] se moque de nous encore—ministre des Sports et du Multiculturalisme.

Le président: Pauline Browes, députée de Scarborough Centre, posera la question suivante.

Mme Browes: Merci, monsieur le président.

Je suis très heureuse d'être membre de ce Comité et d'avoir l'occasion d'entendre ce que les Canadiens ont à dire sur la Charte des droits et libertés.

Nous essayons d'aborder toute cette question d'une façon très positive, et j'espère que vous croyez que nous abordons ce sujet d'une façon positive et que notre gouvernement l'aborde également d'une façon positive. Nous avons ici un comité où tous les partis sont représentés. Bien que le NPD ne soit pas représenté ici aujourd'hui, c'est un comité où tous les partis sont représentés.

Je crois avoir perçu un certain négativisme dans certaines observations que vous avez faites, et je voudrais tout simplement vous assurer que nous essayons d'être aussi positifs que possible pour ce qui a trait à l'élimination de la discrimination.

Pour ce qui est du groupe de surveillance que vous proposez, je crois que c'est une excellente idée. Ce Comité, établi en mars et qui doit faire rapport en octobre, est un comité qui devrait réellement aller de l'avant en matière de législation nouvelle. Nous avons le mandat de présenter un rapport à la Chambre des communes. Toutefois, le comité McGrath, concernant la réforme de la Chambre des communes, a recommandé qu'il y ait un comité permanent de la Chambre des communes sur les droits de la personne, qui ressemble à ce que vous avez recommandé, pour s'occuper continuellement des droits de la personne, parce, vraiment, la discussion que

[Text]

ago. And 10 years from now it may not be necessary to have this kind of a discussion, hopefully; it would have a different form. I think your suggestion is a good one on that point.

In terms of a positive approach, I would hope that you would certainly give the Hon. Otto Jelinek a good chance on this. I think he has proved himself as a very competent minister in our government. I know from his own personal background, coming from a European country, that he has a very fine understanding. I would hope you would not see this in any kind of a negative way; that you would approach this in a very positive way and with every confidence that he will do a good job.

Dr. McNeilly: I respect the Hon. Otto Jelinek, not only for his being like myself, having come to this country a number of years ago, but also because in the realm of sport he has represented Canada and won great distinction. It is a pity that he might be too good to hold two—I am sure. There is no reference to him as a person in this, the reference is actually to the position. He is a good man and can hold two shoes, you know, but I think it would be nice if we could recognize both, as I said earlier, sport and multiculturalism. They are two very important things because I believe the country and its people are important—and both those two aspects of life are important. I would be in great difficulty if I had the problem to divide the ministerial positions.

• 1630

Mr. Arif: As Dr. Rosalie Abella has pointed out, the remarks were not aimed at individual Cabinet members. We were referring to a need for a more powerful portfolio.

If there is some negativism in the way I came across, it is not the intention. I stated early on that it is very encouraging that we are here. You are welcome here, and we are very happy that you are doing this.

What I will accept are facts. As a friend of mine would say, those are not statistics but are the truths; they are our problems, and we all should work on those problems.

Mrs. Browes: Thank you very much for your comments and suggestions. They will be helpful.

Mr. Clinch: I have a brief question with regard to the provincial nature of your organization. Would you describe that a little bit for me? Are there representatives from other jurisdictions in the province, or . . .

Dr. K.P. Lee (Member, Multicultural Association of Fredericton): Do you mean the Multicultural Association of Fredericton? This association is not provincial as the name implies. We are just a multicultural community for the Fredericton area, representing people. We do have a provincial organization which is called the New Brunswick Multicultural Council of which we are a member. That council is composed of associations from different cities.

[Translation]

nous avons aujourd'hui n'aurait probablement pas eu lieu il y a 10 ans. Et dans 10 ans d'ici, il ne sera peut-être pas nécessaire d'avoir une telle discussion, je l'espère; sa forme serait différente.

Je pense que votre suggestion est bonne sur ce point. Pour ce qui a trait à l'approche positive, j'espère que vous donnerez une bonne chance à l'honorable Otto Jelinek. Je crois qu'il a démontré qu'il était un ministre très compétent dans notre gouvernement. Je sais d'après ses antécédents personnels, il vient d'un pays européen, qu'il comprend très bien la situation. J'espère que vous ne voyez pas cela d'une façon négative, que vous abordez cela d'une façon très positive en croyant sincèrement qu'il fera du bon travail.

M. McNeilly: J'ai du respect pour l'honorable Otto Jelinek, non seulement parce que, comme moi, il est venu dans ce pays il y a un certain nombre d'années, mais aussi parce qu'il a représenté le Canada dans le domaine du sport et s'est distingué de façon remarquable. Il est dommage qu'il puisse être trop bon pour coiffer les deux—j'en suis certain. Il n'est pas question de lui en tant qu'individu, mais plutôt par rapport au poste. C'est quelqu'un de bien qui peut cumuler des fonctions, vous savez, mais je pense qu'il serait juste que nous reconnaissons les deux, comme je l'ai dit plus tôt, le sport et le multiculturalisme. Il y a deux choses très importantes parce que je considère que le pays et le peuple sont importants—et ces deux aspects de la vie sont importants. J'aurais beaucoup de difficulté si je devais diviser les postes ministériels.

M. Arif: Comme M^{me} Rosalie Abella l'a souligné, les remarques ne visaient pas les membres du Cabinet. Nous traitions de la nécessité d'avoir un portefeuille plus puissant.

Si ma façon d'aborder la question semble quelque peu négative, cela n'est pas du tout mon intention. J'ai dit plus tôt qu'il était très encourageant d'être ici. Vous êtes les bienvenus ici et nous sommes très heureux que vous fassiez cela.

J'accepterai des faits. Comme dirait l'un de mes amis, il ne s'agit pas de statistiques, mais de vérités; il s'agit de nos problèmes et nous devons essayer de les résoudre.

Mme Browes: Merci beaucoup pour vos commentaires et suggestions. Cela sera utile.

M. Clinch: J'ai une question au sujet de la nature provinciale de votre organisation. Pourriez-vous me la décrire brièvement? Y a-t-il des représentants d'autres juridictions dans la province ou . . .

M. K.P. Lee (membre, Association multiculturelle de Fredericton): Parlez-vous de l'Association multiculturelle de Fredericton? Il ne s'agit pas d'un organisme provincial comme le nom le sous-entend. Nous sommes une collectivité multiculturelle pour la région de Fredericton et nous représentons les gens. Nous avons également une organisation provinciale qui s'appelle le Conseil multiculturel du Nouveau-Brunswick dont nous faisons partie. Ce conseil se compose d'associations de diverses villes.

[Texte]

Mr. Clinch: You are one of the organizations under that umbrella group.

Dr. Lee: That is correct, yes.

Mr. Clinch: Does this group have any liaison with the provincial government?

Dr. Lee: We are establishing that. As a result of that council we have a close relation, but we are still trying to establish a better link with the government. Presently it is not an easy matter, you know. For example, this province does not have one person responsible for multicultural programs, unlike Ontario in which the provincial government has an announced policy on multicultural aspects. New Brunswick does not have one yet.

Mr. Clinch: Thank you very much.

The Chairman: Thank you. There was one question you raised and that was whether the charter applies to the private sector. Was it about the private sector, or was it about province-to-province different rights?

Mr. Arif: It was about province-to-province rights.

The Chairman: Someone here had also indicated that there may have been a concern whether it applied to the private sector, especially in the situation where we were talking about employers and so on.

Mr. Arif: Mr. Chairman, when I referred to private sector, I was talking about actions and programs which should be carried out in the public sector as well as in the private sector.

The Chairman: That is right. The charter does apply to all government—federal, provincial, municipal and all the agencies and emanations of government—but does not expressly apply to the private sector. However, we do have the Canadian Human Rights Commission at the federal level and in each province.

Often people say that since we have a charter, what is the need for the Human Rights Commission and the Human Rights Code. It is for that exact reason. As a committee, we have been looking at the Canadian Human Rights Act, and some areas in there that we feel may need be amended in light of the charter so that the principles that are applying through the charter can, in fact, be carried through all of Canadian society.

As far as your question about rights varying from province to province, well, of course, the charter applies equally to all Canadians wherever they live. Mobility rights are guaranteed in the charter now.

The fact does remain, however, that under our Constitution as it existed even prior to patriation and prior to entrenchment of the charter, we do have a division of powers between the federal and the provincial levels. That is the nature of our federal state, and sections 91 and 92 of the Constitution divide those powers. If the Province of New Brunswick or the

[Traduction]

M. Clinch: Vous êtes un des organismes sous la protection de ce groupe.

M. Lee: C'est exact, oui.

M. Clinch: Ce groupe a-t-il des liens avec le gouvernement provincial?

M. Lee: Nous sommes en train d'en établir. Grâce à ce conseil, nous avons une étroite relation, mais nous essayons d'établir une meilleure liaison avec le gouvernement. Actuellement, ce n'est pas facile, vous savez. Par exemple, personne n'est responsable des programmes multiculturels dans cette province, contrairement à l'Ontario où le gouvernement provincial a annoncé une politique sur les aspects multiculturels. Le Nouveau-Brunswick n'en a pas encore.

M. Clinch: Merci beaucoup.

Le président: Merci. Vous avez demandé si la Charte s'appliquait au secteur privé. S'agissait-il du secteur privé ou des différents droits d'une province à l'autre?

M. Arif: Il s'agissait des droits d'une province à l'autre.

Le président: Quelqu'un a également dit que l'on aurait pu s'inquiéter que cela s'applique au secteur privé, particulièrement dans le cas où nous parlions des employeurs et ainsi de suite.

M. Arif: Monsieur le président, lorsque je parlais du secteur privé, je parlais des interventions et des programmes qui pourraient être entrepris dans le secteur public aussi bien que dans le secteur privé.

Le président: C'est bien. La Charte s'applique à tous les gouvernements—fédéral, provincial, municipal et à tous les organismes et services émanant du gouvernement—mais ne s'applique pas expressément au secteur privé. Cependant, nous avons la Commission canadienne des droits de la personne au niveau fédéral et dans chaque province.

Les gens disent souvent qu'étant donné que nous avons une charte, nous n'avons pas besoin de la Commission des droits de la personne et du Code des droits de la personne. C'est pour cette raison précise. En tant que comité, nous avons étudié la Loi sur les droits de la personne au Canada et nous pensons qu'il peut être nécessaire de modifier certaines parties d'après la Charte de façon que les principes qui s'appliquent par la Charte puissent, en fait, s'appliquer à toute la société canadienne.

En ce qui concerne votre question sur les droits qui varient d'une province à une autre, la Charte s'applique également à tous les Canadiens où qu'ils vivent, bien sûr. La Charte garantit désormais les droits à la mobilité.

Il n'en reste pas moins qu'en vertu de la Constitution que nous avons, même avant son rapatriement et l'enchâssement de la Charte, il y avait un partage des pouvoirs entre les gouvernements fédéral et provinciaux. Telle est la structure de notre État fédéral, et les articles 91 et 92 de la Constitution fixent la répartition de ces pouvoirs. Les provinces du Nouveau-

[Text]

Province of Alberta or the Province of Quebec were to choose within their own area of legislative jurisdiction to expand rights or contract rights in a way that is different from other provinces, that is the nature of this country and the nature of a federal state. What we are looking at, of course, are federal laws which apply uniformly throughout the country. Hopefully, we will be doing something, as well, in setting the standards to apply from coast to coast.

• 1640

Mr. Arif and Dr. McNeilly and Dr. Lee, I thank each of you for coming before us this afternoon and sharing with us your perspective on section 15 and on what we should be doing in about seven weeks time when we make our report to Parliament. Thank you all very much.

Just at this juncture there is a brief presentation to be made. Would you like to do the explaining, madam, or may I?

Ms Marion Wells (Individual Presentation): This is my brief message today. I work in the field of adult literacy, and I did not have time to bring a brief; I only heard about the meeting today. But I think my written brief will be submitted, as I understand we have until the end of September.

The figure for New Brunswick is probably slightly higher than this. We have the second highest illiteracy rate in Canada. I think the federal government may wish to consider—in deed, I would urge that they consider—programs to be put in place for adults, non-readers, as part of . . . well, I do not know where that fits under the Affirmative Action Program but, certainly, it is a very, very important issue. Thank you.

The Chairman: Thank you. Just for our printed record, the sign now being held up here in the auditorium in Fredericton states: "One in five Canadians is not able to read this message". The issue of course is illiteracy. In fact, when I first heard that you wanted to hold up a sign which said that, the question which came to my mind was whether this pertained to the issue of illiteracy or does it relate to the issue of the visually impaired? And people who, of course, are blind or visually impaired also have protection under section 15 now, because discrimination on the basis of physical handicaps is also prohibited. Now I know the answer. It is also a concern we had raised yesterday in Charlottetown when that same statistic was mentioned. If it is accurate it is staggering to realize that 20% of the population cannot read that.

Therefore, we do look forward, as members of this committee, to receiving your written brief, and the sooner the better because we are moving as quickly as we can. We view ourselves as an implementation committee and look forward to learning whatever positive suggestions you can send us so that we may consider them for our report. Thank you.

The next organization is the New Brunswick Advisory Council on the Status of Women. We have received a brief. Mrs. Browes says, we have received a book. It is not as long as

[Translation]

Brunswick ou de l'Alberta ou encore du Québec peuvent décider, à l'intérieur de leur propre sphère de compétences, d'élargir ou de restreindre des droits d'une manière différente par rapport aux autres provinces. C'est ainsi que fonctionne le Canada et c'est l'essence d'un État fédéral. Ce que nous voulons naturellement, ce sont des lois fédérales qui s'appliquent uniformément au pays. Nous espérons également établir des normes qui s'appliquent d'un océan à l'autre.

Je remercie M. Arif, D^r McNeilly et Dr Lee d'être venus cet après-midi et d'avoir partagé avec nous leurs opinions au sujet de l'article 15 et de ce que nous devrions faire dans environ sept semaines lorsque nous présenterons notre rapport au Parlement.

Maintenant, un court exposé doit être présenté. Voulez-vous en faire l'explication, Madame, ou préférez-vous que ce soit moi?

Mme Marion Wells (exposé individuel): J'ai un court message à transmettre. Je travaille dans le domaine de l'alphabétisation des adultes et je n'ai pas eu le temps de préparer un exposé car on ne m'a informée de la réunion qu'aujourd'hui. Mais je pense que je présenterai quand même un exposé écrit puisque nous avons jusqu'à la fin du mois de septembre.

Les chiffres pour le Nouveau-Brunswick sont probablement un peu plus élevés que ceux-ci. Nous avons le deuxième taux d'alphabétisme au Canada. Je crois que le gouvernement fédéral devrait envisager de créer des programmes destinés aux adultes, aux analphabètes, peut-être dans le cadre du programme de la promotion sociale car il s'agit très certainement d'une question fondamentale. Je vous remercie.

Le président: À titre d'information, je vous signale que l'affiche qui est maintenant en vue à l'auditorium à Fredericton énonce: «un Canadien sur cinq ne peut lire ce message». Il s'agit naturellement de l'analphabétisme. En fait, lorsque j'ai su que vous vouliez faire afficher ce message, je me suis demandé si cela relevait de la question de l'analphabétisme ou de celle des handicapés visuels? Naturellement, les aveugles ou les handicapés visuels sont également protégés en vertu de l'article 15 qui interdit la discrimination fondée sur les déficiences physiques. Maintenant je sais quelle est la réponse. Il s'agit aussi d'un point que nous avons soulevé hier à Charlottetown lorsque ce même chiffre a été mentionné. S'il est exact, il est scandaleux que 20 p. 100 de la population ne sache pas lire.

Par conséquent, nous, membres de ce Comité, sommes impatients de recevoir votre exposé écrit car nous n'aimerions pas retarder le processus. Nous nous considérons comme un Comité d'application et nous accueillerons toute recommandation que vous nous enverrez afin d'en tenir compte dans notre rapport. Merci.

L'organisme suivant est le Conseil consultatif du Nouveau-Brunswick sur la condition de la femme. Nous avons reçu un exposé. M^{me} Browes dit qu'il s'agit plutôt d'un livre. Il n'est pas

[Texte]

some we have received, but it certainly is a very comprehensive document, and I wish to thank you for furnishing it in that form. Perhaps you would introduce the people with you and, then, we will proceed within our usual format to hear you speak to your brief. Following that, we will ask you some questions. Thank you.

Ms Myrna Richards (Chairperson, New Brunswick Advisory Council on the Status of Women): Thank you. We are actually the New Brunswick Advisory Council on the Status of Women. I am Myrna Richards, Chairperson, and have with me, Jeannette Blue, a council member, and Rosella Melanson, the staff member. Both these people have worked on the preparation of this brief, which is not as long as it appears since we have given you an appendix of other materials.

• 1645

We are very pleased to have this opportunity to address the parliamentary Subcommittee on Equality Rights. The focus of our brief is the principle of equality of the sexes, and we present the view that, from our point of view, the provision guaranteeing sex equality, section 28, of all the provisions is the strongest provision in the charter. We have given our brief a title, "How Much Equality", and when you read our brief I think you will find the answer, which is full equality. But we do express some concerns about the process of consultation. We, of course, welcome consultation, but the three-year delay has been of concern to us. I know we are not the first group to have expressed that concern to you.

We have also in our brief attempted to address some of the issues raised in the discussion paper from the Department of Justice, "Equality Issues in Federal Law", because the tone and tenor of some of the comments and reflections in that particular discussion paper gave us some concern, disturbed us to some extent. We say in our introduction that we certainly did not want to believe that the reason for this inquiry was to question how much or how little equality was acceptable to Canadians, but some of the comments in the discussion paper could give rise to that point of view. So I want to begin with that rather negative comment and then go on to more positive measures.

Our Constitution has recognized rights. Governments have the opportunity to act to reduce the need for litigation to collect on that promise of rights, and we hope to see a more generous interpretation of the government's responsibility to respect equality rights.

I believe one of the themes you will see running through our brief is the fact that we see incumbent upon our elected representatives the responsibility to anticipate, to examine and to spare individuals litigation as much as possible. We have particular concern about litigation for women, who frequently do not have the resources to go through the long and arduous process, realizing, of course, that from time to time litigation will be the means by which the charter is interpreted.

[Traduction]

aussi long que certains que nous avons reçus, mais il s'agit certainement d'un document très complet et j'aimerais vous en remercier. Vous voudrez peut-être commencer par nous présenter les personnes qui vous accompagnent, ensuite nous procéderons comme d'habitude, c'est-à-dire que nous vous donnerons la parole, pour finalement vous poser des questions.

Mme Myrna Richards (présidente, Conseil consultatif sur la condition de la femme): Merci. Je suis Myrna Richards, présidente du Conseil, et je suis accompagnée de M^{me} Jeannette Blue, membre du Conseil, et de M^{me} Rosella Melanson, membre du personnel. Ces deux personnes ont collaboré à la préparation du mémoire, qui n'est pas aussi long qu'on peut le penser, étant donné qu'il contient en annexe un répertoire d'autres documents.

Nous sommes très heureux de pouvoir présenter notre mémoire devant le Sous-comité sur les droits à l'égalité. Notre mémoire traite principalement du principe de l'égalité des sexes, et, selon nous, la disposition garantissant l'égalité des sexes, l'article 28, est parmi toutes les dispositions de la Charte celle qui a le plus de force. Notre mémoire a pour titre *How Much Equality*, et tente d'apporter une réponse à cette question: l'égalité complète. Mais nous avons certaines inquiétudes en ce qui concerne le processus de consultation. Nous sommes bien sûr en faveur d'une consultation, mais le délai de trois ans a été pour nous un sujet de préoccupation. Je sais que nous ne sommes pas le premier groupe à vous faire part de cette préoccupation.

Nous avons également tenté dans notre mémoire de traiter de certaines des questions soulevées dans le document de travail du ministère de la Justice intitulé «Les droits à l'égalité et la législation fédérale», parce que le ton et la substance de certaines remarques et réflexions dans ce document nous ont inquiétés, troublés dans une certaine mesure. Dans l'introduction, nous disons ne pas vouloir croire que cette enquête a été instituée pour mesurer le degré d'égalité qui était acceptable aux yeux des Canadiens, mais certains des commentaires contenus dans le document de travail pourraient susciter de telles craintes. Je veux donc commencer par cette remarque plutôt négative et passer ensuite à des mesures plus positives.

Notre Constitution reconnaît certains droits. Les gouvernements peuvent prendre des mesures en vue de réduire le recours visant à faire appliquer les droits prévus dans la Charte, et nous espérons qu'on interprétera de façon plus généreuse la responsabilité du gouvernement en ce qui concerne le respect des droits à l'égalité.

Un des thèmes qui se dégage du mémoire est le suivant: nos représentants élus ont la responsabilité de prévoir, d'examiner les litiges de manière à éviter autant que possible que les individus aient à contester devant les tribunaux. Nous nous inquiétons particulièrement des contestations que doivent faire les femmes, qui souvent n'ont pas les ressources nécessaires pour entreprendre ce processus long et ardu, se rendant compte, bien sûr, que de temps en temps, la contestation

[Text]

Under section 28 of the charter, the rights and freedoms enshrined in the charter are guaranteed equally to men and to women. This principle of equality between the sexes is the strongest provision in the charter. It is self-evident that sex equality is a fundamental concept of the free and democratic society for which the charter was proclaimed. Nevertheless, section 28 was included only through the combined effort of women from all parts of Canada. Since historically section 28 was included after section 1 and section 33, it follows that the guarantee of the equality of female and male persons cannot be limited or restricted under section 1 or section 33. Notwithstanding anything in the charter, sex equality is guaranteed and is paramount, and that is our submission.

Sex equality is also one of the enumerated grounds in section 15. We certainly do not believe the enumerated grounds in section 15 are exclusive, and we look forward to the expansion of those grounds. Under section 15, the benefit and protection of the law are guaranteed to every individual. Discrimination on the basis of any of the grounds enumerated in section 15 would result in a denial of equal treatment and therefore is prohibited. The forms of discrimination listed in section 15 had been found to have existed and to have prevented the realization of equality in Canada before the charter.

The negotiated three-year delay before implementation of section 15 had also applied to sex equality. Governments undertook to audit statutes, policies and programs during the three-year period following the findings of the charter to remove discriminatory practice and to ensure equality.

It is significant that this was necessary. Every human rights code in Canada prohibits discrimination on the basis of sex, and although Canada is a signatory of international conventions against sex discrimination, sex discrimination existed, as evidenced by the need for a three-year attack on practice and policy. In fact, however, very little has been changed even though there is a widespread recognition of overt and built-in discrimination.

To date, some examples of facial discrimination have been removed from the statute books. Stereotyping of sexist language must be completely removed from laws and regulations. From April 17, 1985, both present and future legislation, policies and programs are liable to attack on the grounds of non-compliance with charter guarantees of equality between the sexes, unless they can be justified as affirmative action programs under subsection 15.(2) of the charter.

• 1650

By reading together sections 15 and 28 it is evident that the guarantee of sexual equality without discrimination as contained in section 15 is strengthened by the declaration in

[Translation]

devant les tribunaux permettra d'obtenir une interprétation de la Charte.

En vertu de l'article 28 de la Charte, les droits et libertés enchassés dans la Charte sont garantis aux hommes comme aux femmes. Ce principe de l'égalité des deux sexes est la disposition qui a le plus de force dans la Charte. Il va de soi que dans la société libre et démocratique qui a adopté cette Charte, l'égalité des sexes est un concept fondamental. Néanmoins, l'article 28 n'a été inclus que grâce aux efforts conjugués des femmes de toutes les régions du Canada. Étant donné que l'article 28 a été ajouté après les articles 1 et 33, il s'ensuit que l'égalité garantie aux hommes et aux femmes ne peut être limitée ou restreinte en vertu de l'article 1 ou de l'article 33. Notre thèse est que quelles que soient les autres dispositions de la Charte, l'égalité des sexes est garantie et prime sur le reste.

L'égalité des sexes était également l'un des motifs énumérés dans l'article 15. Nous ne croyons certainement pas que les motifs énumérés dans l'article 15 soient les seuls à pouvoir être inclus, et nous attendons avec impatience qu'on fasse l'inventaire de tous ces motifs. Selon l'article 15, tous les individus ont droit ont la même protection et au même bénéfice de la loi. La discrimination fondée sur les motifs énumérés à l'article 15 constitueraient une négation du droit à l'égalité et est par conséquent interdite. Les types de discrimination énumérés à l'article 15 ont déjà existé et ont empêché la reconnaissance effective de l'égalité au Canada avant l'adoption de la Charte.

Le délai de trois ans avant l'entrée en vigueur de l'article 15 qui a été négocié s'applique également à l'égalité des sexes. Les gouvernements ont entrepris la révision des lois, politiques et programmes durant les trois ans qui ont suivi l'adoption de la Charte afin d'abolir les pratiques discriminatoires et de faire respecter l'égalité.

Il est révélateur qu'une telle chose soit nécessaire. Toute charte des droits de la personne au Canada interdit la discrimination fondée sur le sexe, et bien que le Canada ait signé des conventions internationales contre la discrimination fondée sur le sexe, ce type de discrimination avait cours, comme le montrent les efforts qui ont dû être faits pendant trois ans pour modifier les pratiques et politiques. Très peu de choses ont changé cependant, même si l'on est de plus en plus conscient des formes de discrimination ouverte et institutionnalisée.

Jusqu'à ce jour, certaines formes de discrimination fondées sur la race ont été éliminées des codes de loi. Les expressions stéréotypées à caractère sexiste doivent disparaître complètement des lois et règlements. Depuis le 17 avril 1985, il est possible de contester les lois, politiques et programmes actuels et futurs en invoquant comme argument qu'ils ne sont pas conformes aux garanties d'égalité entre les sexes prévus dans la Charte, à moins qu'on puisse démontrer qu'il s'agit d'un programme d'action positive visé par le paragraphe 15(2) de la Charte.

La lecture des articles 15 et 28 souligne l'interdiction de la discrimination fondée sur le sexe, prévue à l'article 15, et confirmée par l'article 28 selon lequel les droits et libertés qui

[Texte]

section 28 that the rights and freedoms contained in the charter benefit men and women equally. The discussion paper prepared for the Minister of Justice seems to concentrate almost entirely on the guarantees contained in section 15, even in the sphere of sexual equality. There is little evidence that section 28 has been given due consideration.

On pages 5, 8, 11 and 27 of the discussion paper, one is urged to assume that when discrimination is found to exist it may be justified if reasonable and necessary; it may have adverse effects that are not irrelevant or capricious and therefore justified. This amounts to saying that sections 15 and 28 are subject to sections 1 and 33 of the charter. The danger in this interpretation is found in two statements in the discussion paper on pages 8 and 11.

As the New Brunswick Advisory Council on the Status of Women perceives these two statements, the discussion paper suggests that should a policy of the elected representatives of the people have objectives that are justifiable, even if they have an adverse effect on either sex, they will not be scrutinized by the courts. At the most, what may be permitted is to examine whether the objectives may be achieved by another means so that there is no discrimination on the basis of sex.

It is submitted that the objectives of the elected representatives are subject to the scrutiny of the courts, and if the objectives infringe upon the rights and freedoms guaranteed by the charter they will be prohibited. We see that as one of the most significant changes that has come about in our society as a result of the charter.

Under the British North American Act, the courts were restricted. A government policy within the distributed powers was valid. Under the charter, the courts shall examine government policy in the light of charter guarantees. Objectives that place unnecessary limitations on charter rights and freedoms will be prohibited. In the case of discrimination between the sexes, objectives that discriminate, except for those programs designated to alleviate the conditions of the disadvantaged sex, are totally prohibited because of the overriding provisions of section 28.

We submit that it is imperative the legal rights guaranteed by the charter be fully recognized by governments without recourse to legal actions by individuals.

We realize that systemic discrimination is not as readily apparent as facial discrimination, that adverse impact may only be revealed after evidence is produced of the intended consequences of an otherwise reasonable policy or practice. However, when the impact is found to be discriminatory, to continue such policy or practice would be contrary to the charter. So we suggest it is incumbent upon governments not to wait for challenges but to forestall them and act upon those principles.

In part two of our brief we have included for your information some of the changes that have recently come about in

[Traduction]

sont mentionnés dans la Charte sont garantis également aux personnes des deux sexes. Le document de travail préparé pour le ministre de la Justice semble porter presque entièrement sur les garanties prévues à l'article 15, même en ce qui concerne l'égalité des deux sexes. Il semble qu'on n'ait pas donné suffisamment de poids à l'article 28.

Aux pages 5, 8, 11 et 27 du document de travail, on est poussé à présumer qu'en cas de discrimination, celle-ci peut se justifier pour certaines raisons; cela peut avoir des effets défavorables qui ne sont ni impertinents ni aléatoires et qui seraient par conséquent justifiés. Cela revient à dire que les articles 15 et 28 sont soumis aux articles 1 et 33 de la Charte. Le risque d'une telle interprétation est présenté dans deux déclarations dans le document de travail, aux pages 8 et 11.

Selon le Conseil consultatif sur la condition de la femme (Nouveau-Brunswick), en ce qui concerne ces deux déclarations, le document de travail semble indiquer que si la politique des représentants élus du peuple a des objectifs qui sont justifiables, même dont l'effet est défavorable sur des personnes de l'un ou de l'autre sexe, ces objectifs ne seront pas examinés par les tribunaux. Tout au plus, il sera peut-être permis d'étudier si les objectifs peuvent être atteints par un autre moyen afin d'éviter toute discrimination fondée sur le sexe.

Nous estimons que les objectifs des représentants élus du peuple doivent faire l'objet d'examen par les tribunaux et si ces objectifs enfreignent les droits et libertés garantis par la Charte, ils devront être interdits. À notre avis, il s'agit là d'un des changements les plus importants dans notre société à la suite de l'adoption de la Charte.

Aux termes de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, les tribunaux n'avaient pas toute liberté d'action. Dans le cadre de la séparation des pouvoirs, la politique gouvernementale était valide. Par contre, en vertu de la Charte, les tribunaux pourront examiner la politique du gouvernement dans le cadre des garanties données par la Charte. Les objectifs qui limitent indûment les droits et libertés garantis par la Charte seront interdits. Dans le cas de discrimination fondée sur le sexe, les objectifs discriminatoires dans le cadre des programmes conçus pour améliorer la condition de la personne désavantagée sont totalement interdits en raison des dispositions de l'article 28.

Nous estimons qu'il est impératif que les droits garantis par la Charte soient pleinement reconnus par les gouvernements sans qu'il y ait recours devant les tribunaux par les individus.

Nous sommes conscients du fait que la discrimination systématique n'est pas aussi évidente qu'une discrimination ouverte, et que les effets défavorables apparaissent seulement après que les conséquences projetées d'une politique ou d'une mesure raisonnable aient été prouvés. Cependant, lorsque l'effet se révèle discriminatoire, la poursuite d'une telle politique ou d'une telle mesure serait contraire à la Charte. C'est pourquoi nous recommandons aux gouvernements de ne pas attendre que les recours soient intentés mais plutôt de les prévoir et d'agir selon ces principes.

Dans la deuxième partie de notre exposé, nous avons présenté à titre d'information certaines modifications récentes

[Text]

New Brunswick laws. In our appendix we have included for your interest the submission we made to the New Brunswick government on the charter as it applied to New Brunswick, and particularly as it applied to New Brunswick women.

We have recently had an omnibus bill, which brought various changes. Some of these changes included changes in the Vital Statistics Act. This act has not yet been proclaimed, to my knowledge; but under the new provisions parents will be allowed to give newborns the name of either the mother, the father, or a combination name. The Change of Name Act now respects equality, and is flexible in a person's choice of family name.

The common law concept of unity of legal personality was not openly abolished, but many of its residual consequences have been ended. A spouse can now bring action against the other spouse in auto accidents involving fault. Other legal disabilities suffered by a married woman at common law were also removed; her domicile, for example, is no longer necessarily that of her husband, and the husband no longer has proprietary and exclusive rights to his wife's services. You have already had mentioned to you today the amendment of the New Brunswick Human Rights Act.

The New Brunswick Advisory Council on the Status of Women, while advising the government that amendments to existing laws are only a first step to equality, has also recommended that the Human Rights Commission have the power to bring action on its own without a specific complaint, and should be responsible to the legislative assembly and not just a particular minister. Other changes were recommended to strengthen the Human Rights Commission, since the council believes women will look to these commissions to help in applying the equality provisions of the charter.

• 1655

A second important step to equality the New Brunswick government has not fully embarked upon is the creation of new laws and new programs that will promote equality. The New Brunswick Advisory Council has said to the provincial government that equal pay for work of equal value, accessible, quality child care, affirmative action, and nonsexist education are all conditions that must be met before women can reach equality. Equality of results between the sexes in education and employment must become an institutional objective. Major social problems, such as violence against women, will have to be tackled for women to live in real equality.

Our mandate is a provincial one. We have not had the resources, nor have we attempted to address all federal laws

[Translation]

des lois du Nouveau-Brunswick. Dans l'annexe, nous avons inclus l'exposé que nous avons présenté au gouvernement du Nouveau-Brunswick sur la Charte telle qu'elle s'appliquait au Nouveau-Brunswick, et particulièrement aux femmes dans cette province.

Nous avons eu récemment un projet de loi comportant plusieurs mesures et qui a introduit diverses modifications. Certaines de ces dernières concernaient la Loi sur l'état civil. Cette dernière n'a pas encore été proclamée à ce que je sache, mais en vertu des nouvelles dispositions, les parents pourront donner à leur progéniture soit le nom de la mère, soit celui du père, soit les deux. La Loi sur le changement de nom respecte les droits à l'égalité et elle est très souple en ce qui concerne le choix du nom de famille.

Le concept de common law de l'unité de la personnalité juridique n'a pas été ouvertement aboli mais beaucoup de ses conséquences ont été annulées. Un conjoint peut maintenant intenter un recours contre son conjoint dans des accidents automobiles eu égard à la responsabilité. D'autres incapacités juridiques dont souffrait la femme mariée en common law ont également été annulées; son domicile par exemple n'est plus forcément celui de son mari et l'époux n'a plus maintenant les droits de propriété et les droits exclusifs aux services de son épouse. On vous a déjà mentionné aujourd'hui la modification de la Loi du Nouveau-Brunswick sur les droits de la personne.

Le Conseil consultatif sur la condition de la femme (Nouveau-Brunswick), tout en indiquant au gouvernement que les modifications des lois actuelles ne sont qu'une première étape vers les droits à l'égalité, a également proposé que la Commission des droits de la personne puisse intenter un recours sans qu'il y ait une plainte particulière et que cette Commission relève de l'assemblée législative et non d'un ministre en particulier. D'autres changements ont été proposés afin de renforcer les pouvoirs de la Commission des droits de la personne puisque le conseil estime que les femmes vont s'appuyer sur ces Commissions afin de faire respecter les dispositions de la Charte relatives aux droits à l'égalité.

Un autre pas important vers l'égalité que le gouvernement du Nouveau-Brunswick n'a pas pleinement consenti à faire à trait à la création de nouvelles lois et de nouveaux programmes visant à promouvoir l'égalité. Le Conseil consultatif du Nouveau-Brunswick a fait savoir au gouvernement provincial que l'égalité du salaire pour un travail d'égale valeur, ainsi que l'accès à des services de garde de qualité, à des programmes de promotion sociale et à une éducation non sexiste sont autant de conditions qui doivent être satisfaites avant que les femmes puissent parvenir à l'égalité. Il importe que l'égalité des résultats obtenus par l'un et l'autre sexes dans le monde de l'éducation et celui du travail devienne un objectif officiel. Il faudra qu'on règle des problèmes sociaux majeurs, tel celui de la violence exercée contre les femmes, si l'on veut que les femmes parviennent vraiment à l'égalité.

Notre mandat est provincial. Nous n'avons pas les ressources voulues pour nous pencher sur toutes les lois fédérales et toutes les questions en suspens, et nous n'avons pas essayé non

[Texte]

and all the issues raised; but we have addressed some selected issues in part 3 of our brief.

About the unemployment insurance and maternity leave provisions, we found ourselves in agreement with the Canadian Advisory Council on the Status of Women. We support their recommendations on this matter. We are particularly concerned about the fact that maternity leave benefits should be made flexible and perhaps become parenting leave, which could be shared by parents under the appropriate circumstances.

We were concerned about some of the remarks included in the discussion paper on the role of women in the Canadian Armed Forces. Again, although our mandate is a provincial one, certainly women from New Brunswick serve in the Canadian Armed Forces. It is apparent to all of us that modern warfare is no respecter of persons—if warfare was ever a respecter of persons—and that women and children are not immune to the effects of modern warfare. Perhaps the majority of women do not covet an active combat role in the Canadian Armed Forces. However, we suggest and believe Canadian women have the right, if they meet the qualifications and choose to take the risk, to have an active combat role in the armed forces. We feel to deny them that role would deny them other opportunities and would be a discriminatory act.

Under the section devoted to the Criminal Code we talk about the fact that gender-based language is still to be amended, and we feel three years was probably long enough to deal with that issue. That lack of foresight has caused serious problems. That has been referred to this afternoon in a conversation.

In recent court decisions dealing with child molesters, we have found the language of the Criminal Code is creating problems in conflict with the charter. There is a real danger that some criminals have gone free because of lack of government action in reconciling those two concepts. The government will certainly now have to change the code to gender-neutral language and insert reasonable limits for age discrimination to protect children in sex offences.

Another section of the Criminal Code that has had a negative impact on equality for women deals with abortion. The New Brunswick Advisory Council on the Status of Women's position on abortion is that the pregnant woman should be the one to make that decision about continuing or interrupting the pregnancy. This position recognizes the fact that information on contraception is not always readily available and contraceptives are not always effective; that only the pregnant woman can assess the toll that an undesired pregnancy will take on her life; and finally, that all persons have a right to their own conscience. However, the best solution to the problem of unwanted pregnancies and therefore

[Traduction]

plus; cependant, nous nous sommes penchés sur quelques-unes de ces questions dans la partie 3 de notre mémoire.

En ce qui a trait aux dispositions concernant l'assurance-chômage et les congés de maternité, notre position reprend celle du Conseil consultatif canadien de la situation de la femme. Nous entérinons leurs recommandations à ce sujet. Nous souhaitons plus particulièrement que les prestations de congé de maternité deviennent plus souples et que le congé accordé pour une naissance puisse être ou un congé de maternité ou un congé de paternité, de façon à ce que l'un ou l'autre parent puisse prendre congé selon ce qui convient le mieux.

Quelques-unes des observations faites dans le document de travail sur le rôle des femmes dans les Forces armées canadiennes nous ont laissés perplexes. Bien que notre mandat soit provincial, il ne fait pas de doute que des femmes du Nouveau-Brunswick font partie des Forces armées canadiennes. Il est bien évident que les guerres modernes n'ont pas pour fondement le respect des personnes—l'ont-elles d'ailleurs jamais eu—et que les femmes et les enfants ne sont pas immunisés contre leurs effets. Il est possible que la majorité des femmes n'aient pas envie de jouer un rôle actif comme combattantes dans les Forces armées canadiennes. Toutefois, nous sommes d'avis que les Canadiennes devraient avoir le droit, sous réserve d'en être capables et de vouloir en assumer le risque, de jouer un rôle actif au combat dans les Forces armées. Leur refuser ce droit serait, selon nous, leur refuser d'autres possibilités et serait discriminatoire.

Dans la section consacrée au Code criminel, nous mentionnons le fait que l'emploi du genre masculin ou féminin continue d'être une cause de discrimination et qu'on aurait dû trouver, en trois ans, le temps de régler cette question. On a manqué de prévoyance et il en a résulté de graves problèmes. Il a été question de cela dans une conversation cet après-midi.

En examinant des décisions prises récemment par des tribunaux dans des causes concernant des agresseurs d'enfants, nous avons constaté que le langage utilisé dans le Code criminel entre en conflit avec la Charte. Il est très possible que des criminels aient été laissés en liberté parce que le gouvernement a négligé de réconcilier le langage du Code avec celui de la Charte. Chose certaine, il va falloir que le gouvernement modifie le code de façon à ce que le langage qui y est employé soit neutre et à ce que des limites raisonnables soient prévues pour ce qui est de l'âge de protéger les enfants dans les cas d'agression sexuelle.

D'autres dispositions du Code criminel ont eu un impact négatif sur l'accès des femmes à l'égalité, à savoir les dispositions sur l'avortement. Le Conseil consultatif de la situation de la femme est d'avis, en ce qui a trait à l'avortement, que c'est la femme enceinte qui devrait décider ou de poursuivre ou d'interrompre sa grossesse. En adoptant cette position, le Conseil reconnaît que les informations requises en matière de contraception ne sont pas toujours faciles à obtenir et que les contraceptifs ne sont pas toujours efficaces; que seule la femme enceinte peut assumer les conséquences d'une grossesse non désirée; et, enfin, que toute personne a le droit d'agir en conformité de ce que lui dicte sa conscience. Reste, cependant,

[Text]

the best way to curtail the number of abortions is through education and prevention.

The present law also has an unequal impact on women in various parts of the country and within each province, because few hospitals have therapeutic abortion committees. Women who are financially privileged have greater access than poor women to abortions by going to urban centres or to the United States.

We do not believe abortion should be included in the Criminal Code. As in any other medical procedure, the woman and her physician should have the right to decide. The government's and society's best interests would be best served by measures to promote planned parenting. If the same effort could be put into the prevention of unwanted pregnancies as has been put into controlling abortions, we think we would be farther down the road to social equity and to a better society.

• 1700

The recently proposed changes to divorce legislation are obviously of great interest to us. We certainly applaud any efforts that will reduce the adversarial nature of the divorce process, but we are concerned about corollary relief and we are concerned about the fact that divorce frequently has an unequal effect upon partners. The status of women in society causes many divorced women to be in a disadvantaged economic position. The woman is most frequently the partner who chooses or is given custody of the children of the union, and we know that the record of fathers in terms of maintenance support payments has not been good.

Maintenance orders are difficult to enforce in anything but the very best of situations. We suggest that a national computerized central registry for all maintenance orders is needed, and the federal and provincial governments should realize that the longer they neglect this the more they are paying out in social assistance to spouses who cannot collect on their maintenance orders.

Certainly the whole question of maintenance for dependent children at the time of divorce is a serious social question, and it is a question which is one of serious economic impact to Canadians and to taxpayers and we suggest that this be looked at very seriously.

Pension benefit standards: We certainly support all those bodies who suggest that mortality tables should be the same for both sexes. The report by the Canadian Advisory Council on the Status Women entitled *Pension Reform with Women in Mind* states that 80% of men and women in Canada die at approximately the same age. It is only 20% of each sex who die

[Translation]

que ce sont les efforts d'éducation et de prévention qui continuent d'offrir la meilleure solution possible aux problèmes des grossesses non désirées et qui demeurent donc le meilleur moyen de réduire le nombre des avortements.

En outre, la loi actuellement en vigueur a un effet inégal sur les femmes, selon la région où elles demeurent, et ce tant à l'intérieur du pays qu'à l'intérieur de chaque province, étant donné que peu d'hôpitaux sont dotés d'un comité chargé d'étudier les demandes d'avortement thérapeutique. Les femmes financièrement privilégiées ont davantage que les autres accès à un avortement puisqu'elles peuvent se rendre dans un centre urbain ou aux États-Unis pour y subir un avortement.

A notre avis, l'avortement ne devrait pas être inclus dans le Code criminel. Comme pour tout autre acte médical, c'est la femme et son médecin qui doivent trancher la décision. C'est en favorisant la planification des naissances qu'on peut servir au mieux les intérêts et du gouvernement et de la société. Si l'on mettait autant d'énergie à prévenir les grossesses non désirées qu'on en a mis à contrôler les avortements, nous serions déjà en chemin vers l'équité sociale et une meilleure société.

Les changements récents proposés à la loi sur le divorce présentent, évidemment, un grand intérêt pour nous. Nous applaudissons, il va sans dire, tous les efforts qui peuvent être faits en vue de réduire le caractère litigieux des procédures de divorce, mais nous sommes conscients du relâchement qui en découle et du fait que le divorce n'a souvent pas le même effet sur les deux partenaires. Étant donné la situation de la femme dans la société, bon nombre de femmes divorcées se retrouvent dans une situation de désavantage sur le plan économique. C'est la femme, le plus souvent, qui demande ou obtient la garde des enfants et, comme nous le savons tous, le dossier des pères pour ce qui est du versement de la pension alimentaire n'est pas reluisant.

L'obligation alimentaire est toujours difficile à faire respecter, même dans les meilleurs cas. A notre avis, un registre central informatisé de toutes les décisions rendues en matière d'obligations alimentaires s'impose. Plus les gouvernements fédéral et provinciaux retardent la création d'un tel registre, plus la note qu'ils auront à payer en aide sociale à verser aux épouses qui ne peuvent toucher leurs chèques de pension alimentaire sera élevée.

Il ne fait pas de doute que la question de la pension alimentaire requise pour les enfants à charge, tranchée au moment du divorce, est une question grave sur le plan social; cette question est lourde de conséquences sur le plan économique pour les Canadiens et les contribuables; elle devrait selon nous faire l'objet d'un examen très sérieux.

Pour ce qui est des normes en matière de prestations de pensions, nous entérinons, bien sûr, les recommandations des organismes qui demandent que les tables de mortalité utilisées soient les mêmes pour les deux sexes. Le Conseil consultatif canadien de la situation de la femme, dans son rapport intitulé «Les femmes et la réforme des régimes de pensions» déclare

[Texte]

earlier or later. Sex-based mortality tables result in most women subsidizing the annuities of most men.

The problems created by considerations such as marital status of pensioners, survivor's benefits and remarriage point out the unending complexity of the pension system. The New Brunswick Advisory Council advocates the adoption of a universal Canada Pension Plan in order to simplify the administration of pensions and to encourage every Canadian to build an adequate pension.

We proposed to the Parliamentary Task Force on Pension Reform that everyone aged 8 to 64 contribute to the CPP and that a tax credit replacing personal and spousal tax exemptions would make it possible even for those without taxable income to contribute. Only such a comprehensive plan will adequately cover all Canadians without discrimination. That is a very brief summary of a rather complex proposal, and if you are interested in having that brief we would be glad to forward it to you.

In conclusion, women's right to equality must be understood as an obligation on society to achieve equality and not just to end discrimination. Equality in results is what counts.

We have come to realize that disabled persons who are citizens and taxpayers have not always to use the public facilities, and we have slowly come to realize that it is one thing to provide sidewalks but we are not really providing them to many disabled people unless we also provide ramps to reach those same sidewalks. We are saying that women, too, have been disadvantaged by historical and systemic discrimination and that women need those ramps to reach the sidewalks, to reach equality. They need tax dollars spent before they can take advantage of some of the equal opportunities. The ramps we are talking about are the ramps of education, training, family support services and all efforts needed to reach employment equity.

For example, for employment equity to be achieved legislation must be adopted to eliminate systemic discrimination and to target real equality. We agree with the report by the Commission on Equality and Employment, the Abella report, that employment equity must include revision of recruitment, hiring, promotion practices, pension and benefit plans, occupational testing and qualification in order to remove built-in sexism. It must also include equal pay for work of equal value, reasonable accommodations, parental leave provisions and opportunities for education and training leave.

[Traduction]

que 80 p. 100 des hommes et des femmes au Canada meurent approximativement au même âge. Seulement 20 p. 100 des hommes et des femmes meurent plus jeunes ou plus vieux. Les tables de mortalité fondées sur les sexes ont pour effet que la plupart des femmes subventionnent des prestations versées à la plupart des hommes.

Les problèmes générés par des considérations telles que l'état civil des pensionnés, les prestations de survivants et le remariage montrent à quel point les régimes de pension sont complexes. Le Conseil consultatif du Nouveau-Brunswick favorise l'adoption d'un régime de pension universel, ce qui simplifierait l'administration des prestations et inciterait tous les Canadiens à se doter d'une pension satisfaisante.

Dans une proposition que nous avons présentée au Groupe de travail parlementaire sur la réforme des pensions, nous nous sommes dits d'avis que tous les Canadiens âgés de 8 à 64 ans devraient contribuer au RPC et que, grâce au remplacement des exemptions personnelles et du conjoint par un crédit d'impôt, même les Canadiens qui n'ont pas de revenus imposables pourraient contribuer au régime. Seul un régime aussi complet peut permettre de couvrir de façon appropriée tous les Canadiens, sans discrimination. Je ne vous donne ici que les grandes lignes d'une proposition plutôt complexe. Si vous souhaitez l'examiner plus à fond, nous nous ferons un plaisir de vous faire parvenir notre mémoire.

En conclusion, le droit des femmes à l'égalité doit être vu comme une obligation qu'a la société de faire de l'égalité une réalité, et non seulement de mettre fin aux pratiques discriminatoires. Les résultats, voilà ce qui compte.

Nous avons fini par nous rendre compte que les handicapés, qui sont aussi des citoyens et des contribuables, n'utilisent pas toujours les services publics, et nous avons fini, avec le temps, par comprendre qu'il est bien beau de construire des trottoirs, mais que ces derniers ne sont pas vraiment accessibles à nombre de personnes handicapées, à moins que nous ne construisions aussi des rampes d'accès à ces derniers. Ce que nous disons, c'est que les femmes aussi ont été désavantagées dans le passé par des mesures discriminatoires systémiques et qu'elles ont aussi besoin de rampes d'accès pour aller sur les trottoirs, et parvenir à l'égalité. Il va falloir que l'argent des contribuables soit investi dans des efforts en ce sens pour que les femmes puissent commencer à avoir des chances égales. Les rampes d'accès dont nous parlons ont pour nom: éducation, formation, services d'aide à la famille et efforts requis pour réaliser l'équité dans l'emploi.

Ainsi, il faudra, pour réaliser l'équité dans l'emploi, que le législateur adopte des mesures en vue d'éliminer la discrimination systémique et de réaliser dans les faits l'égalité. Nous sommes d'avis, reprenant en cela une opinion émise dans le rapport de la Commission sur l'égalité et l'emploi, soit le rapport Abella, que l'équité dans l'emploi doit inclure une révision des méthodes de recrutement et d'engagement de personnel, des pratiques de promotion, des régimes de pension et de prestations, et des tests de compétence, afin d'éliminer toute trace de sexisme. Il faudra aussi que l'objectif du salaire égal pour un travail de même valeur devienne une réalité, qu'on prévoit des arrangements satisfaisants, ainsi que des

[Text]

Contract compliance should also be adopted by governments committed to promoting equality. Employers who do not take any substantial action towards equity for designated groups should face the consequences.

• 1705

The recent federal government employment equity proposals do not plan for any government involvement in the methods used by employers to achieve equity. We fear that lack of planning and awareness might cause some employers to use unjust methods just to reach a just end. This is important to avoid if we are to foster respect for the goals of employment equity. Enforcement agencies should have an eye on the methods used. Equality in employment is only one area of women's lives. Positive action must be taken to improve women's representation on decision making and advisory bodies and in elected bodies. Education must have as an overall objective, equality results between the sexes. Pensions, social services and health services must be revised to eliminate sexism and to attend to women's needs.

The real promise to women contained in the charter is of equality in everyday life and I would like to conclude by echoing the Abella report that it will not happen unless we, as Canadians, make it happen.

Thank you.

The Chairman: Thank you very much. You have touched on just about every issue that we have been grappling with as it affects the legal equality of women in Canadian society. It is very helpful to us to have your considered conclusions on each of those points.

Going back to some of your earlier comments, perhaps about the process itself that we are engaged in, I think this committee has the fundamental role of seeing that changes are recommended that will eliminate the need for people to challenge a lot of the laws. If this committee did not exist and somehow some miracle was going to happen and the fine principles of equality in section 15 were just going to all of a sudden be there achieving results, an important ingredient would be missing. It would then fall to individuals and organizations like yours to challenge specific laws all across the country. It is very important that we have the ability to take the initiative, as you have suggested in your report, and lead in a number of areas.

I think also with respect to what you were saying about the discussion paper—my reading of that is that there are some places where, to be solicitous about this, the choice of wording was unfortunate. I think that section 28 speaks very strongly and unequivocally that whatever rights there are in the charter

[Translation]

congés de maternité ou de paternité et des possibilités de congés d'études et de formation.

Les gouvernements qui ont pris l'engagement de promouvoir l'égalité devraient adopter une politique de respect de cet engagement. Les employeurs qui ne prennent pas des mesures suffisantes en vue de réaliser l'équité pour des groupes désignés devraient subir les conséquences de leur négligence.

Dans ses propositions récentes sur l'égalité en matière d'emploi, le gouvernement fédéral ne prévoit pas qu'il aura son mot à dire sur les méthodes qu'utiliseront les employeurs pour obtenir l'égalité. Nous craignons que, par manque de planification et de compréhension de la situation, certains employeurs soient amenés à utiliser des méthodes injustes pour atteindre un objectif juste. Il est important d'éviter cela si nous voulons que les objectifs de l'égalité en emploi soient respectés. Les organismes chargés de l'application de la loi doivent surveiller le choix des méthodes. L'égalité en matière d'emploi n'est qu'un secteur de la vie des femmes. Il faut faire de l'action positive si l'on veut améliorer la représentation des femmes dans les organismes consultatifs, les organismes de prise de décisions et les organismes dont les membres sont élus. L'éducation doit avoir un objectif global, à savoir l'égalité entre les sexes. Il faut réviser les pensions, les services sociaux et les services de santé afin d'éliminer le sexisme et de répondre aux besoins des femmes.

La vraie promesse que la Charte fait aux femmes est celle de l'égalité dans la vie de tous les jours, et j'aimerais conclure en faisant écho au rapport Abella selon lequel cet objectif ne sera atteint que si nous, Canadiens, faisons en sorte qu'il le soit.

Merci.

Le président: Merci beaucoup. Vous avez abordé presque toutes les questions auxquelles nous nous sommes attaqués en ce qui concerne l'égalité des femmes devant la loi dans la société canadienne. Vos conclusions réfléchies sur chacun de ces points nous sont très utiles.

Revenant à vos observations antérieures, peut-être à celles qui traitaient du processus dans lequel nous sommes engagés, je dirais que le Comité a pour rôle fondamental de veiller à recommander les changements nécessaires pour que les gens n'aient plus à contester une grande partie des lois. Si le Comité n'existait pas et si, par miracle, les beaux principes de l'article 15 produisaient tous leurs fruits, il manquerait un élément important. Il appartiendrait alors aux particuliers et aux organisations comme la vôtre de contester certaines lois dans l'ensemble du pays. Il est très important que, comme vous l'avez proposé dans votre rapport, nous soyons en mesure de prendre l'initiative et de jouer un rôle de direction dans un certain nombre de domaines.

Je pense qu'en ce qui concerne votre opinion de l'étude—je suis d'avis que, si l'on veut être méticuleux, le choix des termes était mauvais à certains endroits. Je crois que l'article 28 énonce très fortement et très clairement que tous les droits qui sont inscrits dans la Charte s'appliquent tout autant aux hommes qu'aux femmes de ce pays, point final.

[Texte]

are rights that are shared equally by the men and women of this country, period.

Mrs. Browes: I want to say how pleased I am to receive this excellent brief and I look forward to having an opportunity to review all the material that is in here. You have certainly had a very thorough approach to the section and you are to be congratulated not only on this brief but also on the work you are doing in the Province of New Brunswick. We certainly appreciate you taking the time and effort. Hopefully we will have the action that will make it all worthwhile... for how much equality and full equality as you have stated.

I have comments and a question concerning the Canadian Armed Forces and women within the Canadian Armed Forces. This is one of the, I suppose, rather significant issues that we are going to have to deal with because it is a major change to have women in active combat. The number of occupations that are presently not open to women, which restrict women from getting to the higher positions within the military because of the restriction of some occupations in order to get them moved up the ladder...

• 1710

My question concerns active combat. There are some NATO countries—some few—that have women in active combat. Israel is maybe the best example, or at least one example, of women being in active combat. Most recently it has changed its position to women in active combat only in times of emergency. I understand one of the reasons they have done that is the situation when women are taken as prisoners of war. I was wondering what your comments would be if women were to be in active combat in times of emergency, and restricted to that.

Ms Richards: Not to be facetious, I would like to think all Canadians would only be in active combat in times of emergency. But I understand you are saying further restrictions... emergency... in terms of personnel to fight. I am not quite certain how the Israelis do that.

Mrs. Browes: If we are getting into a third world war, women would be in active combat. I understand 35 wars are going on in the world right now. So if we are in active combat, threatening the security of our country, that would be in times of emergency. We would have to define that even more, but if we can take it in the broadest terms of the security of our country being threatened and being taken over, that would be a time of emergency.

Ms Richards: On first glance that is a very attractive option, but not having time to think it through completely, I am not sure under the charter one could actually say that, because if we are talking about equality under the law and before the law, I do not think we can say the lives of our young Canadian women are more valuable than the lives of our young Canadian men. They are equally valuable. So I would just

[Traduction]

Mme Browes: Je veux vous dire à quel point je suis heureuse de recevoir cet excellent mémoire, et j'ai hâte d'avoir la chance de prendre connaissance de tout ce qui s'y trouve. Il ne fait pas de doute que vous avez étudié l'article en profondeur et que vous méritez des félicitations non seulement pour votre mémoire, mais aussi pour le travail que vous faites au Nouveau-Brunswick. Nous vous sommes certainement reconnaissants du temps et des efforts que vous avez consacrés à cette question. Il est à espérer que nous prendrons des mesures qui couronneront vos efforts... qui répondront à vos aspirations en matière d'égalité.

J'ai des observations et une question à propos des Forces armées canadiennes et de la place que les femmes y occupent. Je suppose qu'il s'agit de l'un des sujets plutôt importants que nous devons aborder puisque la présence des femmes au front représente un changement majeur. Le nombre de professions qui ne sont pas accessibles aux femmes actuellement, qui empêchent les femmes d'accéder à des postes supérieurs dans le secteur militaire à cause des restrictions liées à d'autres professions, de gravir l'échelle...

Ma question concerne le combat au front. Dans certains pays de l'OTAN—quelques rares pays—des femmes vont au front. Israël est peut-être le meilleur exemple, ou du moins l'un des exemples, d'un pays où des femmes participent au combat. Tout récemment, ce pays a changé sa politique et a décidé que les femmes pourraient combattre uniquement dans des situations d'urgence. Je crois savoir que l'une des raisons qui ont entraîné cette décision, c'est que les femmes peuvent être prises comme prisonnières de guerre. Je me demandais ce que vous diriez si les femmes allaient au front dans les situations d'urgence, et uniquement dans ces situations.

Mme Richards: Je ne veux pas être drôle, mais j'aimerais croire que tous les Canadiens ne seraient appelés au front que dans les situations d'urgence. Mais, si je ne m'abuse, vous parlez d'autres restrictions, situations d'urgence, pour ce qui est des combattants. Je ne sais pas exactement comment les Israéliens procèdent.

Mme Browes: S'il y avait une troisième guerre mondiale, les femmes participeraient au combat. J'ai entendu dire qu'il y a 35 guerres en cours dans le monde actuellement. Donc, si nous les femmes, étions au front, menaçant prétendument la sécurité de notre pays, ce serait dans des situations d'urgence. Il faudrait que nous soyons encore plus précis, mais si nous pouvons dire, au sens le plus général, que la sécurité de notre pays est menacée et qu'une invasion est imminente, il s'agit alors d'une situation d'urgence.

Mme Richards: À première vue, cette option me semble très attrayante, mais comme je n'ai pas le temps d'y réfléchir à fond, je ne suis pas certaine que, aux termes de la Charte, on pourrait effectivement dire cela, parce que, si nous parlons d'égalité au sens de la loi et devant la loi, je ne crois pas que nous puissions dire que la vie de nos jeunes femmes canadiennes est plus précieuse que celle de nos jeunes hommes cana-

[Text]

question if we could actually say that under the charter. I would think that would be challenged. I see it as an attractive option, and one that perhaps might meet with a certain amount of public approval and sympathy.

The other question I have there is the fact that being denied combat status also means women in the armed forces are denied promotional opportunities. I believe I am correct there. So that would mean that level of discrimination within the armed forces would still exist; and I see that as a conflict within the charter.

Mrs. Browes: It is certainly an issue this committee has to wrestle with. If we were to take only a legal interpretation, there probably would not have been any need to ask Canadians what they thought about changing our laws at all. I think there is the Canadian society perspective on how we believe equality should be interpreted today. It may change. Ten years from now, as I stated a while ago, it may change dramatically.

I appreciate your comments, and I certainly will be reviewing your brief in detail.

Mr. Clinch: Congratulations on an excellent presentation.

On the unemployment insurance and maternity leave benefits, you suggest a portion of maternity leave that is for infant care after birth should be available to both parents. I wonder if you have any other concerns besides the one listed there about UI and maternity leave. We have had presentations in different jurisdictions, in different provinces, which have suggested that maternity leave should be removed from UI. We have had other representations before us which have shown the inequities that women face when they become pregnant in the UI scheme. I wonder if you have any personal thoughts on that.

Ms Richards: I do have some personal thoughts. It is not something we as a council have studied, but certainly we have had representations from women about their problems with maternity leave and UI benefits. There is the question of access and waiting period. I do not have all the facts at my fingertips, but there certainly is some problem there. There is the question of sick leave benefits while the person is pregnant. You can be a pregnant person who is ill with something else. You break your wrist or what have you, and this should not affect maternity leave benefits in any way. I know the question of removing maternity benefits from the unemployment insurance scheme has been discussed. My personal thoughts are very much against that because I do not want to see maternity leave seen as a social welfare measure. I think it is something we are entitled to and I think that for far too long bearing children and raising children in our society has sometimes been seen as a personal, perhaps not to put too strong a point on it, a personal hobby. It is nice that you have this interest, but why should the rest of society be concerned,

[Translation]

diens. La vie des hommes est aussi précieuse que celle des femmes. Donc, je me demande seulement si nous pouvons effectivement dire cela, aux termes de la Charte. Je crois qu'il y aurait des objections. Je considère que c'est une option attrayante qui pourrait peut-être attirer un certain degré d'approbation et de sympathie de la part du public.

L'autre question que j'ai à soulever concerne le fait que, si l'on refuse le droit de combattre aux femmes des forces armées, cela signifie qu'on leur refuse des chances de promotion. Je crois que j'ai raison sur ce point. Donc, cela voudrait dire qu'il existe encore une forme de discrimination dans les forces armées, et, selon moi, c'est contraire à la Charte.

Mme Browes: C'est certainement une question que ce comité doit débattre. Si nous avons pu nous contenter d'une simple interprétation juridique, il n'aurait probablement pas été nécessaire de demander aux Canadiens ce qu'ils pensaient de la modification de nos lois. Je crois qu'il faut tenir compte de l'opinion de la société canadienne sur la façon dont il faut interpréter l'égalité de nos jours. Cette opinion peut changer. Comme je l'ai dit tout à l'heure, elle pourrait être totalement différente dans dix ans.

J'apprécie vos commentaires, et je ne manquerais certainement pas d'examiner votre mémoire dans tous ses détails.

M. Clinch: Je vous félicite pour cet excellent exposé.

Pour ce qui est des prestations d'assurance-chômage et des congés de maternité, vous estimez que la partie du congé de maternité qui sert à prendre soin de l'enfant après la naissance, devrait être accordée aux deux parents. Je me demande si vous avez d'autres sujets de préoccupation à part ceux qui sont énumérés là au sujet de l'assurance-chômage et du congé de maternité. On a entendu des exposés dans différents endroits, différentes provinces, laissant entendre que le congé de maternité devrait être détaché du régime d'assurance-chômage. D'autres interventions ont été faites devant nous pour montrer à quelles injustices les femmes ont à faire face, sous le régime d'assurance-chômage, lorsqu'elles deviennent enceintes. Je me demande si vous avez des idées personnelles sur ce sujet.

Mme Richards: En effet, j'ai des idées personnelles. Ce n'est pas un sujet que nous, en tant que conseil, avons étudié, mais nous avons certainement reçu des plaintes des femmes ayant eu des problèmes pour obtenir le congé de maternité et des prestations d'assurance-chômage. Il y a les questions d'admissibilité et de délai de carence. Je ne suis pas au courant de tous les faits, mais il y a certainement un problème dans ces domaines. Il y a aussi la question du congé de maladie qui survient durant la grossesse de la femme. Une personne peut être enceinte et malade en même temps. Si vous vous fracturez le poignet ou autre chose, cela ne devrait pas changer votre admissibilité aux prestations de maternité. Je sais que l'on étudie présentement l'opportunité de supprimer les prestations de maternité du programme d'assurance-chômage. Je suis tout à fait opposée à une telle suppression parce que je ne veux pas que le congé de maternité soit considéré comme une mesure de bien-être social. Je crois qu'il s'agit pour nous d'un droit et j'estime que pendant trop longtemps, la maternité et l'éducation des enfants dans notre société a été considérée comme un

[Texte]

instead of seeing that the bearing and raising of children is an important, a vital contribution to Canadian society as a whole. So with that concept I would see then that a universal scheme like the unemployment scheme is where maternity benefits should stay.

• 1715

Mr. Clinch: Would you be satisfied then if we made a recommendation to the effect that maternity leave benefits under the UI scheme be consistent with all other factors in the UI benefits?

Ms Richards: I think I would be satisfied with that, but I am not sure, you know, if under close examination one might not find a problem with it, but certainly at first glance that is what we are asking for, equality and consistency, so I could not complain.

Mr. Clinch: Thank you.

The Chairman: Thank you. Just one question, more of a philosophic nature, I suppose. This involves the use of words and there are perhaps four or five areas in what we are looking at under section 15 where terminology is quite important because... Well, the use of the term "affirmative action" itself is freighted with a lot of meanings because of what has happened in the American experience. Perhaps it was not by accident that when section 15 of our Charter was drafted, those magic words "affirmative action" were not used, but simply refers to programs that would...

Ms Richards: Yes.

The Chairman: —you know, ameliorate the conditions of groups that have been discriminated against. By the same token, Rosalie Abella was astute enough to coin a new phrase so that, you know, we can really get down to doing things that are important without spending a lot of time getting into very emotional, philosophic debates, not for a moment that I am undermining or undervaluing the importance of having ideas right and having a philosophical approach to what you are doing, but I think we do not want to get hung up on jargon.

That is what brings me to the expression that is gaining increasing currency in all of this discussion, namely, "equality of results". I have encountered some people over the past months who take great exception to equality results because they say, what is that going to mean? Equality of opportunity, I can understand.

You say that schools are open, jobs are open, etc., and people based on their merit will be there and can rise according to whatever intrinsic merits she or he has. And that, I think, is really what you are talking about when you draw the analogy with the physically handicapped people in wheelchairs and having ramps built and so on to sort of get up, and you said the ramps were the education system and so on. I still see that as facilitating equality of opportunity, making sure that everybody can get to the door, get to the starting gate. Some people who are criticizing that concept say, well, if you are

[Traduction]

passer-temps, peut-être parce que l'importance qu'on y accorde demeure relative. Il est bon que vous vous intéressiez à la question, mais pourquoi nos autres concitoyens s'en préoccuperaient-ils? Il faudrait que la maternité et l'éducation des enfants soient reconnues comme une contribution importante et même vitale à l'ensemble de la société canadienne. Il faudrait donc qu'un programme universel d'assurance-chômage englobe les prestations de maternité.

M. Clinch: Seriez-vous favorable à ce qu'on recommande que les prestations de maternité relevant du programme d'assurance-chômage soient compatibles avec tous les autres éléments de ce programme?

Mme Richards: Je crois que je serais satisfaite, mais je ne suis pas certaine que cela ne créerait pas de problème. Toutefois, à première vue, c'est ce que nous demandons, l'égalité et l'uniformité, alors je ne pourrais m'y opposer.

M. Clinch: Merci.

Le président: Merci. J'ai une question de nature plus ou moins philosophique à soulever concernant la terminologie. Il y a quatre ou cinq domaines dans ce que nous analysons de l'article 15, où les termes utilisés ont une grande importance... Par exemple, l'expression «promotion sociale» a certaines connotations en raison de l'expérience américaine. Ce n'est peut-être pas par hasard que l'on n'a pas utilisé ces mots magiques «promotion sociale» dans l'énoncé de l'article 15 de la Charte mais que l'on a simplement fait allusion aux programmes qui...

Mme Richards: Oui.

Le président: ... vous savez, ont pour but d'améliorer la situation des groupes faisant l'objet de discrimination. De même, Rosalie Abella a eu l'intelligence de créer une expression nouvelle pour que nous puissions nous attarder aux choses importantes sans perdre trop de temps à mener des discussions émotives et philosophiques. Il ne faut pas croire que je sous-estime l'importance de préciser les choses et de considérer l'aspect philosophique de ce que nous faisons, mais j'estime qu'il ne faut pas que la terminologie nous empêche d'avancer.

Et c'est pourquoi je m'intéresse à une expression que l'on entend de plus en plus, c'est-à-dire les résultats égaux. J'ai rencontré bien des gens au cours des derniers mois qui s'interrogent sur ce que pourra bien signifier cette expression. L'égalité des chances, je sais ce que c'est.

Vous dites qu'il faut avoir accès aux écoles, à l'emploi, etc. et que les gens pourront avancer en fonction de leur mérite. C'est d'ailleurs à mon avis, ce que vous voulez dire lorsque vous faites une analogie avec les personnes handicapées pour lesquelles on construit des rampes d'accès qui leur permettent d'aller de l'avant; vous dites que ces rampes sont le système d'éducation et ainsi de suite. Je considère qu'il s'agit de favoriser l'égalité des chances, de faire en sorte que tout le monde puisse avoir sa place à la ligne de départ. Certaines gens critiquent ce principe car ils jugent que si l'on vise des

[Text]

talking about equality of results then you are not looking at everybody being able to come out of the starting gate at the same time and under the same circumstances, you are looking to see everybody crossing the finish line at the same time.

Then, if that is the case, what do you do to slow down the swifter person whoever she may be, whoever he may be, who because of merit and God-given ability is getting there faster? And I think there is a fear in some quarters that talk in the abstract about equality of results means that you are going to be not just as the state interfering to get everybody started the same, but in fact you are going to be weighing down others who are making rapid progress because you want to be sure that at the finish line everybody is there at the same time.

• 1720

Can you give me the benefit of your thinking about that problem and whether we are in using that term perhaps creating difficulties for what we want actually to achieve here?

Ms Richards: The equality results are something I have thought about and talked about to some detail, and I recognize that it is a concern, and undoubtedly a genuine concern, on the part of some people.

My response to that is to say that we already use that concept in Canadian society. When we talk, for example, about something like infant mortality and we say, to our regret, that the infant mortality rates are much greater among Canada's native people than they are among the population at large and that this situation should not exist, that we would expect that as we improve and ameliorate these social and health conditions of native people things like infant mortality rates will approach each other, we are talking about equality of results.

In education, which is my own personal field, we frequently compare the results and abilities of our students in standardized tests in one jurisdiction or one province with another to make sure that they are achieving, and we are talking about large groups on this point so we are really talking about equality results.

So I do not think of equality results as saying that we are going to pull back the fastest person. I am saying that when we look at large numbers of the population or we look at the Canadian population in general they should be benefitting from social programs, educational programs. Whether it is by division of sex or race or geographical distribution, we are expecting them to achieve roughly the same benefits and results from those social programs.

The Chairman: Thank you. It is a difficult concept, and I think it may also be counterproductive sometimes to talk about it in the abstract. I think it is only in specific instances where you can say this is a problem that affects this group in this province or that group across the country that maybe in fact translates into something that gets beyond the general and down to the realities, because to talk about it otherwise equality of results also connotes a very major interventionist role for the state.

[Translation]

résultats égaux on ne pose pas comme prémisse que tout le monde puisse se trouver à la ligne de départ en même temps et dans les mêmes circonstances, mais on veut que tous puissent franchir la ligne d'arrivée au même moment.

Si tel est le cas, que faites-vous pour ralentir ceux qui sont plus rapides que les autres étant donné leur potentiel, et arrivent avant tout le monde? Dans certains milieux, on craint que les discussions abstraites concernant des résultats égaux aient non seulement pour résultat une intervention de l'État destinée à s'assurer que tout le monde part en même temps, mais également un ralentissement de ceux qui progressent rapidement, simplement pour faire en sorte que tout le monde franchisse la ligne d'arrivée en même temps.

Pourriez-vous me donner votre opinion relativement à ce problème et me dire si l'utilisation de cette expression peut nuire à l'atteinte des objectifs fondamentaux?

Mme Richards: J'ai réfléchi et j'ai discuté du principe des résultats égaux de façon assez approfondie et je reconnais que c'est un sujet de préoccupation véritable pour certaines personnes.

Pour ma part, je constate que ce principe est déjà ancré dans la société canadienne. Par exemple, dans le domaine de la mortalité infantile, nous déplorons que les taux soient plus élevés chez les autochtones que dans l'ensemble de la population, nous soutenons que ce phénomène ne devrait pas exister et nous souhaitons que les taux de mortalité infantiles dans les deux groupes deviennent comparables au fur et à mesure que s'amélioreront la situation sociale et la santé des autochtones, en fait, nous visons des résultats égaux.

En matière d'éducation, qui est mon domaine de spécialité, nous comparons fréquemment les résultats et les aptitudes des élèves de différentes régions ou provinces par des tests normalisés; ces comparaisons portent sur les groupes importants et nous nous intéressons donc également à l'égalité des résultats.

Je ne crois pas que le principe des résultats égaux freine les personnes qui sont plus rapides. Je crois que lorsqu'il est question d'un grand nombre de personnes ou de l'ensemble de la population canadienne, tout le monde doit pouvoir profiter des programmes sociaux et des programmes d'éducation. Quel que soit leur sexe, leur race ou le lieu où ils vivent, il faut que tous les citoyens canadiens aient à peu près les mêmes bénéfices et les mêmes résultats en ce qui concerne les programmes sociaux.

Le président: Merci. C'est un concept difficile à cerner et je crois qu'il peut également être stérile d'en parler de façon abstraite. Je crois aussi que c'est seulement en étudiant des cas particuliers qu'on peut déterminer si un problème touche un groupe particulier ou une région donnée, et que c'est la seule façon d'arriver à quelque chose parce qu'autrement, le principe des résultats égaux se limite seulement à un rôle très interventionniste de l'État.

[Texte]

Ms Richards: And it does connote a shift in our thinking. I think you are wise in saying that we do not want to be hung up on jargon. Certainly I do not think women want to be hung up on jargon, and if we are going to call it affirmative action or employment equity then I am quite happy as one who is getting the job done. But I think some terms like "equality results" really denote a particular change in thinking and approach. If we can come up with a great synonym for that I will be happy too, if it will alleviate the problems. But sometimes one has to define one's thinking.

I would just like also to say that in talking about your committee I think one of our major complaints was that we would have liked to have been talking to you three years ago. We are pleased that we are finally here to do it.

The Chairman: Well, you are looking at people who would say that this committee should have existed three years ago.

Not to sound partisan, but when we came to power last September 4 we found that the review in the Department of Justice in Ottawa with respect to auditing federal statutes to see if there was section 15 compliance had started seven months before the government was defeated. Obviously the former government was getting tired and it was not even interested in pursuing within that time what it should have been, and Sheila Finestone has been recorded as agreeing with that as well. So the reality we are dealing with is that the three-year hiatus was not used to the advantage it should have been. But that is a situation we inherited so we are trying to make the best of it.

That is why we are moving as quickly as we can. We will be reporting by mid-October. I think a lot of people feel that is a pretty short compass within which to do a lot of this work.

• 1725

But I think very much what we have found—and it is our view—is that we are not trying to reinvent the wheel. Over the past three years, a lot of groups like your own have been doing a great deal of work on section 15, on equality issues, and really the task of our parliamentary subcommittee is to gather that together and make sure all those thousands of recommendations actually now can be fitted together in a comprehensive package that fits. Some of the recommendations do not fit, and one group will be saying you should do Y and another one will be saying you should do X. They are antithetical one to another.

So that is our job, but perhaps we do a little bit of disservice to people within the country to think nothing has happened in three years. We found, as we have travelled across the country, that to many Canadians awareness of section 15 and what it means is really just beginning to dawn, so there is an important educational role in this as well. So we are engaged in something that—I think you are right—should have started sooner, but maybe that is why there was a change of government.

Thank you very much for coming before us.

[Traduction]

Mme Richards: Le principe suppose également un changement dans notre façon de penser. Je crois qu'il est sage de ne pas se laisser trop arrêter par les mots. Je ne crois pas que les femmes veulent trop insister sur la terminologie et si nous décidons d'utiliser l'expression «promotion sociale» ou «égalité en matière d'emploi», je serais très contente. J'estime néanmoins que certaines expressions comme les «résultats égaux» révèlent un changement d'attitude. Si nous arrivons à trouver un synonyme qui règle le problème, je serais très heureuse. Il faut parfois préciser sa pensée.

Par ailleurs, pour ce qui est des travaux de votre Comité, nous aurions bien aimé pouvoir vous rencontrer il y a trois ans, c'est là notre principale critique. Nous sommes enchantés de pouvoir finalement nous adresser à vous.

Le président: Eh bien, nous sommes aussi d'avis que ce Comité aurait dû exister il y a trois ans.

Toute partisanerie mise à part, lorsque nous avons pris le pouvoir le 4 septembre de l'année dernière, nous avons découvert que l'étude du ministère de la Justice d'Ottawa concernant la révision des lois fédérales visant à déterminer si elles étaient conformes à l'article 15 a commencé sept mois avant la défaite du gouvernement. De toute évidence, l'ancien gouvernement était à bout de souffle et n'était même plus intéressé à ce moment-là à terminer ce qu'il avait entrepris. D'ailleurs, Sheila Finestone a déjà abondé dans ce sens. En conclusion, ces trois années n'ont pas été utilisées comme elles auraient dû l'être. C'est un problème dont nous avons hérité et nous tentons d'y remédier.

C'est pourquoi nous tentons d'activer le processus le plus possible. Nous déposerons notre rapport à la mi-octobre. Bien des gens considèrent que c'est un délai assez serré pour abattre tout le travail que nous avons.

Mais je crois sincèrement que ce que nous avons découvert—et c'est notre opinion—c'est que nous n'essayons pas de réinventer la roue. Au cours des trois dernières années, bon nombre de groupes comme le vôtre ont fait beaucoup de travail portant sur l'article 15, sur les questions d'égalité, et vraiment, la tâche de notre Sous-comité parlementaire est de réunir tout cela et de s'assurer que ces milliers de recommandations puissent en fait être rassemblées en un tout cohérent. Certaines des recommandations ne vont pas, et un groupe dira qu'il faut faire telle chose alors qu'un autre groupe dira qu'il faut faire telle autre chose. Ils s'opposent les uns aux autres.

C'est donc ça notre travail mais peut-être ne rendons-nous pas vraiment service à la population de ce pays en la laissant croire que rien ne s'est passé en trois ans. Dans nos déplacements un peu partout au pays, nous avons découvert que bien des Canadiens ne font que commencer à être conscients de l'existence de l'article et de ce qu'il signifie; il y a donc une bonne part d'éducation à faire aussi. Nous sommes donc engagés dans quelque chose qui—je crois que vous avez raison—aurait dû commencer plus tôt, mais c'est peut-être la raison pour laquelle il y a eu un changement de gouvernement.

Merci beaucoup d'avoir comparu devant nous.

[Text]

Ms Richards: Thank you. We will watch for your recommendations with great interest.

The Chairman: Thank you.

Just to let everybody know where we are on the schedule, we have the Fredericton and District Labour Council appearing next, followed by an organization under the name of Fathers Fighting Back, followed by Women Working With Immigrant Women of New Brunswick. We have added, in fact, during the course of the day three groups and an individual who had come forward wanting to appear before us. We are open and flexible, and so our list keeps getting a few more added on, which we are very happy about.

Could I now call on Candy Morgan, Chairperson of the Women's Committee with the Fredericton and District Labour Council. Thank you for having made available another very substantial written report. I invite you to speak to us on that, and then we will ask you some questions arising out of it.

Ms Candy Morgan (Chairperson, Women's Committee, Fredericton and District Labour Council): Thank you. I will not read the whole thing; I will just go over the first part. I certainly hope your committee is not getting smaller.

The Chairman: Mrs. Browes will be back in just a moment.

Ms Morgan: Okay. Mr. Chairman and committee members, our decision to appear before the Subcommittee on Equality Rights did not come easily to us. We have reservations about a committee which is holding hearings about a subject which has been very well documented, indeed. We see the issues as being so blatantly obvious that there are many among us who feel the committee hearings are just another delay. Simply stated, a crime is being committed, and hearings are being held to determine if there really is a crime; and second, we would suppose to decide whether or not there should be action taken to stop it.

We are living in a province where the government in power, through its Department of Commerce and Development, has in recent years advertised to prospective investors that women can be hired for 60¢ on the dollar. When representations are made to the current Minister of Labour concerning issues such as equal pay for work of equal value, he is appalled that we would expect his government to implement these programs in such difficult economic times. While he is deciding on a proper time frame to implement equality, employers in this province are taking wholesale advantage of loopholes in the Employment Standards Act, to circumvent the obligation of providing benefits required by law by hiring more and more part-time workers. These part-time workers are in most cases women. On the federal scene, we witnessed a Crown corporation, Air Canada, transferring or laying off married women out of seniority, which led to the recent dispute with CALEA this spring.

[Translation]

Mme Richards: Merci. Nous attendrons vos recommandations avec beaucoup d'intérêt.

Le président: Merci.

Pour donner à tout le monde une idée de ce qu'il reste au programme; nous avons le *Fredericton and District Labour Council* qui doit passer le prochain, suivi d'un organisme du nom de *Fathers Fighting Back* suivi de *Women Working With Immigrant Women of New Brunswick*. En fait, nous avons ajouté au cours de la journée trois groupes et un particulier qui se sont présentés et ont demandé à comparaître devant vous. Nous sommes ouverts et souples, et notre liste continue de s'allonger, ce qui nous réjouit beaucoup.

J'appelle Candy Morgan, présidente du *Women's Committee*, du *Fredericton and District Labour Council*. Merci d'avoir mis à notre disposition un autre rapport très important. Je vous invite à nous en parler, puis nous vous poserons quelques questions là-dessus.

Mme Candy Morgan (présidente, Women's Committee, Fredericton and District Labour Council): Merci. Je ne lirai pas tout ça; je ne ferai que passer en revue la première partie. J'espère bien qu'on n'est pas en train de réduire votre Comité.

Le président: M^{me} Browes sera de retour dans un instant.

Mme Morgan: C'est bien. Monsieur le président, et membres du Comité, ce n'est pas sans hésitation que nous avons décidé de comparaître devant le Sous-comité sur les droits à l'égalité. Nous avons certaines réserves face à un comité qui tient des audiences pour discuter d'un sujet sur lequel il existe une abondance d'information. Nous estimons que les points abordés sont si évidents que bon nombre d'entre nous soupçonnent que ces audiences ne sont qu'une autre tactique d'atermoiement. En termes simples, un crime est en train de se commettre et l'on tient des audiences pour déterminer s'il y a vraiment un crime de commis et, nous supposons, pour déterminer ensuite si des mesures devraient être prises pour l'empêcher.

Nous vivons dans une province où le gouvernement au pouvoir, par l'intermédiaire de son ministère du Commerce et du Développement, annonce depuis quelques années aux éventuels investisseurs qu'ils peuvent embaucher des femmes pour l'équivalent de 60 p. 100 du coût. Lorsqu'on adresse à l'actuel ministre du Travail des revendications du genre «un salaire égal pour un travail de valeur égale», il est consterné que l'on puisse s'attendre à ce que son gouvernement mette en oeuvre ces mesures en une période où la situation économique est si précaire. Pendant qu'il décide d'un calendrier de mise en application qui pourrait convenir, les employeurs de cette province profitent au maximum des échappatoires de la Loi sur les normes d'emploi, en embauchant de plus en plus de travailleurs à temps partiel, afin de se soustraire à l'obligation d'offrir les avantages sociaux qu'impose la loi. Ces travailleurs à temps partiel sont en majorité des femmes. Au niveau fédéral, nous avons vu une société de la Couronne, Air Canada, muter ou licencier des femmes mariées pour une question d'ancienneté, ce qui a donné lieu ce printemps au conflit avec l'Association canadienne des employés du transport aérien.

[Texte]

• 1730

Women and pensions. In New Brunswick there is no general pension legislation which would protect any employee pension purchases from bankruptcy or sale. There has been no change in pension legislation since 1972.

Women, however, have even less to cheer about. Seventy per cent of our elderly women are living below the poverty line. In a province where only 15% of our adult women earn in excess of \$10,000 per year, and 28% have no income whatsoever, most of New Brunswick women are excluded from any pension plan. We feel that this poverty among women should be abolished. The Special Committee on Pension Reforms submitted a report to Parliament in 1983, which I am sure you are aware of. This report, if adopted by Parliament, would certainly rectify some of the problems women are faced with when they are alone and old.

Brian Mulroney made nine clear and irreversible commitments to women in May 1984. Two of these were full pension reform and a homemaker's pension. The government must now assume the responsibility and take action on this issue.

Affirmative action. The New Brunswick Federation of Labour has petitioned the government of this province on many occasions concerning affirmative action legislation. The response from the Minister of Labour has been less than enthusiastic, to say the least. The stock response from the provincial government is that with the economy in such terrible shape, they could not impose more restrictive legislation on corporations which are already on the ropes. Our position on this is that if we wait until the corporations tell us that it is all right, we will never end job discrimination in the workplace. We advocate the implementation of the Abella report as a start towards equality in employment. We also advocate the establishment of an enforcement agency for compliance.

We have made representation to the provincial government concerning equal pay for work of equal value. Again, the response has been negative. The standard excuse is that we would be opening a Pandora's Box, because who is to say that a ditch-digger should not be earning more than a secretary. We have had job evaluation in private industry for years, and there are objective criteria in place to evaluate a wide spectrum of jobs.

Women's representation. In May 1984, Brian Mulroney promised, as one of his irreversible commitments, the doubling of women's representation on federal boards, commissions, and agencies. We have not seen much evidence which would lead us to believe that this is taking place. We are under-represented at virtually every level of government, and women are still looked upon as the token woman in many cases, even when they do achieve appointments.

[Traduction]

Les femmes et les pensions. Au Nouveau-Brunswick, il n'y a pas de loi de portée générale concernant les pensions, qui protégerait des risques de faillite ou de vente les achats de pensions faits par les employés. La Loi sur les pensions n'a pas été modifiée depuis 1972.

Ce sont cependant les femmes qui ont le sort le moins enviable. En effet, soixante-dix pour cent des femmes âgées vivent sous le seuil de la pauvreté. Dans une province où seulement 15 p. 100 des femmes adultes gagnent plus de 10 000 \$ par année et 28 p. 100 n'ont absolument aucun revenu, la plupart des femmes du Nouveau-Brunswick ne sont inscrites à aucun régime de pensions. Nous estimons qu'il faudrait mettre fin à la pauvreté des femmes. Le Comité spécial sur la réforme des pensions a présenté son rapport au Parlement en 1983, et je suis certaine que vous en avez pris connaissance. Ce rapport, s'il est accepté, permettrait certainement de régler certains problèmes des femmes âgées et seules.

En mai 1984, Brian Mulroney a pris neuf engagements clairs et irréversibles concernant les femmes, dont la réforme totale des pensions et l'institution d'une pension aux femmes au foyer. Le gouvernement doit maintenant assumer ses responsabilités et prendre des mesures concrètes en ces matières.

L'action positive. La Fédération des travailleurs du Nouveau-Brunswick a remis des pétitions au gouvernement de cette province à de nombreuses reprises relativement à l'adoption d'une loi visant l'action positive. La réaction du ministre du Travail a été très peu enthousiaste, c'est le moins qu'on puisse dire. La réponse type du gouvernement provincial est que l'économie est dans une situation si déplorable qu'ils ne peuvent imposer de restrictions supplémentaires aux entreprises qui sont déjà en difficulté. Nous sommes d'avis que si nous attendons que l'entreprise privée nous donne le feu vert, nous ne pourrions jamais mettre fin à la discrimination en matière d'emploi. Nous préconisons l'adoption du rapport Abella comme point de départ d'un programme d'égalité en matière d'emploi.

Nous avons déjà exposé notre point de vue au gouvernement provincial concernant la rémunération égale pour un travail de valeur égale. De nouveau, la réaction a été négative. L'excuse classique est que nous risquons d'ouvrir une boîte de Pandore parce que personne ne voudra reconnaître qu'un manoeuvre ne devrait pas gagner plus qu'une secrétaire. L'évaluation des emplois utilisée à l'heure actuelle dans l'entreprise privée est établie depuis de nombreuses années et se fonde sur des critères objectifs qui permettent de classer une grande diversité de postes.

La représentation des femmes. En mai 1984, Brian Mulroney a promis, et c'était l'un de ses engagements irréversibles, de doubler la représentation des femmes dans les organismes, les conseils et les commissions du gouvernement fédéral. Rien ne nous permet de croire que l'on oeuvre en ce sens. Nous sommes sous-représentées à presque tous les niveaux de gouvernement et on considère souvent les nominations de femmes comme symboliques, même si elles possèdent les compétences nécessaires.

[Text]

Local issues. The most blatant example of discrimination against women is in New Brunswick industry. Our largest industrial enterprise, the pulp and paper industry, is rife with examples of this. Walk into any paper mill in the United States and you will find women employed in virtually every aspect of mill work, not only in the office. This however did not occur naturally; it was legislated. Did American industry cease as a result of this? The facts support just the opposite view.

In speaking with management of paper mills and government Ministers, we have been told that we cannot afford women in paper mills. Yes, they can do office work and earn less in a skilled position than a labourer off the street whose only qualification is his sex. We have been told that the Industrial Standards Act must provide for things such as separate washroom facilities for women and that the cost of this would be prohibitive to industry. We have seen examples of representatives from the pulp and paper industry going into schools on career development days, telling our daughters that they are welcome to work as secretaries and the like. But when questioned about other work, they made no bones about the fact that women did not fit into paper mills.

In a province where unemployment is rampant, as is the case here, the problem of job discrimination is more severe. We still are faced with the attitudes of 50 years ago which dictated that the man would be the breadwinner and the woman would be the homemaker. We have fierce competition for the few jobs that are available, and it has been made plain by industry and government that women are neither wanted nor welcome.

Pornography and prostitution. The ever-growing industry of pornography and prostitution still clouds our society for women and men alike in Canada, but with more adverse effects on our sons and daughters. Everywhere you look you see advertising—magazines, television, material packaging, and the list goes on. But what do you see in these ad campaigns? Women are constantly being seen and used as sex objects to put that touch of sex appeal to items for supposedly quicker sale. Our children are being brought up in our society to take for granted that this is how women are to be seen and used. Many people would laugh if the suggestion were to be made that this advertising could possibly be an extreme of soft-core pornography. We may have the basis of our whole pornography and prostitution problems right on our living room television. We need basic legislation to curb the appetite of advertisers who want to use that so-called sex appeal.

[Translation]

Les questions locales. Les cas d'injustice les plus criants à l'égard des femmes sont commis dans le secteur industriel du Nouveau-Brunswick et en particulier dans l'industrie la plus importante, celle de pâtes et papier. Si vous vous promenez dans des usines de fabrication du papier aux États-Unis, vous verrez des femmes travaillant dans à peu près tous les secteurs de la papeterie et non seulement dans les bureaux. Ce phénomène ne s'est toutefois pas produit naturellement, il a fallu adopter des lois. L'industrie américaine a-t-elle été anéantie pour autant? Les faits prouvent le contraire.

Les administrateurs des usines de fabrication du papier et les ministres auxquels nous nous sommes adressés nous ont affirmé qu'on ne pouvait se permettre d'engager des femmes dans la papeterie. Nous pouvons cependant faire du travail de bureau et nous touchons, à des postes qualifiés, des salaires inférieurs à ceux des manoeuvres qui n'ont aucune compétence, mais sont des hommes. On nous a dit qu'une loi sur les normes industrielles devrait comporter des dispositions sur l'installation de toilettes séparées pour les femmes, par exemple, et que le coût en serait prohibitif. Il arrive que des représentants de l'industrie des pâtes et papier se rendent dans les écoles les jours consacrés à l'orientation professionnelle et affirment à nos filles qu'elles sont les bienvenues dans leur secteur comme secrétaires ou à des postes semblables. Néanmoins, lorsqu'elles se renseignent sur les autres emplois, ils n'hésitent pas à leur dire qu'elles n'ont pas de place dans la papeterie.

Dans une province où le chômage est aussi élevé qu'ici, le problème de la discrimination en matière d'emploi est d'autant plus grave. On se bute encore aux préjugés qui existaient il y a cinq ans et selon lesquels les hommes sont les gagne-pain et les femmes restent à la maison. La concurrence est féroce aux quelques postes offerts et il est clair que les femmes ne sont ni désirées ni bienvenues dans l'industrie et au gouvernement.

La pornographie et la prostitution. La croissance constante de l'industrie de la pornographie et de la prostitution jette le discrédit sur tous les Canadiens et les Canadiennes, mais les conséquences sont tout particulièrement désastreuses pour nos fils et nos filles. On en voit partout les traces, dans la publicité, les magazines, les émissions de télévision, les publications, etc., la liste n'en finit plus. Mais que nous présente-t-on dans ces campagnes publicitaires? Des femmes-objets! D'après les publicitaires, le sex-appeal, semble-t-il, est un bon outil de vente! Dans notre société, nous nous trouvons donc à élever nos enfants à considérer comme normale cette image de la femme comme objet de consommation. Affirmer que ce type de publicité constitue à la limite de la pornographie douce ferait rire bien des gens. La cause profonde de tout le problème de la pornographie et de la prostitution peut fort bien se trouver dans nos salles de séjour, dans nos postes de télé. Nous avons besoin de lois pour empêcher les publicitaires d'exploiter le sex-appeal.

Pornography and prostitution are not to be taken lightly. They are old and serious threats to our society. The Fraser report for the special committee on pornography and prostitu-

Le problème de la prostitution et de la pornographie ne doit pas être pris à la légère. Il constitue depuis longtemps une menace grave pour notre société. Le rapport Fraser ou le

[Texte]

tion deals with the legal and social reform we are badly in need of. Hopefully in the near future we will be hearing of changes to the Criminal Code; if not, the government can be sure of widespread lobbying and demonstrations. As it stands now, the word "obscene" does not encompass the kind of material that is being described as new pornography.

On part-time female employees, Statistics Canada has shown us current figures on female employment that 26% of women's paid work is part time, compared to only 8% of males employed in Canada. This problem of limiting female work was brought up in our New Brunswick legislature in the past few months. It was asked by a member of the opposition what action the government is planning in relation to many major employers hiring more and more part-time workers. The answer Mr. Mombourquette, Labour Minister, gave was that he is looking at the situation and as soon as they find out how big the problem is and what the problem is they will take whatever action is required.

He went on to say that part-time work is not prevalent in New Brunswick but across Canada. To me, this suggests that New Brunswick will not do anything until the federal government does something. I can foresee the first step of the federal government: They will be setting up a parliamentary committee on part-time workers in Canada. We again will sit writing ineffective briefs about a problem that is increasing as we write. I will stop there for a moment before you throw a glass at me.

I want to clarify that. I understand there has been a committee formed to study part-time female work. I wrote this because we want, as women, some action taken by your committee. We do not want equality rights divided 10 or 20 ways and each little issue have a parliamentary committee to study each little issue under equality rights. We want action now on equality rights. Hopefully in six or seven weeks we will see it.

The Chairman: Not to interrupt, but seeing that you interrupted yourself I will use the opportunity to say that the question of part-time work is of fundamental importance and is one we will be dealing with in our report.

Ms Morgan: Many people think part-time workers only receive fewer hours and therefore less pay. That portion is easy to define. But what about the lack of benefits, if any at all? Kings Landing, situated in central New Brunswick, is a prime example of women being subjected to this torture. Many of them have worked for as long as 10 years. Their jobs are insecure; they can go to work in the morning, work for 2 hours, and are sent back home because of lack of work, which could be 30 miles away. Many are forced to work weekends year

[Traduction]

rapport du Comité spécial d'étude de la pornographie et de la prostitution définit les réformes sociales et juridiques dont nous avons grandement besoin. Nous espérons que dans un proche avenir, le Code criminel sera modifié. Si rien n'est fait, le gouvernement devra faire face à des manifestations et aux pressions de très nombreux lobbies. En ce moment, le terme «obscène» ne désigne pas le type de matériel que nous appelons «nouvelle pornographie».

Pour ce qui est des travailleuses à temps partiel, les chiffres produits par Statistique Canada révèlent qu'aujourd'hui, 26 p. 100 des emplois occupés par des femmes sont des emplois à temps partiel, comparativement à 8 p. 100 seulement chez les hommes. Le travail à temps partiel se trouve donc à limiter la participation des femmes sur le marché du travail. Au cours des derniers mois, ce problème a été soulevé à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick. Un membre de l'Opposition a demandé au gouvernement ce qu'il entendait faire au sujet de la pratique qu'ont de nombreux employeurs d'engager de plus en plus d'employés à temps partiel. Le ministre du Travail, M. Monbourquette, a répondu qu'il étudiait la situation et que dès qu'il connaîtrait l'ampleur du problème, il prendrait les mesures nécessaires.

M. Monbourquette a ajouté que le travail à temps partiel n'était pas un problème propre au Nouveau-Brunswick mais qu'il était répandu dans tout le Canada. J'en conclus que le gouvernement du Nouveau-Brunswick va attendre que le gouvernement fédéral intervienne avant de prendre des mesures. Et j'entrevois déjà la première initiative du gouvernement fédéral: il formera un comité parlementaire sur le travail à temps partiel au Canada. Encore une fois, nous rédigerons des mémoires qui ne donneront strictement rien et pendant ce temps, le problème continuera de s'aggraver. Je vais m'interrompre avant que vous me lanciez une carafe!

Permettez-moi de m'expliquer. J'ai appris qu'un comité parlementaire avait été constitué pour étudier le travail à temps partiel chez les femmes. Si je me suis permis cette remarque, c'est que nous, les femmes, voulons que votre Comité prenne des mesures. Nous ne voulons pas que la question de l'égalité des droits soit divisée en 10 ou 20 chapitres et qu'un comité parlementaire soit constitué pour étudier chaque chapitre. Ce que nous voulons en matière d'égalité des droits, ce sont des mesures immédiates. Nous espérons que nous les obtiendrons dans six ou sept semaines.

Le président: Je ne veux pas vous interrompre, mais comme vous avez vous-même fait une parenthèse, j'en profiterai pour dire que la question du travail à temps partiel au Canada revêt une importance fondamentale et nous en parlerons dans notre rapport.

Mme Morgan: Bien des gens pensent que travailler à temps partiel, c'est travailler pendant moins d'heures et recevoir un salaire moins élevé. C'est vrai, mais ce n'est pas tout. De quel type d'avantages sociaux jouissent les travailleuses à temps partiel, si seulement elles en ont? Kings Landing, qui est située au centre du Nouveau-Brunswick, est un bon exemple de la tyrannie à laquelle sont soumises les femmes. Bon nombre d'entre-elles y ont travaillé pendant dix ans. Elles n'ont aucune sécurité d'emploi. Elles peuvent se rendre au travail le matin,

[Text]

after year. When only working one day a week this causes their final week's earnings to be so much less when applying for unemployment insurance benefits. In the spring, these women are asked to report early for training. Training consists of scrubbing and cleaning the buildings for the beginning season. Being paid minimum wage along with these conditions constitutes slave labour.

According to the Public Service Labour Relations Act, these women do not have the right to representation and protection from a union due to the fact that they are part-time workers and do not accumulate enough hours. This act should be revised to accommodate part-time workers, who need protection more than ever so that they have the right to the certification process. The Unemployment Insurance Act must also be amended to ensure that a larger number of part-time workers get access to benefits.

Many of the women who work there, with tears of frustration and anger in their eyes, tell of how they are torn by the need to work and a love of Kings Landing on one hand, and on the other the frustration of being a part-time, exploited, downtrodden female employee of this Crown corporation.

• 1740

In conclusion, we feel that what is needed is a basic change in attitude on the part of lawmakers at every level of government. This is more than a case of women's rights. It is a problem of basic human rights. The power to make these changes rests with those who formulate and enforce the laws. We have no use for, or will not be a part of any, type of voluntary compliance system. Had the civil rights activists in the United States accepted a voluntary end to discrimination against the black population, we would still have a group of people sitting at the back of buses in the American south. We submit that the problem is much the same in this country and so is the solution.

In closing, we thank you for receiving our views on this matter and look forward to a discussion of our submission.

The Chairman: Thank you very much. You have raised a number of the issues we are very actively dealing with, and I want to say that your brief speaks very clearly to all of them from your perspective.

We will begin with Roger Clinch.

Mr. Clinch: Thank you, Mr. Chairman. Welcome! I will like to focus in on the part-time work for a moment. One of the difficulties, of course, which we are grappling with is a definition of part-time work and the abundance of categories

[Translation]

travailler pendant deux heures et être renvoyées à la maison pour le reste de la journée parce qu'il n'y a pas assez à faire. Certaines d'entre-elles habitent à trente milles de l'entreprise. Beaucoup d'entre-elles sont obligées à travailler les fins de semaine, année après année. Et lorsqu'elles ne travaillent qu'une journée par semaine, leurs gains sont bien moindres que le montant qu'elles obtiendraient si elles recevaient des prestations d'assurance-chômage. Au printemps, on demande à ces femmes de se présenter tôt au travail pour la formation. Cette formation consiste à frotter et à nettoyer les bâtiments avant le début de la saison. Enfin, ces femmes reçoivent le salaire minimum, ce qui confine à l'esclavage!

En vertu de la Loi relative aux relations de travail dans les services publics, ces femmes n'ont pas le droit de faire partie d'un syndicat parce qu'en leur qualité de travailleuses à temps partiel, elles n'accumulent pas un nombre suffisant d'heures de travail. La loi devrait être modifiée pour reconnaître aux personnes qui travaillent à temps partiel le droit à l'accréditation syndicale. Ces dernières ont plus que jamais besoin de cette protection. La Loi sur l'assurance-chômage devrait également être modifiée pour qu'un nombre plus élevé de travailleurs à temps partiel soient admissibles au régime.

De nombreuses femmes qui travaillent à Kings Landing sont visiblement excédées. D'une part, elles ont besoin de travailler et ont beaucoup d'affection pour Kings Landing et d'autre part, elles en ont assez d'être obligées de travailler à temps partiel, d'être exploitées, parce qu'elles sont des femmes, par une société de la Couronne.

En conclusion, nous estimons qu'un changement fondamental d'attitude est nécessaire de la part des législateurs à tous les échelons du gouvernement. Cela dépasse la question des droits de la femme. C'est un problème de droits essentiels de la personne. Ce sont ceux qui formulent et appliquent les lois qui ont le pouvoir de faire des changements. Nous n'aimons pas un système où certaines mesures ne sont pas obligatoires et nous n'y adhérons pas. Si les défenseurs des droits civils aux États-Unis avaient attendu que la discrimination contre les noirs prenne fin sans que des mesures obligatoires soient appliquées, nous verrions toujours certains groupes de personnes assises au fond des autobus dans le Sud des États-Unis. Nous estimons que le problème est le même dans ce pays et la solution à y apporter aussi.

Pour terminer, nous vous sommes reconnaissantes d'avoir bien voulu écouter nos points de vue sur cette question et nous serons très heureuses de discuter de notre présentation.

Le président: Merci beaucoup. Vous avez soulevé un certain nombre de questions qui nous préoccupent vivement, et je désire vous dire que votre mémoire présentait très clairement votre point de vue à leur sujet.

Nous commencerons par Roger Clinch.

M. Clinch: Merci, monsieur le président. J'aimerais me pencher plus particulièrement sur le travail à temps partiel un instant. Bien sûr, une des difficultés à laquelle il faut s'attacher est la définition du travail à temps partiel et l'abondance

[Texte]

there is. It can be regular, temporary, casual, seasonal. Different eligibility requirements for benefits under different statutes lead to different concepts of part-time work.

• 1745

One of the indicators today is for the purpose of unemployment insurance. They talk about I believe it is 15 hours a week and earning 20% of the ceiling for that category. One of the recommendations of the Wallace commission was that these limitations be less stringent, and maybe go to half of that or something. Do you have any thoughts on that?

Ms Morgan: From personal experience, part-time work employers can dictate what they consider part-time work. I myself am a temporary employee. In our bargaining unit there are different definitions for temporary people, part-time employees, casual employees. They have names for all of them. But it boils down to the fact that you are just a part-time employee. They can send you home at any time.

I do agree that the benefits for these part-time people should be looked at. What happens down the road when they retire? Where are their pensions and the like? There are problems everywhere. I think it is quite vast.

Mr. Clinch: Do you think if employer contributions to benefits for part-time workers were required more extensively it would reduce the number of part-time workers?

Ms Morgan: I really do not know whether it would or not. Do you mean in their hiring part-time workers?

Mr. Clinch: Yes.

Ms Morgan: Possibly hiring full-time workers?

Mr. Clinch: Well, there is a double edge to that. There might be some positive benefits, but there might also be some negative benefits. That is what I am suggesting.

If employers are required to go on a *pro rata* basis for all benefits to part-time workers, if they can find some definition, or if we can recommend some kind of a definition for "part-time worker", the obvious conclusion is twofold. First, they may not hire any more part-time workers. But that is not to say they will increase their full-time complement and find other ways to develop that. What I am suggesting is if you put the benefits across the board, some definite fall-out is going to occur. I do not think the cost factor should overshadow the interests of fairness. But I do believe it is something we should all be aware of when we are considering it.

We will probably have some strong recommendations to make in that area. So we appreciate your input.

[Traduction]

des catégories. Il peut s'agir de travail normal, temporaire, occasionnel ou saisonnier. Les différentes lois peuvent poser différents critères d'admissibilité aux prestations en fonction de différents types d'emploi à temps partiel.

Un des indices que l'on retient aujourd'hui se rapporte à l'assurance-chômage. Je crois qu'il s'agit de 15 heures par semaine et d'un salaire correspondant à 20% du salaire maximum dans la catégorie en question. La commission Wallace recommandait, entre autres choses, d'assouplir les restrictions et de réduire les exigences de moitié ou quelque chose du genre. Avez-vous quelques remarques à faire à ce sujet?

Mme Morgan: Je sais, par expérience, que les travailleurs à temps partiel peuvent définir eux-mêmes le travail à temps partiel. Je suis une travailleuse temporaire. Dans notre unité de négociation, le travail temporaire, le travail à temps partiel et le travail occasionnel sont définis de façon différente. Il existe des appellations particulières pour chaque type de travailleur mais, en dernière analyse, il s'agit de travail à temps partiel. L'employeur peut vous renvoyer n'importe quand.

Je conviens qu'il y a lieu d'examiner la question des prestations versées à ces travailleurs à temps partiel. Que se produira-t-il au moment de leur retraite? Auront-ils des pensions et autres avantages? Les problèmes sont très nombreux et d'une grande envergure.

M. Clinch: Croyez-vous qu'il y aurait moins de travailleurs à temps partiel si les employeurs étaient tenus de cotiser davantage au régime de prestations des travailleurs à temps partiel?

Mme Morgan: Je ne peux vous répondre. Parlez-vous d'embaucher des travailleurs à temps partiel?

M. Clinch: Oui.

Mme Morgan: De la possibilité d'embaucher des travailleurs à plein temps?

M. Clinch: Il s'agit d'une question à double tranchant. Elle pourrait entraîner des avantages d'une part et des inconvénients d'autre part. C'est ce que je cherche à déterminer.

Si les employeurs sont tenus de cotiser au *pro rata* pour les travailleurs à temps partiel, s'ils arrivent à définir le travail à temps partiel ou si nous pouvons proposer une définition, il est possible d'en tirer une double conclusion. Premièrement, il se peut que les employeurs n'embauchent plus de travailleurs à temps partiel, ce qui ne veut pas dire, pour autant, qu'ils augmenteront leurs effectifs de travailleurs à plein temps et trouveront d'autres façons de procéder. Je veux simplement signaler que le fait d'accorder des prestations à tous aura certainement des retombées. Je ne crois pas que l'aspect coût devrait l'emporter sur celui de l'équité. Je crois toutefois qu'il ne faut pas négliger la possibilité dans notre analyse.

Nous formulerons probablement des recommandations très fermes à ce sujet. Nous vous remercions de votre apport.

[Text]

Mrs. Browes: I would first like to ask you how many unions you have in the federation.

Ms Morgan: Our union is affiliated with the Fredericton and District Labour Council. That labour council is affiliated with the New Brunswick Federation of Labour, which in turn is affiliated with the Canadian Labour Congress.

Mrs. Browes: And how many unions are there?

Ms Morgan: Affiliated with Fredericton and District? There are over 100. I am not sure of the number.

Mrs. Browes: Do you make contributions to a political party?

Ms Morgan: Personally?

Mrs. Browes: No, as a union member.

Ms Morgan: As a union member, no. I personally do, but ...

Mrs. Browes: No, I am not talking about personally. I am talking about how in some unions they have a deduction for ...

Ms Morgan: No, we do not.

Mrs. Browes: Do any of your unions?

Ms Morgan: Not that I know of, no.

Mrs. Browes: In some provinces they do.

Ms Morgan: I have never heard of it, to tell you the truth.

Mrs. Browes: Yes, they do. There are some unions that have a deduction for the NDP.

Ms Morgan: That does not surprise me; but I have never heard of it before, no.

• 1750

Mrs. Browes: Some of us think that is rather discriminatory, too. The comments you have made about pension reform, and the report which you mention is something about which I am most convinced we need some action on, also; in particular, the homemakers' pension. You mention the agenda for that. I think there has been a commitment made in terms of the government in power today and in terms of the commitment over the life of this government, so I do take your comments seriously.

The other aspect is appointments, representation. I take issue with your brief remarks on that. We do have six women in the Cabinet today, which is really considerably more than ever before, and I would say that not one is a token woman. So, I really do believe that we have made some significant progress in that respect as it relates to a commitment that was made a year ago.

But I do take your comments about appointments as something on which I would agree with your position too. But I do want to thank you for your submission; it is well thought out. We appreciate not only your submission but your presence here today for most of the session. Thank you.

Ms Morgan: Bright and early! Thanks.

[Translation]

Mme Browes: J'aimerais d'abord connaître le nombre de syndicats que regroupe votre fédération.

Mme Morgan: Notre syndicat est affilié au Fredericton and District Labour Council. Le conseil est affilié à la Fédération des travailleurs du Nouveau-Brunswick qui est affiliée au Congrès du travail du Canada.

Mme Browes: Combien y a-t-il de syndicats?

Mme Morgan: De syndicats affiliés au Fredericton and District Council? Il y en a une centaine, mais je ne peux vous donner le nombre exact.

Mme Browes: Contribuez-vous à la caisse d'un parti politique?

Mme Morgan: En mon nom personnel?

Mme Browes: Non, en qualité de membre syndiqué.

Mme Morgan: Non. Je le fais en mon nom personnel mais ...

Mme Browes: Je ne parle pas de vos dons personnels mais des déductions que font certains syndicats pour ...

Mme Morgan: Non, nous ne le faisons pas.

Mme Browes: Est-ce le cas dans les autres syndicats?

Mme Morgan: Pas à ma connaissance.

Mme Browes: Cela se produit dans certaines provinces.

Mme Morgan: À vrai dire, je n'en ai jamais entendu parler.

Mme Browes: Oui, certains syndicats déduisent des montants qui sont versés à la caisse du NDP.

Mme Morgan: Cela ne m'étonne pas, mais je n'en avais jamais entendu parler auparavant.

Mme Browes: De l'avis de certains d'entre nous, cette pratique est plutôt discriminatoire. Vos commentaires au sujet de la refonte des régimes de pensions et le rapport dont vous avez fait état soulèvent des points à l'égard desquels nous devons agir, notamment en ce qui concerne les pensions des ménagères. Vous faites allusion à un calendrier. Je crois que le gouvernement au pouvoir s'est engagé à prendre des mesures au cours de son mandat, c'est pourquoi vos remarques me semblent très importantes.

Un autre aspect qui m'intéresse est celui des nominations, de la représentativité. Je ne suis pas d'accord avec vos brèves remarques à ce sujet. Le cabinet actuel compte six femmes, le nombre le plus élevé à ce jour, et je ne crois pas qu'il se soit agi d'une seule nomination symbolique. Je suis donc d'avis que nous avons réalisé des progrès considérables à cet égard, compte tenu de l'engagement contracté l'an dernier.

Je partage toutefois votre avis au sujet des nominations. Je tiens à vous remercier pour votre exposé bien préparé. Nous avons apprécié non seulement votre exposé mais aussi votre présence durant la majeure partie de l'audience. Merci.

Mme Morgan: De bon matin, merci.

[Texte]

The Chairman: Thank you. I was interested in your comments on many points but, in particular, on pornography and prostitution. I guess we share a common view in that what is happening with pornography as to the denigration of human dignity and its commercial exploitation, is really becoming a cancer on our culture, on our society. So I would ask you if you see any way that the problem with pornography which we now have is one that raises issues of equality rights.

Ms Morgan: I feel women and men are exploited in this situation, but women more so than men. I think there has to be some enforcement in law to curb this occupation, if you will have it, so that it will help degradation to other women and men. Somehow, there has to be some law enforcement in that area. I think the big thing is to figure out what is pornography and prostitution, how minor it is and how major, and how does one relate to these in the law for very minor... well, as I mentioned about advertising. I mean to me, that is a very minor form of pornography, but it is there, and it starts things in people's minds.

The Chairman: Do I take it you would support a role for the state in censoring materials which are distributed to the public?

Ms Morgan: Personally, yes. Our women's group has been together for only two months, so we really have done a lot of work but we have a lot of work yet to do.

The Chairman: We understand the feeling. I have a final comment. I guess it is really a wish to pursue for a moment the issue Pauline Browes raised about union contributions to political parties.

• 1755

It arises, and not on the part of jealousy or concern, I think, when you said that, of any MPs as much as what has been raised as a charter issue, because unions do have under most labour acts the right of a compulsory check-off, a nickel or whatever a month, which cumulatively is a big fund, as you would well know.

I have dealt with this in one of my books on political rights, and there were some cases that actually went to the Supreme Court of Canada where some individual members of the union objected to the fact that a part of that fund was being used to go to a political party with whose principles and policies and programs they ideologically disagreed. So that was something that happened about 12 years ago in this country.

Now under the charter a new round of those cases is beginning, and I guess it goes to the fundamental question of whether a person's money can be compulsorily deducted and then sent to a cause with which he or she disagrees. So that is something that is coming before the courts.

Maybe I could just reiterate Pauline's question. Do you feel that compulsory deduction and the direction of funds to causes that are not related to the enhancement of the position of the

[Traduction]

Le président: Merci. Vos remarques m'intéressent à plusieurs points, notamment en ce qui concerne la pornographie et la prostitution. Je crois que nous sommes du même avis, à savoir que la pornographie, par le mépris de la dignité de la personne humaine et l'exploitation commerciale qui s'y rattache, devient un cancer qui s'attaque à notre culture, à notre société. À votre avis, la question de l'égalité des droits se pose-t-elle dans le contexte du problème de la pornographie?

Mme Morgan: J'estime que les deux sexes sont exploités, mais les femmes plus que les hommes. Je crois que la loi doit être appliquée de façon à restreindre ce genre d'activité, si elle doit exister, afin d'éviter l'avilissement d'autres hommes et femmes. Il faut arriver à appliquer la loi dans ce domaine. Ce qui importe, à mon avis, c'est de définir la pornographie et la prostitution, de déterminer les infractions mineures et les infractions majeures ainsi que les conséquences juridiques d'infractions très mineures, la publicité, par exemple. À mon avis, les exemples de pornographie que l'on trouve dans la publicité sont très mineurs, mais le phénomène existe et il stimule l'imagination des gens.

Le président: Dites-vous que vous seriez d'accord que le gouvernement intervienne pour censurer ce qui est diffusé au public?

Mme Morgan: Je serais personnellement d'accord. Notre groupe de femmes a été créé il y a deux mois seulement, et bien que nous ayons beaucoup travaillé, il reste encore beaucoup à faire.

Le président: Nous comprenons ce que vous ressentez. Pour terminer, j'aimerais approfondir l'aspect soulevé par Pauline Browes au sujet des cotisations syndicales destinées à des partis politiques.

Il y a un problème non pas tant du côté, selon vos dires, de députés qui seraient jaloux ou préoccupés, que de ce qui a été soulevé au sujet de la Charte parce que la plupart des lois ayant trait au travail stipulent que les syndicats ont le droit de percevoir sur la paye des déductions obligatoires, que ce soit 0.05\$ par mois; comme vous le savez, ces petits montants peuvent constituer un fonds important.

J'en ai parlé dans un de mes livres sur les droits politiques. La Cour suprême du Canada a même été saisie de certaines causes où des membres d'un syndicat s'opposaient à ce qu'une partie de ce fonds soit versée à un parti politique dont ils ne partageaient pas l'idéologie, les principes, les politiques et le programme. Cela s'est passé il y a environ 12 ans dans notre pays.

Aujourd'hui, à cause de la Charte, une autre série de causes semblables est lancée et, à mon avis, la question qu'il faut se poser, c'est si une somme d'argent peut être déduite obligatoirement du salaire d'un individu pour être ensuite affectée à une cause avec laquelle ou elle est en désaccord. Voilà le genre de problème dont les tribunaux seront saisis.

Permettez-moi de répéter la question de Pauline. Êtes-vous d'avis qu'une déduction obligatoire et l'affectation de fonds à des causes qui ne sont pas associées à l'amélioration de la

[Text]

members of the union or the education of the members of the union is something that infringes freedoms under the charter?

Ms Morgan: No, I do not agree with it myself at all. I believe you have your freedom of choice for you. Nobody else can dictate who you vote for or anything. I totally disagree with that.

The Chairman: Well, we will see how the courts handle the issue because some would say that freedom of choice includes freedom of choice about not only how you vote but how your funds would go to support a party. It is one of the many issues we are visiting again with the charter, and we will see how the courts handle that one at this stage.

Thank you very much for being with us this afternoon.

Ms Morgan: Thank you very much.

The Chairman: The next organization is Fathers Fighting Back, and we have the President of the New Brunswick branch of this organization, Mr. Willard MacArthur.

I would invite you to come forward now, sir. I point out that we have heard from other representatives of the Fathers Fighting Back organization, the first one in Montreal and in one or two other cities since that time.

I would like to invite you now to give us the benefit of your thinking.

Mr. Willard MacArthur (President, Fathers Fighting Back, New Brunswick): Thank you.

First I would like to thank my MP in Moncton, Dennis Cochrane, for advising us about this committee when we visited him.

I am here to represent the organization Fathers Fighting Back. The New Brunswick section of it has 17 boards of directors from all cities in New Brunswick. I also represent as Vice-President of the Canadian Council for Co-Parenting in Ottawa.

I will read my brief and a few other things.

I come before you today not for myself but to carry a message from 500 children whose fathers are in an organization called Fathers Fighting Back of New Brunswick. Children and fathers of this country not only do not have equal rights when it comes to the divorce disease that has plagued the North American continent; we are a group of Canadians who are not experts in law and equality rights but fathers who love and care for our children and who believe all children have a right to have a mother and a father in their life to guide them unless a criminal assault is involved.

It is time for fathers in this country to stand up for their children's rights. After seeing how the Hon. John Crosbie stood up in defence of his sons when they were being bashed by the opposition and how as a father he stood up in the House of Commons and defended his sons, I respect him for this action of a caring father, with all sincerity. As this caring committee

[Translation]

situation des membres d'un syndicat ou à leur formation contreviennent aux droits et libertés prévus dans la Charte?

Mme Morgan: Ce n'est absolument pas mon avis. J'estime que la liberté de choix est inaliénable. Personne ne peut vous dire pour qui voter ou quoi que ce soit. Je ne suis absolument pas d'accord avec cela.

Le président: À vrai dire, nous verrons comment les tribunaux régleront le problème parce que certains engloberaient dans la liberté de choix la façon de voter, mais aussi la façon d'utiliser des fonds pour appuyer un parti. C'est un des nombreux problèmes qui reviennent sur la table à cause de la Charte et nous verrons comment les tribunaux l'aborderont à cet stade-ci.

Merci beaucoup de votre présence cet après-midi.

Mme Morgan: Merci beaucoup.

Le président: L'organisme suivant s'appelle *Fathers Fighting Back* dont le représentant est M. Willard MacArthur, président du chapitre du Nouveau-Brunswick de l'organisme.

Je vous invite à prendre la parole, monsieur. Je vous signale que d'autres représentants de l'organisme *Fathers Fighting Back* se sont déjà présentés devant le Comité, la première fois à Montréal et, depuis, dans une autre ville ou deux.

Je vous invite à nous faire part de votre façon de voir les choses.

M. Willard MacArthur (président, *Fathers Fighting Back*, Nouveau-Brunswick): Merci.

J'aimerais tout d'abord remercier Dennis Cochrane, le député qui représente ma circonscription de Moncton, de nous avoir parlé de votre Comité lorsque nous lui avons rendu visite.

Je représente l'organisme *Fathers Fighting Back* dont les 17 conseils d'administration du chapitre du Nouveau-Brunswick sont formés de représentants de toutes les villes de la province. Je représente aussi, à titre de vice-président, le *Canadian Council for Co-Parenting* d'Ottawa.

Je vais maintenant lire mon mémoire et vous faire part de certaines autres choses.

Je n'ai pas l'intention aujourd'hui de vous parler de moi, mais de vous transmettre le message de 500 enfants dont les pères sont membres d'un organisme appelé *Fathers Fighting Back* du Nouveau-Brunswick. Les enfants et les pères du pays n'ont pas droit à l'égalité lorsqu'ils souffrent des affres du divorce qui affligent le continent nord-américain. Nous formons un groupe de Canadiens qui, sans connaître intimement la loi et la politique du droit à l'égalité, sommes des pères qui aimons et chérissons nos enfants et qui croyons que tous les enfants ont le droit, à moins qu'il y n'ait voies de fait, d'être guidés par un père et une mère au cours de leur vie.

Le temps est venu pour les pères du pays de défendre les droits de leurs enfants. Depuis que j'ai vu l'honorable John Crosbie prendre la défense de ses fils lorsqu'ils étaient harcelés par l'opposition et les défendre, en tant que père, à la Chambre des communes, je le respecte sincèrement d'avoir agi en père protecteur. Comme le savent les membres bienveillants du

[Texte]

knows, and Mr. Crosbie knows, not all fathers have the right to stand up in the House of Commons and defend the rights of their sons and daughters, and we as an organization further ask you and Mr. Crosbie to stand up for our children's rights to have a father in their lives. Some of the children are our Members of Parliament of tomorrow.

• 1800

The lawmakers of this society must take the following into consideration to ensure that children's fathers, along with mothers, have equal rights. All children are entitled to the equal love and equal care of each parent in equal measure. To banish children from either parent is a crime against child, family and society. Limiting fathers to a few hours of access a month makes a mockery of family life and fundamental justice.

All children and parents have an inalienable right to family life and not to be forced into "visitor" status. All fathers and mothers shall have joint legal custody of their children at all times. Joint physical custody in equitable periods may not be denied when either parent desires it. No father shall ever be imprisoned for any divorce or family reason short of criminal assault.

Some divorce lawyers are a curse against our children and their parents, and are a moral and economic drain on society. They should be monitored by a government body.

Mediation, conciliation, or arbitration shall replace legal adversarialism in all cases of divorce. Friendly tribunals shall replace hostile, biased and dictatorial courts in all cases of divorce, and retroactively.

The practice of giving sole custody to one parent has the effect of breaking the bond between the child and the non-custodial parent. The emotional consequence is equal to a loss as great as the death of a parent, with the additional stress of knowing that the lost one is still alive and potentially available. The great majority of parents can reach a mutually co-operative understanding about their parental decisions regarding the health, education and welfare of their children. Some parents may require the help of conciliatory services of psychiatrists or family counsellors. Joint custody, in most cases, is in the best interest of the child and parents following a divorce.

The legal restrictions of a child's open and easy access to both parents is probably the single most destructive aspect of divorce as it is practised today. Children of divorce should not suffer under standards of what is in their best interest different from those enjoyed by children from intact homes. Children have a need—indeed, a right—to a meaningful relationship with both parents, regardless of whether or not those parents no longer love or live with one another.

[Traduction]

Comité et comme le sait M. Crosbie, les pères ne peuvent pas tous prendre la parole à la Chambre des communes et défendre les droits de leurs fils et de leurs filles; c'est pourquoi, en tant qu'organisme représentatif, nous vous demandons, ainsi qu'à M. Crosbie, de défendre le droit de nos enfants d'avoir un père dans leur vie. Demain, certains de ces enfants seront nos députés.

Pour voir à ce que le droit à l'égalité des pères et des mères soit respecté, les législateurs de notre société devront prendre en considération ce qui suit: Tous les enfants ont le droit d'être aimés et chéris de la même façon par chaque parent. C'est un crime contre les enfants, la cellule familiale et la société, d'isoler un enfant d'un de ses parents. La vie familiale et la justice fondamentale sont tournées en dérision lorsqu'un père ne peut voir son enfant que quelques heures par mois.

Tous les enfants et tous les parents ont un droit inaliénable à la vie familiale, et il ne faut pas les enfermer dans le rôle de «visiteur». Tous les pères et toutes les mères devraient également pouvoir se partager en tout temps la garde de leurs enfants. Lorsqu'un parent le désire, il faut que la garde physique soit partagée en périodes convenables. Sauf pour les cas de voies de fait, aucun père ne doit être emprisonné pour un divorce ou une autre raison d'ordre familial.

Certains avocats spécialistes du divorce sont une malédiction pour nos enfants et leurs parents et drainent les ressources morales et économiques de notre société. Un organisme gouvernemental devrait examiner leurs activités.

Dans tous les cas de divorce, l'adversité juridique devrait faire place à la médiation, la conciliation et l'arbitrage. Dans tous les cas de divorce et même rétroactivement, les tribunaux hostiles, discriminatoires et dictatoriaux devraient faire place à des tribunaux bienveillants.

En accordant la garde d'un enfant à un seul parent, il y a rupture du lien qui unissait l'enfant à l'autre parent. Au plan émotif, c'est une perte aussi lourde que la mort, sans compter que l'enfant est également perturbé parce qu'il sait que le parent perdu vit encore et qu'il pourrait le voir. La grande majorité des parents pourraient collaborer et s'entendre lorsqu'ils ont à prendre des décisions ayant des répercussions sur la santé, l'éducation et le bien-être de leurs enfants. Il se peut que certains parents doivent recourir aux services de conciliation de psychiatres ou de conseillers matrimoniaux. Dans la plupart des cas de divorce, une garde partagée est ce qui sert le mieux les intérêts de l'enfant et des parents.

Le fait qu'un tribunal puisse empêcher un enfant d'avoir librement et facilement accès à ses deux parents constitue probablement l'aspect le plus néfaste des divorces actuels. Il faut éviter d'appliquer aux enfants de divorcés des façons de déterminer ce qui leur convient le mieux, qui soient différentes de celles dont bénéficient les enfants de foyers unis. Les enfants ont besoin d'avoir des rapports intelligents avec leurs deux parents; ils y ont même droit, même si ces parents ne s'aiment plus ou ne vivent plus ensemble.

[Text]

If a child is fortunate to have two adequate, caring parents up to the moment of divorce, then the court, acting in the child's best interest, must do everything within its power to sanction and protect both those relationships following divorce. In other words, not only must access between parent and child be a legal right of the non-custodial parent; it must also be considered a legal right of the child.

To summarize, the family is changing. Women are out working; men are at home with their children. The notion of having one omnipotent parent to care for the children no longer exists. What is more, co-parenting is beneficial for the parents and for the child. Bonding to a father is equally important as attachment to a mother. One has only to look at all the research on the effects of father absence on children to recognize that children who grow up without a father suffer severe deficits in moral development, academic achievement, cognitive development and sex role identification. The tragedy is that, when divorce occurs, the legal and behavioural professions go to great lengths to determine which of the two parents has a right to continue to be a parent rather than assuming that both parents can continue actively in that role. They forget that divorce refers to the end of the marital bond but that it need not—indeed, it should not—sever the parental bond.

A father experiences a "tease" in being able to see his child for only a few hours a week and feels significant anger and depression that the other parent has greater access to and control over the child. This discrepancy in power is linked to important issues of self-esteem. Denied contact with their children, being forced into a situation of getting permission from the custodial parent for additional access, these fathers see themselves less and less as parents, and eventually act in accordance with the role society has assigned them: the absent parent.

• 1805

Why do I not see more of my kids, a father lamented? I am angry because so much has been taken away; I feel deprived. Why do I have to beg my wife to see more of my child? Is it any wonder that in North America there are tens of thousands of child snatchings a year?

And what of the children? The ultimate tragedy of divorce is that the parent is forced to divorce a child as well as a spouse. Although some eminent mental health professionals would argue that it is in the best interests of the children to have custody reside in one parent, who would also possess the right to control the other parent's access to the child, this view is not substantiated by research, but in fact, is clearly refuted. The non-custodial parent's absence is interpreted by the child as abandonment and causes the child to feel devalued and guilty, as though the child were the cause of his absence.

[Translation]

Si un enfant a eu la chance d'avoir deux bons parents qui le chérissaient jusqu'au moment du divorce, alors un tribunal qui désirerait agir dans l'intérêt de l'enfant devrait faire tout ce qui est possible pour confirmer et protéger ces liens après le divorce. Autrement dit, il faut que le tribunal accorde le droit de visite au parent qui n'a pas la garde de l'enfant; il faut aussi que ce soit un droit inaliénable de l'enfant.

En résumé, nous savons que la famille a évolué, que les femmes sont sur le marché du travail, que des hommes restent au foyer avec leurs enfants et qu'il n'est plus reconnu qu'un parent tout-puissant doit prendre soin des enfants. Par ailleurs, le partage des responsabilités parentales avantage autant les parents que l'enfant. Il est aussi important qu'un enfant se lie à son père qu'il s'attache à sa mère. Il suffit de jeter un coup d'oeil sur les recherches entreprises sur les effets de l'absence du père sur les enfants pour prendre conscience du fait que les enfants privés d'un père en subissent les contre-coups dans leur développement moral et intellectuel, leur rendement scolaire et leur identité sexuelle. Ce qu'il y a de tragique à l'occasion d'un divorce, c'est que les avocats et les spécialistes du comportement font des pieds et des mains pour déterminer celui des deux parents qui aura le droit de le demeurer sans supposer que les deux parents pourraient continuer de jouer activement ce rôle. Ils oublient qu'un divorce met un terme au lien qui unit deux conjoints, mais qu'il ne devrait pas entraîner et, en fait, qu'il ne faudrait pas qu'il entraîne une rupture du lien parental.

Un père se sent «tourmenté» lorsqu'il ne peut voir son enfant que quelques heures par semaine et devient souvent furieux et déprimé à la pensée que l'autre parent peut le voir plus souvent et avoir une influence plus marquée sur lui. Cette différence au niveau des pouvoirs est liée à d'importantes questions d'amour-propre. Privés de contact avec leurs enfants, obligés de demander la permission au parent ayant la garde de leurs enfants de voir ces derniers plus souvent, ces pères se considèrent de moins en moins comme des parents et agissent finalement conformément au rôle que la société leur a attribué: celui du parent absent.

Pourquoi ne vois-je pas plus souvent mes enfants, se lamentait un père? Je suis furieux parce qu'on m'a enlevé tant de choses; je me sens dépossédé. Pourquoi dois-je supplier mon épouse pour voir mon enfant plus souvent? À ce compte-là, il n'est guère étonnant qu'il y ait en Amérique du Nord des dizaines de milliers d'enlèvements d'enfants chaque année.

Et que dire au sujet des enfants? La plus grande tragédie du divorce, c'est que le parent est forcé de divorcer avec un enfant tout comme d'avec son conjoint. Même si certains éminents professionnels de la santé mentale prétendent que c'est dans le meilleur intérêt des enfants d'en confier la garde à un seul parent, lequel a aussi le droit de contrôler les visites de l'autre parent auprès de l'enfant, ce point de vue n'est pas prouvé par les recherches, mais il est au contraire en fait clairement réfuté. L'absence du parent qui n'a pas la garde de l'enfant est considérée par l'enfant comme un abandon et fait en sorte que

[Texte]

According to the Wallenstein-Kelly report, the only children satisfied with visiting situations were those who were able to see their father several times a week. Others felt deprived. They said that seeing the missing parent twice a month was not enough.

Ad hoc doctrine of "rare circumstance": It is submitted that still another false impediment to joint custody is for the courts to label any particular case a rare circumstance to which another might not measure up. It is submitted—*vide* "Dad's House, Mom's House"—that joint custody is not and ought not to be a rare circumstance and special dispensation. The statutory trend, the social trend and the moral trend speak otherwise.

Until recent times, fathers were systematically excluded from the delivery room. Until recent times, divorced fathers were systematically excluded from their children. That is changing, but it is submitted that the Supreme Court of Canada should affirm the constitutional rights herein advocated and eliminate the caveats and the ambiguities about rare circumstances and such. A constitutional right is a guaranteed right that is not contingent on rare circumstances. A father loves his child; nothing is more commonplace. This court need not shoe-horn every father into joint custody where the parents are satisfied with access, but it is submitted that joint custody can no longer be denied where either parent sincerely desires it. The best interests of the children is thereby served.

The system that advocates the placement of a child with only one of his or her parents and that declares the other parent legally dead rests on many fallacious assumptions. For one, it is impossible to determine who is the better parent. There is simply no way to do it. But most importantly, even if one could at point of divorce determine the better parent, such an assessment would be based on parenting during the marriage. There is absolutely no way to predict if he or she will remain the better parent once the divorce is granted.

In summation, joint custody may be difficult, but banishing the father is a disaster. The Supreme Court of Canada should uphold the constitutional equal rights of equal custody, equal love and care and equal measure in the children's best interests.

I publicly thank Mr. Crosbie for standing up as a father and defending his sons and fighting for their rights, and we follow the Minister of Justice in our standing up for our children's rights, no matter whether they are five months or 50.

These are children of tomorrow, and let us be fathers to children we love. We may be ex-husbands, but you, as lawmakers, have relegated us to being ex-fathers. Some members of our group suffered the pain of being fatherless

[Traduction]

l'enfant se sent dévalué et coupable, comme s'il était la cause de cette absence.

D'après le rapport Wallenstein-Kelly, les seuls enfants satisfaits des visites qui leur étaient faites étaient ceux qui pouvaient voir leur père plusieurs fois par semaine. Les autres se sentaient déshérités. Ils ont dit que de voir leur parent manquant deux fois par mois n'était pas suffisant.

Quant au principe du 'cas exceptionnel', le fait que les tribunaux puissent dire d'un cas précis qu'il s'agit d'un cas exceptionnel et d'un autre cas que ce n'est pas un cas exceptionnel constitue encore, selon nous, une fausse entrave à la garde partagée. Nous sommes également d'avis que la garde partagée ne constitue pas et ne doit pas constituer un cas exceptionnel, ni une dérogation spéciale. La tendance statutaire, la tendance sociale et la tendance morale parlent autrement.

Jusqu'à tout récemment, les pères n'étaient systématiquement pas admis dans les salles d'accouchement. Jusqu'à tout récemment, les pères divorcés étaient systématiquement séparés de leurs propres enfants. Cela est en train de changer, mais, à notre avis, la Cour suprême du Canada devrait confirmer les droits constitutionnels défendus ici et éliminer les oppositions et les ambiguïtés à propos des cas exceptionnels. Un père aime son enfant; rien n'est plus ordinaire. Il ne faut pas que ce tribunal oblige les pères à accepter la garde partagée dans tous les cas où les parents sont satisfaits de l'entente au sujet des visites, mais nous sommes aussi d'avis que la garde partagée ne peut plus être refusée lorsque les deux parents la souhaitent sincèrement. Dans un cas comme dans l'autre, les meilleurs intérêts des enfants sont servis.

Le système qui préconise de placer l'enfant chez seulement l'un ou l'autre des parents et qui déclare l'autre parent légalement mort repose sur bon nombre de fausses hypothèses. Selon l'une, il est impossible de déterminer qui est le meilleur parent. Il n'existe tout simplement pas de moyen de le faire. Mais plus important encore, même si l'on pouvait déterminer au moment du divorce qui est le meilleur parent, un tel jugement serait fondé sur le comportement des parents durant le mariage. Il n'y a absolument aucune façon de prédire que la mère ou le père continuera d'être le meilleur parent une fois que le divorce aura été prononcé.

En résumé, la garde partagée peut être difficile à assumer, mais l'exclusion du père constitue un désastre. La Cour suprême du Canada devrait donner son soutien aux droits à l'égalité que garantit la Constitution en matière de garde, d'amour et de soins dans le meilleur intérêt des enfants.

Je remercie publiquement M. Crosbie pour s'être tenu debout comme un père et pour avoir défendu ses fils et lutté pour leurs droits, et nous suivons l'exemple du ministre de la Justice en nous levant nous aussi, pour défendre les droits de nos enfants, peu importe qu'ils aient cinq mois ou cinquante ans.

Nos enfants sont les enfants de demain et soyons des pères pour les enfants que nous aimons. Il se peut que nous soyons d'anciens maris, mais vous, en tant que législateurs, vous nous avez relégués à un rôle d'anciens pères. Quelques membres de

[Text]

because their fathers died in world wars, fighting for their children's rights and all Canadian rights. We are not the drunken bums down the street. We want to support and love our children, and these precious children need their dads as well as their moms.

• 1810

The Chairman: Thank you very much, Mr. MacArthur.

One of the reasons why this committee exists and why we wanted to visit around the country was to listen to Canadians before legislating for Canadians, to find out what experience people actually had with federal laws that in their view constituted some inequality or injustice or discrimination. Before we began none of us, no matter how long the list we put together of issues we thought would come up under section 15, had this issue on our list. It was for the first time at our hearings in Montreal, where we heard from the organization *Fathers' Fighting Back*, that in submissions we heard the point of view being expressed, in the critique, that judges reflected a sex bias in their custody awards based on some stereotyped notions of mothers and fathers, and that there was a predisposition to award custody to mothers, the view being that this is not only something that is unfortunate in obviously emotionally difficult circumstances but in fact it did raise proper legal issues under section 15 in terms of discrimination.

It is also a fact that the new divorce legislation which our government has brought in has aimed very much at reducing to the greatest extent possible the adversarial nature of the process, trying to ensure that the human damage in the process of two people unmaking lives they had started to make together is at a minimum. I know very well that representatives of the organization *Fathers' Fighting Back* have been making submissions to the parliamentary committee that is now reviewing the new proposed Divorce Act at the committee stage, and we would urge those who had appeared before us to do the same.

Still, it does not mean that what you have just raised is not also relevant to what we are looking at. I am very grateful that you have come forward today and given us your view. There may be one or two additional questions, and I would like to start with . . . you had referred to your MP, Dennis Cochrane. This is one of his New Brunswick colleagues, Roger Clinch.

Mr. Clinch: We have heard reference to joint parenting and joint custody from the groups that have presented before us on this issue. I am wondering what your perceptions of the practicality of joint custody are where a separated or divorced

[Translation]

notre groupe souffrent de ne pas avoir eu de père parce qu'il est mort au cours des deux guerres mondiales, en tentant de défendre les droits de leurs propres enfants et de ceux de tous les Canadiens. Nous ne sommes pas les bons-à-rien qui traînent dans les rues. Nous voulons aider et aimer nos enfants, et ces enfants que nous adorons ont autant besoin de leur père que de leur mère.

Le président: Merci beaucoup, monsieur MacArthur.

Une des raisons pour lesquelles ce Comité existe et nous avons voulu parcourir tout le pays, c'est que nous souhaitions connaître le point de vue des Canadiens avant de légiférer et que nous voulions savoir quelle expérience les gens ont effectivement des lois fédérales qui, à leur avis, engendrent une certaine forme d'inégalité ou d'injustice ou de discrimination. Avant d'entreprendre nos pérégrinations, aucun d'entre nous, peu importe la longueur de la liste des questions qu'on pensait que les discussions au sujet de l'article 15 auraient soulevées, n'avait inscrit ce point sur sa liste. C'est lors des audiences tenues à Montréal, lorsque nous avons entendu les représentants de l'association *Fathers' Fighting Back*, que nous avons entendu pour la première fois dans les exposés des critiques à propos du fait que les juges faisaient preuve, dans leur façon d'accorder la garde des enfants, de discrimination fondée sur des notions stéréotypées du rôle des mères et des pères et qu'ils étaient plutôt enclins à confier la garde des enfants aux mères, l'idée étant que cette pratique non seulement est malheureuse dans les cas de toute évidence difficiles sur le plan émotionnel, mais qu'elle soulève en fait de véritables questions légales concernant la discrimination telle qu'elle est définie à l'article 15.

Il est vrai également que la nouvelle Loi sur le divorce que notre gouvernement a présentée vise dans une très grande mesure à réduire au minimum l'hostilité qui caractérise ce processus, en tentant de diminuer le plus possible les dommages causés à deux personnes en train de défaire des vies qu'ils avaient commencé à vivre ensemble. Je sais très bien que les représentants de l'association *Fathers' Fighting Back* ont déjà présenté des mémoires au Comité parlementaire, lequel est en train d'étudier les nouvelles modifications proposées à la Loi sur le divorce à l'étape de l'étude en comité, et nous conseillons vivement à ceux qui se sont déjà présentés devant nous d'en faire de même.

Tout de même, cela ne signifie pas que le point que vous venez de soulever n'a pas également quelque chose à voir avec ce dont nous sommes en train de discuter. Je vous suis très reconnaissant d'être venu ici aujourd'hui et de nous avoir donné votre point de vue. Il y a peut-être une ou deux questions additionnelles, et je voudrais commencer par . . . vous avez fait allusion à votre député, Dennis Cochrane. Voici ici un de ses collègues du Nouveau-Brunswick, Roger Clinch.

M. Clinch: Nous avons entendu parler de partage des responsabilités parentales et de garde partagée par des groupes qui nous ont saisis de cette question. Je me demande ce que vous pensez de l'aspect pratique de la garde partagée dans le cas où un homme et une femme séparés ou divorcés se trouvent

[Texte]

husband and wife are in different cities or different provinces. How do you perceive that occurring?

Mr. MacArthur: Our vice-president, by the way, is from Bathurst.

First, when we think of joint custody, we think of a child living two weeks with Mom, two weeks with Dad. We have to separate it, in my opinion. We have joint legal rights here. My child may be living in Bathurst, but I still may have joint custody. I will call that school board and I will say, well, how is my little fellow doing in school, or I will obtain his medical records. Then we do not become legally dead. They carry our name, our children. Why do they not go to the point of taking our name away from those children? We can find out if they are in the hospital.

I would like to speak personally. I have custody of one child; I am working on joint custody of another and access to another. The child I do not have joint custody to I want to go into immersion, for example. I have no right to negotiate that. My ex-spouse's lawyer is an avid bigot against bilingualism. So he tells me in the court room that my child will never speak French if I lose the case. I do not think that is right. We should be able to negotiate for our children's welfare, even though at times we will not necessarily have residential care of that child, or at times when we could, too. There are a lot of capable fathers out there.

• 1815

We are not trying to take anything away from the mothers. We avidly believe a child needs a mother and a father in its lives, no matter if they are separated, because it never asked for the divorce.

Mr. Clinch: So the term is more appropriately addressed as "joint parenting". I think the myth of custody is that when we think of custody, we think of children as pawns: it will be a week here and a week there, a month here or six months here or six months there. I think the parenting aspect is what you are referring to; even though the child is not going to live with you necessarily, you want access and you want some influence on the child's life. Is that it?

Mr. MacArthur: That is right; and I think a lot of fathers are having problems with access. They might have every second weekend, but if your child lives in West Germany, how do you have access to that child? Yet you are asked to support that child. We are avid believers that all children should be supported financially as well as emotionally by their father or their mother.

I must say some of our groups across the country—I do not know if you people have met them—include a lot of mothers who have joined our group, especially career women who are

[Traduction]

dans des villes différentes ou dans des provinces différentes. Que pensez-vous de cette situation?

M. MacArthur: Soit dit en passant, notre vice-président est de Bathurst.

Tout d'abord, lorsque nous songeons à la garde partagée, nous imaginons un enfant vivant deux semaines avec sa mère, deux semaines avec son père. A mon avis, nous devons faire une distinction entre la garde assurée par un seul parent et la garde partagée. Il est question ici de droits légaux partagés. Mon enfant peut très bien vivre à Bathurst, je peux quand même en avoir la garde partagée. J'appellerai la commission scolaire où il est inscrit et je dirai, eh bien, comment est-ce que mon petit gars réussit à l'école ou j'obtiendrai son dossier médical. A ce moment-là, nous ne sommes pas morts aux yeux de la loi. Nos enfants portent notre nom. Pourquoi ne va-t-on pas jusqu'à faire en sorte que ces enfants ne portent plus notre nom? Nous pouvons le savoir s'ils sont à l'hôpital.

Je voudrais parler en mon nom personnel. J'ai la garde d'un enfant; j'essaie d'avoir la garde partagée d'un autre et le droit de visite pour un troisième. Supposons, par exemple, que je veuille que l'enfant dont je n'ai pas la garde partagée aille en classe d'immersion. Je n'ai aucun droit pour négocier cela. L'avocat de mon ex-épouse est un ardent fanatique contre le bilinguisme. C'est ainsi qu'il m'a dit dans la salle d'audience que mon enfant ne parlera jamais français si je perds mon procès. Je ne pense pas que cela soit correct. Nous devrions être en mesure de veiller au bien-être de nos enfants, même si, à certains moments, nous n'avons pas nécessairement la garde de nos enfants à la maison. Ne sous-estimons pas les pères.

Nous ne cherchons pas à enlever quoi que ce soit aux mères. Nous croyons évidemment qu'un enfant a besoin de la présence d'une mère et d'un père dans sa vie, peu importe si ceux-ci sont séparés, parce que l'enfant subit le divorce.

M. Clinch: L'expression «partage des responsabilités parentales» convient davantage. Il existe un mythe de la garde des enfants. Quand nous pensons à la garde des enfants, nous considérons les enfants comme des pions: ils habiteront une semaine ici et une semaine là-bas, un mois ici, ou six mois ici et six mois là-bas. Je pense que vous voulez parler plutôt des responsabilités parentales; même si l'enfant ne vivra pas nécessairement avec vous, vous voulez être en mesure de le visiter et d'avoir une certaine influence sur sa vie. Est-ce exact?

M. MacArthur: C'est juste. Selon moi, beaucoup de pères éprouvent des difficultés avec les droits de visite. Ils ont peut-être le droit de voir leurs enfants toutes les deux fins de semaine, mais si votre enfant habite en Allemagne de l'Ouest, comment pouvez-vous le voir? Pourtant, on vous demande de subvenir à ses besoins. Nous croyons fermement que les pères ou les mères de tous les enfants devraient subvenir aux besoins, tant financiers qu'émotifs, de ceux-ci.

Je dois dire que quelques-uns de nos groupes dans tout le pays, peut-être les avez-vous rencontrés, comptent beaucoup de mères, surtout des femmes de carrière qui travaillent à

[Text]

away all week and have custody taken away from them because they are travelling the country and the father is home all the time. They are having trouble with access and basically legal rights to find out anything about their children.

I said "basically" because I think maybe we are going to have to take these divorce situations out of the courtrooms. I do not know how many lawyers I am talking to here today, but . . .

Mr. Clinch: Normally you would be talking to three, but today you are only talking to one, of whom Mrs. Browes and I are not a member. So I will not tell you who it is, but . . .

Mr. MacArthur: From the chairman's comment earlier this morning about being in law school, I picked up that he was a lawyer. We are not against lawyers. There are some family court lawyers. But they do not usually end up in court. They are usually able to settle things out of court. But when the mother and the father get to court, they become bitter enemies. I know we have some cases right now before the Barristers' Society of New Brunswick, and we are asking why the government does not monitor some of our solicitors who are badgering some mothers as well as badgering some fathers. But the real person getting badgered in these courtrooms is the child.

Mrs. Browes: As the chairman has expressed, I did not expect we would be discussing this issue when our committee was first set up. When I first heard about your group, which was the submission in Montreal three or four months ago, after I thought about it for a few days, I thought it was refreshing, because it reminded me a little of about 10 years ago, when women were starting to get mad and doing something about it. It is rather refreshing to hear that men actually want to be part of the parenting, because for just too long they did not participate. I say that in general terms, not in any specific terms. So I see that some good can come out of this whole process, and hopefully the good will be for the benefit of the children.

So I agree with your concept, but like Mr. Clinch I have some difficulty with the pragmatic approach to it. I know one couple who purchased a house and the kids stayed in the house and the man and women, the parents, took month about, so it was the kids who stayed. I do not think that worked out very well either. It lasted for a while. It was an alternative. I am sure a great number of alternatives need to be tried, explored, suggested. So as your group meets and chats and has some concrete suggestions, I am sure it will be most helpful. The California experience of mediation, of dividing of assets, is something I have been interested in for some time, and keeping the adversarial aspect of getting people pitted against other individuals out of the courtroom.

[Translation]

l'extérieur toute la semaine et qui se sont vues retirer la garde de leurs enfants parce qu'elles voyagent tandis que le père est sédentaire. Les visites leur posent des problèmes, tout comme le respect de leurs droits fondamentaux d'être informées de ce qui touche leurs enfants.

J'ai dit «fondamentaux» parce que, à mon avis, nous devons cesser de nous adresser aux tribunaux pour régler ces cas. J'ignore s'il y a beaucoup d'avocats ici aujourd'hui, mais . . .

M. Clinch: Habituellement, il y a trois avocats, mais aujourd'hui il n'y en a qu'un et ni M^{me} Browes ni moi ne sommes avocats. Je ne vous dirai donc pas de qui il s'agit, mais . . .

M. MacArthur: À la lumière du commentaire qu'a fait le président plus tôt ce matin au sujet de ses études en droit, j'ai conclu qu'il était avocat. Nous ne sommes pas contre les avocats. Il existe des avocats qui pratiquent dans les tribunaux de la famille. Cependant, ils plaident rarement devant le juge; ils sont habituellement capables de régler les affaires à l'amiable. Quand la mère et le père doivent comparaître en justice, ils se transforment en ennemis acharnés. Actuellement, le Barreau du Nouveau-Brunswick est saisi de certains cas, et nous nous demandons pourquoi le gouvernement ne surveille pas certains avocats qui harcèlent autant les mères que les pères. Mais ce sont les enfants qui écopent vraiment dans ces circonstances.

Mme Browes: Comme l'a déclaré le président, je ne m'attendais pas à ce que nous discussions de ce dossier au moment de la formation de notre Comité. J'ai entendu parler pour la première fois de votre groupe quand vous avez fait votre exposé à Montréal il y a trois ou quatre mois. J'ai pensé à ce que vous aviez dit pendant quelques jours et j'ai conclu que votre position était agréablement nouvelle, parce qu'elle me rappelait des événements qui datent d'environ 10 ans, quand les femmes ont commencé à se fâcher et à agir. Il est plutôt intéressant d'entendre dire que des hommes souhaitent réellement assumer la condition de parent, parce qu'ils se sont tenus à l'écart trop longtemps. Je parle bien sûr de façon générale. Je constate que la démarche que nous faisons actuellement peut être très utile et j'espère que les résultats seront d'abord et avant tout dans l'intérêt des enfants.

Je souscris donc à votre position, mais, comme M. Clinch, je ne vois pas très bien comment elle pourrait s'appliquer dans la pratique. Je connais un couple qui a acheté une maison pour y loger les enfants. Les parents y vivaient chacun un mois environ, de sorte que ce sont les enfants qui habitaient en permanence dans la maison. Je ne pense pas que cet arrangement ait donné de très bons résultats. Il a duré un certain temps. C'était une solution. Je suis convaincue qu'il faut essayer, explorer et proposer de nombreuses avenues. Je suis certaine que beaucoup de bien résultera des rencontres et des discussions de votre groupe et des propositions concrètes qu'il formulera. Je m'intéresse depuis un certain temps à l'expérience menée en Californie sur la médiation et la répartition des biens. On s'efforce également dans cette expérience d'éviter que les gens se mesurent à d'autres personnes qu'ils en viennent à considérer comme des adversaires.

[Texte]

• 1820

So I agree with the concept of it, for the good of the children. I must say in your submission I have some difficulty wondering how we can legislate love and care.

Mr. MacArthur: To legislate love and care; yes, that would be very difficult. You mean on the father's part or on the mother's part?

Mrs. Browes: Well, in your submission you are talking about constitutional rights of equal love and care . . .

Mr. MacArthur: Of equal right to love, basically. I guess what happens as we study it across the country . . . fathers, once they are . . . it all hinges on the support, too. Once they are having trouble with access, after a couple of years they forget about their payments. They just cannot take it any more and they walk away and of course they disappear to another province. We agree with the maintenance of I think it is Bill C-47 or some bill like that . . . that all fathers should pay—and mothers included—to support their children.

As you said, 10 years ago fathers did not really care. After being one of the founders of the organization, and putting in newspaper advertisements across the country, I thought I was the only one out there who cared. I thought I was the only father who cared, and a couple of other fathers. We did not realize the response. There are fathers out there who really love their children and want to participate in some way in their upbringing, because . . . they say by 1990 in the U.S. 75% of children will come from single-parent homes.

In my experience . . . my profession is in corrections, and I think about 95% of our inmate population in the country are children—and I call a lot of them children because a lot of them are children, 16 or 17—from broken homes, where they really needed a father in their life as well as a mother. Down the road, if fathers participate with their children in their upbringing, and they know that Dad is still there . . . I have many chaps in my office saying, well, if I only had a father, I would not be in this trouble.

Mrs. Browes: I am interested in the development of your group. I gather it is in its infancy, really.

Mr. MacArthur: Yes.

Mrs. Browes: As you perfect your goals in pragmatic ways of dealing with joint custody, I will certainly be interested in following it as you progress.

Mr. MacArthur: We need our professionals to teach us a new skill of joint parenting. It is a new thing out there. I

[Traduction]

Je souscris donc au principe, dans l'intérêt des enfants. Je dois dire qu'après avoir écouté votre exposé, je me demande comment on peut faire des lois pour protéger l'amour d'autrui.

M. MacArthur: Faire des lois pour protéger l'amour; oui, cela serait une tâche très délicate. Parlez-vous du père ou de la mère?

Mme Browes: Bien, dans votre exposé, vous mentionnez des droits prévus dans la Constitution qui consistent à recevoir ou à donner de l'amour et de l'attention au même titre que les autres . . .

M. MacArthur: Il s'agit fondamentalement du droit à recevoir ou à donner de l'amour au même titre que les autres. J'imagine que ce qui se produit au fur et à mesure que nous étudions cette question dans tout le pays . . . les pères, dès qu'ils sont . . . tout tourne autour de la pension alimentaire. À partir du moment où ils ont de la difficulté à faire respecter le droit de visite, les pères oublient de verser la pension alimentaire après quelques années. Ils ne peuvent plus supporter la situation et déménagent dans une autre province. Nous sommes d'accord pour que soit maintenue en vigueur une disposition prévue dans le projet de loi C-47, je crois, selon laquelle tous les pères et toutes les mères devraient subvenir aux besoins de leurs enfants.

Comme vous l'avez déclaré, il y a 10 ans, les pères ne se souciaient pas vraiment de leurs enfants. Après avoir fondé cet organisme avec d'autres personnes et fait passer des annonces dans les journaux partout au pays, je pensais que j'étais le seul père qui s'intéressait vraiment à ses enfants. Je pensais que j'étais le seul, avec quelques autres. Nous ne nous attendions pas à une telle réaction. Il y a beaucoup de pères qui aiment vraiment leurs enfants et souhaitent participer d'une façon quelconque à leur éducation parce que . . . on dit qu'en 1990, 75 p. 100 des enfants aux États-Unis vivront dans des familles monoparentales.

D'après mon expérience . . . je travaille dans les services correctionnels et, selon moi, environ 95 p. 100 des détenus au pays sont des enfants. Je qualifie beaucoup de détenus d'enfants parce que beaucoup d'entre eux en sont, étant âgés de 16 ou 17 ans. Ils sont issus de familles brisées, où ils ont vraiment eu besoin d'un père et d'une mère dans leur vie. À un moment donné, si les pères participent à l'éducation de leurs enfants et si ces derniers savent que leur père est encore là pour les soutenir . . . Je ne sais combien d'hommes m'ont dit dans mon bureau que s'ils avaient eu un père, ils n'en seraient pas là aujourd'hui.

Mme Browes: Je m'intéresse à l'évolution de votre groupe. Je suppose qu'il vient à peine d'être créé.

M. MacArthur: Oui.

Mme Browes: Je serai certainement intéressée à surveiller vos progrès à mesure que vous mettrez au point vos objectifs en ce qui concerne les façons d'aborder concrètement la garde des enfants.

M. MacArthur: Il faut que les professionnels nous enseignent une nouvelle technique, qui est celle du partage des

[Text]

certainly do not have all the answers, nor do all the fathers in the groups have the answers, but they are there and they love their children and the children need them.

Mrs. Browes: Nobody who is a parent has all the answers.

Mr. MacArthur: No.

The Chairman: Thank you very much, Mr. MacArthur.

The next organization we will be hearing from is Women Working with Immigrant Women of New Brunswick. I believe we have three representatives of the organization: Betty Lee, the Chairperson; Susili Wilson, Secretary; and Maureen Morrissy, Treasurer.

Welcome. We are glad to see you before us.

I would like to invite you to give us your ideas and thoughts on section 15 and the issues that are raised in light of the work you are doing with immigrant women in this country.

• 1825

As you begin, I might note that when we were holding our hearings in the City of Toronto there were representatives from your organization appearing before us as well. So we have already heard a number of the concerns about provisions in federal laws and so on, as they exist, and we really welcome this second chance to get more ideas on this point from perhaps a somewhat different perspective, because we are in another part of the country.

So please begin.

Ms Betty Lee (Chairperson, Women Working With Immigrant Women of New Brunswick): Thank you, Mr. Chairman and members of the parliamentary committee. We appreciate the opportunity you have given us to make this presentation, and we will send in the brief at a later date.

As a group, we are concerned about the status of immigrant and visible minority women and are pleased about the sections in the Charter of Rights and Freedoms that focus upon equality of opportunity. We feel the Charter of Rights and Freedoms sets out a new and more comprehensive social contract that, if applied, will offer immigrant and visible minority women greater economic and social opportunities. However, at this occasion, we felt it would be appropriate for us to summarize some of the concerns in the form of resolutions at our recent provincial conference, Strategies for Equality. I will divide it into three general areas: immigration, language and employment.

First is immigration. We feel the Department of Employment and Immigration should review the status of dependency

[Translation]

responsabilités parentales. Il s'agit là d'une nouvelle approche. Je ne possède certainement pas toutes les réponses, et tous les pères qui font partie des groupes ne les possèdent pas non plus, mais ils existent en tant que pères et ils aiment leurs enfants et ces derniers ont besoin d'eux.

Mme Browes: Aucun parent ne possède toutes les réponses.

M. MacArthur: Non.

Le président: Merci beaucoup, monsieur MacArthur.

Nous entendrons maintenant l'association *Women Working with Immigrant Women* du Nouveau-Brunswick. Si je ne m'abuse, trois représentantes de l'organisme sont présentes aujourd'hui: Betty Lee, présidente, Susili Wilson, secrétaire, et Maureen Morrissy, trésorière.

Bienvenue. Nous sommes heureux de vous accueillir aujourd'hui.

J'aimerais qu'à partir du travail que vous réalisez avec les femmes immigrantes de ce pays, vous nous fassiez part de vos idées et réflexions sur l'article 15 et sur les questions qui sont soulevées.

Avant que vous preniez la parole, je me promets de signaler que, lors de nos audiences dans la ville de Toronto, des représentantes de votre organisme ont comparu devant nous également. Ainsi avons-nous déjà eu l'occasion de prendre connaissance d'un certain nombre des préoccupations que suscitent les dispositions actuelles des lois fédérales, et nous sommes très heureux d'avoir une deuxième occasion d'être sensibilisés à cette question, dans une optique quelque peu différente sans doute, étant donné qu'il s'agit d'une autre région du pays.

Veuillez donc commencer.

Mme Betty Lee (présidente, Women Working with Immigrant Women of New Brunswick): Je vous remercie, monsieur le président, et je remercie les membres du comité parlementaire. Nous sommes reconnaissantes de l'occasion que vous nous avez donnée de faire cette présentation et nous vous transmettons le mémoire à une date ultérieure.

En tant que groupe, nous nous préoccupons de la situation des femmes immigrantes et des femmes qui font partie de groupes minoritaires visibles. Nous sommes heureuses de constater que certains articles de la Charte des droits et libertés portent plus particulièrement sur l'égalité des chances. Il nous semble que la Charte propose un contrat social nouveau et plus global qui, s'il est mis en application, garantira, sur le plan économique et social, de meilleures possibilités aux femmes immigrantes et aux femmes de groupes minoritaires visibles. Cependant, à l'occasion de cette présentation, il nous semble opportun de résumer certaines des préoccupations qui ont été exprimées sous forme de résolutions lors de notre dernière conférence provinciale sur les stratégies d'accès à l'égalité. Je diviserai la présentation en trois grands volets: l'immigration, la langue et l'emploi.

Tout d'abord, l'immigration. Nous sommes d'avis que le ministère de l'Emploi et de l'Immigration devrait réviser les

[Texte]

and documentation procedures currently in operation. The sponsorship program appears to thoroughly discriminate against immigrant women, especially in the following ways: first, excessive length of time for the period of dependency; second, lack of understanding of individual rights in mother tongue; third, perpetuation of status of dependency. So we would like to see that women admitted under the two categories have access to welfare benefits, student loans and bursaries in addition to claiming allowance for language training and skills training.

The second point regarding immigration is that there is a need to identify an agency to give ongoing information on basic rights. This agency should involve the Attorney General and/or the Department of Justice and should publish an immigrant's handbook, available for reference in several languages.

The second topic we would like to cover is language. Learning the language, we believe, is the first step for any newcomer in being able to take advantage of opportunities in the job market and in skills training. Without fluency in English or French, immigrants cannot find jobs and are permanently confined to cheap-labour job ghettos. Studies show that, compared to only one-fifth of Canadian-born women, one third of immigrant and visible minority women are in the non-unionized underbelly of the labour market where they toil as chambermaids, building cleaners, domestic workers, waitresses, sewing machine operators and so on. Very often, without the working ability of one of the official languages, many immigrant or visible minority women consider themselves as visibly impaired persons.

• 1830

So we recommend on language a recognition of the right to assistance in attaining competence in one of the official languages, for all. This encompasses the right of immigrant women to attain full competency even if it takes a number of years. Child care should be provided.

Second, the right of older children to special language training assistance: we are asking that adequate language training facilities, together with training allowance for a period of at least six months, be provided for all those who need it, regardless of status or length of residency in Canada. Provision should be made for daycare and travel allowances. Professional and skilled workers should also have access to specialize in ESL or SL language classes.

Secondly, providing access and ensuring the ability to keep a job as employment equity. We endorse employment equity as

[Traduction]

modalités actuelles en matière de dépendance et de documentation. Il semble que le programme de parrainage soit nettement discriminatoire à l'égard des femmes immigrantes, surtout sous les aspects suivants: premièrement, la durée de l'état de personne à charge est excessivement longue; deuxièmement, la langue maternelle constitue une barrière à la compréhension adéquate des droits individuels; troisièmement, il y a perpétuation de l'état de personne à charge. Ainsi souhaitons-nous que les femmes admises selon les deux catégories soient admissibles aux prestations de bien-être social, aux prêts et bourses destinés aux étudiants, en plus de pouvoir bénéficier des allocations relatives à la formation linguistique et à la formation professionnelle.

Le deuxième élément important en matière d'immigration a trait à la nécessité de désigner une agence qui puisse fournir une information continue en matière de droits fondamentaux. Une telle agence devrait relever du solliciteur général ou du ministère de la Justice et devrait publier un guide de l'immigrant qui serait diffusé dans plusieurs langues.

Le deuxième aspect que nous souhaitons aborder est celui de la langue. La maîtrise de la langue constitue, à notre avis, la première étape qui permet à tout nouvel arrivant de se prévaloir des possibilités qui existent dans le secteur de l'emploi et de formation professionnelle. Tant qu'ils ne parlent pas bien l'anglais ou le français, les immigrants ne peuvent pas trouver d'emploi et sont relégués en permanence aux emplois mal rémunérés. Des études démontrent que le tiers des femmes immigrantes et des femmes appartenant à des minorités visibles, comparativement au cinquième seulement des femmes nées au Canada, sont cantonnées dans le secteur non syndiqué du marché du travail, où elles gagnent péniblement leur vie comme femmes de chambre, femmes de ménage, employées domestiques, serveuses, opératrices de machines à coudre et ainsi de suite. Bien souvent, lorsqu'elles n'ont pas la connaissance pratique de l'une des langues officielles, nombre de femmes immigrantes ou de femmes appartenant à des minorités visibles se considèrent comme des personnes manifestement désavantagées.

En matière de langue, nous recommandons donc que soit reconnu, pour tous, le droit à l'aide pour apprendre l'une ou l'autre des deux langues officielles. Cela suppose que les immigrantes ont le droit de bien apprendre une langue, même si cela peut exiger plusieurs années. Il faudrait aussi prévoir des services de garderie.

Deuxièmement, le droit des enfants plus âgés à une aide spéciale en vue de la formation linguistique: nous demandons que des installations convenables pour les cours de langues et des allocations de formation soient prévus pour tous ceux qui en ont besoin, quel que soit leur statut ou la durée de résidence au Canada. Il faudrait également prévoir des services de garderie et des allocations de déplacement. Les travailleurs professionnels et spécialisés devraient aussi avoir accès à des cours d'anglais langue seconde ou de langue seconde.

Nos recommandations portent ensuite sur un aspect de l'équité en matière d'emploi, à savoir l'accès à l'emploi et les

[Text]

described by Judge Rosalie Abella and urge the government to establish a new regulatory body to monitor the provision of employment equity. Strengthening human rights law is our concern too; certainly to set up a system of standards to establish the equivalency between Canadian and foreign degrees and training. We recommend upgrading employment programs for immigrant and visible-minority women. We support the home-maker pension plan.

For the employment part, we hope the government will ensure employment equality. It is necessary to organize a network mainly for the purpose of increased access to job opportunity. Recognition of foreign education degrees is also necessary.

I have condensed the recommendations in point form about the handicaps immigrant and visible-minority women face in integrating into Canadian society as full and equal members. Some of these points may appear to be more in the form of services for immigrant and visible minorities than of legal questions. However, our submission asks that the legal system should legislate to provide the climate for these services.

If the committee needs any further clarification, we will try to provide it.

The Chairman: Thank you very much, especially for dealing with provisions in the immigration laws and language aspects as well as a number of examples under employment of the experiences you have encountered.

Mrs. Browes: I have questions concerning immigration, and I would like to start off with just points of clarification. On your suggestion or recommendation concerning sponsorship, you were saying you believed it was too long. What should it be?

Ms Lee: In the sponsorship, I think there are two categories. One is called the dependant category, and the other one is family sponsorship, I think. I am not very sure. But sometimes they divide it into five or ten years, and some of those assisted families who come into the country are dependents, so the sponsor has to sign the contract with the immigration office for so long a period, maybe 10 years, especially for a lot of retiring parents. Within those... years, they are not entitled to any kind of social assistance, even though there are problems that occur in that family.

• 1835

Maybe Susili can comment.

Ms Susili Wilson (Secretary, Women Working With Immigrant Women of New Brunswick): We have had examples here of marriage breakdown and various problems where the woman concerned has had difficulty in getting any kind of assistance. Of course, since this particular person went

[Translation]

moyens de le conserver. Nous partageons l'avis du juge Rosalie Abella au sujet de l'équité en matière d'emploi et nous incitons le gouvernement à créer un organisme chargé de veiller à l'équité en matière d'emploi. Le raffermissement de la législation touchant les droits de la personne est une autre de nos préoccupations. Il faudrait certainement déterminer une série de normes permettant d'établir des équivalences entre les études et la formation au Canada et à l'étranger. Nous recommandons l'amélioration des programmes d'emploi pour les immigrantes et les femmes appartenant aux groupes minoritaires visibles. Nous appuyons la proposition d'un régime de pensions pour les ménages.

Nous espérons que le gouvernement garantira l'équité en matière d'emploi. Il importe de créer un mécanisme destiné principalement à accroître les possibilités d'emploi. Il est aussi nécessaire de reconnaître les diplômes accordés à l'étranger.

Les recommandations touchant les obstacles auxquels doivent faire face les immigrantes et les femmes faisant partie des groupes minoritaires visibles, lorsqu'elles veulent s'intégrer pleinement à la société canadienne, ont été formulées point par point. Certaines mesures recommandées peuvent s'apparenter davantage à des services aux immigrants et aux minorités visibles qu'à des lois. Dans notre exposé, nous demandons néanmoins que la législation soit conçue de manière à créer l'ambiance propice à ces services.

Si les membres du comité désirent de plus amples renseignements, nous tenterons de répondre aux questions.

Le président: Nous vous remercions de votre exposé, notamment du point de vue de certaines dispositions des lois touchant l'immigration, des aspects linguistiques ainsi que des exemples de problèmes d'emploi dont vous avez eu connaissance.

Mme Browes: J'aurais quelques questions à poser au sujet de l'immigration mais j'aimerais d'abord avoir quelques précisions. Dans votre recommandation au sujet du parrainage, vous estimez que la durée est trop longue. Que devrait-elle être?

Mme Lee: Je crois qu'il existe deux catégories de parrainage, celui des personnes à charge et celui de la famille. Je ne suis pas certaine. Parfois, c'est réparti sur cinq ou dix années et certaines de ces familles qui entrent au pays sont des personnes à charge, de telle sorte que le répondant doit signer le contrat avec le bureau d'immigration pour une durée déterminée, peut-être de dix ans, surtout en ce qui a trait à bon nombre de parents qui approchent l'âge de la retraite. Pendant ces... années, ils n'ont droit à aucune aide sociale et ce, même s'il survient des difficultés.

Susili aurait peut-être des commentaires à formuler.

Mme Susili Wilson (secrétaire, Women Working With Immigrant Women of New Brunswick): Nous avons des exemples de rupture de mariage et d'autres problèmes où la femme éprouve des difficultés à obtenir de l'aide quelle qu'elle soit. Bien entendu, comme cette personne s'est adressée à la

[Texte]

to the police and so forth, she finally did get it. But I think we should have some provision for such cases where this type of situation does arise and a quicker method of helping.

In New Brunswick we do not have big concentrations of immigrant people, so there is not the support system you would get in a province like Ontario. People are isolated, and without this kind of support system, I suppose now, with associations such as ours, this is the only kind of help the people get. The family support system is good in that it helps a person to come into the country, but there has to be some provision by which, when it breaks down—and maybe it need not be so long—there would be some other system to take it up.

Ms Maureen Morrissey (Treasurer, Women Working With Immigrant Women of New Brunswick): I think what Mrs. Wilson is saying is that the onus is on the person—for example, an estranged wife—to legally establish that she is no longer able to claim dependent status, that she can no longer rely on this person who sponsored her in the first place. Sometimes that puts quite a burden on, for instance, the wife who is not familiar with legal services. Her language facility is not very good. So it puts all the onus on her to establish that she is in the situation of being estranged from her husband.

Mrs. Browes: I do come from an urban riding where about 60% of the cases of constituents that come to me concern immigration, and so I spend a great deal of my time on this. So I am interested in this, from the committee point of view, in terms of how the charter applies, but also in terms of the day-to-day kinds of issues that come up within the constituencies across Canada; in particular, my own.

Just for clarification, then, you are saying the ten years or five years is too long, that it should be three or two or something other than five; or do you think there should be some changes in how you can get out of sponsorship? Is that what you are saying? I understand that people have difficulties, but if you make enough exceptions to it all, then the sponsorship really becomes redundant. It really becomes not sponsorship at all.

Ms Lee: I do feel 10 years is a little bit too long. Maybe one point is to shorten the length of time. Besides that, we do feel maybe the Canada Employment and Immigration Commission should be more flexible in case there is some kind of difficulty in the family rather than tracking back to the contract, saying that because the contract is 10 years they have to wait for 10 years.

I know there is one family where the son sponsored the parents, but after one and a half years the parents started to have problems with the son. So he put them out on the street, and when these elderly parents went to Immigration office, again they brought out the contract, saying that within 10 years they were not entitled to any kind of social assistance. So what I feel maybe should be in the Charter of Rights and Freedoms is some kind of flexibility to assist in this kind of situation or, maybe, reduce the amount of time. Especially

[Traduction]

police et ainsi de suite, elle a enfin réussi à obtenir cette aide. Mais je pense que ces situations devraient être visées par une disposition particulière et qu'il y aurait lieu d'envisager l'établissement d'un processus plus efficace pour venir en aide à ces personnes.

Il n'existe pas de fortes concentrations d'immigrants dans la population du Nouveau-Brunswick. Par conséquent, nous ne disposons pas de ressources importantes comme en Ontario, par exemple. Les gens sont isolés et, en l'absence de telles ressources, je suppose que des associations comme la nôtre constituent le seul soutien dont ces gens bénéficient. La famille est un excellent soutien dans la mesure où elle permet à quelqu'un d'entrer au pays, mais il importe d'édicter une mesure législative qui, en cas d'éclatement familial—il n'est peut-être pas nécessaire d'attendre si longtemps—favorise la récupération de cette personne.

Mme Maureen Morrissey (trésorière, Women Working With Immigrant Women of New Brunswick): Je pense que M^{me} Wilson entend par là qu'il incombe à la personne, par exemple, l'épouse séparée, de prouver qu'elle n'est plus en mesure de se déclarer personne à charge, qu'elle ne peut plus se fier à son répondant initial. Parfois, cela constitue un lourd fardeau sur les épaules d'une épouse, par exemple, dont les services juridiques ne lui sont pas familiers. Elle n'a pas une très bonne compréhension des langues. Ainsi, il lui incombe d'établir qu'elle est séparée de son époux.

Mme Browes: Je viens d'une circonscription urbaine où 60 p. 100 des affaires dont je suis saisie touchent l'immigration. Ainsi, j'y consacre beaucoup de temps. Donc du point de vue du Comité, cette question me préoccupe en ce qui a trait à l'application de la Charte ainsi qu'aux questions quotidiennes qui sont soulevées dans l'ensemble des circonscriptions à travers le Canada, en particulier dans la mienne.

Pour éclaircir la situation, donc, vous dites qu'un délai de cinq ou dix années serait trop long et qu'il serait préférable qu'il soit de deux ou trois ans au lieu de cinq. Pensez-vous qu'il y a lieu d'envisager des modifications relatives à la façon de renoncer au parrainage? Est-ce bien cela que vous proposez? Je comprends que les gens éprouvent des difficultés, mais si vous faites suffisamment d'exceptions, le parrainage devient vraiment inutile. Ce n'est plus du parrainage.

Mme Lee: Je pense que dix ans est un délai un peu trop long. Il conviendrait peut-être de le raccourcir. Par ailleurs, nous croyons que la Commission d'emploi et d'immigration du Canada devrait peut-être faire preuve de plus de souplesse lorsque la famille éprouve des difficultés plutôt que d'invoquer le contrat en disant que le contrat a une durée de dix ans et qu'il faut attendre dix ans.

Je connais un cas où le fils a parrainé ses parents et qu'après un an et demi, est survenu un conflit entre le fils et ses parents. Le fils a décidé de les abandonner. Lorsque ces parents âgés se sont adressés à un bureau de l'Immigration, les responsables du bureau ont, encore une fois, fait sortir le contrat en disant aux parents qu'ils n'avaient droit à aucune forme d'aide sociale avant l'expiration de la période de dix ans. J'estime donc qu'il devrait y avoir dans la Charte des droits et libertés une certaine flexibilité pour remédier à ce genre de situation ou,

[Text]

these days, the divorce rate is increasing and, if a husband sponsors the wife to come in for five years, I find that could be a little bit too long. Sometimes the marriage may not last more than three years. So the length of time should be shortened in that sense.

• 1840

Mrs. Browes: I understand what you say. Certainly, a great number of people want to come to this country because of the social safety-nets we have here; yet, on the other hand, we have to be reasonable in terms of what we, as a country, are going to be providing to individuals and what family responsibilities there are. With the problems in so many countries of people not having food and housing, for Canada to open the doors and say, if you have a problem, the state will look after you . . . I mean, I think we will have to be as specific as we can if we are to say that sponsorship is not what is acceptable in terms of the group you are referring to.

Ms Wilson: One answer is to set up a mechanism to deal with breakdowns in the relationship, some mechanism that works more efficiently than the present one, and especially since the sponsored person does not know the language, does not know how to deal with the government organizations. It may be some kind of mechanism.

Mrs. Browes: I certainly compliment you on the formation of your group. How long have you been in existence?

Ms Lee: Less than two years.

Mrs. Browes: Well, I wish you well with that. You are helping persons within the community, and your work, I am sure, will be of great assistance to a good number of people. I appreciate your coming here today to give us your comments.

The Chairman: Roger Clinch.

Mr. Clinch: Thank you, Mr. Chairman. Welcome. Address my comments to the language training aspect of your presentation. What currently exists for immigrants who come to Fredericton, New Brunswick to live? What sort of training in language is available to children before they go to school or when they come to our country?

Ms Lee: Okay. Generally speaking, I will divide it into two categories. For adults, there are two programs. One is under the sponsorship of the immigration office and is called full-time training. Those persons who get into this full-time language training, usually do so at a community college cost; they get something like eight hours a day; they get paid and have a transportation allowance. But that is only applicable to bread-winners of the family. If a woman comes into the country as a dependant of the husband usually, a lot of times we have found that even though they have better qualifications still, since the husband is still the head of the family, the woman is not entitled to have any language training. So I have found a lot of immigrant women of visible minorities learn the language in other ways. One way is by night school classes. The night school actually is a branch of the community college. They can attend two hours a night, two nights a week,

[Translation]

peut-être, pour réduire la période de temps. Surtout que de nos jours, le taux de divorce est à la hausse et si un mari parraine sa femme et s'engage pour une période de 5 ans, je trouve ça un peu trop long. Le mariage ne dure parfois pas plus de 3 ans. La période devrait donc être réduite dans ce sens.

Mme Browes: Je comprends ce que vous dites. Il est certain qu'un grand nombre de gens veulent venir dans ce pays à cause des avantages sociaux que nous avons; par ailleurs, il faut être raisonnable lorsqu'on détermine ce que le pays va fournir aux particuliers et quelles sont les responsabilités de la famille. Avec tous ces pays où les gens n'ont rien à manger ni d'endroit pour se loger, si le Canada devait ouvrir ses portes et dire, si vous avez des problèmes, l'État s'occupera de vous . . . Je pense qu'il faudra être aussi précis que possible si l'on dit que le parrainage n'est pas acceptable pour le groupe dont vous parlez.

Mme Wilson: Une solution possible serait d'établir un mécanisme quelconque pour s'occuper des ruptures conjugales, un mécanisme qui fonctionne mieux que celui qui existe à l'heure actuelle, surtout si la personne parrainée ne connaît pas la langue ni la façon de s'adresser aux organismes gouvernementaux. Ce pourrait être un genre de mécanisme.

Mme Browes: J'aimerais vous féliciter pour la formation de votre groupe. Depuis quand existe-t-il?

Mme Lee: Depuis moins de deux ans.

Mme Browes: Eh bien, je vous souhaite bonne chance. Vous aidez les gens de la collectivité et je suis certaine que votre travail sera très utile pour un grand nombre de personnes. Je vous remercie d'être venue ici aujourd'hui nous faire part de vos commentaires.

Le président: Roger Clinch.

M. Clinch: Merci, monsieur le président. Bienvenue. Mes commentaires portent sur la question des cours de langue soulevée dans votre exposé. Qu'est-ce qui existe à l'heure actuelle pour les immigrants qui s'installent à Fredericton (Nouveau-Brunswick)? Quel genre de cours de langue sont offerts aux enfants avant qu'ils aillent à l'école ou lorsqu'ils arrivent ici?

Mme Lee: D'accord. De façon générale, je peux diviser la réponse en deux catégories. Pour les adultes, il y a deux programmes. D'une part, il y a la formation à plein temps, un programme parrainé par l'Immigration. Les personnes qui suivent ces cours de langue à plein temps le font actuellement selon les frais applicables au niveau collégial; ils suivent environ huit heures de cours par jour; ils sont payés et reçoivent une allocation de déplacement. Mais cela ne s'applique qu'au soutien de famille. Si une femme arrive au pays à titre de personne à charge de son mari, ce qui est le cas la plupart du temps, nous avons remarqué que souvent, même si elles sont plus compétentes au départ, les femmes ne sont pas admissibles aux cours de langue parce que le mari est encore le chef de famille. Je me suis rendu compte que bon nombre de femmes immigrantes appartenant à des minorités visibles apprennent la langue d'une autre façon. Elles peuvent suivre

[Texte]

at a high school to learn the language free. There is a second way although it is not language training. It is run by the Multicultural Association of Fredericton. Actually it is an orientation class and is funded by the ISAP program of the Canada Employment and Immigration Commission.

Mr. Clinch: And the children?

Ms Lee: There is no language training for the children.

Mr. Clinch: Do you mean that, if somebody comes in here and does not speak the language, they will go right into the school system?

• 1845

Ms Lee: They go right into the school system. I know a boy who is 16 now. When he came into the country he was 13 1/2. He was from mainland China. In mainland China there is no English training at all. All he knows is a few letters. Straightaway they sent him to junior high school. So he has been in that junior high school in the same grade for the last three years. It creates a problem. This year, the school starts next week. He simply refuses to go back into that grade 9 classroom.

The Chairman: I have just two points perhaps we could pursue a little. One follows from what Pauline Browes was asking, when you said the 10-year sponsorship was too long and some more flexible system should be developed under the Immigration Act.

• 1850

I have been working on a case in my own riding with an alderman, Helen Wursta. It involves a family much like the situation you talked about, of the man who sponsored his parents to come here and then had a falling out with them and put them out on the street... and what you are suggesting, that in those circumstances there should be more flexibility or a shorter time so those parents could get social benefits. In the case I have been working on in the past couple of weeks a woman was sponsored. She came over, and then there was a breakdown in the marriage. It is all nicely complicated—as complicated as could be—but she is out of the house and she does not have anywhere to go. We have managed to get her qualifying for some local welfare, but the person who had guaranteed her is not being called on to make good. It is the same kind of situation.

What you are recommending to us is that we should modify the Immigration Act to get more flexibility and to shorten the time. The conclusion I was coming to, seeing those kinds of situations, is that what we have to do is get more teeth in the Immigration Act to make sure people who sign sponsorship

[Traduction]

des cours du soir, ce qui est offert au niveau collégial. Elles peuvent fréquenter l'école secondaire deux soirs par semaine, deux heures par soir, pour y apprendre la langue gratuitement. Il y a une deuxième façon, même si ce n'est pas un cours de langue. Il est offert par l'Association multiculturelle de Fredericton. C'est vraiment un cours d'orientation, subventionné par le programme PEA1 de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada.

M. Clinch: Et les enfants?

Mme Lee: Il n'y a pas de cours de langue pour les enfants.

M. Clinch: Voulez-vous dire que si quelqu'un vient vivre ici et qu'il ne parle pas la langue, il est tout de suite intégré dans le système scolaire?

Mme Lee: Ils sont intégrés tout de suite dans le système scolaire. Je connais un garçon qui a maintenant seize ans. Quand il est arrivé au pays, il était âgé de treize ans et demi. Il vient de la Chine continentale. Là-bas, les enfants ne reçoivent aucune formation en anglais. Le garçon ne connaît que quelques lettres. On l'a tout de suite inscrit à l'école secondaire de premier cycle. Il a fréquenté la même école au cours des trois dernières années, toujours au même niveau. Il en résulte un problème. Cette année, les classes doivent reprendre la semaine prochaine. Le garçon refuse tout simplement de retourner en neuvième année.

Le président: J'aimerais seulement que nous prenions le temps d'étudier deux points de façon plus approfondie. L'un des points fait suite à la question de Pauline Browes, à laquelle vous avez répondu que la période de parrainage de dix ans était trop longue et qu'il faudrait établir un système plus flexible sous le régime de la Loi sur l'immigration.

Je travaille présentement dans un dossier, dans ma propre circonscription, avec une conseillère municipale, Helen Wursta. Il s'agit d'une famille se trouvant dans une situation assez semblable à celle dont vous avez parlé, celle où l'homme a parrainé ses parents afin de les faire venir au Canada, puis après une dispute, il les a jetés à la rue... et ce que vous proposez, pour de tels cas, c'est une plus grande souplesse ou un délai plus court, afin que ces parents puissent recevoir des prestations d'aide sociale. Dans l'affaire à laquelle je travaille depuis quelques semaines, une femme a été parrainée. Elle est venue au Canada et elle a rompu avec son mari. Tout cela est joliment compliqué, aussi compliqué que cela peut l'être. Il n'en reste pas moins qu'elle a dû quitter la maison et qu'elle n'a nulle part où aller. Nous avons réussi à lui faire obtenir des prestations d'aide locale, mais on n'a rien fait pour forcer la personne qui l'a parrainée à remplir ses engagements. C'est le même genre de situation.

Ce que vous nous recommandez, c'est de modifier la Loi sur l'immigration afin de la rendre plus souple et d'abrégier le délai. Pour ma part, après avoir vu de telles situations, la conclusion à laquelle j'en suis venu, c'est qu'il faut donner une application plus rigoureuse à la Loi sur l'immigration, pour

[Text]

agreements live by them. The agreement is a contract. It is a commitment. It is an obligation. My understanding is that the agreements are virtually never enforced, which makes them a bit of a sham or a fraud. So the people who have gone on the hook financially in a general obligation to the sponsored immigrant duck out of that responsibility and leave the costs to the state, generally all other taxpayers, to pick up. I always have a problem when I see somebody who has made a commitment to do something then just welsch on it and leave it to other people to pick up the consequences.

So what I want to ask is, do you really think what we need is flexibility in shortening the period; or in fact do we need to have, in the enforcement of the Immigration Act, perhaps more stringent rules to see that people who have made a support commitment are held to it and deliver on it?

Ms Lee: I agree with you. That is another solution: to make sure they really fulfil their responsibilities. In some of the cases we have seen it is plain irresponsibility on the sponsor's part. So maybe that is one of the solutions we can go into.

Ms Wilson: In our case of the woman who . . . she is suing her husband for maintenance. So she is going through the courts to get the money.

Ms Morrissey: Historically most women have quite a lot of difficulty collecting either alimony or support payments. So I think you are going to be facing the same problem there.

The Chairman: Yes. Maybe there are two or three solutions to the problem. We are trying to be as creative as we can on this committee in what we suggest. But I am saying it may not even fall to that individual. It may be something an official of the Department of Immigration should be pursuing.

The second point is you referred to the equivalency of foreign degrees and training and the need to have some system that could establish here a correlation, so that when someone arrives from Pakistan or Yugoslavia or the Philippines holding a degree there is some clear knowledge of what that means in terms of a Canadian equivalent. This is, of course, not a new subject, and there are methods by which that is done now. I just wondered if that recommendation made by you had arisen out of some specific experiences you had encountered; and if so, could you help us by telling us a little more about the exact kinds of problems that perhaps immigrant women here in New Brunswick have found as far as equivalency of foreign degrees and training is concerned?

[Translation]

faire en sorte que les gens se conforment aux engagements de parrainage qu'ils signent. Cet engagement est un contrat. La personne s'engage à exécuter une obligation. D'après mon expérience, ces engagements ne sont pour ainsi dire jamais mis à exécution, ce qui leur donne un caractère illusoire et même frauduleux. Dans ces conditions, la personne qui s'est engagée financièrement à parrainer un immigrant est à même de se soustraire à cette responsabilité, qui retombe généralement sur les autres contribuables puisque l'État doit payer la note. J'ai toujours du mal à accepter de voir une personne s'engager à faire quelque chose, puis s'esquiver et laisser les autres payer les pots cassés.

Alors je vous demande si vous croyez vraiment que la solution consiste à assouplir la loi en abrégant le délai; ou s'il ne faut pas plutôt établir des règles plus rigoureuses pour l'application de la Loi sur l'immigration, pour faire en sorte que les personnes qui contractent un engagement de parrainage s'y conforment et apportent le soutien voulu à la personne parrainée.

Mme Lee: Je suis d'accord avec vous. Il s'agit là d'une autre solution: s'assurer qu'ils s'acquittent de leurs responsabilités. Dans certains des cas que nous avons vus, il s'agit manifestement d'irresponsabilité de la part des parrains. Aussi est-ce là une solution qu'il faudrait peut-être envisager.

Mme Wilson: Dans le cas de la femme qui . . . elle poursuit son mari pour obtenir une pension alimentaire. Elle doit s'adresser aux tribunaux pour obtenir de l'argent.

Mme Morrissey: Dans l'histoire, les femmes ont toujours eu beaucoup de difficultés à obtenir le paiement de pension ou de soutien. Je pense qu'il faudra faire face aux mêmes difficultés dans le cas qui nous occupe.

Le président: Oui. Peut-être existe-t-il deux ou trois façons de régler ce problème. Le Comité essaie d'être le plus ouvert possible dans ses recommandations. Mais je ne suis même pas sûr que l'initiative doive revenir à la personne elle-même. Peut-être un fonctionnaire du ministère de l'Immigration devrait-il en être chargé.

Le second point que j'aimerais soulever est celui de l'équivalence des diplômes et de la formation obtenus à l'étranger, c'est-à-dire la nécessité d'un système permettant d'établir une corrélation au Canada, afin que lorsqu'une personne arrive du Pakistan, de Yougoslavie ou des Philippines avec un diplôme quelconque, l'on puisse savoir ce qu'il vaut par rapport à un diplôme canadien équivalent. Bien entendu, cette question n'est pas nouvelle et il existe maintenant des méthodes pour régler cette difficulté. Je me demandais seulement si votre recommandation n'avait pas été formulée à la lumière de certains cas particuliers que vous auriez connus. Dans l'affirmative, pourriez-vous nous aider en nous donnant plus de détails sur la nature exacte des problèmes auxquels les immigrants ont eu à faire face ici, au Nouveau-Brunswick, en ce qui concerne l'équivalence des diplômes et de la formation obtenus à l'étranger?

[Texte]

[Traduction]

• 1855

Ms Wilson: There have been several cases, but I know of one from Yugoslavia concerning this particular person's degree from the university. They met with other people from that country to find out whether she had a proper degree, but it was accepted. At that time, there was a shortage of in her line of work; this was a librarian. But I have heard from several immigrants who complain that their degrees are not accepted. They do not mind; as long as they are told where they stand and what more they have to get to be accepted, that is all they want to know. They will try to update their qualifications. But not knowing is difficult. I think the universities have a system by which they are able to evaluate degrees from other places. So why can we not accept something like that?

The Chairman: Yes. Ms Lee.

Ms Lee: I think for the recognition of equivalency of education, recently our group has done research work. About 60 women in the Fredericton area were interviewed, and it was found there is a high number—I do not remember the exact percentage—of women who cannot find jobs with high qualifications in their own country. A particular instance I know of is of two women holding PhDs. They have not found jobs in the last three years.

The Chairman: Those are very difficult problems with people relocating in a new country, and of course do not, as you well know, apply just to women. I remember years ago, when I worked at Queen's Park in a Minister's office, I met a fellow who had been the Deputy Minister of Finance in Yugoslavia. With a great effort, he had a job; in fact, I got him a job cleaning the floors. It is the only thing we could find, and he was happy to get that, because it meant some income, at least. But here he was to start with because of the language barrier. In spite of all of the skills that he had in his former high position which he had held in the government of another country, this was the work he was doing here. I guess the story of the North American continent and indeed, of other countries, is that of people who really, have to start lives all over again. It is not easy and, often, you find you may have maybe taken a lot of steps backwards but, at least, you are doing it in a country where there is opportunity. What we want to be sure about is that we can see in any recommendations we make that we try to ensure that the journey is an easier and swifter one.

On behalf of the committee, I thank each of you for coming before us this afternoon; Betty Lee as Chairperson, and Susili Wilson, and Maureen Morrissy. Thank you very much.

Ms Lee: Thank you.

Mme Wilson: Il existe plusieurs cas, mais j'en connais un où il s'agissait d'un diplôme universitaire qui avait été obtenu en Yougoslavie par cette personne en particulier. Ils ont communiqué avec d'autres personnes de ce pays afin de déterminer si elle avait le diplôme approprié, mais il a été accepté. A cette époque, il y avait une pénurie de personnel dans le genre d'emploi postulé, soit celui de bibliothécaire. Mais j'ai entendu plusieurs immigrants se plaindre du fait que leurs diplômes n'étaient pas acceptés. Cela ne les dérange pas, pourvu qu'on leur dise ce qu'il en est de leur chance et ce qu'il leur faut faire pour être acceptés; c'est tout ce qu'ils veulent savoir. Il s'efforceront de mettre leurs compétences à jour. Mais ce qui est difficile, c'est de ne pas savoir à quoi s'en tenir. Je pense que les universités ont un système qui leur permet d'évaluer les diplômes obtenus à l'étranger. Pourquoi alors ne pouvons-nous pas accepter quelque chose comme cela?

Le président: Oui. Madame Lee.

Mme Lee: Je pense qu'en matière de reconnaissance des équivalences en éducation, notre troupe a fait un travail de recherche récemment. Nous avons interrogé près de 60 femmes de la région de Fredericton et découvert qu'un grand nombre de femmes—je ne me souviens pas du pourcentage exact—ne peuvent trouver des emplois pour lesquels elles sont hautement qualifiées dans leur propre pays. Je connais en particulier le cas de deux femmes détentrices de doctorat qui ne se sont pas trouvées d'emploi au cours des trois dernières années.

Le président: Le fait d'établir domicile dans un nouveau pays comporte de très sérieux problèmes qui, comme vous le savez bien, ne se limitent pas uniquement aux femmes. Je me souviens, il y a bien des années, lorsque je travaillais à Queen's Park au bureau d'un ministre, d'avoir rencontré un homme qui avait déjà occupé le poste de sous-ministre des Finances en Yougoslavie. À la suite de sérieux efforts, il s'est trouvé un emploi; en fait, je lui ai trouvé un emploi qui consistait à nettoyer les planchers. C'était le seul emploi que nous pouvions alors lui trouver, et il était heureux de l'obtenir, puisque cela lui donnait au moins un certain revenu. Mais il lui fallait repartir à zéro en raison de la barrière linguistique. En dépit de toutes les compétences qu'il avait acquises dans le haut poste qu'il détenait au sein du gouvernement d'un autre pays, il a dû faire ce genre de travail ici. Je pense que l'histoire du continent nord-américain, et probablement d'autres pays, est celle de gens qui doivent complètement refaire leur vie. Cela n'est pas facile, et souvent vous trouvez que vous avez dû faire plusieurs pas en arrière, mais vous savez que vous faites cela dans un pays où il y a beaucoup de possibilités. Nous voulons nous assurer que chacune de nos recommandations permette de rendre ce voyage plus facile et plus rapide.

Au nom du Comité, je vous remercie toutes de vous être présentées devant nous cet après-midi: Betty Lee, à titre de présidente, Susili Wilson et Maureen Morrissy. Merci beaucoup.

Mme Lee: Merci.

[Text]

The Chairman: Ladies and gentlemen, this brings to a conclusion the formal hearings we are conducting in Fredericton. Today we have heard from some 14 different organizations and individuals, and if my tally is approximately right, I think about 31 individuals have spoken before the committee today. Those of you who have been in the audience through all or much of the day... pardon? Oh yes, mine too! The committee record will not show what you said, but it had to do with personal stamina, I think, and how much the mind can absorb after a while.

All the briefs we have received, of course, now form part of our record. We are taking them back with us to Ottawa and we will be looking at them again more thoroughly. Members of the committee who were not able to be here throughout the day will have the benefit of that testimony. There will, of course, be a transcribed version of these proceedings published, a Hansard report, and anyone interested in receiving a copy can speak with me or the Clerk of the Committee, Mr. Cook.

• 1900

The hearings we have had this week throughout Atlantic Canada have been particularly helpful to the committee, because we have had a chance to reflect a bit on what we will have to recommend. As you may have seen from the questioning by MPs of the people who appeared before us, there are some areas that are still troubling to us, and we really want to know a little more of what people feel about the federal laws and programs because it is a system under which we all live. I think it is something we can be very proud of in general terms, but when we hear specific examples and look at particular statutes, we know the fine tuning that is required within our generally admirable system in this country is something we have to get on with to ensure that the promise of equality in section 15 can in fact become a reality.

With that, I would like to conclude the hearings in Fredericton. Thank you for being with us.

This meeting is adjourned.

[Translation]

Le président: Mesdames et messieurs, ceci met fin aux audiences formelles que nous avons tenues à Fredericton. Nous avons entendu aujourd'hui les présentations de 14 organismes et personnes différentes, et si mon compte est juste, je pense que 31 personnes ont parlé devant le Comité aujourd'hui. Ceux d'entre vous qui ont assisté à l'audience toute la journée ou une bonne partie de celle-ci... Pardon? Oui, la mienne aussi! Le procès-verbal du Comité ne montrera pas ce que vous avez dit, mais cela portait sur l'endurance personnelle, je pense, et sur les limites de ce que l'esprit peut absorber après un certain temps.

Tous les mémoires que nous avons reçus feront bien sûr partie intégrante de notre procès-verbal. Nous les rapportons avec nous à Ottawa et nous les étudierons plus à fond encore. Les membres du Comité qui n'ont pu participer à tous les échanges de la journée pourront profiter de ce témoignage. Il y aura, bien sûr, publication de la version écrite de ces échanges, un rapport Hansard, et toute personne intéressée à en recevoir une copie peut s'adresser à moi ou au greffier du Comité, M. Cook.

Les audiences que nous avons tenues cette semaine dans les différentes régions du Canada Atlantique ont été particulièrement utiles au comité, parce que nous avons eu l'occasion de réfléchir un peu sur le contenu des recommandations que nous aurons à formuler. Comme vous avez pu le constater en écoutant les questions que les députés ont posées aux personnes qui se sont présentées devant nous, certains points nous paraissent encore troublants, et nous voulons vraiment connaître un peu mieux l'opinion des gens sur les lois et programmes fédéraux, car ce système nous régit tous. Je pense que, de façon générale, nous devons en être très fiers, mais, quand nous prenons connaissance d'exemples précis et étudions certaines lois en particulier, nous constatons que le système tout à fait remarquable auquel sont soumis les Canadiens doit être mis au point pour que la promesse d'égalité qui résulte de l'article 15 soit tenue dans les faits.

Sur ce, notre audience de Fredericton est levée. Je vous remercie de vous être présentés devant nous.

La séance est levée.

Nora Mallory;
Dr. Caroline Barry.

From the Canadian Paraplegic Association:

Joanne McLeod;
Tom Parker;
Maureen Borland.

From the Canadian Mental Health Association of New Brunswick:

Ken Ross;
Julian Dixon.

From the Multicultural Association of Nova Scotia:

Muhammad Arif;
Dr. Russell A. McNeilly;
Dr. K.P. Lee.

Mi Wills.

From the Advisory Council on the Status of Women in N.B.:

Myrna Richards;
Jeannette Blue;
Eleanor Kelly;
Rosella Melancon.

From the Fredericton and District Labour Council:

Candy Morgan.

From Fathers Fighting Back:

Willard Macarthur.

From the Women Working with Immigrant Women of N.B.:

Betty Lee;
Susili Wilson;
Maureen Morrissy.

Nora Mallory;
Caroline Barry.

De l'Association canadienne des paraplégiques:

Joanne McLeod;
Tom Parker;
Maureen Borland.

De l'Association canadienne pour la santé mentale au Nouveau-Brunswick:

Ken Ross;
Julian Dixon.

De la «Multicultural Association of Nova Scotia»:

Muhammad Arif;
Russell A. McNeilly;
K.P. Lee.

Mi Wills.

Du Conseil consultatif sur la condition de la femme du Nouveau-Brunswick:

Myrna Richards;
Jeannette Blue;
Eleanor Kelly;
Rosella Melancon.

Du «Fredericton and District Labour Council»:

Candy Morgan.

De «Fathers Fighting Back»:

Willard Macarthur.

De «Women Working with Immigrant Women of N.B.»:

Betty Lee;
Susili Wilson;
Maureen Morrissy.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From the New Brunswick Telephone Company Limited:

Kenneth V. Cox;
Gerald L. Pond;
Carol Baker.

From the New Brunswick Human Rights Commission:

Dr. Noel Kinsilla.

From the Legal Education and Action Fund (LEAF):

Shauna MacKenzie;
Janet Lee.

From the Rape Crisis Centre:

Joyce Ripley;
Lorraine Whalley;
Denise Ainsworth.

From the Coalition for the Protection of Human Life:

George Gilmour;
Twila Gilmour;

De la «New Brunswick Telephone Company Limited»:

Kenneth V. Cox;
Gerald L. Pond;
Carol Baker.

De la Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick:

Noel Kinsilla.

Du «Legal Education and Action Fund (LEAF)»:

Shauna MacKenzie;
Janet Lee.

Du Centre d'aide aux victimes de viol:

Joyce Ripley;
Lorraine Whalley;
Denise Ainsworth.

De la «Coalition for the Protection of Human Life»:

George Gilmour;
Twila Gilmour;

(Continued on previous page)

(Suite à la page précédente)

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 24

Thursday, August 29, 1985
Monday, September 9, 1985

Chairman: Patrick Boyer

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 24

Le jeudi 29 août 1985
Le lundi 9 septembre 1985

Président: Patrick Boyer

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Sub-committee on*

Equality Rights

*of the Standing Committee on
Justice and Legal Affairs*

*Procès-verbaux et témoignages
du Sous-comité sur les*

Droits à l'égalité

*du Comité permanent de la
justice et des questions juridiques*

RESPECTING:

Order of Reference

CONCERNANT:

Ordre de renvoi

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the

Thirty-third Parliament, 1984-85

Première session de la

trente-troisième législature, 1984-1985

SUB-COMMITTEE ON EQUALITY RIGHTS OF THE
STANDING COMMITTEE ON JUSTICE AND LEGAL
AFFAIRS

Chairman: Patrick Boyer

Vice-Chairmen: Pauline Browes
Maurice Tremblay

SOUS-COMITÉ SUR LES DROITS À L'ÉGALITÉ DU
COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE ET DES
QUESTIONS JURIDIQUES

Président: Patrick Boyer

Vice-présidents: Pauline Browes
Maurice Tremblay

MEMBERS/MEMBRES

Roger Clinch
Mary Collins

Sheila Finestone
Svend Robinson—(7)

Le greffier du Sous-comité

David Cook

Clerk of the Sub-committee

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, AUGUST 29, 1985
(59)

[Text]

The Sub-committee on Equality Rights of the Standing Committee on Justice and Legal Affairs met *in camera* at 8:00 o'clock p.m., this day, the Chairman, Patrick Boyer, presiding.

Members of the Sub-committee present: Patrick Boyer, Pauline Browes, Roger Clinch, Sheila Finestone, Maurice Tremblay.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, March 5, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Tuesday, April 26, 1985, Issue No. 2*).

It was agreed,—That the Sub-committee print 2,000 copies of its Minutes of Proceedings and Evidence and that a further 1,000 copies of Issues one (1) through 23 (twenty-three) be reprinted.

At 8:10 o'clock p.m., the Sub-committee adjourned to the call of the Chair.

MONDAY, SEPTEMBER 9, 1985
(60)

The Sub-committee on Equality Rights of the Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 3:40 o'clock p.m., this day, the Chairman, Patrick Boyer, presiding.

Members of the Sub-committee present: Patrick Boyer, Pauline Browes, Roger Clinch, Mary Collins, Sheila Finestone, J. Svend Robinson.

Witnesses: From B'nai Brith League for Human Rights: Marilyn Wainberg, Eastern Region Chairman; Paul Bregman, Consultant; and Diana Wisner, Member. Barbara Jackman. *From Citizens for Public Justice:* Gerald Vandezande, Public Affairs Director, Paul Marshall, Research Associate. Bruce Legge.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, March 5, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Tuesday, April 16, 1985, Issue No. 2*).

The witnesses made statements and answered questions.

At 6:45 o'clock p.m., the Sub-committee adjourned until 7:30 o'clock p.m., this day.

EVENING SITTING
(61)

The Sub-committee on Equality Rights of the Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 7:47 o'clock p.m., this day, the Chairman, Patrick Boyer, presiding.

Members of the Sub-committee present: Patrick Boyer, Pauline Browes, Mary Collins, Sheila Finestone, J. Svend Robinson.

Witnesses: From the Canadian Human Rights Commission: Gordon Fairweather, Commissioner.

PROCÈS-VERBAUX

LE JEUDI 29 AOUT 1985
(59)

[Traduction]

Le Sous-comité sur les droits à l'égalité du Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit à huis clos, ce jour à 20 heures, sous la présidence de Patrick Boyer (*président*).

Membres du Sous-comité présents: Patrick Boyer, Pauline Browes, Roger Clinch, Sheila Finestone, Maurice Tremblay.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mardi 5 mars 1985 (*voir Procès-verbaux et témoignages du mardi 26 avril 1985, fascicule n° 2*).

Il est convenu,—Que le Sous-comité fasse imprimer 2000 exemplaires de ses Procès-verbaux et témoignages, et réimprimer 1000 exemplaires des fascicules un (1) à vingt-trois (23).

A 20 h 10, le Sous-comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE LUNDI 9 SEPTEMBRE 1985
(60)

Le Sous-comité sur les droits à l'égalité du Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit, ce jour à 15 h 40, sous la présidence de Patrick Boyer (*président*).

Membres du Sous-comité présents: Patrick Boyer, Pauline Browes, Roger Clinch, Mary Collins, Sheila Finestone, J. Svend Robinson.

Témoins: De la Ligue des droits de la personne du B'nai Brith: Marilyn Wainberg, présidente de la région de l'Est; Paul Bregman, consultant; Diana Wisner, membre. Barbara Jackman. *De la «Citizens for Public Justice»:* Gerald Vandezande, directeur des affaires publiques; Paul Marshall, adjoint de recherche. Bruce Legge.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mardi 5 mars 1985 (*voir Procès-verbaux et témoignages du mardi 26 avril 1985, fascicule n° 2*).

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

A 18 h 45, le Sous-comité interrompt les travaux pour les reprendre à 19 h 30.

SÉANCE DU SOIR
(61)

Le Sous-comité sur les droits à l'égalité du Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit, ce jour à 19 h 47, sous la présidence de Patrick Boyer (*président*).

Membres du Sous-comité présents: Patrick Boyer, Pauline Browes, Mary Collins, Sheila Finestone, J. Svend Robinson.

Témoins: De la Commission canadienne des droits de la personne: Gordon Fairweather, président.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, March 5, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Tuesday, April 16, 1985, Issue No. 2*).

The witnesses made statements and answered questions.

At 8:47 o'clock p.m., the Sub-committee adjourned to the call of the Chair.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mardi 5 mars 1985 (*voir Procès-verbaux et témoignages du mardi 26 avril 1985, fascicule n° 2*).

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

A 20 h 47, le Sous-comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Sous-comité

Dave Cook

Clerk of the Sub-committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Monday, September 9, 1985

• 1543

Le président: À l'ordre!

Mesdames et messieurs, j'aimerais commencer cette réunion avec quelques mots d'introduction. Tout d'abord je voudrais présenter les députés qui sont membres du Sous-comité sur les droits à l'égalité: M^{me} Sheila Finestone, députée de Mount Royal et représentante du Parti libéral; Mary Collins, députée de Capilano, représentante du Parti progressiste conservateur; et Roger Clinch, député de Gloucester au Nouveau-Brunswick, représentant le Parti progressiste conservateur. Je m'appelle Patrick Boyer, et je suis député d'Etobicoke—Lakeshore et président du Comité. Il y a encore d'autres députés qui sont en ce moment à la Chambre des communes, mais ils viendront dans quelques minutes.

Our committee is reviewing all federal laws and programs in light of section 15. Section 15, of course, guarantees the legal equality of all Canadians and prohibits discrimination. In just a few weeks time—by mid October—we will be making a report to Parliament recommending changes and reforms in federal laws to ensure that they are in full compliance with not only the letter of section 15, but also the spirit of section 15.

Our committee, since it began some months ago, has listened to a great many Canadians both through organizations and as individuals and we have gained insights into some of the practical problems and real world experiences that Canadians have in living under federal laws. We have brought to light some forms of discriminatory practice that might not have been evident on the face of legislation, but which nevertheless are real and require redress or reform.

• 1545

I would like to welcome today and let everyone present know that we have an excellent group of people coming before us today to give us the benefit of their thinking. We begin with the League for Human Rights of B'nai Brith Canada, from Montreal, followed by Barbara Jackman, a well known and respected immigration lawyer from Toronto. After that we will be hearing from Citizens for Public Justice, an important public affairs organization that is quite active in carrying out social consciousness work in Canada. After that Major-General Bruce Legge, a very well known and respected Canadian with views on a number of the subjects before our committee; and finally, after the supper break, we will be hearing this evening from the Canadian Human Rights Commission for a second time during our hearings, and the head of the commission, Gordon Fairweather, will be here.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le lundi 9 septembre 1985

The Chairman: Order please!

Ladies and gentlemen, I would like to say a few words before inviting the witnesses to present their brief. First of all I would like to introduce the members of our sub-committee on equality rights: Mrs. Sheila Finestone, Liberal MP for Mount Royal; Mary Collins, PC Member for Capelano, and Roger Clinch, MP for Gloucester in New Brunswick, a Member of the Progressive Conservative Party. I am Patrick Boyer, and I am a member of Parliament for Etobicoke—Lakeshore and I also am Chairman of this committee. Other members of our committee are still in the House at this time, but will join us in a few minutes.

Notre Comité est chargé d'étudier tous les programmes et lois fédéraux afin de les rendre conformes à l'article 15. Comme vous le savez, l'article 15 garantit les droits à l'égalité de tous les Canadiens et interdit toute forme de discrimination. Dans quelques semaines, d'ici la mi-octobre, nous déposerons au Parlement un rapport dans lequel nous recommanderons que certaines modifications soient apportées aux lois fédérales afin de veiller à ce qu'elles soient bien conformes non seulement à la lettre de l'article 15 mais également à l'esprit de cette disposition.

Depuis le début de ses travaux, il y a quelques mois, notre Comité a entendu les témoignages d'un grand nombre de groupes et de particuliers; nous avons ainsi entendu parler des expériences vécues par certains Canadiens et des problèmes pratiques qui découlent de l'application de certaines lois fédérales. Nous sommes donc maintenant au courant du fait que certaines lois, même si ce n'est peut-être pas évident à première vue, comportent des dispositions discriminatoires. Il faudra que ces lois soient modifiées pour que toutes ces pratiques discriminatoires soient éliminées.

J'aimerais souhaiter la bienvenue à tous ceux qui sont des nôtres aujourd'hui; des témoins fort intéressants s'adresseront à nous aujourd'hui pour nous faire part de leurs opinions. Nous entendrons tout d'abord la Ligue pour les droits de l'homme de B'nai Brith Canada, de Montréal; puis ce sera le tour de M^{me} Barbara Jackman de Toronto; M^{me} Jackman est une avocate bien connue et estimée, qui est spécialisée dans les questions d'immigration. Viendront ensuite les représentants du groupe Citizens for Public Justice, un organisme de sensibilisation qui oeuvre dans le domaine social au Canada. Notre dernier témoin sera le major-général Bruce Legge, un Canadien bien estimé et bien connu, qui fera part au Comité de son opinion en ce qui a trait à certaines des questions que ce dernier est chargé d'étudier. En soirée, après le dîner, nous accueillerons, pour la deuxième fois depuis le début de nos audiences, la

[Text]

To begin, I would like to call on the League for Human Rights of B'nai Brith Canada, to come forward. I see we have three representatives of the league: Marilyn Wainberg, the eastern region chairman; Paul Bregman, who is a lawyer and consultant to the league; and Diana Wisner, a law student and a member of the league. Welcome before us this afternoon.

Our format is fairly simply. We would like you to speak to your brief, and then, time permitting, we will have questions from the Members of Parliament.

I should point out that we received your brief several days ago, on September 6, at least in my case. I read it with particular interest because it deals with historical perspective of an issue we have been grappling with. You have addressed in particular in your brief such matters as affirmative action and religion in the workplace which are very much a part of what we are hoping to deal with in our report to Parliament. So without further words, I now call on you to give us the benefit of your thinking.

Mrs. Marilyn Wainberg (Chairman, Eastern Region, The League for Human Rights of B'nai Brith Canada): Thank you, Mr. Chairman, ladies and gentlemen. I must first apologize. The brief we sent you has been withdrawn. We are only doing the section on religion in the workplace. New copies have been given to Mr. Cook.

The Chairman: I have those, and they have been distributed. I read parts of your earlier brief, especially those dealing with affirmative action, and found some ideas very helpful. As you know, once the seed of an idea is planted, it is hard to dislodge, so I note officially that your brief is withdrawn. But thank you for the ideas transmitted anyway.

Mrs. Wainberg: I would be glad if you use the ideas, but officially we cannot submit it as it has not been approved by our national cabinet.

The League for Human Rights is a voluntary agency of B'nai Brith Canada. It is the senior Jewish service organization in the country, with over 10,000 members.

The league has served the Jewish community, not only as an agency of self defence, but as a representative in furthering the rights of all Canadians. Our Jewish experience teaches the powerful lesson that our own security is inseparable from the rights of all. We believe in a Canadian society fully dedicated to the recognition and protection of the rights of the individual and equality for all people. We greet the advent of section 15, the equality clause of the charter, with enthusiasm tempered by caution. The protection of individuals and the guarantee of equality without discrimination based on race, national or

[Translation]

Commission canadienne des droits de la personne. Le commissaire, M. Gordon Fairweather, sera présent.

J'aimerais donc demander aux représentants de la Ligue des droits de la personne de *B'nai Brith Canada* de prendre place à la table. Nous accueillons aujourd'hui trois représentants de la Ligue: Marilyn Wainberg, présidente de la division Est, Paul Bregman, avocat et conseiller auprès de la Ligue et Diana Wisner, étudiante en droit et membre de la Ligue. Bienvenue mesdames et monsieur.

Nous procédons de façon fort simple. Nous aimerions que vous nous disiez quelques mots sur votre mémoire puis, si le temps nous le permet, les membres du Comité vous poseront quelques questions.

J'aimerais signaler tout d'abord que nous avons reçu votre mémoire il y a déjà quelques jours; personnellement, je l'ai reçu le 6 septembre. J'ai lu ce document avec beaucoup d'intérêt puisqu'on y présente, de façon historique, une question dont nous avons été saisis. Dans votre mémoire, vous parlez par exemple des programmes de promotion sociale et de la religion en milieu de travail, deux des questions que nous désirons aborder dans le rapport que nous déposerons au Parlement. Je vous invite donc à nous faire part de votre opinion.

Mme Marilyn Wainberg (présidente, division Est, Ligue des droits de l'homme de B'nai Brith Canada): Merci, monsieur le président, mesdames et messieurs. Je tiens tout d'abord à m'excuser parce que le mémoire que l'on vous a fait parvenir a été retiré. Nous ne parlerons aujourd'hui que de la religion en milieu de travail; nous avons remis à M. Cook des copies du nouveau document.

Le président: Nous avons reçu ce document et il a été distribué aux membres du Comité. J'ai lu certains passages du long mémoire, particulièrement ceux qui portaient sur les programmes de promotion sociale, et j'y avais trouvé des idées fort utiles. Comme vous le savez, lorsqu'on a une idée en tête, il est difficile d'accepter le changement; j'accepte cependant officiellement le retrait de votre mémoire. Je tiens cependant à vous remercier des bonnes idées qui y étaient présentées.

Mme Wainberg: Je serais heureuse que vous vous inspiriez de ces idées, mais nous ne pouvons pas officiellement vous présenter ce mémoire, car il n'a pas été approuvé par notre conseil national.

La Ligue des droits de l'homme est un organisme bénévole de *B'nai Brith Canada*. La Ligue, qui compte plus de 10,000 membres, est la principale organisation de services juive au pays.

La Ligue sert la collectivité juive, non seulement à titre d'organisme de défense, mais également à titre de représentant qui cherche à promouvoir les droits de tous les Canadiens. Notre expérience juive nous a appris une leçon bien importante; en effet, notre sécurité est indissociable des droits de tous. Nous croyons en une société canadienne qui reconnaisse et protège les droits des particuliers et qui assure un traitement égal à tous. C'est avec un enthousiasme tempéré par une certaine prudence que nous accueillons l'adoption de l'article 15 de la Charte des droits, la disposition sur l'égalité. La

[Texte]

ethnic origin, colour, religion, sex, age, or mental or physical disability is apparently the constitutional enshrinement of objectives we fought for through the years.

This brief has been approved by the national cabinet of the league yesterday at our meeting in Montreal. In this brief we are concerned with religion in the workplace. An individual's fundamental right to choose freely and to practise his beliefs has always been a principle upheld by the league. We suggest that it is important to consider the issue of freedom of religion in the workplace from two perspectives: the employee, and the other from the employer. The employee has a conscience and beliefs which require that he not work on a day that is included as part of his regular work week for all employees, and we feel that has to be respected; and from the viewpoint of the employer who wishes to close his establishment on days which are holy to him or her.

• 1550

We have cited several cases in this brief. I do not know whether you want me to mention them all. I will mention a few as I go through.

From the employee's perspective, the first case we mentioned had to do, in Quebec, with a group of Seventh Day Adventists who were part of a bargaining unit and governed by a collective agreement. It required them to work on Saturdays. They refused to do so, in accordance with their religious belief, and they invoked the Quebec human rights charter, claiming they had been discriminated against because of their religion.

In this case the court reviewed the doctrine of "reasonable accommodation" developed by the courts in the United States. We like this doctrine. We feel this is a doctrine the Government of Canada could also invoke. In one of the writings we researched, Prof. Cummings, who is an adjudicator in the Ontario Human Rights Commission, cited this same "reasonable accommodation" in the Ontario Human Rights Code. He stated:

It follows that the onus should fall upon the employer to demonstrate if he is unable to reasonably accommodate to a prospective employee's religious observance or practice without undue hardship on the conduct of his business once a prima facie case has been established of discrimination through the application of employers-employment regulations.

He places the onus on the employer to prove undue hardship on his business, feeling it is a very sensible approach, because the employer is in the best position to understand and explain why his hiring practices are dependent on the operation of his business.

[Traduction]

protection des particuliers et la garantie de droits égaux, sans discrimination fondée sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, le sexe, l'âge ou l'état mental ou physique, semblent représenter l'enchâssement dans la constitution des objectifs que nous avons cherché à défendre au fil des ans.

Le présent mémoire a été approuvé par le conseil national de la Ligue hier, lors de sa réunion à Montréal. Dans ce mémoire, nous discutons de la religion en milieu de travail. Le droit fondamental d'un particulier de choisir librement ses croyances religieuses, et de les mettre en pratique, a toujours été un des principes que défend notre ligue. Nous sommes d'avis qu'il est important d'étudier la liberté de religion en milieu de travail, et ce, de deux points de vue: celui de l'employé et celui de l'employeur. Parfois, selon leurs croyances, certains employés ne devraient pas travailler une journée qui fait partie de la semaine normale de travail pour tous les employés; nous sommes d'avis qu'il faut respecter ces croyances. De plus, certains employeurs peuvent désirer fermer leur entreprise ou leur service les jours qui pour eux sont sacrés.

Dans notre mémoire nous avons donné un exemple des dossiers dont avaient été saisis les tribunaux. Je ne sais pas si vous voulez que je vous les cite tous maintenant. Peut-être pourrais-je en citer quelques-uns en exemple.

Du point de vue de l'employé, la première affaire dont nous avons parlé a eu lieu au Québec; il s'agit du cas d'un groupe d'adventistes du septième jour qui faisait partie d'une unité de négociations et qui était assujéti à une convention collective. Aux termes de cette convention, ils devaient travailler les samedis. Ils ont refusé de le faire parce qu'ils respectaient les pratiques de leur groupe religieux; ils ont invoqué la Charte québécoise des droits de la personne en disant qu'ils faisaient l'objet de pratiques discriminatoires en raison de leur religion.

Le tribunal a étudié, dans cette affaire, la doctrine des «adaptations raisonnables» mise sur pied par les tribunaux des États-Unis. Cette doctrine nous convient parfaitement. Nous croyons qu'elle devrait également être utilisée par le gouvernement du Canada. Dans un des documents que nous avons étudiés, le professeur Cummings, juge de la Commission ontarienne des droits de la personne, a utilisé ce critère de l'«adaptation raisonnable» dont fait mention le Code ontarien des droits de la personne. Il a dit:

Lorsqu'il semble y avoir discrimination à la suite de la mise en oeuvre des conventions employeur-employés, il s'ensuit qu'il revient à l'employeur de prouver qu'il ne peut raisonnablement respecter les pratiques religieuses de l'employé, car cela nuirait indûment à l'exploitation de son entreprise.

Le professeur Cummings trouve qu'il est donc bien raisonnable de demander à l'employeur de prouver que cela nuirait à son entreprise, parce que c'est vraiment lui qui est le mieux en mesure d'en expliquer les raisons.

[Text]

It is our view that all businesses should have a responsibility to make reasonable accommodation to the religious beliefs, practices, and observations of employees and prospective employees, where such accommodation can be made without undue hardship for the conduct of their business. Examples of possible accommodations are two. One is flexible hours and the other is a system of leave days.

The first, flexible hours, we feel applies mainly to a weekly observance. In other words, during the winter months an observant Jew must observe his sabbath early on a Friday afternoon. Therefore he would like to leave work at 4 p.m. and the business closes at 5 p.m. The company could then allow him to work either an hour later on Thursday or an hour earlier on Friday. There would be a reasonable accommodation to permit him to practise his religious beliefs.

In the second instance, we feel an employee who needs days off for religious observance could be accommodated in a way the Protestant School Board of greater Montreal has addressed. It has a series of eight special leave days. We feel all businesses could have leave days. Of these leave days in the Protestant School Board, two can be used for religious observance. So the Jewish teachers and the Greek Orthodox teachers are able to take off for their high holidays during those two days without penalty.

These are just two examples of situations where reasonable accommodation can be achieved. Reasonable accommodation is cited in the Ontario Human Rights Code.

From the employer's perspective, the League for Human Rights maintains that any law that treats non-Christians in a discriminatory manner should be ruled unconstitutional. Its viewpoint has now been strengthened by a recent landmark decision. The Supreme Court of Canada in the decision of *R. vs. Big M Drug Mart Limited* struck down the Lord's Day Act on the basis that it violated the Canadian Charter of Rights and Freedoms, which guarantees freedom of conscience and religion. The Lord's Day Act, for its purpose, forces the compulsion of religious observance, and as such it offends freedom of religion. Non-Christians are prohibited for religious reasons from carrying out activities which are otherwise lawful, moral, and normal.

The Honourable Mr. Justice Dickson, now the Chief Justice, stated:

In my view the guarantee of freedom of conscience and religion prevents the government from compelling individuals to perform or abstain from performing otherwise harmless acts because of the religious significance of those acts to others.

On the other hand, we feel it is necessary to legislate that no business may operate for seven consecutive days, for the protection of the health and safety of all its employees. It is

[Translation]

A notre avis, toutes les entreprises devraient s'efforcer de faire des adaptations raisonnables en raison des croyances, pratiques et observances religieuses des employés actuels et éventuels, lorsque ces adaptations ne nuiraient pas indûment à l'exploitation de l'entreprise. Permettez-moi de vous donner des exemples de deux types d'adaptations possibles. Les heures de travail souples et un système de journées de congé spécial.

A notre avis, les heures de travail souples s'appliquent principalement à une observance hebdomadaire. En d'autres mots, pendant les mois d'hiver, un Juif qui observe les règles de sa religion doit commencer le repos du Sabbat au cours de l'après-midi de vendredi. Ainsi, il aimerait quitter le travail à 16 heures, et l'entreprise où il travaille ne ferme qu'à 17 heures. La compagnie pourrait alors lui permettre de travailler une heure plus tard le jeudi ou commencer le travail une heure plus tôt le vendredi. Cela serait une adaptation raisonnable qui lui permettrait de pratiquer sa religion.

Pour le deuxième exemple, nous sommes d'avis qu'un employé qui a besoin de journées de congé pour des raisons d'observance religieuse pourrait faire ce que propose la Commission des écoles protestantes du Montréal métropolitain. En effet, cette Commission a prévu une série de huit journées de congé spéciales. Nous croyons que toutes les entreprises pourraient prévoir un système de ce genre. Deux de ces journées de congé offertes par la Commission des écoles protestantes peuvent être utilisées pour observance religieuse. Ainsi, les enseignants juifs et les enseignants orthodoxes grecs peuvent s'absenter, sans être pénalisés, pendant ces deux jours pour célébrer les fêtes de leur religion.

Il s'agit là de deux exemples d'adaptations raisonnables. Le Code ontarien des droits de la personne fait d'ailleurs mention des adaptations raisonnables.

Pour ce qui est de l'employeur, la Ligue des droits de la personne soutient que toute loi qui traite les non-chrétiens de façon discriminatoire devrait être jugée non constitutionnelle. Une décision rendue récemment par la Cour suprême du Canada vient renforcer cette opinion. En effet, dans l'affaire *R. c. Big M Drug Mart Limited*, la Cour suprême du Canada a jugé que la Loi sur le dimanche allait à l'encontre des dispositions de la Charte canadienne des droits et libertés qui garantit la liberté de conscience et de religion. La Loi sur le dimanche, tout compte fait, force l'observance religieuse et va donc à l'encontre de la liberté de religion. Les non-chrétiens, pour des raisons religieuses, se voient interdire le droit de se livrer à des activités qui sont légales, morales et normales.

Le juge Dickson, qui est maintenant juge en chef, a déclaré:

A mon avis, en raison de la garantie de liberté de conscience et de religion, les gouvernements ne peuvent forcer des particuliers à se livrer à certaines activités qui semblent bien ordinaires ou les empêcher de se livrer à ces activités simplement parce qu'elles revêtent une importance religieuse pour d'autres parties.

Mais, par ailleurs, nous sommes d'avis qu'il est nécessaire de prévoir, dans des lois, qu'aucune entreprise ne peut ouvrir ses portes pendant sept journées consécutives; cela permettrait de

[Texte]

our feeling that a businessman should have the right to select the day of rest in accordance with his own religious beliefs. The only limitation would be to provide reasonable accommodation for his employees to observe different religious beliefs. In this connection we cite the decision of the Ontario Supreme Court in *R. vs. Videoflicks Ltd.* in 1984 where in the Nortown Foods' case the court considered the Ontario Retail Business Holidays Act. We believe there is an appeal pending before the Supreme Court at this time.

• 1555

In the words of Mr. Justice Tarnopolsky, one of the leading charter experts in Canada:

While the Act does not require that one work on one's Sabbath, it nevertheless constitutes a major inducement to do so. For those who observe a Sabbath other than Sunday, being forced to close on both days in a week, when one's competitors can remain open for six days, makes observance of one's Sabbath financially onerous. A law infringes freedom of religion if it makes it more difficult and more costly to practise one's religion.

I also want to cite a case that was heard in the Ontario Human Rights Commission, which does not have to do with observance of a religious day but with the religious observance in dress code of a group—*Mr. Singh vs. The Security and Investigation Services Limited*. In 1977, Mr. Singh, being of a faith that required a beard and a turban, refused to remove these; and he was working for a company that said he had to be clean-shaven and had to wear a special hat. He asked that he not have to do this because it was discriminating against him for religious reasons. We feel that any religious discrimination cannot be tolerated, particularly in this day and age with the advent of the equality clause.

Although we are the human rights voice of Canadian Jewry, we stress that the religious observance in the workplace is not an issue just devoted to Jewish people. It has to do with any religious group which observes a holiday different from that of the general society. It is an issue that affects all people of many faiths, and with that in mind we make these three recommendations in summary:

1. The doctrine of reasonable accommodation should be adopted as part of the fundamental law of Canada.
2. An employer should be free to close his place of business on the day of rest required by the rules of his religious belief.
3. The operation of the employer's business would be restricted by such laws which are strictly secular. A law that would impose closing for a 24-hour period would be perfectly valid, provided it did not specify which 24-hour period is involved.

[Traduction]

protéger la santé et d'assurer la sécurité de tous les employés. Nous sommes d'avis qu'un homme d'affaires devrait avoir le droit de choisir la journée de repos en fonction de ses propres croyances religieuses. Il faudrait cependant qu'il fasse des adaptations raisonnables pour ses employés pour leur permettre de respecter leurs propres croyances religieuses. Nous aimerions vous citer à ce sujet la décision rendue en 1984 par la Cour suprême de l'Ontario dans l'affaire *R. c. Videoflicks Ltd.* dans laquelle la Cour a évoqué la jurisprudence *Nortown Foods* portant sur la Loi de l'Ontario sur les jours fériés dans le commerce au détail. Je crois qu'un appel a été interjeté devant la Cour suprême.

D'après le juge Tarnopolsky, un des grands experts constitutionnels du pays:

La Loi ne stipule pas qu'une personne doit travailler le sabbat, mais elle encourage fortement les employés à le faire. L'observance du sabbat est une pratique très coûteuse pour ceux dont le sabbat ne tombe pas le dimanche; en effet, ils sont forcés de fermer boutique deux jours par semaine alors que ceux qui leur livrent concurrence peuvent ouvrir six jours par semaine. Une loi va à l'encontre du principe de la liberté de religion si elle rend l'observance religieuse plus coûteuse ou plus difficile.

J'aimerais également vous donner un exemple d'une affaire qui a été entendue par la Commission ontarienne des droits de la personne; elle ne porte pas sur l'observance d'un jour religieux mais sur l'observance religieuse en ce qui a trait à un code vestimentaire—il s'agit de l'affaire de *M. Singh c. The Security and Investigation Services Limited*. En 1977, *M. Singh*, qui conformément à sa religion devait porter la barbe et le turban a refusé de raser sa barbe ou d'enlever son turban. Il travaillait pour une compagnie qui disait qu'il ne devait avoir ni barbe ni moustache et qu'il devait porter un chapeau spécial. Il a demandé à ne pas être tenu de respecter ce règlement parce que cela représentait une forme de discrimination contre lui pour des raisons religieuses. Nous sommes d'avis que toute forme de discrimination religieuse ne peut être tolérée, particulièrement maintenant, car on a adopté la disposition sur les droits à l'égalité.

Nous cherchons à défendre les droits des Juifs canadiens, mais il ne faut pas oublier que l'observance religieuse en milieu de travail n'est pas un problème auquel seuls sont confrontés les Juifs. N'importe quel groupe qui observe un jour de fête différent de celui de l'ensemble de la société est visé par de telles pratiques. C'est une question qui touche des gens de bien des croyances, et c'est pourquoi nous aimerions formuler les trois recommandations suivantes:

1. La doctrine de l'adaptation raisonnable devrait être adoptée comme partie intégrante du droit fondamental du Canada.
2. Un employeur devrait pouvoir fermer boutique la journée désignée comme jour d'observance religieuse par sa religion.
3. L'exploitation d'une entreprise serait entravée par l'application de lois séculières seulement. Une loi qui imposerait par exemple la fermeture d'une entreprise pendant une période de

[Text]

Thank you.

The Chairman: Thank you very much, Mrs. Wainberg.

I should say before we begin questioning—because we really do not have any secrets—that during the month of July the members of our committee spent a week together to review, in a preliminary way, what we had already heard in the hearings and to sort out our thinking on a number of the issues. As we met and talked, the whole question of religious observance, dress codes and so on proved to be a difficult one, not because goodwill does not exist on the part of the members of the committee to accommodate and look for the ways to solve some of the difficulties, but because of the complexity of the issue which indeed goes beyond some of the things you stressed in your excellent presentation just now. For example, a very important consideration in terms of workers' rights is the question of the need for one day of rest in seven so that a commercial enterprise does not operate seven days continuously for the health and safety of the employees. Even beyond that, there is the question of the commercialization of life in North America as part of that problem.

You have raised a number of issues that we are grappling with and I want to thank you for doing it so well. I know that we all have some questions. I do have a couple myself if time is left when we conclude.

By the way, you did mention the Singh case. Barbara Jackman, who we will be hearing from next, is one of the lawyers who was involved in that case, so it is all coming together this afternoon. Let us begin with Sheila Finestone. Sheila.

• 1600

Mrs. Finestone: Thank you, Mr. Chairman, and I want to thank the League for Human Rights for coming before us today. You have always presented the case for equality and represented those values which we all hold very dear, so I am particularly pleased to welcome you, both from a personal and a community perspective.

I think our Chair has summarized quite well the concerns we tried to grapple with during the course of the summer on religious observance. I would like to share with you that we were looking at what "religious" holidays are considered to be and how many of the statutory holidays are considered religious, whether by right of acquisition of that title or by the religious celebrations behind that date on the calendar. It did present a real dilemma to us because there are really few days that are statutory holidays which are religious by nature, although there are many statutory holidays which we do celebrate that might be considered in that light.

The concern, of course, which I would like to share with you is the fact that we certainly do not wish anyone to lose his right to payment for work, but at the same time there is the concern of pay having to be deducted from his vacation time in order to allow him to observe his religious holidays. With that in mind,

[Translation]

24 heures serait parfaitement acceptable à la condition que cette période n'y soit pas précisée.

Merci.

Le président: Merci beaucoup, madame Wainberg.

J'aimerais dire, avant que nous passions aux questions, parce qu'en fait il n'y a pas vraiment de secrets entre nous, que, pendant le mois de juillet, les membres de notre Comité ont consacré une semaine à l'étude, de façon préliminaire, des témoignages que nous avions entendus. Nous avons donc pu nous entendre sur certaines questions. Nous avons découvert que tout le domaine de l'observance religieuse, des codes vestimentaires et des questions connexes était bien complexe, car les choses vont plus loin que ce que vous venez de nous dire; il ne faut cependant pas croire que les membres du Comité ne cherchent pas vraiment à trouver des moyens de régler les problèmes. Par exemple, un aspect très important des droits des travailleurs est celui du besoin d'avoir une journée de repos sur sept; ainsi, l'entreprise commerciale ne peut ouvrir ses portes sept journées de suite parce qu'on veut assurer la sécurité et la protection de la santé des employés. De plus, tout le problème de la commercialisation en quelque sorte de la vie en Amérique du Nord est rattaché à cette question.

Vous avez soulevé un certain nombre de problèmes sur lesquels nous devons nous pencher et je tiens à vous remercier d'avoir présenté votre opinion de façon aussi logique. Je sais que nous avons tous des questions à poser. Si le temps le permet, je vous poserai peut-être une ou deux questions.

Vous avez fait allusion à l'affaire Singh. Barbara Jackman, qui vous suivra, est un des avocats qui a étudié cette affaire. Elle pourra peut-être en discuter cet après-midi. Commençons par M^{me} Sheila Finestone.

Mme Finestone: Merci, monsieur le président. Je remercie la Ligue des droits de la personne d'avoir comparu aujourd'hui. La Ligue a toujours défendu l'égalité et représenté des valeurs qui nous sont très chères, et c'est pourquoi je suis particulièrement heureuse, personnellement parlant et pour le Comité, de lui souhaiter la bienvenue.

Notre président a bien résumé les notions avec lesquelles nous avons jonglé au cours de l'été en matière de pratique religieuse. J'aimerais préciser que nous avons étudié la notion de fêtes dites «religieuses» et que nous nous sommes demandés combien de nos fêtes légales étaient vraiment à caractère religieux, soit parce qu'elles en avaient acquis le titre ou parce qu'elles étaient consacrées à des célébrations religieuses. Cela présentait un véritable dilemme, car très peu de ces congés dits légaux sont à caractère religieux, bien que nous en célébrions beaucoup d'entre eux de cette façon.

Je voudrais vous faire part de ce qui nous semble problématique: nous ne voudrions pas faire perdre à quiconque le droit d'être payé pour le travail accompli, mais nous ne voudrions pas non plus que l'on déduise du salaire un jour de congé pour permettre à un travailleur d'observer une fête religieuse. Voilà

[Texte]

because this is really the guiding principle behind my particular concern around this area, I have three questions I would like to ask you.

If you would turn to page 15, firstly, the . . .

Mrs. Wainberg: The page numbers are different.

Mrs. Finestone: All right. You were talking about the right to select the day of rest in accordance with one's own religious belief. That is the person who is the owner of the business. You say, if on the other hand it is considered necessary to legislate that no business may operate for seven consecutive days for the protection of health and safety of its employees, then every business man should be free to select the day of rest in accordance with his own religious belief. The only limitation would be to provide a reasonable accommodation for his employees who observe different religious rules.

In that connection, what do you do if the religious belief of the owner of the store in question differs from the religious belief of his employees, where we would like to accommodate both? Let us take the example of Seventh-Day Adventists and Anglicans or Catholics, where one celebrates the Sabbath and the other celebrates the Sunday. How are you going to reasonably accommodate if in the one instance they wish to close on the Saturday and the employee wishes the Sunday; or vice versa, the employee is a Seventh-Day Adventist who wants the Saturday as his religious holiday and the owner is a Christian who wishes to close on the Sunday? How are you going to accommodate that?

Mrs. Wainberg: Many businesses hire employees for a five-day period and they are staggered depending on the different employees and the different hours the business is open, because no employee can work 16 hours per day if the business is open. Therefore, some of the employees could work on the one day and others could work on the other day. The Seventh-Day Adventist, if he is the employee, could be given Saturday off even though the business is open, because most of the time all the employees would not be affected by the Seventh-Day Adventists' religious beliefs.

Mrs. Finestone: Excuse me, Mr. Chairman, if you do not mind I would like to be introduced to the two other parties who are with you at the table.

Mrs. Wainberg: This is Paul Bregman, a lawyer, and this Diana Wisner, a law student; both are members of the League for Human Rights.

Mrs. Finestone: Welcome.

I do not think, Marilyn, that answers the dilemma. If you have a five-day working week—because you have given the premise, with which I agree, that one should have the dignity of two days off work.

[Traduction]

donc le principe qui nous guide dans ce domaine, et j'ai maintenant trois questions à vous poser.

Reportez-vous tout d'abord à la page 15 . . .

Mme Wainberg: Notre numérotation est différente.

Mme Finestone: Bien. Vous parliez du droit de choisir le jour de repos selon ses convictions religieuses. Cela, dans le cas du propriétaire d'une entreprise. Vous dites que si, d'une part, il est peut-être considéré de légiférer afin qu'aucune entreprise n'ouvre ses portes durant sept jours de suite, et cela afin de protéger la santé et la sécurité de ses employés, on devrait alors permettre à chaque homme d'affaires de choisir le jour de repos de son entreprise en fonction de ses propres croyances religieuses. La seule limite à ce droit, ce serait de prévoir des accommodements raisonnables pour les employés qui observent d'autres croyances religieuses.

Cela dit, que faites-vous si les croyances religieuses du propriétaires de l'entreprise diffèrent de celles de ses employés et que vous vouliez respecter les deux? Prenons l'exemple des adventices du septième jour, d'une part, et des anglicans ou catholiques, d'autre part: l'un célèbre le samedi, et l'autre le dimanche. Comment allez-vous faire des adaptations raisonnables, si l'employeur désire pour sa part fermer boutique le samedi, et que l'employé désire avoir son dimanche; ou prenons l'inverse, dans le cas où l'employé appartient à l'Eglise adventice du septième jour et désire que le samedi soit considéré comme sa fête religieuse, alors que le propriétaire, un chrétien, désire fermer boutique le dimanche? Comment allez-vous régler ce dilemme?

Mme Wainberg: Bien des entreprises embauchent des employés pour des périodes de travail de cinq jours, périodes qui sont échelonnées en fonction des employés et en fonction des heures d'ouverture, étant donné qu'aucun employé ne peut travailler 16 heures par jour, si l'entreprise fonctionne aussi longtemps que cela. Par conséquent, certains des employés pourraient travailler l'un des jours de congés, alors que les autres travailleraient le lendemain. Si l'employé appartient à l'Eglise adventice du septième jour, il pourrait avoir congé le samedi, même si l'entreprise fonctionne, étant donné que la plupart des autres employés ne partageront vraisemblablement pas les croyances religieuses de l'Eglise adventice du septième jour.

Mme Finestone: Monsieur le président, permettez que l'on me présente les deux autres témoins qui sont également assis à la table.

Mme Wainberg: Voici Paul Bregman, avocat, et Diana Wisner, étudiante en droit; tous deux appartiennent à la Ligue des droits de la personne.

Mme Finestone: Bienvenue.

Madame Wainberg, cela ne résout pas notre dilemme: si l'on accepte au départ—ce à quoi je souscris—que l'employé devrait pouvoir jouir de deux jours de congé, la semaine de travail est réduite à cinq jours.

[Text]

• 1605

If we are dealing with a major commercial day, let us say Friday night and Saturday, and my religious preference would be to celebrate Friday night and Saturday, and I own that business and I choose to close at that time, where am I going to accommodate my employees who wish to have Sunday off when I might wish to be open? We are talking about a five-day week. There is a dilemma there.

Mrs. Wainberg: There certainly is. But if the owner is going to be open on Sunday, some of the employees may also wish to work on Sunday. For the ones who wish to have Friday and Saturday off, the business will be closed; that will not be a problem. The ones who want to have Sunday off would work long hours say Thursday night. Hours in a store are usually more like 9 in the morning until 9 at night. Employees are not supposed to be working 12-hour days. Therefore their hours can be staggered.

Also, businesses are open for so many hours, but prior to that, and after closing hours, there is stock-taking, there is cleaning, there is straightening the shelves, there is doing inventory, there is unpacking the shipping. Many other things are involved with a business than just the hours that it is technically in operation. Therefore the hours can be modified to accommodate the various individuals and their religious beliefs.

Mrs. Finestone: Perhaps we will come back to that. The second question I wanted to ask you—and your legal counsel might address this issue—is the question of a business that rents space in a large shopping centre. The contracts in those centres generally call for all stores to be open regardless. What is my right if I wish to close to observe my religious holiday and I am in contradiction, let us say, with the covenants within that shopping centre? How would you account for that? Would that fall under reasonable accommodation under the law?

Mr. Paul Bregman (Legal Consultant, B'Nai Brith): You have a serious problem. If we are talking about the applicability of the Charter of Rights to a private contractual relationship between a nongovernment landlord and any particular business person, then according to the case law that is developing now, the charter does not cover that type of arrangement. So that kind of person would only have resort to a provincial statute. For example, here in Ontario they would have resort to Ontario human rights legislation.

Mrs. Wainberg: Is that legislation the same throughout all the human rights codes across Canada, would you know?

Mr. Bregman: I think they are similar, and one is probably modelled on the other. But I am sure if you take the legislation from province to province, you will find that the wording may differ from one province to the other.

Mrs. Finestone: So you are saying it is not applicable under section 15.

[Translation]

Supposons que je sois propriétaire d'une entreprise et que je choisisse de fermer les vendredis soirs et les samedis par préférence religieuse, même si ces deux jours sont très profitables du point de vue commercial: Comment respecter le désir de mes employés qui veulent avoir congé dimanche, alors que je désire ouvrir boutique? Si l'on parle d'une semaine de cinq jours de travail, cela peut être un dilemme.

Mme Wainberg: Certainement. Mais si le propriétaire désire être ouvert le dimanche, certains de ses employés voudront sans doute travailler également ce jour-là. Les autres qui préfèrent avoir congé les vendredis et samedis, pourront être absents sans problème, puisque l'entreprise sera fermée. Ainsi, ceux qui souhaitent être en congé les dimanches pourraient travailler plus longtemps le jeudi soir. Les magasins restent habituellement ouverts de 9 heures le matin à 21 heures le soir. Comme les employés ne sont pas censés travailler pendant 12 heures par jour, il devrait être possible de décaler les horaires de chacun.

N'oublions pas que si les commerces sont ouverts pendant tant d'heures, il y a néanmoins des travaux à faire avant et après les heures d'ouverture, comme la mise en stock, le nettoyage, la remise en ordre des étagères, l'inventaire, ou le déballage des marchandises. Bon nombre des activités entreprises dans un commerce ne le seront pas nécessairement pendant les heures d'ouverture de ces commerces. Par conséquent, il devrait être possible de modifier l'horaire pour respecter les convictions religieuses des divers employés.

Mme Finestone: Nous y reviendrons peut-être. Ma deuxième question a trait au cas des entreprises qui louent des locaux dans un grand centre commercial; votre conseiller juridique voudra peut-être répondre. Les contrats conclus dans ces centres stipulent généralement que toutes les boutiques doivent être ouvertes quelles que soient les circonstances. Quels sont mes droits si je désire fermer boutique pour observer une fête religieuse et que je contreviens, par exemple, au contrat en vigueur dans ce centre commercial? Quelle est votre position? Qu'est-ce que la loi considérerait comme une adaptation raisonnable?

M. Paul Bregman (conseiller juridique, B'Nai Brith): C'est un grave problème. Si vous parlez de l'application de la Charte des droits à un contrat privé entre un propriétaire non gouvernemental et n'importe quel homme d'affaires, la Charte ne semble pas s'appliquer à ce type d'entente, si l'on se fie à la jurisprudence actuelle. La personne lésée ne pourrait y avoir recours aux lois provinciales. En Ontario par exemple, elle pourrait invoquer la Loi ontarienne des droits de la personne.

Mme Wainberg: Cette Loi des droits de la personne est-elle la même partout au Canada? Le savez-vous?

M. Bregman: Les diverses lois provinciales sont sans doute similaires, et l'une a probablement servi de modèle aux autres. Mais il est évident que d'une province à l'autre, le libellé de la loi changera peut-être.

Mme Finestone: Donc, l'article 15 ne s'applique pas.

[Texte]

Mr. Bregman: That is one of the major problems we have with the charter: if we are going to legislate freedom of religion in the workplace, we are probably dealing with Crown corporations or Crown agents.

Mrs. Finestone: The charter does state "everyone". So as an individual exercising your rights, you are suggesting there are not equal rights under the Canadian charter with the exercising of your religious rights. In the three recommendations you have made, would any one of those recommendations lead to a change of wording or to a change in any of the charters that might allow for the application of that principle? Would you have a recommendation in that respect?

Mr. Bregman: For example, with our first recommendation, the doctrine of reasonable accommodation, that could be applicable to a Crown agency or Crown corporation, because the charter presumably would apply to that particular Crown corporation or agency. However, with a private contractual relationship—in your example, the shopping centre—I really wonder whether in fact the charter would have any applicability at all. I would rather doubt it, based on the laws as they are interpreted at present.

Mrs. Finestone: Thank you for bringing that particular concern to my attention, because it is something I think we are going to have to address. I appreciate that.

Mrs. Collins: I would like to welcome you. I want to follow along the same line of questioning as Mrs. Finestone's, because I think we are all probably agreed with the concept of reasonable accommodation, but it is how you actually implement that... So again I will put forward a couple of hypothetical situations, and I would like your response, because these would be coming, I would think, within the ambit of the federal jurisdiction.

• 1610

In many areas now, in transportation industries, in the health services industries, nurses and stewardesses are working on rotating shifts. They are working say 12 hour days; four days on, three days off. And nobody gets weekends. Christians do not get Sunday and nobody else gets a particular religious day of observance. I would see great difficulties in trying to say that people would have a right to a particular day, because that would discriminate against everybody else. What are your thoughts on those kinds of working situations?

Mr. Bregman: Going back to what Mrs. Finestone was saying about the accommodation of the employee, a lot has to do with the nature of the business. In your particular example, you are talking about a business where weekends are given... you have to work. It just happens that your four days on happen to be over a weekend; there is no way of getting out of it. However, I guess if we look at the charter and the guaranteeing of freedom of religion, I suppose we are arguing a negative... What you are saying, if I understand you correctly, is that we are discriminating against those who do not practise a religion.

[Traduction]

M. Bregman: C'est un des graves problèmes que pose la Charte: si nous voulons légiférer sur la liberté de religion au travail, il nous faudra probablement nous en tenir aux sociétés ou aux agents de la Couronne.

Mme Finestone: Mais la Charte parle de tout le monde. Donc, pour quelqu'un qui veut exercer individuellement ses droits, vous laissez entendre que la Charte canadienne ne peut faire respecter des droits égaux en matière de pratiques religieuses. Est-ce que l'une ou l'autre de vos trois recommandations pourrait suggérer une modification du libellé ou de quelque article de la Charte qui permettrait l'application de ce principe? Quelle serait votre recommandation?

M. Bregman: Notre première recommandation, qui porte sur la doctrine de l'adaptation raisonnable, pourrait s'appliquer à une société de la Couronne, étant donné que la Charte s'applique présumément à cette dernière. Cependant, dans le cas d'un contrat privé—comme, par exemple, dans le centre commercial—je me demande vraiment si la Charte peut s'appliquer. J'en doute, si je me fonde sur la façon dont les lois sont interprétées.

Mme Finestone: Merci d'avoir porté ce point à mon attention, parce que je pense qu'il nous faudra nous pencher là-dessus. Je vous remercie.

Mme Collins: Je vous souhaite la bienvenue. Je voudrais continuer dans la même veine que M^{me} Finestone, car nous sommes tous probablement d'accord avec la notion d'adaptation raisonnable, mais pas nécessairement avec la façon de l'appliquer... Je voudrais vous présenter quelques situations hypothétiques et obtenir votre réaction, puisque ces situations pourraient fort bien relever de la compétence du gouvernement fédéral.

Dans bien des domaines, comme dans les industries de transport ou des services de santé, les infirmières et les hôtesses de l'air travaillent par postes. Elles travaillent, par exemple, 12 heures par jour, pendant 4 jours de suite, et ont après trois jours de congé. Personne n'a systématiquement les fins de semaine de congé. Les chrétiens n'ont pas congé le dimanche, et personne n'a droit à une journée particulière pour pratique religieuse. J'imagine avec difficulté que quiconque puisse réclamer un jour particulier de congé, puisque cela constituerait de la discrimination à l'égard de tous les autres. Que pensez-vous de ces situations?

M. Bregman: Pour revenir à ce que disait M^{me} Finestone au sujet du respect des besoins des employés, cela a beaucoup à voir avec la nature de l'entreprise. Dans votre exemple, vous parlez d'une entreprise où les fins de semaine se passent à travailler. Supposons que vos 4 jours de travail couvrent une fin de semaine: vous ne pouvez y échapper. Cependant, si nous considérons cela sous l'angle de la Charte et de la garantie de la liberté de religion, j'imagine que nous raisonnons à l'inverse... Si je vous ai bien compris, vous prétendez que nous faisons preuve de discrimination à l'encontre de ceux qui ne pratiquent pas la religion.

[Text]

Mrs. Collins: Yes, in a way. I guess part of the criteria, in recruiting employees, is that they have to be prepared to work flexible hours. You see that in lots of ads. So you hire someone who supposedly agreed to that and then afterwards he says, but I am a Seventh-Day Adventist and I want Saturdays off. There is a problem there.

Mr. Bregman: That is right, and I think in each particular circumstance it really becomes a factual situation. I do not think there is going to be a black and white law, which any parliament can legislate, that says, here is the law and it is going to fit everyone's circumstances. It is almost going to be impossible. It would have to be a situation where a law was enacted with a series of parameters, a series of tests, where you take every factual situation and see whether, in fact, this situation warrants the ability to exclude these factors from that decision to hire a particular person.

Is there a business, for example, that comes to your mind, where you would feel that a person would have to work always on a Saturday if, let us say, he were a Seventh-Day Adventist?

Mrs. Collins: Not necessarily every Saturday but say in the case of an airline stewardess. They have to work when their planes are flying, and planes fly Saturdays and Sundays. So to be fair to all employees it seems everybody has to take his share of Saturdays and Sundays. I suppose you can try to opt for a schedule which minimizes that, but I think as a manager of a company it would be extremely difficult to guarantee people they would always have their Saturdays off.

Mr. Bregman: It is an interesting point but again, the whole question is, are we speaking about reverse discrimination? The fact that you want to stand up for your freedom of religion, does that put you in a position where everyone else says, well gee, if we are going to accommodate you, why do you not accommodate us? Then you get into the argument as to what is considered religion.

Mrs. Collins: I think those are some of the problems that we have to wrestle with. I would like to come back to the days or the holidays of religious observance. If people have contracts or agreements to have additional days, where that can be accommodated, it is fine, but in many areas there are just certain particular days that are statutory holidays. The costs of adding to those would be significant to the employer. I wonder if one possibility would be that, within the existing statutory holidays—you have basically Christmas and Good Friday. I think of the months we looked through, these were really the only purely religious ones, and one option would be that even those become optional.

You have two days within your statutory holidays and they are not necessarily named as Christmas and Good Friday. Christians can take those and non-Christians end up taking two other days. Now, that means quite a change from our

[Translation]

Mme Collins: D'une certaine façon, oui. J'imagine que lorsque l'on recrute des employés de ce genre, l'un des critères de sélection, c'est le fait que vous soyez prêts à travailler selon des horaires variables. C'est souvent ce que l'on demande dans les annonces classées. Supposons que vous embauchiez quelqu'un qui a accepté au départ de travailler selon cette méthode et que, par après, cette personne se réclame de l'Église adventiste du Septième jour et exige d'avoir congé le samedi: c'est tout un problème.

M. Bregman: En effet, et chaque cas particulier devient une situation bien précise. Je ne pense pas qu'un parlement puisse adopter des lois, si claires et si nettes soient-elles, qui tiennent compte de toutes les éventualités. C'est sans doute impossible. Il faudrait une loi qui se fonde sur divers paramètres et diverses expériences: on pourrait ainsi, dans une situation bien concrète, se demander ce qui justifie que l'on exclue tel ou tel facteur de la décision d'embaucher ou non une personne.

Pouvez-vous nous donner un exemple d'entreprise où il serait obligatoire pour une personne de travailler tous les samedis, même si elle appartient à l'Église adventiste du Septième jour?

Mme Collins: Pas nécessairement tous les samedis. Mais dans le cas d'une hôtesse de l'air, il lui faut travailler à bord des avions, et les avions décollent les samedis comme les dimanches. Pour être juste envers tous les employés, tout le monde doit avoir sa part de travail le samedi et le dimanche. J'imagine qu'on peut toujours tenter d'élaborer un horaire qui réduise les conflits au minimum, mais il doit être extrêmement difficile pour un gestionnaire d'une compagnie de ce genre-là de garantir à ses employés qu'ils auront toujours leur samedi de congé.

M. Bregman: C'est fort intéressant, mais il s'agit de se demander si nous parlons de discrimination à rebours? Si vous, vous exigiez d'avoir droit à vos pratiques religieuses, cela signifie-t-il pour autant que tous les autres employés réclameraient satisfaction eux aussi, puisqu'on vous l'accorde à vous? Au fond, qu'est-ce que c'est que la religion?

Mme Collins: Voilà sans doute l'une des questions que nous devons nous poser. Je voudrais revenir aux jours de congé pour pratique religieuse, c'est-à-dire aux fêtes religieuses. Si des employés ont fait inscrire à leurs contrats qu'ils avaient droit à des jours de congé supplémentaires, chaque fois que c'est possible, c'est parfait pour eux; mais dans bien des cas, il y a des jours particuliers qui sont considérés comme des fêtes légales. Ajouter d'autres jours de congé à ces dernières pourrait coûter très cher à l'employeur. Ne serait-il pas possible, tout en respectant les fêtes légales qui existent déjà—au fond, il ne s'agit que de Noël et du Vendredi saint. Lorsque nous avons regardé le calendrier, c'était les seules fêtes qui étaient purement religieuses, et on pourrait envisager la possibilité que même ces fêtes deviennent facultatives.

Vous pourriez avoir droit à deux jours de congés statutaires qui ne soient pas nécessairement Noël ou le Vendredi saint. Les chrétiens pourraient prendre congé ces deux jours-là, mais pas nécessairement les non-chrétiens. Évidemment, notre façon

[Texte]

present concept of statutory holidays, but I just wanted some reaction to that.

Mrs. Wainberg: I think the system of leave days, which we mentioned, from the Protestant School Board, those days apply to specific religious holidays of the individual, not statutory holidays.

Mrs. Collins: Many companies do not have leave days . . .

Mrs. Wainberg: That is why . . .

Mrs. Collins: —many contracts do not have this, and they cannot afford to either.

Mrs. Wainberg: We are suggesting a system of leave days for all businesses, and that could cover perhaps so many sick days, so many holidays, so many days for whatever the individual needs. That could be subject to discussion, of course, between . . .

Mrs. Collins: I think the problem you run into there, if we were to suggest that, is that the economic consequences would be very significant. People could say that the cost of providing that is too great. I would like to find a way of accommodating it without increasing the economic cost to society.

• 1615

Mrs. Wainberg: Most businesses have so many days where you can take leave for sickness, so many days for holiday. Why could not all those days be combined so that you can have sickness, holiday, and leave days for religious reasons, or for any other reason? They have to give a certain amount of days anyway. Why do we have to specify that you have six sick leave days? Perhaps someone is not sick, they just want a couple of those for religious reasons. I do not see a problem with that.

Mrs. Collins: I do. I will tell you. The concept of sick leave days being a right is a very different concept than sick leave days being for looking after emergencies. If you get into a whole labour negotiations scene you would have, I think, a lot of arguments on that point.

Mr. Bregman: I have two points to make. One is that we are saying that the principle of reasonable accommodation is not a blanket statement, it is tempered by the comment that it will not cause undue hardship to the employer.

And that leads me into my second comment that I do not think it is possible to have a clear black and white situation as to what constitutes undue hardship for one business and this would be undue hardship for all businesses. Each business has its own problems, its own intricacies. You have to look to the nature of the business. For example, if you are in a manufacturing operation, where they are working 24 hours per day, and your shift happens to fall, let us say, on Saturday, they could reschedule you to work on Sunday, Friday, or Monday, and that is not going to affect the ongoing operation of the company.

[Traduction]

d'envisager les fêtes légales devra changer de manière radicale, mais j'aimerais savoir ce que vous en pensez.

Mme Wainberg: Je pense avoir déjà parlé du système de jours de congé à la Commission scolaire des écoles protestantes qui peut s'appliquer aux fêtes religieuses des employés, et pas nécessairement aux fêtes légales.

Mme Collins: Mais beaucoup d'entreprises n'ont pas de jours de congé . . .

Mme Wainberg: Voilà pourquoi . . .

Mme Collins: . . . et bien des contrats n'en stipulent pas non plus, puisque cela coûte trop cher.

Mme Wainberg: Nous suggérons un système de jours de congé pour toutes les entreprises, jours de congé qui pourraient s'appliquer à tant de jours de maladie ou à tant de jours de vacances, selon les besoins de chacun. Cela devrait évidemment faire l'objet de discussions entre . . .

Mme Collins: Le problème que pose votre suggestion, c'est que les conséquences économiques peuvent être énormes. Les employeurs pourraient décréter que cela leur coûte trop cher. J'aimerais savoir comment on peut respecter les désirs de chacun sans qu'il en coûte plus cher à la société.

Mme Wainberg: La plupart des entreprises offrent un certain nombre de jours de congé de maladie et un certain nombre de jours de vacances. Ne serait-il pas possible de combiner tous ces jours de congé pour qu'ils soient utilisés pour la raison que vous voudrez, que ce soit pour raison de maladie, de pratiques religieuses, etc.? Les entreprises sont obligées d'accorder un certain nombre de jours de congé, de toute façon. Pourquoi faut-il préciser que vous avez droit à six jours de congé de maladie, par exemple? Si une personne n'est jamais malade, elle pourrait vouloir les utiliser pour des raisons d'ordre religieux. Cela ne me dérange aucunement.

Mme Collins: Moi, si. Je vais vous dire pourquoi: la notion du droit à des journées de maladie n'a rien à voir avec la possibilité d'utiliser ces jours de maladie pour s'occuper d'une urgence quelconque. Lors de négociations patronales-syndicales, vous auriez toute une discussion sur les bras à ce sujet.

M. Bregman: J'ai deux observations. Tout d'abord, le principe de l'adaptation raisonnable n'est pas un principe général, mais il doit être tempéré par la réserve stipulant que cela ne doit pas imposer de contraintes excessives à l'employeur.

Deuxième observation: il est impossible de décréter que ce qui constitue une contrainte excessive pour une entreprise l'est également pour toutes les autres entreprises. Chacune d'entre elles fait face à des problèmes uniques et a ses propres particularités. Tout dépend de la nature de l'entreprise. Ainsi, si vous travaillez dans une manufacture qui fonctionne 24 heures par jour, et que votre quart se trouve tomber un samedi, on pourrait vous réaffecter le dimanche, le vendredi ou le lundi, ce qui ne nuirait en rien à l'exploitation permanente de l'entreprise.

[Text]

If you are working for a company where your work involves clerical things, where you do not have to be there during normal business hours, there is no reason why you cannot make up that extra day by working an hour extra per day during the week for two weeks or three weeks—you know, an hour at the beginning of the day and maybe a half hour at the end. Let us say that the day you wanted to be away from the business was Saturday and the employer was closing his business on Sunday, which was his religious day, if the nature of the work permitted the employee to do his job on Sunday, there is no reason why the employee could not come to the place of business on Sunday to carry out his task, even when the boss is not there and the office is closed.

That is what we are arguing—accommodation.

Mrs. Collins: Thank you.

The Chairman: Thank you.

Roger Clinch.

Mr. Clinch: Just to pursue that, Mr. Chairman. Who then decides how you implement it?

Mr. Bregman: Implement the manner of accommodation?

Mr. Clinch: Manner of accommodation.

Mr. Bregman: I guess that is what you want legislation for; that there should be at least an obligation on the employer to consider this, maybe not so much fixed guidelines. I would preferably like to see the courts design the parameters of what those guidelines should be, but I think a general principle should be there that there is a duty on an employer to consider this doctrine and to set up his own framework. It could be done by regulation as well, which of course makes it even more flexible as opposed to enshrining the factors right into legislation itself.

Mr. Clinch: But in certain jurisdictions in this country—as an example, the Occupational Health and Safety Act in the Province of New Brunswick—if an employee goes into a situation he feels is dangerous to his health and safety, he has the right to refuse to go in there, and it is up to somebody else to prove that what he said was incorrect and he was wrong, and then he will suffer the penalty if he is wrong. How do you propose that we would implement a reasonable accommodation? On those terms, or do we go to work and appeal? I am talking about practical implementation.

Mr. Bregman: I think there should be at least a statutory duty for the employer to accommodate the employees. That is the first one; that is a given. I do not think anyone disputes that as a principle. If I understand your question correctly, it is what are the guidelines to be followed in deciding how we reasonably accommodate the employee, from the employee's perspective, and at the same time not cause undue hardship on the employer.

Mr. Clinch: Who decides is what I want. What is your opinion of who decides—the employee or the employer?

Mr. Bregman: Most definitely it should be the employer who decides what he considers undue hardship. He is the one who knows the intricacies of his business. He is the one who

[Translation]

Si vous travaillez dans un bureau et que votre emploi n'exige pas que vous soyez présent au cours des heures d'ouverture habituelles, je ne vois pas pourquoi vous ne pourriez pas rattraper ce jour de congé supplémentaire en travaillant une heure de plus par jour pendant une, ou deux ou trois semaines: une heure en début de journée, et peut-être une demi-heure à la fin. Supposons que vous vouliez avoir congé le samedi et que votre employeur ferme boutique le dimanche pour pratique religieuse: si la nature du travail vous permet à vous, l'employé, de faire votre travail le dimanche, je ne vois pas pourquoi vous ne pourriez aller travailler le dimanche pour mener à bien vos tâches, même en l'absence du patron et durant la fermeture des bureaux.

Après tout, nous parlons d'adaptation.

Mme Collins: Merci.

Le président: Merci.

Roger Clinch.

M. Clinch: Dans la même veine, monsieur le président, qui décide de la méthode d'application?

M. Bregman: De la façon d'appliquer l'adaptation?

M. Clinch: Oui, d'appliquer l'adaptation.

M. Bregman: J'imagine que c'est pour cela que vous voudriez légiférer; j'imagine qu'il faudra que l'employeur soit obligé d'envisager les adaptations, sans pour autant qu'il y ait des lignes directrices fixes. Je préférerais que les tribunaux fixent les paramètres des lignes directrices, mais il faudrait, par principe général, qu'il soit du devoir de l'employeur d'adhérer à cette doctrine, tout en établissant sa propre structure de travail. On pourrait évidemment établir des règlements, ce qui serait encore plus souple que d'inscrire ces facteurs dans la loi.

M. Clinch: Mais dans certaines provinces du Canada—prenons par exemple la Loi sur la santé et la sécurité au travail du Nouveau-Brunswick—si un employé est mis dans une situation qu'il estime dangereuse pour sa santé et sa sécurité, il a le droit de refuser de travailler, et il revient au patron de prouver qu'il avait tort, et de lui faire payer la note, au besoin. Comment donc appliquer ce principe de l'adaptation raisonnable? Est-ce la façon de procéder, ou doit-on obliger l'employé à travailler et à interjeter appel? Je parle du point de vue pratique.

M. Bregman: Je pense qu'il devrait être du devoir de l'employeur, du moins dans la loi, de tenter de satisfaire son employé. Voilà pour le premier principe, qui est acquis. Je ne pense pas que qui que ce soit le remette en question. Si je vous ai bien compris, vous me demandez quelles lignes directrices suivre pour décider comment on peut raisonnablement satisfaire son employé, du point de vue de ce dernier, sans imposer de contraintes excessives à l'employeur.

M. Clinch: Ce que je veux savoir, c'est qui prend la décision. À votre avis, qui décide: l'employé ou l'employeur?

M. Bregman: Cela devrait être sans aucun doute l'employeur qui décide ce qui constitue pour lui une contrainte excessive. C'est lui, après tout, qui connaît le mieux son

[Texte]

knows, for example, whether it is crucial for someone who is very key to the operation to be there on a particular day, because this person possesses the knowledge that is crucial to the smooth operation of that business.

• 1620

Mr. Clinch: I am an employee, you are an employer. You decide that I have to work tomorrow and my religion tells me that I do not particularly want to work tomorrow or my religion does not permit me to work on that day. You decide as the employer that I should work because it is an integral part of that company. I decide that I do not want to work because of my religious observance. So who decides whether I do or do not go? If you decide as the employer that I should be there and I decide, because it is against my belief, that I should not go, practically speaking how do you implement that?

Mr. Bregman: Hopefully the employer and employee would be able to come to some sort of reasonable settlement and depending on how this principle of reasonable accommodation is enshrined into our law it could be either (a), if the two of them, that is, the employer and employee cannot decide how to handle it, is that it be heard by an impartial tribunal, or (b), there may be an application to some sort of designated court to hear the action. I know the point you are getting at. If I could take it one step further, what is considered a religious belief? You know, how are we going to prevent someone who wants to have every weekend off, who takes a job knowing that there is going to be the odd weekend and then stands up and tells the boss: Well, I have this religious belief that says I cannot work on Saturdays. Is that one of your concerns?

Mr. Clinch: Yes.

Mr. Bregman: Where do you draw the line as to what is considered . . .

Mr. Clinch: It ultimately leads to that. The implementation, in fact, ultimately leads to that because this week I might be a Seventh-Day Adventist and not want to work on Saturday and next week I might be a Catholic and not want to work on Sunday and I have changed my religious belief within a reasonable amount of time. Who is going to decide? That is what I am asking.

Mr. Bregman: I would think you are going to need some impartial person if the two of them cannot agree to it. It is like any law we have here. If you feel you have been wronged, you have recourse to the courts to interpret that particular factual situation. It is an expensive procedure to go to the courts, so maybe the way to deal with it would be by way of an administrative tribunal.

Quite honestly, I do not think the ramifications of your questions have been really fully discussed at the executive level. It is a very good point you have raised and I agree that someone should look into it further.

[Traduction]

entreprise. C'est lui qui sait, par exemple, s'il est crucial pour tel ou tel employé, qui est la clé de voûte d'une section, d'être présent tel ou tel jour, puisque cet employé sait exactement comment faire fonctionner rondement les opérations.

M. Clinch: Je suis un employé et vous êtes l'employeur. Vous dites que je dois travailler demain et, selon ma religion, je ne devrais pas travailler ce jour-là. À titre d'employeur, vous décidez que je dois travailler, parce que c'est la façon dont votre entreprise fonctionne. De mon côté, je décide que je ne peux pas travailler en raison de la religion que je pratique. Qui doit décider si je dois travailler ou non? Si vous décidez, à titre d'employeur, que je devrais travailler et que je décide, parce que cela va à l'encontre de mes croyances religieuses, que je n'irai pas, dans la pratique, qui doit décider ce que l'on fera?

M. Bregman: Je dois être optimiste et dire que normalement, l'employeur et l'employé devraient pouvoir s'entendre sur une solution raisonnable; cela dépend évidemment de la façon dont ce principe d'adaptation raisonnable est enchâssé dans notre loi. En effet, voici les solutions qui s'offrent à vous: a) si l'employeur et l'employé ne peuvent pas s'entendre sur la façon de régler le problème, un tribunal impartial pourrait être saisi de la question, ou b) on pourrait s'adresser à un tribunal spécial et lui demander d'étudier la question. Je sais ce que vous voulez dire. On peut se demander ce qu'est vraiment une croyance religieuse. Que faites-vous lorsque quelqu'un veut avoir congé toutes les fins de semaine. Cette personne accepte un emploi alors qu'elle sait pertinemment qu'elle devra travailler de temps à autre la fin de semaine; une fois embauchée, elle dit au patron: écoutez, selon mes croyances religieuses, je ne peux pas travailler les samedis. Est-ce que c'est là une des questions qui vous préoccupent?

M. Clinch: Oui.

M. Bregman: Où fixer les limites entre ce qui est . . .

M. Clinch: C'est ce qu'il faut se demander. De fait, l'utilisation de cette doctrine des adaptations raisonnables doit nous forcer à établir des limites. En effet, cette semaine, je suis peut-être adventiste du septième jour et je ne veux pas travailler le samedi; la semaine prochaine, je pourrais être catholique et dire que je ne veux pas travailler le dimanche. Que se passe-t-il si je change de religion après une période raisonnable. Qui va trancher? C'est ce que je veux savoir.

M. Bregman: Si l'employeur et l'employé ne peuvent s'entendre, il faudra que la question soit tranchée par une partie impartiale. C'est la même histoire qui se produit avec toutes les lois. Si vous croyez avoir été lésé, vous faites appel aux tribunaux, qui interprètent la situation dans laquelle vous trouvez. Faire appel aux tribunaux coûte cher, et peut-être faudra-t-il mettre sur pied un tribunal administratif qui s'occuperait de ces questions.

Pour être honnête, je ne crois pas que l'on a vraiment poussé l'étude des ramifications de toute cette histoire. Je suis fort heureux que vous ayez soulevé la question et je suis d'accord

[Text]

Mr. Clinch: Thank you very much. I appreciate your comments.

The Chairman: Thank you. Just a couple of quick follow-up points. Do you think that the size of the company has any bearing?

Mr. Bregman: Definitely. There is no doubt that it goes back to the point I made that you have to look at the nature of the business. I think that is one of the factors in looking at the nature of the business; one would be the size, one would be the type of businesses involved, an airline versus a manufacturing operation versus a service operation versus a retail operation in a shopping centre that is open seven days a week.

The Chairman: But if you are imposing some rules to provide for reasonable accommodation, do you have them apply to all companies except those with 20 or fewer employees, 12 or fewer employees, 6 or fewer employees? Do you have a minimum small company exemption?

Mr. Bregman: I do not think we should, because if we have freedom of religion it should apply to all persons in the work force regardless of the nature of the employment they take. If they happen to be engaged in employment where there are only two employees they should still have the same protection as someone who is working for a larger corporation that can afford to sort of spread the cost around over more employees.

The Chairman: I guess what I was asking was whether you thought there was any reasonable accommodation for the doctrine of reasonable accommodation.

Mr. Bregman: Again, tempered by the undue hardship on the employer.

The Chairman: And a final question. You made the point that you thought you would like to see the courts work out some standards in this area. I guess our view as parliamentarians is that we are better able to write a comprehensive set of rules and guidelines than that which might be worked out in a piecemeal fashion in a number of different courts which would also involve the expense, time and inconvenience of a number of individuals having to seek redress before courts. Do we take it that you would prefer to leave this matter to the slower working of the judicial system, people raising issues under section 15 and seeing how the courts of the land resolve the matter rather than having us, as parliamentarians, suggest a new regime and have it carried out across the country?

Mr. Bregman: I think we would like to see the principle of reasonable accommodation enacted as part of Canadian law. The guidelines as to what obligation there is on the employer to implement the reasonable accommodation principle could

[Translation]

avec vous. Quelqu'un devrait étudier vraiment la question de façon beaucoup plus détaillée.

M. Clinch: Merci beaucoup, ces commentaires ont été fort utiles.

Le président: Merci. J'aimerais poser une ou deux petites questions. Croyez-vous que le nombre d'employés de la compagnie soit un facteur important?

M. Bregman: Oui. Comme je l'ai dit tout à l'heure, il faut étudier de quel genre d'entreprise il s'agit. Je crois que les facteurs dont il faut tenir compte sont le nombre d'employés et le type d'entreprise. Par exemple, il peut s'agir d'une compagnie aérienne, d'une manufacture, d'une entreprise de services, ou encore d'un magasin de détail qui est situé dans un centre commercial qui est ouvert sept jours par semaine.

Le président: Mais si vous imposez certaines lignes directrices qui assurent une adaptation raisonnable, voulez-vous qu'elles s'appliquent à toutes les sociétés, sauf à celles qui ont 20 employés ou moins, 12 employés ou moins, six employés ou moins? Est-ce que vous avez un nombre minimum d'employés?

M. Bregman: Je ne crois pas qu'il faudrait procéder de cette façon, parce que si nous avons la liberté de religion, elle devrait s'appliquer à tous les membres de la population active, peu importe le type de travail qu'ils font. Ainsi, si ces personnes travaillent à un endroit où il n'y a que deux employés, elles devraient tout de même jouir de la même protection que quelqu'un qui travaille pour une grosse société qui peut se permettre, financièrement, de prévoir l'adaptation raisonnable des employés.

Le président: De fait, je voulais savoir s'il était possible d'avoir une interprétation raisonnable de cette doctrine de l'adaptation raisonnable.

M. Bregman: Encore une fois, il faut tenir compte, comme je l'ai signalé, de la mesure dans laquelle une telle doctrine pourrait nuire à l'employeur.

Le président: J'aimerais poser une dernière question. Vous avez dit que vous croyez qu'il serait bon que les tribunaux établissent certaines normes à cet égard. Je suppose qu'à titre de parlementaires, nous croyons que nous sommes mieux en mesure d'élaborer un ensemble de règlements et de lignes directrices; en effet, nous croyons pouvoir faire un travail plus satisfaisant que les tribunaux, qui travailleraient un peu par bribes. N'oubliez pas qu'il en coûtera plus cher si les tribunaux étudient la question, que cela prendra plus de temps, sans compter toutes les démarches que cela suppose. Dites-vous que vous préféreriez que ce soit le système judiciaire qui s'occupe de cette question, même si cela prendra plus de temps, car il faudra attendre que des gens invoquent l'article 15 et il faudra attendre également que les tribunaux règlent la question? Ne voudriez-vous pas que nous, les parlementaires, nous proposons un nouveau régime et en assurions la mise en oeuvre dans le pays tout entier?

M. Bregman: Je crois que nous voudrions que le principe de l'adaptation raisonnable soit enchâssé dans les lois canadiennes. Quant aux lignes directrices qui stipuleraient quelles sont les circonstances dans lesquelles l'employeur doit mettre en

[Texte]

be done in a number of ways. One of the ways I suggested earlier was to do it by way of regulation that allows for flexibility. If the regulations did not keep pace with the realities of economics of a particular industry, province or sector of our economy, the regulations could be changed and could be subject to recommendations by members of the general public.

• 1625

The Chairman: Thank you very much, Mr. Bregman; those have been helpful comments to us. Mrs. Wainberg and Ms Wisner, I would like to thank the three of you for appearing before us this afternoon and for the high quality of your brief. It is helpful to us as we put forward our recommendations on the subject.

Mrs. Wainberg: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: We are at an interesting stage in the proceedings. I was about to call our next witness, but she has just momentarily absented herself from the room.

Mrs. Finestone: Could I re-ask my question?

The Chairman: This will appear as some sort of footnote question from Mrs. Finestone about what legislation you envisage these regulations being enacted would be pursuant, Mr. Bregman.

Mr. Bregman: First of all, there are certain federal laws that govern Crown corporations and civil servants. So surely enacted to those federal laws that govern the relationship between a Crown corporation, Crown agency and Crown employee there could be appended the regulations which I am speaking of. In a broader sense, my concern is how the federal government can enact laws that are going to be applicable to a private contractual relationship between a non-Crown employer and a non-Crown employee, and how to make the charter applicable to them. Generally speaking, how do we make any labour law applicable to a private contract solely within one particular province?

Mrs. Finestone: Is it your view that this section or that the charter itself does not apply to the individual or to the private sector?

Mr. Bregman: That is definitely my understanding, and it is a serious problem.

Mrs. Firestone: I do not know that I agree with your interpretation, but it is an interesting dilemma.

The Chairman: It is based on expressed wording of one of the sections of the charter, of course. The binding effect of the charter is on the federal government, the provincial governments and all emanations of them. So it includes municipal governments, Crown corporations, boards and agencies.

[Traduction]

oeuvre le principe de l'adaptation raisonnable, on pourrait les établir de différentes façons. Comme je l'ai dit plus tôt, on pourrait mettre en oeuvre des règlements qui permettent d'assurer une certaine souplesse. Par exemple, si les règlements n'étaient plus pertinents, compte tenu de la conjoncture économique dans une industrie particulière, dans une province ou dans un secteur de l'économie, ces règlements pourraient être modifiés à la suite de recommandations présentées par le grand public.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Bregman; vos commentaires nous ont été fort utiles. Madame Wainberg et madame Wisner, je tiens à vous remercier, ainsi que monsieur Bregman, d'être venus cet après-midi et de nous avoir présenté un énoncé aussi intéressant. Vos commentaires et votre mémoire nous seront certainement fort utiles lorsque viendra le temps de formuler nos recommandations à cet égard.

Mme Wainberg: Merci, monsieur le président.

Le président: Nous voici à une étape intéressante de nos délibérations. J'allais demander au prochain témoin de se joindre à nous, mais elle s'est absentée pour quelques instants.

Mme Finestone: Pourrais-je répéter ma question?

Le président: Il s'agit d'une question secondaire de M^{me} Finestone en ce qui a trait aux lois dans lesquelles vous voudriez qu'on prévoie des dispositions sur l'adaptation raisonnable, monsieur Bregman.

M. Bregman: Tout d'abord, il y a certaines lois fédérales auxquelles sont assujettis les fonctionnaires et les sociétés de la Couronne. On pourrait certainement annexer aux lois fédérales qui portent sur les rapports entre les sociétés de la Couronne, les organismes de la Couronne et les employés de la Couronne des règlements comme ceux dont j'ai parlé. Dans un sens plus général, ce qui me préoccupe, c'est la façon dont le gouvernement fédéral pourra adopter des lois qui seront applicables en quelque sorte aux contrats privés qui seront signés par des organismes privés et leurs employés; je me demande comment on pourra assurer le respect des dispositions de la charte. Ainsi, comment s'assurer qu'une loi en matière de travail s'applique à un contrat privé dans une province donnée?

Mme Finestone: Croyez-vous que cet article ou que la charte des droits, en soi, ne s'applique pas aux particuliers ou au secteur privé?

M. Bregman: C'est ce que j'ai cru comprendre, et cela pourra poser de graves problèmes.

Mme Finestone: Je n'interprète pas tout à fait la charte des droits de la même façon que vous, mais cette question est fort intéressante.

Le président: Oui, pour interpréter la charte de cette façon, on s'est fié à une de ses dispositions. En effet, on dit que la charte représente un engagement de la part du gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux et de tous leurs organismes. Cela inclut donc les administrations municipales, les sociétés de la Couronne, les organismes et les agences relevant de ces gouvernements.

[Text]

However, we have now had a further benefit of another go around and our next witness has reappeared. I would again like to thank you . . .

Mrs. Wainberg: Thank you.

The Chairman: —and ask Barbara Jackman to come forward. As she is doing so, I should explain that, a few moments ago when I said that she had been involved in the Singh case, I was getting my Singh cases mixed up a little bit. It was a different Singh case from the one to which you were referring.

• 1629

• 1630

The Chairman: We welcome you here and thank you for appearing, at our request to speak to a number of questions raised by section 15 with respect to immigration law and policy in Canada. I think it is fair to say that, as we have gone across the country we have heard from many groups, whether it be sections of the Canadian Bar, the immigration law sections, representatives of which spoke to us, or women working with immigrant women, or many other organizations which have raised aspects of our present immigration law which do not, on the face of the provisions, appear discriminatory but, in the result, do have a dramatically different effect amongst various groups. And I should note for the record that members of the committee have had the benefit of reviewing the paper you had prepared relatively recently dealing with administrative or non-enforcement functions, and looking at a number of aspects of section 15, including in detail aspects of the Immigration Act.

So what I would like to do is proceed by having you make whatever general statement or comment you wish about the issues that you see under the Immigration Act, in light of section 15, and then we will have a discussion among the members who are here.

Ms Barbara Jackman (Individual Presentation): Thank you and good afternoon. I would like to just sort of outline what I think some of the major issues are under section 15 and Immigration. If you want to ask questions while I am talking, feel free. I have no difficulties with that.

Mrs. Finestone: The Chair might!

The Chairman: With the Chair also being a member of the immigration section of the Bar, and having known the way in which Barbara Jackman proceeds, I know we will get good benefit by interrupting and having more of a dialogue at this stage than by being too formal.

Ms Jackman: Okay. What I am going to do is cover different areas under the charter itself. Sex, first of all. Some of the problems that come out in Immigration are not apparent from reading the act or regulations. But under the category of sex, there is a number of areas which do, in effect, discriminate

[Translation]

Nous avons eu l'occasion de poser d'autres questions, mais le prochain témoin vient d'entrer dans la salle. J'aimerais encore une fois vous remercier . . .

Mme Wainberg: Merci.

Le président: . . . et demander à Barbara Jackman de se joindre à nous. J'aimerais préciser que lorsque j'ai signalé, il y a quelques instants, qu'elle s'était occupé du dossier Singh, je me suis trompé; en effet, je ne parlais pas de la même affaire Singh que vous.

Le président: Nous vous souhaitons la bienvenue et nous vous remercions d'avoir accepté de venir nous parler de certaines considérations de droit et de politique d'immigration du Canada qui découlent de l'article 15. Au cours de nos déplacements au Canada, nous avons entendu beaucoup de groupes, des gens appartenant au Barreau canadien, des gens qui s'intéressent au droit de l'immigration, des femmes qui s'occupent de femmes immigrantes et un grand nombre d'organisations qui sont venues nous parler des lois actuelles sur l'immigration qui, si l'on considère leurs dispositions, ne semblent pas discriminatoires, mais peuvent tout de même avoir des effets très différents selon les groupes considérés. Je note en passant que les membres du Comité ont eu l'occasion de lire le document que vous avez préparé tout récemment et qui porte sur les fonctions administratives, c'est-à-dire celles qui ne sont pas du ressort de l'application de la loi. Ce document étudie certains aspects de l'article 15, y compris des détails sur la Loi sur l'immigration.

Je vais donc vous demander de commencer par des observations d'ordre général ou des commentaires sur la Loi sur l'immigration, à la lumière de l'article 15, puis nous aurons une discussion avec les députés qui sont présents.

Mme Barbara Jackman (intervention individuelle): Merci, bon après-midi. Pour commencer, je vais passer en revue les principales considérations qui découlent de l'article 15 et de l'immigration. Si vous avez des questions à poser pendant que je parle, n'hésitez pas. Ce n'est pas un problème pour moi.

Mme Finestone: Ce sera peut-être un problème pour le président!

Le président: Comme le président fait également partie du comité sur l'immigration du Barreau, et comme il sait comment Barbara Jackman a l'intention de procéder, il pense que nous avons intérêt à ne pas être trop formaliste et à profiter de l'occasion pour discuter.

Mme Jackman: D'accord. Je vais aborder un certain nombre de sujets qui relèvent de la charte proprement dite. Premièrement, le sexe. Les problèmes posés par l'immigration n'apparaissent pas forcément à la lecture de la loi ou de la réglementation. Mais dans la catégorie du sexe, il y a un

[Texte]

against women. One of the biggest areas was the fact that fathers could not sponsor their children. That has been changed now. So it is not any longer a problem. That was one of the issues I dealt with in that paper which I gave to the committee ahead of time. It is not an issue, because fathers can sponsor their children.

But with respect to how the act affects women, there are several different areas. First of all, I refer to Financial Criteria for Sponsorships. Husbands and wives can sponsor each other. Parents can sponsor their children under 21. Children can sponsor their parents. There is a financial criterion which is used by the commission. It is the low income guidelines from Statistics Canada that are used. What tends to happen in practice is that, because women are lower wage earners, they often cannot meet the sponsorship criteria for sponsoring, whereas husbands can. The problem with it, I think, is that in order to bring the sponsorship application, it is only based on financial criteria and only one person is allowed to sign. For instance, if you have a woman here who has two children, is the sole support of the family, and wants to sponsor her parents to come to Canada, very often—in fact in most cases—the woman will not be earning enough in order to sponsor. The reality of women's situations is that they generally earn less than men across the board.

However, they might allow for other kinds of possibilities to let it be more flexible, first of all, and to look at the settlement arrangements women find themselves in. For instance, if you are living in the country on a farm or someplace, you could accommodate your family, even though you are not earning that much money; whereas, if you were in the city maybe you would have to be earning more money.

Another thing is, if the woman here has two children and wants to sponsor her parents, perhaps she has brothers and sisters who would support her in an application to sponsor—or aunts, uncles or cousins who are other relatives who would sign. The immigration commission does not allow any more than one person to sign that undertaking.

So if they would allow for a broader kind of assessment situation, it might benefit women more in terms of re-uniting with close family members.

The second area where sex . . .

Mr. Clinch: Excuse me, May I interrupt?

Ms Jackman: Sure.

Mr. Clinch: The basis is economics rather than sex, is it not?

Ms Jackman: The basis is economic, but I think it has to be tested in the courts. But one of the arguments for sure is that if the effect is to discriminate against women as opposed to men, that women are more seriously affected by a neutral regulation

[Traduction]

certain nombre de secteurs où une discrimination contre les femmes existe. Un des gros problème, c'est que les pères ne pouvaient pas parrainer leurs enfants. Aujourd'hui, cela a changé. Ce n'est donc plus un problème. C'est un des sujets dont j'ai traité dans le document que j'ai soumis d'avance au Comité. Ce n'est plus un problème, car les pères peuvent aujourd'hui parrainer leurs enfants.

Quant aux sujets qui affectent les femmes, il y en a plusieurs. Premièrement, je pense au critère financier pour les parrainages. Les maris et les femmes peuvent se parrainer mutuellement. Les parents peuvent parrainer leurs enfants de moins de 21 ans. Les enfants peuvent parrainer leurs parents. Le critère utilisé par la commission est d'ordre financier. On utilise les directives de Statistique Canada sur les faibles revenus. En pratique, puisque les femmes ont des salaires inférieurs, très souvent, elles ne présentent pas les critères nécessaires pour parrainer, alors que leurs maris le peuvent. Le problème, c'est que la demande de parrainage ne se fonde que sur des critères purement financiers et qu'une seule personne est autorisée à la signer. Par exemple, prenez le cas d'une femme qui a deux enfants, qui est soutien unique de famille et qui veut faire venir ses parents au Canada et les parrainer. Très souvent, dans la plupart des cas, elle ne gagne pas suffisamment d'argent pour pouvoir les parrainer. La règle générale est que les femmes gagnent moins d'argent que les hommes.

Toutefois, d'autres possibilités peuvent entrer en ligne de compte; premièrement, considérons les arrangements financiers des femmes. Par exemple, si vous vivez à la campagne, dans une ferme, ou ailleurs, vous pouvez faire vivre votre famille, même si vous n'avez pas tellement d'argent. Par contre, dans une ville, vous aurez peut-être besoin de plus d'argent.

D'autre part, une femme qui a deux enfants et qui veut faire venir ses parents et les parrainer peut avoir des frères et des sœurs qui pourraient l'aider à obtenir l'autorisation de parrainage, il pourrait y avoir des oncles, des tantes ou des cousins, ou d'autres parents, qui seraient prêts à signer. La Commission de l'immigration autorise une seule personne à signer ces demandes.

Ainsi, si l'évaluation de la situation se faisait sur une base élargie, cela permettrait à un plus grand nombre de femmes de faire venir des membres de leur proche famille.

Le deuxième domaine où le sexe . . .

M. Clinch: Excusez-moi, vous me permettez?

Mme Jackman: Bien sûr.

M. Clinch: C'est donc une considération économique plus qu'une considération de sexe, n'est-ce pas?

Mme Jackman: C'est une considération économique, mais il faudrait la mettre à l'épreuve devant les tribunaux. En tout cas, un des arguments, c'est que cela constitue une discrimination contre les femmes, que les femmes sont plus touchées par

[Text]

than men would be, then that could conceivably contravene the charter.

Mrs. Finestone: The same with disparate impact, not voluntary but involuntary disparate impact, because of. And you are also saying, if I understand you, that it is the bureaucratic approach that does not allow for more than one potential sponsor to sign. In other words, if there are two sisters or three sisters and they could jointly sponsor, this is not taken into account in the point system or in any way reflected in the application form.

Ms Jackman: That is it exactly.

Mrs. Finestone: Okay. So in this instance, in this discrimination based on sex, you are recommending that there be a better reflection of the reality of the case and a broader assessment possibility within the application formula itself.

Ms Jackman: Yes.

Mrs. Finestone: So it is an amendment of the application formula.

Ms Jackman: Yes.

Mrs. Finestone: Is there a point count system in there as well?

Ms Jackman: Not on sponsorship. The point system is something I was going to cover because that affects...

Mrs. Finestone: Okay. You go ahead. I just wanted help with that instance.

Ms Jackman: No, you do not have to...

The Chairman: Mr. Clinch, had you finished?

Mr. Clinch: Yes.

The Chairman: Thank you.

Ms Jackman: The second area which I think affects women more so than men is the domestic workers program. There is a program whereby women can work as domestic workers for two years in Canada if they study during the two years that they are here and they can show that they are self-sufficient. At the end of the two years they are eligible to be landed in Canada. Virtually everyone in the domestic program is a woman. There are very few men. It is the only job, the only area where a job is approved on a permanent basis where the person has to go through that procedure. For instance, if you apply for a work authorization to work in Canada and they decide that there is a demand for your job and there are not Canadians or residents to fill that job, you will come in on a temporary visa. Sometimes you will come in as a landed immigrant to begin with, but normally a person who is working on a temporary employment authorization other than a domestic worker is landed after the first year on a temporary permit. There are some exceptions to that but by and large they are landed after the first year because the job is a permanent one and there is a demand for the job. With domestic workers, live-in domestic workers, they recognize that there is a demand for the job and they do approve those jobs on a permanent basis. But other workers do not have to go

[Translation]

une réglementation neutre que les hommes, ce qui pourrait fort bien entrer en conflit avec la charte.

Mme Finestone: Et cela introduit une disparité, qui n'est pas volontaire, mais qui constitue tout de même une disparité. Vous dites également, si j'ai bien compris, que ce sont des raisons administratives qui empêchent plus d'une personne de signer. Autrement dit, deux ou trois soeurs pourraient s'unir pour parrainer leurs parents, mais le système des points n'en tient pas compte, et la possibilité n'existe pas dans le formulaire de demande.

Mme Jackman: Précisément.

Mme Finestone: D'accord. Dans ce cas, invoquant une discrimination fondée sur le sexe, vous recommandez une évaluation élargie des possibilités et de la situation réelle des gens et vous pensez que le formulaire devrait être modifié dans ce sens.

Mme Jackman: Oui.

Mme Finestone: Il s'agit donc d'une modification du formulaire de demande.

Mme Jackman: Oui.

Mme Finestone: Est-ce qu'il y a un comptage des points dans ce cas-là également?

Mme Jackman: Pas pour le parrainage. Le système des points, j'y venais, car cela touche...

Mme Finestone: D'accord, allez-y. J'ai simplement voulu préciser cela.

Mme Jackman: Non, vous n'avez pas besoin...

Le président: Monsieur Clinch, vous avez terminé?

M. Clinch: Oui.

Le président: Merci.

Mme Jackman: Il y a un autre domaine où les femmes sont plus touchées que les hommes, c'est le programme pour les domestiques. Il y a un programme qui permet aux femmes de venir travailler comme domestiques au Canada pendant deux ans si elles en profitent pour étudier pendant ces deux années et si elles peuvent prouver qu'elles sont autonomes. À la fin des deux ans, elles peuvent être reçues au Canada. Pratiquement tous les inscrits au programme des domestiques sont des femmes. Il y a très peu d'hommes. C'est le seul type d'emploi, le seul cas où un emploi est approuvé définitivement à la suite de cette procédure. Par exemple, si vous demandez une autorisation de travail au Canada, et si on décide qu'aucun Canadien ou aucun résident ne peut occuper ce poste, on vous accorde un visa temporaire. Parfois, vous arrivez en ayant déjà le statut d'immigrant reçu, mais d'ordinaire, une personne qui obtient une autorisation d'emploi temporaire, à l'exception des domestiques, devient immigrant reçu au bout d'un an. Il y a des exceptions, mais dans l'ensemble, ils attendent un an seulement, parce qu'il s'agit d'un emploi permanent et à cause de la demande. Avec les domestiques, les domestiques logés par leurs employeurs, on reconnaît que la demande existe, et on approuve ces emplois d'une façon permanente. Mais les autres travailleurs ne sont pas forcés de prouver qu'ils sont

[Texte]

through a self-sufficiency test. They do not have to take courses over a two-year period in order to be landed in the third year, and nobody is assessing how many kids they have that they are bringing into the country with them. All of those are factors considered in the domestic program. If it were to be fair and not . . . If they were to treat foreign domestic workers the same as other workers, what normally would happen is they would come in for the first year and as long as they kept the job and the employer was satisfied with them they would get landed in the second year. They would not have to go through the criteria or the standards that are set up for domestic workers. In effect, it discriminates against women because they are the only ones that have to go through that. In other jobs women may get approval on the jobs as well, but they are treated differently than those in the domestic worker program.

The Chairman: Mrs. Finestone.

Mrs. Finestone: People who come to pick produce, the pickers, the berry pickers, etc., at one point we used to import labour from Jamaica and we used to import from the United States on the west coast. Those were temporary workers. They did not get permits. How did that work? Did that impact in any way?

Ms Jackman: That is a temporary program where it is not a full-time permanent job for a year, on an on-going basis. So it does not fall within the jobs that would be approved on a permanent basis. It still goes on. People come in from year to year and work through the harvest season and then go home again.

The Chairman: But quite different from domestic workers which are being discussed now.

Ms Jackman: Yes, it is completely different.

Mrs. Finestone: The reason I asked that is if you come in as a temporary worker on that basis and you wish to change your status and you are here as a temporary worker, as are the domestics and as are other people—because we are talking about non-differentiation and non-discrimination—could there be perceived discrimination if you come in as a temporary worker domestic as opposed to a temporary worker manual to do berry picking?

Ms Jackman: Well, I think most domestics come in or they all come in on a temporary work permit, because that is how they are kept in the country for the three years until they are landed. The question is not so much what visa they come in on. It is whether or not the job is one that there is a permanent demand for. It is a permanent job with domestic workers. With seasonal workers it is not a permanent job. With domestic workers it is a permanent job, but they are put in on a temporary basis to begin with.

• 1640

Mrs. Finestone: It is perhaps a mix-up in my head, but that still does not answer my question. We have an ongoing demand

[Traduction]

autonomes. Ils ne sont pas forcés de suivre des cours pendant deux ans pour être reçus au cours de la troisième année, et personne ne leur demande combien d'enfants ils ont qui viendront au Canada avec eux. Or, dans le programme des domestiques, ce sont des facteurs dont on tient compte. Si l'on voulait être juste et . . . Si l'on traitait les domestiques étrangers comme n'importe quel autre travailleur, ils pourraient venir pour un an et s'ils gardaient leurs emplois, si leurs employeurs étaient satisfaits, ils pourraient être reçus la deuxième année. Ils n'auraient pas à tenir compte de critères ou de normes imposés aux domestiques. En fait, c'est une discrimination contre les femmes, car ce sont les seules qui sont forcées de se plier à cette procédure. Dans d'autres secteurs, les femmes peuvent également devenir immigrants reçus en cours d'emploi, mais pour les domestiques, les règles sont différentes.

Le président: Madame Finestone.

Mme Finestone: Des gens qui viennent pour les récoltes, ceux qui viennent pour la cueillette des fruits, etc., venaient jadis de la Jamaïque et, sur la côte ouest, des États-Unis. C'était des travailleurs temporaires. Ils n'avaient pas de permis. Comment cela fonctionnait-il? Quels effets cela avait-il?

Mme Jackman: C'est un programme temporaire, et non pas un emploi permanent pour un an. Par conséquent, ce n'est pas la même catégorie que les emplois qui peuvent aboutir à un statut d'immigrant reçu. Le programme existe toujours; chaque année, les gens viennent, restent ici pour la récolte, puis repartent chez eux.

Le président: Mais c'est tout à fait différent des domestiques dont nous étions en train de parler.

Mme Jackman: Oui, c'est tout à fait différent.

Mme Finestone: Si j'ai posé la question, c'est que des gens qui viennent comme travailleurs temporaires dans le cadre de ce programme peuvent souhaiter changer de statut, exactement comme les domestiques et comme d'autres personnes. Après tout, si nous voulons éliminer toute différence, toute discrimination . . . Ne pourrait-on considérer que la différence entre les domestiques temporaires et les travailleurs manuels temporaires qui viennent faire les récoltes constitue une discrimination?

Mme Jackman: Je crois que la plupart des domestiques, sinon tous, viennent avec des permis de travail temporaires; c'est ce qui leur permet de rester dans le pays pendant trois ans, jusqu'à ce qu'ils obtiennent leur statut d'immigrants reçus. Ce n'est pas vraiment une question de visa; il s'agit de déterminer si c'est un type d'emploi pour lequel la demande est permanente. Pour les domestiques, la demande est permanente. Ce n'est pas un emploi permanent que celui des travailleurs saisonniers. Au contraire, c'en est un permanent pour les travailleurs domestiques, même s'ils sont admis sur une base temporaire au départ.

Mme Finestone: Je n'y comprends peut-être pas grand-chose, mais vous n'avez toujours pas répondu à ma question.

[Text]

for seasonal workers every single year here in Canada. I am a person who comes in here every season to work as a seasonal worker. I have been coming to Canada now for five years. I know that I have a seasonal job, permanently. We have seasonal permanent workers here in Canada who are Canadians. Is it discriminatory to look at that seasonal work as different from domestic or any other workers who come in here with a temporary permit?

It seems convoluted in my thinking, but I do not understand why one should not also apply. Say I want to stay here and I know I am going to go on unemployment or I am going . . .

The Chairman: I think you have made the apparent discrepancy clear.

Ms Jackman: It is not something I have thought about, but I would say it is certain it is discriminatory. I saw one temporary worker just a while ago who had come 10 years in a row, working at the same job each year and having to go home each year. He had no opportunity to be landed, so he went underground and stayed illegally, after working 10 years legally on a temporary basis. But his job they will never approve on a permanent basis. Even though it goes from year to year to year, they make him go home in between. It is discriminatory in that sense.

Mrs. Collins: On the domestic worker program, some of those jobs I would not say are really permanent. They are for a period of years of a certain family's development, quite often. Does the worker have to stay with the same employer for the three years, or are they allowed to switch around?

Ms Jackman: They are allowed to switch around; but so are other workers on temporary employment authorizations. What they consider a permanent job is a job that will last longer than a year, when they approve it on a permanent basis. With domestic workers the jobs are longer than a year.

The other area under sex that affects women more than men is the point system. Again, it is not apparent on the face of the regulations themselves. When they came out with the point system, it was an attempt to be fairer to people and not to impose subjective criteria to allow people to be landed. So the point system covers things like how much education a person has had, what their occupational skill is, how much work experience they have had, how old they are; all of those factors. What tends to happen, I think, more so with women than men—and again it is a fact of the culture particularly in Third World countries—is that the women do not have the education and the men do. The women's occupational skills . . . they have a rating for them. So if you are an engineer—more likely to be a man, particularly from a Third World country—you will get a high number of points on that test because you are an engineer; because of your occupational skill. If you are

[Translation]

Le Canada a besoin chaque année de travailleurs saisonniers. Si je suis une personne qui vient au Canada tous les ans pour travailler, je suis donc un travailleur saisonnier. Supposons que cela fasse cinq ans que je vienne au Canada. Je sais que j'ai en permanence un travail saisonnier. Après tout, il y a également des travailleurs saisonniers plus ou moins permanents, ici au Canada, qui sont Canadiens. Est-ce discriminatoire de considérer ce travail saisonnier différemment du travail domestique ou de celui de tout autre travailleur qui vient ici avec un permis temporaire?

Cela me semble assez flou dans mon esprit, mais je ne comprends pas pourquoi on ne pourrait pas présenter une demande. Supposons que je veuille rester au Canada, et que je sache pertinemment bien que je serai en chômage, je pourrais plutôt choisir . . .

Le président: Je pense que vous vous êtes fait comprendre.

Mme Jackman: Je n'y ai pas vraiment pensé, mais je dirais avec certitude que c'est discriminatoire. J'ai rencontré récemment un travailleur temporaire qui venait depuis dix ans de suite au Canada, dans le même emploi, et qui devait pourtant retourner chez lui chaque année. Il n'avait aucune chance d'être reçu comme immigrant, et c'est pourquoi il a décidé, après dix ans de travail temporaire légal, de rester au Canada illégalement et clandestinement. Mais il est évident qu'on n'aurait jamais accepté de l'employer sur une base permanente. Même si les travailleurs reviennent d'une année à l'autre, on les oblige à rentrer chez eux entre temps. Voilà pourquoi, en ce sens, c'est discriminatoire.

Mme Collins: Chez les travailleurs domestiques, certains de ces emplois ne sont pas vraiment permanents. Ils ne durent souvent que quelques années, au cours desquelles la famille s'agrandit. Le travailleur doit-il demeurer avec le même employeur pendant les trois années, ou peut-il passer à un autre employeur?

Mme Jackman: Ils ont le droit de changer d'employeur, tout comme les autres travailleurs qui ont une autorisation temporaire d'emploi. Lorsqu'on approuve un emploi sur une base temporaire, on considère qu'un emploi qui dure plus d'un an est permanent. Et les emplois pour travailleurs domestiques durent souvent plus d'un an.

Un autre domaine qui relève de la catégorie « sexe » et qui nuit aux femmes plus qu'aux hommes, c'est le système de pointage. Encore une fois, cette discrimination n'est pas apparente à première vue dans les règlements. L'élaboration de ce système de pointage avait pour objectif une plus grande équité et le désir de ne pas imposer des critères subjectifs permettant à certains candidats d'être reçus immigrants. Voilà pourquoi le système de pointage couvre des éléments comme l'instruction, les compétences professionnelles, l'expérience de travail, l'âge, etc. Mais ce qui se passe, beaucoup plus chez les femmes que chez les hommes—et encore une fois, c'est un phénomène de culture, particulièrement pour les pays du Tiers-Monde—c'est que les femmes ne sont pas instruites, alors que les hommes le sont. Quant aux compétences professionnelles des femmes . . . On les classe par catégorie. Si vous êtes ingénieur—donc probablement de sexe masculin, surtout

[Texte]

a domestic worker, you will get a lower number of points in the point system because you do not require as much training to become a domestic worker, or something like that. So those kinds of points discriminate against women as opposed to men, because the jobs women take often are ones that require less training than men, and that is reflected in the point system again.

I am not sure how you get at those things in practice. There is an effect against women in the application of those points. But how you would get rid of them without going to a subjective test creates a bigger problem.

The Chairman: Would you think in fact the point system is neutral on that and the difficulty is actually a precondition that when brought into the point system creates the problems? It may have been that in whatever country they are coming from until recently women were not admitted to certain lines of education or certain types of jobs, so that really there is not a problem with the point system; it is mirroring the lower economic, educational, and employment status of women in the countries they are coming from in comparison with men, and that is something over which the Canadian government really has no control.

• 1645

Ms Jackman: No, but it perpetuates the kind of discrimination that is taking place in Third World countries and that has taken place in Canada in the past as well. I think one way of resolving it or minimizing its effect would be to give more points for experience rather than occupational skill. If, for example, you worked as a domestic worker for 10 years, you would get more points because you have been self-sufficient and working in that occupation for that length of time. However, if you had worked for two years, you would not get as many points. They could increase the points in certain areas and make them less important in other areas.

The Chairman: But that itself is a double-edged sword. We have heard from people on this very point, experience. They said that an immigrant is asked, do you have Canadian experience?—because that is what is on the application form for the job. The immigrant answers, no, I do not have that Canadian experience; I have just come to this country. So under the criteria the employer is looking for, he or she is out. It is the length of time that they have been on the job or available for work as to whether or not they have Canadian experience.

I guess the difficulty is one of taking a point system, which can be seen as sort of the blind eyes of justice—it is neutral—and supplanting that with a subjective system that may, in fact, be open to far greater abuses than the present system.

Ms Jackman: I do not think a subjective system is the answer. I think that, if there is an answer to it, it is going

[Traduction]

si vous venez du Tiers-Monde—vous obtiendrez un nombre plus élevé de points au test, parce que vous avez des compétences professionnelles. Si vous êtes travailleur domestique, le nombre de points obtenus sera plus faible, parce qu'il vous a fallu moins d'années de formation pour devenir travailleur domestique, par exemple. Par conséquent, le système de pointage est discriminatoire à l'égard des femmes plutôt qu'à l'égard des hommes, étant donné que les emplois occupés par des femmes requièrent souvent moins de formation, ce qui se traduit par un nombre moins élevé de points.

Je ne sais pas trop comment régler ce problème en pratique. Le calcul de ces points finit par nuire aux femmes. Mais il est encore plus difficile d'essayer de se débarrasser du système de pointage sans pour autant élaborer de tests subjectifs.

Le président: Ne pensez-vous pas plutôt que le système de pointage soit neutre, mais que ce soit une condition préalable qui engendre le problème, une fois qu'elle se traduit par des points? Peut-être que les pays d'où venaient les femmes ne les acceptaient pas jusqu'à récemment dans certains domaines d'instruction ou dans certains types d'emploi, de sorte que le problème n'est pas celui du système de pointage; le pointage ne fait que traduire la situation désavantageuse des femmes, dans ces pays, par rapport aux hommes, du point de vue économique, éducatif et professionnel, ce sur quoi le gouvernement canadien ne peut absolument rien.

Mme Jackman: Non, mais le pointage perpétue la discrimination qui existe dans les pays du Tiers-Monde et qui existait jusqu'à très récemment au Canada. Une des façons de résoudre ce dilemme, ou d'amoindrir son effet, serait d'accorder plus de points pour l'expérience plutôt que pour les compétences professionnelles. Ainsi, si vous avez travaillé comme aide domestique pendant 10 ans, vous obtiendrez plus de points parce que vous avez subvenu à vos propres besoins et que vous avez tenu un emploi pendant tout ce temps. Cependant, si vous n'aviez travaillé que deux ans, vous n'obtiendriez pas autant de points. On pourrait donc accorder plus d'importance à certains domaines par rapport à d'autres.

Le président: Mais cela, c'est une épée à double tranchant. Certains témoins nous ont parlé justement de l'expérience et nous ont expliqué que lorsque l'on demande aux immigrants s'ils ont une expérience de travail au Canada—puisque c'est une question de la formule de demande d'emploi—l'immigrant doit souvent répondre qu'il n'en a pas, puisqu'il vient tout juste d'arriver au pays. Par conséquent, l'immigrant ne répond pas aux critères demandés par l'employeur, et est donc refusé. C'est le temps pendant lequel ils ont tenu un emploi ou ont été disponibles pour travailler plutôt que l'expérience de travail au Canada qu'ils peuvent ou non avoir.

La difficulté, c'est d'essayer de remplacer un système de pointage qui, au fond, est neutre—la justice est aveugle, après tout—par un système subjectif qui pourrait entraîner beaucoup plus d'abus que le système actuel.

Mme Jackman: Un système subjectif n'est peut-être pas la réponse idéale. Si l'on doit résoudre ce problème, c'est plutôt

[Text]

through the points and assigning different numbers of points for different categories, like putting less . . .

The Chairman: Do you mean having different numbers for women and different numbers for men?

Ms Jackman: No. For instance, with regard to education, you can get up to 12 points. You have to get 50 if you are an independent applicant. Perhaps you could say 12 points for education or equivalent training, as opposed to education in an institution. There are ways of reviewing those points and making them more flexible in application. Then women will not become disadvantaged by them.

Mrs. Finestone: I would like to go back to domestic workers for one second. Are you saying that if I get a temporary permit to come in here as a domestic worker . . . If I have had a job consistently over a three-year period, am I able to obtain an automatic landed immigrant status? I want to understand exactly what you said. Let us say that I have only been here two years. If I prove that I have gone to school, that I have taken courses, that I am in a field where I can support myself—i.e., a nurse—am I then able to obtain my landed immigrant status? But if I have been here three years, I would get it automatically if I did not apply?

Ms Jackman: If you do not pass after the two years, you get kicked out in the third year.

Mrs. Finestone: Oh, you do not get it automatically at the end of three years?

Ms Jackman: No, you do not get it automatically at all.

Mrs. Finestone: So in other words, when I come in as a domestic, I only come in for a three-year period on a temporary permit and I leave?

Ms Jackman: Yes, unless you are accepted for landing at the end of the second year. Then you can be landed in the third year and become a resident.

Mrs. Finestone: I see.

Ms Jackman: There is another area I think is a problem, and it falls under *Race Nationality and Ethnic Origin*. This has to do with the administration of the act; the disparate effect of the application of the act and the regulations.

One of the biggest problems that we face with immigrants trying to reunite with their families from abroad is the delay in the processing of the applications. If you are a person who is married to an Indian from India, you will have to wait a minimum of about two years in order to get your wife into Canada. If you are an American, sponsoring your wife in the United States, you will wait about four months for the application to be processed and completed.

I think if one were to investigate or review the statistics that the department has and the staffing and the office locations,

[Translation]

en redistribuant les points selon les différentes catégories, c'est-à-dire en accordant moins de . . .

Le président: C'est-à-dire en accordant un pointage différent aux femmes et aux hommes?

Mme Jackman: Non. Prenons le cas de l'instruction: on peut aller chercher jusqu'à 12 points. Si vous êtes un candidat indépendant, il vous faut obtenir 50 points. On pourrait peut-être accorder 12 points pour l'instruction ou pour une formation équivalente, plutôt que pour l'instruction obtenue dans une institution. Il est possible de revoir le pointage pour le rendre plus flexible dans son application et pour que les femmes ne soient pas désavantagées.

Mme Finestone: Je reviens un instant aux travailleurs domestiques. Êtes-vous en train de me dire que si j'obtiens un permis temporaire en tant que travailleur domestique . . . Si j'ai tenu sans faire défaut un emploi pendant trois ans, est-ce que je pourrais obtenir automatiquement le statut d'immigrant reçu? Je voudrais bien comprendre ce que vous avez dit. Supposons que je ne suis au Canada que depuis deux ans. Si je peux prouver que je suis allé à l'école et que j'ai suivi des cours, c'est-à-dire que je suis dans un domaine qui me permettra de subsister—par exemple, comme infirmière—puis-je alors obtenir mon statut d'immigrant reçu? Par contre, si je suis au Canada depuis déjà trois ans, est-ce que je reçois ce statut d'office, même si je n'en ai pas fait la demande?

Mme Jackman: Si vous ne l'obtenez pas après deux ans, on vous revoit la troisième année.

Mme Finestone: Ah, vous ne l'obtenez donc pas automatiquement à la fin des trois ans?

Mme Jackman: Non, pas du tout.

Mme Finestone: Autrement dit, si j'arrive au Canada comme travailleur domestique, je ne suis ici que pour une période de trois ans grâce à un permis temporaire, après quoi je dois partir, n'est-ce pas?

Mme Jackman: En effet, à moins que vous ne soyez accepté comme immigrant reçu à la fin de la deuxième année. Dans ce cas, vous devenez immigrant reçu la troisième année et êtes alors résident.

Mme Finestone: Je vois.

Mme Jackman: Il y a un autre domaine qui est problématique, celui de la catégorie «nationalité raciale et origine ethnique». Le problème vient de l'application de la loi, c'est-à-dire des divers effets de l'application de la loi et de ses règlements.

L'un des plus graves problèmes, pour les immigrants souhaitant être réunis avec leur famille restée à l'étranger, c'est la durée de traitement des demandes. Si vous êtes marié à une Indienne de l'Inde, il vous faudra attendre au moins deux ans avant de faire venir votre femme au Canada. Or, si vous êtes Américain, et que vous parrainez votre femme aux États-Unis, vous n'aurez à attendre que quatre mois environ pour que votre demande soit traitée et menée à terme.

Si l'on devait analyser et revoir les statistiques du ministère sur son personnel et la localisation de ses bureaux, on constate-

[Texte]

you would find an imbalance. For instance, in the United States, there are 11 visa offices and 41 visa officers and immigration program officers to process applications. The United States is high on the list. I think it is second or third of countries from which we receive immigrants.

• 1650

Mrs. Finestone: [*Inaudible—Editor*]

Ms Jackman: No, I said the United States is second or third in terms of being a country from which we receive immigrants—they have 11 offices and 41 visa officers and immigration program officers. If you look at India for example, there is one immigration office to service a country which does not have the same transport facilities or mail facilities that the United States has, so people have difficulty getting to see people in the Canadian embassy; and there are 15 visa officers and immigration program officers to do the processing. India is just right behind the United States; it is third or fourth in terms of the immigrant receiving countries—countries from which we receive immigrants. Therefore, although India has problems that the Canadian officials face, which are particular to India because of the structure of that country's government, a large part of the delay is because there are not enough officers and not enough offices in India to handle the case load. This imbalance has been there for a long time and it is an imbalance which has been raised with the Canada Employment and Immigration Commission on a number of occasions because of the unfairness to people.

We have a case in court right now where the wife has been waiting five years for her husband to come to Canada, and as it did not look as if he was coming, we finally went to court to try and get an order that they complete the processing of the application. Those kinds of things from certain Third World countries are not unusual—a mother sponsors her children; three years later she is still waiting for her children to come. These are long, long periods of time. If the commission were to review its staffing and try and relocate staff in offices so that there was more of an equalizing of the time for processing, it would have a fairer impact on people. Right now I think it does violate section 15, and the question is to have it raised when it gets to court.

Mrs. Finestone: First of all, I want to thank you very much. I think it was in Winnipeg that this issue was first brought to our attention, and I was particularly disturbed with the report that was given. There is inherent discrimination just by the choice of the location, and I think it was from India, Pakistan and Bangladesh that it became most apparent. When you have one immigration office to serve those three enormous countries with millions and millions and millions of people, it indicates not the openness of spirit that we would like to feel is part of our Canadian heritage.

However, I must say that I find it quite mind boggling when your statistics show that for Trinidad and Tobago the average wait was 462 days and for Guyana it was 518 days, as opposed, let us say, to 71 days for England and 98 days for New York or the United States. Do you think this is basically because of

[Traduction]

rait tout un déséquilibre. Ainsi, les États-Unis comptent 11 bureaux de visa, c'est-à-dire 41 agents de visa et agents à l'immigration qui traitent les demandes. Les États-Unis se situent très haut sur la liste. C'est le deuxième ou troisième pays d'où nous recevons des immigrants.

Mme Finestone: [*Inaudible—Éditeur*]

Mme Jackman: Non, je disais que les États-Unis étaient le deuxième ou troisième pays dont nous recevons des immigrants—il y a là-bas 11 bureaux et 41 agents de visas et responsables de programmes d'immigration. Si vous considérez par exemple l'Inde, il y a un bureau d'immigration pour un pays qui n'a pas les mêmes possibilités de transport ni de courrier que les États-Unis, si bien qu'il est difficile d'aller voir les gens de l'ambassade canadienne; et il y a en tout 15 responsables des visas et des programmes d'immigration. L'Inde vient juste après les États-Unis; c'est le troisième ou quatrième pays dont nous recevons des immigrants. Donc, bien que l'Inde pose des problèmes aux fonctionnaires canadiens, problèmes qui sont particuliers à l'Inde du fait de la structure de son gouvernement, une bonne partie des retards viennent de la pénurie d'agents d'immigration et de bureaux. Ce déséquilibre existe depuis longtemps et a été signalé à la Commission de l'emploi et de l'immigration à plusieurs reprises, car c'est très injuste pour tout le monde.

Il y a actuellement une affaire devant les tribunaux où la femme attend depuis cinq ans que son mari vienne au Canada. Comme il semblait que les choses n'avançaient pas, nous nous sommes finalement résolus à porter l'affaire devant les tribunaux pour essayer d'obtenir que l'on ordonne d'achever l'examen de ce dossier. Ce genre de chose n'est pas inhabituelle dans certains pays du Tiers Monde. Une mère parraine ses enfants et elle les attend encore trois ans plus tard. C'est vraiment très long. Si la commission voulait bien réviser ses méthodes de dotation et essayer de mettre du personnel dans ses bureaux, de sorte que les périodes d'attente soient mieux équilibrées, ce serait plus juste. À l'heure actuelle, je crois que cela va à l'encontre de l'article 15 et qu'il est question de porter l'argument devant les tribunaux.

Mme Finestone: Je veux tout d'abord vous remercier infiniment. Je crois que c'est à Winnipeg que la question a tout d'abord été portée à notre attention, et j'avais été particulièrement choquée. Le simple choix du lieu provoque une discrimination inhérente et les exemples les plus évidents, si je ne m'abuse, étaient l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh. Lorsqu'il y a un seul bureau d'immigration pour ces trois énormes pays qui ont des millions et des millions d'habitants, on ne peut pas dire que cela révèle la grande ouverture d'esprit que nous aimerions projeter à l'étranger.

D'autre part, je trouve absolument ahurissantes vos statistiques qui indiquent que pour Trinidad et Tobago, la moyenne d'attente est de 462 jours et, pour la Guyane, de 518 jours, alors qu'elle n'est que de 71 jours pour l'Angleterre et de 98 jours pour New York et les États-Unis. Pensez-vous que

[Text]

the lack of offices and officers in those countries, or would you say that it is because of some of the criteria we have in place? Through your own involvement in this field, have you found that there are not enough offices or the redistribution of the officers, aside from your recommendation?

Ms Jackman: I think it is a combination of factors. I think it is the lack of staff and offices in these different areas.

Mrs. Finestone: What about criteria?

Ms Jackman: I do not think the criteria per se discriminate. A lot of the applications from those countries are family class applications. However, I think what develops in those countries is a bias on the part of the officers who are prejudice against the people. That is something that you cannot get at in terms of trying to attack a decision unless the officer has said something.

In India, one of the concerns is that people provide fraudulent documentation. I think when Lloyd Axworthy was Minister, they presented him with an Indian birth certificate, or something like that, showing he had been born in India or had been married in India. You can get fraudulent documentation, and what officers who are in those offices tend to do is to assume everybody is providing fraudulent documentation because it is a problem in the country. There is a development of a prejudice against the people from the country that they are in.

I think another major problem or one of the major problems they also have is . . . there is difficulty. If you want to get a police clearance from the Government of India, you will not get an answer back for a number of months because the Government of India works slowly. There are those kinds of problems as well.

• 1655

Then, I think the other major problem we have right now is that the visa officers who are processing these applications are employees of the External Affairs department. The person responsible for immigration is the Minister of Immigration. That is something you would not think is a problem, but believe me, it is a problem. National headquarters in the immigration commission can send a telex to an embassy abroad requesting an answer and even they will not get an answer quickly, even if it is marked urgent, because those officers are not responsible, in effect, to the Minister of Immigration, they are responsible to the Minister of External Affairs.

It has gotten so bad now, with that split in jurisdiction, that . . . Well, a federal court judge last week issued an order to the Minister of Employment and Immigration and the Minister of External Affairs to show cause why they are not in contempt of court, because they are trying to get a file from the Canadian embassy in India. The immigration commission kept trying to get the file over here. The External Affairs officers over there never sent it. So you see, those kinds of problems do work against people in the offices.

[Translation]

ceci vienne essentiellement de la pénurie de bureaux et de personnel dans ces pays ou diriez-vous que cela vient également de certains des critères en vigueur? D'après votre expérience dans ce domaine, diriez-vous qu'il n'y a pas suffisamment de bureaux ou que le personnel est mal réparti, en plus de votre recommandation?

Mme Jackman: Je crois qu'il y a là plusieurs facteurs. Dans ces différents pays, il y a certainement pénurie de personnel et de bureaux.

Mme Finestone: Et que pensez-vous des critères?

Mme Jackman: Je ne pense pas que les critères soient eux-mêmes discriminatoires. Beaucoup des demandes venant de ces pays entrent dans la catégorie familiale. Par contre, je crois que dans certains pays, les fonctionnaires ont des préjugés contre la population. C'est quelque chose contre quoi on ne peut rien, à moins que l'agent concerné ait dit quelque chose de précis.

En Inde, un des problèmes est que les gens fournissent des documents frauduleux. Je crois que lorsque Lloyd Axworthy était ministre, on lui avait offert un certificat de naissance indien, ou quelque chose du genre, prouvant qu'il était né ou s'était marié en Inde. On peut obtenir des documents frauduleux, si bien que les fonctionnaires qui se trouvent dans ces bureaux ont tendance à supposer que tout le monde fournit des documents frauduleux. Cela donne ainsi naissance à certains préjugés.

Un autre problème important est que si vous voulez demander des références touchant un éventuel casier judiciaire au gouvernement indien, vous n'obtiendrez pas de réponse avant plusieurs mois, car ce gouvernement travaille lentement. Cela représente également un problème.

L'autre gros problème que nous rencontrons aujourd'hui est que les préposés aux visas qui examinent ces demandes sont des employés du ministère des Affaires extérieures. Or la personne qui est responsable de l'immigration est le ministre de l'Immigration. À première vue, cela ne semble pas poser de problème mais je puis vous dire que cela en est un. Les bureaux centraux de la Commission de l'Immigration peuvent envoyer un télex à une ambassade à l'étranger et même eux n'obtiendront pas une réponse rapide, même si la question est urgente, car ces fonctionnaires ne sont pas en fait responsables devant le ministre de l'Immigration mais devant celui des Affaires extérieures.

La situation est aujourd'hui devenue très pénible. Un juge de la Cour fédérale a, la semaine dernière, demandé officiellement au ministre de l'Emploi et de l'Immigration et au ministre des Affaires extérieures de prouver qu'ils ne faisaient pas outrage à la Cour. La Commission de l'Immigration essayait d'obtenir un dossier de l'ambassade du Canada en Indes. Les agents des Affaires extérieures là-bas ne l'avaient jamais envoyé. C'est le genre de problème qui évidemment ne facilite pas le travail des bureaux.

[Texte]

I think the only answer to that, if you want to have some kind of real control over what those officers are doing, is to move it back into Immigration so that they are responsible to the person who is responsible for Immigration.

The Chairman: That is one thing.

It is very easy to get a distorted view of what is happening based on some numbers. Have you done any correlation between the backlog of the number of people in those countries who want to come and the time it has taken to process the application? For example, from India or from Pakistan there are conceivably a great, great, great many people who wish to come to this country, and therefore the backlog is extremely large, which can account for part of the delay; in fact, it is because of that, of course. As you and I both know, they have the short form and the long form as a way of giving a preliminary screening to applicants.

There is another factor that you did mention, and that is that it is not always the problem with Canadian offices but the bureaucracy of Third World countries. As someone who practised immigration law and now is an MP handling immigration cases for constituents, I know that very often, from some countries, it is not only a matter of the delay, because of very slow working bureaucracies in other countries, but that a little *baksheesh* is often part of what is required in order to get the papers in order.

I know we love to criticize ourselves for our shortcomings, but I think in this case there are perhaps three or four components that have to be brought in to get an accurate picture of whether those backlogs in some countries truly reflect a problem on our side.

Ms Jackman: We tried to get the statistics, just recently in fact. We were told that the department could not get computer time in order to provide them quickly, so I do not have those statistics.

If you are interested in looking at the statistics, what you should be looking at is the family class applications, because those are the best indicators. Those are the applications they do have to process: both the ones received at the office in any given year and the backlog pending that have yet to be processed.

The other category to look at are people who passed the paper screening—how many applications pass paper screening. With paper screening they send in the short form. The officer will look at it and decide that this person has no chance—he is a farmer and he wishes to immigrate and he has no job to come to and no relatives in Canada. That does not take much time; that person just gets screened out. It is the backlog of the ones they process because they have some kind of basis for making an application.

As well, in looking at the delays in processing, I would expect there is probably a higher family class backlog in India than there is in the United States. Family class are supposed to receive first priority in processing, so those are the applications they would have to process. In the United States, if most of them are independent applicants and there are more officers, then that is not fair to people in India where most of them are

[Traduction]

La seule solution est à mon avis de remettre des agents de l'Immigration dans les bureaux d'immigration de sorte qu'ils soient responsables devant la personne qui est responsable de l'immigration.

Le président: C'est une chose.

On peut facilement se faire une idée assez trompeuse à partir de chiffres. Avez-vous établi une corrélation entre le nombre de personnes qui attendent dans ces pays que leurs dossiers soient traités et le temps que l'on met à traiter les demandes? Par exemple, on peut concevoir qu'il y ait énormément de monde qui veulent venir de l'Inde ou du Pakistan et qu'ainsi cela puisse expliquer les retards; c'est certainement le cas. Comme nous le savons tous, il y a le formulaire complet et le formulaire abrégé pour la pré-sélection des candidats.

Vous avez mentionné un autre facteur à savoir que le problème ne vient pas toujours des bureaux canadiens mais également de la bureaucratie des pays du Tiers-monde. Ayant fait professionnellement du droit de l'immigration et étant maintenant député appelé à examiner des problèmes d'immigration pour mes électeurs, je sais que très souvent, dans certains pays, ce n'est pas simplement une question de retard, de bureaucratie travaillant très lentement mais également de *bakchich*.

Je sais que nous adorons l'autocritique mais je crois que dans ce cas il y a probablement deux ou trois éléments à considérer si l'on veut un tableau exact de la situation dans certains pays.

Mme Jackman: Nous avons essayé d'obtenir les chiffres. On nous a dit que le ministère ne pouvait obtenir du temps d'ordinateur pour nous les fournir rapidement si bien que je ne puis vous les communiquer.

Si vous voulez examiner les statistiques, vous devriez considérer les demandes concernant les personnes parrainées par leurs familles car ce sont les meilleurs indicateurs. Ce sont celles qu'il faut traiter: celles qui sont reçues au bureau au cours d'une année et le retard accumulé.

L'autre catégorie à examiner est celle des personnes admises lors de la sélection à partir des formulaires abrégés. Les agents d'immigration examinent ces formulaires et décident si les intéressés ont une chance ou non de réussir: aucune chance si c'est un agriculteur qui veut immigrer qui n'a pas d'emploi en vue et pas de famille au Canada. Cela ne prend pas très longtemps; la demande est tout simplement rejetée. Ce qui compte c'est le retard accumulé pour les demandes de personnes qui ont une chance d'être acceptées.

Là encore, je suppose que le retard dans la catégorie de réunification familiale est plus important en Inde qu'aux États-Unis. Ce sont les dossiers qui sont censés être examinés en priorité. Aux États-Unis, si la plupart sont des candidats indépendants et qu'il y a plus d'agents d'immigration, ce n'est pas juste pour les gens qui viennent de l'Inde qui, en général,

[Text]

family class and they should be being processed because they have family in Canada who can sponsor them.

But you have to look at the different statistics. We are still trying to get them in order to see.

• 1700

The Chairman: Of course, a further distortion is brought in by the fact that in those American statistics a lot of the people who are going over to the United States to apply are people who are not Americans but who have been here on temporary visas and have visas to get into the United States and apply at Canadian consulates or the Canadian embassy; in the case of Buffalo, the well known Buffalo shuffle... So a lot of the people who are benefiting from that quick turnaround time in Buffalo or down at the Canadian consulate in New York City on Avenue of the Americas or elsewhere are not Americans. They are in many instances people from Third World countries.

Ms Jackman: But people come to Canada in the family class because they know if they come to Canada either through Buffalo or inland on humanitarian grounds, they will get to be with their family while their application is being processed, rather than wait the five years or three years or two years at the overseas office, uncertain of whether they are ever going to get to come. The fact that there is an imbalance in processing overseas results in an overload on the border offices; the Canadian visa centres in the United States.

The Chairman: And there is the real injustice: the people who are queue-jumping, in effect.

Ms Jackman: But you cannot blame them for queue-jumping, because if they have a husband or wife here, they do not want to wait five years to come and join them.

Mrs. Finestone: That is what I would like to deal with, if I may. I really thank you for that background information, because the thing that has concerned me is that we cannot control the problems and the concerns and the difficulties in the other countries; and we would all be very naive if we thought that does not account for a lot of the waiting time. Nonetheless, where we can change that, that would be very effective; and that is what I appreciate understanding from you: that the way we can analyse that is to have the proper statistics, which I think we would be very pleased to have. Secondly, it is the bureaucratic difficulty from having it under two ministerial jurisdictions. Thirdly, if I understand it, it would be a better distribution of the offices and the officers.

I would like to ask you, though... when you talked about how many pass the short screening in the family class... I have a tremendous number of immigration cases in my own riding, and a couple of the very difficult ones, the ones I find the most heart-breaking, are the ones who have been waiting for husbands and/or wives for a long time; five years. I find that unconscionable. Whether the fault is on which foot, I do not know; but I still find that unacceptable. Some are waiting for their children, where their children are minors, because each year is an awfully long time in the lives of those children.

[Translation]

viennent retrouver de la famille au Canada qui peut les parrainer.

Il faut toutefois considérer les statistiques. Nous n'avons pas encore pu les obtenir.

Le président: Il y a évidemment un autre élément assez trompeur dans le fait que ces statistiques sur les États-Unis contiennent énormément de gens qui vont aux États-Unis pour présenter une demande d'immigration après avoir résidé ici avec un visa temporaire. Ces gens-là ne sont pas Américains mais ils vont présenter leur demande aux consulats canadiens ou à l'ambassade du Canada; dans le cas de Buffalo, c'est bien connu... Beaucoup de ceux qui bénéficient de la rapidité de ces formalités à Buffalo ou au consulat canadien de l'Avenue des Amériques à New York ou ailleurs, ne sont pas Américains. Dans bien des cas, ce sont des gens du Tiers-Monde.

Mme Jackman: Mais les qui viennent au Canada pour retrouver de la famille le font parce qu'ils savent qu'en faisant leur demande à Buffalo ou ailleurs pour des raisons humanitaires, ils pourront être avec leur famille en attendant que soit traitée leur demande plutôt que d'attendre deux, trois ou cinq ans au bureau étranger, sans savoir s'ils réussiront jamais à venir. C'est parce que les demandes ne sont pas traitées suffisamment rapidement à l'étranger que les bureaux frontaliers sont surchargés; que les bureaux de visas canadiens aux États-Unis reçoivent tant de demandes.

Le président: Et c'est là que c'est vraiment injuste puisqu'en fait ces gens-là resquillent.

Mme Jackman: Mais on ne peut pas les accuser de resquiller car s'ils ont un mari ou une femme ici, il est normal qu'ils ne veuillent pas attendre cinq ans pour les retrouver.

Mme Finestone: C'est justement ce sur quoi je voulais me pencher. Je vous remercie beaucoup de tous les renseignements que vous nous avez fournis car il est évident que nous n'avons aucun contrôle sur les problèmes et difficultés qui se posent dans les autres pays; et il est certain que cela explique une partie du retard. Cela n'empêche que partout nous pouvons améliorer les choses, nous devons le faire. Et vous avez tout à fait raison de dire que pour analyser convenablement la situation il faut disposer des statistiques voulues et nous vous serions reconnaissants de nous les soumettre lorsque vous les aurez obtenues. Il y a ensuite le problème de la double juridiction ministérielle. Troisièmement, si j'ai bien compris, il y a celui de la répartition des bureaux et du personnel.

Vous avez parlé de ceux qui passaient l'étape de la présélection sur formulaire abrégé dans la catégorie familiale. J'ai énormément de cas d'immigration semblable dans ma propre circonscription et certains sont extrêmement sérieux. Ceux qui me semblent les plus déchirants et les plus injustifiés sont ceux qui attendent mari ou femme pendant longtemps, jusqu'à cinq ans. Je ne sais pas qui est fautif mais je trouve cela parfaitement inacceptable. Certains attendent leurs enfants, lorsqu'il s'agit de mineurs, et chaque année est très longue dans la vie d'un enfant.

[Texte]

But my biggest concern is the families who have disabled children or disabled members. Is there any way in which one can look at the ability rather than the disability of the applicant, and do they ever get past the short form?

Ms Jackman: They do get past the short form. Normally families are interviewed and issued medicals, and it is after the medicals are completed that they make a decision. That was one of the areas I wanted to raise: the medical disability. I think the problem with medical disability is not so much that they have it in the act. In the act and regulations it is too vague for people to know. But they do the same thing they do with the financial criteria for sponsorships. If a medical officer says this person is inadmissible, then unless some officer decides to issue a Minister's permit, in some cases, they are automatically excluded. Again, in assessing those cases they do not look at factors like settlement arrangement in Canada, how well off the family is, how many family members are in Canada.

I will give you an example of what kinds of things happen. We have a case right now where there are three Vietnamese brothers in Canada. They came as boat people, so they cannot return to Vietnam. They sponsored their family. The family have exit visas, which means they are not persons in Vietnam any longer. Because they have been given exit visas, they have been wiped off the records.

There is one son who is deaf. They were turned down on the medical because the one son is deaf. That is a disability. I do not think, in the first place, it should be grounds for refusal of an application that the child is deaf. In any event, what they did not look at was the fact that this is a refugee family, in effect. They cannot go back to Vietnam to visit their family. Because the child is deaf, they said that the family cannot come to Canada. But that is an absolute disability. My understanding from talking to people in the commission is that they have moved the deaf-mute category from a discretionary refusal by a medical officer to an absolute refusal by a medical officer. So as long as they have those absolute categories, that is one problem.

• 1705

The second problem is that there are three brothers in Canada. So even if there is one deaf child, there are three brothers who can help assist in settling that child and giving the child proper education and training in order for the child to function in Canada. They do not look at those kinds of factors when they are looking at it. Just one brother could sign the form.

Mrs. Finestone: Apropos of that, if the family offers to write an undertaking that the child or the adult will not fall under Canada Health and Welfare—in other words, that medical care would be borne by the family—is that ever taken into account? That is one of the problems. You just said something which I did not know about, namely, that there were two categories under medical. You said they are called what again?

[Traduction]

Ce qui me préoccupe surtout ce sont les familles qui ont des enfants ou des parents handicapés. Y aurait-il moyen de considérer les capacités plutôt que les handicaps des candidats et ceux-ci réussissent-ils jamais à passer l'étape de la présélection sur papier?

Mme Jackman: Oui ils passent cette étape. On interviewe normalement les familles et on fait passer des visites médicales avant de prendre une décision. C'était un sujet que je voulais soulever. À mon avis, le problème du handicap médical n'est pas tellement que cela soit précisé dans la loi. Dans celle-ci et dans les règlements, c'est trop vague pour avoir aucun effet. Mais on fait la même chose que pour les critères financiers applicables au parrainage. Si un médecin déclare que la personne est inadmissible, à moins que quelqu'un décide d'émettre un permis ministériel, dans certains cas, cette personne est automatiquement exclue. Là encore, lorsqu'on évalue de tel cas, on ne considère pas les facteurs que sont par exemple les dispositions prises au Canada, la situation financière de la famille, le nombre de parents déjà au Canada.

Je vais vous donner un exemple de ce qui se passe. Nous avons le cas en ce moment de trois frères vietnamiens qui sont au Canada. Ils sont venus comme réfugiés de la mère si bien qu'ils ne peuvent retourner au Vietnam. Ils ont parrainé leur famille. Cette famille ayant des visas de sortie n'est donc plus considérée comme étant toujours au Vietnam. Comme ils ont reçu ces visas de sortie, ils ont été éliminés des dossiers.

Il y a un fils qui est sourd. La famille a été refusée après la visite médicale parce que ce fils est sourd. C'est un handicap. Tout d'abord, je ne crois pas que cela devrait être un motif de refus. En plus, on n'a pas considéré le fait qu'il s'agissait en réalité d'une famille de réfugiés. Ils ne peuvent pas retourner au Viêt-Nam pour rendre visite à leur famille. Parce que l'enfant est sourd, les autorités ont décidé que la famille ne pouvait pas venir au Canada. Mais il s'agit là d'une incapacité absolue. D'après ce que m'ont dit les gens de la Commission avec qui j'ai discuté, les personnes sourdes-muettes ont changé de catégorie. En effet, il n'est plus question pour elles de refus discrétionnaire par un agent médical mais de refus absolu par un agent médical. Par conséquent, tant qu'il y aura ces catégories de refus absolu, il y aura là un problème.

Le deuxième problème, c'est qu'il y a trois frères établis au Canada. Même si l'enfant est sourd, les trois frères peuvent lui venir en aide, lui assurer une bonne éducation et la formation dont cet enfant aura besoin pour pouvoir fonctionner plus tard au Canada. Or, on ne semble pas se préoccuper de ce genre de facteur. Il suffirait qu'un seul des frères signe le formulaire.

Mme Finestone: Toujours à ce même propos, si la famille concernée offrait de s'engager par écrit à s'occuper de l'enfant ou de l'adulte afin que le ministère de la Santé et du Bien-être n'ait pas à le prendre en charge—autrement dit, si la famille s'engageait à payer tous les frais médicaux—n'en tiendrait-on pas compte? C'est là l'un des problèmes. Vous venez de m'apprendre quelque chose que j'ignorais, notamment qu'il y a

[Text]

Ms Jackman: Discretionary and absolute.

Mrs. Finestone: Discretionary and absolute. But in either of those categories, can you undertake not to become a charge of the state?

Ms Jackman: You can, but they will not give the person permanent residence. They will let the person come on a Minister's permit. That is discretionary, but the way it operates in practice is that the family does not usually know it. Any immigration or visa officer overseas can say that a child is mentally retarded but that, because the rest of the family is in Canada, they will be allowed to come on a Minister's permit, even though they are inadmissible. But the family is not told this. So if the officer looks at it and says that this child is mentally retarded and so the application is refused, the family is not told that they can make submissions as to why a Minister's permit should be issued to the child.

Mrs. Finestone: If a Minister's permit is issued, can the child come in?

Ms Jackman: The child can come in and the family may be responsible for the medical costs. But the child would not be landed for another five years until after being on the permit for five years. He could be landed even though there is a medical and admissibility problem. But they can allow them to come in on permits. It is completely inconsistent how they apply it and who gets a permit and who does not. Actually, in the last few years, they have been much tighter on permits. They rarely give them out now. As I said, the problems that we see—the most serious ones—are refugee families in which there is a medical problem abroad. The refugee in Canada cannot return to the country, and they will still turn the family down.

Mrs. Collins: One of the issues that came up was whether or not the criteria is made available publicly so that people could understand what classifications are admissible and what are not. Is it available?

Ms Jackman: No. And I will tell you that I only found out about the absolute and discretionary category I just mentioned about two weeks ago.

Mrs. Finestone: Mary and I decide we are going to have an MPs' forum so we can have an answer.

The Chairman: All right. Just at this point, because we do have two other witnesses that will be appearing this afternoon, could we just have an understanding of how many other issues you want to raise.

[Translation]

deux catégories sous la rubrique médicale. Comment les appelez-vous déjà?

Mme Jackman: Discrétionnaires et absolues.

Mme Finestone: Discrétionnaires et absolues. Mais dans le cas d'une personne versée à l'une ou l'autre de ces catégories, n'est-il pas possible de garantir qu'il ne sera jamais nécessaire pour l'État de la prendre en charge?

Mme Jackman: C'est possible, mais on ne donnera pas à la personne visée le statut de résident permanent. L'intéressé pourrait cependant venir avec un permis du ministre. C'est tout à fait discrétionnaire, mais en règle générale, la famille n'est pas au courant. N'importe quel agent d'immigration ou agent émetteur de visas travaillant à l'étranger peut dire qu'un enfant est arriéré mais que, le reste de la famille étant déjà établi au Canada, celui-ci pourrait être admis au Canada avec un permis du ministre, même s'il est inadmissible. Mais on ne dit pas cela à la famille. En effet, si l'agent examine le dossier et refuse la demande parce que l'enfant est arriéré, on ne dit pas à la famille qu'elle peut demander un permis du ministre pour l'enfant.

Mme Finestone: Si un permis du ministre est émis, l'enfant est-il alors admissible?

Mme Jackman: L'enfant est admissible et il se peut que la famille soit responsable des frais médicaux. Mais l'enfant ne recevra le statut d'immigrant reçu que cinq ans après l'émission du permis du ministre. Il est donc possible d'avoir le statut d'immigrant reçu même s'il y a un problème médical ou un problème d'admissibilité au départ. On peut donc permettre à ces personnes de venir au Canada à condition qu'elles aient obtenu un permis. L'application de cette règle n'est cependant pas du tout uniforme, pas plus que ne l'est le système en vertu duquel on décide qui obtient un permis et qui n'en obtient pas. En vérité, on est beaucoup plus sévère en ce qui concerne les permis depuis quelques années. On n'en donne que très peu ces derniers temps. Comme je l'ai déjà dit, les problèmes les plus graves que nous rencontrons sont ceux des familles de réfugiés dont un membre, toujours à l'étranger, souffre d'un problème médical. Le réfugié établi au Canada ne peut pas retourner chez-lui et les autorités refuseront d'accueillir la famille.

Mme Collins: L'une des questions qui a été soulevée est celle de savoir si les critères utilisés sont diffusés publiquement afin que les gens comprennent quelles classifications ou catégories sont admissibles et lesquelles ne le sont pas. Ces critères sont-ils disponibles?

Mme Jackman: Non. Et je m'empresserai d'ajouter que je n'ai pris connaissance de l'existence des catégories absolues et discrétionnaires dont j'ai parlé tout à l'heure qu'il y a environ deux semaines.

Mme Finestone: Mary et moi-même pensons tenir un forum spécial pour les députés afin que nous puissions avoir une réponse.

Le président: Très bien. Il nous reste encore deux témoins à entendre cet après-midi, et je vous demanderais de me donner une petite idée du nombre de questions que vous comptez encore soulever.

[Texte]

Ms Jackman: Wait a minute. There is the age one, but I think it has been covered a lot in the different materials that the committee has already seen. The facts that there is a 13-year cut-off for adoptions and that the child has to be 18 years old in order to sponsor are examples of age discriminations.

The other one which I think has been covered already before the committee as well is that citizens have broader sponsorship rights and that citizens have an appeal to the immigration appeal board and permanent residents do not. So there is a difference between citizens and permanent residents.

I think the other areas are the ones where they do not fall within the enumerated grounds in section 15 but fall within the non-enumerated grounds. Under these, there are bona fide marriages, common-law relationships, gay and lesbian relationships, de facto family relationships, and the kinds of programs that they apply within Canada such as the long-term illegal migrant program. I think maybe it would be better if I just covered the non-enumerated groups. I think that the citizenship versus permanent resident and the age things have already been covered pretty well.

• 1710

The Chairman: Yes, I think that is how we should proceed.

Ms Jackman: Okay. So finally, on the mental or physical disability, again if there were more flexible criteria and officers were directed to look at settlement and directed to look at financial situations beyond the single family member who signed the sponsorship form, those kinds of problems could at least be dealt with in a less absolute way than they are right now.

The other area I wanted to cover and I think is important to cover is the ones where they are not in the enumerated groups. For instance, regulation 4.03 of the Immigration Regulations permits visa officers to refuse husbands or wives an immigrant visa if they want to come to Canada to join a spouse because the officer believes the primary purpose for entering into the marriage was to immigrate to Canada and the couple do not intend to live together. Again, that appears to be a valid concern on the part of the commission. The commission did do a study before that regulation was passed, and they used that study to justify the passing of the regulation. Their study showed that 1.4% of inland marriage applications in a six-month period were non-bona fide marriages, because they were known cases where the person married just to stay in Canada. They created a problem by saying that really the rate of non-bona fide marriages is 11%, because they set up these criteria to decide that . . . if they were not sure it was a non-bona fide marriage, using these criteria they decided it was a suspect marriage. So they said the problem was really 11% of marriages were non-bona fide because of the criteria.

[Traduction]

Mme Jackman: Un instant. Il y a la question de l'âge, mais je pense que celle-ci a été bien couverte dans la documentation que le Comité a déjà eu l'occasion de voir. La limite de 13 ans pour les adoptions et l'exigence selon laquelle un enfant doit être âgé de 18 ans pour pouvoir parrainer quelqu'un sont des exemples de discrimination fondée sur l'âge.

L'autre question qui a je pense elle aussi été examinée avec le Comité est celle des droits en matière de parrainage, droits qui sont plus importants pour les citoyens. D'autre part, les citoyens peuvent interjeter appel devant la Commission d'appel de l'Immigration, tandis que les résidents permanents ne le peuvent pas. Il y a donc une différence entre les citoyens et les résidents permanents.

Les autres questions concernent les personnes pour lesquelles les motifs invoqués dans leurs dossiers ne sont pas énumérés dans l'article 15. Il s'agit notamment des personnes dont les mariages ne sont pas reconnus, des personnes qui vivent en concubinage, qui ont des relations homosexuelles ou lesbiennes ou qui ont des relations de famille de facto. Et il y a toutes sortes de programmes canadiens comme par exemple celui des migrants illégaux à long terme. Il serait peut-être préférable que je ne parle que des groupes non énumérés. Il me semble que les questions des droits des citoyens par opposition à ceux des résidents permanents et de la discrimination fondée sur l'âge ont déjà été suffisamment épluchées.

Le président: Oui, je pense que c'est de cette façon qu'il nous faudrait procéder.

Mme Jackman: Très bien. Pour ce qui est, donc, des handicaps mentaux ou physiques, si les critères étaient plus souples et si l'on recommandait aux agents d'examiner les possibilités d'installation la situation financière de la famille au sens large, et pas seulement du membre de la famille qui a signé le formulaire de parrainage, ces problèmes pourraient être examinés de façon moins absolue qu'ils ne le sont à l'heure actuelle.

L'autre question qui m'intéresse et qui est selon moi beaucoup plus importante est celle de la situation des demandeurs qui ne font pas partie des groupes énumérés. Le règlement 4.03 des règlements en matière d'immigration, par exemple, permet aux agents émetteurs de visas de refuser un visa d'immigrant à un mari ou à une femme mariée qui veut venir au Canada pour retrouver son époux ou son épouse s'il est convaincu que le mariage avait pour objet premier de permettre à l'un des partenaires d'immigrer au Canada et si les époux n'ont pas l'intention de vivre ensemble. Encore une fois, il est peut-être tout à fait normal que la commission s'inquiète de ce genre de situation. Avant que d'adopter ces règlements, la commission avait effectué une étude et elle s'en est servi pour justifier l'adoption du règlement en question. L'étude avait notamment révélé que 1,4 p. 100 des demandes d'autorisation de mariage faites au Canada dans un intervalle de 6 mois n'allaient pas aboutir à des mariages authentiques, de bonne foi. En effet, il s'agissait de cas où il était clair que l'intéressé voulait se marier uniquement pour pouvoir rester au Canada. Les autorités ont créé un problème en disant que le

[Text]

The criteria they used . . . if you fit within two of the three criteria they used, then they decided your marriage was suspect. Whether or not it was suspect, they just suspected it. The grounds they used to decide that were large age differences, racial differences, religious differences, language differences, cultural differences: all things we would consider discriminatory. If you had been married before and this was your second marriage, that was another thing that made them think you were suspect. If you take away those suspect marriages and just go on the known marriages, then there is a 1.4% problem in the study they did; which is not a significant problem.

Secondly, now that they have the regulation in effect, what we are seeing basically in practice is a cultural bias against people from different countries. Most of the non-bona fide marriages we see are from India. There are some from other Third World countries as well, but the largest group seems to be from India.

People get refused on things such as that the wife did not know enough about her husband, even though they were married. Well, marriages in India are arranged by the elders, not the husband and wife, so it is not unusual for a wife not to know anything about her husband, because she does not participate in the arrangement of the marriage. But the officers in the overseas office decide it is not a bona fide marriage because she does not know anything about her husband.

We had one couple where they both lived in Canada for a period of time and the husband made a refugee claim from India and got turned down. He went home and his wife sponsored him. They decided because it was not arranged by the elders, it was not a bona fide marriage; and because he was a refugee claimant and had lied on his refugee claim it could not be a bona fide marriage, because he had lied previously.

So there are those kinds of problems in application. But what we do know is that the commission does not train its officers in the cultural patterns of different countries, and particularly in the marriage patterns and customs. So these kinds of problems do develop.

In application that bona fide marriage regulation tends to be applied inconsistently. It is applied with a cultural bias, because the officers are applying North American standards generally to what they think a marriage should be when they refuse a marriage.

[Translation]

taux réel des mariages non authentiques était de 11 p. 100, parce qu'ils avaient justement établi ces critères pour décider que . . . s'ils n'étaient pas convaincus qu'il ne s'agissait pas d'un mariage authentique, ils invoquaient ces critères pour décider qu'il s'agissait d'un mariage suspect. S'appuyant sur ces critères, ils ont dit que le problème était que 11 p. 100 des mariages n'étaient pas authentiques.

Les critères qu'ils utilisaient . . . si votre situation cadrait avec deux des trois critères qu'ils utilisaient, alors ils décidaient que votre mariage était suspect. Que cela ait ou non été le cas, ils décidaient que votre mariage était suspect. Ils pouvaient invoquer plusieurs critères dont des différences d'âge importantes, des différences raciales, religieuses, linguistiques ou culturelles, toutes choses que nous jugeons discriminatoires. Et s'il s'agissait de votre deuxième mariage, c'était encore un autre motif qu'ils invoquaient pour dire que la situation était suspecte. Si l'on ne tient pas compte des mariages suspects, autrement dit si l'on ne prend que les cas dont on est absolument sûr, il n'y aurait des problèmes que dans 1,4 des mariages sur lesquels l'étude avait porté, ce qui n'est pas bien grave.

Deuxièmement, depuis l'adoption du règlement, on a constaté, dans la pratique, une discrimination des préjugés culturels à l'endroit des demandeurs originaires de certains pays en particulier. La plupart des mariages non authentiques ou trafiqués sont attribués à des ressortissants de l'Inde. On en attribue également à des ressortissants d'autres pays du Tiers Monde, mais le groupe le plus important semble être celui des Indiens.

On refuse la demande de certaines personnes pour des motifs du genre: la femme n'en savait pas assez au sujet de son mari, même s'ils étaient bel et bien mariés. Eh bien, en Inde, les mariages sont arrangés par les anciens et il est donc courant qu'une femme ne sache rien de son mari, car elle n'aura pas participé à l'arrangement du mariage. Or, l'agent travaillant sur place là-bas décidera qu'il ne s'agit pas d'un mariage sincère tout simplement parce que la femme ne sait rien de son mari.

Nous avons eu le cas d'un homme et d'une femme qui avaient chacun vécu au Canada pendant un certain temps. Le mari avait alors fait une demande de statut de réfugié en Inde et on l'avait rejetée. Il est revenu chez-lui et sa femme l'a parrainé. Parce que les arrangements n'avaient pas été faits par des anciens, les autorités décidèrent que ce n'était pas un vrai mariage, et parce que le mari était un réfugié et qu'il avait menti sur sa demande de statut de réfugié, on en a déduit que le mariage ne pouvait pas être reconnu.

Voilà le genre de problèmes qui peuvent se poser. Ce que nous avons constaté, c'est que la commission ne renseigne pas ses agents sur les traditions et les habitudes culturelles de différents pays, notamment en ce qui concerne le mariage. C'est ce qui donne lieu au genre de problèmes dont je viens de parler.

Il semblerait par ailleurs que le règlement en ce qui concerne les mariages reconnus ou jugés authentiques ne soit pas appliqué uniformément. Des préjugés culturels interviennent, parce que les agents jugent de l'authenticité ou de la sincérité des mariages en fonction de normes nord-américaines.

[Texte]

The other thing is in effect it discriminates against Third World people, because with a lot of these marriages people do get married to immigrate to Canada. For instance, if you are arranging a marriage in India, the parents are arranging the marriage. The parents are arranging the marriage and the wife's parents can decide between a man in India who has a fair amount of money or a man in Canada who has got a good job and is resident in Canada. The fact that the guy is in Canada will be a factor in consideration for the daughter to marry him as opposed to the other person. Immigration is a relevant factor. They want their child to have the best possible life they can arrange for her and the best opportunities for the children of the marriage. So the fact that in that regulation they have said if immigration is the primary reason for entering into the marriage really discriminates against Third World people because they may very well enter into the marriage for immigration reasons. It does not mean the marriage is non-bona fide. That is the leap that they make. They assume if immigration is the reason, the marriage is not bona fide, without understanding the cultural differences from the different countries.

• 1715

The Chairman: One could almost read into your comments that you feel there is no problem with marriages of convenience that has to be dealt with.

Ms Jackman: I do not think there is a serious problem with it, no. I think it is a bogeyman they have created out of a paranoia about persons being able to abuse the system. I just do not think the statistics, even in their own studies, are strong enough to show that there is a significant problem. The other thing that their study says—I can send you a copy of their study by the way because I do have a copy of it—is that they cannot see any harm to the system by people coming in via that manner. It is not a big enough problem that it is creating harm to Canadian society by people doing it that way.

The Chairman: Well, if you could make that available to us we would appreciate it. You might speak with Mr. McNairn, our research director, at the conclusion.

Ms Jackman: Yes, but I think in effect that the result of that regulation is to discriminate against people of different backgrounds.

The other problem we have on an ongoing basis, I think, because it appears in different cultures, is de facto relationships. If you come from the Caribbean, for instance, very often you will find that a child has been raised by the grandparents or by the aunt. So, say the aunt emigrates to Canada and the child who is 16 years old has always lived with that aunt. The aunt has never adopted the child because it is not common in those cultures to do an adoption. That child is not permitted to come to Canada with the aunt, even though the aunt is the de facto mother. Now, the regulations do set up . . . Should I keep going Patrick? You look like you are . . .

[Traduction]

L'autre élément, c'est qu'il y a bel et bien discrimination à l'endroit des ressortissants de pays du Tiers Monde, car dans le cas de bon nombre de ces mariages, les gens se marient pour pouvoir immigrer au Canada. Par exemple, si un mariage est arrangé en Inde, ce sont les parents qui font les arrangements. Ce sont les parents qui arrangent le mariage, et il se pourrait que les parents de la femme aient à décider entre un homme vivant en Inde qui y a pas mal d'argent et un homme établi au Canada qui y a un bon emploi et qui est résidant permanent du Canada. Le fait que le deuxième type soit établi au Canada fera de lui un parti intéressant. L'immigration est un facteur tout à fait pertinent. Les parents de la fille voudront qu'elle ait la meilleure vie possible et il voudront que ses enfants aient eux aussi les meilleures possibilités. Ce règlement, en vertu duquel une demande peut être refusée si le principal motif de mariage est le désir d'immigrer, est donc discriminatoire à l'endroit des demandeurs ressortissants de pays du Tiers-Monde, car il se peut fort bien que ces gens-là se marient pour immigrer. Mais cela ne signifie pas que le mariage n'est pas authentique. Or, c'est ce que disent les autorités. Ils supposent que si le motif c'est l'immigration, le mariage n'est pas authentique, et ne comprennent pas les différences culturelles qui peuvent intervenir.

Le président: L'on pourrait presque déduire de vos commentaires que les mariages de convenance ne posent aucun problème à vos yeux.

Mme Jackman: En effet, je ne pense pas qu'il s'agisse là d'un grave problème. Les gens sont devenus paranoïaques et ils voient partout des possibilités d'abus du système. Selon moi, les statistiques, même celles contenues dans leurs propres significatifs dans ce domaine. Autre chose que dit leurs études—dont je pourrais vous envoyer une copie—c'est qu'ils ne voient pas comment le fait que des gens arrivent au pays, dans ce genre de contexte, puisse nuire au système. Le problème n'est pas suffisamment grave pour qu'il nuise à la la société canadienne.

Le président: Si vous pouviez nous fournir une copie de cette étude, nous vous en serions reconnaissants. Vous pourriez peut-être en discuter avec M. McNairn, le responsable des recherches, à la fin de la réunion.

Mme Jackman: Très bien. J'aimerais en tout cas souligner que ce règlement est discriminatoire à l'endroit de certains groupes.

L'autre problème que nous rencontrons sans cesse, étant donné qu'il existe dans différentes cultures, est celui des relations de facto. Aux Antilles, par exemple, il arrive fréquemment qu'un enfant soit élevé par ses grands-parents ou par une tante. Admettons que la tante émigre au Canada et que l'enfant, maintenant âgé de 16 ans, a toujours vécu avec elle. La tante n'a jamais adopté l'enfant, car ce n'est pas la pratique courante dans sa culture. On refuse d'admettre l'enfant au Canada, même si la tante est la mère dans les faits. Les règlements prévoient cependant . . . Devrais-je poursuivre, Patrick? À vous regarder, j'ai l'impression que . . .

[Text]

The Chairman: Yes. No, I am hearing you about the regulations being set up.

Ms Jackman: The regulations recognize legitimate marriages and legitimate family relationships, like natural blood relationships. What they do not recognize is the de facto relationships particularly, for instance, from the Caribbean where the family relationships that develop are not what we would consider the traditional nuclear family relationships. So if there were some way for the commission or for the regulations to be able to allow consideration for people in that category, that would be a big improvement in terms of applying the principle of family reunification to people who have close family members abroad but they do not happen to be sons or daughters. Again, I think that can be done. The question is one not so much of the regulation itself but of proof. If you have raised a child for 16 years there is going to be some evidence that you have raised the child for 16 years. For instance, in the school documents. Teachers who taught the child are going to know who was the parent who put the child in the school. People can establish the validity of those relationships and that should be the question rather than the fact that they exclude people from consideration in those categories.

Again, I think that applies as well with common law relationships and again, lesbian relationships. We do know of one gay relationship, a 19-year relationship, where the Minister, who was then Lloyd Axworthy, did allow the non-resident gay spouse to reside in Canada with his spouse because it was a long-standing relationship and it was verifiable. So that was a discretionary exercise of the Minister's power to allow the other person to become landed. Those kinds of relationships should merit consideration, at least, in an application because, again, a lesbian relationship is one that can be of long standing duration and can be just as solid if not more solid than a marriage.

• 1720

The Chairman: Nineteen years was the criterion that was used; how far should the Minister exercise her discretion in that area now?

Ms Jackman: I will tell you what is happening with gays and lesbians. They are coming in under the domestic program because they have no other way of coming in. A lot of them are applying as domestic workers. If it were possible to make an outright application and do a sponsorship and you were able to show that it was a marriage of duration and subsistence—it did not just start today, it started five years ago or something like that—I think people would be more up front about the relationships and would make direct applications. We get a lot of people consulting about things like that.

The Chairman: How could there be sponsorship by someone in Canada, having status to sponsor an individual outside the country, on the basis that they have been cohabiting for 19 years?

[Translation]

Le président: Oui. Je suis ce que vous dites au sujet des règlements.

Mme Jackman: Les règlements reconnaissent les mariages légitimes et les relations familiales légitimes, les relations par le sang. Ce qu'ils ne reconnaissent pas ce sont les relations de facto, comme celles qui peuvent exister aux Antilles et qui ne cadrent pas avec la perception traditionnelle de la famille nucléaire. Si la commission ou les règlements pouvaient prévoir quelque chose pour les personnes appartenant à cette catégorie, cela améliorerait de beaucoup la situation. Il faudrait pouvoir appliquer le principe de la réunification familiale aux gens qui ont de la très proche famille à l'étranger, bien qu'il ne s'agisse pas de leurs propres fils ou filles. C'est quelque chose qui pourrait selon moi être fait. La question n'est pas tellement celle des règlements eux-mêmes, mais des preuves. Si vous avez élevé un enfant pendant 16 ans, il vous sera possible d'en fournir des preuves, par exemple le livret scolaire de l'enfant. Les enseignants qui auront eu l'enfant dans leurs classes sauront qui a fait les inscriptions. Dans le cadre de ce genre de relations, les gens peuvent très bien en prouver la validité, et ce devrait être là le facteur déterminant.

Je pense que cela devrait également s'appliquer aux mariages selon le droit commun et aux relations lesbiennes. Je connais le cas de deux homosexuels qui avaient vécu ensemble pendant 19 ans et le ministre, qui était alors Lloyd Axworthy, avait justement permis à l'époux homosexuel non résidant de vivre au Canada avec son partenaire car il s'agissait d'une relation de longue date qui était tout à fait vérifiable. Dans ce cas, le ministre avait exercé son pouvoir discrétionnaire pour permettre à l'autre personne de venir s'établir au Canada en tant qu'immigrant reçu. Les demandes faites par des personnes qui ont ce genre de relations méritent notre attention, car une relation lesbienne, par exemple, peut être très durable et toute aussi solide, sinon plus, qu'un mariage traditionnel.

Le président: Le critère que nous avons utilisé était 19 ans; quelle devrait être maintenant l'étendue du pouvoir discrétionnaire du ministre dans ce domaine?

Mme Jackman: Je vais vous expliquer la situation dans le cas des homosexuels et des lesbiennes. Ils entrent dans le cadre du Programme de domestiques parce que c'est la seule possibilité pour eux. Beaucoup d'entre eux font leurs demandes à titre de travailleurs domestiques. S'ils pouvaient faire ouvertement une demande et être parrainés, et si l'on pouvait démontrer qu'il s'agissait d'un mariage de longue durée—cela ne date pas d'aujourd'hui, cela remonte à environ cinq ans—je crois que les gens se montreraient plus sincères à propos de leurs relations et feraient directement leurs demandes. De nombreuses personnes nous consultent à propos de ce type de choses.

Le président: Comment quelqu'un au Canada qui serait en mesure de parrainer une personne à l'extérieur du pays pourrait-il le faire en fonction du fait qu'il cohabite depuis 19 ans?

[Texte]

Ms Jackman: In the case where they allowed the person to stay for the 19, he stayed 7 years illegally in Canada and the rest of the time in the States. So there had been an ongoing relationship. But you can sponsor someone who is not a relative. They can create sponsorship categories for people who are not legal relatives, and refugees is the best example. You can sponsor refugees to come to Canada and they may not be related to you at all.

The Chairman: Thank you. I think because of the time, we had better ask if there are any concluding questions from the members. Barbara, perhaps we could have a discussion over the supper hour on some of the points with members of our staff as well. Collin McNairn has been doing a lot of detailed work for the committee on this subject.

We still have two groups to hear from before the break.

Mrs. Finestone: I have just a final thought. As you know, Canada has signed the Helsinki Accord, and family reunification is part of our obligation in the signing of that accord. Is the definition of family reunification defined finitely or is it large in spirit? In other words, is it beyond wife, husband, mother, brother, sister? Do aunts or uncles or other close families come under that heading?

Ms Jackman: Under the Immigration regulations?

Mrs. Finestone: No, under the Helsinki Accord.

Ms Jackman: I do not know, but I can tell you about the refugee convention, for instance. There is a principle of family reunification for refugees. Internationally what is recognized is reunification of *de facto* as well as legal or legitimate relationships...

Mrs. Finestone: That is really what I wanted to know.

Ms Jackman: —and Canada does not recognize that. Other countries do but Canada...

Mrs. Finestone: Did not Canada sign that document?

Ms Jackman: They signed that document. But it is not actually in the document, it is in practice in international application, and it does not define what a family is. What happens is internationally they will recognize a common-law relationship or, if you had an aunt or an uncle living in the house for the last 10 years, they will be allowed to reunite. Canada will not accept those kinds of relationships.

Mrs. Finestone: In other words, then, what we need for ourselves is a clearer definition of what is family in terms of immigration rights and we need a clearer definition of medical under ability/disability.

Ms Jackman: Yes.

Mrs. Finestone: Thank you very much. I have found your presentation most enlightening.

Ms Jackman: Thank you.

The Chairman: Thank you very much, Barbara Jackman, for being with us this afternoon.

[Traduction]

Mme Jackman: Dans le cas de la personne qui a été ici 19 ans, il a habité au Canada sept ans illégalement et le reste du temps aux États-Unis. Il existe donc une relation de longue date. Mais l'on peut parrainer quelqu'un qui n'est pas de la famille. Il est possible de créer des catégories de parrainage pour les gens qui ne sont pas légalement parents et le meilleur exemple est celui du réfugié. Il est possible de parrainer des réfugiés pour qu'ils viennent au Canada alors qu'ils ne sont en aucune façon membres de votre famille.

Le président: Merci. Le temps passe et je crois que nous devrions donc demander aux membres s'ils ont des dernières questions à poser. Barbara, nous pourrions peut-être aussi discuter de certains points lors du dîner avec les membres de notre personnel. Collin McNairn a fait beaucoup de travail détaillé pour le Comité sur ce sujet.

Nous devons encore entendre deux groupes avant la pause.

Mme Finestone: Un dernier point. Comme vous le savez, le Canada est signataire de l'Acte de Helsinki, et la réunification des familles est une de nos obligations en vertu de cette entente. La définition du terme réunification de la famille est-elle restreinte ou large? En d'autres termes, cela va-t-il au-delà de la femme, du mari, de la mère, du frère, de la soeur? Cela comprend-il les tantes, les oncles, ou les autres membres immédiats de la famille?

Mme Jackman: En vertu des règlements sur l'immigration?

Mme Finestone: Non, en vertu de l'Acte de Helsinki.

Mme Jackman: Je ne sais pas mais je peux vous parler de la convention sur les réfugiés par exemple. Il existe un principe de réunification de la famille dans le cas des réfugiés. L'on reconnaît sur le plan international la réunification dans le cas de relations de facto, légale ou légitime.

Mme Finestone: C'est ce que je voulais savoir.

Mme Jackman: Et le Canada ne le reconnaît pas. C'est le cas dans d'autres pays mais non au Canada.

Mme Finestone: Le Canada n'a-t-il pas signé ce document?

Mme Jackman: Il a signé ce document. Mais cela ne se retrouve pas vraiment dans le document, il s'agit d'une pratique internationale et l'on ne donne pas de définition de la famille. L'on reconnaît, sur le plan international, les unions de fait ou si vous avez une tante ou un oncle qui habite chez vous depuis 10 ans ils vous permettront de vous retrouver. Le Canada ne reconnaît pas ce type de relations.

Mme Finestone: En d'autres termes, il nous faut définir de façon plus claire ce que nous entendons par la famille pour les fins des droits d'immigration et il nous faut aussi une définition médicale plus précise dans le cas de capacité et d'incapacité.

Mme Jackman: Oui.

Mme Finestone: Merci beaucoup. Votre exposé m'a beaucoup appris.

Mme Jackman: Merci.

Le président: Merci beaucoup, Barbara Jackman, d'être venue nous rencontrer cet après-midi.

[Text]

Ladies and gentlemen, at this time I will introduce Mr. Svend Robinson, the member for Burnaby.

I would like to call next on the Citizens for Public Justice. We have, representing the Citizens for Public Justice, this afternoon, Mr. Gerald Vandezande, who is the Public Affairs Director, and Paul Marshall, Research Associate with the Citizens for Public Justice.

Gentlemen, welcome. Thank you for your patience. You see that our subject is always one of such interest that we have a hard time containing the discussion to the time we allocate. I want to thank you for having made available to us earlier, back in June, a fairly significant and substantial document. We also have copies of your opening statement, dated today. Our format, as you have seen, is fairly straightforward. We will turn the floor over to you and invite you to give us the benefit of your thoughts on section 15 and federal laws. Then with time permitting, we will have some questions from the Members of Parliament.

• 1725

Mrs. Finestone: Excuse me, Mr. Chairman. I am sorry but, for other reasons, I must leave. There is one burning question for me; I would appreciate it if you would ask it after I have left. At least, it would be on the record. In the view of our witnesses, how do they see access to legal aid across Canada? Would it infringe on access to justice in their view? I will leave that question with you. I would appreciate it if it could be addressed afterward.

The Chairman: Thank you, Mrs. Finestone. I will see that the question is raised. I did have notice that you have to leave now.

Gentlemen.

Mr. Gerald Vandezande (Public Affairs Director, Citizens for Public Justice): Thank you, Mr. Chairman. Appearing with me is Dr. Paul Marshall, who is the research associate. He is also the vice-president of the Institute for Christian Studies in Toronto.

On behalf of the Citizens for Public Justice, we are pleased to appear before your committee. CPJ is a national public advocacy organization which promotes economic, educational, social and political policies and action programs from a Christian perspective. We have offices in Toronto, Calgary and Edmonton, and soon plan to open one in Vancouver.

Since Dr. Marshall did most of the preparatory work with respect to the first part of the brief, he will read the first section of the opening statement.

Dr. Paul Marshall (Research Associate, Citizens for Public Justice): Mr. Chairman, perhaps I will apologize a little for being somewhat philosophical in these remarks in this most practical and concrete forum. I know this committee has already discovered that the meaning of particular words is very important in many of these discussions and that one person's equality is another person's discrimination. So with that

[Translation]

Messieurs, dames, nous allons maintenant vous présenter M. Svend Robinson, député de Burnaby.

J'aimerais ensuite faire appel aux *Citizens for Public Justice*. Des représentants de *Citizens for Public Justice* cet après-midi sont M. Gerald Vandezande, directeur des affaires publiques et Paul Marshall, associé à la recherche.

Bienvenue messieurs. Je vous remercie de votre patience. Comme vous le voyez, c'est un sujet tellement passionnant que nous avons du mal à limiter la discussion à la période de temps prévue. Je veux vous remercier de nous avoir fait parvenir au mois de juin un document important. Nous avons aussi des copies de votre déclaration d'ouverture aujourd'hui. Comme vous l'avez constaté, notre procédure est assez simple. Nous allons vous donner la parole et nous aimerions entendre votre point de vue sur l'article 15 et les lois fédérales. Ensuite, si nous avons suffisamment de temps, nous entendrons les questions des députés.

Mme Finestone: Excusez-moi, monsieur le président. Je suis désolé mais je me vois dans l'obligation de vous quitter. J'ai une question qui me tient beaucoup à coeur et je vous serais reconnaissante de la poser après mon départ. Elle serait ainsi au moins inscrite au procès-verbal. Comment nos témoins envisagent-ils l'accès à l'aide juridique à travers le Canada? Est-ce que cela limiterait l'accès au système judiciaire? Je vous confie donc cette question. J'aimerais que vous puissiez en traiter plus tard.

Le président: Merci, madame Finestone. Je ferai en sorte que votre question soit posée. Vous m'aviez prévenu que vous deviez partir maintenant.

Messieurs.

M. Gerald Vandezande (directeur des affaires publiques, Citizens for Public Justice): Merci, monsieur le président. Je suis accompagné du Dr Paul Marshall, associé à la recherche. Il est aussi vice-président de la *Institute for Christian Studies* à Toronto.

Au nom de *Citizens for Public Justice*, nous sommes heureux de comparaître devant votre comité. Le CPJ est un organisme national d'intérêt public qui s'occupe de programmes de politique et d'action de natures économique, pédagogique, sociale et politique avec une perspective chrétienne. Nous avons des bureaux à Toronto, Calgary et Edmonton, et nous en ouvrirons bientôt un à Vancouver.

Puisque le Dr Marshall a fait presque tout le travail de préparation pour la première partie du mémoire, il lira la première partie de la déclaration d'ouverture.

M. Paul Marshall (associé à la recherche, Citizens for Public Justice): Monsieur le président, je devrais m'excuser de m'exprimer de façon plutôt philosophique dans ce forum où l'on insiste sur le pratique et le concret. Je sais que ce comité a déjà découvert que la signification de certains termes est très importante dans beaucoup de ces discussions et que l'égalité, selon l'un, représente la discrimination, selon l'autre. Après

[Texte]

background, I will just say that we believe that justice involves treating similar things in the same way and dissimilar things in different ways. Only thus can we treat people equitably while still respecting their very real differences. Consequently, in any discussion of equality and equal rights, we must treat people equally in so far as they are alike, and also respect their differences. For example, we must give those who are weaker more protection, those who have been discriminated against more opportunity, and those with greater need more resources.

Section 15 of the charter links equality and discrimination intimately. Our concern and, we believe, the charter's concern is not with treating people differently per se, but rather it is with adverse discrimination, that is, discrimination which is based on irrelevant and harmful criteria.

Section 15.(2), the so-called affirmative action clause, rightly seeks out disadvantaged persons and calls for particular treatment appropriate to them. We also note section 25 on aboriginal peoples, section 27 on our multicultural heritage and section 29 on a diversity of school systems.

These particular features of the charter clearly indicate that the distinctions and the diversity of Canadians is to be enhanced. They illustrate that equality is not identity and that equality requires not identical treatment but treatment that deals equitably with real differences and that protects such differences.

With this as background, we would like to emphasize that section 15 should be used to protect and enhance pluralism in Canada, a quality which the charter commends. We believe that pluralism requires first a recognition that different people in society have different beliefs and that they wish to live in different ways.

The second criteria of pluralism is that the government protects and enhances people's very ability to live in different ways.

So pluralism requires more than allowing people to think as they like, important though that is. It requires making room for people to actually act on their beliefs and to do so in association with and in community with others.

Hence, genuine pluralism requires more than personal choices. Community actions, such as creating organizations, schools or institutions, to express and practise different economic, environmental, cultural and social beliefs should be allowed and protected.

• 1730

In all the features of Canadian pluralism we will at the moment pick out one particular feature and that is, this country's religious diversity. Religion is of tremendous importance in Canadian life and, I will add, in Canadian public life. Hence, it is vital to understand section 15 in a way that enhances and does not restrict religious freedom. So for example, if you look at hiring practices, to insist that a church

[Traduction]

cette introduction, j'ajouterai seulement que nous croyons que l'on rend justice en traitant les choses semblables de la même façon et les choses dissemblables de façon différente. C'est la seule façon de traiter les gens de manière équitable tout en respectant les véritables différences qui existent. Ainsi, lorsque l'on y discute d'égalité et de droits égaux, nous devons traiter les gens de façon égale dans la mesure où ils se ressemblent tout en respectant leurs différences. Nous devons, par exemple, protéger les plus faibles, encourager ceux qui sont victimes de discrimination, et fournir plus de ressources à ceux qui en ont le plus besoin.

L'article 15 de la Charte établit un lien étroit entre l'égalité et la discrimination. Nous nous préoccupons, tout comme le fait la Charte, non pas de traiter les gens de façon différente comme telle, mais plutôt des cas de discrimination fondés sur des critères secondaires et néfastes.

L'article 15.(2) qui traite des programmes d'action sociale, vise, avec raison, les personnes défavorisées et insiste pour qu'elles soient traitées de façon spéciale. Nous signalons aussi l'article 25 sur les autochtones, l'article 27 sur le patrimoine multiculturel et l'article 29 sur la diversité des systèmes scolaires.

Ces aspects particuliers de la Charte indiquent clairement qu'il nous faut mettre en valeur notre diversité canadienne. Ils démontrent que l'égalité n'équivaut pas à l'identité et que l'égalité n'exige pas un traitement identique mais plutôt un traitement qui tient compte des véritables différences et qui protège ces différences.

Ceci dit, nous aimerions insister sur le fait que l'article 15 pourrait servir à protéger et mettre en valeur le pluralisme au Canada, une qualité reconnue par la Charte. Nous croyons que le pluralisme exige tout d'abord que l'on reconnaisse que les différentes personnes dans une société ont des croyances différentes et qu'elles veulent vivre de façon différente.

Le deuxième critère du pluralisme est que le gouvernement permette aux gens de vivre de façons différentes, en les protégeant.

Ainsi, le pluralisme ne signifie pas tout simplement de permettre aux gens de penser librement, même si cela est important. Il doit aussi permettre aux gens de mettre leurs croyances en application au sein d'une communauté.

Le véritable pluralisme représente donc plus que des choix personnels. Il faudrait permettre et protéger les activités communautaires: la création, par exemple, d'organismes, d'écoles ou d'institutions qui permettent d'exprimer ou de mettre en pratique diverses croyances économiques, environnementales, culturelles et sociales.

De tous les éléments du pluralisme canadien, il y en a un sur lequel nous voudrions insister: la diversité qui existe au Canada en matière de religion. On ne saurait sous-estimer l'importance de la religion dans notre pays, tant dans la vie publique que dans la vie privée. Il est donc essentiel que l'on donne, à l'article 15, une interprétation qui favorise la liberté du culte, par opposition à une interprétation qui la limite. En refusant à

[Text]

or a religious school or a religious social agency not consider matters of religious belief in hiring certain of its staff, destroys the possibility of any communal religious expression, for such agencies would be required to forsake their religious principles or to make their religion irrelevant to the conduct of the agencies. In this instance, equality before the law would mean, to quote Justice Abella, treating them should mean treating them "as equals by accommodating their differences". To ignore their differences will mean ignoring legitimate needs.

We emphasize that section 15 should not be understood as to enforce sameness but to treat people equally with their differences. Hence, putting this now in the most general terms, we would recommend that religious social agencies have equal status with secular ones; that such agencies not be discriminated against on the basis of religion when they seek to provide social services consistent with their deepest beliefs; that we affirm their right to use "belief" as a crucial factor in hiring in certain types of work, and that they be eligible for public funding on the same basis as secular agencies. Gerald Vandezande.

Mr. Vandezande: We agree with Chief Justice Dickson of the Supreme Court of Canada, who observed recently that:

... a free society aims at equality with respect to the enjoyment of fundamental freedoms,

and that ...

The essence of the concept of freedom of religion is the right to entertain such religious beliefs as a person chooses, the right to declare religious beliefs openly and without fear of hindrance or reprisal, and the right to manifest religious belief by worship and practice or by teaching and dissemination. As we see it,

we cannot profess to encourage religious freedom and yet, at the same time, discriminate financially against educational communities who are exercising their religious freedom.

In light of these observations and the importance of a religion as a valid criterion in some types of work, we recommend that a just, equitable, and non-discriminatory solution be the funding of *all* religious schools which meet certain criteria of quality. Since the move toward full funding of separate schools in Ontario is a step in this direction, we wholeheartedly support it, but only within the context of that same funding being extended to other bona fide educational communities.

With regard to equality in employment CPJ believes that the Government of Canada should be equally sensitive to the urgent needs of disadvantaged people whose right to employment equity should be fully respected and protected. We believe that a person's right to equality in employment at the very least should include freedom from adverse discrimination.

[Translation]

une église, à une école confessionnelle ou à un organisme religieux à vocation sociale le droit d'embaucher des personnes dont les croyances religieuses correspondent aux leurs, on rend impossible toute expression collective de ces croyances. Les responsables de ces organismes seraient obligés de renoncer à leurs principes religieux ou de faire en sorte que la religion n'intervienne pas dans l'administration de leurs institutions. Pour assurer l'égalité devant la loi, il faudrait, pour reprendre l'expression employée par le juge Abella, les traiter «en égaux tout en tenant compte de leurs différences». En refusant de tenir compte des différences, on refuse de répondre à leurs besoins légitimes.

L'article 15 ne devrait pas être interprété de manière à imposer l'uniformité; l'interprétation devrait permettre de mettre tout le monde sur un pied d'égalité tout en tenant compte de leurs différences. Nous recommandons, de façon générale, que les organismes religieux à vocation sociale soient sur un pied d'égalité avec leurs équivalents séculiers; ces organismes qui cherchent à rendre service conformément à leurs plus profondes croyances, ne devraient pas être victimes de discrimination fondée sur la religion; nous affirmons leur droit d'employer le critère de la «croyance religieuse» pour embaucher des personnes et combler certains postes. Et nous recommandons qu'ils aient accès aux fonds public au même titre que leurs équivalents séculiers. Gerald Vandezande.

M. Vandezande: Nous sommes d'accord avec M. le juge Dickson, juge en chef de la Cour suprême, qui a déclaré récemment que:

... une société libre vise l'égalité en ce qui concerne la jouissance des libertés fondamentales,

et que:

La liberté du culte consiste essentiellement en le droit d'avoir les croyances que l'on veut, le droit de déclarer ces croyances ouvertement et sans crainte de représailles, et le droit de manifester ces croyances religieuses par la participation au culte, par la pratique, ou par l'enseignement et la propagation de la foi.

On ne peut prétendre favoriser la liberté du culte si l'on refuse en même temps de subventionner les communautés d'enseignement qui exercent leur droit à la liberté du culte.

À la lumière de ces observations, et étant donné l'importance de la religion, en tant que critère valable lorsqu'il s'agit de combler certains postes, nous proposons une solution juste, équitable et non discriminatoire, qui consiste à subventionner toute école confessionnelle qui répond à certaines normes de qualité. La décision prise en Ontario de subventionner pleinement les écoles catholiques va dans ce sens et nous l'appuyons pleinement. Mais nous ne l'approuvons que dans la mesure où les mêmes avantages sont offerts à d'autres communautés d'enseignement légitimes.

Pour ce qui est de l'égalité en matière d'emploi, le CPJ croit que le gouvernement fédéral devrait être tout aussi conscient des besoins urgents des personnes désavantagées dont le droit à l'égalité en matière d'emploi devrait être pleinement respecté et protégé. Le droit à l'égalité en matière d'emploi devrait au moins inclure le droit de ne pas être victime de discrimination.

[Texte]

However, we must go beyond this minimal notion of equality. Judge Abella noted this in her report, *Equality in Employment*, and I quote:

It is not fair that many people in these groups—namely women, native people, disabled persons and visible minorities—have restricted employment opportunities, limited access to decision-making processes that critically affect them, little public visibility as contributing Canadians and a circumscribed range of options generally.

CPJ believes that we must make every effort to identify and remove, barrier by barrier, discriminatory advantages. The federal government should set an example by further expanding its employment practices and decision-making processes so that all Canadians are not only free from adverse discrimination but, also, can enjoy just employment conditions which provide fair access to meaningful work and equitable participation in the life of our society.

• 1735

CPJ welcomes the government's response of March 8, 1985, to the Royal Commission Report on Equality in Employment, as well as the government's introduction of Bill C-62, an act respecting employment equity, on June 27, 1985. We agree with the purpose of Bill C-62 and its recognition that employment equity means more than treating persons in the same way but which also requires special measures and the accommodation of differences.

As you will have noted, CPJ's submission contains several recommendations aimed at further strengthening the government's attempts at establishing employment equity within federal jurisdiction. I should mention here that we had drafted and submitted a brief before Bill C-62 had been introduced in the House. Some of the recommendations we made were partly taken care of by the government's bill, but we feel that more needs to be done.

We shall be glad to elaborate on these recommendations and answer any questions you may have, particularly as they relate to our concerns, which are that the disadvantaged groups and others responsible for their well-being be fully involved in the decision-making and consultation process, both within the companies and through the trade unions, as well as in the development and monitoring of the government's and the companies' guidelines, plans, reports, and a follow-up so that these groups' optimum participation and co-operation are secured in the establishment of employment equity for all people. Without their participation we feel that the attempt to establish employment equity will be seriously curtailed and frustrated. With their co-operation we think important advances can be made.

Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: I would like to thank you, Mr. Vandezande, and also Dr. Marshall. I should point out that you need never apologize for taking a philosophical approach with this

[Traduction]

Nous devons cependant aller au-delà cette notion limitée de ce qui constitue l'égalité. Le juge Abella en a dit autant dans son rapport intitulé «Égalité en matière d'emploi». Je cite:

Il est injuste que bien des membres de ces groupes—c'est-à-dire les femmes, les autochtones, les handicapés et les minorités visibles—aient moins de possibilités d'emploi, qu'ils ne puissent pas influencer sur les décisions qui les touchent directement, que leur contribution à la société canadienne soit si méconnue et, en général, qu'ils n'aient pas les mêmes choix que les autres.

Nous croyons qu'il faudra faire de grands efforts pour repérer et supprimer, obstacle par obstacle, tout avantage discriminatoire. Le gouvernement fédéral devrait donner l'exemple en élargissant ses pratiques d'embauche et ses mécanismes de prise de décisions, de manière à s'assurer qu'aucun citoyen ne sera victime de discrimination, que tous les Canadiens ont accès à un emploi valable et que tout le monde peut participer de façon équitable à la vie de notre société.

Le CPJ est très content de la manière dont le gouvernement a réagi, le 8 mars 1985, au rapport de la Commission royale d'enquête sur l'égalité en matière d'emploi, ainsi que du projet de loi C-62, Loi concernant l'équité en matière d'emploi, déposé le 27 juin 1985. Nous appuyons les objectifs du projet de loi, qui reconnaît que l'équité professionnelle requiert, outre un traitement identique des personnes, des mesures spéciales et des aménagements adaptés aux différences.

Comme vous avez pu le constater, nous avons fait, dans notre soumission, plusieurs recommandations visant à renforcer les mesures prises par le gouvernement en vue d'assurer l'égalité en matière d'emploi au sein des organismes relevant de lui. Je vous signale que nous avons soumis un mémoire avant que le projet de loi C-62 n'ait été déposé à la Chambre. Certaines des recommandations que nous avons formulées à ce moment-là ont été mises en pratique dans le projet de loi, mais il reste du travail à faire.

Nous serions ravis d'expliquer nos recommandations et de répondre à vos questions, surtout dans la mesure où elles rejoignent nos préoccupations. Nous voulons que les groupes désavantagés, et ceux qui s'en occupent, participent pleinement à la prise des décisions et aux consultations, au sein des entreprises et par l'intermédiaire des syndicats. Nous voulons également qu'ils participent à l'élaboration et au contrôle des directives, des plans et des rapports émanant du gouvernement ou du secteur privé. Nous voulons qu'il y ait un suivi pour s'assurer que ces groupes participent et collaborent dans la plus grande mesure possible à la réalisation de l'équité pour tous en matière d'emploi. Il serait extrêmement difficile, sans leur participation, d'atteindre l'objectif de l'équité. Avec leur collaboration, on ira loin.

Merci, monsieur le président.

Le président: Je vous remercie, monsieur Vandezande et monsieur Marshall. Ce n'est pas la peine de vous en excuser si vous épousez une certaine philosophie. Bien que nous exami-

[Text]

committee. We are certainly dealing with some very specific provisions in the federal statutes, but clearly have to do so within a general sense of what equality means and the ideas we are trying to implement in specific ways. I would say to both of you that your suggestions have been very helpful and stimulating along some of the lines our committee is now grappling with.

I would like to begin with the member for Scarborough Centre, Mrs. Pauline Browes.

Mrs. Browes: Thank you very much, Mr. Chairman.

I apologize to you for coming to this meeting a little bit late. I was on House duty today. However, I heard part of your presentation, and I assure you I will be reviewing the entire submission in detail.

The question I would like to pose to you concerns the section you have called Equality and Religious Diversity. I would like to ask you if you might expand a little bit on the practicality of section 15 as it relates to no discrimination against religious practices.

If a person who is—just in terms of an example—a Seventh Day Adventist and he had a job where he is required to work on a Saturday, what should the law say in relation to accommodating a person who would not be able to work on a religious holiday, or what he or she would deem their religious holiday? How far should we go in accommodating the religious holidays? The practice today is that Sunday is generally considered the religious holiday, the day of rest. How far do you think we should go in Canada today in relation to section 15 on the religious diversity?

Mr. Vandezande: I think we, in a democracy, owe to it the Canadian people to go as far as we possibly can within the framework of legislation that protects all and discriminates, as best we can, against none.

• 1740

That is a general principle, I think, which we should try to apply in a genuinely democratic, pluralistic society, and it means that those who wish to observe the Saturday as a religious holiday should, in law, have that right.

And I think that should be done also via collective agreements negotiated by trade unions, so that these people's freedom of religion is properly protected. Of course, as we heard from previous witnesses this afternoon, that can present some difficulties as to what decision or who should make the decision. That question was raised this afternoon.

I think a procedure could be established. For example, under the Canada Labour Code and the provincial Labour Relations Acts, those who, for religious reasons, presently do not enjoy, as I think they should, the proper protection of the law, should be given, via a labour relations board and on the basis of an affidavit sworn by the applicant, the right under a human rights code, or federally under the Charter, to observe the holiday. No employer should be allowed to discriminate against such a person because of his or her religious beliefs. Ideally, it should be safeguarded in every provincial labour

[Translation]

nions des dispositions très précises, nous devons aussi comprendre ce que signifie l'égalité et comprendre les notions que nous essayons de mettre en pratique. Et c'est dans ce sens-là que vos observations ont été fort utiles et intéressantes.

Je donne la parole au député de Scarborough-Centre, M^{me} Pauline Browes.

Mme Browes: Merci beaucoup, monsieur le président.

Je m'excuse d'être arrivée un peu en retard. Je devais être à la Chambre. Mais j'ai entendu une partie de votre exposé et je vous assure que je lirai votre soumission avec la plus grande attention.

Ma question porte sur le chapitre intitulé «Égalité et diversité religieuse». Je voudrais que vous me parliez un peu de la mise en pratique de l'article 15, surtout en ce qui concerne la discrimination contre certaines pratiques religieuses.

Prenons, par exemple, une personne qui appartient à l'Église adventiste du Septième jour et à qui on demande de travailler le samedi. Dans quelle mesure la loi devrait-elle protéger une personne qui n'est pas censée travailler le jour d'une fête religieuse? Jusqu'où faut-il aller? Aujourd'hui, le dimanche est généralement considéré comme étant une fête religieuse, un jour de repos. Quelle interprétation faudrait-il donner à l'article 15, de nos jours, au Canada, en matière de diversité religieuse?

M. Vandezande: Nous vivons dans une démocratie et nous devons, au Canada, faire tout ce que nous permet la loi qui nous protège tous et qui, dans la mesure du possible, ne désavantage personne.

Voilà donc le principe que nous devrions essayer d'appliquer dans une société qui soit vraiment démocratique et pluraliste. Cela veut dire que, pour certains, le samedi sera une fête religieuse et ils auront le droit de ne pas travailler ce jour-là.

On pourrait aussi garantir la liberté du culte par la voie des conventions collectives. Il en a même été question cet après-midi: les témoins qui ont comparu tout à l'heure ont parlé des difficultés qui pourraient survenir en ce qui concerne la responsabilité et la prise de décision.

Ceux qui ne jouissent pas, en vertu du Code canadien du travail et des lois provinciales régissant les relations de travail, de la protection de la loi devraient avoir le droit, en vertu d'un code des droits de la personne ou de la Charte fédérale, de ne pas travailler le jour d'une fête religieuse. L'autorisation pourrait être accordée par un conseil des relations de travail, sur demande, à condition que le demandeur signe un affidavit. Un employeur ne pourrait faire de discrimination à l'égard d'une personne en raison de ses croyances religieuses. L'idéal, ce serait que ces droits soient garantis dans toutes les lois

[Texte]

statute and in every provincial and federal collective agreement.

Mrs. Browes: Would you go so far as to say that there should be a law that it be included in every collective agreement?

Mr. Vandezande: Yes.

Mrs. Browes: Thank you very much.

Mr. Vandezande: In my view, in a way in our society it should not be subject to negotiation. It should be accepted as a basic principle of justice. If we have freedom of religion, as we say we do under the Charter, then it is crucial that people be allowed to express their religious freedom by allowing them to use that freedom.

The Chairman: Thank you. The Member of Parliament for Burnaby, Svend Robinson.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman. And certainly I would join with my colleague from Scarborough Centre in welcoming both our witnesses here today. I have had the good fortune of being able to work with Citizens for Public Justice on a number of issues, as I know a number of my colleagues have as well, and certainly recognize the assistance that you have given in those areas. I think particularly of the corrections area, for example. Outstanding work is done by Citizens for Public Justice in the corrections area. Sometimes you are a lonely voice but, nevertheless, a very important voice. And I wanted to take this opportunity to commend you for the work you are doing in that and many other vital areas.

I might just say on the point which was just raised by my colleague from Scarborough Centre certainly, I think you put the argument very forcefully with respect to recognition in a pluralist society of religious holidays. I can tell you that is one of the issues that we, as a committee, are grappling with, I think it is fair to say. How we should achieve that is such an important objective in a society which values the recognition of the rights of those of many different religions and, indeed, those who profess no religious belief at all.

I have just two questions. I did look at your brief, as well as your summary of it here, but one question is to ask if you could just perhaps briefly indicate what your major areas of concern are with respect to Bill C-62. I say that particularly in light of the fact of that bill quite possibly being before the House this week. So your comments would be particularly timely.

Mr. Vandezande: The equality principle, in my view, is insufficiently enshrined or entrenched in Bill C-62. First of all, the act as it now reads, defines an "employer" as being a person who employs 100 or more employees. In my view the government and Parliament should change that definition of employer. While it is important to make a beginning somewhere, I do not know why we have to begin at employers with 100 or more. Why could that number not be drastically reduced, say, to 10? The reason I say that is because, particularly in an increasingly technological society where the emphasis is on capital-intensive and technology-intensive

[Traduction]

provinciales régissant les relations de travail et dans toutes les conventions collectives au niveau provincial et au niveau fédéral.

Mme Browes: Pour ce qui est de l'inclure dans les conventions collectives, croyez-vous que cela doit être obligatoire?

Mr. Vandezande: Oui.

Mme Browes: Merci beaucoup.

Mr. Vandezande: Dans une société comme la nôtre, ce droit ne devrait pas être négociable. Il devrait être fondamental. La liberté du culte est prévue dans la Charte; il est essentiel que les gens puissent exprimer cette liberté en l'exerçant.

Le président: Merci. Le député de Burnaby, Svend Robinson.

M. Robinson: Merci, monsieur le président. Je me joins à mon collègue de Scarborough-Centre pour souhaiter la bienvenue à nos témoins. Comme certains autres de mes collègues, j'ai eu la chance de travailler avec des représentants du groupe *ItCitizens for Public Justice sur un certain nombre de questions, et je dois dire que vous nous avez beaucoup aidés. Il y a eu, par exemple, la question des services correctionnels. C'est là un domaine où votre groupe a fait un travail tout à fait exceptionnel. Vous travaillez souvent tout seuls, ce qui ne diminue en rien l'importance de ce que vous faites. Je prends donc l'occasion de vous féliciter de ce que vous faites dans le domaine des services correctionnels et dans bien d'autres domaines essentiels.

Pour revenir au sujet soulevé par ma collègue de Scarborough-Centre, vous avez bien formulé vos arguments en faveur de la reconnaissance des fêtes religieuses dans une société pluraliste. C'est là l'une des grandes questions qui préoccupe le Comité, question d'ailleurs primordiale dans une société où il y a beaucoup de religions et où l'on tient à reconnaître le droit de pratiquer n'importe laquelle d'entre elles, et encore, de n'en pratiquer aucune.

Je n'ai que deux questions à vous poser. J'ai lu votre mémoire, ainsi que le résumé, mais j'aimerais savoir ce que vous pensez du projet de loi C-62. Quels éléments du projet de loi vous préoccupent le plus? Si je vous pose la question, c'est que le projet de loi sera peut-être étudié à la Chambre cette semaine. Vos observations seraient donc pertinentes.

Mr. Vandezande: Je ne crois pas que le principe de l'égalité soit suffisamment renforcé dans le projet de loi. Tout d'abord, le mot «employeur» ne désigne qu'une personne qui emploie au moins 100 salariés. À mon avis, le gouvernement et le Parlement devraient modifier cette définition. Il faut, bien sûr, fixer un seuil, mais je ne sais pas pourquoi il faut commencer par 100 salariés. Ne pourrait-on pas le baisser considérablement, disons à 10? Nous vivons dans une société de plus en plus orientée vers la technologie. L'emploi et la croissance sont axés sur le capital et l'aspect technique. Il existe des entreprises et des commerces qui, tout en ayant des effectifs relativement

[Text]

employment or economic growth, I think some of these commercial and business enterprises, even though they may have a relatively small work force, have high sales and production figures. Given their profit and loss statements, they could easily accommodate, or go out of their way to accommodate, the disadvantaged groups mentioned in the bill. That is one observation I have.

• 1745

The other is that the form of employment equity which section 4 speaks about is, in some respects, rather vague. Perhaps that is necessary when one drafts a bill. My concern is that when it comes to developing the guidelines and the reports and the plans, who will draft these key documents which employers must complete? Will there be a co-decisive input, say, by the disadvantaged groups affected and by the groups, employers and trade unions directly concerned?

As we have stressed in our submission to this committee, I would favour the inclusion in the legislation of a provision that recognizes and enables the disadvantaged groups to participate directly in that process. It seems to me that, if we wanted to adjust this section 15.(2), where we talk about the need to improve the conditions for disadvantaged individuals, those people should be directly involved in the consultation, in the decision-making process. Then their legitimate concerns can be dealt with at the outset rather than to force them into the position where, afterwards, they are required to react to the wrong way in which the government or a company may have proceeded with the implementation of employment equity. I think employer and trade union representatives should be consulted, as well, and should be included in the decision-making process, too.

As to the reports section, section V, my concern is that there be more follow-up; that you not simply have a report filed with the Minister. I think it would be helpful, as we point out in our brief to this committee, to have a committee of Parliament—perhaps a committee similar to this one—and/or the Canadian Human Rights Commission annually assess whether the information filed with the Minister, through the reports indeed, show adequate progress with respect to employment equity. Then steps could be taken to see whether or not the legislation as it now reads, or the regulations issued thereunder, should be improved so as to make sure that the inequities which might still remain are dealt with in a constructive way. Again, I think that would give the disadvantaged groups, the employers and the trade unions, involved in the process an opportunity to share their concerns with the parliamentary committee and make some suggestions.

Mr. Robinson: Thank you very much for that comprehensive answer. Certainly, we will bear that in mind during the debate on Bill C-62.

Just one other brief question, Mr. Chairman, if I may. I certainly agree strongly with the recommendations you have made with respect to equality in employment. I must say that I disagree rather fundamentally with the recommendations in another area. I am not going to go on at any great length as to why I disagree, but you deal with the question of funding of

[Translation]

limités, ont un gros chiffre d'affaires et une production élevée. Leurs recettes leur permettraient facilement de répondre aux besoins des groupes désavantagés désignés dans le projet de loi. Voilà donc ma première observation.

Deuxièmement, la notion de l'équité professionnelle, visée à l'article 4, reste plutôt vague. C'est peut-être inévitable dans un projet de loi. Mais je me demande qui va mettre au point les lignes directrices, qui va rédiger le rapport et qui va formuler les plans à l'intention des employeurs. Les groupes désavantagés seront-ils consultés, ainsi que les groupes, les employeurs et les syndicats qui seront directement touchés?

La loi devrait comprendre une disposition qui permet aux groupes désavantagés de participer directement au processus. Nous l'avons dit dans notre exposé et je le répète. Il me semble que, s'il est question de modifier le paragraphe 15.2, où il est question de la nécessité d'améliorer la situation des personnes désavantagées, celles-ci devraient avoir la possibilité de participer directement aux consultations et à la prise de décisions. On tiendrait compte de leurs préoccupations légitimes au début, au lieu de les obliger à réagir à la façon erronée dont le gouvernement ou une entreprise aurait mis en place le programme d'équité. Les employeurs et les représentants des syndicats devraient aussi être consultés et devraient aussi participer à la prise de décisions.

Pour ce qui est de l'article 5, qui porte sur les rapports, il devrait y avoir moyen d'y faire suite; il ne devrait pas suffire de déposer un rapport auprès du ministre. Comme nous l'avons dit dans notre mémoire, il serait peut-être souhaitable de charger un comité du Parlement—semblable peut-être à celui-ci—ou la Commission canadienne des droits de la personne, ou les deux, d'évaluer tous les ans les renseignements contenus dans les rapports qui sont déposés afin de déterminer si l'on a fait suffisamment de progrès en matière d'équité. On serait alors en mesure de déterminer si la loi ou les règlements devraient être améliorés pour redresser, de façon constructive, les inégalités qui persistent. Les groupes désavantagés, les employeurs et les syndicats auraient l'occasion, à ce moment-là, de partager leurs préoccupations avec le comité parlementaire et de faire des propositions.

M. Robinson: Je vous remercie de cette réponse très complète. Nous en tiendrons certainement compte au moment du débat.

J'aurais encore une question à poser, monsieur le président, si vous me le permettez. J'appuie fermement les recommandations que vous avez formulées en ce qui concerne l'égalité en matière d'emploi. Mais il y en a d'autres que vous avez faites et que je ne peux accepter. Je ne vais pas vous donner toutes mes raisons, mais vous abordez la question du financement des

[Texte]

separate schools, which is not one which is before this committee. I might say it is probably just as well that it is not before this committee because, certainly, there would be differences of viewpoint. I am one who happens to believe very strongly that it is a mistake for us to be further supporting financially the fragmentation of the school system in Ontario through further funding of separate schools. I think we should be expanding the public school system, rather than promoting extending funding to separate schools. I differ with my provincial colleagues on that certainly.

• 1750

I just wanted to take the opportunity to say that, and to say that by way of preamble to my question on your section on equality of religious diversity.

I have some concerns, because as one who strongly defends the right of private organizations—churches and so on—to act in ways which are consonant with their philosophy and their religious beliefs and so on, I wonder whether we are not stepping beyond that principle when we suggest, as you suggest, that religious social agencies should have the power effectively to discriminate on bases which we are not prepared to allow others to discriminate on.

You say we should affirm their right to employ people who share those beliefs. Well, in some cases those beliefs may be most objectionable. They may, for example, want to fire people on the basis of their marital status. They may fire people who have been divorced, fire people who live common law; they may fire people or hire people on the basis of their sexual orientation. It is one thing to suggest that it should be permitted in the case of private organizations, but it is something quite different to suggest, as you appear to be doing, that it should be permitted with organizations that are eligible for public funding.

Maybe you could elaborate on that and deal with the concern, which certainly is one that I have in this area.

Dr. Marshall: First a background comment on toleration. I think toleration, if it means anything, means putting up with something you do not like. If you like something or agree with something, then you do not tolerate it, you merely agree with it. For example, looking at some particular religious body with which we disagree, the question of toleration is the degree to which we are willing to support that. So in looking at the question of funding separate schools or any other religious agency, the question of how tolerant we are in Canadian society is the degree to which we will accept and even support things with which we disagree quite strongly.

Mr. Robinson: But should we publicly fund intolerance?

Dr. Marshall: That would be my first one. Secondly, most religions in the world assert that their religion is not solely a private matter; it has to affect the lives of their members, and the corporate lives of their members. That means if you are going to act on a communal basis in a religious way, you have to have your religious character shape that organization. This is true not only for religious organizations but for political

[Traduction]

écoles catholiques, question d'ailleurs dont nous ne sommes pas saisis. C'est peut-être aussi bien, car il y aurait certainement des divergences d'opinion. Je crois personnellement que nous avons tort d'encourager la fragmentation du système scolaire en Ontario en accordant des subventions aux écoles catholiques. Au lieu de promouvoir la prolongation des subventions aux écoles catholiques, nous devrions étendre le réseau d'écoles non confessionnelles. Mais mes collègues de la Colombie-Britannique ne sont certainement pas du même avis.

Je tenais simplement à vous le dire, en guise de préambule à ma question, qui porte sur le chapitre de votre mémoire qui traite de l'égalité et de la diversité religieuse.

Je défends jusqu'au bout le droit des organismes privés—des églises, etc.—de faire en sorte que leurs actions soient compatibles avec leur philosophie et leurs croyances religieuses. Si l'on permet aux organismes religieux à vocation sociale de faire de la discrimination là où d'autres ne peuvent pas en faire, je me demande si on ne se trouverait pas à aller au-delà de ce principe et j'avoue que cela me préoccupe.

Vous dites qu'il faudrait confirmer leur droit d'embaucher des personnes qui partagent leurs croyances. Il peut arriver que ces croyances soient tout à fait répugnantes. On pourrait vouloir, par exemple, congédier des personnes en raison de leur état civil. On pourrait vouloir congédier des divorcés ou des personnes qui vivent en concubinage; on pourrait congédier des gens, ou les embaucher, en fonction de leur orientation sexuelle. Dire que cela devrait être permis lorsqu'il s'agit d'un organisme privé, c'est une chose, mais proposer, comme vous l'avez fait, que cela devrait être permis lorsqu'il s'agit d'organismes subventionnés par le gouvernement, cela en est toute une autre.

Vous pourriez peut-être vous étendre là-dessus, car c'est un sujet qui me préoccupe beaucoup.

M. Marshall: Je vais commencer par vous dire quelques mots au sujet de la tolérance. Lorsqu'on fait preuve de tolérance, on endure quelque chose qu'on n'aime pas. Si quelque chose vous plaît, ou vous êtes d'accord avec, vous n'avez plus à la tolérer; elle vous convient de toute façon. S'il s'agit d'un organisme religieux avec lequel nous sommes en désaccord, il faut décider dans quelle mesure nous sommes prêts à le tolérer. Lorsqu'il s'agit de subventionner les écoles catholiques ou un autre organisme religieux, c'est la mesure dans laquelle nous acceptons et nous appuyons ce qui ne nous plaît vraiment pas qui détermine le degré de tolérance.

M. Robinson: Mais faudrait-il subventionner l'intolérance?

M. Marshall: Voilà donc ma première observation. Deuxièmement, dans la majorité des cultes dans le monde, la religion n'est pas uniquement quelque chose de privé; elle doit influencer sur la vie de ses adhérents et sur la vie collective de ceux-ci. Pour pouvoir agir collectivement, au sein d'une religion, le caractère religieux doit agir sur l'organisme. Ce que je dis ne s'applique pas qu'aux organismes religieux, mais aussi aux

[Text]

parties. I know enough people in your own party to know that its hiring practices for certain positions are very strongly influenced by the political opinions of the people whom it is hiring. I do not criticize that. It is perfectly obvious that at certain executive positions you want people who support the party; and people who do not are by that reason excluding themselves.

The point there is that is a bona fide job qualification. If you said the same thing for secretaries or for janitors, then I think you might be discriminating there. But the question in the context is, is someone's religious belief, someone's religious commitment, relevant to the actual type of work they are doing? My wife is a counselling psychologist with the agency she works with. For her colleagues, religion is an important factor because of the nature of the counselling they do. People with different beliefs would approach things differently.

My point there is this is not a means of people protecting their private little club, saying, we do not want Sikhs in here, we do not want Jews in here. It is a question of in this school, in this counselling agency, in this group home, we try to approach our task in this way, and we want to hire people who agree with this way of approaching that task. So that means for certain jobs religious beliefs are important. For other jobs they are not important. In our own organization, probably for certain job qualifications it is not important. For someone who is going to appear before a committee like this, we would probably inquire as to his religious beliefs and how that shapes it. Unless we allow that, we are saying religion has to be a private matter. It cannot shape organizations.

• 1755

Finally, there is the question on public funding. If I can put it this way, I believe public funding should be public; that is, it should be given to all people. Public is something concerned with everybody. This does not mean it is only given to organizations which are themselves public.

I will have to take the school example, because that is the screamingly obvious one right now, even though it is not directly on this committee's agenda. This would mean you do not support only public schools, but you support all schools; that is, your mode of funding is public. You fund everybody. Unless you have that sort of thing, what happens is you begin to get a systematic discrimination against any organized religious parties.

The starkest example I know is from the States and I think it is reaction against this which mobilizes the religious right wing in the United States. The University of Missouri had a free speech centre on campus. They put up a little podium which had an amphitheatre around it, said it was a free speech centre and anybody who wanted to get up and say their thing could get up and do it. This was a state-funded campus. When a Jewish group on campus attempted to use the free speech centre, they had legal action taken against them because this

[Translation]

partis politiques. Je connais suffisamment de membres de votre parti, pour savoir que, lorsqu'il s'agit de combler certains postes, l'orientation politique du postulant est l'un des critères les plus importants. Je n'ai rien contre. Il est parfaitement évident qu'à la direction, il vous faut des personnes qui appuient le parti; les personnes qui ne l'appuient pas sont exclues par définition.

Dans ce cas-là, l'adhésion au parti est un critère parfaitement justifiable. S'il s'agissait de secrétaires ou de concierges, il pourrait y avoir discrimination. Il faut se demander si la croyance religieuse est pertinente, étant donné le genre de travail. Ma femme est psychologue-conseillère. Pour ses collègues, la religion est un élément important, à cause du genre de travail qu'ils font. Nos croyances déterminent la façon dont nous voyons les choses.

Il ne s'agit pas, ici, de protéger son petit club, d'exclure les Sikhs ou les Juifs. Mais dans certaines écoles, dans certains services d'orientation, dans certaines maisons de retraite, c'est ainsi que nous voulons travailler. Nous voulons pouvoir embaucher des gens qui voient la chose de la même façon. Pour ceux qui occupent certains postes, la croyance religieuse est importante. Pour d'autres postes, elle ne l'est pas. Au sein de notre organisme, il y a probablement des postes où elle n'importe pas. Pour quelqu'un qui comparait devant un comité comme le vôtre, nous lui demanderions probablement quelles sont ses croyances religieuses et quelles en sont les conséquences. À moins de permettre cela, nous disons que la religion c'est l'affaire privée de chacun; qu'elle n'a aucune influence sur le comportement d'une organisation quelconque.

Enfin, il y a la question du financement par voie de fonds publics. Si vous me le permettez, je crois que le financement par voie de fonds publics devrait justement être public; c'est-à-dire qu'on devrait en donner à tout le monde. Public signifie que l'on s'adresse à tous. Cela ne signifie pas que les fonds sont tout simplement donnés à des organisations qui, elles, sont publiques.

Je dois prendre l'exemple des écoles, car c'est l'exemple le plus criant à l'heure actuelle, même si cette question ne fait pas partie comme telle de l'ordre du jour de votre Comité. Cela voudrait dire que vous ne financez pas seulement les écoles publiques, mais toutes les écoles; c'est-à-dire que votre mode de financement est public. Vous financez tout le monde. À moins que vous ne fassiez ce genre de chose, ce qui arrive c'est que vous commencez à faire de la discrimination systématique contre diverses organisations religieuses.

L'exemple le plus frappant que j'ai en tête me vient des États-Unis et je crois que c'est la réaction contre cela qui mobilise la droite religieuse aux États-Unis. L'Université de Missouri avait établi un centre de liberté d'expression sur le campus. Ils avaient dressé une petite tribune au centre d'un amphithéâtre, avaient dit que c'était là le centre de libre expression et que tout un chacun pouvait y monter pour s'exprimer librement. C'était un campus financé par les deniers de l'État. Quand un groupe juif sur le campus a essayé

[Texte]

was ultimately a state-funded free speech centre, which could not be used by religious bodies as this would entangle the church and the state. One gets similar examples through the United States. I could multiply those sorts of things if you wish me to.

If you approach things by saying that we cannot allow public resources to be used by religious bodies, what happens is that you would then be funding secular bodies but refusing to fund religious ones. Therefore, you have a systematic bias in favour of non-religious—or whatever you want to call it—bodies in society, which has the effect of undercutting religion and discriminating against it. In terms of public funding, this is why we say on the same basis as secular ones; otherwise, you start to enforce secularism. That is a long answer.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman. I wish there was time to continue the dialogue, but we will have to do that on another occasion.

Mr. Vandezande: Mr. Chairman, may I just make a brief comment? I think where the beliefs are germane to the task that must be done, whether it is a Jewish social service agency or a Catholic children's aid society, the agency in question should have the right to hire people who can help implement its purpose and it should be equally entitled to public funding. You say the education issue is not before you, but it is when you come to higher education. The grants from the federal government to the provinces for educational purposes deal with a variety of non-public institutions as well, and so although the Ontario Bill 30 is very much in the news, section 15 really speaks to all of the other situations that are either directly or indirectly, via government policy, within federal jurisdiction. This is all on that point.

The Chairman: Thank you very much. Really the question that I had wanted to ask, arising out of page 6 of your long brief, was answered pretty well in your long answer just a moment ago, Dr. Marshall. It had to do with a number of groups and organizations in a pluralistic society providing and being encouraged to provide services to groups based on ethnicity or religion, and where the decision must be made within that as to whether someone can be hired, retained or otherwise discriminated against. It is not an easy area to deal with, but I think your answer has been very helpful to us.

Dr. Marshall: Perhaps, if I could just add something to that, I focused in response to Mr. Robinson in terms of the actual hiring of persons. There is also the question of the nature of services provided. I know a lot of people in religious social service agencies who are very nervous about the effects of section 15. For example, can Jewish Family Services seek to

[Traduction]

de se servir de cette tribune pour s'exprimer librement, une poursuite en justice a été intentée contre ce groupe parce que, au bout du compte, il s'agissait d'un centre de libre expression financé par l'État dont ne pouvaient se servir les organismes religieux parce qu'il ne faut surtout pas que disparaisse la séparation entre l'Eglise et l'État. On trouve des exemples semblables partout aux États-Unis. Je pourrais multiplier ce genre d'exemples si vous voulez.

Si vous abordez la question en disant que nous ne pouvons permettre que les ressources publiques servent aux organismes religieux, ce qui arrive alors c'est que vous financez les organismes séculiers tout en refusant de financer les organismes religieux. Donc vous favorisez systématiquement les organismes non religieux, ou appelez cela comme vous voulez, de la société, ce qui nuit à la religion qui devient l'objet de discrimination. Pour ce qui est du financement public, c'est pour cela que nous disons qu'il doit y avoir la même base que pour les organismes séculiers; sinon, c'est la sécularisation qui nous guette. La réponse est longue.

M. Robinson: Merci, monsieur le président. J'aimerais bien pouvoir continuer le dialogue, mais nous pourrions le faire à une autre occasion.

M. Vandezande: Monsieur le président, un commentaire? Je crois que lorsque la croyance religieuse va de pair avec la tâche à accomplir, qu'il s'agisse d'une agence juive de services sociaux ou d'une société d'aide aux enfants catholiques, l'agence en question devrait avoir le droit d'embaucher des gens qui peuvent l'aider à atteindre les objectifs fixés et cet organisme devrait aussi avoir un accès égal au financement public. Vous dites ne pas être saisis de la question de l'enseignement public, mais vous devez vous en saisir lorsqu'il s'agit de l'enseignement supérieur. Les subventions versées par le gouvernement fédéral aux provinces pour fins d'éducation englobent toute une variété d'institutions qui ne sont pas publiques, elles non plus, et si le projet de loi numéro 30 de l'Ontario fait toutes les manchettes, l'article 15 vise toutes les autres situations qui sont directement ou indirectement, à cause de la politique gouvernementale, de compétence fédérale. Voilà tout ce que j'avais à dire à ce sujet.

Le président: Merci beaucoup. La question que je voulais poser et qui m'était inspirée par la page 6 de votre mémoire a trouvé réponse dans cette longue dissertation que vous avez faite il y a un instant, monsieur Marshall. Elle portait sur un certain nombre de groupes et organismes dans une société pluraliste qui sont encouragés à fournir, et qu'ils fournissent, des services à des groupes constitués sur des bases ethniques ou religieuses et où les décisions doivent être prises, comme celles de savoir si on peut embaucher quelqu'un, retenir ses services ou les refuser de façon discriminatoire. Ce n'est pas un domaine de tout repos, mais je crois que votre réponse nous a été fort utile.

M. Marshall: Si je puis ajouter un mot, en réponse à la question de M. Robinson, j'ai concentré mon attention surtout sur l'embauche de personnes. Il y a aussi la question de la nature des services fournis. Je connais beaucoup de gens qui travaillent pour des agences religieuses de services sociaux qui s'inquiètent énormément des retombées de l'article 15. Par

[Text]

place children who are up for adoption from Jewish parents? Can they say that they would like these children to be brought up by Jewish parents? Is this sort of thing allowed? So it is the nature of the service which then becomes important, too.

• 1800

The Chairman: Yes. As I say, you have dealt with this very fully on page 6 of your brief.

I would like to thank you for appearing, Dr. Marshall and Mr. Vandezande. [*The Chairman continues in Dutch language*]

Mr. Vandezande: Thank you. I had not expected to hear my native tongue spoken by a Chairman of a parliamentary committee. I am sure that some Members of the House would consider that carrying bilingualism too far.

The Chairman: You would be . . .

Mr. Vandezande: And it might be, to use Mr. Robinson's phrase, financing intolerance, since they could not have the benefit of your kind thank you.

The Chairman: We had the Mayor of Bolton, Quebec, appearing before us. She also was able to have some discussion of her ideas in your native language. Whatever the language, we are listening to a lot of views and they are all very helpful to us in fulfilling our mandate. I want to thank you both very much for what you have contributed this afternoon. Thank you.

Mr. Vandezande: I am very anxious to see whether your remarks appear in the record.

The Chairman: Yes. [*The Chairman continues in Dutch language*]

Mr. Vandezande: [*Speaking in Dutch language*]

The Chairman: Ladies and gentlemen, I would now like to ask Major-General Bruce Legge to come forward and to say how delighted we are that you are here and that you have displayed a degree of patience in noting that the Chairman was unable to adhere strictly to the time schedule. We have received a copy of your letter dated May 8 which dealt, in a very forthright fashion, with five or six of the issues that are before us. We are delighted now, knowing of your background and your wealth of experience in a number of different areas, to have you before us. I would invite you to give us the benefit of your thinking. We will have questions from the Members of Parliament following that. Welcome.

Major-General Bruce Legge (Individual Presentation): Thank you very much, Mr. Chairman. It is a great honour for me to appear before this distinguished and indefatigable committee. I think that you are dealing with the fundamental issues. I have not had time to do a transcript of what I have written on airplanes in the last five days but I will give you a copy subsequently.

[Translation]

exemple, est-ce que les services familiaux juifs peuvent exiger que les enfants qu'ils doivent faire adopter se fassent absolument adopter par des familles juives? Peuvent-ils dire qu'ils voudraient que ces enfants soient élevés par des parents juifs? Est-ce que ce genre de chose est permis? Donc, la nature du service rendu devient alors très important.

Le président: Oui. Comme je l'ai dit, vous en avez traité exhaustivement à la page 6 de votre mémoire.

J'aimerais vous remercier d'avoir comparu, monsieur Marshall et M. Vandezande. [*Le président poursuit son intervention en néerlandais*].

M. Vandezande: Merci. Je ne m'attendais pas à entendre le président d'un comité parlementaire s'exprimer dans ma langue maternelle. Je suis sûr que quelques députés, en Chambre, croiraient qu'il s'agit là d'une interprétation outrancière du bilinguisme.

Le président: Vous seriez . . .

M. Vandezande: Et pour en revenir à ce que disait M. Robinson, ce serait peut-être là financer l'intolérance puisqu'il ne pourrait pas jouir de la plénitude de vos bienveillants remerciements.

Le président: Il y avait aussi le maire de Bolton, Québec, qui comparaisait devant nous. Elle aussi a pu énoncer ses idées en s'exprimant dans votre langue maternelle. Quelle que soit la langue, nous sommes à l'écoute de tous les points de vue et ils nous sont tous très utiles dans l'exercice de notre mandat. Je veux vous remercier tous deux pour votre contribution cet après-midi.

M. Vandezande: J'ai bien hâte de voir si vos commentaires paraîtront dans le compte rendu.

Le président: Oui. [*Le président poursuit en néerlandais*].

M. Vandezande: [*L'intervenant s'exprime en néerlandais*].

Le président: Mesdames et messieurs, j'aimerais maintenant demander au major-général Bruce Legge de bien vouloir s'avancer et je tiens à vous dire combien nous sommes heureux de voir que vous êtes ici et de noter que vous avez été très patient car le président n'a pas pu s'en tenir strictement à l'échéancier prévu. Nous avons reçu votre lettre du 8 mai où vous abordez très directement cinq ou six des questions dont nous avons été saisis. Connaissant vos antécédents et votre expérience dans de nombreux domaines, nous sommes très heureux de vous accueillir. Je vous invite à nous faire part des fruits de votre réflexion. Nous passerons ensuite aux questions des députés. Bienvenue.

Major-général Bruce Legge (comparaissant à titre personnel): Merci beaucoup, monsieur le président. C'est un très grand honneur pour moi de comparaître devant ce Comité distingué et infatigable. Je crois que vous traitez ici de questions fondamentales. Je n'ai pas eu le temps de transcrire ce que j'ai écrit à bord de divers avions ces cinq derniers jours, mais je vous en ferai parvenir un exemplaire un peu plus tard.

[Texte]

Claude Thompson, the president of the Canadian Bar Association, has asked some of the pertinent questions about the enhancement of rights in Canada. How can we enhance the rights of some without discriminating against others. He cites the search for equal pay for equal work, which will probably require courts, without the aid of statutory guidelines or regulations, to determine issues such as the relative value, if they are not equal, of traditionally male-held jobs, such as parking attendant, and traditionally female-held jobs, such as receptionist.

There is strong evidence that the wage levels of men and women in Canada are not equal. Will they be equalized by bringing women's wages to the same level as men's at a time when Canadian governments and business are concerned with reducing deficits and becoming competitive? Or will wages be equalized by requiring a decrease in the income of men at the cost of serious conflict between organized labour and management? The question of equality and discrimination in the marketplace will likely be determined by facts and statistics rather than a finding as to whether there has been intentional discrimination.

There will be pressure for work force audits. But how can an employer properly and accurately determine information about such factors as religious affiliation and racial background in order to determine whether his policies discriminate? Will employers be expected to hire people other than the most qualified for management positions because of racial and religious considerations? What will be the effect on efficiency and on employee moral, if persons are not promoted because they are not members of an identifiable minority group? What will be the results of a tax on affirmative action programs by those disadvantaged as a result? Will the provision of provincial human rights legislation for benefits including compulsory retirement provisions be struck down?

• 1805

Now, as a former member of the Council of the Canadian Bar Association, I support Mr. Thompson's delineation of some of the problems which become the problems of this honourable committee. In my mind, the world is full of strife and litigation. If these matters are dealt with legalistically, we can become an even more divided litigationist society, which only benefits lawyers and only benefits them in the short run.

In April of this year *Fortune* magazine reviewed Richard Morgan's distressing book *Disabling America* by what he calls the American national preoccupation with rights. Now I read this book but I did not buy it. My own comment is that the rights "industry" must be based on some sort of need, but I suggest to the committee that rights are not held in a vacuum; that, with rights, go duties and responsibilities—a concept which must not be forgotten by public-spirited servants like Members of Parliament.

[Traduction]

Claude Thompson, le président du Barreau canadien, a posé certaines questions pertinentes sur la promotion des droits au Canada. Comment pouvons-nous accorder des droits plus étendus aux uns sans être coupables de discrimination contre les autres. Il donne alors l'exemple du fameux «à travail égal salaire égal» qui sera probablement tranché par les tribunaux qui ne pourront compter sur aucun règlement ni aucune loi pour décider de questions comme la valeur relative, s'il n'y a pas égalité, entre certains emplois qui traditionnellement échoient aux hommes, comme les préposés au stationnement, et les emplois traditionnellement réservés aux femmes, comme les postes de réceptionnistes.

Tout semble indiquer que les niveaux de salaire des hommes et des femmes au Canada ne sont pas égaux. L'égalité sera-t-elle atteinte en ramenant les salaires des femmes au même niveau que ceux des hommes à une époque où les divers paliers de gouvernement au Canada, ainsi que le monde des affaires, essaient de diminuer les déficits tout en devenant plus concurrentiels? Ou assurera-t-on l'égalité des salaires en imposant une diminution du revenu des hommes au prix de conflits sérieux entre les syndicats et les patrons? La question de l'égalité et de la discrimination sur le marché du travail sera probablement décidée par les faits et les statistiques plutôt que par toute étude visant à découvrir s'il y a eu discrimination intentionnelle.

Certaines pressions seront exercées en faveur de vérifications auprès de la main-d'œuvre active. Mais comment un employeur peut-il colliger tous les renseignements nécessaires en matière de religion ou de race afin de pouvoir décider si ses politiques sont discriminatoires? Va-t-on attendre des employeurs qu'ils embauchent des gestionnaires qui ne sont pas les mieux qualifiés pour des raisons d'ordre racial ou religieux? Quel sera l'effet sur l'efficacité et le moral des employés, si les gens ne sont pas promus car ils n'appartiennent pas à un groupe minoritaire identifiable? Quel sera l'impact d'une taxe sur les programmes d'action positive sur ceux qui en seront désavantagés? Les dispositions des lois provinciales sur les droits de la personne, y compris la disposition sur la retraite obligatoire, seront-elles cessées?

En tant qu'ancien membre du conseil de l'Association du Barreau canadien, j'estime avec M. Thompson que le monde est plein de luttes et de litiges. Si nous allons régler ces questions par litige, nous aurons une société de plus en plus divisée, ce qui ne sera dans l'intérêt que des avocats, et cela à court terme.

Au mois d'avril la revue *Fortune* a donné une critique du livre affligeant de Richard Morgan qui s'appelle *Disabling America* où il parle de l'obsession nationale américaine avec les droits. J'ai bien lu son livre mais je ne l'ai pas gobé. J'estime que l'industrie des droits doit être basée sur un besoin précis, mais que les droits n'existent pas dans un vide, ils sont accompagnés de devoirs et de responsabilités. Il ne faut pas que cette notion soit oubliée par ceux qui veulent faire preuve de civisme, tels que les députés.

[Text]

That thesis is emphasized by Mr. Morgan's *Disabling America*—Basic Book, \$16.95—in this sharp comment on the rights industry. Crucial to an understanding of the rights industry is the fact that it derives its principal supply from the talkers—that is, from members of a class of people which earns its living by manipulating words and symbols rather than by making things.

Now I think that is too sharp, but in the Canadian scene, Michael Crawford for the Canadian Bar Association in *The National* has said:

By itself, section 15 would mean that a three-year-old has the right to drive a car, but the power of the section is not absolute. Section 1 states a right must be demonstrably justified in a free and democratic society—in other words, reasonable.

So I want to talk about “reasonable” in relation to section 15. The reasonable man theory is difficult to understand in the cynical society of advertising and manipulation. This gives rise to the sad thoughts of J.K. Galbraith about the fact that the automatic, lie discount, mechanism is widely applied; or, as a well known legal writer has put it, it is hard to take seriously an issue which has been simplistically reduced to 30-second blurbs on television. Yet, the federal government's “make it right, make it work, make it ours” campaign in 1980 intended to advertise the virtues of its constitutional package even before the proposals were approved by Parliament and was launched by people who, in the words of Dalton Camp, believed that advertising could, and should, influence the opinions of millions of Canadians and so complex, sensitive and soulful a matter as constitutional change.

Now that same Mr. Camp had a great hyperbole about the conflict between the charter and the military. He wrote:

The uniqueness of military life is the nub of the argument advanced by the armed forces that section 15 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms should not apply to them.

Now my position is not that it should not apply but that it should apply, although only in relation to the provisos of reasonableness in section 1, and that it is a changing position and must change. That is the section which guarantees equality without discrimination as to sex, creed and those several variables of the human condition including age, marital status and sexual preference. The prospect of being obliged to accept section 15 in all its glorious universality has given the military fits. While prepared to fight to the death to protect the Constitution, Canada's armed forces would be loath to live by it.

I think the armed forces are a special case, and that section 1, subject to such reasonable limits as can be demonstrably justified, ought to be given a fair hearing based on the knowledge and experience of the Canadian Armed Forces in producing not a civil service with security of tenures, but a fighting force that will follow its orders to defend Canada to the death.

[Translation]

Voilà la thèse défendue par M. Morgan dans son livre *Disabling America*—livre de base, 16,95\$—qui renferme des commentaires aigus sur l'industrie des droits. Selon lui, l'industrie des droits tire sa force des causeurs, c'est-à-dire d'une classe qui gagne sa vie en manipulant des mots et des symboles, au lieu de construire des choses.

A mon avis, il est sévère, mais ici au Canada, au programme *The National*, Michael Crawford parlait au nom de l'Association du Barreau canadien, et il a dit ceci:

En soi, l'article 15 donne aux enfants de trois ans le droit de conduire, mais l'article n'est pas souverain car le premier article stipule *dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique*. Le mot clé est le mot *raisonnable*.

J'aimerais parler de ce mot *raisonnable* en ce qui a trait à l'article 15. Il est difficile de comprendre le concept de l'homme raisonnable dans une société cynique qui connaît trop la réclame et la manipulation. Cela me fait penser à J.-K. Galbraith, qui estime qu'il existe chez les gens le réflexe de tout diviser par deux ce qu'on leur dit. Un juriste célèbre a dit qu'il est difficile de prendre au sérieux quelque chose qui est réduit à une réclame de 30 secondes à la télévision. La campagne publicitaire du gouvernement fédéral de 1980 ventait la nouvelle Constitution, avant même son adoption par le Parlement. Elle était lancée par des personnes comme Dalton Camp qui croyaient que la publicité pouvait, et devait, influencer des millions de Canadiens, même sur une question si complexe et si sensible que la nouvelle Constitution.

Ce même M. Camp versait dans l'exagération au sujet du conflit entre la Charte et le militaire. Il a dit que:

Les Forces armées invoquent le caractère unique de la vie militaire comme raison pour se faire exempter de l'article 15 de la Charte canadienne des droits et libertés.

Or à mon avis, elles ne doivent pas être exemptées, mais il faut tenir compte des dispositions de l'article 1 sur les limites raisonnables. La situation est encore fluide. L'article 15 est celui qui garantit l'égalité indépendamment de toute discrimination fondée sur le sexe, la religion ou sur les autres facteurs de la condition humaine, y compris l'âge, la situation de famille, ou l'orientation sexuelle. Les militaires piqueront une crise quand on leur fera avaler ce merveilleux et universel article 15. Même s'ils sont prêts à mourir pour protéger la Constitution, les Forces armées canadiennes n'aimeraient pas s'en accommoder.

Je pense que les Forces armées constituent un cas spécial, et qu'il faut qu'elles aient leur mot à dire vu leurs connaissances et expérience, et l'article 1 où il est dit *dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer*. Rappelons-nous que les membres des Forces armées canadiennes ne sont pas seulement des fonctionnaires, avec une pension et d'autres formes de sécurité, mais qu'ils sont aussi des combattants qui suivront leurs ordres jusqu'à la mort.

[Texte]

• 1810

So we come to the simple proposition that serving in the armed forces is not finding employment. It is not a job. It is a service. Entering the armed forces is not taking a job. It is committing a soldier to harsh service in war, and often inconvenient work in peacetime.

Mr. Camp recites the believed reasons for the forces' attitude towards the employment of women in combat and towards the prohibition of knowingly enrolling homosexuals in the armed forces. He cites that discipline could deteriorate because of the association between officers and subordinates. Camp said none of these reservations and objections would apply to the office or to the work place, but they are persuasive to those who have known what service life is like and who know there is no place like it.

Section 15 applied to the Canadian forces would be a disaster, says Mr. Camp. He says the Boyer committee will surely recommend article 1 be invoked in the name of the common-sense—and I agree with the "common-sense"—application of section 1.

We have to take the framework that Canada is not a military state; but there is a vital and growing role for women in the Canadian armed forces. Unlike most countries in NATO, there is no conscription in our volunteer forces.

I believe, Mr. Chairman, your committee can learn a great deal from Brigadier-General Amired Dotan, the head of the women's division of the Israeli forces, who is responsible for many of the advances made by women soldiers in the Israeli army. They have, for example, training for combat, but women do not assume combat roles. General Dotan is not satisfied. She criticizes Israel's education system and the attitude of women themselves.

I think there is a parallel here in our society. But the Israeli army is a first-class fighting machine, and the doctrine of the fitness to fight takes precedence over most niceties of procedure and process. So she says the Jewish mothers who do not want to see their daughters become electricians and mechanics—and remember, as conscripts is what General Dotan is talking about... the girls come to the army, she says, at 18, bright and wonderful, but they know only what school has taught them; and that means next to nothing about math, physics, and technical subjects.

We have to reorient their thinking and train them in a very short time.

On women in combat she says:

The girls themselves want to fight, but Israeli society would not accept female casualties or the risk of women being taken prisoners of war...

—which is the reason I cited the military context in which this army exists. She asks this question. Israeli society would not accept female casualties or the risk of women being taken prisoners of war; and then she says:

And after all, how many men in the Israeli defence forces are actually front-line fighting troops? The percentage is

[Traduction]

Prenons maintenant la proposition selon laquelle servir dans les Forces armées n'est pas travailler. Ce n'est pas un emploi, c'est une vocation. Entrer dans les Forces armées, ce n'est pas prendre un emploi, c'est s'engager à un service dur en temps de guerre, et à un travail souvent fastidieux en temps de paix.

M. Camp rabâche l'explication convenue de l'attitude des forces quant à l'emploi des femmes au combat, et à l'interdiction des homosexuels. Il dit qu'il peut y avoir une détérioration des relations entre les officiers et les hommes. M. Camp dit que ces objections ne s'appliquent pas au bureau ou au marché du travail, mais que ces arguments sont convaincants pour ceux qui connaissent la vie militaire, et qui savent qu'il n'y a pas d'autre vie semblable.

Selon M. Camp, appliquer l'article 15 aux Forces canadiennes serait catastrophique. Il dit que le Comité Boyer recommandera l'application de l'article 1 dans l'intérêt de bon sens.

Le Canada n'est pas un État militaire, et il y a un rôle de plus en plus important pour les femmes dans les Forces armées canadiennes. À la différence de la plupart des pays de l'OTAN, il n'y a pas de conscription dans nos forces.

J'estime, monsieur le président, que votre Comité aurait à apprendre de la générale de brigade Amired Dotan, chef de la Division féminine des Forces armées israéliennes, qui est responsable du progrès fait par les femmes soldats dans l'Armée israélienne. Par exemple, elles ont une formation de combat, même si elles ne vont pas au combat. La générale Dotan n'est pas satisfaite. Elle critique le système scolaire en Israël, et l'attitude des femmes elles-mêmes.

Je pense que nous pouvons établir un parallèle avec notre société. L'Armée israélienne est du premier rang, et l'aptitude pour le combat prime sur la procédure et le processus. Elle dit que les mères juives qui ne veulent pas que leurs filles deviennent électriciennes ou mécaniciennes—n'oubliez pas que la générale Dotan veut dire à titre de conscrètes—elle dit que ces filles entrent dans l'Armée à l'âge de 18 ans, brillantes et merveilleuses, mais elles ne savent que ce qu'elles ont appris à l'école, c'est-à-dire presque rien sur les mathématiques, la physique, et les autres sujets techniques.

Il faut changer leur façon de penser, et les former dans un délai très court.

Pour ce qui est des femmes au combat, elle dit:

(traduction libre) Que les filles elles-mêmes veulent combattre, mais que la société israélienne n'accepterait pas les femmes mortes et blessées, ou les femmes prisonnières de guerre...

c'est la raison pour laquelle j'ai rappelé le contexte militaire de cette armée. La générale évoque une situation, à savoir qu'en Israël, la société rejette l'idée que les femmes périssent au combat ou soient faites prisonnières. Puis elle ajoute:

(traduction libre) Combien d'hommes font partie des forces défensives au front? Très peu. Pendant les années 80, les

[Text]

very low. In the 80s battles are not so much fought with heavy weapons as with technology. Women can perform as well as men. I do not want them to become like men; to behave like men. There are boundaries, and we recognize them.

General Dotan believes, as I do, that women have a humanizing effect on the army. More problematic, she says, are the sexual pressures that can be exerted on young women soldiers by senior male officers. For guidance, every unit has a female officer whose job is to keep her eyes and ears open, to offer advice and help.

We also make sure officers and NCOs understand their responsibilities toward the women under their command.

I agree with General Amired Dotan, and I hope section 1 will be interpreted in her intellectual way by this committee.

• 1815

As to women in combat, I have not discussed the more subtle or sophisticated question of women as fighter pilots, for example, or members of submarine crews where they would be part of a combat team not requiring the devastating strength and stamina of an infantry soldier in the horrors of the modern battlefield where with the night vision equipment they can be attacked 24 hours a day, which is something new. Before you could only be bombed 24 hours a day. So there is a role that has not been very carefully studied, in my view, about women in combat as part of a team in that sort of advanced way. Perhaps your committee chairman could look at the Geneva protocol, which I have not thought of since I was at Oxford in 1948, but which I recall defined the laws of war and therefore the kinds of people who could be in war and where women could be. And I think it was always accepted on the doctorate of necessity that they could fight to defend themselves and I think that in regular combat they could be partisans, as was certainly the case with the Yugoslavs and the Russians.

Perhaps the real confusion arises from seeing service as a job, which is a point that I early made, whereas Norman Roston says it perfectly for the Canadian Armed Forces:

Soldiers who want to be a hero are practically zero, but those who want to be civilians, Jesus, they run into the millions.

And that is really the problem. Who in Canada wants to be trained to fight to the death? We do not see any threats. We are protected by other people. So really the question of people in combat is something that does not concern too many people.

I would now like to say a word or two about mandatory retirement and I would like to link it to the Armed Forces in a way. As I said in my letter, in an age when Canada must be both productive and competitive both nationally and internationally, mandatory retirement ages should be abolished and those who want to work should be allowed to compete for work. Both my wife and I come from farm families where people worked as long as they could work and my father, after

[Translation]

batailles se livrent plutôt à coups de techniques qu'à l'arme lourde. Les femmes peuvent s'en acquitter aussi bien que les hommes. Je ne veux pas qu'elles deviennent des hommes ou qu'elles en aient le comportement. Il existe des limites, et nous les reconnaissons.

La générale Dotan croit, comme moi, que les femmes humanisent l'armée. Elle dit que le problème est plutôt qu'un officier mâle peut exercer une pression sexuelle sur une subalterne. Dans chaque unité, une femme officier est aux aguets pour offrir des conseils et de l'aide.

Nous faisons en sorte que les officiers et les sous-officiers comprennent leurs responsabilités envers les femmes sous leurs ordres.

Je suis d'accord avec la générale Amired Dotan, et j'espère que l'article 1 serait interprété selon ses vues par ce comité.

Pour ce qui est des femmes au combat, je n'ai pas parlé de la question plus difficile des femmes pilotes, ou des femmes sous-marinières, où elles feront partie d'une équipe qui n'a pas besoin de la force hors pair et de l'endurance du fantassin, mais qui connaîtra l'horreur du champ de bataille moderne, où l'équipement permettant de voir la nuit autorise les attaques 24 heures sur 24, ce qui est nouveau. Auparavant, il ne s'agissait que de bombardements 24 heures sur 24. À mon avis, le rôle des femmes au combat n'a pas été étudié. Peut-être que le président du comité peut examiner la convention de Genève, à laquelle je n'ai plus pensé depuis mon séjour à Oxford en 1948, mais qui définit les lois de guerre, les personnes qui peuvent y participer, et où les femmes peuvent participer. Je pense que tout le monde était d'accord qu'elles peuvent lutter pour se défendre et qu'elles peuvent être des partisans au combat régulier, comme c'était le cas chez les Yougoslaves et les Russes.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, la vraie confusion découle du fait que l'on perçoit le service militaire comme emploi. Quant aux Forces armées canadiennes, Norman Roston a bien dit que:

presque aucun soldat ne veut être héros, mais que des millions de soldats veulent être civils.

C'est là le problème. Qui, au Canada, veut être formé à lutter jusqu'à la mort? Nous ne voyons pas de menace. Nous sommes protégés par d'autres personnes. Donc, la question de savoir qui peut participer au combat ne préoccupe pas beaucoup de personnes.

J'aimerais maintenant passer à la retraite obligatoire, et faire un lien à ce propos avec les Forces armées. Comme je l'ai dit dans ma lettre, le Canada doit être productif et compétitif à l'échelle nationale et internationale, donc, il faut abolir l'âge de la retraite obligatoire pour ceux qui veulent concourir pour le travail. Ma femme et moi-même, nous venons de familles agricoles, où les gens travaillaient autrefois tant qu'ils le pouvaient encore. Quand mon père a quitté la ferme, il est

[Texte]

he left the farm, went into the tea business and then into the real estate business and he worked for the National Trust as a salesman until he was 84 years old, which was very agreeable to them and to him.

Now, in the Armed Forces it is incontestable that some people serve for too long. For example, how can you justify keeping a corporal in the infantry, say, until he is 40 or 45 years of age when he obviously could not stand the hazards of the battlefield? On the other hand, is it not absurd that the Chief of the Defence Staff, who has to be an intellectual decision-maker, has to retire when he is about 55, whereas a deputy minister can go until he is 65? So they are both too long and too short. But mandatory retirement is something that is very difficult.

For example, you could end unemployment in this country simply by imposing mandatory retirement and keep reducing the age of retirement until all the unemployed pool was sucked up replacing them. So you would, in a sense, at the expense of one class—the old—be ending unemployment and creating employment for younger people. I suppose there is political merit in that, because those who rob Peter to pay Paul can always count on the support of Paul and the old are not really going to be too obstreperous about it. So there is that thing.

I would also like to comment very briefly on one of the points I made in my letter, which is my opposition in the world of rehabilitation to quotas. As a former member of Rehabilitation International and as a participating member—and I still am—of the President's Committee on the Employment of the Handicapped in Washington, I believe that those laws which should be changed for the physically and mentally handicapped are those designed to provide access to buildings, transportation, education, housing and to the workplace. I am absolutely opposed to quotas for employers hiring 3% disabled, because they would reinstall elevators and re-issue brooms and it would be all a make-work program. However, I am very much for education, persuasion and practical financial incentives to employers to provide the best opportunities for benefiting the handicapped. Certainly that is the vocation, rehabilitation experience of the large Canadian and American workers' compensation boards. You must have incentives, you must have education and you must have the will to get this disabled man, who is disabled in the case of compensation through no fault of his own, back to work because his life partly depends on work, not just on a pension. I think that is something which is very important too.

• 1820

Coming back to the Charter of Rights and Freedoms, which I consider to be a great enlightenment to this country, and in a sense a light to the world... I say that anyone in the Judaeo-Christian-humanist tradition who sees his fellow man as a brother or a sister has to be very happy about the Charter of Rights and Freedoms because he is only doing what he is

[Traduction]

entré dans le commerce du thé, ensuite dans une entreprise immobilière, et il a travaillé comme représentant pour la National Trust jusqu'à l'âge de 84 ans, ce qui était agréable pour eux et pour lui.

Il va sans dire que quelques personnes servent dans les Forces armées beaucoup trop longtemps. Comment justifier le maintien d'un caporal à l'infanterie, jusqu'à l'âge de 40 ou 45 ans, quand il est évident qu'il ne pourrait pas résister sur le champ de bataille? De l'autre côté, n'est-il pas absurde que le chef de l'état-major de la défense, qui doit être un intellectuel et un preneur de décisions, doit prendre sa retraite à l'âge de 55 ans, tandis qu'un sous-ministre peut rester jusqu'à l'âge de 65 ans? Donc quelques délais sont trop longs et d'autres trop courts. Mais la question de la retraite obligatoire est très difficile.

Vous pourriez mettre fin au chômage en imposant une retraite obligatoire jusqu'à ce que tous les chômeurs aient du travail. Alors, vous pourriez mettre fin au chômage, aux dépenses des vieux, et créer de l'emploi pour nos jeunes. Je suppose qu'il y a du mérite politique dans ce que je dis, car ceux qui déshabillent saint Pierre pour habiller saint Paul, peuvent toujours compter sur l'appui de saint Paul. Les vieux ne peuvent pas vous causer trop d'ennuis.

J'aimerais faire un bref commentaire sur un sujet que j'ai soulevé dans ma lettre. Je suis totalement opposé au contingentement de la réadaptation. Je suis ancien membre de *Rehabilitation International* et je suis encore membre courant du *President's Committee on the Employment of the Handicapped* à Washington. Je pense qu'il faut changer les lois qui portent sur l'accès aux bâtiments, le transport, l'éducation, le logement, et le marché du travail pour ceux qui ont des déficiences physiques et mentales. Je suis totalement contre les contingents pour les employeurs qui embauchent 3 p. 100 des handicapés, car ils vont réinstaller des ascenseurs, redistribuer des vieux balais, et ce serait un programme de travail factice. Toutefois, je suis tout à fait pour l'éducation, la persuasion, et les mesures d'incitation fiscale accordées aux employeurs pour les inciter à offrir le plus de débouchés possibles aux personnes handicapées. C'est certes le mandat et le but de la réinsertion que pratiquent les grandes Commissions des accidents du travail du Canada et des États-Unis. Ces mesures d'incitation, ainsi que l'éducation sont nécessaires, tout comme la volonté de réinsérer dans son milieu de travail telle personne souffrant d'une invalidité dont elle n'est nullement responsable, surtout si elle touche les prestations d'une Commission des accidents du travail, car la vie de cette personne dépend non seulement d'une pension, mais aussi de son travail. Cela me semble aussi très important.

Mais, pour en revenir à la Charte des droits et libertés, qui représente certainement une mesure éclairée pour notre pays, si ce n'est pour toute la planète... Quiconque respecte la tradition humaniste judéo-chrétienne, pour qui l'autre est un frère ou une soeur, doit se réjouir de la venue de la Charte des droits et libertés car celle-ci lui demande simplement d'appli-

[Text]

taught to do by the imperatives of his insight. However, I think the charter is wise in proclaiming equality as a legal right and even wiser in proclaiming the golden criterion of reason in section 1.

I would therefore urge, as did other people, that the expert knowledge of the commanders who have to recruit, train and equip volunteer fighting forces to die for Canada that their opinions, their knowledge, should not be discounted in some Galbraithian, automatic lie, discount, mechanism way. I believe the great American historian, S.L.A. Marshall, has said it the best of all; and I want to end on this note of the armed forces being for war and not as a cure to unemployment in peacetime. The best text I can find on that subject is:

In war, everything depends on what happens up there on the line where men take the final chance of life or death.

I therefore think there is merit in very carefully considering under section 1 what the leaders of the armed forces say about their duty and how they have to go about their duty, which is to train people who, if necessary, will die for this country. It is a different context. It is not a cure for unemployment.

I therefore think there is merit in very carefully considering under section 1 what the leaders of the armed forces say about their duty and how they have to go about their duty, which is to train people who, if necessary, will die for this country. It is a different context. It is not a cure for unemployment.

The Chairman: Thank you very much, Major-General Legge. It does not surprise any of us who know you that we should have heard such an erudite, sensitive and insightful presentation, one that weaves together so many different strands of what are current developments in Canadian society and draws on so many different sources that are germane and instructive to our inquiry. Of course it reflects your own diverse training, whether dealing with questions of rehabilitation... I recall when you were chairman of the Workers' Compensation Board in Ontario, as it was then called...

MGen Legge: I changed the name of the Northwest Territories and the Yukon in my royal commission to the workers.

The Chairman: Yes. It was a time of so many reforms and when the board was superbly run. In the other areas, your military knowledge is very helpful to our committee because that is of course one area we are also going to have to be recommending on.

I know there will be some questions. I would like to start with Pauline Browes, member for Scarborough Centre.

Mrs. Browes: Thank you, Mr. Chairman. Let me say how pleased I am to be part of this committee in hearing presentations such as yours and about the experience you have had in the past. You bring that kind of expertise, knowledge and real life experiences to this committee. We very much appreciate your taking the time to coming down here. We certainly would have liked to have had your wife here also because I know that she speaks her mind very clearly as well.

[Translation]

quer ce que sa tradition lui enseigne. Toutefois, je crois qu'il est sage que la Charte fasse de l'égalité un droit juridique, et plus sage encore que cette même charte, dans l'article 1, fasse de la raison la règle d'or.

Comme d'autres l'ont fait avant moi, je vous enjoins donc à écouter avec grand soin les officiers d'expérience qui ont la responsabilité de recruter, de former et d'équiper les Forces armées actives qui se portent volontaires et sont prêts à donner leur vie pour le Canada; il ne faut pas écarter du revers de la main les connaissances et l'expérience de ces experts militaires. Je crois que l'éminent historien américain S.L.A. Marshall s'est exprimé le mieux sur cette question; et permettez-moi de terminer en disant que les Forces armées sont à utiliser en temps de guerre et qu'on ne doit pas y avoir recours pour pallier le chômage en temps de paix. Voici la meilleure citation que j'ai pu trouver à ce sujet:

En temps de guerre, tout dépend du comportement au front de ces hommes qui risquent leur vie.

Je pense, donc, qu'il y va de notre avantage d'écouter attentivement ce que les dirigeants des Forces armées ont à dire, relativement à l'article 1, quant à leur devoir et à l'exécution de ce devoir, qui est de former des gens qui doivent, si besoin est, accepter de mourir pour leur patrie. Il s'agit d'un contexte particulier. Les Forces armées ne sont pas un antidote au chômage.

Je pense, donc, qu'il y va de notre avantage d'écouter attentivement ce que les dirigeants des Forces armées ont à dire, relativement à l'article 1, quant à leur devoir et à l'exécution de ce devoir, qui est de former des gens qui doivent, si besoin est, accepter de mourir pour leur patrie. Il s'agit d'un contexte particulier. Les Forces armées ne sont pas un antidote au chômage.

Le président: Merci beaucoup, monsieur le major général. Ceux d'entre nous qui vous connaissent ne sont pas du tout surpris de vous avoir entendu présenter un exposé aussi érudit, sensible et probant, qui brosse un tableau cohérent des tendances actuelles de la société canadienne et puise à des sources extrêmement diverses une réflexion pertinente et utile à nos débats. Cet exposé était bien sûr le reflet de votre propre formation très variée qu'il s'agisse de réadaptation... Je me souviens du temps où vous étiez le président de la Commission des accidents du travail de l'Ontario, le nom que portait cet organisme à ce moment-là.

Mgén Legge: J'ai changé le nom des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon quand j'ai présidé ma Commission royale d'enquête pour les travailleurs.

Le président: Oui. Les réformes ont été nombreuses et la Commission était administrée de manière admirable. Par ailleurs, vos connaissances militaires sont extrêmement utiles au Comité, car nous devons aussi formuler des vœux dans ce domaine.

Je sais que les députés désireront poser des questions. J'aimerais donner la parole, tout d'abord, à M^{me} Pauline Browes, députée de Scarborough Centre.

Mme Browes: Merci, monsieur le président. Permettez-moi de vous dire la grande satisfaction que j'éprouve à être membre de ce Comité et à pouvoir écouter des exposés tel que le vôtre sur votre expérience du passé. C'est ce qui permet à ce Comité de profiter de connaissances spécialisées et d'expériences bien pratiques. Nous vous sommes très reconnaissants d'avoir bien voulu prendre le temps de venir comparaître devant nous. Nous aurions aussi certainement été très heureux de la

[Texte]

MGen Legge: I am afraid so. She is the senior partner, madam.

Mrs. Browes: Well, I hope that I can quote you on that.

Mr. Chairman, what I would just like to direct my question to is with respect to your comments on women in the armed forces. You began your comments on that subject with a sense of reasonableness. I think that is a very important aspect and that is how a parliamentary committee, representing the people of Canada, must approach the subject. I think it was an excellent way to approach the whole subject of women in the military.

• 1825

The question that I would like to direct to you concerns how you put it, whether it is service or whether it is a vocation, whether it is a job. Persons who serve in the military I would—I guess my sense of things is that they believe it is a vocation as well as a service. When people spend 25 years or so in the military, it becomes a vocation. At the present time, there are a good number of vocations that are not open to women, and we have had some very strong arguments that in fact it is not within the legal boundaries of section 15 to not have those vocations open to women.

Now, to some extent, I agree with you on the combat role, of being an area that I find perhaps undesirable for women to be serving in, simply because of the prisoner of war aspect of it and what may flow from a woman's being taken prisoner of war. Do you think it possible for us to adopt the Israeli aspect of the military, of vocations being open to women and the combat role only being used in times of emergency?

MGen Legge: Really they only have it, Madam, in times of self-defence. But I am very much hoping that your committee will make a recommendation, saying that these are not written on tablets of stone. I think it is absolutely impossible, on the present battlefield, to have women in infantry-forward battalions, for the reasons that you cited, plus the fact of the casualties. I do not think Canadian society could as well bear casualties as Israeli society, because we are so removed from the violence of war. The Israeli society is cheek-by-jowl with war all the time.

If the head of the women's service, General Dotan, were to say, the Israeli society would not tolerate women casualties in combat, then, I suggest to you, Madam, that it would be even less acceptable to Canadian society. I could perhaps illustrate a personal example.

In 1976 or 1978, I am not sure which it was, in my NATO role, I did an experiment, which was to put a woman reserve officer into the military competitions on the Canadian team.

[Traduction]

présence de votre femme car je sais qu'elle aussi exprime ses idées d'une façon extrêmement claire.

Mgén Legge: Je crains que vous n'ayez raison. C'est elle l'associée principale, madame.

Mme Browes: Eh bien, j'espère pouvoir vous citer à ce propos.

Monsieur le président, ma question portera sur vos observations sur la présence de femmes dans les Forces armées. Vos observations initiales à ce sujet m'ont semblé empreintes de bon sens. Je crois que c'est important et que c'est ainsi que ce comité parlementaire, qui représente le peuple du Canada, se doit d'aborder la question. Je pense que votre façon d'envisager toute la question des femmes dans les Forces armées était excellente.

La question que j'ai à vous poser porte sur votre façon d'envisager cette carrière; s'agit-il d'un service, d'une vocation, ou d'un emploi? Mon impression personnelle est que les militaires eux-mêmes envisagent leur travail comme une vocation qui est à la fois un service. Pour passer 25 années environ dans les Forces armées, il faut une vocation. À l'heure actuelle, bon nombre de postes ne sont pas accessibles aux femmes, et nous avons entendu des arguments très probants selon lesquels cette interdiction va à l'encontre de l'article 15.

Dans une certaine mesure, je suis d'accord avec ce que vous avez dit quant au rôle des femmes en situation de combat, et il me semble peu souhaitable de voir des femmes au front, simplement parce qu'elles peuvent devenir prisonnières de guerre, et subir des conséquences néfastes. Pensez-vous qu'il nous serait possible d'emprunter l'approche d'Israël quant aux femmes dans les Forces armées, où les diverses professions leur sont ouvertes mais on ne les envoie en zone de combat qu'en cas d'urgence?

Mgén Legge: En fait, madame, on n'invoque cette possibilité qu'en cas de légitime défense. Mais j'espère sincèrement que votre Comité va préconiser que ces directives ne soient pas totalement inflexibles. Si l'on songe au champ de bataille de notre époque, cela me semble tout à fait impossible que des femmes se retrouvent dans des bataillons d'infanterie au front, pour les raisons que vous avez citées, et à cause du nombre de victimes. Je ne pense pas que la société canadienne soit aussi prête que la société israélienne à accepter le fait que des victimes tombent au front, car nous sommes bien loin de la violence de la guerre. Pour la société israélienne, la guerre est un fait quotidien.

Si la dirigeante des femmes au sein des Forces armées, la générale Dotan, a pu dire que la société israélienne aurait du mal à accepter que des femmes tombent au combat, je vous soumets, madame, que la société canadienne aurait encore plus de mal à l'accepter. Permettez-moi d'illustrer mes propos en vous citant un exemple personnel.

En 1976 ou en 1978, je ne me souviens plus exactement de la date, lorsque je travaillais pour l'OTAN, j'ai mené une expérience, en enrôlant une femme réserviste dans l'équipe

[Text]

This was a remarkable young lady, from Ottawa, who was a hang glide pilot, a terrific athlete, a marvellous marksman and superbly intelligent.

We had her qualified on the Canadian team, but she could not really compete because of the hazards of the infantry requirements in military competitions. She could not herself get over the high obstacles, so she had to be pulled up by the other two members of the team. Everybody on our team gradually accepted her, but we did not do well in the competition. Subsequently, nearly every other nation in NATO said this must not happen again. There must be no women brought over and exposed to the hazards of this military competition.

That is only a military competition. This does not have very great acceptability. But what about the girl herself, who volunteered, who wanted to do this, and who is a remarkable girl? She said that she would never do it again because it was too hard on her and she was of the order of being a professional athlete. So I wonder if we are not really manufacturing a problem. How many people who know the battlefield and are women would want to prepare to be on the infantry battlefield?

• 1830

Mrs. Browes: I suppose my only comment would be that the example that you give is that . . . Are you coming down with the conclusion that all women are not strong enough to get over the obstacles?

MGen Legge: Oh, no there must be exceptions. That is not my proposition. But most women are not, and I think that is incontrovertible. But there is that argument and there is the Israeli argument. There has to be, in the modern evolving technical war, for example.

Why could a woman not be a member of a heavy gun crew, for example? It is true she might be overrun and captured, but the odds are not very heavy. Why could she not be a fighter pilot, except for the concept that women must not be in combat? This is a very technical pursuit with the F-18s. It calls for the greatest co-ordination, skill and valour. So she could certainly do that. Why could she not be a member of a submarine, which is purely for warlike activity? So there must be areas in which she could be.

I am simply giving my own view. I just do not think that she can be on the battlefield for the Israeli reasons, for physical reasons and for the reasons of the leaders of the forces. I am not a leader of the forces; I am simply a reserve general. I am involved in NATO, in the reserves and in the logistics. I take the word of the people who are up-to-date on the battlefield and you must have heard—I do not know whether you have or

[Translation]

canadienne lors des compétitions militaires. Il s'agissait d'une jeune femme remarquable, d'Ottawa, pilote de deltaplane, athlète superbe, tireuse d'élite, et d'une intelligence remarquable.

Nous l'avons fait admettre à l'équipe canadienne, mais elle ne pouvait pas vraiment participer aux compétitions militaires à cause des dangers qu'elles présentaient pour l'infanterie. Elle n'arrivait pas à gravir les obstacles élevés, et deux autres membres de l'Équipe devaient l'aider à grimper. Tous les membres de notre équipe l'ont finalement bien acceptée, mais nous ne nous sommes pas bien placés dans cette compétition. Par la suite, presque tous les autres pays membres de l'OTAN ont déclaré que ce n'était pas une expérience à répéter. On ne devait pas exposer les femmes aux dangers que présente ce genre de compétitions militaires.

Il s'agissait simplement d'exercices militaires. La participation d'une femme a été assez mal reçue. Mais, qu'en est-il de la jeune femme elle-même, qui s'était portée volontaire, qui voulait participer, et qui est une jeune femme remarquable? Elle a dit qu'elle ne le ferait plus jamais parce que c'est trop éprouvant et qu'elle achevait son entraînement pour devenir une athlète professionnelle. Je me demande donc si nous ne fabriquons pas un problème. Combien de femmes ont vécu des situations de combat et seraient disposées à combattre dans l'infanterie?

Mme Browes: Je dirais seulement que votre exemple . . . essayez-vous de dire que les femmes sont toutes trop faibles pour surmonter les obstacles?

Mgén Legge: Il y a sûrement des exceptions. Ce n'est pas le sens de mon propos. Mais il est incontestable à mon avis que la plupart des femmes sont trop faibles. Certains sont de cet avis et d'autres pensent comme les Israéliens. Il faut que cela soit, étant donné le perfectionnement des méthodes de guerre technique, par exemple.

Pourquoi une femme ne pourrait-elle être membre d'une division utilisant des canons, par exemple? C'est vrai qu'elle pourrait être poursuivie et capturée mais il y a peu de risque de cela. Pourquoi ne pourrait-elle pas être pilote d'un chasseur, si on laisse de côté l'idée que les femmes ne doivent pas participer au combat? Piloter un F-18 est un travail de la plus haute technicité. Il faut énormément de coordination, d'adresse et de courage. Les femmes répondent certainement à ce critère. Pourquoi une femme ne pourrait-elle faire partie de l'équipe d'un sous-marin qui s'acquitte uniquement de missions de guerre? Il y a donc des secteurs dans lesquels les femmes ont leur place.

Je vous expose là mon point de vue personnel. Je crois tout simplement qu'elles ne doivent pas participer au combat, pour les raisons exposées par les Israéliens, pour des raisons d'ordre physique et pour les motifs invoqués par les dirigeants des forces, dont je ne suis pas; je suis simplement général de la réserve. Je participe aux activités de l'OTAN au niveau de la réserve et de la logistique. Je me rends à l'avis des gens qui connaissent bien les conditions de combat et vous en avez

[Texte]

not—but certainly the Minister is very well aware of what that problem is.

Mrs. Browes: I have heard from the Minister. We spent a whole evening with . . .

MGen Legge: I am just giving you my personal view; I think not on the battlefield. But there are other areas.

Mrs. Browes: Thank you very much for your comments.

The Chairman: Thank you. Svend Robinson, Member of Parliament for Burnaby.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman. I, too, would welcome our witness here today. It will not surprise him, I am sure, to hear me say that I do not agree with everything that he has submitted to the committee. He would probably keel over if I did!

MGen Legge: But we had a good conversation one night flying the Atlantic together, I remember.

Mr. Robinson: I thought I recognized . . . that is right.

MGen Legge: I learned a lot, sir.

Mr. Robinson: Well, I learned more than you did, I am sure, sir.

I certainly . . .

The Chairman: You could share some of that further knowledge with the rest of us, Svend.

Mr. Robinson: I certainly strongly agree with your first suggestion, with respect to mandatory retirement. If I may say so, I think your own really outstanding record in the community speaks eloquently of the folly of insisting that, at an arbitrary age, which I see you have passed, one suddenly is incapable of performing the kind of work that you have been doing in the community.

Because of the time, I am not going to ask any lengthy questions. But I was interested, as one who has tabled a Private Member's Bill that would prohibit discrimination at the federal level on the basis of sexual orientation, in your comments in this area. You indicate that no family should have to hire a lesbian. You give one example: no family should have to hire a lesbian to look after their children. Would you extend that principle then to public institutions such as schools? Do you think, for example, that schools should have the discretion not to hire gays or lesbians?

MGen Legge: I think it is perhaps a real extension of the argument. The example that I cited is not my own but comes from my wife, who is very conversant with these matters. There are people who have phobias about who should be dealing with their children. But the example in my discussion with my wife was really in the context of the home.

I think that, in the context of the school, in the first place I am not competent to deal with it but, as to the reality of it, I

[Traduction]

certainement entendu parler mais le Ministre, lui, est bien au courant de la nature du problème.

Mme Browes: Nous avons eu l'occasion de questionner le Ministre. Nous avons passé toute une soirée avec lui.

Mgén Legge: Je vous expose mon point de vue personnel et je ne connais pas les conditions du combat. Mais il y a d'autres secteurs.

Mme Browes: Je vous remercie de vos commentaires.

Le président: Merci. Svend Robinson, député de Burnaby.

M. Robinson: Merci, monsieur le président. Je tiens moi aussi à souhaiter la bienvenue à notre témoin. Il ne serait pas étonné d'apprendre que je ne suis pas d'accord avec tout ce qu'il a dit au Comité. Il tomberait à la renverse si je lui disais le contraire!

Mgén Legge: Je me souviens d'un échange très intéressant que nous avons eu un soir en survolant l'Atlantique.

M. Robinson: Je croyais vous reconnaître . . . c'est vrai.

Mgén Legge: J'en ai appris beaucoup, monsieur.

M. Robinson: Je dirais, monsieur, que cet échange a été plus enrichissant encore pour moi.

J'ai certainement . . .

Le président: Svend, pouvez-vous nous faire part de certaines des connaissances nouvelles que vous en avez tirées.

M. Robinson: Je suis tout à fait d'accord avec votre première proposition concernant la retraite obligatoire. Si vous me permettez de le dire, vos réalisations remarquables au sein de la communauté démontrent, on ne peut plus éloquemment, qu'il est tout à fait farfelu qu'au-delà d'un âge, fixé arbitrairement, âge que vous avez dépassé, on soit censé ne plus pouvoir faire le genre de travail dont vous vous êtes acquitté dans la collectivité.

Comme le temps nous manque, je ne vais pas vous poser de questions détaillées. Comme j'ai moi-même déposé un projet de loi d'initiatives parlementaires qui interdirait la discrimination au niveau fédéral pour des motifs fondés sur l'orientation sexuelle, j'ai été très intéressé par vos commentaires à cet égard. Vous dites qu'aucune famille ne doit être contrainte d'embaucher une lesbienne. Vous donnez un exemple: aucune famille ne devrait être contrainte de confier la garde de ses enfants à une lesbienne. Etendriez-vous ce principe aux établissements publics tels que les écoles? Croyez-vous, par exemple, que les écoles devraient avoir le pouvoir discrétionnaire de ne pas embaucher d'homosexuels ou de lesbiennes?

Mgén Legge: C'est le prolongement logique de mon argument. L'exemple que je vous ai donné m'a été refilé par mon épouse qui est très au fait de ces questions. Certaines personnes ont de réelles phobies lorsque vient le moment de décider qui aura la garde de leurs enfants. Mais quand j'ai discuté de la question avec ma femme, nous avons parlé surtout du contexte familial.

Je ne suis pas réellement compétent pour vous parler de la situation à l'école mais, en toute honnêteté, je crois que je

[Text]

think that I have to give you the same argument that I would give you in relation to the armed forces. I think that the leaders of the schools have to decide who are competent to deal with their teaching jobs, just as the leaders of the armed forces have to really say who it is that will die for them on the battlefield.

• 1835

Mr. Robinson: It just seems to me that the example you have cited really sort of panders to the myth of the homosexual as child molester. I mean, you talk about looking after children, and I am sure you are aware of the reality of the statistics with respect to a child molester.

MGen Legge: I am indeed. And I was not intending to . . .

Mr. Robinson: Unfortunately, that is the implication, at least.

MGen Legge: I would like to clarify that then for you, Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Yes.

MGen Legge: I want to restrict the example to the home. I think that a mother has a right to determine the kind of person that suits her to work in her home and to look after her children. I do not think that there is any real right of saying that you must take this kind of person or that kind of person into your home to look after your children. I do not want to make too much of this because this is not a field with which I am familiar. I accept the doctrine of the leaders of the armed forces about preparing people for the battlefield. I have no personal knowledge about homosexuals in the armed forces at all, any more than I do in the home.

I am really trying to say that there are limits to employment for all of us. We cannot necessarily do everything that we would like to do, if it transgresses some concept of religion or some concept of the family. These were, I think, the very circumscribed limits that I am putting on the example. It is certainly not meant to inflame or to carry any false stereotypes. I just do not know and I do not accept it.

Mr. Robinson: Just a couple of other brief questions on this particular section. You also go on to say that no small office—I am not sure exactly how small is big or how big is small—should have to hire a practising homosexual, if the staff or employer object to such a person. I can only assume that you would extend that logic to other minorities, including racial and religious minorities.

MGen Legge: No, I would not in a small office. I am not sure that it is really a very good example. I was thinking more again in terms of the family or the family firm, the family with children and that sort of thing.

I think that the human rights legislation has to be applied to all offices, really. I think that, when you run into religious belief or some kind of aversion in a small family office, you have to—the world not being perfect—probably give into it. It has to do with section 1. And I am not saying that people

[Translation]

reprendrai l'argument que je vous ai donné par rapport aux forces armées. Je crois qu'il appartient aux directeurs d'école de décider quelles personnes sont compétentes à enseigner tout comme les dirigeants des forces armées doivent pouvoir décider qui mourra pour eux sur le champ de bataille.

M. Robinson: Il me semble que l'exemple que vous donnez va dans le sens du mythe qui fait des homosexuels des agresseurs d'enfants. En fait, vous parlez de la garde des enfants et vous n'êtes pas sans connaître les statistiques relatives aux agresseurs d'enfants.

Mgén Legge: Je les connais. Je n'avais nullement l'intention . . .

M. Robinson: Malheureusement, c'est l'impression qui s'en dégage.

Mgén Legge: Je vais vous préciser ma pensée, monsieur Robinson.

M. Robinson: Oui.

Mgén Legge: L'exemple que j'ai donné ne touche que le foyer. J'estime qu'une mère a le droit de décider qui elle doit embaucher pour travailler dans sa maison et pour surveiller ses enfants. Je ne crois pas que nous ayons le droit de lui dire qu'elle doit embaucher telle ou telle personne pour travailler chez elle ou surveiller ses enfants. Je ne veux pas trop insister sur cette question que je connais mal. J'accepte les arguments des dirigeants des Forces armées en ce qui concerne la préparation des combattants. Je ne connais pas la situation des homosexuels dans les Forces armées pas plus que leur rendement dans les foyers.

J'estime que nous sommes tous sujets à des restrictions d'emploi. Nous ne pouvons pas toujours faire tout ce que nous voulons si cela est contraire à certaines notions d'ordre religieux ou familial. Voilà les paramètres très précis de l'exemple que je donnais. Loin de moi l'idée d'envenimer les choses ou de perpétuer de faux stéréotypes. Je n'en sais rien et je ne l'accepte pas.

M. Robinson: J'aimerais vous poser encore quelques courtes questions sur cet article en particulier. Vous vous dites qu'aucune petite entreprise, et je ne sais ce qui détermine quelle entreprise est grande ou petite, ne devrait être contrainte d'embaucher un homosexuel actif si les autres employés ou si l'employeur s'y opposent. Je ne peux que supposer que votre raisonnement vaudrait pour d'autres minorités, y compris les minorités raciales et religieuses.

Mgén Legge: Non, je songe à une petite entreprise. Je ne suis pas certain que cela soit un très bon exemple. Songez là encore au milieu familial ou à une entreprise familiale où il y a des enfants.

Je crois que la Loi sur les droits de la personne doit s'appliquer à toutes les entreprises. Le monde dans lequel nous vivons étant imparfait, j'estime que lorsqu'il y a des conflits dans une petite entreprise familiale qui découlent de croyances religieuses ou d'autres choses du genre, il faut céder. Cela touche

[Texte]

should not be employed because of their sexual preference. I think they have to be employed on the basis of ability. I think that they cannot be not employed because of their colour or their racial origins or anything like that.

Mr. Robinson: So this would be a family context as well, then.

MGen Legge: It is the family context. It is too short to be fully delineated. I should have amplified it, but I have a very clear view about it.

Mr. Robinson: The final sentence you have in there is:

The armed forces are to defend Canada and not to provide a proselytizing haven for those who would seek to influence others, directly or indirectly, because of their sexual preference, and use to their advantage their close proximity to other service people.

I assume once again the logic of that would compel you to the conclusion that heterosexuals should be kept out of units in which women are working because, presumably, they might seek to influence, either directly or indirectly, on the basis of their sexual preference, which happens to be heterosexual. What would you do in those units?

MGen Legge: Exactly what the Israelis do. I think that young women in military units have to be very clearly looked after, especially if they are conscripts at the age of 18. But the view of the proselytizing homosexual is a stereotype that really comes from the American military and to a lesser extent from the British military. They have had a very bad problem in Cyprus this year, as you know, with 17 people in a security section all engaged in wireless who had some kind of relationships. The case is being tried and therefore *sub judice* and so I do not know about it. The decisions are not in. But it shows the stereotype in both the American and the British armies, which influence this army. Is it in fact—those are not my words; this proselytizing business is a stereotype, and I am the first to admit it, but I think it comes from the traditional views of the Americans and the British in that area. I have never seen in the armed forces a person I knew to be a homosexual—not that I ever made any inquiries. It just is not common in the Canadian forces, certainly not in the areas in which I have laboured—internationally and in the reserves. I just do not know, but what I am saying to you—and I have to repeat this because I do not want to diminish my view—is that I think this committee has to be influenced by section 1, which is that sweet reason has to pertain to the absolute prohibitions of section 15 and that in applying sweet reason you have to, in some way or other, be guided by what the leaders of the forces who have that duty think about it. That is what I am really saying.

[Traduction]

l'article 1. Je ne dis pas qu'il ne faut pas embaucher les gens sous prétexte de leur orientation sexuelle. Le critère d'embauche doit être la capacité. Je ne crois pas que l'on puisse refuser un emploi à quiconque en raison de sa couleur, de ses origines raciales ou autres choses du genre.

M. Robinson: Donc vous parlez du contexte familial ici aussi.

Mgén Legge: En effet. C'est trop restreint pour que je puisse donner davantage de précisions. Mon avis personnel est très clair mais je m'exprime peut-être mal.

M. Robinson: Dans votre dernière phrase, vous dites:

Les Forces armées existent pour assurer la défense du Canada et non pas pour favoriser le prosélytisme de ceux qui cherchent à influencer les autres, directement ou indirectement, en raison de leurs préférences sexuelles ou à profiter de leur proximité à d'autres membres des Forces.

Je suppose là encore que l'on pourrait pousser votre raisonnement jusqu'à dire que les hétérosexuels doivent être exclus des unités dans lesquelles travaillent des femmes parce qu'ils pourraient chercher à les influencer, directement ou indirectement, en raison de leur orientation sexuelle, hétérosexuelle dans ce cas-ci. Que feriez-vous dans le cas de ces unités?

Mgén Legge: Exactement ce qu'ont fait les Israéliens. J'estime qu'il faut prendre des dispositions particulières à l'égard des jeunes femmes qui font partie d'unités militaires, tout particulièrement si elles sont conscrites à l'âge de 18 ans. Mais ce stéréotype de l'homosexuel qui fait du prosélytisme nous vient en réalité de l'armée américaine et, dans une moindre mesure, de l'armée britannique. Ils ont eu un très sérieux problème à Chypre cette année, comme vous le savez, lorsque 17 personnes travaillant dans la section de la sécurité et transmission sans fil ont eu des rapports de quelque sorte. La cause est devant les tribunaux et je ne peux donc vous donner davantage de renseignements. La décision n'a pas encore été rendue. Mais ce cas montre bien quel stéréotype existe dans les armées américaine et britannique, et qui influence l'armée canadienne. C'est un fait, et ce n'est pas moi qui l'ai dit, cette question de prosélytisme est un stéréotype, et je suis le premier à l'admettre, mais je pense qu'il découle des opinions traditionnelles des Américains et des Britanniques dans ce domaine. Je n'ai jamais vu dans les Forces armées une personne que je savais être homosexuelle—quoique je n'aie pas cherché à en dépister. Ce n'est tout simplement pas courant dans les Forces armées canadiennes, du moins dans les secteurs où j'ai travaillé, à savoir les Forces internationales et les réserves. Je n'en sais vraiment rien, mais j'essaie de vous faire comprendre—et je dois répéter ceci parce que je ne veux pas que mon opinion soit diminuée d'aucune façon—qu'à mon avis, ce Comité doit être influencé par l'article 1, c'est-à-dire qu'il faut faire preuve de bon sens dans l'interprétation des restrictions absolues de l'article 15 et que, ce faisant, vous devez tenir compte de l'opinion des personnes responsables des Forces armées. Voilà l'essentiel de mon message.

[Text]

• 1840

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman. I will look forward to pursuing this discussion on another flight across the Atlantic in the future.

MGen Legge: And I too, sir.

The Chairman: Well, do not take the Concorde, because I think it should be a long conversation.

MGen Legge: Neither Mr. Robinson nor I would waste public funds that way, sir.

The Chairman: I know that, without it even being stated.

Roger Clinch, Member of Parliament for Gloucester.

Mr. Clinch: Thank you very much, Mr. Chairman, and welcome, sir. I appreciate the opportunity to dialogue with you on some of the issues you have addressed.

Of particular interest to me in your letter was that which concerned the handicapped and affirmative action programs for women. We have heard handicapped . . .

MGen Legge: —for disabled, not for women.

Mr. Clinch: I believe you have also addressed the affirmative actions that are appropriate to women, with regard to quotas and employers setting high standards of non-discrimination.

MGen Legge: They must do that in my view.

Mr. Clinch: How would you propose that the federal government as an agency do that?

MGen Legge: The federal government is a very good employer; I was employed by it for 15 years of my life. I can tell you that when it came to hiring the disabled and when it came to hiring minorities of any kind in the days I was in the federal public service, it was on the merit system, although there were all sorts of adjustments that would be made for people who were disabled. This partly came from the veterans' preference which proceeded from both world wars, so in a sense the federal service, in recent years since the First World War, was always familiar with disabled people working in the service. No unreal barriers were put in as long as the person could do the job. My own experience is that disabled people are really the most reliable employees that you can get. If they can do the job, they will do it perfectly for you.

Mr. Clinch: The groups we have met that have represented the disabled—and I specifically refer to COPOH—have said that these goodwill measures have not worked and that the proof is in the statistics which exist with these handicapped groups and their representation in different functions in the federal civil service. They are suggesting that we do have some form of affirmative action. How would you respond to that? Would you respond that it has not worked, that this goodwill, education, persuasion and incentives in the federal civil service has not worked?

[Translation]

M. Robinson: Merci, monsieur le président. J'ai hâte de poursuivre cette discussion lorsque nous survolerons de nouveau l'Atlantique.

Mgén. Legge: Moi de même, monsieur.

Le président: Ne prenez pas le Concorde parce que je crois que la conversation durera longtemps.

Mgén. Legge: Ni moi ni M. Robinson ne dilapiderions les fonds publics de cette façon, monsieur.

Le président: Cela va sans dire.

Roger Clinch, député de Gloucester.

M. Clinch: Merci beaucoup, monsieur le président. Je vous souhaite la bienvenue, monsieur. Je suis heureux d'avoir l'occasion de dialoguer avec vous sur certaines des questions que vous avez soulevées.

Ce qui m'intéresse particulièrement dans votre lettre, c'est ce qui porte sur les handicapés et sur les programmes d'action positive pour les femmes. Nous avons entendu des handicapés . . .

Mgén. Legge: . . . qui parlaient en leur nom, et non pas pour les femmes.

M. Clinch: Je crois que vous avez également mentionné les programmes d'action positive destinés aux femmes, particulièrement pour ce qui est des quotas et de l'établissement chez les employeurs de hautes normes de non-discrimination.

Mgén. Legge: C'est ce qu'il leur faut faire, à mon avis.

M. Clinch: Comment pensez-vous que le gouvernement fédéral devrait procéder?

Mgén. Legge: Le gouvernement fédéral est un très bon employeur; j'y ai travaillé quinze ans. Je puis vous affirmer qu'en matière d'embauche des handicapés et de minorités de toutes sortes, au moment où j'ai travaillé à la Fonction publique fédérale, le système du mérite était respecté, quoique toutes sortes d'ajustements pouvaient être faits pour les personnes handicapées. Cela résultait en partie de la préférence accordée aux anciens combattants, à la suite des deux Grandes guerres. Donc, d'une certaine façon, depuis la Première Guerre mondiale, la Fonction publique fédérale a toujours employé des personnes handicapées. Aucun obstacle véritable n'existait tant que la personne pouvait faire son travail. Je sais d'expérience que les personnes handicapées sont vraiment les employés les plus fiables qu'on puisse trouver. Si elles peuvent faire le travail, elles le feront à la perfection.

M. Clinch: Les groupes que j'ai rencontrés et qui représentaient les handicapés—et je pense plus particulièrement au COPOH—ont affirmé que ces mesures volontaires sont inefficaces, comme le démontrent les statistiques sur la représentation des handicapés au sein des divers groupes de la Fonction publique fédérale. Ces gens nous proposent de mettre en place une forme quelconque d'action positive. Qu'en pensez-vous? Croyez-vous que ces mesures n'ont pas fonctionné, que ces efforts de sensibilisation, d'éducation et de persuasion n'ont pas eu du succès au sein de la Fonction publique fédérale?

[Texte]

MGen Legge: The President's committee on the employment of the handicapped—and it is an enormous thing, with cells in every single state of the American Union—relies on incentives, persuasion, education, the qualifying of the disabled to do a higher level of work, and this sort of thing. There are funds available for retraining, for upgrading and for that sort of thing. That is what I rely on. I rely on the improvement of the disabled through grants for training and this kind of thing.

The British, who unfortunately have a very poor record in this regard—great goodwill towards disabled, but a poor record in their government service—have people at very low levels because of a protosystem. That is where they fill their quotas, at the low levels. I am against that. I think the disabled also have to have an avenue of a future, you know, by incentives, by grants for training, etc. I am sorry to hear that people think the federal government is not up to scratch. I think it is, as employers go, very good.

• 1845

Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Major-General, thank you very much for your time and the calibre of your contribution. It is certainly very helpful to us, and we hope that our entire report can reflect the subtle and sensitive approach that you have taken. The issues which we are dealing with are complex and require the experience of people such as yourself, so that our recommendations can reflect something that will be just right for this country. Thank you so much.

MGen Legge: Do you want me to send you a copy, Mr. Chairman, of what I have done? Or has it already been recorded?

The Chairman: This will now have been recorded and will appear in both official languages of Canada.

But the clerk, looking plaintively and pleadingly, is asking for your notes, if you have them. They could be of assistance to the committee reporters.

MGen Legge: I will send them. Thank you very much.

The Chairman: We stand adjourned for 45 minutes, until we reconvene here at 7.30 p.m. with the Canadian Human Rights Commission, Gordon Fairweather appearing.

The meeting is adjourned.

EVENING SITTING

• 1949

The Chairman: Ladies and gentlemen, I would like to resume the meeting. I apologize for the delay in starting, but we did hear a number of excellent submissions through the

[Traduction]

Mgén. Legge: Le comité du Président sur l'emploi des handicapés—et il s'agit d'une énorme organisation qui s'étend à chaque État de l'Union américaine—utilise des mesures d'encouragement, la persuasion, l'éducation, la formation des handicapés pour qu'ils puissent faire un travail plus complexe, etc. Des fonds sont disponibles pour le recyclage, pour l'amélioration des classifications, etc. Voilà comment il procède. Pour ma part, je compte sur l'amélioration des personnes handicapées grâce à des subventions pour la formation, etc.

Les Britanniques qui malheureusement ont un dossier très peu reluisant dans ce domaine—ils font preuve de beaucoup de bonne volonté envers les handicapés, mais ils n'arrivent pas à grand-chose au sein de leur Fonction publique—embauchent des gens dans des postes de très bas niveau, et ce en raison d'un système assez rudimentaire. Ils atteignent leur quota dans les emplois de bas niveau. Je m'oppose à cela. À mon avis, il faut offrir aux personnes handicapées des possibilités d'avenir grâce à des mesures d'encouragement, à des subventions pour la formation, etc. Je suis désolé d'entendre dire à certaines personnes que le gouvernement fédéral ne fait pas sa part. Je crois qu'il est un très bon employeur.

Merci, monsieur le président.

Le président: Mon général, je vous remercie beaucoup pour votre temps et pour la qualité de votre participation. Elle nous sera certainement très utile et nous espérons que tout notre rapport pourra refléter l'attitude subtile et réfléchie que vous avez adoptée. Les questions dont nous traitons sont complexes et nécessitent l'expérience de gens comme vous, afin que nos recommandations mènent à une solution parfaitement adaptée aux besoins du pays. Merci infiniment.

Mgén Legge: Monsieur le président, désirez-vous que je vous envoie une copie de ce que j'ai fait? Le tout a-t-il déjà été consigné?

Le président: Tout a été consigné et paraîtra dans les deux langues officielles du Canada.

Cependant le greffier qui me regarde d'un oeil suppliant demande s'il peut obtenir vos notes, si vous les avez. Elles pourraient être utiles pour la préparation du compte rendu.

Mgén Legge: Je vous les enverrai. Merci beaucoup.

Le président: Nous interrompons nos travaux pour 45 minutes, jusqu'à la reprise ici à 19h30 alors que nous entendrons Gordon Fairweather de la Commission canadienne des droits de la personne.

La séance est levée.

SÉANCE DU SOIR

Le président: Mesdames et messieurs, nous allons reprendre nos délibérations. Je vous prie de nous excuser de ce retard, la séance de cet après-midi au cours de laquelle nous avons reçu

[Text]

afternoon, which went until just a matter of moments ago. Now we resume. I would like to invite the Chief Commissioner of the Canadian Human Rights Commission, Gordon Fairweather, to come to the witness table. I know you will be joined by one or two of your officials.

• 1950

Just as a way of introduction, I should point out that the longer our committee toils in the vineyards with section 15, the more we come to realize, if any of us ever doubted it, that the act which you administer, the Canada Human Rights Act, is a fundamentally important piece of legislation and the . . .

Mr. Robinson: Mr. Chairman, on a point of order. What is happening with our distinguished interpreters?

The Chairman: I was just going to ask you about that. Do you mind if they sign only on demand or . . . ?

Mr. Robinson: Make sure they are paid properly.

The Chairman: They are paid by Secretary of State.

That point having been clarified, we now have our signed interpretation proceeding as usual. Thank you. I should point out that there have been moments in our hearings, Mr. Fairweather, when we have seen our interpreters challenged to find expressions for some of the ideas we were hearing, but they have overcome all of those difficulties as far as we know.

Just to summarize what I wanted to say, we have found increasingly that there are provisions of the act which you administer that are fundamental to the overall work we are doing and that to truly carry out the spirit of section 15, the prospect of amendments to the Canadian Human Rights Act is something which has been very much on our mind. I think that from the time you first appeared before us and the amount of material you have been able to give us which has proven so helpful, you will find that committee members have sharpened their focus considerably on a number of those provisions. It is particularly timely that you could join us again tonight, being as we are about five weeks off from making our report to Parliament. I would invite you to give us the benefit of your further thoughts and then we will have discussion with the MPs on the committee.

Mr. R.G.L. Fairweather (Chief Commissioner, Canadian Human Rights Commission): Thank you, Mr. Chairman. With me is Russell Juriansz, the General Counsel of the Commission. He is at my right because I understand from Prof. McNairn . . . well, I was asked two specific questions and I assume tonight we will be mostly on those questions.

Also with me is Allan Cocksedge, the Secretary General of the Commission; Jennifer Stoddart, the Director of Research and Policy; John Dwyer, a Research Officer; and Jeannie Thomas, Executive Assistant.

I of course am delighted to be back to speak to the committee. I was here on May 9, and I am pleased that you have

[Translation]

d'excellents mémoires s'est poursuivie jusqu'à il y a quelques instants. Nous reprenons donc maintenant. Je vais maintenant inviter le commissaire en chef de la Commission canadienne des droits de la personne, M. Gordon Fairweather, à s'approcher de la table des témoins. Je crois savoir qu'un ou deux de vos collaborateurs doivent se joindre à vous.

Pour commencer, je dois dire que plus le Comité se penche sur les tenants et les aboutissants de l'article 15, mieux nous comprenons, si nous en avions jamais douté, que la loi que vous êtes chargé d'administrer, la Loi canadienne sur les droits de la personne, est un texte législatif de la plus haute importance et . . .

M. Robinson: Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Qu'en est-il de nos valeureux interprètes?

Le président: J'allais justement me renseigner. Ils pourraient peut-être faire leur interprétation gestuelle sur demande seulement?

M. Robinson: Veuillez à ce qu'ils soient bien payés.

Le président: C'est le Secrétariat d'État qui les paie.

Cela dit, nous vous offrons comme d'habitude l'interprétation gestuelle. Je vous remercie. Vous savez, monsieur Fairweather, nos interprètes gestuels ont été mis au défi dans le cadre de nos audiences de trouver des façons d'exprimer certains concepts. Mais pour autant que je sache, ils ont réussi à surmonter toutes ces difficultés.

Laissez-moi maintenant vous donner un bref résumé de ce que je voulais dire. Nous avons constaté de plus en plus dans le cadre de nos travaux que certaines des dispositions de la loi que vous êtes chargé d'appliquer nous concernent directement. Nous avons beaucoup réfléchi à l'opportunité de modifier la Loi sur les droits de la personne. Je suis persuadé que vous constaterez que depuis votre dernière comparution et grâce aussi en partie à toute la documentation que vous nous avez fait tenir, les membres du Comité se sont bien familiarisés avec un certain nombre de ces dispositions. Je trouve tout à fait opportun que vous puissiez être des nôtres ce soir vu que nous allons déposer notre rapport au Parlement d'ici cinq semaines. Je vous invite donc à nous faire part du résultat de vos réflexions et nous passerons ensuite à un échange de propos avec les députés.

M. R.G.L. Fairweather (commissaire en chef, Commission canadienne des droits de la personne): Merci, monsieur le président. À ma droite se trouve M. Russell Juriansz, conseiller juridique de la commission. Et s'il m'accompagne, c'est que j'ai cru comprendre d'après le professeur McNairn . . . eh bien, on m'a posé deux questions bien précises et je suppose que la réunion de ce soir va surtout porter sur elles.

M'accompagnent également Allan Cocksedge, le secrétaire général de la commission; Jennifer Stoddart, directrice de la recherche et de la politique; John Dwyer, agent de recherche; et Jeannie Thomas, adjointe administrative.

C'est pour moi un grand plaisir d'être de nouveau invité à venir vous rencontrer. Ma dernière comparution remonte au 9

[Texte]

asked two important questions. The first is whether it is appropriate or not that a primacy clause be introduced into the Canadian Human Rights Act; and the second is whether or not it would be appropriate for the grounds covered under the Canadian Human Rights Act to be open-ended. The fact that you asked these two questions that require specific answers tells me that you are doing your job particularly well, for they are the central concerns for us. Before I speak about the issues though, I would like to take a moment to make one or two general comments.

I have been following the proceedings of this committee very closely. I have read some of the many very impressive briefs and followed the interchange in the official *Minutes of Proceedings and Evidence*. As I did this, I began more and more to realize how we as a society have deprived ourselves of the participation and productivity of willing and extremely capable individuals, and have often done so simply because those individuals do not meet an obsolete or arbitrary standard based on, for example, age, sex, physical or mental capacity, sexual preference or for some other reason. With this denial we have hurt not just those individuals, of course, but we have hurt ourselves.

Many of the individuals and groups who appeared before you talked about their desire, their need, and their right to participate fully in Canadian society. I am not going to repeat their arguments; there would not be any purpose for me to do that. How could I possibly improve on the force or eloquence of such presentations as that of the 10-year-old Joy Swain, whose dream it is to fly jet airplanes? Incidentally, this was referred to by the Minister of Justice in his speech to the Canadian Bar Association. How could I convey the emotion felt by a representative of the gay and lesbian awareness civil rights, who admitted that it was unspeakably degrading to have to come before a parliamentary committee to ask for what is assumed to be the right of every adult in this country? I could not possibly embellish the submissions of these people.

What I can and will do, however, is urge you to embrace the principle that all individuals in Canada have the right to contribute to their society. If you do that, it is my sincere belief that you will of necessity recommend that Parliament act on many of the suggestions made to you over the past few months. I am convinced that action can only make Canada a stronger nation.

Now I would like to move to the two issues you have asked me about. You asked whether it would be appropriate to introduce a primacy clause into the Canadian Human Rights Act. You see, ladies and gentlemen, we contend that the act

[Traduction]

mai et je suis particulièrement heureux que vous m'ayez demandé de vous entretenir de deux questions très importantes. La première consiste en ceci: Convendrait-il d'incorporer dans la Loi canadienne sur les droits de la personne une clause de primauté? Et la seconde: Convendra-t-il de laisser ouverte l'énumération des motifs de distinction illicite qui y sont énoncés. Le fait que vous ayez circonscrit ces deux points pour en faire l'objet d'une étude attentive témoigne du sérieux avec lequel vous considérez vos responsabilités, car ce sont là effectivement des questions d'une grande importance. Toutefois, avant d'aborder ces deux points, j'aimerais prendre quelques instants pour formuler certaines observations d'ordre plus général.

J'ai suivi de très près les travaux de votre comité. J'ai notamment lu quelques-uns des nombreux mémoires fort intéressants qui vous ont été soumis et, par vos procès-verbaux, j'ai pu prendre connaissance des discussions qui ont fait suite à leur présentation. Cette lecture m'a amené à constater de façon encore plus tangible comment notre société s'est privée de la participation active et de la contribution de personnes remplies d'aptitudes et de détermination, pour la seule et unique raison souvent qu'elles s'écartaient d'une norme périmée ou arbitraire reliée à l'âge, au sexe, à la capacité physique ou mentale, ou aux préférences sexuelles, ou encore pour toute autre raison. Par notre attitude négative, ce n'est pas seulement à ces personnes, mais au premier chef à nous-mêmes que nous avons fait du tort.

• 1955

Bon nombre des groupes et des personnes qui se sont présentés devant vous, vous ont entretenus de leur désir, de leur besoin et de leur droit de participer pleinement à la société canadienne. Il serait parfaitement inutile que je reprenne ici leurs arguments. Comment pourrais-je apporter plus de poids ou d'éloquence à des exposés comme celui de la jeune Joy Swain, âgée de 10 ans, qui rêve un jour de piloter des avions supersoniques? Soit dit en passant, le ministre de la Justice a discuté de cette affaire dans un discours qu'il a prononcé devant l'Association canadienne du barreau. Comment retrouver toute l'émotion de cette représentante du groupe des *Gay and Lesbian Awareness Civil Rights*, qui trouve dégradant d'une manière indescriptible de devoir se présenter devant un comité parlementaire pour réclamer un droit qui est censé appartenir à chaque adulte dans ce pays? Je n'y réussirai pas.

Ce que je peux et que je veux faire, toutefois, c'est de vous inciter à adhérer sans réserve à ce principe que tous ceux qui vivent au Canada ont le droit de contribuer à l'édification de leur société. Une fois que vous en serez pleinement convaincus, je crois sincèrement qu'il vous sera impossible de ne pas recommander au Parlement de donner suite à bon nombre des suggestions qui vous ont été faites au cours des quelques derniers mois. Je suis également convaincu qu'en agissant ainsi vous ne pourrez que renforcer le Canada en tant que nation.

Venons-en maintenant aux deux points que vous m'avez prié de traiter ici devant vous. Vous me demandez d'abord s'il conviendrait d'incorporer dans la Loi canadienne sur les droits de la personne une clause de primauté. La commission soutient

[Text]

has primacy over other federal legislation. We feel the *Minutes of the Proceedings and Evidence* of the Standing Committee on Justice and Legal Affairs, which in 1977 considered Bill C-25, show that it was the clear intent of Parliament to give the act primacy. I remind you that it was my privilege to sit on that committee. There was no doubt whatever in the mind of any member of the committee that our act had primacy; it would not have made any sense otherwise. It was certainly the belief of the Minister of Justice of the day, the Hon. Ron Basford, for when discussing clause 2 of the bill the then Minister said:

The National Action Committee suggested a paramouncy clause which we feel again is not necessary. It, of course, will be the effect of the legislation unless its application to a subsequent piece of legislation is specifically excluded or limited, and this of course would be true of a paramouncy clause.

That is the end of Mr. Basford's comment. Later, when answering a question as to whether an amendment to the bill to include sexual orientation and political belief as grounds would override provisions of the Official Secrets Act, the Minister replied, and I quote him:

My understanding is that this legislation of course supercedes any existing legislation unless there is a specific exemption of it, and therefore would apply to any provisions of the Official Secrets Act.

As a matter of fact, I have learned in the years since that many departments of government—and you have heard from some of them—were frightened then about the Canadian Human Rights Act and wanted the Cabinet to exempt them. The Cabinet of the day said no such exemptions would be given.

I have chosen these two examples among the many possible because they underscore that it was the intent of Parliament that Bill C-25 apply both to all existing and to all subsequent federal legislation. The commission also believes that the language and structure of the act itself makes it clear that it has primacy. There would be no purpose whatever to exclude the Indian Act from the provisions of the Canadian Human Rights Act if this were not the case, nor would the provisions set out in section 48.(1) exempting any superannuation or pension fund or plan established by an act of Parliament enacted before the coming into force of this section be necessary.

• 2000

The second example is especially telling in that it limits the exemption to those laws which came into effect before the enactment of the Canadian Human Rights Act. It is obvious, then, that similar acts which come into force after that date must conform to what I am proud to call our act. It is your act, but I have a bit of a stake in it emotionally.

There is perhaps an even stronger argument in favour of primacy. Simply put, without primacy the effect of the act is seriously weakened. How can legislation which applies to matters within the ambit of federal authority and whose stated

[Translation]

que la Loi canadienne sur les droits de la personne a préséance sur les autres lois fédérales. Il apparaît clairement à la lecture des procès-verbaux et des témoignages du Comité permanent de la justice et des questions juridiques qui, en 1977, a fait l'étude du projet de loi C-25, que le Parlement entendait donner préséance à la loi. Ainsi, lors de l'examen de l'article 2, le ministre de la Justice d'alors, M. Ron Basford, a déclaré:

Le Comité d'action nationale estime qu'il faudrait introduire un article qui aurait prééminence sur les autres, ce qui nous semble encore une fois inutile. Tel sera l'effet de cette loi, à moins que son application soit ultérieurement exclue ou limitée par une autre loi.

Plus tard, à la question de savoir si un amendement au projet de loi visant à inclure parmi les motifs de distinction illicite l'orientation sexuelle et les convictions politiques aurait préséance sur la Loi sur les secrets officiels, le ministre a répondu, et je cite:

Cette loi a la préséance sur toutes les autres, à moins d'une dispense précise et, par conséquent, elle s'applique à toutes les dispositions de la Loi sur les secrets officiels.

Je tiens à ajouter ici que j'ai appris que, depuis cette époque, de nombreux ministères du gouvernement—certains vous ont fait part de leur situation—se préoccupaient beaucoup de la Loi sur les droits de la personne et avaient demandé au Cabinet de les exempter. Le Cabinet de l'époque avait déclaré qu'aucune exemption ne serait accordée.

Si, parmi les nombreux exemples que j'aurais pu invoquer j'ai choisi ces deux-là, c'est parce qu'ils ont bien fait ressortir l'intention du Parlement de faire en sorte que le projet de loi C-25 s'applique à toute la législation fédérale existante et à venir. La commission considère en outre que la langue et la structure même de la loi établissent clairement sa préséance. Si tel n'était pas le cas, il ne servirait à rien d'en exclure les dispositions de la Loi sur les Indiens. Les dispositions du paragraphe 48.(1) exemptant de son application les «régimes ou caisses de retraite constitués par une loi du Parlement antérieure à l'entrée en vigueur du présent article» n'auraient pas non plus leur raison d'être.

Ce dernier exemple est particulièrement probant puisqu'il limite l'exemption aux lois qui étaient déjà en vigueur avant la promulgation de la Loi canadienne sur les droits de la personne. Il est dès lors évident que les lois similaires qui entreront en vigueur subséquemment devront se conformer à notre loi. C'est aussi votre loi, bien sûr, mais je dois dire que j'y suis particulièrement attaché.

Mais il existe un argument peut-être encore plus convaincant en faveur de la préséance de la loi. Disons, pour parler simplement, que si elle n'avait pas la primauté, ses effets s'en trouveraient considérablement amoindris. Comment une loi

[Texte]

purpose is to give effect to the principle that every individual should have an equal opportunity with other individuals to make for himself or herself the life that he or she is able or wishes to have not apply to other acts of Parliament? To say that is both to ignore the clear intent of Parliament and to trivialize the nature of the protection being afforded by that act.

Nonetheless, we recognize that there have been conflicting court decisions on the issue involving codes similar to the Canadian Human Rights Act. We ourselves are involved in unresolved litigation on the issue. Our most recent excursion into this area resulted in an ambiguous tribunal decision, *Morrell v. Canada Employment and Immigration Commission*, which did not decide the general question as to whether the Canadian Human Rights Act overrode conflicting statutory provisions.

So, despite our contention that the Canadian Human Rights Act has primacy, we suggest it may be necessary to amend the act to give it a primacy clause so as to remove any possible doubt that all federal legislation, except that which is specifically exempted, is in fact subject to the Canadian Human Rights Act.

It should also be remembered that the Canadian Human Rights Act offers protection on a number of grounds—marital status, family status, pardoned conviction—not specifically enumerated in the charter. The Canadian Human Rights Act, unlike the charter, also explicitly provides that discrimination on the basis of pregnancy or childbirth is discrimination on the ground of sex. A primacy clause would ensure that federal laws could not discriminate on the basis of any of the grounds listed in our act including on the basis of pregnancy or childbirth.

In addition, granting the Canadian Human Rights Act primacy would make it clear that the commission could advance worthy causes involving federal laws and regulations through the courts using charter arguments, as the lower courts have suggested to us. Such a process would, of course, allow the possibility of negotiated settlement before lengthy and costly litigation and, in the event of litigation, shift the cost burden from individuals or groups to the commission.

In summary then, we are asking you now specifically to provide individuals in Canada that which was promised them in 1977 and remove any doubt that might exist as to whether the act has primacy. This would have the immediate effect of ensuring that the commission's and respondent's time and energy are spent considering the merits of a case, rather than arguing over the issue of primacy. It would also ensure that federal laws and regulations not discriminate on any of the grounds listed in the Canadian Human Rights Act.

[Traduction]

dont l'objet est de donner, dans le champ de compétence du gouvernement du Canada, effet au principe suivant: tous ont droit, dans la mesure compatible avec leurs devoirs et obligations au sein de la société, à l'égalité de la chance d'épanouissement, pourrait-elle ne pas s'appliquer aux autres lois du Parlement? Affirmer pareille chose serait ignorer l'intention clairement exprimée du Parlement, en même temps que banaliser la nature de la protection accordée par cette loi.

Néanmoins, il nous faut faire état de certaines décisions des tribunaux à ce sujet qui vont dans un sens contraire et mettent en cause des instruments juridiques analogues à la Loi canadienne sur les droits de la personne. Nous sommes nous-mêmes actuellement aux prises avec des litiges non réglés à ce sujet. Notre plus récente incursion dans le domaine a donné lieu à une décision ambiguë d'un tribunal dans l'affaire *Morrell contre la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada*, lequel ne s'est pas prononcé sur la question générale de savoir si la Loi canadienne sur les droits de la personne a préséance sur les dispositions d'autres textes de loi qui entrent en conflit avec elle.

En conséquence, bien que nous soyons convaincus de la préséance de la Loi canadienne sur les droits de la personne, il pourrait s'avérer nécessaire de la modifier pour la doter d'une clause de primauté qui leverait tout doute quant au fait que toute loi fédérale, sauf si elle en est expressément exemptée, se trouve assujettie à ses dispositions.

Rappelons en outre que la Loi canadienne sur les droits de la personne étend sa protection à un certain nombre de motifs de distinction illicite—état matrimonial, situation de famille, état de personne graciée—qui ne sont pas énoncés explicitement dans la Charte. La loi va également plus loin que la Charte lorsqu'elle précise qu'une distinction fondée sur la grossesse ou l'accouchement est assimilable à une distinction fondée sur le sexe. L'incorporation d'une clause de primauté se trouverait à supprimer toute possibilité qu'une loi fédérale puisse établir des distinctions fondées sur n'importe lequel des motifs énoncés dans notre loi, y compris la grossesse ou l'accouchement.

En outre, en dotant la Loi canadienne sur les droits de la personne d'une clause de primauté, il serait plus facile à la commission de se fonder sur des arguments tirés de la Charte pour saisir les tribunaux de causes solides mettant en jeu des lois ou règlements fédéraux, comme des tribunaux de première instance le lui ont déjà suggéré. Il va de soi que cela permettrait d'en arriver à un règlement négocié avant l'institution de procédures longues et coûteuses. Dans les cas où l'on devrait néanmoins recourir à de telles procédures, les individus ou les groupes se verraient du moins exonérés des frais inhérents.

En somme, ce que nous vous demandons ici, c'est d'accorder explicitement aux Canadiens ce qui leur avait déjà été promis en 1977, et de lever le doute qui pourrait subsister en ce qui a trait à la primauté de la loi. Une telle modification aurait pour effet de permettre à la commission et aux mis-en-cause de consacrer leur temps et leur énergie à l'examen du cas lui-même, au lieu de reprendre la discussion de cette question de la préséance. Un autre résultat serait que les lois et règlements fédéraux ne pourraient plus exercer de discrimination fondée

[Text]

Your second question was whether it would be appropriate to make the list of prohibited grounds of discrimination in the Canadian Human Rights Act open-ended. May I refer here to the testimony of Prof. Ken Norman, who is a much-admired friend and I would say colleague in the human rights field. He has a different view of this than I am going to advance, but nevertheless I certainly respect the submission he made.

It will be useful first to look at how Parliament originally determined which grounds were to be included in the act. The original act listed nine grounds: race, national or ethnic origin, colour, religion, age, sex, marital status, physical handicap—in employment, as a matter of fact—and conviction for an offence for which a pardon has been granted.

These grounds were chosen because, in the words of the Minister of Justice, Mr. Basford, they were:

• 2005

fairly well established in Canadian or American anti-discrimination legislation and about which, consequently, some experience and precedents had been developed.

Some members of the Justice committee argued unsuccessfully—and I repeat that I was one of them—that the grounds should be expanded. The two possible grounds most frequently mentioned were sexual orientation and political belief. Members of the committee were supported in their desire to expand the grounds by the Canadian Bar Association, the National Action Committee on the Status of Women, and the Canadian Civil Liberties Association, among others.

It was argued by those opposing an expansion of the grounds that the commission had, in section 22.(1), a vehicle to bring issues of importance to the attention of Parliament, and that new grounds could be added to the act using that mechanism. Not realizing just how prophetic they were being, proponents rebutted that if the bill were not amended in committee it would be years before these additional grounds were added to the act.

I say in parentheses that we all understand the demands made on the parliamentary timetable. It was not so much the reluctance of Parliament to come face to face with a particular issue on amendment, it was to get the parliamentary time in order to make those amendments possible. I may say too that we feel ourselves very privileged to have in the eight years two or three amendments given by the Parliament of Canada, in some cases at our request and other times—well, always, of course, at the government initiative. We think we were lucky to have been able to get that time from Parliament.

[Translation]

sur les motifs énoncés dans la Loi canadienne sur les droits de la personne.

L'autre point que vous m'avez demandé de traiter concerne l'intérêt qu'il pourrait y avoir à laisser ouverte l'énumération des motifs de distinction illicite contenus dans la Loi canadienne sur les droits de la personne. J'aimerais vous renvoyer ici au témoignage du professeur Ken Norman qui est un ami auquel je voue énormément d'admiration, ainsi qu'un collègue dans le domaine des droits de la personne. Son avis est différent de celui que je vais vous expliquer ici, mais je tiens à souligner que j'ai néanmoins énormément de respect pour le point de vue qu'il a fait valoir.

Il serait utile que nous regardions d'abord comment, à l'origine, le Parlement avait procédé pour déterminer quels motifs devraient être précisés dans la loi. À l'origine, la loi énumérait neuf motifs: la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge, le sexe, la situation de famille, le handicap physique—dans le contexte de l'emploi—soit dit en passant—et l'état de personne gracée.

Si on a retenu ces motifs, c'est que, comme l'a dit M. Basford, le ministre de la Justice de l'époque:

Ce sont ceux qui sont déjà établis dans la législation canadienne ou américaine de sauvegarde des droits de la personne et qui, en conséquence, font l'objet d'une certaine expérience et d'une certaine jurisprudence.

Certains membres du Comité permanent de la Justice—et je répète que j'étais de leur nombre—ont plaidé sans succès pour une augmentation du nombre des motifs prévus. Les deux suggestions les plus fréquentes aient trait à l'orientation sexuelle et aux convictions politiques. Le désir des membres du Comité d'allonger la liste des motifs couverts bénéficiait de l'appui notamment de l'Association du Barreau canadien, du Comité d'action nationale sur la situation de la femme et de l'Association canadienne des libertés civiles, parmi d'autres groupes.

Ceux qui s'opposaient à la recommandation faisaient valoir que la commission disposait, avec le paragraphe 22(1), d'un mécanisme lui permettant de saisir le Parlement de tout sujet jugé important, et qu'elle n'avait qu'à y recourir pour faire insérer dans la loi de nouveaux motifs. Prophètes à leur insu, ceux qui proposaient ces amendements répliquaient que si le Comité n'y veillait pas, on verrait s'écouler plusieurs années avant que ces nouveaux motifs ne soient incorporés dans la loi.

J'ajoute entre parenthèses que nous comprenons tous les pressions qui s'exercent sur le calendrier parlementaire. La difficulté ne tenait pas à ce que le Parlement hésitait à faire face à un amendement en particulier, mais à la question de trouver le temps dans le calendrier parlementaire pour adopter ces amendements. Je dois également ajouter que nous croyons être très privilégiés d'avoir pu au cours des huit dernières années obtenir deux ou trois amendements du Parlement du Canada. Dans certains cas ce fut à notre demande—et bien évidemment, ce fut toujours suite à une initiative gouverne-

[Texte]

Interestingly enough, throughout this whole debate there was very little call to have an open-ended list. To my recollection, the only group to propose such an amendment to the committee was the Canadian Federation of Civil Liberties and Human Rights Associations. It seems, therefore, that the committee and most of the groups and associations making recommendations to it supported the notion that the grounds listed in the act should be limited to those grounds considered worthy of protection. The measure of worthiness, while difficult to establish, included whether or not they were present in other anti-discrimination legislation in Canada, in the United States or other countries, or in international covenants—and most important of all, whether a particular group was demonstrably in need of such protection.

As I have already indicated, there was an assumption that new grounds, once established as worthy, upon the recommendation of the commission could be added to the list. Virtually from the day we began our work, it has been apparent to the commission that additional grounds should be included under our act. Accordingly, the commission has recommended in every annual report since 1979 that sexual orientation and political belief be included as grounds of discrimination. More recently, the commission has recommended that criminal conviction or charges be added. We found, incidentally, that pardoned conviction is too narrow an enunciation of the entitlement of people who have, as they say, paid their debt and should be given an opportunity to make a contribution to the country.

These recommendations, as you well know, have not been acted upon by the government. It is in the face of this inaction that the committee has come to raise the possibility of an open-ended list for our act. It is not a position to which we gravitated naturally.

I cannot argue that it would be inappropriate to make our act open-ended. The charter provides a precedent—you have had this said to you many times—for such a step, and an open-ended list would not be inconsistent with our overall objective to ensure equality of opportunity for individuals in Canada. Moreover, there is a demonstrable need to offer protection against discriminatory practices to many individuals not now covered by the act. However, the commission believes—and this may surprise some, perhaps not members of the committee, but some who read these proceedings . . . We believe as a principle that it should be the authority of Parliament by means of the legislative process rather than that of an administrative board like the commission that determines which grounds are worthy of protection. It seems to us then to be more appropriate to expand the grounds of discrimination. We have been telling you or telling Parliament—relentlessly is, I think, a pretty good way of saying it—over the years what those grounds should be.

[Traduction]

mentale. Nous croyons être très fortunés d'avoir pu obtenir ce temps du Parlement.

Ce qui est très intéressant, c'est de noter que pendant tout le débat, on a très peu préconisé une liste ouverte. Autant que je m'en souviennne, le seul groupe qui ait fait une telle proposition au Comité est la Fédération canadienne des associations des libertés civiles et des droits de l'homme. Il semble donc que le Comité et la plupart des groupes et associations qui lui soumettent alors des recommandations considéraient que l'énumération faite dans la loi devait s'en tenir aux motifs que l'on jugeait dignes de protection. Ce mérite n'était certes pas facile à établir, mais on vérifiait, pour y parvenir, si les motifs envisagés étaient mentionnés dans d'autres lois visant à faire échec à la discrimination au Canada, aux États-Unis ou dans d'autres pays, ou encore dans des pactes internationaux, et surtout, on vérifiait s'il était possible de démontrer que tel groupe particulier avait besoin d'une telle protection.

Comme je l'ai déjà indiqué, on avait tendance à croire que tout nouveau motif, une fois son mérite établi, pouvait être ajouté à la liste sur recommandation de la commission. Dès le tout début de ses travaux ou presque, la commission s'est rendu compte de la nécessité de faire ajouter de nouveaux motifs à la loi. En conséquence, dans chacun de ses rapports annuels depuis 1979, elle a recommandé l'insertion de l'orientation sexuelle et des convictions politiques au nombre des motifs de distinction illicite. Plus récemment, elle a en outre recommandé qu'on y insère les accusations ou condamnations au criminel. Incidemment, nous sommes d'avis que la grâce est une définition trop étroite des droits de ces gens qui, comme ils le disent eux-mêmes, ont payé leur dette et devraient avoir l'occasion de contribuer à la vie de leur pays.

Comme vous le savez très bien, le gouvernement n'a pas encore donné suite à ces recommandations. C'est en raison de cette inertie que la commission en est venue à envisager la possibilité qu'on laisse ouverte l'énumération faite dans la loi. Ce n'est pas une position que nous étions naturellement enclins à embrasser.

Je n'irais pas jusqu'à dire qu'il m'apparaît contre-indiqué que la liste de la loi demeure ouverte. Comme vous l'avez souvent entendu dire, la Charte elle-même nous offre un précédent en ce sens, dont la reprise dans la loi ne serait nullement incompatible avec notre objectif d'ensemble qui est d'assurer l'égalité des chances à tous les Canadiens. En outre, la nécessité de mettre à l'abri des pratiques discriminatoires de nombreux individus qui ne sont pas actuellement protégés par la loi est facile à démontrer. Toutefois, et cela pourra en surprendre certains, peut-être pas les membres du Comité, mais ceux qui lisent le compte rendu des délibérations, la commission considère par principe que c'est au Parlement, par la voie législative, plutôt qu'à un organe administratif comme elle, qu'il incombe de déterminer quels domaines méritent protection. Il nous semble donc plus approprié d'allonger la liste des motifs de distinction illicites. Au fil des ans, nous avons exposé au Parlement quels devraient être ces motifs—et je pense que nous l'avons fait sans relâche.

[Text]

• 2010

In the United States, they use the expression of issues being ripe. Well, surely, you cannot have crossed this country backward and forward without understanding and, I hope, coming to an appreciation and a will that it is quite unacceptable in this country of ours not to provide protection for those whose sexual preference is different. It is outrageous. It is a scandal, and Parliament has been reminded of this.

The private sector, as I said to you in May, is light years ahead. Most employment in the private sector of which I am aware would not think of discriminating because of somebody's sexual preference. They think it is a private matter. I urged this on you last time and I really do most strongly do so again. But I want Parliament to do this, not the Canadian Human Rights Commission.

As I said, the United States thinks in terms of issues being ripe. If any issue is ripe in this country for parliamentarians to take on themselves the courage and duty, it is sexual preference. I must say that I hope Parliament gets on with it. Quebec did it several years ago without a ripple and with no public outcry.

We believe the grounds that we suggest be included—sexual orientation, political belief and criminal conviction or charges—are worthy of protection. This is based both on the demonstrable need for such protection as evidenced by our day-to-day contact with individuals suffering discrimination and on the fact that these grounds have been included in some Canadian anti-discrimination codes or in some international covenants to which Canada is a signatory.

Moreover, our very willingness to assume the responsibility inherent in an open-ended list, even though our strong preference is that Parliament should make such determination, is in itself a measure of our conviction that these grounds should be included under our act.

This is a profoundly orthodox statement of mine. Here I am, an official, asking Parliament to do it. If you do not do it, then please go open-ended and let us do it. We will do it without the slightest hesitation, because we know there is a need. But we would prefer people who have the elected authority to do their duty. But if you cannot get majority support for it, then take the back door, go open-ended and we will do our duty. We will not flinch from doing our duty.

We hope that our representations and the representations of so many people that you have heard have convinced you of a need for Parliament to act in the areas I have indicated.

The Chairman: Mr. Fairweather, thank you very much for the answers to both questions with reasons. I think the second

[Translation]

Aux États-Unis, on dit de certaines questions que leur heure est venue. Vous n'avez certainement pas pu traverser ce pays dans tous les sens sans comprendre, et je l'espère, sans admettre qu'il est tout à fait inacceptable dans notre pays de ne pas offrir une protection à ceux dont l'orientation sexuelle est différente. C'est une indignité. C'est un scandale et le Parlement se l'est vu rappeler.

Comme je vous l'ai dit en mai, le secteur privé a pris beaucoup d'avance. À ma connaissance, la plupart des employeurs du secteur privé ne songeraient même pas à la discrimination fondée sur la préférence sexuelle d'une personne. Ils croient que c'est une question personnelle. La dernière fois, je vous ai exhorté à faire quelque chose et je le fais encore aujourd'hui. Cependant je veux que ce soit le Parlement qui agisse, et non pas la Commission canadienne des droits de la personne.

Comme je l'ai dit, aux États-Unis on dit d'une question que son heure est venue. S'il est au Canada une question dont l'heure est venue et à laquelle les parlementaires conscients de leur devoir devraient s'attaquer avec courage, c'est bien la question de la préférence sexuelle. Je réaffirme mon espoir de voir le Parlement agir sur cette question. Le Québec l'a fait il y a plusieurs années sans le moindre remous dans l'opinion publique.

Les motifs dont nous préconisons l'insertion, à savoir l'orientation sexuelle, les convictions politiques et les accusations ou condamnations au criminel, nous semblent mériter protection. Notre conviction se fonde sur un besoin démontrable, constaté tout au long de nos contacts quotidiens avec des personnes victimes de discrimination, et aussi sur le fait que ces motifs se trouvent déjà dans des textes législatifs canadiens destinés à faire obstacle à la discrimination, ou encore dans des pactes internationaux auxquels adhère le Canada.

Notre détermination même à assurer les responsabilités inhérentes à une liste ouverte, même si nous préférons nettement voir le Parlement affirmer son autorité à cet égard, témoigne suffisamment par elle-même de notre conviction que ces motifs devraient être insérés dans la loi.

C'est là une affirmation profondément orthodoxe de ma part. Voici que moi, un fonctionnaire, je demande au Parlement de le faire. Si vous n'y consentez pas, alors de grâce ouvrez la liste et laissez-nous faire. Nous irons de l'avant sans la moindre hésitation car nous savons que le besoin existe. Cependant nous préférierions que les élus du peuple fassent leur devoir. Si vous ne pouvez obtenir l'appui de la majorité, procédez de façon détournée, ouvrez la liste et nous ferons notre devoir. Nous ne reculerons pas devant notre responsabilité.

Je veux, quant à moi, espérer que les démarches faites par la commission et par un grand nombre de personnes et de groupes des différentes régions du Canada vous auront convaincus que le Parlement doit maintenant agir dans les domaines que je vous ai indiqués.

Le président: Monsieur Fairweather, je vous remercie beaucoup pour les réponses aux deux questions, réponses que

[Texte]

is more problematic for us, inasmuch as we are looking at the charter itself as being open-ended in section 15. Of course, we are trying to reconcile that approach with what you have just stated as your clear preference with respect to the open-endedness or the expressed statement, one or the other, within the act itself.

• 2015

I guess this could only be reconciled on the traditional basis that you have stated in terms of the work that tribunals and agencies of the government must face in interpreting a clear statutory mandate from Parliament. In contrast, I guess it will be section 15 that really is left more to the courts to interpret in areas that are left undecided.

So perhaps it is possible to reconcile the two different approaches, but I know that this is something about which members of the committee want to talk to you a little.

We will start with Sheila Finestone, Member of Parliament for Mount Royal.

Mrs. Finestone: Thank you very much, Mr. Chairman.

It is always a pleasure to listen to you, Mr. Fairweather. You always make such good, solid common sense. We are a very fortunate country to have you as the head of this Canadian Human Rights Act. I really think all of us are aware of that. I just wish your voice had been heeded sooner rather than later, but I . . .

Mr. Fairweather: I was on a committee like you and the majority were unable to subscribe to the views I proposed then, and here we are eight years later still seeking the same justice.

Mrs. Finestone: It just shows you have done a good job because I think you have sensitized this committee and we certainly are well aware of the points you have brought to our attention.

I, for one, would very much prefer that Parliament make that determination, but I wondered if I might ask you if you would feel, first of all, that we are not out of sync with where Quebec has within its statutes sexual orientation and political beliefs so we are not even in line with the Quebec charter. Where we should be ahead of the provinces we have not established our credibility in that regard. I find that sad, so I am hopeful that this in itself would be an impetus to bring us into line.

The argument has been that the Charter of Rights and Freedoms should be left open-ended but that our report should be more specific with respect to the listings under the Canadian Human Rights Act. At this particular moment, in view of the timing and the newness of the charter, I think it would probably be the best course of action to leave the one open-ended and to be more specific within the Canadian Human Rights Act.

Would you say that not only is the issue ripe but if we would include sexual orientation, political belief, criminal conviction . . . ? I seem to have heard that pregnancy and

[Traduction]

vous avez justifiées. Je pense que la deuxième question nous pose plus de difficulté, en ce sens qu'à notre avis, l'article 15 de la Charte est une liste ouverte. Nous essayons bien sûr de concilier cette approche avec votre préférence avouée pour un élargissement du libellé de la loi.

J'imagine que cela ne pourrait être concilié que de la façon traditionnelle dont vous avez parlé, c'est-à-dire que les tribunaux et les agences du gouvernement doivent se conformer à la volonté du législateur. Par contraste, je pense que l'article 15 sera laissé à l'interprétation des tribunaux dans les domaines non définis.

Il est donc peut-être possible de concilier les deux approches, et je sais que c'est une question dont les membres du comité voudront discuter avec vous.

Nous commençons par Sheila Finestone, député de Mont-Royal.

Mme Finestone: Merci beaucoup, monsieur le président.

Il est toujours agréable de vous écouter, monsieur Fairweather. Vos propos ont toujours tellement de bon sens. Notre pays est très fortuné de vous avoir comme responsable de cette Loi canadienne des droits de la personne. Je pense que nous en sommes tous bien conscients. J'aurais souhaité qu'on fasse attention à votre message un peu plus tôt, mais . . .

M. Fairweather: Tout comme vous, j'ai fait partie d'un comité et la majorité de mes collègues ne pouvaient accepter ce que je leur proposais alors; voici que 8 ans plus tard nous cherchons toujours la même justice.

Mme Finestone: Cela démontre l'excellence de votre travail puisque vous avez sensibilisé ce comité et puisque nous sommes bien au courant des questions que vous avez portées à notre attention.

Pour ma part, je préférerais grandement que le Parlement prenne une décision, et je voudrais d'abord vous demander si, à votre avis, nous ne sommes pas dépassés par le Québec qui mentionne dans ses lois l'orientation sexuelle et les croyances politiques; nous accusons donc un retard par rapport à la Charte québécoise. Alors que nous devrions être en avance sur les provinces, nous n'avons même pas établi notre crédibilité dans ce domaine. C'est bien triste et j'espère que cela sera en soi une raison suffisante pour nous faire agir.

On a soutenu que la Charte des droits et libertés devrait être laissée ouverte, mais que dans notre rapport, nous devrions être un peu plus précis quant aux motifs énumérés dans la Loi canadienne sur les droits de la personne. Compte tenu du caractère relativement nouveau de la Charte, je pense qu'à l'heure actuelle, la meilleure chose à faire serait de laisser celle-ci ouverte et d'être un peu plus spécifique dans la Loi canadienne sur les droits de la personne.

Reconnaissez-vous que non seulement l'heure est venue d'aborder cette question mais que de plus, si l'on incluait l'orientation sexuelle, les croyances politiques, les condamnations au criminel . . . ce n'est pas très clair, mais je crois avoir

[Text]

marital status is not clear, but you have listed that as grounds under the original list.

Mr. Fairweather: No, it was an amendment Parliament gave us in 1983.

Mrs. Finestone: I am concerned about the perception that is out there that you are not covered under marital status or pregnancy. Is there a reason for that or was it just a lack of understanding?

Mr. Fairweather: Amendments to statutes of Parliament . . . we celebrate the fact that we have the amendments. We do the best we can to alert the client if that is proper, but not everybody follows the proceedings of Parliament or the royal gazettes.

Mrs. Finestone: Is there some kind of a proceeding whereby—let us assume, and I only make the assumption because we have not written the report yet—if we were to include in our report that these specifically be added and enunciate the ones that we want specifically, reflecting on what you have said here, but in some way make a provision because as society evolves other issues will show their ugly heads in terms of discrimination . . . ? Is there some way we should make a provision that the list gets reviewed on a set time parameter and that an ad hoc committee under human rights be mandated to make that presentation for Parliament to act on?

Mr. Fairweather: I am excited because I understand that by the amendments proposed to the rules one of the standing committees of Parliament will have international and national human rights issues. Is that part of the so-called McGrath amendments? I think . . .

Mrs. Finestone: As I understand it, yes.

Mr. Fairweather: Then I think a committee like that indeed, and the committee . . . Often as administrators we hear the issues and what people's concerns are. We would like to think that a committee like that would be hearing the same kind of message and would be ready to make suggestions to government, to Parliament.

• 2020

Mrs. Finestone: In that regard, do you feel we have an obligation—I sort of seem to feel that you have alluded to it—with respect to reviewing our signature on international covenants? We have signed one on international labour, racial discrimination, and discrimination against women, etc. Where we have affixed our signature—and that signature did not come easily, because all provinces had to agree, prior to the federal government giving that accord—would you not presume therefore that we have now not only the moral but the legal obligation?

Mr. Fairweather: We most definitely have an obligation in international law, and it is one of the more exhausting processes of the departments of government. The provinces

[Translation]

entendu que la situation de famille et la grossesse sont des motifs que vous avez inclus dans la liste originale.

M. Fairweather: Non, cela résulte d'une modification adoptée par le Parlement en 1983.

Mme Finestone: Je m'inquiète de ce qu'aux yeux du public, il n'y ait aucune protection pour la situation de famille et la grossesse. Y a-t-il une raison à cela ou s'agit-il d'une simple ignorance?

M. Fairweather: Les modifications aux lois du Parlement . . . nous nous réjouissons que de tels modifications soient adoptées. Nous faisons tout ce que nous pouvons pour prévenir les clients si cela est opportun, mais ce n'est pas tout le monde qui suit les travaux du Parlement ou qui lit la gazette royale.

Mme Finestone: Y aurait-il moyen—je ne pose cette hypothèse que parce que nous n'avons pas encore rédigé le rapport—si nous demandions dans notre rapport que certains motifs soient expressément inclus, en tenant compte de ce que vous avez dit ici, mais en demandant également que des dispositions soient prises, puisque au fur et à mesure que la société évoluera, d'autres motifs de discrimination surgiront . . . ? Pourrions-nous adopter une disposition afin que la liste soit revue à intervalles réguliers et qu'un comité ad hoc des droits de la personne soit chargé de faire des propositions au Parlement?

M. Fairweather: Je suis stimulé car je crois qu'en vertu d'une modification envisagée pour le règlement, l'un des Comités permanents du Parlement serait responsable des questions relatives aux droits de la personne sur la scène nationale et internationale. Cela fait-il partie de ce qu'on appelle les amendements McGrath? Je crois . . .

Mme Finestone: C'est juste, je crois.

M. Fairweather: Je pense donc qu'un comité comme celui-là, et le comité . . . en notre qualité d'administrateurs, nous entendons souvent parler des préoccupations de la population. Nous espérons qu'un comité de cette nature entendrait le même genre de message que nous et nous serions disposés à faire des propositions au gouvernement, au Parlement.

Mme Finestone: En ce sens, croyez-vous que nous ayons une obligation—j'ai l'impression que vous y avez fait allusion—relativement à l'examen des ententes internationales que nous avons signées? Nous avons paraphé une telle entente sur le travail, sur la discrimination raciale, sur la discrimination envers les femmes, etc. Nous avons approuvé ces ententes et cela n'a pas été facile car il fallait obtenir l'appui de toutes les provinces avant que le gouvernement fédéral puisse agir. Ne croyez-vous pas par conséquent que nous avons non seulement une obligation morale mais également une obligation juridique?

M. Fairweather: En vertu du droit international, nous avons certainement une obligation et c'est l'une des choses qui occupe le plus longuement les ministères du gouvernement. Les

[Texte]

and the Government of Canada are involved in this. They make presentations to the relevant international body on a variety of international covenants and treaties, and so on.

Mrs. Finestone: With respect to the specific report you have just given us, I have two particular questions; and then later, Mr. Chairman, there is an issue I would like to go back to that is in the report that was tabled in June, if I may.

The Chairman: Let us start with the two specific questions.

Mrs. Finestone: I am concerned where on page 4 you talk about where the commission could advance worthy cases, which I support wholeheartedly, as it would certainly reduce the cost to Mr. and Mrs. Ordinary Citizen. Do you not therefore have a need for increased dollars and increased personnel, because staff really equals service and equals the potential for commitment to this, otherwise *ce sont des vœux pieux*?

Mr. Fairweather: I will put it the other way round. It would be impossible for the commission to do the things that Parliament expects of it if we are not to have our present staff and have any less money than we have now. It is not as convoluted as I am saying. We cannot do the work expected of us—and we think it is a great privilege to come to the Justice committee, hear the concerns of the members, and then trot away and hear from other people that there might be a possibility of a budget cut.

Mrs. Finestone: I can only tell you that I raised this question early on in the House because it was of serious concern to me. It is my view that one could advocate the primacy all one wants, but if you cannot put it into action, then it is just not worthwhile.

Mr. Fairweather: That is a scene that is more gloomy than I am forecasting. We have staff years of 159, and a budget of something over \$9 million, but we cannot do with any fewer dollars or people.

Mrs. Finestone: I would like to thank you very much, and I can assure you that you are going to get our support in that regard.

Perhaps it is my lack of understanding of section 48.(1) on the pension fund, but I would like to understand what you are referring to on page 3 in this regard. Perhaps there is a contradiction. If in your report, under the Public Service Superannuation Act, you are recommending retroactivity in pay to part-time workers, and you are recommending retroactivity in pay to the disgraceful performance under the payment to veterans—the differentiation between men and women and the pay accorded, which is a cost of \$50 million or \$67 million, depending on which avenue you take to start paying equally to men and women—does section 48.(1) come into play with respect to the Public Service Superannuation Act, because those are federal people being paid under the pension fund or under the Public Service Superannuation Act?

Mr. Fairweather: I will ask Mr. Juriansz if he would answer that question.

[Traduction]

provinces et le gouvernement du Canada participent en présentant des rapports aux organismes internationaux pertinents sur une variété d'ententes et de traités internationaux.

Mme Finestone: J'aurais 2 questions précises à poser relativement au rapport que vous venez de nous donner; plus tard monsieur le président, si vous le permettez, je voudrais revenir à une question soulevée dans le rapport déposé en juin.

Le président: Commençons par vos 2 questions précises.

Mme Finestone: À la page 4, vous dites que la commission pourrait défendre des cas méritoires, et je serais entièrement d'accord puisque cela réduirait sûrement les frais pour les citoyens ordinaires. N'auriez-vous donc pas besoin de plus d'argent et de personnel, puisque c'est grâce au personnel qu'on offre des services et qu'on peut vraiment s'engager dans cette voie; ou bien, ne s'agit-il que d'un vœu pieux?

M. Fairweather: Voyons la question sous un autre angle. Il serait impossible à la commission de faire ce que le Parlement attend d'elle si nous ne disposions pas du personnel et des ressources actuelles. Ce n'est pas aussi emberlificoté que ça. Nous ne pouvons faire le travail qu'on attend de nous—et nous croyons que c'est un grand privilège de comparaître devant le comité de la Justice—on écoute les députés exprimer leur préoccupation et quand on sort d'ici c'est pour entendre d'autres gens parler de la possibilité de réductions budgétaires.

Mme Finestone: Tout ce que je puis vous dire, c'est que j'ai soulevé cette question un peu plus tôt à la Chambre car cela me préoccupe grandement. À mon avis, on a beau parler de l'importance d'un projet, si on n'a pas les moyens nécessaires de le réaliser, c'est une perte de temps.

M. Fairweather: C'est encore plus pessimiste que mes propres prédictions. Nous disposons de 159 années-personnes et d'un budget d'environ 9,000,000\$, et on a besoin de chaque sou et de chaque personne.

Mme Finestone: Je vous remercie grandement et je vous assure de notre appui en cette matière.

Je comprends peut-être mal l'article 48.(1) relatif au régime de retraite, mais je voudrais savoir ce à quoi vous faites allusion à la page 3. Il y a peut-être une contradiction. Dans votre rapport, sous la rubrique Loi sur la pension dans la Fonction publique, vous recommandez la rétroactivité des salaires pour les travailleurs à temps partiel de même que pour les anciens combattants qui sont traités de façon honteuse—il y a un écart entre les salaires versés aux hommes et aux femmes et si vous voulez combler cet écart, cela coûtera 50,000,000\$ ou 67,000,000\$, selon la méthode choisie—l'article 48.(1) est-il en cause parce qu'il s'agit ici d'employés du gouvernement fédéral payés en vertu du régime de retraite ou de la Loi sur la pension de la Fonction publique?

M. Fairweather: Je vais demander à M. Juriansz de répondre à cette question.

[Text]

• 2025

Mr. Russell Juriansz (General Counsel, Canadian Human Rights Commission): First of all, let me just make clear the reference to section 48.(1) in Mr. Fairweather's remarks. Section 48.(1) is simply one of several sections that provide exceptions from the coverage of the Canadian Human Rights Act, where it indicates what might otherwise be covered by the act is accepted when it is the subject-matter of a different act of Parliament.

Mr. Fairweather: You might call it a notwithstanding clause.

Mrs. Finestone: Like a section 33. That is what I understood.

Mr. Juriansz: Other examples are 14(b) of the act, which accepts discrimination in employment, so that people may be terminated when they reach a retirement age that is provided for by legislation, and 14(d) as well.

Mrs. Finestone: I looked at that, and I wondered, if they are exempted, . . . and now we know 88% of all part-time workers are women, yet they do not receive payment under the Public Service Superannuation Act. Therefore it is discriminatory, and you have therefore recommended that they be paid retroactively as of April 17. Is there any contra-indication because of section 48?

Mr. Juriansz: It is a matter of jurisdiction to enforce. The commission may make recommendations that it perceives to be appropriate, and if the exclusion of part-time workers by the . . .

Mrs. Finestone: Well, it is obviously discriminatory and it has obviously a negative impact.

Mr. Juriansz: But given section 48.(1), it may be beyond the jurisdiction of the commission. So it is a recommendation. The jurisdiction of the commission to enforce its recommendation would be somewhat in doubt.

Mrs. Finestone: Do I understand, then, to remedy this one would have to call for the annulment or the removal of 48.(1), or a change?

Mr. Juriansz: To section 48.(1), or perhaps to the superannuation legislation.

Mrs. Finestone: One or the other would have to be changed to recognize . . . and if one is to presuppose the Canadian Human Rights Act has primacy, therefore it would be recommended that 48.(1) goes, and it would then automatically impact . . . I want to understand where primacy works and does not work.

Mr. Juriansz: We are a little reluctant to answer your question too definitely, because we do not want to give too much away. Section 48.(1) has not been interpreted, but in any effort to take a case where the commission sought to enforce

[Translation]

M. Russell Juriansz (conseiller général, Commission canadienne des droits de la personne): J'aimerais d'abord préciser les commentaires de M. Fairweather concernant le paragraphe 48.(1). Ce paragraphe est l'une des dispositions de la loi qui prévoit des exceptions à l'application de la Loi canadienne sur les droits de la personne; il précise que certaines pratiques qui seraient normalement assujetties à la loi sont considérées comme acceptables lorsqu'elles font l'objet d'une autre loi du Parlement.

M. Fairweather: C'est en quelque sorte une clause nonobstant.

Mme Finestone: Comme l'article 33. C'est ce que j'ai compris.

M. Juriansz: Parmi les autres exemples, notons l'alinéa 14b) de la loi qui permet la discrimination en matière d'embauche de sorte qu'il est possible de mettre fin à l'emploi d'une personne qui a atteint l'âge de la retraite prévu dans la loi; il y a aussi l'alinéa 14d).

Mme Finestone: J'ai étudié cette disposition et je me demande s'il y a exception . . . Nous savons maintenant que 88 p. 100 de tous les travailleurs à temps partiel sont des femmes et qu'elles ne reçoivent pourtant aucune prestation en vertu de la Loi sur la pension de la Fonction publique. Il y a là discrimination et nous avons donc recommandé que les prestations soient versées à ces femmes rétroactivement au 17 avril. Y a-t-il incompatibilité en raison de l'article 48?

M. Juriansz: C'est une question de domaine de compétence. La commission peut formuler les recommandations qu'elle juge appropriées et, si l'exclusion des travailleurs à temps partiel par . . .

Mme Finestone: Cette disposition est évidemment discriminatoire et a des répercussions néfastes.

M. Juriansz: Mais étant donné l'article 48.(1), cela ne relève pas de la compétence de la commission. Nous avons donc formulé une recommandation. Cependant, il n'est pas du tout certain que la commission soit en mesure de mettre sa recommandation en oeuvre.

Mme Finestone: Dois-je comprendre qu'il faudrait, pour corriger la situation, réclamer l'abrogation ou la modification de l'article 48.(1)?

M. Juriansz: Il faudrait modifier ou abroger l'article 48.(1) ou la Loi sur la pension dans la Fonction publique.

Mme Finestone: Il faudrait modifier ou abroger l'un ou l'autre texte et si l'on estime que la Loi canadienne sur les droits de la personne est prépondérante, il faudrait donc recommander l'abrogation de l'article 48.(1) et cela aurait des répercussions automatiques sur . . . Je cherche à savoir quand il y a prépondérance.

M. Juriansz: Nous hésitons un peu à répondre clairement à votre question parce que nous ne voulons pas dévoiler toutes nos cartes. Le paragraphe 48.(1) n'a pas été interprété, mais si la commission cherchait à mettre en oeuvre sa recommanda-

[Texte]

its recommendation, 48.(1) would be a hurdle that would have to be overcome.

Mrs. Finestone: That is what I wanted to understand. Thank you very much.

Mr. Robinson: It is a pleasure to welcome the Canadian Human Rights Commissioner back before the committee. I wanted initially to thank Mr. Fairweather for the excellent brief he submitted to our committee, I believe after having reviewed carefully a number of the representations that have been made to this committee. I found particularly stimulating his critique of the representations made by the RCMP and the Department of National Defence. I can assure you that I intend to use much of what he has said as guidance and assistance, both within this committee and elsewhere. I found the arguments he made were most persuasive on that subject—not that I needed an awful lot of persuasion.

The Chairman: You did not need a lot of persuasion, Svend. It is not the greatest tribute to the chairman of the commission.

Mr. Robinson: I am hoping the Minister of National Defence will seek the right to appear before this committee and indicate that he has himself been persuaded by those very eloquent arguments made by the commissioner, Mr. Chairman.

I also wanted to pay tribute, as I have done on other occasions, to the work Mr. Fairweather has done in his other guise, his less powerful guise, as a Member of Parliament; a Conservative Member of Parliament. He refers modestly to some members of the Justice committee arguing that the grounds should be expanded. He mentioned in his oral testimony that he was one of them. I believe the other was, if I am not mistaken, my predecessor as justice critic, Stuart Leggeatt, who is now on the bench. I think that is correct, is it not?

Mr. Fairweather: That is correct.

Mr. Robinson: It is good to see we have advanced as far as we have advanced, I think, in this area. My colleague, Pauline Browes, has spoken on several occasions of the fact that we have moved forward very significantly. I am just hopeful that the government will see fit to implement what I hope will be the strong recommendations of this committee.

• 2030

I might say again that any rumours that you hear about budget cuts would be astonishing, particularly at a time when it has been suggested that the role mandate of the commission be significantly expanded, I believe, under the umbrella of the possibility of monitoring under employment equity. So rather than cutting your budget, I would have assumed that the government would be making available to you the resources necessary to deal with an enlarged mandate.

Mr. Fairweather: That was the undertaking given to me by the Minister of Employment and Immigration.

Mr. Robinson: That was my understanding as well.

[Traduction]

tion, il faudrait d'abord surmonter l'obstacle posé par l'article 48.(1).

Mme Finestone: Voilà ce que je cherchais à savoir. Merci.

M. Robinson: Je suis heureux de souhaiter à nouveau la bienvenue au président de la Commission canadienne des droits de la personne. Je tiens d'abord à féliciter M. Fairweather pour l'excellent mémoire qu'il a présenté au Comité après avoir examiné attentivement certains des témoignages entendus par le Comité, je suppose. Je me réjouis particulièrement de la critique qu'il a faite des témoignages de la GRC et du ministère de la Défense nationale. Je tiens à vous signaler que j'ai l'intention de m'inspirer de ses commentaires tant au sein du Comité qu'à l'extérieur. J'estime que ses arguments étaient très convaincants, même s'il prêchait à un quasi converti.

Le président: Vous étiez déjà converti Svend. Ce n'est pas là le plus grand éloge qu'on puisse rendre au président de la commission.

M. Robinson: J'espère que le ministre de la Défense nationale demandera à comparaître devant le Comité et qu'il nous dira, le cas échéant, qu'il a été convaincu par les propos très éloquentes du président.

Je voulais aussi féliciter M. Fairweather du travail qu'il a accompli lorsqu'il occupait un poste où il avait moins de pouvoirs, c'est-à-dire lorsqu'il siégeait comme député conservateur. Il mentionne en toute modestie que d'autres membres du Comité de la justice ont réclamé un élargissement de la liste de motifs prohibés. Il a mentionné dans sa déclaration préliminaire qu'il était de ce nombre. Je me demande si l'autre n'était pas, sauf erreur, mon prédécesseur Stuart Leggeatt qui était porte-parole en matière de justice et qui est maintenant juge. C'est bien cela, n'est-ce pas?

M. Fairweather: C'est exact.

M. Robinson: Je me réjouis des progrès que nous avons réalisés à cet égard. Ma collègue, Pauline Browes, a fait état à maintes reprises des progrès appréciables que nous avons réalisés. J'ose espérer que le gouvernement jugera bon de mettre en oeuvre les recommandations très solides que formulera notre Comité.

Je vous signale que je serais très étonnée que les rumeurs de coupures budgétaires se concrétisent, alors même que l'on a proposé d'élargir sensiblement le rôle de la commission de façon à lui confier, je crois, la surveillance du traitement équitable en matière d'emploi. J'ose croire qu'avec l'élargissement de votre mandat, le gouvernement, au lieu de couper votre budget, vous donnera les ressources voulues.

M. Fairweather: C'est ce que m'a promis le ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

M. Robinson: C'est aussi ce que j'ai compris.

[Text]

Mr. Fairweather: And I so advised the relevant department of government of that undertaking by the Minister.

Mr. Robinson: I assume that the Commissioner would have done that, Mr. Chairman.

I wanted to just ask one question. Actually, I had a couple of quick questions. The first is with respect to the question of the open-endedness of the grounds of discrimination. Just looking at this question from the perspective of one who fully supports the recommendations that you have made, with respect to expanding the list of grounds that are protected, it would seem to me that the optimal solution from the perspective of the commission would have been to add the grounds which you were seeking to be added and then, after having added those grounds, to have an open-ended formulation. Surely that would achieve both objectives.

That would do two things. First of all, it would add the provisions that you and I want added and that witness after witness across this country has sought to have added. But in addition, it would allow the flexibility for the commission, in light of changing conditions and circumstances, to add to those grounds.

You have argued that perhaps it should be the authority of Parliament. But I would have thought that your own experience with Parliament would have given you some cause to perhaps question whether it is the most appropriate forum to wait for.

The Commissioner suggested, Mr. Chairman, that it was not a case of lack of will, but rather a question of time. I think the Commissioner knows better. He is being far too polite and far too generous to Parliament. It has nothing to do with time. The Commissioner knows very well that, for example, amendments have been proposed. Indeed, amendments proposed to bills have been brought forward to amend the Canadian Human Rights Act, which would take probably 30 seconds to pass. The context was there. They were before Parliament. The timetable was here. But what was lacking was the political will.

So I wonder whether it would not really be most advisable, from the perspective of the commission, and I put it to the Commissioner to do two things. One is to seek the addition of the grounds which you are seeking and the second is to take into consideration the possibility of future grounds to make the list open-ended.

Mr. Fairweather: That would be a course of action, but I revert to one of the strengths this commission has had. By the way, Mr. Chairman, if this goes on, I will never be able to bring colleagues from the commission up here again. They say that when I come here the violins start playing. It was all very generous of you, Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Well, bring somebody next time.

Mr. Fairweather: This is not a personal operation. There are 160 people who make possible these briefs and presentations.

[Translation]

M. Fairweather: J'ai donc fait part au ministère compétent de l'engagement pris par le ministre.

M. Robinson: Monsieur le président, c'est bien ce que j'attendais du président de la commission.

J'aimerais poser une dernière question. En fait, j'aimerais poser quelques courtes questions. La première porte sur la liste illimitée des motifs de discrimination. J'appuie pleinement vos recommandations concernant l'élargissement de la liste des motifs prohibés et il me semble donc qu'il aurait été préférable que la commission demande d'abord l'inclusion des motifs qu'elle voudrait voir figurer sur cette liste, quitte à rajouter par la suite un libellé qui rendrait la liste illimitée. Cela aurait certainement permis de réaliser les deux objectifs.

On aurait fait d'une pierre deux coups. Premièrement, on aurait ainsi fait ajouter les dispositions que nous voulons tous deux voir ajouter, à l'instar des nombreux témoins qui l'ont réclamé partout au pays. Mais, en plus, cela aurait donné davantage de souplesse à la commission qui aurait alors pu ajouter des motifs en fonction de l'évolution des circonstances.

Vous avez dit que l'initiative incombait probablement au Parlement. Mais j'imagine que votre expérience du fonctionnement du Parlement vous aurait amenés à vous demander s'il était opportun de confier cette responsabilité au Parlement.

Le président de la commission a dit qu'il ne s'agit pas d'un manque de volonté mais d'un manque de temps. Je vois mal comment il peut y croire lui-même. Il est beaucoup trop poli et beaucoup trop généreux à l'égard du Parlement. Ce n'est pas du tout une question de temps. Le président sait pertinemment que des amendements ont été proposés. En fait, des amendements ont été proposés à des projets de loi visant à modifier la Loi canadienne sur les droits de la personne, amendements qui pourraient être adoptés en 30 secondes. Le moment était propice. Le Parlement a été saisi de ces projets de loi. On avait le temps de les examiner. Ce qui faisait défaut, c'était la volonté politique.

Je demande donc au président de la commission s'il n'aurait pas été préférable de faire deux choses: premièrement, de demander l'adjonction des motifs que vous voulez voir inclus et deuxièmement, d'examiner la possibilité d'ajouter à l'avenir d'autres motifs, de sorte que la liste devienne illimitée.

M. Fairweather: Ce serait une possibilité, mais j'en reviens à ce qui a fait la force de la commission par le passé. En passant, monsieur le président, si les choses ne changent pas, je ne pourrai plus jamais me faire accompagner par mes collègues de la commission. Ils disent que lorsque je comparais devant le Comité, les violons se mettent à jouer. Monsieur Robinson, vous avez été extrêmement généreux à mon endroit.

M. Robinson: Faites-vous accompagner la prochaine fois.

M. Fairweather: Ce n'est pas une croisade privée. Il y a 160 personnes qui travaillent à la préparation des mémoires et des présentations.

[Texte]

I am sure that it has been the strength of the commission for me and others to be able to say all across this country that the bill in 1977, with its flaws—it had some—received the unanimous endorsement of the Parliament of Canada. I have said it a thousand times. The amendments you gave us in 1983 involved people with physical and mental disabilities. The last amendments, which we hope very much will be proclaimed soon, have to do with improved procedure. Those came from the government and Parliament.

• 2035

There was an approval. In other words, the Parliament presided over the maturing of those grounds and those enunciations of changes. They were yours, not an official's.

I am an official and I am making a plea. I believe very profoundly in the parliamentary system and am glad to have the courts on the one hand bring us to task if our procedures do not meet the highest standards and we have exceeded our jurisdiction. So, too, I want and the commission wants Parliament to say that this ground is now ready to be added. I just think the public can accept things from a Parliament far easier than the Barbara Amiels of this world can accept them from Fairweather and company.

Mr. Robinson: Well, I am not sure . . .

Mr. Fairweather: It is a great refuge; it is a privilege for me to be able to repeat: Look, I am obeying a law that was unanimously given to me by a Parliament. That is a very satisfying thing to be able to do and I am saying, ladies and gentlemen, that now there are two or three issues . . . We have not taken you by surprise here. Everybody who has followed human rights legislation in the last year knows that it is a scandal to think there are people who are denied employment or access to service because of a preference they may have or they were once convicted and that is all.

The easy answer for me, Mr. Robinson, would be to let this apparatus have an open-ended list and just watch us go. I think, if I hear you right, you trust us, but not everybody, Mr. Robinson, is as supportive as you are.

Mr. Robinson: I think perhaps those who need protection most would rely more on the work done by the Canadian Human Rights Commission than, I may say, the work Parliament has done in this area so far.

Mr. Fairweather: Well, you are part of a noble band.

The Chairman: On that note, let us turn to the Member of Parliament for Scarborough Centre, Pauline Browes.

Mrs. Browes: Thank you very much, Mr. Chairman.

Let me add to my colleagues' remarks how much I appreciate having an opportunity to review your second submission and also say that as we travelled right across Canada we heard such excellent praise for the work you have been doing.

[Traduction]

Ce qui a fait la force de la Commission, c'est que moi-même et d'autres avons pu dire partout au pays qu'en 1977, le projet de loi a reçu, malgré ses lacunes et il en avait, l'appui unanime du Parlement canadien. Je l'ai répété mille fois. Les amendements que vous nous avez soumis en 1983 touchaient les personnes souffrant d'incapacité physique ou mentale. Les plus récents amendements, qui seront proclamés bientôt, nous l'espérons, permettraient d'améliorer les procédures. Ces amendements émanent du gouvernement et du Parlement.

On était d'accord. Autrement dit, le Parlement a présidé à l'évolution des motifs et a parrainé les changements. Les amendements émanaient de vous et non pas d'un simple fonctionnaire.

Je suis moi-même fonctionnaire et j'ai une requête à vous faire. Je suis un partisan convaincu du système parlementaire et je suis heureux de constater que les tribunaux nous prennent à partie si nos procédures ne répondent pas aux normes les plus rigoureuses et si nous outrepassons nos pouvoirs. De la même façon, moi-même et la commission voulons que le Parlement décide de l'opportunité d'élargir la liste de motifs. J'estime que la population accepte plus facilement des recommandations faites par le Parlement qu'une Barbara Amiels celles de Fairweather et Cie.

M. Robinson: Je n'en suis pas certain . . .

M. Fairweather: C'est une merveilleuse position de repli; je me complais à redire que je mets en oeuvre une loi adoptée à l'unanimité par le Parlement et dont l'administration m'est confiée. Je me réjouis de pouvoir le faire et je vous dis, mesdames et messieurs, qu'il y a maintenant deux ou trois questions . . . Nous ne vous prenons pas au dépourvu. Tous ceux qui ont suivi au cours de la dernière année l'évolution de la loi relative aux droits de la personne savent qu'il est scandaleux d'imaginer que l'on refuse l'emploi ou l'accès à certains services à des gens en raison de leur préférence sexuelle, d'une condamnation ou de tout autre motif.

Monsieur Robinson, si je choisisais une réponse facile, je vous dirais de nous dresser une liste illimitée et de nous laisser libres d'agir. Si je vous ai bien compris, monsieur Robinson, vous nous faites confiance mais d'autres sont plus méfiants que vous.

M. Robinson: Ceux qui ont le plus besoin de protection auraient, à mon avis, davantage confiance dans le travail de la Commission canadienne des droits de la personne que dans le Parlement, étant donné ce qui s'est fait dans ce secteur jusqu'à maintenant.

M. Fairweather: Vous appartenez à un groupe noble.

Le président: Cela dit, passons maintenant à Pauline Browes, députée de Scarborough-Centre.

Mme Browes: Merci, monsieur le président.

À l'instar de mes collègues, je vous dirai moi aussi que je suis heureuse d'avoir eu le privilège d'examiner votre deuxième mémoire et j'ajouterais que dans nos déplacements à travers le Canada, de nombreux témoins ont fait la louange de votre

[Text]

Certainly we stood a little taller and sat a little taller as we were hearing such good items right across the country about the work you have been doing.

I am pleased that you have given us your opinion concerning these two very important questions, and certainly this will assist us as we come down to the final few weeks of making our decision.

I would just like to ask you a particular question. At the bottom of page 5 you have as one of the grounds conviction for an offence for which a pardon has been granted, and then on page 7 you recommend that "criminal conviction or charges". Can you explain a little further about the criminal conviction or charges? Is this someone who has served a sentence and has now finished? Can you just give that to me, please?

Mr. Juriansz: Yes. We are dealing with three separate items here. The ground that is covered by the act is a conviction for an offence for which a pardon has been granted. That would be somebody who has been charged with an offence, convicted, has served the sentence and then after a period of time and successful rehabilitation has persuaded the authorities that a pardon should be granted and has applied for and obtained a pardon. The second category is a simple conviction—somebody who has been charged with an offence, has been convicted, and may have completed the sentence or not; most probably has.

• 2040

The third item is "charges". Somebody may be charged with an offence but is acquitted, successfully defends himself or herself before the courts, or perhaps the charges are not proceeded with; they are "stayed" or abandoned by the Crown. The experience of the commission is that, very often, in seeking employment, an applicant is asked not if he or she has been pardoned for an offence or been convicted, but has he or she ever been charged. So even if somebody is charged and is successful in defending himself or herself, nevertheless, they may encounter obstacles in obtaining employment where honesty or some other characteristic similar to that is considered relevant by the employer.

Mrs. Browes: How many instances of that have you had in the last year or two?

Mr. Fairweather: I can go about it the other way, Mr. Chairman. In pardoned convictions it is . . . well, I was going to say well less than 1%; I would say less than 1% of our work is involved in this ground. It would be a handful over the years but the defence, of course, will always be there. There are some jobs where I do not see the defence of a charge ever being . . . well, if somebody is acquitted, I do not see how it is right to deny them a job no matter what the job is. But with a conviction, as Mr. Juriansz has said, the price has been paid; they have served it and so on. There may be jobs involving security, you know, regarding Brink's trucks and so on where the commission might say that there is a bona fide reason why a person, who has had a criminal conviction, should not get the job.

[Translation]

travail. Nous nous sommes rengorgés et nous nous sommes sentis fiers de constater partout au pays que les Canadiens apprécient le travail que vous faites.

Je vous remercie de nous avoir fait connaître votre point de vue sur ces deux questions très importantes et cela nous sera d'un grand secours au cours des quelques semaines que nous consacrerons à la préparation de nos recommandations.

J'aimerais soulever avec vous une question en particulier. Au bas de la page 5, vous mentionnez dans la liste des motifs, l'état de la personne graciée et vous recommandez ensuite à la page 9 d'inclure les «accusations ou condamnation au criminel». Pouvez-vous nous en dire davantage? S'agit-il du cas d'une personne qui a purgé entièrement sa peine? Pouvez-vous me donner de plus amples précisions, s'il vous plaît?

M. Juriansz: Oui. Nous parlons ici de trois choses distinctes. La loi parle des cas de personnes reconnues coupables d'une infraction à l'égard de laquelle un pardon a été accordé. Il s'agit du cas d'une personne qui a été accusée d'une infraction, reconnue coupable, qui a purgé sa peine et qui, après un certain délai et une période de réadaptation, a convaincu les autorités de l'opportunité d'accorder un pardon, lequel pardon a été demandé et accordé. Dans la deuxième catégorie figurent les cas de simple condamnation où une personne a été accusée d'une infraction, a été reconnue coupable et a probablement purgé sa peine.

La troisième catégorie est celle des «accusations». Une personne accusée d'une infraction et innocentée, défend sa cause avec succès devant les tribunaux ou la Couronne décide de ne pas poursuivre l'affaire. La Commission a constaté que lorsqu'une personne sollicite un emploi, il arrive très souvent qu'on ne lui demande pas si elle a été graciée ou reconnue coupable mais bien si elle a été accusée d'une infraction. L'accusé jugé non coupable risque donc néanmoins se heurter à des obstacles lorsqu'il s'agit d'obtenir un emploi pour lequel l'employeur juge indispensables certaines qualités comme l'honnêteté.

Mme Browes: Combien de cas de ce type avez-vous eus depuis un ou deux ans?

M. Fairweather: Monsieur le président, je préfère aborder la question sous un autre angle. Les condamnations ayant fait l'objet d'un pardon représentent moins de 1 p. 100 de nos cas. Il y a eu un nombre assez limité au fil des ans, mais ce motif existe. Je ne vois pas comment on peut invoquer le fait qu'une personne ait été accusée, pour lui refuser un emploi, quel qu'il soit, notamment si la personne a été par la suite reconnue innocente. Mais dans le cas d'une condamnation, comme l'a dit M. Juriansz, la dette a été acquittée; la peine a été purgée, etc. Il se peut qu'il y ait des emplois liés à la sécurité, par exemple dans le cas des conducteurs de camions de la Brinks, à l'égard desquels la Commission admettrait qu'il existe une raison valable de ne pas embaucher une personne qui a été condamnée pour infraction criminelle.

[Texte]

Mr. Juriansz: If you are willing to rely on an impressionistic answer based on experience, rather than on . . . well, if you do not want numbers, I think it would be fair to say that the commission more often has to tell a complainant that it is unable to assist him or her, because they have simply been convicted and have not obtained a pardon. The number of people who have been convicted, served their sentences, and then have applied for and obtained pardons, is not as many as one would like to see.

Mrs. Browes: I would like to ask just one other question. It is a little off this particular item but I had an incidence where a constituent came to my riding . . .

Mr. Fairweather: They still come to my riding too.

Mrs. Browes: —and was complaining that the seven-year lack of getting credit after his bill had gone to the credit agency and so on—not paying a bill—but he had actually paid the bill but, then, was not able to get credit for that seven years. I understand it is provincial law. Have you had any experience with that kind of thing? He was charging that it was a discriminatory kind of practice in that he was denied receiving credit for this period of time because he had not paid his telephone bill and ended up actually paying it. But he was charged; he ended up paying it and so on, and it got into the courts. Is this the kind of thing you are talking about in here?

Mr. Fairweather: I have heard complaints like that, but it is not exactly what we are talking about. About telephone bills, I do not think . . .

Mr. Juriansz: That is probably more a matter of credit rating. The subject matter of this ground is a conviction under the Criminal Code, and the scenario that the commission encounters most often is somebody who applies for a job where there may be some bonding requirement. These jobs are all over the place—for example, interprovincial trucking. Anybody who has custody of goods has to satisfy certain bonding requirements. While it is the employer who is bonded and not the employee, nevertheless, the employer always wants to ask, have you ever been convicted of any offence under the Criminal Code? That is the scenario that the commission encounters most often.

• 2045

Mrs. Browes: Thank you very much.

The Chairman: Thank you.

The second last question will be asked by Mrs. Finestone, arising out of your brief from four months ago.

The Chairman: Mrs. Finestone.

Mrs. Finestone: You have included a list as a summary in your brief, and it is called "Capsule Summary of Recommendations". If this particular equality rights committee were to assure itself that it has followed through on your recommendations, or at least looked at them and comes to a decision, would you feel that we had done our job?

[Traduction]

M. Juriansz: Si vous ne tenez pas à ce que je vous donne des données chiffrées, je pourrais vous donner mes impressions et vous dire qu'il ne serait pas faux de dire que plus souvent qu'autrement la Commission a affaire à des plaignants qu'elle ne peut aider du seul fait qu'ils ont été condamnés mais n'ont pas obtenu de pardon. Ceux qui ont été condamnés, qui ont purgé leur peine pour ensuite demander un pardon et l'obtenir, ne sont pas aussi nombreux que je le souhaiterais.

Mme Browes: J'aimerais vous poser une dernière question. Elle n'est pas directement liée à la précédente mais il s'agit d'un cas touchant un de mes commettants.

M. Fairweather: J'en connais aussi dans ma circonscription.

Mme Browes: Cette personne se plaignait de ne pas avoir recouvré sa cote de crédit sept ans après avoir acquitté une facture qui avait été précédemment remise à une agence de recouvrement. Il s'agirait d'une loi provinciale. Est-ce que vous avez eu des cas de ce genre? Cette personne disait que cette pratique est discriminatoire puisqu'on lui avait refusé tout crédit pendant cette période du fait qu'il n'avait soit-disant pas payé une facture de téléphone qu'il avait en fait acquittée. Il a pourtant été accusé; il a dû payer la facture mais l'affaire a été entendue par les tribunaux. Vous voulez parler de cas de ce genre?

M. Fairweather: J'ai déjà eu connaissance de plaintes de ce genre, mais ce n'est pas exactement ce dont nous parlons. Dans le cas des factures de téléphone, je ne sais pas . . .

M. Juriansz: Il s'agit essentiellement d'une question de cote de crédit. Nous parlons d'une condamnation en vertu du code criminel, et plus souvent qu'autrement, la Commission se penche sur des cas de demandes d'emploi pour lesquels un cautionnement est requis. De tels emplois existent dans tous les secteurs de l'économie, notamment dans le cas du camionnage interprovincial. Toute personne qui se voit confier des biens doit rencontrer certaines exigences en matière de cautionnement. Même si c'est l'employeur et non pas l'employé qui est cautionné, l'employeur est toujours désireux de savoir si son employé a été reconnu coupable d'un délit en application du Code criminel. C'est de ce genre de cas dont la Commission est le plus souvent saisie.

Mme Browes: Merci beaucoup.

Le président: Merci.

C'est M^{me} Finestone qui vous pose l'avant-dernière question qui découle du mémoire que vous avez présenté il y a quatre mois.

Le président: Madame Finestone.

Mme Finestone: À la fin de votre mémoire, vous fournissez un «bref résumé des recommandations». Si notre Comité sur les droits à l'égalité reprenait vos recommandations ou encore, les examinait et prenait une décision à leur égard, est-ce que vous seriez d'avis que nous avons bien fait notre travail?

[Text]

Mr. Fairweather: Oh, to an extraordinary degree. If we thought for one minute that list is going to be translated into . . . we would perhaps be hosts to a splendid dinner at my expense.

The Chairman: It is an offence, as you know, under section 110 of the Criminal Code, to bribe public officials and that includes parliamentarians.

Mr. Fairweather: This is a thank you, Mr. Chairman, not a bribe.

The Chairman: Leave it to the judge.

Mrs. Finestone: I was really very impressed with that list and I thought to myself, I am hopeful that we will be able to use your list as a checklist. By the way, in every city that we went to, a new issue came to our attention, as I am sure you noted as you were following our discussions. It was a most fascinating and illuminating experience.

One new issue that came to our attention at the last round in Prince Edward Island, in particular, was that of access to justice as an equal protection and equal benefit of the law, and specifically related to legal aid. If someone who is impecunious is denied legal aid, which falls under provincial mandate, I wonder how you would see that, whether access to justice would be one addition to that list.

The second new right that was expressed, came to our attention in New Brunswick, and that was economic rights for entrepreneurs. That was with respect to the obligation to affirmative action and employment equity as an application under the law. I just wondered whether, off the cuff, you might have some kind of personal view or a professional view, from your position, and if you would care to comment.

Mr. Fairweather: In terms of legal aid, just as I worried when people were denied access to their language entitlements in our country, the country cannot stand different enunciations of entitlement. Leave the word "right" aside for a minute. I would have expected and wanted every province to have an underpinning in terms of legal assistance to people who cannot afford to pay for a lawyer. How P.E.I. does that is not my . . .

Mrs. Finestone: I was not going to go into that. I was thinking of it in terms of one of the access to justice as a listed area of potential discrimination.

Mr. Fairweather: If I understand legal aid, does not the Government of Canada . . . ? Is it not cost shared? I would hope that Prince Edward Island would fall in line with the other provinces.

Mrs. Finestone: I did not wish to point the finger to Prince Edward Island, except the issue was raised there. It may be a case elsewhere. It was just an issue in terms of an entitlement.

Mr. Fairweather: The second part was whether entrepreneurs in the Province of New Brunswick . . .

[Translation]

M. Fairweather: Oh oui, de manière extraordinaire. Si nous pouvions croire un seul instant que cette liste allait se traduire en . . . Je pense que nous irions même jusqu'à organiser un banquet à mes frais.

Le président: N'oubliez pas qu'en vertu de l'article 110 du Code criminel, offrir un pot-de-vin à des fonctionnaires constitue un délit et les parlementaires sont des fonctionnaires.

M. Fairweather: Il s'agirait d'un geste de remerciement, monsieur le président, et non pas d'un pot-de-vin.

Le président: Il faudra laisser au juge le soin de trancher.

Mme Finestone: J'ai été très impressionnée par cette liste et j'espère que nous pourrons la reprendre. Puisque vous avez suivi nos délibérations, vous n'ignorez pas qu'on nous a posé de nouvelles questions dans chaque ville où nous nous sommes rendus. L'expérience a été pour le moins enrichissante et révélatrice.

A l'Île-du-Prince-Édouard, lors de notre dernière série d'audiences, on a attiré notre attention sur la question de l'accès à la justice dans le contexte du droit à la même protection et au même bénéfice de la loi, surtout en ce qui concerne l'aide juridique. Prenons en effet le cas d'une personne sans le sou à qui on refuse l'aide juridique qui relève de la compétence provinciale. Est-ce que vous n'envisageriez pas d'ajouter l'accès à la justice à cette liste?

Une deuxième question a été soulevée au Nouveau-Brunswick. Je veux parler des droits économiques des entrepreneurs dans le contexte des exigences en matière de programmes d'action positive et d'égalité d'emploi. Avez-vous une opinion personnelle ou professionnelle sur ces questions?

M. Fairweather: Je m'inquiète chaque fois qu'un citoyen voit ses droits niés, qu'il s'agisse de recours à l'aide juridique ou de droits linguistiques. Mais laissons tomber les questions de droits un instant. Je trouve personnellement que toutes les provinces devraient fournir de l'aide juridique aux personnes qui n'ont pas les moyens d'engager les services d'un avocat. Mais la façon dont procède l'Île du Prince-Édouard ne relève pas . . .

Mme Finestone: Je n'avais pas l'intention d'aborder cet aspect de la question. Je voulais simplement avoir votre avis sur l'opportunité d'ajouter l'accès à la justice à la liste des domaines de discrimination éventuels.

M. Fairweather: En matière d'aide juridique, est-ce que le gouvernement du Canada . . . Ne s'agit-il pas d'un programme à coûts partagés? Il est à espérer que l'Île-du-Prince-Édouard emboîte le pas aux autres provinces.

Mme Finestone: Je ne visais la province de l'Île-du-Prince-Édouard, sauf que c'est là que cette question a été soulevée. Il se peut, bien sûr, que le problème surgisse ailleurs. C'est une simple question de droit.

M. Fairweather: Votre deuxième question concernait les entrepreneurs du Nouveau-Brunswick . . .

[Texte]

Mrs. Finestone: The issue was raised in the Province of New Brunswick. It relates to across Canada. The question is whether economic rights of entrepreneurs and the application of employment equity impinges on economic rights, and should economic rights . . . ?

• 2050

Mr. Fairweather: That sounds like a 1985 version of those who fought Wilberforce in the factories of 1804 and I am ashamed that proposal was made from somebody in my own province. It is outrageous. It is an outrageous argument . . .

Mrs. Finestone: I did not enunciate the . . .

Mr. Fairweather: —and you do not want to spend any time thinking about it.

Mrs. Finestone: Thank you. Thank you very much, Mr. Chairman, for allowing me those questions.

The Chairman: As I said, the final question is by Mr. Robinson and he indicated it would be like that; I do not know if it means it is going to be thin or small, but it means it is going to be brief.

Mr. Robinson: It will be fat and brief, Mr. Chairman.

I understand that up until this year the Canadian Human Rights Commission recommended that the concept of reasonable accommodation be included in federal human rights legislation. I understand that recommendation was not made this year and I am interested in why it was not made.

Mr. Juriansz: The issue of reasonable accommodation is before the Supreme Court of Canada in the Bhinder case and the O'Mally case and we anticipate the decisions will be released very shortly. After the hearing took place we believe we have some cause for optimism on that issue. There is a Court of Appeal decision that has been very supportive, has found that the principle of reasonable accommodation does exist. The reason the recommendation was not made was that after the Supreme Court decision in Bhinder the matter would be absolutely clear whether the amendment was required or whether it would be superfluous.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you very much. Again, on behalf of the members of the committee I would like to thank you, Mr. Fairweather and Mr. Juriansz, for being with us tonight.

I will now declare this meeting adjourned and ask the members of the committee to remain behind briefly. We have a business session to quickly get through before we pack our bags and go to Meech Lake to work on the report tomorrow.

[Traduction]

Mme Finestone: C'est une question qui a été soulevée au Nouveau-Brunswick. Mais la situation se présente à travers tout le Canada. Il s'agit de déterminer si les droits économiques des entrepreneurs et l'application des dispositions sur l'égalité d'emploi ont une incidence sur les droits économiques et si les droits économiques devraient . . . ?

M. Fairweather: J'ai l'impression d'assister à la version de 1985 de la lutte de 1804 contre Wilberforce dans les usines. Et j'ai honte de voir que l'idée vient de quelqu'un qui est originaire de la même province que moi. C'est tout à fait scandaleux. C'est un argument monstrueux . . .

Mme Finestone: Mais ce n'est pas moi qui . . .

M. Fairweather: . . . et vous feriez mieux de n'y plus songer.

Mme Finestone: Merci. Merci beaucoup, monsieur le président, de m'avoir permis de poser ces questions.

Le président: Comme je l'ai déjà mentionné, c'est M. Robinson qui posera la dernière question. Il a dit qu'elle serait comme cela; je ne sais pas si ça veut dire qu'il s'agit d'une petite question, ou d'une question peu étoffée, mais de toute façon, ça veut dire qu'elle sera brève.

M. Robinson: Elle sera copieuse et brève, monsieur le président.

Je crois savoir que jusqu'à cette année, la Commission canadienne des droits de la personne recommandait l'inclusion du principe de l'accommodement raisonnable dans la législation fédérale sur les droits de la personne. Je constate que cette recommandation n'a pas été représentée cette année et j'aimerais savoir pourquoi.

M. Juriansz: La Cour suprême du Canada en est actuellement saisie dans l'affaire Bhinder ainsi que dans l'affaire O'Mally et les arrêts devraient être rendus sous peu. La façon dont les audiences se sont déroulées nous porte à l'optimisme. La Cour d'appel a rendu un jugement très favorable en reconnaissant l'existence du principe de l'accommodement raisonnable. Si la recommandation n'a pas été faite, c'est que nous sommes arrivés à la conclusion que c'était tout à fait inutile de le faire vu que la question de l'opportunité d'un amendement sera tranchée dès que la Cour suprême aura rendu sa décision dans l'affaire Bhinder.

M. Robinson: Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Merci beaucoup. Au nom des membres du Comité, j'aimerais vous remercier encore une fois, M. Fairweather et M. Juriansz, d'être venus comparaître devant nous ce soir.

La séance est levée. J'aimerais toutefois demander aux membres du Comité de rester encore quelques instants. Nous devons encore régler quelques petits détails administratifs avant de faire nos valises pour nous rendre au lac Meech où nous travaillerons à la rédaction de notre rapport demain.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From B'nai Brith, League for Human Rights:

Marilyn Wainberg, Eastern Region Chairman;
Paul Bregman, Consultant;
Diana Wisner, Member.

Barbara Jackman.

From Citizens for Public Justice:

Gerald Vandezande, Public Affairs Director,
Paul Marshall, Research Associate.

Bruce Legge.

From the Canadian Human Rights Commission:

Gordon Fairweather, Commissioner.

De la Ligue des droits de la personne du B'nai Brith:

Marilyn Wainberg, présidente de la région de l'Est;
Paul Bregman, consultant;
Diana Wisner, membre.

Barbara Jackman.

De la «Citizens for Public Justice»:

Gerald Vandezande, directeur des affaires publiques,
Paul Marshall, adjoint de recherche.

Bruce Legge.

De la Commission canadienne des droits de la personne:

Gordon Fairweather, président.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 25

Monday, September 16, 1985

Chairman: Patrick Boyer

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 25

Le lundi 16 septembre 1985

Président: Patrick Boyer

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Sub-committee on*

Equality Rights

*of the Standing Committee on
Justice and Legal Affairs*

*Procès-verbaux et témoignages
du Sous-comité sur les*

Droits à l'égalité

*du Comité permanent de la
justice et des questions juridiques*

RESPECTING:

Order of Reference

CONCERNANT:

Ordre de renvoi

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-third Parliament, 1984-85

Première session de la
trente-troisième législature, 1984-1985

SUB-COMMITTEE ON EQUALITY RIGHTS OF THE
STANDING COMMITTEE ON JUSTICE AND LEGAL
AFFAIRS

Chairman: Patrick Boyer

Vice-Chairmen: Pauline Browes
Maurice Tremblay

SOUS-COMITÉ SUR LES DROITS À L'ÉGALITÉ DU
COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE ET DES
QUESTIONS JURIDIQUES

Président: Patrick Boyer

Vice-présidents: Pauline Browes
Maurice Tremblay

MEMBERS/MEMBRES

Roger Clinch
Mary Collins

Sheila Finestone
Svend Robinson—(7)

Le greffier du Sous-comité

David Cook

Clerk of the Sub-committee



MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, SEPTEMBER 16, 1985

(62)

[Text]

The Sub-committee on Equality Rights of the Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 10:46 o'clock a.m., this day, the Chairman, Patrick Boyer, presiding.

Members of the Sub-committee present: Patrick Boyer, Pauline Browes, Sheila Copps, Alex Kindy, Joe Reid, Svend Robinson.

Witnesses: From the Canadian Association for Community Living: Jean Pierre Lukowyez, Board Member; Joan Charbonneau, Vice-President; Peter Park, President, People First; Orville Endicott, Legal Services Co-ordinator; Jacques Pelletier, Ex. Vice-President. *From the Social Planning Council of Metropolitan Toronto:* Robert Doyle, Senior Program Director; John Kenewell, Chairman, Equality Rights Working Group and Counsel, Justice for Children. *From the National Union of Provincial Government Employees:* John Fryer, President; Nancy Riche, Secretary-Treasurer; Carolyn Woloski, National Representative (Women's Issues). *From the Canadian Association of University Teachers:* Ed Anderson, President; Sandy Casey, Status of Women Committee; Donald C. Savage, Executive Secretary; Tina Head, Professional Officer; Richard Bellaire, Professional Officer.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, March 5, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Tuesday, April 16, 1985, Issue No. 2*).

The witnesses made statements and answered questions.

At 1:38 o'clock p.m., the Sub-committee adjourned to the call of the Chair.

AFTERNOON SITTING

(63)

The Sub-committee on Equality Rights of the Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 3:44 o'clock p.m., this day, the Chairman, Patrick Boyer, presiding.

Members of the Sub-committee present: Patrick Boyer, Pauline Browes, Sheila Copps, Svend Robinson, Blaine Thacker, Gordon Towers.

Witnesses: From the Canadian Labour Congress: R. Martin, Ex. Vice-President; M. Randall, Director, Research and Legislation; S. Attenborough, National Representative, Research and Legislation; B. Baldwin, National Representative, Research and Legislation; L. Gallant, Director, Women's Bureau; C. McGuire, National Representative, Communication Workers of Canada; C. Lace. *From Bell Canada:* Robert Graham, Director of Benefits; Claude Dumont, Consultant; Richard Brabander, Law and Corporate Affairs Department. *From the Public Service Alliance of Canada:* Daryl Bean, National President; Susan Giampietri, Ex. Vice-President; Luise Czernenko, Assistant to the President; Mirian Edelson, Equal Opportunities Coordinator; Stephen Jelly, Assistant to

PROCÈS-VERBAUX

LE LUNDI 16 SEPTEMBRE 1985

(62)

[Traduction]

Le Sous-comité sur les droits à l'égalité du Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit, ce jour à 10 h 46, sous la présidence de Patrick Boyer (*président*).

Membres du Sous-comité présents: Patrick Boyer, Pauline Browes, Sheila Copps, Alex Kindy, Joe Reid, Svend Robinson.

Témoins: De l'Association canadienne pour la vie communautaire: Jean Pierre Lukowyez, membre du conseil; Joan Charbonneau, vice-présidente; Peter Park, président, «*People First*»; Orville Endicott, coordinateur des services juridiques; Jacques Pelletier, ancien vice-président. *Du Conseil de la planification sociale du Toronto métropolitain:* Robert Doyle, directeur principal des programmes; John Kenewell, président, Groupe de travail sur les droits à l'égalité, et conseiller, «*Justice for Children*». *Du Syndicat national de la Fonction publique provinciale:* John Fryer, président; Nancy Riche, secrétaire-trésorière; Carolyn Woloski, représentante nationale (Questions relatives aux femmes). *De l'Association canadienne des professeurs des universités:* Ed Anderson, président; Sandy Casey, Comité de la condition féminine; Donald C. Savage, secrétaire exécutif; Tina Head, agent professionnel; Richard Bellaire, agent professionnel.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mardi 5 mars 1985 (*Voir Procès-verbaux et témoignages du mardi 16 avril 1985, fascicule n° 2*).

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

A 13 h 38, le Sous-comité interrompt les travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

(63)

Le Sous-comité sur les droits à l'égalité du Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit, ce jour à 15 h 44, sous la présidence de Patrick Boyer (*président*).

Membres du Sous-comité présents: Patrick Boyer, Pauline Browes, Sheila Copps, Svend Robinson, Blaine Thacker, Gordon Towers.

Témoins: Du Congrès du travail du Canada: R. Martin, ancien vice-président; M. Randall, directeur, Recherche et législation; S. Attenborough, représentant national, Recherche et législation; B. Baldwin, représentant national, Recherche et législation; L. Gallant, directrice, Bureau de la femme; C. McGuire, représentant national, Syndicat des travailleurs en communication du Canada; C. Lace. *De Bell Canada:* Robert Graham, directeur des avantages sociaux; Claude Dumont, expert-conseil, Avantages sociaux; Richard Brabander, avocat général aux affaires juridiques et générales. *De l'Alliance de la Fonction publique du Canada:* Daryl Bean, président national; Susan Giampietri, ancienne vice-présidente; Luise Czernenko, adjointe du président; Mirian Edelson, coordinatrice des droits

the Ex. Management Committee. *From the Metropolitan Community Church*: Paul Richard; Rev. Ron R. Bergeron, District Coordinator. *From the RCMP, National Executive Divisions, Staff Relations Representatives*: Staff Sergeant Vic Pankratz; Staff Sergeant D. Tough.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, March 5, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Tuesday, April 16, 1985, Issue No. 2*).

The witnesses made statements and answered questions.

At 6:40 o'clock p.m., the Sub-committee adjourned to the call of the Chair.

à l'égalité; Stephen Jelly, adjoint auprès du Comité exécutif de gestion. *De l'Église communautaire métropolitaine d'Ottawa*: Paul Richard; Rév. Ron R. Bergeron, coordinateur du district. *De la Gendarmerie royale du Canada, Représentants divisionnaires des relations fonctionnelles du Comité exécutif national*: Sergeant d'état-major Vic Pankratz; Sergeant d'état-major D. Tough.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mardi 5 mars 1985 (*Voir Procès-verbaux et témoignages du mardi 16 avril 1985, fascicule n° 2*).

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

A 18 h 40, le Sous-comité interrompt les travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Sous-comité

David Cook

Clerk of the Sub-committee

EVENING SITTING (64)

The Sub-committee on Equality Rights of the Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 8:05 o'clock p.m., this day, the Chairman, Patrick Boyer, presiding.

Members of the Sub-committee present: Patrick Boyer, Pauline Browes, Sheila Copps, Joe Reid, Svend Robinson.

Witnesses: From the Canadian Union of Public Employees: Jeff Rose, President; Karen Stotsky, Research Officer. *From the Law Reform Commission*: Mr. Justice A.M. Linden, President; Mr. Gilles Letourneau, Vice-President; John Frecker, Commissioner.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, March 5, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Tuesday, April 16, 1985, Issue No. 2*).

The witnesses made statements and answered questions.

At 9:35 o'clock p.m., the Sub-committee adjourned to the call of the Chair.

SÉANCE DU SOIR (64)

Le Sous-comité sur les droits à l'égalité du Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit, ce jour à 20 h 05, sous la présidence de Patrick Boyer (*président*).

Membres du Sous-comité présents: Patrick Boyer, Pauline Browes, Sheila Copps, Joe Reid, Svend Robinson.

Témoins: Du Syndicat canadien de la Fonction publique: Jeff Rose, président; Karen Stotsky, agent de recherche. *De la Commission de réforme du droit du Canada*: Son Honneur le juge A.M. Linden, président; Gilles Letourneau, vice-président; John Frecker, commissaire.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mardi 5 mars 1985 (*Voir Procès-verbaux et témoignages du mardi 16 avril 1985, fascicule n° 2*).

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

A 21 h 35, le Sous-comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Sous-comité

Marie-Louise Paradis

Clerk of the Sub-committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Texte]*

Monday, September 16, 1985

• 1047

Le président: À l'ordre! Bonjour et bienvenue tout le monde.

I would like to apologize to the witnesses and the other committee members who are here for the delay in getting started—for those four other members who are not present this morning, even though this had been scheduled. But you can be sure that those who here are more than all ears to hear what you are saying. And of course the proceedings will be transcribed and published so that all members of the committee will hear and read, and I will be sure that those who are not here read everything that is said in this morning's session.

Our committee, as you know, is going to be reporting to Parliament in about four weeks' time on all federal laws and programs that should be changed in light of section 15 of the charter. Section 15 guarantees legal equality of all Canadians and prohibits discrimination.

• 1050

To complete the introductions, Mr. Joe Reid, Q.C., Member of Parliament also representing the Progressive Conservative Party, has now joined us.

We are hearing today from a number of very important organizations representing national points of view on a great number of issues that are raised by section 15, and leading off this morning is the Canadian Association for Community Living. I think you will understand our format; it is very simple. I will just turn the floor over to you and you can introduce for the record everyone who is here with you, and then after your chance to give us the benefit of your thinking about federal laws and section 15, we will have questioning from the Members of Parliament about the points you raise. Welcome, and the floor is yours.

M. Jean-Pierre Lukowyez (membre du conseil d'administration, Association canadienne pour l'intégration communautaire): Merci beaucoup d'avoir invité l'Association à venir présenter son mémoire au Comité.

J'aimerais d'abord vous présenter les membres de la délégation de l'Association canadienne. Ce sont M. Peter Parks de Toronto, qui vit avec une déficience mentale et qui travaille actuellement pour les personnes vivant avec une déficience mentale. Il est chargé d'un projet visant à promouvoir les droits des personnes déficientes mentales. Il y a également M^{me} Joan Charbonneau, présidente de l'Association provinciale d'Alberta et vice-présidente de l'Association canadienne; M. Orville Endicott, représentant juridique de l'Association canadienne; et M. Jacques Pelletier, directeur général de l'Association canadienne. Je m'appelle Jean-Pierre Lukowyez et on m'a demandé de diriger la délégation. Je suis membre de l'Association canadienne et je suis parent d'un enfant multihandicapé qui a actuellement 11 ans et dont je suis

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Traduction]*

Le lundi 16 septembre 1985

The Chairman: Order, please. Good morning and welcome to everyone.

Je m'excuse du retard auprès des témoins et des autres membres du Comité—et du fait que quatre députés sont absents ce matin, malgré le fait que la réunion a été prévue. Soyez certains que tout le monde ici présent vous écoute attentivement. Le compte rendu de la réunion sera enregistré et publié, et je m'assurerais que les membres absents le lisent.

Vous n'êtes pas sans savoir que dans un délai de quatre semaines, notre Comité fera rapport au Parlement sur les lois et les programmes qui doivent être changés en conformité avec l'article 15 de la Charte. L'article 15 est celui qui assure l'égalité devant la loi, et qui défend toute discrimination.

M. Joe Reid, c.r., député et représentant du Parti conservateur, vient de se joindre à nous.

Nous entendons aujourd'hui plusieurs organisations très importantes, qui nous feront part de leurs opinions sur l'article 15. Notre premier témoin ce matin est l'Association canadienne pour l'intégration communautaire. Je pense que vous êtes au courant de notre façon de procéder; elle est très simple. Voulez-vous présenter vos témoins, et nous donner vos pensées sur l'article 15 et les lois afférentes. Les députés auront l'occasion de vous poser des questions par la suite. Vous êtes les bienvenus et vous avez la parole.

Mr. Jean-Pierre Lukowyez (Member, Board of Directors, Canadian Association for Community Living): Thank you very much for having invited our association to appear before your committee.

I would first of all like to introduce the members of our delegation. They are Mr. Peter Parks from Toronto, who has a mental impairment and is currently working for the mentally handicapped. He is in charge of a project to promote the rights of the mentally handicapped. Mrs. Joan Charbonneau is President of the provincial association for Alberta and Vice-President of the Canadian association; Mr. Orville Endicott is the legal representative of the association; and Mr. Jacques Pelletier is our Director General. My name is Jean-Pierre Lukowyez and I was asked to head the delegation. I am a member of the Canadian association and I am also the parent of a multi-handicapped child, who is currently 11 years old and of whom I am very proud. Mrs. Charbonneau also has a handicapped adolescent in her family.

[Text]

très fier. M^{me} Charbonneau est aussi parent d'un adolescent handicapé.

J'aimerais d'abord vous résumer les activités de l'Association canadienne. On vient tout juste de changer de nom. C'est maintenant l'Association canadienne pour l'intégration communautaire. Auparavant, cela s'appelait l'Association canadienne pour les déficients mentaux. Le changement a eu lieu à la demande de personnes vivant avec une déficience mentale et qui trouvaient que le nom de l'association étiquetait beaucoup trop les personnes vivant avec une déficience. Elles voulaient avoir un nom qui représentait vraiment l'activité de l'Association, sans étiqueter les personnes pour qui nous travaillons.

L'Association canadienne travaille depuis 27 ans à promouvoir et à défendre les droits des personnes vivant avec une déficience mentale. Elle représente environ 40,000 membres de tout le Canada. Les membres font partie de familles de personnes handicapées ou sont eux-mêmes handicapés. Elle est composée d'une fédération de 390 associations locales et de 10 associations provinciales. Elle représente aussi des milliers d'autres canadiens qui ne sont pas vraiment membres de l'association, mais qui travaillent avec nous à la défense des droits des personnes.

L'Association canadienne est actuellement dirigée par un conseil d'administration qui fait rapport à une assemblée générale une fois par année. Les membres du conseil d'administration se divisent en différents comités. Je préside l'un de ces comités, le comité défendant les droits des personnes vivant avec une déficience. Il y a aussi le comité d'éducation, la question de la politique gouvernementale, etc.

• 1055

L'Association patronne aussi l'Institut canadien de la déficience mentale, c'est-à-dire le bras technique de l'Association même. L'organisme fait surtout la recherche, la formation, les publications, etc.

Je passerai rapidement les points importants qui préoccupent l'Association et je parlerai un peu des principes qui les accompagnent.

Tout d'abord, l'Association souhaite que les personnes atteinte d'une déficience mentale puissent vivre en communauté au sein de leur propre famille. Comme j'ai moi-même pu le constater en tant que parent, une personne atteinte d'un handicap a mille fois plus de chance de se développer et d'atteindre son autonomie lorsqu'elle vit au sein de la communauté même, avec sa parenté, au sein de sa famille. Cependant, la situation au Canada est très différente. Des milliers de personnes déficientes mentales vivent dans des institutions, emprisonnées dans des édifices et ont très peu de chances d'en sortir. C'est une expérience très négative pour ces personnes, et on aimerait les encourager à en sortir.

Un autre point important est l'éducation des personnes vivant avec une déficience. Nous croyons que tous devraient avoir la même éducation. Actuellement, il y a trop de classes spécialisées, trop d'écoles spécialisées.

[Translation]

I would first of all like to summarize the activities of the Canadian association. Our name has recently been changed, and it is now the Canadian Association for Community Living. It was formerly called the Canadian Association for the Mentally Retarded. The change was made at the request of the mentally retarded who found that the name was a label. They wanted to have a name that truly represented our association's activities, without labelling the people for whom we work.

The CACL has been engaged in fostering and defending the rights of the mentally handicapped for 27 years. It has about 40,000 members from throughout Canada. They may be handicapped themselves, or a member of a handicapped person's family. The CACL is made up of 390 local associations and ten provincial associations. It also represents thousands of other Canadians who are not really members of our association, but who work with us in defending human rights.

The CACL is currently administered by a board of directors which reports to the General Assembly once a year. Members of the board of directors are divided into different committees. I chair one of these committees, the committee which defends the rights of the retarded. There is also an education committee, a government policy committee, and so forth.

The association also sponsors the Canadian Institute for the Mentally Retarded, which is the technical arm of the association. This agency carries out research and training and puts out publications.

I will give you a brief summary of our association's major concerns and I will talk a little bit about the underlying principles.

First of all, the association would like the mentally retarded to be able to live in the community, within their own family. As I myself have been able to observe as a parent, a handicapped person is a thousand times more likely to be able to develop and achieve autonomy if he lives in the community itself, with his relatives and with his family. However, the situation in Canada is very different. Thousands of mentally handicapped people live in institutions, imprisoned in buildings, and they have very little chance of getting out. It's no kind of life for them, and we want to get them out.

Another important point is education for the retarded. We believe that everyone should have the same education. At the present time, there are too many specialized classes and too many specialized schools.

[Texte]

Il y a également l'accès au travail. Ces personnes devraient être formées en vue d'occuper un emploi, comme toutes les autres personnes. Elles devraient pouvoir faire un travail valorisant et non pas un travail occupationnel.

Ensuite, nous souhaitons que tous les droits soient reconnus. Il y a énormément de droits qui existent pour tout le monde ainsi que pour les personnes déficientes, mais dans le cas des personnes déficientes, surtout celles qui vivent en institution, on ne respecte pas ces droits.

Ces personnes doivent avoir la possibilité de s'exprimer elles-mêmes, de se défendre. On doit les consulter pour voir ce qu'elles aimeraient avoir. Très souvent, on ne le fait pas.

Finalement, ce qui est très important, il faut avoir des services pour ces personnes, des services qui répondent directement à leurs besoins et qui soient adaptés à leurs points forts, à leur potentiel et non à leurs déficiences.

C'est le résumé des points importants qui nous préoccupent. En nous fondant sur cela, nous vous avons fait des recommandations. Je crois que vous les avez devant vous. Au lieu de résumer ces recommandations, je vous invite à poser des questions sur ces recommandations. Les membres de l'Association qui m'accompagnent m'aideront à vous répondre.

Le président: Madame Copps.

Mme Copps: Vous dites que vous souhaitez que les *Lieutenant Governor's Warrants* soient retirés et que les problèmes soient résolus en vertu du *Mental Health Act* de chaque province. Actuellement, la réglementation concernant les *Lieutenant Governor's Warrants* est établie dans chaque province. Pouvez-vous nous donner plus de détails sur la différence qu'il y a entre les *Lieutenant Governor's Warrants* et le *Mental Health Act* de chaque province?

M. Lukowycz: Je ne sais pas si je peux répondre à cette question-là.

• 1100

Ms Copps: Maybe I should ask in English because I would be more precise. I think a very definite problem exists with Lieutenant Governors' warrants. You can cite chapter and verse of cases across Canada of people who have been incarcerated for years for crimes that would never have even resulted in incarceration.

You are suggesting that your final objective would be to have Lieutenant Governors' warrants removed completely and to have each province deal with it under their mental health act. In what way would you see that procedure being different from the current system where the Lieutenant Governor's warrant is still dealt with on a kind of a provincial basis?

Mr. Orville Endicott (Legal Services Coordinator, Canadian Association for Community Living): I think, particularly when the individual involved has a mental handicap and is likely not to have been acquitted because of reason of insanity but to have been found unfit to stand trial, that to keep that person within the criminal justice system is

[Traduction]

There is also the question of employment opportunities. These people must be trained for a job, just like everyone else. They should be able to do a worthwhile job and not just busy work.

We would like all of their rights to be recognized. There are a great number of rights that exist for everyone, including the mentally handicapped, but the rights of retarded people, especially those who live in an institution, are not respected.

These people should have an opportunity to express themselves and to defend themselves. Their desires should be consulted. Very often, this is not done.

Finally, and very importantly, there must be services for these people which are in direct keeping with their needs, their strong points, and their potential, and not with their deficiencies.

This summarizes the important points of concern to us. We have made recommendations upon the basis of these issues. I believe you have them in front of you. Instead of summarizing our recommendations, I would be happy to answer questions on them. The members of the association who are with me today will assist me in answering your questions.

The Chairman: Mrs. Copps.

Mrs. Copps: You say that you hope that the Lieutenant Governor's warrants will be withdrawn and that the problems will be solved through the *Mental Health Act* in each province. At the present time, the regulations pertaining to lieutenant governor's warrants are established by each province. Could you give us more details about the differences between lieutenant governor's warrants and the *Mental Health Act* in each province?

Mr. Lukowycz: I do not know if I can answer your question.

Mme Copps: Peut-être comprendrez-vous mieux si je vous pose la question en anglais. Je crois que les mandats de lieutenant-gouverneur constituent manifestement un problème. On pourrait en effet citer en exemple les nombreux cas documentés de Canadiens d'un peu partout au pays qui ont été incarcérés pendant des années pour des crimes qui, normalement, n'exigent pas l'incarcération.

Vous dites que votre objectif ultime est de supprimer complètement les mandats de lieutenant-gouverneur et de confier aux provinces la responsabilité de cette question aux termes de leur loi respective sur la santé mentale. Selon vous, en quoi cette méthode diffère-t-elle de la méthode actuellement utilisée, qui fait intervenir dans une certaine mesure les autorités provinciales?

M. Orville Endicott (coordonnateur des services juridiques, Association canadienne pour l'intégration communautaire): Je crois que si l'on persiste à traiter par le biais du système pénal le cas d'un individu qui souffre d'un handicap mental et qui, probablement, n'aura pas été reconnu non coupable pour cause d'aliénation mentale, mais plutôt jugé inapte à subir un procès,

[Text]

really overlooking some important features of his situation. One is that the person may from day one present no threat to the safety of other persons or to himself, and the confinement of a person in a facility under those circumstances seems to me to be wrong to begin with because that person is probably going to deteriorate as a result of that.

The other thing is that the Lieutenant Governors' review committees in the provinces tend to look at that person through eyes that ask how dangerous the person is whereas in fact in terms of justice they should be asking if the person is now ready to have his day in court. This is really the reason why the person was placed under the warrant in the first place.

In terms not just of section 15 but of, I think, section 11.(b) in the charter they should be asking if the person is going to be tried within a reasonable time because that is a constitutional right as well. If the answer is no, then it seems to me that the criminal justice system should let go and that this person should be dealt with under the ordinary mental health procedures in the provinces. We are not saying that there are no injustices that happen under provincial mental health legislation, and that of course has to be tackled as well, but to keep these persons within a criminal justice system where in fact the elements of crime . . . and the likelihood of being tried for a crime has been foreclosed is something the federal Parliament should do away with.

Ms Copps: Mr. Chairman, I have some questions, but I am not sure of the procedure, whether other people . . . or do you want me just to ask them?

The Chairman: No. Why do you not ask one or two more and then we will go to Mr. Robinson and come down.

Ms Copps: I have another couple of questions.

I have a particular interest because I think all of us have constituency problems relating to the discriminatory provisions in the Immigration Act, which in fact deny access to Canada for, in some cases, even children of Canadians who suffer from a so-called mental handicap whether it be developmentally or other areas. I just wonder again, probably from legal counsel—and this may have been covered in the other presentations: Because the Immigration Act applies to people who have not yet come into Canada—ergo they are not really Canadian citizens—would then the provisions of the charter apply to them or are they exempted from the equality provisions? It is clear to me that this violates the spirit of the equality provisions, but the argument may be that since they are not yet Canadian citizens or indeed residents of Canada they are not subject to the provisions of the charter.

The Chairman: We have discussed that and, having done so, would particularly welcome hearing what you might say.

[Translation]

on ne tient pas compte de certains facteurs très importants. Il se pourrait bien en effet que la personne en cause n'ait jamais constitué une menace à sa propre sécurité ou à la sécurité d'autrui, et il me semble que l'incarcération d'une personne dans de telles circonstances est injustifiée au départ, puisque l'incarcération produira probablement une détérioration de son état.

Il convient également de signaler que les comités provinciaux chargés d'examiner les mandats de lieutenant-gouverneur tendent à se demander seulement si l'individu en question constitue une menace, tandis qu'ils devraient au contraire s'employer à déterminer s'il est apte à subir son procès, car c'est dans ce but qu'il avait été visé par le mandat à l'origine.

Étant donné non seulement l'article 15, mais également l'article 11.b) de la charte, ces comités devraient se demander si le procès aura lieu dans un délai raisonnable, parce que c'est là aussi un des droits constitutionnels de la personne incarcérée. Dans la négative, il me semble que le système pénal devrait cesser de s'appliquer et que la personne en question devrait tomber sous le coup des procédures provinciales appliquées au domaine de la santé mentale. Ce n'est pas dire que les lois provinciales relatives à la santé mentale n'ont pas produit d'injustices, qu'il faut aussi s'efforcer de résoudre, mais nous croyons néanmoins que le gouvernement fédéral devrait mettre fin à un régime qui permet le traitement de ces personnes dans le cadre du système pénal, alors même qu'il n'y a pas eu crime et que la possibilité d'un procès au criminel n'existe donc plus.

Mme Copps: Monsieur le président, j'aimerais poser d'autres questions, mais je ne sais pas trop comment procéder. Dois-je céder la parole à d'autres membres du Comité, ou dois-je tout simplement poser mes questions?

Le président: Allez-y avec vos questions, après quoi nous donnerons la parole à M. Robinson, et ainsi de suite.

Mme Copps: J'aimerais donc poser deux ou trois autres questions.

Comme la plupart des députés, je crois, j'ai pris connaissance dans ma circonscription de certains problèmes issus des dispositions discriminatoires de la Loi sur l'immigration, dispositions qui, parfois, interdisent l'accès au Canada à des enfants de Canadiens qui souffrent d'un soi-disant handicap mental. Voici donc ma question, que d'autres témoins auront peut-être abordée: étant donné que la Loi sur l'immigration vise des personnes qui n'ont toujours pas obtenu le droit d'entrer au Canada et qui, de ce fait, ne sont pas vraiment des citoyens canadiens, ces personnes sont-elles visées par les dispositions de la charte également et bénéficient-elles du droit à l'égalité? Dans la négative, cela constitue, à mon sens, une violation manifeste de l'esprit des dispositions concernant l'égalité, bien qu'on puisse prétendre que, comme ces personnes ne sont pas des citoyens canadiens ni des résidents du pays, elles ne bénéficient pas de la protection qu'offre la charte.

Le président: Ayant déjà discuté de cette question, nous serions particulièrement heureux d'entendre ce que vous en pensez.

[Texte]

Mr. Endicott: We are certainly aware that that is a difficult question. I do not think there is a clear answer to it at this point in time. We were encouraged by the decision of the Supreme Court of Canada earlier this year in the Singh case, where persons seeking refugee status were granted the protections of section 7 of the Charter of Rights and Freedoms, even though they were not within Canada. They were within Canada, but they were not citizens of Canada.

• 1105

Now, we are hoping that can be extrapolated one step further and that people who are outside of the country, because it is an application of Canadian law, will be entitled to have that law applied in accordance with the fundamental law, being section 15 of the charter.

Ms Coppes: I have one last question and it deals with the issue of employment equity. You make a brief comment in terms of the implementation of the Abella recommendations, but you do not comment on an area that is a problem for handicapped or developmentally handicapped people who are working in so-called workshops across Canada. In many cases, there seems to be a two-tier system for payment. In some cases, the minimum wage applies and in other cases they are therapeutic salaries. I just wondered if you have any comment on how that will reflect upon changes within some of the organizations that organize employment programs for the developmentally handicapped.

Mr. Peter Park (President, People First): Maybe I can answer that.

There should not be these so-called workshops or, if there are workshops, they should be set up with a training program and specified: so many weeks or months that they would be in said workshops.

Most of the people whom I know would rather be out earning a decent wage, paying taxes and all that fun and games stuff that I do not like doing.

Ms Coppes: It seems to me that, when the application comes in, we will have to make some changes not only in how the government applies the laws but how a lot of national organizations see their role.

Mr. Park: Yes.

Ms Coppes: Some have been progressive; others have been less progressive in saying, look, if you are working, a day's pay for a day's work, as opposed to getting on a long-term program where, for 15 years, somebody is earning 20¢ an hour.

Mr. Lukowycz: Yes.

Mr. J. Pelletier (Ex Vice-President, Canadian Association for Community Living): You are probably touching on a very sensitive and important issue, and on a national basis, we are

[Traduction]

M. Endicott: Nous ne sommes pas sans savoir que cela constitue un problème épineux, et je ne crois pas qu'il soit possible aujourd'hui de donner une réponse claire. Nous avons été encouragés par la décision rendue plus tôt cette année par la Cour suprême du Canada dans l'affaire Singh, selon laquelle les personnes demandant le statut de réfugié sont protégées aux termes de l'article 7 de la Charte des droits et libertés, bien qu'elles ne se trouvent pas au Canada. En fait, les personnes en question se trouvaient au Canada, mais n'étaient pas citoyens canadiens.

Nous espérons que les tribunaux franchiront une nouvelle étape et accorderont aux personnes qui se trouvent à l'extérieur du pays le droit de se prévaloir de l'article 15 de la Charte, qui sous-tend l'ensemble de la législation canadienne.

Mme Coppes: Ma dernière question concerne l'égalité en matière d'emploi. Vous avez parlé brièvement de la mise en oeuvre des recommandations de la commission Abella, mais vous n'avez rien dit au sujet d'un problème auquel font face les personnes handicapées et celles souffrant d'un trouble de développement, soit la question des ateliers, comme on les appelle, qui existent un peu partout au pays. Bon nombre de ces ateliers semblent avoir adopté un régime de rémunération à deux volets. Dans certains cas, on verse le salaire minimum, tandis que dans d'autres, on verse un salaire à titre «thérapeutique». Que pensez-vous des changements que cela pourrait entraîner au sein de certains des organismes qui offrent des programmes d'emploi aux personnes dont le développement est inhibé?

M. Peter Park (président, People First): Je vais répondre à la question.

Si ces ateliers doivent continuer à exister, il faudrait que la formation professionnelle offerte soit clairement décrite, de même que la durée du programme, qu'il s'agisse de semaines ou de mois.

La plupart des gens que je connais préfèrent toucher un salaire raisonnable, payer leurs impôts, et ainsi de suite, plutôt que de s'adonner aux activités farfelues organisées dans ces ateliers, activités qui me semblent déplorables.

Mme Coppes: Il me semble qu'il va falloir, en temps opportun, non seulement modifier les modalités d'application de la loi, mais également amener bon nombre d'organismes nationaux à envisager leur rôle d'une autre façon.

M. Park: Oui.

Mme Coppes: Certains organismes ont fait preuve d'esprit d'innovation et versent une rémunération qui correspond à la valeur du travail, tandis que d'autres se montrent récalcitrants et continuent de verser 20 cents l'heure, par exemple, dans le cadre d'un programme qui peut durer jusqu'à 15 ans.

M. Lukowycz: Oui.

M. J. Pelletier (ancien vice-président, Association canadienne pour l'intégration communautaire): Vous avez soulevé une question fort délicate et importante. Nous ne préconisons

[Text]

not advocating the outright closure of all workshops tomorrow morning, but maybe next week. That is the sort of strategy we are looking at. It is one of the scandals of our country and we are part of that too; we are not trying to hide away from that. A great number of our local associations are caught in that system of managing the so-called training workshops that become permanent, with long waiting lists on top of that and at very low wages.

A few years ago it was more a question of, let us make sure people have the minimum wage, but the thinking right now is a bit more than that, probably a bit more comprehensive. Let us have a decent, or a certain level of income so that it becomes an incentive for people to get off the welfare system.

Ms Copps: Thank you, Mr. Chairman.

Le président: Merci.

Monsieur Robinson.

Mr. Robinson: Thank you very much, Mr. Chairman. I am pleased to welcome the witnesses before the committee. As I am sure you are aware, having followed the proceedings of this committee, we have heard from groups across Canada. Many of your component groups have appeared before us at our public hearings in different parts of the country.

I might say as well that we, in this committee, have tried to be sensitive to a number of the areas of concern in the equality area. We regret having to meet on Rosh Hashana. One of our members, Sheila Finestone, was unable to be here today because of her faith. Unfortunately, as you have indicated in your brief, our deadline is such that we have certain time constraints and I wanted to indicate that. But certainly we are conscious of that concern.

• 1110

I also wanted to say how pleased I am having welcomed all the delegation; in particular to welcome Peter Park representing People First. There is a strong group of People First members in my constituency in Burnaby who have done a really terrific job in making people in the community more sensitive to the concerns of the mentally handicapped. God knows, there is still lots of work to be done.

You may be aware of the incident which happened just a couple of years ago, again in Burnaby, in which a group of people were meeting in a restaurant—and I think, Peter, you are familiar with this—and they were denied service. The reason they were denied service is because the manager of the hotel in which the restaurant was situated said: We do not serve retarded here. It took two years before that problem was finally resolved. It is partly a problem of the lack of any meaningful enforcement of the Human Rights Act in British Columbia, but that is something which is beyond the scope of this committee. And so I am very much aware of the work that People First is doing, and I commend you for it.

[Translation]

pas que tous les ateliers au pays soient fermés demain matin, mais la semaine prochaine nous semblerait raisonnable. C'est une des stratégies que nous avons envisagées. Les ateliers sont un scandale national auquel nous avons participé, nous l'admettons. Un grand nombre de nos associations locales se trouvent prises dans ce réseau et exploitent ces soi-disant ateliers de formation qui prennent inévitablement un caractère permanent, ont des listes d'attente fort longues et, qui plus est, payent de très bas salaires.

Il y a quelques années, on s'efforçait de verser le salaire minimum, mais de nos jours, je crois qu'on s'efforce de faire preuve de plus de compréhension et de verser un salaire équitable, raisonnable, de sorte que les gens soient encouragés à se détourner du bien-être social.

Mme Copps: Merci, monsieur le président.

The Chairman: Thank you.

Mr. Robinson.

M. Robinson: Merci beaucoup, monsieur le président. Je suis très heureux de souhaiter la bienvenue aux témoins. Vous avez suivi de près les délibérations du Comité, et je suis certain que vous n'êtes pas sans savoir que nous avons eu le plaisir d'entendre, au cours de notre tournée pancanadienne, bon nombre de groupements membres de votre organisme.

Je crois également que le Comité a démontré qu'il est sensibilisé à un certain nombre de questions qui ressortissent à la notion d'égalité. Je vous dirai par exemple que c'est avec regret que nous tenons des audiences aujourd'hui même, jour du nouvel an juif. Les croyances religieuses d'un de nos membres, M^{me} Sheila Finestone, l'ont empêchée de participer à la séance d'aujourd'hui. Malheureusement, comme vous l'avez indiqué dans votre mémoire, le délai imparti au Comité nous impose certaines contraintes que je tenais à souligner. Nous sommes néanmoins conscients des facteurs qui influent sur la question de l'égalité.

J'aimerais également vous dire combien je suis ravi de pouvoir accueillir l'ensemble de votre délégation, et plus particulièrement Peter Park, représentant de People First. Dans ma circonscription de Burnaby, les membres de ce groupe sont très dynamiques et ont beaucoup fait pour sensibiliser les gens aux problèmes des personnes souffrant de handicap mental. Dieu sait qu'il reste encore beaucoup à faire.

Vous avez peut-être pris connaissance d'un incident qui s'est produit, il y a deux ou trois ans seulement, dans un restaurant de Burnaby. Un groupe de personnes s'est donné rendez-vous dans un restaurant et on a refusé de les servir. Peter, je crois que vous en avez entendu parler. Pour justifier le refus, le gérant de l'hôtel où se trouve le restaurant aurait dit: «Nous ne servons pas les arriérés ici». Il a fallu attendre deux ans avant que l'affaire ne soit réglée. Cela tient en partie au fait qu'en Colombie-Britannique, la Loi sur les droits de la personne est appliquée de façon assez relâchée. Enfin, cela dépasse le mandat du Comité. Je tenais à vous faire savoir que je suis très conscient de l'excellent travail qu'a fait *People First*, et je vous en félicite.

[Texte]

Just a couple of questions in terms of the representations you have made. The subject of sheltered workshops is one which I know is very controversial, even within your association. I have some pretty strong views on it myself. I, for example, recall speaking with one young woman who worked in a sheltered workshop. It was supposed to be training. Well, it takes you about half an hour to train to do some of the jobs that are being done in these sheltered workshops, and yet people go on for, in some cases, months and months. It benefits also the corporate sector to a very significant extent in a number of instances, and I think it is an area which I hope your group is going to be making some strong public recommendations on in the near future, because I think there are certainly elements of exploitation there that are most undesirable, completely aside from the question of ghettoization. It is very easy to put mentally handicapped people in their own little workshops away from everybody else, but my view is that these are jobs which obviously have to be done, and mentally handicapped individuals should be there at the workplace with the rest of Canadians and being paid as other Canadians are being paid.

I want to ask you about employment equity. My colleague from Hamilton asked you one question on employment equity. You refer to the Abella report, but you do not say anything about the legislation which is currently before the House on employment equity—Bill C-62. Have you had a chance to study that; and if so, do you have any concerns with respect to the provisions of that legislation?

Mr. Endicott: I have not had a chance to study it. I am impressed that we are being educated by members from the other side of this room this morning, and maybe that will continue.

I think one of the concerns we have about the reception of the Abella report by the government is that they wanted to do as much as possible through voluntary compliance, and we are very concerned that voluntary compliance may equal no compliance at all or no significant compliance. I am hoping that legislation which finally is passed will provide a realistic way of enforcing employment equity, either through the Canadian Human Rights Commission or through some other appropriate body.

Mr. Robinson: Thank you.

Finally, Mr. Chairman, just a question with respect to another report that has been on the books for some time now, and that is the *Obstacles* report. I know that many of the groups in Canada are getting kind of tired, frankly, of appearing before committee after committee, but hopefully this process will come to an end and we will see some action fairly soon. I want to ask you, were there any recommendations of the *Obstacles* report with which you, as an organization, took issue? Or, do you basically agree with the recommendations of the *Obstacles* report insofar as they affect the people you represent?

Mr. Pelletier: I would say that the overall tone and general recommendations were ones that we were much in favour of. There was one thing we were hoping for and we tried to lobby

[Traduction]

J'aimerais poser deux ou trois questions qui découlent de votre exposé. Je sais que la question des ateliers protégés a suscité beaucoup de controverse, même au sein de votre association. J'ai moi-même des opinions assez arrêtées à ce sujet. Je me souviens d'un entretien que j'ai eu avec une jeune femme qui travaillait dans un atelier protégé. Elle devait y suivre un programme de formation. Eh bien, la formation pour les travaux qu'on y effectue exige environ une demi-heure et, malgré cela, les gens y restent dans certains cas pendant des mois et des mois. Très souvent, le secteur privé s'en trouve fort bien, et j'espère que votre organisme fera sous peu publiquement des recommandations vigoureuses, car cette situation me semble comporter manifestement une certaine exploitation tout à fait inacceptable, sans parler de l'esprit de ghetto que cela crée. Il est en effet très facile de ranger les personnes handicapées dans ces petits ateliers et de les isoler de la société, mais à mon sens, les travaux qu'elles effectuent sont certainement utiles et elles devraient pouvoir travailler dans les mêmes conditions et recevoir le même traitement que tous les autres Canadiens.

Ma question concerne l'égalité en matière d'emploi dont a parlé mon collègue de Hamilton. Vous avez parlé du rapport du juge Abella, mais vous n'avez rien dit au sujet du projet de loi concernant l'égalité en matière d'emploi qu'étudie actuellement la Chambre, c'est-à-dire le projet de loi C-62. Avez-vous eu l'occasion de l'étudier, et si oui, avez-vous des réserves au sujet de ses dispositions?

M. Endicott: Je n'ai pas eu l'occasion de l'étudier. Je suis ravi que ce soit un des membres du Comité qui nous mette au fait de ce projet de loi, et j'espère que vous pourrez nous en apprendre davantage.

Une des réserves au sujet du rapport qu'a déposé le juge Abella auprès du gouvernement a trait à l'observation volontaire, qui y occupe une place privilégiée. À notre avis, l'observation volontaire signifie sinon la simple non-observation, du moins un niveau d'observation négligeable. J'espère que la loi, dans sa version finale, renfermera des modalités réalistes permettant d'appliquer le principe de l'égalité en matière d'emploi par le biais, soit de la Commission canadienne des droits de la personne, soit d'un autre organisme compétent.

M. Robinson: Merci.

Monsieur le président, j'aimerais poser une dernière question au sujet d'un rapport déposé il y a déjà un certain temps, c'est-à-dire le rapport *Obstacles*. Je sais que bon nombre des associations canadiennes se lassent d'avoir à comparaître devant un comité après l'autre, et j'espère que cela prendra fin bientôt et que des mesures seront prises. Je voudrais savoir si votre organisme s'oppose à certaines des recommandations du rapport *Obstacles*, ou êtes-vous essentiellement d'accord avec ses recommandations, particulièrement dans le contexte des répercussions qu'elles auront sur vos membres?

M. Pelletier: Nous sommes très favorablement disposés envers l'approche générale utilisée et les recommandations. Depuis les dernières années, nous avons tenté d'exercer des

[Text]

over, the last few years is that we felt that Parliament needed a permanent forum of advocacy, if you want, within itself to make sure these recommendations would come into being.

• 1115

We have tried different ideas, but we were looking at hopefully having a kind of permanent parliamentary committee to ensure that these things went along. Now that I have a chance I might say that we are not very very happy with the types of follow-up we have seen through the Secretary of State. We have not been too impressed by that. We would hope that Parliament takes a direct look at this.

But with the recommendations themselves, we were very impressed. With the *sensibilité*, with the fact that the members were very sensitive and seemed to have a good grasp of the needs of people, we were impressed. After a few years you can lose that spirit of union with the different groups. So we would like to see some permanent and profiled arrangement system within the parliamentary committee system maybe just to follow up on these recommendations. We are not happy at all, for instance, on employment follow-ups within the civil service, within the federal bureaucracy.

So, to summarize, yes, the report itself, the philosophy and the basic ideology behind the recommendations, we are 100% behind. But what we are worried about really is that no permanent high-profiled... well, I say "high-profiled" because basically that is the only way within our field, that we can get rights to be respected. The courts and the profile within the community or the media are so important. So those are the two things which I hope this committee can take a look at. I think you have enough influence, Mr. Chairman, and members, to move into that type of direction.

Mr. Robinson: I know, Mr. Pelletier, that our chairperson is going to tell you a little about a committee which, in fact, has been struck with this objective in mind.

I have just one gentle criticism with respect to the recommendations that you do make, which is that in the section on sexual assault you refer to provisions to ensure that mentally-handicapped women can be protected by the law. That is in your second paragraph of that section, and then you go on to say that the provisions you urge:

... would better ensure equal protection under the law for mentally-handicapped women.

Well, I am sure you would agree with me that those provisions should extend to mentally-handicapped persons generally; that mentally-handicapped men can also be victims of sexual assault. We want to ensure non-sexist provisions, as well as provisions which do not discriminate against those who are mentally handicapped.

Mrs. Charbonneau: If I can comment, Mr. Chairman, we, too, did not intend to be sexist. But the incidents which have

[Translation]

pressions auprès du Parlement pour qu'il reconnaisse le besoin d'une tribune permanente de défense des droits des handicapés, au sein du Parlement même, pour s'assurer que ces recommandations voient le jour.

Nous avons considéré différentes possibilités, mais l'idée d'un comité parlementaire permanent nous semblait la meilleure façon d'assurer la réalisation de nos désirs. Je profite de l'occasion pour dire que nous ne sommes pas très contents du suivi qu'a donné aux recommandations le Secrétariat d'État. Nous n'en avons pas été très impressionnés. Nous espérons que le Parlement va examiner cette question de très près.

Toutefois, nous étions fort impressionnés par les recommandations comme telles. Par la sensibilité des députés membres du Comité et par leur compréhension des besoins des gens concernés, nous avons aussi été fort impressionnés. Après quelques années, on peut perdre l'esprit de solidarité avec les différents groupes. C'est ainsi que nous aimerions que soit instauré un système permanent et structuré au sein du réseau des comités parlementaires afin de donner suite à ces recommandations. Par exemple, nous étions mécontents de la suite donnée aux recommandations touchant l'emploi offert par la Fonction publique.

En résumé, oui, nous appuyons sans aucune réserve le rapport, la philosophie et l'idéologie essentielle des recommandations. Nous sommes cependant préoccupés par l'absence de tribunes très visibles. Il faut qu'elles soient très visibles dans notre domaine car c'est la seule façon de faire respecter nos droits. La visibilité des handicapés au sein de la communauté et des médias est très importante, tout comme les tribunaux. Voilà donc deux sujets sur lesquels le Comité pourrait se pencher. Monsieur le président, membres du Comité, j'estime que vous êtes en mesure d'influencer en ce sens les autorités constituées.

M. Robinson: Monsieur Pelletier, notre président vous dira, j'en suis sûr, qu'un comité a été créé pour atteindre l'objectif que vous décrivez.

Pour ce qui est de vos recommandations, je n'aurais qu'une petite critique à vous adresser. Dans la partie concernant l'agression sexuelle, vous parlez des dispositions visant à assurer que les femmes handicapées mentalement soient protégées par la loi. Vous en parlez au deuxième paragraphe de cette partie et vous enchaînez en disant que la disposition que vous proposez:

... assurerait une protection légale plus équitable aux femmes souffrant de déficience mentale.

Vous êtes sans doute d'accord pour dire que ces dispositions devraient s'appliquer à tout déficient mental, y compris les hommes; eux aussi peuvent être victimes d'agressions sexuelles. Nous voulons rédiger des dispositions qui ne fassent pas de discrimination selon le sexe ni selon la capacité mentale.

Mme Charbonneau: Si vous permettez, monsieur le président, ce n'était pas notre intention d'être sexistes. Simplement,

[Texte]

come to our attention have all been those where it is a mentally-handicapped woman who has been sexually assaulted. They have been unable to follow up with prosecution or to obtain a prosecution because of the idea of proving, without doubt, that she did not consent. And so, indeed, I agree that the same thing could happen with a man as well, but the examples we have happen to be of all females.

Mr. Pelletier: My passing comment on this is that it goes beyond, I think, the simple fact that we have examples. We believe, as an association, that this is not only an issue here of handicapped individuals. It is also a matter of women's rights issues. We have lobbied as much on the women's rights groups in the country to take up these issues and, in a sense, while we do not want to seem sexist, this was done with a purpose.

We do believe, Mr. Robinson, that the crux of the problem is with women who are mentally handicapped. In other words, we deliberately went at that—not only because all the examples or most of those we get have to do with women, but because we want to get it in the public's mind and in the other advocacy group's mind that this is not strictly a problem for persons with mental handicaps, but for women in general. So it is a double jeopardy and the whole group thought we might as well address it for what we thought it was, which is basically a women's rights problem; women who happen to have another problem which happens to be a mental handicap is in double jeopardy.

• 1120

Mr. Robinson: No. I do not wish to pursue it at any length but I just would note that provisions which deal strictly with young women, for example, in the Criminal Code and do not deal with young men have been struck down as being in breach of the Code. That is why I am suggesting that we want to make sure that the law is, in fact, in its terminology as well as in its application, non-sexist.

Mr. Lukowycz: You are absolutely right.

Mrs. Charbonneau: But to reiterate what Jacques has just said, the female who is also mentally handicapped, is truly someone in double jeopardy.

Mr. Robinson: Double jeopardy, sure. Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you and that clearly is a problem that I think, with the broader wording Mr. Robinson is suggesting, can be dealt with without minimizing that very serious problem. Wording that is broad enough to encompass all possibilities is what we are looking at so that it can take that into account.

Let us turn next to Mr. Joseph Reid, Member of Parliament for St. Catharines.

Mr. Reid: Thank you, Mr. Chairman. I, too, would like to welcome the witnesses to this table and regret that you might have been delayed somewhat in the making of your presentation. But I would like as well to pick up on the general

[Traduction]

dans tous les cas d'agression sexuelle que l'on nous a cités, la victime était une déficiente mentale. Dans ces cas-là, on n'a jamais réussi à tenter un procès car il est difficile de prouver, sans l'ombre d'un doute, qu'elle n'y avait pas consenti. Donc, je suis d'accord qu'effectivement un homme pourrait en être victime, mais dans tous les cas que nous connaissons, les victimes étaient des femmes.

M. Pelletier: Cette question dépasse la simple existence d'exemples. À titre d'association, nous nous devons de reconnaître qu'il ne s'agit pas uniquement d'individus handicapés. Il s'agit également des droits de la femme. Nous avons exercé beaucoup de pressions sur les groupes pour la promotion des droits de la femme afin qu'ils adoptent cette cause. Dans un sens, bien que nous ne veuillons pas être sexistes, nous avons un objectif en tête.

Monsieur Robinson, nous croyons qu'au coeur du problème se trouvent les femmes qui sont déficientes. Autrement dit, parce que la plupart des victimes sont des femmes, nous voulions faire comprendre au public et aux groupes de promotion des droits de la femme qu'il ne s'agit pas uniquement d'un problème des personnes handicapées, mais d'un problème des femmes en général. Ces femmes sont donc doublement exposées au risque et tout le groupe croyait qu'il serait aussi bien d'aborder la question comme nous la voyons, c'est-à-dire, une question des droits de la femme. Elle concerne les femmes mais se complique du fait qu'il s'agit non seulement de femmes mais de femmes mentalement handicapées. C'est un double désavantage.

M. Robinson: Je ne voudrais pas que la discussion s'éternise, mais je voudrais néanmoins signaler que les dispositions qui touchaient uniquement les jeunes femmes, dans le Code criminel, par exemple, mais qui ne touchaient pas les jeunes hommes, ont été supprimées car elles enfreignaient le Code. Pour cette raison, je voudrais que la loi ne soit pas discriminatoire, ni dans sa formulation ni dans son application.

M. Lukowycz: Vous avez entièrement raison.

Mme Charbonneau: Pour reprendre ce que disait Jacques tout à l'heure, la femme qui est mentalement anormale court un double risque.

M. Robinson: Certainement, une double risque. Merci, monsieur le président.

Le président: Merci. Je crois que l'on a cerné le problème et que l'on pourra le résoudre en adoptant une formulation plus vaste, comme l'a proposé M. Robinson, sans pour autant minimiser la gravité du problème. Nous envisageons un libellé qui englobera toute éventualité et, donc, le problème que vous avez soulevé.

Nous passons maintenant à M. Joseph Reid, député de St. Catharines.

M. Reid: Merci, monsieur le président. Je tiens également à souhaiter la bienvenue aux témoins et à regretter le retard que nous avons connu avant de pouvoir vous donner la parole. Je reviens sur un commentaire fait par le lecteur du mémoire qui

[Text]

comment of the presenter relating to residence or housing of that mentally handicapped person. As well as a change in name of the association, has there been a change in philosophy with respect to the sheltering of that person whose care is of some concern, and I am thinking of distinguishing between institutions and residences?

Twenty years ago I was involved in a fund-raising campaign to build a residence that houses at least 20 to 25 such persons in our particular area, where I feel certain that they get better training, attention and occupational training, better than they would at home. In addition to that, very recently we have opened a halfway house with respect to five such mentally-handicapped persons and again there was no hesitancy on the part of the parents; these are young adults for whom they wanted to give some opportunity to associate with people of their own kind, their peers as it were, and they are also getting training and upgrading to the capacity they are capable of participating in at the moment. And I am assuming that this will be of an ongoing nature.

When you say, sir, that your people want to keep them at home, are you talking in terms of the family home or are you talking in terms of some sort of family shelter or residence such as I am now talking about?

Mr. Lukowyez: It varies. First of all to your first question, yes, there has been a change in philosophy, a very substantial change in the sense that I agree with you that in the past we, instead of encouraging people to stay in a huge institution of 1,000 people, they would then take them out and put them in residences of 20 to 30. What we have found throughout the years is that even these smaller residences became institutions. They were still not looking after the specific needs of each individual. It was much too general and they were not looking at the strengths of the individual and very often they did not have as much opportunity to go out into the community as they should have. When we are talking about bringing them back into the community and bringing them back into their families, when we are talking of that, we are referring not only to natural families, because in some cases it is obvious that the natural family is unable to receive their children, but we are looking at alternative families, families that would be willing to accept, within their own family, a person living with a mental handicap. We have found that even in residences of five or six people, it still can become institutionalized.

• 1125

What we are recommending more today is residences of, at the most, three people together, living in smaller groups, and with some supervision, some accompaniment, and so on. All in all, we are trying to build a style of life as close to the normal as possible. It is obvious we are not going to succeed in bringing back a child who has been 10 years in an institution, to bring him back automatically to his natural family. There are other alternatives to it that could be just as close to the natural family as possible.

Mrs. Charbonneau: I want to make it very clear that when we are talking about people living with their families, you need

[Translation]

portait sur la résidence ou l'hébergement de la personne handicapée. Est-ce seulement le nom de l'association qui a changé, ou bien la philosophie en matière d'hébergement des personnes à soigner a-t-elle été quelque peu modifiée par la même occasion? Je parle notamment de la distinction entre l'établissement et la résidence.

Il y a vingt ans, j'ai participé à une campagne de financement pour la construction d'une résidence qui devait recevoir entre 20 et 25 personnes déficientes dans notre région. Or, je suis convaincu qu'elles y reçoivent une meilleure formation professionnelle ainsi que des soins plus attentifs qu'à la maison. De plus, tout récemment, nous avons ouvert une maison de transition pour accueillir cinq personnes souffrant de déficience mentale et, encore là, les parents étaient tout à fait favorables à ces initiatives. Ils voulaient donner à ces jeunes adultes l'occasion de retrouver leurs semblables, leurs pairs, pour ainsi dire, et d'être formés et de se perfectionner dans la mesure où ils le peuvent en ce moment. Je prends pour acquis qu'il s'agit d'une formation continue.

Monsieur, quand vous dites que l'on voudra les garder à la maison, parlez-vous de la maison familiale ou d'une sorte de résidence ou de foyer comme ce que je viens de vous décrire?

M. Lukowyez: Cela dépend. D'abord, pour répondre à votre première question, la philosophie a effectivement changé, et considérablement, par rapport à notre attitude par le passé. Au lieu d'encourager nos membres de chercher à se faire loger dans d'énormes établissements de mille résidents, nous les avons encouragés à trouver des résidences de 20 ou 30 personnes. Toutefois, au cours des années, nous avons constaté que même dans ces petites résidences, les gens perdaient de leur autonomie. C'est-à-dire, on ne s'occupait pas des besoins particuliers. Les soins étaient donnés de façon beaucoup trop générale, sans se préoccuper des forces de chacun, et souvent sans donner aux résidents l'occasion d'avoir un contact régulier avec la collectivité. Lorsque nous disons qu'il faut les réinsérer dans la collectivité ou dans leur famille, nous ne parlons pas uniquement de leur famille naturelle car dans certains cas, il lui est évidemment impossible de recevoir des enfants anormaux, mais nous parlons de familles de remplacement. C'est-à-dire des familles qui seraient prêtes à accueillir un déficient mental chez eux. Nous avons trouvé que même avec 5 ou 6 résidents, les résidences peuvent devenir source d'inadaptation.

Nous recommandons plutôt qu'un maximum de trois personnes, vivant en noyau plus petit avec une certaine surveillance, vivent ensemble dans une résidence. Essentiellement, nous essayons de créer pour eux une mode de vie qui soit aussi semblable à la nôtre que possible. Manifestement, nous n'allons pas réussir à ramener dans sa famille naturelle un enfant qui a passé dix ans dans un établissement. Il y a cependant des solutions de rechange qui nous permettraient de créer un environnement qui simule celui de la famille naturelle.

Mme Charbonneau: Je tiens à préciser que lorsque nous parlons d'handicapés vivant dans leur famille, il faut garder à

[Texte]

to understand we are talking about children, and where children need to develop and grow is within their normal family; or if the normal family or their natural family is not able, for some reason, then it should be another natural family setting. But as that individual grows and becomes an adult, as adults move out into the community and live in more independent settings with people of their own choice, that opportunity should also be available for the individual who is mentally handicapped. They may not continue to live with their family, but they should have the opportunities to continue the family relationships. They will move out into some place to live that is their own: a small apartment they share. And supports should be provided to them in the situation they need.

Mr. Reid: I am glad that clarification was made, because there is a higher profile with the infants and the younger people and the availability of assistance to a greater degree to those of a very junior age as compared with that available to the young adults. We have some experience with each and recognize the problems concerned.

I was wondering about the availability of families and the ability of families to maintain members of their own families and their own home environment for a long duration, approaching adolescence and even years beyond. I will use the instance of the polio and Thalidomide babies of years ago. I was impressed with one of those persons coming into the office. There did not seem at the outset to be anything irregular about this young woman, but she picked up the cradle of my telephone, bent over and punched the dial and dialled out. "You see, I can do this. But I want to make it on my own. I am living on assistance. I have taken up a home of my own because I want to make it on my own." She moved away from the home shelter and was thereby getting out as an independent young person, wanting to make her way as an independent person and to get a job; and she was so doing.

Would the mentally handicapped be somewhat different from those persons who want to make it on their own as they reach adulthood?

Mr. Park: I feel, given proper support, anybody can move out on his or her own. The trouble is we do not actually know what support systems are needed and whether they will be put in place in time when that person decides to move out on his or her own.

M. Kindy: Je suis heureux que vous ayez pu présenter vos recommandations. Il y a cependant une chose qui me trouble d'une certaine façon. D'une part, vous voulez que les handicapés soient protégés, et de l'autre, vous dites qu'une intervention médicale, par exemple, devrait se faire sans le consentement de l'individu.

• 1130

J'aimerais que vous m'expliquiez comment vous pouvez dire qu'on peut faire une intervention chirurgicale sans le consentement de l'individu, alors que vous dites d'autre part que vous voulez qu'il y ait toujours consentement.

Mrs. Charbonneau: I am not sure whether you misunderstand what we have said or whether I misunderstand what you

[Traduction]

l'esprit qu'il s'agit d'enfants. Or, les enfants doivent développer et s'épanouir au sein d'une famille normale. Si la famille naturelle ne peut pas les accueillir pour une raison ou une autre, il faut leur donner un milieu familial. Au fur et à mesure que l'handicapé devient adulte, il doit pouvoir vivre dans la communauté, vivre de façon plus indépendante en compagnie des gens qu'il choisit. Il peut choisir de quitter sa famille, mais il doit avoir la possibilité de poursuivre ses relations avec elle. Si l'handicapé choisit de vivre avec d'autres dans un logis indépendant, il doit avoir accès à tout ce qu'il lui faut pour rendre sa situation vivable.

M. Reid: J'apprécie la clarification car les nourrissons et les jeunes enfants sont mieux soutenus que les jeunes adultes. Nous avons de l'expérience avec les différents groupes d'âge et avons ainsi reconnu les problèmes inhérents.

Je me demande dans quelle mesure une famille naturelle ou autre peut garder des enfants souffrant de déficience mentale à la maison, dans l'environnement familial, pour de longues durées, même jusqu'à l'adolescence et au-delà. Je prends l'exemple des petites victimes de polio et de la thalidomide d'une autre époque. L'autre jour, l'une de ces victimes est venue dans mon bureau. Au départ, je n'ai rien remarqué d'anormal chez cette jeune femme, mais quand elle a pris le téléphone et s'est penchée pour composer le numéro. «Voyez-vous, je peux le faire toute seule. Je tiens à me débrouiller. Je reçois un soutien financier mais j'ai décidé de vivre seule car je veux y arriver par moi-même», m'a-t-elle dit. Elle avait quitté sa maison de transition et se débrouillait comme jeune indépendante. Elle voulait se frayer son propre chemin et trouver un emploi. Elle se débrouillait toute seule.

Maintenant, peut-on dire que les objectifs du déficient mental sont différents de tous les jeunes qui atteignent l'âge adulte?

M. Park: Avec un appui suffisant, tout le monde peut vivre de façon indépendante. Cependant, nous ne savons pas quel genre d'appui il faut prévoir dans tous les cas, pas plus que nous ne savons si cet appui sera offert au jeune handicapé au moment opportun.

Mr. Kindy: I am glad you have had the chance to make some recommendations. However, there is something I find a bit disturbing. You state on the one hand that you want the mentally handicapped to be protected and, on the other, that medical treatment should not require the consent of the individual involved.

I would like to have you explain how you can say that an operation should be carried out without the consent of the individual while maintaining that nothing be done without the consent of the mentally handicapped.

Mme Charbonneau: Je ne sais pas si vous avez mal compris nos propos ou si j'ai mal compris les vôtres, mais deux

[Text]

are asking, but there are two issues where we talk about medical treatment. One is the example where individuals are receiving unnecessary treatment, and the example is the non-therapeutic medical interventions that are performed on mentally handicapped people without their consent. There are many, many examples in Canada where individuals—particularly, again, females who are mentally handicapped—have operations done to control fertility without their consent. Many females have hysterectomies performed for no therapeutic reason other than to control menstruation and to control fertility. These are usually performed when the individual is not an adult, and they are done without the consent of the individual, but with consent of parents or guardians. It is unnecessary medical treatment. No other segment of the population has a hysterectomy performed for the reason of controlling fertility and menstruation, with the exception of females who are mentally handicapped.

The other example we give on the next one is denial of necessary treatment. Decisions are made to not treat treatable medical conditions when the diagnosis of mental handicap also exists. In the papers that come with our submission, there is a report where 27 babies in the Toronto Sick Children's Hospital were allowed to die of starvation because they were born with esophageal atresia and they also had Down's syndrome and the surgery was not performed. The surgery was not performed because the parents did not sign a consent, but in those instances you will find that the parents received advice from medical people to say: You do not have to have the surgery done because the child is retarded, and if we do not do the surgery, they will just die a natural death. In fact, they starve to death over a long and rather slow, painful period.

The Chairman: Thank you very much. I think that question and the answer have clarified a very difficult area, one in which questions of legal equality and equal protection of the law are very germane to what we are looking at. I am reluctant to...

Is this a final, very brief follow-up?

Mr. Kindy: Mr. Chairman, I am still not sure about your answer, because you say people who are, let us say, considered normal do not have hysterectomies for birth control reasons. But occasionally they do have; I imagine it happens in certain countries and even in Canada. It is an individual's decision to have it done. Let us say the individual does not want to have children. The woman says there is diabetes in her family or there is some other serious illness that is hereditary and she does not want to have children. So she decides voluntarily that she wants a hysterectomy.

Mrs. Charbonneau: She may have a sterilization, sir, a tubal ligation, but I do not know of people who have hysterectomies just for control of fertility. You do not remove a uterus if it is not a diseased uterus.

Mr. Kindy: But would you be against tubal ligation for the mentally handicapped if it is a decision of the parents or of the guardian?

[Translation]

questions distinctes émergent lorsque nous discutons de la question du traitement médical. D'une part, nous parlons des handicapés qui reçoivent un traitement inutile, et je prends ici l'exemple des interventions médicales non thérapeutiques que doivent subir des handicapés sans que l'on leur demande leur consentement. Il y a maints exemples au Canada où des particuliers, notamment des femmes souffrant de déficience mentale, ont été stérilisées chirurgicalement. Plusieurs femmes subissent des hystérectomies sans qu'il y ait de raison thérapeutique valable pour cela à part le désir de contrôler les menstruations et la fertilité. Elles sont normalement faites avant que l'handicapée ne soit adulte, sans son consentement, mais avec celui des parents ou des tuteurs. Voilà ce que j'appelle un traitement médical inutile. D'autres membres de la population ne sont jamais tenus de subir des hystérectomies pour contrôler la fertilité ou les menstruations: seulement les femmes qui souffrent de déficience mentale.

Par ailleurs, nous citons l'exemple du refus d'un traitement nécessaire. On prend la décision de ne pas traiter des conditions médicales traitables dans le cas d'un handicapé mental. Notamment, dans la documentation soumise avec notre mémoire, on peut lire le cas de 27 bébés que l'on a laissés mourir de faim à l'Hôpital pour enfants malades de Toronto. En fait, ces bébés sont nés souffrant de l'atrésie de l'oesophage et du syndrome de Down et l'on n'est pas intervenu chirurgicalement. La chirurgie n'a pas eu lieu parce que les parents n'avaient pas donné leur consentement. Toutefois, dans ces cas-là, on trouve souvent que les responsables médicaux conseillent aux parents de ne pas autoriser l'intervention parce que l'enfant est déficient et parce qu'il mourra naturellement si l'intervention est refusée. En fait, ces nourrissons meurent de faim lentement et souffrent beaucoup.

Le président: Merci beaucoup. Cette question et votre réponse ont éclairci un domaine très difficile où entrent en jeu des questions d'égalité juridique et de protection sous la loi, des questions tout à fait pertinentes à notre mandat. J'hésite à...

S'agit-il d'une toute petite dernière question supplémentaire?

M. Kindy: Monsieur le président, je ne suis toujours pas convaincu par votre réponse. Vous maintenez que des gens considérés normaux ne subissent pas d'hystérectomie pour contrôler les naissances. Mais cela se voit parfois, au Canada comme dans d'autres pays. Au cas où la femme ne voudrait pas d'enfants, où il y aurait du diabète dans la famille ou une autre maladie grave héréditaire, elle pourrait choisir de ne plus avoir d'enfants. Il arrive alors qu'elle décide par elle-même de subir une hystérectomie.

Mme Charbonneau: Il se peut qu'elle subisse une stérilisation ou une ligature des trompes, mais je ne connais personne qui ait subi d'hystérectomie à seule fin de contrôler la fertilité. On n'enlève jamais un utérus qui n'est pas malade.

M. Kindy: Seriez-vous opposée à la ligature des trompes dans le cas d'handicapées si la décision est prise par les parents ou par le tuteur?

[Texte]

Mrs. Charbonneau: We do not disagree with control of fertility, and if individuals who are handicapped take part in that decision and wish to have a sterilization procedure, they should have the same right as I have to decide I wish to control my fertility. But others should not decide for them without their consent.

• 1135

Mr. Pelletier: The good news on this is that doctors at the Canadian Medical Association just issued a press release in which they are talking about new guidelines coming out of their ethics committee. Of three guidelines, the first one is that any such operation for the sterilization of a mentally handicapped individual has to be for the benefit of the individual and not for a third party or a second party. So the medical association is, in light of some cases that are in front of the Supreme Court right now, taking a very, very good look at the traditional practice and that specific issue here of intervening but primarily for the benefit of the individual and not parents or guardians or whoever is beginning to be addressed by the association.

The Chairman: Thank you very much. I am afraid this subject is one that really is very important; especially, as you say, with those new guidelines it is a developing area. There is a case from P.E.I. now before the Supreme Court raising that issue under section 15 itself. So this is an area of considerable interest to us, but so also are the submissions that are going to be made by three other organizations this morning.

Au nom des députés membres de ce Comité, je vous remercie infiniment, et ce non seulement pour votre témoignage de ce matin, mais aussi pour votre travail au sein de notre société afin de relever les défis énormes et très importants qui se posent à nous pour développer un monde vraiment tolérant et acceptable à tous les Canadiens. Merci et bonjour!

M. Robinson: Est-ce que l'on pourrait donner des détails aux témoins sur le comité concernant les handicapés?

Le président: J'ai déjà parlé plus tôt ce matin de la formation du nouveau comité parlementaire permanent pour étudier ces sujets concernant les handicapés. Je voudrais vous poser une question très brève. Vous êtes vous-mêmes membres d'une organisation qui a récemment changé son nom pour indiquer une attitude et un point de vue plus positifs dans ce domaine. Le nom de ce comité est *Committee on the handicapped and the disabled*. Avez-vous une recommandation à faire en ce qui concerne le nom de ce comité pour refléter davantage les buts et objectifs que vous voudriez voir atteints?

M. Lukowycz: Posez-nous la question, nous en discuterons et nous vous ferons des recommandations au sujet d'un titre un peu plus normal, voire moins «étiquetant».

M. Pelletier: On pourrait avoir le mot «personnes» ou le mot «Canadiens» dans le nom de votre comité.

M. Lukowycz: Oui! Au lieu de les appeler tout simplement «handicapés», ce serait les «personnes vivant avec des handicaps

[Traduction]

Mme Charbonneau: Nous ne sommes pas opposés au contrôle des naissances. Si des personnes souffrant de déficience mentale désirent se faire stériliser, ils doivent jouir des mêmes droits que moi. Mais il ne faut pas que d'autres décident à leur place et sans leur consentement.

M. Pelletier: À ce propos, l'Association médicale du Canada vient d'annoncer une bonne nouvelle dans un communiqué de presse qu'elle a émis tout récemment et où elle parle des nouvelles lignes directrices établies par leur comité de déontologie. Or, la première de ces trois lignes directrices déclare que toute intervention destinée à stériliser une personne souffrant de déficience mentale doit être faite dans l'intérêt de la personne concernée et non pas celui d'un tiers ou d'un deuxième parti. C'est ainsi, à la lumière de certains cas dont est saisie la Cour suprême à présent, que l'Association examine de très près la pratique du passé et décide que l'intervention doit être motivée par le souci du bien-être de l'individu et non pas de celui des parents ou des tuteurs ou des autres interlocuteurs de l'Association.

Le président: Merci beaucoup. Ce sujet revêt une importance primordiale, surtout à la lumière des nouvelles lignes directrices qui viennent de sortir. On s'y intéresse de plus en plus. En ce moment, la Cour suprême est saisie d'une cause de l'Île-du-Prince-Édouard où il est justement question de l'application de l'article 15. C'est une question qui nous intéresse énormément mais qui intéresse également les trois autres organismes que nous allons entendre ce matin.

On behalf of the members of the Committee, I would like to express our sincere appreciation not only for your presentation here this morning, but also for your work in our society. You have accepted enormous challenges, challenges that must be accepted if we are to develop a truly tolerant society for all Canadians. Thank you and good day!

Mr. Robinson: Could we possibly give the witnesses some information regarding the committee on the handicapped?

The Chairman: Earlier this morning I mentioned the creation of a new standing parliamentary committee responsible for considering affairs related to the handicapped. I have a very short question to ask. You are members of an organization that has changed its name recently in order to demonstrate a more positive attitude and perspective in this regard. The committee is called the Committee on the Handicapped and the Disabled. Do you have a recommendation to make regarding the name of the committee so that it might better reflect the aims and objectives of your organization?

Mr. Lukowycz: You have asked us the question, we will discuss it and come back with a recommendation for a more normal title, less of a label.

Mr. Pelletier: We might perhaps use the word, "people" or "Canadian" in the name of the committee.

Mr. Lukowycz: Yes. Instead of simply calling them "handicapped", the title could refer to "people living with physical and intellectual handicaps" or "physical and of a

[Text]

physiques et intellectuels» ou «physiques et d'ordre mental». Là encore, vous mettez l'accent sur l'handicap et non la personne.

Le président: Cette fin de semaine passée, j'ai tenu, dans ma circonscription, une réunion de mon comité sur les gens handicapés et nous avons discuté justement d'un autre nom pour ce comité-là. J'ai quelques suggestions pour les autres députés qui partagent vos idées. Alors, envoyez-nous vos idées dans quelques semaines et j'espère que le titre indiquera qu'il s'agit de vouloir intégrer certains Canadiens le mieux possible au sein de la société. Encore une fois merci.

M. Lukowyez: Nous vous remercions pour l'intérêt que vous portez à cette question.

The Chairman: Ladies and gentlemen, I would like now to just let everyone know where we are on the morning's agenda.

• 1140

The Chairman: We are going to be hearing next from the Social Planning Council. I would like to call on Mr. Robert Doyle, Senior Program Director of the Social Planning Council of Metro Toronto, and John Kenewell, Chairman of the Equality Rights Working Group and counsel for Justice for Children.

I would like just to note that I understand your brief is one you are still perhaps doing some fine-tuning on and you will make available a copy of it to us later. But as you have seen from being present already, our format is to turn the floor over to you and invite you to give us the benefit of your thinking and comments on section 15 and federal statutes and programs and then have questions from the Members of Parliament about points you have raised.

Welcome. The floor is yours.

Mr. John Kenewell (Chairman of the Equality Rights Working Group and Counsel for Justice for Children): Thank you, Mr. Chairman. As you have indicated, I am here with Dr. Robert Doyle, who is the Senior Program Director at the Social Planning Council. I am on the board of directors, and I was also chairman of a small group of people, associated with the Social Planning Council, who met under the title of the Equality Rights Working Group. Dr. Doyle will begin our presentation.

Mr. Robert Doyle (Senior Program Director, Social Planning Council of Metropolitan Toronto): I would like to start by quoting something from the statute audit project of the Charter of Rights Educational Fund. It says:

Change is a dynamic process and "equal" is a relative term. So the meaning of sections dealing with equality will only be determined through the process of interpretation in specific situations.

In fact, just as the statute audit project mentions that equality is a dynamic process, we would like to indicate that our written presentation is also dynamic. In fact, we have not been able to make all the changes we should have before

[Translation]

mental nature". There again, you are emphasizing the handicap and not the person.

The Chairman: Last weekend, in my riding, I held a meeting of my committee for the handicapped and one of the items for discussion was the title of the committee. I have a few suggestions for the members who share your point of view. Send us your ideas in a few weeks and I hope that the title will reflect a desire to integrate some Canadians into society as best we can. Thank you again.

Mr. Lukowyez: Thank you for your interest in this question.

Le président: Mesdames et messieurs, je veux simplement vous laisser savoir, à tous, où nous en sommes avec l'ordre du jour de ce matin.

Le président: Les prochains témoins représentent le *Social Planning Council*. Nous accueillons M. Robert Doyle, directeur principal des programmes du *Social Planning Council* du Toronto métropolitain et M. John Kenewell, président du groupe de travail sur les droits à l'égalité et conseiller juridique du groupe *Justice for Children*.

J'ai cru comprendre que vous désiriez peaufiner votre mémoire avant de nous en remettre un exemplaire. Comme vous avez déjà pu le constater, nous demandons habituellement aux témoins de nous dire quelques mots sur l'article 15 et son incidence sur les programmes et lois fédérales avant d'inviter les députés à vous poser des questions.

La parole est à vous.

M. John Kenewell (président du groupe de travail sur le droit à l'égalité et conseiller juridique du groupe *Justice for Children*): Merci, monsieur le président. Comme vous l'avez signalé, je suis accompagné de M. Robert Doyle, le directeur principal des programmes du *Social Planning Council*. Je fais partie du conseil d'administration et j'étais également président d'un petit groupe affilié au *Social Planning Council*, le groupe de travail sur le droit à l'égalité. M. Doyle commencera notre présentation.

M. Robert Doyle (directeur principal des programmes, *Social Planning Council, Toronto métropolitain*): J'aimerais tout d'abord vous citer un passage du rapport présenté sur l'examen des lois par le *Charter of Rights Educational Fund* (Fonds d'éducation sur la Charte des droits).

Tout changement est un processus dynamique et «égalité» est un terme relatif. Ainsi, la signification des dispositions portant sur l'égalité ne pourra vraiment être déterminée que dans le cadre d'un processus d'interprétation visant des situations bien précises.

Ce passage précise que l'égalité est un processus dynamique; notre mémoire ne l'est pas moins. Nous n'avons malheureusement pas pu y apporter toutes les modifications voulues avant de comparaître devant votre groupe. Nous désirons faire appel

[Texte]

appearing before you today. I hope, with your indulgence, we will make those changes after the presentation and forward them along to you.

The Chairman: Certainly. That is in order, and I think you will see that this committee is writing a dynamic report, in the same sense.

Dr. Doyle: Good.

I should mention first of all that you should delete recommendation 3 in today's presentation.

I might just make a few comments about the Social Planning Council. First of all, we are a voluntary community organization in Metro Toronto with a long history of involvement in social development concerns. We are governed by a 45-person board of directors with a diverse membership of individuals and organizations from the community. We are also a citizen-directed organization.

Generally the work we do falls into four areas: social research, policy analysis and policy advocacy, public education, and organization and services development. For example, we have been instrumental in developing new organizations in the Metro community such as the volunteer centre of Metro Toronto, the Police Community Relations Council, the Community Information Centre, the Urban Alliance on Race Relations, and an action network on the charter and human services, which is just being developed now.

I want to make some reference to some of the recent work of the Social Planning Council. There is reference in the text you have of some of this work.

First of all, the Social Planning Council has published a report called *Who Gets the Work*, which is a test of racial discrimination in employment. I shall leave a copy of this after the presentation with the clerk. This was published by the social planning council and the urban alliance and involved field research involving teams of job applicants matched with respect to age, sex, education, and employment histories. They were sent out to answer advertisements for jobs listed in the classified section of a Toronto newspaper. The only major difference among the testers was that of race. The testing was done using in-person interviews and also telephone tests.

• 1145

One significant finding of this report was that there was an overall ratio of discrimination of three to one in relation to black and white persons—that whites have in fact three prospects for jobs to every one for blacks, looking at the results of this survey. So the study shows some clear evidence that some people are consistently denied access to employment because of their skin colour or their foreign accent.

[Traduction]

à votre indulgence; nous vous ferons parvenir le mémoire modifié dès que possible.

Le président: Cette solution nous est parfaitement acceptable; je pense que vous aurez l'occasion de constater que le rapport de notre Comité sera lui aussi fort dynamique.

M. Doyle: C'est bien.

J'aimerais signaler tout d'abord que la recommandation n° 3 présentée dans notre mémoire est à supprimer.

J'aimerais vous dire quelques mots sur le *Social Planning Council*. Nous sommes un organisme communautaire bénévole du Toronto métropolitain et nous nous occupons depuis toujours des questions afférentes au développement social. L'administration de notre groupe est assurée par un conseil d'administration de 45 membres, particuliers et représentants d'organismes, de notre collectivité. Notre groupe est un groupe de citoyens, dirigé par des citoyens.

Le *Social Planning Council* s'intéresse à quatre grands secteurs: la recherche sociale, l'analyse sociale, l'analyse et les services d'assistance en matière de politiques, l'éducation du public et la mise sur pied d'organismes et de services. Par exemple, nous avons participé à la création de nouveaux groupes dans la collectivité: un centre bénévole du Toronto métropolitain, un conseil de relations entre la police et la collectivité, un centre de renseignements communautaire ainsi qu'une alliance urbaine en matière de relations interraciales; nous participons d'ailleurs actuellement à l'établissement d'un réseau d'action sur la Charte des droits et les services communautaires.

J'aimerais faire quelques commentaires sur certaines des activités auxquelles a récemment participé le *Social Planning Council*; certaines sont d'ailleurs mentionnées dans le mémoire que nous vous avons remis.

Tout d'abord, le *Social Planning Council* a publié un rapport intitulé *Who Gets the Work*, qui porte sur la discrimination raciale en matière d'emploi. Je remettrai au greffier de votre Comité un exemplaire de cet ouvrage tout à l'heure. Cet ouvrage a été publié par le *Social Planning Council* et par l'Alliance urbaine; il s'agit du rapport rédigé à la suite d'une étude sur le terrain à laquelle ont participé des postulants d'emploi répondant à certains critères d'âge, de sexe, d'éducation, et d'antécédents d'emploi. On a demandé aux participants de postuler des emplois annoncés dans les petites annonces d'un journal de Toronto. La seule distinction qui existait entre les divers participants était la race de ces derniers. Les postulants ont participé à des entrevues personnelles et téléphoniques.

Une des conclusions importantes tirées par les auteurs du rapport est qu'il existe un taux de discrimination de trois contre un à l'endroit des candidats noirs par rapport aux Blancs; en effet, d'après cette enquête, lorsque les Blancs avaient trois occasions d'emplois, les Noirs, eux, n'en avaient qu'une. Cette étude indique donc clairement que certaines

[Text]

The next study I would like to mention is . . .

The Chairman: Before you continue talking about the study, I wonder if I could just clarify it for the benefit of members on the committee. You were referring to the written brief and recommendation three, which was being deleted. The members of the committee have not received that yet. I have just been inquiring with the clerk of the committee; his understanding was that you were going to be distributing the brief after. So at the moment we are listening, but members here do not have the brief to which you are making reference.

Mr. Robinson: Did you submit a brief to the committee?

Mr. Doyle: We did submit a brief to the committee, yes, but there will be some changes.

The Chairman: Yes. Well, I will clarify that with the clerk. Thank you very much. Please continue.

Mr. Doyle: The second report is the second volume in the study called *No Discrimination Here*, which was a survey of personnel managers in the Metro Toronto area. We surveyed 199 personnel managers, and it showed that employers are doing very little about racial discrimination in employment. A large majority of employers have no policies to prevent discrimination or promote employment equity, and the needed. There is evidence of individual prejudice and also evidence of organizational discrimination.

We mention a number of policy implications with regard to the race and employment area. As Mr. Robinson, I believe, asked before, concerning the Canadian Association for Community Living on a mandatory system for employment equity, we recommend in this report that the voluntary system is not working. In fact we do make a recommendation for a mandatory approach as well as some informal approaches. I will leave copies of that with the clerk of the committee.

The Chairman: Thank you.

Mr. Doyle: Now, we are in the process of work in a number of other areas. First of all, we have a project we have just undertaken called Access to Human Services for Members of Diverse Cultural and Racial Groups, and we are doing a community-wide survey of health and social service organizations regarding the extent to which minority groups participate in the organizations and the extent to which they have access to services. So we are looking at barriers to access and looking at the means within organizations to facilitate access, if you will. That is being funded by the Secretary of State as well.

[Translation]

personnes se voient refuser des emplois simplement en raison de la couleur de leur peau ou de leur accent.

L'autre étude dont j'aimerais vous parler est . . .

Le président: Avant que vous ne nous donniez plus de renseignements sur cette étude, j'aimerais préciser quelque chose aux membres du Comité. Vous avez parlé de votre mémoire et de la recommandation trois que vous proposiez de supprimer. Les membres du Comité n'ont pas encore reçu ce document. Je viens d'en parler avec le greffier du Comité; il m'a dit que vous deviez distribuer le mémoire après votre présentation. Je voulais simplement vous signaler que les députés n'ont pas encore le mémoire dont vous parlez.

M. Robinson: Avez-vous déposé un mémoire auprès du Comité?

M. Doyle: Nous avons présenté un mémoire au Comité, mais nous devons y apporter certaines modifications.

Le président: C'est bien. J'en discuterai avec le greffier. Merci. Poursuivez.

M. Doyle: Le deuxième rapport, le deuxième volume de cette étude, est intitulé *No Discrimination Here*; c'est le compte rendu d'une enquête menée auprès des directeurs du personnel dans la région du Toronto métropolitain. Nous avons communiqué avec 199 chefs du personnel et notre enquête révèle que les employeurs prennent très peu de mesures contre la discrimination raciale en matière d'emploi. La grande majorité des employeurs n'ont pas prévu de lignes directrices spéciales pour empêcher la discrimination ni pour promouvoir l'égalité en matière d'emploi; les auteurs de ce rapport en concluent qu'il faut prévoir des politiques portant sur la discrimination fondée sur la race. Tout semble indiquer que certains particuliers et même certains organismes font preuve de discrimination.

Nous discutons également des politiques afférentes à la discrimination raciale et à la discrimination en matière d'emploi. Je crois que M. Robinson a déjà posé des questions sur la proposition formulée par l'Association canadienne de l'intégration communautaire, à savoir un système obligatoire visant à assurer l'égalité en matière d'emploi; dans notre rapport, nous signalons que nous sommes d'avis que le système volontaire qui a été mis sur pied n'est pas efficace. De fait, nous y recommandons d'établir un système obligatoire et d'élaborer des mesures officielles. Je remettrai au greffier de votre Comité des exemplaires de ce document.

Le président: Merci.

M. Doyle: Nous nous occupons actuellement de bien d'autres choses. Par exemple, nous venons d'entreprendre un projet intitulé *Accès aux services pour les membres de divers groupes raciaux et culturels*; nous avons de plus entrepris au sein de la collectivité une enquête sur les organismes offrant des services sociaux et des services de santé, afin de déterminer la participation et l'accès des groupes minoritaires à ces services. Nous étudions donc les obstacles à l'accès, et les moyens de faciliter cet accès au sein de ces organismes. Le Secrétariat d'État participe d'ailleurs au financement de ce projet.

[Texte]

Now, the fourth area I would like to mention is the conference on the Charter of Rights and implications for human services that the SPC and the Canadian Council on Social Development co-sponsored in April of this year. It was the first conference in Canada dealing with human service issues and the charter, and it was only two days after the equality provisions came into effect on April 17. A report is being prepared now on that conference; we will also send copies of that report to the committee.

This conference was financially assisted by the Human Rights Directorate, as well as the Ontario Justice Secretariat and the City of Toronto. There are a number of learnings we had from the conference and post-conference activity. Basically it confirmed the need to focus not only on litigation but also on other strategies such as public education to ensure that rights are understood and exercised in the Canadian context.

• 1150

In finishing our presentation we would also like to focus on some selected areas of concern. We will make a few general comments; then we will get into some procedural issues, some resource issues, and then also some substantive comments with regard to sections of the charter.

In general, the Social Planning Council and the constituencies we represent still have a lot of questions around the charter, around whether it will be an instrument for advancing social justice in our quality of life or not. We also would like to ask a question: Can we have equality before and under the law and the right to equal protection and equal benefit of the law without discrimination? That is section 15: without ensuring that everyone has the right to life, liberty and security of the person and the right not to be deprived thereof. We believe equality rights and other rights that are enshrined in the Constitution are basically important rights to consider together.

We believe there is also a constellation of economic and social rights that should be enforced by the courts and acknowledged by public authorities. Do we have rights, for example, to basic public services such as education, health, welfare and employment?

So section 7 and section 15 guarantees must be more clearly spelled out and acknowledged.

Another question we ask is: Will it be necessary to carry out litigation to ensure our rights, or will they be ensured without costly and time-consuming litigation?

In the presentation you will have we have made some comments around the importance of educating citizens on the nature of their rights and how these rights are to be exercised. We have made some comments that over the years we have gradually—or, as we put it, glacially—acknowledged that physical, cultural, economic and other differences are invalid

[Traduction]

J'aimerais maintenant vous parler de la conférence sur la Charte des droits et ses incidences sur les services offerts à la collectivité qui a eu lieu en avril dernier; cette conférence a été parrainée par le *Social Planning Council* et le Conseil canadien de développement social. C'était la première fois qu'une conférence du genre était organisée au Canada; elle a d'ailleurs eu lieu deux jours après l'entrée en vigueur, le 17 avril, des dispositions sur l'égalité. Le rapport de cette conférence est encore à l'étape de la rédaction; nous vous en ferons parvenir des exemplaires lorsqu'ils seront disponibles.

Le Service des droits de la personne, le Secrétariat de la justice de l'Ontario et la ville de Toronto ont participé au financement de cette conférence. Nous avons tiré plusieurs enseignements de cette conférence et des activités qui ont suivi. Nous avons découvert qu'en plus de faire appel aux tribunaux, il fallait opter pour d'autres stratégies, comme l'éducation du public, afin d'assurer que ces droits sont bien compris et exercés dans le contexte canadien.

Nous aimerions finalement vous dire quelques mots sur certains secteurs bien précis qui nous occupent. Nous vous présenterons quelques commentaires généraux, puis nous aborderons certaines questions de procédure, de ressources, avant de passer à une discussion des dispositions de la charte des droits.

Dans l'ensemble, le *Social Planning Council* et les groupes qu'il représente se posent toujours bien des questions sur la charte des droits, à savoir si elle permettra de promouvoir la justice sociale et la qualité de la vie. Nous aimerions vous poser la question suivante: est-il réaliste de dire que la loi ne fait acception de personne et s'applique également à tous et que tous ont droit à la même protection et au même bénéfice de la loi, indépendamment de toute discrimination? C'est ce que l'on propose à l'article 15. N'est-il pas nécessaire également d'assurer que tous ont le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité et le droit de ne pas être privés de ces droits? Nous sommes d'avis que les droits à l'égalité et les autres droits qui sont enchâssés dans la constitution sont des droits fondamentaux et importants qu'il nous faut étudier ensemble.

Nous croyons qu'il existe également toute une kyrielle de droits sociaux et économiques qui devraient être assurés par les tribunaux et reconnus par les autorités. Par exemple, l'accès à des services publics de base dans les secteurs de l'éducation, de la santé, du bien-être et de l'emploi représente-t-il des droits?

Les garanties énoncées aux articles 7 et 15 doivent être mieux définies et reconnues.

Nous nous posons également la question suivante: faudra-t-il faire appel aux tribunaux pour obtenir nos droits, ou pourra-t-on y arriver sans avoir recours à ce processus long et coûteux?

Dans le mémoire que nous vous remettrons, nous avons fait ressortir le fait qu'il était très important d'éduquer les citoyens sur la nature de leurs droits et sur la façon dont ils doivent être exercés. Nous avons également signalé qu'au fil des ans, nous en sommes venus—lentement—à reconnaître que les différences physiques, culturelles, économiques et autres ne sont pas

[Text]

as bases for determining human rights. But we have to go beyond the acknowledgement of equality in law to actualizing equality in society and to pass from protection to a more informed understanding and acceptance. So we need to turn words of the charter into a living mind-set and a living attitude about equality, and we have to teach within the Canadian schools a Canadian understanding, if you will, of equality that is built on the best consensus or the most enlightened consensus that we have developed in Canada.

We also make a comment that our children need to be taught more than to sing "Oh, Canada!", and of course anyone who has watched the recent Blue Jays-Yankees series maybe will also say that we also have to teach "Oh, Canada!" to the Americans so they will be able to sing it with the right tune.

I would like to turn it over to John for the next section.

Mr. Kenewell: I am going to comment briefly on some access and procedural issues. The recent conference that the Social Planning Council held and our own beliefs are that the charter belongs to everyone in Canada; it is not and should not be the exclusive property of the legal profession, the courts and the legislators.

It is our view that citizens must be given access to the courts and be informed about their rights in order to suggest appropriate remedies. For example, we believe standing must be given to certain groups in the human services community to bring actions as primary actors because people whose rights are being affected are not always in a position to pursue litigation. In addition, when an action is brought there is a need for interveners to give arguments to the court on issues where they have an interest in the issues that are raised before the court.

The people we deal with and the groups involved in the Social Planning Council deal with in the human services are disadvantaged, and the organizations by and large themselves are relatively disadvantaged, which limits the kind of legal activity they can pursue, and the litigation they can pursue, even when they feel it is warranted, so we must ensure that the courts are not institutions that further alienate disadvantaged persons and organizations. We believe it is important to stress that citizens are not limited or disadvantaged in coming before the courts to seek equality on the basis of financial need.

• 1155

As Bob indicated, I am going to make some comments on a few substantive issues that were raised in the discussion paper in which we have a particular interest. To a certain extent as well, our own resources limited our ability to comment on all of the issues that were raised in the discussion paper.

[Translation]

des facteurs valables dont on puisse se servir pour déterminer les droits de la personne. Il ne faut pas se contenter de reconnaître l'égalité de tous devant la loi, mais plutôt concrétiser cette égalité au sein de la société et passer de la protection de ces droits à leur acceptation et à une meilleure compréhension. Le contenu de la charte doit donc devenir la réalité et l'attitude canadiennes en matière d'égalité; nous devons enseigner dans les écoles canadiennes une compréhension canadienne de ce qu'est une égalité qui est fondée sur un consensus établi au Canada.

Dans ce document, nous signalons également qu'il ne faut pas se contenter simplement d'enseigner à nos enfants comment chanter «Oh, Canada»; ceux qui ont suivi les récentes parties de baseball entre les Blue Jays de Toronto et les Yankees de New York diront peut-être que nous devrions maintenant enseigner aux Américains notre hymne national et la mélodie qui l'accompagne!

J'aimerais demander à John de poursuivre.

M. Kenewell: J'aimerais vous parler de l'accès aux services et de questions de procédure. Nous sommes convaincus—et c'est d'ailleurs une des conclusions tirées lors de la récente conférence tenue par le *Social Planning Council*—que la charte appartient à tous les Canadiens. Elle n'est pas et ne devrait pas être un instrument réservé exclusivement aux avocats, aux tribunaux et aux législateurs.

Nous sommes d'avis que les citoyens devraient avoir accès aux tribunaux et devraient être informés de leurs droits, de sorte qu'ils soient en mesure de proposer des solutions aux problèmes. Par exemple, nous sommes d'avis que certains groupes du secteur des services doivent être autorisés à déposer des plaintes, parce que les personnes dont les droits sont violés ne sont pas toujours en mesure de le faire. De plus, lorsque des procès sont intentés, les intervenants doivent présenter un exposé au tribunal en ce qui a trait à la question dont ce dernier a été saisi.

Les personnes que nous représentons, les groupes membres du *Social Planning Council* et les organismes de services publics se trouvent dans une position désavantageuse, ce qui limite les options qui leur sont offertes et les mesures qu'ils peuvent prendre, même lorsqu'ils les jugent justifiées; c'est pourquoi nous sommes d'avis qu'il faut faire en sorte que les tribunaux ne briment pas ces personnes et ces organismes qui sont déjà désavantagés, ne briment pas ces groupes désavantagés encore plus. Il est important, à notre avis, que les citoyens qui veulent s'adresser aux tribunaux pour que ces derniers confirment leurs droits n'en soient pas empêchés simplement pour des raisons d'ordre financier.

Comme Bob l'a signalé, j'aimerais maintenant aborder certaines questions qui nous intéressent particulièrement et qui ont été soulevées dans le document de travail. De fait, dans une certaine mesure, nous n'avons pu présenter des commentaires sur toutes les questions soulevées dans le document de travail en raison des ressources limitées dont nous disposons.

[Texte]

My first comments deal with the Immigration Act. It is crucial to note that there are discriminatory aspects in the Immigration Act, at present. In order to be accepted as a landed immigrant, a person must score on a point system. This system itself favours individuals with higher levels of education, with certain skills and abilities, and thus it can be said to discriminate against those who are less educated and trained. Inherent in the point system is a bias toward individuals from higher socio-economic status groups—individuals who in other countries have greater opportunities to obtain a higher status and a higher education. And in particular, in many instances, women and members of certain racial or ethnic groups are denied access to higher education and opportunities and are disadvantaged in the competition for landed residency.

Refugee applicants are considered on the basis of their potential for satisfactory settlement in Canada. Potential for satisfactory settlement is often arbitrary, and much discretion is left to officials.

A major factor which is not accounted for on the charter's list of grounds are questions related to family and marital status. Since a major portion of our immigration flow is family sponsorship, definitions and distinctions related to family and marital status are significant. Some ethnic groups define the family unit as the nuclear family. Other individuals, however, are not allowed to sponsor family members who are deemed as being closest to them, as these members sometimes do not qualify as immediate family members.

A major discriminatory aspect of the Immigration Act has already been mentioned in the presentation before us, and that is related to disability. A person is deemed to be a member of an inadmissible class if the individual . . . , and then we quote the section from the act related to disability. Again, much discretion and confusion are related to categorizing disabilities. Although the point system does not apply to family sponsorship, the disability criteria applies to all groupings. Incidents have occurred where refugee families have been denied access because of a handicapped family member.

Even when the federal government agrees to consider an applicant who has a physical handicap, provinces' decisions are often crucial when determining if the individual poses too great a burden on provincial health and social services, and admission to Canada can be denied. What constitutes too great a burden may vary from province to province, and it is often based on discretionary judgments of civil servants.

Perhaps I can anticipate a question that was already posed in relation to whether disabled persons outside of Canada come within the protection of the charter. I think that part of

[Traduction]

J'aimerais tout d'abord parler de la Loi sur l'immigration. Il est très important de noter que la Loi sur l'immigration actuelle comporte des dispositions discriminatoires. Pour devenir un immigrant reçu, un particulier est évalué en fonction d'un système de points. Ce système favorise ceux qui ont une meilleure éducation, qui ont certaines aptitudes ou capacités, et traite donc avec discrimination ceux qui ont moins d'éducation ou moins de formation. Ce système de points favorise également ceux qui ont un statut socio-économique plus élevé—ceux qui, dans d'autres pays, ont un meilleur accès aux postes plus élevés ou à une éducation plus avancée. Plus particulièrement, dans nombre de cas, les femmes et les membres de certains groupes raciaux ou ethniques n'ont pas accès à une éducation plus poussée ou aux mêmes perspectives et ont donc moins de chances de devenir des immigrants reçus.

Quant aux demandes de ceux qui revendiquent le statut de réfugié, elles sont étudiées en fonction de l'adaptation éventuelle du candidat au pays. Ces décisions sont très souvent arbitraires parce que les fonctionnaires responsables disposent d'un grand pouvoir discrétionnaire.

Une question très importante, qui ne figure d'ailleurs pas dans la liste des motifs de discrimination prévus dans la charte, est celle de la situation familiale et de l'état civil. Puisqu'un nombre très important d'immigrants qui viennent au Canada sont parrainés par des membres de leur famille, les définitions et les distinctions en ce qui a trait au statut familial et à l'état civil sont importantes. Pour certains groupes, par exemple, l'unité familiale est la famille nucléaire. Cependant, certains particuliers ne peuvent pas parrainer des membres de leur famille qui sont vraiment pour eux leurs parents les plus proches, simplement parce que, conformément aux directives, ils ne sont pas leur famille immédiate.

Dans notre mémoire, nous avons signalé un des principaux aspects discriminatoires de la Loi sur l'immigration, qui porte sur la déficience. Une personne fait partie d'un groupe inadmissible si . . . Puis nous vous citons l'article pertinent de la loi. Encore une fois, le décisionnaire jouit d'un très grand pouvoir discrétionnaire, car il n'existe pas de lignes directrices bien arrêtées quant à la façon de répartir les divers types de déficiences. Le système de points ne s'applique pas à ceux qui sont parrainés par un membre de leur famille, mais le critère de déficience s'applique à tous. Parfois, des familles de réfugiés n'ont pu venir au Canada simplement parce qu'un membre de leur famille souffrait d'une incapacité quelconque.

Même lorsque le gouvernement fédéral accepte d'étudier la demande d'une personne qui souffre d'un handicap physique, les décisions des provinces sont souvent très importantes lorsque vient le temps de déterminer si cette personne pourrait représenter un fardeau trop lourd pour les services de santé et les services sociaux de la province; la demande pourrait être rejetée. Les critères varient d'une province à l'autre et sont souvent déterminés de façon discrétionnaire par un fonctionnaire.

Peut-être va-t-on me demander, comme on l'a déjà fait, si les personnes handicapées qui ne vivent pas au Canada jouissent de la protection assurée par la charte des droits. Je

[Text]

the point we would like to make is that the federal government should play a leadership role and assume some moral guidance for the community. I think that whether or not a person outside of Canada qualifies for the protection of the charter, it is important that the government act on its own principles, which are to attempt to eliminate discrimination on the basis of disability, for example.

The United Nations High Commissioner for Refugees has asked Canada and other countries to consider admitting handicapped refugees, especially those in camps in south-east Asia, and one can question that discrimination based on disabilities conflict not only with the charter, but Canada's legal obligations to the international community.

• 1200

Concern also arises when discussing sponsored dependants, as most in this category are women and thus enter Canada in a dependent relationship with their husband, rather than as equal partners. If for any reason the husband decides not to continue assuming responsibility for his wife, the woman's position is vulnerable.

In cases involving newly married couples, it is often the woman as a sponsored immigrant who waits for landing from the Canada Employment and Immigration Commission and thus could be deported if the marriage breaks down. Many women remain in abusive situations out of fear of deportation. Even after landing, women fear they are not economically self-sufficient and fear reprisals, especially when their husbands threaten not to continue to assume responsibility for them, even though they are not likely to be deported.

Women often remain in these abusive situations only because they fear deportation. I suppose that raises the question of the need for a greater educational role with respect to rights, not only under the charter but legal rights in general.

Another area I wish to mention briefly is the question of refugee levels and whether they can be viewed as discriminatory on the basis of national or ethnic origin. It can be questioned if the setting of levels is of itself discriminatory. One can question, for example, that higher levels for Eastern Europeans and lower levels for Central American refugees are more a reflection of foreign and external policy shifts and alliances than world need or suitability to adapt to Canada.

The second specific substantive area that we have addressed our attention to relates to age discrimination. Age, like racism and sexism, is a way of pigeon-holing people and not allowing

[Translation]

pourrais répondre, entre autres choses, que le gouvernement doit faire figure de proue et donner l'exemple à la collectivité. Je suis d'avis qu'il est important que le gouvernement respecte les principes qu'il a énoncés et qu'il cherche, par exemple, à éliminer toute discrimination en raison d'une incapacité physique, et ce, que ceux qui se trouvent à l'étranger aient droit ou non à la protection assurée par la charte des droits.

Le haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a demandé au Canada et aux autres pays d'envisager la possibilité d'accueillir les réfugiés handicapés, particulièrement ceux qui viennent des camps de réfugiés en Asie du Sud-Est; d'aucuns pourraient dire que la discrimination pour des raisons d'incapacité va non seulement à l'encontre de la charte des droits, mais n'est pas conforme aux obligations juridiques du Canada face à la collectivité internationale.

Nous nous inquiétons également des personnes à charge qui sont parrainées pour venir au Canada; en effet, ce sont surtout des femmes qui font partie de cette catégorie, et quand elles viennent au pays, elles sont classées comme personnes à la charge de leurs maris plutôt que comme personnes égales. Si, pour une raison quelconque, l'époux décidait de ne plus assumer la responsabilité pour sa femme, cette dernière se trouverait dans une position fort vulnérable.

Lorsqu'il s'agit de jeunes mariés, l'épouse attend souvent la décision de la Commission canadienne de l'emploi et de l'immigration pour savoir si elle deviendra une immigrante reçue; s'il y avait rupture du mariage, elle pourrait être expulsée. Nombre de femmes acceptent des situations où elles sont victimes d'abus, simplement parce qu'elles ont peur d'être expulsées. Même après être devenues immigrantes reçues, certaines d'entre elles craignent de ne pas être financièrement indépendantes et redoutent des mesures de représailles, particulièrement lorsque leurs maris les menacent de ne pas continuer à se porter garant d'elles; cependant, il est fort peu probable qu'elles soient expulsées, puisqu'elles sont immigrantes reçues.

Des femmes acceptent souvent des situations fort pénibles seulement parce qu'elles craignent d'être expulsées. C'est pourquoi nous disons qu'il faudrait renseigner les gens sur leurs droits, non pas seulement ceux dont ils jouissent aux termes de la charte des droits, mais leurs droits face à la loi.

J'aimerais maintenant dire quelques mots sur les niveaux prévus pour les réfugiés; peut-on dire qu'il s'agit de mesures discriminatoires fondées sur l'origine ethnique ou nationale? On peut même se demander si l'établissement de ces niveaux est en soi une mesure discriminatoire. On peut également se demander, par exemple, si l'établissement de niveaux plus élevés pour ceux qui viennent de l'Europe de l'Est, et de niveaux moins élevés pour les réfugiés d'Amérique centrale, ne reflète pas plus les situations et alliances politiques extérieures et étrangères que les besoins mondiaux et la capacité des réfugiés à s'adapter au Canada.

Une autre question importante sur laquelle nous nous sommes penchés est la discrimination fondée sur l'âge. Ce type de discrimination, comme le racisme et le sexisme, est une

[Texte]

them to be individuals with unique ways of living their lives. There is considerable discrimination in our society against people over the age of 65. It is a deeply rooted discrimination which calls into question the very value of their humanity. These understandings spring from images that are repeated without end in the media. Maintaining this attitude flies in the face of all new data and again indicates the need for an educational effort with respect to the guarantees of section 15.

In 1979 the Special Senate Committee on Retirement Age Policies made its final report entitled *Retirement Without Tears*. We support the recommendations in that report—in particular, the call that there be a progressive abolition of mandatory retirement based on age.

That Senate report documented and showed how discrimination was widespread in government programs and policies with respect to people over age 65. It is obvious to us that mandatory retirement is discriminatory and violates human rights and the dignity of people. But the single most important reason why people do not want to be forced to retire is economic. Not many people in Canada can afford to retire. Canada's elderly represent 9.8% of the general population and 42% of the poor population.

Women over 65, in particular, tend to suffer the most, due to economic deprivation. This situation has largely evolved because of the historical and social position of women in Canadian society.

The Senate committee in 1979 also made specific recommendations with respect to women and pensions in Canada, and we support those recommendations. We have set these out in our paper which, unfortunately, you do not have before you at the moment.

We also understand that federal-provincial consultations have made progress towards agreement on some of these issues. We raise these issues because we believe it is important that they be kept on the public agenda for resolution.

Finally, I wish to comment on sexual orientation as a prohibitive ground under section 15 of the charter. Our view is that section 15 of the charter extends its protection on an equal basis to all people. Where unjustified discrimination is based on grounds not enumerated in section 15, the federal government should act to eliminate that discrimination, just as it proposes to act with respect to the enumerated grounds.

The major non-enumerated ground identified in the discussion paper is sexual orientation. The discussion paper indicates in general that discrimination may be in conflict with the charter where distinctions are based on stereotypes or other unwarranted ideas about the characteristics of the category of

[Traduction]

façon d'étiqueter les gens pour ne plus les percevoir comme des particuliers qui ont un mode de vie unique. Il existe au sein de notre société une vague de discrimination contre les personnes âgées de plus de 65 ans. Il s'agit d'une discrimination bien ancrée, qui semble mettre en doute la valeur de leur existence. Notre perception de ces personnes provient d'images qui nous sont présentées sans cesse par les médias. Cette image n'est vraiment pas conforme à la réalité et fait ressortir encore une fois le besoin d'éduquer le public en ce qui a trait aux garanties assurées par l'article 15.

Le Comité spécial du Sénat sur les politiques relatives à l'âge de la retraite a déposé en 1979 son rapport définitif, intitulé: *Retraite sans douleur*. Nous appuyons les recommandations formulées dans ce rapport et, plus particulièrement, la proposition visant à abolir progressivement la retraite anticipée fondée sur l'âge de l'employé.

Le rapport du comité sénatorial a démontré que l'ensemble des programmes et des politiques du gouvernement étaient discriminatoires à l'égard des personnes âgées de 65 ans et plus. Nous sommes d'avis qu'il est évident que la retraite obligatoire est une mesure discriminatoire qui va à l'encontre des droits et de la dignité des personnes. C'est principalement pour des raisons économiques que les personnes ne veulent pas être forcées à prendre leur retraite; en effet, très peu de Canadiens peuvent se le permettre. Au Canada, les personnes âgées représentent 9,8 p.100 de la population et 42 p.100 des pauvres.

Plus particulièrement, les femmes âgées de plus de 65 ans souffrent le plus de leur situation économique. Cette situation découle de la position historique et sociale des femmes au sein de la société canadienne.

Le comité sénatorial, en 1979, a également formulé des recommandations bien précises en ce qui a trait aux femmes et aux pensions au Canada, et nous les appuyons. Nous les avons présentées dans notre mémoire, mais, malheureusement, vous ne l'avez pas encore.

Nous devons comprendre aussi que le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, lors de consultations, se sont presque entendus sur certaines de ces questions. C'est parce que nous croyons qu'il est important qu'elles soient réglées le plus tôt possible par les gouvernements que nous avons soulevé ces questions.

Finalement, j'aimerais dire quelques mots sur l'orientation sexuelle comme motif de discrimination en ce qui a trait à l'article 15 de la charte. Nous sommes d'avis que l'article 15 de la charte prévoit une protection égale pour tous. S'il existe une discrimination injustifiée fondée sur des motifs qui ne sont pas énoncés à l'article 15, le gouvernement fédéral devrait prendre les mesures qui s'imposent pour supprimer cette forme de discrimination, comme il propose de le faire pour la discrimination fondée sur les motifs énoncés à cet article.

Le principal motif de discrimination qui n'a pas été abordé dans le document de travail est celui de l'orientation sexuelle. Le document de travail indique, dans l'ensemble, qu'un type de discrimination quelconque peut aller à l'encontre de la charte des droits lorsque les distinctions sont fondées sur les stéréoty-

[Text]

person concerned. Even where discrimination has a valid objective, it might not be justified where means other than the ones that infringe on equality rights are available to achieve the valid objective.

• 1205

In our opinion, sexual orientation has been historically and presently used as an unjustified category for discrimination. As such, it is an unenumerated ground that deserves the protection of section 15 of the charter and an appropriate government response. Sexual orientation, as an unjustified ground for discrimination, has been recognized by the Government of Quebec and the Human Rights Commissions of both Canada and Ontario.

There is no doubt that gay people have historically been discriminated against. Within our lifetime many gay people were interned in concentration camps in Nazi Germany and thousands died there. Until 1969, the Criminal Code classified homosexual acts as criminal. Amendments to the Criminal Code to date have only created an exemption for consenting adults aged 21 and over.

The Ontario Human Rights Commission in its 1977 report, *Living Together*, stated that people in Ontario who are homosexuals live in constant fear they may lose their jobs, their living accommodation and other basic necessities if their sexual orientation becomes known. As things now stand, this can and often does happen, despite the fact that the individuals concerned may be exemplary employees or tenants. "They are being discriminated against because of something which is part of their private lives". That was a quote from the report, pages 81 to 82.

Present discrimination against gay persons may still be found in the Criminal Code. In particular, heterosexual relations are regulated by the code only up to age 18, although homosexual acts are regulated up to the age of 21. We note that the *Report of the Committee on Sexual Offences against Children and Youth*, known as the Badgley report has supported a uniform age of 18 for sexual autonomy.

As well, government benefits available to the public are sometimes not available to gay persons. For example, benefits available to common-law spouses are not equally available to gay persons in long-standing relationships.

The discussion paper focuses on one type of anti-gay discrimination, that of the Canadian Armed Forces. It is not our purpose to address all the objections that have been raised relating to the eligibility of gay people for the Canadian Forces. We believe in general that if those objections are closely examined, they reveal justifications that are based on (1) permitting existing prejudices to validate continued discrimination; (2) unjustified assumptions about the integrity,

[Translation]

pes ou d'autres idées préconçues en ce qui a trait à un groupe déterminé. Même lorsqu'une pratique discriminatoire a un objectif bien précis, elle pourrait ne pas être justifiée lorsqu'il existe des moyens d'atteindre l'objectif autres que ceux qui vont à l'encontre des droits à l'égalité.

A notre avis, l'orientation sexuelle a été et est toujours un motif de discrimination non justifié. Il s'agit donc d'un motif qui devrait figurer à l'article 15, et le gouvernement devrait prendre les mesures qui s'imposent. L'orientation sexuelle, comme motif non justifié de discrimination, a été reconnue par le gouvernement du Québec et par les commissions des droits de la personne du Canada et de l'Ontario.

Il est évident que les homosexuels et les lesbiennes ont été, tout au cours de l'histoire, des victimes de discrimination. De notre vivant, nombre d'homosexuels et de lesbiennes ont été internés dans des camps de concentration en Allemagne nazie, et des milliers y sont morts. Jusqu'en 1969, le Code criminel classait les actes homosexuels comme actes criminels. Les amendements apportés au Code criminel ne créent une exception que pour les adultes consentants âgés de 21 ans et plus.

Dans son rapport publié en 1977, *Living Together*, la Commission des droits de la personne de l'Ontario a déclaré que les résidents de l'Ontario qui sont homosexuels craignent constamment de perdre leur emploi, leur logis, ou d'autres choses nécessaires, s'ils révèlent leur orientation sexuelle. Cela peut se produire, et de fait se produit, même si ces personnes sont des employés ou des locataires exemplaires. Pour reprendre ce qu'on dit aux pages 81 et 82 du rapport, «ces personnes font l'objet de discrimination en raison d'une caractéristique de leur vie privée».

Le Code criminel comporte toujours des dispositions discriminatoires à l'égard des homosexuels ou des lesbiennes. Plus précisément, le Code criminel comporte des dispositions sur les relations hétérosexuelles pour les participants âgés de 18 ans et moins, alors qu'il comporte des dispositions semblables pour les actes homosexuels lorsque les participants sont âgés de 21 ans et moins. Les auteurs du rapport Badgley, c'est-à-dire le rapport du comité chargé d'étudier les infractions sexuelles dont sont victimes les enfants et les jeunes, a proposé que l'âge de l'autonomie sexuelle soit 18 ans pour tous.

De plus, les homosexuels et les lesbiennes n'ont parfois pas droit aux prestations offertes par le gouvernement. Par exemple, les prestations offertes aux époux de droit commun ne sont pas offertes aux lesbiennes ou aux homosexuels qui ont le même conjoint depuis longtemps.

Le document de travail aborde un des types de discrimination dont sont victimes les homosexuels ou les lesbiennes, soit celle dont sont coupables les Forces armées canadiennes. Nous n'avons pas l'intention de discuter chacune des objections qui ont été soulevées en ce qui a trait à l'admissibilité des homosexuels ou des lesbiennes dans les Forces armées canadiennes. Nous croyons cependant que si l'on qu'elles sont fondées sur a) des préjugés dont on s'est servi pour assurer le maintien d'une

[Texte]

impulsivity or other personal attributes of a class of persons; or, finally, on assumptions which may be valid but are equally valid for a wider class of persons who are not discriminated against on that basis.

The forces raised the possibility of posting gay service personnel to a foreign country whose laws or social mores prescribe homosexual conduct as a problem. Where such conduct is contrary to the laws of a foreign country, we believe it cannot be assumed that gay service personnel are unable or unwilling to obey those laws. As well, where a particular foreign posting raises practical problems for the placement of openly gay service personnel, it would be possible to deal with those problems on an individual case basis. Selection for specific assignments is often made or denied on a variety of bases. There is no need to deny a class of individual's eligibility on the basis of one selection criterion.

The second reason cited by the forces is disruption to efficiency. This disruption is said to come in part from physical attacks on homosexuals. This raises the question of whether prejudice among others is a reasonable basis for discrimination. For example, if there is racial or religious bigotry and violence in Canada, should minorities thereby be excluded from the Canadian Forces? We think it is evident that discrimination cannot be based upon assumed prejudicial public attitudes.

Other related concerns about efficiency may be based on the possibility of emotional relationships between persons of the same sex.

• 1210

The same concerns to the same degree, however, could be expressed about men and women serving together in the Canadian Forces. However, there is increasing evidence that men and women in the Canadian Forces and in police forces can serve together effectively. There is no reason to assume that gay persons are any more likely to be unable to control their sexuality or emotions in situations where personal privacy or efficiency is required, any more likely to allow emotional attachments to interfere with their efficiency.

The third reason advanced by the forces has to do with the possibility of blackmail and security risk. Fear of exposure, of course, would be eliminated if criminal and disciplinary sanctions did not exist. Certainly, the detrimental impact of present policies cannot be used to justify those very policies. Fears that even openly gay personnel are subject to indirect blackmail, in our opinion, are based on unwarranted assumptions that openly gay persons have more to hide about their lives than other people, or are more inclined to have their

[Traduction]

forme de discrimination, b) des suppositions non justifiées quant à l'intégrité, l'impulsivité et d'autres caractéristiques personnelles d'un groupe, ou, c), des suppositions qui pourraient être valables, mais qui s'appliqueraient également à d'autres groupes de personnes, des groupes qui ne sont pas victimes de discrimination pour ces raisons.

Les représentants des Forces armées ont dit qu'il y aurait de graves problèmes s'ils voulaient, par exemple, affecter des soldats homosexuels dans un pays étranger où le comportement homosexuel va à l'encontre des droits ou des moeurs de ce pays. Si un tel comportement allait à l'encontre des lois de ce pays, nous sommes d'avis qu'il ne faut pas supposer que les homosexuels ou les lesbiennes qui y seraient affectés refuseraient ou seraient incapables de respecter ces lois. De plus, s'il s'agit d'une affectation à l'étranger et qu'on décide qu'il existe des problèmes pratiques quant à des employés qui ont ouvertement déclaré leur homosexualité, nous sommes d'avis qu'il serait fort possible d'étudier chaque cas séparément. Des demandes d'affectation sont acceptées ou rejetées pour toutes sortes de critères. Il n'existe absolument aucune raison pour laquelle on devrait écarter la demande d'une personne simplement en fonction de son orientation sexuelle.

Les représentants des Forces armées ont dit de plus que la présence de lesbiennes ou d'homosexuels pourrait nuire à l'efficacité du groupe; ils ont donné comme exemple les attaques dont pourraient être victimes les homosexuels. On peut se demander alors si le simple fait qu'il existe des préjugés au sein d'un groupe justifie la discrimination. Par exemple, s'il existe un certain sectarisme ou une certaine violence fondés sur les différences de race ou de religion au Canada, faudrait-il, pour cela, exclure les minorités des Forces canadiennes? Nous croyons qu'il est évident que l'on ne peut fonder des mesures discriminatoires sur les attitudes sectaires de la population.

Les représentants des Forces armées ont également laissé entendre que des liens effectifs entre des personnes du même sexe pourraient nuire à l'efficacité des Forces armées.

Cependant, on pourrait élever les mêmes objections contre la présence conjointe d'hommes et de femmes dans les Forces canadiennes, mais on constate de plus en plus que la mixité dans l'armée et la police ne nuit en rien à l'efficacité. Il n'y a aucune raison de penser que les homosexuels sont moins capables de contrôler leur sexualité ou leurs émotions et plus susceptibles de se laisser influencer par des liens sentimentaux.

La troisième raison avancée par les militaires concerne les possibilités de chantage et les risques à la sécurité. Il est bien évident que personne ne craindrait d'être découvert si l'on supprimait les sanctions pénales et disciplinaires. On ne peut tout de même pas invoquer les conséquences négatives des politiques actuelles pour justifier leur maintien! D'affirmer que les membres du personnel homosexuels prêteraient davantage le flanc au chantage revient à postuler que les homosexuels qui ne se cachent pas de l'être ont davantage de choses à cacher dans leur vie que d'autres, ou seraient plus susceptibles de voir

[Text]

sexual orientation exploited more than the sexual proclivities of other people.

Finally, it would be particularly offensive to the spirit of the charter to attempt to justify discrimination on the basis of public morality or majoritarian values. Apart from the difficult task of determining what those values are at any particular time, the very purpose of an anti-discrimination section of the charter is to protect minorities from discrimination based on prejudice and antipathy and to indicate that all persons are presumed to be of equal moral status.

We therefore included in our recommendations that the charter be interpreted to protect persons from discrimination on the basis of sexual orientation and that the federal government should take the lead in acting to reverse a systemic pattern of discrimination against gay persons.

And now I will turn it over to Bob to conclude.

Mr. Doyle: Thank you. I would like to just make a few comments about resources. The question of resources is linked very intimately with that of access and procedure. Resources gives you a greater ability to exercise your rights, so we believe that there needs to be some consideration of this committee to supporting initiatives that provide resources to those who are relatively disadvantaged in these questions.

In the human services, first of all, we can see a number of very important initiatives needing to take place. First of all, there needs to be public education. Second, we need to monitor what is happening with regard to charter cases and what is happening in the public and voluntary sectors with regard to equality actions.

We need to inform and stimulate other non-government organizations around the charter and its implications for them in their work, because we are finding, and I think this has been brought out also by the Canadian Council on Social Development in its presentation and in its report on work with non-government organization, that there are a number of agencies and associations across Canada who are quite unaware of the charter and its implications for them and for their clients.

In Toronto, as I mentioned before, we are in the early stages of developing an action network on the charter in relation to human services and we are looking at functions it could perform, such as a clearing house function, information and referral, public education, technical assistance and consulting, and strategy development and co-ordination. So there are a lot of things to be done. And we would like to see support for initiatives such as this coming from governments and the private sector. We do not believe that it is just government that needs to support these initiatives. We think it also should be supported by other sectors. The charter network, I should say, is quite a wide network of the legal profession, community organizations and government professionals. So we believe we are making some strides in the Toronto area in bringing all of these sectors together.

[Translation]

leur orientation sexuelle exploitée, par comparaison aux inclinations sexuelles d'autres personnes.

Enfin, ce serait contrevenir gravement à l'esprit de la charte que de vouloir justifier la discrimination par des considérations de moralité publique ou en invoquant les valeurs majoritaires. Outre la difficulté de déterminer ce que sont ces valeurs à un moment donné dans le temps, l'objet même d'une disposition de non-discrimination dans la charte est de protéger les minorités contre la discrimination fondée sur les préjugés et l'antipathie et d'affirmer que toutes les personnes sont présumées avoir un statut moral égal.

C'est pourquoi nous avons inclus dans nos recommandations que la charte soit interprétée de manière à protéger toute personne de la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et que le gouvernement fédéral prenne l'initiative d'inverser une tendance à la discrimination systématique contre les homosexuels.

Je cède maintenant la parole à Bob, qui va conclure.

M. Doyle: Je vous remercie. Je voudrais dire quelques mots au sujet des ressources. La question des ressources est liée très étroitement à celle de l'accès et de la procédure. Si vous disposez de ressources, vous êtes mieux à même d'exercer vos droits, et c'est pourquoi nous croyons que votre Comité devrait se prononcer en faveur d'initiatives qui apporteraient des ressources à ceux qui sont relativement désavantagés à cet égard.

Sur le plan des services humains, tout d'abord, un certain nombre de mesures nous paraissent nécessaires. Tout d'abord, il faut une campagne d'information du public. Deuxièmement, il faut dresser un inventaire des décisions de justice mettant en jeu la charte et répertorier tout ce qui se passe dans les secteurs public et bénévole dans ce domaine.

Nous devons informer les autres organisations non gouvernementales de la charte et les sensibiliser aux répercussions qu'elle entraîne sur leur travail, car nous constatons—et je crois que le Conseil canadien du développement social l'a également remarqué dans son exposé et dans son rapport sur le travail avec les organisations non gouvernementales—qu'un certain nombre d'agences et d'associations restent encore relativement ignorantes de la charte et de ses répercussions sur elles-mêmes et leurs clients.

Comme je l'ai déjà mentionné, nous sommes en train, à Toronto, de constituer un réseau d'action consacré à l'application de la charte dans les services sociaux et nous cherchons à définir les fonctions qu'il pourrait remplir, telles que celles de centre d'information et de renseignements, l'éducation du public, l'assistance et les conseils techniques, la formulation et la coordination de stratégies. Il y a donc beaucoup à faire et nous aimerions que des initiatives comme celle-ci reçoivent l'appui non seulement des gouvernements, mais également du secteur privé. Nous ne pensons pas que ce domaine soit l'apanage des gouvernements et souhaitons voir également participer les autres secteurs. J'ajoute que ce réseau rassemble des membres de la profession juridique, des organisations communautaires et des cadres des pouvoirs publics. Nous

[Texte]

We also agree that government should establish a litigation fund to assist community groups to undertake test cases and we know that there are a lot of decisions that would have to be made with regard to how that would be administered, but we think it is important that your committee address this.

• 1215

I would also like to mention an initiative that is occurring in Toronto that might have application in other places; that is, the University of Toronto faculty of law constitutional litigation program, which is a program that assists community groups that do not have resources to be able to undertake litigation on charter-related activities. We think this is an important area, and I will leave a copy of that also with Mr. Cook.

The Chairman: Thank you.

Mr. Doyle: Just in conclusion, we have spoken about the need for change in the Canadian context; if we are going to have equality we need change of attitudes, change in legislation, and change in organizations and institutions and how they perform. As John mentioned before, we really see government as having a very active role to promote equality for all Canadians. We encourage government to find ways to support non-government organizations and their programs and initiatives in this regard. We feel you should be concerned not only with laws conforming to the charter, but also ensuring that the charter is a living instrument for equality and equality of life, as we mentioned before.

We believe this committee should take a watch-dog role in relation to other federal commissions and reports that impact on equality. For example, just a couple of incidents, we have *Equality Now*, which concerns participation of visible minorities in Canadian society, and we have the Abella report on employment equity. We need to see that the recommendations and the good work that has been done in all these commissions and reports is seriously looked at, and not only heard but also heeded. Some of the things should be implemented. We looked about for an analogy with regard to what your role might be, or a role similar to yours. We thought of a watch-dog first of all, or a guard dog, but maybe the appropriate analogy is an attack dog. We think there needs to be some...

The Chairman: Definitely not a lap dog.

Mr. Doyle: Definitely not. We believe Canadians want some assurance that the advice and consultation they gave to you as federal commissions has been, as I say, heard and heeded, and that there should be some continuity with the past.

We feel it is important that government develop mechanisms for monitoring such things as the distributive effect of programs related to equality, and we will make some comments further on monitoring. But also we would like you to

[Traduction]

considérons donc que nous progressons, dans la région de Toronto, vers le rassemblement de tous ces secteurs.

Nous pensons également que le gouvernement devrait constituer un fonds d'aide juridique afin d'aider les groupes communautaires à entamer des actions en justice ayant valeur de précédents, et nous savons que cela nécessiterait beaucoup de décisions concernant l'administration d'un tel fonds et jugeons essentiel que votre Comité y réfléchisse.

J'aimerais mentionner à cet égard une initiative lancée à Toronto et qui pourrait être reprise ailleurs: il s'agit d'un programme de la faculté de droit de l'Université de Toronto visant à aider les groupes communautaires qui manquent de ressources à entamer des actions en justice mettant en jeu la charte. Nous pensons que c'est là un travail important et nous en remettrons également une copie à M. Cook.

Le président: Je vous remercie.

M. Doyle: En conclusion, nous avons parlé de l'évolution qui est nécessaire dans le contexte canadien; si nous voulons remporter l'égalité, il faut opérer un changement dans la mentalité, dans la loi, dans l'organisation et le fonctionnement des institutions. Ainsi que John l'a mentionné tout à l'heure, nous pensons que le gouvernement doit jouer un rôle très actif en faveur de l'égalité de tous les Canadiens. Nous invitons le gouvernement à chercher les moyens d'appuyer les organisations non gouvernementales et de soutenir leurs programmes et initiatives à cet égard. Il nous semble que le gouvernement doit veiller non seulement à ce que les lois se conforment à la charte, mais doit assurer également que celle-ci devienne un outil efficace de la lutte pour l'égalité de tous.

Nous croyons que ce Comité devrait faire oeuvre de chien de garde vis-à-vis des autres commissions fédérales et des rapports qui traitent de l'égalité. Par exemple, il y a eu le rapport intitulé *L'égalité maintenant*, qui concerne la participation des minorités visibles à la société canadienne, et aussi le rapport Abella sur l'égalité devant l'emploi. Il faut faire en sorte que les recommandations et l'excellent travail de ces commissions d'étude soient suivis d'effets. Nous avons cherché une analogie qui exprimerait le rôle qui pourrait être le vôtre et nous avons d'abord retenu l'image du chien de garde, mais peut-être celle de chien d'attaque vaudrait-elle mieux. Nous pensons qu'il faut...

Le président: Pas un chien d'ornement, tout de même.

M. Doyle: Certainement pas. Nous pensons que les Canadiens veulent avoir l'assurance que les conseils et les avis qu'ils vous ont donnés en tant que commission fédérale seront entendus et suivis d'effets et qu'il y aura une certaine continuité dans le temps.

Nous pensons que le gouvernement doit mettre au point des mécanismes de surveillance d'éléments tels que l'effet distributif des programmes intéressant l'égalité, et nous en parlerons plus en détail plus loin. Mais nous aimerions également que

[Text]

consider whether your committee should continue in a longer term in order to undertake this work and consider mechanisms you can put into place that you can recommend and hopefully put into place to carry out the roles required of government in ensuring this equality.

In relation to the non-government sector there are many issues. When we look at human services there are issues related to policy, program design, the way programs are designed and the way they are administered. There are a number of questions we will have to consider and test and perhaps litigate around.

There is a Dalhousie University continuing education series paper on the charter as law practice revolutionized. It speaks of equality in formulation of the law, operation of the law, administration of the law, and remedial equality. So in order to have equality we need to consider a number of different areas. Perhaps this is where our presentation might end and perhaps other things might begin.

I recall a term that was used in the 1960s, particularly in the U.S. but also in Canada, called "maximum feasible participation"; that is, we believe citizens should be involved not only in the implementation of the law, but in all stages of planning and operation. Citizens deserve not only to be affected by the charter, but to effect or to have effect on the way the charter is and can be used for greater equality. We thank you very much.

• 1220

The Chairman: Thank you very much. Those familiar with the Social Planning Council of Metropolitan Toronto will not be surprised, given the council's reputation, with the comprehensiveness of their submission to us and the thoroughness with which they have raised a number of the very significant issues that we are most certainly grappling with in the report that we will be bringing in. A lot of these have not been raised, as you would imagine, for the first time this morning. We want to get your thinking on them and a lot of the background documents, which you have referred to and which, of course, others have referred to as we have travelled across the country. It is very helpful.

I would like to mention one final point as well about citizen participation. That is, of course, why members of this committee have been travelling coast to coast. We have now received well in excess of 1,000 written submissions and have heard well over 600 presentations. We want to listen to Canadians before legislating for Canadians. I think it is very much in keeping with that idea that you have mentioned from the 1960s. So you see, ideas finally do take hold.

We have, because of the length of the presentation, I am afraid, very limited time for questioning. We will begin with Svend Robinson.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman, and certainly I want to welcome the witnesses.

I have a number of hours of questions, based on their submission. It is an excellent submission. Because of the time,

[Translation]

vous réfléchissiez à l'opportunité, pour votre Comité, de prolonger son existence et aux mécanismes que vous pourriez recommander et mettre en place afin d'assurer que le gouvernement s'acquitte bien de son rôle en matière d'égalité.

Les problèmes sont nombreux également dans le secteur non gouvernemental, notamment sur le plan des services humains, où il faut se pencher sur les politiques, la conception des programmes, la manière dont ils sont conçus et administrés. Il y a là toutes sortes de questions auxquelles il faut réfléchir et qu'il faut peut-être soumettre à des décisions de justice.

Il y a une série de publications d'éducation permanente de l'université Dalhousie qui traitent de la charte et de la révolution qu'elle apporte dans la pratique du droit. On y parle d'égalité dans la formulation de la loi, dans son fonctionnement, dans son application et les recours qu'elle prévoit. Pour assurer l'égalité, il faut donc se pencher sur des aspects très variés. Et je vais peut-être conclure là-dessus.

Je me souviens d'un terme employé dans les années 60, surtout aux États-Unis, mais également au Canada, celui de «participation maximale possible»; nous croyons ainsi que les citoyens doivent participer non seulement à l'application de la loi, mais également à toutes les phases de sa planification et de son fonctionnement. Les citoyens méritent d'être non seulement touchés par la charte, mais également d'influencer ce qu'elle est et ce que l'on en fait. Merci beaucoup.

Le président: Je vous remercie infiniment. Ceux qui connaissent le *Social Planning Council of Metropolitan Toronto* n'auront pas été surpris, étant donné sa réputation, de la qualité de son exposé et du soin qu'il a mis à définir un certain nombre des questions cruciales que nous devons attaquer sans aucun doute dans le rapport que nous soumettrons. Plusieurs d'entre elles n'ont pas été évoquées pour la première fois ce matin, mais nous tenons à connaître votre position à leur sujet et sur les divers documents de fond que vous avez mentionnés et que d'autres avant vous ont déjà mentionnés durant nos déplacements à travers le pays. Ce sera très utile.

J'aimerais mentionner un dernier point concernant la participation des citoyens. C'est justement pour assurer celle-ci que notre Comité a sillonné le pays d'un bout à l'autre. Nous avons reçu maintenant plus de 1,000 mémoires écrits et avons entendu plus de 600 exposés. Avant de légiférer pour les Canadiens, nous tenons à entendre les Canadiens et je crois que cela est très conforme à cette notion des années 1960 que vous avez mentionnée. Vous voyez donc que les idées finissent par s'enraciner.

Vu la longueur de votre exposé, je crains qu'il ne nous reste que peu de temps pour les questions. Nous commencerons par Svend Robinson.

M. Robinson: Je vous remercie, monsieur le président, et tiens à souhaiter la bienvenue aux témoins.

Il me faudrait plusieurs heures pour poser toutes les questions que m'inspire cet exposé. Je l'ai jugé excellent mais

[Texte]

I am only going to ask one. I did want to thank you for the comprehensive nature of your submission, and in particular the way you managed to systematically demolish a number of the arguments that were made in the discussion paper by the Department of Justice. I think that is very effective. It will be helpful to us on the committee.

My question is with respect to the report to which you referred on who gets the work. I have seen that report and I think it is a pretty devastating document. You, as a result of the conclusions drawn in that report, recommend mandatory mechanisms for employment equity, as opposed to the government's approach, which is a voluntary kind of approach. Would you elaborate on that recommendation, please.

Mr. Doyle: First of all, it was found that in this study of personnel managers, very little has happened—not only has very little happened with regard to employment equity, but the attitude of employers and personnel managers was that very little had to happen. They did not recognize by and large some of the race-related tensions within their work organizations. They tended to dismiss them, I guess, for a variety of reasons which the report gets into.

One of the disturbing features that we found in the survey was that when non-whites raised issues and made complaints—in 49% of the cases, it was found that the non-whites who had brought forward the complaint were disciplined. We think there is a lot of concern with that kind of behaviour within the work organization.

We think there are problems that are inherent in the workplace. The employment equity strategies, for example, which Judge Abella sort of recommended, have not been put into place, nor have employers really recognized the need for this. Since this is the case, they probably will not undertake them. We feel it is necessary to take that mandatory step.

I should add that one of the other recommendations was that in situations like this you can legislate to a certain extent, in order to have workplaces that really are places where people can lead satisfying lives. There is also a need to undertake some programs to heighten sensitivity around racial issues and around the tolerance of other people, respecting other people. There needs to be a lot of sensitivity training, if you will, and education within the workplace, not only for managers but also from other employers. We have made some recommendations on that line.

The Chairman: Thank you very much. Sheila Copps.

Ms Copps: You have raised a number of good points, including sexual orientation. I think the point you have made over and over again is that you have to have some mechanisms for having groups, whether it be a visible minority group, people who are suffering a developmental handicap or whatever. They must have a mechanism to be able to fight city hall or to fight the charter battle. I wonder if you have a specific recommendation as to how the federal government might implement a financial package which would on the one hand provide the finances necessary to fight charter battles but, on the other hand, respond to the need to maintain sort of

[Traduction]

vu que je manque de temps, je n'en poserai qu'une seule. Je veux d'abord vous remercier du caractère très complet de votre travail et particulièrement de la manière dont vous avez réussi à démolir systématiquement une série d'arguments que le ministère de la Justice avançait dans le document de travail. Cela nous sera très utile dans nos travaux.

Ma question concerne le rapport que vous avez mentionné sur l'égalité dans l'emploi. J'ai vu ce rapport et je le trouve assez effrayant. Vous fondant sur les conclusions de ce rapport, vous recommandez des mécanismes contraignants afin d'assurer l'égalité devant l'emploi, par opposition à l'approche du gouvernement qui préconise plutôt des mécanismes facultatifs. Pourriez-vous nous expliquer votre recommandation s'il vous plaît.

M. Doyle: Tout d'abord, cette étude des gestionnaires du personnel a révélé que très peu de choses ont évolué relativement à l'égalité devant l'emploi mais également que les cadres et les gestionnaires du personnel ne voient pas la nécessité d'une évolution. Ils tendent à ne pas reconnaître les tensions raciales qui existent dans leurs organisations, et ce pour toute une série de raisons que le rapport énumère.

L'un des éléments les plus inquiétants que nous avons trouvés dans cette étude est que lorsque des personnes de couleur formulent des doléances, dans 49 p. 100 des cas, les plaignants font l'objet de sanctions disciplinaires. Cela est très inquiétant.

Nous percevons beaucoup de problèmes dans le milieu de travail. Les recommandations du juge Abella en faveur de l'égalité dans l'emploi n'ont pas été suivies de fait et les employeurs n'en reconnaissent pas la nécessité. Cela signifie qu'ils ne vont probablement rien faire et c'est pourquoi nous préconisons des mesures contraignantes.

Une autre recommandation disait qu'il est possible, dans un domaine comme celui-ci, de légiférer pour s'assurer que tout le monde ait sa place dans le milieu de travail. Il faudra entreprendre également des programmes de sensibilisation afin de donner conscience au public des difficultés raciales et promouvoir la tolérance et le respect des autres. Il y a donc un travail d'éducation et de sensibilisation à faire dans les milieux de travail, à tous les niveaux. Nous avons d'ailleurs formulé quelques recommandations à ce sujet.

Le président: Je vous remercie. Sheila Copps.

Mme Copps: Vous avez soulevé un certain nombre de points intéressants, et notamment celui de l'orientation sexuelle. Vous n'avez cessé de préconiser des mesures pour assurer l'égalité de toutes les catégories, qu'il s'agisse de minorités visibles, des handicapés, etc. Il leur faut un mécanisme pour se battre contre l'hôtel de ville ou pour livrer la bataille de la Charte. Auriez-vous une recommandation précise concernant la manière dont le gouvernement fédéral pourrait, d'une part, apporter les ressources nécessaires aux batailles juridiques mettant en jeu la Charte et, d'autre part, préserver les relations d'indépendance entre lui-même et les organismes ou

[Text]

an arm's-length relationship between themselves, the agencies, organizations or individuals they are funding for charter battles. I guess that is the fine line—whether or not they are going to set up some kind of an independent means to facilitate, for example, the battle of sexual orientation.

• 1225

Mr. Kenewell: I suppose one thing that could be looked at for a precedent would be the way certain peace groups are now receiving some funding and trying to maintain an arm's-length relationship with the government at the same time. Other than that, we have not developed any specific proposals about how that can be done. Of course, one of our best hopes is that a lot of litigation will not be necessary. I mean, I think there does need to be funding for access, but it is hoped that the report of this committee will eliminate to a certain extent the need for a lot of litigation in the hope that the committee will produce a number of recommendations which bring federal legislation into both the letter and the spirit. We think the spirit of the charter is very important, and the legislation should be in conformity with that as well.

Ms Capps: I hope you are right.

The Chairman: Thank you. That is how we see our mandate too. Pauline Browes.

Mrs. Browes: Thank you, Mr. Chairman. I would like to commend you on your excellent report. Being a member from the Metropolitan Toronto area, I certainly appreciate the good work you have been doing over a good number of years. I first was involved with your association through the report on *Suburbs in Transition*, which really was the impetus of the human services organization that was set up in Scarborough. It was quite a report and knocked everybody off their heels, which was exactly what needed to be done. Also, the report you have prepared on urban alliance on race relations and the work you have done on that has been really commendable.

My question concerns your comments on immigration, where you have mentioned that the point system should be looked at in terms of high education, and points concerning the disabled, perhaps a redefinition of what a family should be. I have heard some comments from various ethnic groups about the definition of "family". I was wondering if you might, in a positive way, tell us as a committee how the point system should be reviewed or what it should look like. In addition, how do you see Canada, in looking at the refugees from a global perspective, can have some control over what our own country should look like in 15 or 20 years?

Mr. Kenewell: You have raised a great number of questions and I think they are difficult to respond to in great depth at this point. With respect to the point system and the questions we raised around people being disadvantaged in their own countries with respect to education, discrimination on the basis of race or economic status, we wanted to raise that issue. We do not have a specific way of dealing with it, but we do think it is something that needs to be looked at in terms of making some allowance for the fact that certain people, whether or not they are blacks from South Africa, say, need a certain

[Translation]

les particuliers qu'il finance ainsi. Il y a là un équilibre délicat à trouver—le gouvernement doit-il ou non constituer un mécanisme indépendant qui faciliterait, par exemple, la bataille de l'orientation sexuelle.

M. Kenewell: L'un des précédents dont on pourrait s'inspirer est l'aide financière accordée à certains groupes pacifistes qui restent néanmoins indépendants du gouvernement. Nous n'avons pas de modalités précises à recommander. Bien entendu, nous espérons qu'il n'y aura pas trop de batailles juridiques à livrer car nous espérons que le rapport de votre Comité en éliminera largement la nécessité et que votre Comité produira un ensemble de recommandations propres à faire respecter la législation fédérale, tant l'esprit que la lettre de la Charte. Nous pensons que l'esprit de la Charte est très important et que la législation doit lui être conforme.

Mme Capps: J'espère que vous avez raison.

Le président: Je vous remercie. C'est également ainsi que nous percevons notre mandat. Pauline Browes.

Mme Browes: Je vous remercie, monsieur le président. Je tiens à vous féliciter de la qualité de votre rapport. Étant députée de l'agglomération de Toronto, je connais très bien l'excellent travail que vous accomplissez depuis bon nombre d'années. J'ai fait connaissance avec votre association à l'occasion de son rapport intitulé *Suburbs in Transition* qui était la force motrice de l'organisation des services humains mis en place à Scarborough. Cela a été un rapport exclusif qui a secoué tout le monde, et c'est exactement ce qu'il fallait alors. J'ai eu connaissance également du rapport que vous avez rédigé sur l'alliance urbaine pour les relations raciales, qui a été lui aussi un travail de grande valeur.

Ma question porte sur l'immigration, sur votre recommandation de modifier le système de points, la nécessité de favoriser les handicapés et peut-être de redéfinir la notion de famille. Divers groupes ethniques ont parlé également de la définition de la famille. Avez-vous des propositions concrètes de modification du système de points et pourriez-vous aussi nous dire de quelle manière le Canada, face à la question générale des réfugiés, peut contrôler ce que sera notre vie dans 15 ou 20 ans?

M. Kenewell: C'est toute une série de questions que vous avez soulevées là et il m'est difficile d'y répondre au pied levé de manière détaillée. En ce qui concerne le système de points et le fait que beaucoup sont défavorisés dans leur pays d'origine sur le plan de l'éducation, en raison de leur race ou de leur situation économique, nous avons voulu attirer votre attention sur le problème mais sans pouvoir proposer de solution précise. Nous pensons qu'il faut tenir compte du fait que certains immigrants potentiels, par exemple les Noirs d'Afrique du Sud, souffrent d'une grave discrimination dans

[Texte]

allowance on the basis that in their own country they are discriminated against severely. That may be true in other countries as well. The system for allowing landed status has to take into consideration that the person who is applying, perhaps because she is a woman, or perhaps because he or she is from a racial minority, is disadvantaged in their own country. There has to be some allowance for that fact in measuring them against a person who is not so disadvantaged.

With respect to the definition of a family, one of the things I did not mention but will be in our brief is a call for allowing fathers to sponsor their illegitimate children, as mothers in this country can sponsor their illegitimate children from their home country.

Next is the refugee question and control over what Canada will look like in the future. If I understand the question correctly, I guess I do not really see that as the issue. I see the issue as our humanitarian obligation to refugees, our obligation to reunite families and our obligation of the country of opportunity for the world.

• 1230

The Chairman: Thank you.

Mrs. Browes: I would like to pursue that, but I will leave it for the moment and look forward to reading your brief.

The Chairman: We are all sitting in frustration and biting our tongues. There are many subjects we would like to pursue further, but we will pass now to Joe Reid.

Mr. Reid: I will yield, Mr. Chairman.

The Chairman: Alex Kindy has the final question.

Mr. Kindy: Thank you, Mr. Chairman.

I am not as privileged as the people from Ontario because I am not so familiar with the Social Planning Council of Toronto.

Where does your funding come from, what is your membership and do you have any political affiliation or whatever?

Mr. Doyle: Our funding for the most part comes from the United Way of Greater Toronto. We are a member of the United Way. In fact, in earlier years the Social Planning Council and the United Way worked together in terms of a fund and council. So we receive over 75% of our funding from the United Way. We also receive funds from the Government of Metropolitan Toronto, and the rest of our funding comes from publications such as this, from running conferences and workshops and memberships.

We have approximately 800 members, individuals and organizations. For the most part they are organizations that have voting members. So in fact our board of directors is selected or is elected from the membership of the council itself.

What was your third question?

[Traduction]

leur pays sur le plan de l'éducation. Cela est le cas dans beaucoup d'autres pays également. L'accueil des immigrants doit donc tenir compte du fait que tel ou tel requérant, parce qu'il est une femme ou parce qu'il appartient à une minorité raciale, est désavantagé dans son propre pays. C'est un fait dont il faut tenir compte lorsque l'on compare une personne à une autre qui n'est pas désavantagée de cette manière.

Pour ce qui est de la définition de la famille, une des choses que je n'ai pas mentionnées mais qui figurera dans notre mémoire est qu'il faudrait permettre aux pères de parrainer leurs enfants hors mariage comme les mères peuvent déjà le faire.

Ensuite il y a la question des réfugiés et le contrôle sur l'évolution future de notre pays. Si je comprends bien votre question, je ne vois pas très bien le problème. Je vois le problème comme étant notre obligation humanitaire à l'égard des réfugiés, notre obligation de réunir les familles et notre obligation en tant que pays d'accueil.

Le président: Je vous remercie.

Mme Browes: J'aimerais approfondir cela, mais je vais m'en tenir là pour le moment et j'attends avec impatience de lire votre mémoire.

Le président: Nous nous mordons tous la langue pour nous retenir de poser des questions car il y en a beaucoup que nous aimerions traiter plus avant. Je donne maintenant la parole à Joe Reid.

M. Reid: Je passe mon tour, monsieur le président.

Le président: La dernière question sera donc celle d'Alex Kindy.

M. Kindy: Je vous remercie, monsieur le président.

Je n'ai pas autant de chance que les députés de l'Ontario car je ne connais pas aussi bien le *Social Planning Council* de Toronto.

D'où tirez-vous vos ressources, qui sont vos membres et avez-vous une affiliation politique quelconque?

M. Doyle: Nos ressources nous viennent principalement de l'organisation Centraide de Toronto. Nous sommes membres de Centraide. D'ailleurs, les premières années, le *Social Planning Council* et Centraide étaient intégrés, financièrement et administrativement. Soixante-quinze pour cent de nos ressources nous viennent donc de Centraide. Nous recevons également des fonds de la Municipalité régionale de Toronto et le reste est tiré de publications telles que celle-ci, de l'organisation de conférences et d'ateliers, ainsi que des cotisations de membres.

Nous avons près de 800 membres, particuliers et organisations. La plupart d'entre eux sont des membres votants, c'est-à-dire que notre conseil d'administration est élu par les membres du conseil lui-même.

Quelle était votre troisième question?

[Text]

Mr. Kindy: Whether you had any political affiliation.

Mr. Doyle: Oh, political affiliation. No, we do have a lot of sort of political concerns, but we do not have any political affiliation in the sense of any partisan affiliation. In fact, we have members on the board of directors from all three major political parties, as well as anyone else in the community.

Mr. Kindy: Thank you.

The Chairman: Robert Doyle and John Kenewell, I would like to thank you both very much for being with us this morning. We look forward eagerly to the rest of that dynamic report. Thank you very much.

Mr. Doyle: Thank you.

Ms. Copp: Mr. Chairman, just for the record, for the members from outside Ontario, it is not The Social Planning Council but the Social Planning Council of Metropolitan Toronto, since there are a number of other very effective social planning councils across the country.

The Chairman: Yes. It is a notion that once would have been ridiculed that there could have been anything called social planning, but now we have social planning councils everywhere.

I would next like to call on the representatives who are patiently here from the National Union of Provincial Government Employees. We have the President, John Fryer, as well as Nancy Riche, Secretary-Treasurer, and Carolyn Woloski, National Representative, Women's Issues.

I will say good morning, even though it is now past noon, and welcome. I know you have been sitting there so you have seen how we proceed. I would like very much to welcome you. I know you are going to be raising issues of interest to the members of the committee. Without further ado I will turn the microphone over to you and ask you to give us the benefit of your thinking on section 15 and federal issues.

Mr. John Fryer (President, National Union of Provincial Government Employees): Okay. We are aware of the constraints of time. We have prepared a brief, which I am going to touch on but which I am not going to bother to read. I will try and highlight it.

Our organization, the National Union of Provincial Government Employees, has just shy of 250,000 members in nine provinces across Canada. We are the second largest union in Canada. Just as a point of interest, Nancy Riche, who is our Secretary-Treasurer, is the highest-ranking elected officer of any union in the entire country.

• 1235

The introductory remarks I wanted to make went something like this. In our judgment the new charter and the Constitution, now that they are with us, imply, and I think mean genuinely, that Canadians want more equality. Our union wants more equality. We have spent a lot of time, in the trade union movement, fighting for equality. We welcome the

[Translation]

M. Kindy: Avez-vous une affiliation politique?

M. Doyle: Ah oui, l'affiliation politique. Non, nous sommes évidemment engagés politiquement, mais nous ne sommes affiliés à aucun parti en particulier. D'ailleurs, à notre conseil d'administration siègent des membres des trois grands partis politiques.

M. Kindy: Je vous remercie.

Le président: Robert Doyle et John Kenewell, je vous remercie infiniment d'être venus aujourd'hui. Nous attendons avec impatience la suite de votre rapport dynamique. Merci beaucoup.

M. Doyle: Je vous remercie.

Mme Copp: Monsieur le président, je voudrais préciser à l'intention des députés non ontariens qu'il ne s'agit pas là du *Social Planning Council* mais du *Social Planning Council of Metropolitan Toronto*, précision importante car il existe un certain nombre d'autres conseils de planification sociale très efficaces dans le pays.

Le président: Oui. Jadis, la notion même de planification sociale aurait prêté à rire mais aujourd'hui on a des conseils de planification sociale partout.

J'invite maintenant à la table les représentants du Syndicat national de la Fonction publique provinciale qui attendent patiemment. Nous recevons le président, John Fryer, ainsi que Nancy Riche, secrétaire-trésorier, et Carolyn Woloski, représentant national chargé des intérêts des femmes.

Je vous souhaite une bonne matinée, bien qu'il soit maintenant passé midi, ainsi que la bienvenue. Puisque vous êtes là depuis ce matin, vous avez vu de quelle manière nous fonctionnons. Vous êtes particulièrement les bienvenus et je sais que vous allez soulever des questions qui intéressent grandement les membres de notre Comité. Sans tergiverser davantage, je vous cède la parole et vous demande de nous faire part de vos réflexions sur l'article 15 et les questions fédérales.

M. John Fryer (président, Syndicat national de la Fonction publique provinciale): D'accord. Nous savons que nous sommes limités par le temps. Nous avons rédigé un mémoire que je vais résumer, sans le lire entièrement, me contentant d'en faire ressortir les éléments saillants.

Notre organisation, le Syndicat national de la Fonction publique provinciale, compte un peu moins de 250,000 adhérents disséminés dans neuf provinces du Canada. Nous sommes le deuxième plus gros syndicat canadien. En passant, je mentionne que Nancy Riche, notre secrétaire-trésorier, est le responsable syndical élu du plus haut rang de tout syndicat dans notre pays.

Voici les remarques liminaires que je tenais à faire. À notre avis, la nouvelle Charte et la Constitution, maintenant qu'elles existent, supposent et signifient véritablement que les Canadiens souhaitent davantage d'égalité. Notre syndicat souhaite davantage d'égalité. Nous avons consacré beaucoup de temps, au sein du mouvement syndical, à nous battre pour l'égalité.

[Texte]

charter in the sense that it is going to help us. More about that in a moment.

Some 52% of our members working for provincial governments across the country are women. But significantly, and we think disturbingly, we do not have amongst our membership a similar proportion, or an appropriate proportion, of members of minority groups, whether native Indians, visible minorities, or the disabled. Governments across this country do not employ those people in the same proportion as those people appear in the population; whereas with women they do employ approximately the same number of women as appear in the work force in the population generally. There has been systemic discrimination by provincial governments against those other groups.

Our approach to your work, if we may be so bold, is to suggest that you start recommending some changes in legislation. We are not in favour of interminable voluntarism. We think the time has come and that the mandate of this committee is to recommend specific legislative changes to correct the types of problems that we and others will be raising with you.

Finally by way of introduction, I want to express this concern to all of you as members of this committee. While this committee has as its job the investigation of equality and individual rights, we would ask that you also keep in mind as you look at the issue of individual rights the question of rights of collective groups, because it is our experience that conflict occurs. It is a very delicate balancing act, and that is why people elect you: to do those difficult things.

For example, freedom of association. Certainly the Member of Parliament who fought hard and long to get the freedom of association section included in the charter I know did not think it implied trade union rights would be stripped away. I know the Minister of Justice at the time when the charter was introduced did not think the freedom of association addition to the charter meant that trade union rights were stripped away. But the fact is that the National Citizens' Coalition and other right-wing groups in our society are taking the position before the courts that the inclusion of freedom of association in our Constitution and charter means that trade unions now no longer have the collective rights we once had.

So I ask you, and we ask you, to keep those things in mind.

Now, for your specific mandate, let us comment briefly on various forms of discrimination. We have commented on them in greater depth in our brief. For example, you will find all about exposure to radiation levels under the Atomic Energy Control Board legislation. I am not going to go into that in great detail, but it is dealt with very well in the brief.

The first form of discrimination, the first form of inequality, we would like you to look at is the inequality that people suffer as a result of whom they choose to work for. If you choose to

[Traduction]

Nous saluons l'adoption de la Charte en ce sens qu'elle va nous aider dans cette lutte. Je parlerai davantage de cet aspect dans un instant.

Quelque 52 p. 100 de nos adhérents, fonctionnaires provinciaux, sont des femmes. Par contre, nous nous inquiétons du fait que l'on ne retrouve pas chez nos adhérents une proportion similaire, ou plutôt une proportion appropriée de membres des groupes minoritaires, qu'il s'agisse d'autochtones, de minorités visibles ou de handicapés. Les fonctions publiques de notre pays n'emploient pas ces personnes dans une proportion égale à leur nombre dans la population alors que les femmes sont à peu près représentées. Il existe donc une discrimination systématique contre ces autres groupes dans les fonctions publiques provinciales.

De la façon dont nous percevons votre tâche, il s'agit pour vous de recommander des modifications législatives. Nous ne sommes pas en faveur de programme facultatif interminable. Nous pensons que le moment est venu d'agir avec fermeté et que le mandat de votre Comité est précisément de recommander des mesures législatives propres à rectifier les problèmes que nous-mêmes et d'autres porteront à votre attention.

Enfin, en guise d'introduction, il est un problème particulier sur lequel nous voulons attirer l'attention de tous les membres de votre Comité. Bien que votre Comité ait pour première tâche de faire enquête sur l'égalité et sur les droits individuels, nous vous exhortons de ne pas oublier les droits des groupes collectifs car notre expérience montre que des conflits peuvent exister entre les deux. Il y a un équilibre délicat à trouver et c'est pour cela que l'on vous a élus: pour réaliser ces choses difficiles.

Prenons, par exemple, la liberté d'association. Le député que je connais et qui s'est longuement battu pour obtenir l'inclusion de la liberté d'association dans la Charte ne pense pas que cela pourra déboucher sur l'élimination des droits syndicaux. Je sais que le ministre de la Justice de l'époque ne pensait pas que l'inclusion de la liberté d'association dans la Charte signifierait l'élimination des droits syndicaux. Mais le fait est que la Coalition nationale des citoyens et d'autres organismes de droite argumentent devant les tribunaux que l'inclusion de la liberté d'association dans notre Constitution et dans la Charte signifie que les syndicats ne jouissent plus aujourd'hui des droits collectifs qu'ils avaient jusqu'alors.

Je vous exhorte donc, et nous vous exhortons à ne pas oublier ces aspects.

Pour ce qui est maintenant de votre mandat spécifique, passons brièvement en revue les quelques formes de discrimination dont nous traitons plus en détail dans notre mémoire. Vous verrez, par exemple, que nous parlons longuement de l'exposition aux radiations permise par la législation instaurant la Commission de contrôle de l'énergie atomique. Je ne vais pas vous en parler longuement car nous en traitons en détail dans notre mémoire.

La première forme de discrimination, la première forme d'inégalité sur laquelle nous aimerions vous voir vous pencher est celle que les gens subissent par suite du choix de leur

[Text]

work in the public sector of our society, you do not enjoy the same rights as somebody who chooses to work in the private sector of our society. For example, if you are a public employee, in every single provincial, and the federal, jurisdiction in Canada you have no right whatsoever to participate in the negotiation of your superannuation plan, because by statute in all those jurisdictions pensions are none of the worker's business. They are largesse handed out by the employer. The worker and the worker's representatives are not allowed to negotiate them. Of course, if you are a worker in the private sector of our society, the enabling labour legislation in every jurisdiction makes pensions a matter for negotiations between the employer and the employees.

So there is discrimination in our society on the basis of who happens to be your boss. The pattern is that if you work in the public sector, you have fewer rights than if you work in the private sector.

Political rights are another example. If you are a truck driver for the Ministry of Transportation in the Province of Ontario you can be summarily dismissed if you put a sign on your lawn which indicates the political party or the candidate of your choice in an election, for example. In the Province of Nova Scotia, if you go to a political meeting you are subject to summary dismissal. If you donate to a political party, you are subject to summary dismissal. That does not usually apply to people in the private sector of our economy.

• 1240

We in the public sector—and I do not want to belabour this point, but I think it is not well understood—not only do we not have the right to negotiate pensions, we do not have the right to negotiate promotions, we do not have the right to negotiate transfers, we do not have the right to negotiate lay-offs. If any government or any employer had the temerity to suggest to my good friend and colleague, Bob White, that he could not negotiate those matters for members of the United Auto Workers Union, I think there would be quite a spectacular reaction, and yet public employees in our society have lived under that situation since Canada became a country. And so we would like you to look at the inequalities that exist on the basis of who people happen to work for.

One of the items that we feel we need to address—and it is a very difficult one for us, and it relates to discrimination on the basis of age—is the whole question of mandatory retirement. Within our union, at any rate, and I think the same is true within most unions, we are quite divided on the issue. There are those of us who feel that mandatory retirement should be abolished; there are others of us who feel that the abolition of mandatory retirement is grossly discriminatory, as I do, for example. If you abolish mandatory retirement, you are in fact discriminating against mostly blue-collar, manual type workers who need to use physical exertion in order to perform their job function satisfactorily; you are discriminating against that type of people in favour of all the people who have sedentary white-collar professional types of occupations, and I think that is an insidious form of discrimination. Most of the people I know

[Translation]

employeur. Si vous choisissez de travailler dans le secteur public, vous ne bénéficiez pas des mêmes droits que quelqu'un qui travaille dans le secteur privé. Par exemple, si vous êtes fonctionnaire, dans chaque juridiction provinciale sans exception, de même que dans la Fonction publique fédérale, vous n'avez aucun droit à négocier votre régime de retraite, car la loi décrète partout que les pensions ne regardent en rien les travailleurs. La pension est une largesse que vous fait l'employeur. Les travailleurs et les représentants des travailleurs n'ont pas le droit de négocier leurs modalités. Par contre, si vous travaillez dans le secteur privé, dans toutes les juridictions, la législation du travail rend les pensions sujettes à négociations entre l'employeur et les employés.

Il y a donc là une discrimination dans notre société, selon pour qui vous travaillez. Dans l'ensemble, si vous êtes fonctionnaire, vous avez moins de droits que si vous travaillez dans le secteur privé.

Les droits politiques sont un autre exemple. Si vous êtes chauffeur de camion pour le ministère des Transports de la province de l'Ontario, vous pouvez être renvoyé purement et simplement si vous placez une pancarte sur votre pelouse indiquant pour quel parti ou pour quel candidat vous comptez voter dans une élection. En Nouvelle-Écosse, si vous assistez à une réunion politique, vous pouvez être renvoyé. Si vous faites un don à un parti politique, vous êtes renvoyé. Ce genre de restriction n'est généralement pas appliqué aux travailleurs du secteur privé.

Les employés du secteur public—je ne veux pas m'attarder là-dessus, mais cela reste encore un fait très souvent méconnu—n'ont toujours pas le droit de négocier leur pension de retraite, non plus que les promotions, les mutations, ni les licenciements. À supposer qu'un responsable de l'administration ou un employeur ait l'audace de vouloir laisser entendre à mon excellent ami et collègue Bob White, qu'il ne pourra plus négocier ces questions pour les membres du Syndicat des travailleurs de l'automobile, je pense que la réaction serait assez spectaculaire; pourtant, c'est le sort des employés du secteur public depuis qu'il y a un État canadien. Le régime donc de l'employé varie selon l'employeur et nous aimerions que vous portiez votre attention sur ce genre d'inégalités.

Un autre élément qui nous semble important—et qui nous pose certaines difficultés, ayant trait à certaines dispositions discriminatoires fondées sur la notion d'âge—est celui de la retraite obligatoire. Au sein de notre syndicat, et je pense que cela vaut pour la plupart des autres syndicats, nous sommes extrêmement divisés sur cette question. Certains voudraient que l'on supprime cette institution de la retraite obligatoire, alors que d'autres estiment qu'une telle mesure serait extrêmement discriminatoire, et c'est mon cas. Cela serait en effet injuste à l'égard des cols bleus, c'est-à-dire des travailleurs manuels, qui ont besoin de force physique pour accomplir leurs tâches de façon satisfaisante; cette catégorie d'employés se trouverait en effet défavorisée par rapport aux cols blancs dont le travail est plus sédentaire. La plupart des conducteurs de chasse-neige qui travaillent 14 heures par jour au col Rogers,

[Texte]

who get to be 65 and are driving snowplows through Rogers Pass for 14 hours a day are quite happy to retire, and have no desire to carry on doing that until they are 90. Most social workers I talk to do not mind if they carry on social working till they are 100. So there is a problem there, and we recognize it.

Our solution to it, and I hope it is not considered a cop-out, is to suggest that the question of mandatory retirement should be a negotiable matter for the group of workers involved. You may have a group of workers who feel that indeed they want to have mandatory retirement in a pension plan, and you may have others who feel they do not want to have mandatory retirement. We think that degree of flexibility is the best way of dealing with that problem.

Let me deal, if I may, with the discrimination on the basis of disability. Let me deal firstly with the issue of employment in the military for disabled people. At the moment the military discriminates against disabled people and does not employ them in military occupations. We think that is wrong and should be abolished. I will give you the example I always use, and I am going to use it later on. General Leonard Johnson—who used to be a Canadian general and now a peace activist—when when he was a general, reports on the time he went to the NORAD underground headquarters—I think they are somewhere in the middle west or the western states of the United States—and the person on duty, who was responsible for making the decision on whether or not we started World War III, was a female, pregnant, sitting there knitting and watching the screens to see whether the Soviet Union was sending any weapons. Well, I would suggest to you that a handicapped person could do that job just as well as that pregnant woman did the job, or anybody else. In other words, we are moving into a different age, and today's military is not the military of 40 years ago.

Another thing we are concerned about in terms of the discrimination against the disabled is the whole question of mobility. We think you have to come to grips with what happens if a disabled person wants to move from one part of the country to the other, or visit from one part of the country to the other. They are the type of disabled person who is sufficiently affected that they have to have a full-time attendant travel with them. The question becomes do they have to buy two plane tickets, or do they just have to buy one plane ticket, like you or I? Clearly they should have to buy one plane ticket, like you or I. The only question it seems to me that you guys have to worry about, and women as well, is who pays for the other ticket—whether it is the taxpayers generally, whether it is the airline, whether it is the other consumers. But that I do not think is the important issue. The important issue is that if you are going to make transportation freely available to disabled people, then you have to remove the barriers.

[Traduction]

par exemple, sont tout à fait heureux de prendre leur retraite à 65 ans, sans aucun regret de ne pas pouvoir continuer jusqu'à 90 ans. Par contre, la plupart des travailleurs sociaux avec lesquels je discute, seraient prêts à travailler jusqu'à 100 ans. Il y a donc là un problème qui se pose, et nous en avons conscience.

Notre solution serait, et j'espère que ce ne sera pas interprété comme une démission, que cette question de l'âge de la retraite soit négociable d'un groupe à l'autre. Certains groupes d'employés préféreront que les dispositions sur la retraite prévoient, pour leur catégorie, une limite d'âge, d'autres pas. Nous pensons donc qu'une certaine souplesse permettrait de résoudre ce problème.

Permettez-moi maintenant d'aborder le problème des handicapés. Je vais d'abord traiter du cas de l'Armée. Pour le moment, celle-ci ne recrute pas de personnes handicapées pour remplir des fonctions militaires. Nous pensons que c'est une erreur, et qu'il faudrait changer cela. Je vais vous citer un exemple auquel je me reporte toujours, et je vous en reparlerai encore plus tard. Le Général Leonard Johnson—qui était général de l'Armée canadienne et qui milite maintenant dans le Mouvement de la paix—raconte qu'à l'époque où il était général il a visité les quartiers généraux souterrains du NORAD—quelque part je crois dans le Middle West ou dans l'ouest des États-Unis, et que la personne de garde, responsable en quelque sorte de décider si oui ou non l'on devait déclencher la Troisième Guerre mondiale, était une femme enceinte, qui tricotait en regardant les écrans où elle devait surveiller si certains missiles soviétiques n'apparaissaient pas. J'aimerais vous dire que n'importe quelle personne handicapée pourrait faire ce travail aussi bien que cette femme enceinte, et qu'en quelque sorte les temps ont changé, et que l'Armée d'aujourd'hui ne ressemble pas du tout à celle d'il y a 40 ans.

Nous sommes également inquiets du sort des handicapés sur le plan de la mobilité. Il va en effet vous falloir vous pencher sur ce qui se passe lorsqu'une personne handicapée veut se déplacer, d'une région à l'autre du pays. Certains de ces handicapés le sont suffisamment pour avoir besoin d'une aide permanente pendant le voyage. La question se pose alors de savoir s'il leur faut acheter deux billets d'avion, ou si un seul suffit, comme c'est le cas pour vous ou moi. De toute évidence un seul billet devrait leur suffire, exactement comme pour nous. La question que vous aurez donc à vous poser, messieurs—mais également mesdames—est de savoir qui doit payer le prix de cet autre billet, le contribuable, la compagnie aérienne, ou les autres clients du transport aérien. Mais ça n'est même pas la question la plus importante. Celle-ci serait surtout de supprimer tous les obstacles au déplacement de ces handicapés, si vous voulez vraiment qu'ils soient libres de leurs mouvements.

On the question of the hearing impaired, the federal government has been dragging its feet for ages. On the question of making it mandatory that the telephone company

Passons maintenant à la question des malentendants, sur laquelle le gouvernement fédéral traîne depuis des années. Et je pense notamment à ce dispositif souple et adaptable qui peut

[Text]

put in this flexible coil that can then be hooked up so that the telephone can be used by a hearing-impaired person, the device costs less than \$1; but because Northern Telecom and Bell Canada do not want to do it, the government has not had the courage to insist that it be done. It is ridiculous; that is a form of discrimination against the hearing impaired. It should have been ended years ago, and we should not have to have a Constitution and a Charter of Rights to address it. We think this committee now has the opportunity to deal with that subject as part of its broader mandate, so we hope you will.

Discrimination against part-time workers: We all know the work force is changing in Canada, and we are increasingly moving toward a pattern of work whereby the number of part-time workers are increasing. Especially many of our younger people may spend their lives in one form of part-time work or other and never even get a full-time or steady job. In order not to have further social alienation and in the interests of fairness, we think part-time workers should not be systemically discriminated against as they are at the moment. Specifically, we think they should be eligible for pension coverage, unemployment insurance coverage, and specifically we think they should be allowed to join unions so that we in turn can do what we can to assist them. As of now, in every jurisdiction—public and private—part-time workers are not permitted by law to join unions and bargain collectively. We think you should do something about that.

Discrimination on the basis of sexual orientation we think should be addressed. It seems to us there are at least two ways of doing it. One is to make it crystal clear that the use of the word sex in the current section 15 includes sexual orientation, that the word sex as it appears with age and other things also applies to sexual orientation—or you might have to add a special section. We do not particularly have a preference one way or the other how you do it, but we think it should be made crystal clear that the Charter of Rights is intended to give equality in our society to people whose sexual preferences are not those of the majority.

We think specifically with regard to the armed forces that you should make sure they drop their prohibition on having homosexuals as members of our armed forces. We have not yet heard, quite frankly, a reason that makes any sense to us why they should not be allowed to be members of the armed forces.

Discrimination on the basis of marital status: Could we please hope this committee will do what it can to get rid of this ludicrous situation where poor women in this country, if they are single, do not get spouse's allowance, but if they once were married they do get the spouse's allowance? It is a ludicrous and discriminatory situation. The whole world knows that single women living alone, whether they once were married or are not married, are one of the most desperately poor and disadvantaged group in our Canadian society. Let us stop that

[Translation]

être installé sur n'importe quel téléphone lorsqu'un malentendant veut s'en servir, et qui devrait être obligatoire; cela coûte moins de 1\$, mais comme Northern Telecom ni Bell Canada n'en veulent, l'administration n'a pas eu le courage d'insister pour que cela se fasse. C'est tout à fait ridicule, et voilà encore une forme de discrimination dont souffrent ici les malentendants. Voilà des années que cela aurait dû être décidé et mis en application, et nous n'aurions pas besoin de la Constitution ni de la Charte des droits pour régler ce problème. Voilà donc venue l'occasion pour le Comité de faire quelque chose dans ce sens, dans le cadre très général de l'exécution de son mandat, et nous espérons que vous vous en occuperez.

Parlons maintenant des injustices dont souffrent les travailleurs à temps partiel: nous savons tous que la structure de la population active évolue au Canada, et que nous nous orientons de plus en plus vers une augmentation du nombre des travailleurs à temps partiel. Il y a notamment beaucoup de jeunes qui risquent d'être toute leur vie, d'une façon ou d'une autre, travailleurs à temps partiel, sans jamais avoir l'occasion d'avoir un emploi stable à temps plein. Pour éviter d'aggraver la désagrégation du corps social, et pour respecter les principes de la justice, il nous semble important de lutter contre les injustices systémiques dont souffrent ces travailleurs à temps partiel. Nous pensons, plus particulièrement, qu'ils devraient pouvoir cotiser à un fonds de pension, d'assurance-chômage, et être autorisés à s'inscrire à un syndicat pour que nous puissions les défendre lorsque cela est nécessaire. Pour le moment, quel que soit l'employeur—public ou privé—les travailleurs à temps partiel ne sont pas autorisés à se syndiquer, ni à négocier collectivement. Je pense que vous devriez également vous pencher sur ce problème.

Il faudrait également se pencher sur les cas de discrimination fondée sur des considérations d'ordre sexuel. On pourrait procéder de deux façons. L'une serait de bien expliquer que le terme «sexe» cité à l'article 15 en même temps que celui d'âge et certains autres, inclut la notion d'orientation sexuelle—l'autre serait d'ajouter un article spécial. Nous n'avons pas de préférence à cet égard, mais je pense qu'il faudrait indiquer bien clairement que la Charte des droits entend traiter tout le monde sur un pied d'égalité, quelles que soient les tendances sexuelles de la majorité.

Et notamment, pour ce qui est des forces armées, vous devriez vous assurer que l'on abandonne cette interdiction de recruter des homosexuels. Nous n'avons jusqu'ici entendu aucune raison valable justifiant que ceux-ci ne soient pas autorisés à faire partie des forces armées.

Discrimination fondée sur la situation de famille: pouvons-nous espérer que ce Comité fera ce qu'il peut pour mettre un terme à cette situation absolument absurde qui fait que les femmes pauvres de ce pays n'ont pas le droit à l'allocation du conjoint si elles sont célibataires, alors qu'elles y ont droit si elles ont été mariées par le passé. Voilà donc un état de fait aussi absurde qu'injuste. Tout le monde sait en effet que les femmes qui vivent seules, qu'elles aient été mariées ou non, sont le groupe le plus défavorisé de notre société et le plus pauvre. Ne faisons donc pas de cette allocation du conjoint une

[Texte]

additional annoying form of discrimination to those low-income single women in terms of the spouse's allowance.

Discrimination on the basis of sex: I am sure you have heard all sorts of presentations, so all we do is add our voice to the fact. Let us get rid of discriminatory annuity tables. Let us make sure pensions are fully vested. There has been a change, I know, and there is a proposal in the works to reduce vesting from 10 years to 2 years. Why we did not go all the way and say we are going to vest pensions is beyond me; I guess two is some sort of magic. We think you might as well go all the way and let people have their pensions vested, especially in the mobile society in which we find ourselves today. I mean, we no longer live in an age where somebody goes to work at 17 years of age and expects to retire in the same job; it just is not the pattern anymore. We must encourage portability. We must encourage people to move around, change careers, learn new skills; but damn it all, they should be taking their pensions with them as they go. One form of discrimination is on the basis of sex against men, of which you may want to find the odd example; that is the War Veterans Allowance. The War Veterans Allowance is payable to females at 55, males at 60. Why? There is another vestige of chauvinism that should be eradicated.

[Traduction]

forme supplémentaire de discrimination dont auraient à souffrir ces femmes seules faisant partie des économiquement faibles.

Discrimination fondée sur la notion de sexe: je suis sûr que vous avez eu des tas d'exposés sur cette question, et nous ne ferons que vous rappeler certains faits. Débarrassons-nous donc de toute mesure discriminatoire pour ce qui est du calcul de la rente. Assurons-nous que la dévolution est intégrale. Je sais que les choses sont en train de changer, et que l'on étudie une proposition faisant passer la dévolution de 10 à deux ans. Pourquoi s'est-on arrêté à deux ans, cela me dépasse, j'imagine que ce doit être un chiffre magique. On aurait pu aussi bien aller jusqu'au bout, et laisser les gens jouir de tous leurs droits acquis, étant donné notamment la mobilité de la société dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Nous ne sommes plus à une époque où quelqu'un entrait au service d'un employeur à 17 ans et pouvait s'attendre à y rester jusqu'à sa retraite; ça n'est plus comme cela que ça se passe. Nous devons donc encourager la transférabilité, pour en même temps encourager les gens à se déplacer, à changer de métier et à acquérir de nouvelles compétences; mais alors ils devraient avoir la possibilité de transférer les points de pension accumulés. Cette discrimination fondée sur la notion de sexe frappe d'ailleurs parfois les hommes, et la pension des anciens combattants en est un exemple. Les femmes y ont droit à 55 ans, alors que les hommes doivent attendre 60 ans. Pourquoi cela? Voilà donc les restes d'un préjugé qu'on s'attendrait à voir disparaître.

• 1250

On health and safety regulations, there is a big section in our brief, and I am not going to go to it in great detail because I am not sure I have a perfect understanding. The atomic energy regulations are such that it says that women of child-bearing age have a different set of standards of the radiation that they can work with. So if you are a man, there is one level of radiation you are permitted to work with, and if you are a woman between certain ages there is a different level. It seems to us that either the radiation is bad for you or it is not bad for you, in which case why do we not have one common standard of the radiation levels so everybody is treated equally? The implication of a different standard for the women, of course, is that they do not get the jobs; that in fact men get the jobs because, by regulation, they can work exposed to higher levels of radiation than the women can. Consequently, the employer in the industry thinks he know how to deal with that, he just will not hire the women; then he does not have the problem. We think you should have a look at that.

As to maternity benefits, we think you should have a look at permitting the fathers to be part of the maternity process. By that we mean the period allowed for maternity leave, which is 17 weeks, should be allowed to be broken up between a working male and female as they deem fit. In other words, it should not be the woman who has to take the 17 weeks if she does not want to. She might want to take 6 weeks and the man take 11, or vice versa. We think that as long as the Unemployment Insurance Commission is only making one set of cheques the couple should be free to determine how the cheques are assigned.

Pour ce qui est de la réglementation de la santé et de la sécurité, nous avons tout un paragraphe dans notre mémoire que je ne veux pas reprendre en détail, parce que je ne suis pas sûr de toujours comprendre de quoi il s'agit. C'est ainsi que les dispositions de la réglementation sur l'énergie atomique sont différentes pour les hommes et pour les femmes en âge de procréer, pour ce qui est des radiations auxquelles ils peuvent être exposés. Cela nous est incompréhensible, ou le niveau de radiation est trop fort ou il ne l'est pas, mais les normes devraient être les mêmes pour tout le monde. Cela a évidemment pour conséquence que les femmes ne peuvent pas être recrutées au même titre que les hommes, puisque ceux-ci peuvent être exposés à un niveau de radiation supérieur. Par voie de conséquence, les employeurs de ce secteur décident tout simplement de ne pas recruter de femmes; de cette façon le problème est réglé. Je pense que vous devriez vous pencher sur cette question.

Pour ce qui est des congés de maternité, nous pensons qu'il faudrait en faire profiter les pères. C'est-à-dire que cette période de 17 semaines devrait pouvoir être répartie entre le père et la mère, lorsqu'ils travaillent tous les deux et dans la mesure où cela leur convient. Bref, il ne devrait pas être obligatoire que ce soit la femme qui prenne 17 semaines de congé si elle ne le désire pas. Cela pourrait être par exemple six semaines et onze pour l'homme, ou vice versa. Tant que la Commission de l'assurance-chômage n'émettra qu'une seule sorte de chèque, le couple devrait avoir la possibilité de décider lequel des deux en bénéficiera.

[Text]

Regarding women in combat, I gave you the example of the NORAD headquarters, and if we are going to blow away the world, it may just as well be a woman as a man who presses the button. We just do not accept that women should not be permitted in combat roles.

As to sexist language, which I guess is a form of discrimination, we think the time is long overdue for eradicating sexist language from our statutes, from our regulations and everything else. However, from personal experience I know how difficult it is. Writing the collective agreement in the Province of British Columbia in non-sexist language was a strike issue. It was one of the reasons why we went on strike in British Columbia. It was the refusal of the Government of British Columbia to write a collective agreement which covered 50% women in non-sexist language. I know there are people out there who have antediluvian attitudes. I have very little time for them, I am sorry. Our proposal is that we do this on the basis of "s/he"—that is, "she" and "he" all in the same word; put it in everything which is produced in the future and let us get that issue put to bed.

So those are some of the things we have in mind; some of the matters our membership have talked about; some of the issues they are concerned about, some of the solutions they would like to see this parliamentary committee address.

The Canadian Constitution and the Charter of Rights and Freedom we believe is going to have a fundamental and profound impact on just about every element of life in our country. We think the awakening is happening slowly, but the pace of the awakening is accelerating. I guess, if we are permitted a comment of criticism, we think the three years prior to the final effective date of the charter was three years that might have been used a little more profitably by our legislators. In any event, that is our best in our 30 minutes. Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Fryer. You have covered the waterfront, almost. You may have thought those were all of the issues, but there is a few more we are also dealing with. Certainly you have raised in a very comprehensive way those of the issues we are dealing with, and it is exceedingly helpful to us to have your thinking on them. We will begin our questioning with Pauline Browes.

• 1255

Mrs. Browes: I would like to welcome you to the committee and thank you very much for your comments on a wide variety of issues that we are going to be dealing with as a committee.

I would like to target my question on your comments concerning your definition or interpretation of the word "sex" as a form of discrimination that is delineated in section 15. I was interested in your comments on how you interpret that as being male, female, or sexual preference, I suppose . . . or else you suggest that if that were not the interpretation, sexual orientation should be added. I was wondering what your

[Translation]

Pour ce qui est de la possibilité des femmes d'être engagées dans des actions de combat, je vous ai donné tout à l'heure l'exemple du quartier général du NORAD, et si nous devons un jour faire sauter la planète, il importe peu que ce soit une femme ou un homme qui appuie sur le bouton. Nous n'acceptons donc pas du tout que les femmes ne soient pas autorisées à occuper des postes de combat.

En matière de langage sexiste, qui est certainement une forme de discrimination, nous pensons qu'il est grand temps de supprimer toute trace de langage sexiste de nos lois, règlements, etc. Toutefois, je sais d'expérience combien la tâche est ardue. La rédaction d'une convention collective, en Colombie-Britannique, a achoppé sur cette question du langage sexiste et a été l'occasion d'une grève. C'est-à-dire que le gouvernement de Colombie-Britannique refusait de rédiger cette convention collective qui concernait, à 50 p. 100, des femmes, dans un langage débarrassé de tout sexisme. Je sais qu'il y a encore dans cette province des personnes qui ne sont pas encore débarrassées des vieux préjugés. Je n'ai pas de temps à perdre avec eux, j'en suis désolé, et nous proposons que l'on utilise dans ce genre de rédaction en anglais la forme «s/he»—c'est-à-dire elle et lui dans la même forme contractée; acceptons d'adopter cette forme à l'avenir, et n'en parlons plus.

Voilà donc un certain nombre de choses qui nous préoccupent, dont nos membres ont discuté, et pour lesquelles nous vous proposons un certain nombre de solutions dont nous aimerions voir le Comité discuter.

La Constitution canadienne et la Charte des droits et libertés auront des répercussions radicales et profondes sur tous les aspects de notre vie, je pense que le réveil est lent, mais il se fait à un rythme accéléré. Si nous pouvons nous permettre une critique, disons que cette période de trois ans avant la date finale d'entrée en vigueur de la Charte aurait pu être mieux utilisée par nos législateurs. Quant à nous, c'est ce que nous pouvons vous offrir de mieux en trente minutes. Merci, monsieur le président.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Fryer. Disons que vous avez pour ainsi dire épuisé le sujet, même s'il reste encore quelques questions sur lesquelles le Comité se penche également. Mais disons que vous avez traité de façon exhaustive les problèmes que vous avez abordés, et votre réflexion nous est extrêmement utile. Nous allons commencer la période des questions en donnant la parole à Pauline Browes.

Mme Browes: Je tiens à vous souhaiter la bienvenue au Comité, et à vous remercier pour cet exposé qui aborde toute une gamme de questions dont nous allons rediscuter au sein du Comité.

Ma question portera sur ce que vous avez dit à propos de l'utilisation du terme *sexe* à l'article 15. D'après vous cela concerne le fait que l'on puisse être homme, ou femme, mais devrait également concerner l'orientation sexuelle, si j'ai bien compris . . . et si cela n'était pas le cas, il faudrait ajouter une indication très précise pour que les choses soient claires. Que pensez-vous de l'idée avancée ici par certains témoins, selon

[Texte]

thoughts would be on the notion some persons have put to this committee that actually section 15 should be considered open-ended; that in fact the list is not exhaustive; and that because it is not exhaustive, sexual orientation would be considered a form of discrimination that would be considered although it is not specifically set forth there. What would be your comments on open-endedness?

Mr. Fryer: My comment on that would be that I think your interpretation of what the charter says is correct. That is to say, the specific reasons for discrimination are spelled out only as notable examples. Therefore if a person were discriminated against on the basis of their sexual orientation, probably they would have reason for litigation of some kind. But our general point at the beginning was we would prefer that you take hold of these matters legislatively, rather than allow it all to be decided, and have to be decided, through the courts. Taking legal action when you are a working person in the first place is incredibly expensive. Most working people do not have the funds even to initiate court actions, regardless of how meritorious they think they are. Legal advice really is the purview of the middle and upper middle class. Most working people cannot afford lawyers.

The second is that there is a real intimidation for people whose sexual orientation in any event is not that of the majority. There is a real intimidation to expect them to have to expose themselves by taking their concerns to court. I guess we think society should have advanced to the stage where we can accept people having a somewhat different sexual orientation from the majority and we should do what we can to encourage the discrimination that has occurred in the past to be terminated.

So I guess our preference would be that you make it clear in the act. But I would agree with your interpretation that the words there do not preclude a person from having a complaint or cause for action if they are in fact, and can prove that they are, discriminated against on the basis of their sexual preference. It is just that we think it would be better to do it at the outset.

Ms Copps: You raised a number of interesting points. I would have liked to ask quite a few questions, but since I cannot, I will restrict mine to the issue of freedom of association, because obviously the National Citizens' Coalition is going to use this as a springboard for breaking up the collective bargaining process as we now know it. It is really an under-the-table attack on organized labour in this country. What specific recommendations would you make to the committee to be able to stay that kind of back-door approach to union bashing?

Mr. Fryer: Hindsight is always 20:20. I guess what we would have liked you to have done when freedom of association went in there was to have had words that made it crystal clear that it involved the right of people to join unions, not the right of the National Citizens' Coalition to try to destroy them. However, we are also realistic enough to know that amendments are not going to be the easiest things.

[Traduction]

laquelle l'énumération des termes à l'article 15 n'est pas close, qu'elle n'est pas exhaustive, et que donc l'orientation sexuelle pourrait très bien en faire partie, même si les termes n'y figurent pas en toutes lettres. Qu'en pensez-vous?

M. Fryer: Je pense que cette interprétation de la Charte est tout à fait juste. C'est-à-dire qu'elle ne comprend qu'un certain nombre d'exemples connus, et si une personne devait être victime de mesures discriminatoires fondées sur la notion d'orientation sexuelle, elle aurait de très bonnes raisons d'engager un procès. Mais de façon générale, nous pensons qu'il est préférable que vous régliez ces questions par le biais législatif, plutôt que de vous en remettre aux tribunaux. Engager un procès est une procédure extrêmement coûteuse pour n'importe quel travailleur, et la plupart d'entre eux n'ont pas les moyens leur permettant de le faire; et ceci quel que soit le bien-fondé de leur intention. Jusqu'ici seules les classes moyennes et leur tranche supérieure ont l'habitude d'avoir recours aux conseils des avocats. La plupart des ouvriers ne peuvent pas se l'offrir.

Deuxièmement, il y a un facteur d'intimidation qui joue contre les personnes dont l'orientation sexuelle ne correspond pas à celle de la majorité. Elles hésitent donc vraiment à exposer leur cas devant un tribunal. J'imagine que notre société devrait être maintenant suffisamment évoluée pour accepter que certains de ses membres aient une orientation sexuelle quelque peu différente de celle de la majorité, et nous devrions faire ce que nous pouvons pour faire mettre un terme à cette situation de discrimination qui a prévalu jusqu'ici.

Voilà pourquoi nous préférierions que tout cela soit bien inscrit dans la loi. Mais je suis d'accord avec vous, l'interprétation des termes de l'article 15 n'exclut pas que quelqu'un puisse engager une procédure s'il peut prouver qu'il a été victime de certaines mesures de discrimination, en raison de ses préférences sexuelles. Mais nous pensons qu'il serait préférable que cela soit bien indiqué dès le départ.

Mme Copps: Vous avez soulevé un certain nombre de points très intéressants, et j'aurais eu beaucoup de questions à vous poser, mais puisque je n'en ai pas la possibilité, je vais me limiter à la question de la liberté d'association, étant donné que de toute évidence la *National Citizens' Coalition* va s'en servir comme d'un tremplin pour morceler la procédure de négociation collective telle que nous la connaissons à l'heure actuelle. Voilà donc un coup bas porté au monde syndiqué du pays, et j'aimerais savoir quelles recommandations vous auriez à faire au Comité pour que l'on puisse prévenir ce genre de manoeuvre insidieuse visant à réduire les syndicats du pays à rien?

M. Fryer: Après coup on a toujours raison. Ce que nous aurions aimé, c'est qu'au moment où la liberté d'association a été discutée, vous indiquiez très clairement dans le texte que cela incluait le droit de se syndiquer, mais non certainement pas celui de la *National Citizens' Coalition* d'essayer de détruire les syndicats. Néanmoins, nous sommes suffisamment réalistes pour savoir qu'il ne sera pas facile de remédier à la situation par la voie des amendements.

[Text]

I would hope from a committee such as this you would look at and comment on this dilemma that the charter creates for Canadian society of the rights of the collective in the perspective of the rights of the individual. I do not have the words on how you should do that, other than to tell you that we are very nervous. I should not admit that. We are very apprehensive about what is going to happen with the courts and their interpretation of freedom of association, especially as it refers to union security and the like.

• 1300

So I guess my comment is then, Ms Copps, that we would like this committee to bear in mind, and perhaps to have something to say about, the proper way in which group rights should interact with the rights of the individuals. I think that is what I have to say on it.

Ms Nancy Riche (National Secretary-Treasurer, National Union of Provincial Government Employees): We might just add that we would like to see section 1 interpreted to mean the rights of groups, including trade unions, and then we see the freedom of association falling back on section 1, and that is a reasonable limit, particularly in the NCC case, in that context, that section 1 could in fact . . . We believe it should in fact be interpreted also to mean the rights of groups, including trade unions.

Mr. Fryer: Yes. We are in for a legal nightmare. The trade union movement is going to be taking millions of dollars of hard-earned workers' dues and funnelling them out to blasted lawyers, who are going to thrash around whether or not we have the right to exist in Canada, and we think that is the wrong way of doing it.

Obviously we are going to have to say that the right of the collective to negotiate a particular provision in an agreement, let us say union security, is protected by section 1 because it is a reasonable limit, and then we are going to have to fudge on the issue of prescribed by law by saying that the statute that enables us to get our certificate of bargaining authority is the statute that entitles . . . But you and I all know that lawyers are going to have a field-day. I guess it is something we are going to have to deal with, but any agency of government that says something constructive on the issue and helps us through that morass or minimizes the number of legal challenges we have to deal with is very appreciated.

The Chairman: Thank you.

Svend Robinson.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman. Like Sheila, I have a few questions I would like to raise.

I am delighted to see NUPGE here before the committee. You have raised some issues which may be ever so slightly beyond the scope of this committee under section 15 of the equality rights, although I certainly share your concern with respect to the interpretation of section 2, the freedom of association provisions. In fact, I was a member of the Constitution committee and attempted to move amendments that

[Translation]

Nous aimerions qu'un comité tel que celui-ci puisse se pencher sur certaines des contradictions qu'entraîne la Charte entre les droits collectifs et les droits individuels. Je ne puis vous dire en termes précis comment procéder, mais je puis vous assurer que nous sommes extrêmement inquiets. Je ne devrais sans doute pas avouer cela, mais nous sommes très inquiets de la façon dont les tribunaux vont interpréter cette notion de liberté d'association, et notamment là où il est question de protection syndicale.

Ce que j'aurais donc à dire là-dessus, mademoiselle Copps, c'est que nous aimerions voir le Comité réfléchir—pour peut-être ensuite se prononcer—à l'harmonisation des droits collectifs avec les droits individuels.

Mme Nancy Riche (trésorière nationale, Syndicat national des employés de la Fonction publique provinciale): Nous aimerions que l'on puisse interpréter l'article 1 de telle façon que les droits des groupes y soient inclus, y compris ceux des syndicats, si bien que la liberté d'association renverrait à l'article 1, ce qui nous semble être une limitation raisonnable, et notamment dans le cas de la NCC, puisque l'article 1 pourrait alors . . . Nous pensons qu'il faudrait pouvoir interpréter cet article de façon à inclure les droits des groupes, y compris les syndicats.

M. Fryer: Oui. Nous allons alors au-devant d'un véritable imbroglio juridique. Et le mouvement syndiqué va être obligé d'utiliser les millions de dollars de cotisations, que les ouvriers ont gagnés à la sueur de leur front, pour engraisser quelques avocats qui vont vaguement discuter de savoir si oui ou non nous avons le droit d'exister au Canada; nous ne pensons pas que ce soit la bonne façon de procéder.

De toute évidence, il va falloir dire que le droit d'un collectif de négocier telle ou telle clause d'un accord, par exemple la protection syndicale, relève de l'article 1, que c'est un cas de limite raisonnable, et il nous faudra ensuite discuter de savoir ce qui est prescrit par la loi, en disant que notre droit de négocier nous est conféré par la loi qui nous autorise . . . Vous et moi-même savons tous que pour les avocats ce sera la fête. Il faudra sans doute que nous passions par là, mais tout ce qui pourrait être fait par le gouvernement et l'administration pour essayer de nous aider à traverser ces imbroglios législatifs en nous évitant autant que possible les procédures judiciaires, sera très apprécié.

Le président: Merci.

Svend Robinson.

M. Robinson: Merci, monsieur le président. J'ai moi aussi, comme Sheila, quelques questions à poser.

Je suis heureux donc de voir le Syndicat national des employés de la Fonction publique provinciale à cette séance de comité. Vous avez posé un certain nombre de questions qui sont parfois peut-être un peu hors sujet pour le Comité, puisque nous sommes ici pour discuter de l'article 15 et de l'égalité des droits, pourtant je partage certaines de vos appréhensions pour ce qui est de l'interprétation de l'article 2,

[Texte]

would restrict the scope of that to ensure that it did not in effect constitute a club in the hands of these neanderthal organizations such as the NCC.

I guess one of the regrets—as you say, hindsight is 20:20—that I had at the time, and certainly which I voiced at the time, was that the trade union movement collectively did not pay more attention to what was going on in the process of drafting the charter. I remember contacting many national organizations, and this obviously is not a criticism of you now, but I think that had that kind of attention been paid at the time then perhaps the effects would not be as serious. It is impossible to reverse that process now. As you say, the lawyers are certainly going to have a field-day, and the bosses are a lot richer than the workers so it is going to be a tough process.

Just two quick questions. First, with respect to the question of mandatory retirement being negotiable, I wonder how you deal with the argument that it is really not good enough for us to say, if in fact mandatory retirement is in breach of the charter: Okay, it is in breach of the charter; it is a denial of equality, but we will allow you to do it as long as it is a private transaction. Presumably you would not accept collective agreements that discriminated on the basis of sex or race or religion, and yet you are suggesting that collective agreements should in effect be allowed to opt out of that provision with respect to mandatory retirement. So I am not sure how that flows logically.

Second, with respect to sexual orientation, I am pleased to note your recommendations on sexual orientation, and certainly it can be argued that section 15 is open-ended and includes sexual orientation even though it is not explicitly set out.

• 1305

What steps have your affiliated organizations taken to include sexual orientation as a prohibitive ground of discrimination when you are negotiating collective agreements? Have you made any attempts to do that, and, if so, have you have any success?

Mr. Fryer: The answer to that, the second part first, is that some have and some have not made it an issue for the bargaining table. Most of the time, when the issue has been raised at the bargaining table—it has been raised in British Columbia, it has been raised in Saskatchewan—the employer's position is that he will abide by the applicable human rights or equality rights legislation in effect in the province or federal statutes. We have not been successful in moving governments, as employers, beyond the line they are prepared to commit themselves in a collective agreement, to abide by the law. They have not been prepared themselves to take that extra step.

Mr. Robinson: It has been put on the table, though, has it?

[Traduction]

notamment en matière de liberté d'association. De fait, j'ai fait partie du Comité sur la Constitution, et j'ai essayé de faire adopter certains amendements qui restreindraient la portée de ces dispositions, afin qu'elles ne deviennent pas une arme entre les mains d'organisations aussi dépassées que la NCC.

Evidemment l'un de mes regrets—et comme vous le disiez, après coup on sait toujours quoi faire—c'est qu'à l'époque—et je l'ai dit, le mouvement syndical dans son ensemble ne semblait pas porter suffisamment d'attention à la rédaction de la Charte. Je me rappelle avoir contacté beaucoup d'organismes nationaux, et je ne dis pas ça pour vous critiquer, mais s'ils s'étaient inquiétés un peu plus à l'époque certaines des conséquences n'en auraient pas été aussi graves. Evidemment c'est un processus maintenant irréversible. Comme vous le dites, les avocats vont s'en frotter les mains, et d'un autre côté les patrons sont toujours beaucoup plus riches que leurs employés. Ça ne va donc pas être facile.

J'ai deux questions brèves à vous poser. Tout d'abord, vous avez parlé de négocier l'âge de la retraite, mais je ne pense pas qu'il soit satisfaisant, si effectivement cette retraite obligatoire est en contradiction avec la Charte, d'accepter que ce soit autorisé, suite à des négociations privées. Je ne pense pas que vous puissiez accepter que certaines conventions collectives permettent des mesures de discrimination fondée sur le sexe, la race ou la religion, et d'un autre côté vous laissez entendre que ces conventions pourraient en effet permettre de passer outre à cette disposition, lorsqu'il s'agit de retraite obligatoire. Je ne vois pas très bien où est la logique.

Deuxièmement, pour ce qui est de l'orientation sexuelle, je suis heureux de voir que vous faites des recommandations à ce sujet, et on peut effectivement prétendre que l'article 15 n'est pas une liste exhaustive de termes, si bien que l'on peut très bien y inclure l'orientation sexuelle même si les mots n'y figurent pas explicitement.

Est-ce que les organismes qui sont affiliés à votre syndicat ont fait quelque chose, dans le cadre des négociations collectives, pour bien faire préciser que les préférences sexuelles ne pouvaient pas être un motif de discrimination? Avez-vous entrepris quelque chose en ce sens, et si oui, avez-vous eu gain de cause?

M. Fryer: La réponse à la deuxième partie de votre question, c'est que certaines organisations ont effectivement posé cette question à la table de négociations, d'autres pas. La plupart du temps, lorsque la question a été posée—cela a été le cas en Colombie-Britannique et en Saskatchewan—l'employeur accepte de s'en tenir à la législation fédérale ou provinciale sur les droits de la personne ou sur l'égalité des droits. Mais jusqu'ici les gouvernements, en leur qualité d'employeurs, n'étaient pas prêts à s'engager au-delà de ce que la loi leur impose.

M. Robinson: Mais la question a été posée, n'est-ce pas?

[Text]

Mr. Fryer: It has been put on the table in British Columbia, to my knowledge, and in Saskatchewan, and possibly other places that I do not know about. However, I do know about those two.

The question of mandatory retirement, as I said, is a very difficult one for us. Maybe I can even use my answer to turn the question back to you a bit. The courts are starting to rule that private sector collective agreements are not within the purview of the charter. Now, if in fact the courts rule that private sector collective agreements are not within the purview of the charter, then discriminatory retirement patterns are negotiated into collective agreements.

I made two points. First of all, we would like to negotiate the whole question of mandatory retirement. However, before we can negotiate the matter of mandatory retirement, we have to have the right to negotiate pensions. There is not a single public employee in Canada who has the right to negotiate his pension plan. Really, I guess, it is a two-step process. We would like to have the right to be able to negotiate the plan and then we would like to find ourselves in the same shoes as the private sector people. We hope that we can find an answer together.

But for us, the critical first step is to give us the right to negotiate. At the moment, these plans, which may or may not be discriminatory in the judgment of the courts and in the judgment of the charter, have all been imposed on us at any rate. We have not had any say in them to date.

The Chairman: Thank you.

Mr. Robinson: Thank you very much.

The Chairman: Next on me list is Dr. Kindy. However, he has indicated that, in the interest of time, he will pass. One final question, Mr. Reid.

Mr. Reid: Thank you, Mr. Chairman.

My question is with regard to mandatory retirement as well. Many persons in the work force are not now in collective bargaining units and perhaps never will be. Would you and your association agree with, or even accept, the premise of many witnesses that have appeared before this committee, submitting that the mandatory retirement age should be open-ended? It is a labour-management issue that should be resolved in the same manner as it would be at age 35, 45, or whatever. I go on to caution you, before you answer, that if you leave that as a labour-management issue, that answers my problem with respect to women... and comments on any other section dealing with equality.

Mr. Fryer: At the moment, the age is determined in a sense by social statute. If you get your Old Age Security pension and your Canada Pension Plan at age 65, it does not really matter whether you are in a union-place or a non-union place. That tends to be the social norm.

I am concerned, quite frankly, about the discriminatory element of abolishing the mandatory retirement age, because it does not mean the same thing for a white-collar worker in a

[Translation]

M. Fryer: Oui, en Colombie-Britannique et en Saskatchewan, à ma connaissance, et peut-être dans d'autres provinces sans que je le sache. Mais je peux vous citer ces deux exemples.

Pour ce qui est de la retraite obligatoire, je vous ai expliqué que c'était pour nous-mêmes assez difficile à résoudre. Je pourrais peut-être même me servir de ma réponse pour vous retourner la question. D'après certaines décisions récentes des tribunaux, les conventions collectives du secteur privé ne relèvent pas de la Charte. S'il en est bien ainsi, les négociations collectives pourront donner lieu à l'adoption de clauses de retraite en fait discriminatoires.

J'ai expliqué deux choses. Tout d'abord, nous aimerions que cette question de la retraite obligatoire puisse être négociable. Mais, avant d'en arriver là, nous devons pouvoir négocier l'ensemble de la question des pensions. Or, pour le moment, pas un seul employé du secteur public n'a ce droit au Canada. Il y a donc là une procédure en deux étapes. Nous voudrions pouvoir négocier le régime de pension, et ensuite avoir les mêmes droits que le secteur privé. Espérons que nous pourrions, collectivement, apporter une réponse à cette question.

Quant à nous, la première étape serait de nous accorder le droit de négocier. Pour le moment, ces régimes, qui peuvent être ou ne pas être discriminatoires d'après les tribunaux et selon la Charte, nous ont de toute façon été imposés. Jusqu'ici nous n'avons rien eu à dire là-dessus.

Le président: Merci.

M. Robinson: Merci beaucoup.

Le président: J'ai ensuite M. Kindy sur ma liste. Mais, étant donné le peu de temps dont nous disposons, il est prêt à laisser passer son tour. Une dernière question, monsieur Reid.

M. Reid: Merci, monsieur le président.

Ma question porte également sur la retraite obligatoire. Il y a beaucoup de travailleurs qui ne sont pas membres d'une unité de négociation, et qui ne le seront peut-être jamais. Est-ce que votre syndicat et vous-même seriez d'accord pour que, comme l'ont proposé divers témoins devant le Comité, l'âge de la retraite obligatoire ne soit pas fixé à l'avance? Finalement cela regarde la direction et les employés, et pourrait être discutée quel que soit l'âge, 35 ou 45, etc. Mais avant que vous ne répondiez, je dois vous avertir que si cette question ne devait regarder que l'employé et la direction, cela serait en même temps une réponse au problème des femmes... Et à un certain nombre de questions que soulève cet article sur l'égalité des droits.

M. Fryer: Pour le moment, l'âge de la retraite est fixé dans une certaine mesure par la loi. Que vous soyez syndiqué ou non, vous touchez la sécurité de la vieillesse et les versements du Régime de pensions du Canada à 65 ans, c'est la règle.

Mais je m'inquiète de l'aspect discriminatoire d'une suppression éventuelle de l'âge de la retraite obligatoire, étant donné que cela ne signifie absolument pas la même chose pour

[Texte]

sedentary occupation as it does for a blue-collar worker who is climbing telephone poles.

Mr. Reid: Retire him . . .

Mr. Fryer: Yes, sure.

Mr. Reid: It is the ability to do the job that you are hired for.

Mr. Fryer: Yes, and my experience tells me that some people, as they approach the later years in their life, regardless of the job they have, find it a little more difficult to do that job, whatever the job is. Most of the people whom I have spoken to tell me—I am talking about ordinary working people—they preferred having a fixed retirement date. They knew when that was, they knew they had to keep on until then. However, once that arrived, then, with dignity, they could leave the workplace.

I am nervous about saying that we should just regulate it or have it regulated at the labour-management level. However, I think I probably would prefer that with the other leg of your argument or proposal; namely, that it be open-ended and people can fix it on their own. I think I probably would prefer that rather than making the determination of agreed-upon retirement ages inappropriate in our society.

• 1310

So I think I probably could be persuaded by your proposal. I would have a couple of little qualifiers.

The Chairman: Thank you very much, each of you, for being here and for the presentation. It has been helpful to us to have the perspective you have brought, as I said, on that range of issues we are dealing with.

Mr. Fryer: We appreciate the opportunity to be here. I can hardly close without saying, of course, regarding our whole battle over the freedom of association, that those who feel we should not have it do not feel we should have the right to appear before you. They feel trade unions have to right to deal only with wages and working conditions and nothing else. Thank you.

The Chairman: Finally this morning, if I can still refer to well past 1 p.m. as the morning, I would like to welcome before the committee the Canadian Association of University Teachers. I would like to welcome before the committee Ed Anderson, the President; Sandy Casey; Donald Savage; Tina Head; and Richard Bellaire.

I do want to thank you for your patience. We are running a little bit behind. The reason for that, largely, is that the subjects we are dealing with are so far-reaching and interesting that it is hard to compress any discussion of them to a mere 30 minutes. But you have seen our format, which is basically now to turn the microphone over to you and invite you to give us the benefit of your thinking. I do want to thank you for having made your brief available to the committee members in advance, and perhaps if you could speak to that brief, we will have the opportunity for some discussion with MPs following that.

[Traduction]

un col blanc qui a un travail sédentaire, que pour un col bleu qui est obligé de monter au poteau téléphonique.

M. Reid: Donnez-lui la retraite . . .

M. Fryer: Certainement.

M. Reid: Vous êtes recruté pour pouvoir faire un certain travail.

M. Fryer: Oui, et je sais qu'à mesure que les années passent, on trouve de plus en plus difficile de faire tel ou tel travail, quel qu'il soit. La plupart de ceux avec lesquels j'ai discuté—je vous parle de simples ouvriers—préfèrent que l'âge de la retraite soit fixé. Ils savent à ce moment-là quand ils pourront partir en retraite et jusque quand ils doivent pouvoir travailler. Ils peuvent alors, à cette date, quitter dignement le monde du travail.

J'ai du mal à opter pour l'une ou l'autre des solutions: une réglementation fixée à l'avance, ou une entente entre la direction et les employés. Mais je préférerais peut-être cette dernière solution, parallèlement à ce que vous proposiez, à savoir que l'âge ne soit pas fixé de façon irrémédiable, et que les intéressés le négocient. Je pense que je préférerais cela plutôt que d'imposer des âges de retraite inappropriés.

Je pourrais donc peut-être accepter votre proposition avec une ou deux réserves.

Le président: Merci beaucoup d'être venus nous faire cet exposé. La perspective dans laquelle vous mettez l'éventail de questions dont nous traitons nous est très utile.

M. Fryer: Nous vous remercions de votre invitation. Je ne puis terminer ce discours sans dire que ceux qui estiment que nous ne devrions pas jouir de la liberté d'association estiment que nous ne devrions pas non plus avoir le droit de comparaître devant vous. Ils estiment que les syndicats doivent se limiter à parler de salaires et de conditions d'emploi. Merci.

Le président: Pour finir, ce matin, si l'on peut encore parler de matin alors qu'il est une heure de l'après-midi passée, nous accueillons maintenant l'Association canadienne des professeurs d'université. Je vous en présente le président Ed Anderson, Sandy Casey, Donald Savage, Tina Head et Richard Bellaire.

Merci beaucoup d'avoir été si patients. Nous sommes un peu en retard. C'est essentiellement parce que les sujets dont nous traitons sont tellement vastes et intéressants qu'il est difficile de limiter les témoins à 30 minutes. Toutefois, vous avez vu comment nous procédons. Il ne me reste donc plus qu'à tourner le micro vers vous pour vous inviter à nous communiquer votre pensée. Je vous remercie toutefois d'avoir mis votre mémoire à la disposition des membres du Comité et j'espère que vous y ferez allusion pour que nous puissions ensuite entamer une discussion à ce sujet.

[Text]

I would excuse myself momentarily and ask the vice-chairman of the committee, Pauline Browes, to gavel down any unruly proceedings that might come in the next minute while I just make a call. Thank you.

Mr. E. Anderson (President, Canadian Association of University Teachers): Thank you very much, Mr. Chairman. We appreciate your patience, too, in sitting through your lunch hour to continue to hear people. I understand Question Period starts at 2 p.m., so I wish you well in getting a bite to eat before you have to get to the House.

Thank you for permitting us to appear before the committee and for the opportunity to share with you some of our ideas on several fundamental issues that fall within the area of equality of rights. The areas we wish to discuss with you today focus primarily on the following. The first is the application of the Charter of Rights and Freedoms. It is our opinion that universities fall within the definition of section 32. It is important since education is an essential ingredient of equality of opportunity and it helps shape the meaning of the extent of equality in our society.

Second, collective bargaining: Again, it is our view that the right to bargain collectively is a fundamental right in a democratic society; yet other legislation has been introduced to prevent this. We look to the charter as a means of securing this basic right.

Third, mandatory retirement: We have supported the right of those who desire and remain capable of doing so to continue in employment. We also hold the view that the system should be flexible, providing on one hand for an early retirement without actuarial penalty, providing for an adequate pension for those who wish to quit work at 65 and other schemes that would provide for a variety of reduced appointments. We are of the opinion that it is not necessary to abandon the concept of a "normal" retirement age. We point out in our brief that it is necessary to discard the over-emphasis on administrative convenience and to work together creatively to develop fair and flexible retirement options.

• 1315

The fourth point contained in our brief is pension reform. Our primary focus there is directed toward equitable treatment of women in our pension system.

The fifth point, discrimination on non-enumerated grounds. We support the view that section 15 should not be limited to those areas of discrimination that have been included. Our own non-discrimination clause that the CAUT has proposed and that we urge our member associations to negotiate into their collective agreements and employment documents contains additional grounds, such things as language, political affiliation and belief, sexual orientation, marital status, family relationship, personal or social lifestyle or behaviour, clerical or lay status, place of residence and union activity or membership. Some of these are also prohibited by federal and provincial human rights and labour legislation.

[Translation]

Je vous prierais de m'excuser un instant et je demanderais à la vice-présidente Pauline Browes d'appliquer la discipline nécessaire pendant la minute où je serai absent. Merci.

M. E. Anderson (président, Association canadienne des professeurs d'université): Merci beaucoup, monsieur le président. Nous vous savons également gré de votre patience puisque vous prenez sur votre heure de déjeuner pour nous entendre. Je crois que la période des questions commence à 14 heures si bien que vous n'aurez pas grand temps pour manger.

Merci de nous avoir invités à comparaître et à partager avec vous certaines de nos idées sur plusieurs questions fondamentales touchant l'égalité des droits. Les sujets dont nous souhaitons discuter aujourd'hui portent essentiellement sur les points suivants. Tout d'abord l'application de la Charte des droits et libertés. Nous estimons que les universités sont couvertes par la définition de l'article 32. C'est important puisque l'éducation est un ingrédient essentiel de l'égalité des chances et qu'elle aide à définir le sens de l'égalité dans notre société.

Deuxièmement, les négociations collectives: là encore, nous estimons que le droit de négocier collectivement est un droit fondamental dans une société démocratique; or d'autres lois vont à l'encontre de ce droit. Nous jugeons que la Charte devrait nous permettre d'assurer ce droit fondamental.

Troisièmement, retraite obligatoire: nous estimons que ceux qui souhaitent et restent capables de tenir un emploi devraient avoir le droit de le faire. Que d'autre part le système devrait être suffisamment souple pour englober à la fois retraite anticipée sans pénalité actuarielle, retraite adéquate à ceux qui souhaitent arrêter de travailler à 65 ans et d'autres systèmes prévoyant un éventail de charges réduites. Nous estimons qu'il n'est pas nécessaire d'abandonner le concept d'un âge «normal» de retraite. Nous signalons dans notre mémoire qu'il faut par contre cesser d'insister tant sur les considérations administratives et faire ensemble preuve d'imagination pour trouver des possibilités de retraite justes et souples.

Le quatrième point sur lequel nous insistons dans notre mémoire est la réforme des pensions. Notamment, le traitement équitable des femmes dans notre régime de pension.

Cinquièmement, discrimination pour motifs non énumérés. À notre avis, l'article 15 ne devrait pas se limiter aux motifs de discrimination qu'il contient. L'article proposé par notre association au sujet de la discrimination est celui que nous demandons à nos associations membres de négocier dans leurs conventions collectives et leurs documents d'emploi. Il contient d'autres motifs de discrimination comme la langue, l'affiliation et les convictions politiques, les préférences sexuelles, la situation familiale, les relations familiales, le style de vie ou le comportement personnel ou social, le statut cléricale ou laïc, le lieu de résidence, les activités ou appartenances syndicales. Certains de ces motifs de discrimination sont également interdits dans les lois fédérales et provinciales sur les droits de la personne et dans les codes du travail.

[Texte]

In this brief we have placed particular emphasis on sexual orientation. We feel it is one ground for discrimination that has received considerable debate. It is our opinion that it is now time for action.

The sixth and final point, affirmative action. We are concerned about equality of the participation by women in the many sections of the university community. We have recommended ways in which they should be addressed in the student population, the faculty and the administration. Achievement of equality, though, has a prerequisite and that prerequisite is equality of opportunity, and such opportunities require adequate funding for our universities. This is addressed in more detail in our brief.

Finally, I would like to recognize the importance of the work that the standing committee has before it. It is not only the review of statutes and the recommended changes that will make them conform to section 15, but perhaps even more importantly will be the assessment of basic assumptions, policies and programs that will set the groundwork for the elimination of systemic discrimination. This will require funding, commitment and a reordering of priorities in our country.

Thank you. I would ask my colleagues if they have anything they wish to add. No? Thank you, Madam Chairman.

The Vice-Chairman (Mrs. Browes): I thank you very much.

The Chairman: Thank you. You get that in stereo.

We will begin with Svend Robinson, Member of Parliament for Burnaby.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman. First of all, I would like to apologize to our witnesses for having had to wait for so long before they were able to appear before the committee. But, of course, as the Chair has indicated, the evolution of the briefs this morning was such that it took a little longer.

You have raised a number of issues which are obviously of great importance to the work this committee is doing. I can assure you that we are addressing each and every one of those issues and will do so in the course of our reporting to Parliament. You refer, for example, to suggestions by some with respect to discrimination on the basis of sexual orientation, that this is the beginning of a public debate—I point out quite properly that this debate is one which has been going on for some time—and that you expect this committee to make recommendations in that area instead of calling for further study. As the author of a private member's bill on this subject, which is also before the committee, I certainly share that concern. I am pleased to see that CAUT has made strong recommendations in this area.

Just two questions: First, on the question of discrimination on the basis of sexual orientation, how successful have you been in negotiating this as a prohibited ground of discrimination in collective agreements? I note you advocate that your members negotiate it, but have you had much success at your member institutions in having this included as a prohibited ground of discrimination?

[Traduction]

Nous avons particulièrement insisté dans notre mémoire sur les préférences sexuelles. Nous estimons que c'est un des motifs de discrimination dont on a beaucoup parlé. Il nous semble qu'il est maintenant temps d'agir.

Sixième et dernier point, l'action positive. Il s'agit pour nous de la participation égale des femmes aux nombreux éléments de la communauté universitaire. Nous avons recommandé des moyens d'y veiller au sein de la population étudiante, parmi les professeurs et dans l'administration. L'égalité exige toutefois une condition préalable qui est l'égalité des chances et cela suppose un financement adéquat de nos universités. Nous donnons davantage de détails à ce sujet dans notre mémoire.

Pour finir, je dois signaler l'importance du travail entrepris par votre Comité. Il ne s'agit pas simplement d'étudier les lois et de recommander certaines modifications en vue de les rendre conformes à l'article 15 mais, et c'est peut-être le plus important, il s'agira d'évaluer les hypothèses, politiques et programmes fondamentaux en vue d'éliminer la discrimination systémique. Cela exigera des fonds, un engagement et un nouvel ordre de priorités pour notre pays.

Merci. Je demanderais à mes collègues s'ils veulent ajouter quelque chose. Non? Merci, madame la présidente.

La vice-présidente (Mme Browes): Merci beaucoup.

Le président: Merci. En stéréo.

Nous commencerons par Svend Robinson, député de Burnaby.

M. Robinson: Merci, monsieur le président. Tout d'abord, je souhaite présenter mes excuses à nos témoins que nous avons fait attendre très longtemps. Toutefois, comme l'a dit le président, les exposés de ce matin ont pris un peu plus de temps que prévu.

Vous avez soulevé un certain nombre de questions qui sont évidemment très importantes pour notre Comité. Je puis vous assurer que nous réfléchissons à chacune d'entre elles et que nous y reviendrons dans nos rapports au Parlement. Vous parlez par exemple de la discrimination fondée sur les préférences sexuelles en disant qu'un grand débat a commencé à ce sujet—je signalerai que ce débat n'est pas nouveau—et que vous souhaitez que le Comité fasse des recommandations plutôt que de suggérer de continuer à étudier la question. À titre d'auteur d'une proposition de loi à ce sujet, proposition que notre Comité étudie également, je suis tout à fait d'accord avec vous. Je suis heureux de constater que votre association a présenté des recommandations fermes dans ce domaine.

Deux questions seulement: tout d'abord, à propos de la discrimination fondée sur les préférences sexuelles, avez-vous réussi à négocier cela dans vos conventions collectives? Vous préconisez que vos membres le négocient, mais ceux-ci ont-ils réussi à inclure cela comme motif de discrimination interdit?

[Text]

Second, what about the question of affirmative action? Could you perhaps elaborate a bit on where that stands right now? I remember we had a witness appear before us—I think it was in Toronto from the Council of Ontario Universities—is that it?

The Chairman: Yes.

Mr. Robinson: The Council of Ontario Universities which, frankly, I thought was one of the most neanderthal witnesses to appear before the committee in our entire public hearings. I said that to them directly, both with respect to their views on affirmative action and on mandatory retirement and a number of other areas. I am concerned that if that is the attitude of administrators within the Ontario university system, we have an awful lot of work to do.

• 1320

So maybe you could just touch on those two areas. What concrete steps have been taken with respect to affirmative action at the universities at which your members teach? And secondly, what progress has been made in collective agreements with respect to inclusion of sexual orientation?

Ms Sandy Casey (Canadian Association of University Teachers, Status of Women Committee): Perhaps I could address the question on affirmative action. We do support the idea of equality of employment for women at the universities, and at the same time we support the idea of university autonomy. It is because of this that we are asking the member universities to deal with affirmative action, if at all possible, on their own campuses first. We have a stand. I think in the papers we have a statement on affirmative action as one of the appendices.

One of the problems with affirmative action programs—I am speaking of the professoriate here—at the universities is that because of decreased funding, of course, there are cut-backs in staffing, and you cannot add additional women if there are no new positions to hire them into. It is for that reason that we have indicated here that federal financing as well as provincial financing is crucial to the universities.

Mr. Robinson: I raised that question because progress has been so terribly slow, particularly at the senior levels of university administration. I remember I was on the board of governors at UBC quite a few years ago, too many years ago now, and raised this . . .

The Chairman: He is a child prodigy, in case you are wondering.

Mr. Robinson: I raised this issue then, and the statistics really are quite discouraging.

Ms Casey: Well I think there are a number of issues that need to be addressed. It is not just a question of affirmative action on the universities; it is also a question of so many women professors needing or wanting to drop out for a few years in order to raise families. What happens to them? What

[Translation]

Deuxièmement, l'action positive. Pourriez-vous développer un peu votre pensée à ce sujet? Je crois que nous avons reçu un témoin, à Toronto, si je ne m'abuse, du Conseil des universités de l'Ontario, n'est-ce pas?

Le président: Oui.

M. Robinson: Ce conseil est, très franchement, l'un des témoins les plus néandertaliens qu'ait entendus notre Comité. Je le leur ai dit sans ambages, tant à propos de l'action positive que de la retraite obligatoire et d'un certain nombre d'autres questions. Je m'inquiète en effet que si c'est là l'attitude des administrateurs des universités de l'Ontario, nous n'avons pas fini.

Peut-être pourriez-vous ainsi aborder ces deux sujets. Quelles mesures concrètes ont été prises dans le domaine de l'action positive dans les universités où enseignent vos membres? Deuxièmement, quels progrès ont été réalisés dans les conventions collectives quant à l'inclusion des préférences sexuelles dans les motifs interdits de discrimination?

Mme Sandy Casey (Association canadienne des professeurs d'université, Comité de la situation de la femme): Peut-être pourrais-je répondre à la question sur l'action positive. Nous sommes pour l'égalité d'emploi dans les universités mais nous sommes également pour l'autonomie des universités. C'est pourquoi nous demandons aux universités membres de faire, si possible, de l'action positive tout d'abord dans leur propre université. Notre position est claire. Je crois qu'elle est clairement énoncée dans un des documents que nous avons ajoutés en annexe.

Un des problèmes que posent les programmes d'action positive—et je parle ici des professeurs—dans les universités est que la baisse des subventions oblige à des compressions de personnel et qu'il est impossible d'ajouter des femmes s'il n'y a pas de nouveaux postes à pourvoir. C'est pourquoi nous avons indiqué ici que les subventions fédérales et provinciales sont cruciales pour les universités.

M. Robinson: J'ai soulevé la question car il semble qu'il n'y ait pas grand progrès, surtout aux échelons supérieurs de l'administration des universités. Je me rappelle avoir été membre du Conseil des gouverneurs de l'Université de Colombie-Britannique il y a pas mal d'années, trop longtemps maintenant, et avoir soulevé . . .

Le président: C'est un enfant prodige, au cas où vous vous demandiez.

M. Robinson: J'ai soulevé la question et les statistiques sont vraiment très décourageantes.

Mme Casey: Je crois qu'il y a un certain nombre de questions à examiner à ce sujet. Ce n'est pas un simple problème d'action positive; c'est également le fait que tellement de femmes professeurs doivent ou veulent cesser de travailler quelques années pour élever une famille. Que leur

[Texte]

happens to tenure? What happens to promotion policies? These sorts of things also must be addressed.

Mr. Donald C. Savage (Executive Secretary, Canadian Association of University Teachers): On your second question, you have to bear in mind that about two-thirds of Canadian university faculty are covered by collective agreements within CAUT and the other third are not. So talking about the ones that are covered by collective agreements, virtually all faculty associations within CAUT have attempted to negotiate provisions within the collective agreements on sexual orientation. The vast majority have succeeded in doing so, but I can tell you that it was not easy. I know of no university administration that was prepared to agree to that without a considerable battle on the subject. But it probably is, I think, in terms of results, a more satisfactory arrangement across the country than is the case in almost any other part of the organized labour force that I know.

Mr. Robinson: Have there been any complaints raised pursuant to the collective agreements where that ground is included?

Mr. Savage: You mean . . .

Mr. Robinson: On the basis of discrimination.

Mr. Savage: —grievances in arbitration? No. I would say that the negotiations to those clauses were as much an educational process as they were a legal process. It made it clear . . . I suppose in a certain sense the opposition of administrations to these articles was helpful in making it an educational process, because it became more widely discussed. It became clear that this kind of prejudiced action simply was not acceptable on the campuses that had such collective agreements.

Mr. Robinson: Thank you.

Mr. Anderson: If I can add just a comment on your question of affirmative action, University of Western Ontario is probably one of the first and most successful in introducing an affirmative action program that has worked. It worked primarily because they found some new money to provide the opportunities to hire women faculty members at the university. It is not a question of simply finding funds by reallocating through attrition funds that are available. If we wait for that, it is going to take forever to correct the percentages you referred to earlier. It is going to require an influx of new money. In addition to that, on page 33 in the brief, you will see a number of other policies that also are important in addressing affirmative action programs, because unless you have answers to some of those it is going to be difficult to get an affirmative action program in place and make it work.

• 1325

The Chairman: Thank you very much. We will go next to Pauline Browes, Member of Parliament for Scarborough Centre.

Mrs. Browes: Thank you, Mr. Chairman.

[Traduction]

arrive-t-il? Qu'advient-il de l'ancienneté? Des promotions? C'est le genre de choses qu'il faut également étudier.

M. Donald C. Savage (secrétaire général, Association canadienne des professeurs d'université): Il ne faut pas oublier qu'environ deux tiers des professeurs d'université canadiens sont couverts par des conventions collectives alors qu'un tiers ne le sont pas. Si vous parlez donc de ceux qui sont couverts, pratiquement toutes les associations de professeurs qui font partie de l'Association canadienne ont essayé de négocier des dispositions sur les préférences sexuelles dans leur convention collective. La grande majorité y sont parvenus mais je puis vous dire que ce ne fut pas facile. Je ne connais pas d'administration qui soit prête à accepter cela sans que nous livrions une grande bataille. Je crois toutefois que les résultats sont de façon générale plus satisfaisants que dans la plupart des autres éléments des travailleurs syndiqués.

M. Robinson: Y a-t-il eu des plaintes à ce sujet lorsque ce motif est inclus dans les conventions collectives?

M. Savage: Vous voulez dire . . .

M. Robinson: C'est en termes de discrimination.

M. Savage: . . . en arbitrage? Non. Je dirais que les négociations touchant ces articles furent tout autant un processus éducatif que juridique. Cela fit apparaître . . . Dans un sens l'opposition des administrations à ces articles a aidé au processus éducatif car on en a davantage discuté. Il est ainsi devenu évident que ce genre de discrimination n'était tout simplement pas acceptable dans les universités couvertes par de telles conventions collectives.

M. Robinson: Merci.

M. Anderson: Permettez-moi d'ajouter un commentaire à propos de l'action positive. L'Université de l'ouest de l'Ontario est probablement l'une des premières à appliquer avec succès un programme d'action positive. Si cela a marché, c'est essentiellement parce que l'on a trouvé des fonds supplémentaires pour engager des professeurs femmes à l'université. Il ne s'agit pas simplement de réaffecter des fonds disponibles à la suite de départs. Si c'est ce que nous attendons, nous n'arriverons jamais à modifier les pourcentages dont vous parliez tout à l'heure. Il faut des fonds nouveaux. D'autre part, à la page 33 du mémoire, vous verrez un certain nombre d'autres principes généraux qui sont également importants dans le cadre des programmes d'action positive car s'ils ne sont pas appliqués, il sera difficile d'adopter un programme d'action positive qui puisse marcher.

Le président: Merci beaucoup. Nous passons maintenant à Pauline Browes, députée de Scarborough—Centre.

Mme Browes: Merci, monsieur le président.

[Text]

I hope to have the opportunity to read this submission at a later date, because it is very comprehensive; and I appreciate your taking the time for the preparation of this.

In your submission, specifically on mandatory retirement, in my quick perusal of this, I gather you are coming down on the side of leaving it the way it is—at the normal retirement age. Is that what you are saying, or are you saying a flexible kind of age and not having mandatory retirement? Maybe you could clarify your position on it.

Mr. Anderson: No, we are not in favour of having people retire at the normal age of 65. We do not judge that to be a normal age for anything. We are much more in favour of a flexible system that allows those people who wish to retire at age 65, or some other age, to retire at that time, and for those who wish to continue on working, and they are capable of doing so, that they can continue working—and a whole range of things in between that makes the system much more flexible than it is now.

Mr. Savage: If I could add one point to that. Our reference to normal retirement age is to ensure that people who want to retire at 65 can still retire at 65 and that it is not considered a matter which would result in some kind of actuarial penalty against them, as is now the case with those who retire before the age of 65. In other words, not draw a distinction between the age in which we make calculations and the age at which we would make people retire is what we are saying.

We are in favour of the abolition of mandatory retirement. We would hope that this committee would recommend to the Minister of Justice that legislation be undertaken to do that. We have, in fact, gone to court at York University and the University of Toronto on the subject of mandatory retirement, but we would prefer to have action taken now, rather than wait three years or so as our case wanders through the courts to a final resolution.

Mrs. Browes: I am pleased that you brought this to our attention because, as Mr. Robinson indicated, a group that we heard in Toronto argued the point that perhaps the charter did not even apply to universities, that it was autonomous, that it was private, and therefore mandatory retirement was something we really should not be dealing with at all concerning universities.

I appreciate the comprehensiveness you have put into this report. Thank you.

The Chairman: Thank you. Next we have Mr. Joe Reid, Member of Parliament for St. Catharines.

Mr. Reid: Thank you, Mr. Chairman.

I would like to start off with a very basic question, and I recognize the confusion it would create, but I am coming down to a situation of a refugee admitted to Canada with a foreign medical licence and not being able to gain admission to any one of the university hospital training schools so that they can actually qualify in one of the provinces to practise medicine.

Does your group, as a group of senior professionals, and having a very important impact on the social mores of this country, view the equality rights, as we are required by this

[Translation]

J'espère avoir l'occasion de lire ultérieurement ce mémoire car il est très exhaustif et je vous remercie d'avoir pris le temps de le préparer.

N'ayant jeté qu'un rapide coup d'oeil, je constate que vous préféreriez laisser telle quelle la question de la retraite obligatoire, l'âge normal de la retraite. Est-ce bien cela ou préconisez-vous un système plus souple qui ne prévoirait pas la retraite obligatoire? Pourriez-vous préciser votre pensée à ce sujet?

M. Anderson: Non, nous ne préconisons pas la retraite à l'âge normal de 65 ans. Nous ne pensons pas que ce soit un âge normal pour quoi que ce soit. Nous favoriserions bien davantage un système souple qui permettrait à ceux qui souhaitent se retirer à 65 ans ou à un autre âge, de le faire, et à ceux qui souhaitent continuer à travailler, et qui sont capables de le faire, de continuer. Il pourrait y avoir tout un éventail d'autres formules qui nous donneraient un système beaucoup plus souple que celui que nous avons aujourd'hui.

M. Savage: Permettez-moi d'ajouter une chose à ce sujet. Si nous faisons allusion à l'âge normal de la retraite, c'est pour que ceux qui souhaitent prendre leur retraite à 65 ans puissent toujours le faire sans que cela leur occasionne une sorte de pénalité actuarielle, comme pour ceux qui prennent aujourd'hui leur retraite avant 65 ans. Autrement dit, ne pas faire de distinction entre l'âge auquel on fait les calculs et l'âge auquel on oblige les gens à prendre leur retraite.

Nous préconisons l'abolition de la retraite obligatoire. Nous espérons que votre Comité recommandera au ministre de la Justice de présenter une loi dans ce sens. Nous sommes d'ailleurs allés devant les tribunaux à l'université York et à l'Université de Toronto à ce sujet, mais nous préférerions que l'on fasse quelque chose tout de suite plutôt que d'attendre environ trois ans que notre cause ait été entendue à tous les paliers avant d'être définitivement tranchée.

Mme Browes: Je vous remercie d'avoir porté cela à notre attention car, comme le disait M. Robinson, un groupe que nous avons entendu à Toronto a déclaré que la Charte ne s'appliquait peut-être même pas aux universités, que celles-ci étaient autonomes, privées et qu'ainsi la retraite obligatoire était quelque chose qui ne devait pas du tout nous préoccuper en ce qui concerne les universités.

Je vous félicite de nous avoir présenté un rapport aussi exhaustif. Merci.

Le président: Merci. Nous avons maintenant M. Joe Reid, député de St. Catharines.

M. Reid: Merci, monsieur le président.

Je commencerai par une question très simple et je sais que cela peut prêter à confusion. Considérons la situation d'un réfugié admis au Canada avec un diplôme de médecine étranger et ne pouvant se faire admettre dans aucune clinique universitaire. Il lui est ainsi impossible d'exercer la médecine dans aucune province.

Votre groupe, qui est un groupe de professionnels, et qui a une grande influence sur les moeurs sociales de notre pays, considère-t-il les droits à l'égalité, comme nous devons les

[Texte]

committee to view them under the Charter of Rights, similar to, or the same as, human rights? And I am coming down to the remedies or the reactions—results.

Mr. Savage: I am not quite sure in what context to take that. But if by that distinction you mean do we think that the Charter of Rights has both an overriding function and section 15 should be broadly interpreted to mean all varieties of equality problems, not just enumerated ones, then yes, I would agree that the Charter is a very different piece of legislation than the human rights legislation of the federal government or of the provinces.

• 1330

Mr. Reid: It would be an all-inclusive right under the Charter of Rights.

Mr. Savage: We certainly see section 15 as stating that there are certain specific rights which are enumerated, but then as stating that there is a general equality right which goes beyond that. Indeed, we invoke that in the discussion about sexual orientation.

Mr. Reid: All right. Then I put that in the light of someone who is not yet a Canadian, but a person wanting to gain university admission at a university training hospital who has been for some reason or other denied that right over the past three years. She has not, by reason thereof, been able to gain a licence to practise medicine in this country.

Mr. Savage: It is difficult to comment on a specific case without knowing all the details, but we have taken the general position in relation to immigration questions involving professors, and I suppose by extension students—I am not sure we have actually talked about that—that once admitted to the country, Canadian citizens and landed immigrants should be treated the same. That is, universities in particular, since that is our constituency, should not discriminate on that basis. Our feeling is if the government wants, for reasons pertaining to the economy, or indeed for any other reasons, to limit the number of people coming into the country, it should stop the people at the border, not discriminate against them once they have got in. So that is the general approach we have taken.

I guess universities in general would prefer to deal with questions similar to the ones you have raised by some form of examination, which is then open to anybody, based on ability. But our general approach to immigration questions for many years has been that immigration restrictions should be applied before the government admits people to the country. If they think there are too many people coming, or too many in a particular employment category, they should not issue the landed immigrant certificates in the first place. Once they are in, it is surely unreasonable to discriminate, because you are saying landed immigrants will not have an equal chance to get jobs and things like that. It does not seem reasonable.

[Traduction]

considérer en fonction de la Charte des droits, comme similaires ou équivalents aux droits de l'homme? Et je veux parler des remèdes ou des réactions—des résultats.

M. Savage: Je ne sais pas trop dans quel contexte considérer cela. Si toutefois, vous voulez, par cette distinction, nous demander si nous pensons que la Charte des droits prévaut et que l'article 15 doit être interprété largement pour englober tous les problèmes d'égalité et non pas seulement ceux qui sont énumérés, je vous répondrai que oui, que je conviens que la Charte est une loi très différente des lois fédérales et provinciales sur les droits de la personne.

M. Reid: Ce serait un droit global contenu dans la Charte des droits.

M. Savage: Nous considérons certes que l'article 15 prévoit qu'il y a certains droits spécifiques qui sont énumérés, mais qu'un droit général à l'égalité s'impose au-delà de tout cela. Nous invoquons d'ailleurs cet argument lorsque nous traitons du problème des préférences sexuelles.

M. Reid: D'accord. Alors, considérons quelqu'un qui n'est pas encore Canadien mais qui veut se faire admettre à l'université, faire un stage dans une clinique universitaire et à qui, pour une raison ou une autre, on refuse ce droit depuis trois ans. Cette personne n'a pas pu ainsi obtenir un permis d'exercer la médecine au Canada.

M. Savage: Il est difficile de parler d'un cas particulier sans en connaître tous les tenants, mais nous avons en général déclaré à propos des questions d'immigration touchant des professeurs, et je suppose que cela s'applique également aux étudiants—bien que je ne sois pas certain que nous en ayons spécifiquement parlé—qu'une fois qu'ils sont admis au pays, les immigrants reçus devraient être traités de la même façon que les citoyens canadiens. C'est-à-dire que les universités, puisque c'est ce qui nous regarde, ne devraient pas faire de distinction entre Canadiens et immigrants reçus. Nous estimons que si le gouvernement souhaite, pour des raisons économiques ou autres, limiter le nombre de personnes entrant au pays, il doit le faire à la frontière et non pas une fois qu'ils sont admis au Canada. Voilà donc la position générale que nous avons adoptée.

Je suppose que les universités préféreraient traiter du genre de questions que vous venez de soulever par une forme d'examen, ouvert à tous, permettant d'évaluer les compétences. Toutefois, notre position générale en matière d'immigration est depuis des années que les restrictions devraient être imposées avant que le gouvernement n'admette ces gens-là au pays. Si le gouvernement estime qu'il y a trop d'immigrants, ou trop d'immigrants dans telle ou telle catégorie d'emploi, il lui appartient de ne pas alors accorder le statut d'immigrant reçu. Lorsque ces gens sont admis au pays, il est déraisonnable de les rendre victimes de discrimination car cela revient à dire que les immigrants reçus ne peuvent bénéficier de l'égalité des chances lorsqu'il s'agit d'obtenir un emploi ou autre chose du genre. Cela ne semble pas raisonnable.

[Text]

Ms Copps: Mr. Reid has raised a good point, because in fact the immigrants do undergo an examination: the MCC examination. The difficulty they have is that there is systemic discrimination against physicians from other countries, be they category 1 or category 2 countries, getting internship positions within our university teaching hospitals.

I am not sure whether that is within the purview of your organization, because presumably the CIMS is actually responsible for determining that graduating students or in fact physicians will be placement. But there is no doubt there is systemic discrimination against immigrant physicians in this country in placement. They take the MCC and they can never get a placement. So within five years they lose their right to a placement. It is a vicious circle, which is totally unacceptable. Maybe the charter will have something to say on that.

I want to ask just one question. You have been doing a lot of work on unisex mortality tables. I see a paper dating back to 1975. In the context of your own negotiations, do you have unisex mortality tables at the university level now for pensions?

Mr. Savage: Yes, because most university faculty pension plans are defined benefit plans, and they are invariably unisex. The problem arises with money-purchase plans, or plans which are half money-purchase and half defined-benefit.

• 1335

The answer we get in relation to money purchase plans usually is that it is impossible to negotiate a change in the money purchase plan because no carrier will do it. You could negotiate it, but then the carriers will flee because they are opposed to those kinds of changes.

It is clear that it would make a great deal more sense for that to be a matter which was clearly legislated rather than the subject of difficult battles at the local level.

Ms Copps: One very quick question re support staff at the universities: Does your organization support the implementation of pay equity provisions for support staff at universities?

Mr. Savage: Which?

Ms Copps: Equal pay for work of equal value. Not at your level, because I realize that a professor is a professor supposedly, etc., but at the support staff. I think of the infamous case of York University where the gardener was getting paid substantially more than a medical secretary or something along those lines. I wonder if you have a position on pay equity as it relates to support staff at universities?

Mr. Savage: We do not actually. The organization did adopt the principle of equal pay for equal value relating to our own constituency a long time ago, but it has never addressed the question for a wider group of people either within the university or beyond that.

Ms Copps: Thank you.

The Chairman: I would like to thank you all on behalf of the members of the committee for having taken the initiative to

[Translation]

Mme Copps: M. Reid a soulevé un point intéressant car les immigrants subissent en effet un examen: l'examen du Conseil médical du Canada. La difficulté est que l'on exerce une discrimination systémique contre les médecins d'autres pays, qu'il s'agisse de pays de la catégorie 1 ou de la catégorie 2, pour les postes d'interne dans nos cliniques universitaires.

Je ne sais pas si cela relève de vous, car c'est probablement en fait le CIMS qui décide des étudiants en dernière année ou en fait des médecins qui seront placés. Il ne fait toutefois aucun doute qu'il y a une discrimination systémique contre les médecins immigrants en matière de placement. Ils passent l'examen du Conseil médical mais ne réussissent jamais à trouver de place. Aussi, après cinq ans, ils perdent leur droit de placement. C'est un cercle vicieux absolument inacceptable. Peut-être la Charte pourra-t-elle faire quelque chose à ce sujet.

J'aurais simplement une question à poser. Vous avez fait beaucoup d'études sur les tables de mortalité sans distinction de sexe. Je vois un document qui remonte à 1975. Dans le contexte de vos propres négociations, avez-vous des tables semblables pour les pensions de retraite?

M. Savage: Oui, parce que la plupart des régimes de pension des professeurs sont des régimes à prestations définies qui sont tous d'application générale. Le problème se pose pour les régimes à cotisations fixées d'avance ou ceux qui sont à moitié à cotisations fixées d'avance, à moitié à prestations définies.

On nous répond en général à propos des régimes à cotisation fixée d'avance qu'il est impossible de négocier une modification, car aucun groupe n'accepterait. Vous pouvez la négocier, mais les groupes offrant ces régimes se déroberaient, car ils s'opposent à ce genre de changement.

Il est évident qu'il serait beaucoup plus malin que cela soit légiféré clairement plutôt que de faire l'objet de batailles difficiles à l'échelon local.

Mme Copps: Une toute petite question à propos du personnel de soutien dans les universités: votre association est-elle favorable à la mise en application de dispositions de parité salariale pour le personnel de soutien dans les universités?

M. Savage: Pardon?

Mme Copps: Parité salariale. Pas à votre niveau, car je suppose qu'un professeur est un professeur, etc., mais pour le personnel de soutien. Je pense au célèbre cas de l'Université York où le jardinier était payé sensiblement plus qu'une secrétaire médicale ou quelque chose du genre. Avez-vous pris position sur la parité salariale pour le personnel de soutien dans les universités?

M. Savage: En fait, non. L'association a adopté le principe de la parité salariale pour ses propres membres depuis longtemps, mais n'a jamais étudié la question pour d'autres membres de l'Université ou d'ailleurs.

Mme Copps: Merci.

Le président: Je vous remercie tous au nom des membres du Comité d'avoir pris cette initiative de venir comparaître devant

[Texte]

come before us and for following that up with a very substantial brief, which we have and will take occasion fully to study, which I will draw to the attention of the two members who are not here today so they have that and, thirdly, for being here in person to answer questions and explain in a more give-and-take format some of the issues that we are obviously grappling with and on which you have done some thinking based on your experience. It has been very helpful to us. I would like to thank each of you for being with us today.

Mr. Savage: Thank you.

The Chairman: Thank you.

Ladies and gentlemen, this afternoon, commencing at 3.30, again in this committee meeting room, we will be hearing from the Canadian Labour Congress, Bell Canada, the Public Service Alliance of Canada, Metropolitan Community Church and the RCMP as represented by the national executive, the division staff relations representative. So that will be the afternoon session. Of course this evening, commencing at 8, we will be hearing from the Canadian Union of Public Employees and thereafter from the Law Reform Commission of Canada. So we are about a third of the way through our day's work. I would like to thank you.

I declare this meeting adjourned until 3.30 p.m.

AFTERNOON SITTING

• 1545

The Chairman: Ladies and gentlemen, I now call this afternoon's hearing of the equality rights committee together. I apologize to the members of the Canadian Labour Congress, who are not only out in strength but are demonstrating patience in having seen 15 minutes go by on the clock while we were getting our quorum together. I do want to stress that everything said, of course, is recorded and it is published in our *Minutes of Proceedings and Evidence*. The members of the committee who are unavoidably away will have everything which is said brought to their attention by the chairman in no uncertain terms.

I do want to thank you for being here and, as I think Svend Robinson was remarking, perhaps the delegation here for the CLC is as large in numbers as any which has appeared before us. In fact, you out-number the members on the committee. I am sure, however, that the weight of your arguments will carry the day and you will not have to resort to sheer person-power to advance the cause.

I would just explain that our committee will be reporting to Parliament in about four weeks on the changes necessary in federal laws and programs so as to ensure that they comply with both the letter and the spirit of section 15 of the charter which guarantees legal equality and prohibits discrimination to all persons in Canada.

Our format is really quite simple. I will call on you to give us the benefit of your thinking on section 15, federal laws, programs and policies, and then, time permitting, we will have

[Traduction]

nous et de nous avoir soumis un mémoire très important, que nous étudierons attentivement et que je porterai à l'attention des deux députés qui ne sont pas avec nous aujourd'hui. Je vous remercie également d'être personnellement venus répondre à nos questions et nous expliquer davantage certains des points sur lesquels nous nous penchons et à propos desquels votre expérience nous est précieuse. Vous nous avez beaucoup aidés. Je vous remercie tous et chacun d'être venus.

M. Savage: Merci.

Le président: Merci.

Mesdame et messieurs, cet après-midi à partir de 15 h 30, dans cette même salle, nous entendrons le Congrès du travail du Canada, Bell Canada, l'Alliance de la Fonction publique du Canada, *Metropolitan Community Church* et la GRC, représentée par son Conseil national de direction, et le représentant régional des relations syndicales patronales. D'autre part, ce soir, à partir de 20 heures, nous entendrons l'Union canadienne des employés du secteur public, puis la Commission de réforme du droit du Canada. Nous avons donc abattu environ un tiers du travail de la journée. Je vous remercie.

La séance est levée.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

Le président: Mesdames et messieurs, je déclare ouverte la séance de cet après-midi du Sous-comité sur les droits à l'égalité. Je m'excuse auprès des membres du Congrès du travail du Canada, qui sont nombreux et qui ont dû patienter pendant 15 minutes alors que nous réunissions notre quorum. Je tiens à vous signaler que tout ce qui est dit est enregistré et est publié dans les *Procès-verbaux et témoignages du comité*. Le président du Comité se fera un devoir de signaler les délibérations du Comité à l'attention des membres du Comité qui n'ont pu éviter de s'absenter.

Je veux vous remercier d'être venus, et comme le faisait remarquer Svend Robinson, je crois, la délégation du CTC est peut-être la plus nombreuse de celles qui ont comparu devant nous. De fait, vous êtes plus nombreux que les membres du Comité. Je suis sûr, toutefois, que c'est le poids de vos arguments qui saura nous convaincre et que vous n'aurez pas à exercer des pressions sur nous par votre seul nombre.

J'aimerais simplement expliquer que notre Comité soumettra son rapport au Parlement dans quatre semaines environ, et qu'il fera état des modifications qu'il nous semble nécessaire d'apporter aux lois et programmes fédéraux pour les rendre conformes à la lettre et à l'esprit de l'article 15 de la Charte qui garantit l'égalité devant la loi et interdit la discrimination à l'endroit de tous les citoyens du Canada.

Notre façon de procéder est assez simple. Je vous demanderai de partager avec nous votre réflexion sur l'article 15, et sur les lois, programmes et politiques fédérales, et ensuite, si nous

[Text]

questions from the MPs on the various points you will have raised. So, welcome. I will ask each witness to introduce those with you.

Mr. Richard Martin (Executive Vice-President, Canadian Labour Congress): Thank you, Mr. Chairman. Accompanying me in this delegation is Linda Gallant, Director of our Women's Bureau, Canadian Labour Congress; Catherine Maguire, a representative of the Communication Workers in Canada, and who sits on many of the committees of the Canadian Labour Congress; Murray Randall, Director of Research and Legislation of the Canadian Labour Congress; Susan Attenborough, a staff member and researcher in our Research and Legislation Department of the Canadian Labour Congress; and Cathy Lace, our legal counsel from the firm of Goldblatt & Mitchell.

The Chairman: Mostly U of T grads.

Mr. Martin: Usually we refer to Sack Charney.

Also with us is Bob Baldwin, also a staff member and researcher with the Research and Legislation Department of the Canadian Labour Congress.

With that, we have distributed our whole brief, and hopefully all members of the committee will have copies. We have prepared an overview which I would like to read to you and I will comment on some special sections of our brief, after which we would be most happy to answer any questions members of the committee would have of our submission. Beginning with that, I will continue.

The Canadian Labour Congress is pleased to appear before this committee and to set out its views concerning section 15 of the charter. We have prepared a lengthy submission, which you have before you, which attempts to set out the position of the CLC concerning the appropriate approach to the meaning of equality as is guaranteed by section 15. As well, it identifies some of the more important areas of public policy in which legislative reform is required if the promise of equality held out by section 15 is to be implemented in any meaningful way.

In the time allotted to us, I would like to highlight some of the more important areas of our written brief and of course to then deal with any questions members of the committee may have following our presentation.

As you are no doubt aware, the Canadian Labour Congress is composed of approximately 80 affiliated unions, 12 provincial labour federations and 140 labour councils across Canada. Through our affiliates, as well as through 66 directly chartered unions, the Canadian Labour Congress represents over 2 million employees from every province and territory of Canada who are engaged in virtually every sector of the Canadian economy.

[Translation]

en avons le temps, les députés vous poseront des questions sur les divers points que vous aurez soulevés. Je vous souhaite donc la bienvenue. Je vous demanderais de présenter les membres de votre délégation.

M. Richard Martin (vice-président administratif, Congrès du travail du Canada): Merci, monsieur le président. Les membres de la délégation qui m'accompagnent sont Linda Gallant, directrice de notre bureau de la femme, CTC; Catherine Maguire, représentante des travailleurs de la communication du Canada, qui siège aux nombreux comités du Congrès du travail du Canada; Murray Randall, directeur de la recherche et des questions juridiques du Congrès du travail du Canada; Susan Attenborough, membre de notre personnel et documentaliste de la Division de la recherche et des questions juridiques du Congrès du Canada; et Cathy Lace, notre avocate, de l'étude de Goldblatt & Mitchell.

Le président: Ce sont surtout des diplômés de l'Université de Toronto.

M. Martin: Nous nous adressons généralement à Sack Charney.

Nous accompagne aussi Bob Baldwin, membre du personnel et documentaliste de la Division de la recherche et des questions juridiques du Congrès du travail du Canada.

Nous avons distribué des exemplaires de notre mémoire, et nous espérons que tous les membres du Comité en ont reçu un exemplaire. Nous avons préparé un résumé que j'aimerais vous lire, et je ferai certaines observations sur des sections particulières de notre mémoire, et par la suite, nous serions très heureux de répondre aux questions des membres du Comité. Je vais donc poursuivre.

Le Congrès du travail du Canada est heureux de comparaître devant le Comité et de pouvoir faire état de sa position au sujet de l'article 15 de la Charte. Nous avons préparé un long mémoire, que vous avez devant vous, qui tente d'expliquer la position du CTC en ce qui a trait à la façon d'envisager le sens de l'égalité telle qu'elle est garantie par l'article 15. Aussi, le mémoire identifie certains secteurs de politique publique qui doivent être soumis à une réforme législative si l'on veut que la promesse d'égalité contenue dans l'article 15 se réalise dans les faits.

Dans le temps qui nous est alloué, j'aimerais mettre en lumière certains des points les plus importants de notre mémoire écrit et bien sûr, par la suite, nous répondrons aux questions éventuelles des membres du Comité.

Comme vous le savez sans doute, le Congrès du travail du Canada est constitué d'environ 80 syndicats affiliés, de 12 fédérations syndicales provinciales, et de 140 conseils du travail de partout au Canada. Compte tenu de nos syndicats affiliés, ainsi que des 66 syndicats à charte, le Congrès du travail du Canada représente plus de 2 millions d'employés de toutes les provinces et territoires du Canada, qui travaillent dans presque tous les secteurs de l'économie canadienne.

[Texte]

[Traduction]

• 1550

Historically, trade unions have played a significant role in the struggle for equality in Canada. Trade unions have fought for equality for workers through various vehicles, including collective bargaining, education, legislative reform and political action. Moreover, by seeking to organize those groups of workers who are presently unorganized, trade unions fulfil a vital role in advancing the claim of these workers for equality. Indeed, it is only through the collective strength that comes with unionization that individuals can further their just, economic and social interests, remove those barriers which impede their full and equal participation in Canadian society and protect and advance their freedom to participate in and benefit from those fundamental decisions which determine the extent to which Canada is truly a free and democratic society.

Of course, the interpretation of the fundamental constitutional values guaranteed by the charter will be expounded by the courts over the course of many years. We hope and expect that, during this process of constitutional adjudication, Canadian judges will be informed by an awareness of the realities of Canadian society. It should be recognized that the rights and freedoms guaranteed by the charter reflect certain modern values. They cannot and should not be interpreted in isolation as embodying only 18th Century beliefs concerning the relationship between the individual and the state. Rather, the Canadian charter of Rights and Freedoms was enacted in the context of a modern state which, it is now recognized, must play an important role in ensuring an effective and a substantive equality of opportunity by redressing existing economic and political disparities.

In this regard, regulations should not necessarily be viewed as a threat to freedom, but in many cases, as a necessary prerequisite to its protection and enhancement. It is no longer sufficient to safeguard only formal equality.

In this regard, we hope the courts will be sensitive to the fact that the charter was enacted against a background of various international covenants which have been ratified by Canada; a very important matter, I wish to point out. In these covenants, Canada has declared its support for the right to social security, to the enjoyment of just and favourable conditions of work and to an adequate standard of living, including adequate food, clothing and housing.

Further, these conventions recognize the importance of the right of workers to form and join trade unions, both to ensure social and economic progress and to safeguard human rights. The principles embodied in these conventions should form the interpretation of all provisions of the charter. However, it is not only the courts which are obligated to interpret and apply the Charter of Rights; but rather, Parliament too has an important role to play in ensuring that the rights and freedoms guaranteed by the charter are actually implemented in Canadian society.

Les syndicats ouvriers ont eu un rôle historique important dans la lutte pour l'égalité au Canada. Les syndicats ont lutté pour l'égalité des travailleurs de diverses façons, y compris la négociation collective, l'éducation, la réforme législative et l'action politique. De plus, en tentant de syndiquer les groupes de travailleurs qui ne le sont pas à l'heure actuelle, les syndicats jouent un rôle crucial en appuyant les revendications de ces travailleurs qui cherchent à atteindre à l'égalité. De fait, ce n'est que par le biais de la force collective conférée par la syndicalisation que les individus peuvent promouvoir leurs intérêts économiques et sociaux légitimes, et éliminer les obstacles qui les empêchent de participer pleinement et d'une manière égale à la société canadienne. La syndicalisation protège et fait progresser leur liberté de participer aux décisions fondamentales qui déterminent dans quelle mesure le Canada est réellement une société libre et démocratique, et leur permet de profiter de cette participation.

Bien sûr, les valeurs constitutionnelles fondamentales garanties par la Charte seront interprétées par les tribunaux pendant de longues années à venir. Nous avons bon espoir que pendant ce processus de jurisprudence constitutionnelle, les décisions des juges canadiens s'inspireront de leur connaissance des réalités de la société canadienne. Il faudrait admettre que les droits et libertés garantis par la Charte reflètent certaines valeurs modernes. Il ne faut pas, et ne faudrait pas, qu'elles soient interprétées comme le reflet des croyances du XVIII^e siècle quant au rapport entre les individus et l'État. Plutôt, la Charte canadienne des droits et libertés a été promulguée dans le contexte d'un État moderne qui, on le reconnaît maintenant, a un rôle important à jouer s'il veut assurer l'égalité des chances, d'une manière efficace et concrète, en comblant les écarts économiques et politiques actuels.

A ce sujet, les règlements ne doivent pas être perçus comme une menace à la liberté, mais, dans de nombreux cas, ils sont la condition préalable de la protection et l'amélioration de cette liberté. Il n'est dorénavant plus suffisant de ne protéger que l'égalité officielle.

Nous espérons que les tribunaux tiendront compte du fait que la Charte a été promulguée à la suite de diverses conventions internationales qui ont été ratifiées par le Canada; notre participation à ces conventions est extrêmement importante, je tiens à le signaler. En ratifiant ces conventions, le Canada a déclaré son adhésion au droit à la sécurité sociale, aux conditions de travail désirables et équitables, ainsi qu'à un niveau de vie convenable, ce qui inclut trois éléments: alimentation, vêtements, et logement convenables.

De plus, ces conventions reconnaissent l'importance du droit pour les travailleurs de se regrouper en syndicat ouvrier, et pour assurer leurs progrès social et économique et pour sauvegarder leurs droits fondamentaux. Les principes contenus dans ces conventions devraient éclairer l'interprétation de toutes les dispositions de la Charte. Toutefois, les tribunaux ne seront pas les seules instances qui devront interpréter et appliquer la Charte des droits; le Parlement aussi a un rôle important à jouer et doit s'assurer que les droits et libertés

[Text]

Consequently, the Charter of Rights and Freedoms should not be viewed as a substitute for parliamentary decision-making with respect to controversial issues, nor should it be used as an excuse to defer the government's obligation to initiate legislation. It must become an ongoing, permanent part of governmental policy to design and implement legislation which promotes equality rather than awaiting a finding of constitutional invalidity by the courts.

Individuals should not be required to challenge governmental conduct in the courts because governments have adopted a wait-and-see attitude towards equality issues. However, we must express our disappointment that, to the extent to which the government has to date attempted to fulfil its obligation under section 15 of the charter, the changes which have been made by Parliament to federal legislation can be described only as perfunctory and of a cosmetic nature. It is hoped that this committee's report will signal an increasingly active effort by the government to implement the guarantee of equality contained in the charter. Notwithstanding the important role Parliament must play in guaranteeing the equality rights contained in section 15 of the charter, there is no doubt that the Supreme Court of Canada will increasingly issue decisions under the charter which affect broad and fundamental issues of public policy. These decisions will have a significant impact on many individuals, groups and organizations other than those directly involved in the litigation giving rise to any particular challenge under the charter.

However, the present practice regarding interventions before the Supreme Court of Canada by non-parties, including organized groups of affected individuals, unduly restricts the right to participate in the decision-making process.

• 1555

This situation is particularly unfair because pursuant to the rules of the Supreme Court of Canada the attorneys general of the provincial and federal governments are entitled to intervene on constitutional questions without obtaining leave from the Supreme Court of Canada, whereas other persons may do so only with the leave of the court—which is rarely granted, we might point out. Accordingly, and in light of the importance of charter decisions reached by the Supreme Court of Canada, the public interest in the administration of justice would be better served by allowing interventions by effective groups through written briefs or oral presentations and by putting all who appear before the Supreme Court of Canada on constitutional issues on equal footing.

In determining the nature of their obligations under section 15 of the charter, both the legislature and the courts must be

[Translation]

garantis par la Charte se réalisent de manière concrète dans la société canadienne.

Il s'ensuit qu'il ne faut pas penser que la Charte des droits et libertés va remplacer le processus décisionnel parlementaire à l'égard de problèmes litigieux, et la Charte ne devrait pas non plus servir de prétexte au gouvernement pour éviter l'obligation qui lui incombe d'instaurer de nouvelles lois. Il faut une politique gouvernementale permanente et continue de conception et d'application de lois qui favorisent l'égalité plutôt que d'attendre que les tribunaux déclarent non constitutionnelles certaines dispositions.

Les citoyens ne devraient pas avoir à instituer des procédures contre les gouvernements devant les tribunaux parce que les gouvernements ont décidé d'attendre et ont adopté une attitude passive en matière d'égalité. Toutefois, dans la mesure où le gouvernement a tenté de remplir ses obligations quant à l'article 15 de la Charte, nous devons dire que nous sommes déçus des modifications qui ont été apportées par le Parlement aux lois fédérales, qui nous semblent superficielles et effectuées pour la forme simplement. Nous espérons que le rapport de ce Comité sera le début d'une période d'efforts de plus en plus actifs de la part du gouvernement pour mettre en oeuvre la garantie d'égalité que contient la Charte. Malgré le rôle important que doit jouer le Parlement pour garantir les droits à l'égalité de l'article 15 de la Charte, il ne fait aucun doute que la Cour suprême du Canada rendra des décisions de plus en plus nombreuses en application de la Charte, qui auront une incidence marquée sur des éléments vastes et fondamentaux de la politique publique. Ces décisions auront une profonde influence sur de nombreuses personnes, groupes et organismes, outre ceux qui prendront partie directement aux litiges sur des points précis découlant de la Charte.

Toutefois, la pratique qui a cours actuellement quant aux interventions devant la Cour suprême du Canada de la part de ceux qui ne sont pas parties aux litiges, y compris des groupes de personnes affectés par les dispositions en cause, restreint d'une manière indue le droit à la participation au processus de prise de décision.

C'est une situation qui est particulièrement injuste parce qu'en vertu des règles établies par la Cour suprême du Canada, les procureurs généraux des gouvernements provinciaux et du gouvernement fédéral peuvent intervenir sur les questions constitutionnelles sans avoir obtenu au préalable la permission de la Cour suprême du Canada, alors que tous les autres doivent obtenir cette permission, laquelle est rarement accordée, soit dit en passant. Compte tenu de l'importance des décisions de la Cour suprême du Canada touchant la Charte, nous disons donc que l'intérêt public dans l'administration de la justice serait mieux servi si les interventions par les groupes sous forme de mémoires ou d'exposés étaient admis ici et si tous ceux qui se présentent devant la Cour suprême du Canada pour des questions constitutionnelles étaient placés sur le même pied.

Dans la détermination de leurs obligations en vertu de l'article 15 de la Charte, les assemblées législatives comme les

[Texte]

able to articulate the conception of the meaning of equality. In our brief we identify four elements that must be contained in an adequate conception of the meaning of equality under section 15 of the charter. First, equality rights involve the right to be free from overt discrimination that occurs whenever a benefit, service or privilege is denied to someone solely on the basis that he or she is a member of a particular group, such as those enumerated in section 15 of the charter.

Second, equality rights involve the right to have differences among individuals accommodated and taken into account in order to promote true and effective equality of opportunity. Thus, for example, the failure to grant women maternity leave or a disabled person wheelchair access to the workplace may not be overtly discriminatory treatment; but if a woman alone must assume the financial burden of childbearing, or if a disabled person is refused employment because of lack of access, surely it cannot be said that these people have been treated equally in comparison with other members of the work force.

Third, equality rights must involve the right to the removal of barriers that while not overtly discriminatory nevertheless result in a denial of equality of opportunity. These barriers may take the form of discriminatory job requirements or social and economic impediments. In our view, a definition of equality that does not address those barriers that are imposed on people solely by virtue of their economic position in life cannot fully realize the promise of equal opportunity for all.

The notion of equality rights under the charter must take account of the reality of economic inequality. Canadian law must avoid embodying the description given to French law by Anatole France, which in its majestic equality forbids the rich as well as the poor to sleep under bridges, to beg in the streets and to steal bread. Any concept of equality must address the impediments to individual freedom imposed by such barriers as unemployment, lack of education, inadequate housing and inaccessible health services.

Indeed, few of the charter guarantees are unaffected by the distributive realities of our society. To offer only a few examples, a person's ability to exercise freedom of expression depends to a large extent on the economic resources he or she can command. Also, the guarantee of mobility rights means little where the freedom is really one of choosing between being unemployed in one province or in another. At the most basic level, access to a remedy under the charter is an illusory right for many Canadians who cannot afford their day in court or who do not even know that their rights have been infringed. The government must take affirmative steps to reduce the existence and impact of present economic inequality.

Finally, as we set out in greater detail in our written brief, it is our view that government and business have affirmative obligations to promote equality by putting in place special measures to compensate for past discrimination and improve the economic status of the disadvantaged groups. As a result, it

[Traduction]

tribunaux devraient être capables d'expliquer la notion d'égalité. Nous citons dans notre mémoire quatre éléments qui doivent faire partie d'une définition acceptable de la notion d'égalité en vertu de l'article 15 de la Charte. Premièrement, les droits à l'égalité devraient comprendre le droit d'être protégé contre la discrimination qui se manifeste lorsqu'un avantage, un service ou un privilège est refusé simplement du fait que la personne fait partie d'un groupe comme ceux qui sont énumérés à l'article 15 de la Charte.

Deuxièmement, les droits à l'égalité devraient permettre certaines différences entre les personnes de façon à promouvoir une véritable égalité des chances. Par exemple, le fait de refuser à une femme un congé de maternité ou à une personne handicapée l'accès par chaise roulante à un lieu de travail ne devrait pas être considéré à prime abord comme un traitement discriminatoire. Cependant, si une femme doit assumer seul le fardeau financier d'une grossesse ou si une personne handicapée se voit refuser un emploi par manque d'accès au lieu de travail, il est impossible de prétendre qu'elles ont été traitées de la même façon que le reste de la population active.

Troisièmement, les droits à l'égalité doivent inclure l'élimination des barrières qui, si elles ne sont pas ouvertement discriminatoires, se traduisent néanmoins par une inégalité. Ces barrières peuvent prendre la forme d'exigences discriminatoires liées à un emploi ou à d'autres barrières d'ordre social ou économique. En ce qui nous concerne, une définition de l'égalité qui ne tient pas compte de ces barrières imposées à des gens du fait de leur condition économique ne remplit pas vraiment la promesse de chance égale pour tous.

La notion d'égalité des droits dans la Charte doit tenir compte des inégalités économiques qui existent dans la réalité. Le droit canadien doit s'écarter de la magnifique définition d'égalité incorporée dans le droit français par Anatole France qui interdit aux riches comme aux pauvres de coucher sous les ponts, de mendier dans les rues et de voler du pain. Toute définition d'égalité doit tenir compte des obstacles à la liberté individuelle imposés par des situations comme le chômage, le manque d'instruction, l'absence de logement décent et la privation des services de santé.

De fait, très peu de garanties de la Charte sont indépendantes de nos réalités sociales au niveau de la distribution de la richesse. Par exemple, la possibilité pour une personne d'exercer son droit d'expression dépend largement des ressources économiques à sa disposition. Le droit à la mobilité ne signifie pas grand chose non plus s'il se traduit dans les faits par la possibilité d'être chômeur dans une province plutôt que dans une autre. De façon plus générale, le recours en vertu de la Charte est illusoire pour bon nombre de Canadiens parce qu'ils n'ont pas les moyens de plaider ou qu'ils ne savent même pas que leurs droits ont été bafoués. Le gouvernement doit prendre des mesures positives pour réduire l'impact des inégalités économiques et pour y mettre fin.

Enfin, comme nous l'indiquons plus en détail dans notre mémoire, nous estimons que le gouvernement et les entreprises ont l'obligation de prendre des mesures positives en vue de promouvoir l'égalité sous forme de mesures spéciales destinées à contrebalancer la discrimination passée et améliorer la

[Text]

is our view that affirmative action is an essential component of the guarantee of equality.

At this point we wish to highlight some of the recommendations we have made for legislative reform in light of section 15 of the charter. The major areas we address in our brief concern the unequal treatment of public sector employees, inequalities in the design and administration of both the Unemployment Insurance Act and pension legislation and plans, and the critical role affirmative action, including equal pay for work of equal value, must play in order to ensure that equal opportunities and benefits are afforded all members of Canadian society.

In the area of equality rights of public sector employees, it is our position that the present restrictions in the Public Service Staff Relations Act on the collective bargaining rights of public sector employees must be removed. There is simply no reason for federal government employees to be denied the same collective bargaining rights as are held by any other employee within the federal jurisdiction, including the right to engage in collective bargaining over all terms and conditions of employment.

• 1600

Accordingly, we have recommended that the Public Service Staff Relations Act be rescinded and all Public Service workers be covered by the Canada Labour Code, which would also have the effect of extending collective bargaining rights for federal government employees to part-time workers. As well, we have recommended that, in light of section 15 of the charter, existing restrictions on the political rights of public sector employees must be removed.

In the area of unemployment insurance, our brief details numerous provisions of the Unemployment Insurance Act which cannot stand if true equality rights are to be afforded to Canada's unemployed. In our brief, we recommend that qualifying periods contained in the Unemployment Insurance Act, based on the region in which an unemployed worker resides, should be abolished and that an eight-week qualifying period be instituted for all employees, regardless of where they happen to live.

Further, we have recommended that section 44, which governs the entitlement of workers who lose their jobs by reason of a labour dispute, be amended. Then it would no longer discriminate on the basis of union affiliation by denying benefits to workers in a number of circumstances. These are fully detailed in our brief.

A third way in which the Unemployment Insurance Act denies equality rights concerns the various provisions of the act which discriminates against women. In this regard, we have recommended the repeal of stricter eligibility requirements for new entrants and, as well, the extension of unemployment insurance benefits to part-time workers who earn at least 10% of the maximum insurable earnings.

[Translation]

situation économique des groupes désavantagés. En ce qui nous concerne l'action positive est un élément essentiel de la garantie de l'égalité.

Nous voudrions maintenant faire ressortir certaines de nos recommandations en vue d'une réforme des lois à la lumière de l'article 15 de la Charte. Nos principales préoccupations dans notre mémoire visent le traitement inégal des employés de la Fonction publique, les inégalités dans la conception et l'application de la Loi sur l'assurance-chômage comme les lois touchant la pension et les régimes de pensions ainsi que le rôle crucial de l'action positive, pour ce qui est du salaire égal pour le travail d'égale valeur, par exemple, afin que tous les Canadiens aient les mêmes chances et les mêmes avantages.

En ce qui concerne les droits à l'égalité des employés du secteur public, nous recommandons l'abolition des restrictions touchant le droit à la négociation collective au titre de la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique. Il n'y a pas de raison pour que certains fonctionnaires fédéraux n'aient pas le même droit à la négociation collective que leurs collègues, ce qui veut dire le droit de négocier collectivement toutes leurs conditions d'emploi.

Aussi, nous souhaitons l'abrogation de la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique de façon à ce que tous les employés de la Fonction publique relèvent du Code canadien du travail, ce qui aurait également pour effet d'étendre aux employés à temps partiel le droit à la négociation collective dont bénéficient les fonctionnaires fédéraux. De même, à la lumière de l'article 15 de la charte, nous préconisons l'abolition des restrictions actuelles à l'exercice des droits politiques des employés du secteur public.

Au chapitre de l'assurance-chômage, notre mémoire signale plusieurs dispositions de la Loi sur l'assurance-chômage incompatibles avec les notions du droit à l'égalité réel pour les chômeurs canadiens. Dans notre mémoire, nous recommandons l'abolition des périodes d'admissibilité prévues dans la Loi sur l'assurance-chômage selon le lieu de résidence des chômeurs et son remplacement par une période d'admissibilité de huit semaines pour tous les employés, où qu'ils habitent.

Nous recommandons en outre la modification de l'article 44 qui traite de l'admissibilité des travailleurs qui perdent leur emploi par suite d'un conflit de travail. L'affiliation à un syndicat ne pourrait plus entraîner de discrimination sous la forme d'un refus de verser les prestations à un certain nombre de travailleurs. Nos propositions à cet égard sont indiquées en détail dans notre mémoire.

La Loi sur l'assurance-chômage est contraire aux droits à l'égalité d'une troisième façon puisqu'elle entraîne une discrimination envers les femmes. C'est la raison pour laquelle nous recommandons l'abolition d'une nouvelle disposition qui rend les critères d'admissibilité plus stricts pour les nouveaux participants au régime de même que le prolongement des prestations d'assurance-chômage pour les travailleurs à temps

[Texte]

In the context of maternity or parental benefits, we have recommended that where there are two parents, they should be able to choose which will stay at home for the period following childbirth or to share the parental benefits provided.

The Canadian Labour Congress also requests that this committee recommend the immediate repeal of section 16 of the regulations so that farm workers are not singled out by being subject to a seven-day period of employment. This is required of no other type of worker in order to establish eligibility for benefits.

We have also recommended that the age 65 cut-off date for unemployment insurance benefits should be removed on the basis that it constitutes age discrimination.

Finally, we have recommended that increased efforts be made to explain the relevant legislative provisions to all persons so that claimants not be penalized by their failure to understand the requirements of the Unemployment Insurance Act.

In the area of pensions and retirement policy, the CLC continues to emphasize that the lack of an adequate retirement income disables many older members of our society from equal participation in the family, social and community life, which should be available to all.

A just and comprehensive pension policy is essential if we are to address the problem of widespread poverty among Canada's elderly. Thus, our most important priority has been and will continue to be increased benefits available under the Canada Pension Plan and the Quebec Pension Plan, as the most appropriate vehicle for establishing true equality without discrimination on the basis of age. We have made a number of recommendations to alleviate the inequalities which presently exist in the provisions governing both the public and private pension plans.

First, the CLC recommends that the federal government follow the example of Manitoba and enact pension legislation prohibiting the use of sex-based actuarial tables to provide for differential rates or amounts of contributions or differential benefits for men and women. We have recommended that, in order to ensure that pension benefits are equally available to women and younger workers, the government's budget proposal to amend the Pension Benefits Standards Act be implemented. The minimum vesting period would be reduced to two years.

However, in our view, adequate retirement income can be provided to all Canadians only by requiring mandatory inflation protection for pension benefits. In this regard, we would point out that the government's budget proposals do not go far enough to ensuring an adequate retirement for Canada's elderly.

[Traduction]

partiel qui gagnent au moins 10 p. 100 du maximum des revenus assurables.

En ce qui concerne les prestations de maternité ou parentales, nous recommandons, que les parents aient le droit de décider de celui qui restera à la maison pour prendre soin de l'enfant après l'accouchement ou du partage des prestations prévues en conséquence.

Le Congrès du travail du Canada demande également à ce Comité de recommander l'abrogation immédiate de l'article 16 des règlements de façon à ce que les travailleurs agricoles ne soient plus les seuls touchés par cette disposition sur la période d'emploi de sept jours. Aucune autre catégorie de travailleurs n'est soumise à cette exigence pour l'admissibilité aux prestations.

Nous recommandons par ailleurs l'abolition de l'âge limite fixé à 65 ans pour l'admissibilité aux prestations d'assurance-chômage. C'est en effet de la discrimination pour motif d'âge.

Enfin, nous recommandons de mieux expliquer les dispositions pertinentes à tous les intéressés de façon à ce que personne n'ait à subir les conséquences d'un manque d'information touchant la Loi sur l'assurance-chômage.

Dans le domaine des pensions et des politiques touchant la retraite, le CTC continue de faire valoir que le manque à gagner des personnes à leur retraite et des personnes âgées en empêche un grand nombre de participer de façon égale à la vie familiale, sociale et communautaire. Cette participation devrait être égale pour tous.

Une politique des pensions équitable et complète est essentielle si le problème de la pauvreté généralisé chez les personnes âgées au Canada doit être résolu. Nos efforts doivent donc continuer de porter en priorité sur une augmentation des prestations au titre du régime de pensions du Canada et du régime des rentes du Québec. Ce sont les meilleurs moyens d'en arriver à une égalité réelle sans discrimination pour motif d'âge. Nous faisons dans notre mémoire un certain nombre de recommandations pour mettre fin aux inégalités existantes dans le domaine des régimes de pension publics et privés.

D'abord, nous préconisons que le gouvernement fédéral suive l'exemple du Manitoba en adoptant une loi sur les pensions qui interdise l'utilisation des tables actuarielles fondées sur le sexe en vue d'établir des taux différents, des cotisations différentes ou des prestations différentes pour les hommes et les femmes. Pour que les pensions soient accessibles également aux femmes et aux jeunes travailleurs, nous souhaitons que le gouvernement donne suite à sa proposition budgétaire visant à modifier la Loi sur les normes de prestations de pension. La période minimum donnant droit aux prestations serait ainsi réduite à deux ans.

Il reste que, selon nous, les Canadiens ne toucheront une retraite décente que si la protection des pensions contre l'inflation est obligatoire. En ce qui nous concerne, les propositions budgétaires du gouvernement ne sont pas suffisantes pour assurer des revenus adéquats aux personnes qui prennent leur retraite.

[Text]

We have also recommended that legislation require that pensions be equally available to part-time workers.

In order to recognize the principle that marriage is an equal partnership of equal contributors, the CLC has recommended that surviving spouses of plan members be entitled to a minimum of 60% of the amount of pension benefits payable had both spouses lived, and that there be credit splitting under the CPP or QPP in all marriages, regardless of whether or not marriage breakdown has occurred.

• 1605

With respect to mandatory retirement, we feel it is necessary to address this issue of mandatory retirement as it is one area in which challenges under section 15 of the charter have already been initiated, which will potentially have an effect on the overall structure of retirement. Regardless of how the legal question is resolved, it is important to recognize that even if mandatory retirement is restricted by the charter this does not constitute a solution to the problems confronting the elderly in Canada. The level of pension benefits which Canadians of retirement age enjoy cannot and should not be affected by the fact that they may be entitled by law to work.

Pension schemes must ensure that any older worker who wishes to retire will be able to do so without falling into the trap of poverty which surrounds many older people today.

Further, by providing adequate levels of retirement income to older workers so they are not forced to continue working it is likely that there will be an increase in job opportunities for younger Canadians and underrepresented groups of workers.

Finally, we have made several recommendations in the area of affirmative action, including equal pay for work of equal value. Briefly to highlight these recommendations, it is our position that affirmative action legislation with an effective enforcement mechanism must be enacted to apply to all workplaces within federal jurisdiction. Unions should participate in the formulation and implementation of such legislation, and such legislation must require that affirmative action programs be the subject of collective bargaining.

In the area of equal pay for work of equal value we have recommended that increased resources be given to the Canadian Human Rights Commission more effectively to ensure that this principle be implemented. As well, we have recommended that legislation governing federal government employees be amended to remove restrictions on the right of unions to bargain on employment equality issues for federal government employees.

The CLC also recommends use of the mechanisms of contract compliance with respect to all government contracts to ensure that firms doing business with government institute approved affirmative action programs, including equal pay for work of equal value.

To conclude this overview of our written brief and various recommendations, we have not attempted to provide an

[Translation]

Nous souhaitons en outre que la loi rende la pension également accessible aux travailleurs à temps partiel.

De façon à reconnaître le principe selon lequel le mariage est une union entre partenaires égaux et cotisants égaux, nous recommandons que les conjoints survivant ou participant au régime aient droit à un minimum de 60 p. 100 du montant des prestations de pension payable dans le cas où les deux conjoints sont vivants et qu'au titre du régime de pension du Canada ou du régime des rentes du Québec les crédits soient partagés dans le cas de tous les mariages, qu'ils soient encore intacts ou rompus.

Quant à la retraite obligatoire, nous estimons que c'est une question qu'il importe d'aborder car l'article 15 de la Charte a déjà été contesté et cela pourrait avoir des répercussions sur la structure générale des retraites. Indépendamment de la solution définitive de l'aspect juridique, il faut reconnaître que même si la Charte restreint la retraite obligatoire, ce n'est pas une solution aux problèmes des personnes âgées au Canada. Les pensions des Canadiens ne peuvent pas et ne devraient pas être affectées par le droit qu'ils ont de travailler.

Les régimes des pensions doivent donner aux Canadiens la possibilité de prendre leur retraite s'ils le désirent sans pour autant tomber dans le piège de la pauvreté où se trouvent beaucoup de personnes âgées aujourd'hui.

De plus, si l'on donne aux travailleurs âgés des pensions suffisantes, il est fort probable qu'ils se sentiront moins forcés de travailler ce qui libérera des emplois pour les jeunes Canadiens et les groupes de travailleurs sous représentés.

Enfin, nous avons formulé plusieurs recommandations dans le domaine de l'action positive, y compris un salaire égal pour un travail égal. Je vais attirer votre attention sur un certain nombre de ces recommandations; il est nécessaire d'adopter des lois applicables à tous les lieux d'emploi de juridiction fédérale et de faire respecter ces lois. Les syndicats doivent participer à la formulation et à l'application de ces lois et celles-ci doivent exiger que les programmes d'action positive soient négociables collectivement.

Quant au salaire égal à travail égal, nous recommandons que l'on donne à la Commission canadienne des droits de la personne des ressources supplémentaires pour mieux faire appliquer ce principe. De même, nous recommandons que les lois qui régissent les employés du gouvernement fédéral soient modifiées et que l'on supprime les restrictions sur les droits syndicaux de négocier les questions d'égalité d'emploi.

Le Congrès du travail recommande également que tous les contrats du gouvernement aient des clauses spéciales qui exigent des entreprises qui font affaire avec le gouvernement, des programmes d'action positive, y compris des programmes de salaire égal pour travail égal.

Pour conclure cette vue d'ensemble de notre mémoire écrit et des diverses recommandations qu'il contient, nous n'avons

[Texte]

exhaustive analysis of all of the inequalities in laws—that would obviously take us 3,000 pages—and programs and policies which will be affected by section 15 of the charter. However, it is our view that the specific areas we have addressed in our brief are of crucial importance if the federal government is to meet its responsibility to enact or amend legislation and practices in order to comply with the equality guarantee.

Moreover, we wish to emphasize once more that any conception of equality rights which does not take into account the existing inequality of resources is inadequate. In order fully and effectively to participate in the free and democratic society the charter is designed to protect, Canadians must be free from the social and economic barriers which today deny equal participation in society.

The proposals we have outlined represent those initial steps. I think it is important, and I would like just to comment. In the full brief, which I think bears repeating and putting forward, is a comment by C.W. Jenks on human rights and the international labour standards. He commented:

In an age of interdependence and large scale organization, in which the individual counts for so little unless he acts in cooperation with his fellows, freedom of association has become the cornerstone of civil liberties and social and economic rights alike. It has long been the bulwark of religious freedom and political liberties; it has increasingly become a necessary condition of economic and social freedom for the ordinary citizen... Freedom of association by highly organized and powerful economic interests calls for a counterpart in strong leadership in the public interest by the state. But strong leadership by the state without the counterpart of such freedom of association can be dangerous for political as well as for economic and social freedom... Mass production involves large concentrations of economic power which had made the individual craftsman powerless. In such a situation, the alternatives are democratic labour organizations or a slave state. Without being in any sense an end in itself, freedom of association for trade union purposes is a major postulate of democratic government in an industrial society.

It is also hoped that the courts will be sensitive to the fact that the charter was enacted against a background of various international covenants which have been ratified by Canada. These include the International Covenant on Civil and Political Rights, the International Covenant on Social, Economic and Cultural Rights, the Convention on the Elimination of all Forms of Racial Discrimination, the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women, and International Labour Organization Convention No. 87.

[Traduction]

pas essayé de faire une analyse exhaustive de toutes les inégalités en droit, il nous faudrait 3,000 pages pour ce faire, et des programmes et politiques qui seront touchées par l'article 15 de la Charte. Toutefois, nous estimons que les domaines que nous avons abordés dans notre mémoire ont une importance cruciale si le gouvernement fédéral veut assumer ses responsabilités et adopter des lois ou modifier les législations ou pratiques actuelles pour se conformer à la garantie d'égalité.

De plus, nous insistons une fois de plus sur le fait que toute conception des droits à l'égalité qui ne tiennent pas compte des inégalités actuelles des ressources est insuffisante. Pour participer pleinement et efficacement à la société libre et démocratique que la Charte est censée protéger, les Canadiens doivent être libérés des barrières sociales et économiques qui entravent actuellement l'égalité dans la société.

Les propositions que nous vous avons apportées représentent des mesures de départ. Cela est important et je voudrais ajouter quelque chose à ce sujet. Dans le mémoire qui, à mon avis, mérite d'être répété et cité, vous trouverez une citation de C.W. Jenks sur les droits de l'homme et sur les normes internationales de travail. Il dit:

A l'ère des organisations démesurées et de l'interdépendance, à une époque où l'individu compte pour très peu s'il n'agit pas en coopération avec ses semblables, la liberté d'association est devenue la pierre angulaire des libertés civiles et des droits sociaux et économiques. Depuis longtemps, c'est le rempart des libertés religieuses et des libertés politiques. Pour le citoyen ordinaire, cela est devenu de plus en plus une condition nécessaire de la liberté économique et sociale... La liberté d'association entre des intérêts économiques organisés et puissants exigent en contrepartie une action ferme de l'État dans l'intérêt public. Mais cette fermeté d'action de l'État sans la contrepartie de cette liberté d'association peut être dangereuse pour les libertés politiques tout autant que pour les libertés économiques et sociales... La production de masse suppose de larges concentrations de pouvoirs économiques qui ont rendu les artisans impuissants individuellement. Dans cette situation, il n'y a que deux issues possibles: les organisations syndicales démocratiques ou un État esclavagiste. Sans être une fin en soi, la liberté d'association à des fins syndicales est un postulat important d'un gouvernement démocratique dans une société industrielle.

Nous espérons également que les tribunaux se souviendront que la Charte a été adoptée à la lumière de diverses conventions internationales ratifiées par le Canada. Parmi celles-ci, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits sociaux, économiques et culturels, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, et la Convention n° 87 de l'Organisation internationale du travail.

[Text]

• 1610

An examination of the international documents reveals that Canada has declared its support for the right to social security, to the enjoyment of just and favourable conditions of work, and to an adequate standard of living, including adequate food, clothing, and housing. Further, these conventions recognize the importance of the right of workers to form and join trade unions both to ensure social and economic progress and to safeguard human rights.

The principles embodied in these conventions should inform the interpretation of all provisions of the charter. Apart from its place as a legal document to be construed by the courts, the charter serves as a pronouncement of the fundamental values of Canadian society. The legal and moral consequence of entrenching equality rights in the charter is to affirm and acknowledge a commitment to reduce inequality. As such, the guarantee of equality in the charter should constantly guide governmental policy and action. To guarantee the right to equality in section 15 of the charter is to impose more than the negative injunction to refrain from violating the equality rights of individuals.

Consequently, the Charter of Rights and Freedoms should not be viewed as a substitute for parliamentary decision-making on controversial issues, nor should it be used as an excuse to defer the government's obligation to initiate legislation. The legislative forum is an appropriate one for balancing the conflicting interests which lie at the heart of many disputes over the meaning and application of equality. The judiciary does not represent the only mechanism for enforcing rights and freedoms under the charter. There is a co-ordinate responsibility, in part, of other branches of government to promote and protect such rights and freedoms. It must be an ongoing, permanent part of governmental policy to design and implement legislation which promotes equality, rather than awaiting a finding of constitutional invalidity by the courts. Individuals should not be required to challenge governmental conduct in the courts because governments have adopted a wait-and-see attitude towards equality issues.

While the federal government itself appears to recognize the need to spare Canadians legal confrontation over constitutional rights, we note that the government thus far has acted concretely in the most overt and low-level examples of discrimination which are within its jurisdiction to rectify. It is hoped that this committee's report will signal an increasingly active effort by the government to implement the guarantee of equality contained in the charter.

The Chairman: Mr. Martin, on behalf of the members of the committee, I would like to thank you and the other representatives of the CLC for the thoroughness of your report to us. It is very helpful at this stage of our work to receive concrete examples of statutes and programs and instances of discrimination or inequality arising from them. More than that, though, I detected the theme running throughout your submission that legal equality is not something that in this

[Translation]

A l'étude des documents internationaux, on s'aperçoit que le Canada s'est déclaré en faveur du droit à la sécurité sociale, du droit à des conditions de travail justes et favorables, du droit à un niveau de vie suffisant, alimentation, vêtement et logement. De plus, ces conventions reconnaissent l'importance du droit des travailleurs à se regrouper en syndicat, à la fois pour faciliter le programme économique et social et pour sauvegarder les droits de la personne.

Les principes contenus dans ces conventions devraient présider à l'interprétation de toutes les dispositions de la Charte. Indépendamment de son rôle de document juridique passible d'interprétation par les tribunaux, la Charte constitue une réaffirmation des valeurs fondamentales de la société canadienne. Les conséquences légales et morales de la constitutionnalisation des droits à l'égalité qui sont contenus dans la Charte réaffirment et reconnaissent la détermination de réduire l'inégalité. À ce titre, la garantie d'égalité contenue dans la Charte devrait guider en permanence les politiques et les actes du gouvernement. Garantir le droit à l'égalité contenu dans l'article 15 de la Charte, c'est aller plus loin que l'injonction négative de ne pas porter atteinte au droit à l'égalité de l'individu.

Par conséquent, il ne faudrait pas considérer que la Déclaration des droits et libertés peut remplacer le rôle de décision du Parlement sur les questions controversées; il ne faudrait pas non plus l'invoquer comme excuse pour remettre à plus tard l'obligation du gouvernement de légiférer. Le forum législatif est un excellent moyen d'équilibrer les conflits d'intérêts qui sont au coeur de beaucoup de différends sur la signification et l'application de l'égalité. Le judiciaire n'est pas le seul mécanisme qui permette de faire respecter les droits et libertés contenus dans la Charte. Les autres secteurs du gouvernement ont la responsabilité parallèle de défendre et de protéger ces droits et libertés. Le gouvernement doit avoir pour politique permanente de concevoir et d'appliquer des législations qui encouragent l'égalité au lieu d'attendre que les tribunaux déclarent qu'il y a invalidité constitutionnelle. Les particuliers ne devraient pas être obligés de contester le comportement du gouvernement devant les tribunaux lorsque les gouvernements choisissent d'attendre et de ne rien faire.

Le gouvernement fédéral semble penser qu'il ne convient pas de forcer les Canadiens à la confrontation juridique sur les droits constitutionnels, mais par contre, jusqu'à présent le gouvernement a pris des mesures concrètes dans les cas de discrimination les plus flagrants et les plus méprisables. Nous espérons que le rapport de ce Comité sera pour le gouvernement le signal d'un nouvel effort et que celui-ci cherchera à appliquer la garantie d'égalité contenue dans la Charte.

Le président: Monsieur Martin, au nom des membres du Comité, je tiens à vous remercier ainsi que vos collègues du Congrès du travail pour ce rapport particulièrement exhaustif. Pour nous, c'est particulièrement utile d'entendre des exemples concrets de statuts et de programmes, des exemples de discrimination ou d'inégalité que vous avez trouvés dans ces documents. Cela dit, dans tout votre exposé, j'ai eu l'impression que l'égalité juridique ne dépendait plus aujourd'hui des

[Texte]

country any longer is dependent on one's economic or social status; and that is a message that is well received by the members of this committee, I can assure you. So I know that based on all you have given us, even in the overview of your written submission, there will be a number of questions. I would like to begin with Svend Robinson, the member of Parliament for Burnaby.

Mr. Robinson: I certainly would join with our Chair in welcoming this distinguished delegation before the Equality Rights committee. As Patrick has indicated, many of the issues we have addressed at one point or another, but it is very helpful to us to have an overview, if you will, of issues that are of particular concern to the congress. It will be helpful to us in terms of drafting our report.

I might say as well, as one who was a member of the Constitution committee that drafted the original charter, that in looking back over the history of the Bill of Rights in this country, it is clear that the CLC and its predecessors have been in the forefront of struggles for human rights and civil liberties in this country. It is a role that the labour movement has played historically and that unfortunately is not well enough known; although, as it was put by one of our witnesses this morning, if the dinosaurs in the National Citizens' Coalition had their way, you would not be appearing here today at all.

• 1615

I am not going to get into that whole question about freedom of association, which I think you will appreciate probably lies beyond the scope of this committee, but the last thing we want to see is the Charter of Rights being used as a club to bludgeon the trade union movement in this country, at least I speak as one member of the committee. So we will be looking very carefully, following very carefully . . .

Mr. Martin: We concur with that.

Mr. Robinson: I would expect you would agree with those sentiments.

I just had a couple of questions. First of all, I wonder if you could perhaps elaborate on the position of the CLC with respect to pensions? I was very pleased to see you note that the enlightened administration of Manitoba has moved forward with respect to pensions. And, I might also say, just recently on the question of legislation respecting equal pay for work of equal value, that particular administration is once again in the forefront.

I wonder if you could address specifically one of the very controversial issues that we as a committee have to grapple with, and that is the question of homemakers' pensions. I know this is one that has been vigorously debated within the trade union movement as well as within the women's movement. I understand that the position of the CLC is opposed to the homemakers' pension and I wonder if you might either yourself, Mr. Martin, or one of your colleagues, give at least a reasonably brief rationale of the basis for that position.

Mr. Martin: Certainly.

[Traduction]

circonstances économiques et sociales d'une personne. C'est un message qui fait plaisir aux membres de ce Comité, je vous l'assure. Maintenant, j'imagine que votre exposé et les passages de votre mémoire que vous avez soulignés vont donner lieu à un certain nombre de questions. Je vais commencer par Svend Robinson, député de Burnaby.

M. Robinson: Tout comme notre président, je souhaite la bienvenue à cette délégation distinguée au Comité sur les droits à l'égalité. Comme le président vous l'a dit, vous avez abordé beaucoup de questions dont nous avons déjà discutées, mais pour nous, cette vue d'ensemble des questions qui intéressent particulièrement le Congrès est extrêmement utile. Cela nous servira à préparer notre rapport.

J'ai fait partie du Comité sur la constitution qui a rédigé la première charte, et si l'on se penche sur l'histoire de la Déclaration des droits dans ce pays, on voit clairement que le Congrès du travail et ses prédécesseurs ont été à l'avant-garde de la lutte pour les droits de l'homme et les libertés civiles dans ce pays. C'est un rôle que les mouvements syndicaux de ce pays ont toujours joué, et malheureusement, on ne le reconnaît pas suffisamment. Pourtant, comme un de nos témoins l'a dit ce matin, si les dinosaures de la Coalition nationale des citoyens avaient gain de cause, vous ne seriez même pas là aujourd'hui.

Je n'ai pas l'intention de revenir sur toute la question de la liberté d'association qui, vous devez vous en rendre compte, s'écarte quelque peu du mandat de ce Comité; cela dit, la dernière chose que nous voulons voir, c'est qu'on utilise la Charte des droits comme un gourdin et qu'on s'en serve pour matraquer le mouvement syndical; en tout cas, c'est mon opinion personnelle. Nous allons donc suivre très attentivement . . .

M. Martin: Nous sommes tout à fait d'accord.

M. Robinson: J'imagine que vous devez partager ce sentiment.

J'ai deux questions à poser; premièrement, pouvez-vous développer un peu la position du congrès au sujet des pensions? J'ai vu avec plaisir que vous citez les progrès accomplis par l'administration éclairée du Manitoba dans le domaine des pensions. J'ajoute que cette administration s'est encore distinguée récemment en adoptant une législation qui assure un salaire égal pour un travail égal.

Pouvez-vous nous parler d'un sujet particulièrement controversé qui nous intéresse directement, celui des pensions des femmes au foyer. Je sais qu'on a longuement discuté de cette question dans les syndicats et au sein des mouvements de femmes. Je crois comprendre que le Congrès du travail s'oppose à cette pension des femmes au foyer et j'aimerais que vous-même, monsieur Martin, ou l'un de vos collègues, nous donniez très rapidement les raisons de cette position.

M. Martin: Certainement.

[Text]

Mr. Robinson: If I have stated it fairly.

Mr. Martin: Yes. We are prepared to answer that. I will ask Mr. Baldwin to respond to your question. He is our in-house expert.

Mr. R. Baldwin (National Representative, Research and Legislation, Canadian Labour Congress): You have certainly wandered into a very complex area, Svend, and I think it is unfortunate that we have been cast in the role of opposing homemakers' pensions. You are probably aware of the fact that this issue focuses specifically on the question of how homemakers ought to be treated under the Canada and Quebec pension plans and you may also be aware of the fact that there are two separate proposals on the table which will have a potentially profound effect on the status of homemakers under the Canada Pension Plan.

One of those proposals is a proposal that would require that Canada Pension Plan retirement benefits be divided equally between spouses when the younger one reaches age 65. That proposal is often referred to as a credit-splitting proposal. It is a proposal that we have wholeheartedly endorsed and it is a proposal that would give to every homemaker a Canada Pension Plan retirement benefit in her own right at age 65. So that our proposals are designed to ensure that every homemaker, using the term to refer primarily to women who do not enter the paid labour force through their adult life—married women that is—our proposals would ensure that all those women receive a Canada Pension Plan retirement benefit in their own right.

You may also be aware that a separate proposal has been put on the table, that is a proposal that would, over and above the credit-splitting, require contributions to the Canada Pension Plan on behalf of homemakers.

The second proposal, I might add, is usually made as a supplement to the first proposal. In other words, what is being suggested is not that you require these contributions instead of the splitting of credits, but you supplement the credit-splitting proposal with the proposal to require contributions on behalf of homemakers. It is the second proposal that we have not endorsed and which has led some people to say we are not in favour of Canada Pension Plan benefits for homemakers, which I think is technically incorrect to begin with, because in fact our proposals do ensure that they would receive equal retirement income protection under the CPP to that enjoyed by their spouses.

We have not endorsed that second proposal, though, for reasons which are not always terribly easy to explain clearly and briefly. Basically, what our problem boils down to is this: that in all the formulations of the homemaker contributions proposal, one of the objectives to be met is to recognize the economic value of homemaker services. But in practice those proposals imply that the only women who provide homemaker services of any value are those who have totally or partially withdrawn from the paid labour force. And we do not accept that proposition in principle, because our view is that most working women—that is, most women who are working in paid employment—are also providing homemaker services in

[Translation]

M. Robinson: Si j'ai fait justice au sujet.

M. Martin: Oui. Nous allons vous répondre. Je vais demander à M. Baldwin de répondre à votre question, c'est notre expert.

M. R. Baldwin (représentant national, recherche et législation, Congrès du travail du Canada): Svend, vous avez abordé un sujet particulièrement complexe et il est dommage qu'on en soit venu à considérer que nous sommes contre les pensions pour les femmes au foyer. Vous devez savoir que tout cela tourne autour de la question de savoir comment les femmes au foyer doivent être traitées par les régimes de pensions du Québec et du Canada. Vous devez savoir également que deux propositions distinctes ont été formulées, qui pourraient avoir des effets considérables sur le statut des femmes au foyer dans le cadre du Régime de pensions du Canada.

Une de ces propositions répartirait en deux parts égales les prestations du Régime de pensions du Canada lorsque le plus jeune des deux conjoints atteint l'âge de 65 ans. Cette proposition est souvent désignée sous le terme de partage de crédits. C'est une proposition que nous approuvons sans réserves car, en effet, elle donnerait à toutes les personnes au foyer des prestations de pensions en propre à l'âge de 65 ans. Par conséquent, toute femme au foyer, et le terme désigne surtout les femmes qui n'entrent pas dans les rangs de la main-d'oeuvre salariée pendant leur vie adulte, c'est-à-dire les femmes mariées, ces femmes, aux termes de nos propositions, toucheraient personnellement des prestations de pensions du Canada.

Vous devez savoir qu'une autre proposition a été formulée, elle exigerait des contributions au Régime de pensions du Canada au nom des femmes au foyer, des contributions en plus des dispositions de partage de crédits.

La deuxième proposition complète souvent la première. Autrement dit, on ne cherche pas à remplacer le partage de crédits par ces contributions mais plutôt à compléter le partage de crédits par ces contributions au nom des femmes au foyer. C'est la deuxième proposition que nous n'approuvons pas et c'est la raison pour laquelle certaines personnes ont dit que nous n'étions pas en faveur des pensions pour les femmes au foyer. Du point de vue technique, ce n'est pas exact, car aux termes de nos propositions, les femmes au foyer auraient à la retraite un revenu égal à celui de leur conjoint dans le cadre du Régime de pensions du Canada.

Si nous ne sommes pas d'accord avec cette seconde proposition, c'est pour des raisons qui ne sont pas toujours très faciles à expliquer clairement et rapidement. Fondamentalement, voilà notre problème: dans toute formulation de contributions au nom des femmes au foyer, un des objectifs, c'est de reconnaître la valeur économique des services rendus au foyer par la femme au foyer. Mais en pratique, ces propositions sous-entendent que les seules femmes qui assurent au foyer des services valables, sont celles qui ont renoncé totalement ou en partie à participer à la main-d'oeuvre payée. Nous ne sommes pas d'accord avec cette proposition en principe car, à notre avis, la plupart des femmes qui travaillent, la plupart des

[Texte]

addition to that. But they would generally be excluded from these homemaker proposals.

[Traduction]

femmes qui sont salariées, assurent également des services au foyer. Or, en règle générale, elles seraient exclues de ces propositions.

• 1620

The other thing I would like to point out is that, when you put the homemaker contributions together with the credit-splitting idea, you end up, first of all, with the proposal that is going to pay half its benefits to the married men who are presumably in the paid labour force under the argument. The second thing you end up doing is providing a benefit that is available only to those households where one spouse is in the paid labour force working and the other spouse is not in the paid labour force working. But you deny these extra benefits, as it were, to single persons and to couples where both spouses are engaged in paid employment. We have felt that is an inappropriate way to redesign the Canada Pension Plan; that is, to provide special benefits to this one household type and not to the others.

So as I say, we have endorsed the credit-splitting proposal which will guarantee CPP retirement benefits to married women who never enter the paid labour force, but we have not endorsed this additional proposal to require contributions on behalf of homemakers.

Mr. Robinson: Thank you very much. I think that is helpful to the committee in analysing this issue.

Another area I would like to ask you about in the brief time I have is with respect to the extent and the scope of section 15. I have looked at the list of recommendations which has been compiled, I believe, by Ms Attenborough, and I do not see anywhere there any reference to the question of discrimination on the basis of sexual orientation. Given the fact that you have, I guess, over 2 million members and that estimates of a number of different groups range up to 200,000, I am frankly a little bit surprised at the silence of the congress on this question.

There is before this committee as well a private member's bill, which I have tabled in the House, that would amend the Canadian Human Rights Act to prohibit discrimination on the basis of sexual orientation. I am wondering why this provision has not been referred to in your recommendations and what position the congress has taken with respect to discrimination against gays and lesbians. Also—and I guess this would be the third part of that question—if the congress has a policy, what is it doing to ensure that this policy is promoted by its component members in Canada in terms of collective agreements and so on?

Mr. Martin: Mr. Chairman, obviously you have not had a chance to read our total brief, so you would not know. But we have addressed the issue somewhat in our major brief on page 10. I would ask Susan Attenborough to respond to your questions, Mr. Robinson.

Ms S. Attenborough (National Representative, Research and Legislation, Canadian Labour Congress): The position we

Je signale également que lorsque vous additionnez les contributions des femmes au foyer et l'idée du partage des crédits, vous constatez que la moitié des prestations iront à des hommes mariés qui doivent faire partie de la main-d'œuvre salariée. En second lieu, vous versez des prestations uniquement aux foyers où il y a un conjoint qui est salarié et l'autre qui ne l'est pas. Mais ces prestations supplémentaires, vous les refusez aux personnes seules et aux couples dont les deux membres sont salariés. Nous estimons que c'est une nouvelle conception du régime de pensions du Canada qui n'est pas souhaitable, qui réserve certains avantages à un type de foyer pour les refuser aux autres.

Comme je l'ai dit, nous sommes d'accord avec la proposition de partage des crédits qui garantira des prestations du régime de pensions du Canada aux femmes mariées qui n'ont jamais été salariées, mais nous ne sommes pas d'accord avec cette proposition supplémentaire qui exige des contributions au nom des femmes au foyer.

M. Robinson: Merci beaucoup. Cela va aider le Comité à analyser ce problème.

J'aimerais maintenant aborder un autre sujet dans le peu de temps qui me reste, il s'agit de la portée de l'article 15. J'ai lu la liste des recommandations qui a été préparée, je crois, par M^{me} Attenborough et je ne vois nulle part de référence à la question de discrimination fondée sur l'orientation sexuelle. Étant donné que vous avez plus de deux millions de membres et que, statistiquement parlant, le nombre d'adhérents affectés par cette question pourrait être de 200 000, je suis un peu surpris de voir que le Congrès garde le silence sur cette question.

Notre Comité est saisi également d'un bill privé que j'ai déposé à la Chambre et qui modifierait la Loi canadienne sur les droits de la personne et interdirait toute discrimination fondée sur l'orientation sexuelle. Pourquoi n'avez-vous pas mentionné cette disposition dans vos recommandations et quelle est la position du Congrès au sujet de la discrimination contre les homosexuels et les lesbiennes. De même, et c'est la troisième partie de ma question, si le Congrès a une politique en la matière, qu'a-t-il l'intention de faire pour défendre cette politique parmi ses membres au Canada, dans le cadre des conventions collectives, etc.?

M. Martin: Monsieur le président, vous n'avez pas dû avoir le temps de lire notre mémoire en entier, vous ne le savez donc pas. Nous nous sommes penchés sur cette question dans notre mémoire principal à la page 10. Je vais demander à Susan Attenborough de répondre à vos questions, Monsieur Robinson.

Mme S. Attenborough (représentante nationale, Recherche et Législation, Congrès du travail du Canada): Nous estimons

[Text]

have taken is that the grounds outlined in section 15 are not exhaustive and should not be limited to the ones that are listed, and other ones that should be considered are things such as sexual orientation, citizenship and marital or family status. So we have recognized that as an issue, and in our extensive brief we have outlined that this is clearly one of the things that should be addressed by the charter.

In terms of your second question about what the congress and its affiliates are doing in this light, since collective bargaining is one of the major activities of some of our affiliates, we have had some success in negotiating protection for members in collective agreements, very often in a non-discrimination clause where a number of criteria are listed. Sexual orientation is included in that listing.

Mr. Robinson: So presumably, the congress would support amendments to the Canadian Human Rights Act to extend its protection to include discrimination on the basis of sexual orientation.

Mr. Martin: Yes.

Mr. Robinson: Finally, Mr. Chairman, if I may, I have a brief question with respect to mandatory retirement. Maybe I was not listening carefully enough, but it was not completely clear to me what the position of the congress is with respect to the question of mandatory retirement. I did listen with some care and maybe, Mr. Martin, you could clarify that for me. I know this is not an issue which is entirely devoid of debate within the labour movement as well, but have you taken a position on this question; and if so, what is it?

Mr. Martin: Basically, Mr. Chairman, you are quite right. It just goes to prove once again that the labour movement is not monolithic at all, but certainly, vibrant and alive and with room for a lot of internal debate and discussion. Consequently, some of our affiliates have taken a position of being in favour of mandatory retirement and others have taken a position of not being in favour, and that has caused considerable debate.

• 1625

Essentially, our position has been that it should be left to a matter of collective bargaining as to whether there should be a mandatory clause in a collective agreement, not left to legislation. That has been the basic position, which is not necessarily a very strong position at all, but is something we have had to grapple with.

We know there are a lot of challenges on the mandatory retirement position, and really it would be fair to say that we side-stepped the issue somewhat, but what our main concern has been is to negotiate agreements that provide for darn good retirement benefits to take into consideration the earning power of people after 65.

The other area, and it is fair to say it is our main thrust, has not been in fact to have people retire at 65, but to provide for early retirement at an earlier and earlier age, because it is not only something we think the economy can take, but in fact would create jobs in the future. There has been a lot of

[Translation]

que les causes énumérées à l'article 15 ne sont pas exhaustives et ne doivent pas se limiter à celles qui sont citées. Autrement dit, d'autres causes de discrimination existent, orientation sexuelle, citoyenneté, état civil ou familial. Nous considérons que c'est un problème et dans notre mémoire nous expliquons que c'est évidemment un sujet qui relève de la charte.

Quant à votre seconde question, vous voulez savoir ce que le Congrès et ses organismes affiliés font pour promouvoir cette notion puisque la négociation collective est une des principales activités de certains de nos affiliés, nous avons réussi à protéger les droits de nos membres dans ce domaine à l'occasion de conventions collectives; très souvent, il y a une clause de non-discrimination où l'on trouve une liste de critères. L'orientation sexuelle est un de ces critères.

M. Robinson: Le Congrès serait donc d'accord pour qu'on modifie la Loi des droits de la personne et qu'on ajoute la mention d'orientation sexuelle.

M. Martin: Oui.

M. Robinson: Enfin, monsieur le président, une question très rapidement au sujet de la retraite obligatoire. Je n'écoutais peut-être pas très attentivement, mais je n'ai pas très bien compris la position du Congrès au sujet de la retraite obligatoire. J'ai écouté tout de même et M. Martin pourra peut-être me donner des précisions. Je sais que c'est une question qui prête également à controverse au sein des mouvements syndicaux, mais avez-vous pris position, si oui, quelle position?

M. Martin: Monsieur le président, vous avez parfaitement raison. Cela prouve une fois de plus que le mouvement syndical n'est pas monolithique, que c'est un mouvement dynamique et vivant, où la discussion et le débat sont toujours possibles. Par conséquent, certains de nos affiliés se sont déclarés en faveur de la retraite obligatoire pendant que d'autres se sont déclarés contre; cela a donné lieu à une grosse controverse.

Dans l'ensemble, nous estimons que c'est une question qui relève de la négociation collective, que la clause de retraite obligatoire doit être négociée et que cela ne relève pas de la loi. Voilà la position fondamentale, elle n'est pas forcément très ferme, mais c'est une question qui est loin d'être réglée.

La position de la retraite obligatoire a été très souvent contestée et il faut reconnaître que nous avons quelque peu contourné le problème. Cela dit, nous avons essayé avant tout de négocier des accords qui prévoient d'excellentes prestations de retraite compte tenu des revenus des gens de plus de 65 ans.

D'un autre côté, c'est sur ce point que nous avons insisté, l'important n'est pas de mettre les gens à la retraite à 65 ans, mais de leur offrir la possibilité de prendre une retraite anticipée, une retraite avant 65 ans, car non seulement l'économie s'en accommoderait, mais cela créerait des emplois pour l'avenir. On a beaucoup parlé de cela, mais en fin de

[Texte]

emphasis there; but essentially it has been a position that it should be left to collective bargaining.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Martin, if you ever get tired of your present job, you should think about politics as a career.

The Chairman: We will go next to Pauline Browes, Member of Parliament for Scarborough Centre.

Mrs. Browes: Thank you very much, Mr. Chairman.

I, too, want to thank you very much for putting forth your views on a good number of subjects. The committee has been working on these issues for some months and it certainly is helpful to have your particular viewpoint on it.

I have a couple of questions. On affirmative action, as we go through the number of recommendations you have here, I want to say there are certainly a good number of them that I endorse, including the contract compliance, which I believe is something that we should have been getting into long before now.

On your recommendation 21, at page 3, you talk about the targets and timetables to be recognized, and I was wondering if you have actually got to numbers on that, or are you talking about quotas there? And then on recommendation 22, perhaps you might explain that recommendation a little bit. I am not sure I understand what you mean there, because I tend to think there may be some reverse discrimination there if you are only laying off those people who are not disadvantaged; if you are keeping those persons as opposed to laying off people who perhaps may be considered to be advantaged. I wonder if you might elaborate on recommendations 21 and 22.

Mr. Martin: I would be happy to; and I would ask Linda Gallant, the director of our Women's Bureau, to respond.

Ms L. Gallant (Director, Women's Bureau, Canadian Labour Congress): In terms of recommendation number 21—the targets and timetables—no, we are not saying there are set targets and timetables, we are saying that they vary from place to place, they vary in accordance with the people who are eligible for the jobs, and we say that in a broad sense. We are not saying they have to have all the criteria at the time, we are saying they have to be things that are set down for each program as that program is developed. But certainly targets and timetables should be a requirement in the legislation, and then those would be set and then looked at by an enforcement agency to see if they seem to meet the criteria of the legislation.

If you are saying, are they the same as quotas, we would say that quotas are a bit different, because quotas tend to set a figure and say that nobody then has to go over it. We are saying that targets and timetables are set at a realistic point at various points in time; and as the program gets monitored in every workplace, those timetables and those targets may get changed.

The problems with quota—our problem with it is that it tends to say that this is a maximum figure that goes on forever, which may become very inappropriate, and so as we

[Traduction]

compte notre position est que cela doit être laissé à la négociation collective

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Monsieur Martin, si vous vous fatiguez un jour de votre emploi actuel, vous devriez penser à la politique.

Le président: Je donne maintenant la parole à Pauline Browes, députée de Scarborough Centre.

Mme Browes: Merci beaucoup, monsieur le président.

Moi aussi, je tiens à vous remercier d'être venu nous donner votre opinion sur un grand nombre de sujets. Ce sont des questions sur lesquelles le Comité travaille depuis plusieurs mois et votre point de vue nous sera très utile.

J'ai deux questions à poser; à propos de l'action positive, en parcourant les recommandations que vous formulez, je constate que je suis d'accord avec un bon nombre d'entre elles, y compris la clause des contrats gouvernementaux qui, à mon avis, devrait exister depuis longtemps déjà.

A propos de votre recommandation 21, à la page 3, vous parlez d'objectifs et de calendriers et je me demande si vous avez plus de précision, ou bien est-ce une simple notion de contingentement? Ensuite, peut-être pourriez-vous m'expliquer un peu mieux en quoi consiste la recommandation 22. Je ne suis pas certaine de bien comprendre ce que vous voulez dire car personnellement, je pense que lorsqu'on met à pied uniquement les gens qui ne sont pas défavorisés on fait de la discrimination à rebours. Si vous gardez ces gens-là au lieu de mettre à pied des gens dont on peut considérer qu'ils sont avantagés. Pouvez-vous développer un peu les recommandations 21 et 22.

M. Martin: Avec plaisir. Et je vais demander à Linda Gallant, directeur de notre bureau des femmes, de répondre.

Mme L. Gallant (directeur, Bureau des femmes, Congrès du travail du Canada): Pour ce qui est de la recommandation numéro 21, les objectifs et calendriers, non, nous n'avons pas d'objectif et de calendrier précis, cela varie d'un endroit à l'autre, cela varie selon les gens qui sont disponibles pour occuper des postes, c'est une position d'ensemble. Nous n'exigeons pas que tous les critères soient respectés en même temps, nous pensons que pour chaque programme des critères doivent être arrêtés. Mais en tout cas, la législation devrait exiger la préparation d'objectifs et de calendriers dont les responsables de l'application de la loi pourraient se servir pour juger de l'application de la législation.

Si vous pensez que c'est comparable à un contingentement, nous pensons que c'est un peu différent car personne n'est tenu d'aller au-delà des chiffres fixés. Pour nous les objectifs et les calendriers sont des repères réalistes à différents points dans le temps, et ils peuvent évoluer selon les progrès des programmes dans chaque lieu de travail.

Le problème des contingentements, le problème qu'il nous pose, c'est qu'ils ont tendance à être une limite maximum et

[Text]

say that it varies from workplace to workplace. Does that respond to your question?

[Translation]

inchangeable; pour nous, les conditions varient d'un endroit à l'autre. Est-ce que cette réponse vous satisfait?

• 1630

Ms Gallant: On question 22, you are dealing with layoffs. We are saying here that in the case of layoffs the onus cannot always be put on employees to sort out how this gets worked out. We understand—and I am sure everybody agrees—that there is a dollar figure attached to equality. There is no question about that. There is a dollar figure attached, and we are saying that some of that has to be borne by the employers, who have also been part of this. People have not not been hired or been hired late simply because of something they did themselves. So we are saying that has to be looked at by employers, that in fact that may require that in order to lay off people who have been part of affirmative action programs it has to require special justification—or not justification. You say: No, you cannot lay them off because they are part of these programs. There is a cost involved. We knew that from the start, and that is how it has to be dealt with.

In terms of other things of layoffs, we say that it will have to be worked out in workplaces, if there are layoffs, how those actually get dealt with.

Mrs. Browes: So are you saying then that men perhaps should be laid off before women? Is that a fair example?

Ms Gallant: We are saying that it has to get worked out. We are saying that in some places there have been some examples of various methods by which people have dealt with this. We are saying that maybe what is required is that you have to say that there is not a layoff. That comes into a whole issue of how our whole economy develops, and we are saying that if you say that there is a responsibility by employers as well as the society on what has happened to these people and why they have not been hired and why they have not been there long enough, and there are dollar amounts involved in that, then maybe the solution is that they cannot lay them off if they cannot justify the layoff. It is a policy we have taken in terms of layoffs generally, that there should have to be a justification.

Mrs. Browes: Okay. I understand what you are saying.

My second question, Mr. Martin, would be concerning check-offs and whether you believe that under section 15 it is appropriate to have deductions from unions to one political party.

Mr. Martin: I do not feel that I am in a position to comment on it now because in fact a number of court cases are taking place and I just do not think we want to jeopardize or comment on it. It is going to have to be sorted out there. I am sorry. I would love to comment on it. In fact, I could go on for hours about it, but I just do not think it is appropriate that we could answer at this point.

Mrs. Browes: Thank you.

The Chairman: Finally, Sheila Copps.

Mme Gallant: Dans la recommandation 22, il est question de mises à pied. À notre avis, en cas de mises à pied, on ne peut pas toujours imposer à l'employé la tâche de fixer les modalités. Nous comprenons, et tout le monde doit en convenir, que l'égalité suppose un prix. Cela ne fait pas de doute. Cela suppose un prix et nous pensons qu'une partie de ce coût doit être défrayé par l'employeur qui joue également son rôle. Si les gens ne sont pas embauchés ou sont embauchés tard, ce n'est pas pour des raisons qui leur sont propres. Autrement dit, les employeurs sont tenus également de justifier, et de justifier précisément les mises à pied à la suite de programmes d'action positive. Vous dites, non, vous ne pouvez pas les mettre à pied car ils font partie de ces programmes. Il y a un coût qui intervient. Nous le savions au départ, et c'est comme cela qu'il faut voir les choses.

Quant aux autres aspects des mises à pied, il faudra trouver des solutions individuelles.

Mme Browes: Autrement dit, il faudrait peut-être congédier les hommes avant les femmes? Est-ce que c'est un bon exemple?

Mme Gallant: Nous pensons que ces choses méritent réflexion. Dans certains cas, on a vu des exemples de méthodes pour régler ces problèmes. Nous pensons qu'il faut peut-être considérer qu'il n'y a pas de mises à pied. Tout cela dépend de l'évolution de notre économie et nous pensons que les employeurs et la société sont responsables dans une certaine mesure de ce que ces gens deviennent, des raisons qui font qu'ils n'ont pas été embauchés, qu'ils n'ont pas été employés suffisamment longtemps, compte tenu des considérations économiques, etc. La solution sera peut-être de ne pas les mettre à pied si cette mise à pied ne se justifie pas. C'est une politique que nous avons adoptée au sujet des mises à pied en général: elles doivent être justifiées.

Mme Browes: D'accord. Je comprends ce que vous voulez dire.

Monsieur Martin, je veux maintenant parler des déductions salariales; pensez-vous que l'article 15 autorise à avoir des déductions des syndicats à un parti politique.

M. Martin: Je ne me juge pas autorisé à parler de cette question aujourd'hui car les tribunaux sont saisis de plusieurs affaires et je préfère m'abstenir de tout commentaire. Ce sont les tribunaux qui vont devoir prendre une décision. Je suis désolé. J'aimerais beaucoup en parler, en fait, je pourrais vous en parler pendant des heures, mais je pense qu'il vaut beaucoup mieux ne pas répondre à cette question pour l'instant.

Mme Browes: Merci.

Le président: Enfin, Sheila Copps.

[Texte]

Ms Copps: Please excuse my delay, but I was trying to be in the House and in committee at the same time, which is rather difficult.

I just wanted, as a follow-up to that, maybe to ask you to comment on the notion of right of association and how you interpreted that when you were first examining the proposed charter legislation, whether you felt it would impinge upon the freedom to determine what you do with your own collective finances, as is currently being suggested in some of the court actions. I just want a comment on what you saw freedom of association to mean when it was originally introduced in the charter.

Mr. Martin: I am afraid I do not quite totally . . . Can you just try to explain yourself a bit?

Ms Copps: The freedom of association clause is what is being used as the lever basically to open a can of worms with respect to the right of collective bargaining units to determine what they do with their finances and what they do with their . . . That is the section under the charter which is being challenged, and I just wanted to get from you, without commenting on the merits of cases that are before the courts, a sense of what you saw freedom of association to mean at a time when you were asked to comment on proposed charter legislation before it became law.

Mr. Martin: I am afraid, Mr. Chairman, we think that once again because it is being discussed and being fought in the courts we are not in a position really to comment on it. I would say something privately or that type of thing, but we just think that we are in a dangerous position to be talking about it at this point.

• 1635

The Chairman: Fine. Thank you very much. You certainly have said a great deal on a great many other subjects this afternoon which has been very helpful to us. Again, on behalf of the members of the committee, I thank each of you for being here. As became clear in the question, for example, from Svend Robinson, there are some recommendations and points in the detailed brief which you did not even have time to address in your synopsis. I can assure you that we will be reading the brief carefully, and going through it to be sure that the points dealt with are all considered in full by the committee. Thank you all very much.

Mr. Martin: Thank you.

The Chairman: Ladies and gentlemen, just to let you know where we are on the schedule, next we will be hearing from representatives of Bell Canada, followed by the Public Service Alliance of Canada, then the Metropolitan Community Church. The last group appearing this afternoon will be the RCMP. Of course, we will resume this evening at 8 o'clock, hearing from the Canadian Union of Public Employees and, thereafter, from the Law Reform Commission of Canada. I now invite the representatives of Bell Canada to come forward to the table.

[Traduction]

Mme Copps: Excusez mon retard, mais j'essayais d'être à la Chambre et en Comité en même temps, c'est difficile.

Pour revenir sur ce qui a été dit tout à l'heure, je vais parler de la notion du droit d'association; comment avez-vous compris cette notion quand vous avez étudié pour la première fois le projet de charte? Avez-vous pensé que cette notion risquait d'empiéter sur la liberté de déterminer la façon dont vous utilisez vos finances collectives, comme on l'a prétendu à plusieurs reprises devant les tribunaux. Quand la charte est sortie, comment avez-vous compris la liberté d'association?

M. Martin: Je crains de ne pas bien . . . Pouvez-vous préciser un peu?

Mme Copps: La clause de liberté d'association sert de prétexte à ouvrir une boîte de Pandore et à remettre le droit des unités de négociation collective à déterminer ce qu'elles font de leurs finances, ce qu'elles font de . . . C'est cet article de la charte qui est contesté et j'aimerais que vous nous expliquiez comment vous avez compris la liberté d'association à l'époque où on vous a demandé de commenter, avant que la loi ne soit adoptée; je ne vous demande pas de commenter les causes qui sont devant les tribunaux.

M. Martin: Monsieur le président, je suis désolé, mais là encore, comme cette question est en cours de discussion, comme les tribunaux en sont saisis, nous ne sommes pas en mesure d'y répondre. Si nous étions en privé, je pourrais m'exprimer sur ce genre de chose, mais je crois que pour l'instant il serait dangereux d'en parler.

Le président: C'est bien. Merci beaucoup. Vous avez sûrement dit beaucoup de choses sur un grand nombre de questions cet après-midi et cela nous a été très utile. Au nom des membres du Comité je vous remercie à nouveau d'être venus aujourd'hui. Comme l'a illustré la question de Svend Robinson, par exemple, il y a certains sujets et certaines recommandations du mémoire détaillé que vous n'avez pas eu le temps d'aborder dans votre résumé. Je puis vous assurer que nous lirons ce mémoire attentivement et que le Comité tiendra compte de toutes les observations que vous avez faites. Merci beaucoup à tous.

M. Martin: Merci.

Le président: Mesdames et messieurs, pour vous situer dans notre horaire, je précise que nous entendrons maintenant les représentants de la société Bell Canada, suivis des représentants de l'Alliance de la Fonction publique du Canada qui à leur tour seront suivis de la *Metropolitan Community Church*. Le dernier groupe à comparaître cet après-midi sera la GRC. Évidemment nous reprendrons nos travaux ce soir à 20 heures, et nous entendrons les représentants du Syndicat canadien de la Fonction publique, puis ceux de la Commission de réforme du droit du Canada. J'invite maintenant les représentants de Bell Canada à s'avancer vers la table.

[Text]

According to my notes from the Clerk of the Committee, we have Mr. Robert Graham, Director of Benefits with Bell; Claude Dumont, Consultant, and Richard Brabander of the Law and Corporate Affairs Department. Gentlemen, welcome before the committee. Our format is to invite you now to speak to us and give us the benefit of your thinking on section 15 of the charter, and on any federal laws or programs that you feel need to be visited in light of section 15. Then we will have some questions from the Members of Parliament based on what you are able to share with us.

Mr. Robert Graham (Director of Employee Benefits, Bell Canada): Thank you, Mr. Chairman. With your permission, I would like to make a brief statement.

The Chairman: Please go ahead.

Mr. Graham: First, let me repeat the introductions. With me I have Claude Dumont, who acts in our company as Benefits Consultant, and Richard Brabander, our internal house counsel on labour and human rights matters.

Bell Canada welcomes the opportunity to meet with you and participate in your work. Our company, as you know, is over 100 years old and is the largest Canadian supplier of telecommunications services, with a principal service area that includes most of the two largest and most populous provinces—Ontario and Quebec. In our business we employ 49,000 people and we also have approximately 12,000 pensioners. Our employment matters are governed by federal law and, given the size of our operations and our work force, we trust you will understand our interest in your committee's activities and in the eventual effect of your effort on various federal laws that would apply to us.

We reviewed the discussion paper entitled *Equality Issues In Federal Law*, issued by the Department of Justice on January 1, 1985, and we filed in June a short submission with your committee.

As we understand your work, it is the extremely difficult job of trying to recommend where laws should be changed to fit the charter's guarantee of equality rights.

• 1640

Your task is indeed a formidable one, but your report will be most valuable if it leads to changes that minimize the need to go to court to have questions answered. We say this because it is quite obvious that when the charter equality rights came into effect last April 17 a lot of questions arose about whether some parts of Canadian legislation could still be relied on and how any changes would be brought about. We share the concern mentioned by many people that if the multitude of issues were all left to be resolved one by one, it could be a long time before clear rules begin to emerge that will apply to everyone. If each person affected by these issues has to test these rights in a separate court challenge, no doubt the cost to the individual and to industry and the Canadian public will be very great.

[Translation]

D'après les notes que m'a fournies le greffier du Comité, nous entendrons M. Robert Graham, responsable des avantages sociaux à la société Bell Canada; Claude Dumont, conseiller, et Richard Brabander, du Service du contentieux et des affaires de la société. Messieurs je vous souhaite la bienvenue au Comité. Selon notre formule habituelle je vous invite maintenant à nous faire part de votre opinion sur l'article 15 de la charte et sur toute loi ou programme fédéral qui, à votre avis, devrait être revue à la lumière des dispositions de l'article 15. Puis les députés vous poseront des questions en fonction de votre exposé.

M. Robert Graham (responsable des avantages sociaux, société Bell Canada): Merci, monsieur le président. Avec votre permission je ferai une brève déclaration.

Le président: Je vous en prie.

M. Graham: D'abord permettez-moi de répéter les présentations. Je suis accompagné de Claude Dumont qui conseille notre société en matière d'avantages sociaux, de même que Richard Brabander, notre conseiller interne en matière de relations de travail et de droits de la personne.

Bell Canada est heureux de pouvoir vous rencontrer et de participer à vos travaux. Comme vous le savez notre société a été fondée il y a plus de 100 ans et elle est le plus grand fournisseur canadien de services de télécommunications, sa principale aire de services comprenant la majeure partie des deux provinces les plus peuplées, l'Ontario et le Québec. Notre société fournit du travail à 49,000 personnes et elle compte environ 12,000 travailleurs à la retraite. Nos pratiques d'emploi sont réglementées par la loi fédérale et, considérant l'envergure de nos activités et de nos effectifs, vous comprendrez sûrement pourquoi nous nous intéressons aux activités de votre Comité et des effets possibles de vos travaux sur les diverses lois fédérales qui s'appliquent à nous.

Nous avons étudié le document de travail intitulé *Les droits à l'égalité et la législation fédérale*, publié par le ministère de la Justice le 1^{er} janvier 1985; en juin nous avons déposé un bref rapport auprès de votre Comité.

Si nous avons bien compris la nature de votre travail, qui est extrêmement ardu, vous devez recommander quelles lois devraient être modifiées pour correspondre aux droits à l'égalité garantis par la charte.

Vous affrontez une tâche formidable, mais votre rapport sera très utile s'il mène à des changements qui minimiseront le besoin de s'adresser aux tribunaux pour régler certaines questions. Nous disons cela parce qu'il est bien évident que lorsque les droits à l'égalité garantis par la charte sont entrés en vigueur le 17 avril dernier, beaucoup se sont demandés si certaines parties des lois canadiennes étaient encore utiles et comment les changements nécessaires seraient apportés. Nous partageons les préoccupations d'un bon nombre de personnes craignant que, si toutes ces questions sont traitées une par une, il faudra peut-être longtemps avant que des règles claires soient établies et s'appliquent à toute la population. Si chaque personne touchée par ces questions doit mettre à l'épreuve ces

[Texte]

This is something we should try to avoid as much as possible, because it would take resources away from other activity where they are indeed needed, particularly at a time when we Canadians are trying to compete in business with the rest of the world.

We recognize that the questions cannot all be answered immediately and that the answers themselves will change and develop with time. We realize too that the courts are no longer restricted to interpreting laws or deciding whether a law should be federal or provincial, but can now decide if it is a good or bad law, striking it down if it cannot stand in the face of equality rights. So the courts will decide these questions in any case, but we hope the effect of this committee will be to provide a way to help avoid litigation and uncertainty while giving new and cleaner direction to those subject to federal law.

We recognize that the equality rights section of the Canadian Charter of Rights and Freedoms, section 15, raises fundamental issues relating to the equality of individuals, leading directly to questions of whether any classification of individuals that may be found in legislation and government policy may be discriminatory in the sense of the charter and hence unconstitutional.

A great portion of your work must almost inevitably be to wrestle with the meaning of discrimination as it is used in the Charter of Rights. We believe the absence of any definition from the term "discrimination" in the charter reflects the reality that the meaning of this term is variable. It appears to us that the particular sense of the term discrimination in the context of the charter is not the same with respect to every type of distinction. For example, some major disability may really prevent a person from performing a certain job even after all reasonable efforts to adapt to that person's needs. In this situation, it would not appear to be unreasonable to make an exception in the law prohibiting employment discrimination against disabled people. This means that the guarantees of equality can be determined differently depending on the particular context.

There is also the possibility of a contrast in how absolute the guarantee can be between the grounds of, say, age or disability and race. If there is something that is absolutely unacceptable in all Canadian laws and in all circumstances, racial discrimination comes to mind first.

The concept of discrimination takes its sense from the values of society, and they continually change. For example, the number of women in various professions is increasing all the time. The expectations of everyone have changed from what they were just 50 years ago. It is quite likely therefore that the meaning of discrimination in employment will continue to change as well. Some general propositions can be advanced

[Traduction]

droits dans une contestation judiciaire distincte, il ne fait aucun doute que les coûts tant pour les particuliers, pour l'industrie que pour la population canadienne seront très élevés. Voilà une chose que nous devrions tenter d'éviter le plus possible, car cela prendrait des ressources qui sont bien nécessaires pour d'autres activités, particulièrement à une époque où les Canadiens tentent de faire concurrence au reste du monde sur le plan commercial.

Nous reconnaissons qu'on ne trouvera pas réponse à toutes ces questions immédiatement et que les réponses elles-mêmes évolueront dans le temps. Nous constatons également que les cours ne sont plus maintenant restreintes à l'interprétation des lois et à la tâche de décider si une loi devrait être fédérale ou provinciale; elles peuvent maintenant décider si une loi est bonne ou mauvaise, la désavouant si elle n'est pas conforme aux droits à l'égalité. Quoi qu'il en soit les cours décideront de ces questions mais nous espérons que les travaux de ce Comité mèneront à un moyen d'éviter les contestations et l'incertitude tout en donnant une orientation nouvelle et plus nette à ceux qui sont réglementés par la loi fédérale.

Nous reconnaissons que l'article sur les droits à l'égalité contenu dans la Charte canadienne des droits et libertés, l'article 15, soulève des questions fondamentales relatives à l'égalité des personnes, cela nous menant directement à déterminer si les classifications de personnes qu'on peut retrouver dans les textes législatifs et dans les politiques gouvernementales peuvent avoir un effet discriminatoire en vertu de la charte, et par conséquent être inconstitutionnelles.

Il est presque inévitable qu'une grande partie de votre travail soit consacré à définir ce qu'est la discrimination aux termes de la Charte des droits. Nous croyons que l'absence d'une définition du mot «discrimination» dans la charte révèle que dans les faits, la signification de ce mot est variable. Il nous semble que la signification précise du mot «discrimination» dans le contexte de la charte n'est pas le même dans chaque type de distinction. Par exemple, certains handicaps importants peuvent véritablement empêcher une personne d'effectuer un certain travail, même après que tous les efforts raisonnables ont été faits pour tenir compte des besoins de cette personne. Dans une telle situation il ne semblerait pas déraisonnable de faire exception à la loi interdisant la discrimination dans l'emploi envers les personnes handicapées. Cela signifie que les garanties à l'égalité peuvent être interprétées différemment en tenant compte de circonstances particulières.

Il est également possible qu'existe une différence importante dans la fermeté des garanties contre la discrimination fondée sur l'âge, les handicaps et la race, par exemple. S'il est une chose qui soit absolument inacceptable dans toutes les lois canadiennes et dans toutes les circonstances, c'est à la discrimination raciale qu'on pense en premier.

Le concept de discrimination n'a de sens qu'en fonction des valeurs de la société, valeurs qui changent continuellement. Par exemple, le nombre de femmes qu'on retrouve dans diverses professions augmente chaque jour. Par rapport à ce qu'elles étaient il y a 50 ans, les attentes de la population ont changé. Il est bien probable par conséquent que la signification de discrimination dans l'emploi continuera à changer égale-

[Text]

today. Distinctions between individuals on at least some of the basis mentioned in section 15 can sometimes seem sensible enough in society as we are currently organized in Canada. For example, it seems quite reasonable to have a general rule preventing young children from driving vehicles on public highways. It may be that the objective of such a rule is public safety; but as applied to individuals, it obviously prevents some individuals from having equal privileges or rights under certain laws because of the youth of those individuals. This in turn may be characterized as a distinction based on age.

• 1645

It is also recognized within section 15 itself that in some circumstances some people can be favoured in law. The notion contained in the second part of section 15 of the charter of advantaging the conditions of disadvantaged individuals or groups also helps to shape the meaning of discrimination. It implies that favourable treatment would otherwise be discriminatory if not expressly allowed.

This all illustrates the difficulty of trying to decide whether a particular distinction really is discrimination. We also know that after examining whether something is discrimination in the first place, there is a very broad assessment that might have to be made under section 1 as to whether a particular legal limitation is justifiable in a free and democratic society. Consequently, we believe some reasonable and relevant distinction between individuals may not necessarily amount to discrimination. If so, then the real meaning seems to be that unreasonable or irrelevant distinctions are discriminatory, much as is suggested at page 10 of the discussion paper.

We share with you the difficulty of trying fully to understand these matters and the desire to eliminate all discrimination based on race, religion, sex, age, disability, and so on. We all need to know what is and what is not discrimination.

What distinctions between people could be reasonable? That is not an easy question, and it can be dangerous if not addressed certainly with great care, above all since individual rights and human dignity are at stake. However, we feel, and we trust others who have appeared before you have expressed a similar confidence, that with a sensitive and informed analysis this committee will recommend what changes in federal laws are needed to achieve the guarantee of equality rights for all.

We are very conscious of the need to safeguard minority rights, because in one way or another each of us can be classified as part of a minority group. There is no absolute majority in Canada, as far as I know.

[Translation]

ment. On peut cependant poser quelques hypothèses aujourd'hui. Dans la société canadienne telle qu'elle est organisée actuellement, il peut parfois paraître acceptable d'établir des distinctions entre personnes en fonction de certains des motifs mentionnés à l'article 15. Par exemple, il paraît tout à fait raisonnable d'adopter une règle générale empêchant les jeunes enfants de conduire des véhicules sur les autoroutes publiques. Il est possible que l'objectif d'une telle règle soit d'assurer la sécurité du public; cependant lorsqu'on l'applique aux particuliers, elle empêche évidemment certaines personnes de jouir de privilèges égaux en vertu de certaines lois, et ce en raison de leur jeune âge. On pourrait par déduction considérer qu'il s'agit là d'une distinction fondée sur l'âge.

Nous reconnaissons également qu'en vertu de l'article 15, dans certaines circonstances, certaines personnes peuvent être favorisées par la loi. Dans la deuxième partie de l'article 15 de la charte, on consacre le principe selon lequel il est possible de tenir compte de circonstances particulières pour les personnes ou les groupes désavantagés, ce qui contribue également à définir ce qu'est la discrimination. Il est ainsi implicite qu'un traitement de faveur serait autrement discriminatoire s'il n'était pas expressément permis.

Tout cela démontre qu'il est difficile de décider si un cas particulier de distinction constitue vraiment de la discrimination. Nous savons également qu'après avoir déterminé si une certaine action est discriminatoire, il pourrait être nécessaire de faire une évaluation plus vaste en vertu de l'article 1 pour déterminer si une certaine restriction juridique et justifiable dans le contexte d'une société libre et démocratique. Par conséquent, nous croyons qu'une certaine distinction raisonnable et pertinente entre les particuliers ne constitue pas nécessairement une forme de discrimination. S'il en est ainsi, alors la véritable signification du terme semble être que la distinction déraisonnable ou non pertinente sont discriminatoires, un peu comme on l'indique à la page 10 du document de travail.

Nous partageons avec vous la difficulté de tenter de comprendre pleinement ces questions et le désir d'éliminer toute forme de discrimination fondée sur la race, la religion, le sexe, l'âge, les handicaps, etc. Nous avons tous besoin de savoir ce qu'est et ce qui n'est pas de la discrimination.

Quelle distinction serait-il raisonnable de faire entre les personnes? Voilà une question qui n'est pas facile et qui pourrait même être dangereuse si elle n'est pas abordée avec beaucoup de précautions, avant tout parce que les droits de particuliers et la dignité humaine sont en jeu. Cependant, tout comme d'autres témoins qui se sont montrés aussi confiants, nous croyons qu'à la suite d'une analyse réaliste et bien fondée, ce Comité recommandera les changements nécessaires pour que les droits à l'égalité soient garantis pour tous dans les lois fédérales.

Nous sommes très conscients de la nécessité de protéger les droits des minorités, puisque d'une manière ou d'une autre chacun d'enre nous peut être considéré comme faisant partie

[Texte]

That is easy to say as a technical proposition. But the reality is that in daily life some people really see it and feel it. We all know certainly how our teenagers can hardly wait to get a driver's license. A woman may obviously feel in a minority if her co-workers are all men. Any black person, certainly, when he or she sees fewer people with his or her colour than others in Canada . . .

So this is the challenge that faces you in Parliament: to try to see that the laws properly reflect equality for all. This is the basis of our participation, by the way. We fully expect the emphasis in addressing this entire subject to be on promoting individual liberty and equality and on insuring that everyone enjoys the equality rights now enshrined in the Constitution of our country.

We believe the prevailing values of society will help identify whether a particular classification or distinction between individuals really amounts to discrimination. To illustrate our view, we mentioned a number of examples in our brief, all intended to focus on the question of whether it may be reasonable to make certain distinctions without calling them discrimination.

As a major Canadian employer, our comments relate particularly to employment matters that have direct implications for our company and our employees. For example, we mention retirement age and benefits for survivors of employees in our brief. We trust, of course, that experts in other fields have made their views known to you on subjects of direct interest and concern to them in particular.

• 1650

Although we have not commented on all the issues described in the discussion paper, we look forward with keen interest to the report of this committee, on its study of other implications regarding equality rights.

For example, we are all interested to see what happens with questions of age, sex, and disability, as they relate to the armed forces, Criminal Code, Family Allowance and other issues referred to in the discussion paper. The approach followed in some of these matters may provide additional guidance on the subjects with which our company deals directly.

We appreciate very much, Mr. Chairman, this opportunity to certainly participate in your work, which we understand has taken you across many, many miles in the last four or five months.

The Chairman: Mr. Graham, I would like to say, first of all, I think you have stated most admirably the challenge that faces our committee, the mandate we have and the way we have been interpreting it. I want to thank you, and those with you from Bell Canada, for taking the initiative in not only

[Traduction]

d'un groupe minoritaire. À ma connaissance, il n'y a pas de majorité absolue au Canada.

Voilà qui est facile à dire en théorie. Mais le fait est que dans la vie quotidienne, certaines personnes peuvent vraiment sentir cette différence. Nous savons tous à quel point nos jeunes peuvent difficilement attendre d'obtenir un permis de conduire. Une femme peut évidemment se sentir minoritaire au travail si tous ses collègues sont des hommes. Il est certain que tout noir qui voit moins de gens de sa couleur que d'autres au Canada . . .

Voilà donc le défi auquel vous devez faire face au Parlement: tenter de faire en sorte que les lois garantissent l'égalité pour tous. Au fait, c'est la raison pour laquelle nous participons à cette discussion. Nous espérons qu'en abordant cette vaste question, on insisterait sur la promotion de la liberté individuelle et de l'égalité et on cherchera à assurer que tous jouissent des droits à l'égalité maintenant inscrits dans la Constitution de notre pays.

Nous croyons que les valeurs actuelles de la société aideront à identifier si une classification ou une distinction particulière entre personnes constitue vraiment une forme de discrimination. Pour illustrer notre argument, nous fournissons dans notre mémoire un certain nombre d'exemples portant tous sur la question de savoir s'il peut être raisonnable de faire certaines distinctions sans que cela constitue de la discrimination.

À titre d'employeur canadien d'importance, nos observations portent plus particulièrement sur des questions liées à l'emploi qui ont des conséquences directes sur notre société et sur nos employés. Par exemple, dans notre mémoire nous parlons de l'âge de la retraite et des prestations aux survivants d'employé décédé. Bien sûr nous sommes confiants que des experts dans d'autres domaines vous ont fait connaître leurs opinions sur des sujets les intéressant directement et plus particulièrement.

Bien que nous n'ayons pas commenté toutes les questions qui figurent dans le Livre vert, c'est avec empressement que nous attendons le rapport de votre Comité suite à son étude des autres répercussions liées aux droits à l'égalité.

Par exemple, nous sommes tous curieux de voir ce qui va arriver aux questions d'âge, de sexe et d'invalidité dans le contexte des Forces armées, du Code criminel, de l'allocation familiale et des autres aspects mentionnés dans le Livre vert. L'approche adoptée à l'égard de certaines de ces questions nous éclairera peut-être en ce qui concerne les questions qui touchent directement à notre entreprise.

Nous sommes très reconnaissants, monsieur le président, de l'occasion de participer à vos travaux, lesquels, si nous avons bien compris, vous ont fait parcourir de nombreux milles au cours des quatre ou cinq derniers mois.

Le président: Monsieur Graham, j'aimerais tout d'abord dire que je crois que vous avez énoncé de façon admirable le défi auquel fait face notre Comité, le mandat qui est le nôtre et notre interprétation de celui-ci. Je tiens à vous remercier vous et les autres de Bell Canada d'avoir pris l'initiative non

[Text]

appearing before us today but having made a written submission earlier in the month of June.

Certainly, there are many questions now before us that your company can help us with: benefits, retirement age, all these sorts of things are germane. We have heard from groups representing the handicapped, expressing concerns about some difficulties in communicating through telephonic hardware that has not yet adapted to their requirements, although perhaps the technology is there. There are many, many issues like that. I am sure that other members of the committee would now like to have the opportunity, in the time that is available, to put a few specific questions.

We will begin with Pauline Browes.

Mrs. Browes: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Graham, we are very pleased to have you come before the committee today and, although I have not read your written brief, you can be assured that we all will be doing that before we make our final decision on the committee report.

You talk about individual liberty and freedom. We are striving to recommend that government programs, the public sector, certainly deliver that individual liberty and freedom.

From your experience and from Bell Canada's being the leader in terms of the corporate sector of Canada, what experience have you had in instituting an affirmative action program?

Secondly, what benefits are you able to give to part-time workers, because that is an area that we have been looking at in some detail? There could be discrimination in terms of part-time workers. Perhaps you could give us your experience in dealing with those two areas.

Mr. R. Graham: Certainly.

Specifically, part-time workers are entitled to benefits and pensions in our company as a matter of policy. In respect of the whole question, as it relates to benefits, in total, this is a matter that is of concern to our company, that it be viewed as fair and equal to them. At the moment, our people who are on part-time work—I assume by part-time you mean someone who works regularly three days a week, for instance.

Mrs. Browes: Yes, permanent part-time.

Mr. R. Graham: Permanent part-time employees do receive pension benefits and other benefits in our company.

Mrs. Browes: Would you care to comment on an affirmative action program?

Mr. R. Graham: As it relates to what?

Mrs. Browes: As it relates to hiring women, hiring visible minorities, hiring disabled persons.

[Translation]

seulement de comparaître aujourd'hui, mais de nous avoir présenté un mémoire écrit plus tôt au mois de juin.

Sans aucun doute, votre entreprise peut nous aider à résoudre nombre des questions dont nous sommes saisis: les prestations, l'âge de la retraite, toutes ces questions sont liées. Des groupes de représentants des handicapés nous ont fait part de leurs inquiétudes face aux difficultés qu'éprouvent leurs membres à communiquer à l'aide d'appareils téléphoniques qui ne sont pas encore adaptés à leurs besoins bien que la technologie existe peut-être. Il y a de très nombreuses questions de ce genre. Je suis persuadé que les autres membres du Comité aimeraient maintenant avoir la possibilité, dans le temps qui reste, de vous poser quelques questions précises.

Nous allons commencer par Pauline Browes.

Mme Browes: Merci, monsieur le président.

Monsieur Graham, nous sommes très heureux de vous avoir ici au Comité aujourd'hui. Bien que je n'ai pas lu votre mémoire, vous pouvez être certain que nous allons tous le lire avant de prendre notre décision sur ce qui figurera dans le rapport du Comité.

Vous parlez de libertés individuelles. Nous essayons justement de recommander que les programmes gouvernementaux et le secteur privé offrent justement cette liberté individuelle.

A la lumière de votre expérience et compte tenu du fait que Bell Canada est l'un des meneurs des grandes sociétés au Canada, quels résultats avez-vous obtenus en mettant en place un programme d'action positive?

Deuxièmement, quels avantages êtes-vous en mesure d'offrir aux travailleurs à temps partiel, puisque c'est là un secteur que vous avez étudié d'une façon assez détaillée? Les travailleurs à temps partiel peuvent faire l'objet de discrimination. Peut-être pourriez-vous nous faire part de votre expérience dans ces deux domaines.

M. R. Graham: Certainement.

Plus précisément, les travailleurs à temps partiel ont droit chez nous aux avantages et aux pensions, c'est notre politique. Dans un contexte plus vaste, il est important pour nous que nos employés voient les avantages comme étant justes et équitables. A l'heure actuelle, nos employés à temps partiel—je présume que vous entendez par temps partiel quelqu'un qui travaille régulièrement trois jours par semaine par exemple.

Mme Browes: Oui, des employés permanents à temps partiel.

M. R. Graham: Des employés permanents à temps partiel ont droit aux avantages d'une pension de retraite et à d'autres avantages chez nous.

Mme Browes: Pouvez-vous nous parler d'un programme d'action positive?

M. R. Graham: Dans quel contexte?

Mme Browes: Dans le contexte d'embaucher des femmes; des membres des minorités visibles, des handicapés.

[Texte]

• 1655

Mr. R. Graham: Certainly. I would mention that just this week our company has placed a position paper, which actually I just received as I left the office on Friday, and has made a submission to the Hon. Flora MacDonald in that regard. And so it is completely detailed in that report, in terms of minority rights as it relates to Bill C-62.

Mrs. Browes: Perhaps your position paper on that might be filed with our committee, so that we might be able to review that also.

Mr. R. Graham: I have no objection to that, Mrs. Browes.

Mrs. Browes: Thank you very much, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you. Svend Robinson, Member of Parliament for Burnaby.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman. I, too, would like to join in welcoming the witnesses before our committee. Perhaps just initially a couple of specific questions with respect to Bell itself, since I am not familiar with the details of Bell's hiring practices. How many women are employed by Bell at senior levels of the company?

Mr. R. Graham: I do not have those particular numbers with me. As you can appreciate, I am not in the employment office. However, as a general rule, they have every opportunity to make it to senior levels if they are qualified to do the job.

Mr. Robinson: I am not so much speaking of opportunities as of the realities. For example, at the, say, vice-president level. I am not familiar with your corporate structure, but at the vice-president level and above, how many women would be employed by Bell Canada?

Mr. R. Graham: Is your question, Mr. Robinson, how many women are at the vice-president level?

Mr. Robinson: Yes.

Mr. R. Graham: One.

Mr. Robinson: Out of how many?

Mr. R. Graham: Over 25, 26 officers, approximately.

Mr. Robinson: Has there been any attempt made to enhance the number of women, increase the number of women at that level?

Mr. R. Graham: I would suggest, Mr. Robinson, if a woman or a man is capable of doing the job they have equal opportunity.

Mr. Robinson: What about the board of directors of Bell Canada, how many women are on the board?

Mr. R. Graham: I know there are some women on the board, but to give you a precise number I do not have it at hand. But there are women on the board.

Mr. Robinson: I see. I will turn to another area that, I think, was touched on briefly by our chairman. That is the question of accessibility by the hearing impaired to the services that you offer. I may be wrong, but it seems to me that Bell has been

[Traduction]

M. R. Graham: Avec plaisir. Je tiens à mentionner que justement cette semaine, nous avons distribué un document de principe que j'ai tout juste reçu avant de quitter le bureau vendredi, et que nous avons présenté un mémoire à l'honorable Flora MacDonald à ce sujet. Donc le tout se trouve détaillé dans ce rapport tout ce qui concerne les droits des minorités dans le contexte du Bill C-62.

Mme Browes: Peut-être ce document de principe pourrait-il être déposé auprès du Comité de façon à ce que nous puissions également l'étudier.

M. R. Graham: Je n'y vois aucune inconvénient, madame Browes.

Mme Browes: Merci beaucoup, monsieur le président.

Le président: Merci. Svend Robinson, le député de Burnaby.

M. Robinson: Merci, monsieur le président. J'aimerais moi aussi souhaiter la bienvenue aux témoins. Peut-être puisse commencer par poser quelques questions précises en ce qui concerne Bell Canada même puisque je ne connais pas très bien les pratiques d'embauche de Bell. Combien de femmes sont cadres supérieurs chez Bell?

M. R. Graham: Je n'ai pas ces chiffres ici. Vous comprendrez facilement, que je ne suis pas au bureau d'embauche. Toutefois, règle générale, les femmes ont la possibilité de se rendre au palier supérieur si elles ont les compétences voulues.

M. Robinson: Je ne parle pas de possibilité mais de réalité. Par exemple, parlons du poste de vice-président. Je ne connais pas très bien la structure de votre société, mais au niveau de vice-président et plus, combien y a-t-il de femmes chez Bell Canada?

M. R. Graham: Vous voulez savoir, monsieur Robinson, combien nous avons de femmes vice-présidentes?

M. Robinson: Oui.

M. R. Graham: Une.

M. Robinson: Sur combien?

M. R. Graham: Plus de 25, 26 cadres supérieurs environ.

M. Robinson: Avez-vous fait la moindre tentative pour augmenter ce nombre de femmes, augmenter le nombre de femmes à ce niveau?

M. R. Graham: Je dirais, monsieur Robinson, que si une femme ou un homme est en mesure de faire le travail, ces personnes ont la même possibilité.

M. Robinson: Quand est-il au Conseil d'administration de Bell Canada, combien de femmes s'y trouvent?

M. R. Graham: Je sais qu'il y a quelques femmes au Conseil d'administration, mais je n'ai pas le chiffre précis. Mais il y a des femmes au Conseil d'administration.

M. Robinson: Je vois. Je vais maintenant passer à un autre domaine, qu'a abordé brièvement notre président. Il s'agit de l'accès aux services que vous offrez qu'ont les handicapés auditifs. J'ai peut-être tort, mais il me semble que Bell traîne

[Text]

dragging its feet with respect to the provision of services to the hearing impaired. I say that, having spoken with a number of people who are hearing impaired. In a meeting such as this we can have simultaneous interpretation because we can see the interpreter, but if a person who is hearing impaired is trying to communicate with someone at the other end of the telephone line it is a different story. I do not think we are talking about a substantial cost involved, but what has taken Bell so long in bringing its technology up to date? Well, I understand, I think the technology exists, but what is taking Bell so long to ensure that the telephone system is accessible to the hearing impaired in this country?

Mr. R. Graham: Mr. Robinson, I was involved in the regulatory proceedings in the CRTC so many years ago and the impaired hearing group appeared before the CRTC. At that time the company had advanced a number of propositions, and I understand there have been considerable inroads in that regard.

Mr. Robinson: Well, with respect, that is not good enough because, of course, the hearing impaired still do not have access to your telephone system the way they should. We are not talking about a significant cost. Specifically, what steps is Bell taking, or has it taken, to extend the provision of telephone services so that the hearing impaired will have equality of access?

Mr. R. Graham: Mr. Robinson, as you can appreciate, I am director of benefits of the company and not in new technology of the company. But suffice it to say that I know the company is very conscious of people who have that handicap and has taken some steps, but to elaborate on it I am afraid I would have to stop with the answer I have given you, sir.

Mr. Robinson: Presumably your legal counsel, if the company is concerned in this area, would be able to assist the committee on that question.

Mr. Richard Brabander (Law and Corporate Affairs Department, Bell Canada): I must apologize. I am not really well informed in that area of offering services the way I should be. For today I did not anticipate questions of that type. I must say our submission was directed primarily to employment benefits and we, frankly, were not prepared today to come and answer that type of question.

• 1700

Mr. Robinson: Perhaps I could ask that you forward to the committee a letter in which you set out the steps you are taking to ensure accessibility of the Bell system to the hearing impaired. Would that be possible?

Mr. Brabander: I am sure we can arrange to provide an appropriate response. It is just that today, I am sorry, I would like very much to reply to you and to discuss the issues and to debate them if necessary. I would be quite happy to arrange to provide any summary of the steps we are taking, as you say, if that would be of help to the committee.

[Translation]

en ce qui concerne les services à offrir aux handicapés auditifs. Je le dis après en avoir discuté avec plusieurs personnes qui ont des problèmes auditifs. Dans une réunion telle que celle-ci, nous pouvons avoir des services d'interprétation simultanée, parce que nous pouvons voir l'interprète, mais si un handicapé auditif essaie de communiquer avec quelqu'un à l'autre bout du fil, c'est bien différent. Je ne crois pas qu'il s'agisse de coûts considérables, et donc j'aimerais savoir pourquoi Bell prend aussi longtemps à se mettre à la fine pointe de la technologie? Après tout je me suis laissé dire que la technologie existait, et donc pourquoi faut-il si longtemps à Bell pour offrir aux handicapés auditifs de ce pays l'accès au réseau téléphonique?

M. R. Graham: Monsieur Robinson, j'ai participé aux séances devant le CRTC il y a de nombreuses années où comparaisait un groupe d'handicapés auditifs. À l'époque, Bell avait proposé plusieurs mesures et que je sache, nous avons réalisé de grands progrès à cet égard.

M. Robinson: Très respectueusement, je me permets de souligner que cela ne suffit pas car manifestement, les handicapés auditifs n'ont toujours pas l'accès qu'ils méritent à votre réseau téléphonique. Or il ne s'agit pas de coûts considérables. Plus précisément, quelles mesures Bell Canada prend elle, ou a-t-elle prises, afin d'élargir les services téléphoniques de façon à ce que les handicapés auditifs aient un accès égal au réseau?

M. R. Graham: Monsieur Robinson, vous comprendrez que je suis le directeur des avantages de la société et non pas le responsable de la nouvelle technologie. Qu'il suffise de dire que je sais que l'entreprise est très sensible aux besoins de ceux accablés de ce handicap et que nous avons pris certaines mesures. Toutefois, je ne saurais vous donner plus de détail et je vais donc devoir en rester à la réponse que je vous ai donnée, monsieur.

M. Robinson: Je présume que votre conseiller juridique pourra nous aider, si l'entreprise s'intéresse à ce secteur.

M. Richard Brabander (contentieux et affaires de la Société, Bell Canada): Je dois m'excuser. Je ne suis pas aussi bien renseigné à ce sujet que je devrais l'être. Je ne m'attendais pas à des questions de ce genre aujourd'hui. Je dois souligner que notre exposé portait surtout sur les avantages d'emploi et que très franchement, nous n'étions pas prêts à venir aujourd'hui et à répondre à des questions de ce genre.

M. Robinson: Peut-être puis-je vous demander de nous envoyer par lettre les mesures que vous prenez afin de garantir aux handicapés auditifs l'accès au réseau Bell. Serait-ce possible?

M. Brabander: Je suis persuadé que nous pouvons prendre les dispositions nécessaires pour vous répondre de façon appropriée. C'est tout simplement qu'aujourd'hui, je regrette, j'aimerais beaucoup pouvoir vous répondre et discuter de ces questions, même d'en débattre si nécessaire, mais je ne peux que vous dire que je serais très heureux de prendre les disposi-

[Texte]

The Chairman: Yes, thank you. We would appreciate very much receiving that.

Mr. Brabander: Fine, Mr. Chairman.

The Chairman: I know the information will be helpful to us in what we will be recommending. Perhaps in the remaining questions, we could draw on your particular knowledge about pay and benefits because there are lots of things we will have to deal with in that area as well.

Mr. Robinson: I have one final question in that area, if I may, Mr. Chairman. One of the issues this committee is addressing by way of a private member's bill which I tabled in the House is the question of discrimination on the basis of sexual orientation. Does Bell Canada, as one of the largest employers within the federal sphere, have any specific policy with respect to discrimination on the basis of sexual orientation?

Mr. R. Graham: I just wanted to verify something. Certainly, our policy is one of no discrimination with respect to sexual orientation, and to that point, we keep no particular records to do so.

Mr. Robinson: Is that the policy of the company?

Mr. R. Graham: Yes, and we keep no records in that respect.

Mr. Robinson: Presumably, if the relevant unions which bargain with Bell Canada sought to have that policy included in specific written form in its collective agreement, that would not be a problem for the company. Would that be fair to suggest?

Mr. R. Graham: I suggest that would be a matter to be addressed at the bargaining table between the union and the management body at that time.

Mr. Robinson: But that is the policy of Bell Canada, is it?

Mr. R. Graham: The policy of the company is as I stated.

Mr. Robinson: That there is to be no discrimination?

Mr. R. Graham: That is correct.

Mr. Robinson: Thank you.

The Chairman: Thank you. Next is Sheila Copps, Member of Parliament for Hamilton East.

Ms Copps: Thank you, Mr. Chairman.

Do you have non-sexist pension tables? I am trying to address myself to the issue of employee benefits, the pension packages you negotiate for your employees. Are they non-sexist?

Mr. R. Graham: I think I know what you mean, Ms Copps.

[Traduction]

tions nécessaires pour vous fournir un résumé des mesures que nous prenons comme vous l'avez demandé, si cela peut aider le Comité.

Le président: Oui, merci. Nous serions très heureux de recevoir cela.

M. Brabander: Parfait, monsieur le président.

Le président: Je sais que ces renseignements nous aideront dans nos recommandations. Maintenant pour le temps qu'il reste, peut-être pourrions-nous nous en tenir à votre domaine particulier de connaissances, la rémunération et les avantages, car nous devons traiter d'un grand nombre de questions dans ce secteur aussi.

M. Robinson: J'ai une dernière question à ce sujet, avec votre permission, monsieur le président. Notre Comité se penche notamment, au moyen d'un projet de loi privé que j'ai déposé à la Chambre, sur la question de la discrimination pour des raisons d'orientation sexuelle. Est-ce que Bell Canada, l'un des plus gros employeurs de la sphère fédérale a des politiques précises relativement à la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle?

M. R. Graham: Je voulais simplement vérifier quelque chose. Sans aucun doute, notre politique interdit toute discrimination pour des raisons d'orientation sexuelle, et justement nous ne maintenons aucun dossier à cette fin.

M. Robinson: Est-ce la politique de la Société?

M. R. Graham: Oui, et nous ne tenons aucun dossier à cette fin.

M. Robinson: Je présume que si les syndicats intéressés cherchaient dans leurs négociations avec Bell Canada à faire inclure cette politique, par écrit, dans une convention collective, la société n'y verrait aucun problème. Est-ce juste?

M. R. Graham: Je dirais que c'est à la table des négociations, le moment venu, que le syndicat et la gestion devront discuter de cette question.

M. Robinson: Mais c'est bien la politique de Bell Canada?

M. R. Graham: La politique de la Société tel que je l'ai énoncée.

M. Robinson: Il n'y a aucune discrimination?

M. R. Graham: En effet.

M. Robinson: Merci.

Le président: Merci. La parole va maintenant à Sheila Copps, députée de Hamilton Est.

Mme Copps: Merci, monsieur le président.

Avez-vous des tableaux de pensions non-sexistes? J'essaie de m'en tenir aux avantages que vous négociez avec vos employés en ce qui concerne les pensions. Ces tableaux sont-ils non-sexistes?

M. R. Graham: Je crois savoir ce que vous voulez dire, madame Copps.

[Text]

Ms Copps: Whether the pay-out is going to be equal to men and women within Bell Canada.

Mr. R. Graham: That is correct.

Ms Copps: Okay. The other question I have does relate specifically to some concerns again surrounding Bell's implementation of equal value legislation. I understand the document you are going to table with the committee is the document you tabled with the Minister of Employment and Immigration as a result of her request that federally chartered companies be brought in line.

Mr. R. Graham: That is correct.

Ms Copps: I also understand the National Action Committee—and correct me if I am wrong—has brought a complaint against Bell Canada regarding your classification system as it applies to the implementation of pay equity provisions; in other words, that your classification system either has not been made accessible or is obscure enough that it is very difficult to make comparisons in intra job areas, so that it has made the implementation of equity almost impossible for some of the women within your company. I wonder if you have addressed that specifically in your brief to the Minister of Employment and Immigration; and if so, do you have a timetable for correcting your classification system to allow pay equity decisions to be made? I believe there is a current pending decision before the Human Rights Commission.

Mr. Brabander: I will speak briefly to that. I am not aware of a complaint challenging our classification system. If there is one, I would certainly like to know about it. We did not propose a timetable, as far as I know, in any submission we made recently on employment equity, Bill C-62. I do not know if that is the answer you wanted. Did we propose a timetable for eliminating the difficulties in classification? The answer is no.

Ms Copps: So you do recognize, though, that you have some difficulties in classification.

Mr. Brabander: No. As I say, I am not aware of a complaint of that nature at all. I am not trying to avoid the question at all. There was a complaint filed some time ago by the National Action Committee under section 11 of the Canadian Human Rights Act.

Ms Copps: Right. That is what I am referring to.

• 1705

Mr. Brabander: In that file we have had for some time a report from the Human Rights Commission that is being considered for dismissal for various reasons. Now, whether that is what you had in mind . . .

Ms Copps: That is what I am referring to.

Mr. Brabander: We are waiting frankly to hear further on that, but I did not take that as specifically pointing out difficulties in our classification system.

[Translation]

Mme Copps: Est-ce que les prestations sont les mêmes pour les hommes et les femmes chez Bell Canada.

M. R. Graham: En effet.

Mme Copps: Bien. Mon autre question découle expressément de certaines inquiétudes que j'ai en ce qui concerne la mise en oeuvre des dispositions touchant au salaire égal à travail égal chez Bell. Si j'ai bien compris, le document que vous allez déposer ici au Comité est celui que vous avez présenté au ministre de l'Emploi et de l'Immigration suite à sa demande que les entreprises à Charte fédérale se conforment.

M. R. Graham: En effet.

Mme Copps: Si je comprends bien également, le Comité d'action nationale—corrigez-moi si je fais erreur—a porté plainte contre Bell Canada à cause de la façon dont vous appliquez le système de classification dans la mise en oeuvre des dispositions sur le salaire égal, en d'autres termes, votre système de classification n'a pas été fourni ou demeure suffisamment obscur pour que toute comparaison entre divers emplois soit très difficile de sorte qu'il est quasi impossible pour certaines femmes au sein de votre entreprise d'obtenir un salaire égal. Parlez-vous expressément de ce problème dans votre mémoire au ministre de l'Emploi et de l'Immigration; dans l'affirmative, avez-vous prévu un échéancier pour remédier au lacune de votre système de classification afin qu'il soit possible de rendre des décisions sur cette question de salaire égal? Je crois qu'une décision est attendue de la Commission des droits de la personne.

M. Brabander: Je vais répondre brièvement. A ma connaissance, aucune plainte ne conteste notre système de classification. S'il y en a une, j'aimerais certainement le savoir. Nous n'avons pas proposé d'échéancier à ma connaissance, dans le mémoire que nous avons récemment présenté sur l'égalité dans l'emploi, sur le Bill C-62. Je ne sais pas si c'est là la réponse que vous souhaitez. Avons-nous proposé un échéancier en ce qui concerne l'élimination des problèmes de classification? Eh bien, non.

Mme Copps: Vous admettez cependant éprouver quelques difficultés au niveau de la classification.

M. Brabander: Non. Comme je l'ai dit, je ne suis pas du tout au courant d'une plainte de ce genre. Je n'essaie pas du tout d'éviter la question. Le Comité national d'action a déposé une plainte il y a quelques temps aux termes de l'article 11 de la Loi canadienne sur les droits de la personne.

Mme Copps: Justement. C'est de cela que je parlais.

M. Brabander: Dans ce contexte, nous avons reçu il y a déjà quelque temps, un rapport de la Commission des droits de la personne, que nous pensons rejeter pour diverses raisons. Est-ce ce que vous aviez en tête . . .

Mme Copps: Oui.

M. Brabander: Nous attendons très franchement d'autres nouvelles à ce sujet, mais je n'y vois pas là le fait de souligner précisément des difficultés dans notre système de classification.

[Texte]

Ms Copps: Well it was a pay equity complaint, was it not?

Mr. Brabander: Yes, it was certainly a complaint under section 11 of the Canadian Human Rights Act.

Ms Copps: Which presumably, now that the Minister has decided that federal companies will be voluntarily brought in line with the recommendations of the Abella report . . . I mean, the federal government had already begun, in 1977 and 1978, with pay equity.

Mr. Brabander: Yes.

Ms Copps: Presumably those two issues are going to dovetail at some point. I just wondered what the status of that complaint . . .

Mr. Brabander: I see.

Ms Copps: —against Bell Canada was in the Human Rights Commission, whether you are considering any changes to your qualification system.

Mr. Brabander: Well that is the status as far as I know it. There may be changes under consideration I am not aware of, and that is the truth; I do not know of any, and we did not propose a timetable for any such changes in classifications as far as I know in the submission we made to the Minister.

Ms Copps: Okay, maybe we can follow up on that. Thank you.

Mr. Brabander: Sure.

The Chairman: Thank you very much. I would like to reiterate that the points made in your June submission dealing with the questions that are in your own particular purview affecting employees, their benefits and entitlements, and what you talked about in your introductory remarks today concerning equality have proven quite helpful. I know there was reference by one member to not having had a chance yet to read it, but in fact at least some of us have, and it has been very helpful in our deliberations already to date. So I would like to thank you very much again for having appeared before us and taken the initiative to do so. I am sure the information that was discussed in the past five or ten minutes, if you could give us some further particulars at an early date—we are looking to report to Parliament in four weeks' time from now—if you could send that to us it would be helpful. As Mr. Robinson pointed out, we have heard from a number of groups across the country on that. I recognize that is not what you were planning to talk about today, but it would certainly help us to get that information from Bell Canada.

Mr. R. Graham: Fine, Mr. Chairman; and with respect to the request on the copy of our submission on Bill C-62, I will leave it with you right now.

[Traduction]

Mme Copps: Il s'agissait bien d'une plainte sur le salaire égal, n'est-ce pas?

M. Brabander: Oui, c'était très certainement une plainte aux termes de l'article 11 de la Loi canadienne sur les droits de la personne.

Mme Copps: Or, on peut présumer maintenant que le ministre a décidé que les entreprises fédérales vont devoir se conformer volontairement aux recommandations du rapport Abella . . . Après tout, le gouvernement fédéral a déjà commencé en 1977 et 1978 à offrir le salaire égal.

M. Brabander: Oui.

Mme Copps: On peut supposer que les deux questions finiront par se confondre. Je me demande simplement où en est cette plainte . . .

M. Brabander: Je vois.

Mme Copps: . . . portée contre Bell Canada devant la Commission des droits de la personne et si vous songez à apporter des modifications à votre système de classification.

M. Brabander: Voilà où en sont les choses à ma connaissance. On songe peut-être à apporter des modifications, mais je n'en sais rien, voilà la vérité; je ne suis pas au courant mais je sais par contre que nous n'avons proposé aucun échéancier en vue d'éventuels changements à la classification, dans le mémoire que nous avons présenté au ministre du moins, à ma connaissance.

Mme Copps: Très bien, peut-être pourrions-nous donner suite à cette question. Merci.

M. Brabander: Certainement.

Le président: Merci beaucoup. J'aimerais répéter que nous avons trouvé très utiles les points que vous avez abordés dans votre mémoire du mois de juin relativement aux aspects qui sont de votre ressort touchant les employés, leurs avantages et leurs prestations, et les questions que vous avez abordées aujourd'hui dans votre exposé concernant l'égalité. Je sais qu'un membre du Comité a mentionné ne pas encore avoir eu la chance de lire votre mémoire, mais en fait, certains de nous l'ont lu, et cela nous a déjà beaucoup aidés dans nos délibérations jusqu'à présent. Je tiens donc à vous remercier énormément encore une fois d'être venu aujourd'hui et d'en avoir pris l'initiative. Je suis persuadé que les renseignements que nous avons glanés au cours des cinq ou dix dernières minutes si vous pouvez les faire suivre de détails plus précis—nous devons faire rapport au Parlement dans quatre semaines—si vous pouviez donc nous envoyer ces renseignements, ce serait très utile. Comme l'a souligné M. Robinson, nous avons entendu plusieurs groupes à travers le pays sur cette question. Je me rends compte que ce n'était pas le sujet que vous aviez pensé discuter aujourd'hui, mais cela nous aiderait certainement si nous pouvions obtenir ces renseignements de Bell Canada.

M. R. Graham: Certainement, monsieur le président; pour ce qui est d'un exemplaire de notre mémoire sur le bill C-62, je vous le laisse tout de suite.

[Text]

The Chairman: Thank you. We will note that as having been tabled as well, and we appreciate having that. Thank you very much for appearing before us.

Mr. R. Graham: Thank you for the opportunity.

The Chairman: Ladies and gentlemen, the next organization we will be hearing from this afternoon is the Public Service Alliance of Canada. I would like to ask the representatives to come forward now. We have Daryl Bean, who is national president; Susan Giampietri, executive vice-president; Luise Czernenko, assistant to the president; Miriam Edelson, the equal opportunities co-ordinator; and Stephen Jelly, assistant to the executive of the management committee.

I would like to say that we have received the written brief from the Public Service Alliance of Canada. It is a very extensive document, running to well over 40 pages, and I note it deals with a number of very specific matters. I think even before we begin I can probably express to you my frustration as chairman—and I know that is shared by members on the committee—that very often we are finding that we get to a point where there are important matters we are about to talk about and we are finding them compressed in a shorter time than we would ever like. Perhaps that will bring a sharper focus to what we all do, say and ask. I will not take any more time. I will turn the microphone over to you directly and invite you to speak to your submissions so we can then have some discussion of it.

Mr. Daryl Bean (National President, Public Service Alliance of Canada): Thank you very much Mr. Chairman. I am pleased on behalf of the alliance to be able to come before your committee and present our brief. In the interest of time I prepared a summary, which I propose to read—it should not take any more than about 10 minutes at the most—clearly on the understanding that our submission then would be appended to the report of this committee's session.

• 1710

The Chairman: Agreed. We can do that, and the submission in its entirety will be appended as a schedule to these proceedings. And so agreed by the members.

Mr. Bean: Thank you very much, Mr. Chairman.

Our purpose in appearing today is to provide your committee with an understanding of the various legislative initiatives that regulate the employment, union certification and bargaining rights of federal public sector workers. We are uniquely placed to provide this analysis in that we represent workers within government departments, Crown corporations, territorial administrations and private companies under provincial jurisdiction.

The implications of the Charter of Rights for Canadian labour and public sector workers are legion. Among other things, section 15 of the Canadian charter of Rights and Freedoms provides every individual with four distinct rights and freedoms; namely, equality before the law, equality under the law, equality protection of the law and equality benefit of the law. To assist you, perhaps I would indicate that you will find those references on page 2 of the submission.

[Translation]

Le président: Merci. Nous prenons note que ce document a également été déposé, et nous vous en remercions. Merci beaucoup d'être venu aujourd'hui.

M. R. Graham: Merci de cette possibilité.

Le président: Mesdames et messieurs, le prochain organisme à comparaître cet après-midi, c'est l'Alliance de la Fonction publique du Canada. J'aimerais demander à ses représentants de prendre place maintenant. Nous accueillons Daryl Bean, le président national; Susan Giampietri, vice-présidente; Luise Czernenko, adjointe auprès du président; Mariam Edelson, coordonnatrice, égalité des chances; et Stephen Jelly, adjoint auprès des membres du comité de gestion.

Je me permets de souligner que nous avons reçu le mémoire de l'Alliance de la Fonction publique du Canada. C'est un document très volumineux, de plus de 40 pages, qui porte sur nombre de questions très précises. Avant de commencer, j'aimerais exprimer mes propres frustrations comme président—partagées, je le sais, par les membres du Comité—que très souvent, nous constatons que nous sommes en train de discuter de questions importantes mais que nous n'avons pas le temps de le faire comme nous le souhaiterions. Peut-être pouvons-nous être plus précis dans ce que nous faisons, disons et demandons. Je m'arrête là. Je vous cède la parole et je vous invite à nous faire vos exposés de façon à ce que nous puissions en discuter.

M. Daryl Bean (président national, Alliance de la Fonction publique du Canada): Merci beaucoup, monsieur le président. Je suis heureux, au nom de l'Alliance, de pouvoir comparaître devant votre Comité afin de vous présenter notre mémoire. Afin de gagner du temps, j'ai préparé un résumé que je vous propose de lire—il ne faudra pas plus de 10 minutes—étant entendu que notre mémoire sera annexé aux délibérations du Comité.

Le président: D'accord. Certainement, le mémoire, version intégrale sera annexé aux délibérations d'aujourd'hui. Les membres du Comité en conviennent.

M. Bean: Merci beaucoup monsieur le président.

En comparaisant aujourd'hui, nous voulons offrir à votre Comité la possibilité de comprendre les diverses initiatives législatives qui régimentent l'emploi, la certification syndicale et les droits de négociation des employés du secteur public fédéral. Nous sommes très bien placés pour offrir cette analyse, puisque nous représentons des employés des ministères gouvernementaux, des sociétés de la Couronne, des administrations territoriales et d'entreprises privées à charte provinciale.

Les répercussions de la Charte des droits sur le mouvement syndical canadien et les employés de la Fonction publique sont innombrables. Notamment, l'article 15 de la Charte canadienne des droits et libertés offre à tous quatre droits et libertés distincts, à savoir: l'égalité devant la loi; l'égalité en vertu de la loi; la protection égale de la loi; et l'égalité de bénéfices de la loi. À titre d'indication, vous trouverez ces références à la page 2 de notre mémoire.

[Texte]

It is our contention that the various legislative initiatives governing collective bargaining in the federal public sector are a violation of the equality rights provisions guaranteed in the Canadian Charter of Rights. They are discriminatory and cannot be demonstratively justified in a free and democratic society.

The majority of federal public sector workers are granted collective bargaining rights pursuant to the Public Service Staff Relations Act, which severely restricts their right to negotiate and strike. The second largest class of federal public sector workers, employed within Crown corporations, are granted certification and collective bargaining rights pursuant to the less restrictive Canada Labour Code.

It is our considered opinion that the Public Service Staff Relations Act contains provisions which fetter the rights of federal public sector workers in comparison to federal public sector workers employed by Crown corporations, private sector workers employed by companies engaged in a federal work or undertaking and the vast majority of workers employed within the jurisdiction of the provincial labour legislation.

Specifically, pursuant to the Public Service Staff Relations Act the government discriminates against the majority of workers since that act alone—and the items I am going to list are found on page 4 of the submission—prevents large number of workers from engaging in strike activity, reference to section 79 of the Public Service Staff Relations Act; provides the employer with the authority to assign duties and classify positions, section 7; prevents the union from filing a grievance, section 90; limits the range of working conditions and employment practices that can be grieved by an employee and processed to an independent third party, again reference to section 90; provides two distinct procedures in the event that the parties cannot negotiate a collective agreement; and limits the issues that can be included in a collective agreement.

These restrictions bias the labour relations within the bulk of the public sector in favour of the employer. They result in collective agreements that by legislative decree are less comprehensive than those enjoyed by our sisters and brothers in the private sector and the wide range of Crown corporations.

While the legislative language appears innocuous to the uninitiated, it serves to protect the employer to the detriment of his workplace. Federal workers under the jurisdiction of the Public Service Staff Relations Act are prevented from negotiating protection against the adverse effects of technological change.

• 1715

Likewise, we cannot negotiate over classification, job security, promotion, demotion, lay-off, or a host of other working conditions that are of paramount importance to all workers, whether they toil underground in the Nickel Belt or

[Traduction]

Nous prétendons que diverses dispositions législatives qui régissent la négociation collective dans le secteur public fédéral constituent une infraction aux dispositions sur l'égalité des droits garantie par la Charte canadienne des droits. Ces dispositions sont discriminatoires et ne sauraient se justifier dans une société libre et démocratique.

La majorité des employés du secteur public fédéral jouissent de droits à la négociation collective en vertu de la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique laquelle restreint beaucoup leurs droits de négocier et de faire la grève. La deuxième catégorie d'employés du secteur public fédéral, ceux qui sont à l'emploi des sociétés de la Couronne, tirent leur accréditation et leurs droits à la négociation collective du Code canadien du travail qui est moins restrictif.

Après mûre réflexion, nous sommes d'avis que la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique contient des dispositions qui entravent les droits des employés de la Fonction publique fédérale comparés aux employés du secteur public fédéral qui travaillent pour des sociétés de la Couronne, aux employés du secteur privé à l'emploi de compagnies qui participent à une entreprise fédérale et à la grande majorité des travailleurs qui sont assujettis à des lois provinciales du travail.

Plus précisément, aux termes de la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique, le gouvernement se comporte de façon discriminatoire à l'égard de la majorité des employés puisque seule cette loi—et ces questions figurent à la page 4 de notre mémoire—empêche un grand nombre d'employés de participer à une grève, (article 79 de la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique); fournit à l'employeur l'autorité d'assigner les fonctions et de classer les positions (article 7); empêche l'agent négociateur de déposer un grief (article 90); restreint le nombre de conditions de travail et de pratique d'emploi qui peuvent faire l'objet d'un grief et référer à une tierce partie (encore une fois l'article 90); prévoit deux procédures distinctes à suivre lorsque survient un différend durant le processus de négociation; et limite les questions pouvant faire l'objet d'une convention collective.

Ces restrictions font pencher les relations de travail dans l'ensemble de la Fonction publique en faveur de l'employeur. Elles entraînent des conventions collectives légiférées qui sont moins exhaustives que celles dont jouissent nos frères et soeurs dans le secteur privé et dans un grand nombre de sociétés de la Couronne.

Bien que le profane puisse trouver le libellé de la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique banal, celui-ci sert à protéger l'employeur au détriment du lieu de travail. Les travailleurs fédéraux assujettis à la Loi sur les relations de travail de la Fonction publique ne peuvent se négocier de protection contre les répercussions des changements technologiques.

Pareillement, nous ne pouvons négocier la classification, la sécurité d'emploi, les promotions, les rétrogradations, les mises à pied, ni toute une gamme d'autres conditions de travail qui sont de la plus grande importance pour tous les travailleurs,

[Text]

in the subterranean mailrooms in government offices across Canada. In our view, the government should not enjoy the prerogative to legislate a double standard that forces private employers to negotiate in one way while at the same time allowing its own departments and agencies to operate unfettered, consciously disregarding many of the legitimate aspirations of its own work force. We believe the guarantees enshrined in section 15 of the Charter of Rights validate this position. We hope—sincerely hope—that this committee, and indeed all Members of Parliament, will take the necessary action to ensure that the federal public sector workers are granted the same rights as working Canadians whose employment relationships are governed by the Canada Labour Code.

While the majority of our members are subject to discrimination pursuant to the Public Service Staff Relations Act, a few thousand have fallen victim to what can only be described as an unconscionable labour relations scheme. I refer to the support staff of the Canadian Security Intelligence Service and the 3,500 dedicated Canadians who serve you, the Members of the House of Commons and the Senate of Canada. The Canadian Security Intelligence Act and the draft legislation, Bill C-45, governing employment and labour relations on Parliament Hill are both based on the discriminatory Public Service Staff Relations Act, but are even more restrictive and discriminatory. Both pieces of legislation prohibit workers under their jurisdiction from engaging in strike activities. Both provide for binding arbitration in the event that the parties fail to reach agreement during negotiations.

The alliance does not believe denial of the right to strike to the majority of these workers can be demonstrably justified. Nonetheless, if Members of Parliament remain intransigent, it is in our view incumbent upon the government to ensure, as a quid pro quo, that the resultant collective bargaining environment is conducive to negotiations. Bill C-45 and the Canadian Security Intelligence Service Act fail this test by restricting severely the terms and conditions of employment and working conditions that can be included in an arbitral award.

Some 224,000 federal public sector workers are employed pursuant to the provisions of the Public Service Employment Act. In our view this act severely restricts the right of these workers relative to the rights enjoyed by other unionized workers in Canada, and indeed all other Canadian citizens. To be specific, the act provides employing federal departments and agencies and the Public Service Commission with the unilateral authority to determine job qualification standards, rules, and procedures pertaining to appointments and promotions—these items can be found on page 15 of the brief—tenure of appointment, duration of probation, rights of appointment to previous level upon rejection and probation after promotion, lay-off, order of lay-off and recall, order of recall upon leave of absence.

[Translation]

qu'ils travaillent sous terre dans les mines de nickel ou dans les salles de courrier souterraines des édifices gouvernementaux à travers le Canada. À notre avis, le gouvernement ne devrait pas jouir de la prérogative de légiférer deux jeux de normes qui forcent les employeurs privés à négocier d'une façon alors qu'il permet à ses propres ministères et organismes de fonctionner sans bride, rejetant consciemment nombre des aspirations légitimes de sa propre main-d'oeuvre. Nous croyons que les garanties prévues à l'article 15 de la Charte des droits justifient notre position. Nous espérons—très sincèrement—que le présent Comité, et en fait tous les députés, prendront les mesures nécessaires afin de garantir aux employés du secteur public fédéral les mêmes droits que ceux dont jouissent les Canadiens dont l'emploi est régi par le Code canadien du travail.

Bien que la majorité de nos membres fassent l'objet de discrimination aux termes de la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique, quelques milliers d'entre eux sont devenus victimes de ce que l'on ne saurait qu'appeler un stratagème inqualifiable de relations de travail. Je veux parler du personnel de soutien du service canadien de renseignement de sécurité et des 3,500 Canadiens dévoués qui vous servent, vos députés de la Chambre des communes et sénateurs du Canada. La Loi sur le service canadien du renseignement de sécurité, et le projet de loi C-45 régissant l'emploi et les relations de travail sur la colline parlementaire sont deux mesures législatives fondées sur la Loi discriminatoire des relations de travail dans la Fonction publique mais sont encore plus restrictives et discriminatoires. Ces deux mesures législatives interdisent aux travailleurs qu'elles régissent de participer à des grèves. Toutes deux prévoient l'arbitrage exécutoire si les parties ne parviennent pas à une entente au cours des négociations.

L'alliance ne croit pas que l'on puisse vraiment justifier le refus d'accorder le droit de grève à la majorité de ses employés. Néanmoins, si les députés demeurent intransigents, il incombe, à notre avis, au gouvernement de s'assurer, que le climat des négociations collectives favorise la négociation. Le bill C-45 et la Loi sur le service canadien du renseignement de sécurité ne répondent pas à ce critère puisque ces deux mesures législatives restreignent énormément les conditions d'emploi et les conditions de travail qui peuvent faire l'objet d'une décision arbitrale.

Quelque 224,000 employés du secteur public fédéral sont assujettis aux dispositions de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique. À notre avis, cette loi restreint injustement les droits des travailleurs du secteur public fédéral par rapport aux droits dont bénéficient les travailleurs syndiqués du Canada et, en fait tous les autres citoyens canadiens. Plus précisément, la loi confère aux ministères et organismes fédéraux et à la Commission de la Fonction publique l'autorité unilatérale de fixer les critères d'emploi, les normes, les règles et procédures relatives aux nominations et aux promotions—et c'est à la page 18 de notre mémoire—la durée des nominations, la durée des stages, le droit de nomination au niveau précédent après avoir été rejeté lors d'un stage suite à une promotion, la mise en disponibilité, les ordonnances de mise en

[Texte]

Given that these terms and conditions are stipulated in the legislation, they cannot be the subject of collective bargaining. However, their impact on the working lives of federal Public Service employees is self-evident. These employees should have a say in their determination through collective bargaining.

Unionized public sector workers employed in federal agencies and Crown corporations, subject to the Canada Labour Code, are permitted to negotiate the above-named terms and conditions of employment. To prevent federal Public Service employees from negotiating these same conditions of employment is therefore discriminatory.

• 1720

There can be no compelling reason for the distinction of treatment. Consequently, such unjustifiable restraints should be corrected through amendments to the legislation permitting collective bargaining and such terms and conditions of employment.

Likewise, federal workers subject to the Public Service Employment Act are denied the right to seek third-party redress against certain types of dismissal from employment. Specifically, while many of our members can grieve loss of employment as a result of rejection on probation, lay-off, and abandonment, the ultimate level of such grievances is the deputy head who took the action in the first place. Moreover, in cases of release for incompetence or incapacity where a right to appeal exists, the redress is less than effective, because the appeal board established by the Public Service Commission cannot compel the production of information, evidence, or even witnesses. Moreover, the appellant is frequently denied natural justice, because the act fails to provide mandatory full disclosure of information to the appellant. Add to this the fact that the appeal boards are established by the same authority that has the statutory power to appoint, promote, demote, and release, and the assault on our members' rights is complete.

Impartial, fair, and effective appeal mechanisms exist in all other jurisdictions. Why cannot the Government of Canada grant legislative sanction to the same rights for its own work force?

The situation faced by federal public-sector workers subject to the Public Service Employment Act is made worse by the provisions in the act and the commission directives that relate to political activities. Section 32 of the Public Service Employment Act forbids public service employees from working for, on behalf of, or against a political party or candidate for election to the House of Commons or provincial or territorial legislatures. Similarly, federal public service employees are barred from being candidates in such elections unless they obtain a leave of absence from the Public Service Commission. Public service employees' political participation rights are limited to voting, contributing funds to a political party or

[Traduction]

disponibilité de rappel, les ordonnances de rappel lors du retour d'un congé.

Puisque ces conditions sont stipulées dans la Loi, elles ne peuvent faire l'objet de négociations collectives. Toutefois, elles ont manifestement les répercussions sur la vie au travail des employés de la Fonction publique fédérale. Ceux-ci devraient avoir droit au chapitre lorsqu'il s'agit de les déterminer dans le cadre de la négociation collective.

Les employés syndiqués du secteur public à l'emploi des organismes fédéraux et des sociétés de la Couronne qui sont régies par le Code canadien du travail ont le droit de négocier les conditions d'emploi susmentionnées. Il est donc discriminatoire d'empêcher les employés de la Fonction publique fédérale de négocier ces mêmes conditions d'emploi.

Aucune raison ne justifie une distinction de traitement. Il faut donc supprimer ces contraintes indues de la loi autorisant la négociation collective et régissant les conditions d'emploi.

De même, les fonctionnaires fédéraux assujettis à la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique n'ont pas le droit de s'adresser à une tierce partie en cas de licenciement. En particulier, bon nombre de nos membres peuvent certes déposer un grief pour licenciement à la suite d'un stage insatisfaisant, d'une mise à pied ou d'abandon de poste, mais le dernier palier de ces griefs est celui-là même qui est à l'origine de la décision. De plus, lorsque des employés sont mis à pied pour incompétence ou incapacité et qu'ils ont un droit d'appel, la procédure est loin d'être efficace puisque la Commission d'appel établie par la Commission de la Fonction publique ne peut pas exiger la production d'information ou autre preuve, ni assigner des témoins à comparaître. Par ailleurs, celui qui fait appel se voit souvent privé d'un minimum de justice puisque la loi n'exige pas que le dossier lui soit divulgué dans son intégralité. Ajoutons à cela que les commissions d'appel sont établies par ces mêmes instances qui détiennent le pouvoir statutaire de procéder à des nominations, des promotions, des rétrogradations et des licenciements, et il ne reste plus grand chose des droits de nos membres.

Des mécanismes d'appel impartiaux, équitables et efficaces existent dans toutes les autres juridictions. Pourquoi donc le gouvernement du Canada ne peut-il reconnaître dans la loi des droits identiques pour ses propres effectifs?

Par ailleurs, la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique et les directives de la commission limitent précisément l'activité politique des fonctionnaires fédéraux. Ainsi, l'article 32 de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique interdit aux fonctionnaires de travailler pour ou contre un parti politique ou un candidat à des élections législatives fédérales, provinciales ou territoriales. De même, les fonctionnaires fédéraux ne peuvent pas être candidats à ces élections, à moins d'avoir obtenu un congé spécial de la Commission de la Fonction publique. Les activités politiques des fonctionnaires sont circonscrites à la participation au vote, au financement d'un parti politique ou d'un candidat, et à l'assistance aux réunions.

[Text]

candidate, and attending meetings. If they engage in the activities prohibited by section 32, they can be discharged by the department or dismissed by the Public Service Commission upon inquiry after a complaint by a candidate or former candidate for election.

Working for, on behalf of, or against a political party or a candidate has been interpreted to mean that federal public-sector workers cannot engage in the most trivial political activities, such as licking envelopes during campaigns. The commission has gone so far as to tell members of my union that they cannot even attend a meeting as delegates, even though their attendance at the meeting is permitted under section 32.

By this and similar actions and statements, the commission has effectively told public-sector workers they should refrain from engaging in any political activities, expression, or action. We are forced to ask how such action can demonstrably be justified in a free and democratic society.

In our submission to your committee we address legislation governing or affecting our 180,000 members in some considerable detail. We urge committee members to study our submission and give serious consideration to legislative amendments that would redress the lamentable situation where federal workers are subject to severe restriction in their basic rights to negotiate and participate in the political process.

Finally, we further urge your committee to take a liberal approach to the intent of section 15 of the charter, rather than limiting your examination to the grounds specifically enumerated in section 15. Specifically, we would hope your committee, the government, and indeed all Members of Parliament will assert without hesitation that discrimination on the basis of political belief and sexual orientation is prohibited pursuant to section 15.

• 1725

Thank you very much. That completes the brief summary of the brief.

The Chairman: Mr. Bean, I would like to thank you for having so succinctly summarized that larger document and for inviting us to take a liberal interpretation of section 15; if not that, at least a progressive one is what I know we will be doing. I know some of the questions members have will probably indicate just that and where our thinking is on some of these issues.

I would like to begin with Mr. Blaine Thacker, who is the Member of Parliament for Lethbridge—Foothills.

Mr. Thacker: Thank you, Mr. Chairman. Mr. Bean, I would like to thank you and the four other members of your Public Service Alliance who have taken the time to prepare a brief and to appear before the committee today.

I must say that, while I have read some of the other briefs, this is the first time I have had the privilege of actually

[Translation]

Si les fonctionnaires se livrent aux activités interdites par l'article 32, ils risquent d'être mis à la porte par le Ministère ou par la Commission de la Fonction publique si une plainte a été déposée par un candidat ou un ancien candidat aux élections.

La disposition interdisant aux fonctionnaires de travailler pour ou contre un parti politique ou un candidat a été interprétée de façon très stricte, à tel point que les fonctionnaires fédéraux ne peuvent même pas se livrer aux activités politiques les plus ordinaires, comme cacheter des enveloppes pendant la campagne. La Commission est même allée jusqu'à dire aux membres de mon syndicat qu'ils ne pouvaient pas assister à une réunion en tant que délégués, même si l'article 32 les autorise à assister à cette réunion.

Toutes ces décisions et déclarations de la commission reviennent en fait à interdire aux fonctionnaires fédéraux de s'intéresser à la politique. Nous nous demandons donc comment une telle interdiction peut se justifier dans une société libre et démocratique.

Dans notre mémoire, nous discutons longuement des différentes lois qui régissent ou touchent nos 180,000 membres. Nous demandons instamment aux membres du Comité de l'étudier de près et d'envisager sérieusement des amendements législatifs qui permettraient de corriger cette situation lamentable dans laquelle se trouvent les fonctionnaires fédéraux qui n'ont pratiquement pas le droit de participer à tout le processus politique.

Enfin, nous vous demandons instamment d'aborder l'article 15 de la Charte dans une optique libérale, plutôt que de circonscrire votre examen à son strict libellé. Nous espérons plus particulièrement que votre Comité, le gouvernement et, en fait, tous les députés affirmeront sans hésiter que l'article 15 interdit toute discrimination basée sur la croyance politique et l'orientation sexuelle.

Merci beaucoup. J'ai terminant terminé de résumer le mémoire.

Le président: Monsieur Bean, je vous remercie d'avoir si bien résumé votre mémoire et de nous avoir invité à aborder l'article 15 dans une optique libérale, mais je pense que nous le ferons plus tôt dans une optique progressiste. Vous vous en rendrez d'ailleurs certainement compte aux questions qui vous seront posées.

Je vais d'abord donner la parole à M. Blaine Thacker, député de Lethbridge—Foothills.

M. Thacker: Merci, monsieur le président. Monsieur Bean,, permettez-moi de vous remercier, ainsi que les quatre membres de l'Alliance de la Fonction publique, d'avoir pris le temps de préparer le mémoire et de comparaître devant notre Comité aujourd'hui.

J'ai eu l'occasion de lire plusieurs autres mémoires, mais je dois vous avouer que c'est la première fois aujourd'hui que j'ai

[Texte]

appearing and listening. I am struck by the difficult job the committee has in going through the virtually thousands of federal laws and statutes and in trying to strike a new balance in light of the equality rights section.

Basically, I wonder if, with your talents, you have come up with a wording, what would be a more common sense approach to the degree of political involvement Public Service employees can have. We can all come up with the idea that a deputy minister should not be out campaigning against the Minister. That is easy. But where do you and how can you come up with a common sense test? Where would you draw the line?

Mr. Bean: We have drawn the line that any employee who is a member of the bargaining unit should have full political rights. We believe that obviously, if they are a member of the bargaining unit, they are not part of the management team and therefore are not involved with the day-to-day decision-making which develops the policy of the government.

Mr. Thacker: Is that set forth in your brief here, where you draw the line between what you would classify as management and ... ?

Mr. Bean: No, in the brief we did not get specifically into that aspect of it, but that certainly has been the position of our union for a long period of time, and certainly, the position we have put forth during several election campaigns to the various political parties.

Mr. Thacker: Yes. My second question, Mr. Chairman, relates to the Universal Declaration of Human Rights which Canada participated in drafting and to which it is a signatory. In that, it has that very delicate balancing between the freedom of association, which unions have taken to mean they can associate as a union and with which we all agree, to having the closed shop union, where it then blocks certain rights to people in contradistinction with the other part of the universal declaration, which is the right to work. I am wondering what advice you have for this committee in terms of balancing off those two universal declarations against each other?

Mr. Bean: Certainly, to begin with, I do not know of any jurisdiction which involves the Public Service Alliance where we have the closed shop approach. Second, with regard to that, I certainly believe any employee who benefits by the achievements of the union through collective bargaining should also assist in paying for the cost of those benefits. Throughout the Public Service Alliance of Canada, in our collective agreements we have what is known as the Rand formula approach, and certainly, we have normally been quite satisfied with that. I think in this situation one has to balance the freedom of an individual as opposed to the collective freedom of a group. In my view, we have certainly been able to handle that through the Rand formula approach.

Mr. Thacker: Mr. Chairman, I wonder if Mr. Bean would agree that the Rand formula approach should also be applied to those members of unions who are unhappy that their union is making a political contribution to one party and not to another one. Do you think the Rand formula is a good basis for exempting those types of payments?

[Traduction]

le privilège d'assister aux délibérations du Comité. Je suis surpris de la difficulté de la tâche que le Comité a devant lui, car il va devoir passer en revue des milliers de lois et règlements fédéraux pour s'assurer qu'ils sont conformes à ce nouvel article de la Charte relatif aux droits à l'égalité.

J'aimerais savoir tout particulièrement, étant donné les talents dont vous disposez, si vous avez réussi à trouver un libellé plus raisonnable pour ce qui est des droits politiques des fonctionnaires. Nous sommes tous d'accord pour dire qu'un sous-ministre ne devrait pas faire campagne contre son ministre, cela est évident. Mais jusqu'où allez-vous? Avez-vous trouvé un libellé plus raisonnable?

M. Bean: Nous estimons tout simplement que tout employé qui fait partie d'une unité de négociations devrait jouir de tous les droits politiques. Bien sûr, si l'employé est membre d'une unité de négociations, cela signifie qu'il ne fait pas partie de la direction et que, par conséquent, il ne participe pas quotidiennement à l'élaboration des politiques du gouvernement.

M. Thacker: Cette distinction que vous faites entre la direction et les employés, en parlez-vous dans votre mémoire?

M. Bean: Non, nous n'y abordons pas cet aspect particulier, mais c'est ce que pense notre syndicat depuis fort longtemps et c'est en tout cas la position que nous avons affirmée au cours des dernières campagnes électorales.

M. Thacker: Bien. J'aimerais maintenant aborder la question de la Déclaration universelle des droits de la personne, que le Canada a signée après avoir participé à sa préparation. Cette Déclaration fait une distinction très subtile entre la liberté d'association, que les syndicats invoquent pour former un syndicat, ce que nous reconnaissons tous, et le principe de l'exclusivité syndicale qui prive certaines personnes du droit au travail, ce qui va à l'encontre d'autres dispositions de la Déclaration universelle. J'aimerais savoir ce que vous pensez de cette distinction?

M. Bean: Permettez-moi de vous dire tout d'abord qu'à ma connaissance, l'Alliance de la Fonction publique n'applique le principe de l'exclusivité syndicale dans aucune juridiction où elle compte des membres. Deuxièmement, je suis convaincu qu'un employé qui bénéficie des gains obtenus par un syndicat grâce à la négociation collective doit contribuer au financement de ces gains. Dans toutes les conventions collectives signées par l'Alliance de la Fonction publique du Canada, nous avons ce que nous appelons la formule Rand qui nous satisfait raisonnablement. Je pense qu'il faut faire un compromis entre la liberté d'un individu et la liberté collective d'un groupe. À mon avis, la formule Rand a jusqu'à présent été satisfaisante à cet égard.

M. Thacker: Monsieur le président, M. Bean estime-t-il que la formule Rand devrait également être appliquée aux syndiqués qui reprochent à leur syndicat de financer un parti politique plutôt qu'un autre? Pensez-vous que la formule Rand devrait exempter ces syndiqués des cotisations?

[Text]

Mr. Bean: I think there are a number of things. If you want to pluck out the political aspect of it, you can pick out any amount of things you want where somebody in your organization—and I am sure you can find it probably within your own party—disagrees with the majority decision.

• 1730

Nevertheless, you are not allowed to opt out. I think if you go out on the street you can find a substantial number of people who may disagree with a policy that any government institutes. They are not allowed to opt out of that legislative restriction that is placed on them. So I do not believe that simply because one happens to have different political beliefs that overrides a majority democratic decision taken by the members, because if that were the case, then you must apply the same thing with regard to the Public Service Superannuation Act where everybody who does not happen to want to contribute to the pension must opt out, or have the right to opt out. So in my view, again you are into an area where the collective rights of individuals may well outweigh some of the personal rights of one's . . .

Mr. Thacker: And you are prepared to see that as being appropriate, are you, where there are circumstances where the collective rights have to override the individual rights?

Mr. Bean: I think that is very appropriate, and I think the whole democratic system is based on that.

Mr. Thacker: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Thacker. I was remiss, when I called on you to put the first questions, in not stating, based on the assumption that everybody here knew of the other hat you wear, Mr. Thacker, that you are the Chairman of the Standing Committee on Justice and Legal Affairs. This is why you referred to the challenge facing us in your opening remarks—this committee being, of course, a subcommittee. We are delighted you are able to be with us this afternoon.

The next questions would normally now be by Svend Robinson, the Member of Parliament for Burnaby, representing the New Democratic Party, but his colleague, our parliamentary colleague, Michael Cassidy, is here. Svend has indicated he will defer to the member for Ottawa Centre, in whose riding I live and in whose riding a great many people who toil long and hard for the Government of Canada also live, which is why I think he has a particularly strong interest in the subject and, I am sure, will have some very relevant questions for you now. And so I would like to call on Michael Cassidy.

Mr. Cassidy: Thank you, Mr. Chairman. I would not be here, in fact, if it were not for this particular issue; that is, I would not have been elected except for this issue.

I want to congratulate Daryl on his election as president. We hope to be jointly going to court shortly, along with some

[Translation]

M. Bean: Ecoutez, dans toute organisation, et c'est sans doute le cas dans votre propre parti, il y en a qui désapprouvent la décision de la majorité.

Néanmoins, vous n'avez pas le choix de la non-participation. Je crois que si vous allez voir l'homme de la rue, vous trouverez bien des gens qui seront peut-être en désaccord avec bien des politiques adoptées par le gouvernement. Mais ces gens n'ont quand même pas le droit de ne pas se conformer à la restriction législative qui leur est ainsi imposée. Donc, je ne crois pas que tout simplement parce qu'on a une croyance politique différente de la majorité, on soit justifié de ne pas se conformer à une décision majoritaire démocratique prise par les membres de la société car, si c'était le cas, il faudrait alors appliquer la même règle dans le cas de la Loi sur la pension de la Fonction publique: celui qui ne veut pas cotiser pourra ne pas cotiser ou devra au moins avoir la possibilité de ne pas y participer. Donc, encore une fois, à mon avis, voilà un domaine où les droits collectifs de chacun ont préséance sur certains droits personnels . . .

M. Thacker: Et il y a donc, à votre avis, des circonstances où les droits collectifs doivent primer sur les droits individuels?

M. Bean: Je crois que c'est tout à fait approprié et que, d'ailleurs, le système démocratique dans son ensemble est fondé là-dessus.

M. Thacker: Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Thacker. Quand je vous ai demandé de poser vos questions, j'ai peut-être failli un peu à ma tâche en ne disant pas, car j'avais présumé que tous ici savaient quel autre chapeau vous portiez, monsieur Thacker, que vous êtes le président du Comité permanent de la justice et des affaires juridiques. Voilà pourquoi vous avez parlé du défi auquel vous faisiez face en prenant la parole car notre Comité ici présent n'est, évidemment, qu'un sous-comité. Nous sommes heureux que vous puissiez vous trouver avec nous cet après-midi.

Normalement, ce serait au tour de Svend Robinson, député de Burnaby, représentant le Parti néo-démocrate, de poser des questions, mais son collègue, notre collègue parlementaire, Michael Cassidy, est ici présent. Svend m'a fait savoir qu'il cède son tour au député d'Ottawa-Centre, circonscription dans laquelle je réside et dans laquelle résident énormément de gens qui travaillent à la sueur de leur front pour le gouvernement du Canada et c'est pourquoi je pense qu'il s'intéresse plus particulièrement au sujet et, j'en suis sûr, il va maintenant vous poser des questions fort pertinentes. Je cède donc la parole à M. Michael Cassidy.

M. Cassidy: Merci, monsieur le président. Je ne serais pas ici, en vérité, n'eût été cette question précise; c'est-à-dire que je n'aurais pas été élu, n'eût été cette question.

J'aimerais féliciter Daryl pour son élection à la présidence. J'espère que nous irons prochainement devant les tribunaux

[Texte]

members of the Public Service Alliance of Canada, who, in conjunction with me, are testing this in the courts. I very much hope this committee might be able to persuade the government to implement its promise on political rights in particular so that some positive results can be achieved in that area.

I want to focus on that particular question. Something like 25% of the work force in Canada work for federal, provincial, or municipal governments, or Crown corporations. Would it be fair to say that the stand of government at all levels with respect to the political rights of employees is very much influenced by the federal government's treatment of political rights of its employees?

Mr. Bean: Certainly we have found that the labour legislation of Public Service employees is very much influenced by the decision of the federal government. I think one only needs to recall that it was the federal government that introduced Bill C-124, the 6 and 5 program, very shortly thereafter, although the provincial governments jumped on the bandwagon and some of them went a little further, like British Columbia, of course. There is no question that whatever moves the federal government takes influence very much what moves the provincial governments will take with regard to political rights.

Mr. Cassidy: So, therefore, whether you are talking of political rights or are talking about the disparities between the treatment of labour law of federal employees versus people who work for government, but under the Canada Labour Code, or people who work in the private sector, that what happens federally is going to have a very substantial effect on the rights of a lot of other people who do not happen to be under federal jurisdiction directly. Is that right?

Mr. Bean: No question, whatsoever, it certainly does. As I indicated, very clearly they have influenced legislation, both political rights and the labour legislation governing collective bargaining in the provincial jurisdiction.

Mr. Cassidy: It is not more than a year since the last election, and during the last election campaign, in response to questionnaires from the Alliance and from other Public Service unions, all three parties, but particularly our party and the Progressive Conservatives, indicated they supported the implementation of full political rights for federal government employees.

• 1735

Can you update the committee as to what concrete action has been taken on that front, and in particular whether there have been any recent initiatives since your becoming president of the union?

[Traduction]

ensemble, avec certains autres membres de l'Alliance de la Fonction publique du Canada qui, de concert avec moi, ont saisi les tribunaux de cette question. J'ose espérer que le Comité pourra peut-être persuader le gouvernement de respecter sa promesse, surtout en ce qui a trait aux droits politiques, de façon à ce que l'on puisse constater des résultats positifs dans ce domaine.

J'aimerais me concentrer sur cette question précise. Quelque 25 p. 100 de la main-d'oeuvre active au Canada travaillent pour des gouvernements fédéral, provinciaux ou municipaux ou pour des sociétés de la Couronne. Serait-il juste de dire que l'attitude adoptée par les divers paliers de gouvernement en ce qui a trait aux droits politiques des employés se trouve énormément influencée par l'attitude du gouvernement fédéral en la matière?

Mr. Bean: Il est sûr que nous avons constaté que la décision du gouvernement fédéral pèse d'un bon poids dans la balance lorsqu'il s'agit de lois du travail visant les employés des diverses fonctions publiques. On n'a qu'à se rappeler que c'est le gouvernement fédéral qui a proposé le projet de loi C-124, le fameux programme de 6 et 5 et que très peu de temps après, certains gouvernements provinciaux ont adopté le même programme tandis que d'autres allaient un peu plus loin, comme la Colombie-Britannique, évidemment. Il ne fait aucun doute que toute mesure adoptée par le gouvernement fédéral aura un poids important lorsque les gouvernements provinciaux voudront prendre certaines mesures au niveau des droits politiques.

Mr. Cassidy: Donc, qu'il s'agisse de droits politiques ou des disparités dans la façon dont sont traités les employés du gouvernement fédéral par opposition à ceux qui travaillent pour d'autres paliers de gouvernements en vertu des dispositions du Code canadien du travail, ou de ceux qui travaillent dans le secteur privé, ce qui arrivera au niveau fédéral aura des répercussions importantes au chapitre des droits de beaucoup d'autres personnes qui ne relèvent pas directement de la compétence du fédéral. Est-ce exact?

Mr. Bean: La question ne se pose même pas; c'est sûr et certain. Comme je l'ai dit, il est très clair que le gouvernement fédéral a eu son effet législatif et au niveau des droits politiques ainsi qu'au niveau des lois du travail régissant la négociation collective dans les diverses compétences provinciales.

Mr. Cassidy: Cela fait à peine un an depuis les dernières élections et pendant la dernière campagne électorale, en réponse aux questionnaires émanant de l'Alliance et d'autres syndicats de la Fonction publique, les trois partis, mais plus particulièrement notre parti ainsi que les Progressistes-conservateurs ont bien précisé qu'ils favorisaient le rétablissement des pleins droits politiques pour les employés du gouvernement fédéral.

Pourriez-vous dire au Comité ce qui a été fait de concret de ce côté-là jusqu'à présent, et en particulier, si des démarches ont été faites depuis que vous êtes président du syndicat?

[Text]

Mr. Bean: I guess when it comes to concrete action I could say none, and sum it up that way. There have been discussions on a couple of occasions, perhaps half a dozen occasions, with the President of the Treasury Board, but that is all it has amounted to—discussions. Our understanding was that he fully intended to table the bill before the House recessed for the summer. That has not happened, and I have not heard anything from him since that period of time on that matter.

Mr. Cassidy: Has Mr. de Cotret or anybody else communicated to your union some idea of the kind of approach they would want to take, or has there not been consultation like that until this time?

Mr. Bean: There has not been any consultation with regard to the specific approach. Reference has been made to the British system and possibly along the D'Avignon committee report, but nothing specific has come forward from the President of the Treasury Board or the government.

Mr. Cassidy: Would it be useful then, in terms of getting equality for federal employees, if this committee were to give a very strong urging in the direction of implementing equality for people in the federal public service on the question of political rights?

Mr. Bean: I certainly believe it would . . .

Mr. Cassidy: That is known as kind of a leading question.

Mr. Bean: Yes, I thought it might be leading. No, I certainly believe—and that was one of the reasons we put it in the brief, obviously—that if this committee would seriously address this matter . . . I for the life of me cannot understand why it has taken so long, because we are not just talking about the last election campaign; for at least the last three election campaigns that I know of, all three political parties have addressed the same question and all said yes, we believe public service employees should have political rights. We are still waiting. I even remember when the Social Credit was around and they addressed it. So we had four political parties at one time saying yes, we endorse it. I am still waiting. I hope I see it before I get to retire, and I am not planning on retiring for a few years.

Mr. Cassidy: I know the time is limited because other witnesses are going to come forward. I understand from your brief that there were many instances where federal employees who work under the Public Service Employment Act and who therefore have severe restrictions on their bargaining rights are working side by side with people who are employed by the federal government, directly or indirectly, but who are under the Canada Labour Code. Therefore the inequality—if there is deemed to be inequality, as I believe there is—is not just in theory; people can see it, because side by side the guy or the gal next to someone may in fact have a good deal more bargaining rights than the fellow employee under the Public Service Employment Act.

[Translation]

M. Bean: En termes de mesures concrètes, je dirais qu'il n'y en a pas eu. Nous avons discuté peut-être une demi-douzaine de fois avec le président du Conseil du Trésor, mais cela n'a jamais dépassé le stade des discussions. Il nous avait dit qu'il entendait sincèrement déposer le projet de loi à la Chambre avant qu'elle ne s'ajourne pour l'été. Il ne l'a pas fait, et je n'ai pas eu de ses nouvelles depuis.

M. Cassidy: M. de Cotret ou quelqu'un d'autre vous aurait-il parlé du genre d'approche qu'ils entendaient prendre, ou n'y a-t-il pas eu de consultations à cet égard jusqu'à présent?

M. Bean: Il n'y a pas eu de consultations au sujet d'une approche précise. On a parlé du système britannique et de propositions allant dans le sens du rapport du comité d'Avignon, mais rien de précis n'a été mis de l'avant par le président du Conseil du Trésor ou le gouvernement.

M. Cassidy: Serait-il utile, en ce qui concerne l'égalité des employés fédéraux, que le Comité se porte énergiquement à la défense de l'égalité des droits politiques pour tous les employés de la Fonction publique fédérale?

M. Bean: Je crois sincèrement que . . .

M. Cassidy: C'est ce qu'on appelle une question tendancieuse.

M. Bean: Oui, j'y ai bien pensé. De toute façon, je crois sincèrement que si le Comité se penchait sérieusement sur cette question—et c'est pourquoi notamment nous le mentionnons dans notre mémoire . . . En fait, je n'arrive absolument pas à comprendre pourquoi cela traîne depuis si longtemps, parce que cela remonte bien plus loin qu'à la dernière campagne électorale; cela fait au moins trois élections que tous les trois partis politiques disent que les employés de la Fonction publique devraient avoir des droits politiques. Nous attendons toujours. Je me souviens même des Créditistes à l'époque qui tenaient les mêmes propos. Cela veut donc dire que quatre partis politiques ont déjà souscrit à cette idée. Et j'attends toujours. J'espère que je verrai le dénouement avant de prendre ma retraite, et il me reste encore quelques années avant d'y songer sérieusement.

M. Cassidy: Je sais que nous n'avons pas tellement de temps, parce qu'il y a d'autres témoins à entendre. Je crois comprendre, d'après votre mémoire, qu'il arrive souvent que des employés fédéraux qui tombent sous le coup de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique et qui sont, en conséquence sévèrement limités dans leur droit de négociation, travaillent aux côtés de gens qui sont employés directement ou indirectement par le gouvernement fédéral, mais régis par le Code du travail du Canada. Alors, cette inégalité—si l'on peut parler d'inégalité, comme cela ne fait aucun doute dans mon esprit—n'est pas simplement une question de théorie. Les gens la voient la différence; un employé peut travailler aux côtés d'un autre qui a effectivement beaucoup plus de pouvoirs de négociation que celui qui est régi par la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique.

[Texte]

Mr. Bean: Yes, that is certainly true, and particularly with regard to the Canada Post Corporation now, which operates out of many of the government buildings. We represent the administrative staff as well as the maintenance staff in those, yet they work side by side with many people who operate the building—Public Works people, etc. So they see Customs and Excise people, immigration people—airports is another area where we have a number of people operating and employees covered by the Canada Labour Code as opposed to the Public Service Staff Relations Act. Certainly the members experience that on a day-to-day basis.

As I say, the Post Office or Post Canada is the first one that comes to mind, because when that was changed over and they fell under the Canada Labour Code, of course we were able to negotiate staffing, seniority, technological change, all those items. We have, for instance, submitted for our 39 bargaining units on a number of occasions under the Public Service Staff Relations Act a very extensive clause on discrimination, which is basically all covered under the various legislations. The government—or Treasury Board, which represents them—refused to allow that clause into a collective agreement. Yet we can go to Canada Post and have the same clause in without any difficulty, because it is under the Canada Labour Code.

• 1740

Mr. Cassidy: My final question would be this: Effectively, you are saying that in terms of equality with other employees who are governed by collective bargaining legislation, federal public employees are effectively second-class citizens, that many of the things that are bargainable in the private sector are laid down by the Public Service Commission and by other government procedures. Would you say that the proposals in Bill C-45 for Parliament Hill employees would put Parliament Hill employees on a basis of equality with that second-class status of other federal employees or, in fact, rather further restrictions which would effectively make Parliament Hill employees like third-class citizens, and could you elaborate?

Mr. Bean: Well, I would certainly say that they would put them on a lot lower basis than the employees covered under the Public Service Staff Relations Act are. I am not sure whether that is second, third or fourth, but whatever it is, they are fifth, sixth or seventh then, because first of all they are not going to enjoy even the limited rights that are granted under the Public Service Staff Relations Act at the present time. For instance, I have a hard time understanding why the restaurant or cafeteria workers or the barber—although I recognize they are very important people in the House of Commons—why they cannot have the right to strike similar to other workers in this country if it should be necessary to exercise that right. I want to add very clearly that workers in this country have never run out to go on strike just because they think it is a great thing. They go on strike because that is a last resort. They go on

[Traduction]

M. Bean: Oui, c'est très vrai, particulièrement dans le cas des employés de la Société canadienne des Postes qui travaillent dans de nombreux édifices du gouvernement. Nous représentons le personnel administratif et les préposés à l'entretien des édifices, et ces gens-là travaillent aux côtés de nombreux employés des Travaux publics, par exemple, chargés du bon fonctionnement des édifices. Il y a aussi les employés des Douanes et accises, de l'Immigration—les employés d'aéroports, entre autres, relevant du Code du travail du Canada, qui côtoient certains de nos employés régis par la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique. Nos membres voient donc cette inégalité quotidiennement.

Comme je l'ai dit, le Bureau de poste ou Postes Canada est le premier exemple qui me vient à l'esprit, parce que lorsque le ministère est devenu une société de la Couronne, ses employés sont devenus assujettis au Code du travail du Canada et ont pu évidemment négocier des changements en matière de dotation, d'ancienneté, de progrès technologiques et j'en passe. À titre d'exemple, nous avons déjà proposé un certain nombre de fois, au nom de nos 39 unités de négociations, conformément à la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique, une disposition très complète sur la discrimination que diverses autres lois recouvrent essentiellement. Le gouvernement—ou le Conseil du Trésor qui le représente—refuse d'insérer cette disposition dans une convention collective. À la Société canadienne des postes, par ailleurs, la même disposition est acceptée dans la convention collective sans difficulté, parce que les employés sont assujettis au Code du travail du Canada.

M. Cassidy: Ma dernière question est la suivante: Vous dites qu'en termes de parité avec les autres employés qui sont assujettis aux lois régissant les conventions collectives, les employés de la Fonction publique fédérale sont des citoyens de second ordre, que de nombreuses dispositions négociables dans le secteur privé sont imposées par la Commission de la fonction publique et par d'autres directives gouvernementales. Diriez-vous que le projet de loi C-45 concernant les employés de la Colline parlementaire ferait de ces derniers des employés de second ordre par rapport aux autres employés fédéraux ou, compte tenu d'autres restrictions à leur égard, ferait d'eux des citoyens de troisième ordre? Et je vous demanderais de préciser votre pensée.

M. Bean: Je dirais certainement que le projet de loi accorderait aux employés de la Colline parlementaire un statut bien inférieur à celui des employés visés par la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique. Je ne sais pas si cela ferait d'eux des citoyens de second, de troisième ou de quatrième ordre, ou peut-être même de cinquième, de sixième ou de septième ordre, mais ils ne jouiront certainement pas des droits déjà limités prévus aux termes de la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique actuellement en vigueur. Par exemple, j'ai du mal à comprendre pourquoi les employés du restaurant ou des cafétérias ou même le barbier qui sont au service de gens très importants à la Chambre des communes, je dois l'admettre—n'auraient pas le droit de faire la grève au même titre que les autres travailleurs du pays s'ils se voyaient dans l'obligation d'exercer ce droit. Je veux que vous compre-

[Text]

strike, recognizing that they are the first people who get hit, because they lose their pay. I would defy anybody to justify on any grounds why people like the cafeteria workers, the restaurant workers, the barber, etc., even those people who drive you up to the Hill, I think we could certainly recognize that if the worst comes to the worst, there must be some way that Members of the House of Commons could get to the Hill without getting a drive in that little green truck.

Mr. Cassidy: I would love to go on, Mr. Chairman, but I appreciate the committee's time constraints, so I want to thank the witnesses for their answers.

The Chairman: Thank you very much. Sheila Copps, Member of Parliament for Hamilton East.

Ms Copps: Thank you, Mr. Chairman. I just want to follow up on the three-tier approach of the Public Service Staff Relations Act versus the Canada Labour Code, versus the new legislation that is coming up. In your brief you are suggesting, in effect, that the new legislation is really an attempt to circumvent the decision to give the Canada Labour Code status to certain federal employees:

... Bill C-45 is a conscious attempt on the part of the government to forestall certification of parliamentary employees pursuant to the Canada Labour Code.

In terms of your efforts to organize on the Hill, and I guess it is 1,000 people who have already signed up and are ready to be certified, I assume that this effort would be wiped out as a result of Bill C-45. What would be the net result of implementation of Bill C-45?

Mr. Bean: Certainly if Bill C-45 were to pass as it presently stands, it means that we would again have to go back and get all of those members to resign cards. Some of them have signed them three and four times already and are getting tired of signing cards while the government fiddles and forgets that they have legitimate rights to have collective bargaining. Therefore, yes, if Bill C-45 passed, as it now stands, because those cards are under the Canada Labour Code, then we would have to again go back and have those members resign cards and, as I say, they have signed them three or four times.

In addition to that, of course, we are very concerned with the legislation because not only does it not provide any right to strike for any of the employees on the Hill—even recognizing that there are some who are obviously non-essential—obviously with the Staff Relations Act approach it is going to be very restricted as to what they can actually get into collective agreement, because under arbitration they can only deal with pay, hours of work, leave entitlement, discipline and other matters directly related. So to begin with then, they would not be able to negotiate classification, job security, seniority, technological change, much of the health and safety clauses—you could go on forever.

[Translation]

niez très clairement que les travailleurs au pays ne se sont jamais mis en grève pour le simple plaisir de le faire. Ils font la grève en dernier recours. Ils vont en grève sachant très bien qu'ils seront les premiers à en souffrir, puisqu'ils perdront leur paye. Je défie n'importe qui de m'expliquer pourquoi les employés de cafétérias, de restaurants et de salons de coiffure, même les chauffeurs d'autobus qui vous permettent de vous déplacer sur la Colline ne devraient pas avoir le droit de grève. Car, même si les choses venaient au pire, je suis sûr que les députés de la Chambre des communes pourraient certainement se rendre sur la Colline sans recourir aux services d'autobus.

M. Cassidy: J'aimerais bien pouvoir continuer, monsieur le président, mais je sais que le Comité n'a pas beaucoup de temps, alors je vais remercier les témoins d'avoir répondu aux questions.

Le président: Merci beaucoup. Sheila Copps, députée de Hamilton-Est.

Mme Copps: Merci, monsieur le président. Je voudrais poursuivre sur cette question tripartite de la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique, le Code du travail du Canada et le nouveau projet de loi envisagé. Dans votre mémoire, vous dites que le projet de loi vise à contrer la décision permettant d'assujettir certains employés fédéraux au Code du travail du Canada:

... le projet de loi C-45 est une tentative délibérée du gouvernement pour retarder l'assujettissement de certains employés du Parlement au Code du travail du Canada.

Je suppose que l'adoption du projet de loi C-45 annihilerait vos efforts de syndicalisation des employés de la Colline qui sont déjà mille à avoir signé une demande d'accréditation. Quel serait l'impact réel de l'adoption du projet de loi C-45?

M. Bean: Si le projet de loi C-45 est adopté sous sa forme actuelle, cela signifie que nous devons demander à tous ces membres de signer de nouveau leurs cartes. Certains d'entre eux les ont déjà signées trois et quatre fois, et commencent à en avoir assez de signer des cartes d'adhésion pendant que le gouvernement feint d'oublier qu'ils ont un droit légitime à la négociation collective. Je le répète, si le projet de loi C-45 est adopté, sous sa forme actuelle, étant donné que ces cartes ont été signées aux termes du Code du travail du Canada, nous nous verrions obligés de demander à nos membres de signer de nouveau leurs cartes d'adhésion, même si pour certains, cela fait trois ou quatre fois déjà qu'ils le font.

Le projet de loi nous préoccupe évidemment beaucoup pour d'autres raisons: non seulement ne permet-il pas aux employés de la Colline de faire la grève—même si certains d'entre eux ne fournissent évidemment pas un service essentiel—mais il appert qu'en vertu de la Loi sur les relations de travail, les possibilités de négociation seront très limitées, puisqu'avec l'arbitrage, on ne peut négocier que la paye, les heures de travail, les congés, les mesures disciplinaires et d'autres questions y afférant directement. Cela veut donc dire qu'on ne pourrait négocier la classification des postes, la sécurité d'emploi, l'ancienneté, les changements technologiques, de

[Texte]

Ms Copps: In fact, our House Leader asked me just today if I would serve on the committee that is going to be doing the follow-up to that. Do you have any sense of the government's political timetable for implementation? I ask that because, at the end of last year it, it sort of seemed that it was dying off a little bit because, clearly, there was not going to be support from the opposition parties and that it would not go forward. But now there seems to be a resurgence of interest in the bill.

Mr. Bean: Mr. Chairman, we had heard that the bill was going to go forward last week. I was then in touch with Mr. Hnatyshyn's office and raised some strong objections because, one, he had advised us in a response to a letter that he would meet us personally to discuss this item—yet he has still to do so. His office had promised me they would phone him on September 3, and I think September 3 has gone by; two, his office has again promised that they will phone me so that we can set up a meeting as of last week. I am still waiting.

I do not know what their timetable is, but I suspect they want to proceed fairly quickly because we have a federal court challenge in with regard to the Canada Labour Relations Board not taking the jurisdiction, and not exercising the jurisdiction which they properly should be exercising. I suspect they want to proceed so that federal court hearing will be redundant.

Ms Copps: Second question. Maybe I will put the two into one, because I know we are very tight. You made some comments regarding the lack of pro-active work, or advocacy work, that could be done by the Canadian Human Rights Commission, and you feel that the act itself cannot really be implemented simply because the commission investigates complaints rather than initiates investigations on its own. Although that is obviously clearly true and relevant to implementation of equality, how will that tie in with the changes in the charter and the implementation of the charter?

After you answer that, I would appreciate it if you could maybe just up-date us on another issue which, I think, is of importance to all of us in respect of employees. I mean the status of those employees who have been asked by the government to repay the amount of moneys that they did not put into the pension plans at a time when they were deemed to have been excluded from the plan. Many of them are... well, I guess they are all being called on now for \$15 or \$20 per pay-check deduction. I wonder if that is now a closed issue or whether there is going to be more negotiation on it.

Mr. Bean: With regard to the Canadian Human Rights Act to start with—and Susan Attenborough may want to add something—we have had to initiate several “equal pay for

[Traduction]

nombreuses dispositions concernant la santé et la sécurité au travail, et encore bien d'autres choses.

• 1745

Mme Copps: En fait, notre Leader à la Chambre m'a demandé aujourd'hui si je voulais bien faire partie du comité chargé d'étudier cette question. Avez-vous une idée de l'échéancier politique du gouvernement pour la mise en oeuvre de ce projet? Si je pose la question, c'est qu'à la fin de l'an dernier, le dossier semblait perdre un peu de son élan parce qu'il était clair que les partis d'opposition n'allaient pas appuyer le projet de loi. Mais il semblerait maintenant qu'on s'y intéresse de nouveau.

M. Bean: Monsieur le président, nous avons entendu dire que le projet de loi allait être adopté la semaine dernière. J'ai communiqué avec le bureau de M. Hnatyshyn pour m'opposer énergiquement à ce projet parce que tout d'abord, M. Hnatyshyn nous avait dit qu'il nous rencontrerait personnellement pour discuter de cette question, suite à la lettre que nous lui avons envoyée—mais il ne nous a toujours pas rencontré. Son bureau m'avait promis de communiquer avec lui par téléphone le 3 septembre, et cette date est déjà passée; deuxièmement, son bureau m'a encore promis qu'il me téléphonerait pour fixer un rendez-vous la semaine dernière. J'attends toujours cet appel.

Je ne suis pas au courant de l'échéancier, mais je soupçonne qu'on veut procéder assez rapidement, parce que nous contestons en Cour fédérale le fait que la Commission des relations du travail du Canada n'exerce pas sa compétence comme elle le devrait. Je pense donc qu'on voudra procéder rapidement de manière à ce que cette cause en Cour fédérale devienne superflue.

Mme Copps: Deuxième question. Je vais essayer de poser deux questions en une, parce que je sais que nous n'avons pas beaucoup de temps. Vous avez certains commentaires au sujet du manque de travail pro-actif ou de travail de défense de la part de la Commission canadienne des droits de la personne, et vous prétendez que la Loi ne peut pas vraiment être appliquée simplement parce que la Commission fait enquête sur les plaintes dont elle est saisie plutôt que d'entreprendre des enquêtes de son propre chef. Bien que cela soit vrai et que cela concerne le principe de l'égalité, en quoi cela se rattache-t-il aux changements apportés à la Charte, et à l'application de cette dernière?

Après avoir répondu, j'aimerais que vous nous fassiez le point sur une autre question qui est importante pour nous tous, je pense. Je fais allusion au statut des employés à qui le gouvernement a demandé de rembourser les cotisations qu'ils n'ont pas versées aux régimes de pension durant la période au cours de laquelle ils étaient considérés comme exclus. Bon nombre de ces employés sont... Je pense qu'on retient à la source 15\$ ou 20\$ par chèque de paye pour tous les employés. La question a-t-elle été tranchée définitivement, ou y aura-t-il d'autres négociations?

M. Bean: En ce qui concerne d'abord la Loi canadienne sur les droits de la personne—et Suzanne Attenborough voudra peut-être dire quelques mots à ce sujet—nous avons déposé

[Text]

work of equal value" complaints within the federal government. We have found that, first of all, to initiate them, takes a very extensive amount of work and an extensive amount of comparison with other groups. We have been very successful with the ones that we have initiated, dealing with the library science versus the historical research group, the general service employees group, the engineering group, etc., but it has always been the union which initiated these. We now have a complaint in with regard to the CR group—that is the clerical group—versus the program administration group.

We believe that we should not have to do all the background work and all the research work; that when we clearly identify that we believe there is a problem, the Canadian Human Rights Commission should be out doing that background work. This has not been the case. If we prove the case before the Canadian Human Rights Act, then they will force its implementation. I do not think that was necessarily the role. I think their role was not just to be an enforcer; I think their role was to be aggressive and to identify problems and resolve problems without necessarily having to go the full formal complaint route.

• 1750

About the status of employees of the House of Commons on their back pay on the pension, I have not heard any more than comments from I guess all three political parties that there was a possibility of a bill being introduced to exempt this back-payment. Certainly our position is very clear. It was not the employees who made the error. Either it should be voluntary whether they repay it or, if they are going to be required to repay it, then the House of Commons, which made the error in the first place, should be required to repay it. As I indicated, I have heard, though, that there was a possibility of legislation being introduced. Although I do not always rely on the newspapers, I did notice one of the government members had indicated they might move in that direction. I do not recall who it was offhand, but I could probably dig it out.

Ms Susan Giampietri (Executive Vice-President, Public Service Alliance of Canada): Just a very quick comment on legislation and commissions that are set in place to ensure that if there is discrimination, it will be eliminated. It is fine and well to have legislation to have a body called the Human Rights Commission; but if you do not have the administration properly handled by that commission, if they do not have the funds and the authority to carry through their program, then it really is not as effective as it was meant to be initially.

One thing that comes to mind is the recent announcement—and this has to do with affirmative action—by the Treasury Board on minorities and the attempts to enhance minorities within the government. By "minorities", I think they were talking about native people, disabled people, people of colour. I do not know how you do that if you also say in the same breath

[Translation]

plusieurs plaintes auprès du gouvernement fédéral en invoquant le principe du «salaire égal pour travail de valeur égale». Nous avons constaté tout d'abord que la préparation des plaintes en vertu de ce principe nécessitait énormément de travail et énormément d'analyses comparatives avec d'autres groupes. Nous avons eu beaucoup de succès avec les plaintes mettant en cause notamment le groupe de bibliothéconomie et de recherche historique, le groupe des employés de services généraux, celui des services techniques, mais dans tous ces cas, c'est le syndicat qui avait entrepris les démarches. Nous sommes actuellement saisis d'une plainte du groupe CR—c'est-à-dire le groupe des commis aux écritures—contre le groupe de l'administration des programmes.

A notre avis, nous ne devrions pas être obligés de faire tout le travail préparatoire et de recherche; nous estimons que lorsque nous avons clairement identifié un problème, tout ce travail devrait être fait par la Commission canadienne des droits de la personne. Mais elle ne le fait pas. Si nous établissons la preuve, aux termes de la Loi canadienne sur les droits de la personne, la Commission applique alors les dispositions de la Loi. Mais je ne crois pas que son rôle se limite nécessairement à cela. Je pense qu'elle doit être plus dynamique, qu'elle doit identifier des problèmes et les régler sans devoir passer par toute la procédure officielle.

Au sujet des employés de la Chambre des communes et du remboursement de leurs cotisations au régime de pension, j'ai simplement entendu les commentaires des trois partis politiques concernant la possibilité qu'on dépose un projet de loi pour dispenser les employés d'avoir à payer rétroactivement leurs cotisations. Notre position là-dessus est très claire. Ce ne sont pas les employés qui sont responsables de l'erreur. Soit que le remboursement se fasse sur une base volontaire, soit que la Chambre des communes, puisqu'elle est responsable de l'erreur, soit tenue le cas échéant d'effectuer le remboursement. Mais comme je l'ai déjà mentionné, j'ai entendu dire qu'il était possible qu'on dépose un projet de loi. Bien que je ne fasse pas toujours confiance aux journaux, j'ai quand même remarqué qu'un député du gouvernement a parlé de cette possibilité. Je ne me souviens plus exactement qui c'était, mais je pourrais toujours obtenir son nom.

Mme Susan Giampietri (vice-président exécutif, Alliance de la Fonction publique du Canada): Un très bref commentaire sur la législation et sur les commissions chargées de veiller à l'élimination de la discrimination. C'est bien beau d'avoir une loi instituant un organisme comme la Commission des droits de la personne; mais si son administration n'est pas adéquate, si ses moyens financiers et son autorité ne lui permettent pas d'exécuter son programme, la Commission ne saura jamais répondre efficacement aux attentes.

Il y a une contradiction qui me vient à l'esprit, suite à une annonce faite dernièrement par le Conseil du Trésor au sujet des programmes d'action positive visant à faire une plus grande place aux minorités au sein du gouvernement. Quand on a parlé de «minorités», je pense qu'on entendait par là les autochtones, les handicapés, les gens de couleur. Mais je ne

[Texte]

that we are not going to look at any new hiring, that we will do it with a government and with a public service that is devoted to privatization and to cutbacks. I do not know where the positions are going to come from, where the money and human resources are coming from to ensure that there is better representation for these minorities in the public service.

The Chairman: I would like to thank all of you. There was, in response to Sheila Copps' question a few moments ago, some discussion about timetables and how things were moving. I think it is fair to say on behalf of all the members of the committee we wish our timetable allowed more opportunity to explore some of the issues you have raised. But certainly in the detailed brief they are well spelled out, and as you can see from some of the questions, there are people on the committee and close to the committee who have also done a lot of thinking on these issues. It has been helpful at this stage in our committee's deliberations to have these issues brought so sharply into focus. I would like on behalf of the committee to thank each of you for being here this afternoon, and particularly Mr. Bean, as president, for the presentation you made today.

We will be hearing next the Metropolitan Community Church. I would now like to call on Reverend Ron Bergeron, District Co-ordinator, joined by Mr. Paul Richard.

Reverend Ron R. Bergeron (Metropolitan Community Church): Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: I would like to welcome you both here. We on the committee received in advance the written brief and look forward to having the opportunity to hear you speak to that and then discussion with the members on the points you are raising.

Rev. Bergeron: I first of all would like to thank the committee for agreeing to meet with me to hear the reasons I have presented for specific inclusion of sexual orientation in the Canadian Charter of Rights and Freedoms because of discrimination against gay men and lesbians. I would like to highlight sections of the brief for you and perhaps expand on parts of them.

• 1755

I am appearing before you today as the co-ordinator of our Eastern Canadian District of the church, as well as pastor of MCC Ottawa.

The Metropolitan Community Churches around the world, the Universal Fellowship of Metropolitan Community Churches, was founded more than 15 years ago. It is an ecumenical denomination, which means that we draw from many various Christian denominations, with a primary ministry to the gay and lesbian community. We open our doors to all people, and it is important to stress that because many times we are called a gay church. It is not true. I do not believe there is such a thing as a heterosexual church or a gay church.

[Traduction]

sais pas comment ce programme pourrait fonctionner sans de nouvelles initiatives d'embauche alors que le gouvernement et la Fonction publique se sont engagés dans la privatisation et des réductions budgétaires. Comment les postes seront-ils créés, d'où viendront les fonds et les ressources humaines pour assurer une plus grande représentation de ces minorités au sein de la Fonction publique.

Le président: J'aimerais vous remercier tous de votre participation. Tout à l'heure, en réponse à une question de Sheila Copps, on a parlé d'échéancier et d'avancement des travaux. Je pense qu'il est juste de dire, au nom de tous les membres du Comité, que nous souhaiterions avoir plus de temps pour explorer plus à fond certaines questions que vous avez soulevées. Mais ces questions sont bien exposées dans le mémoire détaillé que vous nous avez présenté, et comme vous avez pu le constater à la lumière de certaines questions qui vous ont été posées, il y a des membres du Comité et d'autres personnes qui ont beaucoup réfléchi à ces choses. Votre contribution éclairée a certes été utile pour notre Comité. Au nom du Comité donc, j'aimerais vous remercier d'être venus nous rencontrer cet après-midi, et je remercie en particulier le président Monsieur Bean pour la déclaration qu'il nous a faite aujourd'hui.

Nous accueillerons maintenant l'Église communautaire métropolitaine d'Ottawa. Je demanderais au Révérend Ron Bergeron, coordonnateur de district, de bien vouloir s'approcher avec M. Paul Richard.

Le révérend Ron R. Bergeron (Église communautaire métropolitaine d'Ottawa): Merci, monsieur le président.

Le président: Bienvenue à vous deux. Le Comité a déjà reçu votre mémoire écrit et attend avec impatience vos commentaires et la discussion qui suivra avec les membres.

Le rév. Bergeron: J'aimerais tout d'abord remercier le Comité d'avoir accepté de me rencontrer pour entendre les raisons pour lesquelles je demande d'inclure dans la charte canadienne des droits et libertés des dispositions précises concernant l'orientation sexuelle, à cause de la discrimination à l'endroit des homosexuels et des lesbiennes. J'aimerais souligner pour vous certaines parties du mémoire et peut-être aussi en développer d'autres.

Je comparais aujourd'hui devant vous en qualité de coordonnateur du District de l'est de notre Église ainsi qu'en qualité de pasteur de l'ECM d'Ottawa.

Les Églises de la Communauté métropolitaine du monde entier, la Communauté universelle des Églises communautaires métropolitaines, remontent déjà à plus de 15 ans. Il s'agit d'une dénomination oecuménique, ce qui signifie que nous avons pour source une série de confessions chrétiennes et que notre ministère s'adresse surtout aux communautés homosexuelles. Nos portes sont ouvertes à tous, et il est important de le rappeler parce que très souvent on nous qualifie d'église pour homosexuels, ce qui n'est pas le cas. Je ne pense pas qu'il

[Text]

We have a primary function of ministering to the gay and lesbian community.

Why the UFMCC/CUECM? At the time of our founding no Christian denomination offered a full life of Christian ministry to homosexuals including unconditional acceptance of their sexual orientation. In some denominations there have been minor changes, but essentially the situation remains the same today. Gay men and lesbians are sometimes allowed to belong to particular denominations with the condition that they live a life of celibacy. It is implied that individual sins can be forgiven but never a loving, supporting relationship.

In this issue is perhaps the crux of the problem. The tradition we have come from in this country—and other countries have the same tradition—is one of condemning homosexual persons and calling them sinful. We finally in some denominations moved to a place of accepting their state of being, but their acts, if they commit acts, are still sinful acts. Consequently, gay people are allowed to belong to churches sometimes as long as they do not act, meaning a full life of celibacy.

With recent scriptural study and looking into the history of our traditions, not just the Metropolitan Community Church but other churches too, we see that the scriptures do not condemn homosexuality anywhere per se. Homosexuality or heterosexuality is not condemned. Sometimes in the rite of worship of idols sexual prostitution, both homosexual and heterosexual, is condemned in scripture.

Erotic desire is deeply interwoven into the human desire and need for closeness and for trusting relationships. The desire for a significant other with whom we are uniquely conjoined is not a heterosexual but a basic human desire. The programmatic exclusion of gay persons from the multiple benefits of erotic attraction, which often opens the way to such a union, is harmful, arbitrary, cruel, oppressive and discriminatory.

The sweeping exclusion of all gay men and lesbians from this important access route to meeting intimacy needs could only be based on prejudiced, unquestioned tradition and a narrow conception of what sexuality is and how it functions in human personal development.

I included a section on the scriptures in the brief. It is very brief. It is important for you to look at that. There are many good books out now on the subject dealing with the Old Testament or the Jewish scriptures as well as the Christian scriptures in the New Testament, giving them in their cultural context and interpreting them fully. I included the story of Sodom and Gomorrah because that is often the most popular one used in condemning gay people.

[Translation]

y ait à proprement parler d'église pour hétérosexuels ou d'église pour homosexuels. Notre fonction première est notre ministère à l'endroit des collectivités homosexuelles.

Pourquoi la CUECM? À l'époque de notre fondation, aucune confession chrétienne n'offrait de ministère chrétien aux homosexuels ni n'acceptait inconditionnellement leur orientation sexuelle. Dans certaines confessions, certains petits changements ont été apportés, mais à l'heure actuelle, la situation demeure essentiellement la même. Les homosexuels des deux sexes peuvent parfois appartenir à l'une autre confession à condition de vivre dans le célibat. Cela sous-tend implicitement que le péché individuel peut être pardonné mais jamais une relation d'amour et de soutien mutuels.

Et c'est probablement en cela que réside le cœur même du problème. La tradition qui est la nôtre dans ce pays—et d'autres pays ont la même—condamne les homosexuels et les qualifie de pécheurs. Enfin, dans certaines confessions, nous avons réussi à leur donner une place qui accepte leur condition, même si leurs actes, s'ils en commettent, restent des péchés. Par conséquent, les homosexuels peuvent parfois appartenir à l'une ou l'autre église tant qu'ils n'agissent pas, ce qui sous-tend une vie menée dans le célibat.

Les dernières études des Écritures et une analyse de l'histoire de nos traditions a révélé, non seulement à l'Église communautaire métropolitaine mais à d'autres églises également que les Écritures ne condamnaient nulle part l'homosexualité en tant que telle. Ni l'homosexualité ni l'hétérosexualité ne sont condamnées. Il arrive, dans le rite de l'adoration des idoles, que la prostitution sexuelle, homosexuelle comme hétérosexuelle, soit condamnée par les Écritures.

Le désir érotique est intimement lié au désir humain, au besoin de proximité et à la nécessité d'une relation basée sur la confiance. Le désir de vivre en compagnie d'un autre que nous chérissons mais qui n'est pas uniquement notre conjoint n'est pas un désir hétérosexuel, c'est un simple désir humain. L'exclusion programmatique des homosexuels des multiples avantages de l'attrait hérotique, qui souvent pavent la voie de telles unions, est néfaste, arbitraire, cruel et discriminatoire en plus d'être un signe d'oppression.

L'exclusion systématique de tous les homosexuels des deux sexes de cette importante voie d'accès à la satisfaction des besoins intimes ne pouvait qu'être fondée sur une tradition non contestée mais pleine de préjugés et sur une conception étroite de ce qu'est la sexualité et de la façon dont elle fonctionne dans le développement individuel de la personne humaine.

J'ai cité dans mon mémoire un extrait très bref des Écritures, mais un extrait important et que vous devriez considérer. Il y a actuellement énormément d'excellents ouvrages sur la question traitant de l'Ancien Testament ou des Écritures juives comme d'ailleurs des Écritures chrétiennes du Nouveau Testament, des ouvrages qui replacent ces écritures dans leur contexte culturel et les interprètent de façon complète. J'ai ajouté l'histoire de Sodome et de Gomorre parce que c'est souvent la plus couramment utilisée pour condamner les homosexuels.

[Texte]

The issue of discrimination towards gay men and lesbians is a complicated one to comprehend fully. As I have pointed out, it is deeply rooted in our cultural and religious history primarily to the extent that we in Canada draw from a Judeo-Christian heritage. Ultimately the discrimination finds roots in this heritage, although other reasons are sometimes cited assuming this cultural and religious basis.

There is no other rational reason for discrimination without it. I would like to stress that point too because, as I point out later, sometimes we look to nature, medicine or law, but underlying each of those is an old, old religious tradition.

• 1800

Often it is said that homosexuals are promiscuous. Gay men and lesbians are frequently shunned and judged because of this charge, and yet those who accuse and judge seldom take responsibility for their role in bringing about the very situation they condemn. I look to the law and I look to the churches in speaking about this issue because there is no avenue within the law, and churches present no option for gay men and lesbians to have meaningful relationships that are sanctioned or blessed. Those who have access to power, whether legal or religious, have often abused it in discriminatory ways that place gay men and lesbians in oppressive situations that give no exit to dignity and honour in the eyes of society.

Gay men and lesbians frequently have been told by their families that they do not belong to them, by the church that they are desperate sinners because of their affectional orientation, by medical doctors that they are sick, by the Armed Forces that they are a security risk, and by the law that they are criminals. In the face of this onslaught, it is amazing that so many homosexuals are emotionally stable and sexually responsible. It is important to realize that homosexuals do not exist in a vacuum. The actions here are often brought about by the society in which we exist.

The Metropolitan Community Churches are the first Christian denomination to deal with this situation by providing a milieu in which we can begin to sanction, promote and give an encouraging atmosphere for relationships between gay men and lesbians. Within our church we provide a rite of holy union which is comparable to a marriage.

One is often asked: Why make the issue of sexual orientation explicit in the Charter of Rights and Freedoms? When the situation is seen for what it is, I believe the question becomes a moot one. We are living in times that have no precedent, and in our present situation, universality which could formerly be implicit has to be fully explicit. It has to permeate our language and the whole of our way of life.

[Traduction]

La question de la discrimination à l'endroit des homosexuels des deux sexes est complexe et difficile à comprendre parfaitement. Comme je l'ai signalé, c'est un problème qui est profondément ancré dans notre histoire religieuse et culturelle, étant donné surtout que le Canada a à cet égard un patrimoine judéo-chrétien. En fin de compte, la discrimination trouve son origine dans ce patrimoine, même si d'autres raisons sont parfois avancées à partir de cette thèse culturelle et religieuse.

Sans cette interprétation, la discrimination ne peut s'expliquer par aucune autre raison rationnelle. J'aimerais insister sur la chose parce que, comme je le signale plus loin, nous nous fondons parfois sur la nature, la médecine ou le droit même si chacun de ces domaines repose sur des traditions religieuses très anciennes.

On dit souvent que les homosexuels sont de moeurs faciles. Les homosexuels des deux sexes sont souvent tenus à l'écart, jugés même en raison de cette accusation, et pourtant ceux qui accusent, ceux qui jugent, assument rarement la responsabilité du rôle qu'ils ont joué en cette situation même qu'ils condamnent. Je regarde la loi, je regarde les églises lorsque j'en parle parce que ni la loi, ni les églises ne donnent le choix aux homosexuels des deux sexes, ne leur permettant aucune relation solide qui puisse être sanctionnée ou bénie. Ceux qui ont les rênes du pouvoir, qu'il s'agisse du pouvoir juridique ou du pouvoir religieux, ont souvent abusé de ce pouvoir en agissant de façon discriminatoire et en imposant aux homosexuels des deux sexes cette oppression et en ne leur permettant, aux yeux de la société, aucune dignité, aucun honneur.

Les homosexuels des deux sexes se sont souvent fait dire par leurs familles qu'ils en étaient exclus; ils se sont fait souvent dire par l'Église qu'ils étaient des pécheurs irréductibles, en raison de leur orientation affective; ils se sont souvent fait dire par les médecins qu'ils étaient des malades, par les militaires qu'ils représentaient un risque pour la sécurité et par la loi qu'ils étaient des criminels. Face à cette attaque concertée, il est étonnant que tant d'homosexuels aient conservé leur stabilité émotionnelle et leur responsabilité sexuelle. Il est important de bien comprendre que les homosexuels n'existent pas en vase clos. Ces actes dont je parle sont souvent le fait de la société dans laquelle nous existons.

Les Églises communautaires métropolitaines sont la première confession chrétienne qui se soit attaquée à cette situation en créant un milieu dans lequel nous pouvons commencer à sanctionner, à promouvoir et à encourager les relations entre homosexuels, quel que soit leur sexe. Notre Église leur donne la possibilité d'une sainte union par un rite comparable à celui du mariage.

On nous pose souvent la question suivante: pourquoi parler explicitement dans la Charte des droits et libertés du problème de l'orientation sexuelle? Lorsqu'on voit la situation telle qu'elle est, cette question devient selon moi controversée. Nous vivons à une époque qui ne connaît aucun précédent et, dans notre situation actuelle, l'universalité qui, jusqu'ici, avait pu être implicite, doit devenir parfaitement explicite. Elle doit transcender notre langue ainsi que tout notre mode de vie.

[Text]

Specific issues: Being aware of the fact that others have done a fine job in presenting a wide range of issues of discrimination toward gay men and lesbians, including employment, the Armed Forces, security issue and immigration, I wish to focus on several issues that are related to the religious and cultural heritage that I have noted above.

The first one I draw your attention to is marriage. As a pastor of MCC, I often have performed, or am allowed to perform, marriages for heterosexual couples, fully sanctioned by the state and blessed in society. If the similar kind of religious ceremony is performed for a homosexual couple, a holy union, there is no legal support of that, no benefits or responsibilities provided, and that is discrimination. As previously noted, the charge of promiscuity is often entered against gay men and women. Because of the overall religious tradition of this country, the only acceptable avenue of sexual expression for homosexuals is a dead-ended one, celibacy. There are no ways of forming a religiously and socially recognizable relationship. Many gay men and lesbians have nevertheless formed long-lasting and responsible relationships, but these were and are never legally sanctioned or, until the UFMCC, officially blessed by any Christian denomination.

We do now provide a rite of holy union for homosexual couples, offering counselling, support and recognition. As a Christian denomination, this is a rite of our church and it deserves the same official respect and recognition that similar rites, such as marriage, now have in other Christian denominations. Such official respect and recognition is non-existent, and without explicit mention of sexual orientation in the Charter of Rights and Freedoms, homosexual couples are faced with either existing in an unjust and discriminatory situation or appealing to an existing legal structure in a cost-prohibitive process to prove that what was implicit in the charter is indeed theirs. This is an important point to make. This is an important point to make. There are many couples who have had a holy union, and in order to have rights that are implicit in the charter they have to take it to a court to have it proved in a cost-prohibitive process. I think you will agree with me that this is discrimination.

Religious discrimination: Implied above but needing to be brought to the full attention of the committee is the religious discrimination that arises from a culture and a history that is based on the traditional Judeo-Christian interpretation of the scriptures that condemn homosexuality. Denominations vary

[Translation]

Problèmes ponctuels: Etre conscient du fait que d'autres ont déjà fait un excellent travail en présentant toute une gamme de problèmes à caractère discriminatoire dont souffrent les homosexuels des deux sexes, notamment du point de vue de l'emploi, des Forces armées, la question du risque pour la sécurité et l'immigration, et je voudrais maintenant aborder plusieurs problèmes qui ont trait au patrimoine religieux et culturel que je vous ai déjà signalés.

Le premier problème sur lequel je voudrais attirer votre attention est celui du mariage. En tant que pasteur de l'ECM, j'ai souvent sanctionné ou permis que soient sanctionnés des mariages pour des couples hétérosexuels, lesquels sont sanctionnés par ailleurs sans réserve par l'État et acceptés par la société. Par contre, si une cérémonie religieuse semblable est effectuée à l'intention d'un couple homosexuel, une sainte union en quelque sorte, la loi ne la sanctionne pas, aucun avantage ne peut en être tiré, aucune responsabilité n'existe, et cela, c'est de la discrimination. Comme je le signalais plus tôt, on accuse souvent les homosexuels des deux sexes d'être de mœurs faciles. Étant donné la tradition religieuse de notre pays, la seule solution acceptable pour les homosexuels est, du point de vue de l'expression sexuelle, une solution sans issue, le célibat. Il est impossible de former une union qui soit acceptable et reconnue du point de vue de la religion et de la société. Nombreux sont les homosexuels, qui malgré tout, ont forgé des unions de longue durée, en partenaires responsables, mais ces unions n'ont jamais été sanctionnées par la loi et jamais, jusqu'à la création de la CUECM, n'ont jamais été officiellement bénies par une Église de confession chrétienne.

À l'heure actuelle, nous offrons aux couples homosexuels une cérémonie d'union sanctifiée, nous offrons des services-conseils, des services de soutien et une reconnaissance officielle. Puisque nous sommes de confession chrétienne, il s'agit d'un rite de notre Église qui mérite par conséquent le même respect officiel et la même reconnaissance officielle que d'autres rites semblables, tel le mariage, qui ont le respect et la reconnaissance des autres Églises de confession chrétienne. Ce respect officiel, cette reconnaissance officielle n'existent pas et, à défaut d'une mention explicite de l'orientation sexuelle de la Charte des droits et libertés, les couples homosexuels doivent soit se contenter d'exister dans un contexte injuste et discriminatoire ou se résoudre à faire appel à une structure judiciaire existante, un recours excessivement coûteux, pour prouver que ce qui figure implicitement dans la Charte leur appartient effectivement. Voilà un argument d'importance. C'est donc un argument important à faire valoir. Il existe bien des couples dont l'union a été sanctifiée mais qui, pour pouvoir bénéficier des droits implicites dans la charte ont dû se tourner vers les tribunaux pour avoir gain de cause, un recours dont le coût est prohibitif, et vous serez je pense d'accord avec moi pour dire que c'est de la discrimination.

• 1805

Discrimination religieuse: implicite, comme je le relève ci-dessus, mais qui doit absolument être porté à l'attention du comité car elle découle d'une culture et d'une histoire basée sur l'interprétation judéo-chrétienne des écritures qui condamnent l'homosexualité. Les différentes confessions ont des opinions

[Texte]

on a vast number of questions and are still given full legal and social acceptance, including legal recognition of rights or sacraments of marriage.

It is important to point out that in Canada to have religious freedom one does not need to be a Christian or from the Jewish faith. We recognize rights and ceremonies, sacraments of different denominations, and in this instance a right or a sacrament of our church needs to be recognized with equality. Implicit recognition of rights and freedoms for gay men and lesbians gives only tolerance and denies explicit affirmation of their rightful place in the human community. Unless the right of holy union for homosexual couples is given the same legal recognition, support and benefits enjoyed by homosexual couples who are married or cohabit together, the fact that religious discrimination exists cannot be denied.

Some of the recommendations I bring before the committee are because of the situation of oppression and discrimination toward gay men and lesbians. I recommend that the committee take an active role in bringing about truth and justice. I recommend endorsement and support of Private Member's Bill C-225 to amend the Canadian Human Rights Act to include sexual orientation as a prohibitive grounds of discrimination federally. I recommend that laws that do discriminate against lesbians and gay men in the areas of employment, the armed forces, spousal relationships, religious liberty, etc., be examined and that full rights and freedoms be guaranteed those homosexuals in relationships, including those that have had a formal religious right of holy union, and granted at least the same respect, support, dignity and benefits that are currently bestowed upon those heterosexual couples living in a common law relationship. I recommend that an amendment to subsection 15.1 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms be sought to explicitly include sexual orientation.

With that I conclude my summary of the brief I presented to you.

The Chairman: Reverend Bergeron, I would like to say how helpful it is to our committee to have this particular brief at this juncture in our work. As you very well know, Mr. Robinson's private member's bill has been referred to our committee. It deals with questions of sexual orientation and changes in federal laws. We will be reporting on that subject in about four weeks' time, and based on some discussions in the committee to date we will be making certain recommendations.

I must say that it will not be a surprise to you to know that this is a difficult issue for a parliamentary committee. We have received many briefs and submissions such as yours and from other representatives of the churches, including what might be

[Traduction]

divergentes sur un grand nombre de questions et pourtant la société et le droit les acceptent comme ils acceptent et reconnaissent les droits ou les sacrements du mariage.

Il est important de signaler qu'au Canada, pour jouir d'une liberté religieuse, il ne faut pas nécessairement être chrétien ou juif. Nous reconnaissons les droits et les cérémonies, ainsi que les sacrements de diverses autres confessions, et en l'occurrence l'un des droits ou l'un des sacrements de notre propre Eglise mérite d'être reconnu de la même façon. La reconnaissance implicite des droits et libertés des homosexuels des deux sexes ne produit qu'une simple tolérance tout en refusant l'affirmation explicite de la place qui leur revient de droit dans la communauté humaine. Aussi longtemps que le droit a une union sanctifiée pour les couples homosexuels ne recevra pas la même reconnaissance de droits, aussi longtemps que les couples homosexuels qui sont mariés ou qui cohabitent n'auront pas les mêmes avantages et les mêmes secours, on ne saura nier le fait qu'il y ait discrimination religieuse.

Certaines des recommandations que je sou mets au comité découlent précisément de l'oppression et de la discrimination qui s'exercent à l'endroit des homosexuels des deux sexes. Je recommande au comité de prendre une part active au rétablissement de la vérité et la justice. Je recommande que vous donniez votre soutien au projet de loi d'initiative parlementaire C-225 modifiant la loi canadienne sur les lois de la personne pour ajouter à la liste des motifs de discrimination interdits au point de vue fédéral l'orientation sexuelle. Je recommande que les lois qui font de la discrimination à l'endroit des homosexuels des deux sexes dans le domaine de l'emploi, des forces armées, des relations entre époux et de la liberté religieuse, pour ne nommer que ceux-là soient examinées et que les homosexuels aient la garantie de pouvoir jouir de tous les droits et de toutes les libertés dans leurs relations, au nombre desquels ceux qui ont eu déjà officiellement le droit religieux à une union sanctifiée, et que ces homosexuels reçoivent au minimum le même respect, le même appui, la même dignité et les mêmes avantages que ceux dont jouissent déjà les couples hétérosexuels vivant en union libre. Je recommande que soit amendé le paragraphe 15.1 de la charte canadienne des droits et libertés afin de mentionner explicitement l'orientation sexuelle.

Voilà qui conclut le résumé du mémoire que je vous ai présenté.

Le président: Mon révérend, j'aimerais vous dire à quel point il nous a été utile de recevoir votre mémoire à ce moment particulier de nos travaux. Comme vous le savez fort bien, le projet de loi d'initiative parlementaire de M. Robinson a été référé à notre comité et il porte sur les questions de préférence sexuelle et les changements apportés aux lois fédérales. Nous ferons rapport à ce sujet dans quatre semaines environ et, d'après les discussions que nous avons déjà eues en comité, il semble que nous allons formuler certaines recommandations à cet égard.

Je dois ajouter, vous n'en serez pas étonné, que cette tâche n'est pas facile pour un comité du parlement. Nous avons reçu bien des mémoires, bien des exposés comme le vôtre et nous en avons reçu de la part d'autres représentants des églises, des

[Text]

termed mainline Canadian churches, supportive of including rules in our federal laws that would make it wrong to discriminate against individuals on the basis of their sexual orientation. Yet at the same time, I have certainly received many letters coming to me as chairman of this committee, including a number from clergymen, that take a very strong exception to any such move and found their opposition on scriptural passages as well as on other grounds, all of which I am sure you are familiar with.

• 1810

So just to reiterate, it is exceedingly helpful to us at this juncture to have set out as you have the research that has been done, looking at Scripture, to see what basis may or may not be there to justify or condemn present attitudes and practices as far as homosexuality are concerned. The issue has really received considerable discussion over the course of our committee hearings, from coast to coast, from several hundred organizations and individuals—perhaps really the first time ever that a parliamentary committee has broached this subject and, I think it is safe to say as well, the first time that such a forum has been given to bring to light some of the forms of discrimination that are practised, based on sexual orientation, and so it is very helpful to us to have the benefit of what you have said.

I know several members on the committee have other questions they would like to ask you, and we will begin with Pauline Browes, the member for Scarborough Centre.

Mrs. Browes: Thank you very much, Mr. Chairman.

You have brought to the attention of this committee a subject we have heard quite a bit about right across the country. We have met with one of your colleagues from the Metropolitan Church in Winnipeg and heard her views on this particular subject, and so we welcome you here today to give us the perspective from representing this district and five churches—two in Toronto, and one each in London, Ottawa, and Montreal—as stated in your brief. I was wondering if you might just tell me how many persons are represented in your district and how many members you have in your churches?

Rev. Bergeron: Another right of our church is the right of membership. The word “membership” actually means somebody who has gone through a section learning about the church, its history, its ministry, different things like that, and so it is a different figure than the number of people who attend the service.

MCC Toronto, the largest, has two Sunday services—one in the morning and one in the evening—and approximately 115 persons attend each service. The next largest perhaps is the London church, which is approximately 40 to 50 persons per service; then Ottawa, which is right now about 40 persons per service. Christus in Toronto is relatively new, as are the London and Ottawa churches, and it has probably about 30 persons. In December we establish in Montreal, which is just beginning. For example, here in Ottawa, where we have an attendance of 40 people, we administer to approximately 150

[Translation]

églises qu'on pourraient appeler traditionnelles, et qui se rallient à l'idée d'inscrire dans nos lois fédérales des dispositions qui interdiraient la discrimination individuelle fondée sur la préférence sexuelle. Pourtant, dans la même veine, j'ai également reçu bien des lettres qui m'ont été adressées parce que je suis président du comité, des lettres notamment venant de gens d'église, des lettres s'opposant vigoureusement à une telle initiative et qui invoquaient des extraits des écritures et bien d'autres raisons que vous connaissez fort bien, j'en suis persuadé.

Bref, il nous est extrêmement utile à ce stade d'examiner, comme vous l'avez fait, la recherche qui a été faite, en étudiant les écritures, afin de voir s'il y aurait lieu de justifier ou de condamner les attitudes et pratiques actuelles vis-à-vis de l'homosexualité. C'est une question qui a été longuement débattue lors des audiences de notre Comité à travers le pays par plusieurs centaines d'organismes et d'individus—c'est peut-être la première fois qu'un comité parlementaire s'attaque à ce sujet, et je crois même pouvoir dire que c'est la première fois que l'on bénéficie d'un tel forum pour mettre en lumière certaines formes de discrimination fondée sur les préférences sexuelles. Ainsi, ce que vous venez de nous exposer nous est d'une très grande utilité.

Je sais que certains membres du Comité ont d'autres questions qu'ils aimeraient vous poser et nous allons commencer par Pauline Browes, députée de Scarborough-Centre.

Mme Browes: Merci beaucoup, monsieur le président.

Vous avez attiré l'attention de ce Comité sur un sujet dont nous avons beaucoup entendu parler à travers le pays. Nous avons rencontré un de vos collègues de l'Eglise métropolitaine de Winnipeg et nous avons entendu ses idées sur ce sujet. Nous vous souhaitons donc la bienvenue ici aujourd'hui, pour entendre votre point de vue à titre de représentants de ce district et de cinq églises—deux à Toronto, et une dans chacune des trois villes: London, Ottawa, Montréal—tel qu'indiqué dans votre mémoire. Je me demande si vous pourriez me dire combien de personnes sont représentées dans votre district et combien sont membres de vos églises?

Le révérend Bergeron: Un autre des droits de notre Eglise est le droit d'affiliation. Ce terme «affiliation» signifie en fait que la personne a étudié l'histoire de l'Eglise, son ministère, etc., et ce chiffre n'est donc pas le même que le nombre de personnes qui assistent aux services.

L'Eglise communautaire métropolitaine de Toronto, la plus grande, a deux services le dimanche—l'un le matin et l'autre le soir—et environ 115 personnes assistent à chaque service. Ensuite, nous avons sans doute l'Eglise de London, avec environ 40 à 50 personnes par service; suivie d'Ottawa, qui a environ 40 personnes par service. Christus à Toronto est assez nouvelle, tout comme les églises de London et d'Ottawa, et elle a environ 30 personnes. Nous allons nous établir à Montréal en décembre, où nous ne faisons que commencer. À Ottawa, par exemple, environ 40 personnes assistent, alors que notre

[Texte]

to 200 people. That means they do not all come every Sunday. Some do once a month, or whatever.

Mrs. Browes: Thank you for that information. In your recommendations, specifically the third one, you believe that you would recommend that sexual orientation be included in the charter itself. I was wondering if you would take the position that with only some items delineated in the charter, particularly no discrimination against age and origin, that has only mentioned a few of the items; that in fact sexual orientation could be a ground that there is no discrimination allowed at the present time, if you take the position that the section is open-ended. What would be your comments on that?

• 1815

Rev. Bergeron: As I have pointed out, if it were open-ended, what it does . . . Right now, for example, if a couple would have a holy union, they have to go through a lengthy court battle to prove those rights exist. For example, if a couple has a holy union, looking here in Ontario, for the Ontario OHIP or for insurance plans they are all spelled out as "spouse", meaning male/female, etc. All those things automatically happen for heterosexual couples.

We could say you have to fight that battle in a court. Very few individual couples or churches can afford to do that. For example, this is an off-the-side subject, but here in Ontario no denomination can perform marriages until it has existed in this province for 25 years. MCC has not existed in Ontario for 25 years yet. We have not been able to fight that court battle to perform heterosexual marriages, so we have to go to Quebec or somewhere else to do that, if those people want to, or we usually refer to somebody in the United, the Roman Catholic or the Anglican Church to do that for us. That kind of thing, bringing that awareness, needs to be explicit.

The other thing is that, as I pointed out with the situation in Nazi Germany, with this implicit nature people generally move within a kind of vacuum, that they have nothing to point their moral direction towards. For example, Jews could be slaughtered because there was no specific mention. There was a strong cultural heritage against the Jews, but no specific thing to say this was illegal. So people could come and say they were following orders and there was nothing illegal about that.

Mrs. Browes: I understand your position. Thank you very much.

Rev. Bergeron: Thank you.

The Chairman: Thank you. Next is Svend Robinson.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

I would like to join in welcoming you before the committee. As I believe both Pauline and our chairperson indicated, we have really had an extraordinary participation right across the country by the gay and lesbian community, a historic participation by that community in every area we visited with our public hearings. I am aware of the excellent work the MCC is

[Traduction]

ministère s'étend sur 150 à 200 personnes. Cela veut dire qu'ils ne viennent pas tous chaque dimanche. Il y en a qui ne viennent qu'une fois par mois, par exemple.

Mme Browes: Je vous remercie de ces renseignements. Vous indiquez dans vos recommandations, en particulier la troisième, que les préférences sexuelles devraient sans doute être inscrites dans la charte. Je me demande quelle serait votre opinion si l'on ne précisait que certains points dans la Charte, en particulier la non-discrimination en vertu de l'âge et de l'origine, pour ne mentionner que certains des points; en fait, la préférence sexuelle signifierait que l'on ne permet aucune discrimination actuellement, si l'on en fait un article de nature générale. Quels sont vos commentaires là-dessus?

Le rév. Bergeron: Comme je l'ai signalé, si l'article demeure général, ce qui se produit . . . Actuellement, par exemple, si un couple veut s'unir par les liens du mariage, il doit entamer de longues poursuites judiciaires afin de démontrer que ces droits existent. En Ontario, dans le cas d'un couple uni par les liens du mariage, le régime d'assurance-maladie de la province ainsi que d'autres régimes d'assurance utilisent tous le terme de conjoint, ou conjointe. Ce sont des choses qui sont automatiques dans le cas de couples hétérosexuels.

C'est une bataille qu'il faut mener devant les tribunaux. Très peu de couples ou d'Églises peuvent se le permettre financièrement. J'ouvrirai une parenthèse pour ajouter qu'en Ontario, aucune confession ne peut célébrer de mariage avant d'être établie depuis 25 ans dans la province. Ce n'est pas le cas pour notre Église. Nous n'avons pas pu engager de poursuites pour obtenir le droit de célébrer des mariages hétérosexuels. Nous devons donc aller au Québec ou ailleurs, si ces personnes le désirent, ou, le plus souvent, nous faisons appel à quelqu'un de l'Église unie, catholique romaine ou anglicane. C'est le genre de choses qui exige une plus grande sensibilisation.

De plus, comme je l'ai signalé dans le cas de l'Allemagne nazie, lorsque c'est implicite, les gens se retrouvent dans une sorte de vide. Ils n'ont plus de direction morale. On pouvait massacrer les Juifs, par exemple, parce qu'il n'y avait aucune mention précise. La tendance culturelle était fortement anti-juive, mais rien ne disait que c'était illégal. Les gens pouvaient donc prétendre qu'ils suivaient les ordres, et ce n'était pas illégal.

Mme Browes: Je comprends votre position. Je vous remercie.

Le rév. Bergeron: Merci.

Le président: Merci, nous passons à Svend Robinson.

M. Robinson: Merci, Monsieur le président.

Je voudrais à mon tour vous souhaiter la bienvenue devant le Comité. Comme Pauline et notre président l'ont indiqué, la participation de la collectivité homosexuelle et lesbienne du pays a été extraordinaire, exceptionnelle, partout où nous avons eu des audiences publiques. Je suis conscient de l'excellent travail que font les Églises communautaires métropolitaines.

[Text]

doing in a number of areas in Canada, including, I might say, in my own area of the Greater Vancouver community.

I think you point out a very important function of the church in that in so many instances there is criticism of the gay community for promiscuity, and yet every possible pressure from society would result in the dissolution of relationships. The MCC is one of the only positive forces in society that is encouraging that kind of union. So I think it is really important work that you are doing, and I want to commend you on the record for that. We have heard not just from gays and lesbians; we have also heard from parents, from families, from former spouses, and as I say, it has really been a tremendous experience.

I want to raise two brief issues, because I know the time is limited. First, to what extent have you perceived a problem with respect to some extreme elements in the fundamentalist community? I emphasize that I am not talking about the fundamentalist churches per se, but some extreme elements. I am thinking specifically of people such as Jimmy Swaggart, who really preaches hatred, unfortunately. He has gone so far as to say that those who support homosexuals should perhaps be condemned to death and he relies upon various biblical passages in that. To what extent have you seen this as a problem in the Ottawa area? Is this kind of philosophy being aired to any significant extent in this community?

Rev. Bergeron: It is not as vocal here as it is, certainly, from people such as Jimmy Swaggart or the quote I mentioned from Jerry Falwell, whom we took to court in the United States. The oppression is more a silent one. We have had some fundamental groups speak out against us. It is more of a closed door policy. In other churches when we start an MCC, we usually appeal to a local congregation of another denomination to see if we can use their building, and that has happened throughout Canada, the United States, Europe, Africa, wherever we are. Here in Ottawa, we appealed to almost every denomination reasonable within the city. There are some with whom we knew we would have no hope to use space, and in this city churches that have helped us in other cities were not willing to.

• 1820

The issue was sometimes said to be an issue of room, but, as we had discussions with some of the churches, their own people brought it up: Let us talk to the issue; it is on the sexuality; it is not the issue of room. So we meet in a community centre here and we are one of the few churches in North America that is not worshipping along with another denomination.

Mr. Robinson: I see.

I have just one other question, if I may, Mr. Chairman.

We have a rather interesting juxtaposition of witnesses this afternoon. Following you, we are going to be hearing from the

[Translation]

nes dans plusieurs endroits au Canada, y compris dans ma propre région de l'agglomération de Vancouver.

Vous signalez une des tâches très importantes de l'Eglise, car l'on critique souvent la collectivité homosexuelle à cause de sa promiscuité. Pourtant, il semble que la société exerce des pressions de toute part afin de dissoudre ces relations. Votre organisme représente une des seules forces positives de la société qui encourage ce type d'union. Je trouve que vous faites un travail très important et je veux vous en féliciter officiellement. Nous avons entendu non seulement les homosexuels et les lesbiennes; mais aussi les parents, les familles, les ex-époux. Cela a été une expérience extraordinaire.

Je veux soulever deux courtes questions parce que je sais que nous sommes limités par le temps. Tout d'abord, percevez-vous des difficultés avec les éléments extrémistes du milieu fondamentaliste? Je ne parle pas des Églises fondamentalistes comme telles, mais plutôt des éléments extrémistes. Je pense en particulier à des personnes telles que Jimmy Swaggart, qui prêche la haine malheureusement. Il a même été jusqu'à dire que ceux qui soutiennent les homosexuels devraient être condamnés à mort et il se base sur certains passages de la bible. Dans quelle mesure pensez-vous que cela est une difficulté dans la région d'Ottawa? Est-ce le genre de principes que l'on soutient dans cette collectivité?

Le rév. Bergeron: Ce n'est pas exprimé aussi ouvertement que chez Jimmy Swaggart ou Jerry Falwell, que j'ai déjà cité et que nous avons mené devant les tribunaux aux États-Unis. Il s'agit plutôt d'une oppression silencieuse. Certains groupes fondamentalistes ont pris position contre nous. Leur politique est plutôt de garder leur porte fermée. Ailleurs, lorsque nous voulons lancer une Église communautaire métropolitaine, nous faisons appel normalement à une congrégation locale d'une autre confession pour obtenir l'usage de leur bâtiment. C'est ce que nous avons fait partout au Canada, aux États-Unis, en Europe, en Afrique, là où nous nous trouvons. Ici, à Ottawa, nous avons fait appel à presque toutes les confessions de la ville. Nous savons qu'avec certains nous n'avons aucune chance d'obtenir des locaux, et certaines églises dans cette ville ont refusé de nous aider, alors qu'elles l'ont fait dans d'autres villes.

On a parfois allégué que c'était par manque de place, mais au cours de nos discussions avec certaines Églises, ce sont leurs propres membres qui nous ont fait remarquer que la question portait, en réalité, sur les problèmes sexuels et non sur le manque de place. Nous nous réunissons donc ici dans un centre communautaire et nous sommes l'une des rares Églises d'Amérique du Nord à ne pas célébrer le culte avec une autre secte.

M. Robinson: Je vois.

Il me reste une autre question, si vous me le permettez, monsieur le président.

Cet après-midi nous avons eu une curieuse succession de témoins. Tout de suite après vous, nous allons entendre les

[Texte]

RCMP Divisional Staff Relations Representatives, and I note that in their brief to the committee they would appear to agree with the concerns that were raised by the Commissioner of the RCMP with respect to retaining individuals in the force or hiring individuals in the force who happen to be homosexuals. I must say that one of the most blatantly homophobic documents I have ever seen was the document tabled by the commissioner on that particular subject.

These witnesses who are appearing next say:

We think it is fair to say that the views of our members reflect in a general sense the attitudes and values of the communities in which they reside. The attitude of the public toward homosexuals is not especially benevolent. Their employment on operational police duties, with public knowledge of their sexual preference, would create immense difficulties. The communities we police are not yet ready to knowingly accept a homosexual policeman and neither are the majority of members of the RCMP.

I am certainly going to be asking those witnesses some questions as to how they draw that conclusion, but perhaps you would just like to comment with respect to that kind of attitude and philosophy and the impact it has on the people you serve.

Rev. Bergeron: I think there is a certain amount of truth. It is a vicious circle. That kind of attitude promotes an ongoing homophobia. We say the society is not ready and... It is similar to issues this country or other countries have dealt with with race, with black people. I can hear the same thing: instead of saying homosexual, to say a black person, or with women, to hear we are not ready for women in the police forces or something like this.

It is the same kind of issue, and I think there is a lot of information with how that kind of change comes about. First is openness and the issue of security in the armed forces. When people do not stand to lose anything by who they are then the issue of security is lost; homosexuals are not the security risk that is constantly brought up. So we are in a process of changing this, and it has to begin.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you very much.

In the course of the last half hour or so reference has been made to the difference in attitudes on the subject within the Church. It will not surprise anybody to know that those same differences are reflected in the House of Commons, and indeed among the various people, as Mr. Robinson has noted, who appear before us representing different views. So all and all you will know that our committee, the seven MPs that are seized with this subject, are grappling with something that goes right to the core of what individual legal rights are all about in a free and democratic society.

It is not an easy question, but it is not one we are going to side-step. We will be doing our best to come forward with

[Traduction]

représentants de la GRC, qui, dans leur mémoire au Comité, semblent partager les inquiétudes exposées par le Commissaire de la GRC sur l'enrôlement dans ses rangs de personnes qui se trouvent être homosexuels. Le document présenté sur ce sujet par le commissaire est certainement l'un de ceux qui, à ma connaissance, exprime de la façon la plus brutale la répulsion à l'égard des homosexuels.

Voici ce que disent les témoins qui vont vous succéder:

Nous voudrions faire remarquer qu'en toute justice, les opinions de nos membres reflètent, d'une façon générale, les attitudes et les valeurs des collectivités dans lesquelles ils résident. D'une façon générale, les homosexuels ne rencontrent pas beaucoup de bienveillance dans la société. Si leur préférence sexuelle était connue, leur emploi dans des opérations de police créerait d'immenses difficultés. Les collectivités dans lesquelles nous opérons ne sont pas encore mûres pour accepter dans les Forces de police des gens qu'ils savent être homosexuels, et on pourrait en dire autant de la majorité des membres de la GRC.

Je vais certainement demander à ces témoins comment ils parviennent à ces conclusions, mais vous avez probablement vous-même des choses à nous dire sur ce genre d'attitude et de système de valeurs et sur ces répercussions sur les membres de votre congrégation.

Le révé. Bergeron: Cette affirmation n'est pas dénuée de fondement, et nous sommes enfermés dans un cercle vicieux. Ce genre d'attitude attise constamment l'aversion contre l'homosexualité. Nous disons que la société n'est pas mûre et... Des réactions similaires ont existé par le passé, dans ce pays et dans d'autres, à l'égard des gens d'autres races, les Noirs en particulier. Le terme «homosexuel» est parfaitement interchangeable avec «Noirs» ou «femmes» dans toutes les affirmations faites par la GRC.

C'est le même genre de problème, et l'on sait très bien comment faire changer les attitudes. Il faut aborder d'abord la question de l'affirmation de soi, de la sécurité dans les forces armées. Lorsque les gens peuvent s'affirmer sans avoir rien à craindre, la question de sécurité ne se pose plus, et les homosexuels ne constitueraient plus le risque que l'on invoque toujours à leur propos. C'est par là qu'il faut commencer, et nous sommes en voie de changer cela.

M. Robinson: Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Merci beaucoup.

Il a été question, au cours de la dernière demi-heure, des différences d'attitude au sein même de l'Eglise. Vous n'aurez donc guère lieu d'être surpris que ces mêmes différences se manifestent à la Chambre des communes, et, comme le faisait remarquer M. Robinson, parmi les différents témoins qui comparaissent devant nous. Vous comprendrez donc que notre Comité, à savoir les sept députés qui se penchent sur cette question, s'attaquent là à une question qui porte sur l'essence même des droits de la personne dans une société libre et démocratique.

Si ardue que soit cette question, nous n'allons pas l'éluder. Nous ferons de notre mieux pour présenter des recommanda-

[Text]

recommendations to Parliament on this subject, and I just want to say to all people who have appeared before us, yourselves included, that it has been very helpful to have the benefit of what you have been able to tell us. I would like to thank you both for being here this afternoon.

Rev. Bergeron: Thank you, Mr. Chairman. Thank you, committee members.

The Chairman: Finally for this afternoon I am delighted to call on two representatives of the RCMP Divisional Staff Relations Representatives, Staff Sergeant Vic Pankratz and Staff Sergeant Dave Tough, of the National Executive. I understand you have both travelled from Saskatchewan.

Staff Sgt. Vic Pankratz (Representative, RCMP Divisional Staff Relations): Just myself, sir.

The Chairman: I see. Well, welcome to Ottawa. I hope you find it hospitable. I want to thank you for having made available to the committee members your brief so well in advance of the hearing.

• 1825

It gave us an opportunity to study it and become more familiar with the great deal of background material you have provided in support of that. It is a very thorough brief and I am very happy to have it.

I would now invite you to speak to that and give us the benefit of your thinking, as set out in the brief. Then we will have some questions and discussions with the Members of Parliament on the committee.

Staff Sgt. D. Tough: (Staff Relations Representative, RCMP): Mr. Chairman, on behalf of the Divisional Staff Relations program in the RCMP, I would like to thank the committee for taking the time to allow us to appear this evening. We do not intend to go over our brief before you. We hope you received it, sir, in sufficient time to study it, along with the other mounds of paper we know you must have.

As you recall, our brief generally touches the issues of mandatory retirement age and the discrimination sections that we feel are discriminatory in the calculation of benefits under the RCMP Superannuation Act, both with respect to officers and civilian members of the force.

We would like to discuss our experience with female members of the force in operational policing and the issue of sexual orientation. We would like to close, Mr. Chairman, by simply stating that the work of this committee is viewed with much interest by members of the RCMP and we very much look forward to your recommendations.

With that, I thank you.

The Chairman: Thank you. In this very room, almost at the outset of our deliberations, we heard from the Commissioner himself. So it sort of closes the circle quite nicely that in this final week of our hearings, you are appearing before us.

[Translation]

tions au Parlement sur ce sujet, et je voudrais dire à tous ceux qui ont comparu, vous inclus, que votre message a été entendu et nous a été fort utile. Je vous remercie d'avoir bien voulu venir cet après-midi.

Le rév. Bergeron: Merci, monsieur le président, ainsi que vous, mesdames et messieurs.

Le président: Je suis heureux de donner la parole cet après-midi à deux représentants des relations du personnel de la GRC, le sergent Vic Pankratz et le sergent Dave Tough, de l'exécutif national. On me dit que vous êtes venus spécialement de la Saskatchewan.

Le sergent Vic Pankratz (représentant divisionnaire des relations fonctionnelles de la GRC): Seulement moi, monsieur.

Le président: Je vois. Bienvenue à Ottawa. J'espère que vous vous y sentirez à l'aise. Je vous remercie d'avoir fait parvenir votre mémoire au Comité aussi longtemps à l'avance.

Cela nous a permis de le lire et d'étudier à fond la documentation considérable que vous avez jointe à l'appui. C'est un document très fouillé, et nous vous en remercions.

Vous avez maintenant la parole pour nous faire part de vos réflexions telles qu'elles sont exposées dans le mémoire, et nous demanderons ensuite aux membres du Comité de vous poser des questions.

Le sergent D. Tough (représentant des relations fonctionnelles, GRC): Monsieur le président, au nom du programme divisionnaire des relations fonctionnelles de la GRC, je remercie le Comité de me consacrer son temps ce soir. Nous n'avons pas l'intention de revoir le mémoire avec vous, nous espérons que vous l'avez reçu suffisamment à temps pour en prendre connaissance, malgré l'avalanche de documents que le Comité doit recevoir.

Vous vous souvenez sans doute que notre mémoire traite, d'une façon générale, des questions touchant à l'âge obligatoire de la retraite et des passages de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, qui, à notre avis, sont discriminatoires tant à l'égard du personnel militaire que civil membre de la GRC.

Nous aimerions également parler de notre expérience avec les membres féminins engagées dans des opérations de police, ainsi que de la question de l'orientation sexuelle. En conclusion, Monsieur le président, nous voudrions simplement faire savoir au Comité que ses travaux sont suivis avec un vif intérêt par les membres de la GRC et que nous attendons de prendre connaissance de vos recommandations.

Ceci dit, je vous remercie.

Le président: Merci beaucoup. Au début de nos délibérations, nous avons entendu, ici même, le témoignage du Commissaire en personne. La boucle est donc bouclée puisque c'est vous qui comparez pendant la dernière semaine de nos audiences.

[Texte]

I would ask Pauline Browes to lead off.

Mrs. Browes: Thank you very much, Mr. Chairman. We do appreciate your coming to the final lap of our committee hearings. We will be finishing up very soon, after a trip to Vancouver and Calgary. I notice you are dealing specifically with some of these issues that are very broad.

I would like to talk about female members of the force. How are you able to rationalize your position in relation to section 15, and I say that with a few additional remarks? As we look at section 15, I do believe the Minister could have taken section 15 and perhaps come up with laws and changes of programs. I do believe it is important personally that we have been able to get around and about Canada and listen to what people have to say, what Canadian society believes our laws and programs should be in relation to section 15. I think there are some basic things in section 15 and in your section concerning female members of the force... I was wondering how you might be able to rationalize your position where you say, it is our view that general acceptance of females within the Force, would suffer a set back if quotas were set to increase the percentage of female members through an affirmative action program. How do you rationalize section 15 with your position?

S/Sgt. Pankratz: If, for example, an affirmative action program were implemented that meant female members were to receive preferences in terms of postings, promotions, and so on, I am quite satisfied there would be a backlash by the male members who have gone through their service in the organization to wherever the force has called them. They have endured whatever comes with the occupation, waiting their normal promotions and the preferential postings they are looking for. If, by virtue of the fact you are a female member, you were to get promoted sooner, you received a preferential posting, I am quite convinced there would be a backlash by the male members.

• 1830

Mrs. Browes: Well, I do agree with your following statement that female applicants should be accepted solely on merit. I do believe that you have to do the job. But I gather from your statement that you think there is something more than merit.

S/Sgt Pankratz: Again, I go to my opening statement on this subject where I said, generally, that in our view female members are being accepted in the organization. We do not suggest there are no problem areas and, hopefully, that they will be eliminated as time goes on but, generally speaking, from talking with our supervisors who have female members working for them and members, male and female, who are working together, the general feedback is quite positive. We have unit commanders who will stand up and vigorously defend their female members and say they will compare them to any male member.

On the other hand, we have the other extreme also, where we know there is a reluctance and hesitancy to accept female members in all aspects of their role as a policeman. But I think those instances are decreasing and that we are making

[Traduction]

Je vais d'abord donner la parole à Pauline Browes.

Mme Browes: Merci beaucoup, monsieur le président. Nous vous remercions d'avoir bien voulu venir en cette dernière phase de nos travaux. Après Vancouver et Calgary, le Comité en aura en effet terminé. J'ai remarqué que vous abordez certaines questions qui sont très vastes.

J'aimerais parler des membres féminins de la GRC. Comment énoncez-vous votre position par rapport à l'article 15? J'aimerais faire quelques remarques d'explication: à examiner cet article 15, il me semble que le ministre aurait pu proposer, à cet égard, des lois et des changements de programmes. J'ai trouvé personnellement extrêmement important de prendre connaissance de ce que les gens de tout le Canada avaient à dire sur cette question, afin de savoir ce que les Canadiens souhaitent, en matière de lois et de programmes, à propos de l'article 15. Il contient en effet certains éléments fondamentaux, et dans votre chapitre sur les membres féminins de la GRC... Alors comment justifiez-vous votre position lorsque vous dites qu'à votre avis, l'acceptation générale des femmes dans les Forces de la GRC pâtirait si l'on imposait des quotas pour augmenter le pourcentage, par un programme d'action positive. Comment conciliez-vous l'article 15 avec votre position?

Sgt Pankratz: Si l'on mettait en place un programme d'action positive qui aurait pour effet de donner la préférence aux femmes pour les nominations, l'avancement, etc., je suis sûr que les hommes qui ont fait carrière dans l'organisation et qui ont dû accepter d'être envoyés là où on les avait nommés éprouveraient du ressentiment. Ils ont supporté les frustrations du métier, ils ont dû attendre leur avancement et le poste de leur préférence, si le fait d'être femme permettait d'avancer plus rapidement ou d'obtenir le poste de son choix, je suis sûr que les hommes auraient une réaction négative.

Mme Browes: J'approuve parfaitement ce que vous dites par la suite, à savoir que les femmes devraient être acceptées uniquement selon leur mérite. Je suis persuadée qu'il faut que le travail se fasse, mais d'après ce que j'ai cru comprendre, vous pensez qu'il y a autre chose encore que le mérite.

Sgt Pankratz: Dans ma déclaration d'ouverture, à laquelle j'aimerais revenir, je dis bien qu'à mon avis les femmes sont acceptées dans l'organisation. Tout ne se passe pas toujours sans anicroches, certes, mais nous espérons que le temps règlera les problèmes, et d'une façon générale, d'après les conversations que nous avons eues avec nos surveillants, dont les effectifs comptent des femmes, et où femmes et hommes travaillent ensemble, les avis sont généralement favorables. Certains commandants d'unité vont jusqu'à défendre vigoureusement les femmes qui sont sous leurs ordres, en disant qu'elles valent bien n'importe quel homme.

Par ailleurs nous avons également rencontré la situation opposée, à savoir une hésitation et de la résistance à accepter les femmes dans leur rôle de policier. Mais les cas de ce genre sont en diminution, je crois, et la situation évolue favorable-

[Text]

progress, and it is in that context that we suggested an affirmative action program. But if it were to give preferential treatment to members only by virtue of the fact that they are females, I think it would do damage to their acceptance generally.

Mrs. Browes: You indicate that there are some problems. Could you just indicate what they are? Second, you gave the example that, in some cases, women may not be accepted as well as in other cases. How do you deal with the divisions where women are not being accepted as well? What do you do within the force?

S/Sgt Pankratz: Speaking personally from experience only, I can say that there are several avenues which a female member, who feels she is being discriminated against can take, both informally and formally to rectify the situation. I guess what we are dealing with here is the attitudes of some members who may not fully accept female members yet as full-fledged co-policemen. But there are internal measures available to them, as well as to the human rights people in the various provinces, to which these female members can turn to rectify the situation. In addition, there are internal disciplinary procedures. I am certain that if a member were found to be openly discriminating against a female member, disciplinary measures would be invoked.

Mrs. Browes: What are they?

S/Sgt Pankratz: There is a wide range of disciplinary measures, depending, I guess, on the severity of the situation. It could be anywhere from a counselling to going up the ladder to a cautionary warning and service court ultimately. So there is a range roughly of four areas of discipline which could be invoked depending on the severity of the situation.

Mrs. Browes: Well as a member of the community and now as a Member of Parliament, I certainly have very high regard for the RCMP, and would hope that in the future we will have a lot more women in the RCMP as an ideal. How that happens, whether through an educative process or those people who are currently in the RCMP having been educated, I suppose, or having an awareness, I believe personally is a very important aspect that we should be following. I do commend you on the good work you have done to date in terms of the pride that we have as Canadians in the RCMP. Thank you.

S/Sgt Pankratz: Thank you.

The Chairman: Next is Mr. Blaine Thacker, Member of Parliament for Lethbridge—Foothills.

Mr. Thacker: Mr. Chairman, I just want clarification on one point. Are you drawing a distinction between affirmative action in the original and first instance appointment of women, as compared to promotion of your members once they are in the force? I mean, I can see you perhaps drawing a distinction where you could be in favour of affirmative action in hiring in the first instance, but once people are in the force they should perhaps be promoted on merit alone.

[Translation]

ment, ce qui m'a amené à proposer un programme d'action positive. Mais si ce programme favorisait les membres uniquement parce qu'il s'agit de femmes, je crois que ce serait un pas en arrière.

Mme Browes: Vous avez mentionné des difficultés. Pourriez-vous nous donner des précisions? Vous avez également dit que dans certains cas, les femmes ne sont peut-être pas aussi bien acceptées que dans d'autres. Que faites-vous dans les divisions où ce cas se présente? Comment intervenez-vous?

Sgt Pankratz: Pour ne parler que de mon expérience, il y a différentes mesures que peut prendre une femme pour redresser la situation quand elle se considère victime de discrimination, que ce soit de façon officielle ou non. Mais nous parlons ici des attitudes de certains membres qui ne reconnaissent peut-être pas les femmes comme des pairs. Certaines mesures internes peuvent être prises, il est possible de recourir aux organismes de droits de la personne dans les différentes provinces pour redresser cette situation. Il existe également certaines mesures disciplinaires internes. Je suis sûr que si un membre était reconnu coupable de discrimination ouverte à l'égard d'une femme, des mesures disciplinaires seraient prises.

Mme Browes: En quoi consistent-elles?

Sgt Pankratz: Il en existe une vaste gamme, selon la gravité de la situation. Il peut s'agir de mesures aussi bénignes que des entretiens et conseils, un avertissement et enfin une poursuite devant les tribunaux. Selon la gravité des cas, il y a environ quatre catégories de mesures disciplinaires qui pourraient être prises.

Mme Browes: En tant que membre de la communauté et que députée, j'ai le plus grand respect pour la GRC et j'espère que nous verrons à l'avenir beaucoup plus de femmes dans ses rangs. Je crois que nous devrions suivre de près la façon dont cela se produira, que ce soit par l'éducation en général, par l'éducation de ceux qui constituent actuellement la GRC, ou par un programme de sensibilisation à la question. Je vous félicite du beau travail de la GRC, qui nous rend tous fiers d'être Canadiens. Merci beaucoup.

Sgt Pankratz: Je vous remercie.

Le président: Le témoin suivant est M. Blaine Thacker, député représentant Lethbridge—Foothills.

M. Thacker: Je demande un simple éclaircissement, monsieur le président. Est-ce que vous faites une distinction entre l'action positive au stade de la nomination de femmes comme membres de la GRC et l'action positive en vue de l'avancement de vos membres, une fois qu'ils font partie de la GRC? Je veux dire qu'à la rigueur vous pourriez faire une distinction et favoriser l'action positive au stade du recrutement, mais une fois entré dans la gendarmerie, seul le principe du mérite devrait jouer en matière de promotion.

[Texte]

• 1835

S/Sgt Tough: I think, sir, what we are saying is that there is a grave danger that an affirmative action program for hiring in itself would, I guess the term "backfire on us" is not proper. Where we are today, with the several hundred women we have—and I guess half of our civilian members unsworn outside of the force are women—we are at a point today where I think women are universally accepted anyway, really, in the main, and to now come and say for the years of perhaps neglect or for the years of a poor attitude we will now put in an affirmative action which would see females advanced from the division waiting list to get into the force as an applicant, I think would cause the reopening of old wounds and a lot of problems.

Women today, and as you will see from our brief where we talked to several constables in the operational area of the force, they tell us they do not want that, "because we can stand on our own two feet very well, thank you very much". Considering that it is only 12 or 13 years ago since many briefs were compiled at midnight to support the idea that there was no way we could hire women in the RCMP, I expect maybe history will show we have not done too badly in the past 10 years really.

Mr. Thacker: At the moment, is it your hiring practice that 50% of your new recruits will be women and 50% will be men?

S/Sgt Pankratz: No, it is not.

Mr. Thacker: What is the exact ratio now, would you say?

S/Sgt Pankratz: I do not think there is an opposed ratio of acceptance in terms of recruiting. I believe that at present roughly 20% of our applicants are female applicants and I think it is in that proportion that they are currently being accepted. I stand to be corrected by the Commissioner, of course, but that is my understanding of the current situation.

Mr. Thacker: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you. Next is Mr. Svend Robinson, who has already telegraphed to you his intention to start in on page 13 of your brief. Svend Robinson.

Mr. Robinson: Well, Mr. Chairman, in fact I am not going to start at page 13. I would start by welcoming the witnesses before the committee and, in fact, I am in agreement with a number of the recommendations you have made in your brief. It will not surprise you to know that I do not agree with them all, but in particular in the area of the RCMP Superannuation Act I think there are some serious problems in that act. As you may be aware, I have been working in the area of pensions, specifically with respect to those pensions for spouses of deceased RCMP members and I am pleased that after quite a few years of work we finally were able to get some changes in that area, which I think were recently approved. Specific provisions for pensions were just approved by the Treasury Board, so I think the points you made with respect to pensions were important points and ones that certainly I will be raising with the other committee. I also come from an area which has, if not the largest RCMP detachment in Canada certainly has

[Traduction]

Sgt Tough: Nous estimons, monsieur, qu'introduire des mesures d'action positive au niveau du recrutement lui-même serait dangereux, voire négatif. Aujourd'hui, nos effectifs comptant plusieurs centaines de femmes—et je crois que la moitié de notre personnel civil non assermenté est composé de femmes—nous sommes arrivés à un point où les femmes sont universellement acceptées de toute manière, d'une manière générale, et décréter que dorénavant pour remédier aux années de négligence ou à notre attitude négative, nous allons recourir à l'action positive pour favoriser la candidature des femmes réouvrirait de vieilles plaies et créerait de nombreux problèmes, à mon avis.

Les femmes aujourd'hui—et ceci se retrouve dans notre mémoire, car pour le préparer nous en avons parlé à plusieurs agents en service actif—nous disent qu'elles ne veulent pas de cela, car elles sont tout à fait capables de se défendre toutes seules. Étant donné qu'il y a encore seulement 12 ou 13 ans, toutes les études s'opposaient à l'idée de recruter des femmes pour la Gendarmerie royale, l'histoire montrera certainement que le bilan des dix dernières années n'est pas si mauvais que cela.

M. Thacker: À l'heure actuelle, êtes-vous censés recruter 50 p. 100 de femmes et 50 p. 100 d'hommes?

Sgt Pankratz: Non.

M. Thacker: Quelle est la proportion exacte à l'heure actuelle?

Sgt Pankratz: Je ne pense pas qu'on puisse parler de proportion en matière de recrutement. Je crois qu'à l'heure actuelle environ 20 p. 100 de nos candidats sont des femmes, et je crois que c'est dans cette proportion qu'elles sont actuellement acceptées. Le commissaire rectifiera si je me trompe, bien entendu, mais je crois que c'est la situation actuelle.

M. Thacker: Merci, Monsieur le président.

Le président: Merci. Le suivant est M. Svend Robinson, qui vous a déjà télégraphié pour vous faire part de son intention de commencer à la page 13 de votre mémoire. Svend Robinson.

M. Robinson: Monsieur le président, en fait je commencerai par souhaiter la bienvenue aux témoins; je suis d'accord sur un certain nombre des recommandations faites dans leur mémoire. Je ne vous surprendrai pas en vous disant que je ne suis pas d'accord sur tout, particulièrement en ce qui concerne la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, qui me semble soulever de graves problèmes. Comme vous le savez peut-être, je m'intéresse à la question des pensions, tout particulièrement à la question des pensions destinées aux conjoints de membres de la Gendarmerie royale décédés, et c'est avec satisfaction que je note qu'après un certain nombre d'années de délibérations, nous sommes parvenus à certaines modifications dans ce domaine, modifications qui sauf erreur viennent d'être approuvées tout dernièrement. Les dispositions spécifiques concernant les pensions viennent tout juste d'être approuvées par le Conseil du Trésor, et je pense donc que vos observations concernant les pensions

[Text]

one of the largest. I think you know the Burnaby detachment which has over 200 members.

I do want to ask you a question about the provisions in the section of your brief dealing with homosexuality in the Armed Forces. But before I do that, perhaps you could just indicate to the committee, so we understand the DSRR system, you are appointed as divisional representatives to represent a particular division, are you?

S/Sgt Tough: No, Mr. Chairman. Our mandate is... For administration operational reasons the force is divided up into divisions or provinces. Every two years, by secret ballot, the men elect from the ranks a man to represent them or a female to represent them or whatever, a person I guess I should say, to management of the force and to the Minister. In my case, I am one of two elected representatives for the headquarters of the force, which comprises roughly 2,000 members. Staff Sergeant Pankratz for the Province of Saskatchewan, 1,000 members.

Mr. Robinson: I see. So you are elected every two years then.

S/Sgt Tough: Yes.

Mr. Robinson: Are any of the DivReps women, just as a matter of interest?

S/Sgt Tough: At this time, no.

Mr. Robinson: Okay. In the section on homosexuality you refer to the position taken by the Commissioner. I assume that you are not necessarily endorsing his brief to the committee, but you are endorsing the conclusion that he came to, that the force should neither hire nor retain homosexuals in the force. And you refer to the attitude of the public toward homosexuals being not especially benevolent, and then you talk about difficulty within the force.

• 1840

Maybe I could just ask you initially to elaborate on the concern you raised with respect to the attitude of the public. What do you base that particular element on, the suggestion that the attitude of the public toward homosexuals is not especially benevolent?

S/Sgt Pankratz: Perhaps to give you a bit of background on our entire submission, last May we had our biannual conference here in Ottawa—this is with all the division reps. It was at that conference where we discussed essentially the brief you have in front of you here and our positions were determined. This issue and many others were discussed there, and what you have in front of you is the consensus of views of our reps, who in turn tell us this reflects the views of the members.

Now, I should point out that these members, besides being in the larger urban areas, are spread out through many, many smaller rural communities across this country. They not only

[Translation]

étaient importantes, et j'y reviendrai dans l'autre Comité. Je viens également d'une région où, si le détachement de la Gendarmerie royale n'est pas le plus important du Canada, il est certainement l'un des plus importants. Vous devez savoir qu'à Burnaby il y a plus de 200 gendarmes.

Je veux vous poser une question sur la partie de votre mémoire traitant de l'homosexualité dans les forces Armées. Mais auparavant, vous pourriez peut-être indiquer au Comité, afin que nous comprenions le système de représentation, si votre titre de représentant divisionnaire correspond à une division particulière ou non?

Sgt Tough: Non, Monsieur le président. Notre mandat... Pour des raisons administratives nous sommes divisés en divisions ou en provinces. Tous les deux ans, à bulletin secret, les hommes élisent parmi eux un homme ou une femme pour les représenter auprès de la direction et du ministre. Dans mon cas, je suis un des deux représentants élus au quartier-général, qui compte environ 2 000 agents. Le sergent d'État-major Pankratz représente la province de la Saskatchewan, où il y a 1000 gendarmes.

M. Robinson: Je vois. Vous êtes donc élus tous les deux ans.

Sgt Tough: Oui.

M. Robinson: Parmi ces représentants, y a-t-il des femmes, à titre indicatif?

Sgt Tough: Pour le moment, non.

M. Robinson: Très bien. Dans la partie consacrée à l'homosexualité, vous faites référence à la position adoptée par le Commissaire. Je suppose que vous n'endossez pas forcément le mémoire qu'il nous a présenté, mais vous endossez sa conclusion, à savoir que la Gendarmerie royale ne devrait ni recruter ni garder dans ses rangs des homosexuels. Vous parlez de l'attitude du public envers les homosexuels, qui n'est pas tout particulièrement bienveillante, puis vous parlez des difficultés au sein de la gendarmerie.

J'aimerais tout d'abord que nous vous parliez de cette attitude du public. Sur quoi vous fondez-vous tout particulièrement pour suggérer que l'attitude du public envers les homosexuels n'est pas particulièrement bienveillante?

Sgt Pankratz: Il serait peut-être bon que je vous fasse un petit historique de ce mémoire. En mai dernier, nous avons tenu notre conférence bi-annuelle ici à Ottawa—cette conférence réunit tous les représentants divisionnaires. Nous y avons surtout discuté du mémoire que vous avez entre les mains et nous avons arrêté nos positions. Cette question, ainsi que beaucoup d'autres, a fait l'objet de discussions, et ce que vous avez entre les mains reflète l'unanimité de vue de nos représentants, qui nous ont affirmé exprimer le point de vue de leurs mandants.

Or, je dois vous rappeler que nous sommes présents non seulement dans les grandes régions urbaines, mais également aux quatre coins du pays dans les petites communautés

[Texte]

perform their police functions in these communities, but their wives and families live there. They associate with the local population, participate in community activities, and I think it is very fair to say that to a large degree they reflect the values and attitudes that exist in these communities, whether those attitudes are right or wrong. It is on that basis that we have concluded that our members are quite aware of the attitudes and values in these communities—not any one in isolation, but as a totality. It is on that basis that we say that our members to a large extent reflect the views of the communities in which they live.

Mr. Robinson: I take it you are not expressing a concern with respect to security aspects of the employment of homosexuals.

S/Sgt Tough: Not necessarily. Really, I do not subscribe to the view that because a person is a homosexual it is automatic that he or she is a security risk. My own view is that it is a case of each on its own merits—it could be, but may not be.

Mr. Robinson: That is certainly the position that is taken, for example, by the new civilian security service, as you may be aware. It is rather interesting that CSIS does not adopt a policy that is similar to the policy of the RCMP.

The committee has met with a number of groups and individuals. One of the people we met with in fact was a member of the RCMP, a senior NCO who had served for 18 years. You may or may not be familiar with the particular case. He is a gentleman with an outstanding record in the RCMP. He had accelerated promotions and was highly respected by the people with whom he worked. When it was suggested to him by his inspector, I believe it was, that he may be a homosexual, he quit his job after 18 years of service. I cannot speak for all the members of the committee, but why a person like that, who has performed an outstanding service to the RCMP and to the community, should be forced to quit his job solely on the basis of sexual orientation and no other reason is a mystery to me. Is that really right? Is that what you are suggesting, that the policy of the RCMP should allow for a person like that to be fired?

S/Sgt Tough: We have, I guess, a divergence of opinion here on this one. You will note that our brief reads "their employment on operational police duties". I think we would have very, very considerable difficulties to overcome when we attempt to employ a known homosexual on operational police duties. I notice the analogy has been drawn with CSIS, the new civilian security agency. I can understand their stand too, because unlike anything else, it is only police work where the mandate of those people is to deprive people by time of their liberties. Having said that—and I have wrestled with this a long time personally and I have discussed it with a lot of members very recently—I have great difficulty concluding that it is morally right to deprive a person of his or her

[Traduction]

rurales. Non seulement ces agents remplissent leurs fonctions policières dans ces communautés, mais leurs femmes et leur famille y vivent également. Ils s'intègrent à la population locale, ils participent aux activités communautaires, et je pense qu'il est tout à fait juste de dire dans une large mesure qu'ils sont le reflet des valeurs et des attitudes prédominantes dans ces communautés, que ces attitudes soient justes ou non. C'est à partir de là que nous avons conclu que nos membres étaient tout à fait conscients des attitudes et des valeurs de ces communautés—pas prises isolément mais dans leur totalité. C'est pour cette raison que nous disons que nos membres dans une large mesure expriment l'opinion des communautés dans lesquelles ils vivent.

Mr. Robinson: Donc, le recrutement d'homosexuels n'a rien à voir avec l'aspect sécuritaire.

Sgt Tough: Pas forcément. À vrai dire, je ne crois pas que parce qu'une personne est homosexuelle, elle représente automatiquement un risque sur le plan de la sécurité. Personnellement, j'estime que chaque cas doit être étudié à part—parfois cela peut représenter un risque; parfois non.

M. Robinson: C'est le point de vue justement, par exemple, du nouveau service de sécurité civile, comme vous le savez peut-être. Il est assez intéressant que ce service n'adopte pas une politique analogue à celle de la gendarmerie royale.

Notre comité a entendu un certain nombre de groupes et de particuliers. Une des personnes que nous avons entendue est en fait un ancien gendarme royal, un ancien sous-officier qui a servi pendant 18 ans. Il est possible que vous ne connaissiez pas ce cas. Il s'agit d'une personne dont le dossier à la gendarmerie royale était irréprochable. Il avait très rapidement franchi tous les échelons et était fort respecté par les personnes avec lesquelles il travaillait. Lorsque son inspecteur, je crois que c'est son inspecteur, a suggéré qu'il était peut-être homosexuel, il a quitté la gendarmerie après 18 ans de service. Je ne m'exprime pas au nom de tous les membres du comité, mais je n'arrive pas à comprendre pourquoi une telle personne, qui a rendu de tels services à la gendarmerie royale et à la communauté, se verrait forcée d'abandonner la gendarmerie simplement pour une question d'orientation sexuelle et pour nulle autre raison. Est-ce vraiment exact? Est-ce que vous soutenez que la politique de la gendarmerie royale devrait permettre le renvoi d'une telle personne?

Sgt Tough: Je crois qu'ici, il y a une divergence d'opinion. Vous remarquerez que dans notre mémoire, nous parlons «d'emploi dans le service policier actif». Je crois que nous aurions d'énormes difficultés à surmonter si nous voulions affecter à des fonctions policières opérationnelles des homosexuels notoires. Vous avez fait l'analogie avec la nouvelle agence de sécurité civile. Je comprends également sa position, car dans notre cas, il s'agit uniquement de travail policier, alors que ses membres ont pour mandat de priver certaines personnes de leur liberté. Ceci dit—et personnellement j'ai longuement réfléchi à la question et j'en ai discuté avec de nombreux gendarmes tout dernièrement—il m'est très difficile de conclure qu'il soit moralement juste de priver une personne de

[Text]

employment solely on the grounds of sexual orientation and nothing else.

• 1845

I say "and nothing else" provided, of course, there are no security or conduct issues that would bring the administration of justice into disrepute. Having said that, as I have said, I too have difficulty with that premise.

Mr. Robinson: And that would include operational police duties . . . assuming there are no other barriers to the operational police duties.

S/Sgt. Pankratz: As mentioned even earlier, before we sat down here, this issue has caused a lot of people a lot of difficulty. I do not think we are any different in that sense. But one of the other things which I think need to be kept in mind is that we devote a lot of time and energy in this organization to promoting police-community relations and in essence generating public support. If the public were not prepared to accept homosexual policemen in their community, it could have the effect of undermining the confidence and support of the police in that community and thereby hindering their ability to function at full effectiveness. I think that is a very real concern.

Mr. Robinson: In closing, I just want to get clarification from you, Staff Sergeant Pankratz. I appreciate there is a diversity of views; but what do you see as the difficulty of the communities in which your members serve in accepting the presence of members who may be homosexual? Where is the difficulty in that? How would that in any way impede their ability to do the job?

S/Sgt Pankratz: You mean if the public did not accept or want to accept a homosexual policeman?

Mr. Robinson: No. What is the difficulty from the perspective of the public? You say the public does not seem to be prepared in the communities . . .

S/Sgt Pankratz: No, I said if the public is not prepared to accept a homosexual policeman in their community, it could serve to undermine the public confidence and support that has been generated in that community, because, very frankly speaking, to the extent that the police are effective, it is a direct relationship with the public support that they have.

Mr. Robinson: Maybe I am not making myself clear. Why is it you believe the community would not be prepared to accept men and women within the RCMP who may happen to be homosexual? On what do you base that statement? What is it specifically they would be concerned about? Presumably it does not affect their . . .

S/Sgt Pankratz: I am not aware that they would be concerned about any specific action. Very frankly speaking, I think the whole issue of homosexuality is based more on perhaps misconceptions than on a realistic appraisal of their situation. Nevertheless, you have to overcome these public attitudes.

[Translation]

son emploi simplement pour nul autre motif que l'orientation sexuelle.

Je dis «pour nul autre», à condition, bien entendu, qu'il n'y ait pas de questions de sécurité ou de conduite susceptibles d'entraver l'administration de la justice. Cela dit, je le répète, cette prémisse me pose également des difficultés.

M. Robinson: Et cela inclurait les fonctions policières opérationnelles . . . en supposant qu'il n'y ait pas d'autres barrières aux fonctions policières opérationnelles.

Sgt Pankratz: Comme cela a déjà été mentionné, avant que nous ne commencions à témoigner, cette question a causé à beaucoup de gens de nombreuses difficultés. Je ne pense pas que nous nous trouvions dans une situation différente. Mais une des autres choses qui à mon avis ne doit pas être oubliée est que nous consacrons beaucoup de temps et d'énergie dans cette organisation à la promotion de bons rapports entre la police et la communauté et que pour l'essentiel nous essayons d'obtenir le soutien du public. Si le public n'est pas disposé à accepter des policiers homosexuels parmi lui, cela pourrait miner la confiance et le soutien dont jouit la police au sein de cette communauté et par conséquent nuire à son efficacité dans ses prestations. Je crois que ce problème est très réel.

M. Robinson: Pour finir, j'aimerais avoir une précision, sergent. Je comprends qu'il y ait diversité d'opinions; mais quel est selon vous le problème posé aux communautés dans lesquelles vous servez par la présence de gendarmes homosexuels? Quel problème cela leur pose-t-il? Comment cela peut-il avoir une incidence sur la prestation des services rendus?

Sgt Pankratz: Vous me demandez si le public accepterait ou n'accepterait pas des policiers homosexuels?

M. Robinson: Non. Quelle difficulté cela pose-t-il du point de vue du public? Vous dites que le public ne semble pas disposé dans les communautés . . .

Sgt Pankratz: Non, j'ai dit que si le public n'est pas disposé à accepter des policiers homosexuels au sein de sa communauté, cela ne pourrait que miner la confiance et le soutien manifesté par cette communauté, car, à franchement parler, le degré d'efficacité des policiers est en rapport direct avec l'appui qu'ils reçoivent du public.

M. Robinson: Je ne me fais peut-être pas bien comprendre. Pourquoi croyez-vous que la communauté ne serait pas disposée à accepter au sein de la Gendarmerie Royale des hommes et des femmes qui soient homosexuels? Sur quoi vous fondez-vous pour le dire? Qu'est-ce qui inquiéterait cette communauté? Cela n'affecte pas . . .

Sgt Pankratz: Je ne pense pas qu'il y ait de raisons précises. Pour être très franc, je crois que toute cette question d'homosexualité se fonde peut-être plus sur des malentendus que sur une appréciation réaliste de la situation. Néanmoins, il faut tenir compte de cette attitude du public.

[Texte]

Mr. Robinson: Our laws presumably should deal with realistic appraisals and not with misconceptions.

S/Sgt Pankratz: I guess it boils down to do the laws flow from the attitudes and standards in a society or vice versa? That is a question that must be addressed: which comes first? If the law comes first and the public is not prepared to accept it, there are some real problems.

Mr. Robinson: I would like to thank the witnesses, in particular Staff Sergeant Tough for his comments, and to point out that whatever the views of the divisional representatives as a group may be, a number of members of the RCMP today are serving who do happen to be homosexual. I would have thought you would perhaps recognize that it would be a lot more conducive to effective operation if those people were not afraid of losing their jobs . . . and if they should be in fear of losing their jobs if someone should happen to discover what they do solely on their own time.

S/Sgt Pankratz: If I could just take a moment to make a concluding remark on that, I should point out that the scenario Staff Sergeant Tough or perhaps you depicted earlier where you have a long-time serving member who has proven himself . . . that scenario has been discussed by myself personally with many of our members, and they all have difficulty with it. It is not that we are outright against it, but I think there are broader implications here than just one individual whom we know. I think we are dealing here with public attitudes. If the public has no difficulty, I think it is quite safe to say we as a police force would have a lot less difficulty.

The Chairman: Do you think in part that attitude of members of the force about homosexuals is based on experience; that situations in which those individual officers have encountered homosexuals have been in other situations which would not give rise, perhaps, to the same kind of reaction against them?

• 1850

S/Sgt Pankratz: I am certain there are some members whose line of work has led them into those parts of society where homosexuals are found, but generally speaking, with the exception of those whose work brought them into contact with them, I feel they are speaking from a position of whether you call it hearsay or just attitude, as opposed to personal experience with homosexuals.

The Chairman: The discussion was whether the laws proceed from the customs and practices or vice versa, and I guess it has always been a bit of both. We will have to make some decisions which we will recommend to Parliament.

Again, I want to thank you. We recognize that your brief did deal with several other aspects, including mandatory retirement age and so on. It is very helpful for us to have the benefit of that.

On behalf of the committee, I would like to thank you for appearing before us.

[Traduction]

M. Robinson: Nos lois devraient se fonder sur des évaluations réalistes et non sur des malentendus.

Sgt Pankratz: Je suppose qu'il faut se demander si les lois doivent être la conséquence des attitudes et des normes de la société ou le contraire? C'est une question qu'il faut se poser: Qui doit régir à quoi? Si la loi vient en premier et que le public n'est pas disposé à l'accepter, les problèmes sont inévitables.

M. Robinson: J'aimerais remercier les témoins, en particulier le sergent d'état-major Tough, et ajouter que quelle que soit l'opinion des représentants divisionnaires en tant que groupe, un certain nombre de gendarmes royaux en service actif aujourd'hui sont homosexuels. Il serait peut-être plus rentable sur le plan des prestations que ces personnes n'aient pas peur de perdre leur emploi . . . qu'elles n'aient pas peur de perdre leur emploi si quelqu'un découvre ce qu'elles font pendant leur temps libre.

Sgt Pankratz: J'aimerais faire une dernière remarque à ce sujet. Cet exemple de gendarme aux bons et loyaux services dont vous avez vous-même parlé à moins que ce ne soit le sergent d'état-major Tough . . . cet exemple j'en ai discuté personnellement avec nombre de nos membres, et il leur cause à tous des difficultés. Ce n'est pas que nous soyons automatiquement contre, mais je pense que les implications générales dépassent largement les cas particuliers. Il s'agit ici de l'attitude du public. Si cela ne créait pas de difficultés au public, je crois qu'en tant que policiers cela nous en créerait beaucoup moins.

Le président: Pensez-vous qu'en partie l'attitude des policiers envers les homosexuels se fonde sur l'expérience; que si ces agents ne s'étaient pas retrouvés dans des circonstances les mettant en contact avec des homosexuels leur réaction serait peut-être différente?

Sgt Pankratz: Je suis certain que le travail de certains agents les a conduits dans les couches de la société où l'on trouve des homosexuels, mais d'une manière générale, à l'exception de ceux qui sont en contact avec les homosexuels par leur travail, je crois que leur attitude leur est dictée par l'attitude générale ou par les préjugés, et non par une expérience personnelle des homosexuels.

Le président: Nous nous demandons si les lois découlaient des coutumes et des pratiques ou le contraire, et je crois qu'il en a toujours été un peu des deux. Nous devons prendre certaines décisions qui feront l'objet de recommandations auprès du Parlement.

Encore une fois, je tiens à vous remercier. Votre mémoire abordait plusieurs autres aspects, incluant les départs à la retraite obligatoire, etc. Tous ces autres renseignements nous seront fort utiles.

Au nom du Comité, j'aimerais vous remercier d'être venus.

[Text]

S/Sgt Pankratz: Thank you, Mr. Chairman.

S/Sgt Tough: Thank you.

The Chairman: Thank you.

Ladies and gentlemen, we are going to resume in an hour and ten minutes in this same room, when we will hear from the Canadian Union of Public Employees and the Law Reform Commission of Canada. So until 8 p.m., I declare this meeting adjourned.

[Translation]

Sgt Pankratz: Merci, monsieur le président.

Sgt Tough: Merci.

Le président: Merci.

Mesdames et messieurs, nous reprendrons nos auditions dans une heure et dix minutes dans cette même pièce, et nos témoins seront le Syndicat canadien de la Fonction publique et la Commission de réforme du droit du Canada. La séance est donc levée jusqu'à 20 heures.

EVENING SITTING

• 2005

Le président: À l'ordre!

Bonsoir tout le monde. Je voudrais dire au nom du Sous-comité sur les droits à l'égalité que nous sommes très heureux d'avoir ce soir deux groupes très importants pour expliquer aux députés leurs points de vue concernant l'implication de la Charte et les réformes nécessaires à faire au niveau fédéral.

To introduce our agenda for tonight, we are going to be hearing from the Canadian Union of Public Employees and then the Law Reform Commission of Canada.

I was just speaking with Mr. Linden, who was asking me if we were reporting at the end of the year, and I said, no, we were reporting in four weeks' time. Indeed we are, and that is why we are delighted at this concluding stage of our public hearings. Tonight is the last night of our hearings in the capital. We are going west again to have hearings in Vancouver and Calgary later this week. Within about four weeks' time we will have completed our report, which will be a report to Parliament on the federal laws, programs, and policies that must be revisited in light of section 15 of the charter to ensure that they comply not only with the letter of section 15 that prohibits discrimination and guarantees the legal equality of all Canadians but indeed with the spirit of section 15.

So our mandate is an impressive one, and we are impressed by the scope of what is before us. That is why we are delighted to have the chance this evening to hear from two organizations that will have ideas very germane to our work and quite helpful to us at this stage. So I would like to begin by welcoming on behalf of the committee Jeff Rose, who is President of the Canadian Union of Public Employees, and Karen Stotsky, who is the Research Officer with CUPE.

Our format is very simple. I will turn the floor over to you and, in doing so, note that members have received a copy—thank you—of your brief. I would invite you now to speak to that, and then we will have questions from the Members of Parliament arising out of your submission to us.

SÉANCE DU SOIR

The Chairman: Order, please.

Good evening everybody. I would like to tell you on behalf of the sub-committee on equality rights, that we are very happy to welcome tonight two very important groups, coming forward to explain to members their views on the implication of the Charter and the necessary reforms to be undertaken at federal level.

Nous avons donc invité ce soir le Syndicat canadien de la Fonction publique, et la Commission de la réforme du droit.

M. Linden vient justement de me demander si nous devons présenter notre rapport à la fin de l'année, ce à quoi j'ai dû lui répondre non: nous devons présenter ce rapport dans quatre semaines. C'est ainsi, et voilà pourquoi nous sommes ravis de pouvoir en arriver à la phase finale de nos audiences publiques. Ce soir est d'ailleurs la dernière réunion que nous aurons dans la Capitale nationale, les réunions suivantes devant avoir lieu à Vancouver et à Calgary, dans le courant et à la fin de la semaine. Nous aurons terminé notre rapport dans quatre semaines, ce sera un rapport présenté au Parlement et qui portera sur les remaniements qu'il convient d'apporter aux lois, politiques et programmes fédéraux, afin que ceux-ci soient en accord non seulement avec la lettre de l'article 15 qui interdit toute mesure discriminatoire et qui garantit l'égalité des Canadiens devant la loi, mais également avec l'esprit de ce nouvel article de la Charte.

Notre mission est donc de taille, et nous sommes d'ailleurs très impressionnés par l'étendue de la tâche qu'il nous reste à couvrir. Voilà pourquoi nous sommes ravis de pouvoir entendre ce soir les témoignages de deux organismes dont les préoccupations se rapportent de façon très précise à notre travail, et dont les idées nous seront certainement très utiles à ce moment de nos réflexions. Je voudrais donc tout d'abord souhaiter la bienvenue, au nom du Comité, à Jeff Rose, président du Syndicat canadien de la Fonction publique, et à Karen Stotsky, responsable de la recherche à ce syndicat.

Notre façon de procéder est très simple. Je vous passe la parole, et ce faisant je vous ferai remarquer que les membres du Comité ont déjà reçu un exemplaire de votre mémoire; merci. Vous pouvez donc commenter ce mémoire, suite à quoi nous passerons à la période des questions.

[Texte]

Mr. Jeff Rose (President, Canadian Union of Public Employees): Thank you, Mr. Chairman.

Ladies and gentlemen, I want to thank you very much for the opportunity to spend a few minutes with you this evening on behalf of the Canadian Union of Public Employees, which by way of background is Canada's largest trade union and the largest affiliate of the Canadian Labour Congress, from whom you heard earlier today I understand.

Just for your general information, our members do not work in the federal Public Service, or even in the provincial Public Service, generally speaking. Most of our members work for boards of education, municipal governments, hospitals, universities, nursing homes, homes for the aged, electrical utilities, transit commissions, social agencies, libraries, and a few members in the Canadian Broadcasting Corporation; some 10% fewer than a year ago, thanks to the November mini-budget. Some members work for provincial governments. Our introductory comments on the subject of equality will be restricted to general considerations dealing with equality issues, and then we will discuss certain specific questions that arise in the area of employment legislation.

• 2010

First, the general. While we are pleased that the government and Parliament of Canada are seeking the views of so many Canadians, we do want to comment on the untimeliness of this procedure, by which I mean that the equality provision of the charter, which was delayed for three years, was delayed for that period, as we understand it, to permit Parliament and the provincial legislatures time to amend legislation to conform with the provision. By and large, the three-year grace period was not utilized and it is difficult to understand why this laudable process of consultation was not undertaken three years ago.

All the more reason, in our view, that the government and Parliament of Canada should act without delay to amend the laws of Canada and bring them into conformity with section 15. All the more important, therefore, that the deliberations that you are undertaking should succeed and be implemented quickly. Continued procrastination will result in the abandonment of this important legislative function to the courts, which would be most inappropriate since the courts are not, nor can they be expected to be representative of the people of Canada, or as responsive as the Members of Parliament to the needs of the people of Canada.

Further, we contend that amending existing laws to conform with the spirit and principles of section 15 is not enough. The government and Parliament of Canada must also ensure that conformity with section 15 is an entrenched criterion for all future legislation and public policy.

[Traduction]

M. Jeff Rose (président du Syndicat canadien de la Fonction publique): Merci, monsieur le président.

Mesdames et messieurs, je vous remercie de nous accorder quelques minutes de votre soirée, et je le fais au nom du Syndicat canadien de la Fonction publique, dont j'ajouterais tout de suite que c'est le plus grand syndicat canadien et également le plus important des affiliés du Congrès du travail du Canada, que vous avez déjà eu l'occasion d'entendre aujourd'hui si je ne me trompe.

Pour votre information générale, je tiens tout de suite à préciser que les membres de notre Syndicat ne sont pas employés de la Fonction publique fédérale, ni même provinciale, de façon générale. La plupart de nos membres sont employés des conseils scolaires, des municipalités, des hôpitaux, des universités, des maisons de retraite et de repos, des compagnies d'électricité, des commissions de transport, des agences sociales, des bibliothèques, et pour quelques-uns de la Société Radio-Canada; étant donné le mini-budget qui a été adopté au mois de novembre, leur nombre est de 10 p. 100 inférieur à celui de l'an dernier. Certains de nos membres sont employés de la Fonction publique provinciale. Nous allons tout d'abord, sous forme d'introduction, nous limiter à un certain nombre de considérations portant sur les droits à l'égalité, pour passer ensuite à certaines questions plus particulières concernant la législation dont relèvent les employés.

Et tout d'abord les considérations d'ordre général. Tout en étant très heureux que le gouvernement et le Parlement du Canada demandent à un éventail très large de Canadiens d'exprimer leur avis sur cette question, nous regrettons que cette décision ait été prise si tard, alors qu'un sursis de trois ans avait été adopté avant l'adoption finale des dispositions de la Charte sur l'égalité, pour permettre précisément—si je ne me trompe—au Parlement fédéral et aux assemblées provinciales de réviser leurs lois en fonction de ces nouvelles dispositions. De façon générale, ce sursis de trois ans n'a pas été utilisé, et il est difficile de comprendre pourquoi cette procédure, louable en soi, de consultation, n'a pas été entreprise il y a trois ans.

Voilà donc une raison de plus, à notre avis, pour que le gouvernement et le Parlement du Canada prennent sans plus tarder des mesures d'amendements, grâce auxquelles les lois canadiennes seront conformes aux dispositions de l'article 15. Il est donc d'autant plus important que ces délibérations auxquelles nous participons ce soir aboutissent et donnent lieu à des mesures concrètes qui seront adoptées rapidement. Des retards supplémentaires aboutiraient à remettre ce qui doit relever de la fonction législative, entre les mains des tribunaux, lesquels ne sont malheureusement pas les représentants du peuple du Canada, ni une instance aussi sensible aux besoins de ce peuple que peuvent l'être les députés du Parlement.

De plus, nous tenons tout de suite à faire remarquer qu'il ne suffira pas d'amender les lois qui ne seraient pas conformes avec l'esprit et les principes de l'article 15. En effet, le gouvernement et le Parlement du Canada doivent s'assurer que

[Text]

To elaborate briefly, if we leave it to the courts to evaluate our laws and to strike down those that do not conform to the charter, in many cases we will be left with a legislative vacuum until Parliament can remedy the situation. This will also produce delays in the process of ensuring equality for all Canadians. We have already waited for three years for this provision of the charter to come into effect. If Parliament waits now until the Supreme Court of Canada has ruled on the validity of dubious legislation, it is encouraging a further delay of two or three years in the legislative process. This would be bitterly disappointing to thousands of Canadians who would have benefited from amended laws.

So, for this reason, we urge the government and Parliament of Canada to act immediately to amend those laws which offend the principles enshrined in section 15 and to ensure compliance in all future legislation, both with the letter and the spirit of the equality provisions of the charter.

And now, as I move into the specific issues we have chosen to highlight for you this evening, let me comment that we do not see the work of this subcommittee as being one simply of identifying areas in legislation that are in non-conformity with the charter, but instead we would like to recommend to you that you think in terms of being pro-active to ensure that the spirit of equality now enshrined within the charter is carried forward into public policy and that means that we have some specific, constructive suggestions to make about social and public policy that go beyond the negative exercise of simply identifying mismatches between legislation and the charter.

These specific constructive and pro-active suggestions that we have, which are related to the workplace, all address issues with which the trade union movement in general, and CUPE in particular, believe to be extremely important. These issues have been seriously examined and discussed by labour and in many cases form part of our collective agreements in this country.

Trade unions in Canada have acted as the catalyst of much of our socially progressive legislation. Historically, many rights and benefits which unions have negotiated for their members have formed the basis of legislation which has extended those rights and benefits to all workers. Therefore, while we will continue to negotiate more favourable conditions, we believe that equality rights should be enshrined in legislation so that they are afforded to all Canadians in the following important areas.

First of all, Affirmative Action. We in labour believe that affirmative action is an important mechanism in the battle against discrimination in the workplace. How do we define it? We define it as any action designed to overcome barriers to equality, to compensate for past and present discrimination

[Translation]

toutes les lois et politiques à venir seront effectivement conformes à l'esprit et à la lettre de l'article 15.

En effet, si nous nous en remettons aux tribunaux pour décider quelles lois sont en accord avec la Charte et pour supprimer les dispositions qui ne le seraient pas, nous risquons dans bien des cas de nous retrouver en présence d'un vide juridique, jusqu'à ce que le Parlement puisse y remédier. Ce genre de situation ne fera que retarder le moment où les Canadiens pourront effectivement jouir de l'égalité des droits pour tous. Or, nous attendons déjà depuis trois ans que cet article de la Charte entre en vigueur, si par ailleurs le Parlement attend maintenant que la Cour suprême du Canada rende des décisions, nous allons attendre encore deux ou trois ans avant que des mesures ne soient prises au niveau législatif. Cela risquerait d'être une déception amère pour de milliers de Canadiens qui pourraient d'ores et déjà bénéficier de ce que les lois ont été amendées.

Pour cette raison nous demandons instamment au gouvernement et au Parlement du Canada de prendre des mesures sans plus tarder, afin que les lois qui sont en contradiction avec les principes de l'article 15 ne le soient plus, et qu'à l'avenir toute nouvelle loi soit également conforme à l'esprit et à la lettre de ces nouvelles dispositions de la Charte sur l'égalité des droits.

Je vais maintenant passer aux sujets plus particuliers que nous avons choisis de vous exposer ce soir. Permettez-moi de dire tout de suite que ce Comité pour nous, n'a pas simplement pour mission de relever les contradictions entre la loi et la Charte, et nous aimerions vous recommander de penser en termes de prévention, afin que l'esprit de ces nouvelles dispositions concernant l'égalité soient effectivement repris par les politiques des pouvoirs publics, et nous avons à ce sujet à vous présenter un certain nombre de propositions constructives, qui dépassent largement le cadre d'un simple exercice qui consisterait à relever—comme je l'ai dit—les contradictions entre la loi et la Charte.

Ces propositions constructives et de caractère préventif, et qui concernent la législation du travail, revêtent pour le mouvement syndiqué de façon générale et le SCFP en particulier, une importance extrême. Tous ces thèmes ont été débattus et analysés au sein du mouvement syndiqué, et dans de nombreux cas ont été repris dans certaines conventions collectives du pays.

Remarquons que les syndicats canadiens ont joué un rôle de catalyseur de l'évolution de la législation sociale. En effet, il est arrivé fréquemment que de nombreux droits et avantages obtenus par les syndicats pour leurs membres, aient formé la base de nouvelles lois dont tous les travailleurs ont ensuite profité. Aussi, alors que nous continuons à négocier en vue d'une amélioration des conditions de travail, nous pensons que ce principe d'égalité devrait être inscrit dans les lois, afin que tous les Canadiens puissent s'en prévaloir, et notamment dans les domaines importants que je vais énumérer.

Premièrement, l'action positive. Les syndicats pensent que celle-ci est un élément important de la bataille que l'on mène contre toute discrimination sur le lieu de travail. Comment définissons-nous l'action positive? C'est, pour nous, une action qui vise à supprimer les obstacles au principe d'égalité, à

[Texte]

and to improve the economic status of disadvantaged groups. Generally in Canada such groups include women, visible minorities, the disabled and native people.

• 2015

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I am sorry to interrupt Mr. Rose, but I wonder if I could just get some indication as to how he intends to proceed with the time that is available. I am concerned because if you intend to read the entire brief, there is just not going to be any time at all to pursue issues of particular concern. I wonder whether it might not be possible just to summarize the major sections covered by the brief. You do what you want with your time, but I suspect there may be areas we will want to pursue.

The Chairman: The point is well taken. If it is possible for you to speak to it, that would enable more time for discussion.

Mr. Rose: Thank you very much for the suggestion. Thank you, Mr. Robinson. If you are saying that you have some questions to put to me, I will make sure there is just enough time at the end of my brief for you to put those questions. But I will speed up.

The affirmative action policy which we are urging upon this subcommittee is one that has been developed by the Women's Committee of the Canadian Labour Congress and therefore the major focus is on women. Labour's approach is one that differs significantly from management's approach. Management's approach generally has been limited to promoting a few women into managerial positions. Labour's approach is far more comprehensive, directed at the needs of the majority of working women, most of whom are confined to low-paid groups. They involve non-discriminatory hiring and promotion practices, equal pay for work of equal value, training opportunities, paid education leave, child care, parental leave, policies against sexual harassment, and the accumulation of seniority during leave.

Now, it would be naive to believe that the goal of bringing equality to any disadvantaged group would be met by any one measure. They all interact. Therefore, to be effective the program must consist of a combination of steps such as the comprehensive list I have just given you. We also contend that the workplace cannot be viewed in isolation. For example, the availability of social programs affect workers' productivity and job possibilities and also has an impact on equality.

Moving now to the question of targets and timetables, we believe they are necessary elements of affirmative action programs so that the progress being made can be measured. To be meaningful, however, goals and timetables must be attainable and realistic. In addition, such measures should be considered to be of interim duration, to be removed once equal pay, hiring equality, training equality and promotion have been achieved for a disadvantaged group in a given situation.

[Traduction]

indemniser les victimes d'une discrimination présente ou passée, et à améliorer la situation économique de ceux qui sont désavantagés, c'est-à-dire, de façon générale au Canada, les femmes, les minorités visibles, les handicapés et les autochtones.

M. Robinson: Monsieur le président, excusez-moi d'interrompre M. Rose, mais j'aimerais savoir comment il entend procéder, étant donné les contraintes de temps qui nous sont imposées. En effet, si vous avez l'intention de lire le mémoire en entier, il ne restera plus de temps pour en discuter. Je me demande s'il ne serait pas possible de résumer les paragraphes les plus importants du mémoire. Vous disposez de votre temps comme vous l'entendez, mais j'imagine que certains des thèmes abordés appelleront des questions de notre part.

Le président: Voilà une bonne remarque. Si vous vouliez effectivement vous contenter de commenter votre mémoire, nous aurons plus de temps pour la discussion.

M. Rose: Merci de cette suggestion. Merci, monsieur Robinson. Si vous voulez entendre par là que vous avez un certain nombre de questions à me poser, je m'assurerai, à la fin de la lecture du mémoire, qu'il nous reste juste assez de temps pour que vous puissiez le faire. Mais, effectivement, je vais essayer d'aller un peu plus vite.

Le type d'action positive que nous recommandons au Sous-comité a été mis au point par le Comité des femmes du Congrès du travail du Canada, et c'est un projet qui met l'accent sur la femme. Dans ce domaine, le point de vue des travailleurs diffère de celui de la direction. De façon générale, celle-ci se contente de faire accéder quelques femmes à des positions de responsabilité. Notre conception est plus globale, et tient compte des besoins de la majorité des femmes au travail, dont la plupart sont effectivement maintenues dans les catégories salariales les plus basses. Ce programme d'action positive porte sur la suppression de toute discrimination au niveau du recrutement et de la promotion, le respect du principe: «à travail égal, salaire égal», la formation, les congés payés, les garderies d'enfants, les congés parentaux, la lutte contre le harcèlement sexuel, et la nécessité d'inclure les congés spéciaux dans le calcul de l'ancienneté.

Il s'agit évidemment d'un ensemble de mesures solidaires, dont chacune est indispensable à l'efficacité de l'ensemble. Il serait naïf de croire qu'une seule de ces mesures pourrait suffire à restaurer l'égalité pour ces groupes désavantagés. Par ailleurs, nous pensons qu'on ne peut isoler le lieu de travail. Ainsi, les programmes sociaux ont des répercussions sur la productivité des travailleurs, sur les possibilités d'emploi, et sur le respect de l'égalité.

Afin de pouvoir mesurer les progrès réalisés grâce à ces programmes d'action positive, il est nécessaire de se fixer des objectifs et des dates de mise en oeuvre. Toutefois, ces objectifs et échéanciers doivent être réalistes et raisonnables. De plus, ces programmes d'action positive ne doivent être considérés que comme des mesures provisoires, dont on pourra ensuite se passer, une fois qu'aura été atteint, pour un groupe donné,

[Text]

Another element of the desired affirmative action approach recognizes that the voluntary approach to affirmative action has failed. Not many employers over the past decade have stepped forward to become "volunteers", and overwhelmingly those who have initiated programs have not shown noticeable results. This was predictable, in our view, due to the absence of concrete guidelines on the requisite elements of an affirmative action program. Our point is that legislation should be enacted that would require the implementation of affirmative action programs in the workplace. In addition, we believe it should be mandatory for employers to negotiate such programs with unions or with employee representatives where there is no union. Unions must participate in the drafting of such legislation, in our view, and should be full and equal partners in the process from the outset.

Another very important element we would ask you to take into consideration in your legislative deliberations is the principle of equal pay for work of equal value. We consider this to be fundamental to the achievement of equality in the workplace, and also an essential component of any effective affirmative action program. The Government of Canada has accepted this principle in a number of international documents. It is time to translate it into action here at home.

We recognize that the principle has been enshrined in section 11 of the Canadian Human Rights Code. However, it is our perception that it is not being enforced with sufficient vigour. It should be an important element in the achievement of equality in the workplace through affirmative action legislation which we would ask you to recommend to Parliament.

Parental leave is another important element. Legislation dealing with parental leave has not kept pace with the changing nature of the work force. The majority of women of child-bearing age now participate in the work force.

• 2020

Now, we have in Canada a system of maternity benefits under unemployment insurance that provides for only limited benefits, 60% of earnings up to a maximum, for a short period of time. Such benefits are payable only to mothers, as you all know. A mother who receives only 60% of salary, while on maternity leave, suffers a financial penalty. The Government of Canada has made an international commitment for the full and equal integration of women into economic life. The community is obviously, therefore, not living up to that commitment when it imposes such penalties on women who have children. Therefore, we would recommend legislation which would require employers to provide fully paid parental leave for workers. This has already been negotiated in several of our collective agreements. By entrenching this principle in legislation, all workers—both unionized and non-unionized—could better accommodate their dual roles as parents and workers. We would ask you to take that into consideration also as you recommend legislation to Parliament.

[Translation]

l'objectif d'égalité en matière de rémunération, de recrutement, de formation et de promotion.

De façon très générale, l'appel aux bonnes volontés n'a pas donné de bons résultats en matière d'action positive. Depuis dix ans, très peu d'employés se sont portés «volontaires», et ceux qui ont entrepris des programmes d'action positive n'ont pas toujours obtenu de très bons résultats. Cela était prévisible, à notre avis, étant donné que les éléments indispensables à la réussite d'un programme d'action positive ne figuraient dans aucune directive concrète. Nous pensons donc que les modalités de l'action positive, sur le lieu de travail, devraient faire l'objet de dispositions légales. De plus, il faudrait imposer aux employeurs de négocier ces programmes avec les syndicats, et à défaut de syndicats, avec des représentants des employés. Les dispositions légales devraient par ailleurs être élaborées en collaboration avec les syndicats, lesquels devraient être—dès le départ—considérés comme des interlocuteurs à part entière.

Le principe: «à travail égal, salaire égal», nous semble être un autre élément très important dont nous aimerions que vous teniez compte dans vos réflexions. Tout en étant un élément essentiel de tout programme d'action positive, ce principe nous semble fondamental dès qu'il est question d'égalité au travail. Ce principe est reconnu par un nombre important de conventions internationales, auxquelles le Canada est partie. Il serait donc temps de l'appliquer à l'intérieur de nos frontières.

Nous savons que ce principe est inscrit à l'article 11 de la Loi canadienne des droits de la personne. Cependant, nous avons l'impression qu'il n'est pas appliqué comme il convient. Nous vous demandons donc de recommander au Parlement d'adopter des mesures législatives en matière d'action positive qui tiennent compte de ce principe tout à fait indispensable à la réalisation de l'objectif d'égalité sur le lieu de travail.

Passons maintenant au congé parental. La loi dans ce domaine n'a pas suivi l'évolution de la population active. En effet, une majorité des femmes en âge de procréer en font maintenant partie.

La législation de l'assurance-chômage canadienne prévoit qu'une mère en congé de maternité touche, jusqu'à concurrence d'un certain plafond, 60 p. 100 de son salaire, pendant une période déterminée. Comme vous le savez, seules les mères y ont droit. Elles sont donc désavantagées, puisqu'elles ne touchent que 60 p. 100 de leur salaire, et ce alors que le gouvernement du Canada s'est engagé, sur la scène internationale, à pleinement intégrer la population féminine du pays à la vie économique, et ceci sur une base d'égalité. Dans le cas des mères, il est clair que la communauté canadienne ne respecte pas ses engagements. Nous aimerions recommander que l'on adopte des dispositions légales exigeant de l'employeur verse à l'employé en congé parental la totalité de son salaire. Ceci a déjà été négocié dans de nombreux cas de conventions collectives, mais reconnaître ce principe dans la loi permettrait aux travailleurs—syndiqués ou non—de mieux répondre aux exigences de leur rôle de parents. Nous aimerions que vous en teniez compte dans vos recommandations au Parlement.

[Texte]

In the area of child care—another very important element—the lack of an adequate system of affordable child care in this country is an obstacle for those contemplating entering the work force or a training program, or for those who are already in the work force or on a training program. Our union has been in the forefront of a movement promoting the creation of a universally accessible high quality system of child care which would be affordable, non-profit and government funded.

Without a more equitable system of parental leave and without a more comprehensive system of affordable child care, women's opportunities in the work force will continue to be severely limited and equality thereby compromised.

Another area that we highlight in our brief, on page 11, is the importance of training to go hand in hand with affirmative action in the workplace, to assist women to re-enter the work force and move into non-traditional areas.

Now, I will discuss the question of affirmative action and seniority rights. In our view, it is a misconception that affirmative action and seniority rights are incompatible. On the contrary, effective seniority provisions are the best protection against discrimination in the workplace. Seniority, like affirmative action, can be an effective tool in attacking discrimination at the workplace, opening up more opportunities and offering protection to disadvantaged workers. Both seniority and affirmative action are based on the desire of workers to have some control over management's tendency to make decisions about firing and lay-offs, recalls and promotions, based on favouritism and discrimination.

We want to point out the importance of employer-wide as opposed to departmental seniority. If seniority rights are limited in their application to a department of a plant or an office, workers cannot exercise their rights to claim jobs in another department in cases of promotion or lay-off. In that type of seniority system, it is possible for an entire department to be laid off, while newly hired employees in other departments retain their jobs. This is obviously unfair.

Your legislative approach, we think, should recommend employer-wide seniority, rather than departmental seniority, and that should be translated into the minimum conditions of your legislative agenda.

In order to assure that affirmative action programs and seniority provisions are complementary and not contradictory, unions must be involved in defining the terms for both. Our experience to date suggests that affirmative action programs can be effective without endangering seniority and that strong seniority protection is an essential element of equality in the workplace.

[Traduction]

Passons maintenant à un autre domaine très important, celui des services de garderie pour enfants. L'absence de tels services à un prix abordable rend la tâche extrêmement difficile aux personnes qui désirent travailler, ou suivre un programme de formation. Notre syndicat a été à l'avant-garde d'un mouvement de revendication, demandant la création de services de garderie de qualité accessibles à tout le monde, sans but lucratif et financé par l'État.

En l'absence de dispositions plus équitables en matière de congé parental, et de services satisfaisants et accessibles en matière de garderies, les femmes continueront à ne pas avoir les mêmes possibilités en matière d'emplois, et le principe d'égalité ne sera pas respecté.

A la page 11 de notre mémoire nous expliquons également l'importance qu'il y a à mener de front la formation et l'action positive si l'on veut aider les femmes à reprendre le travail et notamment à occuper des fonctions traditionnellement réservées aux hommes.

Je vais aborder maintenant la question de l'ancienneté dans ses rapports avec l'action positive. Il est faux, à notre avis, de croire qu'il y ait contradiction entre la défense des droits à l'ancienneté et l'application d'un programme d'action positive. Nous pensons bien au contraire qu'une bonne réglementation de l'ancienneté peut être une des meilleures protections contre toute forme de discrimination au travail. Comme n'importe quelle mesure d'action positive, l'ancienneté peut être utilisée pour lutter contre certaines formes de discrimination, et pour augmenter les chances de certaines catégories d'employés désavantagés. Qu'il s'agisse d'action positive, ou de défense du droit à l'ancienneté, il s'agit toujours du même désir des travailleurs d'avoir un droit de regard sur les décisions de la direction en matière de renvoi, de licenciement, de rappels et de promotion, afin d'éviter le favoritisme et toute forme de discrimination.

Il est important, pour nous, que l'ancienneté soit reconnue par l'employeur, quel que soit le secteur considéré. C'est-à-dire que les employés et ouvriers doivent pouvoir conserver leur ancienneté, même s'ils changent de service, d'usine ou de secteur, alors que l'employeur reste le même. Ceci est notamment important en cas de promotion ou de licenciement. Dans le cas contraire, il devient possible de licencier les employés d'un service entier, alors que dans un service parallèle des collègues récemment recrutés conserveraient leur emploi. Il y a là une injustice flagrante.

Nous vous demandons donc de recommander que le principe de l'ancienneté s'applique à tous les secteurs relevant d'un même employeur, et que cette recommandation fasse partie des conditions minimales exigées par votre programme de réforme législative.

Il convient donc, afin que les programmes d'action positive ne soient pas en contradiction avec les règles d'ancienneté, que les syndicats soient consultés. Notre expérience jusqu'à ce jour montre que les programmes d'action positive peuvent être appliqués de façon satisfaisante sans menacer l'ancienneté, et qu'en même temps la protection de l'ancienneté reste un élément essentiel du respect de l'égalité au travail.

[Text]

Pension plans are another area where your legislative recommendations are urgently required. Federal legislation presently permits sex-based discrimination. This is presently permitted, as you all know, under the Human Rights Act, as long as the discrimination has an actuarial basis. As a result, it is common for women to receive a lesser pension benefit on retirement than men with similar service and similar contributions. This is unacceptable. We think that such forms of discrimination should be eliminated. In the United States, courts have already condemned the use of sex-based actuarial tables. The Province of Manitoba has set the lead. We urge you to recommend that the government and Parliament of Canada follow that lead in eliminating sex-based discrimination in private pension plans.

Now, some of you will be quick to point out that the recent federal budget addressed this issue in its proposals by presenting two options. One, planned sponsors would be permitted to use unisex annuity factors, or, they would be required to pay higher contributions by the employer for female workers.

• 2025

We think the latter option would provide a disincentive to employers to hire women, since the costs for their pension contributions would be higher. Therefore, we recommend that unisex benefits be achieved through the use of unisex mortality tables. We further recommend that this principle of equality of benefits should be extended to RRSPs.

Less obvious than sex-based annuity tables is the discrimination women face in pension plans because of the design features for vesting, locking in, and portability. Our brief spends a couple of sentences explaining the background of that point. We would recommend to you that legislation require revisions to employer-sponsored plans that provide for earlier vesting and locking in and increased portability.

In addition, we strongly recommend an expansion of the Canada and Quebec Pension Plan benefits. Specifically, we recommend that QPP and CPP benefits be increased to provide for 50% of pre-retirement earnings up to the average industrial wage. The QPP and CPP have superior features, such as immediate vesting and locking in, complete portability and greater coverage. This benefits all workers, especially those who work part time, most of whom are women. An increase in the QPP and CPP would address some of the problems women now face with regard to pension plan coverage.

Mandatory retirement is another vexed area. It is possible that mandatory retirement will be found to violate section 15. However, the legal resolution to this question will be meaningless unless our pension plan system is reformed so that adequate levels of income are provided upon retirement. CUPE believes all Canadians should have access to adequate pensions, indexed to the cost of living, and we believe pension

[Translation]

Le domaine des régimes de pension est un autre domaine pour lequel nous attendons impatiemment que vous fassiez des recommandations. La législation fédérale, en effet, tolère à l'heure actuelle certaines formes de discrimination fondée sur le sexe. Comme vous le savez tous, la Loi sur les droits de la personne le permet, dans la mesure où ces différences proviennent du calcul actuariel. En conséquence, il est fréquent que les femmes perçoivent une pension de retraite inférieure à celle de leurs collègues masculins dont les états de service sont tout à fait comparables. Voilà donc une situation inacceptable, à laquelle il convient de remédier. Aux États-Unis, les tribunaux ont déjà condamné la séparation par sexe des tables de calcul actuarielles. La province du Manitoba a dans ce domaine montré l'exemple. Nous vous demandons instamment de recommander au gouvernement et au Parlement canadiens de suivre cet exemple, et de supprimer des régimes de pension privés toute discrimination fondée sur le sexe.

Je sais que certains d'entre vous seront prompts à nous rappeler les deux options proposées par le dernier budget fédéral. L'une consisterait à autoriser l'utilisation de tables de calcul unisexes, sauf à relever la part de l'employeur pour les femmes.

Nous estimons que cette dernière option découragerait les employeurs d'embaucher des femmes car leurs cotisations seraient plus élevées. Nous recommandons, donc, l'emploi des tables de mortalité unisexuelles qui viseront des prestations unisexuelles. Nous recommandons en plus que le principe de l'égalité dans les prestations fasse partie des REERs.

Il existe une autre forme de discrimination contre les femmes dans les régimes de pensions qui est, moins évidente que celle de la table de la mortalité basée sur le sexe, à savoir certaines mesures de dévolution, d'immobilisation, et de transférabilité des rentes. Notre mémoire en donne le cadre. Nous vous conseillons de réviser la loi pour obliger les régimes patronaux à offrir des possibilités de dévolution et d'immobilisation anticipées et de transférabilité accrue.

En plus, nous recommandons fortement que les prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime des rentes du Québec soient augmentées. Plus précisément, nous recommandons que ces prestations soient augmentées afin de fournir 50 p. 100 des gains antérieurs à la retraite, jusqu'au niveau du gage industriel moyen. Le RPC et le RRQ ont de bons avantages, tels que la dévolution et l'immobilisation immédiates, la transférabilité totale, et une protection plus grande. Ils travaillent à temps partiel, dont la plupart sont des femmes. Une telle augmentation des prestations du RPC et du RRQ réglerait des problèmes auxquels font face les femmes quant à la protection fournie par les régimes de pensions.

La retraite obligatoire pose aussi des difficultés. Il se peut qu'elle va à l'encontre de l'article 15. Mis une telle décision juridique ne vaudra rien si nous ne réformons pas nos régimes de pensions afin de fournir un niveau de rente acceptable. Notre Syndicat estime que tous les Canadiens doivent avoir accès à des pensions adéquates, en conformité avec l'indice du coût de la vie, et nous croyons, en plus, que ces régimes doivent

[Texte]

plans should provide flexibility in the choice of retirement age. But if mandatory retirement is abolished, neither the employer nor the pension fund should benefit if an employee elects to postpone his or her retirement age. Either pensions should be payable at normal retirement age, irrespective of work status, whether the person continues working or not, or pensions should be actuarially increased to account for the later retirement age.

A final point has to do with collective bargaining, a narrower point perhaps, one that does deal with the mismatch that exists, in our view, between federal legislation and the provisions of the charter. The Public Service Staff Relations Act and the Public Service Employment Act contain numerous restrictions on the scope and method of collective bargaining in the federal Public Service. CUPE, as I mentioned earlier, does not represent employees under these acts and does not propose to comment specifically on those restrictions. We wish to register, however, our strongest support for the principle that employees in the federal Public Service should be accorded equal rights with employees in the private sector. CUPE believes all discriminatory restrictions on collective bargaining should be removed in the federal sector as well as in all other sectors.

In conclusion, Mr. Chairman, in this submission we have addressed some issues that we believe are fundamental to the achievement of equality in the workplace. We recognize there are other important areas that merit consideration, but we have restricted ourselves to what we consider to be the most important issues.

We urge the government and Parliament of Canada to bring forward legislation to meet our concerns. Along with other Canadians, we are prepared to initiate legal action to attain equality if that is required; but we believe it would be far more appropriate for Parliament to act voluntarily before being ordered by the courts to do so. Three years have already been lost; further delays would be intolerable.

Thank you again for the opportunity to put forward our concerns and our recommendations. We urge Members of Parliament to set the standard in amending and implementing legislation that will ensure equality in the workplace. Thank you very much.

The Chairman: Thank you, and it certainly is helpful to us that you focused on a number of specific issues. That is the stage we are at now, and it is really helpful to us to have that kind of thinking brought to bear.

Let us get the most out of our time. We will begin with Pauline Browes, Member of Parliament for Scarborough Centre.

Mrs. Browes: Thank you very much, Mr. Chairman. I too want to thank you very much for this excellent brief and bringing your ideas and suggestions and concerns to the attention of the committee.

I would like to restrict my comments and questions to child care. As you have stated, a very important aspect of the whole affirmative action program is having child care availability.

[Traduction]

être souples quant à l'âge de retraite. Si la retraite obligatoire est éliminée, il faut que ni l'employeur ni le fonds n'en tirent profit d'une remise de la retraite à plus tard. Ou bien la rente doit être payée à l'âge normal de retraite, si la personne travaille ou non, ou bien la pension doit être augmentée sur une base actuarielle pour tenir compte de l'âge plus avancé de la retraite.

Finalement, j'aimerais parler des négociations collectives. Nous pensons qu'il existe un écart entre la loi fédérale et les dispositions de la Charte, la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique, et la loi sur l'emploi dans la Fonction publique, apportent des restrictions à la portée des négociations collectives dans la Fonction publique et à la méthode de négocier. Comme je l'ai dit tout à l'heure, notre Syndicat ne représente pas nos employés dans le cadre de ces lois, et nous n'avons pas l'intention de faire des commentaires sur ces restrictions précises. Nous voulons souligner, cependant, que nous appuyons fermement le principe que les employés de la Fonction publique doivent être accordés des droits égaux à ceux accordés dans le secteur privé. Nous estimons que toute restriction discriminatoire aux négociations collectives doit être éliminée dans le secteur fédéral, et tout autre secteur.

Pour terminer, monsieur le président, nous avons soulevé des questions que nous croyons être fondamentales à la recherche de l'égalité sur le marché du travail. Nous savons qu'il y a d'autres domaines qui méritent d'être étudiés, mais nous nous sommes limités aux questions que nous estimons les plus importantes.

Nous exhortons le gouvernement et le Parlement du Canada à adopter des lois qui satisferont nos préoccupations. Comme tous les autres Canadiens, nous sommes prêts, le cas échéant, à tenter des procès pour atteindre l'égalité, mais nous croyons qu'il vaudrait mieux que le Parlement le fasse de sa propre volonté, au lieu de se faire ordonner par les cours. Nous avons déjà perdu trois ans, davantage serait intolérable.

Je vous remercie encore une fois de nous avoir donné l'occasion de vous faire part de nos préoccupations et de nos recommandations. Nous exhortons les députés à donner l'exemple en révisant, et en adoptant, des lois qui assureront l'égalité au marché du travail. Merci beaucoup.

Le président: Merci. Il nous est très utile que vous ayez mis l'accent sur des questions précises. Nous sommes à l'étape d'étude des questions précises et vous nous avez aidés.

Passons tout de suite aux questions. Commençons avec Pauline Browes, députée de Scarborough Centre.

Mme Browes: Merci beaucoup, monsieur le président. Je tiens à vous remercier aussi de votre excellent mémoire et de vos idées et suggestions.

J'aimerais limiter mes questions à l'assistance à l'enfance. Comme vous l'avez dit, un aspect très important du programme d'action positive, est l'accès aux garderies.

[Text]

• 2030

In Scarborough recently, the federal government just awarded \$15,000 to Scarborough Human Services, which is an organization looking after a number of social services in Scarborough, to conduct seminars for business persons and labour groups on setting up workplace child care centres. I was wondering what your experience has been with the places of employment of your group that have had experience with the workplace child care facilities.

The second part of my question has to do with child care, but really, child care in the home where people are not working, and having to do with pensions as you have outlined on page 13. I am wondering what your position would be on the availability of pensions for women who are looking after their children at home.

Mr. Rose: I will answer the second one first, Mrs. Browes, because I understand the CLC was asked that question earlier today on special pensions for homemakers. In the interest of brevity, let me say we endorse the position they put to you then.

As to your first question on workplace daycare, let me give you two examples, one of which you can visit very easily because it is in downtown Toronto, and you will love it. It is the Hester How Daycare Centre at City Hall in Toronto. We were intimately involved with the establishment and continue to be involved with the running of that centre. We have people on the board of directors. It is a super little daycare centre that serves the work force in City Hall and in the surrounding spin-off offices that the Metro and Toronto government have set up in the downtown core. Another example you might like to check out if you are ever in Winnipeg is the Health Sciences Centre in Winnipeg, where our Local 1550 is involved with a workplace daycare centre. I give those two examples because they are magnificent successes. They are high-quality daycare and they are affordable.

Mrs. Browes: What concerns me is that it has not caught on as quickly as it should have.

Mr. Rose: All the more reason for you to propose legislation.

Mrs. Browes: Yes. I just wonder why it has not been voluntary, though. Are your workers recommending it? Are they pushing it? Why is this not happening?

Mr. Rose: It does not happen everywhere, to be honest with you. It is not true that workers are universally pursuing that as a priority at the bargaining table. But in many cases, the answer we are given when we do raise it is the same answer we are given to many other proposals we make, and that is that it is too expensive. I am sure you are familiar with that argument. You will receive that from employers and from business people. But if we believe in things in our society, as I am sure you would be the first to agree, even if they are expensive, if they are important, that is a good argument for legislation.

Mrs. Browes: Thank you for those comments.

Mr. Rose: Thank you.

[Translation]

Le gouvernement fédéral vient d'accorder 15,000\$ au *Scarborough Human Services*, qui s'occupe des services sociaux à Scarborough, pour donner des cours aux entrepreneurs et au groupe de travail sur l'établissement des garderies. Je me demande si votre syndicat a l'expérience des garderies.

Ma deuxième question porte sur l'assistance à l'enfance, surtout dans les foyers où les parents ne travaillent pas, et sur les pensions dont vous avez parlé à la page 13. Que pense le syndicat des Régimes de pensions pour les femmes qui élèvent leurs enfants chez-elles?

M. Rose: Je crois savoir, madame Browes, que le CTC a répondu à votre deuxième question sur les pensions spéciales pour les ménagères, et afin d'être bref, disons que nous appuyons leur position.

Quant à votre première question sur les garderies, permettez-moi de vous en donner deux exemples. D'abord, il y a le *Hester How Daycare Centre* à l'Hôtel de ville à Toronto, que vous pouvez facilement visiter, et vous en serez ravi. Nous avons beaucoup travaillé à son établissement, nous participons à son fonctionnement, et nous sommes représentés au Conseil d'administration. C'est une garderie formidable qui dessert les travailleurs de l'Hôtel de ville et d'autres bureaux de la municipalité au centre ville. Si jamais vous êtes à Winnipeg, allez voir le *Health Sciences Centre* où notre local 1550 a établi une garderie. Je vous donne ces deux exemples, car ils sont de vraies réussites. Les garderies sont de haute qualité à un prix accessible.

Mme Browes: Ce qui me préoccupe, c'est que l'idée n'est pas aussi répandue que j'aurais pensé.

M. Rose: C'est une bonne raison pour l'incorporer dans la loi.

Mme Browes: Oui. Je me demande pourquoi cela n'a pas été spontané. Est-ce que vos membres les recommandent? Sont-ils en faveur? Pourquoi cela n'arrive-t-il pas?

M. Rose: À dire vrai, cela n'arrive pas partout. Il n'est pas vrai que les travailleurs les proposent comme priorité à la table de négociations. Souvent, quand nous soulevons la question, nous recevons la même réponse qu'à plusieurs de nos autres propositions; c'est-à-dire, qu'elles coûtent trop cher. Je suis certain que vous connaissez bien cette réponse qui vient souvent des employeurs et des entrepreneurs. Je suis certain que vous conviendrez avec moi, que si nous croyons aux améliorations à apporter à notre société; si elles sont importantes et même si elles coûtent cher, c'est une bonne raison pour les fournir au moyen de la loi.

Mme Browes: Merci beaucoup de vos commentaires.

M. Rose: Merci.

[Texte]

The Chairman: Thank you. Next is Sheila Copps.

Ms Copps: I have a comment on that. When I was a member of the legislature at Queen's Park, we tried for a long time to get the government to incorporate some kind of daycare arrangement there. They constantly polled the employees and found that their argument was that there was not enough of a demand. But the concern is that a lot of women primarily, who are working in low-paying jobs, cannot afford to pay even what is perceived to be the nominal cost of daycare; i.e., the average cost being . . . In Metro Toronto it is probably higher, but let us take \$90 a week as a figure for organized child care. If you have two children, \$180 just becomes prohibitive. So they prefer to make unorganized and less beneficial arrangements just from a strict point of view of financial survival. Anyway, that is a long problem.

But I wanted to ask a couple of questions, one on the definition of employer for the purposes of affirmative action. You make the suggestion that in implementing certain recommendations we should be looking at employer-wide implementation rather than in a specific department. You are looking at the value of seniority on page 12, saying its application should be employer-wide rather than department-wide. It seems to me the same employer-wide principle applies when you are talking about the application of the federal equal pay regulations and also collective agreements you might negotiate with various municipalities. Number one, I wonder how successful you have been in negotiating pay equity or equal pay for work of equal value clauses in contracts with bargaining units of your union; and if so, whether they have been department-wide or employer-wide in their application.

• 2035

Mr. Rose: Generally speaking, it takes so much bargaining leverage to obtain equal pay for work of equal value, or even programs aimed at achieving that over time, that if we are able to achieve it for an employer we are able to achieve it across the entire work force of the employer. Just pick for an example the City of Toronto, where there is a species of program aimed at achieving a form of equal pay. That took so much effort that we were able to achieve it for all of our employees there. We do not have that kind of difficulty as between employer-wide equal pay and department-wide equal pay; the difficulty is more general. The difficulty is that we find so much resistance from most employers that we do have a very hard time obtaining that at the bargaining table. Unions, as I am sure you know, in spite of our reputation, are rarely able to obtain the goals we set for ourselves at the bargaining table. It sometimes takes years; it sometimes takes tremendous amounts of persuasion and solidarity, and sometimes even conflict, which is quite regrettable.

We are having a lot of trouble obtaining equal pay for work of equal value from recalcitrant employers who realize that it is a lot cheaper to be able to isolate and ghettoize groups of workers. However, we are continuing to make that a high priority in bargaining, and we will continue to do so. Any help that women can receive from the legislative level of this

[Traduction]

Le président: Merci. Sheila Copps a maintenant la parole.

Mme Copps: J'ai un commentaire à faire. Quand j'étais membre de la Législature à Queen's Park, nous avons essayé longtemps à obliger le gouvernement à établir une garderie. On a fait beaucoup de sondages et on a toujours dit qu'il n'y avait pas de demande. Nous nous préoccupons du fait que les femmes qui travaillent dans les emplois à bas revenu ne peuvent pas payer même une somme insignifiante pour la garderie. Le coût moyen est de . . . À Toronto la somme est plus élevée, sans doute, mais prenons 90\$ par semaine pour une garderie établie. Si vous avez deux enfants, vous n'avez pas les moyens de payer 180\$. Alors, elles préfèrent faire des arrangements moins avantageux pour des raisons strictement financières. C'est un problème à long terme.

J'ai deux ou trois questions à vous poser; dont une sur la définition d'employeurs pour les besoins de l'action positive. Vous dites que dans le cadre de certaines recommandations, il faut les appliquer à tous les employeurs, plutôt qu'à un ministère précis. Vous avez parlé de l'ancienneté à la page 12, et vous avez dit qu'il faut l'appliquer à tous les employeurs, plutôt qu'à tous les ministères. Il me semble que le même principe s'applique aux règlements fédéraux sur le salaire égal, et aux conventions collectives avec les diverses municipalités. D'abord, votre syndicat, a-t-il réussi à obtenir des clauses à travail égal salaire égal dans les contrats de ces unités de négociations; et, dans l'affirmative, s'agit-il d'un ministère ou de tous les employeurs?

M. Rose: En général, il faut tant de négociations afin d'obtenir un salaire égal à travail égal, même dans des programmes à long terme, que si nous avons réussi à l'obtenir chez un employeur, nous avons réussi à l'obtenir pour tout son personnel. Prenons l'exemple de la ville de Toronto, où il y a un programme qui vise à accorder une sorte de salaire égal. Il nous a fallu tant d'efforts, que nous avons réussi à l'obtenir pour tous nos employés. La difficulté n'est pas le salaire égal payé par l'employeur, ou par le ministère, elle est beaucoup plus générale. Les employeurs résistent tellement, que nous avons beaucoup de difficulté à négocier un salaire égal. Vous savez sans doute, malgré notre réputation, que les syndicats ont beaucoup de mal à atteindre les objectifs fixés. Il faut parfois des années; il faut beaucoup de persuasion, de solidarité, et même, quelques fois des conflits, ce qui est regrettable.

Nous avons beaucoup de mal à obtenir un salaire égal pour un travail égal des employeurs qui savent qu'il coûte beaucoup moins cher d'isoler les travailleurs. Pour nous, c'est prioritaire à la table des négociations, et ce le sera à l'avenir. Toute aide donnée aux femmes par les législateurs, facilitera la réalisation de la société à laquelle nous croyons.

[Text]

country would go a long way toward achieving the kind of society we all believe in.

Ms Copps: My last question, because I know we are very tight on time. You make a very strong argument for the notion, obviously from a straight equity point of view, of extending maternal leave to parental leave, and you talk about the inadequacies of the present UI system with respect to parents. This may be going beyond the mandate of the committee, but in light of the fact that it is quite possible that within the next six months to a year maternity benefits will be taken out of the UI package because of on-going discussions with respect to changes in the Unemployment Insurance Act, I wonder whether your request to beef up the maternity leave with a fully paid parental leave is in fact perhaps tilting at a different windmill?

Mr. Rose: Possibly. I would not want anyone to think that the suggestion that is mildly critical of the maternity benefit in UI is in any way supportive of the notion that the maternity benefit should be taken out of UI and abolished in the society. On the contrary, we are talking about strengthening it and carrying it one step further. Now, this is outside the scope—I am sure you are right—of this committee's deliberations, and it goes beyond what we are talking about, but unions in this country, and I dare say millions of women in this country, would strongly oppose the loss of the maternity benefit in UI, and I hope the Conservative government will not take that backward step.

Ms Copps: Thank you.

The Chairman: Thank you. Svend Robinson.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman. I, too, want to join in welcoming the witnesses before this committee today. I know the reputation of both Mr. Rose and of Karen Stotsky who in another day did an outstanding job in serving the NDP caucus in our research department. Certainly CUPE's gain was our loss.

I am aware as well of the reputation CUPE has in fighting for change over the years—Civil rights, and in particular issues such as child care. I think too often groups, such as the National Citizen's Coalition, whose objective is to destroy the trade union movement, forget that it has been, as you point out in your brief, trade unions that have frequently acted as a catalyst for a social progressive legislation. And wherever we have an opportunity to underscore that, I think it is important that we do so, and so I particularly welcome your appearance before the committee today.

• 2040

I have questions just in two or three brief areas. I was going to ask you about the homemaker's pension—I asked the question of the CLC this afternoon—because it is an issue that we are grappling with as a committee in our desire to improve what are frequently appalling conditions of life for elderly women in Canada, but you have indicated that you support the CLC's position on that.

[Translation]

Mme Copps: Voici ma dernière question, parce que le temps est presque écoulé. Sans doute pour des raisons d'égalité, vous appuyez la notion d'un congé de parent, au lieu de congé maternité, et vous parlez des lacunes dans le système actuel d'assurance-chômage vis-à-vis des parents. Ce n'est pas, peut-être, du mandat de ce Comité, mais étant donné que dans les six à douze mois à venir, les prestations de maternité seront éliminées de l'assurance-chômage, je me demande si vous avez visé un autre objectif quand vous avez demandé un congé de parent payé?

M. Rose: Peut-être. Malgré ma proposition, je ne veux pas donner l'impression que je suis pour l'élimination des prestations de maternité dans notre société ou dans l'assurance-chômage. Au contraire, nous allons un pas plus loin. Vous avez raison sans doute quand vous dites que cela ne relève pas des délibérations du Comité, mais les syndicats canadiens, et des millions de femmes canadiennes, s'opposeraient à l'élimination des prestations de maternité dans l'assurance-chômage, et j'espère que le gouvernement conservateur ne va pas prendre cette mesure rétrograde.

Mme Copps: Merci.

Le président: Merci. Svend Robinson.

M. Robinson: Merci, monsieur le président. J'aimerais aussi souhaiter la bienvenue aux témoins. Je connais la bonne réputation de M. Rose et de Karen Stotsky, qui ont fait un travail excellent de recherches au sein du caucus NPD dans le passé. Là où nous perdons, le syndicat gagne.

Je connais aussi la bonne réputation du syndicat dans sa lutte pour des changements—dans les droits civils, et dans les garderies. Je pense que des groupes, tels que la *National Citizen's Coalition*, qui vise à détruire les syndicats, oublient, comme vous l'avez dit dans votre mémoire, que les syndicats ont souvent agi en tant que catalyseurs des changements progressistes. Il faut souligner ce fait quand nous avons l'occasion de le faire, donc, je suis très content de vous souhaiter la bienvenue aujourd'hui.

J'aurais à poser deux ou trois petites questions. Par exemple, je voulais en connaître plus long sur votre position en ce qui a trait aux pensions pour la personne au foyer—j'ai d'ailleurs posé cette question aux représentants du CTC cet après-midi—parce qu'il s'agit d'un sujet que nous devons aborder car nous voulons formuler des propositions qui permettraient d'améliorer les conditions, souvent fort déplorable, dans lesquelles vivent les femmes âgées au Canada; vous avez indiqué que vous appuyez la position du CTC à cet égard.

[Texte]

It is not clear to me what your position is with respect to mandatory retirement. You indicate, and I certainly agree with you, that there are a number of changes that should be made to pension schemes in Canada, but they should be flexible in terms of the choice of retirement age, indexed to the cost of living, and so on. But while we wait for nirvana to arrive, the charter is very much in force. What is your position in terms of policy on mandatory retirement, at the present time?

Mr. Rose: Our position is not clear, to be perfectly honest with you.

There are many people in our union who believe that there should be mandatory retirement, and many people who do not. I would feel very uncomfortable with the courts deciding as a matter of public policy that something that has evolved over the decades, indeed over the centuries, is now to be swept away and replaced with a court-imposed system. I would certainly think that if this committee wants to get its teeth into that issue a great deal more consultation will be necessary, otherwise the risk exists of a rigid system being put in place that creates all sorts of inequities and situations of unfairness far worse than the present system.

Mr. Robinson: But I am reading your brief correctly, in that you do not exactly come down strongly one way or the other on it?

Mr. Rose: We not only do not exactly come down strongly one way or the other on it, but I have just—uncharacteristically for someone in my position—admitted to you that we do not have a black or white position on the subject, because our members across the country strongly hold views on both sides of the question. All I would repeat is that if this committee wants to get its teeth into that issue it would do so after consultation that is broader in scope than the consultation that I understand you have gone through on that specific subject up to now. I think it will take a great deal more thought, concentrated thought, and specific detailed and careful thought, by people such as ourselves, by business, and by government.

Mr. Robinson: Just a couple of other brief areas. One of the issues that was addressed by all of the labour groups that appeared today—NUPGE, the CLC and PSAC—upon which you are silent, and I might say, surprisingly silent, is the question of discrimination on the basis of sexual orientation. I say surprisingly silent, because—I may be wrong—it seems to me that CUPE, at least in some areas, has taken a very solid position against that form of discrimination, and yet you come before a committee on equality rights, which has as its mandate a study of that issue among others, including a private member's bill specifically on that question, and you say nothing. Perhaps you could clarify what CUPE's position is on that question, and also what steps, if any, CUPE has taken to ensure that collective agreements negotiated by CUPE protect gays and lesbians from discrimination.

[Traduction]

Je n'ai pas bien saisi la position de votre groupe face à la retraite obligatoire. Vous avez signalé, et je suis parfaitement d'accord avec vous, qu'un bon nombre de modifications devraient être apportées aux régimes de retraite au Canada, des modifications qui devront assurer une certaine souplesse en ce qui a trait à l'âge de la retraite, qui devront assurer l'indexation en fonction du coût de la vie et d'autres avantages du genre. Il ne faut pas oublier que pendant que l'on tente de façonner ce régime de retraite idéal, la Charte des droits est en vigueur. Pouvez-vous nous dire quelle est votre position, pour l'instant, en ce qui a trait à la retraite obligatoire?

M. Rose: Pour être parfaitement honnête, notre position n'est pas vraiment très claire.

Nombre de membres de notre syndicat sont d'avis que la retraite obligatoire est nécessaire alors que d'autres pensent tout à fait le contraire. Je ne voudrais pas que les tribunaux décident que le gouvernement devrait adopter une politique dans le cadre de laquelle un système qui a été créé au fil des ans, de fait il a fallu plusieurs siècles, soit écarté et remplacé par un système qui serait imposé par les tribunaux. Si votre Comité désire s'attaquer à ce problème, il devra consulter beaucoup plus la population canadienne; sinon, il se pourrait qu'on mette sur pied un système rigide qui créerait toutes sortes d'inégalités et d'injustices qui seraient beaucoup plus graves que les problèmes qui existent dans le cadre du système actuel.

M. Robinson: Dans votre mémoire, vous ne semblez pas appuyer fermement une position plus qu'une autre.

M. Rose: Il est vrai que nous n'appuyons pas fermement une position ou l'autre et je viens d'avouer—et c'est plutôt rare de la part de quelqu'un qui occupe un poste comme le mien—que nous n'avons même pas une idée bien arrêtée sur la question parce que nos membres ne s'entendent pas entre eux. Je peux simplement répéter que si votre Comité désire un processus de consultation plus général que celui auquel vous avez fait appel jusqu'à présent. Je crois qu'il faudra que les intéressés, votre groupe, des représentants du monde des affaires et du gouvernement

M. Robinson: J'aimerais aborder une ou deux autres petites questions. Tous les autres syndicats qui auront paru devant nous aujourd'hui—le NUPGE, le CTC et l'AFPC—ont soulevé le problème de la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle. Cependant, à ma très grande surprise, vous n'avez rien dit à cet égard. Je suis surpris de cette situation parce que—je me trompe peut-être—il me semble que le SCFP a adopté, dans certains secteurs, une position bien établie contre ce type de discrimination; pourtant, vous vous adressez aujourd'hui à un Comité qui étudie les droits à l'égalité, un Comité qui est chargé entre autres choses d'étudier cette question, d'étudier de fait un projet de loi d'initiatives privées à cet égard, et vous ne soufflez mot! Pourriez-vous nous en dire plus long sur la position du SCFP à cet égard? Pouvez-vous nous dire si le SCFP a pris des mesures pour assurer que les conventions collectives qu'il a

[Text]

Mr. Rose: Mr. Robinson, the reason we did not mention it in our brief is that we wanted to give you a question.

Our position, as you know, is very strongly in favour of both legislation and collective bargaining language that would prevent discrimination on the basis of sexual orientation. What we do at the bargaining table has met with a great deal of success so that a very high proportion of our collective agreements, presently under what we call the no-discrimination clause, prevent employer discrimination on the basis of sexual orientation. We have always been in favour of that. That is our position.

Mr. Robinson: I am glad to hear that enunciated clearly for the committee. Had I not been here for some reason, perhaps the question would not have been asked and you might have not had that on the record, although Sheila assures me she would have asked it.

• 2045

I appreciate it is a complex area, but some of us have some pretty serious concerns about the substance of that bill and the difference between illusion and reality in meaningful steps towards some affirmative action for the groups affected by that. Have you had a chance to do any at least preliminary study of that, and if so, what are the results of your deliberations?

Mr. Rose: No, we have some reservations about it, but I am not able to speak about it tonight.

Mr. Robinson: I will look forward to receiving your comments on that in another committee at another time.

Mr. Rose: Good idea.

Mr. Robinson: Was there anything else which I was supposed to ask and which I did not?

Mr. Rose: No, just sexual orientation. That was the only one.

The Chairman: On behalf of the committee members, I again would like to thank you for appearing before us tonight. I cannot let you leave, Jeff Rose, without noting that the *Sunday Sun* for August 11 gave very fine coverage to you as one of Canada's new movers and shakers, including a final statement of your basic creed:

I believe very strongly in the right of all people to be treated with dignity and respect.

On that note, I think it is a very fine thing that we could see you not only in the pages of the *Sunday Sun* but in action here before our committee tonight. I would like to thank you both for appearing before us.

[Translation]

négociées protègent les homosexuels et les lesbiennes contre toute forme de discrimination?

M. Rose: Monsieur Robinson, la raison pour laquelle nous n'avons pas abordé cette question dans notre mémoire est simplement que nous voulions vous offrir l'occasion de nous poser une question.

Comme vous le savez, nous appuyons fermement toute loi ou convention collective qui permettrait d'empêcher toute discrimination fondée sur l'orientation sexuelle. Nous avons remporté un certain succès à la table de négociation et, aujourd'hui, un très grand nombre de nos conventions collectives, grâce à ce que nous appelons la disposition sur la non-discrimination, empêchent l'employeur de prendre des mesures discriminatoires fondées sur l'orientation sexuelle. Nous avons toujours été en faveur de telles dispositions. C'est la position de notre syndicat.

M. Robinson: Je suis fort heureux que vous ayez expliqué votre position aussi clairement au Comité. Si je n'avais pas été ici, la question n'aurait peut-être pas été posée et les comptes rendus n'en auraient pas fait mention. Sheila m'a cependant dit qu'elle aurait posé cette question si je n'avais pas été ici.

Je reconnais qu'il s'agit d'une question qui est fort complexe, mais certains d'entre nous se préoccupent gravement de la teneur de ce projet de loi; en effet, il faut faire la distinction entre l'illusion et la réalité en ce qui a trait à des mesures vraiment efficaces dans le domaine de la promotion sociale pour ces groupes. Avez-vous l'occasion d'étudier cette question et, le cas échéant, quelle conclusion avez-vous tirée?

M. Rose: Je dois avouer que nous avons certaines réserves, mais je ne peux pas vous en dire plus long ce soir.

M. Robinson: J'attendrai donc avec impatience de connaître vos positions à cet égard lorsque vous vous adresserez à un autre comité.

M. Rose: C'est une bonne idée.

M. Robinson: Devais-je vous demander autre chose?

M. Rose: Non, vous deviez simplement poser des questions sur l'orientation sexuelle. C'est tout.

Le président: Au nom des membres du Comité, j'aimerais vous remercier encore une fois d'être venus ce soir. Jeff Rose, je ne peux vous laisser partir sans signaler que dans son édition du 11 août, le *Sunday Sun* vous a consacré un bel article vous qualifiant de chef de file du mouvement de la protection des droits de la personne au Canada, qui s'est d'ailleurs terminé par votre crédo:

Je crois fermement que tous ont le droit d'être traités avec dignité et respect.

Je dois dire que je trouve que nous avons été franchement gâtés; non seulement avons-nous eu l'occasion de lire cet article du *Sunday Sun* mais nous avons pu vous voir à l'oeuvre ce soir. Je tiens à vous remercier, tous deux, d'être venus ce soir.

[Texte]

Mr. Rose: Thank you, Mr. Chairman, for embarrassing me in such a charming way.

The Chairman: Now we will hear from the Law Reform Commission of Canada. I take great delight in inviting Mr. Justice Allen Linden, who is President of the Law Reform Commission, to come forward.

Le juge Allen Linden (président, Commission de réforme du droit du Canada): Monsieur le président, il y a Me Gilles Létourneau avec moi et l'un de nos nouveaux commissaires, John Frecker de Terre-Neuve.

Le président: Bienvenue à tout le monde; comme vous le savez, nous avons déjà reçu votre mémoire et il s'agit maintenant d'entendre vos opinions sur ce sujet pour nous aider à cette étape de notre travail.

Mr. Justice Linden: We are going to be quite brief. Perhaps I should explain first why we are here now and why we were not here before. We were really very short-handed in our group when we were invited first to appear before you. We had lost some of our key people and we were busily engaged in our criminal law review program. Also, we felt we had not really done very much work in this area in the past; and with our time frame, to do new work is really very difficult. We were as well concerned with the need to avoid duplication, save money, be restrained, and all those kinds of things. So we laid back quietly.

But over the summer we have had some new people joining us, including the vice-president and a new person who is concerned with this area of human rights. We must admit that the remarks of this committee when you had some of our employees here in a personal capacity led us to rethink our situation. So here we are. I do not know if you are going to be extremely helped by the fact that we are here, but we are.

Our brief is in a sense a very limited type of brief, because we are really not able to do a major quite a long time. We go very deeply into things. We consult widely. For us to get anything ready, other than work we have already done, in less than a year or so is almost impossible. But perhaps the brief will be of some assistance to you, because what we do in it as well as introduce ourselves to you, of course, is to point you to some of the work we have done in the past.

In reviewing that work, I was really quite surprised that we had done as much as we had, even in the pre-charter era. So the brief contains some of that. I will touch on a point or two, and then there is a little plea toward the end of the brief that will be offered to you on our behalf by the vice-president, which you may or may not have heard before but which hopefully will inspire you and encourage you to do the kind of excellent work we know you can do.

[Traduction]

M. Rose: Merci, monsieur le président, de ce charmant commentaire qui m'a d'ailleurs fait rougir.

Le président: Nous accueillons maintenant les représentants de la Commission de réforme du droit du Canada. Je suis fort heureux d'inviter le juge Allan Linden, président de la Commission de réforme du droit du Canada, à se joindre à nous.

Mr. Justice Allen Linden (Chairman, Law Reform Commission of Canada): Mr. Chairman, I have with me today Mr. Gilles Létourneau and one of our new commissioners, Mr. John Frecker from Newfoundland.

The Chairman: Welcome; as you know, we have already received your brief; therefore, we will ask you at this stage of our study, to simply share your opinions with us.

M. Linden: Nous allons être brefs. Peut-être devrais-je tout d'abord vous dire pourquoi nous sommes ici aujourd'hui et pourquoi nous n'avons pas comparu plus tôt. Lorsque vous nous avez invités à comparaître devant votre groupe, nous étions à court de personnel. En effet, nous avions perdu certains de nos principaux employés et toutes nos ressources étaient monopolisées par notre programme de révision du droit criminel. De plus, nous étions d'avis que nous n'avions pas vraiment étudié la question à fond; de plus, compte tenu de notre programme de travail, il est très difficile d'entreprendre de nouveaux projets. Nous voulions également éviter les redites, et épargner de l'argent et des ressources. D'où ce retard.

Au cours de l'été nous avons reçu du renfort; nous avons maintenant un nouveau vice-président et un employé qui s'occupe des droits de la personne. Nous devons reconnaître que certains des commentaires qui ont été faits par votre Comité lorsque nos employés étaient présents nous ont poussés à repenser la situation. C'est pourquoi nous sommes ici aujourd'hui. Je ne sais pas si notre présence vous sera utile, mais nous ferons tout notre possible.

Faute de temps, nous n'avons pas pu, dans notre mémoire, étudier la question des droits de la personne en détail. Chez nous, ce genre de processus est assez long. Nous aimons aller au fond des choses. Nous consultons le plus grand nombre d'intéressés possible. La Commission ne peut guère entreprendre une étude et rédiger un rapport dans moins de 12 mois, sauf dans un domaine qui lui est très familier. Peut-être notre rapport vous sera-t-il quand même d'une certaine utilité, car nous y présentons notre groupe et nous vous donnons un aperçu de nos activités passées.

• 2050

En revoyant ces travaux, j'ai été très étonné de constater leur ampleur, même ceux d'avant la charte. Le mémoire y contient donc certaines allusions. Je vais parler d'un ou deux sujets, et il y aura ensuite un bref plaidoyer vers la fin du mémoire qui sera prononcé en notre nom par le vice-président, dont la teneur vous sera peut-être familière mais qui, nous l'espérons, vous inspirera et vous encouragera à accomplir l'excellent travail dont nous vous savons capables.

[Text]

In the brief we have done work in many areas, not just the criminal law—family law, evidence, expropriation, Sunday observance over the years. We have always tried to dig deeply into the underlying purposes and values of the law and to make our recommendations for reform based on our findings of what those substantial values are. If you look at some of the studies we have done, we very early touched upon some of the concerns that are on your agenda; the notions of fair process and fundamental justice, equal access to and equal protection of the laws are values we worked on before 1982 and before 1985. We will of course continue to work on those things in the years ahead.

If you look at our papers on questioning suspects, search and seizure, and obtaining forensic evidence, you will see those values imbedded in the discussion of those issues we have presented. Similarly, the need to have law clearly and accessibly set forth is something we have been most concerned about. This is one of the reasons for our drive to try to write things down, to try to set out what the law is so that people can see it and understand it so that those who are administering it or trying to live under it will have a better idea of what is expected of them, which is not always the case nowadays.

The egalitarian values have also been at the forefront of our work, and we know they concern you greatly. If you look at our report on sexual offences, much of which was finally adopted by Parliament, you will see that there we were most concerned with the need to clean up the earlier laws. A major step I think has been taken in trying to render them more subject to egalitarian values.

We have also done a lot of work—as you can see on pages 17, 18 and 19—about the disadvantaged. One of our earliest studies, and one that has been most cited and relied upon, is by Professor Schmeiser of Saskatchewan, in which he studied the problem of natives and their interaction with the law. He demonstrated by the data how much more the law seems to come down upon native offenders, how much more heavily represented they are in the prison populations and in trouble with the law and things like that. I think it has fueled a great deal of further attention on those questions.

Our work in the family law area I think is still viewed as something that demonstrated the need to redress the imbalance between males and females in this society. I know there is a bill before a committee of Parliament that is in part based upon work of ours in those earlier years.

So really what I am just here to try to underscore with you is that we have done work in this area; it is there, and I am sure your researchers and your colleagues have had a chance to look at much of it. We just thought we would point you in the direction of them if they would be of any more assistance to you. I think at this time I will call on my vice-president, and then we will be ready to answer any questions you may have.

[Translation]

Dans le mémoire nous faisons allusion au travail que nous avons fait dans de nombreux domaines au fil des ans, outre notre travail en droit criminel... le droit de la famille, la preuve, l'expropriation, et l'observance du dimanche. Nous avons toujours tenté d'aller en profondeur pour cerner les buts et valeurs sous-jacents de la loi et pour formuler nos recommandations de réforme en conséquence. Si vous regardez certaines des études que nous avons effectuées, vous verrez que très tôt, nous nous sommes penchés sur certaines des questions qui vous occupent; les concepts de procédure équitable et de justice fondamentale, d'accès égal et de protection égale par les lois sont des valeurs que nous avons étudiées avant 1982 et avant 1985. Nous allons bien sûr continuer de nous y intéresser pendant les années à venir.

Si vous consultez les documents que nous avons préparés sur l'interrogatoire des suspects, les fouilles et les perquisitions, et l'obtention d'expertises médico-légales, vous verrez que nous nous sommes inspirés des valeurs précitées dans nos discussions. Aussi, nous nous sommes beaucoup préoccupés de la nécessité que les lois soient libellées d'une façon claire et compréhensible. C'est l'une des raisons qui motivent nos écrits, nous voulons tenter d'expliquer la loi pour que les gens puissent la voir et la comprendre et aussi pour que ceux qui doivent l'administrer ou s'y conformer puissent bien comprendre ce que l'on attend d'eux, ce qui n'est pas toujours le cas aujourd'hui.

L'égalitarisme a aussi orienté notre travail, et nous savons qu'il vous tient à coeur aussi. Si vous consultez notre rapport sur les infractions de nature sexuelle, qui a été en grande partie adopté par le Parlement, vous verrez que nous voulions surtout améliorer les lois existantes. Je pense que les tentatives de les rendre plus conformes aux valeurs égalitaires représentent un grand pas en avant.

Comme vous pouvez le voir aux pages 17, 18, et 19, nous nous sommes aussi longuement penchés sur le sort des défavorisés. Dans l'une de nos premières études, qu'on a souvent citée et utilisée, le professeur Schmeiser de la Saskatchewan s'est intéressé aux problèmes des autochtones et à leur interaction avec la loi. Par ses données, il a démontré que la loi semble plus sévère à l'égard des autochtones qui l'enfreignent et que ceux-ci sont plus nombreux, proportionnellement, à commettre des infractions et à devenir prisonniers. Je pense que son travail a attiré plus d'attention sur ces questions.

Dans le domaine du droit de la famille, je pense que notre travail est encore perçu comme ayant démontré le besoin de redresser le déséquilibre entre les hommes et les femmes dans notre société. Je sais qu'un comité parlementaire étudie à l'heure actuelle un projet de loi qui se fonde en partie sur ce travail que nous avons effectué à nos débuts.

Donc, ce que je tiens à souligner aux membres du Comité, c'est que nous avons effectué du travail dans ce domaine; ce travail existe, et je suis sûr que vos chercheurs et que vos collègues ont eu l'occasion d'en revoir une grande partie. Nous avons simplement pensé attirer votre attention sur lui au cas où il pourrait encore vous être utile. Je vais maintenant céder la parole à mon vice-président, et nous serons ensuite disposés à répondre à vos questions éventuelles.

[Texte]

Me Gilles Létourneau (vice-président, Commission de réforme du droit du Canada): Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du Comité, je voudrais, si vous me le permettez, vous parler de la nécessité d'approfondir le concept d'égalité et les critères de non-discrimination qui se rattachent à ce concept, en vue d'élaborer éventuellement une véritable politique législative d'égalité devant la loi.

• 2055

J'ai eu le plaisir, lorsque j'étais au gouvernement du Québec, avant de me joindre à la Commission, de mettre sur pied un comité de fonctionnaires qui était chargé de réviser les lois du Québec pour les rendre conformes à la Charte, et nous nous sommes vite aperçu que, finalement, nous n'avions aucune donnée de base pour traiter des véritables concepts sous-jacents à la Charte québécoise; en particulier, le travail est encore plus difficile au niveau de l'égalité et du principe de non-discrimination qui est finalement l'inverse du principe positif. Et on s'est aussitôt retranché derrière les interprétations faites par les tribunaux pour essayer de procéder d'une façon fonctionnelle à l'analyse des lois sur une base immédiate puisque le délai était assez court.

Par exemple, dans la Charte québécoise, le législateur protège la condition sociale. Il est interdit de discriminer sur la base de la condition sociale. Les tribunaux nous ont dit que les bénéficiaires d'aide sociale ne faisaient pas partie du concept de condition sociale; les tribunaux nous ont dit que les étudiants ne faisaient pas partie de cette catégorie, non plus; et, enfin, les tribunaux nous ont dit que les gens qui détenaient un casier judiciaire également ne faisaient pas partie de cette catégorie. Mais ils ne nous ont jamais dit qui faisait partie de cette catégorie. De sorte que nous avons dû travailler avec ces données-là pour, comme je le disais, essayer de faire une analyse des lois québécoises. J'ai fait une vérification, aujourd'hui, avec le Comité qui doit aussi faire son rapport incessamment, et ils n'ont toujours pas élaboré encore de principes fondamentaux en matière d'égalité, ayant reporté à plus tard l'analyse plus structurée et plus approfondie de ce concept.

Donc, le point que je veux soulever devant vous c'est de souligner la nécessité de vraiment dégager, sur une base fondamentale, le concept d'égalité. Parce que, ultimement, ce qui importe, c'est que ce soit nos institutions démocratiques elles-mêmes qui définissent le genre de société que, finalement, nos institutions veulent pour les citoyens canadiens. Parce que, si ce n'est pas le Parlement qui le fait, ce sera les tribunaux qui le feront; or, l'on sait que les tribunaux fonctionnent toujours à partir de situations qui leur sont présentées et nous risquons, après un processus de plusieurs années, d'aboutir à des solutions partielles et, qui plus est, ce qui m'apparaît encore plus dangereux et pire, nous risquons d'avoir des modèles empruntés à d'autres sociétés comme entre autres la société américaine et les sociétés européennes pour, finalement, transposer dans notre droit les principes tels qu'ils ont été interprétés aux États-Unis ou en Europe. Et je me permets ici de vous donner un exemple frappant. Il y a actuellement deux cas devant les tribunaux judiciaires québécois qui sont significatifs: le premier avait trait à l'affichage unilingue dans

[Traduction]

Mr. Gilles Létourneau (Vice-President, Law Reform Commission of Canada): Mr. Chairman, ladies and gentlemen, members of the committee, I would like, if I may, to speak to you of the need which exists for in-depth study of the concept of equality and of related criteria for non-discrimination, for the purpose of drafting, ultimately, a legislative policy giving real equality before the law.

When I was with the Government of Quebec, before I joined the Commission, I had the pleasure of setting up a committee of public servants who were entrusted with the task of revising Quebec's laws to bring them into compliance with the Charter. We quickly realized, that we really had no basic data whatsoever with which to study the concepts upon which the Quebec Charter rests; the work is especially difficult with regard to equality and the principle of non-discrimination, which is really the reverse of the positive principle. We immediately took refuge in the interpretations given by the courts and attempted to proceed quickly to a functional analysis of the laws, as we were to carry out this work in a rather short period of time.

For instance, in the Quebec Charter, the legislator protects social condition. It is forbidden to discriminate on the basis of social condition. The courts, however, stated that the recipients of social assistance must be considered to have no social condition; the courts stated that students were also outside this category; and finally, the courts stated that people with criminal records, too, were excluded. But they never explained who was to be included in the category. Thus, we had to work with this information and, as I was saying, attempt to analyze Quebec's laws. Today I checked with the committee, who are to submit their report very soon, and they have not yet managed to set down fundamental principles in the area of equality, but have deferred the structured and in-depth analysis of this concept.

Thus, what I want to do here before you today is emphasize the necessity of really defining the concept of equality and its fundamental basis. Because, ultimately, it is important that our democratic institutions define the type of society which they want for Canadian citizens. Because, if Parliament does not do so, the courts will; however, we know that the courts must always rule on the basis of situations submitted to their judgment, and there is a danger that after a process which may take several years, we shall end up with partial solutions, or—what seems to me even worse and more dangerous—that other societies' paradigms will be imported whole: those of the United States or Europe, for instance. That would mean incorporation into our laws principles which have already been interpreted abroad. Allow me to give you a rather striking example of what I mean. There are presently two cases before the courts in Quebec which are significant: The first relates to unilingual signs in the area of Montreal and the second deals with advertising in the Province of Quebec, with publicity aimed at children, specifically. We know that the government

[Text]

la région de Montréal et le deuxième a trait à la publicité commerciale au Québec, particulièrement la publicité destinée aux enfants. On sait que le gouvernement a adopté une réglementation pour contrôler la publicité en matière de jouets destinés aux enfants. Or, évidemment, les compagnies se sont présentées devant les tribunaux et ont plaidé que la liberté d'expression que l'on retrouve garantie par la Charte québécoise inclut également la protection du discours commercial c'est-à-dire la liberté d'expression commerciale, demandant ainsi que la réglementation soit déclarée invalide puisqu'elle brimait la liberté d'expression d'après la Charte.

Donc, à défaut d'instructions venant de la législature québécoise, les tribunaux ont regardé du côté américain pour s'apercevoir que dans la société américaine, évidemment où l'entreprise règne en maître, on avait protégé la liberté d'expression commerciale. Ils ont aussi regardé du côté européen pour s'apercevoir qu'il y avait une protection un peu plus mitigée en matière de liberté commerciale. Et là je me réfère entre autres à un jugement du 28 décembre 1984 de la Cour supérieure de Québec et où on fait une discussion approfondie de ces questions-là, le jugement étant présentement en appel.

• 2100

Evidemment, je ne dis pas que la liberté d'expression commerciale ne doit pas être protégée, mais on peut vraiment se demander s'il est opportun, étant donné que l'État canadien joue un rôle plus actif dans l'économie qu'on ne le fait généralement aux États-Unis, de transposer par voie judiciaire le modèle américain au Canada. Au fond, ce sont des concepts fondamentaux pour notre société qui sont en jeu et qui doivent faire l'objet de débats politiques éclairés, élargis, et non pas émaner de deux parties qui se présentent à un litige devant un tribunal, plus désireuses l'une que l'autre de faire triompher leurs intérêts personnels, ce qui est légitime puisque ce sont elles qui ont amorcé le processus judiciaire.

Je pense, et c'est le point important de l'intervention, qu'il faut absolument que le Parlement étudie à fond les concepts d'égalité devant la loi ou, à l'inverse, de non-discrimination, ceci en vue d'établir une politique pour le futur qui, de toute façon, servira à l'élaboration de la législation future. Ceci permettra d'avoir une meilleure vision de la société que l'on veut, une meilleure cohésion, une meilleure unité dans l'action et, finalement, permettra au législateur, qui doit en dernier ressort se pencher sur la législation, d'avoir une politique définie. Une telle politique permettra aussi au Parlement, qui voudra déroger à l'occasion aux droits et libertés garantis par la Charte par le biais de l'article 1, en d'autres termes restreindre les droits et les libertés que l'on retrouve dans la Charte, de mieux comprendre et de mieux apprécier la portée des limites qu'il entend introduire à certains droits. Je déplore le fait que le Québec, qui s'est livré à un tel exercice, n'ait pas encore réussi à le faire; il doit le faire incessamment.

Cette analyse fondamentale du concept d'égalité peut aussi se faire avec une approche opérationnelle. Il suffit à ce moment-là d'effectuer la recherche fondamentale par secteur d'activité. On peut imaginer, par exemple, l'égalité dans

[Translation]

enacted a regulations to control toy advertisements aimed at children. Of course, the companies went before the courts to plead that the freedom of speech guaranteed by the Quebec Charter also includes the protection of commercial expression, i.e. the freedom to advertise, and requested that the regulations be struck down because they restrict freedom of speech under the Charter.

Thus, in the absence of instructions from Quebec's legislative assembly, the courts looked to the American side, and noted that in American society, where free enterprise obviously, reigns supreme, the law did afford a certain "freedom of speech" to advertisers. They also studied European jurisprudence, where they found that there was some protection for freedom of expression in the commercial arena, although of lesser scope. I refer, among others, to a decision dated December 28, 1984, handed down by the Quebec Superior Court, where these questions are discussed in depth; the decision is being appealed at the present time.

Of course, I am not saying that advertisers need to be restricted as to how they may express themselves, but I think it is fair to ask whether it is appropriate, in Canada, where the state plays a more active role in the economy than is generally the case in the United States, to transpose, through court interpretations, the American model to Canada. In the final analysis, the concepts at stake are fundamental to our society and should be the object of broad and enlightened political debate; they should not be decided between litigants, each of whom wants to see his personal interests triumph, and is entitled to, as far as the legal process is concerned, since both have agreed to that process.

I believe, and this is the main point of my intervention, that it is essential for Parliament to study, in depth, the concept of equality before the law, or, otherwise stated, the concept of non-discrimination, in order to establish a policy for the future which, in any event, will be used to draft future legislation. This will afford us a better vision of the society we want, more cohesion, more unified action, and, finally, will allow the legislator, who must in the final analysis deal with legislation, to adopt a definite policy. Such a policy will also allow Parliament, which may on occasion want to make exceptions to the rights and freedoms guaranteed by the Charter under section 1, that is, the rights and freedoms set out in the Charter to better understand and appreciate the scope of the limits it intends to impose on certain rights. I deplore the fact that Quebec, which undertook such a study, has not managed to complete it; it should do so shortly.

This in-depth analysis of the concept of equality may also be carried out by using an operational approach. This would mean carrying out basic research on each sector of activity. For instance, one can conceive of studying equality in employ-

[Texte]

l'emploi, l'égalité dans le secteur de l'éducation, l'égalité dans le secteur de la santé et même l'égalité dans le secteur du loisir. Il ne faut pas oublier qu'avec les horaires variables et la semaine de quatre jours de travail et trois jours de congés, on s'en va de plus en plus vers une société de loisirs, de sorte que l'on passe autant de temps en période de loisirs qu'au travail. Je comprends que cela ne s'applique pas aux députés qui travaillent six ou sept jours par semaine, mais pour une large partie de la communauté québécoise et canadienne, la période de loisirs est une période importante. Je lisais dernièrement dans le journal qu'une personne du sexe féminin demandait qu'on la laisse participer à des parties de hockey, donc qu'on lui accorde l'égalité d'accès dans ses loisirs; c'était en Ontario. Je mentionne cet exemple-là puisque c'est un exemple que vous connaissez sans doute.

En somme, il y a un besoin irrémédiable de se pencher sur le concept d'égalité comme tel sur une base évolutive, parce que la société évolue. Il faut se définir une politique et il faut que le Parlement soit le forum de discussion et de définition de cette politique en vue d'arriver à ce que nous cherchons tous, c'est-à-dire l'égalité pour l'ensemble des citoyens du Canada.

Merci.

Le président: Merci, maître Létourneau.

Mr. Justice Linden: Mr. Frecker is here to answer questions, particularly in the field of administrative law, which is the area he is responsible for, but it was not planned for him to say anything at this time—at his request, I assure you.

The Chairman: We will see what comes in the questions. Let us begin with Sheila Capps.

• 2105

Mrs. Browes: Excuse me, Mr. Chairman. I would just like to say before I leave how much I appreciate the opportunity to review this submission. Unfortunately, I have another commitment, so I hope you will excuse me. It is not because I would not like to have some questions and hear the answers, but I do have to leave.

The Chairman: Thank you. Sheila.

Mme Capps: Vous avez abordé beaucoup de points. Vous avez mis l'accent, tant dans vos travaux que dans le mémoire, sur la question de l'égalité d'accès au système judiciaire.

We have been among the leaders and primary defenders of citizens' right of access to legal process, of fair hearing requirements, and of entitlements to the reasons for decisions handed down by decision-making bodies.

Un des grands problèmes de l'adoption de la Charte tient au fait qu'il y aura beaucoup de décisions de prises par les cours. Il y a beaucoup de gens au Canada, des groupes et des individus, qui n'ont pas les moyens financiers de se lancer dans un débat sur la Charte.

Avez-vous un plan constructif en vue de leur donner la possibilité d'avoir accès financièrement à notre système judiciaire, ou si vous croyez qu'en tant que législateurs, nous devons régler tous les problèmes avant qu'ils viennent en cour?

[Traduction]

ment, equality in education, equality in health and even equality in the area of leisure. It must be remembered that with flexible schedules, and the four-day work week with three days off, the reality of the leisure society is drawing ever nearer, a society in which we spend as much time at leisure as at work. This, of course, does not apply to members of Parliament who work six or seven days a week, but, for a large part of Quebec and Canadian society, time devoted to leisure is substantial. I read recently in the paper that a female was asking that she be allowed to play on a hockey team, in other words that she be granted equal access to a form of leisure activity; this was in Ontario. I refer to this example as it is one you no doubt are aware of.

It is, to conclude, essential that the concept of equality be perceived as a value that evolves, with society. We must set a policy, and Parliament must be the forum for the discussion and definition of this policy, in order that we may achieve our common goal, that is, equality for all citizens of Canada.

Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Létourneau.

M. Justice Linden: M. Frecker est avec nous pour répondre aux questions, surtout dans le domaine du droit administratif, qui est son domaine de responsabilité, mais il n'a pas prévu de faire de déclaration ici... je vous assure que c'est lui qui l'a demandé.

Le président: Nous verrons sur quels sujets porteront les questions. Je donne d'abord la parole à Sheila Capps.

Mme Browes: Excusez-moi, monsieur le président. Avant de quitter la réunion, j'aimerais simplement dire combien j'apprécie l'occasion de pouvoir étudier le document qui nous est soumis. Malheureusement, j'ai un autre engagement, et j'espère que vous m'excuserez. J'aurais aimé pouvoir poser des questions et écouter les réponses, mais je dois m'absenter.

Le président: Merci, M^{me} Capps.

Ms Capps: You have raised several points, and in your work, as well as your brief, you have emphasized equal access to the judicial system.

Nous figurons parmi les premiers et les plus acharnés défenseurs du droit à l'accès à la justice, à une audition impartiale et à l'obtention des motifs des décisions rendues par les divers organismes décideurs.

One of the main problems arising from the introduction of the Charter is that the courts will be called upon to hand down many decisions. However, there are many individual Canadians and associations in this country who do not have the means to undertake litigation relating to the Charter.

Do you have any constructive proposals that would give these people or associations the financial resources necessary to go to law, or do you believe that we, as law makers, must solve all these problems before they get to court?

[Text]

Mr. Justice Linden: It is, of course, something that concerns us and anybody who does anything in public life, to try to involve people in that, to get them full access. We are all, of course, aware that we have not been able to succeed well enough.

Obviously, there are legal aid schemes and groups and things like that, but often you wonder whether or not the groups really represent the people they are supposed to represent, and because it troubles us, we try in our work . . . When we consult, we do go around the country a little bit. We do not do it enough, but we have been in a number of places across the country where we have tried to get meetings of people to come and discuss with us our tentative proposals. We do it in a library or a community centre, and in one case, in a court house. We try to get that, but you do not get enough people. The people you get are not prepared enough; they maybe do not know enough; they maybe are not drawn out enough, and so often there, too, you are represented by groups and organizations that presume to speak on behalf of their people.

I do not think we have any easy answer, but I know you are getting around the country and you are doing your best, and hopefully, you will get some sense of what people think. At least, you can get their concerns and what is bugging them. It is very, very hard to get ordinary people to give you solutions and recommendations as to how to solve their problems, but you can get a sense of what is bothering them and they can dramatize for you the needs. But it is really up to us to do our best to get those views and then to reflect them as well as we can.

Do you want to add something, Gilles?

Mr. Letourneau: Yes, perhaps I could add this. In relation to legal aid, obviously we run into a problem here because these are provincial matters and are normally dealt with by provincial authorities, although we have been concerned with that as well. But short of that, we have also tried very much to improve the process, especially in criminal procedure, in criminal law, in order that a person can have ready access to the courts within a short time in order to vindicate himself. We all know the principle that justice delayed is justice denied. So we have come forward with proposals that will improve or speed up the process in criminal matters so that perhaps, certainly in this sense, access to the courts and access to justice will be facilitated.

Mr. Justice Linden: I should also add that in our reports, our published work, I think if you look at them you will see they are written in relatively clear language for legal documents. They are meant to be read by ordinary people. Perhaps we do not always achieve that, but that has been important to us over the years: to try and educate the public, to try and help them to understand what we are doing and to try and involve them as much as we can in the process.

[Translation]

Le juge Linden: Il est évident que la participation des Canadiens au processus judiciaire, et l'accès au système, est une question qui nous tient à coeur, de même qu'à toute personne qui assume une charge publique. Nous sommes également conscients que les résultats obtenus ne sont pas satisfaisants.

Bien sûr, il y a des programmes d'aide juridique et des groupes qui oeuvrent dans ce domaine et ainsi de suite, mais on se demande souvent si les groupes en cause représentent réellement ceux qu'ils disent. Cela nous préoccupe et nous nous efforçons par conséquent . . . Nos consultations comportent certains déplacements un peu partout au pays. Ces déplacements restent quelque peu limités, mais nous avons néanmoins voyagé au Canada afin d'amener la population à nous faire part de ses opinions sur les propositions que nous avons avancées. Nous avons tenu des réunions dans des bibliothèques, dans des centres communautaires et, à une occasion, dans un palais de justice. Malgré nos efforts, le taux de participation n'est pas suffisamment élevé, les participants ne sont pas suffisamment préparés, peut-être parce qu'ils ne sont pas suffisamment sensibilisés ou encouragés; de plus, il s'agit là encore de groupes et organismes qui représentent plus ou moins leurs commettants.

La solution n'est pas facile à trouver, mais je sais que vous avez effectué une tournée pancanadienne et que grâce à vos excellents efforts, vous réussirez à recenser l'opinion publique, du moins je l'espère. Vous pourrez tout au moins vous faire une idée des inquiétudes et des tracas des Canadiens. Il est très, très difficile d'amener l'homme de la rue à proposer des solutions aux problèmes qui le touchent, mais il est tout de même possible de se faire une idée de ses préoccupations et de ses besoins. En dernière analyse, il nous appartient de faire tous les efforts pour recenser l'opinion des gens pour ensuite s'y pencher aussi consciencieusement que possible.

Voulez-vous ajouter quelque chose, monsieur Letourneau?

M. Letourneau: Oui, en ce qui concerne l'aide juridique, il y a certainement un problème du fait que cette question relève du palier des autorités provinciales, bien qu'elle nous touche également. Cependant, nous avons beaucoup fait pour améliorer le processus judiciaire, particulièrement pénal, afin de permettre aux citoyens d'avoir accès au tribunal rapidement et sans entrave afin de se défendre. Nous connaissons tous le principe selon lequel tout retard dans l'administration de la justice constitue une injustice. Et c'est pourquoi nous avons proposé des méthodes qui amélioreraient ou accéléreraient l'instruction pénale ce qui, en fin de compte, améliorerait l'accès aux tribunaux et l'administration de la justice.

Le juge Linden: Je crois que si vous examinez les rapports et les divers documents publiés par la commission, vous constaterez qu'ils sont écrits dans un langage relativement clair, par rapport à la moyenne des documents juridiques. Nos documents sont destinés aux Canadiens moyens. Au cours des années, nous avons eu comme objectif, et nous ne l'avons pas toujours atteint il est vrai, de sensibiliser le public, de l'amener à comprendre la nature de nos travaux et de l'encourager dans toute la mesure du possible à participer au processus.

[Texte]

• 2110

Ms Copps: A couple of other points. You comment on the whole issue of non-sexist language within the work you have done, and presumably that has its application in the charter as well. On the other hand, an attempt to deal with the so-called sexist provisions of the charter can also lead to something of a double jeopardy. I think we were just discussing earlier today the difficulties faced with any conviction now on statutory rape charges. That has effectively been wiped out, as I understand it, because of the age discrimination between the definition of a young man and a young woman.

I guess I am not really making any comment on the commission's ability to get out and meet with the grass roots. My concern is the work you have done even on things like expropriation and political responsibility. It is all terrific, but if you look at the application of equal access to the law a lot of ordinary people do not have the resources to fight a charter battle. So either you do it in the Parliament or you do it in the courts, which means a lot of money and a lot of resources, or presumably—and maybe this gets back to what you have suggested right at the end of your brief where you talk about the need for a longer-term continuing effort in this regard . . .

Would it be your suggestion that a committee of this nature, whether within Parliament or without, be charged with an ongoing statutory revision of the charter rather than simply having this committee . . . ? I am only here today because our permanent Liberal member is celebrating Rosh Hashanah, but once this committee tables its report in a month presumably no further review of charter statute problems will begin until maybe another few years from now if there is another problem and another committee comes up. So perhaps there is a need for some kind of an ongoing review mechanism.

Mr. Justice Linden: I was going to address that, but I think you will be already aware that you are not going to solve every problem of equality for all time to come. You are going to do your best in the time you have available. You will try and resolve a few issues. Hopefully Parliament will deal with them, but this issue will be with us for the rest of our lifetimes, and it will be dealt with by philosophers and politicians, but also in courts. I think we are trying to encourage you to do the best you can to think deeply, to set us on a proper course to try and not leave it to the judges to do it all for you. Despite the fact that some of my best friends are judges and they are all very worthy people, they cannot resolve it all and it takes too long.

So you have to give them some direction, but also, I think, to think about another body that can continue, whether it is just the everyday work of Parliament or to have a periodic committee or whether our commission or some other commission could be encouraged to keep this under review.

As I indicated, these issues fuel all of our work now. We do not do anything now without considering the charter implica-

[Traduction]

Mme Copps: J'aimerais poser quelques autres questions. Vous faites ressortir le caractère non sexiste du langage utilisé dans vos travaux et je suppose que cela s'applique à la Charte également. D'autre part, les tentatives d'éliminer les dispositions soi-disant sexistes de la Charte peuvent causer un double préjudice, en quelque sorte. Si je me souviens bien, nous en avons déjà discuté aujourd'hui dans le contexte des accusations de viol, difficiles à prouver. À mon sens, cette difficulté a maintenant été aplanie en raison de la discrimination au chapitre de l'âge qui existe dans la définition d'un jeune homme et d'une jeune femme.

Au fond, je n'ai rien à dire sur la capacité de la commission de se déplacer et de rencontrer les Canadiens. Ce qui m'intéresse, ce sont les travaux que vous avez effectués sur certains sujets, tels que l'expropriation ou la responsabilité politique. Tout cela est bien beau, mais lorsque l'on parle d'égalité d'accès au système juridique, on constate que bon nombre de Canadiens n'ont pas les moyens de faire appel aux tribunaux. Donc, il faut que la question soit réglée soit par le Parlement, soit par les tribunaux. La deuxième option exige des ressources considérables, financières et autres, ou peut-être cette option reprend-elle la suggestion faite à la fin de votre mémoire, à savoir qu'il faudrait consacrer à cette question des efforts continus répartis sur une plus longue période.

A votre avis, un comité de ce genre, qu'il soit parlementaire ou non, devrait-il être chargé d'effectuer une révision des lois par suite de l'introduction de la Charte, ou faudrait-il tout simplement que notre Comité le fasse? Si je suis là aujourd'hui, c'est uniquement parce que le représentant permanent du Parti libéral célèbre le nouvel an juif, mais une fois que le Comité aura présenté son rapport, d'ici un mois environ, les problèmes découlant de l'introduction de la Charte seront mis de côté probablement pour quelques années jusqu'à la mise sur pied d'un autre comité. Peut-être y a-t-il donc lieu de créer un mécanisme de révision permanent.

Le juge Linden: J'allais en discuter, mais vous savez sans doute qu'il est impossible de régler définitivement tous les problèmes concernant l'égalité. Le Comité fera de son mieux compte tenu du délai imparti. Il réglera quelques problèmes, que le Parlement abordera, c'est à espérer, mais la question de l'égalité ne disparaîtra pas; des philosophes, des hommes politiques ainsi que des magistrats devront trouver des éléments de réponse. En fait, nous vous encourageons à faire de votre mieux, à effectuer un examen approfondi, à nous orienter dans la bonne voie et à ne pas laisser aux juges le soin de trancher toutes ces questions. Certains de mes meilleurs amis sont des juges et ils sont très compétents, mais ils ne sont pas en mesure de solutionner tous ces problèmes. Cela exigerait trop de temps.

Je crois donc qu'il faut orienter les magistrats, mais également songer à la création d'un autre organisme, un comité parlementaire spécial ou une commission comme la nôtre, pour examiner ces questions de façon permanente.

Comme je l'ai déjà indiqué, toutes ces questions alimentent actuellement nos chercheurs. Dans tous nos travaux, nous

[Text]

tions and the charter values. We try to work them into all of our work and that will go on anyway, and I think that is the way it is with a great many public bodies. But I think that is obviously something you have to think about, how you keep the ball moving forward, how you keep the pressure on to bring these things into line.

Legislation does not happen by itself, as you know. There has to be the constant pressure to keep it going, and the courts are not always the best way of doing it. As you say, it is just too costly and too slow-moving and too disorganized.

Ms Copps: Just an informational point: Can we get a copy of Working Paper No. 40?

Mr. Justice Linden: Everything.

Ms Copps: Thank you.

Mr. Justice Linden: Free, for you as well as all Canadians.

Ms Copps: Is Working Paper No. 40 also *The Legal Status of the Federal Administration*?

Mr. Justice Linden: I think that is it.

Ms Copps: Is that one and the same?

Mr. Justice Linden: That is it, yes.

Ms Copps: Okay. We have heard from other groups today dealing with the issue of the extension of normal political rights, etc., to people working within the federal arena so that might be helpful from a legal point of view.

I think Mr. Frecker wanted to make a comment.

• 2115

Mr. John Frecker (Commissioner, Law Reform Commission of Canada): At the risk of superseding our president, I think the point you have raised is one that is of very real concern to us as a commission mandated by Parliament to look at the reform of laws on an ongoing basis, and one of the points that underlie the brief. It is very historical. It is pointing out what we have done in the past that demonstrates our sensitivity to this issue.

One of the messages we are trying to convey to the committee today is our ongoing commitment to this enterprise. We feel it is necessary for Parliament also to address it internally, because it is a matter that is going to require ongoing legislative attention to bring the laws into line. It is not a matter of reviewing the charter and trying to change the charter, but reviewing the whole corpus of law and trying to bring it into line with the charter in a clear way so the courts know what they are dealing with instead of dealing with ill-defined laws. The commission is well placed to participate in this process and we want to communicate to Parliament through this committee our commitment to that enterprise.

[Translation]

tenons maintenant compte de la Charte, de ses incidences et des valeurs qu'elle avance. Nous essayons d'incorporer dans nos travaux, très souvent de longue haleine, les grands principes de la Charte et je crois que bon nombre d'organismes publics font de même. Je crois cependant que le Comité doit se pencher là-dessus, qu'il doit courir sur sa lancée et qu'il doit exercer certaines pressions pour que des mesures soient prises.

Comme vous le savez, les lois ne sont pas adoptées d'elles-mêmes. Il faut constamment pousser en ce sens et les tribunaux ne sont pas toujours à même d'exercer les pressions les plus efficaces. Comme vous l'avez dit, c'est trop onéreux, trop lent et trop désorganisé.

Mme Copps: À titre d'information, j'aimerais savoir si le Comité pourrait se procurer une copie du document de travail numéro 40?

Le juge Linden: Toutes nos publications sont à votre disposition.

Mme Copps: Merci.

Le juge Linden: Nous vous les offrons sans frais, de même qu'à tous les Canadiens.

Mme Copps: Le document de travail numéro 40 s'intitule-t-il *Le statut juridique de l'administration fédérale*?

Le juge Linden: Je crois que oui.

Mme Copps: C'est le rapport dont il a été question?

Le juge Linden: En effet.

Mme Copps: Très bien. D'autres témoins ont soulevé aujourd'hui la question des droits politiques dont pourraient bénéficier les fonctionnaires fédéraux et le document en question pourrait nous fournir des renseignements juridiques.

Je crois que M. Frecker aimerait prendre la parole.

M. John Frecker (commissaire, Commission de réforme du droit du Canada): Je ne voudrais pas couper la parole à notre président, mais je pense que vous avez soulevé là une question de très grande importance pour nous en tant que commission chargée par le Parlement de revoir les lois, et c'est aussi l'un des points qui sous-tendent notre mémoire. C'est une préoccupation de très longue date, et nos travaux antérieurs témoignent de notre sensibilité à cette question.

Notre engagement profond dans cette entreprise est l'une des choses sur lesquelles nous voulons insister auprès du Comité aujourd'hui. Nous estimons qu'il est nécessaire que le Parlement s'intéresse aussi directement à la question qui nécessitera une attention législative soutenue pour permettre de réformer les lois. Il ne s'agit pas de revoir la charte dans le but de la modifier, mais bien de revoir toute la législation afin de l'adapter à la charte pour que les tribunaux puissent s'en remettre à des lois claires. La Commission est bien placée pour participer à ce processus, et nous souhaitons dire au Parlement, par le biais du Comité, que cette entreprise nous tient à coeur.

[Texte]

Mr. Robinson: I take particular pleasure in welcoming this witness before the committee today, as one of those who prodded and goaded perhaps not so kindly one of the commission's staff on an earlier date. I think Judge Linden made passing reference to that. I am delighted that you are here.

I want once again to take this opportunity to commend the president of the commission, Judge Lynden, for the work he has done in raising the profile of the commission on Parliament Hill. I think it is so important that there be that interaction between the commission and those of us who are in a position, at least theoretically, to push for implementation of the recommendations of the commission. As I have said on a number of occasions in the past, there has been more progress in this area in the last three or four years than probably in the entire history of the commission before that; and the credit for that I think quite properly belongs to the president of the commission.

I also want to welcome the new member of the commission, John Frecker, from Newfoundland, who tells me he is particularly pleased to be down here to visit his uncle John Crosbie from time to time.

Mr. Robinson: Not all appointments are subject to review. We will be seeing you back on the Hill in another context, I suppose, in the future.

I have just one general question. I find your historical review of the work the commission has done in a number of the areas that we as a committee are approaching most helpful, but I am more interested in the last couple of pages, in which you talk about the importance of fundamental and objective analysis of basic concepts of equality, the need for a fundamental, reasoned philosophical analysis, and also the need for longer-term continuing effort in this regard. There are those who would interpret that as being a plea for an active role by the Law Reform Commission in that ongoing process. I for one would welcome that suggestion. I think there should be a statutory committee to ensure that within Parliament there is a group of Members of Parliament who are continuing to monitor the progress of the government or lack thereof in this area.

But I think the Law Reform Commission of Canada could play an important role outside the political sphere, if you will, not quite so subject to the day-to-day political pressures, in providing us with the expertise and the knowledge and the results of consultations, because I know that is again one of the initiatives this commission has undertaken: widespread consultations, which we will not be able to continue; not at the pace we have been undertaking them so far. So I wonder if you might just elaborate a little on the suggestion, at least the way I read it, that perhaps the commission might play a role in the future in assisting Parliament in this very important area.

Mr. Justice Linden: We are certainly available, and as John has mentioned, we are committed to doing this. It is something that has been of concern to us all along. It inevitably will in part fall to us. We are in the process of looking at a new program of research which we hope will be presented in a year or so. One of the areas we are looking at to see if we should

[Traduction]

M. Robinson: Je suis particulièrement heureux de souhaiter la bienvenue à ce témoin aujourd'hui; à l'un de ceux qui ont déjà critiqué, un peu sévèrement peut-être, l'un des employés de la commission. Je pense que le juge Linden y a fait vaguement allusion tout à l'heure. Je suis heureux de vous voir.

J'aimerais profiter de l'occasion pour féliciter le président de la commission, le juge Linden, d'avoir mis en lumière le rôle de la commission sur la colline parlementaire. Je pense qu'il est très important qu'il y ait interaction entre la commission et ceux qui sont en position, du moins théoriquement, de faciliter la mise en oeuvre des recommandations de la commission. Comme je l'ai déjà dit à maintes reprises, au cours des trois ou quatre dernières années la Commission a réalisé dans ce domaine probablement plus de progrès qu'au cours de toute son histoire, et cela est dû largement, je pense, au président de la commission.

Je tiens également à souhaiter la bienvenue au nouveau membre de la commission, John Frecker, de Terre-Neuve, qui me dit que cela lui fait particulièrement plaisir de venir ici, de temps à autre, rendre visite à son oncle John Crosbie.

M. Robinson: Toutes les nominations ne sont pas sujettes à examen. Nous vous reverrons sans doute sur la colline, dans d'autres circonstances.

J'aurais une question générale à poser. Je trouve des plus utiles votre aperçu historique des travaux de la commission dans un certain nombre de domaines rejoignant le mandat de notre comité, mais ce qui m'intéresse encore davantage, ce sont les dernières pages de votre mémoire où vous mettez en lumière l'importance d'une analyse objective et fondamentale des principes sous-jacents à l'égalité, le besoin d'une analyse philosophique réfléchie et fondamentale, ainsi que la nécessité d'un travail soutenu à plus long terme à cet égard. Certains verraient là-dedans un appel à une participation active de la Commission de réforme du droit dans ce processus. Pour ma part, je souscris à cette idée. Je pense qu'il faudrait instituer un comité pour veiller à ce qu'au Parlement un groupe de députés surveillent constamment les progrès du gouvernement ou l'absence de progrès dans ce domaine.

Mais j'estime que la Commission de réforme du droit du Canada pourrait jouer un rôle important en dehors de la sphère politique, si vous voulez, un peu plus à l'abri des pressions politiques quotidiennes, de manière à nous faire part de son expertise, de ses connaissances et des résultats des consultations, car je sais que le processus de consultation général est une initiative de la commission que nous ne pourrions pas poursuivre, du moins pas au rythme où elle a été amorcée. J'aimerais donc que vous nous expliquiez un peu plus en détail cette idée du rôle que pourrait jouer la commission auprès du Parlement dans ce domaine très important.

Le juge Linden: Nous sommes certainement disponibles, et comme John l'a mentionné, nous nous y sommes engagés. C'est une question qui nous a toujours intéressés, et nous aurons inévitablement un rôle à jouer. Nous sommes en train d'élaborer un nouveau programme de recherche que nous espérons pouvoir vous soumettre dans un an environ. Nous nous

[Text]

increase our effort is this whole area of charter rights and things like that.

It struck me there would be other groups that would be doing this, and I was very resistant to getting into this field. Again, one wants to avoid overlaps and waste of money if others are doing it. Yet there does not seem to be the kind of sustained and in-depth research in this area that I think the country deserves.

• 2120

This is something, as I say, that you will have to think about. Whether you think it should be some other group or whether our group or whether in co-operation with other groups, certainly there is going to be a lot of work for a lot of people for a lot of years to come, and we are happy to participate in that if you feel it would be helpful.

Mr. Robinson: One other very brief question, if I may, on the question of mental disorder and the criminal process. This is an area which has been raised by a number of witnesses appearing before our committee, some of the very serious inequities that exist within the current law in Lieutenant Governors' warrants and so on. I note that you have done a report on that. What, if any, indication do you have that the government is preparing to move forward on legislation in this area?

Mr. Justice Linden: As you know, Mr. Robinson, a consultation paper was developed and it has been around a long time. I think there have been some consultations, but it is not moving very swiftly. I know that it is still on the legislative agenda of the department, but there are so many things on the legislative agenda. I just do not know what their plans are for this fall, but it is there; it is in the works and it should be coming forward shortly. We hope that it will contain a lot of our ideas, but it is not up to us to be able to do that; it is up to somebody like you to keep pressing on.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you. Joe Reid, Member of Parliament for St. Catharines.

Mr. Reid: Thank you, Mr. Chairman.

This is my first and probably my last appearance on this subcommittee, Mr. Justice Linden.

The Chair has already welcomed you and the other members of the Law Reform Commission of Canada in an appropriate and deserved manner.

You have pointed out in your submission, as Mr. Robinson has also pointed out, the work your commission has done in a broad range of the law, and I believe you already have pointed out as well that in many instances you have been in advance of the law . . .

Mr. Justice Linden: On the Lord's Day Act . . .

[Translation]

interrogeons notamment sur l'opportunité d'accroître nos efforts dans le domaine des droits prévus dans la charte.

Je me suis rendu compte que d'autres groupes s'intéresseraient à la question, et j'hésitais beaucoup à m'engager dans ce domaine. Il faut toujours chercher à éviter le dédoublement des efforts et le gaspillage d'argent. Cependant, on ne semble pas faire le genre de recherches approfondies et soutenues dont a besoin le pays dans ce domaine.

C'est donc une question à laquelle vous devrez réfléchir. Ce sera à vous de déterminer si cette tâche doit revenir à un autre groupe, ou au nôtre, ou à plusieurs groupes ensemble, car il y aura certainement énormément de travail pour occuper bien des gens pendant de nombreuses années, et nous nous ferons un plaisir de participer à cet effort si vous le jugez opportun.

M. Robinson: Une autre question, très brève, si vous me permettez, concernant la déficience mentale et le processus pénal. C'est un problème que plusieurs témoins ont soulevé à propos de certaines inégalités très graves touchant notamment le mandat des lieutenants-gouverneurs. Je vois que vous avez rédigé un rapport là-dessus. Qu'est-ce qui vous incite à croire que le gouvernement se prépare à légiférer en la matière?

Le juge Linden: Comme vous le savez, monsieur Robinson, il existe déjà depuis longtemps un document de travail sur cette question. Je pense qu'il y a eu quelques consultations, mais le dossier n'avance pas très rapidement. Je sais que cette question figure toujours au programme législatif du ministère, mais il y a tellement de choses dans ce programme. Je ne sais pas quels sont les plans du ministère pour cet automne, mais c'est au programme; le projet est en cours et devrait aboutir bientôt. Nous espérons qu'il renfermera beaucoup de nos idées, mais ce n'est pas à nous d'insister, c'est plutôt à des gens comme vous de le faire.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Le président: Merci. John Reid, député de St. Catharines.

M. Reid: Merci monsieur le président.

Monsieur le juge Linden, c'est la première fois que je participe à une réunion du Sous-comité et probablement la dernière.

Le président vous a déjà souhaité la bienvenue, ainsi qu'aux autres membres de la Commission de réforme du droit du Canada, comme vous étiez en droit de vous y attendre.

Vous avez mis en lumière dans votre mémoire, comme M. Robinson l'a déjà fait remarquer, le travail qu'a affectué votre Commission dans une vaste gamme de domaines du droit, et je pense que vous avez déjà signalé que vous aviez pris les devants dans de nombreux cas . . .

Le juge Linden: En ce qui concerne la Loi sur le dimanche . . .

[Texte]

Mr. Reid: —on the Lord's Day Act and in several other instances—I am looking at your brief—sometimes 8 to 10 years in advance of adoption.

Mr. Robinson: The chiefs of police say a couple of decades, I have been told.

Mr. Reid: Yes, but the situation is now that section 15 is in force and, while your brothers on the bench might not be as forward-leaning as others, we are faced with a circumstance when some of this law might be interpreted by the courts in advance even of this subcommittee's report. That would be unfortunate, if I might say so, without all of the background consideration and thought, presentations, organizations, individuals that have come before this committee and your own law reform recommendations.

I want to zero in, as I had intended pretty well from the outset, on the last two pages of your submission, and not even taking it on the basis Mr. Robinson has but with respect to this subcommittee's report. Should it be one of setting out a philosophy? Should it be one of setting out guidelines in a fairly general way and with a view to somehow influencing the courts, whether we would have any legal influence on it or not, by reason of our report and where it goes from here? It might have some influence on the decisions that would be made earlier and even later.

Second, you know that people have come before this committee with a wide range of details, some social positions, some political issues, not all that would be called or considered equality rights under the Constitution.

• 2125

In effect, then, would the time of this subcommittee be justified in trying to answer all those detailed issues that have been brought before it, or is there some third course of action you could recommend we take in writing the report, setting out the philosophy in general guidelines, then using the *ejusdem generis* rule of enunciating one or two of the issues which you say fall within certain categories and with a view to assisting us in the preparation of that report? I will leave it at that because I think it is imminent; it is necessary, and I like the last page of your brief.

Mr. Justice Linden: Thank you, Mr. Reid. I do not think you should be unduly concerned about court decisions that may be coming along in the next few weeks or which have come along in the last few weeks. I am a trial judge and a judge of first instance, and I recognize quite significantly that our work at the trial level does not resolve the issue. These are tough, tough questions, and just because a judge at first instance thinks there has been a violation of the charter does not mean that is the end of it. As you well know, it goes on to appeal and then ultimately to the Supreme Court of Canada. These questions will not be before the Supreme Court of Canada for at least a year or two before they are ultimately decided. So I do not think you should be unduly influenced by the decision of a provincial court judge or even one of my brothers or sisters at our level. Obviously, they have to be

[Traduction]

M. Reid: ... en ce qui concerne la Loi sur le dimanche et plusieurs autres choses aussi... J'examine votre mémoire, et je vois que vous vous êtes penchés sur des questions huit ou dix ans avant qu'une loi ne soit adoptée.

M. Robinson: D'après ce qu'on me dit, les chefs de police parlent même de quelques décennies d'avance.

M. Reid: Oui, mais le fait est que l'article 15 est maintenant en vigueur et, bien que vos collègues ne soient pas tous aussi avant-gardistes les uns que les autres, les tribunaux seront peut-être appelés à se prononcer sur certains points de droit avant même que le Sous-comité présente son rapport. Il serait malheureux que cela se produise avant qu'on ait pu bénéficier de tout le processus de consultation et de réflexion, des exposés présentés par les organismes et les particuliers qui ont comparu devant le Comité, et de vos recommandations en matière de réforme du droit.

J'aimerais discuter, comme je me propose de le faire depuis le tout début, des deux dernières pages de votre mémoire, et ce, dans une optique différente de celle de M. Robinson, c'est-à-dire au regard du rapport du Sous-comité. Notre rapport devrait-il établir une philosophie? Devrait-il établir des lignes directrices assez générales dans le but d'influencer en quelque sorte les tribunaux; devrions-nous chercher à avoir une influence juridique, et quel devrait être le rôle de notre rapport? Il pourrait avoir une certaine incidence sur les décisions rendues dans un avenir plus ou moins rapproché.

Deuxièmement, vous savez que les témoins qui ont comparu devant le Comité ont abordé une vaste gamme de questions, parfois sociales, parfois politiques, qui n'étaient pas toujours rattachées aux droits à l'égalité aux termes de la Constitution.

Le Sous-comité devrait-il prendre le temps de répondre à toutes les questions dont il a été saisi, ou auriez-vous une troisième voie d'action à nous recommander pour nous aider dans la rédaction de notre rapport: soit par exemple établir des lignes directrices, puis développer une ou deux idées qui relèvent, selon vous, de certains grands principes de droit? Je m'arrête là, parce que c'est une question urgente qu'il faut absolument régler; pour terminer, je tiens à vous dire que j'ai beaucoup aimé la dernière page de votre mémoire.

M. le juge Linden: Merci, monsieur Reid. Vous ne devriez pas trop vous inquiéter des décisions que rendront les tribunaux au cours des prochaines semaines ou qu'ils ont rendues dernièrement. Je suis juge de première instance, et je sais très bien que notre travail à ce niveau ne règle pas le problème. Il s'agit de questions très difficiles, et ce n'est pas parce qu'un juge de première instance pense qu'il y a violation de la Charte que tout s'arrête là. Comme vous le savez très bien, il y a la Cour d'appel puis, en dernière instance, la Cour suprême du Canada. Aucune décision donc ne sera rendue par la Cour suprême du Canada avant un an ou deux. Vous ne devriez donc pas vous inquiéter des décisions prises par un juge de la cour provinciale ou même par un de mes collègues à notre niveau. Il faut évidemment respecter leurs décisions, mais elles

[Text]

respected, but they are not going to solve all these things; nor even will the Supreme Court of Canada.

But in your second invitation, I think what we would like to see you do is to think as deeply as you can, to try to develop a philosophy and approach and a direction for the future, and then try to take a bite out of as many of those issues as you can. You have an agenda in your working paper, six or eight or ten of the toughest questions. If you can resolve those, you will be doing a lot. If you can resolve a few more, you will be doing a lot. But I think you have to recognize that this is an ongoing process and all you can do is the best you can, trying to get us off on a good solid foundation with a good solid philosophy, resolving as many of the things as you can—hopefully, Parliament will respond within a reasonably quick period—and then trying to encourage the creation of some machinery to continue the work.

But again, the courts should be viewed only as a last resort. I do not think courts should be viewed as a resolver of these problems. Parliament's job is to resolve these problems, and it is only when Parliament fails to do so in time, or accurately, that the courts come along. Of course, they do not really resolve the problem. All they do is say something is wrong here, that this law has to fall, and they again just throw it back to Parliament and say you had better do something and fix this up.

So ultimately, it comes to you, but it is a partnership and it is going to take a long, long time. There is your work, the work of the commission, the work of other bodies, the work of the courts, and together, hopefully, in 10 or 20 or 30 years we will have at least begun to sort out these questions which we all recognize we have to sort out in the next few years.

Mr. Reid: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: I would like to thank each of you very much for being here. This discussion in the last half hour or so has brought to my mind what I have learned working over the past five years with the Hon. James Chalmers McRuer, who, at least in my estimation, is the single greatest law reformer this country has produced. It is really in his thinking that we find the genesis of the Ontario Law Reform Commission, which of course, became the pattern for law reform commissions throughout the Commonwealth.

In talking to him, working and going through his papers about the origin of the Ontario Law Reform Commission, I know that really, prior to that date, where did the ideas for law reform come from? There may have been an occasional law professor in a faculty who was looking at his or her particular field and became troubled with some of the aspects of it and would write a learned article in a journal or something, and that would be about the scope of that, maybe teaching the students, and parliamentary committees, about it, doing usually a very pragmatic approach to law reform; but never was there a permanent ongoing body of legal scholars and practitioners whose mandate was to review, on a thorough-

[Translation]

ne régleront pas tous les problèmes, puisque même la Cour suprême du Canada ne pourra le faire.

Quant à votre deuxième question, je pense que nous aimerions que vous réfléchissiez le plus soigneusement possible afin d'établir une philosophie et une approche, une orientation pour l'avenir; ensuite que vous abordiez le maximum de questions. Vous avez dans votre document de travail une liste des six ou huit ou dix questions les plus difficiles. Si vous pouvez résoudre celles-là, ce sera déjà quelque chose. Si vous pouvez en résoudre d'autres, vous aurez déjà accompli beaucoup. Mais vous devez comprendre qu'il s'agit d'un processus permanent et que vous n'êtes pas tenus à l'impossible. Si vous établissez une base solide avec de bons principes, si vous résolvez toutes les questions que vous pouvez, eh bien il est à espérer que le Parlement réagira dans un délai raisonnable et qu'il encouragera la création d'un mécanisme pour poursuivre le travail.

Mais je le répète, les tribunaux doivent être envisagés en dernier recours seulement. Je ne crois pas que nous devrions compter sur eux pour résoudre ces problèmes. C'est au Parlement qu'il appartient de résoudre les problèmes, et les tribunaux doivent intervenir seulement lorsque les solutions proposées par le Parlement tardent à venir ou sont insatisfaisantes. Les tribunaux ne règlent pas vraiment le problème. Ils disent simplement qu'il y a quelque chose qui ne va pas, qu'une loi doit être abrogée et ils engagent le gouvernement à trouver une solution.

Au bout du compte, c'est votre responsabilité, mais il vous faut notre collaboration et du temps, beaucoup de temps. Voilà le travail qui attend le Parlement, la commission, les autres organismes et les tribunaux; et il faut espérer qu'ensemble, dans dix, vingt ou trente ans, nous aurons au moins commencé à trouver des solutions à ces questions qui doivent toutes être réglées d'ici quelques années.

M. Reid: Merci, monsieur le président.

Le président: Je tiens à remercier sincèrement chacun d'entre vous d'être venu nous rencontrer. La dernière demi-heure des discussions m'a rappelé ce que j'ai appris ces cinq dernières années aux côtés de l'honorable James Chalmers McRuer qui, d'après moi, est le plus grand spécialiste canadien de la réforme du droit. C'est véritablement dans sa philosophie que la Commission de réforme du droit de l'Ontario tire ses origines, et c'est aussi évidemment de cette même philosophie que se sont inspirées les commissions de réforme du droit de l'ensemble du Commonwealth.

En discutant avec lui, en travaillant à ses côtés et en lisant ses ouvrages sur l'origine de la Commission de réforme du droit de l'Ontario, je sais vraiment d'où est venue l'idée de la réforme du droit. Il est vrai qu'un professeur de droit a pu à l'occasion s'interroger sur certains aspects d'un domaine particulier et publier un article dans une revue savante, mais il n'allait pas tellement plus loin, il en parlait peut-être à ses étudiants, en informant des commissions parlementaires, tout ça avec une approche habituellement très pragmatique vis-à-vis de la réforme du droit. Mais jamais il n'y a eu d'organisme permanent regroupant des professeurs de droit et des juristes dont le mandat aurait consisté à faire une révision et une

[Texte]

going basis backed up with a lot of research, why those laws existed, what social purpose or economic purpose they were still serving and if it accorded with present purposes and public policy.

• 2130

That really was the idea behind the need to form a law reform commission at all, and I think particularly the Ontario Law Reform Commission and now, over its past years, the Law Reform Commission of Canada truly have become what I call the engine room of justice; that is where, day in and day out, the work continues.

Ms Copps: And this is the boiler room.

The Chairman: So it is very important that we get your work in perspective as you have presented it tonight. Certainly on this committee we are mindful of the historic opportunity we have, in this initial speaking by parliamentarians on the subject of equality under section 15, of perhaps sending a signal and setting out some guide-posts that can help in deciding or formulating the broad philosophic approach you have so eloquently spoken of tonight and the need for that.

So I think this is an extremely happy note on which to conclude our hearings in the national capital. Svend Robinson said that we could not keep up this pace for much longer. Since May of this year our committee has heard more witnesses appearing before it than most standing committees of Parliament hear over the course of three Parliaments. We have heard from over 600 groups and organizations and have received well in excess of 1,000 written briefs. So the subject of legal equality in this country is one in which a great many people have invested creative energy and thought, and some measure of emotion when looking at the injustices there that need to be rectified.

So I think it is a very historic time, and I am just delighted that you have been able to come forward and contribute to it in the way you have.

Thank you very much.

Mr. Justice Linden: Thank you very much, Mr. Boyer and members of the committee. Good luck.

The Chairman: This meeting stands adjourned.

[Traduction]

recherche approfondie des lois, à s'interroger sur le bien-fondé de ces lois, sur leurs intentions sociales ou économiques et à veiller à leur opportunité et à leur conformité aux politiques publiques.

Voilà l'idée qui a vraiment fait surgir le besoin de créer une commission de réforme du droit, et je pense en particulier que la Commission de réforme du droit de l'Ontario et maintenant, depuis quelques années, celle du Canada, constitue ce que j'appelle la chambre des machines de la justice, c'est-à-dire là où se fait tout le travail.

Mme Copps: Et ici, c'est la chaufferie.

Le président: Il est donc très important de situer votre travail dans la perspective que vous nous avez exposée ce soir. Les membres du Comité se rendent bien compte de l'occasion historique qui leur est donnée en tant que parlementaires chargés d'examiner la question de l'égalité aux termes de l'article 15, de faire oeuvre de pionniers et d'établir certains grands principes qui serviront à faciliter les décisions, ou d'élaborer la philosophie de base dont vous nous avez si éloquemment parlé ce soir et si bien fait comprendre la nécessité.

C'est donc sur une note extrêmement joyeuse que se terminent nos audiences dans la Capitale nationale. Svend Robinson a dit que nous ne pourrions pas soutenir ce rythme encore longtemps. Depuis le mois de mai dernier, notre Comité a reçu plus de témoins que la plupart des comités permanents du Parlement au cours des trois dernières législatures. Nous avons entendu au-delà de 600 groupes et organismes et reçu au-delà de 1,000 mémoires. Le droit à l'égalité devant la loi est donc une question sur laquelle s'est penché un très grand nombre de gens, sans ménager ni énergie, ni réflexion, ni une certaine part d'émotion devant les injustices qu'il faut réparer.

Nous vivons donc un moment historique, et je suis ravi que vous ayez pu y contribuer de cette façon.

Merci beaucoup.

M. le juge Linden: Merci beaucoup, monsieur Boyer, mesdames et messieurs. Bonne chance.

Le président: La séance est levée.

From Bell Canada:

Robert Graham, Director of Benefits;
Claude Dumont, Consultant;
Richard Brabander, Law & Corporate Affairs Department.

From the Public Service Alliance of Canada:

Daryl Bean, National President;
Susan Giampietri, Ex. Vice-President;
Luise Czernenko, Assistant to President;
Mirian Edelson, Equal Opportunities Coordinator;
Stephen Jelly, Assistant to the Ex. Management Committee.

From the Metropolitan Community Church:

Paul Richard;
Rev. Ron R. Bergeron, District Coordinator.

From the RCMP, National Executive Divisions, Staff Relations Representatives:

Staff Sergeant Vic Pankratz;
Staff Sergeant D. Tough.

From the Canadian Union of Public Employees:

Jeff Rose, President;
Karen Stotsky, Research Officer.

From the Law Reform Commission of Canada:

Mr. Justice A.M. Linden, President;
Gilles Letourneau, Vice-President;
John Frecker, Commissioner.

From the Canadian Association of University Teachers:

Ed Anderson, President;
Sandy Casey, Status of Women Committee;
Donald C. Savage, Executive Secretary;
Tina Head, Professional Officer;
Richard Bellaire, Professional Officer.

From the Canadian Labour Congress:

R. Martin, Ex. Vice-President;
M. Randall, Director, Research & Legislation;
S. Attenborough, National Representative, Research & Legislation;
B. Baldwin, National Representative, Research & Legislation;
L. Gallant, Director, Women's Bureau;
C. McGuire, National Representative, Communication Workers of Canada;
C. Lace.

De Bell Canada:

Robert Graham, directeur des avantages sociaux;
Claude Dumont, expert-conseil, Avantages sociaux;
Richard Brabander, avocat général aux affaires juridiques et générales.

De l'Alliance de la Fonction publique du Canada:

Daryl Bean, président national;
Susan Giampietri, ancienne vice-présidente;
Luise Czernenko, adjointe du président;
Mirian Edelson, coordinatrice des droits à l'égalité;
Stephen Jelly, adjoint auprès du Comité exécutif de gestion.

De l'Église communautaire métropolitaine d'Ottawa:

Paul Richard;
Rév. Ron R. Bergeron, coordinateur du district.

De la Gendarmerie royale du Canada, Représentants divisionnaires des relations fonctionnelles du Comité exécutif national:

Sergeant d'état-major Vic Pankratz;
Sergeant d'état-major D. Tough.

Du Syndicat canadien de la Fonction publique:

Jeff Rose, président;
Karen Stotsky, agent de recherche.

De la Commission de réforme du droit du Canada:

Son Honneur le juge A.M. Linden, président;
Gilles Letourneau, vice-président;
John Frecker, commissaire.

De l'Association canadienne des professeurs des universités:

Ed Anderson, président;
Sandy Casey, Comité de la condition féminine;
Donald C. Savage, secrétaire exécutif;
Tina Head, agent professionnel;
Richard Bellaire, agent professionnel.

Du Congrès du travail du Canada:

R. Martin, ancien vice-président;
M. Randall, directeur, Recherche et législation;
S. Attenborough, représentant national, Recherche et législation;
B. Baldwin, représentant national, Recherche et législation;
L. Gallant, directrice, Bureau de la femme;
C. McGuire, représentant national, Syndicat des travailleurs en communication du Canada;
C. Lace.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From the Canadian Association for Community Living:

Jean Pierre Lukowyez, Board Member;
Joan Charbonneau, Vice-President;
Peter Park, President, People First;
Orville Endicott, Legal Services Co-ordinator;
Jacques Pelletier, Ex. Vice-President.

From the Social Planning Council of Metropolitan Toronto:

Robert Doyle, Senior Program Director;
John Kenewell, Chairman, Equality Rights Working Group
and Counsel, Justice for Children.

From the National Union of Provincial Government Employees:

John Fryer, President;
Nancy Riche, Secretary-Treasurer;
Carolyn Woloski, National Representative (Women's
Issues).

De l'Association canadienne pour la vie communautaire:

Jean Pierre Lukowyez, membre du conseil;
Joan Charbonneau, vice-présidente;
Peter Park, président, «People First»;
Orville Endicott, coordinateur des services juridiques;
Jacques Pelletier, ancien vice-président.

Du Conseil de la planification sociale du Toronto métropolitain:

Robert Doyle, directeur principal des programmes;
John Kenewell, président, Groupe de travail sur les droits à
l'égalité, et conseiller, «Justice for Children».

Du Syndicat national de la Fonction publique provinciale:

John Fryer, président;
Nancy Riche, secrétaire-trésorière;
Carolyn Woloski, représentante nationale (Questions
relatives aux femmes).

(Continued on previous page)

(Suite à la page précédente)

JUL 2 1987

